REVUE BLEUE

PARIS. — A. DAVY IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE
52, rue Madame, 52

Fr. Lit
R.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

57e ANNÉE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1919

197237
9.7.25

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (REVUE BLEUE)*
ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

55, RUE DE CHATEAUDUN, 55

—

1919

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/revuebleuepolit57pari

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures.
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 1 — 57e ANNÉE — 4-11 JANVIER 1919

LA BELGIQUE ET SON AVENIR

Dès le lendemain de la signature de l'armistice, les questions relatives à la restauration d'une Belgique indépendante ont pris une importance considérable au point de vue du règlement général de l'ordre nouveau en Europe. Aussi longtemps que le gouvernement du roi Albert résidait hors du territoire national et qu'on n'était point fixé sur les circonstances et les conditions dans lesquelles se préciserait la victoire des alliés, il était difficile de poser le problème belge dans toute son ampleur et de marquer nettement les tendances qui doivent caractériser désormais la politique extérieure du cabinet de Bruxelles. Etant redevenue totalement elle-même, ayant retrouvé son entière liberté d'action, consciente, enfin, de ce qu'exige sa sécurité, qui ne sera vraiment garantie que par les mesures de défense qu'elle saura prendre de sa propre initiative et dont elle aura seule le contrôle, la Belgique considère qu'il est de son devoir de parler net et de dissiper tous les malentendus qui, trop longtemps, avant 1914, ont faussé son action à l'intérieur et au dehors. On commettrait une lourde erreur en s'imaginant que toute justice serait rendue aux Belges, dès l'instant où ils retrouveraient le droit de se gouverner eux-mêmes et où ils seraient indemnisés, dans la mesure du possible, pour les dommages subis du fait de l'agression allemande. La justice pleine et entière envers le peuple qui s'est sacrifié au devoir et à l'honneur comporte autre chose, en vérité ; elle comporte l'entière réparation des fautes du passé. Les Belges ne se gênent point pour le proclamer bien haut. Ils n'attendent aucune récompense pour la loyauté dont ils ont fait preuve en 1914, ni pour l'héroïsme de leurs soldats, qui fut un des facteurs décisifs de la victoire : mais ils veulent tout le droit pour eux comme pour les autres, et c'est ce droit qui est défini dans le discours du trône du roi Albert, prononcé devant la représentation nationale, le 22 novembre dernier. Le souverain a dit : « La Belgique victorieuse et affranchie de la neutralité que lui imposaient les traités dont la guerre a ébranlé les fondements, jouira d'une complète indépendance. Ces traités, qui ont déterminé sa position en Europe, ne l'ont pas protégée contre le plus criminel attentat. Ils ne peuvent survivre aux crises dont le pays a été victime. »

Tout est là. Les traités dont parle le roi Albert sont ceux de 1831 et de 1839, qui imposèrent au royaume la neutralité permanente et soi-disant garantie, qui assurèrent à la Hollande la souveraineté sur l'embouchure de l'Escaut, qui arrachèrent à la Belgique une partie du Limbourg et le duché de Luxembourg. En d'autres termes, ces traités mutilèrent la patrie, la privèrent du contrôle de la grande voie d'accès à Anvers, « réduit national », et lui enlevèrent toute possibilité d'organiser pratiquement sa défense à l'est. Ces traités constituèrent une monstrueuse iniquité et mirent la Belgique à la merci des criminelles entreprises du militarisme prussien.

On a parlé à la seconde Chambre des Etats gé-

néraux des Pays-Bas de l' « annexionnisme » belge, et la presse hollandaise dénonce volontiers ce qu'elle qualifie le « mouvement impérialiste » de la Belgique nouvelle. Il n'y a pas d'annexionnisme belge et l'impérialisme sous toutes ses formes est ce qui répugne le plus à ce peuple de clair bon sens et de foncière honnêteté politique. Prêter aux Belges une arrière-pensée de conquête et de domination, insinuer qu'ils veulent exploiter la sympathie universelle que leur valut leur malheur pour dépouiller, à leur tour, d'autres nations, c'est méconnaître méchamment leur histoire, leur caractère et leur effort. En luttant pour leur indépendance, ils se sont battus pour la liberté du monde entier, et ce qui soutint pendant quatre années leur vaillance, ce fut le sentiment qu'au-dessus de leur existence même, ils défendaient des principes sauvegardant les droits imprescriptibles de toute l'humanité. Mais il y a une situation de fait dont il importe de tenir compte si l'on veut que la Belgique vive et prenne la place qui lui revient au rang des nations affranchies.

Le peuple belge a été victime des mesures prises en 1831 et en 1839 par les grandes puissances et qui tendaient surtout à le protéger contre les aventures. Il a été victime de cette neutralité garantie, qu'on lui a imposée, et qui, croyait-il, le dispensait d'organiser efficacement sa défense. Il ne veut plus de cette restriction de sa souveraineté. Le gouvernement de Bruxelles a notifié aux puissances qu'il renonçait à cette garantie illusoire. Cette renonciation implique pour la Belgique le droit d'orienter librement sa politique extérieure, le droit de conclure des ententes militaires et des alliances quand elle jugera convenable de le faire pour se garder contre toute surprise. Seulement, la renonciation à la neutralité permanente entraîne logiquement une revision de l'ensemble de l'œuvre diplomatique de 1839, dont les autres conditions furent aussi funestes dans leurs conséquences pour la Belgique que la neutralité imposée elle-même.

La première question qui se pose, la plus importante de toutes, est celle de l'Escaut. En 1910 et 1912, quand la Hollande se proposa de construire à Flessingue un fort commandant l'entrée de l'Escaut, j'ai dénoncé dans une série d'articles publiés par *Le Temps* et l'*Indépendance belge* les graves conséquences qui pouvaient en résulter, si la Belgique était victime d'une agression allemande. A Bruxelles même, à cette époque, on ne s'émut point des intentions de la Hollande et l'on n'était pas loin de penser que la thèse néerlandaise, suivant laquelle les Pays-Bas devaient défendre la neutralité de l'Escaut contre n'importe quel belligérant, constituait en quelque sorte une garantie supplémentaire pour la Belgique. Or, cette thèse était fausse et Anvers, « réduit national » belge, a dû être abandonné en octobre 1914 parce que la Hollande, en fermant l'Escaut, avait littéralement « embouteillé » la place. La thèse hollandaise était fausse encore parce que la Hollande, si elle avait le devoir de défendre la neutralité de ses eaux territoriales, avait également le devoir de ne gêner en rien les puissances garantes de la neutralité belge se portant au secours de la Belgique menacée. Le traité de 1839 fut conclu en faveur des Pays-Bas ; le gouvernement de La Haye en avait formellement reconnu les clauses ; il avait admis que la neutralité de la Belgique devait être défendue éventuellement par les puissances garantes ; il n'avait pas assumé lui-même de responsabilité en ce qui concerne cette garantie, mais l'ayant reconnue solennellement, il s'interdisait d'entreprendre quoi que ce fût de nature à empêcher cette garantie de produire ses pleins effets. Or, qu'a fait la Hollande ? Le 3 avril 1914, donc avant que la violation de la neutralité belge, qui eut lieu le 4 août, fût un fait accompli, elle a établi le « balisage de guerre » dans le fleuve. Le 4 août, elle était disposée à ouvrir l'Escaut à une escadre anglaise, mais le 5 août, alors que la Belgique était envahie, elle notifia au gouvernement de Bruxelles qu'elle ne permettrait pas à une force navale britannique de remonter le fleuve pour amener à Anvers une armée de secours. Pour s'opposer à une intervention anglaise par l'Escaut, la Hollande invoqua cet argument, pour le moins étrange, que la Grande-Bretagne étant une puissance belligérante, elle ne pouvait lui permettre de porter atteinte à la neutralité des Pays-Bas en faisant passer ses navires par les eaux néerlandaises. La Grande-Bretagne était, en effet, devenue puissance belligérante, mais elle l'était devenue précisément parce qu'elle voulait défendre la Belgique contre une criminelle agression, parce qu'elle exécutait la garantie stipulée par le traité de 1839 et reconnue par la Hollande.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que la prétention des Pays-Bas d'empêcher la Belgique de se servir de l'Escaut pour sa défense constitue une menace permanente à la sécurité belge. L'Escaut est un fleuve international sur lequel la Belgique possède deux ports principaux, Anvers et Gand, et la France deux ports intérieurs, Valenciennes et Condé. Il est inadmissible en droit et en fait qu'en cas de guerre, la Belgique et la France puissent se voir interdire l'accès du fleuve dont elles sont riveraines par simple scrupule de la Hollande d'observer strictement la neutralité. Pour la Belgique, il s'agit là d'une question vitale, qui doit être ré-

solue franchement, — d'autant plus franchement que les événements ont prouvé que les Belges n'ont pas trop à compter, aux heures de crise, sur la bienveillance des Pays-Bas. Le gouvernement de Bruxelles doit avoir la maîtrise de sa navigation sur l'Escaut ; il doit pouvoir y exercer sa souveraineté. Cela est d'autant plus nécessaire que le fleuve constitue une frontière naturelle. Soit par le retour de la Flandre zélandaise à la Belgique, soit par une solution juridique nette et formelle, le problème de l'Escaut doit être résolu dans le sens de la meilleure sauvegarde des droits et de la sécurité de la Belgique. L'arrière pensée de conquérir des territoires, d'ailleurs sans grande valeur, n'existe pas : le souci belge est uniquement d'assurer à la patrie sa pleine liberté d'action dans le fleuve donnant accès au « réduit national ».

Mais le règlement de la question de l'Escaut ne saurait résoudre tout le problème de la défense belge contre une nouvelle agression allemande. C'est sur les frontières de l'est qu'il importe surtout de créer la solide barrière contre laquelle toute nouvelle ruée des Germains viendrait se briser inévitablement. Là, comme du côté de l'Escaut, la Belgique a été victime des trop subtiles combinaisons de la diplomatie des grandes puissances. En 1815, en 1831 et en 1839, les traités furent élaborés contre la Belgique, qui fut constamment dépouillée et mutilée parce que les ambitions allemandes exigeaient qu'elle ne fut qu'un carrefour international, une terre de passage d'un accès facile aux plus forts. Considérée comme « pays de marche » de la puissance française, les grands Etats qui entendaient dicter la loi à l'Europe et qui s'étaient ligués contre la France au lendemain de la période napoléonienne, n'eurent pas de plus grand souci que de priver la Belgique de ses défenses naturelles, que de s'assurer toutes les voies de pénétration au cœur du pays. C'est pourquoi on lui arracha en 1815, pour les donner à la Prusse, les cantons wallons, avec Malmédy, Montjoie et Saint-Vith, qui constituent la couverture naturelle du pays de Liège. Cette contrée est restée essentiellement wallonne malgré tout un siècle de domination allemande : c'est une terre belge sur laquelle survit une population belge, terre qui doit revenir à la mère-patrie, non seulement parce que la moralité politique exige la réparation de l'injustice commise, mais parce que la Belgique a le devoir envers elle-même de réclamer la garde des voies d'invasion de son territoire. C'est par les cantons wallons qui lui furent arrachés en 1815, que les Allemands ont attaqué en 1914 en direction de Liège : c'est sur ce vieux territoire belge qu'ils ont préparé et organisé leur criminelle agression.

Plus au nord, la question du Limbourg se pose dans des conditions qui ne sont pas moins intéressantes. Si au lendemain de la révolution de 1830, la jeune armée belge, attaquée par une armée hollandaise infiniment supérieure en nombre, n'avait pas été vaincue, en 1831, entre Diest et Louvain, les grandes puissances n'eussent pas imposé la cession d'une partie du Limbourg à la Hollande. Cette terre belge et ces populations restées belges par les traditions historiques, la religion, les mœurs et coutumes, durent être sacrifiées en rançon de la défaite subie. Les grandes puissances sanctionnèrent, une fois de plus, un crime de la force, une violation du droit. Il suffit d'examiner attentivement une carte pour se rendre compte que le Limbourg hollandais appartient géographiquement à la Belgique, qu'il constitue au flanc de la Hollande une sorte d'appendice dont les Pays-Bas pourraient difficilement organiser la défense efficace, parce qu'il est totalement en dehors de leur système défensif. Cela est si vrai, que quelques années avant la guerre, on se posait, à La Haye, la question de savoir si le passage par le Limbourg d'une armée allemande en marche vers la Belgique aurait le caractère d'une violation de la neutralité néerlandaise !

En 1914, l'invasion du Limbourg belge par les troupes impériales fut si rapide, alors que ces troupes ne disposaient pour effectuer leur marche en avant que d'une voie extrêmement étroite au nord-est de la position fortifiée de Liège, qu'on crut qu'elles avaient « écorné » le territoire hollandais. Le gouvernement de La Haye a formellement démenti le fait, mais on sait, d'autre part, qu'au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, ce fut par le Limbourg hollandais que s'écoula toute une armée allemande, emportant un énorme matériel de guerre et un « butin » considérable fait sur les malheureuses populations belges. Le gouvernement néerlandais autorisa ce passage par son territoire d'une armée en retraite sans avoir demandé au préalable l'assentiment des alliés : sa complaisance eut pour conséquence de sauver d'une capture certaine plus de 70.000 soldats allemands et tout un matériel de guerre. Le fait tel quel, et malgré les explications trop laborieuses fournies à La Haye, n'est pas de nature à rassurer la Belgique pour l'avenir. Il y a désormais une question de la « trouée du Limbourg » qui doit retenir l'attention et qui oblige les Belges à veiller à leur sécurité de ce côté.

Le quatrième problème qui se pose pour la Belgique dans le domaine international, en conclusion de la grande guerre, est celui qui se rapporte au statut du grand duché de Luxembourg. Ce petit

pays, malgré sa neutralité garantie, a été envahi et il n'a pu opposer aucune résistance, même de pure forme, à son agresseur. Il s'agit dès lors de savoir si le Luxembourg désarmé, subissant une forte emprise politique et économique allemande par les effets du « Zollverein », peut subsister comme Etat indépendant sans que sa faiblesse même ne constitue un danger permanent pour la Belgique et la France. Or, si la conférence de la paix, qui aura à organiser l'ordre européen nouveau, considère que le statut national et international du Luxembourg doit être modifié, la Belgique se réserve de faire valoir des droits qu'elle tient d'un long passé. Voici, établis de la manière la plus objective, en quoi consistent ces droits : depuis le seizième siècle, la fusion du Luxembourg et des provinces belges a été constante ; en 1814, au traité de Paris, le Luxembourg fut remis au roi de Hollande, en compensation des domaines que la Prusse enleva à la maison d'Orange-Nassau dans la vallée du Rhin. Ainsi le duché fit partie, au même titre que la Belgique, des Pays-Bas, de 1815 à 1830 ; et dès le premier jour de la révolution, les Luxembourgeois firent cause commune avec les Belges. Leurs députés siégèrent en 1831 au Congrès national qui, à Bruxelles, élabora la constitution du royaume ; ils vécurent de la vie de la nation belge jusqu'au moment où, en 1839, les puissances détachèrent le Luxembourg de la Belgique pour le remettre une seconde fois, à titre de don personnel, au roi de Hollande. Les représentants du Luxembourgeois au Parlement belge protestèrent énergiquement contre la violence ainsi faite à leurs mandants, et quand la représentation nationale dut ratifier le traité de Londres de 1839, Gendebien s'écria au moment du vote : « Non ! mille fois non, pour les 380.000 Belges que l'on sacrifie à la peur ! »

En réalité, le seul régime, dans toute leur histoire qui ne fut pas imposé aux Luxembourgeois par la force ou par une combinaison diplomatique des grandes puissances, fut celui de leur union avec la Belgique au lendemain de la révolution de 1830, qu'ils soutinrent spontanément, dont ils contribuèrent à assurer le succès, par laquelle ils luttèrent pour leur propre libération. La volonté de la population luxembourgeoise, est évidemment d'un grand poids dans la décision à prendre, mais si, avec son consentement et pour mieux garantir la paix générale de l'Europe, on juge indispensable de modifier le statut national et international du Luxembourg, la thèse belge du rattachement du grand-duché au royaume, sous la forme d'une union personnelle sauvegardant l'autonomie luxembourgeoise, ne saurait être suspectée d'annexionisme ou d'impérialisme. En dehors de tout esprit de conquête et de domination, la Belgique ne recherche que des réparations du droit violé à son détriment et des garanties de sécurité pour l'avenir. La Belgique et la France seront naturellement amenées à collaborer étroitement désormais dans tous les domaines pour assurer au mieux de leurs intérêts et dans toute la dignité de leur indépendance, leur défense commune contre l'ennemi héréditaire de l'est. La solution qui sera donnée à la question du Luxembourg peut constituer, dans des circonstances déterminées, un des facteurs essentiels de cette collaboration au point de vue militaire.

Il ne faudrait pas s'y tromper : les problèmes belges, tels qu'ils se posent actuellement, ont, en dehors de toute préoccupation purement nationale, un caractère incontestable d'intérêt général. Ce sont les puissances qui, jadis, ont lésé et mutilé la Belgique qui ont à corriger leurs erreurs et à réparer leurs fautes. La Belgique demande justice. Par quelles modalités politiques, territoriales et juridiques cela peut-il s'accomplir sans créer de nouvelles causes de conflits ? Les formules pratiques ne manquent point et c'est à la conférence de la paix qu'il appartiendra de décider en toute équité. Avec le juste orgueil de sa propre franchise, le peuple belge a le respect de la dignité des autres, mais fort de la conscience de son droit et sûr de l'appui de ses fidèles alliés, il revendique les garanties qu'il considère comme indispensable à la sécurité de son existence indépendante. Nul ne saurait lui en faire un grief, car il a assez souffert, assez lutté, assez saigné pour trouver enfin la certitude d'un lendemain glorieux dans l'unité de sa patrie reconstituée.

ROLAND DE MARÈS.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

Salvina se trouva donc dehors, à l'air frais, aspirant avec délice la joie de se retrouver seule et libre, malgré la conscience qu'elle avait de manquer à tous ses devoirs, en quittant la classe à l'heure, où dans toutes les écoles de la ville, les enfants étaient en train de réciter leurs leçons.

Elle se rendit au Bureau de Poste pour retirer ses disponibilités, et en attendant l'heure où elle devait se retrouver avec son frère, elle fit quelques emplettes à Whitechapel, qui lui parurent indis-

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 23, 1918 et suiv.

pensables : une nappe grossière, mais bien blanche, un gobelet en métal doré et un petit tapis de velours, sur lequel était brodée une inscription hébraïque, pour la cérémonie du vendredi soir.

V

Mais le Sabath n'apporta aucun apaisement. Par un miracle d'activité, la table fut dressée avec le même apparat de fête, sauf qu'elle se trouvait être à la cuisine. La coupe de consécration se trouvait à sa place habituelle, ainsi que les miches de pain tressées, recouverts du petit tapis, portant l'inscription « Jérusalem ».

Ce fut le rituel plat de poisson, servi dans un silence religieux où l'absence du chef de famille se passait de commentaires. Sa place vide avait la signification morne de mort et de profanation.

Sans se préoccuper du gobelet doré, placé devant la bouteille de vin, (à un shilling !) Lazare se versa du café, quand sa mère s'écria avec indignation :

— Eh quoi, allons-nous nous mettre à table, comme des animaux sans discernement ?

— Vous m'embêtez ! riposta Lazare. Vous savez bien que je déteste toutes ces momeries ! Je ne trouverais rien à redire, si vraiment elles rendaient les hommes meilleurs, mais je suis édifié à présent en ce qui nous concerne personnellement.

— Mais tu dois dire « Kiddich » insista Salvina, d'une voix ferme et suppliante en même temps.

Elle posa devant lui le livre de prières, et tout en maugréant, Lazare prit place à la tête de la table et bredouilla tant bien que mal l'action de grâce, bénissant Dieu d'avoir élu et sanctifié Israël par dessus toutes les autres nations, et de lui avoir légué en héritage, le saint Sabbath.

Mais combien cette prière leur parut vide de sens, sans la mélodieuse onction, qu'y déployait leur père. C'était comme une image symbolique de leur foyer détruit, et Salvina le ressentit profondément. Elle se rappela la dernière cérémonie, présidée par son père, et elle frissonna à l'idée qu'il avait mis l'irrévocable entre eux.

— Béni sois-tu, ô Seigneur, qui sanctifie le Sabbath ! marmonnait Lazare, en distribuant gauchement les tranches de pain.

Mais sa mère ne put avaler son morceau, car dans son imagination indignée, elle vit nettement sa rivale, présidant cette cérémonie du Sabbath.

— Que la bouchée de pain étouffe la vipère ! s'écriat-elle, et elle manqua d'étouffer elle-même.

— Oh maman, il ne faut pas parler d'elle ! Ni d'elle, ni de lui ! Jamais plus ! se récria Salvina.

Une note si péremptoire, si nouvelle, résonna dans le son de sa voix, que la mère se tut subitement, comme une enfant, qu'on venait de réprimander.

Veux-tu du carrelet ou un morceau de [illegible] maman ? reprit Salvina d'une voix radoucie.

Je ne puis rien manger, Salvina ! [illegible] demande pas...

— Mais il faut manger !

Salvina lui servit du poisson et lui versa de la [illegible] avec deux morceaux de sucre, et la mère [illegible] et but docilement, comme hypnotisée.

Pendant tout le repas, le passé et l'avenir alternaient dans l'esprit de Salvina. Des souvenirs venaient à sa mémoire, lui représentant sous un aspect nouveau son père si respecté jusqu'ici.

Elle revit les années de son enfance, le transportant dans ses bras, le père l'emmenant faire une promenade à Victoria Park, avec Kitty trottinant à ses côtés. Mais les larmes lui troublèrent les yeux au souvenir de leurs heureuses journées frimousses, toutes joyeuses de se laisser [illegible] par le bon géant qu'était leur père, et elle se [illegible] bataillea de nouveau dans des projets d'avenir.

Avant tout, ils devront retourner à Hoxton-Dutch. Il faudra renoncer à tout espoir de devenir [illegible] chelière. Ce sera déjà une chance inespérée de trouver un nombre suffisant d'élèves, et comme le « jiddisch » qu'elle avait sucé avec le lait de sa mère, était devenu chez elle, à force d'application, de l'excellent allemand, elle allait pouvoir en tirer profit, et gagnerait ainsi une livre supplémentaire par semaine, en enseignant cette langue.

Elle allait veiller, comme sur une enfant, sur sa malheureuse mère trahie et abandonnée ! Tout l'instinct maternel s'éveilla en elle en cette circonstance où les rôles étaient si singulièrement intervertis.

Elle se reprocha son impatience et le manque de respect envers cette héroïne de roman et elle se promit de ne plus jamais se mettre en colère contre elle. Oui, sa mère était devenue à ses yeux un personnage de roman, en même temps qu'un enfant qui avait besoin de sa protection !

Cette femme, dont l'humeur acariâtre l'avait si souvent exaspérée, n'était plus qu'une malheureuse créature qui avait aimé et souffert ! C'était une mère tendre et dévouée qui avait veillé sur elle depuis son enfance.

Elle s'aperçut avec surprise que toutes ces vertus ignorées jusqu'ici, elle les découvrait seulement grâce au départ de son père. Comme on évoque les vertus d'un être cher disparu, elle avait attendu que l'affection fût tuée en elle, pour com-

prendre tout le prix qu'elle y attachait.

Le facteur fit retomber le marteau de la porte, et elle sentit son cœur battre à coups redoublés. Ses nerfs étaient tendus à l'extrême dans l'attente d'événements extraordinaires.

C'était une lettre pour Lazare.

— Abomination ! s'exclama sa mère, en lui voyant déchirer l'enveloppe en plein Sabbath.

Mais il ne parut pas s'apercevoir du sacrilège et s'écria joyeusement

— Quand je vous le disais ! Granders Frères, m'offrent d'entrer chez eux avec une grosse commission et frais de voyage payés !

— Dieu soit loué ! Dieu soit loué ! répéta la mère, en levant pieusement les yeux au ciel.

Il sortit vivement son chapeau.

— Mais où vas-tu donc ? s'écria Mme Brill.

— Chez Rhoda, naturellement ! Tu penses bien qu'elle sera au moins aussi heureuse que toi d'apprendre la bonne nouvelle.

Salvina sentit des larmes d'attendrissement lui monter aux yeux.

— Oui, maman, c'est très naturel ! Il faut qu'il aille chez elle.

VI

Le dimanche après-midi, se sentant rafraîchie après le repos du samedi, Salvina, dûment gantée et chaussée, revêtit une robe appropriée à l'importance de sa visite et prit l'omnibus qui devait la conduire à Bedfort Square, 9, où vivait sa brillante sœur Kitty, en qualité de gouvernante chez une famille israëlite, enrichie de fraîche date.

Devant le perron, elle s'arrêta un instant pour se composer une contenance dans la tâche pénible qui lui incombait et elle toucha machinalement au flacon de sels, qu'elle avait mis dans sa poche en prévision d'une attaque de nerfs chez la pauvre Kitty.

Elle sonna enfin timidement et la porte lui fut ouverte par un groom tout galonné, dont la tenue impeccable l'impressionna vivement. Il personnifiait à ses yeux une rangée de boutons dorés, résumant toutes les hautes élégances et l'opulence, où se mouvait avec tant d'aisance naturelle la belle Kitty.

Elle était à peine entrée dans le hall imposant, que la radieuse Kitty, descendant vivement l'escalier, se précipita vers elle avec une impétuosité, qui troubla la majesté du lieu, et se jeta dans ses bras.

— Oh chère Sally ! Que je suis contente de te voir !

Une pluie de baisers accompagna ces affectueuses paroles.

Qu'est-ce qui t'amène ici ? Tiens, comme tu es drôlement fagotée ! Voilà une robe bien démodée ! Mais il n'y a pas de quoi rougir, ma petite, tu n'es pas tenue en somme à faire de la toilette comme moi qui ne suis pas un bas bleu, et d'ailleurs cela n'a pas d'importance, car il n'y a personne à la maison qui pourrait te voir. La famille est partie en promenade en voiture et je suis restée à la maison, ayant mal à la tête.

Ma pauvre Kitty ! Dans ce cas, la promenade t'aurait fait du bien !

Elle était partagée entre la compassion et l'admiration que lui inspirait la superbe indifférence avec laquelle sa sœur s'était privée du plaisir de faire une promenade en voiture.

— Oh, mais j'ai eu un tas de lettres à écrire et puis ce n'est pas une promenade, mais une série de visites d'une maison à l'autre, et des maisons peu élégantes, ma foi ! C'est assommant ! Ils n'ont pas su rompre avec la société, qu'ils fréquentaient avant d'avoir fait fortune !

— Eh bien, cela parle en leur faveur, c'est gentil de leur part !

— Possible ! Mais cela manque de charme pour moi ! Montons donc dans ma chambre, je vais t'offrir une tasse de thé.

Salvina gravit le monumental escalier avec un respect digne du lieu, mais elle trouva d'autant plus lourde la tâche de mettre au courant sa sœur du triste événement. C'était presque un sacrilège de venir étaler ses humbles misères dans ce cadre opulent, approprié seulement aux élégances des grandes dames et des messieurs en habits chamarrés. C'était absolument ridicule et déplacé de venir parler d'un mobilier substitué ou d'un foyer abandonné. Quel coup terrible elle allait porter à la pauvre Kitty.

Elle chercha à gagner du temps, pendant qu'un laquais poudré était en train de leur servir le thé.

Puis elle eut l'inspiration d'atténuer le choc, en annonçant d'abord qu'ils allaient déménager, bientôt.

Mais comme elle enlevait ses gants blancs, pour ne pas les salir en prenant un gâteau, Kitty s'écria : Salvina ne sut en profiter.

— Tiens, qu'as-tu fait de ma bague ?

L'occasion s'offrait tout naturellement de s'acquitter de sa mission, mais prise au dépourvu, Je suis venue pour te dire que nous allons déménager.

— Oh, ta bague est en sûreté ! balbutia-t-elle.

Kitty battit des mains joyeusement.

— Quelle chance ! Vous avez enfin suivi mon conseil ! Je suis bien contente ! Ce n'était vraiment pas un lieu convenable à habiter pour moi, même lorsque je ne venais que pour un jour ou deux dans le courant de l'année. Maman doit être enchantée !

Salvina se mordit les lèvres. Décidément, c'était de plus en plus difficile à dire !

— Non, maman n'est pas enchantée ! Elle pleure au contraire !

— Elle pleure ? C'est vraiment dégoutant ! Spittalfield lui tient donc tant à cœur ?

— Ce n'est pas pour cela qu'elle pleure, mais parce que papa ne vient pas avec nous.

— Non, vrai ! Papa aussi est par trop vieux jeu ! Il ne tient à rien autre qu'aux harengs saurs et aux pommes de terre !

— Oh que non ! Il nous a quittés !

— Comment ? Papa vous a quittés ?

Kitty ouvrait des yeux étonnés.

— Il vous a quittés parce qu'il refuse de vivre dans une maison mieux située ?

— Non, nous déménageons dans une maison moins bien, parce que papa est allé vivre dans une plus belle !

— Qu'est-ce que tu me chantes ! Est-ce une plaisanterie, ou une devinette ? Je n'y suis pas !

— Papa... mais tu ne devines donc pas, Kitty ? Papa est parti ! Il y a là une histoire de femme...

—Non ! s'exclama Kitty, suffoquée. Ha ! Ha ! Ha ! Ha ! rit-elle aux éclats. Ah ça, par exemple, elle est bonne celle là ! C'est par trop drôle ! Ha ! Ha ! Ha ! Ha !

— Drôle ! se récria Salvina, avec reproche.

— Quoi, tu ne vois donc pas tout le ridicule de l'aventure ? Papa héros d'un enlèvement ! Romance et hareng saur ! Passion et pommes de terre ! Ha ! Ha ! Ha ! Ha !

— Si tu avais vu le désastre chez nous, tu n'aurais pas le cœur de rire !

—Alors, c'est cela qui fait pleurer maman ? Eh bien oui, je comprends cela ! Elle aurait d'ailleurs aussi bien pleuré, s'il n'était pas parti ! Elle a les larmes faciles !

Salvina prit un air grave et pâlit effroyablement

— Les larmes d'une mère sont sacrées ! dit-elle tout bas, mais avec fermeté.

—Oh pardon, ma chère Sally ! J'oublie toujours que tu n'as aucun sens de l'humour. Eh bien, qu'allez-vous faire ? reprit-elle avec plus de sérieux, retenant à peine un nouvel accès d'hilarité, et mordillant sa jolie petite bouche, où souriaient les fossettes malgré elle.

— Je te l'ai dit. Nous n'avons pas les moyens de conserver la maison. Nous serons obligées de louer un petit logement à Spittalfield.

Du coup, Kitty devint aussi grave que sa sœur.

— Ce n'est pas sérieux, n'est-ce pas ? s'écria-t-elle, en se redressant.

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL.

(*Nouvelle traduite par* NAD).

LES NOUVELLES NATIONS

L'un des premiers résultats de cette guerre, et que la conférence de la paix aura à enregistrer, est l'apparition de nouvelles nations. Après avoir lutté pendant des décades contre les oppressions qui pesaient sur elles, — oppression allemande, oppression russe, oppression autrichienne, oppression hongroise, oppression turque, ces nations ont conquis l'indépendance. Je n'ai point l'intention de les énumérer toutes, de la Lithuanie à l'Arménie, et de l'Ukraine à la Syrie, car je craindrais, en cette nomenclature, d'en oublier quelqu'une.

Il est excellent que le droit des peuples ait été proclamé : un monde, qui reposera enfin sur ce principe, à condition que l'idée soit appliquée avec justice et que la volonté de conciliation ne fasse point défaut, sera autrement stable que le monde passé. L'extinction des querelles nationales, qui ont été des causes ou des prétextes de guerre, abolira des raisons incessantes de conflits armés. Et si, comme il est possible et probable, les puissances qui surgissent perçoivent l'utilité, la fécondité du système fédératif, et substituent, à un morcellement toujours dangereux, de vastes organisations où se conserveraient les autonomies internes les plus franches, nous nous acheminerons vers un statut européen solide et viable.

Mais il ne faut pas se dissimuler, quelque joie qu'on éprouve à saluer autant d'affranchissements, que la formation d'Etats nouveaux suscite de multiples problèmes et dont certains ne sont pas sans gravité. Si l'effondrement des grands empires militaires, autoritaires et centralistes ouvre le champ à une ère de liberté, des difficultés se dressent, des interrogations se posent. La politique générale ne sera pas tout de suite simplifiée : les esprits ne seront pas instantanément soustraits à l'angoisse, car toute structure comporte ses germes de dissolution et d'autres litiges remplaceront les litiges périmés.

Voici quatre ordres de questions : 1° De quels

régimes intérieurs se doteront les nationalités libérées, les États issus des démembrements ou des révolutions ? A quelles institutions s'adresseront-ils, et comment concevront-ils les relations du capital et du travail ?

2° Comment détermineront-ils leurs frontières, car les incidents quotidiens démontrent déjà que ces délimitations n'iront pas sans heurts, et que certaines zônes mitoyennes seront âprement disputées. Il ne suffit pas de proclamer une nationalité, il faut encore circonscrire son domaine d'action et comme, à travers les âges, les peuples se sont infiltrés les uns chez les autres, comme des pénétrations importantes d'un élément ethnique sur le territoire d'autres éléments ethniques se sont produites, comme la grande plaine de l'Europe Orientale, qui est surtout en cause, n'offrait point de compartiments naturels, les querelles peuvent être prolongées.

La Lithuanie, la Pologne, l'Ukraine, dès leur formation théorique, se sont découvert des ambitions antagonistes, et qu'elles justifiaient par les mêmes arguments. Plus loin, la Finlande marque des velléités expansionnistes, que repousse la Moscovie. Chacune des nationalités, qui revendiquent ainsi une part de l'ancien empire tsarien, essaie de s'élargir aux dépens des nationalités voisines, et elle apporte d'autant plus d'âpreté en sa tentative que l'heure historique est solennelle et que la diplomatie européenne voudrait faire œuvre de durée.

Dans l'ancien empire Austro-Hongrois, le différend territorial est ouvert entre la Bohême et l'Autriche allemande, entre la Slovaquie qui forme avec la Bohême un Etat unique et la Hongrie, entre l'Autriche allemande et la Yougoslavie. Les jeunes républiques se menacent l'une l'autre. On pourrait ajouter que l'Italie et l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes, ce même Etat et la Roumanie, entretiennent des discussions passionnées sur leurs droits respectifs aux dépouilles de la monarchie Habsbourgeoise.

3° Les frontières fixées, comment les puissances dont le congrès de la paix sanctionnera l'existence, se comporteront-elles les unes vis-à-vis des autres ? Les oppositions de races s'exprimeront-elles encore sous une forme nouvelle ? Slaves, Germains, Magyars, se dresseront-ils face à face, la multiplication des Etats elle-même engendrant des frictions plus nombreuses, les peuples d'une même souche se cantonnant dans des isolements plus farouches que splendides ? Ou bien, négociera-t-on de larges accords, créera-t-on de vastes corps d'Etats, où pourront s'atténuer et s'amortir les antagonismes ?

4° Comment se développeront, dans l'ordre économique, les communautés étroites à l'origine, qui s'échelonneront le long du Danube ou de la Mer Noire et du Tatra à la Vistule ? Quelle sera la condition industrielle, commerciale, financière de peuples dont le domaine et l'effectif numérique seront réduits ? La question revient à la précédente. Il ne faut pas nous dissimuler que si l'émancipation des nationalités, qui ont droit à l'existence, constitue un progrès à tous points de vue, le morcellement européen, qui en résulte, n'est pas exempt de périls. — Des problèmes sont ou vont être tranchés, mais du même coup d'autres problèmes non moins obsédants seront évoqués, et nul ne peut dire, à cette heure, de quelle façon ils se règleront à leur tour. Ceux qui entrevoient des solutions immédiates risquent de commettre de grossières erreurs, car le plus souvent, dans leur hâte, examinant un aspect des choses, ils négligent tous les autres.

*
* *

Je vais prendre ici un cas particulier, mais un cas qui, entre tous, et pour de multiples raisons, sollicite l'attention : celui de l'Autriche allemande. L'avis le plus ordinairement exprimé au sujet de ce nouvel organisme, est qu'il ira grossir la République germanique, et que, par lui, cette République compensera, et au-delà, les pertes qu'elle pourrait subir par ailleurs. Serrons les faits d'un peu près.

L'Autriche allemande est le réduit même de cette partie de l'Empire Danubien qu'on appelait la Cisleithanie. Elle a son centre vital à Vienne et le Danube la borde. Elle s'étend en principe sur la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, le grand duché de Salzbourg, le Tyrol et le Vorarlberg, la Styrie, la Carinthie. Sa population comprend de dix à douze millions d'individus. Ses grandes villes sont, outre Vienne, Linz, Inusbrück, Salzbourg, et surtout Graetz. C'est un pays à la fois industriel dans la plaine, agricole dans la montagne et dans les vallées latérales au fleuve principal. Dans l'ordre religieux, il est essentiellement catholique, bien que le mouvement de séparation d'avec Rome, mouvement d'origine pangermaniste, ait pris une certaine intensité autrefois. Dans l'ordre politique, il est régi, depuis novembre, par un gouvernement provisoire, où les deux partis prédominants, social-démocrates et socialistes chrétiens, se sont juxtaposés, en laissant quelques places aux autres. La forme adoptée a été la République, comme dans l'Etat Magyar et dans l'Etat

Tchéco-Slovaque, l'écroulement de la maison de Habsbourg et le discrédit du principe monarchique paraissant irrémédiables. Un très grave problème qui préoccupe le gouvernement de Vienne, à l'égal des gouvernements de Prague et de Pesth, est celui des communications avec la mer. — Aucune nation moderne ne peut vivre sur elle-même, privée de contact avec l'extérieur. Or l'Autriche allemande est séparée de la Baltique par la masse de la Tchéco-Slovaquie et de l'Allemagne, et de l'Adriatique par la Yougoslavie, qui fait désormais corps avec la Serbie. C'est dire qu'elle doit avant tout chercher, par un moyen quelconque, à s'assurer des droits sur un ou plusieurs ports, la possibilité d'écouler ses produits sur le reste du monde.

La première pensée des dirigeants de l'Autriche allemande a été d'étendre leur territoire au maximum, en mordant sur les terres limitrophes. Il est probable que leurs démêlés avec les Tchéco-Slovaques n'en sont qu'à leur début. D'un côté, il voudraient confisquer une partie du bassin houiller de Bohême, dont la possession et l'exploitation fourniraient aux industries métallurgiques et textiles de la région Danubienne le combustible indispensable. D'un autre côté, il se trouve que deux et demi à trois millions d'Allemands sont dispersés dans la superficie de la Tchéco-Slovaquie, et que revendiquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils répudient la tutelle slave. Ils s'adressent au gouvernement de Vienne en lui demandant de déployer sur eux sa protection, — et il n'a garde de leur réserver mauvais accueil.

Se tournant ensuite vers l'Est, où il se heurte à la République Magyare, l'Etat de l'Autriche allemande insiste sur l'importance des colonies germaniques qui se sont répandues le long du Danube. Il a encore des différends avec les Yougo-Slaves en Carinthie, où le slovénisme n'est pas insignifiant, et avec les Italiens dans la région du Brenner.

Mais, tandis qu'il fait des tentatives pour s'agrandir, tout au moins pour se pourvoir de raisons d'agrandissement, il est menacé de subir plusieurs retranchements territoriaux. Ce n'est point seulement de la part des nouvelles puissances qui ont surgi au Nord, à l'Est et au Sud et qui nourrissent les mêmes velléités expansionnistes que lui-même ; c'est aussi de la part de ses propres provinces qu'il avait crues unanimes dans leurs sentiments à son égard. Il n'est point aussi homogène que d'aucuns l'avaient supposé et l'on a appris à la fois, et non sans un certain étonnement, que le Vorarlberg, qui confine à la vallée du Rhin et qui touche aux Grisons, aspirait à devenir un canton helvétique, que le Tyrol mettant à l'indépendance totale, que le grand duché de Salzbourg était plein de sympathies pour la Bavière voisine, et enfin que la Styrie, hantée par la crainte de perdre tout débouché marin, multiplient les avances à la Yougo-Slavie. Les frontières du nouvel Etat, en présence de ces tendances séparatistes, ne laissaient pas d'apparaître incertaines et aléatoires.

Quant à l'incorporation de l'Autriche allemande à la République germanique, on voit tout de suite qu'elle était une éventualité de second plan. Toute discussion à ce sujet serait même prématurée, tant qu'on ne connaîtrait pas exactement la composition et la configuration géographique du nouvel Etat.

Mais cette incorporation, qui provoque tant et de si légitimes soucis, — a de prime abord engendré, dans les deux pays intéressés, — celui qui annexerait et celui qui serait annexé, des résistances qui ne sont point médiocres. Résistances dans l'Autriche, où l'on craint d'être étouffé, où l'on appréhende pour l'industrie locale qui ne serait pas assez forte — (surtout si elle est privée des matières premières de Bohême et de celles qui lui pourraient venir par l'Adriatique) — pour lutter avec les fabrications saxonnes ou prussiennes. Résistances dans l'Allemagne aussi, et, quoi qu'il paraisse. Les partis avancés qui prédominent à Berlin, Hambourg, Munich, Dresde redoutent fort l'adjonction à la République allemande de populations alpestres qui demeurent traditionnalistes et conservatrices, et qui pourraient assurer un appoint notable à une contre-révolution prochaine ou lointaine. D'autres considérations d'ordre économique ou même international, — la possibilité d'un veto de l'Entente ou de heurts futurs avec les Tchéco-Slovaques, les Magyars, les Yougo-Slaves, — déterminent de sérieuses hésitations chez les hommes politiques et les publicistes d'outre-Rhin. Le prince Lichnowski, l'ancien ambassadeur à Londres, que les pangermanistes ont tant vilipendé parce qu'il les flétrissait, a vivement combattu, dans une série d'articles, la thèse d'une absorption de l'Autriche allemande.

En tout cas, cette thèse n'a point encore pratiquement triomphé. Elle suscite des controverses qui ne sont point closes. Rien ne prouve, en dépit de la conviction communément accréditée, que Vienne doive appartenir au même Etat que Berlin. Rien ne démontre que la Fédération Danubienne, si utile et si légitime à nos yeux, ne se constituera pas entre une Fédération russe et une Fédération balkanique. Elle aurait l'avantage de trancher avec

simplicité quelques-unes des questions posées par l'apparition des nouvelles puissances, et de fournir un exemple qui pourrait être suivi ailleurs avec profit. L'ordre futur du monde est encore en préparation...

PAUL LOUIS.

LA NOUVELLE QUERELLE DES ANCIENS ET DES MODERNES

M. Abel Hermant est ce qu'on est convenu d'appeler un écrivain de race. Il ne paraît renouveler, avec plus de culture et plus de style encore peut-être, les Crébillon fils et les Louvet, sans atteindre pourtant jusqu'à Laclos et à ses admirables *Liaisons Dangereuses*. Il est de ceux qui ont chance de laisser après eux quelque petit livre et d'enrichir de quelque menu et précieux chef-d'œuvre le compartiment le plus aristocratique de notre littérature scandaleuse. Il est cela, il a voulu être cela, il l'a été à un degré rare. C'est un classique du genre. Mais qui est cela s'interdit, en même temps d'être autre chose. Le genre comporte un développement de la cérébralité, exclusif du rêve et du sentiment. Et, en effet, il n'y a trace ni de l'un ni de l'autre dans la littérature d'Abel Hermant et c'est précisément la raison pour laquelle il n'a rien pu faire qui approche des Liaisons Dangereuses, où, sous la férocité apparente du livre, se cachent tant de grâce et de délicate émotion. Autrement dit, M. Abel Hermant est un prosateur du premier ordre dans la langue et dans le pays où la prose a été portée à sa plus grande perfection, mais il est complètement dénué du sens de la poésie : on peut dire qu'il en est dénué par définition et que la chose allait de soi.

M. Abel Hermant s'est spécialisé, par tempérament, dans un genre qui réclamait les plus fines qualités intellectuelles et qui aristocratise son individu et il n'a pas hésité à sacrifier le reste au développement de cette branche gourmande, qui donnait des fruits si piquants et si savoureux.

C'est un assez bon lot que le sien : il aurait dû s'en contenter .Et pourtant le voilà qui s'en prend à la poésie, qu'il traite comme une survivance inutile. Rien que cela.

Son cas rappelle invinciblement la fable du *Renard à la queue coupée*, qui voulait persuader aux autres de supprimer cet appendice.

Vous savez, d'après La Fontaine, que malgré son éloquence

La mode en fut continuée.

Je crois qu'il en sera de même pour la poésie.

Pour répondre à l'énorme paradoxe d'Hermant, il suffit de citer des faits. Toutes les grandes littératures sont caractérisée par leurs poètes.

Il n'y a rien de plus grand qu'Homère et les Tragiques grecs, dans l'ancienne littérature hellénique ; que Lucrèce et Virgile, dans la littérature latine ; que Dante, dans la littérature italienne ; Shakespeare, chez les Anglais, Gœthe, chez les Allemands : Corneille, Racine, La Fontaine, Molière, dans notre littérature classique ; Lamartine, Hugo, Vigny, Musset, dans notre littérature moderne.

La littérature espagnole a, par exception, pour représentant le plus qualifié, un prosateur, Cervantès, mais aussi cette littérature n'a-t-elle pas l'universalité des autres et la masse des lecteurs, en tous pays, ne connaît-elle guère que Cervantès.

De même, le roman russe est resté le roman russe, qui ne suffit pas pour constituer une littérature, mais représente plutôt une curieuse colonie du roman français. Le roman russe tombera probablement en grande partie dans l'oubli, dès que certaines façons de penser et de sentir se seront démodées, car le roman russe manque de puissance et de grandeur véritables. Il n'a point l'allure du poème ; il n'est pas dominé par l'idée du poème.

Voilà donc deux exceptions qui confirment la règle.

Il n'y a pas de grande littérature complète, universelle sans grands poètes.

Notre Balzac, avec tout son génie, n'a pas le prestige d'un Hugo et Racine est plus glorieusement représentatif du génie national, dans sa splendeur, que lui. Deux ou trois vers d'un grand poète, chantant au fond des mémoires, évoquent des mondes de rêverie et de méditations, que de gros livres, riches de pensée et de substance, ne suffisent pas à évoquer au même degré.

La plus belle prose se retient malaisément : en citant une phrase, on l'altère le plus souvent ; les beaux vers au contraire s'accrochent à la mémoire, qu'ils ne quittent plus et peuplent de leur enchantement. C'est que la poésie est musique et chanson.

Je ne dis pas que toute la poésie soit dans les vers : il y a de la poésie dans certaines proses rythmées et imagées, mais ce n'est pas la même. La prose théâtrale de Musset est plus poétique que ses vers théâtraux, mais je vous défie bien de concevoir autrement qu'en vers le délicieux et fameux morceau :

Et la Grèce, ma mère, où le miel est si doux,
Argos et Ptéléon, ville des hétacombes

Et Messa la divine agréable aux colombes ;
Et le front chevelu du Pelion changeant
Et le bleu Titarèse, et le golfe d'argent
Qui montre dans ses eaux, où le cygne se mire
La blanche Oloossone à la blanche Cranyre.

Prenons d'autres exemples. Dans l'œuvre de Molière, quelles sont précisément les deux pièces les plus célèbres et les plus universellement admirées ? Le Misanthrope et Tartuffe. Les voyez vous en prose ? Ne perdraient-elles pas la moitié au moins de leur éclat ? Le dialogue en paraîtrait lent, les scènes en sembleraient vides et nues. C'est que ces deux comédies sont construites comme des tragédies ; leur vide prétendu, grâce au vers, devient ampleur ; la lumière joue à travers, les personnages grandissent jusqu'au symbole. Alceste, Célimène, deviennent vraiment des figures de poésie. Et Tartuffe et le Misanthrope sont autant des poèmes que des pièces ; des poèmes du genre familier et bourgeois, mais des poèmes tout de même. Si Molière avait voulu traiter les mêmes sujets en prose, il eût procédé tout autrement et il eût fait tout autre chose. C'est l'évidence même.

Et si cela est vrai de Molière, combien est-ce plus vrai encore de Racine ? En vérité, concevez-vous sa Phèdre écrite en prose, concevez-vous en prose une fable de La Fontaine ou une odelette de Ronsard ? Que reste-t-il de la poésie de Virgile et du Dante dans une traduction en prose ? A peu près rien.

A quoi rimeraient les nobles poèmes d'un Henri de Régnier, les Jeux rustiques et divins ou Aréthuse, s'ils n'étaient que de la prose ? Eussent-ils valu la peine d'être écrits ? Et cependant ne sont-ils pas parmi les plus belles choses et les plus caractéristiques de ces trente dernières années ? Malheur à qui n'en sent pas le charme délicat et profond !

Henri de Régnier est un aussi excellent prosateur que peut l'être Abel Hermant, mais il y a toute une catégorie d'idées et de sentiments, qu'il traduit à l'aide de la prose et toute une autre catégorie, où les vers lui sont indispensables.

Or, j'admire beaucoup la prose de Régnier, mais j'estime que ses romans auraient pu manquer, sans que la littérature française eût manqué de rien d'essentiel, tandis que sa poésie représente quelque chose de rare et d'exquis, qui sans lui n'aurait pas été.

M. Abel Hermant a-t-il songé à tout ce que sa proposition supprimerait aux lettres françaises rien qu'au XIXe siècle ? Lamartine, Hugo, Vigny, Leconte de l'Isle, Banville, les sonnets de Gérard de Nerval, Heredia, Sully Prudhomme, etc., etc., je veux dire le meilleur de tous ces auteurs ?

S'il croit que la disparition de tout cela serait indifférente, c'est qu'il lui manque un sens, c'est qu'il serait un barbare.

En réalité, une littérature, digne d'une grande civilisation comporte de nombreux compartiments et un ensemble de genres, qui se font valoir les uns les autres, mais qui n'acquièrent toute leur valeur que par la qualité des poèmes, à l'ombre desquels ils se groupent et dont ils reçoivent l'impulsion. Ces genres retentissent les uns sur les autres, s'influencent les uns les autres. La présence d'un grand poète, à une époque, féconde toute cette époque. C'est le soleil qui fait monter toutes les plantes vers sa lumière. Quand il y a de grands poètes, le mot d'ordre de l'époque est grandeur et poésie. Un Balzac voit plus grand qu'il n'aurait vu et rêve d'atteindre et de dépasser par ses propres moyens ses rivaux en poésie, car l'idée, la notion de poésie l'obsède, comme l'obsederait, en d'autres époques, le désir d'apparaître délié et spirituel.

Il est indéniable que certaines proses de Châteaubriand, de Renan, de Loti, de France, de Barrès, dégagent une délicieuse poésie, mais elles ne suppléent pas au mystérieux charme des beaux vers. C'est une poésie réelle, pénétrante, mais différente de celle que l'on obtient par les vers. Il y a autant de différence entre cette poésie en prose et la poésie en vers, qu'entre la sculpture et la peinture, lesquelles ont chacune leur domaine propre et leurs moyens distincts.

Les poètes qui, en général, écrivent brillamment la prose, savent qu'il y a des choses qui ne peuvent être écrites qu'en prose, qui y gagnent même, et d'autres dont l'essence est le vers, comme il y a des artistes qui pratiquent également l'art de la sculpture et celui de la peinture, parce qu'ils ont des inspirations de sculpteur et des inspirations de peintre.

Mais je le répète, l'emploi du vers entraîne une composition entièrement différente et des changements de proportions considérables dans l'œuvre. Les vers ont besoin d'espace pour se dérouler et cet espace, ils le prennent sur les détails de l'action, auxquels ils substituent leurs procédés évocatoires. L'art du poème en vers rappelle plus l'art de la sculpture que celui de la peinture, qui, au contraire, rappellerait davantage le poème en prose.

Ce que je ne parviens pas à comprendre, c'est cette rage d'Abel Hermant à vouloir supprimer du monde moderne un élément quelconque de beauté

et la joie intellectuelle, comme s'il y en avait déjà trop !

Il est des moments où je savoure avec délices l'esprit pimenté, dont Abel Hermant a saupoudré sa *fameuse Comédienne* ou *son Vicomte de Courpières*. Il en est d'autres, où j'éprouve le besoin de relire quelques pages de *Candide* ou de *Pantagruel*, mais ces œuvres si fines ne suffisent pas à alimenter les besoins de mon âme, qui sont très nombreux. On n'a pas toujours envie de rire ; on a souvent envie de penser et plus souvent encore de se souvenir, d'aimer et de rêver.

Le genre littéraire, où brille Abel Hermant, n'est pas indispensable à une haute civilisation, ni cet auteur soit fondé à réclamer l'abolition des autres. C'est déjà bien joli qu'on l'admette, lui. Il est de ces auteurs dont il ne faut pas trop. Il est vrai que le genre qu'il pratique exige les dons les plus rares de l'esprit et la culture la plus raffinée ; le pratiquer, sans ces dons supérieurs, dont Abel Hermant est abondamment pourvu, serait plus que scabreux.

II

Cet exclusivisme n'est pas spécial à Abel Hermant. Il est une vraie manie chez beaucoup d'écrivains de notre époque, qui ne peuvent admettre chez d'autres les aptitudes et les goûts qu'ils n'ont pas.

Personne ne les empêche d'écrire ce qu'ils veulent. Qu'ils laissent donc la paix aux autres !

Si la force rayonnante d'une littérature tient surtout à sa poésie, ainsi qu'en témoignent les exemples que je viens de donner, c'est surtout par la poésie épique et dramatique, qu'elle s'affirme. Encore l'épopée disparaît-elle, dès qu'apparaît le théâtre.

Les plus grands noms de la poésie moderne : Shakespeare, Corneille, Racine, Gœthe sont des noms d'auteurs dramatiques. C'est, en grande partie, à son théâtre, que Victor Hugo dut le commencement de sa célébrité. Nous en pouvons dire autant de Voltaire lui-même, qui, maître du théâtre, passa avant tout, pour le plus grand poète de son temps.

C'est sur le terrain dramatique que se sont livrées les batailles décisives entre Classiques et Romantiques.

De nos jours, il n'a manqué à Henri de Régnier pour consacrer sa gloire de grand poète aux yeux du monde, que d'avoir transporté sa poésie sur la scène.

Le public, qui lit des livres de vers, est très restreint. Or, un poète, qui ne va pas au grand public, ne remplit que la moitié de sa destinée.

Tous les grands poètes sont compris du peuple, sinon dans toutes leurs nuances, du moins dans leur grandes lignes. C'est qu'ils abordent des sujets simples et que leur construction est simple et claire. La poésie alors agit sur l'auditoire comme un enveloppement de musique, comme une orchestration merveilleuse et mystérieuse, qui le berce, le charme et lui donne le temps de saisir la trame et de suivre le fil de l'action, dont la beauté des vers amplifie la portée et communique au sujet une grandeur quasi-religieuse. Ainsi les gens du peuple en comprennent assez pour suivre en gros l'action : à leur plaisir s'ajoute le sentiment qu'au-delà de ce qu'ils entendent se déploient toutes les splendeurs d'un monde intellectuel supérieur, d'une humanité presque divine, qui les attire vers ses hauteurs. En d'autres termes, leur âme s'ouvre au rêve et entrevoit confusément l'idée et le symbole. Telle est vraiment la fonction de la poésie : faire communier les hommes d'une même nation dans l'enthousiasme de la beauté, d'une beauté à la fois, universelle et cependant plus particulièrement nationale. Elle est ensemble aristocratique et populaire, aristocratique par la conception populaire par la simplicité de ses lignes, la clarté, la conformité à l'idéal profond de la race.

Au fond, disait Mallarmé, il ne devrait y avoir qu'un poème, qui contiendrait tout l'essentiel sur la façon dont la race sent à propos de la vie, de la mort, de l'amour et de l'infini, et qui satisferait à tous ses besoins, à tous ses rêves. Comme ce poème unique n'existe, ni ne peut exister, les beaux poèmes sont ceux qui se rapprochent du type. Ils ont donc tous entre eux un air de famille, ils sont construits sur le type des chefs-d'œuvre déjà existants et reconnus, dont ils ne sont que de nouvelles et puissantes variantes.

C'est une conception absurde, que celle qui a fait considérer à certains poètes contemporains le théâtre comme un genre inférieur. Un genre inférieur, le genre auquel on doit Œdipe, Antigone, Hamlet, Macbeth, le Cid, Polyeucte, Britannicus, Phèdre, Faust et Iphigénie de Gœthe et tant d'œuvres merveilleuses ! Une telle affirmation est de la déraison pure. Où donc serait la poésie, si elle n'était pas là ?

Que de nos jours, les meilleurs poètes ne soient pas ceux qui aient travaillé pour le théâtre, je veux bien l'admettre, en ajoutant qu'il faut d'autant plus le regretter pour le théâtre et pour les poètes, car la poésie ne consiste pas uniquement dans l'art des vers, le vers n'étant qu'un élément de la forme et

ne constituant pas le corps du poème non plus que son architecture. C'est le cas de répéter le proverbe : « Pour faire un civet, il faut un lièvre. »

La matière éternelle du poème, c'est le mythe, ainsi que le constatait Mallarmé.

Mais qu'est-ce qu'un mythe ? C'est une histoire type, devenue familière à tous les esprits, si bien que personnages, aventures ou situations ont acquis une valeur de symbole et sont envisagés de telle façon par tous qu'ils sont comme une traduction transcendantale de la vie humaine. Tout mythe comporte une certaine dose de mysticisme et prend avec les siècles un sens sans cesse agrandi.

Eu égard des mythes antiques, on peut placer l'aventure de Faust, Hamlet, Tristan et Iseult, certains récits de la Table Ronde. Don Juan, comme de véritables mythes modernes. On y peut ajouter les Contes de Perrault. Tous ces sujets et d'autres pareils peuvent se prêter à d'innombrables combinaisons nouvelles et prendre des aspects nouveaux et des significations nouvelles, à la condition que ces aspects et ces significations soient virtuellement contenus dans le type.

Mais il importe préalablement de se pénétrer de cette idée, que les grands poèmes sont l'œuvre des siècles et le résultat d'adaptations successives. Le Cid est sorti du Romancero, le sujet a été mis à la scène par Guilhen de Castro, puis par Corneille. Don Juan fut, au début, une légende édifiante, mise à la scène par Tirso de Molina, enfin entrée dans la grande littérature avec Molière. Hamlet est sorti d'une nouvelle de Belleforêt, tirée elle-même d'une chronique danoise, mise à la scène par un prédécesseur de Shakespeare et réadaptée à deux ou trois reprises par Shakespeare, jusqu'à ce qu'il soit arrivé à la version définitive. Faust avait inspiré un drame à Marlowe, dont s'inspira Gœthe, mais le sujet remontait à une légende de la Renaissance.

Ainsi, le chef-d'œuvre ne se réalise que par étapes et par essais successifs. Il n'est qu'accidentellement la réussite d'un homme, mais l'œuvre d'une nation et d'une littérature, qui atteint sa forme définitive chez un dernier cerveau. La littérature est une depuis le commencement. Elle est le développement des germes qu'a semés la première civilisation.

Ce qui fait la richesse d'un chef-d'œuvre, c'est précisément la quantité de gens de génie et de talent, qui y ont travaillé au cours des siècles, y laissant chacun un peu d'eux-mêmes et de leur époque. Le sujet s'est ainsi peu à peu élargi et a dégagé insensiblement ce qu'il contenait.

Le *Roman Comique* de Scarron et d'autres essais similaires donnent naissance chez nous au *Caoïbane Francisse* et en Allemagne, à *Wilhelm Meister*.

Il est des œuvres puissantes et singulières, qui n'atteignent cependant pas au chef-d'œuvre et que le génie de l'auteur n'empêche pas d'être pleines de fatras et de rester à l'état d'ébauches grandioses et monstrueuses, encore à moitié engagées dans la matière. Victor Hugo a ainsi créé des figures pleines de relief, mais qui étouffent dans son œuvre et auraient besoin d'aller prendre l'air ailleurs dans d'autres œuvres et d'y faire les étapes nécessaires avant d'aller se fixer dans l'œuvre définitive qui leur convient et qui est encore à faire. C'est que Victor Hugo, atteint de l'erreur du siècle, inventait ses sujets au lieu de les choisir et ne se rendait pas compte que, si grand qu'il fût, il faisait partie d'un ensemble plus vaste que lui-même et travaillait à l'œuvre collective de la race.

Quoi qu'il en soit, si le roman en prose et son succédané au théâtre, la comédie moderne, offre un assez vaste champ d'expérience, il n'en va pas de même en poésie, où, en dehors du domaine d'une certaine poésie lyrique, le champ est extrêmement limité et où reste éternellement vraie l'observation de Boileau :

O le plaisant projet d'un poète ignorant,
Qui de tant de héros va choisir Childebrand !

Connaissez-vous en France un seul bon poème sur Clovis, sur la terrible Frédégonde, sur Charles Martel, sur Philippe Auguste, sur Saint-Louis, sur Henri IV, sur Louis XIV, sur Napoléon et même sur Jeanne d'Arc ? Ce n'est pas qu'on se soit fait faute d'y travailler, au XVIe, au XVIIe, au XIXe siècle. Pourquoi la tentative a-t-elle constamment échoué ou à peu près ? C'est que cette matière n'a pas passé par le creuset populaire et qu'il ne s'y est pas formé une complète atmosphère épique, c'est qu'elle n'a pas subi à temps la transformation nécessaire.

Il ne faut pas croire que les poètes font ce qu'ils veulent : ils font ce qui leur chante, ce que leur imposent leur imagination et leurs goûts. Ils ne choisissent pas leurs sujets. Ce sont leurs sujets qui les empoignent, qui s'imposent à eux. Si je me sens inspiré par un sujet grec ou biblique, si je vois le poème se construire et se dessiner devant moi, si je vois un moyen de faire une belle chose ou qui me paraisse telle, vous imaginez-vous, par hasard, que je l'abandonnerai, pour courir après un sujet historique qui ne me dit rien, et dont je sens que je ne tirerai rien qui vaille ? Au diable les conseilleurs. Je ferai d'abord mon poème grec ou biblique et je verrai après.

Il n'est pas vrai que les poèmes doivent rouler sur des sujets nationaux. Ni Hamlet, ni le roi Lear, ni Roméo et Juliette, ni Othello, ni la Tempête n'étaient pour Shakespeare des sujets nationaux. Il en a traité de tels, mais ce sont loin d'être les meilleurs. C'est une légende polonaise, qui a inspiré au plus grand poète espagnol Calderon, son chef-d'œuvre : *La Vie n'est qu'un songe*. *Le Cid* n'aurait jamais passé dans la littérature universelle sans Corneille. Je pourrais multiplier les exemples et en emprunter à tous les peuples, à toutes les littératures.

Rien n'est plus caractéristique du génie de chaque peuple que sa poésie et cependant rien n'est, en général, moins national.

Il faut voir les choses comme elles sont et non pas comme on voudrait qu'elles fussent. Il faut regarder les faits, tirer de leur ordonnance les conclusions qu'ils comportent et non pas prétendre soumettre les faits à des doctrines préalables.

La poésie est essentiellement symbolique. Elle vit sur les mythes et les fables, auxquels chaque époque donne un sens nouveau.

D'autre part, chaque peuple a son rôle. Les Français ne sont pas un peuple primitif ; ils n'ont pas fondé la civilisation : ils l'ont continuée et développée avec éclat. Ils n'avaient pas besoin pour cela de thèmes spéciaux : ils ont hérité de ceux de la civilisation antique qu'ils représentent et ils en ont tiré une poésie, qui, longtemps, a tenu toutes les autres dans l'ombre.

De Ronsard à nos plus récents poètes, vous pouvez vérifier cette loi. Et pour n'envisager que la poésie depuis André Chénier, cet imitateur de Bion, de Moschus, de Tibulle, de Properce, vous verrez Hugo écrire le *Satyre* et *Booz*, Vigny, *Moïse*, *le Déluge*, *Eloa*, *la Colère de Samson*, Musset, les délicieux vers, que j'ai cités, Leconte de l'Isle, *Qaïn* et les *Erynnies* ; Banville, *Diane au bois*, *Déidamie*, *Esope* ; Heredia, les *Trophées*, Henri de Régnier, *Arethuse*, *Les Jeux rustiques et divins*, tout peuplés de mythologie ; Albert Samain, *Polyphème*, Moreas, *Eriphile*, *Iphigénie*, etc., etc.

En Angleterre, c'est la même chose : Shelle y écrit un Promothée, Keats déroule des visions de vases grecs : Swinburne chante Atalante.

Vous n'empêcherez jamais les poètes, qu'accable la monotonie du temps présent, d'aller rejoindre leurs frères du passé et de réfugier leurs rêves dans les visions qui enchantèrent la jeunesse du monde, vous ne les forcerez pas à s'ennuyer avec vous. Votre étonnement ne prouve qu'une chose, c'est que vous n'êtes pas poètes.

Les matières que vous jugez poétiques, qui vous enthousiasment, ne le sont pas. Il faut pour qu'elles le deviennent, qu'elles aient subi auparavant la lente transmutation, qui n'est que l'œuvre des siècles, il faut que le charbon ait eu le temps et les conditions propices pour devenir diamant.

Tout chef-d'œuvre en ce genre n'est que le terme d'une série d'essais et de transformations dans le creuset de l'imagination collective et le dernier mot d'une collaboration séculaire avec des milliers de poètes connus ou oubliés.

Tout chef-d'œuvre vient de très loin. Il a fallu des générations et des générations, pour en rassembler les matériaux. Il a fallu que l'idée en passât par des âmes et des âmes avant de fructifier dans la pensée du dernier qui l'a recueillie.

Tout chef-d'œuvre, en naissant, a déjà l'âge de l'Eternité, sinon de l'Eternité, du moins de l'Humanité tout entière. Et il ne faut pas plus s'étonner de sa ressemblance avec les plus anciens poèmes, qu'il n'y a lieu de s'étonner que tout homme en naissant, ait la structure de son premier ancêtre.

ALFRED POIZAT.

IL FAUT PRODUIRE [1]

Quoi qu'il en soit du mode de gestion qui pourra s'appliquer à certaines de nos industries, il s'agit de décider l'organisation technique qui convient aux usines nouvelles ou renouvelées de demain et d'après-demain. Où chercher des modèles à imiter, tout au moins des idées fécondes à mettre au point, soit en France, soit à l'étranger ? Que penser de la taylorisation, de la standardisation, mots exotiques et rébarbatifs dont l'introduction dans notre langue indique que des nouveautés font aussi invasion dans nos habitudes ? A quelle production adapter la fabrique agglomérée, qui veut de vastes chantiers ? A quelle autre réserver la fabrique dispersée, dont les travailleurs et travailleuses s'éparpillent et s'isolent en restant chacun au logis ?

En tout cas, pour que les fabriques, grandes, moyennes ou petites, soient productives, il importe qu'elles soient bien outillées.

Or qu'y a-t-il à faire d'abord pour l'outillage en machines ? Pourra-t-on garder celles que la défense nationale a fait surgir en tant d'endroits ? Ne seront-elles pas fatiguées, usées par la tâche énorme et continue qu'elles ont remplie ? Faudra-t-il faire venir leurs remplaçantes d'Angleterre ou

(1) Voir *La Revue Bleue*, n° 24 1918.

d'Amérique ou saura-t-on les créer sur le sol français ?

Puis c'est l'outillage en matières premières qui requerra l'attention. Il y a apparence que, pour le réaliser, soit à l'étranger, soit dans nos colonies, on devra plus d'une fois recourir à l'Etat, lui demander de s'en faire l'acheteur et le distributeur ou, du moins, de consentir des modifications aux tarifs douaniers et sans doute l'entrée en franchise de certaines substances.

Après cela viendra un outillage, qui fut très négligé et qui a pourtant une singulière importance pour tenir nos usiniers au courant de ce qui se pratique et s'invente ailleurs, je veux dire l'outillage en documentation, en information.

Ce sera ensuite le tour de ce qu'on peut appeler l'outillage en hommes. Ce n'est pas tout, en effet, d'avoir une quantité suffisante de main-d'œuvre : il faut encore la qualité et ici l'on devra songer à établir des rapports étroits et réguliers entre la science et l'industrie.

Adieu le temps où elles évoluaient séparées par des cloisons étanches, où l'industriel, se piquant d'être un homme uniquement pratique, avait le dédain et la peur des théories et des théoriciens ; où le savant, enfermé dans sa tour d'ivoire, mettait son point d'honneur à laisser ses découvertes faire leur chemin toutes seules et croyait s'abaisser, s'il en tirait parti pour lui-même ou pour les autres ! Déjà la science et l'industrie, toutes deux filles du génie humain et puissances complémentaires, puisque l'une applique ce que l'autre a trouvé, sont en passe de se rapprocher pour leur mutuel avantage : pendant les hostilités, elles ont avancé, combattu côte à côte, et demain il n'y aura plus qu'à rédiger les termes du traité d'alliance qui doit les unir indissolublement. Déjà le laboratoire tend à devenir l'auxiliaire obligé de l'atelier, et l'on peut espérer que les inventeurs cesseront d'être les victimes privilégiées de la routine et de la moquerie, de la misère et de la faim, en ayant pour toute consolation l'espoir d'une revanche posthume auprès de la postérité tardivement reconnaissante. Mais comment stimuler et protéger ces défricheurs de l'inconnu ? Mettra-t-on enfin à leur disposition les moyens d'expérimenter, de perfectionner et d'exploiter à leur profit les idées fécondes nées dans leur cerveau ? Leur accordera-t-on des primes, comme on fait aux Etats-Unis pour l'ingénieur ou l'ouvrier qui a su imaginer une épargne de temps, de peine ou de danger ? A tout le moins, notre législation sur les brevets d'invention doit être révisée, devenir peut-être internationale, de même qu'à tous les degrés notre enseignement technique a besoin d'être refondu et vivifié, pour dresser du haut en bas de l'échelle, du simple soldat aux officiers supérieurs, tous les militants de la grande armée industrielle.

*
* *

Une autre tête de chapitre vient ici prendre place. Il s'agit de l'organisation financière de notre industrie. Personne n'ignore plus aujourd'hui que les succès de nos rivaux et de nos ennemis sur ce terrain ont été dus en grande partie à cette union des forces individuelles qu'on appelle l'association. L'Amérique est le pays béni des trusts ; l'Allemagne a multiplié les cartels. Or en France, où l'on a trop longtemps prêché et pratiqué le *Chacun pour soi*, un article sévère et fameux du Code civil, l'article 419, confond dans la même réprobation les accapareurs qui usent de procédés frauduleux pour créer des hausses factices et les fabricants qui s'entendent pour la vente en commun de leurs produits. Comment modifier la loi, de façon qu'elle permette ce qui est honnête en interdisant ce qui ne l'est pas ?

Autre difficulté. C'est le crédit à canaliser, en obtenant de banques locales et spéciales, aidées peut-être par un grand organisme central, le concours pécuniaire que la haute banque a si parcimonieusement mesuré aux entreprises qui avaient le tort de n'être pas russes, ottomanes, italiennes ou même austro-allemandes. C'est une série de précautions à prendre contre les firmes étrangères qui avaient chez nous des succursales, contre les sociétés anonymes qui se qualifiaient hardiment de françaises et même de parisiennes, alors qu'elles étaient entre les mains de nos concurrents. C'est un gros effort à tenter pour que le capital français, qui fut un grand sans-patrie, à la fois aventureux et timide, se résigne à chercher près de lui un emploi lucratif, au lieu de courir les aventures dans des contrées lointaines ou de s'enfouir dans des coffres-forts.

Une fois l'industrie ainsi organisée, alimentée, soutenue, on pourra se demander quelle doit être sa répartition dans l'espace. La vapeur concentrait les usines autour des houillères, faisait surgir une forêt de hautes cheminées dans les pays noirs. Est-ce que l'électricité, qui permet le transport de la force hydraulique à des centaines de lieues, ne va pas opposer un mouvement centrifuge à ce mouvement centripète ? Est-ce que nous n'allons pas voir naître un régionalisme industriel, éparpillant sur toute la surface de la France ce qui jusqu'à présent se serrait, s'entassait dans

quatre ou cinq coins de terre, dont plusieurs étaient pour leur malheur trop voisins de la frontière ? Des tentatives en ce sens ont été déjà ébauchées par M. Clémentel, par M. Viviani ; un déplacement des usines est en train de s'opérer : les rives des cours d'eau, voire les bords de la mer sont en passe de ravir aux environs des mines le privilège d'attirer les foules travailleuses ; les montagnes, longtemps déshéritées, longtemps désertées par leurs enfants, deviennent, grâce à leurs cascades et à leurs torrents, des réservoirs d'énergie, des créatrices de richesse, et nos Alpes comme nos Pyrénées, nos Vosges comme nos monts d'Auvergne ne condamneront plus à émigrer le trop plein de leurs populations pauvres et laborieuses.

*
* *

Quand nous aurons fait ensemble cette partie d'une route qui peut vous sembler déjà longue, nous rencontrerons devant nous, comme un défilé dangereux et difficile à franchir, une question qui est probablement la plus ardue à résoudre, je veux dire celle des rapports entre le capital et le travail, entre les employeurs et les employés.

La guerre aura sans doute des deux parts modifié l'état des esprits ; elle aura fait comprendre aux patrons comme aux ouvriers qu'une entente loyale de tous les agents de la production peut seule permettre à la France épuisée de mener à bonne fin l'œuvre de son relèvement et de sa rénovation. Elle aura réuni en lumière cette vérité que la solidarité n'est pas seulement efficace pour repousser et vaincre l'ennemi commun, qu'elle est aussi l'instrument du progrès pacifique, l'arme indispensable à tout peuple qui veut lutter victorieusement dans la bataille économique.

Le temps est passé, je l'espère, où certains patrons prétendaient gouverner leurs fabriques en rois absolus : où ils traitaient leurs ouvriers en sujets qui n'ont qu'à obéir sans avoir le droit de discuter, de réclamer, de manifester une opinion politique ou religieuse différente de celle du maître : où ils refusaient d'entrer en relations avec ceux qui avaient la témérité de se syndiquer ; où ils faisaient brûler dans un joyeux auto-da-fé les livrets de ces audacieux coupables de lèse-majesté patronale. Pendant la guerre il a fallu renoncer à ces dédains injurieux, à cette intransigeance despotique. On s'est rencontré sur pied d'égalité dans les régiments, dans maint comité de défense nationale, de ravitaillement militaire ou civil. On a couru les mêmes dangers, subi les mêmes angoisses. On a causé, discuté ; on s'est étonné de tomber d'accord sur certains principes, sur certaines nécessités, *France d'abord* a été le mot magique qui a rapproché ceux qui semblaient irréconciliables. Par suite le gouvernement absolu dans l'usine fait petit à petit place à un régime, je ne dirai pas démocratique (ce serait trop dire), mais constitutionnel, où les ouvriers, sans être encore les associés des patrons, ont leur mot à dire pour les règlements d'atelier et même pour la gestion des entreprises auxquelles ils sont attachés.

La période que nous traversons amène ce qu'on a nommé l'avènement administratif des travailleurs. Elle leur apporte à la fois des droits et des devoirs nouveaux. On a reconnu aux syndicats ouvriers le droit de poursuivre en justice le patron qui refuse d'appliquer la loi sur le minimum de salaire dans les industries du vêtement. Les ouvriers ont reçu la faculté de désigner des délégués chargés de présenter au directeur de leur usine les doléances et les revendications de leurs camarades. Ils figurent au même titre que leurs employeurs dans les bureaux de placement dits paritaires. On se prépare à légiférer sur la convention collective de travail, de façon à multiplier et à régulariser les contrats engageant les uns envers les autres des hommes et des groupements qui trop souvent ne songeaient qu'à lutter les uns contre les autres. Ainsi relevés, obtenant de plus en plus le respect de leur indépendance et de leur dignité, les ouvriers se devront à eux-mêmes et tiendront à honneur d'avoir plus d'exactitude et de conscience professionnelle, une compréhension plus nette des tracas et des dangers qu'affronte un hardi capitaine d'industrie, une volonté plus raisonnée de collaborer franchement avec lui.

En vérité, je le répète, après la guerre, il y aura quelque chose de changé dans la mentalité comme dans la situation respective de ceux qui paient et de ceux qui sont payés, de ceux qui commandent et de ceux qui sont commandés. S'il serait chimérique de rêver entre eux un accord parfait et perpétuel, il est permis d'espérer que, des deux côtés du fossé qui les sépare, malgré une opposition momentanée des intérêts qui est inévitable, on saura travailler, non plus à les entrechoquer avec colère, mais à les harmoniser selon l'équité dans la mesure du possible.

Voyez-vous alors comme des questions brûlantes, qui ont fait couler beaucoup d'encre, de paroles amères et parfois même de sang, se présenteront sous un aspect nouveau ? Il faudra les reprendre et les traiter avec une intelligence, et je ne crains pas de le dire, avec un cœur élargis.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Janvier au 31 décembre 1918

Actualité littéraire (L'), *Antoine Albalat*. — Les journalistes à l'Académie. — Bergerat et Théophile Gautier. — Les visites de Baudelaire. — Napoléon journaliste, 111. — Le nouveau syndicat de journalistes. — Napoléon Ier et Ossian. — Le projet du million pour les littérateurs, 512.

Allemagne. Les paix allemandes, *Paul Louis*, 307. — Une révolution est-elle psychologiquement possible en Allemagne? *Gaston Choisy*, 281. — L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, *Paul Louis*, 302. — Les paix machiavéliques, *Paul Louis*, 339. — La presse allemande, *Gaston Choisy* et *Paul Verrier*, 465. — Les oscillations de Guillaume II, *Paul Louis*, 172. — L'Allemagne en septembre 1918, 553. — L'Allemagne en octobre 1918, 621. — Un type d'amoureux allemand d'après le journal de sa victime, *Henriette Celarié*, 625, 657. — Les causes de la révolution allemande, *Paul Louis*, 716. — La solvabilité germanique, *René Pupin*, 720, 757. — V. Empires (les deux), Psychologie des belligérants, tactique.

Alsace. Lettres d'une Alsacienne et d'une Lorraine à M. Thiers (1873-1874), *Paul Mallet*, 121. — Une figure alsacienne, Herrade de Landsperg, abbesse de Sainte-Odile, *Bossert*, 136. — Aux tranchées d'Alsace, *Lieutenant B.*, 284. — V. Oberlin.

Ame des héros (L'), *Julien Reyna*, 54.

Angleterre. Les Anglais en Seine-et-Marne, *L. Georges Renard*, 152. — Le problème des élections anglaises, *Paul Louis*, 596. — V. Marine, Psychologie des belligérants.

Antigermanisme (L') et la méthodologie historique en Italie, *Georges Bourgin*, 249.

Argout (Comte d'). V. Louis-Philippe.

Arrière (Journal de l'), *L. Dumont-Wilden*. — Conversations la Jour de l'An. — Rentrée des Chambres, 58. — Le Permissionnaire. — L'atelier. — Au Palais de Justice, 149. — La Ville, 475.

Autriche. Le prodige autrichien, *Paul Louis*, 431. — Le sort des peuples d'Autriche-Hongrie, *Paul Louis*, 653. — V. Allemagne, Empires (les deux), Italie, Psychologie des belligérants, Roumanie.

Aviation. V. Tactique.

Avortement. V. Dépopulation.

Balkans. V. Psychologie des belligérants.

Barthou. V. Immortels.

Baudrillart. V. Immortels.

Belgique. La résistance belge, *Paul Gaultier*, 23. — La Belgique libre, *Roland de Marès*, 674.

Bergson (Henri), *Paul Gaultier*, 297, 331, 360, 389, 425, 469.

Bibliographie, *P. L.*, 352, 416. — Chronique bibliographique, *Antoine Albalat*, 479.

Boîtes des quais (Dans les) : Monsieur de Fourreil, *E. Pélissier*, 630.

Boylesve (René). V. Immortels.

Bretagne (Souvenirs de), *Georges Philippar*, 223, 384, 413, 445.

Bulgarie. Les appétits bulgares, *Paul Louis*, 266. — La crise bulgare, *Paul Louis*, 394.

Casque de la Déesse (Le), pièce en quatre actes et un prologue, *Albert du Bois*, 457, 484, 523, 556, 588.

Chemins de fer. V. Guerre.

Chine. V. Psychologie des belligérants.

Chronique des livres, *Paul Louis*, *Raymond Bouyer*, *Charles*, 32. — *Antoine Albalat* et *Raymond Chevrel*, 95. — *Antoine Albalat* et *Raymond Bouyer*, 161. — *Raymond Chevrel*, 193. — *André Gregori*, 224. — *R. B.*, *P. L.*, 256. — *P. L.*, 288.

Chronique littéraire, *Antoine Albalat*. — Le romans de Tolstoï et les peines de la vie; Mme de Staël; Lamartine et les nations libérales, 63. — Louis Desnoyers et Alex. Paul Clermont; le maréchal Joffre et Jules Claretie; l'esprit de Dumas fils, les poèmes de Bordeaux, 125. — Les styles de Jules Lemaître, le comte de Monte-Cristo, Hugo et Dumas, père, 187. — Une nouvelle agence pour la protection des auteurs; Balzac et l'accent allemand. Les centenaires : Buffon et Montesquieu, 251.

Colonies. Le salut par les colonies, *Lucien Hubert*, 539.

Comité de Salut Public. Révélations sur le, *Pierre de la Gorce d'O.*, 18, 76, 108.

Consortiums (Les), *J.-P. Belin*, 441.

Constantinople (Des ant), *E. Dumont*, 750.

Cuisine médicinale (La), *Alfred Poizat*, 85.

Décentralisation (A propos de la). Avortement et infanticide, *G. Rivière*, 219.

Diplomatie française (La réforme de la), *Maurice Herbette*, 582.

Dixmude. Deux villes martyres, *Louis Bouquet*, 729, 753.

École primaire de demain (L'), *Emile Glay*, 687.

Éducation (L'), Ludovic Zoretti, 667.

Empires (Les deux), *Paul Louis*, 112.

Espagne après les élections (L'), *Paul Louis*, 167.

Esthétique. V. Souvenirs d'avant-guerre.

États. Trois états ont disparu, *Paul Louis*, 683.

États-Unis. Les idées wilsoniennes, *Paul Louis*, 88. — V. Psychologie des belligérants, Université.

Ezéchiel (Prophétie d'). V. Joudain.

Femme. Réflexions d'un physiologiste sur la femme et le féminisme, *Jules Amar*, 116. — Femme littéraire. V. Souvenirs d'avant-guerre.

Flat. Mort de M. Paul Flat : Discours de MM. *Ch. Maurras* et *Paul Louis*, 193.

Flaubert et le romantisme d'après Mme Bovary, *Marcel Ruffomair*, 690.

Forces motrices (Nos), *Georges Renard*, 529.

Française de demain (La), V. Guerre.

France. Les leçons de notre histoire et la paix de demain, *Camille Jullian*, 1. — Jeunesse de France, *Emile Boutroux*, 706.

France (César). V. Gounod.

Galloïs (L'affaire), *Charles Le Goffic*, 397, 417.

Gardienne de conscience, *Israël Zangwill*, 708, 743.

Goethe et Heine en Italie, *Gabriel Faure*, 712.

Gounod. Lettres de Victorine Gounod et de Urbain Gounod à Hector Leduc, *J.-G. Prod'homme*, 377, 411, 435. — Gounod précurseur de César Franck, *Raymond Bouyer*, 381.

Guerre. Les aspects politiques de la guerre, *Paul Louis*, 10. — La jeune littérature et la guerre, *Léon Bocquet*, 49. — Le mouvement philosophique : les leçons psychologiques de la guerre, *Paul Gaultier*, 185. — Les aspects économiques de la guerre, *Paul Louis*, 498. — Le Français de demain d'après sa psychologie de guerre, *Louis Vaucaut*, 582, 590, 608.

— Nos chemins de fer pendant la guerre, *René Pupin*, 570.
Guetteur (Au), *Henry Devris*, 662.
Guillaume II. V. Allemagne.
Guizot. V. Louis-Philippe.

Heine. V. Gœthe.

Immortels. Les nouveaux immortels, *Jean Vignaud*: Mgr Alfred Baudrillart, 315; Louis Barthou, 345; René Boylesve, 469.
Infanticide. V. Dépopulation.
Irlande (La situation de l'), *Ernest Lémonon*, 123.
Italie (L'), les Slaves du Sud et l'Autriche, Paul Louis, 138. — V. Antigermanisme, Psychologie des belligérants.

Japon. V. Psychologie des belligérants.
Jourdain (La rive gauche du) et l'assainissement de la mer Morte d'après la prophétie d'Ezéchiel, *Maurice Vernes*, 161.

La Bassée. V. Dixmude.
Landsberg (Herrade de). V. Alsace.
Lefuel (Hector). V. Gounod.
Lemaître (Les souvenirs de Jules), *Paul Flat*, 129.
Louis-Philippe et ses ministres. Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot, *Paul Bonnefon*, 240, 264, 306, 343, 374.

Macédonienne (L'âme), *Pierre La Mazière*, 604.
Main-d'œuvre (La crise de la), les remèdes immédiats, *Georges Renard*, 336, 368.
Mariages de demain (Les), *Jules Bertaut*, 663.
Marine anglaise. L'Effort naval britannique, *A. Millerand*, 321. — Trois actions de guerre de la marine britannique: Les Falkland, le Jutland, Zeebrugge-Ostende, *G. Lacour-Gayet*, 324.
Mémoire esthétique du paysage chez l'enfant (La), *Marie Grzegorzewska*, 181.
Méthodologie historique en Italie. V. Antigermanisme.
Mittel-Europa. La ruine d'un grand dessein, *Paul Louis*, 43.
Molé (comte). V. Louis-Philippe.
Molière. Le sens de la mesure dans l'œuvre de Molière, *A. Renucci*, 566.

Neige (Dans la), *Jean Vignaud*, 617, 647, 677.
Noël de guerre, *Gabrielle Miraben*, 766.

Oberlin. Une figure alsacienne: Oberlin, pasteur du ban de la Roche, *A. Bossert*, 312.
Ollivier (Emile), Henri Jaudon, 80 (errata, p. 160).

Pagan. Un poète mort pour la patrie: Joannis Pagan, *Maximilien Buffenoir*, 477.
Paris (L'identité de), *Raymond Clauzel*, 26.
Pays dévastés (Aux): Ham, Chauny, Soissons, Reims, *Camille Vallaux*, 173.
Péladan, le dernier des humanistes, *Raymond Bouyer*, 634.
Poésie française (Tableau de la): des trouvères aux symbolistes, *Alfred Poizat*, 231, 270.
Poésies. Le bon empereur (récit japonais), Pères, à nos blessés, *Maurice Bouchor*, 84. — Ode à la France, *Maurice Level* (errata à la p. 544). — Poèmes de guerre: Paroles à mon drapeau, Chant de guerre, Vérone, *Louis Lefebvre*, 603. — Les tombes de lumière, *Ernest Prévost*, 695. — Creusez la tombe d'Attila, *Eugène Holland*, 730.
Pologne (La), l'Allemagne et l'Autriche, *Paul Louis*, 535.
Prieur de la Côte-d'Or, ministre des munitions, *Paul Arbelet*, 11.
Production. Il faut produire, *Georges Renard*, 747.
Prusse (La) et la rive gauche du Rhin, *Ed. de Marcère*, 699, 724.
Psychologie des belligérants: la Russie, *Joseph Reinach*, 35. — L'Italie, *Denys Cochin*, 65. — L'Angleterre, *André Chevrillon*, 97, 132 (errata p. 160). — L'Allemagne, *Emile Boutroux*, 199. — L'Autriche-Hongrie, *Emile Boutroux* et *Ernest Denis*, 225, 257. — La Chine, *A. Gérard*, 289. — Le Japon, *Emile Horclaque*, 353, 385. — Les Balkans, *Joseph Reinach* et *Victor Berard*, 481, 518. — Les Etats-Unis, *Prince de Monaco* et *Maurice Caullery*, 577, 613.

Représailles (Les), *contre-amiral Degouy*, 513, 545.
Rêve (Leur), Au guetteur, *Henry Devris*, 662.
Révélations diplomatiques (Les), *Paul Louis*, 236.
Revues des livres, Antoine Albalat, 575, 671, 735.
Revues étrangères (A travers les), *Gaston Choisy*, 511, 541, 574, 607, 670, 733, 767.
Rhin (La question du), *Auguste Gérard*, 449.
V. Prusse.
Romantisme. V. Flaubert.
Rostand (Edmond). Notes et Souvenirs, *Albert Daysolles*, 763.
Roumanie (La) et les Roumains d'Autriche-Hongrie, *D. Draghicesco*, 508.
Rousseau. Un précurseur imprévu: Jean-Jacques Rousseau debussyste, *Raymond Bouyer*, 695.
Russie. La crise du slavisme, *Paul Louis*, 365.
V. Psychologie des belligérants.

Salon de 1918 (Le) et la leçon des morts, *Raymond Bouyer*, 318.
Section (Ma), *Louis Delzons*, 217.
Sichem. Le sanctuaire indigène de Sichem et l'alliance conclue par Josué entre Yahvé et Israël, *Maurice Vernes*, 11.
Slaves du Sud. V. Italie.
Souvenirs d'avant-guerre, *Paul Flat*. Esthétique et morale, 33. — Les raisons profondes du despotisme wagnérien, 73. — La femme littéraire et le sens du sacrifice, 105. — Le théâtre et la mise au point littéraire, 195.
Suède (La) et la guerre, *Lucien Maury*, 215.
Suffrage universel (Le) et la Paix, *Fernand Faure*, 737.
Suisse (La), l'Allemagne et nous, *Maurice Lair*, 493.

Tactique. Les stades de la tactique aérienne allemande, *Jacques Mortane*, 501.
Tchéco-Slovaques (Les), *Ernest Denis*, 610, 642.
Tchékhov (Anton.), *G. Savitch et Ernest Jaubert*, 143.
Théâtre. Le théâtre, *Firmin Roz*. Comédie-Française: la Triomphatrice, 92. — Théâtre Antoine : Antoine et Cléopâtre, 155. — Autour du théâtre: le retour de Turcaret, *André Geiger*, 447. — Amoureuse à la Comédie-Française, Notre image au théâtre Déjane, *Gaston Rageot*, 702. — Le théâtre de Théodore de Banville, *Gaston Rageot*, 731. — Le théâtre d'Edmond Rostand, *Gaston Rageot*, 761.
V. Souvenirs d'avant-guerre.
Thiers. V. Alsace, Louis-Philippe.
Trois années, *Anton Tchékhov*, 144, 176, 211, 245, 275, 308, 348, 371, 407.

Universités américaines (Les) et les nôtres, *Charles Guignebert*, 171.

Vie artistique et musicale (La), *Raymond Bouyer*. L'art et les livres; Evolution et tradition; les membres de l'Institut et l'enseignement de l'art; le prestige du XVIIIe siècle et Mme Vigée-Lebrun; les origines françaises des cathédrales gothiques, 28. — La libération de la musique française et ses derniers critiques; Musique militaire et musique ancienne; un retour au classique Rameau; Monsigny et Grétry au Trianon-Lyrique, 61. — Deux expositions caractéristiques : le peintre Albert Lebourg et le dessinateur Charles Jonas; l'atmosphère et la forme; le modern style, art du passé; Au beau jardin de France et Ping-Sin, à l'Opéra-Comique; reprise à l'Opéra de Monna Vanna, 93. — La vraie musique française et son ancien répertoire, aux samedis mensuels du Trianon-Lyrique: Rose et Colas, de Monsigny; l'Epreuve villageoise et Richard Cœur de Lion, les deux chefs-d'œuvre de Grétry, 158. — Nouveaux aspects de Paris pendant la guerre; la ligue d'Ingres et la leçon de la probité, dans la collection Degas; un péri nouveau pour la musique française: la revanche de la musique légère et de l'opérette; à travers les livres: M. Debussy critique musical, 190. — La 255e représentation de Castor et Pollux, à l'Opéra; curieuse reconstitution d'une tragédie lyrique, Dresa collaborateur de Rameau, 252.

Vie théâtrale (La), *André Geiger*. Les livres de Jules Claretie ; le Conservateur littéraire et les « bêtises de M. Victor Hugo »; manuscrits et autographes de théâtre; Jules Claretie et M. de Porto-Riche, le Marchand d'Estampes; Mme Réjane dans la Troisième Chaise, 30. — Quatre pièces comiques : la Dame de Chambre; la Gare régulatrice; Mlle Spinelly dans Kiki, de M. A. Picard; Adam de la Halle au théâtre du Vieux-Colombier; Moralité, 127.

Voyage (Le premier), nouvelle japonaise, *Hakucho* (texte français d'*André Bellessort*), 422.

Wagner. V. Souvenirs d'avant-guerre.
Wilson en Europe, *Paul Louis*, 741.
Wilsoniennes (Les idées). V. Etats-Unis.

Erratum :

Dans l'article de M. Georges Philippar, p. 446, dernière ligne, lire « (1901-1911) » au lieu de « (1909-1911) ».

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

Albalat (Antoine), voyez Actualité littéraire. — Bibliographie. — Chronique des livres. — Chronique littéraire. — Revue des livres.
Amar (Jules), v. Femme.
Arbelet (Paul), v. Prieur de la Côte-d'Or.
Belin (J.-P.), v. Consortiums.
Bérard (Victor), v. Psychologie des belligérants.
Bertaut (Jules), v. Mariages de demain.
Bocquet (Léon), v. Dixmude. — Guerre.
Bois (Albert du), v. Casque de la Déesse.
Bonnefon (Paul), v. Louis-Philippe.
Bossert (A.), v. Alsace. — Oberlin.
Boucher (Maurice), v. Poésies.
Bourgin (G.), v. Antigermanisme.
Boutroux (Emile), v. Psychologie des belligérants. — France (Jeunesse de).
Bouyer (Raymond), v. Chronique des livres. — Gounod. — Péladan. — Rousseau. — Salon de 1918. — Vie artistique et musicale.
Buffenoir (Maximilien), v. Flaubert. — Pagan.
Caullery (Maurice), v. Psychologie des belligérants.
Célarié (Henriette), v. Allemagne.
Chevrillon (André), v. Psychologie des belligérants.
Choisy (Gaston), v. Allemagne. — Revues étrangères.
Clauzel (Raymond), v. Chronique des livres. — Paris.
Cochin (Denys), v. Psychologie des belligérants.
Dayrolles (Alb.), v. Rostand.
Degouy (contre-amiral), v. Représailles.
Delzons (Louis), v. Section (ma).
Denis (Ernest), v. Psychologie des belligérants. — Tchéco-Slovaques.
Devris (Henri), v. Rêve (leur).
Dragnicesco (D.), v. Roumanie.
Driault (Ed.), v. Constantinople.
Dumont-Wilden (L.), v. Arrière.
Faure (Gabriel), v. Gœthe.
Faure (Fernand), voir Suffrage universel et paix.
Flat (Paul), v. Lemaître (Jules). — Souvenirs d'avant-guerre.
Gaultier (Paul), v. Belgique. — Bergson. — Guerre.
Geiger (André), v. Vie théâtrale.
Gérard (A.), v. Psychologie des belligérants.
Gray (Emile), v. Ecole.
Grzegorzewska (Marie), v. Mémoire.
Guignebert (Ch.), v. Universités américaines.
Hakucho, v. Voyage (le premier).
Herbette (Maurice), v. Diplomatie
Hollande (Eugène), v. Poésies.
Hovelaque (Emile), v. Psychologie des belligérants.
Huebert (Lucien), v. Colonies.
Jaubert (Ernest), v. Tchekhov.
Jaudon (Henri), v. Ollivier (Emile).
Jullian (Camille), v. France.
Lacour-Gayet (G.), v. Marine anglaise.
Lair (Maurice), v. Suisse.
La Mazière (Pierre), v. Macédonienne (l'âme).
Lefebvre (Louis), v. Poésies.
Le Goffic (Charles), v. Gallois (Le fort).
Lémonon (Ernest), v. Irlande.
Level (Maurice), v. Poésies.
Louis (Paul), v. Allemagne. — Angleterre. — Autriche. — Bulgarie. — Chronique des livres. — Empires. — Espagne. — Etats. — Etats-Unis. — Flat. — Guerre. — Italie. — Mittel-Europa. — Pologne. — Révélations diplomatiques. — Russie. — Wilson.
Marcère (Ed. de), v. Prusse.
Mariès (Roland de), v. Suède.
Mirabeau (G.), v. Noël.
Millerand (A.), v. Marine anglaise.
Monaco (prince de), v. Psychologie des belligérants.
Mortane (Jacques), v. Tactique.
Moureu (Charles), v. Flat (Paul).
Muller (Paul), v. Alsace.
Narquet (Louis), v. Guerre.
Pélissier (E.), v. Boîtes des quais.
Philippar (Georges), v. Bretagne.
Poizat (Alfred), v. Crise académique. — Poésie française.
Prieur de la Côte-d'Or, v. Comité de Salut public.
Prod'homme (J.-G.), v. Gounod.
Pupin (René), v. Allemagne. — Guerre.
Rageot (Gaston), v. Théâtre.
Reinach (Joseph), v. Psychologie des belligérants.
Renard (Georges), v. Forces motrices. — Main-d'œuvre. — Production.
Renard (L.-Georges), v. Angleterre.

Renucci (A.), v. Molière.
Reyne (Albert), v. Ame des héros.
Richaud (G.), v. Dépopulation.
Roz (Firmin), v. Théâtre.
Savitch (G.), v. Tchékhov.
Stiénon (Charles), v. Ukraine.
Tchékhov (Anton), v. Trois années.
Vallaux (Camille), v. Pays dévastés.
Vergnet (Paul), v. Allemagne.
Vernes (Maurice), v. Jourdain. — Sichem.
Vignaud (Jean), v. Immortels (nouveaux). — Neige (dans la).
Zangwill (Israël), v. Gardienne de conscience.
Zoretti (Ludovic), v. Education.
A. B. (lieutenant), v. Alsace.
P. L. v. Bibliographie. — Chronique des livres.

AUTEURS CITÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

Aschach (Gabriel), 576.
André (Louis), 180.
Angelis (Alberto de), 670.
Autin (Albert), 224.
Bachelin (Henri), 52.
Barbey (Ruy), 2[illegible].
Barrusse (Henri), 51.
Barthélemy (Joseph), 224.
Barthou (Louis), 480.
Baudin (Nicolas), 51.
Bellaigue (Camille), 62.
Billet (Daniel), 672.
Belotti (Bortolo), 512.
Benjamin (René), 52.
Bérard (Victor), 29.
Bernard (Paul), 64.
Bertaut (Jules), 735.
Bertrand, Louis, 575.
Billy (André), 736.
Bizet, 736.
Borelly (Marthe), 95.
Boulenger (Marcel), 63, 224, 736.
Bourget (Paul), 479.
Boutet (Frédéric), 672.
Bouvier, 672.
Brémier (Louis), 29.
Brémond (abbé), 29.
Brenet (Michel), 62.
Burnand (Eugène), 256.
Butéau (Max), 224.
Bizzi (P.), 571.
Carco (Francis), 52.
Carillo (Gomez), 192.
Carnovale (Luigi), 96.
Carrère (Jean), 736.
Caullery (Maurice), 171.
Cazal (Edmond), 736.
Chardon (Ary-Henri), 672.
Claudel (Paul), 50.
Clermont (Mme Camille), 736.
Cochin (H.), 479.
Dauzat (Albert), 480.
Davoust (Henri), 480.
Debussy (Claude), 62, 191.
Déchêne (Abel), 64.
Degouy (amiral), 32, 576.
Delbos (Victor), 192.
Deploige (Mgr Simon), 576.
Desnoyers (Louis), 125.
Dorchain (Auguste), 480.
Doucl (Martial), 32.
Droin (Alfred), 95.
Duburg (François), 544.
Dumoni-Wilden, 95.
Estaunié (Edouard), 160.
Famili (Antoine), 736.
Fage (André), 576.
Fleschotte (Jacques), 672.
Fort (Paul), 50.
Franck (Anatole), 576.
Frapié (Léon), 96.
Gaffarel (Paul), 672.
Garenne (Albert), 160.
Gauchez (Maurice), 51.
Gaultier (Paul), 160.
Geiger (André), 736.
Gennari (Lucien), 480.
Gérard (A.), 574.
Gilbert (Pierre), 671.
Giraudoux (Jean), 95, 736.
Goblet d'Alviella, 256.
Goblot (Edmond), 576.
Goy (Henri), 32.
Grandjean (Frank), 96.
Grandmaison, 479.
Grech (Fernand), 50.
Guerlin (Henri), 28, 160.
Harry (Myriam), 187.
Hautecœur (Louis), 28, 29.
Henchès (Commandant), 575.
Herbette (Maurice), 671.
Hirsch (Ch.-H.), 51.
Horiouchi (Général), 734.
Hourticq (Louis), 32, 480.
Hurd (Archibald), 638.
Jerrold (L.), 192.
Jollivet (Gaston), 735.
Joly (Henry), 479.
Keyser (Edouard de), 672.
Lacour-Gayet, 576.
Lamy (Etienne), 479.
Lanzalone (Giovanni), 735.
Lasserre (Pierre), 62, 190.
Lavedan (Henri), 479.
Lavergne (Bernard), 256.
Léaud (Alexis), 480.
Le Bon (Dr Gustave), 185.
Lefebvre (Louis), 52.
Lefoeur (J.), 576.
Le Goffic (Charles), 96, 160.
Lemonnier (Camille), 51.
Level (Maurice), 735, 736.
Lichtenberg (H.), 288.
Lintier (Paul), 49.
Lord de Sérignan (comte), 576.
Machart (Alfred), 32.
Magre (Maurice), 192.
Male (Emile), 29.
Marchand (Léon), 61.
Marcellier (Auguste), 29.
Marinetti, 574.
Marliave (Joseph de), 62.
Martin (Henry), 29.
Marx-Lange (Camille), 180, 736.
Mauclair (Camille), 160.
Maurras (Charles), 192.
Maury (Lucien), 352.
Mayor de Planches, 767.
Métin (Albert), 116.
Michelet (G.), 479.
Mirbeau (Octave), 575.
Mithouard (Adrien), 95.
Montfort (Eugène), 575.
Mourey (Gabriel), 574.
Moustoxidi, 735.
Murat (Princesse Lucien), 32.
Nippold (O.), 96.
Odavitch, 480.
Okakura Kakuzo, 574.
Périvier, 414.
Perroud (Claude), 96.
Persky (Serge), 352.
Petit (Paul), 288.
Ponti (Ettore), 224.
Porchi (François), 50.
Rameite (Aleide), 52.
Rapport (E.), 511.
Renard (Georges), 32.
Réval (Gabrielle), 224.
Rioux (Gaston), 49.
Ripert (Emile), 672, 735.
Rodd, 572.
Rossel (Virgile), 733.
Roux (Bienvenu), 736.
Saint-Georges de Bouhélier, 50.
Salviolí (Giuseppe), 576.
Ségur (Nicolas), 672.
Sertillanges (abbé), 29.
Soubies (Albert), 28.
Stiénon (Charles), 672.
Strowski (F.), 479.
Thiaudière (Edmond), 95.
Tiessen (Paul van), 543.
Tourreil (de), 639.
Travers-Bergstreem (Arthur), 256.
True (Gonzague), 575.
Valmy-Baisse, 52.
Vandervelde (Emile), 96, 224.
Varèze (Claude), 95.
Verhéren (Emile), 51.
Weil (commandant), 160.
Wyseur (Marcel), 51.

Les querelles ont roulé d'ordinaire sur quatre points essentiels :

D'abord le salaire, qui doit assurer à celui qui le reçoit non plus seulement le strict nécessaire, son pain quotidien, une existence précaire et misérable, mais les moyens d'entretenir décemment une famille, d'avoir part aux jouissances, spirituelles et matérielles, qui ont été jusqu'ici l'apanage des classes aisées et de garantir à ses vieux jours un repos bien gagné.

Ensuite la durée du travail, où il faut concilier le désir légitime d'activer la production avec les ménagements dont ne peut se passer l'outil humain, plus frêle, plus délicat et plus précieux que les machines de cuivre et d'acier.

Puis les conditions sanitaires, qui impliquent une lutte assidue contre les accidents, les maladies, les poisons, les gaz délétères, tout ce qui guette à chaque instant l'ouvrier et l'ouvrière de fabrique.

Enfin et surtout le dosage de l'autorité et de la liberté, un dosage qu'il est aussi urgent et aussi malaisé d'opérer dans l'usine que dans l'Etat.

Nous aurons à passer en revue ce qu'on propose et ce qui est immédiatement réalisable pour résoudre tous ces problèmes ; après quoi nous aurons encore à examiner ce que sera la main-d'œuvre industrielle au lendemain de la terrible saignée qu'a subie la France. Dans quels emplois l'homme pourra-t-il ou devra-t-il être suppléé par la femme ? A quel âge l'adolescent sera-t-il appelé à coopérer avec l'adulte ? En quelle mesure le Français sera-t-il aidé ou remplacé par l'étranger ? Et quelles seront, parmi les nations voisines ou lointaines, les sources vives où l'on puisera ces auxiliaires ?

Sur tous ces points encore, de sérieux changements sont à présumer. Oh ! certes il serait à souhaiter que toutes les femmes pussent reprendre au foyer leur rôle traditionnel de ménagères et d'éducatrices. On leur demandera, une fois la paix signée, non plus de tourner des obus ou de fabriquer des grenades, mais de donner de beaux enfants à la France dépeuplée. Toutefois il ne manquera point de veuves obligées de gagner leur vie ni de jeunes filles condamnées au célibat par la rareté des épouseurs : ce sont des recrues nombreuses et certaines pour les fabriques, et il n'est pas douteux que le rôle économique de la femme, la liste des métiers qu'elle exercera grandiront dans les années qui suivront la tranquillité revenue. Il est également hors de doute que dans le travail à domicile, qui fut toujours la suprême ressource des misères féminines désireuses de se cacher et de combattre à huis-clos la difficulté de vivre, des bataillons de travailleuses peu rémunérées continueront à peiner. Il nous faudra rechercher quelles sont leurs chances d'avenir et comment une protection efficace peut s'étendre sur ces parias de l'industrie.

* * *

Quand nous aurons ainsi fait le tour des sujets d'étude qui concernent la production industrielle en général, nous n'aurons encore accompli que la moitié de notre itinéraire. Alors le moment sera venu de considérer à part chacune des branches qui la composent. Nous les classerons, comme nous l'avons déjà fait plusieurs fois en six groupes ; j'en laisserai deux de côté, parce que je vous en ai déjà entretenus précédemment : ce sont les industries alimentaires et celles des transports. Les autres se répartiront de la façon suivante :

En premier lieu les industries-mères, j'entends par là celles qui alimentent, nourrissent, approvisionnent les autres, qui leur fournissent des matières premières ou tout au moins des objets à demi fabriqués qu'elles doivent transformer pour les rendre utilisables. De ce nombre sont les mines et minières, la grande métallurgie, les constructions mécaniques, les produits chimiques, la fabrication du papier, du caoutchouc, des étoffes.

Le second groupe sera formé des industries qui relèvent du bâtiment et de l'ameublement, y compris tout ce qui concerne le chauffage et l'éclairage.

En troisième lieu se rangeront les industries qui touchent à l'habillement, à la toilette, à la parure, aux soins corporels.

Enfin nous aurons à considérer les industries qui répondent à des besoins intellectuels et moraux, qui ont pour but d'instruire ou d'amuser, imprimerie, librairie, théâtres, cinémas, jeux de tout genre qui sont pour l'homme fait ce que sont les jouets pour l'enfant.

Cela fait, nous ne serons pas encore au bout de notre chemin. Nous retrouverons, planant au-dessus de toutes les branches que nous aurons étudiées, l'art industriel ou, si vous aimez mieux, les industries artistiques, dans lesquelles l'ouvrier met sa marque personnelle sur son ouvrage et y incorpore une partie de son âme. Nous aurons à rechercher les débouchés qui s'ouvrent ou peuvent s'ouvrir aux produits de cette aristocratie du travail, les conditions particulières où peut éclore cette floraison, et les raisons très graves qu'a la France pour favoriser ce qui a fait son renom et fait encore une bonne partie de sa fortune.

Je crois, quand nous serons ainsi arrivés au couronnement de l'édifice, que nous n'aurons omis aucun des problèmes essentiels qui nous attendent à tous les étages, depuis les fondations jusqu'au faîte.

Je vous demande pardon du caractère aride que présente forcément le plan que j'ai esquissé devant vous. Un plan hélas ! ressemble toujours à un squelette. Je ferai de mon mieux pour recouvrir de chair vivante cette ossature dénudée. Les éléments ne manquent point pour rendre à la réalité bruyante et remuante qu'est l'industrie, les couleurs et l'animation de la vie.

En attendant, j'ai cru devoir mettre sous vos yeux une vue d'ensemble du sujet qui va nous occuper. Il m'a semblé que c'était la meilleure méthode pour vous faire saisir la proportion et l'agencement des diverses parties et aussi pour vous rendre sensible la somme d'énergie, de patience, de labeur intense et savamment combiné que réclame de nous tous la renaissance industrielle de la France.

GEORGES RENARD.

DEVANT CONSTANTINOPLE

C'est encore la France que les Russes ont le plus souvent rencontrée devant eux sur le chemin de Byzance. Ils y descendaient pourtant avec une singulière puissance, comme en une irrésistible croisade de l'orthodoxie. Sophie Paléologue, la nièce du dernier empereur grec de Constantinople, avait donné sa main et ses « droits » au tsar de Moscou Ivan III, et il paraissait qu'il appartînt à la Russie de rétablir la croix grecque sur l'Eglise de Sainte-Sophie et d'en restaurer les mosaïques chrétiennes.

Ce fut le sens profond de la politique de Pierre le Grand et de Catherine II, même aussi de Nicolas Ier quand il prétendit faire reconnaître par le sultan le protectorat de la Russie sur tous les orthodoxes de son empire.

Et la Russie était portée plus fortement encore vers le sud par ses besoins économiques : elle cherchait vers la Méditerranée un libre débouché pour ses richesses agricoles et minières ; elle voulait un accès sur le grand chemin du commerce international. M. Ernest Lavisse l'écrivait il y a quelques années : le glacier russe glisse toujours, irrésistible comme une force de la nature. Ces images risquent toujours de pécher par quelque endroit, et il y a dans celle-ci une hérésie géographique ; car depuis le commencement des temps quaternaires les glaciers ne glissent plus vers le sud, et les anciens glaciers russes se sont maintenant retirés en Scandinavie : nous ne cherchons pas à en faire une application à l'histoire de ce temps.

Quoi qu'il en soit, la France ne cessa jamais de contenir le glissement de la Russie vers la Méditerranée ; c'est un des traits fondamentaux de sa politique traditionnelle. Lorsque Pierre le Grand lui offrit son alliance, elle refusa, et elle fit bien : allait-elle livrer ses alliés de Suède, de Pologne et de Turquie à la barbarie russe ? Allait-elle compromettre sa propre suprématie dans les pays de la Méditerranée orientale ? Elle ne commit pas cette erreur qui eût été sans doute irréparable.

Elle contint la Pologne et la Turquie de son mieux, pas toujours avec bonheur. Mais le point capital de son action à cet égard, ce fut en Roumanie, comme tout à l'heure en Serbie. Se souvient-on de cette histoire ? Oui, sans doute, car on l'a souvent déformée. A la faveur des guerres de la Révolution et de l'Empire, le tsar Alexandre Ier avait mis la main sur les Principautés Danubiennes, Moldavie et Valachie. Napoléon, l'ayant vaincu à Austerlitz, puis à Friedland, lui imposa le traité de Tilsit, par lequel la Russie s'engageait à rendre les Principautés à la Turquie, et il lui fallut s'exécuter. Et en 1812 elle se réconcilia à ce prix avec le sultan, et depuis elle n'a jamais pu y rétablir son autorité.

Elle y essaya sous Nicolas Ier. Napoléon III continua la politique de son oncle, et la guerre de Crimée se termina par l'autonomie de la Moldavie et de la Valachie, qui, avec l'appui de la France, ne tardèrent pas à former la principauté, puis royaume de Roumanie. Il ne reste qu'à achever la Grande-Roumanie : la France aussi s'en occupe.

Pourtant en 1877 les Russes crurent atteindre Constantinople et y saisir enfin l'héritage de « l'homme-malade ». Ce fut leur plus cruelle et irréparable déception. Après Plevna, ils arrivèrent aux faubourgs de la grande cité impériale, Tsarigrad, comme ils disaient : ils dictèrent au sultan le traité de San Stefano qui était mortel pour la Turquie. Le beau fruit que déjà les Russes portaient à leurs lèvres leur échappa, à jamais: L'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, exigèrent la revision du traité de San Stefano : la France agit dans le même sens, et le traité de Berlin rejeta la Russie au-delà du Danube. Et la Bulgarie naquit.

C'était la fin de la politique dynastique, de la politique de magnificence, de la politique impériale. La France avait soutenu la Turquie assez

(1) Voir *La Revue Bleue*, n° 24 1918.

longtemps pour permettre aux nationalités chrétiennes des Balkans, si pleines d'histoire et d'avenir, de grandir et de mûrir, pour être capables de conquérir et de garder leur liberté.

Maintenant, nous pouvons considérer la grande guerre, l'ayant mise à sa place dans les siècles. Maintenant nous pouvons en marquer les solutions que commande l'histoire.

Voici d'abord les faits acquis.

La fin de la Turquie : — Les Jeunes-Turcs ont achevé de la tuer ; mais il y avait longtemps qu'elle était « malade ». Déjà les nouvellistes du temps de Louis XIV la représentaient entourée de Purgons et de Diafoirus brandissant leur arsenal morticole. Car l'histoire de la question d'Orient depuis le XVIe ou le XVIIe siècle, c'est l'histoire de la retraite des Turcs devant la réaction chrétienne, qu'il s'agisse des grandes puissances ou des jeunes nationalités que nous voyons renaître sous nos yeux : une évolution qui se déroule comme une inexorable fatalité.

L'abdication de la Russie, ou du moins de ce qui fut la Russie : — On dirait qu'elle renie ses plus glorieuses traditions, par désespoir des déceptions qu'elle y a rencontrées depuis le traité de Tilsit jusqu'à celui de Berlin ; une fatalité aussi sans doute ; le tsarisme ou le bolchevisme ne pouvaient pas être en ces pays des agents d'organisation démocratique.

La ruine du grand dessein pangermaniste que symbolisait le chemin de fer de Bagdad : — Là aussi l'histoire condamnait d'avance une pareille entreprise. Qu'on ne sourie pas de cette prophétie après coup : nous l'avons dit avant les événements décisifs d'aujourd'hui lorsqu'après l'écrasement de la Serbie on attendait le Kaiser à Constantinople et on parlait d'une campagne du maréchal Mackensen en Egypte ou en Mésopotamie. Comment admettre que des hobereaux prussiens pussent s'installer à la place des émirs d'Alep et de Damas ? Comment croire qu'en vingt ans de fantaisies à grand spectacle le Kaiser pût effacer les dix siècles si féconds de l'activité française dans le Levant ? Il y prétendit, en effet, mais sa chute en est plus retentissante : jadis un autre empereur d'Allemagne s'était déjà noyé dans les eaux du Selef ; il s'appelait Frédéric-Barberousse.

La victoire de la France : — Il était écrit que la France vaincrait, du jour où elle reprendrait conscience de toutes ses traditions, et refuserait aux résignations que d'aucuns, même chez elle, lui prêchaient. Car il y a en France des Français, ou qui se disent tels, qui ont toujours peur que la France ne soit trop grande : mais le grand souffle de la victoire va balayer ces misères. Et nous quitterons nos « âmes de vaincus », et nous porterons haut la tête, et nous voudrons enfin que la France reprenne partout le cours de ses grandes destinées. Cette grandeur nouvelle comporte d'ailleurs des devoirs et des responsabilités.

Car il s'agit, dans ces pays habitués au plus cruel despotisme et déjà marqués pour la servitude par le caporalisme prussien, de fonder durablement la liberté. Il s'agit d'y réaliser « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Mais il y en a encore qui n'en sont pas capables (voyez la Russie), et qui appellent l'autorité après les débauches et les crimes de l'anarchie. Gare aux surprises ! Il y faudra bien encore quelque tutelle, ou du moins des garanties et des règlements internationaux.

A cette lumière des idées démocratiques, ou de la philosophie wilsonienne qui, d'ailleurs, n'est pas autre chose que la philosophie de la Révolution Française, regardons comment se pose le problème de Constantinople.

Le droit des peuples ? Et d'abord où sont les peuples ? Faisons le tour de la région.

En Asie, les Arméniens, survivants des plus affreux massacres de l'histoire, occupent les hauts plateaux du Taurus et de l'Ararat. Les Turcs Osmanlis ne possèdent en vérité que le centre de l'Asie Mineure ou de l'Anatolie : c'est là qu'il faudra les installer. Du Taurus à la mer Rouge et au golfe Persique, les Arabes forment un groupe compact qui jadis dépossédé du Califat par les Turcs, n'a gardé aucune amitié pour les usurpateurs. Ils devaient être avec nous dans la grande guerre : le roi du Hedjaz est parmi les vainqueurs.

En Europe, il y a, depuis les pentes du Caucase jusqu'au Bug, les Russes, ou plutôt des Russes, Petits Russes et Ukrainiens ; leur politique ne peut plus être celle de la Russie des tsars, de la Russie d'autrefois. Il y a les Roumains, du Bug à la Dobroudja : les Serbes, du Vardar à la Save : les Bulgares, entre le Danube et le Balkan et dans les hautes vallées de la Macédoine septentrionale. Les Grecs sont tout autour de la mer Egée, sur les deux rives des Détroits, dans la plus grande partie de la Thrace et loin même le long des côtes de la mer Noire. Ils sont nombreux à Constantinople, les plus nombreux d'entre les chrétiens. En somme, ils occupent le même cadre géographique que dans toute leur histoire depuis Miltiade et Périclès, en passant par les temps glorieux de l'empire byzantin : il y a là une fixité d'habitat très impressionnante, et qui crée des droits.

Voilà bien des cantons séparés, et rivaux. Mais ils ont des besoins économiques qui les rapprochent, aucun d'eux n'ayant de quoi vivre isolé.

Et, nous l'avons vu d'abord, ils sont au croisement des plus grandes voies de l'Ancien Continent : la voie maritime qui vient de se rouvrir par l'ar-

mistice turc et qui mène vers les Russies, vers les profondeurs de l'Asie Centrale ; la direction normale est rétablie du sud au nord devant la pénétration grecque, italienne, anglaise, française : et la voie continentale, prolongement du Danube inférieur, la grande voie indiquée par Marmont, Londres et Paris, ou Bordeaux, Lyon, par Milan, Venise, Laibach, Belgrade, vers Bucarest, Odessa ou vers Sofia, Constantinople, Bagdad, vers toute l'Asie.

Il faut que toutes ces voies soient libres, ouvertes à tous ; plus elles seront fréquentées, plus elles assureront aux pays qu'elles traversent la paix et la prospérité.

Alors, les solutions ?

Il faut que les Détroits soient internationalisés. Tout le monde est d'accord là-dessus. Mais quelles garanties qu'ils ne seront pas tout d'un coup fermés par des mines ou d'autre manière ?

Une commission internationale ? Comme à Galatz ? Et si les commissaires ne s'entendent pas ? Si leurs gouvernements respectifs entrent en guerre les uns contre les autres ? Car nous n'en sommes pas encore au temps de la paix perpétuelle. La commission de Galatz a-t-elle depuis quatre ans garanti la libre navigation du Danube ?

Et Constantinople n'est pas Galatz. Vous ne pouvez pas lui infliger cette déchéance ; il vous faut compter avec sa gloire séculaire, avec son prestige, avec les immenses perspectives de son incomparable avenir. Constantinople est une capitale, l'une des grandes capitales du monde.

Et vous n'y pouvez pas laisser le Turc, si doux et si aimable que soit le Turc dans les romans de Pierre Loti ; c'est un Asiatique, il faut le renvoyer en Asie, chez lui. Même en admettant qu'il ne se livre plus jamais à des alliances dangereuses comme celle qui vient de lui coûter si cher et à nous tous, vous ne pouvez pas lui abandonner Constantinople comme une tête de pont de l'Asie sur l'Europe. On ne bâtit pas l'avenir avec des ruines ; l'homme malade est mort. M. Wilson et la logique fatale de l'histoire l'ont irrémédiablement condamné, comme les Habsbourg et les Hohenzollern, comme tous les fauteurs de barbarie, comme tous les bourreaux et massacreurs de peuples. Libre à chacun de témoigner aux Turcs, Jeunes ou Vieux, une tendresse émue au souvenir de leurs hauts faits, mais pas au point de les installer à jamais à Constantinople. Leur place est à Brousse. Voyez la carte.

Quelle est donc la solution indiquée par le déterminisme des siècles ? On s'en étonnera sans doute: on sait si mal l'histoire : elle s'en venge en défaisant ce qu'on fait sans elle.

Elle dit : Il faut établir la Grèce à Constantinople.

Constantinople, épelez son nom, est grecque, dès que l'élément turc, l'envahisseur du xve siècle, aura été éliminé. Elle est grecque depuis 3.000 ans. Sa gloire dans l'histoire est d'avoir été la capitale d'un empire grec, qui y a laissé sa marque monumentale et historique indélébile. Il faut y réaliser « la Grande Idée ». Il faut y bâtir un établissement séculaire, dont l'avenir sera garanti par le passé.

La Grèce sera chargée de la garde des Détroits, comme la Belgique de la garde d'Anvers, chemin des mers de l'Occident. Elle tiendra cette garde aussi fermement que la Belgique a tenu la garde de sa neutralité, pour son plus grand honneur dans l'histoire.

Autour de cette Grèce, restaurée dans tout son domaine et forte et grande vraiment par cette unité parfaite, on organisera une Fédération des Etats directement intéressés à la gloire et à la prospérité de Constantinople, un conseil de représentants de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Russie du Sud, de la Caucasie, de l'Anatolie turque, une société des Nations Balkaniques.

Et la situation étant internationale au premier chef, ce régime politique et économique fonctionnera sous la garantie et sous le contrôle des grandes puissances, c'est-à-dire, en somme, de toutes les nations de l'univers, intéressées toutes à la tranquillité et à la prospérité de ce grand carrefour du monde. Nulle meilleure occasion, nul meilleur endroit pour y expérimenter, pour y éprouver les lois de la solidarité internationale.

Aux diplomates, aux hommes d'Etat dont nous ne manquons pas, de trouver les conditions pratiques de ce régime nécessaire. Mais surtout qu'ils s'accordent avec l'histoire s'ils veulent travailler pour l'histoire. Qu'ils prennent quelque souci de son jugement redoutable, son déterminisme inéluctable vient d'écarter de cet Orient merveilleux toutes les barbaries qui le tenaient asservi : il faut achever et consacrer cette œuvre des siècles.

Alors la paix, la grande paix française, y ramènera les éclatantes prospérités d'autrefois. Alors on verra renaître la civilisation arabe aux foyers rallumés de Damas et de Bagdad.

Alors la civilisation grecque enfin émancipée reprendra sa splendide carrière, interrompue depuis tant de siècles, et, les Barbares Hyperboréens rejetés à jamais loin de ces pays qui ne sont pas faits pour eux, on verra briller à nouveau sur ces rivages privilégiés, et toujours sous le traditionnel rayonnement de l'influence française, la grande lumière de la civilisation gréco-latine.

L'Orient s'allume de mille feux dont l'historien d'aujourd'hui déjà ne peut soutenir l'éclat.

EDOUARD DRIAULT.

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE.

Pour apprécier sainement la valeur du caractère de Louis-Henri de Loménie de Brienne et la portée de son témoignage sur ses contemporains, il fallait faire un travail préliminaire qui a été négligé jusqu'ici. Sous prétexte que son esprit était mal en équilibre, on a tour à tour accueilli ou écarté sans examen ses assertions, comme si bon sens était synonyme de véracité. Pourtant, on aurait dû procéder autrement, et, avant de tenter un jugement, essayer d'en étayer les bases sur la critique de la biographie de l'homme et des écrits qu'il a laissés (1).

Pendant la soixantaine d'années qu'elle dura, cette existence fut, en effet, très mouvementée et la fin n'en ressembla guère au début. Accablé d'honneurs tout d'abord et promis à toutes les satisfactions de l'amour-propre, Louis-Henri de Loménie sombra bientôt dans la disgrâce, puis dans une exaltation momentanée qui permit son internement dans une maison de déments, et disparut enfin sans bruit dans une abbaye provinciale, où il essaya d'oublier le passé et de se faire oublier. Telle est, en résumé, la suite d'aventures peu explicables, si on les juge du dehors, et dont il importe pourtant de rechercher les causes, pour apprendre jusqu'à quel point on put être responsable celui qui en fut la victime.

Né le 13 janvier 1636, du mariage d'Henri-Auguste de Loménie comte de Brienne, et de Louise de Béon du Massès, tout dévoués l'un et l'autre à la reine Anne d'Autriche, sans éveiller les soupçons du cardinal de Richelieu, l'enfant était placé dans les conditions les meilleures pour profiter des avantages de la cour. Il le fut mieux encore, quand, en 1638, Henri-Auguste devint secrétaire d'Etat de la maison du roi et que la naissance d'un dauphin, le 5 septembre de la même année, vint apporter au couple royal de France une joie qu'il espérait de moins en moins. Cette dernière circonstance, la parité des âges aidant, devait mettre les Loménie dans une situation singulièrement favorable auprès de la famille royale et, en devenant bientôt après le compagnon des jeux du jeune prince, Louis-Henri acquérant ainsi un moyen de plus de plaire et d'avancer dans se bonnes grâces.

Si l'on en croit Brienne, cette circonstance lui fut nuisible plus tard, quand Louis XIV, à l'apogée de son pouvoir, ne voulut plus auprès de lui ceux qui avaient connu les difficultés de ses débuts. Pour le moment, pendant la minorité du jeune prince, la famille de Loménie tira pour elle tous les avantages de la situation. Le père se fit l'instrument des volontés de la reine-mère sans déplaire à Mazarin, qui le ménageait, sachant son intelligence des affaires, sa puissance de travail, sa fermeté de résolution, sa fertilité d'expédients et supportant sa susceptibilité, sa confiance en soi et l'obstination de son caractère. La mère, elle, vit dans l'entourage d'Anne d'Autriche, partage ses bonnes œuvres et sa pitié, fréquente les couvents et la société des dévôts, affiche une religion sincère, mais intéressée, et profite de cette intimité pour faire entendre à la reine ce qu'on dit d'elle et en obtenir quelques confidences.

C'est Brienne lui-même qui les a rapportées et rien ne permet de soupçonner sa bonne foi. Ainsi au début de ses propres souvenirs, il marque de traits précis et vrais les premiers temps du ministère de Mazarin, les manœuvres de celui-ci, l'ignorance et l'inconséquence de la reine, l'éducation incomplète donnée, par calcul, semble-t-il, au nouveau roi, qui en saura toujours assez au gré de ceux qui souhaitent le dominer le plus longtemps possible. On voit comment Brienne partage ces distractions, qu'il décrit et qui le détournent lui-même de ses études. Il les a commencées au collège des Grassins, sous la direction de Jean Coqueret et de Jean Le Houlx, et les poursuit un peu à bâtons rompus autant que les circonstances le permettent, tantôt sous la direction du père Toussaint Desmares, de l'Oratoire, tantôt avec le singulier Jean-Baptiste de Rocoles, tour à tour calviniste ou catholique, mal fait assurément pour enseigner la pondération à un disciple qui en manquait déjà.

A peine ces études achevées, le jeune Brienne était nommé, le 24 août 1651, à l'âge de moins de seize ans, survivancier de son père, qui avait succédé, en juin 1643, à Léon Bouthillier de Chavigny, comme secrétaire des Affaires étrangères et ministre d'Etat. La reine régente avait eu une très large part au choix du père et n'en eut pas moins à la désignation du fils, faite au moment où la régence allait prendre fin et tandis que Mazarin était loin de France. Brienne lui-même a conté, dans ses souvenirs, comme la chose se fit, à l'instigation de la duchesse d'Aiguillon, et comment il fut pourvu

(1) *Mémoires de Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne, publiés d'après le manuscrit autographe, pour la Société de l'Histoire de France*, par PAUL BONNEFON, 1916-1918, 3 vol. in-8°.

de la charge de son père, avec la permission de l'exercer, quand il aurait vingt-cinq ans, en cas d'absence ou de maladie du titulaire. Dix-huit jours après, le 12 septembre 1651, le nouveau survivancier était nommé conseiller d'État et sa situation ainsi complétée. Il est vrai que, cinq jours auparavant, le 7 septembre, Louis XIV ayant été déclaré majeur et un nouveau règne commençant ainsi, en droit sinon en fait.

Pour le mieux préparer à la tâche qui devait lui incomber un jour, la famille de Brienne résolut de faire voyager le futur secrétaire d'État et de l'envoyer visiter les cours étrangères avec lesquelles il devait négocier plus tard. C'était un excellent moyen d'information et que peu de secrétaires d'État avaient eu jusqu'alors l'occasion de pratiquer. Le 21 juillet 1652, âgé de dix-sept ans, Louis Henri de Loménie quittait Paris, en compagnie de François Blondel, un des hommes les plus savants du temps, diplomate, maréchal de camp, ingénieur, architecte, esprit ouvert et cerveau bien garni, qui devait conduire ce débutant à travers l'Europe et le faire profiter de tout ce qui s'y pourrait voir.

Brienne fut très fier de parcourir ainsi les pays étrangers et peut-être en tira-t-il une vanité excessive. Il commença, d'abord pour lui-même et pour en conserver le détail, à tenir un journal de son voyage, que, plus tard, il se résolut à publier et qui semble lui avoir plus nui que profité. On connaît donc par lui-même toute la suite de cette longue pérégrination, qui dura trois ans et demi et qui mena notre voyageur de Stockholm à Rome, par un énorme détour. Parti de Paris aux jours les plus effervescents de la Fronde, il traverse l'est de la France mal assuré à l'autorité du roi, et, par les bords du Rhin, arrive le 31 août 1652 à Mayence, où il devait achever ses études et prendre, chez les jésuites de cette ville, son degré de maître ès arts. Cela dura près de deux ans et ne prit fin que le 1er juin 1654.

Aussitôt après, Louis-Henri de Loménie passait en Hollande, de là en Danemark, puis en Suède, à Stockholm, où il abordait le 5 septembre pour y complimenter le nouveau roi, Charles-Gustave, le successeur de Christine, de son mariage avec la princesse Edvige-Eléonore de Holstein-Gottorp. L'accomplissement de cette mission et aussi un mal d'yeux retinrent Brienne cinq mois à Stockholm, et le 2 février 1655 il en partait, toujours conduit par François Blondel, dont l'humeur d'exploration n'était pas pour le retenir, côtoyer la Laponie et de là, à travers les glaces du golfe de Bothnie, passer en Finlande pour en redescendre les rivages jusqu'en Courlande et en Prusse ducale. C'était évidemment une excursion peu banale et dont Brienne pouvait tirer quelque vanité. Il semble qu'il ne s'en soit pas suffisamment garanti et que, poussé par une disposition ambitieuse qui devait se nuer plus tard en un sentiment excessif, il ait voulu faire de cette intéressante prouesse un exploit tout à fait exceptionnel.

Quoi qu'il en soit, à partir de Dantzig, Brienne poursuivit avec plus de régularité son voyage à travers l'Europe. Le 18 avril, il était à Varsovie, accueilli comme un parent pour la reine de Pologne, Marie-Louise de Gonzague ; puis, par Gracovie, Vienne et Prague, il passe dans le Tyrol, à Trente, et de là à Venise, où il aborde le 14 juillet. Florence et Rome sont ensuite les deux capitales où Brienne s'arrête un peu, et, à la fin d'octobre, après avoir rempli les devoirs qu'un croyant de sa façon ne pouvait négliger, notre voyageur s'embarquait le 29 à Palo, sur la galère de Gênes, en compagnie du cardinal Grimaldi, pour regagner la France par mer. Il aborde à Toulon, puis, par Marseille, remontant le Rhône d'Avignon à Lyon, il est à Paris le 19 novembre 1655, tout heureux de retrouver les siens et de raconter aussitôt des aventures qu'il entend bien ne pas laisser ignorer.

La France n'est plus dans l'état où elle se trouvait trois ans auparavant. Mazarin, honni et chassé, a triomphé de ses ennemis sans assez de mesure. Retz a été incarcéré et s'est enfui : Condé, déclaré criminel de lèse-majesté, est condamné à mort, et Mazarin, revenu tout puissant à Paris, marie l'une de ses nièces à un prince du sang, avec l'arrière-pensée, semble-t-il, de tenter de faire d'une autre une reine de France, si l'occasion peut s'y prêter. Le cardinal est plus acclamé qu'il n'a été conspué : il domine ouvertement l'esprit et le cœur d'Anne d'Autriche et le jeune roi paraît indifférent à ce pouvoir qui s'exerce par dessus lui. Mazarin gouverne la France. C'est à lui qu'il faut faire sa cour.

Brienne le savait pour l'avoir appris durant son voyage : mais le contact avec ce nouvel état de choses l'édifia mieux. Désormais, il sera le serviteur de Mazarin. Tandis que le père affecte plus que jamais d'être l'instrument des volontés d'Anne d'Autriche, que la mère circonvient la reine de toutes ses pratiques de religion et de bienfaisance, le fils flatte Mazarin et se le concilie par les moyens dont dispose un esprit facile et curieux de tout. A peine décrassé de la poussière de la route,

le jeune Brienne expose, au cercle de la reine, les incidents un peu dramatisés de son voyage au nord et ce succès mondain ne porta pas préjudice à son établissement à la cour.

(*A suivre*). PAUL BONNEFON.

LE RETOUR DE L'ALSACE-LORRAINE A LA FRANCE

« Le plébiscite est fait », a dit le Président de la République dans le toast qu'il a prononcé sur le perron de l'Hôtel de Ville de Strasbourg. Telle fut l'impression unanime de tous ceux qui ont assisté à ces fêtes de Metz, de Strasbourg et de Colmar, où le Gouvernement français a repris contact avec l'Alsace-Lorraine. Jamais je n'avais eu le spectacle d'un enthousiasme populaire aussi touchant et aussi spontané. Assurément, ces cérémonies avaient été préparées, organisées par l'autorité militaire, mais ce qui n'avait pu être ni préparé, ni organisé, c'était l'attitude de la foule. Toute une ville n'acclame pas par ordre. Les villes d'Alsace ont magnifiquement acclamé la France.

A Metz, ce fut intime, discret, plein de goût, et, pour cette raison même, particulièrement émouvant. Metz est une vieille ville française, d'un aspect tout français. Le style des constructions, l'allure des passants et jusqu'à une certaine négligence de la voirie, tout y rappelle la France, l'aimable France provinciale. Hormis le quartier de la gare, certains faubourgs tout neufs, et ce porche pédant par quoi ils avaient remplacé le charmant portail du XVIIIe siècle qu'on avait ajouté à la cathédrale en souvenir de la maladie de Louis XV, les Allemands n'avaient pas marqué la ville de leur génie administratif et brutal. Il semblait tout naturel qu'elle se retrouvât française, et les petites filles sans façon montant dans les autos officielles, et arrivant sur la Place d'Armes sur les genoux des généraux, des ministres et des députés, c'était une de ces manifestations d'esthétique populaire dont les foules françaises ont le secret. Quant aux immigrés, si nombreux avant la guerre qu'ils faisaient les élections, ils avaient disparu : ils étaient partis ou ils se cachaient...

A Strasbourg, ce fut grandiose et magnifique. On ne peut se faire une idée de la foule qui s'entassait sur la Place Broglie, pendant la cérémonie de l'Hôtel-de-Ville et sur la Place de la République, hier encore Kaisersplatz, pendant le défilé des troupes et des sociétés alsaciennes. Il semblait que toute l'Alsace se fût donnée rendez-vous pour réclamer l'armée française. Mais ce qui fut le plus émouvant encore, ce fut l'aspect de la ville pendant la soirée : les rues étaient noires de monde ; dans toutes les familles, on avait sorti, pour les jeunes filles, le vieux costume national, et, comme de grands papillons, les nœuds noirs planaient au-dessus des têtes. Mais tous n'étaient plus noirs, car le deuil public n'est plus de saison, et la soie multicolore peut à nouveau orner les coiffures des femmes d'Alsace. Et toute cette foule était joyeuse, d'une joie exubérante et communicative : on chantait la Marseillaise, on acclamait les généraux, on causait avec les soldats, on les emmenait à la brasserie : c'était un de ces spectacles de fraternité populaire qui font croire que la volonté d'un peuple peut être unanime.

Tous ceux qui connaissaient l'Alsace attendaient cette heure de la délivrance avec une confiance entière. Mais tout de même, je crois qu'ils ne s'attendaient pas à une telle chaleur de sentiment. La France avait beau croire officiellement à la persistante fidélité des provinces perdues ; beaucoup de Français s'imaginaient qu'à la longue elles s'étaient germanisées.

On pouvait facilement s'y tromper. Avec ses grandes constructions modernes, ses larges avenues, ses grands magasins d'un goût spécial, Strasbourg, au premier aspect, avait bien l'air d'une ville allemande, d'autant plus qu'on y voyait beaucoup d'uniformes. Pour originale qu'elle soit, l'architecture domestique de l'Alsace est plus proche du style germain que du style français, et le voyageur ignorant ne percevait pas toujours la nuance. Avec des yeux un peu prévenus ou simplement indifférents, on pouvait s'imaginer qu'on rencontrait dans les rues plus de figures allemandes que d'autres. Toute cette armature, administrative et policière, qui donne aux grandes villes leur aspect superficiel, était bien germanique. D'ailleurs fallait-il pénétrer dans les maisons du vieux Strasbourg, — mais on n'y pénétrait pas très facilement — pour s'apercevoir que l'âme alsacienne n'avait pas été entamée par la germanisation.

J'ai visité l'Alsace longuement en 1910, et j'y suis revenu plusieurs fois depuis. J'avais entrepris ce premier voyage avec une certaine crainte, une certaine inquiétude d'avoir à constater une victoire du germanisme. On avait tant dit, en France même, que la question était définitivement réglée. Les Alsaciens les plus irréductibles n'en entrevoyaient pas la solution : ils n'osaient souhaiter qu'une guerre, dont ils devinaient tous les périls, vînt les arracher à un régime dont ils étaient seuls à sentir le caractère oppressif. Mais dès les premiers jours du voyage, nous comprîmes, mes compa-

gnons — MM. Léon Souguenet, Georges Ducrocq, et moi, que la façade allemande que la Prusse avait édifiée devant la véritable Alsace pour tromper l'étranger et l'Allemagne elle-même, était illusoire et fragile. Et cette conviction nous vint, non seulement de nos conversations avec les intellectuels, les hommes politiques, les chefs du mouvement alsacien, mais aussi et plus encore des mille incidents du voyage, de ces petits faits, peu importants en eux-mêmes, mais significatifs qu'on note en passant, et qui donnent au touriste attentif le véritable aspect moral d'un pays.

Nous cheminions à bicyclette. C'est la meilleure manière de voyager pour qui veut connaître un peuple dans sa vie intime et journalière. En chemin de fer, on ne voit que des gares et des villes : l'auto va trop vite, les paysages se déroulent comme un film décoloré et sans âme ; le cycliste s'arrête à l'auberge, au cabaret, et, descendant de machine pour gravir les côtes, cause avec les passants. Que d'anecdotes, que de mots caractéristiques furent recueillis ainsi ! C'était cet aubergiste qui, comprenant le français mais ne le parlant point, nous faisait offrir des truites parce que nous parlions le français ; cet autre qui, en notre honneur et sans nous rien dire, faisait jouer par son gramophone *Sambre et-Meuse* et *la Marche Lorraine* : c'était un vieux cantonnier qui nous arrêtait sous je ne sais quel vain prétexte, pour nous dire qu'il avait servi en 1870. Et que de bonnes histoires on nous racontait le soir à l'auberge, en prenant du kirsch, de bonnes histoires où l'Allemand était invariablement berné et bafoué ! Quel accueil nous recevions, tout simplement parce que nous venions de France ! Et cette violente diatribe contre les Français « ignorants et oublieux » que nous fit entendre une marchande de journaux, à qui nous avions eu l'imprudence de demander si elle parlait français ! « Pourquoi ne parlerais-je pas français ? disait-elle. Vous figurez-vous que vous êtes en Allemagne ?

Ces choses-là ne trompent pas. Un mouvement national, dirigé par une élite, peut être artificiel; les minorités organisées peuvent faire illusion. Mais des conversations, des impressions cueillies au hasard le long des routes et dans les villages, cela ne se truque pas. Aussi, de ce voyage, rapportions-nous l'impression profonde que le germanisme avait subi en Alsace une véritable défaite et que rien mieux que le spectacle de la fidélité alsacienne ne pouvait donner confiance dans la puissance du rayonnement français. L'échec de la germanisation dans la terre d'Empire, c'était bien la Victoire des Vaincus !

Mais cette victoire pouvait-elle être définitive ? Après avoir admiré le courage et la bonne humeur d'un petit pays qui défendaient victorieusement sa culture et ses souvenirs contre la plus forte organisation d'Etat qui fût au monde, nous ne pouvions nous défendre d'une certaine mélancolie. Etant donnée la situation européenne, tant d'ingéniosité et d'héroïsme n'étaient-ils pas vains ? La France ne voulait pas de la guerre, et les Alsaciens les plus patriotes n'osaient pas espérer qu'on la ferait jamais pour eux ; ils pouvaient craindre à bon droit d'ailleurs qu'ils en seraient les premières victimes. Alors, ne devait-on pas se dire qu'un jour viendrait où l'Allemagne assagie, ne croyant plus uniquement à la force, ferait à la terre d'Empire un régime acceptable et obtiendrait d'elle une résignation qui serait une reconnaissance du fait accompli ?

L'Europe en était convaincue, mais la folie impérialiste de l'Allemagne a donné tort à toutes les prévisions des politiques qui se croyaient des sages. En faisant éclater la guerre, au moment même où sa puissance paraissait pacifiquement le mieux établie, l'Allemagne a remis en question tous les problèmes territoriaux et nationaux, et, en premier lieu, le problème d'Alsace-Lorraine. Mieux encore on dirait qu'elle a pris soin elle-même de démontrer qu'elle n'avait aucun droit sur les provinces conquises en 1870. Tout en affirmant officiellement en effet, que la terre d'Empire était allemande et demeurerait allemande, elle en traita les habitants, non comme des citoyens de seconde classe, ainsi qu'elle l'avait fait dans le passé, mais comme des ennemis vaincus. M. André Fribourg, dans son livre : *Le Poing allemand en Lorraine et en Alsace*, a dressé le bilan de la tyrannie boche dans les provinces annexées, de 1914 à 1918. La nomenclature de tant de condamnations infligées sous les prétextes les plus futiles à tant d'Alsaciens-Lorrains, le traitement spécial auquel furent soumis les soldats alsaciens-lorrains, le régime de terreur sous lequel on vécut pendant quatre années de Thionville à Mulhouse, tout cela eût suffi à démontrer que décidément le pays d'Empire n'était pas un pays allemand. Les acclamations de Metz, de Strasbourg et de Colmar n'ont fait que confirmer ce que la tyrannie boche avait appris au monde entier.

Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France se fait donc sous les meilleurs auspices. Les deux provinces n'ont pas été dévastées ; sauf dans la vallée de Munster, elles ont matériellement peu souffert : la vie économique pourra reprendre immédiatement. Le pays a subi, comme tous les pays belligérants et même comme les pays neutres, les conséquences de l'état de guerre : les restrictions, le

chômage, la vie chère, l'état de siège, et tous les abus de pouvoir qu'il comporte nécessairement. Mais la population a le sentiment très net qu'elle a dû toutes ses souffrances à l'Allemagne seule. Elle ne s'était pas laissé prendre aux mensonges officiels, elle a su dès le premier jour quels étaient les responsables de l'agression. Aussi, loin de s'affaiblir pendant la guerre, le sentiment français n'a fait que grandir et s'affermir. L'Alsace-Lorraine d'aujourd'hui n'a pas le souvenir de ce qu'il pouvait y avoir de bon dans l'organisation allemande, elle ne connaît plus que ce qu'elle eut d'odieux. Par contre, la France lui apparaît dans un mirage. L'héroïsme de l'armée française, le génie militaire de ses chefs, la grandeur de son effort industriel, la patience et le patriotisme de son peuple, tout l'objet de l'admiration unanime. Avant 1914, j'ai vu des Alsaciens pessimistes, qui commençaient à douter de l'avenir de la France : plus personne ne doute de la France aujourd'hui, et l'on attend tout d'elle. Maintenant que les Schwobs sont partis, me disait un vieux vigneron, la vigne va recommencer à donner.

Cela n'est pas sans présenter quelque danger : il faut craindre l'heure des déceptions. Les problèmes que le Gouvernement de la République aura à résoudre dans les provinces reconquises sont en effet délicats et compliqués, et si cette atmosphère de bonne volonté que l'on constate dès à présent, aussi bien dans la population que chez les dirigeants de l'administration française, peut faciliter bien des choses, il n'en est pas moins vrai que c'est à ce moment-ci qu'il faut éviter de commettre des fautes irréparables. La population autochtone a maintenant repris le dessus. Elle parle, elle agit, elle est prête à gouverner. Les immigrés, les ralliés d'hier, se taisent et se cachent ; mais ils sont toujours là qui veillent, prêts à envenimer les difficultés et à en faire profiter un ennemi qui n'a pas renoncé. Problèmes religieux, problème social, problème linguistique, problème administratif, l'œuvre des nouveaux administrateurs des provinces reconquises est d'une immense complexité. L'Alsace-Lorraine a subi pendant 48 ans un régime politique et social différent de celui du reste de la France. Ce régime était odieux au point de vue moral : il faisait violence aux sentiments et à la conscience du peuple alsacien-lorrain : il avait supprimé sa liberté : il l'avait traité en peuple conquis, mais matériellement il lui avait donné certains avantages. En Alsace et en Lorraine, comme dans tout le reste de l'empire, la poste, les chemins de fer, les tramways, fonctionnaient bien ; il a introduit certaines habitudes qui toutes ne sont pas mauvaises et dans tous les cas qu'on ne peut modifier du jour au lendemain. La législation du travail est à certains égards plus avancée en Allemagne qu'en France : il ne saurait être question de priver les ouvriers alsaciens des avantages qu'elle leur donne parce que leurs compatriotes des autres parties de la France n'en jouissent pas encore. Au point de vue économique, la transition sera également difficile : l'industrie alsacienne aura à opérer en sens inverse le changement d'orientation auquel elle dut se résigner après 1871. Il faudra veiller à ne pas l'entraver.

La question religieuse a également causé quelques inquiétudes. Au moment de la séparation de l'Église et de l'État et des décrets sur les Congrégations, les ennemis de l'influence française en Alsace surent très adroitement profiter des craintes que l'anticléricalisme français inspirait à tout le clergé et à une population en majorité profondément religieuse. En Alsace aussi, on a cherché à représenter la France comme un pays où l'impiété triomphante persécutait les catholiques. Et cette campagne, à ce moment-là, du moins, ne fut pas tout à fait sans effet. C'est sous le Ministère Combes que les germanisateurs parurent le plus près de réussir.

Aujourd'hui, ces craintes semblent dissipées. L'Alsace-Lorraine croit à l'union sacrée, et l'attitude des officiers et des administrateurs français depuis l'armistice a rassuré les catholiques qui conservaient quelque doute. Mais si l'on veut maintenir cette paix des consciences, il faudra, quel que soit le statut que l'on donne plus tard aux nouvelles provinces au point de vue religieux, il faudra adopter pour elles un régime de transition.

Il n'est pas jusqu'à la question linguistique et « culturale », comme disent les Allemands, qui ne suscite certaines difficultés. L'immense majorité du peuple alsacien parle patois. Autrefois, les gens instruits ou à demi instruits parlaient en outre le français et souvent l'allemand.

Dans le peuple, on savait quelques mots de français, et l'on s'en servait comme langue du Dimanche. Aujourd'hui, grâce à l'école allemande, on sait l'allemand, et l'on ne sait plus le français ce qui, d'ailleurs, n'empêche pas les sentiments. Dans la bourgeoisie des villes, au contraire, la langue française n'avait rien perdue de ses positions pendant la domination prussienne. Au Congrès international pour la culture et l'extension de la langue française, M. Henri Albert présenta un intéressant

rapport sur la langue et la littérature françaises en Alsace. Il y disait notamment :

« Certes, l'émigration a enlevé à l'Alsace une partie de sa population française, et des Allemands immigrés ont pris la place de ceux qui s'en allaient. Mais à mesure que se réduisait ce qu'on est convenu d'appeler la bonne société, les couches sociales se déplaçaient et l'usage du français pénétrait plus avant dans les classes populaires. La petite bourgeoisie des grandes villes d'Alsace forme actuellement le noyau de résistance de l'élément français. »

. . . . . .

Les Allemands, lorsqu'ils sont doués d'un peu de clairvoyance, se rendent parfaitement compte de cet état de choses. Leur patience s'use vainement à déraciner une prédilection que l'Alsacien a dans le sang.

Dans un ouvrage posthume de l'écrivain allemand Karl-Emil Franzos, recueil d'impressions notées durant un voyage en Alsace, et qui fut publié l'année dernière par sa veuve, nous lisons cette méticuleuse statistique :

« Durant les dernières années du règne de Napoléon III (selon une évaluation faite en 1866), un tiers de la population (strasbourgeoise) savait parler et écrire le français. Un second tiers ne l'écrivait point, mais l'entendait et le parlait, du moins tant soit peu. Le troisième tiers s'en tenait exclusivement au dialecte. Des personnes qui connaissent exactement la population, entre autres des fonctionnaires et des professeurs qui doivent le savoir, m'ont affirmé que, pour ce qui concerne les habitants indigènes, ces chiffres se sont déplacés d'une façon sensible.

« Parmi les vieux Alsaciens, qui forment les sept douzièmes de la population, ce n'est plus un tiers, mais la moitié qui, à Strasbourg, parle et écrit le français. Dans cette moitié qui ne sait pas lécrire, il y a une personne sur deux qui l'entend du moins, imparfaitement peut-être, mais assez pour s'exprimer. Un quart de la population indigène, seulement, l'ignore complètement aujourd'hui. Quelques-uns pensaient que ce n'était pas là un phénomène attristant... Mais si l'on songe que le français nest pas enseigné dans les écoles, et que ce développement s'est accompli durant une génération de domination allemande, on trouvera dans ce fait ample matière à réflexions.... »

Ample matière à réflexions en effet pour un Allemand qui considérerait l'Alsace comme une terre purement allemande.

Depuis 1905, le Gouvernement impérial, qui n'a cessé à l'égard de la « Terre d'Empire » de faire succéder la manière douce à la manière forte, et inversement, s'est efforcé par tous les moyens de combattre la langue française. Pendant la guerre, il était interdit de la parler : avant la guerre, il était interdit de l'enseigner. Et si dans cette tyrannie linguistique, l'administration a échoué d'une manière générale, elle est tout de même arrivée à ce résultat que, pour les jeunes générations, le français n'est plus qu'une langue étrangère. Elles mettent, il est vrai, à l'apprendre, une ardeur admirable. Les Français, qui ont visité les écoles qui ont été créées dans les quelques cantons alsaciens occupés dès 1914, ont été émerveillés des progrès accomplis au bout de quelques mois par des écoliers qui, jusque-là n'avaient jamais entendu parler que l'allemand, mais il n'en est pas moins vrai que l'allemand ou un dialecte allemand demeurera pendant un certain temps encore l'idiome courant de l'Alsace.

Faut-il le combattre ?

Parmi les Alsaciens qui sont évidemment les meilleurs juges de tout ce qui concerne leur pays, il en est beaucoup qui reprochent à la France d'avant 1870 de ne pas avoir complètement francisé l'Alsace : « Notre patois, disent-ils, il nous a servi à nous défendre contre l'Allemand, c'est vrai mais nous nous serions encore mieux défendus si, comme les Lorrains, nous n'avions su que le français. Dans tous les cas qu'on n'apprennne plus l'allemand à nos enfants. Il faut extirper de l'Alsace tout ce qui rappelle la culture germanique de façon à enlever tout prétexte à ceux qui ont voulu de gré ou de force nous rattacher à la Germanie ».

C'est la thèse unitaire. Il y a toujours eu en Alsace un certain esprit jacobin ; on n'y a jamais perdu le souvenir de la République « une et indivisible ». Mais prenons garde. Il y a chez ceux qui soutiennent cette thèse unitaire une mentalité de combattant qui n'est peut-être pas générale. Les patois ont la vie dure. L'Alsace est la plus particulariste des provinces de France, (tant que dura l'ancienne monarchie, elle eut un régime spécial). Elle tient à ses mœurs, à ses coutumes, à son indépendance spirituelle. Son patois n'en fait-il pas partie ? Je crois qu'elle mettra d'autant plus d'ardeur à apprendre le français qu'on paraîtra moins l'y contraindre. Dans ce vieux pays de franchises municipales, c'est toujours au régime de la liberté qu'il faut avoir recours. Parce qu'ils ne l'ont pas compris, les Allemands, malgré tous leurs efforts, ne sont jamais arrivés à séduire son cœur indépendant et fier. La France au contraire, se l'est attaché à jamais, parce qu'elle est le pays des hommes libres. « L'Alsace aux Alsaciens » disaient les patriotes de Strasbourg et de Colmar, quand il s'agissait de se défendre contre la germanisation ; maintenant ils crient de tout leur cœur : « l'Alsace à la France ». Mais qu'on ne les prenne pas trop vite au mot. D'ici quelque temps, l'Alsace ne sera pas une province comme les autres. Quand le fils le plus aimé de la famille rentre d'une longue absence, son âme d'abord déborde de joie, mais il n'en met pas moins quelque temps à se réhabituer

à la vie familiale et tandis que ses vieux parents s'étonnent des coutumes qu'il a rapportée de l'étranger, il ne retrouve que peu à peu le ton qu'il avait tout naturellement dans son enfance. Peut-être s'irriterait-il sourdement si un frère maladroit voulait le lui imposer. Ainsi des deux provinces qui viennent de rentrer dans la communauté française (car la Lorraine à sa manière est presque aussi particulariste que l'Alsace) : elles seront d'autant plus patriotes, d'autant plus françaises qu'on les laissera l'être à leur manière, et pour peu qu'on les laisse faire, elles sauront très bien se débarrasser des souillures que le dominateur étranger y a laissées.. Personne mieux que les Alsaciens-Lorrains eux-mêmes ne saura régler la question des immigrés. La France peut leur accorder toute sa confiance : ils ont montré durant les jours d'épreuve qu'elle n'avait pas de meilleurs fils.

L. Dumont-Wilden.

DEUX VILLES ANÉANTIES (1)

Quant au tableau de Boilly, il a péri sous le monceau de charpentes calcinées et de pierres éclatées qui marquent aujourd'hui l'endroit où le sanctuaire dédié à Notre-Dame de Pitié dressait sa svelte tour. Aux bords de l'Yser, la destruction de l'église Saint-Nicolas n'a-t-elle point émietté la dentelle du jubé et livré aux flammes le magistral Jordaens?

Avec un art entendu, des mains circonspectes et une vénération toute filiale, une petite-nièce de Boilly avait, peu d'années avant la guerre, restauré le tableau. Elle l'avait débarrassé des couches successives de vernis qui le noircissaient et, par un procédé à elle, décrassé de façon à rendre bien nette la scène d'enterrement qui s'y trouvait représentée dans le décor exact de la Grand'Place où subsistaient quelques pignons à redents et des façades de pur style hispano-flamand. On pouvait lire désormais en quelle année l'œuvre avait été exécutée par « Louis-Léopold Boilly, âgé de quinze ans ». Et cette date élucidait un point obscur et jusqu'alors controversé de la biographie de l'artiste, entre l'époque où il était élève aux Académies de Douai et le moment où il était devenu l'hôte, le protégé et l'ami de Mgr de Conzié, évêque d'Arras.

On y voyait dans leur costume officiel, manteau à double collet, souliers à boucles, culotte courte, veste à basquines et perruques à queuette enrubannée sous le bicorne, les confrères de Saint Roch. C'était une compagnie de Charitables, instituée, lors d'une épidémie de peste sur la ville, pour l'ensevelissement des pauvres et l'accomplissement des œuvres spirituelles et corporelles de miséricorde. Une légende, repérée naïvement par les lettres de l'alphabet, désignait à gauche par leurs nom, prénoms et qualités, les figurants dont le futur peintre de l'*Atelier d'Isabey* avait dessiné les portraits authentiques. Et ce cortège de notables m'évoqua, la première fois que je le vis, les sociétaires de la Ghilde dixmudoise, cinq fois séculaire, de Saint Georges qui tenait ses réunions dans la Groot Joorishof (1) aux tourelles piriformes et dont les membres, hier encore, portaient pour les parades en ville l'habit écarlate à revers, avec culotte et bas blancs.

A l'arrière-plan de sa composition, Boilly avait peint l'ancienne église de La Bassée qui s'accotait à la grand'place et qui flamba le 5 mai 1855, un soir anniversaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception, alors que sur les tours vermoulues on avait imprudemment allumé des fusées et des feux de Bengale. Dans l'une de ses nefs latérales se trouvait le tombeau de Don Francisco de Mellos qui représentait dans la ville l'autorité des princes de Castille et de Léon, vers la même époque que le chevalier Pedro de San Ivan était gouverneur de Dixmude où il reposait dans un mausolée polychrome voisin du chœur auprès de Dona Maria, son épouse.

VI

Qu'est devenue Mlle Marguerite Boilly, si discrète, si douce et si sincèrement modeste, une de ces belles figures de province qui portent dans la vie et dans l'art le poids trop lourd d'un célèbre héritage ?

Elle peignait, comme son aïeul, originaire d'Hinges, dans le Pas-de-Calais, tout près de là, à quelques kilomètres du front actuel. Elle avait un réel et robuste talent. Mais peu de personnes connaissaient ses œuvres, parce qu'elle travaillait en autodidacte, sans maîtres, à l'écart et n'exposait point aux salons. Elle avait, à l'étage de la vieille maison familiale, installé son petit atelier.

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 23 et 24, 1918.

(1) La Cour Saint-Georges.

Elle y avait réuni patiemment et pieusement beaucoup de souvenirs de l'illustre ancêtre et d'un autre parent moins connu, André Boilly, qui était un xylographe et sculpteur original et ingénu (1). Parmi ces objets de son culte, elle brossait elle-même d'un pinceau soigneux, des scènes de son pays natal: intérieurs rustiques où s'était conservé le pittoresque d'antan, paysages de la plaine septentrionale à l'automne et portraits de « cafus » d'Artois, les jolies filles charbonnières, brunes au teint bistré, aux cheveux de nuit, aux larges yeux noirs amoureux en qui se perpétue chez nous le type et l'ardeur de la race castillane.

Cet œuvre entier de peinture a péri, sans doute, dans l'émiettement de la petite imprimerie de la porte d'Estaires où j'imagine que, sur les antiques pédalettes, on avait dû tirer jadis, avant la gloire, quelques-unes des meilleures épreuves lithographiques de Louis-Léopold Boilly. Il me plaît de penser que le *Fais ce que dois* teinté dont Mlle Boilly détenait je crois bien l'exemplaire aujourd'hui unique, ou telle réplique curieuse de la *Marche des Incroyables,* étaient sortis des presses à bras de l'obscur atelier basséen.

Il ne s'était ni modifié, ni modernisé depuis le temps. On y pénétrait toujours par une porte basse et étroite et il fallait descendre à l'intérieur pour y être de plain-pied les trois marches de pierre qu'on avait gravies de l'extérieur. On continuait d'y composer lentement, à nombre restreint et avec un souci extrême de la perfection typographique, les « faire-part » de naissance, de mariage et de décès des gens aisés de la localité et de la région.

Les diverses affiches, vertes, jaunes ou saumon qu'on suspendait sur un cordon dans les estaminets des villages du Nord et du Pas-de-Calais pour annoncer « par le ministère de maître Buisine, notaire », des ventes de peupliers carelins, de saules et de pâtures ou des cessions de fermes après décès, s'estampillaient toujours de la firme notoire: « Boilly, imprimeur-lithographe. »

L'imprimerie Boilly et son matériel démodé a dû être, à l'extrémité est de la ville, une des premières maisons atteintes par la mitraille germanique braquée d'Illies, sur La Bassée, en octobre 1914. Et Mlle Boilly, seule ou presque seule au monde, est peut-être, à moins d'un pire destin, en exil comme tous ses compatrioles échappés au bombardement et chassés à l'arrière des lignes allemandes jusqu'à Genech. Evacuée ou rapatriée, je me la représente, timide, effarouchée, abattue, inconsolable quelque part, loin de ses reliques perdues et des œuvres auxquelles sa vie était si étroitement liée.

Car la destruction a été sans merci de la ville pitoyable. Il en reste seulement un amas de gravats et de cendres que l'herbe et les ronces couvrent déjà d'un revêtement d'aridité et d'oubli. Et c'est une dernière et pathétique similitude avec la ville disparue des bords de l'Yser, cette fin dramatique dans le premier automne rouge de la guerre. Les deux sœurs douloureuses si pleines d'analogies dans leur passé sont semblables également dans l'atroce agonie et l'abominable barbarie qui marqua les rapides étapes de leur effacement. S'il y eut, en effet, à Dixmude, l'épisode épouvantable de l'attaque des tanks à pétrole et l'éventrement par les obus des bacs pleins, le liquide enflammé se propageant de watergang en watergang jusqu'à la forteresse inquiétante de la minoterie cuisant et carbonisant nos blessés (1), il y eut à La Bassée, pour parfaire entre les deux cités, la ressemblance d'autodafé et de martyre, l'incendie systématique des réservoirs d'alcool.

« Pour se venger, nous a dit un témoin de l'affaire, de la résistance opposée à l'avance ennemie par les territoriaux français et les troupes britanniques, eut lieu la représaille inhumaine, atroce, terrible.

« Sur la ville encerclée d'où venaient de s'évader les sublimes défenseurs, s'abattit, pendant des heures, une pluie de projectiles d'une violence inouïe.

« Des distilleries repérées, des cuves de trois-six perforées et culbutées, le feu jaillit en langues voraces, se répandit à travers les rues par larges nappes incandescentes, étendant de proche en proche l'incendie dans la ville basse jusqu'au port d'eau qui parut flamber à son tour, enfermant les maisons comme dans une coulée de métal en fusion.

« Oh! ce fleuve de feu dévorant les débris de la ville dans le crépuscule agonisant! De loin, j'ai vu le punch infernal rougir le ciel. Cepen-

(1) Cf.: Léon Bocquet: *Les deux Boilly*, Revue Bleue, 29 juillet 1911. Il y a — doit-on écrire il y avait? — plusieurs œuvres d'André Boilly au Palais des Beaux-Arts à Lille. C'est là aussi qu'il fallait aller pour retrouver le souvenir du peintre. Louis-Léopold Boilly y était représenté par le délicieux *portrait de Julien Poilly*, un chef-d'œuvre de délicatesse et de grâce, par *Le jeu de pied de Bœuf*, scène aimable de « main chaude » en famille, par *Le Triomphe de Murat* et l'ample collection de portraits des peintres réunis dans l'*Atelier d'Isabey*.

(1) Cf. Charles Le Goffic: *La guerre qui passe*, Paris, Bloud et Gay, 1916.

dant, au milieu de la géhenne, hurlant de frayeur et de douleur, les malheureux habitants traqués essayaient d'échapper à l'asphyxie, au supplice imminent de devenir des torches vivantes. Mais c'était pour s'embrocher sur les baïonnettes allemandes postées à toutes les issues donnant sur la campagne où était le salut. De l'inoubliable vision de la fournaise, une déchirante lamentation de femmes, de vieillards et d'enfants monta jusqu'aux étoiles. »

On a parlé davantage de Dixmude pour déplorer la perte de l'incomparable reliquaire d'art que c'était là et le bouleversement des blancs enclos de paradis où aimaient s'abriter les âmes innocentes et se reposer les pèlerins du songe et du silence. Mais j'ai regardé des photogravures allemandes de l'état de dévastation de La Bassée; j'ai regardé des agrandissements de vues de Dixmude prises par la section de photo aérienne de l'armée belge. Il n'y a point, dirait-on, de différence entre ceci et cela. On reste confondu devant ces preuves du nivellement égalitaire du double cataclysme. De part et d'autre, c'est la terre de désolation, de pestilence et de mort, un paysage d'épouvante, une vision d'apocalypse, un chaos d'avant la genèse. Du néant.

Comme je comprends, dès lors, Pierre Nothomb, s'écriant d'un créneau des tranchées de l'Yser, au spectacle égarant ses yeux :

« Mon Dieu! Mon Dieu! Les uns m'avaient dit, c'est Pompéi déserte et muette, les autres m'avaient peint la ruine outragée où se vautrait l'orgie du vainqueur. Ni ceci, ni cela. C'est une chose qu'on ne peut imaginer, une horreur nouvelle. C'est un amoncellement monstrueux de cendres, de briques et de poussières : rien à identifier, rien à reconnaître... Elle est tombée tout entière, pulvérisée, piétinée, écrasée. Le feu, les pluies, le fer, la pioche, les mines, les tempêtes se sont acharnées sur ce qui restait d'elle. Elle avait souffert dans sa vie, elle n'a même pu garder la paix de la mort. Elle est la négation d'une ville, la ruine décomposée (1)...

Ainsi de La Bassée. Et il n'importe de savoir si la cendre et les végétations d'ensevelissement cachent là plus de beauté et de poésie, enfouissent plus de trésors massacrés qu'ici; le sacrifice est pareil et pareils l'agonie et le sacrilège du viol et du meurtre qui rend ces lieux à la fois sacrés et maudits comme ces déserts désignés au courroux divin par les imprécations des prophètes.

(1) Pierre Nothomb: *L'Yser*, Paris, Perrin, 1916.

Et je songe aux vers de Maurice Gauchez. Le poète-soldat est monté, durant sa garde aux postes belges, sur l'observatoire élevé de béton qui domine le confluent de l'Yser et du canal d'Handzaeme et la plaine noyée par la mer débordée. Il a cherché le plateau où fleurissait naguère le jardin clos du béguinage. Il a cherché Dixmude :

Je n'ai vu qu'un brouillard errant au ras du sol.

Et moi aussi, un jour de l'autre année, des collines bleues du grand Vimy, j'ai voulu revoir La Bassée : l'hospice Saint-Jean, l'Hôtel de Ville et le talus gazonné, rue de Lille, où un haut calvaire semblait accueillir le visiteur et bénir la ville. J'ai cherché La Bassée, mais je ne l'ai point retrouvée. Je n'ai vu là-bas, sur l'horizon flagellé, au milieu des fracas d'une double canonnade sans fin, qu'un peu de cette fumée qui s'élève des trous d'obus, peut-être la vapeur du puits de l'abîme dont a parlé le solitaire de Pathmos.

Léon Bocquet.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

J'ai dû, faute de place, omettre de mentionner un très remarquable article paru dans le fascicule du 1er décembre de la *Revue des Nations latines*, — un article que cet insatiable curieux des problèmes de l'âme qu'était notre cher Paul Flat eût certainement aimé à signaler en marge de quelqu'une de ces chroniques, d'une si haute spiritualité, où, jusque dans l'ombre de la mort toute proche, notre regretté directeur disait aux lecteurs de la *Revue Bleue* ses méditations devant les horreurs de la Grande Guerre.

Les dix pages en question — « Considérations sur le Diable » — sont de M. G. Belot. La contexture en est d'ailleurs trop serrée pour que je tente de les analyser en quarante lignes. Mais on appréciera l'originalité, la profondeur et l'admirable justesse de cet aperçu, par lequel M. G. Belot nous introduit dans son sujet :

« On a souvent dit que que dans tel drame antique, sous les personnages visibles dont les démarches déroulent l'action devant nous, se cachait le principal acteur qui la dominait et l'expliquait : le Destin. Dans le grand drame présent, au-delà des consciences particulières, au-delà même des Peuples qui en sont à la fois acteurs et spectateurs, n'y a-t-il pas aussi quelques grands personnages, non pas cachés, certes, mais invisibles, qui sont le ressort de la formidable action ?... La présence et la souveraineté de ces invisibles ne sont-elles pas ce que la conscience des peuples a d'instinct exprimé en invoquant le nom de Dieu, personnification traditionnelle de la Réalité de l'Idéal ? Chacun prétend avoir pour soi un tel allié, dont il ne peut espérer ni troupes ni canons... Tant que les conflits guerriers étaient partiels et limités, les deux adversaires ne pouvaient manquer de sentir que leur opposition n'était qu'une opposition d'intérêts et d'am-

bitions, un différend sur le tien et le mien... Mais lorsque les conflits ont grossi jusqu'à partager le monde presque entier en deux camps, l'idée des intérêts particuliers s'efface nécessairement... Les Allemands eux-mêmes en sont venus à se donner comme les protagonistes et les serviteurs d'une forme de civilisation dont leurs victimes mêmes devraient bénéficier. Alors, en effet, il devient naturel, pour les peuples habitués à ce langage, d'invoquer la Divinité, grandie, elle aussi, jusqu'à l'unité et jusqu'à l'absolu. Seulement ici surgit une difficulté que la conscience antique ne pouvait connaître. Les Dieux d'autrefois pouvaient présider aux batailles, parce qu'ils étaient nombreux et divers; chaque peuple avait les siens. Mais le progrès de la conscience religieuse a été plus rapide que celui de la civilisation; l'unité de Dieu s'est faite quand l'unité de l'Humanité est loin encore de sa réalisation. Les peuples sont divisés et il y a encore guerre entre eux, tandis qu'il n'y a plus qu'un Dieu. Il ne peut tout de même être dans les deux camps à la fois. Au contraire, s'il est un pour tous, il ne saurait être divisé contre lui-même. Il ne reste qu'une issue, c'est de revenir à la vieille idée dualiste et de reprendre la formule de l' « Eternel conflit » entre le Bien et le Mal... Puisque donc il y a deux camps dans l'Humanité entière, il faut bien que, si Dieu est dans l'un, le Diable soit dans l'autre: le Diable, c'est-à-dire alors non pas le mal que Leibnitz appelle « métaphysique », c'est-à-dire l'inévitable imperfection des choses, mais le mal positif, le mal moral, qui est un effort contre le Bien ; le Diable, c'est-à-dire non pas la simple absence de Dieu, mais la Négation de Dieu, l'Esprit de Révolte, qui n'ignore par le Bien, mais l'a pris en dégoût et en haine et mène contre lui un combat volontaire et impie... »

La *Revue Belge*, en se félicitant des résultats qu'en dépit de toutes sortes de sombres pronostics elle a obtenus au cours d'une première année d'existence, écrit, à la date du 15 décembre : « Plusieurs des campagnes que nous avons menées ont déjà trouvé leur consécration. La Belgique n'est plus neutre. Elle va recevoir la récompense tangible de ses sacrifices... Mais il y a encore à faire, tant au point de vue intérieur qu'au point de vue international... »

Au sommaire de ce numéro du 15 décembre, deux articles tout pleins de choses.

Dans le premier, « les Extensions de la Belgique », notre confrère réclame en faveur de celle-ci telles importantes modifications territoriales « qui s'imposent » pour des raisons historiques, politiques, économiques et militaires. « Il est regrettable, constate-t-il, que pendant longtemps toute discussion ait été interdite sur ce sujet... Défense même de reproduire ce qui s'imprimait en France ou en Angleterre... Quelques-uns de nos hommes d'Etat ne voyaient dans la guerre que le moyen de réaliser des aspirations aussi vagues que chimériques... Pour ces Messieurs, les territoires étaient vraiment peu de chose... Quelques autres, malgré les plus cruelles évidences, restaient fidèles à des conceptions neutralistes... Enfin, beaucoup de ceux qui prétendaient nous diriger ne croyaient pas à la victoire... » Mais ces tristes heures sont passées — et aujourd'hui « nous revendiquons le droit absolu de circuler sur l'Escaut, d'y monter la garde, d'y recevoir qui nous voulons, quand nous voulons et de la façon que nous voulons et d'en armer les rives. Nous réclamons le retour à la mère-patrie de tous les Limbourgeois et des populations wallonnes de la Prusse, comme nous comptons sur le rétablissement d'une union étroite du grand-duché de Luxembourg et de la Belgique. Nous revendiquons l'occupation par notre pays des points stratégiques du pays rhénan qui sont nécessaires à la sécurité de notre frontière orientale... »

Non moins significatif, dans un autre ordre d'idées, le vigoureux réquisitoire de M. André Fontainas contre cette « neutralité intellectuelle de la Belgique » où « la paresse de la curiosité, la retenue de tout élan aventureux, un défaut d'audace, un manque singulier à s'affirmer en dehors de toute contrainte » résultent manifestement de cette limitation des préoccupations générales qui s'appelle dans le langage des diplomates « la neutralité politique ». C'est ici comme un très substantiel résumé de la vie littéraire, artistique et scientifique chez nos voisins pendant la période approximative des soixante dernières années — et pour rapide qu'il soit, les bravés gens soucieux de discourir congrûment de la Belgique à l'heure qu'il est, le liront à coup sûr avec profit, ce résumé. Sévère en ses appréciations (encore que parfaitement juste et pour Charles de Coster, « qui vécut, misérable d'un emploi subalterne », et pour James Ensor et Constantin Meunier, magnifiques exceptions, et pour Verhaeren et Maeterlinck, qui ont grandi « en s'éloignant »), M. André Fontainas établit bien que ce défaut de rayonnement de la Belgique intellectuelle ne se doit expliquer d'ailleurs « ni par un savoir moindre, ni par une énergie de labeur moins tendue » — et il conclut : « Qui aidera, enfin, les Belges à s'étudier, à s'estimer au vrai ?... Il convient qu'ils s'y disposent, qu'on leur permette de respirer.., qu'ils conquièrent leur place, indépendante et déterminante, à la tête de la civilisation, étant libres, conscients, enthousiastes et volontaires. »

On déborde d'ardeur dans la Belgique renaissante.

La *Rassegna Nazionale* publie dans son dernier fascicule et sous le titre « *I Bonaparte e le loro Opere litterarie* » un article, signé Emanuele Portal, que les amateurs de curiosités historiques rangeront utilement dans leurs cartons. Il ne s'agit guère du reste que d'une sorte de tableau récapitulatif de l'œuvre écrite des Bonapartes. Mais ce tableau est bien ordonné, clair et précis.

On a beau en savoir sur la descendance « di Carlo-Maria Buonaparte e di Maria-Letizia Ramolino » un brin plus long que n'en disent les manuels à l'usage des écoliers et n'ignorer encore ni l'*Histoire du Parlement anglais* de Louis, roi de Hollande, ni les trois tomes de l'*American Ornithology*, de Charles-Lucien, fils de Lucien et prince de Canino, elle étonne toujours, l'œuvre écrite de la grande famille. Elle étonne par l'abondance au moins... Car les bulletins et les proclamations militaires du fondateur de la dynastie rendent un son unique dans cette littérature...

Elle étonne par l'abondance et la diversité. Lucien est lui-même l'auteur de trois volumes de *Mémoires*, d'un roman, la *Tribu indienne*, de la *Corse sauvée*, poème en douze chants, etc., etc... Ses fils et ses filles, ses petits-fils et ses petites-filles « publièrent » tous peu ou prou: ce Charles-Lucien, qui étudia avec tant de conscience les oiseaux du Nouveau-Monde, a à son actif un important bagage de naturaliste et de géologue ; Jeanne, marquise Onorati, rima sans génie, mais non sans ardeur ; Louis-Lucien s'occupa avec distinction de grammaire et de linguistique : Alexan-

drine commit une *Mathilde*, *reine des Francs* ; poète de valeur, un des « majoraux » du Consistoire félibréen », William Bonaparte-Wyse signa *La Panne de la Princesse* et *Le Parpaillon bleu*. Quant à l'ancien roi de Hollande, il s'essaya dans *Marie ou les Peines de l'Amour* avant d'écrire cette *Histoire du Parlement anglais* et quelques dix autres études pareillement austères. Et puis, il y a les rêves et les méditations de Napoléon III, sa *Vie de Jules César*, son *Histoire des Stuarts*, cette *Extinction du Pauperisme*. Il y a l'*Histoire d'un chien*, de la princesse Mathilde. Il y a même les romans de Marie-Laetitia-Studolmine Bonaparte-Wyse, dame de Rute-Rattazzi de Solms... Et il y a bien d'autres choses... et notamment la fameuse réponse du Prince Napoléon à Taine, ce *Napoléon et ses Détracteurs*, dont M. Emanuele Portal fait grand cas.

A ce propos, M. Emanuele Portal connait-il les pages qui s'intitulent dans les *Contemporains* de Jules Lemaitre « Taine et le prince Napoléon » ? Qu'il les lise ou les relise. Ce lui sera une haute joie d'esprit et il y verra tout ce qu'une des plus merveilleuses intelligences de chez nous devait dégager d'un débat qui garde certes son intérêt.

GASTON CHOISY.

REVUE DES LIVRES

PAUL LOUIS : *Aspects politiques de la guerre mondiale* ; LOUIS BARTHOU : *Les amours d'un poète* : EDOUARD SCHNEIDER : *L'immaculée* ; GASTON RAGEOT : *La faiblesse des forts* ; PIERRE BENOIT : *Koenigsmark* ; SCHREINER : *La détresse allemande* ; ROGER BOUTET DE MONVEL : *Grands seigneurs et bourgeois d'Angleterre* ; DE PÉRIGNY : *Au Maroc* ; CHARLES DELACOMMUNE : *L'Escadrille des Eperviers* ; FRANÇOIS DE NION : *M. de Charlys* ; EDMOND SÉE : *Le cousin d'Alsace*.

Notre éminent collaborateur Paul Louis continue la publication en volume des articles dont les lecteurs de la *Revue bleue* ont déjà apprécié la justesse et la hauteur de pensées. Le cinquième volume vient de paraitre : *Aspects politiques de la guerre mondiale* (Alcan). Maintenant que nous avons la clef des événements, on peut mieux juger encore les qualités de rectitude et de clairvoyance qui donnent à cet ensemble d'articles l'autorité et le ton de l'histoire ; on aperçoit la logique des idées et des faits ; c'est vraiment une histoire politique de la guerre, la guerre racontée surtout par la politique extérieure et écrite par un homme d'expérience, ayant une vue claire et impartiale des choses et sachant les expliquer avec précision. La crise du Slavisme, l'état de l'opinion en Espagne, le role de la Russie, les études sur l'Autriche, sont des chapitres remarquables. Pour tout dire, et c'est le meilleur éloge d'une œuvre de ce genre, le livre de M. Paul Louis est intéressant, facile et infiniment agréable à lire.

Le volume de M. Louis Barthou, *Les Amours d'un poète* (Conard), ne nous apprend rien de bien nouveau sur Victor Hugo ; mais il confirme et accentue ce que nous connaissions déjà. Par l'abondance des documents inédits, carnets, poésies, lettres, M. Barthou, qui a des trésors dans ses collections, a mis plus en relief, a relevé en noblesse le caractère et le dévouement de Mme Drouet, qui apparait comme une femme moralement très supérieure à Victor Hugo. M. Barthou a apporté de nouvelles lumières sur ce cas de fidélité demi séculaire. Quant à l'auteur des *Contemplations*, on est toujours déconcerté par les débordements d'un pareil tempérament passionné. Sa femme finit par tout supporter et tout pardonner. Il trompa sa femme, il trompa sa maitresse ; il fut pris par la police en flagrant délit avec l'épouse d'un peintre ; il poursuivit cette intrigue pendant des années ; il trompait Mme Drouet avec la gouvernante, avec n'importe qui. Jamais personne au monde n'abattit pareille besogne. Victor Hugo est un terrassier de l'amour. Mme Drouet a lutté jusqu'au bout ; elle a assisté, désolée et impuissante, aux dernières aventures séniles de l'éternel infidèle, qui pourtant l'aima profondément, sincèrement, inlassablement. Cela aussi se dégage du livre de M. Barthou. En somme, cet ouvrage diminue fortement Hugo, grandit Mme Drouet et contient des réserves sur l'adultère Mme Hugo-Sainte-Beuve, dont la réalité matérielle est encore douteuse. M. Barthou a très habilement mis en œuvre ses intéressants documents, parmi lesquels on lira de très belles lettres de Mme Drouet.

L'*Immaculée* de M. Edouard Schneider (Albin Michel) a fait quelque bruit. En voici l'extraordinaire sujet : Un jeune homme, tourmenté par un état de sensibilité qu'on ne nous définit pas, prend la religiosité pour un signe de vocation et veut entrer dans les ordres. Un saint abbé lui conseille d'aller voir une sœur laïcisée, qui a fait un livre condamné à Rome ! ! Le jeune homme subit le charme de cette sœur bel esprit ; il semble très amoureux d'elle, quand tout à coup, comprenant qu'elle est amoureuse de lui, il la quitte et va faire la cour à une jeune fille plus positive, libre-penseuse, et qu'il épousera dans une dernière crise de psychologie. Il faut un certain courage pour lire ce gros volume de marivaudage mystico-philosophico-sentimental, interminables monologues coupés de quelques duos, mélange de religion et de sentimentalité qu'on nous donne comme une surélévation d'idéal et de conscience. Les femmes pieusement romanesques aimeront peut-être cette étude de la carte du Tendre à l'usage monastique. Mais il n'y a là rien de sain, rien d'humain, rien de vivant. Il n'y a qu'un auteur qui fait de la psychologie torrentielle et qui a un grand talent d'amplification poétique. L'ouvrage a 400 pages : il aurait dû en avoir 200, mais il aurait tout aussi bien pu en avoir 1.000.

Le nouveau livre de M. Gaston Rageot, *La Faiblesse des forts* (Plon), n'est pas un roman folâtre. L'histoire se passe dans un milieu austère, scientifique, institut spécial ou Sanatorium pour enfants, entre professeurs sérieux qui éprouvent des passions dévastatrices et semblent marqués tout spécialement par l'antique fatalité. Cette atmosphère de laboratoire et de grand hôpital accentue encore le côté tragique du drame, qui met aux prises deux savants, deux frères, dont l'un aime la femme de l'autre. La signification du livre est tout entière dans l'analyse douloureuse de deux états d'âme étudiés à la façon minutieusement psychologique de Paul Bourget. Les deux héros, ou plutôt les

deux victimes, par un même renoncement, sacrifient leur passion à l'idéal philantropique qu'ils ont réalisé et incarné dans leur magnifique création. Leur participation à la guerre mondiale leur a donné à tous deux le courage de se dégager des faiblesses, des rancunes et des souffrances d'une rivalité terrible. Il y a, entre ces deux frères, de fortes scènes, et la mort de Lise-Reine sur un vaisseau torpillé est tout à fait belle. Ce livre est une ascension vers la grandeur et l'élévation humaines. Une incontestable émotion finit par se dégager de cette étude essentiellement psychologique.

Le *Koenigsmark* de M. Pierre Benoit (Emile Paul) n'est peut-être pas, comme on l'a dit, un roman d'aventures, mais l'histoire d'une aventure bien invraisemblable. Un grand duc régnant est un personnage dont la présence ne peut passer inaperçue. A qui fera-t-on croire que ce grand duc a pris le bateau et s'est embarqué publiquement pour aller au centre de l'Afrique, alors qu'il n'a pas bougé de chez lui et qu'on l'a assassiné dans son château ? Le départ de notre héros pour l'Allemagne, son arrivée et sa fuite avec la duchesse sont certainement les pages les plus vivantes. L'auteur a rattaché très artificiellement à l'actualité des tranchées et de la guerre cette histoire un peu fantastique d'un précepteur français sympathique à l'Allemagne. Le récit, d'ailleurs, est entraînant par le ton, le style et le dialogue.

M. Schreiner a passé en Allemagne et en Autriche les trois premières années de la guerre. Il a observé jour par jour la vie de sacrifice et de restrictions des populations des Empires centraux, et il publie aujourd'hui les résultats de son enquête, sous le titre de : *La Détresse allemande* (Hachette). C'est l'histoire de l'effort et des privations qui ont fini par obliger nos ennemis à demander grâce. On voit l'intérêt que peut offrir un pareil volume, peut-être unique en son genre, où sont notés sur place tous les résultats du blocus : souffrances du peuple, déchaînement de la spéculation, les fournisseurs organisant la hausse des prix, les denrées de première nécessité remplacées par les produits d'alimentation artificielle, les ravages croissants de la faim, plaintes, désespoirs, émeutes. La vérité dépasse ce qu'on imaginait. Le seul reproche qu'on puisse faire à cette enquête, sincère et minutieuse, c'est que l'auteur semble n'avoir été sensible qu'aux souffrances du peuple austro-allemand. Il n'a contre eux aucun sentiment de haine, aucun reproche. Il paraît ignorer les atrocités, les incendies, des viols, les déportations, les massacres commis sur notre territoire par le peuple allemand en armes. C'est dommage ; cette indifférence fait du tort à ce livre.

Les grands Seigneurs et bourgeois d'Angleterre de M. Roger Boutet de Monvel (Plon), sont un travail sérieux, anecdotiquement documenté, amusant comme un roman. La biographie de lord Selwyn est inénarrable. Il serait difficile de rêver une personnalité britannique plus originale, plus déconcertante. Ce noble lord, l'ami d'Horace Walpole, avait deux passions : voir des gens morts et dormir à volonté. Il eût dormi, s'il avait pu, toute sa vie, à condition qu'on l'eût réveillé pour aller voir pendre quelqu'un. La biographie de miss Burney est également très curieuse. Miss Burney était dame d'honneur de la reine et a vécu à la Cour de George III, qui poussa l'excentricité jusqu'à la folie. Quant au riche Beckford, on ne poussera pas plus loin l'originalité. Il vivait seul et faisait bâtir à son usage des chateaux et des couvents. Nous avons pris l'habitude de voir des Anglais, depuis quatre ans, et nous nous figurons que ce sont des gens comme tout le monde. Lisez le livre de M. Boutet de Monvel : vous serez vite détrompé.

M. de Périgny (*Au Maroc*, Roger, édit.), n'a pas voulu faire une œuvre descriptive et littéraire, mais un livre pratique, de renseignements utiles. Il a parcouru tous les milieux, interrogé les Européens et les indigènes, pris ses renseignements dans les villages et les cités. M. de Périgny nous fait surtout connaître la ville de Marrakech, son organisation, ses services, sa vie et ses mœurs, population, écoles, commerce, importations, marchés, banques, finances, agriculture, élevage, céréales... Il est intéressant de voir la place qu'occupaient les Allemands à Marrakech et leur rôle commercial pendant la guerre. Ils étaient maîtres de la ville. Ils avaient monopolisé les affaires et accaparé les trois cinquièmes des importations et exportations régionales. Après Marrakech, M. de Périgny étudie le mouvement et l'avenir des ports du Sud, Mogador, Safi, Mazagan et Casablanca. Excellent livre sur l'état économique d'une partie du Maroc.

L'Escadrille des éperviers, par Charles Delarommune (Plon), joli titre pour un livre qui aurait tout aussi bien pu s'appeler : *Les Chevaliers de l'air*, ou, comme dit Barrès dans sa courte préface « la croisade de l'azur ». On lira peu de récits d'aviation écrits avec une crânerie plus alerte, une vivacité plus réjouissante. Excursions, reconnaissances, impressions de guerre aérienne, tragiques combats en plein air, où revivent la bravoure française, l'ardeur noble et jeune d'un soldat de notre race, tout y est bref, entraînant et, si j'ose dire, amusant.

M. François de Nion s'est fait une spécialité du roman mondain. Il décrit cette fois dans son dernier volume : *M. de Charlys* (Flammarion), le milieu obligatoire et classique de ce genre de roman, la Riviera et Nice, le décor connu dont le prestige agit toujours : Monte-Carlo, le jeu, les jolies femmes, la maîtresse fatale. Il y a beaucoup d'artifice dans ce récit très mêlé et très mouvementé ; mais il y a aussi de la flamme, du dialogue vif et quelques types amusants.

M. Edmond Sée (*Le cousin d'Alsace*), raconte spirituellement l'histoire d'un écrivain qui fait à l'armée la connaissance d'un cousin inattendu, provincial et fruste. Ce cousin, comme un bon chien, s'attache à lui corps et âme ; et il est si bon, si dévoué, si empressé, qu'il en devient assommant. Il a d'ailleurs un si mauvais caractère, que tout le monde le déteste. C'est le roman d'un grincheux et d'un brave homme. M. Edmond Sée a bien observé et bien peint ce type humain et contradictoire.

ANTOINE ALBALAT.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : **Paul Painlevé** ; *Les Raisons de la Victoire des Alliés et ses conséquences* ; **Ch. Gravier** : *La Zoologie systématique et le Rôle du Muséum national d'Histoire naturelle* ; **V. Grignard** : *Sur les Instituts universitaires de Sciences appliquées.*

Le Gérant : ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 2 — 57e ANNÉE — 18-25 JANVIER 1919

LA VICTOIRE DE LA PATRIE (1)

A chacune des quatre années de guerre qui viennent de s'écouler, nous avons commencé notre enseignement (2), et nous l'avons terminé dans l'espérance. Cette année, nous le commençons dans la joie. Espérance d'hier et joie d'aujourd'hui se sont appliquées à un seul fait, qui était au fond de nos pensées et à l'origine de nos sentiments. Ce fait est la victoire, la victoire de notre patrie.

Ce mot de victoire est à sa place au début d'une année qui sera consacrée à la nation gauloise, aux plus anciens temps vécus par la société humaine dont naîtra la patrie française. Car entre l'idée de la patrie et l'idée de victoire il existe un lien naturel.

Une victoire ne signifie pas seulement des adversaires abattus, beaucoup d'ennemis pris ou tués, des places fortes détruites, des vaisseaux et des armes livrés : cela, c'est la partie matérielle et visible du succès, ses trophées populaires, ses signes sanglants, ses marques d'un jour, ce que le vaincu nous abandonne. Il ne faut point y arrêter trop longtemps notre attention d'historien. Tâchons d'observer plutot en nous-mêmes, et d'y noter les changements que le triomphe apporte à notre vie.

La victoire, c'est une patrie sauvée et délivrée, qui recouvre la jouissance de son sol et la sécurité de ses frontières. Une nation victorieuse exploite à son profit les biens que la nature lui a départis, et consolide pour ses enfants la chaîne de ses traditions. Elle peut se souvenir sans remords des ancêtres qui l'ont élevée et des fils qui sont morts en son nom ; elle peut réfléchir et travailler sans contrainte en vue d'un lendemain meilleur, et attendre sans trouble le jugement des générations à venir. Semblable à un homme qui entre en convalescence, elle sent remonter en elle les forces, la gaieté, la plénitude de la vie. La victoire lui a rendu cette vie ; elle a protégé sa personnalité contre la mort ou la déchéance ; elle lui a garanti ses titres à l'immortalité. De la victoire il émane sur la patrie un souffle divin ; l'une et l'autre semblent se confondre en un principe d'éternité.

Ce n'est pas moi qui parle ainsi : ces expressions sont inspirées par l'Antiquité, et en particulier par nos Gaulois. Les Anciens savaient, mieux que nous, traduire en images poétiques et en symboles religieux les faits principaux de la vie humaine et de la vie politique. Comme tous les peuples d'autrefois, les Gaulois croyaient à l'existence d'une divinité supérieure qui représentait, aux heures décisives, leurs volontés communes, leur unanimité de sentiments, leur existence col-

(1) Collège de France. Cours d'histoire et d'antiquités nationales ; leçon d'ouverture, 4 décembre 1918.

(2) Voir les quatre leçons d'ouverture parues dans la *Revue Bleue*, en : 1° février-mars 1915, 2° janvier 1916, 3° janvier 1917, 4° janvier 1918.

lective, disons le mot, leur patrie (1). Et être sacré, qui n'était autre que la Gaule, ils lui attribuaient l'apparence d'une femme : car ils avaient déjà ce sens exquis de la maternité féminine qui est la principale séduction des religions occidentales ; ils en ont fait un être du sol, et ils l'ont appelé la Terre, mère des hommes et mère de leur peuple ; et ils l'ont appelé la Victoire. Terre maternelle et puissance victorieuse, voilà comme nos lointains ancêtres, ceux d'il y a trois millénaires, ont imaginé leur souveraine nationale, la divinité qui présidait à leur vie : et elle est également la figure qu'en ce jour de joie nous donnons à la France, Terre que nous aimons, Victoire qui nous a sauvés.

*
* *

Il y a en effet trois millénaires, — telle a été la conclusion de notre dernier cours de cette année, — il y a près de trois mille ans, la contrée qui s'appelle aujourd'hui la France, portait, nourrissait, réchauffait une nombreuse famille humaine qui ressemblait à une nation, qui préparait une patrie, la nôtre. — Il m'importe peu que cette assertion paraisse hardie et nouvelle, que les historiens d'Allemagne la raillent ou la combattent, que l'on m'accuse de faire refluer sur le passé les conditions de l'époque présente. Je n'ai peur, là-dessus, ni des adversaires ni des batailles. Cette affirmation de l'ancienneté de notre vie nationale n'est, chez moi, ni le résultat d'un trop profond amour pour la France, ni l'effet d'une imagination entraînée vers de trop longues perspectives. Elle provient de l'examen des textes et de celui des monuments ; elle ne repose pas sur une hypothèse, mais sur une certitude. Les historiens de demain l'accepteront à leur tour, soyez-en convaincus, et je suis aussi tranquille aujourd'hui sur cette croyance en l'antiquité de notre patrie que je l'ai été pendant quatre ans sur l'assurance de son éternité. — Ces deux sentiments, d'ailleurs, vous l'avez vu souvent, se sont soutenus l'un par l'autre. C'est parce que nous savions la France une très ancienne patrie que nous l'affirmions immortelle : en arrière de ses détresses actuelles, nous nous souvenions de trois mille ans de conscience et de lutte, et cela nous suffisait pour dire qu'elle serait une fois de plus victorieuse du mal et de la mort.

Regardons cette Gaule au début de sa vie, à l'aube de sa victoire, je veux dire par là dans son premier effort pour durer ; contemplons avec gratitude ces siècles d'adolescence, de même que l'homme, arrivé à sa pleine maturité, repasse volontiers en son esprit les jeunes années où se sont lentement tracés les traits de son caractère.

*
* *

La Gaule, l'an mille avant notre ère (1), ressemblait à la Grèce des temps héroïques, celle que décrivent les poèmes d'Homère. Elle était, elle aussi, le pays aux cent rois, rois patriarches de l'espèce d'Ulysse, de Nestor et d'Agamemnon, juges, prêtres et soldats à la fois, habiles à gérer un domaine, à tenir une maison, à ordonner un festin, et qui pouvaient à l'occasion, tel Ulysse à Ithaque, être les charpentiers de leur lit conjugal. Entre Rhin et Pyrénées, j'imagine qu'on pouvait compter un demi-millier de roitelets de ce genre (2).

Mais ce qui doit le plus nous intéresser dans ce passé — comme à toutes les époques de l'histoire, — ce n'est pas le roi, mais le pays, ce n'est pas la forme du gouvernement, mais l'aspect de la terre et les idées des hommes.

Chacun de ces Etats minuscules consistait en une tribu, fédération de quelques milliers de familles, et cette tribu possédait, à titre permanent, quelques dizaines de milliers d'hectares, domaine d'un tenant, tout un terroir de notre terre de France, un des petits « pays » de notre sol national. Au centre du « pays », une place de marché avoisinant un sanctuaire ; les cultures à l'entour, au milieu desquelles s'égrènent les villages, chacun près de sa source ; de loin en loin, aux bons endroits, des lieux de refuge sur les hauteurs ; et à l'horizon, servant d'enclos à la tribu, la ligne sombre de la forêt : voilà ce qu'était chacun de ces terroirs, un lot de labour où s'étaient établies des demeures permanentes et des familles unies.

Cela, c'est déjà notre France qui s'annonce, par son principe le plus doux et le plus fort, l'amour de sa terre et la solidité de ses foyers.

Ces petits royaumes, ces ressorts de culture, vous les retrouverez dans nos bons « pays » de France, toujours si chers à leurs enfants. Voici le riant pays de Senlis, autour de sa ville, et de sa cathédrale ; le pays de Buch, enserré par les pinèdes sur les bords de son étang ; l'Auxois, le long de ses rivières au pied de la dévote Alésia ; la Soule des Pyrénées, ombragée par ses montagnes

(1) Ceci, sans préjudice d'un grand dieu national, fils ou époux de la Terre, et qui lui était supérieur.

(1) J'essaierai dans la *Revue des Etudes anciennes*, de montrer que cette description de la Gaule, et en particulier l'assemblée religieuse, dont César a parlé sous le nom des druides, doit remonter au début du dernier millénaire avant notre ère, à l'époque dite des Ligures.

(2) Ce chiffre résulte du nombre, très probable, des *pagi* de la Gaule.

aux pèlerinages fameux ; et d'autres par centaines, au Nord aussi bien qu'au Midi, près du Rhin ou dans les Alpes. La nature les a faits, l'homme les a gardés.

Mais ce n'est pas seulement les contours immobiles de notre vie sociale que j'aperçois en ces cantons de tribus, devenus les pays de France ; ce sont aussi nos habitudes morales, le fond inchangé de notre humeur nationale. Nous sommes avant tout un peuple qui cultive sa terre et qui ne veut point la quitter. Le Français est une âme fixée à un repli du sol. Nos familles ne se séparant pas de Senlis, autour de sa ville et de sa de la glèbe, la glèbe ne se sépare pas de la charrue que tient le bras du maître. Chez nulle nation au monde, l'homme ne vit davantage de sa terre et pour elle. — Voilà pourquoi, depuis quatre ans, nous avons eu à la fois tant d'angoisses et un tel courage. Car nous souffrions pour notre terre et nous voulions la délivrer. Le sentiment qui nous unissait à elle faisait notre douleur et renouvelait notre énergie ; et la puissance de ce sentiment s'expliquait par le nombre de siècles où nous l'avons entretenu. La France d'il y a trois mille ans, où d'humbles tribus enracinaient pour toujours des demeures dans une terre bien cultivée, préparait la France victorieuse d'aujourd'hui.

*
* *

Un autre caractère de notre nation, c'est l'extraordinaire solidarité de ses divers éléments, leur pouvoir de cohésion, la concentration de leurs activités : à l'intérieur de nos frontières, point de divergence ethnique. 89 départements égaux en droits et devoirs, une capitale acceptée et aimée de quarante millions de citoyens, la vie publique centralisée, la vie morale unifiée, le corps politique le plus homogène qui soit en l'univers. Des deux principes qui font les patries, vous avez vu tout à l'heure la terre, et voici maintenant le peuple.

Or, — et ceci est la merveille de notre histoire ancienne, de toute notre histoire, — nous découvrons dans la Gaule un phénomène de même nature, un corps politique aspirant à la même unité, il est vrai avec cette allure religieuse, mystique et magique que les hommes d'autrefois imprimaient à leur vie, et que notre âge laïque a répudiée.

1° Ces cinq cents tribus de la Gaule ne vivaient point à l'écart l'une de l'autre : il existait, au-dessus d'elles, une assemblée générale, où chacune possédait son délégué (1). — Essayez, par un effort d'imagination, de voir cette assemblée et de comprendre ce que signifie sa présence. Une telle réunion d'hommes, représentant des millions d'autres hommes, signifie les populations de la Gaule rapprochées en un seul corps, se présentant en une société unique, liées par un pacte d'alliance. Et ces mots, corps, société, alliance, vous font prévoir une nation et pressentir une patrie.

2° Ces délégués de tribus ont qualité de prêtres, et leur assemblée est une assemblée religieuse (1). Vous songiez à une chambre des députés, vous pouvez songer aussi à une église. Ce sont des prêtres, c'est-à-dire des représentants de la divinité parmi les humains, et des humains auprès de la divinité. Cette réunion, ce n'est donc pas seulement la représentation d'une société humaine, mais aussi celle des dieux qui se mêlent à cette société ; elle ne sanctionne pas seulement l'alliance des tribus entre elles, mais encore leur alliance avec les puissances divines. La nation, la patrie qui s'ébauche en ces réunions, reçoit en quelque sorte son âme d'une intervention surhumaine ; ses fils ont une même foi ; ce corps s'anime par une essence religieuse. Et voilà qui le rapproche de ce qu'est la France.

3° L'assemblée de ces prêtres a pour principale fonction la prière et le sacrifice (2). Elle prie et elle sacrifie au nom et pour le compte des tribus qui l'ont constituée. — Mais une prière, un sacrifice, n'est-ce pas un élan de l'âme ? Et ces prières de ces centaines de prêtres, priant de la même manière et priant au nom de millions d'hommes, n'entraînaient-elles pas comme une levée d'âmes par toute la Gaule, l'exaltation des forces spirituelles du pays, leur mise d'accord pour une communion nationale ? Je ne dis pas que cette communion existât : mais on y tendait à ces heures de sacrifices. Je ne dis pas davantage que ce culte fût d'ordre moral et supérieur, et je le crois fait surtout d'opérations magiques : ce n'en était pas moins un culte commun, et, par ce culte, l'entente se faisait un instant entre les hommes, et la Gaule entière s'accordait pour aller ensemble à ses dieux.

4° Ces assemblées avaient lieu régulièrement, chaque année, à la même date (3). — Ainsi, ces réunions d'hommes se continuaient et s'enchaînaient. Une même trame courait dans le temps à travers l'existence des populations gauloises. Elles étaient une famille qui ne devait point s'éteindre, qui n'oubliait pas son passé, qui assurait son avenir. Se rapprocher par les mêmes souvenirs et par les mêmes espérances, n'est-ce pas la vraie beauté du sentiment national ? Je la vois en germe dans cette assemblée de prêtres, qui commémore les événe-

(1) *Considunt... Omnes undique conveniunt.*

(1) *Bebus divinis Interest.*
(2) *Sacrificia publica... religiones.*
(3) *Certo anni tempore.*

ments écoulés, qui prie pour les récoltes futures.

Mais voici qui nous ramène du domaine de l'esprit à celui de la terre, qui attache à un coin du sol cette patrie naissante.

5° L'assemblée se tient en un lieu consacré, toujours le même (1). — Par là, la nation a un centre de vie qui ne bouge point ; et si vaste que soit cette famille, elle a son foyer. Ce lieu saint, les dieux l'ont désigné, les ancêtres l'ont inauguré, des générations d'hommes y ont prié, d'autres y prieront encore. L'écho de la même terre conserve et transmet d'âge en âge les paroles solennelles par lesquelles une société d'alliance perpétue sa vie.

6° Ce lieu consacré, disaient les hommes de ce temps, « était considéré comme le milieu de toute la Gaule (2) ». — Que de réflexions nous suggère cette expression, « le milieu de toute la Gaule » ! La nation que représentait en cet endroit la pieuse assemblée de ses prêtres, avait donc sur la terre un patrimoine délimité, possession imprescriptible et résidence nécessaire d'une société impérissable ; et ce territoire avait des frontières, que les dieux sans doute avaient tracées, et qui bornaient les droits, les devoirs et les pensées des hommes (3). On savait quelle était l'étendue de ce territoire, on y avait mesuré des routes et évalué des distances, et on en avait choisi le point central pour y tenir de grandes assises nationales. Regardez encore, je vous prie, cette place et cette assemblée : d'un côté, une immense association humaine, concentrée, ramassée, symbolisée en la réunion de ses prêtres ; de l'autre, une énorme étendue du sol, ramenée pour ainsi dire à son centre, symbolisée en un lieu chef et maître d'autres lieux; on dirait que les deux puissances qui engendrent la patrie, la terre et l'homme, se trouvent condensées et se tiennent embrassées.

7° Ce lieu souverain était près de la Loire, dans quelque mystérieuse clairière de la forêt d'Orléans (4). — A cette fois, à ces noms de Loire et d'Orléans, toutes ces choses et tous ces êtres dont nous venons de parler prennent à nos yeux une émouvante réalité, devenus soudain précis et familiers. Ces hommes réunis sont tout ensemble les ancêtres et les précurseurs de notre fraternité nationale, leur domaine est bien la France, les frontières de ce domaine sont bien les nôtres, le Rhin, les deux mers et les hautes montagnes, et son centre religieux est sur ce terroir d'Orléans où se sont décidés si souvent les destins de notre patrie.

(1) *Considunt in loco consecrato.*

(2) *Regio totius Galliæ media habetur.*

(3) Cette question des frontières, fixées par la divinité, était, pour ces grandes sociétés nationales, beaucoup plus importante qu'on ne l'imagine d'ordinaire.

(4) *In finibus Carnutum.*

8° Cette Gaule, enfin, les hommes de ce temps l'enveloppaient des mêmes mots doux et poétiques dont nous caressons l'idée de France. Je vous ai déjà dit qu'ils assignaient à cette terre un rôle maternel, et qu'ils s'en disaient les enfants ; et je vous ai déjà dit aussi qu'ils faisaient d'elle une divinité supérieure, dispensatrice de courage et de victoire. Une image invisible et présente de femme et de souveraine s'offrait à leur esprit quand ils pensaient à leur nation ; et je suppose que lorsqu'ils se rassemblaient au centre sacré de leur pays, c'était dans l'espoir de sentir palpiter le cœur de la Gaule (1).

La figure d'un être éternel, un foyer qui brûle sans arrêt dans un héritage que les dieux ont constitué, une société de vivants unis à leurs aïeux et à leurs descendants, voilà comment ils rêvaient la Gaule : et voilà aussi comment nous aimons la France. Je puis dire maintenant que les ténèbres de la préhistoire sont dissipés : nous entrevoyons une lueur qui se montre dans le temps et se pose dans l'espace : et c'est l'aurore d'une patrie.

*
* *

Cette apparition n'était point alors particulière à notre contrée. Ailleurs en Europe ou en Asie, on voyait poindre des nations dans l'encadrement des régions naturelles.

Chez ces Grecs qui se sont rassemblés pour enlever aux Troyens la maîtrise des Dardanelles, ce qui me frappe le plus, ce n'est point qu'ils se querellent, c'est qu'ils sont réunis, qu'ils ont un seul chef, roi des rois, qu'ils combattent pour une cause supérieure, qu'ils glorifient leur nom collectif d'Achéens. Depuis les îles de la mer Ionienne, où s'élève le palais d'Ulysse, jusqu'aux plaines de Thessalie, où Achille doit régner, circulent ce même nom, une même langue, les mêmes récits, les mêmes ambitions. Ces cent royaumes se sont depuis longtemps disposés à n'être qu'un peuple.

C'est un peuple, à coup sûr, quoique de tendances toutes différentes, replié sur lui-même, absorbé en son Dieu et en son passé, âprement passionné pour sa terre, que le peuple juif contemporain, celui de Samuel et de Saül. Ici bouillonnent et agissent, plus que nulle part au monde, les ferments d'une patrie : unité religieuse et politique absolue, un seul Dieu qui n'est à vrai dire que la nation adorée en sa substance divine, tous les citoyens se regardant comme les fils d'un même père dont ils ne cessaient de raconter l'histoire, et bientôt leur Dieu installé à demeure dans une ville où le peuple entier montera aux jours de fête, telles qu'une famille empressée autour de

(1) STRABON, III, 1, 6.

son père (1) ; et ces faits, n'est-ce pas ? nous rappellent l'ancienne Gaule.

Quoique moins intense qu'en Gaule ou en Judée, d'autres pays possédaient déjà une vie nationale. On la devine dans l'Italie, autour de l'Ombrie apennine, son centre naturel, et la légende de la royauté de Saturne n'est peut-être que le souvenir mythique de la première unité italienne ; on la constate dans l'Espagne du Midi, où le grand royaume de Tartessus célébrait les six mille années de gloire inscrites dans les chroniques de ses poètes. Et il n'était pas jusqu'à l'Europe centrale qui ne tentât de produire de grands Etats, dans les compartiments naturels indiquées par ses vallées ou par ses montagnes, en Bohême par exemple, où les plus récentes études de l'archéologie (1) nous font assister à l'activité d'une population très dense, qui veut vivre déjà d'une vie très forte.

Je le répète pour cette Europe ainsi que je l'ai dit pour la Gaule : l'aube des grandes patries se lève. Dans les temps antérieurs de la préhistoire, nous n'avons pu atteindre qu'à des multitudes humaines, confuses et flottantes, sans demeures précises, sans contours définis (2). Ce furent d'abord les tribus de chasseurs de l'âge paléolithique, à demi-errantes. Puis, à l'époque de la pierre polie, l'agriculture et l'élevage installèrent les hommes sur le sol ; et bientôt après, à l'ère du métal, la recherche des matières premières leur révéla la valeur des routes, le besoin des marchés, la solidarité économique des êtres humains. Alors, par son sol qu'on laboure, par ses chemins qu'on sillonne, la terre fit sentir enfin aux hommes l'empire de ses lignes et de ses espaces, de ses fleuves, de ses forêts et de ses montagnes, de ses plaines et de ses mers, de ses fleuves auprès desquels cent tribus peuvent fraterniser, de ses montagnes qui enferment et abritent ces fraternités naissantes. La Grèce, avec ses golfes qui la détachent et l'étreignent, la France, avec ses vallées qui convergent pour s'appuyer ensemble sur le même socle de montagnes, et dix autres régions semblables, apparaissent dans l'histoire. L'humanité des nations commence.

*
* *

Pourquoi faut-il que les historiens de l'Antiquité n'aient point vu l'existence et la grandeur de cette époque, qui aurait pu être l'adolescence des nations modernes ?

Ils ont cru que cette époque était celle d'une humanité barbare et misérable. On a traité ces merveilleux Israël, plein d'intelligence et de colonie de ramas de bergers ignorants et crédules. Pour faire comprendre la Gaule, on a cherché des exemples dans l'Afrique sauvage. Car c'est bien ceci qui est arrivé : puisqu'on ignorait nos ancêtres, on pouvait les traiter de sauvages et les punir de ce que notre science était en défaut.

Certes, ces ancêtres de Gaule ont eu un très grand tort, qui pèsera toujours sur leur mémoire. Ils ne savaient pas, ou ils ne voulaient pas savoir marquer sur une matière impérissable la présence ou le souvenir de leurs pensées ou de leurs actes. Leurs dieux et leurs morts se passaient d'images, leurs lieux saints n'étaient point des édifices bâtis, et ils répudiaient l'écriture. On eût dit qu'ils se refusaient à traduire, et peut-être à ternir par des signes visibles les croyances de leurs âme et les faits de leurs annales. Je n'approuve assurément pas cette réserve, et la civilisation eût grandement perdu si elle avait persisté. Mais après tout elle eut sa noblesse, et elle n'implique pas une intelligence moins ouverte et des sentiments moins élevés. Ces hommes-là n'ont pas écrit des Iliades ou des Genèses ; soyez sûrs qu'ils en ont composé, et que les pères les ont transmises à leurs fils et des maîtres à leurs disciples, et nous n'avons pas le droit de leur refuser de la beauté. Les dieux de la Gaule n'étaient point accessibles sous les formes élégantes dont la Grèce allait revêtir les siens : croyez-vous que la religion eut pour cela moins d'empire et le culte moins de pureté ? N'est-ce pas dans ces âges lointains de l'Italie, de la Grèce et de la Gaule, que se sont établies les règles de la justice, les formules du droit, la valeur de la loi supérieure à la force ? Et quand des milliers de Gaulois frémissaient d'émotion au cœur sacré de la terre gauloise, direz-vous qu'ils ne respiraient pas déjà la patrie ?

Ce qui encore a caché à nos historiens le mérite de ces anciens millénaires, c'est la splendeur de la vie municipale qui les a suivis. La grandeur morale, l'éclat intellectuel ou l'agitation matérielle de la cité antique, des sociétés urbaines telles que Tyr, Carthage, Milet, Athènes ou Rome, est un des plus riches chapitres que puisse écrire l'histoire ; et, pour ne parler ici que des sentiments, les citoyens de ces villes surent trouver les paroles les plus élevées et les gestes les plus nobles par lesquels il soit possible à des humains de manifester l'idée de patrie. Dévouement à l'Etat, oubli de soi et des siens mêmes, courage et ténacité, mépris de la douleur, de la misère et de la mort, toutes les qualités qui dérivent du patriotisme furent réalisées par ces hommes, exprimées par leurs écrivains en un langage immortel : comme s'il fallait

(1) Etudes de M. Piroutet.

(2) Je ne nie pas d'ailleurs la possibilité d'existences nationales à l'époque préhistorique ; mais je dis que nous n'avons pu les constater par les moyens actuels de la science.

que cette idée de patrie, pour donner toute sa mesure, s'essayât dans une enceinte plus étroite, où les citoyens étaient plus rapprochés, leurs familles plus mélangées, leur contact plus immédiat avec les chefs et les dieux.

Mais il nous est interdit d'affirmer que, pour s'être un jour resserrée dans les limites murales de la cité, ce sont des murailles bâties par les hommes d'abord éveillée dans les larges espaces des régions naturelles.

*
* *

Malgré les attraits et les élégances de la vie municipale, il manquait à ces cités antiques un principe supérieur, une poésie plus haute, que la grande nation de Gaule aurait pu développer et que nous avons vu s'épanouir dans les patries modernes.

Ce qui faisait l'unité morale d'Athènes ou de Rome, c'était le souvenir et le culte d'un passé commun. Ce souvenir vivifiait la nation gauloise, et il exalte également la patrie française : mais au lieu de nous unir, comme dans les villes anciennes, à quelques milliers de morts, il nous associe à des millions d'êtres, notre famille est plus nombreuse, un plus large souffle d'humanité se répand au-dessus d'elle.

Et cependant, le patriotisme des nations actuelles, quoique embrassant plus d'hommes, se lie à des formes extérieures plus naturelles et plus divines que le patriotisme de l'Antiquité. Le cadre de la cité, ce sont des murailles bâties par les hommes, et qui peuvent disparaître ; le cadre de la nation moderne, ce sont d'admirables choses sorties de la nature et que rien n'abolira : des montagnes, des rivières ou des mers. Sur cette immense surface qu'est notre pays, le patriotisme peut associer à son existence ou à ses rêves des fleuves majestueux comme le Rhin, des cimes dominatrices comme le Dôme d'Auvergne ou le Donon d'Alsace des caps tempêtueux comme les promontoires d'Armorique. Les énergies souveraines de la terre, dans ces nations où nous allons vivre, s'exercent sans obstacle sur de vastes alliances humaines. Nos patries, bien mieux que les cités bornées d'autrefois, annoncent et facilitent la tâche générale de l'humanité, et la mettent en harmonie avec les puissances de la nature. Quand la Gaule, il y a trente siècles, s'apprêtait à vivre en nation, elle travaillait au profit de l'avenir autant qu'Athènes et que Rome.

Mais, avant d'accomplir ses destinées, la nation eut à combattre deux sortes d'adversaires : — les uns, nés surtout des habitudes du sol, et ce furent les petits « pays », les patriotismes locaux, les voisinages trop étroits ; — les autres, produits surtout par les convoitises de l'âme, et ce furent les chefs qui voulurent commander à d'autres chefs ou les peuples à d'autres peuples, les horizons trop lointains où se complaisent les faiseurs d'empires. — Et la lutte contre les grandes patries s'engagea, avec une double série d'épisodes.

Tantôt les cités s'entredéchirèrent : Israël complota contre Juda, oublieux tous deux de leur fraternelle origine ; Athènes et Sparte vécurent en ennemies, au mépris de l'hellénisme leur commune patrie (1). Et en Gaule, les Éduens du Morvan combattirent les Arvernes des Puys, les hommes de Reims envièrent ceux de Soissons ; et la lignée de Teutatès se disloqua sous ces jalousies de voisinages, un des pires fléaux de l'humanité.

L'autre fléau, l'impérialisme, menaça du dehors les nations disjointes au dedans. Rappelez-vous le mot de Sennachérib au roi de Judée : « Que m'importent les nations et leurs dieux ? Aucune nation ne sera sauvée par son dieu. Les temps sont proches, où les peuples seront fondus en un seul empire (2). » Et peu à peu, des bords du Tigre aux caps du Finistère, depuis le roi de Babylone jusqu'au sénat de Rome, l'impérialisme étendit sa contagion.

Car ne pensez pas que le mal ne soit issu que des despotes de l'Orient, Sennachérib, Cyrus, Darius, Xerxès ou Alexandre. Aristocratiques ou démocratiques, les républiques de l'Antiquité n'ont point résisté à la gangrène, à la tentation de conquérir : Athènes y a cédé avec Alcibiade, Sparte avec Agésilas ; et si les empereurs romains devaient être les derniers bénéficiaires du plus grand empire du monde, il a été construit tour à tour par des démagogues à la façon des Scipions et par les brasseurs d'affaires qui entouraient Jules César.

*
* *

Dans cette double lutte contre l'esprit de cité et contre l'esprit d'empire, notre pays fut celui qui résista le mieux, qui sauvegarda le plus franche-

(1) Le conflit entre les patriotismes municipal et hellénique a été très bien vu par Hérodote, dans les paroles qu'il prête à des Athéniens (VIII, 224) : « Le corps hellénique [τὸ Ἑλληνικόν] étant d'un même sang, parlant la même langue, ayant les mêmes dieux, les mêmes temples, les mêmes sacrifices, les même usages, les mêmes mœurs, ne serait-ce pas une chose honteuse aux Athéniens, de le trahir ? »

(2) *Chroniques*, IIe livre, ch. 32. — Je ne connais pas d'expressions plus nettes, plus fortes, plus variées, de la lutte des nations contre l'impérialisme, que chez les écrivains juifs, depuis Daniel jusqu'à l'*Apocalypse*. Il est vrai qu'Israël réalisa parfaitement l'idée de patrie et que tous les empires de l'Antiquité pendant plus d'un millénaire (et cela continuera dans les temps modernes) ont convergé vers sa terre.

ment son esprit national, ses aspirations de grande patrie.

Jusqu'au moment où Rome intervint pour la mutiler et la diviser, la Gaule obéit à de puissants souverains, rois des rois de tribus, qui fédérèrent sous leur pouvoir toutes les cités d'entre Rhin et Pyrénées. L'assemblée religieuse de la forêt d'Orléans se réunissait encore au dernier siècle avant l'ère chrétienne. Assurément, Arvernes et Éduens ne renonçaient point à leurs querelles, mais, par-dessus les orgueils municipaux planait toujours la figure de la Gaule, et les meilleurs de ses enfants ne regardaient que vers elle. Quand Vercingétorix souleva les peuples contre César, c'est au nom de la patrie gauloise qu'il parlait à tous. Les Romains eux-mêmes reconnaissaient avec surprise l'unité morale de cette nation : en Orient, disaient-ils, ils avaient mis en fuite des despotes commandant à des troupeaux de sujets ; en Grèce, ils avaient manœuvré entre cent villes ; en Gaule, aux heures décisives, ils virent se dresser contre eux le corps d'une nation, animée par une seule âme. C'est leur langage que je traduis.

Même sous la loi de l'Empire romain, ni ce corps ne se dissocia, ni cette âme ne s'évanouit. Dans certains moments d'anarchie mondiale, Rome eut la stupeur d'apercevoir la Gaule seule debout entre les provinces ébranlées, et, par elle-même, assurer son intégrité et protéger ses frontières. Un jour, ce furent les cités qui envoyèrent leurs députés à Reims, et une convention nationale se réunit (1) pour affirmer la fidélité à l'Etat romain et déjouer les intrigues germaniques. D'autres fois, à l'insu ou en dépit des empereurs, la Gaule se remit d'elle-même entre les mains des chefs les plus dignes, les plus capables de maintenir l'ordre et d'arrêter les Barbares : et cette histoire d'un très ancien passé est encore celle des journées présentes. Une vie intense ne cessait de se répandre sur ses terres, rapprochant les diverses régions par des pensées solidaires. Et quand l'Empire romain disparut, elle se trouva, la première des contrées de l'Europe, déjà prête pour devenir la nation d'un seul royaume, pour l'équiper et l'armer contre d'éternels adversaires.

(*A suivre.*) CAMILLE JULLIAN.

(1) *Unum consilium totius Galliæ.*

LA REPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE

La République tchéco-slovaque est sortie d'un double travail qui s'est poursuivi en Bohême et au dehors. D'une part, elle se rattache aux efforts du Conseil national qui s'était constitué à l'étranger avec MM. Masaryk, Benesch et Stefanik, qui a vu, dans les numéros du 20-27 octobre et du 29 novembre 1918, les luttes et les succès de ce Comité qui, après avoir triomphé des longues hésitations des Alliés, a obtenu de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis, la reconnaissance de l'indépendance nationale. En même temps et par un labeur indépendant, mais parallèle, à l'intérieur du pays, la masse du peuple, dirigée par une poignée de chefs intrépides, menant contre la tyrannie austro-magyare et la domination germanique un combat héroïque couronné d'une éclatante victoire. Nos communications avec Prague sont encore lentes, difficiles et assez irrégulières ; les renseignements qui nous parviennent sont cependant assez précis pour nous permettre de rétablir les grandes lignes du mouvement tchéco-slovaque en Autriche et d'en déterminer les phrases essentielles.

I

Le 6 janvier 1918 marque vraiment le moment où s'ouvre la crise décisive. Ce jour-là, 150 députés de Bohême, de Moravie et de Silésie, rassemblés sous la présidence du député au Reichsrat Stanek, le fondateur de la Ligue tchèque qui groupe les représentants des divers partis, votent à l'unanimité une résolution où ils réclament « pour toute nation, petite ou grande, le droit de régler elle-même sa propre destinée, rappellent les titres historiques de l'Etat tchèque et se déclarent prêts à lutter jusqu'à la mort pour relever leur indépendance. » C'était une rupture définitive avec l'Autriche-Hongrie et c'est bien ainsi que l'interprète le ministre Seidler qui dénonce au Reichsrat la défection des Tchèques : en réclamant, dit-il, une indépendance absolue, sans faire aucune allusion aux liens qui les rattachent à la monarchie et à la dynastie, ils se rangent sous les drapeaux de nos ennemis.

Très rapidement, le mouvement, dont l'initiative a été prise par les chefs des partis, entraîne les divers groupes sociaux. Le 13 avril, dans une manifestation solennelle où prennent part les hommes les plus connus par leurs écrits et leurs travaux, *le cerveau et le cœur du pays*, les Tchèques « affirment leur inébranlable résolution de poursuivre jusqu'au bout la lutte pour l'indépendance... En face des résistances de Vienne, nous entendons

montrer une fois de plus que nous formons un bloc indissoluble ; la nation tchèque est tout entière, de cœur et d'âme, derrière ses représentants. Nous voulons que sur les ruines de l'ancienne Europe, féodale et impérialiste, surgisse une Europe nouvelle, l'Europe des peuples affranchis, indépendants, groupés sous le drapeau de la démocratie. Nous avons foi dans notre nation, que la prospérité n'a jamais aveuglée et dont l'infortune n'a pu briser le courage. Ce que nous poursuivons, c'est notre droit, et uniquement notre droit : par nos progrès dans les divers domaines de la civilisation, par notre développement économique, nous avons marqué notre place au premier rang des peuples démocratiques.

« Sur la mémoire de nos aïeux et sur les tombeaux de nos fils, nous jurons de rester unis dans le combat et dans la souffrance et de poursuivre la lutte jusqu'au jour où notre indépendance entière sera reconnue ».

A ce moment, arrivent à Prague des nouvelles qui provoquent une émotion intense. Devant le Congrès des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie, à Rome, le président du Conseil italien, en présence des délégués officiels des Puissances alliées, a solennellement proclamé le droit des peuples, et ses paroles impliquent nécessairement la dissolution de l'empire austro-hongrois. L'attitude des Alliés a un retentissement d'autant plus profond, que leurs hésitations ont été plus longues et, pendant tout le mois de mai, des manifestations grandioses se succèdent. Le 1er mai, un cortège qui, d'après les témoins oculaires, ne compte pas moins de 140 à 160.000 personnes, défile, bannières déployées, à travers les rues de la ville sous les yeux de la police déconcertée et impuissante. Du 15 au 18, d'innombrables délégations accourent des parties les plus éloignées du pays pour célébrer le cinquantenaire de la fondation du théâtre national : le 16, à l'hôtel de ville, M. Kramarch, qui, après un procès odieux et une longue captivité, a été condamné à mort par le conseil de guerre, mais dont François-Joseph n'a pas osé ordonner l'exécution de peur de provoquer une insurrection immédiate, prononce un discours retentissant : « Que d'espérances s'élevaient en nous au moment où a été posée la première pierre du théâtre national. Hélas ! l'avenir ne les a pas réalisées, mais nos déceptions n'ont ni ébranlé notre courage ni diminué notre confiance. Aujourd'hui, la force célèbre encore ses orgies et elle se flatte de dicter ses lois au monde asservi. Absurde conception et stériles efforts ! La violence n'a jamais rien fondé. Rappelons-nous notre histoire : la terrible main de l'adversité s'est abattue sur nos têtes et nous avons dû courber la nuque sous l'épée de nos ennemis ; l'Allemagne nous a rayés de la liste des nations. Que reste-t-il de son arrêt ? Nous voici debout, plus fiers que jamais, inébranlables dans notre foi. Notre Prague slave est sortie du sépulcre, radieuse d'une splendeur inconnue jusqu'ici ».

La présence de nombreux délégués des autres nations slaves, Slovènes, Polonais, Croates, rehaussait l'éclat de ces fêtes et leur donnait leur véritable caractère ; au moment où l'Allemagne, après avoir dépecé la Russie et l'avoir livrée aux stupides fureurs des bolchéviks, se croit sûre d'étendre sans risque et sans difficulté sa domination sur l'Europe orientale, les peuples dont elle menace la liberté et l'existence, se groupent autour des Tchèques pour constituer une éternelle alliance et barrer la route au pangermanisme.

II

En face de ces « six Irlandes » qui, suivant l'expression de l'*Arbeiter Zeitung*, le grand journal socialiste de Vienne, sont en insurrection, le Cabinet viennois, ahuri, déconcerté, poursuivi par les malédictions des deux tiers de la population de la Cisleithanie, ne compte plus pour sauver la monarchie que sur les victoires de l'Allemagne. La grande offensive de Ludendorf a rendu quelque courage à Charles Ier. Le 13 mai, accompagné du chancelier Burian, du chef de l'état-major général, le général d'Arz, et de son ambassadeur à Berlin, le prince de Hohenlohe, il se rencontre au grand quartier allemand avec Guillaume II, qu'escortent le chancelier Hertling et les généraux Hindenburg et Ludendorff ; il s'agit d'établir sur des bases inébranlables l'alliance austro-germanique, de la rendre indissoluble et de préparer la fusion économique des deux empires. En même temps, le président du conseil autrichien, M. Seidler, cédant aux injonctions des radicaux, essaye de gouverner sans Parlement ; par une série d'ordonnances inconstitutionnelles, il brise l'unité historique de l'Etat tchèque, en livrant à l'impitoyable exploitation des Allemands de Bohême, les milliers de Tchèques qui habitent les provinces de l'Est et du Nord.

Ces provocations d'un gouvernement à l'agonie n'effrayent plus personne et exaspèrent les passions. La monarchie est aux abois : la circulation fiduciaire, qui était avant la guerre de 2 milliards et demi de couronnes (1), s'est élevée à 23 milliards ; et cette dette écrasante grossit chaque mois

(1) La couronne valait officiellement avant la guerre 1 fr. 05.

de 800 millions. Le comte Czernin avait promis au peuple affamé la prochaine arrivée des blés de l'Ukraine ; dévastée par la guerre et les troubles intérieurs, elle ne fournit presque rien et les quelques milliers de tonnes de vivres qu'on arrache aux paysans, sont confisquées par les autorités militaires au profit de l'Allemagne. Les rations, réduites au quart depuis plusieurs mois, ne sont plus même distribuées ; la mortalité a passé de 16 à 24 p. 100 ; des mères menacent d'empoisonner leurs enfants plutôt que de les voir lentement mourir de faim ; des grèves persistantes désorganisent le travail : des émeutes éclatent à Pilsen à Pardubitse, en Moravie. Seidler, incapable de soutenir à lui seul le poids de l'empire qui s'écroule, se résigne à convoquer le Parlement ; abandonné par les Polonais qui ne lui pardonnent pas d'avoir cédé à l'Ukraine une part, celle de leur territoire national, combattu par les Sozialdémocrates allemands, réduit au seul appui des radicaux pangermanistes et des socialistes chrétiens, il est hors d'état de faire voter le budget et il passe la main à M. de Hussarek (23 juillet).

Il est presque sans exemple que les mauvaises causes suscitent des défenseurs remarquables. M. de Seidler n'avait aucune des qualités qui eussent été nécessaires à un ministre autrichien dans la crise terrible que traversait l'Etat : brouillon, frivole, incohérent, incapable de résister aux influences qui l'assiégeaient, flottant à tous les vents, dépourvu au même degré de sens politique, de valeur morale et de courage, il n'avait eu d'autre mérite que son inépuisable docilité ; misérable épave que ballottait la tempête, il laissait à son successeur une situation sans issue.

Un homme de génie n'eût pas sauvé la monarchie et M. de Hussarek était aussi loin que possible d'avoir du génie. Très supérieur cependant à Seidler, dans des circonstances ordinaires, il n'eût fait plus mauvaise figure que la plupart de ses prédécesseurs et il ne manquait pas de certaines qualités de second ordre : il connaissait bien les tares de l'Autriche et déplorait l'absurde imprudence des incohérentes fantaisies auxquelles Stürgk, Clam Martinitz et Seidler avaient soumis une monarchie caduque et décrépite. Il se répandit en paroles anodines et essaya d'en revenir aux recettes bénignes qui conviennent seules aux organismes épuisés : il se fit modeste, prêcha la modération et la concorde. En réalité, comme l'opposition elle-même, il se rendait parfaitement compte que les discussions du Reichsrat et les mesures qu'il édictait n'avaient désormais aucune importance. Ce n'était plus à Vienne maintenant que se jouait l'avenir des Habsbourgs. L'horizon devenait de plus en plus sombre : les légions tchèques se constituaient sur le front français et italien ; l'armée tchécoslovaque de Sibérie bravait les menaces des bolchéviks et poussait ses avant-gardes sur Vladivostok ; successivement les divers gouvernements de l'Entente reconnaissaient en termes formels le Conseil national tchécoslovaque de Paris ; les Alliés avaient décidément pris leur parti et arrêté leur programme dont ils n'étaient pas libres de se départir ; le Président Wilson, qui, au début, n'avait pas paru comprendre que l'indépendance des peuples était inconciliable avec l'existence de l'Autriche, mieux instruit de la situation, accueillait favorablement les demandes de Masaryk et se ralliait aux résolutions radicales. Une seule question demeurait encore : un succès militaire ne permettrait-il pas d'éviter une catastrophe irrémédiable ? Hussarek connaissait trop bien la situation pour espérer la victoire ; mais, si la fortune favorisait les armées de Guillaume II, peut-être la lassitude des Alliés lui offrirait-elle l'occasion de reprendre les négociation sur des bases acceptables. C'est à ce moment que l'offensive de Ludendorff est décidément brisée et que les victoires de Foch acculent l'Allemagne à une capitulation à merci. Dès lors, l'Autriche cesse en réalité de se défendre : épuisée, à bout de souffle, exsangue, elle attend dans une sorte de résignation inerte l'heure de la catastrophe imminente.

Les Slaves de leur côté, indifférents aux incidents qui se produisent à la Cour, ne s'occupent plus que de préparer l'avenir. A Ljonbliana (16-18 août), ils étudient les moyens d'établir une étroite entente entre les divers Etats qui vont naître de la dissolution de l'Autriche, de manière à créer de Dantzig à Cattaro par Prague et Trieste une solide barrière qui brisera pour toujours la poussée germanique.

On se défend mal d'une pitié involontaire pour le ministre qui, après tout, expiait des fautes dont il n'était pas directement responsable et qui montrait un tel courage à ne pas accuser les coups dont il mourait. A certains moments, le mensonge prend figure d'héroïsme. Il est vrai que les hommes d'Etat viennois sont tellement entraînés à ce sport qu'ils le pratiquent sans réflexion, sans volonté, par une sorte d'adaptation atavique. — « Ne vous frappez pas ! disait Hussarek à des journalistes allemands qui étaient venus le visiter : de temps en temps sans doute, nous assistons à quelques explosions de colères nationales : nous y sommes accoutumés et nous ne nous effrayons pas de ces crises ; nous savons comment on les calme et qu'elles ont *perdu leur venin.* » Comme ses paroles rencontraient malgré tout une certaine incrédulité, il se décida à convoquer le Reichsrat (30 septembre). Démarche

au moins imprudente et qui surprend de la part d'un homme qui connaissait la situation.

Avant de quitter Prague, les députés tchèques déclarèrent qu'ils n'attachaient aucune valeur aux offres d'une dynastie à qui les serments ne coûtaient rien puisqu'elle était résolue d'avance à les oublier, si le péril s'écartait : l'heure des compromis était passée et ils étaient résolus à rompre tout rapport avec le gouvernement habsbourgeois.

La session du Reichsrat qui s'ouvrait sous de semblables auspices, fut plutôt tumultueuse : le ministre fut accueilli par une volée de quolibets et d'injures : charlatan ! fieffé menteur ! Un prélat tchèque le traita de « vieux jésuite ».

La deuxième séance, plus agitée encore, fut marquée par une violente diatribe de Staniek, éloquente et passionnée : il célébra l'héroïsme des légions tchèques qui combattaient dans les armées de l'Entente. L'Allemand Teufel l'interrompit. Les volontaires tchécoslovaques ne sont qu'une horde de sacripans. Le socialiste démocrate Soukoup, exaspéré, saisit le portefeuille d'un des ministres et le lança à la tête de Teufel. Husarek essaya d'apaiser le tumulte en parlant des principes du Président Wilson et de la Ligue des nations. — Trop tard, lui répliqua Korosetch, le chef du parti slovène ; nous nous serions contentés jadis de l'autonomie ; aujourd'hui, nous réclamons une indépendance complète et nous ne voulons plus rien avoir de commun avec l'Autriche. La question tchèque est devenue une question internationale ; elle ne relève plus du Parlement de Vienne, mais du Congrès de la Paix. — Nous n'avons aucune confiance dans les sentiments pacifiques que vous étalez aujourd'hui, déclara de son côté le socialiste polonais, Daczynski ; vos sentiments de conciliation, nous en connaissons l'origine ; ils vous sont inspirés par la débâcle bulgare ; si, par impossible, la situation militaire venait à se modifier en votre faveur, vous retrouveriez votre arrogance coutumière.

Les symptômes les plus caractéristiques de la défaite des Empires centraux furent l'acte de contrition de Victor Adler, le chef des socialistes autrichiens, qui flétrit la bureaucratie viennoise et le nationalisme germanique, et le discours du docteur Matuja, un des orateurs les plus en vue des socialistes chrétiens qui se rallia à l'idée d'une fédération. Ces conversions *in extremis*, répondit le Dr Klofatch, ne sauraient plus rien changer à la situation. Ni le Parlement, ni la dynastie ne sont autorisés à traiter au nom des Tchèques et ceux-ci se refusent à négocier avec les Allemands ; nous savons ce que vaut leur repentir tardif ; s'ils revendiquent aujourd'hui le droit des peuples, c'est pour briser l'unité de l'État bohème et réserver à l'Allemagne une chance d'agrandissement.

Les Tchèques n'avaient plus rien à faire à Vienne : ils reprirent la route de Prague et le Reichsrat se vida rapidement. Les séances se traînèrent encore quelques jours ; de rares députés venaient à la tribune prononcer des paroles inutiles devant les banquettes abandonnées. Le silence se faisait morne, angoissant, comme dans une chambre de mourant, tandis que l'empereur et le ministre, tombés dans une sorte d'indifférence prostrée, attendaient l'instant où le pouls de la vieille monarchie cesserait définitivement de battre. Une suprême tentative du souverain pour raviver le loyalisme (17 octobre) fut accueillie par une stupeur universelle. Jusqu'à la dernière heure, d'ailleurs, le souverain se renfermait dans un programme vague et contradictoire : il parlait de la constitution de quatre États nationaux : allemand, tchèque, illyrien et ruthène, mais en même temps il maintenait le dualisme et il reconnaissait aux Allemands de Bohême une autonomie complète ; l'expérience n'avait décidément aucune prise sur l'esprit du jeune empereur. Si, au lendemain de son avènement, il avait eu le courage de rompre nettement avec les détestables traditions de son prédécesseur, il aurait peut-être réussi à sauver sa couronne : il s'était montré incapable de s'affranchir du joug de Berlin et de Budapest ; les Habsbourgs semblent avoir tenu à prouver jusqu'à la dernière minute qu'ils étaient absolument hors d'état de s'adapter aux conditions de la société moderne ; leur inintelligence radicale de l'esprit démocratique les condamnait à la ruine.

III

Le 19 octobre, le Comité national réuni à Prague, passait à l'ordre du jour sur le manifeste de Charles Ier et réglait les conditions dans lesquelles allait fonctionner le futur gouvernement. L'autorité militaire avait pris de minutieuses précautions pour réprimer une émeute que personne ne désirait, et elle n'eût pas été sans doute fâchée de provoquer un conflit : des patrouilles parcouraient les rues, des mitrailleuses étaient postées aux points les plus fréquentés. Vain et ridicule étalage d'une force qui n'intimidait plus personne. Les journaux que la police avait interdits, reparaissaient, les « Narodni Listy », le plus ancien organe des patriotes tchèques, le « Ceske Slovo » (socialiste-national).

Le 24, les délégués tchèques, MM. Kramarsch, Klofatch, Staniek, etc., partaient pour la Suisse où ils devaient se rencontrer avec M. Bénech et les représentants du Comité national de Paris. Dans les derniers jours d'octobre, en même temps qu'il

chargeant le comte Karolyi de former un nouveau Cabinet en Hongrie (30). L'Empereur acceptait la démission de Hussarek et nommait président du conseil en Autriche, le professeur Lamasch, — espoir suprême et dernière pensée, — avec le mandat de remettre le pouvoir aux gouvernements nationaux qui s'étaient constitués de leur propre autorité.

Dès le 28, le comte Andrassy, qui avait succédé comme ministre des Affaires étrangères au comte Burian, avait accepté sans réserve ni délai les exigences du Président Wilson. C'était une capitulation pure et simple. A cette nouvelle, un délire d'enthousiasme souleva la population de Prague : en quelques instants, la ville se para d'une profusion de drapeaux slaves, américains et français ; des cortèges d'étudiants, d'ouvriers, de collégiens parcouraient les rues en acclamant Masaryk, le grand artisan de la renaissance nationale, Clemenceau qui avait brisé les reins à l'Allemagne, et le Président Wilson, le vigoureux champion de la liberté des peuples. Aussitôt, le Conseil national prenait le pouvoir et lançait une proclamation vibrante et joyeuse : — Le voilà enfin réalisé, ton rêve séculaire, ô peuple tchécoslovaque. Tu es désormais seul responsable de ton sort. Tu comprendras les devoirs que t'impose la liberté et tu ne tromperas pas les espoirs que le monde et l'avenir fondent sur toi. Aucune note discordante ne troublera les jours inoubliables et les heures lumineuses qu'il nous est donné de vivre. — Le Conseil était immédiatement reconnu par l'ensemble du peuple, abolissait la censure et organisait une milice qui en deux jours recrutait 10.000 volontaires.

Le 14 novembre, s'ouvrait solennellement l'assemblée nationale, qui avait pour objet d'établir les bases de la nouvelle République. Elle comprenait toutes les personnes qui, par leurs services, leurs talents, leur renommée et leur expérience politique, étaient naturellement désignées pour conduire la nation et faciliter ses premiers pas ; huit femmes siégeaient sur ses bancs ; tous les partis étaient représentés : toutes les régions du nouvel Etat avaient envoyé leurs délégués.

Au milieu d'une émotion intense et d'un silence solennel, les députés prêtèrent serment : — « Représentants de partis différents, nous sommes tous unis par un amour égal pour notre peuple, et fermement résolus à consacrer nos forces entières à son développement et à ses progrès. Nous avons l'intention inébranlable de subordonner nos intérêts et nos désirs à l'intérêt supérieur de la patrie. Nous marcherons sans faiblir dans la voie de la liberté, du progrès et de la démocratie. »

Il n'est pas au monde de peuple qui ait au même degré que le peuple tchèque le culte de son histoire et chez qui le passé soit demeuré aussi vivant. Il n'y a aucune exagération à dire que, si la Bohême n'a pas été submergée par le flot allemand, elle le doit à ses anciens martyrs. En 1890, en terminant le récit des luttes tragiques où, au XVIIe siècle, avait sombré son indépendance, je me demandais avec une mélancolique angoisse pourquoi la dure destinée condamne presque toujours aux plus cruelles épreuves les peuples qui ont eu l'honneur à certaines heures de prendre la tête de l'humanité. A ce moment, l'avenir du peuple tchèque était sombre et nul ne prévoyait une revanche prochaine. Malgré tout, j'avais conservé ma foi dans la justice immanente : — « N'est-ce donc rien, écrivais-je alors, que d'avoir peiné, que d'avoir combattu, que d'avoir contribué au progrès universel ? En dernière analyse, le dévouement aux idées générales est encore la plus sûre garantie contre les surprises du hasard. Un passé illustre est la meilleure caution d'un grand avenir. Une nation qui a dans ses annales un grand service rendu au monde survit au tombeau. Les vainqueurs de la Bohême lui ont arraché ses institutions, son indépendance, presque jusqu'à sa langue et à son nom : ils n'ont pu lui ravir son histoire, et c'est cette histoire qui l'a refaite et qui la relèvera. »

Au lendemain du jour où elle avait reçu la nouvelle de l'armistice, la population de Prague, conformément à une antique habitude, se rendit en pèlerinage à la Montagne blanche, à la Montagne maudite, où, le 8 novembre 1620, les armées de Tilly et de Ferdinand de Styrie avaient écrasé les insurgés tchèques. Une foule innombrable et recueillie s'était rassemblée pour honorer ses ancêtres et leur offrir les prémices de sa jeune liberté. Après avoir raconté le désastre des protestants, l'annaliste du XVIIe siècle Dachitski de Heslov, interrompt un moment sa chronique pour adresser à Dieu une ardente supplication : « O tout-puissant Seigneur éternel, aie pitié de nous, après la juste punition qui nous a frappés ! Au nom de ton Fils bien-aimé, notre Sauveur, ô Dieu, ne nous juge pas selon la justice ! Nous nous inclinons devant ta loi, nous nous courbons humblement sous ta main, nous n'avons de refuge qu'en ta miséricorde. Nous invoquons près de toi, ton fils bien-aimé : ne nous repousse pas, n'écarte pas de ta face ton troupeau misérable. Calme ces tempêtes humaines, reçois-nous dans ta grâce, prends-nous sous ta protection pour que nous puissions t'honorer en paix et louer ton nom. Fils de Dieu, notre rédempteur, intercède pour nous ! Qu'il nous soit donné de

t'apercevoir, toi, et ta volonté sainte, amen ! amen ! amen ! Ne garde pas ta colère contre nous ». Au bout de trois siècles, presque jour pour jour, la prière de l'humble croyant était exaucée ; les jours de la colère étaient passés.

La séance de l'assemblée nationale du 14 novembre annulait le 8 novembre 1620. La lumière triomphait des ténèbres; Masaryk, un simple professeur de l'Université de Prague avait terrassé les Habsbourgs et détrôné la plus vieille dynastie de l'Europe, parce qu'il avait repris la vieille bannière des Hussites où brillaient toujours les devises sacrées : liberté des peuples, indépendance de la concience, justice et fraternité.

Quant les députés eurent prêté serment, le Dr Kramarsch rappela les dernières étapes de la révolution qui achevait de s'accomplir, la constitution à Paris (14 octobre) d'un gouvernement provisoire de l'Etat tchécoslovaque qui avait été aussitôt reconnu par les Alliés et les Etats-Unis, l'acceptation de l'ultimatum du Président Wilson par le comte Andrassy, (28 octobre), les conférences de Genève entre les délégués du Conseil national de Prague et le Ministre des Affaires étrangères, M. Bénoch. Le Conseil national de Prague, qui avait pris en main la direction des affaires le 28 octobre, devenait le gouvernement national du pays. Sur la proposition du Dr Kramarsch, l'assemblée nomma alors par acclamation Masaryk président de la République tchécoslovaque.

M. Masaryk, qui, après avoir organisé en Russie les régions tchécoslovaques, s'était rendu aux Etats-Unis par Vladivostok et qui se trouvait à Washington au moment de la signature de l'armistice, s'était aussitôt embarqué pour la France ; après y avoir passé en revue l'armée nationale, et avoir jeté avec MM. Clemenceau et Pichon les bases d'une étroite collaboration entre la Bohême et la France, il arriva à Prague le 18 décembre, au milieu d'un enthousiasme qui ne saurait être comparé qu'au délire de Strasbourg acclamant l'armée de Foch.

En 1648, le grand écrivain Komensky, un des penseurs dont l'action a été la plus profonde sur la vie de la Bohême, écrivait son *Testament de l'Unité des Frères bohêmes*, que tous les Tchèques savent par cœur. Il traversait à ce moment une des crises les plus douloureuses de son existence : le traité de Westphalie avait emporté ses dernières espérances : la Bohême était abandonnée à son sort, le protestantisme livré sans défense aux persécutions des Habsbourg. Malgré tout, la foi de l'évêque des Frères demeurait intacte : « Vers toi, peuple de Bohême et de Moravie, vers toi ma patrie bien-aimée, ma pensée se tourne, à cette heure où la séparation doit s'accomplir... J'ai confiance en Dieu, je crois qu'après la tempête de neige que nos péchés ont attirée sur notre peuple, *tu reprendras le gouvernement de ce qui t'appartient* ». Les jours s'étaient accomplis et la prophétie se réalisait.

L'installation officielle du Président Masaryk peut être considérée comme la fin de l'époque de préparation. Dès ce moment, l'Etat tchécoslovaque est constitué et il est entré dans la période d'organisation. Pour rappeler une parole célèbre de Gambetta, la période héroïque est terminée, l'ère des difficultés commence. Il serait puéril de supposer que l'enthousiasme et l'unanimité des premiers jours se maintiendront : les rivalités renaîtront, les partis se combattront avec âpreté et souvent avec injustice ; la réalité est toujours inférieure au rêve et, pas plus qu'à ses aînés, la destinée n'épargnera au peuple tchécoslovaque les désillusions et les fautes. La tâche qui attend Masaryk, Kramarsch, Bénech et leurs collaborateurs est terriblement compliquée et dure : la guerre a désorganisé les services, épuisé les réserves et laissé les esprits dans un état d'épuisement et d'exaltation qui crée de sérieux dangers. Comptons pour faire face à ces difficultés et pour en triompher sur le dévouement des chefs, sur la bonne volonté commune et sur la force que donne la victoire.

La Bohême est la véritable patrie du Panslavisme. Non certes, que le despotisme tsariste y ait jamais eu de partisans ou même que la population acceptât l'idée d'une fusion intime avec la Russie. Mais, pour se défendre contre l'invasion germanique, les Tchèques avaient besoin de se sentir couverts par une puissante réserve. Nulle part l'idée de la solidarité slave n'est aussi générale et aussi réelle. Dans l'éclipse de la Russie, qui est sans doute momentanée, mais qui peut cependant se prolonger quelque temps, la Bohême est nécessairement portée au premier plan. Moins populeuse que la Pologne, n'ayant pas pour soutien comme les Yougoslaves, l'appui d'un Etat déjà ancien, solidement organisé et auréolé par une longue suite de campagnes éclatantes, elle a en revanche l'avantage d'une éducation politique plus uniforme et plus générale, d'une évolution industrielle plus avancée, et d'une union plus intime entre les diverses classes. Elle est la clé de voûte de l'Europe centrale nouvelle ; si elle venait à fléchir, la Pologne et la Yougoslavie, séparées l'une de l'autre et tournées par l'Allemagne, se trouveraient aussitôt en grand péril, et l'Europe retomberait dans une situation aussi inquiétante qu'en 1914, ou plutôt infiniment plus angoissante, à cause de l'évanouissement de la Russie. La Bohême

a ainsi de grands devoirs à remplir envers le monde et envers les Slaves ; ils ne dépasseront pas son courage, si seulement le futur traité de paix lui assure les conditions auxquelles elle a droit. En 1827, la France, l'Angleterre et la Russie partirent en guerre pour affranchir la Grèce ; puis, quand ils eurent écrasé la Turquie, les vainqueurs s'ingénièrent à restreindre le plus possible les territoires de leur protégée, ils y réussirent si bien que pendant un siècle la Grèce fut condamnée à traîner une existence misérable et cahotée. Nous ne retomberons pas dans les mêmes erreurs. La Pologne, la Bohême et la Yougoslavie ne peuvent nous offrir de garanties sérieuses contre les velléités de revanche de l'Allemagne et devenir d'utiles ouvrières dans l'œuvre de la civilisation générale, que si nous leur garantissons le moyen de se développer et de prospérer. La renaissance de la Bohême est un des plus magnifiques épisodes de l'histoire : il serait désolant et criminel de compromettre une si splendide victoire par un traité incomplet et mal conçu.

E. Denis.

LA DÉTRESSE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

LA QUESTION DES TRAITEMENTS

Il a paru pendant les mois de novembre, de décembre et de janvier, dans des journaux d'opinions diverses, une quarantaine d'articles relatifs aux traitements des professeurs de l'Enseignement secondaire. La plupart de ces articles faisaient ressortir, à l'aide d'exemples précis et de comparaisons, l'insuffisance de ces traitements. Tous concluaient que le Parlement était obligé de mettre la situation des membres de l'Enseignement public en harmonie avec les conditions actuelles de la vie, s'il ne voulait pas aggraver la crise de recrutement dont souffre l'Université tout entière. Ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'Université seront peut-être heureux d'avoir sous les yeux un historique sommaire des traitements depuis l'origine même de l'Enseignement secondaire (1802).

I. — Les traitements de l'Enseignement secondaire de 1802 à 1918

De 1802 à 1918 les traitements du personnel des lycées et des collèges ont été successivement soumis à trois régimes différents : celui de l'*éventuel* (1802-1872) ; celui des *catégories* d'établissements (1872-1887) ; celui des *classes personnelles* (1887-1918).

1. Régime de l'éventuel. — Dans le régime de l'*éventuel*, le traitement des professeurs se composait de deux parties, l'une fixe, qui variait très peu d'un bout à l'autre de la carrière, l'autre qui était formée par un pourcentage des recettes et qui variait avec le nombre des élèves. C'est cette partie variable qu'on nommait *éventuel*. Ce système n'était pas d'ailleurs particulier à l'Enseignement secondaire ; il existait aussi dans les Facultés et il y a persisté longtemps. Dans les lycées et collèges, il a duré 70 ans et il n'a été sérieusement amélioré qu'une fois, en 1853. Cette amélioration est due au ministre Fortoul. Fortoul a longtemps eu parmi les universitaires une très mauvaise réputation. Il devait son impopularité à sa brutalité, aux révocations qu'il prononça, notamment contre Michelet, Quinet, et Mickiewicz, professeurs au Collège de France (1852), à l'amitié de Napoléon III, qui lui confia le 2 décembre 1851 le Ministère de l'Instruction publique, et surtout au bouleversement général des programmes et des études dont il prit l'initiative (1852-1853). Beaucoup de professeurs ne pardonnèrent jamais à cet ancien collègue, qu'ils regardaient comme un transfuge, d'avoir supprimé les agrégations de philosophie, d'histoire et de physique, jugées par lui trop dangereuses, d'avoir avili l'enseignement de la philosophie dans les lycées et d'avoir manifesté en toute circonstance son désir d'abaisser les professeurs de l'Enseignement secondaire pour les transformer en serviteurs dociles du pouvoir impérial. Mais il serait injuste de méconnaître l'activité extraordinaire dont il a fait preuve pendant les cinq années de son ministère (1851-1856). Le *Bulletin de l'Instruction publique* est rempli de rapports, de circulaires, de décrets ou d'instructions qui portent sa signature ou qu'il a provoqués. Enfin il a eu le mérite de travailler le premier à une véritable réforme des traitements. Le Bulletin d'avril 1853 renferme sur cette question un rapport instructif présenté par l'astronome Le Verrier au Conseil supérieur de l'Instruction publique (sur le régime financier des lycées, p. 116 et sq.). On y lit les lignes suivantes : « Les traitements fixes de nos professeurs ont peu varié « depuis 1809 (1). Comme à cette époque, ils res- « tent compris pour Paris entre 2.000 et 3.000 fr. :

(1) En réalité depuis 1802 (Arrêté consulaire du 27 octobre 1802), signé par Bonaparte, Maret et Chaptal).

« pour la province, le maximum est de 2.000, le « minimum de 1.200... Cet état de choses serait « même complètement intolérable, si le traitement « éventuel ne venait suppléer à l'exiguïté de ces « allocations. » Le Verrier continuait en disant que le Ministre proposait de faibles modifications des traitements fixes et un accroissement considérable de l'éventuel. A titre d'exemple, il montrait que l'éventuel des cinq lycées de Paris (1) passerait désormais de 2.141 fr. (Louis le Grand), 1.368 fr. (Napoléon), 2.015 fr. (Saint-Louis), 2.120 fr. (Bonaparte), 2.091 fr. (Charlemagne) à 3.600 francs. L'augmentation moyenne était de 1.653 francs, qui représenteraient 5 à 6.000 francs aujourd'hui. Pour la province, la moyenne de l'éventuel des six lycées de Bordeaux, Lyon, Grenoble, Metz, Nantes et Rouen passait de 1.434 francs à 1.984. Le Verrier ajoutait : « Ces traitements éventuels « joints aux traitements fixes, constitueront aux « professeurs une position honorable, mais qui « n'a certes rien d'exagéré, si l'on veut qu'ils « puissent s'en contenter et qu'ils ne soient pas « réduits, contrairement aux règles d'une bonne « administration, et au détriment de la valeur de « leur enseignement public, à aller chercher des « ressources dans la spéculation privée (2). » La réforme proposée par Fortoul fut adoptée, et l'argent nécessaire fut fourni par un relèvement des tarifs de l'externat qui, à cette époque, étaient extrêmement faibles. Les lycées, à l'exception de ceux de Paris, qui ont toujours formé un groupe distinct, n'étaient plus distingués que par le produit de l'éventuel. Le traitement global des professeurs de Paris allait désormais de 5.600 à 6.600 francs. Pour la province, il variait, suivant les lycées, de 2.500 à 5.000 francs environ, avec un écart de 400 francs entre le début et la fin de la carrière dans le même établissement. Il convient d'ajouter à ces chiffres le produit de quelques-unes des conférences pratiques que suivaient les internes et la plupart des externes libres et que Fortoul avait régularisées. Ces conférences, qui étaient fort utiles, ont disparu depuis et ont été remplacées par des classes ordinaires. On arrive finalement aux chiffres approximatifs de 6.000 à 7.600 pour Paris et de 5.000 à 5.700 pour la province.

2. Régime des catégories. — Le régime de l'éventuel ainsi modifié s'est maintenu jusqu'au début du 25 septembre 1872. A cette époque, l'éventuel a été incorporé aux traitements, et, comme il variait avec les lycées cette incorporation a eu pour conséquence la répartition des lycées en plusieurs *catégories*. Cette nouvelle réforme ne s'est pas traduite par une augmentation du traitement d'activité. Elle n'a eu d'influence que sur les retraites. Elle peut être considérée comme une simple consolidation de l'éventuel. La seule amélioration réelle de traitement obtenue depuis 1853 consiste dans la création d'une indemnité d'agrégation de 500 francs accordée aux agrégés de province à partir du 1er janvier 1874 et aux agrégés de Paris à partir du 1er janvier 1880.

Le régime de l'éventuel et celui des catégories offraient un double inconvénient, qui se retrouve d'ailleurs à la même époque et qui a persisté jusqu'à nos jours dans la magistrature. D'une part, il fallait changer de résidence pour obtenir de l'avancement. D'autre part, la différence entre le traitement de début (25 ans) et le traitement final (60 ans) dans un même lycée ou dans un même collège était extrêmement faible.

3. Régime des classes personnelles. — C'est pour cette double raison que le régime des catégories a été remplacé en 1887 par celui des *classes personnelles*, qui dure encore aujourd'hui. Cette troisième réforme consistait essentiellement à donner le même traitement dans tous les lycées à tous les professeurs pourvus d'un même grade et à ménager un avancement régulier d'un bout à l'autre de la carrière. On corrigeait ainsi les deux défauts des régimes précédents. Mais on ne tenait aucun compte des différences de cherté de vie qui existaient alors entre les diverses villes et qui se traduisent encore aujourd'hui par l'existence d'une dizaine de tarifs différents pour le prix de la pension des internes. Au lieu de créer des indemnités de résidence dans les lycées des grandes villes et des villes de la frontière, comme on a été obligé de le faire à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Nancy, la direction de l'Enseignement secondaire préféra poser comme un dogme l'égalité absolue entre les divers lycées. Et comme les directeurs de cet enseignement ont eu souvent peu d'ambition pour leurs anciens collègues et qu'ils ont presque toujours craint de demander les crédits nécessaires, celui de 1887 trouva ingénieux de faire payer aux anciens lycées de première et de deuxième catégorie l'augmentation justement accordée aux autres. Avant 1887, le professeur qui débutait à Bordeaux ou à Nancy recevait aussitôt

(1) Ceux qu'on a longtemps appelés les vieux lycées royaux et impériaux.

(1) En réalité les traitements n'étaient si faibles que parce que Napoléon Ier avait voulu que le *célibat* fût la règle dans l'Enseignement. Fourcroy, dans son rapport au Corps Législatif sur la loi du 1er mai 1802, avait combattu cette conception. Mais elle avait prévalu dans le décret constitutif de l'Université (17 mars 1808, Titre XIII, parag. 101) : Les proviseurs et les censeurs des lycées, les principaux et les régents des collèges étaient d'abord astreints au célibat ; seuls les professeurs des lycées étaient autorisés à se marier.

un traitement d'environ 5.000 francs ; après cette date, il ne débutait plus qu'à 3.700 pour arriver à 5.700 à la fin de sa carrière. On a calculé que le traitement moyen d'un agrégé à Nancy, en 1905, était inférieur de 571 francs au traitement moyen d'un agrégé dans la même ville en 1885. Quant au cadre de Paris, les traitements furent échelonnés de 5.500 à 8.000. Si l'on compare ces chiffres à ceux que j'ai cités plus haut pour 1853, on verra immédiatement que là aussi la réforme de 1887 s'est traduite par une diminution du traitement de début. L'Université est peut-être le seul corps de l'Etat où l'on ait pu constater une diminution des traitements. Il ne faut pas croire d'ailleurs que le fait soit particulier à l'Enseignement secondaire. Dans les Facultés également, la suppression de l'éventuel a eu les mêmes résultats.

On ne peut s'expliquer cette anomalie que par l'apathie d'un corps où l'individualisme a longtemps dominé, par son indifférence traditionnelle pour les questions pécuniaires et aussi par la faiblesse de certains directeurs qui, sortis des rangs des professeurs, oubliaient un peu trop vite leur origine et n'avaient peut-être pas toujours l'énergie ou l'autorité nécessaires pour défendre leurs anciens collègues auprès du ministre et auprès du Parlement.

Au reste le nouveau régime établi en 1887 fut faussé dès sa naissance. Comme chacune des six classes devait comprendre un *pourcentage* déterminé du personnel, il aurait fallu, pour que le système fonctionnât, qu'aucun professeur ne restât en activité après 60 ans et qu'on ne créât aucune chaire nouvelle. Cette double règle ne put être observée et l'avancement d'une classe à l'autre fut bientôt arrêté. Le régime suranné et barbare du pourcentage existe encore dans l'Enseignement supérieur. L'Administration de l'Enseignement secondaire crut faire merveille en 1903 en fixant un *minimum de stage* dans chaque classe. Mais comme elle n'avait pas établi de *maximum* et que l'avancement dépendait des crédits annuels qu'elle devait demander et qu'elle ne demandait pas toujours, il arriva bientôt que de nombreux fonctionnaires marquèrent le pas pendant 7, 8, 10 et jusqu'à 15 ans dans la même classe, sans pouvoir avancer. Les traitements des premières classes devenaient pour beaucoup des traitements fictifs, puisqu'il était impossible d'y atteindre. Il a fallu attendre jusqu'en 1908 pour qu'une loi Simyan-Lefas (7 avril 1908) établit enfin l'avancement automatique à l'ancienneté. Si l'on considère que dans d'autres administrations, l'avancement au choix se fait au bout de 3 ans, au demi-choix au bout de 3 ans, 3 mois, à l'ancienneté au bout de 3 ans, 6 mois, on trouvera singulièrement modeste le régime de l'Enseignement secondaire, où on exige du fonctionnaire 29 ans d'ancienneté pour le faire passer en première classe.

De tout ce qui précède, il est également aisé de conclure que la situation des professeurs des lycées n'a guère varié de 1853 à 1908. Je laisse aux économistes le soin d'établir dans quelle proportion le coût de la vie a augmenté pendant la même période. On a donné le chiffre de 78 0/0. Cette évaluation est certainement inférieure à la réalité.

II. — La Situation avant la guerre

Cependant les maladresses de réformateurs zélés qui avaient provoqué l'enquête de 1898, le soin que les directeurs de cette enquête semblaient avoir mis à ignorer l'existence d'un groupement fédératif de l'Enseignement secondaire, l'échec partiel de la réforme de l'Enseignement en 1902, la désinvolture avec laquelle le premier publiciste venu considérait l'Enseignement secondaire comme un champ d'expériences ouvert à toutes les fantaisies pédagogiques, la dureté avec laquelle certains administrateurs, qui avaient jadis flétri Fortoul, reprenaient ses procédés à l'égard des professeurs, avaient fini par réveiller de sa torpeur un corps naturellement lent à s'émouvoir et à peu près incapable jusqu'alors d'une action commune. Une première Fédération, fondée à Bordeaux en 1896, n'avait pu triompher du particularisme de certains lycées et de l'opposition du ministère ; elle s'était affaiblie d'année en année. Le second mouvement fédéral s'est produit en 1905, à la faveur de la loi Waldeck-Rousseau sur les associations ; il a réussi très vite à s'organiser et à se consolider. Malgré les divisions inhérentes à tout groupement professionnel, les diverses catégories de l'Enseignement secondaire ont souvent agi de concert. C'est à cette action que sont dues les rares améliorations obtenues depuis 1906 : la loi sur le maximum de stage, le relèvement d'environ 10 0/0 obtenu à partir de 1909 en 5 annuités, et le reclassement destiné à réparer les vices des systèmes passés.

Telle était la situation en 1913, un an avant la guerre. A cette époque, le Ministre de la guerre, jugeant que le recrutement des officiers souffrait de l'*insuffisance des soldes militaires*, proposa au Parlement et fit adopter un relèvement général des soldes. Ce relèvement entraînait nécessairement une augmentation des traitements de l'Enseignement secondaire. La plupart des élèves de Mathématiques spéciales ont en effet l'habitude de se présenter à la fois à l'Ecole Polytechnique et à

l'Ecole Normale scientifique. Déjà depuis 1908 le nombre des candidats qui, ayant été reçus à l'une et à l'autre école, avaient opté pour la première, devenait plus considérable. En 1908, alors que le nombre des places était de 22 à l'Ecole Normale, on avait dû, par suite des démissions, descendre jusqu'au 29e pour compléter ce nombre. En 1909 on est descendu jusqu'au 31e, en 1910 jusqu'au 14e, en 1911 jusqu'au 16e, en 1912, jusqu'au 16e, en 1913 jusqu'au 52e. Il devenait dès lors évident que les meilleurs candidats s'éloignaient de l'Université pour suivre une carrière plus avantageuse. Cette désertion croissante compromettait gravement l'avenir de l'Enseignement scientifique dans les lycées et dans les Facultés. D'autre part, on constatait depuis quelques années que le nombre des candidats à l'agrégation diminuait sensiblement. De 1896 à 1906 le total avait baissé d'un tiers. Certaines agrégations, comme celles de grammaire et de physique, étaient de plus en plus abandonnées. Celle de physique était presque désertée. L'augmentation des soldes militaires ne pouvait que précipiter ce mouvement. Jusqu'alors il y avait eu à peu près équivalence dans la médiocrité entre la solde moyenne d'un officier et le traitement d'un professeur du même âge. La loi des soldes, en détruisant cet équilibre, devait nécessairement vider l'Université. Les candidats avaient en effet en perspective d'un côté des examens et des concours plus difficiles, une préparation plus longue, un avancement plus lent et un traitement inférieur, de l'autre des examens plus faciles, une préparation plus courte, un avancement plus rapide et une solde plus élevée. Leur choix ne pouvait être douteux. Dès le mois de juillet 1913, la nécessité de rétablir l'équilibre entre les deux carrières s'imposa au Parlement. Un discours de M. Jaurès à la Chambre des députés (22 juillet 1913) provoqua une réponse favorable du ministre des Finances (22 et 24 juillet). Lors de la discussion du Budget de l'Instruction publique, en 1914, M. Viviani, alors ministre de l'Instruction publique, s'engagea à deux reprises (26 février, 2 mars) à présenter dans le Budget de 1915 un projet de relèvement général des traitements universitaires.

III. Comment la question se pose aujourd'hui

La guerre, en aggravant la crise dont souffrait l'Enseignement secondaire, a rendu plus impérieuse la nécessité de cette réforme. La mobilisation, en *rapprochant les professeurs des industriels*, a permis aux uns de voir les avantages que l'industrie pourrait leur offrir, aux autres les services que le personnel enseignant pouvait rendre à l'industrie, s'il était arraché à ses études. D'autre part le *caractère scientifique* que la guerre a pris, dès la seconde année, a montré aux industriels la nécessité d'une forte éducation technique. Enfin la plupart des usines qui se sont élevées depuis 1915 sont destinées à subsister ; elles seront utilisées par les industries chimiques ou hydro-électriques et par la métallurgie. On aura donc *besoin* d'un *personnel scientifique* assez nombreux pour les services des laboratoires et pour d'autres services. Je ne parle pas des travaux considérables que l'on prévoit, soit pour l'électrification de nos réseaux, soit pour l'aménagement des chutes d'eau des Pyrénées et du Massif Central. Le taux des salaires et des émoluments étant la plupart du temps soumis à la loi de l'offre et de la demande, il faut prévoir aussi un relèvement considérable des émoluments du personnel scientifique qui sera indispensable à l'industrie. Le fait s'est déjà produit dans une foule d'usines et dans les chemins de fer : Les ingénieurs ont pu pendant quelques mois être moins payés que leurs contremaîtres ou leurs ouvriers. Mais cette anomalie n'a pas duré. Ce qu'il y a de sûr, c'est que des industriels viennent actuellement débaucher pour ainsi dire nos étudiants dans leurs laboratoires en leur offrant, pour débuter, des salaires de 1.000 francs par mois. La conséquence immédiate de cette concurrence, c'est que l'existence même de l'enseignement de la chimie et de la physique dans nos lycées et dans nos Facultés est gravement compromise. Les vieux professeurs resteront à leur poste, pour ne pas perdre le bénéfice de leur retraite ; mais les jeunes *s'évaderont de l'Université*. Le mal gagnera de proche en proche. Après les physiciens, ce sera le tour des mathématiciens. Les lettres, la philosophie et l'histoire semblent au premier abord moins exposées. Mais comme les méthodes de formation professionnelle ne diffèrent pas extrêmement lorsqu'on passe de l'enseignement scientifique à l'enseignement littéraire, comme l'industrie, le commerce et la banque ont besoin d'un personnel actif, informé, capable d'étudier scientifiquement une question importante et de l'exposer avec clarté, l'enseignement littéraire lui aussi est menacé. Le danger est même imminent pour les langues vivantes.

Ce n'est pas tout. L'armée a eu besoin, surtout pendant les deux dernières années de la guerre, d'un *nombre considérable d'officiers*. On a instruit rapidement les élèves de l'Ecole Normale, les boursiers de licence, les étudiants et mêmes nos élèves de rhétorique supérieure de première année. Beaucoup d'entre eux sont devenus lieutenants, quelques-uns capitaines. Or la solde actuelle d'un capitaine, augmentée de suppléments

divers, est nettement supérieure au traitement final d'un agrégé de province ou même d'un agrégé d'un lycée de Paris. On conçoit que les jeunes universitaires hésitent pour échanger une solde de 7 à 800 francs par mois contre un traitement de début de 7 fr. 41 par jour dans un collège et de 10 fr. 98 dans un lycée.

Le *retour de l'Alsace-Lorraine* à la France a posé un autre problème. Il y aura au moins 4 lycées en Alsace-Lorraine et une quinzaine de collèges. Le personnel teuton devra céder la place à des professeurs français. Mais personne n'ignore que la vie est très chère en Alsace et que les traitements universitaires sont beaucoup plus élevés qu'en France. Les Oberlehrer des lycées d'Alsace reçoivent un traitement de 4.000 à 9.125 francs, augmenté d'une allocation de 656 à 703 francs, d'une indemnité de 500 francs et d'une autre indemnité de 275 francs par tête d'enfant. Leur avancement est plus rapide qu'en France (21 ans au lieu de 29), leur retraite plus forte et mieux établie. Or les professeurs de collège ou les chargés de cours de nos lycées, dont les titres répondent à peu près à ceux des Oberlehrer, reçoivent des traitements de 2.900 à 4.900, de 3.200 à 5.200, et leurs indemnités temporaires de cherté de vie ne sont pas supérieures. Nos agrégés reçoivent un traitement de 4.200 à 6.200, et rien en Alsace ne correspond à l'agrégation. En présence de cette différence considérable des traitements alsaciens et des traitements français, on est conduit à se demander quel sera le sort des professeurs qu'on enverra en Alsace. Si on les traite comme en France, l'injustice sera criante ; si on les traite comme leurs collègues alsaciens, le régime de faveur dont ils bénéficieront par rapport à l'ensemble des professeurs suscitera des réclamations.

Pour toutes ces raisons, le relèvement général des traitements universitaires s'impose. Le gouvernement l'a compris. Deux ministres, MM. Daniel Vincent et Lafferre, avaient déjà annoncé leur intention de tenir les engagements pris en 1914 par M. Viviani. Le ministère actuel a prévenu la Commission du Budget qu'il déposerait bientôt un projet global pour l'Université tout entière.

Le projet auquel il s'est arrêté pour l'Enseignement secondaire reproduit dans ses lignes essentielles un système adopté en mai 1918 par les quatre Fédérations des Lycées et des Collèges. Ces Fédérations se sont mises rapidement d'accord sur les traitements du début. Considérant comme régulière dans son ensemble l'échelle des traitements établie en 1907 par la Commission extraparlementaire, elles ont demandé une majoration uniforme de 1.200 francs à la base et une majoration initiale de 25 p. 100. La première représente le supplément minimum indispensable à l'existence, la seconde est destinée à maintenir la valeur relative des titres. Pour les promotions la discussion a été beaucoup plus longue. Finalement on s'est arrêté à un système transactionnel qui les fait varier avec les grades. Ce projet a été examiné aux mois de juin et de juillet par une Commission ministérielle, qui en a conservé les grandes lignes. Elle a supprimé les assimilations partielles entre catégories, en réservant les situations acquises, et elle a quelque peu allongé l'échelle des promotions, pour tenir compte des fonctions diverses occupées par les professeurs pourvus des mêmes grades. Enfin le Ministre de l'Instruction publique a revu à son tour, du 7 novembre au 21 décembre, le projet arrêté par cette commission, afin de le coordonner avec les propositions apportées par l'Enseignement primaire et l'Enseignement supérieur. L'ensemble est aujourd'hui soumis à l'examen du Ministre des Finances.

Tel est l'état actuel de la question. Je m'excuse d'être entré, à propos de traitements, dans de longs détails historiques, qui semblent d'abord inutiles. Si on y regarde de près, on s'aperçoit bien vite que la détresse actuelle de l'Enseignement secondaire, comme celle de l'Université tout entière, est un héritage du passé. La maison a été réparée de loin en loin, avec le moins de frais possible, par des propriétaires qui regardaient à la dépense et qui n'étaient pas toujours très adroits ni très prévoyants. Un jour est venu où, à la suite d'un violent orage, l'édifice tout entier a menacé ruine. C'est précisément la situation de l'Université. On est obligé de faire aujourd'hui de grosses dépenses, parce qu'on n'a pas su faire au moment opportun celles qui étaient indispensables.

ALBERT FEDEL,
Président de la Fédération des Professeurs de Lycée et de l'Enseignement secondaire féminin.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

L'idée de voir sa famille retomber dans ce lieu de misère était par trop humiliante pour sa dignité, et elle s'en sentait diminuée.

— Nous ne pouvons payer un loyer pareil, et nous allons donner congé au prochain terme.

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 23, 1918 et suiv.

— C'est absurde ! Cela ne fera qu'une différence de quelques shillings par semaine ! Pourquoi ne sous-loueriez-vous pas des chambres ? Cela vous permettrait du moins de garder les apparences !

— Mais cela vaut-il la peine d'assumer pour cela une si lourde charge ? Il n'y a que maman et moi, et nous n'avons pas besoin de toute une maison...

— Mais il y a aussi Lazare...

— Il aura bientôt sa maison à lui. Il va se marier avant que notre terme n'expire !

— Avec la fille de Jonas ?

— Oui !

— C'est absurde ! Des petits boutiquiers, des gens de rien ! Et d'une vulgarité criante ! J'aurais cru que sa passade pour cette grande perche n'allait pas durer, une fille qui suce des glaces dans un cornet, dans la rue ! Nous allier avec cette famille ! Les hommes sont vraiment par trop égoïstes... Mais je ne vois pas en quoi cela peut vous empêcher de garder la maison. Vous pourrez louer votre salon tout meublé !

— Mais il n'est pas meublé !

— Pas meublé ? Allons donc ! Je me suis assise moi-même sur le fameux canapé !

— Oui, dit Salvina, avec un triste sourire. Tu es même la seule personne qui ait jamais osé se permettre cette privauté ! Mais il n'y a plus de canapé ! Papa a tout emporté ! Il a tout déménagé !

Kitty partit d'un nouvel éclat de rire.

— Et tu ne trouves pas cela tuant ? Enlèvement ! Déménagement à la cloche de bois ! C'est tuant, te dis-je !

— Pour maman, oui ! répliqua Salvina.

— Bah ! Elle nous survivra à tous ! Je voudrais être aussi rassurée pour le mobilier ! Elle n'est pas méchante, maman, mais là, tu la prends vraiment trop au sérieux !

— Mais Kitty ! Pense donc à la honte qui va retomber sur nous !

— La honte d'avoir un père infidèle ? J'ai subi pendant des années la honte d'avoir un père pauvre ! C'est autrement humiliant ! Ici, les miens, je veux dire les Samuelson, doivent ignorer l'escapade de papa ! Ces potins ne sortiront d'ailleurs pas d'un cercle restreint, si au-dessous d'eux ! Même s'ils venaient à l'apprendre, — ils savent que ma famille n'est pas riche et ils ont appris à m'apprécier pour moi-même.

— Tant mieux alors, que cela ne te touche pas sérieusement ! fit Salvina, avec un soupir de soulagement.

— Cela me touche, puisque cela te rend malheureuse, ma stupide petite Sally !

— Oh, ne te fais pas de soucis pour moi ! Je vais rentrer maintenant auprès de maman.

— Que nenni ! nous avons eu à peine le temps de causer ! Tu vas prendre encore une tasse de thé ! Non ? Comment va Mademoiselle Chose, votre maîtresse en chef ? A-t-elle recueilli de nouveaux petits chats ?

— Elle a été très bonne pour moi, et je regrette de l'avoir raconté cette sotte histoire. Elle m'a permis de partir plus tôt le vendredi...

— Pour quoi faire ? Pour courir après le mobilier envolé, je suppose ?

— Non, je me suis sentie mal !

— Ma pauvre Sally ! fit Kitty, en l'attirant à elle et en l'embrassant tendrement. Il me semble que tu te frappes encore plus que maman.

Salvina eut des larmes aux yeux à cette caresse de sa sœur.

— Oh non ! n'en parlons plus, je t'en prie ! Désormais, papa est mort pour nous !

— Alors nous ne devons plus dire du mal de lui !

Salvina frémit d'indignation.

— C'est un homme sans cœur, sans foi ni loi ! Maman et moi nous ne voulons plus jamais le revoir !

Une ombre obscurcit la jolie tête de Kitty.

— J'espère du moins, qu'elle ne va pas se remarier avec quelqu'un d'autre...

— Certainement que non ! Je ne lui permettrai pas de faire un scandale public.

— Notre religion a des lois vraiment baroques ! Le « get » et tout est dit, sans que les tribunaux anglais aient à intervenir !

— Je crois que c'est ainsi, je l'ai lu un jour dans un roman. Mais oui, papa a donné le « get » à maman, alors sa conscience est en règle, je suppose.

— Eh bien, je compte sur toi, Sally, pour l'empêcher de se remarier ou de faire des bêtises. Nous ne voulons pas, n'est-ce pas, que nos parents fassent des folies tous les deux.

— Bien sûr ! Mais sois certaine que maman n'y pense même pas. Tu ne lui rends pas justice, Kitty, elle a le cœur brisé ! Une veuve à perpétuité et ayant pire qu'un mort à pleurer...

— Oui, un mobilier à déplorer !

— Oh Kitty, comprends donc tout ce qu'elle perd !

— Oh je comprends fort bien, mais c'est tordant. Une passion et le Pentateuque ! Ou bien, enlèvements économiques, à l'heure et à la journée. Mon Dieu, oui, c'est tordant ! Mais tu dois me promettre, Salvina, de ne pas retourner à Spittalfield.

— Il faudra bien pourtant que je me rapproche

de l'école, pour éviter les frais d'omnibus.

Kitty se fâcha pour de bon.

— Eh bien, dans ce cas, je n'irai plus vous voir, et de toutes façons, je ne viendrai plus en voiture de maître ! Hackney est déjà la dernière limite — de respectabilité ! Comment veux-tu que je dise au cocher de me conduire à Spittalfield, à moins d'inventer une tournée de pauvres à visiter !

— Eh bien tu inventeras !

— Oh Salvina ! Moi qui te croyais si consciencieuse ! Non, je serai obligée de prendre un fiacre, tant pis. Maintenant, je vais te verser encore une tasse de thé. Je t'en prie, je le veux. Encore un morceau de sucre ?

— Merci, ma chérie. A propos, est-ce que Sugarmann, le Chadkhan, est venu ?

— Tu veux demander s'il court encore ?

— Oh ma pauvre Kitty, c'est ma faute ! Je lui ai donné mon adresse. J'espère que l'odieux personnage ne t'a pas ennuyée ?

— Qui donc ? Sugarman ?

— Non ! Moss M. Rosenstein !

— Tu dis son nom très bien. En quoi est-il odieux s'il te plaît ?

— Tu n'as donc pas vu sa photographie ?

— Oh, on ne peut juger d'après une photographie. Il est venu lui-même, en personne.

— Quoi ! Sugarmann a eu l'impudence de l'amener ici ?

Kitty rougit légèrement.

— Non, il est venu seul, cet après-midi, quelques instants avant toi.

— Quelle impertinence ! Il a osé venir t'offrir un marché pareil ! Tu l'as envoyé promener, j'espère !

— Mon Dieu, autant valait le voir. Une recherche en mariage, même quand ce n'est qu'une affaire, c'est assez amusant !

— Je ne vois là rien d'amusant ! C'est une insulte !

— Je te l'ai déjà répété, le sens de l'humour te manque totalement. Moi, je trouve cela très amusant d'inspirer une passion à première vue, à un homme aussi posé.

— Sugarmann prétend qu'il t'a vue avant son départ pour le Cap. Mais tu devais être une enfant à cette époque ?

— Il ne m'a pas dit cela. C'est d'autant plus romanesque. Il m'a seulement dit qu'il s'était épris de moi, en voyant ma photographie, que Sugarmann lui a montrée.

— Allons donc ! Où Sugarmann aurait-il pu se procurer ta photographie ?

— Nous ignorons les manigances de maman ! interrompit sèchement Kitty.

— Non, c'est plutôt papa...

— C'est possible... Encore un morceau de gâteau ?

— Non merci. Mais qu'as-tu dis au bonhomme ?

— La même chose qu'à toi... Ne fais donc pas de grands yeux, petite bécasse ! J'ai dit : non merci !

— Je crois bien ! Tu ne peux pas épouser un individu qui revient du Cap tout gonflé d'écus ! Dans quels termes l'as-tu remis à sa place ?

— Oh vraiment, tu es injuste, répliqua Kitty, en riant du bout des lèvres. Je ne puis admettre que le seul fait de revenir du Cap soit suffisant pour le disqualifier.

— Si, cela suffit ! Pourquoi y est-il allé, si ce n'est pour ramasser des écus ? Et un homme, qui ne recherche que l'argent dans la vie, ne peut être un homme estimable.

— Mais ce n'est pas l'argent qu'il recherche, en ce moment, c'est moi qu'il recherche ! J'ai fait un bon mot, tu devrais rire !

— Moi, cela me fait pleurer de penser qu'une jeune fille peut accepter de l'épouser pour son seul argent.

— Le pauvre homme ! Alors à cause de son argent, il ne doit pas prétendre à une honnête fille ?

Salvina fut prise à court devant cet argument.

— Que doit-il faire en ce cas ? poursuivit Kitty.

— Oui, tu as raison ! admit Salvina, mais alors il vaudrait mieux que la jeune fille s'éprît vraiment de lui ! N'empêche, que ce mode de recrutement matrimonial est odieux ! Je voudrais que tous les Chadkhans fussent mis à mort.

— Oh, la cruelle créature ! Va, ils font souvent des mariages aussi bien assortis que ceux décrétés par les cieux.

— Ne me taquine donc pas ! Je sais bien que tu es de mon avis !

Salvina prit affectueusement congé de sa grande sœur et descendit l'imposant escalier, quelque peu déconcertée, mais assez contente.

Le groom galonné lui ouvrit la porte, après avoir posé précipitamment à terre le bébé de ses maîtres qu'il faisait sauter sur ses épaules, et Salvina vit avec surprise que les valets avaient aussi des sentiments humains, sous leur livrée chamarrée.

Elle dut attendre un grand moment sur le trottoir avant de trouver de la place dans l'omnibus pris d'assaut, à cette heure, et elle ne put se caser qu'à l'intérieur du véhicule. Le manque d'air et

les cahots incessants, lui donnèrent le vertige. Par un heureux hasard, sa main rencontra dans sa poche le flacon de sels, qu'elle respira à plusieurs reprises, et elle se rappela soudain, qu'elle l'avait emporté pour sa sœur Kitty !

VII

Lazare rentra fort tard dans la soirée, et comme il avait oublié la clé, Salvina fut obligé de l'attendre.

Elle profita de ce moment de solitude pour avancer son ouvrage. Elle était en train de confectionner une chemise de nuit à mille plis, cousus à la main, avec des incrustations de broderies très compliquées, et surtout fatigantes pour les yeux. Mais le concours de couture rendait cette tâche très aride aux malheureuses petites maîtresses de classe.

Bien qu'elle cousût à la perfection les menus ouvrages de la maison, ce concours était pour elle un vrai cauchemar, et elle s'appliquait consciencieusement à faire des reprises perdues, qui tout en paraissant faciles à la démonstration, lui donnaient des vraies crises de désespoir à l'exécution. C'était au fond un travail bien inutile qu'on leur imposait là, et lorsque Mme Brill voyait sa fille perdre son temps à faire la reprise aussi impeccable à l'envers qu'à l'endroit, elle haussait les épaules, et déclarait hautement que cela ne servait à rien !

Salvina ne put continuer longtemps son minutieux ouvrage, tant les yeux lui faisaient mal, et elle le mit de côté en se promettant de se lever à la première heure pour rattraper le temps perdu.

Par mesure d'économie, elle baissa le gaz, et ce fut comme un voile qu'elle tira sur elle-même, car une étrange mélancolie s'empara d'elle, dans le silence de cette maison morne, dont les pièces vides jetaient un froid glacial sur ses épaules.

De toutes parts des craquements sinistres et des bruits insolites parurent s'élever autour d'elle, et elle concentra toute sa pensée sur l'unique pièce meublée, où sa mère reposait, et qui était pour elle comme un symbole de vie et de réhabilitation.

Mais les bruits sinistres ne cessaient point et elle fut sur le point de crier d'épouvante seule la crainte de réveiller sa mère la retint. Pour se donner du courage, elle voulut faire remonter le gaz, quand à travers la mince cloison, elle distingua un chant doux et mélodieux, avec accompagnement d'orgue. C'étaient leurs voisins, des chrétiens, qui chantaient un cantique du dimanche.

Elle respira avec soulagement. Enfin, elle n'était plus seule ! A mesure que se déroulait le chant sacré, elle sentit ses yeux s'humecter de larmes bienfaisantes. Une grande vague d'amour et de pardon passa sur elle, qui fut comme une emprise sur son âme,et l'avenir lui parut moins douloureux. Des souvenirs lointains s'éveillèrent en elle mystérieusement, et elle revit le ciel bleu et le gazon vert de Victoria Park, où elle était emportée dans les bras de son père. Puis ses rêves d'avenir prenaient corps. Elle se vit gagnant cent cinquante livres par an, elle visitait les pays enchanteurs, dont le nom seul la faisaient frémir de joie ineffable, Venise, Paris, Athènes ! L'une après l'autre elle allait les connaître avec maman, pendant les vacances. Mais bientôt ce ne fut plus sa mère qui était à ses côtés. C'était un beau jeune homme, fier et ardent !

Pauvre Salvina ! Toute humble et modeste qu'elle était, elle se complaisait aux péripéties d'un amour romanesque et ne se voyait point disgraciée par la nature !

Un coup sec à la porte la fit sursauter, la rappelant à la réalité.

— Je sais que je viens tard ! s'excusa Lazare, avec un ton de défi, mais ce n'est vraiment pas un plaisir de rentrer dans cette maison vide et triste à mourir. Cela peut te plaire à toi, mais tu as toujours eu des goûts baroques. Et cette paillasse jetée par terre n'a rien de bien engageant ! C'est par trop inconfortable !

— J'en suis bien fachée, mon chéri, mais il faut bien laisser le seul lit que nous avons à maman.

— Heureusement que cela ne va pas durer longtemps. J'ai réussi à faire avancer la date de mon mariage. Les Jonas y consentent et j'y gagnerai que le scandale n'aura pas eu le temps de parvenir jusqu'à eux. Je me marie sous peu !

— Déjà ! soupira Salvina, inconsciente de toute ironie.

— Mais oui, nous allons passer notre lune de miel en voyage pour la maison Granders Frères. Ma chère Rhoda a un excellent caractère et ne craint pas de bivouaquer au petit bonheur. Cela nous évitera en même temps les frais d'installation et nous n'aurons pas besoin de nous presser pour compléter le mobilier. Je te le donnerais même volontiers en location, si je ne craignais de nous trahir ! ajouta-t-il, après une légère hésitation.

— Nous n'avons pas besoin de ton mobilier, mon chéri. Mais il me semble que tu devrais dire la vérité aux Jonas. Ce ne sont plus des étrangers pour toi.

— Va, ils l'apprendront assez tôt, quand le ma-

riage sera consommé. Si nous avons réussi à garder le secret, c'est grâce à l'éloignement du quartier. Nos anciens amis n'y viennent guère, et l'avarice de maman a su tenir à distance nos voisins. Non, j'ai dit aux Jonas que papa était souffrant et qu'il sera obligé d'aller faire une cure. Comme cela, c'est une bonne excuse, s'il est empêché d'assister au mariage. Et c'est en même temps de bon ton de pouvoir se rendre aux eaux : — nous l'expédierons en Allemagne dans une station à la mode.

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL.

(*Nouvelle traduite par* NAD).

DEVANT LA CONFÉRENCE

QUESTIONS DE FRONTIÈRES

Le traité final de la paix, dont nul ne peut encore prévoir la date, sera vraisemblablement le plus complexe que la diplomatie aura jamais élaboré. Il laissera très loin derrière lui, par l'ampleur de son développement, tous ceux du passé. Le travail des Congrès de Vienne et de Berlin aura été simple, élémentaire, au regard de la tâche qui est assignée aux plénipotentiaires de Paris.

Tout d'abord jamais autant de puissances n'auront participé à la rédaction d'un instrument international. Certes à La Haye, en 1907, le monde entier était représenté, mais depuis 1907 de nouveaux Etats ont surgi, et le morcellement de la Russie, la dislocation de l'Autriche-Hongrie auront enrichi la carte de délimitations supplémentaires, dont le tracé ne sera pas d'ailleurs l'une des moindres difficultés de ce temps. Ni la Finlande, ni l'Ukraine, ni les Pays Baltes, ni la Tchéco-Slovaquie n'avaient de délégation dans la capitale neerlandaise.

Mais puisque les souvenirs de 1907 se sont évoqués sous ma plume, il me faut dire tout de suite que les problèmes posés, il y a 12 ans, à La Haye, ne pouvaient se comparer, en dépit de leur gravité, à ceux de l'heure présente. Ces problèmes de jadis, alors surtout théoriques, car ils mettaient en jeu les matières les plus discutées du droit international public, reparaissent maintenant sous une forme plus pressante, et, si l'on peut écrire, plus vivante. Alors on avait le loisir de les écarter, de les éluder, ou l'on croyait l'avoir. En 1919, il n'est plus permis de les ajourner, de les dédaigner, de ruser avec eux, car ou bien ils seront résolus plus ou moins, et la paix deviendra moins instable, ou bien leur règlement dépassera les forces de la diplomatie, et le désespoir de l'humanité sera profond. Mais ils ne sont qu'une partie du labeur qui s'offre à nous, et dont la seule définition, — pour être précise, — comporterait des pages et des pages.

Si l'on envisage d'abord l'ordre territorial — et comme je le montrerai, il est loin d'être négligeable, — c'est le monde entier qui va être en cause à la conférence de Paris. Prenez la carte de notre Continent. Que de remaniements sont en perspective ! Que de controverses véhémentes s'engageront ! Le Congrès de Vienne aura eu moins de querelles à trancher, moins d'arbitrages à rendre entre des ambitions antagonistes. Le Congrès de Berlin n'a en principe disposé que pour une faible portion de l'Europe. Ici il ne s'agit pas de la seule Europe, — dont cette guerre même aura pour l'avenir rétréci l'importance ; mais aussi la répartition de l'Afrique sera revisée. Qu'adviendra-t-il des colonies allemandes, que le gouvernement de Londres ou celui du Cap revendiquent comme leurs ? Ne procèdera-t-on pas, puisque l'occasion s'en présente, à des regroupements, pour corriger des erreurs ou des oublis ? L'Asie ne sera pas soustraite aux études de la diplomatie : question Syrienne, question d'Anatolie, question d'Arménie, question de Mésopotamie, question Arabe, question Persane — et à l'autre extrémité, question de Kiao-Tchéou qui entraînera infailliblement sur le tapis celle de la pénétration japonaise en Chine. Le Pacifique lui-même n'échappera pas aux investigations, — parce que l'Allemagne y avait jeté son dévolu sur la Nouvelle-Guinée et sur un certain nombre d'archipels, et que l'Australie et l'Empire du Soleil Levant ont marqué le désir de s'approprier ses dépouilles.

A côté de ces problèmes territoriaux en surgissent d'autres et d'ordres variés. Comment se régleront les réparations de la guerre, compensations aux dommages causés ou aux dépenses imposées ? Il faudra déterminer le montant des créances et fixer le mode de remboursement, et dès à présent, il apparaît certain que l'argent ne suffira pas, car les collectivités auront besoin moins de numéraire que de matières premières.

De ce problème si grave et si vaste, à celui — non moins actuel et plus décisif encore peut-être pour l'avenir — de l'organisation économique du monde, la transition est naturelle. Chaque Etat, dans le domaine de l'activité industrielle et commerciale, sera-t-il entièrement libre de ses mouvements ou devra-t-il acquiescer à un statut général ? Pareille interrogation eût paru surprenante à beaucoup dans le passé, et bien que des conventions

spéciales, — telle celle des sucres — eussent déjà limité les initiatives. Aujourd'hui elle semble toute logique à ceux qui connaissent les difficultés de l'approvisionnement en substances minérales ou végétales, les dangers du *dumping*, les périls généraux d'une guerre économique qui prolongerait la guerre militaire et qui préparerait de nouveaux conflits armés, il ne faut pas se dissimuler, au surplus, les difficultés énormes qui se dresseront devant les délégations, dès qu'elles aborderont les réalités.

Il sera plus aisé encore de pourvoir l'humanité d'une législation sociale commune. Personne ne conteste en théorie, que la réglementation du travail ne saurait prévaloir dans un Etat, si les Etats concurrents ne s'en dotaient en même temps, car ceux-ci tireraient précisément profit — au moins pour une période, — du maintien des longues journées. Des conférences internationales officielles ou officieuses se sont déjà tenues dans le passé, qui ont statué sur la protection des femmes, des adolescents, des enfants. Leur tâche mérite d'être reprise, complétée, appliquée à des domaines nouveaux : — c'est la protection des adultes hommes et c'est l'extension des assurances sociales qui sont en cause maintenant. Jamais les circonstances — et je n'insisterai pas sur les raisons de cette allégation, — n'auront été plus propices au développement des lois ouvrières.

Enfin le Congrès, puisqu'aussi bien tel est le terme qui conviendrait, — ne saurait se séparer sans avoir établi cette Ligue des Nations que Wilson préconise si éloquemment, — sans avoir institué une limitation effective des armements, organisé l'arbitrage, fixé toute une série de principes juridiques qui vaudront pour l'ensemble des Etats, et qui donneront aux hommes un minimum de garanties contre la répétition des agressions sauvages. S'il échouait en cette tâche, je le répète, ou s'il la remettait à une autre échéance, il y aurait une faillite définitive de la civilisation, et les conséquences d'un pareil échec ou les effets d'une telle inertie ne tarderaient pas à se manifester : certaines déceptions engendrent des catastrophes.

*
* *

Quelque vaste que soit le programme de la conférence, nul ne niera que les questions territoriales y doivent tenir un rang primordial. J'ai voulu montrer, et c'était l'évidence même, qu'elles ne rempliraient pas, à elles seules, l'ordre du jour ; mais on commettrait une grossière erreur, et lourde de suites, si l'on en restreignait la portée. L'humanité se transforme lentement ; les idées acquises n'évoluent qu'avec peine. Les peuples ne sont pas encore affranchis de cette conception, qu'une collectivité joue un rôle d'autant plus éminent que son domaine est plus vaste. Aux considérations anciennes, — qui s'attachaient uniquement à la superficie en soi et qui assimilaient un royaume à un héritage à étendre sans répit par conquête, ou par mariage, ou autrement, se sont superposées d'autres notions. On cherche à s'agrandir pour mieux assurer ses frontières contre un retour de l'ennemi et pour se doter d'une limite naturelle plus forte : c'est la thèse des garanties stratégiques ; on cherche encore à arrondir la surface d'un Etat afin de s'approprier une source de matières premières, ou un débouché précieux vers la mer ou un marché peuplé : c'est la thèse des garanties économiques, — et par là l'on rajeunit les argumentations d'autrefois, — mais on les rajeunit de très peu, car pour avoir été moins explicitement développées, ces théories n'étaient inconnues ni au temps de Louis XV, ni au temps de Louis XIV.

Les problèmes territoriaux dont il serait puéril, — il faut le redire, — de retrécir la valeur, et qu'un réaliste au contraire appréciera tels qu'ils se posent, doivent être résolus. Leur règlement doit s'opérer non dans la violence qui engendre les haines et les désirs de revanche, mais à l'amiable et par l'équité. Et le grand service, que Wilson a rendu au monde, a été précisément d'apporter une formule qui constitue une base d'action, dont la légitimité est manifeste, dont l'application ne saurait laisser place ni à la colère, ni à la volonté calculée de représailles. Il y a un droit des peuples, une liberté d'option des groupements humains qui est antérieure et supérieure à tout autre droit.

C'est seulement en se référant à ce principe qu'on tranchera, — je ne dis pas avec une facilité absolue, mais avec une possibilité relative de succès durable, — les litiges innombrables qui se révèlent, dès l'ouverture de la conférence, au centre et à l'orient de notre Continent.

*
* *

Le lecteur n'attend certes pas de moi que je lui présente une nomenclature complète, détaillée, de ces différends territoriaux, dont chacun comporte un risque de conflit armé pour l'avenir, dont chacun semble barrer la route de la paix. Mais il n'est pas mauvais pourtant d'en suggérer une idée d'ensemble, afin d'évoquer l'énormité de la tâche à accomplir en ce seul domaine.

Les polémiques italo-slaves remplissent la presse de Milan, de Rome et de Turin comme

aussi, celle de Paris et de Londres. Les propagandes de la société Dante Alighieri et des associations irrédentistes d'un côté, celles des comités serbes et yougo-slaves de l'autre, s'exercent avec une activité que rien ne vient tempérer. Si les uns s'efforcent à démontrer l'italianité de Fiume et de la Dalmatie, les autres s'attachent à réclamer tout le rivage oriental de l'Adriatique jusqu'à Trieste et au delà. Ce n'est pas seulement la race ou la langue que l'on appelle à l'appui des demandes impérieuses de provinces ou de districts, c'est aussi la culture générale et l'histoire, les souvenirs les plus lointains étant interprétés.

Mais le gouvernement de Rome ne se contente pas de disputer au gouvernement de Belgrade les anciens domaines des Habsbourg, que Venise posséda ou crut posséder au temps de la splendeur de la Sérénissime. Entre lui et le gouvernement d'Athènes, se lèvent la question de l'Épire du nord, et celle du Dodécanèse et celle de Smyrne, — ou pour s'expliquer en d'autres termes, le problème des débouchés d'Otrante, et le problème de la Méditerranée orientale.

Entre Serbie et Roumanie, le Banat de Temesvar érige un sujet de discussion passionnée, la statistique étant abondamment exploitée pour la démonstration des droits ethniques. Et tel est aussi le système qu'adoptèrent depuis de longues années, et que reprennent aujourd'hui les Serbes et les Bulgares en Macédoine, les Grecs et les Bulgares en Thrace. A distance, il nous est malaisé de juger du bien-fondé de telle ou telle de ces revendications, mais quelque scepticisme qu'on éprouve devant des chiffres si évidemment contradictoires, on sait par expérience que ce ne sont pas là jeux d'enfants. Les Balkans, qui ont été la chaudière de l'Europe, resteront demain une officine de troubles permanents, si des solutions stables n'interviennent pas, et elles ne seront stables que dans la mesure où l'arbitraire aura été — s'il est possible, — exclu.

La dislocation de la Russie pose toute une série de problèmes de frontières. Comment délimitera-t-on la Pologne, la Lithuanie, l'Ukraine, la Finlande qui, à peine libérées du joug et rendues à la vie nationale, marquent d'énormes appétits et prétendent constituer des Etats indéfiniment extensibles? Il y a déjà un pan-polonisme et un pan-ukranisme, comme il y avait hier un pangermanisme. Dès que les Magyars furent émancipés en 1867, ils organisèrent l'oppression des Slaves; aujourd'hui, aussitôt que des asservissements sont abolis, les assujettis de la veille rêvent d'empires illimités et se disposent à piétiner les résistances de millions d'hommes.

Le morcellement de la monarchie Habsbourgeoise engendre une succession de querelles de frontières : entre l'Autriche allemande et la Tchéco-Slovaquie, entre la Tchéco-Slovaquie et la Hongrie, entre la Hongrie et l'Autriche allemande, entre ces deux républiques et l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes.

Plus à l'orient la dissolution de l'Empire ottoman soulève des interrogations non moins pressantes. Quel sera le sort de la Syrie? Et comment délimitera-t-on l'Arménie et la future principauté arabe ?

Plus l'on envisage dans sa complexité et son ampleur cette discussion territoriale, où une bonne partie du monde est impliquée, et plus on s'aperçoit que les règlements arbitraires et empiriques seraient désastreux. Si l'on veut construire un statut durable, réduire au minimum les menaces de conflagration, ce n'est ni à la race, ni à la langue, ni aux antécédents historiques qu'il sied de se référer : car ces principes sont susceptibles d'interprétations trop variées et trop tendancieuses. Quelques objections pratiques qu'on oppose à la formule du droit des peuples, — à la thèse wilsonienne, — elles ne sont point concluantes. Il s'agit d'organiser l'expression de la libre volonté, pour que, cette volonté exprimée, toute contestation soit interdite.

PAUL LOUIS.

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE.

Moins d'un mois après sa rentrée, notre voyageur était fiancé, le 12 décembre suivant, à Henriette Bouthillier de Chavigny, l'une des filles de feu Léon Chavigny, le même que Brienne le père avait remplacé, treize ans plus tôt, comme secrétaire d'Etat, par la manœuvre du cardinal et la connivence de la reine. Le mariage eut lieu le 15 janvier 1656, à l'église Saint-Paul, et il avait été préparé par l'industrie de Mme de Brienne, fort soucieuse de bien établir au plus vite un fils dont le manque d'équilibre se faisait peut-être déjà sentir. Cette union se présentait sous les plus heureux auspices : la fiancée était telle, « soit pour la personne ou pour tout le reste, qu'il serait difficile qu'il se rencontrât mieux » : et la faveur semblait

(1) Voir la *Revue Bleue* n° 1, 1919.

réserver tous ses sourires au jeune comte de Brienne.

Nous verrons ce qu'il en adviendra. Mazarin, en accueillant le jeune homme, lui avait dit, pour parole de bienvenue, que jamais personne n'avait eu tant de réputation à son âge, et qu'elle était si extraordinaire qu'il suffirait de la justifier. Là était le danger, en effet, et un plus raisonnable que Brienne eut pu n'y pas réussir. Comment s'étonner qu'il ait fini par y manquer? Pour le moment, c'est l'empressement des débuts et le cardinal emploie volontiers l'aide de cette volonté juvénile. Son nom n'est guère prononcé par les nouvellistes, si ce n'est en novembre 1656, quand le nouveau ménage fêta, à Pont-sur-Seine, la naissance d'une enfant que la grande Mademoiselle tint sur les fonts et qui, devenue plus tard la marquise de Poigny, mourra à vingt-trois ans.

Pourtant on découvre déjà chez Brienne un penchant à l'indiscrétion, qui est d'un indice mauvais. Les jansénistes commençaient à s'agiter, et Mazarin, qui avait vu d'autres troubles, laissait faire sans s'émouvoir des gens qui n'en voulaient pas à son autorité. Mais on s'efforçait de l'exciter, et il semble bien que Brienne fut de ceux-ci. Faisant l'important, tantôt il rapporte à Mazarin, en février 1656, en les commentant sans indulgence, les paroles que le nonce du pape a tenues sur les jansénistes; et tantôt par un rôle différent, quand, après l'éclat de la Sorbonne contre Arnauld, l'ordre a été donné de disperser les solitaires de Port-Royal, Brienne prévient d'Andilly, pour qu'il pare le coup et proteste en temps utile de sa soumission au cardinal. C'était un jeu délicat et dangereux pour un jeune homme. Celui-ci n'y regarde pas de si près. Il veut faire l'affairé, au risque d'être soupçonné de manquer de franchise. En réalité on commence à dire — Loret s'en fait l'écho en novembre 1656 — que Brienne père va résigner sa charge de secrétaire d'Etat entre les mains de son fils, qui en remplit les fonctions.

La nouvelle est fausse et vite démentie. C'est pas suivre la cour quand elle se déplaçait. De plus, vint le suppléant officiel de son père. L'état de santé de celui-ci ne s'améliorait pas; il ne pouvait pas suivre la cour quand elle se déplaçait. De plus, son caractère devenait de moins en moins traitable, et Mazarin le supportait malaisément. Le fils, au contraire, s'assouplissait et chaque jour se rendait plus commode au cardinal par sa facilité de travail et de compréhension, et aussi par une sorte de communauté de goûts qui les rapprochait encore davantage. Bref, le 22 mai 1658, quoique Brienne fils n'eût que vingt-deux ans, il obtenait la permission de signer et d'exercer la charge de secrétaire d'Etat, au cas d'absence et de maladie de son père. Mazarin avait demandé cette faveur et, avant même de l'obtenir, le 15 mai, il se hâtait de l'annoncer à la comtesse de Brienne. La cour était alors à Abbeville, et, un mois après, le jeune roi tomba malade à Calais. Ce fut un moment d'inquiétude, mais elle passa assez vite, et notre nouveau secrétaire d'Etat commença alors l'exercice de sa fonction. Il s'en tira assez bien pour qu'on la lui laissât remplir dorénavant chaque fois que la cour quittait Paris et, notamment, quand elle se rendit à Lyon, à la fin de l'année, sous le prétexte d'un projet d'union de Louis XIV avec une princesse de Savoie.

Jaloux de son renom, Brienne a commencé dès lors à faire tenir le registre de sa correspondance ministérielle. Grâce à ce recueil, on pourrait suivre ici les actes de ce pouvoir éphémère et les intentions qui les dictèrent. Ce serait long et hors de propos. Le rôle administratif de Brienne mérite un examen à part. Sans être dans le secret absolu de ceux qui dirigeaient la politique, il en sut assez pour que ce qu'il en dit ne manque pas d'intérêt. Il fut mêlé aux négociations consécutives au traité de Münster pour le paiement d'indemnités dûes à l'archiduc d'Inspruck; aux négociations de mariage de Cosme III, duc de Toscane, avec la princesse Marguerite-Louise, fille de Gaston d'Orléans; aux pourparlers engagés avec les députés des Etats généraux de Hollande pour le renouvellement de l'alliance avec les Provinces-Unies. Surtout, Brienne suivit la cour dans ses déplacements, et, comme tel, fut le témoin d'événements que sa plume a notés et qu'elle transmet à ses correspondants. En 1659 et en 1660, il fut de tous les voyages à travers la France qui précédèrent le traité des Pyrénées et le mariage de Louis XIV. A la cérémonie de ce mariage, il remplit même la fonction de lire la formule du serment prêté par le roi sur les saints Evangiles. Ce rôle en évidence le mettait à même de voir de près les événements, sinon d'en démêler les causes, et sa facilité coutumière saisissait aisément le spectacle.

Cette heureuse fortune fut interrompue par la mort de Mazarin. Celui-ci ne s'était pas ménagé dans la négociation avec les Espagnols, et il rentrait à Paris atteint à fond du mal qui devait l'emporter. Sa collaboration constante avec le ministre avait permis à Brienne de l'observer de près : il en connaissait le caractère véritable, sa force d'âme et ses faiblesses, et en a tracé un portrait

jusqu'à vivant, qui montre au vrai, par des détails topiques, par des anecdotes révélatrices, la nature de cet homme mobile en ses manifestations, inébranlable dans ses résolutions, gardant les travers de ses origines pour y joindre la puissance de sa personnalité. Mais en servant Mazarin, Brienne a un peu trop négligé le roi. Il a omis d'observer ce jeune homme encore énigmatique, entre les respects qu'il doit à sa mère et la reconnaissance qu'il sait avoir à Mazarin. Tous les deux, Brienne et le jeune monarque, se sont connus enfants, à l'heure où l'insouciance et les jeux mêlent et peuvent confondre les sympathies. Est-ce assez pour gagner ce nouveau maître, quel nul jusqu'à maintenant ne saurait se vanter de bien connaître ? Du passé, il ne veut garder le souvenir que de ce qui lui est favorable. Il ne se rappelle le reste qu'afin d'en tirer une leçon pour l'avenir.

Brienne le comprend mal tout d'abord et s'en aperçoit trop tard. Pourtant il était bien placé pour suivre la transformation. Aussitôt libre de ses actions, le roi convoqua son conseil et c'était précisément Brienne qui était chargé de tenir le registre de ces réunions. Là, il pouvait voir d'original ce que voulait Louis XIV : une grande assiduité de la part de ses ministres, une constance de travail à toute épreuve, de l'ordre, du dévouement, de la soumission. Il encourage ceux en qui il perçoit des tendances pareilles, écartant au contraire ceux qui semblent en manquer. Mais cette résolution, prise par le roi au lendemain même de la mort de Mazarin, était combattue en lui. Brienne père et fils eurent le tort de pas démêler par les passions, par des intrigues, que les deux assez bien. Tandis que le fils s'efforçait de remplir de son mieux, en apparence, les fonctions de sa charge, il ne parvenait pas à donner au roi pleine confiance en sa discrétion : et le père paraissait exagérer encore sa roideur ordinaire, espérant sans doute lasser la patience du roi et l'amener à renoncer vite à la prétention de diriger lui-même ses affaires.

Il y avait aussi des intrigues féminines, et sur ce point encore la perspicacité des Brienne resta en défaut. Au lendemain de la mort du cardinal, sa nièce Marie Mancini, que le roi avait aimée et songé à épouser, essaya de reprendre par la puissance de ses charmes l'ascendant qu'elle avait eu sur l'esprit du prince et que le vieux Brienne avait jadis opiniâtrement combattu. C'était assez pour qu'on lui en gardât rancune. Il est vrai que le dessein n'aboutit pas et quelques mois après, de louches manœuvres poussèrent dans les bras du roi la douce et tendre La Vallière. Alors le jeune Brienne ne s'avisa-t-il pas de paraître amoureux à son tour de la nouvelle favorite ? C'était jouer de malheur, et lui-même a pris soin de nous apprendre combien fut grande sa maladresse.

Toujours est-il que le 1er avril 1661, Brienne fils perdait la rédaction du mémorial du conseil de Louis XIV, qu'il tenait depuis le 9 mars précédent, c'est-à-dire pendant trois semaines. Le Tellier allait dorénavant y pourvoir et le précédent rédacteur n'y ferait plus que quelques corrections ou additions, tout en continuant à veiller à l'exécution des ordres du roi, tandis que la direction des affaires étrangères se concentrait davantage entre les mains de Lionne. Plus tard, à l'heure des examens de conscience, Louis XIV lui-même a expliqué les raisons de sa détermination, parce que le vieux Brienne présumait trop de soi et parce que le fils était trop jeune — le roi oublie qu'il avait deux ans de moins — et que, loin de donner des avis sur les intérêts de la couronne, on ne pouvait pas « seulement lui confier la fonction de son propre emploi ». C'est la vérité officielle. Si l'on y joint ce qu'on peut apprendre par ailleurs, on saura au juste la valeur du nouveau secrétaire d'Etat et pourquoi ses services furent jugés inutiles.

Tandis qu'éclatait la personnalité du monarque, celle du ministre se révélait aussi. Bien intentionné, mais mal en équilibre il affiche en lui les tendances les plus diverses. Il affecte des goûts dispendieux et des habitudes de Mécène que l'état de sa fortune n'autorise pas. Tout en se faisant une cour d'écrivains à ses gages, il veut se ménager à lui-même une renommée de bon aloi. Le malheur est, ici encore, qu'il répand ses bienfaits sans discernement et que ses propres œuvres justifient mal la réputation de leur auteur. C'est vers le latin que se tourna la passion de Brienne et le besoin de conter, son voyage en fut le prétexte. Si l'on en croit Boileau, qui avait le même âge que lui, à vingt ans, celui-ci affichait déjà le goût immoderé des vers latins. « Il était alors, écrit plus tard Boileau, dans la folie de faire des vers latins, et surtout des vers phaleuces, et comme sa dignité en ce temps-là était considérable, je ne pus résister à la prière de mon frère, aujourd'hui chanoine de la Sainte-Chapelle, qui était souvent visité de lui, et qui m'engagea à faire des vers phaleuces à la louange de ce fou qualifié, car il était déjà fou. J'en fis donc, et il les lui montra : mais comme c'était la première fois que je m'étais exercé dans ce genre de vers, ils ne furent pas trouvés bons, et ils ne l'étaient pas en effet. Si bien que dans le dépit où j'étais d'avoir si mal

réussi, je composai l'épigramme dont il est question, et montrai qu'il ne faut pas légèrement irriter *genus irritabile vatum.* » C'est l'épigramme qui a pour titre : *In Marullum versibus phaleucis antea malè laudatum,* qui figure désormais dans toutes les éditions des œuvres de Boileau.

Sur ce point donc, la collaboration n'alla pas loin ; mais Brienne trouva ailleurs des prôneurs bien décidés à tirer profit de sa manie. Fort peu de temps après, en 1660, il mettait au jour une mince brochure petit in-8° de 40 pages, imprimée au Louvre par Cramoisi et contenant l'itinéraire du voyage à travers l'Europe, retracé en un latin élégant, mais tendu. Sans doute ce n'était pas l'usage que les secrétaires d'Etat consacrassent ainsi à leur propre bénéfice le loisir de leur charge et la pérennité du latin. Cette fois-ci, sans doute, la tentative assez modeste fut passée inaperçue, si la plaquette n'eut contenu un passage fort inconvenant sur les mœurs conjugales des anciens Scandinaves. Par légèreté d'esprit, par goût de la singularité, Brienne avait laissé dans ses souvenirs cette révélation qui ne pouvait que lui nuire. Elle attira sur son œuvre une attention qui, sans cela, eut risqué de lui manquer, et quand, deux ans plus tard, en 1662, cette œuvre fut réimprimée, le malencontreux passage en avait disparu.

(*A suivre*). PAUL BONNEFON.

LA SOURCE DES IDÉES MORALES ET DES PASSIONS (1)

L'homme étant un être purement matériel, il est de toute évidence que les idées et les sentiments moraux qu'il manifeste ne peuvent pas s'être formés avant sa naissance, et n'ont pu se former que sous l'influence d'impressions venues du dehors. N'est-il pas impossible d'admettre que l'enfant ait de l'affection pour sa mère avant de l'avoir connue, du respect pour la propriété d'autrui avant de savoir qu'il existe d'autres hommes et que ces hommes sont possesseurs d'objets quelconques, de l'attachement pour ses semblables quand il ignore qu'il a des semblables ? Comment pourrait-il avoir la notion du bien et du mal avant d'avoir été l'objet d'aucun acte agréable ou désagréable ? D'où pourrait-il tenir l'idée de quelque devoir ou de quelque droit quand il n'a même pas encore celle de son *moi* ? Il ne peut même pas avoir des sentiments égoïstes pour lui-même, car il ignore sa propre existence, etc. ?

Puisque nécessairement les idées morales ne peuvent naître et se développer qu'à partir du jour où le cerveau est parvenu à un certain degré d'évolution, nous devons rechercher la source d'où elles sortent. Nous serons beaucoup aidés dans cette étude par le fait que les actions de tous les animaux supérieurs révèlent l'existence chez eux d'idées analogues à celles que nous qualifions chez l'homme de *morales*. L'animal en effet manifeste ces idées plus simplement, plus naïvement peut-on dire que l'homme. D'autre part, les animaux étant, de l'avis de tous les savants et philosophes, dépourvus de l'âme que les philosophes spiritualistes accordent à l'homme, la présence chez eux d'idées morales témoigne que ces idées peuvent exister sans l'âme.

L'étude attentive des animaux m'a conduit, il y a déjà bien des années (1), à placer la source des idées morales de tous les animaux dans les *besoins naturels* qui sont communs à tous ces êtres.

Ces besoins sont : 1° le *besoin* de nutrition dont la satisfaction rationnelle assure l'existence de chaque individu depuis le premier jusqu'au dernier instant de la vie ; 2° le *besoin d'activité* qui détermine tous les mouvements dont le corps de l'homme est le siège, soit en vue de l'accomplissement des diverses fonctions physiologiques, soit en vue de ses relations avec les choses et les êtres qui lui sont extérieurs ; 3° le *besoin de reproduction* qui détermine le rapprochement des individus des sexes différents et assure la perpétuation des variétés, des races et des espèces : 4° le *besoin de société* qui détermine le rapprochement de chaque homme avec les autres hommes ou avec les divers êtres vivants et préside à la formation des sociétés.

La satisfaction de ces besoins est inspirée par des sensations internes assez impérieuses pour entraîner la production d'actes appropriés à chacun des besoins. Elle est toujours suivie d'un plaisir qui contribue à déterminer les actes nécessaires.

La recherche excessive de ce plaisir peut déterminer la passion, c'est-à-dire le désir irrésistible de pousser la satisfaction de tel ou tel besoin au delà des limites naturelles ou de la répéter sans nécessité.

Les besoins naturels se divisent, en raison des idées morales dont ils déterminent la formation, en deux groupes très distincts : le besoin de nutrition et le besoin d'activité ne provoquent que

(1) Extrait de *l'Idéal Moral du Matérialisme et la Guerre,* qui paraîtra prochainement à la Librairie F. Alcan.

(1) Voy. J.-L. DE LANESSAN : *La morale naturelle* (Alcan, édit.)

des idées personnelles et peuvent être considérés comme la source principale de l'égoïsme qui est au fond de la nature de tout être, aussi bien parmi les hommes que parmi les animaux. Le besoin de reproduction et le besoin de société sont au contraire la source d'idées altruistes et forment la base de l'altruisme.

J. L. DE LANESSAN.

A PROPOS DE QUELQUES SPECTACLES

Il y a un petit théâtre, dirigé par deux directeurs fort avisés, et qui viennent de faire une expérience des plus instructives sur les dispositions du public, ou du moins d'une certaine portion du public.

Voici quelques semaines, il avait été joué, dans ce petit théâtre élégant, une comédie d'Edmond Sée, intitulée *Saison d'amour*. Edmond Sée est un écrivain de théâtre très littéraire, qui, avec *Les Miettes* et *L'Indiscret*, avait connu le succès, non seulement d'estime, mais de recette. Son dernier ouvrage n'était pas un chef-d'œuvre, mais, avec un peu de bizarrerie et de complication, il offrait de la finesse, de l'agrément, et surtout de la tenue. Quelquefois obscur, il recevait la clarté de sa principale interprète, Jeanne Granier. Mais le goût des spectateurs n'était plus là : c'est pourquoi, instruits par cette épreuve, les deux industrieux directeurs se sont résolus à leur donner ce qu'ils demandaient sous la forme d'une opérette soi-disant hindoue, avec musique de Claude Terrasse, costumes, ballets, nudités, et une licence qui passe de beaucoup les limites de l'esprit et surtout du comique. Dans ce *Cochon qui sommeille*, il y a, grâce à un excellent acteur, quelques mots de naïveté assez drôle, mais qui sont tous en dehors de l'intention première des auteurs. Ils n'ont d'esprit que lorsqu'ils cessent, par aventure, d'être désobligeants.

Certes, ce n'est point parce que nous venons de remporter la victoire par les armes, qu'il conviendrait de méconnaître la tradition gauloise de l'esprit français. Au moment où elle s'impose au monde, il serait peu patriotique, pour complaire à quelque austère censeur, de mutiler notre culture. Rouvrir, avant même la signature de la paix, l'éternelle question de la moralité au théâtre n'est pas dans nos intentions. Je ne conteste point à MM. Rip et Dieudonné le choix de leur sujet, non si scabreux que l'on n'en puisse trouver de plus risqués encore, non seulement dans les *Mille et une Nuits*, d'où ils se sont inspirés, mais dans n'importe quel conte de nos conteurs nationaux. C'était même une donnée très jolie que la leur. Je leur en veux seulement de la façon dont ils l'ont traitée, de la désinvolture avec laquelle ils l'ont gâtée. C'est à leur goût que je m'en prends bien plus qu'à leur morale. La tradition du trône qu'occupe le Prince, joué par Mlle Spinelli est une galanterie sans limites : le jour où le Prince ne pourrait plus répondre royalement aux vœux d'une amoureuse, il serait déshonoré, d'abord, puis déposé. C'est justement ce qui arrive, malgré la secrète complicité, puis à cause de l'ambition de quelque robuste gaillard. Il est clair qu'on pouvait broder fort agréablement là-dessus, car il n'y a pas, en français, que le latin qui brave l'honnêteté, mais aussi la grâce, la fantaisie, la verve, et, principalement l'esprit. Il semble qu'on l'ait trop oublié au théâtre Michel.

J'entends bien que les auteurs, dont l'un au moins a d'autres états de service, peuvent répondre qu'ils ont voulu surtout, à l'invite de leurs directeurs, offrir à leur clientèle ce qu'elle recherche. J'ai bien observé le public, à cet égard. Il vient là sur la mauvaise réputation de la pièce et le plus souvent se sent déçu. Ceux même qui se sont trouvés pleinement satisfaits (il y en a, n'en doutons pas) n'osent guère l'avouer sans réserves. Ils se plaignent hypocritement de ce qui les a le plus amusés. Au fond, ils se sentent humiliés et devinent que les auteurs les ont traités par le mépris.

*
* *

On se plaignait beaucoup, avant la guerre, de « l'abaissement de notre production dramatique ». De bons esprits s'étaient alarmés et de courageux écrivains s'étaient faits les interprètes de cette alarme. Elle était exagérée : une époque qui avait été celle de Paul Hervieu, de Georges de Porto-Riche, de François de Curel, de Maurice Donnay, d'Henri Lavedan, de Brieux, d'Abel Hermant, d'Emile Fabre, qui avait compté des pièces comme *La Course du Flambeau* et *Les affaires sont les affaires*, qui avait vu, avec Richepin et Rostand, le triomphe du drame en vers, avec Alfred Capus, la fortune de la Comédie gaie et optimiste, dont le théâtre avait par conséquent très fidèlement reproduit les mœurs de légèreté apparente et de sérieux profond, ne pouvait être jugée avec cette sévérité. Il y avait au moins du bon théâtre à côté du mauvais et le bon réussissait.

Au vrai, la France était une nation vaincue, qui, s'appliquant de son mieux à dissimuler son amer-

tume et à garder secrète sa fidélité aux provinces arrachées, vivait dans le provisoire. Quand elle était légère, c'était par crainte d'être trop grave. Les mots de Maurice Donnay, qu'il avait appris au Chat noir, la morale d'Alfred Capus qu'il avait empruntée aux salles de rédaction et aux salons de jeu, notre détachement, nos pirouettes, notre esprit, et, pour tout dire, notre veulerie n'étaient, au fond, que « l'attitude » que se donnait un peuple incertain de lui-même, et qui attendait son destin. C'est pourquoi nous changions très vite de goût et de curiosité. L'actualité nous menait : au spectacle, nous ne venions chercher, pour la plupart, que l'écho des salons ou de la rue : c'était l'époque où le sagace auteur de la *Veine* pouvait formuler en ces termes charmants la recette du succès au théâtre :

« Le spectateur se contente de juger les faits et les personnages à mesure qu'ils se présentent devant lui. Il est un peu dans le cas du voyageur qui, à travers la vitre du wagon, regarde les plaines succéder aux collines et les fleuves aux forêts. Il ne sait qu'une chose, c'est qu'au bout de tout cela, il y a une gare où il descendra, de même que le spectateur sait qu'au bout de toutes les péripéties de la pièce, il y a un dénouement qui lui permettra d'aller se coucher... »

Il suffisait donc, il a suffi, en effet, à quelques uns des plus grands triomphateurs d'avant-guerre de nous faire faire, sans plus d'ambition, un voyage dans la soirée. Mais le voyage était joli et ils apportaient le plus grand soin au choix des paysages qui défileraient devant la portière.

Et puis, si les foules n'étaient curieuses, dans ce temps-là, que de l'actuel, elles n'étaient pourtant émues que de l'humain. Nous n'étions accessibles, au théâtre, qu'à des sentiments très simples, nullement intellectualisés, gardant le seul rythme du geste, du cri. On nous croyait, nous nous croyions en décadence, et tous ces bourgeois assemblés, fracs et perles, dès qu'ils étaient dans leur fauteuil, se retrouvaient des cœurs ingénus : au spectacle, ils versaient des larmes d'enfant. Les femmes les plus légères ne goûtaient, de neuf à onze, que l'amour éternel. De là un effort constant du dramaturge sérieux pour retrouver, dans ses personnages, ces éléments éternels, pour saisir le primitif, l'instinctif, le sauvage. Cette tendance, inverse de la première, d'autant plus impérieuse que l'autre devenait plus urgente, avait eu pour effet de rajeunir et de faire rentrer en faveur à côté de la « pièce » d'actualité, la forme ancienne de la tragédie ou de la comédie, d'où la gloire de Becque et d'Hervieu.

Notre théâtre d'avant-guerre se trouve donc avoir été plus riche, plus varié et plus solide enfin que beaucoup ne l'avaient cru et j'avoue que, présentement, il n'est guère possible de jeter un regard sur ces temps, qui semblent si lointains, sans quelque mélancolie et quelque inquiétude.

Certes, nous sommes un peuple victorieux, maintenant, et la Victoire qui apporte aux peuples la force, leur apporte aussi la joie ; mais rien n'est plus difficile que la pratique mesurée de la force et de la joie.

Je vois, depuis six semaines, tous les théâtres bondés, comme les grands magasins et les restaurants de luxe : à mesure qu'elles dépensent davantage pour leur toilette, les femmes y semblent moins habillées. Les défauts d'avant la guerre, qu'on croyait guéris par l'épreuve, risquent de devenir des vices. Ces gens qu'emporte un libertinage imprévu, qui boivent, qui mangent, qui courent les bals, les cinémas et les music-halls (c'est-à-dire tous les théâtres) que cherchent-ils? que désirent-ils? Ils ne sont même plus les voyageurs dont parlait Capus et les paysages qui défilent par la portière ne sauraient plus leur suffire. Comme au fond, pour tous les cœurs humains, l'amertume d'une déception secrète se mêle toujours aux plus belles choses, peut-être tente-t-on simplement de s'étourdir. Qu'est-ce que la victoire, quand on a cessé de la poursuivre ? Parce que le théâtre est l'image fidèle des mœurs, il ne devait pas tarder à révéler cette crise de détente.

Sans doute, nous avons, ici même, attiré l'attention sur les belles reprises qui ont été faites dans nos théâtres nationaux. A celles que nous avions déjà signalées, la Comédie-Française a joint *La Parisienne*, avec Mlle Cerny et M. de Féraudy, et *Esther* pour le 279e anniversaire de Racine, avec la splendide Mlle Colonna. L'Odéon a monté *Cabotins*, de Pailleron, pièce de mouvement qui n'a guère vieilli.

Pourtant n'est-il pas regrettable que, même à la Comédie-Française, on doive enregistrer une tendance des recettes à baisser pour les pièces classiques (4.500 francs en moyenne) et à monter pour les pièces modernes (6.500 francs) ?

De plus, en dehors de là, quelles réclames apercevons-nous sur les murs ? Des Revues et encore des revues, et parmi celles-là, la « Revue très chichitense », ou des drames qui montrent que le Grand Guignol lui-même a dû renouveler sa formule et forcer la dose : Théâtre à la « gniole », sans doute.

*
* *

Dans son projet de traité sur la tragédie, Fene-

lon rappelait que « Platon et les sages législateurs du Paganisme rejetaient de toute république bien policée les fables et les instruments de musique qui pouvaient amollir une nation par le goût de la volupté. »

Il est difficile à la France, qui relève d'un si long supplice dans une joie imprévue, de se montrer, du jour au lendemain, « une république bien policée ». Elle n'est pas seule chez elle et tous ses enfants, qu'elle ravitaille à grand peine, ne lui sont même pas encore revenus. Elle vit une époque confuse de convalescence morale et de transition sociale. Dans la réaction nécessaire qui suit une ivresse trop inattendue et trop belle, je vois beaucoup de bons esprits s'alarmer. Ce serait un grand tort que d'accorder une telle importance à quelques symptômes épars. Il n'y a là rien de plus profond, ni de plus dangereux qu'une crise de larmes ou de fou rire, quand les nerfs se détendent tout d'un coup. Malheureusement, ce sont ces apparences qui se voient et, bien plus encore que les individus, on juge les peuples sur l'apparence. Une méchante opérette, qui rassemble chaque soir quelques oisifs avec leurs amies, ne risque pas de corrompre la nation ; elle risque seulement de lui faire un mauvais renom, car il est à craindre que nos amis, nos alliés, surtout ceux de nos compatriotes qui en sont encore à manquer d'eau, de viande et de charbon, ne considèrent point nos plaisirs avec une indulgence aussi philosophique.

Il y a une semaine, j'avais été désigné pour accompagner un convoi de jouets qui avaient été adressés spontanément, au prix d'on ne sait quels sacrifices, par les enfants de la France épargnée aux enfants de la France envahie. Un dimanche de janvier, à Charleville, il y eut « théâtre ». Sur la scène, les joujoux venus de toutes les écoles du territoire ; dans la salle, 1.500 enfants, entassés en ce théâtre qu'avaient occupé les Allemands. Puis quelqu'un s'avance sur la scène pour expliquer à ces gamins et gamines, que ces jouets qu'ils ont sous les yeux sont les plus beaux du monde, puisqu'ils leur apportent le salut de leurs petits compatriotes qui ne les ont pas oubliés. Chaque poupée, chaque tambour, chaque petit fusil, est un cadeau de la France et les 1.500 gosses comprennent si bien ce tendre symbole que, spontanément, quand l'orateur a fini, un cri leur échappe du cœur : « Vive la France ! »

Et voilà la plus belle pièce que j'aie vue !... Elle n'aura pas de centième !...

Faut-il donc que des moutards nous donnent l'exemple et nous rappellent que cette victoire, qui nous a tant coûté, mérite que nous restions dignes d'elle ? Dans la vie des nations comme dans la vie des individus, il n'y a rien d'indifférent, ni de négligeable : il n'y a pas de petites choses, pas de petits devoirs, ni de petites vertus, pas de petites faiblesses surtout. On mène une négligence, qui peut le prévoir et combien insensiblement on glisse du meilleur au pire, du sublime au vilain ? Ce qui a de l'importance, c'est beaucoup moins ce qu'on fait que la manière dont on le fait. Que la France se réjouisse, mais se réjouisse à la Française !

GASTON RAGEOT.

UN HÉROS DE L'ÉDUCATION CLASSIQUE

Grâce à quelques lettres posthumes, que nous reste-t-il aujourd'hui d'un soldat de France (1) qui fit, en vrai stoïcien, le sacrifice de sa vie ? — Le plus classiquement français de nos maîtres, le philosophe Emile Boutroux, l'a magnifiquement, parce que simplement exprimé dans une définitive préface (2) à laquelle nos lecteurs, j'en suis sûr, ne me permettraient pas d'ajouter un mot, si la correspondance familière du jeune et regretté professeur d'énergie ne venait me fournir une contribution tout à fait imprévue, mais d'autant plus suggestive, à l'éclaircissement du plus grave de tous les problèmes réservés à « l'Après-guerre », que le moins poltron de nos aînés appelait « un cauchemar plus épeurant que la guerre même ».(3)

Au lendemain du cinquantième anniversaire de la mort de Baudelaire, comme après la disparition prématurée de Péladan, nous posions seulement, en pleine angoisse du jour suivant, la donnée du problème futur (4), en nous demandant : Quel rôle ces hautains serviteurs de la Beauté pourront-ils garder dans les soucis prochains d'une France convalescente et blessée, même victorieuse, et nécessairement positive, agissante et démocratique ? Or, la réponse à cette question, d'apparence futile, nous apparaissait indissolublement liée à l'avenir de *l'humanisme* et des *humanités*, — c'est-à-dire à la sauvegarde essentielle de notre indispensable éducation gréco-latine, au renouveau souhaité

(1) UN SOLDAT DE FRANCE. (*Lettres d'un médecin auxiliaire*, 31 juillet 1914-14 avril 1917). — Préface de M. Emile Boutroux, de l'Académie française (Paris, Plon-Nourrit et Berger-Levrault, 1919).

(2) V. *La Revue Bleue*, n° 23, 1918, pp. 707-710.

(3) PÉLADAN. *L'Art et la Guerre* (E. DE BOCCARD), p. 341.

(4) V. *La Revue Bleue*, 1917, n° 16 et 1918, n° 20.

de ces chères études que la blague trop parisienne des anciens cancres enterre volontiers, au nom de la vie moderne, mais dont la trop visible décadence accroît de jour en jour les appréhensions d'une élite vraiment française et librement respectueuse de nos meilleures traditions.

A cette élite enthousiaste et réfléchie, malheureusement de plus en plus restreinte et décimée par quatre ans de guerre, appartenait ce trop jeune ami que nous n'avons pu connaître... Et ses lettres si délicatement substantielles en leur familiarité cursive de l'ambulance ou de la tranchée, nous apportent ce que le penseur Emile Boutroux, qui fut l'un de ses maîtres, appelle curieusement « la clef du problème ». O toute-puissance de la mort silencieuse et du souvenir ! Jean *** survit mystérieusement dans sa bienfaisante prose d'outre-tombe, non seulement pour nous conseiller de prolonger, en pleine paix, le rythme de l'effort, mais pour débrouiller le chaos de nos horizons.

Au spectacle anémiant de l'indifférence ou de la vulgarité contemporaine, on n'était point sans pressentir que notre « misère civique » était consécutive et proportionnelle à la décadence notoire de notre culture littéraire ; et le désaccord allait grandissant entre le songe dédaigneux dans sa tour d'ivoire et le réalisme esclave de toutes les fatalités du fait : à tel point que les mieux armés des contemplateurs s'évadaient sans regret

D'un monde où l'action n'est pas la sœur du rêve...

Il y a si peu contradiction, cependant, entre ces deux modes, soi-disant irréconciliables, du terrestre voyage, que ce jeune adorateur de *l'action* ne s'en révéla pas moins un *intellectuel* dans toute la sérénité du terme ; et le secret de la conciliation réside en sa clairvoyante religion de cette belle et courageuse antiquité que si peu d'universitaires entendent...

Un penseur définissait naguère chacun des paysages du Poussin « une promenade dans l'âme de Marc-Aurèle » : et, réciproquement, l'âme de ce soldat philosophe était « un paysage choisi », non pas une fête galante de Watteau, mais une austère leçon du Poussin. Ses lettres ravivent singulièrement nos souvenirs d'enfance et de jeunesse, illustrés des beaux exemples du *De Viris* ou du *Selecta* ; nous y retrouvons les maximes sublimes, les pensées stoïciennes et les fières images réconfortantes comme l'estampe jaunie d'un *paysage historique*, et nous réintégrons aussitôt le paradis perdu des anciens jours et de nos rêves passés, où Phocion, philosophe et soldat, se lave de la poussière des camps aux fontaines publiques... Aussi bien, dans la très moderne tragédie provoquée « par le plus grand crime de l'histoire », une jeune âme cultivée s'élance hors des temps et rejoint naturellement cette antique simplicité qui s'appelle, en art, le style et, dans la vie, la beauté morale.

A nos appréhensions concernant l'avenir de l'art français et de l'âme humaine, un humaniste oppose d'avance « tous les instincts nobles et généreux, tout ce que l'Antiquité, la Renaissance, notre dix-septième et notre dix-huitième siècles avaient déposé en nous de sentiments altruistes, humains, policés, tout le mieux-être moral par quoi nous nous distinguons des brutes ancestrales » et des Barbares savants du XXe siècle ; mais ce patriote était loin de fermer les yeux sur les défauts des Français « qui ne savent que mourir et montrer du cran » : superbes dans l'air du front, ils flânent à l'arrière : ce n'est pas tout de vaincre : « Quand saurons-nous *travailler ?* »

Travaillons : c'est le dernier mot de l'empereur ancien qui n'était pas Néron. Et qui donc soutenait que la culture lycéenne n'enfantait jamais que la myopie de l'érudition pédante ou que le demi-sourire un peu pervers du dilettantisme accoudé voluptueusement sur le mol oreiller du doute ou sur la margelle élégamment stylisée du puits de Pyrrhon ? Jean sort du *Jardin d'Epicure* « plus Latin » que jamais et mieux trempé pour la lutte ; et si la belle antiquité l'exalte, au lieu de l'amollir, c'est qu'il lui demande toujours moins un plaisir esthétique qu'un profit moral : en pleine épopée de la science meurtrière, il a reconquis la sagesse antique. A l'heure du danger, sa devise n'est point *Qualis artifex pereo*, mais *Laboremus !*

A l'instar du plus exigeant des mages, il ne remplace pas *Liberté* par *Devoir*, *Egalité* par *Hiérarchie*, *Fraternité* par *Charité ;* mais sa divination de l'avenir écrit : « *Confiance, économie, travail.* Voilà ce qu'on devrait inscrire au fronton de nos édifices, au lieu des trois mots un tantinet ridicules qui y sont gravés ». Et se plonge-t-il dans les bouquins ? « La composition de sa bibliothèque fait songer à quelque jeune Romain qui cultive les belles-lettres et la philosophie au milieu du tumulte des camps » : on pense à Lucilius, correspondant de Sénèque, à Pline le Jeune, à Boëce, à nos guerriers cuirassés, lisant Plutarque dans la traduction d'Amyot... N'est-ce pas là dernière originalité permise au lettré, que cet enivrement du devoir ou cette passion du travail ? Et demain, décidément, dans l'humble labeur des matins de paix, comme il nous manquera !

Mais la surprise est plus édifiante de rencontrer, chez un homme d'action, la pleine conscience des événements et des sentiments qu'ils suggèrent :

relisez ses plus éloquentes lettres des soirs de guerre, à sa cousine veuve d'un soldat mort au champ d'honneur, à la mère d'un prisonnier, son vieux camarade, au prisonnier lui-même qui « par-dessus les baraques allemandes » doit garder les yeux fixés sur l'idéal de France ; et dans le ton si naturellement élevé des *consolations*, des *exhortations* d'autrefois, que dit-il, ce jeune moraliste mûri par le pressentiment de sa destinée ?

Qu'il faut accepter la réalité, réagir bravement contre les énervantes illusions, savoir découvrir dans un deuil ou dans la captivité même une belle occasion de se connaître et de se fortifier : de Socrate à Silvio Pellico, l'homme vraiment digne de ce nom peut être heureux dans les fers et se sentir « libre en prison ». Conclusion, le « sermon » stoïcien s'éclaire d'un sourire : « Mais tout cela, tu le pratiques avec une constance qui m'enthousiasme (*c'est là, je crois, le grand bienfait d'une éducation classique*) ; et je me ferais l'effet d'un lycéen qui voudrait apprendre à vivre à Sénèque, d'un cuistre qui voudrait corriger Molière, ou d'un Soubise qui prétendrait donner des conseils à Napoléon. »

C'est nous qui soulignons la parenthèse qui nous paraît capitale : car elle ne fournit pas seulement la clef du problème, mais elle manifeste, dans la clarté d'une active intelligence, la radieuse intuition d'un immortel bienfait ; un penseur de vingt-trois ans ne méconnaît pas la source harmonieuse d'où s'épanchent les plus sages pensers.

Au demeurant, son *moi* se reconnaît lui-même « toujours conscient » de ses moindres démarches : capable d'être acteur et spectateur en même temps, il nous prévient qu'il se juge à mesure qu'il agit ; et grâce à cette faculté très vive *d'introspection* dont il se rend compte, il analyse tout, les raisons et les résultats, la cause et l'effet, sa confiance invincible et son admiration pour Lloyd George, les bienfaits de la lecture qu'il adore, les suggestions de la nature qu'il interroge en philosophe et qu'il voit en peintre, l'écueil du dilettantisme entouré des sirènes qui noient *Le Pêcheur* de Gœthe, et les dangers mêmes de l'analyse qui nous détourne de la vie.

Car il faut « agir le plus possible » et vivre avant tout. Devant le monde extérieur, ce savant se découvre « un tempérament d'artiste », en notant les impressions les plus fraîches que lui transmettent les meubles de l'enfance et les bruyères de Lorraine, ou les tranchées de l'Argonne, pareilles aux dunes rosées d'un Sahara crépusculaire sous l'orient mauve du ciel, ou le grandiose incendie de Reims et ses deux tours sombres, profilant silencieusement tout notre moyen-âge français sous la lune de Pâques ; mais ses préférences vont « aux délicieux bois d'hiver, où l'on respire présque mieux qu'en été, dans leur froide indifférence ». Ce penchant pour la saison de l'art lucide révèle un classique. La beauté, du reste, n'est pas dans les paysages, mais « dans les yeux qui regardent et dans l'âme qui vibre » ; et pourquoi Jean conseille-t-il à ses amis de trouver toujours une minute pour relire les *Nuits* de Musset ? « Ce n'est pas très belliqueux ; mais la beauté, sous n'importe quelle forme, fortifie les âmes et hausse les courages ».

Au surplus, ce classique amoureux des réalités et des précisions exprime comme pas un le charme des confidences que se font « deux jeunes gens, isolés dans l'obscurité d'une chambre commune ou dans la douceur invitante d'un beau soir » ; il a connu le prix et le péril de ce bonheur d'essence purement intellectuelle, « qui provenait de la fête que sa pensée donnait aux idées » ; mais, ignorées des forts en thème, ces joies de *l'art pur* n'ont jamais absorbé chez lui la préoccupation de la vie morale : il a tellement lu, d'ailleurs, qu'on ne saurait le soupçonner de subir l'influence d'un livre ; et, lecture ou nature, tout lui devient sujet d'expérience ou de réflexion ; ce qu'il recherche, au hasard des contingences, c'est un accroissement constant de sa valeur individuelle, imperceptible atome de la force nationale, c'est le *développement*, ou plutôt la *précision* de sa personnalité, longtemps étouffée sous l'imitation. Et le premier acte de cette personnalité naissante est une exquise lettre à son père pour lui demander « son amitié ».

C'est sur ce trait délicieusement *conscient* qu'il nous faut quitter à regret une âme vivifiante dont la plus cruelle des guerres ne nous aura dévoilé le parfum qu'en brisant la fleur ! Souhaitons que le parfum sature l'atmosphère des temps nouveaux, grâce aux bienfaits renaissants de cette éducation classique que glorifiait hier le président Wilson en affirmant, comme un sage approuvé par la présence idéale des Muses, que l'esprit maître de soi dompte la force et mène le monde.

RAYMOND BOUYER.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Personne n'ignore la singulière, l'exceptionnelle importance que les pays anglo-saxons accordent aux questions de sociologie pratique. Cette importance, il était

tatal que les inquiétudes de toutes sortes, auxquelles nul esprit tant soit peu réfléchi ne saurait se dérober devant les conséquences dernières de la guerre, la grandissent encore. De fait, les études, les discussions, les statistiques intéressant les problèmes de conservation sociale au double point de vue moral et physique débordent les périodiques d'outre-mer.

L'American Journal of Sociology publie contre l'usage de la bière, du vin et des spiritueux en général un terrible réquisitoire, où M. Georges Elliot Howard fournit des chiffres qui sont au premier chef pour faire du même coup la désolation et la joie des ennemis de l'alcool, — car on voit assez comment la question se rattache à l'ensemble des préoccupations plus particulièrement pressantes du moment.

Peu s'en faut que M. Georges Elliot Howard n'attribue à l'alcool tous les maux dont souffre notre civilisation.

Des boissons nocives, la bière serait la plus redoutable, — sans doute parce qu'elle est celle qui se peut ingérer en plus grande quantité et à meilleur marché. Si la bière est « un pain liquide », ce pain risque vite de devenir un « pain de mort ». L'abus de la bière entraîne, quoi qu'il en soit, les pires conséquences socialement parlant — et en Allemagne il est à l'origine de la plupart des divorces et des séparations de corps.

Aux Etats-Unis, l'abus des spiritueux figure en premier lieu dans la série des causes auxquelles il convient d'imputer les désordres et la désorganisation au sein de la famille. C'est ainsi — simple exemple entre vingt autres — que le tribunal de Chicago ayant eu à connaître au cours de l'année 1903 de 3699 affaires il se trouva qu'il s'agissait dans 2.432 cas du délit qualifié « abandon d'enfants » et, tandis que celui-ci n'était explicable par « l'inconduite » proprement dite du mari que douze fois sur cent, il l'était quarante-six fois par les habitudes d'intempérance soit du père, soit de la mère.

Par ailleurs, les geôles des Etats-Unis contenaient au mois de juin de cette même année 1903 exactement 140.691 prisonniers, parmi lesquels 60.653 expiaient une faute grave : or, chez 30.000 de ces derniers, l'ivrognerie était un vice invétéré.

Non moins impressionnant est le nombre des décès enregistrés par les statistiques officielles au chapitre des méfaits de l'alcool. Celles-ci établissent que sur une étendue de territoire représentant approximativement la moitié de la superficie totale des Etats-Unis l'intempérance détermina, en cinq ans, 13.218 morts et en outre 27.406 cas de cirrhose du foie. Cette affection est dûe les trois quarts du temps à l'abus de la boisson. On a calculé que les maladies attribuables à la même cause et susceptibles d'entraîner la mort sont bel et bien au nombre de cent-six...

C'est à une question d'égale importance que la *Contemporary Review* sacrifie dans un article où M. Percy Allen étudie « les devoirs de l'Etat à l'endroit de l'Enfant ».

J'y relève d'intéressantes précisions.

Il meurt en Angleterre un nouveau-né sur quatre dans les milieux ouvriers, il en meurt un sur six dans la bourgeoisie aisée et un sur dix chez les riches. La mortalité infantile est considérable dans les centres industriels du comté de Lancastre, à Burnley, à Preston, à Blackburn. Elle est sensiblement moindre à Newport et elle est moindre dans le Middlesex surtout et dans le comté d'York.

Parmi les enfants qui fréquentent outre-Manche l'école primaire, on en compte au bas mot 500.000 qui ne jouissent que d'une vue défectueuse; aussi nombreux sont ceux qui souffrent de maux de gorge ou d'oreilles; 60.000 sont plus ou moins tuberculeux, 3 millions ont les dents gâtées et la bouche malsaine.

La « loi sur la sauvegarde de la maternité et sur la protection de l'enfance » dont le parlement a eu à s'occuper récemment va multiplier en Angleterre les asiles pour les petits de deux à cinq ans, elle prévoit l'aménagement de vastes piscines et de nouveaux emplacements pour les jeux et les exercices physiques, elle ordonne la création d'écoles spéciales pour les enfants épileptiques et organise l'inspection et l'assistance médicales dans toutes les écoles primaires du Royaume-Uni.

« Enfin, il est permis de le dire : la Suisse allemande a cessé d'être germanophile » : autour de ce « ouf! », M. Edouard Blaser développe dans la *Bibliothèque Universelle* (fascicule de janvier) des considérations qui résument assez bien, m'a-t-il semblé, le long et délicat débat qui s'est institué sur le point de savoir dans quelle mesure la Suisse sera restée « une » pendant ces quatre dernières années.

Tout l'article — « Le Revirement de l'Opinion dans la Suisse allemande » — est à lire. Je n'en puis retenir ici que cette observation... aussi sévère que juste :

« Ces ouvriers de la onzième heure, écrit M. Edouard Blaser en parlant des représentants autorisés de l'opinion alémanique, ont laissé échapper l'occasion de changer d'avis avec grâce. Elle ne se représentera plus. Ils ont beau vouloir conserver à leur palinodie les dehors d'une adhésion libre, ils n'abuseront personne... Et l'on comprend l'irritation des Allemands en présence d'une volte-face visiblement provoquée par le brusque effondrement de leur fortune militaire. Quand ils reprochent à nos compatriotes de les lâcher peu chevaleresquement à l'heure du danger et laissent entendre qu'ils considèrent ce « lâchage » comme une trahison, ils n'ont pas tout à fait tort. Seulement, un aveuglement passager leur fait voir la trahison où elle n'est pas, à savoir dans la franchise inaccoutumée et tardive, mais justement méritoire, de leurs amis. Si les Suisses allemands ont trahi leurs frères d'outre-Rhin, ce n'est pas maintenant en leur découvrant le fond de leur pensée, c'est autrefois en le leur cachant... car les Allemands croyaient à l'amitié de la Suisse allemande. L'attitude de cette dernière les y autorisait. Ils traitaient d'ailleurs les Suisses allemands en amis et ne dissimulaient pas le prix qu'ils attachaient à leur estime. En revanche, ils étaient peut-être en droit d'attendre d'eux autre chose que des complaisances... »

GASTON CHOISY.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CH. MOUREU, publie : **Alfred Lacroix** : *Décadat Dolomieu*; **J. Renaud** : *La Question des Ports profonds sur les côtes de France et de ses colonies*; des *Notes et Actualités*; le *compte rendu de l'Académie des Sciences*.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures.
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 3 — 57e ANNÉE — 1er-8 FÉVRIER 1918

L'EXPLOSION DE L'AME CELTIQUE DANS L'ALSACE LIBÉRÉE

L'entrée des troupes françaises, en Alsace comme en Lorraine, a provoqué une explosion de bonheur, dont les journaux nous ont apporté l'écho vibrant. Parmi les récits sensationnels de ce grand événement historique, celui d'un jeune écrivain M. Paul Géraldy en a rendu l'émouvante nouveauté et le lyrisme débordant avec une intensité saisissante : « Pour évoquer ce que ce fut, dit-il, il faudrait emprunter au langage de l'amour ses paroles les plus chaudes et les plus tumultueuses, oser les mots de la passion, car nous venons vraiment de voir une population et une armée s'étreindre et se donner dans un grand cri le baiser des noces spirituelles. Le plus souvent, les troupes ne pouvaient défiler. Le village entrait dans leurs rangs. Les habitants embrassaient les soldats en criant : « les Français ! » et leur mouillaient les mains de larmes, escaladaient les voitures, s'y suspendaient en longues grappes, et riaient et pleuraient à la fois. Ah ! la puissance des grandes passions pour rajeunir les vieux symboles !... Nous venons à Strasbourg de recevoir des baisers, des vrais, des grands, de formidables. Que c'est beau les baisers ! Les femmes les jetaient de tout leur corps. Leurs doigts en frémissant les arrachaient de leurs bouches, et, pour les lancer aux soldats, leurs bras se détendaient comme des arcs... L'art, depuis cinquante ans, se trompe, je vous le jure. Il est myope. Il voit mal. Il ment. En arrière toutes les proses ! Nous venons de toucher le fond de l'âme française nos vérités profondes sont celles qu'ont dites les dieux et les héros. » (1).

Nous savions que le drapeau tricolore apporté par les vainqueurs de Nancy et de la Marne, de l'Argonne, de la Champagne et des Flandres renverserait toutes les barrières factices et confondrait tous les cœurs en une même palpitation, mais ces kilomètres de routes enguirlandées, ces villes pavoisées de haut en bas, ces tapis royaux étendus sous les pas de nos poilus, ces voitures de généraux changées en corbeilles de noces sous les avalanches de fleurs, et surtout ces drapeaux cousus en une nuit de fièvre, dans les plus pauvres chaumières, avec des draps de lit et des lambeaux de robes, enfin ces larmes de joie et ce délire d'enthousiasme ont dépassé tout ce que l'imagination la plus folle et le patriotisme le plus ardent pouvaient rêver.

Il y a là un phénomène nouveau qui mérite d'être étudié. Il ne s'agit pas ici d'un emballement éphémère, d'un mouvement de passion instinctive qui s'expliquerait par ce qu'on a nommé la psychologie des foules, mais bien d'un sursaut de la conscience collective chez deux groupes humains. C'est une des manifestations les plus spontanées et les plus irrésistibles de ce que j'ai appelé ailleurs, l'*Ame celtique de la France*. Mais qu'est-ce que cette âme ? J'écrivais en 1891 en tête de mes

(1) *Le Matin*, 30 novembre 1918.

Grandes Légendes de France « Druidesse passionnée ou voyante sublime, l'Ame celtique est dans notre histoire la glorieuse vaincue qui toujours rebondit de ses défaites, la grande Dormeuse qui toujours ressuscite de ses sommeils séculaires. » En mars 1916, au plus fort de la bataille de Verdun, j'essayais de définir ainsi ce qu'il y a de plus intime dans la France. « Le génie français, disais-je, dans mon *Alsace française*, est une résurrection de l'âme celtique à travers la tradition gréco-latine, élargie à l'universalité humaine. » Par *étincelle celtique*, j'entendais ce mélange d'héroïsme, de générosité et de divination propre à la race qui peuplait primitivement la Gaule et dont l'Alsace faisait alors partie (1). Ces signes distinctifs avaient frappé les historiens romains. Les vertus comme les défauts des Celtes sont autres que ceux des Latins et des Francs, qui, tous ensemble, constituèrent la nationalité française. Mais les vertus celtiques apparurent dans les plus beaux moments de l'histoire de France. L'élan de liberté et de fraternité avec la puissance de sacrifice pour un haut idéal humain s'y peignent sous des formes diverses. Ces vertus ont fait la chevalerie comme les croisades, le réveil de la France sous l'impulsion de Jeanne d'Arc, l'expédition américaine de Lafayette et de Rochambeau comme la Révolution de 1789.

Or, la formation de la conscience alsacienne est parallèle à la formation de la conscience française. Leurs séparations et leurs rencontres sous l'assaut des invasions germaniques, marquent les flux et les reflux de l'âme celtique. Un rapide coup d'œil sur l'effort de l'Alsace et sur l'effort de la France en ces dernières cinquante années vers leur libération et vers la plénitude de leur conscience nous en convaincra. Alors l'enthousiasme, qui a éclaté dans la population alsacienne à l'arrivée de nos soldats, nous apparaîtra comme la résultante d'une puissante évolution et pour ainsi dire comme un raz de marée de deux mille ans.

I. — L'Effort de l'Alsace

Ancienne province gauloise romanisée par Jules César et ses successeurs, piétinée pendant quatre cents ans par les barbares, conquise par les Francs, puis morcelée en villes libres et en petites seigneuries sous le saint empire romain et germanique, dont on a dit justement qu'il n'était ni romain ni saint, l'Alsace ne prit en réalité conscience d'elle-même qu'après le traité de Westphalie, sous la monarchie française. Tout en respectant ses libertés, celle-ci lui donna pour la première fois l'unité de l'administration, les bienfaits de la paix et le sentiment d'appartenir à une grande nation. Car, sous le régime allemand, elle n'avait connu que les déchirements des guerres locales et l'horreur des invasions perpétuelles. La culture française émanant de la cour de Louis XIV, le grand affranchissement politique et social qui fut l'œuvre de la Révolution de 1789 et l'épopée napoléonienne, mouvements auxquels elle prit une part ardente, achevèrent son éducation nationale. Les figures éloquentes de la baronne d'Oberkirch et du maire Dietrich, les brillants généraux Kléber, Rapp et Kellermann prouvent à quel point l'Alsace était devenue française à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle. Pour se rendre compte enfin à quelle hauteur s'était élevé dans cette province le sentiment patriotique joint au sentiment de la liberté individuelle, il faut lire le discours d'Ignace Chauffour, représentant du peuple, prononcé le 24 octobre 1848, à l'anniversaire bisséculaire de la réunion de l'Alsace à la France.

« Le patriotisme au XIXe siècle, dit Ignace Chauffour, n'est plus cet attachement vulgaire à des intérêts matériels, aux avantages du sol, à la douceur du climat. Le patriotisme est une religion qui domine les âmes, qui les élève à la plus sublime abnégation, et qui fait descendre sur les peuples ce souffle tout puissant et invincible, véritable révélateur de leur mission providentielle. Par lui seul les nations accomplissent les plus grandes choses ! Par lui seul s'allume ce contagieux enthousiasme qui, en une seule nuit, renverse tout un monde et, de mille débris épars, crée une unité à jamais indissoluble ! » (1).

Après la guerre franco-allemande de 1870, provoquée par l'astucieuse ambition de Bismarck, Strasbourg assiégé dût se rendre à la Prusse. Lorsque les habitants de la ville lurent dans les rues la proclamation du général de Werder : « Strasbourg est une ville allemande et le restera » lorsqu'avant l'entrée des troupes ennemies au son criard des fifres, on vit les sous-officiers prussiens donner des coups de poing furieux dans le dos des soldats, les Alsaciens comprirent que leurs beaux

(1) Voir, à ce sujet, la très belle conférence de M. Camille Jullian, sur la *Question d'Alsace* (Bordeaux, 1918).

(1) Les documents essentiels sur l'histoire alsacienne, de 1848 à 1919, ont été réunis dans le remarquable ouvrage : *L'Alsace et la Lorraine veulent rester françaises* (Chez Fischbacher). Etudes et Discours de Paul Deschanel, Stéphen Pichon, Welschinger, Jacques Flach, Rodolphe Renss, Antonin Dubost, Siegfried, Barrès, Clemenceau, Anselme Laugel, Laurent Hartmann, etc.

jours étaient passés et qu'ils vivraient désormais sous un régime de reîtres et de soudards. Ce régime a duré 47 ans, pendant lesquels le patriotisme de l'Alsace, loin de fléchir, n'a fait que se fortifier. Il résista au dressage méticuleux de ces redoutables laminoirs qui s'appellent l'école, la bureaucratie et l'armée prussiennes, à la pression gouvernementale et aux innombrables vexations administratives. Cette lutte sourde, mais quotidienne et acharnée eut trois phases qu'il est nécessaire de rappeler parce que, à travers ces trois étapes, il s'opéra une nouvelle cristallisation de la conscience alsacienne, conscience qui se manifesta par une volonté plus forte de rester elle-même et par un amour plus passionné de la France.

Cette résistance eut donc trois étapes : la période protestataire, le mouvement autonomiste et enfin la révolte ouverte.

Rien de plus solennel, de plus énergique et de plus définitif que la déclaration des députés des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges, le 17 février 1871 à l'Assemblée nationale de Bordeaux. En voici le passage essentiel : « Nous proclamons par les présentes, inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française et nous jurons tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de les revendiquer éternellement et par toutes les voies envers et contre tous les usurpateurs. » Cette protestation, faite devant l'Europe et le monde, était la mise en action du nouveau droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Manifeste d'une importance capitale, car il devint le levier de la politique libératrice de la France et le point vulnérable de la politique annexionniste de Bismarck, prélude de la politique pangermaniste de Guillaume II.

Cette déclaration portait les signatures de Küss, Louis Humbert, Gambetta, Kable, Scheurer, Kestner, Tachard, Edouard Teutsch, Alfred Koechlin, F. Hartmann, L. Chauffour, Emile Keller, Charles Boersch, Jules Grosjean. Le lendemain de sa lecture à l'Assemblée nationale, Louis Blanc inspira à ses collègues républicains une adresse affirmant l'invincible attachement de la France à ses provinces momentanément perdues et leur promettant une revendication éternelle. Parmi les signataires de cette adresse brillent les noms glorieux de Victor Hugo, d'Edgard Quinet et de Clemenceau, seul survivant de ce groupe.

Cette protestation ne fut pas un vain mot. Les députés alsaciens les renouvelèrent d'année en année au Reichstag allemand par les voix éloquentes de Teutsch, de Preiss, de Wetterle, etc... Les politiciens, les professeurs de droit et les historiens allemands eurent beau dire : « Il n'y a pas de question d'Alsace-Lorraine. Ce problème était devenu malgré eux la question la plus brûlante de l'Europe. Mais l'Europe, plongée dans une sorte de léthargie morale, hypnotisée par la force militaire et l'expansion commerciale du nouvel empire allemand, ne voyait pas ou ne voulait pas voir le danger croissant du pangermanisme. Ivre de ses succès, gonflée d'orgueil par la mégalomanie de l'empereur, l'Allemagne, se croyant déjà sûre de la domination universelle, s'efforçait d'imposer sa « *kultur* » à la nouvelle terre d'empire. D'autre part, la France, absorbée par sa politique coloniale et ses luttes intérieures semblait se désintéresser de l'Alsace. Un certain nombre de pacifistes obstinés se persuaderent que l'Alsace était heureuse sous le régime prussien.

Situation tragique, sans appui d'aucun côté, les jeunes Alsaciens de 1900 se demandèrent ce qu'ils allaient devenir dans leur isolement. Leur angoisse fut indicible. Enfermés comme dans une geôle, ils constatèrent qu'ils manquaient d'air respirable. Ils étouffaient. C'est alors que l'idée de l'autonomie leur apparut comme un *modus vivendi* provisoire, comme une ancre de salut, dans le naufrage de leur individualité, menacée jusqu'en ses derniers arcanes. Mais pour les députés du *Landtag*, comme pour les étudiants, cette devise n'était qu'un masque pour le maintien de la culture française. Un homme d'une admirable fermeté de caractère, d'un esprit pénétrant et organisateur, le docteur Pierre Bucher devint le centre et la cheville ouvrière de ce mouvement. Il avait compris que l'essentiel pour tenir en haleine les Alsaciens était de maintenir le culte de la langue ainsi que de la tradition littéraire et artistique françaises dans le pays. C'est dans cette intention qu'il fonda *la Revue Alsacienne illustrée* et des conférences où il fit venir des notabilités parisiennes, historiens, romanciers, poètes, acteurs et actrices. Ces entreprises obtinrent le plus vif succès. D'une habileté consommée et d'une conviction ardente, Pierre Bucher fut, pendant une vingtaine d'années, le foyer de ce qu'on pourrait appeler la cristallisation de l'âme alsacienne. Ajoutons qu'il servit de guide et d'informateur aux plus distingués auteurs français qui firent à cette époque de la propagande pour l'Alsace française, les René Bazin, les Barrès, les Paul Acker, les André Lichtenberger. En novembre 1913 paraissait dans les *Cahiers alsaciens* de PierreBucher une étude qui essayait de définir l'orientation de la nouvelle génération alsacienne. Elle se terminait par ces mots : « Si notre pensée s'oriente toujours

vers la France, c'est que la France a gardé son idéal de justice et de liberté, adopté par nous depuis deux cents ans, idéal qui nous rattache par elle à la glorieuse tradition gréco-latine, à la civilisation, à l'humanité, tandis que l'Allemagne a renié son idéal d'autrefois pour adopter celui de la force, de la domination brutale et d'un grossier matérialisme intellectuel. Nous ne renions aucune des idées fécondes que nous a léguées le passé, qu'elles soient venues d'Allemagne ou d'ailleurs, mais comment oublierions-nous la France qui nous a donné la conscience de nous-mêmes en nous enseignant la liberté qu'elle a enseignée au monde? La question politique n'est que la surface des choses, mais la question de notre autonomie intellectuelle est une question de vie ou de mort. Elle touche à l'intégrité de notre âme et de notre intelligence. Il s'agit pour nous *d'être ou de n'être pas.* »

Pendant 43 ans, les Alsaciens avaient vécu d'enthousiasme contenu et de renoncement apparent, souffrant en silence de la contrainte et des humiliations imposées par leurs maîtres insolents. Mais le flot grandissant de leur amour pour la patrie lointaine, flot accumulé dans l'indestructible *Souvenir français*, devait à un moment donné rompre sa digue. L'occasion en fut l'inauguration du monument de Wissembourg que le gouvernement allemand avait permis au gouvernement français d'élever à la mémoire du général Douai et de ses braves morts à cet endroit, au début de la guerre de 1870. Les Allemands, qui ne comprennent pas le culte qu'on peut avoir pour des vaincus, ne s'attendaient pas à la colossale manifestation qui eut lieu ce jour-là. La moitié de l'Alsace accourut pour la cérémonie. Lorsqu'en présence de l'état-major allemand et de l'état-major français on dévoila la pyramide commémorative, couronnée par le coq gaulois, toutes les têtes se découvrirent et, d'un irrésistible élan, les cent mille spectateurs qui couvraient la montagne du Geisberg entonnèrent la *Marseillaise*, et l'hymne français de la liberté roula vers la plaines d'Alsace comme si les montagnes elles-mêmes le chantaient. La foule s'écoula dans un grave silence et dans un recueillement religieux. Mais les Allemands avaient pâli. A cette minute, ils comprirent que leur espoir de convertir les Alsaciens aux beautés de la culture allemande et de la schlague prussienne était vain. Tous les voiles étaient tombés : la guerre devenait imminente. Elle était d'ailleurs décidée depuis six mois dans l'esprit sournois de Guillaume II, et depuis vingt ans l'état-major de Berlin étudiait la marche brusquée sur Paris par la violation de la Belgique.

(*A suivre.*) EDOUARD SCHURÉ.

L'INSTITUTEUR ET LA GUERRE

Mesdames, Messieurs, (1)

« *L'instituteur après la guerre* », tel est le sujet dont nous allons nous entretenir. Il a l'inconvénient d'être un peu conjectural. Car, si nous savons bien comment l'instituteur est parti pour la guerre et comment il s'y est conduit, nous sommes moins renseignés sur l'esprit qu'il en rapporte, et c'est justement ce qui nous intéresse le plus. Sera-t-il possible de satisfaire en quelque mesure cette curiosité ? Vous allez en juger.

Qu'il soit bien entendu, d'abord, que nous n'allons pas dépouiller ensemble un recueil de témoignages. Je ne nommerai personne, je ne lirai point de lettres du front. Mais peut-être n'est-ce pas le détail variable des impressions personnelles qui importe le plus. Ce sont plutôt les grands enseignements de la guerre qu'il faut tâcher de dégager, dans leur ensemble. Et ceux-là sont écrits en gros caractères, si lisibles pour tous, que nous ne risquons pas beaucoup de nous tromper en les interprétant.

I

De toutes ces leçons à jamais gravées dans l'esprit des hommes par quatre années sans précédent, aucune n'a plus de portée que le changement survenu dans leurs jugements sur eux-mêmes et sur les autres. Tous, ou du moins tous ceux qui sont capables de quelque réflexion, ont profondément corrigé leurs modes d'appréciation mutuelle. Et l'on est fondé à croire qu'en raison de ses habitudes d'esprit, l'instituteur a plus particulièrement ressenti les effets de cette transformation.

Auparavant, il était porté à donner le premier rang, dans ses préoccupations, aux idées, aux doctrines, à la théorie. Volontiers, il groupait les hommes d'après leur manière de croire ou de penser, surtout dans l'ordre de choses où le débat est le plus vif : questions politiques, économiques, religieuses, sociales. A peine arrivé à la ligne de feu, au poste de garde, à la tranchée, surtout dans ces jours tragiques par où l'épopée commença, il a été jeté tout de suite au cœur du péril, tout de suite il s'est trouvé en présence de la mort, et c'est elle qui l'a instruit. Elle lui a fait voir qu'il y a des hommes qui comprennent le devoir, qui le sentent, qui y croient d'une foi absolue, et d'autres, non.

(1) Conférence faite à la Ligue Française de l'Enseignement le 11 décembre 1918.

C'est d'après cette ligne de démarcation que désormais se sont classés, pour lui, les hommes au milieu desquels il vivait. Tous ceux qu'il a vus courir là où le commandement, là où le devoir l'exigeait, il les estime pareillement, ce sont ses frères d'armes et ses frères d'âme : ce sont ceux-là qu'il aime, qu'il respecte. Or, parmi ces hommes prêts à tous les sacrifices, coutumiers de cet héroïsme silencieux, anonyme et banal, le hasard lui a fait remarquer, à côté de lui, un prêtre, un clérical, un réactionnaire, des gens avec qui jusqu'alors il croyait n'avoir rien de commun. Il découvre qu'il a de commun avec eux ce qui est le meilleur de lui-même et d'eux-mêmes. Découverte qui amène notre instituteur laïque non pas à être moins laïque, mais si possible à l'être plus encore. Sa laïcité, qui naguère s'offusquait de certaines formes ou de certaines pratiques, s'élargit assez pour saisir, sous ces divergences de surface, ce qui se passe au fond de l'âme. Et ce qui s'y passe, nommez-le comme vous voudrez, c'est le fait humain ou, si vous aimez mieux, le fait divin par excellence. C'est l'acte de l'homme qui se sacrifie au devoir. Je dis l'acte. Et c'est bien le mot, le seul qui comprenne les trois choses ici réunies : un esprit qui a pensé, un cœur qui s'est ému, et une volonté qui enfin, faisant violence à l'instinct de conservation, transfigure l'idée et le sentiment en une sublime réalité vécue.

Ainsi s'est fait, chez notre instituteur-soldat, un renversement de ce que les philosophes appellent la « table des valeurs ». La valeur de l'homme ne lui paraît plus dépendre des mots et des étiquettes, non pas même de la beauté des sentiments, ou de la logique des raisonnements.

C'est par l'action qu'il les juge.

L'action est devenue, à ses yeux, la vraie pierre de touche des convictions. Et s'il parlait la langue de l'Eglise, il dirait volontiers de tous ces soldats qu'ils « communient dans l'héroïsme » ou plus simplement dans la foi au devoir. Le devoir aussi, n'est-il pas une sorte de sacrement ?

Qu'au sortir de cette épreuve, ils essaient d'expliquer leur conduite, que celui-ci déclare l'avoir fait pour son Dieu, celui-là pour sa Patrie, un autre pour l'Humanité, que les uns croient avoir obéi à la raison, les autres à une tradition vénérée, à une inspiration d'en Haut, d'autres encore à des croyances sociales, à des raisons philosophiques. Nous ne dirons pas : peu importe ! car c'est une chose sérieuse pour chacun d'eux de se rendre compte de ses motifs d'action. Mais ce qui importe par dessus tout, c'est de ne pas méconnaître l'unité profonde qui, dans une minute sacrée, a fondu toutes les âmes en une seule [illegible]

La conscience a parlé, et tous l'ont entendue chacun à sa manière.

Voilà ce qui les rapproche, disons mieux, [illegible] les unit pour toujours. Car ce qu'ils éprouvent en ce moment-là, jamais ils ne l'oublieront.

Il ne l'oubliera pas, lui surtout, cet instituteur que nous suivons à son retour de la guerre.

Mais quels changements va-t-il en résulter [illegible] sa conduite comme homme, comme citoyen, [illegible] me fonctionnaire, comme éducateur ? Essayons-le le deviner.

II

Il est un premier effet de ses expériences [illegible] ques, que l'on peut prédire à coup sûr ; c'est qu'il ne supportera plus dans les luttes intérieures d'après-guerre, cet esprit de dénigrement qui trop souvent s'attaquait aux personnes encore plus qu'aux idées. Nous avons été habitués à des [illegible] trances de langage et de pensée qui ne pourront plus se reproduire, tant elles répugneraient [illegible] tenant au sentiment de tous. Progrès bien modeste, mais que nous n'avons pas le droit de dédaigner. Au point où en étaient venues nos batailles électorales, si l'instituteur, dans nos villages et dans nos faubourgs, est le premier à donner l'exemple d'un autre ton, il n'aura pas fait œuvre inutile.

Mais est-ce tout ? Ses réflexions n'iront-elles pas plus loin ? Il va reprendre sa classe. Comment n'y porterait-il pas quelque chose de l'apaisement qui s'est fait en lui ? Dès sa première leçon d'histoire ou d'instruction civique, instinctivement il pensera à ceux qui ne pense pas comme lui.

Et il se souviendra !

Sa ferveur démocratique est restée la même, plus profonde s'il se peut. Mais si un mot blessant, si une épithète haineuse, si un trait de satire lui revient à l'esprit, il s'en abstiendra rigoureusement, préférant l'expression mesurée et réfléchie aux coups de boutoir de la passion.

Même tenue hors de classe, dans les entretiens avec les familles, avec les groupements sociaux qui représentent d'autres idées que les siennes. Il se sentira, plus peut-être qu'autrefois, libre d'être lui-même. On ne tardera pas à remarquer qu'il tient à être en bons termes avec les braves gens de tous les partis, y compris le curé, si le curé s'y prête, qu'il a plaisir à leur serrer la main sans être pour cela suspect, ni de partager leurs opinions, ni de leur imposer les siennes. Comme il est l'éducateur de tous les enfants, il peut bien être l'ami de tous les parents, précisément parce

qu'en raison de sa fonction, il n'est l'agent d'aucun parti, le sectaire d'aucun fanatisme.

Mais ce ne sont là que les premiers signes, les signes extérieurs du changement. Entrons plus avant dans la pensée de cet homme, que voilà rendu à sa vie professionnelle. Après comme avant la guerre, l'école est le petit monde dont il est l'âme et où, plus que jamais, il voudra réaliser l'idéal qui est le sien. Vous étonnerez-vous qu'à ce moment une foule de questions assiègent son esprit ? Et d'abord celle-ci : qu'est-ce que l'école ?

Il la connaît bien sans doute. Et pourtant elle lui apparaît sous je ne sais quel jour nouveau. Il sait comment elle avait commencé dans le lointain des âges, quand un pauvre hère, le plus souvent trop faible pour tout autre travail, offrait d'apprendre à lire et à écrire aux enfants de quelques paysans, qui le payaient en nature ou d'un salaire chichement disputé. Mais il sait aussi qu'un jour, à la fin du XVIIIe siècle, tout a changé. Des philosophes avaient tracé des *Plans d'éducation nationale*, et la Révolution, s'en inspirant, créa deux mots qui devinrent très vite si populaires qu'aucun régime depuis plus de cent ans ne s'est avisé de les changer.

L'un des deux, fut le mot école *primaire*, ce qui indiquait clairement un premier degré, un commencement destiné à avoir une suite.

L'autre, c'était le nom d'*instituteur*, néologisme formé d'*institution* qui signifiait alors *éducation*. *Instituteur* sonnait donc aux oreilles des contemporains comme *éducateur*. Et c'était bien ce qu'on voulait dire : non plus un *magister*, un *maître d'école*, mais l'éducateur national, celui à qui la Nation confiait, comme une fonction publique, l'instruction de la jeunesse et le soin même d'entretenir les adultes de ce sujet tout nouveau, leurs droits et leurs devoirs civiques.

Il y a des heures où l'on découvre tout à coup ce que l'on voit tous les jours depuis des années. C'est ce qui arrive à ce revenant de la guerre. La beauté de cette conception démocratique de l'école le saisit. Il en sait gré à la République, à la première République qui a dressé devant le monde cet idéal nouveau, à la troisième qui est en train de le réaliser.

III

De le réaliser ? Est-ce bien sûr ?

Sans doute il se souvient de maint discours où l'on glorifiait la démocratie d'avoir répandu à flots l'instruction. Mais il a pris là-bas la mauvaise habitude de chercher les choses sous les mots. Celui d'école *primaire* tient-il ses promesses ? Est-ce en effet l'école par où tous commencent, celle qui leur donne les premiers éléments du savoir, qui les prépare à d'autres études, celle enfin qui mène à tout ?

— Mais non, se réponds-il crûment, c'est celle qui ne mène à rien, celle qui s'arrête court après avoir tant bien que mal appris aux enfants — et non pas à tous — le mécanisme de la lecture et de l'écriture, dont beaucoup ne feront jamais un usage courant. A douze ans, si l'élève a quelque intelligence, à treize ans en tout cas, elle le lâche brusquement et le jette dans la vie, feignant de le croire muni du viatique nécessaire.

Et notre instituteur se rappelle tant d'enfants qu'il a vus en classe, esprits ouverts, curieux et studieux, manifestement capables de se développer, et qu'il a retrouvés quelques années après, apprentis, petites mains, garçons de ferme ou d'atelier, n'ayant pas touché un livre ou un cahier depuis leur sortie de l'école. Non, elle n'est pas « primaire » notre école sans lendemain, elle est sommaire, élémentaire, rudimentaire, elle distribue comme une aumône un mince bagage de connaissances indispensables, lequel certes n'est pas à dédaigner, mais est infiniment loin de suffire à constituer une éducation.

« Faites des hommes ! », nous disait déjà Duruy, ce ministre qui avait sous l'Empire l'âme et l'accent d'un républicain. Mais on ne fait pas un homme à douze ans.

Alors, qui trompe-t-on ici ? Et à qui cause-t-on plus de préjudice par ce mensonge : à l'enfant ou à la société ? Pendant cinq ou six ans, la nation semble choyer ce petit, lui ouvrir toutes grandes les avenues d'une vie vraiment humaine. Et puis, avant même qu'il soit sorti de l'enfance, elle lui signifie que c'est fini : elle ne lui doit plus rien. Elle ne s'assure même pas si l'argent qu'elle a dépensé pour lui dans ses premières années aura servi à quelque chose. Vite, vite, qu'il aille gagner son pain !

Qui donc force la société à tant de rudesse ? Agit-elle de même avec tous les enfants ? Sur 5.500.000 enfants d'âge scolaire, il y en a plus de cinq millions qu'elle traite de cette façon. Pour le restant, mettons trois ou quatre cent mille, elle procède tout autrement. Pour chacun de ceux-ci, elle s'impose une dépense qui au total représentera environ quarante fois ce que lui a coûté un petit « primaire ». A ce prix elle leur assure une éducation secondaire, puis supérieure qui leur vaudra, leur vie durant, une situation hors de comparaison avec celles du « prolétariat ».

Mais, encore un coup, se demande l'homme

sions nous suivons les méditations, pourquoi cette différence ? Qui sont donc ces cinq millions d'enfants voués par naissance à une éducation tronquée et tenus d'avoir fini leurs études presque à l'âge où elles commencent pour leurs camarades ? Sont-ils de qualité inférieure, d'une autre race ou d'un esprit moins apte à la culture ? Et les trois cent mille privilégiés, en vertu de quoi jouissent-ils d'un traitement de faveur ? Pourquoi, comment sont-ils choisis ? Ne cherchez pas, il n'y a qu'une raison qui en décide : l'argent. Leurs parents ont de la fortune, et en conséquence demandent pour eux à l'Etat l'éducation normale, complète, qui durera ce qu'elle doit durer, jusqu'à la fin de l'adolescence.

Le principe de cette sélection, on l'exprime en deux mots que tout le monde trouve très simples : enfants du peuple, enfants de la bourgeoisie.

Notre instituteur ignorait-il donc, avant la guerre, ce grand fait social ? Non, assurément. Mais peut-être alors pensait-il comme tout le monde. Il a appris à penser par lui-même, à poser à propos de tout cette question révolutionnaire : « est-ce juste ? » Derechef il la pose ici, et vous devinez sa réponse. Ce n'est pas seulement le droit de l'enfant qu'il invoque par application de la grande charte des Droits de l'Homme : c'est le devoir et l'intérêt de la société. Est-ce que par hasard la nature se plierait à nos conventions sociales ? Est-ce qu'elle s'astreint à réserver aux enfants des classes aisées les dons les plus brillants de l'intelligence ? Ne voit-on pas tous les jours le fils de l'ouvrier ou du paysan beaucoup mieux doué que le fils du millionnaire ? Et que fait la société ? Elle prend cette résolution insensée de n'exploiter, de ne cultiver, de ne mettre en valeur qu'un dixième à peine du capital humain qui est le plus précieux de ses trésors. Dans les cinq millions d'enfants qu'elle condamne aux professions manuelles, en leur fermant l'accès des études, n'y eût-il qu'un enfant sur mille apte à devenir un chef, un producteur, un penseur, un promoteur sous une forme quelconque de la grandeur du pays, voyez quelle immense pépinière s'ouvrirait, quelle sève nouvelle circulerait dans notre enseignement secondaire, supérieur, technique, si de parti pris l'on n'en privait pas la nation ! Au lieu que toutes les places y soient comme aujourd'hui réservées d'avance à des fils de famille qui ne sont pas tous des génies, mais qui tous ou à peu près finiront par « arriver », plusieurs milliers de sujets d'élite, sortis du peuple, s'empareraient chaque année d'une partie de ces places gagnées au concours. Qui en bénéficierait ? La nation dans tous ses modes d'activité : intellectuelle, économique, artistique, sociale. Et qui pourrait s'en plaindre ? Tout au plus les « concurrés » que leurs fortunes n'aura pas sauvés de l'échec.

Voilà les principes de la démocratie. Et l'homme d'école se prend à se demander pourquoi nous ne les appliquons pas.

On cherchera peut-être à calmer ses scrupules : « Après tout, les enfants qui vont au lycée, ils paient. Il est donc légitime que... » Mais c'est là qu'il se révolte : « La voilà bien notre prétendue démocratie ! Elle pose en principe qu'elle ne peut pas donner gratis l'instruction secondaire : elle ne la donnera donc qu'à ceux qui la paieront. Et de la sorte elle est sûre de réserver indéfiniment aux classes qui peuvent payer l'avantage d'être toujours seules, en fait, à posséder l'instrument qui fait les classes dirigeantes ! (1).

Que faire, se dit-il ? En finir avec les demi-mesures, prendre parti ou pour ou contre le régime démocratique, renoncer à ce double jeu qui consiste à afficher un magnifique système et à le remplacer dans la pratique par le plus dérisoire des trompe-l'œil.

Il se décide donc à attendre de la vraie république la vraie éducation nationale. Et voici le schéma d'après lequel il le voit déjà s'organiser :

IV

D'abord l'éducation nationale est un tout. Du haut en bas, un même esprit l'anime, qui est l'esprit de la nation. A tous les degrés, pour tous les âges et sous toutes ses formes, l'école est l'atelier national, où la société d'aujourd'hui prépare celle de demain, où en vérité elle forge son avenir.

A la base est l'école primaire, *primaire* étant pris dans le sens de Condorcet, premier échelon correspondant à la période enfantine. Bien entendu, c'est l'école *unique* que la nation ouvre à tous ses enfants (2) sans distinction de classes,

(1) Encore notre instituteur pourrait-il répéter l'argument des gros sous s'il entrait dans le détail du budget. Dans un livre très suggestif, *Education*, M. E. Zoretti, professeur de la Faculté des Sciences de Caen, résume ainsi en substance l'opération financière : Oui, les parents paient à l'Etat une retribution qui produit environ 10 millions. Mais comme la dépense totale dépasse 30 millions, c'est l'Etat qui en paie les deux tiers. C'est-à-dire que chacun de ces jeunes lycéens, dont les parents s'imaginent ne rien devoir à l'Etat, lui coûte beaucoup plus cher qu'un écolier de la « laïque. »

(2) Nous laissons de côté la question du monopole, qu'il n'est nullement nécessaire de toucher dans le sens étatiste pour que l'école *unique* soit possible.

de fortune, de professions, pas plus que de croyances politiques ou religieuses. Il n'est plus question de cette dualité d'établissements parallèles, l'un payant, l'autre gratuit, séparant d'emblée les riches des pauvres, véritable négation de l'unité nationale. C'est l'école qu'avait entrevue Michelet, l'école de la fraternité française qui tout au moins laissera chez tous, embaumée dans les souvenirs d'enfance, une trace d'éducation commune.

Et après ? La société va-t-elle continuer à s'imaginer qu'elle n'a rien de plus à faire ? L'éducateur connaît trop l'enfant pour ne pas savoir combien fugitives sont ses impressions ; elles s'évanouiront avec le premier âge, si l'on ne trouve pas un moyen de les fixer.

Notre loi scolaire contenait jusqu'à ces derniers temps une disposition qui l'a toujours indigné : l'enfant qui avait le bonheur ou plutôt le malheur d'être intelligent et d'apprendre vite pouvait passer son certificat d'études à 11 ans et aussitôt être libéré de l'école. Quel contresens social que cette dispense, véritable prime offerte à la cupidité ou à l'indifférence des parents indignes ! Elle ne s'expliquait que par l'opposition sénatoriale vers 1880 et par les concessions que dut lui faire Jules Ferry pour enlever le vote de la loi. Même reportée aujourd'hui à 12 ans, elle va au rebours des aspirations démocratiques. D'abord c'est précisément cette période finale de l'enfance, de 12 à 14 ans qui décide du pouvoir définitif qu'aura sur l'esprit l'instruction reçue jusque-là. Et puis dans ces premières années qui suivent le départ de l'école et l'entrée en apprentissage, il est de toute nécessité, si l'on ne veut pas se trouver en présence d'un déchet formidable, qu'un enseignement postscolaire entreprenne de maintenir coûte que coûte un certain minimum de travail mental que l'intensité du travail manuel aurait vite étouffé.

Ainsi se dessine peu à peu tout un plan de réforme dans la pensée de l'instituteur républicain qui a, une bonne fois, pris au sérieux les promesses de la République.

Il n'admet plus que la société fasse payer un enseignement quelconque, primaire ou secondaire, supérieur ou technique. C'est elle qui a intérêt à le donner, c'est pour elle-même qu'elle travaille en offrant tous les moyens de s'instruire à tous ceux qui peuvent en profiter : ils la paieront au centuple par les services qu'ils lui rendront.

Il n'admet plus que la société se désintéresse ni du petit écolier ni de l'apprenti, ni de l'étudiant : à tous elle assure également la certitude de pousser leur développement aussi loin que le permettront la nature et les circonstances.

(*A suivre.*) FERDINAND BUISSON.

Témoin les Etats-Unis d'Amérique, nous ne croyons pas qu'après la guerre les esprits préoccupés des besoins urgents de la France songent à reprendre sérieusement la thèse du monopole d'Etat.

LES PRÉLIMINAIRES ET LA PAIX

La Conférence de Paris a été solennellement ouverte par le Président de la République, le 18 janvier 1919, date de la proclamation à Versailles, en 1871, de l'Empire allemand.

La cérémonie minutieusement réglée pourtant, n'eut pas le caractère spécial de ce genre de Congrès. Nos usages démocratiques ont donné à l'assemblée du 18 janvier un aspect nouveau. La présence de très nombreux publicistes admis à contempler et à entendre par de larges baies, les plénipotentiaires, était sans précédents. Le zèle professionnel d'une nuée de photographes braquant audacieusement leurs objectifs, presque sous le nez des personnages les plus illustres, tout en évitant, par bonheur, l'utilisation du magnésium, pouvait surprendre... Mais l'information documentaire entre dans nos mœurs : le public du monde entier en est friand. Nul donc ne s'étonne si les mânes du Prince de Talleyrand en frémirent.

Une foule curieuse se pressait devant l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères, siège de la conférence, en attendant que la Galerie des glaces du palais de Versailles soit, par l'opération de la signature des préliminaires de paix, à jamais débarrassée des souvenirs cruels qui l'endeuillent depuis quarante-huit ans. De vaillants « poilus » rendirent les honneurs au chef de l'Etat français et au Président Wilson, et les appareils cinématographiques enregistrèrent sans répit les attitudes composées ou naturelles des plénipotentiaires descendant de leurs automobiles.

Ce fut une journée à la fois historique et très parisienne avec une saveur anglo-américaine assez piquante.

La séance d'apparat, si l'on peut employer ce terme aristocratique, fut courte. Après un discours bien venu et d'une minutieuse exactitude de M. Raymond Poincaré, la conférence constitua son bureau. L'élection à la présidence de M. Clemenceau, choisi pour sa personne, autant que comme premier délégué de la République fran-

gaise, fut aussi chaleureusement soutenue qu'accueillie. Elle répondait aux vœux de tous, si elle était d'ailleurs conforme à ces vieilles traditions diplomatiques, dont il est aujourd'hui, de bon ton, de s'affranchir.

Ainsi organisée, la conférence pouvait se mettre au travail. Elle s'ajourna aussitôt pour mieux sans doute s'adonner à la recherche des principes créateurs du monde nouveau. Avant de se séparer toutefois, Messieurs les Plénipotentiaires écoutèrent les exhortations de leur Président, qui leur déclara, avec une conviction impressionnante : « Nous sommes venus ici amis, nous devons franchir cette porte, frères ». Paroles émouvantes et justes que complétèrent heureusement une définition et un programme. « Ce n'est plus la paix des continents, c'est celle des peuples que « nous avons à faire. Messieurs, tâchons de faire « vite et bien ».

La seule question qui se pose aujourd'hui pour le public du monde entier est celle, de savoir si les vœux du Président de la Conférence seront pleinement exaucés.

*
* *

Si l'on peut concevoir quelques craintes sur la réalisation du programme si bien tracé par M. Clemenceau, la faute en est au but et au règlement mêmes de la conférence.

Ce dernier document, distribué en trois langues aux Plénipotentiaires — pour la première fois la langue française a accueilli en sœurs les langues anglaise et italienne — comprend 45 articles, un de plus que les propositions du Président Wilson.

Son article 1er contient en germe des difficultés au risque de créer une confusion regrettée des jurisconsultes. Quel est son texte ?

« La Conférence, réunie en vue de fixer les « conditions de la paix, d'abord dans les préli- « minaires de paix, puis dans le traité définitif de « paix, comprend les représentants des puissan- « ces belligérantes alliées ou associées. »

Il est établi ainsi, dès le début, que la Conférence de Paris réglera à la fois les préliminaires de paix et le traité de paix lui-même. Elle comprend, dit l'article, « les représentants des puissances belligérantes alliées ou associées ». On peut, dès lors se demander pourquoi les puissances en état de simple rupture diplomatique (et non belligérantes) telles que la Bolivie, l'Equateur, le Pérou et l'Uruguay sont admises aux délibérations de la Conférence. On arrive ainsi à cette situation paradoxale qu'elles seront appelées à délibérer sur la conclusion d'une guerre à laquelle elles n'ont pris, comme les neutres, aucune part. La Conférence toute entière se trouve alourdie d'un poids imprévu, alors qu'elle est déjà trop nombreuse. Mauvaise méthode pour faire « vite ».

Un autre erreur a été de ne pas établir une distinction pourtant nécessaire entre les préliminaires de paix et la paix elle-même. Par cette distinction juridiquement incontestable, tout était simplifié.

Que sont, en effet, les préliminaires de paix ? Ils constituent, comme l'a indiqué, en termes excellents, l'éminent M. Clunet, une des transitions, la deuxième, entre la guerre et la paix. Les préliminaires de paix précisent « les conditions essentielles de la réconciliation prochaine ». « Pendant le recueillement de l'armistice, les parties contractantes méditent respectivement l'une, ce qu'elle peut imposer, l'autre, ce qu'elle doit subir ».

D'après ces principes, on devait réunir d'abord pour régler les préliminaires de paix, les seules Puissances ayant pris part aux hostilités, et dont les troupes avaient été engagées sur les champs de bataille, quelle que fût la force de leurs effectifs. Ni le Brésil, ni la Chine, ni Cuba, ni le Guatémala, le Honduras, le Libéria, le Nicaragua, ni Panama ou Haïti, n'eussent pu se montrer froissés. On les eût appelés à signer la paix, puisqu'ils avaient déclaré la guerre, mais ils n'eussent pas signé les « préliminaires » n'ayant pas signé l'armistice.

Cette classification normale qui n'eût éveillé aucune susceptibilité, même la plus chatouilleuse, n'eût porté aucune atteinte au principe fondamental de l'égalité des Etats. Son utilité pratique aurait été de simplifier l'élaboration des préliminaires, et surtout d'en hâter la conclusion.

Il a d'ailleurs fallu se rendre à l'évidence et l'on a adopté, paraît-il, en fin de compte, une procédure qui aboutit pratiquement au même résultat. La presse l'a annoncé : on distingue quatre plans différents dans la Conférence de la paix :

1° Les conférences de gouvernement comprenant deux des plénipotentiaires des cinq grandes Puissances ;

2° Les conférences plénières de ces cinq puissances auxquelles participent tous les délégués de ces puissances ;

3° Les conférences des cinq grandes puissances et des puissances à intérêt particulier, convoquées pour une affaire déterminée ;

4° Les conférences plénières.

Inconvénients du système : inégalité entre les Etats et entre délégués du même Etat.

Il eût été préférable d'éviter ces inconvénients et les récriminations fatales qu'elles provoqueront, par une réduction toutefois du nombre des puissances participant à la préparation des préliminaires de paix.

Le règlement de la Conférence a d'ailleurs cherché à prévenir, d'une autre façon, les difficultés et les retards qui résultent d'un travail confié à trop de plénipotentiaires...

« Tous documents destinés à figurer dans les « protocoles devront être présentés par écrit (ar- « ticle IX). A l'exception des propositions con- « nexes aux questions à l'ordre du jour et résul- « tant de la discussion même, les plénipotentiai- « res qui voudront faire une proposition devront « en aviser, au préalable, le Président, vingt- « quatre heures à l'avance en vue d'en faciliter « la discussion (article X).

« Si la Conférence l'estime convenable, l'exa- « men technique d'une question particulière peut « être confié à un Comité composé de délégués « techniques avec mission de présenter un rap- « port et de proposer des solutions (article XIV).

D'autre part, à la première séance plénière de Conférence, M. Clemenceau a invité toutes les puissances à présenter des mémoires sur les trois questions mises à l'ordre du jour et les puissances à intérêt limité à remettre des mémoires sur les questions de tout ordre, territorial, financier, économique, qui les intéressent particulièrement. Enfin « tous les peuples représentés, a dit le « Président, peuvent exposer des demandes, non « seulement les concernant, mais encore revêtant « un caractère d'ordre général ».

La méthode est nouvelle : elle annule, en outre, les palliatifs du règlement qui avait cherché à « canaliser », si l'on peut dire, le travail de la Conférence. Que les 32 Etats ou Dominions représentés usent de la faculté qu'ils ont reçue, les travaux de la Conférence ne seront pas rapides et ne manqueront pas de confusion.

Il semble, d'ailleurs, qu'à la réflexion, le « Directoire » de la Conférence, comme on commence à l'appeler irrévérencieusement, ait compris que les méthodes nouvelles de travail annoncées le 18 janvier n'aboutiraient qu'au gâchis.

Dans la séance du 28 janvier, il a été en effet, proposé à la Conférence, sous forme de résolutions, la création de cinq Commissions chargées d'étudier et de présenter un rapport sur la constitution et les attributions d'une Ligue des Nations, sur les violations des lois de la guerre, les réparations, la législation internationale du travail et le régime international des ports, voies d'eau et voies ferrées.

Ce retour à une conception logique du travail eût peut-être été effectué sans froissements d'amour-propre inutile, s'il n'avait pris l'aspect d'une improvisation. Les cinq grandes puissances se sont réservé la part du lion dans les Commissions et la limitation des places attribuées aux petites puissances a choqué. On en comprend le but qui est d'éviter des Commissions composées d'un nombre indéfini de membres. Mais ce but eût été atteint plus sûrement si on avait appelé à la Conférence, en en limitant strictement l'objet à l'élaboration des préliminaires de paix, les seules puissances réellement belligérantes depuis 1914.

Il a été pénible d'entendre le premier délégué des Etats-Unis du Brésil rappeler au « Directoire » le principe de l'égalité des Etats et le malaise qui subsistera de la réponse du Président de la Conférence est fâcheux.

*
* *

Et pourtant il faudrait faire vite. La signature des préliminaires de paix est impatiemment attendue dans le monde entier. Elle sera le signal de la démobilisation de millions d'hommes éloignés de leurs foyers depuis quatre ans et demi. Elle provoquera une reprise très désirable de la vie économique et la diminution du coût de la vie. Elle rendra l'agriculteur à son champ et l'ouvrier à l'usine. Elle consacrera pour la France, la possession aujourd'hui matérielle de l'Alsace-Lorraine redevenue déjà française en droit depuis le 4 août 1914, par le fait seul de la rupture par l'Allemagne, du traité de Francfort. Elle assurera, par des restitutions plus larges que celles que prévoient les armistices successifs conclus depuis le 11 novembre 1918, la restauration prochaine des régions dévastées par l'ennemi. Elle règlera, sinon dans tous les détails, les frontières des anciens Empires Centraux, de la Bulgarie et de la Turquie, et donnera des directives sur l'étendue de la Pologne ressuscitée et des Etats nouveaux, comme les Etats tchéco-slovaque et yougo-slave.

La signature des préliminaires de paix marquera une détente définitive pour tous les peuples encore en armes et elle ne maintiendra sous les drapeaux que les contingents nécessaires à l'exécution intégrale de la future paix.

Le Président Clemenceau a donc eu raison de dire : « Messieurs, tâchons de faire vite ».

Alors pourquoi retarderait-on ces préliminaires, par l'étude et la solution de questions complexes et ardues qui ne devront recevoir logiquement leur

solution que par le traité de paix, ou même après le traité de paix ?

Pense-t-on sérieusement, en dehors des précisions indispensables sur le futur statut territorial des puissances ennemies, en dehors des obligations de réparations qui leur seront imposées et du principe des sanctions à prendre, insérer dans les préliminaires de paix, des stipulations sur la législation internationale du travail, par exemple, ou même le règlement de la Société des Nations ? Il faut laisser au traité de paix, son rôle propre. Confondre les préliminaires de paix et la Paix elle-même, serait faire de la médiocre besogne. Chaque chose doit venir à son heure et il serait regrettable, pour se livrer à de pures manifestations, si utiles qu'elles fussent, d'ajourner, fût-ce d'une heure, la signature des préliminaires de paix.

Même l'étude détaillée de la situation de la Russie, du concours à apporter aux éléments encore sains de ce malheureux pays, ne présente aucun caractère d'extrême urgence. Le règlement de la question du Banat de Temesvar, de celle des îles du Dodécanèse, de la possession définitive de la Croatie et de Fiume, du maintien ou de la fusion avec l'état yougo-slave du Monténégro, l'autonomie ou l'indépendance de l'Arménie, le problème du sionisme, le statut de la Syrie, peuvent être étudiés après les préliminaires de paix et tranchés seulement par le traité de paix. Que viendrait faire d'ailleurs la constitution de la Société des Nations dans les préliminaires, puisque nul ne songe à admettre dans cette société, sans une sorte de quarantaine, les puissances ennemies ? Que dès maintenant, les commissions techniques se mettent au travail, rapprochent les points de vue, ajustent les intérêts ou les suggestions contradictoires, rien de plus désirable. Mais pourquoi rêver davantage et retarder, par ces études, la signature des préliminaires de paix ? On peut même soutenir que le sort ultérieur de Guillaume II, et la détermination officielle et historique des responsabilités de la guerre, sont d'ordre secondaire et qu'elles seront plus à leur place, dans le traité de paix, comme une sorte de préface de l'œuvre définitive de paix.

L'opinion publique attend. Elle exige, avec M. Clemenceau, des solutions prompes, par conséquent simples. Elle sera profondément déçue par des lenteurs inexplicables : elle ne comprendra pas en France, que la solution de la guerre déchaînée par l'Allemagne, en Belgique et sur notre territoire soit ajournée à cause, par exemple, du règlement des frontières respectives de la Roumanie et de la Serbie ou de celles de la Pologne et de l'Ukraine. Elle veut que chacun se remette vite au travail et avoir des garanties sûres pour ce travail. L'enfantement du monde nouveau qui sortira de la paix, des principes du droit nouveau, des garanties pour l'avenir, sera laborieux, malgré les bonnes volontés communes des puissances alliées ou associées. Il suffira donc d'être d'accord sur les principes, lorsqu'on ira, pour la première fois à Versailles. On y retournera lorsqu'on sera prêt à consacrer dans les détails, cette entente qui doit être déjà faite puisqu'elle a été cimentée par le sang. On pourrait même y retourner une troisième fois, en y convoquant cette fois toutes les puissances, sauf les quatre puissances ennemies, pour y fonder la Société des Nations, conclusion et suite normale de la paix. Mais qu'on n'éloigne pas par des discussions académiques, par la volonté théorique de tout régler d'avance et d'en finir d'un coup, l'heure où les drapeaux, les cloches et le son du canon fêteront la signature des préliminaires, comme ils ont salué l'armistice.

La France et Paris veulent acclamer avant l'été, les troupes alliées et associées victorieuses.

Le passage sous l'Arc de Triomphe libéré de ses chaînes, ne peut s'effectuer qu'après les préliminaires de paix.

Messieurs, *faites vite*.

UN VIEUX DIPLOMATE.

LA VICTOIRE DE LA PATRIE (1)

Car ces combats des nations contre les empires et contre les forces locales persisteront dans l'Europe chrétienne, et jusqu'à nos jours. Observez seulement la France.

Les forces locales aident à la dislocation des royaumes de Clovis, de Clotaire et de Dagobert ; elles amènent le démembrement de l'Etat carolingien ; elles provoquent ou elles soutiennent la féodalité : et même lorsque la patrie française a recouvré son unité, elles se soulèvent encore contre elle à la faveur de la Ligue, de la Fronde ou de la Révolution.

Les empires, hélas ! nous ont toujours harcelés de leurs dangers depuis que Rome a lancé, au-dessus des royaumes et des nations, le titre d'*imperator*, titre cent fois funeste, et aussi funeste quand

(1) V. *Revue Bleue*, n° 2, 1919.

il était avec nous que quand il était contre nous. Est-ce que nos empires à nous, celui de Charlemagne et celui de Napoléon, quand ils dépassèrent tous deux notre Rhin pour aller jusqu'à l'Elbe étranger, est-ce que ces empires n'ont pas amené, l'un, le traité de Verdun, qui rejeta nos rois jusqu'à la Meuse, l'autre ces traités de Vienne et de Paris qui amputèrent la France de sa frontière naturelle ?

Mais le plus grand mal, dans notre histoire, est sorti des empires d'à côté. Du traité de Verdun, signé en 843, au traité de Versailles (1), que nous signerons demain, réfléchissez sur notre histoire militaire de ces dix siècles : elle est avant tout une bataille contre un impérialisme voisin, celui des Plantagenets, dont nous a préservés Jeanne d'Arc, celui des Espagnols, qu'Henri IV nous a épargné, celui de la Germanie, le plus ancien, le plus redoutable, le plus tenace qui pèse sur nous depuis plus d'un millénaire, et que la victoire de Foch vient de mettre à bas. Dieu veuille que ce soit pour toujours !

Hé bien ! malgré ce double péril, du dedans et du dehors, notre France a entretenu, dans tous les temps, cet idéal d'unité, ce besoin de vie nationale, cette conscience de personne morale qui a été sa loi dans l'Antiquité. Elle a été la patrie qui veut durer, et qui dure.

Voyez-la au moment du traité de Verdun : elle est divisée entre deux princes qui vont se combattre, entre soixante comtes qui vivent chacun à sa guise ; et cependant, disait alors un poète, elle demeure la Gaule, une et vivante, « la terre bienheureuse au sol fécond, aux hommes illustres, aux triomphes fameux, empourprée par l'éclat d'un noble royaume, couronnée par le sang des martyrs », elle est la plus belle des familles chrétiennes (2). — Voyez-là deux siècles plus tard, à l'époque des premiers Capétiens, auxquels cent seigneurs refusent d'obéir et que menacent les empereurs de Germanie ; et cependant des milliers d'écoliers, venus de tous les coins de la contrée, se pressaient dans l'abbaye de Fleury-sur-Loire, non loin de l'endroit qui avait été jadis le centre sacré de la Gaule (3), et leurs maîtres leur enseignaient que la France était fille de la Gaule, et une nation vaillante et sainte (4). Ecoliers, prêtres et poètes savaient alors qu'il y avait une patrie, et que Dieu lui avait donné des limites éternelles, depuis le sommet des Pyrénées où l'épée de Roland arrêta les Barbares du Midi, jusqu'aux bords du Rhin, où l'aigle de Charlemagne surveillait les Barbares du Nord. Et ils s'obstinèrent à le dire d'âge en âge, jusqu'à nos jours. Pas une seule fois, depuis un millénaire, le nom et l'image de France ne disparurent de l'horizon de nos terres.

Voilà pourquoi, fortifié à chaque génération par un élément nouveau, — la sainteté d'un roi, la victoire des armées, la gloire des écoles, le génie des écrivains, le prestige de la cour royale, l'ardeur pour la liberté, — voilà pourquoi notre esprit national a été, depuis quatre ans, la force qui nous a retenus loin des abîmes où l'Allemagne nous entraînait ; et voilà pourquoi notre nation, sœur aînée des nations du monde, a joué le premier rôle dans cette guerre qui se termine par la victoire de toutes les patries.

*
* *

Car c'est bien cela qu'a été cette guerre, la révolte générale des patries ; et elle finit sur un aspect nouveau de l'humanité, associée en familles nationales. L'ébauche qui se dessinait, il y a trois mille ans, vient de s'achever sous nos yeux.

1° Voici d'abord des sociétés nouvelles, des patries dont bien peu d'entre nous se doutaient, et qui se sont révélées brusquement dans ces combats, en la jeunesse ardente de leur sentiment nouveau. Je pense à ces colonies anglaises qui nous ont envoyé la bravoure de leurs soldats et la grâce de leurs symboles, le Canada à l'ombre de son rameau d'érable, l'Afrique du Cap égayée par son mimosa, l'Australie guidée par son étoile de la Croix du Sud. Les Allemands nous avaient dit que cette guerre serait le conflit entre leur impérialisme et celui de l'Angleterre. Or, voici ce qui s'est passé. L'Allemagne est bien entrée dans la lutte en empire qui opprime et mutile les patries, elle qui traînait après elle des lambeaux de France en Alsace et en Lorraine, des lambeaux de Pologne sur la Vistule et de Danemark en Slesvig, elle qui violait Serbie et Belgique. Et l'Angleterre est entrée à son tour dans la lutte en patrie qui a créé d'autres patries. Ni le Canada, ni l'Australie ne sont intervenus en Europe comme colonies de l'Angleterre, sujettes et obéissantes. Ils y sont arrivés librement, sous leurs chefs et leurs drapeaux. Et du sang qu'ils ont versé a été fait le baptême qui a sanctionné leur naissance à la vie de patrie.

2° Puis, ce fut le réveil des nations que l'Allemagne avait crues mortes, étouffées ou dépecées par la Prusse et ses complices en empire : Polo-

(1 Ou de Paris.

(2) Walafrid Strabo.

(3) Je ne crois pas que les fondateurs de l'abbaye aient songé à ce souvenir antique. Mais ils ont parfaitement noté la position centrale du lieu.

(4) Voir l'*Historia Francorum* d'Aimoin.

gne, Tchèques de Bohême, Slaves du Sud, Arménie, Arabie et Finlande, si du moins cette dernière sait comprendre les leçons de l'heure présente. Que d'heureuses émotions, pour nous autres historiens, en voyant reparaître en histoire ces noms illustres que nous avions aimés et célébrés dans leur passé ! Un siècle et demi après le crime complot par les trois empires chrétiens de l'Europe, la Pologne surgit tout entière debout par-dessus les décombres des maisons impériales qui l'avaient tenue captive. Peut-être, parmi ces peuples ressuscités, celui qui m'intéresse le plus est-il le peuple de Bohême : car je vois en lui, comme en la France, un être à la fois de nature, de raison et de sentiment, grandi peu à peu sous la protection du sol et par la volonté des hommes, marchant lentement à sa destinée depuis les siècles les plus reculés de la préhistoire. Je vous ai indiqué tantôt son origine lointaine, lorsque, mille ans avant notre ère, à la date où la Gaule préludait à sa vie, la Bohême nourrissait, dans son enceinte providentielle de montagnes et de forêts, de laborieuses et intelligentes tribus, éducatrices de l'Europe centrale en l'art de travailler les métaux. Les Celtes nos aïeux firent de ces tribus un seul et grand Etat (1), et ils imposèrent au pays le nom de Bohême. D'autres races, plus tard, déposèrent sur cette terre des populations différentes. Mais le nom gaulois de Bohême resta, gage nouveau d'unité : des traditions s'établirent dans le pays, un patrimoine de gloire et de liberté s'y constitua, un patriotisme éclairé y fut entretenu par ses écrivains. Et aujourd'hui la Bohême voit récompenser par son indépendance la tâche ininterrompue de trente siècles.

3° Ce furent ensuite les patries, jeunes encore, mais déjà libres, à qui cette guerre a valu la plénitude de leur existence ou de leur conscience. Les unes, telles que l'Italie ou la Roumanie (2), réintégrées dans leurs frontières naturelles, achèvent leur croissance physique. Les autres, telles que les Etats-Unis, en se levant pour défendre l'idéal de liberté et de justice qui avait présidé à leur naissance, ont ainsi consolidé l'héritage moral légué par leurs fondateurs.

4° Ce furent en même temps, de la première à la dernière heure, les vieilles patries de l'Europe qui, suscitées par le péril et par leur foi, exaltèrent jusqu'à la grandeur sublime les principes de toute vie nationale. — Laissez-moi revenir une dernière fois sur ces principes, pour les illustrer par les exemples que nous ont fournis les événements de ces dernières années.

L'un de ces principes est la terre, avec les foyers qui la recouvrent, les joies fécondes de son sol, ses paysages familiers, les symboles qui s'attachent à son culte : et si j'ai cru que les Gaulois aimaient une patrie, c'est parce qu'ils adoraient près d'Orléans le cœur de leur terre natale. — Quand la Belgique eut été presque entière occupée par l'ennemi, il resta d'elle, pourtant, un morceau de terre, cette morne plaine qui s'étend d'Ypres à La Panne, battue par les flots et par les vents du Nord, battue par les vagues de l'armée ennemie, elle resta, pourtant, toujours fière et pure, et son roi ne voulut pas la quitter et s'y installa dans un humble logis. Car il savait bien que tant qu'il y aurait une parcelle invincible de terre belge, et qu'elle porterait son roi, la Belgique, enracinée en un point de l'espace, demeurerait libre malgré la défaite. Ecoutez de quelle admirable manière son grand poète Verhaeren a exprimé la perfection morale de cette terre, de son roi, et des heures qu'ils ont vécues ensemble, s'étreignant l'un l'autre pour continuer la patrie (1).

Ce n'est qu'un bout de sol dans l'infini du monde —
Le Nord,
Y déchaîne le vent qui mord.
Ce n'est qu'un peu de terre avec sa mer au bord
Et le déroulement de sa dune inféconde,
Ce n'est qu'un bout de sol étroit,
Mais qui renferme encore et sa reine et son roi
Et l'amour condensé d'un peuple qui les aime,
Le Nord
A beau y déchaîner le froid qui gerce et mord
Il est brûlant, ce sol suprême.

L'autre principe de la patrie, c'est une société humaine, un accord de millions d'hommes pour une vie commune ; et voilà encore pourquoi, en voyant les Gaulois groupés pour la prière, il m'a semblé qu'une patrie germait au milieu d'eux. — Entre cet accord, de cette volonté de vivre ensemble, la Serbie nous a montré le modèle. Celle-ci, moins heureuse encore que la Belgique, avait perdu toute sa terre. Il ne lui resta que son armée, que des vaisseaux transportèrent en une contrée amie. La patrie n'en vécut pas moins, détachée un instant de son sol, mais quand même personne morale.

(1) Je n'exclus pas l'hypothèse d'un grand Etat, de langue indo-européenne, ou même italo-celtique, antérieur aux Gaulois Boïens de Bohême.

(2) La Roumanie présente, dans son histoire, des phénomènes assez semblables à ceux de la Bohême. Elle eut, je crois, une civilisation particulière dans les temps celtiques, et, en tout cas, forma un grand Empire avec les Daces. Je dis, Transylvanie comprise.

(1) *Un lambeau de patrie*, dans les *Ailes rouges de la guerre* ; réimprimé dans l'excellent *Choix des Poèmes* de Verhaeren, dû à notre ami Albert Heumann.

retenant le souvenir et l'espérance, se riant de l'espace qui la trahissait, mais faisant un pacte avec le temps par sa foi en l'avenir de son nom.

La Belgique soutenue par le dernier lambeau de sa terre, la Serbie recueillie dans la certitude de son lendemain, je ne pourrais citer de plus splendides spectacles entre tous ceux qu'a produits l'idée de patrie, si je n'avais enfin à vous parler de la France.

*
* *

En France, depuis quatre ans, cette idée de patrie a réalisé la perfection de sa valeur, de sa vertu : j'emploie ici le mot de vertu dans le même sens que les écrivains chrétiens du Moyen-Age, le sens de cette puissance morale et presque surnaturelle par lesquels les hommes font des miracles et se rapprochent de Dieu. Pour la première fois dans l'histoire du monde, voici une patrie qui vaut et passe Athènes et Rome. Les préceptes de conduite qu'avait définis le patriotisme municipal de la cité antique ont reçu chez nous un emploi magnifique, purifié par l'amour d'une plus large fraternité, embelli par la poésie d'une plus vaste terre. Je vous les rappelle en peu de mots.

Les partis politiques se sont entendus : et quelques-unes des plus nobles paroles sur la France ont été prononcées par les adversaires traditionnels du régime actuel. — Les classes sociales se sont confondues : et l'on a vu les chefs de la plus vieille aristocratie obéir allègrement à l'ordre donné par le fils d'un artisan. — Les religions se sont associées : un prêtre catholique a lu une prière de la liturgie protestante, et l'impression la plus profonde que puisse faire une messe militaire a été décrite par un disciple de la Réforme.

Je vous ai dit souvent que la patrie, semblable à une religion, se manifestait par la foi, l'espérance, la charité. Nous avons toujours cru à la France, nous avons toujours espéré en sa victoire, nous avons toujours aimé comme des frères ceux qui partageaient notre foi et notre espoir. La France a été notre église.

Les Anciens énumeraient ainsi les qualités nécessaires à une patrie : le courage dans les actes, la prudence dans les réflexions, la fermeté dans les décisions, la dignité dans les jours d'épreuves, c'est-à-dire, en un seul mot, la maîtrise sur soi-même. Aucun de ces mérites ne nous a manqué : et ces jours-ci, nous avons supporté le bonheur du triomphe avec la même sérénité que, quatre ans auparavant, les plus dures des épreuves. La victoire de la patrie sur l'ennemi, nous l'avons préparée par la victoire sur nous-mêmes.

En la France, la cité antique et la nation moderne ont en quelque manière pénétré leurs ames. Les forces locales qui avaient entravé les progrès de notre peuple renforcent maintenant son œuvre. Patriotisme municipal et sentiment national collaborent en une pieuse harmonie. Considérez l'action morale que nos grandes villes ont exercée dans cette guerre, Reims, Arras, Soissons, Lille ou Verdun. Il fut un temps où Reims se séparait de la Gaule, où des patriotes d'Arras hésitaient à accepter le roi de France. En nos récents jours de deuil, comme un martyr à son Dieu, les villes ont donné à la France leur courage et leurs douleurs, et la France a été enrichie par la gloire sanglante de ses cités.

Enfin, dans cette lutte suprême contre l'empire, c'est la France qui a été attaquée par lui la première, je dis attaquée en 1870 et 1914 ; et c'est elle qui a supporté pendant cinquante ans le poids de ses menaces, pendant cinquante mois le poids de ses crimes. Par la volonté divine de la Justice et du Destin, c'est sur la terre de France et aux mêmes lieux, à Sedan et à Versailles, que l'impérialisme allemand a connu le triomphe et le désastre, et c'est le chef des armées de France qui a dicté à l'empire vaincu les conditions des patries victorieuses.

*
* *

Si les nations se sont confiées à notre chef, sans jalousie et sans crainte, c'est parce que nous avons toujours respecté en elles cette idée de patrie que nous honorions en nous-mêmes. La France n'a point séparé de son éternité nationale l'espérance en l'immortalité de tous les peuples, et elle a voulu que sa victoire se confondît avec le triomphe de l'idée souveraine. Je rappelle en terminant quelle a été sa part dans les batailles et les souffrances des autres patries.

A la Belgique, elle a assuré un asile sur ses terres ; à la Serbie, sur ses vaisseaux ; aux exilés de l'une et de l'autre, elle a offert le réconfort des secours matériels et des espoirs affectueux. Ses généraux ont rendu la confiance à la Grèce et à la Roumanie, et ont secouru l'Italie dans les jours d'adversité. C'est en France, suivant la parole du grand patriote tchèque Benes, c'est en France que la Bohême, s'est sentie revivre dans sa dignité de nation. Nous avons tissé pour la nouvelle Pologne le drapeau inaugural de son indépendance. Si la Finlande veut vivre en patrie, qu'elle n'oublie pas que le premier mot d'amitié, dans ces quatre années, lui a été envoyé de France. Partout où nos soldats ont reconnu le vice impérial, ils sont allés le combattre : ils sont à Sofia, à Constantinople, à Budapest, ils seront peut-être demain à Vienne.

et peut-être s'approchent-ils de Berlin. Partout où des patriotes les ont appelés, ils ont accouru en libérateurs, à Jérusalem, à Damas, à Belgrade, à Bucarest, à Arkhangel et à Vladivostok. Tous les peuples en détresse ont été pour la France des filleuls de guerre.

* * *

La victoire de la France est donc la victoire de la patrie, du principe sauveur des sociétés humaines. Et il fallait que notre sang signât par le monde le triomphe universel des patries.

Car nous sommes la patrie la plus ancienne, et nous fûmes toujours la patrie la plus vivace. Depuis trois mille ans, la France n'a cessé de faire effort pour vivre en nation. Ni les discordes n'ont pu la déchirer longtemps, ni les empires n'ont pu l'étouffer. Lentement, sans arrêt, le soleil des patries victorieuses est monté à l'horizon de France. Après l'aube que nous avons saluée au matin de la Gaule, le voici aujourd'hui au plein midi de l'histoire, rayonnant de notre ciel sur l'humanité entière.

Nous avons donc vu l'heure promise, préparée par notre passé, espérée par notre foi. Rendons-nous dignes de ce bonheur en apportant à notre pays chaque jour plus d'amour et chaque jour plus d'efforts. La victoire des armes est venue ; mais la bataille du travail doit continuer. Nous, les vieillards, consacrons nos dernières forces à enseigner la France ; vous, les jeunes gens, labourez joyeusement la terre maternelle. Tous ensemble, unis plus que jamais, vivons notre vie de patrie.

CAMILLE JULLIAN,
Professeur au Collège de France.

L'ALLEMAGNE APRÈS LES ÉLECTIONS

Les élections, auxquelles l'Allemagne a procédé le 19 janvier, ont laissé subsister sur son territoire une certaine confusion. Il n'en est pas sorti le verdict foudroyant que d'aucuns attendaient, le triomphe d'un parti, l'écrasement des autres, la possibilité pour un vainqueur, quel qu'il fût, de gouverner selon ses principes, en réduisant à un rôle infime la résistance de ses adversaires. Le scrutin a abouti à une division, à un éparpillement des voix, qui contrariera toute action systématique, qui favorisera ou mieux engendrera fatalement les coalitions, et avec elles l'instabilité. Il se peut que cette situation ne retarde pas la conclusion de la paix : il est manifeste qu'elle déterminera, dans la politique interne, des flottements, des équivoques, des contradictions, et rien ne prouve que Berlin et d'autres villes ne connaîtront point de nouvelles luttes civiles. Si le spartacisme, ou même si les Indépendants qui évoluent vers Spartacus, n'ont enlevé qu'un petit nombre de sièges, ils ne sont point rayés pourtant, loin de là, de la carte politique, et les incertitudes d'action que, les social-démocrates marqueront de toute nécessité, puisqu'ils ne sauraient exercer à eux seuls le pouvoir, fourniront à Ledebour, à Barth, à ceux qui recueillent l'héritage de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, de nouveaux arguments.

* * *

Les élections du 19 janvier ont eu lieu deux mois et dix jours après la grande crise, qui a emporté les Hohenzollern. Il a semblé, à beaucoup de personnes, dans l'origine, que cette révolution de novembre restait de pure façade et qu'elle n'était qu'une manœuvre plus ou moins concertée pour préparer une fin plus rapide de la guerre. L'événement a démontré l'inanité de cette conception. Un régime ne périt que rarement tout entier, et de gros volumes ont été écrits pour prouver que la Convention avait repris, en quelques domaines, les traditions de l'ancienne monarchie française. L'armature du vieil Etat prussien, celle de l'Allemagne de 1871 n'ont pas croulé d'un seul coup, mais lorsque le général Maltzahn prétend qu'il y a 70 p. 100 de monarchistes outre-Rhin, à l'heure présente, on perçoit que son loyalisme dynastique et sa vanité de hobereau altèrent la vérité. Les « maisons » qui ont régné de Munich à Berlin et de Darmstadt à Dresde, ont fort peu de chances de retour : le désastre militaire s'est superposé à toutes les autres causes de subversion, pour rendre le changement inévitable et profond. La révolution germanique a été prévue et annoncée ici bien avant novembre ; dès le lendemain de la fuite du Kaiser, j'ai essayé d'en établir la réalité. Il n'est pas assuré qu'elle ait dit son dernier mot.

Du 9 novembre au 19 janvier, l'Allemagne a vécu une période fort troublée et qui rappelle notre histoire de 1848 entre février et juin. Durant ces soixante-dix jours, les anciens partis, partis de féodalité foncière et de bourgeoisie, se sont effacés à l'arrière plan. L'inaction volontaire ou forcée a été leur règle. Ils se sont cantonnés dans l'observation des faits, se bornant à modifier leurs titres en y adjoignant des épithètes : populaire, démocratique, etc., qui pussent les rendre sympathiques aux foules et marquer leur volonté de « mouvement ». Cette évolution de la terminologie

politique avait déjà été une caractéristique de la phase du gouvernement provisoire, chez nous, après la chute de la monarchie de juillet.

Les groupes socialistes étaient aux prises et occupaient tout le devant de la scène. Déjà, dans l'ancien Reichstag, trois fractions s'étaient formées, qui correspondaient à trois organisations issues de la social-démocratie unifiée : le vieux parti, les Indépendants de la communauté du travail, et le groupe Spartacus, — qui possède un passé, et auquel on refusait encore, il y a trois mois, toute importance. Le vieux parti, qui avait toujours voté les crédits militaires, de 1914 à 1918, mais qui avait dû participer en novembre aux initiatives révolutionnaires, pour ne pas être débordé, s'est installé au pouvoir par une sorte de délégation du dernier chancelier impérial, Max de Bade. Par calcul politique, il a d'abord passé un compromis avec les Indépendants, en appelant trois des leurs dans le Conseil des mandataires du peuple. Les attitudes d'Ebert, sa hâte à convoquer la Constituante, son refus d'aborder tout de suite les grandes transformations inscrites au programme socialiste, une divergence de vues fondamentales sur les méthodes, comme les suspicions de jadis : tout préparait un choc décisif entre le groupe Spartacus et le gouvernement. Les Indépendants sont-ils sortis du Conseil parce qu'ils prévoyaient la collision et qu'ils voulaient servir de médiateurs et de pacificateurs, ou bien la collision a-t-elle été précipitée par leur rupture même avec Ebert? Ce serait un point à éclaircir ailleurs. — Toujours est-il que la bataille de rues a éclaté dans la capitale, qu'elle a duré une semaine, et que les Indépendants échouant dans leur tentative d'arbitrage, les spartaciens ont été vaincus, après de nombreuses fluctuations et qui donnent à réfléchir. A la veille immédiate du scrutin, le gouvernement vieux-socialiste faisait figure de gouvernement de force.

La loi électorale, qui vient de jouer, différait en tous points de celle du régime impérial. Le chiffre des électeurs inscrits avait presque triplé, passant de 14 à 41 millions par l'adjonction des femmes et par l'abaissement, pour l'un et l'autre sexe, de l'âge antérieurement requis. Au scrutin d'arrondissement était substitué le scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Du même coup étaient supprimées les inégalités, qui avaient été soigneusement entretenues, et qui assuraient l'écrasement des grands centres industriels en donnant, aux circonscriptions rurales de l'Est, une importance disproportionnée à leur population. Enfin le chiffre des députés était légèrement augmenté.

*
* *

Dans le Reichstag de 1912, les social-démocrates alors unis, — car les querelles du révisionnisme et de l'intransigeance marxiste étaient demeurées purement théoriques, — disposaient de 110 sièges : avec 35 p. 100 des voix exprimées, ils n'en avaient que 27 p. 100 des mandats. Le centre s'inscrivait pour 16 p. 100 des voix et 22 p. 100 des mandats (90) ; les nationaux-libéraux pour 14 p. 100 des voix et 11 p. 100 des mandats (43) : les progressistes pour 12 p. 100 des voix et 9 p. 100 des mandats (42) ; les conservateurs pour 12 p. 100 des voix et 14 p. 100 des mandats (58). Le système favorisait les catholiques et les hobereaux aux dépens du socialisme.

Au scrutin de 1919, la social-démocratie s'était coupée en trois tronçons, l'un d'eux, Spartacus, s'étant sans doute abstenu le plus généralement. Le parti allemand démocratique avait groupé les anciens progressistes de la nuance von Payer et les anciens nationaux-libéraux de gauche, (menace Friedberg) : il se donnait pour républicain et préconisait une réforme sociale modérée. Le parti allemand populaire recueillait les éléments de droite du nationalisme libéral, ceux qui suivaient Stresemann, depuis la mort de Bassermann. Il restait fidèle au pangermanisme, mais laissait à ses adhérents toute licence de choisir entre la forme républicaine et la forme monarchique. Les conservateurs et conservateurs libres, ainsi que diverses fractions secondaires, s'étaient rassemblés dans le parti national allemand populaire, qui demeurait inébranlablement attaché aux traditions royalistes et féodales des Junkers. Le centre catholique avait pris l'étiquette de parti populaire chrétien ; pour satisfaire aux deux tendances différentes qui se marquaient parmi ses membres, les agriculteurs de Bavière, les grands industriels et les ouvriers de la région westphalo-rhénane, il s'interdisait toute parole précise : il luttait contre la social-démocratie, combattait la séparation des Églises et de l'État, mais se gardait d'affirmer un programme positif, et nul ne pourrait dire s'il est républicain ou monarchiste : lui-même serait incapable de se classer à cet égard.

*
* *

D'aucuns ont écrit que le Reichstag de 1919 ressemblait trait pour trait à celui de 1912. Rien de plus inexact. Il suffit d'examiner objectivement les chiffres, pour se faire une tout autre conviction.

Les social-démocrates révisionnistes ou antirévisionnistes disposaient de 110 sièges en 1912, tandis qu'ils en occupent 188 en 1919 ; de 27 0/0 leur contingent, sur l'ensemble, passe à 45 0/0 ; il est vrai qu'ils se sont divisés dans l'intervalle en plusieurs fractions ennemies, et qui en sont venues aux mains, et que ce fait influera de toute évidence sur l'évolution politique future de l'Allemagne.

Les progressistes, de 42 mandats sont montés à 77 — soit de 9 à plus de 18 0/0. Voilà encore une caractéristique intéressante.

Le centre catholique, dont on connaît la puissante organisation en Prusse Rhénane, en Westphalie, en Silésie et surtout dans les États méridionaux, a gardé intactes toutes ses positions.

Enfin les partis qui, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, représentaient les milieux hostiles à l'universalisation du suffrage, aux réformes sociales, et les plus dévoués au maintien du militarisme prussien, — conservateurs, conservateurs libres, nationaux-libéraux de droite, enregistrent un grave échec. De 90 sièges, ils descendent à une soixantaine.

Le Reichstag offre donc cette composition : un groupe très dense de socialistes de l'ancien parti, serré sur la gauche par le petit groupe des Indépendants ; — deux fractions intermédiaires et presque d'égale force : les progressistes dont les événements ont stimulé la propagande, et le centre catholique qui n'a ni gagné ni perdu ; — la pure réaction qui se révèle en délicit caractérisé.

Quelles que soient les questions que l'on envisage, — la paix, la constitution, le centralisme ou le fédéralisme, la future organisation sociale, la possibilité de nouvelles crises révolutionnaires, — toutes les hypothèses se présentent à l'esprit.

Les socialistes de la nuance Ebert-Scheidemann, qui croyaient conquérir d'un seul coup la majorité, qui comptaient sur l'effet de la répression berliconseils d'ouvriers et soldats, ont été déçus. Ils ne peuvent pas gouverner à eux seuls. Réduits aux éléments dont ils disposent directement, ils seront battus sur tous les terrains. Contre leur programme qui comportait, dans l'ordre politique, une république à pouvoir autoritaire et centralisé, — et dans l'ordre social, une législation ouvrière développée et des nationalisations prudentes et successives, se dresseront, l'extrême gauche, le centre et la droite.

Les Indépendants n'ont pas subi l'écrasement total que d'aucuns prévoyaient. Ils reviennent avec le même nombre de mandats que dans le précédent Reichstag, et cependant la présence d'un gouvernement socialiste réduisait nécessairement leurs chances... Le désastre militaire des Spartacens, avec lesquels ils avaient contracté alliance, n'a pas eu toute la portée qu'on lui attribuait. Ils ont recueilli en tout 2,200,000 voix, et ce chiffre n'est pas méprisable. Ce qui prouve que l'opposition socialiste aux mandataires du peuple demeure très vivante, c'est que les troubles se sont renouvelés dans la capitale et ailleurs, au lendemain des élections. L'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, quelques explications qu'Ebert ait essayé de fournir, quelques regrets que ses journaux aient exprimés, pèsera longuement et lourdement dans l'esprit des masses ouvrières d'outre-Rhin.

Le rapprochement entre majoritaires et minoritaires apparaît ainsi comme une opération plutôt malaisée. Ledebour et le spartacien Eichhorn ne peuvent, — sans se disqualifier, mettre leurs mains dans celles de Scheidemann et de Noske. Les mandataires du peuple seront donc incités à traiter avec les démocrates, car la réunion des deux fractions Ebert-Legien et Naumann-von Payer donnerait un total de 241 voix sur 421 : — mais les démocrates, qui accepteraient cet accord, posent leurs volontés. Adhérant à la République, répudiant le pangermanisme, ils repoussent les socialisations, et leur appui ne sera acquis au vieux parti socialiste qu'à condition pour celui-ci de déserter toute formule socialiste ; les Indépendants et Spartacus tireraient de cette situation de formidables et immédiats profits. Et pourtant les mandataires du peuple n'ont pas le choix : ou l'abandon du programme d'Erfurt, dont Ebert, Scheidemann et Landsberg, proclamaient la validité au lendemain même de la révolution de novembre, — où l'échec inévitable devant la Constituante. Dans les deux cas, il y aura une crise profonde et qui ne se liquidera peut-être point par les seuls moyens parlementaires. Les onze millions et demi d'hommes et de femmes, qui ont voté pour les candidats de la vieille social-démocratie, forment une armée compacte, mais exigeante, — disciplinée, mais dont la discipline peut fort bien se retourner contre un pouvoir qui mentirait à ses origines et qui renierait ses promesses. La condition du directoire des cinq — Ebert, Scheidemann, Landsberg, Noske, Wissel, — est plus grave qu'avant le 19 janvier. Ils sont menacés sur leurs deux flancs, et leurs possibilités de mouvement sont réduites, — entre la fraction révolutionnaire du prolétariat et les groupements bourgeois ou féodaux qui disposent de plus de la moitié de l'assemblée. Les premières séances de celles-ci vont être capitales.

PAUL LOUIS.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

Salvina était loin de partager l'engouement de son frère pour la famille Jonas, et le vieux Jonas en particulier l'assommait avec ses citations bibliques ou ses auteurs anglais. C'était au fond un vieil ignorant pompeux et vaniteux, qui au milieu des ignorants qu'il fréquentait se croyait une lumière de science. Un bandeau vert qu'il portait sur l'œil gauche, lui donnait, croyait-il, un air de dignité, et il parlait avec dédain de ses coréligionnaires étrangers, qui écorchaient l'anglais avec un fort accent judaïque.

Les timides tentatives de Salvina pour rectifier les citations anglaises qu'il faisait tout de travers, le mirent fort en colère et cela faillit faire manquer le mariage.

Lazare était au fond le seul de sa famille qui fréquentât chez sa fiancée, mais le moment était venu d'échanger des visites officielles. Le jeune homme assistait à ces visites avec crainte et inquiétude, tremblant à tout moment qu'une indiscrétion quelconque ne dénonçât son père, qui était censé se trouver aux bains de mer. Réflexion faite, il n'avait pas osé l'expédier aux eaux en Allemagne.

VIII

Ce fut Salvina qui se rendit en effet aux bains de mer, avant la célébration du mariage. Claktons-Mer était l'endroit choisi pour une excursion scolaire des enfants à l'occasion d'une fête caniculaire. Ce fut un plaisir bien médiocre pour la jeune institutrice que de prendre part à cette excursion, car elle assumait une grosse responsabilité et une tâche très difficile. Toutefois, c'était une agréable diversion à la monotonie des longs mois d'enseignement : la joie débordante des enfants fut en quelque sorte contagieuse et Salvina en fut tout attendrie.

Lorsqu'ils arrivèrent sur la plage populeuse, couverte de galets et complètement dénuée de verdure, les petites filles, en poussant des cris de joie, se mirent à patauger dans les mares et les flaques d'eau, pendant que les plus sages s'employaient activement à l'édification de forts et tranchées à coups de pelles et de bêches.

Salvina, qui en qualité de sous-maîtresse, avait la surveillance de tout ce petit monde sur un certain rayon, s'installa sur le sable, en tournant le dos à l'esplanade, afin de mieux avoir sous les yeux toutes ses petites ouailles. Consciencieuse à l'extrême, elle recomptait à tout instant son petit troupeau, inquiète à la moindre incartade et effrayée de le voir s'éloigner.

Son cœur battait fort chaque fois qu'une des fillettes dépassait la limite permise et ce fut vraiment un plaisir mitigé de crainte que s'imposait la petite sous-maîtresse.

Une gamine ramassa un gros galet, merveilleusement uni et demanda à Salvina, si ce caillou valait beaucoup d'argent. Salvina prit en mains le galet et improvisa une leçon de chose pour l'édification de son jeune auditoire.

— Non, dit-elle, cela n'a aucune valeur commerciale, parce qu'on peut en ramasser une quantité infinie, sans se donner la moindre peine, et même les plus belles choses sont considérées sans valeur quand elles sont à la portée de tout le monde. Ce galet a été poli sous l'action des vagues, pendant des milliers d'années et si...

Le son aigu d'une fanfare lui fit tourner la tête subitement, et elle regarda vaguement l'Esplanade, quand soudain, elle aperçut là, devant elle, dans une des belles maisons neuves, se tenant sur un balcon fleuri, et occupé à regarder la foule, son père richement habillé, assis à côté d'une femme plantureuse, avec des cheveux jaunes !

Le sang lui afflua au cœur. Ainsi, il était là, insouciant et heureux, riche et se prélassant dans le luxe ! L'instinct inné de l'ordre et le sentiment du devoir soulevèrent en elle une indignation profonde, à l'idée que sa malheureuse mère était condamnée pendant ce temps aux plus durs travaux, aux pires privations !

Pendant l'espace d'une seconde, elle fut tentée de lancer contre son père le galet qu'elle tenait à la main, mais ce mouvement fit aussitôt place à la crainte de susciter, par sa seule présence, le moindre embarras à son père. Elle se tourna délibérément vers les enfants, et après une pause imperceptible, elle reprit sa démonstration, s'efforçant de conserver son sang-froid.

— Oui, sous l'action des vagues pendant des milliers d'années, ce galet sera pulvérisé en sable fin, comme tant d'autres galets, qui se trouvaient ici primitivement.

A mesure qu'elle parlait, le sens de ses propres paroles lui parut symbolique et elle ressentit douloureusement le néant de toute chose et le peu de place qu'elle-même tenait dans le temps et l'espace, la réduisant à un grain de sable inerte et imperceptible.

Mais cette impression ne dura point et un ressentiment amer germa de nouveau dans son cœur meurtri contre ce couple repu qui se prélassait sur le balcon, sans honte ni vergogne.

(1) V. *Revue Bleue*, nos 23, 1918 et suivants.

Elle se rendant compte en même temps combien leur quiétude serait troublée s'ils se trouvaient soudain face à face avec elle, et elle s'efforça de les éviter par tous les moyens. Sa tâche de surveillance en fut doublement compliquée par les inquiétudes intimes, qui la tinrent sur le qui-vive durant toute la journée.

Mais en son for intérieur, elle se jura que sa mère aurait sa revanche un jour. Elle aussi, la pauvre épouse répudiée, viendra se prélasser sur l'Esplanade, aux prochaines vacances ! Et cette fois-ci, elle ne restera pas confinée comme d'habitude, dans les ruelles sombres, sans vue sur mer.

Dans la soirée, après que sa mère fut déjà couchée, Salvina, ne put s'empêcher de dire à son frère, en lui servant son souper :

— C'est étrange ! Papa est réellement aux bains de mer !

— Diable ! Il s'arrêta, la fourchette en l'air. C'est à Clakton-sur-Mer que tu l'as vu ?

— Oui, mais n'en dis rien à maman ! Du moins ainsi, nous n'avons pas fait un mensonge ! J'en suis très contente !

— Laisse-moi la paix avec ta peur des mensonges ! Où demeure-t-il ?

— Dans une belle maison, au centre de l'Esplanade ! C'est tout simplement révoltant !

— Ne fais donc pas de morale ! Passe-moi un peu de moutarde !... As-tu passé une bonne après-midi ?

— Non pas ! Une petite infirme de ma classe a voulu elle aussi patauger comme les autres, mais elle a laissé tomber sa béquille, qui a été emportée par une lame...

— Foin de tes petites infirmes ! Il y en a toujours un tas dans ta classe !

— Parce que ma classe est au rez-de-chaussée...

— Ha ! Ha ! Ha ! C'est bien ta chance à toi ! A propos, voici une lettre de Kitty, qui est bien contrariante.

Et reprenant son sérieux, il ajouta :

— Elle ne viendra pas au mariage ! C'est abominablement égoïste de sa part.

Kitty exprimait ses vifs regrets, mais ses maîtres venaient de décider subitement de partir en voyage pour l'étranger et elle ne pouvait laisser échapper cette chance inespérée de voir du pays à son tour. Elle ajoutait plaisamment : « Ce sera la lune de miel de la gouvernante ! » Paris, Rome, la Suisse, tous ces pays merveilleux allaient lui ouvrir leurs trésors !

En lisant ces lignes enthousiastes, Salvina laissa échapper un profond soupir, qui résumait tous ses désirs inassouvis.

L'heureuse voyageuse se fit donc représenter au mariage par un chevalier en toute douceur, qui se détachait majestueusement au milieu des autres cadeaux usuels de la nombreuse famille Jonas : des couverts à dessert, un saladier, des truelles à poisson, etc. Un autre cadeau important attira l'attention de Salvina ; c'était un grand tauteuil capitonné, auquel était épinglée une carte avec ces mots : « A Rhoda, de son affectionné beau-père. »

Ce fut à la réunion de famille, le dernier dimanche avant le mariage, que Salvina vit pour la première fois ce siège, et de saisissement, elle resta comme clouée sur place. Le rouge lui monta aux joues si violemment, que Lazare jugea prudent de la rassurer, en lui soufflant à l'oreille :

— C'est de moi ! Ce n'est que pour sauver les apparences.

Pendant le souper, le vieux Jonas, qui exerçait sa verve à des jeux de mots, fit allusion au « père » absent, qui en même temps siégeait sur le tauteuil, en ce moment.

Le jour du mariage, Salvina aida sa mère à sa toilette, et l'arrangea avec tant de soin, l'attifa si bien, qu'elle parut toute rajeunie. Les craintes de Kietty pouvaient vraiment se justifier, car on aurait pu prendre Mme Brill pour la mariée. Elle était si jolie, que sa ressemblance avec Kitty parut frappante.

Lazare avait passé sa dernière nuit de garçon à l'hôtel, assurant non sans raison qu'une paillasse dans une chambre vide avait de quoi prédisposer à la mélancolie le fiancé le plus amoureux.

— Non, jamais fiancé ne fut si maltraité par le sort ! gémit-il en soupirant.

Et il leva le poing menaçant contre le père indigne qui l'avait lésé ainsi, matériellement et moralement.

Il vint en cab chercher sa mère et sa sœur et ils partirent tous ensemble. Comme la voiture était à quelque distance du temple, Lazare dit nonchalamment :

— Ne soyez pas choquées de voir papa à la Synagogue.

— Hein, quoi ! glapit Mme Brill, pensant s'évanouir.

— Il n'aura pas ce toupet ! la rassura Salvina, en lui faisant respirer les sels, qui avaient dû servir naguère à Kitty.

— Il n'aura pas le toupet de s'abstenir, je pense ! riposta Lazare. Je l'ai expressément invité !

— Toi ! crièrent-elles, épouvantées.

— Oui, moi ! Je déteste les complications inutiles et j'ai en horreur les faux-fuyants et les mensonges. Déjà sans cela les Jonas se sont bien dou-

tés qu'il y a maldonne, quand malgré tous mes efforts vous vous êtes embourbées dans des explications maladroites !

— Mais où as-tu su le trouver ? demande la mère, dans une agitation extrême.

— A Clakton.

Salvina se mordit la langue.

— Je lui ai fait passer ma carte : Laurence Brill, de la Maison Granders Frères. J'ai cru qu'il allait avoir un coup en me voyant ! Je lui déclarais que s'il ne venait pas à mon mariage, et ne remplissait pas jusqu'au bout son devoir de père, j'allais le dénoncer à la justice et entamer des poursuites contre lui.

— Des poursuites contre lui ! se récria Mme Brill.

— Oui, pour vol de fauteuil ! Je m'étais rappelé, ha ! ha ! ha ! que c'était moi qui avais acheté ce vieux fauteuil de mes deniers et pour mon usage personnel lorsque nous vivions à Spittalfield et qu'il n'y avait que des chaises de paille.

— Alors c'est bien lui qui a envoyé le nouveau fauteuil, gémit Salvina.

— Oui, c'était adroit de sa part ! Et tu avoueras que c'était adroit de ma part d'avoir su sauver les apparences !

— Ce sera terrible pour maman ! s'écria Salvina avec colère. Tu aurais dû penser à elle !

— Mais elle n'a pas besoin de parler avec lui. Il fera seulement acte de présence et le tour sera joué !

— Il aurait mieux valu avouer la vérité, au lieu de faire ce gros mensonge ! dit Salvina avec indignation. Car c'est un mensonge, et qui sera aussi pénible à lui qu'à nous !

— Tant pis pour lui ! Le vieil escamoteur de mobilier !

— C'est une faute grave ! insista Salvina.

— Allons ! Allons, Salvina ! intervint Mme Brill. Tu ne vas pas gâter la fête à ton frère !

— Il l'a gâtée lui-même ! cria Salvina, en éclatant en sanglots. Ah, maman, nous aurions mieux fait de ne pas venir !

— Allons, bon ! En voilà un beau jour de mariage ! soupira Lazare.

— Voyons, Salvina ! argua Mme Brill. En quoi cela peut-il nous toucher qu'un chien morveux s'introduise au Temple ?

Juste à ce moment la voiture s'arrêta.

— Comment, mais nous ne sommes pas encore arrivés ! s'écria Mme Brill.

— Oh ! non ! Pas encore ! répliqua Lazare. Mais c'est ici, que nous allons prendre papa ! Il faut que nous arrivions tous ensemble !

Et sans leur donner le temps de protester, il sauta prestement dehors, et poussa vigoureusement dans la voiture un gros bonhomme poussif, tout ahuri, en habits de fête et une fleur à la boutonnière. Il avait l'air d'un chien battu, le regard fuyant et déconfit.

Lazare s'assit à côté de lui, et avant qu'elles ne fussent revenues de leur ébahissement, la voiture repartit au galop.

— Bonjour Esther ! balbutia son ex-mari. Je t'ai donné le « get ».

— Silence ! cria Salvina, comme si elle parlait à ses petites élèves. Comment osez-vous lui adresser la parole !

Elle saisit la main de sa mère et sentit son pouls battre follement.

— Vieux serpent ! siffla Mme Brill.

— Maman ! Pas un mot ! supplia Salvina. Il ne mérite pas que tu lui adresses la parole !

— A Jérusalem j'aurais pu avoir deux femmes ! bredouilla le coupable.

Mais personne ne répondit. Ces quatre êtres humains, empilés dans l'exigu véhicule, et dont les genoux se touchaient, gardaient un silence hostile.

L'époux infidèle lançait un regard furtif à son ex-épouse, resplendissante avec tous ses bijoux, si fraîche et si jeune, qu'il croyait voir Kitty devant lui.

C'était comme un renouveau de jeunesse et sans s'en rendre compte il ressentit un vif dépit, que malgré son abandon, elle paraissait se raccrocher à la vie.

Ce singulier voyage ne dura heureusement que quelques minutes et la famille unie du fiancé fit son entrée à la Synagogue, au milieu d'un murmure flatteur de l'assistance.

Mme Brill n'avait pas une part active à jouer dans la cérémonie. Les honneurs étaient faits par M. Jonas, qui avançait en se dandinant, avec la fiancée à son bras. Il avait arboré à cette occasion un nouveau bandeau vert sur son œil gauche.

Le père du fiancé s'assit humblement à côté du dais nuptial, perdu parmi les nombreux Jonas. Salvina s'arrangea pour se placer avec sa mère du côté opposé, l'attention en éveil, pleine de crainte et d'inquiétude pendant toute la cérémonie, se tenant sur la défensive, tout comme un jeune roquet, qui défendrait sa maîtresse contre un bouledogue en arrêt.

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL

(*Nouvelle traduite par* NADI.

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE. (1)

Mais, entre temps, l'opuscule s'était accru, avec l'ambition de Brienne, et aussi son découragement d'esprit. Il reparaissait aux yeux du public, sous un format moins discret, orné en tête d'un frontispice allégorique de Le Brun, et d'un portrait de l'auteur par le même artiste — figure fine, intelligente, inquiétante aussi par le regard mal assuré.

L'ouvrage était complété par une vue d'un campement lapon, une carte et un dictionnaire géographique de Nicolas Sanson, et précédé d'un chœur de poètes latins, pour la plupart jésuites, les Pères Cossart, Rapin, Jourdan, Verjus, Esprit Fléchier lui-même, qui décernaient à l'envi au jeune écrivain un brevet d'humaniste élégant. C'était triompher sans modestie, et pour mieux marquer son avantage, l'auteur avait distribué cette édition nouvelle autant qu'il avait dissimulé l'autre. On trouve encore des exemplaires qu'il offrit à toutes les bibliothèques notoires, à tous les gens en vue, parmi eux Bossuet, qui a marqué la circonstance sur le titre du volume qui lui appartint.

Tout cela était bien fait pour agiter un amour-propre moins sensible que celui de Brienne. Pareils éloges lui montèrent au cerveau, et le troublèrent de plus en plus. Certes, d'autres avant lui, Mazarin par exemple et Foucquet, avaient encouragé la muse latine des contemporains, et la gueuserie des gens de lettres avait répondu à ces avances avec un empressement trop marqué. Tour à tour ils avaient célébré Mazarin et Foucquet, qui tous deux faisaient de ces éloges un instrument de règne. Ils vantaient de même Brienne, dont la générosité les séduisait. Quelques-uns n'en étaient pas dignes, soit pour leur manque de caractère, soit pour leur défaut de talent. C'étaient ceux à qui Brienne tenait le plus. Il protégeait ouvertement l'étrange Benjamin Prioleau, qui voulait passer pour Vénitien, quoique né en Saintonge, en écrivait une biographie élogieuse, le rapprochait de Mazarin et imprimait à ses propres dépens le programme d'une histoire, qui de satire s'était transformée en panégyrique du ministre puissant. Cette protection accordée au louche Prioleau est fâcheuse à Brienne : on reprocha à son latin d'être le résultat des conseils du P. Cossart et de Prioleau, et Brienne le reconnnait, dans un de ses moments d'abandon. On pouvait plus justement reprocher au ministre de s'être fait, jusqu'à se compromettre, le soutien d'un homme qui le méritait aussi peu que Prioleau, plume vénale, besogneux sans scrupule, pour qui la palinodie, sinon l'espionnage, n'était qu'un jeu.

La qualité de Mécène ne dépend pas seulement, en effet, de la générosité de celui qui donne, mais aussi du mérite de celui qui reçoit. Bien applique, un bienfait est louable ; accordé sans discernement, c'est duperie, et sur ce point Brienne n'eut pas autant de chance que de bon vouloir. Si ceux qu'il soutint peuvent être légion, ils ne sont pas élite. Notre Brienne manque de jugement : il prend ce qui se présente, épilogue sur le talent, l'épluche, le diminue par des remarques d'un goût incertain. Son intelligence, réelle, mais impulsive, ne réussit pas à lui fournir un idéal et surtout à lui donner la constance de s'y tenir. Les amis de Brienne sur le Parnasse latin, c'est ce groupe de jésuites versificateurs, auparavant protégés par Foucquet, qui s'emploient au jeu inutile de faire servir la métrique d'Horace et des lyriques anciens à exprimer des idées et des sentiments que l'antiquité n'aurait pas pu éprouver. L'ambition de Brienne était d'exceller à cet art puéril, de présider à ceux qui l'exerçaient avec quelque mérite. Il jouait à l'Ovide, en affectait l'abondance, la facilité :

Quidquid tentabam dicere versus erat,

répétait-il de lui-même, prenant pour un mérite cette disposition à pratiquer tous les rythmes désuets.

Si on l'eut laissé faire, Brienne eut fait mettre en latin tous les actes importants du nouveau règne, ce qui ne plaisait guère à Louis XIV, soucieux avant tout de la suprématie des lettres françaises. Boileau lui aussi, qui gardait sur le cœur le malentendu de jadis, s'énervait de cette littérature factice, dépensant de l'ingéniosité d'esprit à tenter de ranimer des sentiments abolis. Il amorce contre eux une satire latine, entame un dialogue latin, où ils sont raillés avec leurs propres moyens. Il est vrai que Brienne n'est pas nommé dans ce qui nous reste de ces écrits. Mais la manœuvre dirigée contre tous ceux qui pratiquent la métrique latine, n'est pas pour épargner celui qui y prétend le plus. Brienne a donné au public les vers de Madelenet, la prose historique de Prioleau, les recherches érudites de Charles Patin — le tout en latin, bien entendu. — Lui-même, pour son propre compte, compose dans des conditions pareilles, versifie sur tous les sujets qui s'offrent, corres-

(1) V. *Revue Bleue*, nos 1 et suiv., 1919.

pond avec tous les humanistes de sa connaissance. C'est un besoin, une manie que tout excite et qui conduira fatalement à mal celui qui en est la victime, si quelque autre accident s'y ajoute.

C'est ce qui advint. Les Brienne n'étaient pas riches, ou du moins pas bons ménagers de leurs revenus. Au cours de sa longue charge ministérielle, le père avait disposé de grandes ressources financières, gérant les intérêts de l'Etat avec plus de souci de ses propres besoins que des besoins publics. Il disposait, notamment, des consulats du Levant, et en usait sans scrupule. Mais désireux de sauvegarder sa situation ministérielle, il ne comptait pas avec son bien, empruntant, hypothéquant, creusant sans cesse des dettes nouvelles sous ses pas. Son héritage devait être — et fut — désastreux, et son fils, plus mauvais administrateur, consomma aisément sa ruine en ajoutant à ces défauts des vices plus dispendieux. Il joua et collectionna des raretés artistiques. C'était encore une de ses ambitions d'être compté parmi les principaux curieux de son temps. Lui-même a décrit — toujours dans un latin trop tendu et trop vague — sa propre galerie de tableaux, *De Pinacotheca sua*, et ce qu'il en dit suffit à mettre le propriétaire en bon rang parmi les amateurs de son temps. Ailleurs, Brienne a ajouté d'autres détails qui permettent de compléter sa psychologie à cet égard.

Curieux, il l'était par le goût de l'art et de tout ce qui s'y rapportait, aussi par le besoin des émotions que causent la trouvaille, l'acquisition, la vente. Dans ses voyages, en Hollande comme en Italie, il n'avait pas manqué de visiter les galeries et de se mettre en contact avec tous ceux qui trafiquaient de peinture. A Paris, ce fut pis encore, d'autant que la manie de Mazarin a mis à la mode ces habitudes de trafic. Brienne y succombe et s'y ruine. « La curiosité des tableaux n'est bonne que pour les prodigues tels que moi, écrit-il de lui-même, et pour les rois qui peuvent faire de telles dépenses sans s'incommoder. Mais pour les particuliers, c'est certainement une très grande folie, et la dépense passe infiniment leurs forces et leurs moyens. »

Il voit donc le danger et il y succombe, car son amour-propre y trouve des jouissances particulières. Il se croit peintre, bien qu'il n'ait, semble-t-il, jamais manié les pinceaux, et disserte à ce sujet avec assurance, sans dire d'invraisemblances. Il aime en parler et étale volontiers ce qu'il a appris, par enseignement ou par expérience. « J'ai dépensé beaucoup d'argent en tableaux, déclare-t-il encore, je les aime à la folie, je m'y connais très bien : je puis acheter un tableau sans prendre conseil de personne, et sans crainte d'être trompé par les Jabachs et les Perruchots, par les Forêts et les Podestats, grands maquignons de tableaux et qui ont bien vendu en leur temps des copies pour des originaux. » De fait, il est étroitement mêlé à ce monde restreint de la brocante, le fréquente, en sait les ruses et n'ignore rien des principales toiles en évidence, note les prix, les acquéreurs, les transformations, d'autant que sa mémoire est aussi fidèle que son œil est exercé.

Ce trafic des belles choses qu'il aime avec volupté est donc une forme du jeu, un épisode du besoin d'aventures rémunératrices : il espère avec le gain de ses trouvailles accroître ses ressources et combler ses pertes. Car il joue ailleurs, et gros jeu, dit-on. Tout le monde jouait alors, depuis Mazarin, inventeur du *hoc* qui porte son nom, jusqu'au jeune roi, qui convie à son jeu les courtisans qui lui sont sympathiques. Souvent Brienne en est, et là il pratique une habitude également fort répandue : il essaie de corriger la fortune par des procédés peu honnêtes, il triche comme tant d'autres le font autour de lui. On le découvre et c'est prétexte à l'éloigner. Se laissa-t-il prendre dans une partie engagée avec l'archevêque de Paris, Péréfixe, comme il le déclare lui-même, ou bien fut-il entraîné à sa perte par l'abbé de Cessac et l'abbé de Gordes, comme il le dit ailleurs, et d'autres avec lui ? Il est malaisé de le certifier. Toujours est-il que ce scandale servit à éloigner un secrétaire d'Etat assez mal en point, depuis la disgrâce de Fouquet, et dont la discrétion n'avait jamais été assurée.

Brienne a conté sa mésaventure dans une partie aujourd'hui perdue de ses mémoires. On en peut donc parler avec moins d'assurance que le faisait la victime. L'événement dut se produire vers le milieu de l'année 1662. Le roi, mécontent, signifia l'ordre d'éloignement de la cour. Peut-être même alla-t-il plus loin, car on voit, à cette époque, dans les papiers de la Bastille, la mention assez peu explicite de l'incarcération d'un Loménie qui pourrait être le nôtre. Toujours est-il que celui-ci dut quitter la cour. Il alla en Picardie, espérant que son exil ne durerait pas. Le roi songea, dit-on, à le faire cesser ; mais cette bonne disposition ne se fixa pas, contrariée par les machinations des ennemis de Brienne et aussi parce que sa manie latinisante ne s'exerça jamais avec une insistance plus tenace qu'au temps de ce loisir forcé. Prose, vers, tout lui était bon indistinctement. Il se mit

même à faire les vers français, mauvaise entreprise pour lui, car la facilité fluante de sa veine se montre mieux dans notre langue que sous la contrainte du latin.

Le roi parla d'une démission du ministère : Brienne s'y refusait, quoiqu'il ne fut que le survivancier et son père le titulaire ; mais l'exemple du cardinal de Retz, si longtemps hostile à pareil désir du roi, excitait ce cerveau échauffé. En décembre 1662, on permit à Brienne de s'approcher de Paris, sans doute pour mieux l'avoir sous la main, et tantôt à Saint-Denis, dans une dépendance du couvent des Carmélites, tantôt à Vanves, chez le président de Thou, il put réfléchir sur son cas et recevoir des amis qui lui en montrèrent la difficulté. Sous l'épreuve, Brienne s'était « mis dans la dévotion », comme il dit, et il finit par accepter le sacrifice qu'on lui demandait. Le 14 avril 1663, par acte sous seing privé entre Brienne père et fils et Lionne, les premiers faisaient cession au dernier, moyennant 900,000 livres, de la charge de secrétaire d'Etat et se soumettaient ainsi aux exigences du roi.

C'était la fin. Ce fut la débâcle matérielle et morale. Les Brienne n'étaient pas riches et n'avaient jamais su diriger leurs intérêts pécuniaires. Le 18 avril, par un acte en forme de compte, le père et la mère fixaient leurs conventions et reconnaissaient que leurs créanciers avaient été désintéressés en partie, à l'aide des ressources dotales de leur belle-fille. Celle-ci, au jour de son mariage, avait apporté une dot de 400,000 livres, tant en deniers qu'en rentes, dont la plus large portion lui était restée en revenus. Trois jours après, le 21 avril, elle faisait séparation totale de biens avec son mari : mais la précaution fut trop tardive, car c'est elle, la jeune comtesse de Brienne, qui fut la principale victime de cette situation lamentable. La plupart de son avoir passa à toutes ces combinaisons financières et le malheur l'atteignit au plus profond de son être. C'était une femme spirituelle, coquette, légère même, si l'on en croit son époux, qui a l'impudeur de ne pas la ménager dans ses mémoires. Elle était ambitieuse et attendait beaucoup de la situation de Brienne. L'effondrement de celui-ci l'atteignit si bien, qu'elle en mourut dix mois après, succombant en pleine jeunesse à la perte de ses illusions et de son bonheur.

Ce nouveau coup du sort affligea Brienne trop vivement peut-être pour que son chagrin fut salutaire. Aussitôt il songea à entrer en religion et voulut choisir la chartreuse de Paris, pour laquelle il avait, selon lui, une vocation particulière. Mais on ne l'y accepta pas, et il se décida à s'établir à l'Institution de l'Oratoire de Paris, où il était venu faire une retraite après la mort de sa femme et où il fut agréé le 24 janvier 1664.

Le monde avait fort glosé, et très diversement sur cette disgrâce si éclatante. « Voilà un jeune homme perdu, si Dieu ne le sauve, que les jeux et les pipeurs ont perdu, disait de lui Guy Patin, avec quelque sympathie. Il méritait une meilleure fin ; car c'était un honnête homme et très savant. » Chapelain est plus explicite encore et moins indulgent. Il mandait successivement les phases de cette mésaventure à Nicolas Heinsius, avec qui Brienne correspondait auparavant. « Une friponnerie de jeu, écrivait Chapelain, en parlant de Brienne, à laquelle on a prétendu qu'il était entré pour une part principale, a trouvé le roi facile à se le persuader et l'a porté à lui envoyer commander de se retirer de la cour, ce qui serait peu de chose, les relégations des gens de cet âge ne durant pas d'ordinaire longtemps ; mais ce qu'il y a de pis est que Sa Majesté s'est fait entendre qu'elle ne se servirait jamais de lui en la charge de secrétaire d'Etat, dont il avait la survivance et que même elle voulait qu'il s'en défît. »

Chapelain, comme on le voit, est exactement informé. Tout en affectant de plaindre le jeune homme, il en apprécie le cas. « Ce n'est pas que sa conduite fut trop bonne, et que d'ailleurs même dans les choses louables, comme est la passion qu'il a pour les Muses, il n'ait agi peu considérément. Que peut-on juger en effet du jugement d'un homme qui méprise le style de Cicéron et qui n'en voit de bon que celui de Tacite, qui met Prioleau au-delà de tous les écrivains, qui se pique d'en écrire la vie et qui se rend le publicateur des poésies de Madelenet ? » Ainsi, d'accord en cela avec Boileau pour l'unique fois de sa vie, Chapelain compte l'amour immodéré du latin au nombre des causes du déséquilibrement de Brienne. Mais Chapelain n'était ni généreux ni désintéressé : il abandonne Brienne disgrâcié comme il a renoncé à Fouquet malheureux ; ses hommages vont à Colbert, dont l'autorité grandit et qui tient la bourse des pensions et des récompenses.

(*A suivre.*) PAUL BONNEFON.

LETTRES INÉDITES DE COSIMA WAGNER

Au milieu des événements actuels, la fin de Cosima Wagner a passé sinon inaperçue, du moins sans provoquer dans la presse les commentaires les plus divers sur la fille de Liszt, comme cela se fût produit en d'autres temps. Les journaux ont simplement annoncé qu'elle est morte à Beyrouth, en sa villa de Wahnfried, le 22 décembre dernier. Quelques-uns rassemblant brièvement leurs souvenirs, lui ont consacré quelques lignes, et c'est tout.

Sans vouloir, à propos de la correspondance inédite que l'on va lire, retracer la biographie, — connue de tous ceux qui sont familiers avec l'histoire littéraire et artistique du dernier siècle, — de celle qui fut la femme de Richard Wagner, il nous suffira de rappeler succinctement les principaux faits de sa longue existence, avant de lui donner la parole.

Franz Liszt, né en 1811, eut trois enfants de la comtesse d'Agoult (Daniel Sterne, en littérature, née de Flavigny, en 1806, à Francfort). L'aînée fut Blandine, née à Genève en 1835, morte, en 1862, cinq ans après avoir épousé Emile Ollivier, avocat et futur ministre de l'Empire libéral. Le plus jeune, Daniel, né à Rome, mourut à Berlin, en 1859, à l'âge de dix-neuf ans. La cadette vit le jour en 1839.

Dans la cinquième de ses *Lettres d'un bachelier-ès-musique*, publiées par la *Revue et Gazette musicale de Paris*, Liszt débutait ainsi (la lettre adressée à Louis de Ronchaud, est datée de Bellaggio, 20 septembre 1837) :

« Lorsque vous écrirez l'histoire de deux amants heureux, placez-les sur les bords du lac de Côme. Je ne connais pas de contrée plus manifestement bénie du ciel ; je n'en ai point vu où les enchantements d'une vie d'amour paraîtraient plus naturels... » Et plus loin, faisant indirectement allusion à lui-même et à sa compagne : « Oui, mon ami, si vous voyez passer dans vos rêves la forme idéale d'une de ces femmes dont la beauté d'origine céleste n'est point un piège pour les sens, mais une révélation pour l'âme : si, près d'elle vous apparaît un jeune homme au cœur droit et sincère, imaginez entre eux une touchante histoire d'amour, et commencez-la par ces mots : *Sur les bord du lac de Côme.* »

Cosima Liszt naquit, deux ans plus tard, sur les bords du lac enchanteur, et, au printemps de 1840, George Sand, l'amie de Liszt et de la comtesse (qu'elle appelle Arabella, dans ses *Lettres d'un voyageur*), donnait, au Théâtre-français *Cosima, ou la Haine dans l'amour*, son premier ouvrage dramatique, et qui fit dès le premier soir un fiasco complet.

Liszt, qui continuait à parcourir triomphalement l'Europe, confia ses trois enfants à son excellente mère, fixée à Paris, 19, rue Pigalle. Un peu plus tard, vers 1848-49, ils étaient en pension chez Seghers, le violoniste et chef d'orchestre, fondateur de la Société Sainte-Cécile. En 1851, Reinecke étant à Paris, faisait travailler le piano à Blandine et à Cosima.

Ce fut en 1853 que Wagner, de passage à Paris, vit pour la première fois les deux sœurs et leur frère Daniel. La ressemblance prodigieuse du jeune Daniel avec son père produisit sur lui une « impression touchante », tandis que les deux jeunes filles ne le frappèrent « que par leur timidité et l'air de réserve qu'elles n'ont cessé de garder. »

Blandine épousa Emile Ollivier, en octobre 1857. La même année et presque à la même époque, Hans de Bülow, compositeur, pianiste et chef d'orchestre, grand zélateur de Berlioz, de Liszt et de Wagner, épousait, à Berlin, « cet ange de cœur et d'esprit qui s'appelle Cosima. » Les deux jeunes époux partirent aussitôt pour Zurich, où ils passèrent plusieurs semaines auprès de Wagner. C'était peu de temps avant la « catastrophe » qui mit fin subitement au séjour de Wagner chez les Wesendonck, où il venait de commencer *Tristan et Iseult*. Cosima se sentit dès lors irrésistiblement entraînée vers celui pour qui son père ne cessait de combattre et de se dévouer. Sept ans plus tard, à Munich, alors que Wagner pensait enfin avoir trouvé un asile, se produisit le rapprochement décisif. On connaît la suite.

Wagner, obligé de quitter Munich et de se retirer en Suisse, étant devenu veuf de sa première femme, Minna Planer ; Hans de Bülow ayant demandé le divorce, Wagner, épousa Cosima Liszt, le 25 août 1870 : elle lui avait déjà donné deux filles et un fils, Isolde, Eva et Siegfried.

Puis, ce fut Bayreuth, où il vécut les dix dernières années de sa vie, ne quittant la petite ville bavaroise où il avait édifié son théâtre que pour aller se reposer, après *Parsifal*, à Venise, où il devait mourir.

On sait avec quelle rare énergie et quelle entente des affaires artistiques et commerciales, celle que Liszt appelait sa « Walkyrie », reprit et développa l'exploitation des *Festspiele* bayreuthiens. L'entreprise connut dès lors une période de prospérité que Wagner lui-même n'avait pu entrevoir que dans un avenir lointain...

Les lettres inédites qu'on va lire ont été écrites

par Cosima Wagner, ou sous sa dictée, car son état de santé, nous apprend, entre autres, la lettre du 5 décembre 1885, ne lui permettait pas de tenir elle-même la plume. Elles se rapportent à la traduction française que Victor Wilder avait entreprise, à partir de l'année précédente, des poèmes wagnériens (à l'exception de *Rienzi*, du *Hollandais*, de *Tannhäuser*, mais y compris *Lohengrin*, qui avaient été traduits et publiés par Nuitter). La tâche était longue et ardue : il ne s'agissait de rien de moins que 17 actes à traduire et à adapter à la musique ; et Wilder, voulant s'en acquitter à la satisfaction des ayants-droits de Wagner, s'était adressé à Bayreuth afin d'obtenir l'approbation de son travail. Telle est l'origine de cette correspondance de 1885, où l'on voit la veuve du compositeur-poète donner des indications, rappeler les principes du maître, suggérer des procédés de traduction, présenter des observations auxquelles Wilder répond dans sa longue lettre du 30 novembre.

*
* *

La première lettre de Bayreuth est adressée au compositeur Eduard Lassen (1830-1904), qui, d'origine danoise, avait fait ses études à Bruxelles et avait pris la succession de Liszt à Weimar en 1851.

Lorsque, après la mort de Victor Wilder, *la Walkyrie* ayant été représentée à l'Opéra de Paris (1893), se posa la question de la mise en scène des *Maîtres-chanteurs* au même théâtre, Cosima Wagner choisit une nouvelle traduction, celle d'Alfred Ernst.

Un procès s'ensuivit entre l'éditeur Schott, les héritiers de Wagner et ceux de Wilder. Malgré l'éloquente plaidoirie de Waldeck-Rousseau, la cour d'appel de Paris reconnut, le 1er juillet 1897, le droit aux éditeurs et à la famille de Wagner de faire représenter une version différente. Seule la *Walkyrie* continua à être donnée sur les scènes françaises, avec la première traduction qui en avait été faite.

Bayreuth, 12 juillet 1885.

Cher Monsieur Lassen,

Nous vous sommes vraiment reconnaissants, la question que vous touchez nous occupe depuis des mois.

Les traductions des *Maîtres Chanteurs* par Wilder et de *Lohengrin* sont connues à fond à Wahnfried. Deux points sont à considérer sérieusement : il est parfaitement sûr que si *Lohengrin* avait été représenté à Paris en 1882, la traduction de M. Nuitter eût été acceptée sans hésitation.

D'autre part, le problème de la traduction des œuvres en langue française n'est point encore assez complètement résolu, en dépit des beaux travaux qui se sont faits, pour qu'une aussi grosse responsabilité que celle de l'adoption d'un autre traducteur que le traducteur élu puisse être assumée. Je joins à ces lignes un travail que ma mère a commencé cet hiver et qu'elle se proposait de faire soumettre avec le temps à M. Wilder, afin de s'entendre avec lui sur la direction définitive à donner à ces traductions. Mais comme il ne s'agirait de rien moins que d'une révolution totale dans tout le système en vogue nous reculons devant toute parole précipitée, et ma mère s'est réservé (après avoir conféré avec le maître de chapelle) de s'adresser à M. Nuitter et de le prier de faire les quelques changements qui paraîtront indispensables, ou bien si son temps ne le lui permettait pas, de s'adresser à M. Wilder pour faire ce travail.

Veuillez, cher Monsieur Lassen, vous charger de tous nos remerciements et compliments pour M. Wilder dont nous savons apprécier le dévouement à notre cause et le talent et recevez vous-même, etc.

DANIELA DE BÜLOW.

P. S. — Réflexion faite. Vous n'aurez peut-être pas le temps d'examiner le travail critique de ma mère. Il suffit seulement, sans vous fatiguer inutilement, que vous sachiez que la traduction des *Maîtres Chanteurs* a été revue mot pour mot et note pour note.

(*A suivre.*) J.-G. PROD'HOMME.

L'AME DU SOLDAT

LE DERNIER PRIX GONCOURT, DE QUELQUES LIVRES DE GUERRE

Georges DUHAMEL : *Civilisation* (Mercure de France) ;
Henri BARBUSSE : *Le Feu* (Flammarion) ;
Jean VIGNAUD : *Les Saureurs du Monde* (Renaissance du Livre) ;
Emile-François JULIA : *La mort du Soldat* (Perrin) ;
Henry MALHERBE : *La Flamme au poing* (Albin Michel).

L'Académie Goncourt, fidèle à la tradition qu'elle s'est imposée, a donné, en 1918, le prix dont elle dispose à un ouvrage traitant de la guerre. Il y faut applaudir, ces choix signifiant, sans aucun doute, que la pensée de la nation devait, pendant ces grandes années, se concentrer

toute sur le champ de bataille, et que rien ne se faisait de juste qui ne fût pour le combat.

Le livre distingué récemment est *Civilisation*, de M. Georges Duhamel. Cet ouvrage est en quelque sorte la suite et le développement de la *Vie des Martyrs* publiée peu de temps auparavant.

L'auteur de *Dans l'ombre des Statues* y simplifie étrangement son art : il s'est voué, pendant la guerre, à la peinture des postes de secours et à celle des hôpitaux. J'aime qu'un écrivain, qui n'était point facile, se contente, maintenant, de la simplicité d'un récit : il satisfait, par là, notre désir profond : que soit mort à jamais tout ce qui est « littérature » : je veux dire artifice, vaine recherche, inutile ornement ; que subsiste seul l'essentiel — vérité extérieure, intérieure, plus encore —. L'essentiel seul nous paraît supportable.

M. Duhamel est un excellent peintre. Voyez le tableau qu'il brosse en passant des campagnes de la Somme à la veille de l'offensive française ; admirez ce dessin net et sûr, que tous les témoins reconnaîtront : « Sous les peupliers qui font pro-« cession le long de la vallée, une immense armée « se tenait tapie, avec ses bataillons, ses animaux, « ses voitures, toute sa ferraille, ses bâches déco-« lorées, ses cuirs puants, ses immondices. Les « chevaux broutaient l'écorce des grands arbres « qui dépérissaient, en proie à un précoce mal « d'automne. Une foule houleuse s'appliquait à se « dissimuler, comme si la face du Ciel n'eût été « qu'une vaste trahison. Un trio d'ormeaux chétifs « servait d'abri à tout un campement, une haie « poudreuse couvait dans son ombre le train de « combat d'un régiment. Mais la végétation était « avare et son asile exigu, en sorte que l'armée « regorgeait de partout sur la plaine nue, écor-« chant les routes qui montraient leur squelette « à vif, zébrant les champs de pistes comparables « à celles que laisse le passage des grands trou-« peaux de fauves ».

Mais ces paysages ne retiennent pas longtemps l'attention de M. Duhamel. Il s'est institué le peintre des hôpitaux et des blessés. Observateur clairvoyant et sans indulgence, peut-être sinon aigri, du moins rendu sévère par la cruauté de l'épreuve, il est fréquemment d'une ironie assez pénible ; certains de ces récits font songer à ceux d'un Courteline moins puissant et plus délicat. Ironie — entendons bien — à l'égard des dirigeants des hôpitaux, du personnel et masculin et féminin.

Pour les blessés, dont il nous dit, sans faiblesse, les incomparables douleurs, il est — ce qu'on ne peut pas ne pas être — tout pitié, tendresse et admiration : « A travers les plus grandes épreuves, « écrit-il, notre race de laboureurs est demeurée « vigoureuse, pure, digne des nobles traditions « humaines ».

Tel quel, ce livre m'est apparu étrangement sombre, à cause de ses pages douloureuses, à cause, surtout, je crois, de ses pages ironiques. La première lecture que j'en ai faite était au front : alors, je l'ai rejeté comme une œuvre mauvaise, déprimante et dangereuse.

Je le reprends aujourd'hui, et, déjà, mon regarde changé : ces douleurs infinies, il ne me déplaît pas qu'une sensibilité si frémissante les fasse siennes, pour les dire, et les dire et les redire sans cesse aux hommes, s'il en était, qui les pourraient oublier ou feindre de les ignorer. Il faut que chacun se rappelle, ou apprenne, s'il ne savait pas.

Et l'ironie ne me blesse plus. Mais, sur elle, je reviendrai.

Et je me prends à aimer ce livre, qui m'a naguère, exaspéré, sans que j'aie cessé jamais, d'ailleurs, de souscrire à sa noble conclusion :

« On se trompe sur le bonheur et sur le bien ; « les âmes les plus généreuses se trompent aussi « parce que le silence et la solitude leur sont trop « souvent refusés. J'ai bien regardé l'autoclave « monstrueux sur son trône. Je vous le dis, en « vérité, la civilisation n'est pas dans cet objet, « pas plus que dans les pinces brillantes dont se « servait le chirurgien. La civilisation n'est pas « dans toute cette pacotille terrible, et si elle n'est « pas dans le cœur de l'homme, eh bien ! elle n'est « nulle part ».

* * *

Quoiqu'il en soit, ayant lu ce livre qui est, je le répète, d'un excellent écrivain, nous ne savons rien du soldat, sinon qu'il souffre au-delà de toute mesure et avec un courage indicible. C'est beaucoup. C'est peu. Une question, se pose, plus impérieuse à cette heure où, la guerre terminée, nous regardons d'un œil admiratif et terrifié, les années sanglantes : le soldat, que pense-t-il ? qui est-il ? Pour cet effort surhumain, quelle ardeur, quelle foi l'ont soutenu ? On nous renseigne abondamment sur ses gestes, devant quoi nous nous inclinons. Mais c'est un homme, aussi, lointain et mystérieux dans sa grandeur : qui nous dira son âme ? qui mettra au jour, pour nous, la source obscure de cet intarissable sacrifice ? qui démontera le ressort tout puissant d'une si magnifique énergie ?

Car enfin, il faut un aimable fantaisiste comme M. Claude Farrère pour écrire (Préface de *Quatorze Histoires de Soldats*) que le propre du soldat, de l'unique soldat qui soit « capable de vaincre », est « d'aller au combat non par devoir, mais

« par plaisir ; non ; pour telle ou telle raison, noble, « grave ou sainte, mais sans raison aucune : pour « rien ; parce qu'on est soldat. »

Ne nous attardons pas à pareille boutade.

Civilisation appelle, dans ma pensée, le souvenir du livre de M. Henri Barbusse, le *Feu*, qui a obtenu un considérable succès de vente. Il ne faut pas séparer ces deux livres : ils rapportent une même vue sombre de la guerre, plus noire encore et privée de lueurs dans l'œuvre de M. Barbusse. Ils racontent un supplice long et ininterrompu, ils peignent un champ de désolation.

Cette vue ne me surprend pas, chez M. Duhamel : il a vécu au siège même de la souffrance : le spectacle constant d'un poste de secours ou d'un hôpital au front peuvent expliquer la tristesse désespérée d'un regard.

J'accepte moins facilement les images que nous présente M. Barbusse : il a été beaucoup parlé de son ouvrage, et ici-même ; je veux cependant y rechercher les traits essentiels, qui, d'après lui, caractérisent le soldat.

C'est, je crois, un type général qu'il entend peindre, et non le soldat de telle ou telle région, de telle ou telle condition : it prend le soin de nous le dire : « Nos âges ? Nous avons tous les « âges... Nos races ? Nous sommes toutes les ra- « ces, nous sommes venus de partout... Nos mé- « tiers ? Un peu de tout, dans le tas... »

Ce soldat-type, quels sont donc les traits qui le marquent ? C'est d'abord une extrême misère ; c'est aussi, une sorte de passivité, une lamentable et morne veulerie : l'homme subit parce qu'il faut subir ; c'est, encore, la haine du prêtre et de toute religion, la haine de l'officier, de la « caste galonnée d'or ». Seules, trois silhouettes rapides d'officiers traversent ce gros livre de guerre : toutes trois odieuses ou ridicules ; c'est la haine du riche et la haine des maîtres ; et une terrible grossièreté de langage et un bien singulier argot.

Je ne doute pas que M. Barbusse n'ait vu de tels soldats, puisqu'il nous les présente. Mais j'apporte sur beaucoup de points un témoignage qui diffère du sien. Ceux que j'ai vus — d'une race moyenne de la France centrale — ceux que j'ai vus ont souffert, eux aussi, une extrême misère, mais point si perpétuellement rude : le drap noir, autour d'eux, n'était pas sans cesse tendu : il lui arrivait de tomber, de laisser jaillir de la lumière, des bruits de rires francs et d'une ardeur que les personnages du *Feu* ne connaissent pas.

Ceux que j'ai vus, sans qu'ils s'occupassent particulièrement d'aucun culte, ressentaient le respect profond de toute chose religieuse : ils n'aimaient pas, indistinctement, leurs officiers : ils aimaient jusqu'à la mort certains d'entre eux, qui les aimaient ; à l'heure du danger, on se groupait, d'instinct, autour de l'officier ; et c'est un tour de force que réussit M. Barbusse, que de raconter de pareils combats où l'on ne voit point d'abord, mourir quelque chef de section ou quelque commandant de compagnie. Enfin, j'ose dire que si les hommes que j'ai vus avaient entendu le jargon qu'emploient les soldats du *Feu*, ils en auraient souri, jugeant ce langage aussi surprenant, à tout le moins, que le nom de *Rosalie* donné à une baïonnette.

Ceci dit, reste à M. Barbusse l'honneur, qui n'est pas mince, d'avoir affirmé, à une heure où l'on abusait vraiment, en littérature, des tranchées aimables, l'affreuse misère du combattant, qui ne sera jamais assez dite ; d'avoir vu, aussi, avec une grande sûreté, certains traits profonds, par exemple cette inépuisable et poétique fraternité des hommes.

Leur raison de se battre ? M. Barbusse n'en reconnaît qu'une, qui est de « faire la guerre à la guerre ». Sans doute : mais pourquoi cette haute pensée ne les soulage-t-elle pas d'un peu de leur incurable tristesse ?

*
* *

M. Jean Vignaud, dans son nouveau volume *Les Sauveurs du monde*, ne nous convie, lui, qu'à des spectacles d'héroïsme. Peut-être gagneraient-ils à être présentés dans un ordre moins régulier que celui de ces quatre nouvelles : le lecteur peut en concevoir une certaine gêne, attendre, avec trop peu d'impatience, le héros qui va se révéler sûrement dans chaque récit : et ce serait injuste, car les récits que nous faisons des plus hauts sacrifices n'atteindront jamais l'inaccessible réalité.

J'ai noté particulièrement la deuxième nouvelle du volume, intitulée : *G. B. D.* 28.

C'est l'histoire, contée dans une langue ferme et sobre, du brancardier Guillaumin. Oh ! point un être exceptionnel : regardez son portrait :

« Les brancardiers tournèrent vivement la tête ; « un soldat montait l'escalier, un homme de vingt- « huit à trente ans : ses épaules larges, massives, « semblaient l'entraîner en avant, mais le buste « restait souple et l'on devinait une force, une agi- « lité peu communes : seulement, au-dessus de ce « torse puissant, tout animé de vie, surgissait un « visage blond et placide, avec quelque chose de « naïf, d'enfantin dans les yeux gris, dans l'ex- « trémité arrondie du nez, dans la bouche molle « où s'accrochait une épaisse moustache rousse. »

Or, qu'arrive-t-il au brancardier Guillaumin, qui ne semblait, certes, nullement destiné à devenir un héros ? Ceci : que, pendant une attaque il a peur ;

qu'il est redressé, soutenu, guidé, par son jeune médecin-auxiliaire ; que celui-ci est tué, et que le placide Guillaumin, simplement, prend sa place, et sous la mitraille, commande, avec une énergie de chef, jusqu'à l'épuisement de ses forces, la dangereuse manœuvre des brancardiers.

Ce sursaut, cette élévation d'un humble devant la mort, voilà un grand trait de vérité.

Les hommes des *Sauveurs du Monde* sont donc bien différents de ceux du *Feu* : les uns mornes et passifs : les autres fous de sacrifice.

*
* *

M. Emile-François Julia, dans *La Mort du Soldat*, confirme avec une grande force la vision de M. Vignaud : M. Julia est moins artiste que philosophe ; il a la haine de la guerre ; mais qui peut ne point l'avoir ? Il n'aime pas le militarisme, ni les états-majors ; il soutient que c'est le soldat, et l'officier de troupe, qui ont sauvé la France. Mais, le soldat, il l'a vu soulevé d'enthousiasme.

« La pure idéalité, écrit-il, voilà le véritable lien « des hommes du front... En les écoutant, je re- « cueille les plus belles sentences et qui prennent « toute leur valeur de ce qu'elles sont mises en « action sous nos yeux... L'humanité, les réac- « tions humaines, la force humaine prennent ici « une vigueur, une grandeur qui défient toute lit- « térature. »

Ah ! que je reconnais là mon soldat, dressé tout vif, simple à la fois et si profondément compliqué ! Veule parfois, grossier parfois, grognon souvent, accessible toujours à toute délicatesse et reculant, à de certaines heures, les limites de la beauté morale.

Ses raisons ? « Le peuple aime sa patrie, l'odeur « de son champ et la libre jouissance de ses cou- « tumes dans le cadre où il est né... Notre soldat « défend héroïquement son bien moral, celui de la « communauté française. Il sait qu'il lave, en mê- « me temps, la conscience universelle outragée : « grande tâche, qu'il accomplit sans discourir, « rien qu'en se conformant à lui-même... La li- « berté, chez lui, est un instinct ». Et il fait sa « confidence suprême quand il dit : « Nous autres, « on fait son devoir, voilà tout. »

Paroles profondes et singulièrement justes.

Cependant elles n'expliquent pas tout. Ces hommes, même pensant droit, ne sont pas, à l'ordinaire, des héros. Voyez-les à l'arrière, ou au cantonnement : ils ne sont plus eux-mêmes ; les cordes de l'héroïsme, en eux, ne sont plus tendues : il y a, bien nettement séparés, le soldat au repos et le soldat au combat.

Comment, en ce dernier, cet afflux soudain des plus hautes vertus ?

« Rien ne rapproche plus de la vérité, dit encore « M. Julia, que la fréquentation de la mort, pour « quiconque cache en son sein la moindre parcelle « d'âme. »

La mort. Voilà le mot qu'il fallait écrire.

*
* *

M. Henry Malherbe a publié, en 1917, un volume, *La Flamme au Poing*, qui après *Le Feu* et avant *Civilisation*, a reçu lui aussi l'hommage de l'Académie Goncourt. Grâces soient rendues à cette Compagnie pour avoir distingué un livre d'un si puissant idéalisme. Non que les spectacles que nous offre M. Malherbe diffèrent beaucoup de ceux proposés par tant d'autres ouvrages : une somme effroyable de douleurs ; une somme plus haute encore d'invraisemblable énergie ; c'est la vision qu'il est impossible de ne pas rapporter du champ de bataille : M. Malherbe n'y manque point. Mais ces grandes apparences ne lui suffisent pas. Sur ce « champ de bataille d'aujourd'hui » dans cet « étrange paysage balafré, tuméfié » qui a « je ne « sais quoi de recueilli, d'usé, d'artificiel et d'abstrait », deux figures l'ont visité : elles sont, ces figures : le Souvenir, — un pauvre souvenir inquiet, impuissant à le réconforter : l'Amour — jeune femme au visage « puéril et fardé » qui s'éloigne, après un peu de temps, sur ces paroles mélancoliques : « Je vois que ce soir, je n'arriverai pas « jusqu'à ton cœur. Je me tais et repars... »

Et c'est une autre jeune femme : la Mort « sage, palpitante et merveilleuse, comme un ange apitoyé et vigilant », telle elle apparaît au poète ; telle elle se penche sur lui avec des paroles de paix et de mystère — Ah ! la belle, la pressante invitation au voyage !

Mais ques-tu donc, dit-il à l'émouvante figure, « jongleuse exquise et sophiste ou reine de certi- « tude ? — La sincérité, répond-elle, la ligne pure « et nette, le rythme dépouillé, l'aile battante « d'une prière éternelle...

« ... Un doigt clair sur sa bouche souriante et « close, la jeune femme énigmatique a déjà dis- « paru dans un rayon de soleil levant... »

J'entends l'objection : cela est fort beau ; qu'un poète soit charmé par les discours subtils d'une si obligeante apparition, on le conçoit ; que même, outre ce poète, d'autres intellectuels puissent trouver à ces jeux de l'esprit quelque soulagement, nous n'en disconvenons pas : mais l'homme, le soldat, le simple, le martyr de M. Duhamel, le morne combattant de M. Barbusse, ah ! celui-là

se moque bien de votre idéologie ! M. Henry Malherbe n'écrit-il pas, d'ailleurs, que les soldats « pensent peu, ou s'efforcent à ne plus penser du « tout ? »

Ils pensent peu, soit : ils *croient* ne pas penser. Mais ce qui est vrai pour le poète ne l'est pas moins pour le plus simple ; si ce n'était vrai pour lui, ce ne serait vrai pour personne. Le sentiment véridique, humain, vit d'abord au cœur des simples : le privilège du poète n'est que de l'élever à la lumière. Ces pathétiques entretiens lasseraient vite, s'il les lisait, le simple qui se bat. Cependant, plus que tous les gestes trop de fois racontés, ils expliquent son âme, ils disent le vrai et l'essentiel. Mélancolie et nuptialité du souvenir, défaillance de l'amour lointain et surtout, ah ! surtout, présence mystérieuse, émouvante, exaltante de la Mort : qui dira que, toujours actives, même quand vous êtes insoupçonnées, vous n'habitez point l'âme du plus obscur soldat ?

Présence de la mort. Tout le reste s'est effondré : voilà l'heure où l'homme seul, nu, décide entre l'égoïsme et le don de soi. Don de soi, à quelle puissance ? A l'humanité, dit l'un ; à la patrie, dit l'autre. Don de soi, par tous, cela suffit. Quand paraît la jeune femme, énigmatique et grave, c'est fini des discussions, des raisonnements et des murmures. Les hommes ? Déjà ils sont sortis d'eux-mêmes. La clarté, le vrai, rayonne d'elle. Et, tous égoïsmes tombés, ils se donnent, parce que, le vrai, c'est le don de soi.

Ah ! magnifique énigme qu'est le soldat français ! Pour l'expliquer, il fallait un poète.

LOUIS LEFEBVRE.

LE THÉATRE

PASTEUR ET QUELQUES REPRISES

Au Vaudeville, *La Revue de Paris* faisait encore près de dix mille francs de recette quotidienne. Cette pièce heureuse, M. Sacha Guitry, qui en était l'auteur, a décidé l'en interrompre la fortune pour lui substituer *Pasteur*, dont il est également l'auteur : décision dont il faut féliciter vivement le Directeur du théâtre, qui est aussi M. Sacha Guitry, puisque nous pouvons applaudir la pièce nouvelle deux fois, pour elle-même et pour ce qu'elle remplace.

Il n'y a pas d'ailleurs autant d'écart qu'on pourrait croire entre la pièce d'hier et celle d'aujourd'hui : la composition est la même. Sacha Guitry, en devenant grave, est resté nonchalant. On l'avait vu naguère mettre en spectacle ses propres aventures et découper en scènes sa vie personnelle. Il n'a pas tant différemment avec Pasteur : ce sont les existences qui diffèrent. Le plus illustre des savants français, tel qu'on pouvait le saisir d'après le livre de Valéry-Radot, l'auteur du *Collègue de Nuit* l'a traité avec la même désinvolture, nette et rapide, qu'il s'est lui-même traité tant de fois et joué. Pasteur et Lucien Guitry ont simplement pris la place de Sacha. Il y a dans son dernier ouvrage deux grands hommes, Pasteur et Lucien : c'est plus qu'il n'en faut pour un triomphe.

Le nouveau spectacle du Vaudeville est d'un type assez inédit dans notre technique théâtrale : c'est une sorte de biographie illustrée, où la vie intellectuelle de Pasteur se trouve découpée en quelques tableaux. D'abord, nous voyons Pasteur à l'Ecole Normale Supérieure, au milieu de ses élèves en curieux pantalons à bandes, le jour de la déclaration de guerre, plein d'angoisse pour le sort d'une France qui a trop méprisé la pensée et la science, inébranlable pourtant dans sa foi spirituelle et reprenant, à l'heure de la mobilisation, sa dictée : « Les microbes, nos mortels ennemis... » Puis, l'Académie de Médecine : l'Académie, c'est la salle ; la tribune, c'est la scène. Pasteur fait une communication, sous un réflecteur : on l'attaque, il riposte violemment, il figure augustement toute la force, toute la violence de la vérité à laquelle on résiste : scandale, séance suspendue. — Puis, le vestiaire de l'Académie : on apporte à Pasteur un cartel, qui l'irrite, et la cravate de Commandeur, qui le désoblige. — Puis, le laboratoire : l'enfant mordu par le chien enragé, la première inoculation, l'angoisse, l'incertitude suprême à l'instant de tenter l'expérience sur un petit être humain. — Puis, Arbois, la lumière du Jura, la maladie qui menace et le petit garçon ressuscité qui vient remercier son sauveur, un écolier frais et vif, un prix à la main. — Et enfin, le jubilé. Pasteur accablé par le mal et la gloire, assis au pied d'une colonne de la Sorbonne, tandis que les représentants et les délégués de l'univers se massent dans le grand Amphithéâtre pour lui rendre hommage, le Président Carnot qui vient le saluer et Pasteur à son bras qui entre à demi-mourant dans l'immortalité.

Il est clair qu'une telle suite d'instantanés, même pris à des moments privilégiés, ne saurait exprimer l'essentiel d'une belle vie. Dans l'œuvre de Pasteur, il n'y a pas que son génie, mais son caractère. Ce qui a fait sa force admirable et sa fécondité, c'est la continuité même de son existence intérieure et la profondeur d'une tendresse qui, à l'égard de tous les êtres souffrants, avait quelque chose de paternel. La richesse du cœur

égale ici la vigueur de l'esprit et quelquefois les aspirations de cette sensibilité et les exigences de cette raison ne se sont pas aisément conciliées : le grand drame moderne que provoque, dans les consciences supérieures, le conflit de la science et de la foi ne s'est jamais joué d'une manière plus pathétique et plus touchante que chez ce savant dont l'âme fut assez haute pour contenir à la fois, semble-t-il, le ciel et la terre.

L'imagerie de Sacha Guitry risquerait donc d'apparaître bien sommaire et bien superficielle, si on la considérait en elle-même : mais elle n'est qu'un scénario destiné au plus grand acteur de ce temps. Dès lors, il n'était que faire à l'auteur d'éclairer par aucun effort de texte ou de composition son personnage : la renommée avait fait les quatre cinquièmes de la besogne qui incombe d'ordinaire à l'auteur dramatique. Il suffisait de ne point fausser Pasteur : tâche, à vrai dire, déjà délicate et dont je n'hésite pas à faire compliment à l'auteur. Pour le reste, la vie morale et la force intérieure de ce héros spirituel, le rayonnement de l'intelligence et de la bonté, la souriante et tendre surhumanité, toute l'âme de Pasteur enfin, qui cela regardait-il, de Sacha ou de Lucien Guitry ?

J'avais à côté de moi, comme spectateur, un garçon de seize ans, élève des classes de science, qui connaissait bien Pasteur, mais ne connaissait point Guitry. Bien mieux que sur moi-même, j'ai pu suivre sur cette âme sensible et vierge les effets de la révélation. N'y eût-il eu, dans toute la salle, que ce naïf spectateur ensorcelé, que Lucien Guitry, eût mérité les louanges les plus nobles. Mais c'était toute la salle qui, à chacun de ses gestes, de ses mouvements, davantage peut-être encore à chacun de ses silences et à chacune de ses immobilités, frémissait d'émoi et d'enthousiasme. Jamais acteur pourtant, n'avait tenté entreprise plus hasardeuse : jouer un personnage tout à la fois réel et presque légendaire, se composer le visage d'une statue populaire et faire descendre cette statue de son socle sur la scène.

Lucien Guitry s'est donné avec Pasteur une ressemblance physique étonnante, qui n'est pas seulement celle de l'aspect, mais du geste et du mouvement, une ressemblance physiologique. Peut-être a-t-il poussé plus loin encore l'exactitude psychologique et je lui sais un gré particulier du Pasteur polémiste et batailleur qu'il nous a presque révélé. La sublime lueur du grand guérisseur, son culte religieux du vrai, son pur amour des hommes et la noblesse de sa vie avaient fini par estomper, dans l'imagination populaire tout ce qu'il y avait eu en lui, aux heures du combat, de fièvre, d'impatience, d'irritation, d'emportement, toute cette fougueuse vitalité des chercheurs qu'exaspèrent les résistances de l'ignorance et de l'égoïsme. Ce Pasteur frémissant de colère n'est pas moins beau, n'est pas moins vrai surtout que l'auguste et patient apôtre du microscope.

Il se trouve donc que, dans cette pièce dont un chroniqueur très averti du théâtre et des mœurs a pu dire qu'elle était un défi à toutes les lois de la scène, le travail principal a été celui de l'acteur. Le succès n'en est pas moins légitime et n'en sera pas moins durable, au contraire, mais le fait appelle quelques réflexions.

Certaines particularités de la pièce ont d'abord paru un peu déconcertantes : pas d'intrigue, pas d'amour, pas de femmes, pas d'action. Puis, après avoir maugréé, on a admiré. C'est que Sacha Guitry, grâce à ce tact très délié qu'il possède de l'actualité dramatique, a touché très juste et ne nous a fourni, sous couleur de hardiesse, qu'un arrangement scénique depuis longtemps préparé et particulièrement approprié aux principales tendances du moment.

Vous vous souvenez, en effet, du « Théâtre libre ». Aux environs de 1887, le jeune Directeur qui remplit aujourd'hui avec tant de verdeur les fonctions de critique dramatique, Antoine, n'admettait sur sa scène que « des tranches de vie » : là non plus, pas de métier, pas de « théâtre », plus rien de cette technique « exécrable » qu'avait préconisée et imposée Sarcey, le prêtre du vaudeville et du drame bien faits. Seulement, en ce temps-là, on ne cherchait la vie que sous ses aspects les moins relevés ; on prétendait s'en tenir à la réalité : c'est cette réalité qui découragea. Mais la méthode elle-même était-elle si mauvaise et pourquoi, aujourd'hui, ne pas la reprendre autrement, et ne pas faire de la même manière exactement le contraire de ce qu'avait tenté le théâtre libre? Si, au lieu de découper de la réalité, on découpait de l'idéal ? A la place de la rue et du trottoir, mettons donc sur la scène le cabinet de travail, le laboratoire ; à la place de l'ivrogne ou de la fille, le savant, le grand homme. A la « tranche de vie », substituons la tranche d'idéal.

De plus, le cinéma a créé en nous des habitudes nouvelles : certes, c'est le plaisir du théâtre que recherchent encore, dans les films dramatiques, beaucoup d'habitués du cinéma. Mais, en revanche, est-ce que beaucoup de spectateurs ne commencent pas à rechercher au théâtre quelque chose de ce qu'ils ont trouvé au cinéma ? Il tend à se produire en nous une sorte de badauderie et de paresse intellectuelles. Notre prédilection va aux visions rapides et claires qui ne nous obligent à aucune réflexion personnelle. Une pièce bien composée, avec une intrigue plaisante ou grave fortement nouée, réclame, rien que pour la suivre, un

véritable effort d'esprit. La peine qu'un auteur se donne pour enchaîner les différentes parties de son spectacle se traduit aussi, quoique à un moindre degré, chez le spectateur. C'est cette fatigue, si légère soit-elle, qu'il convient d'éviter à l'un et à l'autre. A quoi bon dès lors, un drame, un vaudeville ? Des tableaux suffisent.

Enfin, victorieux, nous ne sommes pas enivrés de la victoire, mais nous en sommes tout de même très fiers, très fiers d'être français, très fiers de toute gloire française. Même déjà, il ne nous déplaît pas que cette gloire soit principalement civile. Nous souhaitons seulement qu'elle soit très pure et honore, non seulement la France, mais l'humanité dont la France, au travail ou au combat, ne se sépare jamais. Dans le moment même où l'on voyait se ruer à de bas spectacles les nouveaux parvenus avec une frénésie qui avait pu paraître effrayante, toute l'âme nationale s'élevait vers l'esprit et cette aspiration nouvelle devait se faire sentir jusqu'au théâtre, concurremment avec les habitudes déjà prises, telles que nous venons de les esquisser. Ainsi se dessinait nettement la formule du jour, sorte de théâtre-cinéma voué à la gloire nationale. C'est là, assurément, une conception critiquable : mais si l'esthétique peut la déplorer, il y a au moins la morale qui peut s'en réjouir. C'est déjà, pour l'instant, quelque chose.

*
* *

Une femme qui, sans motif, brouille son mari avec une sœur qu'il adore, fait manquer à sa meilleure amie un premier mariage, entreprend de lui en faire manquer un second et qui, ayant échoué cette fois, tente de démolir le nouveau ménage avec les ruines du vieil amour, et qui, enfin découverte, avoue son abominable secret dans le remords et l'humiliation, — voilà le sujet qui, avant la guerre, avait séduit Henry Bernstein et qui, repris après la guerre, vient de remporter devant les spectateurs du Gymnase un très beau et très légitime succès.

Rien de plus net, en effet, que l'intention et le sujet de cette œuvre que d'aucuns ont fait mine de ne point comprendre.

Plus classique, dans le fond, qu'on ne le croit, Bernstein a voulu moderniser, semble-t-il, la vieille comédie de caractère. Au lieu de *Le Secret*, sa pièce pourrait s'intituler « *La Méchante.* » La caractéristique de son héroïne est d'agir uniquement par instinct, par besoin, par plaisir. Elle est envieuse, elle est triste et le mal seul la console, la dédommage. D'abord, quand on la voit s'acharner à empêcher le mariage de son amie où l'on suppose quelque rivalité amoureuse. Nullement : c'est une spécialiste, presque une dilettante, et qui, dans toutes ses intrigues mauvaises, poursuit confusément la revanche d'on ne sait quelle déception essentielle, on ne sait quelle amertume profonde. C'est son caractère, voilà tout, ou pour mieux dire, son tic.

On a objecté qu'il ne se rencontre guère de créatures semblables en liberté. Il est possible, en effet, que Bernstein ait été mis sur la piste de son sujet par l'observation pathologique. Les études d'un Pierre Janet sur l'hystérie nous ont rendu familières ces déviations psychologiques et morales et les livres de vulgarisation (1) ne manquent point sur la matière. Cliniquement, la conception de l'auteur dramatique se trouve donc très juste, et, comme les maladies mentales n'offrent guère que l'excès ou le défaut des fonctions normales, il est vraisemblable que le caractère de la méchante se rencontre aussi dans notre entourage : affaire de degré, simplement.

GASTON RAGUT

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Voici en substance la conclusion d'une importante étude où M. George Holley Gilbert analyse dans la *Fortnightly Review*, la déformation de l'idée religieuse chez l'ex-Kaiser.

« Roi de Prusse, Guillaume II était comme tel chef de l'église prussienne, mais dans sa pensée il subordonnait évidemment son rôle au point de vue religieux à celui qui lui incombait au point de vue militaire... Empêché quand même et par la force des choses de tenir pour absolument inexistants les autres grands organes de la vie nationale, le Kaiser parlait et agissait néanmoins comme si l'armée eût dû nécessairement l'emporter dans l'Etat. A ses yeux, les premières places, et tant dans le ciel que sur la terre, revenaient et étaient de droit réservées aux officiers — et, là-haut, l'entourage immédiat du « Grand Allié » n'était fait ni des réformateurs, comme Luther, ni des poètes et des musiciens comme Haendel et Mendelssohn, Gœthe et Schiller, ni des savants comme Humboldt ou des éducateurs comme Froebel, mais bien des guerriers, généraux et maréchaux, à la tête desquels marchaient Frédéric II et Guillaume Ier...

« Toute sa manière au cours de ces quatre terribles dernières années atteste, sans contredit possible désormais, que l'ex-Kaiser aura été « la personnification du christianisme militarisé ». Or, ce christianisme-là est le mode de religion à la fois le plus bas

(1) C. f. *Le Langage et la Verbomanie*, par OSSIPE-LURIÉ (F. Alcan, édit.)

et le plus dangereux qui se soit jamais vu. Il est le plus bas parce qu'il étouffe systématiquement les meilleurs instincts du cœur, et le plus dangereux parce qu'il tend à ébranler le dogme fondamental d'un Dieu père de tous les hommes.

« Le militarisme est pure barbarie et, ainsi traité, le christianisme perd tout de son caractère pour tourner lui-même à la barbarie.

Si, en vérité, il nous importe d'ailleurs assez peu que les Allemands soient ou ne soient pas les esclaves d'un César, par contre il importait fort à l'humanité que son repos cessât de dépendre d'un despote qui, dénaturant une religion fondée sur la liberté et sur l'amour mutuel, aura voulu faire du christianisme un vil instrument au service de ses ambitions personnelles ».

D'un article paru dans le fascicule du 16 janvier de la *Nuova Antologia* et où M. E. Mayor des Planches, sénateur, ancien ambassadeur d'Italie, raconte, sans outrer la louange, d'intéressants « souvenirs sur Théodore Roosevelt » :

« Je ne voudrais pas manquer au précepte : *de mortuis nil nisi bene*. Mais un éloge sans réserve ne pourrait qu'offenser sa mémoire — et cette noble figure comporte au surplus des défauts qui sautent aux yeux. Parce qu'il croyait d'abord à sa propre infaillibilité, Roosevelt inclinait trop à agir avant d'avoir épuisé la réflexion et, voire, à s'obstiner dans l'action commencée alors même que celle-ci constituait une erreur manifeste. Il y a davantage : Roosevelt avait un goût marqué pour l'ostentation et ce fameux voyage pendant lequel il fut, en 1910, solennellement reçu par les souverains d'Europe, n'alla point sans entamer dans une certaine mesure la popularité dont il jouissait dans son pays, où la masse demeure, chez les agriculteurs surtout, étroitement attachée aux traditions et à la belle simplicité d'antan... Les grands hommes, comme les statues, gagnent à être vus sur un piédestal et d'un peu loin... Quand, au cours d'une réception à la Maison Blanche, Roosevelt interpelait bruyamment le représentant à Washington de certaine puissance étrangère pour lui demander ce qu'il pensait de tel condottierre de la Renaissance, ce qu'il en faisait était « pour la galerie », comme disent nos nos voisins de France. Napoléon, lui, datait de Moscou, son décret relatif à la Comédie-Française...

Théodore Roosevelt n'en aura du reste pas moins été un grand citoyen et sa vie honore infiniment le caractère américain... Rares sont ceux qui ont pensé, écrit, parlé et agi avec autant de vigueur et de courage et l'histoire connaît pe de figures aussi éminemment représentatives du génie de leur pays et de l'esprit de leur temps... Grièvement blessé et guéri de sa blessure, il aura eu la mort que César, un de ses héros, souhaita pour lui-même : *repentinam inopinatamque...* »

De Tokyo, le dernier fascicule de l'*Information d'Extrême-Orient* nous apporte sur l'œuvre de propagation du français au Japon des renseignements dont notre patriotisme a lieu de se réjouir.

L'Athénée français, fondé à Tokyo en 1912 par M. J. Cotte, professeur agrégé de notre Université, comprend quatre classes (élémentaire, préparatoire, moyenne, supérieure) dont les cours sont obligatoires et deux classes (latin, grec) dont les cours sont facultatifs. Tout l'enseignement s'y donne dans notre langue. Les élèves inscrits ont de vingt à trente ans. Ce sont pour la plupart des étudiants, des employés de banques, des officiers, des médecins, des avocats. Au nombre de 23 en 1912-1913, de 105 dès 1914-1915, de 337 en 1916-1917, ils étaient 430 en juillet 1918.

L'article auquel j'emprunte ces précisions conclut :

« Nous l'avons noté à maintes reprises : la langue française jouit en ce moment dans le public d'une véritable vogue ; on ne peut pas en dire autant si l'on observe les milieux professoraux de l'Université impériale, favorables jusqu'ici à l'enseignement de la langue allemande, puis de la langue anglaise, et assez méprisants à l'égard de la langue française ; mais la Victoire éclairera l'obscurantisme universitaire. Notre conviction est que si nous profitons des circonstances favorables, notre langue aura dans ces parages un avenir que l'on n'eût pas osé rêver seulement au début de la guerre ».

L'Information d'Extrême-Orient nous donne également dans ce numéro du 27 novembre de longs détails sur l'accueil que le public nippon a fait à la nouvelle de la victoire des Alliés. Tokyo, Yokohama, Osaka, Kobe, tous les centres, se mirent en liesse pour la circonstance plusieurs jours et plusieurs nuits durant. Dans la capitale, 75.000 personnes prirent part à une procession aux lanternes. Nombreux furent ceux qui, s'étant longtemps demandé si en août 1914, le marquis Okouma n'avait point commis une erreur de politique étrangère, « manifestèrent leur satisfaction que le Japon ait été du bon côté, du côté des vainqueurs ».

Notre confrère reçut lui-même d'abondantes félicitations, soit écrites, soit verbales. Toutes celles-ci n'étaient pas en prose, paraît-il, et M. Sensi Saiki, une notoriété littéraire de Tokyo, s'exprima en ces termes :

« *Le Pays du Lys Blanc.*

« *Auréolé de joie, le pays du lys blanc — Voit maintenant le Ciel s'éclaircir comme en Mai — La Vierge d'Orléans, enchantée lève les bras — Et rend grâce au Ciel qui a béni nos armées. — La France est vaillante par nature, — Et là où s'étend le domaine de la République française — Rayonnent la Liberté et la Justice.*

« *Que le bonheur soit sans fin au pays de Descartes et de Bergson* ».

Cela déborde de bonne volonté — et marier dans la même strophe les noms de Jeanne d'Arc et de M. Bergson est un tour de force qu'il n'appartenait sans doute qu'à un poète japonais de réussir avec tant de grâce.

GASTON CHOISY.

La REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : Ch. MOUREU, publie : Les Complexes minéraux par **M. José Rodriquez Mourelo**, professeur à l'Ecole industrielle de Madrid, Membre de l'Académie royale des Sciences. — *V. Magnan*, par M. le professeur **Debove**, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences. — *La Classification botanique. Ses principes, sa méthode*, par *M.* **Paul Willemin**, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Faculté des Sciences de Nancy. des *Notes et Actualités* : le compte-rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 4 — 57e ANNÉE — 15-22 FÉVRIER 1919

L'INSTITUTEUR ET LA GUERRE [1]

Il n'admet plus que la société, réservant aux fils du riche le moyen pratique de succéder à son père dans une situation enviable, se tire à bon compte des exigences démocratiques, en faisant l'aumône d'un certain nombre de bourses distribuées de telle façon, et réduites à un chiffre si dérisoire qu'on sait d'avance qu'il sera presque toujours impossible à une famille ouvrière de l'accepter.

En d'autres termes, voilà ce chercheur d'améliorations scolaires en voie de poursuivre des améliorations sociales.

Un mot qu'il avait souvent entendu jadis, sans en mesurer la portée, hante maintenant son esprit : *l'égalité des enfants devant l'instruction*. « Est-ce donc là, se demande-t-il, un excès de socialisme ? Si je demandais l'égalité des hommes, on me répondrait : impossible, c'est la révolution sociale, il faudrait tout bouleverser, supprimer la propriété privée, nationaliser les moyens de production, les capitaux, la terre, que sais-je ? Mais il ne s'agit que des enfants. Et qu'est-ce que je demande pour eux ? Simplement, que vous ne les condamniez pas à ne jamais pouvoir sortir de la misère, parce que faute d'argent ils n'auront pas pu s'instruire. Voilà tout.

« C'est une réforme qui peut se faire même sous le régime capitaliste. Il suffit que la société renonce à mettre elle-même un obstacle, sous forme de quelques sacs d'écus qu'elle va leur réclamer, au libre essor des enfants les plus aptes à la servir un jour. Que l'on ne puisse pas décréter l'égalité des pères, soit, admettons-le et attendons ! Mais pour les enfants, qu'est-ce qui vous oblige, législateurs républicains, à décréter l'inégalité et à la perpétuer de force d'une génération à l'autre par un système d'entraves qui est un chef-d'œuvre d'hypocrisie sociale ?... »

Ah ! vous le voyez, Mesdames et Messieurs, il change de ton, l'homme sage et modéré que nous approuvions tout à l'heure. Il ne se résigne plus au statu quo. Le moment n'est pas loin où l'administration s'inquiètera de ces traces de « mauvais esprit ». Il s'aigrit, diront les uns : c'est un exalté, diront les autres. La vérité est que le voilà engagé dans la voie où l'ont précédé tant de ses devanciers, depuis les pauvres instituteurs socialistes de 1848, si férocement châtiés par la réaction, jusqu'aux syndicalistes qui se sont vengés en étant des premiers à mourir en héros. Comme eux, il a fini par voir clair : l'école est faite à l'image du pays, elle ne peut pas être sincèrement démocratique tant que le pays ne l'est pas. Ne nous payons pas de mots et surtout ne payons pas de mots les déshérités à qui nous ne voulons pas rendre ce qui leur appartient. Vous ne verrez établir en France, ni l'école unique, ni l'enseignement post-scolaire obligatoire, ni le lycée gratuit accessible

(1) V. *Revue Bleue*, n° 3, 1919.

aux enfants du peuple, même à l'élite de l'élite, aussi longtemps que la bourgeoisie française mettra son point d'honneur à faire élever ses enfants à part pour de plus hautes destinées.

Telle est la triste conviction de l'instituteur au moment de remonter dans sa chaire. Ne vous flattez pas qu'il y recouvre son calme d'autrefois. Ce qui l'en empêchera, c'est qu'il ne peut plus oublier les rêveries de la tranchée, les vœux ardents du temps de guerre pour l'après-guerre et la vision, si belle alors, de la France de demain.

V

Non, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas l'instituteur qui changera. Ce qui changera, c'est la société, c'est le pays, c'est nous, à moins de courir à la déchéance.

Ce propos vous étonne ? Je n'entreprendrai pas de le justifier par des raisonnements théoriques. Permettez-moi de vous faire une proposition pratique. Oublions tout ce programme d'utopies. Au lieu des plans de réforme, voyons de près les réalités. Faisons seulement un petit voyage hors de France, jetons un coup d'œil sur les écoles des autres pays. Prenons avec nous, si vous le voulez, ce rêveur qui nous semble avoir besoin d'être ramené par la vue des choses au sens du réel et du possible.

Commençons par la Suisse. Nous voici à Zurich, par exemple. Entrons dans ces palais scolaires, ici le mot est vrai à la lettre. Vous ne vous lassez pas d'admirer ces installations dont le détail est merveilleux. Avez-vous vu dans la première classe, ces deux petites filles assises côte à côte au premier rang ? L'une est la fille du premier magistrat de la ville, l'autre, celle de l'homme de peine que vous avez vu travaillant dans la cour. Et c'est l'école unique. Et toutes les écoles de la ville reçoivent de même tous les enfants d'âge primaire. Et si vous visitez les divers cantons de la Suisse alémanique, romande ou italienne, partout vous trouverez plus ou moins luxueux, ce même type d'école primaire, maison commune de l'enfance. Au-dessus s'ouvre l'école secondaire où l'on n'entre qu'au sortir de celle-ci.

Et puis, partout aussi, après cette école — obligatoire jusqu'à 14 ans sans aucune exception — vous trouvez les cours complémentaires et semi-professionnels obligatoires jusqu'à 17 ou 18 ans, suivis pour les garçons d'un examen pédagogique, à l'arrivée sous les drapeaux, pour les apprentis des deux sexes d'un examen de métier donnant droit au certificat d'apprentissage.

— Voilà, voilà mon rêve, s'écrie notre compagnon de visite, vous voyez bien...

Vous l'arrêtez tout de suite ; cela ne prouve rien; la Suisse est une si petite démocratie ! — Allons donc voir la plus grande du monde de l'autre côté de l'Océan, cent millions d'habitants.

Et nous voici aux États-Unis, en face d'autres palais scolaires d'une magnificence dont on n'a nulle idée en Europe. Dans ce pays de 48 États différents ayant chacun sa législation, un fait universel nous frappe : les lois et les mœurs ont imposé à tous les enfants, l'obligation d'aller à l'école de 6 à 14 ans. Ce n'est qu'après 14 ans, en prouvant qu'on a suivi les 8 classes primaires et après examen, qu'on entre à l'école secondaire... Celle-ci (*high school*) tient à la fois du lycée, de l'école primaire supérieure et de l'école professionnelle. nelle.

Toutes ces écoles, jusqu'à l'âge de 18 ans, sont absolument gratuites. Et dans la plupart d'entre elles les livres classiques même sont fournis sans frais.

Le résultat ? Il éclate à tous les yeux après quelques années. Les États-Unis ont à présent *un million et demi* d'élèves recevant cette instruction secondaire *sui generis*, extrêmement diversifiée. Voilà donc un pays où non seulement tous les citoyens auront reçu l'instruction jusqu'à l'âge de 14 ans, mais où la proportion des gens instruits, vraiment cultivés, de ceux qui auront poussé leurs études régulières jusqu'à 18 ans, sera plus forte qu'en aucun autre point de la terre, trois fois plus forte par exemple que chez nous.

La démocratie aura ainsi prouvé que, loin d'être un appareil de nivellement, elle est le meilleur et le plus juste des instruments de sélection : elle tire d'elle-même une classe moyenne qui n'a besoin d'aucun privilège.

Et pour les autres, pour ceux qui ne prolongeront pas leurs études au delà de 14 ans, que fait la grande République ? Elle aussi, elle a reconnu l'inéluctable nécessité d'affermir le petit savoir que l'enfant a pu emporter de l'école. Elle aussi, elle a organisé tout un système de leçons complémentaires qui continue l'école jusqu'en plein atelier. La fameuse loi Smith-Hughes y a pourvu par l'établissement du grand organisme fédéral auquel est ouvert un budget calculé jusqu'à 1924 et prévoyant des crédits annuels qui commencent par 2 ou 3 millions, s'élèvent progressivement jusqu'à 30 millions de francs à partir de 1920 comme sub-

vention fédérale, supposant une dépense au moins égale des États et des villes pour le développement des formes les plus diverses de l'enseignement industriel, technique, commercial, agricole.

Qu'en dites-vous ? Ici c'est en grand que la chimère fonctionne à l'état de fait vécu par 15 millions d'élèves... Est-il besoin de vous dire que devant cet immense tableau d'une démocratie qui se réalise, notre instituteur français reste plongé en une sorte de pieuse admiration ? Ne commencez-vous pas à la partager ?

Mais vous vous ressaisissez : « C'est très bien, pensez-vous, mais c'est si loin ! Cela se passe de l'autre côté de l'Océan, chez un peuple neuf et audacieux ».

Soit. Revenons donc en Europe.

L'Angleterre jusqu'à présent était restée en arrière. L'an dernier le ministre (président du Board of éducation) M. Fisher, entreprit d'introduire le système de l'école obligatoire jusqu'à 14 ans et d'y superposer une obligation pour les apprentis de 14 à 18 ans (à raison de 320 heures par an, c'est-à-dire 8 heures par semaine pendant 40 semaines). Les objections tombèrent dru sur le projet. Le ministre alla lui-même y répondre par une série de conférences dans les villes où l'opposition était la plus forte. Patrons et ouvriers s'accordaient pour combattre l'innovation. Le gouvernement annonça que le projet était retiré. Il le fut en effet, mais reparut amendé quelques mois après : M. Fisher faisait des concessions d'abord aux autorités locales qui ne craignent rien tant (en Angleterre) que le pouvoir central ; ensuite aux industriels et aux ouvriers ; pendant sept ans les Conseils scolaires qui le voudront pourront n'appliquer l'obligation post-scolaire que jusqu'à l'âge de 16 ans et se contenter de 7 heures par semaine, au lieu de 8. Moyennant quoi, la loi déposée le 10 août 1917 était votée par les deux Chambres, le 8 août 1918, et le lendemain la loi revêtue de la sanction royale était promulguée. Un an, juste, pour faire une réforme aussi profonde et pour y affecter un budget de 265 millions !

Vous ne riez plus de la chimère ?

Il faut pourtant ajouter un dernier exemple, si douloureux qu'il soit à enregistrer.

A la veille de la guerre, les associations d'instituteurs allemands avaient entamé une véritable campagne en faveur de l'école unique (*Einheit Schule*). La réforme avait acquis une telle popularité qu'en Prusse même l'autorité a décidé de supprimer les classes primaires (payantes) des gymnases. En attendant que la loi établisse l'école unique, les grandes villes, Berlin, Hambourg, Leipzig, Francfort, ont pris l'année dernière et cette année en pleine guerre une initiative singulièrement hardie. Elles ont emprunté d'office aux écoles primaires plusieurs centaines d'élèves désignés par les instituteurs comme particulièrement doués, et elles les ont fait passer dans les établissements secondaires avec promesse de 6 ou 9 ans d'études secondaires et supérieures, le tout non seulement gratis, mais avec une subvention de 300 marks aux familles pauvres. Et comme on faisait la remarque au ministre qu'à ce compte les places manqueraient bientôt pour les enfants de la bourgeoisie, « Si l'on manque de places, répondit il, on commencera par en donner aux plus méritants ». C'est cet acheminement vers l'école unique que célébrent les journaux par ce titre en grosses lettres : « Place aux mieux doués ! » quelque chose comme notre « Place aux capacités ! » de 1848.

Un autre fait, beaucoup plus ancien, c'est l'établissement de l'obligation post-scolaire de 14 à 18 ans, à raison d'une heure par jour prise sur la journée de travail (on lit dans tous les règlements cette mention : « il est défendu, de faire classe, après 7 heures du soir » ; (c'est précisément ce qu'il y a peu d'années, on appelait encore, là-bas comme chez nous, les cours du soir). Mais depuis le début de ce siècle, la *Fortbildungsschule* est organisée. Il a été établi des sanctions, dont la principale consiste en un examen final que doivent subir, après ces 4 ans de cours, les apprentis, petits commis et petits employés. On commença par quelques centaines de candidats. Et, à la veille de la guerre, le nombre des examens subis et des certificats délivrés dans l'année atteignait ou dépassait 500.000.

A l'énoncé de ce chiffre, notre compagnon d'enquête ne se contient plus. L'exemple d'autres démocraties réalisant avant la nôtre son plan, le plan de la Révolution française l'avait comblé de joie. Mais l'Allemagne !

Les faits sont là. Il ne peut le nier. Voici l'explication qu'il en donne.

VI

Ce n'est pas l'idée du droit de l'enfant qui a fait ce miracle en Allemagne, c'est la vue claire d'un grand intérêt économique.

Il n'y a plus une société qui puisse se dissimuler la nécessité absolue d'utiliser méthodiquement la totalité de son capital humain. Celles qui voudraient continuer à n'en faire fructifier

qu'une partie, celles qui s'attarderaient à l'ancienne conception d'une aristocratie de naissance, de fortune ou de carrière sont perdues. Aujourd'hui, il faut que chacune d'elles jette dans la balance tout son avoir ; il faut que, par une culture intensive, elle donne à tous ses enfants, sans exception, toutes les chances possibles de la servir efficacement, chacun à sa place et à sa manière : il faut qu'elle tende tous ses ressorts pour une lutte où devront entrer toutes les forces de production sans en négliger une seule depuis le travail des muscles jusqu'à l'effort du cerveau.

L'Allemagne n'a fait que se soumettre, avec sa discipline ordinaire, à cette grande loi de la vie moderne des nations.

Et pour se faire plus vite comprendre, c'est encore à une leçon de la guerre que notre ancien militaire a recours. Ne nous a-t-elle pas démontré, cette guerre, que la victoire ne se gagne plus, comme autrefois, avec une armée de métier, si brillants que soient ses exploits ? Il y faut la nation armée la nation tout entière, les jeunes et les vieux, l'avant et l'arrière, toute l'active et toutes les réserves, les combattants, les non combattants, l'auxiliaire, l'inapte, le paysan, l'ouvrier, la femme et l'enfant. De tous ceux-là, en est-il un seul qui n'ait pas eu sa part de travail, de responsabilité et de mérite dans la victoire? Il en est exactement de même pour la bataille économique qui va remplacer, plus âpre que jamais, la bataille des armes : dans l'armée du travail comme dans l'autre, c'est la nation tout entière qu'il faut enrôler. Nous ne pouvons rien faire sans l'élite, mais rien non plus sans la masse.

De là, le rôle de l'école, et l'obligation de le transformer totalement. On ne songeait autrefois qu'à l'avantage que retirerait de l'école tel enfant ou telle famille. C'est celui de la société qui est en jeu désormais. Il ne se mesure pas à la qualité seule des résultats : la quantité n'importe pas moins. L'esprit démocratique, c'est le véritable instinct de conservation des sociétés. Elles ne peuvent plus impunément dédaigner un seul, même le plus petit, de ceux dont elles auront besoin demain.

Hâtons-nous donc de rectifier nos anciens calculs. Le budget scolaire n'est pas un budget de dépenses, c'est un budget d'avances remboursables à gros intérêts d'une génération à l'autre. Semons, si nous voulons récolter. Arrière donc ces économies ruineuses, arrière ces lésineries administratives qui visent encore par un inepte anachronisme à payer les maîtres le moins possible, à tirer quelques sous des familles, à multiplier les prétextes de refus à ceux qui osent, à rétrécir le champ d'action de l'école, à porter enfin à l'actif du Trésor toutes les réformes qu'on fait ajourner, c'est-à-dire toutes les sources de richesse dont on prive l'avenir.

Il y a malheureusement un exemple auquel notre sévère ami ne peut pas s'empêcher de rattacher ses objurgations. Non seulement, à l'inverse de beaucoup d'autres nations, nous avons laissé rétrograder en fait la fréquentation de notre pauvre école primaire déjà si misérablement étriquée par comparaison aux autres. Mais qu'avons-nous fait pour ajouter à cette première obligation scolaire, celle des quelques heures dues aux adolescents ? Nous nous sommes occupés il est vrai, de cette question de l'enseignement postscolaire à peu près à la même date que la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, les royaumes Scandinaves, les Etats-Unis. Tous ces pays ont abouti, quelques-uns depuis longtemps et les résultats qu'ils en retirent par leur industrie nationale ne souffrent pas la moindre contestation. Chez nous, le projet de loi qui devait y pourvoir fut déposé sur le bureau de la Chambre en 1905 : il n'est pas encore voté ! Quinze ans de perdus, quinze générations d'adolescents frustrées par notre faute de la plus value dont bénéficieront leurs concurrents étrangers.

« Et pourquoi?, demande l'instituteur. Excusez-moi de le faire parler une dernière fois. J'atténuerai de mon mieux ses paroles, où vous retrouveriez trop peut-être la rudesse du soldat. « Pourquoi ? Parce que vous vous laissez arrêter par des querelles aussi mesquines que passionnées. Vous demandez lesquelles ? Je vis vous les dire.

« Querelles de bureaux ; deux ministères se disputent la haute main sur les écoles et les cours à créer sur le personnel, sur les programmes : et en attendant, c'est l'anarchie.

« Querelles de classes : patrons et ouvriers se méfiant les uns des autres trouvent plus facile de ne rien faire que de s'entendre ; et en attendant ils laissent le reste du monde prendre de l'avance.

« Querelles de politique : les cléricaux redoutent un accroissement de la main-mise de l'Etat, et les radicaux redoutent la main-mise du clergé par les écoles libres. Et en attendant, tandis que les autres marchent à pas de géant, chez nous, rien, rien, rien, rien.

« Et il en sera ainsi, tant que vous ne serez pas convertis, comme nous le sommes, nous autres, poilus, à la religion et à la politique de l'action. Aussi longtemps que vous ne mettrez pas la patrie au-dessus de tous vos partis, et la justice au-dessus de toutes vos divisions confessionnelles ou professionnelles, on pourra changer de titres, de bonnets et de formules, on ne changera pas d'es-

prit. Si vous avez tant besoin de disputes, il n'y en a qu'une permise : disputez-vous à qui sacrifiera le plus de son égoïsme au service du pays ! »

VII

Excusez-moi, Mesdames et Messieurs, d'avouer que je suis d'accord avec ce poilu et que je souhaite qu'ils soient beaucoup à nous revenir dans ces dispositions d'esprit, si révolutionnaires qu'elles soient.

C'est à eux que nous devrons une école nouvelle (1). Vous en trouverez la description dans un délicieux petit livre américain, œuvre d'un instituteur, aujourd'hui directeur d'une grande école de 4.000 élèves, à New-York. Il y arrivait il y a une quarantaine d'années, tout enfant, avec son père, italien, ouvrier peintre en bâtiment. Il raconte, non pas son histoire, mais l'histoire de ses idées en quelques pages d'un humour charmant. Au début il croyait comme tout le monde à la discipline de l'école ; il admirait une école bien tenue, où tout marche avec un ordre parfait. Peu à peu il s'aperçoit que ce que nous appelons la discipline, c'est souvent la pression que nous exerçons sur les enfants, qu'au lieu de susciter la vivacité, la spontanéité, la vie et la joie de l'enfant, nous lui imposons nos habitudes, nos manières de dire, nos manières de faire. Il se met tout bas à corriger tout cela. Il est heureux quand, un jour dans son école, il a vu les enfants tout joyeux, les petits comme les grands, courir après lui pour lui montrer une image, un jouet qu'ils avaient fait. Il a été charmé. Mais quelque temps après il s'aperçoit que c'est encore un résultat bien étroit et bien mesquin. Il intéresse ses collaborateurs et ses collaboratrices à l'enfant ; il les supplie de ne plus porter leur attention exclusive sur les leçons intellectuelles. Peu à peu on le voit réunissant les parents des élèves, trouvant des prétextes pour amener les mamans qui se plaignent, les papas qui se fâchent, à former une société, à s'occuper de l'école, de ce qui s'y passe, de ce dont elle a besoin. Les parents, les instituteurs, les institutrices qui ne se connaissaient pas, arrivent en quelques mois à prendre conscience de tous les liens qui les rapprochent : ils se font visite! Finalement, ils rédigent ensemble des pétitions pour établir un play ground, un champ de jeu, puis ils font des démarches pour obtenir qu'un certain parc qui allait être loti pour construire des maisons de rapport soit réservé aux enfants. Ils organisent une très grande fête qui attire tout le quartier : c'est le jour de l'Arbre. Bref, l'école devient un *centre civique*; la vie s'anime. On s'y réunit le soir. Les parents y viennent. Les enfants donnent des fêtes. La vie de l'école est transformée. Le Directeur a réussi. « Je suis content, dit-il, « mon école » est devenue « notre école ». Et il ajoute : « dans la mesure où l'école devient une chose sociale, l'instituteur devient un homme ».

Parole profonde qui m'a fait penser à une autre par laquelle je terminerai : elle est aussi vraie, me semble-t-il, de la nation qui institue l'école que de l'homme qui la dirige :

« On n'enseigne pas ce qu'on veut, disait Jaurès, on n'enseigne pas ce qu'on sait, on enseigne ce qu'on est. »

FERDINAND BUISSON.

(1) ANGELO PATRI : *Vers l'école de demain*, Hachette, édit.

L'ESPRIT PUBLIC EN SUISSE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Le 11 novembre, tandis que, dans toute la Suisse, les cloches sonnaient et que les drapeaux flottaient pour célébrer la fin des hostilités l'on entendit tout à coup, dans les rues et dans les villages, le roulement impérieux du tambour qui appelait les hommes. Au moment où le monde entier s'apprêtait à poser les armes, la Suisse mobilisait : les « le Souabe » « de Schwobe », exactement comme chez prenaient des sonorités de tocsin, les fusils apparaissaient sous les plis des drapeaux, et les cris d'allégresse étaient desséchés dans les gosiers par l'angoisse de la guerre civile.

Ce spectacle dramatique contient une leçon et un symbole : elle caractérise, mieux que ne pourraient le faire de longs discours, la contradiction intérieure dans laquelle vit la Suisse au lendemain de l'armistice.

La Suisse, au matin du 11 novembre s'apprêtait à fêter d'un cœur unanime la fin des hostilités. Si depuis 1914, une journée et un événement pouvaient être de nature à rapprocher toutes les parties du pays dans une allégresse commune c'était bien la conclusion de l'armistice.

Il est nécessaire, pour le bien comprendre, de faire un retour sur le passé et de montrer rapidement l'évolution des idées dans la Suisse alémaniques surtout au cours de la dernière année. Contrairement à ce qu'ont trop prétendu des publicistes insuffisamment informés, la Suisse alle-

mande n'a jamais été germanophile. Car ce mot implique une sympathie, une adhésion sentimentale et rien n'a été plus loin, à n'importe quel moment de la guerre, du cœur de nos Confédérés. Tous ceux qui se sont donné la peine de parcourir les campagnes savent que pour le vrai peuple des cantons alemaniques, l'Allemand est toujours resté « le Souabe » « de Schwobe » exactement comme en Alsace.

Mais, au début de la guerre, ce peuple a été mal informé, en partie par la faute des journaux, en partie par celle du gouvernement fédéral. D'autre part, les cercles de la bourgeoisie alémanique étaient étroitement liés à l'Allemagne, moralement et économiquement. Pourquoi ? Moralement, parce que les Universités françaises n'ont jamais voulu s'ouvrir à nos étudiants et reconnaître la validité de nos diplômes. Matériellement, parce que l'art. XI du traité de Francfort a joué contre la Suisse autant que contre la France et que nos industries, concurrentes des industries allemandes, ont dû s'entendre avec celles-ci après 1870, pour ne pas périr, faute de débouchés. La France, on en conviendra, aurait mauvaise grâce à nous reprocher le traité de Francfort et ses propres règlements universitaires.

Mais ces raisons, quelque puissantes qu'elles paraissent, n'ont pas pu résister à des réalités encore plus profondes. La conviction s'est peu à peu fait jour dans la Suisse allemande que la victoire de l'Allemagne serait une catastrophe pour la Suisse, et le traité de Brest a donné à cette conviction la force de l'évidence. Toutefois, beaucoup de gens, soit par intérêt économique soit pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, lorsque nous montrerons les problèmes que pose à la Suisse la défaite de l'Allemagne, n'avaient pas été jusqu'au bout de leur évolution. Ils redoutaient à la fois la victoire et la défaite de l'Empire et se persuadaient volontiers que l'une et l'autre étaient impossibles. C'est ainsi qu'une partie de l'opinion alémanique en était arrivée à cet état de neutralité morale qui nous a toujours paru un non-sens et un paradoxe, mais qui a caractérisé l'attitude du gouvernement fédéral et de nos Confédérés pendant la plus grande partie de la guerre.

Ce qui leur a facilité cette attitude, c'est que, dès la première heure, ils avaient passé sans y rien comprendre, à côté du problème moral de la guerre. La lutte pour le droit, la justice, la paix éternelle et le problème même des responsabilités, qui ne leur a jamais été bien présenté, échappaient à leur entendement. Ce qui nous a toujours semblé l'essence de cette guerre et sa signification profonde, ce qui a porté notre foi et nos espoirs, est resté caché à la plupart.

Comment s'étonner, dès lors, du désarroi moral dans lequel la guerre les a plongés et dont ils souffrent encore ? Mal soutenus par une foi chancelante, ils n'ont pas connu les grandeurs de ce conflit, il n'en ont vu que l'horreur et ils n'en ont senti que les charges. La guerre a pesé sur la Suisse, tant au point de vue du travail que de la nourriture, dans une mesure dont les belligérants ont quelque peine à se rendre compte et à laquelle ils rendent rarement justice. Nous autres, Suisses romands, soutenus par un ferme idéal à la fois national et international, convaincus que la victoire de l'Allemagne serait la défaite du droit et la perte de la Suisse et convaincus également que la paix blanche serait la faillite du droit et une menace pour notre patrie, nous avons supporté ces épreuves d'un cœur égal. Nos Confédérés en ont été plus impatients. Mais tous, le 11 novembre, nous nous sommes sentis frères dans notre joie. Ils voyaient la fin de la guerre, et nous la victoire du droit ; tous ensemble, nous saluions la délivrance.

*
* *

Pourquoi a-t-il fallu que, ce matin-là, la grève générale fût proclamée ? Les raisons de cette coïncidence nous échappent, s'il ne faut pas y voir un contre-coup immédiat de la révolution allemande. Mais les raisons profondes n'en sont que trop apparentes.

Elles tiennent tout d'abord à des raisons matérielles. La guerre a complètement révolutionné et désorganisé l'économie nationale de la Confédération. La Suisse importe la plus grande partie de ses subsistances et de ses matières premières et exporte en retour presque tous ses produits fabriqués. Elle ne peut ni vivre, ni travailler sans importer, pas davantage sans exporter ; car dans un cas elle ne peut pas travailler et dans l'autre, elle ne peut pas écouler les produits de son travail. La Suisse est trop petite économiquement pour suffire à ses besoins, et pour satisfaire son activité, elle est trop petite à elle-même à la fois comme marché et comme débouché.

On se représente ce qu'a pu être la guerre dans un pays ainsi constitué. Le ravitaillement en denrées a été assuré tant bien que mal, grâce à l'aide des Alliés, et au prix de nombreuses privations. Le ravitaillement en charbon a été plus difficile, grâce aux exigences allemandes. Quant aux autres matières premières, les Alliés n'en ont pas refusé la livraison, mais ils ont refusé de donner aux car-

gasons pour la Suisse aucun droit de priorité dans les ports d'outre-mer. Il en est résulté que l'industrie suisse a bien pu acheter les matières premières indispensables, mais que, dans la majorité des cas, elle n'a pas pu en prendre livraison.

Gênée dans ses importations, la Suisse ne l'a pas été moins dans ses exportations. Un grand nombre de ses produits rentrent dans la catégorie des objets de luxe dont l'importation a été interdite par les pays belligérants. Des considérations financières ont poussé ceux-ci à arrêter en outre presque complètement leur commerce avec la Suisse. Enfin, le jeu des listes noires adverses a rendu la vie impossible, en Suisse, à un grand nombre de fabriques. On peut dire, d'une façon générale, que les industries suisses étaient privées ou bien de matières premières, ou bien de débouché. Seules, celles des industries qui purent travailler pour les armées alliées — l'Allemagne s'est très peu adressée à l'industrie suisse, n'ayant pas de matières premières à lui fournir — ont pu surmonter la crise économique, et l'exemple des hauts salaires qu'elles ont payés à leurs ouvriers à contribué, non à adoucir, mais au contraire à aggraver la crise générale.

Les difficultés économiques n'ont pas tardé, naturellement, à avoir de profondes répercussions sociales. Malgré une politique d'émission très prudente et même timide, le prix de la vie s'est élevé dans des proportions inquiétantes, par le seul jeu du change et de causes générales. Le reclassement des fortunes — même à l'intérieur de la classe ouvrière — et les difficultés de mobilisation partielles incessantes, ont jeté dans la misère un grand nombre de gens qui sont devenus des révoltés, et dont le mécontentement a été alimenté et largement exploité par des agents étrangers.

On a souvent affirmé que les grèves suisses étaient dûes principalement à l'action de la propagande allemande. Il est vrai que les éléments allemands y ont joué un rôle, plus grand que celui des ouvriers vraiment suisses. Il existe de cela un motif trop souvent méconnu.

Le droit d'asile — qui n'est pas en réalité un droit, mais une tolérance —, est l'une des traditions politiques les plus sacrées de la Confédération suisse. Toutefois, au cours de cette guerre, on ne tarda pas à se rendre compte du danger que faisait courir au pays la présence de réfractaires, de déserteurs, de fugitifs de tous pays et de toutes espèces, en un mot, ce rôle de dépotoir de l'Europe que le droit d'asile et sa position centrale assignaient à la Confédération. Mais les pays étrangers et en particulier les Alliés ne nous laissèrent pas la liberté de choisir. Qu'on se rappelle l'affaire de ce déserteur alsacien refoulé par la police bâloise et l'émotion qu'elle causa en France!

Du moins, puisqu'on nous imposait l'admission parmi nous des déserteurs et des réfractaires, eût-il fallu nous laisser entièrement libres de les utiliser à notre guise. Il n'en a rien été. Les Alliés ont interdit à tous les industriels et commerçants suisses, sous peine d'être mis à l'index pour leurs importations et leurs exportations, c'est-à-dire pratiquement ruinés, d'employer des réfractaires ou des déserteurs, soit des pays centraux — parce que sujets ennemis, — soit des pays alliés — parce que déserteurs. De cette façon, on a condamné à la faim des milliers de gens dont beaucoup, surtout parmi les réfractaires, n'eussent pas été mussinadables au point de vue social. On en a fait des révolutionnaires et c'est de ces milieux là, mis artificiellement au ban de la société, que sont partis toutes les menaces de révolution et de troubles. Il est impossible de ne pas dire que la politique de l'Entente à cet égard a été imprudente, tant vis-à-vis de la Suisse que d'elle-même.

Il faut ajouter que de son côté la politique du Conseil fédéral à l'égard de ces éléments et de la classe ouvrière en général n'a été, pendant la guerre, ni prudente, ni clairvoyante. Le gouvernement a été au-dessous de sa tâche autant au point de vue intérieur qu'extérieur. Il est parti, sans cesse, de l'idée que la guerre serait courte et que des mesures à longue échéance étaient superflues. Cette idée, excusable en 1914, ne l'était plus en 1917. De plus, le gouvernement fédéral, empêtré dans ses pleins pouvoirs, fut aussi indulgent aux menées révolutionnaires qu'il fut sourd aux réclamations légitimes. Les pleins-pouvoirs, conçus tout d'abord comme une arme dans la main du Conseil fédéral, finirent par le condamner à la faiblesse. Obligé de prendre sur lui-même les responsabilités les plus lourdes, sans pouvoir les faire partager aux Chambres et au peuple, il fut frappé de paralysie devant une tâche redoutable. Loin de faire une politique large et cohérente, il ne prit plus que des décisions d'espèce, lorsqu'il était impossible de faire autrement, cédant un jour aux pressions des paysans, le lendemain aux ultimatums des socialistes. Ce fut, dans le pays en apparence le plus démocratique du monde, l'ère des coups d'Etat qui nous a amenés peu à peu à la grève générale.

Cette grève fut improvisée. Les syndicats, qui n'étaient pas armés pour la poursuivre furent eux-mêmes surpris de son succès. Preuve que, en dé-

pit des dénégations des partis bourgeois, elle répondit à un certain besoin de l'âme ouvrière ! Bien que les ouvriers, en majorité et surtout dans la Suisse romande, n'aient pas du tout compris le sens et le but précis de la grève, ils y adhérèrent, en vertu d'un besoin instinctif de protestation. La grève réussit fort bien, surtout dans les chemins de fer, et la vie nationale, pendant deux jours, fut arrêtée presque complètement. Si elle reprit après quarante-huit heures, ce fut surtout parce que les syndicats n'avaient pas de fonds pour un plus long chômage.

D'autre part, la répression fut plus énergique et plus rigoureuse que ne l'avaient prévue les chefs socialistes. La mobilisation de l'armée, dans un pays dépourvu de transports, se fit sans à-coups : et l'ardeur des soldats — paysans en majorité — eut de quoi donner à réfléchir à tous ceux qui n'ont pas l'amour du sang. La grippe, qui fit un nombre considérable de victimes parmi ces troupes mobilisées en hâte et presque dépourvues de services sanitaires, a porté à son comble l'exaspération de toute la population contre les ouvriers.

C'est là, pour les patriotes suisses, le sujet de graves préoccupations. Au moment où le pays va au-devant d'une nouvelle crise économique, nécessitée par la transformation de l'économie de guerre en économie de paix ; au moment où des problèmes politiques extérieurs et intérieurs d'une extrême gravité vont se poser ; au moment enfin où les anciens sujets de querelles paraissaient assoupis, de nouveaux et de plus graves s'élèvent. Retombant dans les vieilles erreurs de son passé, la Suisse voit surgir de nouveau à l'horizon une menace de luttes civiles qui rappelleraient les anciennes guerres entre les villes et les pays, doublées cette fois de malentendus profonds entre Romands et Allémanes.

Ce n'est pas un hasard, en effet, que le Conseil fédéral ait fait appel de préférence pour réprimer la grève générale, à des troupes romandes. Il savait qu'il pouvait compter sur elles. Il a ainsi confirmé le peuple de la Suisse occidentale, dans l'idée que sans cesse, au cours de la guerre, la Suisse avait été sauvée par lui. Idée juste, à plus d'un titre, mais non sans péril pour l'unité nationale. Car, ne l'oublions pas, et on l'oublie trop souvent, la Suisse romande est une minorité et ne peut prétendre, en bonne démocratie, à gouverner le pays.

Plus actifs, plus politiques, plus imaginatifs que les Suisses allemands, les Romands exercent dans la Confédération une influence supérieure à leur force numérique. Ils en exerceraient peut-être une plus grande encore si, au lieu de s'attaquer aux personnes, pour lesquelles nos Confédérés ont une sorte de vénération, ils se bornaient aux discussions d'idées. Mais ce n'est pas toujours possible. En ce moment même, la Suisse romande exige avec véhémence, la démission de deux Conseillers fédéraux, MM. Schulthess et Muller, et elle se heurte à une vive résistance.

Nos raisons contre ces deux magistrats sont précises et sérieuses. M. Schulthess a été, depuis la chute de M. Hoffmann, l'âme du gouvernement fédéral ; il porte la responsabilité de toutes ses fautes et de toutes ses faiblesses. Au dedans comme au dehors, il s'est montré incapable de défendre les droits du pouvoir et ceux du pays, il a été un mauvais négociateur et un mauvais homme d'Etat. Sans être germanophile, il a cru à la victoire de l'Allemagne et a basé toute sa politique sur cette éventualité. Nous estimons qu'aujourd'hui, il n'a pas l'autorité nécessaire au dehors pour représenter la Suisse, ni au dedans pour la gouverner. Quant à M. Muller, son incapacité notoire, compliquée de sentiments germanophiles suffit, à nos yeux, à le rendre impossible

Malheureusement, la Suisse allemande n'a pas eu ces matières, le même instinct que nous. Elle est gouvernementale de tempérament, peu portée à l'opposition, moins encore à la fronde, elle tient aux hommes plus qu'aux idées. Chez nous, les magistrats sont pratiquement inamovibles parce que la majorité des Chambres les réélit toujours. Aux yeux de nos Suisses allemands, critiquer un magistrat est une inconvenance, lui refuser sa voix, une ingratitude — d'autant plus que la loi ne leur accorde aucune pension et que la plupart — c'est à leur honneur — sortent de charge sans fortune.

A vrai dire, nos Confédérés ne se refusent pas à toute concession. Ils ont compris eux-mêmes que la présence de M. Muller à la première magistrature de la Confédération et à la direction de sa politique extérieure en 1919 était une quasi-impossibilité. M. Muller, sous la pression de ses amis, a renoncé à exercer cette charge, qui lui revenait, en quelque sorte, de droit. M. Gustave Ador, ancien président du Comité international de la Croix rouge, a donc été nommé président de la Confédération. M. Joseph Motta, vice-président et M. Calonder garde la direction du département politique.

La Suisse sera représentée et dirigée, l'année prochaine, par trois hommes, dont l'un est romand, l'autre tessinois, et le troisième romanche,

trois hommes en qui nous avons une confiance absolue et dont les sympathies pour le droit et la justice sont au-dessus de tout soupçon.

C'est là, pour la Suisse romande, un grand succès et une grande satisfaction. Il n'en est pas moins fort regrettable qu'au moment où tant de problèmes et de si graves, tant au point de vue intérieur qu'international, se posent à nous, notre politique soit alourdie et nos relations confédérales aigries par des questions de personnes.

Au point de vue intérieur, un problème englobe tous les autres, la révision de la Constitution fédérale. Ce serait un sujet pour soi et nous n'avons pas le loisir de l'épuiser ici. La Constitution qui nous régit date de 1874 ; elle a été modifiée depuis lors à diverses reprises et dans un grand nombre de ses dispositions. Aujourd'hui qu'une foule de questions économiques et sociales se posent à la fois, la Constitution devra certainement subir de nouvelles retouches. Beaucoup de gens estiment qu'il serait plus simple et plus logique de la reprendre dans son ensemble, comme on l'a fait après la guerre de 1870. D'autres, par contre, trouvent extrêmement dangereux d'ouvrir toute grande la porte à des réformes sociales qui n'iront pas sans des centralisations nouvelles et compromettront à nouveau l'équilibre toujours instable de ce pays. Qu'on qu'il en soit de sa solution, le problème est posé et toutes les autres questions, dans un avenir prochain, se subordonneront à lui.

Au point de vue extérieur, on conçoit que l'effondrement de l'Allemagne, la disparition de l'Autriche et la satisfaction des aspirations italiennes nous placent devant des tâches nouvelles sur lesquelles nous n'avons pas encore une vue d'ensemble.

La politique et l'économie nationales de la Suisse étaient conformes, avant la guerre, à l'équilibre européen. La position centrale et la neutralité de la Suisse lui imposaient une attitude d'égalité envers ses quatre voisins, avec une orientation économique marquée vers le plus fort. Aujourd'hui, la Confédération n'a plus que trois voisins, et l'Allemagne, au moment même où elle s'affaiblit, allonge ses frontières sur nos confins orientaux.

Au point de vue financier, la défaite allemande et la banqueroute qui en sera sans doute la conséquence, causera à la Suisse de grandes pertes et une perturbation profonde. Au point de vue économique, plusieurs de nos industries principales vont être obligées de rompre les liens qui les unissaient à des maisons allemandes et de chercher ailleurs de nouveaux débouchés. L'Allemagne possédait en Suisse le monopole du charbon, le monopole du fer, des produits chimiques ; elle contrôlait en pratique toutes les voies de communication fluviales et ferroviaires de la Suisse vers Anvers et Rotterdam, nos grands ports ; elle détenait presque tous nos entrepôts de céréales, elle intervenait en maîtresse dans une foule de branches de notre vie et de notre activité nationales. Tout cela devra être modifié de fond en comble. Dieu nous est témoin que nous lui en rendons grâces. Mais ce sont des problèmes.

L'internationalisation du Rhin, et le retour de l'Alsace-Lorraine à la France sont pour la Suisse en général et pour Bâle en particulier, un événement de haute portée, une véritable délivrance. Nous avons lieu de penser aussi que la malheureuse convention du Gothard, qui a remis à l'Allemagne un droit de contrôle sur nos tarifs ferroviaires, va devenir caduque.

La défaite de l'Allemagne, d'autre part, nous place devant un redoutable problème démographique. On sait que, dès avant la guerre, la proportion considérable d'étrangers établis chez nous — environ 20 0/0 de la population totale — avait fait de la question de la naturalisation obligatoire l'un des objets de nos préoccupations habituelles. Un peu plus du tiers de ces étrangers étaient allemands. A l'heure actuelle, plus de trente mille soldats allemands démobilisés, établis en Suisse avant la guerre, demandent à y rentrer. Le Conseil fédéral, jusqu'ici, ne les y a pas autorisés, mais cette situation provisoire ne pourra se prolonger longtemps. D'autre part — et c'est là ce que les Suisses alémaniques redoutent par dessus tout — l'affaiblissement économique de l'Empire allemand aura certainement pour conséquence une émigration considérable. Les Allemands eux-mêmes disent : « Nous sommes maintenant cinq millions de trop ! » Où iront ces gens ? La Suisse est proche. Comment pourra-t-elle se défendre de cette avalanche mortelle ? Une révision du traité d'établissement avec l'Allemagne est à l'ordre du jour et elle s'impose. Mais les mesures légales suffiront-elles et pourrons-nous, à la longue, nous défendre efficacement, contre cette invasion du nord ?

Au point de vue moral, la démocratisation de l'Allemagne n'est pas non plus sans nous causer quelques inquiétudes. Nous ne parlons pas seulement de la crainte du bolchevisme, qui est cependant assez sérieuse. Nous parlons surtout de l'attraction inconsciente qu'une Grande-Allemagne républicaine risque d'exercer sur certains de nos Confédérés. Nous avons vu, pendant la guerre, combien certains intellectuels avaient de propension à accentuer l'idée de la « communauté germani-

que ». Que sera-ce quand la frontière, déjà peu dessinée par la nature, ne sera plus marquée par une profonde opposition de régimes politiques ? L'idée républicaine et démocratique a toujours été, jusqu'ici, l'assise la plus solide de la Confédération en face de l'Allemagne monarchique, et nous ne voyons pas disparaître sans anxiété une différenciation qui était une sauvegarde.

La liste des problèmes que la paix nous pose pourrait être prolongée. La disparition de l'Autriche-Hongrie a même provoqué un mouvement de réunion à la Suisse dans le Liechtenstein et une partie du Vorarlberg. Mais ces tendances rencontrent dans la Confédération un accueil très réservé. Notre équilibre intérieur est satisfaisant et il nous paraît dangereux d'y apporter des modifications. De plus, la Confédération tient par dessus tout à arriver au Congrès — où elle estime avoir le droit de se faire représenter — sans aucune ambition territoriale, sans aucun dessein égoïste et intéressé.

Ce qu'elle veut, uniquement, c'est assurer ses droits légitimes dans un monde nouveau et participer à l'établissement et à la réglementation de la Société des Nations. Le président Wilson jouit en Suisse, à l'heure actuelle, d'une popularité prodigieuse. Le peuple unanime adhère instinctivement aux idées qu'il a exprimées et M. Calonder a réglé sa politique en conséquence. Les adresses de sympathie à l'égard des Etats-Unis et de leur président, les déclarations en faveur de la Société des Nations se multiplient de la part des particuliers et des corps constitués.

Le peuple suisse ne se rend évidemment pas un compte exact des modalités de la Société des Nations, ni même des sacrifices de souveraineté qui lui seront sans doute demandés. Mais il conçoit nettement que les formes anciennes de l'équilibre européen et toutes les espèces de garanties territoriales, militaires ou matérielles seront incapables d'assurer une paix durable dans l'avenir comme elle l'ont été dans le passé. Il sait que, placé au centre de l'Europe dans une position extrêmement exposée, il n'aura de véritable tranquillité et de sécurité que lorsque la paix et le droit seront assurés et c'est pourquoi il met tout son espoir et toute sa foi dans les garanties morales de la paix et dans la Société des Nations.

WILLIAM MARTIN.

L'EXPLOSION DE L'AME CELTIQUE DANS L'ALSACE LIBÉRÉE (1).

L'affaire de Saverne, qui suivit de près cet événement, fut la réponse du gouvernement allemand à la manifestation patriotique de l'Alsace à Wissembourg. Elle montra pour la première fois au grand jour les prétentions du pangermanisme et les progrès de la brutalité dans l'armée allemande. Un hobereau poméranien, le lieutenant von Forstner, voulut forcer les jeunes recrues alsaciennes à cracher sur le drapeau français. C'était de la plus authentique discipline prussienne, ce qu'ils appellent le *drill*, à savoir l'écrasement de la volonté par l'annihilation du sentiment individuel, la mécanisation de la personne humaine, humiliée et mâtée par la perte de sa dignité, réduite à l'état de torchon. Cette méthode, bonne pour les Allemands, ne réussit pas avec des Alsaciens. Refus des jeunes soldats crossés et ignoblement maltraités. Emeute dans la ville. Scandale européen. L'affaire ayant été portée au Reichstag, le général Falkenhayn alors ministre de la guerre, déclara en frappant le plancher de son sabre : « Nous voulons détruire l'esprit alsacien. » Cela au moins était clair. L'Allemagne mettait le couteau sur la gorge de sa prétendue fille, qui refusait d'obéir à sa marâtre. L'âme alsacienne et l'âme teutonne avaient parlé ; l'âme française, à son tour, allait faire entendre sa voix.

II. — L'EFFORT DE LA FRANCE.

Le travail qui s'était accompli pendant un demi-siècle dans la conscience alsacienne aboutit à cette conclusion : « la vie sous le joug teuton nous est insupportable. Hors la France, point de salut pour nous. » Une évolution parallèle avait eu lieu dans l'élite française pendant la même période. Elle aboutissait à cette conclusion : « La défaite de 1870 nous a infligé une diminution politique, intellectuelle et morale qui ne pourra être réparée que par la reprise de nos provinces perdues. »

Pourquoi cela ? Pour trois raisons d'ordre différent, mais toutes les trois d'importance majeure qui apparurent successivement à l'esprit français.

— Le premier sentiment, poignant et impérieux, avait été celui-ci : L'honneur militaire de la France a été outragé et réclame une revanche. La France, qui, malgré Waterloo, était encore à ses propres yeux comme aux yeux du monde la France d'Aus-

(1) V. *Revue Bleue*, n° 3, 1919.

kirchen et d'Iena, de Friedland et de Wagram, ne peut pas rester la France de Worth, de Gravelotte et de Sedan. Aussi bien ces défaites, dues à un concours de circonstances mornes, étaient-elles si énormes et si mal-entendues que l'Allemagne se croyant déjà la maîtresse incontestée du monde et commençant à le devenir moralement et matériellement. — A cette raison d'ordre militaire et national, vint bientôt s'en joindre une autre d'ordre intellectuel. On reconnut que l'Alsace comme la Lorraine étaient des organes nécessaires de la pensée française, et cela non seulement au point de vue industriel et commercial, mais encore au point de vue scientifique, littéraire et artistique. Par leur gravité morale et leur vigueur intellectuelle, elles avaient puissamment contribué à la formation de la pensée française, qui sans elles, n'était plus complète. — Une troisième raison, d'ordre général et purement humain venait corroborer les deux premières. Elle se fondait sur la volonté solennellement exprimée de l'Alsace comme de la Lorraine de rester françaises. C'était le droit des populations de disposer d'elles-mêmes et de choisir librement leur patrie. Le passé ne connaissait pas ce droit, mais la conscience moderne l'a placé au premier rang de son credo. L'Alsace-Lorraine n'était-elle pas l'exemple le plus criant de la violation de ce droit ? L'Europe avait le sentiment que l'avenir européen dépendait du règlement de cette question. Les deux provinces rattachées au nouvel empire devenaient l'exemple et le symbole d'un problème mondial. Leur libération signifierait la victoire du droit et serait le signal d'un affranchissement général des autres nationalités opprimées. Leur asservissement définitif signifierait au contraire, la victoire de la force brutale et la main-mise de l'Allemagne sur le monde. Dans ce coin de terre, la lutte entre les deux idéals devait être aussi acharnée que décisive. Car les adversaires qui se le disputaient en étaient les champions les plus illustres. L'idéal politique et l'histoire de la Prusse comme de l'Autriche se résument dans ces mots : rapine, conquête, oppression ; par contre, l'idéal de la France est la liberté, la justice et la fraternité.

Ainsi l'honneur militaire, l'intégrité nationale et l'idéal humain, faisaient pour la France aussi de la question d'Alsace-Lorraine une question de vie ou de mort.

Ces idées avaient pénétré profondément les esprits en France, mais elles faillirent s'énerver plus d'une fois dans l'inertie et le découragement. Elles eurent à combattre les pacifistes aveugles et chimériques, qui croyaient à une alliance possible avec l'Allemagne sur un pied d'égalité. Elles eurent pour ennemis acharnés les socialistes internationaux, dont le seul idéal est de substituer la guerre des classes à l'idée de patrie et de supprimer toutes les élites. Elles furent attaquées par certains positivistes qui ne voient rien en dehors des intérêts matériels et ne comprennent pas que les sentiments moraux et les idées spirituelles sont le ressort des nations. Elles subirent enfin la sourde infiltration du dilettantisme, du doute et de l'anarchie, qui rongent toutes les civilisations raffinées. Entre les années 1880 et 1900, que de pessimistes des spéculent de notre race et de notre avenir ! Selon eux, la France n'avait qu'à s'incliner devant une Allemagne gonflée d'orgueil et de puissance, qui augmentait son industrie et son armement, d'année en année, et marchait à grands pas vers un pangermanisme cynique et triomphant. Mais derrière cette foire carnavalesque d'un décadentisme cosmopolite et bruyant, grandissait une génération de jeunes gens qui ne se sentaient plus ni « les enfants du siècle », ni « les fils de la défaite » et ne voulaient plus être « un peuple de vaincus ». Avec tous les sports virils, ils cultivaient en eux la clarté latine et la gaîté gauloise. Elle croyait à la vertu de l'action désintéressée, à la beauté et à la puissance du sacrifice. En elle rebusait vraiment l'étincelle celtique, faite d'héroïsme et de libre fraternité. Quand on songe à la profusion avec laquelle cette fleur de jeunesse a prodigué son sang pour rendre son prestige à la France et la victoire à la civilisation, notre premier mouvement est de nous agenouiller sur les tombes de ceux qui ont payé de leur vie l'accomplissement de ce grand œuvre. Notre second mouvement sera de nous remémorer les grandes personnalités, les hommes de conviction forte et de courage lucide qui poussèrent envers et contre tous la France vers ce but en apparence inaccessible, mais indispensable à son existence. Leur effort s'étend, sur un espace de 48 ans, de 1870 à 1918. C'est grâce à eux que le feu sacré, parfois prêt à s'éteindre, continua de brûler sur l'autel de la patrie.

Il faut nommer à leur tête Gambetta, le fougueux tribun de la Défense nationale, qui, au milieu du désastre, garda intacte la foi en la France immortelle, et qui, pendant l'époque douloureuse des années d'humiliation et de silence, avait coutume de dire en parlant de l'Alsace et de la Lorraine : « N'en parlons jamais, mais pensons-y toujours. »

Après lui, se place au premier rang des patriotes français Paul Déroulède, ce Celte pur-sang, ce cœur impétueux, cette âme d'acier, trempée dans la lave de l'enthousiasme, qui pleurait au seul nom de l'Alsace-Lorraine et s'embrasait comme un flambeau au nom de la France. Pendant quarante ans, il fit sonner le clairon de la revanche, en vers et en

près, en actes et en paroles. Puis, par une ironie tragique du destin, il mourut à la veille du jour qui devait réaliser son rêve et pour lequel il avait tant souffert, tant cru et tant travaillé !

A sa suite, apparut un disciple qui semblait son antipode. Ce que Déroulède fut dès le début, Maurice Barrès le devint peu à peu. Il avait commencé par le culte subtil du moi ; il continua par le culte du sol natal et finit par se jeter dans l'enthousiasme de la patrie comme dans un torrent de feu. Déroulède, dont la personnalité entraînante personnifiait si bien « les amitiés françaises » le lui avait montré. C'est en voyant cet apôtre volcanique de la France ressuscitée, soulever les jeunes de sa parole, que Barrès résolut de consacrer son merveilleux talent d'écrivain à la revendication de nos provinces perdues. Pendant la guerre, il se fit le plus éloquent avocat de l'armée souffrante, militante et triomphante.

Ce fut encore le souffle de la patrie qui emporta vers les sommets M. Louis Barthou. Ce fin lettré, ce brillant critique d'une si haute culture d'esprit, devint un orateur de premier ordre le jour où, avec une logique serrée, enflammée du plus ardent patriotisme, il fit voter la loi de trois ans. Il eut ainsi la gloire de fournir à la France les bataillons indispensables qui lui manquaient.

Au tournant le plus périlleux de la guerre des nations, l'âme collective de la France et la Providence qui veille sur elle firent sortir du coin, où elle guettait son heure, une personnalité dont la volte-face subite étonna tout le monde par sa force et sa hauteur. Georges Clemenceau n'avait été jusque-là que le plus agressif des politiciens et le plus dangereux des adversaires, si bien qu'on l'avait surnommé « le tombeur des ministères ». L'heure était grave, la France menacée à l'intérieur par le défaitisme organisé, au dehors de la plus formidable ruée boche, grossie par la débâcle russe. Dès que Clemenceau fut au pouvoir, tout changea d'aspect. D'une main et d'un geste énergique, il écrasa les traîtres du dedans. De l'autre, il électrisa les armées alliées en leur imposant l'unité de commandement et la hiérarchie des chefs. Ses gestes et sa voix, furent les gestes et la voix de la France. O miracle ! l'homme de la haine à tous crins était devenu l'homme de l'union sacrée. Comme si le génie de la patrie était entré en elle, son âme ne respirait que sur le front, où il passait le meilleur de son temps, vivant, souffrant, combattant la guerre, au milieu des tranchées et des obus avec nos chefs et nos soldats. Mais il fallait calmer la Chambre... rassurer les timides et faire taire les adversaires guettant une faute pour le renverser. A la tribune, contre l'envie mesquine de nos bolchevistes en herbe, il trouva des mots extraordinaires : « La France, champ clos des idéals » et encore celui-ci : « La France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal. » Pensées sereines, paroles inoubliables, devant qui la haine est forcée de désarmer. Par des actes dignes de ces paroles, Clemenceau fut l'organisateur de la victoire et le sauveur de la patrie.

Que dire enfin de notre trinité de maréchaux, Joffre, Pétain et Foch ? Les épopées futures magnifieront le lion de la Marne, le bélier de Verdun et l'aigle de la victoire finale. Elles diront comment ce dernier, d'une manœuvre napoléonienne et d'un coup de ses deux ailes, embrassa tous nos champs de bataille pour bouter l'odieux ennemi hors de France. Si l'on voulait rendre justice à leurs collaborateurs, il faudrait nommer tous nos généraux et tous nos poilus.

Certes, avec de telles paroles et de tels gestes, une France nouvelle était née. Elle s'était formée obscurément dans les consciences averties, pendant le demi-siècle où l'Allemagne pesait sur le monde, comme le monstre de la légende vautré sur son trésor. Il est juste que, par le contre-coup infaillible de la liberté humaine et le rayon de la Providence, le glaive de cette France ait atteint le cœur de la Bête au moment où elle s'apprêtait à vomir tout son venin sur le monde.

Or, cette France, que l'Alsace aperçut dans les armées et les chefs qui vinrent lui annoncer sa délivrance, était à la fois ancienne et nouvelle. C'était la France intégrale, chevaleresque et libératrice, celle d'autrefois et de toujours, mais transfigurée par une conscience plus haute et radieuse de sa mission sublime. Cette France nouvelle, l'Alsace put la contempler dans la fière attitude et dans les yeux rayonnants de nos vainqueurs lorsqu'ils entrèrent, sous une pluie de fleurs, dans Mulhouse et dans Colmar. Elle leur apparut plus grande encore, le jour où le maréchal Foch fit son entrée à Strasbourg et arrêta son cheval devant la statue de Kléber pour saluer de son épée le plus illustre des généraux alsaciens et qu'à son appel : « Au drapeau ! » répondirent les acclamations de l'armée française et de toute l'Alsace, présentes-là !

A ce moment, l'Alsace et la France se retrouvèrent après un demi-siècle de séparation. Ce fut à la fois une reconnaissance et une découverte joyeuse. Elles se revirent les mêmes et pourtant changées, car l'une et l'autre avait grandi dans l'épreuve. L'Alsace était plus enthousiaste, et la France plus sérieuse, mais une lame de fond de cette âme celtique qui bouillonne en toutes les deux, les avait jetées, poitrine contre poitrine, dans les bras l'une de l'autre.

EDOUARD SCHURÉ.

GARDIENNE DE CONSCIENCE [1]

Le « bouledogue » en somme se tenant coi, la queue basse, évitant l'œil hargneux du roquet, et flairant doux. Le pauvre homme ne retrouva son aplomb qu'au repas de fête de cent couverts, où il fut convié, et sous l'influence de la gaieté générale, il essaya d'oublier sa disgrâce.

Les parents du marié furent placés côte à côte, mais Salvina s'interposa ingénieusement, en changeant de place avec sa mère, et coupant ainsi, en medium non conducteur, toute communication entre le couple désuni. Par contre elle ne cessa de causer avec sa mère, et l'infortuné époux délaissé se résigna à oublier ses soucis auprès des charmes surannés de Mme Jonas mère, assise à sa gauche.

Quand le gâteau d'amandes fut servi, ce fut une série interminable de toasts, prononcés par des parents et des amis, à commencer par le ministre officiant, qui rendit hommage aux qualités exceptionnelles des jeunes époux, vantant leurs caractères et leurs vertus, avec une éloquence qui fit verser des larmes au camp féminin.

Dans un discours très embrouillé, le père Jonas débuta par ces mots :

— N'ayant pas l'habitude de parler en public, etc., etc.

Il agrémenta son discours de bons mots et de plates plaisanteries accompagnées de forces citations hébraïques.

Le père Brill exprima toute la joie que lui et sa chère femme éprouvaient de voir leur bien-aimé fils s'unir par les liens du mariage avec une jeune fille aussi accomplie, et dit combien ils étaient flattés de s'allier à l'honorable famille Jonas, dont les vertus venaient d'être si justement vantées à cette fête de famille.

Au milieu des éclats de rires bruyants, Lazare fit un petit speech, en déclarant qu'il aurait aimé faire une réponse collective au nom de sa jeune femme et au sien, mais qu'il croyait plus sage d'y renoncer dans la conviction, que dès cette heure et pendant leur vie entière son épouse aurait toujours le dernier mot !

— Enfin, les tables furent promptement repoussées, et les danses commencèrent, avec une animation croissante, à mesure que la soirée s'avançait.

Mais Salvina s'empressa d'entraîner sa mère loin du gênant « bouledogue », non sans essuyer une scène épouvantable dans la voiture pendant le long trajet du retour.

Toutes les flammes du volcan qui s'étaient accumulées en elle, contenues par l'étiquette et les efforts constants de Salvina, se déversèrent en lave brûlante sur son époux, sur Lazare, mais surtout sur Salvina, qui dut recevoir sans broncher l'avalanche de reproches et de récriminations.

Ce fut un nouvel inventaire du mobilier emporté, mêlé d'injures et de malédictions, accompagné de nouvelles lamentations, qui avait le même refrain final :

— On l'avait entraînée à une fête de mariage, quand c'est la mort libératrice qu'elle appelait à grands cris !

IX

Salvina ne se fâcha pas contre sa mère pour ce déchaînement de colère. C'était la réaction naturelle d'une tension de nerfs suprême, et dont elles étaient redevables au méchant tour que leur avait joué Lazare.

Cet événement extraordinaire lui fit ressentir plus profondément encore tout le romanesque de la situation et elle conçut une admiration sans bornes pour le courage déployé par sa mère.

Elle en vint même à se demander comment elle aurait agi, dans une situation analogue, et si elle aurait pu affronter de se retrouver face à face avec un homme qui l'aurait répudiée. Sa pitié protectrice pour sa mère, se doubla d'une vive admiration.

Son respect s'accrut, lorsque peu à peu le secret si bien gardé finit par se répandre, car sa mère garda une attitude de défi contre toute manifestation de sympathie, ou tout autre intrusion, se refusant à écouter le moindre blâme contre l'époux infidèle et défendant aux Jonas d'émettre la moindre critique.

La brave femme se réservait en revanche de déverser toute son indignation dans l'oreille compatissante de Salvina, et ce fut une existence nouvelle qui commença pour la mère et la fille.

Kitty était partie pour le Continent. Lazare était marié, et le père rayé à jamais de leur vie. La mère et la fille étaient tout l'une pour l'autre !

Elles allèrent habiter aux confins du Ghetto et Mme Brill retrouva avec une secrète joie les anciennes commères du quartier populeux ! Au fond de son cœur elle avait souvent regretté leurs bruyants caquetages, et la nouvelle dignité que lui conférait son élévation lorsqu'elle vint habiter Hackney, ne fut qu'une faible compensation à ses relations perdues où elle se complaisait infiniment.

(1) *Revue Bleue*, nos 23, 1918 et suivants.

Mais à Salvina, elle ne fit voir que sa dignité blessée et l'humiliation de l'outrage subi, de sorte que la pauvre fille, loin de se douter de la satisfaction intime qu'éprouvait sa mère à cette promiscuité du Ghetto, se torturait l'esprit pendant les longues heures d'École, cherchant à remédier à la solitude, dans laquelle elle était obligée de la laisser.

Ainsi, même si elle n'avait pas été obligée d'employer toutes ses soirées à des leçons supplémentaires, pour augmenter son maigre revenu, elle aurait de toutes façons renoncé à ses projets de bachelauréat afin de consacrer toutes ses heures libres à la malheureuse femme si traîtreusement abandonnée.

Mme Brill n'avait en elle-même aucune ressource, se disait Salvina, et la lecture des livres et journaux était lettre morte pour elle, puisqu'elle était totalement illettrée.

Salvina se promit de vaincre l'obstination de sa mère et de lui enseigner à toute force à lire, aussitôt qu'elle en aurait le loisir. En attendant ce moment désiré si ardemment, elle allait désormais vivre pour sa mère — et sa mère vivrait pour elle !

Oh, l'amertume de ces leçons supplémentaires, après les longues heures de labeur à l'École. Les courses rapides dans des quartiers excentriques, avec des crampes dans les jambes engourdies ! Les marchandages honteux et les conditions humiliantes que lui posaient les personnes riches qui condescendaient à l'employer !

Une de ses inexorables bienfaitrices était une personne austère, au teint frais et reposé, avec des bandeaux plats qui lui rappela une gravure en taille douce. Elle avait gracieusement consenti à agréer Salvina pour des leçons de conversation allemande avec sa fillette, au prix de deux shillings l'heure.

Mais lorsque Salvina se présenta à sa première leçon, dans le luxueux domicile, elle trouva deux petites sœurs, délicieusement parées, qui étant inséparables, devaient être considérées comme une seule élève. Leur mère assistait à cette leçon de conversation, sous prétexte de surveiller les fillettes, mais intervenant à l'occasion pour demander une explication ou un mot.

A la leçon suivante, Salvina trouva deux autres fillettes, de leurs amies, et la charmante dame lui dit qu'elle avait saisi l'occasion pour les faire participer à la leçon. Salvina exprima toute sa gratitude à sa bienfaitrice.

A la troisième, ce fut la tante des fillettes qui vint à se joindre à tout ce petit monde, ayant tout l'air d'une élève attentive. Mais lorsqu'à la fin du mois Salvina présenta sa note, en comptant la leçon à cinq shillings l'heure, la bienfaitrice entra dans une violente colère.

— Quelle différence pouvait bien faire le nombre des enfants, assistant à la leçon ? Une heure était une heure, et un marché conclu, un marché.

— Un marché !

Salvina n'eut pas le courage de protester et ses moyens ne lui permettaient point de renoncer à cette maigre pitance. Ainsi dura sans relâche sa vie d'enseignement à outrance, sans lui permettre de continuer ses études personnelles; et se prolongeant de semaine en semaine, de mois en mois, d'année en année !

Son traitement à l'école fut enfin augmenté, mais alors une nouvelle charge retomba sur elle, car elle eut à pourvoir à l'entretien de son frère avec sa femme et ses enfants !

Lazare, faible et brouillon, ne tarda pas à lasser la bonne volonté de Granders Frères, et ne persévérant pas dans le même métier, il passait d'un emploi à un autre, vivant continuellement aux crochets de Salvina ou de ses beaux-parents. Jonas déclara enfin, avec un air de dignité supérieure, que lui conférait son bandeau vert sur l'œil, qu'il faisait défense à son gendre — digne fils d'un père indigne — de jamais remettre les pieds chez lui !

Mais Salvina se considérait comme amplement récompensée des sacrifices et privations qu'elle s'imposait, en voyant la joie de sa mère à avoir auprès d'elle les enfants de Lazare, dont la présence offrait un but à sa vie solitaire.

Ce fut pourtant avec un saisissement douloureux qu'elle voyait sa mère s'enfoncer mollement dans le fameux fauteuil, qui avait été offert à Lazare par l'époux infidèle. Salvina avait trop de délicatesse pour rappeler à son devoir l'épouse outragée et elle craignit de se montrer par trop irréductible!

Mais ce malheureux fauteuil lui inspirait une répugnance maladive et elle finit par acheter un siège bien plus coûteux, qu'elle offrit à son frère sous prétexte que l'autre avait besoin de réparation, et elle eut ainsi la satisfaction de voir reléguer ce meuble gênant dans une des chambres à coucher.

Deux seuls points lumineux éclairèrent ces longues années de labeur. C'étaient les vacances d'été et les lettres de Kitty pendant son tour sur le Continent. Ces lettres étaient une source de joie ineffable pour la pauvre fille. Elles la transportaient dans les pays merveilleux qu'elle se promettait de visiter un jour. Mais les années se passaient sans qu'elle eût jamais pu s'offrir un voyage autre qu'un petit déplacement à Ramsgate, où elle passait ses vacances estivales, car sa mère redoutait la traversée. Elle avait une prédilection marquée

pour cette plage grouillante de Juifs et de musiciens nègres ambulants.

Salvina eut même l'idée un jour d'offrir à sa mère une villégiature à Clakton sur Mer, mais Mme Brill s'opposa formellement à cette fantaisie trop coûteuse. Elle trouva pourtant naturel de profiter d'une villégiature à Ramsgate où Salvina l'installa à trois guinées par semaine.

Lorsque, l'aisance venant, Salvina voulut passer quelque temps à Paris pour se perfectionner dans le français, son désir donna lieu à une sérieuse dispute entre elles. Les sujets de querelle étaient d'ailleurs fréquents et Mme Brill revenait toujours au même thème, qui servait de base à ses lamentations.

— Fille ingrate ! s'écriait-elle à tout propos. Que de misères tu fais à ta mère ! Tu piétines la chair de ta chair, le sang de ton sang, parce que tu t'imagines que je dépends de toi, et que je ne saurais me passer de toi ! Eh bien, va faire ton marché toi-même ! Tu ne sais même pas distinguer un morceau de bœuf d'une côtelette de mouton et tu t'apercevras bien vite que je gagne amplement mon entretien ! J'ai gagné ma vie avant que tu ne fusses au monde et je n'ai pas besoin de toi pour cela ! Non, j'aime mieux vivre dans une mansarde que de me laisser maltraiter par toi un seul jour de plus ! Oui, je vais appeler Kitty auprès de moi ! Elle ne tape pas du pied et ne se met pas en colère contre sa mère, elle ne lui donne pas des ordres ! Ma pauvre petite Kitty qui mange le pain des étrangers, ma pauvre petite orpheline qui n'a plus de père ! Je m'en vais vivre avec elle ! Lazare aussi ne demanderait pas mieux que de m'avoir auprès de lui ! Jamais je ne le vois, sans qu'il me répète combien ses enfants réclament mes soins, et il me reproche constamment de ne pas venir vivre chez lui ! Non, Lazare ne crache point sur sa mère qui l'a nourri de son lait ! Et même ma belle-fille Rhoda me témoigne plus de respect que ma propre fille !

C'étaient toujours les mêmes griefs, les mêmes scènes et ses sentiments religieux venaient à la rescousse, lorsqu'il était question d'une nouvelle villégiature estivale.

— Où trouverai-je à manger « kosher » à Paris ? Ici je connais tout le monde et je m'y plais tout autant qu'à Londres !

Les larmes avaient toujours raison de Salvina, qui déployaient en ces occasions une patience angélique, n'ayant aucune rancune contre sa mère et supportant sans se plaindre ses injustes reproches.

Elle trouvait naturelles ces explosions de colère, qu'elle attribuait à ses nerfs rendus malades par les circonstances si douloureuses de sa vie. Elle s'oublier quelquefois à discuter avec elle, à se redresser contre l'insulte, et, même poussée à bout, elle ripostait vertement. Mais elle se repentait aussitôt de ce mouvement d'humeur et regrettait vivement d'avoir rudoyé sa mère, ou de lui avoir fait de la peine.

Elle ne se déplaisait d'ailleurs pas à Ramsgate. Sa nature docile et soumise, qui avait des aspirations si hautes et qui se contentait de si peu, s'accommodait assez de cette existence médiocre de Ramsgate. Le repos qu'elle y goûtait était un vrai paradis après une année scolaire si remplie, et elle reprenait meilleure mine, et paraissait moins lasse et plus rafraîchie, à son retour dans la capitale.

Mais l'absorption totale de sa personnalité rétrécissait son horizon. Ne trouvant plus le temps de lire ou de s'instruire, ses facultés s'émoussaient faute d'aliment intellectuel. Le sang rouge et vital de l'ambition fut sucé comme par un vampire : Elle épuisa son énergie dans l'ornière étroite des programmes scolaires et elle perdit graduellement toute individualité, toute initiative personnelle.

Elle ne fréquentait personne, n'avait pas d'amis et refusait les rares invitations avec un serrement de cœur instinctif. D'année en année elle devint plus timide, plus craintive, plus concentrée et moins sociable. La routine de l'école, le petit train-train de vie ordinaire, la tristesse de son foyer la laissaient sans volonté, elle n'avait plus la force de réagir, se sentant brisée de corps et lasse d'esprit.

Sans s'en apercevoir elle tournait à la vieille fille pédante et prude, ressemblant de plus en plus à Miss Rolver, dont l'horizon étroit l'avait tant révolté autrefois.

Pourtant elle n'avait point conscience de sa décadence. Au fond de son intelligence engourdie, veillait une flamme vive, où se concentraient ses rêves et ses ambitions des jours anciens. Paris, Rome, toutes ces villes féériques où l'emportait son imagination hardie, surgissaient alors devant ses yeux éblouis, et, primant tout, rayonnait le héros de ses rêves, un Bayard jeune et ardent, au cœur vaillant et tendre.

Deux ou trois fois l'an, l'éblouissante Kitty faisait une courte apparition, et elle s'apercevait alors qu'en réalité il existait un monde différent, tout fait d'élégances et de plaisirs !

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL.

(*Nouvelle traduite par* NAD).

LES NOUVEAUX ÉTATS BALKANIQUES

Le problème balkanique a surgi dans son intégralité devant la conférence de la paix. Mieux : il s'est étrangement élargi, — au point de rompre son cadre traditionnel et de se confondre avec d'autres problèmes.

Il s'agit, pour une part, de fixer sinon définitivement, — car rien n'est définitif, — du moins pour un laps de temps, le sort de Constantinople et des Détroits, dont les destinées furent quelque peu vacillantes au cours de cette guerre, et, d'autre part, de définiter les Etats qui se juxtaposaient dans la Péninsule, — y compris la Roumanie qui en débordait déjà les lisières.

Le trait caractéristique, saisissant, de l'heure, c'est que ces Etats aspirent tous, ou peu s'en faut, à des agrandissements tels, qu'ils cesseront d'être balkaniques, qu'ils seront mêlés en toute certitude à des débats extra-balkaniques. Seule, la Bulgarie qui visait jadis à la prééminence et qui crut y atteindre, jusqu'à la paix de Cotroceni, a renoncé aux expansions illimitées : c'est qu'elle vit dans l'accablement de la défaite et que le malheur lui a enseigné une temporaire résignation. Mais ses rivaux, ses adversaires de la veille se préparent à sortir, en plein élan, du domaine où s'inscrivit, tant d'années durant, leur vie nationale. Ils vont franchir au nord, à l'ouest, à l'est, la ligne théorique qui bordait la Péninsule. L'un d'eux touchera à l'Ukraine —, où la fermentation politique et sociale s'accroît de mois en mois, et entrera peut-être en conflit avec cette vaste contrée : un autre confinera sur un large front à l'Europe centrale, tandis qu'il abordera une querelle nouvelle en s'étendant le long de l'Adriatique, et qu'il devra surveiller une autre presqu'île : un troisième cherche à s'installer sur le continent asiatique, et l'axe de sa puissance se déplacera du même coup. Ainsi les Balkaniques cesseront de vivre sur eux-mêmes, mais leur horizon s'amplifiera, et des possibilités de luttes, — redoutables pour eux comme pour l'humanité, — se dresseront devant eux, si le monde ne se dote d'une organisation de paix, — d'une armature qui paralyse les impérialismes et contienne les convoitises.

L'Europe n'a jamais pu se désintéresser des Balkans, et cette péninsule a joué depuis 40 ans un rôle que d'aucuns jugent excessif. Les grandes puissances avaient plus ou moins contribué à la libération des peuples que la Turquie avait mis sous le joug. Ces peuples avaient combattu pour s'affranchir, mais il n'est pas dit qu'ils eussent réussi à secouer la servitude, s'ils n'avaient trouvé au dehors des protections militaires, financières, diplomatiques. Après 1878, la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, s'étant constituées de fraîche date ou plus anciennement, un certain statut — plus ou moins équilibré, — s'était créé. Les traits essentiels de la situation se dessinaient ainsi : l'Autriche-Hongrie et la Russie prétendaient l'une et l'autre à dominer la presqu'île, — car l'une et l'autre se poussaient vers l'Egée et les Détroits. Le tsarisme n'avait pas renoncé à Constantinople qu'il avait presque atteint, à la veille de San-Stefano, et le gouvernement de Vienne que Bismarck avait évincé d'Allemagne, regardait vers Salonique. — Les deux empires se servaient alternativement de la Serbie et de la Bulgarie ; la Grèce, par sa situation géographique, — et aussi de par son développement littoral ou maritime, échappait à leur influence ; la Roumanie, gouvernée par un Hohenzollern, qui se souvenait de son origine, — et qui n'avait pas pardonné au cabinet de Pétersbourg de l'avoir frustrée de la Bessarabie, évoluait vers les puissances centrales — car l'Allemagne était partout derrière l'Autriche, et le roi Carol signa, en 1883, un traité secret fameux avec François-Joseph.

Mais les puissances occidentales, dont l'action était faible à Belgrade, à Sofia, à Bucarest, parce qu'elles étaient loin, avaient concentré toute leur attention sur Constantinople. Il leur avait importé que les nations balkaniques fussent arrachées à la vassalité de la Porte : il leur importait non moins que le régime de Constantinople et des Détroits ne fût point modifié. L'Etat, qui deviendrait le maître de la Corne d'or, apparaîtrait bien vite comme un péril pour les autres, car il occuperait le nœud central des communications du monde. Ni la France, ni l'Angleterre, — on l'avait vu en 1854 et aussi en 1878, — ne pouvaient tolérer que le tsar relevât pour lui-même le trône des Byzantins. Ni la France, ni l'Angleterre ne pouvaient admettre que l'Autriche-Hongrie gouvernât les Balkans et portât ses lisières jusqu'à l'Egée. Dans les années qui avaient immédiatement précédé la guerre, l'Allemagne avait ajouté une complication nouvelle, inattendue, et non la moins grave de toutes, au débat oriental, en établissant sa tutelle militaire et économique sur l'Empire ottoman.

Le Sultan était ravalé au rôle d'un préfet germanique, mais en même temps il avait perdu, au profit des royaumes balkaniques, la presque totalité de son domaine européen. Un gigantesque effondrement s'était produit en 1912. La Serbie, la Bulgarie, le Monténégro, la Grèce, s'étaient coalisés sous le patronage de la Russie, — et aussi,

dit on, avec l'agrément tacite de l'Autriche et de l'Allemagne, qui avaient cru à leur défaite. Les Confédérés infligèrent à l'armée turque une succession de désastres telle, qu'elle dut évacuer la plupart des provinces et se cantonner dans la défense de Constantinople. Ni à Londres, ni à Paris, ni à Berlin, ni à Vienne, on n'assista sans frémir à ce spectacle, — et à Pétersbourg même, on appréhenda que Ferdinand de Cobourg n'entrât dans Stamboul. Quelque divisée qu'elle fût, et de redoutables conflits avaient surgi à propos des Balkans, la diplomatie européenne s'employa à arrêter la campagne. Une première tentative échoua ; alors l'Autriche poussa la Bulgarie à se jeter sur la Serbie et la Grèce. Elle avait été mal avisée, car la Roumanie s'associa à ces deux royaumes et Sofia fut directement menacée. La première paix de Bucarest institua ou sanctionna un statut nouveau. Le Sultan avait été réduit à Constantinople et à sa banlieue immédiate ; la Bulgarie devenue, depuis 1908 surtout, l'agent du cabinet de Vienne, avait été vaincue, humiliée, frustrée des conquêtes qu'elle croyait réalisées. Mais les Balkans demeuraient une officine de troubles, et la Bulgarie aspirait à prendre sa revanche, tandis que l'expansion serbe inquiétait, exaspérait l'Autriche qui ne songeait qu'à frapper Belgrade pour mieux maîtriser ses Yougo-Slaves : — et enfin la création du précaire royaume d'Albanie instaurait un différend précis entre l'Italie et l'Empire Danubien.

*
* *

La guerre de 1914 remit tout en question et offrit, dans l'Orient européen, de prodigieux épisodes. La Serbie refoula d'abord les armées de François-Joseph, tandis que la Roumanie déclarait qu'elle n'était pas tenue d'exécuter le traité secret de 1883. La Turquie, oublieuse des complaisances que les Empires Centraux avaient eues en 1912 pour les Balkaniques et pour la Bulgarie surtout, entra en ligne aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche. La Bulgarie, après avoir attendu longtemps son heure, s'associa à la Porte pour se venger des Serbes, et ceux-ci, du Danube à Monastir, passèrent momentanément sous le joug. Appelé à l'aide par le cabinet de Belgrade, au nom de la parole donnée, Constantin fit défaut et la Grèce demeura immobile, et même complice, malgré l'invasion de plusieurs de ses districts, jusqu'au triomphe de la révolution vénizéliste. La Roumanie, qui avait pactisé avec l'Entente, après avoir signé le traité du 17 août 1916 fut envahie, — sans que Nicolas II lui portât le secours promis, — et contrainte à la paix ruineuse de Bucarest, au lendemain de Brest-Litowsk. Les Balkans étaient aux mains de la Quadruplice, lorsque se produisit le foudroyant revirement de l'automne 1918. Quatre capitulations se succédèrent en peu de semaines. La presqu'île était délivrée de l'oppression qui avait pesé sur elle, des menaces de domination politique et économique qui assombrissaient son avenir.

Il s'agit de savoir quel sera son statut futur, et le problème se révèle compliqué, mais comme tant d'autres, il peut se résoudre sans troubles graves si la diplomatie européenne, renonçant aux expédients qui ajournent, aux artifices qui masquent ses embarras, sans jamais rien trancher, consent à s'en référer à des principes stricts. Il est évident que si l'on invoque à la fois le droit des peuples, thèse essentiellement moderne, le droit historique, théorie qui relève du passé et qui aboutirait simplement à consacrer à nouveau, à faire revivre des violences anciennes, — les garanties stratégiques, les garanties économiques, etc., on organisera le chaos. Car le droit des peuples est déjà souvent malaisé à déterminer, dans des contrées où les races se sont enchevêtrées depuis des siècles et qui ont subi des invasions successives ; mais le droit historique restaure l'arbitraire, et point n'est besoin d'évoquer ici les souvenirs dont on se targue à Athènes et à Belgrade comme d'ailleurs à Sofia. Quant aux garanties stratégiques et économiques, elles seront revendiquées avec une égale ardeur par les Etats en litige. Malheureusement, il ne semble pas que les gouvernements des nationalités nouvelles, ou renouvelées, aient consenti jusqu'ici à s'appuyer sur la seule base solide, celle des principes wilsoniens, celle de la volonté des groupements humains. Hors des Balkans la Tchéco-Slovaquie et la Pologne nous offrent le spectacle d'une doctrine composite, et où tout se mêle pour fonder un expansionnisme immodéré. Dans les Balkans, cette étape n'a pas été davantage franchie et pourtant il importe, à la paix du monde comme à la stabilité même du statut dans l'Europe orientale, qu'un critérium sûr, définitif, exclusif, soit adopté.

Je n'ai point l'intention de revenir ici longuement sur les questions qui se posent dans le cadre même de la presqu'île balkanique. La puissance ottomane s'est à jamais écroulée : la revendication russe sur Constantinople est morte avec le tsarisme, — et le traité secret de 1915 qui, pour la première fois dans l'histoire, lui donna une consécration internationale, est devenu caduc. Les Bulgares, qui avaient convoité cette grande cité, — car Fer-

dinand de Cobourg nourrissait toutes les ambitions, ne sont plus en état de faire valoir leurs visées. Les Hellènes qui avaient aspiré à s'installer à Stamboul en reprenant l'héritage des Byzantins, ont renoncé à cette prétention et le récent exposé de Vénizélos devant la Conférence, comme le mémoire qu'il avait distribué, — en fait solennellement foi. C'est la Société des nations qui réglera le sort de Constantinople et le régime qu'elle édifiera vaudra ce qu'elle vaudra elle-même.

La Bulgarie sera resserrée dans des limites qui lui paraîtront étroites, mais où elle pourra encore, si la diplomatie internationale sait faire œuvre stable, développer une existence indépendante. Plus que tous les autres Etats de la presqu'île, elle aura intérêt, — après avoir réclamé, dans sa folie des grandeurs, l'hégémonie, à s'associer à une fédération.

La Roumanie deviendra une puissance de second rang, après être restée au troisième. Libérée à la fois de la menace russe et de l'immixtion austro-hongroise, agrandie vers le nord et vers l'ouest par l'adjonction des collectivités de sa race, elle atteindra à 13 ou 14 millions d'habitants. De tous les territoires qu'elle réclame et qu'elle occupe déjà plus ou moins : Bessarabie, Transylvanie, Bukovine, Banat, seul ce dernier lui est, — et en partie seulement, — contesté. Elle n'avait qu'une mince base dans les Balkans, en admettant qu'elle y fût ; elle s'élance en dehors de ce domaine.

La Serbie triplera presque sa population. Elle regardait vers l'intérieur de la Péninsule : elle regardera désormais vers l'extérieur, car la possession du littoral adriatique, si elle peut lui valoir, même après règlement, des litiges futurs, lui ouvrira aussi un horizon indéfiniment élargi. Par l'appropriation de la Slovénie, elle touche d'ailleurs à un monde nouveau et confine à l'Europe centrale.

La Grèce qui compte, cette fois, réaliser son unité ethnique en Europe, espère encore s'attacher ceux des hommes de son sang qui peuplent une partie du littoral de l'Asie mineure. J'écris une partie, car Venizelos a, lui-même limité son champ d'action, que la conférence restreindra peut-être davantage. Elle aussi sort donc du cadre où elle a évolué jusqu'ici.

Les litiges balkaniques étant réglés bien ou mal, nous ne savons à cette heure, — les Etats dont ils constituaient essentiellement l'histoire se tournent vers le dehors. Tous vont être impliqués dans des débats nouveaux : je ne dis point dans des luttes nouvelles, puisqu'on a le sentiment que celles-ci devraient être évitées. C'est une raison pour que libérés des antagonismes du passé, affranchis des motifs de conflits qui surgissaient entre eux, ils essaient de se fédérer, de se doter d'une armature commune, à la fois souple et forte : leur sécurité politique ne pourrait, qu'y gagner, leur influence morale qu'y croître, tandis que leur développement économique y trouverait le plus solide des appuis.

PAUL LOUIS.

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE (1).

A l'Oratoire, Brienne se montra bien vite ce qu'il avait toujours été, imprudent et inconséquent. Pourtant, au début, sa conduite fut plus réservée. D'ailleurs, les deuils ne lui étaient pas plus épargnés que les embarras domestiques, qui continuaient à l'assaillir. Le 2 septembre 1665, il perdait sa mère, Louise de Béon, et le chagrin de sa propre disgrâce n'avait pas été étranger à cette fin, comme il contribua encore, quinze mois plus tard, à celle de son père, survenue le 6 novembre 1666, et qu'on inhuma chez les Carmélites de Saint-Denis. Lui-même donna alors des marques suffisantes de sa résolution pour qu'on ne put pas en douter. Peut-être craignait-on encore les tentations que pouvait avoir sur un esprit aussi mobile que le sien le séjour de Paris, car on l'envoie, le 30 janvier 1665, résider à Vendôme et s'y préparer au sous-diaconat, qu'il reçut le 27 juillet suivant, des mains d'Henri Arnauld, évêque d'Angers. C'était le sceau définitif placé sur cette vocation. Pour le mieux marquer encore, Brienne fait, par actes du 27 juin et 13 décembre 1666, donation de ses biens à ses enfants, en particulier à son fils, Henri-Louis, alors âgé de huit ans seulement. Ainsi se détachent et se rompent successivement tous les liens avec le monde, si bien qu'on pourrait croire que Brienne, désormais tout à sa dévotion, va finir par trouver en elle le repos qu'il en espère. Mais, avec lui, les sautes d'humeur ne sont pas longues à venir.

Dans l'Oratoire, Brienne fut ce qu'il avait été auparavant, versatile et inconsidéré. Là, sa passion de l'intrigue s'exerça principalement sur les matières religieuses. Déjà, quand il participait à la politique, ces questions tenaient une large place dans son esprit. Il rêvait alors d'être l'intermédiaire entre les jansénistes et les jésuites et se

(1) V. *Revue Bleue*, nos 1 et suiv., 1919.

jugeant assez habile pour rapprocher des incompatibilités que de plus sensés que lui n'avaient pas réussi à atténuer. On se plaignait assez communément de l'indiscrétion de Port-Royal. Celle de Brienne fut bien pire et serait sans excuse, si elle avait été consciente. En un temps où tous les ecclésiastiques étaient étroitement classés sous des appellations très nettes pour l'esprit public d'alors, lui, versatile d'instinct et gyrovague, commit l'erreur de croire qu'il pourrait être un trait d'union entre les uns et les autres et servir tout le monde, alors qu'il fut généralement suspecté et honni.

Oratorien déjà en juin 1664, Brienne signa, conjointement avec toutes les maisons de l'Oratoire, le formulaire de l'Assemblée du clergé, préliminaire de celui du pape et qui exigeait de tous les ecclésiastiques, séculiers et réguliers, la reconnaissance de la bulle *Unigenitus*, dirigée contre le livre de Jansénius et contre ceux qui en acceptaient les conséquences. Puis, Brienne regrette son acte et aussitôt, il consulte Arnauld, alors caché, sur les conséquences de cet acte et sur la rétractation qu'il en veut faire. Arnauld l'y encourage, et Brienne, toujours prompt à changer d'avis s'empresse de s'y conformer, par respect pour Port-Royal, où il garda toujours des sympathies qui se sont accrues depuis sa disgrâce, car sa marraine, la duchesse de Longueville, est maintenant une des pénitentes les plus illustres de la maison. Mais ces bonnes relations avec les jansénistes ne l'ont pas brouillé avec les jésuites, et, presque à la même époque, ayant trouvé par hasard chez son imprimeur, une lettre contre les religieuses de Port-Royal, prête à paraître; il s'en était fait remettre un exemplaire et avait aussitôt éventé la manœuvre; au bout de laquelle était, paraît-il, un jésuite, le Père Labbé.

Ainsi, trop souvent importun, Brienne essaie le plus qu'il peut de se rendre important. Dans son nouvel état il n'a pas plus abdiqué ses prétentions de jadis qu'il n'a réussi à changer son humeur. Les actes les plus ordinaires deviennent pour lui matière à singularités. Il fut un des premiers à faire, en compagnie de Claude Lancelot, un voyage à Alet, auprès du saint évêque Nicolas Pavillon, alors relégué dans son modeste diocèse du Languedoc, proche Narbonne, et persécuté par Louis XIV pour ses opinions jansénistes. Beaucoup d'autres y allèrent dans la suite et cette visite devint une sorte de pèlerinage. Mais Brienne et Lancelot sont à la tête de ces pieux voyageurs. Ils s'y rendirent en 1667 et, par Vézelay, Cluny, Lyon, Genève, Annecy, la Grande Chartreuse, Avignon, traversèrent presque toute la France pour voir le pasteur ferme et charitable de ce trou au lointain. Brienne fut, comme on en doute, un peu fantaisiste dans le tout, autant qu'on le peut deviner dans la relation très discrète que Lancelot en a laissée. Et Pavillon accueillit avec douceur ce personnage étrange, essaiant, semble-t-il, de lui inspirer quelques sages exemples, refusant d'accepter une générosité trop ostentatoire et prêchant le mérite du silence et les dangers de la parole, même au service de Dieu.

Si elle fut donnée, cette leçon détournée ne servit guère. Revenant à Paris, Brienne passa par Clermont-Ferrand et ne manqua pas d'aller voir la famille Perier; Gilberte Pascal et Florin Périer, la sœur et le beau-frère de Blaise Pascal. On pensait alors à l'impression des pensées laissées par celui-ci sur la religion. C'était une trop belle occasion de se mettre en avant et d'offrir ses services. Brienne n'y manqua pas. Un petit nombre d'amis intelligents et zélés avait été chargé par la famille de préparer, de concert avec elle, la mise au jour de ces fragments. Brienne voulut être de ce petit nombre et s'y efforça de toute la ténacité de sa manie. Précisément sa santé était meilleure, quand, vers octobre 1668, la famille Périer se décida à faire part au public des trésors qu'elle possédait et qu'elle voulait, autant que possible, donner tels qu'elle les avait. Les amis de Pascal n'étaient pas suffisamment sensibles, suivant elle, à l'émotion éloquente qui émane de fragments que le temps n'avait pas permis de parfaire.

Elle souhaitait les soumettre aux lecteurs comme ils étaient, d'abord pour ne pas éveiller le moindre doute sur leur authenticité, ensuite pour ménager à tout le monde la conviction prenante qu'elle avait été la première à ressentir en découvrant, en rassemblant ces morceaux. Au contraire, les amis de Pascal, plus soucieux de goût et d'arrangement, auraient voulu présenter son œuvre avec plus de logique apparente, lui faire de ci de là une petite toilette préliminaire, qu'ils estimaient nécessaire à la réputation de l'auteur. Et Brienne était le plus ardent à penser ainsi. Il s'en expliquait avec chaleur, dans une lettre étendue, chargée d'incidentes et de redites, qu'il écrivait, le 7 décembre 1668, à Mme Périer, à ce sujet. « Il est certain, lui mandait-il, que vous avez quelque raison, madame, de ne vouloir pas qu'on change rien aux pensées de Monsieur votre frère. Sa mémoire m'est dans une si grande vénération que, quand il n'y aurait que moi tout seul, je serais entièrement de votre avis, si M. de Roannez et ceux qui ont pris la peine de revoir ces fragments avaient prétendu substituer leurs pensées à la place de celles de notre saint; ou les changer de manière qu'on ne pût pas dire sans mensonge ou sans équivoque

qu'on les donne au public telles qu'on les a trouvées sur de méchants petits morceaux de papier après sa mort. Mais comme ce qu'on y a fait ne change en aucune façon le sens et les expressions de l'auteur, mais ne fait que les éclaircir et les embellir, et qu'il est certain que s'il vivait encore il souscrirait sans difficulté à tous ces petits embellissements et éclaircissements qu'on a donné à ses pensées, et qu'il les aurait mises lui-même en cet état s'il avait vecu davantage et s'il avait eu le loisir de les repasser, puisque l'on n'a rien mis que de nécessaire et qui vient naturellement dans l'esprit à la première lecture qu'on fait de ces fragments, je ne vois pas que vous puissiez raisonnablement et par un scrupule que vous me permettrez de dire qui serait très mal fondé, vous opposer à la gloire de celui que vous aimez. Les autres ouvrages que nous avons de lui nous disent assez qu'il n'aurait pas laissé ses premières pensées en l'état qu'il les avait écrites d'abord ; et quand nous n'aurions que l'exemple de la 18e lettre qu'il a refaite jusqu'à treize fois, nous serions trop forts et nous aurions droit de vous dire que l'auteur serait parfaitement d'accord avec ceux qui ont osé faire dans ses écrits ces petites corrections, s'il était encore en état de pouvoir nous dire lui-même son avis. » On voit le paralogisme, et comment, pour le service de sa cause, Brienne mêle, sans y prendre garde, les bons et les mauvais arguments. L'occasion était trop tentante d'exercer ce besoin de correction, de changement, même à l'égard des plus illustres, qui fut toujours en lui, pour qu'il n'y succombât pas encore. La famille de Pascal ne jugea pas que ce fut nécessaire, et grâce à la vigilance d'Etienne Périer, son neveu, elle contint cette tendance, la réduisit au minimum. On ne saurait prétendre qu'elle ait eu tort !

Soit qu'il fut occupé de ses propres affaires, soit qu'il se mêlât de celles des autres, Brienne ne chômait pas. Ses intérêts ne s'améliorent guère; pourtant il veut y donner quelques soins plus ou moins propres. Il songe à l'instruction de son fils et pense à ménager autour de lui une sorte de petit collège dont seront les adolescents amis : les nerveux de Pascal pourraient en faire partie. Est-ce pour cela que Brienne donna à son fils, vers la même époque, sa collection de tableaux et sa bibliothèque, en essayant de garder pour lui l'usufruit de celle-ci ? On ignore la date précise de l'abandon des tableaux ; mais un double catalogue a conservé la date de la cession de la bibliothèque, qui fut classée en juin 1668 et donnée en janvier 1670. Il est plus vraisemblable que cette opération fut pour désintéresser ses créanciers, car Brienne cédait, en même temps, au roi sa collection de médailles, pour la somme de 8.000 livres. Toujours est-il que pressé par ses embarras financiers, en proie aussi à la maladie, qui ne le quitte guère, l'activité inconsidérée de Brienne se répand alors plus que jamais, et en tous sens.

Le 18 avril 1667, le roi, à la sollicitation de Guénegaud, a donné à Brienne la permission « de faire imprimer, vendre et débiter en tous lieux de l'obéissance de Sa Majesté, et par tel imprimeur ou libraire qu'il voudra choisir, tous les ouvrages ou traductions de piété et autres qu'il pourra faire ci-après, tant en français qu'en latin ». Cette faveur exceptionnelle, unique peut-être, est une récompense à l'ancien secrétaire d'Etat, dont on n'a pas oublié la bonne volonté. Mais Brienne n'est pas homme à se tenir aux bornes d'une faveur. Il en abuse, et l'on voit bientôt son privilège figurer sur des ouvrages dont il n'est pas l'auteur, par exemple la traduction, par le P. Quesnel, d'un recueil du P. Jourdain, *Les Paroles de la Parole incarnée* (2e édition, Savreux, 1669), ou *La Nouvelle disposition de l'Ecriture sainte*, qui est de Lancelot (Paris, Savreux, 1669). Sans doute, ce sont là des sujets de théologie qui ne semblent pas faits pour éveiller les susceptibilités du pouvoir. Mais la matière était épineuse, alors plus que jamais, surtout traitée par des clercs mal soumis à l'autorité civile.

L'esprit brouillon de Brienne s'exerça là comme en toutes choses, d'autant qu'il est, pour l'heure, féru de combinaisons religieuses, et du désir de jouer un rôle en évidence. Jamais sa discrétion ne fut plus en défaut. Prétendre retrouver les traces de ses infidélités serait chose impossible. Déjà, quelques années auparavant, on le soupçonna d'avoir servi à la publication clandestine des mémoires de La Rochefoucauld, dont il avait subtilisé une copie à la candeur d'Arnauld d'Andilly. Jamais ces soupçons ne furent plus fréquents, ni mieux justifiés qu'alors, quoique fort différents d'intention. Si le P. Amelotte put se servir, dans sa traduction du Nouveau Testament, de celle que les jansénistes préparaient et devaient publier à Mons, c'est à un procédé indiscret de Brienne qu'il le dut. C'est lui aussi qui fournit au P. Poisson la copie sur laquelle il put faire (1668) son édition du *Traité de la mécanique* de Descartes. Ce manque de retenue s'accentue chaque jour et s'exerce à l'égard de tous, indistinctement, de l'oratorien Richard Simon, dont il divulgue les intentions vis-à-vis de Nicole, comme du janséniste abbé de Pontchâteau, dont il trahit le pseudonyme. Le mal, en s'accentuant, prend des allures plus qu'inquiétantes et tout le monde s'en alarme. L'abbé Le Camus, le futur évêque de Grenoble, parle ainsi à

abbé de Poudchateau du pitoyable état de l'es-
it de Brienne : « il m'a dit qu'il avait vos cachets,
t qu'il y a quelques jours qu'étant chez Richard,
aître de la poste de Flandre ou de Hollande, il
vait ouvert et lire un extrait d'une de vos lettres,
arce qu'il connaît votre écriture. Il en pourra
ien faire autant de tous vos amis. Donnez-y ordre,
t pour vous et pour eux, car, puisqu'il m'a dit
ela assez légèrement, il en peut bien faire d'au-
res. Il est même homme à se faire jésuite et à
découvrir tout ce qu'on lui a confié de vos amis.
Comme cela vous regarde, j'ai cru ne pouvoir vous
e taire. Il y a peu de remède, mais il est bon
'en être averti. »

(*A suivre.*) PAUL BONNEFON.

LETTRES INÉDITES DE COSIMA WAGNER (1)

A Victor Wilder.

Bayreuth, 5 octobre 1885.

Monsieur,

Aussitôt que je vous eus écrit en son nom, maman s'est mise à la revision de votre version. Elle vous envoie ce matin les premières pages faites, en vous priant d'en excuser le pêle-mêle. Elle a parcouru ce que vous avez eu la bonté de m'écrire; vous sachant si informé, elle ne vous renvoie pas aux pages 136-147 du tome IV des *Ecrits* (1) et elle ne demande pas mieux que de vous donner raison quant à la rime, si vraiment vous faites le tour de force de la maintenir, tout en élaguant, et les façons de parler et les inexactitudes et tout en respectant l'union du mot et de la note.

Après avoir accompli un travail considérable, c'est un labeur énorme auquel vous voulez bien vous astreindre, car le génie des deux langues est si dissemblable, qu'on est arrêté presque à chaque mot.

S'il vous était possible de donner à la version un tour plus naïf (en vous aidant du vieux français) maman croit que vous la rendriez plus vivante et aussi plus fidèle.

Pour l'apostrophe, elle vous demande si vous ne pourriez pas vous en servir pour les refrains, à l'exemple de la chanson populaire française.

Enfin, elle vous prie de lui faire savoir si vous désirez qu'elle continue comme elle a commencé ou si vous préférez qu'elle fasse seulement des notes à votre version.

Nous nous associons tous à elle pour vous remercier, Monsieur, et vous exprimer nos sentiments affectueusement distingués.

EVA WAGNER.

P. S. — *Handlung in 3 Akten* a cause en Allemagne aussi de grands malentendus : ce n'est pas le titre de la tragédie ; sur le verso du titre mon père avait inscrit : Personnages de l'*action* et il a plaisanté plus d'une fois sur les méprises survenues et sur la théorie qui se rattachèrent à ces méprises.

Monsieur,

Maman a reçu votre version de *Tristan et Yseult* et la première impression obtenue est la suivante : qu'il n'y a rien, presque pas de changements possibles à ce travail si consciencieux et si remarquable.

Une autre question l'occupe particulièrement. Elle se demande si, pour rendre en français les œuvres de mon père, il ne faudrait pas rompre avec toutes les conventions, laisser la rime de côté, introduire le vers blanc, se servir de l'apostrophe, au besoin, pour éviter les syllabes muettes, s'aider d'archaïsmes, ne point reculer devant les inversions, bref procéder avec la plus grande hardiesse, afin d'arriver à donner une image fidèle de ces œuvres.

Leur introduction en France est une innovation complète : maman croit quelle ne peut réussir qu'au prix d'une rupture franche avec tous les procédés d'opéra. Si la mélodie de l'orchestre nous traduit la disposition d'âme du personnage, la note déclamée est, pour ainsi dire, l'âme du mot qu'elle accompagne. Pour que cette déclamation chantée produise son effet, il est presque indispensable de ne pas rompre cette union du mot et de la note, mais bien plutôt de lui tout sacrifier (telle est du moins l'idée de maman). Elle se rend parfaitement compte de la portée de sa proposition mais plus elle y a réfléchi et plus elle s'est convaincue qu'une transplantation de l'œuvre de mon père ne saurait avoir lieu que si l'on est aussi original et novateur en France qu'il l'a été en Allemagne. Lui-même avait réclamé le vers blanc pour la traduction du *Tannhäuser* : le directeur de l'opéra s'y refusa. Maman croit qu'en l'adoptant, toutes les façons de parler seront évitées et avec elles de grandes faiblesses poétiques.

Maintenant, Monsieur, voulez-vous faire savoir à maman ce que vous désirez qu'elle fasse. Le soin extrême de votre version, la peine que vous avez prise pour maintenir les accents de l'original.

(1) V. *Revue Bleue*, n° 3, 1919.

(1) Les pages des Œuvres de Wagner auxquelles fait allusion cette lettre forment le chapitre II de la troisième partie d'*Opéra et Drame* (*Poésie et musique dans le drame de l'avenir*, traduction française de J.-G. Prod'homme, tome V, pp. 103 et suivantes).

n'ont pas échappé à son attention et, comme je vous le disais en commençant, elle ne trouve rien à corriger dans votre travail. Il lui semble que vous avez fait quelques changements dans les notes, ce à quoi elle ne trouve rien à redire. Mais si vous désirez qu'elle vous donne à peu près une idée de la traduction qu'elle rêve, elle vous prierait de lui envoyer la partition de piano dont vous vous êtes servi. Et elle ferait le mot à mot de quelques-unes des scènes ou même du tout, si vous vouliez. Et vous donneriez, à ce mot à mot, la forme littéraire indispensable et que vous trouverez bien certainement grâce au talent qui a déjà résolu un problème quasi insoluble. Si cela vous convenait, on pourrait publier les deux versions en un même volume et faire précéder la seconde d'une préface explicative (la seconde devrait, le cas échéant, servir aux chanteurs).

Pour ce qui est de la dénomination : *Drame musical*, maman vous prie de l'omettre et pour l'explication de cette prière, elle vous renvoie au tome IX, page 359, des *Œuvres complètes* de mon père.

Maman est bien touchée par le dévouement et la haute compréhension de l'Idéal qui se manifestent dans votre travail ; elle est bien sensible aussi aux bons sentiments qui ont dicté votre envoi; dont elle vous remercie de tout cœur.

Je joins à ses compliments l'assurance de ma considération la plus distinguée.

EVA WAGNER.

Bayreuth, 29 octobre 1885.

Réponse de Victor Wilder.

Paris, 30 octobre 1885.

Mademoiselle,

L'approbation que votre noble mère veut bien m'accorder à mon travail est pour moi le plus précieux des suffrages et la plus haute récompense que je pouvais ambitionner.

Ce qui a mis le comble à ma satisfaction, c'est de voir que sur le principe essentiel qui doit gouverner la traduction des œuvres de votre illustre père, je suis en parfaite conformité d'idées avec vous.

« Pour que la déclamation chantée, dites-vous, produise tout son effet, il est indispensable de ne pas rompre cette union du mot et de la note, mais bien de lui tout sacrifier. » C'est précisément cette règle qui m'a servi de guide et c'est à sa réalisation pratique que j'ai subordonné tous mes efforts.

Avec une obstination infatigable, j'ai voulu m'appliquer, avant tout, à reproduire dans la version française, l'énergie et la précision parlante de la déclamation originale, cherchant en quelque sorte à incarner mon vers dans la musique. En fusionnant deux arts distincts et longtemps séparés, la poésie et la musique, votre illustre père a créé un art supérieur qui, tout en réalisant les effets les plus sublimes des deux arts qu'il absorbe, n'est plus, absolument parlant, ni l'un ni l'autre. Ma préoccupation constante a été de faire sentir, dans le texte français, cette pénétration réciproque de la musique et de la poésie.

Aussi ne me suis-je pas fait scrupule d'ajouter quelques notes lorsqu'il en était besoin, pour donner plus de force à la déclamation, plus de fidélité à mon interprétation du texte allemand. Je suis bien heureux d'apprendre que votre noble mère n'attache pas d'importance à ces modifications et d'ailleurs, je m'en regarderais comme absous d'avance par le maître lui-même, car il prend, à cet égard, toutes les libertés que la déclamation commande, chaque fois que le développement de l'action ramène l'un ou l'autre des motifs typiques.

J'en arrive, Mademoiselle, à la question la plus délicate soulevée par votre lettre.

Vous me conseillez la hardiesse et vous m'engagez à rompre avec toutes les conventions, en adoptant un système de versification différent de celui qui est en vigueur dans notre littérature. Permettez-moi de vous le dire, de pareilles audaces sont le privilège du génie et je n'ai malheureusement aucun droit pour y prétendre. Je ne vois pas d'inconvénient à faire usage de l'archaïsme et de l'inversion ; il peut en résulter des avantages, au contraire, dont, conformément à votre conseil, je m'empresserai dorénavant de profiter ; mais sur les autres innovations que vous me recommandez je demande à faire quelques réserves.

Les syllabes muettes, lorsqu'on a l'adresse de les manier, n'offrent aucune gêne et j'espère vous en convaincre par la pratique. Les remplacer par l'apostrophe, comme vous le proposez, serait un procédé plus subtil qu'efficace. Vous avez beau les bannir de l'écriture, vous ne les chasserez pas de la prononciation. Dès lors, il vaut mieux les accepter franchement, mais en prenant soin de les désarmer, si je puis dire, et de ne leur donner que la valeur stricte qu'elles ont dans le langage. Je conçois, d'ailleurs, votre rancune contre les syllabes muettes, lorsque je vois l'usage déplorable qu'en font les traducteurs français et nos compositeurs eux-mêmes. Ils n'ont pas les notions les plus élémentaires de la prosodie et ne se doutent pas des lois qui gouvernent l'accouplement de la parole et de la musique.

Je ne puis non plus me ranger à votre sentiment, en ce qui concerne le vers blanc, et je vais vous donner les motifs de mon opinion, formée de longue date et mûrement réfléchie. Tout d'abord *Tristan* et *les Maîtres Chanteurs* sont écrits en vers

rimes. La *Tétralogie*, il est vrai, fait usage de l'allitération, mais qu'est-ce que l'allitération si ce n'est la rime embryonnaire ?

Ce serait donc une première infidélité, à mon avis, que de traduire un texte rimé en vers dépourvus de rimes.

Il y a mieux. Le vers blanc n'existe pas en français, la rime est l'essence même de notre vers et c'est elle seule qui en constitue le rythme. Traduire un poème en vers blanc cela revient à dire qu'on le traduit en prose. Or la prose française, — votre noble mère sait cela mieux que moi, — ne comporte pas l'élévation du langage indispensable à la traduction d'œuvres d'une portée aussi haute que celles dont il est ici question.

Dès qu'on essaye d'en monter le ton, on tombe dans l'emphase et la boursouflure. Associer la langue terre à terre de la prose avec le langage idéal de la musique me paraît, dans ces conditions une sorte de profanation.

Le vers seul a des ailes, capables de suivre le vol de la mélodie.

Au demeurant, pourquoi demander la proscription de la rime ? La seule raison qu'on puisse mettre en avant, c'est qu'elle peut faire obstacle à la fidélité de la traduction.

Eh bien, permettez-moi de vous le dire, Mademoiselle, cette raison n'existe pas. La rime est assurément gênante pour ceux qui ne la trouvent pas naturellement, mais pour un versificateur au courant des secrets de son métier elle n'offre pas la moindre difficulté.

En même temps que cette lettre, vous recevrez, Mademoiselle, la partition de *Tristan* avec ma version manuscrite, sous le texte musical. Vous voudrez bien excuser le mauvais état dans lequel elle se trouve en songeant qu'elle vient de passer par l'atelier de gravure.

J'ose espérer que votre noble mère voudra bien la soumettre à une revision sévère et me signaler tous les détails auxquels elle trouverait à reprendre.

Quant à l'offre qu'elle veut bien me faire de me traduire quelques scènes, je l'accepte avec reconnaissance : mais je préférerais que son idée s'appliquât à *Siegfried*, auquel je travaille en ce moment. Une version faite par elle et conforme en tous points à son idéal serait un modèle précieux pour moi et je l'attends avec une vive impatience.

Veuillez agréer, etc. VICTOR WILDER.

Bayreuth, 12 novembre 1885.

Monsieur,

Je suis bien sensible à votre aimable envoi et vous remercie de tout cœur.

De même aussi je suis vraiment touchée de la bonté avec laquelle vous voulez bien accueillir mes observations et je vous prie instamment, Monsieur, de ne pas voir dans mes notes une critique (désapprobation) de votre travail, ni la preuve de l'incapacité d'apprécier et la difficulté du problème et la valeur des résultats déjà obtenus ; elles ne représentent qu'un effort modeste et sérieux pour s'entendre avec vous sur une donnée générale.

Même si vous m'aviez dit qu'il était trop tard pour faire des changements à la traduction de *Tristan*, je n'en aurais pas moins continué, afin de vous faire comprendre ce que j'entendais par le surcroît de difficulté que vous causait la rime. Mais je serais découragée pour toujours si mes remarques pouvaient être interprétées par vous dans le sens d'une critique, tout à fait déplacée vis-à-vis d'un travail aussi considérable que le vôtre.

La grande faiblesse de mes yeux m'a empêchée d'achever le premier acte de *Tristan*. Je compte m'y remettre la semaine prochaine, mais j'avance bien plus lentement que je ne voudrais. Ne pourriez-vous pas obtenir un sursis de la maison Breitkopf ?

Ce sont les changements faits à la musique qui m'inquiètent presque davantage que les libertés poétiques. Pourrions-nous peut-être tomber d'accord sur ce point, de ne changer les notes qu'en faveur de l'exactitude absolue du texte ?

Je ne sais si le vice-versa est possible aussi (ne changer le texte qu'en faveur du maintien rigoureux des notes) mais je vous le propose également, toujours en répétant ma prière de ne point vous méprendre sur le caractère de mes indications.

Si elles s'adressaient de vive voix à vous, Monsieur, ce serait sous forme d'interrogation : par écrit et avec la brièveté qui m'est imposée, elles prennent, je le crains, une apparence qui ne leur est point inhérente.

Veuillez bien toujours, Monsieur, faire la part des circonstances et vous dire que personne ne saurait apprécier mieux que moi la difficulté presque insurmontable de l'entreprise et les mérites d'un ordre supérieur que vous y avez déployés.

Recevez, etc. C. WAGNER.

Cher Monsieur,

Maman a reçu vos bonnes lignes et votre envoi. Elle me prie de vous remercier bien vivement. Ce sont toujours ses yeux qui l'empêchent de travailler. Par trois fois elle s'est remise à *Tristan* et a été obligée de s'interrompre. Je vais écrire en son nom à MM. Breitkopf et Härtel et leur demander quel délai ils peuvent accorder à maman qui sera probablement un jour ou l'autre obligée de con-

sulter un oculiste, sa vue s'affaiblissant de plus en plus.

Nous vous prions, etc. EVA WAGNER.

P. S. Si le mal d'yeux devait traîner en longueur et par contre s'aggraver encore, maman vous prierait de passer outre et de publier sans elle, car elle se tie entièrement à vos bonnes dispositions et à votre divination de ce qu'elle a essayé de vous indiquer.

Bayreuth, 6 décembre 1885.

J.-G. PROU'HOMME.

LA MUSIQUE FRANÇAISE (AU THÉATRE ET DANS LES LIVRES)

Trop peu de jours nous séparent de la réalité d'un long cauchemar de quatre ans pour qu'il nous soit permis d'entrevoir l'avenir de l'art. En pleine guerre au surplus, assez d'autres déjà se sont chargés de vaticiner : depuis Sébastien Mercier, les prophètes ne manquent jamais : les uns les enthousiastes, illuminés par un événement sans pareil, nous promettent une métamorphose radicale, une transformation complète, une musique nouvelle, essentiellement humaine et pathétique, dont nos héros n'aient point à rougir ; les autres, les sceptiques instruits par les précédents du caractère français, nous affirment d'avance qu'il n'y aura rien de changé : la même musique lilliputienne continuera d'évoluer à tâtons dans la pénombre de nos minuscules chapelles musicales, et n'en déplaise à la pudeur indignée des puristes et des puritains, quelques-uns prévoient et prônent même une réhabilitation de la « petite muse » un peu trop parisienne que le boulevard a baptisée l'opérette... Mais si l'avenir ne se dessine pas encore distinctement dans l'émotion des minutes présentes, le passé de la musique française évoque en nous ses victoires rétrospectives : comme dans la *Revue nocturne* de Raffet, les aspirations d'aujourd'hui s'éclairent des gloires d'autrefois, et le crépuscule prête ses teintes à l'aurore.

Sans remonter au joli *Jeu de Robin et de Marion* qui fait revivre Adam de la Halle à l'audacieux petit Théâtre du Vieux-Colombier, non plus qu'au grand Rameau, déjà glorifié par sept brillantes représentations *de Castor et Pollux* au Grand Opéra, — c'est Boieldieu ressuscité qui fête le centenaire de ses menus chefs-d'œuvre au seul théâtre où l'on ait vraiment travaillé pendant la tourmente, au Trianon-Lyrique, où la première de *La Fête du Village voisin* précéda la reprise également applaudie des *Voitures versées*. Puis, voici deux livres récents pour récapituler à propos du demi-siècle de musique française et la musique d'aujourd'hui dont quatre ans d'histoire dévorante ont fait la musique d'hier, car ses novateurs, trop vite imités, datent déjà...

Boieldieu, longtemps méprisé, nous apparaît plus jeune : il n'a pas plus vieilli qu'une miniature de famille en son cadre ancien ; et décidement, ce sémillant petit maître que nous n'apercevions qu'à travers les romantiques dédains de Berlioz reste un prince en son petit royaume : on comprend vite, à l'entendre, son hostilité d'aimable académicien contre le même Berlioz, poète échevelé des *Francs-Juges* et de la *Symphonie fantastique* ; on s'explique aussitôt la distance inouïe de 1816 à 1830 et la persévérante méfiance de la France rieuse à l'égard des douloureux élans du lyrisme qui déclare furieusement la guerre au sourire !

Naturalisé Parisien du boulevard Montmartre et de la salle Feydeau, le Rouennais Boïeldieu, qui parodie volontiers l'emphase au nom du génie comique, appartient au beau passé des fêtes galantes, à l'art du siècle français par excellence, qui glissait de l'esprit partout, dans les chaudes horizons du songe ou dans les froides lumières de la raison, dans l'*Embarquement pour Cythère* ou dans le jardin de *Candide*. Aussi bien, *La Fête du Village voisin* n'est-elle qu'un tout petit qui-proquo champêtre à la lueur d'un rapide orage, inspiré de très loin, par Marivaux, contemporain de Watteau : c'est *Le Jeu de l'Amour et du Hasard*, embourgeoisé par un certain Sewrin : car les livrets du bon vieux temps ne s'affublaient guère de psychologie ! Mais, dès la mignonne ouverture, la musique y rallume une étincelle de la flamme sonore de *Così fan tutte* ou des *Nozze di Figaro*.

Donc, Boïeldieu serait un Mozart français ? — Halte-là ! C'est beaucoup dire, et la plupart des surnoms ne sont que des pavés d'ours ; mais sa musique vivante atteste une époque *mozartienne*. Le divin Mozart eut deux fils spirituels : un Français, un Italien : l'aîné s'appelle Boïeldieu (1775-1834) ; le cadet, c'est Rossini (1792-1867) ; et *La Fête du Village voisin* fut, en 1816, la modeste contemporaine *d'Il Barbiere di Siviglia* : Marivaux ici ; là, Beaumarchais : la comédie toujours ! Oublions que les dates ont fait du rival de Nicolo le contemporain de Sénancour et de Beethoven ;

tais, en dépit du temps qui change tout, notre Boieldieu ne serait-il pas à Mozart ce que Lancret fut à Watteau ? Même apparence, même décor, mais rétréci par l'absence du rêve ; et, sans ombre de mélancolie, le marivaudage perd son mystère... Enfin par le seul fait qu'il est ne moins poète, l'alerte Normand de la Restauration ne nous parle que mieux du Paris de l'ancien régime et de notre bonne vieille France qui flirte avec le romantisme dans *La Dame Blanche* que M. Louis Masson devrait admettre à son répertoire, car cette jeune aïeule de 1825 apparaîtrait mieux conservée que sa longue et médiocre postérité d'opéra-comique ou d'opérette.

« La musique française a bien du mérite » ; mais cette humble vérité qu'osait redire, en pleine vogue des Italiens, le fin librettiste des *Voitures versées*, il a fallu la plus colossale des guerres pour la rappeler à l'impénitente « faculté d'oubli » de tous les Français ! Oui, la terrible guerre ou plutôt « l'union sacrée » que l'éladan croyait « une façade » a très opportunément servi l'art musical en France : elle a dévoilé son « mérite » infiniment varié, que notre légèreté native était toujours encline à sacrifier sans remords à l'inédit des importations étrangères : elle a fait deux compositeurs nationaux des deux morts de l'année : Claude Debussy (1862-1918), dont l'extrême rêve ne pouvait d'abord séduire qu'une élite de lettrés indifférents à la technique ou de techniciens sans jalousie, donc fort clairsemés en ce bas monde, mais vite centuplés par les snobs : et Charles Lecocq (1821-1918), dont le bon sourire populaire n'avait conquis que la foule, et que les graves historiens de la musique ne se croient jamais tenus de nommer !

Ce que la guerre enseigne à nos peintres, à nos musiciens survivants, nous l'ignorons encore, et nous ne l'apprendrons que beaucoup plus tard ; mais à nos critiques, à nos amateurs, à nous-même, elle n'aura pas manqué d'imposer le respect tardif et parfois la superstition, trop exclusive à son tour, de la musique française qu'il était de si bon ton d'écraser sous le boisseau germanique ! Voici l'éveil, sinon d'un art futur, du moins de la conscience de notre art passé.

Quant au renouveau d'un art national si longtemps dépaysé, l'histoire le datera non pas d'une épopée, soudain victorieuse, mais du lendemain de l'Année terrible : le 12 mai 1871, en pleine guerre civile, un passé meurt avec Auber : et, dès le 25 février la *Société Nationale*, œuvre de Saint-Saëns, pose la première pierre du monument de l'avenir : sa devise, *Ars Gallica*, vaut un programme, alors que les grands classiques d'outre-Rhin font l'éducation du public et des musiciens aux concerts Pasdeloup. La gloire étant le soleil des morts, la résurrection d'Hector Berlioz invisible et présent rayonne sur le triomphe et le déclin de Gounod, sur les débuts colorés de Bizet, de Massenet, de Vincent d'Indy, sur les succès tardifs de Reyer, de Lalo, de César Franck, ce novateur ingénu dont les célestes aspirations remplacent à « la Nationale » la parnassienne maîtrise de Saint-Saëns ; la foi réchauffe la science, et la Schola Cantorum où professe austèrement Vincent d'Indy, rivalise avec l'école du Conservatoire où la hardiesse voluptueuse de Gabriel Fauré, depuis 1905, introduit discrètement l'irrésistible nouveauté.

La meilleure illustration de cette page d'histoire contemporaine, n'est-ce pas la somptueuse entrée de *Pénélope* à l'Opéra-Comique ? Depuis le printemps de 1913, l'élite parisienne appréciait cette partition nuancée, dont Monte-Carlo, ce Bruxelles méditerranéen des *premières* musicales, s'était réservé la primeur : on désirait cette musique enjôleuse et confidentielle comme l'âme de son auteur, sereine et parfumée comme l'atmosphère hellénique, ardente, agissante, quand il faut l'être et colorée comme la violence des premiers âges, mais dolente et subtile comme l'*Odyssée* même, ce poème du retour, qui fête heureusement la présence d'Albert Carré, le directeur artiste, en cette maison dont il n'aurait jamais dû sortir ! Malgré l'orchestre qui sonne trop fort et les interprètes qui n'articulent point, « un peu du grand zéphir qui souffle à Salamine (1) » arrive encore aux rochers d'Ithaque ; on sent évoluer l'idée que l'art le plus moderne se fait de la radieuse antiquité, sanctuaire élu de nos songes : et ce drame musical est une page exceptionnelle dans l'œuvre du maître de la musique de chambre et d'un *Requiem* païen, qui voltige sur la mort comme un blanc papillon sur des tombes voisines des jardins d'Académos...

Aussi bien, cette morbidesse dans la demi-teinte, aux feux atténués de la rampe, ne vous semble-t-elle pas un signe de race en même temps qu'un signe des temps ? Musicalement, l'antique *Pénélope* est bien une Française de 1913 et la cousine classique de Mélisande. Depuis *Le Rêve*, au théâtre, où l'ombre géniale de Richard Wagner a creusé pour toujours un abîme entre un passé frivole et l'ambitieux avenir, les préoccupations humanitaires et sociales d'Alfred Bruneau, de Gus-

(1) Magnifique alexandrin de Sully-Prudhomme.

avec Charpentier, s'opposent aux innovations exclusivement techniques de *l'art pur* que représentait Claude Debussy, l'évocateur des *Fêtes galantes* et de Watteau par Verlaine ; et sans la rigueur des dates, qui prendrait *Pelléas* pour le contemporain de *Louise* ?

Voilà ce que nous suggère un demi-siècle de musique française entre les deux guerres, dont un musicien doublé d'un érudit vient de nous retracer le tableau (2) : savant historien de nos chansons populaires, biographe du grand Gluck et de son quinteux adorateur Jean-Jacques Rousseau, qui ne s'était empressé de nier la musique française que pour la mieux définir, l'observateur ne craint pas de se déclarer sympathique à notre art de France : et voilà, certes, une nouveauté surprenante ! Il conclut donc, d'une vitalité si riche, à la suprématie de notre école musicale : mais l'impartialité qu'il veut garder entre tant de richesses si variées et de tendances si divergentes ne l'empêche point de pressentir dans l'innovation debussyste « une fin d'art ». C'est l'évidence même, au lendemain de la guerre. Et ce caractère est devenu si frappant qu'un jeune écrivain partisan convaincu de « la musique française d'aujourd'hui » (3) n'a rien trouvé de mieux, pour la dépeindre, que de réunir en volume ses études d'hier et ses meilleures *esquisses pour des portraits* de musiciens, dont les aînés sont défunts, tel Chabrier, tel Chausson, ou silencieux, comme l'admirable et douloureux Henri Duparc, que douze *mélodies* feront immortel.

Notre musique a son Salon d'automne, ses humoristes et ses décadents. En vérité, cette musique menue, fragile, indifférente et précieuse, émiettée comme les parcelles d'un miroir brisé, ne reflète rien d'un prodigieux avenir bouillonnant dans le creuset des heures présentes ! Impressionnisme ou symbolisme, — son murmure crépusculaire trahit la lassitude d'un soir subtil plutôt que l'éveil réconfortant d'un matin. Dans ce kaléidoscope d'infimes sonorités, où retrouver la vie, l'ardeur, la flamme claire et précise du raisonnable génie de notre race ? Chez Debussy lui-même, le goût de l'artiste français apparaît mieux dans sa critique, si fine, que dans son œuvre, si vague ! En présence de l'agresseur, vous ne reconnaissez la musique française qu'en dehors de toute influence allemande et comme les admirateurs de Cézanne invoquent Poussin, vous rattachez ces nouveautés un peu décadentes à l'indéfinissable *tradition française*, à la petite famille emperruquée de nos vieux clavecinistes où Couperin le Grand devance Rameau ; mais ces discrets carillonneurs de Cythère souscriraient-ils au beau délire de votre épigraphe debussyste : « Il faut chercher la discipline dans la liberté, et non dans les formules d'une philosophie devenue caduque et bonne pour les faibles ; n'écouter les conseils de personne, sinon du vent qui passe et nous raconte l'histoire du monde... » Il est d'autres professeurs d'énergie mélodieuse et de *pathétique* ; et sans attendre la date prochaine du 7 mai 1923, où s'imposera le centième anniversaire du plus humain des chefs-d'œuvre écrits dans la langue universelle des sons, n'est-ce pas à *la Neuvième* de notre allié flamand Louis van Beethoven (1) qu'il nous faudra demander bientôt de rouvrir le sanctuaire brûlant de la Joie reconquise par la Douleur et de chanter impétueusement la noble candeur ou plutôt la pensée sublime de vouloir enfin réaliser le rêve de la Fraternité des hommes ?

RAYMOND BOUYER.

*
* *

P. S. — En dehors des grandes ventes prochaines, il nous faut signaler sans retard la réouverture de notre vieux Louvre et son beau réveil, attesté par la réunion, dans la salle LA CAZE, des nouvelles acquisitions du musée depuis 1914 : nous reparlerons de cette véritable histoire de l'art, où la nouveauté fraternise avec le souvenir, — sans oublier l'exposition consacrée par un érudit bien nommé, M. Marcel Poete, aux monuments de la Victoire à Paris, à travers les âges, ni les expositions d'avant-garde à la galerie Druet : peintures décoratives de M. Maurice Denis, qui sacrifie volontiers, comme nos compositeurs, à la seule et souple arabesque, ou paysages naïvement intransigeants de M. Vlaminck, qui dictent au maître Gustave Geffroy l'une de ses plus suggestives préfaces sur ces Indépendants sans ancêtres, qu'il nomme profondément « des orphelins de la peinture », apportant avec eux des toiles singulières et drues, qui dénotent un ardent effort.

R. B.

(2) JULIEN TIERSOT, *Un demi-siècle de Musique française, entre les deux Guerres* (1870-1917), dans la collection : des *Maîtres de la Musique* (Alcan).

(3) G. JEAN AUBRY, *La Musique française d'aujourd'hui* (Perrin), avec une préface de M. Gabriel Fauré.

(1) V. *La Revue Bleue*, 1915, n° 22, p. 568.

LE THÉATRE

Le Sourire du Faune. *La Cruche* (Comédie-Française). — *La Vie d'une femme* (Odéon). — *Le Marchand de Venise* (Gémier).

André Rivoire a débuté dans les lettres par un recueil de vers intitulé *Les Vierges*. Il s'inclinait alors, avec beaucoup de respect et un peu de perversité, sur les âmes innocentes et les cœurs qui s'ignorent. Les évoquant parmi les soirs mystérieux comme elles ou du fond des légendes, il revait des blanches filles en attente. Il voulait être le poète des éveils, des exils aussi, et des langueurs, des fièvres secrètes. Il chantait le prélude de la vie, composait le chœur des pressentiments.

Puis, avec l'âge, ayant lui-même parcouru les routes solitaires de la vie amoureuse, il substitua aux éveils les déclins, aux pressentiments, les regrets et les déceptions. Le *Chemin de l'Oubli* était le poème amer de l'expérience sentimentale, la sage et fière leçon de la maturité. L'heure où la douleur qui s'éloigne et qu'on bientôt s'efface est déjà pardonnée. Le poète est las, mais non guéri. Il se connaît lui-même et l'amour, mais ce n'est point la souffrance qui nous instruit et rien ne sauve de l'amour les amants. Il sait vite sa jeunesse orageuse : qu'importe ? Il recommence encore d'aimer et de souffrir :

De nouveau, je croirai tout perdre en te perdant,
Passagère douceur d'un amour imprudent !
Ma vie, au loin, sera déserte et nue
Et demain comme hier, j'aimerai sans choisir
Tendre parce qu'un soir de hâte et de désir
M'a mis au cœur la première venue.

C'est que l'amour, à la vérité, on ne le réalise jamais, on ne le vit point : on le pressent, on l'attend, puis on s'en souvient et on le regrette, et on le redoute surtout. Aux bras de la maîtresse la plus enivrée, aux genoux de l'amie la plus prudente, aux minutes de fièvre et d'intimité on le poursuit jamais, en son cœur solitaire, que son propre rêve : tel avait été le thème du *Songe de l'Amour*.

Laissons tous deux, vois-tu, nos âmes se pleurer,
Dans le frisson craintif dont le soir nous pénètre,
Songeant qu'il est plus doux et qu'il est bien peut-être
De vivre côte à côte et de nous ignorer.

Ainsi, uniquement amoureux de l'amour, et de l'amour n'ayant aimé que certaines nuances, André Rivoire s'est fait dans notre poésie sentimentale une place très particulière. Ni parnassien ni verlainien, ni symboliste, ni vers-libriste et en temps où tous les poètes ont été successivement ou simultanément tout cela, il s'est complu, avec une égale sincérité de cœur et d'esprit, en une poésie de demi-teintes et de demi-tons. Ce qui résonne, dans ces vers mélodieux, ce n'est point le blâme de la fauve passion, ni le sanglot de l'enfant désespéré :

Honte à toi qui la première
M'as appris la trahison.

Son domaine propre, c'est la vive poésie des sentiments, une sorte de lyrisme psychologique tout à la fois lucide et enveloppé, tout proche du mystère intime et pourtant lumineux, des nuances qui s'exprimeraient par des contours très nets. La faute des Symbolistes avait été de méconnaître que ce clair-obscur intérieur, dont ils avaient si légitimement proclamé les droits, ne pouvait se traduire par du vague, mais exigeait au contraire une extrême précision. André Rivoire s'est donc appliqué à un art méticuleux, dont chaque détail fût une clarté, et dont l'ensemble reflétât pourtant les lueurs éteintes et le demi-jour de l'émotion. Par quoi il se rattache à la filiation la plus pure de notre poésie sentimentale, laquelle, par un rare bonheur, est demeurée à peu près ininterrompue dans le va et vient des Écoles. C'est le Vigny des pièces émues, d'*Eva* :

Ton amour taciturne et toujours menacé.

C'est Leconte de Lisle d'*Hypathie*, de *l'Illusion suprême* et de l'exquise *Epiphanie*. C'est aussi et plus visiblement les *Vaines Tendresses* de Sully Prud'homme, peut-être les *Intimités* de François Coppée, et c'est enfin le doux et précieux poète de *l'Elégie*, Albert Samain.

Ceux qui ont aimé les poèmes d'amour d'André Rivoire feront donc à son nouvel acte en vers un accueil particulièrement sympathique, car ce qu'ils y retrouveront, c'est tout à la fois les *Vierges* et le *Chemin de l'Oubli*. — l'éveil et le déclin, l'innocence et le désenchantement, le pressentiment de l'amour et l'expérience des amours.

Un beau parc, séparé du reste du monde par un haut mur : à peine une large brèche de ce mur, derrière lequel il se passe quelque chose qui est la vie, permet-elle, au vol d'une escarpolette, d'apercevoir au loin quelque toit de maison ou un clocher d'église. Là, au lendemain des orages révolutionnaires, par une fantaisie morose, un disciple de Rousseau que l'amour a déçu, a enfermé sa fille Rose et le jeune Pascal qu'il destine l'un à l'autre et qu'il prétend garder pareillement innocents, à l'abri du contact impur des hommes. Rose ne sait pas lire dans les livres ; elle ne sait pas mieux lire dans son cœur et commence à subir, sans les comprendre, toutes les inquiétudes de ses quinze ans et trois mois, quand le prin-

temps s'éveille dans le parc. Un trouble analogue agite Pascal et tous deux s'interrogent ensemble sur eux-mêmes sans qu'aucun parvienne seulement à pressentir la réponse. Par bonheur, il y a la brèche du grand mur. Un homme paraît soudain là-haut, ganté, frisé, élégant, avec un profil sensuel et le sourire d'un Faune. C'est le propre neveu du châtelain philosophe qui a consacré tout son temps et tous ses biens à l'amour et qui l'a trouvé aussi agréable que le pessimiste l'avait trouvé décevant. Venu pour hériter, il apprend du même coup qu'il possède une cousine, ce qui est mauvais pour son héritage, mais que la cousine est délicieuse. La voici justement qui revient de la forêt, en compagnie de son petit Pascal, et portant dans les bras la statue d'un petit faune dont le sourire est tout à fait pareil à celui du cousin. Dès lors, on peut bien jeter, par prudence, le cousin à la porte, il reviendra par la brèche. Il revient précisément, quand le soir tombe, à l'heure mystérieuse et tendre, où Rose, en son innocence, vient adorer la statutette du faune et lui demander, avec le secret de son sourire, le secret de tout ce qu'elle ignore et qui la tourmente. C'est le cousin qui répond et qui répond si bien, que l'enfant toute troublée est prête à laisser cueillir sur sa lèvre le divin baiser de l'initiation. Mais si le cousin est un spécialiste, il a tout de même plus d'expérience que de corruption. Il n'a pas seulement initié Rose, il s'est lui-même initié : troublé à son tour, ce que le professionnel de l'amour, l'éternel amant, sent renaître en lui-même, au contact de l'innocence et de la jeunesse, c'est sa propre jeunesse et sa propre pureté, tout son ancien rêve, et ce rêve, n'est pas mort, il a la figure même de Pascal, et c'est bien Pascal, en effet, que Rose aime : elle le comprend maintenant, maintenant qu'elle sait l'amour. *Le sourire du Faune*, c'est un cœur de vierge qui s'éclaire, et c'est aussi un cœur de Désenchanté qui se purifie ; — toute l'œuvre poétique d'André Rivoire en un tableau.

On voit donc, dans cette sorte de marivaudage romanesque, tout ce qui se cache de vérité profonde et tout ce qui transparaît de fantaisie. Le même soin exact et minutieux avec lequel il avait appris le métier poétique, André Rivoire l'a consacré au métier dramatique. Il est aussi bon ouvrier dans la pratique de l'un que dans la pratique de l'autre. Son vers fluide et souple est naturellement scénique. On sentait, à la représentation, tout le plaisir qu'un jeune diseur, à la belle voix, comme M. Denis d'Inès, éprouvait à nuancer ces chantants couplets. De plus, André Rivoire n'a pas dédaigné de s'instruire des lois délicates de l'effet théâtral par des exercices plus libres et des réussites comme celles de mon *Ami Teddy* n'ont pas été sans profit pour un esprit aussi attentif. Peut-être, s'il y avait un reproche à lui faire, serait-ce l'excès même de cette habileté technique qui, chez un poète de cette qualité, peut faire tort à des beautés plus hautes. Par exemple, tout le mal qu'André Rivoire s'est visiblement donné pour « situer » le personnage de son père philosophe et meurtri me paraît presque superflu. Nous sommes ici trop éloignés de la vie réelle pour que toute tentative pour nous y ramener ne soit pas inutile. Point n'était besoin d'expliquer la situation dans laquelle se trouvent ces deux enfants exceptionnels. Ils sont ainsi par le droit sacré de la fantaisie poétique. Peut-être André Rivoire, parce qu'il est dramaturge, n'a-t-il pas eu assez de confiance dans ce droit du poète et principalement du poète qu'il est. Il peut nous demander, dans le rêve, tout ce qu'il voudra : nous sommes résolus d'avance à le lui accorder, parce que nous avons bien plus de confiance en son talent qu'il ne semble en avoir, lui, dans notre bonne volonté et notre complaisance.

Saint-Georges de Bouhélier possède un idéal dramatique, une volonté singulière et une très haute culture. Il possède, en outre, de rares dons scéniques.

Lecteur assidu de Shakespeare, d'Eschyle et de tous les maîtres éternels, il a abordé le théâtre, comme on l'a pu voir dans son *Carnaval des Enfants*, avec le sentiment qu'une pièce n'est pas une intrigue bien faite : il y voit, lui, une représentation totale, synthétique, symphonique de la vie ; la vie est pleine de rencontres, de bons et de mauvais hasards, dont le rôle est d'autant plus important que les êtres sont plus faibles et plus pitoyables. Nul ne vit par lui-même, ni en lui-même : les bruits du dehors viennent jusqu'à nous, et l'enfant de l'étage supérieur, comme on l'a vu dans le *Carnaval*, accompagne de sa trompette l'agonie d'une mourante à l'étage du dessous.

Ce sont ces correspondances fortuites, aspect moderne de l'antique fatalité, que Saint-Georges de Bouhélier a tenté d'ajouter à la peinture des âmes dans ses compositions dramatiques.

Jamais encore ce dessein délibéré de théâtre intégral ne s'était manifesté avec autant d'ampleur et de variété que dans la pièce qu'il vient de faire représenter à l'Odéon, *La Vie d'une Femme*.

Cette vie, du premier amour à la mort, se déroule devant nous en douze tableaux, dont cha-

eun aurait pu fournir une pièce de l'ancien style. D'abord, la jeunesse de Marie et la misère de cette jeunesse, une maison au bord de la forêt, un bon grand'père, parce que tout n'est pas mauvais dans la vie, mais une mère dénaturée et une sœur jalouse, puis l'homme qui passe, le séducteur en auto, l'enlèvement un soir d'orage et de bastonnade maternelle, et l'abandon : premier cycle d'épreuves. Le second, c'est le second amour : on voit Marie en service chez des patrons de café-concert dans une ville où sifflent des bateaux ; elle est amoureuse d'un violoniste, aimée du patron et, fuyant l'un avec l'autre, elle s'embarque et s'expatrie. Le troisième cycle, c'est le double naufrage du bateau qui la porte et de son nouvel amour. Enfin, avec le quatrième cycle, se ferme le circuit de la Destinée : nous revoyons la maison du début, la forêt, la famille et le premier amant, toutes ces choses et ces êtres anciens, auprès de qui Marie vient, treize ans après, mourir comme la Dame aux Camélias. — flottante et pauvre image d'une humanité qui, à travers tant d'agitations et de péripéties monotones, passe et se démène en vain, fait trois petits tours sur la scène du monde, et puis s'en va...

Cette biographie, tout à la fois réaliste et symbolique, détaillée et synthétique, constitue donc une des tentatives les plus originales de l'heure présente, en même temps qu'une œuvre considérable. Certains tableaux, d'une étonnante vigueur (Marie dans le ménage du patron de café-concert, par exemple), ont provoqué l'admiration ; mais quelques autres ont surtout provoqué de la surprise. J'en viens donc à me demander si la vaste intention de l'auteur était réalisable. J'admire le talent de Saint-Georges de Bouhélier, mais je me méfie de sa doctrine. Un spectateur ne peut s'intéresser à un tableau qui succède à un autre tableau, qu'à la condition qu'il n'ait pas à rechercher le lien de l'un à l'autre, soit que ce lien n'existe pas du tout, soit qu'il se découvre de lui-même. Or, l'ambition de Saint-Georges de Bouhélier est très haute : les tableaux qu'il nous propose sont des images intérieures, des âmes visibles : leur succession figure la continuité même de la destinée : c'est ce qui fait leur mérite et leur beauté artistique, leur signification morale. Mais cette unité profonde, il nous faut chaque fois la rechercher, faire le point dramatique, savoir où nous en sommes, en quels lieux, avec quels personnages et guetter à chaque réplique de ce fuyant dialogue, les quelques indications dont nous avons besoin. C'est cette préoccupation et cette fatigue qui nuisent à l'émotion. Par une contradiction singulière, Saint-Georges de Bouhélier, qui estime peu les hommes, leur fait trop de crédit, semble-t-il, quand il les prend pour spectateurs. Il oublie combien est faible notre éducation à refléchir, en général, et singulièrement au spectacle : c'est nous, évidemment, qui sommes dans notre tort, et toutes les grandes nouveautés ont d'abord surpris, principalement aux époques troublées.

La Comédie-Française a repris aussi, sous le titre « *La Cruche* », de Pierre Woll et Georges Courteline, une pièce qui s'était appelée autrefois « *J'en ai plein le dos de Margot !* » Le premier titre donnait mieux le ton de l'ouvrage et partant devait être meilleur. En tous cas, la pièce, soit qu'elle fût un peu fanée, soit que la distribution n'en fut pas très équilibrée, n'a retrouvé qu'à peine le succès qu'elle mérite. On a peut-être insuffisamment senti la profondeur et la vérité de cette espèce de Bouhouroche à rebours qui traite son innocente et bêlante maîtresse aussi cyniquement que l'autre Bouhouroche avait été traité par la sienne.

Enfin, je ne veux pas manquer de signaler ici la reprise du *Marchand de Venise* par la société Shakespeare, avec l'admirable Gémier et cette mise en scène dont la hardiesse et la nouveauté font époque. Voici Shakespeare, qui, de nouveau, en même temps qu'il attire le public, sollicite l'attention des érudits et des chercheurs ; il n'existe point, entre alliés et amis, de meilleure propagande que ces échanges esthétiques : y a-t-il à Londres une Société Corneille ou une Société Molière ?

GASTON RAGEOT.

REVUE DES LIVRES

PIERRE LASSERRE : *Frédéric Mistral;* GEORGES LECOMTE : *Clémenceau;* GUSTAVE GEFFROY : *Clémenceau;* VICTOR BASCH : *L'Aube;* M. DE MONTMORILLON : *Au delà du Sillon;* FÉLICIEN PASCAL : *Le masque déchiré;* J.-A. LOBRY : *Une famille au* XIX*e siècle;* MUNIER-JOLAIN : *Le cardinal Collier;* HENRI RUFFIN : *La Ruée;* EDMOND PERRIER : *La Vie en action.*

On continue à publier beaucoup de livres. Il est difficile de tenir tête à ce débordement. Il faut faire un choix.

Voici une œuvre critique, studieuse, avisée et féconde : *Frédéric Mistral*, par Pierre Lasserre (Payot). L'auteur a vu son modèle sous toutes ses faces ; il a, en bon chasseur, battu tous les buissons, fait lever autour de lui des idées pressantes et nombreuses. C'est de la critique d'ensemble, de conclusions générales, mais de source et d'inspiration très littéraires, qui va jusqu'à

l'analyse du talent et des procédés, critique largement présentée, de conviction ardente et de raison mûre. M. Lasserre expose sous un jour éclatant la valeur, le rôle et la signification de l'œuvre mistralienne. Son examen consciencieux et approfondi de *Calendal* montre clairement les intentions symboliques et allégoriques du poème et marque avec beaucoup de tact les réserves et les nuances qu'on peut apporter à l'éloge d'une œuvre qui reste néanmoins de premier ordre. M. Lasserre a raison d'admirer tout particulièrement le *Poème du Rhône*. Aucune production de Mistral n'est supérieure à ce prodigieux tableau évoquant tout un pays, tout un monde de navigations et de voyages aujourd'hui disparus. C'est certainement le *Poème du Rhône* qui donne la sensation la plus vaste, la plus totale de la Provence. M. Lasserre, dans son dernier chapitre, insiste sur la perfection classique de Mistral et sur les leçons de goût et de facture qu'il peut offrir à notre littérature française. Ou, Mistral est un modèle classique par ses qualités de mesure, de raison et d'équilibre, et son œuvre dégage une philosophie religieuse et sociale que M. Lasserre a très bien su mettre en lumière.

Ce n'est pas chose facile que de condenser en un volume la vie, le labeur, les idées et le rôle d'un homme qui, chef de parti depuis quarante ans, n'a pas cessé d'occuper le premier plan de la scène politique et parlementaire française. Dans son livre simplement intitulé : *Clemenceau* (Fasquelle), M. G. Lecomte a tâché d'être complet. Il y a toujours un peu de hâte dans ces ouvrages de mise au courant, qui sentent le grand reportage; d'autre part, ces sortes de livres gardent le mouvement et la fièvre d'une enquête contemporaine. M. Georges Lecomte n'a négligé aucune source d'information. Il raconte la vie encombrée et trépidante de Clemenceau, sa carrière politique ; il expose la raison et le fond de ses doctrines, sa passion de la vérité et de la justice, son activité et son dévouement pendant la guerre, la valeur oratoire et littéraire de son œuvre parlée et écrite. Clémenceau fut tour à tour homme politique, orateur, écrivain, romancier et conteur. M. Georges Lecomte n'a laissé dans l'ombre aucune des multiples manifestations de ce robuste esprit, de cet inlassable lutteur qui, devant la patrie menacée, sut s'élever au-dessus des partis et n'être plus que le grand citoyen en qui s'est incarnée la France. Clemenceau est un beau sujet d'étude, un bel exemple de patriotisme. Il a inspiré à M. Georges Lecomte une excellente biographie historique.

M. Gustave Geffroy publie également sur M. Clemenceau (texte français et anglais. Crès) un intéressant volume particulièrement vivant par certains côtés d'analyse et d'examen littéraire. M. Geffroy étudie le talent de M. Clemenceau, ses qualités de journaliste, son originalité oratoire, la forte personnalité du conteur et du romancier. M. Geffroy a pour M. Clemenceau les sentiments d'admiration d'un ancien disciple qui partagea ses premiers combats, et c'est avec une sincère émotion qu'il évoque ces vieux souvenirs de la fondation du journal *La Justice* en 1880. M. Geffroy est un critique appliqué et réfléchi qui surveille son style et sa pensée, et qui met toujours du poids dans ce qu'il écrit.

M. Victor Basch, professeur en Sorbonne (*L'Aube*, Alcan), publie un excellent recueil d'articles, qui sont d'éloquents commentaires sur ces quatre années de guerre, conseils de sagesse et de bonne politique, accents frémissants et douloureux, dures vérités, invincibles espoirs, judicieuses considérations historiques... Il y a même des évocations dans le ton de *Salammbo*, des récits antiques sur Nausicaa, de belles descriptions modernes et sociales (San Francisco et le monde américain) et de larges tableaux, comme l'immigration juive à New-York. On peut faire ses réserves sur certaines idées; mais on louera la sincérité des sentiments de patriotisme et de justice qui animent ces « proses de guerre ».

M. de Montmorillon (*Au delà du Sillon*. Grasset) a fait un roman chrétien intéressant, de bonne observation et de haute moralité, choses qui ne sont pas inconciliables. M. de Montmorillon montre l'influence et la force de la foi religieuse à travers les luttes et les passions de la vie, et il a peint avec une sensibilité attentive les mœurs rustiques, la poésie des champs et la politique au village.

M. Paul Bourget a écrit pour le livre de M. Félicien Pascal (*Le masque déchiré*. Flammarion) une grave préface, destinée à démontrer l'excellence de l'analyse psychologique combinée avec des situations émouvantes. M. Félicien Pascal met en scène une jeune femme ayant épousé un riche allemand qui, à la déclaration de la guerre, se révèle Boche dans l'âme et lui arrache son enfant pour la forcer à le suivre en Allemagne, pendant qu'il combattra la France en qualité d'officier prussien. On voit le thème et le développement, la déception de l'épouse, sa révolte patriotique, sa lutte contre le mari mobilisé, qui finit par être tué dans une scène de domination et de violence. Ce genre de roman patriotique a toujours quelque chose d'artificiel; le caractère du mari est cependant bien vivant et les souffrances de sa femme ont une grande expression de sincérité.

Une famille au XIX*e siècle* (Berger-Levrault). Sous ce titre un peu suranné, M. J.-A. Lobry a condensé en un volume de 200 pages une série de scènes et de tableaux qui enchanteront les délicats, ceux qui aiment avant tout l'observation, le sentiment de la vie, l'étude des caractères. Cette évocation imperturbable de la bourgeoisie française, avec ses clichés, ses manies, ses habitudes et son prosaïsme, est l'œuvre d'un moraliste, sourdement ironique, qui sait voir, écouter et traduire. M. Lobry a dédié ces pages à Guy de Maupassant. L'auteur de *Bel Ami* eût certainement aimé ces « notes pour servir à l'étude de la bourgeoisie française », où passent, très reconnaissables, des types et des personnes que nous rencontrons tous les jours.

M. Munier-Jolain (*Le cardinal Collier*. Payot) n'a pas voulu refaire l'histoire du collier de la Reine ni la biographie du Cardinal de Rohan. Il a seulement essayé de dégager les motifs secrets, les raisons profondes et psychologiques expliquant la conduite de l'ambitieux prélat, qui, d'après lui, ne fut ni un fantoche ni une dupe, mais un intrigant machiavélique, un calomniateur résolu à tout pour arriver à imposer sa cousine Mme de Marsan à Marie-Antoinette, et se rendre ainsi maître de Louis XVI. Rohan avait rêvé d'être ministre et eut la faiblesse, après sa campagne de calomnies contre la reine, de croire à la fausse réconciliation machinée par Mme de la Motte. Le Cardinal de Rohan mourut en 1803, sans avoir jamais rien dit ni rien écrit pour justifier celle qu'il avait si bassement compromise. Le volume de M. Mu-

Cet-Jolain n'est pas une histoire suivie, mais une suite de réflexion et de détails destinés à dégager l'ensemble d'un caractère.

Dans la *Ruée* (Édition de la Sirène) M. Henri Ruffin, correspondant de guerre, raconte la grande attaque de juin 1917-avril 1918, l'enfoncement de la ligne Hindenburg, la défaite anglaise et le débordement de nos lignes. M. Ruffin peint en traits vifs et rapides ce qu'il a vu, l'horreur des batailles, l'héroïsme des troupes alliées sous l'irrésistible poussée allemande. Ce livre est un émouvant témoignage historique. Il contient des récits qu'on ne trouve que là, comme la mort de Serge Basset et l'histoire de cet anglais qui pleurait comme un enfant en apprenant la mort de Guynemer.

M. Edmond Perrier (*La Vie en action*, Flammarion) continue à publier la série de ses articles de vulgarisation scientifique. On ne peut que signaler une fois de plus l'intérêt et la variété de ces causeries sur des sujets toujours pittoresques, mœurs des insectes, l'homme fossile, les productions de la mer, les éléphants, le sommeil, les grands reptiles de l'époque secondaire. La Science est un champ illimité et M. Edmond Perrier un moissonneur infatigable. Il admet l'évolution et la descendance animale de l'homme, c'est son droit; mais n'oublions pas qu'on peut être un savant et ne croire ni au darwinisme ni au « dogme » à priori de l'Evolution et du Transformisme, contre lequel on vient de donner un livre posthume du Dr Grasset, dont nous parlerons prochainement.

ANTOINE ALBALAT.

SOUS LE MASQUE DE WILLIAM SHAKESPEARE (1)

S'il est un volume qui ait eu dès le premier jour les honneurs de la controverse, c'est celui que M. Abel Lefranc, professeur au Collège de France, vient de publier sous ce titre. Le nom de l'auteur, sa haute compétence dans les choses littéraires de la Renaissance, le sujet lui-même, un des plus passionnants de l'histoire des lettres, tout concordait à attirer l'attention sur le volume qui nous est présenté.

Ce n'est certes pas la première fois qu'un écrivain se pose cette question : Shakespeare a-t-il produit les comédies, tragédies, drames qui lui sont attribués ? Et si le célèbre acteur n'est pas l'auteur de ces trente-huit pièces, quel en est le véritable auteur? Les uns ont avancé le nom du chancelier Bacon, les autres celui du 5e comte de Rutland, d'autres encore ont pensé que le nom de Shakespeare n'était qu'une « raison sociale collective ». M. Abel Lefranc nous offre une nouvelle solution de l'énigme. Shakespeare a été le masque de William Stanley, 6e comte de Derby... La thèse est séduisante, défendue par de puissants arguments. On conçoit qu'elle ait piqué la curiosité des lettrés, et provoqué d'ardentes polémiques.

M. Abel Lefranc a pris soin, dans une brève et nerveuse préface, de nous indiquer l'essentiel de ses allégations. 1° Les ouvrages publiés sous le nom de William Shakespeare ne peuvent avoir été composés par lui. 2° L'auteur était un membre de l'aristocratie anglaise, qui avait le ferme propos de demeurer caché; et ce membre de l'aristocratie était William Stanley.

M. Abel Lefranc expose cette idée, d'une valeur indéniable, qu'il y a toujours un lien entre la vie d'un homme et sa production littéraire. Or, comment découvrir la moindre affinité entre la biographie de Shakespeare et ses 38 pièces? C'est là la partie négative, peut-on dire de l'argumentation : elle est largement développée. Un exemple : *Timon d'Athènes* est inexplicable si on l'attribue au comédie de Stratford-sur-Avon.

En sens inverse, et c'est la partie positive, tout s'explique, si l'on admet que Shakespeare n'est que le prête-nom de W. Stanley. Ce grand seigneur anglais connaissait à merveille la vie des cours, les ressorts de la politique, comme la vénerie. Toutes connaissances qui éclatent à chaque page dans l'œuvre Shakespearienne. M. Abel Lefranc poursuit sa démonstration en soulignant certaines circonstances frappantes, en signalant par exemple le rôle que les Derby jouent dans le théâtre qu'il étudie, dans *Henri VI et Richard III* entre autres. De l'analyse minutieuse de *Peines d'amour perdues*, qui se déroule à la cour de Navarre, que W. Stanley fréquenta, il déduit des rapprochements plus troublants encore. D'autres chapitres sur la *Tempête* et sur *Hamlet* ajoutent à cette remarquable documentation.

Tout esprit cultivé voudra lire les volumes de M. Abel Lefranc, qui traitent d'un des problèmes les plus attachants de l'histoire des lettres. P. L.

(1) Payot, 2 vol. in-12.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Après la chimie de la guerre et la chirurgie de la guerre et la géologie de la guerre, etc., etc., voici « la zoologie de la guerre ».

Les changements d'orientation dans les recherches zoologiques que la guerre a provoqués — écrit (*Bibliothèque Universelle*, février) M. A. E. Shipley, vice-chancelier de l'Université de Cambridge — ont porté: « 1° Sur la santé de la population civile et militaire: 2° sur les provisions de vivres destinés aux hommes et aux animaux domestiques; 3° sur les réserves de matières textiles et sur les étoffes qui ont une origine animale.

Il faut avoir lu l'article de M. Shipley pour soupçonner qu'il y ait sur la question tant de choses à dire et si intéressantes: considérable est en effet le nombre des observations et constatations, souvent curieuses voire pour le simple profane, auxquelles a conduit l'étude des besoins tout spéciaux de notre malheureuse humanité pendant ces quatre dernières années.

Par suite du manque de tonnage, d'immenses quantités de grains avaient été accumulées en Australie. Acheté par le gouvernement britannique, ce grain fut mis en sacs en attendant son transport par mer. Mais alors survinrent les souris — et « les sacs de grains ne furent plus que des tas informes et puants de blé, de souris vivantes, de souris mortes et de détritus pourris ». Or, on a constaté dans la circonstante que « les souris font relativement beaucoup plus de dégâts que les rats, car elles empestent à un degré indescriptible les grains qu'elles ne dévorent pas » et qu' « un grand nombre de souris ont en outre des plaies auxquelles on peut attribuer une forme de ver solitaire contractée par les hommes qui furent occupés en l'occurrence à déblayer les sacs ». Quant aux rats, dont l'affreuse méchanceté a si souvent

ajouté aux misères de la tranchée, tous les moyens auxquels on a couramment recours contre ce fléau ne sont encore que des palliatifs — et le professeur P. Chavigny attribue l'échec à ce point de vue à notre ignorance des habitudes et de l'histoire naturelle des espèces en question. Les rats sont rusés en diable : « l'intelligence dont ils font preuve en franchissant les obstacles, en évitant les pièges et les poisons, est vraiment extraordinaire ; et il est certain qu'ils possèdent un moyen de se faire comprendre entre eux, car tous les procédés employés pour leur destruction deviennent bientôt inutiles ».

La zoologie n'a à connaître du vêtement que pour autant qu'il est « tissu de laine, fourrure ou soie naturelle ».

Les malheurs de la Serbie, l'effondrement de la Russie et les troubles du nord de la Chine ont sérieusement affecté le ravitaillement en peaux de toutes sortes. Cependant, note M. Shipley, cependant, « à en juger d'après les nombreuses réclames illustrées de nos journaux quotidiens représentant de jeunes personnes emmitouflées de fourrures coûteuses, jeunes personnes aux visages sans expression qui ont contribué beaucoup à convaincre les Allemands que nous sommes une race décadente et affaiblie, et à en juger aussi par les quantités de pelleteries qui ont passé sur les corps des ouvrières en munitions du nord de l'Angleterre, on peut croire qu'il se trouve encore des réserves suffisantes pour satisfaire aux besoins de la mode ». Ces réserves, un des facteurs qui ont contribué à les maintenir, c'est que le Canada et les Etats-Unis se sont mis depuis quelques années à pratiquer l'élevage en captivité des animaux à fourrure (du skung notamment). De plus, les fourrures sont mieux conservées aujourd'hui qu'autrefois et, grâce aux installations aménagées pour les garder en été, on en prolonge l'existence presque indéfiniment.

Et voilà qui explique bien les choses de prime abord un peu étonnantes par le temps qui court..., et dont les rues de Londres ne sont pas seules à offrir le spectacle.

La *Revue des Nations Latines* — dont personne de tant soit peu informé n'ignore d'ailleurs plus la haute tenue et de pensée et d' « écriture » — publie dans son fascicule du 1e. février le discours prononcé à Florence, le 22 décembre dernier, par M. Julien Luchaire, à l'occasion de la commémoration solennelle de l'homme politique et du grand historien que fut Pasquale Villari.

Inutile de dire qu'il est, ce discours, tout à fait remarquable, comme l'attestent assez les quelques lignes que j'en veux retenir pour ce qu'elles présentent surtout de parfaite harmonie entre l'inévitable rappel des contingences de l'actualité et la rare élévation du ton général.

« Il y a dix ans, Pasquale Villari honorait de sa présence et de sa parole, dit M. Luchaire, l'inauguration de l'école française que je dirige, pour le succès de laquelle il a tant fait, lui, et l'Institut Supérieur florentin dont il était alors la plus haute autorité morale, et les membres les plus marquants de l'élite intellectuelle de votre cité, auxquels je puis bien déclarer ici mon affectueuse obligation. Ce jour là, furent échangées entre Pasquale Villari et son confrère français George Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales, des paroles qu'il n'est pas inopportun de répéter aujourd'hui. « La France et l'Italie, disait Georges Picot, savent qu'entre deux grandes Nations il n'y a d'amitié que si elles savent se connaître et se respecter, elles veulent bien abaisser les frontières, mais non les drapeaux ; elles se tendent librement la main dans la pleine dignité de leur rôle dans le monde ». Et Pasquale Villari répondait : « Dans un moment où l'esprit national pousse tous les peuples à s'armer, à dépenser leurs meilleures énergies pour se préposer à se détruire plus facilement les uns les autres, c'est une consolation de voir naître des institutions qui cherchent à rapprocher, à faire fraterniser les peuples, les préparant au contraire à ces luttes par lesquelles les vainqueurs et les vaincus s'obligent mutuellement... Par cette communion des études franco-italiennes, dont nous inaugurons aujourd'hui l'organe officiel, la culture des deux pays sera rendue plus énergique, plus large, plus français, les Italiens toujours plus italiens. Un peuple pourra dire à l'autre : plus je te donne, et plus je possède... »

Et encore :

« N'est-ce pas un des plus graves problèmes du temps présent, n'est-ce pas le problème capital, que de savoir comment associer dans une unité supérieure, devenue nécessaire sous peine de mort, les unités nationales que chacun de nos pays considère avec raison comme la forme essentielle de sa vie ? Pasquale Villari, qui aimait la France sincèrement, et que des liens particulièrement étroits et chers attachaient à la grande nation anglaise, mais qui aimait sa patrie italienne par dessus toute chose, ne croyait pas inconciliables les deux termes de patrie et d'union internationale ; il avait réalisé en lui cette conciliation ; il sentait que les peuples qui sauront la réaliser entre eux, non seulement seront plus forts devant le reste du monde, mais s'exalteront en eux-mêmes. »

« Les Italiens ont gouverné la France » : c'est du moins ce qu'affirme dans son premier numéro et en robustes capitales une jeune, très jeune revue transalpine, la *Vraie Italie*.

Mais quels Italiens ? Eh ! Catherine de Médicis, le Florentin Concini, maréchal d'Ancre, Mazarin qui, né au fond des Abruzzes et devenu le mari secret d'une reine de France, fut peut-être bien, à en croire le docteur Cabauès, le père authentique de Louis XIV. Puis, que faites-vous, je vous prie, de Victor-Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau, descendant des Arighetti, de Florence aussi ? Après Taine, « il n'est pas nécessaire d'insister sur la profonde et résistante « italianité » de Napoleone Buonaparte ». D'autre part, « le vrai fondateur de la Troisième République, Gambetta, était le fils d'un Génois ».

Enfin, notre confrère demande à ses lecteurs la permission — que ceux-ci lui accorderont volontiers — de rappeler que « Madame la Présidente de la République Française est aujourd'hui une Italienne de la famille Benucci » (de cette bienheureuse Florence encore !)

Et tout cela — conclut la *Vraie Italie*, qui ne doute décidément de rien — tout cela, « c'est un fait qui devrait donner à réfléchir ». Diable !..

Bonne chance quand même à notre nouveau confrère !

GASTON CHOISY.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918

Directrice,
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures
tous les mardis sur rendez-vous

N° 5 — 57e ANNÉE — 1er-8 MARS 1919

Les abonnés qui n'ont pas encore renouvelé leur abonnement sont priés de nous l'adresser sans retard, afin d'éviter l'interruption de leur service.

En cas de changement d'adresse, joindre 0 fr. 50 *pour frais de bandes.*

UN PHILOSOPHE SUÉDOIS DE L'INTUITION : HANS LARSSON (1)

Les deux ouvrages du Profeseur Hans Larsson dont on offre aujourd'hui au public une traduction française très soignée, d'une lecture facile et agréable : « L'Intuition, quelques mots sur la Poésie et la Science » (*Stockholm* 1892) ; et « *La Logique* de la Poésie » (*Lund* 1899) ne sont pas seulement de curieuses et solides études accomplies par un esprit nourri de fortes connaissances, exercé à l'analyse psychologique, habile à saisir les secrètes différences ou affinités des choses, jaloux d'une communion intime et artistique avec les êtres eux-mêmes, en même temps que d'une claire intelligence de leurs relations et de leurs manifestations extérieures, c'est-à-dire philosophe et poète également épris de vie et de lumière ces deux courts traités tiennent une place importante dans le mouvement général des idées à notre époque ; ils déterminent d'une façon remarquable l'une des directions qui s'offrent à nos esprits inquiets, pour résoudre les redoutables problèmes que nous a légués le siècle dernier.

On sait qu'Auguste Comte avait cherché le remède à l'anarchie intellectuelle qui lui paraissait résulter de la suprématie dont se targuaient les sciences dans la subordination de la science et de la philosophie à une religion fondée sur l'amour et ayant pour objet l'Humanité Eternelle. Or, ses disciples, en notre pays principalement, nous présentèrent sa doctrine comme consistant dans l'élimination pure et simple de la métaphysique et de la religion et dans l'apothéose de la science comme remplissant seule les conditions d'une connaissance à la fois vraie et utile.

Métamorphosé de la sorte, le « Positivisme » (ainsi que Comte avait nommé la religion qu'il superposait à la science) jouit notamment en France de la plus brillante fortune. De proche en proche, la science telle qu'on l'entendait avec Littré, la science rejetant de son sein tout ce qui de près ou de loin rappelait la métaphysique et se faisant de plus en plus exclusivement mécanique et mathématique envahit tous les domaines, prétendit suffire à toutes les tâches de l'humanité.

Un jour pourtant, on lui demanda formellement : « Est-il vrai que, de même que vous expliquez par vos principes en droit, sinon en fait, tout ce qui est, de même vous prétendez suffire à satisfaire tous

(1) Préface de l'ouvrage qui paraîtra prochainement de Hans Larsson : *La Logique de la Poésie*. Préface de E. Boutroux, de l'Académie française. Avertissement de Lucien Maury (ce vol. est le premier de la Bibliothèque scandinave. Collection de traductions d'auteurs scandinaves, publiée sous la direction de Lucien Maury. — Leroux, éditeur).

les besoins moraux et pratiques de la nature humaine ? Êtes-vous vraiment capables de nous dicter nos devoirs et de nous mettre en mesure de remplir toute notre destinée ?

Devant cette question nombre de savants protestèrent et déclarèrent que la science n'avait jamais prétendu fournir à l'homme la satisfaction de ses besoins spirituels esthétiques ou moraux.

Une grave équivoque était ainsi dissipée. Mais alors, en dehors des moyens d'investigation dont dispose la science, n'existait-il pas, de l'aveu de la science même, d'autres sources d'information appropriées à ces besoins de la nature humaine que la science ne peut satisfaire ?

On s'était habitué, sous l'influence du positivisme scientifique, que l'on avait substitué au positivisme religieux d'Auguste Comte, à identifier la raison tout entière, avec la faculté d'explication logico-mécanique qui, à elle seule, estimait-on, présidait au développement de l'ensemble des sciences.

Dès lors, s'il apparaissait que certains domaines de la réalité ou de la vie étaient décidément inaccessibles à l'investigation scientifique, on était amené à se demander s'il n'existait pas dans l'âme humaine, en dehors de la raison, quelque faculté à qui fussent accessibles certains territoires de l'être, fermés à la science.

Or, de tout temps, à la raison qui raisonne, qui compose et décompose des édifices de concepts, on a opposé l'intuition qui, directement, immédiatement saisit, disent ses adeptes, la vérité en soi.

Zénon d'Elée ne peut, avec toutes les ressources de sa dialectique, démontrer la possibilité du mouvement, mais Diogène en montre la réalité en marchant : plaisanterie justement célèbre !

Les principes nécessaires à notre existence d'homme que nous demandons vainement à la raison logico-mécanique, l'intuition ne serait-elle pas capable de nous les fournir ? Et, si l'on considère que la science, en somme, n'opère jamais que sur des substituts logiques des choses et non sur les choses elles-mêmes, ne convient-il pas de rechercher si, en toutes matières, l'intuition ne serait pas la condition et le fondement de la connaissance discursive et scientifique elle-même ? Intuition, intelligence logico-mécanique, seraient dès lors entre elles, comme le moral et le physique, ou même comme l'être et le phénomène.

Cette manière d'échapper au nihilisme scientifique était plausible : ce n'était pas la seule que l'on pût concevoir.

On s'était habitué à identifier la raison avec l'esprit logico-mécanique. Or, cette identification était contraire à toute la tradition philosophique. Descartes avait constitué sa philosophie en distinguant radicalement l'intuition rationnelle proprement dite, qui saisit directement le vrai, de la dialectique, qui n'a jamais affaire qu'à des abstractions. La philosophie des Platon et des Aristote avait eu pour objet de distinguer la science de l'Être, qui a pour organe le νοῦς ou la raison, de la théorie purement logique qui est enfermée dans la sphère des genres, c'est-à-dire de formes superficielles relativement indéterminées. Le νοῦς antique était une union intime d'intelligence, d'activité et de sensibilité. Il ne séparait pas le vrai du beau et du bien ; il était éternité, et il était vie, ζωὴ αἰδιος, dit Aristote.

Ne pouvait-on, dès lors, rentrer en philosophie dans la tradition classique et restituer à la raison toute sa richesse, toute son étendue, toute sa compétence ?

Ainsi conçue, la raison n'est pas seulement une faculté discursive, elle est en même temps une faculté intuitive, elle est le principe commun du raisonnement et de l'intuition. Quand on l'analyse, elle se révèle tour à tour comme union secrète de l'esprit avec les choses et comme faculté de ramener les uns aux autres les concepts qui symbolisent les choses. Au fond, elle est l'unité triple et la triplicité une du vrai, du beau et du bien.

C'est dans ce grand drame de la pensée moderne que M. Larsson vint, dès 1892, jouer brillamment son rôle.

Il proclame hautement la nécessité, pour qui veut, non seulement satisfaire à tous les besoins essentiels de notre nature, mais saisir les choses données elles-mêmes aussi objectivement que possible, de faire une place à côté de la connaissance conceptuelle immédiate et successive, à l'intuition ou perception directe immédiate et simultanée de la totalité des éléments dont se compose un être donné. Si la science, qui comprend et explique, est évidemment au-dessus de l'intuition instinctive qui est aveugle, l'art qui, grâce à une intuition supérieure, part du tout lui-même et voit les parties dans leur harmonie et leur dépendance mutuelle, pénètre plus avant que la science dans la connaissance vraiment objective des choses. Ou plutôt les sciences, à mesure qu'elles préfèrent davantage la vérité objective à l'unité et à l'uniformité vide où pendant un temps, elles avaient cru trouver leur perfection, se nourrissent de plus en plus d'intuition, et se font de plus en plus arts en même temps que science.

M. Larsson a nettement dégagé et exalté, dès 1892, le rôle essentiel de l'intuition dans la connaissance comme dans la vie.

Se demandant, en outre, si l'intuition était un

procédé extra intellectuel privilégié de l'intelligence, il conclut que l'intuition est intelligence, est connaissance, est raison, lumière et clarté, à sa manière. La on s'exerce l'intuition dit-il : « On a affaire à un procédé en apparence illogique, et qui est, au fond, plus logique que le procédé opposé : d'une part un procédé de logique subtile, déliée ; de l'autre, un procédé de logique grossière et superficielle ». « Je me suis donné comme tâche, ajoute-t-il, de mettre mieux en lumière le travail de la logique déliée ». Le lecteur français croit ici relire le traité de Pascal sur l'esprit géométrique et l'esprit de finesse. C'est qu'en effet la doctrine est la même, quant à l'essentiel ; lorsque Pascal a dit : « Dieu, sensible au cœur, non à la raison », il n'a pas voulu dire que ce que nous appelons la connaissance de Dieu n'est en réalité qu'un sentiment plus subjectif : il a entendu signifier que la connaissance de Dieu dépasse cette raison étroitement logique, où les esprits entêtés de science mécaniste, prétendent voir toute la raison, à savoir la raison purement géométrique : mais qu'elle se révèle à cette raison supérieure, qui sait voir encore, discerner les affinités et comprendre dans une certaine mesure là où l'intuition des sens est aveugle et où le raisonnement des géomètres n'a plus où se prendre. « Le cœur a ses raisons, que la raison ne connaît pas » dit ailleurs Pascal. Ici encore, il sous-entend, après « raison » : « géométrie ». Les raisons du cœur sont bien des raisons : mais seule une raison capable de pénétrer dans l'intérieur et la nature supra-géométrique des choses, peut les apercevoir comme intelligibles.

On lit dans le Philèbe de Platon : « Voulez-vous comprendre la nature du Bien, autant qu'il nous est donné d'y parvenir. Renoncez à vous le représenter au moyen d'une notion unique ; mais plutôt concevez une union intime de plusieurs idées logiquement irréductibles, telles que beauté, proportion, vérité. Ainsi vous saisirez, jusqu'à un certain point, au moyen de ces mariages d'idées que sait opérer la raison, ce que votre intelligence discursive ne peut concevoir.

D'une manière analogue, M. Larsson voit se concilier, s'unifier dans la connaissance intuitive maintes notions qui, au point de vue d'un savoir abstrait, demeurent impénétrables, sinon hostiles les unes à l'égard des autres. « Le vrai suprême, dit-il, le bien suprême, le beau suprême paraissent constituer une unification de notions opposées, que nous n'avons pas l'habitude d'unifier. *Coincidentia oppositorum* dit Nicolas de Cusa, c'est le mur qui enclôt le paradis où Dieu habite : et cela est assez vrai... dans ce paradis les sages seuls parviennent, qu'ils y soient venus avec leur ingénuité ou avec leur savoir ».

D'une manière générale, estime M. Larsson, la vie logique, la vie éthique, la vie pratique, la vie esthétique s'opposent entre elles, tant qu'on les considère au moyen de concepts superficiels. Mais à mesure que, joignant l'intuition à la conception, on pénètre davantage dans leur intimité et leur originalité, on les voit se rapprocher et se fondre en une vivante harmonie.

Il est certes très difficile d'arriver à discerner et définir nettement la part précise de l'intuition dans la connaissance. Le mélange intime et en réalité toujours subsistant de l'intuition et de l'interprétation conceptuelle en est la cause. M. Larsson fait consister l'intuition dans l'acte de saisir immédiatement un tout et de percevoir en fonction de ce tout les parties dont il se compose, en d'autres termes dans une synthèse immédiate.

Cette définition est très profonde, surtout quand on ajoute que c'est en rentrant au centre de la vie et de sa personnalité que l'esprit voit peu à peu les choses dans leur unité immédiatement synthétique. Peut-être l'objet propre de l'intuition est-il plus général encore que ne semblent l'indiquer ces belles formules. Peut-être l'intuition consiste-t-elle, en dernière analyse, dans une certaine perception directe de l'être même des choses auquel notre esprit est immédiatement uni. Τώυτον δ'ἐστι νοεῖν τε καὶ οὕνεκέν ἐστι νόημα, disait Parménide : « C'est tout un que la pensée et l'être qu'elle pense ». Une intuition plus ou moins confuse de l'être même des choses accompagne, dirige et modère tous les efforts que nous faisons pour nous assimiler les choses et acquérir une prise sur elles, au moyen de nos concepts, de nos symboles et de nos méthodes. Toute perception perceptuelle repose ainsi sur une intuition de même que toute intuition pour franchir le seuil de la conscience et être utilisable doit s'affubler de concepts. Toute notre science, toute notre vie est un effort pour traduire en concepts de plus en plus fidèles et efficaces des intuitions de plus en plus larges et profondes, et d'autre part, pour apercevoir de plus en plus distinctement l'indigence et la superficialité de nos concepts au regard des intuitions qu'ils sont appelés à représenter dans notre monde de phénomènes. Ne prétendons pas, à la manière d'esprits purs, voir et comprendre sans concepts, ne nous enfermons pas, comme feraient les fanatiques d'une science matérialiste, dans la prison noire et vide d'un monde de concepts d'où l'intuition serait bannie. Ni si haut, ni si bas, notre place, dit Pascal, est dans l'entre deux.

EMILE BOUTROUX,
de l'Académie Française.

VERHAEREN DEVANT LA GUERRE (1)

Tant de fêtes glorieuses que nous célébrons depuis la victoire sont souvent pour nous à base de tristesse. Nous pensons à ceux qui les ont préparées et qui ne les verront pas.

Et notre pensée va tout d'abord, sans doute, à la foule des héros anonymes, à ceux dont la postérité ignorera toujours les noms, à ceux dont le sang s'est dilué dans la boue des tranchées et dont les restes dispersés épousent littéralement la terre qu'ils ont sauvée par leur sacrifice. Mais après eux, il nous arrive d'évoquer quelques-uns de ceux qui ont dominé la foule, quelques grandes figures vers lesquelles les peuples se sont tournés, qui nous ont apporté le réconfort en ressuscitant chaque jour les indignations nécessaires. Parmi ces figures représentatives de notre idéal, il en est plusieurs qui ont disparu trop tôt pour fêter la victoire appelée par elles. A ces grands hommes nous pensons avec le désir d'aller nous pencher sur leur tombe et de leur crier, à travers la terre : « Elle est venue, enfin ! Elle est venue, la tant désirée, la tant attendue, l'inespérée, la décisive, la démonstrative ! La Victoire est à nous ! La Victoire est à vous ! »

Le poète que nous voulons honorer est une de ces grandes figures que l'on voudrait bien pouvoir ressusciter aujourd'hui. Il y a deux ans qu'il est mort à Rouen, stupidement écrasé par un train. Sur sa tombe à lui aussi, on voudrait aller crier la victoire; on voudrait, lui entre tous, lui voir prendre sa part de notre joie... On se doute qu'il a dû tant souffrir de la guerre !

Si Verhaeren, plus que d'autres, peut-être, a dû souffrir de la guerre, ce n'est pas seulement parce qu'il est un poète, un de ces hommes qui, avec leur sensibilité exacerbée, avec leurs nerfs à fleur de peau, ressentent plus vivement sans doute les grandes émotions collectives : c'est aussi parce que ce poète-là a été par la guerre touché, blessé dans les idées qui lui étaient le plus justement chères. Les deux plus hautes sources de la poésie ont été souillées par l'Allemand. Verhaeren a, plus que d'autres peut-être, souffert de la guerre par la double raison qu'il a été un grand patriote et qu'il a été un grand humanitaire. Sa poésie a des racines, des racines profondes qui plongent aussi loin qu'elles peuvent dans le sol maternel. Mais à d'autres moments, il nous semble que sa poésie a des ailes, de larges ailes qui l'emportent aussi haut qu'elles peuvent, jusque dans le ciel des rêves dont la guerre enfin serait bannie.

Que Verhaeren soit un grand patriote, c'est ce qu'il est trop facile de démontrer. Jamais poète ne fut plus ardent à fondre son moi personnel dans le moi collectif de la patrie. Il a eu, dès le début, il le dit lui-même, l'orgueil de son clocher ; il a chanté toutes les Flandres sur tous les tons ; il a aimé son pays dans sa nature, dans son histoire, il a célébré ses héros, ses artistes, ses chefs et ses foules. Et à chaque fois qu'il parle de cette nature, de cette histoire, de cette race, on sent, dans sa poésie, une émotion, une vibration de sincérité qui nous prend au cœur.

Les exemples ne manquent pas ; on trouve, à tout instant, dans les vers de Verhaeren, de ces hymnes à son pays : retenons-en une, moins connue que d'autres, peut-être, mais qui, dans sa familiarité même, demeure émouvante. C'est « Le Roulier », des *Blés Mouvants*.

LE ROULIER

D'un geste large et régulier
Vide ta pinte,
Roulier.

Elle contient l'eau de la Lys,
Et le houblon
Et l'orge de la Flandre;
Vide ta pinte
Joyeux et recueilli
Et laisse un peu de ton pays
Dans toi-même descendre.

Orge et houblon
Avant de s'exalter vers la lumière,
Ont pris d'abord au sol profond
La bonne sève de la terre.

Comme toi, roulier,
Ils ne savent du monde
Que les champs clairs et familiers
Qui vont d'Alost jusqu'à Termonde;
Ils ont aimé aux temps d'éveil
La même pluie et le même soleil,
Et les voici mêlés aux eaux de la rivière
Qui lentement sont devenues,
Pour ton grand corps rouge et charnu,
La bière.

D'un geste large et régulier
Vide ta pinte,
Roulier.

Et commande avec entrain
Un second verre,
Pour le vider
Pour le vider
Avec la saine et luisante commère
Qui te l'apporte
Au seuil des portes
Sur un plateau d'étain.

(1) Conférence prononcée à La Fondation Thiers sous la présidence de M. Boutroux et sous les auspices du Comité *l'Effort de la France et de ses Alliés*.

Car elle aussi a puisé dans la terre,
Dans l'air, le vent et le soleil,
Et sa force robuste et son beau sang vermeil.

Le champ et ses moissons, le fleuve et ses méandres
On exalté ses yeux profonds,
Et, comme l'orge et le houblon,
Elle est une belle et forte plante de Flandre.
D'un geste large et régulier
Vide ta pinte et songe à ton pays,
Roulier.

N'est-ce pas gras comme un Rubens, spirituel comme un Teniers, profond comme un Rembrandt ?

De tous les traits que Verhaeren assemble ainsi à la gloire de son pays, il en est un sur lequel il convient d'insister plus particulièrement, aujourd'hui que la guerre a passé par là, parce qu'en le dessinant, le poète nous fait comprendre l'attitude que devait prendre la Belgique en face de l'envahisseur.

Verhaeren aime à insister sur la fierté de son pays, sur son goût pour l'indépendance, sur sa capacité de résistance. Voyez, par exemple, ce qu'il dit de son enfance, des leçons de son jeune âge, alors qu'il se promène dans le village de Saint-Amand, au bord du fleuve, qu'il monte avec le vieux sonneur au haut des tours, qu'il lit les vieilles histoires :

J'appris alors quel pays fier était la Flandre !
Et quels hommes, jadis, avaient fixé son sort,
Et ces jours de bûchers et de flamme, où la cendre
Que dispersait le vent était celle des morts.

De toute cette histoire, il retire une leçon de fierté, d'orgueil collectif et jamais il n'a mieux exprimé ce sentiment que dans cette sorte de prière qu'il adresse aux tours :

Flandre tenace au cœur; Flandre des aïeux morts
Avec la terre aimée entre leurs dents ardentes;
Pays de fruste orgueil ou de rage mordante,
Dès qu'on barre ta vie ou qu'on touche à ton sort:
Pays de labours verts autour de blancs villages;
Pays de poings boudeurs et de fronts redoutés;
Pays de patiente et sourde volonté;
Pays de fête rouge et de pâle silence;
Clos de tranquillité ou champs de violence,
Tu te dardes dans tes beffrois et dans dans tes tours,
Comme en un cri géant vers l'inconnu des jours!
Chaque brique, chaque moëllon ou chaque pierre
Renferme un peu de ta douleur héréditaire
Ou de ta joie éparse aux âges de grandeur;
Tours de longs deuils passés ou beffrois de splendeur,
Vous êtes des témoins dont nul ne se délivre;
Votre ombre est là, sur mes pensers et sur mes livres,
Sur mes gestes nouant ma vie avec sa mort.
Oh que mon cœur toujours reste avec vous d'accord!
Qu'il puise en vous l'orgueil et la fermeté haute,
Tours debout près des flots, tours debout près des côtes,
Et que tous ceux qui s'en viennent des pays clairs
Que brûle le soleil, à l'autre bout des mers,
Sachent, rien qu'en longeant nos grèves taciturnes,
Rien qu'en posant le pied sur notre sol glacé,
Quel vieux peuple rugueux vous leur symbolisez,
Vous, les tours de Nieuport, de Lisseghe et de Furnes.

Le « vieux peuple rugueux » : voilà bien le trait sur lequel Verhaeren aime à peser. Et l'on voit bien qu'en y insistant il fait prévoir, en quelque sorte, l'attitude que prendra la Belgique en face de la guerre.

Mais la guerre elle-même, voilà ce qu'il ne fait nullement prévoir, voilà qui ne tient pas de place dans son œuvre, ou du moins très peu de place, parce que la guerre ne tient que très peu de place aussi dans sa pensée.

Verhaeren est presque un des seuls poètes qu'on puisse, à cause de l'ampleur et de la variété de son œuvre, comparer sans dérision au géant de la poésie, à notre Victor Hugo ; parcourez les vingt-cinq ou trente volumes qu'il a laissés, vous constaterez combien les récits de batailles, d'épopées militaires, occupent peu de pages. La guerre ne tient pas de place dans la pensée de Verhaeren ; par définition, si l'on peut dire, il l'élimine, il la proscrit, il la considère comme prescrite. L'âge de la guerre est passé, il doit être passé ; c'est une des affirmations que nous trouvons au fond du cœur de notre poète. Et c'est ici que nous voyons apparaître, après le grand patriote, le grand humanitaire.

Humanitaire... Précisons bien d'abord en quel sens nous entendons ce mot. Si « humanitaire » veut dire « douceâtre », « doucereux », si par « philosophie humanitaire » on entend une philosophie à l'eau de rose ou au sirop d'orgeat, rien n'est plus éloigné du sentiment de Verhaeren; le grand poète belge n'est pas du tout un élève de Tolstoï ; à certains moments, on pourrait même dire qu'il est plus près de Nietzsche.

En fait, Verhaeren est, au fond, un violent. Il n'en donnait pas, à vrai dire, l'impression extérieure. Je n'ai eu l'honneur de le rencontrer qu'une seule fois : peu de temps avant la guerre à la table d'un banquet organisé à Bruxelles en l'honneur d'une délégation française par Georges Lorand, un autre grand disparu avant l'heure qui doit « tout payer ». Ce jour-là le poète aux yeux clairs me parut toute discrétion, toute timidité, toute réserve : involontairement, en le voyant, on songeait au début du sonnet que Sully-Prudhomme a consacré à Spinoza : « ... c'était un homme doux... »

Mais les apparences étaient trompeuses : Verhaeren avait une âme frénétique, ardente, trépidante, tumultueuse, audacieuse, prête à sympathiser avec toutes les audaces. Pour bien com-

prendre l'élan de cette âme, pour comprendre l'attitude que va prendre le poète, il faut prendre un peu de champ, il faut revenir en arrière et retracer à grands traits son évolution.

Il convient de ne pas oublier que dans une phase de sa carrière, Verhaeren a été presque un décadent, comme on disait autrefois. C'est le moment où il écrit « Les Débâcles » et « Les Flambeaux Noirs ». Il a été abandonné par la foi de ses pères ; il s'est replié sur son moi, il est retombé sur lui-même, il a souffert, il a essayé de se mortifier, de se diminuer, de se mutiler : c'est alors qu'il écrivait :

Je rêve une existence en un cloître de fer,
Brûlée au jeûne et sèche et râpée aux cilices,
Où l'on abolirait, en de muets supplices,
Par seule ardeur de l'âme, enfin, toute la chair...

De l'abîme où il s'enfonçait dans cette période de marasme, il a été sauvé par trois forces assez différentes l'une de l'autre : par l'amour, par la nature, et enfin — ce qui est, peut-être, plus inattendu — par l'industrie.

L'amour : ce n'est pas le moment d'insister longuement sur cet aspect de l'œuvre de Verhaeren : il faut dire pourtant que dans cette œuvre, il y a de magnifiques pages d'amour. Dans « Les Heures », on trouve des hymnes de reconnaissance fervente adressées à celle qui fut « sa simple et sa tranquille amie ». C'est un de ces livres que les amants heureux aimeront lire, tête contre tête, dans la suite des siècles.

Avec l'amour, la nature a sauvé Verhaeren. Comme disait un de ses compatriotes, Camille Lemonnier, Verhaeren s'est plongé « au cœur frais de la forêt ». Il avait, aux environs de Mons, au « Caillou qui bique », une petite maison où il aimait, chaque année, passer quelques mois. Il s'y rajeunissait son âme au contact des arbres, son âme pacifiée par la paix des forêts.

Toutefois, que cette expression classique ne nous fasse pas illusion : ce ne sont pas des leçons de tranquillité ou d'apaisement, que Verhaeren venait demander à la nature. Ce qu'il aime en elle, ce qu'il vient y chercher, c'est le changement, le mouvement, les bonds en avant, ce qu'il lui demande, en un mot, ce sont des leçons d'audace.

Pour saisir à travers des images le véritable génie des poètes, on s'est complu quelquefois à chercher avec quels éléments, avec quelles forces, avec quelles formes de la nature leur génie s'harmonise en sympathie. Pour Sully-Prudhomme, tout le monde pensera à la géométrie scintillante des étoiles. Le génie de Lamartine, c'est par une lune aux clartés laiteuses qu'il est le mieux symbolisé. Victor Hugo, c'est un océan tumultueux. De Verhaeren, nous dirons : l'âme de Verhaeren, c'est le vent ; Verhaeren fut avant tout le glorificateur du vent, qui fait le tour du monde, qui secoue l'homme et le pousse en avant :

— Toi qui t'en vas là-bas,
Par toutes les routes de la terre,
Homme tenace et solitaire,
Vers où vas-tu, toi qui t'en vas?
— J'ai le vent, l'air et l'espace;
Et je m'en vais sans savoir où,
Avec mon cœur fervent et fou,
Dans l'air qui fuit et dans le vent qui passe.
— Le vent est clair dans le soleil,
Le vent est frais sur les maisons
Le vent incline, avec ses bras vermeils,
De l'un à l'autre bout des horizons,
Les fleurs rouges et le fauves moissons.
. . . . . .
— Si j'aime, admire et chante avec folie,
Le vent,
Et si j'en bois le vin fluide et vivant
Jusqu'à la lie,
C'est qu'il grandit mon être entier et c'est qu'avant
De s'infiltrer, par mes poumons et par mes pores,
Jusques au sang dont vit mon corps,
Avec sa force rude ou sa douceur profonde,
Immensément, il a étreint le monde.

Quand on lit cet éloge du vent, le dernier vers du fameux sonnet de Hérédia revient à l'esprit : « ...l'ivresse de l'espace et du vent intrépide ».

Le « vent intrépide » est bien le grand ami du grand poète belge. Et Verhaeren aime tellement, dans la nature, ce qui change, ce qui monte, ce qui se meut ou s'élance, qu'il trouve le moyen de louer les arbres pour des qualités qui, au premier aspect, semblent contradictoires avec leur être.

La leçon des arbres : combien de philosophes ont essayé de la faire comprendre ! On m'a raconté que Taine, à la fin de sa vie, conduisait volontiers les jeunes étudiants devant un arbre du jardin du Luxembourg, qu'il leur faisait admirer comme un symbole de sérénité. J'ai reçu moi-même une leçon analogue d'un autre philosophe qui fut le maître de mes maîtres. Je me promenais un jour en Bretagne avec M. Lachelier et je l'interrogeais indiscrètement sur sa philosophie, sur le mystérieux rapport qu'il affirme entre la vérité et la beauté ; et le maître s'arrêtant devant un chêne, me dit à peu près : « Ce chêne est beau parce qu'il est dans le vrai, dans la vérité de sa forme : il accomplit la forme dictée en quelque sorte par son type : voilà pourquoi il est beau, voilà pourquoi il est vrai, voilà pourquoi il est. »

Philosophie aristotélicienne en somme, philosophie de la forme et du type immobile.

Au contraire, ce qui séduit un Verhaeren, c'est

la philosophie du mouvement et de l'indéfini : ce qui pousse, ce qui se meut, ce qui monte, surtout, voilà ce qu'aime notre poète. Devant un arbre, il trouve moyen de louer l'élan vers le mouvement, la branche qui tend à se séparer du tronc et, mieux encore que l'arbre ou la branche, le lierre qui veut aller plus haut que la plus haute branche. Notons, en passant, une des expressions qu'il lance en adorant ainsi les arbres : il en serait revenu peut-être plus tard :

Embrassant l'arbre, il dit :

« Je m'attachais à lui comme un de ses rameaux ;
Il se plantait, dans la splendeur, comme un exemple ;
J'aimais plus ardemment le sol, les bois, les eaux,
La plaine immense et nue où les nuages passent ;
J'étais arme de fermeté contre le sort,
Mes bras auraient voulu tenir en eux l'espace ;
Mes muscles et mes nerfs rendaient léger mon corps
Et je criais : « La force est sainte...

Voilà, n'est-il pas vrai, où nous constatons un peu de Nietzschéanisme dans le cas de Verhaeren ; n'eût-il pas plus tard, peut-être, rectifié cette expression un peu dangereuse ?

Précisons cependant. La force que, passant de la nature à l'humanité, Verhaeren va louer, chanter et glorifier, ce ne sera pas, il ne voudra pas que ce soit la force de domination, la force de tyrannie ; pour lui, la « force sainte » c'est toujours une force de révolution, de libération, une force de conquête humaine.

En un mot, ce que Verhaeren va aimer et célébrer par-dessus tout dans l'humanité, c'est l'élan, l'essor, l'en avant, c'est l'audace prométhéenne. Prométhée, voilà son homme, voilà son dieu, voilà son homme-dieu.

Cette sympathie pour l'audace humaine se révèle sur le vif dans une pièce singulièrement hardie, qu'il a consacré lui aussi à la vieille tradition chrétienne, à celle qu'un van Eyck a si admirablement illustrée, à l'histoire du Paradis Perdu. Cette histoire, Verhaeren ose à son tour la raconter à sa façon et voici les méditations qu'il prête à Eve lorsqu'elle refuse de rentrer dans le paradis :

L'homme sentit bientôt comme un multiple aimant
Solliciter sa force et la mêler aux choses ;
Et l'orgueil le dota de forces violentes
Pour que lui-même, un jour, bâtît seul son destin.
. . . . . .
Et la femme, plus belle encore depuis que l'homme
Avait ému sa chair du frisson merveilleux,
Vivait dans les bois d'or baignés d'aube et d'aromes
Avec tout l'avenir dans les pleurs de ses yeux.
C'est en elle que s'éveilla la première âme
Faite de force douce et de trouble inconnu,
A l'heure où tout son cœur se répandait en flammes
Sur le germe d'enfant que serrait son flanc nu.
Le soir, lorsque le jour dans la gloire s'achève
Et que luisent les pieds des troncs dans les forêts,
Elle étendant son corps déjà plein de [illegible]
Sur les pentes des rocs que le [illegible]
Ses beaux seins soulevés laissaient de [illegible]
Sur sa peau frémissante et claire [illegible]
Et le soleil, frôlant toute sa chair [illegible]
Semblait mûrir ainsi tout le monde [illegible]
Elle espérait en vous, recherches et [illegible]
Au sort humain multiplié par son [illegible]
A la volonté belle, énorme et violente
Qui dompterait la terre et ses forces [illegible]
Vous lui apparaissiez, vous, les douleurs [illegible]
Et vous, les désespoirs, et vous, les maux profonds,
Et d'avance la grande Eve transfigurée
Prit vos mains en ses mains et vous [illegible]
Mais vous aussi, grandeur, folie, audace [illegible]
Vous exaltiez son cœur pour en chasser le [illegible]
Et vos transports naissants et vos ardeurs [illegible]
Lui prédirent quels bonds soulèveraient l'orgueil,
Elle espérait en vous, recherches et pensées,
Acharnement de vivre et de vouloir le [illegible]
Dans la peine vaillante et la joie angoissée,
Si bien que, s'en allant un soir sous le ciel bleu,
Libre et belle, par un chemin de mousses vertes,
Elle aperçut le seuil du paradis. En-bas
L'ange était accueillant, la porte était ouverte,
Mais, détournant la tête, elle n'y rentra pas

Pièce audacieuse, n'est-il pas vrai, et qui rappelle la fameuse apostrophe de notre Prométhée : « Viens, Satan, que je t'embrasse... »

C'est un hymne aux forces qu'un Bonald, un de Maistre auraient appelées sataniques, à la science, à l'industrie, à la démocratie, à toutes les formes de l'audace prométhéenne.

Toutes ces forces sont précisément celles que Verhaeren va chérir et célébrer. Il n'a [illegible] d'aucun essai, d'aucun essor. Il va [illegible] notre temps, ce qui lui paraît être, par excellence, la force dominatrice, la force libératrice : il va aimer l'industrie elle-même : il va devenir le grand poète de la grande industrie, celui qu'espéraient qu'appelaient de tous leurs vœux nos saint-simoniens, poètes eux aussi, auxquels il ne manque que le verbe lyrique...

Et Verhaeren est venu, il a incarné un de nos rêves, et c'est là, peut-être, qu'apparaît son originalité la plus profonde, c'est de cela, peut-être que nous devons lui être le plus reconnaissants.

Ne diminuons pas son génie : il est ample et varié ; certains aspects de son œuvre, par une sorte de suavité familière, font penser à un Verlaine ; ou bien, quand il suit un essaim d'insectes qui butinent, dans un jardin, il montre une ferveur exubérante qui évoque Mme de Noailles. Il a plus d'une corde à sa lyre, mais il y en a une qui lui est propre, c'est celle qu'il fait vibrer quand il chante les usines, les chemins de fer, les grandes villes. C'est la note nouvelle que son œuvre apporte dans l'histoire de la poésie.

Le problème avait été posé par Chénier :

« Sur des pensers nouveaux faisons des vers antiques ». Bien peu de poètes, au XIXe siècle, surent accomplir ce programme. Les « pensers nouveaux » n'ont pas abondé dans la poésie. Le plus souvent, le poète s'est détourné du monde moderne : la poésie fut un moyen d'évasion. Les romantiques s'évaderent dans le Moyen-Age ou dans la nature, les Parnassiens se retirèrent dans leur tour d'ivoire.

Verhaeren, au contraire, ne veut pas s'évader du monde moderne. Il embrasse avec ferveur l'humanité d'aujourd'hui, avec d'autant plus de ferveur que ce qu'il aime en elle c'est l'humanité de demain : et alors, les grandes forces de mouvement, de changement, de révolution, il va les faire passer résolument au premier plan de son œuvre ; la machine, le machinisme trouveront en lui un glorificateur.

Quelques exemples montreront avec quel lyrisme il est capable, par exemple, de chanter les machines et les trains. Voici, dans « Les Flammes Hautes », la belle description qu'il donne des machines :

Dans l'air farouche et violent des ateliers,
Elles sont l'homme infiniment multiplié;
D'un bruit tenace, ardent et unanime,
Elles fouillent le sol et remplissent l'abîme:
La houille est mise à nu et tout à coup, par blocs,
Le marbre et le granit sont arrachés aux rocs.
Et là-haut, dans le ciel, se dressent les structures
De larges treuils mettant la terre à la torture.
Des pays tout entiers sont couverts de travaux
Qui fatiguent le sol des chocs de leurs marteaux.
Les isthmes sont fendus et les mers sont unies.
La machine vers l'impossible s'ingénie
Et, sans crainte des cieux tonnants,
Un jour, comme un insecte énorme et bourdonnant,
Hélice folle, aile tendue.
Elle entre et vole et vire et fuit dans l'étendue.

Lisons encore une autre pièce, consacrée à ces trains, sous les roues desquels Verhaeren trouva la mort ; dans cette ode aux chemins de fer, on verra mieux encore que ce que le poète aime dans ces formes de la vie moderne, c'est *l'en-avant* : au surplus, est-ce là le titre même de la pièce :

Le corps ployé sur ma fenêtre
Les nerfs vibrants et sonores de bruit,
J'écoute avec ma fièvre et j'absorbe, en mon être.
Les tonnerres des trains qui traversent la nuit
Ils sont un incendie en fuite dans le vide.
Leur vacarme de fer, sur les plaques des ponts,
Tintamarre si fort qu'on dirait qu'il décide
Du rut d'un cratère ou des chutes d'un mont.
Et leur élan m'ébranle encore et me secoue,
Qu'au loin, dans la ténèbre et dans la nuit du sort,
Ils réveillent déjà, du fracas de leurs roues,
Le silence endormi dans les gares en or.
Et mes muscles bandés où tout se répercute
Et se prolonge et tout à coup revit
Communiquent, minute par minute,
Ce vol sonore et trépidant à mon esprit.
Il le remplit d'angoisse et le charme d'ivresse
Etrange et d'ample et furieuse volupté,
Lui suggérant, dans les routes de la vitesse,
Un sillage nouveau vers la vieille beauté.

Oh! les rythmes fougueux de la nature entière
Et les sentir et les darder à travers soi !
Vivre les mouvements répandus dans les bois,
Le sol, le vent, la mer et les tonnerres;
Vouloir qu'en son cerveau tressaille l'univers;
Et pour en condenser les frissons divis,
En ardentes images,
Aimer, aimer surtout la foudre et les éclairs
Dont les dévorateurs de l'espace et de l'air
Incendient leur passage!

Après avoir chanté les machines, les chemins de fer, Verhaeren va chanter les villes elles-mêmes, les grandes villes, les villes monstrueuses, les villes tentaculaires, symboliques, de l'âge du fer qui est le nôtre. Sans doute, il ne méconnaît pas leurs horreurs, il sait leurs faubourgs galeux, leurs usines empoisonnantes, les populations hâves qui vont du bouge à l'atelier; mais, tout horribles qu'elles soient, les villes l'attirent, il est comme ensorcelé par elles, parce qu'elles sont des fabriques d'irrespect, des écoles d'audace, parce que là tout se concentre, que les tribuns y collaborent avec les savants, que les foules y exhalent leurs aspirations obcures, parce que, au-dessus de la ville, le rêve monte, qui va vers l'infini.

Au reste, lui-même laisse voir, avec une grande netteté, le fond philosophique de sa pensée. Il note très exactement l'harmonie entre son âme et l'âme des grandes villes :

L'intime et sourd tocsin qui enfiévrait ton âme
Battait aussi dans ces villes, le soir; leur flamme
Rouge et myriadaire illuminait ton front,
Leur aboi noir, leur cri vengeur, leur han fécond
Etaient l'aboi, le cri, le han de ton cœur même;
Ton être entier était tordu en leur blasphème,
Ta volonté jetée en proie à leur torrent
Et vous vous maudissiez tout en vous adorant.

Oh! leurs élans, leurs chocs, leurs blasphèmes, leurs [crimes
Et leurs meurtres plantés dans le torse des lois!
Le cœur de leurs bourdons, le front de leurs beffrois
Ont oublié le nombre exact de leurs victimes;
Leur monstrueux amas barre le firmament:
Le siècle et son horreur se condensent en elles.
Mais leur âme contient la minute éternelle
Qui date, au long des jours innombrables, le temps.
D'âge en âge l'histoire est fécondée
Sous l'afflux d'or de leurs idées:
Leur moelle et leur cerveau
Se ravivent du sang nouveau
Qu'infuse au monde vieux l'espoir ou le génie.

Elles illuminent l'audace et communient
Avec l'espace et fascinent les horizons.
Leur magnétisme est fort comme un poison
Tout front qui domine les autres,
Savant, penseur, poète, apôtre,
Mêle sa flamme à la lueur de leurs brasiers
Elles dressent vers l'inconnu les escaliers
Par où monte l'orgueil des recherches humaines
Et broient, sous leurs pieds clairs, l'erreur qui tend ses chaînes
De l'univers à l'homme et des hommes à Dieu

Voilà le mot caractéristique :

Elles dressent vers l'inconnu les escaliers
Par où monte l'orgueil des recherches humaines. »

Et c'est pour cela que Verhaeren loue les grandes villes et les glorifie et se félicite que notre civilisation soit en effet dominée par le rêve des grandes villes.

Par ou l'on voit combien peu Verhaeren redoute les audaces, voire même les révoltes. Mais il continue à avoir horreur de la guerre : dans toutes ses descriptions lyriques du progrès humain, la guerre continue à tenir très peu de place. Et même dans « Les Flammes Hautes » qui, sinistre ironie, paraîtra au cours de la guerre actuelle, il loue l'homme moderne de ne plus porter sa pensée sur l'hypothèse même de la guerre :

L'ordre guerre n'a point sapé ton vouloir droit
D'être homme de lutte et non homme d'effroi
Et de haïr jusqu'en tes os et tes entrailles
La fourmillante horreur des chocs et des batailles.

Et c'est ainsi que l'apologie de l'industrie, de la démocratie, de la science, ramène Verhaeren à cette conviction que le temps de la guerre est terminé.

Et puis, voici pourtant qu'elle surgit, cette guerre, qu'elle tombe comme un aérolithe immense du ciel sur les villes, écrasant usines, beffrois, laboratoires et jusqu'à la tour où montait le poète pour observer la vie.

Devant cette catastrophe, quelle va être l'attitude de Verhaeren ? Il n'hésitera pas : ce sera l'attitude d'un combattant ; il va combattre pour son pays, devenu représentatif de la liberté humaine, il va combattre en poète et en orateur, par le vers et par la prose. Puisqu'il le faut, il ajoutera une corde à sa lyre, ou bien il montera au ton nécessaire toutes les cordes que déjà, par avance, il avait tendues. Au service de la Belgique, symbole du droit humain, Verhaeren va mettre toute la force de son talent élargi et de son cœur transformé.

Parlons d'abord de son talent, et notons tout de suite que si, dans la pensée, dans la philosophie de Verhaeren, il n'y a pas de place pour la guerre, il se trouve, par une coïncidence étrange, qu'entre telle forme de son talent et telle forme de la guerre d'aujourd'hui, il y a comme une harmonie préétablie : lui seul peut-être, pouvait chanter la guerre comme on la lui doit aujourd'hui.

Pourquoi la guerre, sous sa forme moderne, est-elle spécialement horrible ? Pourquoi est-elle spécialement détestée par les poètes ? C'est que tout ce qu'on s'accordait à trouver de poétique dans la guerre n'existe plus, ou presque, dans les luttes modernes. Les poètes chantaient les enivrantes chevauchées, les grands coups d'estoc et de taille, les belles rencontres, les duels ; de nos jours, la guerre est surtout un duel de métallurgie. Elle ne lance plus seulement les hommes contre les hommes ; elle lance les choses contre les choses : avec le général, avec le soldat collaborent désormais le métallurgiste, le chimiste, l'usinier.

N'est-il pas vrai, dès lors, que seul un Verhaeren pouvait décrire avec un pittoresque émouvant ces formes modernes de la guerre, lui qui a su apercevoir d'avance ce qu'il y a de grand, de lyrique et d'épique dans le mouvement des machines, dans la vie des usines ?

Si l'on en veut un exemple, qu'on relise tout le poème « Les Usines de Guerre » : on verra à quel point il est caractéristique de la manière propre à Verhaeren.

Il le termine ainsi :

IV

Et transportant au rythme ardent de leurs machines,
Par delà les forêts, les champs et les collines,
Des lieux où l'on travaille aux lieux où l'on se bat,
Les schrapnells par milliers et les obus par tas,
Les trains, durant la nuit, indiscontinûment,
Avec leur formidable et secret chargement
Serré en des fourgons ou caché sous des toiles,
Les trains après les trains roulent sous les étoiles,
Jusque dans les hameaux des lointaines provinces,
Le sol comme exalté en trépide et en grince,
Le fleuve répandu, le canal encaissé
Au frisson de ses flots sent la guerre passer.
Les trains roulant toujours sous les astres, la nuit,
Emportent, dirait-on, des morceaux du pays :
Plombs, fer, étains, salpêtre, aciers, boulets, mitraille
Et les soldats qui seront grands dans la bataille.
Si bien que c'est le peuple et, avec lui, la terre
Profonde et l'eau multiple et le roc rétractaire
Qui imposent, à l'ennemi enfin dompté,
Pour le présent et l'avenir, leur volonté.

En même temps que la force de son talent élargi, Verhaeren met au service de son pays celle de son cœur transformé, disions-nous : en effet, nous allons entendre dans sa poésie une note, un cri jusqu'alors inentendus et que, certes, il n'eût jamais voulu proférer, le cri de la haine.

Un cri de haine, voilà ce qui domine dans le recueil que Verhaeren appelle les *Vibres rompues*

de la Guerre. La haine ! Il est obligé d'ouvrir son cœur à ce sentiment nouveau, parce qu'il faut bien qu'il se dresse en face de l'Allemagne et comprenne enfin ce qu'elle est.

Verhaeren a sinon aimé, du moins admiré l'Allemagne. Il l'a dit, il a admiré sa puissance, sa force d'organisation scientifique et industrielle. Mais derrière ce mécanisme savant, quelle âme se cachait ! Une âme d'orgueil, de brutalité, une âme de perfidie, incapable de tolérer dans le monde la vie des âmes des autres peuples.

Verhaeren découvre cela. Et il s'efforce de comprendre. Le voici donc qui s'impose un effort d'analyse. Il essaie de distinguer tous les éléments du génie allemand et, dans des conférences qui sont des modèles de densité, publiées sous le titre ; *La Belgique sanglante*, il fait méthodiquement le procès de l'Allemagne incivilisable, de « l'Allemagne asiatique », synthèse de tels contraires qu'on est obligé pour les caractériser de faire de nouvelles alliances de mots : matérialisme mystique, barbarie méthodique, rage disciplinée. De là sort un véritable monstre social, un État qui est une menace universelle pour toutes les libertés humaines si chères au cœur du poète.

Où l'on aperçoit le mieux la tendance de cette âme allemande et la nature de cette menace, c'est dans l'attitude que prend l'Allemagne au regard d'un sentiment qui, d'après Verhaeren, est bien l'indice de la civilisation, le sentiment de l'honneur.

Au moment où la Belgique était envahie, un certain nombre de social-démocrates habillés en soldats vinrent visiter cette Maison du Peuple, dont Vandervelde, en juillet 1914, nous faisait les honneurs ; parmi eux, il y avait un certain Noske que nous verrons quelque jour, s'il n'y est déjà, dans le gouvernement allemand. Celui-ci, s'adressant aux socialistes belges, leur demande :

— Pourquoi résister ainsi à l'Allemagne ? Qui donc vous y forçait ?

Et les Belges de répondre :

— L'honneur.

A quoi les Allemands s'esclaffant presque riposent :

— L'honneur : voilà un sentiment singulièrement bourgeois.

Verhaeren, racontant cette anecdote, ajoute :

« Or une civilisation vraie a précisément pour armature l'honneur.

« L'honneur n'est point un idéal bourgeois, mais un idéal aristocratique. Il faut créé par l'élite humaine, à travers les siècles, lentement. Quand la force s'édique, elle s'oppose à elle-même ; elle se limite et s'endigue; elle devient intelligente et se tempère en force morale: le pouvoir devient le droit. »

Voilà, peut-être, la rectification que nous attendions. Verhaeren avait dit naguère : « La « force est sainte » ; aujourd'hui, il dit : « La « force s'oppose à elle-même, elle se limite et « s'endigue. » Et il insiste sur ce sentiment du droit qui, après la guerre, aurait certainement pris, dans sa poésie, une place prépondérante.

Il aurait, d'ailleurs, pu ajouter déjà que ce qu'il appelle un idéal aristocratique devient logiquement l'idéal démocratique : lorsqu'on reconnaît l'honneur à toutes les personnes humaines, lorsqu'on tient la gageure de respecter l'honneur dans toutes les personnalités humaines égales, alors on est sur le chemin de la démocratie.

Mais l'Allemagne est incapable de comprendre cet idéal, de se laisser arrêter par ce sentiment et c'est pourquoi notre poète lui en voudra furieusement, frénétiquement : non pas seulement pour les hommes, les femmes, les enfants qu'elle a pu tuer, mais pour l'idée qu'elle a essayé de tuer. Et il lui paraîtra alors légitime que, pour de tels forfaits, l'Allemagne soit comme entourée d'un cercle de malédictions. Le cri qu'il entend passer sur les plaines, traverser les fleuves, s'élever au-dessus des montagnes, rouler sur les mers, ce cri de haine enfin, le poète à son tour l'évoque :

O cri
Qui retentis, ici,
Si tragique, aujourd'hui,
Tu peux courir, immensément, de plaine en plaine
Car tu es juste, ô cri,
Bien que tu sois la haine.

Retenons cette sorte d'aveu, comprenons le désespoir intime qui s'exprime en ces vers. Le poète est navré, de devoir ouvrir son cœur à un tel sentiment. C'est lui-même d'ailleurs qui le dit, dans la dédicace placée en tête de *La Belgique Sanglante* où se rencontrent ces lignes, peut-être les plus touchantes de toute son œuvre :

« Celui qui composa ce livre où la haine ne se dissimule point était jadis un vivant pacifique. Il admirait bien des peuples; il en aimait quelques-uns. Parmi ceux-là se rangeait l'Allemagne.

« N'était-elle pas féconde, travailleuse, entreprenante audacieuse et organisée mieux qu'aucune autre nation ? N'offrait-elle point à ceux qui la visitaient l'impression de la sécurité dans la force ? Ne regardait-elle point avec les yeux les plus aigus et les plus ardents qui fussent, l'avenir ? »

La guerre survint.

L'Allemagne parut autre, immédiatement. Sa force se fit injuste, fourbe, féroce. Elle n'eut plus d'autre orgueil que celui d'une tyrannie méthodique. Elle devint le fléau dont il faut se défendre afin que la vie haute ne périsse point sur la terre.

« Pour l'auteur de ce livre, aucune désillusion ne
it plus grande ni plus soudaine. Elle le frappa au
oint qu'il ne se crut plus le même homme.
« Pourtant comme en cet état de haine où il se
rouve, sa conscience lui semble comme diminuée, il
sdie avec émotion ces pages à l'homme qu'il fut au-
refois. »

Hâtons-nous de l'ajouter d'ailleurs, dans la der-
nière œuvre de Verhaeren, plus haut, plus fort
encore que le cri de la haine pour l'Allemagne, re-
entit le cri de l'amour de la patrie, d'un amour
xacerbé par le martyre que subit la Belgique. Il
aimait pacifique : combien va-t-il l'adorer guer-
rière, guerrière malgré elle, et ensanglantée uni-
quement pour avoir voulu sauver et maintenir
l'honneur !

Il est beau de relire, aujourd'hui, que la Belgi-
que a retrouvé l'intégrité de son sol et sa liberté
ultérieure la pièce intitulée « Un Lambeau de Pa-
trie ».

« n'est qu'un bout de sol dans l'infini du monde.

Le Nord
Y déchaîne le vent qui mord.
« n'est qu'un peu de terre avec sa mer au bord
t le déroulement de sa dune inféconde.
Ce n'est qu'un bout de sol étroit
ais qui renferme encore et sa reine et son roi,
t l'amour condensé d'un peuple qui les aime.

. . . . . .

O Flandre,
Voilà comment tu vis,
Aprement, aujourd'hui ;
Voilà comment tu vis
ans la gloire et sa flamme, et le deuil et sa cendre.
adis, je t'ai aimée avec un tel amour
ne je ne croyais pas qu'il eût pu croître un jour,
lais je sais maintenant la ferveur infinie
ui t'accompagne, ô Flandre, à travers l'agonie
t t'assiste et te suit jusqu'au bord de la mort.
t même, il est des jours de démence et de rage,
ù mon cœur te voudrais plus déplorable encor
our se pouvoir tuer à t'aimer davantage.

Ailleurs, appelant, pressentant, évoquant la na-
ion le poète s'écriera :

Mon âme? — elle est déjà
Là-bas,
Dans la clarté de la victoire.
out lui devient ou signe ou geste évocatoires.
Elle est volante au vent
Vivant
Qui frôlera le front
De ceux qui reviendront,
vec l'épaule en sang ou la main mutilée,
Des corps à corps de la mêlée.
Elle est l'ardeur, elle est la foi.
lle trépide et crie et follement acclame,
ar l'avenir lui parle et lui chante à la fois,
Et pleurant d'émoi,
Elle écoute, mon âme!

Oui, dans les fêtes glorieuses qui furent célébrées à Paris, à Bruxelles, l'âme de Verhaeren était là, « volante au vent vivant » : elle était là parce que nous étions beaucoup qui pensions au grand poète disparu. Et il faudra qu'elle reste vivante demain.

Le bonheur des temps permet que nous nous remettions à lire : assis au coin du feu, reprenons donc quelquefois ces livres ; et quand ce livre sera de côté, nous tisonnerons les bûches ardentes, peut-être en verrons-nous jaillir une flamme plus haute que les autres, plus légère, plus souple et comme diaprée, faisant songer aux fours des usines, aux chalumeaux des chercheurs, et aussi aux meules incendiées... Ce sera l'âme de Verhaeren qui dansera ainsi devant nous : l'âme de Verhaeren qui fut une flamme en effet, et qui mérite de rester, par le culte de ses admirateurs, une flamme éternelle.

C. Bouglé.

LE ROYAUME DES SERBES CROATES ET SLOVÈNES

Depuis les plus anciennes origines, a écrit un penseur contemporain, l'humanité désire la paix et fait la guerre. Après Charlemagne, Charles-Quint et Napoléon, l'Allemagne contemporaine avait repris la pensée de supprimer les rivalités nationales, en soumettant le monde entier à sa domination. Mais les peuples ont jugé trop onéreux, le prix dont ils auraient dû payer la tranquillité qu'on leur promettait et ils ont prouvé qu'ils préféraient les dangers et les périls au calme de la servitude. Le XIXe siècle a été marqué par la formation de vastes agglomérations qui tendaient à entraîner les groupes voisins, dans leur orbite, en les réduisant à une dépendance plus ou moins déguisée. Ère nouvelle paraît devoir être la revanche des États secondaires. La France, qui s'est toujours fait gloire de protéger les petites Puissances, ne saurait que se féliciter de cette évolution qui est conforme à la grande loi de la division du travail et qui rendra la civilisation plus active, plus variée et plus féconde, en favorisant l'essor des énergies individuelles. A une condition, cependant : c'est que les nouveaux États qui vont se constituer soient capables d'une évolution régulière et qu'ils ne s'épuisent pas dans des luttes intestines. L'anarchie entraînerait fatalement un retour offensif des forces du passé, et les rêves impérialistes, que nous avons si péniblement écartés, renaîtraient vite si les peuples que

notre victoire a appelés à la vie, se montraient incapables de s'organiser. Chez nous et à l'étranger, les pessimistes ne manquent pas cependant, qui nous prophétisent les plus sombres catastrophes. Ils veulent bien reconnaître, en général, que la République tchéco-slovaque vient au monde dans des conditions assez heureuses et que, si la fortune ne lui est pas trop cruelle, elle peut atteindre assez vite un degré suffisant de richesse et de tranquillité. En revanche, l'avenir du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, les remplit d'angoisses ; ils affirment que les Yougoslaves, qui manifestent aujourd'hui si bruyamment, leur volonté d'union, se sépareront dès qu'ils se trouveront en contact prolongé, et que, comme il arrive assez souvent, ce mariage d'amour se terminera par un divorce bruyant et scandaleux.

Nous ne sommes pas naïfs au point de supposer que le futur Etat yougoslave ne connaîtra ni les luttes de partis, ni les rivalités régionales et, bien que la censure, qui n'a jamais été plus vigilante que depuis qu'on en a solennellement proclamé la disparition, arrête les télégrammes les plus anodins de Belgrade et de Zagreb et s'efforce de nous maintenir dans une ignorance paradisiaque, l'écho des discussions qui se sont élevées entre les représentants de l'ancienne Serbie et de la Croatie est arrivé jusqu'à nous, et nous savons que les négociations ont été assez orageuses. L'accord n'a pas été conclu sans peine et il n'est pas sûr que les divergences qui se sont manifestées, n'aient pas laissé çà et là, une certaine amertume. En dépit cependant des malentendus et des difficultés que nous ne nous dissimulons pas, mais que certains adversaires des Yougoslaves, par pusillanimité ou calcul, exagèrent de la façon la plus ridicule, nous avons le droit d'envisager, sans trop de pessimisme, les perspectives d'avenir du futur Etat balkanique, et nous pouvons, sans naïveté excessive, espérer que la fusion sera assez rapide et complète entre les divers groupes qui se rassemblent aujourd'hui autour de Pierre et d'Alexandre Karageorgévitch.

I

On désignait d'habitude, avant 1914, sous le nom de Yougoslaves, c'est-à-dire de Slaves du Sud, les Slaves qui, depuis le VIIe siècle, se sont établis dans la Péninsule des Balkans, de la rive droite du Danube à la côte de l'Adriatique et de la mer Noire. A l'ouest, les Serbes, les Croates et les Slovènes se distinguent nettement de leurs voisins de l'Est, les Bulgares, qui occupent les plaines de la rive méridionale du Danube inférieur et les versants de la Stara-Planina (Balkans). La langue bulgare est très voisine du serbe, mais depuis 1913, les Bulgares ont répudié leurs origines slaves et ils se font gloire d'appartenir à la race touranienne. Il est exact qu'à mesure qu'on approche de la mer Noire, les influences ouralo-altaïques apparaissent plus clairement, et l'habitude s'est introduite depuis quelque temps, de réserver le nom de Yougoslavie, à la partie occidentale de la Péninsule.

La Yougoslavie, prise ainsi dans son sens étroit, forme une sorte de triangle rectangle, dont le côté nord suit la Drave, passe un peu au sud du lac Balaton, dans la direction de Szegedin et d'Arad jusqu'au massif oriental du Banat. Le deuxième côté longe les monts du Banat, vers le Timok et, par la Stara Planina, le Rilo et le bassin de la Stroumitsa, atteint l'Egée vers Salonique ; l'hypothénuse du triangle va de Salonique à l'embouchure de la Sotcha (Isonzo), en se confondant depuis Scutari, avec la côte de l'Adriatique.

La partie occidentale de la péninsule balkanique est beaucoup plus accidentée que la région orientale : les montagnes, nombreuses, tourmentées, souvent épaisses et fort élevées, y rendent les communications difficiles, et divisent le pays en un assez grand nombre de régions naturelles ; à première vue, rien n'y semble ordonner et préparer la naissance d'une puissante unité politique. L'Istrie et la Dalmatie, à l'ouest, sont séparées de l'intérieur par le puissant massif des Alpes Dinariques, qui n'est interrompu que par de rares passages : par là s'explique l'extrême importance qu'ont prise les quelques ports qui se trouvent au défilé de ces passages, Trieste, Riéka (Fiume), Doubrovnik (Raguse). La région centrale ou morava-vardarienne où se rencontrent et s'enchevêtrent les chaînes pindéenne et dinarique, le massif du Rhodope et les dernières ramifications des Carpathes présente au point de vue morphologique et climatique des différences profondes avec la plaine de la Pannonie. La verdoyante Bosnie avec ses riches cultures de pruniers et ses magnifiques hêtraies, offre un contraste saisissant avec la tristesse dénudée du plateau karstique, ses rares *polié*, ses déserts pierreux et ses sources vauclusiennes.

A ces divisions naturelles, correspondent des groupes ethniques particuliers, d'autant plus distincts que l'action des conditions physiques, a été renforcée par l'évolution historique. Tout d'abord les Slaves y ont trouvé des habitants qui n'étaient pas partout les mêmes et qu'ils ont lentement absorbés : ce mélange avec les populations autochtones, a nécessairement accentué les différences qui existaient probablement déjà entre les tribus conquérantes. Par la suite, ils ont été soumis

des influences extérieures très variées ; à l'est et au sud, ils ont subi plus ou moins l'action de la Grèce et de Byzance, tandis qu'à l'ouest et au nord, ils étaient en contact avec l'occident, l'Italie et l'Allemagne. Les uns se sont rattachés à l'église orthodoxe tandis que les autres après une période plus ou moins longue d'hésitation, se rattachaient au catholicisme romain. Plus tard, la plupart des Yougoslaves ont été soumis à la domination musulmane ; la victoire de l'Islam a laissé des traces singulièrement profondes. Dans certaines régions, en particulier en Bosnie, la noblesse et une partie importante de la population ont adopté l'islamisme. L'autorité des sultans ne s'est pas exercée partout dans les mêmes conditions ; alors que, dans les montagnes de la Tsrna Gora, les Turcs se heurtaient à une résistance qu'ils n'ont jamais réussi à vaincre complètement et que dans les districts éloignés et d'accès difficile de la Vieille Serbie, les conquérants avaient à lutter contre des insurrections presque permanentes, qui entretenaient les vertus militaires et l'esprit d'indépendance, *la raya* (le troupeau) de la plaine, écrasée sous un joug impitoyable, opposait à ses oppresseurs, le mensonge et la ruse. L'invasion musulmane, d'autre part, en brisant l'unité et la force de résistance des Yougoslaves, a favorisé vers le nord et l'ouest les progrès des peuples étrangers qui se sont étendus à leurs dépens. Les côtes de la Dalmatie et de l'Istrie ont été soumises par les Vénitiens, la Slovénie a été envahie par les colons allemands, tandis que la Croatie et la Slavonie défendaient péniblement leurs droits contre le despotisme habsbourgeois ou la tyrannie magyare.

L'histoire grève ainsi d'une lourde hypothèque l'avenir du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et c'est une histoire fort récente, puisque, à la veille de la première guerre balkanique (1912), les 12 millions de Yougoslaves étaient encore soumis à six ou sept régimes différents : les Slovènes de la Carniole, de la Styrie méridionale et de l'Istrie (environ 1.500.000), envoyaient leurs députés au Reichsrat et étaient rattachés à la Cisleithanie ,de même que les Croates de la Dalmatie (600.000). La Croatie et la Slavonie (2.400.000 habitants) dont la condition était réglée par la *nagoda* (entente) de 1888, faisaient partie du royaume de Hongrie et leurs représentants siégeaient à Budapest ; du moins jouissaient-elles en principe d'une assez large autonomie ; elles possédaient leur diète particulière (le Sabor de Zagreb), d'où relevait l'administration intérieure et le croate était la langue officielle du pays. Les Serbes de Hongrie, au contraire, (Sirmie et Banat, environ 700.000), faisaient partie intégrante du royaume de Saint-Etienne et étaient livrés sans défense, à l'exploitation magyare ; la Bosnie Herzégovine (1.800.000 habitants), que se disputaient l'Autriche et la Hongrie, demeurait indivisée et avait son administration propre et son statut particulier. Le royaume de Serbie ne comptait guère plus de 3 millions d'habitants et la Tsrna Gora 200.000, tandis que plus de 2 millions de Serbes vivaient encore sous le joug musulman.

Ne faut-il pas un étrange optimisme, nous dit-on, pour espérer l'amalgame rapide de ces populations que tout divise, l'histoire, les mœurs, l'organisation sociale, l'écriture, la religion. Comment réconcilierez-vous et rassemblerez-vous dans un patriotisme commun ces mulsumans, ces orthodoxes et ces catholiques qui se persécutent depuis des siècles et chez qui, l'idée de race est infiniment plus faible que le fanatisme religieux ? Les Croates et les Slovènes ont été fort longtemps les sujets de l'Allemagne et ils se sont pénétrés de ses méthodes ; les Dalmates ont été, pendant plusieurs siècles, à l'école de Venise, et encore aujourd'hui le voisinage de l'Italie imprime à leur existence et à leur pensée, une tournure spéciale, tandis que chez les Serbes de la Choumadia et de la Morava, un siècle de liberté n'a pas complètement effacé l'empreinte musulmane. Par quel philtre magique, fondre en un solide alliage ces éléments réfractaires ? Par quel prodige arrivera-t-on à résoudre ces dissonnances dans une suave harmonie?

II

Ces jérémiades ont pour premier inconvénient d'être parfaitement inutiles. Quoi qu'en pensent encore certains austrophiles attardés, l'Autriche n'a pas été détruite par les Serbes, elle a succombé sous le poids de ses propres fautes. Nous nous sommes réjouis de sa disparition, parce que l'événement avait prouvé depuis longtemps qu'elle était parfaitement incapable de se réformer. Mais il eût suffi à ses souverains, d'une très faible dose de générosité ou même de simple bon sens pour que la monarchie danubienne poursuivit son existence. Peut-être même, avec un peu d'adresse et de bienveillance, les Habsbourgs auraient-ils réussi à amener les Serbes indépendants, à se rattacher à la monarchie danubienne, sous une forme plus ou moins étroite. Ils ont laissé passer l'heure et leur irréparable sottise les a acculés à la catastrophe : ils sont seuls responsables des ruines accumulées. Aujourd'hui nous sommes en face d'une situation que nous n'avons pas créée et qu'il

n'est au pouvoir de personne de modifier. L'Autriche est morte, et nous ne sommes plus au siècle des miracles ; personne ne la ressuscitera. A quoi bon, dès lors, se confondre en lamentations stériles et en regrets superflus ? Notre rôle consiste-t-il vraiment à jeter le découragement parmi les jeunes peuples qui naissent à la vie, en leur traçant un si sombre tableau des calamités qui les attendent ? On n'accomplit rien de grand dans la vie, sans la foi et à n'envisager l'avenir que sous les perspectives les plus lamentables, nous finirions par sombrer dans une inertie qui ne profiterait qu'à nos adversaires.

Cet avenir que l'on nous peint sous des couleurs si moroses, est-il d'ailleurs tellement alarmant, et faut-il vraiment supposer que l'union des Yougoslaves se heurtera à des obstacles invincibles ? Des froissements, des rivalités, des malentendus, — ils ne manqueront pas. Mais les intéressés nous affirment que l'entente se réalisera beaucoup plus aisément que nous le supposons, et que les forces de cohésion l'emporteront rapidement sur les éléments centrifuges. Leurs raisons sont sérieuses et il n'est pas superflu de les rappeler.

Les travaux récents des géographes les plus autorisés ont mis en lumière un fait essentiel qui a été développé récemment avec une force singulière par M. Cvijic, dans son livre : *La Péninsule Balkanique*. M. Cvijic, dont le renom est européen, apporte un témoignage d'autant plus précieux, qu'il repose sur tout une vie de recherches et que ses conclusions n'ont pas été dictées par les événements actuels. Un point capital ressort de ses études. Les diverses régions naturelles de l'Europe Orientale, si nettement délimitées, qu'elles nous apparaissent, sont fort loin d'être séparées par des cloisons impénétrables. Au contraire, elles sont reliées les unes aux autres par une série de communications transversales ou longitudinales, où passent des routes qui ont été pratiquées depuis les époques les plus reculées ; des relations constantes se sont maintenues ainsi entre les divers groupes ethniques, si bien qu'ils ont à la fois une physionomie individuelle très tranchée et un air de famille qui les distingue, à première vue, de leurs voisins.

Les voies longitudinales ont toujours joué un rôle de premier plan. La plus célèbre et la plus importante suit la vallée de la Morava, que le Vardar continue directement vers le sud et qui, prolongée au nord et au nord-ouest par le Danube et ses grands affluents, unit à l'Egée et à l'Asie-Mineure la Vojevodie serbe, la Slavonie, la Croatie. Suivant l'expression pittoresque de M. Devas (*La Nouvelle Serbie*), c'est une sorte d'artère-aorte de l'organisme yougoslave. Sur cet axe central, s'embranchent une série de voies secondaires qui, à travers la Vieille Serbie, l'Albanie et la Bosnie, mettent en relations l'Adriatique et l'intérieur. Vers l'endroit où finit la Morava, au confluent de la Save et du Danube, s'élève la capitale de la Serbie, Belgrade, à proximité du confluent de la Drave et de la Tisza, au centre du groupe hydrographique le plus imposant de l'Europe. Par la Drave et la Save, et leurs affluents la Mulir, la Kulpa, la rivière croate, l'Unna, le Vrbas, la Bosna et la Drina qui viennent de la Bosnie et des régions pindo-dinariques, la Choumadia, noyau de la Serbie centrale, étend ses vues vers la Slovénie, la Croatie, la Dalmatie et la Bosnie ; tout la désigne ainsi pour devenir le centre de la vie politique économique et intellectuelle du nouveau royaume : trop éloignée pour opprimer les autres régions historiques, qui conserveront une très large autonomie, elle jouera le rôle de direction et de défense qui, dans tous les pays, appartient aux capitales. Comme elle a, pendant plusieurs siècles, arrêté la poussée ottomane, elle barrera aux Allemands, la route de l'Orient, surveillera les Magyars, contiendra les Bulgares qui n'acceptent pas leur défaite et tendra la main à la Roumanie et à la Grèce.

Les circonstances historiques d'autre part n'ont pas eu pour unique résultat de jeter parmi les Yougoslaves des germes de division. Depuis les temps les plus reculés, mais surtout depuis les invasions turques, les populations de la péninsule ont été brassées par le flux et le reflux d'incessantes oscillations. Le passage des armées et les rapines des pachas, les rafles périodiques d'enfants que l'on enlevait pour les incorporer dans les corps de janissaires, les insurrections et les répressions féroces qu'elles entraînaient, les épidémies et les famines, sans parler du passage annuel des pâtres qui conduisaient régulièrement leurs troupeaux de la plaine dans la montagne, et des longs convois de colporteurs, ont déterminé un extraordinaire mélange de peuples. Avant ces dernières années, nous soupçonnions à peine l'importance de ces migrations dont le flot emportait parfois des dizaines de mille familles : les plaines, désolées par la guerre, la famine et la maladie, ont été dix fois repeuplées par les colons descendus des montagnes, tandis que vers le nord et l'ouest, les vides étaient comblés par les proscrits ou les fugitifs que chassait la tyrannie turque. Par là, en dépit des contrastes géographi-

ques et de la diversité de l'évolution historique, s'est maintenue et accentuée l'unité nationale ; de Lioubliana à Skoplié, et de Doubrovnik à Belgrade, c'est partout un même peuple que nous rencontrons, si semblable à lui-même dans sa variété, que tous les voyageurs en ont été frappés. Un Dalmate est certainement très différent d'un paysan de la Choumadia et un Slovène se distingue nettement d'un pâtre de la Ratchka ; mais ils n'en sont pas moins marqués par une certaine communauté de traits qui ne permet de les confondre ni avec un Albanais, ni avec un Bulgare. Sur les bords de la Sotcha ou du Vardar, les mêmes légendes se transmettent de génération en génération ; les pesmés qui célèbrent Marko Kraljévitch, Brankovitch ou le roi Lazare, et les cycles de Kosovo ou de Kara-Georges, ne sont pas moins répandus dans l'Herzégovine ou la Bosnie que dans le bassin de la Morava ; on trouve près de Zadar un champ de Kosovo et aux portes de Pola, un ancien amphithéâtre romain est devenu le tombeau de Marko ; l'art décoratif populaire, les broderies, les tapis s'inspirent des mêmes motifs ; la *zadrouga*, la famille communautaire, se rencontre chez les Croates comme chez les Serbes. Partout, sous les apports superficiels des civilisations diverses qui, à des époques successives, ont recouvert telle ou telle partie de la Péninsule, subsite le fonds ethnique primitif ; les apparences ont varié, le cœur n'a pas oublié ses origines.

Cette unité fondamentale de la nation yougoslave se marque par l'identité de la langue. Le croate et le serbe ne sont en effet qu'un même dialecte, écrit en caractères différents. Les Serbes qui viennent d'accepter le calendrier grégorien, renonceront sans doute, dans un temps plus ou moins rapproché, à l'alphabet cyrillique et alors le nom même de Croate et de Serbe, qui ne répond à aucune différence réelle et ne représente plus que des souvenirs historiques assez confus, disparaîtra. Les Slovènes qui occupent les pentes des Alpes Juliennes, et des Karavankes, le haut plateau du Karst, ainsi que les vallées supérieures de la Drave, de la Save et de la Sotcha et, avec Lioubliana (Laybach) pour capitale, ont conservé leur dialecte comme langue littéraire : fort peu nombreux, ils ont cru, comme les Slovaques, qu'ils résisteraient mieux à la pénétration allemande, en se rattachant étroitement au parler populaire : ils n'en ont pas moins subi l'influence de Vouk Karadjitch, l'illustre fondateur de la langue serbe moderne, et de Louis Gaj, le prophète de l'Illyrisme qui, vers 1830, se fit le prédicateur éloquent de l'union yougoslave. En particulier sous l'action de Bleiweis et de son école, le slovène s'est développé dans le même sens que le serbo-croate et la fusion complète sera facile et rapide. Dès maintenant, la masse du peuple, sans s'arrêter à de puériles distinctions grammaticales, a un sentiment profond de l'unité de la langue yougoslave, *Nachki*, notre langue. Qu'entendez-vous par nachki ? demandait Murko, le slaviste bien connu, à un batelier de Doubrovnik. — Monsieur, lui répondait le batelier, ici nous parlons la langue que la mère nous a apprise : serbe, croate, c'est l'affaire des Messieurs de disputer là-dessus. — Du Quarnero au Vardar, des montagnes du Banat à Goritsa, les paysans et les ouvriers s'entendent sans la moindre difficulté, et la différence entre le slovène et les dialectes les plus éloignés de la Serbie, est infiniment moindre qu'entre le vénitien et le toscan.

On répète toujours que les Croates sont catholiques et les Serbes orthodoxes. Sous cette forme absolue, ce n'est pas exact, mais il est vrai que la plupart des Croates se rattachent à l'église romaine et que l'orthodoxie domine parmi les Serbes. Les Habsbourgs auraient manqué à leurs traditions les plus anciennes s'ils n'avaient pas essayé de profiter de ces divergences religieuses, pour jeter la division et la haine entre les Yougoslaves. Leur plan a obtenu quelque temps un certain succès ; mais il a été vite percé à jour et dès le moment où on a reconnu le but qu'ils poursuivaient, les intrigues de la Cour de Vienne ont été déjouées par la ferme raison des populations. Les Serbes sont très peu enclins au fanatisme : *brat yé mio, Koye vèré bio*, dit le proverbe : c'est mon frère, de quelque religion qu'il soit. Aujourd'hui, les quelques meneurs qui, par étroitesse de cœur, ou pour quelque raison plus méprisable encore, entretenaient des querelles surannées, sont absolument discrédités et ils sont reniés par le clergé lui-même. A Chicago, le 24 août 1915, les prêtres yougoslaves des Etats-Unis ont solennellement proclamé que les divergences confessionnelles ne leur paraissaient nullement de nature à s'opposer à un développement commun de peuples constitués en Etat.

Cette passion d'unité, qui, en dépit de tous les obstacles, pousse les uns vers les autres, les Serbes, les Croates et les Slovènes, correspond d'ailleurs à des intérêts matériels impérieux. Les diverses régions yougoslaves sont complémentaires les unes des autres ; en les séparant, on les ruine, ou du moins on les condamne à végéter dans une demi-misère. Les provinces karstiques, dénudées

par le vent et brûlées par le soleil, ont besoin des céréales que produisent en abondance la Slavonie et la Hongrie méridionale ; la Dalmatie, qui ne peut demander à l'Italie le blé qui lui manque ni lui vendre ses vins, ses huiles et son poisson, est le débouché naturel des graines, des fruits et du bétail de la Serbie ; et les bois de Bosnie sont indispensables à ses marins : Doubrovnik, qui du XIVe au XVIIe siècle a été un des ports les plus actifs de la Méditerranée, s'est endormie du paisible sommeil d'une petite ville de province, dès qu'elle a été coupée de l'intérieur ; Riéka (Fiume) serait condamnée à une rapide décadence, si elle cessait d'être le débouché des vallées de la Drave et de la Save.

(*A suivre*) E. Denis.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

Mme Brill commençait à s'alarmer pour Kitty, ne comprenant pas comment elle n'avait pas encore trouvé à se marier. Elle s'était imaginé que dans ce milieu opulent, où vivait sa fille, elle ne tarderait pas à décrocher quelque millionnaire, ou un parti brillant.

Elle était loin de se douter à quel point Kitty avait été sur le point de le trouver. Salvina lui avait tu les insistances de Sugarmann, et ne raconta point qu'elle avait empêché le Chadekan et Rosenstein de revenir à la charge auprès de sa mère, en leur déclarant catégoriquement que nul au monde ne pouvait peser sur les résolutions de Kitty qui avait seule voix au chapitre.

Lorsque le millionnaire sud-africain éconduit retourna au Cap, désespérant de jamais fléchir Kitty, Salvina écrivit à sa sœur une chaleureuse lettre de félicitations, vantant sa grandeur d'âme et son désintéressement.

Dans les années qui suivirent, elle eut souvent à subir les plaintes de Mme Brill qui se désolait de ce que Kitty n'était pas encore établie. Mais ces homélies étaient une revanche inconsciente contre celle qui en fut la cause.

Kitty, elle, n'entendait jamais ces plaintes, pour elle, sa mère trouvait son sourire le plus doux, lui faisait fête et la recevait toujours à bras ouverts. Il est vrai que jamais Kitty ne venait les mains vides et qu'elle ne manquait jamais de lui apporter quelque bagatelle, quelque cadeau insignifiant, qui représentait pour elle un jour de bonheur paisible et sans nuages.

Les petites broches, les médaillons et breloques, qu'elle montrait à toutes ses voisines à la ronde, leur donnaient une échappée sur les sphères élevées où se mouvait Kitty. Des carrosses à huit ressorts et des laquais poudrés, de moelleux tapis et des salons dorés miroitaient devant leurs yeux, pleins d'envie.

— Ma Kitty ! Ma belle Kitty ! chantait Mme Brill sur tous les tons.

Les petits cadeaux de Kitty, qui rompaient si plaisamment la monotonie des longs jours, l'impressionnaient bien autrement que les sacrifices que s'imposait Salvina et les soins dont elle l'entourait.

A son tour, Salvina s'ingéniait à faire plaisir à Kitty et ne manquait jamais de lui offrir un beau cadeau le jour de sa fête ou à toute autre occasion, qu'elle saisissait avec empressement pour remercier Kitty de toutes les privations que la chère enfant s'imposait pour faire plaisir à sa mère.

X

Salvina venait d'avoir vingt-trois ans, lorsqu'un grand changement survint dans leur situation. Lazare cessa de lui demander des subsides et se montra joyeux et plein de confiance dans l'avenir.

Il se complaisait à taquiner souvent Salvina au sujet des soucis imaginaires qu'elle se créait trop facilement. Il s'installa dans une maison plus importante et le fauteuil de Salvina fut remplacé par un autre, plus luxueux.

Cet heureux changement dans les affaires de son frère fut un grand soulagement pour Salvina. Sa situation s'en améliora sensiblement et elle put mettre de côté quelques économies. N'ayant plus son frère à sa charge, elle songea à apporter quelques modifications dans sa propre existence.

Fallait-il abandonner ses leçons du soir, qui lui minaient la santé, ou bien allait-elle employer son argent à procurer une charmante surprise à sa mère et à Kitty, en déménageant de nouveau à Hackney ?

Elle hésitait entre ces deux alternatives, pesant le pour et le contre, avec une joie secrète, tout en étant persuadée au fond qu'elle se déciderait pour le déménagement. Dans ses rares visites, Kitty n'avait jamais manqué de critiquer l'humiliant voisinage, et de se plaindre des énormes frais de voiture que lui causaient ses courses. Mme Brill de son côté était désolée de ne plus voir stationner devant sa porte l'équipage des Samuelson, qui excitait l'admiration générale.

Toutefois, une visite inattendue qu'elle reçut de

(1) *Revue Bleue*, nos 23, 1918 et suivants.

Kitty, à son école, et non à la maison, coupa court à ses hésitations.

Il était environ midi et demi, et Salvina, qui, de sous-maîtresse était devenue depuis longtemps maîtresse, se tenait à son pupitre, en train de corriger un devoir allemand d'une de ses élèves particulières.

Seulement quelques gamines, en punition pendant l'heure de la récréation, étaient restées dans la classe, et la salle avait une atmosphère lourde, toute chargée d'haleines nombreuses.

Une vitrine de minéraux s'adossait au mur, et tout autour, dans la salle spacieuse, étaient accrochés des cartes géographiques et des tableaux d'animaux et de plantes.

Kitty entra en coup de vent et sous son élégant chapeau à fleurs, elle parut une vision d'un autre monde, dans l'humble salle.

— Oh pardon ! Je te croyais seule ! s'exclama-t-elle mécontente.

— C'est important ce que tu as à me dire ? Ne fais pas attention aux enfants, nous pouvons causer en allemand. Ce n'est rien de grave, j'espère ?

— Non, rien d'alarmant, dit Kitty en allemand, mais je comptais te trouver seule et pouvoir causer avec toi.

— J'ai dû rester ici avec les petites, qui sont en pénitence.

— Cela me paraît plutôt une punition pour toi même ! As-tu déjà déjeuné ?

— Non ! avoua Salvina, en rougissant.

— Non ? Et pour quelle raison ? Serait-ce un jour de jeûne juif ? On a toujours de ces surprises avec vous !

— Comme te voilà loquace ! sourit Salvina. Non, je déjeunerai aussitôt que la punition des enfants sera levée.

— Mais pourquoi attendre leur départ ?

Salvina rougit plus fort.

— Eh bien, il ne faut pas manger... un bon dîner, devant des enfants qui ont faim.

— Un bon dîner ! Grand Dieu ! Que manges-tu donc ? Des truffes à la serviette ou des œufs de pluvier ?

— Non, mais on m'apporte un dîner substantiel du restaurant, et comparé à l'ordinaire que ces enfants ont chez elles — un bifteck avec des pommes de terre sautées, est un repas de gourmet.

— Oh ! je n'en crois rien ! Elles sont toutes plus remplumées que toi ! Et c'est une double punition que tu t'imposes, de te priver de déjeuner avec un surcroît de travail. Mais renvoie-les donc ! cela me donne sur les nerfs de les avoir sur le dos ! Et fais-toi apporter ton déjeuner, comme une personne raisonnable !

Sans seulement attendre la réponse de Salvina, elle s'écria gaiement :

— Filez, mes enfants ! Allez vous en !

Les fillettes se regardèrent avec hésitation et puis se tournèrent vers Salvina, qui devint toute rouge.

— Oui, cette dame plaide pour vous et j'ai dû que si vous promettez d'être...

— Oh oui, oh oui ! fut l'exclamation enthousiaste, et les enfants s'esquivèrent joyeusement.

— Eh bien, voilà ce qui m'amène ici. C'est pour te dire que je ne suis pas sûre de conserver ma place !

Salvina pâlit visiblement et son cœur battit à coups redoublés. Elle attendit en silence l'explication.

— Lili se marie !

— C'est une raison de plus pour que Mabel garde auprès d'elle sa demoiselle de compagnie.

— C'est le commencement de la fin ! Va ! Le mariage est chose contagieuse dans une famille. Aussitôt le numéro un enlevé, vient le tour du numéro deux. Mais ce n'est pas ce qu'il y a de pire.

La pauvre Salvina sentit son souffle lui manquer.

— Qui, penses-tu, est l'heureux fiancé ? Tu ne devineras jamais !

— Comment veux-tu que je devine ? Je ne connais personne de votre monde.

— Oh que si ! Tu le connais.

Salvina se creusa vainement la tête.

— Va, tu ne devineras jamais ! C'est Moss Rosenstein.

— Pas possible ! Lui et Lili Samuelson...

— Oui, Lily Samuelson.

— Mais il doit être vieux ?

— Elle non plus n'est plus un poussin. Et toi qui trouvais qu'il m'outrageait en me demandant en mariage. Ayant franchi le seuil de leur maison pour me voir, il a eu je suppose des visées plus hautes.

— Pas plus hautes. Plus riches veux-tu dire ! Je dirais plutôt plus basses, puisque Lily Samuelson s'abaisse à ramasser ce que toi tu as repoussé ! Et c'est sans doute de la main de Sugarmann qu'elle tient ce cadeau ?

— Tout cela, c'est bel et bien, mais c'est une piètre fiche de consolation pour moi ! Et les jeunes amoureux font peine à voir ! Moss Rosenstein a une peur bleue de moi, quand par hasard il surprend un regard railleur. Je ne serai nullement étonnée, s'il persuade les parents de se séparer de moi. Ce serait vraiment le bouquet. Perdre tout à la fois !

— Espérons pour le mieux ! lui dit Salvina.

pour la consoler, en l'embrassant. Après tout, tu trouveras une autre place !

— Je me fais vieille ! soupira Kitty.

— Vieille ! Toi !

L'anémique petite institutrice regarda avec une admiration sans borne la beauté de sa sœur aînée, et eut un sourire plein d'orgueil.

Mais lorsque Kitty fut loin, et que son déjeuner fut apporté, Salvina n'avait plus faim...

XI

Le sort en est jeté ! C'est clair et évident qu'entre les deux alternatives, renoncer aux leçons supplémentaires, et déménager, elle ne pouvait hésiter.

D'un moment à l'autre, Kitty pouvait revenir sous le toit familial et il était urgent que ce toit fut digne d'elle.

Salvina employa l'après-midi du samedi à visiter les maisons à Hackney, et par un décret insondable de la providence, leur ancienne maison portait une pancarte : Maison à louer.

Elle avait un air d'abandon et de vétusté, comme si étant restée inhabitée pendant de longs mois, elle avait perdu tout espoir...

Salvina vit là comme un symbole de l'abandon de sa mère, et un désir spontané germa en elle de réhabiliter l'une et l'autre !

Ce fut vite fait de relouer la maison, qui fut livrée aux ouvriers pour être remise en état. Salvina choisit des papiers exactement pareils aux anciennes tentures et recommanda de faire les mêmes peintures. Elle comptait déménager quelques jours avant le terme.

Son cher secret donna de l'éclat à ses joues et elle se sentit légère et gaie, toute réconfortée, comme si elle aussi avait été remise à neuf.

Ce lui fut un effort de tous les jours de garder le secret pour sa mère, mais le secret déborda et elle se confia à son frère.

Lazare accueillit la nouvelle avec une joie si franche, que Salvina en eut les larmes aux yeux. Il voulut à tout prix l'accompagner et surveiller lui-même les travaux. Il causait avec les ouvriers, s'indigna contre la chicherie du propriétaire qui ne remplaçait pas les tuyaux d'écoulement, et il offrit même de lui faire une visite à ce sujet.

Enfin, en rentrant un jour après ses leçons, Salvina trouva une carte postale, l'informant que la maison était entièrement prête à recevoir ses nouveaux hôtes. Ce fut pour la première fois qu'elle éprouva une vraie satisfaction que sa mère ne sût pas lire.

Au jour venu, elle proposa à sa mère de faire une promenade à Victoria Park et elle eut à vaincre la résistance de la brave femme qui ne se déplaçait pas volontiers.

En quittant le Parc, où par hasard il y avait eu de la musique au grand plaisir de Mme Brill, Salvina la conduisit par de savants détours à leur ancien logis, s'efforçant de détourner son attention par une conversation animée.

Ses jambes la guidaient automatiquement vers la sombre Hackney Terrace, où elle était si souvent venue, après une longue promenade au Parc. Sans s'en apercevoir, elle poussa la grille du jardin, et pendant que Salvina toute haletante, de crainte de voir se rompre le charme, tournait en tremblant la clé dans la serrure, sa mère, entra délibérément et se laissa choir avec un soupir de soulagement sur le banc dans l'antichambre.

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL.

(*Nouvelle traduite par* NAD)

L'AUTRICHE ALLEMANDE

La question de l'Autriche allemande, qui avait surgi au lendemain de l'effondrement austro-hongrois, et même bien auparavant, pour ceux qui suivaient l'évolution des faits, s'est placée au premier rang de l'actualité. Il s'agit de savoir comment vivra ce pays, enserré de toutes parts entre d'autres pays aussi grands ou plus grands que lui, et qui lui barrent les accès de la mer. A ce problème très important pour l'Autriche, s'adosse un problème d'intérêt beaucoup plus général. L'Etat nouveau ira-t-il rejoindre la République allemande, pour prolonger le germanisme vers la république Magyare, entre la Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie ?

Il n'était pas malaisé de discerner, et même longtemps à l'avance, que cette interrogation surgirait le jour où s'écroulerait la puissance Habsbourgeoise. D'aucuns estimaient qu'il fallait maintenir coûte que coûte cette puissance, pour éviter justement que les Allemands d'Autriche ne fussent attirés vers Berlin. Je n'ai point l'intention d'aborder ou mieux de reprendre un débat qui n'a plus qu'une valeur historique, et d'ailleurs il suffit à certains égards, de rappeler que ceux qui opinaient pour la conservation du trône des Habsbourg, étaient les premiers à dénoncer l'inféodation de cette dynastie aux Hohenzollern. Aujourd'hui encore ils évitent de se demander si la survivance de la forme impériale, sur le Danube, n'était point incompatible avec l'abolition de cette même forme

sur la Spree. Il y avait toujours eu, et quelles que fussent les vicissitudes de la politique diplomatique, solidarité entre les trois grandes maisons souveraines de l'Europe centrale et orientale : il était illogique et impossible que deux d'entre elles disparaissant, la troisième, la plus faible et la plus menacée, pût subsister. Toute révolution en Autriche-Hongrie devait aboutir infailliblement, comme en Russie, à ces deux résultats : suppression des institutions anciennes, c'est-à-dire de l'absolutisme ouvert ou masqué ; création d'États nationaux. Ici 3 États nationaux se sont érigés, les autres parties de l'Empire allant rejoindre d'autres nationalités ou anciennement ou tout nouvellement formées. Mais il était une solution qu'on pouvait envisager, qui dotait la région Danubienne d'une organisation souple et stable, qui lui assurait la liberté politique et l'expansion économique, en même temps qu'elle offrait à l'Autriche allemande une chance de vie indépendante : c'était la Fédération Danubienne. Il n'apparaît pas que ses avantages aient frappé à l'origine tout le monde à l'Occident de l'Europe. Notre diplomatie, une fois de plus, a découvert beaucoup trop tard le problème qui se posait à Vienne, à Linz, à Gratz et à Innsbruck.

L'Autriche allemande est l'un des moins vastes parmi les États qui sortent de la dislocation des Empires écroulés.

Si l'on s'en réfère aux statistiques officielles, la Basse Autriche s'inscrivait en 1913 pour 19.825 kilomètres carrés et 3.635.000 habitants, la Haute Autriche pour 11.982 kilomètres carrés et 864.000 habitants, la Styrie pour 21.425 kilomètres carrés et 1.468.000 habitants, Salzbourg pour 7.153 kilomètres carrés et 221.000 habitants, la Carinthie pour 10.326 kilomètres carrés et 406.000 habitants, le Tyrol et le Vorarlberg pour 30.300 habitants, carrés et 1.130.000 habitants. C'est une région composée en partie de montagnes élevées, et où les grandes agglomérations sont peu nombreuses, deux villes seulement, Vienne et Gratz, dépassant 100.000 âmes. L'État autrichien- allemand n'atteint pas en tout à 8 millions d'individus, car la densité kilométrique est faible dans les Alpes du Tyrol et de Salzbourg. Il y a une grande industrie dans la vallée même du Danube, mais que la constitution de la Tchéco-Slovaquie en république indépendante prive des matières premières indispensables; ailleurs, c'est la petite industrie ou l'agriculture qui prédomine. Si l'on examine la question des débouchés, qui se révèle capitale, elle est grave : pour atteindre à la mer du Nord, les produits doivent traverser ou l'Allemagne, — ou la Tchéco-Slovaquie et l'Allemagne —; pour atteindre à la mer Baltique, la Tchéco-Slovaquie et l'Allemagne, ou la Tchéco-Slovaquie et la Pologne ; pour atteindre à l'Adriatique, la Yougo-Slavie annexée à la Serbie ; et vers la mer Noire et l'Archipel, la Hongrie et les États Balkaniques s'interposent. Les problèmes essentiels apparaissent plus complexes encore ici que dans la Confédération Helvétique.

La forme politique de l'Autriche allemande, — je veux dire les principes mêmes de son régime, ne semblent plus guère devoir être discutés, depuis que son peuple a prononcé aux élections du 16 février. Dès le 30 octobre 1918, l'Assemblée nationale de Vienne, accomplissant un geste révolutionnaire, avait proclamé l'indépendance du pays, en confiant les pleins pouvoirs à un Conseil d'État et à 14 secrétaires d'État. Tout de suite les social-démocrates, — dont le journal l'*Arbeiter Zeitung* avait conquis depuis quelque temps une liberté à peu près complète, avaient revendiqué des institutions républicaines; mais les chrétiens-sociaux, qui disposaient aussi d'une force très réelle sur le Danube, avaient combattu cette solution, car leur aile droite, très influente comme celle du centre catholique en Allemagne, demeurait étroitement traditionnaliste. Leur Congrès du 30 octobre avait opiné pour le maintien de la dynastie, et la *Reichspost*, qui interprétait à la fois leurs sentiments et ceux de la faction militaire, alléguait que la suppression de l'autorité des Habsbourg à Vienne déterminerait la défection du Tyrol, dont le loyalisme était bien connu. Et de fait des velléités séparatistes se manifestèrent peu après à Innsbruck, comme d'ailleurs et pour des raisons différentes, et la plupart du temps économiques, à Salzbourg, en Styrie, et dans le Vorarlberg. Salzbourg regarda vers la Bavière ; la Styrie vers la Yougo-Slavie, et le Vorarlberg vers la Suisse.

Quoiqu'il en fût, l'Assemblée Nationale, le 11 novembre, déclara : 1° Que le régime de l'Autriche allemande serait la République et que tout pouvoir y émanerait du peuple, et 2° que la jeune démocratie se rattacherait à la démocratie allemande. Je réserve ce second point pour y revenir. Sur le premier, il ne semble pas que la controverse, depuis cette solennelle manifestation, ait été très vive. La République est la forme constitutionnelle, qu'ont adoptée tous les États sortis du grand cataclysme de l'Europe orientale et centrale, — de la Finlande à la Géorgie et à l'Ukraine, de la Pologne à la Hongrie et à la Tchéco-Slovaquie. C'était une impossibilité morale pour l'Autriche allemande d'accepter la domination d'un Habsbourg, alors que Munich, Prague et Budapest excluaient le système monarchique. Les paysans du Tyrol, si attachés au passé qu'ils fussent, s'inclinèrent, com-

me ceux de la Haute-Bavière, dont le tempérament et les convictions étaient les mêmes, devant le fait accompli.

Les élections du 16 février n'étaient point capables, au surplus, de réveiller l'agitation royaliste, et même si elle eût gardé de fervents propagandistes. Les libéraux, qui eussent accepté une monarchie à l'anglaise, ne revenaient qu'une poignée et, comme les démocrates allemands, manquaient de préférences bien marquées. Les chrétiens-sociaux qui, à l'origine, avaient combattu la république, subissaient un grave échec, car à Vienne où ils avaient été si longtemps les maîtres, ils n'obtenaient que du tiers au quart des voix. Sans avoir la majorité absolue dans l'Assemblée, les social-démocrates avaient remporté une telle victoire, contrairement à l'attente de leurs adversaires et à leurs propres prévisions, qu'ils disposaient pratiquement de tout pouvoir d'action.

L'Autriche allemande deviendra-t-elle une partie de l'Allemagne ? Au lendemain de ces élections, l'interrogation s'est faite plus pressante que jamais.

Il n'est pas besoin de rappeler dans quelle mesure la monarchie des Habsbourg, sous François-Joseph, comme sous Charles Ier, fut inféodée au gouvernement de Berlin. Les Allemands de Vienne, de même que les Magyars, acceptaient cette tutelle, parce qu'ils y trouvaient des garanties contre la permanente insurrection des éléments Slaves, Roumains, Italiens de la Double monarchie. Si certains groupements, à diverses époques, avaient préconisé une union plus directe, plus officielle avec l'empire des Hohenzollern, ils n'avaient pas été suivis. Au lendemain de la dissolution de l'Etat Habsbourgeois, une situation nouvelle se présenta. Après avoir été longtemps oppresseurs, les Allemands d'Autriche se plaignirent d'être opprimés à leur tour : la propagande pour le rattachement à l'Allemagne prit alors une intensité exceptionnelle, encore qu'elle soulevât de vives résistances et qu'il eût été possible, comme je l'ai dit il y a plusieurs mois, d'envisager, avec de sérieuses chances de succès, la formation d'un organisme fédératif sur le moyen Danube, de la frontière bavaroise à la frontière serbe.

Il y a lieu ici de revenir brièvement sur les manifestations des derniers temps. Les organes germaniques de Bohême n'avaient pas attendu la dislocation de l'Empire austro-hongrois, pour préconiser le « rattachement », car il devenait à leurs yeux le seul moyen de combattre la prépondérance tchèque dans cette région. Mais le *Fremdenblatt* posait déjà cette question : les Alliés n'interdiront-ils pas une telle procédure, qui augmenterait l'Allemagne de plusieurs millions d'hommes ? Il envisageait l'hypothèse de la Fédération Danubienne, et l'attitude de l'Italie lui suggérait des réserves, car, d'après lui, le cabinet de Rome entendait que la Yougo-Slavie demeurât isolée. Cependant on apprenait, vers le même moment, que Vienne essayait de négocier avec Pesth, et que le chef de la République Tchéco-Slovaque, Masaryk, était favorable à cette reconstitution de l'ancienne Autriche-Hongrie sous une forme essentiellement nouvelle. La presse viennoise, durant tout le mois de décembre, discute le problème, mais sans apporter à ce débat une excessive passion. Le *Fremdenblatt* attribue au gouvernement français des sympathies pour la solution fédérative, tandis que le *Telegraf* insiste sur les mauvaises dispositions de la Consulta, et que d'autres journaux dénoncent l'intransigeance des Slaves, ou encore appréhendent une subordination de l'Autriche aux Tchéco-Slovaques et à leurs frères de race de Croatie et de Slovénie.

Il est certain que les socialistes prennent position dès la fin de décembre, pour le rattachement. Ils énumèrent les avantages que cette solution offrirait dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique. Leur organe principal l'*Arbeiter Zeitung* flétrit la grande industrie qui demeure rebelle, d'après lui, parce qu'elle a peur de la démocratie de Berlin. Otto Bauer, l'un de leurs leaders, après avoir longtemps déclaré qu'il examinerait les mérites respectifs de la fédération et du rattachement, incline de plus en plus vers celui-ci. Il y est encouragé par les démonstrations des différents partis d'Allemagne, qui après s'être montrés d'abord réservés, offrent ouvertement une place à l'Autriche dans la nouvelle république et célèbrent par avance la fusion des deux pays. Le 31 décembre, le gouvernement de Vienne, par une note officieuse, fait connaître au public que si une proposition d'union douanière lui était adressée par les autres Etats nationaux, il la discuterait, mais que jusqu'ici aucune offre de ce genre ne lui est parvenue. De toute évidence il se prononce contre la Fédération. Pendant tout le mois de janvier on constate que le nombre des adversaires du rattachement diminue. Le 4 février, Ludo Hartmann, ambassadeur autrichien, parlant à Berlin s'exprime ainsi :

« L'Autriche allemande ne peut exister seule économiquement, et il ne lui reste que deux possibilités d'exister : ou la conclusion d'un accord avec l'Allemagne ou la conclusion d'un accord avec ses voisins, la Tchéco-Slovaquie, la Yougo-Slavie, la Hongrie, la Pologne. Si l'on veut écarter la première possibilité, alors la seconde vient au premier plan avec la fondation de la fameuse confédération du Danube. Mais c'est une pensée

des plus grossières, on peut même dire des plus criminelles, quand des peuples se sont délivrés de leur vie en commun, de vouloir les unir de nouveau. » Et Ludo Hartmann montrait que l'Allemagne s'étant transformée, l'Autriche avait beaucoup à attendre d'elle.

Le 6 février, le Sénat académique de Vienne se prononçait pour le rattachement, en alléguant le droit de libre disposition des peuples.

On avait déclaré que le parti chrétien social, le second de l'Autriche par l'effectif, était contraire à cette solution. Au cours d'une réunion électorale récente, l'un des leaders de ce parti, le docteur Weisskirchner, bourgmestre de la capitale, s'exprimait ainsi : « le rattachement à l'Allemagne est le rêve de notre jeunesse. Je m'élève contre l'affirmation que mon parti y est hostile... » et il se bornait à poser quelques conditions.

J'aurai à revenir sur ce problème, dont les éléments sont complexes, sous quelque aspect qu'on l'envisage, et dont l'importance est décisive. L'adjonction de 8 millions d'Autrichiens renforcera l'Allemagne, mais comme on l'a fort bien dit, celle-ci maniait jadis à sa guise tout l'empire Habsbourgeois. La Fédération Danubienne serait une solution recommandable à tous égards, et qui aurait le mérite de créer un tampon entre le germanisme et le slavisme, une sorte de grande Suisse où les conflits ethniques s'amortiraient, mais comment l'imposer aux Allemands d'Autriche ? La thèse du droit des peuples ne saurait comporter des interprétations différentes selon le cas. En sens inverse, les avantages économiques de la Fédération seraient supérieurs à ceux du rattachement pour l'Etat dont Vienne reste le centre, parce qu'il s'ouvrirait des voies d'accès plus nombreuses et plus rapides vers les mers et qu'il aurait chances de mieux sauvegarder son autonomie.

J'aurai à revenir prochainement sur ce sujet dont j'ai voulu surtout souligner la gravité. Pour cette fois, j'arrête mon étude à la veille de la réunion de l'Assemblée nationale autrichienne.

PAUL LOUIS.

M. CHARLES MAURRAS POÈTE

M. Charles Maurras met tous les jours à notre disposition, pour une somme modeste, une série de réflexions politiques dont le réalisme et la logique sont les caractères certains. On sait que M. Maurras n'improvise pas ses argumentations et qu'il se défend de rien inventer. C'est dans une lecture considérable qu'il a puisé la matière de ses réflexions. Sa méthode est d'ailleurs empirique et critique ; on le voit observateur attentif des « faits concrets » qu'il s'applique à interpréter du point de vue de l'intérêt permanent de la collectivité française. Cela ne peut manquer de fixer l'attention et c'est un vieil ami, adversaire de ses idées politiques, qui disait : « Si dans la discussion l'on accepte son point de départ, on est perdu ! » et il le saluait en riant « Prince de la déduction, Roi du syllogisme ». Ses dossiers sont abondamment fournis; il est fertile en textes, en chiffres, en dates, masses compactes qui affèstent et qui prouvent. Rien de plus positif, tranchons le mot, rien de plus prosaïque et qui soit d'une tyrannie plus absorbante.

C'est le même homme que nous surprenons en compagnie des Muses. Non point par accident : il vit depuis l'enfance dans leur familiarité. D'aussi vifs contrastes peuvent se rencontrer ailleurs, ils ne sont nulle part si fréquents ni si voisins du paradoxe que dans le cerveau complexe de M. Charles Maurras.

On connaît de lui peu de vers. La raison en est qu'il les a brûlés par monceaux. Ce qui échappa à ces destructions farouches ne se transmet guère que par tradition orale ainsi qu'au temps des Homérides.

*
* *

Cependant nous avons lu l'année dernière dans une Revue méridionale, *Le Feu*, un singulier petit poème intitulé *Révélation*. Il était vieux de vingt-deux ans et portait à sa dédicace le souvenir d'un poète, mort en 1896, Paul Guigou (1). Le poème est construit en vers de 9 syllabes. M. Maurras paraît aimer les difficultés de cet équilibre, chéri de Paul Verlaine et qui peut aussi se réclamer de l'autorité de Malherbe. En lisant le morceau, un journaliste parisien s'étonna que M. Maurras pût compter « parmi les précurseurs de nos jeunes poètes fantaisistes ».

La lune frappe à toutes les vitres
Elles sont dures comme des cœurs.
La Colombine embrasse le Pitre
Elle l'embrasse de tout son cœur.

Lui, ne sait pas que la belle est sienne
Elle le berce entre ses bras blancs
Il n'y a pas de baiser qui tienne...
Qui guérira cet esprit dolent ?

---

(1) Les amis de ce poète si tôt ravi aux lettres françaises, et parmi eux, M. Maurice Barrès, ont réuni l'essentiel de son œuvre sous le titre trop justifié : *Interrupta*. (Librairie Plon, 1898).

Tout l'a deçu, tout ce que l'on aime.
La vie a retourné contre lui
Maint aiguillon tiré de lui-même
Son cœur usé se ronge ou se fuit.

Il ne sait plus du tout ce qu'il pense
— La Colombine a de grands cheveux
Haut déployés sur le ciel immense —
Il ne sait plus du tout ce qu'il veut.

— La lune frappe à toutes les vitres
Elles sont dures comme des cœurs
La Colombine embrasse le Pitre
Elle l'embrasse de tout son cœur.

Telle qu'un vol lointain de colombes
Toute la Nuit tourne en gémissant.

Le dernier distique était particulièrement aimé de Paul Guigon ; dans les derniers mois de sa vie, il ne manquait jamais de le redire à l'auteur quand il le rencontrait.

Le poème est trop long pour être cité ici intégralement ; on y voit, entre autres choses, une prosopopée de la Nature où la Mère commune argumente fort sérieusement avec notre Pitre sur le même rythme compliqué :

« Des simples secrets qui seuls t'importent
O mon pauvre blasphémateur fou,
Sans être Dieu, je suis assez forte
Pour t'enseigner absolument tout...

Le héros de l'affaire est censé avoir cherché son bonheur bien loin quand il l'a tout proche ; la Nature l'avertit de la fréquence de ces pièges qu'elle nous tend, car telle est sa richesse, tel est son caprice mystérieux :

« Mes plus beaux dons, je les dissimule,
Mes meilleurs biens, je les enfouis :
Cours à tâtons dans mes crépuscules
Découvre enfin ce qui m'éblouit.

« Mais vois plutôt, frémissant encore
Des lents préludes de vos bonheurs,
La simple enfant dont le rêve implore
L'aveu des maux qui brûlent ton cœur.

« Et trouve au fond de ses yeux limpides
Plus loin que l'opale et que l'azur,
Tes vœux comblés, ô rêveur avide,
L'intelligence et la foi des purs. »

La lune frappe à toutes les vitres
Elles s'entr'ouvrent comme des cœurs
La Colombine embrasse le Pitre
Et ses baisers lui fendent le cœur.

Trouvera-t-on sans harmonie la grâce de cette boiterie savante et légère ? La Vallière charma le grand roi...

Deux ou trois ans avant la guerre, le savant et ingénieux éditeur Edouard Champion, a publié dans sa rarissime *Collection des Amis d'Edouard* (tirage à cinquante exemplaires) un petit poème en trois parties intitulé *Pour Psyché* et qui fut composé antérieurement à *Révélation*, c'est-à-dire de 1891 à 1893. Seuls, quelques privilégiés possèdent la précieuse plaquette. Je crois bien que les deux ballades sont à peu près inédites ; mais on a cité, ici et là, les trois premières stances, introduction et synthèse du sujet, tendres apostrophes à Psyché.

Psyché, vous êtes ma pensée
Vous éleviez votre flambeau
Les hommes vous ont repoussée
Vous souriez comme un tombeau.

Psyché, vous êtes ma souffrance
Vous vous mourez au vent d'Ailleurs
Vos yeux sont las de l'apparence
Et vacillants comme des fleurs.

Et, Psyché, vous êtes mon rêve
Ensemençant le ciel léger
De vos mépris pour l'heure brève
Qui dit que vivre est de changer.

En suite de ces trois quatrains, vient une « Vaine Ballade », dialogue entre le vieux Faust et Psyché, où se marque l'ascension passionnée du désir et du rêve. Tandis que Psyché exhale son inquiète ardeur, un vœu tendre et persistant, un vœu tentateur et complice exerce son sortilège. Et le nom d'Eve, échappé des lèvres brûlantes de Psyché, fait songer aux curiosités éternelles :

LA VAINE BALLADE DES REMONTRANCES
A PSYCHÉ OSÉES PAR LE VIEUX FAUST.

FAUST

Chère Psyché, vos yeux qui tremblent
Vos yeux de fleur ont peur du vent
Peur et délice tout ensemble.
Ivres d'espoir dans le levant
Ils étincellent au devant
Des clartés vaines qui s'élèvent.
Ah! sous ce dôme décevant
Luise la lampe de vos rêves!

PSYCHÉ

Hélas! c'est un rameau de tremble
Qui luit en nous, ami savant :
Des anciens songes il me semble
Compter si peu de survivants!
La nuit les souffle en s'achevant
J'ai le cœur nu comme une grève
Qu'un dur automne va lavant...

FAUST

Luise la lampe de vos rêves!

PSYCHÉ

Vous ne savez! Mon sein ressemble,
O Faust, à ces châteaux mouvants
Qu'à l'occident le soir assemble
Mais j'ai la soif du dieu vivant
Je veux sentir en le trouvant
S'épandre l'âme de mes sèves.

FAUST

Elle vous monte aux yeux souvent.
Luise la lampe de vos rêves!

Envoi.

O ma Psyche, vivez rêvant!

PSYCHÉ

Les champs resonnent de voix d'Eve
Et de grands faunes poursuivante...

FAUST

Luise la lampe de vos rêves!

La *Dernière Ballade* est d'un ton apaisé, purifié et comme recueilli. Ses vains rêves de bonheur évanouis, « l'âme amoureuse » se laisse guider par « l'âme illuminée » *à la vraie source de la Joie*. Et l'épigraphe ajoute à cette pure lumière une réminiscence de Dante et de Béatrice :

Lumière intellectuelle pleine d'amour.
Amour du vrai bien, plein de joie.
Joie qui passe, toute douceur.

C'est vers le même moment que l'Ecole romane (à la fondation de laquelle, on s'en souvient, M. Charles Maurras avait collaboré), faisait, sous la direction du grand poète des *Stances* et du *Pèlerin passionné*, ses premières armes et aussi, il faut le dire, ses « gammes ». On y ronsardisait beaucoup, et même on y marotisait un peu. Nous trouvons dans un vieux numéro de journal la version, à laquelle s'était amusé M. Maurras, de la fameuse épigramme anacréontique sur les Femmes traduite et retraduite par les poètes de la Pléiade. La voici :

Aux taureaux Dieu cornes donne
Et sabots durs aux chevaux
Et pieds lestes aux levreaux
Ses dents montrent la lionne
Vois mes ailes, dit l'oiseau
Et comme le poisson nage
Par ainsi est l'homme sage.

Mais aux femmes il partage,
Ores qu'il a tout doté,
Quelle force? La beauté
Oui dà, pour toute rondelle
Oui dà, contre tout épieu
Et quelqu'une qui est belle
Ainsi passe fer et feu.

Vers le même temps (1891) M. Maurras écrivait un volume de Fables, entre autres ces *Serviteurs* qu'on put lire dans la *Revue Bleue* du 30 avril 1892. Et c'est en 1894 que paraissait ce recueil de Contes philosophiques, qu'il a appelés Mythes et Fabliaux, *Le Chemin de Paradis*. Prose, sans doute, et prose hermétique. Mais l'art subtil du poète-philosophe a répandu sur ce langage chiffré plus de poésie que dans tels morceaux rimés par d'exacts versificateurs. Prenons, par exemple, les deux premières stances du « *Discours à la louange De la double vertu de la Mer*, sorte d'apologue oratoire qui porte à l'épigraphe le vers de Pindare où il est soutenu que l'onde « est le meilleur des éléments » et la maxime de Léonard de Vinci : *L'amour est d'autant plus ardent que la connaissance est plus certaine.*

« Au cap incomparable où, sans nous être aimés, nous nous sommes compris et, sans avoir osé descendre jusqu'à l'aversion déclarée, nous avons reconnu les différences de nos cœurs, je suis revenu seul pour songer à vous, mon amie. Peut-être vous en souvient-il et les escadres couronnées de musiques et de lumières vivent-elles encore sur l'onde magnifique et paisible de vos pensées comme elles allaient cette nuit, au balancement de la mer. La chevelure des pins noirs déployée au septentrion, découvrait dans le ciel la course des étoiles. Il venait des odeurs de tubéreuses et de lys et vos narines palpitaient, vos beaux yeux se voilaient de la volupté des parfums. Mais votre voix, mêlée aux gémissements de la mer nommait les êtres merveilleux qui, en nombres divins, oppressaient nos mémoires et agitaient nos cœurs. Les mots que vous disiez avec leur mélodie de compassion inoubliable, classaient, être par être, la noblesse de l'univers.

« Du moindre brin d'herbe odorant aux planètes les plus lointaines, vous n'oubliâtes rien qui eût un degré de beauté. Le vieux Pan qui riait autrefois sur ces promontoires vous assistait sans doute de sa flûte et de son esprit. Plus belle que Corinne, égale aux Muses elles-mêmes quand elles déployaient leur cadence savante sur les collines de l'éther, vous conduisiez toute pensée à la secrète idée du monde, qui est l'avènement de la pure sagesse dans la grâce et la passion »

Et quelle haute poésie dans cette page mélancolique des *Deux Testaments de Simplice*, où se prolonge doucement l'écho d'une note si personnelle, sensations d'un enfant après d'une jeune morte :

« ... On me conduisit par la main dans une chambre d'apparat où était la dépouille... C'était une enfant belle et claire. Un rayon de soleil glissait de la croisée, jouait sur les fumées de l'encens et des cierges et, ainsi voyageant sur de frêles nuées, caressait les pieds de la morte, que découvrait une chaussure de cygne et de pâle satin, romontait le long de ses voiles, pour expirer au bout des doigts dont la chair semblait d'elle-même lumineuse et toute fleurie....

« ... Sous les tilleuls et les lauriers roses du cimetière, le soleil descendait à travers les nappes des feuilles et sa lumière divisée en mille gouttelettes, pourpréo et verte, voltigeait sur la pierre des monuments en formant des bouquets de nuances de paradis. Et comme je l'avais déjà observé dans la chambre, voici que l'une de ces limpides fleurs de clarté vint errer sur les doigts transparents de l'ensevelie : c'était au moment même où le couvercle de la bière allait retomber pour toujours. Je n'oublierai jamais le bouton de carmin que l'incertitude des branches et de l'air animait entre ses doigts glacés. Le mouvement, la vie faisaient ici le dernier geste et rendaient le deernier soupir. Lorsque... les miens voulurent m'entraîner hors de l'enceinte, je

me cramponnai à la terre où je m'étais couché, aux herbes folles, aux barrières de fonte du tombeau pleurant et trépignant, de sorte qu'il fallut que mon père et ma mère me prissent dans leurs bras pour me ramener. »

M. Maurras démontre par le fait, comme un poète écrit en prose, comme sa sensibilité vibrante rayonne sous l'humble vêtement du commun langage où s'ordonnent les mots les plus simples. A la lumière de cette page et de celles qui suivent on sent que l'image de la Beauté, de l'Impassibilité, de la Majesté de la mort resta profondément gravée dans l'esprit du poète. En de beaux vers harmonieux, placés à l'entrée du *Chemin de Paradis*, Anatole France a pu dire à son disciple :

« ... Ils t'ont donné le roseau de Silène
Et l'orgue tant sacré des plus mélodieux
Pour soutenir ta voix qui dit la beauté sainte.
L'Harmonie, et le chœur des Lois traçant l'enceinte
Des cités, et l'Amour et sa divine sœur,
La Mort qui l'égale en douceur. »

Mais tout cela n'est plus de notre siècle et beaucoup d'anciens compagnons littéraires et politiques de M. Maurras purent se figurer qu'il avait complètement cessé ce divertissement. Cependant, on a lu dans les journaux du printemps dernier, puis au Salon, un huitain qui doit être d'hier, puisque les vers en ont été faits pour le *Premier Poil*, groupe statuaire monumental qu'a exécuté en 1916-1917, avec une main, le glorieux mutilé des Eparges, Maxime Réal del Sarte.

Enveloppés du ciel immense,
Ils s'agenouillent tous les deux
Et de l'étreinte qui commence
Ferment l'arceau mystérieux.

Un sombre amour unit leurs yeux.
Elle caresse, elle repousse,
Et les destins germent entre eux
Comme le chêne sous la mousse.

Les lecteurs du journal que dirige M. Maurras eurent un matin de l'année dernière, la surprise de voir commencer leur bulletin politique par quatre strophes de huit syllabes, sans noms d'auteur :

La Montagne de la Victoire
Donne son souffle à nos drapeaux.
A sa voix, deux mille ans d'histoire
Sortent en criant des tombeaux :
Comme un soleil sur la nuée,
Toute la Gaule s'est ruée ;
Mère des lois, mère des arts,
Notre Pallas est sœur d'Hercule :
A leur assaut déjà recule
Un germanique et faux César.

O toi, plus basse que la terre
Que tu surcharges d'habitants
O, dans ta paix et dans ta guerre,
Singe inutile des Titans,
Race allemande qu'enfle et grise
L'impunité de la traîtrise,
Cruelle, avide, sans honneur
Aucun reproche ne te presse
Comme du manque de sagesse
Qui de tout temps souilla ton cœur.

Tu ne sais pas la loi des mondes
Qui pour renaître fait mourir
En des épreuves si fécondes
Que le plus lâche y veut courir !
Pour égaler sa haute somme
Il faut que l'Etre se consomme,
De tous ses maux naît quelque bien !
Seule, une race abandonnée
Des justes dieux est condamnée
Au crime qui ne sert à rien.

Le long de tes annales sombres,
Hurle la flamme, pleut le sang
Et tes marteaux dans les décombres
Frappent des coups retentissants.
Il ne te plaît que de détruire
Tout ce que l'homme a su produire :
Ta grande gloire est de nourrir
Sans l'apaiser par des ravages
Qui te flétrissent d'âge en âge,
L'unique faim d'anéantir...

La plénitude de ces vers, leur mouvement rendent sensibles les progrès de maturité accomplis entre 1895 et 1914. C'est le début d'une « Ode historique » *La Bataille de la Marne*, qu'inspira à M. Maurras notre première victoire : la seconde victoire de la Marne fait mieux que de rendre à ces vers l'actualité. Selon une idée qui est familière à l'auteur et qu'il exprimait en publiant ces strophes sans les signer, « il faudrait souhaiter que la mnémotechnie attachée à la rime et à la cadence empêchât la postérité la plus prochaine d'ignorer le poids, l'origine, la proportion et la nature de notre épreuve, car l'oubli qui coûte si cher ne vient que trop facilement ! » S'il n'est rien de tel que des vers chantant dans les mémoires pour exalter l'âme de la Patrie, personne ne s'étonnera que ceux-ci émanent de l'homme en qui amis et adversaires reconnaissent un ardent patriote... Comme pas mal de poèmes du même auteur — et de quelques autres strophes de huit syllabes, sans nom d'auteur : tres — celui-ci n'est pas achevé à moins que nous tenions pour finale et pour « point de perfection » cette strophe dernière — 25e ou 30e — au beau « rythme inflexible » :

Oiseux témoin de tant de gloire,
Soldat-né, qu'oublia le sort,
Loin des travaux de la Victoire
Et des chances de belle mort,

[illegible] du fosse de la muraille
[illegible] le flot roule ses entrailles
[illegible] au Germain calamiteux
[illegible] chanson que j'ai chantée

A la manière de Tyrtée,
Le maître d'école boiteux

[illegible] sonnets, un peu antérieurs à la guerre, [illegible] signe de l'affection particulière du poète pour les formes fixes, déterminées et qui obligent à [illegible]. L'un, qu'il faut placer vers 1910, nous ramène [illegible] ce rythme de neuf syllabes où M. Charles Maurras, appuyé de bons ancêtres, se plaît décidément. Il l'a intitulé *Romance* :

Flambeau déchu des voûtes splendides,
Étoile aimée éteinte en tombant!
Qui va guider la course rapide
Du vieux rameur ployé sur son banc?

Son cœur la cherche au fond du ciel vide.
Mais, par delà vergues et haubans,
S'évanouissent, dans l'air livide,
Toutes les flammes de second rang.

J'avais élu pour unique étoile
Ce qui brûlait dans tes yeux sans foi
Sombre et doux feu qui menait ma voile.

Puisque ma vie a perdu sa loi
Je descendrai sous l'eau qui se voile
N'ayant aimé ni voulu que toi.

Quant à cet autre sonnet : *Amants de Venise*, il ne se rapporte en rien à l'aventure de George Sand et d'Alfred de Musset, aventure à laquelle M. Charles Maurras a consacré un volume dont la seconde préface a été publiée par la *Revue Bleue*. Ces *Amants de Venise* sont du xve siècle. Ils ont été entrevus en 1912 ou 1913, à travers une coupe en verre de Venise :

Pour une lèvre sinueuse
Mère et victime du désir
Quel échanson savait emplir
Cette corolle glorieuse?

Quelle beauté mystérieuse
Y but longtemps, jusqu'à mourir,
Son lot de peine et de plaisir,
Flancs légers, tête radieuse?

Pour lui, c'était un artisan
Né dans la Ville, mais Pisan
D'art mineur et de race pure.

Ils s'étreignaient comme des dieux.
Survint l'époux, le Doge vieux,
Qui d'un seul coup fit deux blessures.

Les Muses avaient ri au berceau de M. Charles Maurras. Les fées, les héros, demi-dieux, nymphes et déesses illuminèrent son enfance. Il a raconté comment à huit ans, l'Odyssée était sa passion ; il la relisait sans cesse : il en récitait par cœur les plus belles pages et de cette grande [illegible] blesse, son tendre cerveau resta imprégné.

Durant les vacances, le soir, au retour de Port de Bouc par la jetée ou dans l'embarcation légère qui glissait sur les canaux de Martigues, le collégien s'enivrait de poésie :

Il n'est pas un rocher, lisons-nous dans l'*Étang de Berre*, pas une anse, pas un bosquet, pas un buisson de ces parages que nous n'ayons battus, mon frère et moi, à l'âge où marcher au soleil en disant de beaux vers dans toutes les langues possibles est un plaisir d'esprit et de corps qui les contient tous.

Toutes les langues possibles, c'était le grec, le latin, le français, le provençal, l'italien, l'anglais, mais — s'il faut en croire l'auteur d'*Anthinéa*, un anglais prononcé à la provençale.

Avec M. Joachim Gasquet, voyons-le dans la gloire de ses vingt ans :

... Sous sa flottante chevelure, avec ses yeux dominateurs, il m'apparut dans l'ombre aiguë d'un olivier de notre pays, entre deux cyprès, devant son étang. J'eus l'impression que la lumière chantait... La poésie me fut révélée, ce jour-là. Dans tout vers qui élève en moi son murmure, il y a un écho de cette voix du soleil sur les lèvres en fleurs de Maurras. Il est l'initiateur... »

L'initiateur, c'est bien cela, et le juge. Nul homme plus que M. Maurras, n'est discuté en politique et avec plus de passion. Dans les lettres — après bien des luttes épiques qu'il faudrait essayer de conter — on commence à rendre justice aux anciennes campagnes du critique. Par les extraits que l'on vient de lire, on peut se rendre compte qu'il n'était pas sans expérience des difficiles matières dans lesquelles il a jugé.

NOEL FRANCÉS.

L'IRONIE AU TEMPS PRÉSENT

ADRIEN BERTRAND : *L'Orage sur le Jardin de Candide* (Calmann-Lévy).
ANATOLE FRANCE : *Le petit Pierre* (Calmann-Lévy).
PIERRE VEBER : *L'Homme qui vendit son âme au Diable* (Calmann-Lévy).
MARCEL BOULENGER : *La Cour* (La Renaissance du Livre).

M. Gabriel d'Annunzio, dont on nous a rapporté, récemment, des paroles excessives, mais qui fut, pendant les années sanglantes, le plus énergique des poètes, M. Gabriel d'Annunzio, interrogé par un correspondant de journal, déclare qu'il partait rarement pour ses dangereuses expéditions d'aviateur, sans le secret désir de n'en

point revenir. Et il ajouta : « Vous ne me voyez pas, après la guerre, recommencer à écrire des romans ! »

Des romans ? Eh ! si, les romanciers recommenceront d'en écrire, et les poètes de composer des poèmes, et les dramaturges des pièces de théâtre. Il le faut, et je pense que déjà, plusieurs d'entre eux ont recommencé. N'importe : le fougueux Italien a dit une parole belle et juste : et *Si non e vero...* Vus de loin, de la vie douloureuse et tragique dont le temps vient de se clore, les travaux de la paix, même les plus chers, semblent petits, artificiels et vains : pour tout dire : insupportables. Je sais qu'ils rendront bientôt, à ceux qui la méritent, leur quotidienne joie ; mais la parole craintive reste vraie. Et si le poète — car M. d'Annunzio fut toujours un poète bien plus qu'un romancier — voit de ce regard défiant ses œuvres futures, que ne redouterons-nous pas de telles formes de l'art jadis tendrement aimées, mais dont il semble que l'angoisse et la douleur les aient rejetées au-delà d'un insondable fossé ?

Que ne redouterons-nous point de l'ironie ? Qu'elle nous fut étrangère, pendant ces quatre années ! Oh ! nous savions qu'elle n'avait point trahi : nous ne craignions pas de voir sa silhouette légère de l'autre côté du monde, tout là-bas, à quelques mètres, du côté détestable des tranchées allemandes : elle ne peut pas vivre chez les Allemands ; elle n'y a jamais fait que passer. Non : elle était chez elle, en France : mais à l'arrière, inutile au grand combat : silencieuse ou presque ; du reste, nous l'eussions entendue sans plaisir ; et, peut-être, attristée ou inquiète : ne fait-elle point partie de cette troupe nombreuse dont on dit communément, de chacune des individualités qui la composent, que c'est elle qui a perdu la France? — Si la France avait pu être perdue. Mais grâce à Dieu, cela n'est point. Ceux qui ont lutté aux frontières reviennent vers les visages, les doux visages qui les attendent. Comment trouveront-ils celui de l'ironie ? Amie charmante de la paix, qu'est-ce que la guerre a fait de toi ? Et si tu es demeurée la même, nous autres, qui avons vu tant de choses, saurons-nous bien encore te connaître et t'aimer ?

Nous arrêterons-nous, au retour, devant le portrait de Mona Lisa ?

*
* *

J'ai demandé d'abord une réponse au livre de M. Adrien Bertrand, dont le titre, *L'Orage sur le Jardin de Candide*, ne me laissait pas douter qu'il ne se réclamât de la plus puissante ironie. Mais j'avais choisi à dessein mon auteur. Je me souvenais de cet autre livre, *L'Appel du sol*, tout enveloppé de la plus claire flamme. C'est pourquoi *L'Orage sur le Jardin de Candide* m'attirait sans m'inquiéter : il m'a ravi.

M. Adrien Bertrand a imaginé une sorte de Société des Nations bien curieuse et bien amusante : « Candide n'est pas mort : un soir, il s'en-« dormit en la paix du tombeau », mais le lende-« main, aux premiers rayons du soleil, on le vit « qui souriait, rajeuni, contemplait ses tomates « rouges et ses raisins d'or... C'est que Candide « était immortel ». Il continue donc, immortel jardinier, de cultiver son jardin : or, pendant un effroyable orage, il lui arrive d'accueillir dans sa métairie quelques passants, tous immortels, eux aussi, comme on va le voir : c'est d'abord un prêtre qui « possédait, malgré sa soutane ouverte, dont « les boutons manquaient et que fermaient plu-« sieurs morceaux de ficelle, un grand air de « dignité » ; il a nom M. l'Abbé Jérôme Coignard; et c'est Don Quichotte, et c'est Sancho Pança, et M. Pickwick, et le sous-lieutenant Vaissette, agrégé de philosophie, puis, pour finir, Achille, fils de Thétis et de Pélée — et le Docteur Faust.

Voici donc un grand nombre de nations représentées, et par des hommes, ma foi, d'une stature singulière. A vrai dire, ils représentent moins l'esprit de telle ou telle nation que les grands caractères qui se peuvent trouver, ici et là, dans les diverses races. L'idée de cette assemblée me paraît tout à fait heureuse, et les propos de ces authentiques immortels remplis d'un sens subtil, profond ou légitimement divertissant. On parle de l'orage. Et on parle de la guerre.

« — C'est une longue misère, affirma Vais-« sette...

« — C'est une crise de folie de notre pauvre « humanité, dit le Docteur Faust, une sanglante « étape dans sa recherche du bonheur.

« Achille ne saisissait point que la guerre fut « une chose si compliquée : il estimait que c'était « une autre partie de chasse, plus dangereuse peut-« être, mais plus glorieuse à coup sûr, et tout « aussi simple ».

Le pauvre Achille ne s'entend-il point dire, ailleurs, par Candide, qu'il n'a pas fait la guerre, et qu'il n'existe point par lui-même, mais seulement par l'Illiade ? Cependant « Le bouillant « Achille n'éclatait point de fureur, parce qu'il « ne voyait pas au juste si Candide le flattait ou « se moquait de lui : il prouvait, en cela, qu'il « était bien de la race de ces fier-à-bras et de « ces professionnels de la bataille, forts en

« gueule mais bornés dans leurs propos, et pru-
« dents quant à leurs actes ».

De la bouche de Don Quichotte, ne sortent que les paroles les plus nobles, et, je puis le dire, les plus raisonnables. J'aime que cette haute figure passe dans ces pages sans ridicule. Pourtant, les paroles qu'il dit sont bien de lui. Serions-nous capables, aujourd'hui, de comprendre un si extrême idéaliste ?

C'est là que je trouve le sens du livre, et qui me plaît infiniment.

Toutes les idées, dans ce livre, jouent librement. Et l'abbé Jérôme Coignard, « malgré son « scepticisme », est tout près d'approuver Don Quichotte. Quel concert imprévu, le rapprochement de ces deux voix ! Mais le sous-lieutenant Vaissette, agrégé de philosophie, l'explique : « Au cours de cette longue servitude, dit-il, j'ai « appris à posséder quelques certitudes. » Et M. Pikwick : « Il fallait cette avalanche pour « créer un ordre de choses nouveau. »

Et lorsque Faust, inquiet, à juste titre, s'écrie : « Triste victoire que ma victoire sur Méphisto-« phélès ! Pauvre triomphe que ce triomphe de « l'humanité ! Mais où sont les sources vives inta-« rissables ? — Elles sont dans mon petit jardin, « dit simplement Candide. » Et il dit encore : « Travaillons. »

C'est le dernier mot du livre.

En vérité, *L'Orage sur le Jardin de Candide* est un conte philosophique parfaitement réussi. Et le conte philosophique est un genre admirable : quelle autre forme permettrait de faire entendre, en aussi peu de mots, de si nombreuses vérités, et si grandes ?

*
* *

Après cette rencontre de M. l'Abbé Jérôme Coignard, que M. Adrien Bertrand nous a ménagée, il pouvait sembler piquant de faire une visite respectueuse à son père légitime, M. Anatole France, maître en notre pays, comme chacun sait, d'ironie, de scepticisme et de belles-lettres.

Le Petit Pierre, la nouvelle œuvre de M. France, est composée de souvenirs enfantins. Tout le charme de ce charmant écrivain est vivant dans ces pages nouvelles. Le petit Pierre est un enfant délicat, tendre et passionné. Tendre, surtout : une tendresse presque féminine pénètre tout le volume : tendresse d'abord pour sa mère, que le petit Pierre cite peu de fois sans l'appeler sa « chère maman ». Dès le jour de la naissance, raconte Pierre Nozière, elle « demanda à me voir, « se souleva à demi, me tendit les bras, me sourit « et laissa retomber sur l'oreiller sa tête fatiguée. « Je reçus ainsi pour ma bienvenue, de sa bouche « tendre et pure, ce sourire sans lequel on n'est « digne, selon le poète, ni de la table des dieux, « ni du lit des déesses. » L'enfant tient ce récit des bonnes femmes qui assistaient l'accouchée ; mais ce n'est pas d'elles, sans doute, qu'il tient les termes parfaits qui nous le rapportent.

Tendresse pour la vieille bonne Melanie, dont le départ, quand elle est trop vieille, est si cruel à l'enfant.

Tendresse, surtout, pour la charmante Mademoiselle Mérelle qui consent à donner des leçons au jeune Pierre. Ah ! la délicieuse institutrice ! Mais voyez le spectacle de la première leçon, dans le petit cabinet tapissé de boutons de roses : « Mademoiselle Mérelle ouvrit son mignon porte-« feuille en cuir de Russie, en tira du papier à « lettres et un porte-plume fait d'un piquant de « hérisson terminé par une boule d'argent et se « mit à écrire. Elle écrivait très vite et s'interrom-« pait seulement de temps en temps pour regar-« der le plafond en souriant, et pour me recom-« mander la lecture des fables de La Fontaine qui « se trouvaient d'aventure sur la table. Ainsi se « passa la première leçon, et quand ma mère me « demanda si Mlle Mérelle m'avait bien fait tra-« vailler, je répondis qu'oui, sans concevoir clai-« rement que je mentais. »

Après cette première leçon, mon Dieu, les autres furent toutes semblables : mais le petit Pierre ne se plaignait point : « Je la dévorais des yeux, « explique-t-il ; pendant les trois quarts d'heure « que durait la leçon, je buvais le jour de ses « prunelles... »

Tendresse, après l'enfance, passion de l'homme pour Racine : « O doux et grand Racine ! s'écrie « l'auteur, le meilleur, le plus cher des poètes ! » Et c'est un hymne qu'il chante, exclusif et fort beau, mais rendu presque injuste par sa trop grande tendresse.

Et l'ironie ? dites-vous. Et le scepticisme ? Vous ne nous parlez que de tendresse à propos de ce grand sceptique ! — Est-ce ma faute ? L'ironie, je la rencontre souvent, elle aussi, dans *Le Petit Pierre*, et je serais fâché qu'elle n'y fût point. M. France nous confesse d'ailleurs, « qu'au bout « de tout ce qu'il écrit, de tout ce qu'il dit et de « tout ce qu'il pense », il est tenté de tracer de grands points d'interrogation : je le crois volontiers, moi qui en aperçois jusqu'au bout de ses déclarations de scepticisme. Entendons-nous donc : je ne lui attribue point la foi du charbonnier ; le

charbonnier, au reste, n'a pas la foi que l'on dit : c'est un homme uniquement occupé de son négoce.

Mais à l'intérieur de l'édifice léger qu'est cet ouvrage, fait de matériaux si purs et si français, j'aperçois une clarté, une tendresse qui brille, même quand un courant d'air — il y en a quelques-uns dans la maison — semble l'éteindre.

Et j'ai oublié de dire que le livre, avant toutes choses, offre un double et grave hommage à la patrie et à l'amitié, puisque M. France y a inscrit cette dédicace : « A mon vieil ami Léopold Kahn, « en souvenir de son fils, le lieutenant Jacques « Kahn, grièvement blessé au combat de Cha- « vonne-Soupir, le 30 octobre 1914, et disparu ».

*
* *

L'homme qui vendit son âme au Diable, de M. Pierre Veber, est, de même que *L'Orage sur le Jardin de Candide*, un conte philosophique ; un conte ingénieux, et d'une lecture fort agréable : Le banquier Martial Bienvenu, ruiné, vend son âme au diable qui s'engage à lui remettre, chaque soir, un million ; la seule obligation de l'infortuné (si l'on peut dire) est de dépenser son million dans les vingt-quatre heures : si à minuit, il en reste un centime, Bienvenu mourra. Et défense absolue lui est faite de donner : il a le droit de tout acheter : il ne peut rien donner. Misère d'un homme qui doit, chaque jour, acheter, pour une somme d'un million, des choses et des êtres.

L'excellent humoriste qu'est M. Pierre Veber a tiré de cette idée des développements parfois un peu prévus, mais toujours amusants et souvent généreux.

*
* *

On connaît l'ironie habituelle à M. Marcel Boulenger, ou plutôt cette sorte de badinage élégant qui marque la plus grande partie de ses ouvrages. *La Cour* qu'il entreprend de nous dépeindre aujourd'hui, c'est le Grand Quartier Général, en d'autres termes, le G. Q. G. Le siège n'en fut-il pas fixé, pendant de longs mois, à ce Chantilly qui est, en quelque sorte, le fief de M. Boulenger ? « La source des distinctions et des grades, le « foyer autour duquel tout rayonnait, le séjour « des grands, l'empire du vainqueur de la Marne, « du glorieux général en chef », tel apparaissait, nous dit-on, ce séjour des délices aux yeux d'un économiste devenu sergent qui désirait fort d'y entrer. Il est vrai que l'amour soutenait son ambition et que s'il souhaitait si passionnément un galon et une place, c'était par la rage de voir un brillant lieutenant le supplanter auprès de sa femme.

La Cour ! Quel beau sujet pour un ironiste ! J'ai vivement goûté, dans l'ouvrage de M. Marcel Boulenger, toutes les pages où il use d'ironie. Il y a là quelques portraits bien amusants et pleins de vie : celui, par exemple, de M. Olivier Godart-Bonicaut, diplomate de profession et, pendant la guerre, chef de service à la Consultation, c'est-à-dire à la censure.

« Chaque jour, chaque nuit, sans prendre de « repos, il venait au palais de la Consultation, « tantôt en civil, tantôt revêtu de cet uniforme au « quel il était attaché et dont il était fier, à juste « titre. Il s'asseyait parmi ses collègues, qu'il édi- « fiait par son langage si prudent et savamment « indirect, assurait son monocle, inclinait son « long corps maigre sur les revues ou les quoti- « diens, et, le crayon bleu en main, il se mettait « au travail. Une conjonction, moins encore, une « virgule le troublaient ; et s'il se décidait à en « proposer le sacrifice à l'auteur responsable, il « fallait entendre, dans le téléphone, ses formu- « les de courtoisie souveraines, ses douces et pa- « tientes insinuations, ses caresses ! »

Parfait, aussi, le portrait de Mme Monique d'Averel, qui, affamée de gloire mondaine n'ambitionnait pendant la guerre que « d'apporter avec « mystère, dans les salons, d'étonnantes nouvel- « les » provenant du G. Q. G.

C'est là de l'excellente peinture. Mais il me paraît que dans ce milieu qu'il avait résolu de peindre, ce clairvoyant ironiste aurait pu, hardiment et grandement, enrichir sa galerie. Sans doute, s'il ne l'a point fait, avait-il ses raisons, que je n'ai pas à connaître. Tout mon reproche se limite au regret de ne point voir un plus grand nombre de ces amusantes et véridiques images.

*
* *

Et voici qu'ayant d'abord posé la question de savoir si l'ironie nous serait, à cette heure, supportable, je me prends à regretter qu'un écrivain n'en ait pas fait un usage plus abondant. Non, il ne la faut point rejeter : elle est un moyen légitime et charmant. Mais nous ne l'accepterons pas sans contrôle. J'ai le souvenir — oh ! un souvenir bien vieux, sûrement un souvenir d'avant-guerre, — j'ai le souvenir d'ouvrages qui, sous le nom d'ironie, nous offraient je ne sais quelle raillerie vulgaire, blessante et négative ; leurs bons mots, bassement, semblaient prêts à se muer en gros mots ; ils ne souriaient pas : ils ne riaient pas : ils ricanaient.

Or, nous ne voulons plus ricaner. Rire ? Il est encore bien tôt ! Mais il est toujours doux de sourire.

LOUIS LEFEBVRE.

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE (1).

Ceci denote un véritable trouble mental : le cas n'est pas niable, si le motif est incertain. Brienne tomba-t-il alors amoureux de Mme Des Houlières, et cette passion, qui fut très vive, comme on le tient de lui même, troubla-t-elle suffisamment son cerveau pour l'amener à ce point d'égarement ? Mme Des Houlières était voisine du séminaire de Saint-Magloire, où Brienne habitait alors. Lui-même a plusieurs fois parlé dans ses mémoires de celle qu'il nomme sa bergère ou son Iris. Iris en l'air, semble-t-il, car la vertu de Mme Des Houlières fut toujours inattaquable et Brienne reconnaît ailleurs que leur liaison fut seulement poétique. « Ce que je sais de poésie, déclare-t-il, c'est d'elle que je l'ai appris. » Et il ajoute, encore plus explicitement : « Toutes nos amours se sont bornées à nous lire nos vers et nos chansons réciproquement, sans autre dessein que de nous rendre l'un à l'autre louange pour louange : c'est à quoi ont abouti toutes les faveurs que j'ai reçues de cette autre Sapho, qui paraît dans ses vers si passionnée et ne laisse pas d'être fort négligée dans ses habits, et assez sévère, dit-on, à ses amants. Quoique ses chansons soient amoureuses et tendres, son cœur ne l'est pas ». Et Brienne résume d'un mot la situation : « Elle était ma maîtresse et mon maître, à la fois, ma bergère et mon Apollon. »

Il est bien possible que cet amour singulier ait eu plus d'influence que l'autre sur quelqu'un qui n'avait pas la tête solide. Ce goût pour la poésie et pour la poétesse fut fatal à Brienne : ses affaires empirèrent, tandis que son cerveau se troublait davantage. Le 13 janvier 1670, il complète la donation de ses bien à ses enfants, en particulier à son fils Henri-Louis, à qui il a fait abandon de ses livres. Le 6 avril de la même année, il vend à la princesse de Conti, la nièce de Mazarin, l'hôtel familial des Brienne, situé sur le quai Malaquais. Et dans l'intervalle, le 16 février 1670, le P. Senault, supérieur général de l'Oratoire, a dû lui faire signifier cet ordre formel : « Le confrère de Brienne est prié de se retirer de la congrégation à cause de sa mauvaise conduite. » Pour cela il a fallu des raisons valables, et Senault n'est pas malveillant à Brienne, car, trois ans plus tôt, prononçant l'oraison funèbre du père, il vantait les nombreux exemples de piété que le fils donnait alors. Mais la vocation peu assurée n'a pas tenu, et, le 12 juin 1670, contraint par l'injonction de son supérieur, Brienne a dû quitter l'Oratoire, pour se livrer à une vie d'aventures.

Ce qu'elle fut, nous pouvons le deviner. Aidé, dit-il, par les intrigues jansénistes, surtout en proie à sa manie coutumière, « le confrère joua d'étranges comédies », comme l'écrit Lancelot à Florin Périer, dont ils furent naguère les hôtes à Clermont-Ferrand. La préparation et la publication du *Recueil de poésies chrétiennes et diverses dédié à M. le prince de Conti par M. de La Fontaine* en est une. Elle mit Brienne en piètre posture, car c'est lui qui choisit et prépara les pièces qui le composent. Mais depuis, il jugea — ou on jugea pour lui — que son « petit collet », c'est-à-dire sa qualité de confrère de l'Oratoire, l'empêchait d'avouer publiquement la paternité de ce recueil, dans lequel il avait inséré le plus possible de ses propres vers. Aussi s'adressa-t-il, de concert avec la princesse de Conti, à un ancien confrère de l'Oratoire dont le nom était illustre en poésie, à Jean de La Fontaine, qui, trente ans auparavant, appartint quelques mois à la même congrégation et qui consentit à faire précéder d'une épître dédicatoire, en vers de sa façon, au prince de Conti, les morceaux choisis par Brienne.

Cette opération s'était effectuée non sans difficulté sous le contrôle du vieux d'Andilly, qui n'entendait pas raillerie en matière de morale. Brienne, moins chatouilleux eut fréquemment l'occasion de discuter avec son censeur qui jugeait avec trop d'étroitesse ce que l'autre mettait trop de facilité à accueillir. Brienne s'en plaint dans une note manuscrite où il fait ses doléances à propos d'une ode de Segrais, *Au Roi sur l'accommodement de Mademoiselle fait en même temps que celui de Rome.* « M. d'Andilly, dit-il, ne voulut jamais permettre que cette ode galante fut placée dans le recueil que M. de La Fontaine a publié à sa prière et à la mienne : et sur ce que je lui mandais que cette pièce ne contenait rien qui put choquer les oreilles les plus scrupuleuses et que M. de Vence (Godeau) ne la désavouerait pas s'il l'avait faite, il me répondit : « Osez-vous bien dire cela, non seulement d'un évêque, mais d'un chrétien, lorsqu'il s'agit d'un recueil où il ne doit rien avoir qui ne porte à la vertu ? Confessez-vous : j'en suis scandalisé. » Voilà comment tous les jours il fallait être aux prises avec ce bon, mais chagrin vieillard, qui trouvait du péché à mettre dans des vers : *la mère des charmes.*

« Aussi a-t-il réellement défiguré mon recueil par ses dégoûts et scrupules jansénistes, qu'il n'a

(1) V. *Revue Bleue*, nos 1 et suiv., 1919.

pas eu l'approbation qu'il aurait reçue s'il n'y avait eu que M. de La Fontaine, M. Racine et moi qui nous en fussions mêlés ; mais quand je le pourrai, j'espère bien de le refaire tout entier à ma manière, ou d'y ajouter au moins une quatrième partie et un jugement sur les pièces contenues dans les trois premières, que j'intitulerai *le Recueil du recueil*, et auquel je mettrai en tête les vers suivants que j'ai faits sous le nom de La Fontaine, quoiqu'il les eut sans doute tournés plus galamment que moi, si j'avais été en état de l'en prier. J'ai néanmoins, si je ne me trompe, tellement gardé son caractère que personne, si je ne l'eusse dit, n'eut su que cette dédicace fut d'une autre main que la sienne ».

Et Brienne en profite pour transcrire cette pièce agréable, facile, mais qui n'a pas, quoi qu'en dise son auteur, l'aisance supérieure du modèle, dont elle pastiche seulement les procédés extérieurs. Du recueil imprimé, La Fontaine disait, dans la dédicace :

> Si le pieux y règne, on n'en a point banni
> Du profane innocent, le mélange infini.

C'est l'intrusion de ce profane, que Brienne eut voulu prépondérant, qui gâta tout, ou, au moins, retarda l'impression. Brienne songeait-il dès lors au quatrième volume dont il vient de parler ? Je ne sais. Il est certain qu'on mit longtemps à imprimer les trois volumes qui furent mis en vente en janvier 1671. Le privilège en avait été accordé le 20 janvier 1669, à Lucile Hélie de Brèves — pseudonyme de notre Brienne — et l'impression n'en fut achevée que le 20 décembre 1670. Elle avait donc demandé près de deux ans et le seul relevé de ces deux dates extrêmes montre sans conteste combien les tiraillements avaient été grands, pour publier un recueil qui, après tout, ne méritait pas de soulever tant de susceptibilités.

Quand il fut mis en vente, Brienne n'était plus en France. « Il est maintenant, écrivait le 11 janvier 1671, Lancelot à Florin Périer, dans les états du duc de Mecklembourg, qu'il a surpris ici et dont il a tiré une somme considérable, lui ayant fait croire qu'on lui faisait la plus grande injustice du monde. Vous avez vu par vous-même qu'il sait assez bien jouer son personnage dans ces rencontres : les larmes, les figures et les belles paroles ne lui manquent point. Il faudrait faire une espèce de roman pour vous écrire son histoire. Ses parents sont au désespoir et cherchent le moyen de le faire enfermer. » Cette histoire romanesque, nous en ignorons le détail : mais nous savons les démarches que fit la famille pour se délivrer de ce personnage gênant, qui ne savait ni gérer sa fortune, ni veiller à l'éducation de ses enfants. Dès le 23 décembre 1670, le lieutenant de police prenait une ordonnance pour faire enquêter sur l'interdiction de Brienne, sollicitée par son frère, l'évêque de Coutances. Le 17 février 1671, les parents comparaissaient à cet effet et quatre jours après, le 21 février, était émis un avis favorable à cette interdiction, en désignant Nicolas Dauvert, bourgeois de Paris, comme curateur de l'intéressé. Les pièces invoquées pour justifier cette mesure étaient « cinq billets en forme de lettres missives des 17 et 20 octobre dernier, les autres sans date, tous écrits de la main du dit sieur de Brienne et qui font connaître sa mauvaise conduite, inconstance et faiblesse de son esprit ». Ils parurent suffisants pour provoquer, le 6 mai, une ordonnance d'informer sur les griefs allégués par la famille et, le 12 mai, le Châtelet confirmait la sentence d'interdiction de Brienne et la désignation de son curateur.

Avant tous ces incidents, Brienne avait pris soin de passer la frontière et le roi n'ignorait pas ses faits et gestes. Dès le 12 décembre 1670, le chargé d'affaires français à Hambourg, Pierre Bidal, baron de Wildenbruck et seigneur d'Asfeld, se hâta de les faire connaître à Paris et dit comment Brienne, qui vivait au couvent des petits Augustins du faubourg Saint-Germain, s'en était enfui pour éviter les mauvais traitements de sa famille, qui voulait le reléguer à l'abbaye d'Echailly, au diocèse de Sens, en Champagne. Brienne affirmait que le duc de Mecklembourg l'avait fait enlever « et lui avait donné trois de ses chevaux avec deux de ses domestiques, pour le conduire sur ses états », assertion confirmée par un gentilhomme du duc. Là, on offrait deux situations à Brienne : soit d'être grand maréchal de la principauté, soit évêque de Rasembourg, avec douze mille livres de rentes. Le duc songea même à l'envoyer en Suède soutenir les intérêts qu'il prétendait y avoir. Bidal voyait le danger de ces propositions et l'influence qu'elles pouvaient avoir sur un esprit aussi inconstant que celui de Brienne, d'autant que le besoin de se rendre intéressant le poussait à conter partout ce qu'il avait su comme secrétaire d'Etat chargé jadis des étrangers et à donner des conseils à qui ne lui en demandait pas. Bidal eut voulu, que, pour expliquer sa fuite, Brienne écrivît au roi un récit sincère de ses aventures : mais le fugitif n'en faisait qu'une narration accommodée à son imagination. Brienne ne cède en rien : il quitte Hambourg, va à Schwerin et force est de l'y faire surveiller, en attendant les ordres du roi à son égard. Le brave Bidal, fort ému du malheur d'une personne qu'il eut pour chef, prêche l'indulgence et voudrait qu'on allouât à Brienne quelque bénéfice de sept à huit mille livres de rentes,

« éloigné de vingt ou trente lieues de Paris », en
dus d'une pension à peu près égale que lui ser-
irait sa famille.

Mais Lionne se soucie peu, quoi qu'il en dise,
le la santé de son prédécesseur et il le mande à
Bidal dès le 9 janvier 1671. « Le roi est fâché, lui
dit-il, de l'équipée qu'a faite M. le comte de Brienne,
plus pour la considération du préjudice qu'elle
peut faire à lui-même et à ses enfants que pour
aucune autre raison. Contribuez pour ce que vous
trouverez aux occasions à ramener son esprit et
lui conseiller son retour en France, lui assurant,
comme il est vrai, que jamais ses parents n'ont eu
le dessein de l'enfermer et qu'ils ne le prendront
point quand il sera ici. » On a vu ce qu'il faut
penser de cette assurance. Brienne, lui, ne s'y fie
pas et n'y veut pas souscrire. D'ailleurs, son état
d'esprit se précise pendant la durée de son séjour
en Mecklembourg. Dès le 19 janvier 1671, Bidal
voit clair dans son cas et en parle plus nette-
ment. « M. de Brienne, dit-il, en deux matinées, a
dépensé trois cents écus, dont je lui avais prêté
partie. » Une fois de plus, Brienne est atteint de
la fureur de collectionneur. « Il avait mis à part,
ajoute Bidal, pour une somme considérable de li-
vres. Tout lui était propre et il serait venu à bout
en peu de mois de la banque d'Hambourg, s'il en
eut eu la disposition. » Le mal est invétéré et Bi-
dal le juge incurable, à moins d'un miracle.

« D'autant que je ne crois pas, déclare-t-il, par
ce que j'ai reconnu en l'entretenant, que tous les
bons avertissements, tant pour la conservation de
son honneur que pour celui de messieurs ses en-
fants, fassent aucun effet sur lui, et que lui-même
fasse aucune réflexion, puisque dès le moment il
fait tout le contraire de ce que les personnes d'hon-
neur lui ont conseillé. »

(*A suivre.*) PAUL BONNEFON.

TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Impossible, écrit en substance la *Rivista Popolare* (fascic. XXIII), impossible, si l'on croit à « la race », de comparer à la manière de finir des deux Napoléon qui régnèrent sur la France celle des Hohenzollern. Ils conclure aussitôt à l'immense supériorité du caractère latin.

« Décidément vaincu, Napoléon Ier va se livrer au commandant du *Bellérophon*, s'en remettant ainsi à ses implacables ennemis. A Sainte-Hélène, sous la surveillance d'un geôlier « aussi dur que grossier », le tout-puissant empereur de la veille médite sur sa destinée, confie ses dernières pensées aux quelques amis qui l'entourent et reste jusqu'à la mort irréprochablement digne dans le plus malheureux qui ait jamais accablé une humaine.

Et le neveu renouvellera le geste de l'oncle en allant, après Sedan, se rendre lui aussi et aussi vaincu — à son vainqueur.

Rien de fier, par contre, rien même de décent dans la conduite ni du Kaiser, ni du Kronprinz, qui, d'ailleurs toujours attentifs dans la guerre à ménager leur précieuse existence, s'empressent, à l'approche de la défaite, de fuir l'un et l'autre en Hollande, tels de vulgaires déserteurs et comme s'ils tremblaient à l'idée soit d'avoir à s'expliquer devant leur peuple, soit de tomber vivants entre les mains de leurs adversaires ».

Si, après ce coup-là, ils avaient du moins la pudeur de se taire ! Mais pas du tout ! et « les voilà pleurnichant et se défendant à la manière de misérables gamins pris en faute ». Est-il assez irritant de cynisme et d'entêtement dans le mensonge, ce prince qui, en 1913, seulement reprochait à son père, au vu et au su de l'univers entier, une humeur insuffisamment belliqueuse, qui applaudissait alors à toutes les menées du pangermanisme, dont les troupes ont pu, quatre années durant, accumuler impunément sous ses yeux les crimes les plus odieux... « et qui, soudain mué en adversaire de la guerre, prétend se proclamer innocent comme un enfant ». Quant au Kaiser, on sera plus sévère encore pour lui, qui était le maître en définitive et dont on a dès aujourd'hui le droit de dire, en anticipant sur l'immanquable jugement de l'histoire, qu' « il a tout perdu, jusqu'à l'honneur ».

Ci la traduction littérale des dernières lignes de cet article de la *Rivista Popolare* :

« Pour la bonne bouche. A ce correspondant de la *Vossische Zeitung* qui se permet de lui parler de l'éventualité de son extradition, Guillaume II répond : « Je sais la haine des Anglais à mon endroit : je jure toutefois que si, contrairement d'ailleurs à ce que je crois, le gouvernement hollandais venait à me livrer à mes ennemis, mes ennemis ne m'auraient pas vivant ». Nous aussi, nous doutons, tort que la Hollande consente à livrer le criminel, mais ce dont nous ne doutons pas, c'est que dans le cas où elle s'y résignerait l'ex-Kaiser n'aurait qu'un parjure de plus à son actif. Le chef qui n'a pas eu le courage de se faire tuer à la tête de ses hommes n'aura à coup sûr pas davantage celui de se tuer de sa propre main : à la mort, il préférera encore et toujours la vie du galérien ».

De *Minerva*, dans son numéro du 16 février, sur Ermete Novelli, le célèbre acteur italien mort récemment :

« Tempérament essentiellement mobile et divers... Sa manière allait de la farce à la tragédie, de la haute émotion de la pensée shakespearienne à la folle verve du vaudeville parisien. Ce ne fut d'ailleurs pas sans beaucoup de peine que Novelli s'imposa pleinement dans l'interprétation du drame, réussissant enfin à vaincre les préventions d'un public qui, alors que l'Amérique l'avait déjà longuement applaudi sous les figures d'Othello et de Louis XI, s'obstinait à ne le comprendre et à ne l'admettre que dans la comédie... Au demeurant, peut-être la qualité de l'organe qui sied dans les grands rôles tragiques lui faisait-elle — bien plutôt que la noblesse du masque ou que la plas-

ticité du geste — détaut en principe. C'est ainsi qu'on lui reprocha d'abord dans Othello des inflexions par trop dépourvues de moelleux et dans Hamlet certaines intonations qui n'eussent été que comiques à point dans telle fantaisie de Brisson. Toutefois, à force de volonté, de persévérance et de conscience dans « la stylisation » de son personnage, Novelli fit de Shylock, de Néron, de Louis XI, de tous les rôles d'envergure qui eurent la préférence des Rossi et des Salvini, des créations d'un art consommé. »

Nous ne connaîtrons jamais assez ni nos amis ni nos ennemis.

Le P. Cicerone Jordachesco prononçait en octobre dernier, à Londres, au congrès de l' « Anglo-Eastern Association », un important discours que vient de publier la revue *La Transylvanie*, fascic. XVI, et dans lequel je relève quelques traits intéressants de l'âme roumaine.

Dans une brochure intitulée « *The Justice of Rumania's Cause* », Mr. Leeper écrivait : « Le paysan roumain est, par nature, le plus tolérant des hommes. En Roumanie et dans la Hongrie roumaine, orthodoxes, uniats, catholiques romains, luthériens, calvinistes, juifs, Arméniens, Bohémiens, Tatars, Turcs, vivent tranquillement à côté les uns des autres. La Moldavie et la Dobroudja ont servi comme lieux de refuge à différents hérétiques comme Skopsis et Malocans qui ont trouvé la vie intolérable dans l'Empire russe. Des observateurs impartiaux — observateurs juifs compris — ont reconnu la tolérance innée du paysan roumain. »

Un autre trait caractéristique des mœurs de là-bas, c'est « le culte » de l'hospitalité. Le Roumain tient en effet pour un devoir — et pour un devoir quasi religieux — de s'empresser à accueillir l'étranger. L'exercice de cette généreuse hospitalité ne va du reste pas sans un rien de vanité : on est tout fier en Roumanie de recevoir une visite — et d'autant plus fier, il s'entend, que le visiteur vient de plus loin.

En bons Latins qu'ils sont, les Roumains ont le goût des beaux édifices, des belles églises notamment. Celles-ci se rencontrent en nombre dans le royaume. Oh ! il n'est pas plus facile en Roumanie qu'ailleurs d'obtenir du paysan qu'il contribue de ses finances à l'érection d'un monument dont il ne comprend pas très bien l'utilité : « pourtant, s'agit-il de la construction d'une église, il y aidera presque toujours de ses derniers sous ».

Mais, nous assure le P. Jordachesco, il faut surtout admirer chez les Roumains d'aujourd'hui leur tenue pendant la guerre. « Quand, nous dit-il, la discipline commençait à fléchir dans les régiments russes, quand des manifestations en faveur d'une paix allemande étaient faites dans les rues de Jassy et sur le front par des soldats russes, quand nos trains étaient envahis, occupés et quelquefois même détruits par les mêmes soldats errant partout..., les nôtres restaient toujours à leur poste, obéissant à leurs supérieurs et conscients de leur grand devoir,

Au lieu d'être influencés par leurs camarades russes, anarchisés par la propagande allemande, ils influençaient ces derniers. C'est ainsi que nous pouvons expliquer pourquoi les armées russes de notre front ont été les dernières à recevoir la proposition de paix allemande. »

Et comme il parlait devant un auditoire anglais, l'orateur, se rappelant que la reine de Roumanie est née Marie de Grande-Bretagne, avait tout ensemble la courtoisie et l'honnête habileté de conclure :

« A la fin du XVIIIe siècle (1786), une Anglaise fit une visite à notre pays. En le quittant, lady Graven s'écria : « On pourrait dire de ce pays que c'est un diamant mal enchâssé, qui devrait être renouvelé par une main habile et experte ». Cette « main habile et experte » nous est venue plus d'un siècle plus tard dans la personne de S. M. la Reine Marie. Notre Reine, travaille sans relâche pour faire que ce diamant resplendisse à la vue du monde. Elle sait qu'être « la Reine d'un « petit pays » signifie travail, souci, espoir, beaucoup d'efforts et souvent peu de résultats. Mais le champ d'action est vaste, et pour une âme de bonne volonté l'œuvre peut être grande. Sa Majesté aime son pays et elle en est aimée. « Elle a besoin qu'il soit cher aux autres. Elle voudrait que son pays de naissance vit « cet autre pays avec les yeux de sa reine ».

Pour donner en passant un souvenir au poète Louis Boumal qui, après avoir servi quatre ans dans l'armée belge, vient d'être emporté par l'affreuse grippe, à Bruges, et dont les lettrés de chez nous avaient pu apprécier, avant la guerre déjà, des vers tout pleins de promesses, cueillons dans la *Nouvelle Revue Wallonne* cette note d'une juste émotion :

« Il avait publié en 1910 son premier recueil de vers *les Poèmes en Deuil*, bientôt suivis de la *Repentance Tristan* (1913), œuvre curieuse, d'une originalité indiscutable, où se révèlent le douloureux élégiaque et l'universitaire enthousiaste des littératures médiévales qu'il était. Wallon, il se réclamait de la lignée des grands maîtres français dont les œuvres ont créé une tradition, une « discipline » que nul n'enfreint sans violer le génie même de la race. Deux solides études sur *la Renaissance septentrionale au XIVe siècle* (1910) et sur *Diderot et quelques artistes wallons* (1912) s'inspirent de cette conviction. Nommé professeur de rhétorique à l'Athénée de Bouillon, en 1913, il subit le charme de cette villette, fleur d'Ardennes mirée à l'eau fraîche des ruisseaux, il en étudie le passé et écrit : *Une ville wallonne, Bouillon, à la fin du XVIIIe siècle* (1914).

Survient la guerre qui l'arrache à son jeune foyer et le prend tout entier. Mais la muse et son cœur veillent et voici, révélé par la douleur, le Louis Boumal des poignants poèmes d'amour du *Jardin sans Soleil* et de cet acte de tendresse inquiète : *Quand ils auront passé de l'Ombre à la Lumière*.

Ces deux œuvres témoigneront du beau poète que nous devons pleurer.»

GASTON CHOISY.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : Sir J.-J. THOMSON : *Sur la transmutation des Eléments;* M. YVES DELAGE et Mlle GOLDSMITH : *Le Mendélisme et le Mécanisme cytologique de l'hérédité;* M. J. MEUNIER : *Le Coton et les Industries de la Cellulose ; des Notes et Actualités;* le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 6 — 57e ANNÉE — 15-22 MARS 1919

Les abonnés qui n'ont pas encore renouvelé leur abonnement sont priés de nous l'adresser sans retard, afin d'éviter l'interruption de leur service.

En cas de changement d'adresse, joindre 0 fr. 50 *pour frais de bandes.*

LES QUESTIONS OUVRIÈRES DEVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

La question de la *législation internationale du travail* devant la Conférence de la paix préoccupe à juste titre le monde du travail dans tous les pays civilisés. Elle est posée devant l'opinion par toutes les grandes Fédérations syndicales, réunies tout récemment en Congrès à Berne (1), et par les économistes sociaux les plus qualifiés. Tous les Gouvernements en sont saisis : et, dans son discours d'ouverture de la Conférence de Paris, le 18 janvier dernier, M. le Président Clemenceau, parlant au nom de toutes les puissances représentées, a déclaré que cette question était officiellement inscrite à l'ordre du jour de ses travaux.

Une Commission spéciale, dite de *législation internationale du travail*, composée de 15 membres (10 représentants des cinq grandes puissances, et 5 représentants désignés par l'ensemble des autres Etats), a été constituée, et s'est mise aussitôt à l'œuvre.

Une fraction de la presse a paru surprise de voir la Conférence se saisir ainsi, *ab initio*, d'un problème complexe, n'ayant pas avec la guerre un lien de connexité aussi étroit que les questions de territoires, de réparations ou de garanties. Cette décision s'explique cependant par la nécessité où se trouvent toutes les puissances, au fur et à mesure de la démobilisation, d'assurer un travail régulier et rémunérateur à ces millions de salariés, brusquement arrachés par la guerre, il y a plus de quatre ans, à leurs occupations professionnelles, et menacés de chômage prolongé, si les Etats alliés ne s'ingénient pas à faciliter les migrations des travailleurs, au moyen d'accords internationaux.

Supprimant les rivalités ouvrières de pays à pays, substituant aux conflits, trop fréquents encore aujourd'hui entre le travail national et la main-d'œuvre étrangère, un état d'équilibre stable et de solidarité féconde, la réglementation internationale du travail par voie diplomatique ouvrirait une ère nouvelle de progrès et de justice impartiale pour tous les travailleurs des Etats adhérents à cette Union nouvelle.

Un tel accord serait donc éminemment désirable. Mais apparaît-il comme possible, et s'il est réalisable, est-ce bien à la Conférence de la paix à en jeter les bases ? Tels sont les deux aspects du problème qu'il nous faut successivement envisager. Pour répondre avec précision sur les deux points, un bref retour historique est indispensable.

(1) *Conférence internationale syndicale*, doublant la *Conférence socialiste internationale*. L'une et l'autre ont siégé à Berne, du 3 au 12 février.

*
* *

ORIGINES HISTORIQUES DE LA RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. (1). — C'est au début du XIXe siècle qu'apparaissent, en Angleterre d'abord, puis successivement dans tous les pays civilisés, les premières lois de protection ouvrière. Timides, incomplètes, et trop souvent inappliquées, les lois de la première moitié du siècle dernier présentent un contraste frappant avec les Codes ouvriers, de plus en plus minutieux, promulgués à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Ce contraste est l'un des signes extérieurs les plus frappants de l'évolution profonde de la conscience publique. Vers 1880, prévalait encore dans la plupart des cénacles juridiques ou économiques le dogme quasi-religieux du *laissez-faire :* aujourd'hui, c'est au nom de la liberté mieux comprise, mais de la liberté appliquée à l'ouvrier libéré par l'Etat de certaines servitudes économiques, que sont élaborées dans tous les pays civilisés les lois de protection ouvrière.

Suivant l'expression caractéristique de Mahaim, « c'est la conception de la liberté qui évolue. Dans toute la protection légale, nous voyons la réalisation d'une note plus vraie, plus concrète, plus progressive de la liberté de l'ouvrier ».

Pour être pleinement efficace, cette protection nationale d'abord, tend à devenir internationale. Seul, en effet, un statut international peut assurer un minimum de protection à ces travailleurs étrangers, attirés sur le sol national par la perspective, par le mirage parfois des hauts salaires, en nombre de plus en plus grand au fur et à mesure que s'accroît (en temps de paix du moins) la facilité des déplacements. Seul aussi un statut peut contribuer, par certaines mesures protectrices en faveur du travail indigène, à prévenir des conflits redoutables, et faciliter l'échange, par delà les frontières, des activités productrices, préparant ainsi la collaboration féconde, pour une œuvre de paix, des ouvriers de tous pays.

Comment cette idée d'un statut international a-t-elle pris naissance ? Quels en ont été les artisans ? Sous quelles formes concrètes s'est-elle jusqu'ici manifestée ? Vers quelles fins tend-elle et quelles en sont les directives ? La question ainsi posée est trop vaste pour être étudiée à fond dans le cadre restreint d'un article de revue (1). Aussi nous bornerons-nous à indiquer sommairement les phases essentielles par lesquelles elle a évolué.

Il y a bientôt trois quarts de siècle que divers économistes, appartenant à des écoles économiques très différentes, les uns libéraux comme Jules Simon et Wolowski, les autres à tendances socialistes comme R. Owen et Audiganne, émirent l'idée d'une entente diplomatique à l'effet de réglementer le travail par des accords internationaux. Ils estimaient que de telles ententes, si elles étaient possibles, auraient le grand avantage d'enlever aux adversaires systématiques de la protection légale des travailleurs un de leurs arguments les plus forts, tiré du danger que la réglementation édictée isolément par un Etat pourrait faire courir à ses nationaux, handicapés dans la lutte économique par la concurrence des industriels des autres pays.

Vers 1889, le mouvement créé en ce sens par les groupements ouvriers détermina l'envoi aux puissances, par le gouvernement helvétique, d'une circulaire proposant la réunion, à Berne, d'une Conférence diplomatique pour l'étude d'une *convention internationale sur le travail des fabriques.* L'Empereur d'Allemagne, Guillaume II, désireux de se concilier les socialistes au début de son règne, se substitua d'autorité au gouvernement suisse, et par son fameux rescrit du 5 février 1890, convoqua à Berlin la première Conférence diplomatique internationale pour l'étude des questions ouvrières. Cette Conférence donna lieu à des discussions intéressantes, mais n'aboutit à aucune résolution ferme. La tentative, en effet, était prématurée : mais depuis trente ans, la situation s'est complètement transformée.

En 1890, les divergences étaient profondes entre les législations, tant en ce qui concerne la protection des enfants et des femmes dans l'industrie ou l'hygiène des ateliers, que relativement à la protection légale des salaires, ou aux assurances sociales. Sur tous ces points, les divergences se

(1) BIBLIOGRAPHIE : — Brants, *Législation du travail comparée et internationale*, 1903 : Millerand, *Les traités de travail (Rev. polit. et parl.*, 1903) ; — Raynaud, *Droit international ouvrier*, 1906 : — Pic, *Traité de législation industrielle*, 4e éd. 1912, nos 172 et s. ; *La protection légale des travailleurs et le droit international ouvrier*, 1909, et série de chroniques dans les *Questions pratiques de législation ouvrière* (1903-1914), et dans la *Revue générale de droit international public* (1904-1913) ; — Métin, *Les traités ouvriers*, 1908 ; — Mahaim, *Le droit international ouvrier*, 1913 ; — De Maday, *Législation comparée (Droit ouvrier)*, t. Ier, 1917.

(1) Pour l'étude complète du problème, cons. les ouvrages ou articles indiqués *supra* dans notre bibliographie, et plus spécialement *Le droit international ouvrier* de Mahaim, paru à la veille de la guerre. Il est intéressant de noter ici que M. Mahaim, l'un des professeurs les plus en vue de l'Université de Liège, vient d'être appelé à représenter la Belgique, concurremment avec M. Vandervelde, dans la Commission de législation internationale du travail à la Conférence de Paris.

sont atténuées, et l'on a vu certaines prescriptions, notamment en ce qui concerne le travail des enfants ou le risque professionnel, gagner de proche en proche et former une sorte de *droit commun européen*, en dehors de toute entente formelle.

Les facteurs de cette évolution convergente des lois ouvrières contemporaines sont complexes. Les uns sont purement sociologiques, et doivent être cherchés dans la communauté des besoins auxquels doivent satisfaire les législations des différents pays parvenus à un même stade de civilisation ; les autres sont le résultat des efforts combinés, conscients et voulus, des individus ou des collectivités qui, par leur compétence spéciale ou leur fonction politique, ont un rôle à jouer, direct ou indirect, dans l'élaboration des lois.

Parmi les Congrès scientifiques qui, dans cet ordre d'idées, ont exercé une influence indéniable sur l'orientation législative, nous signalerons les Congrès tenus à Bruxelles et à Zurich en 1897, pour l'étude des questions ouvrières, et le Congrès international *pour la protection légale des travailleurs*, tenu à Paris en 1900, à l'issue duquel s'est constituée l'Association *internationale* du même nom. L'objectif essentiel de cette Association était de parvenir à l'établissement d'accords internationaux, préparés par des enquêtes approfondies poursuivies simultanément dans les différents pays adhérents : ses efforts devaient rapidement aboutir à des résultats remarquables.

Fondée en 1901, l'A. I. P. L. T., dont le siège est en Suisse, à Bâle, mais dont l'action rayonne sur tous les pays civilisés, est devenue l'un des plus puissants groupements scientifiques du monde entier. A la veille de la guerre, quinze sections nationales étaient constituées, plusieurs étaient en voie de formation, et la plupart des gouvernements entretenaient avec elles des relations officielles.

Des enquêtes sociales ordonnées par les Congrès de Lucerne (1908), Lugano (1910) et Zurich (1912), les unes étaient achevées dès 1913 : rapports sur le travail de nuit des jeunes ouvriers, sur la réduction à dix heures du travail des femmes, sur les poisons industriels. D'autres, concernant notamment l'industrie à domicile et la lutte contre le chômage, étaient en cours. D'autres enfin, étaient projetées, et avaient fait l'objet de questionnaires détaillés adressés aux sections nationales (employés de commerce, ouvriers de chemin de fer, etc...). — En attendant l'achèvement du grand œuvre, que la guerre a retardé, sans l'interrompre, l'Association a méthodiquement poursuivi, avec le concours des gouvernements, ses plans de réalisation progressive du *droit international ouvrier*.

C'est, tout d'abord, à ses efforts que revient en grande partie le mérite de la conclusion, au début du XXe siècle, de plusieurs *traités de travail*.

L'objectif essentiel de toutes les conventions de cette nature est de résoudre les conflits internationaux nés de la concurrence économique ou de l'immigration ouvrière ; elles ont pour caractéristique l'adoption de principes communs sur le terrain de la protection ouvrière, et l'égalisation des droits de tous les travailleurs, nationaux ou étrangers, sur le territoire de chacun des contractants. Jusqu'à l'apparition de ce type social de traités, les diplomates n'avaient guère en vue que les *produits du travail* (traités de commerce). Aujourd'hui, suivant l'heureuse formule de M. Millerand (*Revue Polit. et Parl.*, octobre 1913), ils consentent à *mettre le travailleur lui-même sur le même plan que les produits du travail*.

Le premier en date est le traité franco-italien, du 15 avril 1904, complété par une série d'arrangements de 1905 et 1910. Ce traité demeure le prototype du genre. C'est aussi, et de beaucoup, le plus complet, puisqu'il passe en revue toutes les formes usuelles de prévoyance ou d'assurance, (épargne, accidents, retraites, chômage, etc...), ainsi que la réglementation de travail des enfants et des femmes et le régime de l'inspection.

L'exemple donné par les deux grandes puissances latines devait être bientôt suivi, et le principe de réciprocité qui est à la base de l'accord de 1904 reproduit comme une véritable clause de style dans une longue série de conventions internationales récentes, notamment dans les conventions franco-belge de 1906 et franco-anglaise de 1909 relatives aux accidents du travail (1).

A ces traités bilatéraux vinrent s'ajouter en 1906 les deux conventions multilatérales issues des Conférences diplomatiques ouvrières de Berne (Mai 1905-Sept. 1906) : la première signée par 7 puissances, concernant l'interdiction du *phosphore blanc* dans la fabrication des *allumettes* ; la seconde signée de 14 Etats, portant interdiction, en principe, du *travail de nuit des femmes* dans l'industrie manufacturière.

Sur l'initiative du gouvernement helvétique, une nouvelle Conférence internationale groupant les délégués de 14 Etats, se réunit à Berne, en septembre 1913, en vue de jeter les bases de deux conventions nouvelles, d'une importance considérable : 1° convention sur l'interdiction du *travail de nuit des jeunes ouvriers* employés dans l'industrie;

(1) Sur ces conventions, cons. notamment : Capitant, *Les conventions internationales sur les accidents du travail*, 1911; Pic, *Les assurances sociales en France et à l'étranger*, 1913.

2e convention fixant à 10 heures, en principe, la durée de la journée de travail des *femmes et des jeunes ouvriers* employés dans l'industrie. La Conférence de 1913 n'était que préparatoire et le texte élaboré par elle devait être soumis, l'année suivante, au vote d'une Conférence diplomatique dont la guerre a empêché la réunion.

Pour mesurer l'importance de la réforme *préparée* par la Conférence de 1913, jetons un coup d'œil rapide sur les principales réglementations en vigueur dans les divers Etats européens, tant en ce qui concerne le travail de nuit des jeunes ouvriers que la durée du travail des femmes et des enfants.

Travail de nuit des jeunes ouvriers. — Le principe de l'interdiction du travail de nuit prévaut dans la plupart des Etats européens (comme dans la majorité des Etats de l'Union américaine). Mais de profondes divergences séparent les différentes législations quant à *l'âge-limite*. Celles-ci peuvent à ce point de vue se répartir en trois groupes : *a*) Législations fixant à moins de 16 ans l'âge limite : Espagne, Grèce, 14 ans, Roumanie 15 ans; *b*) Législations le fixant à 16 ans (Allemagne, Autriche, Belgique, Hongrie) ; *c*) Législations le fixant à 18 ans (France, Grande-Bretagne, Etats Scandinaves, Serbie, Suisse).

Durée de la journée légale pour les femmes et les jeunes ouvriers. — Une première distinction doit être faite entre les législations qui réglementent la journée de travail d'une façon uniforme pour l'ensemble du personnel ouvrier, hommes adultes compris, et les autres législations. — 1er groupe : Suisse, journée de 10 heures (L. sur les fabriques du 18 juin 1914) ; Autriche, journée de 11 heures. — 2e *groupe* : réglementation limitée à certaines catégories de travailleurs... Une sous-distinction doit ici être faite entre les lois qui protègent les enfants ou adolescents et la femme adulte (Allemagne, France, Roumanie, Serbie, 10 heures, Grande-Bretagne, 60 heures par semaine, Italie, 11 et 12 heures), et celles qui ne protègent que l'enfant ou les adolescents des deux sexes (Hongrie, Etats Scandinaves, 10 heures ; Espagne, 11 heures ; Belgique, 12 heures). En présence de législations aussi dissemblables, quelle devait être la tactique de la Conférence de Berne ? Elle ne pouvait que prendre pour base une réglementation minima susceptible d'être acceptée par toutes les puissances, avec certains tempéraments, et à la condition de laisser aux Etats les plus éloignés du but poursuivi une période transitoire assez longue (2 à 10 ans, suivant les industries), pour faciliter l'adaptation des industriels au régime nouveau.

La question des *sanctions* est malheureusement une pierre d'achoppement que les plénipotentiaires de Berne n'avaient pas réussi à écarter. L'Angleterre avait, en 1906, proposé aux puissances d'instituer une Commission internationale, investie de larges pouvoirs de contrôle. Craignant de porter atteinte à la souveraineté des Etats signataires, la Conférence se borna à émettre un vœu invitant les puissances à conférer à une Commission, dans laquelle chaque Etat serait représenté par un délégué, l'examen des questions douteuses, susceptibles de surgir au cours de l'application de chaque convention. Ce vœu n'a reçu aucune suite : il appartiendra à la Conférence de la paix de créer cet organisme de contrôle international sans lequel les meilleurs règlements risqueraient de demeurer lettre morte.

PAUL PIC,

Professeur de Législation ouvrière et de droit international à l'Université de Lyon,

(*A suivre.*)

LE ROYAUME DES SERBES CROATES ET SLOVÊNES (1)

On s'imagine volontiers que la pensée de rassembler toutes les terres yougoslaves est d'origine récente et qu'elle est sortie de la conception ambitieuse de quelques politiques ou de la fantaisie de quelques agitateur. Rien de plus complètement inexact. En réalité, nous sommes ici en présence d'un besoin élémentaire qui se traduit d'abord par une poussée instinctive et qui prend peu à peu une forme plus précise. Au moyen-âge, il inspire et domine la politique des Némanija et d'Etienne Douchan, le plus grand d'entre eux ; il se maintient solidement au milieu même des tristesses de l'oppression turque. Dès que le joug devient moins lourd, la Serbie songe à reprendre son rôle historique. Kara George, au moment où, à la tête de quelques poignées de paysans, il soutient péniblement l'assaut des hordes ottomanes, ne se contente pas de poursuivre l'affranchissement de la Choumadia, mais il appelle à l'indépendance la Bosnie et l'Herzégovine. Pendant que les janissaires turcs occupent encore Belgrade, Garachanine et le prince Michel préparent un plan de confédération balkanique : au moment où la Serbie, compromise et ruinée par les folies de

(1) V. *Revue Bleue* n° 5, 1919.

Milan, se débat sous les serres autrichiennes, sans alliés, sans amis, sans armes, son existence soutient les Croates dans leur lutte contre les Magyars et l'esprit de la race anime les *Déclarants* de Zadar, quand ils appellent à une action commune les Serbes et les Croates de Hongrie. Le peuple serbe, écrit M. Loiseau, qui a étudié les questions adriatiques avec une si pénétrante finesse et une impartialité si avertie, est, à s'en tenir à la carte, le plus trongonné de l'Europe. Moralement, c'est peut-être le plus uni : il n'a point de progrès à réaliser sous ce rapport.

Il est exact, cependant que, jusqu'en 1914, quelques vestiges des défiances ou des susceptibilités provinciales qu'avaient suscitées et qu'entretenaient les gouvernements de Budapest et de Vienne, survivaient encore dans certains groupes ; ils devenaient chaque année plus rares et perdaient à vue d'œil, toute autorité sur la foule. Ces dernières résistances particularistes ont été emportées par l'indignation et la colère unanimes qu'a déchaînées la politique odieuse des généraux et des fonctionnaires autrichiens, depuis le début des hostilités. L'histoire n'est pas faite encore de ces années terribles et le dossier des crimes abominables dont les Slaves ont été victimes est loin d'être complet ; ce que nous savons suffit déjà pour que nous sentions qu'entre les victimes et le bourreau, aucune réconciliation n'est possible : arrestations en masse, déportations implacables, pendaisons par centaines, camps de concentration, que la faim, la maladie et les mauvais traitements transforment en cimetières. Le 28 *juillet* 1914, le jour de la déclaration de guerre, et rien ne prouve mieux combien l'idée nationale paraissait dès lors redoutable aux Allemands et aux Magyars, 5.000 personnes arrêtées en Dalmatie, en Istrie et en Croatie ; en Bosnie, les pendaisons se chiffrent par milliers ; le général Potiorek, conseiller intime de l'Empereur, que son désastre du Roudnik a rendu célèbre, a signé de sa main 3.500 condamnations capitales. Dans cette province d'Istrie, que des polémistes mal informés voudraient nous représenter comme indifférente à l'idée yougoslave, plus de 10.000 personnes ont été arrachées à leurs foyers, internées en Styrie, livrées aux insultes et aux persécutions des populations hostiles ; presque tous ces déportés ont succombé à la misère, au froid, au typhus. Le nombre des victimes connues atteint près de 100.000, et combien ont disparu, sans laisser de traces, dans les fossés de la route ou les charniers des geôles. L'Allemagne et l'Autriche se sont souillées de tels forfaits, qu'elles ont dépassé les forces de notre indignation, et notre mémoire accablée, laisse tomber ces souvenirs douloureux. Rien ne saurait faire pourtant que le passé n'ait pas existé. Les Yougoslaves se sont attachés à l'indépendance avec d'autant plus de fièvre et de frénésie, que leurs sacrifices ont été plus durs et leurs souffrances plus longues. Les souvenirs des divisions anciennes ont été effacés par les luttes récentes dans un lointain prodigieux ; catholiques ou orthodoxes, paysans de la Morava, ou bourgeois de Zagreb, musulmans de Bosnie ou libéraux de Ljoubliana, une seule pensée remplit les cœurs : travailler à la grandeur de la patrie nouvelle qui s'est fondée dans le sang des martyrs et les larmes des victimes, et qui sera assez forte pour défendre les générations nouvelles, contre le retour des oppresseurs, qu'ils se nomment Magyars, Allemands, Vénitiens, Turcs ou Bulgares.

III

Cet Etat, dont la naissance a causé de si terribles souffrances, l'Europe civilisée et la France, en particulier, ont un intérêt manifeste à sa puissance et à sa prospérité. Quelles que soient la ténacité éprouvée des Tchèques et leur inébranlable constance, leur situation serait périlleuse s'ils demeuraient exposés seuls, à la ruée germanique et il n'est pas sûr que leur force suffise à barrer à l'Allemagne la route de l'est. Ils ont besoin d'alliés comme nous avons besoin à l'est d'une grande ligne de couverture de la Baltique à l'Egée : il est nécessaire à notre propre sécurité, que la Bohême soit flanquée au nord par une Pologne puissante, au sud par un solide royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Etroitement uni à la Grèce, appuyé sur l'Adriatique à l'ouest, et à l'est sur les montagnes qui bornent le Banat et séparent la Morava et le Vardar des districts bulgares, traversé par le Danube et arrosé par quelques-unes des plus belles rivières de l'Europe, avec ses 13 à 14 millions d'habitants, il possédera tous les éléments d'un rapide développement et il offrira à la France un admirable terrain d'expansion économique et morale.

Avant la guerre, le commerce de la Serbie ne dépassait pas 200 millions. Mais elle ne comptait encore que moins de 3 millions d'habitants, sur une superficie de 48.000 kilomètres carrés ; elle aura désormais 13 à 14 millions d'habitants, avec 240.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire environ cinq fois plus. Puis son développement économique était arrêté par l'attentive méfiance et la

jalousie agressive de l'Autriche, qui voulait la maintenir pauvre, afin de l'avoir dans sa dépendance : en 1879, quand Ristich signe un traité de commerce avec l'Angleterre, le Cabinet de Vienne oppose son veto, et le ministre, qui a commis l'impardonnable faute de chercher de nouveaux débouchés pour son pays, est contraint de quitter le pouvoir ; en 1905, nouvelle intervention des Habsbourgs, parce que la Serbie a essayé de se rapprocher de la Bulgarie et de conclure avec elle, une sorte d'union douanière, qui lui permettrait d'obtenir de meilleures conditions dans ses négociations avec les autres pays.

Débarrassée de ces entraves, la Serbie doit rapidement atteindre une grande prospérité économique, parce qu'elle dispose de remarquables ressources naturelles. Pendant la domination romaine, les vallées de la Drave et de la Save étaient un des plus riches greniers de l'empire ; Sirmium (Mitrovitsa), Singidunum (Belgrade), Naissus, Ulpiana, étaient des villes populaires et riches. La vallée de la Bojana, aujourd'hui inculte et déserte, nourrissait au moyen-âge, une population très dense et était semée de villes industrieuses et de villages si nombreux et si riches que, suivant un voyageur du XVe siècle, elle « ne le cédait à aucune des parties de l'Italie ». Raguse centralisait le commerce des Balkans, ses vaisseaux parcouraient les mers les plus lointaines et elle avait des colonies actives et riches en Angleterre, dans les Pays-Bas et en Espagne. La Dalmatie est une des régions les plus saines de la Méditerranée : la malaria y est inconnue, sauf dans le bassin inférieur de la Neretva (Narenta), qu'il serait facile d'assainir. Il est peu probable que la Yougoslavie exporte des quantités importantes de céréales et de vin : en revanche elle peut devenir la première productrice de tabac du monde ; ses cultures de fruits, qui étaient avant la guerre déjà une des principales richesses du pays, prendront rapidement une immense extension, et l'élevage donnera d'excellents produits. Les admirables et immenses forêts de la Bosnie, dont tous les voyageurs célèbrent la magnificence, sont à peine exploitées, faute de voies de communications.

L'inventaire des richesses du sous-sol est à peine commencé, mais nous en savons assez, pour affirmer que la Yougoslavie peut devenir un grand pays industriel. Les mines du Rondnik et de la Ratchka étaient déjà connues à l'époque romaine ; les Nemanja en reprirent l'exploitation et appelèrent des *Saxons* qui étaient alors célèbres dans toute l'Europe, par leur compétence spéciale ; ils en tiraient d'importants revenus qui expliquent, en partie, leurs succès militaires et les progrès de leur puissance. La richesse des mines de Monte Nuovo (aujourd'hui Nove Brd) et de Monte Argenterio (Strebnitsa, dans le Kopasnik), était légendaire et le Grec Kristoboulos affirme que l'or et l'argent sortaient de terre comme de l'eau, et que « partout où l'on se penchait, on trouvait de larges dépôts d'or et d'argent plus abondants que dans les Indes ». Les minerais du Rondnik étaient transportés en Italie par les négociants de Doubrovnik. La Serbie orientale et la région du Timok paraissent particulièrement riches et tout le monde connaît l'importance des mines de cuivre de Bor, que l'on a évaluées à deux milliards et demi. La Bosnie, à peine explorée, est riche en charbons et elle promet aux prospecteurs de précieuses découvertes.

La main-d'œuvre ne manquera pas. La population est laborieuse, sobre, intelligente, docile, à condition qu'on la traite avec douceur et qu'on ménage sa susceptibilité très chatouilleuse ; elle accueille favorablement les étrangers et se plie facilement aux conditions de la vie moderne. La côte de Dalmatie et les îles sont habitées par une race admirable de marins ; les négociants y sont nombreux, à la fois audacieux et prudents, et ils ont conquis une place importante dans le commerce du monde : quelques-unes des compagnies de navigation les plus actives sont entre leurs mains et ils ont fondé plusieurs des entreprises les plus prospères de l'Amérique méridionale. Belgrade est destinée à devenir un des nœuds de chemin de fer les plus importants de l'Europe ; là se croiseront les grandes lignes internationales de Bordeaux-Constantinople, par Lyon, Milan, Venise, Rieka et Zagreb ; — Adriatique-Mer Noire, par Bucarest et Odessa, tandis que des voies secondaires, sur Skoplié, Monastir et Scutari, rendront à la Vieille Serbie et à la Macédoine, leur antique prospérité, et convertiront l'Albanie au travail pacifique.

Il sera assez facile de rendre à la navigation la Morava, et les frais seraient couverts par les millions d'hectares qu'ont envahis les marais et que l'on gagnera à la culture ; de même pour le Vardar inférieur jusqu'à Koumanovo. De Koumanovo à Stabitch, sur la Morava, un canal mettra en communication les deux fleuves, et une voie navigable rattachera l'Egée au Danube et à l'Europe centrale.

Pour compléter l'outillage de leur pays et exécuter le vaste programme de travaux publics, qui est une des conditions indispensables de son relè-

vement et de ses progrès, la Yougoslavie aura besoin de capitaux importants et du concours de nombreux spécialistes. La France y trouvera un admirable champ d'action. Il convient de ne pas oublier que la dislocation de la Turquie a ouvert, pour nous, une crise sérieuse, en nous privant d'un marché dont nous avons eu longtemps le monopole et où, malgré les progrès récents de l'Allemagne, nous tenions encore une place honorable. Que survivra-t-il, après la paix, des traditions qui nous permettaient de soutenir la concurrence avec des rivaux plus audacieux et plus actifs ? Si nous ne voulons pas être relégués à un rôle tout à fait inférieur, de sérieux efforts seront nécessaires, pour nous refaire une clientèle. Un peuple ne vit pas uniquement de gloire et, pour que l'héroïsme de nos soldats, n'ait pas été dépensé en pure perte, il est nécessaire que nos ingénieurs, nos négociants et nos industriels se mettent énergiquement à l'œuvre. Nulle part le terrain n'est mieux préparé et plus favorable qu'en Serbie. Déjà, avant la guerre, notre influence morale et économique y était grande, et Belgrade accueillait avec empressement nos financiers, nos techniciens et nos savants. Ces liens ont été singulièrement resserrés par les événements récents. Nulle part, les revendications des Yougoslaves n'ont été aussi chaleureusement accueillies. Après la retraite d'Albanie, nous avons essayé, par tous les moyens, d'adoucir les maux des réfugiés ; c'est notre marine qui a sauvé les débris de l'armée serbe, et ce sont nos officiers qui l'ont reconstituée. L'amitié, scellée par la souffrance et la victoire, il s'agit de l'entretenir dans l'intérêt des deux pays, non pas, bien entendu, qu'il s'agisse le moins du monde d'exploiter à notre profit, le peuple que nous avons aidé à s'affranchir ou de le soumettre à une sorte de tutelle. Nous voulons simplement lui apporter notre appui, et lui offrir notre collaboration fraternelle. Quand Dieu eût créé le monde, a écrit Lamartine,

> De son œuvre impartaite, il détourna la face
> Et d'un pied dédaigneux, la lança dans l'espace.

De semblables fantaisies ne sauraient convenir à de simples mortels. La France a, la première, nettement perçu le sens profond et le vrai caractère de la guerre ; par un penchant invincible de son génie, généralisateur et systématique, elle lui a donné son impulsion définitive ; elle a reconnu que, pour vaincre l'Allemagne, il ne suffisait pas d'arrêter ses armées, mais qu'il fallait opposer une doctrine à ses conceptions et, en face de son mysticisme belliqueux, elle s'est proposé de régénérer le monde par l'émancipation des peuples. Mais ces peuples qu'elle convie à l'existence et au travail, elle a le devoir de soutenir leurs premiers pas encore chancelants et, pour qu'ils écoutent ses conseils, il faut qu'elle s'applique à ne pas perdre leur confiance.

Il serait pueril, cependant, de se dissimuler que les débuts de la Conférence de la paix ont éveillé chez nos amis de l'ancienne monarchie austro-hongroise une certaine angoisse et qu'ils laissent, en particulier de la les Yougoslaves, plus d'anxiété que de satisfaction. Ils se plaignent, non sans quelque apparence de raison, qu'on ne leur attribue pas dans les discussions, la place à laquelle ils ont légitimement droit, et qu'on oublie un peu vite les services qu'ils ont rendus. Sans la résistance serbe de 1914 et la victoire du Roudnik, les forces austro-hongroises seraient arrivées à Salonique avant que l'Angleterre eût pu organiser son armée, et leur avance eût entraîné les plus graves dangers pour l'Egypte et Suez. Par la suite, le rôle, à la fois matériel et moral des régiments serbes dans la campagne des Balkans, a été décisif et il n'est pas sûr qu'en dépit des hésitations de l'opinion en Angleterre et en France, Salonique n'eût pas été abandonnée, si les chefs les moins favorables à ce qu'ils regardaient comme une aventure ou une diversion sans portée n'eussent été retenus par la honte d'abandonner nos alliés. L'événement a prouvé clairement depuis l'immense faute que nous aurions commise en laissant à l'ennemi, ce champ de bataille oriental. La victoire de la Tserna, qui a déterminé l'effondrement de la Bulgarie, a jeté la consternation dans toute l'Allemagne, et a marqué le moment où nos adversaires ont jugé la victoire impossible. En même temps, la révolte latente ou ouverte des Yougoslaves a brisé, sur la Piave, l'offensive autrichienne, et a permis aux Italiens de prendre leur revanche du désastre de Caporetto. Si l'Autriche s'est écroulée, ce sont les Slaves qui lui ont porté le coup décisif. De semblables souvenirs leur permettaient de supposer qu'on ne les reléguerait pas au second plan, en même temps que d'autres nations, dont l'amitié nous est certes précieuse, mais à qui leur situation n'a pas permis de prendre une part active dans le combat. Les Serbes supposaient que, dans le monde nouveau qu'il s'agit d'inaugurer, on classerait les Etats, moins d'après le chiffre de leur ancienne population, que d'après les sacrifices qu'ils ont acceptés, les pertes qu'ils ont subies, et la part qui leur revient dans la victoire commune. Ils estimaient que la France n'avait rien à perdre à accepter ce critérium, et ils se jugeaient autorisés, à tous ces

points de vue, à marcher de pair, avec les plus grandes nations. Ils connaissent notre histoire et ils répètent volontiers la parole de Jeanne d'Arc : « Il a été au péril, il est juste qu'il soit à l'honneur ».

Question d'amour-propre ? Vanité puérile ? Pas le moins du monde. Les Yougoslaves se demandent avec anxiété, quels desseins ou quelles incertitudes, se dissimulent sous ces fantaisies protocolaires, et ils redoutent les déceptions qu'elles paraissent leur préparer. Aussi éloignés que possible de toute ambition impérialiste, ils ne réclament que leur propre bien ; mais ce qui leur appartient, ils l'ont assez chèrement payé pour qu'on ne le leur marchande pas. Certaines âmes évangéliques poussent si loin chez nous ou chez nos alliés, le pardon des offenses, qu'elles seraient prêtes à sacrifier nos amis à nos adversaires, et il ne manque pas, en France et en Angleterre, de défenseurs de la Bulgarie. Les Serbes pensent que certaines discussions sont, en elles-mêmes, une offense, et ils n'admettent pas que la question de la Macédoine puisse même être posée. Ils ne tolèreraient pas davantage qu'on leur contestât la pleine et entière possession de la Dalmatie, où l'immense majorité de la population est slave, qui est indispensable à leur développement économique et qui, depuis le moyen-âge, n'a jamais cessé d'être un foyer rayonnant de leur vie nationale. Ils n'ont pas ménagé leur sang et depuis le début des hostilités, ils n'ont jamais déserté leur place au danger ; ils ne comprendraient pas qu'on accordât à d'autres alliés, un traitement de faveur que rien ne justifie. Certains territoires, comme l'Istrie, sont mixtes et peuvent être contestés ; les Yougoslaves demandent qu'on consulte les populations et ils se déclarent prêts à se soumettre à un plébiscite loyalement pratiqué. On ne voit pas bien les arguments qu'on pourrait leur opposer.

Tiendra-t-on compte de leurs désirs ? Nous l'espérons, d'autant plus que, si l'on passait outre, en même temps que l'on violerait les principes les plus sacrés, on risquerait de créer une situation singulièrement périlleuse. Leur déception, qui serait d'autant plus cruelle qu'elle succéderait à de plus magnifiques espoirs, provoquerait un sentiment de colère qui pourrait parfaitement aboutir à une révolution. Il n'est jamais prudent d'acculer des peuples à des résolutions extrêmes, surtout quand il s'agit de peuples jeunes, ardents, dont les nerfs ont été tendus à l'extrême et chez qui, la longueur des épreuves, a nécessairement atténué les facultés de modération réfléchie et de calcul. Il n'y a pas de bolcheviks en Serbie, jusqu'aujourd'hui. Il n'y aurait plus que des bolchevistes, le jour où les aspirations nationales auraient été trompées.

Nous avons souvent raillé la pauvre psychologie des Allemands et les sottises incroyables où les a acculés leur superbe. Ne tombons pas dans les mêmes erreurs. Le patriotisme est, avant tout, un sentiment et une religion : il inspire les sacrifices les plus merveilleux, et il prépare les âmes aux plus effroyables aberrations. La Commune n'a-t-elle pas été provoquée par le désespoir de la défaite ? Les Serbes ont tout donné, tout abandonné, tout sacrifié pour réaliser le rêve qui, depuis des siècles, agitait sourdement leurs âmes : si on les dépouille, au moment même, où ils touchent au but, plutôt que de s'incliner devant l'injustice du destin, ils mettront le feu à l'Europe orientale. Au Congrès de Berlin, dont il ne faudrait pas que le Congrès de Paris reprît les traces, lord Beaconsfield consolait les Grecs avec une insolente ironie : la Grèce a un bel avenir ; elle peut attendre ; Bismarck, de son côté, rabrouait les Serbes que navrait l'annexion de la Bosnie à l'Autriche : — Que nous importent vos jérémiades ? Nous ne sommes pas ici pour satisfaire vos désirs, mais pour empêcher la conflagration de l'Europe. — Les Karageorgévitch seraient sans doute moins patients que le pauvre Milan, et moins faciles à apaiser, et les Serbes ne se contenteraient pas d'une lettre de change tirée sur un avenir incertain. — « Ne craignez pas les rois, dit l'épopée populaire de Karageorges, mais prenez garde à la pauvre raia, quand elle brandira ses droits et ses fourches ! » — On ne verse pas aux peuples l'ivresse de la justice et de la liberté, pour les ramener ensuite aux conventions iniques et aux traités arbitraires. Les Clemenceau, les Wilson, les Lloyd George et les Orlando ne reprendront pas le rôle des Frédéric-Guillaume III, des Metternich et des Hardenberg. A jouer un pareil jeu, ils risqueraient de faire sauter l'Europe. Telle est l'emprise du passé sur les esprits, que nous n'arrivons pas à nous rendre complètement compte de la gravité de la crise qui s'est ouverte en 1914: mais la plus folle des illusions serait de s'imaginer qu'on rétablira l'ordre par un replâtrage et que l'on sortira par une adroite prestidigitation des difficultés au milieu desquelles le monde se débat. Si les diplomates s'obstinent à ne pas comprendre la nécessité d'en finir avec des méthodes surannées, s'ils prétendent opposer aux volontés populaires les conventions secrètes et les marchandages, ils acculeront le monde à la révolution, et par un détour sanglant, ils nous ramèneront à l'impérialisme germanique.

E. Denis.

Professeur à la Sorbonne.

BUCHEZ

(*Souvenirs inédits*) (1)

Le 2 août 1865, celui dont j'évoque ici le souvenir, arrivait en touriste dans ma ville natale. Le 11 août, il y mourait dans une chambre d'hôtel, inconnu de tout l'entourage, mais assisté par un de ses anciens collègues, à l'Assemblée Constituante de 1848. Le 13 août, quelques amis politiques accompagnaient, sous la surveillance de la police impériale, son cercueil à la gare où l'un d'eux lui adressait le suprême adieu. Deux jours après, les fêtes bruyantes du 15 août impérial agitaient la petite ville et la foule qui avait vu passer, indifférente et dédaigneuse, le cercueil de Buchez, se précipitait au « *Te Deum* » ou à la revue. Témoin de cette mort et de ces funérailles, j'en vis avec émotion la modeste simplicité ; j'écoutais pieusement ce que mon père et ses amis racontaient du défunt et dans mon cœur d'adolescent s'établissait un contraste frappant entre la hauteur morale de cette belle vie et de cette fin à la fois si humble et si grande, du dévouement de ces vieux amis personnellement inconnus du défunt, et fidèles au-delà de la mort, et les appétits de la foule qui allait saluer César ou acclamer le succès. Entre les deux causes représentées à mes yeux par des spectacles si différents, le choix fut bientôt fait. J'y suis resté fidèle ; après plus d'un demi siècle, je retrouve dans mon âme, fortifiées par l'expérience, et affermies par l'étude, mes impressions d'août 1865. Au soir de la vie, ce mélancolique retour en arrière éveille une légitime fierté, lorsqu'il permet de constater durant trois générations une indéfectible fidélité à des causes hélas presque toujours vaincues ! C'est de ce double sentiment qu'est venu mon projet d'offrir à ceux qui vont construire la France nouvelle, une étude complète de la vie et des doctrines de Philippe Buchez. Je dédierai ce livre à la mémoire de mon père qui, en me conduisant aux funérailles de Buchez, me le fit, le premier, connaître ; je le dédierai aussi à mes fils pour que, au courage militaire dont ils viennent de donner tant de preuves, ils apprennent à l'école de Buchez, à joindre le courage civique, la simplicité et la dignité de la vie, l'amour des humbles et des déshérités, le mépris du succès et des richesses, la fidélité aux convictions religieuses et politiques. Ce furent les vertus des hommes de 1848. Ne nous sont-elles pas plus que jamais nécessaires ?

(1) Cette étude est un chapitre détaché d'une lecture faite à la Sorbonne, le 22 février 1919.

*
* *

Le 5 mai 1848, Buchez étant élu président de l'Assemblée Constituante ; ce fut le grand honneur de sa vie. Un mois plus tard, il ne l'était plus. C'est que dans l'intervalle avait eu lieu l'attentat du 15 mai et que, à tort ou à raison, l'opinion accusa le président de l'Assemblée de n'avoir su ni prévenir, ni empêcher son invasion. Que faut-il penser de cette accusation ? C'est à cette question que je voudrais essayer de répondre. Elle offre un puissant intérêt historique : la journée du 15 mai ne fut pas seulement un attentat contre la souveraineté nationale, une révolte contre le suffrage populaire, elle a été le point de départ et elle donne l'explication d'autres événements de notre histoire parlementaire. Les problèmes dont les hommes du 15 mai voulaient imposer à l'Assemblée Constituante la solution immédiate et violente, sont encore inscrits à l'ordre du jour et offrent un poignant intérêt d'actualité. C'est au cri de « Vive la Pologne », que la manifestation partit de la Bastille pour arriver à la Madeleine ; au pied de l'Obélisque elle rencontra l'abbé Châtel qui discourait chaudement en faveur de la Pologne et le général Courtais qui, aux acclamations de l'émeute, répondit : « Oui, mes amis, général du peuple, et je le serai jusqu'à mon dernier soupir. Vive la Pologne ! » C'est au même cri et en demandant le départ immédiat d'une armée pour la Pologne, que Barbès et Blanqui escaladèrent la tribune. Il y a soixante-et-onze ans de cela, et l'armée ne paraît pas encore prête à partir... Ce n'est pas seulement au nom de la Pologne que Barbès et Blanqui conduisaient les émeutiers du 15 mai : ils rappelaient les événements de Rouen, la misère du peuple depuis trois mois et demandaient le vote d'un impôt d'un milliard « sur les riches ». Éternelle question qui se pose de nouveau avec toute l'acuité que lui donnent aujourd'hui quatre ans d'une guerre mondiale et l'intensité d'une crise économique sans précédent ! Heureusement, depuis 1848, notre éducation parlementaire et nos mœurs politiques ont progressé. Les questions que les hommes du 15 mai voulurent résoudre par un coup de force, sont aujourd'hui discutées à la conférence de la paix et l'Europe acceptera et appliquera demain les solutions qu'elle leur donnera.

*
* *

L'histoire de la journée du 15 mai 1848 est depuis longtemps écrite. Elle a fait l'objet de chapitres spéciaux dans les grands ouvrages de

M. Victor Pierre, de M. de la Gorce, de Louis Blanc, dans le petit livre tout récent de M. Gaston Bonnols, dans les mémoires de MM. de Falloux, de Tocqueville, Quentin-Bauchart .. et de tous les hommes politiques de cette époque qui ont écrit leurs souvenirs. Je n'ai pas la prétention de vous en donner aujourd'hui un récit nouveau. M. Lévy Schneider a déjà expliqué en 1910, dans le bulletin de notre société, les préliminaires de cette journée historique. Il nous a montré de nombreuses délégations venues de province, notamment de Lyon, pour célébrer à Paris la fête de la Concorde, mécontentes du renvoi *in extrémis* de cette fête et livrées ainsi, pendant une longue et dangereuse oisiveté, à toutes les excitations des clubs et des journaux révolutionnaires.

Le 25 avril avait été décidée, pour le 4 mai, « à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée Nationale », une fête du Champ-de-Mars ou de la Concorde. Mais, dès le 27 avril, un décret la renvoyait au 14 mai ! Le 13 mai la commission exécutive décidait, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, de la reporter au 21. Ces ajournements successifs avaient surexcité l'opinion publique et ne pouvaient que grossir le nombre des émeutiers.

Le matin du 15 mai, ils étaient 15.000 sur la place de la Bastille, ouvriers des ateliers nationaux, membres des corporations ouvrières, délégués des départements, criant : *à bas les modérés! Vive la Pologne !!* A onze heures, la colonne est formée : Huber et Sobrier sont en tête : sur le boulevard du Temple, Blanqui et Raspail se joignent à elle : à midi, elle était à la place de la Madeleine : elle comprenait 25.000 hommes. On sait l'attitude du général Courtais, atteint de ce mal terrible chez les militaires, « la folie de la popularité ». Il parlemente avec le chef de file, fait remettre aux fourreaux les baïonnettes des gardes-mobiles, et ouvre à quelques délégués, la grille du Palais-Bourbon. L'assemblée était en séance depuis midi, le représentant Voloski était à la tribune et discourait sur la Pologne ; c'était bien le sujet à l'ordre du jour à l'assemblée et au dehors. Ne l'est-il pas encore ? « Tout d'un coup, écrit dans « ses mémoires, Alexis de Tocqueville, le peuple « manifesta son approche par un cri terrible, qui, « pénétrant de tous côtés à travers les fenêtres « du haut qu'on avait laissées ouvertes à cause de « la chaleur, tomba sur nous comme s'il fût venu « du ciel. Je n'eusse jamais pu imaginer que des « voix humaines, en s'unissant, pussent produire « un bruit si immense ; et la vue de la foule elle-« même quand elle envahit l'assemblée, ne me « parut pas aussi formidable que ce premier mu-« gissement qu'elle fit entendre avant de se mon « trer.

« Plusieurs représentants, cédant à un premier « mouvement de curiosité ou de crainte, se levè-« rent ; d'autres crièrent avec force : « en place » « Chacun se rassit, se raffermit sur son banc et se « tut. Voloski reprit son discours et le continua. « quelque temps. Je crois que c'est la première « fois de sa vie qu'il ait été écouté en silence, en-« core n'était-ce pas lui qu'on écoutait, mais la « foule dont le bourdonnement devenait à chaque « instant, plus distinct et plus proche. Tout à « coup un de nos questeurs, Degousée, gravit so-« lennellement l'escalier de la tribune, écarta « sans parler Voloski et dit : « Contrairement à « la volonté des questeurs, Monsieur le Général « Courtais vient d'ordonner aux gardes mobiles « qui défendent la porte de l'Assemblée, de remet-« tre la baïonnette dans le fourreau. « Ayant pro-« noncé ce peu de mots, il se tut. Ce Degousée, « qui était un fort bon homme, avait la figure la « plus patibulaire et la voix la plus caverneuse « qu'on put rencontrer. La nouvelle, l'homme et « le ton s'accordaient pour causer une impres-« sion étrange, l'Assemblée s'émeut, puis se calme « aussitôt : il n'y avait plus rien à faire, la salle « était forcée. »

On connait les efforts impuissants de Lamartine pour écarter le flot envahissant, les audacieuses apostrophes de Raspail et de Blanqui, la motion de Barbès : « Je demande, dit-il, d'une voix saccadée et haletante, qu'immédiatement et séance tenante, l'assemblée vote le départ d'une armée pour la Pologne, un impôt d'un milliard sur les riches, la sortie des troupes de Paris, la défense de battre ce rappel : sinon les représentants seraient traîtres à la Patrie ! » L'assemblée tenait, et opposait aux envahisseurs une résistance qui, pour être passive, n'en était pas moins courageuse. « Un événement bien tragique faillit inter-« rompre ces saturnales : tout à coup les tribunes « du fond de la salle craquèrent, penchèrent de « plus d'un pied, et menacèrent de verser dans la « salle, la multitude qui les surchargeait et qui « les abandonna avec épouvante. Cet incident ef-« frayant suspendit un instant le tumulte et j'en-« tendis pour la première fois alors dans le loin-« tain le bruit des tambours qui battaient le rap-« pel dans Paris. La foule l'entendit comme moi « et elle poussa un long cri de colère et de terreur. « Pourquoi bat-on le rappel ? s'écrie Barbès hors « de lui et se faisant de nouveau jour à la tribune : « qui bat le rappel ? Que ceux qui font battre le « rappel, soient mis hors de la loi ! » Des cris : « On nous trahit, aux armes ! A l'Hôtel-de-Ville !» « s'élèvent du peuple.

« Le président est chassé de son fauteuil et s'il

« faut en croire la version qu'il en donna depuis, « il s'en fait volontairement chasser. Un chef du « club, nommé Huber, monte sur le bureau, y « arbore un drapeau surmonté d'un bonnet rouge ; « cet homme venait, à ce qu'il paraît, d'avoir un « long évanouissement épileptique, causé par « l'excitation et la chaleur : c'est au sortir de cette « espèce de sommeil troublé, qu'il se présentait ; « il avait encore les habits en désordre et l'air « effaré et hagard ; il cria deux fois d'une voix « éclatante qui, partant ainsi d'en haut, remplit « la salle et domina tous les autres bruits : « Au « nom du peuple trompé par ses représentants, je « déclare l'Assemblée Nationale dissoute. »

L'assemblée n'était dispersée, mais elle ne se jugeait pas dissoute. Vers quatre heures, on entendit un clairon qui s'avançait en battant la charge; c'étaient les gardes mobiles qui, suivis des gardes nationaux, entrèrent dans la salle au cri de : « Vive l'Assemblée Nationale ». Les insurgés prirent la fuite et les députés reprirent leurs sièges. L'invasion avait duré quatre heures. Quelle fut pendant ce temps l'attitude de Buchez ? Reste à son fauteuil, jusqu'au moment où il en fut violemment déplacé, il assista à toutes les scènes avec une passivité énigmatique. Manqua-t-il de sang-froid, de présence d'esprit, de courage ? Ou voulut-il, en gagnant du temps, éviter de plus grandes violences et une effusion de sang ? C'est à cette question que j'ai cherché la réponse dans les compte-rendus parlementaires, dans les procès-verbaux de la commission d'enquête, dans les débats judiciaires, dans les mémoires de quelques représentants, dans les papiers de Buchez lui-même, enfin dans ces documents ou dans des souvenirs inédits.

*
* *

Il faut d'abord négliger les comptes-rendus du *Moniteur* qui ne disent que ce qu'on a bien voulu laisser passer, et qui, d'ailleurs, rendaient à cette époque, beaucoup plus qu'imparfaitement que ne le fait aujourd'hui le *Journal Officiel*, la physionomie des débats parlementaires.

Une commission fut chargée pour l'Assemblée Nationale, de procéder à une enquête sur la journée du 15 mai, en même temps que sur l'insurrection de juin. Cette commission composée de quatorze membres, choisit pour président Odilon Barrot, pour secrétaire Waldeck-Rousseau, le père, et pour rapporteur, celui qui s'appelait alors « le citoyen Bauchart », représentant de l'Aisne, et qui devait devenir, sous le second empire, M. Quentin-Bauchart, sénateur et président du Conseil d'Etat. Elle a publié trois volumes : le premier contient le rapport de M. Quentin-Bauchart, un rapport de M. le juge d'instruction Bertrand, les dépositions de 217 témoins. Le second contient beaucoup de pièces, actes du gouvernement provisoire, documents sur les clubs ou sur les ateliers nationaux, rapports de police. Le troisième contient le rapport des Préfets et des procureurs généraux de province. A aucune page de ces trois volumes, je n'ai trouvé d'indications relatives à la question qui nous préoccupe. Mais alors, comme aujourd'hui, les enquêtes parlementaires se poursuivaient parallèlement aux informations judiciaires et la liberté des secondes pouvait se trouver parfois gênée par les fantaisies des premières. L'information judiciaire porta seulement sur l'attentat du 15 mai et sur l'insurrection de juin: elle aboutit à deux procès : l'un, en mars 1849, devant la Haute Cour de Bourges, l'autre, en octobre 1849, devant la Haute Cour de Versailles. J'ai relu avec tout l'intérêt qui s'attache à ces événements, les débats de Bourges et de Versailles, et je dois reconnaître qu'il s'en dégage pour Buchez, l'impression d'une attitude hésitante et d'une mémoire infidèle. A Versailles, l'avocat général de Royer fut particulièrement dur pour lui. « Il ne faut pas, dit-il, s'arrêter à la déposi « tion d'un témoin qui occupait à l'époque du « 15 mai la plus haute fonction de l'Etat, qui a « couru sans doute alors des dangers réels, mais « qui, oubliant sans doute sa déposition première « faite devant la Haute Cour de Bourges, a fait « hier une déclaration toute différente qui lui a « attiré de la part de l'accusé lui-même, une leçon « de dignité à laquelle le ministère public n'a rien « à ajouter. » L'accusé était Huber et l'impartiale *Gazette des Tribunaux* ajoute que l'apostrophe de M. de Royer fut soulignée par des marques d'approbation. Tant il est vrai que les débats des Hautes Cours de Justice ont toujours eu des allures plus politiques que judiciaires !

*
* *

La France avait envoyé à l'Assemblée Constituante de 1848, l'élite de tous les partis politiques. Plusieurs membres de cette assemblée ont laissé des mémoires qui, à propos du 15 mai, sont généralement assez sévères pour Buchez. Les plus intéressants sont certainement ceux d'Alexis de Tocqueville ; à une charmante simplicité, ils joignent la pénétrante analyse et la hauteur des vues qui caractérisent l'auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution*. De son récit, je détache l'appréciation suivante : « le Président Buchez, dans le- « quel les uns ont voulu voir un coquin et les au-

« très un saint, mais qui était à coup sûr, du « moins ce jour-là, une grosse bête, agite de tou- « tes ses forces sa cloche pour obtenir le silence, « comme si le silence de cette multitude, n'avait « pas été dans la circonstance présente, plus à re- « douter que ses cris (1). Le jugement est bref et net. Jules Simon qui, représentant des Côtes-du-Nord, assistait à la séance du 15 mai, n'est pas tendre pour Buchez : « Il se trouva, écrit-il, que ce président n'avait ni fermeté, ni présence d'esprit. Il ne savait lequel entendre. Lorsque l'assemblée fut envahie le 15 mai, il ne sut littéralement où donner de la tête ; le bureau était encombré, tout le monde lui parlait à la fois et lui donnait des conseils contradictoires. Pendant ce temps les orateurs se succédaient à la tribune. Que disaient-ils ? Il n'en savait plus rien. Deux orateurs parlaient ensemble, puis trois, puis quatre. La tribune était comme ces trêteaux que l'on voit à la porte des saltimbanques et où tous les acteurs de la parade hurlent et gesticulent à la fois. Qui étaient ces acteurs ? Il ne les reconnaissait plus et il avait une bonne raison pour cela, c'est que tous ceux qui l'entouraient et avec qui il parlementait, étaient sans qu'il le sût, des envahisseurs. Il avait signé l'ordre de battre un rappel, on lui mit sous les yeux un ordre tout écrit de ne pas le battre. Il le signa également.

Corbon, vice-président, qui depuis quelque temps se tenait à côté de lui, prit le parti de lui conseiller la retraite et de prendre sa place. Il était temps : ce pauvre Buchez ne voyait plus qu'une mer devant lui. Il disparut comme s'il avait été englouti dans une trappe. C'est qu'il avait été englouti, en effet ; on ne le revit plus. Il acheva, grâce à Corbon, son mois de présidence, mais il ne joua plus, à partir de ce jour-là, aucun rôle dans l'assemblée, ni ailleurs. Ce n'était pas une catastrophe : c'était une disparition subite et complète, unique peut-être en son genre (2). » Plus tard, en 1893, dans une amicale discussion avec M. Ott, et dans le journal *Le Temps*, M. Jules Simon a été moins sévère à l'égard de Buchez (3).

M. Quentin-Bauchart, le rapporteur de la commission d'enquête nous a laissé, lui aussi, des mémoires qui ont été publiés en 1901, par son fils (4). Il y consacre à la journée du 15 mai, de longues pages, mais il ne blâme pas Buchez et il a pour l'attitude de l'assemblée cette appréciation que je tiens à citer. « Quand à l'assemblée, écrit-il, « l'histoire dira qu'elle a été admirable pendant « les quatre mortelles heures que dura cette crise. « Ni les menaces, même les menaces de mort, ni « les provocations si désordonnées et si violentes « quelles fussent, ne purent réussir à lui arracher « un vote contraire à sa dignité et à son honneur. »

Cet éloge de l'assemblée ne rejaillit-elle pas sur son président ? L'attitude de l'une ne fut-elle pas dictée par celle de l'autre ? Cette appréciation du rapporteur de la commission d'enquête, Bonapartiste ardent, nullement suspect de sympathie pour le Président de l'Assemblée, suffirait déjà pour faire naître un doute sur la légende de la déplorable faiblesse de Buchez. Il faut voir les choses de plus près et se garder des opinions préconçues. Les papiers de Buchez, légués par M. Ott à la bibliothèque de la ville de Paris, le journal manuscrit d'un membre de l'Assemblée Constituante (1), des souvenirs recueillis de la bouche de quelques autres et un examen attentif des pièces officielles citées aux débats judiciaires ou réunies dans les volumes de la commission d'enquête, m'ont permis de me faire une opinion personnelle et raisonnée qui restitue à Buchez, sa véritable physionomie dans cette mémorable journée du 15 mai.

Je la dirai aux lecteurs de la *Revue Bleue*. Dès la fin du second Empire, elle offrait aux idées et aux hommes de 1848, une hospitalité qui ne fut pas toujours sans courage : elle ne saurait la leur refuser, à l'heure où leurs rêves généreux se réalisent dans le monde.

HENRY JAUDON,
Conseiller à la Cour des Comptes.

(1) *Souvenirs d'Alexis de Tocqueville*, publiés par le Comte de TOCQUEVILLE, p. 180.

(2) JULES SIMON. *Premières années*, page 410.

(3) *Le Temps* des 10 et 22 février 1893. « Mon Petit Journal ».

(4) *Etudes et Souvenirs sur la Deuxième République et le Second Empire*, par QUINTIN-BAUCHART. Mémoires posthumes publiés par son fils. 1re Partie, page 18.

L'AUTOMNE A NOHANT

« L'automne est un andante mélancolique et gracieux qui prépare admirablement le solennel adagio de l'hiver. » Cet andante, que célèbre George Sand tout au début de *François le Champi*, je viens de l'entendre à Nohant même, en cette fin d'octobre qui prolonge, dans la tiédeur de ses ors, les belles journées d'un heureux été. J'ai voulu évoquer, dans son Berry, l'illustre romancière qui est encore là-bas, sur les bords de l'Indre, « la bonne dame de Nohant ».

Parmi les écrivains qui furent des paysagistes,

(1) M. Auguste Médal, représentant du peuple pour le département de l'Aveyron.

beaucoup brossèrent de plus brillants tableaux ; il en est peu qui sentirent et aimèrent aussi vivement la nature. Dans une étude sur Flaubert, j'ai noté combien, à ce point de vue, elle était loin de lui. « Tu ne veux pas être l'homme de la nature, lui écrivait-elle, tant pis pour toi ! La nature seule sait parler à l'intelligence une langue impérissable, toujours la même, parce qu'elle ne sort pas du vrai éternel, du beau absolu. » Quelque vingt ans, plus tôt, dans la première de ces *Lettres d'un voyageur* où elle mit le meilleur de son âme et de son art, elle disait déjà à Musset : « Tu te souviens que, quand nous partîmes de France, tu n'étais avide, disais-tu, que de marbres taillés. Tu m'appelais sauvage quand je te répondais que je laisserais tous les palais du monde pour aller voir une belle montagne de marbre brut dans les Apennins ou dans les Alpes. Tu te souviens aussi qu'au bout de peu de jours, tu fus rassasié de statues, de fresques, d'églises et de galeries. Le plus doux souvenir qui te resta dans la mémoire fut celui d'une eau limpide et froide où tu lavas ton front chaud et fatigué dans un jardin de Gênes. C'est que les créations de l'art parlent à l'esprit seul, et que le spectacle de la nature parle à toutes les facultés. Il nous pénètre par tous les pores comme par toutes les idées. Au sentiment tout intellectuel de l'admiration, l'aspect des campagnes ajoute le plaisir sensuel. La fraîcheur des eaux, les parfums des plantes, les harmonies du vent circulent dans le sang et dans les nerfs, en même temps que l'éclat des couleurs et la beauté des formes s'insinuent dans l'imagination. » Pour George Sand, la nature était une mère bienfaisante qu'elle ne cessait d'opposer à la société, injuste par essence. La profession de foi qu'elle fait à Mme d'Agoult, en 1836, commence par ces mots : « Se jeter dans le sein de mère Nature ; la prendre réellement pour mère et pour sœur ». A son avis, la nature rend amour pour amour. « Elle est toujours fidèle, aurait-elle répété avec Emerson, à celui qui se fie à sa fidélité. »

Aussi bien, dans l'œuvre si touffue de la romancière, ses paysages nous donnent-ils un plaisir particulier. — C'est d'abord qu'ils sont vrais. George Sand n'écrivait jamais *de chic*. Ce n'es tpas elle qui aurait déclaré, avec un sourire, comme l'un de nos écrivains partant pour l'Egypte : « Je verrai ces rives du Nil que j'ai si bien dépeintes ! » Elle avait plus de candeur. « J'aime à avoir vu ce que je décris, affirme-t-elle. N'eussé-je que trois mots à dire d'une localité, j'aime à la regarder dans mon souvenir et à me tromper le moins que je peux. » — C'est ensuite qu'ils sont écrits dans un style pictural qui met tout en relief. Un exemple parmi des milliers : ne dirait-on pas qu'un peintre a regardé ce panorama du Berry et noté « une harmonie générale de verdure sombre tirant sur le bleu... des champs plus pâles et des haies plus claires sur les plateaux faisant ressortir les masses voisines... des fuyants mystérieux sous d'épais ombrages, des *traînes* d'un vert d'émeraude... » ? Comme on l'a déjà remarqué, il n'y eut guère que Fromentin, au siècle dernier, qui ait eu cette manière simple, infiniment délicate et sensible, mais aisée et naturelle, de voir les choses. — C'est enfin qu'ils sont le plus souvent associés à un sentiment. Sous le titre de *Paysages passionnés*, qu'un éditeur choisit jadis pour réunir quelques-unes des pages où j'ai essayé de montrer combien la nature agit sur notre sensibilité, quel recueil d'émouvants morceaux l'on pourrait faire avec les descriptions de George Sand ! Presque toujours, chez elle, les sentiments jouent autour des paysages, « ajoutant l'infini de la nature à l'infini plus mystérieux de l'âme ».

Ce qui est assez curieux à noter, c'est qu'on savoure ces descriptions sans presque se douter qu'elles sont des descriptions. Nul écrivain n'a su, plus simplement et avec moins de recherche, communiquer l'émotion que donne un paysage. Faguet a justement indiqué que Sand voit en quelque sorte la nature du dedans. Elle ne regarde point les choses de loin et de haut, comme Chateaubriand ; elle ne prête pas aux objets ses propres sentiments, comme Lamartine ou Hugo, et ne les fait pas vivre de sa vie. « Elle vit de la leur, s'en laisse pénétrer et intimement envahir, toute passive, mais encore passive sans effort, et sans cette affectation à se confondre et à se perdre dans le monde matériel qui est le défaut de ses imitateurs. »

Aussi faut-il reconnaître que, loin du Berry, elle réussit moins bien ses paysages. Dans les Pyrénées, à Venise, en Provence, en Savoie, elle s'évertue, souvent brillamment, à montrer ce qu'elle voit et ce qu'elle admire : mais on sent l'application, et le tableau reste, en quelque sorte, extérieur. Ses meilleures peintures sont celles que sa main a pour ainsi dire tracées d'elle-même, sans qu'interviennent cerveau et volonté. Elle en avait, du reste, conscience. « Je suis devenue un miroir d'où mon propre reflet s'est effacé, tant il s'est rempli du reflet des objets et des figures qui s'y confondent... Il y a des heures où je m'échappe de moi, où je vis dans une plante, ou je me sens herbe, oiseau, cime d'arbre, nuage, eau courante, horizon, couleur, forme, et sensations changeantes, mobiles, indéfinies : des heures où je cours, où je vole, où je nage, où je bois la rosée, où je m'é-

panouis au soleil, où je dors sous les feuilles, où je vis avec les alouettes, où je rampe avec les lézards, où je brille avec les étoiles et les vers luisants, où je vis enfin dans tout un milieu qui est comme une dilatation de mon être. » La *pastoure* des champs du Berry, la rêveuse enfant des bruyères et des bois contemplait les paysages pendant des heures entières, de ses grands yeux immobiles qui semblaient regarder sans voir. Elle était vraiment alors celle que Lemaître appelait, d'un mot charmant, mais un peu irrévérencieux, « la douce lo du roman contemporain », et mieux encore la « somnambule de jour » dont parle Dumas, dans la célèbre préface du *Fils naturel*, où, à propos d'ailleurs d'un tout autre objet, il écrivit sur George Sand une page d'une si profonde intuition. Il nous montre la romancière descendant, en plein midi, les marches de son perron. « Elle se promène au soleil, doucement ; elle contemple son horizon vulgaire... elle s'arrête... elle écoute : quoi ? Elle n'en sait rien elle-même ! Quelque chose qui n'est pas encore et qui sera un jour. Elle s'assied sur son banc de pierre. Elle ne bouge plus. La voilà fondue dans l'immensité, la voilà plante, étoile, brise, océan, âme... Elle va errer, regarder, écouter ainsi, sans bien savoir ce qu'elle accomplit, somnambule de jour, et, à mesure que l'ombre gagnera la plaine, — comme ces plantes qui se sont imprégnées du matin au soir de rosée et de rayons, de pluie et de soleil et qui ne s'ouvrent et n'exhalent leurs parfums que la nuit, — la nuit, cette femme restituera au monde de l'âme et de l'esprit tout ce qu'elle a reçu du monde matériel et visible. »

*
* *

En 1852, dans la notice qui précède *Valentine*, George Sand écrit : « Je retournai dans le Berry en 1832, et je me plus à peindre la nature que j'avais sous les yeux depuis mon enfance. Dès ces jours-là, j'avais éprouvé le besoin de la décrire ; mais, par un phénomène qui accompagne toutes les émotions profondes, dans l'ordre moral comme dans l'ordre intellectuel, c'est ce qu'on désire le plus manifester qu'on ose le moins aborder en public. Ce pauvre coin du Berry, cette *Vallée-Noire* si inconnue, ce paysage sans grandeur, sans éclat, qu'il faut chercher pour le trouver, et chérir pour l'admirer, c'était le sanctuaire de mes premières, de mes longues, de mes continuelles rêveries. Il y avait vingt-deux ans que je vivais dans ces arbres mutilés, dans ces chemins raboteux, le long de ces buissons incultes, au bord de ces ruisseaux dont les rives ne sont praticables qu'aux enfants et aux troupeaux. Tout cela n'avait de charmes que pour moi, et ne méritait pas d'être révélé aux indifférents. Pourquoi trahir l'*incognito* de cette contrée modeste ? » Nul écrivain n'a plus chanté son pays. Pas un coin où ne se déroule quelque scène de ses innombrables romans. Elle fut vraiment l'âme lyrique de cette terre qu'elle avait sentie et aimée dès son enfance, à cet âge où les sensations, même inconscientes, laissent des traces ineffaçables dans notre imagination, à cet âge où le jeune Ruskin émerveillé, contemplant la plaine de Croydon, s'écriait que les yeux lui sortaient de la tête. Elle vivait comme les petits paysans du voisinage, courait les *traînes* et les *pâturaux* avec les fillettes des fermes et des chaumines d'alentour. Plus tard, au retour du couvent, elle se mêle de nouveau à la vie champêtre, fait, sur sa jument Colette, de longues promenades, des « rêveries au galop », comme elle les appelle. Pendant ses premières années de mariage, avec ses deux beaux enfants qui sont sa joie et sa consolation, elle devient tout à fait la « campagnarde engoudie » dont elle parle dans ses lettres. Elle donne si peu l'idée de la future George Sand que, lorsqu'elle publie ses premiers romans, ses meilleurs amis s'étonnent et ne la reconnaissent pas. Néraut, celui qu'elle appelait le Malgache, lui écrit après *Lélia* : « Ça ne vous ressemble pas, à vous qui êtes gaie, qui dansez la bourrée, qui appréciez le lépidoptère, qui ne méprisez pas le calembour, qui ne cousez pas mal et qui faites très bien les confitures. » Ensuite, elle ne quitte plus guère Nohant, savourant toutes les heures de cette existence aux champs dont on ne soupçonne pas le passionnant intérêt et le charme indicible, si l'on ne s'y est point mêlé, saison par saison, jour par jour. J'ai pu, une année, en faire la délicieuse expérience ; malgré tout ce que je savais de la campagne, si souvent entrevue dans de fréquents mais rapides voyages, je ne compris le poème virgilien que pendant un séjour de plusieurs mois où j'ai vécu la vie des paysans...

Ce n'est pas seulement dans les romans de George Sand que l'on trouve maintes descriptions du Berry ; sa correspondance en est pleine. Elle éprouvait comme un besoin de célébrer son pays et de faire aimer cette terre, dont elle avait la fraîcheur, la force et la santé. Elle en vantait à tout propos les aspects, quelquefois avec assez d'humour. Qu'on en juge par ce joli passage d'une lettre inédite qui m'a été communiquée. « Vous ne trouverez à Nohant ni fleuve, ni cours d'eau digne du nom de rivière, mais un ruisselet, un *rio* comme disent nos paysans, l'Indre, que l'on enjambe pendant l'été, et qui, l'hiver, devient parfois large et impétueux comme le Rhône à Lyon.

Il n'y a rien de si tranquille, de si humble, de si caché sous le feuillage, de si bon enfant, quand il se promène, la canne à la main, à travers nos prairies. C'est une baignoire de poche, mais elle est bien jolie, bien claire, courante, ombragée, avec des monticules de sable pour s'asseoir et fumer son cigare, en regardant courir les gonjons et les demoiselles... Ah ! quelles demoiselles ! vous en seriez fou et il y en a par milliers. Je ne parle pas des *miennes* : celles qui voltigent sur l'Indre ont le corsage encore plus fin, des ailes d'or, d'azur et d'émeraude. Elles naissent et meurent parées et splendides comme les lys des champs. Pour les approcher et les admirer sous les herbes du rivage, je me flanque souvent dans des trous, car l'Indre en a d'assez perfides, mais cela ne me corrige pas : je fais ce que vous ferez souvent dans votre vie, je m'enfonce et je risque de me noyer, ou je barbotte dans la vase, le tout pour attraper des demoiselles qui se moquent de moi. Les naturalistes appellent ces beaux êtres *agrions*. Quel vilain nom ! et comme le nom populaire est plus joli et plus poétique ! Ce sont de vraies demoiselles ; j'ai remarqué et j'ai senti, en les pourchassant, qu'elles avaient une grande prédilection pour les ronces et les orties ; encore un trait de caractère qui les rapproche de la jeune race féminine : il faut se piquer et s'écorcher pour en approcher... »

On peut presque dire que George Sand a découvert le Berry. « C'est le Poussin, déclarait Ingres, qui inventa la campagne de Rome. » Boutade qui a un fond de vérité. Un peintre, un poète, un écrivain créent à nouveau les paysages ou tout au moins nous les révèlent. Que de sites n'ont ému véritablement notre sensibilité qu'à partir du jour où un artiste nous en a traduit la beauté ! Sans George Sand, quel touriste songerait à s'arrêter à la Châtre et à visiter la *Vallée-Noire* ? Non, certes, qu'elle s'illusionnât sur la beauté de sa province. A un ami qu'elle invitait, elle la présentait ainsi : « Le pays n'est pas beau généralement chez nous : terrain calcaire, très *fromental*, mais peu propre au développement des grands arbres ; des lignes douces et harmonieuses ; beaucoup d'arbres, mais petits ; un grand air de solitude, voilà tout son mérite. Il faudra vous attendre à ceci, que mon pays est, comme moi, insignifiant d'aspect. Il a du bon quand on le connaît, mais il n'est guère plus opulent et plus démonstratif que ses habitants. » Au retour de ses voyages surtout, elle se rendait compte qu'il est de nombreuses régions plus favorisées ; seulement son cœur était sur les bords de l'Indre. « Je trouve le Berry, écrivait-elle à Dumas, petit, maigre, laid, mais toujours si bonhomme. Content d'avoir trotté sur la crête des montagnes, je suis aise de revoir mon pays plat. »

Il n'est pas douteux que ce soit là son vrai sentiment. Et pourtant, dans sa *Correspondance*, figure une étrange lettre à son ami Périgois, alors exilé à Turin, à qui elle dit son amour pour les Alpes. Je savais bien qu'elle avait gardé un vif souvenir d'un voyage aux Pyrénées qui l'avaient « exaltée et enivrée », et aussi d'une excursion à Chamonix ; mais, vraiment, je ne croyais pas que son enthousiasme pour les montagnes allât jusqu'à lui faire détester son pays et son propre domaine. « J'ai la passion des grandes montagnes, et je subis, depuis que je suis au monde, les plaines calcaires et la petite végétation de chez nous... Quand je peux voir des sommets neigeux et des précipices, je change de nature, mon travail s'éclaire en moi-même et je comprends pourquoi je suis au monde... Et puis, j'ai la haine de la propriété territoriale. Le champ, la plaine, la bruyère, tout ce qui est plat, m'assomme, surtout quand ce *plat* m'appartient. » O poétesse du Berry, châtelaine de Nohant, étiez-vous sincère *ce* jour-là ? N'étiez-vous pas le jouet de votre terrible imagination ? Je vous ai jadis un peu raillée à propos d'une excursion dans les collines de Vénétie, où vous eûtes l'illusion d'errer sur les cimes alpestres et même en pleine Cordillère des Andes, parmi les boas et les panthères... Avouez que, cette fois aussi vous exagérez. Ni les montagnes, ni la mer, ni les plus beaux paysages du monde, ne vous firent jamais oublier la vallée de l'Indre que vous regrettiez, au contraire, sitôt après l'avoir quittée...

(*A suivre.*) GABRIEL FAURE.

LA GRÈCE ET L'ITALIE

C'est le monde entier qui s'est offert à l'examen de la Conférence de la Paix : elle remanie la structure politique des Continents, en transférant d'un Etat à un autre d'énormes lots de terre, en abolissant des Etats anciens, en éveillant des nations nouvelles, en ressuscitant des puissances qui semblaient mortes...

Le bassin de la Méditerranée orientale, dont le seul nom évoque un prodigieux passé historique, n'a point échappé à ses investigations. Nulle part peut-être, une fois le traité final conclu, on n'aura tant de changements à enregistrer, car l'écroulement de l'Empire ottoman a ouvert un formidable héritage. Dans cette liquidation, les gouvernements

français, anglais, italien, grec font valoir leurs intérêts ; mais on voit surgir aussi des revendications syriennes, arabes, arméniennes, sionistes, et si le tsarisme ne s'était pas effondré, le problème de Constantinople primerait aujourd'hui tout autre en importance. Qui donc a oublié que le pacte secret d'avril 1915 avait promis au gouvernement russe d'alors les Détroits, l'Arménie et l'ancienne capitale du monde byzantin ?

De même que plusieurs puissances nouvelles se disputent les lambeaux de la monarchie habsbourgeoise, de même les morceaux de l'Etat des Sultans sont âprement recherchés. Bien que les Turcs aient stérilisé les domaines qu'ils occupaient et où ils se comportèrent uniquement, à travers les siècles, en conquérants militaires, ces domaines contiennent des richesses naturelles dont nul ne conteste l'abondance : leur situation géographique même, à la rencontre de deux mondes, leur confère une valeur exceptionnelle. On conçoit fort bien, lorsqu'on étudie leur configuration, leur passé, leurs possibilités actuelles, qu'ils suscitent de vives convoitises. Le règlement de ce problème de la Méditerranée orientale ne sera pas immédiat : il en est de lui comme de tant d'autres : il ne sera pas résolu à jamais par une décision de commission ou par une sentence de séance plénière. Si ce jugement n'aboutit pas à sanctionner des droits établis ou à ériger un compromis entre les prétentions adverses, les querelles renaîtront et pèseront sur l'avenir de l'Europe. Ainsi va-t-il du différend italo-grec, qui est moins immédiat, mais non moins important que le litige italo-slave.

*
* *

La Grèce a fait connaître, il y a plus d'un mois, ses visées et dans l'Adriatique et dans la mer Egée. Après avoir communiqué à la diplomatie internationale, et à la presse, un exposé habilement conçu, et imprimé en caractères attrayants sur beau papier, M. Vénizélos l'a développé devant le Comité des Dix. Chacun a rendu hommage à sa dextérité et à son tact. La réputation qu'il s'était acquise à Londres, en 1912-1913, — où il avait repoussé au second plan, ses collègues balkaniques, le premier ministre hellène l'a gardée et encore accrue depuis qu'il s'est installé à Paris. Il ne se répand pas en interviews périodiques, comme d'autres : il ne se cantonne pas, comme M. Sonnino, dans un mutisme absolu et qui n'est plus de notre âge, mais il associe ingénieusement la parole au silence.

Depuis plusieurs semaines, la presse d'Athènes et la presse de Rome ont ouvert des controverses passionnées au sujet de l'Epire du nord, du Dodécanèse, et de l'Asie Mineure. Il y a moins d'amertume dans ce débat que dans celui qui s'est engagé entre Italiens et Yougo-Slaves ou Serbes. Il ne laisse pas pourtant de suggérer quelques appréhensions pour l'avenir.

Dans son exposé imprimé, — et je le répète, il l'a suivi point par point en ses développements oraux au Quai d'Orsay, — M. Vénizélos fournissait, avec des chiffres, des conclusions précises. Lorsqu'on a lu — et relu — ce document, on sait exactement ce que le cabinet d'Athènes demande et ce qu'il abandonne.

Tout d'abord nous apprenons qu'il existe, de par le monde, 8.256.000 Hellènes. Sur ce chiffre, 4.300.000 vivaient dans la Grèce elle-même, telle qu'elle était constituée avant 1914 ; 151.000 résident en Epire et en Albanie ; 731.000 en Thrace et à Constantinople : 1.700.000 en Asie Mineure, 102.000 dans le Dodécanèse, c'est-à-dire dans les îles qui bordent, de Samos à Rhodes, le littoral asiatique, et que l'Italie occupe sans titre définitif depuis sa guerre de 1911 avec la Turquie, — 235.000 à Chypre qui est soumise à l'administration britannique. Il reste plus d'un million de Grecs dispersés en Egypte, dans l'ensemble de l'Afrique, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, et en Russie. Un peu plus de la moitié du total général sont rassemblés dans la mère-patrie ; M. Vénizélos voudrait leur adjoindre une bonne partie des autres, mais il a cru faire preuve d'esprit de conciliation ; et en réalité, il est resté en deçà des revendications des expansionnistes athéniens qui, comme ceux de partout, ne s'arrêtent que devant les impossibilités absolues. Le discours que M. Lloyd George prononçait à Londres, le 3 mars, pour recommander la prudence dans les réclamations territoriales s'adressait à eux, ainsi qu'à beaucoup d'autres.

M. Vénizélos a donc demandé d'abord l'Epire du Nord, admettant que plusieurs de ses divisions fussent laissées à l'Albanie, celles de Premeti et de Tepeleni en particulier. Il rappelle que cette Epire, depuis le protocole de Corfou, signé le 17 mai 1914, avait une administration autonome et que les désordres s'y propageant, au début de la guerre — après la chute du prince de Wied, — l'Entente invita la Grèce à l'occuper : ce à quoi celle-ci ne consentit qu'avec l'agrément de l'Italie. Le gouvernement de Rome envoya alors des troupes à Valona, mais il fut stipulé que ces troupes ne dépasseraient point la frontière Epirote.

Le premier ministre hellène abandonne Cons-

tantinople —, mais non sans regret. Il se rend compte qu'à trop exiger tout de suite, il risquerait de s'aliéner de précieuses sympathies, et il préfère sauvegarder l'avenir qui peut-être réserve encore des chances aux uns, et à l'humanité de dures épreuves. Il se contente de noter qu'il y a 364.000 de ses compatriotes dans la capitale des Sultans et de recommander, pour elle, l'institution d'un régime international, mais il réclame la Thrace et conteste à la Bulgarie, au nom des droits ethniques, et avec d'autres arguments encore, tout débouché territorial sur l'Egée, tout au plus lui accorde-t-il un débouché économique sous le contrôle de la Grèce.

En Asie-Mineure, il concède Trébizonde à l'Arménie, — à l'encontre des annexionnistes athéniens, et bien que 35.000 Hellènes résident en cette ville ou alentour, mais il maintient fermement ses vues sur la majeure partie des vilayets d'Aïdin et de Brousse et sur les îles. 1.188.000 Grecs vivent en ce domaine côte à côte avec 1.042.000 Turcs, et sont donc en majorité. Une autre raison qu'allègue le premier ministre, pour justifier l'annexion des vilayets indiqués — dont Smyrne est la plus grande cité, c'est qu'à deux reprises, en 1915, l'Entente les a offerts à son pays. Quant au Dodécanèse, il est très vrai que le premier traité secret, passé entre les alliés et l'Italie, en reconnaissait la possession à cette puissance, mais cette stipulation heurte le droit des peuples, tel qu'il a été consacré par les thèses wilsoniennes.

Pour Chypre enfin, M. Vénizélos, qui n'évoque aucune tractation antérieure, — est-ce par discrétion ou par prudence ? — s'en remet à la générosité britannique.

*
* *

Ces revendications de la Grèce n'ont pas agréé à l'Italie, tout au moins à une fraction de l'opinion italienne, dont M. Sonnino s'est constitué l'interprète ou l'inspirateur selon les conjonctures, et que M. Orlando, — avec un minimum de conviction personnelle, et non sans résistance parfois, a suivie en ses errements.

La thèse de ce milieu est que l'Italie doit régner en maîtresse sur l'Adriatique, comme sur la Méditerranée Orientale, et que par conséquent, toute puissance contraire, en théorie ou en fait, à cette hégémonie mérite d'être traitée en adversaire. Un impérialisme romain a surgi au cours de cette guerre, et s'est affirmé avec plus de force encore depuis l'ouverture des débats de la paix. Il n'est pas le seul au monde, et c'est une circonstance atténuante. Trop d'hommes importants, de par l'univers, songent aux bénéfices territoriaux du moment présent et négligent les avantages plus hauts et plus durables d'un système fondé exclusivement sur le droit des peuples. L'avertissement solennel que Wilson a formulé au *Metropolitan* de New-York, le 5 mars, et qu'avait précédé le curieux discours de Lloyd George le 3, mériterait d'être profondément médité. On serait injuste si l'on attribuait à tous les Italiens les sentiments de quelques uns, car même en dehors des masses populaires de la Péninsule, — de ces masses auxquelles le président américain, dans la harangue que j'évoquais, a rendu un retentissant hommage, il est des esprits qui répugnent à un annexionnisme périlleux et qui le combattent sans détour ; mais enfin personne ne doute que certaines conceptions de la Consulta ne comporteraient, pour un avenir proche ou lointain des menaces de conflit renouvelé.

Si l'on envisage le problème particulier dont traite ce bref article, l'Italie officielle est en différend avec la Grèce au sujet de l'Epire, du Dodécanèse et de Smyrne. M. Sonnino voudrait réduire au minimum l'expansion du royaume Hellène à travers les territoires épirotes ; il aspire à garder la totalité du Dodécanèse, et il se refuse à donner le grand port d'Asie-Mineure à M. Vénizélos.

Certes, il ne va pas aussi loin que l'organe extrême de l'impérialisme, l'*Idea Nazionale*, qui lui, fidèle à sa doctrine, demande toute la côte asiatique du nord de Smyrne au golfe d'Alexandrette, et qui invoque à tout moment des promesses plus ou moins discutables souscrites jadis par l'Entente. Le même journal interdit à la Grèce d'occuper la Thrace, en alléguant qu'il s'y trouve une majorité de Turcs et de Bulgares, et de toute évidence, il se cantonnerait ici sur un meilleur terrain, s'il ne marquait moins de souci du droit des peuples que des considérations égoïstes dont il s'inspire ordinairement. Lorsque M. Federzoni emploie contre M. Vénizélos des expressions qu'il cherche volontairement blessantes, il dessert plutôt la cause à laquelle il s'est attaché, et quand il reproche, au cabinet d'Athènes, de recourir à tous les arguments pour légitimer ses prétentions, il affecte de ne point se souvenir que l'exemple est venu d'ailleurs.

Les polémiques contre la Grèce sont très vives, et depuis plusieurs mois, dans la presse romaine, milanaise, napolitaine. Elles sont devenues très acerbes, en ces derniers temps, contre la Consulta dans la presse athénienne, — car la censure s'était jusque-là exercée. Du côté hellénique, les esprits se sont brusquement échauffés, et les nom-

bieux réfugiés de Thrace et d'Asie, qui résident dans les grandes villes grecques, n'ont pas peu contribué à les exciter. L'Hellénisme extérieur a toujours joué un grand rôle, et comme cet Hellénisme extérieur sent venir une heure décisive, et qui peut-être ne se renouvellera plus, il entend qu'elle ne passe point sans profit pour lui.

De même qu'à Rome M. Sonnino est jugé un peu tiède par le parti de l'*Idea Nazionale*, de même à Athènes M. Vénizélos est accusé d'excessive modération par toute une coterie qui professe un annexionisme sans limite. Elle se recrute de préférence parmi ceux, qui combattirent jadis plus ou moins artificieusement la politique vénizéliste et l'accord avec l'Entente; mais de telles particularités politiques se relèvent en tous pays et à toute époque. Le président du Conseil a beau représenter à ces hommes que les méthodes de l'ex-roi Constantin étaient peu propres à assurer à la Grèce les sympathies des chancelleries occidentales, et que, malgré tout, ces méthodes ont prévalu plusieurs années durant. L'objection ne les arrête pas. Ils lui reprochent de procéder trop lentement, de ne pas s'exprimer assez haut, et de ne pas faire un geste assez impérieux devant la Conférence. Pour eux, ils ne seront contents que lorsque leur pays se sera annexé Constantinople, une portion de la Macédoine bulgare, Monastir même qui est occupée depuis 1912 par la Serbie alliée, et qu'aura été créée une république grecque du Pont-Euxin avec Trébizonde. Cet irrédentisme ne connaît plus de bornes. Mais il semble plus bruyant que puissant.

M. Vénizélos, qui est un esprit politique avisé, attend beaucoup plus de la libre et loyale discussion que de la menace ou de la polémique violente. Il négocie à Paris, à Londres, à Rome et partout. Il a profité de chacun de ses passages dans la capitale italienne pour jeter les bases d'un arrangement; il a ensuite envoyé certains de ses amis ou de ses confidents, M. Sotiriadis en tête, auprès de M. Orlando pour dissiper certaines préventions. Il n'a rien négligé auprès de M. Sonnino, qu'il recontre presque quotidiennement au Quai d'Orsay, pour préparer un accord, et l'on a dit même à un moment que les termes de ce pacte étaient adoptés, du moins pour le Dodécanèse et pour l'Epire; affirmation sans doute prématurée. Il a enfin mandé à Paris des délégations nombreuses de l'Albanie du Sud, de Chypre, de Thrace ou d'ailleurs, pour que des témoignages précis vinssent corroborer ses dires.

Le litige italo-grec, comme tant d'autres, ne se peut trancher que par une transaction courtoisement débattue. Toute autre solution serait pleine de dangers. Les masses populaires, à Rome comme à Athènes, souhaitent un règlement qui les libérerait de leurs soucis. Ce serait une folie criminelle, ici et ailleurs, que de laisser subsister des raisons de conflit, alors que les possibilités de compromis se révèlent de toutes parts et que les intérêts essentiels des deux peuples peuvent être sauvegardés.

PAUL LOUIS.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

Dans ce moment d'inconscience complète chez la mère, toute la surprise fut pour Salvina. Ce banc, où était assise sa mère, était l'ancien banc qui se trouvait à cette place jadis. Le porte-manteau était celui que son père avait emporté. Les mêmes potiches étaient sur la table et les mêmes gravures aux murs.

La jeune fille sentit un souffle de folie passer en elle, et elle se demanda si elle n'était pas en proie à une hallucination.

Ces années de dur travail qui venaient de s'écouler avaient-elles existé, réellement ?

Devant elle était sa mère, calme et indifférente, chapeautée de la même façon et ornée de tous ses bijoux comme au fameux jour de triste mémoire, lorsqu'elles entrèrent ensemble dans la maison mise au pillage. Etait-ce hier ? Etait-ce un rêve, où en un seul instant se produit une série d'événements extraordinaires, où une minute suffit pour dérouler une série des épreuves les plus invraisemblables !

Veillait-elle ou était-elle endormie ? Etait-ce un rêve, le mariage de son frère. Un rêve, ces longues années d'épuisement, ces leçons du soir si harrassantes, qu'elle n'en pouvait plus ?

Elle n'avait donc que dix-sept ans. L'avenir était à elle. Elle pouvait piocher librement ses verbes grecs et préparer vaillamment son baccalauréat. Quel bonheur ! Sa mère était une épouse heureuse !

Le stratagème réussit mieux qu'elle n'avait espéré, car la subconscience de Mme Brill se plaisait à parcourir machinalement les anciens quartiers, qui n'avaient point changé d'aspect, cependant que son moi conscient suivait l'intéressante conversation.

Des larmes lui vinrent aux yeux et pendant un moment de douceur ineffable elle se leurra d'un bonheur fugitif !

---

(1) *Revue Bleue*, nos 23, 1918 et suivants.

L'odeur de fraîche peinture monta à ses narines et elle regarda autour d'elle, toute déconcertée, à la vue de l'ancien mobilier. Au même instant, revenant de son hébétement, Mme Brill eut un sursaut de surprise, sentant qu'il se passait quelque chose d'anormal, mais encore inconsciente de la vérité. Puis sautant sur ses pieds elle s'écria en titubant :

— Michael !

— Chut, maman, chut ! souffla Salvina, comme frappée au cœur d'une flèche empoisonnée.

Elle comprit, que sans se rendre compte, sa mère avait touché le mot de l'énigme !

— C'est un nouveau tour de supercherie, qu'on vient de nous jouer !

— Une supercherie ? balbutia Mme Brill. Mais c'est toi-même qui m'a amenée ici ! Que faisons-nous dans cette maison ? Comment sommes-nous ici ? Que se passe-t-il ?

— C'est une surprise que je te ménageais ! J'ai loué l'ancienne maison pour toi, mais ce n'est pas moi qui ai replacé l'ancien mobilier.

— Michael revient ? Tu as comploté avec ton père !

— Oh ! maman, M'accuser de cela !

Toute la joie qu'elle s'était promise de sa belle surprise se changeait en un chagrin inexprimable. Quel affront pour sa mère ! Quelle fatale méprise !

— Je ne veux pas de ce mobilier ! Je vais le jeter à la porte ! Ma chère maman, tu vas vivre dans notre ancienne maison ! Nous pouvons nous permettre ce luxe !

Elle appuya sa joue contre la joue de sa mère, mais Mme Brill la repoussa rudement, et courut au salon.

— Il s'imagine donc que je consentirais à reprendre la vie commune après toutes ces années ! s'écria-t-elle.

— Oh ! chère maman, il ne te connaît pas s'il s'imagine cela ! répliqua Salvina en la suivant.

— Ah mais non ! Mais que vois-je ? Une nouvelle ébréchure à mon vase. Naturellement ! C'était à prévoir. Et ce fauteuil ? Ce n'est pas le mien. Il ne vaut pas celui qu'il a emporté. Le crin n'est pas mauvais, mais regarde ces pieds ! Il n'y a pas de moulures. Il manque une planche à la table de la salle à manger. Parbleu ! Elle est perdue, naturellement. Et ma pelle en bronze doré qui se trouvait près du garde-feu ? Qu'est-elle devenue ? Et ce canapé ? Tu appelles cela un canapé ? Toutes les roulettes sont parties. Oh, mon Dieu ! Ils ont abîmé tout mon mobilier.

Et la pauvre femme éclata en sanglots convulsifs.

Salvina dut attendre que le torrent de larmes fût sèche, mais l'aventure lui donnait à réfléchir. Il était évident que Lazare avait agi de connivence avec son père, et elle s'expliqua son empressement à lui prêter son concours. Il eut ainsi un libre accès à la maison et put diriger les travaux à sa guise.

Mais cette conspiration du père et du fils n'avait peut-être pas la signification que lui attribuait sa mère. Lazare a pu agir pour son propre compte, en somme ! Dans l'épanouissement de sa nouvelle prospérité, il avait pu concevoir tout seul cet acte de générosité et il avait tenu à poser la pierre angulaire à la surprise que Salvina préparait à sa mère. C'est lui qui aura négocié un échange avec son père, et s'il en était ainsi, avait-elle le droit de refuser ce don ? Non, au contraire. Elles devaient aller immédiatement chez Lazare, pour le remercier de sa sollicitude filiale.

— Allons-nous-en, maman ! dit-elle enfin. Il ne faut pas rester à pleurer ici ! Je suppose que c'est Lazare qui a fait apporter ce mobilier pour toi. Vois-tu, chère maman, j'ai voulu te faire une petite surprise, et c'est moi qui reçois la grosse surprise de Lazare.

— Alors tu crois que c'est seulement Lazare ? fit Mme Brill, et l'oreille fine de Salvina crut y démêler une pointe de déception.

— J'en suis sûre ! Papa n'aura pas eu l'impudence de s'en mêler, surtout après tant d'années.

Mais lorsque les deux femmes se rendirent chez Lazare, celui-ci avoua sans ambages qu'il n'avait été que l'agent de son père.

— Je ne vois pas pourquoi tu empêcherais le pauvre homme de revenir, ajouta-t-il. L'autre femme est morte depuis un an déjà, mais personne n'a osé vous en informer. Maman est si pointilleuse à ce sujet.

— Le Ciel a donc entendu mes malédictions, dit Mme Brill. Que les feux de l'enfer l'engloutissent ! Que son corps ne soit qu'une torche brûlante, aux flammes jaunes comme ses cheveux !

— Tais-toi, maman ! dit gravement Salvina. Dieu seul juge les morts.

— Naturellement ! Toi tu prends toujours parti contre moi.

Et Mme Brill eut un nouvel accès de larmes, en s'affalant dans le nouveau fauteuil.

— Maman a raison ! intervint Lazare agressif. Pourquoi veux-tu l'empêcher de se remettre avec papa ? Laisses-la donc agir à sa guise.

— Moi ! répéta Salvina pétrifiée.

— Oui, toi ! Si ce n'était toi...

— Maman, tu entends ? C'est moi, dit-il, qui veux t'empêcher de te remettre avec père !

— Avec père ! Un joli père pour vous ! Il a attendu que cette femme fût morte pour se rappeler qu'il a des enfants ! Mais qu'il aille mourir ailleurs! Oui, qu'il meure, plutôt que de passer le seuil de ma maison !

— Eh bien, tu l'entends, Lazare !

— Oui, j'entends, répéta-t-il mollement. Mais elle ne sait pas ce qu'elle refuse. Elle ne sait pas tout ce que papa lui offre. Le luxe, le confort ! Il est devenu riche !

— Riche ! se récria Mme Brill. Le vieux filou !

— Papa n'est pas un filou et il regrette profondément tout ce qui s'est passé... Il est très bon et très généreux !

Salvina vit clair enfin.

— Ah, c'est donc lui...

Elle n'acheva pas, mais son regard fit le tour du beau salon et le fauteuil où s'était enfoncée sa mère, lui parut odieux, subitement.

— Et s'il en était ainsi ! lança Lazare avec défi. Je ne vois pas pourquoi il ne nous ferait pas participer à sa nouvelle fortune !

— Mais d'où la tient-il ? répliqua Salvina.

— Cela ne nous regarde pas ! Il l'a gagnée à la Bourse, je suppose !

— Et d'où lui vient l'argent avec lequel il a pu jouer à la Bourse ?

— Oh, ils avaient de l'argent...

Les yeux de Salvina lancèrent des flammes et la paisible créature se transforma soudain en furie.

— Et tu oses y toucher !

— Que diable ! Il nous doit une réparation, je pense ! Toi aussi, Salvina, il veut tout faire pour toi ! Il veut que tu quittes l'école qui t'épuise et te tue ! Il veut te conduire à Paris...

— Il pense avoir raison de maman, en me gagnant à sa cause ! Qu'il emporte à l'instant même son mobilier, ou nous allons le jeter à la rue ! A l'instant même, tu l'entends !

— Pour ce qu'il y tient... Mais il ne demande pas mieux que d'en commander un neuf et de louer une belle maison à Highbury New Park. C'est moi qui ai insisté pour remettre en place l'ancien mobilier. J'ai pensé que vous en seriez touchées ! C'est un gage qu'il veut revenir sur le passé...

— Oui, oui, je comprends ! cria Salvina avec exaspération, et se rappelant en ce moment le fou rire de Kitty, elle fut prise à son tour d'un fou rire, qui la secoua convulsivement.

— Enlèvement économique ! A l'heure et à la journée ! avait dit Kitty. Quelles nouvelles facéties la situation allait-elle suggérer à sa sœur ? Le père prodigue du Pentateuque ! Le vieil amour et l'ancien mobilier !

Décidément, le fou rire ne s'arrêtait pas et Lazare en était tout déconcerté.

— Je n'y vois rien de drôle ! lui cria-t-il avec rage. Il s'en est ouvert à moi, et je l'ai vu pleurer ici ! Je vous assure qu'il a pleuré à chaudes larmes ! Et toi, tu as le cœur d'en rire !

— Tu ne voudrais pas que je pleure ! Non, non ! Je suis contente qu'il soit puni !

— Oui, une vieillesse misérable et solitaire, voilà ce qui l'attend !

— Il a de l'argent !

— Tu es une péronnelle sans cœur ! Je n'envie pas l'homme qui sera ton mari, Salvina !

Salvina se sentit rougir.

— Moi non plus, s'il devait me traiter comme a été traitée maman...

— Oui, personne n'a eu un sort pareil au mien, depuis que le monde existe ! gémit Mme Brill et ses larmes séchées revinrent en torrent.

— Ma pauvre maman ! Viens, rentrons à la maison ! Nous en avons entendu assez ! dit Salvina en lui essuyant tendrement les yeux.

Mme Brill se leva, obéissante.

— Oui, oui, emmène-là ! cria Lazare, hors de lui. Retournez dans votre misérable taudis, triste et puant ! Et dire qu'elle peut avoir une maison à elle, à Highbury New Park et trois domestiques à son service !

— Elle a une maison à Hackney et je lui donnerai une domestique ! riposta Salvina. Maman, allons-nous en !

Elle tamponna les joues de la vieille femme et avec un regard de défi, elle sonna la bonne et lui donna l'ordre d'aller chercher un cab.

— Si tu ne veux pas que tout Hackney vienne contempler dans la rue le mobilier que je jetterai dehors, tu feras bien de le faire enlever sur le champ ! lui cria-t-elle, avec arrogance.

Mme Brill se laissa emmener docilement, à demi consolée par la magnificence de la course en voiture. Des voisines se tenaient sur le pas de leurs portes, au moment où elles descendirent du cab, et sa joie fut complète.

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL.

(*Nouvelle traduite par* NAD).

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE (1).

A ce cas pathologique, conviennent seulement la retraite et le repos. Qu'on fasse revenir en France ce dément, si on le veut, sinon qu'on le laisse dans le pays où il est, « vu que c'est un pays éloigné des passages et où il y a peu de gens raisonnables, et éloigné des occasions de dépenses ». Il semble bien que ce soit là que Brienne ait séjourné sans interruption pendant trois ans, quoi que puissent faire supposer deux lettres du cardinal de Retz à son intendant M. de La Fons, où il est question de la visite d'un M. de Loménie, que rien ne prouve être le nôtre. Mais, à Schwerin, la conduite de Brienne ne s'amende pas et on lui impute de fort vilaines choses, « trouvant des crimes, écrit Bidal, qui me font dresser le peu de cheveux qui me reste, et en vérité ce bon seigneur est à plaindre d'être sujet à des faiblesses si extraordinaires et qui surpassent bien les impromptus. Je n'oserais croire, ajoute Bidal, ni vous déclarer le principal ; vous pouvez l'imaginer et le tenir en vous ». Malgré cela, Bidal n'obtint pas et semble n'avoir jamais obtenu les instructions qu'il réclamait pour parer aux frasques d'un déséquilibré, dont on dédaignait les paroles et les actions. Sans doute on les eut dédaignées jusqu'au bout, si, le roi se préparant à attaquer la Hollande, sa politique n'eut été d'isoler son adversaire de l'Allemagne et de s'attacher le plus de principicules germaniques qu'il pouvait. Pour cela, Louis XIV dût recourir à la bonne volonté du duc de Mecklembourg, et, à la fin de décembre 1671, celui-ci rentrait dans ses états en compagnie de sa femme, Isabelle de Montmorency, la veuve du duc de Châtillon, qu'il avait épousée quelques années auparavant et qui n'avait pas encore vu l'Allemagne.

Il faut le reconnaître, ni le caractère ni l'entourage du duc Christian-Louis de Mecklembourg-Schwerin, roi des Vandales, n'étaient faits pour remettre d'aplomb un cerveau qui ne l'était pas. Le prince, personnage falot, inconsistant et versatile, non sans agrément physique, mais dépourvu de jugement, était obstiné et ladre par surcroît. Sa femme l'avait accepté par calcul, pour jouer un rôle politique dont rêvait cette intrigante et que d'autres alliances ne pouvaient lui permettre. Coquette et facile sous la Fronde, l'âge l'avait menée à l'ambition, pour la conduire plus tard jusqu'à la dévotion. Elle devait, d'ailleurs, payer cher cette autorité dont elle était jalouse. Brienne en fut il amoureux ? On l'a dit ; mais ce ne put être, comme on l'a pensé, la cause de sa venue à Schwerin. Pourtant il est possible que, plus tard, quand la duchesse fut fixée à Schwerin, où Brienne résidait déjà, quelque familiarité se soit nouée entre eux, quoique la duchesse préférât alors, très naturellement, les hommages d'adorateurs plus jeunes et mieux plaisants. Cette petite cour mecklembourgeoise était fort étrange et le prince qui la régentait brutal et cruel, jaloux de l'autorité de la Française que son mariage y avait introduite. Il est vrai que celle-ci ne se montrait pas des plus habiles et contrecarrait volontiers les desseins de son époux.

Bien que Mme de Mecklembourg ait eu tout récemment des historiens très informés, il serait mal aisé de redire les traverses de son ménage, si une correspondance inemployée, d'elle à son confesseur, le docte et pieux bénédictin Dom Luc d'Achery, ne fournissait quelques détails sur cette union orageuse. On trouve Brienne mêlé à ces difficultés et le contraire serait étonnant, avec la nature d'esprit qu'on lui connaît. Par exemple, il y avait à Schwerin, un certain frère morave nommé Eguelfeld, qui, après avoir été le favori et le factotum du prince, lui avait déplu et avait été très barbarement emprisonné par lui. Quand la duchesse arriva à Schwerin, elle trouva ce prisonnier dans un cachot depuis six ans. Elle se mit en tête d'obtenir la grâce du reclus et l'obtint ; mais lui ne voulut pas sortir tout de suite de prison, prétextant que sa punition n'avait pas été suffisante. C'était un illuminé qui ne parlait que de Dieu et de sa justice, et qu'on allait entendre dans son cachot. Notre Brienne ne fut pas des derniers. Mme de Mecklembourg constate, dans sa lettre du 12 août 1672, que celui-ci est si fort édifié par l'autre qu'il ne le quitte presque point. Excellente société que celle de deux esprits aussi extravagants, et, des deux, c'est encore Brienne qui scandalise son interlocuteur. « M. de Brienne, écrit Mme de Mecklembourg, le 27 octobre 1672, a souvent ici sa conversation, dont il a un peu profité ; mais comme il a quelques fois des saillies comme il a eu des mouvements en France, qui n'ont pas été trop modérées, ce bon homme en a été un peu fâché. » Il est vrai que Brienne est dans un temps de crise. « A l'égard du pauvre M. de Brienne, ajoute la princesse dans la même lettre, il est dans des actes terribles depuis quelques jours. Cela lui est déjà arrivé plusieurs fois. Je donnerais beaucoup pour qu'il fut en France, car il me tourmente à

(1) V. *Revue Bleue*, n°s 1 et suiv., 1919.

tout moment et fait de grands désordres qui mettent ma patience à bout. »

Cette existence divaguante ne pouvait durer en effet. Il est probable que Louis XIV s'en émut enfin. Il n'était pas satisfait de l'inconsistance du duc de Mecklembourg, qui maintenait contre son gré, la duchesse à Schwerin, tandis que lui-même paradait à Paris. Louvois, Pomponne, Condé, Luxembourg se mirent à travailler pour faire revenir en France Mme de Mecklembourg ; mais, pour faciliter la chose, on pensa sans doute que le retour préalable de Brienne s'imposait. Celui-ci s'y résolut assez facilement et il était rentré à Paris dès février 1673. Le 9 mars suivant, Mme de Mecklembourg se félicitait qu'il en fut ainsi : « Je trouve M. de Brienne bien heureux d'avoir suivi mon conseil », écrivait-elle à Dom Luc d'Achery. Mais on ne peut se fier à Brienne. Dès la fin du mois, Mme de Mecklembourg est informée de ses menées contre elle et, le 4 mai, elle ne cache pas son sentiment : « Je m'avise que pour dix pistoles l'on peut faire tout faire à M. de Brienne et que s'il a su quelque chose, il l'aura dit. » Heureusement que nul n'ignore, à la cour, le peu de créance qui est dû aux propos d'une tête dérangée et pour le moment Brienne est mis à l'abri de nuire.

Nous n'avons sur ce point que le témoignage, fort précis, de Brienne lui-même, dans un interrogatoire qu'il devait subir près de vingt ans plus tard. « Revenu en France, déclare-t-il alors, il se mit volontairement dans l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, et, après y avoir demeuré quelque temps, le prieur l'avertit qu'il avait un ordre verbal de le faire rester dans la maison. Mais, quelque temps après — cinq mois plus tard, — il alla à Saint-Benoît-sur-Loire, sur la promesse qu'on lui avait faite qu'il y passerait les étés et qu'il reviendrait passer les hivers à Paris. Or, étant demeuré à Saint-Benoît jusqu'au mois de décembre, le P. Brachet lui apporta un ordre pour rester à Saint-Benoît, ce qui lui donna l'occasion de prendre la résolution de venir trouver le roi pour se jeter à ses pieds et lui demander ses ordres directement. Et pour le faire avec prudence, il s'adressa au sieur Bontemps, qu'il pria de dire à Sa Majesté son arrivée et l'assura qu'il demeurerait à l'hôtellerie du Pélican jusqu'à ce qu'il eut reçu l'ordre de Sa Majesté, lequel ordre il attendit pendant trois jours. » Mais il n'en fut pas ce que Brienne croyait. Un exempt du grand prévôt vint le prendre à Versailles, avec une lettre de cachet du 27 janvier 1674, et l'amena à Paris, dans la maison de Saint-Lazare, où on l'internait sans autre forme d'enquête. Là, le séjour devait être de longue durée. Brienne fut humilié et furieux de se voir enfermé dans une prison qui, après avoir été jadis une léproserie, était devenue un asile de fous, sous la direction des prêtres de la Mission. C'est là qu'on maintenait les prodigues et les déséquilibrés. Jamais on n'avait traité si injurieusement un ancien secrétaire d'État, en le logeant en pareille compagnie.

Brienne, qui garda un souvenir amer des procédés des Bénédictins à son endroit, n'en devait pas conserver un plus doux des manières de MM. de Saint-Lazare. L'internement semble avoir été dur, surtout au début, quand le prisonnier n'avait pas encore pris son parti de sa situation et que sa tête divaguait le plus. Il y eut des scènes fréquentes de violence entre ses gardiens et lui, qui ne voulait pas se soumettre à la règle. Dix ans après, Brienne se plaignait encore des misères qu'on lui faisait subir à Saint-Lazare et citait nommément le P. Talec, préfet des pensionnaires, comme un de ses surveillants les plus sévères. Sans doute sont-ce là des propos de déséquilibré, mais qui sait encore trouver, pour les tenir, des expressions justes et des sentiments convenables. Ce qui sauva Brienne de l'excessif chagrin, ce fut l'amour des lettres, la pratique de la poésie poussée jusqu'à l'abus, qui lui garda une certaine liberté d'humeur, un enjouement bienfaisant dans sa situation, et occupa son esprit en retenant son attention.

C'était le temps heureux où l'on pouvait disposer, pour combattre l'ennui, de procédés rares et précieux. A la même époque, pour distraire l'humeur chagrine du cardinal de Retz, Mme de Sévigné trouvait le moyen de lui procurer, dans la même semaine, la lecture, par les auteurs mêmes, d'une pièce de Corneille, d'une autre de Molière, d'un poème de Boileau, sans parler du délice de sa propre conversation. Semblable régal n'était pas à la portée du malheureux Brienne ; mais peut-être songea-t-il à en user, au moins avec Boileau. Est-ce à Saint-Germain-des-Prés ou à Saint-Lazare qu'il l'avait convié à venir parler de vers et disserter du *Lutrin*, excellente matière à remarques critiques pour un homme qui se croyait poète et qui se savait sous-diacre ? Mais Boileau, défiant, ne s'y prêta pas. Il répondit brutalement qu'il ne pouvait entendre aucuns vers, fussent-ils à sa louange. « Voulez-vous que je vous parle franchement, déclare-t-il à Brienne avec brusquerie ? C'est cette raison qui a en partie suspendu l'ardeur que j'avais de vous voir et de jouir de votre agréable conversation, parce que je sentais bien qu'il la faudrait acheter par une longue audience de vers, très beaux sans doute, mais dont je ne me soucie point. Jugez si

c'est une raison pour m'engager à vous aller voir, que le récit que vous me demandez. J'irai pourtant, si je puis, aujourd'hui, mais à la charge que nous ne réciterons point de vers ni l'un ni l'autre, que vous ne m'ayez dit auparavant toutes les raisons que vous avez pour la poésie, et moi toutes celles que j'ai contre. »

Boileau tint-il sa promesse ? On ne sait. Brienne fut forcé, quand parut en 1674, pour la première fois, la collection des ouvrages de Despréaux, d'en acquérir un exemplaire sur grand papier et d'y écrire ses observations. Berriat-Saint-Prix a eu en mains cet exemplaire : il a recueilli des indications précieuses pour sa propre édition et elles montrent que Brienne, tout original qu'il fut, n'avait ni le goût ni le cœur mauvais. Peut être eût-il pu garder quelque rancune d'un procédé sans charme. De fait, il n'aime Boileau qu'à moitié et souligne souvent son manque de génie dans l'invention. Mais l'expression le ravit plus souvent, et telle remarque, commencée par des réserves, s'achève sur la plus complète approbation.

C'est ainsi que désormais à Saint-Lazare, Brienne allait passer son temps, pour occuper les longues heures de la détention. Beaucoup lire, extraire de ses lectures ce qui le frappait et commenter, la plume à la main, ce qu'il avait remarqué, telles sont ses occupations ordinaires. Déjà, à Saint-Magloire, Brienne avait fait d'abondantes lectures, théologiques surtout, Ecriture sainte, saint Augustin, saint Grégoire. Toujours aussi nombreuses, ces lectures sont plus profanes à Saint-Lazare. On a conservé la trace de quelques recueils manuscrits dans lesquels Brienne notait ses réflexions. C'est un volume de 332 feuillets comprenant une suite d'*Observations sur les poésies de H. de Racan*, qui furent achevées le 7 décembre 1680, au matin. Passé en vente en juillet 1888, on a depuis perdu la trace de ce volume. C'est encore un recueil de poésies latines Jacques de La Fosse, prêtre de la Mission, parmi lesquelles Brienne a inséré des vers français de lui et des pièces latines d'autres auteurs. Ce recueil fut achevé en 1681 et a été décrit par le comte de Marsy, parmi les livres de qui il se trouve. A la même date de 1681, Brienne faisait des extraits manuscrits des éloges de Mazarin rassemblés et imprimés par Ménage en 1666. Le travail de Brienne est conservé aujourd'hui à la Bibliothèque de l'Arsenal et on y trouve, au passage, nombre de remarques, de réflexions personnelles utiles pour connaître le personnage, d'autant que, huit ans plus tard, en 1689, il revenait sur le même manuscrit pour le compléter par d'autres pièces rares, toujours copiées de sa main.

(*A suivre.*) PAUL BONNEFON.

PSYCHOLOGIE DE L'ÉMULATION (1)

L'émulation est généralement définie : le sentiment qui nous porte à imiter, à égaler nos semblables, à ne pas nous laisser dépassé par eux, et même à les surpasser.

Dans ce premier degré où elle nous incite seulement à imiter, elle ne doit pas être confondue pourtant avec l'instinct d'imitation proprement dit. Celui-ci n'est qu'une tendance à reproduire machinalement un acte que nous voyons accomplir par quelque autre : aussi bien se manifeste-t-il chez l'animal comme chez l'homme : les moutons s'enfuient, et s'arrêtent ensemble. L'émulation est essentiellement un désir conscient de se rapprocher de ce qui nous a charmés. « Il y a émulation chez l'enfant, a-t-on dit, dès lors qu'il se plaît à imiter, qu'il imite avec une certaine ardeur, qu'il fait effort non seulement pour imiter, mais pour imiter le mieux possible. » Qui ne voit exprimé là quelque chose de plus que l'imitation pure ? Imiter, c'est simplement *faire comme*, rivaliser, c'est *s'efforcer de faire comme*. Nous en restons à ce premier degré quand le modèle que nous nous proposons est tel qu'il nous serait impossible de l'égaler : nous essayons seulement de nous en rapprocher dans la mesure de nos forces, comme il arrive en cette forme d'émulation qu'on appelle l'émulation avec les grands hommes, avec ceux dont les hautes vertus ou les grands talents sont loués, révérés, admirés de tout le monde : nous ne prétendons pas posséder au même point ces qualités glorieuses ; séduits par leur éclat, nous aspirons à les refléter, pour mériter quelque peu de l'honneur et de la considération dont jouissent ceux qui en sont ornés. C'est bien ici une sorte d'imitation, mais elle n'est, comme dans tous les cas de ce genre, qu'un moyen que l'émulation met en jeu pour arriver à ses fins. Celle-ci, dans son fond, est si distincte de l'imitation qu'il peut y avoir émulation sans imitation aucune, par exemple quand on fait autrement afin de faire mieux.

Lorsqu'elle nous porte, non plus seulement à imiter plus ou moins bien, mais à égaler ou à surpasser autrui, l'émulation ne peut exister qu'entre semblables. Alors elle consiste, en effet, dans un besoin de *faire aussi bien* ou de *faire mieux* qu'autrui. Mais, pour chercher à acquérir ou à dépasser une qualité que nous remarquons ailleurs, il faut que nous imaginions pouvoir y parvenir, car on ne désire pas l'impossible. Aussi

(1) Extrait de *l'Emulation et son rôle dans l'éducation*, qui va paraître, à la librairie Félix Alcan.

avons-nous garde d'éprouver cette émulation à l'égard de ceux qui ont sur nous un si grand avantage qu'il nous serait impossible d'en approcher. Et, réciproquement, nous n'avons point d'émulation envers ceux qui sont tellement au-dessous de nous que nous ne voyons point en eux de qualités que nous ne possédions déjà à un degré supérieur.

D'où naît donc l'émulation ? De l'amour de soi ou amour-propre, au sens étymologique, de ce sentiment qui nous fait nous préférer à tous, à nous vouloir du bien, à nous estimer, de la satisfaction ou du mécontentement de nous-mêmes, lorsque cet amour-propre se trouve en contact et en conflit avec celui de nos semblables.

Par le fait que nous vivons en société, la comparaison de nous aux autres devient inévitable. Nous voyons ceux qui nous entourent, au milieu desquels nous agissons, tendre à un but, et, quand ils y atteignent, être un objet d'estime ou d'approbation. Par suite de notre penchant à imiter ou parce que nous sentons l'intérêt qu'il y a à atteindre ce but, nous sommes portés à le poursuivre à notre tour. Mais alors l'estime de nous-mêmes, la conscience de notre valeur réelle ou illusoire nous fait souffrir de nous voir distancés par autrui : nous nous efforçons d'égaler et même de dépasser les activités antagonistes, de faire autant sinon plus, afin d'obtenir les avantages attachés à l'arrivée au but, avantages matériels, fortune, dignités, ou seulement spirituels, estime de nos semblables, approbation. Cette compétition, c'est l'émulation, qui est constituée essentiellement, comme on voit, étant donnée l'idée d'un but auquel visent nos semblables, par le désir que nous éprouvons d'y atteindre aussi, afin de mériter comme eux ou de préférence à eux les avantages que doit assurer le succès.

C'est bien ainsi que Spinoza entendait l'émulation, quand il l'a définie : le désir d'une chose, désir qui se produit en nous par ce fait que nous imaginons que les autres ont ce même désir.

Pour vérifier que telle est bien la vraie nature de l'émulation, examinons la façon dont se comportent des enfants en contact les uns avec les autres, soit pour recevoir une éducation commune, soit simplement pour jouer.

Les voici, dans le premier cas, soumis à une règle et à un enseignement, les mêmes pour tous et placés sous la direction d'un maître chargé de faire respecter la première et de leur donner le second. L'émulation apparaît vite entre eux, provoquée par un double but que chacun éprouve le désir d'atteindre : gagner, d'une part, l'affection et l'estime du maître, lesquelles seront accordées à la bonne conduite, à l'attention, au travail, et, d'autre part, arriver à la première place, afin d'établir au moins sa supériorité sur les autres, si ce n'est pour obtenir les récompenses et l'honneur dont elle est la condition.

Il n'en va pas autrement entre enfants qui jouent ensemble. Quelle ardeur ne déploient-ils pas ! C'est à qui courra le plus vite pour parvenir au but avant tout autre, à qui sautera le plus loin ou le plus haut, à qui fera preuve de plus de force ou d'habileté pour lancer la balle ou la boule, ou d'ingéniosité pour se cacher. D'où provient dans ce second cas l'émulation ? De ce que, répond Feuillet, « il y a là intérêt à une action et intérêt également senti par tous. Le plus adroit obtient, ou le prix de l'adresse, ou une considération à laquelle sont attachés certains avantages : voilà le but des efforts. Partout où vous retrouvez les mêmes circonstances, ajoute cet auteur, vous verrez naître le même sentiment ; et c'est dire que vous le retrouverez à toutes les époques de la vie réelle, et dans tous les rangs de la société ! Et la course pour les gâteaux, dans Rousseau, n'est-ce pas encore de l'émulation ? Celui qui veut courir le plus vite pour les obtenir voudra de même un jour arriver le plus vite, soit aux richesses, soit à l'estime, aux dignités, au pouvoir. Le but et les moyens auront changé, le sentiment restera le même.

Cette tendance à égaler ou à dépasser les autres est d'ailleurs si naturelle qu'on la rencontre jusque chez les animaux. Les chevaux lancés dans l'hippodrome ne se laissent pas volontiers dépasser, mais redoublent d'efforts pour être toujours en avant ; les oiseaux luttent à qui l'emportera par le chant. Et elle apparaît tout à fait légitime, car nulle raison ne nous oblige à ne pas vouloir aller le plus loin que nous pouvons, et bonne, louable, car elle ne procède pas d'une malveillance que nous éprouvons à l'égard d'autrui, mais essentiellement d'un bien que nous nous désirons ; et, comme nous le verrons, elle est de la plus haute importance, à cause des efforts qu'elle suscite. Seulement des sentiments mauvais peuvent, en certains cas, s'y ajouter et la dénaturer, l'altérer, la corrompre, telles la jalousie, la rivalité, l'ambition. Examinons successivement chacun d'eux et rapprochons-le de l'émulation, afin de l'en bien distinguer et de préciser de plus en plus la nature de celle-ci.

On a prétendu, mais à tort, que l'émulation pouvait parfois dégénérer en *envie*. C'est confondre

l'envie et la jalousie, deux sentiments pourtant très différents. L'envie est, d'après le *Dictionnaire de l'Académie*, « un chagrin qu'on ressent du bonheur des autres, des avantages d'autrui. » C'est dit La Rochefoucauld, « une fureur qui ne peut souffrir le bien des autres, de quelque nature, au reste, que soit ce bien, santé, fortune, beauté, talents, honneurs ; un désir haineux de les voir privés de ces jouissances, lors même qu'on ne devrait pas en profiter, d'anéantir ces biens, si l'on ne peut les posséder, afin qu'un autre n'en puisse jouir. Cette basse passion qui rend misérables ceux qu'elle domine, n'a donc rien de commun avec l'émulation. Alors que cette dernière est un principe d'activité très énergique, l'envie se rencontre plutôt chez celui qui n'agit pas, le petit enlève grand sans chercher à s'élever jusqu'à lui : le pauvre envie le riche sans tâcher d'arriver lui-même à la fortune. Aussi a-t-on pu dire sans paradoxe que l'émulation étouffe l'envie.

Il n'en est pas de même de la *jalousie* qu'on peut, à juste titre, regarder comme un excès ou plutôt comme un égarement de l'émulation. « On la découvre dans les enfants, ainsi que dans les chevaux et dans les chiens. Voulez-vous que vos enfants se haïssent, caressez l'un plus que l'autre : le secret est infaillible. » Elle naît, en effet, de la privation d'un avantage, d'un bien que nous croyons nous appartenir et que nous ne voyons pas sans chagrin devenir le partage d'un autre : mais elle peut avoir sa source dans le désir mesquin de jouir d'un bien à l'exclusion des autres. Ainsi se montre-t-elle dans la lettre que Plutarque rapporte comme écrite par Alexandre à Aristote : « Je n'approuve pas que vous ayez donné au public vos livres de sciences acroamatiques. En quoi donc serons-nous supérieurs aux autres hommes si les sciences que vous m'avez apprises deviennent communes à tout le monde ? J'aimerais mieux encore les surpasser par les connaissances sublimes que par la puissance ».

Ad. Garnier s'indigne d'un tel égoïsme : « Si l'émulation nous a été donnée, ce n'est pas pour nous faire refuser aux autres les connaissances et les divers avantages que nous possédons : c'est pour nous pousser à imiter ou même à surpasser les biens qu'ils possèdent sans les en dépouiller ».

Aussi, relevant cette parole d'un auteur : Raphaël n'aurait pas été grand peintre s'il n'avait pas été jaloux de Michel-Ange, Voltaire remarque que cet auteur a pris l'émulation pour la jalousie, et il ajoute : « Michel-Ange pouvait dire à Raphaël : Votre envie (*jalousie*) ne vous a porté qu'à travailler encore mieux que moi ; vous ne m'avez point décrié ; vous n'avez point cabalé contre moi auprès du pape, vous n'avez point tâché de me faire excommunier... ; allez, votre envie est très louable ; vous êtes un brave envieux, soyons bons amis »

QUEVRAT.

LE THÉATRE

MANGERONT-ILS ? — LYSISTRATA. LES AMANTS DE SAZY

Victor Hugo est aujourd'hui au premier plan de l'actualité nationale. Il a été fêté en Sorbonne, célébré dans des discours, salué comme une des grandes images françaises. L'exilé de Guernesey, le protestataire de 1870 est devenu « le prophète de la victoire » et voici que le peintre du Rhin, l'évocateur du plus beau fleuve du monde, semble chanter encore au milieu de nos troupes d'occupation. Son génie rayonne en héroïsme et le recueillement avec lequel les foules avaient suivi, le jour de ses funérailles, sa dépouille auguste, s'est perpétué en une gloire plus religieuse encore et plus ardente. Son nom, ses vers, sa prose, tout son verbe éclatant et magnifique sonne comme la voix même de la victoire, de la justice éternelle.

Mais on ne l'acclame pas seulement : on le joue. Et il n'y a rien qui puisse mieux soutenir et justifier cet hommage patriotique au plus grand de nos poètes que la représentation, à la Comédie-Française, de cette admirable fantaisie, *Mangeront-ils ?*

Quand Hugo composait les morceaux dialogués qui se trouvent recueillis dans le « théâtre en liberté », il est douteux qu'il pensât à la scène et ce volume posthume a toujours eu un peu l'air de ne contenir que des miettes, — des miettes royales, certes, des miettes tout de même. *La Grand-mère* qui met une Margrave implacable en présence de ses deux petits enfants, semble un dialogue de *La Légende des Siècles*. *L'Epée* est un « drame en cinq scènes. « *Les Gueux*, *Etre aimé*, *La Forêt mouillée* n'ont pas plus d'importance. Seul, ce drame en deux actes, *Mangeront-ils*, au milieu de l'ouvrage, semblait attendre, sans grand espoir, d'ailleurs, la bonne volonté d'un Directeur avisé.

Son heure est venue, et triomphale.

Le jour de la répétition générale, à peine le rideau s'était-il levé sur cet étrange décor qui représente, autour d'un cloître et au pied d'un clocher, un petit cimetière abandonné devenu terre d'asile, à peine les acteurs avaient-ils lancé quelques-uns

de ces vers qui paraissaient immenses, qu'un frémissement d'aise et d'admiration, une sorte de bonheur physique, la joie qui vous prend aux entrailles devant toutes les manifestations de la force créatrice de la vie et du génie, secouait les spectateurs, souvent même à leur insu et pour beaucoup malgré eux. Impression très étrange et qui vaut d'être notée... A ce plaisir involontaire se mêlait je ne sais quelle stupeur, quel dépaysement, la surprise de gens dérangés dans leurs habitudes, et presque un peu d'angoisse. Victor Hugo nous faisait l'effet de ses Burgraves : il était trop grand. Nous avions comme peur de sa voix, de son rire, du jaillissement formidable de sa verve et son souffle renversait nos petits partis-pris : il y avait trop longtemps que nous étions déshabitués d'un géant..! Mais le géant était bon enfant : il avait tous les tons, toutes les grâces, tous les sourires : dès qu'il nous jetait à la tête une antithèse un peu trop rude, il nous adressait une caresse, un rime chantante, et, quand ses vers avaient éclaté comme des grenades, ils se mettaient à couler comme des sources vives. Le plaisant et le terrible, les lieux communs et la poésie, les théories et l'esprit, la politique et la nature, les mamies du « penseur » et les effusions du « voyant » tous ces contrastes s'alliaient d'un mouvement si souple et si adroit qu'il fallait bien se laisser aller finalement à comprendre et à admirer.

D'abord, ces deux actes ne sont qu'une fantaisie, par moments presque une farce. Le sujet est le plus léger que Victor Hugo ait porté à la scène et il a tenu, par le choix même de son titre, à rendre éclatant son dessein. Il ne s'agit, dans tout l'ouvrage, que d'une seule chose, le déjeuner de l'amour. Deux amoureux, Lord Slada, Lady Janet, sont poursuivis l'un par la haine, l'autre par le désir d'un méchant roi (à cette période de sa vie, tous les rois sont méchants pour Hugo), le roi de Man. Ils se sont réfugiés sur la terre d'asile, dans le petit cimetière du cloître. Mais là, rien à manger. Toutes les herbes qui poussent dans l'enclos funèbre sont vénéneuses. Or l'amour, malgré tout, ne vit pas d'eau fraîche : il manque un cuisinier. Par bonheur, de la forêt qui s'étend tout autour, sort un être sylvestre, shakespearien, un frère tout à la fois d'Ariel, de Quasimodo et d'Hernani. Il s'appelle Airolo, voleur de son état, philosophe et poète de sa nature, et forcément démocrate et même un peu bolcheviste. Mais il est bon et c'est lui qui se charge de faire déjeuner les amoureux. Rien de plus simple ; il n'y a pas que des Airolos dans les forêts profondes ; les cavernes abritent, d'ordinaire, des sorcières, principalement des sorcières romantiques. En voici une, qui porte un talisman capable de faire vivre les gens cent ans, mais elle-même est parvenue au terme de son siècle de vie, et, en mourant, elle lègue à Airolo son talisman, pour plus de sûreté, elle trouve moyen de persuader au roi qui allait laisser pendre Airolo par son connétable que leurs deux vies sont liées l'une à l'autre : si Airolo meurt, le roi mourra... Dès lors, voilà le roi à la merci d'Airolo : que celui-ci fasse seulement mine d'être las de l'existence, celui-là tremble : il ne sera donc pas difficile au va-nu-pied d'asservir le roi, notamment de faire apporter la table du roi, de s'y asseoir à la place du roi, d'y inviter les amoureux à la barbe du roi et, finalement, d' « abdiquer » lui-même le roi aux applaudissements du peuple.

Tel est le thème léger sur lequel Hugo a développé les plus éclatantes, les plus somptueuses, les plus sonores, les plus philosophiques variations.

Ces variations sont naturellement composées par des antithèses, — antithèses que nous connaissons.

D'abord il y a l'antithèse que forment entre eux les personnages : le roi et Airolo.

Mes bons amis, il est deux hommes sur la terre :
Le roi, moi. Moi la tête, et lui le cimeterre.
Je pense, il frappe. Il règne, on le sert à genoux ;
Moi, j'entre dans les bois. Tout tremble autour de [nous ;
Autour de moi, c'est l'arbre, autour de lui, c'est [l'homme.

Puis, il y a l'antithèse de situation : la Mort ravie de la sorcière et la terreur du roi devant la mort. Lui, il a été corrompu et attaché à la vie par son métier ; il ne vit pas. Elle, elle a été initiée à la nature par la forêt, elle a vécu, elle peut mourir.

. ... il m'est doux
De mourir en plein jour ; la nuit vient pour moi seule,
Ces vieux arbres en fleurs embaument leur aïeule ;
J'amalgame à mes os la terre qui les fit :
L'ensevelissement des feuilles me suffit ;
Je ne veux pas d'autre ombre et n'ai pas d'autre tem- [ple.
Je meurs, les yeux ouverts, dans ce que je contemple.
C'est bien, tout lait pendant que je me refroidis,
Et quand j'expirerai tout à l'heure, tandis
Que je me mêlerai doucement aux ténèbres,
Et que mes yeux, remplis d'embranchements funèbres,
Dans les obscurités prêtes à m'engloutir,
Chercheront le chemin par où je dois partir,
Le Zénith sera bleu, les roses seront belles,
Et les petits oiseaux fouilleront sous leurs aîles.

Il y a enfin, dans chaque personnage, l'antithèse même de son caractère.

Le roi n'est, en réalité, qu'un esclave. Sa puissance n'est pas seulement corruptrice, elle est il

lusoire et vient briser sa puissance au petit mur de l'asile

Je suis un tout puissant frémissant d'impatience

Quant à Virolo, il est, comme tous les personnages favoris d'Hugo, une sorte de raccourci de toutes les oppositions qui n'ont cessé, au cours de sa longue carrière, de hanter le génial jongleur de mots et d'idées. Virolo parle dans le ton de César de Bazan, mais pense dans le goût du *Satyre* de la *Légende des Siècles*. Il est sale, mais il est pur. Il est pauvre, mais il est libre : il est voleur, mais il est honnête ; il vit seul, mais en compagnie de la nature : il n'est pas aimable, mais il hait l'amour : il est pessimiste, mais il est indulgent : il passe sur les choses et la vie comme le vent de l'esprit. Il n'a pas la fatalité tragique d'Hernani, car c'est un brave homme bien simple au fond des bois, mais il ne sait pas davantage où il va et s'en soucie fort peu. Il ne possède pas un sou et les sbires sont à ses trousses : c'est pourquoi il s'est réfugié, lui aussi, sur la terre d'asile, mais tout cela lui est égal. Il est riche, sinon pour ses héritiers, au moins pour lui-même.

Cette dune,
Ces sapins, ces roseaux, l'étang, le clair de lune,
La falaise où le flot mouille les goémons,
La source dans les puits, la neige dans les monts,
Voilà ce que j'ai.

En faut-il davantage pour compatir avec l'estomac de deux amoureux ?..

Ah ! qu'un verre de vin serait le bienvenu !
A jeun, moi j'ai l'esprit rêveur et saugrenu ;
Je bois un coup, l'erreur s'en va, le faux se brise
Avez-vous remarqué cela ? Le vin dégrise.
Laissez faire. Je vais chasser aux environs,
N'eussions-nous que des noix, mordieu ! Nous mangerons.

J'ai tenu à citer ces vers étincelants, parce que l'essentiel, dans cette œuvre à peu près unique chez Victor Hugo, c'est le ton, le mouvement si souple et si large d'une fantaisie qui, sans cesse, par larges coups d'ailes ou pointes légères, va du familier au sublime, du badinage à l'épopée. Nous avons vu, depuis, un genre analogue triompher sur la scène et il n'est pas possible, en écoutant Virolo, tandis qu'il joue avec la terreur du roi et multiplie avec une verve aussi scénique que lyrique les incidents burlesques, de ne pas évoquer l'ombre d'une autre grande figure et de ne pas penser à Edmond Rostand : ainsi s'établit, dans la littérature contemporaine, la continuité profonde du drame en vers et la naturelle filiation des plus grands esprits. Ce n'est pas diminuer la gloire de Rostand que de découvrir de quelle source elle avait coulé et c'est rendre justice à celui à qui rien du théâtre, de la poésie et de la grâce ne fut étranger.

Cette originalité du ton, dans *Mangeront-ils ?* paraît avoir un peu déconcerté les acteurs de la Comédie-Française. On a même reproché à quelques uns de s'être trompés sur le rôle qu'ils auraient du prendre dans la pièce. Ce grief ne semble pas très fondé et un renversement de la distribution n'aurait rien changé. *Mangeront-ils* est une œuvre particulièrement difficile à jouer et, s'il est en effet douteux que Victor Hugo ait jamais songé, en concevant ses personnages, aux acteurs qui en seraient chargés, il est certain qu'il a suivi son inspiration librement, sans aucun des soucis où s'empêtrent tant d'auteurs dramatiques de petit vol, préoccupés avant tout de leurs acteurs. Il était donc fatal qu'on ne pût trouver, pour de tels rôles, des interprètes complets.

M. de Féraudy, qui joue Virolo, en a réalisé, avec une incomparable maîtrise, tout le comique ; il a moins heureusement exprimé l'envol lyrique. Par contre, Mme Segond-Weber a un peu trop perdu de vue le cadre même de la pièce et, emportée par la beauté des vers qu'elle avait à déclamer, elle a confondu la sorcière de ce divertissement avec celle des *Burgraves* ; quant à M. Desjardins, qui était chargé du personnage du Roi, il se trouvait en présence de la pire des difficultés, qui était de tenir le milieu entre le burlesque et le pathétique : il y a souvent réussi.

*
* *

Les reprises continuent, dont quelques-unes fort heureuses.

M. Maurice Donnay avait écrit, presque à ses débuts, une *Lysistrata*, qui était fort plaisante. Il nous offre aujourd'hui une *Lysistrata*, qui est plaisante et sévère. Ce n'est pas la même pièce, mais elle est bien du même auteur, qui a toujours eu l'enjouement fort sérieux et une vive prédilection pour les grands sujets.

Il n'y aura donc rien de plus curieux, pour les admirateurs de Maurice Donnay, que de mesurer, par la comparaison des deux versions de *Lysistrata*, la profondeur du changement provoqué par la guerre dans la sensibilité et dans l'intelligence d'un auteur dramatique si subtil et si frémissant.

La Lysistrata de jadis ne reconnaissait d'autres lois, comme toute la Grèce, sa patrie, que les instincts de la nature. Pacifiste renforcée, elle était aussi une amoureuse ingénue. Ce n'était pas un serment civique qui pouvait contenir en elle, à l'heure de fièvre, la passion. La Lysistrata d'aujourd'hui préfère à l'amour la patrie. Au moment

même où son aînée avait succombé et sur le point d'en faire autant, elle est saisie d'une sorte de terreur sacrée, en pensant à tous ceux qui ne jouiront plus des joies qu'elle allait cueillir, et c'est le souvenir des morts de la guerre qui l'arrête au seuil du parjure et du sacrilège.

Cette nouveauté très hardie était aussi très périlleuse. Il a fallu toute l'adresse vigoureuse, toute la sincérité frissonnante de Maurice Donnay pour que ce revirement réussît.

Mlle Jane Provost a beaucoup aidé au succès.

* *

Lorsque M. Romain Coolus écrivait, — il y a déjà bien longtemps, — les *Amants de Suzy*, il était encore, ou cessait à peine d'être professeur et d'enseigner la philosophie aux élèves du Lycée de Chartres. Peut-être, à ce moment là, devait-il à ses fonctions et à ses études un tour intellectuel qui marqua l'une de ses meilleures œuvres d'un cachet bien particulier. Tous les personnages de sa pièce n'ont pas une moralité recommandable, certes, mais presque tous montrent une égale aptitude à s'analyser et se montrent préoccupés de prendre et de juger la vie « philosophiquement ».

On connaît le thème de cette pièce charmante où l'on voit trois hommes, — le passé, le présent, l'avenir, — composer la petite cour fort unie d'une bonne fille. Les incidents en sont très bien menés et les caractères y sont esquissés d'une touche légère et émue. Si l'on sent, à bien écouter, que cette pièce date déjà de quelque temps, n'est-ce pas justement à cause de sa qualité ? Il y a, dans les *Amants de Suzy*, une note de comique sentimental et d'esprit qu'on a bien perdu depuis.

GASTON RAGEOT.

MOZART,

QUINTESSENCE DU GOUT FRANÇAIS

— Mozart aujourd'hui ?

— Mais oui, pourquoi pas ? C'est le dieu du jour et de toujours ! Et ne redevient-il point le plus actuel des immortels, au lendemain de la brillante reprise à l'Opéra-Comique, ou plutôt de la *première*, pour nous tous, des *Noces de Figaro* que Delacroix appelait, aux Italiens de 1830, « les divines *Nozze* » ?

— Tout est dit et l'on vient trop tard depuis cent trente-trois ans que ce chef-d'œuvre de sensibilité spirituelle et de légèreté sentimentale a vu le jour à Vienne, en déjouant les intrigues de Salieri.

— Non, tout n'est pas dit, croyez-moi, rien n'est jamais dit absolument et définitivement sur un chef-d'œuvre, et toujours tout reste à dire... Si le génie d'un Mozart est permanent, comme un profil pur, mille aspects et tout autant d'impressions modifient sans trêve son œuvre qui vit en nous de notre vie contingente et qui se métamorphose donc avec nos points de vue changeants : il ne s'agit plus, aujourd'hui, de définir Mozart en soi, *an sich*, mais simplement l'idée que notre heure se forme de son génie délicieusement classique et déjà lointain, de retenir son image telle qu'elle nous apparaît momentanément dans la chambre obscure de notre songe éphémère et dans le miroir de notre temps.

— Je croyais, jusqu'à présent, que la critique historique avait à cœur de replacer l'œuvre et l'auteur dans le *milieu* qui s'offre à les expliquer ?

— Evidemment ; mais, encore une fois, ce que nous avons appelé la critique psychologique (*impressionniste* est un trop vilain mot !) recherche moins l'absolu que le relatif (1) et voudrait vous montrer l'ouvrage divin tel qu'il ressort de la traduction nouvelle de ses interprètes et de ses auditeurs qui l'exécutent ou le découvrent à travers leurs préoccupations présentes ; et cela, c'est encore définir l'ouvrage lui-même, car les erreurs ou les déceptions mêmes qu'il provoque dévoilent un côté réel, un aspect souvent inédit ou longtemps oublié du génie silencieux qui se réveille...

— Un Mozart nouveau ?

— Sans doute, et quel beau sujet : l'évolution du sentiment *mozartien* dans l'esprit d'abord trop léger, puis trop sérieux, de notre chère France italianisante ou wagnérienne ! Mozart, ses contemporains français l'ignoraient au point que le bon Grétry, dans ses *Essais* datés de l'an V, attendait le messie musical sous la forme « d'un être charmant qui, doué d'un instinct mélodieux, joindrait au plus beau naturel une partie des richesses harmoniques de nos jeunes athlètes »... sans se douter un instant que ce messie régénérateur était mort à Salzbourg six ans plus tôt ! Sous la Restauration solennelle, au temps des tripatouillages de l'arrangeur Castil-Blaze, vous connaissez le quatrain de Béranger :

> Et vous, gens de l'art,
> Pour que je jouisse,
> Si c'est du Mozart,
> Que l'on m'avertisse !

(1) V. *La Revue Bleue* du 2 janvier 1909, à propos de la moderne interprétation des œuvres de Bach.

— Le voila bien, l'excellent *philistin*, père des *snobs* qui murmurent aux soirées de la S. M. I. : « Qu'en pensez-vous ? Faut-il trouver ça beau ? » C'est l'histoire éternelle de nos moutons de Panurge, auxquels l'humoriste Erik Satie veut bien dédier ses morceaux écrits « en forme de poires »... En vérité, rien ne change : « Que la nature musicale est rare chez les Français ! » s'écriait le dilettante Eugène Delacroix, qui rejoignait M. Ingres dans la religion de Mozart.

— Stendhal et Musset partageaient cette ferveur; mais Berlioz boudait Mozart : prévenu par quelques fioritures de *Don Giovanni* qui l'exaspéraient, l'évocateur des *Troyens* le rendait responsable de la décadence ambiante et de l'italianisme envahissant : au nom de ses dieux, Gluck et Virgile, le plus classique des romantiques français méconnaissait le plus romantique des classiques allemands. Ensuite, comme le grand prêtre de la *Zauberflöte*, Mozart pontifie malgré lui : son nom symbolise la ferveur émanée de ce mot magique : *le style*. On n'ose plus l'aborder, ni le reprendre : « Mozart ! Oh ! je n'en suis pas encore là ! » notait l'ironie d'une certaine Ouvreuse : mais où sont les ouvreuses d'antan ?

— Depuis la reprise des *Noces*, le 8 mai 1858 et le 9 mai 1882, que d'avatars, en effet ! Mais Debussy, finement, n'a-t-il point vengé son cher Mozart des migraineux dédains de Berlioz ? Et maintenant, quelle est notre conception mozartienne en pleine anarchie musicale, au lendemain du soleil de l'armistice, sous l'influence prolongée de la plus bouleversante des guerres de l'histoire ?

— Mozart nous apparaît plus idéalement jeune et plus pacifique que jamais : et puisqu'il ne messied point d'opposer en tout la France et l'Allemagne, devinerez-vous sous quel aspect se présente à moi le musicien des *Nozze di Figaro* ? Sous les traits assez imprévus, n'est-ce pas ? d'un représentant, je ne dis pas de la musique française, oh ! non, mais du goût français !

— Du goût français ? Mais oubliez-vous donc que votre Mozart, encore plus que Weber et que Wagner, fut un ennemi de la France ou, tout au moins, le contempteur le plus résolu des Parisiens ? Oubliez-vous ses lettres, traduites par le mélomane abbé Goschler et, plus complètement, par notre érudit confrère Henri de Curzon ? Le doux enfant de Salzbourg n'est pas tendre pour Paris, « la plus boueuse des villes », ni pour ces pauvres Parisiens « qui semblent avoir beaucoup changé depuis quinze ans » : leur politesse dégénère et leur orgueil augmente (nous sommes en 1778 : le génie jeune se souvient de ses voyages d'enfant prodige, en 1764 et 1766) : leur seul progrès paraît être « de savoir écouter la bonne musique » (allusion de Mozart à la grande querelle des *Gluckistes* et des *Piccinnistes*, au lendemain d'*Armide* et de *Roland*) ; quant à leur musique même, elle est aussi « détestable » que leur langue appliquée au bel art du chant : Jean Jacques ne dirait pas mieux... et devant le petit Mozart, ne parlez pas des exécutants ! Ce sont des brutes, des animaux, des ânes bâtés (gentillesses teutonnes et compliments d'outre-Rhin !) Les chanteuses aboient et les *symphonistes* du fameux *Concert spirituel*, « comme ils ont raclé ma pauvre symphonie ! » s'écrie le jeune maestro de la petite *Symphonie parisienne* qui se console en allant prendre une glace au Palais-Royal... Tout cela, vous l'avouerez, ne témoigne guère en faveur d'un représentant du goût français !

— Représentant malgré lui, propagateur très inconscient, mais d'autant plus subtil et quintessencié, sous son costume germanique ! Le jeune Mozart a subi le charme et l'ascendant de l'atmosphère française, il l'a respirée dans ses voyages, puis transfigurée dans la splendeur de son âme, il en a traduit secrètement, dans son œuvre de grâce et de goût, la tyrannie délicieuse, alors toute puissante à travers l'Europe aristocratique et lettrée. Or, voilà le parfum particulier de ce pur génie que nous avons mieux senti que jamais le vendredi 28 février 1919, à la répétition générale offerte à la presse par la prompte initiative de l'artiste Albert Carré qui complète, avec les *Noces de Figaro*, la série naguère commencée avec *Don Juan*, plus grandiose, et la *Flûte enchantée*, plus mystérieusement mélodique : pendant quatre heures, en un décor princier d'autrefois, Mozart anime, évoque, idéalise l'atmosphère défunte de l'ancienne politesse française et du grand goût français, dans le prolongement mélodieux d'un jardin de Le Nôtre : sous le rayonnement d'une nuit plus blanche que nos jours grisâtres, il est le ramage immortel qui survit aux ruines enchantées d'une gloriette qui fut le Temple de l'Amour...

— A votre gré, Mozart incarnerait *l'ex-bon goût* que visait la flèche romantique imprudemment décochée par Victor Hugo dans *William Shakespeare* ? Mais prenez garde à la séduction des apparences et des mots !

— Les faits nous suffisent, et soyons précis : au XVIIIe siècle, l'influence française est à la fois générale, universelle, dans les cours d'Europe, et particulière au génie de Mozart, indirectement inspiré par nos auteurs comiques : témoin la collection de l'ex-Kaiser, qui provient tout entière de son aïeul Frédéric II, et qu'y trouvons-nous ? D'adorables Watteau, des Lancret, des Pater, près

d'honnêtes Chardin, tous nos peintres des fêtes galantes et des Grâces : entre nous, le royal ami de Voltaire a composé l'écrin que l'indifférence de Louis XV n'a pas su retenir, satisfaite de garder la seule esquisse de l'*Embarquement pour Cythère*. Et Gluck, ce « grand tragique français (1) », qui semble un poète d'Athènes en exil au Trianon d'une reine-bergère, n'a-t-il pas volontairement élu la langue française et Paris, capitale du monde, pour accomplir sa réforme dramatique et parfaire en pleine clarté son émouvant *Orféo*, puis sa touchante *Alceste*, avant d'écrire ici sa sublime *Iphigénie en Tauride* ? Enfin, voici Mozart abandonnant la solennité de la tragédie lyrique et gréco-latine pour la prestesse de l'art moderne et de la comédie parisienne d'un Beaumarchais.

— *Le Nozze di Figaro*, sujet français, mais dans le décor d'une Espagne imaginaire, et qui devient un *opéra italien* traité par un compositeur allemand, ou plutôt par un Autrichien de Salzbourg : que reste-t-il du tréfonds de la France en cette macédoine d'ailleurs immortalisée par sa beauté mélodieuse ?

— Il en reste l'essentiel, cette atmosphère exquise que le jeune Mozart a respirée en allant à la Chaussée d'Antin voir M. de Grimm entre deux leçons de musique en un vieil hôtel illuminé par un sourire de jeune fille : on y retrouve intacte « la douceur de vivre » avant le déluge, et l'idéale blancheur du style Louis XVI, et mieux encore l'âme légère de tout notre XVIIIe siècle, embellie par le souffle de l'amour, depuis Watteau jusqu'à Prudhon, ce frère harmonieux d'André Chénier...

— Le génie de Mozart est décidément indéfinissable, puisqu'il évoque en même temps Raphaël et Watteau dans un décor de comédie ! Mais, en 1786, à trente ans, Mozart ne vous apparaît-il pas plus loin de notre Beaumarchais que le Rossini du *Barbier* ne le sera trente années plus tard, à vingt-quatre ans, en 1816 ? Mozart a composé *Les Noces* en six semaines, et Rossini le *Barbier de Séville* en treize jours : ce sont deux *fa presto*, pour qui « tout finit par des chansons » : mais l'angélique génie de Wolfgang ne manifeste point la *vis comica* rossinienne et ce bavardage, tout latin, de la causticité sous le masque : si Beaumarchais, le second Voltaire, a réalisé la comédie de l'esprit, Mozart a musiqué la comédie du sentiment : sa rêverie germanique a *sentimentalisé* son modèle français.

— Stendhal en avait déjà fait la remarque : et, malgré tout, cette intarissable élégance, ce goût, cette mesure, cette identité de la musique et de la volupté, d'autant plus pénétrante qu'elle est ineffable et qu'elle apporte la brise mystérieusement parfumée d'un printemps qui chante, toute cette fine fleur d'ancien régime, n'est-ce pas une émanation de notre culture classique transfigurée par un poète des sept notes ? Dans ce monde un peu taré des *Noces* et de *Don Juan*, où l'introduisit l'abbé da Ponte, son librettiste, la candeur de Mozart a des gamineries d'écolier passé maître : avec sa langueur espiègle et sa flamme tendre, c'est Chérubin lui-même, *Il Cherubino d'amore*.

— Et par ce temps d'anémie créatrice ou de sabotage musical, cette vie mélodieuse est si communicative qu'elle a gagné presque tous les interprètes : d'abord l'orchestre, heureux de se ressaisir, en s'affinant sous la baguette éminemment *mozartienne* de Paul Vidal, et de se dépenser dans le *prestissimo* des *finales* que Mozart lui-même ne trouvait jamais trop bruyants ; puis les chanteurs, qui font de leur mieux : Vieulle, un grand artiste encore méconnu, superbe basse dans *Figaro* ; Mme Vallandri, spirituelle et savante cantatrice dans *Suzanne* ; Edmée Favart, qui nous prouve, sous le travesti mauve de *Chérubin*, que l'opérette mène à tout, à la condition d'en sortir, sans oublier M. Parmentier, le *Comte Almaviva*, ni Mme Ritter-Ciampi, plus sagement appliquée dans les trois airs divins de *la Comtesse*. Bravo donc pour l'Opéra-Comique ! Et pourquoi jouer si rarement Mozart au concert ? Délicatement perlé par Mme Depecker-Gentil et bien accompagné par l'orchestre, nous avons réentendu son joli Concerto en *mi bémol*, œuvre de jeunesse, aux Concerts-Pasdeloup dont la courageuse et vivante résurrection restera l'événement musical de l'année. Avec un peu de mélancolie que justifiaient tant de souvenirs de notre adolescence et des dimanches lointains du Cirque d'Hiver, nous avons applaudi du Beethoven, et la Symphonie de Franck, et beaucoup de loyale musique française animée par un bon orchestre sous l'ardente et consciencieuse direction de Rhené-Baton, qui ressemble, de profil, au regretté Péladan : la radieuse ouverture de *Léonore* (n° 3) a reparu toute vibrante de force expressive et de vie intérieure, et la symphonie de Lalo toute pétillante d'ingéniosité pittoresque ; chacune de ces bonnes exécutions nous a prouvé que la verve, qualité française autant que mozartienne, n'est pas encore devenue rétrospective.

— Que Dieu vous entende !

RAYMOND BOUYER.

(1) Suggestive définition de M. CAMILLE BELLAIGUE en ses *Propos de musique et de guerre* (1917).

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

La revue *Current History* se félicite, avec chiffres à l'appui, de la haute moralité dont auront témoigné, *at home* aussi bien qu'au dehors, les troupes de l'Union levées pour la Grande Guerre.

Relativement infime est en effet, paraît-il, le nombre des condamnations à mort prononcées au cours de ces quelque vingt derniers mois par les tribunaux militaires américains et parmi celles-ci neuf seulement ont été suivies d'exécution. Les hommes, tant officiers que simples soldats, qu'une faute quelconque — le plus souvent, absence injustifiée, ivresse, attitude irrespectueuse à l'egard d'un supérieur », nous dit-on — devait conduire devant les juges, ont été au total 12.357 et encore ici l'inculpé a-t-il bénéficié de l'acquittement douze fois sur cent. Très rare également, la désertion dans l'armée de nos alliés, — « quoique la discipline y ait été d'une sévérité extrême depuis 1917 ». Les rapports officiels n'y relèvent enfin qu'un cas au chapitre de l'espionnage. « Mais 773 terribles dormeurs ont été surpris ronflant, tandis que la consigne était de veiller ».

D'autres précisions, de source officielle toujours, attestent non moins satisfaisant l'état sanitaire général des troupes américaines pendant les hostilités. « On peut tenir pour vraisemblable, écrit *Current History*, qu'aucune armée ne s'est jamais rencontrée dans laquelle la mortalité déterminée par la maladie aura été aussi faible en temps de guerre ». De fait, la maladie n'aura entraîné dans les rangs de cette armée-ci que 2.984 décès en 1917, et si certains chiffres intéressant la question manquent encore pour l'année 1918, ceux que l'on a, quant à présent, ne démentent pas cette première formelle indication.

Mais en Amérique, comme en Europe, la mobilisation a plus ou moins contribué à désorienter les existences. Que va-t-on proposer, pour les aider à rentrer dans la vie civile, à ces jeunes hommes si rangés et si bien portants ? « M. Lane, *secretary of the Interior*, a déclaré, répond la revue new-yorkaise, qu'il restait aux Etats-Unis 200.000.000 d'acres de bonne terre à défricher. »

M. N.-L. George discourt abondamment dans le *Harper's Magazine* (fasc. XI), sur le mariage et ses devoirs. Cette morale a sa saveur. Elle vaut surtout par ce fond de sagesse un peu terre à terre et par ce ton de tranquille raison que nous ne nous étonnerons point de trouver une fois de plus sous une plume anglo-saxonne.

A titre d'exemple, voici les conseils que Mr George donne en substance aux époux quand, les années écoulées, leur foyer s'est peuplé.

La vie conjugale ne saurait admettre ni l'oubli, ni la négligence. Que chacun s'attache à se surveiller et à soigner sa propre personne avec d'autant plus d'attention et d'énergie que, le temps aidant, l'œil se blase et qu'il faut d'abord redouter ici les effets de l'accoutumance.

Ah ! que la femme se garde de s'abandonner sous prétexte qu'elle est mère ! Quant au mari, il est lui-même trop tenté, devenu père, de ne voir autour de lui que ses enfants. Il s'imagine alors que la maternité représente pour sa compagne une source inépuisable de joies, tandis que de son côté la femme tient pour son débiteur l'homme auquel elle a donné des fils. Ils sont l'un et l'autre dans une profonde erreur. Et il s'en rendront compte en se rappelant que l'institution sociale du mariage n'a point tant pour but la procréation que la satisfaction du besoin de parcourir l'existence à deux et en considérant qu'un jour ceux qu'ils ont mis au monde et auxquels ils prodiguent leurs soins les délaisseront pour faire, à leur tour, leur propre vie...

Que de fois déjà ne nous a-t-on pas enfin rendu justice, à l'étranger, depuis 1914 ! Car les talents qui s'emploient par delà nos frontières à cette œuvre de réhabilitation de l'âme française sont aujourd'hui légion. On a beau, du reste, se vouloir infiniment sensible à tant d'amitié, n'y a-t-il pas lieu de craindre un peu qu'aux yeux du moins de ceux qui chez nous jugent à un esprit mal fait quelque connaissance de leur pays cette précieuse bienveillance n'aille point, assez longtemps encore, sans sembler découvrir le Nouveau Monde.

N'empêche que c'est toujours un délicat plaisir d'ouvrir ou de lire sur soi des propos non seulement aimables, mais justes — et tel est bien le cas de ceux du Dr Juan Liscano dans le dernier numéro paru du *Bulletin de l'Amérique Latine*.

« La frivolité française ! s'exclame-t-il. La phrase est aujourd'hui devenue un lieu commun, à force de la voir répétée au cours de l'histoire. Mais à combien d'erreurs a-t-elle conduit ? Ce barbarisme de la « frivolité française », engendra souvent l'idée qu'il est possible de paralyser la France, et cette erreur a provoqué des hécatombes... Le peuple de la La Vallière, de la Montespan, de la Pompadour et de la Châteauroux, ce peuple fit la Révolution française ! La frivolité continuait... et il engendra Napoléon !... Frivole, la France des Encyclopédistes ! Et elle a produit les Droits de l'Homme. Frivolité, le fanatisme napoléonien ! Et cette frivolité a engendré le Code Civil... Car ce que l'on appelait la décadence française n'était qu'une vision purement superficielle et ne portait en rien préjudice au véritable caractère de la race. L'allégresse ne suppose pas la décadence, comme le sérieux ne suppose pas le savoir. Le rire est énergie. Heureux les peuples qui, le moment venu, savent convertir le rire en héroïsme et mourir dans le rictus d'une joie qui méprise la mort. »

A la *Revue Belge* (fasc. de février), C. Gaston Pouba ébauche l'examen des plus vastes questions de haute politique que soulève la liquidation des hostilités. L'article est à recommander à l'attention des diplomates chargés aujourd'hui d'organiser la paix. Il se pourrait bien qu'ils sortissent de cette lecture légèrement effarés : ils ne manqueront pas d'en dégager, à la réflexion, d'excellentes choses.

Il y a « la civilisation continentale » d'une part, « la civilisation occidentale et maritime » d'autre part — et celle-ci l'emporte sur celle-là. Les résistances des nations occidentales, que l'on considère comme nourries d'esprit révolutionnaire, ne sont-elles pas plutôt empreintes de classicisme ? Devant le machinisme d'Etat qui prétend réduire toutes les énergies à son bénéfice, l'individualisme ne sera-t-il pas tenu pour une manière arriérée ? Le progrès n'entraîne-t-il pas telles limitations de jour en jour plus formelles du principe de la liberté individuelle ? Négation souvent d'un système imposé de vie politique ou spirituelle, la liberté opère, certes, opère surtout en réaction « contre le mécanisme collectif si curieux de l'âme orientale ». La véritable Europe est celle

de l'Atlantique et de la Méditerranée. « L'autre est une Europe bâtarde, une Europe formant entité avec l'immense Asie »... Une fois l'impulsion donnée, la méthode établie et la direction assurée, la politique continentale est une idée-force en marche... Cependant, comment remédier à « cette vaste oscillation de l'équilibre » entre deux mondes ? Hé ! pourquoi la Belgique ne serait-elle pas la médiatrice qui, solidement assise sur le nord du Rhin, figurerait toujours à l'avant-garde de cette puissance de sacrifice qui est dans la civilisation latine ».

Mais ici, M. Gaston Pomba a des considérations que d'aucuns jugeront sans doute un peu bien osées. « Voici, dit-il, que l'on parle d'identité européenne après avoir exalté l'identité nationale. Est-il possible que du conflit entre passions nationales sorte un esprit européen, un esprit nouveau qui amalgame les qualités et les défauts, les instincts, les méthodes de pensée, les habitudes de pensée aussi de peuples, dont signeusement, hier encore, l'on s'appliquait à exalter l'identité ?... L'on s'accorde à affirmer qu'il faut, à tout prix, réveiller les nationalités, tandis que, d'un autre côté, l'on rêve d'un homme normal, d'un style humain universel, formé à toutes les sources contradictoires de civilisations qui s'excluent... N'est-il pas dangereux de résoudre les problèmes européens par des considérations philosophiques ?... Tout est chaos. A force de souplesse, d'esprit de conciliation, de cet esprit d'arranger les affaires, les hommes politiques appellent à eux les théories les plus contradictoires... »

Les conclusions de M. Gaston Pomba veillent grandement et à éviter de se perdre dans les nuées et à compter avec la lente élaboration du système européen tel que nous l'avons hérité des siècles :

« La justice veut impérieusement la fin de l'unité allemande, telle que la concevaient jusqu'à ce jour les impérialistes d'empire. Comme la justice est appuyée par la victoire, elle le peut. Le peuple allemand ne sentira la victoire que si la victoire lui impose la justice ». — Il faut que les nations représentatives de la civilisation maritime et latine sortent plus fortes de la victoire, car « nous ne pourrions nous considérer comme garantis si la seule digue élevée au quai d'Orsay consistait en une digue de lettres de patente accordées aux nouveaux principes démocratiques ». — L'équilibre est rompu en faveur de l'impérialisme maritime... « Mais le cordon sanitaire va plus loin que le Bosphore. Il s'insinue en Asie Mineure par l'occupation de la Syrie, le protectorat de la Perse, l'alliance avec le Hedjaz, les Indes, vaste arc de cercle courant de la mer Baltique à la Méditerranée et, par le canal de Suez, allant joindre et s'appuyer sur l'Océan indien, premier cercle de l'enveloppement maritime du continent de la grande Russie et de la Sibérie »... La force continentale, la sublimation des intelligences dans le culte de la force est morte. « Mais la Belgique et la France sont sujettes aux coups que pourraient leur porter, dans un avenir plus ou moins prochain, les convulsions de la Bête. Aussi les précautions nécessaires, la main-mise sur le Rhin, la surveillance attentive de la vie intérieure allemande, sont-elles pressantes et doivent être résolues rapidement. »

Nos amis et alliés d'outre-monts sont, eux aussi, tout au problème de la renaissance de leur vie économique. Nul doute au demeurant, si leurs grands organes de presse reflètent bien en ce moment l'état d'esprit général dans la Péninsule, nul doute que nous n'ayons sans tarder un nouveau témoignage de la belle vaillance du tempérament italien. Admirez le ton de solide et joyeuse confiance de la *Nuova Antologia*, quand elle aborde la question dans son dernier fascicule :

« M. Bonar Law, l'homme éminent qui aura géré avec tant de sévérité la fortune publique de son pays pendant la seconde période de la guerre, disait récemment à la Chambre des Communes qu' « à la condition que l'on ne perdît point la tête » il n'y avait nullement lieu de redouter une telle crise pour la main-d'œuvre.

« Le conseil qu'implique le mot de M. Bonar Law est excellent : *ne perdons pas la tête !*

« La différence qui existe ici entre notre situation et celle de l'Angleterre est, cette fois, à notre entier avantage.

« Encore que là-bas on s'intéresse aux choses de l'agriculture de beaucoup plus près qu'on ne fait chez nous, l'Angleterre vit essentiellement de son industrie —, tandis que l'Italie est surtout un pays agricole. Or, « les problèmes d'après-guerre » s'annoncent d'une solution autrement difficile dans l'industrie.

« L'Italie compte sur le marché du travail, *en temps normal*, au maximum 9 millions d'hommes de 18 à 65 ans. De ceux-ci, 3 millions approximativement restent mobilisés pour l'instant. Quand ils battent leur plein, les travaux des champs occupent sur notre territoire environ 5 millions d'individus. Nous nous acheminons vers la belle saison : toute notre main-d'œuvre disponible trouvera bientôt à s'employer — et puisse-t-elle suffire à la besogne !...

« De février à mars, le chômage est inévitable à la campagne. Que l'on s'applique de son mieux à en corriger les effets, certes! Mais ne prenons pas pour un phénomène désormais permanent les difficultés d'une période toute transitoire.

« Eh mars, ce piochage dont nos vignes auraient eu si grand besoin ces dernières années. En avril, les semailles de printemps. En mai, l'ouvrage ralentit un peu. Toutefois, depuis les jours où nos vieux disaient que « mai a les trois *f* » (*fiori, feste, fame* — fleurs, fêtes, faim), il a fallu donner à la vigne des soins qu'ils ignoraient... et c'est l'heure, à ce moment-là, de procéder à un premier sulfatage, — notamment sur les coteaux exposés au midi. Voici venir ensuite toutes les délicates opérations qui s'imposent dans la sériculture, et puis la fenaison, et la moisson, et le battage des céréales, et la récolte du maïs, et la vendange... et pourvu, encore un coup, pourvu, que les bras ne nous fassent pas défaut ! »

GASTON CHOISY.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : M. CH. RICHET, professeur : *L'Anesthésie dans les blessures de guerre* ; MM. V. GRIGNARD et G. RIVAT, ingénieur-chimiste : *Les Brevets d'invention et la propriété scientifique et industrielle* ; M. J. MEUNIER : *Le coton et les industries de la cellulose* (suite et fin) : *des Notes et Actualités* ; le compte rendu de *l'Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 7 **57e ANNÉE** **5-12 AVRIL 1919**

L'ANGLETERRE DANS LA GUERRE (1)

Mesdames, Messieurs,

Le 19 août 1914, l'Empereur allemand écrivait à ses généraux :

« Mon ordre impérial et royal, disait-il, est que, « pour le moment, vous concentriez vos énergies sur un « seul but, à savoir que vous appliquerez toute votre « science et toute la valeur de mes soldats, tout d'a- « bord à exterminer les traitres anglais et vous débar- « rasser de la méprisable petite armée du Général « French ».

Ce document est à la fois le cri d'un potentat yeux de rencontrer un obstacle qu'il n'avait pas prévu et l'illustration de l'erreur dans laquelle trop souvent les hommes de notre temps sont tombés quand, après avoir rassemblé tous les éléments techniques d'une question et les avoir éprouvés à la lumière de leurs connaissances et de leur raison, ils s'imaginent n'avoir plus rien à faire pour pénétrer la vérité alors que rien n'est dit quand les consciences et les cœurs n'ont pas encore parlé.

La méprisable petite armée ! Quelle énergie le gouvernement britannique a développée pour la porter au chiffre de plus de 6 millions d'hommes, l'équiper, l'armer, la pourvoir de munitions, la faire vivre, la renouveler, conserver son moral intact durant plus de quatre années !

Quel prodigieux effort la nation britannique s'est imposé pour acquérir à la fois l'esprit de guerre auquel elle était infiniment hostile et l'esprit d'organisation et de discipline auquel elle était rebelle.

Voilà ce que je voudrais exposer très simplement en quelques mots.

I. — L'ESPRIT PUBLIC ANGLAIS D'AVANT-GUERRE ET LA POLITIQUE PACIFIQUE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

Au printemps de 1914, l'Anglais somnéillait dans sa sécurité. Il ne se doutait pas de la force militaire de l'Allemagne ; il ignorait la valeur militaire de la France. Au fond, lui, l'homme libre, méprisait toutes les disciplines, toutes les coercitions et plus particulièrement la discipline militaire.

Les grandeurs militaires lui étaient absolument indifférentes : quant à s'imposer les peines, les souffrances, les sacrifices d'une guerre, tout dans son tempérament l'en éloignait. Il a horreur des émotions. Petit garçon, il s'exerce à y résister, il se fait un masque. Il a peu de goût pour l'effort et déteste l'agitation.

Ceux d'entre vous qui ont vécu en Angleterre, qui ont vu travailler les jeunes clercs de la Cité, savent avec quelle lenteur le petit commis britannique se met à l'ouvrage. Il lui faut un temps long pour prendre son porte-plume, l'essayer sur l'ongle du pouce, le tremper dans l'encre, enfin se décider à écrire.

L'Anglais se trouvait encore renforcé dans ses sentiments par un bien-être matériel inconnu sur le continent. Le continent, d'ailleurs, lui était assez

(1) Conférence de M. Ch. GUERNIER, à la Ligue française de l'Enseignement, le 11 décembre 1918.

étranger. Quand l'Anglais se penche pour regarder au delà de son île, ce n'est pas pour contempler l'autre rive de la Manche. Son regard porte infiniment plus loin, il va de suite au bout du monde ; il cherche les pays, les villes dont il entend parler constamment, dont il lit les noms vingt fois par jour dans son journal, sur les murs, les colis, dans les gares : Bombay, Singapour, Hong-Kong, Vancouver, Valparaiso sont beaucoup plus près de lui que Château-Thierry, Toulouse ou Nancy.

Quant à la guerre, est-ce qu'un Anglais pouvait s'en préoccuper, la redouter alors que son pays possédait la flotte la plus puissante du monde, cette flotte qui depuis des siècles n'avait connu que la victoire ? Il aurait fallu être bien pusillanime pour craindre une invasion que Napoléon lui-même n'avait pas pu réaliser.

La campagne de lord Roberts contre le péril allemand aurait pu lui ouvrir les yeux. Mais, pour la grande masse du peuple, ce n'était là que soucis de militaires et propos d'aristocrates. Les partis politiques l'entretenaient dans sa quiétude. Le parti radical était pacifique, le Labour Party était pacifiste. Qui ne se souvient des discours violemment pacifistes que prononçait alors M. Lloyd George ?

A son tour, durant les dix années qui ont précédé la guerre, le gouvernement britannique s'était appliqué par tous les moyens à maintenir le statu quo européen.

Il avait commencé par établir l'Entente Cordiale avec la France ; il la compléta par les accords avec l'Italie en 1903, l'Espagne en 1904, la Russie en 1907. Dans le même esprit il signa un accord avec la France à propos du Maroc en 1902, et le consolida en 1904 par l'accord méditerranéen avec la France et l'Espagne. A la suite de la manifestation du Kaiser à Tanger, l'Entente franco-anglaise s'affirme à Algésiras dans le sens de la paix.

Le gouvernement va plus loin. Il use de toutes les mesures de conciliation pour essayer d'obtenir le désarmement. Déjà en 1899, à la première Conférence de la Paix, l'Angleterre s'était déclarée prête à entrer dans la voie d'une diminution relative des constructions navales. Au moment où se prépare la seconde Conférence, elle prend l'initiative d'une proposition en vue de la réduction des armements navals. Pour prouver sa sincérité, au mois de juillet 1906, dans le projet de Budget, elle avait réduit les demandes de crédits de 25 0/0 pour les cuirassés, de 60 0/0 pour les destroyers, de 33 0/0 pour les sous-marins. Par contre, l'Allemagne augmentait dans des proportions considérables ses constructions navales.

Pour toute réponse aux invitations du gouvernement britannique, le Kaiser annonça à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne que si la question du désarmement était posée, il ne se ferait pas représenter à la Conférence de la Paix.

Toutes les avances sont repoussées, aussi bien celles de Haldane que celles de Campbell Bannerman. Lorsque le Chancelier de l'Empire est amené, au mois d'avril 1907, à s'expliquer sur le désarmement, il traite de ridicule la proposition de l'Angleterre, déclare que la discussion est sans objet et le gouvernement allemand fait voter la loi de 1908 qui élève le budget naval de 310 à 445 millions. Croyez-vous que les Anglais se découragent?

Pas du tout. Ils continuent à faire des propositions en vue du désarmement ; mais — comme il est naturel — ils prennent leurs précautions ; ils augmentent leurs constructions navales, ils signent un accord naval avec la France.

Tant que l'Angleterre ne s'était adressée qu'à la conscience et à l'esprit d'humanité de l'Empereur allemand, celui-ci n'avait pas compris ses propositions ; mais dès qu'elle augmente ses armements et signe l'accord naval avec la France, il se demande s'il n'y aurait pas lieu de reprendre la conversation. L'Angleterre y consent, mais au moment où la conversation va prendre consistance, l'Allemagne se fait arrogante ; elle exige que l'Angleterre fasse des déclarations positives sur la politique générale, prenne des engagements, déchire ses accords avec la France.

Alors, la conversation s'arrête. Elle reprend de nouveau, Lord Haldane est envoyé en Allemagne. Il échoue lamentablement. De son côté, Sir Edward Grey pousse la conciliation jusqu'à demander au Cabinet britannique de faire un accord explicite avec l'Allemagne, contenant l'affirmation du caractère pacifique de la Triple Entente.

En 1912, Winston Churchill, présente le budget dont vous vous souvenez et qui a donné lieu à tant de discussions dans les milieux parlementaires français. Il propose d'inviter l'Allemagne à déterminer, d'accord avec l'Angleterre, des années de vacances navales, c'est-à-dire à déterminer des époques durant lesquelles se ralentiraient ou cesseraient les constructions navales.

La proposition a le même sort que les précédentes, parce que l'Allemagne ne peut obtenir tout ce qu'elle veut.

Jusqu'à la dernière minute, les Anglais ont gardé la porte ouverte à la paix et à la conciliation. Jusqu'au dernier moment ils ont fait tous leurs efforts pour que la guerre n'éclatât pas. Afin d'être plus sûrs de faire pression sur tous les peuples pour maintenir la paix, ils n'ont pas voulu signer d'al-

liance avec nous. Vous vous rappelez les heures angoissantes que nous avons vécues du 29 juillet au 4 août ; la visite de l'Ambassadeur de France à Sir Edward Grey, la lettre du Président de la République au roi d'Angleterre, la réponse froide, compassée, évasive du souverain.

Ah ! le réveil fut terrible, mais il fut admirable ; car il ne fut pas le résultat d'une politique, il fut le sursaut de la conscience indignée.

La Belgique est envahie ; mais l'Angleterre avait donné sa parole de faire respecter sa neutralité. Les hommes du gouvernement britannique discernent immédiatement leur devoir, ils se décident, brisent avec leur passé, dépouillent le vieil homme et, ceux qui avaient été les défenseurs systématiques du pacifisme deviennent les protagonistes de la guerre dont ils se feront les champions, pendant quatre ans, sans repos, sans relâche, jusqu'à ce que la victoire fût assurée. Et cela alors que l'Angleterre n'est liée par aucune alliance.

Elle s'était engagée à assurer la sécurité des côtes de France. Voilà l'accord naval. Quant à l'accord militaire, elle devait transporter sur le continent en temps opportun six divisions. Vous verrez tout à l'heure qu'elle n'avait pas dans l'armée de la couronne un nombre d'hommes beaucoup supérieur à celui que représentent six divisions.

Non seulement les Anglais ont déclaré la guerre, pour le respect de la parole donnée, mais s'étant ainsi décidés, ils ont tenu leur engagement en hommes d'honneur, sans hésiter dans la dépense ou mieux le sacrifice des moyens. Ils n'avaient à leur disposition que ces six divisions soutenues par une armée presque inconsistante de 140 à 150.000 hommes ; se sont-ils dit : « Nous sommes libres de choisir l'heure de notre intervention, l'ennemi peut débarquer dans notre île ; attendons les évènements » ? Ils se sont refusés à faire ce raisonnement. En quelques jours, du 7 août au 17 août, toute l'armée anglaise passait la Manche et venait en France se battre et mourir.

Si les mœurs, l'esprit public et la politique ne portaient pas les Anglais à entrer en guerre, leur législation ne leur en fournissait pas davantage les moyens. Ils n'avaient pas à leur disposition le moyen de droit pour appeler tous les citoyens sous les drapeaux : ils étaient, au contraire, entravés par les lois aussi bien que par les mœurs.

II. — Evolution de la législation militaire britannique et mobilisation de l'Empire.

A la fin du XIXe siècle, l'armée anglaise ressemblait aux armées de l'ancien régime ; d'un côté l'armée de la reine, de l'autre les armées de la nation. L'armée de la reine était recrutée parmi des volontaires qu'on allèchait par toutes sortes de propositions et de raisonnements où la considération de l'honneur, du droit et de la défense du pays, n'occupaient pas toujours le premier plan. Sur les places des villes, les sergents recruteurs appostés, raccolaient les malheureux sans travail, leur vantaient la cuisine du régiment, les congés, les vêtements chauds des soldats. Le recrutement militaire suivait les fluctuations des saisons industrielles et du marché du travail. L'armée ainsi formée comprenait 75 bataillons d'infanterie épars dans l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande. On a très justement appelé ces bataillons « des salles d'attente adossées aux débarcadères des paquebots ».

On y dressait rapidement les hommes qu'on envoyait ensuite aux colonies. La caractéristique de cette armée est qu'elle se recrutait uniquement parmi les volontaires.

Quant à l'armée de la nation, c'était pis encore. Elle se composait de la milice et des volontaires, forces auxiliaires qui avaient ceci de particulier que l'engagement pris de servir durant les brèves périodes d'instruction militaire ne valait que pour la guerre en Angleterre. Le gouvernement de la Couronne s'engageait à ne pas envoyer ces hommes se battre sur le continent ou dans les colonies. Les unités avaient chacune sa physionomie propre ; il n'y avait pas d'organisation générale, pas de services annexes. Les conditions de recrutement ou de solde, les règlements militaires eux-mêmes étaient différents.

Si l'armée nationale anglaise, au moment de la guerre de 1914, s'était trouvée dans l'état que je viens d'esquisser, le gouvernement britannique aurait été dans l'impossibilité de continuer la lutte. Heureusement, quelques années auparavant, un grand citoyen avait compris qu'il était indispensable d'avoir une armée pour alimenter l'armée active au cas où celle-ci aurait à se battre à l'extérieur : sir Richard Haldane, aujourd'hui Lord Haldane. Il imagina de transformer la milice et les volontaires, par une de ces petites retouches dans les formules dont les Anglais sont si friands. On sait qu'ils attaquent rarement de front une institution, ils la tournent, la réadaptent et ce n'est qu'après plusieurs transformations successives qu'ils trouvent l'expansion adéquate d'une réforme.

Sir Richard Haldane supprima dans la formule d'engagement la clause restrictive par laquelle la recrue se réservait de ne pas servir en dehors du territoire de la Grande-Bretagne. Nous verrons

quel remarquable parti le gouvernement britannique tira de la rédaction nouvelle.

En outre, Sir Richard Haldane fit de cette armée qui, jusqu'alors, n'avait pas eu de cadres sérieux, ni de règlements solides, une armée homogène par la formation qu'il lui donna. Dans les milieux universitaires, dans les lycées, des cours d'officiers instructeurs furent organisés et formèrent cette belle jeunesse qui, dès le mois d'août 1914, est venue se faire tuer sur les champs de bataille de France.

Comprenant tout ce qu'on peut tirer de la vanité des hommes, Lord Haldane imagina encore de provoquer, dans les comtés, la création d'associations où les hommes les plus riches et les plus influents étaient chargés d'administrer et d'organiser les troupes levées sur leur territoire.

Le corps des officiers anglais trouva la réforme insuffisante et dès 1909, soutint qu'il fallait instituer le service militaire obligatoire : mais, jamais l'opinion publique ne se laissa convaincre par la campagne pourtant admirable de Lord Roberts qui, malgré ses quatre-vingts ans, essaya de galvaniser l'Angleterre, en lui dénonçant le péril. Dans son discours de Glasgow en 1913, notamment, il eut beau insister sur les armements de l'Allemagne, montrer que dans un délai qui serait bref, l'Allemagne ferait la guerre et que l'Angleterre serait obligée d'y prendre part.

On ne le croyait pas, on ne l'écoutait pas. Les meilleurs des publicistes anglais, à la veille même de la guerre, ne recueillirent eux aussi que le scepticisme du plus grand nombre, comme M. Wickham W. Stead qui, dès le 13 juillet, après les confidences maladroites de Mensdorf-Pouilly, dénonça la guerre imminente dans une suite d'articles qui sont des chefs-d'œuvre de clairvoyance, de sens politique et de patriotisme. Il fallut l'évènement brutal pour que les yeux des Anglais fussent dessillés.

Entrés dans la lutte, ils ne se sont pas contentés d'envoyer, dès les premiers jours, sur le continent tous les soldats disponibles ; ils ont pris leurs dispositions pour soutenir une guerre très longue.

Kitchener, de qui nous devons garder pieusement le souvenir a assumé, au début des hostilités, la charge de constituer des armées britanniques malgré les difficultés de la législation et les résistances de l'opinion publique. Aucun homme n'était mieux qualifié que lui pour remplir cette tâche. La France doit se féliciter d'avoir retrouvé à la tête de l'armée anglaise celui qui, au lendemain de la victoire d'Omdurman, eut l'âme assez haute pour ne pas exploiter son succès et pour tendre généreusement la main au colonel Marchand. Imaginons qu'au lendemain de la victoire d'Omdurman, un général autre que Kitchener emporté par le succès, exaspéré de voir son œuvre tenue en échec par une poignée d'indigènes menée tout juste par huit blancs, eût pris le parti de s'en débarrasser, que serait-il devenu de nous en 1914 ? En 1898, nous aurions dû soutenir une guerre terrible contre l'Angleterre, nous en serions sortis vainqueurs mais ç'eût été pour retomber sous les coups des Allemands. La grandeur d'âme de Kitchener nous a épargné cette douleur : son énergie et sa ténacité ont préparé les armées qui ont assuré la victoire.

CH. GUERNIER.

(*A suivre.*)

L'ÉCOLE NORMALE DE 1867 A 1870

Les examens d'entrée. Une grève de Normaliens.

En l'an 1867, au lycée Napoléon redevenu depuis lors lycée Henri IV, nous étions nombreux à nous préparer aux examens de l'Ecole Normale Supérieure, section des lettres. Nous nous étions groupés spontanément, comme des gens destinés à parcourir la même carrière ; l'association professionnelle est une formation naturelle. L'argot du lycée nous dénommait les *pignoufs*. Va pour les pignoufs, comme les candidats à Polytechnique sont les *taupins*, et les candidats à St-Cyr les *cornichons !*

Nous sommes ainsi une quinzaine à faire bande à part. Esquisserai-je leur portrait ? Pourquoi non ? Plusieurs ont laissé leur trace dans la vie du dernier demi-siècle.

L'un, Charles Dejob est le type du bon élève, bien sage. Il trace droit son sillon, comme un bœuf de labour, sans un écart de fantaisie, sans un ralentissement dans sa marche et son effort. Il a vécu huit ans interne dans ce lycée qui est devenu pour lui comme un second logis familial : non seulement il est resté toujours le premier de sa classe, mais, de l'aveu du proviseur, « sa conduite n'a jamais donné lieu ni à une punition ni à une plainte ». Son style et ses opinions sont comme sa raie et toute sa tenue d'une absolue correction. Il a un respect inné pour la règle et l'autorité ; il jure par Malherbe et Boileau ; il admet sans un doute et pratique sans une hésitation la religion catholique. Il m'étonne par cette soumission intel-

lectuelle que rien ne trouble ; on dirait qu'il s'en est remis une fois pour toutes à sa mère, à son Eglise et à ses maîtres, du soin de vouloir et de penser pour lui. Il m'étonne aussi par certaines ignorances du monde extérieur ; il m'avoue qu'il ne saurait distinguer un frêne d'un chêne, un épi de seigle d'un épi de blé, et pourtant il a passé des vacances à la campagne ; mais on dirait qu'il chemine à travers les champs comme à travers la vie avec des visières à droite et à gauche. Je dois, de mon côté, l'étonner et même le scandaliser ; il n'en est pas moins un bon camarade, très loyal et très sûr.

Un autre camarade dont je me rapproche plus volontiers, c'est Henri Durand-Morimbau. Le grand gaillard qui porte ce nom pétaradant et qui nous prie instamment de ne pas l'estropier en y ajoutant un *e* ou un *d*, est, comme Dejob, un vieux de la vieille qui a fait toutes ses études au lycée. Mais c'est le seul point par où il lui ressemble. Tempérament ardent et sensuel, esprit souple et facile, caractère ondoyant et fantasque, il a des sautes d'humeur et de paresse. Le travail soutenu, patient n'est point son affaire. Mais il a des élans qui le portent plus haut que les réguliers, des réussites qu'il escompte comme un joueur. Toujours emballé pour quelqu'un ou pour quelque chose, il est plein d'imprévu, ouvert à tout vent, friand d'inconnu et de nouveauté. J'aime les caprices de son imagination ; il goûte, de son côté, me dit-il, ma volonté droite et ma raison ferme. Nous faisons fort bon ménage. Entre nous ne chôment guère les causeries à bâtons rompus, les discussions sur des sujets graves ou futiles. Nous avons assurément déteint l'un sur l'autre durant ces années de voisinage. Ses enthousiasmes aussi chaleureux qu'éphémères m'ont à maintes reprises déraidi et comment dirai-je ? déverrouillé. En matière religieuse mon exemple, la tranquillité de mes convictions négatives l'ont provisoirement converti à des opinions qui sentent le fagot. Son ambition, qu'il me révèle en ses moments d'expansion qui sont nombreux, serait de pouvoir écrire tout ce qui lui passe par la tête et dire son avis sur toute chose. C'est vraiment un journaliste-né. Je ne serai pas surpris, quand il s'appellera Henri des Houx ; je serai même surpris modérément de le voir alors dans le camp opposé à celui où il s'était rangé tout d'abord.

C'est ensuite Texcier, un *guépin* qui arrive d'Orléans, fin et menu, petite main et petit pied, fier, comme dit un de nos camarades, de n'avoir pas « des abatis canaille » ; puis un méridional brun, vif et bavard, Crozals, qpi s'appellera plus tard de Crozals ; un Verdunois trapu, Bouilly, à la barbe dorée, aussi bon garçon que barbu ; un Alsacien, le blond, doux et long Colsenet ; Zeller, le fils de l'historien qui sera un de nos juges ; Dambian-Delisle, un de ces protestants du Midi, qui sont de la lave brûlante sous la neige ; Chantavoine, un Champenois rieur, de talent délicat et de grâce presque féminine ; Mengel, qui nous vient de Charlemagne et qui nous apporte de ce lycée d'externes des manières plus libres, une tenue quelque peu bohême. Je ne les nomme pas tous : quelques-uns sont morts avant d'avoir pu donner leur mesure. Mais tous étaient travailleurs, intelligents, contents de vivre, riches d'espérances, avides de se distinguer. J'estime que le frottement quotidien entre tant de natures diverses, mais toutes intéressantes et au-dessus de la moyenne, fut pour chacun de nous un précieux avantage : c'est un des bons côtés de l'internat qui en a tant de mauvais.

L'année 1867, où l'Exposition Universelle, l'afflux de la foule et des souverains étrangers, l'attentat du Polonais Berezowsky sur le tsar nous causèrent une quantité d'émotions, de distractions et de réflexions, fut pour nous, dans sa première moitié, une veillée des armes. Le terrible examen se rapprochait, se précisait ; il fallait signer et faire légaliser l'engagement de nous consacrer pour dix ans à l'instruction publique ; il fallait y joindre l'autorisation de nos parents et des certificats de nos anciens maîtres : il fallait dresser notre *curriculum vitæ*, c'est-à-dire indiquer les études que nous avions faites, les établissements où nous avions vécu : il fallait y répondre aussi à cette question : A quelle religion appartenez-vous ? — Fidèle à ma résolution de ne rien déguiser, je barrai la formule et j'écrivis ce qui était suffisamment clair : *Elevé dans* la religion catholique. Un seul de mes camarades, bien que beaucoup fussent dans le même cas que moi, crut devoir m'imiter. Ce fut Durand-Morimbau. On l'eût sans doute bien étonné, si on lui eût prédit qu'il serait quelques années plus tard, sous le nom d'Henri des Houx, un défenseur attitré de cette Eglise dont il ne voulait pas s'avouer le fidèle.

Vient après cela l'examen physique qui est sommaire : nous sommes tous reconnus bons pour le service... universitaire. A l'examen moral, qui n'est pas plus sérieux, on nous demande si nous avons l'habitude d'aller au café, si nous sommes joueurs, si nous avons l'intention de rester dans l'enseignement, quand nous serons sortis de l'Ecole ; il va de soi que nous sommes tous de petits saints. Mais ce ne sont là que les bagatelles de la porte. On donne le dernier coup de collier : on ne sort plus le dimanche ; on compulse fiévreusement des notes

et des livres ; on se couche chaque soir, les yeux gros de fatigue et l'échine rompue. Enfin, le 24 juin, commencent les véritables épreuves.

D'abord sept jours d'examens écrits : discours et dissertation philosophique pour le français, discours, vers et version pour le latin, version et thème pour le grec, plus une composition d'histoire. Nous sommes, je crois, 150 candidats pour 20 ou 24 places : notre lycée, à lui seul, en fournit sept. Je retrouve parmi mes concurrents d'anciens camarades de Meaux. Lesur et Séguin, qui du reste, ne se font aucune illusion sur leur sort, et je ne suis pas beaucoup plus rassuré qu'eux. Reçus ou non, nous connaîtrons du moins la bibliothèque de l'Ecole : car c'est là que nous sommes rassemblés tous les matins. Nous n'apercevons pas les élèves : mais, dans la salle que nous quittons le soir, nous découvrons parfois le lendemain une caricature, un mot drôle écrit sur un bout de papier: un de nous, dont l'encrier est une vieille pipe culottée y trouve sur une banderolle ce souvenir de la pauvre Didon :

(*On ne s'attendait guère*
A voir Didon en cette affaire).

Agnosco veteris vestigia flammæ. (De la flamme d'antan je reconnais les traces).

Tout est fini. Une quinzaine de jours d'inquiétude et de patience, et nous saurons les résultats. On nous dira d'abord quels sont les *admissibles*, c'est-à-dire ceux qui pourront subir l'examen oral. Il y aura du premier coup une centaine de candidats sur le carreau : après quoi, l'on éliminera encore un sur deux des survivants. Nous sommes tous épuisés, moi en particulier, qui ai donné mon maximum d'effort. Aussi tant pis pour le Concours général qui nous guette et nous réclame au lendemain même de notre grande semaine ! Tant pis pour les Compositions de prix qui nous redemandent au lycée un nouveau déploiement d'énergie ! Nous y prenons part avec nonchalance et distraction. C'est égal ! Il faut que notre cerveau soit résistant pour supporter ce surmenage à jet continu.

Un soir enfin, dans la cour, le Censeur appelle les candidats à l'Ecole Normale. Nous accourons, le cœur battant. Qui de nous va être ajourné d'une année ? Pluie de questions. Le Censeur ne sait à qui entendre. A Dejob, à Durand-Morimbau, à Texier, à Daubian, il répond qu'ils sont admissibles, et les voici joyeux qui jettent leur képi en l'air, Dejob excepté, qui reste digne et correct. A deux autres, il est répondu qu'ils ne sont pas sur la liste, et ils s'éloignent, tristes et consternés. Mon nom n'a pas été prononcé. Le Censeur n'a pas paru m'apercevoir. J'ai une sueur froide. — Et moi, Monsieur ? dis-je d'une voix étouffée. — Vous, Renard? — Et le Censeur fait mine d'hésiter, prend un temps, comme un acteur qui cherche un effet. — Vous, dit-il enfin, vous êtes admissible avec le numéro un, et, quoique cela ne doive pas se savoir, avec une belle avance sur le numéro deux. — J'ai envie de l'embrasser pour la bonne nouvelle ; j'ai envie de l'étrangler pour la peur qu'il m'a faite. Mais la joie l'emporte, atténuée seulement par l'échec de l'excellent Bouilly qui ne se représentera jamais plus.

Vous figurez-vous l'état d'esprit d'un homme à qui l'on vient d'annoncer qu'il a gagné le gros lot et qui s'aperçoit soudain qu'il a perdu son billet ? Ce fut à peu près le mien, huit jours plus tard. — On va supprimer l'Ecole Normale, — nous apprend un matin, un externe. Le motif ? Une grève générale des Normaliens. Sainte-Beuve, renouant sa vieillesse à sa jeunesse, s'est ressouvenu sur le tard qu'il était fils du XVIIIe siècle, et il a prononcé au Sénat un discours virulent contre les empiètements et les prétentions du parti clérical. Les normaliens amis de la libre pensée (c'est la grande majorité) lui ont écrit, pour le féliciter, une lettre collective. Des journalistes, pour qui l'indiscrétion est le plus saint des devoirs, l'ont surprise et publiée. Aussitôt grande émotion dans les régions officielles. Dès élèves d'une Ecole de l'Etat, presque des fonctionnaires, se permettant de manifester leur opinion ! Quel scandale ! Quelle atteinte au sacro-saint principe d'autorité !

Suivant une vieille habitude inique et commode de l'Administration, comme on ne veut ou ne peut pas punir tous les signataires, le Directeur, Désiré Nisard, décide d'exclure les deux qui sont les premiers sur la liste. Ce sont Maspéro et Lallier, un « pays », un de mes vieux compagnons d'études à la pension de Coulommiers. Les autres — tels des ouvriers syndiqués — se solidarisent avec les deux camarades arbitrairement frappés et le soir même, Alfred Croiset, cacique général, autrement dit chef de section de troisième année et par là même représentant attitré de l'Ecole, ouvre tranquillement la porte qui donne sur la rue d'Ulm et la franchit : tous le suivent ; c'est la désertion en masse, la cessation concertée du travail.

La presse clérico-bonapartiste fulmine. Si l'on profitait de l'occasion pour éteindre ce foyer d'indiscipline et d'impiété ! Etre ou ne pas être, nous agitons trois ou quatre jours cette question angoissante. Puis des conseils plus modérés prévalent. L'Empire ne se soucie pas de se créer d'implacables inimitiés dans la jeunesse universitaire. Les

deux expulsés, qui ne s'en porteront pas plus mal, resteront exclus. Les autres rentreront. Le Directeur sera remplacé. L'École Normale vivra.

Cette bourrasque passée, l'examen oral, quoiqu'il dure encore trois ou quatre jours n'a plus le don de m'émouvoir. J'y vais gaîment, comme à l'assaut d'une place où la brèche est ouverte. J'augmente encore, paraît-il, la distance qui me sépare de mes concurrents. Je demeure premier avec une avance considérable.

Peu m'importe après cela de ne cueillir au Concours général que trois modestes nominations, dont deux en chimie et en mathématiques, ce qui ne laisse pas d'être original pour un normalien chef de la section des lettres. Je suis content quand même, et, comme un succès en entraîne toujours un autre, j'obtiens au lycée une belle médaille d'or qui, par la volonté du donateur Naudet, secrétaire de l'Académie des Inscriptions et Belles lettres, est destinée à récompenser « l'amour du travail, uni aux dons de l'intelligence et au sentiment de l'honneur et du devoir ». Ce qui m'en plaît surtout, c'est qu'elle est décernée par le vote combiné des élèves et des professeurs. Je suis une fois de plus inondé de louanges et, sous prétexte que je suis né en pleine Brie, rapproché du vieil Amyot. Le proviseur parle de « mes habitudes simples et sérieuses » et déclare que la « solidité de mon caractère s'est toujours marquée par une discrétion et une réserve qui semblaient quelquefois tenir d'une timidité fière ». Je baisse la tête sous l'averse, en reconnaissant que, pour une fois et sur un point, le discours officiel tombe juste : car je suis loin encore d'être guéri de ma timidité maladive.

Et maintenant adieu, mon lycée, que je quitte sans regret ! Adieu aussi mes professeurs, dont quelques-uns m'ont bien ennuyé, mais dont plusieurs ont semé en moi des idées qui germeront ! Au revoir, mes camarades, dont je retrouverai les plus chers à l'Ecole ! Après la dépense d'énergie que j'ai dû faire, après la victoire imprévue que je viens de remporter, j'ai un moment de lassitude et d'étourdissement ; j'ai soif de silence et de repos.

Mais un oncle veut absolument m'emmener avec ses trois fils voir la mer que je ne connais pas, visiter Rouen, le Havre, Cherbourg. C'est mon premier voyage ; je n'ai jamais dépassé l'Ile-de-France et la Brie dans mes plus lointaines pérégrinations. On pourrait me croire enchanté, ravi. Erreur ! Je ne suis guère en état de goûter vivement le charme de la nouveauté, le plaisir du déplacement, les beautés de l'art et de la nature. Je me laisse promener, passif et mollement intéressé.

C'est avec joie que je revients pour la dernière fois dans le village où j'ai coutume de passer mes vacances.

J'ai besoin de me recueillir et de regarder devant moi. Je suis arrivé sur ma route à un tournant d'où se découvre un horizon plus vaste que je ne m'y attendais. Je le contemple avec étonnement et inquiétude. Je crois être sûr de mon avenir.

Je me rends compte qu'aujourd'hui me sont permises des ambitions auxquelles je n'osais guère m'abandonner, si ce n'est dans ces heures d'exaltation heureuse où l'imagination chevauche, la bride sur le cou, au pays des chimères. Mais serai-je égal à la fortune qui m'échoit ? saurai-je garder le rang et jouer le rôle qui me sont devolus ? Je me le demande avec anxiété. J'ai conscience de pénétrer dans une sphère nouvelle où les intérêts, les passions, les questions graves créent des conflits entre les hommes. Je vais avoir vingt ans dans quelques mois : j'ai revêtu la toge virile ; ma vie d'enfant est terminée.

GEORGES BUSSON
Professeur au Collège de France

LA BULGARIE ET L'EUROPE

La Bulgarie, après avoir, durant tant de mois, concentré sur elle les regards des gouvernements européens et de quelques autres personnes, a été brusquement refoulée à l'arrière-plan des préoccupations générales. Les informations, qui parviennent à son sujet, sont rares et confuses : les événements qui se sont produits, depuis novembre, à Sofia, sont demeurés enveloppés d'ombre, et tandis qu'en pleine guerre on publiait abondamment les nouvelles de là-bas, elles sont aujourd'hui le monopole des chancelleries. Pourtant, et quelle que soit demain la configuration nouvelle des Balkans, ce pays continuera à tenir sa place et à jouer son rôle. Il est nécessaire d'y suivre l'évolution des esprits et d'envisager les tractations, auxquelles il est, même de loin, associé.

Ce n'est point le désir d'y participer de plus près qui lui fait défaut. Aucun Etat ne fut plus ambitieux et aucun ne s'accommode moins aisément de l'immobilité. A tort ou à raison, et c'est un point que je ne veux pas aborder aujourd'hui, celui-ci a été l'une des chevilles ouvrières de la politique européenne depuis un demi-siècle. Soit qu'il ait pris des initiatives, soit qu'il ait été un instrument aux mains des grandes puissances an-

tagonistes, il a été sans cesse en rumeur et n'a jamais favorisé la paix. Je n'évoquerai pas son passé si agité et parfois si tragique. Je n'essaierai pas de discerner, dans ce passé, la part des circonstances et la faute des hommes. Le peuple Bulgare, peuple d'agriculteurs patients et tenaces, eût fourni sans doute une autre carrière, s'il n'avait été gouverné par un Ferdinand de Cobourg, qui trouva trop de complaisances chez les uns et chez les autres. La Macédoine, où tant de races s'enchevêtraient et qui, par suite, donnait des aliments à toutes les convoitises, confinait à la Bulgarie comme à la Serbie et tentait Sofia comme Athènes. C'est une explication de bien des faits désastreux, mais il sied de lui en ajouter une autre. Jamais l'Europe n'a compris son devoir moral en Orient, et les luttes des petits Etats balkaniques étaient étroitement subordonnées aux luttes des cabinets de premier rang. Ferdinand de Cobourg n'eût pu nourrir ses grands desseins d'hégémonie, ni préparer ses félonies, si le droit des peuples avait été plus réellement respecté et s'il n'avait pas, au dehors, acquis des complicités successives, — on devine ce que signifie cet adjectif...

Mais je le répète : il s'agit de l'avenir, ou tout au moins du présent, et non plus du passé. La Bulgarie, en dépit de l'ardeur qui la consume, n'a pas réussi à renouer des pourparlers avec ses adversaires d'hier. Tous les négociateurs officieux qu'elle a envoyés en Suisse, et qui étaient prêts à revêtir au premier avis le caractère officiel, se sont heurtés à des portes closes et à des mutismes ordonnés. Il est pourtant intéressant d'envisager, dans ses données essentielles, le problème qui se pose à son sujet, et en même temps d'étudier, à la lueur de quelques renseignements, dispensés avec trop d'avarice, les fluctuations récentes de sa politique intérieure et extérieure.

*
* *

La Bulgarie, à l'heure où elle entrait dans la guerre contre l'Entente, en 1915, comptait un peu plus de 5 millions d'habitants sur un peu moins de 100.000 kilomètres carrés, — le traité de 1913 ne lui ayant finalement donné, si l'on tient compte de la perte de la Dobroudja du Sud, que quelques centaines de milliers de nationaux nouveaux sur une surface relativement restreinte. Chacun sait que ses ambitions étaient vastes, qu'elles visaient à tout le moins la Macédoine Grecque, la Macédoine Serbe, une portion de l'Albanie, et cette même Dobroudja dont le traité de Bucarest avait prescrit le transfert à la Roumanie. Ferdinand de Cobourg rêvait de s'installer sur les trois mers, et ses desseins n'avaient pas cessé d'embrasser Constantinople, car son alliance éphémère avec la Porte aboutissait uniquement à ajourner ses convoitises.

La Bulgarie est aujourd'hui dans la posture d'un Etat vaincu, et sur les conditions de sa défaite, il n'y a pas encore lieu de revenir longuement. C'est plus tard, à la lueur de documents précis, que nous pourrons écrire cette histoire. Ce que l'on peut dire, dès maintenant, c'est qu'une rebellion militaire intérieure a coïncidé avec l'avance rapide des troupes alliées. L'armistice n'était pas encore conclu, l'avant dernier jour de septembre, quand le gouvernement de Sofia apprit que des troupes marchaient sur la capitale pour renverser le tsar Ferdinand. Il y a eu effondrement intérieur en même temps que brusque affaissement de la défense.

A cette Bulgarie vaincue et dont les gouvernants ont commis tant d'actes de félonie, de 1913 à 1915, la Serbie et la Grèce présentent aujourd'hui leurs revendications, car la Roumanie se contente de réclamer la restitution de la Dobroudja, occupée par Mackensen au début de la campagne.

Le cabinet de Belgrade a déposé un mémoire spécial pour justifier ses prétentions du côté de l'Est. Il n'invoque point des raisons ethniques, mais des motifs stratégiques et c'est, dit-il, pour assurer ses communications avec la Grèce et la Roumanie qu'il demande une bande de territoire, actuellement bulgare, sur une longueur de 225 kilomètres environ, du Danube à Petrich. Il s'est efforcé de démontrer que cette rectification était indispensable à sa protection, et qu'elle ne portait qu'un préjudice très limité à son ennemi d'hier : Sofia serait suffisamment couverte par le camp retranché de Slivnitsa. Je ne discute pas pour le moment ce programme, qui ne trouve aucun appui dans les thèses wilsoniennes.

M. Venizelos, au nom du cabinet d'Athènes, a remis un document de même ordre au Comité des Dix. Il s'attache à établir que la Thrace, qui contient 730.000 Grecs, si l'on y comprend Constantinople, et 366.000, si l'on met à part Constantinople, doit revenir à l'Hellénisme. La statistique, qu'il fournit, atteste que les Bulgares y seraient de six à sept fois moins nombreux que les Hellènes. Mais cette annexion de la Thrace à la Grèce ne comporterait pas seulement pour les Bulgares la perte d'un territoire relativement vaste et peuplé ; elle aboutirait à les chasser du littoral de l'Egée, après qu'ils avaient fondé de vastes espoirs économiques sur leur installation le long de cette côte. M. Venizelos estime que cette issue n'est pas nécessaire à la Bulgarie, qui, d'après

ful, n'est pas un Etat continental. Elle continuera d'ailleurs à toucher à la Mer Noire, alors que la Tchéco-Slovaquie, par exemple, sera isolée de tout bassin maritime. Laisser la Bulgarie à Porto-Lagos, ce serait créer pour la Grèce une menace permanente et dont elle ne saurait s'accommoder ; et enfin il convient que le gouvernement de Sofia soit à jamais mis hors d'état de poursuivre une politique agressive et à fin d'hégémonie.

Il est assez difficile de chiffrer exactement le nombre de kilomètres carrés et l'effectif d'habitants, que cette double revendication serbe et grecque enlèverait à la contrée qu'on a appelée, non sans quelque raison, la Prusse des Balkans : et au surplus, à l'heure où j'écris, nul ne saurait encore dire comment se résoudra le problème balkanique. Plusieurs solutions peuvent être envisagées, et à mon sens, et quelque laborieuse que doive être l'application du principe, la seule qui ait chance de fonder là-bas une structure stable et d'organiser une paix qui ne soit point précaire, est celle qui repose sur la libre expression de la volonté populaire... Une large fédération balkanique, dont les statuts offriraient des garanties aux minorités de partout et qui viendrait s'encadrer dans la Société des Nations, nous affranchirait peut-être des périls que l'Orient n'a cessé de recéler pour l'ordre universel. N'oublions pas que la guerre de 1914 a pris naissance dans le presqu'île des Balkans et qu'elle a fait suite directement aux deux campagnes de 1912 et de 1913.

*
* *

Comment la Bulgarie se comporte-t-elle en présence des revendications territoriales qu'on lui oppose ? Il faut envisager ici à la fois sa politique intérieure, les changements successifs qui se sont produits dans son gouvernement, et les courants divers qui se marquent chez elle au regard des choses extérieures.

C'est le 29 septembre, je le répète, que l'armistice fut conclu par le cabinet de Sofia, l'agent diplomatique américain Murphy ayant joué un grand rôle dans la négociation. Il était stipulé que les armées Bulgares évacueraient tout le territoire qui n'appartenait pas au royaume en 1914. Le 3 octobre, Ferdinand de Cobourg abdiquait ; Boris prenait le pouvoir et son premier acte consistait à prescrire la démobilisation. Le 17 octobre, le président du conseil, Malinoff, offrait sa démission au nouveau monarque, mais il reconstituait immédiatement son ministère en y introduisant, avec Theodorof et deux députés paysans, le leader du socialisme réformiste ou « large » Sakasof. Il réalisait ainsi une concentration d'où étaient exclus, d'un côté, les libéraux, partisans de Radoslavof, et de l'autre, les socialistes doctrinaires ou « étroits ».

La nouvelle combinaison Malinoff ne dura pas longtemps. Le 19 novembre, elle s'écroulait, parce qu'elle était incapable de résoudre les difficultés qu'elle avait elle-même soulevées en Dobroudja, et une combinaison Theodorof lui succédait. Theodorof prenait pour lui-même le portefeuille des affaires étrangères, gardait à ses côtés Sakasof auquel il adjoignait un autre socialiste « large » et proposait les Travaux publics à Stambolinski, chef du parti paysan, l'un des plus intraitables adversaires de Ferdinand de Cobourg.

A ce moment, une évolution caractéristique se produit dans la presse officieuse. Celle-ci manifeste de vives sympathies pour l'Entente, en affirmant que le gouvernement de Sofia, en 1915, n'a pas déclaré la guerre aux Alliés, mais au traité de Bucarest. Elle ajoute que le tsarisme étant mort, — le tsarisme qui a voulu exercer une tutelle constante sur les Balkans, et qui y a entretenu la division en permanence, — rien n'empêche plus les Etats balkaniques de penser à la Fédération et de se réconcilier sous ses auspices. Il est vrai qu'en même temps, on continue à réclamer la Bulgarie intégrale, c'est-à-dire à exiger la réincorporation de la Dobroudja, la conservation de la Thrace, l'annexion de la Macédoine. Les anciens Radoslavofistes comme les amis du cabinet Théodorof, les uns plus brutalement, les autres plus insidieusement, reprennent le programme panbulgare. Tel est l'état d'esprit qui se révèle en pleine clarté à la fin de novembre, et qui depuis ce moment, est resté invariable.

*
* *

Theodorof gouverne avec tous les ennemis de Radoslavof, hormis les socialistes étroits, qui s'interdisent tout contact ministériel. Ces socialistes naturellement vont bien plus loin que Theodorof dans tous les domaines, et ils ne se contentent pas de demander la dissolution de la Sobranié, qu'ils jugent périmée et qui, de fait, a épuisé son mandat : ils ne se bornent pas à combattre âprement les panbulgares gouvernementaux ou opposants. Lorsqu'on discute la loi d'amnistie, ils entendent que Radoslavof soit poursuivi pour avoir jeté le pays dans la guerre, et c'est sans doute parce qu'ils ont été très pressants et qu'ils ont été soutenus par une portion de l'opinion que deux commissions d'enquête fonctionnent : l'une pour établir les responsabilités assumées par les hommes de l'ancien régime, l'autre pour préparer certaines confiscations.

Ces courants de politique intérieure sont intéressants ; ceux qui se marquent en politique extérieure ne méritent pas moins qu'on les relève. Les désaccords qui subsistent avec l'Entente ne retiennent guère l'attention. La pensée directrice, en février et mars 1919, plus encore qu'en novembre 1918, est celle-ci : conjurer la catastrophe qui frapperait la Bulgarie, si elle devenait un petit Etat de millions d'âmes ou même moins, à côté d'une Roumanie qui en aurait 13, d'une Serbie qui en compterait 12, d'une Grèce qui en possèderait 8. Après avoir perdu ses chances à l'hégémonie, le gouvernement de Sofia aspire à se soustraire à la déchéance. La propagande qu'il déploie à cet effet est des plus instructives.

Tandis qu'il imprime et réimprime des livres et des opuscules, ceux de Micheff entre autres, et les fait distribuer en toutes langues, pour justifier ses prétentions sur la Macédoine ; tandis qu'il incite les populations de la Dobroudja à affirmer leur bulgarophilie, il essaie de se rapprocher des Serbes, ou mieux du nouvel Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes, et des autres Etats slaves. Il s'ingénie à montrer que les Bulgares ne sont pas des Touraniens, mais qu'ils demeurent des Slaves de pure race ; il encourage les nouvelles associations qui se forment sous la présidence de Bobtchef et de Madjarof, pour rassembler les Bulgares et les Tchèques, les Bulgares et les Polonais ; il tâche d'exploiter les litiges qui se développent dans l'Europe du Sud-Est entre Italiens et Serbes, entre Serbes et Roumains. Il favorise la propagande pour la Fédération balkanique, que seuls les socialistes de Sofia préconisaient jadis.

Mais son objectif est avant tout le maintien d'une Bulgarie forte et stable, enrichie si possible de territoires nouveaux — et la Fédération à ses yeux n'est qu'un moyen.

Si l'on veut réellement pacifier l'Orient, il faut, au contraire, prendre la Fédération comme un but. C'est à la lumière de ce programme qu'on envisagera ensuite utilement dans quelle mesure certains desiderata bulgares peuvent être satisfaits. Ici, comme partout, on commettrait une faute énorme si l'on ne respectait pas le droit des peuples, et si l'on n'assurait pas sa libre expression. Tout irrédentisme légitime, qui subsistera, constituera une menace pour l'avenir, mais on ne saurait confondre l'argumentation plus ou moins fréquentée des savants officiels, ou les évocations historiques plus ou moins valables, avec la volonté solennellement formulée des groupements humains. Dans les Balkans, plus qu'ailleurs peut-on dire, il sied d'éviter les expédients et les mesures provisoires.

PAUL LOUIS.

LES QUESTIONS OUVRIÈRES DEVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX (1)

MISSION DÉVOLUE A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX. — La décision prise par la Conférence de Paris, dans sa première séance plénière, justifie toutes nos espérances (1). Mais encore convient-il de bien préciser les limites dans lesquelles cette Conférence paraît devoir se cantonner. Il ne saurait être question pour elle, ni de se substituer aux Conférences diplomatiques ouvrières et d'ouvrir des enquêtes nouvelles, ni d'organiser dans le détail les sanctions nécessaires. Son rôle à notre avis, pour être efficaces, devra se limiter à un double objectif : *a*) transformer en textes obligatoires, les résolutions élaborées dans la Conférence préparatoire de 1917 ; *b*) créer, dans le cadre de la future *Société* ou *Ligue des nations*, un organisme international permanent appelé à élaborer, au fur et à mesure des nécessités reconnues, la législation internationale de l'avenir.

Tel est bien, selon nous, sous certaines réserves formulées plus loin, le sens des résolutions adoptées récemment tant par l'*Assoc. nationale française pour la prot. lég. des trav.*, que par la Commission du travail de la Chambre. Voici d'abord le résumé des vœux émis par la première, dans sa réunion plénière du 23 novembre, tenue sous la présidence de M. Millerand et après audition d'un rapport très documenté de M. le député Justin Godart :

1° Le traité de paix devra confirmer les résultats des deux conférences officielles de Berne (1906 et 1913), c'est-à-dire l'interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants dans l'industrie, la journée de dix heures pour les femmes et les jeunes ouvriers dans l'industrie, l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes :

2° Outre ces réformes déjà réalisées ou préparées, le traité de paix en engagera d'autres déjà étudiées depuis longtemps : Fixation à quatorze ans de l'âge d'admission des enfants au travail industriel, journée de huit heures dans les usines

(1) V. *Revue Bleue*, n° 6, 1919.

(2) Qu'il nous soit permis toutefois d'exprimer un regret : c'est que M. Millerand, l'éminent président de l'Assoc. int. française pour la protection légale des travailleurs, n'ait pas été appelé à faire partie de la Commission comme délégué officiel français. La section française, à raison de l'importance de son œuvre, mérite cet hommage.

à marche continue et les mines, journée de dix heures dans les autres établissements industriels, semaine anglaise, extension aux employés de commerce d'une législation protectrice, organisation des diverses assurances contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse, le chômage ; égalité de traitement pour les travailleurs étrangers et nationaux ;

3° Une conférence internationale du travail se réunira six mois au plus tard après la signature de la paix et réglera les modalités des réformes mentionnées au paragraphe précédent ; elle édictera l'organisation dans chaque pays signataire, d'une inspection du travail dont les rapports soient comparables, elle créera un bureau international du travail chargé de centraliser tous les documents utiles. Cette conférence comprendra des délégués des organisations nationales ouvrières et patronales ; elle sera périodique, et aura pour but de faire progresser la législation internationale du travail par des conventions successives ; une commission prise dans son sein siégera comme cour d'arbitrage pour les contestations entre pays adhérents ;

4° Enfin l'assemblée a exprimé le vœu que les intérêts ouvriers soient directement représentés à la conférence de la paix, de même que les intérêts patronaux, tout au moins sous forme de conseils techniques adjoint aux plénipotentiaires.

Cette rédaction, il faut bien le dire, prêtait le flanc à une double critique. Tout d'abord, le vœu n° 2 préconisait l'insertion, dans le traité de paix, du principe de l'égalité de traitement pour les travailleurs étrangers ou nationaux. Or, si cette égalité est facile à justifier dans les relations des ouvriers appartenant à des puissances alliées ou même neutres, nous la tenons pour prématurée et même périlleuse en tant qu'elle devrait bénéficier à des sujets des puissances ennemies. Celles-ci seront, sans nul doute, soumises à un stage plus ou moins long avant d'être admises à égalité dans la Société des nations. Ce stage devra se prolonger tout au moins jusqu'à la réparation intégrale des dommages nés de la guerre. Comment, dès lors pourrait-il être question d'admettre *de plano* à égalité, sur le marché du travail, les ouvriers allemands ou autrichiens, bulgares ou turcs ?

D'autre part, le vœu n° 4 tendait à ce que les intérêts ouvriers ou patronaux fussent *directement* représentés à la Conférence de la paix. Cette formule était plus acceptable que celles des groupements ouvriers, C. G. T. française, ou parti travailliste anglais, qui réclamaient le bénéfice de cette représentation pour la classe ouvrière seule ; et pourtant, même avec le contrepoids patronal, elle devrait difficilement admissible.

Que tous les groupements intéressés à la renaissance économique du pays, patrons et ouvriers, commerçants et agriculteurs, professions libérales, soient représentées auprès de la Conférence par des conseillers techniques civils (1), venant doubler les techniciens militaires ou navals, rien de plus légitime. Mais la représentation *directe* à la Conférence, d'un groupe ou d'une classe sociale à l'exclusion des autres, serait manifestement contraire au principe d'égalité devant la loi. Les ouvriers ne constituent pas, dans notre démocratie, une classe privilégiée, ils n'ont ni plus ni moins de droits dans la cité que les autres citoyens ; à quel titre dès lors prétendraient-ils contrôler à eux seuls, par l'entremise de leurs délégués, l'action de nos plénipotentiaires, représentants autorisés de la nation tout entière?

Le texte adopté quelques jours plus tard (29 novembre) par la *Commission du travail* de la Chambre des Députés, sur les conclusions du même rapporteur M. Godart, échappe à cette double critique : il est muet, en effet, sur la représentation ouvrière à la Conférence de la paix, et il laisse à la Conférence internationale projetée le soin de régler les modalités de l'admission des Etats signataires. Nous ne pouvons qu'en approuver les termes, et exprimer le vœu qu'il serve de base au rapport que doivent présenter à la Commission les délégués français. En voici le texte :

« Vœu de la Commission du travail de la Chambre des Députés :

La Chambre invite le Gouvernement à proposer et soutenir à la Conférence de la paix, l'insertion dans le Traité de Paix :

A) d'une clause proclamant la volonté des puissances signataires de réaliser par une législation internationale du travail, les conditions humaines du travail en sauvegardant l'instruction générale et professionnelle de l'enfant, la maternité, la vie de famille, la vie sociale, la santé physique et morale, le développement de la population.

En conséquence, le traité de Paix :

1° Promulguera les réformes adoptées à la Conférence de Berne, en 1913, à savoir : l'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers employés dans l'industrie : la fixation à dix-heures

(1) C'est à titre d'adjoint technique de M. Loucheur, ministre de la Reconstitution nationale, l'un des deux délégués français (avec M. Colliard, ministre du Travail), à la Commission de législation internationale du travail, que M. Jouhaux, secrétaire de la C. G. T., a été appelé le 1er février, à siéger, non à la Conférence, seule qualifiée pour prendre des décisions, mais à la Commission, dont le rôle est purement consultatif et préparatoire.

de la journée de travail pour les femmes et les jeunes ouvriers employés dans l'industrie.

2° Renverra à la Conférence Internationale du Travail, prévue au paragraphe B, l'examen des réformes suivantes :

Fixation à 14 ans de l'âge d'admission au travail, limitation de la journée de travail des adultes et, dès à présent, établissement de la journée de huit heures dans les usines à marche continue et les mines : établissement du repos d'une journée et demie par semaine ; organisation et réciprocité de l'assurance-maladie, de l'assurance-invalidité et vieillesse, de l'assurance chômage et de la législation en matière d'accidents du travail ; égalité du salaire et des conditions de travail entre les travailleurs étrangers et les travailleurs nationaux.

B) De l'institution d'une conférence périodique internationale du travail entre les puissances signataires, conférence à laquelle les Etats non signataires pourront adhérer et que devra comprendre des délégués des organisations nationales ouvrières et patronales;

Cette Conférence aura pour but de faire progresser par des conventions successives la législation internationale du travail. Elle sera maîtresse de son ordre du jour et pourra être saisie de propositions par une des nations signataires. Elle nommera dans son sein une Commission ou cour d'arbitrage devant laquelle seront renvoyées toutes les contestations qui s'élèveront entre les nations signataires sur l'application des conventions. La date de la réunion de la première Conférence internationale du Travail sera fixée par le Traité de paix, dans un délai maximum de six mois, à partir de sa signature.

Dans cette session, la Conférence devra :

a) Aborder l'examen des réformés inscrites au n° 2 du paragraphe A.

b) Edicter l'organisation et le fonctionnement dans chaque pays signataire d'une inspection du travail, dont les rapports seront comparables.

c) Créer un bureau international du travail dont le budget sera fourni par les puissances signataires et adhérentes, chargé notamment de la statistique, des enquêtes sociales techniques, de la centralisation et de la comparaison des prescriptions émises en vertu des conventions internationales relatives au travail et des rapports nationaux sur leur application ».

D'autres questions pourront encore être soumises à l'examen de cette Conférence périodique du travail. C'est ainsi que, dans une interview récente publiée par le *Daily Chronicle*, M. Barnes, représentant du parti travailliste dans le Ministère anglais, et délégué à la Conférence, a surtout insisté sur la nécessité de remédier au sweating system, et d'améliorer les conditions d'existence, le *standard of life* des ouvriers et ouvrières, travaillant soit en atelier, soit à domicile.

« Nous voulons voir instituer, dit-il, un organisme international qui définira et maintiendra un certain niveau de bien-être. Les mesures que je préconiserai dans ce sens seraient : interdiction d'importation de marchandises à bas prix produites en d'autres pays par le « sweat system », établissement dans tous les pays de la liberté d'association ouvrière, institution d'un minimum d'heures de travail et de salaires pour tous les pays, minimum qui du reste pourra varier suivant les conditions du travail dans chaque pays, enfin règlements relatifs au travail des enfants et des femmes, à l'hygiène des usines et ateliers, et abolition partout du « sweat system ».

En somme, a dit M. Barnes, nous désirons adopter le principe posé par M. Gompers que le travail *ne doit plus être traité comme une denrée*, mais constituer une première charge de production avant le loyer de l'intérêt sur le capital ou les profits. »

Mais, et l'on ne saurait trop insister sur ce point, ce n'est pas à la Conférence de la paix qu'il appartiendra d'étudier dans le détail, et, s'il y a lieu, de réaliser les réformes multiples, dont nous venons de présenter un aperçu nécessairement très incomplet. Le rôle dévolu à la Conférence sera uniquement de poser le principe de la protection internationale, de consacrer par un vote les réformes déjà virtuellement arrêtées en 1913, mais suspendues par la guerre, de créer enfin, dans le cadre vaste et souple de la Société des Nations, un organisme permanent, doté de pouvoirs qui ne sauraient appartenir à une Association scientifique comme l'A. I. P. L. T. de Bâle. C'est cet organisme qui, au fur et à mesure des nécessités nouvelles, aura pour mission de procéder aux enquêtes, de promouvoir les réformes, de les faire aboutir, et enfin d'en surveiller l'application dans tous les pays adhérents.

Cette création seule, par les possibilités indéfinies qu'elle implique pour l'amélioration du sort des travailleurs des deux mondes, serait une grande victoire sociale, présage d'une humanité meilleure. D'un cataclysme immense sortirait un grand bien, qui, sans faire oublier les ruines et les deuils innombrables de la grande guerre, en atténuerait l'amertume.

PAUL PIC,
Professeur de Législation ouvrière et de droit international à l'Université de Lyon,

L'AUTOMNE A NOHANT (1)

Même à Venise, elle ne cesse de penser au Berry. « Sous les belles étoiles de l'Italie, écrit-elle à Rollinat, je n'ai pas passé un soir sans me rappeler nos promenades et nos entretiens sous le ciel de Nohant. » Et, par une sorte de nostalgie de sa terre natale, elle y compose un roman berrichon. « C'est au sein de la belle Venise, écrit-elle dans la préface d'*André*, au bruit des eaux tranquilles que soulève la rame, au son des guitares errantes, et en face des palais féériques, que je me rappelai les rues sales et noires, les maisons déjetées, les pauvres toits moussus de ma petite ville. Je rêvai là aussi de nos belles prairies, de nos foins parfumés, de nos petites eaux courantes et de la botanique aimée autrefois, que je ne pouvais plus observer que sur les mousses limoneuses et les algues flottantes accrochées au flanc des gondoles. » C'est aussi au milieu des splendeurs de Torcello qu'elle évoque le plus magnifiquement la France. Qu'on me pardonne encore cette citation qui termine la troisième des *Lettres d'un voyageur* ; je connais peu de morceaux aussi émouvants dans l'œuvre de l'écrivain. « L'air était embaumé et le chant des cigales interrompait seul le silence religieux du matin. J'avais sur la tête le plus beau ciel du monde, à deux pas de moi les meilleurs amis. Je fermai les yeux, comme je fais souvent, pour pouvoir résumer les diverses impressions de ma promenade, et composer une vue générale du paysage que je venais de parcourir. Je ne sais comment, au lieu des lianes, des bosquets et des marbres de Torcello, je vis apparaître des champs aplanis, des arbres souffrants, des buissons poudreux, un ciel gris, une végétation maigre, obstinément tourmentée par le soc et la pioche, des masures hideuses, des palais ridicules, la France en un mot. — Ah ! tu m'appelles donc ? lui dis-je. Je sentis un étrange mouvement de désir et de répugnance. O patrie ! nom mystérieux à qui je n'ai jamais pensé, et qui ne m'offres encore qu'un sens impénétrable ! le souvenir des douleurs passées que tu évoques est-il donc plus doux que le sentiment présent de la joie ? Pourrais-je t'oublier si je voulais ? et d'où vient que je ne le veux pas ?»

Cette lettre me hante, tandis que je roule sur le chemin de Châteauroux à la Châtre, en ce pays, centre géographique de la France, qui fut le dernier réduit de la nation, lorsque Charles VII n'était plus que le « roi de Bourges ». De n'avoir pas connu l'invasion, ses habitants n'en sont pas moins patriotes. On sait combien George Sand, en 1870, souffrit de nos désastres. Aujourd'hui que passe, dans l'air frémissant,

Un peu du grand zéphir qui souffle à Salamine,

n'oublions pas celle qui fut, au siècle dernier, l'un des meilleurs soldats de la liberté des peuples. Au moment où triomphent les idées qu'elle défendit toute sa vie, saluons celle qui fut l'amie enthousiaste de Mazzini et de Mickiewicz.

*
* *

Mais voici la Châtre. Fort exacte est la description qu'en donna souvent George Sand. « La Châtre est placée dans un vallon fertile et délicieux, qui s'ouvre tout entier aux regards quand on a gagné la lisière des plateaux environnants. Par la route de Châteauroux, à peine a-t-on laissé derrière soi une chaumière au nom romantique (la Maison du Diable) qu'on descend une longue chaussée bordée de peupliers, avec un ravin de vignes et de prairies à droite et à gauche, et de là on embrasse d'un coup d'œil la petite ville, sombre dans la verdure, dominée d'un côté par une vieille tour carrée qui fut le château seigneurial des Lombaud, et qui sert aujourd'hui de prison, de l'autre par un lourd clocher bien reluisant, dont la base, servant de porche à l'église, est un fort beau morceau d'architecture antique et massive. » Heureuse petite ville de l'ancienne France que le modernisme n'a presque pas gâtée ! Peu de constructions neuves. Les rues tortueuses courent entre les maisons inégales, à pignons pointus, couverts de tuiles brunes que la mousse habille de velours vert. La couleur des pierres est en harmonie avec les teintes du paysage. Autrefois, quand le progrès des transports n'avait pas dérangé toutes choses, on bâtissait avec les matériaux de la région ; ainsi, comme le note joliment André Beaunier à propos du bourg de Guyenne où naquit Joubert, « les villages ne faisaient pas de taches dans la nature. » La Châtre s'égaie de places que l'automne ouate de tapis d'or. Des jardins dorment à l'ombre des murs sur lesquels d'antiques cadrans disent la fuite lente des heures. Décors tout trouvés pour des romans provinciaux où les âmes ardentes et les caractères peu mobiles prennent un relief particulier.

J'erre à travers les rues, si grouillantes, paraît-il, les jours de marché, si tranquilles aujourd'hui. Que l'Indre est charmante vue des ponts du Lion

(1) V. *Revue Bleue*, n° 6, 1919.
Cette étude fait partie des *Pélerinages Passionnés*, qui vont paraître chez Fasquelle.

d'argent ou des Cabignats ! Dans la brume s'estompe à moitié la tour carrée où la romancière emprisonna Mauprat. George Sand fit plusieurs séjours à la Châtre, notamment en 1836, pendant son procès de séparation ; elle logeait alors chez des amis qui occupaient une maison près du rempart. « J'habite un faubourg en terrasse sur des rochers, écrit-elle à Mme d'Agoult ; à mes pieds j'ai une vallée admirablement jolie. Un jardin de quatre toises carrées, plein de roses, et une terrasse assez spacieuse pour y faire dix pas en long... Ma fenêtre est située à six pieds au-dessus de la terrasse. Par le treillage de l'espalier, je sors et je rentre la nuit pour me promener dans mes quatre toises de fleurs, sans ouvrir de portes et sans éveiller personne. » C'est là qu'elle refit en partie et compléta *Lélia*. « C'est peut-être, ajoute-t-elle, l'endroit où je me suis crue, à tort ou à raison, le plus poète. »

Je ne sais si cette maison existe encore ; mais voici, dans le même quartier, celle d'Ernest Périgois, à qui sont adressées tant de lettres de la *Correspondance*. C'était le gendre du Malgache dont j'ai déjà parlé. Sand aimait à bavarder avec eux, tantôt dans la bibliothèque dont la fenêtre ouvre sur un vieux jardin feuillu, tantôt sur cette jolie place de l'Abbaye qui domine la vallée de l'Indre, en face du coteau de la Rochaille dont le nom revient à chaque instant dans ses récits. De là part le chemin qu'elle prenait presque toujours, quand elle rentrait à pied à Nohant.

Sous les ormes de la petite place, où elle se promenait encore il n'y a pas un demi-siècle, j'écoute, comme en un rêve, les souvenirs qu'égrènent pour moi la belle-fille de Périgois et l'arrière petite fille de Néraut, qui ont bien voulu m'accueillir au pays de George Sand. Toutes deux évoquent la romancière avec tant d'ardeur et de précision qu'il me semble que je vais la voir s'avancer entre les arbres... Une minute de rêverie suffit à faire le miracle... Oui, c'est bien elle, avec ses bandeaux et ses grands yeux pensifs. Sous la pluie d'or qui l'auréole, elle s'approche de moi et me sourit, comme on sourit à un ami inconnu dont l'émotion trahit l'admiration et le respect...

*
* *

La Châtre n'est somme toute qu'un vaste village, et les dernières maisons des rues sont des fermes derrière lesquelles s'étendent les domaines. Il ne faut pas s'éloigner beaucoup pour se trouver en plein Berry agricole, au milieu des cultures où, hélas ! je n'ai pas la chance d'entendre « brioler » les laboureurs. Déjà sur la fin de sa vie, George Sand se plaignait des transformations qui lui gâtaient sa province. « Le beau berrichon de ma jeunesse, écrivait-elle en 1867, est aujourd'hui une langue morte ; la bourrée, cette danse si jolie, est remplacée par de stupides contredanses ; nos chants du pays, admirables autrefois et qui faisaient l'admiration de Chopin et de Pauline Garcia, cèdent le pas à la *Femme à barbe*. » Pourtant, avant la guerre, on « briolait » encore ; mais, depuis quatre ans, les vieux ne chantent plus en creusant les sillons et les jeunes ne savent pas « la classique et solennelle cantilène qui résume et caractérise toute la poésie claire et tranquille du Berry ». Heureusement, la paix féconde va ramener les hommes dans les fermes. Malgré l'envahissement des procédés mécaniques, espérons que les tracteurs grinçants n'anéantiront pas complètement le poème des labours, et que, de cette plaine, monteront encore les chants magnifiques, qui, par les après-midi et les crépuscules d'automne, semblaient l'âme sonore de la terre ivre de lumière et d'amour.

La journée, comme il arrive assez souvent en Berry, est brumeuse ; rien de plus poétique, d'ailleurs, que ce brouillard léger qui estompe les lointains dans une sorte de buée grise. Voilà bien la *Vallée-Noire* que célébra George Sand ; les moindres bois ont des apparences de forêts et l'on devine combien les légendes rustiques doivent facilement s'y emparer des imaginations populaires. Les premières fraîcheurs nocturnes ont déjà fait jaillir les colchiques dans les prés. Les noyers à moitié défeuillés prennent leur triste aspect d'hiver ; ils dorment, immobiles, dans la tranquillité de l'air. Une vaste paix recouvre la campagne. Cherchant à résumer l'impression que me donne cette rapide vision, j'inscris sur mon carnet une phrase que je retrouve presque textuelle, au début de la *Mare au Diable* : « Il y avait un sentiment de douceur et de calme profond qui planait sur toutes choses. » Un compatriote de la romancière, Joseph Ageorges, a également noté ce caractère de placidité et de « mélancolie résignée » qu'offre le Berry, à côté des régions romantiques de la Creuse.

Avant d'aller vers Nohant, les amis qui m'accompagnent veulent me montrer quelques-uns des sites que chanta leur romancière. Rapidement, de l'auto qui les fait défiler comme en un cinéma, nous regardons Saint-Chartier où, paraît-il, l'on entend encore aux jours de fête les *Maîtres-Sonneurs* soufflant à perdre haleine, puis les châteaux d'Ars, de la Motte-Feuilly et de Briantes, où se déroulent les exploits des *Beaux Messieurs de Bois-Doré*. Nous faisons une halte chez les potiers

de Verneuil, curieuse confrérie de tourneurs d'argile qui travaillent comme aux siècles passés, mettant leur tour en mouvement avec une perche de bois. Mais j'ai hâte d'arriver au terme de mon pèlerinage et j'avoue que ce n'est pas sans émotion que je pénètre dans Nohant.

Je relis la description qu'en donne George Sand. Qu'on me permette de citer une dernière fois la romancière au moment où j'entre chez elle. « Je dirai quelques mots de cette terre de Nohant où j'ai été élevée, où j'ai passé presque toute ma vie et où je souhaiterais pouvoir mourir. Le revenu en est peu considérable, l'habitation est simple et commode. Le pays est sans beauté... Quoi qu'il en soit, il nous plaît et nous l'aimons... Ces sillons de terres brunes et grasses, ces gros noyers tout ronds, ces petits chemins ombragés, ces buissons en désordre, ce cimetière plein d'herbes, ce petit clocher couvert en tuiles, ce porche de bois brut, ces grands ormeaux délabrés, ces maisonnettes de paysans entourées de leurs jolis enclos, de leurs berceaux de vigne et de leurs vertes chènevières, tout cela devient doux à la vue et cher à la pensée quand on a vécu si longtemps dans ce milieu calme, humble et silencieux. Le château, si château il y a (car ce n'est qu'une médiocre maison du temps de Louis XVI), touche au hameau et se pose au bord de la place champêtre, sans plus de faste qu'une habitation villageoise. » Nul faste en effet. Et je crois bien que jamais je n'ai vu village qui m'ait semblé si minuscule. Quelques maisons précédées de jardins, la petite église, le mur et le portail du domaine de George Sand encadrent une place qu'ombragent quatre ormes et deux noyers. Décor charmant d'opéra-comique que l'or d'octobre enlumine. L'église surtout est fort pittoresque avec son auvent surbaissé, où lon ne peut guère pénétrer qu'en courbant la tête ; on s'y rassemble aux jours de messe et de vêpres, le 3 février à la Saint-Blaise, patron des laboureurs, le 26 juillet pour la Sainte-Anne, patronne du pays. Devant le porche, sur la place même, se dresse une croix, au pied de laquelle est la « pierre des morts », large dalle où l'on dépose les cercueils. C'est sur elle que Flaubert pleurait à chaudes larmes pendant les obsèques de George Sand. Avec lui, les plus illustres avaient voulu accompagner leur vieille amie à sa dernière demeure : le prince Napoléon, Alexandre Dumas, Renan, Edmond About, Paul Meurice qui, après un adieu ému d'Ernest Périgois, lut une éloquente page de Victor Hugo. D'autres discours avaient été préparés. Mais, raconte Renan, « un rossignol tout à coup se mit à chanter d'une voix si douce que plusieurs se dirent : « — Ah ! voilà le vrai discours qui convient ici ! Son éloge est celui qui sort de la poitrine gonflée d'amour des êtres simples et purs. » Au retour des funérailles, l'auteur de la *Vie de Jésus* rendit, dans le *Temps*, un magnifique hommage à celle qui avait consacré ses ultimes forces à écrire, au sujet des *Dialogues et fragments philosophiques*, une étude que le journal publia le lendemain (16 juin 1876). « Je suis touché jusqu'au fond du cœur, disait Renan, d'avoir été le dernier à faire vibrer cette âme sonore, qui fut comme la harpe éolienne de notre temps. Sa mort me paraît un amoindrissement de l'humanité ; quelque chose manquera désormais à notre concert ; une corde est brisée dans la lyre du siècle. »

*
* *

Et me voici dans le domaine qu'après la Révolution, la grand'mère de George Sand, la fille de Maurice de Saxe, acheta avec les débris de sa fortune. On sait qu'il appartient aujourd'hui à l'Académie française, l'usufruit restant à l'unique descendante de la romancière, sa petite-fille Aurore, qui voulut bien m'en faire les honneurs. Je ne veux pas le décrire, pas plus que la maison toute pleine de souvenirs, la bibliothèque, le cabinet de travail, le théâtre des marionnettes. A peine, d'ailleurs, si je regarde, dans le tumulte des noms qui bourdonnent à mes oreilles. Delacroix, Dumas, Liszt, Chopin, Pauline Viardot, Daniel Stern, Clésinger, Rollinat, tant d'autres ont habité ces pièces ! Je ne parle pas de ceux qui vinrent seulement en hôtes de passage, comme Gautier qu'impressionna d'abord défavorablement l'accueil froid de George Sand, ou Balzac qui la trouva en pantalon turc et en pantoufles jaunes, fumant silencieusement pendant qu'il parlait. Je pense aux fidèles qui vécurent ici, dans l'affection rayonnante de celle qu'ils aimaient — sœur, amante ou mère, mais toujours amie passionnée et dévouée. Et presque tous, près de la femme qui fut l'une des plus grandes travailleuses du siècle dernier, ils travaillèrent. Cette atmosphère de labeur règne encore dans la maison, hantée d'une invisible présence, et surtout dans le salon où sont entassées tant d'œuvres d'art, autour de cette table sur laquelle se penchèrent les plus nobles fronts, près de cette chose à jamais vénérable, le piano de Liszt et de Chopin. Comment songer sans émotion à ces heures où Liszt et Sand s'asseyaient à cette table, elle terminant *Mauprat*, lui notant ses admirables transcriptions des *Symphonies* de Beethoven? Comment évoquer sans un serrement de cœur ces soirs d'été, où, sur ce piano, Chopin improvisait ses pages les plus frémissantes ? Delacroix

prolongeait ses veilles pour l'entendre. « Par instants, il vous arrive, par la fenêtre ouverte sur le jardin, des bouffées de la musique de Chopin qui travaille de son côté. Cela se mêle au chant des rossignols et à l'odeur des rosiers. » Est-il beaucoup d'heures plus riches dans l'histoire de l'art et de la littérature ? Ah ! nuits pathétiques, belles nuits de mai, en ce coin perdu d'un village, où, tandis que Sand travaille sous la lampe, Delacroix écoute Chopin, et, sur la musique lierreuse d'un prélude, ébauche en imagination l'une de ses grandes toiles tourmentées...

Autour de la maison s'étend le domaine, à la fois parc, jardin, verger et potager. L'ensemble est un peu triste et sévère ; nulle part on ne découvre d'horizon. Ni vastes étendues pour le rêve, ni sites pittoresques et accidentés invitant à l'action. Il faut y travailler et l'on ne peut rien en tirer que de soi. Le cadre convenait à celle qui ne connut aucun repos avant qu'on l'eût allongée sous l'if centenaire qui, depuis quarante-deux ans, abrite son sommeil. Près de la large dalle de grès noir, nue et sans ornement, qui recouvre ses cendres, dorment son père, sa grand'mère, son fils, sa bru, et la dernière venue, sa petite-fille, cette pauvre Gabrielle Sand, âme charmante de modestie et de bonté. Entre l'église basse et le jardin, ce cimetière champêtre, séparé du cimetière communal par une simple grille, est infiniment émouvant. « Verdure... laissez la verdure... » furent, paraît-il, les derniers mots de George Sand. Dormez en paix, ma bonne dame de Nohant ! Pour vous, qui avez passé tant d'heures à écouter l'âme musicale des choses, le bruissement du vent dans les arbres continue de bercer votre rêve. Le grand if balance ses palmes toujours vertes ; et, chaque année, quand l'automne recommence son andante mélancolique et gracieux, les ormes, désolés de vous avoir perdue, sur vos restes mortels versent leurs larmes d'or.

GABRIEL FAURE.

Octobre 1918.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

XII

Elles emménagèrent donc dans l'ancienne nouvelle maison, et le mobilier s'en retourna d'où il était venu.

Dans son indignation contre cette intervention importune, Salvina ne regarda pas à la dépense et dépassa ses moyens, en remplaçant le mobilier qu'elle chercha maintenant à rendre complètement différent de l'ancien. Sans s'en rendre compte, elle y déploya du goût et sut rendre l'installation simple, légère et même d'une certaine élégance, tout à l'encontre du massif et vulgaire fatras des jours passés.

Ce fut dès cette époque que commença pour Salvina une année mauvaise. Cependant les craintes de Kitty ne s'étaient pas réalisées, et elle resta auprès de Mabel après le départ de Lily avec son mari pour le Cap. En tous cas, elle ne retourna point sous le toit maternel, et ne revint même pas faire une visite.

Le bonheur de Mme Brill fut bien médiocre de recouvrer les grandeurs perdues, et les illusions de Salvina s'envolèrent peu à peu !

Elle dépérit à vue d'œil, vaquant à ses devoirs avec une indifférence morne, et revenant de ses leçons toujours plus fatiguée, plus lasse que jamais.

— Tu m'as claquemurée ici ! gémissait Mme Brill. Pas âme qui vive à qui je puisse adresser une seule parole du matin au soir ! lui cria-t-elle un jour, en guise de bienvenue.

Salvina eut donc ainsi l'explication des silencieuses larmes de sa mère. Mais elle regretta en son for intérieur que celle-ci lui eût caché, pendant leur séjour au Ghetto, le plaisir qu'elle goûtait aux menus commérages de ses voisines. Elle s'était au contraire plainte sans cesse de leur vie mesquine et misérable.

Pour créer une ressource intellectuelle à sa mère, elle chercha à la persuader de reprendre ses leçons, et Mme Brill fit même quelques efforts louables pour apprendre dans un manuel enfantin les lettres de l'alphabet et les particularités fantaisistes de la prononciation anglaise. Mais son cerveau borné retenait mal les mots, qu'elle oubliait à mesure qu'elle les apprenait, et elle épelait à l'aventure, déformant les termes, remplaçant les uns par les autres et faisant des à peu près tout à fait stupéfiants.

Elle s'appliquait pourtant à cette tâche trop ardue pour elle, mais aussitôt qu'elle s'apercevait d'un manque d'attention de Salvina, elle sautait les lignes, passait les mots, comme une enfant qui tricherait, et était toute heureuse d'arriver au bout de la page, avec la conviction d'avoir fait de réels progrès.

Salvina était au désespoir ! Il n'y a point de crèches pour les mères, autrement elle y aurait certes conduit Mme Brill, pendant ses heures d'absence. Elle eut enfin l'heureuse inspiration d'en-

(1) *Revue Bleue*, nos 23, 1918 et suivants.

gager une bonne à son service, et rêvait de réaliser ainsi une combinaison de bien-être avec le besoin de bavarder.

Mais la bonne à tout faire provoqua seulement de nouvelles plaintes et interminables. N'ayant jamais eu de domestique, Mme Brill ne savait point la diriger, et la rudoyait vertement, tout en se désespérant du caractère peu angélique, et du désordre de cette bouche inutile, qu'elle devait nourrir !

— Un joli service que tu m'as rendu ! maugréait-elle. Tu as mis une maîtresse à ma tête, et je dois la payer par dessus le marché !

— Dans ce cas tu dois être contente, de ne pas avoir trois domestiques ! ne put s'empêcher de dire Salvina avec une pointe de malice.

— Ne me jette donc pas continuellement à la tête ta générosité ! Ne dirait-on pas que c'est grâce à toi, que je ne dépends plus de ton père ? Je sais gagner mon pain aussi bien que toi ? J'ai en horreur ton vilain mobilier de poupée, salissant et fragile, et qu'on ose à peine toucher ? Non, j'aime mieux vivre dans une mansarde, je préfère balayer les rues, plutôt que de te devoir, quoi que ce soit ! Du moins serai-je ma propre maîtresse, et je ne serai plus sous la ferrule de ma fille ! Ah, si seulement Kitty pouvait se marier ! J'irais vivre avec elle. Et pourquoi, au fond, ne se marie-t-elle pas ? Ce n'est pas qu'elle te ressemble. Il n'y a pas de plus jolie fille dans toute la congrégation. Mais c'est parce qu'elle est pauvre, ma pauvre chère Kitty, ma malheureuse enfant, qui se tue au travail ! Son père devrait lui donner une dot, s'il n'était pas un monstre !

— Maman, quelle idée absurde ! Comment peux-tu admettre une idée pareille ? s'écria Salvina pâle et tremblante d'émotion.

— Mais ce n'est pas pour moi ! Moi, je le verrai plutôt crever que de toucher un sou de son sale argent ! Mais je ne suis pas vindicative et autoritaire comme toi. Je n'empêche pas les autres d'en profiter. Cet argent va revenir autrement à quelque sale vermine, alors autant vaut que ce soit Kitty qui en profite.

— Lazare en profite, et cela suffit. C'est plus que suffisant !

— Lazare le mérite ! Il est meilleur fils pour moi, que tu n'es bonne fille.

Et les larmes de reprendre.

Salvina ne savait plus que faire. Sa mère avait sans doute les nerfs complètement détraqués par les souffrances morales endurées si injustement et le coup de grâce que lui avait infligé Lazare par sa supercherie, l'avait exaspérée. Il fallait à tout prix trouver un remède radical, mais chaque jour ses devoirs appelaient Salvina loin de la maison. Après l'école, elle courait le cachet, donnant des leçons, se traînant à peine, à bout de force et d'énergie, incapable d'aucune initiative pratique.

Elle n'allait plus jamais chez Lazare, trouvant indigne qu'il profitât de l'argent mal acquis, et elle avait en aversion l'atmosphère de fêtes et de dissipation qui régnait dans cette maison, où l'on ne recherchait que plaisirs, dîners, soupers, parties de cartes, etc. Lorsqu'elle se rencontrait par hasard avec son frère, celui-ci la raillait ouvertement, ne pouvant oublier la désinvolture avec laquelle elle avait jeté dehors le fameux mobilier de triste mémoire.

— Ah, mademoiselle se donne des airs maintenant ! On est indépendant. On se paie une domestique, et on fait fi de son père !

Elle eut voulu empêcher sa mère de fréquenter Lazare, mais elle se rendait compte qu'elle n'avait aucun droit de le lui défendre. Pourtant, chaque fois que sa mère revenait de ces visites, elle la voyait plus aigrie et plus irritée que jamais.

— Maman, je suis sûre que Lazare te tourmente lui dit-elle un jour.

— Oh non ! C'est un bon fils ! Il veut seulement que j'aille vivre chez lui !

— Quoi ! Avec l'argent de cette femme ?

— L'argent n'est pas de cette femme ! Ton père l'a gagné à la Bourse.

— Qui te l'a dit ?

— Mais tu as bien entendu Lazare, n'est-ce pas ? Il te l'a dit à toi-même.

Un horrible soupçon secoua Salvina.

— Il appelle, je suppose, papa à la rescousse, lorsque tu viens chez lui ?

Mme Brill rougit furieusement.

— Il ne manquerait plus que ça ! balbutia-t-elle.

Salvina l'embrassa tendrement.

— Mais il te rebat les oreilles avec la richesse de papa ?

— Qui a besoin de ses richesses ? Même s'il m'offrait de rouler carosse, je l'enverrais promener ! Pour rien au monde, je ne consentirais de me montrer avec lui, après l'affront qu'il m'a infligé.

— J'aurais aimé, chère maman, que Lazare eût hérité de ton point d'honneur.

— Il n'y a pas de femme au monde plus fière que moi. Ton père a fait une grosse méprise le jour où il s'est attaqué à moi.

XIII

Un carrosse vint un jour stopper devant leur maison, mais c'était l'équipage des Samuelson, ame-

nant Kitty, qui revenait là pour la première fois.

Comme toujours, elle apporta un cadeau à sa mère, et cette fois-ci c'était un beau bracelet. Mme Brill l'ouvrait et le refermait avec ravissement. Voilà du moins une fille qui avait une vraie affection pour elle et ne la brutalisait pas !

Salvina n'était pas encore revenue de l'Ecole, et sa mère voulut montrer toute la maison à sa fille, heureuse de son approbation, et acceptant pour son propre compte les éloges au sujet du mobilier que Kitty trouvait plus artistique et plus élégant que l'ancien.

Mme Brill ne manqua pas de lui raconter l'histoire du mobilier tronqué.

— Et il n'a même pas eu la délicatesse de faire remettre des roulettes au canapé, sur lequel cette femme s'était prélassée ! ajouta-t-elle, avec mépris.

L'éclat de rire qui échappa à Kitty était tel que l'avait prévu Salvina. Mais Mme Brill rougit de colère. Elle n'était pas une personne qu'on pouvait ridiculiser !

— Le ridicule personnage ! s'empressa d'ajouter Kitty.

— N'est-ce pas ? acquiesça la mère en se rengorgeant. Il a pensé qu'il n'avait qu'un signe à faire pour m'attirer à lui, comme un chien auquel on montre un morceau de sucre.

— Ce serait vraiment amusant que tu te remettes à vivre avec lui !

Les yeux de Kitty dansaient littéralement.

Encouragée par ce début, elle lui avoua qu'elle avait vu son mari deux fois, pendant sa visite chez Lazare. Il était somptueusement habillé, avec des diamants aux doigts et une fleur à la boutonnière. Mais elle l'a repoussé, comme un sale mécréant ivre. Il avait essayé de la reprendre par la taille, mais elle l'avait secoué comme une bête venimeuse...

Kitty se détourna vivement et se fit un tampon de son mouchoir. Elle comprenait bien tout ce qu'il y avait là de touchant, mais le comique de la situation lui sautait aux yeux.

— Alors tu trouves que j'ai eu raison ? reprit Mme Brill.

— Naturellement ! approuva Kitty. Qu'as-tu besoin de lui !

— Mais ne le raconte pas à Salvina ! Elle me mangerait !

Lorsque le flot des confidences fut épuisé, Kitty jugea le moment opportun, pendant que l'autre reprenait haleine, de lui annoncer la grande nouvelle, qu'elle avait sur le cœur.

— Lily Samuelson est morte ! Mme Rosenstein, tu sais.

— Oh, mon Dieu ! s'exclama Mme Brill, toute tremblante.

— Rien ne la bouleversait autant que d'apprendre la mort d'une personne de sa connaissance.

— Nous avons reçu un cablogramme du Cap hier soir !

— Ecoute, ô Israël !... Voyons... elle doit être morte en couches ?

— Justement ! Toute la maison est en pleurs chez nous ! Je ne pouvais plus supporter d'entendre leurs sanglots et leurs larmes. J'ai demandé la voiture et me voilà.

— Ma pauvre Kitty ! Aussi Lily était trop vieille pour avoir des enfants ! Et maintenant, je suppose qu'il va épouser Mabel !

— Oh non, maman !

— Oh que si ! Tu vas voir ! Mabel va se jeter à son cou !

— Mais ce n'est pas permis. On ne peut pas épouser la sœur de sa défunte femme.

— Oui, je sais que c'est interdit en Angleterre, mais ils peuvent aller se marier en Hollande.

— Ne dis donc pas de bêtises, maman !

— Des bêtises ! se récria Mme Brill, offensée. Retiens mes paroles ! Il ne s'écoulera pas une année, qu'ils iront se marier en Hollande tout comme Emmanuel, le frère de Hyam, avec la sœur de Samuel, le brocanteur.

— Eh bien soit, je m'en moque ! fit Kitty en feignant de bailler.

— Tu t'en moques ! Mais tu vas perdre ta place! Ils te gardent à cause de Mabel, mais à présent...

Kitty coupa court à ses craintes.

— Rassure-toi, maman, je suis encore en place, et il n'est pas encore en train d'épouser Mabel !

Ce raisonnement calma Mme Brill. Son imagination l'avait emportée trop loin. Kitty en profita pour s'esquiver.

— Annonce la nouvelle à Salvina, dit-elle. Elle sera particulièrement curieuse de l'apprendre. En effet, je crois qu'elle en sera plus frappée que moi, ajouta-t-elle avec un sourire énigmatique. Dis-lui que j'ai bien regretté de la manquer. J'avais espéré qu'elle serait en congé, mais je n'ai pas eu la chance évidemment de tomber sur un jour de fête juive.

Mais Mme Brill était trop ravie d'avoir auprès d'elle sa belle Kitty, et elle ne voulut point la laisser partir si vite. Elle était aussi très flattée d'avoir à sa porte le brillant équipage, et elle s'ingéniait à faire durer ce plaisir. Aussi, sut-elle la retenir si longtemps, que Salvina, en rentrant à la maison, la trouva encore là.

En l'apercevant, Kitty se précipita à sa rencontre, mais elle s'arrêta effrayée.

— Ma Sally ! s'écria-t-elle. Qu'as-tu donc ? Tu as l'air d'un spectre !

— Ce n'est rien ! répliqua Salvina avec un sourire las. C'est la joie de te revoir !

Kitty l'embrassa avec effusion, mais une inquiétude l'effleura.

Était-ce parce que son imagination était frappée par des visions funèbres, ou bien son œil plus clairvoyant sut-il discerner ce qui avait échappé à sa mère, qui la voyait journellement ? Pour elle, Salvina portait la mort sur le visage !

Ce visage vivant, où se lisait la mort, l'impressionna si vivement, qu'elle hésita de lui parler de Lily.

Quelques jours plus tard, lorsque la première émotion s'était un peu calmée chez les Samuelson, Kitty, hantée par l'inquiétante image de sa sœur, écrivit à Salvina.

« Ma chère Sally !

« Il faut absolument que tu prennes un repos « sérieux. Tu avais bien mauvaise mine l'autre « jour, et je crains que tu ne brûles la chandelle « par les deux bouts. Cette horrible Ecole finira « par te tuer ! Je veux demander pour toi quinze « jours de vacances, et je vais t'emmener à Boulogne. Quand tu te seras un peu reposée, nous « pousserons une pointe à Paris, pour une petite « semaine...

« Ma sœur chérie, (fut la réponse de Salvina).

« Quelle affreuse nouvelle maman vient de m'ap« prendre ! La pauvre Lily est morte ! Si elle a « péché, elle en a été punie trop promptement ! « Mais il faut espérer qu'elle a aimé son mari. Il « me semble qu'au milieu de la famille affligée « ton esprit frappé se crée des soucis imaginaires, « à mon sujet. C'est tout comme maman, qui ne « peut se sortir de l'esprit que Mabel va mainte« nant épouser cet odieux individu, et qu'il va te « faire perdre ainsi ta place !

« Quand même, ta charmante lettre m'a fait du « bien, et il me semble que j'ai réellement fait avec « toi ce voyage. Comment l'as-tu deviné maché« rie, que cela a toujours été le rêve de ma vie « d'aller à Paris ? Mais c'est un projet irréalisa« ble en ce moment, car il m'est impossible de « quitter l'Ecole. Miss Green est malade, elle a la « diphtérie et comme nous sommes à l'époque des « examens. Miss Rolver est surchargée de beso« gne. D'ailleurs, comment pourrais-je laisser ma« man toute seule ?

« Ne te tourmente donc pas pour moi, ma chère « Kitty. J'ai toujours mauvaise mine à cette épo« que de l'année, mais les vacances d'été sont tou« tes proches et je ne manquerai pas de me remet« tre à Ramsgate, où je puise toujours des forces « nouvelles.

« Ta sœur affectionnée,

SALVINA.

« P.-S. — Maman me dit que tu lui as donné le « conseil de ne plus retourner chez Lazare, et elle « n'y va plus. J'en suis bien aise, ma chérie. Ces « visites lui étaient devenues très pénibles, car La« zare faisait un siège en règle. Je regrette seule« ment de n'avoir pas songé plus tôt d'avoir re« cours à ton influence, autrement efficace que la « mienne. Adieu, ma chérie !

« P.-P.-S. — Je m'aperçois que j'ai oublié de « te remercier pour ton offre si généreuse. Mais tu « sais bien que mon cœur est plein d'affectueuse « gratitude pour toi. Tu le sais bien, n'est-ce pas, « darling ! »

(*A suivre.*) ISRAEL ZANGWILL.

(*Nouvelle traduite par* NAD).

LÉON BLOY

C'est une bien curieuse figure que Léon Bloy, pamphlétaire catholique, mort pendant la guerre après une vie entièrement consacrée à injurier le plus violemment possible ses contemporains.

Une pareille attitude n'est certes point sans reproche : elle dénonce d'abord un orgueil affligeant; puis une violence à laquelle nous ne saurions applaudir, et surtout, trait qui nous blesse plus encore, une grossièreté difficilement supportable ; car les invectives de Léon Bloy usent d'une langue très forte par elle-même, mais qui ne craint pas de chercher un surcroît de force — ou une apparence de surcroît — jusque dans l'ordure.

Cela réunit plusieurs choses contre cet écrivain. Oui, mais quelle puissance d'expression ! Parfois, quelle magnificence ! Quelle flamme, aussi, quand les mauvais vents de la colère ne la tordent pas et lui permettent de s'élever ! Un torrent roule, pêle-mêle, des immondices et des reflets de lumière. Une cathédrale, parmi ses ornements sculpturaux, dissimule des gargouilles obscènes ; ici, elles ne se dissimulent point : et elles sont un peu nombreuses : mais que la voûte reste haute et toute pleine de ténèbres sacrées !

Regardons, d'ailleurs, ce portrait qu'il trace, dans l'un de ses ouvrages qualifié roman, de l'écrivain Marchenoir, où il n'est point difficile de trouver la ressemblance parfaite de l'auteur.

« Il avait une espèce de voix de buccin, assez « semblable à son style monstrueusement oratoire « et calculé, semblait-il, pour la vocifération. Il li- « sait *mal*, comme il convient à tout prophète. « Houleux et tumultuaire, ce vaticinateur déchaîné « était plein de sanglots, de catafalques et de « huées. Il faisait rouler sur les têtes des quadri- « ges de mardi gras et des tombereaux de ton « nerres. Il avait l'attendrissement sarcastique et « l'enguelement solennel. Le mot abject, dont « l'usage lui fut reproché si souvent, il avait une « manière de le clamer, comme s'il eût été, à lui « seul, une multitude, et ce mot devenait sublime, « autant que l'imprécation désespérée de tout un « peuple ».

« Vos paroles, lui est-il dit ailleurs, vont plus « loin que les idées ordinaires ».

Ailleurs encore, il s'attribue l'épithète assez inattendue de « Doux ».

Doux ? Non ; c'est une exagération manifeste. Mais celui qui s'est nommé lui-même le *Mendiant Ingrat* donne, je crois l'excuse véritable de sa violence par ces lignes : « Personne... n'avait eu « l'équité ou la clairvoyance de discerner l'excep- « tionnelle sincérité d'une âme ardente, compri- « mée jusqu'à l'explosion par toutes les intoléra- « bles rengaines de la médiocrité ou de l'injus- « tice ».

Tel quel, Léon Bloy fut un authentique écrivain; il mérite que l'on s'occupe de lui, mieux que les petits jeunes gens — dont on a coutume, cependant, de s'occuper beaucoup plus — qui, entre un thé et un essayage, daignent, pour la joie de nos yeux, sinon de nos intelligences, fixer sur papier de luxe la courbe fugitive de leurs poétiques pirouettes.

Parlons donc de Léon Bloy, encore qu'il ait pris le soin, par avance, de lancer l'invective contre les écrivains qui le troubleraient *post mortem*.

*
* *

Qu'il publie son Journal sous divers titres (*Le Mendiant Ingrat*, *Mon Journal*, *Quatre ans de captivité à Cochons-sur-Marne* (quel gracieux titre !) *l'Invendable*, *Le Vieux de la montagne*) ; qu'il emprunte la forme franche du pamphlet (*Les dernières colonnes de l'Eglise*, *Belluaires et porchers*, etc.) ou celle plus rare du roman (*Le Désespéré*, *la Femme pauvre*) Léon Bloy reste toujours un pamphlétaire.

C'est une chose évidente qu'il frappe le plus fort aux endroits où devraient être ses plus sûres affections, et parce qu'elles y demeurent, attachées à la permanence d'une idée ; alors, rencontrant là des figures qu'il n'aime point, la fureur le possède, et il écrit : catholique véhément, puissant écrivain, il prend pour objectifs le catholicisme et les hommes de lettres. Le reste du monde ne lui sert, dirait un artilleur, que de but auxiliaire.

Ah ! le catholicisme, — le catholicisme moderne, je pense qu'aucun de ses ennemis ne l'a condamné jamais comme a fait ce fils tumultueux. « Le Chris- « tianisme, quand il en reste, écrit-il, n'est qu'une « surenchère de bêtise ou de lâcheté. On ne vend « même plus Jésus-Christ, on le bazarde... Les « catholiques déshonorent leur Dieu comme jamais « les Juifs et les plus fanatiques antichrétiens ne « furent capables de le déshonorer... La Foi est « tellement morte qu'on en est à se demander si « elle a jamais vécu, et ce qui porte aujourd'hui « son nom est si bête ou si puant que le sépulcre « semble préférable ».

Le jeu des citations serait facile, si la décence ne contraignait au choix le plus sévère.

« Il est vrai qu'elle a ses écrivains, l'Eglise gal- « licane tombée en enfance ! » s'écrie notre pamphlétaire avec une sorte de jubilation, parce qu'il voit là devant lui, prêts pour recevoir l'insulte, des câtholiques, — et qui sont écrivains ! Courbez le front, « schismatique Dupanloup », et vous, « améthystes inférieures » ou « subalternes crosses », et vous, « soutaniers sans nombre » et vous, Monsabré, « piètre thomiste, écolâtre exaspérant... trombone libéràtre de Lacordaire... et le Didon, qui ne se satisfait pas d'être une bouche du néant !» Seul, je crois, Ernest Hello bénéficie d'une grâce.

Les écrivains, d'ailleurs, nous l'avons dit, qu'il fassent ou non profession de catholicisme, sont assez durement menés : Byron, Châteaubriand, Lamartine, Musset, Hugo, sans compter la presque totalité des peintres pris sous le vocable évidemment péjoratif de « peinturiers », n'obtiennent aucun éloge. Et Raphaël s'entend traiter « d'ancêtre fameux de notre bondieuserie sulpicienne. »

Pour les écrivains récents, un certain nombre d'entre eux, et non des moindres, ont été assaillis par notre dangereux polémiste. Nous ne répèterons pas leur nom. Mais il eut parfois la pudeur singulière, pour les plus sonores invectives, de nous les représenter, ou d'en présenter d'autres, affublés de surnoms assez drôles. C'est ainsi qu'il n'est point défendu de sourire au défilé où prennent place « Hamilcar Lécuyer, « que ses goujates va- « ticinations antireligieuses ont rendu si fameux ; « Alexis Dulaurier, ami, par choix, de tout le « monde, et, par conséquent, sans principes, « comme sans passions, comblé des dons de la

« médiocrité... Quand l'heure fut venue, il n'eut « qu'à toucher du doigt les murailles de la grande « Publicité pour qu'elles tombassent aussitôt de- « vant lui, et pour qu'il entrât, comme un Antio- « chus, dans cette forteresse imprenable aux gens « de génie, avec les cent vingt éléphants futiles « chargés de son bagage littéraire ».

Ce portrait-ci est admirable ; assez injuste pour l'écrivain que Léon Bloy avait résolu de peindre, et que d'autres traits, que je ne veux pas reproduire, désigneraient mieux, ne distinguez-vous pas plusieurs hommes notoires qu'il représente intégralement ?

Et voici Properce Beauvivier « poète romancier « sadique... Le roi des rois, l'Agamemnon littéraire, « l'archi-célèbre, l'européen romancier, Gaston « Chaudesaignes, recruteur d'argent inégalable et « respecté ». Et le romancier Vaudoré « aimé « d'un aveugle maître qui crut, sans doute, à l'au- « rore d'un génie naissant... Tout ce que la médio- « crité de l'esprit, la parfaite absence du cœur et « l'absolu scepticisme peuvent donner de félicité « à un mortel lui fut octroyé ».

De cette perpétuelle malveillance, de cette invective sans merci, on se lasse ; on se lasse vite, malgré les paroles justicières qu'elles renferment quelquefois.

*
* *

« En présence de la mort d'un petit enfant, l'Art « et la Poésie ressemblent vraiment à de très gran- « des misères. Quelques rêveurs, qui paraissent « eux-mêmes aussi pauvres que toute la misère du « monde, firent ce qu'ils purent. Mais les gémisse- « ments des mères et, plus encore, la houle silen- « cieuse de la poitrine des pères ont une bien au- « tre puissance que les mots ou les couleurs, telle- « ment la peine de l'homme appartient au monde « invisible ».

Et voilà : ces lignes-ci sont du même écrivain que nous venons de voir, comme un furieux, frapper tout autour de lui : ces lignes-ci, palpitantes de douleur humaine, belles de misère et de mystère. Et de telles beautés ne sont point rares dans l'œuvre de Léon Bloy. On sourit à une invective qui frappait juste : une autre vous déconcerte : puis une grande lueur soudaine vous éblouit. Je pense surtout, en écrivant cette étude, aux deux romans du pamphlétaire, *Le Désespéré*, et la *Femme pauvre*, car je crois que c'est en ces ouvrages que son talent s'est dévoilé le plus complètement. Ils sont tout remplis — outre les invectives, dont nous ne parlerons plus — de la plus émouvante ardeur religieuse.

Lisez, dans *Le Désespéré*, le récit du passage de Marchenoir à la Grande Chartreuse, les pages sur le Symbolisme de l'Histoire ; lisez, dans *La Femme pauvre*, les pages sur la souffrance des bêtes et celles sur le Moyen-Age ; lisez chacune de celles où l'auteur se confronte avec la Solitude, la Pauvreté, la Douleur et la Mort ; et dites, — que vous acceptiez ou non la pensée de Léon Bloy, — si elles ne sont point d'un rare et parfait écrivain.

Lisez aussi les pages où c'est avec Dieu qu'il se confronte : avec un Dieu vivant qui n'est point le Dieu des sacristies, mais bien un Dieu vivant, et qu'il sent plus réel sur lui que la réalité du monde autour de lui. Le spectacle peut paraître singulier, à l'heure où nous vivons, d'un homme pour qui sa religion n'est ni un rempart politique, ni une habitude mondaine, ni une suite de pratiques apprises, ni une tiède assurance contre un risque à venir, mais une réalité poignante, une réalité d'aujourd'hui et de toujours, et qui l'étreint, et qui l'enflamme.

— Quel méchant homme, dites-vous, cet homme religieux !

Méchant homme ? Ne jugeons pas, si nous ne voulons pas être jugés. Et qui, de ses victimes habituelles, lui jettera la première pierre ?

J'ai moi-même, d'ailleurs, à cause de cette violence, questionné naguère un homme qui le connaît bien :

— Est-il sincère ? ai-je dit.

— Il suffit de le voir prier, m'a-t-on répondu. Regardons-le prier...

*
* *

Deux livres de Léon Bloy ont été publiés pendant les hostilités : *Méditations d'un solitaire en 1916*, et *Dans les Ténèbres*, ce dernier paru après la mort de l'écrivain.

Je trouve très émouvante la sorte d'apaisement qu'ils révèlent chez le pamphlétaire ; oh ! un apaisement relatif : les nouveaux riches, par exemple, et tel écrivain récemment parvenu au succès, entendent des vérités qui ne sont point pour les réjouir : apaisement certain, cependant. La solitude et la douleur, et ce sentiment si étrangement direct de l'Invisible qui alternaient, aux livres anciens, avec les pires invectives, sont maintenant une troupe grave et calmée qui habite presque seule l'âme de l'homme près de mourir. Et *Le Désespéré* s'attendrit en relisant les *Fioretti* de Saint-François d'Assise.

« Si Dieu vous aime, dit-il à son lecteur, vous « n'arriverez pas à la fin de ce chapitre, tellement

« les larmes vous aveuglerout. Ne fût-ce qu'un « moment, vous aurez tout oublié de la limite et de « la mesure. Vous ne saurez plus rien de ce qu'on « nomme, si pauvrement, la vie et la mort ».

LOUIS LEFEBVRE.

UNE VIE D'AVENTURES SOUS LOUIS XIV

LE JEUNE BRIENNE (1).

A coup sûr, cette manie de transcrire des pièces qui sont imprimées ailleurs est inutile et serait tout à fait fastidieuse si celui qui s'y livre ne les éclairait, en passant, de ses observations. N'oublions pas que c'est un reclus qui s'occupe à cette besogne, dont le but principal est de passer le temps en trompant une inactivité pesante. C'est ainsi qu'il faut envisager le dessein que Brienne exécuta de rajeunir le style de François de Rabutin et de mettre en un langage plus coulant et plus moderne ses *Annales des dernières guerres de Henri second*. Il le fit, quoique la besogne fût assez vaine, en un gros manuscrit de 621 pages, qui passa en vente en 1822. Qu'est-il devenu depuis lors ? On l'ignore et ce n'est pas bien regrettable, quoique peut-être il contienne quelques détails bons à saisir. Bref, un des biographes de Brienne déclare qu'il avait composé ainsi douze ou treize volumes d'extraits in-folio des livres qu'il avait lus dans sa prison, histoires, romans, relations de voyages. Qu'est-ce que tout cela est devenu ? Parmi ces livres devaient se trouver deux volumes d'extraits des contes de La Fontaine, que Brienne fit en huit nuits, plus quelques heures qu'il prit sur le jour, en les agrémentant d'un commentaire de sa façon. Brienne avait déjà possédé une fois « ce livre de contrebande », dans sa cellule de Saint-Lazare, et on le lui avait pris, comme à un écolier. Mais la rencontre, faite dans le clos de Saint-Lazare, de M. de Saint-Olon, un des anciens amis et voisins du prisonnier, fit tomber « par le plus grand hasard du monde, les *Contes* de La Fontaine, de « la plus ample édition », entre les mains de notre Brienne, toujours prêt à saisir ces aubaines.

A la fin du volume, se lisait la dissertation sur la *Joconde*, par Boileau-Despréaux. Brienne n'a pas manqué de la commenter, et, si son explication des *Contes* est perdue on a conservé sa glose sur *a Joconde*. La voici : « Pour comprendre ce titre, il faut savoir que dans le même temps que la *Joconde* de M. de La Fontaine courait manuscrite par Paris, il parut une version littérale de la même *Joconde*, de l'Arioste, en assez méchants vers français, de la façon de M. Bouillon, l'un et l'autre attachés alors au service de feu Madame la duchesse d'Orléans, femme de feu Monsieur, oncle de Sa Majesté. Ce fut M. Saint-Gilles, qui gagea cent pistoles contre M. Boileau, le greffier au Parlement, pour la *Joconde* de Bouillon, contre celle de M. de La Fontaine. Ainsi je crois que cette lettre en forme de dissertation est adressée à M. Boileau le greffier... J'étais un de ses juges et lui, Saint-Gilles, alors était mon intendant. Je crois que cette dissertation s'adresse à Cyrano Bergerac, son meilleur ami. Les autres juges étaient M. de Langlade, secrétaire alors du cabinet, et Molière, le comédien. M. Perrault l'empêcha de subir le jugement des arbitres, et les cent pistoles qu'il avait consignées lui furent rendues, trois seulement prises pour le déjeuner du pari. Le fait est constant... La vérité est que cette dissertation fut imprimée comme une espèce de factum, pendant que la gageure était au croc de Molière, le rapporteur. Ma femme était folle des vers de Bouillon, qui quelquefois faisait assez bien une chanson. Saint-Gilles, pour lui plaire, s'alla engouer de sa *Joconde*, avant que celle de M. de La Fontaine eût paru. Depuis, il ne voulut pas se dédire et gagea témérairement cent pistoles contre Cyrano Bergerac, qui peut-être fit lui-même cette dissertation. D'autres la donnent à feu M. Boileau l'Académicien (Gilles Boileau) ; d'autres enfin à M. de La Fontaine, quoiqu'il me semble lui avoir ouï dire qu'elle n'était pas de lui. En effet, je n'y remarque pas son style. Quoi qu'il en soit, elle est bien faite et je ne suis pas fâché d'avoir employé une nuit à cet extrait. » .

On voit comment Brienne procédait : une parole éveille ses souvenirs et il les note tels qu'ils lui viennent, confus, mais précis sur certains points, incomplets sur d'autres. S'il ignore que Boileau-Despréaux est l'auteur de cette œuvre anonyme, en revanche, il est bien instruit de son origine et fournit à cet égard des renseignements que d'autres n'ont pas dit. Son témoignage est bon à connaître, au besoin pour le discuter, surtout quand il apporte des précisions sur quelques grands noms venus à la traverse.

En tout cas, ce sont des fragments d'autobiographie, et, ainsi lancé, Brienne, dans son loisir, ne pouvait manquer d'écrire le récit de sa propre existence, ne fût-ce que pour revivre les années heureuses. C'est ce qu'il fit, non pas comme on

(1) V. *Revue Bleue*, nos 1 et suiv., 1919.

l'eût souhaité, mais suffisamment pour éclairer sur sa personne et sur son temps. Quand il écrit, Brienne n'est guère capable de tenir sa pensée en bride et de la suivre docilement : sa fantaisie, qui reste grande, le guide souvent, sinon dans l'expression de ses idées, tout au moins dans leur exposition. Il va, vient, erre au milieu de ses souvenirs, coupe son récit de longues et fréquentes parenthèses dont il s'excuse pour y retomber aussitôt, mais trouve pour conter ce qu'il dit une précision de termes qui n'est pas dans son plan. Il débuta dans ce qui fut ses mémoires par la seconde partie, c'est-à-dire par la traduction amplifiée du petit livre latin qu'il avait consacré à ses voyages, plus de vingt ans auparavant. Cette traduction se fit en 1683, et mis par elle en goût de se raconter, Brienne ne posa pas la plume, mais continua à disserter sur sa propre existence, en y mêlant ce qu'il savait sur ceux qui furent, peu ou prou, ses contemporains. C'est ce qui forma la première partie de ses mémoires, achevée le 20 février 1684, à Saint-Lazare, et qui comprend quatre livres de dimension inégale, sur Louis XIII et Richelieu, sur Anne d'Autriche et Mazarin. Les anecdotes y abondent, piquantes et inattendues, sur tous ces personnages de premier plan : Richelieu faisant le baladin devant la reine pour la séduire ; Mazarin mourant ; les débuts du jeune roi, et bien d'autres anecdotes qui depuis ont fait leur chemin dans le monde, encore qu'on affectât d'en suspecter l'origine. Bien à tort sans doute. La véracité de Brienne paraît hors de conteste. Il a une mémoire excellente et sa vivacité d'esprit, qui est réelle, ne s'exerce pas à imaginer des situations extraordinaires, pas même à les agrémenter par la trouvaille de l'expression. Ce qu'il sait ou ce qu'il croit savoir, il le dit tout uniment, sans forcer la note, se contentant de l'originalité de la situation exposée.

Ce n'est pas une raison parce que nous ignorons la source orale où Brienne a puisé, quand il ne parle pas d'après son propre souvenir, pour mettre en doute sa bonne foi. C'est le propre des extravagants, quand ils prennent la parole ou la plume, de dire ce que de plus sensés tairaient : ils servent ainsi à mesurer les convenances de leurs temps et par ce qui choque en eux on juge de la limite de ce qui est admis ou malséant. Remercions-les de cet enseignement et usons-en, à l'occasion. A cet égard, on pourrait regretter que l'œuvre de Brienne n'en contienne pas davantage. Mais sa spontanéité va en s'affaiblissant et elle est moindre encore, sans doute, dans la partie de ses souvenirs que Brienne rêvait de consacrer à son passages aux affaires. Peut-être ne rédigea-t-il pas complètement cette partie ; mais il avait revu dans ce sens sa correspondance, et cette adaptation qui semble à peu près complète, montre un plus grand souci de réserve et de raison contenue que les précédentes parties n'en faisaient prévoir.

Au contraire, l'équilibre devait manquer dans une série d'écrits que Brienne composa tout au début de son internement, au moins sous leur forme première, et qui paraissent égarés aujourd'hui. Ce sont ses écrits sur le jansénisme, qu'il rendait responsable de ses malheurs. Sainte-Beuve recherchera longtemps ces écrits, et avec méthode, sans parvenir à les retrouver. On n'a pas été plus heureux que lui. On n'en possède toujours que des extraits fort décousus, bons tout juste à faire regretter l'ouvrage et à montrer de quel ton il était composé. A Saint-Lazare, Brienne trouva d'autres déséquilibrés : l'abbé Cassagne, dont un vers de Boileau a gardé le souvenir ; un original du même habit, l'abbé de La Ferté ; et ces clercs de diverse nature, confiés à des ecclésiastiques et soumis à leur surveillance, furent tout naturellement piqués de la tarentule théologique. C'est le jansénisme qui troublait le cerveau de l'abbé Cassagne ; c'est le jansénisme qui hantait l'esprit de Brienne, et, pour s'y reconnaître, il se mit à lire les livres ou les opuscules sur les matières contestées. Tous deux, Brienne et Cassagne, rêvèrent de composer une histoire comique de Port-Royal, et il y avait déjà trois livres composés, quand l'abbé Cassagne mourut, tué, dit-on, par son collaborateur d'un coup de pincettes, au cours d'une crise de fureur. Il était dangereux de travailler dans de pareilles conditions.

Mais Brienne ne s'interrompit pas pour cela. Il poursuivit son œuvre jusqu'au 9e livre, l'abandonna, la retoucha, l'améliora, et lui donna enfin une forme qui le satisfaisait. « Elle est maintenant, déclarait-il plus tard, entre les mains d'un docteur de mes amis, homme intègre et nullement partial, qui la revoit et la corrige. » Cet ouvrage étrange fut achevé, paraît-il, le mercredi saint 29 mars 1684, et quelque mois plus tard, Brienne, content de la singularité de son travail, lui donnait un titre plus singulier encore, que l'abbé Goujet nous a conservé. Le voici en entier : *Le roman véritable, ou l'histoire secrète du jansénisme, dialogues, de la composition de M. de Melonie (Loménie), sire de Nebrine (Brienne), baron de Menteresse et autres lieux, bachelier en théologie dans l'université de Mayence, agrégé docteur en médecine dans celle de Padoue et licencié en droit canon dans la faculté de Salamanque, maintenant abbé de*

Saint-Léger, habitué à Saint-Lazare depuis onze ans, en 1685. En vers ou en prose, satyrique ou badin, l'auteur, tantôt dialoguant et tantôt décrivant, essaie de donner la physionomie des gens ou des événements qu'il commente. Ce n'est évidemment pas le ton de l'histoire et Brienne y laissait une trop large part à son injuste animosité contre les jansénistes, en qui il voyait des persécuteurs et qui eurent seulement le tort de trop se fier à lui, au début. Il est vrai qu'alors, au témoignage même d'Arnauld, Brienne avait rendu de signalés services à Port-Royal et à ses fervents.

En faisant la part de l'exaltation qui le dicta, louant parfois avec excès ceux qu'un moment après il va accabler de sarcasmes, ce livre, malgré ces défauts, serait bon à connaître pour l'appréciation d'une époque si remuée par la passion théologique. Quelques extraits en ont seuls été tirés, et, s'ils sont exacts, ils montrent que l'esprit de Brienne demeurait le même, toujours incertain de ce qu'il va dire, mais précis dans ce qu'il dit. Ce sont des anecdotes assez malicieuses sur Nicole, qui paraît n'avoir jamais été dupe des bonnes dispositions de Brienne et que celui-ci n'aimait guère ; des détails respectueux et sympathiques sur Arnauld, qui, lui, n'avait jamais manqué d'indulgence pour ce déséquilibré ; des traits divers sur Pasquier Quesnel, et un portrait amusant de Louis Gorin de Saint-Amour, sanguin, violent, argumentateur redoutable et voyageur intrépide. Ce n'est pas assez pour risquer un jugement sur cette œuvre, dont l'auteur lui-même disait imprudemment qu'elle était une imitation de *Don Quichotte*. Apparemment qu'il se faisait illusion sur ce point, comme sur bien d'autres, et il ne suffit pas de prétendre s'inspirer d'un chef-d'œuvre pour l'imiter.

Mais ce n'est là que conjecture. Ces pages désordonnées étaient sauves un siècle après. Ceux qui purent les voir, le P. Batterel ou l'abbé Goujet, disent qu'on y trouvait à prendre bien des détails sur l'auteur lui-même, comme sur ceux dont il parlait. Le P. Batterel avait lu quelques-uns des dialogues dont Brienne parsème son œuvre et il les apprécie judicieusement. « Il y en a un entre autres, dit-il, entre le duc de Luynes, qui médita de se retirer à Port-Royal, et M. Lancelot, qui l'endoctrine sur les dispositions de docilité et de soumission aveugle pour ses nouveaux maîtres, où il l'avertit qu'il doit entrer, s'il veut devenir un digne solitaire de Port-Royal ; et où il faisait ensuite le portrait des principaux pénitents qui s'y étaient retirés. C'est, en vérité, un morceau fort délicat, où les caractères se soutiennent d'un bout à l'autre, où il a trouvé le secret de donner à ce dernier une couche de ridicule sans rien outrer. C'est le seul endroit de sa prétendue histoire dont il est échappé quelques cahiers manuscrits, qui m'ont été communiqués. C'est, dis-je, le seul endroit qui rappelle un homme d'esprit, et où il y ait de la suite, car dans tout le reste, à travers d'heureuses saillies, on sent toujours par quelque endroit une imagination dérangée, et ce ne sont proprement que des tirades et des morceaux sans liaison, sans ordre et sans suite, où on ne laisse pas d'apprendre quelques anecdotes assez curieuses. Il y en a sur le caractère de M. Nicole, de M. Pascal, de M. Arnauld, qui est son héros et dont il loue fort la modestie et la charité. Il raconte aussi quelques traits fort intéressants de la vie de M. Pascal. » Ne serait-ce qu'à cause de ce dernier nom, la perte définitive des souvenirs jansénistes de Brienne serait regrettable, par ce qu'elle ferait perdre sur une des glorieuses renommées qu'il a connues. Bref, écrivant sans cesse et passant avec désinvolture d'un sujet à l'autre, d'un poème sur les fous enfermés avec lui à Saint-Lazare ou d'un autre sur Versailles, à un traité de la vie chrétienne, notre prisonnier coula ainsi, plus ou moins patiemment, une quinzaine d'années de réclusion occupées à des besognes que nous ne connaissons pas toutes. L'internement, la contrainte d'une vie surveillée rendirent le calme à son esprit et lui restituèrent une raison qu'il perdait seulement par accès. Lui-même se rendit compte de cette amélioration dans son état, car il songea à se faire élargir de Saint-Lazare et s'y prit avec assez d'habileté pour réussir. Le 28 janvier 1692, il allait y avoir dix-huit ans révolus depuis le jour où Brienne avait été conduit parmi les pensionnaires de ce lieu, quand il s'avisa, le 24, de s'adresser à Louis Phélypeaux de Pontchartrain, secrétaire d'Etat depuis 1690, sous prétexte qu'il était en difficultés avec un fermier récalcitrant. « Si je suis insensé, disait-il, car on ne peut m'avoir interdit que sous ce prétexte, je dois être déclaré tel par un juge en personne, et nullement sur un avis des parents qui pouvaient alors avoir des motifs de politique et d'intérêt pour me traiter de la sorte, moi absent. » Et il ajoutait : « Il s'agit uniquement de savoir si j'ai perdu la raison ou non. Et quand même il serait vrai que mon chagrin m'eût fait faire des démarches irrégulières, si Dieu m'a redonné ma pleine raison, les lois me sont favorables, et je dois être jugé sur la situation présente de mon esprit et non sur mes fautes passées ».

La lettre était sensée et pressante. Elle produisit de l'effet. Le roi vieillissant inclinait d'ailleurs vers l'indulgence. Le 5 février, le lieutenant civil vint visiter Brienne à Saint-Lazare et fut surpris de le voir si raisonnable, après une détention de dix huit ans, sans avoir le moindre commerce avec ses parents ni d'autres personnes, enfermé avec tous les enfants de correction et ceux qui sont faibles d'esprit, ne sortant qu'avec eux, enfermé dans le même endroit et ayant toujours à ses côtés des frères de la maison. » « Je suis persuadé, ajoutait le lieutenant civil, qu'un homme fort sage en deviendrait fou », et c'est, en effet, ce qu'il y avait à craindre.

Ce que demandait Brienne était judicieux : d'abord d'être séparé des insensés et des correctionnaires ; ensuite, être admis à la conversation « des pères de la maison et des gens de lettres qui ont coutume d'y venir » ; enfin une pension viagère de cinq mille livres qu'il s'était réservée en faisant donation de ses biens et dont on ne lui payait que trois mille. Sur ces divers points, la famille était divisée : la sœur de Brienne, Mme de Camaches, et sa fille Mme de Cayeux, y consentaient, tandis que son frère, l'évêque de Coutances, regimbait, craignant que le captif « ne fasse des procédures lorsqu'il sera en liberté. » « Mais ce n'est pas une raison pour le laisser en captivité », ajoute judicieusement le lieutenant civil, non plus que le manque d'empressement montré par messieurs de Saint-Lazare à se dessaisir d'un homme, dont ils touchaient la pension sans beaucoup s'occuper de lui. A cette lettre était joint, comme pièce justificative, le procès-verbal officiel de l'interrogatoire subi par Brienne le 2 février précédent et ses réponses détaillées aux questions à lui posées.

Ce prompt succès de sa requête émut un peu Brienne, encore que Pontchartrain eut pris aussitôt la peine de l'assurer directement, par un mot, de sa bonne volonté et des dispositions bienveillantes du roi. Mais la visite du lieutenant civil troubla le prisonnier, en lui posant des questions sur des faits vieux de plus de vingt ans, et surtout en lui laissant entrevoir les dispositions de la famille et des Lazaristes. Pour éviter toute complication, Brienne écrit aussitôt à Pontchartrain, le 7 février, et lui rappelle qu'il ne s'agit, pour le moment, que de la levée de son interdiction. « Je resterai partie au procès contre mon fermier, déclare-t-il. Je n'insiste à la cassation de ma prétendue interdiction que dans la vue de rendre un très important service à mes enfants, en faisant voir que je ne suis pas tel qu'on l'a publié, et qu'afin d'être en état de disposer par mon testament de la somme que je me suis réservée. »

Mais la famille s'agite, secondée par les pères de la Mission, affectant toujours de croire leur pensionnaire incurable. Quoique Brienne ait eu à souffrir, dans sa réclusion, de la sévérité de ses gardiens, il n'ose récriminer, craignant pis de leur part. Il affecte donc de désirer rester à Saint-Lazare, à quelques adoucissements près, comme il le dit. Les dispositions du ministre ne sont pas douteuses ; mais, en dépit de l'intention, elles peuvent être contrariées, sinon annulées, par le manque d'empressement des gardiens. Brienne sent le danger et s'efforce d'y parer dans une lettre du 16 février, courte et directe, à Pontchartrain. « Je vous supplie, monseigneur, les larmes aux yeux, lui écrit-il, de détourner par votre charité, dont j'ai déjà reçu tant de preuves, l'orage nouveau dont je suis menacé : et de vouloir, s'il vous plaît, adresser à M. Joly — le supérieur de Saint-Lazare — la réponse dont j'espère que vous voudrez bien honorer encore une fois, monseigneur, votre très humble, très obéissant et très obligé serviteur. » C'était un cri d'alarme trop sincère et trop spontané pour manquer de toucher celui à qui il s'adressait.

Brienne ne fut pas longtemps à être rassuré sur le sort de sa levée d'interdiction. Le 16 mai, il y eut réunion de ses parents et de ses amis pour donner leur avis sur cette décision. Les parents ne comparurent que par procureur ; mais les amis vinrent en personne attester le bon sens de Brienne. Et c'étaient entre autres, l'abbé Henri-Emmanuel de Maujon de Chefdeville, son cousin, et ses anciens secrétaires Jacques Dautiège, Pierre Ariste, Jean Parayre, Antoine Hersant. La cause était trop bien entendue et le bon sens trop bien prouvé par trois interrogatoires successifs, pour qu'il ne fut pas fait droit à la requête de Brienne. Dès le lendemain, 17 mai, sentence était prise par Charles-Denis de Bullion, marquis de Gallardon, ordonnant la mainlevée de l'interdiction, que le nom sera désormais rayé du nombre des interdits et que Brienne pourra dorénavant administrer directement ses biens et sans le secours de personne.

C'était la victoire, mais sur un seul point, le principal, il est vrai. Brienne en remercia Pontchartrain dès le 19 et, tout en faisant parler sa gratitude, remarquait que la mesure prise à son égard était incomplète. « L'autre partie, disait-il, des ordres du roi en ma faveur reste à exécuter : M. Joly, supérieur général de la Mission, diffère à me tirer de la maison des correctionnaires et des insensés, pour me mettre dans le bâtiment des

ordinaires... Du reste, monseigneur, j'observerai très régulièrement la volonté du roi qui m'est connue : je ne demande d'autre liberté dans la maison que celle qui m'a été accordée. » Pour l'obtenir, il fallut cependant que le prévôt de Paris Charles de Bullion intervînt encore par une ordonnance nouvelle, et accordât officiellement à Brienne, le 14 juin 1692, la permission « de se promener dans l'enclos, aller et venir dans la maison, comme les autres prêtres, sans avoir de frère à sa suite », et le supérieur devait lui donner un appartement hors du quartier des correctionnaires et des insensés.

MM. de Saint-Lazare avaient mis vraiment trop de lenteur à obéir aux ordres précédents. Cette fois-ci encore, ils soulevèrent des objections, estimèrent que l'ordonnance du lieutenant civil ne pouvait les décharger de l'obligation de garder leur prisonnier étroitement, que leur imposait la lettre de cachet du 27 janvier 1674, et le supérieur de la maison, Joly en écrivait le 22 juin à Pontchartrain. On y mit toujours aussi peu de bonne volonté. Le 1er juillet suivant, Brienne n'avait pas reçu satisfaction, comme en fait foi une lettre qu'il envoya alors à Desgranges, le commis de Pontchartrain. Il y énumère toutes ses réclamations et la liste s'en allonge. Mais les choses s'arrangèrent, bien qu'on ne saurait dire comment. Peu de temps après, le reclus fut autorisé à s'installer au séminaire des Missions étrangères, comme sa sœur Mme de Gamaches le demandait, et comme nous l'apprennent ses anciens amis les jansénistes, qui ne l'avaient pas perdu de vue au temps de sa captivité et qui eurent la charité de se réjouir de ce qu'elle prît fin.

Arnauld et Quesnel, en particulier, s'intéressaient au sort de Brienne et le mentionnaient parfois dans leur énorme correspondance. C'est ainsi qu'on peut saisir au passage quelques détails. Le 19 septembre 1692, Quesnel mandait à Du Vaucel, à Rome : « M. de Brienne a eu permission de quitter Saint-Lazare pour aller au séminaire des Missions étrangères, où il a la liberté de voir tous ses amis. On dit qu'il est dans son bon sens autant qu'il y fut jamais. » Et six jours après, le 25, le même Quesnel écrivait à Vuillard, qui lui avait parlé d'une entrevue avec Brienne: « Ç'a été pour nous un vrai régal que le récit de la conversation que vous avez eue avec le prisonnier délivré, comme sa délivrance, que nous savions déjà, nous a été un grand sujet de joie... J'ai peur que le travail de la composition d'une grammaire ne soit trop appliquant... et le fruit en est si borné et si mince, que je ne puis ne pas souhaiter qu'il s'appliquât à quelque chose dont l'utilité fut plus étendue et le travail moins casse-tête. Je crois aussi qu'on lui doit faire entendre doucement qu'il sera bon de s'interdire entièrement la composition des vers. Elle lui a fait autrefois beaucoup de tort. » Mais le conseil était plus facile à donner qu'à faire suivre, car Brienne, comme on le voit, en retrouvant l'usage de sa raison, avait conservé sa graphomanie.

Pourtant, il semble avoir voulu éviter l'emploi de la poésie. Sa curiosité d'esprit s'exerce alors sur les beaux arts et n'a pas moins d'inconvénient. A vrai dire, Brienne avait plus d'une prétention : s'il paraissait renoncer à la pratique des vers, c'est qu'il lui convenait de faire étalage de ses aptitudes de critique d'art, d'autant qu'il avait obtenu la disposition de quelques-uns de ses tableaux. Toujours ils avaient été présents à son imagination et elle s'exerçait volontiers à les commenter. Avant ses déboires, Brienne avait composé, pour l'abbé de La Chambre, un traité de *la Curiosité*, que les événements l'obligèrent à dédier plus tard au duc Christian-Louis de Mecklembourg, pour mieux capter ses bonnes grâces. A Saint-Lazare, Brienne était revenu sur le même sujet, dans un écrit aujourd'hui perdu, dont on ne connaît que quelques fragments, qui roulait sur la sculpture, la gravure, l'architecture, la peinture, les médailles, et qui était dédié à l'académicien Charles Perrault. Plus indulgent que Boileau et moins absolu dans ses préférences, celui-ci ne craignait pas de correspondre avec le prisonnier et de discuter ses idées. « On voudrait même, lui disait Perrault, qu'il vous prît envie de vouloir faire les portraits des curieux de tableaux de votre connaissance, mais on n'ose vous demander cette grâce, parce qu'on craint de vous causer de la fatigue en ce temps où vous avez plus besoin de repos que d'autre chose. Au reste, monsieur, je vous suis en mon particulier si obligé de toutes vos bontés que je n'ai point de paroles pour vous en témoigner ma reconnaissance. Et tout ce que je vous puis dire de meilleur sur ce sujet (ce qui sans doute vaudra mieux qu'un méchant compliment), c'est que je vais me joindre avec tous vos amis pour demander votre liberté aux ministres, et devenir le promoteur de cette liberté, que nous souhaitons plus peut-être que vous ne la souhaitez vous-même, en un lieu où vous employez si bien votre temps. »

Est-ce pour répondre à cette aimable invite que Brienne, libéré aux Missions étrangères, s'empressa de composer un *Discours sur les ouvrages des plus excellents peintres anciens et nouveaux.*

On connaît le discours de Brienne, écrit dans les derniers mois de 1692, après la mort du duc de Mecklembourg, et qui contient, à la manière de l'auteur, des renseignements utiles, des remarques ingénieuses, au milieu de longues digressions et de propos oiseux. On a étudié ce qu'il apporte de nouveaux sur l'histoire des arts et de la curiosité au temps de Louis XIV, tant pour l'étude des œuvres que pour la connaissance des amateurs. L'expérience avait trop bien documenté Brienne pour qu'il n'eût pas fait des observations personnelles. Notons seulement ici un passage qui montre, par son propre aveu, comment Brienne considérait parfois les tableaux. Il s'agit d'une figure nue que des amours veillent. « Je l'aurais fait couvrir d'un voile, dit-il de ce tableau, s'il avait été à moi, de même que j'ai fait couvrir par M. de Lamy d'un drap la belle Vénus du Poussin qui m'a fait tant d'affaires dans le séminaire où je suis, quoique ce tableau, d'ailleurs excellent, et qui peut être vu par tout le monde en l'état qu'il est maintenant, n'est pourtant jamais outré ! Je serai obligé de m'en défaire. J'en ai vu en Italie chez des cardinaux d'aussi nus et de moins chastes. Mais en France les nudités ne sont plus souffertes. »

On comprend que Brienne ait parfois causé quelque émotion aux Missions étrangères. Mais il y recevait beaucoup de monde et nul ne se plaignait qu'il déraisonnât, bien qu'il fût toujours chaleureux dans ses propos et dans ses animadversions, aussi promptes que vives. C'est alors que l'abbé de Choisy le vit et l'interrogea sur les événements d'autrefois : « J'entretiens, dit-il, M. de Brienne, qui a été cinq ou six ans secrétaire d'Etat et qui, malgré dix-huit ans de Saint-Lazare, a encore beaucoup d'esprit et de mémoire. » D'autres que l'abbé de Choisy fréquentèrent assurément notre reclus, pour avoir part à sa conversation, qui n'ont pas laissé de traces de leurs entretiens. Mais Brienne ne se hasardait guère dans le monde. Il éprouvait quelque regret de n'y plus retrouver la place occupée jadis, et s'en tenait volontiers éloigné. « Il ne fréquentait, dit de lui le P. Batterel, que les communautés de Paris, et en particulier celle de Sainte-Geneviève, chez qui il allait fort souvent manger. »

On prétend que c'est cette considération qui poussa Brienne à se retirer, en 1696, dans la riante petite ville de Château-Landon, en Gâtinais, qui possédait une antique abbaye de chanoines réguliers de Saint-Victor, que dirigeait alors Henri de La Grange Trianon, ami de Brienne et abbé depuis sept ans. Persuadé qu'il pourrait finir là ses jours dans le calme, Brienne vint s'y continuer, en 1696. Il y était certainement le 15 septembre, car ce jour, il donna décharge, par acte notarié, au terrier avec qui il était en instance judiciaire.

Brienne devait y vivre encore plus d'une année et donne partage entre ses devoirs de piété et les occupations littéraires qu'il n'avait jamais abandonnées. C'est là, en même temps, sans doute quelques mois plus tôt, en juin 1696, qu'il composa la deuxième rédaction de ses mémoires, écrite sans le secours de la première et suggérée peut-être par les questions de l'abbé de Choisy. Il existe, en effet, une analogie manifeste entre divers points des souvenirs de celui-ci et ce que Brienne raconte d'autre part. Plus resserrée, plus directe que la première rédaction, celle-ci n'est ni plus logique ni plus démonstrative. Brienne y reste le conteur un peu déconcertant qu'il fut toujours, se perdant trop en digressions et en remarques. Mais ces redites ont du moins l'avantage de prouver sa véracité, car, s'il revient sur les mêmes faits, c'est pour se compléter, non pour se contredire, et sa mémoire, à quelques détails près, est demeurée aussi bonne qu'auparavant. Ce fut, semble-t-il, le dernier travail auquel il se voua.

Pourtant il l'avait achevé depuis près de deux années, quand la mort vint le prendre au mois d'avril 1698. En homme prévoyant, il avait fait son testament le 8 avril, et pris très raisonnablement ses dernières dispositions, comme un chrétien qui sait l'importance de l'heure suprême et comme un honnête homme qui veut laisser de soi un parfait souvenir. Dans ce testament, rien ne se voit des extravagances d'autrefois. Le mourant manifeste le désir d'être inhumé dans l'église de l'abbaye. Ce vœu fut sans doute exaucé, neuf jours après, le 17 avril, quand la fin survint ; mais rien n'indique maintenant ce qui fut fait, non plus que les registres paroissiaux ne contiennent la mention de ce décès. Ainsi disparaissait à 63 ans, dans la paix et le silence, ce personnage turbulent qui, à ses débuts, avait connu tant de faveurs pour les payer si chèrement ensuite. Il n'est pas le seul que la destinée ait traité ainsi, peut-être par sa propre faute, mais aussi parce que les hommes contribuèrent à ce renversement de la fortune. Ne pourrait-on pas lui appliquer, en partie, cette épitaphe, qu'un autre malheureux, Jean-Baptiste Rousseau, avait composée pour lui-même ?

> Voici l'abrégé de sa vie
> Qui fut trop longue de moitié :
> Il fut trente ans digne d'envie
> Et trente ans digne de pitié.

Mais, que son destin fût envié ou plaint, il ne saurait déplaire à Brienne, qui aima tant et si vainement les vers, de le voir ainsi condensé dans un quatrain qui sait unir sa bonne à sa mauvaise fortune.

PAUL BONNEFON.

L'ŒUVRE D'ALFRED POIZAT

Alfred Poizat, qui se présente aux suffrages de l'Académie Française, est un écrivain très conscient, un poète réfléchi et un artiste raffiné. Il parle, il écrit sur lui-même, non avec complaisance, mais avec facilité, avec bonne humeur et clarté. Quelques-unes des préfaces qu'il a mises en tête de ses ouvrages abondent en détails sincères et significatifs. Il a toujours conçu fort nettement des intentions littéraires, parfois un peu compliquées, et commenté avec mesure des desseins qu'on put croire hasardeux. Sa personne, son tour d'esprit, la grâce un peu ingénue avec laquelle il se fait volontiers le commentateur d'une œuvre si savante, tout incline la critique à rechercher dans cet auteur, selon la meilleure méthode, l'explication même de sa tentative.

Cette œuvre est fort diverse ; elle a revêtu toutes les formes, prose et vers, roman et théâtre, et elle a cherché ses inspirations dans toutes les sources de l'âme humaine, aussi bien celles du Christianisme que celles du paganisme. Elle apparaît tantôt avec une sorte de caractère sacré, estampillée par l'Archevêque de Paris, tantôt toute frémissante de la sensualité antique : elle oscille du bien au beau, du divin au profane ; il lui arrive souvent de prendre le ton de la prière ou de l'élévation, mais elle ne s'adresse pas toujours aux mêmes dieux. Elle n'est pas moins variée dans ses rythmes, dans ses procédés de composition et dans l'emploi qu'elle fait du pathétique. Il n'est donc pas toujours aisé d'en retrouver l'unité profonde et, pour s'y débrouiller, il n'y a pas de meilleur guide qu'Alfred Poizat lui-même.

*
* *

Alfred Poizat a beaucoup évolué.

Comme Ernest Renan, comme Anatole France, illustres devanciers, il doit peut-être le trait le plus marquant de sa personnalité littéraire à sa première formation. Dauphinois, il a fait ses études au séminaire de la Côte Saint-André, près de Grenoble, et son premier ouvrage, en souvenir de sa pieuse adolescence, il le dédie au chanoine Pénin, ancien Professeur de rhétorique et Directeur de ce séminaire, — dédicace toute parfumée de recueillement et d'onction :

« Ce livre vous appartient, cher maître, étant « notre adolescence... En le plaçant sous les aus- « pices d'un nom respecté de tous, j'ai le désir et « l'espoir de le rendre agréable à beaucoup ; le « sens des œuvres que nous écrivons, dans une « large mesure, dépend de l'esprit de leurs lec- « teurs. Le lisant d'un cœur préparé, vos nom- « breux élèves, mes camarades, feront peut-être « que cet humble petit livre soit encore pour eux « un *bon livre* ».

Fidèles, dans le premier élan de la jeunesse, à ce patronnage spirituel, les romans et les nouvelles du débutant sont donc animés, non seulement par la foi, mais par l'ardeur du prosélytisme. Ce prosélytisme est d'ailleurs parfaitement conscient et volontaire, énergiquement explicite, et développé, affirmé dans des préfaces militantes comme on en peut juger par la fière déclaration qui suit :

« Voici quatre nouvelles où le sentiment reli- « gieux est le principal élément d'émotion, où l'on « peut dire qu'il est le sujet même.

« Elles chanteront la douceur des victoires rem- « portées sur la chair ; elles diront la foi indes- « tructible de plusieurs aux destinées d'une reli- « gion, fille aînée de la pensée antique.

« A l'heure, en effet, où des œuvres d'une beauté « téméraire se dressent contre notre idéal, il était « bon que l'art affirmât la vitalité catholique ».

C'est dans l'étrange et brûlant volume, *Avila des Saints*, que se trouve principalement affirmée cette « vitalité catholique ». Là en effet, dans l'Espagne des grands ordres monastiques, dans l'Espagne sensuelle et violente aussi, on voit cette victoire contre la chair remportée par deux fiancés. Antonio de Manrique et Maria de Bustamente, emportés par la sublimité de leur rêve, et pourtant jetés l'un contre l'autre par le désir, découvrent ensemble que l'amour tel que le comprennent les hommes n'est qu'une chimère. Et la fiancée, au chant des mariniers qui récitent des litanies dans le crépuscule, explique à son fiancé : « Deux cent cinquante mo- « nastères du Carmel dispersés à travers l'Espagne « et le monde formeront autour de la tombe ano- « nyme où, vivante, ma pensée sera ensevelie, une « ceinture de deux cent cinquante murailles et de « deux cent cinquante villes. Et aucune trace ne « signalera nulle part la présence de celle qui fut « Maria de Bustamente, ta fiancée à jamais dis- « parue. Déjà, dans l'éternité, je serai celle qui « n'a plus de visage ».

Voilà bien ce dont Alfred Poizat semble redevable au chanoine Penin.

Mais le chanoine Penin était aussi un grand lettré, et dans le temps même où le néophyte Alfred Poizat invoquait la protection spirituelle de son maître, il y discernait un autre élément et un charme qui devait rester plus efficace pour un littérateur. C'était « le souci de l'antique beauté, que vous nous recommandiez comme le signe de ce qui dure ». Dès lors, on peut se demander, de ces deux éléments, le sacré ou le profane, quel était le principal et si, à y bien regarder, ce qui échauffait encore le cœur de l'artiste qu'était déjà Alfred Poizat pour cette « vitalité catholique », ce n'était pas, une fois de plus, comme pour Chateaubriand lui-même, la beauté et, selon la propre expression d'Alfred Poizat, le caractère auguste d'une religion où il voyait « la fille aînée de la pensée antique » ?

Quoi qu'il en pût être réellement à cette heure, l'influence des lettres antiques ne tardèrent pas à l'emporter sur l'inspiration chrétienne. Ayant oublié le chanoine, Alfred Poizat, dans le noble M. Penin, ne se souvint plus que du professeur de rhétorique.

Et c'est ainsi qu'il est devenu poète tragique.

*
* *

Comme poète tragique, l'œuvre d'Alfred Poizat est déjà très abondante : 3 adaptations du grec : *Electre*, *Antigone*, *Le Cyclope* ; *Saül*, remanie d'Alfieri ; 2 tentatives de retour à la tragédie française du XVIIe siècle, *Sophonisbe*, *Ines de Castro* ; avec *Meleagre et Atalante*, il s'est proposé de reconstituer une des tragédies perdues d'Euripide ; avec *Sainte Cécile*, que des jeunes filles jouent présentement au cercle du Luxembourg, il a eu l'ambition de composer quelque chose d'analogue à *Esther*. Il fait répéter en ce moment un *Echo et Narcisse*, un acte en vers, et il prépare pour l'an prochain une comédie aristophanesque et philosophique, *Circé*, suite élargie du *Cyclope*.

De plus, il a publié, en 1915, au *Correspondant*, un poème intitulé *Latone* où il met en scène la fable des paysans lyciens changés en grenouilles et où il fait dialoguer Pelops, le Tantalide blond, le précurseur germain, avec le méditerranéen Bellerophon.

Toutes ces œuvres n'ont pas la même importance. Dans les adaptations, telles que *Antigone*, *Electre*, *le Cyclope*, la construction de l'œuvre est rigoureusement calquée sur Sophocle et Euripide, — fidélité à laquelle se reconnaît le grand lettré et l'artiste raffiné, mais les pièces sont récrites dans un sentiment, dans un ton propres au poète qui, tout en s'éprenant de l'antique, est resté de son temps. *Sainte Cécile*, d'inspiration chrétienne comme les premiers romans, est pleine de fraîcheur, de tendresse et de passion spirituelle. Mais l'œuvre qui, à mon sens, domine toutes les autres est *Sophonisbe*.

Evidemment, dans cette œuvre tout à la fois très neuve et très traditionnelle, Alfred Poizat n'a pas dépassé Racine, mais il est juste de dire qu'il a pleinement réalisé son rêve de faire une tragédie dans le goût du théâtre secondaire de Racine, et qui rappelât *Mithridate* par exemple. On connaît le sujet : la malheureuse fille d'Asdrubal, comme la Pauline de *Polyeucte*, a été obligée de sacrifier son amour pour Massinissa en épousant Syphax ; elle revoit Massinissa paraître à ses yeux en vainqueur, mais toujours en amoureux, au moment même où elle croit que Syphax a péri. Elle ne peut se pardonner à elle-même son infidélité involontaire et se sent attachée à Syphax devenu généreux par une pitié mystérieuse. Il ne lui reste plus qu'à mourir avec une grâce et une sobriété toutes antiques, de la mort même de Socrate.

Dans un livre divin qu'on nomme le Phédon,
Eclos dans le pays où résonna la lyre,
Et dans lequel jadis un Grec me faisait lire,
J'ai vu qu'on se servait autrefois d'un poison,
Qui, sans tordre le corps, sans troubler la raison,
Ce que n'eût pu souffrir un habitant d'Athènes,
Figeait avec lenteur tout le sang dans les veines,
De sorte qu'à Socrate, il fut encore permis
De partager sa grande âme entre ses amis,
Avant de se changer en sa froide statue.

Et voici, dans le rêve de ceux qui ont bu la ciguë, l'adieu à la lumière, tout le soupir antique des Antigones et des Iphigénies :

Lumière du soleil, rochers, plaines, forêts,
Où j'ai trempé mon âme et mêlé mes regrets,
Recevez mes adieux et puisse ma mémoire,
. . . . . .
Ma destinée, hélas, je ne l'ai pas choisie...
. . . . . .
Je ne fus qu'une femme aimante et faible, et non
Une reine, de qui l'histoire sait le nom.
L'horloge de ma vie en mes mains s'est brisée
Et l'heure, avec le sable, en est presque épuisée.

*
* *

Dans la composition de ce théâtre où semblent si heureusement s'harmoniser la technique des Grecs et la technique de Racine, deux circonstances ont exercé une influence qui n'est pas négligeable.

La tragédie ne réclame pas seulement des poètes, mais des acteurs tragiques. Il s'est rencontré, par une harmonie singulière, au service d'écrivains et d'artistes comme Alfred Poizat des tragédiens comme Mounet-Sully, Bartet et surtout Sylvain.

Certes, il n'est que trop regrettable d'observer tous les jours combien la plupart des auteurs dramatiques se trouvent asservis à leurs interprètes et l'une des causes essentielles de l'abaissement de la

production dramatique ne doit pas être cherchée ailleurs. Mais, en revanche, on ne saurait s'exagérer l'importance des véritables créateurs de beauté plastique, celle de ces hommes ou de ces femmes, dons du génie de l'harmonie, qui se montrent aux poètes capables de les comprendre et de les exprimer. La voix des grands tragédiens va éveiller dans les coins endormis des cœurs les plus lointains l'âme de la tragédie. Le poète, en poursuivant ses rêves, goûte l'espérance qu'ils pourront prendre quelque jour une belle figure humaine : quel encouragement ou quel réconfort ! Quelle invite surtout !

Enfin, c'est pour le théâtre d'Orange que Alfred Poizat a composé *Atalante et Meleagre* ; ce cadre tragique n'était pas moins séduisant que les acteurs tragiques. On ne parlait alors en poésie, comme en peinture, que de plein air. C'était toute la nature, le ciel et les nuages, que l'on souhaitait comme décor. D'ailleurs, pour les auteurs dramatiques, ces théâtres de plein air, c'était beaucoup plus qu'un cadre magnifique : c'était un débouché.

Ainsi, pour des raisons tout à la fois essentielles à sa nature et pour des motifs fortuits, Alfred Poizat peut être considéré comme l'un des principaux ouvriers de ce qui s'est appelé la renaissance de la tragédie. Il est fortement convaincu et il n'a cesse d'exprimer, par son œuvre ou ses commentaires, que « la tragédie est le théâtre des poètes ». C'est le poème fait, à la fois, pour la lecture et pour la représentation et je ne saurais mieux conclure cette rapide étude que par les termes mêmes dont Alfred Poizat s'est servi dans une lettre que je lui demande la permission de citer : « La tragédie subit ainsi les doubles lois du poème et du théâtre et ce sont elles qui en déterminent l'architecture et la forme. La Tragédie diffère du drame, surtout en ceci que son atmosphère est merveilleuse et qu'elle est l'épopée lyrique au théâtre ».

GASTON RAGEOT.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

M. William L. Ettinger nous parle dans les colonnes de l'*American Review of Reviews* (fascic. XII) des écoles de son pays pendant la Grande Guerre et des devoirs qui leur incombent à l'avenir.

L'empressement avec lequel la jeunesse américaine a répondu à l'appel des armes pour la défense de la civilisation vient de souligner encore l'importance qui s'attache au caractère et à la qualité de l'enseignement scolaire... « Les batailles de demain se livrent d'abord dans l'école d'aujourd'hui .. » Les forces que la guerre dresse en face l'une de l'autre représentent des idéals contraires à la base desquels il y a une première formation différente de l'esprit...

Pour si digne de considération, pour si digne d'éloges que fût dans son ensemble le corps enseignant américain, on s'aperçut cependant soudain, la guerre venue, de l'insuffisance de quelques-uns de ses membres et il s'en trouva dans le nombre auxquels on dut retirer leurs fonctions, — car l'Amérique n'avait-elle pas surtout besoin, à pareille heure, de la vigoureuse, de la rude parole de maîtres ardemment patriotes et une âme faible était-elle pour lui paraître plus admissible dans la chaire du professeur que dans la tranchée, face à l'ennemi ?

Que le programme de tout citoyen des Etats-Unis que ses fonctions qualifient pour instruire la jeunesse se résume désormais — et à tous les degrés de l'enseignement public — comme suit : rappel constant et défense énergique des principes préconisés par le président Wilson ; interprétation telle de l'histoire qu'il s'en dégage l'incessante affirmation des principes qui sont ceux de la société anglo-saxonne en ce qui concerne la liberté individuelle ; recherche dans les œuvres des grands écrivains aussi bien que dans les circonstances de la vie quotidienne d'exemples et d'arguments propres à établir la malfaisance de la force quand la force prétend s'exercer au mépris du droit ; méthodes et disciplines tendant à développer toujours davantage l'initiative et la personnalité ; attention toujours en éveil à l'endroit de la santé et du bien-être matériel des écoliers.

Les maîtres ne manquent pas, aux Etats-Unis, qui se sont laissé séduire pendant la guerre par les offres du commerce et de l'industrie. On s'est ingénié à combler les vides qui se sont ainsi produits dans les rangs du personnel enseignant. Toutefois, des mesures non plus simplement provisoires s'imposent pour assurer ici un nouveau recrutement.

— Autre dommage résultant de l'inévitable bouleversement apporté dans la cité par les événements des deux dernières années : la suspension de tous les travaux d'édilité. Encore que la sagesse du Talmud proclame que « nul ne fermera l'école pour édifier le temple », le gouvernement de l'Union s'est montré intransigeant dans la formelle interdiction de construire les hostilités durant. Force sera donc de se contenter un certain temps des locaux scolaires dont on dispose en ce moment et de remédier à l'insuffisance dont il y a lieu de se plaindre sous ce rapport en dédoublant les cours existants et en créant des « cours de vacances ».

Enfin, tandis que d'une part il imposait tant de limitations de toutes sortes, l'état de guerre accentuait l'urgence d'une large amélioration de l'organisation scolaire.

New-York n'est pas seulement « la principale porte d'entrée dans le pays ». New-York est aussi « l'immense chaudière dans laquelle se rencontrent et se confondent les éléments les plus divers ». New-York est des villes de l'univers celle qui compte le plus grand nombre de Sémites, il figure au second rang dans le monde pour la population italienne, au troisième pour la population

russe. Après avoir longtemps négligé les immigrés pauvres vivant sur son territoire, l'Amérique a compris l'intérêt qu'elle avait à les gagner et à les transformer. Des classes de jour et des classes du soir ont été organisées à leur usage dans des locaux spéciaux et, en dépit des difficultés de l'heure, quelque six cents cours de ce genre ont encore été ouverts à New-York en l'espace de dix mois.

Mais l'œuvre que poursuit à ce point de vue la politique américaine exige plus que l'enseignement à l'usage des adultes. Le premier effort dans cet ordre d'idées doit porter sur l'enfant et s'exercer, se continuer par l'enfant. Le peuple réuni des écoliers de la seule agglomération de New-York représente une soixantaine de nationalités différentes. Leur âge n'assimile-t-il pas avec une toute singulière aisance? C'est à eux — qui introduiront sous le toit paternel, avec la langue que leur enseigne le maître, l'esprit yankee et le goût des mœurs indigènes — c'est à eux que l'on s'en remet du soin d'américaniser la famille étrangère transplantée sur le sol de l'Union.

Il a beau avoir paru sur et autour de Raspoutine assez de « copie » pour contenter les plus exigeants parmi les curieux des dessous de notre époque, on ne lira pas sans intérêt les dix pages que M. Edmond M'Arow consacre au personnage dans le dernier numéro de la *Bibliothèque Universelle*.

Petite histoire..., si tant est que rien soit négligeable dans l'obscur enchaînement des causes et des effets dont se tisse la destinée des peuples. M. M'Arow ne simplifie-t-il pas un peu bien fort, toutefois, quand il fait à Raspoutine la part telle dans la chute des Romanow? Son article n'en est d'ailleurs pas moins d'un homme informé et qui n'a pas même besoin de sacrifier au romanesque pour qu'il y paraisse.

Mais il est des noms inséparables devant nos jugements. Le moyen de parler de Raspoutine sans nous parler de l'impératrice Alexandra ? Et voici donc: « Elevée en princesse pauvre au château de Friedberg, en Hesse, dans une chambre basse et laide, aux meubles sans élégance, recouverts d'une cretonne brun foncé semée de fleurs rouges, elle n'oublia jamais son pays d'origine, ni la fidélité qu'elle estimait lui devoir. Appelée par hasard au trône d'impératrice de toutes les Russies, elle garda sans doute un pieux souvenir de ce tableau sans cadre, en forme de panneau, fixé au-dessus d'une porte, en face de l'entrée principale de leur château de Friedberg. Au haut de cette toile représentant un bras dont la main a été coupée d'un coup de hache, on lit les paroles suivantes: « Tel doit être le châtiment de celui qui manquera à son serment de fidélité ». Oui, elle resta toujours fidèle, dangereusement fidèle à l'Allemagne... Elle arriva en Russie du vivant encore d'Alphonse III. Elle commença par faire des caricatures de l'impératrice-mère... Montée sur le trône, elle s'entoura aussitôt de personnes dont la société plaisait à sa nature basse. Une sage-femme et une certaine Fräulein Schneider, petite bourgeoise de Riga, étaient ses intimes.. Raspoutine, qui n'eût été toléré dans aucun autre milieu, était intime chez elle, se permettant toutes sortes de familiarités vis-à-vis d'elle, l'appelant « mama », la tutoyant selon son habitude... »

M. M'Arow tient d'un moine slave un fait qui dit bien la redoutable faculté qui était en Raspoutine et qui, sans la justifier, contribue une fois de plus à comprendre l'extraordinaire faveur dont il jouit à la cour de Nicolas II. Lorsqu'il était élève au séminaire des Sept-Lacs (prov. de Kazan), ce moine y partageait avec un camarade une petite maison de bois dans laquelle ils reçurent un jour la visite de leur supérieur qui venait leur présenter et recommander à leur bon exemple un garçon de seize à dix-sept ans, d'aspect assez désagréable, arrivant tout droit du fond de la Sibérie. Mais l'inconnu se mourait de faim et le supérieur s'étant éloigné en l'emmenant avec lui pour lui faire servir à manger, son compagnon émit devant le narrateur cette réflexion que « ce Grégor Raspoutine » avait les traits méchants et ne lui inspirait qu'une médiocre confiance. « Une heure après, le garçon de Sibérie reparut, seul cette fois. A peine entré, il secoua la tête et, prenant un air mauvais, il nous lut ce discours : « On m'a critiqué ici, et c'était vous, dit-il en se tournant vers mon ami. Vous m'avez jugé sans me connaître. Mais rien de ce qui me concerne ne m'échappe, continua-t-il en fixant mon camarade muet d'étonnement... Pendant son séjour au collège, il passait son temps à deviner les pensées des maîtres et à les leur répéter, à leur grande surprise... »

Un soir, un certain nombre d'habitués de la cour se trouvant réunis dans un café assez fréquenté de la capitale et Raspoutine, qui était de la partie, ayant proclamé que « sur un mot de lui, Tamka serait ici », le prince Orlow lui demanda de qui il voulait parler. Raspoutine voulait parler de « la fille de Sachka », de « la fille de l'impératrice ». Fou de rage, Orlow frappa le misérable au visage. Une scène répugnante se déroula. Il fallut transporter Raspoutine à la clinique Gersoni. La même nuit, l'impératrice alla le voir et le soigner — et Orlow, qui se rendit au palais vers huit heures du matin pour expliquer sa conduite au tsar, fut renvoyé sur-le-champ, expédié à Tiplis, où il dut rejoindre l'état-major de l'armée que le grand-duc Nicolas commandait sur le front turc ».

Dans la *Revue des Nations Latines*, fascicule XXI, la fin d'une étude où M. F. Consentini analyse « *I principi wilsoniani e le difficoltà della loro applicazione* » et dont je traduis ces conclusions :

« Nous avons exposé les principes fondamentaux de la politique du président Wilson. Ils procèdent tous d'un profond sentiment du juste et d'une conception vraiment moderne des aspirations de la démocratie. Il n'empêche que chacun d'eux soulève dans la pratique quelque grave difficulté .

« La solution du problème serait ici assurément facile, si l'on voulait et si moralement l'on pouvait imposer au vaincu la loi du vainqueur. Mais la paix que l'on ferait alors serait une paix de violence, laquelle ne manquerait pas d'engendrer bientôt de nouveaux et de pires conflits. Or, c'est une paix définitive que l'on réclame de toutes parts, — une paix qui ferme le cycle des guerres. A la conclusion de cette paix de violence, le président Wilson serait du reste le premier à se refuser, — l'Amérique, descendue dans l'arène sans aucun appétit de domination ni aucun intérêt à elle particulier, représentant en l'espèce une force rigoureusement impartiale et qualifiée pour jouer le rôle d'arbitre entre des ambitions opposées dont le triomphe mettrait en péril l'institution même de « la Société des Nations ».

« Il est dès maintenant hors de doute que l'Amérique exercera dans l'établissement de la paix prochaine l'action prépondérante et décisive qu'elle a déjà exercée dans l'heureux épilogue de la guerre : à tous les peuples, elle offre en effet à la fois la sûre garantie d'une scrupuleuse justice et le précieux secours qui permettra à l'Europe de renaître et de se réorganiser au double point de vue politique et économique ».

Dans le numéro suivant de la même publication, un article, signé Gina Lombroso, qui traite sur un ton aimablement original du suffrage féminin (*Intorno al suffragio femminile*).

L'importance des services rendus par la femme pendant la guerre, la preuve aujourd'hui faite et archifaite de l'absurdité de l'antique préjugé quant à « l'infériorité intellectuelle de la femme », la nécessité en bonne justice de reconnaître à la femme tous les droits demeurés jusqu'ici la chose de l'homme : tels sont les arguments sur lesquels s'appuyent plus expressément ces tournant de l'histoire les champions du vote féminin.

Le bien fondé des conclusions que l'on veut tirer de ces prémisses, si solides les prémisses soient-elles, reste fort contestable aux yeux de notre auteur.

Tout de suite, cette première observation qui atteste à coup sûr une rare finesse d'esprit : « Parce que la femme n'est pas intérieure à l'homme, y a-t-il égalité entre eux? Tenez. Vous admettez que l'homme n'est pas inférieur à la femme : est-il son égal pour autant? Où a-t-on jamais songé à invoquer l'égalité entre les sexes pour le charger, lui, d'organiser la vie domestique?.. Tous les Alliés ont couvert d'opprobre les Allemands et leurs complices « assassins de *femmes* et d'enfants » : c'est peut-être bien qu'il n'y a pas égalité entre la femme et l'homme ? »

Les avantages que doit valoir à la femme l'exercice du droit de vote? Les femmes, que l'on sache, les femmes n'ont eu besoin de voter : ni en Angleterre pour jouir de toutes les protections légales imaginables; ni en Italie, ni en France, ni dans l'Amérique du Sud, etc. etc., pour être admises à suivre les cours tant de l'enseignement secondaire que des Universités; ni en Italie encore, par exemple, pour pouvoir entrer dans telles carrières rigoureusement réservées à l'homme sous d'autres cieux; ni même en Russie pour voir les hommes se passionner, eux pareillement, dans le bon combat contre l'alcoolisme... Quant à l'inégalité des salaires, c'est affaire de concurrence essentiellement.

Et si les dangers qu'entraînerait pour la femme le bonheur de voter s'annonçaient du moins aussi problématiques que ces prétendus avantages ! Ils seraient deux notamment, les dangers — et trop faciles à pressentir. D'abord, qu'on imagine la mère, la sœur, l'épouse introduisant au foyer soit la légèreté, soit les calculs qui caractérisent les agitations de l'agora.. En outre... Mais je traduis, j'aime mieux traduire : « Les féministes nous assurent que le bulletin de vote sera une arme terrible pour faire peur à l'homme. Eh bien! la femme entend-elle faire peur à l'homme? Le haït-elle, cet homme auquel elle veut faire si grand'peur? Parlons net. Quelle est la préoccupation courante chez les femmes, chez toutes les femmes, chez les plus féministes parmi les femmes? Hé! mon Dieu, celle de fixer l'attention de l'homme et de trouver un mari... et le premier résultat du vote de la loi qui armerait la femme de cette terrible arme serait d'éloigner d'elle le compagnon possible... »

Voilà parler net en effet..., mais qu'il est heureux que cet article, d'ailleurs très sérieux, très pensé sous sa forme plaisante et dont je n'ai voulu dégager que les aperçus les plus spirituellement judicieux, soit d'une plume féminine ! GASTON CHOISY.

BIBLIOGRAPHIE

LA LITTERATURE DE GUERRE. par JEAN VIC (Payot et Cie, Paris, 2 vol. 1918).

Sous ce titre, l'auteur publie avec une préface de M. Gustave Lanson, un Manuel méthodique de critique des publications de langue française, pour la période 1914-1916.

C'est un ouvrage consciencieux, qui est indispensable à tous ceux qui voudront étudier de près la littérature de la guerre, un répertoire des volumes et des articles de revue qui constituent cette littérature en tous les ordres d'idées, un catalogue qui comprend aussi bien les romans que les livres d'histoire et de politique. Cette tâche ingrate, accomplie avec un esprit de classement irréprochable, fait honneur à M. Jean Vic.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : M. A. PINARD, puériculteur : *De la Protection maternelle et infantile pendant la quatrième année de la guerre dans le camp retranché de Paris* ; M. Em. DIÈGE, docteur ès-sciences, ingénieur agricole, chef de travaux à l'Ecole nationale d'Agriculture de Rennes : *La Question des engrais phosphatés* ; *Notes et Actualités* : Mathématiques : Le mois mathématique à l'Académie des Sciences. Physique : Pellicules de collodion. Chimie : L'importance de la chimie pratique. Botanique : Le botaniste A. Léveillé. Médecine : Le professeur Halopeau. Médecine : Le traitement de la grippe. Variétés : Du rôle de la Science expérimentale dans les progrès de l'industrie. Industrie : Le fil de papier. Agriculture : Variations de traction dans une même terre. Agronomie : Retour au seigle. *Nouvelles* : Académie des Sciences, Académie de Médecine, Académie d'Agriculture. Vie Scientifique universitaire : Universités françaises et étrangères. Le compte-rendu de l'*Académie des Sciences de Paris*, séance du lundi 17 mars 1919 : Communications de MM. B. Gambier, J. Hadamard, H. Cramer, M. Pétrovitch, V. Brun, E. Cotton, C. Raveau, C. Chéneveau et R. Audebert, L. Abonnenc, etc. — Séance du 24 mars 1919 : Communications de MM. G. Julia, A. Rateau, A. Petot, C. Rabut, G. Guillaumin, A. Blondel, R. Ledoux-Lebard et A. Danvillier, M. H. Hildebrandsson, G. Reboul et L. Dunoyer, A. Baldit, P. Nicolardot, etc. — Une *Chronique Bibliographique* : Analyse des ouvrages de MM. L. Lechatelier, J. Paley Yorke.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures.
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 8 — 57e ANNÉE — 19-26 AVRIL 1919

LE PROBLÈME POLONAIS

La Pologne revit, et nous applaudissons à sa résurrection, mais notre joie ne doit pas nous faire oublier les difficultés qui l'attendent. D'abord, quoi qu'on fasse pour s'y conformer aux principes « wilsoniens », elle contiendra des Allemands qui, longtemps, regarderont vers Weimar ou vers Berlin ; dès à présent, elle contient d'autres « allogènes » dont il serait téméraire de présumer qu'ils seront toujours et tous de bons patriotes polonais. D'autre part, l'industrie sera difficile à ranimer ; les usines sont ruinées, les capitaux rares, et l'espoir de grands profits exclu si, comme il est possible, la séparation d'avec la Russie entraîne la fermeture de ses marchés ; aux difficultés politiques s'ajoutera donc la crise économique. En attendant l'une et les autres, le Congrès de la Paix n'arrive pas à tracer les frontières du nouvel Etat, et chacune d'entre elles soulève des problèmes qui s'aggravent chaque jour.

Les journaux nous ont appris que, du côté de l'Allemagne, une ligne avait été adoptée par les comités techniques du Congrès, ligne qui laisse aux Polonais, avec la plus grande partie de la Prusse occidentale, la presque totalité de la Posnanie et de la Silésie supérieure ; en outre, un plébiscite serait prévu pour certaines régions de la Prusse orientale. Telles quelles, ces propositions ne sont pas entièrement favorables aux Polonais ; elles sacrifient des territoires qui leur appartiennent historiquement et linguistiquement ; le plébiscite en Prusse orientale, si les conditions n'en sont pas rigoureusement déterminées, ne sera qu'un trompe-l'œil ; la bande polonaise tracée le long de la Vistule jusqu'à la mer sera sur certains points trop mince pour résister aux pressions allemandes de l'Est et de l'Ouest. Quoi qu'il en soit, les Polonais accepteront ces limites ; il ne s'agit plus que de savoir si les Alliés auront l'énergie de les imposer à l'Allemagne.

Supposons la chose faite ; il restera à fixer les limites, au Sud et à l'Est, du nouvel Etat. Au Sud, on réglera sans trop de peine le conflit ouvert avec les Tchéco-Slovaques ; à l'Est, les difficultés seront beaucoup plus grandes. S'il ne s'agissait que d'émanciper la Pologne russe proprement dite, on devrait lui donner ses frontières de 1814, et les Russes, d'avance, y sont tout résignés, encore que cette amputation leur enlève le pays semi-russe de Kholm. Mais les Polonais n'acceptent pas cette solution, qui laisse en Russie des éléments polonais — ou polonisés — que jamais ils n'ont voulu sacrifier, même quand cet abandon leur aurait valu plus de liberté dans la Pologne proprement dite ; ils l'acceptent d'autant moins aujourd'hui que la Russie tombe ou semble tomber en morceaux. Nous avons donc entendu, dans ces derniers mois, beaucoup de réclamations qui dépassent, et largement, le cadre de la Pologne du Congrès de Vienne, de la *Kongressorka*. Tel nous a rappelé que les Provinces Baltiques ont été rattachées à la Pologne du XVIe siècle ; tel autre, qu'elle a dépassé le Dniepr et rejoint, au sud, la

frontière turque. De plus modérés demandent simplement la Lithuanie, là même où elle est peuplée surtout de Russes, jusqu'à Minsk, et puis, au sud, la Gallicie orientale et même une partie de la Volhynie et de la Podolie. Il nous les faut, disent-ils, bien que nous y soyons en minorité, parce que nous y formons, depuis des siècles, l'élément riche, cultivé, civilisateur, et aussi dans l'intérêt de l'Europe ; par ces provinces, en effet, nous rejoindrons les frontières de la Roumanie et nous pourrons ainsi constituer, avec elle, le bloc solide dont l'Occident a besoin contre le bolchevisme. D'ailleurs, ajoutent-ils, ces demandes ne nous mettent pas aux prises avec la vraie Russie, avec le peuple grand-russe qui a fait l'Empire des Tsars et qui hier encore était sa force. Les *oukraïny*, les Marches dans lesquelles nous voulons reprendre notre bien d'autrefois, ne sont habitées, au Nord — Polonais mis à part — que par des Lithuaniens, à l'Est, que par des Blancs-Russes, au Sud, que par des Petits-Russes. Or, la Russie leur a reconnu, à tous, le droit de se détacher d'elle ; ils ont manifesté, les uns et les autres, leur intention d'en user. Si maintenant nous voulons, nous Polonais, réunir à la Pologne certains territoires déjà séparés de la Russie, les vrais Russes, les Moscovites, n'auront rien à y redire ; une fois pour toutes, ils s'en sont désintéressés, et leurs alliés du début de la guerre, nos alliés d'aujourd'hui, seraient « plus royalistes que le roi » s'ils prétendaient nous limiter de ce côté.

Cette théorie qui est, au fond, celle des Allemands à Brest-Litovsk, conduirait à de graves déconvenues. Admettons que les Polonais aient raison de vouloir s'étendre dans l'Est, que leur culture et leur passé leur donnent le droit de régenter Lithuaniens, Blancs-Russes et Petits-Russes : il est certain, en tout cas, que ce droit ne sera pas reconnu par les nationalités inférieures ou supposées telles : il y aura lutte, et ce qu'elle sera, nous le voyons par les combats qui se poursuivent en Gallicie. Les Polonais en sortiront vainqueurs, soit, mais leur victoire désarmera-t-elle les vaincus ? Le temps est passé des dénationalisations : Lithuaniens, Blancs-Russes et Petits-Russes ne se résigneront plus à devenir, comme jadis beaucoup de leurs ancêtres, des Polonais de seconde classe; ils garderont leur culture, leur langue, leur hostilité à la Pologne, et comme jadis, ils iront se chercher des alliés en Russie. Or, l'indifférence ou la générosité de celle-ci, en 1917, n'a été que l'accident d'un jour de folie ; sa tradition plusieurs fois séculaire, c'est la réunion de toutes les terres russes. Elle ne restera pas sourde aux appels qui lui viendront de l'Ouest, et nous verrons donc recommencer le duel qui a fini, une première fois, par le partage de la Pologne.

Sur ce péril, ceux d'entre nous qui inclinent à satisfaire toutes les demandes polonaises se rassurent en pensant que la force russe ne renaîtra pas, ou que, si elle renaît, elle sera paralysée par quelque morcellement fédératif. Mais voyons ce qui se passe sous nos yeux. Très vite, les bolcheviks ont ressuscité l'autocratie à leur profit, et c'est maintenant son instrument, l'armée, qu'ils réorganisent avec les cadres et la discipline d'autrefois. Cette armée, quand elle sera refaite, renversera peut-être Lénine et Trotski, mais pour porter au pouvoir d'autres dictateurs qui légitimeront leur dictature en la mettant au service de l'idée nationale. Quant à la Russie fédérale, si elle existe jamais, elle sera, pour une Pologne agrandie en terre russe, au moins aussi dangereuse que la Russie unitaire. La Petite-Russie et la Russie-Blanche auront, en effet, plus de poids dans celle-là que dans celle-ci ; elles entraîneront dans leur querelle contre les Polonais leur confédérée, la Grande-Russie, et d'autant plus facilement que Moscou verra, dans cet effort commun, le sûr moyen de reprendre sa place d'autrefois à la tête de « toutes les Russies ».

Le profit d'annexions en terre russe sera donc mince, et déjà on s'en aperçoit dans les pays qui rêvent d'annexer ; il nous revient, et de Pologne et de Roumanie, des voix pour nous exhorter à former des deux pays une barrière solide contre les bolcheviks, et à l'appuyer de toutes nos forces. Comprenons bien que, dans l'esprit des hommes d'Etat qui nous appellent, cette barrière devra subsister, les bolcheviks disparus, contre leurs successeurs en Russie, quels qu'ils soient, et demandons-nous si nous n'aurons pas assumé une tâche trop lourde pour nos forces. Qui voudra la supporter jusqu'au bout ? Laissons de côté la Ligue des Nations qui est encore un problème ; ne considérons que les Etats qui en seront les éléments essentiels. Les Etats-Unis sont loin ; l'Angleterre s'est désintéressée jadis du sort de la Pologne, et peut-être aura-t-elle des retours d'insularisme ; la France se heurtera à l'Allemagne qui, contre la Pologne, sera toujours l'alliée de n'importe qui. La république polonaise se retrouvera dans le même état qu'au XVIIIe siècle, et, l'Europe entière subira une fois de plus la pression de l'alliance germano-russe.

Qu'en conclure, sinon qu'il vaut mieux, pour la Pologne, s'abstenir d'annexions qui, d'un côté affaibliront des sympathies, de l'autre susciteront de redoutables rancunes ? Sur certains points de la future frontière on pourra discuter. Si la portion vraiment lithuanienne et non russe

de la Lithuanie veut se rattacher à la Pologne, la Russie en prendra sans doute son parti. D'autre part, les Polonais sont nombreux en Gallicie orientale, et les « Ruthènes » y sont souvent non moins hostiles aux Russes qu'aux Polonais ; inclus dans les frontières russes, ils y joueraient le rôle du cheval de Troie. On peut donc rechercher, de ce côté, une solution moyenne : que cette région soit autonome et placée sous le contrôle de la Société des Nations, pour laquelle une tâche aussi limitée ne sera peut-être pas trop lourde ; que, d'autre part, sur cette *plaque tournante* de l'Europe orientale, le passage soit libre entre la Tchéco-Slovaquie et la Russie comme entre la Pologne et la Roumanie, à la longue il s'y établira un état de choses qui, sans choquer les susceptibilités russes, servira les intérêts polonais. Là comme ailleurs, la liberté et le progrès économique aidant, les querelles de langues et de rancunes historiques finiront par s'atténuer.

Ces conclusions modestes ne seront pas du goût de tous les Polonais ; elles s'inspirent, en effet, d'une idée qui, avant la guerre, irritait fort certains d'entre eux, celle qu'il faut de bons rapports entre les deux grands peuples slaves de l'Est. Ces bons rapports, la guerre n'a rien changé à leur nécessité. Comme la Pologne russe d'hier, la Pologne libre aura besoin des marchés russes ; comme elle encore, elle aura besoin, contre l'inévitable retour offensif des Allemands, de l'idée slave et des baïonnettes russes. Ils ne sont pas moins désirables, enfin, pour les Etats d'occident, dont l'intérêt est de ne pas mettre aux prises les peuples qui, au cours de cette longue guerre, ont été leurs alliés : ils le sont surtout à nous qui ne devons ni ne pouvons sacrifier les Russes : l'oubli des services rendus est un exemple que nous aurions tort de donner. Seuls, les Allemands peuvent désirer une avance des Polonais dans l'Est : en la favorisant, nos diplomates feraient la plus lourde des fautes.

EMILE HAUMANT.

L'ANGLETERRE DANS LA GUERRE (1)

(*Suite*) (2)

Dans quel état d'esprit se trouvait Kitchener en face du problème qu'il avait à résoudre ? Beaucoup de Français, à la fin de l'année 1914, souriaient lorsque des officiers de l'armée britannique venaient dans nos ports et dans nos villes louer des habitations pour trois ans. Ces gens songeaient à rester trois ans en France ! Etait-il vraisemblable que la guerre durerait trois années !

C'était l'ordre de Kitchener. Il avait compris que la guerre serait longue parce qu'elle devait être d'abord une guerre d'usure.

Mais cette conception, il fallait la faire entrer dans l'opinion publique anglaise afin de l'amener à consentir la levée en masse. Certes dès les premiers jours de la guerre, les classes dirigeantes s'enrôlent, les ouvriers mineurs s'engagent par milliers avec cette belle indépendance d'esprit qui caractérise le mineur et le marin anglais : mais l'homme de bureau, de commerce, d'affaires reste sourd à l'appel. Il donnera de l'argent, des vivres des munitions ; il acceptera que la flotte combatte si c'est nécessaire ; mais c'est tout.

Par contre, dans l'état-major de Kitchener, on le pousse à imposer la conscription immédiate et particulièrement lord Roberts qui, donnant l'exemple jusqu'au bout, est venu mourir en France, au milieu des troupes indiennes au mois de novembre 1914. L'habileté de Kitchener a été de se refuser à faire un coup de force qui lui aurait aliéné une grande partie de l'opinion britannique et l'aurait vraisemblement mené à un échec. Il s'est présenté comme l'homme rétrograde, le champion des idées du passé, que les événements obligeaient à améliorer ou à modifier. Il sut profiter de toutes les circonstances pour provoquer des enrôlements, augmenter ses contingents, grossir ses cadres, si bien qu'après être arrivé à constituer une immense armée, il n'a plus eu qu'à demander à la nation un faible effort pour qu'elle consentît au service militaire obligatoire.

Devant le peuple, on a plaidé ; la propagande pour les enrôlements volontaires a été menée comme une campagne électorale. Le cas de conscience a été posé à la nation britannique.

Certes, les Anglais ont eu souci de leurs intérêts politiques, de la défense de leur sol, de leur avenir, mais c'est surtout une idée généreuse qui les a guidés.

Ils ont été indignés, à la pensée qu'on pouvait violer la parole donnée et commettre des crimes aussi abominables que ceux qui souillèrent et ensanglantèrent le nord de la France et de la Belgique. Mais s'ils voulaient châtier ces crimes, ils ne voulaient pas y être contraints. C'était leur faire injure que de leur imposer le service obligatoire. Me trouvant en Angleterre quelques mois avant le vote de la loi qui l'édicta, je m'entretenais un jour avec notre attaché militaire, le colonel de La Panouse. Il me

(1) Conférence de M. Ch. GUERNIER, à la Ligue française de l'Enseignement, le 11 décembre 1918.

(2) Voir *Revue Bleue*, n° 7, 1919.

raconta qu'un jeune lad à son service était venu le matin lui demander la permission de s'engager pour aller se battre en France et que lui ayant répondu : « Tu peux attendre, dans quelques mois il y aura la conscription ; à ce moment là tu partiras », le jeune homme répliqua :

« Non, je veux me battre comme un homme libre, je ne veux pas me battre comme un esclave ».

Voilà la conception de la nation anglaise et les sentiments dont il fallait tenir compte pour organiser le recrutement volontaire et plus tard, mais seulement plus tard, la conscription.

Ce sentiment d'indépendance était tellement répandu que maintes fois dans les journaux on a discuté la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu, quand le service militaire obligatoire serait établi, de donner aux conscrits un uniforme différent de celui des engagés libres.

Pour réaliser le vaste programme que Kitchener s'était tracé il fallait soutenir, informer, exciter l'opinion publique. Tout le monde s'y prêta. D'abord les patrons qui promirent à leurs ouvriers de les réembaucher lorsque la guerre serait finie ; puis, tous ceux qui avaient quelque autorité se répandirent dans le pays et tinrent d'innombrables meetings. On a prononcé 20.000 discours, 50 millions d'affiches ont été placardées. Les théâtres, les cinémas invitaient les jeunes gens à s'engager. Les membres du Parlement, pour les amener à s'enrôler plus vite et pour que l'engagement restât conforme aux prescriptions de la loi — vous savez combien l'Anglais est formaliste — suppléèrent les sergents recruteurs débordés. Ils firent fabriquer des formules que Kitchener passa des jours et des nuits à signer et se répandirent dans les comtés où ils ouvrirent eux-mêmes des bureaux de recrutement.

Les femmes ont pris une part considérable à l'enrôlement. Le jeune Anglais n' a pas la mentalité légère et facile du jeune Français : il est très timide. Il le reste longtemps et c'est peut-être une raison de sa froideur et de son attitude distante. Les jeunes femmes, les jeunes filles accostaient les jeunes gens qu'elles rencontraient dans les salons, dans les thés, dans les rues ; elles leur disaient : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas engagé ? Vous n'êtes pas encore soldat ? Vos camarades sont partis. Votre roi, votre pays a besoin de vous, allez vous engager ». Et le jeune Anglais, au lieu de répondre par la galéjade qui serait venue sur les lèvres d'un Français réfléchissait, se posait le cas de conscience et le soir il s'enrôlait pour le continent.

Au mois de mai 1915, Kitchener avait déjà obtenu un million d'enrôlements volontaires. A la fin de cette même année, le chiffre de 3 millions était atteint, en mai 1916 le Roi George proclamait que 5.410.000 hommes s'étaient engagés volontairement pour venir combattre sur le sol français.

Le gouvernement britannique ne se tint pas pour satisfait, Kitchener entendait obstinément que tous servissent. Il fut aidé dans ses desseins par un homme qui joua un rôle admirable dans le recrutement de la jeunesse britannique, lord Derby, aujourd'hui ambassadeur du Royaume-Uni auprès du gouvernement de la République. Lord Derby s'appliqua à tirer des enrôlements volontaires le maximum de rendement possible et à ne préparer les voies et moyens tendant à établir la conscription que si les effectifs demandés n'étaient point atteints par les engagements libres. Vous voyez quelles précautions on prenait pour respecter jusqu'au bout l'idée de la liberté. Il commença par faire faire le recensement général de toute la population valide, hommes et femmes. Jusqu'alors point de statistiques précises qui permissent d'évaluer au moins par approximation la portée d'une mesure de gouvernement. Le recensement fut précisé par de judicieuses distinctions ; ainsi furent établies des statistiques suivant la catégorie sociale et l'état-civil. L'autorité militaire éclairée par cette enquête sur la répercussion prévue de ses décisions pressa l'œuvre législative.

Une première loi en janvier 1916 obligea les célibataires à servir entre 18 et 41 ans ainsi que les veufs sans enfants. Au mois d'avril 1916, ce fut le tour des hommes mariés qui s'étaient engagés à la condition de ne pas traverser le détroit.

Une cruelle épreuve décida de la conscription. Les peuples qui n'ont pas d'élévation morale se laissent abattre par les catastrophes ; l'Anglais, au contraire réagit brusquement contre le destin. Il grandit dans l'adversité. Vint la semaine du 25 avril au 1er mai 1916 qu'on a appelée la semaine noire ; révolution à Dublin, bombardement de Yarmouth, les zeppelins sur Londres. La nation britannique se raidit et répliqua par la conscription qui fut édictée le 3 mai 1916.

Conscription approximative, conscription atténuée d'exceptions ; exceptions du chef de la conscience, exceptions au profit des ouvriers occupés aux fabrications militaires, des employés d'innombrables services civils ; exceptions que la pratique rendit si nombreuses qu'au mois de septembre 1916 on fut obligé d'instituer un département nouveau pour reviser les cas d'exemption. Ce département ministériel fonctionna avec tant d'énergie et de rapidité qu'au mois de janvier 1917, il avait terminé

son œuvre et incorporé 700.000 recrues nouvelles.

Voilà comment le gouvernement britannique est arrivé peu à peu, en tenant compte de l'opinion publique, en profitant des évènements, en persévérant sans défaillance dans la ligne de conduite qu'il s'était tracée, à lever une armée de plus de 6.000.000 d'hommes qui a fait la grande guerre et dont les avant-gardes viennent d'entrer glorieusement dans la ville de Cologne.

La noble indignation qui avait soulevé l'Angleterre s'étendit à tout l'empire : les colonies, les Dominions lui ont fourni des contingents, de l'argent, des vivres, des ressources de toute espèce.

Le Canada, dont la population et de 8.000.000 d'habitants, avait au printemps 1917 recruté 400.000 volontaires dont 300.000 étaient en Europe. En 1918, le chiffre de ses recrues s'élevait à 565.000. Il a voté le service militaire obligatoire. Il n'était tenu à rien. Ni sa constitution, ni les liens qui l'unissent à la Couronne ne l'obligeaient à intervenir dans la guerre ; il l'a fait spontanément, volontairement.

Il en a été de même de l'Australie qui, sur 4.875.000 habitants avait, en 1918, recruté 426.000 hommes ; une armée presqu'aussi nombreuse que l'armée britannique qui avait fait la campagne du Sud-Afrique. En même temps, elle équipait des croiseurs comme *Le Sydney* qui a coulé *l'Emden* et envoyait des escadrilles de sous-marins, de destroyers, de torpilleurs, battre les mers.

La Nouvelle-Zélande avec 1.162.000 habitants, équipait 110.000 hommes.

L'Inde, que les Allemands s'étaient flattés de soulever — ils espéraient, grâce à leurs intrigues dans le monde islamique, faire que l'Inde entière se révoltât contre l'Angleterre — a envoyé 1 million 250.000 hommes. Dès le mois de septembre 1914, les contingents indiens se battaient sur le front français. Depuis, d'autres se sont distingués en Egypte, à Gallipoli, à Salonique, en Mésopotamie, dans l'Est africain. Les chefs indiens ont donné sans compter les hommes, l'argent, le matériel.

L'Afrique du Sud a levé 58.000 hommes ; 40 0/0 de la population de la Rhodésia est venu se battre ; les plus petits postes ont tenu à honneur de défendre la civilisation : tels celui du Fidgi qui compte à peine 4.000 blancs et qui a envoyé un corps de 300 hommes.

Ainsi, une grande idée morale a porté une nation à rompre avec tout son passé, à s'engager dans la plus redoutable des aventures, à entraîner par son exemple des peuples de tous les continents. Mai il ne suffit pas d'avoir des hommes pour mener la guerre, il faut que ces hommes soient armés, qu'ils aient des munitions, qu'ils soient équipés, vêtus, nourris, soignés, transportés, renouvelés. L'industrie d'une nation est bouleversée par la poursuite d'une guerre pendant quatre années.

L'Angleterre n'a pas compris aussi vite que la France l'importance de l'effort industriel qu'elle devait accomplir. Il a fallu toute l'énergie de la presse et, il faut le dire, toutes les belles campagnes du « Times » pour dessiller les yeux de son peuple. Mais, au moment où il a compris il est entré résolument dans la voie qu'il convenait de suivre.

*
* *

Ce fut le mérite de M. Lloyd George de l'avoir discernée l'un des premiers. Ce sera son honneur d'y avoir conduit et maintenu son pays jusqu'à la victoire. Chargé en juin 1915, de créer le ministère des munitions il l'organisa et le dirigea avec une volonté de fer et un dévouement infatigable. Voici quelques résultats singulièrement démonstratifs.

En décembre 1916, après 18 mois, le Ministère des munitions avait mis la main sur plus de 4.500 établissements industriels, en 1917 sur plus de 5.000.

Au début de la guerre, il y avait trois arsenaux de l'Etat supplémentés par quelques fabriques d'armes privées. En 1918, il y en avait plus de 150.

Les progrès ne sont pas moins importants dans la fabrication des munitions.

Si l'on prend comme base de comparaison la production de 1914-1915 et si l'on admet que les chiffres de cette année constituent l'unité, on peut dire que les munitions augmentent pour les canons légers et les canons moyens, dans le rapport de 1 à 5 en 1916, de 1 à 9 en 1916-1917 ; pour les mitrailleuses dans le rapport de 1 à 12 en 1916, de 1 à 39 en 1917, de 1 à 70 en 1918 ; pour les howitzers, dans le rapport de 1 à 5 en 1916, de 1 à 27 en 1917, de 1 à 40 en 1918.

Le nombre des canons ultra-lourds s'accroît dans le rapport de 1 à 21 en 1916, il est 220 fois plus grand en 1917 qu'en 1914-1915, 280 fois en 1918 : celui des canons lourds est 6 fois plus grand en 1916 qu'en 1914-1915, 70 fois plus en 1917, 400 fois plus en 1918.

Les prouesses des aviateurs britanniques sont devenues légendaires : attaques sur les formations de l'arrière et les villes du Rhin, reconnaissances qui ont assuré les victoires finales, chasse des avions allemands qui, privant l'ennemi de ses moyens de reconnaissance, a arrêté sa marche sur Paris.

Mais aussi quels progrès dans leur armement ! En 1914, il y avait dans toute l'Angleterre 130 aéroplanes : 64 pour la marine et 66 pour l'armée de terre : en 1918 il y en avait plusieurs milliers dont 2.500 pour la marine seule : au mois d'août 1918 les usines anglaises construisaient plus d'avions en une semaine qu'elles n'en avaient construit en 1914, en un mois que dans toute l'année 1915, en un trimestre que dans toute l'année 1916.

Quant au personnel, il comprenait en 1914 à peine un millier d'hommes, il en comptait en 1918 plus d'une centaine de mille.

Cela est beau. Il y a peut-être quelque chose de plus beau. Je vous ai dit la part des femmes anglaises dans l'œuvre des enrôlements volontaires, faisant honte aux jeunes gens qui ne s'engageaient pas. Elles ne se sont pas contentées d'agir par la parole, elles ont agi par l'exemple.

Je ne parle pas des œuvres de charité et de bienfaisance. Dans tous les pays les femmes sont capables de ces œuvres. Ce qu'ont fait les femmes anglaises est plus admirable encore.

Elles se sont engagées résolument dans les ateliers de munitions. Je ne fais pas allusion aux femmes du peuple qui ont pu trouver des avantages matériels à abandonner un travail chichement payé pour un travail bien rémunéré, je parle d'un nombre considérable de jeunes femmes et jeunes filles de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui se sont engagées comme ouvrières et ont accepté les plus rudes labeurs. J'en connais qui portent de grands noms, sont riches de plusieurs millions et qui tous les matins sortent à 6 heures de leurs maisons pour aller accomplir la besogne la plus grossière, comme nettoyer l'atelier afin de donner l'exemple. Et elles font cela depuis quatre ans.

Les femmes anglaises prennent part à 500 opérations dans la fabrication des munitions. Sur ces 500, il y en a 250 auxquelles, avant la guerre, aucune femme n'avait jamais mis la main. Leur nombre total en service de guerre pour le gouvernement s'élevait en novembre 1917 à 1.300.000.

Ce n'est pas seulement dans la fabrication des munitions qu'elles ont pris part à la guerre, c'est encore sur le front même et dans les armées.

Au printemps de 1915, déjà 8.000 femmes s'étaient engagées dans les services de l'armée. On a ensuite constitué un corps d'armée de femmes auxiliaires qui sont complètement militarisées: elles portent l'uniforme, possèdent des cadres, sont soumises à la discipline, logent dans les baraquements. Ceux d'entre vous qui ont fait la traversée du canal, ont rencontré souvent de ces femmes soldats. Elles sont secrétaires d'Etat-Major ; en Angleterre, la 22e section que le Parisien connaît bien, est réservée aux femmes. Elles sont télégraphistes, téléphonistes, chauffeurs d'automobiles, mécaniciennes dans les centres d'aviation.

Comme les besoins de l'armée augmentaient, au début de l'année 1918, la reine Mary a fait appel aux femmes, leur demandant de venir plus nombreuses s'enrôler dans les rangs de l'armée du Royaume. Savez-vous combien de femmes ont répondu à l'appel de la Reine ? 70.000.

Vous trouverez naturel après cela que les femmes anglaises aient été, comme celles des autres pays, si nombreuses dans les œuvres d'assistance et de charité. On a parlé souvent de ces œuvres. J'ai déjà dit que je n'insisterai pas ; mais je m'en voudrais de ne pas payer un tribut de reconnaissance aux femmes qui se sont mises au service de l'armée française. Elles ont tenu une place importante dans les formations de la Croix-Rouge britannique et de l'ordre de Saint-Jean, œuvres admirables qui nous ont fourni 500 automobiles pour le service sanitaire, 13 laboratoires automobiles avec radio, autos dentaires et organisé un excellent service de side-cars pour le transport des blessés. A Douaumont, par exemple, où il aurait fallu 22 trains et 19 heures pour évacuer nos blessés : les side-cars de la Croix-Rouge britannique les ont évacués en 7 heures.

La guerre a réhabilité les suffragettes. Sur le sol français elles ont créé des établissements hospitaliers pour nos soldats. Je citerai notamment l'admirable hôpital construit dans les ruines de l'Abbaye de Royaumont, éclairé à l'électricité, pourvu de services médicaux, de services chirurgicaux en liaison parfaite avec le front au moyen d'automobiles et de side-cars et dont tout le personnel, aussi bien médecins qu'infirmières, est exclusivement féminin.

Si je n'étais pas enfermé dans les limites d'une conférence déjà trop longue, je montrerais que l'armée a pu se constituer sans que les services publics et privés aient été désorganisés, chacun s'étant mis bénévolement à la disposition du gouvernement. Des milliers de femmes ont accepté d'être pompiers, agents de police, conducteurs de fourgons postaux, ouvrières agricoles.

Il ne sert de rien d'avoir des soldats nombreux, bien armés, bien équipés s'ils ne sont pas largement nourris et s'ils ne jouissent pas d'un bien-être relatifs. Les grands capitaines ont toujours été d'accord sur ce point. Le gouvernement britannique a, dès le premier jour et sans aucune défaillance par la suite, donné toute sa sollicitude à l'alimentation du soldat. A aucun moment, en au-

cune circonstance, le troupier anglais n'a manqué je ne dirai pas du nécessaire, mais même de ce que nos poilus regardèrent souvent comme du superflu. La ration du soldat est sacrée, les chefs y veillent avec un soin minutieux. Elle est copieuse.

Le soldat anglais reçoit par jour : 1 livre 1/4 de biscuits, (la livre anglaise vaut 453 grammes), 1 livre 1/4 de viande fraîche, 4 onces de confitures (l'once vaut 28 gr. 35), 3 onces de sucre, 2 onces de légumes secs, 1/3 once de thé, 1/2 once de café, 4 onces de lard, 3 onces de fromage, 1/8 de pot de lait condensé.

Après la nourriture, la propreté.

Le blanchissage du soldat anglais est légendaire. Dès que celui-ci arrive au cantonnement, il se débarrasse de ses vêtements, le plus souvent dans d'anciennes usines aménagées en immenses salles de douches. Quand il s'est nettoyé, il reçoit du linge propre et ses vêtements passés à l'étuve. Ses souliers sont remplacés chaque fois qu'il le demande. Enfin, pour que l'opinion publique se rendît compte de la sollicitude dont l'armée était l'objet, on a promené sur le front des représentants d'associations ouvrières, on leur a montré comment vivait le soldat, combien on prenait soin de lui et aussi — mais plus tard, il faut le dire — quel souci on avait des deniers des contribuables en veillant à ce que rien ne fût gaspillé, afin que la guerre fût continuée aussi longtemps qu'il serait nécessaire.

L'œuvre de récupération accomplie dans l'armée anglaise par le Salvage Corps, fut remarquable. Un service annexe à chaque division était chargé de faire après le combat, le nettoyage du champ de bataille et, aussitôt qu'une troupe avait quitté son cantonnement, le nettoyage de ce cantonnement. Il ramassait les armes, les cuirs, les équipements, les bidons, recueillait les huiles, graisses et aussi les vivres. Le Salvage Corps fondait les graisses, récupérait l'étain des boîtes de conserves. Quant aux souliers, je conseille à ceux qui iront à Calais d'aller visiter l'usine de récupération de chaussures militaires que les Anglais y ont établie. Non seulement les souliers y sont réparés et ressemelés, mais les vieux souliers sont utilisés, on coupe les semelles en petits morceaux pour bourrer les surfaix des chevaux : dans les tiges et l'empeigne, on découpe des lacets de souliers.

Dans le drap qui recouvre les vieux bidons, on taille des moufles de chauffeurs, on fabrique des lunettes d'autos avec les casques réformés.

Soutenue par un pareil effort, l'armée anglaise a pu constamment se maintenir à la hauteur de la tâche qui lui avait été confiée. Son œuvre de guerre, je n'en parlerai pas; c'est aux militaires de la juger. Je n'ai pas de compétence pour cela ; mais, comme tous les Français, j'ai le devoir de rendre hommage aux soldats qui ont fait l'admirable retraite de Charleroi ; qui, du 23 août au 17 septembre, se sont battus sans une heure de repos ; qui livrèrent les trois sanglantes batailles d'Ypres, remportèrent la victoire des avants de Cambrai et montrèrent tout ce que l'ingéniosité anglaise était capable de faire en assaillant pour la première fois l'ennemi sans aucune préparation d'artillerie, au moyen de 400 tanks à la tête desquels marchait le colonel Ellis qui progressa si rapidement qu'après avoir atteint ses objectifs il eut encore le temps de rentrer à l'heure pour prendre son breakfast.

L'armée anglaise s'est recueillie et s'est réformée durant la guerre. Elle s'est réformée notamment au point de vue de la répartition de ses effectifs, et de l'entraînement de ses états-majors.

Pendant très longtemps, le recrutement régional a pesé sur la composition des unités. Les hommes de la même région étaient réunis dans la même division et si la division était très éprouvée, tant pis, on ne la complétait pas. D'effroyables pertes subies à la fin de l'année 1917, et en mars 1918 ont rendu l'amalgame des troupes inéluctable. La belle œuvre qui vient de s'accomplir depuis le mois de mai est dûe en partie à l'amalgame des divisions anglaises, menées par des états-majors qui, avaient acquis l'entraînement et la maîtrise, qui, en pleine bousculade, parmi les cris, le vacarme, malgré les informations contradictoires et le bouleversement fréquent de ses prévisions permettent à l'officier d'état-major de garder son sang-froid, de rédiger des ordres, de coordonner les mouvements.

On a pu dire que, novices en 1914, les officiers britanniques égalèrent en 1918 nos officiers d'état-major français.

*
* *

La victoire a été chèrement payée par les pertes de quatre années, 70 0/0 de l'effectif de la première armée ont péri, une seule division a perdu 10.000 hommes sur 12.000 et sur 400 officiers 350 ont été tués.

Les chiffres des pertes annoncés à la Chambre des Communes, le 19 novembre par M. Mac Pherson sont les suivants : en France, tués 32.769 officiers, 526.843 sous-officiers et soldats. Et il en est mort encore en Italie, aux Dardanelles, à Salonique, en Mésopotamie, en Egypte, en Afrique Orientale et ailleurs. Le total des tués se monte à 37.978 officiers, 620.828 hommes, six fois plus d'hommes que nous n'avions perdu durant la guerre de 1870. En-

semble des tués, blessés, manquants et prisonniers : 126.757 officiers, 2.592.895 sous-officiers et soldats.

Permettez-moi après vous avoir remercié de votre bienveillante attention, de terminer en rappelant un incident qui laissa à tous ceux qui en furent les témoins, un souvenir profond.

En 1916, M. Clemenceau qui ne connaissait encore que l'envers de la popularité, présidant la Conférence interparlementaire franco-britannique, accueillit nos collègues des lords et des communes par cette apostrophe : « Depuis Azincourt, je vous attendais, Messieurs les Anglais ».

Paroles symboliques dont quatre années de guerre ont permis de mesurer toute la profondeur. Malgré un malentendu séculaire, deux grandes nations éprises, chacune à sa manière, de liberté et de justice avaient évolué parallèlement. Des dissemblances et des oppositions masquaient aux observateurs superficiels, l'harmonie des consciences. A l'heure du péril pour la civilisation, elles se sont retrouvées, unies dans le sacrifice pour un même idéal.

Lorsque, dans le cours de la vie, vous serez heurté par une contradiction, une négligence ou une injustice apparente, même réelle, de nos Alliés, ne vous hâtez pas de porter de ces jugements péremptoires et légers par lesquels on compromet les plus nobles causes.

Pensez à l'effort admirable qu'ils ont fait sur eux-mêmes pour que la méprisable petite armée s'égalât à la plus noble tâche. Et souvenez-vous de la confiance robuste de M. Clemenceau.

CH. GUERNIER.

GŒTHE A L'ÉCOLE DE VOLTAIRE (1)

I

Gœthe disait un jour à Eckermann, tout en feuilletant la traduction de *Faust* par Gérard de Nerval, qu'il venait de recevoir : « D'étranges idées me passent par la tête, quand je pense que ce livre a encore de la valeur dans une langue dans laquelle Voltaire a régné, il y a cinquante ans. Vous ne pouvez avoir à cet égard les mêmes impressions que moi, car vous ne pouvez vous représenter l'importance que Voltaire et ses grands contemporains avaient au temps de ma jeunesse, et l'empire universel qu'ils exerçaient sur le monde moral. Ma biographie ne fait pas clairement ressortir l'influence que ces hommes ont eue sur ma jeunesse, et l'effort qu'il m'a fallu faire pour garder mon indépendance vis-à-vis d'eux, pour m'habituer à marcher seul et à me tenir plus près de la nature. »

Ces paroles sont du 3 janvier 1830. Mais ce n'était pas la première fois que Gœthe s'étendait avec complaisance sur les mérites de Voltaire et sur le profit qu'il avait trouvé à le lire. Dans une des remarques dont il accompagna *le Neveu de Rameau* de Diderot, en 1805, il énumère toutes les qualités que peut avoir un écrivain ; elles ne sont pas moins de quarante-six, et il n'y en a que deux, ajoute-t-il, qu'on pourrait être en droit de refuser à Voltaire : la conception profonde et l'exécution parfaite (*die Tiefe in der Anlage und die Vollendung in der Ausführung*).

Ce qu'il admire surtout dans Voltaire, c'est sa facilité, la promptitude avec laquelle il trouve aussitôt la forme appropriée à sa pensée. Ici encore, il faut citer les *Conversations* d'Eckermann. « Il n'y a jamais eu, dit Gœthe à la date du 16 décembre 1828, un poète qui ait eu à chaque instant, comme lui, son talent à sa disposition. » Et, à ce propos, il raconte le fait suivant : Voltaire était au moment de partir de Cirey, la demeure de Mme du Châtelet ; déjà sa voiture l'attendait devant la porte, lorsqu'on lui présente une lettre de la part d'un groupe de jeunes filles, pensionnaires d'un couvent du voisinage ; elles lui demandent de leur faire un prologue pour la tragédie de *Jules César*, qu'elles veulent jouer pour la fête de leur abbesse. Voltaire, sans tarder, se fait donner du papier et une plume, et écrit son prologue sur le bord d'une cheminée. « C'est, dit Gœthe, une poésie d'une vingtaine de vers, parfaite quant au fond et à la forme, et tout à fait appropriée à la circonstance, en un mot, de la meilleure manière de Voltaire. » Eckermann exprime le désir de la lire. « Je doute, répond Gœthe, qu'elle soit dans votre édition ; elle vient seulement d'être publiée ; il a fait de ces poésies par centaines, qui se trouvent encore çà et là entre les mains des personnes à qui elles furent adressées dans l'origine. » Le prologue en question est compris aujourd'hui dans le recueil des Poésies mêlées de Voltaire, et si Gœthe en a quelque peu exagéré le mérite, il faut avouer que toute la pièce, jusqu'au dernier vers, est parfaitement appropriée à la circonstance.

II

Il y a dans la vie de Gœthe une période qu'on

(1) Cet article fait partie d'un volume qui paraîtra prochainement à la Librairie Hachette sous ce titre : *Etudes historiques et Figures Alsaciennes.*

pourrait appeler la période des projets ou des fragments ; c'est celle qui précède immédiatement son arrivée à Weimar. Il est dans l'âge de la jeunesse productive, aux environs de vingt cinq ans. La maturité n'est pas encore là ; elle s'annonce seulement, par une fécondité un peu tumultueuse, et qui se réglera par sa propre force. Une infinie variété de plans traverse son esprit ; une lecture, une conversation, une promenade, lui suggèrent l'idée d'un ouvrage ; mais il va d'un objet à l'autre, et abandonne le lendemain ce qu'il a ébauché la veille. La même inlassable curiosité l'attire et le distrait tour à tour, et, en somme, sa grande occupation est de fixer par la prose ou le vers les mille échos qui lui viennent du monde environnant. Le drame de *Gœtz de Berlichingen* et le roman de *Werther* sont assez rapidement écrits ; ce sont des exceptions, qui s'expliquent par des raisons particulières : l'un avait sa limite naturelle, tracée par un document historique et précis ; l'autre avait un rapport direct avec la vie de l'auteur. Mais, à côté d'eux, que de projets qui restèrent flottants dans l'imagination du poète ! Est-ce un simple hasard, une rencontre fortuite, si parmi tous ces projets on en trouve trois qui ont aussi occupé Voltaire ? Ce sont un drame sur César, un autre sur Socrate, un autre encore sur Mahomet.

Il est difficile de dire ce qu'aurait été le *César*, au cas où il aurait pris forme. A en juger par quelques bouts de dialogue qui se sont conservés dans les *Ephémérides* de Gœthe, ce devait être un « grand drame » à la façon de *Gœtz de Berlichingen*, c'est-à-dire une longue suite d'évènements et presque une biographie complète. Le projet resta en suspens, peut-être, pour parler avec Gœthe, parce qu'il n'en trouvait pas « le détail intéressant » dans son cœur. On sait cependant que quatre ans après il y pensait encore. Une lettre de Wieland à Merck, du 12 avril 1778, contient une allusion à Auguste-Gottlieb Meissner, archiviste à Dresde, qui s'arrêta dans la composition d'un drame sur César, ayant appris que Gœthe s'occupait du même sujet ; ce Meissner était un écrivain médiocre et fécond, et il est probable que son scrupule, fort honorable en lui-même, ne nous a pas privés d'un chef-d'œuvre.

III

Le *Socrate* ne fut pas plus avancé que le *César*. Mais du moins nous savons à peu près ce que la pièce devait être. Gœthe s'en explique dans une lettre à Herder, de la fin de l'année 1771. Il voulait mettre en présence tout le monde grec de la belle époque : le type héroïque de Socrate, « ce Jean-Baptiste de la philosophie, à qui Dieu a donné pour mission d'appeler le monde à la repentance » ; auprès de lui, le petit groupe de ceux « qui ont des oreilles pour entendre » ; au-dessous, la foule « qui le regarde bouche béante et ne le comprend pas » ; enfin le pharisaïsme hypocrite des Anitus et des Mélitus. « Il me faudra du temps, ajoute-t-il, pour me pénétrer de tout cela. Mais pourrai-je seulement, du culte de l'idole qu'a encensée Xénophon et que Platon a dorée de sa poésie, m'élever à la vraie religion, celle qui a pour objet non un saint, mais un homme supérieur que je puisse serrer contre mon cœur et appeler mon frère ? Ah ! si je pouvais être Alcibiade seulement un jour et une nuit, je payerais cette faveur de ma vie entière. » On le voit, ce qu'il veut peindre, c'est l'idéal divin de la religion et de la morale, personnifié dans un être unique, et cherchant en vain à s'imposer à la foule égoïste et superstitieuse.

Le point de départ de Gœthe avait été le *Phédon* de Mendelssohn, que, dans ses *Ephémérides*, il compare avec celui de Platon. A-t-il connu le *Socrate* de Voltaire, ouvrage dramatique en trois actes et en prose ? En tout cas, il n'a rien pu lui emprunter. Le principal personnage de la pièce de Voltaire est bien Socrate, mais celui qu'il a surtout mis en relief est Anitus, grand-prêtre de Cérès, et son but est évidemment de montrer qu'un prêtre peut avoir tous les vices et commettre les plus noirs forfaits, sans perdre son empire sur la foule. C'est Xantippe qui mène l'intrigue : elle veut marier Anitus avec une jeune fille qui a été élevée par Socrate ; elle n'y réussit pas, et finit par en prendre son parti. C'est, au fond, une bonne femme, plus sotte que méchante ; elle a pitié de son mari, qu'elle considère comme un enfant ou un demi-fou, et elle trouve qu'il est trop puni pour les discours ridicules qu'il a tenus devant les Athéniens.

IV

Le sujet du *Mahomet*, tel que Gœthe le concevait, n'était pas sans analogie avec celui du *Socrate* ; c'étaient deux pièces à tendance religieuse. Gœthe, dans *Poésie et Vérité*, rattache le drame de *Mahomet* au voyage qu'il fit le long du Rhin, en 1774, en compagnie de deux apôtres, le mystique Lavater, qui se considérait volontiers comme une nouvelle incarnation de la divinité, et le pédagogue Basedow, qui venait de fonder à Dessau

son Philanthropinum, un établissement modèle, organisé d'après les principes « de la raison et de la nature ». L'un et l'autre, pleins de foi dans leur idée ou leur fantaisie, cherchaient des adhérents et poursuivaient leur œuvre avec une ténacité ardente et parfois intempestive. Gœthe, qui les observait en simple curieux et comme un sujet d'étude, crut s'apercevoir bientôt « qu'ils employaient des moyens spirituels dans des vues terrestres ». Puis, généralisant le fait particulier, il se demanda si ce n'était pas là le cas de toute grande fondation morale ou religieuse, s'il ne s'y mêlait pas inévitablement un élément matériel et par conséquent périssable.

Il est probable cependant que les origines du *Mahomet* remontent plus haut. Des préoccupations religieuses remplissent toute la jeunesse de Gœthe ; elles tiennent à sa première éducation et aux traditions de sa famille. La population de Francfort, sa ville natale, était très mêlée ; les Juifs y étaient nombreux ; les Frères Moraves y avaient des adhérents : l'orthodoxie protestante se défendait, là comme dans le reste de l'Allemagne, contre les sectes dissidentes et les écoles rationalistes. Chaque parti s'arrogeait la plus grande part possible dans le gouvernement des esprits, et invoquait au besoin l'appui des pouvoirs publics. Le jeune Gœthe put donc s'assurer de bonne heure, par ce qui se passait sous ses yeux, que si une religion se fonde sur l'enthousiasme, si elle se maintient par la force des convictions, elle emploie souvent dans la propagande des moyens que la simple morale réprouve.

Gœthe, dans le même passage de *Poésie et Vérité*, a donné une analyse sommaire du drame qu'il avait conçu. Mahomet commence par se convertir lui-même au monothéisme : puis il fait accepter sa doctrine par sa famille, par sa tribu ; il la porte enfin chez les tribus voisines, et alors il rencontre de l'opposition. Pour vaincre les résistances, il a recours à la force, même à la ruse. Bref, « l'élément terrestre grandit et s'étend, l'élément divin se ternit et recule. » La doctrine n'est plus le but, mais le prétexte. Mahomet est empoisonné par une femme dont il a fait mourir le mari. A la fin, il rentre en lui-même, et meurt, « après avoir purifié sa doctrine et affermi son empire ». Quel pouvait être le sens de cette purification ? Mahomet renonçait-il à toute idée de conquête ? Son empire, fondé par la guerre, s'affermissait-il, par un retour imprévu, dans la justice et la paix ? Si telle était en effet la conclusion adoptée par Gœthe, l'action de son drame se passait dans un domaine presque entièrement philosophique, en dehors de toutes les données de l'histoire.

V

La pièce devait commencer par un monologue de Mahomet ; c'est une hymne composée d'après une surate du Coran, et prononcée en plein champ sous le ciel étoilé. Gœthe la croyait perdue ; on l'a retrouvée après sa mort. Elle est formée de cinq strophes, rythmées à la manière antique, et marquant, pour ainsi dire, les degrés de l'initiation du prophète. Mahomet élève d'abord son âme vers les étoiles ; mais il songe aussitôt qu'un culte ne peut se partager entre une multitude d'êtres divins. Il distingue donc la plus éclatante des étoiles, Gad ou Jupiter ; mais déjà Jupiter s'abaisse sur l'horizon et tend à disparaître ; ce n'est donc qu'un dieu éphémère. L'hommage s'adresse ensuite à la Lune, au Soleil ; mais la Lune et le Soleil disparaissent à leur tour. Que reste-t-il, sinon de se prosterner devant l'Etre unique et infini, qui a créé le Soleil et la Lune et les étoiles ?

Je ne puis partager entre vous les sentiments de mon [âme,
Offrir à chacun de vous l'entier hommage de mon cœur.
Qui d'entre vous prêtera l'oreille à ma prière,
S'inclinera vers mon œil suppliant ?

Voici Gad, l'astre ami, qui se lève en scintillant.
Sois mon Seigneur et mon Dieu ! Il me regarde avec [bienveillance.
Demeure ! Demeure ! Tu détournes les yeux ?
Comment ? Puis-je aimer un dieu qui se cache ?

Sois bénie, ô Lune ! Guide des étoiles,
Sois mon Seigneur et mon Dieu ! Tu éclaires la route.
Ne me laisse pas, dans les ténèbres,
Errer avec la foule errante.

Soleil brûlant, le cœur brûlant se consacre à toi.
Sois mon Seigneur et mon Dieu ! Guide-moi, toi qui [vois tout.
Mais toi aussi tu descends, astre superbe !
Une profonde nuit m'environne.

Elève-toi donc, cœur aimant, jusqu'au Créateur !
Sois mon Seigneur et mon Dieu, Amour universel,
Toi qui formas le Soleil et la Lune et les étoiles,
Et la terre et le ciel et moi-même.

Ce monologue est suivi d'une scène entre Mahomet et sa nourrice Halima ; cette scène marque la première opposition entre l'ancienne et la nouvelle foi.

HALIMA. — Mahomet !

MAHOMET. — Halima ! — (*A part*). Ah ! pourquoi faut-il qu'elle me dérange dans cette heure d'effusions célestes ? — Que me veux-tu, Halima ?

HALIMA. — Ne me cause pas de souci, mon cher fils. Depuis le lever du soleil, je te cherche. N'expose pas ta tendre jeunesse aux dangers de cette nuit.

MAHOMET. — Sur la tête de l'impie, le jour est maudit comme la nuit.

HALIMA. — Seul dans cette compagne, qui est un repaire de brigands!

MAHOMET. — Je n'étais pas seul. Le Seigneur mon Dieu s'est approché de moi.

HALIMA. — L'as-tu vu?

MAHOMET. — Ne le vois-tu pas? Au bord de chaque source paisible, sous chaque arbre en fleurs, il vient au-devant de moi dans la chaleur de son amour. Que je lui suis reconnaissant d'avoir ouvert ma poitrine et d'avoir brisé la dure enveloppe de mon cœur, afin que je puisse sentir son approche.

HALIMA. — Tu rêves! Comment vivrais-tu, si ta poitrine était ouverte?

MAHOMET. — Je prierai mon Dieu pour toi, afin qu'il t'apprenne à me comprendre.

HALIMA. — Quel est ton Dieu? Estce Hobal ou Allatas?

MAHOMET. — Pauvre peuple, qui dis à la pierre : Je t'aime! et à l'argile : Protège-moi! Ont-elles une oreille pour entendre ta prière, un bras pour te prêter secours?

HALIMA. — Celui qui demeure dans la pierre, qui flotte autour de l'argile, m'entend, et sa puissance est grande.

MAHOMET. — Quelle puissance peut-il avoir? Trois vents sont à côté de lui, et chacun a son autel, sur lequel l'encens fume...

HALIMA. — Ton Dieu n'a donc point de compagnons?

MAHOMET. — S'il en avait, comment serait-il Dieu?

HALIMA. — Où est sa demeure?

MAHOMET. — Partout.

HALIMA. — C'est-à-dire nulle part. As-tu des bras pour embrasser celui qui est partout?

MAHOMET. — Des bras plus forts, plus ardents que ceux avec lesquels je t'embrasse pour te remercier de ton amour...

HALIMA, *à part*. — Il est si changé! Sa force est devenue faiblesse. Il faut que je le ramène auprès de ses parents...

De tout ce que Gœthe a écrit sur Mahomet, il n'a publié qu'une poésie, qui parut dans l'*Almanach des Muses* de Gœttingue de 1774, sous le simple titre de Chant (*Gesang*) : elle figure aujourd'hui parmi les Poésies mêlées de Gœthe comme *Chant de Mahomet*, une dénomination qui en indique mal le contenu. C'est une sorte de cantate, qui devait être dite alternativement par Ali et Fatima, le gendre et la fille de Mahomet, une allégorie, où les progrès de la doctrine étaient figurés par la marche d'un torrent, qui rompt toutes les barrières et entraîne avec lui les ruisseaux qu'il rencontre sur son passage :

Voyez le torrent qui jaillit du rocher,
Brillant de joie,
Comme un regard des étoiles!
Au-dessus des nuages,
De bons génies
Ont nourri son enfance,
Entre les écueils buissonneux.
Jeune et ardent,
Il sort de la nue en bondissant
Et tombe sur les parois de marbre.
. . . . . .
Là-bas, dans la vallée,
Des fleurs naissent sous ses pas,
Et la prairie
S'anime sous son haleine.
Mais ni la vallée ombreuse
Ni les fleurs n'arrêtent son cours.
. . . . . .
Des ruisseaux s'unissent à lui
Et lui font cortège. Le voilà qui entre
Dans la plaine, fier de ses flots argentés,
Et la plaine est fière de lui.
Et les fleuves de la plaine
Et les ruisseaux de la montagne
Le saluent avec des cris d'allégresse :
Frère, emmène tes frères
Vers ton vieux père,
L'éternel Océan!
. . . . . .
Et dans l'impétuosité de son triomphe,
Il dénomme les contrées,
Et les cités naissent sous ses pas.

VI

Gœthe dit expressément, faisant allusion à la tragédie de Voltaire, qu'il n'a jamais pu considérer Mahomet comme un imposteur. Le défaut du héros de Voltaire, au point de vue dramatique, n'est pas tant d'être un imposteur que d'être un imposteur naïf. Il étale ses faiblesses et ses vices avec si peu de retenue, qu'on ne se figure pas qu'il puisse avoir un seul partisan. Gœthe revint néanmoins à Voltaire, à l'époque où il s'occupait avec Schiller de former un répertoire pour le théâtre de Weimar. La scène allemande était si pauvre de pièces originales, qu'il fallut recourir à toutes les littératures de l'Europe moderne, et la France, comme toujours, dut fournir sa part. Gœthe mit donc le *Mahomet* de Voltaire en vers iambiques, et il fit subir la même transformation au *Tancrède*.

Son but, en traduisant ces deux pièces, ne fut pas seulement d'enrichir la scène allemande, mais surtout d'y apporter des modèles d'un art nouveau. « Nos comédiens, dit-il dans les *Annales*, en ont tiré grand profit. Ils ont dû s'affranchir de leur naturalisme, et ce qui parut d'abord chez eux de l'affectation devint bientôt une seconde nature. » Il s'explique plus clairement encore dans son long article sur le Théâtre allemand : « Un de mes principaux efforts fut de remettre en honneur la déclamation rythmée, qui avait été fort négligée, ou plutôt qui s'était entièrement perdue sur nos théâtres. Nos acteurs durent apprendre, par l'étude de *Mahomet* et de *Tancrède*, à mettre de l'harmonie et de la mesure dans leur manière de

dire, de marcher et de se tenir. » On sait que les moindres détails de la mise en scène, la tournure d'un figurant, la place d'un meuble, étaient pour lui l'objet d'un soin minutieux ; mais il tenait avant tout à une diction irréprochable. On raconte qu'il fit un jour reprendre jusqu'à cinquante fois une phrase à une débutante, et comme à la fin les larmes étouffaient la voix de la pauvre fille, il lui dit : « Maintenant, ma chère enfant, rentrez chez vous, méditez tout cela, et demain, quand nous aurons répété la même phrase encore cinquante fois, nous arriverons sans doute à la bien dire. » Les acteurs allemands étaient atteints de *rythmophobie* : l'expression est de lui. Iffland lui-même, que l'on compare quelquefois à Talma, n'aimait et ne disait bien que la prose. La tragédie française, et particulièrement celle de Voltaire, qui était encore dans sa nouveauté, fut donc pour les acteurs de Weimar une vraie école ; elle rendit possible la représentation d'*Iphigénie en Tauride* et de *Wallenstein*.

A. Bossert.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

Pourtant, les alarmes de Kitty ne manquèrent pas de se communiquer à Salvina, surtout après quelques évanouissements qu'elle eut, au cours de ses leçons. Qu'arriverait-il, si elle tombait malade sérieusement ?

Sans doute, elle obtiendrait facilement un congé pour cause de maladie, mais cette démarche entraînerait une visite médicale, et toutes les maîtresses craignaient comme le feu l'œil scrutateur du médecin en chef. Il était capable de déclarer qu'elle n'était plus bonne pour le service !

Mais si son mal devait empirer ? Si elle allait mourir ? Ses économies étaient pour ainsi dire nulles, et son traitement finissait avec sa mort. Qui s'occuperait alors de sa mère ? Qui veillerait à son entretien ? Sans doute, Kitty, prendrait noblement cette charge à son compte, mais combien lourde serait sa tâche ! Surtout si Mabel Samuelson venait à se marier !

Non, elle ne mourra pas ! Il faut vivre ! Cet état de langueur n'était que passager, elle guérira ! La mort n'était qu'une ombre lointaine, qui ne l'effleurait point !

XIV

Que faire ? Une inspiration lui vint sous la forme d'une petite brochure : « Assurance sur la Vie ». Oui, c'était ce qu'il lui fallait. Si elle pouvait assurer à sa mère un petit capital, la mort l'effraierait moins.

Salvina examina attentivement toutes les combinaisons et à sa vive surprise, elle découvrit que l'Assurance sur la Vie n'était pas autre chose qu'un jeu du hasard, tout comme sur le tapis vert. La Compagnie spécule sur le peu d'années que peut vivre l'assuré, et l'assuré fait la gageure contraire ! C'est à qui gagnerait !

Après des formalités sans nombre, elle eut à remplir un questionnaire, mais lorsqu'elle passa la visite médicale, elle fut refusée. L'affaire n'était pas assez avantageuse.

— Cœur faible ! fut le diagnostic impitoyable. Vous ne devriez plus faire de l'enseignement ! lui dit charitablement le médecin.

Salvina fut consternée et une nouvelle crainte la fit trembler. Quoi, si par une franc-maçonnerie entre confrères, le médecin de la Compagnie allait avertir le médecin en chef de son Ecole, et lui faisait perdre sa place !

Elle voulut faire une prière, mais les mots qui lui montèrent aux lèvres furent de l'anglais, et elle vit en cela une preuve de sa défaillance. Oui, elle était au bout de son rouleau.

Elle se heurtait à une pierre d'achoppement, et c'était une pierre tombale.

Le cœur plein d'épouvante, elle crut lire sa propre épitaphe :

Hic Jacet
Salvina Brill
Institutrice à l'Ecole Communale
Etudiante de l'Université de Londres
Qui fut malheureuse et ne fut pas aimée !

Elle pleura sur cette inscription, étant restée romanesque.

— Pauvre maman ! Pauvre Kitty ! se dit-elle. Même Lazare en aura du chagrin.

En pensant à eux, elle cessa de s'apitoyer sur son propre sort et elle n'eut plus qu'une seule préoccupation, celle d'amasser un pécule suffisant pour assurer le sort de sa mère. Aucune inspiration ne vint en réponse à ses ferventes prières. Elle songea même à jouer à la Bourse, mais cela lui parut trop malhonnête de faire ce jeu de bascule, ayant lu des articles dénonçant l'agiotage comme une plaie sociale. Et d'ailleurs elle ne s'y connaissait point, pas plus que son père. Elle renonça donc à la Bourse !

Cependant, Mme Brill devenait de plus en plus revêche et larmoyante, et Salvina eut à faire des-

(1) *Revue Bleue*, nos 23, 1918 et suivants.

efforts constants pour cacher sa propre tristesse et ses tourments intimes.

Un jour, comme elle revenait de l'École, elle fut accostée par Sugarmann, le chadekhan.

— Voyons, faites un commencement ! Décidez-vous enfin ! lui dit-il avec une bonhomie engageante. Un seizième de billet seulement ! vous ne risquez rien !

Sugarmann n'avait jamais songé à elle comme à un dernier refuge pour les célibataires démunis. Mais avec une impudente opiniâtreté, il ne lâchait jamais sa proie, et ce fut là le secret de son succès comme agent matrimonial, et comme placier de billets de la Loterie Continentale.

Cette fois-ci, il obtint un succès inespéré, qui l'étonna lui-même. Les scrupules de Salvina, ébranlés par son échec à la Compagnie d'Assurances, la disposèrent à l'accueillir avec moins de méfiance.

Elle le pressa au contraire de questions, voulut savoir le montant des lots et se rendre compte des chances qu'on courait. Elle finit par acheter au comptant trois billets à parts entières, pour le quart de la somme qu'elle s'était proposée de verser à la Compagnie.

Sugarmann inscrivit soigneusement les numéros des billets vendus, et Salvina en fit autant sur son calepin. Mais ce fut pour elle une précaution inutile. Les chiffres fatidiques se gravèrent dans son cœur et dans sa mémoire. Elle les répétait dans ses prières. Ils la hantaient pendant le jour et pendant les rêves enfiévrés de la nuit.

La routine invariable des heures de classe lui parut moins accablante. Les boutades hargneuses de sa mère, moins exaspérantes ! Sa santé même s'en ressentit et ce fut comme un renouveau du printemps qui fait éclore les jeunes pousses. Salvina se sentait renaître à la vie et reprendre courage et elle finit par croire que ses craintes et ses pressentiments morbides étaient sans fondement.

Néanmoins elle avait à cœur de mener à bonne fin la tâche qu'elle s'était imposée de compléter dans le mesure du possible l'éducation de sa mère et de lui enseigner à lire couramment.

Les leçons commencées et sans cesse abandonnées, par suite de l'inconcevable répugnance qu'avait la brave femme à s'instruire, étaient restées sans résultat. Mme Brill se complaisait dans l'état de crasse ignorance, mais à quoi lui servirait le bien-être que sa fille songeait à lui assurer, si elle ne lui procurait pas en même temps les moyens de trouver une distraction dans la lecture, et de fournir un aliment à ses pensées. Quelle triste vieillesse serait la sienne, sans le secours magique des œuvres de fiction. Oui, il fallait à tout prix la mettre à même de jouir des trésors que lui offrirait la lecture de beaux ouvrages, quand l'âge et la maladie la confineraient au coin de son feu. Déjà pour toute conversation, sa mère ne faisait que se plaindre et gémir, et la présence de la domestique était un grief de plus et un sujet de récriminations nouvelles.

En recommençant les leçons abandonnées, Salvina put seulement constater que sa récalcitrante élève n'avait rien retenu des précédentes leçons et elle dut recommencer l'alphabet et lui faire épeler les mots.

Mais Mme Brill resta fidèle à son système des à peu près, et tout en n'ayant point de mémoire pour ce qu'on lui expliquait, elle ne démordait plus des erreurs qu'elle s'était assimilées, et répétait toujours les mêmes fautes. C'était une vieille habitude enracinée et qu'aucun raisonnement ne pouvait plus dissiper.

Un soir, comme elles venaient de s'installer dans la cuisine, où Mme Brill se tenait de préférence, après le départ de la bonne, la brave femme s'interrompit au milieu de la leçon, dans une explosion de colère contre la domestique, qui avait ses jours de sortie quand, au fond tous les jours de la semaine lui étaient intégralement payés. C'était vraiment absurde d'avoir à faire pour elle toute la besogne négligée !

Salvina paraissait distraite et ne chercha pas à défendre la cause de la malheureuse bonne, et comme elle ne contredisait pas, le sujet de récriminations fut vite épuisé. Mais sa mère en profita pour reprendre le chapelet de ses épreuves et misères sans nombre, et ce fut un prétexte suffisant pour sauter les mots et des lignes entières, du texte qu'elle avait devant les yeux.

Pendant ce temps, la pauvre Salvina restait affalée sur une chaise à côté de sa mère, passant sous silence ses propres souffrances et s'efforçant de concentrer toute son attention à suivre cette lecture à bâtons rompus. Mais malgré tous ses efforts, elle ne réussit point à fixer ses yeux sur l'alphabet et aussitôt que l'astucieuse élève s'aperçut que son attention s'était relâchée, elle prit le mors aux dents, et déployant une volubilité vertigineuse, enfila les mots et les phrases, accélérant de vitesse, et sautant les mots à trois syllabes, avec la dextérité d'un cavalier, qui saute les obstacles.

De temps en temps, Salvina essaya pourtant de placer une observation, et le cavalier emporté, pris au dépourvu, faisait la culbute !

Enfin, heureuse de ne plus entendre une seule observation, Mme Brill eut la satisfaction de lire d'un seul trait une série ininterrompue de phrases et de mots.

Salvina restait immobile, renversée sur sa chaise — morte !

— Le danseur danse ! Le cheval galope ! continuait Mme Brill dans un galop effréné.

Soudain, le marteau de la porte frappa impérieusement dans la rue, faisant sursauter de saisissement Mme Brill.

Salvina restait rigide, sans faire un mouvement.

— Elle s'est endormie ! se dit sa mère, avec une pointe de remords d'avoir abusé ainsi de son sommeil. Mais c'est égal, elle pourrait bien m'épargner la peine de remonter les escaliers.

Toutefois, comme elle était déjà debout, elle se décida d'aller elle-même répondre à la porte et elle entrouvrit prudemment le battant.

Elle se trouva face à face avec Sugarmann, qui trépignait, hors d'haleine, sa large face épanouie de joie.

— Votre fille ! Votre fille ! Numéro 75814 ! hurla-t-il avec jubilation.

Mme Brill qui ne savait rien des spéculations de Salvina ne comprenait rien à ces chiffres.

— Hein ! Quoi ! répéta-t-elle, en tremblant.

— Je lui ai gagné le gros lot ! Cent mille marks ! Le gros lot !

— Le gros lot ! s'écria Mme Brill. Salvina, Salvina ! Viens vite, accours, dépêche-toi !

Sans attendre une réponse, bousculant sur son chemin fleurs et potiches, elle dégringola prestement l'escalier et se précipita à la cuisine.

— Salvina ! cria-t-elle de toutes ses forces, en la secouant vigoureusement. Salvina ! Réveilles-toi donc ! Tu as gagné le gros lot !

Mais Salvina ne se réveilla pas, malgré qu'elle eut gagné le gros lot !

XV

Par une après-midi de dimanche, environ cinq mois plus tard, une file décousue de voitures de tous genres, s'arrêtait devant les portes du cimetière israélite. Mais à juger par la présence des femmes, il était évident qu'il ne s'agissait pas d'obsèques.

En effet, les deux coupés à quatre roues, les trois handsom cabs, quelques dogcarts et un landau ouvert, qui composaient la procession, faisaient plutôt croire à une partie de plaisir au milieu des tombes. C'était tout bonnement la cérémonie d'inauguration d'un monument sur la tombe de Salvina, qui réunissait ici parents et amis.

Dans le beau landeau spacieux, où leurs genoux ne se touchaient point, se tenait la même partie carrée, qui était jadis dans le cab, se rendant au mariage de Lazare. Seulement Salvina était remplacée cette fois-ci par Kitty.

Cette belle et toujours jeune personne, ayant un cachet de distinction tout à fait en désaccord avec le reste de la compagnie, avait l'air de s'être fourvoyée par mégarde parmi des gens qui n'étaient point de son monde.

Malgré les cent mille marks qui étaient venus grossir la fortune de M. Brill, devenu l'héritier légal de Salvina, le père prodigue se contentait d'un landeau à deux chevaux, se refusant carrément à faire monter un valet de pied sur le siège. Il montra à cette occasion un entêtement des jours anciens, et Mme Brill put constater, qu'en somme son mari n'avait point changé, et qu'il était reste le tyran qu'il avait toujours été.

Quand ils arrivèrent, ils trouvèrent la famille Jonas, au complet, qui les attendait depuis un moment. La mort récente de Salvina, l'accroissement de la fortune, une naissance dans la famille de Lazare avaient contribué à rapprocher les deux familles dans une réconciliation complète. D'autres invités, devaient venir, et en attendant de se trouver au complet, la société se dispersa dans le cimetière.

Le vieux Jonas échangea une cordiale poignée de main avec Lazare et écrasa une larme sous son bandeau vert. Quelques collègues de Salvina, ayant lu l'annonce dans une feuille israélite, avaient tenu à cœur de venir rendre un dernier hommage à la mémoire de la pauvre fille.

Les hommes avaient un crêpe à leurs chapeaux, les femmes des voiles. Et au milieu de tous ces groupes dévisant et causant avec animation de choses indifférentes, par cette belle journée ensoleillée d'octobre, le marbrier courait d'un groupe à l'autre, obséquieux et affairé, faisant pour ainsi dire les honneurs du monument, inquiet au fond de savoir s'il allait être payé comptant, et désireux de plaire à tous.

— Avez-vous vu le monument? Comment le trouvez-vous ? répétait-il à tout venant, tout fier de l'exécution artistique de la pierre, qui au fond avait été travaillée à Aberdeen, tandis que sa part active n'avait consisté qu'en l'inscription hébraïque.

Guidés par cet artiste, les groupes s'approchaient pour admirer le monument, et quelques-uns entamèrent avec lui des négociations discrètes, en vue d'éventualités futures.

Une vieille dame, qui connaissait la belle-sœur du marbrier, en profita même pour marchander sur le prix de son propre monument.

— Mais pour moi, vous consentirez à faire une différence ! insistait-elle, en minaudant. Pour moi,

vous le ferez, n'est-ce pas ? ajouta-t-elle, oublieuse de ce fait, qu'elle ne serait plus là pour bénéficier de la remise.

Dans le pavillon mortuaire, le ministre officiant, chargé de la cérémonie religieuse, attendait avec une impatience croissante les quelques retardataires, pour entonner les prières des morts. Il avait convenu d'un prix à forfait avec le voiturier et craignait une augmentation dans le cas où le retour ne se ferait pas assez tôt, sans compter qu'il était pressé de rentrer auprès de sa jeune épouse, qui avait, ce jour-là, sa première réception.

L'obséquieux marbrier réussit enfin à fendre la foule, qui entourait M. Brill, et à attirer l'attention du généreux client sur la parfaite exécution du monument, et sur son prix avantageux.

Kitty était restée en arrière et allait s'approcher de la tombe, quand un homme d'un certain âge, bedonnant et aux cheveux gris, sortit vivement d'une allée latérale et s'approcha d'elle.

Elle lui jeta un regard mécontent et fronça le sourcil.

— Vous n'auriez pas dû venir ! dit-elle froidement.

— Mais puisque je fais partie de la famille, Kitty ! protesta-t-il, suppliant, en jouant nerveusement avec ses massives breloques.

— Non, non, pas encore ! riposta-t-elle.

Puis se radoucissant, elle ajouta :

— Je vous ai dit, Moss, que je ne vous donnerai ma réponse qu'après l'inauguration du monument de ma sœur. C'est une marque de respect que je lui dois !

Elle tourna le dos à Rosenstein, plantant là, sans plus de cérémonie, le bonhomme, tout déconcerté.

En son for intérieur elle se félicitait de ses sentiments magnanimes envers Salvina, à qui elle pardonnait généreusement de l'avoir empêché jadis d'épouser le millionnaire sud-africain.

Sur ces entrefaites, M. Brill, gardant sur la tête le chapeau à large bord de crêpe, exprimait son entière satisfaction devant le pompeux monument.

La main de sa femme reposait tendrement dans la sienne. A leurs pieds, à trois mètres sous terre, reposait la dépouille mortelle de la pauvre fille dont le cœur avait palpité de droiture et d'honneur et qui avait été l'unique gardienne de conscience de la famille.

— Remarquez la parfaite exécution de l'épitaphe ! insistait le marbrier.

— C'est très bien ! daigna approuver M. Brill.

— J'ai acquitté tous les frais de synagogue et le reste pour vous éviter tous ces ennuis ! ajouta aimablement le marbrier.

Mais M. Brill paraissait absorbé par la lecture de l'inscription et le marbrier n'eut qu'à se retirer discrètement.

Mme Brill essaya de déchiffrer l'épitaphe, mais perdant patience elle dit tendrement à son mari :

— Veux-tu la lire à haute voix, mon cher cœur !

— Je te l'ai déjà lue, mon trésor, lorsque Kitty l'a composée. Mais je veux bien te la relire encore une fois :

SALVINA BRILL
QUI DIEU RAPPELA A LUI SUBITEMENT
LE 29 MAI 1897
AGÉE DE 25 ANS
AIMÉE ET PLEURÉE DE TOUS
POUR SA PARFAITE BONTÉ

Venait ensuite l'inscription hébraïque.

— Pauvre Salvina ! soupira Mme Brill. Elle mérite bien cela, bien qu'elle nous ait empoisonné la vie pendant de longues années !

Il lui serra la main, en silence.

— Je ne puis te dire combien je la craignais ! reprit-elle. Elle a presque réussi à me convaincre que je ne devais jamais te pardonner, même au jour du Grand Pardon ! Mais je ne lui en garde pas rancune et j'approuve de grand cœur cette inscription sur sa tombe. Je ne lui en veux pas ?

— Oh non ! Il ne faut pas lui en vouloir ! répliqua-t-il pieusement. D'ailleurs, tu le sais bien, mon ange, on n'écrit jamais la vérité sur une tombe !

(Fin.) ISRAËL ZANGWILL.

(Nouvelle traduite par NADI.

LA HONGRIE ET SES DEUX RÉVOLUTIONS

La Hongrie a connu, au cours des six derniers mois, deux révolutions successives : la première a été accomplie en octobre par les démocrates associés aux socialistes de toute nuance ; la seconde en mars, par les communistes qui s'inspiraient de l'exemple du maximalisme russe. Le monde occidental connaît imparfaitement en général — et il ne les connaissait pas avec plus d'exactitude avant la guerre, — les choses de Transleithanie. Notre presse ne recevait, sur les pays du moyen Danube, que des informations superficielles et rares, et il ne semble pas qu'elle soit mieux partagée aujourd'hui. Personne ne s'est donné la peine d'étudier l'évolution qui s'est produite dans

les masses à Budapest (je ne parle même pas de la grande plaine), durant le régime provisoire de Karolyi. Peut-être si certains faits avaient été signalés au public, eût-il été moins surpris par les événements qui ont substitué les commissaires du peuple au premier gouvernement insurrectionnel. Ce qui caractérise notre époque, c'est que trop peu de gens éprouvent le besoin de comprendre et que, par inertie intellectuelle, ils acceptent la première interprétation venue. Il y a là quelque danger.

Ni la révolution d'octobre, ni celle de mars n'ont été expliquées dans leurs causes, car nos journaux se sont contentés de raisonnements trop étroits et n'ont jamais essayé de plonger au fond des réalités. C'est ainsi que d'après eux, les commissaires du peuple ont pris le pouvoir à la suite d'un accord amical avec Karolyi, ce dernier s'étant purement et simplement concerté avec Brockdorf-Rantzau. Cette version ne satisfait pas à certaines exigences rudimentaires de l'esprit. On se demande d'abord pourquoi Karolyi, qui passe pour avoir quelque ambition, et qui est un des plus opulents détenteurs de latifundia dans le monde, aurait abdiqué sans qu'un motif extérieur pressant l'y déterminât, — puis pourquoi la petite bourgeoisie magyare, dont il était l'espoir, l'aurait suivi bénévolement en sa capitulation, et enfin pourquoi le gouvernement de Berlin, aux prises lui-même avec le communisme, aurait favorisé l'expansion de ce même communisme à ses portes. Je cherche surtout comment la politique allemande, à l'heure où elle encourage le rattachement de l'Autriche à la république germanique, aurait pu susciter l'installation du système des Soviets à quelques kilomètres de Vienne. Si toutes ces considérations avaient été appréciées à leur valeur, peut-être eût-on essayé d'exposer autrement les crises hongroises successives. L'état intérieur de la Magyarie fournit des données substantielles, et qui, en soi, méritent d'être envisagées de près.

*
* *

La Hongrie d'avant guerre était un pays qui, en superficie et en population, représentait plus de la moitié de la France. Du point de vue économique, il restait surtout, sinon exclusivement, agricole, les ouvriers industriels étant tous groupés autour de Budapest ; du point de vue social, il superposait à des millions de métayers et de journaliers agricoles, quelques milliers de gros propriétaires fonciers. Moins de 4.000 de ces derniers accaparaient près des trois-cinquièmes du sol en culture ; du point de vue politique, l'aristocratie magyare monopolisait la puissance, écrasant à la fois les paysans de même race, et les allogènes de toutes catégories, qu'ils fussent de souche roumaine, croate ou slovaque. La loi électorale, fondée sur le cens, excluait le véritable peuple et aussi les minorités nationales, bien que celles-ci en s'additionnant formassent la majorité.

A distance, les luttes internes de la Hongrie nous apparaissaient violentes et incessantes. Mais les conflits, dont nous entretenaient abondamment les dépêches de Pesth, n'étaient que secondaires ou superficiels. On gardait le silence systématiquement sur les Jacqueries, qui se multiplièrent dans les dernières années avant la grande crise, de Comitat en Comitat, et que de dures répressions ne brisaient jamais que momentanément. On restait muet aussi sur la rebellion permanente des éléments ethniques subjugués contre le Magyarisme. Ce qui surgissait au premier plan, c'était la querelle des partis qui se disputaient la prééminence au Parlement et les dépouilles du pouvoir. Ces partis étaient autant d'oligarchies qui avaient leurs bases dans des cercles fermés, dans des coteries de cour, dans des clubs, et qui n'avaient avec l'ensemble du pays que des contacts étroits. Ils comprenaient des députés, des candidats et des fonctionnaires issus de la petite noblesse ruinée et dont le sort était attaché au triomphe de telle ou telle fraction.

Ces partis étaient séparés par des ambitions plus que par des idées et des programmes. Il y avait celui de Tisza d'un côté, et la *Coalition* de l'autre, avec Wekerlé, Andrassy, Apponyi. Tous deux étaient également hostiles à l'universalisation du suffrage et s'ils proposaient telle ou telle adjonction à la liste des électeurs, ils avaient bien soin d'user de parcimonie afin de ne remettre aucun pouvoir aux masses. Tous deux défendaient la suprématie magyare et piétinaient les droits nationaux les plus élémentaires. Tous deux pratiquaient l'impérialisme et rêvaient d'une Hongrie qui commanderait aux Balkans ; s'ils protestaient de temps à autre contre les empiètements vrais ou prétendus du gouvernement de Vienne, contre des interprétations incorrectes à leur gré du pacte dualiste, c'était pour la forme, et afin de se donner une contenance. Andrassy, le mandataire de la *coalition*, qui fut ministre des affaires étrangères dans les derniers jours de la monarchie, professait vis-à-vis du cabinet de Berlin la même déférence que Burian, cet homme-lige de Tisza.

Lorsque la première révolution éclata en octobre, Wekerlé et Tisza et tous ceux qui suivaient

l'un et l'autre, étaient discrédités à un même degré. Ils avaient contribué à provoquer la guerre, puis à la prolonger, puis à préparer la défaite. Les foules magyares leur reprochaient les effroyables sacrifices qui avaient été imposés au pays, leur volonté de dictature perpétuée, leur résistance à toute réforme politique et sociale ; les allogènes sentaient le moment venu de secouer le joug. Karolyi, longtemps tenu à l'écart, grand seigneur à velléités démocratiques, plus ou moins sincère au surplus dans son libéralisme, détesté des gens de sa caste qui dénonçaient en lui un transfuge et, à mots plus couverts, un agent de l'Entente, conquérait le premier plan.

Les vieux chefs de partis cherchaient des dérivatifs pour ajourner les échéances. Tisza préconisait le séparatisme et répudiait l'Autriche, après l'avoir longtemps flattée. Wekerlé proposait une association à Tisza. Le roi Charles, qu'effrayaient les événements et qui voyait, en Karolyi, une façon de Necker, eût fait appel à lui tout de suite, mais ses courtisans le dissuadaient d'accomplir ce geste, et à leur tête Windisch-Grætz, un des hommes de Tisza, hobereau très riche et fermé à toute idée moderne. Cette camarilla faisait surtout grief à Karolyi et à ses amis de vouloir rompre l'hégémonie magyare, et de flatter le parti socialiste, — qui multipliait alors les meetings, — en universalisant le vote et en substituant une fédération des peuples de Hongrie au régime centraliste en vigueur. Pendant qu'une formidable lame de fond se préparait ces intrigues de couloirs s'exerçaient, rappelant celles de Versailles à la veille de 1789. Andrassy recevait les affaires étrangères, et Hadik la présidence du conseil, alors que le public attendait des hommes nouveaux, soustraits aux vieilles formules gouvernementales. La création d'un conseil national, — sur le modèle de ceux de Prague et de Zagreb, — déchaîna le mouvement le 25 octobre. Le 27 avait lieu la collision sanglante du pont de Bude, l'armée s'associant aux ouvriers et criant avec eux : « Vive la République ! » Le 29, les journaux faisaient une large place à la poussée révolutionnaire, à côté des articles relatifs aux négociations avec Wilson. Les Conseils de soldats surgissaient. Le 30, Karolyi prenait le pouvoir, qu'il partageait entre la fraction qu'il dirigeait et les socialistes. La monarchie était morte ; elle tombait en même temps que Tisza, dont l'assassinat, le 1er novembre, ne suscitait qu'une médiocre émotion, dans le flot des événements. La première révolution était faite. La seconde allait suivre, au bout d'une courte période, — moins de cinq mois.

*
* *

Pourquoi est-elle survenue ? Ici apparaît tout un mécanisme d'éléments qu'il s'agit d'exposer.

D'abord le régime, que personnifiait Karolyi et qui était issu du coup de force, demeurait nécessairement précaire. Il s'était instauré comme celui de Lvof ou celui de Kerenski en Russie et pouvait périr pour les mêmes raisons. Soutenu par les meetings populaires, contrôlé par les conseils d'ouvriers et soldats, il était destiné à succomber au premier choc. Ses bases étaient d'autant plus incertaines que, combattu par la noblesse, par le haut clergé, par la grande bourgeoisie, il restait suspect aux syndicats ouvriers, même quand ils prenaient provisoirement fait et cause pour lui. Il n'était manifestement qu'une étape. Pour durer, il eût fallu qu'il réussît, qu'il apportât aux uns et aux autres des satisfactions et des garanties. Né d'une coalition, il était condamné à flotter entre les doctrines et les programmes. Peut-être se fût-il cependant prolongé, s'il n'avait subi le choc du prolétariat agraire qui, ici comme en Russie, réclamait la terre sans plus tarder et qui se dressait contre les lenteurs de la légalité nouvelle.

Karolyi avait gardé, au lendemain même de la capitulation, l'idée d'une Hongrie fédéralisée. Il fut stupéfait, quand il vit les Slovaques rejoindre les Tchèques, les Croates s'agréger aux Slovènes et aux Serbes, les Transylvains revendiquer le rattachement à la Roumanie. Ce démembrement, s'il touchait assez peu les ouvriers urbains et ruraux qui avaient accepté dans son intégralité le droit des peuples, discrédita le pouvoir aux yeux d'autres catégories sociales. On avait cru que la première révolution épargnerait l'occupation militaire au pays, et les troupes alliées s'installaient sur de larges portions de l'ancien territoire.

La disette et la misère régnaient, car ce n'est pas impunément que la culture des champs avait été abandonnée tant d'années durant ; elles provoquaient d'autant plus de colères, qu'on avait pensé retrouver, au lendemain même de la suspension des hostilités, l'abondance d'antan. Le chômage était énorme dans les villes, et des centaines de milliers de sans-travail s'accumulaient à Budapest en particulier, parce que les matières premières faisaient défaut. Enfin les finances étaient désorganisées, chaotiques, et les émissions continues de papier-monnaie aggravaient sans cesse, par répercussion, le coût de la vie. Un sombre désespoir s'emparait du peuple magyar, qui se voyait au bord de l'abîme. Les ruraux apercevaient leur salut dans l'appropriation de la terre ; mécontents des premières réformes opérées par

Karolyi, ils se ruèrent sur elle comme le paysan français de 1789 à 1793, comme le paysan russe de 1917 à 1918. La seconde révolution hongroise, la voilà.

Ces ruraux, — journaliers ou métayers, — se plaignaient de leurs longues années de servitude, qui avaient amassé chez eux la rancune et la haine. Les propriétaires de latifundia, toujours absents, faisaient administrer leurs biens par des intendants dont la dureté était traditionnelle. Des lois draconiennes attachaient le travailleur au labour, et reconstituaient une façon de servage. Des syndicats de salariés agricoles s'étaient créés, qui, dans la période 1899-1906, avaient suscité de profonds mouvements : puis ils avaient été dissous, tandis que leurs chefs étaient frappés de lourdes pénalités. Ils avaient presque disparu en 1907-1908, mais l'irritation des foules paysannes était tenace. Celui qui parcourait la Puszta découvrait sous la passivité de surface, d'étranges rebellions, et il était manifeste qu'elles n'attendaient qu'une occasion pour s'exprimer en séditions ouvertes.

Au syndicalisme des champs s'était superposé celui des villes. Les groupements urbains n'avaient guère joué un rôle que dans les premières années du XXe siècle, et en 1906, ils comptaient déjà 130.000 adhérents. Traqués et dispersés, ils se reconstituaient quand la guerre éclata. Etroitement liés au parti socialiste, ils méditaient non point des réformes, mais une transformation totale. Ils avaient été assez forts pour imposer leur collaboration à Karolyi en octobre 1918. Ils ont été les véritables agents de la seconde révolution de mars, mais ils n'ont pu l'emporter que parce que les organisations rurales étaient à leurs côtés et ont généralisé le mouvement.

Cette seconde révolution, quels qu'en aient été les éléments accessoires, n'a pas été, comme on l'a dit, l'œuvre de quelques individualités : elle a été préparée et voulue par une large fraction de la classe ouvrière dans les villes et dans les campagnes. Pour apprécier les événements qui se déroulent sous nos yeux, il sied d'abord d'en analyser objectivement les causes, et d'en dégager les caractéristiques.

PAUL LOUIS.

A MI-CHEMIN

« C'est ce mort, docteur, qui vint
« frapper à la porte de mon cœur ».

I

C'est l'histoire d'un pathétique combat spirituel, dont l'issue est demeurée incertaine, que je veux consigner ici, parce que les événements comme la conclusion m'en paraissent applicables à un grand nombre des âmes affligées qui, en ce moment même, interrogent leur douleur.

Bien avant l'heure tragique où j'écris ce récit, notre France, frivole à la surface, mais tourmentée dans ses profondeurs, avait connu l'angoissant débat de pensée que l'opposition de plus en plus tranchée entre les affirmations contraires de la foi et de la science ont ouvert. La première promet à l'homme l'immortalité ; la seconde, du moins pour la généralité de ceux qui parlent en son nom, la lui dénient. Mais brusquement la pluie de fer et de sang qui fait crier et sangloter le cœur de la nation pleurant ses morts a rendu la parole au sentiment.

A la veille de l'effroyable guerre, le docteur Constant Prioux, médecin estimé de la petite ville de L.... en Bretagne, avait depuis longtemps son siège fait : et il ne semblait pas que rien dût jamais l'ébranler dans la fermeté de sa conviction nettement matérialiste. Il lui paraissait superflu de poser un problème que les conquêtes de la biologie, croyait-il, avaient *prouvé* inexistant. Et sur cette certitude de sa science, il réglait son cœur, qu'il avait bon et noble.

Né à L... et ne l'ayant pour ainsi dire jamais quittée, si ce n'est pendant la durée de ses études au lycée, puis à la Faculté de médecine de Paris, il s'y était marié et établi. Il habitait dans la vieille ville, rue Courbe, la même antique demeure familiale où son père avait aussi, jusqu'à la fin de sa vie, exercé la médecine. Cette vaste maison à deux étages, solidement bâtie en pierres du pays selon l'esprit austère du temps, dans les dernières années du XVIIe siècle, donnait par derrière sur un admirable jardin réputé le plus beau de la ville.

Le docteur avait préféré ce legs vénérable des aïeux à l'élégance confortable d'immeubles de construction récente recueillis de la succession paternelle. On ne l'en avait pas approuvé à L..., mais il n'avait fait aucun cas des dires de la ville. Ce n'était pas la seule marque de l'indépendance de son esprit dont ses concitoyens, très divisés

d'opinion, dussent être, les uns et les autres, tour à tour scandalisés.

Sans parler du charme des souvenirs de famille qui pouvaient l'attacher à la vieille maison de la rue Courbe, la prédilection du docteur Prioux était bien naturelle. Un connaisseur ne passe point par là sans donner un regard à cette architecture forte et simple. Il en aime les fermes lignes, les belles proportions et l'équilibre ; il en perçoit la signification morale de large aisance patiemment acquise et discrètement témoignée, l'air de gravité qui répond au sérieux des caractères et des mœurs d'autrefois. Et ses yeux croient voir la grande façade grise, que le temps a éteinte encore, lui sourire avec bonté par les fleurs qui ornent en toute saison trois ou quatre des hautes, profondes et nombreuses fenêtres dont elle est percée. La porte en bois sculpté, au lourd marteau de cuivre en forme de tête de dauphin curieusement ouvragée, achève de donner pleine satisfaction esthétique à ceux qui se plaisent aux belles, ou simplement aux jolies vieilles choses, dans leur cadre et dans leur atmosphère.

Les maisons avoisinantes, plus modestes, quelques-unes de la même époque, et l'église Saint-Jean, de date plus ancienne, avec son clocher octogone coiffé d'une coupole à lanternon et qui fait face à la maison du docteur, par dessus un mur couleur de rouille qui égaie sa crête de lilas d'Espagne, prolongent, en s'y accordant, l'harmonieuse impression d'archaïsme de ce coin de petite ville.

Les amis libres-penseurs du docteur Constant Prioux ne pouvaient prendre leur parti de ce voisinage d'une église auquel il s'était condamné, dans une rue qui, par surcroît, n'était presque habitée que par les plus dévotes familles de L... Mais cet athée original n'avait-il pas justement épousé une femme qui avait exigé le mariage à l'église et qui pratiquait ? « Diderot enseignait le catéchisme à sa fille, disait-il en riant. Moi, du moins, je n'aurai pas à l'enseigner à ma femme. » On avait fini par l'accepter, dans tous les milieux, tel qu'il était. C'est qu'on avait beau différer avec lui d'opinion, la critique cédait à la déférence.

Et d'abord, il intimidait, avec le regard direct, appuyé, de ses yeux gris d'acier où, sous le lorgnon, des phosphorescences luisaient : des yeux de liseur d'âmes. L'ascendant qu'il tenait de ce regard tout chargé d'ardente intelligence, l'ensemble de sa personne le corroborait. D'épais sourcils noirs rejoignant deux plis en forme de V, profondément creusés dans le front, donnaient à ses traits expressifs, à son visage coloré, sanguin, allongé d'une barbe taillée en pointe, un accent de force presque dure, confirmée par le geste décisionnaire, la démarche solide, la carrure, la voix de commandement de cet intellectuel à figure d'officier de marine. Entier, comme le sont d'ordinaire les gens extrêmement loyaux, le moindre indice de la mauvaise foi de l'interlocuteur l'exaspérait. Il ne fallait pas, avec lui, avoir l'air seulement de biaiser. Mais les plus ombrageux devinaient la délicatesse affectueuse sous la brusquerie de la parole et, d'ailleurs, connaissaient la bonté de l'homme. Ils lui pardonnaient de petites vexations d'amour-propre.

Le docteur, avec sa fortune personnelle jointe à celle de sa femme, vivait à L... aussi heureux qu'il était possible, dans l'exercice de sa profession, d'année en année restreint à une clientèle de familles amies, ou de pauvres gens qu'il soignait gratuitement. Il occupait à des travaux personnels le loisir qu'il s'était ménagé. Notamment il travaillait à une étude sur « le mécanisme de la formation des concepts », et surtout à une « Genèse biologique de la conscience morale ».

De ce dernier ouvrage le principe était une adaptation cénesthésique de l'organisme à des troubles pathologiques donnés, en vue de ressaisir un équilibre fonctionnel *équivalent à l'état de santé*. Par nature, selon la thèse du docteur Prioux, l'animal humain était *amoral*.

Le docteur pensait apporter ainsi une contribution nouvelle aux travaux scientifiques de toute espèce qui délogeaient de ses dernières positions un irrationnel spiritualisme.

II

Une vingtaine d'années s'étaient écoulées depuis le retour et l'établissement à L... du docteur Prioux, sans autre événement que la naissance d'un fils après cinq ans de mariage. Mme Prioux, pour en marquer sa reconnaissance à Dieu, qu'elle avait invoqué sans se décourager, avait voulu donner le nom de Déodat à l'enfant longtemps attendu. Le docteur avait souri de ce qu'il tenait pour l'effet d'un psychisme féminin légèrement morbide, sans conséquence d'ailleurs : c'était un nom de baptême qui sortirait de la banalité courante. Déodat Prioux, cela n'avait rien de ridicule et même était euphonique. Rien ne s'opposait donc à ce que cette satisfaction fût accordée à la pieuse madame Prioux.

Que le docteur mît à son acquiescement une condescendance un peu trop mécréante, celle-ci n'y prit pas garde. L'essentiel pour elle était que son fils, prénommé selon le vœu de sa foi, vécût et

grandit sous le signe du Dieu dont la bonté le lui avait accordé.

Mais quand arriva l'âge des premières études classiques de l'enfant, le docteur décida sans réplique qu'elles ne se feraient pas ailleurs qu'au lycée où lui-même avait fait les siennes. « Car, déclara-t-il à sa femme, en supposant que je te laisse le confier aux Pères, selon ton désir, je ne te parle pas de la contrainte qu'il me faudrait m'imposer à moi-même, encore moins de ce que je dois, après tout, à l'opinion qui exige à bon droit l'accord de la conduite et des pensées. Mais, pour ne considérer que l'intérêt de notre fils, vois ce qu'il arriverait : les Pères mettraient sur lui leur empreinte, comme ils savent le faire. Je n'ignore pas, mes études et mon métier me l'ont appris, comment un cerveau se façonne. Je ne veux pas que la science, seul instrument positif de la connaissance, soit vaincue d'avance dans l'esprit de mon fils, quand il aura vingt ans. De ton côté, ma chère amie, toute une vie d'affectueuses concessions réciproques t'en est garante, tu seras libre d'instruire ton Déodat de ta religion, qu'il pratiquera avec toi. Cela ne me fait pas peur. Ce que je veux, c'est qu'il ait l'esprit libre lorsque, adulte, il devra choisir. » Mme Prioux s'inclina et la paix la plus parfaite continua de régner au foyer de ces honnêtes gens.

Déodat Prioux fit, comme son père, les meilleures études au lycée de Rennes. Le docteur, à chaque vacance, se réjouissait de voir son jeune esprit prendre d'année en année, l'orientation qu'il avait souhaitée. D'une sensibilité très vive, très fine, qui semblait être d'un émotif et d'un imaginatif, Déodat n'en manifestait pas moins une curiosité et un goût des sciences expérimentales, une aptitude naturelle à leurs méthodes et à leur discipline qui ne tardèrent pas à en faire, aux yeux du docteur, un compagnon de promenade réellement agréable. Il ravissait son père quand, avec l'enthousiasme de la jeunesse, il lui disait combien il goûtait la ferme démarche de la science, les satisfactions et la sécurité qu'elle procure ; combien il admirait la sérénité d'esprit du savant, assuré de rester toujours sur un terrain solide, pourvu qu'il ne se départît ni de l'administration de la preuve, ni de la soumission au fait prouvé. Cette loi de l'honnêteté intellectuelle, le jeune homme se promettait qu'elle serait sa loi. Et le docteur Prioux s'enchantait de se retrouver dans son fils.

Fréquemment, le but de leur promenade était la vieille cathédrale fortifiée qui domine la ville. Puissante bâtisse médiévale, belle de la simplicité nue de ses lignes robustes, par un de ses portails elle regarde la partie de la ville qui s'étend au pied de la colline surplombante à pic, qu'elle domine à la manière d'un donjon plutôt que d'une église. Un parapet garni d'une rampe de fer la contourne et découvre, à perte de vue, au-delà de la ville, des terres cultivées, puis des bois avec des *rabines*, larges allées plantées de grands arbres, dont quelques-unes conduisent à d'anciens domaines seigneuriaux. Face à l'église-forteresse, un beau parc offre au promeneur l'ombrage de ses tilleuls. Sur la droite, à quelque deux cents mètres, un cimetière admirable par la situation est le point culminant de la hauteur. De là, l'œil embrasse circulairement tout le pays à l'entour, et le vent marin qui a passé sur des forêts apporte des odeurs balsamiques et vivifiantes à ceux dont la cendre n'en a plus que faire.

Le lieu agréait spécialement au docteur. Il y conduisait volontiers son fils, à la fois pour l'air salubre qu'on y respire, au milieu d'un site panoramique incomparable, et parce qu'il aimait y donner avec lui un souvenir recueilli aux défunts qu'enfermait le caveau de la famille Prioux.

Un jour, le recteur récemment nommé à Saint-Martin, une des cinq paroisses de L..., sortait du cimetière, au moment où le docteur Prioux et Déodat y entraient. Il les salua en passant devant eux. Ils lui rendirent son salut. Interrogé par son fils, pour qui la figure de ce prêtre était nouvelle, le docteur répondit qu'il le voyait, lui aussi, pour la première fois. Ce qu'il en savait seulement, c'est qu'il n'était que depuis peu de temps installé dans la cure de Saint-Martin. « Il a une physionomie qui frappe », remarqua Déodat. « Oui, fit le docteur, en effet ». Mais il n'en dit pas plus.

Le nouveau recteur de Saint-Martin paraissait avoir passé largement la quarantaine, les cheveux grisonnants, un peu longs, le teint maladif, avec des traits réguliers, sauf le nez, trop grand, que rendait plus grand encore un menton étrangement amenuisé : la bouche était étroite, les lèvres sans couleur. Dans cette figure ascétique, de splendides yeux bleus lumineux et profonds rayonnaient sous l'arcade sourcilière avancée, où de fins sourcils châtains, qu'auraient pu envier une femme, dessinaient le trait le plus classiquement pur.

Mme Prioux, au retour de leur promenade, apprit à son mari et à son fils que Monsieur le Recteur Deloche arrivait d'une paroisse du diocèse de Dijon et qu'il avait été envoyé, sur sa demande, à L... C'était un homme doux, d'une grande affabilité, savant théologien, à ce qu'on disait, et savant même dans les sciences profanes. On prétendait qu'il avait appartenu à l'Université.

III

La rencontre du docteur et du Recteur s'était renouvelée à plusieurs reprises, sans autre suite, pendant longtemps, que de muettes politesses. Ce fut le prêtre qui rompit la glace. Les vacances de Pâques avaient ramené à L... le jeune Déodat, alors à la veille de passer son baccalauréat de philosophie. Le père et le fils se promenaient, à leur habitude. C'était, cette fois, sur la route superbe de Saint-B... Le recteur la suivait aussi, allant porter les secours de son ministère à une pauvre vieille qui se mourait, assez délaissée, dans un cabaret de rouliers. Il aborda le docteur. Son regard, en se portant sur le lycéen qui, par discrétion, se tenait un peu à l'écart, prit une telle douceur que celui-ci en fût remué.

— Monsieur le docteur Prioux, dit le prêtre, pardonnez-moi. Mais il faut qu'enfin je parle au parent de celui qui fut mon ami le plus cher : Jacques Prioux. Il était bien votre cousin ?

— Il l'était. Me sera-t-il permis, monsieur le Recteur, de vous demander où vous avez connu mon cousin Prioux ?

— Mais à l'Ecole Normale, où nous étions camarades de promotion.

Le docteur marqua une légère surprise.

— Oui, docteur, je suis un ancien universitaire, agrégé de physique... Mais vous plaît-il que nous fassions route ensemble ? Nous parlerons de ce cher Jacques, que Dieu a rappelé à lui si soudainement.

— Mais oui, monsieur le recteur, puisque nous suivons le même chemin... Je vous présente mon fils...

— Mon jeune ami, dit le prêtre à Déodat, vous ressemblez beaucoup à celui que mes prières n'oublient jamais.

Et, regardant longuement Déodat :

— Oui, beaucoup, reprit-il en s'adressant cette fois au docteur. J'en avais déjà été frappé le premier jour que nous nous sommes rencontrés. Votre fils a surtout les yeux et l'expression de votre cher cousin.

— Espérons, dit le docteur, qu'il n'aura pas sa fin prématurée !... Pauvre Jacques ! Mourir à trente-deux ans dans un stupide accident de laboratoire !

— Hélas ! Cette mort me déchira. Je l'aimais autant que j'aurais aimé un frère... Devenu préparateur de physique à l'Ecole, il avait déjà signalé son nom par des travaux de véritable savant.

— Vous-même, monsieur le Recteur, vous me disiez que vous avez été professeur de l'Université ?

Le docteur espérait que le recteur de Saint-Martin satisferait sa curiosité. C'était pour lui un cas privilégié, le revirement mystique d'un esprit de formation positive.

— Oui, répondit le recteur avec bonhomie. Si cela peut être de quelque intérêt pour vous, je vous conterai un jour cette histoire d'une vocation religieuse.

— Monsieur le Recteur, répondit vivement le docteur, cela m'intéressera infiniment.

— Je me rends chez la vieille Maria Goftec, que vous connaissez, je crois.

(*A suivre.*) EUGÈNE HOLLANDE.

DE LA SOLITUDE ET DU SILENCE

Il semble qu'il y ait quelque naïveté à parler de la solitude et du silence à un moment où, sous la pression des événements, les solitaires ont été rejetés dans le tumulte du monde ; à une époque où les philosophes prêchent le développement intégral de l'individu au contact des autres hommes et condamnent, comme coupable de désertion à sa propre cause et à la cause commune, celui qui renonce à l'effort et à la lutte imposés par la vie sociale.

L'orage passera, le calme renaîtra et les retraites pourront de nouveau ouvrir leurs portes à ceux qui ne les avaient quittées qu'à regret.

Les doctrines philosophiques passeront aussi. Elles passeront, car toute doctrine philosophique est éphémère, et avec elle disparaît l'idéal moral qu'elle prétendait imposer aux hommes. Mystique au moyen âge avec le christianisme, rationaliste et humanitaire au XVIIIe siècle avec les encyclopédistes, cet idéal est individualiste de nos jours, mais d'un individualisme qui s'incarne dans l'action et qui ne peut être réalisé que par la vie sociale dans ce qu'elle a de plus intensif. Tout cela — qu'on me pardonne d'en parler irrévérencieusement — n'a pas grande importance. C'est affaire de mode. Vienne un écrivain de talent épris des doctrines de Çakya-Mouni, et ceux qui, de nos jours, admirent l'altruisme orgueilleux et redoutable d'un Brand ou se voient évoluant vers quelque surhumanité nietzschéenne, rêveront de renoncement et de nirvâna : je dis « rêveront », car il y a loin de la littérature à la vie.

Il est donc permis de parler de la solitude et du silence. Peut-être même n'est-il pas inutile de

rechercher si la solitude et le silence, où le religieux contemplatif a pendant des siècles trouvé le bonheur, conservent leur vertu pour l'agnostique de nos jours et peuvent lui procurer les mêmes joies. — C'est ce problème qu'on se propose d'examiner ici.

*
* *

La vie contemplative, pense-t-on généralement, ne saurait se concevoir sans la foi comme base et le salut comme couronnement. L'agnostique, qui a perdu la foi et qui n'espère plus le salut, ne saurait donc prétendre à devenir un contemplatif ; il n'a rien à espérer du renoncement et de la solitude. Par cela même qu'il ne croit plus à une vie future, il doit chercher son bonheur dans la vie présente, et, dans la vie présente, le bonheur se concentre dans les satisfactions que dispense à chacun, plus ou moins libéralement, la société.

C'est ce dernier point qui est contestable. Que l'agnostique ne puisse prétendre à un autre bonheur qu'à celui qu'il trouvera dans ce monde, c'est une vérité évidente. Mais que dans ce monde il n'y ait de satisfaction que dans la vie sociale, ce n'est pas sûr, ou, plus exactement, ce n'est pas vrai.

L'expérience religieuse, elle-même, le démontre.

La vie contemplative est autre chose qu'un ensemble de procédés techniques, que le moyen d'acquérir des mérites en s'imposant des mortifications. Elle a pour celui qui l'embrasse une valeur immédiate, intrinsèque. Se retirer dans la solitude, pratiquer le renoncement, ce n'est ni un suicide moral, ni un supplice volontaire. En dehors du bénéfice à longue échéance qu'elle promet, la vie contemplative apporte des éléments de bonheur actuel, dont l'agnostique — à la condition de savoir trouver les équivalences nécessaires — peut faire son profit, aussi bien que le croyant.

*
* *

Il est dans l'ordre moral, mieux encore, dans l'ordre biologique, une vérité profonde, universelle, éternelle, sentie d'intuition par les mystiques, reconnue des philosophes, confirmée par la science.

Si l'on établit la balance entre le plaisir et la douleur qui constituent le lot de l'être vivant et conscient, elle se solde nécessairement par un déficit dans le plaisir.

La cause de ce déficit est qu'il n'y a pas de plaisir complet, encore moins de plaisir durable, car le désir, qui constitue l'antécédent nécessaire du plaisir, ne saurait être intégralement satisfait ; et, n'étant pas intégralement satisfait, il se rallume plus violent et plus insatiable.

C'est ce principe qui est énoncé dans les « quatre nobles vérités » du Bouddhisme : exister c'est souffrir ; la cause de la douleur est dans le désir qui grandit avec la satisfaction même ; la cessation de la douleur est obtenue par la suppression du désir ; la voie qui conduit à la suppression du désir est la connaissance et l'observation de la « bonne loi » — c'est-à-dire la pratique du renoncement.

L'Imitation, dans la langue imagée qui lui est familière, reconnaît de même que tout plaisir est empoisonné dans sa source. « D'habitude, à joyeux départ répond triste retour, et la gaieté du soir assombrit la matinée du lendemain. Tel est le propre de toute volupté sensible ; elle s'insinue agréablement, mais à la fin elle mord et tue » (1).

La psychologie formule à son tour : une tendance devient d'autant plus irrésistible qu'elle a été plus développée par l'exercice. Enfin, la médecine rencontre à chaque instant une application particulière de cette loi dans l'action des poisons de luxe, c'est-à-dire des poisons dont l'usage a pour objet la recherche d'un plaisir : le besoin du poison (par exemple de la morphine) est d'autant plus impérieux que les doses ont été plus fortes et plus fréquemment répétées.

Si j'insiste sur cette vérité, dont la connaissance fait partie du bagage philosophique le plus léger, c'est qu'elle ouvre au renoncement et à la solitude des horizons infinis et qu'elle justifie la vie contemplative, indépendamment de toute croyance à une vie future. Qu'il soit bouddhiste et qu'il aspire au nirvâna à travers la série d'existences auxquelles ses imperfections le condamnent, qu'il soit chrétien et qu'en modelant sa vie sur celle du Christ il s'efforce vers l'idéal évangélique, le religieux affaiblit le désir, éloigne la souffrance et s'approche chaque jour du bonheur, sinon du bonheur qu'il a rêvé par-delà les possibilités humaines, du moins de cette sérénité spirituelle qui en est l'image. Et cette sérénité sera la récompense de tous ceux qui, conscients de l'insatiabilité du désir et de la tyrannie des tendances, réussiront à affaiblir le désir et à triompher des tendances. Sur ce point il ne saurait y avoir de différence entre l'agnostique et le croyant. Ce qui est accessible à l'un est accessible à l'autre. Partant du même point, suivant la même route, ils doivent atteindre le même but.

(1) *Liv. I, chap. XXI.* — Cet extrait — comme les suivants — est emprunté à la traduction de Joseph Fabre, Paris, Félix Alcan, 1906.

*
* *

Il serait sans utilité d'énumérer les formes diverses que peut prendre le renoncement. Certaines ne sauraient avoir pour l'agnostique la même valeur que pour le mystique. Telles sont les mortifications qui constituent la base de l'ascétisme proprement dit. Il est juste cependant de reconnaître que, par certains côtés, la vie austère imposée au religieux peut être un facteur de bonheur. La sobriété fait le corps vigoureux et la santé robuste ; elle éloigne bien des maladies, partant bien des souffrances : c'est là, en quelque sorte, un petit profit de la vie contemplative : il n'est pas à dédaigner.

Mais c'est surtout dans la sphère morale que le renoncement se montrera bienfaisant pour l'agnostique, et plus particulièrement quand il s'exercera dans le domaine de l'amour-propre. Car l'amour-propre est la grande source d'irritation, d'inquiétude et d'agitation. La paix intérieure qui est la condition nécessaire d'un bonheur durable n'a pas de plus dangereux ennemi. De toutes les formes du désir, celles qui procèdent de l'amour-propre sont les plus insatiables. De toutes les souffrances, les déceptions et les froissements qui résultent des blessures d'amour-propre sont les plus difficilement évitables et souvent les plus aiguës.

L'amour-propre, qui est l'ennemi de la paix intérieure, est aussi l'ennemi de la paix extérieure. Toute satisfaction d'amour-propre a un caractère agressif et toute agression a pour conséquence une réaction. Tout succès implique l'abaissement de quelqu'un, car il n'y a pas de succès sans compétition. Donc toute satisfaction d'amour-propre est le résultat d'une lutte et amorce une nouvelle lutte. Et la vie sociale qui est le théâtre de ces luttes sans merci et sans issue apparaît comme le champ de toutes les douleurs. Non, certes, que je pense, avec Rousseau, que l'homme naît bon et que la société le rend méchant : je serais seul de mon époque à ne pas avoir jugé cette relentissante absurdité. Les éléments de la malignité sont innés dans le cœur de l'homme; mais c'est la vie sociale qui leur permet de se développer, de s'organiser et d'atteindre toute leur virulence. Ou, si l'on préfère, c'est dans ses rapports avec ses semblables que l'homme tout à la fois assouvit et aiguise sa malignité.

Toujours inquiet, toujours agressif, toujours à l'affût d'une victime — pour ne pas être lui-même une victime — l'amour-propre rôde autour de la vie du prochain, habile à découvrir, dans le mal qu'il grossit et jusque dans le bien qu'il déforme, un aliment à sa malfaisance. Il est surtout redoutable, quand il parvient à glisser son regard mauvais dans la vie morale. C'est toujours une imprudence d'ouvrir aux autres le monde de nos pensées et de nos sentiments : réfractés à travers l'amour-propre d'autrui, les plus droits apparaissent tortueux et les plus purs souillés.

L'homme qui par vanité, par colère, par pusillanimité ou seulement par une sorte de besoin instinctif de sympathie découvre son cœur aux autres hommes, commet une faute analogue à celle du gouverneur d'une forteresse assiégée qui laisserait entrer et sortir, en toute liberté, les espions de l'ennemi. Il n'y a pas pour l'homme de danger plus menaçant qu'une intimité spontanée et irréfléchie. Il n'y a pas, pour celui qui souhaite conserver en lui la paix et qui se soucie de son bonheur, de devoir envers lui-même plus sacré que l'isolement moral.

L'Imitation a bien senti cette double vérité et, sous couleur de protéger le religieux contre les tentations du monde, elle en a tiré des préceptes excellents : « Ne dévoile pas ton cœur à tout venant... Il faut de la charité envers tous ; mais la familiarité est de trop... » (1) « Nous pourrions posséder une grande paix si nous voulions ne nous point embarrasser des dits et faits d'autrui dont le soin ne nous regarde pas ». « Tu dois être mort à toutes ces prédilections de l'homme pour l'homme jusqu'à souhaiter, autant qu'il est en toi, de pouvoir te passer absolument de la compagnie des hommes » (2). Cela est aveuglant de vérité. Ce n'est plus de la sagesse religieuse, mais, si l'on en comprend le sens profond, de la sagesse tout court. Jamais psychologue ne vit plus clair, jamais moraliste ne frappa plus juste.

Cette notion du mal qui résulte fatalement d'une familiarité inconsidérée entre les hommes a dépassé le cercle étroit de la spéculation philosophique et religieuse.

C'est une marque de jugement et de bon ton de tenir le prochain en dehors de nos propres affaires et de ne pas l'interroger sur les siennes ; de ne pas le fatiguer de nos admirations et de nos critiques ; de ne pas lier conversation avec le premier venu. Rien n'est instructif à cet égard comme un coup d'œil jeté dans le hall d'un grand hôtel : des individus isolés faisant leur correspondance, lisant ou rêvant dans un fauteuil, de petits groupes causant à voix basse, beaucoup de monde et pas de bruit, chacun respectant l'isolement de chacun. Si les circonstances sont telles qu'il paraisse inévitable — et quelquefois agréable — que la

(1) Liv. I, chap. VIII.
(2) Liv III, chr. XLII.

conversation s'établisse entre individus ou entre familles, on a soin qu'elle conserve un caractère général : on cause de ses voyages, mais non de ses maladies ; on cite tel fait curieux de sa vie professionnelle, mais on laisse de côté les ennuis qu'on a pu avoir avec son administration, ses confrères ou ses clients ; on peut parler du renchérissement des loyers, mais non de ses discussions avec son propriétaire.

Cette réserve n'est pas ignorée du peuple. On entend dire à des gens du peuple : « Nous ne connaissons personne dans la maison... Nous disons bonjour, bonsoir et c'est tout... Nous restons chez nous et nous laissons les autres chez eux... », et cela est dit avec une certaine fierté. — C'est la contre-partie de la vie sociale du cabaret où, devant les verres d'alcool, se nouent ces relations d'une heure qui commencent dans les confidences et les protestations d'amitié et souvent finissent dans les coups.

Cette discipline sévère qui tend à s'imposer à la vie sociale est certainement le meilleur moyen de résoudre cette antinomie : la vie sociale répond chez l'homme à un instinct et à une nécessité — la vie sociale est une source de douleurs. Elle permet d'espérer des jours plus heureux, de prévoir qu'un temps viendra où les hommes, tout en continuant à associer leurs forces pour leur bien-être, leur plaisir et leur protection, observeront dans toute la rigueur possible la loi de l'isolement moral. La société réalisera une immense coopérative de production et de consommation, un syndicat formidable de défense individuelle et collective, où les individus évolueront avec le minimum de contacts.

Nous n'en sommes pas là. Longtemps encore, en dépit des quelques progrès réalisés, la vie en société restera une épreuve.

L'homme a le choix entre trois partis.

Il peut prendre, comme on dit, la vie telle qu'elle est, se précipiter, sans souci des obstacles et sans égard pour le prochain, vers ce qu'il croit être le bonheur, satisfaire coûte que coûte son ambition et ses passions, rendre les coups avec usure. Ainsi font le plus grand nombre, consciemment ou inconsciemment — beaucoup inconsciemment, souvent avec la conviction de mener une vie de vertu et de charité.

L'homme peut aussi accepter le monde à la façon de Marc Aurèle, « recevoir les faveurs de la fortune sans fierté, les perdre sans regret » (1) ; dominer par une lutte de tous les instants ses appétits et son amour-propre ; juger les hommes ce qu'ils sont, mais « considérer qu'ils ont été faits les uns sur les autres » ; chercher à les instruire, ou à les supporter, en tout cas leur témoigner de la bienveillance (1) ; demander aux dieux « de n'éprouver ni crainte, ni désir, ni peine, quoi qu'il advienne » (2) ; s'isoler moralement, tout en menant une vie sociale, avec, pour devise, le mot de Platon : « Tu peux vivre dans l'enceinte d'une ville comme le berger qui vit sur une montagne, dans sa cabane et trayant ses brebis (3). » C'est le parti des héros.

Mais il y a des hommes qui, soit d'instinct, dès la jeunesse, soit par une dure expérience, à l'âge mûr, ont compris qu'ils n'étaient pas faits pour le monde et que le monde n'était pas fait pour eux : à qui répugne l'état de guerre permanent réalisé par la vie sociale ; qui ne sont pas sûrs de dominer leur amour-propre au point de se rendre insensibles, comme l'ordonne Marc Aurèle aux sollicitations et aux froissements qui les attendent. Ce ne sont pas des paresseux : ils accepteront n'importe quelle tâche qu'on voudra leur imposer, si lourde qu'elle soit. Ce ne sont pas des lâches : ils sauront, s'il le faut, s'exposer au danger et faire le sacrifice de leur vie — on l'a bien vu dans la guerre actuelle. Mais ces hommes qui ne craignent ni les fatigues, ni les privations, ni les souffrances physiques, ni la mort, se sentent — et sont en effet — incapables d'affronter les épreuves d'ordre moral que comporte nécessairement la lutte pour l'existence au contact de leurs semblables. Ce sont les inaptes au service armé de la vie. Ils réalisent un type éternel. Ils ont existé de tout temps ; ils existent aujourd'hui. Ce qu'ils demandent — et c'est bien peu — c'est qu'on leur permette de fuir le monde, offrant en échange, d'un cœur joyeux, leur part des biens qu'il distribue. Ce n'est plus le parti héroïque, mais pour celui qui ne se sent pas capable d'être un héros, c'est le parti de la sagesse. C'est la paix dans la solitude.

*
* *

C'est la paix et c'est le chemin du bonheur.

L'homme qui se retire dans la solitude ne se condamne pas à l'indifférence. Si sa vocation est réelle, il trouve dans sa retraite des joies profondes et inaltérables. Saint-Bernard l'a proclamé et son cri de gratitude et d'amour a retenti à tra-

(1) Liv. VIII, XXXIII, trad. de P. Commelin, Librairie Garnier, frères.

(1) Liv. VIII, LIX, liv. IX, XI.
(2) Liv. IX, XL.
(3) Emprunté au dialogue *Théétète*.

vers les siècles : « O beata solitudo, o sola beatitudo ».

On peut essayer d'analyser la joie, la « béatitude » qui s'attache à la solitude.

Et d'abord, ce ne sont pas toutes les solitudes qui sont aimables. L'isolement du prisonnier passe pour un cruel supplice. Cela déjà est une indication : la solitude n'est un bien que si elle est librement consentie. Cette condition indispensable d'une solitude heureuse n'est qu'une application particulière de cette loi très générale : aucun bien n'est possible, si la liberté morale n'est pas respectée.

D'autre part, la solitude est souvent un bien par contraste. Elle est surtout goûtée de ceux qui viennent d'échapper au tourbillon du monde. Les hommes obligés par leur profession à une vie active et surtout à un contact perpétuel avec leurs semblables cherchent souvent, quand l'heure du repos annuel a sonné, un coin perdu où ils puissent s'isoler et vivre dans le silence et le recueillement. Ils sentent que c'est pour eux le seul moyen de procurer à leur cerveau et à tout leur organisme la détente qui s'impose.

Nos pères connaissaient bien les vertus de la solitude. Ils aimaient à devenir pendant quelques semaines les hôtes d'un monastère, où ils partageaient la vie austère, calmante et réconfortante des religieux, loin du monde, de la famille et des affaires. Parfois ces retraites précédaient une décision grave, l'entrée dans une phase nouvelle de la vie, comportant un labeur plus intense et de plus lourdes responsabilités. La solitude est un tonique moral. Dans le silence du dehors et le recueillement du dedans, les idées s'éclairent, s'évoquent et s'associent ; les vues se précisent, les projets mûrissent et les résolutions s'affermissent. La plupart des grandes œuvres ont été conçues dans la solitude. Il y a des retraites, comme celles de Moïse, de Jésus et de Mahomet, qui ont leur place dans l'histoire du monde.

A côté de cette solitude passagère, simple épisode au cours d'une vie mondaine, il y a la solitude définitive, sans espoir de retour parmi les hommes, qui est celle du contemplatif. Elle présente avec la première certains points communs. Elle doit être, elle aussi, librement consentie. Comme la solitude épisodique, elle tire une partie de son efficacité de la loi de contraste. On sait que les ordres monastiques se recrutaient et se recrutent encore parfois — moins souvent cependant qu'on ne serait tenté de l'imaginer — parmi les hommes ayant mené une vie essentiellement active, soit dans le travail, soit dans le plaisir. Purun Bhagat, avant de prendre la besace, était parvenu au faîte des honneurs et de la puissance (1). Qu'il ait éprouvé, quand il gravissait, pour ne les redescendre jamais, les pentes de l'Himalaya, déchargé du fardeau de l'autorité et des responsabilités, écoutant s'éteindre derrière lui les bruits du monde, qu'il ait éprouvé, disons-nous, un moment de bonheur intense : ce n'est pas douteux.

Mais il n'en demeure pas moins que l'effet du contraste passé et que les joies de la vie contemplative sont durables. La question reste entière et il faut bien y répondre, car elle est capitale pour l'agnostique : comment le contemplatif trouve-t-il dans la solitude permanente un bonheur stable et qui puisse le satisfaire pleinement ?

*
* *

La vie monastique comporte deux éléments essentiels qui, disons-le dès maintenant, sont indépendants de tout credo et même de toute conception déiste, par conséquent accessibles à l'agnostique aussi bien qu'au croyant : le contact avec la nature et la soumission à la règle.

La nature et la société sont deux maîtres que l'on ne sert pas à la fois. L'homme ne peut vivre socialement que dans le milieu artificiel créé par la société et, par suite d'une perversion progressive du cœur et de l'intelligence, il finit par considérer ce milieu comme le seul qui lui convienne. Mais dès qu'il s'est éloigné des petits espaces clos où fermentent les passions humaines, il reprend le sens de la nature, il perçoit ce qu'il y a en elle de bienfaisant et de saint — saint de cette sainteté « qui défie toutes les religions », dit Emerson.

Les monastères ont été en général fort judicieusement situés : beaucoup étaient comme perdus dans la profondeur des forêts : certains se dressaient face à l'océan, comme l'Abbaye de la Blanche à Noirmoutier ; d'autres au fond d'une gorge diaprée de fleurs merveilleuses en été, recouverte l'hiver d'une neige immaculée étincelant sous le moindre rayon de soleil, comme l'Abbaye de Tamier en Savoie ; d'autres au milieu d'une campagne riante et fertile, comme l'Abbaye de Neath dans le Pays de Galles. Mais les hommes de génie qui ont fondé les monastères n'eussent-ils pas compris l'influence bienfaisante qu'un site heureux pouvait avoir sur la vie intérieure, le lieu choisi fût-il le plus banal, le plus dénué de poésie, du moment qu'il était hors des agglomérations humaines, la communion avec la nature devait s'établir. « Nous pouvons trouver les enchantements de la nature, dit excellemment Emerson, sans visiter

(1) V. la nouvelle de Rudyard Kipling « Le miracle de Purun Bhagat » dans le deuxième livre de *La Jungle*.

le lac de Côme ou les îles Madère. Nous exagérons l'importance du spectacle local. Ce qu'il y a de plus impressionnant dans tout paysage, c'est la ligne où se rencontrent le ciel et la terre, la ligne d'horizon, et on peut la contempler du premier monticule venu aussi bien que du sommet des Alleghanies. La nuit, la lumière des étoiles verse sur l'humble champ la même magnificence que sur la Campagne Romaine et sur les déserts de marbre de l'Egypte. Les volutes formées par les nuages, les colories du matin et du soir transfigurent l'aune et l'érable. La différence entre deux paysages est petite, mais grande est la différence entre ceux qui contemplent le paysage ». En d'autres termes et pour employer une expression technique de psychologie, tout est affaire de réceptivité. Que l'esprit soit préparé et il suffira du contact le plus restreint et le plus léger pour que le courant bienfaisant de la nature passe en lui. Et le contact peut être établi, comme le dit Emerson, par le plus trivial des paysages. Il y a plus : le trappiste qui défriche la lande, le pauvre frère lai qui soigne les arbres fruitiers dans le verger du couvent éprouvent peut-être un sentiment de la nature plus fort et plus vrai que l'homme du monde contemplant à ses pieds le panorama du Righi.

A l'action bienfaisante de la nature se joint chez le religieux l'action non moins bienfaisante de la règle. Exercices de piété, lecture des livres saints, travail intellectuel, travail manuel, promenades : chaque occupation vient à son heure. L'existence prend un rythme régulier : chaque instant est rempli ; la hâte — ce supplice de la vie sociale — est impitoyablement bannie aussi bien que l'oisiveté ; la volonté individuelle n'a pas à intervenir, la règle a tout prévu. — Ainsi libérée des attaches extérieures, imprégnée des émanations de la nature, conduite et protégée par la règle, l'âme est préparée à recevoir le bonheur — mais préparée seulement, car il manque à la sensibilité un objet défini, à la volonté un élément directeur.

*
* *

Il faut le reconnaître : en sacrifiant l'amour propre, l'homme fait un sacrifice immense. Il détruit la cause d'une infinité de douleurs, c'est vrai, mais aussi le stimulant le plus efficace de la vie psychique. Il lui faut, sous peine d'être menacé d'atrophie intellectuelle et morale, trouver un équivalent à l'amour-propre, découvrir une source nouvelle de sentiment et d'énergie qui remplace la source volontairement tarie.

Cela est si vrai que le Bouddhisme, qui a poussé le plus loin l'obligation du renoncement et de l'anéantissement du désir — ce qui psychologiquement comporte l'extinction de l'amour-propre —, est obligé de combler le déficit par un amour en quelque sorte indifférencié de toutes les créatures et que le bhikshu, ayant renoncé à s'aimer lui-même, est amené à verser des flots de tendresse sur un ver de terre.

(*A suivre.*) J. ROGUES DE FURSAC.

FORTUNES D'HIER ET APPAUVRISSEMENT NATIONAL

Un récent projet d'impôt sur le capital a été accueilli par une véritable levée de boucliers.

Nous ne prendrons pas ici sa défense, car notre opinion reste invariable : le capital et le travail, générateurs de la Production, sont des forces auxquelles il faut éviter de toucher directement, cependant que les revenus et dépenses de la population constituent par excellence la matière fiscale.

Seulement, il est permis de se demander quelle est la cause déterminante du projet auquel nous faisons allusion et si l'attitude différente d'une partie du public n'eût pas dispensé le ministre des Finances d'imaginer un nouveau dispositif en faveur de sa trésorerie.

Apparemment, ce plan d'impôt sur le capital a été conçu comme une sorte de « reprise » sur les bénéfices exceptionnels de guerre en présence des résultats décevants que l'on consigne dans cette direction. Il n'est peut-être point appelé à se réaliser — mais le jour même où nous aurions à en déplorer l'existence, bon nombre auraient à prononcer leur « *mea culpa* » car les premiers artisans des nouveaux impôts sont ceux qui prétendent ignorer les anciens... pas très anciens d'ailleurs.

Beaucoup de contribuables, ont une tendance à considérer que la loi est surtout faite pour le voisin. Joignez à cela les errements d'une législation fiscale qui s'est longtemps perdue dans le détail au lieu de « tailler grand » dans un esprit de synthèse, et vous ne serez pas surpris de la stagnation des ressources ordinaires dont s'alimente l'Etat.

La taxe sur les objets de luxe est une belle faillite — et cependant ! — cependant, l'on obtiendra ce qu'on voudra d'un impôt sur les dépenses, le jour où il sera incorporé, « enrobé » dans le prix de vente au détail des objets de consommation.

Pour juger ces matières, il est essentiel de considérer attentivement chaque fait et d'appeler les choses de leur vrai nom — c'est le seul moyen de réduire les dualités qui ne sont qu'apparentes ou d'éviter de troublantes équivoques.

Nous avons été des premiers à affirmer que la guerre détruisait et gaspillait des capitaux et que la Richesse nationale ne pouvait qu'y perdre. Faites l'inventaire de nos biens en 1913, puis en 1918, l'inventaire en nature, le seul qui vaille, et vous ne pourrez que souscrire à cette affirmation. Le doute ici n'est pas permis.

Mais il n'en est pas moins vrai que lorsque l'Etat dépense *à l'intérieur du pays* 150 milliards en moins de cinq ans (180 — 30 de dette extérieure = 150), il y a là un fait nouveau qui dépasse les proportions d'une simple bagatelle. Lorsque cette différence se retrouve dans X caisses ou portefeuilles, sous forme de rentes, bons et billets de banque, cela veut dire qu'il y a des millions de français qui se trouvent à la tête de fortunes privées nouvellement créées ou considérablement accrues.

Quand ces millions de français (personnes morales ou physiques) dressent leur bilan, ils portent, n'en doutons pas, leurs rentes, bons et billets, en bonne place à leur actif — car ils y attachent un juste prix. Sinon, ils n'auraient point accouru en rangs serrés à l'heure des souscriptions.

Il y a donc là une fortune privée très nouvelle, très étendue et fort appréciée de ses détenteurs. Seulement, cette fortune trouve sa contre-partie dans un double Passif, (de la Banque et de l'Etat) dont la population tout entière est responsable, puisque de son aptitude à l'impôt dépend la validité des engagements du Trésor, cependant que ni la Banque ni l'Etat ne possèdent en propre de quoi gager une créance de 150 milliards.

Il faut donc conclure ceci :

1° Après cinq ans de guerre, la nation française se retrouve manifestement appauvrie : la richesse française se représente fortement amputée, en dépit du retour de l'Alsace-Lorraine et de la création d'un outillage partiellement adaptable aux besoins de la paix.

2° Dans le même temps, des fortunes se sont formées ou accrues jusqu'à concurrence d'une somme proche de 110 milliards, identifiée par des rentes, bons et billets de banque. Si ce n'est pas là, la matière d'élection de la richesse, si ces 110 milliards représentent une créance sur la collectivité, une hypothèque sur l'avenir, il n'est pas moins certain qu'ils constituent un élément nouveau et considérable de la propriété privée, en faveur d'une partie de la population.

Il paraît équitable, s'il y a un effort exceptionnel à accomplir pour équilibrer nos finances, — et la nécessité de cet effort n'échappe à personne — qu'il soit surtout demandé à ceux qui ont augmenté leur fortune au cours de ces années tragiques.

*
* *

De l'appauvrissement national et de l'enrichissement d'une grosse fraction de la population, il faut encore conclure à un dénivellement plus prononcé des conditions sociales. De grands riches de 1913 sont pauvres aujourd'hui et inversement. Jamais à aucune époque, la fortune individuelle ne dût subir de tels bouleversements — mais peut-être aussi ne vit-elle jamais richesse plus opulente ni misère plus complète. L'état sanitaire et la vie chère n'évoquent-ils pas un cortège de souffrances dignes des plus immédiates préoccupations ?

La très courte histoire des nouveaux riches est d'un abord plus souriant et les hommes qu'elle met en scène sont d'un type assez plaisant pour qu'ils y gagnent un peu de cette indulgence que l'on accorde communément aux molles victimes des vins généreux. Il serait fort indiscret sans doute de suivre milliards et millions à travers la fantaisie de leurs pérégrinations. Admettons, si vous le voulez, que la moitié s'en fût aux mains des chefs d'entreprises et l'autre dans la poche des salariés : 50 0/0 ici et là, c'est la norme.

Dans le premier groupe, certains mirent autant d'adresse à masquer leur trésor, que d'autres en apportèrent à le mettre en évidence : et chaque jour encore, soulève tour à tour ces deux préoccupations, selon que domine la joie de paraître ou la crainte de se trahir.

De l'autre côté, on a vécu et fort bien vécu en règle générale sans souci des loyers avec des salaires et allocations qui dépassaient encore les exigences de la vie, — et l'on a parfois aussi fait quelques économies. Mais qui dit bien vivre, dit bien dépenser, et vous voyez par là, que le commerce à son tour, sans être commerce de guerre, a largement bénéficié des salaires de guerre.

Ainsi la farandole s'allonge : aux bénéficiaires directs, viennent bientôt donner la main toutes les entreprises de luxe ou d'alimentation dont les produits s'offraient aux convoitises de capitaux décuplés. En fait, l'agriculture, l'industrie et le négoce ont largement participé au banquet et les ouvriers sauf exception, ont confortablement vécu.

Les malmenés forment un autre groupe digne et muet dans ses préoccupations : ce sont nos

frères du Nord et de l'Est ; ce sont les disséminés des carrières libérales, les intellectuels et des fractions de la petite bourgeoisie ; ce sont aussi, dans bien des cas, les nombreuses familles et les êtres que l'âge rejette en dehors de l'armée du travail. Ceux-là ressentent tous les inconvénients, de la vie chère, toute l'âpreté des commerçants égoïstes qui perdent la notion du profit légitime.

Telle est en traits rapides la physionomie du bouleversement qui vient de s'accomplir. Elle semble curieuse entre les plus curieuses, et pour le sociologue et pour le psychologue. On y trouve des figures de tous les temps, mais avivées par ce sentiment du très grand nombre, qui pousse l'individu à s'extérioriser sans crainte de se démasquer. D'où cette impudeur de certains, ce cynisme fréquent, qui s'étalent dans une joie de vivre et une hâte de jouissance parfois déconcertantes. Péché de jeunesse ? soit, car cette génération n'a pas cinq ans, et le temps qui bride toutes les impatiences, calmera dans peu d'années des exubérances qui resteront parmi les caractéristiques d'une époque.

René Pupix.

THÉATRES

Sœurs d'amour, par Henry Bataille, (Comédie Française). — *Le Roi des Palaces*, par Henry Kystemaekers, (Théâtre de Paris).

Il y a quelques semaines, je m'entretenais avec un illustre romancier, momentanément détourné du théâtre par l'excès des servitudes matérielles, et la conversation étant venue à tomber sur M. Henry Bataille, cet académicien, éminent critique, me dit :

— Contrairement à beaucoup de mes confrères, j'estime Henry Bataille, parce qu'Henry Bataille est beaucoup plus un romancier qu'un auteur dramatique... C'est ainsi qu'il a apporté à la scène quelque chose qui est le contraire du théâtre et qu'on pourrait appeler la poésie du temps, de la durée...

Cette remarque est sans doute la plus profonde qui ait été faite sur l'auteur de l'*Enchantement*, de *La Marche Nuptiale*, de *La Femme Nue*, de *Notre Image*, et de tant de tragédies intérieures qui comprennent l'évolution d'une destinée entière. Dans presque chacune de ces œuvres, chaque acte se trouve séparé du précédent par de nombreuses années, en sorte que c'est surtout dans ce que nous ne voyons pas que résident les raisons profondes de ce qui apparaît sous nos yeux. L'espérance, le souvenir surtout, toute la poésie et toute l'amertume de ce qui s'efface sans disparaître, le passé qu'on croit mort et qui vit plus que nous, tout le mystère enfin de ce que nous ignorons en nous et de ce qui est plus réel que nous-mêmes, voilà le domaine particulier de M. Henry Bataille, le thème principal dont chacune de ses pièces est une variation.

Or, la nouvelle œuvre que vient de représenter la Comédie-Française semble la réalisation à la fois la plus complète et la plus claire de cette observation sur laquelle repose toute l'esthétique d'Henry Bataille : de là les incomparables beautés dont elle rayonne dans les bons endroits, son pathétique profond, ses résonnances poétiques et je ne sais quelle flamme d'émotion intellectuelle ; de là, aussi, ses obscurités, ses incohérences et, pour tout dire, son inhumanité. On aurait pu croire, en effet, après le second acte, que *Sœurs d'Amour* allait être un chef-d'œuvre : les deux actes suivants et principalement le dernier n'ont qu'à demi confirmé cette impression. Il semble, en effet, que M. Henry Bataille, dont je ne saurais dire pour mon compte s'il est un raffiné ou un naïf dans la technique théâtrale, ne soit point parvenu à exprimer scéniquement tout le contenu vivant de son admirable donnée.

*
* *

Madame Frédérique Ulricht est une riche bourgeoise, femme d'industriel, mère de deux enfants, ayant chez elle une sœur de charité, elle-même fermement croyante et pratiquante. Les surprises de la vie l'ont rendue amoureuse d'un jeune architecte, Julien Bocquet, employé par son mari. Cet amour est partagé ; il dure depuis deux ans et si Frédérique a pu trouver dans ce qu'elle appelle elle-même ses assises bourgeoises toute la force d'âme pour résister à la tentation, il n'en est pas de même de l'impétueux Julien. Il n'a pas, lui, de solidité familiale : sa mère est surveillante au Bon Marché, et, quoique je me sois laissé dire que les surveillantes du Bon Marché étaient de considérables dames, aux gros appointements et souvent fort avenantes, Mme Bocquet, lorsqu'elle apparaît dans le milieu de Frédérique, y fait malheureusement sensation. On comprend donc que son fils se trouve sans force devant les exigences, toujours plus précises, de l'amour masculin. De désespoir, il se marie, épousant par coup de tête, n'importe qui, Mlle Eveline.

Ce mariage n'a fait qu'aggraver le désespoir du pauvre Julien et, dès le début du second acte, par une démarche assez imprévue de M. et de Mme Bocquet auprès de Frédérique, nous apprenons que depuis quatre ans (voilà les années si chères à

M. Henry Bataille qui s'écoulent !..) Julien a trompé sa femme avec une Mme Tessier, que nous ne verrons pas, mais qui représente d'une manière symbolique toutes les tentations du luxe et de la beauté. Sous l'empire de cette femme, Julien a commis des fautes professionnelles, engagé son honneur, et enfin, devant la faillite imminente et la honte certaine, il a projeté d'abandonner sa femme et de partir avec sa maîtresse. Les sages parents, qui, jadis, avaient vu dans Frédérique un danger pour la santé morale de leur fils, viennent aujourd'hui la supplier d'employer toute l'influence qu'elle a gardée malgré tout sur le malheureux qui ne l'a pas oubliée pour le retenir sur la pente fatale : un mot d'elle suffirait à le sauver ! C'est l'heure de la destinée pour Frédérique : elle s'est cru guérie, mais guérit-on jamais ! L'image intérieure a pu pâlir, mais, lorsque surgit la présence réelle, tout l'amour, tout le passé, toute notre âme d'autrefois se retrouve comme autrefois. Frédérique, attendant la venue de Julien qu'elle-même a convoqué, se sent la gorge aussi serrée, le cœur aussi défaillant que jadis, lorsqu'il lui annonça le mariage dont elle a failli mourir. Elle se domine cependant et, dans la plus belle scène de l'ouvrage, après qu'ils ont eux-mêmes épuisé toute la joie et toute l'amertume de ce revoir, elle aborde la question morale et entreprend le relèvement de celui qu'elle a involontairement contribué à dégrader. Julien accepte son secours, même sous la forme pécuniaire, mais à la condition qu'elle sera désormais son guide et son soutien, sa sœur d'amour.

Malheureusement, comme le disait un héros d'Emile Augier, il n'est point de bonheur hors des sentiers battus. Le troisième acte nous introduit dans le ménage, maintenant joyeux, de Julien, redevenu un travailleur et un homme heureux. Au moment même où le rideau se lève, il rompait avec sa maîtresse et revenait annoncer l'événement, non pas à sa femme, mais à Frédérique devenue la sœur aussi de la femme de Julien et le bon génie du ménage. On devine la catastrophe : la maîtresse abandonnée se jette sur la vengeance toute prête et révèle à Eveline les amours de Julien et de Frédérique. C'est le point culminant de l'œuvre : aux côtés de Julien s'affrontent les deux femmes : Frédérique par ces vertueuses compromissions n'est parvenue qu'à briser un ménage, et Eveline, qui ne s'égare point dans les subtilités, sent seulement que son cœur a été frustré de l'amour de son mari, : qu'importe le reste ? Elle se jette au téléphone et, d'une voix frémissante, appelle le mari de Frédérique. Devant tant de ruines, que reste-t-il aux amoureux? A se joindre enfin et à réaliser, bien tardivement, ce qu'ils auraient peut-être gagné, eux et leur entourage, à faire plus tôt.

Le quatrième acte nous transporte dans la maison d'enfance de Julien où l'accueille d'une caresse muette sa vieille nourrice aveugle, Frédérique l'accompagne : est-ce l'heure de leurs fiançailles ? Julien le croit, mais voici que dans l'ombre surgit M. Bocquet, le père, et Frédérique explique sa volonté dernière. Il lui reste ses enfants, son mari, et ses années ; il n'est plus temps pour elle de redevenir pécheresse ; elle offre à Julien un dernier sacrifice, celui de le quitter pour toujours, avec la ferme conviction qu'à son tour, il trouvera la force de persévérer dans le bien et de rester l'honnête homme qu'il eût été dans le bonheur. La sœur d'amour s'en va en ne laissant derrière elle, après tant d'épreuves, que le bienfait de la douleur et du souvenir.

L'intention de M. Henry Bataille est donc très claire ; il a voulu, peut-être pour répondre à tant d'ennemis qui l'ont accusé de ne se complaire qu'à des peintures équivoques ou malsaines, nous représenter une honnête femme, une bourgeoise, bien plus une catholique. Qu'il soit loué de cette intention courageuse. Admirons-le d'avoir orné la figure de Frédérique avec tous les traits dont se peut composer la séduction morale, la grâce émouvante et profonde d'une amoureuse à qui ne sont étrangers aucun des mouvements supérieurs de l'âme. Frédérique aime ses enfants, aime sa mère, aime son intérieur, respecte son mari, les affaires de son mari, tout l'ordre social : il a suffi, aux plus dangereux moments de son premier trouble amoureux, qu'elle aperçût les gestes monotones de sa mère accomplissant depuis soixante ans les mêmes mouvements et les mêmes rites pour que cette image même de la fixité et de la régularité fît rentrer dans son âme un peu de force et de sérénité. Elle n'a pas succombé, malgré tous les périls, à la chair ; il y a bien longtemps que nous n'avions vu pareille aventure au théâtre.

Mais, — et c'est là que les ennemis de M. Henry Bataille peuvent reprendre avantage — Frédérique n'a pas montré, dans l'ordre sentimental, la même netteté que dans l'ordre charnel : soit par nature, soit par habitude religieuse, elle n'a pas su prendre parti en face de sa propre destinée. Dans la grande scène où elle se trouve face à face avec la petite Eveline, elle a tout de même l'air d'une coupable, et les applaudissements qui signalent certaines répliques d'Eveline montrent bien que, dans la conscience morale de la salle tout entière, Frédérique a sans doute eu le grand tort d'attacher trop d'im-

portance à l'acte charnel et de méconnaître le danger plus réel de toutes les complaisances sentimentales. Elle tombe sous le coup de la parole biblique : « C'est déjà avoir commis l'adultère que de l'avoir souhaité dans son cœur ».

Pour Julien, les conséquences de cet amour maccompli devaient être autrement désastreuses que pour Frédérique, parce qu'il est plus jeune, moins solide, et que lui-même se juge comme un médiocre. Il avait voué son âme à son amie, précisément parce qu'elle lui était supérieure et qu'il avait besoin d'elle comme un petit enfant de sa mère, — ou de sa sœur aînée, — pour apprendre à marcher : tout seul, il titube dans la vie. Pourtant, n'exagère-t-il pas ?.. Qu'on m'entende bien : il ne s'agit pas de discuter la moralité de ce garçon. Qu'il se marie avec la première venue et dans une sorte de furie de représailles, c'est naturel : que mal marié, par conséquent, et malheureux dans un tel ménage, il prenne une maîtresse, c'est naturel encore et non moins naturel enfin que, sous l'emprise de cette maîtresse, une moralité aussi ébranlée que la sienne finisse par chavirer tout à fait. Il suffit souvent d'un désespoir de jeunesse pour gâter toute une vie et nul ne saurait prévoir, dans notre destinée morale et psychologique, les conséquences, qui peuvent durer toujours, d'une mésaventure passionnelle. Il faut savoir un grand gré à Henry Bataille d'avoir fait cette observation hardie et vraie, d'avoir tenté de la traduire sur la scène. Seulement quand la partie qu'un jeune homme joue avec sa destinée est ainsi engagée, il y a beaucoup de chance de la voir perdue à jamais et le voilà le point où il semble que la psychologie de l'auteur s'est précisément embarrassée dans la morale et où il a quitté la vérité pour le conventionnel : il a voulu que l'ancien charme puisse opérer encore et c'est cette volonté de « résurrection », qu'il n'a pas toujours suffisamment motivée. Ainsi s'explique, — outre certaines invraisemblances toutes matérielles de conduite — la gêne presque continue qui fait le fond du personnage de Julien : ce n'est pas sa chute, mais son relèvement, qui déconcerte !

Je ne sais quelle a été, — au juste, — l'intention sociale de l'auteur : a-t-il fait de Frédérique une catholique et une pratiquante avec l'intention satyrique de montrer à quelles complications l'usage du confessional pouvait réduire une amoureuse ? C'est ainsi que le public, semble-t-il, interprète la pièce, si l'on en juge d'après l'accueil fait aux violences d'Eveline. A-t-il au contraire, pour tenter d'excuser la conduite si particulière de son héroïne, recouru à ce trait qui ne serait ainsi qu'un expédient psychologique ?.. C'est cette seconde hypothèse qui est la mieuse, mais il est possible encore que Henry Bataille se soit avisé dans la suite qu'il ne serait pas mauvais, pour l'heure présente, de laisser à une pièce de grande allure un petit air de polémique spirituelle.

L'œuvre était fort difficile à jouer : elle a été très bien jouée et intelligemment mise en scène.

J'ai particulièrement admiré l'art souple et nuancé de Mlle Cerny à qui je n'aurai point cru tant de spiritualité, l'adresse de M. Alexandre qui a peut-être un peu trop de carrure pour une conscience aussi fragile que celle de son personnage et le magnifique éclat de Mlle Piérat à qui l'on sait un si grand gré de nous faire entendre enfin, avec tant d'autorité, le langage de la nature et du bon sens. Elle personnifie, dans cette pièce, la revanche de la vie et son succès a été considérable.

*
* *

M. Henry Kistemackers vient de faire représenter au Nouveau-Théâtre de Paris une pièce qui, dénuée de toute prétention, a remporté un très éclatant et très légitime succès.

Jadis, l'homme de théâtre par excellence, le séducteur, le Don Juan portait épée et manteau de cour : c'était un grand seigneur. Puis, il s'est embourgeoisé : on l'a vu ingénieur, écrivain, artiste, conférencier : il portait l'habit ou le veston. Aujourd'hui, il porte casquette et livrée : c'est le portier des Palaces, le Polylingue à tout faire.

Un observateur aussi habile à saisir les nuances des mœurs, non pas seulement françaises, mais internationales et aussi adroit à prendre le vent que M. Henry Kistemackers, ne devait donc pas manquer de porter à la scène cette silhouette nouvelle et pittoresque de l'homme d'amour. Il y devait d'autant plus aisément réussir qu'il trouverait pour l'aider un interprète, tout à la fois observateur, lui aussi, et fantaisiste, M. Max Dearly.

Voici donc, à Florence, dans le « Palace Français » le hall où se trouve installé le trône du roi nouveau de la galanterie, c'est-à-dire le petit comptoir du portier Max Deconcy. Il a l'expérience, l'autorité, le mépris philosophique des hommes et principalement des femmes et par-dessus tout le goût de la liberté : c'est pourquoi il a pris ce métier de servitude apparente et de domination réelle : son charme, — c'est-à-dire son intelligence, — opère sur tout le personnel qui l'entoure, serviteurs ou clientes, et le sujet de la pièce, c'est tout simplement de savoir si c'est Mlle Lenglu, l'intendante du Palace, ou Mme Berlingot qui l'emportera dans le cœur de l'irrésistible portier. Ce thème, M.

Kistemackers l'a développé tout à la fois avec l'adresse d'un vaudevilliste et la bonne humeur d'un moraliste. Son portier, par instants, s'élève jusqu'à la philosophie et lance des aphorismes tout à fait lapidaires. Ce ne sont pas les endroits de la pièce que je préfère, car il n'y faut voir qu'un aimable marivaudage fort bien mis à la mode du jour, mais, quel que soit le genre, tout ce qui est réussi mérite l'estime : le Roi des Palaces est réussi.

GASTON RAGEOT.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Ceux qui estiment qu'il n'est pas indifférent pour l'histoire de savoir exactement, de savoir dans le détail, comment Guillaume II porte le poids de ses malheurs ; s'intéresseront sans aucun doute aux renseignements que le numéro de mars de la revue américaine *Current History* nous donne sur la vie à Amerongen du souverain déchu.

Donc, l'ex-Kaiser se lève à huit heures. Bain et massage d'importance, car on a gardé ses bonnes habitudes de l'heureux temps où l'on étudiait à Bonn. Suit le premier déjeuner, que l'on prend tantôt seul, tantôt en compagnie de la famille Bentinck. Le majordome est alors autorisé à présenter à son maître les feuilles du jour et à lui soumettre dans leur teneur intégrale les articles de presse supprimés ou plus ou moins maltraités par une impitoyable censure. Après quoi, Guillaume II sort à pied, se promène dans le parc de son hôte, fend et scie du bois.

Second bain, second déjeuner, courte sieste — et au travail ! Entendez une heure de tête-à-tête avec un secrétaire, qui écrit sous la dictée. Thé et lecture. Dîner. Réunion au salon où l'on cause et où l'on fait de la musique jusqu'à l'extinction des feux.

Mais où sont les neiges d'antan ? Guillaume II ne porte plus l'uniforme et les plus étonnantes chamarrures le laissent froid ! Le « seigneur de la guerre » est devenu un simple pékin — et c'est un petit tailleur de la localité qui a eu l'insigne honneur de lui couper dans de bon drap hollandais le premier veston qu'il aura endossé sur la terre d'exil...

L'American Review of Reviews signalait récemment — à propos d'une réorganisation éventuelle de l'enseignement public en Amérique et dans une étude que j'ai analysée ici, il y a quinze jours, — les plaintes auxquelles donne lieu là-bas l'exiguïté des bâtiments scolaires. La *Rivista Popolare* dénonce longuement dans son dernier fascicule la même insuffisance en Italie. Les lycées et gymnases de la Péninsule ne sauront bientôt plus où loger le peuple de leurs élèves.

Une marotte dont souffre fort en ce moment la petite bourgeoisie d'outre-monts (et dont la nôtre n'est d'ailleurs peut-être pas tout à fait revenue ?), c'est de pousser ses fils à la conquête d'un diplôme devant finalement assurer à son heureux détenteur « tel emploi qui le grandira dans l'échelle sociale ». Inconcevable est d'autre part, paraît-il, l'indulgence des examinateurs dans les épreuves que la loi italienne impose aux candidats avant que de les admettre, de la primaire, sur les bancs de l'enseignement secondaire. De là surtout, cette pléthore.

Au nombre de 123 avec 12.058 élèves en 1903, les lycées étaient dans le royaume 131 avec 12.765 élèves en 1910. Quant aux gymnases, l'Italie en comptait 203 en 1903, 209 en 1905 et 239 en 1910, — avec, en cette année 1910, près de 7.000 écoliers de plus qu'en 1903.

« Nous manquons des précisions qui nous fixeraient exactement pour une période plus récente, mais on peut affirmer sans crainte d'être démenti que la situation n'a fait que s'aggraver avec le temps, écrit M. R. Ciaramella dans la *Rivista Popolare*. Le nombre des disciples avait ici un peu diminué au début de la guerre. Et puis, il n'a pas tardé à augmenter derechef, — cela : d'abord parce qu'on a momentanément supprimé cet examen préalable à l'admission dans nos établissements d'enseignement secondaire et qui présentait quand même un semblant du moins de garantie et que l'on s'est contenté de s'en référer pour cette admission aux notes bi-mensuelles, ensuite, parce qu'on a décidé la gratuité des cours en faveur de l'enfant qui, ayant un ou plusieurs frères aux armées, risquait de se trouver un jour l'unique soutien de sa famille. Cette dernière mesure, incontestablement sage du point de vue de la stricte politique, ne sera pas allée sans de très regrettables conséquences pour l'école. » Car cet « encombrement des classes » est aussi préjudiciable à la qualité des études qu'à la santé de la jeunesse.

La *Rivista Popolare* conclut en souhaitant que les écoles professionnelles, préparatoires à l'industrie et surtout à l'agriculture, se multiplient assez en Italie pour suffire aux besoins du pays.

M. R. Sacchetti publie sur la Duse, dans la *Rivista d'Italia* (mars), un article attachant.

Enfant de la balle (puisque fille et petite-fille de Louis et d'Alexandre Duse, l'un et l'autre acteurs), Eleonora est née dans une voiture de chemin de fer et elle n'avait pas quatre ans quand elle débuta sur les planches (Cosette, *les Misérables*). Elle en avait quatorze lorsqu'elle perdit sa mère — et pour la fillette telle était la misère vers ce temps-là qu'en allant voir cette mère à l'hôpital pendant les jours qui précédèrent sa mort elle dévorait la moitié de la mauvaise soupe qu'on servait à la malade et dont celle-ci lui gardait sa part.

C'est à Vérone et dans le rôle de Juliette que le succès sourit pour la première fois à la future grande actrice. Succès d'un soir et qui, les jalousies aidant, fut bientôt oublié. De bons camarades lui conseillaient de renoncer au théâtre et le directeur de la troupe à laquelle elle appartenait la remercia pour « insuffisance dans les seconds rôles ».

Mais des comédiens qui jouaient à Naples la recueillirent et c'est là qu'elle devait se révéler dans *Thérèse Raquin*, le drame tiré du roman de Zola.

M. Maurice des Ombiaux étudie de près dans la *Revue Belge* (fascic. du 20 mars) la situation de la Belgique telle que l'a laissée, économiquement parlant, la sauvage agression des Empires du centre et telle qu'elle reste, au même point de vue, après six mois tantôt qu'ont cessé les hostilités.

Si le cas de la France est grave, celui de la Belgique est pire encore, constate M. des Ombiaux, qui écrit : « La Belgique est ruinée, elle n'a plus de commerce ni d'industrie... Nous sommes à un moment où nous nous demandons si nous allons vivre... Les

commerçants s'étaient imaginés que ce qu'ils payaient cinquante francs sous l'occupation allemande, ils l'auraient pour dix dès que le Boche aurait vidé les lieux... Il y avait en Belgique des usines où le travail pouvait reprendre : on ne s'est pas remis à l'ouvrage parce qu'on ne voulait pas qu'un industriel pût tirer avantage de ce que son voisin était dans l'impossibilité de se remettre en marche. Dans certains ateliers, où le travail a continué, les patrons ont embauché, pour des salaires dérisoires, des ouvriers qui touchaient l'indemnité de chômage en s'engageant à leur délivrer le certificat qui leur permit de continuer à toucher cette indemnité... »

Venu à Paris conférer avec le président Wilson, M. Delacroix, à la fois premier ministre et ministre des Finances de Belgique, a formulé certaines observations quant à la manière dont tels d'entre les Alliés conçoivent présentement la pratique de la solidarité. Mais « le reproche ne s'applique pas à la France ». Comme la France est le centre de la coalition, c'est chez elle que l'on vient lorsqu'on a quelque réclamation à formuler. Et il n'est rien là qui signifie que la France porte la responsabilité de « certaines erreurs » sur des questions intéressant la Belgique. Et « que cela soit bien entendu une fois pour toutes ».

M. Maurice des Ombiaux ne désespère du reste pas absolument de l'avenir de son pays. Seulement, comment, à quelle condition la Belgique et la France elle-même sortiront-elles de cette affreuse impasse ? Voici :

« De même que nous n'avons gagné la guerre que quand une autorité unique a présidé à la direction des opérations militaires, il nous faut, pour conquérir la paix, organiser partout la reprise du travail et régler l'équilibre économique, une direction unique. En créant un équilibre stable, au point de vue économique et financier, entre les nations, on donnera un corps et un cerveau à la Société des Nations, on la fera sortir des velléités pour entrer dans le domaine des réalisations salvatrices. Après le Foch de la guerre, il nous faut un Foch de la paix...

« En résumé, nous constatons que l'organisation économique du monde, si elle ne dépasse pas en importance les problèmes territoriaux et les problèmes stratégiques, est plus difficile à régler. La situation lamentable des pays qui ont été envahis par les Allemands nous amène à dire que des accroissements de territoires, pas plus que les indemnités, qui nous sont cependant indispensables, ne recréeront la vie.

« Pour en arriver à la conception wilsonienne d'une humanité où il fera bon vivre, pour réaliser efficacement cette Société des Nations où le droit remplacera la force que les Allemands voulaient imposer à l'univers, il importe que chaque nationalisme s'impose des sacrifices en vue du bien général, y compris le nationalisme économique. »

Dans la *Roumanie* (n° 63) et sous le titre « *Les Amis de la Dernière Heure* », un intéressant article de M. Constantin M. Simpson, professeur à l'Université de Bucarest. Celui-ci y argumente avec autant de finesse que de vigueur contre la tendance fort répandue en ce moment — et qui s'avère cependant particulièrement dangereuse par le temps qui court — à méconnaître la loi des nécessaires proportions dans le dosage des sentiments que l'on doit à son prochain. De cet article, extrayons ces considérations d'une trop manifeste opportunité et dont je ne serai pas seul à goûter le savoureux bon sens :

« Les amis de la dernière heure, quand cette dernière heure est la victoire, sont les amis du succès, ceux de leurs propres intérêts, et non pas les nôtres. Voilà ce que devraient se dire ceux qui, dans les épreuves et les revers, se trouvaient seuls ou assistés de quelques affections sincèrement dévouées, et autour desquels leur heureuse réussite fait affluer d'innombrables dévotions nouvelles. Psychologiquement suspectes, de semblables déclarations de sentiments attardés devraient éveiller des doutes et être accueillies avec circonspection. En raison de ces constatations, de l'hommage dû à la moralité et de nos intérêts essentiels, les traitements accordés aux différentes catégories devraient être proportionnés à la valeur ainsi établie des amitiés. Et cependant un sentiment indéfinissable nous pousse à appliquer différemment ces principes. Il semble qu'étant sûrs des amis qui se sont déclarés dès le début on veuille ne faire des efforts que pour justifier le choix tardif que les autres ont fait en vous. Ayant réussi contre eux, malgré eux, ou sans eux, il est toutefois étrange qu'on veuille partager avec eux les résultats des succès, étant ainsi injustes pour ceux qui ont bien mérité, afin d'être plus que tout à fait justes, pour ceux qui ont démérité. C'est une tendance contre laquelle on devrait réagir, car, à ce jeu, s'émiettent dangereusement deux principes de conservation sociale, qui sont celui de la responsabilité des actes, et celui de la récompense pour le bien et du châtiment pour le mal. »

GASTON CHOISY.

UN TABLEAU DE DETAILLE

Sait-on que le célèbre tableau de Detaille (1), *Le Salut aux blessés*, qui valut au peintre le prix du Salon, de 1876, aurait, à la veille de la guerre, pris le chemin de Berlin si....

On trouvera le récit de l'aventure dans une revue américaine : *New-York Century* (février 1916).

Le propriétaire montrait sa collection à un étranger, déférent et lourdement flatteur, qui offrit incontinent d'acheter le *Salut aux blessés*. — Refus courtois ; le Dr F. ne vendait pas ses toiles, et moins que toute autre une œuvre dédiée à son père, l'éminent professeur F., membre de l'Académie de Médecine. Insistance, précisions d'argent, invites à céder le tableau à l'une des collections les plus célèbres du monde, et dont le nom seul ajoutait à la gloire de Detaille.

Renseignements pris, il s'agissait de la collection du Kayser. Le refus s'affirma catégorique.

Et voilà pourquoi l'on n'eut point à Potsdam la vision de ce cortège de glorieux vaincus défilant devant les cavaliers casqués de Germania.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : M. CAMILLE MATIGNON : *Les stocks mondiaux de potasse et l'évolution des sels potassiques à la surface de la terre* ; M. R. CHEVASSUS : *Sur le principe de relativité* ; M. DOUBLET : *L'Académie des Sciences et l'Armée* ; *des Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences* ; *des Nouvelles*, etc.

(1) Actuellement exposé, 35, rue de la Boëtie.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 9 — 57e ANNÉE — 3-10 MAI 1919

LA JEUNESSE D'ERNEST RENAN

TRÉGUIER — LES ANNÉES D'ENFANCE

I

Le rapide historique de la ville de Tréguier que Renan nous présente au début de ses *Souvenirs d'enfance* est plein de finesse et de couleur. Il n'est pas complètement exact.

Tréguier tire son origine d'un monastère fondé au VIe siècle par l'un des plus célèbres chefs des émigrations galloises : Saint Tudual. Celui-ci, devenu le pasteur des populations environnantes, avait vu sa popularité et son autorité s'accroître. La jalousie de certains seigneurs du pays en fut excitée. Ils résolurent de le déposséder par la violence. Tudual se tourna vers le roi franc, Childebert, suzerain des terres armoricaines, qui prit parti pour lui, le fit évêque, le confirma dans les prérogatives temporelles qu'il exerçait, et ajouta à son domaine de juridiction de nombreuses paroisses. C'est ainsi que Tréguier devint un fief épiscopal jouissant des droits quasi souverains qui s'attachaient en Bretagne aux grandes seigneuries ecclésiastiques. Son évêque exerçait la haute justice et ses décisions ne relevaient que du Parlement de Rennes auquel il en était appelé directement. Pendant tout le Moyen Age, la ville garda aux yeux des peuples son caractère primitif de fondation religieuse ; elle y trouva une protection contre les entreprises guerrières et les convoitises du dehors.

Du XI au XVIe siècle, elle ne fut troublée que deux fois, tout d'abord par les incursions normandes, puis par quelques répercussions passagères de la guerre de Cent Ans. Elle ne fut jamais fortifiée et conserva sur une certaine étendue autour de son enceinte le traditionnel droit d'asile des monastères. Cette situation privilégiée lui assura un développement paisible qui se traduisit par une réelle prospérité. Au XVIe siècle elle passait pour une des villes les plus remarquables de la Bretagne. Elle avait une imprimerie, l'une des premières établies en France, des écoles célèbres de peintres-verriers et de musique liturgique. Il s'était fondé à Paris un « collège de Tréguier », destiné à recevoir l'élite de ses jeunes gens. Son commerce florissait : elle trafiquait avec l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal. Sa décadence survenue au commencement des temps modernes, le dépérissement de son port, pourtant très favorisé par la nature, fait ressembler son cas, toutes proportions gardées, à celui de Bruges, avant sa restauration récente.

Cette décadence fut la suite du terrible coup que portèrent à Tréguier les guerres de religion. Très fortement liés au Parlement de Rennes par la constitution même de leur seigneurie, les évêques de Tréguier suivaient toujours, dans les choses politiques, la même ligne que cette assemblée. Or, le Parlement s'était prononcé avec beaucoup d'énergie en faveur du roi Bourbon. Sans complaisance pour le protestantisme, il s'était

pose en ennemi de la Ligue. Le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, qui avait entraîné dans le parti de la Ligue la majeure partie de cette province, voulut venir à bout de la résistance des Trécorrois, et, n'y ayant pas réussi par la persuasion, il eut recours à la calomnie. Il répandit le bruit que Tréguier s'était rallié à la Réforme et que le culte protestant s'y célébrait.

Excités par l'indignation religieuse et par l'idée du pillage, les paysans des campagnes voisines prirent les armes et se joignirent aux troupes du duc pour donner l'assaut à la ville privée de défenseurs. Un grand nombre de ses citoyens périrent, elle fut presque entièrement brûlée. Cette catastrophe se produisit en 1589 aux environs de Pâques. Et ce qui restait de Tréguier fut encore mis à sac, le 17 août 1592. « Quand Sully demanda en 1606 le compte des perceptions d'octroi depuis 1599, la malheureuse cité répondit en montrant ses blessures non encore fermées, contractées au service du roi, et en produisant un état de pertes tel qu'on la laissa en paix (1). »

C'est cet épisode tragique et capital que Renan paraît n'avoir pas connu, ce qui s'explique assez, si l'on songe que le peu d'importance de Tréguier l'a dû faire négliger par l'histoire générale, et que la documentation en est demeurée enfermée jusqu'à une date récente dans des recueils tout à fait spéciaux. On va voir dans quelle mesure cette ignorance a altéré la justesse de perspective de l'écrivain sur le passé de la ville où il a vu le jour. Remontant aux origines, il s'exprime ainsi :

« Il se forma naturellement une petite ville autour de l'évêché ; mais la ville laïque n'ayant pas d'autre raison d'être que l'église, ne se développa guère. Le port resta insignifiant ; il ne se constitua pas de bourgeoisie aisée. Une admirable cathédrale s'éleva vers la fin du XIIIe siècle ; les couvents pullulèrent à partir du XVIIe siècle. Des rues entières étaient formées des longs et hauts murs de ces demeures cloîtrées. L'évêché, belle construction du XVIIe siècle, et quelques hôtels de chanoines étaient les seules maisons civilement habitables. Au bas de la ville, à l'entrée de la grand'rue, flanquée de constructions en tourelles, se groupaient quelques auberges destinées aux gens de mer » (2)

On conçoit que le Tréguier que Renan a connu dans son enfance lui ait fait ces impressions. Il a été frappé de la disproportion entre l'importance des établissements religieux et des vieilles demeures cléricales qui couvraient le tiers de la ville et la chétivité des habitations occupées par une population civile presque entièrement pauvre. Il a cru reconnaître là une image des plus anciens temps de Tréguier, de sa destinée fatale. Tréguier lui est apparu comme n'ayant jamais été qu'une cité monastique à l'ombre de laquelle n'avait pu se former qu'un rudiment de cité laïque, et où ce qui tient aux intérêts matériels était condamné à végéter. Mais, en réalité, l'explication de ce qu'il avait sous les yeux était autre : après la catastrophe de 1589, le Tréguier religieux était seul sorti de ses cendres, tandis que le Tréguier civil, industriel, commerçant, demeurait définitivement ruiné. Ce qui aggravait le contraste, c'est que le Tréguier religieux ne s'était pas relevé seulement : il avait grandi. Ses couvents, hospices, hôtels ecclésiastiques, qui furent construits dans la première moitié du XVIIe siècle ne venaient pas seulement remplacer des édifices de même destination, détruits ou abîmés par la guerre civile ; plusieurs étaient des fondations nouvelles portées par ce grand courant de vie catholique qui parcourait alors la France entière, semant partout de nouveaux ordres religieux, des confréries, des écoles, des maisons charitables. Tréguier, comme ville épiscopale et sans doute aussi comme site naturel plein d'attraits, y eut une part abondante ; mais son port, ses métiers, son trafic ne se ranimèrent point, et, à côté de ce développement, de ce renouveau du « spirituel », le « temporel » abandonné parut encore plus languissant. Il est facile à l'Église, riche de grands moyens, disposant du levier souverain de la foi, gouvernant un personnel nombreux et obéissant, de réparer promptement les brèches matérielles qu'elle a subies, et de faire renaître, à la place de ses établissements tombés, d'autres établissements qui ont les mêmes raisons d'être et les mêmes conditions d'existence que leurs prédécesseurs. Un centre commercial, et surtout un port de mer dont l'activité a été interrompue pendant trente ou quarante ans, trouve des difficultés infinies à reprendre sa place, parce que les conditions des affaires ont changé pendant ce temps et le mouvement s'est porté autre part. Renan a pris pour langueur de naissance et de nature, une langueur consécutive à un grave accident de santé malaisément réparable.

Cette légère rectification de fait n'affaiblit en rien l'intérêt puissant des rêveries inspirées à notre poète par la physionomie de sa ville natale, telle qu'il la voyait avec vérité, telle qu'il l'interprétait avec une part d'erreur. L'expression morale qu'il trouvait à son vieux Tréguier n'est pas absolument conforme aux données de l'histoire, mais elle appartient à l'histoire par l'empreinte profonde dont elle a marqué ce grand et étrange esprit. Cette communauté, dominée et comme ab-

(1) ADOLPHE GUILLOU : *Essai historique sur Tréguier* (Saint-Brieuc, 1913).

(2) *Souvenirs*, p. 5.

sorbée par des institutions qui n'ont d'autre but que l'entretien de la vie de l'esprit et de l'âme, ce peuple de petites gens qui vivent serrés autour d'une cathédrale et qui se donnent le maximum de valeur qu'on pusse avoir quand on ne poursuit pas, personnellement une œuvre spirituelle, en travaillant au service de ceux qui en ont la charge et en leur témoignant le respect, ce haut lieu où les choses matérielles et profanes ne semblent trouver place que comme l'humble annexe des choses morales et sacrées, voilà ce qui est entré dans son imagination et son souvenir comme le type de ce qui peut se réaliser de plus noble et de plus juste en ce monde. Plus tard, Saint-Sulpice, le Collège de France, l'Institut de France seront les milieux où il se sentira le plus chez lui, en vertu de leur analogie de destination avec ce milieu idéalisé par ses impressions primitives. Tréguier restera toujours la patrie de sa pensée. Et il se sentira un exilé, exilé sans raideur aucune, au surplus, exilé extrêmement averti, avisé et accommodant parmi le tumulte irrévérencieux de la démocratie et l'utilitarisme universel de l'époque moderne.

Ne vivant plus que de ses maisons religieuses et de ses juridictions spirituelles Tréguier fut un de ces centres dont la Révolution vint éteindre complètement la vie. Mais la tempête jacobine une fois éloignée et nonobstant le coup très grave que le Concordat lui portait par la suppression définitive de son antique siège épiscopal, la ville ne tarda pas à se repeupler de clercs et de congréganistes et ses grandes constructions, élevées par l'Eglise, retrouvèrent le seul emploi auquel elles fussent bonnes. « Tréguier, en peu d'années », dit Renan, « redevint ce que l'avait fait saint Tudual, treize cents ans auparavant une ville tout ecclésiastique.... » Disons plutôt que Tréguier redevint assez semblable à ce qu'il était aux environs de 1625, au temps de Vincent de Paul, de Bérulle et de l'abbé Olier. Tel il était en 1830, quand les yeux d'Ernest Renan commencèrent de s'ouvrir à « la fête de l'univers ».

J'ai visité Tréguier deux fois, l'une avant l'installation du monument érigé à Renan sur la place centrale, l'autre depuis. J'arrivais de Paimpol à bicyclette, par la côte. C'est dans cette direction que la vieille cité se présente sous son plus poétique aspect. La route rencontre l'entrée du bel estuaire formé par les trois rivières qui se joignent aux pieds de la ville, après avoir enlacé de leurs cours les bases de la colline élevée sur laquelle elle est bâtie. On remonte un instant ce vaste courant d'eau par sa rive gauche, et l'on a la vue charmée par les pentes de la rive droite couvertes d'ajoncs et de chênes espacés, qui leur composent, le printemps venu, un vêtement de verdure et d'or. On parvient au milieu des auberges et des appareils du petit port peu habité et qui a l'air d'une banlieue assez misérable. Là, on sent la ville toute proche; mais on ne l'aperçoit pas. On la découvre en relevant la tête pour regarder vers le sommet de la colline au bas de laquelle court le chemin. Une masse imposante, quoique un peu indistincte, formée par de grandes constructions qui se cachent à demi dans les arbres, et dominée par la pointe d'une flèche à jours, c'est Tréguier. Cela fait l'impression d'un cloître, d'un lieu d'asile considérable et mystérieux. La position est magnifique. En Italie, elle se couronnerait de beaux terrassements dont les yeux ne seraient pas moins enchantés qu'ils ne doivent l'être par le paysage agreste et maritime qui se découvre du haut de ce belvédère. Mais non, on dirait que les bâtisseurs qui se sont ménagé la contemplation de cette scène divine de la nature ont craint de se mettre en scène eux-mêmes et qu'ils ont voulu dérober à la curiosité du monde et éloigner du bruit de la vie la tranquillité de leur méditation.

On gravit la pente de quelque ruelle étroite et l'on arrive au centre, sur la place du Martrait, à deux pas de laquelle naquit Renan et, qu'enfant, il traversait quatre fois par jour pour aller au collège et en revenir. C'est une grande place de village, en pente elle-même, et bordée de maisons noires et tristes qui lui donnent cette apparence de vétusté humide, si commune dans les villes de la côte bretonne : le chant continu d'une belle fontaine située dans le bas, quelques percées ouvertes sur la campagne en égayent un peu la tristesse. Mais celle-ci s'évanouit, dès que l'on a découvert la merveille, assise sur un terre-plein, qui forme le côté droit de la place : la cathédrale. Le porche s'ouvre sur le milieu de l'esplanade comme l'entrée d'un gouffre de lumière et de beauté dans lequel disparaîtraient toute la disgrâce et la mélancolie de ces lieux. C'est la plus belle cathédrale de la Bretagne, le chef-d'œuvre de cet art gothique breton, auquel les teintes si fines du granit et le travail rustique et exquis des clochers ajourés prêtent tant de délicatesse. Renan, se souvenant de la nostalgie qu'il éprouvait dans ses jeunes années, quand il avait quitté Tréguier pour quelques jours, attribue ce sentiment à l'invincible attraction qu'elle exerçait sur lui :

« J'aspirais à revenir à ma vieille ville sombre, écrasée par sa cathédrale, mais où l'on sentait vivre une forte protestation contre ce qui est plat et banal. Je me retrouvais moi-même quand j'avais

revu mon haut clocher, la nef aiguë, le cloître et les tombes du XVe siècle qui y sont couchées, je n'étais à l'aise que dans la compagnie des morts, près de ces chevaliers, de ces nobles dames, dormant d'un sommeil calme avec leur levrette à leurs pieds et un flambeau de pierre à la main. »

On peut ressentir sous ces voûtes des impressions bien différentes sans être capable, hélas ! de les rendre dans un tel langage. Je me rappelle y avoir erré par une radieuse matinée de juin dont la clarté, filtrant à travers les verrières, se répandait sur les piliers et les dalles de l'édifice. Au milieu de ces pierres, la beauté du printemps me poursuivant et j'en jouissais plus que je n'eusse fait en pleine campagne ; on eût dit que ce recueillement, ce pieux silence en idéalisait la sensation et la transformait en la pensée la plus pure. L'église était, à cette heure, vide de fidèles. Un vieux prêtre de grande taille, chargé d'années, au visage vénérable, la traversa. C'était l'archiprêtre de Tréguier, l'abbé Le Goff, qui aurait aujourd'hui quatre-vingt-quinze ans. Il avait été le condisciple de Renan au collège de la ville. Je voyais là un de ces hommes pour qui la destinée de leur ancien ami a été, non seulement un deuil pour leur foi, mais une blessure personnelle dont ils se sont senti déchirés jusqu'à leur dernier jour.

Les environs de Tréguier sont fort beaux. Formés par un vaste plateau verdoyant d'où l'on aperçoit la mer et ses îles nombreuses, ils ont cette douceur qui enveloppe toujours les grands paysages bretons et qui mêle à l'éclat du printemps et de l'été, comme un ressouvenir des brumes de l'hiver. Mais nous suivons Renan. La figure que ces campagnes de son enfance ont conservée dans l'imagination de l'homme mûr et du vieillard ne tient pas tant à leur beauté sensible qu'à ce qu'il appelle « leur caractère religieux et idéal », en harmonie avec le caractère de la ville. Elles sont « riches en belles et étranges légendes. A un quart de lieue est la chapelle élevée près du lieu de naissance du bon avocat saint Yves, le saint des Bretons du dernier âge, devenu dans la croyance populaire, le défenseur des faibles, le grand redresseur de torts ; près de là, sur un point fort élevé, la vieille église de Saint-Michel, détruite par la foudre. On nous y menait chaque année le Jeudi-Saint. C'est une croyance que ce jour-là toutes les cloches, pendant le grand silence qui leur est imposé, vont à Rome demander la bénédiction du pape. Pour les voir passer, on montait sur le tertre couvert de ruines: on fermait les yeux et on les voyait traverser l'air, doucement inclinées, laissant flotte mollement derrière elles leur robe de dentelle, celle-là même qu'elles portèrent le jour de leur baptême. Un peu plus loin s'élève la petite chapelle des Cinq-Plaies, dans une charmante vallée; de l'autre côté de la rivière près d'une ancienne fontaine sacrée, Notre-Dame-du-Tromeur, pèlerinage très vénéré (1). »

II

L'enfance d'Ernest Renan a été attristée par un événement tragique.

Dans les derniers jours de juin 1828, le *Saint-Pierre*, navire commandé par son père Philibert Renan, rentra au port de Tréguier avec un autre capitaine. Les hommes de l'équipage, interrogés, déclarèrent que le capitaine Renan avait quitté son bord au port de Saint-Malo, d'où ils venaient, et qu'après l'avoir vainement attendu pendant quinze jours, ils s'étaient décidés à lui donner un remplaçant et à prendre la mer. Ils ne savaient ce qu'il était devenu. « Un mois entier », raconte son fils, « ma mère le chercha avec d'inexprimables angoisses ; enfin elle apprit qu'un cadavre avait été trouvé sur la côte d'Erquy ; village situé entre Saint-Brieuc et le cap Fréhel. Il fut constaté que c'était celui de notre père (2). »

Il est impossible de savoir d'une manière certaine si Philibert Renan périt par accident ou s'il se donna la mort. Les circonstances relevées par une enquête officielle sont bien loin d'exclure cette dernière opinion. Ce qui n'est pas douteux, c'est que le malheureux marin avait, à ce moment, de grands sujets de tristesse et que l'état de ses affaires était fait pour lui inspirer de sombres idées. Né à Tréguier en 1774, Philibert Renan avait été reçu capitaine au long cours en 1798, après avoir étudié la navigation et la langue anglaise à l'école de Brest. Il débuta dans le cabotage et eut avec les corsaires britanniques quelques rencontres où il fit preuve d'habileté et de force d'âme. Quand Napoléon eut décrété le blocus continental, il entra dans la marine de l'Etat, prit part à plusieurs campagnes et fut fait prisonnier. Il passa quelques mois sur les pontons anglais, puis fut envoyé à Londres où il devint professeur d'hydrographie. Libéré par la paix, il revint à Tréguier et se maria en 1807. Sa vie prit alors une direction nouvelle. Il tenta d'unir à la navigation la spéculation commerciale. Son père, le premier des Renan qui se fût établi à Tréguier, y avait fondé un magasin d'épicerie dont le revenu, s'ajoutant à ses gains de patron de barque, l'avait mis en possession

(1) *Ma sœur Henriette*, in *Lettres intimes*, p. 9.
(2) *Ma sœur Henriette*.

d'un petit avoir. Sa femme débitait les épices, pendant que le mari allait en mer. Philibert voulut étendre considérablement ce commerce; il alla jusqu'à frêter des navires pour son compte. Ce fut une lourde faute. « Complètement inhabile aux affaires, simple et incapable de calcul, sans cesse arrêté par cette timidité qui fait du marin un véritable enfant dans la pratique de la vie, il vit la petite fortune qu'il tenait de sa famille se fondre peu à peu dans un gouffre qu'il ne mesurait pas. Les événements de 1815 amenèrent des crises commerciales qui lui furent fatales. Sa nature sentimentale et faible ne tenait pas contre ces épreuves : il retirait peu à peu son enjeu de la vie. Ma sœur — c'est son fils qui parle — assista heure par heure aux ravages que l'inquiétude et le malheur exerçaient sur cette âme douce et bonne, égarée dans un genre d'occupations qui n'était pas le sien. »

Ce défaut de sens pratique ne prouve pas toujours la faiblesse de l'intelligence. On le voit souvent associé, au contraire, à des facultés supérieures qui n'ont pas trouvé leur équilibre. Tel doit avoir été, à en juger par ses rejetons, le cas de Philibert Renan. S'il eut été médiocre, la nature n'eût pu passer d'un bond de ce bas niveau au développement cérébral exceptionnel de ses deux cadets : Ernest et Henriette. D'autre part, l'aîné, Alain, semble avoir offert, lui-même, un mélange de distinction et de faiblesse. Esprit au-dessus de la moyenne, comme en témoignent ses succès plus qu'honorables au collège de Tréguier, il s'engagea dans la carrière financière, pour laquelle aucun Renan sans doute n'était fait, il éprouva des désastres, puis végéta. Ce devait être un rêveur ou, ce qui pis est, un demi-rêveur (1).

Philibert Renan laissait sa femme dans les embarras les plus cruels. Je ne serais pas étonné qu'il eût appris à Saint-Malo les faits qui lui révélaient sa ruine définitive, ce qui expliquerait sa fugue et son égarement de tête. Mme Renan dut liquider son commerce et quitter [illegible], afin de la louer au bénéfice de ses [illegible]. Son aîné, âgé de dix-neuf ans, trouva un emploi dans une banque de Saint-Malo. Elle partit pour Lannion, avec les deux plus jeunes, chercher refuge auprès de sa vieille mère et de ses sœurs non mariées. Ce furent de tristes années pour la famille orpheline. Dans une lettre à Henriette [illegible] quatorze ans plus tard, Renan évoquera le temps pénible où « ils cachaient leur misère [illegible] Lannion ». Et la notice qu'il a composée en [illegible] l'honneur de sa sœur défunte contient [illegible] qui a trait à la même époque : « Un jour, [illegible] trouvait mes mouvements embarrassés, elle vit que je cherchais timidement à dissimuler le défaut d'un vêtement usé. Elle pleura : la vue de ce pauvre enfant destiné à la misère, avec d'autres instincts, lui serra le cœur. »

L'infinie tendresse des affections admirables pour cet enfant déjà sensible et attentif, l'impression de ces épreuves matérielles. Dans ce milieu moral pétri des sentiments les plus délicats, et où régnait une exquise naïveté de mœurs, l'état où étaient tombés les siens ne se présenta pas à son imagination sous un aspect disgracieux et avilissant. Il connut la pauvreté ; il n'en éprouva point la bassesse. Les portraits qu'il nous a tracés de sa grand'mère et de ses vieilles tantes maternelles sont charmants ; ils respirent la simplicité et la vérité. C'est un endroit de ses *Souvenirs* où il n'a pas ajouté le fameux « grain de sel » qui donne tant de saveur à certains de ses récits, mais auquel je préférerai toujours, pour ma part, le parfum de la nature.

« Cette bonne bourgeoisie de Lannion était admirable de candeur, de respect et d'honnêteté. Beaucoup de mes tantes restèrent sans se marier, mais n'en étaient pas moins heureuses, grâce à un esprit de sainte enfance qui rendait tout léger. On vivait ensemble, on s'aimait; on participait aux mêmes croyances. Mes tantes X... n'avaient d'autre divertissement que, le dimanche, après les offices, de faire voler une plume, chacune soufflant à son tour pour l'empêcher de toucher terre. Les grands éclats de rire que cela leur causait les approvisionnaient de joie pour huit jours. La piété de ma grand-mère, sa politesse, son culte pour l'ordre établi, me sont restés comme une des meilleures images de cette vieille société fondée sur Dieu et le roi, deux étais qu'il n'est pas sûr

Le séjour à Lannion, coupé par quelques vil-

(1) Voici sur Alain Renan, qui, dans la correspondance de la famille est toujours appelé : « le bon Alain... notre bon frère », deux notes dont le rapprochement le fait entrevoir, me semble-t-il. Le 16 octobre 1838, Ernest, écrivant du petit séminaire de Saint-Nicolas à sa mère, et lui rendant compte de ses études pour lesquelles il a une grande ferveur, a cette exclamation : « Que j'aurais eu du plaisir, si j'avais été à Tréguier, à causer sur les classes, les mathématiques avec Alain !» — Le 1er juillet 1840, à propos d'un autre séjour d'Alain à Tréguier, Henriette écrit à la même : « Notre bon Alain vous a déjà quittée, je pense, ma bonne mère. Combien de fois j'ai gémi de voir que ses malencontreux amis vous auront privée de toute tranquillité pendant son séjour près de vous ! Que de fatigues pour vous ! S'ils étaient à la maison, il y avait de quoi vous rendre malade ! ». — Alain avait alors 32 ans.

(1) *Souvenirs*, p. 100.

légiatures chez une certaine tante Morand, au manoir de Trovern en Trébeurden, pays de bois et de marais, ressemblant à Combourg et dont Renan gardera un poétique souvenir, dura de deux à trois ans. Mme Renan et ses enfants, Ernest surtout, avaient la nostalgie de Tréguier. Malgré les soins qui les y entouraient, Lannion était pour eux un exil. Comme les créanciers, équitables envers cette infortune (et qui, d'ailleurs, seront complètement désintéressés plus tard, grâce au labeur d'Henriette) s'étaient montrés accommodants, on put se réinstaller dans la maison paternelle et reprendre, sur un pied modeste, le commerce d'épicerie.

Henriette avait vingt ans. De douze ans l'aînée d'Ernest, elle avait commencé, dès qu'il vint au monde, à lui servir de seconde mère. Il y a des êtres qu'une marque de la nature et du sort destine à vivre pour les autres. Elle se classa, d'instinct dans cette catégorie de sacrifiés. Un premier sacifice fut de renoncer à entrer au couvent chez les sœurs de Sainte-Anne, à Lannion, vers lesquelles elle se sentait attirée et chez qui elle aurait mené une vie plus douce que celle qui a été son lot. Un second sacrifice fut l'abandon d'un projet de mariage qui eût assuré sa situation et qui lui plaisait, mais qui l'aurait empêchée de travailler pour son frère. Au mobile normal de l'affection fraternelle et d'un sentiment maternel précoce, s'ajoutait pour la retenir dans cette voie et exalter son dévouement, la séduction sur elle exercée par la nature d'Ernest dont elle a discerné de très bonne heure la richesse d'intelligence, la grâce de caractère et d'imagination. Elle trouvait, dans cet enfant, un charme, une attirance morale qui la rafraîchissait de la lutte sévère et de la tension un peu sombre à laquelle elle se voyait vouée pour toujours. Il n'était pas seulement pour elle un jeune frère à l'abandon dont il s'agit d'assurer le sort. Elle le sentait né pour un épanouissement exceptionnel de la vie et trouvait doux qu'il exerçât autour de lui-même une sorte d'absorption caressante sur ce qui pourrait l'y faire atteindre. On saisit cela dans les lettres où ils ont échangé leurs souvenirs de cette époque. On voit que cet orphelin qu'elle eût tant aimé du seul fait qu'il n'avait plus qu'elle pour le soutenir, elle l'a aimé plus encore, et dès ses jeunes années, parce qu'il était lui.

PIERRE LASSERRE.

RÉFORMONS NOTRE DIPLOMATIE

La nécessité de réformer nos services de représentation officielle à l'étranger n'est plus à l'heure présente contestable ni contestée : personnel et méthode, moyens et résultats ont été à maintes reprises critiqués : les reproches les plus vifs, parce que les mieux informés, sont souvent formulés par les agents eux-mêmes de nos administrations diplomatiques et consulaires.

Nul Français en contact avec l'étranger qui ne se croie en mesure de préciser quelque grief, de signaler des fautes, des erreurs, des ignorances, et tant d'insuffisances par où l'intérêt national serait constamment et gravement mis en péril.

L'inanité même d'un grand nombre de ces critiques manifeste un trouble profond, le désordre des idées au sujet d'une fonction indispensable au bien de l'Etat et de la nation, mais dont le public — et parfois nos représentants eux-mêmes — ne savent ni le véritable rôle, ni l'efficacité vraie, ni les limites.

Tel Français avisé ne requiert jamais hors de France le concours de nos mandataires accrédités ; tels intérêts privés en attendent un secours qui ne peut être que le fruit d'initiatives particulières ; une ambassade, une légation, un consulat ne sauraient être tenus serfs des exigences, parfois invraisemblables, de nos touristes, de nos curieux, voire de n'importe quelque contribuable.

Un malentendu a surgi et se perpétue entre les Français et leur diplomatie : la plupart, ignorants de son labeur, insoucieux de son objet, de son utilité, sont encore plus mal informés de l'effort qu'elle peut et doit fournir.

Quiconque a vu nos « agents » au travail et a touché du doigt les maux dont souffre et se plaint la « carrière » refusera de s'associer à un procès mal instruit, souvent erroné en ses conclusions, presque toujours injuste.

Il n'en sera que plus à l'aise pour parler sans ambages, et réclamer avec la plus ferme détermination une totale refonte de l'institution.

Une grande administration ne peut remplir avec exactitude qu'une mission définie : peut-être n'est-il pas exagéré de l'affirmer, la claire vision de cette mission, en ce qui concerne l'action française à l'étranger, n'existe presque nulle part.

Un ministre plénipotentiaire, avec l'éminente autorité qui s'attache à sa fonction, réclamait ici même « une sorte de charte de la carrière diplomatique et consulaire, qui ferait table rase des dé-

crets, des arrêtés, des règlements, des circulaires du passé » (1).

Est-ce tout ? Est-ce suffisant ?

Ou plutôt cette formule, d'ailleurs excellente puisqu'elle définit une conclusion, ne risque-t-elle pas de nous donner le change sur la méthode à suivre, si l'on perd de vue les prémisses ?

Notre diplomatie, quels que soient ses mérites, ne suffit plus à sa tâche ; l'intérêt national en est compromis, l'esprit d'entreprise de nos concitoyens s'en trouve paralysé.

Cela ne peut durer.

Avant d'inviter l'opinion publique à exiger la revision d'une situation jugée par tous intolérable, réfléchissons aux conditions de la réforme possible.

*
* *

Invoquer l'opinion publique, ce n'est point uniquement rappeler qu'elle seule juge, au total, en dernier ressort, les grandes questions de l'heure présente ; c'est insister pour qu'elle évoque à sa barre une cause abandonnée trop longtemps au bon plaisir, aux bonnes volontés, si souvent impuissantes, des « spécialistes ».

Nos Affaires étrangères se parent, et parfois s'embarrassent d'un mystère que le public ne s'empresse guère à dissiper ; quelques criailleries démagogiques contre la « diplomatie secrète » ne font pas avancer d'un pas la démocratisation, c'est-à-dire l'adaptation à notre époque, à ses tendances, à ses besoins, de la maison du quai. Formule bonne tout juste à duper les naïfs, car si le contrôle de la nation doit être sauvegardé, le reste est affaire de mesure, d'opportunité, de responsabilité.

Mieux vaudrait étudier l'activité de notre diplomatie, connaître ses vertus, qui sont certaines, ses besoins, qui sont grands, les tâches multiples qui lui incombent désormais, les obstacles où elle se heurte, et dont plusieurs dérivent tout justement de notre indifférence à son endroit.

L'ignorance ou une excessive candeur peuvent seules prétendre que nos affaires extérieures soient de nature si différentes de nos affaires intérieures. Cela n'est pas vrai ; les unes et les autres relèvent des mêmes méthodes d'information exacte et complète, de discussion publique — avec les tempéraments que peu exiger tout ordre d'action — d'entente constante entre les intéressés et les responsables.

Et qui niera que les intéressés ne soient aussi nombreux dans les deux cas, après que le plus humble citoyen a souffert dans sa chair et a dû constater à quel point la direction de notre diplomatie engage les destinées individuelles ?

Combien, parmi nos meilleurs diplomates, dénoncent aujourd'hui le péril de ce clair-obscur où leurs prédécesseurs crurent trouver un supplément de prestige ! Douteuse illustration, qui ne compenserait plus à leurs yeux le deuil d'un rôle pleinement efficace, en accord avec les forces, les aspirations et la destinée même de la patrie.

Finissons-en avec le legs d'une tradition qui faisait de l'administration de la chose publique la propriété du prince, et qui étouffe aujourd'hui nos Affaires Etrangères sous le poids d'un simple préjugé.

Ou mieux, rendons à César ce qui est à César — au prince, c'est-à-dire à la nation, le soin de définir, de préciser, d'élargir le mandat de ses fonctionnaires diplomates ou consuls, de les armer, et d'exercer par eux la plénitude de sa souveraineté partout où un intérêt français appelle son intervention.

Sachons-le bien, il s'agit beaucoup moins d'un sacrifice à requérir des défenseurs ou des bénéficiaires — peu nombreux — d'un système condamné que d'un effort à solliciter des bons citoyens ; leur nonchalance tolère les abus, et par conséquent en partage la responsabilité ; excusable peut-être dans le passé, elle serait demain criminelle — nous dirons pourquoi.

Mais d'abord un dilemme qu'il faut trancher nous opprime : une administration moins glorieuse qu'empêchée de son privilège s'estime, avec quelque apparence de raison, seule compétente en matière d'action extérieure ; l'opinion, que d'autres soucis assaillent, lui fait confiance chichement, superstitieusement, sans s'avouer que de fréquents accès de mauvaise humeur, voire de malveillance n'excusent point sa propre inertie : le Parlement, reflet de la volonté nationale défaillante, limite les crédits — admirable défaite dont s'emparent, pour justifier leur inaction, ceux même de qui le silence explique cette chicane et la parcimonie du trésor public.

Il y a là un cercle vicieux d'où l'on ne s'évadera que par un acte de volonté réfléchie.

Cela non plus ne peut durer.

Il y a urgence à convaincre la nation qu'elle se mutile elle-même en abdiquant un devoir primordial, en ignorant ses affaires extérieures confiées à un petit nombre de spécialistes insuffisamment dotés ; il y a urgence à persuader en même temps les derniers bureaucrates partisans d'un splendide

(1) Maurice Herbette. La Réforme de la Diplomatie française (*Revue Bleue* du 5-12 octobre 1918).

isolément que cet isolement même les prive de la force qu'ils devraient avoir, et de tous les avantages qu'ils retireraient d'une collaboration plus confiante avec l'opinion.

Un seul remède : un débat public, l'examen au grand jour des multiples activités qui s'offrent à notre diplomatie, et des services que l'on est en droit d'attendre de son zèle mieux pourvu, un appel à toutes les lumières, à la critique et à l'information, une vaste enquête, positive, désintéressée, où seules prévaudront les raisons d'ordre national et les fins désirables d'une grande fonction à restaurer, ou pourrait presque dire à créer.

Il ne s'agit point d'ouvrir la porte aux initiatives brouillonnes, il ne saurait s'agir d'exclure les compétences en titre, mais bien au contraire d'accroître leur inestimable trésor d'expérience.

Hors de là point de salut : peu de Français se doutent de l'ampleur du problème : il n'a chance d'être résolu qu'à cette condition préalable : une exposition franche et hardie de ses données au seul tribunal qui ait autorité pour en mesurer les infinies répercussions, assumer les responsabilités, ordonner enfin les mesures indispensables.

Quelques termes en ont été débattus çà et là ; il n'a pas été posé ; il ne le sera que le jour où il éclatera, avec ses menaces et ses angoisses, devant la conscience du pays.

*
* *

Le problème est considérable, non point seulement dans la mesure où il commande l'avenir de la France, mais par sa complexité même, la diversité de ses origines et des sanctions qu'il impose.

Il se rattache aux préoccupations de reconstitution nationale dont aucun Français ne saurait distraire sa pensée : on ne le résoudra pas isolément : nos problèmes français sont solidaires et dépendent tous d'une commune inspiration, d'une doctrine républicaine dont nous possédons les éléments épars sans que nous ayons encore songé à les rassembler, à les constituer organiquement.

Par là il est du ressort de l'homme d'Etat ; il ne se satisferait pas d'un simple replâtrage administratif ; il exige un effort de pensée généreux, audacieux, prévoyant, soucieux de coordonner en les stimulant toutes nos forces ; il dépasse la compétence d'un « service » isolé, ou de quelques spécialistes — si précieuse d'ailleurs et indispensable que puisse être leur collaboration.

La réforme que nous souhaitons ne sera pas une réforme administrative — simple palliatif à une criante disgrâce, décor provisoire quand nous avons besoin des plus solides assises — mais une réforme politique au sens le plus élevé et le plus plein du mot.

Cette vue des relations qui unissent les grandes questions françaises ne nous décourage pas de les étudier isolément ; en l'espèce, maints aspects particuliers doivent être mis en lumière avant que l'on puisse espérer une réorganisation de notre diplomatie en conformité avec les grandes lignes d'une France reviviliée.

Notons d'abord que nous ne sommes point seuls dans le monde à constater l'insuffisance de notre représentation officielle : tous les pays formulent des plaintes analogues ; petits et grands s'accordent sur ce point avec une unanimité remarquable ; l'Allemagne elle-même, qui tenta le premier essai de réforme, et s'efforça, d'une façon si surprenante et imprudente, de moderniser sa diplomatie, lui doit quelques-uns de ses déboires les plus cruels.

Signe certain que nous n'avons point affaire à un mal passager, que nous aurions tort de nous en prendre aux hommes, qu'une conception nouvelle des rapports de peuple à peuple s'élabore partout sous la poussée des circonstances, que nous vivons enfin une crise d'adaptation d'où nos cadres actuels doivent sortir transformés.

Telle est en effet l'exacte vérité, bien peu surprenante si l'on a quelque idée, même lointaine, de l'évolution du monde moderne.

Constater l'extraordinaire multiplication des relations de toutes sortes entre les peuples est une banalité ; bien peu de nos contemporains toutefois, échappant à l'étroit domaine de leur profession, réalisent l'amplitude du mouvement qui détermine et précipite l'interpénétration des groupements nationaux. Il n'est plus de nos jours aucune activité humaine un peu considérable — de l'ordre économique, administratif, politique, social, scientifique, ou purement spéculatif — qui puisse s'enfermer en de quelconques frontières, si vastes soient-elles. La guerre elle-même s'est internationalisée en quelque sorte, et de locale qu'elle avait toujours été, se révèle désormais mondiale.

Ce mouvement a été si rapide, il conquiert l'univers avec une si déconcertante violence et tant de conséquences imprévues, que nous en avons, répétons-le, bien rarement conscience : il nous emporte et nous dépasse, il nous contraint à vivre avec des habitudes d'esprit surannées, dans un monde qui nous a considérablement distancés.

Il nous inquiète et nous déroute : certains s'en épouvantent — ou s'en réjouissent — en lui prêtant une signification qu'il n'a pas : une observation désintéressée le prouve en effet, il annonce peut-être une modification de l'idée de patrie, il ne la

combat ni ne l'affaiblit ; partout il va de pair avec un approfondissement de la conscience nationale ; il n'en est peut-être qu'une manifestation nouvelle, plus audacieuse, et comme exaspérée.

Au total, ces nouveautés, mal connues, insuffisamment étudiées, n'ont point encore pénétré la pensée de ceux mêmes à qui elles auraient dû, semble-t-il, s'imposer tout d'abord.

Les négociateurs de la paix nous donnent le spectacle de gens qui ne sont pas « à la page », et qui se débattent parmi les remous du sillage tandis qu'un prodigieux élan soulève et emporte l'humanité.

Nos institutions s'accommodent d'encore plus de lenteur, et nous feraient soupçonner notre propre retard rien que par leur proverbiale timidité et leur éternel anachronisme.

La presse, qui enregistre une multitude de faits probants, ne s'empresse pas d'en dégager la signification : dans presque tous les pays elle est à la remorque ; bien loin de devancer, ou de favoriser l'esprit du temps, elle le suit péniblement ; presque nulle part elle ne consent à remplir hardiment, pleinement son office : elle le remplit imparfaitement et comme à regret ; elle n'accueille que sous la contrainte des événements les nouvelles les plus importantes de l'étranger ; ses informations, fragmentaires, sont le plus souvent inintelligibles au public, et à elle-même : elle se contente la plupart du temps des « services » schématiques — et si notoirement insuffisants au temps du télégraphe, — des agences. Si ses efforts sont moins sévèrement mesurés en Angleterre, où la dispersion des « dominions » invite à la surveillance des continents, en Allemagne, où l'on se flattait hier encore d'ambitions mondiales, elle n'offre point au peuple de France ces vues synthétiques, ces analyses, ce constant exemple de réflexion et d'attention méthodique qui seuls permettraient de suivre au jour le jour le spectacle du monde, de soutenir partout nos intérêts en souffrance, de prévoir et peut-être de prévenir les conflits... Elle devrait être la principale auxiliaire de notre diplomatie : elle ne l'est que rarement, sans audace, et trop souvent sans autorité parce qu'elle ne s'assure pas l'appui d'une opinion confiante et véritablement éclairée.

Combien plus retardataires toutefois notre diplomatie, toutes les diplomaties ! Leurs cadres ont été à peine modifiés depuis une époque où les relations internationales s'esquissaient à peine, et se bornaient aux intrigues de cour et de cabinet et à des médiocres échanges de négoce. La diplomatie ! Son rôle était alors de déterminer des alliances : pour le surplus, les peuples ou les souverains, préoccupés surtout de leurs devoirs de civilité réciproques, ne lui confiaient guère qu'une vague mission de « prestige ». De là, cette espèce de solennité qu'évoque encore le titre d'ambassadeur... Et sans doute quelque lustre ne saurait nuire à nos délégués en pays étrangers ; nous savons bien toutefois que désormais le plus sûr garant de leur autorité serait un développement de leur activité conforme aux besoins du temps : ou les souhaiterait plus largement informés, mieux avertis des institutions et des hommes, en contact permanent avec tout ce qui crée, agit, oriente les particuliers et les nations parmi les sollicitations de la concurrence universelle.

Car enfin, si tel est désormais l'aspect du monde, il n'est que trop aisé d'en tirer un évident corollaire ; si la vie des peuples s'extériorise, en quelque sorte, s'ils se répandent fougueusement par delà leurs frontières, s'ils cherchent le salut dans une expansion et une interpénétration indéfinies, qui sont la manifestation suprême de leur vitalité, il appartient à l'Etat de seconder, de favoriser, d'éclairer constamment, et dans une certaine mesure de contrôler cette extraordinaire dépense de forces lancées aux quatre coins de l'horizon — à l'Etat, par le moyen de la diplomatie.

Telle doit être désormais la mission, immense et magnifique, de nos représentants à l'étranger, tel le rôle qu'il n'est que temps de revendiquer pour eux.

Comment refuseraient-ils d'en apercevoir la fécondité ?

*
* *

Hâtons-nous de donner l'exemple, que nous ne redoutons point de voir suivre par les autres peuples — bien au contraire : car il n'est pas douteux qu'une diplomatie rénovée, puissamment organisée et vraiment moderne, contribuerait grandement au bien général de l'humanité.

Les peuples ne possèdent point à l'heure présente les organes nécessaires à l'exercice des facultés dont ils se sont enrichis presque sans s'en apercevoir : ils se lancent à l'aveugle dans une cohue redoutable ; ils s'effraient du désordre et de l'inextricable chaos qui naissent de l'enchevêtrement des activités, des idées et des hommes : ils s'ignorent et prétendent se conquérir mutuellement ; la psychologie internationale est dans l'enfance.

Un ordre nouveau doit être instauré : il y faudra de longs efforts, une lente éducation du public et des institutions, une transformation radicale de la presse, une reconstitution d'une partie de l'Etat.

Mais déjà nous ne sommes plus maîtres d'hési-

ter devant les routes que nous ouvre l'avenir : l'Etat sera de moins en moins absorbé par les soucis domestiques ; ou plutôt, cet ordre de préoccupations sera de moins en moins exclusif, le progrès intérieur étant fonction du progrès extérieur. L'individu, autrefois enfermé dans le domaine familial, n'y rencontre plus depuis longtemps les conditions normales de son développement : de même, la nation, appelée à franchir ses frontières, ne saurait s'épanouir que hors d'elle-même. L'équilibre de nos administrations en sera rompu ; déjà maints offices internationaux ont apparu : leur nombre ne peut manquer de s'accroître au lendemain de la paix. Combien modestes toutefois, disparates et souvent inefficaces, nos essais d'enquête à l'étranger ! Combien rudimentaires nos Bulletins du commerce extérieur, combien insuffisantes nos tentatives de rapprochement interparlementaire, nos échanges universitaires, et tant d'entreprises où nous engagent presque malgré nous les nécessités de l'époque ! Tout cela demande à être étendu, vivifié, considérablement élargi, multiplié.

Où sera toutefois le centre de ces activités nouvelles ? Qui donc les guidera, les éclairera, leur ouvrira les voies ? Qui les invitera aux collaborations utiles ? Qui donc, à tout moment, leur offrira ces informations générales, ces directions préalables que peuvent seules fournir une enquête perpétuellement tenue à jour et une centralisation judicieuse ? Qui donc si ce n'est la diplomatie ?

Et voici que nous entrevoyons une évolution d'où sortira un département des Affaires Etrangères entièrement neuf, qui ne sera plus l'un des bureaux les plus médiocrement dotés de l'Etat, mais une ruche aux multiples correspondances, l'une des plus fécondes de l'Etat moderne.

La créer de toutes pièces serait sans doute impossible : facilitons du moins cette évolution, faisons en sorte que cette ruche soit édifiable, et que ses rayons soient indéfiniment extensibles ; pour cela, veillons à la solidité des fondations, et prévoyons les exigences futures d'une architecture qui saura bien s'affirmer par elle-même.

Soyons sans craintes : les esprits chagrins que hante le spectre d'on ne sait quel humiliant cosmopolitisme sont aveugles, et méconnaissent la condition première de l'originalité et de la santé des peuples.

Soyons sans peur : l'effroi que suscitent çà et là les premières ébauches d'internationales — ouvrières, financières, confessionnelles... — paraîtrait bien vain si ces efforts précurseurs perdaient demain leur caractère anarchique dans une vaste association des ressources humaines.

Hâtons-nous, car notre prospérité, notre vie même sont liées à notre succès.

Hâtons-nous, car le peuple qui le premier aura compris l'appel de l'heure, et le premier aura formulé une réponse satisfaisante, ce peuple sera, pour longtemps, à la tête du monde.

Tout nous y convie : un intérêt primordial, notre situation géographique, la souplesse de notre génie, nos goûts d'universalité, et jusqu'à cette Société des Nations où se cherche l'âme active et pacificatrice du plus proche avenir.

LUCIEN MAURY.

UN SOLDAT POÈTE

L'ŒUVRE D'ALFRED DROIN (1)

Le Crêpe étoilé du commandant Alfred Droin a été salué avec une sympathie particulière parmi les nombreux volumes de vers nés de la guerre actuelle. Cette place d'honneur est due non seulement à l'émouvante beauté de ces poèmes, mais encore à la personnalité de l'auteur, qui s'est fait une place à part dans la jeune poésie par la vigueur de son talent comme par l'élévation de sa pensée. Une circonstance spéciale fixe l'attention et rehausse l'auteur, c'est qu'il nous présente un type singulièrement affiné de l'officier français contemporain. Dans l'armée, on se défie en général de l'officier poète. On le tient pour un soldat médiocre et l'on pose en principe que la littérature et le rude métier des armes ne peuvent marcher ensemble. Alfred Droin a donné à cette thèse un éclatant démenti. Pendant une vingtaine d'années, depuis les débuts de sa carrière jusqu'en 1914, où une grave blessure l'éloigna du service actif, une parfaite unité a toujours régné entre sa vie militaire et sa vie poétique. Jamais sa vive sensibilité ne put amollir le ressort de sa volonté. Dans l'effort continu de son existence, il réussit à concilier deux forces qui se contrecarrent presque toujours. Car chez lui le rêve enfanta l'action et l'action féconda le rêve.

De là le double attrait de son œuvre : attrait littéraire par la nouveauté des couleurs et des sentiments, attrait psychologique au point de vue du développement intellectuel et moral de l'officier français. Donnons donc un coup d'œil à la carrière du poète, parallèle à celle du soldat. Chez lui, les deux sont inséparables.

Son œuvre essentielle nous apparaît sous forme

(1) *La Janque victorieuse* (1906) ; *Le sang sur la Mosquée* (1914) ; *Le Crêpe étoilé* (1917), chez Fasquelle.

d'un tryptique, représentant les trois étapes de sa vie militaire et de sa vie intérieure, en Indo-Chine, au Maroc et dans la France envahie de 1914. Aux deux premières périodes de sa vie, répondent les deux recueils de poésies intitulés « *La Jonque victorieuse* » et « *Le Sang sur la mosquée* ». Droin y réalise le type du poète colonial dans son ardente expansion vers tout ce que l'Orient renferme de beauté pittoresque, de poésie fascinante et de grandeur religieuse. La troisième période, représentée par « *Le Crêpe étoilé* », nous montrera le retour du soldat poète au sol natal pour la grande guerre et la part qu'il a prise à la défense de la patrie menacée. Ce sera un douloureux ramassement de toutes ses forces, après leur expansion joyeuse en Asie et en Afrique. Suprême concentration de l'âme, suivie d'un suprême élargissement de l'esprit.

*
* *

Alfred Droin avait débuté par un volume de jeunesse, « *Amours divines et terrestres* », où se révèle son talent naissant. Il est préfacé par Sully-Prud'homme, qui caractérise ainsi son fervent disciple : « Dans votre jeune âme fleurissent à la fois la vaillance, l'esprit d'aventure et la plus exquise tendresse ». On ne saurait mieux définir la nature fondamentale du poète. Toutefois sa véritable originalité ne paraît pas dans ce volume d'une ardeur frémissante, mais encore sans objet précis. Elle ne devait éclater qu'au contact de l'extrême Orient, sous la magie brûlante du ciel d'Asie. Né d'une vieille et robuste famille champenoise, Droin s'était engagé à 18 ans. Il conquit le grade de lieutenant dans l'armée coloniale, en Indo-Chine, où le gouverneur Klobukowski l'éleva à un poste de confiance à Hanoï. « *La Jonque Victorieuse* » est le butin poétique de plusieurs séjours prolongés au Cambodge et au Tonkin. On y sent la lente et intime initiation à la nature hostile et cependant enjôleuse d'un pays étranger, à l'âme d'un peuple à la fois vieux et primitif, très loin de notre race, une pénétration sympathique de ses mœurs et de sa religion. On a dit de ce volume qu'il avait « annexé l'Indo-Chine à la poésie française » et cela est vrai. Car on ne connaissait guère avant lui cette contrée riche en paysages éclatants et en grandioses monuments d'art.

Je regrette de ne pouvoir analyser ici le remarquable poème de *Spiritus*, qui est à la fois une superbe description du fameux temple d'Angkor-Tom, au Cambodge, et une puissante évocation du brahmanisme. Signalons simplement, comme un exemple caractéristique, la saisissante peinture du Mekhong, ce fleuve gigantesque descendu des plateaux du Thibet et qui devient pour le poète le symbole de sa propre âme violemment déborde sur le mystère du monde.

Si *La Jonque victorieuse* nous promène à travers les forêts vierges et les temples somptueux de l'Indo-Chine, *Le Sang sur la Mosquée* déroule du Maroc un panorama non moins chatoyant et animé. L'officier, qui a servi une série d'années en Extrême-Orient, n'a guère passé que deux ans en Afrique. Mais cette période agitée fut plus active, remplie pour lui d'événements extérieurs et intérieurs, rudes épreuves et succès brillants, études, voyages, campagnes et combats. A côté du général commandant Lianley, son protecteur et ami, il prit part à la défense de Fez et à la prise de Marrakech. Le lieutenant fut nommé capitaine, puis commandant. Il assista à la conquête et à la pacification de ce beau pays. Dans son album poétique, les croquis de guerre alternent avec les portraits, les tableaux de genre et les effusions lyriques. Quelques évocations historiques se mêlent aux paysages et aux marines. Successivement apparaissent à nos yeux les trois grandes villes du Maroc, qui marquèrent les étapes de notre campagne, l'œuvre d'unification et d'apaisement du général Lianley. D'abord Rabat « la perle du Maghreb, que l'Atlantique embrasse » son port antique et les jardins du Chella, où les eaux musicienne chantent sous les grenadiers en fleurs. Puis « Fez la sainte » étagée sur sa montagne, ses mosquées en toits de majolique vert-émir et ses sveltes minarets. Enfin « la fauve Marrakech », la ville commerçante où pullule toute la population du Soudan, marchands d'eau à clochettes, conteurs accroupis sur le sol, chameliers, pasteurs au long poignard, nègres avec leurs castagnettes de fer et leurs chasse-mouches, sorciers noirs et caïds superbes sur leurs mules harnachées. Mais autour et au-dessus de cette vie grouillante de la fourmillère humaine s'étendent les grands cadres du paysage, qui attirent et retiennent le poète. Il y a deux spectacles qu'il excelle à décrire. Ce sont les clairs de lune africains, qui tantôt « filtrent d'un ciel déchiqueté comme le lait d'une outre noire » tantôt glissent sur les maisons blanches « comme de la neige sur de la neige ». Cette « lune musulmane » est une vraie magicienne. « Sultane aérienne » elle fait jaillir la cité « diamant merveilleux de l'écrin de la nuit ». Elle vaporise tous les objets sans effacer leurs contours, elle spiritualise l'âme en l'éthérisant et la transporte dans un autre monde. L'autre spectacle qui inspire heureusement le poète, ce sont les cimetières musulmans, qui respirent une majesté sereine, une paix

elysienne, étrangère à nos mélancoliques nécropoles. Leur dalles grises et leurs cippes blancs, épars dans le désert ont l'air d'attendre une résurrection prochaine. C'est d'un sentiment profond et spontané que, dans *Le Soleil éternel*, Droin évoque sur un tel cimetière, le soleil d'au delà, le soleil de l'âme.

Et lorsque l'univers dans les ténèbres plonge,
Quand par delà les monts aux rudes contreforts,
Le soleil des vivants s'est retiré, je songe
Au soleil éternel que regardent les morts.

Le dernier volume d'Alfred Droin est un écho frémissant, douloureux et enthousiaste de la guerre actuelle. Cette guerre sortie, comme un fléau de l'Apocalypse, du long complôt des puissances centrales de l'Europe, guerre qui bouleverse le monde entier comme un cataclysme moral et social, commença par un coup funeste et presque tragique pour le brillant et heureux officier du général Lyautey.

Comme tous ses frères d'armes, le soldat-poète de « la plus grande France » accourut pour la défense de la patrie menacée en son centre vital. Il était dans un bataillon qui prit part à la première offensive de Lorraine en Septembre 1914. Voulant prévenir l'ennemi, le général de Castelnau lança en avant les troupes les plus aguerries de la deuxième armée. Elle se heurta au corps de l'armée allemande qui débouchait de Metz. De toute sa masse, il se rua sur notre avant-garde. On avait marché toute la nuit. Une aube sanglante se leva sur le bataillon qui avançait dans le bois de Morhange.

Tout à coup un fracas lumineux se déchaîne,
Des comètes d'acier tordent sans fin leur traîne,
Une aurore flamboie au ventre du schrapnell.

Un ouragan d'acier, de plomb et de cuivre déchire le ciel et foudroie la forêt. Le capitaine Droin est tombé de cheval, sans connaissance, sur un lit de ronces et de bruyère. Quand il revint à lui, le blessé réussit à se traîner jusqu'à Château-Salins, en portant de sa main droite son bras gauche, plus pesant que du fer. Château-Salins ayant été occupé par l'ennemi, Droin s'échappa de l'ambulance sous un déguisement et rejoignit nos lignes à travers les houblonnières. Encore faillit-il être fusillé comme espion par les nôtres. Sa culotte d'officier, gardée sous son pantalon de romanichel, le sauva. Après, ce fut la longue maladie et la vie traînée d'hôpital en hôpital. L'exclusion du service actif, nécessitée par l'inguérissable paralysie du bras, le rejet dans la réserve, c'était pour Droin le pire des malheurs. Réaliser jusqu'au bout de son existence la mission du soldat-poète, n'était-ce pas le plus beau rêve de sa vie ? Il s'effondrait à jamais. Terrible épreuve que cette blessure morale, plus cuisante que sa blessure physique, qui cependant lui causa deux ans de torture par le plexus déchiré et le supplice de la polynévrite. Malgré tout, dans ce grand renoncement, l'enthousiasme du poète s'augmenta de toute l'énergie latente du soldat mutilé. Par cette blessure, l'âme de sa patrie, martyre ressuscitée, rentrait en lui, plus forte et plus puissante. Chanter sa renaissance, magnifier ses morts, enflammer ses vivants c'était encore combattre pour elle. De là le pathétique profond de ce livre. Le poète maintenant ne pense plus à lui-même. Il vit du spectacle qui l'étreint, des douleurs qu'il partage, de la lutte sublime qu'il contemple. Il voit le crêpe de deuil qui couvre la France s'étendre sur d'autres peuples et envahir le firmament. Mais les rubis brûlants de l'héroïsme, les saphirs intenses de l'amour et les diamants du plus pur enthousiasme y étincellent, et, à travers ses plis funèbres, il voit palpiter l'étoile immortelle de la France.

La première partie, *Du Sang, du Feu*, fait défiler sous nos yeux, en brusques instantanés, en sinistres eaux-fortes, en coup de crayon farouches et cinglants, toutes les horreurs de l'invasion, que l'officier a vues de près. Scènes affreuses qui se sont gravées en traits indélébiles dans ses prunelles, au fort du combat : villages saccagés, changés en brasiers rouges et noirs, enfants égorgés couchés dans les flaques de sang ; la torche qui tourbillone au poing des assassins ; les clochers dressant dans le ciel leur protestation au-dessus des maisons éventrées par les obus ; les blessés achevés à coups de crosse ; les saints des cathédrales décapités ; le coq rouge de l'incendie sur tous les toits, partout les chefs-d'œuvre de la dynamite et les puits empoisonnés — et, passant à travers ce décor lamentable de leur galop macabre, les hussards de la mort avec leur colbac orné d'une tête de squelette, moins hideuse cependant que le rire éternel de ces cavaliers qui se tord en grimace. On regrette que l'auteur n'ait pas opposé, comme une riposte, à ces atrocités, quelques traits de la générosité française et du superbe élan de nos poilus de la Marne, de l'Yser et de Verdun. Mais l'auteur n'a sans doute voulu nous parler que des choses vues. J'imagine que c'est pour fouetter notre colère qu'il nous montre, au milieu de ces scènes de carnage, dans le cadre idyllique d'un jardin épargné par les Boches, une jeune mère, qui coud et rêve, pensive et sombre, près d'un berceau, où dort — l'enfant du viol ! Pour nous laisser dans l'âme un symbole plus consolant, le poète nous montre, sur les dunes solitaires de la Belgique dévastée, les calvaires

ouvrant leurs bras à l'infini, comme un appel muet mais inlassable de la souffrance humaine au ciel, où veille la Justice future.

Je passe sur le chapitre paisible et rafraîchissant *Près des Blessés*, qui nous repose de ces sombres tableaux, près des doux et stoïques martyrs de la guerre. Le chapitre intitulé *Sous les Cyprès* offre peut-être les poésies les plus touchantes de ce poignant recueil. Leur note voilée est douce comme celle des violons en sourdine, leur accent grave et solennel. Entre le *lamento* tragique du début et les fanfares éclatantes du *finale*, ces mélodies pleurent et consolent comme un suave et mystérieux *adagio*. Sous le feuillage funèbre des arbres sacrés, passent des ombres glorieuses. Ce sont celles des morts héroïques de cette guerre. De leur pâle auréole s'échappe une lumière indécise, mais qui pénètre jusqu'au fond de l'âme. Parmi elle, le convalescent appelle à lui son meilleur ami, son frère d'armes (Nolly) frappé mortellement le jour où lui-même recevait sa blessure. Le survivant n'a pas pu le voir sur son lit de mort, la légion d'honneur, posée sur sa poitrine, mais, par un clair matin de Provence, il salue comme un symbole de son ami défunt

Une colombe blanche au sommet d'un cyprès,
Pareille à ton esprit posé sur ma tristesse.

Implacable rupture d'une fraternité d'armes qui devait durer toute la vie ! C'est dans la solitude la plus profonde que les amants ou les amis peuvent retrouver leurs morts chéris. Dans l'atmosphère musicale d'un matin printanier, où « les pas légers du vent froissent à peine l'air » le poète monte dans une des hautes pinèdes qui épaississent leur ombre résineuse au-dessus de la Côte d'Azur. L'espace s'élargit dans le calme de la terre et du ciel. Le promeneur y cherche vainement son ami. Alors il croit entendre une voix lointaine lui dire :

Quitte un souci cruel !
Ton amitié n'était qu'une fleur de la terre,
Et la mort en a fait une rose du ciel.

Le soir, au crépuscule, quand une seule étoile regarde sur la mer, dans le bocage sombre d'un jardin, où des lys pleurent sur la mousse, l'ami toujours inconsolable se surprend à cueillir des myrtes et des lauriers pour la chère ombre du guerrier mort au loin, comme s'il était encore de ce monde. Alors elle lui apparaît et lui parle :

D'une vaine douleur n'attaque pas ma gloire,
Une fin héroïque a terminé mes jours :
Le laurier martial couronne ma mémoire
Et l'éternité s'ouvre à mes printemps si courts...
Sache porter mon deuil comme on porte un trophée,
Et guide mes vengeurs vers de nouveaux combats.

*
* *

Les poésies d'Alfred Droin, dont j'ai voulu cueillir ici quelques-unes des fleurs les plus fragrantes, seront d'un puissant secours à tous ceux qui cherchent dans les livres et dans la récitation poétique un cordial au milieu des épreuves présentes et un ressort pour les luttes nouvelles qui réclament toutes nos forces. Mais elles appellent aussi l'attention des historiens littéraires et des moralistes attentifs aux nouvelles manifestations de l'âme française, à tous ceux qui cherchent à deviner l'avenir dans le présent. Car l'œuvre de ce soldat-poète ne marque pas seulement un élargissement de la poésie française à de nouveaux horizons coloniaux, elle dénote encore un remarquable et fécond développement intellectuel et psychique. Résumons donc l'évolution d'Alfred Droin en ses trois phases principales.

Dans sa moisson poétique rapportée d'Indo-Chine, on constate un magnifique élargissement de l'esprit par un contact vivant avec les antiques religions de l'Asie. Au temple d'Angkor-Vat, on voit l'explorateur téméraire s'immiscer dans les arcanes de l'initiation brahmanique jusqu'à vouloir s'identifier avec le Bouddha. Devant la statue de Sakia Mouni, il conçoit l'unité des religions humaines et le bonheur suprême par l'immolation de l'homme à l'amour universel. Cela ne l'empêchera pas de conserver son principe d'action, et, sautant à pieds joints par-dessus le *Nirvana* bouddhique, de rentrer d'un seul bond, au clairon de la France, dans la tradition gréco-latine et chrétienne, quand célébrant d'avance les *Pâques triomphales* qui doivent succéder à cette lutte gigantesque, il s'écriera :

Gloire à Dieu dans le ciel ! Christ est ressuscité !
L'espérance de l'homme épouse la clarté.

Au Maroc, l'officier colonial se plonge dans l'étude sympathique d'une race étrangère, devenue aujourd'hui une aide inappréciable pour la France. Il pénètre en poète et en penseur dans l'esprit de l'Islam qui se rattache au christianisme par l'ardeur de sa foi monothéiste et dans l'âme arabe, qui, par sa fierté et son côté chevaleresque, est parente de l'âme française.

Dans ces deux phases, se dessine en Alfred Droin le nouveau type de l'officier colonial, qui tend à devenir, à côté de son labeur technique, un éducateur de ses subordonnés militaires et l'ami des indigènes. Programme, dont le général Lyautey a réalisé le modèle par son activité créatrice, après en avoir été le théoricien.

Dans sa troisième phase, marquée par sa campagne de France et par *Le Crèpe étoilé*, nous remarquons en Alfred Droin un phénomène qui s'est produit chez un grand nombre de Français : une nouvelle révélation de la France et une résurrection de l'âme individuelle par l'âme collective de la nation. Après avoir cherché le flambeau de la poésie et de la vérité aux pays étrangers et en quelque sorte à la circonférence de l'humanité, il le retrouve, incandescent, à son centre, je veux dire au cœur de la patrie. Il ne renonce pas à ses richesses et à ses conquêtes. Au contraire, il les rapporte à son foyer. Mais dans le combat de la France éternelle, champ clos des idéals, dans sa lutte splendide pour le droit, la justice et la liberté, il trouve la quintessence et l'effluve vital de ce que l'humanité croit, espère et veut de mieux. La suprême confirmation de notre unité et de notre intégrité nationales ne sera-t-elle pas d'avoir provoqué l'unité morale et l'intégrité des peuples libres ?

EDOUARD SCHURÉ.

LES DIFFICULTÉS INTÉRIEURES ANGLAISES

Comme tous les Etats qui ont participé à la lutte mondiale, et comme certains neutres aussi, qui en ont subi les répercussions directes, l'Angleterre traverse aujourd'hui une crise. Si dans l'ordre financier, industriel, commercial, elle souffre moins que la France, elle se trouve pourtant aux prises avec des difficultés qui ne sauraient être tenues pour médiocres. Les récentes élections, qui ont eu lieu outre-Manche, celles de West Layton et de Hull (1), n'ont pas seulement marqué un revirement de l'opinion : elle ont aussi attesté que les problèmes posés et qui relèvent des catégories les plus diverses, agissaient très fortement sur l'esprit public. Je ne rechercherai pas si le peuple anglais est plus ou moins capable d'impressions rapides, et le sujet est ici dénué d'importance ; je noterai seulement qu'en moins de six mois, il a changé d'attitude sur certaines questions essentielles, et que le gouvernement Britannique n'a plus conservé la même stabilité.

La crise, comme dans les Etats Continentaux, est issue de plusieurs causes. La conduite des pouvoirs publics est critiquée au regard de la politique proprement dite, de la diplomatie, de l'organisation militaire, de la reconstruction économique, mais ce serait singulièrement déformer et diminuer le débat, que de lui donner, comme certains l'ont fait, un tour exclusivement personnel.

Quelque puissance qu'exerce la presse de lord Nortcliffe, dont M. Lloyd George a dénoncé les campagnes, en son discours du 16 avril, cette presse ne saurait à elle seule susciter un malaise persistant et généralisé. Il y a des phénomènes, des appréhensions, des misères, des aspirations ardentes, qui expliquent le désarroi. Ce ne sont point les journaux qui ont créé la grande discussion sociale, — qu'a ouverte la Triple Alliance industrielle, celle des Mineurs, des Dockers et des Cheminots, — et qui a failli aboutir à l'une des plus formidables grèves de l'histoire. Ce ne sont point les organes groupés en une direction unique, par l'ancien M. Harmsworth, qui ont posé à l'état aigu la controverse de la conscription maintenue ou supprimée. Je prends ici deux questions entre plusieurs autres. L'Angleterre, comme tous les pays, vit une période de transition, plus ou moins pénible, plus ou moins confuse. Hostile au rétablissement pur et simple du régime passé, elle est en gestation d'un régime nouveau, dont elle ignore encore le mécanisme. Elle cherche, comme à tâtons, les lignes maîtresses de ce statut futur, et cette discussion dépasse de beaucoup la personnalité des directeurs de journaux et des ministres.

*
* *

Lorsque les élections de décembre se furent terminées, certains publicistes et hommes politiques de l'extrême gauche exprimèrent l'avis que d'autres élections seraient indispensables à brève échéance. A ce moment, ils parurent proclamer tout uniment leur dépit, et leurs prophéties, trop intéressées, disait-on, pour n'être point suspectes, tombèrent dans le vide. Comment avec une majorité aussi puissante que celle qu'il venait de recueillir sans effort apparent, une majorité de « Chambre Introuvable », si l'on peut risquer ce rapprochement, le cabinet serait-il incité à faire appel aux électeurs ? Et pourtant M. Lloyd George qui perçoit et saisit admirablement les courants, qui se flatte d'être toujours en contact avec la foule, a fait allusion et plusieurs fois, au cours des dernières semaines, à une consultation générale. Menace et moyen de pression, ont déclaré quelques-uns. Ce n'est point si sûr, car les scrutins partiels prouvent que le gouvernement est bien plus discuté qu'à la fin de 1918, et que l'épreuve pourrait être critique pour lui.

Si l'on se reporte à décembre, on constate que M. Lloyd George et ses collègues, et je tiens expressément à cette adjonction, — ont vaincu et décimé l'un au moins des partis qui combattaient leur

(1) J'ajouterai encore celle d'Aberdeen, qui est de la dernière semaine.

méthode, celui qui semblait le plus fort par l'effectif, sinon par le rayonnement — de ces partis. Le premier ministre, un beau jour, a arrêté que le nouveau corps électoral, triplé ou quadruplé dans son contingent, irait aux urnes. Sa décision est une surprise pour beaucoup, après toutes les fluctuations qui se sont manifestées à cet égard — et il a voulu en effet agir par surprise. Les masses populaires sont dans le plein enthousiasme de la victoire, et les difficultés d'ordre économique et autres, que l'on peut prévoir, ne se présentent pas encore à leur pensée. Le scrutin sera khaki. De plus les libéraux doctrinaires sont désemparés, à la recherche de programmes et de chefs énergiques. Les organisations du Labour Party, du socialisme réformiste au socialisme intransigeant, avouent par leurs journaux qu'elles ne sont pas prêtes, qu'elles n'ont ni désigné leurs candidats, ni recueilli leurs fonds, ni assuré leur propagande. Lloyd George a forgé cet instrument de combat, qu'il appelle la coalition, et rassemblé sous un drapeau unique — en prolongeant les combinaisons de la phase de guerre, les conservateurs et le gros des libéraux. De concert avec le leader du torysme, Bonar Law, — ce whig qui se pique plus ou moins de continuer la tradition de Gladstone et de Campbell Bannermann, dresse un programme et une liste d'hommes qui recevront l'estampille de l'alliance. On remarque bien que le programme fait de très larges emprunts à celui de l'unionisme, et que dans la liste, Bonar Law a inscrit ses amis pour les deux tiers, mais l'affaire est lancée, si bien lancée qu'il est impossible de revenir en arrière. Au fond, Lloyd George et Bonar Law ont passé un contrat d'association pour négocier la paix telle qu'ils l'entendent, pour assurer le passage de l'état de guerre à l'état de paix avec le minimum de difficultés et de heurts, et pour maîtriser à la fois le libéralisme doctrinaire, qui tend à rejoindre sur certains points les travaillistes, — le socialisme qui vise à bouleverser le mécanisme économico-social, — et le Sinn Fein d'Irlande qui élabore et proclame le séparatisme révolutionnaire. Sur 707 mandats, ils en obtiennent 488. Les libéraux doctrinaires sont réduits à une poignée, et leur chef, Asquith, est éliminé du Parlement. Les socialistes n'enlèvent que la moitié du total de sièges qu'ils escomptaient et Henderson, Snowden, Ramsay-Mac-Donald sont battus. Quand au Sinn Fein, s'il surgit menaçant, il se borne à prendre la place des anciens nationalistes. A ce triomphe écrasant en apparence, ceux qui analysent les faits et les chiffres opposent pourtant : 1° le chiffre des suffrages réunis par l'ensemble des oppositions : 4.590.000, contre 5.091.000 à la coalition : 2° le chiffre des suffrages recueillis particulièrement par le *Labour Party* : 2.300.000. Il semble aujourd'hui que la victoire de la coalition, ait été précaire et n'ait correspondu qu'à une mentalité fugitive.

∴

D'abord la coalition elle-même est loin d'avoir gardé sa cohésion. Trop d'éléments divers s'y étaient rassemblés, qui ne pouvaient coopérer indéfiniment. Ils ne pouvaient maintenir leur union ni sur les solutions du problème douanier, — les uns étant protectionnistes et les autres demeurant plus ou moins attachés aux principes de la liberté des échanges, — ni sur les modalités du régime fiscal, ni sur le règlement de la question Irlandaise : car ceux qui avaient voté contre le Home-Rule, avant la guerre, ne voulaient pas évoluer aujourd'hui vers les conceptions autonomistes. Les oppositions de personnes jouaient aussi leur rôle, et l'on comprend fort bien que la prépondérance saisie par les conservateurs dans la combinaison du moment ait pesé, au bout de peu de temps, aux libéraux, aux radicaux, et aux quelques travaillistes qui s'étaient associés à eux.

Mais les dissidences internes qui devaient s'exercer dans la coalition, eussent pu rester atténuées, garder une forme discrète, si la masse de la population britannique n'avait perçu la gravité des questions posées dans tous les ordres d'idées et reconnu l'inaptitude du cabinet à les résoudre. La concentration de forces politiques que Lloyd George avait formée en vue d'atteindre à un objectif précis : — la victoire électorale, — n'avait plus de raison de subsister, une fois cette victoire acquise, — car elle était frappée d'impuissance pour l'action. C'était une des raisons du désarroi que la Grande-Bretagne allait traverser, mais il en était une autre : tandis que l'élaboration même de la paix apparaissait infiniment compliquée et provoquait de profondes discussions, toutes les bases, sur lesquelles avait si longtemps reposé l'Angleterre, craquaient avec fracas.

Quelques succès oratoires, que les leaders du gouvernement eussent pu obtenir, chaque fois qu'ils avaient pris la parole aux Communes, ils n'ignoraient pas que leurs tractations diplomatiques suggéraient des inquiétudes dans deux camps opposés. Les libéraux indépendants et surtout les travaillistes estimaient que M. Lloyd George s'écartait beaucoup trop des 14 thèses wilsoniennes, et qu'il s'acheminait vers un règlement mondial, qui laisserait subsister trop de germes de guerre et qui exclurait

délibérément tout esprit nouveau. Les conservateurs et les annexionnistes de toute nuance politique lui reprochaient à l'inverse de faire des concessions excessives au wilsonisme et de n'avoir pas défendu, avec une suffisante ténacité, les intérêts particuliers de l'Angleterre. Ces deux tendances antagonistes s'expriment en tous pays, mais M. Lloyd George avait essayé de résoudre les oppositions, et il s'apercevait qu'elles se manifestaient même dans son entourage le plus immédiat.

La Grande-Bretagne, qui n'envisageait pas dans une unité parfaite de vues, loin de là, le contenu de la paix future, se révélait profondément divisée sur la question militaire. On se rappelle avec quelles réserves, après les expériences de lord Derby, elle avait adhéré à la conscription, qui lui avait toujours répugné. Les milieux ouvriers, comme la classe moyenne elle-même, n'ont cessé de condamner ce système, de le regarder comme un expédient passager. L'immense majorité du pays aspirait à la démobilisation immédiate et totale, comme au rétablissement du volontariat pur et simple, ou même à un large désarmement, et les motifs, que le cabinet faisait valoir pour ajourner ces solutions, ne contribuaient qu'à irriter davantage une partie de l'opinion. On ne transforme pas la mentalité d'un peuple, et celui-ci, à l'inverse du nôtre, accepte toutes les charges fiscales et répudie les obligations militaires. A coup sûr, les échecs gouvernementaux à West Layton et à Hull sont dus surtout à l'ajournement des décisions officielles en ce domaine.

Le public reproche encore au cabinet de n'avoir pas tranché à temps le problème Irlandais, dont la gravité a été s'accentuant d'année en année. Il y a toujours eu une majorité outre-Manche, depuis Gladstone et Campbell Bannermann, pour le Home Rule. Si la loi votée avant la guerre avait été appliquée, il est probable que le débat de l'heure actuelle, débat si angoissant, n'aurait pas surgi ; si l'autonomie d'Erin avait réellement fonctionné, le séparatisme du Sinn Fein n'aurait point acquis tant de force. C'est la tactique de l'Ulster, ce sont les exigences de Carson, dit-on en de nombreux milieux, qui ont déterminé par contre-coup la crise révolutionnaire des quatre dernières années. Et l'on ajoute que si le gouvernement n'a pu ramener le calme, c'est surtout qu'il a eu ou qu'il a dans ses rangs des hommes qui ont toujours été les adversaires du Home Rule.

Les troubles de l'Egypte et de l'Inde ont suggéré à l'opinion des craintes dont on saisit toute la légitimité. Quelques mobiles que certains puissent attribuer aux émeutes du Delta et du Pundjab, celles-ci, par leur ampleur même, attestent un sérieux mécontentement. L'Angleterre se rend compte qu'elle aussi devra, à bref délai, modifier ses pratiques de domination, et faire une plus large place, dans leur gestion politique et économique, aux peuples qu'elle a soumis à ses lois. Si l'on songe que le problème colonial a toujours été essentiel, vital, pour un pays dont l'industrie est tributaire du monde entier, les préoccupations présentes du Royaume-Uni apparaissent singulièrement complexes et lourdes.

*
* *

Mais ce qui domine tout dans cette crise, dont j'analyse les éléments, ce sont les revendications de la classe ouvrière. L'Angleterre, de toutes les contrées européennes, est celle qui a le prolétariat urbain le plus concentré et le mieux organisé. Pendant longtemps, son Trade-unionisme se contentait de réclamer des journées plus courtes et des salaires plus élevés, et il n'est pas dit que sa pression n'ait pas servi le développement même de la production, en imposant aux fabricants l'obligation de rajeunir et de perfectionner sans cesse leur outillage.

Mais aujourd'hui ce Trade-Unionisme ne borne plus ses desiderata aux réformes immédiates. Adhérant aux doctrines socialistes, qu'il embrasse dans leur intégralité, il entend arracher au pouvoir les grandes socialisations, c'est-à-dire la remise à la collectivité des industries, c'est-à-dire le bouleversement complet du régime économique en vigueur. Le brusque assaut qu'a donné le Cartel des Cheminots, des Dockers et des Mineurs, à la fois au pouvoir et aux employeurs, et qui a abouti à un succès partiel, assez retentissant par lui-même, — la puissance de discipline qui s'est marquée dans la classe ouvrière, — les protestations véhémentes contre le renchérissement de la vie, — la vigueur même que le *Labour Party* a montrée au scrutin de décembre, — tout atteste que l'Angleterre touche à une phase décisive de son histoire sociale. Elle a subi la même commotion que les Etats continentaux et voilà pour elle, comme pour ceux-ci, le débat auprès duquel s'effacent tous les autres.

PAUL LOUIS.

A MI-CHEMIN (1)

« C'est ce mort, docteur, qui vint frapper à la porte de mon cœur »

— C'est une de mes clientes, dit avec un sourire le docteur. La malheureuse relève de la psychiatrie ! Elle se croit possédée par un démon qui prend pour lui tout ce qu'elle absorbe ! Et, de fait, elle meurt de faim.

Elle est perdue, fit tristement le Recteur. Je m'efforce de ramener la paix dans cette pauvre âme pécheresse qui va comparaître devant Dieu.

— Oh ! son péché n'a jamais été, je crois, que l'ivrognerie. C'est le contraire d'une méchante femme. Je suppose que Dieu, monsieur le Recteur, ne voudrait pas lui être bien sévère. Mais, vous l'avez dit, elle est perdue. Il n'y a plus rien à faire. Dans quelques jours, deux, trois, quatre au plus, son « démon » laissera pour toujours tranquille son vieux corps de misère.

— Dieu, répondit le prêtre, m'a fait la grâce de rendre la foi à cette pauvre âme, à qui son vice l'avait fait oublier : Puisse-t-il la recevoir maintenant dans sa sainte grâce !

— Nous prenons ce sentier, monsieur le Recteur, dit à ce moment le docteur PBrioux. Nous vous laissons. Mais j'ai l'espoir de vous rencontrer encore.

— Ce sera pour moi un grand plaisir. Vous avez paru curieux de l'histoire d'un professeur agrégé de physique et de chimie qui s'est fait prêtre. C'est une histoire toute simple, selon les voies de Dieu... Elle ne l'est peut-être pas pour le monde... Mais j'espère que vous voudrez, docteur, me faire l'honneur d'une visite à mon presbytère.

« Sans aucun doute, se dit le docteur quand ils se séparèrent, je me rendrai à son invitation. »

— Voilà qui est curieux, prononça-t-il tout haut, en s'adressant à son fils, que ce Recteur ait été l'ami de ton cousin Jacques !... Il a une figure sympathique.

— Une figure de vitrail, répondit Déodat.

IV

Le docteur Prioux ne se rendit pas au presbytère de Saint-Martin sans avoir beaucoup hésité. Il éprouvait un vif attrait de curiosité et, en même temps, il se sentait retenu par la sourde inquiétude de manquer de fidélité aux idées maîtresses de sa vie intellectuelle. Nulle prévention sectaire, certes, n'entrait dans cette hésitation. Le docteur était tolérant à toutes les opinions, à toutes les croyances sincères. Mais avec la foi d'un prêtre, la simple tolérance ne suffisait pas dans la discussion, dans l'énoncé même des idées. Pendant qu'il s'en ferait un devoir, lui, le Recteur de Saint Martin se ferait certainement un devoir contraire ; son sacerdoce l'impliquait.

A la vérité, le Recteur n'avait parlé que d'un récit des circonstances qui, de professeur, l'avaient fait ecclésiastique. Mais ce récit entraînerait, de toute nécessité, à moins de parti-pris d'en rester l'auditeur passif, des réflexions, des objections sur le fond, que le zèle apostolique du prêtre voudrait réduire. La foi combattrait ; il fallait que la raison se défendît. Mais la défense était désarmée, puisque le propre de la foi est l'invulnérabilité. Aller de propos délibéré chez un prêtre pour avoir avec lui un entretien qui touchât à la religion, c'était pour un rationaliste accepter un terrain où, d'avance, il était vaincu, ou du moins se donnait aux yeux de l'adversaire l'apparence de la défaite. Tant pis. L'occasion agréait trop à l'auteur de la « Genèse biologique de la conscience morale », d'étudier de près un phénomène mental de l'importance d'une vocation religieuse, surtout dans les conditions de milieu et de personne où celle-ci s'était produite. Le docteur résolut de passer outre à ses scrupules. Il écouterait passivement, ou il ferait ses réflexions, auxquelles le prêtre répondrait. On verrait. Mais il irait au presbytère.

Il s'y rendit, un beau matin de mai. Une ruelle, entre de très vieilles maisons et des jardins, le menait en quelques minutes à la rivière profondément encaissée, dont l'eau verte est assombrie de la frondaison touffue qui s'y reflète. Il suivit quelque temps le bord du G.... pour allonger un peu son chemin et faire mentalement la revision des objections rationnelles qu'il opposerait, au besoin, à l'illusion théologique. Quoi que le narrateur mystique pût dire, le processus psychologique qu'il déroulerait dans son récit était classé. Tout l'intérêt, en l'espèce, n'en était que celui d'une nouvelle vérification à consigner dans la « Genèse biologique de la conscience morale. »

Ce fut une vieille dame, dont la ressemblance avec le recteur ne laissait pas douter qu'elle ne fût sa sœur, qui reçut le docteur Prioux. Ce dernier se nomma, et il lui parut qu'il était attendu.

Introduit dans le bureau-oratoire du prêtre, dont l'unique fenêtre donnait sur le jardin du presbytère, il en faisait la rapide inspection, remarquant, du côté droit d'une vaste bibliothèque, un groupe photographique de tout jeunes lycéens : du côté gauche, un beau portrait au pastel de Jacques Prioux et, se détachant sur le mur qui faisait face

(1) Voir le précédent numéro.

à la bibliothèque, un petit crucifix de cuivre. Le Recteur entra, affable, la main tendue.

— Vous n'avez pas redouté la censure de vos amis, docteur, dit le prêtre. J'en étais bien sûr ! Oh ! ma foi ! si vous n'étiez venu, j'allais chez vous.

— Je m'excuse, répondit le docteur Prioux, d'avoir tardé... Il faut vous avouer que, fort indifférent à ce qu'on penserait de ma démarche, c'est ma propre censure que j'ai dû lever pour la faire. L'homme, en vous, ne m'inspire que de la sympathie...

— Mais le prêtre, dit en souriant le Recteur, heurte tellement toutes vos idées !... Vous sentiez que vous éprouveriez quelque gêne de vous voir ici.

— Précisément ! Ou, pour mieux dire, je m'en faisais scrupule.

— Vous aviez scrupule à ne venir que par pure curiosité de psychologue... Mais puisque c'est moi qui suis allé au devant de cette curiosité !

— Alors, monsieur le Recteur, vous ne vous formalisez pas de ce que je ne puisse faire autrement que de vous écouter avec les dispositions d'esprit du rationaliste impénitent que je suis.

— Mais bien entendu, docteur, bien entendu !... Venons-en donc, voulez-vous ? tout de suite à mon récit.

Le Recteur montra le portrait de Jacques Prioux:

— C'est ce mort, docteur, qui vint frapper à la porte de mon cœur, pour qu'il s'ouvrît à la foi du Christ. Avant le douloureux événement, je vivais, comme à peu près toute ma génération, dans un agnosticisme tranquille qui nous paraissait, à moi le premier, la suprême conquête de l'esprit scientifique. On déclarait que l'« Inconnaissable » est la limite du savoir positif, et on passait condamnation sur les problèmes spirituels. La question religieuse ne se posait pas pour nous.

— Mon cousin, remarqua le docteur Prioux, ne pensait-il pas autrement ?

— En effet, répondit le prêtre. Il restait préoccupé de « l'au-delà », comme on disait. Et c'était un sujet d'amicales discussions entre lui et moi. Mais il avait abandonné toute pratique. Dieu lui a fait la grâce de ranimer sa foi catholique, à la dernière heure, et il est mort avec la ferveur pieuse d'un bon chrétien. J'étais alors professeur à T..., bien loin de Paris et de la rue d'Ulm. La nouvelle de cette mort fut un coup de foudre qui m'abîma dans un chagrin insurmontable. Je vous dirais que, d'un seul coup, tous mes liens avec la vie se trouvèrent rompus, si ce n'était ne pas tenir compte d'un autre sentiment qui m'y attachait encore puissamment. On m'avait présenté, dès mon entrée en fonctions au lycée de T..., à des marchands de meubles très à leur aise, avec l'intention, si la fille de la maison me plaisait et s'il y avait réciprocité, de me faire entrer dans cette famille. Le projet avait souri aux parents de la jeune fille et à la jeune fille elle-même. Nos fiançailles allaient se conclure, quand l'accident mortel survenu à mon ami se produisit et me jeta dans le désespoir que je vous ai dit. Ces personnes s'efforcèrent de vaincre ma douleur. Elles n'y purent parvenir, et ma fiancée, car entre temps les fiançailles avaient eu lieu, rebutée de mon incoercible tristesse, me rendit ma parole. J'en eus une grande peine, qui redoubla la désolation de mon âme. J'avoue que ma fiancée s'était à juste titre inquiétée d'associer sa vie pleine des promesses de l'âge, brillante des grâces de la beauté, à la destinée d'un homme déjà dépris de la terre. En effet, je le savais obscurément, Dieu m'appelait, en me faisant ressentir avec une force si extraordinaire la mort de mon ami... Ce nouveau lien tranché acheva de me détacher du monde. Je ne vécus plus, hormis l'accomplissement de ma tâche professionnelle, qu'avec mes pensées désolées, effrayé du grand vide de mon cœur. En vain, je me donnais tout à mes élèves qui, d'ailleurs, me récompensaient par de délicats et touchants témoignages d'affection, en vain je demandais à mes livres la consolation de l'étude : toujours ce vide affreux !

Le recteur garda quelques instants un silence ému que son interlocuteur respecta. Il en sortit dans une effusion dont l'accent obligea le docteur d'abandonner toute préoccupation d'analyse morale.

— Ah ! docteur Prioux, s'écria-t-il, ce vide horrible du cœur de l'homme, quand les affections terrestres qui le remplissaient en sont arrachées tout à coup ! Ce vide infini que l'amour infini pour lequel nous sommes faits ne vient pas combler, je vous souhaite de ne le connaître pas, un jour !

Un nouveau silence laissa parler seule la voix non humaine qui dirait tout au cœur des hommes, s'ils savaient l'écouter. Mais un nombre infime l'entend.

— O mon Dieu ! reprit le prêtre, ses yeux de mystique attachant au crucifix appendu au mur un regard brûlant d'amour, Seigneur de ce qui est et sera, accordez votre grâce à ceux qui se sont éloignés de vous !

— Ceux qui n'espèrent pas dans un secours surnaturel font appel à la raison. Elle leur rend le courage et la force de se résigner à l'irréparable, comme à l'inévitable, fit le docteur, se ressaisissant.

— L'irréparable ! l'inévitable !... Les mots lugubres, docteur ! Et le sinistre envers au tissu de nos jours rapides !... Enfin, j'essayais de vivre. Et moi aussi, je faisais appel à ma raison qui ne me répondait que par la froide voix des vérités sans vie... Cependant la grâce faisait en moi son œuvre mystérieuse. L'année scolaire allait s'achever. Une nuit, irrésistiblement poussé, je me levai, je tombai à genoux au pied de mon lit et je me mis à réciter humblement les prières de mon enfance. La paix de Dieu entra en moi et je connus qu'il me voulait pour être son serviteur. Je donnai, aux vacances, ma démission de professeur, pour me vouer au sacerdoce. Voilà, docteur, mon histoire.

— Permettez-moi, monsieur le recteur, de vous demander si, à aucun moment, votre résolution prise, vous n'avez éprouvé la résistance intellectuelle de votre formation scientifique. N'avez-vous pas eu à faire violence au normalien agnostique, à l'agrégé de physique et de chimie, pour accorder le dogme avec certaines notions positives qui y contredisent formellement ?

— Non. Voici ce qui est arrivé : j'ai continué de pratiquer la science dans laquelle j'étais versé, parce que la science aussi est prière. Mais je l'ai pratiquée, si je puis dire, sous un autre jour que je ne faisais auparavant. Les difficultés que mon esprit mal éclairé avait autrefois soulevées se sont dissipées, quand j'ai mieux connu notre sainte religion. Elle est simple pour les simples et profonde pour les profonds. Et voyez-vous, docteur, il y a un ordre des vérités. Les divines prévalent sur les humaines. C'est l'erreur de l'orgueil de vouloir renverser cet ordre naturel.

— Mais la vérité est toujours la vérité ! Divine ou humaine, elle est une.

— Assurément, puisqu'elle a en Dieu l'unité. Les vérités universelles, par exemple, sont en même temps humaines et divines. Dieu est la mathématique vivante. Il est la logique vivante. Mais n'opposez pas à un miracle un théorème de physique. Si je disais que notre physique n'est qu'une vue de l'entendement et des sens prise sur ce que nous appelons matière, vous n'objecteriez rien.

— Mais l'Eglise, monsieur le recteur, professe l'opinion commune sur la réalité du monde extérieur.

— L'Eglise ne jette pas le trouble dans les esprits par des subtilités de philosophie. En cela elle est sage. La puissance infinie de Dieu suffit, en effet, à l'explication des miracles.

— A supposer que je croie à l'existence de Dieu ! Mais si je nomme Fait cosmique éternel ce que vous nommez Dieu, je suis en face d'un déterminisme inflexible, et le miracle, si toutefois miracle il y a, n'est qu'un problème qui attend sa solution.

— J'aurais, docteur, beaucoup à dire sur votre fait cosmique éternel et votre déterminisme, lequel n'est qu'une nécessité gratuite. Car ma raison voit l'intelligence et la puissance dans la nécessité. La nécessité, c'est Dieu, encore que Dieu n'y soit point tout entier... Mais vous ne regardez que le dehors : vous ne regardez pas le dedans et ne faites état que de la perception. Je vous ramènerai donc au profond de l'homme intérieur. Parlons du cœur...

— Je le veux bien, interrompit le médecin avec quelque précipitation. Mais je prends mes positions. Pas de système nerveux éminemment riche et développé, tel qu'est celui de l'être humain, pas de cœur, dans le sens des émotions supérieures. Compliquez par la vie sociale, et surtout transposez les valeurs de sentiment, et vous allez aussi avant qu'il est concevable dans ce que, comme vous, j'appellerai le cœur : la faculté humaine d'éprouver le plaisir et la douleur, rien de plus. J'aime plus que tout ce qui vit au monde mon fils, parce qu'il est ma chair et mon âme...

— Et moi, par le cœur, par l'amour, je vous conduis à Dieu. Qu'est-ce qu'aimer, docteur, si ce n'est aspirer à la plénitude infinie du bien quelconque qui découle de l'objet de l'amour ? Et où est-elle ailleurs, cette plénitude, que dans la Perfection que nulle possession n'embrasse dans les choses et les êtres de la terre ? Est-ce que la langue humaine, dans tous les noms admiratifs et laudatifs qu'elle donne à ce que l'homme chérit ici-bas, ne fait pas entendre un écho affaibli du nom de Celui qui peut seul combler l'amour terrestre ? Par l'amour, c'est Dieu, vie de notre vie, qui, en nous, se promet à nous : Malheureux ceux qui ferment leur cœur à son immense appel infatigable !

Le médecin restait silencieux, sous le regard illuminé du prêtre. Celui-ci continua.

— Avec la raison, divine munificence que l'homme ingrat a trop souvent tournée contre Dieu, nous comprenons l'ordre du monde, dans la mesure que Dieu le permet ; avec le cœur, nous l'approchons Lui-même, nous le touchons. La Foi, intuition du cœur, livre à la créature le Créateur en son infinité, et, ô merveille de la bonté de Dieu ! elle est le partage de l'humble d'esprit, comme de l'intelligence la plus vaste et la plus haute.

— Mysticisme !... Le mysticisme, c'est l'imagination du cœur.

— J'ai dit intuition, vous préférez imagination ?

Qu'importe !... Ah !... docteur, cette imagination-là est l'œil de l'âme ! Par elle, l'humanité a le secret de son destin, que vous autres, vous chercherez toujours. Ce secret n'est qu'en Dieu. Non pas le Dieu métaphysique envers lequel la philosophie se tient quitte, après qu'elle en a reconnu l'existence ! Non, non, mais bien le Dieu fait Homme, l'Ami céleste à l'épaule duquel appuie sa tête celui qui souffre et pleure !

— Certainement, dit le docteur en se levant pour prendre congé, que le dieu des métaphysiciens est une bien vaine superfétation !

— Mais, docteur, fit le prêtre, se levant aussi, ce Dieu vivant, Père des hommes, qui nous a faits à son image — admirez la sublime simplicité de cette expression si claire ! — ce Dieu, ô mon frère ! ne voulez-vous donc pas qu'il soit le vôtre ?

Cela ne se peut pas : Je n'ai pas la foi.

— Je prierai pour vous, répondit le prêtre.

Les deux hommes se quittèrent. Dans la pression de leurs mains ils mirent tous les deux quelque chose de plus qu'une vague sympathie.

V

Les entretiens du docteur Prioux et du recteur Deloche étaient devenus de plus en plus fréquents. Tantôt ils se faisaient l'un chez l'autre de longues visites, tantôt on les voyait suivre ensemble les routes qui mènent aux sites remarquables, quelquefois par la grâce, mais plus souvent par une sévère beauté, si nombreux aux environs de L...

Le recteur s'enchantait de tout. Ici, un profond chemin creux, bordé d'une haute haie épaisse avec çà et là, un chêne patriarche au tronc évidé par les siècles, coupait à travers champs et conduisait à une vallée où coule au pied d'une colline, dans un décor bucolique, l'eau claire d'une rivière qu'on franchit sur une souche glissante. Là, très haute sur l'horizon, une lande brune, tâchée du jaune éclatant de ses genêts et du violet de ses bruyères, s'enlevait dans une vigueur de ton qui violentait le bleu vide de l'été, ou bien mariait aux nuées d'orage appesanties sur elle le rude accent de sa hauteur solitaire. Ailleurs, c'était un calvaire tragique, avec le gauche, mais expressif archaïsme de ses proportions et de ses lignes, seul dans le grand espace dévasté d'un sol granitique que de grosses roches bossuent.

(*A suivre*).

EUGÈNE HOLLANDE.

SOUVENIRS DE THÉATRE

—

LE THÉATRE APRÈS LA GUERRE DE 1870

Dans le temps même que se déroulaient les hostilités, comme on se préoccupait spéculativement de l'avenir — car, enfin, la paix, si longue qu'elle fût à se dessiner, viendrait quelque jour — cette question, sans doute moins importante que d'autres, fut posée : quelle influence la guerre aurait-elle sur le théâtre ? Nombre de personnalités notoires, ne voulant pas affliger l'enquêteur par leur silence, prirent part à la consultation demandée, mais il apparaît qu'elles ne firent que de prudentes réponses, ne les engageant pas beaucoup, car il était, en effet, malaisé d'émettre des oracles certains. Les plus hardis se bornèrent à avancer que la répercussion des formidables événements accomplis sur les œuvres dramatiques ne se produirait qu'assez lentement.

C'est qu'il y avait l'exemple de la guerre de 1870, qui n'avait pas semblé modifier bien largement l'inspiration des auteurs. La saison 1871-72 ne différa pas sensiblement de la saison qui avait été terminée par la terrible secousse du pays.

La guerre qui venait de nous coûter si cher, chargeant de menaces les temps futurs, ne fut d'abord évoquée — avec l'autorisation d'une censure relevant du gouvernement militaire de Paris — que par des pièces en un acte, comme *Fais ce que dois*, de François Coppée. Elle eut en 1873 un reflet dans diverses *Jeanne d'Arc*, dont celle de Jules Barbier, et dans *Libres !* un drame de Goudinet, frémissant, sous la couleur d'une autre époque et d'un autre pays, des gloires et malheurs de la France. En cette même année, en décembre, ce fut d'une façon assez inopinée, une revue, jouée au Théâtre s'appelant alors le Château-d'Eau, qui présenta un tableau direct, celui de la libération du territoire dans une petite ville lorraine. Etait-il bien à sa place au milieu de bouffonneries, mais je me souviens bien de l'impression qu'il causa, et qui emporta les objections d'une sorte de pudeur. La scène était vide : on entendait le bruit d'une troupe en marche ; les fifres allemands s'éloignaient. Soudain, les habitants se montraient, pavoisaient en hâte leurs maisons, manifestaient leur allégresse ; puis une musique française, se rapprochant peu à peu, jetait ses vibrantes fanfares et un régiment de ligne défilait sous les fleurs et au milieu des ovations.

Quelques jours plus tard, c'était une pièce qui faisait de la guerre un ressort, *Jean de Thommeray* d'Emile Augier et Jules Sandeau. La guerre con-

vertissant un viveur dévoyé, lui rendant une conscience, et, au dernier acte, tandis que, sur un plan de Paris, passait un bataillon de mobiles bretons, on voyait Jean de Thommeray demander au commandant, son père, un fusil. — Qui êtes-vous ? demandait durement le commandant à son fils, qu'il avait renié. — Un homme qui a mal vécu et qui veut bien mourir.

En décembre 1874, une autre pièce, d'ailleurs assez bizarrement conçue, qui avait la guerre comme fond de tableau, *Une Famille en* 1870-71, de M. Cournier.

Il fallut attendre jusqu'en février 1875 l'œuvre qui eut véritablement son inspiration de la guerre, la *Fille de Roland*, d'Henri de Bornier.

...Durandal des Païens fut captive là-bas
Mais le sort différent laisse l'honneur égal
Et la France, attendant quelque chance meilleure,
Aime du même amour Joyeuse et Durandal.

L'enseignement du passé montre donc qu'il était assez sage de ne pas fabler sur une rénovation du théâtre, du fait de la guerre, bien que nous ayons eu déjà une œuvre belle et forte, l'*Elévation*, de M. Henry Bernstein.

Je n'étais qu'un adolescent, au lendemain de la guerre de 70-71. Mais je dus à une circonstance heureuse d'aller beaucoup au théâtre, dans la période qui la suivit immédiatement.

Ma famille était venue demeurer rue de Buci, non loin de cet Odéon auquel la destinée devait me faire donner dix années de ma vie, dix années bien remplies — la plus longue direction, entre parenthèses, de ce théâtre. Au numéro 10 de la rue de Buci, habitait déjà depuis quelque temps le merveilleux poète et l'homme d'une bonté délicieuse que fut Théodore de Banville, alors critique dramatique du *National*. Le petit externe du lycée Saint-Louis que j'étais, apprit avec émotion cet illustre voisinage. Avec quelles ruses je m'ingéniai à me trouver sur le passage du maître, qui occupait le troisième étage, tandis que nous étions logés au second ! Il eut l'indulgence de s'amuser de mon manège, qui traduisait ma dévotion à son égard. Il faut dire que, en ce temps lointain, les tout jeunes gens avaient encore, pour les illustrations littéraires, un respect et une admiration qui ne se rencontrent peut-être plus aujourd'hui au même point. Quand Théodore de Banville voulut bien m'adresser la parole, je fus si troublé que je perdis tout à fait contenance. Je n'oublierai jamais cette minute. Je rentrai chez moi fou d'orgueil en disant aux miens : — « J'ai causé avec *lui !* »

Il me semble que je ne dirai jamais assez cette bonté de l'auteur des *Odes funambulesques*. Il me fit la grâce de m'accueillir chez lui : il lut même de mes vers d'écolier ! Peu à peu, il me témoigna un intérêt bienveillant qui m'inspirait une reconnaissance enthousiaste. Il était de santé délicate, cette année-là, se ressentant encore des épreuves du Siège, et il lui arrivait de ne pouvoir sortir le soir. C'est ainsi que, souvent, il me donnait son « service » de premières représentations, dont je n'étais pas peu fier; si j'avais à veiller au retour du théâtre, pour être quitte avec mes obligations de rhétoricien. En cette saison, par la munificence de Théodore de Banville, qui, bien qu'il m'octroyât ses places, ne se renseignait pas moins consciencieusement pour écrire ses éblouissants feuilletons, je vis donc jouer un certain nombre des pièces données sur les grands et les petits théâtres. J'étais alors trop impressionné par cette sorte d'assiduité aux premières, insigne honneur pour un lycéen, pour n'avoir pas gardé, en dépit de tant d'années écoulées, la mémoire assez nette de quelques-uns des ouvrages représentés. Au demeurant, plusieurs d'entre eux ont survécu.

Cette saison fut brillante. A la vérité, les pièces que l'on donna étaient celles qui, sans une interruption tragique, eussent été offertes un an auparavant. Il y a, après les grands bouleversements (comme on peut le constater aujourd'hui) une frénésie de théâtre. Elle s'était alors manifestée avec tant de hâte que le Gymnase avait fait sa réouverture le 3 juin 1871 — dans la semaine qui suivit celle qu'on a nommée la « semaine sanglante ». Les ruines fumaient encore : on n'avait pas eu le temps de réparer les boulevards et les rues où s'élevaient des barricades : une âcre odeur de sang remplissait la ville, et il se trouvait assez de spectateurs pour fournir une recette honorable !

Mais ce fut à partir du mois d'octobre que se produisirent les ouvrages nouveaux, devant la critique dont les chefs de file étaient, après les deux vétérans, Jules Janin et Théophile Gautier (celui-ci passé à la *Gazette de Paris*), Monselet, Paul de Saint-Victor, Sarcey, de Bieville, Jules Claretie, Paul Foucher, Henry de Pène, Barbey d'Aurevilly, A. Vitré, La Pommeraye, Banville, etc...

Parmi les ouvrages qui sont restés, il y eut la *Visite de Noces* et la *Princesse Georges*, que Dumas fils fit représenter au Gymnase, avec Aimée Desclée comme interprète ; les *Erynnies*, de Leconte de Lisle, œuvre presque classique, présentement, et qui parut alors barbare ; l'*Arlésienne*, qui fut plus que fraîchement accueillie au Vaudeville, ne réparant pas un autre échec, moins in-

juste, d'Alphonse Daudet à l'Ambigu, *Lise Tavernier*. Les « premières » importantes, ce furent *Christiane*, de Gondinet ; *Mademoiselle Aïssé*, de Louis Bouilhet qui était mort depuis peu, le grand ami de Flaubert ; *Hélène*, d'Édouard Pailleron, qui donna aussi un joli acte, dont la fortune fut merveilleuse, l'*Autre motif* ; l'*Article 47*, un solide drame d'Adolphe Belot ; l'*Ennemie*, pièce assez oubliée de Labiche ; le *Rabagas*, de Sardou, qui fut une bataille ; le *Centenaire*, de d'Ennery ; la *Gueule du loup*, de Léon Laya, l'auteur du *Duc Job*. Meilhac et Halévy reparaissaient avec deux comédies en un acte, les *Sonnettes* et *Madame attend Monsieur*. En somme, les auteurs les plus accrédités reprenaient leur place ; de jeunes auteurs, comme Touroude et Parodi donnaient des promesses qui ne purent être complètement tenues. André Theuriet débutait au théâtre avec *Jean-Marie* ; François Coppée n'offrait pas, avec le *Rendez-Vous*, un pendant au *Passant*. On attendait beaucoup d'un comédien-auteur, Georges Richard, dont le succès qu'il obtint, à la Comédie-Française, avec les *Enfants*, ne se renouvela pourtant pas.

Le public ne laissait pas que d'être passionné. Il semble qu'il l'était plus qu'il ne l'est aujourd'hui. On voyait aussi des allusions politiques là même où il n'y en avait pas, comme dans *Daniel Manin* dont la scène était à Venise, mais qu'une partie du public transportait aventureusement, par la pensée, aux conseils de guerre de Versailles.

A ce moment, il y avait trois vieux acteurs, à la fin de leur carrière, qui s'était déroulée éclatante, mais ils luttaient vainement contre le poids de l'âge. J'ai gardé d'eux un souvenir assez net.

L'un, c'était Frédérick Lemaître. Il devait avoir un peu plus tard, de magnifiques obsèques, où Victor Hugo prit la parole, disant que ce mort avait été « le comédien suprême », et rappelant ses triomphes, « tous les triomphes possibles dans son art et dans son temps ». Mais la fin de sa vie avait été douloureuse. C'était l'ingratitude des auteurs et de la foule, c'était le demi-oubli, et c'était la pauvreté. Frédérick ne jouait plus que où il pouvait, ne faisant que de brèves réapparitions sur la scène, et dans de faibles drames, comme le *Portier du N° 15*.

Il était las, usé ; il n'avait plus de dents. Cependant, il avait soudain des éclairs, rappelant le puissant artiste qu'il avait été. Il retrouvait un geste magnifique, il donnait à son masque une émotion profonde. S'il n'était plus que le fantôme de lui-même ceux qui ne l'avaient pas connu en pleine gloire s'expliquaient l'action qu'il avait exercée. Le lion se réveillait en lui. A le voir et à l'entendre (quand on l'entendait) on n'éprouvait que de la tristesse de cet écroulement d'une force merveilleuse, mais jamais il n'apprêta à un irrespectueux sourire. Il demeurait un combattant, le vétéran d'une époque disparue, conservant sa vaillance. Puis on savait sa détresse. Par une dernière ironie, il mourut avant qu'ait eu lieu la représentation organisée à son bénéfice, qui eût assuré la tranquillité de ses derniers jours.

Il n'en allait pas de même de Laferrière qui, il y avait longtemps, avait été un séduisant jeune premier, un des interprètes préférés d'Alexandre Dumas. Se refusant, bien que septuagénaire, à jouer des rôles marqués, il s'obstinait dans des reprises de ses anciens succès, en de petits théâtres, car les autres ne le demandaient plus. Je le vis ainsi à Cluny, dans le *Pauvre idiot*, cet étrange travestissement dramatique de l'authentique histoire de Gaspard Hauser. Il se flattait d'une éternelle jeunesse, et il faisait l'effet d'une vieille coquette. Il n'offrait plus qu'un spectacle pénible. D'ailleurs, s'il avait été brillant, en sa belle période, attestant les dons les plus heureux, il n'avait pas eu, comme un Frédérick, l'étincelle, le coup de génie.

Le troisième fantôme d'un autre temps, c'était Déjazet. En 71-72, elle vagabondait en province, où elle connaissait bien des déboires. Une fois, la recette d'une représentation à son bénéfice ne dépassait pas 220 francs ! Et il y avait deux cents francs de frais ! Déjazet revint un peu plus tard à Paris. Hélas, quelle vision m'est restée des soirées où, à soixante quinze ans, elle jouait, au Vaudeville, la *Douairière de Brionne*, en travesti Louis XV ! Ce n'était qu'une pauvre petite ombre falote, si menue, si menue, en effet, d'où s'échappait un aigrelet filet de voix. La jeunesse du rôle et la vieillesse de l'artiste formaient un contraste pénible. On s'était occupé de celle qui avait charmé des générations, mais elle avait, avec une généreuse imprudence, assumé tant de charges qu'il était bien difficile de la mettre à l'abri du besoin. Après ses représentations de retraite, elle continuait à reparaître sur la scène. La nécessité l'y poussait, mais, si âgée, elle ne pouvait se passer du contact avec le public, voulant s'abuser sur de derniers applaudissements de politesse — ou de pitié.

Telle est, en de grandes lignes, une esquisse de la reprise de la vie théâtrale après la guerre de 1870. Comme la nature, l'art dramatique ne fait pas de sauts. C'est assez lentement qu'il reçoit — quand il la reçoit — la leçon des grandes crises. Les spectacles gais, composés de pièces qu'il est inutile de tirer de leur oubli, abondèrent alors, par une réaction contre de poignantes émotions,

comme on les voit se multiplier aujourd'hui, particulièrement sous la forme élastique des revues, dont on abuse et dont on se lassera.

Mais il est permis de supposer que des esprits sérieux se sont pénétrés des problèmes soulevés par la phase critique qu'a traversée le monde. Il n'est pas nécessaire que la guerre soit évoquée matériellement à la scène pour qu'elle ait inspiré une œuvre de robuste pensée, et vraiment de son temps, en synthétisant les aspirations et les frémissements. Attendons-là !

PAUL GINISTY.

L'IMMORTELLE MÊLÉE

L'ÉPOPÉE MILITAIRE BELGE (1)

Au Palais de Bruxelles, dans la nuit du 2 au 3 août 1914, à une heure du matin, s'acheva la délibération qui, acceptant la guerre, vouait l'honneur de la Belgique à l'immortalité (1).

Tandis que les ministres se levaient, le Roi dit, comme se parlant à lui-même :

— Si nous avions eu la faiblesse de céder, demain, dans les rues de Bruxelles, le peuple nous eût pendus.

Qui, Bruxelles, ville paisible et magnifique, qui, délicieusement, venait de vivre sa dernière journée de paix, — un beau dimanche d'azur, de fleurs et de musique, — se fût réveillé furieux, défiguré, en apprenant la lâcheté dernière. Destin tragique semblable au destin des martyrs : il n'y avait de choix qu'entre le sacrifice et la honte, entre le sang et la fange...

A la vérité, personne, au Conseil, n'avait même été effleuré par la monstrueuse tentation de céder. Seule une voix s'était élevée pour exprimer l'avis qu'une négociation pourrait peut-être écarter de notre front la couronne d'épines. Mais un silence d'absolu scepticisme répondit à cette voix, et cette voix se tut.

La délibération, commencée à 9 heures et demie, s'était donc prolongée pendant trois heures et demie. Elle avait été consacrée presque tout entière à l'examen des décisions à prendre sous le coup d'une si terrible fatalité. Bien que tant de parlementaires fussent réunis là, trève avait été faite aux discours. Il y eut cependant quelqu'un qui, ne pouvant contenir une sainte indignation, exhala celle-ci avec d'autant plus d'éclat qu'au cours de sa vie publique, il lui était advenu d'être reçu et flatté par le Kaiser et par d'autres hauts personnages de l'Empire allemand. Deux vieillards, le vicomte de Lantsheere, ministre d'Etat et gouverneur de la Banque Nationale, et le comte Greindl, ministre d'Etat, trouvèrent la force, malgré leurs infirmités, de soutenir toutes les fatigues de cette nuit pathétique.

Lorsque les cinq ministres, chargés de rédiger la réponse à l'ultimatum allemand, reprirent séance, l'aube pâlissait déjà les hautes croisées. Le Conseil approuva les termes de la réponse : puis il entendit trois généraux, convoqués à titre consultatif. C'étaient le général de Selliers de Moranville, chef d'état-major général, le général de Ryckel, sous-chef d'état-major général, et le général Hanoteau, inspecteur général de l'artillerie et aide de camp du Roi. Il s'agissait, maintenant que le sort en était jeté, de déterminer l'emploi que l'on ferait de nos faibles forces.

La parturition de ce plan fut douloureuse. Il se trouva là quelqu'un pour vanter le principe de l'offensive et pour tenir ce langage :

— Notre armée est mobilisée avant toute autre. Sa concentration peut-être pour ainsi dire instantanée. Tirons parti de notre avance sur la concentration allemande et menons l'attaque en masse. Si peu que nous pénétrions en Allemagne, nous y bousculerons les premiers rassemblements de l'ennemi et nous inquiéterons toute sa mobilisation dans le pays rhénan.

Celui qui parla ainsi eut même, à certain moment, un geste significatif. Maniant son crayon comme une épée, il en frappa le vide : « Nous les piquerons ! » s'écria-t-il.

Cet avis ne fut-il point cependant exprimé avec assez de chaleur ou n'y vit-on qu'un hommage platonique rendu à la doctrine de l'Ecole pour qui l'offensive était un dogme ? Toujours est-il qu'il ne prévalut pas. Des raisons politiques et militaires furent mises à la traverse de cet aventureux projet et on parut d'accord pour estimer que Liège et Namur devaient être défendus et qu'on attendrait les évènements et le concours des Alliés en se retranchant dans Anvers avec le gros de l'armée de campagne (1).

Mais, au ministère de la Guerre, se tint une nouvelle délibération. Que le résultat de la première ne dût point être du goût de tous, qui en pourrait douter ? Aussitôt connu, il souleva la tempête. Quel spectacle fut surtout celui d'officiers jeunes et ardents donnant libre cours à leur patriotique angoisse ! L'un leva les bras au ciel, l'autre

(1) Extrait de l'ouvrage qui va paraître sous ce titre, chez Perrin et Cie.

pleura de désespoir ; un autre encore ne put contenir les élans de son courroux.

L'un d'eux, s'emparant d'une feuille blanche y crayonna un ordre de bataille qui portait l'armée de campagne à Tongres, sur la route de Liège à Anvers, prête à recueillir ou à soutenir la division du général Leman, suivant la fortune du premier choc, prête aussi à fondre sur l'ennemi franchissant la Meuse au gué de Lixhe ou à Maëstricht, barrant les chaussées d'Anvers et de Bruxelles et conservant assez de liberté d'allures soit pour prendre l'offensive en masse, soit encore pour se porter à la rencontre des Alliés, soit enfin pour battre en retraite en disputant le terrain. On ne sait si l'auteur de cet ordre de bataille déclara que, du moment où sacrifice était fait à cette divinité exigeante qu'est la « guerre de mouvement », il importait de ne pas s'ankyloser dans une position d'observation, qu'il fallait se concentrer et non point s'égrener et qu'en voulant trop couvrir on courait risque de ne pas couvrir grand chose : que d'ailleurs, la « guerre de mouvement » était la seule qui nous convînt puisqu'aussi bien la faiblesse de nos effectifs et la pénurie de notre matériel nous interdisaient de pratiquer une efficace « guerre de tranchées » sur tout le front de bandière de la Meuse, fut-ce même du gué de Lixhe à Dinant.

L'auteur de cet ordre de bataille ne fut point entendu.

Apparemment, quelqu'un dut faire observer que la gauche de notre armée serait bien en l'air, puisque Maëstricht n'était point en nos mains et que cette place était à la merci d'un simple « hurrah » de cavaliers allemands, si elle n'avait point un énergique gouverneur et une solide garnison. L'Allemagne, attaquant la Belgique qu'elle avait juré de respecter, n'hésiterait point, le cas échéant, à pénétrer sur la langue de terre du Limbourg dit hollandais si telle était la condition de la réussite de son plan de guerre ; Berlin n'avait point, en effet, signé de promesses à La Haye et on n'ignorait point au grand état-major prussien que l'armée des Pays-Bas, assez dépourvue de tout, ne pourrait que chercher asile, bien loin au nord, derrière la Waterlinie.

Y eut-il une voix pour rappeler les idées de feu le général de t'Serclaes qui avait autrefois vanté les mérites d'une offensive sur la base Ourthe-Meuse ? Nous ne le croyons pas.

Et l'on finit par se rallier à un ordre de bataille plaçant l'armée de campagne en position d'observation sur la Gette, à mi-chemin entre Liège et Anvers, — hypothèse classique souvent étudiée avant la guerre. Sur cette position, l'armée de campagne devait couvrir la capitale, rester en liaison avec sa base d'Anvers et attendre la jonction si ardemment espérée avec les forces françaises et britanniques. C'était un compromis.

Cet exposé ne serait point complet si certaine suggestion qui fut faite *in extremis*, était passée sous silence. D'après cette suggestion l'armée aurait délibérément été attendre sur la Dyle ou même sur la Dendre l'entrée en ligne des armées alliées de façon à se lier étroitement à celles-ci. Anvers eût été abandonnée à son sort, la capitale n'eut point été couverte, mais on eût fait une guerre de « grand style ».

Nul n'eut le courage de pratiquer cette « opération césarienne » qui eût ouvert à vif le pays et on décida donc de s'en aller sur la Gette.

*
* *

Si l'atroce perfidie de l'Allemagne ne put faire chanceler le gouvernement belge et l'état-major, que dire du peuple ? Aucun peuple à aucune époque n'eut attitude plus virile que le peuple belge pendant ces journées de surprise tragique. A l'épouvante de l'ultimatum succéda bientôt une implacable résolution. On vit cette merveille : tout un peuple d'honnêtes gens, — à une époque d' « égoïsme sacré » et de « matérialisme historique ». — réalisant ce paradoxe d'une lutte mortelle et inégale acceptée sans hésitation et sans condition pour l'honneur d'une signature. Ce peuple d'Épicuriens se métamorphosa en Stoïciens avant même que le coq rouge de la guerre eût chanté. Bruxelles, malgré qu'il eût le cœur déchiré et frémissant, se para comme pour une fête et il n'y eut pas assez de calicot et d'étamine dans les magasins pour confectionner tous les drapeaux que commandait une clientèle avide de témoigner par un signe sensible et public les sentiments nouveaux, confus et sublimes qui bouillonnaient en elle.

Le sens national est, dans son acception pure, la splendeur du sens patriotique. Le sens national est idée et volonté : le sens patriotique n'est que sentiment, — ce sentiment mystérieux et collectif des peuples qui, chez les individus, s'appelle l'instinct de la conservation. Encore, en Belgique, dans l'engourdissement d'une paix que la plupart s'imaginaient devoir être éternelle, ce sentiment ne vivait-il guère qu'à l'état instinctif. Mais, parce que ce n'était qu'un instinct, sa manifestation n'en fut que plus expansive. Quel pays de vieille tradition nationale a jamais donné au monde le spectacle offert par la Belgique depuis l'ultimatum du 2 août?

Ce ne fut pas la Prusse de 1806 dont l'empressement servile écœurait Napoléon. Ce ne fut pas même la France occupée de 1870 qui puisa, dans son patriotisme réfléchi, la force de se résigner silencieusement à son sort. Le patriotisme belge fut une force jeune et fraîche ; elle se déploya tout entière, dans la joie et la surprise de se découvrir, de vivre et de s'exercer, malgré l'amertume du jour qui la vit naître.

Éclatante revanche de l'incompressible instinct national sur les fictions soporifiques de la neutralité et les mensonges intéressés de l'électoralisme qui avaient fait de Belges le peuple le plus « antimilitariste » de l'Europe. On avait eu beau l'oindre d'huiles embaumées et l'entourer de bandelettes : la momie ressuscitait.

Et, cependant, à l'heure même où s'entr'ouvrait l'abîme, on s'employait encore à anesthésier l'énergie nationale de ce peuple admirable, si bien qu'on a pu dire que la Belgique était beaucoup mieux armée pour les tournois électoraux que pour une grande guerre.

Le 14 juillet 1914, un journal, très répandu en Belgique, publiait à Bruxelles un article où l'on pouvait lire que « la défiance à l'égard de Guillaume II, ce parfait honnête homme, était aussi maladroite que la persistance mise par trop de nos hommes publics à soutenir que la Belgique a des obligations militaires ». Ce même jour, en Angleterre, un homme politique belge, qui pouvait dire que le soleil ne se couchait jamais sur les nations où sa voix trouvait de l'écho, visitait, dans un arsenal, un dreadnought en construction et déclarait : « Pourquoi tout ce génie prodigué, tout ce travail, toute cette dépense ? La guerre n'est-elle pas une monstruosité dont nous ne serons plus les témoins ? »

Vers le même temps, un député de la Flandre avait dû aller prendre du repos pour chasser ses humeurs, tant la récente campagne électorale lui avait vicié le sang. Rencontrant au bord d'un lac italien un membre éminent de l'opposition, il ne se cacha pas pour maudire le résultat des élections de mai qui avaient privé la majorité de deux sièges dans le Limbour. Il attribua cet échec à la récente loi militaire et, conspirateur bavard, il annonça que 35 députés de droite étaient décidés à faire mordre la poussière au gouvernement dès la session de novembre. « C'en est fini, déclare-t-il, de ces coûteuses folies militaristes ! »

On croyait à la paix comme on croit au bon Dieu.

L'idée de la guerre étant en Belgique toujours absente, l'armée et les soldats y apparaissaient à la masse du peuple comme aussi somptuaires que le seraient les prêtres et la religion à un peuple chez qui l'idée de la mort serait abolie. Pour avoir la foi religieuse, il faut avoir la préoccupation de l'au delà ; pour avoir la foi nationale, il faut croire à la guerre. Dans ce sens, l'église ne se conçoit pas sans le tombeau ; la nation sans la guerre.

Comment ce peuple aurait-il cru à la guerre, alors que ses « pasteurs d'hommes » n'y croyaient pas ou n'y voulaient pas croire ? En 1901, une commission mixte, formée de parlementaires et de généraux, fut solennellement instituée pour étudier le problème de la défense du pays. Comme l'un de ses membres militaires avait eu l'audace grande d'envisager comme possible la violation des frontières, quatre membres civils de cette commission, pris d'une vertueuse indignation, déchirèrent leurs vêtements et se retirèrent en protestant bien haut « parce qu'on osait mettre en doute la foi due aux traités ». Une loi militaire nouvelle et détestable étant sortie des délibérations de cette commission, un des quatre dissidents fut le rapporteur de cette loi. En tête de son rapport on put lire que « l'armée belge se caractérise par le fait qu'elle est destinée à ne se point battre ». L'esprit et le texte de cette législation furent au diapason de cette étrange doctrine. L'armée fut faite non pour la guerre mais pour la paix. La durée du temps de service fut réduite considérablement et le recrutement, basé sur le volontariat, fit considérer désormais le service militaire comme une convention de louage conclue entre le citoyen et l'État moyennant salaire. Toute l'institution militaire fut énervée : les officiers se découragèrent : les cadres subalternes s'altérèrent : les casernes se dépeuplèrent : faute de soldats, on fit de l'exercice « à la ficelle ». Ce beau régime dura sept ans. En 1909, un antidote énergique fut administré : le tirage au sort et le remplacement à prix d'argent disparurent et on demanda à chaque famille l'un de ses fils. Enfin, en 1913, on décréta le principe du service général : sur 65.000 conscrits, on en leva 33.000. Cependant l'armée ne faisait que se relever de sa longue maladie au moment où la guerre la surprit en flagrant délit de réorganisation.

Pour le plus grand nombre, jusqu'au jour de la catastrophe, la menace de la guerre ne fut qu'un croquemitaine. En octobre 1912, lorsque la Chambre se réunit en comité secret pour entendre le Chef du Cabinet exposer les périls que courait la Belgique et qui exigeaient de celle-ci un nouvel effort militaire, on put assister dans l'antichambre de la tribune de la presse à la scène que voici : A peine

le comité secret s'achevait-il que trois députés, représentant chacun l'un des grands partis — trinité sainte du scepticisme et de l'ironie — accoururent et, tandis que les journalistes, avides de nouvelles, les pressaient, ils se répandirent en rires, en exclamations et en plaisanteries : « Un comité secret, pour nous dire ça : c'est trop drôle ! » Et le plus emperruqué des trois ajouta, méprisant : « La guerre !.. Non, mais il y a encore des gens qui croient à la guerre ».

Malgré donc que l'Europe s'armât, qu'à Berlin les officiers allassent, en quelque sorte, aiguiser leurs sabres sur le perron de l'ambasade de France comme l'avaient réellement fait leurs ancêtres en 1806, malgré que la guerre économique fut le prélude certain de la guerre des armes, malgré que l'Allemagne multipliât, en bordure de la lisière liégeoise et luxembourgeoise, les voies ferrées, les quais de débarquement, les camps, malgré la grande leçon de 1870, malgré les adjurations de ses rois et de quelques-uns de ses plus illustres citoyens, malgré que, chaque jour, le ciel à l'horizon, s'empourprât davantage, la Belgique voguait dans le bleu.

*
* *

On n'avait même pas compris grand'chose à ce que le roi Carol avait improprement appelé le « miracle de 1870 ».

« miracle de 1870 ».

A dire vrai, en 1870, aucun miracle ne s'était accompli en notre faveur. Seule notre force militaire, réelle ou présumée, nous avait gardés de l'invasion. Quant à notre neutralité, à ses parchemins, à ses seings, contreseings et sceaux, elle avait moins pesé qu'un pois chiche dans les balances des états-majors belligérants. Cette grande leçon avait été perdue.

Elle avait cependant été précise et sévère.

L'avant-veille de Sedan, le 30 août 1870, l'armée du maréchal de Mac-Mahon, arrêtée dans sa marche téméraire du camp de Châlons vers Metz, reflue et cherche un refuge précaire sur la rive droite de la Meuse. Elle bat en retraite vers l'Ouest. Sa situation est pleine de péril. Elle n'a devant elle qu'un étroit défilé entre la forêt d'Ardenne et le fleuve. L'état-major français envisage donc l'éventualité d'un franchissement momentané de la frontière belge. *Salus agminis suprema lex.* Mais le général Lebrun assiste à la délibération en sa qualité de commandant du 12e corps. Il fait à ce projet une objection capitale. Franchir la frontière, c'est se mettre 4 divisions belges, munies d'une bonne artillerie, sur les bras. Or, l'armée française ne représentait plus, à ce moment, que la valeur de 10 à 11 divisions, soit environ 100.000 hommes. Le général Lebrun parlait avec autorité : l'Empereur l'avait envoyé en Belgique, l'année précédente, pour s'y rendre compte des mérites de l'armée : il avait vu manœuvrer les troupes et évoluer les batteries Krupp au camp de Béverloo, et il ne les tenait point pour négligeables. Son avis prévalut. La Belgique échappait à la guerre. Von Moltke, prévoyant que, dans un coup de désespoir, son adversaire se jetterait en Belgique, avait, en effet, prescrit de l'y suivre « sans attendre de nouveaux ordres ».

Sans donc qu'il y eût de la part d'un des Etats belligérants dessein criminel, la Belgique avait, en 1870, côtoyé l'abîme. Pourtant notre établissement militaire était à cette époque, toutes proportions gardées, notablement plus puissant qu'il ne le fut en 1914. Dès le 25 juillet 1870, nous avions sous les drapeaux 80.754 rationnaires et, le 1er septembre, l'armée de campagne, formée de l'armée d'observation du général Chazal et de l'armée mobile d'Anvers du général Eenens, comptait environ 70.000 hommes. Or, pendant la première période de la guerre de 1870, l'armée française de campagne ne mit en ligne que 250.000 hommes et l'armée allemande de campagne que 500.000 hommes.

En 1914, l'armée belge de campagne compta un peu plus de 100.000 hommes ; mais l'armée française de première ligne s'élevait au début d'août à plus d'un million d'hommes et l'armée allemande de première ligne, dès la déclaration de guerre, à plus d'un million et demi d'hommes.

Un tableau rendra ces chiffres plus saisissants :

	1870	1914
Allemands	500.000	1.500.000
Français	250.000	1.000.000
Belges	70.000	100.000

Si les proportions de 1870 avaient été respectées en 1914, l'armée belge eût dû compter, au regard de l'armée allemande, plus de 213.000 hommes de troupe de campagne.

Mais, à la vérité, c'est au regard de l'armée française que les proportions eussent dû être respectées puisqu'en 1870, les modes de recrutement de l'armée belge et de l'armée française étaient analogues (contingent, tirage au sort et remplacement). A ce compte, la force de l'armée belge de campagne en 1914 eût dû être de 250.000 hommes.

Il n'y avait donc point eu l'ombre d'un « miracle » dans le respect de nos frontières en 1870. Ce respect n'avait été inspiré que par la crainte :

10 faibles divisions françaises, à qui 15 fortes divisions allemandes dominaient la chasse, avaient craint de se heurter à 4 divisions belges.

En 1870, l'armée française aux abois ne se réfugia pas sur notre territoire parce qu'elle craignait que l'armée belge ne fût capable de la faire respecter.

En 1914, l'armée allemande, de propos cynique et délibéré, viola notre neutralité parce qu'elle était persuadée que l'armée belge n'esquisserait pas même un simulacre de défense.

Et dire que, depuis cette grande leçon de 1870, si peu ou si mal comprise, on n'avait cessé de dire et de répéter que la Belgique ne s'en pouvait remettre à son armée du soin de la protéger efficacement !

PAUL CROKART.

DE LA SOLITUDE ET DU SILENCE [1]

La mystique chrétienne, grâce à son incomparable sens psychologique, a résolu le problème d'une façon plus heureuse. A la place de l'amour propre, elle a mis l'amour divin : à la place de la société des hommes, elle a mis la société d'un Dieu : non d'un Dieu égoïste et redoutable, portant en lui, exaltées jusqu'à la monstruosité, toutes les passions humaines, même les plus basses comme Jupiter, Çiva, Wotan ou Jehovah, mais d'un Dieu en qui apparaît grandi et purifié ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, d'un Dieu qui ne demande d'autre offrande que l'amour. C'est ce Dieu que, sous une forme quasi tangible, le christianisme donne au solitaire pour modèle, pour maître et pour ami.

Jusqu'ici, l'agnostique nous avait paru trouver dans la solitude les mêmes bénéfices que le religieux. Bénéfice négatif par le renoncement, bénéfice positif par la vie austère, la communion avec la nature, l'existence scrupuleusement réglée, excluant l'intervention de la volonté personnelle : l'agnostique avait sa part égale à celle du mystique. Mais le mystique a de plus la société du Christ, et c'est l'élément vivant qui anime sa solitude. Qu'est-ce que l'agnostique pourra mettre à la place du Christ ? Lui dont le scepticisme ne sait plus donner forme et vie aux abstractions et qui est impuissant à évoquer par la magie de la foi la présence du compagnon divin marchant à ses côtés sur la route déserte, toujours prêt à le guider, à le soutenir et à le consoler.

(1) V. la *Revue Bleue*, n° du 19-26 avril 1919.

Le problème, nous l'avons dit, est un problème d'équivalence.

* * *

Il y a dans toute âme saine une aspiration irrésistible qui constitue, au même titre que l'amour propre, une caractéristique du psychisme humain, c'est l'aspiration vers la vérité, le besoin instinctif de connaître.

Dès que l'humanité a été capable de penser, elle a interrogé. Elle a interrogé les forces qu'elle sentait la dominer, elle a interrogé l'avenir, elle a interrogé par delà la tombe. Elle a voulu connaître le monde, son origine, son évolution : elle a voulu connaître sa propre destinée.

Dès que la conscience de l'enfant s'éveille, il veut qu'on lui apprenne le pourquoi et le comment des choses et il est déçu quand une de ses questions reste sans réponse. Plus tard, à l'école, c'est en exploitant sa curiosité que le maître l'instruit. Plus tard encore, devenu homme, il lui faut le pain de l'esprit comme le pain du corps. Il le trouve, suivant la sphère où il évolue, dans les universités, dans les voyages, dans les livres, dans les sociétés savantes, dans les revues spéciales, dans les périodiques de culture générale, dans les articles de vulgarisation des quotidiens, parfois dans une simple conversation. Tous les médecins ont remarqué, dans cet ordre d'idées, avec quel attention on les écoute, quand ils expliquent la genèse d'un symptôme ou l'action d'un médicament. Tous les voyageurs savent avec quel intérêt passionné on les interroge sur les pays qu'ils ont parcourus.

L'effort vers la connaissance, la recherche de la vérité apparaissent ainsi comme le culte primordial et éternel, dont les religions n'ont été que les premières modalités.

L'homme a cru d'abord la vérité révélée soit dans le passé et transmise par la tradition, soit dans le présent, par une intervention matérielle et sensible des dieux qu'il adorait.

Il a cru ensuite à une vérité intuitive, que l'âme perçoit d'une façon immédiate par la communion directe avec la divinité. C'est la vérité des mystiques, celle qui est identique à Dieu. « O Vérité-Dieu (*Veritas Deus*), dit l'Imitation. O Vérité-Dieu ! Fais-moi un avec toi dans l'embrasement d'un éternel amour ! »

Cette conception religieuse d'une vérité pouvant être atteinte par la révélation ou par l'intuition ne l'ayant pas satisfait, ou, du moins, ne l'ayant pas complètement satisfait, l'homme chercha une autre voie.

Il entrevit une vérité accessible par le jeu régulier des idées, ce qui un jour devait s'appeler la « raison pure », c'est-à-dire par une application méthodique de ses facultés logiques. Et là il avait vu juste, mais il ne pouvait atteindre par cette voie que la vérité abstraite, la vérité mathématique. Pour parvenir à la vérité concrète, à la vérité relative aux faits naturels, il fallait prendre un autre chemin.

L'homme se décida alors à recourir à l'observation et à l'expérimentation, tout en continuant à accepter une collaboration prudente de ses facultés logiques, de sa raison. Cette fois il était sur la bonne route — route semée d'obstacles qu'il fallait renverser un à un, mais route sûre et où il ne pouvait s'égarer.

Ainsi se dressa en face de la vérité religieuse la vérité scientifique. La religion et la science voulurent imposer chacune leur vérité. De là entre elles une âpre concurrence et une lutte sans merci qui dura des siècles.

Les contemplatifs se montrèrent particulièrement durs pour la curiosité et l'esprit scientifiques, où ils ne voyaient que vanité. « Chaque homme désire naturellement savoir. Mais que vaut la science sans la crainte de Dieu ? A coup sûr l'humble paysan qui sert Dieu est préférable au philosophe superbe qui le néglige et à l'œil sur le cours des astres.

« Que j'aie toute la science du monde et que je n'aie pas la charité, quel profit en tirerai-je devant Dieu qui me jugera sur mes œuvres ? Trève donc à tout désir excessif de savoir ; car il y a là une grande source de dissipation et de déception.

« Les savants sont bien aises d'être en vue et d'être appelés sages. Et pourtant que de choses dont la connaissance est de peu ou de rien à notre âme ! Et n'est-ce pas folie que de se passionner pour ce qui ne profite point au salut » (1).

On s'étonne et on s'attriste au premier abord que le grand esprit qu'était sans aucun doute l'auteur de l'Imitation ait prononcé ce réquisitoire implacable. On le comprend et on l'excuse, quand on réfléchit à ce qui, de son temps, portait le nom de science. Ce n'était pas la science positive de nos jours, qui, modestement, considère les faits, les analyse, les compare et les contrôle. Elle existait cependant, avec Roger Bacon, Pierre de Maricourt et quelques autres qui avaient devancé leur époque. Mais elle ne comptait pas. On l'ignorait. La science du XIIIe et du XIVe siècle, c'était la Scolastique, son credo aristotélicien, ses arguties, ses subtilités, ses disputes, ses classifications factices, sa fausse symétrie, construction à façade grandiose, intérieurement d'une lamentable pauvreté. C'est à cette science officielle — non à celle de Roger Bacon, sans doute inconnue de son auteur — que va le jugement dédaigneux de l'Imitation : « Que sert cette grande subtilité à discuter sur des choses cachées et obscures... A quoi bon nous tourmenter de questions sur les genres et les espèces ? » Jugement sévère certes, mais jugement motivé et que nous ne pouvons que sanctionner. — Le moine mystique a raison : cette science ne pouvait remplir le cœur de l'homme.

Mais les choses ont changé depuis le XIIIe siècle. Nous avons eu François Bacon, Newton, Lavoisier, Claude Bernard, Pasteur. Le frêle embryon de science qui paraissait à peine viable au moyen âge est devenu un arbre vigoureux, si solidement fixé au sol par des racines chaque jour plus nombreuses et plus puissantes qu'on ne songe plus à l'arracher. La religion elle-même a reconnu son droit à la vie. Il s'est établi entre la religion et la science un compromis : la science se réservant le domaine de la nature où, par un effort patient, elle découvre un à un les éléments de la vérité : la religion gardant pour elle le surnaturel, où l'on ne pénètre que par la porte de la foi. La science et la religion ne sont plus inconciliables et l'on voit de grands chrétiens qui sont aussi de grands savants.

* * *

Depuis que l'Imitation a été écrite, l'homme a acquis trois notions capitales : la première, c'est que la vérité intégrale et absolue, la vérité métaphysique, lui est à jamais interdite ; la seconde, c'est qu'elle ne lui est pas nécessaire et qu'il peut vivre sa vie morale, une vie haute et pleinement satisfaite, tout en se résignant à ignorer l'inconnaissable ; la troisième, c'est qu'il peut atteindre des vérités particulières, partielles, progressivement plus nombreuses et plus générales, qui lui permettent d'étendre chaque jour le champ de sa conscience intellectuelle et morale et d'approcher — sans l'atteindre — la vérité intégrale et absolue.

Il peut renoncer à la révélation et à l'intuition, à tous les cultes anciens. Avec la science il a réalisé le culte que demandait la Vérité — la Vérité Dieu —, un culte qui durera aussi longtemps qu'il y aura des hommes et que ces hommes auront une âme. L'autel élevé par l'homme moderne est peut-être plus modeste que ceux où sacrifiait l'homme

(1) Imitation, liv. I, chap. II.

religieux ; mais la flamme sacrée sera éternellement alimentée et ne s'éteindra jamais.

C'est vers cette flamme que le solitaire agnostique doit tourner son regard. Nous pouvons considérer comme résolu le problème que nous nous étions posé et auquel nous ramènent les considérations qui précèdent. Nous avons trouvé l'équivalent que nous cherchions. La science peut restituer à la conscience les facteurs de sensibilité et d'énergie que le renoncement paraissait avoir détruits. Elle peut remplir le vide laissé dans l'âme par le sacrifice de l'amour-propre, et elle peut le remplir aussi complètement que la religion. Elle est évocatrice au même titre que la foi et les émotions qu'elle fait naître sont aussi intenses, aussi fécondes et aussi pures.

Le solitaire agnostique ne sentira pas à ses côtés le compagnon divin vers qui le solitaire religieux pouvait à toute heure tourner ses regards et dont la voix lui révélait la vérité éternelle. Mais il communiera avec la nature, non plus dans la forme vague et purement sentimentale qui résulte de sa contemplation extérieure, mais dans la forme intellectuelle que permet la connaissance — même fragmentaire — des lois qui la régissent.

Parce qu'elle a commencé à nous livrer ses secrets, la nature n'est pas moins belle qu'aux temps où elle apparaissait impénétrable. Le croyant, en face du grain de blé qui, confié à la terre, donnera l'épi et avec l'épi le pain quotidien, voit à l'œuvre la puissance divine, adore sans chercher à comprendre et trouve dans son ignorance un élément de tranquillité, de reconnaissance et de confiance qui peut être la source d'un sentiment très doux. Mais l'émotion du naturaliste qui sait comment le grain a germé, comment la feuille a respiré, comment l'épi s'est nourri et a mûri, est plus forte, plus profonde et plus noble. L'inépuisable fécondité du sol n'a rien perdu de son caractère auguste, parce que la chimie nous a fait connaître, par les découvertes de Boussingault, Berthelot, Hellriegel et Wilfahrt, quelques-uns des processus qui lui permettent de récupérer les éléments de fertilité enlevés par la récolte. La nature n'est pas une idole qui, pour conserver sa majesté factice, a besoin de la pénombre. La nature est une divinité authentique qui veut être adorée au clair soleil de l'intelligence.

*
* *

Ainsi, à côté de la vie sociale dont s'accommode la généralité des hommes, à côté de la vie contemplative religieuse accessible aux seuls croyants, il y a place pour une vie contemplative scientifique à laquelle peut prétendre l'agnostique.

Objecterait-on que la science ne saurait être le lot que de quelques intelligences exceptionnelles ? L'objection ne serait pas valable. La science n'a pas seulement ses grands prêtres, mais aussi ses modestes desservants et la multitude de ses fidèles. Telle découverte de chimie a été l'aboutissant, le point de convergence d'analyses, d'essais et de contrôles auxquels ont coopéré une foule de travailleurs inconnus. Tel problème d'histoire n'a été résolu que grâce à l'examen d'un grand nombre de textes et la encore une phalange d'ouvriers laborieux a préparé la voie au génie. De même que Dieu accueillait dans la chapelle du couvent la prière du plus humble frère, pourvu qu'elle s'élevât d'un cœur sincère, de même la science agréera, dans le laboratoire ou la bibliothèque, l'effort de l'homme de bonne volonté qui, sans arrière pensée et de toute son application, voudra se consacrer au service de la vérité.

La science a des ressources infinies. Son domaine est si prodigieusement varié que chacun peut y découvrir le petit coin où il vivra heureux et travaillera utilement : sciences historiques, sciences de langage, chimie, physique, anatomie, physiologie, mathématiques, etc..., etc.... avec leurs subdivisions plus nombreuses à mesure que l'enrichissement des connaissances oblige à une spécialisation plus rigoureuse. On voudrait entrevoir dans le lointain de l'avenir une vie monastique où chaque ordre serait caractérisé par la science qui s'y trouverait cultivée. Il y aurait ainsi un ordre des historiens et un ordre des psychologues, un ordre des botanistes et un ordre des physiciens... Mais ici on se prend à sourire et on sent qu'il vaut mieux s'arrêter, car on ne sait trop si l'on pressent une réalité future ou si l'on est le jouet d'un mirage.

Arrêtons-nous donc.

Nous avons reconnu qu'il y a des hommes pour qui la vie sociale est une pénible épreuve. Qu'on les approuve ou qu'on les condamne, ils existent. L'élément naturel de ces hommes est la solitude. Et s'il est vrai que tout être humain a le droit de vivre conformément aux aspirations que la nature a mises en lui — quand cela est possible sans nuire à ses semblables —, ils ont droit à la solitude. Les générations religieuses du passé l'avaient compris et pour ces hommes elles avaient créé la vie contemplative. Nous avons vu que des éléments qui réalisent le bonheur de la vie contemplative, certains sont à la portée de l'agnostique et ont pour

lui la même valeur que pour le croyant : l'éloignement du monde, l'atténuation de l'amour-propre, le contact avec la nature, l'austérité et la régularité de la vie, et même l'autorité de la règle. Par contre il est un élément essentiel qui, par définition même, échappe à l'agnostique, c'est la communion avec le divin qui remplit le vide laissé par le renoncement, éclaire, anime et sanctifie la vie du solitaire religieux. Mais nous avons vu aussi que le solitaire agnostique peut trouver dans la communion avec la vérité par la science l'équivalent de cette union mystique. Ainsi nous est apparue une solitude vivante, bienfaisante et féconde, où l'agnostique goûtera la paix et l'émotion sainte que le religieux goûte dans l'isolement de son couvent.

Arrêtons-nous.

Il se peut que la vie contemplative agnostique que nous avons essayé de faire surgir du chaos des possibilités ne soit qu'un roman de plus imaginé autour de l'âme humaine. Il se peut que nous ayons rêvé. Ne le regrettons pas et ne nous en excusons pas. Il est légitime de corriger la réalité par le rêve.

J. Rogues de Fursac.

LES NOUVEAUX LIVRES

Maurice Bouchor. *Programmes de réunions civiques et familiales pour le temps de guerre et le temps de paix.* Textes choisis et commentés. Première série (Ministère de l'Instruction publique).

Les lectures populaires ne sont point en France une nouveauté; pendant la guerre, elles se sont multipliées. Notre enseignement public souhaite généraliser ce qui a été fait de bon un peu partout, et entreprend de mettre à la disposition des organisateurs des textes qu'ils pourront lire ou faire lire, et des commentaires dont ils s'inspireront, s'ils le jugent à propos.

Nul n'était mieux désigné que M. Maurice Bouchor pour réaliser ce programme ; il a écrit pour ce premier volume une préface remplie des plus utiles conseils, et où il faut louer un sens pédagogique aussi ferme que délicat, une connaissance remarquable de l'âme populaire et une entente particulière de ce qui convient aux réunions publiques.

Nos instituteurs, tout particulièrement, apprécieront ce recueil de textes empruntés aux meilleurs représentants de la pensée et de l'art français — et accompagnés de commentaires émouvants et simples. Voici de quoi intéresser, retenir, distraire en provoquant un effort intellectuel, pendant cinq réunions d'une heure, un public qui aimera ce mélange harmonieux de prose et de vers, de musique et de chant.

Gonzague Truc. *Le retour à la scolastique* (Bibliothèque internationale de critique : la Renaissance du Livre).

Verrons-nous un retour à la scolastique ? M. Gonzague Truc l'affirme, avec un luxe de raisons, d'analyses et d'exemples impressionnant.

« Nulle philosophie n'a connu, mieux que la scolastique, la plénitude des triomphes et l'injustice du déclin ». Après avoir régné souverainement — et despotiquement — pendant plusieurs siècles, elle est tombée dans un discrédit absolu et durable. Discrédit injustifié, nous assure-t-on, en ajoutant que « la pratique de nos docteurs médiévaux, surtout de Saint-Thomas, demeure indispensable à une restauration de la pensée, de plus en plus nécessaire ».

C'est donc une apologie de la scolastique que l'on nous propose — sans parti pris confessionnel, mais avec le désir de démentir une légende, de retrouver la diversité des doctrines sous l'abusive confusion d'un terme unique, et l'éternité des problèmes, sous le vêtement médiéval, qui a trop longtemps éloigné les chercheurs.

Toute tendance apologétique mise à part, ce livre sera fort utile en éclairant maint problème de l'histoire de la pensée, demeuré obscur : on y trouvera un guide allègre et clair, grâce auquel il sera désormais plus aisé d'aborder un ensemble broussailleux de systèmes, où il faut bien reconnaître que tout n'est pas périmé.

Camille-Georges Picavet. *Les dernières années de Turenne* 1660-1675 (Calmann-Lévy).

Ce gros livre est une thèse remaniée, complétée, et qui a bénéficié des observations d'un jury de Sorbonne. Compact, il décèle son origine, par l'abondance de la documentation, la rigueur de la méthode, et je ne sais quelle austérité de forme qui convient d'ailleurs fort bien au sujet.

Peut-être, parmi les grands noms du XVIIe siècle, aucun n'est-il demeuré plus populaire que celui de Turenne; par quel singulier hasard, cette carrière est-elle aussi peu connue ? « A sa mémoire se lie une sympathie admirative, dont nos contemporains sont plus avares pour un Richelieu, un Mazarin, un Colbert, ou même un Condé. Et pourtant cette faveur singulière dont jouit Turenne, ne lui a pas valu d'être étudié par les historiens modernes, comme le furent Louvois, Colbert, Condé, et tout récemment Le Tellier ou Pomponne ».

Le livre de M. Picavet comble une lacune évidente, non pas tout entière, puisqu'il n'embrasse que les dernières années de la vie du grand homme, mais toutefois dans une mesure fort utile, s'il est vrai que ces années sont celles où s'achéva le caractère de Turenne, et où l'on aperçoit le mieux, tous les traits de sa profonde et complexe personnalité.

Ses rapports avec Fouquet et Colbert, l'achèvement de la réorganisation militaire, la politique extérieure de Louis XIV, la campagne de Flandre et la paix d'Aix-la-Chapelle, la Cour, la guerre de Hollande, les deux campagnes d'Allemagne... que d'événements propres à nous révéler les talents militaires, les vues politiques, et le génie constructeur du plus méditatif de nos soldats ! M. Picavet éclaire, en outre, d'une lumière inattendue le chapitre demeuré si obscur, de la conversion de Turenne, il étudie sa vie privée; ainsi retrouve-t-il, dans sa grandeur et sa vérité, l'image d'un grand Français, que nous ne savions plus découvrir qu'à travers une légende trop sommaire, et comme toutes les légendes, en grande partie, inexacte.

Voici donc une œuvre importante, un bon et beau livre.

ANDRÉ FONTAINAS. *Paysages et souvenirs de Belgique* (Grès).

Un petit livre, une brochure où le poète qu'est André Fontainas s'est plu à évoquer, d'après ses souvenirs, une Belgique heureuse : réminiscences, impressions fugitives, amitiés, amours évanouies, toute une vie sentimentale, discrète et mélancolique renaît dans le cadre de ces vieilles demeures, de ces bourgs pacifiques et de ces plaines aux vastes horizons.

Peut-être n'était-il pas superflu de s'attarder à ces images d'un passé si proche, au moment où la Belgique, échappée du naufrage, aspire à renouer le fil de ses traditions, et si possible, de son bonheur d'autrefois.

LUCIEN-ALPHONSE DAUDET. *La dimension nouvelle* (Grès).

Petit recueil de notes ou plutôt de notules où s'exercent une pensée ingénieuse et une sensibilité un peu prétentieuse, voire non exempte de préciosité.

« Ce que dit le secteur du matin » ou le « secteur du jour » ou ceux de la nuit, et du ciel et du plateau, ne pouvait être entendu que par un intellectuel préoccupé de transposer en figures abstraites les impressions monotones et fortes de la vie de tranchée.

Çà et là des traits justes, une recherche de précision et de concision qui ne laissera pas indifférent le lecteur attentif ; mais un peu plus de simplicité n'eût pas nui.

JACQUES LUX.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

M. G. Frédéric Lees publie sur la Palestine, dans le *World's Work* (fasc. XII), un article qui nous sort enfin des généralités que nous a trop souvent values jusqu'ici la victoire des Anglais en Terre sainte.

La vie n'est pas plus possible sans eau que sans air. S'agissait-il de boire ou de se désharbouiller, Jérusalem en était encore l'an dernier au régime d'avant l'ère chrétienne. La pluie pour alimenter ses citernes... et pour le surplus un aqueduc — s'amorçant par delà Bethléem — construit sous le gouvernement d'Hérode. Tandis que des nombreux projets successivement envisagés sous la domination musulmane en vue de remédier à cette insuffisance aucun n'aboutit jamais, nos Alliés n'avaient pas battu le Turc depuis trois mois qu'ils mettaient à découvert, dans les environs de Jérusalem, plusieurs sources, lesquelles débitent au total 55.000 litres à l'heure. Des travaux ont été exécutés pour canaliser cette eau vers la ville, où l'on puise aujourd'hui, à son gré, dans de vastes réservoirs.

Autre non moins appréciable innovation, dont le vaincu est, en l'occurrence, redevable à son vainqueur : l'organisation de l'assistance publique, hier parfaitement inexistante dans le pays. Tous les centres d'une certaine importance y ont, à l'heure actuelle, leur hôpital — et le service médical fonctionnait à peine que partout les indigènes se présentaient en nombre et spontanément à la vaccination, si bien que l'on constate depuis un moment déjà, une sensible régression dans les ravages des diverses épidémies qui auront si longtemps désolé ces parages. L'occupant a pareillement pourvu de son mieux à la surveillance qui s'imposait d'urgence quant à la santé des mères et des nourrissons. De même, des cuisines populaires ont été ouvertes par ses soins...

Le début d'une ère nouvelle, et la moisson témoignera largement les efforts qui se dépenseront ici.

Le sol sur le plateau du Hauran produit en égale abondance et sans fumure d'aucune sorte les indigènes se voyant obligés, faute de bois, de transformer en combustible, les excréments des animaux), le froment, l'orge, le seigle, le maïs, le millet, la fève et la lentille. Dans la plaine de Saron, entre Jaffa et les ruines de César, le sillon rend en moyenne huit fois pour le blé et quinze fois pour l'orge la quantité de semence qu'on lui a confiée. On rencontre de belles forêts sur les rives du Jourdain. Le soleil mûrit la canne à sucre et des fruits magnifiques aux abondons de la mer Morte et dans la région de Jéricho surtout. Un apiculteur actif et entendu se ferait des rentes sous ce ciel, où les abeilles, bestioles sacrées pour les Musulmans, butinent au milieu des orangers. Les essais tentés par les Européens dans les vingt dernières années ne sauraient suffire pour redonner à la culture de la vigne, si prospère du temps des patriarches, l'importance qui lui revient naturellement en Terre sainte. La soierie tirerait aisément un autre parti encore de la grande richesse du Liban, le mûrier blanc. Les progrès réalisés dans l'outillage occidental ont porté un coup mortel à la vieille industrie de la Syrie, mais les filateurs anglais reconnaissent l'excellente qualité de son coton.

On trouve de la volaille à profusion sur les marchés de Jaffa et de Jérusalem. Bien compris, le commerce du gibier à plume pourrait être en Palestine une source de bénéfices considérables. Si le mouton et la chèvre abondent au pays des Bédouins, l'élevage du gros bétail y reste à peu près nul, entravé qu'il a été jusqu'à présent par les abus de l'administration en matière de fisc.

C'est surtout dans la fabrication des huiles, dans la tannerie et dans la savonnerie que les capitaux européens s'emploieraient avantageusement en Palestine. Les petits artisans qui travaillent toujours comme à l'âge biblique ne sont pas rares à Jérusalem, mais il s'y rencontre déjà quelques fonderies qui ne demandent qu'à améliorer leurs procédés et à produire sur une plus vaste échelle. Il semble que l'on soupçonne à peine ici les applications de l'électricité...

Après les initiatives et entreprises tant des Israélites que des communautés chrétiennes, catholiques ou protestantes, il y a pour l'agriculture, aussi bien que pour l'industrie, de beaux jours encore sur cette terre au très vénérable passé.

*

« *King Edward's Friendship for France* »... Les sympathies du roi Edouard VII pour notre pays... On sait qu'elles étaient vives, mais ce que l'on nous en dira nous intéressera toujours, — car si notre magnifique insouciance rend plutôt mal la haine à qui nous hait, nous sommes, par contre, fort sensibles à l'amitié qu'on nous porte.

The Anglo-French Review nous en parle longuement dans son fascicule d'avril.

Ce ne fut pas sans peine, rappelle ici M. Sidney Lee, que le prince de Galles contint, au moins *coram populo*, sa lourde anxiété, lorsque aux premières heures de la guerre de 1870-1871 il se prit à craindre l'humiliation de la France. Et puis, ses précieux sentiments à notre endroit ne firent que croître et s'affermir à mesure que les deuils s'accumulaient pour nous et que le désastre grandissait. Dans les milieux informés, personne d'ail-

leurs qui ne sût sa vraie pensée, et, voire, le désaccord (« *the conflict* », écrit M. Sidney Lee) survenu à ce propos entre le fils et sa mère.

Et tout cela ne laissait pas que d'inquiéter des dirigeants évidemment peu soucieux de voir l'héritier présomptif de la couronne [illegible]lir devant l'Europe à la neutralité que s'était imposée le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté. Ainsi, sa fidélité au malheur ne pouvant manquer de valoir au prince « *a long series of embarrassments* ». Mais celui-ci avait bec et ongles.

Témoin cette anecdote, qui combine si joliment l'esprit la fierté.

Le représentant de la Prusse près la cour de Saint-James, s'appelait en 1870, von Bernstorff, Albrecht von Bernstorff. Ce digne serviteur du Hohenzollern — qui fut le père de cet autre Bernstorff que les événements d'août 1914 trouvèrent ambassadeur de l'Empire allemand, à Washington, et qui devait « déshonorer son nom sur les deux hémisphères » — mariait étroitement, lui déjà, la diplomatie avec l'espionnage et faisait surveiller en conscience, le futur empereur des Indes. Or, les ennemis ne s'étaient pas affrontés à Wissembourg (4 août 1870) quand, sur un rapport émané du dit Albrecht, la Kronprinzessin (depuis Impératrice Frédéric) télégraphiait à la reine Victoria pour se plaindre de la francophilie de son frère. Sur quoi, des explications furent demandées au prince, qui s'empressa de les fournir, en formulant pour le *Foreign Office*, et par la plume de son secrétaire un démenti on ne peut plus officiel — auquel il voulut bien joindre à l'adresse personnelle de Gladstone ce billet, de sa main : « Je crois devoir vous informer que le ministre de Prusse a cru devoir informer ma sœur, princesse royale de Prusse, de certains propos que j'aurais tenus au cours d'un dîner à l'ambassade de France et qui seraient pour offenser la Prusse. Je prends la liberté de vous assurer que ces propos manquent de fondement ».

Voilà — et si M. de Bismarck ne trouvait pas cette encre assez limpide...

Cela crève les yeux qu'il y a présentement plus que du malaise chez nos amis et alliés d'outre-monts. Etat d'âme bien antérieur du reste aux incidents qui auront motivé le geste de M. Orlando quittant la Conférence pour aller en référer à ses compatriotes. Plus que du malaise... quand on manquerait des informations de la presse quotidienne, il suffirait pour en juger, de parcourir les périodiques italiens de ce dernier avril, qui vient de si tristement finir. Ceux d'entre eux que leur âge et l'autorité acquise au cours d'un long passé obligent à quelque particulière tenue, s'observent et pèsent leurs mots, visiblement. D'autres — qui vieilliront, qui ont le temps de vieillir — n'y mettent pas tant de façons et ce ne sont pas toujours les moins intéressants à consulter.

Ainsi, la *Voce Italie* écrit ces choses, dont il n'est pas défendu d'aimer l'amertume : « La Défaite est effrayante, — la Victoire aussi. Nous sommes les vainqueurs. Pas de doute là-dessus. Les drapeaux, les lumières, les journaux et même les gouvernants nous l'ont assez dit et répété. Malgré cela nous ne sommes pas heureux du tout. Nous ne sommes pas satisfaits. Nous ne sommes pas tranquilles. Loin de là. L'armistice apparaissait aux yeux des peuples, tout de même naïfs, comme l'arc-en-ciel... Cinq mois sont passés... Nous sommes plongés, comme auparavant, dans le mystère... L'Allemagne a été vaincue, mais on continue à détester la vérité... Même les millions de morts et de blessés et toutes les souffrances et toutes les privations et la vaillance silencieuse de ces années épouvantables ne sont comptés pour rien. Nous n'avons acquis aucun droit nouveau. Pas même celui de connaître toute la vérité... »

Ces lignes sont extraites d'un article intitulé : « Les Mystères de Paris ». — Et voici encore de notre confrère italien, au chapitre des « Révolutions » :

« Il y a l'Irlande, dont on ne sait presque rien ; l'Egypte, dont on sait très peu; la Hongrie, dont on ne sait pas assez ; l'Espagne, qui nous réserve peut-être des surprises ; l'Angleterre, où la bataille est renvoyée ; la Serbie où le roi lui-même fait des avances au bolchevisme ; l'Argentine, où il y a eu déjà un avant-goût du syndicalisme. Ajoutez la Hollande où les bourgeois sont très alarmés par des manifestations peu rassurantes ; la Corée qui s'agite contre le Japon ; l'Italie où les grèves, malgré la concession des 8 heures, ne s'arrêtent pas... Les guerres intérieures vont commencer. C'est la guerre éternelle entre Mammon et Caliban... Nous autres, élèves de Prosper, fils d'Ariel, qui ne possédons ni l'Argent, ni la Force, nous n'avons grand souci d'échanger une tyrannie ancienne contre une tyrannie nouvelle. Mais nous avons l'Intelligence... C'est pour cela que nous disons quelquefois des choses désagréables. »

Les Japonais aussi s'agitent. Ils réclament beaucoup de choses. D'abord, la régularisation du prix des denrées et la réduction du coût de la vie; ensuite, la réglementation du travail ; troisièmement, l'abolition du traitement distinctif des races; en quatrième lieu, la révision des lois sur la presse ; enfin, et surtout, le suffrage universel.

Avant la guerre, les idées étrangères ne pénétraient que lentement au Japon — et voici que les revendications démocratiques y font un véritable bond.

« Dans les années précédentes, note l'*Information d'Extrême-Orient* (n° 86), la question du suffrage universel intéressait quelques personnes. Elle avait été quelquefois discutée à la Diète et même, une fois, la Chambre des Députés s'était prononcée en sa faveur. Mais cette approbation du législateur n'avait pas été prise au sérieux. Jusqu'ci les partisans du suffrage universel étaient considérés par l'Autorité comme sympathiques au socialisme. Il en était encore ainsi l'automne dernier ! ... Mais à la fin de l'année dernière un nombre considérable d'intellectuels ont réclamé le droit de vote pour tous les citoyens. Autrefois, pour ne pas subir les tracasseries de la police, universitaires, savants avaient soin de garder le silence sur toutes les questions politiques et sociales ; et voici que maintenant ils sont les premiers à proclamer le droit de suffrage pour tout le monde ! La presse, en général, appuie de toute sa force l'opinion des intellectuels » — et les polémiques sont violentes.

GASTON CHOISY.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : M. H. LE CHATELIER : *L'organisation scientifique du travail* ; M. ACHARD : *Les Séquelles des intoxications par les gaz de combat* ; *des Notes et Actualités* ; *des Nouvelles* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences de Paris*, etc.

Le Gérant : ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 10 — 57e ANNÉE — 17-24 MAI 1919

LES BESOINS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SON ROLE

Le 31 mai 1890, Louis Liard écrivait : « Depuis quinze ans, nos Facultés se sont renouvelées corps et âme » ; c'était dire qu'au lendemain de la guerre de 1870 la troisième République s'était attachée, à peine sortie du mouvement populaire, à donner au haut enseignement l'ampleur et les moyens d'action que réclamait la nation, ardente, après les épreuves, à vivre son idéal. La haute culture intellectuelle, pour la formation des classes dirigeantes et aussi pour l'amélioration de l'éducation populaire, était comprise de tous comme une nécessité vitale.

Les vœux du grand ministre Victor Duruy qui, dès 1868, se plaignait de l'indigence des ressources de l'enseignement supérieur, recevaient satisfaction dès 1875, grâce à l'exécution d'un programme rénovateur, dont Jules Simon en 1873 a été un des éminents protagonistes.

Faut-il rappeler les principaux ouvriers de l'exécution, du Mesnil, Albert Dumont et enfin Louis Liard, successivement directeurs de l'enseignement supérieur ? Ces dirigeants, faisant appel au concours de l'Etat, des villes, et même des départements, ont poursuivi méthodiquement cette tâche d'améliorer toutes les conditions matérielles et morales de l'enseignement supérieur.

L'école des Hautes Etudes, créée par Victor Duruy, illustrée par Claude Bernard, Sainte-Claire Deville, Wurtz, Berthelot, Bertrand, Serret, Boissier, Bréal, Gaston Paris et Monod, avait donc été l'embryon d'une œuvre plus large, véritablement nationale, trouvant son expression dernière dans les Universités régionales consacrées par la loi de 1896.

En 1867, Renan avait écrit : « C'est l'Université qui fait l'école. On a dit que ce qui a vaincu à Sadowa, c'est l'instituteur primaire. Non, ce qui a vaincu à Sadowa, c'est la science germanique »

Au lendemain de 1870, nous avons eu le sentiment que cette même science germanique nous avait également vaincus, et non pas seulement l'école primaire, quoiqu'on en ait dit. Nous avons judicieusement pensé que la science française pourrait nous relever de notre défaite, estimant que cette science, en évolution doit s'accroître d'incessantes découvertes, effectuées plus spécialement dans les laboratoires de l'enseignement supérieur.

La République avait le sentiment très clair de travailler à une œuvre véritablement patriotique en donnant à l'enseignement supérieur tous les moyens d'action et de diffusion. Bâtiments construits en y consacrant une centaine de millions, plus de cent chaires nouvelles créées dans toutes les Facultés de droit, de lettres, de sciences, de médecine, améliorations matérielles du personnel et augmentation des ressources pour les recherches, tel est le bilan d'un effort méritoire marquant une étape dans les réformes utiles au haut enseignement.

Et d'un mot caractérisons les résultats. Cette

guerre meurtrière, d'où nous sortons victorieux, a donné la mesure cette fois de la science française faisant front aux efforts de la science germanique, dont parlait Renan. L'heure sonnera prochainement de pouvoir le dire en détail. Un historien fidèle saura écrire à ce propos les pages utiles, rendant hommage à l'ingéniosité et à la sagacité de nos maîtres de l'enseignement supérieur qui ont apporté un concours si brillant à la défense nationale. Les tanks dans le domaine mécanique, le repérage du son, ou les améliorations de la T. S. F. dans le domaine physique, dans le domaine chimique la fabrication industrielle du chlore, de l'oxychlorure de carbone, des bromacétones, etc., etc., et enfin, de la fameuse ypérite, — triomphe de la toxicologie barbare de nos ennemis, — sont le fruit de nos propres improvisations et de la collaboration de l'enseignement supérieur avec nos industriels. Honneur à nos chimistes français, les Haller, les Moureu, les Desgrez, les Job, les Augé, etc., etc. Je m'excuse de ne pas les nommer tous.

Il n'est pas jusqu'aux masques protecteurs, dont nos troupes ont tiré les avantages les plus précieux contre les émanations sataniques des usines allemandes, qui ne soient le résultat des études patientes de deux professeurs du haut enseignement, dont la sagacité chimique s'est révélée incomparable (1).

*
* *

Mais, comme nous le disions, en interpellant le ministre de l'Instruction publique le 10 avril dernier, l'organisation de l'enseignement supérieur, qui marque le pas, sans être continuellement améliorée, est bientôt frappée de décadence. Tout comme l'industrie, elle n'échappera pas à cette loi inéluctable de la faillite si elle veut vivre en marge du progrès et non dans les voies d'un incessant perfectionnement.

Faut-il rappeler une vérité qui devrait être gravée au frontispice de la Sorbonne et, aussi, au-dessus de la grande porte d'entrée de chacune de nos Universités provinciales ? Le triple objet de l'enseignement supérieur, *est la science qui se crée, la science qui s'applique — et la science qui s'enseigne à ceux qui doivent l'enseigner à leur tour.*

Parlant de la réforme de l'enseignement supérieur des lettres, au cours de la neuvième Conférence organisé par « l'Union française », M. Ch. Diehl définissait sous une autre forme la triple tâche de l'enseignement des Facultés : « former des professeurs et les préparer aux grades universitaires ; former des savants par l'apprentissage du travail scientifique ; avancer la science et la répandre par la diffusion de l'enseignement ». Ces trois choses, a-t-il judicieusement ajouté, doivent se combiner étroitement parce qu'elles se complètent.

Notre enseignement supérieur, à l'heure où nous écrivons, est-il outillé pour répondre à ce triple objet ? On peut répondre hardiment : non, en raison, depuis vingt cinq ans, du cadre élargi du savoir humain. Une nouvelle étape demande à être franchie avec tous les sacrifices d'argent nécessaires, pour améliorer ce qui doit être amélioré dans ce grand organisme du haut enseignement.

Sous une forme un peu lapidaire, il est facile de grouper ces améliorations indispensables ; les voici : relèvement des traitements des professeurs et de leurs collaborateurs, augmentation de l'outillage et des ressources de tout ordre, pour les recherches et études et aussi pour l'enseignement, création de chaires nouvelles répondant à l'évolution des sciences et à une spécialisation devenue nécessaire aux termes des études de caractère général.

Qu'il s'agisse du droit, des lettres, des sciences, de la médecine et aussi de la pharmacie, ce programme d'améliorations s'impose, quitte, suivant les Universités, à en tracer les limites en raison des besoins locaux.

Dans la fête patriotique récente en l'honneur de l'Ecole Normale supérieure, profondément meurtrie dans la guerre par la perte de ses meilleures recrues, M. Ernest Lavisse rappelait, avec une simplicité éloquente, que la carrière du professorat devait tout d'abord nourrir son homme.

Or aujourd'hui les avantages matériels accordés aux professeurs et agrégés dans nos Facultés sont particulièrement insuffisants. Déjà, avant la guerre, avant la cherté actuelle de toutes choses, il était vraiment scandaleux de voir dans nos Facultés de médecine un agrégé, reçu au concours, souvent après plusieurs tentatives infructueuses, recevoir 3.000 fr. par an d'émoluments auxquels venaient parfois s'ajouter 1.500 francs comme chef des travaux, ce qui n'est ni un droit ni un fait constant.

Aujourd'hui, pareil traitement maintenu viserait à l'absurde et amènerait l'extinction certaine du recrutement dans l'enseignement universitaire. Déjà avant la guerre, en province, des places vacantes en physique ou chimie médicale, en histoire naturelle restaient sans candidat ou comptaient tout au plus un candidat. Et le fait était général.

Aujourd'hui, personne ne doute que pareil ré-

(1) M. Lebeau professeur de Toxicologie à l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris et M. Tissot assistant au Muséum.

gime éloignera de nos foyers d'enseignement, pour l'orienter vers l'industrie, le chimiste même ferré de la vocation d'enseigner, ce qui se voit. Et si, avec des avantages aussi illusoires, les concurrents en médecine ou en chirurgie proprement dites sont un peu plus nombreux dans les concours, c'est qu'ils escomptent que le titre leur procurera sûrement une situation matérielle enviable. Agrégé de chirurgie ou de médecine, on aborde la pratique chirurgicale ou médicale avec la confiance empressée de la clientèle. Agrégé de chimie médicale ou de botanique, on n'exerce pas la médecine. De là la misère de la fonction : de là la pénurie ou l'absence de candidats.

Situation pleine d'ironie : c'est l'agrégé qui renonce à la clientèle, qui se consacre entièrement à son enseignement, qui poursuit les recherches de laboratoire, qui veut inculquer à ses élèves, en les suivant pas à pas, l'amour de la science, qu'un fâcheux statut universitaire condamne à ces misérables 3.000 francs, sans plus, émolument à peine d'un garçon de magasin, qui manie le plumeau ou le balai.

Cet agrégé est nommé pour neuf ans, — neuf ans souvent de souffrances morale et matérielle. — Il attend une chaire vacante pour devenir professeur titulaire. En attendant, chose fantastique, il ne touche pas même ses 3.000 francs : il ne touche que 2.850 francs, car l'Etat retient le 5 0/0 sur son traitement, soi disant pour la retraite, retraite que souvent il ne touchera pas : car il n'arrive pas toujours professeur titulaire.

Cet agrégé est nommé, supposons-le, professeur titulaire. Il touche 5.700 francs avec la retenue de 5 0/0. Il est professeur de 4e classe. Il attendra souvent dix ou quinze ans pour passer professeur de 3e classe à 8.000 francs (soit 7.600 francs avec la retenue de 5 0/0). Pourquoi ? Parce que le budget de l'enseignement supérieur, est construit avec des cloisons étanches. Une somme de... est consacrée aux professeurs de 4e classe... ; une somme de... est consacrée aux professeurs de 3e classe, et ainsi de suite jusqu'à la 1re classe qui est de 12.000 francs, d'où il faut retrancher le 5 0/0. Cette première classe est la terre promise. Un nombre infime de professeurs y parviennent avant l'âge de la retraite, de telle sorte que les 4/5 au moins des professeurs de l'enseignement supérieur en province ne connaissent point cette terre promise. C'est affligeant.

A Paris, l'enseignement supérieur ne compte que deux classes de professeurs, l'une à 12.000 fr., l'autre à 15.000 fr. Les budgets sont même ordonnés pour que le professeur de 2e classe à 12.000 fr. soit nommé de 1re classe au bout de deux ou trois ans d'exercice.

Ce modeste privilège des Facultés de Paris n'est pas même défendable, car à Lyon ou à Bordeaux, la vie avant la guerre, tout comme aujourd'hui, était tout aussi coûteuse qu'à Paris.

Cet aperçu de la situation matérielle, accordée aux membres du corps enseignant de nos Universités, pourrait être complété par l'exposé de la situation des préparateurs, des chefs de travaux, des chefs de cliniques ou prosecteurs d'anatomie, collaborateurs d'élite, souvent docteurs, indispensables à l'enseignement médical bien compris. Il nous paraît superflu de poursuivre l'analyse. Pénétrant dans les Facultés des lettres, de droit ou des sciences, nous trouverions cette même situation matérielle lamentablement insuffisante.

Notre distingué collègue M. Steeg rappelait au Sénat récemment (1), avec beaucoup d'à propos, la parole de Jules Ferry : « c'est par la grande culture intellectuelle que les démocraties grandissent et conquièrent leur place au soleil ». Et personne ne conteste le rôle des *humanités* dans la haute culture pour donner à la démocratie française la place au soleil qu'elle doit et veut occuper.

Mais n'oublions pas que le foyer domestique ne peut se contenter de beau langage et que si le professeur de l'enseignement supérieur exerce un sacerdoce par la mission intellectuelle qui lui est conférée, il a le devoir, en dehors des élèves à former, de donner des enfants à la patrie.

Elever une famille réclame, pratiquement, autre chose que la satisfaction morale de travailler à la grandeur intellectuelle du pays.

M. Charles Dupuy rappelait récemment le mot de Bossuet souvent médité par de nombreux hommes d'étude : « Lorsque je me sens à l'étroit dans mon domestique, je perds la moitié de mon esprit », et il ajoutait : « méditons cette parole d'un intellectuel, s'il en fût, et appliquons-la autour de nous à ceux dont nous plaidons la cause (2).

L'Etat l'a compris. Un projet d'amélioration des traitements de tout le corps enseignant, depuis le primaire jusqu'au supérieur, vient d'être déposé sur le bureau du Parlement. Qu'on se hâte de l'examiner, de l'améliorer encore, s'il y a lieu, et de le voter. Il y a urgence.

(*A suivre.*)

Dr PAUL CAZENEUVE
Sénateur,
Professeur honoraire
à la Faculté de Médecine de Lyon.

(1) Interpellation du 10 avril sur la crise de l'enseignement supérieure.

(2) Interpellation des 10 et 11 avril au Sénat.

LA CHINE ET LE JAPON

LEURS RELATIONS LEUR ROLE DANS LA DERNIÈRE GUERRE ET DANS LA PAIX.

La Chine et le Japon, après de longs siècles d'isolement et de réclusion, n'étaient entrés en relation un peu étroite et suivie avec l'Occident qu'à la date même où les deux grands Empires de l'Asie orientale se mesuraient l'un contre l'autre dans la guerre de 1894-1895. Depuis lors, après la défaite de la Chine et la conclusion du traité de Shimonoseki, la Chine s'était alliée à la Russie (mai 1896), le Japon s'était allié à l'Angleterre (30 janvier 1902), et tous deux avaient désormais leur place, leur rôle dans la politique générale de l'univers. Lorsque, de 1904 à 1905, sur le territoire de la Chine septentrionale, s'engagea entre le Japon et la Russie le conflit auquel mit fin la paix de Portsmouth, la Chine et le Japon se trouvèrent plus associés encore aux destinées de l'Occident. Des conventions nouvelles les rattachèrent de plus en plus aux grandes puissances de l'Occident, à la Grande-Bretagne, à la France, à la Russie, aux Etats-Unis. Si bien que, quand au mois d'août 1914 les puissances germaniques déchaînèrent la grande guerre par laquelle elles espéraient asservir le monde, les deux empires d'Asie devaient être entraînés, eux aussi, dans la lutte qui n'épargna aucune des cinq parties du globe. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne depuis 1902, se rangea dès la première heure aux côtés de l'Entente. La Chine suivit en 1917 l'appel et l'exemple des Etats-Unis. Le Japon et la Chine, unis ainsi dans la même cause, ont combattu avec nous le bon combat. Ils collaborent aujourd'hui, dans la Conférence de Paris, à l'œuvre de la paix et préparent avec nous l'ère nouvelle dont cette paix doit être le signal et le gage.

L'occasion nous paraît opportune d'exposer ici en une revue rapide la situation et les relations présentes des deux empires asiatiques, la part qu'ils ont eue dans l'effort commun des Alliés, le concours qu'ils doivent et peuvent apporter aux mesures de vigilance et de défense de l'après-guerre, à l'exécution politique et économique des clauses de la paix.

I

Le Japon, devenu depuis 1905 non seulement l'Etat prépondérant de l'Asie orientale, mais l'une des grandes puissances du monde, en même temps qu'il développait et resserrait ses relations avec l'Occident, s'était appliqué à donner à ses rapports avec la Chine dont, par son établissement dans le Liao-tong et en Corée, il était le voisin, le caractère le plus amical. Dans tous les traités et accords conclus avec la Chine ou avec les puissances occidentales ayant des intérêts en Asie, les principes directeurs de sa politique ont été le respect de l'indépendance et de l'intégrité du Céleste Empire et le maintien des facilités égales, de la porte ouverte pour tout ce qui concerne le développement, l'expansion du commerce et de l'industrie. — Lorsqu'au début de la guerre de 1914, et pour remplir ses devoirs de fidèle allié, le Japon entreprit, non sans de grands sacrifices d'hommes et d'argent, l'expédition destinée à libérer du joug allemand le port et le territoire de Kiao-Tchéou, son premier soin fut de négocier et de régler avec le gouvernement chinois les conditions dans lesquelles ce territoire serait restitué à la Chine. Tel fut l'objet de la convention sino-japonaise du 25 mai 1915 qui, communiquée aux Alliés, ne souleva de leur part aucune objection. — D'autres accords furent conclus, tant en 1915 qu'en 1918, entre le Japon et la Chine, soit pour la prorogation des baux relatifs à l'occupation du Liao-Tong et à l'exploitation des réseaux ferrés de Mandchourie, soit pour des emprunts destinés à assurer la construction de nouvelles lignes au Chan-Tong, en Mandchourie et en Mongolie (1).

Pendant la guerre le Japon eut, de concert avec les Alliés, grand souci de maintenir le « statu quo » et la paix de l'Asie orientale. Il s'entremit avec eux auprès du gouvernement de Pékin pour que la République chinoise, qui avait été reconnue en 1913 par toutes les puissances, fût à l'abri de coups d'Etat menaçant l'ordre et la stabilité du régime fondé en 1912. — Lorsque, le 4 février 1917, le président Wilson, après la rupture des Etats-Unis avec l'Allemagne, fit appel aux puissances neutres de l'Amérique et de l'Asie comme de l'Europe, pour les inviter à se ranger aux côtés de l'Entente contre les Empires centraux, le Japon

(1) Sur les conditions et le mode de rétrocession à la Chine du territoire de Kiao-Tchéou, une divergence s'était élevée entre les deux Etats de l'Asie Orientale, dans les conversations de la Conférence de la Paix. — Il a été résolu finalement que la rétrocession se ferait conformément à la convention sino-japonaise du 25 mai 1915, et aux accords complémentaires de 1918, ainsi que le Japon s'y était, dès le principe, engagé. Les dernières déclarations faites par le baron Makino, témoignent d'ailleurs, du large esprit d'entente et de sympathie, dans lequel le Japon désire exécuter la convention du 25 mai 1915

usa de toute son influence de voisin et d'ami de la Chine pour la persuader d'écouter la voix qui s'adressait à elle. Il s'employa avec les Alliés à faciliter au gouvernement chinois, par des concessions libérales et généreuses, l'adoption de cette politique de sagesse et de prévoyance, qui rangeait la Chine dans le parti de la liberté, du droit et aussi de la victoire. Nul parmi les Alliés ne se montra plus prompt que le Japon à féliciter la Chine de la décision que prirent, le 14 août 1917, le Président Fong-Kouo-Chang et le premier ministre Touan, de déclarer l'état de guerre avec l'Allemagne. Nul ne l'assista avec plus d'empressement dans la préparation des mesures que pouvait lui imposer la détermination à laquelle elle venait de s'arrêter. Nul enfin, lorsque la révolution russe, dans l'hiver de 1917-1918, aboutit à la tyrannie bolcheviste, à la signature des traités de Brest-Litowsk et à l'agression austro-allemande contre les domaines illimités de l'Orient, nul n'était plus apte et plus prêt que le Japon à faire cause commune avec la Chine pour la défense des intérêts et de la sécurité de l'Asie et de toutes les puissances de l'Entente.

II

C'est, à cette date critique, le Japon qui prit l'initiative d'ouvrir avec le gouvernement du Président Fong et du général Touan des négociations destinées à préparer et définir la collaboration des forces japonaises et chinoises contre la menace du péril germanique. Dès le mois de mars 1918, des pourparlers étaient entamés à Pékin entre la Légation du Japon et les représentants du Gouvernement chinois. Ils se terminèrent par la signature, les 16 et 19 mai, de deux conventions, l'une militaire, l'autre navale, sur les conditions dans lesquelles devrait se concerter l'action des deux gouvernements et des forces dont ils seraient éventuellement appelés à faire usage. Le gouvernement japonais était prêt, quant à lui, au moment même où l'Allemagne menait de front l'offensive contre les armées franco-anglaises de la Somme et de l'Aisne et l'invasion des territoires russes que la complicité bolcheviste lui livrait, à barrer, avec ses alliés chinois et les troupes tchéco-slovaques de Sibérie, la route de l'Extrême-Orient. Il ne tint pas au Japon et à la Chine que l'action qui ne s'engagea qu'au mois d'août 1918 n'eût été entreprise dès le printemps de cette même année. Si l'expédition fut différée, ce fut par déférence pour le scrupule qu'avaient certains gouvernements alliés ou associés, notamment le gouvernement des Etats-Unis, à ne décider l'exécution d'aucune mesure militaire sur le territoire sibérien avant de s'être assurés que la Russie y consentit. Le Japon et la Chine, en tous cas, ne cessèrent pas un seul moment d'être d'accord sur le principe et les modalités de leur action éventuelle. Et quand, au mois d'août, le cabinet de Washington se décida lui-même à agir de concert avec le Japon et les autres puissances alliées, les contingents japonais et chinois purent dans l'intervalle de quelques jours, entrer en ligne pour assister les Tchéco-Slovaques contre les Austro-Allemands et les bolchevistes qui avaient pénétré jusque dans les régions de l'Amour et de l'Oussouri. Le Japon qui déjà, à l'origine de la guerre, avait éliminé l'Allemagne du territoire usurpé par elle sur la côte du Chan-Tong, ainsi que de tout le bassin du Pacifique, réussissait, dans l'été de 1918, à refouler de Vladivostok jusqu'à l'Oural les bandes germaniques et bolchevistes qui avaient tenté de s'établir sur cette extrémité de l'Asie orientale.

Le service rendu par le Japon et les Alliés dans cette circonstance ne saurait être souligné et apprécié avec trop d'insistance et de gratitude. Si le front russo-oriental n'a pas été complètement débordé et envahi, si les projets audacieux des Empires centraux ont pu être déjoués, c'est parce que la forteresse sibérienne qui était le boulevard commun de l'ancien Empire russe et des Alliés de 1914 a eu pour la défendre les forces des Etats asiatiques unies aux contingents français, anglais, américain et slave. L'édifice élevé d'abord par la Russie de 1858 à 1898, puis consolidé par les accords conclus de 1905 à 1916 entre le Japon, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis, n'a été préservé et n'a résisté à l'agression des puissances germaniques et de leurs complices que parce qu'à l'heure du danger, ci lorsque la trahison bolcheviste avait livré les clefs, les deux Etats de l'Asie orientale et les Alliés d'occident ont fait face ensemble à l'ennemi.

Aujourd'hui encore les troupes japonaises, bien que réduites en nombre depuis que la tâche essentielle pouvait être considérée comme accomplie, montent leur faction vigilante entre Irkoutsk et Vladivostok. Elles ont eu, dans de récents combats, des pertes sanglantes, et jusqu'au bout le gouvernement japonais luttera contre un adversaire qui, malgré sa défaite, ne se résigne pas à désarmer.

III

Lorsque fut signé, en gare de Tergnier, dans un wagon du maréchal Foch, l'armistice du 11 novembre 1918, un nouveau président de la Ré-

publique chinois venait d'être élu à Pékin et un nouveau ministère venait de s'installer à Tokyo. — Le président chinois Siu-Che-Tchang qui a occupé de très hauts postes sous la dynastie mandchoue et sous la République, qui est un lettré, membre de l'Académie des Hanlin, est sans doute le mandarin le plus éminent de la Chine, celui qui, dans les circonstances présentes, était le plus digne d'exercer la magistrature suprême. — Le chef du nouveau cabinet japonais, M. Hara, était le président du parti constitutionnel et libéral (Seiyukai) fondé en 1900 par le marquis Ito, et le représentant le plus distingué, avec le marquis Saionji, des tendances progressistes, parlementaires et réformatrices qui, depuis la mort du dernier Empereur, sont devenues dominantes. Tous deux, le Président chinois et le chef du cabinet japonais, ont tenu à célébrer par de grandes fêtes la conclusion victorieuse de la guerre. A Pékin, le président a passé en revue dans l'ancien palais impérial les troupes chinoises, japonaises, européennes et américaines présentes dans la capitale. A Tokyo et dans les principales villes du Japon, des réjouissances publiques, des cortèges, des processions aux lanternes, des « meetings », des représentations théâtrales ont exalté et consacré le dénouement glorieux de la grande lutte et les hauts faits des Alliés.

Pour ajouter encore à l'éclat de cette manifestation, le président Siu-Cho-Tchang tint à traduire en réalité le rêve qu'il avait fait de ramener la paix civile entre les deux extrémités de la Chine, le Nord et le Sud, qui depuis la fin de 1915 n'avaient presque pas cessé de se combattre. Après de patients efforts il réussit à désarmer les frères ennemis : un décret, en date du 10 novembre 1918, proclamait la fin des hostilités et l'ouverture des pourparlers pour la réconciliation et l'apaisement des partis. — Le gouvernement japonais eut, de son côté, à cœur de joindre ses efforts à ceux du président Siu et de l'aider dans l'accomplissement de son œuvre de fraternité. Il proposa aux Alliés, avec l'agrément du Président Siu, d'exprimer au gouvernement de Pékin, ainsi qu'aux chefs de la révolution sudiste, le prix que les puissances amies attachaient à voir la Chine renoncer à ses discordes et s'unir en une même pensée. La démarche ainsi tentée a été bien accueillie des deux parts, et il y a lieu de penser, d'après le langage tenu tant à Canton qu'à Pékin, que l'heure n'est plus éloignée où l'ordre et la paix seront rétablis dans toute l'étendue des territoires chinois.

C'est le vœu que formait, lors de la réouverture du Parlement japonais, au mois de janvier de cette année, le ministre des Affaires étrangères du Mikado, le vicomte Uchida, dans le discours dédié par lui à l'exposé de la politique étrangère de l'Empire. « C'est l'espoir de notre gouvernement, a dit le ministre, que les chefs des divers partis chinois renonceront à leurs rivalités personnelles, à leurs sentiments particuliers et à leurs chicanes sur des questions de légalité, et auront seulement à cœur le bien-être général d'une population de 400 millions d'hommes, l'établissement d'un régime de paix et d'union dans toutes les provinces de la République, afin que la Chine, en tant que nation, ne puisse faillir à ce que les puissances amies attendent d'elle. »

Le vicomte Uchida a saisi cette occasion de faire, dans la même harangue, une déclaration solennelle sur les sentiments dont le Japon est animé à l'égard de la Chine, et sur la politique qu'il entend poursuivre envers la République voisine et alliée. « Il va sans dire (et je reproduis ici les paroles mêmes du ministre), que le Japon n'a pas plus en Chine qu'ailleurs, d'ambitions territoriales. Il n'envisage pas davantage des projets susceptibles de nuire matériellement aux intérêts légitimes des Chinois ou à leur sécurité. Nous avons pris hautement l'engagement de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine, et de rester fidèles aux principes des facilités égales et de la porte ouverte pour l'industrie et le commerce. Nous voulons rester les amis sincères de la Chine et faire tous nos efforts pour assurer à la République un avenir brillant et un bien-être durable. Nous sommes donc décidés à traiter, à la Conférence de la paix, toutes les questions concernant les intérêts de la Chine et du Japon dans un esprit de réelle amitié. Le territoire de Kiao-Tchéou, cédé à bail à l'Allemagne, est passé entre nos mains par la victoire de nos armes ; nous nous conformerons à notre engagement de le restituer à la Chine, suivant l'accord sino-japonais du 25 mai 1915. Mais nous devons avoir recours dans une large mesure, et dans l'intérêt commun, aux riches ressources de la Chine, et nous espérons que le gouvernement et le peuple chinois, appréciant la valeur des relations de bon voisinage avec le Japon, ne se refuseront pas à nous aider en ce sens. »

Peu de jours avant que le vicomte Uchida ne prononçât ce discours, le ministre des Affaires étrangères de la République chinoise, M. Lou-Tcheng-Siang, se rendant à Paris comme premier délégué de la Chine à la Conférence de la Paix, s'est arrêté à Tokyo pour voir les membres du gouvernement japonais et s'entretenir avec eux des intérêts communs de l'Asie orientale et des Alliés. C'était là le meilleur signe et augure des dispositions dans lesquelles les représentants des

deux grands Etats de l'Asie se préparaient à aborder l'œuvre de paix dont ils allaient être les collaborateurs auprès des représentants de l'Occident.

IV

Le Japon et la Chine avaient fait choix, pour leurs délégations à la Conférence, de personnalités éminentes et de diplomates éprouvés. Les délégués du Japon étaient le marquis Saionji, qui a été deux fois président du Conseil dans des circonstances difficiles et qui a, de concert avec le prince Ito, dirigé depuis près de vingt ans le parti constitutionnel et libéral (Seyukai) présentement au pouvoir avec le cabinet de M. Hara ; le baron Makino, ancien ambassadeur à Rome et à Vienne, ancien ministre des Affaires étrangères ; le vicomte Chinda, M. Matsui et M. Ijuin, respectivement ambassadeurs à Londres, à Paris, à Rome. Je rappelle que le marquis Saionji, qui a fait un long séjour en France de 1869 à 1880, s'y est alors lié d'une amitié étroite avec M. Clémenceau, qu'il a été heureux de retrouver en 1919 président du Conseil de la République française et président de la Conférence de la Paix. — Les délégués de la Chine étaient : M. Lou-Tcheng-Siang, ministre des Affaires étrangères ; M. Wang, ancien ministre dans l'un des cabinets républicains ; MM. Alfred Sze, Wellington Koo, Wei, ministres de Chine à Londres, Washington et Bruxelles. M. Lou-Tcheng-Siang a, lui aussi, fait un assez long séjour en France : il possède à fond notre langue, il a montré de sincères sympathies envers notre pays, ainsi qu'un sens élevé des tendances et aspirations de l'Europe et du monde civilisé. Il a, de plus, souvent négocié avec le gouvernement japonais et s'est toujours inspiré, dans ses rapports avec l'Empire voisin et ami, du plus manifeste désir de conciliation et d'entente.

Le Japon et la Chine, qui avaient participé aux deux Conférences de La Haye et adhéré à ses résolutions, ont, dès la première réunion de la Conférence de Paris, manifesté leur volonté de coopérer à la Société ou Ligue des Nations dont le projet a été déposé par le président Wilson. Ils seront parmi les premiers membres de cette Société dont les principes, l'esprit et le but sont si conformes à leur propre idéal et aux traditions de leur haute culture philosophique et sociale (1).

Quant au rôle que leur situation géographique, les accords antérieurs, la préservation de leurs intérêts de l'Asie centrale et orientale et la défense contre le péril germanique leur assignent, il a un double caractère, une double portée politique et économique, que je voudrais indiquer et définir ici en quelques traits.

La Russie, après avoir été considérée pendant une longue période comme la puissance dont l'expansion menaçait la sécurité de la Chine et le développement libre du Japon, avant, de 1895 à 1916, d'abord avec la Chine, puis avec le Japon, contracté des liens et conclu des arrangements en vertu desquels tout le domaine asiatique, depuis la frontière du Turkestan jusqu'à la mer, était placé sous la sauvegarde commune des trois gouvernements russe, chinois et japonais. Par les rapports de la Russie, de la Chine et du Japon avec les deux grandes puissances de l'Europe occidentale, la Grande-Bretagne et la France, et avec les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, l'Asie orientale était, en 1914, et surtout à partir du mois de février 1917, l'une des citadelles les plus solides et les plus sûres contre les tentatives d'agression et d'empiètement des puissances germaniques. La révolution russe de la fin de 1917 et la tyrannie bolcheviste ont alors créé un nouveau danger, une nouvelle menace, contre lesquels la Chine, le Japon et leurs alliés de l'Ouest ont dû s'efforcer de boucher et masquer la brèche ouverte par l'effondrement de l'ancienne Russie. Ce sera, jusqu'à la restauration de la vraie puissance russe, le devoir essentiel du Japon, de la Chine et des Alliés, de combler la brèche, de maintenir l'indépendance et la paix de l'Orient, de veiller à ce que l'infiltration germanique, aidée par la complicité bolcheviste, n'atteigne pas le cœur et les extrémités de l'Asie. C'est à eux qu'appartiendra la garde de ce front d'Orient que, par les traités de Brest-Litowsk, l'Allemagne croyait avoir percé et par où elle espérait prendre sa revanche des déceptions et défaites subies ailleurs. C'est provisoirement par les deux grands Etats asiatiques et les Alliés que devront être défendues les clauses des accords conclus de 1905 à 1916 et qui, malgré la trahison du gouvernement de Lénine et Trotzky, subsistent dans leur intégrité.

La même tâche incombera à la Chine et au Japon dans l'ordre économique et dans le barrage à organiser en Orient contre tout essai du pan-

(1) La délégation japonaise avait proposé à ce contrat de la Société des Nations, un amendement par lequel était reconnue l'égalité des nations contractantes, sans distinction de race et de nationalité. — L'amendement n'ayant pas recueilli l'unanimité nécessaire, le baron Makino, délégué japonais, n'a pas insisté pour un vote en séance plénière; mais après avoir exprimé son « poignant regret », il a déclaré sa confiance dans l'avenir qui assurerait à l'amendement, aujourd'hui réservé, l'adhésion des membres de la Société des Nations.

germanisme de revenir à son monstrueux programme de 1914. — Le Japon, dont les représentants avaient déjà pris part à la Conférence économique tenue à Paris en juin 1916, était depuis cette date instruit de l'œuvre qu'il s'agissait d'accomplir et prêt à s'y associer. La Chine, ne s'étant rangée aux côtés des Alliés qu'au mois d'août 1917, n'a réellement adopté les mesures décisives contre les entreprises et la propagande germaniques sur son territoire qu'avec l'avènement à la présidence de la République du maréchal Fong, mais surtout du président actuel, M. Siu-Che-Tchang. Elle est aujourd'hui résolue à s'acquitter de son devoir d'alliée aussi bien en matière économique que sur le terrain politique. Les résidents allemands qui, au début de cette année, étaient encore nombreux dans les ports de la Chine et dans les centres commerciaux et industriels, sont désormais embarqués à destination de l'étranger. Toutes les administrations chinoises qui comptaient encore des employés allemands, austro-hongrois, les ont licenciés. Les banques allemandes, d'abord placées sous séquestre, ont été liquidées. Les navires allemands internés dans les ports de Chine ont été livrés aux Alliés. L'emprise germanique, qui avait été si forte sur la Chine jusqu'à la mort de Yuan-Che-Kai est maintenant éliminée. La Chine est ainsi libre de concourir avec le Japon et les Alliés à l'exécution du plan selon lequel une digue aussi hermétique que possible sera opposée à la vague et aux remous du commerce allemand et de ses dérivés.

Le concours de nos alliés d'Extrême-Orient sera de même précieux pour tout ce qui regarde la réglementation du marché des matières premières, le développement de la navigation, la répartition des industries, la régularisation de la circulation fiduciaire, du système monétaire et des changes.

Le commerce, la navigation et l'industrie ont pris au Japon pendant la guerre un accroissement intense. La situation financière qui, après la paix de Portsmouth, avait été difficile et presque critique, s'est, dans les quatre dernières années, relevée à tel point que le Japon, d'emprunteur qu'il était, a pu à son tour consentir des prêts importants, non seulement à la Russie, mais à la Grande-Bretagne et à la France. — La Chine, d'autre part, a vu, malgré les embarras que lui causaient en même temps la guerre étrangère et la guerre civile, son commerce se soutenir, ses grands revenus des douanes et du sel s'élever à des taux jusqu'alors inconnus, sa monnaie d'argent acquérir une valeur imprévue. — Le Japon et la Chine sont donc l'un et l'autre en mesure de nous assurer pour l'après-guerre toute l'assistance désirable.

La condition essentielle, c'est que l'union soit plus étroite que jamais entre tous les Alliés, et qu'entre la Chine et le Japon notamment la collaboration et l'entente gagnent chaque jour en intimité et en confiance. C'est le vœu sincère qu'expriment les Alliés, et c'est l'un des résultats, des bénéfices les plus souhaitables qui sont attendus de la Conférence de Paris et du franc échange de pensées entre les hommes d'Etat de l'Orient et de l'Occident.

A. GÉRARD,
Ambassadeur de France.

A MI-CHEMIN (1)

« C'est ce mort, docteur, qui vint
« frapper à la porte de mon cœur. »

Les deux promeneurs, dont l'un épuisait son éloquence passionnée à réduire les objections et les contradictions de l'autre, trouvaient leurs sentiments toujours à l'unisson dans l'impression esthétique qu'ils avaient de la nature.

— Ah ! dure tête de Breton, s'écria un jour le prêtre, vous qui avez un cœur si bon pour votre prochain et si touché des œuvres du divin auteur de la beauté, pourquoi le fermez-vous obstinément à la tendre voix de Jésus ?

— C'est que j'ai une dure tête de Breton, répondit en riant le docteur. On est ainsi chez nous : tout l'un, ou tout l'autre.

— Eh bien ! je vous préfère encore aux tièdes qui font à Dieu la politesse de croire en Lui, mais le renient à chaque instant dans leurs actes et dans leurs paroles.

— Il y a ma dure tête, mais il y a aussi que je suis biologiste et physiologiste, et que mes études m'ont appris que l'âme immortelle n'est qu'un pieux désir.

— Quel affreux malheur ! Voilà donc l'usage qu'on fait de la science !... Mais la conclusion de vos études, docteur, est abusive... Hélas ! je ne vous convertirai pas !

La voix du recteur fut si douloureuse qu'y entendant trembler une peine sincère, le docteur Prioux crut devoir aller au devant du reproche que son nouvel ami semblait s'adresser, d'avoir été trop inhabile.

— Ne vous accusez pas, dit-il, monsieur le rec

(1) Voir le précédent numéro.

teur. Ma conversion, voyez-vous, est chose impossible.

— Non certes, répliqua le recteur, s'il plaît à Dieu !... Mais la joie de cette difficile victoire me sera refusée, parce que le temps m'est mesuré.

— Que voulez-vous dire ?

— Docteur Prioux, est-ce à vous que j'apprendrai que je suis atteint d'une maladie de cœur ?

Je dois à la vérité de vous répondre que je le sais, en effet. Mais je me hâte de vous dire que je suis loin de vous condamner.

— Ecoutez, mon bon ami, voici une chose que je n'aurai dite qu'à vous seul. Elle peut vous aider à vous délivrer des étroites catégories dans lesquelles la science dite positive vous tient prisonnier. Je vous annonce donc qu'avant qu'il soit longtemps mon cœur m'étouffera... Je ne puis me défendre de la confusion d'une telle confidence. Il est toujours téméraire de croire qu'on a reçu un don spécial de Dieu... Ne doutez pas que je ne me sois rendu qu'à la force de l'évidence, après qu'à maintes reprises les faits m'y eurent contraint. Mais enfin, il m'a bien fallu reconnaître que j'avais reçu le don de prescience. Soyez donc assuré que ce que je vous ai dit arrivera.

Le docteur écoutait, stupéfait, ces étranges paroles.

— Mais, s'écria-t-il, et c'était, cette fois, l'homme de l'art qui parlait, il suffirait de cette croyance bien arrêtée dans votre esprit pour déterminer l'événement ! Vous entendez que je parle du cas actuel. Quant aux faits antérieurs auxquels vous avez fait allusion, je m'en fie à votre véracité. Il resterait à les expliquer, et ce n'en est pas le lieu. Mais cette idée de votre mort prochaine, ah ! je vous en prie, chassez-la : elle vous serait fatale ! Je pense qu'il y a là tout simplement un travail subconscient de votre cerveau. Ce qui se formule en vous, c'est la sourde aperception de l'état morbide de votre cœur... Je vous auscultérai, voulez-vous ?

— Inutile, cher docteur : ce que je vous ai dit est sûr. Je compte dans ma vie sept cas de prescience. Celui-ci est le huitième. Les sept précédents défient toute explication... Mais laissons ce sujet. Il m'est pénible...

« Le cas du pauvre recteur, se dit en rentrant chez lui le docteur Prioux, est vraiment privilégié. Que n'est-ce celui d'un indifférent, ou que ne m'a-t-il été rapporté d'une personne inconnue, au lieu de concerner un homme éminent et que je regarde comme mon ami !... Un terrain physiologique préparé ; deux émotions très fortes, coup sur coup : une profonde dépression du ton vital, et puis une réaction du système nerveux créant un milieu interne, un état de conscience grâce auquel le vouloir-vivre retrouve où se prendre et emprunte aux données systématisées de l'imagination un aliment qui le soutient. Bref, un processus nettement pathologique aboutissant à une organisation défensive de la conscience, mystique, en l'espèce — et la conscience morale l'est toujours en son fond, — défense appuyée à une organisation collective du même genre, sous la forme du dogme religieux de l'Eglise... C'est un type parfait de la genèse de la conscience morale ! »

Mais bientôt le docteur s'avoua, dans sa loyauté, les parties faibles de son schéma. Il ne tenait aucun compte de deux faits : En premier lieu, l'acquiescement raisonné à des idées *même introduites par le sentiment*, d'un esprit critique d'une remarquable vigueur et d'une culture scientifique très forte. En second lieu, l'embarras dans lequel il s'était lui, le docteur Prioux, constamment trouvé, il lui fallait bien le reconnaître, d'opposer au prêtre des objections, prises de toutes sources qui eussent raison de sa foi... Habileté dialectique d'un théologien rompu aux joutes de l'apologétique ? Mais le théologien se renforçait du savant, sur le terrain même de la science. Si bien qu'une sourde inquiétude gagnait l'auteur du *Mécanisme de la formation des concepts*, toujours battu et qui ne se sentait pas de force, d'être obligé d'en venir, par bonne foi, à l'aveu de sa défaite. En fait, il était bien éloigné de la conversion. Le christianisme lui apparaissait maintenant comme une fiction surnaturelle immense dans sa matière, merveilleusement liée dans ses parties, puissante sur le cœur par le pathétique des épisodes, magnifique dans la beauté formelle de la liturgie, digne enfin du respect par sa haute signification morale.

Il n'y avait pas là les éléments suffisants d'une conversion. Au contraire, cette manière de prendre la religion désolait-elle le recteur, plus encore que n'eût fait une hautaine incroyance. Alors, lassitude de la discussion inutile chez l'un, humilité chrétienne chez l'autre qui, se croyant insuffisant à la tâche de ramener à Dieu ce pécheur trop imbu du siècle, n'espérait plus rien que de la prière, il arriva que les deux hommes, en se gardant une mutuelle affection, peu à peu cessèrent de se voir.

Entre temps, les grandes vacances étaient arrivées. Déodat ne faisait, cette fois, que toucher barres à L.... Une occasion s'était offerte pour lui d'un séjour à Heidelberg, en compagnie d'un camarade de lycée dont le père, commissionnaire en marchandises, avait dans la vieille ville universi-

taine allemande un correspondant. Avant de partir pour Heidelberg, le jeune homme, frais émoulu bachelier, proposa d'aller porter la nouvelle de son succès au recteur de Saint-Martin. Du même coup, il lui ferait part du voyage en Allemagne. A vrai dire, le docteur avait bien pensé à prendre lui-même l'initiative de cette politesse, due autant au contradicteur ami, qu'il se reprochait de négliger, qu'au prêtre, à figure de vitrail, que Déodat n'avait jamais oublié et qui avait, de son côté, constamment témoigné qu'il n'oubliait pas Déodat. Toutefois cette proposition de son fils le mit à son aise : elle le dispensait d'un débat intérieur qui lui aurait été pénible.

Le père et le fils — on était alors en 1913 — se rendirent donc au presbytère. Déodat devait quitter L..., dans la nuit du samedi suivant.

Ce fut, comme d'ordinaire, la sœur du recteur qui ouvrit. La consternation était sur son visage émacié, creusé de deux profonds sillons par les larmes, ravagé d'une indicible douleur qui brisa sa voix, aux premières paroles. Il n'y avait pas vingt minutes, hélas ! que le recteur venait d'expirer : « Venez le voir, messieurs, dit la pauvre femme dans ses sanglots... Il a eu la mort d'un saint !... Ses traits en ont la pureté sereine, dans la mort. »

Sur son lit cénobitique, dans la chambre aux murs nus qu'ornait seul un crucifix d'argent de grandes dimensions, le recteur Deloche reposait, les mains jointes, avec l'air d'avoir clos les yeux de la chair sur une vision trop éblouissante.

Voici ce qui s'était passé. La veille, rien d'anormal n'avait été constaté dans l'état du recteur. Mais, la nuit, sa sœur l'avait entendu se lever, quitter sa chambre à coucher pour passer dans son oratoire, puis, là, réciter à haute voix des prières qu'il entremêlait de sanglots.

Cette scène extraordinaire, pendant laquelle elle n'avait pas osé intervenir, car il n'était pas rare qu'il priât la nuit, avait bien duré trois heures. Elle s'était enfin décidée à pénétrer dans l'oratoire et avait trouvé son frère haletant et qui, tombé du prie-Dieu où il s'était agenouillé, faisait effort pour se mettre debout. Elle l'avait relevé et aidé ensuite à se recoucher. Il avait passé la nuit assez paisiblement.

Au moment de quitter l'oratoire, mademoiselle Deloche avait remarqué un détail : le groupe photographique des lycéens de T... n'était plus à sa place. Son frère l'avait fixé au pied du crucifix de cuivre. Voyant qu'elle s'avisait de ce changement, il avait murmuré d'une voix oppressée : « Pauvres enfants ! » Et de grosses larmes avaient roulé sur ses joues. Interrogé par elle sur le sens de ces paroles et la cause de ses larmes, il avait soupiré sans répondre. Elle avait respecté son silence. Peu d'instants après, il avait demandé un prêtre, désignant le Recteur de Notre-Dame, dont il était l'ami, et qui, accouru aussitôt, lui avait administré les derniers sacrements. Il ne s'était pas opposé à ce que le docteur Lenoët, particulièrement accrédité dans la société catholique de L..., vînt aussi. Mais les soins de ce médecin, qui ne s'était, d'ailleurs, fait aucune illusion sur l'état du malade, n'avaient pu empêcher que son pauvre cœur hypertrophié ne l'étouffât, à dix heures du matin.

Ce récit achevé et leurs condoléances faites avec la plus sincère émotion — Déodat pleurait comme si c'eût été un proche qu'il perdait — le père et le fils allaient laisser mademoiselle Deloche à son accablante douleur, quand celle-ci se souvenant tout à coup, les retint : « Oh ! mon Dieu ! s'écria-t-elle, j'allais oublier que mon vénéré frère, quelques heures avant de mourir, a prononcé ces paroles : « Seigneur, ayez pitié du docteur Prioux ! » Ainsi, jusqu'au dernier moment, docteur, il a saintement pensé à votre salut. »

C'était la mort d'un prêtre, racontée par sa sœur, aussi pieuse que lui. Mais le docteur éprouva de ces derniers mots une impression qu'il aurait préféré que la mémoire de la narratrice, moins fidèle, lui épargnât.

VI

Les saisons avaient passé. La vie du docteur Prioux avait repris son train accoutumé. Cependant des curiosités d'esprit auxquelles il s'était montré jusqu'alors étranger, sinon rebelle, s'étaient emparées de lui, comme par l'influence qui se prolongeait, du recteur de Saint-Martin.

Il l'avait si profondément subie, en dépit qu'il en eût ! Il n'était plus aussi absolument assuré de la solidité scientifique de sa « Genèse biologique de la conscience morale », et, à vrai dire, du matérialisme qui en faisait le support. En tout cas, il s'avouait qu'il y avait eu quelque témérité de sa part à toucher avec tant d'assurance une si délicate matière. Cet ouvrage qu'il avait tant caressé, ce n'était peut-être, au vrai, qu'une hypothèse ingénieuse, bâtie un peu vite sur des observations cliniques dans lesquelles il faisait *a priori* bon marché d'une autre interprétation. N'avait-il pas juré trop docilement *in verba magistri ?* Le matérialisme régnait. L'Allemand Hœckel, le Français Le Dantec passaient pour avoir prononcé le dernier mot sur la question. Mais le recteur

Deloche, cet homme étonnant, l'avait mis sur la voie d'autres travaux, notamment les vigoureux ouvrages polémiques de l'abbé Fontaine. Il n'avait pas été convaincu. Mais il sentait bien que la question religieuse restait posée. Une fin de non-recevoir n'était pas une réponse.

Par ailleurs, la doctrine quasiment officielle du matérialisme recevait de l'originale métaphysique intuitive de Bergson des coups qui portaient. Enfin, la laïcisation du problème religieux prise en charge par le « modernisme », quelque temps à l'ordre du jour, avait provoqué l'entrée en lice d'une phalange de théologiens qui obligeaient de compter avec la pensée catholique. Un moment, le docteur Prioux, poussé dans tous ses retranchements par la dialectique impétueuse du Recteur de Saint-Martin, avait eu peur de perdre pied. Il avait fui la discussion. Mais sa loyauté n'avait pas souffert qu'il se dérobât longtemps. Et c'était en toute sincérité qu'il voulait s'éclairer, quoi qu'il en dût arriver, et le vide se fit-il dans ce qui avait été sa manière de foi, à lui. Au demeurant, peut-être cédait-il, à son insu, à l'obscur pressentiment de la hideuse catastrophe qui, déjà, grinçait dans ses ressorts et bientôt allait se déclencher, bouleversant le monde. Des milliers de Français, en dépit de l'aveuglement inexplicable de leurs gouvernants, avaient dans le cœur et dans les fibres l'angoisse sourde des effroyables puissances de mal qui allaient jeter aux abîmes de la mort, dans le sang versé à flots des immenses tueries, d'innombrables et d'innombrables multitudes d'hommes : Vie ou néant ? Déjà la question fatidique agitait les âmes que le goût de jouir n'absorbait pas bestialement : et les plus sensitives la percevaient à l'oppression, au malaise vague et douloureux de l'atmosphère électrisée dans laquelle elles respiraient mal. Surtout, l'ardent et grave esprit de la jeune génération qui devait bientôt se battre et mourir s'attachait passionnément, plus encore qu'aux problèmes sociaux et politiques, au problème métaphysique et religieux, comme si elle eût eu le sentiment de la terrible urgence pour elle de lui donner une solution.

Déodat, devenu étudiant en médecine à Paris, ne faisait fléchir en rien ses habitudes d'assiduité laborieuse. Mais, dans les loisirs que lui laissaient les cours de la Faculté, il lisait, et, de ses lectures, presque exclusivement philosophiques, il faisait le thème sans cesse repris de discussions avec quelques amis que des affinités de caractère et d'esprit désignaient à ses préférences, entre les autres étudiants qu'il fréquentait.

Il était revenu d'Heidelberg singulièrement prévenu contre la culture, la fameuse *kultur* allemande. Le [illegible], qu'il était, outre-Rhin, au fond de toutes les pensées. Dans la bouche des [illegible] gens de son âge, avec le ton infatué et lourdement [illegible] dont ces jeunes cuistres arrogants l'exaspéraient encore, il avait révolté sa sensibilité, [illegible] ses instincts de Français et s'était [illegible] discrédité qu'il ne s'expliquait plus que son père, si généreux et si noble, eût jamais pu vraiment professer une si basse doctrine. Pourtant il eût voulu en vain se dissimuler, le docteur Prioux était bien un matérialiste convaincu, fondant sur la science l'assurance de ses négations, quant à l'immortalité de l'âme et quant à l'existence de Dieu.

Mais lui, Déodat, croyait-il donc à l'âme et croyait-il à Dieu ? Incapable de se répondre oui ou non, de manière décisive, il cherchait avec la fougue sincère de son âge des arguments probants. Il ne les trouvait pas chez les matérialistes, qui partaient d'un postulat à trop bon compte accordé et qui instruisaient toujours tendancieusement le procès des doctrines adverses. Celles-ci, moins simplistes, faisaient éclater aisément l'insuffisance du matérialisme, philosophie paresseuse. Mais, à leur tour, elles étaient à la fois ambitieuses et vagues et se contredisaient entre elles... Naturelle, peut-être, mais bien téméraire entreprise, de rendre compte des énigmes du monde par une construction idéologique quelconque, toujours marquée de l'inévitable imperfection de la pensée humaine et datée des préjugés et des lacunes de la connaissance qui affectent une époque ! Fallait-il donc se laisser ballotter au flux et au reflux d'un scepticisme qui tantôt dit oui, et tantôt dit non ? Ou, chose pire encore, abandonner lâchement la partie et reposer sa tête fatiguée sur l'oreiller des veules ? Ou plutôt, comme Montaigne, et plus tard comme Renan, fallait-il se faire un amusement des contradictions et des subtilités de l'esprit ? Mais il ne semblait pas au jeune homme que l'heure fût au dilettantisme.

Déodat eût voulu s'ouvrir à son père des préoccupations qui travaillaient son esprit. Il lui en écrivait ; mais, la lettre achevée, il la déchirait chaque fois. C'était pudeur filiale : devait-il, indirectement, demander compte à son père des opinions arrêtées dont celui-ci avait fait l'aliment de sa vie intellectuelle ? Il pensait, à chacun des congés qui le ramenaient pour quelques jours auprès des siens, qu'une circonstance, qu'un mot lui permettrait de délivrer son âme. Mais le docteur, au contraire, avait l'air d'éviter à dessein de prononcer le mot, ou de s'y arrêter, quand c'était Déodat qui le disait ; et il laissait passer les occasions de s'expliquer. Déja Déodat avait été

frappé de ce fait, en sortant de la chambre mortuaire du Recteur de Saint-Martin, que son père n'avait paru prêter aucune attention aux paroles étranges proférées par le prêtre, quelques heures avant de mourir : « Pauvres enfants ! »

Le jeune homme, à qui le docteur n'en avait jamais touché mot, ignorait tout du don de prescience que le recteur Deloche avait affirmé posséder, et la coïncidence si saisissante de la mort de celui-ci succédant, à point nommé, à la prédiction qu'il en avait faite lui était également inconnue. Il n'avait pourtant pu se défendre de donner un sens à ce cri de pitié du prêtre sur ses anciens élèves. A l'heure de quitter la terre, le Recteur de Saint-Martin avait pleuré sur eux : Qu'avait-il pressenti ? Mais de tels pressentiments, le docteur Prioux en faisait-il état ? Non, sans doute. Était-ce donc une faiblesse d'y attacher de l'importance ? Eh bien, cette faiblesse, si c'en était une. Déodat l'avouait ; mais il ne l'avouait pas à son père.

(*A suivre*).

EUGÈNE HOLLANDE.

L'ARMÉNIE ET SON DROIT

Chacun sait que les questions asiatiques posées devant la Conférence de la Paix sont aussi complexes et litigieuses que les questions européennes, d'autant qu'elles se lient intimement à celles-ci et qu'elles intéressent au premier chef les grandes puissances. C'est toute l'Asie turque qui est en jeu, et avec elle la Perse, — si nous laissons de côté l'affaire de Kiao-Tchéou qui a été provisoirement réglée par les « Trois » dans la première semaine de mai. Les Syriens, les Grecs, les Turcs, les Arabes, les Kurdes, les Arméniens, sans compter les Israélites, — et les Assyro-Chaldéens, qui ont fait une brusque apparition, — revendiquent leurs droits, et cette revendication n'est parfois pas absolument spontanée ; — et c'est ainsi que le roi du Hedjaz et son fils l'émir Fayçal ont formulé des desiderata qui n'avaient pas tous été élaborés par les croyants de La Mecque et de Médine.

Si les problèmes de l'Europe centrale et orientale ne s'élucident point facilement, les problèmes de l'Asie antérieure, de la proche Asie, comme l'on dit, nous réservent aussi des surprises. Dès qu'on les examine non point de loin, et avec cette indifférence souveraine ou cette négligence solennelle, qui trop souvent caractérisent la diplomatie, mais dans leurs détails et sous leurs aspects variés, on est un peu effrayé. L'enchevêtrement des races est formidable dans la région à la fois européenne et asiatique, qui va du sud du Danube jusqu'à la Perse, au golfe Persique et à la Caspienne. La thèse du droit des peuples, qui n'est point neuve, fournit partout un excellent fil conducteur, mais pour qu'elle s'exerce dans la plénitude de la justice et de la clarté, encore faut-il que les collectivités précisent leurs contours et se dégagent des conglomérats qu'ont formés les conquêtes, les immigrations, les nappes d'invasions successives. Nul n'ignore combien il est malaisé de trancher en toute conscience d'équité le débat macédonien. Mais la Macédoine n'est pas toute entière comprise entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie : je veux dire que des situations, des confusions ethniques analogues se révèlent ailleurs, et l'on ne peut se dispenser de songer à elle, lorsqu'on lit les mémoires déposés devant la Conférence de la Paix par les Hellènes, les délégués du Pont, les Arabes, Kurdes, Assyro-Chaldéens et Arméniens, etc. C'est ainsi que les Hellènes et les Turcs se disputent tel territoire — au nom des races, le long de la côte de l'Egée ; que plus à l'Est, Trébizonde est revendiquée par le Pont et par l'Arménie, — Diarbékir par l'Arménie et par les Kurdes qui ont délégué Chérif Pacha à Paris, Alexandrette par cette même Arménie encore et par les Syriens. Je m'arrête ici, car c'est justement de l'Arménie que j'entends entretenir nos lecteurs.

S'il est un pays intéressant par son passé, dans son présent, et dans ses possibilités d'avenir, c'est bien celui-ci. Il a subi un martyre sans pareil ou à peu près, puisque Zangwill lui-même lui a reconnu à cet égard la primauté sur les Israélites. Il est habité par une nation qui a ses caractères nettement tranchés, et qui a prouvé sa forte personnalité en refusant, à travers les siècles, de s'incliner devant les dominations insidieuses ou brutales établies sur son territoire primitif. L'Arménien, industrieux, économe, subtil, audacieux à la fois, et qui a prospéré partout où il a joui d'un minimum de protection et de sécurité, en Asie comme en Europe ou en Amérique, contribuera demain à l'activité générale du monde par la mise en valeur de son propre domaine, stérilisé comme tant d'autres sous la souveraineté des Sultans. On ne peut lui reprocher ni la mollesse ni la lâcheté morale, car il a résisté souvent, avec un héroïsme incomparable et un total sacrifice de soi-même, aux bandes régulières ou irrégulières de la Porte.

L'Arménie réclame devant la Conférence un territoire dont l'ampleur soulève quelques contestations, et qui s'étendrait de la mer Noire à la Caspienne à travers l'Anatolie : les vilayets de Van, Bitlis, Erzeroum, Sivas, Trébizonde, Kharpout,

Diarbékir, Adana, auxquels se joindraient les districts de l'Arménie russe et de l'Arménie persane. La population qui couvre cette superficie, serait d'environ 6 millions d'individus, dans la mesure où il est permis d'invoquer une statistique. Mais combien compterait-on d'Arméniens sur ce total ? C'est là dessus que les controverses sont engagées, et naturellement le problème n'étant pas d'ordre purement scientifique, les données des uns et des autres n'excluent point la partialité.

D'après certaines allégations, il y en aurait en tout 4 millions d'Arméniens vivants, dont 800.000 environ seraient plus ou moins éloignés de la zone primitive ou du noyau. Sur les 3.200.000 qui seraient à peu près groupés, 2 millions vivraient en Russie, et ainsi le contingent turc et l'effectif persan, ce dernier étant très mince, n'excéderaient pas 1.200.000 en s'additionnant. D'autres allégations évaluent à 1.400.000 la masse arménienne qui subsiste sur territoire ottoman. Si l'on prend les brochures de propagande que la Porte a fait imprimer récemment en Suisse pour les besoins de sa cause, on s'aperçoit qu'elles réduisent à 700.000 et même moins la population arménienne dans les vilayets réclamés par la délégation venue à Paris. Ces brochures s'appuient en partie sur des déclarations qui furent faites à la Chambre française, en 1895, par M. Hanotaux, et qui estimaient le pourcentage des Arméniens de 13 à 32 p. 100 selon les régions. Enfin elles visent à montrer que les revendications de l'Arménie ont varié à travers les âges, et qu'elles étaient beaucoup moins vastes en 1878 qu'en 1919. De toute évidence, la question est des plus complexes : d'autant (et la propagande turque néglige ce point délicat) que plus d'un million d'Arméniens — peut-être 1.200.000 — ont été massacrés de 1895 à 1915 et que quelques centaines de milliers se sont enfuis dans les directions les plus diverses après la dernière et grande tuerie, dont la responsabilité incombe à Enver Pacha.

*
* *

Si l'on envisage l'ensemble du territoire revendiqué par le peuple Arménien, il offre de grandes richesses naturelles dans l'ordre agricole, comme dans l'ordre minéral. Qu'il s'agisse de la production du coton ou de celle des métaux, il apparaît comme une des réserves du monde. Touchant à deux mers, il n'est pas étonnant qu'il ait tenté les conquérants. Le malheur de cette nation a été de se trouver sur le passage des grandes vagues de conquête, qu'elles cheminassent d'Est en Ouest ou encore d'Occident en Orient. C'est parce qu'elle a été pendant de très longs siècles sous le joug, menacée dans son existence, opprimée dans son labeur, qu'elle a pris certains traits qui lui sont d'ailleurs communs avec toutes celles qui ont subi les mêmes servitudes.

Je n'ai point l'intention de reprendre son histoire très haut dans le passé. A la veille de la guerre, l'Arménie n'avait à se louer ni de l'Empire ottoman, ni de l'Empire tsarien, ni de l'Empire des Schahs, dont elle relevait simultanément.

La grande thèse défendue par les gens de Constantinople, lorsqu'on leur reprochait les forfaits de leurs troupes régulières et des bandes kurdes, était que les Arméniens avaient, par leurs soulèvements, provoqué la répression. Il est avéré au contraire, que les révoltes d'Erzeroum, du Zéitoun, de Sassoun ou d'ailleurs, n'ont été que des ripostes. Jamais la Porte n'a songé à instaurer, de Trébizonde à Adana, un régime acceptable, et plus elle manifestait de brutalité, plus s'exerçait la sauvagerie de ses pachas, — et plus la nation arménienne prenait conscience d'elle-même, plus elle revendiquait son affranchissement.

Jamais les Sultans ne tinrent leur parole et leurs pratiques étaient ici les mêmes qu'ailleurs : les promesses, le mensonge, l'atermoiement. En 1876, on essaie d'amuser les Arméniens en leur donnant une assemblée élective, qui siège à Constantinople, mais qui n'est qu'une parodie de représentation. Le traité de Berlin, en son fameux article 61, prévoit des réformes, mais il reste lettre morte. En 1890, l'affaire d'Erzeroum apparaît comme le prélude des grands massacres. Ceux-ci durent de 1894 à 1896, et un Livre Jaune qui a été publié à cette époque, et qui sans doute ne contient pas tout, fournit déjà une étrange documentation sur les exploits de Zekki Pacha et de ses lieutenants à Sassoun, Trébizonde, Bitlis, Mersine. Naturellement la diplomatie européenne délibère et rédige des notes, spécialement le mémorandum retentissant du 2 mai 1895, mais dans la réalité, elle n'agit point et se contente de mots. 300.000 Arméniens périssent en Asie Mineure et 6.000 autres à Constantinople, après l'attaque de la Banque ottomane le 26 août 1896. De nouveaux carnages ont lieu en 1903 à Sassoun, en avril 1909 à Adana, car la Jeune Turquie reprend les traditions de la Vieille Turquie. Mais la plus grande et la dernière persécution est celle d'avril 1915, — qui coûte la vie à 500.000 Arméniens selon les uns, à 800.000 selon les autres, — et dont je n'ai point le loisir d'évoquer les effroyables détails.

La Porte a commis l'un des plus grands crimes historiques, mais il faut tout dire, et les puissances

de premier rang, par leur attitude, lui ont trop souvent laissé comprendre que l'impunité lui était assurée. Le gouvernement tsarien qui, sous Alexandre III et Nicolas II, pratiquait une russification à outrance, n'a marqué aucun respect des droits de l'Arménie : le peuple arménien a eu à souffrir de son administration, de sa police, de sa haine pour toute pensée indépendante. Ce peuple trouvait, à Petersbourg et chez les vice-rois de Tiflis, des sentiments à peine différents de ceux qu'on nourrissait pour lui sur le Bosphore. Il est du prince Lobanof, ministre des Affaires étrangères au moment des premiers grands massacres, ce mot trop significatif : « J'aime bien l'Arménie... mais sans les Arméniens » — ; et cette appréciation explique pourquoi la chancellerie russe fut toujours molle dans ses démarches auprès du Sultan. Le trop célèbre Plehve sévit contre les Arméniens de Russie avec la même rudesse que contre les Polonais et les Finlandais. En 1905, les Tatars, qui incendièrent Bakou et y fauchèrent les commerçants et ouvriers arméniens, prétendaient qu'ils ne seraient pas châtiés. D'innombrables procès politiques furent instruits contre les sociétés de Tiflis ou d'Erivan, qui étaient traitées en criminelles, dès qu'elles préconisaient une atténuation du régime. A la veille de la guerre mondiale, le tsarisme avait un peu modifié sa tactique, et essayé de s'appuyer sur l'Arménie contre la Turquie, qui subissait de plus en plus l'influence allemande. Il se flattait d'avoir arraché à Mehmed V, par l'accord du 8 février 1914, la promesse de réformes sérieuses, sous contrôle européen, dans les vilayets de l'Anatolie orientale. Il allégua cette diplomatie de protection pour réclamer de ses alliés, aux négociations secrètes de 1915-1916, l'annexion d'une partie de ces vilayets, mais les Arméniens ne tenaient guère à échanger un assujettissement contre un autre : d'autant que les déportations en masse, que prescrivit le vice-roi du Caucase, Vorontzof-Dachkof, après la prise d'Erzeroum, de Trébizonde et de Van, n'étaient point faites pour les amener à des sentiments de gratitude.

Le passé est mort. Les grandes puissances, en Asie Mineure, travaillent sur une table rase. Elles peuvent plus ou moins racheter leurs fautes, leurs négligences, leurs compromissions d'autrefois. L'Arménie mérite, à l'égal de n'importe quelle nation, l'indépendance complète. Qu'on la lui confère et elle deviendra, dans cette Asie Mineure qui ne se transformera que peu à peu, et qui avec d'autres régimes, serait un des greniers du monde, — un foyer de civilisation, un prolongement de l'intellectualité occidentale.

PAUL LOUIS.

COMMENT RÉFORMER NOTRE DIPLOMATIE

Une ère nouvelle s'ouvre à notre diplomatie, à la diplomatie de tous les pays (1).

La transformation du monde moderne, la complexité croissante des relations internationales, les associations, les concurrences, les rivalités partout multipliées enjoignent à une humanité désireuse d'ordre et qu'épouvante le chaos un effort de coordination, de direction, d'information mutuelle et d'harmonie.

Contraints de chercher hors d'eux-mêmes le total développement de leurs facultés, de leurs activités, de leur légitime influence, les peuples émancipés d'une trop étroite notion de leur domaine géographique — mais non des suggestions du génie national qui s'affirme au contraire avec plus de puissance que jamais — se répandent à travers le monde, s'affrontent sans se mêler, prolongent en tous sens parmi l'univers les racines d'où monte une sève nouvelle. Quiconque renonce à cette expansion se condamne à l'anémie, à l'asphyxie, et s'offre en victime à la colonisation étrangère.

Soumise à la loi commune, la France, plus que tout autre pays, éprouve le besoin d'une organisation qui multiplie et discipline sa vigueur : amis ou ennemis, de redoutables rivaux nous entourent ; peu nombreux, nous sentons la nécessité d'être mieux encadrés que tels de nos voisins, plus activement guidés, soutenus, accompagnés ; nous ne grandirons, nous ne vivrons que par une adaptation rapide aux circonstances universelles, par une application plus savante et une administration supérieure de nos dons d'audace intelligente.

Nécessité d'ordre général et supranational, la transformation de la diplomatie s'impose à nous avec le caractère d'un pressant et inquiétant dilemme : progrès de nos destinées, de notre culture, de notre histoire féconde, ou décadence, mort inévitable — et prochaine.

Diplomatie ! le mot semble dépassé : une profession change d'objet, ou tout au moins voit grandir si démesurément sa mission que le vieux vocable, glorieusement étriqué, n'en recouvre plus tous les aspects.

La diplomatie sera demain l'agent essentiel de la prospérité nationale, elle sera la forme nouvelle ou l'instrument direct de ce gouvernement du monde que la terre entière appelle de ses vœux.

(1) V. L. MAURY, Réformons notre diplomatie (*Revue Bleue*, 3-10 mai 1919).

Le cerveau même d'un Talleyrand ne suffirait plus à dominer une aussi colossale activité ; la diplomatie n'est plus un art ou une science, elle embrasse plusieurs sciences, elle est au point de jonction de tous les labeurs humains ; elle ne peut plus rien ignorer de la vie des peuples...

De là une première conséquence : puisque la matière acquiert une aussi vaste étendue, distinguons-en les parties essentielles ; et puisqu'un savoir quasiment encyclopédique devient nécessaire, attribuons à plusieurs ce qu'un seul ne saurait posséder.

La diplomatie atteint ce stade que connurent plusieurs disciplines humaines : ainsi la philosophie, qui donna naissance à tant de recherches diverses ; ainsi l'histoire, unifiée il y a encore cinquante ans, devenue aujourd'hui un faisceau de « spécialités » concurrentes.

La diplomatie est à l'âge de cette division du travail qu'implique tout perfectionnement de l'effort collectif ; elle ne remplira sa charge que si elle s'en rend compte, et agit en conséquence ; sachons exiger d'elle la pleine conscience des métamorphoses du monde — et la nette compréhension du devoir correspondant qui l'objurgue de se renouveler elle-même.

*
* *

Dira-t-on que cette conscience et cette compréhension commencent d'apparaître en elle ? qu'elle évolue, s'apprête à évoluer, annonce ou facilite l'évolution prochaine ?

Quelques individualités sans doute découvrent çà et là les signes du temps : certains ne résistent pas aveuglément à la leçon des faits, en acceptent l'enseignement, et se laisseraient volontiers modeler par eux. D'autres, qui ont le goût de réfléchir sur leur profession, et qu'invitent à la méditation la variété, les perpétuels contrastes de leur expérience, s'enhardissent à une critique plus haute et souhaiteraient une utilisation plus stricte de leurs talents.

Ceux-ci et ceux-là demeurent impuissants devant l'inertie routinière de l'institution.

L'institution est surannée ; cristallisée dans sa forme présente, on l'accuse ouvertement de tuer les énergies, de persécuter les initiatives et d'aller au rebours de tout progrès. Elle ne compte que des bonnes volontés ; ses agents et ses chefs n'ont point que des qualités extérieures ; dans leurs rangs, les esprits solides et les activités latentes ne sont point rares ; mais elle s'en sert mal.

Comment agirait-elle autrement, dans la limite de ses règlements ? bornée par de si impérieuses traditions ? assiégée de tant de besoins qu'elle ne saurait satisfaire ? isolée, démunie ? vouée à un rôle restreint, paralysée par l'étroitesse de sa doctrine et la pénurie de ses moyens ?

De quels moyens en effet dispose-t-elle ? se contente-t-elle ?

Moyens matériels ? Insister serait cruel : le dénuement de la plupart de nos légations — pour ne rien dire des ambassades — était flagrant à la veille de la guerre. Et quel Français, à la recherche de son consul en une ville étrangère, n'a fait d'amères réflexions devant ces bureaux à peine décents en de lointains faubourgs ? Qui n'a plaint le consul lui-même, personnage trop souvent furtif, nécessairement désireux d'oubli et de silence ? infortunés consuls, sans commis, ni même cette dactylographe dont le plus humble commerçant s'assure d'abord les services ; sans ressources pour la plus simple enquête ; incapables de voyager, de recevoir, réduits à ces crédits « d'abonnement » qui ne compensent pas leurs frais d'écritoires. — Combien, si leur sort était mieux connu, nos maisons de commerce leur seraient plus indulgentes !

Le personnel ? Ah ! ne nous hâtons pas d'incriminer les individus ; voyons plutôt comment l'institution les prépare à remplir leurs fonctions.

Nos consuls doivent s'appliquer à suivre et à favoriser le mouvement commercial : il y faudrait une éducation économique développée, et non point seulement un savoir théorique, mais la familiarité des usages du négoce, la possession de la langue du pays où ils sont appelés à séjourner, une formation pratique, et qui les rapproche des hommes d'affaires. — De l'aveu général, leur préparation est insuffisamment technique.

Quant à nos diplomates, les meilleurs possèdent une culture générale qui leur assure un rang éminent parmi leurs collègues étrangers, et où ils puisent souvent des ressources inattendues. Où ont-ils toutefois appris leur métier ? Car on va répétant qu'ils exercent un « métier », et qui s'apprend.

Certains ont fréquenté nos grandes écoles : mais rien ne les y oblige. Pour les autres, parcourez les programmes des examens et concours auxquels ils sont soumis : ces connaissances historiques et juridiques les acheminent peut-être — s'ils y ajoutent ensuite la connaissance des hommes et des intérêts — à la grande politique. Mais la grande politique, les longs desseins, le calcul des vastes équilibres, voilà tout justement ce qui demeurera interdit à la plupart d'entre eux. Aptes à la haute diplomatie — si le talent et la chance les favorisent

— ils ne sont aptes à rien de précis ; aucune spécialisation ; aucun de ces travaux, de ces thèses ou de ces recherches originales où s'essaient les jeunes personnalités et les valeurs professionnelles à l'entrée des grandes carrières — où du moins s'acquièrent le goût de l'exactitude, le maniement des méthodes modernes, le sens de l'étude indépendante et fortement outillée.

S'attacheront-ils par la suite à un ordre d'étude ? approfondiront-ils quelqu'un de ces problèmes juridiques, sociaux, économiques, historiques ou psychologiques que l'on retrouve à la base de toute action diplomatique ? connaîtront-ils sûrement un peuple, un groupe de peuples ? Ceux qui réalisent cette adaptation à leur profession sont rares, et non point par leur faute, mais parce qu'un singulier caprice s'applique à les détourner de l'effort suivi, parce que le hasard des promotions s'obstine à envoyer un sinologue dans l'Amérique du Sud, un italianisant en Scandinavie, parce que le simple indice d'une aptitude quelconque dénonce un homme pour la tâche la plus imprévue et la plus éloignée de ses goûts et de ses capacités.

Aucune administration ne pratique plus assidûment que nos Affaires étrangères la haine de la vraie spécialité ; on demeure stupéfait de constater combien peu, parmi ces gens qui s'affirment spécialistes, méritent réellement ce titre.

A qui la faute ? à des usages aujourd'hui incompréhensibles, et qui perpétuent, pour la commodité de quelque bureau, la tradition du fonctionnaire interchangeable.

On félicite ceux qui surmontent ou tournent un aussi fâcheux destin ; aucun homme raisonnable n'admettra qu'il soit infligé désormais à la majorité de nos consuls et de nos diplomates.

La seule excuse plausible doit disparaître, s'il est vrai que des fonctionnaires trop peu nombreux sont astreints à remplir indistinctement toutes les missions.

Car de raison valable il n'en est point : celles que l'on allègue généralement sont spécieuses et ne résistent pas à la critique : la spécialisation n'appauvrira — relativement — que les natures indigentes ; et l'on ne voit pas que la parfaite possession de l'une des disciplines qui ressortent à la diplomatie puisse rendre un cerveau actif impropre à cette réceptivité, à ce sens des relations et des correspondances dont aucun diplomate ne devrait être privé. L'expérience de nos sciences constituées est là, qui le prouve : une intelligence profonde d'un ensemble de lois et de faits un peu étendu n'est possible que si l'on a acquis préalablement une connaissance précise et parfaite de quelques-uns de ces faits et de ces lois.

La « carrière » elle-même fournirait d'illustres exemples : et l'on ne sache pas qu'un Jusserand ait tiré de médiocres avantages de son bagage universitaire si judicieusement utilisé et accru au cours d'un séjour prolongé au pays de ses études coutumières.

Pourquoi n'a-t-on pas retenu la leçon d'un tel fait ? Lorsqu'il fut question naguère de répartir l'avancement selon certaines zones géographiques, les objections les plus singulières se firent jour ; un flot d'encre coula, sans que rien de probant ait été allégué.

Et sans doute on pourrait redouter l'étroitesse et la sécheresse d'esprit d'hommes confinés en des besognes trop restreintes ou condamnés à une stricte sédentarité ; on voit aussi des spécialistes pâtir d'un trop long séjour en un seul pays et s'assimiler si parfaitement une mentalité étrangère qu'ils perdent le sens des relativités, ou négligent le point de vue français, à moins que leur combativité ne s'exacerbe à l'excès. — De tels inconvénients seraient aisément évités si des missions temporaires et précises venaient rompre la monotonie des carrières trop unies, si des déplacements périodiques permettaient les comparaisons et entretenaient cette fraîcheur d'impression et cette souplesse de pensée nécessaires à des gens qui doivent suivre des phénomènes de vie. De périodiques rappels en France préviendraient un autre péril : car de trop longs exils font que l'on ignore sa propre patrie.

Mais, avec le système actuel, comment nombre de nos diplomates ne seraient-ils pas dégoûtés d'un effort qu'on s'ingénie à leur interdire ? Comment ne se persuaderaient-ils pas que le « métier » se réduit au respect des usages internationaux, du protocole, des routines et du langage administratifs, le tout paré d'allures sybillines, et d'une discrétion de manières qui dissimule sous une distinction de convenance l'ardent désir de fuir toute « affaire », toute initiative, partant toute responsabilité ? Comment certains échapperaient-ils au reproche de « dilettantisme » dont notre société spécialisée châtie l'incompétence

On touche là à des maux reconnus de tous, hautement dénoncés par tous ceux qu'ils condamnent à des fins de carrières inopérantes et aigries. Nos diplomates sont les premiers à demander qu'on y remédie. Le mécontentement, si fréquent parmi eux, et qui va s'aggravant, n'est qu'une forme malheureusement impuissante, de la plus juste critique.

Le dommage, au point de vue national, est grand : contraints d'improviser les informations les plus diverses, qu'ils ne peuvent rassembler ni

parfois critiquer eux-mêmes, on voit des diplomates se contenter de renseignements de seconde main, insuffisamment précis et sûrs ; enfin, la plupart des légations possèdent un employé étranger dont les conseils seraient souvent précieux s'ils étaient plus aisément contrôlables ; comment toutefois admettre qu'une action subalterne et occulte s'exerce aussi puissamment auprès de certains ministres ? L'un de ces irresponsables, qui ne figurent pas même dans les cadres officiels, partageait avant la guerre ses services entre une légation de France et une légation d'Autriche ; 1914 le détermina à choisir — tardivement — le camp de nos ennemis.

N'y a-t-il pas là un exorbitant abus — dont ne sont point affranchies d'ailleurs, et à Paris même, les diplomaties étrangères ?

Et voilà un cas inattendu de « secret » assez redoutable, s'il est vrai que de telles personnalités fournissent la matière de certains rapports où la main du « chef de mission » ne se reconnaît qu'à l'élégance de la transcription et au tour spirituel ou piquant des formules.

*
* *

L'administration paraît insoucieuse des progrès du temps, mal disposée, peut-être hostile à une amélioration de son personnel, de ses méthodes, de sa fonction elle-même.

Pourtant elle vient de vivre une expérience qui l'a abondamment éclairée en lui faisant violence, en l'obligeant à des initiatives provisoires, mais singulièrement instructives, en la condamnant à un effort d'improvisation dont il serait inadmissible que tout le bénéfice fût perdu pour l'avenir.

La guerre, cette grande révélatrice, qui nous a si inopinément instruits sur nous-même, a comme illuminé d'un foudroyant éclair les réalités contemporaines. L'univers humain nous est brusquement, et pour la première fois, apparu tel qu'il est, dans une lumière si crue et une si parfaite évidence qu'aucune autre leçon de choses n'aurait pu nous être aussi profitable ; nous l'avons découvert d'un coup, avec ses compétitions, ses forces latentes, ses périls et ses possibilités. Bien mieux, cet enseignement n'était point seulement théorique : ces réalités si violemment imposées à notre attention, il a fallu composer avec elles et les combiner dans un effort d'action ; il a fallu agir, agir partout, et sans délai.

Débordée, notre diplomatie a dû, comme maints autres services publics, outrepasser ses traditions, inaugurer des méthodes imprévues, multiplier partout des entreprises dont avant la guerre elle n'eût pris nul souci. Ses cadres n'y suffisaient point ; elle fit appel à une foule d'auxiliaires.

Recrutés d'abord un peu au hasard, les nouveaux venus se revendiquaient bientôt du principe de compétence. Certes les erreurs furent nombreuses ; trop de « missions » de pure complaisance furent lancées de par le monde. L'expérience toutefois fut assez prolongée pour être concluante.

Nous constatons aujourd'hui que parmi tant de collaborateurs venus de toutes les professions, plusieurs se sont à l'épreuve révélés remarquables. Comme l'armée, où tant de civils se substituèrent brillamment aux officiers de carrière, la diplomatie dut à une « réserve » qu'elle ne se connaissait pas un incomparable surcroît de forces ; fait infiniment digne de remarque, ces auxiliaires ont été utiles sans distinction d'origine : ici l'intervention d'un militaire a donné les meilleurs résultats ; ailleurs c'est un commerçant, un homme politique, un universitaire, voire un simple homme de lettres qui surent développer l'action la plus efficace : l'université notamment, qui d'ailleurs n'a point compté que des réussites, semble avoir été une pépinière de bons serviteurs des Affaires étrangères. Outre l'aptitude personnelle, on aperçoit aisément ici le bienfait des préparations particulières, l'avantage des connaissances précises, l'incomparable supériorité de l'homme dont on peut dire « the right man in the right place. »

La preuve est si bien faite qu'il paraîtrait inconcevable qu'on l'éludât : les Affaires étrangères ont touché du doigt maints problèmes qu'elle n'eussent point éclairés, ni peut-être résolus sans le secours de ces énergies, de ces talents et de ces compétences rassemblés sous l'empire de la nécessité. Pour continuer l'œuvre entreprise, pour la développer et assumer partout l'omniprésence d'une gestion raisonnable de nos intérêts, elles devront désormais s'efforcer d'acquérir ces compétences et ces talents, diversifier leur personnel, favoriser enfin ces spécialisations dont elles ont jusqu'à présent manifesté l'horreur.

Et certes nous aurons toujours besoin de grands diplomates, de chefs initiés aux secrets — car il y aura encore des secrets — de la haute politique ; mais ils se recruteront tout aussi bien parmi des praticiens entraînés à des études spéciales. Ces praticiens nous font actuellement défaut. Ce que l'on ne doit pas se lasser de redire, c'est que l'immense majorité de nos représentants à l'étranger ont très rarement à prendre des décisions importantes, de ces décisions qui influent directement et immédiatement sur les destinées de l'Europe et du monde ; de telles initiatives ne sont-elles pas du ressort des gouvernements ? Mais quotidiennement

des questions précises, des problèmes concrets, très particuliers, infiniment spéciaux, leur seront proposés : le temps n'est plus où la familiarité de trois ou quatre chancelleries pouvait leur suffire, où le fameux échiquier européen ne comptait que quelques pièces d'un intérêt exclusif, quelques facteurs souverains et dominateurs : nous sommes au temps des rivalités d'influences très diverses selon les lieux et les pays, au temps des luttes commerciales aussi impitoyables que complexes, au temps des exaltations nationales, dont il convient de savoir jouer ou tirer parti si l'on ne consent point à les voir se dresser contre nous : ici, tel problème économique oriente inévitablement notre action ; ailleurs, la pure politique a la prédominence ; ailleurs encore, c'est le prestige de notre pensée et de notre langue qui demeure notre meilleur atout...: partout il faut connaître le pays, les hommes, la langue, les institutions, et demander à l'histoire, aux lettres, à la presse, le secret d'une psychologie qui peut seule déterminer l'opportunité de nos initiatives.

Que s'il fallait une preuve *a contrario*, on la trouverait dans cette débauche d'initiatives privées, par lesquelles tant d'esprits bien intentionnés espèrent créer de nouveaux liens avec l'étranger ; chaque semaine voit éclore quelque nouveau groupement destiné à cultiver une amitié franco-exotique : la plupart témoignent d'une inexpérience touchante et de plus de zèle que d'efficacité : dispersion, incompétence, absence de direction effective et de buts précis. Ici encore, l'exemple des Affaires étrangères pourrait être fécond, et leur discret concours inspirateur d'ordre et de bonne méthode.

*
* *

En nous contraignant à nous soumettre aux faits, la guerre nous a durement remis en présence de la loi qui régit toute tentative d'action ou d'organisation humaines : partons des faits, et non plus d'une idée préconçue, ou d'une tradition qui n'est que la négation de notre temps : réformons nos institutions, non point selon les préférences ou les commodités de leurs services, mais selon les exigences auxquelles elles devront désormais satisfaire ; fixons leurs attributions non point d'après leurs cadres, mais d'après le genre de labeur qui les sollicite et l'avantage que nous en pouvons tirer : renouvelons notre diplomatie non pour elle-même, mais pour nous : et puisque la fonction s'affirme indispensable, partons délibérément à la recherche de l'organe le plus apte à la remplir sans défaut.

Ce principe admis, tout s'éclaire : tentons de l'appliquer ; aussitôt disparaissent ces légations, ces consulats uniformément calqués sur un modèle antédiluvien : cette bureaucratie partout identique à elle-même et partout dépaysée ; ces visages que l'on rencontre, également indifférents, souriants, amers ou courtoisement distants à Tokio, New-York ou Buenos-Ayres, toute cette lourde et mesquine machinerie qui nous semble hors du temps, si lointains sont ses rapports avec nos mœurs.

Une ambassade, une légation, un consulat ne sont plus conçus selon un plan unique de symétrie administrative : il y a des fonctions de représentation proprement dite, des obligations de vie mondaine, un protocole qui n'est pas le même dans les vieilles monarchies, les pays aristocratiques, et les républiques socialistes : il y a le mouvement politique, qu'il faut suivre sans s'y engager ; il y a le mouvement social ; il y a le commerce, l'industrie : il y a enfin un domaine que nous semblons trop souvent ignorer, le vaste champ de l'influence intellectuelle... Ces divers éléments se composent fort différemment, et selon des degrés d'urgence infiniment variables. Sachons d'abord les discerner, il ne sera point malaisé ensuite de pourvoir aux emplois qu'ils appellent.

N'allez point dire qu'ils exigent une trop nombreuse armée de spécialistes : les mêmes hommes ne perdront rien — bien au contraire — à pousser leurs recherches simultanément dans plusieurs pays voisins et d'évolution analogue ; faites seulement qu'ils ne demeurent point immobiles ni fixés une fois pour toutes en une résidence unique. Certaines enquêtes suffisamment pénétrantes et documentées sont valables pour plusieurs années ; de légères retouches suffisent à les remettre au point jusqu'au jour où s'impose une révision d'ensemble. Ne redoutez point les missions temporaires ; sachez au besoin faire appel aux concours bénévoles, ou aux collaborations passagères qu'une compétence exceptionnelle peut rendre souhaitables... L'important est qu'aucun fait notable ne surgisse et dure à la surface du globe sans que notre diplomatie en connaisse l'origine, la portée, les conséquences probables.

Des cadres fixes demeurent nécessaires, mais non point des cadres immuables : il n'est d'organisation que vivante, c'est-à-dire mobile, prompte à se conformer aux faits. Nos Affaires étrangères ont besoin d'air, de lumière, de discipline et de liberté; elles n'acquéreront la puissance et la souplesse favorables au plein exercice de leur charge que si elles multiplient leurs contacts utiles avec l'univers, participent activement à la vie contempo-

rame, associent au labeur spécialisé de leurs fonctionnaires — avec discernement et prudence — le libre effort des intelligences qui s'offrent : ainsi feront-elles de la maison du quai une demeure ouverte et active — et non point l'officine où s'élabore dans l'ombre et l'isolement le secret de nos destinées, mais le laboratoire vraiment moderne où la nation sera toujours assurée de rencontrer les meilleures formules de sa vie, de sa grandeur et de sa prospérité futures.

*
* *

Un volume suffirait à peine à quiconque tenterait d'esquisser les conditions présentes de la vie diplomatique, et de déterminer la théorie d'où découlera la pratique. Il ne saurait s'agir, en de brèves études, de remplir un programme aussi vaste. On se contenterait d'avoir lancé le cri d'alarme, d'avoir signalé l'urgence et la capitale importance d'une réforme qui ne saurait attendre — et peut-être dégagé quelques points essentiels, quelques données d'élémentaire évidence et de simple bon sens dont il faudra sans doute, un jour prochain, tenir compte.

L'évolution du monde moderne se précipite avec une rapidité inaccoutumée : à un nouvel univers il faut une diplomatie nouvelle : la France, particulièrement, ne peut développer son rôle, elle ne peut vivre que si elle restaure méthodiquement et promptement le système de ses relations universelles.

Notre diplomatie doit s'adapter au progrès souhaitable de ces relations : elle n'y parviendra qu'en créant sans retard des équipes de compétences déterminées, en mobilisant ses forces constamment tenues en haleine, incessamment prêtes à porter leur action là où les appelle un intérêt français — sans négliger le concours de cette réserve que lui a révélée la guerre, et que réforme et diversifie chaque jour la merveilleuse variété d'aptitudes de notre race.

Nos diplomates devront bénéficier de cette formation que seules dispensent nos grandes écoles — et qu'il conviendra d'imposer préalablement à toutes les professions si l'esprit français doit recouvrer la seule unité de discipline concevable en l'état actuel de la civilisation. Pourquoi n'accompliraient-ils pas, par exemple, un stage dans nos universités ? Et pourquoi la même obligation n'incomberait-elle pas à notre corps d'officiers ? Les ambassades et les légations y gagneraient de voir s'atténuer cette dualité de tendances et de méthodes qui divise trop souvent leurs éléments civil et militaire.

Et tout cela demeurerait fort inefficace si une direction attentive et ferme ne suppléait au palabre des Affaires étrangères ; si une organisation centrale ne rassemblait tant de fils tendus à travers le monde, si nous ne possédions pas une doctrine d'expansion française, une méthode générale d'action, une politique... Mais nous touchons ici à un autre chapitre.

Peut-être serait-il superflu de l'aborder avant d'avoir fermé celui que nous avons tenté d'ouvrir.

LUCIEN MAURY.

POÈTES

IVAN BOURNEVIN. *Poème durant la guerre* (Chez l'auteur). — BYRONNE DE BRIMONT. *Mirages* (Librairie Paulin). — HENRI GUIEU. *Loi et cœur de France* (Nouvelle Revue Française). — MAURICE BOUCHOR. *La Source, La Montagne et la Vallée* (Berger-Levrault).

J'ai là, sur ma table, plusieurs feuillets que l'éditeur avait joints à des ouvrages en vers récemment publiés. Ces feuillets, dont l'un prend le titre clair de *Vote pour la critique*, m'ont rempli d'un vaste espoir. Ne révèlent-ils point que, à de certains moments, il y a dans les vers de M. X... quelque chose de Lamartine » et que « c'est la muse taroche de Baudelaire qui l'inspire » en telle autre circonstance. Plus loin, on doit « lire avec plaisir » une pièce « où se reflète l'âme alsacienne d'Erckman-Châtrian » (*sic*). On nous promet ailleurs que nous allons retrouver « l'ombre douce » de Charles Guerin avec « le souvenir de la mélancolique Marceline Desbordes Valmore ». Tel autre se réclame d'Alfred de Musset. — Voilà beaucoup d'illustres parrainages.

Or, qu'arrive-t-il ? Tout réjoui par de telles promesses, ouvrez de si précieux volumes : ce sera pour vous heurter à quelque balbutiement, quelque travail de médiocre écolier : pour y constater, hélas ! une absence totale de tout sens de la poésie. Le reste serait peu de chose : on aimerait à reprendre, avec l'espoir de l'aider, — dans la mesure, je le sais, où le conseil se peut donner — un poète inexpert. Mais encore faudrait-il rencontrer un poète. Et je n'en ai point vu.

Je m'abstiendrai de citer des noms. Pourquoi offenser ces jeunes gens ? Car ils ne peuvent être que de jeunes gens. Le sentiment qui les pousse à composer des vers mauvais est souvent noble par lui-même. Et c'est triste, n'est-ce pas ? d'un sentiment beau, faire une œuvre laide. Plusieurs veulent exprimer les émotions qu'ils ont reçues de la guerre, saluer les héros qu'ils ont connus et flétrir

l'empereur allemand : l'empereur allemand a, contre lui, un grand nombre de poèmes. Et tout cela serait très bien, si ce n'était inexistant.

Je me suis demandé pourquoi ces innocents préféraient, pour leurs travaux, la forme des vers à celle de la prose ; car ils écrivent, le plus souvent, des impressions du front, de petits récits que j'imagine fort bien privés de l'aide douteuse d'une versification chancelante. Je pense qu'ils ont cru, par là, réaliser plus sûrement une œuvre d'art : le dur labeur qu'exige la prose est trop apparent : devant la feuille blanche rebelle à se noircir, un homme honnête — et je n'ai point dit que ceux-ci ne le fussent point — voit l'inutilité de son effort. Que le vers est plus fallacieux ! Quel piège doré ! Parce que ces jeunes gens ont inscrit douze syllabes en une ligne que ferme la rime, ne se figurent-ils pas qu'ils ont écrit un vers ? Ils accordent à cette forme une sorte de puissance mystique ; l'un d'eux s'excuse dans sa préface d'avoir fait rimer des singuliers avec des pluriels ! Ah ! candide chanteur ! Que n'avez-vous employé beaucoup d'autres licences au service de la divine harmonie et du sentiment profond qui, après tout, dort peut-être au fond de vous, mais totalement inexprimé.

Car il y dort peut-être : c'est pourquoi il ne faut point se montrer sévère à ces jeunes hommes. Il ne faut point écrire leurs noms, mais souhaiter que, d'aventure, ils lisent et méditent ce fraternel avertissement.

*
* *

L'harmonie dont je parle, entendons bien qu'elle n'est point toute dans la musique des mots : il faut, pour devenir poésie, qu'elle donne un son plus large et plus profond. Autrement, le premier virtuose venu serait un poète. Et cela n'est pas.

Peu d'hommes, à l'heure actuelle, possèdent les ressources de leur art aussi complètement que M. Jean Richepin. La carrière de cet écrivain est, d'ailleurs, à signaler aux regards des débutants, pour qu'ils en retiennent tel enseignements qu'exigera, à cette heure initiale où l'on choisit une voie, le choix qu'ils auront fait.

Qui ne se rappelle les bruyants débuts du normalien en rupture d'Ecole, Touranien par adoption, la violence habile de ses *Blasphèmes* et leur rapide succès, né de cette violence même ? Je ne dirai point que ces vers sont dans toutes les mémoires ; sauf peut-être quelque hémistiche trop typique qu'il me serait difficile de transcrire ici. Mais on sait le bruit qu'ils ont fait. Et je vis dans la constante crainte que l'une des jeunes et charmantes auditrices habituelles de M. Jean Richepin rencontrant, par hasard, ce volume célèbre de son maître, ne l'ouvre pour prolonger, par un louable zèle, la leçon de l'après-midi. Personne n'ignore, en effet, le rôle actif où se dévoue, maintenant, l'auteur des *Blasphèmes*, et qu'entre tant de tâches, il a élu la plus gracieuse, qui est d'enseigner les jeunes filles.

Entre tant de tâches ! Car l'activité littéraire de M. Jean Richepin fut grande et variée.

Les œuvres sont nombreuses et diverses, qui jalonnent la route depuis le départ de la rue d'Ulm, et cette brève apparition sur les planches, aux côtés d'une illustre tragédienne, jusqu'à l'Académie. *La Chanson des gueux*, *Les Caresses*, *La Mer*, y montrent un habile et curieux mélange de lyrisme, de réalisme et de farouche indépendance. M. Richepin joue là, avec une inlassable vigueur, d'un instrument de cuivre d'où il tire parfois des sons éclatants. Et, encore que cet instrument ne m'émeuve pas, les hommes autour de lui, s'arrêtent volontiers. *Mme André* n'est point un roman négligeable. *Le Flibustier*, *Par le glaive*, *Le Cheminéau* ont obtenu, au théâtre, de durables succès, et ce sont des pièces fort bien faites. On ne doit dénier à M. Jean Richepin ni une incontestable abondance, ni une réelle habileté. Voilà, oui, voilà un excellent ouvrier, apte à des besognes multiples, — et travailleur.

Son récent volume, *Poèmes durant la Guerre*, en donne une preuve nouvelle : ce sont, plutôt que des poèmes, des discours et des à-propos rimés — fort congrûment — chaque fois, depuis 1914, que l'occasion permettait ce travail ou qu'on le demandait même à M. Jean Richepin.

On comprend en lisant le recueil, toute l'importance de la place que son auteur occupe aujourd'hui dans la Société.

*
* *

J'ai trouvé beaucoup de charme au bref volume que Mme A. de Brimont publie sous ce titre : *Mirages* ; charme très réel, très émouvant, d'une sensibilité parfaitement féminine, d'une forme harmonieuse et délicate, toute féminine elle aussi. Le charme vivant de ce livre, c'est qu'il a été porté, réalisé par une femme : une femme qui ne tente point de nous imposer ses conceptions philosophiques ni de nous vanter la qualité exceptionnelle de sa passion. Cela est une surprise délicieuse. Une femme rêve et nous dit son rêve nostalgique.

Dans un jardin d'automne où des roses s'effeuillent, entre des miroirs d'eau tout drapés de reflets que déchire le passage lent d'un cygne, elle suit le jeu subtil de ses émois avec le rythme ; écoutez ce début du *Dialogue sur l'eau* :

Cette sérénité mauve et calme du soir!
Et vois : de chimère en chimère,
Sur ce fluide et merveilleux miroir
De reflet en reflet nous glissons éphémères..
Nous glissons — et n'est-ce point assez ?
Nous glissons, et les hauts peupliers balancés
Balancés vainement par les brises moroses,
Dans l'ensommeillement des choses,
Dans la sérénité mauve et calme du soir,
Au bord de ce fluide et merveilleux miroir
Frissonnant ainsi que des femmes...

Cela est charmant, fluide et mouvant comme l'eau même. Ces premières pièces du volume, *Cygne sur l'eau, Brise sur l'eau, Le voyage au bord de l'eau, Rime sur l'eau, Solitude au Bord de l'eau*, sont celles que je préfère, pour cette douceur et cette tendresse subtile qui en émanent.

Elles me rappellent, sous une forme plus précise, avec plus de lumière et dans un sentiment plus sain, le charme si puissant des *Vies encloses*, de Rodenbach.

D'autres poèmes sont datés d'Algérie et de Tunisie. J'admire que ces pays aub lumières violentes aient laissé à Mme de Brimont une vision aussi douce que celle-ci :

Dans le jardin fermé des Princesses captives,
Près des grimpants jasmins, contre la source vive
Qu'ombrage un oranger touffu, j'irai m'asseoir.
Je laisserai venir, comme un hôte, le Soir,
Et nos fronts accouplés sur la fontaine ovale
Se pencheront...

Parfois, dans ces doux paysages, une danseuse passe, légère, reins cambrés, et c'est une charmante idée. Lisez les pièces qui composent ce livre dans l'ordre — comme il se doit — où elles nous sont présentées : et dites si le passage vif et gracieux de ces danseuses, celui, aussi du parfait *Jongleur*, ne pose pas, dans ces tendres tableaux, des images vivantes, ne les anime pas d'un mouvement imprévu, d'un surcroît de rythme ?

Le poète Charle Morice, qui vient de mourir, pensait que la danse était l'art le plus capable à enseigner au peuple la beauté. Il eût été ravi par son intervention dans ces poèmes. Voici la *Danseuse d'Utique* :

Elle dansa. J'ignore son nom, son âge...
Dans la nécropole, son sarcophage
Etait le plus étroit, le plus léger.
Jadis, chaque soir, au clair de la lune,
Elle dansa, dansa, petite idole brune,
Sous les plis transparents d'un voile orange.
. . . . . .
Elle dansa, dansa, brune petite idole alerte,
Dansa, dansa, paumes offertes...
Et puis voilà qu'un soir elle n'a plus dansé...

Cette simplicité qu'elle atteint devant la mort de la petite danseuse, Mme de Brimont ne s'en départ point quand elle écrit son *Dialogue avec l'Inévitable*. Ce ne sont plus les beaux cris de déchirante révolte où Mme de Noailles nous a, jadis, affirmé son génie :

D'autres seront alors vivants, joyeux, contents,
Des hommes marcheront auprès des jeunes filles...

Ce n'est pas non plus l'espérance religieuse, c'est un regret, c'est une résignation très noble, très émouvante.

Je voudrais citer encore : on ne connaît un poète qu'en le lisant. J'en ai dit assez, cependant, pour que l'on sache que la forme de ces poèmes s'accorde très délicatement avec la pensée ; les rythmes, subtils parfois, ne cessent jamais d'être sensibles ; suivant les conseils de Verlaine, Mme de Brimont « préfère l'impair ». Mais elle sait aussi graver de fermes images dans le vieux cadre de l'alexandrin. Et la l'annesse qu'elle dessine dans une pièce octosyllabique est un chef-d'œuvre de netteté.

Je ne quitterai point cet ouvrage charmant sans faire à son auteur une petite querelle : je lis, oui, j'ai bien lu dans la pièce *Soupirant lunaire*, ce mot, cet affreux mot, qui, à vrai dire, n'est pas un mot : « précautieux ». Ce n'est pas un mot, dans aucune langue : et quelle que soit l'impression que nous voulons donner, nous n'avons pas le droit... Mais, Dieu ! que je suis sot ! Faire le pédant, quand on m'ouvre, après les heures tragiques, pour un repos délicieux, ce jardin enchanté plein de grâce française, où une femme rêve, entre des roses d'automne et des reflets sur l'eau...

*
* *

A l'instant de parler du beau livre de M. Henri Ghéon, *Foi en la France*, je me débarrasse tout de suite d'un grief qu'à vrai dire j'ai à peine le droit de formuler. Je ne me retiens pas, cependant, de regretter qu'une œuvre aussi puissante nous parvienne sous la forme du vers libre. J'entends bien que c'est affaire à l'auteur et non à moi ; que j'ai le droit de dire si les vers libres qu'il m'offre sont bons, non de chercher à le persuader qu'il devrait écrire des vers classiques. Tel n'est point mon dessein. Je dis seulement, lorsque je lis ce livre si émouvant, si puissant, qu'il eût, je pense, trouvé un surcroît de force et de beauté dans une utilisation plus fidèle du rythme et de la rime. Quels appuis merveilleux d'une pensée comme celle-ci ! « Ah ! pour l'instant, il ne s'agit pas de bien dire ! » déclare M. Ghéon dans son *Art Poétique*. Blasphème. Il s'agit toujours de bien dire : et M. Ghéon n'en doute point.

D'ailleurs — et quel argument en faveur de mon vœu ! — ce volume n'est pas composé entièrement de vers libres. A de certaines heures qui sont

celles de plus forte émotion, le poète, naturellement, — ah ! comme je sens qu'il ne l'a point cherché ! — est porté jusqu'au rythme net, élevé jusqu'aux régions d'une harmonie plus pleine — jusqu'au chant. Vellement la vérité est là. Sa pensée précise, son émotion intense ont exigé une forme plus parfaite, comme l'eau abondante contraint la poche flasque qu'elle gonfle à la perfection de la sphère.

C'est très bien ainsi, me répondra-t-on ; la diversité de ces moyens enrichit le poète : vous voyez qu'il sait, quand il le veut, recourir au rythme et à la rime. Qu'il use de formes plus molles pour les pensées qui les tolèrent !

Je ne suis pas de cet avis. Le livre est riche de pensées fermes et fortes, auxquelles l'auteur cependant ne concède point l'honneur du vers.

Au surplus, M. Ghéon, en utilisant le vers libre, reste fidèle à sa méthode. Et je m'excuse encore de l'avoir discutée. Je me hâte, reprenant enfin mon rôle, de dire la grande beauté de cette *Foi en la France*, — telle qu'elle est.

Elle m'émeut, d'abord, et elle m'enchante, par une netteté de pensée, un besoin d'affirmation qui n'était point, du moins je le crois, il y a quatre années, parmi les habitudes d'esprit de M. Ghéon. Sensibles à toutes les formes de l'art, curieux de toutes les idées, beaucoup de jeunes hommes, à cette époque, répugnaient au devoir d'un choix. C'était une élégance, non point même d'hésiter, mais de décider expressément que l'on ne choisirait pas. M. Henri Ghéon n'était point le type le plus complet de ces esthètes, et son beau drame, *Le Pain*, témoignait, dès avant la guerre, de la noble gravité de sa pensée. Cependant il n'était point éloigné — ou je me trompe fort — des esprits, d'ailleurs très brillants, que je veux dire. Eût-il décidé, à cette époque, d'écrire le mot « Foi » sur le premier feuillet de l'un de ses ouvrages ?

C'est une grande nouvelle, et qui ne me surprend pas, que ceux qui ont vu, qui ont souffert, qui ont risqué, reviennent virilisés, affirmatifs, nets par leurs paroles comme ils l'ont été par leurs actes quand ils accomplissaient, devant la mort, des gestes simples et essentiels.

Foi en la France. Je ne peux pas écrire, de ce livre, un plus bel éloge, que de dire qu'il justifie la magnificence d'un tel titre.

Foi en la France : paroles, d'abord, à la gloire du mot « Patrie » :

> J'aimais froidement ma patrie
> Au temps de la sécurité...

écrivait en 1871, Sully Prudhomme.

> C'est un mot si pauvre
> Dont on a tant ri,

dit aujourd'hui M. Ghéon avec la sévère ironie dont il use volontiers ; paroles à la terre de France, et aux soldats qui luttent sur elle ; pieusement, dans la manière de Déroulède, M. Ghéon n'écrit il pas un authentique *Chant du Soldat* ? Tableaux du grand drame, par un homme attentif et tendre :

« De derrière l'épaule de la colline, il monte un étrange jardin... » Aucun de ceux qui ont vu, dans les nuits du front, la féerie unique des fusées multicolores, n'oubliera le début de ce poème. Tous frémiront en lisant la belle pièce :

> Hommes de l'assaut...

Pourtant ce n'est point là que le livre réalise sa plus grande beauté : elle est dans les poèmes : *Adieu*, *Recours*, *13 juillet*, *Présence de la mort* : ceux-ci rendent le son, que l'on ne saurait confondre avec aucun autre, d'un cœur tout gonflé d'émotion, de douleur et de désir, et dont le poème est sorti pour que le cœur n'éclate point. Un tel son, on ne le saurait confondre avec aucun autre : et il nous touche à une place où aucun autre ne parvient jamais.

Le volume se termine par des *Discours lyriques* d'une grande noblesse et d'un très beau mouvement. Celui qui porte pour titre *Le dernier cahier de Péguy*, est le plus émouvant.

> O poète de vers pédestres, ô fantassin...

s'écrie M. Ghéon ; cela est d'une exactitude touchante et douloureuse, s'adressant à cet écrivain-là qu'était Péguy, et mort comme on sait. « Poète de vers pédestres »... Oui... Et ce dernier cahier, qui ne sera pas écrit, *sera*, cependant, dernière œuvre, non point de littérature, mais celle pour quoi l'écrivain est mort. Il sera :

> Il mettra le temps qu'il faudra, il a le temps !
> Car tu lui a appris la lenteur paysanne et la patience.

Ceci est daté de juillet 1915. Et le voilà écrit, le dernier cahier de Péguy...

*
* *

Je voudrais, en terminant cet article, dire un mot de deux charmantes saynètes que M. Maurice Boucher publie après les avoir fait jouer par les enfants d'Alsace. C'est du théâtre, et je m'excuse auprès de mon aimable confrère Gaston Rageot. Mais je ne crois point marcher sur son terrain : car c'est un théâtre bien spécial. Et c'est bien peu de chose. Et c'est bien charmant. Deux piècettes pour les enfants ; l'une se joue en dix minutes, l'autre en vingt : *La Montagne et la Vallée*, c'est l'histoire d'une montagne et d'une vallée qui se trouvant mal là où elles étaient, obtiennent de changer entre elles et connaissent aussitôt les inconvénients de

leur nouvelle situation. Mais ce qui est fait est fait. Et depuis ce temps-là, on voit, dans l'arrondissement de Saverne, sur une hauteur un village qui s'appelle La Vallée, et un village, dans un bas fond, qui s'appelle La Montagne.

Les personnages de *La Soupe* sont, outre une Oie et Marguerite, un Oignon, une Carotte, un Morceau de Lard, un Chou et une Pomme de terre. Il s'agit de montrer à la jeune Marguerite, qui ne le croyait pas, le charme de chacun de ces modestes personnages, et :

... que dans la famille,
Etant faite pour ceux qu'on aime, o jeune fille,
La tâche la plus humble est une œuvre d'amour.

Grande vérité ; à laquelle j'ajouterai celle-ci que la pièce la plus simple peut être une œuvre de poète.

LOUIS LEFEBVRE.

THOMAS JEFFERSON A PARIS

L'Université de Virginie — que Thomas Jefferson était si fier d'avoir créée, qu'il s'en proclamait « le père » dans son épitaphe — a apposé, le 14 avril dernier, une plaque commémorative sur la maison qu'habita à Paris (rue de Berri) le grand citoyen américain.

On sait, en effet, qu'en 1784, Jefferson fut envoyé en France par le premier gouvernement fédéral pour contracter, conjointement avec Benjamin Franklin et John Adams, des traités de commerce avec les états européens, et qu'en 1785, il fut nommé ministre plénipotentiaire en remplacement du « Bonhomme Richard » qui venait de repartir pour l'Amérique.

Il devait exercer, jusqu'en 1789, ces fonctions particulièrement délicates à un moment où il était difficile au représentant d'une république de ne pas témoigner trop ostensiblement ses sympathies pour les adversaires, de plus en plus actifs, de la monarchie.

— Vous remplacez le Dr Franklin, lui dit notre Ministre des Affaires Etrangères, le comte de Vergennes, comme il lui présentait ses lettres de créance.

— Je lui succède seulement, rectifia Jefferson nul ne saurait le remplacer (DON JOSEPH CONWAY : *Footsprints of famous americans in Paris*).

Il pratiquait l'art des nuances qu'on goûte tant ici et qu'on y goûtait davantage encore au XVIIIe siècle. De nature généreuse et sensible, au surplus, épris de beau langage et de belles manières, il devait se plaire, et plaire dans la société française, à la fois ardente et polie, de cette époque, aussi bien parmi la jeunesse libérale qu'à la cour.

Non qu'on pût le trouver séduisant. Son extérieur, au contraire, était assez ingrat, au dire des contemporains. Long, mince, avec de gros os, le menton lourd, les yeux gris et les cheveux d'un jaune de sable, il se laissait déjà aller (à quarante trois ans) malgré son souci de correction, à cette négligence de toilette qui ne fit que s'accentuer avec l'âge. Mais il avait de la noblesse dans le visage, une certaine grâce franche de manières, et, sous son apparente froideur, on le sentait convaincu jusqu'à la passion. Des mouvements de vivacité lui échappaient, parfois, dus à son origine celtique (il descendait de parents gallois) et son intelligence se révélait alors aussi subtile et tranchante que précise et richement informée. Il manquait d'esprit et d'humour, mais il en prisait fort les manifestations, et Molière et Cervantes étaient ses auteurs préférés.

« *A la tête d'un élégant établissement* » écrit M. William Eleroy Curtis (*The true Jefferson*), *à cause de sa qualité d'Américain et d'ami de La Fayette, sa maison fut le lieu favori de rendez-vous de tous ces accomplis et galants officiers français qui avaient pris les armes avec enthousiasme pour la défense de la liberté du Nouveau Monde. D'autre part, comme auteur des « Notes sur la Virginie », sa compagnie était recherchée et appréciée par les plus distingués érudits et hommes de science qui, alors, accouraient en foule de tous les points de l'Europe vers la grande capitale française* ».

Le « parti patriote » qui, comme Jefferson le définissait lui-même, comprenait « *tous les honnêtes gens du royaume ayant suffisamment de loisirs pour penser : les hommes de lettres : les bourgeois aisés : la jeune noblesse* » — était assidu chez lui.. Il recevait, d'ailleurs, sinon fastueusement, du moins largement, malgré sa simplicité proverbiale. Ses annuités qui ne s'élevaient qu'à 1.800 livres ne suffisaient pas au train qu'il menait et il dut s'endetter pour faire honneur à son pays et contenter sa généreuse hospitalité.

Quoiqu'il ne fût pas assez sûr de son français pour écrire en cette langue sur « aucun sujet d'importance », il la parlait assez bien pour se faire écouter avec plaisir, un peu comme un oracle : et si ses idées politiques, et jusqu'à ses goûts, ne laissèrent pas de se ressentir de son séjour à Paris, la plupart des hommes et des femmes, qui devaient jouer un rôle dans la Révolution, se montraient empressés de recueillir ses avis.

Outre La Fayette, qu'il avait connu en Amérique et dont il avait observé « la faim canine de popularité et de gloire », il comptait parmi ses invités habituels : Condorcet, d'Alembert, Destutt de Tracy, le duc de La Rochefoucauld, le baron Grimm, Lameth, Mme de Staël — qui venait de se marier avec l'ambassadeur de Suède — Soulès, de Meusnier, l'auteur de l'article *Etats-Unis*, de « *l'Encyclopédie* », article pour la rédaction duquel il lui avait fourni de précieux documents.

Son prestige était grand d'avoir presque tout entière rédigé la déclaration d'indépendance, cet évangile admirable de la nouvelle humanité et dont on savait, ici, des passages par cœur : « *La nature a fait tous les hommes également libres... La nature a donné à tous les hommes des droits absolus dont ils ne peuvent, quand ils entrent en société, priver par aucun contrat, leur postérité... Tout pouvoir dérive du peuple... Un gouvernement est institué pour le bonheur du peuple... Aucun office public ne doit être héréditaire* ».

Il aimait à jouer, entre les hôtes de ses « soupers de famille », selon son expression, le rôle d'arbitre et concilier les opinions contraires. Mais il arrivait parfois qu'on risquât de le compromettre auprès du gouvernement français comme lors de cette consultation que lui demandèrent les chefs du parti patriote sur la forme générale à donner à la constitution et qu'il a contée tout au long dans ses mémoires : « *Je reçus un jour un billet du marquis de La Fayette, qui m'annonçait son intention de venir le lendemain me demander à dîner avec six ou huit amis. Je l'assurai qu'ils seraient les bienvenus. Je vis arriver effectivement La Fayette lui-même, Duport, Barnave, Alexandre Lameth, Blacon, Mounier, Maubourg et Dagoust ; c'étaient des patriotes influents, d'opinion différentes mais sincères, convaincus de la nécessité d'effectuer une réunion au prix de mutuels sacrifices, se connaissant les uns les autres et n'éprouvant aucune répugnance à se dévoiler le fond de leurs pensées. C'est la considération qui avait présidé par-dessus tout au choix des conviés. C'est dans cette vue que le marquis avait arrangé cette réunion, et qu'il en avait choisi le jour et le lieu, sans réfléchir à la position embarrassante dans laquelle il allait me placer. La nappe enlevée et le vin placé sur la table, suivant l'usage américain, le marquis entama le sujet de la conférence en exposant en peu de mots la situation de l'assemblée, la direction que semblaient prendre les principes de la constitution et les conséquences qui devaient nécessairement en résulter, si les patriotes ne prévenaient ce danger en mettant plus d'accord et d'ensemble dans leur conduite. Il ajouta que, bien qu'il eût aussi son opinion, il était prêt à la sacrifier à celle des frères qui défendaient la même cause que lui, mais qu'il fallait absolument former une opinion commune, sous peine de voir l'aristocratie l'emporter dans toutes les discussions, et qu'il soutiendrait à la tête de la force nationale tout ce qui serait ainsi décidé en commun. Les discussions commencées à quatre heures continuèrent jusqu'à dix heures du soir. Pendant tout ce temps, j'écoutai en silence un débat calme et plein d'une candeur peu habituelle dans le conflit des opinions publiques. J'y admirai une dialectique sévère, une chaste éloquence que ne défiguraient ni le clinquant de la rhétorique ni la pompe des déclamations... On conclut en convenant que le roi aurait le veto suspensif sur les lois, et que la législature ne serait composée que d'une chambre élue par le peuple. Cet accord décida le sort de la constitution...*

Mais il me restait l'obligation de me justifier.

J'allai le lendemain dans la matinée trouver M. de Montmorin (le ministre des Affaires Etrangères), *et je lui expliquai avec vérité et avec franchise comment une conférence de ce caractère avait eu lieu chez moi. Il me dit qu'il savait déjà tout ce qui s'était passé : que loin de prendre ombrage de l'usage qui avait été fait de ma maison dans cette circonstance, il désirait vivement que j'assistasse habituellement à de semblables conférences, persuadé que je ne pourrais qu'y être utile, en modérant les esprits trop exaltés, et en n'appuyant que des réformes pratiques et salutaires* ». (Complete Works). En fait, Jefferson ne croyait pas le caractère français porté aux décisions extrêmes, et le 3 juin 1789, il proposa même aux chefs des Etats-Unis un compromis entre le roi et la nation, analogue à celui qu'allait bientôt tenter Mirabeau.

Pour lui, sans Marie-Antoinette et sa clique — sans « *cet ange, dont les rapsodies de Burke nous présentent un portrait si vivement coloré, mais qui n'était, dans le fait, qu'une femme altière... d'une inflexible perversité* », il n'y aurait jamais eu en France de révolution. « *Le roi se serait uni aux sages intentions de ses meilleurs conseillers qui, éclairés par les lumières croissantes du siècle, n'avaient d'autre désir que de mettre les principes des institutions sociales en harmonie avec elles* ». Enfermer la reine dans un couvent, replacer le roi dans son rang, en l'investissant de pouvoirs limités, tel était le plan qu'il eût volontiers proposé, après la prise de la Bastille.

Il ne tenait cependant pas Louis XVI en particulière estime. Il avait même noté son penchant à « noyer ses soucis dans le vin », et il professait,

en général, le plus grand mépris pour les têtes couronnées de son temps, n'en jugeant pas une seule digne de remplir seulement les fonctions de sacristain dans la moindre paroisse d'Amérique. Mais, sans doute, distinguait-il, avec sagacité, entre un peuple neuf et un peu fruste encore, comme celui des États-Unis, et les vieilles nations traditionnalistes et policées d'Europe, élevées dans le respect des hiérarchies, le goût et la fierté des formes, représentatives du passé. Il se rendait parfaitement compte de la différence capitale existant entre les États d'Europe « surchargés d'habitants », et les États d'Amérique, où chacun pouvait trouver, au XVIIIe siècle, « sa portion de terre à cultiver ».

« *De tels hommes*, écrivait-il sur la fin de sa vie (Lettre à John Adams, 8 octobre 1813), en parlant de ses concitoyens, « *peuvent, avec sécurité et avantage, se réserver eux-mêmes un contrôle salutaire sur les affaires publiques, et un degré de liberté qui, dans les mains de « la canaille » des villes d'Europe, serait bientôt perverti et employé à la destruction des intérêts publics et privés* ».

Les sociétés primitives qui vivent sans gouvernement, ou avec le minimum de gouvernement, observait il d'autre part, (au moment des troubles du Massachussets, 16 janvier 1787), ont remplacé la loi par l'opinion publique. « *Elle est pour les mœurs un frein aussi puissant que la loi n'a jamais pu l'être partout ailleurs* ». Dans ces sociétés jeunes et saines, « *le bon sens du peuple sera toujours la meilleure amorce. On peut l'égarer un moment, mais il revient toujours de lui-même* ».

Jugeant, enfin, de loin et avec le recul du temps, notre révolution, il marquait nettement ses caractères et précisait qu'elle n'était pas, comme les mouvements populaires de son pays, l'affirmation d'un désir des citoyens de consolider leurs privilèges et de participer au maintien de l'ordre et des lois, mais le résultat d'un émancipation : « *La science a émancipé la pensée de ceux qui lisent et qui réfléchissent, et l'exemple de l'Amérique a éveillé dans le peuple le sentiment de ses droits. Il s'est fait, en conséquence, comme une insurrection de la science, des talents et du courage, contre le rang et la naissance, et l'une et l'autre sont tombés dans le mépris. Cette insurrection a failli dans ses premiers efforts, parce que la populace des villes, dont elle a été obligée de s'appuyer, n'a pu, dégradée qu'elle était par l'ignorance, la pauvreté et le vice, se tenir dans les limites d'une action raisonnable. Mais le monde se réveille de la stupeur causée par cette catastrophe. La science est progressive, et l'impulsion a été donnée aux talents et à l'esprit d'entreprise* ».

Le disciple de Condorcet s'exprimait dans ces jugements, mais à l'observateur réaliste et à l'homme de gouvernement n'échappait pas la complexité des questions sociales dans un pays comme le nôtre. Si, dans une boutade, il le comparait à un Enfer, dont l'Angleterre eût été le Purgatoire et les États-Unis le Paradis, il en appréciait, avec sa délicate sensibilité et son imagination de Celte, tout le séduisant raffinement, et il a rendu pleinement justice aux qualités de notre « grand et bon peuple », affirmant même « sa prééminence sur toutes les nations de la terre ». « *Je n'ai jamais connu*, assurait-il, en quittant la France, *d'inclinations plus bienveillantes, ni plus de chaleur et de dévouement dans les relations intimes. La bonté, la prévenance des Français pour les étrangers sont sans égales et l'hospitalité de Paris surpasse tout ce que j'aurais cru praticable dans une grande cité.*

Leur supériorité dans les sciences et les dispositions communicatives de leurs savants, la politesse générale des manières, l'aisance et la vivacité de leur conversation donnent à leur société un charme qu'on ne saurait trouver ailleurs.

L'amusant est de le voir s'abandonner à la séduction de la capitale, vanter son goût des arts et (car il avait comme Ingres la manie du violon), se louer de pouvoir produire à Paris ses talents de musicien qu'on dédaignait en Amérique. « *La musique*, avouait-il, *est la passion favorite de mon âme, et ma mauvaise fortune m'a fait naître dans un pays où elle est dans un déplorable état de barbarie* ». Il engageait Houdon à faire le buste de Washington, suivait les publications du jour et appréciait, notamment, avec finesse les *Tableaux de Paris*, de Mercier : « *C'est une peinture exacte des mœurs privées de Paris, mais présentées par leur côté sombre, et de plus légèrement assombries* ». A une dame de ses amies, il envoyait une collection complète du *Cabinet des Modes*, et les dernières pièces de théâtre. Il achetait même un corset pour une autre... Et comme celle-ci avait oublié de lui donner sa mesure, il accompagnait son envoi de ce sel un peu gros : « *S'il était trop petit, vous auriez la bonté de le mettre de côté, pendant quelque temps. Il y a des fins aussi bien que des refins, en ce monde. Quand la montagne refuse de venir à Mahomet, Mahomet va à la montagne* ».

Il s'engouait à ce point, enfin, non seulement de nos mœurs, mais de notre cuisine et de notre cellier que Patrick Henry devait lui reprocher, avec une humoristique emphase, devant un auditoire populaire, d'avoir « abjuré les vivres de son pays natal ». On a été plus loin, par la suite : on a prétendu que ce qu'il y eut de pire dans sa politique

et dans sa morale — ce qu'on a appelé son irreligion et son idéologie systématique — il le puisa en France. La vérité, comme l'a fort bien dit M. John R. Morse (*Jefferson*), c'est que, quand il vint ici, son esprit était déjà parvenu à la maturité. Les idées des Encyclopédistes ne firent que le confirmer dans sa manière de voir et dans sa conviction qu'il régnait entre les peuples français et américain « une affection les portant à se favoriser l'un l'autre » (*Lettre au comte de Vergennes*, 15 août 1786). Contrairement à Washington qui, selon Kalb (*lettre au comte de Broglie*, 24 septembre 1777) aurait aurait eu du mal à « se défaire de son ancienne prévention contre les Français », contrairement surtout à John Adams que son aristocratisme faisait tendre vers un rapprochement anglo-américain, il se sentait en communion naturelle avec notre pays.

Il avait quelque chose du sentimentalisme de nos premiers républicains, de leur faible pour les théories et les formules, de leur tendance aux généralisations, de leur idéologie, enfin, pour tout dire et pour dire comme Napoléon. Ainsi il aurait voulu qu'à l'exemple de la France on adoptât en Amérique le mot « citoyen ». « *J'espère*, écrivait-il à Adams, *que les termes « Excellence »,« Honour », « Worship », « Esquire »* disparaîtront pour *toujours de chez nous, et j'espère que celui de « Sir » (Monsieur) les suivra bientôt* ». « *Dieu veuille*, souhaitait-il encore, *que nous ne soyions pas vingt ans sans rebellion. L'arbre de la liberté doit être rafraîchi de temps en temps par le sang des patriotes. La rebellion contre les tyrans est obéissance à Dieu* ». Son Dieu, à vrai dire, n'était pas celui qu'eût invoqué Calvin. « *L'Etre que nous représentent les cinq points fondamentaux de sa doctrine n'est pas le Dieu que je reconnais*, déclarait-il, *et que j'adore... mais un démon de la nature la plus perverse* ». Que de telles affirmations choquassent nombre de ses compatriotes, on le conçoit sans peine. Aussi bien, ce penseur parfois paradoxal et excessif dans ses expressions mais dont l'administration très simple et très populaire fut d'un sage, avait-il noté qu'il n'y a que deux catégories d'hommes politiques, les démocrates et les antidémocrates : « *Les hommes sont divisés en deux sortes par leurs constitutions... ceux qui craignent le peuple, s'en méfient et veulent lui arracher le pouvoir pour le confier aux mains des hautes classes, et ceux qui s'identifient avec le peuple, ont confiance en lui, le chérissent et le considèrent comme le plus honnête et le plus sûr, sinon comme le plus sage dépositaire de l'intérêt public* » Pour la France, jamais il n'a douté de la sincérité de ses sentiments républicains. Il a cru à son avenir libéral même aux pires heures de la dictature napoléonienne et du retour des Bourbons ; et sur la magnifique attitude de la population parisienne lors des journées de juillet 1789 il a porté un témoignage qui confirme le récit enthousiaste de Michelet et qui honore hautement la nation française : « *Il y a eu dans la conduite du peuple une rigueur d'honnêteté sans exemple. Des sacs d'argent offerts en maintes occasions par la crainte ou la culpabilité ont été unanimement refusés par la foule. Les églises entonnent maintenant des* De Profundis *et des requiems pour le repos des âmes des braves et vaillants citoyens qui ont scellé de leur sang la liberté de la nation...* »

Ne convenait-il pas qu'on rappelât quels sentiments entretenait à l'égard de la France, l'homme dont le nom vénérable revit pieusement au cœur de la capitale ?

JOHN CHARPENTIER.

LE THÉATRE

FRANÇOIS DE CUREL

François de Curel est l'honneur de notre théâtre.

Il vient d'entrer à l'Académie française, plein de jeunesse et de force, paré d'une longue gloire spirituelle. Il a été reçu par M. Emile Boutroux : rencontre heureuse et symbolique, car nul ne pouvait parler plus pertinemment qu'un métaphysicien de ce dramaturge intellectuel. Renan avait intitulé ses dialogues « drames philosophiques » : à l'œuvre entière de François de Curel on pourrait donner ce titre de « Théâtre philosophique. »

C'est aux environs de 1890, que le *Théâtre libre* jouait ses premières pièces.

Il y avait dans le jeune écrivain de quoi séduire Antoine : c'était un grand seigneur, un esprit hardi et qui semblait capable de secouer la critique bourgeoise. Il apportait des sujets violents, quasi scandaleux c'était tout ce qu'il fallait pour sauver l'enseigne de la maison. Mais ce gentilhomme des Ardennes, qui avait des manières, n'avait pas moins de tenue dans le style ; il gardait même dans l'imagination quelque chose de romantique et ses drames hasardeux se déroulaient dans de beaux décors de manoirs, de couvents ou de forêts : c'était là de quoi relever la sèche esthétique de la « tranche de vie » et glisser dans le réalisme, sans trop le trahir, un peu de poésie. On voit ainsi ce que François de Curel doit au Théâtre Libre : ce fut d'y être joué ; et, l'autre jour, sous la Coupole, on a senti passer le souffle de la justice éternelle, lorsque, par deux fois, le Récipien-

daire et le Directeur ont adressé au vieil acteur, aujourd'hui sans théâtre, l'hommage de la Compagnie.

Ces temps, déjà lointains, ne sont pas sans analogie avec l'heure présente : ne nous méprenons pas, toutefois, sur cette ressemblance. Voilà vingt-cinq ans, en effet, il y avait seulement une crise du goût et il était loisible à une société relativement tranquille de se passionner pour des querelles artistiques. Aujourd'hui, après le bouleversement de la guerre, la crise est générale et chacun des phénomènes sociaux qui nous frappent le plus, selon nos préoccupations, n'est qu'un infime détail du formidable ensemble. Comme au temps où parut François de Curel, une réforme du théâtre, certes, s'impose à présent : mais il n'y a pas, hélas ! que cette réforme là dont nous ayons l'urgent besoin et l'on peut même se demander si, pour une société qui doit se refaire de fond en comble, le problème dramatique, au prix des problèmes financier, industriel, syndical ou domestique, n'est pas l'accessoire. Le théâtre, en 1890, relevait encore de la littérature : il pouvait intéresser les artistes ou les amateurs cultivés : aujourd'hui, quelle femme, parée de perles neuves, qui vient de dîner au restaurant, va chercher dans une salle de spectacle, pour achever sa soirée, autre chose qu'un plaisir de parade ou de sensualité ? Le théâtre n'intéresse plus qu'une corporation très spéciale de marchands et l'on ne voit guère, présentement, par quel biais les écrivains pourraient se ressaisir de leur ancien privilège.

*
* *

Quoi qu'il en soit, la direction principale dans laquelle devait se développer l'œuvre de François de Curel se trouvait marquée, dès 1892, par la pièce qui fonda sa réputation : *les Fossiles*.

On se souvient de l'audacieuse donnée.

Dans l'antique château des Ducs de Chantemelle, une race qui fut valeureuse, est en train de s'éteindre. Le vieux duc s'est enfermé au fond de cette forêt des Ardennes pour oublier la misère d'un temps qui repousse ses services. Il a une fille, — Claire, — et un fils, Robert, tous deux héritiers du même culte pour le nom qu'ils portent. Mais le jeune homme est mourant, atteint par la phtisie des races épuisées et avec lui va disparaître le dernier du nom, et c'est ce nom de Chantemelle qui devient le personnage principal du drame. Dans la famille, en effet, a passé près de Claire, comme demoiselle de compagnie, Hélène Vatrin. Très jolie et très faible, elle n'a pas eu la force de résister, d'abord au vieux duc, puis au jeune Robert. De ces amours diverses est né un fils : un fils de qui ? Peu importe. C'est enfant est le sang des Chantemelle : il faut qu'il soit l'héritier de leur titre ! A cette nécessité successivement s'immolent, en une sorte de crime héroïque, le vieux duc qui ordonne à son fils d'épouser celle qui fut sa propre maîtresse, la hautaine et pure Claire qui n'a rien ignoré des scandales domestiques, la duchesse parcellement informée de son déshonneur secret, et enfin Robert qui dicte, en mourant, sa volonté tout à la fois de disparaître devant son père et de se survivre dans son fils. Claire se consacrera à l'éducation du nouveau Chantemelle, afin qu'il porte dignement son titre si coûteux.

Par le choix d'un tel sujet, François de Curel révélait du même coup sa nature et ses desseins.

D'abord, le jeune vicomte avait pris comme décor les images de sa jeunesse : les Ardennes, avec leurs forêts et leurs sangliers, les sombres manoirs, aux salles immenses lambrissées de boiseries, aux épaisses murailles garnies de panoplies et d'anciennes armures, tout ce je ne sais quoi de féodal qui communique à son style, ainsi qu'à sa personne, une dignité particulière. Les personnages mêmes, s'il n'en prêchait pas l'idéal, comme il sympathisait avec leurs sentiments ! En les qualifiant de « fossiles », il avait bien marqué leur archaïsme. Mais combien est belle et pitoyable cette illusion nobiliaire !

« L'hérédité morale, affirme Robert de Chantemelle, avec l'accent même de François de Curel, est un fait incontestable. Des siècles de valeur militaire, de culture intellectuelle, de politesse raffinée, doivent produire une descendance d'élite... Aux Etats-Unis, il y a des inventeurs merveilleux, mais qui n'ont qu'un but : se faire payer le plus cher possible. Il faut venir en Europe, dans nos pays, où flotte encore l'atmosphère des vieilles noblesses, pour trouver de grands génies s'épuisant au service de l'humanité. Penser que le rude et naïf héroïsme des chevaliers du Moyen-Age préparait peut-être la glorieuse pauvreté de nos savants ! Faisons la part de l'exagération, des idées pareilles réconcilient tout de même avec la vie. Nous ne sommes plus rien en France ?... Si, nous sommes les oubliés, les délaissés, qui paient l'ingratitude, en semant autour d'eux l'esprit d'abnégation ».

Ainsi, dans la poésie et le pathétique d'impressions personnelles, François de Curel affirmait sa volonté d'aborder au théâtre les problèmes sociaux. On sentait qu'il ne s'intéressait aux personnages d'un drame que par les idées que représentaient ces personnages et par la signification qui se dégageait de ce drame. Depuis, nous avons eu l'esthétique de ce qui s'est appelé « le hautain fait-divers », le drame, l'accident, la péripétie, pourvu qu'ils soient de nature à frapper fort sur

les nerfs des spectateurs, se suffisant à eux-mêmes. Le théâtre se trouve ainsi dépouillé de tout ce qui pourrait lui prêter quelque caractère intellectuel. François de Curel est précisément à l'opposé d'une telle conception ; c'est son originalité, ce sera sa force et sa fécondité. Dans le temps même de la poésie et du romanesque, il ne s'est intéressé à ses observations que si elles prenaient un caractère en quelque sorte historique. Un instant, son cœur s'est tourné vers le passé, mais son cerveau, comme celui de Robert de Chantemelle, est tout entier pris par son temps et, désormais, chacune de ses œuvres ne sera plus que l'exposé dramatique d'une des grandes crises provoquées dans l'âme contemporaine par les nouveautés de la vie sociale ou de la pensée : *Le Repas du Lion*, *la Fille Sauvage*, *le Coup d'Aile*, et, les dominant tous, *la Nouvelle Idole*. Dans chacune de ces tragédies intellectuelles s'affrontent les forces du présent et de l'avenir, l'idéal socialiste, la grande industrie et le patronat, la science, l'esprit même de la civilisation. Des forêts seigneuriales, nous voici ou bien à l'usine, au milieu des ouvriers, ou bien sur le bord d'une fosse où s'agite une créature diminue, image même de l'humanité primitive, ou bien dans le cabinet d'un médecin devenu criminel par bienfaisance. Toutes les étapes de notre évolution morale, si rapide et si pathétique, sont marquées dans chacun de ces drames ; et, de même que les grands comiques, de Molière à Emile Augier, ont fait de leur théâtre la peinture des mœurs mondaines et bourgeoises, on peut dire que François de Curel a fait de son théâtre la peinture, durant un quart de siècle, de l'intellectualité française.

*
* *

C'est de quoi, d'ailleurs, se sont rebutés beaucoup d'esprits frivoles ou prévenus.

Parce qu'il possédait cette haute curiosité philosophique, on a méconnu chez François de Curel sa curiosité psychologique, en même temps que son instinct dramatique.

Autant que des idées, il a le goût des âmes, et des âmes en mouvement, des âmes en état de passion : c'est même son instinct primitif et de même que, pour un musicien raffiné, le plaisir proprement musical est de suivre ou de composer l'arabesque sonore, de même il semble que, bien souvent, pour un amateur d'âmes tel que François de Curel, le plaisir proprement dramatique du dramaturge soit de dessiner une sorte d'arabesque psychologique qui se développe et ondoie, selon l'action, dans le cœur de tous les personnages.

En 1893, en effet, un an après les *Fossiles*, le nouvel auteur dramatique qui, déjà, dans *l'Envers d'une Sainte*, s'était si cruellement appliqué à pénétrer les dessous de l'abnégation et de la vertu, faisait représenter au Vaudeville *l'Invitée*.

Là, nulle idée sociale, nulle thèse, et rien qu'un « cas », permettant de dégager par l'analyse quelques aperçus sur l'âme humaine. Une jeune femme, après trois ans de mariage, a découvert que son mari ne cessait de la tromper ; elle était étrangère ; de désespoir, elle s'enfuit, abandonne ses deux filles et s'en retourne dans son pays. Pour cacher le scandale, le mari, qui ne doute pas que sa femme ne soit point partie seule, se décide à la faire passer pour folle. Quand la pièce commence, vingt ans se sont écoulés. La mère a vécu seule, honorablement, mais loin de ses filles. Elle a beaucoup souffert dans le vide affreux de son cœur et la peinture des sentiments par lesquels elle a passé est admirable de hardiesse et de précision :

« Depuis longtemps, dit-elle, je savais ce qu'il en coûte de supprimer en soi-même les sentiments que Dieu y a mis. *On en souffre tant qu'on les garde et on reste inconsolable de les avoir perdus* ».

Tout l'intérêt de la pièce sera donc uniquement l'analyse des sentiments vrais par lesquels vont passer, en se revoyant, cette mère et ses deux filles, cette femme et son mari. Quand elle se retrouve au foyer, en « invitée », point d'attendrissement ni de larmes, mais quelle sécheresse et quelle amertume !

« A vingt-quatre ans, explique-t-elle à son mari, le plus grand ennemi d'une femme complètement délaissée, c'est son propre cœur... J'ai vaincu le mien par des moyens barbares, y étouffant tout ce qui demandait à vivre, fauchant amitiés et penchants qui pouvaient entretenir la faculté d'aimer.. L'apaisant avec d'arides coquetteries, comme on trompe la soif dans le désert, avec de petits cailloux... L'ai-je assez mutilé, ce pauvre cœur ! Actuellement, il n'y reste plus une fibre aimante !... »

Ainsi s'affirmait, avec non moins de force que le premier, un second caractère, que l'on doit considérer comme essentiel, du talent de François de Curel : la curiosité psychologique. Le plus souvent, il a mis cette faculté d'analyse au service de ses idées et c'est par l'harmonie de ces deux dons si rares qu'il a réalisé ses plus fortes œuvres. Mais il lui est arrivé, par manière de passe-temps, de se complaire uniquement dans cette recherche : c'est ainsi que, dans la même manière sinon dans le même ton que *l'Invitée*, il a écrit *la Figurante*, où il étudie le cas d'une jeune femme épousée explicitement pour sauver les apparences d'une liaison devenue dangereuse. Sur de telles

données, on sent que l'esprit de François de Curel travaille exactement comme celui d'un savant, excité par les difficultés et comme celui d'un joueur entraîné par le risque. Il suffit, d'ailleurs, d'avoir entendu quelques instants sa voix voilée et son accent lorrain pour sentir tout ce qu'il y a en lui de malicieux, comme il suffit de l'avoir aperçu en costume de chasse, pour sentir tout ce qu'il y a en lui de sportif ; par malice et par sport, il se plaît à jouer, en imagination, avec les créatures humaines : cela le console d'être un « sauvage ».

*
* *

Sans doute semblera-t-il un peu paradoxal de dire d'un écrivain qui entre à l'Académie qu'il n'a pas dans notre littérature la place qui lui revient.

Rien de plus vrai, cependant, en ce qui concerne François de Curel. C'est qu'à tant de dons intellectuels, cet écrivain de haute lignée a trouvé le moyen d'ajouter encore la probité artistique et la dignité du caractère. Habitué dès longtemps à la puissance que donne la richesse, il aurait pu mépriser les hommes et traiter leur estime comme une marchandise qui s'achète à bon compte, car son intelligence et son habitude des affaires lui auraient permis, sans nul doute, de traiter celle-ci avec quelque maîtrise, s'il avait pensé que la littérature fût une affaire. On ne l'a vu commanditer ni un théâtre, ni un journal et je doute qu'il ait jamais conçu un rôle sur mesure pour une comédienne : Si bien qu'aujourd'hui c'est dans une revue que paraît sans avoir été jouée, cette hautaine *Comédie du génie*, sa dernière œuvre : dégoût, sans doute, des mœurs présentes ?

Ame haute et fière, un peu distante, mais généreuse et sincère, éprise de tous les élans, de tous les « coups d'aile », il semble que François de Curel, trop dédaigneux peut-être et trop faible pour l'action, se soit retiré dans l'art comme dans un manoir, non pour bouder à la vie de son temps, mais pour la méditer. Toutes les angoisses de conscience ou d'esprit que mettent en scène ses œuvres les plus belles, on sent qu'elles ont été, à quelque moment, celles de son propre esprit, de son propre cœur. Son nom, sa fortune, ses habitudes, tout contribuait à l'écarter d'une époque aux « forces tumultueuses ! » Nul pourtant ne s'est voué à l'étudier et à la comprendre avec plus de ferveur et de loyauté.

François de Curel est l'honneur de notre théâtre.

GASTON RAGEOT.

DU NOUVEAU LOUVRE AU SALON DE 1919

C'est un beau réveil ! Et le renouveau de l'art, à notre vieux Louvre, a devancé le printemps d'une nature endolorie. Mais laissons les dates parler seules : le dimanche 12 janvier 1919, à deux pas d'une Seine menaçante sous une brume glacée, la sculpture antique rouvrait ses portes ; intacte en sa blancheur mutilée par le Temps, « ce grand sculpteur » plus fort que Rodin, *la Vénus de Milo*, qui faillit périr sous les décombres de 1871, a retrouvé ses adorateurs : elle les accapare si bien que pas un ne distingue sa voisine nouvelle, une *Pallas Athéna*, de style archaïque, que M. Ingres acquit jadis à la Villa Médicis et qui revint naguère du musée méconnu de l'Ecole des Beaux-Arts.

Le lundi 10 février, jour de soleil sur la neige, la vénérable salle La Caze de nos enfances accueille les nouvelles acquisitions du musée qui redevient la bienfaisante « prison » des chefs-d'œuvre : de Phidias à Degas, d'un pur fragment de la frise des Panathénées au *Portrait de famille* dorénavant aussi fameux dans sa discrétion, c'est un raccourci d'une histoire de l'art qui gravite autour du buste vraiment romain d'un orateur ardent comme les Gracques, et daté de 1461 par Mino de Fiesole, le statuaire habituellement plus efféminé des angelots ; au sommet de la collection Schlichting, un superbe Rubens reçoit maintenant le rayon matinal qui descendait autrefois sur la coiffe blonde du *Gilles* de Watteau... ce *Gilles* que le baron Denon pouvait acquérir pour trois cents francs chez un brocanteur des échoppes du Carrousel !

Ce temps n'est plus : cependant, les paysans attablés de Le Nain, *les Deux Sœurs* de Chassériau dont l'année devra fêter le centenaire, les portraits groupés par Fantin-Latour dans « un coin de table » ou, l'hiver, « autour du piano », ne cessent d'opposer la conscience française à l'ardente mythologie de Rubens : et de même qu'Homère, pour décrire la beauté d'Hélène, exprime simplement l'émotion des vieillards troyens, il nous suffira de nommer les émouvants dessins de Claude et de Prudhon : leur tendre eurythmie surpasse tout ; aucun tableau ne saurait mieux illuminer le chemin de l'âme... Mais, à première vue, comme le marbre musclé de l'*Ephèbe* attribué pour l'heure à Sansovino paraît mieux vivre et resplendir dans le chaud décor des peintures anciennes ; en vérité, la preuve est faite, et cet heureux amalgame de tous les arts nous démontre silencieusement com-

bien l'harmonieuse diversité l'emporte sur un monotone alignement de toiles, même magistrales, méthodiquement parquées par la chronologie des écoles ; une salutaire leçon pour l'avenir du classement dans nos musées nationaux se dégage dès à présent de cette innovation spontanée, mais réussie.

Un autre principe intaillible de rajeunissement, une nouvelle source de Jouvence où se ravive la séduction des chefs d'œuvre, n'est-ce pas la mobilité, le déplacement, le retour des vieux trésors consacrés dans un nouveau cadre ? Or, le lundi 14 avril, jour de printemps groënlandais, ce sont les anciennes salles des dessins et, plus récemment, du mobilier français qui nous reconduisent aux merveilles, longtemps absentes, de la peinture : vieilles connaissances retrouvées de près, avec une joie nuancée de mélancolie, dans l'intimité d'un nouvel appartement provisoire ! Et c'est, d'abord le Mantegna d'Aigueperse, la plus belle acquisition récente avec *L'Inspiration* de notre Poussin. Puis une sélection des primitifs italiens précède une suite momentanée d'anthologies capables d'abréger les longs mois des travaux : un maître par salle, Léonard, Raphaël et Corrège, Titien, Rubens, Rembrandt et sa *Bethsabée*, les pastellistes français, où triomphe le bonhomme Chardin, Watteau, ses incomparables dessins aux trois crayons et son *Embarquement pour Cythère*, dont nous ne possédons que l'ébauche, mais supérieure en son rêve d'opale au tableau terminé de Berlin !

Par ailleurs, Prudhon partage avec Girodet l'étroite pénombre de la salle Henri II ; et déjà la grande peinture de l'Empire monte jusqu'aux voussures de la salle dite des Sept Cheminées, où *le Sacre* immense de David remplaçait depuis longtemps la toile, demain centenaire, du *Radeau de la Méduse* qui fit scandale au Salon de 1819.

Tout change, nous passons, l'art seul demeure : il faut donc s'arrêter longuement devant les divins morceaux de Léonard de Vinci, spécialement groupés pour le quatre-centième anniversaire de la mort de ce « frère italien de Faust », décédé dans sa demeure française du Cloux, près d'Amboise, le 2 mai 1519 ; et revoici trois peintures qui passèrent de son atelier dans le cabinet royal de François Ier, son admirateur : *La Joconde*, dont les dernières aventures ont compliqué le sourire ; le *Saint-Jean-Baptiste*, au geste énigmatique, où d'aucuns ont vu la glorification de la beauté profane ; le portrait présumé de *Lucrezia Crivelli*, longtemps appelé *la Belle Ferronnière*, et quelques subtils dessins à la pointe d'argent, têtes de bambins ou de vieillards, qui rivalisent avec les plus mystérieux crayons de Windsor.

Que d'impressions et d'enseignements, en ce double passé des siècles lointains et de nos jeunes années ! Que d'heures d'école buissonnière et de classes manquées pour courir au Louvre, alors que l'absence de tout programme universitaire d'esthétique ou d'histoire de l'art donnait aux vieux chefs d'œuvre du Salon Carré le jeune attrait du fruit défendu ! Certes, nous n'adorons pas seulement les belles choses à la façon des vieillards de La Bruyère, qui ne goûtaient dans l'*Œdipe* de Corneille que « le souvenir de leur jeunesse » ; mais nous avons le goût des anniversaires et des rétrospectives : une commémoration nous permet d'oublier un instant l'incertain avenir dans le clair-obscur du passé ; le transport d'un chef-d'œuvre ou le rappel opportun d'un centenaire prête à l'instabilité de nos points de vue la patine du temps : à défaut de dogmes et de principes, de génie créateur et de force inventive, notre époque anémiée se nourrit d'histoire et d'érudition ; sa décadence impressionniste se réhabilite, sans doute, à ses propres yeux en applaudissant *le Déserteur* de Monsigny, *Richard Cœur-de-Lion* de Grétry, les bleuettes de Dalayrac, en invoquant la tradition dans nôtre vieille salle pompéienne du Conservatoire, ce musée du Souvenir, que nous avons défendu contre la pioche de nos barbares, en glorifiant les anges de pierre et les vitraux irisés de nos cathédrales en même temps que les élégances poudrées du plus spirituel des siècles français.

Aussi bien, le dénouement d'une guerre victorieuse nous sert-il à point : car enfin, le lundi 12 mai, dans l'exaltation tardive d'un été subit, deux salles de notre Louvre se sont ouvertes pour nous consoler d'un long hiver et de quatre ans d'angoisses, en réunissant les quatre-vingt-sept pastels nomades de La Tour, qui reviennent de loin... de Saint Quentin par Maubeuge ! O l'image exceptionnelle de *Mlle Fel*, dont l'âme visible entre les lignes dénonce au-delà des tombeaux la tendresse du portraitiste et contraste éloquemment avec les étonnantes, mais sèches *préparations* des portraits de gens d'esprit, d'abbés de cour et de boudoir ou d'actrices, « ces Jocondes sensuelles des Menus-Plaisirs » si bien définies dans *L'Art du XVIIIe siècle* par la secrète sympathie des Goncourt !

Que de souvenirs encore en chacun de ces cadres que nous vîmes au petit Musée Lécuyer caché dans sa vieille rue provinciale, le dimanche 25 septembre 1904 qui nous appelait à Saint Quentin pour fêter le bicentenaire de la naissance de celui qu'on appelle toujours là-bas M. de La Tour !

Depuis ce pèlerinage, que de morts : Léon Seché, Maurice Tourneux, Paul Flat, qui s'enthousiasmait dans la nef, aujourd'hui calcinée, de la Collégiale ! Et que de suggestions, désormais, dans

ces rapprochements : de Léonard à Rembrandt, tout le clair-obscur ; de Léonard à La Tour, le dessin, la forme, avec la *subtilité* « comme idéal », dans le velours d'un regard ou le pli d'une bouche, et le mystère du visage, et le secret du caractère dans la transparence du sourire...

Le sourire dans l'art : un beau sujet dont il nous faut réserver l'analyse, depuis le portraitiste de *la Joconde*, que notre Prudhon nommait « son maître et son héros » jusqu'au portraitiste de *Mlle Dangeville*, qui disait avec autant de vérité que de vanité : « Ils croient que je ne saisis que les traits de leurs visages, mais je descends au fond d'eux-mêmes à leur insu et je les remporte tout entiers. » Le mot ne messérait pas non plus à l'inégal et puissant observateur qui trône à la quadruple exposition du Petit Palais : cet original, c'est Goya, le dernier génie de la grande école espagnole et le premier ancêtre de nos décadents : ses portraits seront donc la préface tout indiquée de notre visite prochaine au Salon voisin.

RAYMOND BOUYER.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGERES

Encore « le cine... » Et je vous donne mon billet que je n'y puis rien..., parce que si j'y pouvais quelque chose... Toutefois, le moyen de négliger une matière de cette importance ?

Car le cinématographe n'est décidément pas, mais pas tout, ce que pense un vain peuple. Nous nous en doutions un peu, soit. Cependant, M. Harrison Rhodes nous en fournit dans le *Harper's Magazine* une démonstration cette fois péremptoire, — à laquelle il ne faut d'ailleurs pas désespérer de voir s'ajouter dans la huitaine de nouveaux aperçus.

Grâce aux rapports circonstanciés qu'il reçoit chaque semaine de ses agents disséminés aux quatre coins de l'Union, l'Office central des entreprises cinématographiques outre-Océan suit de près et à travers toutes leurs manifestations les tendances, les goûts et les passions d'un immense public. Ces rapports — qu'il suffit d'interpréter pour savoir, par exemple, dans quelle région se rencontrent les meilleures épouses et dans quelle région les moins dignes — ils constituent comme « le dossier secret de la nation » et les annalistes de l'avenir n'auront qu'à les feuilleter pour restituer aux générations futures l'Amérique de notre temps. La dernière manière de comprendre l'histoire...

Au reste, on ne soupçonnait guère hier seulement tous les mystères que le cinématographe propose aux méditations des psychologues et il paraît assez à lire M. Harrison Rhodes qu'il en est d'insondables en vérité. Ainsi, qui nous dira à quoi répondent au juste ici les applaudissements des spectateurs ? Vont-ils bravement au personnage en effigie sur l'écran ? Ou bien, de battre des mains, cela est-il devenu, les siècles aidant, un geste inconscient et nécessaire chez notre singulière espèce pour, dans une assemblée, exprimer la satisfaction que l'on éprouve par les yeux ? Ou bien encore, en applaudissant au cinématographe, entend-on s'échauffer par contagion et par la doubler son plaisir, chacun contribuant alors à créer autour de soi cette atmosphère spéciale hors de laquelle il n'est pas de bonne source au spectacle ? Les psychologues prononceront.

De plus fort en plus fort. Les esprits sérieux ne manquent pas de l'autre côté de l'Atlantique qui estiment qu'il suffirait à un gouvernement intelligent de disposer à son gré de toutes les entreprises cinématographiques fonctionnant sur le territoire national pour assurer le triomphe au sein de la cité de tels principes et, partant, de telle politique à sa convenance...

Rémy de Gourmont prévoit, dans les *Chevaux de Diomède*, le jour où « avec cinquante grognements gradués et autant de signes représentatifs, un troupeau d'hommes socialisés exprimera parfaitement tout son génie » et où « forte et mûre, l'humanité ne jouera pas plus à faire des vers, de la musique ou de la peinture qu'une femme de soixante-dix ans à la poupée ou à la Tour-prends-garde. »

Et puis, la terre tourne quand même.

Sous le titre « La Ligue des Nations et les Universités », M. H. Friedel, ancien professeur de littérature française à l'Université de Liverpool, montre bien, dans le dernier numéro de notre confrère *The Anglo-French Review*, l'étroite dépendance entre la qualité morale de la nation et la qualité des principes et des méthodes qui président à la formation de son élite intellectuelle. Étude solide et substantielle. Les idées pratiques y abondent — et il est trop dans les traditions de la *Revue Bleue* de s'intéresser au « devenir » de notre Université pour ne pas souscrire à ces observations de M. Friedel :

« Demain, nos Universités reprendront leurs travaux. Comme par le passé, l'éducateur, le sociologue, le juriste, le médecin travailleront, en redoublant d'efforts, à la reconstruction d'une hu-

manité telle qu'ils l'ont toujours rêvée. La réalité, cruelle outre mesure, a précisé l'idéal et marque les tournants dangereux d'une poursuite de lins trop matérialistes. Nos Universités (françaises, anglaises, américaines) auront à veiller à la sûreté du chemin qui conduit vers cet idéal. Elles y veilleront de concert, en alliées... La préparation aux carrières ne peut être la même en France et en Angleterre ou en Amérique. Les examens et les études qui y conduisent, varient... Mais un lien doit unir toutes les Universités de tous les pays, c'est le travail scientifique général et désintéressé, entrepris pour lui-même dans l'intérêt de la Science, et non pas en vue d'un examen... Profitant des conditions défavorables faites à nos Universités, les rivales allemandes ont drainé vers elles la clientèle étrangère, principalement anglaise et américaine... Nous nous sommes repris, nous avons retrouvé le souvenir de nos anciennes relations. Avons-nous assez fait ?

... Demain, tous les jeunes travailleurs anglo-américains, que l'Allemagne recevait par centaines, se tourneront vers la France. La tradition du voyage de perfectionnement revivra, renforcée par le but utilitaire scientifique. Mettons à leur disposition, immédiatement, tous les conseils utiles pour les guider parmi nous. Ayons nos laboratoires, nos bibliothèques, nos salles de travail prêts à les recevoir, non pas seulement à Paris, où beaucoup est fait à leur intention, mais dans nos Universités de province, qui pourraient les attirer.

Dans le fascicule de mai de la *Nuova Antologia*, entre une nouvelle de Mme Grazia Deledda et d'assez beaux vers, signés Carlo Nadi, en l'honneur du printemps frais épanoui sur la terre d'Italie, un joli article où M. Antonio Monti évoque le Congrès de Vienne. Précieux seraient aujourd'hui, ne nous en déplaise, les enseignements qui se dégagent des tractations de 1814-1815. Mais il est cent manières de philosopher sur la même page d'histoire — et du Congrès de Vienne, ce sont surtout les splendeurs qui intéressent M. Antonio Monti.

« Les travaux » qui devaient régler les affaires européennes après la chute de Napoléon réunirent au nombre de 450, dans la capitale de l'ex-François II devenu François Ier, les princes, les plénipotentiaires et les secrétaires de plénipotentiaires. Y arrivèrent d'abord Alexandre de Russie et Frédéric-Guillaume de Prusse, puis Eugène de Beauharnais, les rois de Danemark, de Bavière et de Wurtemberg, l'Electeur de Hesse-Cassel, le grand-duc de Bade, celui de Weimar, le duc de Cobourg et beaucoup d'autres cousins. Du côté des délégués : le prince de Bénévent, Nesselrode, Hardenberg et Guillaume de Humboldt, Castlereagh et Wellington, le cardinal Consalvi, Campo-Chiaro, le prince Cariati, etc., etc... Et la fête commença.

Dame, « Lui » disparu, on fait « ouf ! », comme il avait justement prévu.

Au Habsbourg — qui reçoit — de pourvoir aux plaisirs de ses hôtes. Il y pourvoit du reste avec une telle magnificence que pour les seuls frais de la table impériale ce sont trois cent mille francs qui sortent chaque jour des caisses de l'Etat et que l'Autriche aura finalement dépensé, en pures somptuosités, quarante millions entre novembre 1814 et juin 1815.

« Sire, Majesté, Altesse, Excellence » : on n'entend « que ça » dans les salons de Vienne — et un comte Mansi, qui représente au congrès la principauté de Lucques, ou un duc de Serracapriola, qui y représente Ferdinand de Sicile, ne sont céans que de menu fretin. Au milieu de ces éblouissantes chamarrures, les plus belles épaules de l'Europe : la princesse de Tour-et-Taxis, Thérèse Apponyi, Mme de Fuchs, la princesse Bagration, « les Trois grâces de la Courlande » : Dorothée de Talleyrand-Périgord et ses deux sœurs, les duchesses de Sagan et d'Acerenza... Metternich triomphe, Hardenberg bougonne, Talleyrand sourit... et le prince de la Ligne prend des notes pour la postérité.

Celui-ci — qui se contente pour sa part de représenter ici les droits de l'esprit — craint d'ailleurs que ce carnaval, où il s'amuse tant, ne se gâte : « Le Congrès danse bien, mais il ne marche pas, pourvu qu'il ne saute ! » Hé non ! — et c'est lui, le brillant de Ligne, qui s'en ira avant la fin... et le Congrès l'enterrera sans cesser de danser et ce sera une fameuse occasion de se montrer aux badauds de la rue dans tout l'éclat de ses plaques et de ses panaches...

Evidemment, notre âge est plus sérieux.

GASTON CHOISY.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : M. E. TISSERAND : *Moyens d'intensifier la production de l'agriculture :* SIR W. J. POPE : *L'avenir de la Chimie pure et appliquée*; *des Notes et Actualités*; *des Nouvelles*: le compte-rendu de l'*Académie des Sciences de Paris, etc.*

Le Gérant: ALB. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VIe.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 11 — 57e ANNÉE — 31 MAI-7-14 JUIN 1919

NOTE DE LA DIRECTION

L'augmentation des frais de fabrication nous force à relever nos prix d'abonnement et de vente au numéro.

On trouvera sur la couverture nos nouveaux tarifs.

LES BESOINS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SON ROLE[1]

Les Universités doivent enseigner la science pure et la science appliquée, les applications se trouvant liées intimement à la science pure, cette dernière se trouvant nécessairement illustrée et fortifiée par les réalisations démontrées.

Cette double tâche des Universités réclame un outillage approprié, des instruments, des appareils, pour réaliser les expériences devant les élèves, expériences qui corroborent la théorie ou confirment les lois. A part l'enseignement des mathématiques, qui dans toutes ses branches, peut se contenter du tableau noir et de la craie, tous les autres en science nécessitent un matériel de démonstration et d'expérimentation.

Les cours de mécanique théorique et de mécanique appliquée qui se marient si bien, exigent des machines à montrer et à faire fonctionner ; ils réclament des collections d'instruments ou d'appareils. Est-il utile de rappeler les mêmes nécessités pour cette magnifique science, la physique, qui dans le domaine magnéto-électrique, a fait, ces dernières années, des bonds prodigieux ? Une collection d'appareils de physique doit, comme une bibliothèque, s'accroître et s'enrichir, chaque année, avec les nouvelles découvertes. Puis les instruments s'usent, se détériorent par l'usage. Il faut les renouveler. Un budget d'entretien et de renouvellement est nécessaire.

Loin de notre pensée de prétendre que certains appareils de physique très coûteux ne doivent pas être uniques dans une Université. Le laboratoire de physique d'une Faculté des Sciences et celui de la Faculté de Médecine voisine doivent s'entendre pour que tel instrument ne figure pas en double dans les collections.

D'autres instruments au contraire, d'un usage courant, doivent figurer à plusieurs exemplaires. Les applications de la physique médicale, par exemple, le réclament.

Mais administrer avec économie les fonds pour l'outillage, n'exclut pas la nécessité d'un budget important, qu'il faudrait bien, une fois pour toutes, fixer, en faisant appel aux véritables compétences, et non pas aux conceptions d'une bureaucratie forcément ignorante des véritables besoins.

Dans chaque Université, les professeurs de physique devraient s'entendre pour établir le bilan de leurs ressources actuelles, de leurs collections d'instruments, et pour élaborer ensemble un programme

(1) Voir le précédent numéro.

d'amélioration ou de réfection. L'heure est propice. Et, ajoutons en passant, que si un institut électrotechnique est créé à côté ou au sein de l'Université, comme à Grenoble, il est indispensable, de donner à cette poussée heureuse de la spécialisation tous les instruments spéciaux qui doivent illustrer et vivifier les démonstrations.

Ici les dépenses peuvent être très élevées. L'appel aux industriels devient naturel. D'ailleurs nos industriels de la région grenobloise, puisque j'ai pris cet exemple, n'ont pas attendu que la science fît appel à leur concours. Quelques-uns nous ont donné la preuve de leur conception très nette des bienfaits de la science collaborant avec l'industrie.

En chimie, le problème des ressources se pose un peu différemment. Là aussi il faut des instruments, mais d'un usage courant, balances, microscopes, thermomètres, etc., et des appareils de porcelaine, de verrerie, qui s'usent, qui se brisent par l'usage ou par accident. Les produits chimiques sont mis en œuvre, quelques-uns coûteux. Ces produits sont fatalement détruits dans les réactions, dans les essais de démonstration ou de recherches. De là des dépenses inéluctables liées à l'enseignement qui comporte les preuves expérimentales, qu'il s'agisse du cours didactique, ou des manipulations dans les laboratoires.

*
* *

Il faut dans nos chaires de chimie de l'enseignement supérieur, un budget élevé, ce qui n'empêche pas le professeur avisé, de faire les économies nécessaires, et de tirer parti de certains produits préparés.

Poursuivre des découvertes ou l'enfantement de corps nouveaux n'exclut pas la bonne gestion, c'est-à-dire la préoccupation d'enrichir les collections du laboratoire des produits connus ou encore inconnus qui ont été préparés.

Les ressources de nos laboratoires de chimie dans l'enseignement supérieur sont-elles suffisantes, pour répondre aux programmes de l'enseignement ou des recherches ? Il suffit de visiter le laboratoires des chaires de chimie de la Sorbonne, du Collège de France, du Muséum, puis ceux de nos grandes Universités de province pour se rendre compte de l'urgence et de la nécessité absolue d'améliorations considérables.

Les locaux eux-mêmes sont parfois lamentablement insuffisants. Les architectes, subissant sans doute les suggestions malencontreuses de personnes étrangères à la science, au lieu d'être guidés par les professeurs intéressés, ont souvent établi des laboratoires d'une exiguité ridicule, avec des annexes plus ridicules encore.

Les laboratoires et leurs dépendances sont étranglés dans des constructions monumentales dont les entrées somptueuses satisfont les exigences artistiques, mais dont le dispositif intérieur, cependant capital, a été évidemment sacrifié. Le concierge est souvent plus somptueusement installé que le professeur de chimie.

Peut-on apporter un remède à cette situation ? Bien des améliorations sont possibles, ne serait-ce que pour la chaire de chimie appliquée de la Sorbonne. Qu'on se hâte.

L'Allemagne vaincue, qui a donné à la chimie avant la guerre des moyens d'action d'une puissance incomparable, s'apprête de l'autre côté du Rhin à un nouvel essor.

Cette science d'une fécondité indéfinie qu'est la chimie, qui est le *primum movens* de tant d'industries, qui renouvelle l'agriculture et la médecine, réclame impérieusement dans notre enseignement supérieur des ressources considérables.

Pénétrons-nous dans le domaine des sciences naturelles avec notre collègue averti le Dr Goy, nous constatons une pénurie désolante. Zoologie, géologie, botanique, qui comportent plusieurs chaires à la Sorbonne, sont dans un état de dénûment à faire pitié.

Dans cette séance du 10 avril, au Sénat, le Dr Goy a inscrit au *Journal Officiel* des vérités navrantes, qu'on ne saurait trop méditer.

Quand on songe aux matériaux d'études considérables accumulés au Muséum, aux collections incomparables qu'il possède, on se demande comment Sorbonne et Muséum ne s'entendent pas pour faire bénéficier le haut enseignement de ces richesses uniques au monde. Il y a là un défaut de coordination auquel le vice-recteur de l'Académie de Paris devrait paternellement porter remède.

La collaboration des efforts pour instruire les générations nouvelles, comporte la collaboration des ressources. Nos bibliothèques universitaires qui centralisent la documentation littéraire, juridique et scientifique, ainsi que son histoire, donnent le modèle à suivre pour centraliser, lorsque c'est possible, nos moyens d'études. Centraliser s'entend, non pas topographiquement — ce n'est pas toujours pratique — mais comme foyer d'observations et d'investigations ouvert à tous nos étudiants fréquentant l'enseignement supérieur.

L'Université a supprimé les cloisons étanches entre Facultés. Etudiants en médecine fréquentent la Faculté des sciences : étudiants en droit fréquentent la Faculté des lettres. C'est tout bénéfice. Abat-

tous ces cloisons à Paris entre la Sorbonne, le Collège de France et le Muséum. Lorsqu'un élève en Sorbonne prépare sa licence ès-sciences naturelles, ou tel ou tel certificat se rattachant à cette branche immense du savoir humain, il faut qu'on lui apprenne le chemin du Muséum, dont l'éminent directeur M. Edmond Perrier ne demande qu'à prêter les ressources pour le bien de l'enseignement public.

Pour que nos mœurs universitaires franchissent cette marche vers une libérale entente en vue des moyens d'études mieux coordonnés, il faut que l'homme de science renonce au particularisme étroit, jaloux ou égoïste, hélas encore trop fréquent.

Les larges horizons de la science réclament une conception élevée de la solidarité scientifique. Ici il revient aux maîtres d'opérer eux-mêmes la réforme. Aux heures d'angoisse de cette guerre, les cœurs se sont unis dans la défense ; qu'ils restent unis dans la culture de la science et des arts de la paix. Les progrès de la science française sont à ce prix, sans compter que les élèves, qui nous écoutent, tireront grand profit des moyens d'études mieux coordonnés.

*
* *

Nos Universités ne doivent pas seulement avoir souci de la culture générale, de la haute culture littéraire, de l'enseignement synthétique et philosophique des sciences, c'est-à-dire former de larges esprits, elles doivent avoir pour mission de préparer l'étudiant, dont l'esprit est meublé de connaissances générales, à aborder le domaine des applications.

Déjà, depuis 25 ans, nos Universités se sont engagées brillamment dans cette voie. Elles ont compris qu'elles ne devaient pas s'en tenir à faire la science et à l'enseigner, mais qu'il fallait enseigner la science appliquée. Elles se sont prêtées, comme le demandait Louis Liard, artisan de l'organisation de nos Universités, à ouvrir leurs fenêtres et leurs portes sur le dehors pour que la lumière descendît sur ceux qui travaillent et sur toutes les formes de notre activité économique.

Feu le sénateur Astier, qui a voué sa vie parlementaire à prêcher l'organisation parfaite de l'enseignement technique, écrivait dans une belle préface (1) :

« En orientant l'opinion publique du côté de ces questions utilitaires, mais vitales aussi, en demandant que chaque Français *sache son métier*, risquons nous d'affaiblir, comme on l'a prétendu, le goût de la culture générale, si vif dans ce pays et source principale de son rayonnement dans le monde ? Singulier reproche qui attendrait les Jules Simon, les Victor Duruy, les Gréard, les Jules Ferry, les Paul Bert et tant d'autres esprits, apôtres infatigables d'une éducation préparatoire aux multiples professions de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Non, il n'est pas vrai qu'en accroissant le savoir et peut-être le nombre de nos ingénieurs, de nos chimistes, de nos industriels, de nos commissionnaires, de nos banquiers, en assurant à nos ouvriers et nos employés des connaissances appropriées à leur tâche, on causera un préjudice quelconque aux études spéculatives, génératrices à la fois d'idéal et de découvertes. La science pure sera toujours le support, le principe de la science appliquée : celle-ci ne sera rien, si l'autre ne l'éclaire et la vivifie ».

On ne saurait mieux dire.

Et, bien entendu, il ne s'agit nullement pour nos Universités de créer des enseignements faisant double emploi avec des Ecoles d'arts et métiers qui ont, elles aussi, leur mission pratique bienfaisante. Il s'agit pour nos Universités de former de grands et bons ingénieurs mécaniciens ou chimistes, pour diriger nos industries. Créer une émulation, au sein de nos foyers universitaires, avec l'Ecole centrale des arts et manufactures ou l'Ecole polytechnique, sans rien copier de leurs programmes est la tâche à poursuivre dans notre démocratie ardente à rendre vivantes et productives toutes ses activités.

Certes, nos Universités ont déjà des Instituts spéciaux de sciences appliquées. Il ne s'agit que de les perfectionner ou d'en créer d'autres suivant les besoins locaux ou régionaux. Faut-il en donner la liste ? Cela ne sera pas inutile, ennemi que nous sommes du dénigrement systématique.

L'ampleur des efforts réalisés, la fécondité des initiatives, l'étendue des sacrifices consentis en faveur de la diffusion des méthodes scientifiques et de leur adaptation aux besoins de l'Industrie, se retrouvent dans toutes nos Universités provinciales. A Besançon, nous avons un service chronométrique de l'Observatoire, à Bordeaux, un laboratoire des résines. A Caen nous rencontrons l'Institut technique de Normandie (Electrotechnique et mécanique, Chimie). Poursuivons l'énumération : Institut électrotechnique, station d'essais électro-métalliques, Ecole de papeterie à Grenoble, sans compter un laboratoire de pisciculture.

A Lille, c'est une Ecole de chimie industrielle, à Lyon, Ecole de chimie, Ecole de tannerie : à

(1) ASTIER et CUMINAL. — L'enseignement technique industriel et commercial en France et à l'étranger. Préface p. XXXV.

Montpellier, Institut de chimie ; à Nancy, Institut chimique, Institut électrotechnique, Institut aérodynamique, Institut colonial Ecole de brasserie, Ecole de laiterie ; à Toulouse, Institut de chimie, Institut électrotechnique. A ces Instituts de sciences appliquées, sont affectées des chaires spéciales répondant aux diverses directives. Besançon a un enseignement supérieur d'horlogerie, Bordeaux un enseignement sur les fermentations et un cours sur les fraudes ; Lille a une chaire de paléontologie houillère, etc., etc.

Les Facultés délivrent des certificats de Sciences appliquées, Chimie appliquée, Chimie industrielle, Zoologie appliquée, Botanique appliquée, agricole ou coloniale, etc., etc.

Cette orientation très heureuse vers les applications indique le souci de nos Universités de ne pas prendre « la paille des mots pour le grain des choses ». Elle mérite une mention très honorable.

Est-ce à dire que la tâche dans cette voie est arrivée à son terme ? Ce serait là une illusion néfaste. Nous affirmons qu'il y a beaucoup plus à faire qu'il n'a été fait. Prenons un simple exemple.

A Lyon, que nous connaissons mieux, que reste-t-il à faire ? — Et remarquons qu'une visite approfondie dans chacune de nos Universités nous amènerait sans nul doute à constater pareillement d'importants *desiderata*. — A Lyon, disons-nous, qu'est-il à faire ?

Nul doute que dans ce grand centre industriel, où la teinture des étoffes a une importance considérable, la chimie appliquée des matières colorantes réclame un large enseignement. La chaire de chimie industrielle et agricole est-elle suffisante ?

Actuellement, une Ecole de chimie est greffée sur cette chaire. Elle est subventionnée par la Chambre du Commerce. Des élèves accomplissent trois ans d'études chimiques avec manipulations. Forts de ces connaissances de chimie industrielle, les uns font un stage en quatrième année à l'Ecole de tannerie, s'ils veulent devenir des tanneurs ; les autres entrent comme chimistes dans des teinturiers, des fabriques de produits chimiques, etc.

Cette initiative est-elle suffisante, en face des applications multiples, immensément variées de cette vaste science ? Nos grands industriels lyonnais ont vite compris l'insuffisance de cette Ecole pour répondre à tous les besoins de la région.

D'accord avec l'Université, ils veulent créer une Ecole supérieure de chimie. L'unique chaire de chimie industrielle ne suffit plus. On envisage l'organisation de plusieurs chaires de chimie appliquée. C'est la raison même, si on veut un enseignement spécialisé qui nous donne des ingénieurs-chimistes prêts à rendre service dans les diverses branches des industries chimiques. La chimie métallurgique, si importante dans la région stéphanoise voisine, ne doit-elle pas avoir sa chaire, tout comme la chimie des gros produits chimiques (acides sulfurique, nitrique, soude, potasse, etc), tout comme la chimie si vaste et si compliquée des matières colorantes ? Une chaire de chimie physique et aussi de chimie analytique industrielle ne sont-elles pas indispensables dans une Ecole supérieure de chimie bien comprise ?

Tel est le programme envisagé. Une somme de 2.800.000 francs a été souscrite par la Chambre de Commerce de Lyon, par une série de nos grands industriels lyonnais qui se sont promptement entendus pour préparer l'armée de demain qui devra vaincre ou tout au moins rivaliser avec les colossales industries chimiques de l'Allemagne où l'enseignement chimique dans les polytechniques est si largement poussé.

Dans tous les domaines, suivant les besoins régionaux, nos Universités doivent de même élargir leur enseignement pratique, soutenues par l'Etat qui a le devoir, de son côté, de répondre aux appels de l'opinion publique, lorsque cette dernière donne l'exemple, comme à Lyon, de larges sacrifices pour le relèvement de nos industries nationales.

Ne l'oublions pas, l'Allemagne n'a pas seulement de très-nombreux enseignements de sciences appliquées, chimie, physique, mécanique, etc., elle a pris la tâche de faciliter à la jeunesse par une organisation matérielle pratique la poursuite de ses études. Il ne suffit pas, en effet, de créer des enseignements, il faut des auditeurs, lesquels parfois, devant les nécessités de l'existence, ont tendance à abréger leur scolarité. De belles intelligences, faute d'encouragement matériel, faute de bourse, iront avorter dans des fonctions industrielles subalternes, alors que, mieux préparées, elles auraient pu jouer un rôle de premier plan.

C'est ce que nos ennemis ont particulièrement compris.

Au cours de cette guerre, qu'ont fait les Allemands qui se préoccupaient, non seulement de la victoire, qui leur a échappé, mais aussi de la reprise de la vie industrielle et commerciale de leur pays ?

Ils ont réuni, grâce à la bonne volonté clairvoyante d'une quarantaine de firmes chimiques plus d'un million de marks, de manière à constituer des bourses de 1.000 francs permettant à des étudiants peu fortunés, mais qui ont donné des preuves de capacité, de continuer dans les laboratoires des Universités les études chimiques. En échange de

ces bourses, qui ont reçu le nom de bourses de Liebig, du nom du grand chimiste allemand, ils ne demandent à l'élève aucun engagement de venir s'embaucher chez eux, aucun service en retour. Ils ne leur demandent que de travailler pour compléter leur instruction et faire des découvertes.

Mobiliser une armée de chercheurs compétents, telles sont leurs visées. Le Germain a foi dans la science, clef de voûte de la puissance industrielle. Ayons, comme lui, cette même religion des recherches positives. La rénovation économique de notre pays est à ce prix.

Certes, nous n'aurions garde de nous cantonner dans le domaine scientifique pour déclarer qu'il faut perfectionner et créer dans nos Universités. Sortons du laboratoire scientifique pour pénétrer dans nos Facultés de droit, par exemple, et montrons que dans le domaine juridique l'enseignement supérieur doit avoir de nouvelles exigences.

Le lecteur nous excusera de nous reporter encore à Lyon. Nous parlons du milieu que nous connaissons le mieux. Donc notre Faculté de droit vient d'esquisser un programme nouveau d'enseignement de droit comparé. Quoi de plus judicieux ! Les *Annales de l'Université de Lyon*, sous la plume autorisée du professeur Edouard Lambert, consacrent plus de cent pages à préconiser la création d'un Institut de droit comparé, pour coopérer au rapprochement des jurisprudences latines et anglo-américaines.

« Ce projet, n'est, en réalité, dit M. Lambert, que la résultante de toute une série de tendances qui, depuis une vingtaine d'années, se sont dessinées de plus en plus énergiquement dans la marche générale de nos enseignements : tendance à l'interprétation sociologique du droit... : emploi chaque jour croissant de la méthode comparative pour dégager l'originalité du droit français, peser la valeur sociale et économique de ses dispositions et marquer la place de chacune des branches de notre jurisprudence nationale dans le mouvement d'ensemble des législations contemporaines... »

Dans la pensée de la Faculté de droit de Lyon, cet Institut de droit comparé « est d'abord nécessaire pour assurer une complète adaptation de nos enseignements aux exigences de la clientèle étrangère. Le courants d'influence intellectuelle, dont le jeu combiné réglait hier la distribution de la clientèle cosmopolite entre les Universités des vieilles nations occidentales, sont aujourd'hui mêlés et bouleversés. Le mouvement, qui poussait vers l'Allemagne tant d'étudiants étrangers, va dériver vers d'autres directions. Une partie de la population scolaire, que la guerre a libérée de l'attraction scientifique allemande, s'orientera tout d'abord vers les Universités françaises. Elle s'y fixera si nous consentons à tenir compte de ses goûts (1) ».

*
* *

Oui, le rayonnement de la France à l'étranger dans le domaine du droit, des lettres et des sciences est lié d'une part à la création à l'étranger d'Instituts français, de foyers scientifiques français, et aussi à la fréquentation de nos Universités de France par les étudiants étrangers. Pour cela, notre organisation de l'enseignement supérieur réclame tous les moyens d'études modernes. Toutes les méthodes d'instruction les mieux appropriées doivent être mises en œuvre, si nous voulons nous assurer cette clientèle étrangère si précieuse, à certaines heures, pour nous créer de solides sympathies et des concours utiles.

Et voici déjà cette jeunesse américaine qui nous arrive, avide de cette vraie et libre culture qui forma les héros de la Marne, de Verdun, de l'Yser.

Si la Syrie est restée attachée à la France, la Faculté de médecine française de Beyrouth dont nous dirigeons depuis trente ans environ le fonctionnement, y a singulièrement contribué. Notre Faculté de médecine de Beyrouth a fortifié le prestige scientifique de la France, nous devrions dire le prestige tout court de notre pays.

Une école de droit est aujourd'hui adjointe, à Beyrouth, à la Faculté de médecine. Encore là une initiative lyonnaise. L'Université de Toulouse, a son Institut français à Madrid. Elle veut très opportunément ouvrir et consolider des relations entre étudiants français et étudiants espagnols.

Nous avons un Institut à Pétrograd. Il est question d'en créer un au Japon, puis un Institut d'études pour les choses d'Extrême-Orient. Vaste programme de propagande française que nos maîtres les plus éminents seront chargés de réaliser. On peut hardiment le leur confier. Ils seront les meilleurs diplomates pour sceller les alliances durables, celles qui prennent leur source dans la communication de l'intime.

Si les lettres et la science françaises veulent prendre pied à l'étranger, qu'elles n'oublient pas les provinces retrouvées qu'il faut moralement reconquérir peu à peu, après cinquante ans bientôt de germanisation.

Nous constatons, avec notre ami, le professeur Debierre, sénateur du Nord, que l'œuvre de reconstitution morale et matérielle est à entreprendre.

(1) *Annales de l'Université de Lyon*, nouvelle série, II Droit, lettres, fascicule 32, page 4.

L'Université de Strasbourg, dont l'Allemagne a édifié les magnifiques bâtiments avec notre rançon de guerre de 1871, nous revient un peu désemparée. L'outillage des laboratoires mérite d'être réorganisé. Les professeurs allemands qui ont traversé le Rhin, doivent être remplacés. Ressources du personnel, budget pour le fonctionnement des enseignements, avantages matériels pour les maîtres et leurs assistants, que de questions à promptement mettre au point pour que cette grande Université de Strasbourg devienne entre nos mains un foyer de propagande française face à l'Allemagne. Ne lui ménageons pas les moyens d'actions, ne lui marchandons pas les crédits ; elle aura bien vite comblé les vides faits par le départ des étudiants allemands et de certains maîtres.

Notre éminent ami, le professeur Hugounenq, doyen de la Faculté de Médecine de Lyon, lors d'une mission officielle en Grèce, il y a quelques années, constata que le médecin attaché à la Cour de Grèce, lequel avait fait ses études en Allemagne, ignorait le nom de notre grand Pasteur. Le dit médecin était imprégné de l'instruction allemande, qui ramène toutes les découvertes à l'Allemagne, laquelle ne se fait nul scrupule de prétendre à la maîtrise dans tous les domaines, ne craignant point même de démarquer le linge, pour s'arroger impudemment cette prééminence.

Notre autorité morale sur la Grèce, avant la guerre, avait ainsi peu à peu diminué. Ses dirigeants avaient appris le chemin de Berlin, à l'époque de leur jeunesse, empaumés par la propagande allemande.

Réapprenons à la Grèce la route de Paris ou de Strasbourg, où tous les étudiants étrangers recevront un accueil empressé, où ils viendront chercher l'enseignement technique, et, aussi, cette haute culture française, apanage traditionnel de notre pays, qui a donné le jour aux grands maîtres de la pensée. « Avant d'être un savant ou un érudit, un ingénieur, un médecin ou un charlatan, il faut être un homme, proclamait récemment un judicieux conférencier. C'est pourquoi l'enseignement classique a reçu ce beau nom d'Humanités » (1). Nos Universités ne négligeront pas ce classique qui est leur gloire. Ce classique enseignement est la préface de la haute mission sociale qui leur incombe.

Que la France sortie victorieuse de la guerre la plus terrible et la plus angoissante qui fût jamais, se souvienne que ses Universités vaillamment armées doivent achever la victoire en allant de l'avant, sans renier et oublier les belles traditions du passé.

Dans ces Universités rajeunies et grandies, « les jeunes Français prendront les connaissances nécessaires à chacun pour exercer avec compétence et dignité la profession qu'ils auront choisie ; mais ils apprendront aussi que les connaissances ne sont que le fragment d'un tout, et qu'au-dessus d'elles il y a des idées générales auxquelles il faut s'élever pour penser par soi-même et librement.

Ils apprendront que la science n'est pas la conscience, que l'esprit n'est pas la volonté, et que la volonté ne se règle pas de la même façon que l'esprit (1).

« Ils apprendront qu'ils ont des devoirs envers leur patrie, le devoir militaire d'abord, puis le devoir civique.

« Ils apprendront que leur patrie est un être vivant, qui ne peut vivre que par eux, comme elle a vécu par leurs pères, qu'elle sera ce qu'ils voudront qu'elle soit, ce qu'ils seront eux-mêmes, faible s'ils sont faibles, forte s'ils sont forts ; qu'elle cesserait d'être s'ils venaient à s'abandonner ; et qu'au contraire, elle continuera dans le monde sa mission de justice, de liberté et d'humanité, s'ils ont eux-mêmes la claire conscience de cette destinée et les énergies nécessaires pour en assurer le développement.

« Ils apprendront aussi qu'ils ont des devoirs envers la démocratie, qu'ils doivent l'aimer, l'éclairer, la servir, sans défaillance et sans bassesse, et que, s'ils sont les plus instruits, c'est pour être les meilleurs, et que les meilleurs sont les plus obligés.

« Ils apprendront encore qu'il y a des devoirs sociaux ; que, dans la société, la nature et l'histoire n'ont pas fait à tous les parts égales, mais que les mieux partagés doivent aux autres bienveillance, allègement et justice ».

Cette page admirable que Louis Liard écrivait, il y a trente ans bientôt, est d'aujourd'hui et de demain.

Elle devrait être gravée dans le marbre à la porte de nos amphithéâtres, pour n'être jamais oubliée des éducateurs et des éduqués. Les amis de l'Université la liraient à leur tour et sauraient mieux pourquoi ils doivent aimer l'Université et lui faire des largesses !

Dr Paul Cazeneuve.
Sénateur.
Professeur honoraire
à la Faculté de Médecine de Lyon.

(1) René Doumic, Conférence sur la libération de l'esprit français.

(1) Louis Liard, *Universités et Facultés*, page 158.

LES DROITS DE L'HELLÉNISME (1)

Mesdames, Messieurs,

Je ne crois pas que jamais assemblée d'hommes politiques et de diplomates ait provoqué une plus grande attente, soulevé de plus grandes espérances que la Conférence qui est réunie à Paris.

Le Congrès de Westphalie, qui régla le sort de l'Europe il y a près de trois siècles, poursuivit ses travaux pendant sept années — ce qui doit encourager à la patience — dans une atmosphère chargée autant d'indifférence que de fatigue. La conférence de Vienne, conférence de rois, conférence d'États, fut à peine réunie que les nations se rendirent compte qu'il n'y était pas question de leurs droits.

Voici pour la première fois une conférence de peuples, appelée, après la plus grande guerre des temps modernes, après la plus grande catastrophe qui ait atteint l'humanité, à régler les destinées des peuples libres, des libres démocraties.

En ce qui concerne la Grèce, il s'agit moins de donner satisfaction à ses ambitions territoriales, si légitimes soient-elles, que de rendre à l'hellénisme dans le bassin oriental de la Méditerranée toute sa place. Assurer l'équilibre de la Méditerranée où l'hellénisme, depuis des siècles, représente la cause de la liberté, où il apparaît, pour ainsi dire, comme l'Occident en Orient ; y dresser l'hellénisme comme une barrière irréductible contre les ambitions de l'Allemagne qui, vaincue aujourd'hui, n'a renoncé à rien, et contre la Turquie, associée de l'Allemagne dans la guerre qui vient de se terminer par notre commune victoire : voilà l'objet d'une politique qui se préoccupe de voir plus loin que le soir de la journée.

Ces droits de l'hellénisme, comment la Conférence les pourrait-elle méconnaître sans manquer à tous ses principes.

Dès son origine la plus lointaine, la Grèce a été un peuple de marins, de commerçants. Elle a promené sa civilisation sur les deux bords de la Méditerranée. Elle a essaimé ensuite à travers le monde.

Ce serait déchirer le pacte par lequel les puissances ont accepté les quatorze articles de M. Wilson que de ne pas laisser rentrer dans la patrie grecque les Grecs d'Epire et de Thrace, des îles et du littoral oriental de l'Asie Mineure. Cependant la création de la plus grande Grèce importe moins que de regrouper dans le bassin oriental de la Méditerranée, partout où l'élément grec est en majorité, toutes ces communautés hellénique qui se rattachent par leurs lointains berceaux à la civilisation, dont l'Occident a hérité de la Grèce antique, de les y agglomérer et de rétablir ainsi, à côté des autres peuples émancipés de la Turquie, Slaves d'une part, Arméniens de l'autre, le plus ancien foyer de culture et de civilisation.

« Ce qui nous a conduit à la guerre, a dit le président Wilson, c'est le sentiment que le monde entier souffrait et qu'il fallait y établir la justice. » Quelle justice, Messieurs ? Quand on a, pendant quatre tragiques années, livré tant de cruels combats, on emploie la victoire à restaurer la justice tout entière dans toute sa force bienfaisante. On ne se contente pas d'établir un tiers de justice, une demi-justice : c'est la justice tout entière qu'il faut établir en Asie et en Europe, ici, en Occident, là-bas, en Orient. Les temps sont passés des atermoiements, des lentes étapes, comme aussi de cette routine diplomatique dont Lamartine disait qu'elle répète des axiomes une fois reçus, longtemps après qu'ils n'ont plus de sens.

Ce n'est pas moi qui viendrais railler, comme on l'a fait trop souvent, cette politique du progrès continu, méthodique, que l'on a appelée « opportunisme ». C'était la vieille politique grecque. Nous la trouvons déjà dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssée* ; je l'appellerai volontiers la politique d'Ulysse, du sage et prudent Ulysse.

Oui, il y a des heures où il était nécessaire de procéder lentement, par étapes, et vous avez devant vous, assis à cette table, un homme d'Etat qui, bien des fois, a eu le rare courage de mettre les espérances au pas lent des événements. Le monde s'enorgueillit de nombreux hommes d'Etat. Il n'y en a pas un seul qui soit supérieur par l'intelligence, la clairvoyance et le patriotisme à celui qui est ici.

M. Venizelos, depuis les débuts de sa mémorable carrière politique, s'est heurté souvent à des obstacles, à de durs et terribles obstacles. Il a procédé avec méthode : c'est pas à pas, lentement, mais sûrement, selon la fameuse formule, qu'il avance. Vous connaissez ces étapes victorieuses de l'hellénisme : la Crète réunie à la Grèce, puis l'Epire, puis la Macédoine avec Salonique. Quand éclata la grande guerre, qui comprend mieux que lui que l'intérêt supérieur de la Grèce, puissance navale, puissance continentale, puissance représentative de la civilisation en Orient, c'est de se joindre aux puissances de l'Entente ?

Nous sommes au début de 1914. Les dés sont jetés, la victoire n'a pas prononcé. Il faut négo-

(1) Conférence faite par M. Joseph Reinach, le 8 février 1919, à la Salle de la Société d'Agriculture.

cier et il négocie. Il négocie avec les uns et avec les autres. On le lui a reproché ; ce sera encore dans l'histoire un de ses titres d'honneur. Il avait cru, lors de la première guerre balkanique, lorsque Grèce, Serbie, Bulgarie étaient unies contre le Turc, il avait cru à la possibilité d'une confédération balkanique, et il n'était pas le seul à y croire. Tous ceux qui, en Europe, avaient à cœur les grands intérêts des populations chrétiennes de la péninsule, pensaient et espéraient comme lui. Il s'est obstiné dans son noble espoir : il a cherché une fois de plus à le réaliser : on le lui a reproché. Il était dans le vrai.

Alors que la bataille formidable était encore incertaine, la sagesse, c'était de reprendre le projet de l'union balkanique, de chercher à retenir la Bulgarie, fût-ce au prix de quelques sacrifices. Imaginez qu'en 1915, la diplomatie eût réussi à masser contre les Puissances germaniques tous les peuples des Balkans et du Danube, combien la victoire eût été plus rapide, plus facile, moins coûteuse ?

On ne refait pas le passé ; il s'agit aujourd'hui de faire l'avenir. L'Entente est victorieuse : elle est victorieuse en Occident ; elle est victorieuse en Orient. La Turquie s'est effondrée : la Bulgarie est vaincue ; l'Allemagne s'est écroulée. Nous pouvons construire une œuvre nouvelle. Comment ne construirions-nous pas cette œuvre selon tous les principes de la Justice ? Pourquoi essayer de faire encore une fois prévaloir dans les Conseils de l'Europe, non plus dans les Conseils des rois, mais dans les Conseils des peuples, les vieilles formules d'atermoiement ? Pourquoi se contenter de ces demi-justices, de ces solutions moyennes, « pandémonium », dit un écrivain anglais, « des biens numéros 2 » ?

Eh bien ! non. Ce que nous attendons, ce que les peuples attendent de la conférence, ce n'est pas le bien numéro 2, c'est le bien tout entier, c'est la justice, comme l'on réclame la vérité devant les tribunaux, la justice, rien que la justice, toute la justice.

Voilà bien des années que je bataille, à ma place et à mon rang, pour la grande cause de l'hellénisme. Me sera-t-il permis de rappeler que, tout au début de ma vie politique, Gambetta, qui était passionnément dévoué à la cause de la Grèce, avait bien voulu me charger, à l'époque du Congrès de Berlin de soutenir les revendications grecques dans son journal, *la République française* ? Quand, l'année d'après, j'ai fait mon premier voyage en Grèce, j'y ai rencontré les témoignages de la reconnaissance que la Grèce avait gardée à notre plus grand homme d'Etat républicain. Il y avait, jusque dans des villages perdus de la montagne, des « kopheïon Gambetta ».

Le lien entre la France et la Grèce, ce lien qui date de loin, qui a été noué à Navarin et en Morée aux jours glorieux de la guerre de l'indépendance, ce lien, depuis près d'un siècle, est devenu toujours plus étroit. Nous avons le droit de dire, ici, que la France est restée constamment fidèle à la Grèce, dans la bonne et dans la mauvaise fortune.

Ce que j'appelle la mauvaise fortune de la Grèce, ce sont ces heures dont je ne veux pas me taire (on me le reprocherait avec raison), où le Gouvernement d'Athènes, sourd aux clairvoyants, aux courageux avertissements de M. Venizelos, colludait avec l'Allemagne et colludait avec le Bulgare. La Grèce a traversé alors des heures cruelles, des heures sombres. Il y en a de pareilles dans toutes les histoires, dans celles des plus grands peuples, des peuples les plus glorieux. Nous avons eu autrefois Isabeau de Bavière : vous avez eu Sophie de Hohenzollern.

Eh bien, dans ces temps tristes, déplorables, nous n'avons pas cessé de croire à la Grèce. Nous avons redit le noble vers de *Chanteclerc* :

C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière !

Dans cette nuit de l'époque constantinienne, nous avons continué à croire à la lumière de la Grèce. Et l'événement nous a justifiés : la lumière, moins d'une année après, a glorieusement éclaté sur le Vardar avec la jeune et vaillante armée que Venizelos avait levée et dont la part est si belle dans la victoire de l'Entente en Orient.

Aujourd'hui, la Grèce apporte à la conférence de Paris ses réclamations territoriales. Je dis, et il est facile de montrer qu'elles sont toutes conformes à ces grands principes qui ont été proclamés par la France de la Révolution, à ce droit des peuples de se choisir un gouvernement et une patrie, à ces vérités qui ont été consacrées une fois de plus par les articles de M. Wilson. Toutes les puissances de l'Entente ont adhéré à ces articles de M. Wilson qui sortent de la Révolution française, qui sortent des décrets de la Constituante. La cause de la Grèce et de l'hellénisme doit donc être gagnée.

Est-ce que nous demandons, est-ce qu'aucun de nous demandera jamais que des peuples, des corps de peuples, puissent être arbitrairement, injustement soumis à des dominations étrangères ? N'est-ce pas un fait que les revendications des plénipotentiaires grecs s'appuient toutes sur la volonté formelle, dix fois répétée, des populations chrétiennes d'origine hellénique ?

Je ne suis pas de ceux qui font fi de la politique

d'équilibre. Je continue, pour ma part, à faire entrer en ligne de compte les considérations d'équilibre. Or, lorsque nous portons notre attention sur l'Orient, nous apercevons aussitôt que la politique d'équilibre et la politique du droit des peuples concordent. Il nous faut accueillir les réclamations de tous ces corps de peuples qui demandent à être réunis à la Grèce, si nous voulons faire une vérité des principes que nous avons proclamés, pour lesquels nous avons combattu, pour lesquels nous avons vaincu ; et il nous les faut pareillement accueillir si nous voulons créer un juste équilibre des forces dans le bassin oriental de la Méditerranée.

L'Epire du nord, est-elle ou n'est-elle pas une terre grecque ? Assurément, à côté de la pure population grecque, on rencontre dans l'Epire du nord des populations albanaises, mais qui se rattachent par des liens bien étroits aux Grecs de la plus ancienne origine. Si vous remontez à l'histoire des guerres de l'Indépendance, c'est parmi ces populations albanaises qui ne parlaient que l'albanais, pour qui l'albanais était la langue maternelle, que vous trouverez quelques-uns des héros les plus illustres de la guerre de l'Indépendance. Ces femmes de Souli qui, formant une ronde héroïque après avoir jeté leurs enfants dans l'abîme, s'y précipitèrent à leur tour pour échapper à la poursuite des Turcs, elles ne parlaient que l'Albanais. Ne furent-elles pas grecques jusqu'à la mort ! Leur héroïque suicide, c'est l'un des plus magnifiques épisodes de la guerre de l'Indépendance.

Aujourd'hui, dans le gouvernement dont M. Venizelos est le chef, le vice-président du Conseil, le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine sont des Albanais. La langue est souvent un signe de la nationalité, mais ce n'est pas le signe unique et souverain. Ne demandez pas seulement : « Quelle langue parlez-vous ? » mais : « Que voulez-vous dans votre cœur ? que voulez-vous dans votre âme ? » Or, ces populations de l'Epire et de l'Albanie veulent être réunies à la Grèce. Comptez le nombre d'enfants qui fréquentent les écoles grecques et ceux qui fréquentent les écoles purement albanaises ; à Corytza comme dans toute la région d'Argyrocastro, vous trouverez une majorité de Grecs, qui n'ont pas cessé un seul jour de persévérer dans une foi hellénique. Ai-je besoin de rappeler que le traité de Londres, qui a reconnu à l'Italie le droit d'occuper Valona, stipule que les limites de cette occupation ne sauraient dépasser au sud celles de l'Epire du nord ?

Si nous passons de la mer Adriatique à la mer Egée, nous trouvons en Thrace une immense majorité grecque : sept Grecs contre un Bulgare. Le caractère hellénique de la Thrace, comme de la Macédoine orientale, est si peu contestable que les Bulgares n'ont pas allégué à l'appui de leurs prétentions des considérations ethniques, mais leur intérêt économique d'avoir une entrée sur la mer Egée.

Sans doute, si la Bulgarie, à sa trahison de la seconde guerre balkanique, n'avait pas ajouté sa félonie plus détestable encore de 1915 : si elle avait repris sa place parmi les peuples chrétiens d'Orient contre le Turc et contre l'Allemagne, ainsi qu'elle y a été tant de fois invitée par M. Venizelos et par les gouvernements de Paris et de Londres, ces ports sur la mer Egée seraient la récompense de sa participation à l'attendrissement de l'Orient.

Mais quoi ! n'avons-nous pas proclamé que nous poursuivons une œuvre de justice ! Une œuvre de justice comprend aussi sa part de châtiment. Lorsqu'un peuple tout entier, ou presque tout entier, a suivi ses gouvernants dans une entreprise aussi détestable que celle où la Bulgarie s'est précipitée par haine des Serbes avec le roi Ferdinand, est-il admissible qu'il vienne, après la plus juste des défaites, dire à ceux dont il a poursuivi la ruine et qu'il a combattus, trois ans durant, avec autant de sauvagerie que de déloyauté : « Voilà ce que vous me promettiez pour mon concours : voilà ce que vous m'accordiez avant ma trahison : vous ne me le refuserez pas aujourd'hui. » Non ! ce ne serait pas la justice. Si la justice que nous avons l'ambition d'instituer dans le monde ne s'accompagne d'un châtiment pour les peuples comme pour les gouvernements coupables, en Orient comme en Occident, nous n'aurons fait que détruire d'une main l'œuvre édifiée par l'autre. Nous aurons rectifié des frontières, mais nous n'aurons pas fait œuvre de justiciers et nous n'aurons pas donné aux peuples la grande leçon de morale qu'ils attendent de nous.

Et ce que je dis des Bulgares, je le dis aussi des Turcs.

Ici, Messieurs, il nous faut reprendre, nous n'avons qu'à reprendre la suite de cette politique française qui a été au XIXe siècle notre règle constante en Orient : « Quand par la force des choses, disait Guizot, par le cours naturel des faits, quelque démembrement s'opère, quelque province se détache de l'Empire turc, il faut favoriser la transformation de cette province en une souveraineté nationale et indépendante qui prenne place dans la famille des Etats et puisse servir un jour au nouvel équilibre européen. » Combien la vérité d'hier est-elle aujourd'hui plus éclatante encore !

Replacer sous le joug turc des populations chrétiennes qui en ont été émancipées, quelle folie et quel crime ! Là où la liberté a existé ne serait-ce qu'un jour, la domination turque est à jamais condamnée.

Je sais tout ce que l'on peut dire du peuple turc, de la bonté du paysan turc. J'ai parcouru l'Orient : j'ai vu les Turcs d'assez près ; je sais quelle est l'honnêteté d'un grand nombre d'entre eux. Mais ce que je sais aussi, ce que l'histoire enregistre, ce que le monde a vu avec une horreur indicible, c'est, depuis quatre années, le renouvellement, dans l'Orient tout entier, du Caucase jusqu'au golfe d'Alexandrette, contre les Arméniens et contre les Grecs, de la plus effroyable politique de massacres et de destruction qui ait été jamais pratiquée.

La Turquie, devenue l'alliée de l'Allemagne, devenue l'instrument de l'Allemagne en Orient, a poursuivi, de propos délibéré, la destruction, l'anéantissement, l'extermination de deux grands peuples historiques : les Arméniens et les Grecs. Six ou sept cent mille Arméniens ont péri sous le couteau des kurdes, dans les déserts où ils ont été envoyés par troupeaux ; trois cent mille Grecs ont dû se réfugier dans les îles et à Athènes. Et aujourd'hui nous accepterions la possibilité de voir, soit l'Arménie, soit les populations grecques de l'Asie Mineure, retomber sous le joug ottoman ? Non, nous ne le pouvons pas, nous ne le devons pas.

Que diraient ces peuples qui, depuis les croisades ont appris à célébrer et à espérer les *Gesta Dei per Francos*, les volontés de Dieu et les grands actes de l'humanité accomplis par la France, si, au lendemain de la victoire immense que vient de remporter la cause du Droit, des Grecs ou des Arméniens pouvaient retomber sous le joug ottoman ?

Grecs et Arméniens doivent rester à tout jamais affranchis de la tyrannie turque. Comment organiser cette vaste Arménie qui s'étend du Caucase à la Cilicie ? Comment, en particulier, organiser ces populations mêlées de l'ancien royaume du Pont, où tantôt ce sont les Arméniens, tantôt ce sont les Grecs qui ont la majorité dans les villes ou dans les campagnes ? C'est un problème assurément complexe. Mais ce qui doit être hors de toute discussion, c'est l'émancipation totale et complète et des Arméniens et des Grecs. Sur la mer Egée, dans l'ancienne Ionie, dans toute la région de Smyrne, dans ce pays où plus d'un million et demi de Grecs ont conservé le type le plus pur de la race hellénique, la solution qui s'impose, c'est l'union avec le royaume de Grèce.

Les grandes puissances, la France comme l'Angleterre et l'Italie, ont leurs légitimes ambitions en Asie. Après qu'Arméniens et Grecs auront recouvré leur indépendance et leur liberté, ce n'est point la place qui manquera dans le reste de l'Asie pour que l'Angleterre, l'Italie et la France y obtiennent à leur suffisance des zones d'influence et des terres de protectorat. Ces colonies, ces terres de protectorat, trouveront apparemment plus d'avantages à avoir pour voisine la communauté hellénique des bords de la mer Egée qu'une satrapie turque au pillage.

Les îles de la mer Egée ont été, si l'on peut dire, grecques avant la Grèce. La civilisation hellénique est née en Crète. Ces îles ont donné à la Grèce sa fameuse race de marins, les grands matelots de la guerre de l'Indépendance. Peuvent-elles être sous une autre domination que celle de la mère-patrie ? Quelle exception se pourrait justifier ?

Allez à Chypre, allez à Rhodes. J'y suis allé ; j'ai vu à Rhodes de vieilles murailles qui ont été construites par d'autres que par des Grecs. J'ai vu à Chypre les monuments qu'y ont élevés, à l'époque des Croisades, les rois de la dynastie française, qui ne s'étaient pas fait seulement accompagner de soldats et de seigneurs, mais d'architectes et de maçons de notre pays, et qui voulaient avoir sous les yeux, dans la chaude lumière d'Asie, leurs chères cathédrales de Champagne et de l'Ile de France.

Mais la population à Rhodes, à Chypre, est entièrement grecque. Il n'y a pas de considérations, ou militaires, ou navales, ou économiques qui puissent tenir ; ces îles doivent rentrer dans la commune patrie hellénique.

J'ai gardé pour la fin la grave, la complexe question de Constantinople. Je n'engage que moi-même ; je ne suis qu'un voyageur qui ai vu, qui ai réfléchi : je conviens tout d'abord qu'aux différentes époques de l'histoire, la meilleure solution du problème ne fut pas toujours la même. Mais aujourd'hui ?

J'écarte très délibérément l'argument historique. Si je pense que Constantinople doit redevenir une ville grecque, ce n'est point parce que, dans un passé lointain, Constantinople a été une colonie et une capitale grecque. Il est probable que Jason et les Argonautes se sont arrêtés au passage dans les anses de la mer de Marmara, là, où s'éleva plus tard Byzance, Byzance qui est devenue Constantinople. Je laisse ce genre d'arguments à la science allemande.

Ce n'est pas un procès historique que nous plaidons. L'histoire a beaucoup évolué à travers les

âges, les droits des peuples sont assez souvent en contradiction avec leur ancienne histoire. Il faut se placer devant le problème de Constantinople tel qu'il se présente aujourd'hui.

Vous avez, de par le principe des nationalités, accordé à la Grèce toute cette partie de la Thrace qui entoure Constantinople. Andrinople est une ville aux deux tiers grecque. La Grèce ainsi rétablie dans toute cette vaste région, comment vous représentez-vous la vie politique, administrative, économique du villayet de Constantinople, soit qu'il reste la dernière possession des Turcs en Europe, soit qu'il devienne le siège d'un Gouvernement international ?

On a beaucoup, et depuis bien des années, parlé de Constantinople, ville internationale. Administrée par qui ? par quel Préfet ? par quels fonctionnaires ? par quelle police ? Ce régime international a été appliqué à de moins grandes villes, mais sans grand succès. On ne risque pas grand chose à prévoir que la question de Tanger se posera avant peu. Qu'est-ce que Tanger en comparaison de Constantinople ?

Dans le vilayet de Constantinople, la majorité n'appartient pas aux musulmans : elle appartient aux Grecs. Faible majorité, je l'accorde : les Turcs y forment encore un bloc considérable. Constantinople aux Turcs, c'est, je n'en disconviens pas, un système. Ce système se peut défendre par des arguments solides. Mais est-ce cette solution turque qui semble prévaloir ? Vous savez qu'elles est à peu près abandonnée partout. Il ne s'agit point, nous dit-on, de laisser les Turcs à Constantinople ou Constantinople aux Turcs. Il faut que les Turcs repassent en Asie. Si jamais l'histoire a offert l'occasion de faire rentrer les Turcs en Asie, c'est bien aujourd'hui. Le douzième article de M. Wilson maintient la souveraineté ottomane seulement dans « les régions turques de l'Empire actuel », donc en Asie et là seulement où ne sont en majorité ni les Grecs ni les Arméniens, les Syriens et les Arabes. Là ils seront chez eux et ils y auront, à la protection de la Société des Nations, les mêmes titres que tous les autres peuples rentrés dans leurs limites ou revenus à leurs frontières.

On ne veut donc pas maintenir les Turcs à Constantinople. Soit, mais pour y installer qui à leur place ? Un régime international... Mais pour combien de temps ? C'est une solution provisoire.

Laissez-moi répéter ce que je disais tout à l'heure : l'heure des demi-justices est passée. Apparemment la Conférence incline déjà à réunir au royaume grec toutes les grandes communautés helléniques d'Europe et d'Asie. Mais si vous laissez Constantinople en dehors de cette reconstruction de l'hellénisme, c'est un problème de demain que vous posez. Qu'on le veuille ou non, Constantinople internationalisée, apparaîtra essentiellement comme une solution provisoire.

La neutralisation des Dardanelles et du Bosphore est une chose, l'internationalisation de Constantinople en est une autre, et bien différente. La première s'impose au même titre que la neutralisation des grands fleuves ; la seconde, ne satisfaisant personne, sera grosse de périls.

Si vous voulez donner à l'Orient tout entier le sentiment profond de la victoire des grandes puissances libérales de l'Occident, le sentiment de la victoire des démocraties, oh ! alors franchissez l'étape et que Constantinople redevienne une ville grecque !

Au début de la guerre, parce que l'Empire russe poursuivait la réalisation d'un testament de Pierre-le-Grand, qui n'a peut-être jamais existé, les autres puissances de l'Entente avaient promis Constantinople à la Russie : or, la Russie elle-même a renoncé à ses ambitions byzantines. Le problème se pose donc aujourd'hui dans des conditions relativement simples : réglons-le aujourd'hui. Qui vous assure que, demain, après-demain, d'autres ambitions ne se dirigeront pas vers Constantinople en disponibilité ?

Ainsi l'heure me semble venue de faire rentrer Constantinople dans la communauté hellénique, dans l'empire grec que la force même des choses reconstruit sur les débris de l'Empire turc effondré. Ajouterai-je que Constantinople, sous une administration grecque, ne tardera pas à retrouver une prospérité bien diminuée depuis tant d'années ? Toute autre solution me paraît à la fois provisoire, bâtarde et périlleuse.

Nous avons le devoir d'attendre avec patience les délibérations de la Conférence. Les plénipotentiaires qui sont réunis au Palais d'Orsay ont l'oreille ouverte aux manifestations du dehors. Nos grandes démocraties sont avant tout des gouvernements d'opinion. Faisons connaître résolument notre opinion, l'opinion d'une partie importante de la démocratie française, et convions les autres pays de l'Entente à nous donner la leur.

Lorsque les puissances de l'Entente auront rassemblé sous le Gouvernement d'Athènes l'ensemble des populations helléniques des deux bords de la mer Egée : lorsque la Grèce revivra dans sa plus grande force, s'étendant aux deux côtés de cette mer qui est son véritable berceau, — car, si j'avais à définir l'Hellade, je dirais : C'est la mer Egée bordée des côtes asiatiques et européennes, — ce jour-là, et pour la première fois, il y aura

un équilibre méditerranéen et l'on pourra graver à l'usage de l'Orient la fameuse médaille strasbourgeoise : *Clausa Germanis*.

Les objections, où sont-elles ? J'ai entendu des financiers regretter ce bon régime de la Porte, si accessible à de certaines influences. Que deviendraient les affaires levantines ? Oserai-je répondre : elles deviendront plus honnêtes ? J'ai entendu aussi des éducateurs s'inquiéter de nos écoles d'Orient, secondaires et primaires, très libres sous le régime des Turcs, régime qui fut très tolérant en matière de religion.

Ce que deviendront ces écoles sous le régime grec ? Je vais vous le dire. Elles se développeront dix fois plus. Dès aujourd'hui, en Grèce, dans les établissements d'enseignement secondaire, on enseigne le français ; le français est une langue obligatoire. Tout Grec n'a pas seulement, selon le mot fameux : deux patries, la sienne et puis la France. Tout Grec cultivé a deux langages : le sien et le langage français. Laïques ou religieuses, nos écoles garderont leur place au soleil. Peut-être quelques-unes d'entre elles devront-elles, pour retenir leurs élèves, moderniser un peu leur enseignement. Il n'y a pas d'intolérance religieuse à redouter de la Grèce.

De quoi donc se peut-on inquiéter ? D'une Grèce de beaucoup plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui ? Mais c'est précisément d'une Grèce plus forte que le monde a besoin. Il faut, en Orient, un noyau de civilisation gréco-latin très vigoureux, très solide, pour empêcher le retour offensif des ambitions qui ont été à l'origine de la guerre de 1914. Ce n'est pas pour la conquête du bassin de Briey, ce n'est pas pour une rectification de frontières en Lorraine ou dans le Luxembourg que la catastrophe mondiale a été déchaînée.

Le grand dessein de l'empereur allemand, vous le connaissez : c'était le chemin de fer Hambourg-Bagdad, dont Salonique était une des stations. Comment, pourquoi le Kaiser l'a-t-il cru réalisable ? Parce qu'il n'y avait plus en Orient qu'un vieil Empire, qui, certes, a eu ses heures de gloire, mais qui, depuis longtemps, croulait sous sa propre corruption. Si, au lieu de la vieille Turquie vermoulue, il y avait eu, aux deux bords de la mer Egée, un Etat grec, un Etat chrétien, un Etat démocratique, le projet Hambourg-Bagdad aurait peut-être hanté la pensée de l'Empereur allemand, mais il aurait sans doute hésité à en demander la réalisation à la guerre.

Le Turc s'était fait le vassal de l'Allemand ; la barrière orientale contre le germanisme, c'est l'Hellénisme. Seul l'Hellénisme peut assurer à l'Orient de la Méditerranée une paix durable, une paix de liberté et de justice. Ces droits, je ne les défends pas seulement devant vous parce qu'ils sont légitimes, parce qu'une ancienne amitié nous unit à la Grèce, mais je les défends aussi parce que c'est notre intérêt à nous de les faire triompher, et que c'est l'intérêt de la civilisation tout entière.

JOSEPH REINACH.

A MI-CHEMIN (1)

« C'est ce mort, docteur, qui vint
« frapper à la porte de mon cœur. »

De son côté, le docteur devinant ce qui se passait dans l'esprit de son fils, ne se sentait plus cette autorité d'un homme en possession de la vérité inébranlable, qui lui eût permis d'être encore un guide ferme pour l'étudiant. Comment l'eût-il été, quand il allait lui-même, en quête de lumières nouvelles, jusqu'à faire des incursions dans le domaine hasardeux de la théosophie ? Du moins devait-il ne pas donner à cette intelligence le spectacle déconcertant de ses perplexités et, par là, risquer de ruiner en elle le crédit de la science qui, à cinquante ans, et parce qu'un prêtre avait passé dans sa vie, le laissait en somme désemparé.

Ainsi le père et le fils suivaient, en l'ignorant, des chemins parallèles : le fils, au pas hardi de ses vingt ans ; le père, appesanti de ses habitudes invétérées d'esprit, incertain, faisant de longues haltes et jetant des regards de regret sur ce qu'il laissait derrière lui, mais sollicité malgré lui, des horizons nouveaux.

Pendant ce temps, les destins précipitaient la course à l'abîme des nations proches de s'entre-détruire. Ou plutôt, la volonté froidement criminelle qui avait résolu de payer au prix des pires violations du Droit qu'on eût encore vues l'assouvissement des convoitises de lucre et d'orgueil, de domination et de haine jalouse d'un peuple brigand, préparait tout pour la réussite certaine d'un attentat longuement médité. En France, un parti insensé, complice d'aveugles et de traîtres, jetait la dérision et l'injure aux clairvoyants qui s'efforçaient de dessiller les yeux de la masse. Et tout à coup, l'assassinat de Sarajevo était l'éclair sinistre qui précédait la foudre : l'Allemagne, avec l'Autriche, infâme séide, avait jeté les dés et jouait la partie scélérate.

Déodat était alors auprès des siens. Son émotion fut si violente, si impétueux son cœur dans

(1) Voir les numéros précédents.

sa poitrine, si brûlant de la fièvre patriotique son jeune sang généreux, que le docteur diagnostiqua une surexcitation nerveuse grave. Il parlait en médecin. L'étudiant, d'abord tenté de relever ce que ce langage médical lui paraissait avoir d'offensant pour la pure passion dont son âme consumait son corps, par un prodigieux effort, s'imposa de ne rien dire. Déjà, ses parents se félicitaient de ce que, si impressionnable, il eût repris possession de lui-même, lorsque le jeune homme, très calme et très maître de lui, en effet, leur signifia respectueusement son intention bien arrêtée de s'engager. Lui opposer un refus, dit-il, c'était le condamner plus sûrement à la mort que de le laisser exposer sa vie pour la défense de la patrie : « J'ai dix-huit ans, ajouta-t-il : je suis fort. Je n'apprendrais pas sans péril pour cette vie que vous voulez sauvegarder que des centaines de milliers de Français à peine plus âgés que moi meurent ou sont blessés, pendant que je resterais le spectateur indemne du devoir glorieux rempli par les autres. »

Larmes et supplications le laissèrent inflexible. L'amour de la patrie parlait d'une voix plus haute que la voix même de sa mère, dont il était bouleversé. Il frémissait d'impatience. L'étreinte mortelle dans laquelle chacun des deux adversaires cherchait la victoire qui jetterait l'autre à terre, définitivement écrasé, serait trop brève, croyait-il selon l'opinion qui régnait alors, pour qu'il pût attendre longtemps l'heure de prendre sa part du devoir sacré. Il fallait que l'on comprît cela : il craignait mille fois moins la balle allemande que le désespoir d'avoir entendu l'appel de la patrie et d'y être resté sourd. On ne pouvait le retenir. Il partit... Hélas ! moins d'un an après sa détermination prise et solennellement annoncée à ses parents, le vaillant enfant tombait, le 13 avril 1916, frappé au cœur d'un éclat d'obus, dans un poste d'écouté d'un secteur de l'Aisne.

VII

Le coup avait été terrible pour le docteur Prioux. Mort !... Anéanti dans le rayonnement de sa magnifique jeunesse, l'être chéri, cette intelligence, ce cœur, cette éclatante joie de vivre qui, entrant dans l'antique demeure de la rue Courbe, l'illuminait, éveillait des échos dans toutes les vieilles pierres ! Anéanti !... Une pauvre chair en train de se défaire, là-bas, quelque part, sur la ligne du front !... Pour sa mère, une âme au ciel... Pour sa mère, fervente chrétienne. Mais pour lui ?... Ah ! maintenant qu'il allait égarant sur l'épouvante de la terre et le vide implacable du ciel des regards de désespoir : maintenant qu'farouche promeneur solitaire qui fuyait sa maison, il refaisait, calvaire de sa « passion » paternelle, les promenades qu'ils avaient faites ensemble, partois sa douleur était si cruellement vive de le revoir en pensée à ses côtés, ce bon, ce tendre fils, qu'il criait, presque démenti : « Mon fils !... Mon fils !... »

Comme il l'eût appelé d'autre manière, doucement, avec des inflexions caressantes et basses, pour ne point effaroucher le fantôme léger, s'il eût cru qu'une ombre de son enfant vivait encore, qui pouvait l'entendre !... Quoi ! de puissantes intelligences, à toutes les époques, n'avaient-elles pas professé, n'en était-il pas encore maintenant qui professaient que l'homme n'est pas tout entier une chair périssable ? Pour elles, est-ce que Dieu n'existait pas, et l'âme, créée par Lui ?... Qu'est-ce donc qui, invinciblement, lui refusait la possibilité même d'une espérance ? Qu'est-ce qui, obstinément, redisait en lui : « Il n'y a d'immortalité que de la matière, sous ses formes qui passent ? »

Un soir, il rentrait. Il arriva devant le calvaire tragique, debout sur la hauteur dévastée, avec la maladroite, mais émouvante beauté de ses formes archaïques. Des nuages enflammés, rapides, jetaient dans leur courbe le feu et le sang du couchant sur le Crucifié et les deux larrons. Là, naguère, le bon recteur s'était désolé de ne pouvoir toucher son ami de la vérité du Christ. Il trouva un gueux assis du côté de Barrabas, à qui il ressemblait. C'était un mendiant de l'espèce farouche, l'œil fiévreux, à figure de loup maigre, portant besace, mais aussi portant gourdin, la mine peu rassurante.

L'homme mangeait et buvait. Il ne s'interrompit point, en voyant le bourgeois s'approcher de lui. Il regarda, à la dérobée, avec une expression hargneuse. Mais toute sa personne misérable inspirait, malgré tout, une telle pitié que le docteur tira son porte-monnaie, pour lui faire une charité. Le gueux farouche machinalement tendit la main. Il n'y avait dans le porte-monnaie qu'une pièce de cinq francs. Tromper l'espoir du misérable eût été trop dur. Le docteur lui donna la pièce. L'autre s'en saisit comme d'une proie, l'enfouit d'un geste agile dans la profondeur d'une des poches de son pantalon guenilleux, et grommela un remerciement. Ses paupières n'avaient pas cligné ; ses yeux de fièvre se fixèrent, sans changer d'expresion, sur le richard par hasard généreux.

Pour se délivrer de ce regard gênant, sans planter là ce mendiant mal gracieux, le docteur Prioux lui adressa la parole.

— Voilà votre journée finie, mon brave homme, lui dit-il... Vous n'en êtes pas fâché !... C'est loin, chez vous ?

Le mendiant fit un geste dans la direction vague du chemin qu'il prendrait, tout à l'heure.

— J'arriverai à la nuit, grogna-t-il.

Il mangeait, ses dents longues de vieux loup dans un quignon de pain dur, tout en parlant. Il but un coup et se tut.

— Vous faites de grandes étapes ? continua le docteur.

— Oui.

— Vous êtes bien fatigué ?

L'homme ricana.

— Pas plus un jour que l'autre, mais autant !

— On vous donne bien ?

— Des fois... C'est pas tous les jours qu'on me donne des cent sous.

— Vous avez travaillé, autrefois ?

— Oui... Et puis fort, vous savez ! répondit le gueux, presque menaçant.

— Vous aurez eu un accident, sans doute ?

— Je m'ai estropié une main... J'avais dix-huit ans... A fallu mendier ma quiche !

Et l'expression de haineuse colère s'accentua sur sa face bestiale. Cette colère, il ne la contenait plus. Elle éclata.

— Ah ! toi, cria-t-il avec fureur, tendant le poing vers le Crucifié, toi ! Si c'était vrai que t'es le Bon Dieu, t'en serais une canaille !... Si c'était vrai, y a longtemps que t'aurais eu mon gourdin sur la figure... Mais c'est pas vrai !... C'est des menteries de curés !... Y a pas de Bon Dieu !

Et s'adressant au docteur :

— Vous dites peut-être comme les curés ?... Tant pis !... Si vous regrettez vos cent sous, tenez, les voilà !

Il enfonça son poing dans sa poche et ne l'en retira pas.

— Mais il n'y a personne reprit-il, qui m'empêchera de dire qu'il n'y a pas de Dieu, vu qu'il n'y a pas de justice !... Y a-t-il une justice, voyons ?... Une vie de bête, comme la mienne, pour finir pareil à une bête... Crève où tu peux !.. C'est juste, ça ?... Ah ! là, là ! Oui, un jour ou l'autre, on ramassera ma charogne sur la route... Saleté de sort ! J'en aurai eu de la misère, du matin au soir, tous les sacrés jours de l'année !... Encore, quand j'étais jeune ! Mais je ne le suis plus, il y a longtemps !... Et puis, au bout de tout ça, le trou !... Le plus tôt, ça sera le mieux !.. Si c'était vrai, ce qu'ils disent, les curés, que c'est pas fini, après qu'on est dans le trou !... Mais c'est pas vrai !... C'est des menteries...

Et ce fut un flux de jurons ordduriers qu'on eût dit que sa bouche vomissait.

— Comment le savez-vous, que ce n'est pas vrai ? lui demanda le docteur.

— Comment je le sais ? répondit le gueux, tiens donc ! Il y a des plus malins que moi qui le savent... C'est prouvé, quoi !

— Et si ce n'était pas prouvé ?

— Laissez-moi donc tranquille ! On sait bien que la charogne d'un homme ou la charogne d'un chien, c'est la même chose !

Il se leva, assujettit son bissac à son épaule, empoigna son gourdin et, sans plus prononcer une parole, tourna le dos et s'éloigna.

Jamais impression plus pénible n'avait affecté le docteur Prioux. Ainsi ce vagabond cynique et lui avaient sur le fond des choses une opinion semblable ! La différence n'était que dans les termes qui la formulaient et, sans doute, dans les raisonnements aussi qui la motivaient. Mais ces raisonnements, une fois dépouillés chez l'homme de science de leur complication doctrinale, ne se ramenaient-ils pas à la simple inférence qui persuadait le cerveau fruste du mendiant ? La brute et l'homme assimilés dans leur nature et, par suite, dans leur destinée finale : restitution de leurs molécules à la matière, pour servir à d'indéfinies combinaisons... Mais l'homme est capable de pensée, non la brute : Qu'importe à ce mendiant, pressé d'en finir avec l'abominable misère de vivre qui est son lot ? Qu'importe même à lui, le docteur Prioux, qui, dans le désarroi de sa vie morale, bouleversée par la perte horriblement définitive de son fils bien aimé, voudrait et ne peut, non, oh ! non, ne peut pas tenir la gageure du stoïcisme, tendu à dompter le cœur par la raison, à faire taire la plainte du cœur gémissant, par obéissance à des lois impassibles qui nous ignorent ? Alors, telle était la vie humaine : le monstrueux conflit d'une Loi de mort universelle qui nous mesure une existence toujours trop courte, et du cœur, du cœur broyé qui crie en vain sa plainte inentendue ? Quoi ! la sagesse de l'homme, quoi ! son courage n'étaient-ils que de se faire insensible, ou de se résigner ? S'il en allait ainsi, le pessimisme d'un Léopardi ou d'un Vigny se justifiait, et tout n'était que dérision. En vain, le second se guindait-il à sa profession de foi d'une religion de l'honneur à son usage. Déclamations et vaines paroles, qui ne sauraient toucher ce gueux qui s'en va, enfiévré de ses souffrances et de sa haine ; qui ne sauraient même toucher un père certain que son fils mort est désormais chose de néant !... Ah ! croire !... Qu'il eût voulu croire ! Croire Dieu, comme

sa femme qui trouvait dans la prière des forces pour vivre avec son immense douleur de mère ! Croire à l'âme et à sa destinée surnaturelle ! Il l'eût voulu, mais il ne le pouvait pas. Il se serait menti à lui-même, lui qui avait eu horreur tous les mensonges... Et cet homme si fort pleura, comme chaque jour pleurait sa femme. Mais elle, ses larmes lui étaient un soulagement... Les siennes coulaient du fond de sa désespérance.

Des personnes amies qu'il rencontra en rentrant en ville, frappées de son air défait, vieilli, pensèrent à le rendre, s'il se pouvait, à ses occupations professionnelles et faire ainsi diversion à sa peine. Le temps aidant, il reprendrait goût à l'existence. Avec tous les détails qui leur étaient habituels, M. et Mme Chabrier, c'était le nom de ces vieux et bons amis de la famille Prioux, entretinrent le docteur de tels et tels malades à qui le médecin auquel il les avait confiés ne donnait pas des soins qui valussent les siens, et qui s'en étaient plaints à eux.

C'était s'y prendre ingénieusement pour réveiller chez le malheureux père le sentiment si fort du devoir professionnel, un moment obnubilé dans le désespoir du cruel deuil. Oui, il irait voir ces malades... Le soulagement des maux d'autrui ! S'il était un moyen de faire tolérable une vie dévastée, n'était-ce pas celui-là ? Il sut gré au vieux couple aimable et bon de le lui avoir rappelé, dans l'instant où toute force et tout courage l'abandonnaient. Comment avait-il méconnu que le devoir, l'humble devoir, suffisait à donner un sens à la vie la plus désolée ?... Un sens, oui, un sens austère de soumission à la tâche utile, quelle qu'elle soit. Mais cela faisait-il qu'un cœur de père ne souffrît pas une souffrance infinie de n'avoir plus de fils, à jamais ?

A jamais ! Pouvaient-ils comprendre cette mortelle douleur, les excellents vieillards ? Ils n'avaient pas eu d'enfants. On les connaissait, à L..., pour mettre un zèle infatigable au service de toutes les œuvres de bienfaisance, laïques ou religieuses. Riches, leurs principale dépense était de charité. D'ailleurs, ils étaient croyants et, si leur discrétion l'eût osé, sans doute auraient-ils parlé d'autres consolations que celles que l'affligé puise dans le bien qu'il peut faire à la créature.

Quand il le quitta, le docteur s'aperçut qu'entraîné par eux et détourné du chemin de la maison, il se trouvait à quelques pas du presbytère de Saint-Martin. Alors, soudain, lui revint en mémoire le début du récit que le recteur Deloche lui avait fait de sa conversion : « C'est un mort, docteur, qui vint frapper à la porte de mon cœur. »

VIII

> Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas.
> Pascal

C'était au mois de juillet, un dimanche matin, environ trois mois après la mort de Deodat. Mme Prioux était à la grand'messe avec la domestique. Le docteur avait donné l'ordre à son cocher d'atteler. Un paysan était venu à cheval, d'un village à quelques kilomètres, pour demander que le médecin se rendît, d'urgence, auprès d'un voisin sujet à des hémoptysies.

En attendant, le docteur allait et venait dans les allées du jardin, éclatant de toutes ses roses, de ses glaïeuls, de ses arums, de ses pivoines et de ses grands lis ardemment blancs, glorieusement purs, dans l'azur embrasé de la magnifique matinée. Les oiseaux chantaient, comme s'ils avaient bu du soleil et qu'ils fussent ivres. L'été triomphait, et toutes les fragrances florales, par l'air déjà brûlant, le glorifiaient.

Cette vie puissante et charmante, qui répandait avec exubérance la joie neuve de sa force et de sa beauté, laissait le docteur indifférent. Il marchait, lent, voûté, maigri, courbant par habitude la branche d'un rosier pour en respirer une rose et la laissant aller, comme si le suave parfum de la belle fleur ne lui donnait plus de plaisir. La ride en forme de V s'était creusée davantage encore sur son front, et ses cheveux et sa barbe avaient blanchi. Ses yeux n'avaient plus leur vive lumière, sous les épais sourcils demeurés noirs, et c'en était bien fini de cette jeunesse qui, dans l'âge mûr, avant le deuil affreux, s'était attardée au sourire de ses lèvres d'un ferme dessin viril. Elles ne souriaient plus, mais décolorées et détendues, elles donnaient une expression de morne abattement au visage autrefois plein d'énergie et de vie.

Le cocher, un vieillard qui avait vu naître Déodat, se montra.

— La voiture de monsieur est attelée, dit-il.

Le docteur, à ce moment absorbé dans une rêverie qui le tenait, la tête penchée, immobile au milieu d'une allée, tressaillit.

— Ah ! fit-il... C'est bien.

— Et puis, j'ai une lettre pour monsieur. Le facteur vient de la mettre dans la boîte.

— Une lettre ?... Donnez, je la lirai en voiture... Dépêchons !

— Je suis prêt, monsieur, fit le vieillard en prenant la lettre dans la poche intérieure de sa veste. Il la remit au docteur, et comme il s'en allait :

— Attendez ! dit le docteur qui, ayant jeté les

yeux sur la suscription de l'enveloppe et ayant aperçu les initiales F. M., sentait trembler entre ses doigts le message militaire... Je vous ai dit d'attendre, Théodore ? demanda-t-il, d'un air hagard dont le vieux cocher s'étonna. Non, allez devant... Je vous suis.

Il décachetait maladroitement la lettre, d'une main qui tremblait de plus en plus.

Nous presserons la jument...

Mais le cocher n'était plus là.

Qu'est-ce que cette lettre ?... Pourquoi est-ce que je tremble ?... Elle est datée de Morlaix... Hôpital militaire ! Ni le mois, ni le quantième ne sont lisibles... Ouvre, ouvre donc ! cria-t-il d'une voix forte, s'objurguant... Ah ! — d'une main énervée il comprima son cœur qui battait trop — Non ! c'est impossible !

Un espoir fou avait traversé son esprit. C'était maintenant de la tête aux pieds qu'un tremblement l'agitait. Il déchira enfin l'enveloppe. Il y avait deux lettres, l'une contenant l'autre. Il lut, en tête de la première : « Monsieur » et n'alla pas plus loin... L'autre lettre était de Déodat. C'était son écriture. Il la reconnaissait à travers les larmes qui brouillaient ses yeux. Il baisa pieusement le papier, et il dut s'appuyer au cèdre qui faisait rond-point au milieu du jardin : Il lui semblait qu'il allait défaillir. Mais toute sa force de volonté lui revint tout à coup, et il commença la lecture. A ce moment, le vieux cocher, inquiet de ne pas voir arriver son maître, entrait de nouveau dans le jardin. Du plus loin qu'il le vit, le docteur lui fit signe impérieusement de le laisser, de l'attendre.

La lettre de Déodat était ainsi conçue :

« Mes chers parents bien aimés,

« Cette lettre ne doit vous parvenir que si votre fils est mort au champ d'honneur. J'ai pris mes dispositions pour qu'elle ne vous arrive que lorsque la nouvelle fatale sera déjà venue officiellement à votre connaissance. Ainsi, à cette heure, vous savez... Pauvre maman ! Pauvre père ! Vous m'aimiez tant ! Quel sacrifice la Patrie impose aux pères, aux mères, dont les fils meurent pour qu'elle vive ! Les martyrs de sa sainte cause, c'est vous, ce n'est pas nous, nous qui jamais plus ne pleurerons ! Nous que Dieu accueillera dans son sein !... Car Dieu sera clément à la jeunesse de ceux mêmes qui ne l'ont jamais confessé, à l'âge mûr de ceux qui l'ont oublié. Leur mort aura fait d'eux des élus... Ecoute, père chéri, la voix qui te vient de l'au-delà de la tombe. Tu vois, c'est un converti qui trace ces lignes que tu lis. Toi, tu ne crois pas en l'autre vie ; mais ton fils *sait* qu'il y en a une. Il sait qu'il y trouvera Dieu, le Dieu des chrétiens que sa mère bien aimée lui a enseigné, le Dieu de l'Eglise, le Dieu du saint qui a tant désiré de t'inspirer la foi et ne l'a pu faire... Et moi, ton fils, mort quand tu liras ces lignes, moi, ne le pourrai-je pas ?... Père, entends ton Déodat : Il t'adjure de repousser cette horrible erreur qui prétend que le néant est le dernier mot sinistre d'une vie où l'on meurt, comme moi, sur le seuil de la vie ! C'est la mort, mon père, qui m'a rappris ce que la religion avait déjà dit à mon enfance, et qui l'a mis dans le jour d'une évidence surnaturelle... Pense, mon père, au sanglant délire que serait la destinée humaine, à cette heure sombre de monstrueux carnages, si rien ne brillait pas delà la nuit des tombes que les vivants creusent aux morts, à chaque moment, sur les champs de bataille !... Toi, mère, a l'âme pieuse de qui Dieu a déjà fait connaître que ton fils est entré dans la vie éternelle, répète-le à mon père. *Chaque jour*, je me joindrai à toi...

Oh ! mon Dieu ! donnez-moi de me retrouver un jour avec mon père si bon, comme avec ma mère, dans votre sainte gloire !... Adieu, mes chers parents. Votre fils n'a pas plus cessé de vivre que de vous chérir.

« Votre Déodat, dans l'éternité. »

La lecture de cette lettre rendit au docteur, instantanément, la maîtrise de lui-même. Ses mains ne tremblèrent plus, sa taille se redressa, ses yeux reprirent leur flamme : « Cher enfant ! » s'écria-t-il, baisant une seconde fois passionnément le papier sacré.

Dans la voiture, il lut les quelques mots de l'envoyeur :

« Monsieur, écrivait celui-ci, mon cher et vaillant ami Déodat Prioux m'avait remis, quelques jours avant de tomber frappé au cœur d'un éclat d'obus, à son poste d'écoute, la lettre que je vous envoie. Blessé moi-même peu de jours après lui et dirigé sur l'hôpital de Morlaix, ce n'est qu'au bout de trois semaines que je puis m'acquitter de ma mission. Dès qu'il me sera possible, je passerai à L... afin de vous parler de votre cher fils. »

... Suivait la signature.

La jument avait brûlé la route. Les soins que requérait son état donnés à l'hémoptysique, le docteur rentra chez lui, à la même allure. Jamais le vieux cocher ne l'avait encore vu aussi pressé. Vite ! plus vite ! criait-il à chaque instant au brave homme qui, d'ordinaire, ménageait sa jument. La bête était fumante, quand il la conduisit à l'écurie.

L'expression du docteur était si extraordinairement changée, lorsqu'il entra dans la maison que

Mme Prioux en fut saisie. Il avait un air d'exaltation contenue qu'accusait malgré lui, malgré la modération voulue de ses gestes, l'insolite intensité de son regard.

— Mon ami, qu'y a-t-il ? interrogea Mme Prioux, presque avec crainte.

— Oh ! ma chère femme, répondit-il, et l'intonation de sa voix était grave et basse, comme s'il eût parlé dans une chambre funéraire, ma chère femme, rassure-toi ! J'ai reçu une lettre... Une lettre... de lui !

Et brusquement il la tira de sa poche, avec celle de l'ami de Déodat : « Tiens, dit-il : Lis ! »

La pauvre mère lut, lentement, longuement. Des larmes coulaient, coulaient sur ses joues. Elle joignit les mains et pria.

— Oh ! mon Dieu ! s'écria-t-elle. Oh ! mon Dieu, merci !

Et se tournant vers son mari, avec un regard à la fois douloureux et fervent :

— Mon ami, dit-elle, l'enfant te parle !... Là-haut, anxieusement, en ce moment même, il attend que tu parles à ton tour : Que lui réponds-tu ?

— Ma pauvre femme, le sais-je ? gémit le docteur.

— Ah ! fit Mme Prioux, en se cachant la figure contre l'épaule de son mari, ah ! que j'ai de peine de ce que tu ne lui donnes pas la réponse qu'il espérait !

— Ecoute, dit le docteur, en forçant doucement sa femme à le regarder en face, écoute ! Ma raison et mon cœur se combattent encore... Mais dans ce débat qui tue, pourquoi ne serait-ce pas le cœur qui serait dans le vrai ? Il crie à ma raison qu'elle se trompe, il crie que mon fils est vivant. Mon cœur entend l'appel du mort chéri et je le sens qui répond à cet appel : Oui !... Laisse, ma chère femme, laisse que la voix de mon cœur devienne si forte qu'il faudra que je la croie !

EUGÈNE HOLLANDE.

LA LUTTE INTÉRIEURE EN ALLEMAGNE

L'Allemagne, sept mois après la révolution qui a renversé l'empire, n'a pas encore trouvé un statut durable, — dans l'ordre politique et social. Elle vit dans l'incertain et le provisoire. Elle donne l'impression d'une énorme indécision : elle se cherche comme à tâtons, pour reprendre un mot historique. A la vérité, tel est d'ordinaire le cas de tous les pays après les grandes crises de subversion, et celle-ci étant particulièrement grave, puisqu'elle intervenait en plein désastre militaire, dans une contrée dont le militarisme commandait la structure. En sorte qu'il eût été étrange que l'Allemagne se dotât tout de suite d'un nouveau système parfaitement équilibré dans ses lignes, et qu'une architecture originale se substituât d'un jet à celle de la veille.

Cette révolution germanique ne se suffira pas à elle-même : on le pouvait prévoir dès le premier jour, et l'état de chose ambigu, composite, qui s'est instauré, ne saurait se prolonger beaucoup, même protégé par un militarisme rajeuni. Il y a eu, au mois de novembre, écroulement politique, mais aussi effondrement social ; le renversement de l'empire a été le résultat de l'effort beaucoup moins des partis libéraux, c'est-à-dire de la bourgeoisie moyenne, lésée par la prépondérance des hobereaux, — que des masses ouvrières, d'ancienne date organisées pour la conquête du pouvoir. Or il s'est produit ici, à un plus ample degré encore, (car il faut tenir compte de la différence des temps), le phénomène qui était survenu chez nous en 1848. Le mouvement n'a pas profité à ceux qui l'avaient accompli, mais il a été exploité par ceux qui avaient marqué plus de passivité que de volonté d'action, et même par des hommes contre lesquels il avait été dirigé. Et c'est ainsi que la première révolution en porte elle-même une seconde ; celle-ci éclatera demain ou après-demain ou plus tard, mais les éléments en sont déjà rassemblés, et de la manière la plus évidente, comme les artisans en sont désignés par l'opinion publique, et, en Allemagne et au dehors. Si l'Etat germanique traverse tant de difficultés, s'il subit tant de convulsions, s'il éprouve une telle difficulté de vivre, c'est précisément parce que son présent régime est aux yeux de tous factice et fragile, et que le moindre souffle peut tout bouleverser.

Le gouvernement, dont Scheidemann est le chef, mais dont Ebert devrait, selon les apparences, suivre le sort, est en ce moment le moins bien assis qui soit en Europe. Il se rend compte lui-même de la faiblesse de sa situation et d'aucuns prétendent qu'il aspire à se retirer, avant même que les conjonctures ne lui imposent un départ précipité. Peut-être cette affirmation ne correspond-elle pas exactement à la réalité, car l'un au moins des collègues de Scheidemann, Noske, qui ne redoute pas la manière forte et qui a prouvé sa poigne, assumerait fort bien une dictature qui s'appuierait en tout et pour tout sur une organisation militaire façonnée avec soin. Mais il est probable qu'à une heure quelconque, les préférences des hommes au pou-

voir ne joueront plus aucun rôle et qu'ils seront emportés par une tourmente aussi brusque que celle de novembre. Ils ont pu prolonger leur domination de quelques semaines, parce que les négociations de paix était en suspens, et que (Haase l'a déclaré au début de mai), l'opposition indépendante ne se souciait pas de substituer sa responsabilité à celle de la Coalition dans la préparation du traité. Cette attitude des socialistes de gauche, qui inspirent de plus en plus les gestes des masses ouvrières outre-Rhin, a même provoqué de vives attaques du *Vorwaerts*, organe de Scheidemann, d'Ebert, de Landsberg, de Noske, auxquelles la *Freiheit*, le journal des minoritaires, a répondu. La thèse de la *Freiheit* était que les majoritaires ayant toujours soutenu plus ou moins franchement les chanceliers successifs, et par suite accepté l'orientation générale de la politique allemande pendant la guerre, c'était à eux qu'incombait la liquidation.

On a l'habitude de parler du gouvernement « majoritaire » de Berlin. L'expression est impropre. Les socialistes, qu'on a appelés et non sans raison ministériels, depuis août 1914, y exercent une influence prépondérante, mais ils n'y sont pas seuls, — et ce qui qualifie justement leur tactique, c'est qu'ils ont fait appel au concours de ministres d'ancien régime, ou de chefs de groupes qu'ils avaient jadis combattus systématiquement. Pour se défendre, ils allèguent que la composition même de l'assemblée nationale, — telle qu'elle était issue du scrutin, leur dictait ces alliances, mais ces alliances étaient de beaucoup antérieures à ce scrutin, et le dernier gouvernement de l'histoire impériale a été — sauf changements — le modèle du premier gouvernement républicain. Il était manifeste que Scheidemann, confiant des portefeuilles à des représentants du parti démocratique et du centre catholique, était obligé de tenir compte de leurs sentiments, et l'essence d'une coalition de cette sorte est toujours la neutralisation — des uns par les autres, — des éléments qui s'y juxtaposent.

La présence, dans le cabinet, de Brockdorf-Rantzau, qui affecte aujourd'hui d'adhérer aux doctrines avancées, mais qui est un hobereau d'origine, et qui doit tout à l'ancienne cour, — de Dernburg, dont les liens avec la haute finance sont connus, et qui était devenu un agent pangermaniste, — de Giesberts, qui est délégué d'une des grandes tendances catholiques, — (et je ne cite que ceux-ci), — donnait à la combinaison une allure étrangement surannée. Il est arrivé dans toutes les révolutions — car le personnel technique fait parfois défaut, que les vainqueurs du moment aient adressé leur appel à des personnalités du régime déchu. Mais ici ces personnalités gardaient un crédit exceptionnel, puisqu'on leur confiait à la fois la direction de la diplomatie et la gestion des finances. Mieux : la plupart des fonctionnaires civils et militaires de l'ancien empire demeuraient en place : ceci encore n'est pas absolument original et notre propre histoire nous fournirait, à cet égard, des précédents suggestifs ; mais jamais le respect des positions acquises ne s'était exercé à un égal degré. Il semblait qu'au lieu de mettre en pleine lumière le sens de la transformation survenue, on voulût en atténuer la portée, — qu'au lieu de montrer dans le nouveau régime le renversement de l'ancien, on s'attachât à établir une transition et à dissimuler la rupture. Par là Scheidemann offrait des garanties aux catégories sociales, qui avaient pu se juger dépossédées du pouvoir, mais il mécontentait, il irritait les autres qui revendiquaient ce pouvoir pour elles-mêmes.

Il était aisé, au surplus, de critiquer les actes du cabinet, en partant des idées et des formules que ses chefs affectaient de respecter. Les masses ouvrières concluaient que les orateurs, les hommes politiques issus de la Social-democratie ayant la prépondérance dans cette combinaison, leurs actes devaient se conformer au programme bien connu de la Social-democratie. Or, ni au regard de la diplomatie, ni au regard de la solution des problèmes intérieurs, ils n'adoptaient l'attitude qui se fût imposée à eux. On sentait que les progressistes et le centre catholique, qui avaient donné des adhésions nombreuses et puissantes au pangermanisme, et le parti militaire qui s'était fait l'apôtre de la violence et de la conquête à outrance, gardaient la haute main sur toutes choses. Tandis que même en dehors des indépendants, des esprits libres, dans le monde des universités ou de la technique industrielle, proclamaient la responsabilité écrasante de Guillaume II, de ses fils, du haut état-major, aux origines de la guerre, Scheidemann et Ebert, par esprit gouvernemental et aussi par déférence pour leurs associés du jour, contestaient les réalités. Les socialisations, qu'ils avaient promises, demeuraient dans les cartons des commissions, ou aboutissaient à des réformes purement verbales. Dans l'ensemble le régime économico-social de l'Allemagne, dont les foules ouvrières réclamaient la transformation, était protégé contre toute atteinte. Un militarisme nouveau surgissait, — avec les corps de volontaires copieusement payés, qu'encadraient les Junkers, — et qui avait pour mission exclusive d'arrêter l'évolution du pays au point même qu'avait fixé l'oligarchie majoritaire. Le rôle, que celle-ci avait joué dans les répressions de Berlin

et de Munich, lui avait valu, parmi le monde ouvrier, des antipathies farouches, et pour des millions et des millions d'hommes et de femmes, le régime d'Ebert ressemblait trait pour trait à celui de Guillaume II. Les changements, qui avaient pu se produire, étaient en quelque sorte effacés par trop de reniements et d'hypocrisies.

Il était avéré encore que les socialistes gouvernementaux, qui avaient bénéficié de la révolution, n'avaient rien négligé en novembre, sinon pour l'exclure, du moins pour la différer : les déclarations de Ledebour à son procès récent ont été, à cet égard, d'un puissant intérêt. Mais ce qu'on ne leur pardonnait point, c'étaient les mesures qu'ils avaient prises pour réprimer les mouvements de Berlin et de Munich, et les exécutions qu'ils avaient ordonnées au lendemain de cette répression. Chaque jour, les organes indépendants de toute l'Allemagne publient à ce sujet des informations, des récits de choses vues, qui sont longuement commentés dans les faubourgs des grands centres et qui y entretiennent et y développent une mentalité insurrectionelle.

Les Indépendants, qu'on disait écrasés à la suite des insuccès qu'ils avaient subis, et dans les élections et dans les batailles de rues, n'ont cessé de gagner du terrain. Les raisons, qui avaient jadis déterminé la création de leurs groupements, contribuent aujourd'hui à les renforcer sans trêve. Les majoritaires n'ont réussi ni à assurer à l'Allemagne la paix qu'ils annonçaient, ni à accomplir les premières et élémentaires réformes qu'ils avaient promises, ni à restituer au pays l'activité économique en supprimant le chômage, ni à atténuer le coût de la vie. Les griefs qu'ils formulaient contre l'ancien régime, le parti des Indépendants les brandit contre eux, avec d'autant plus de véhémence que leur déloyauté n'est pas douteuse, et qu'ils ont organisé leur propre impuissance. Par la force des choses, le spartacisme, qui a perdu ses principaux chefs, a été se fondre en beaucoup d'endroits avec l'opposition minoritaire qui avait sa doctrine et ses cadres. Par la force des choses aussi, cette opposition minoritaire a évolué vers la gauche et a manifesté une volonté accrue d'énergie. Ni les techniciens, ni les contingents ne lui faisaient défaut. Elle avait un passé intact, un passé de lutte contre l'ancien régime, contre le militarisme pangermaniste qu'elle avait affronté aux heures les plus dures, et elle a bénéficié, en même temps que des fautes et des reniements des majoritaires, de l'attitude invariable qu'elle avait gardée. Peu à peu, elle a senti que son échéance venait, mais elle n'a rien fait pour la hâter, pour saisir prématurément le pouvoir, parce qu'elle appréhendait qu'une tentative précipitée et qui n'eût pas réussi, n'aboutît qu'à consolider le gouvernement d'Ebert et à fortifier l'emprise du parti militaire sur ce dernier.

C'est un fait grave pour le pouvoir de Weimar et de Berlin que tant de foyers de sédition aient subsisté du Rhin aux Sudètes et aux montagnes bavaroises. Il ne domine les grands centres industriels que par la supériorité de ses contingents armés. Hambourg et Brême, les districts de la Ruhr, Munich et Brunswick, Breslau et Dresde, et Stuttgart et tant d'autres villes pourraient en un clin d'œil rallumer les incendies mal éteints, et ces foyers, en brûlant quelques jours, ne tarderaient pas à se rejoindre en un foyer unique. De l'aveu même de ses leaders, le parti socialiste gouvernemental perd peu à peu ses effectifs qui passent aux Indépendants. A ce propos, le congrès de Weimar, dont je ne possède pas le compte rendu au moment où j'écris ces lignes, et sur lequel je reviendrai, nous fournira des détails suggestifs et précieux. Les conseils d'ouvriers et soldats qui, au début, étaient pleins de déférence pour Schcidemann, ont changé d'allures, et parlé si haut, qu'on s'efforce de les comprendre, comme une institution régulière, dans l'organisation de l'Etat fédéral et dans celle des Etats particuliers. La *Freiheit*, qui exprime les idées de Haase et de Ledebour, a plus d'abonnés que le *Vorwaerts* et le ton hargneux et agressif adopté par ce dernier atteste ses déceptions et ses inquiétudes.

Le mot d'ordre des Indépendants est celui-ci : unité du mouvement socialiste, rapprochement des fractions aux prises, mais éviction des chefs majoritaires qui ont pactisé avec les groupements antisocialistes et manié le pouvoir. Il correspond de toute évidence à une mentalité ouvrière que la politique de la Social-Démocratie gouvernementale a favorisée et stimulée. Il a toutes chances d'être entendu par les masses, et lorsqu'il sera par elles pleinement entendu, la seconde phase de la révolution allemande s'ouvrira brusquement. Si les négociations de la paix s'étaient closes plus tôt, peut-être cette seconde phase aurait-elle déjà commencé.

Ce qui prouve qu'elle apparaît menaçante aux yeux de beaucoup de gens, c'est qu'outre-Rhin, les anciennes fractions de droite, conservateurs féodaux, nationaux-libéraux, etc., manifestent un regain d'activité, et recommandent la bataille à outrance contre les Indépendants. Elles saluent dans Noske l'agent de la résistance, et montrent dans une restauration monarchique l'avenir du pays. Et ainsi se prépare la grande lutte entre les tenants du passé, qui n'ont pas encore renoncé à leurs es-

poirs, et les foules ouvrières, qui vont sans doute resserrer leurs rangs, et dont la concentration, dans les groupements politiques et professionnels, à repris depuis l'armistice avec une force singulière. Mais l'heure de Scheidemann, de Sudekum, de Landsberg est bien passée.

PAUL LOUIS.

H. G. WELLS : JEANNE ET PIERRE

L'esprit de Wells n'a rien perdu de sa souplesse. Il a su garder le contact des choses. Son intelligence absorbe, réfléchit sans cesse le jeu changeant du devenir humain. Nul n'était mieux fait pour vibrer pleinement au choc de la grande guerre. Epris de science positive, d'analyse morale, de critique sociale, il s'était ouvert, depuis quelques années, aux émotions métaphysiques et religieuses. Tout son être a ressenti l'ébranlement que propageait en ondes tumultueuses et illimitées la fin d'un monde. Au cours même du drame, une première étude en avait esquissé la figure immense (« *M. Britling tient jusqu'au bout* »). « *Jeanne et Pierre* » a paru à la veille de l'armistice ; moins touffue peut-être, cette seconde œuvre nous apporte des réflexions élaborées par quatre ans d'épreuves intellectuelles. D'autres livres nous donneront les moissons lointaines d'une pensée que l'inoubliable expérience fécondera longtemps et toujours. Mais nous en avons déjà ici le fruit mûri, où l'interrogation quotidienne, l'angoisse irritée, la méditation, ont mis tous leurs sucs amers et sains. Ici parle une sagesse déjà plus clairvoyante ; et mesurant en leur plénitude les mortelles années, elle en exprime plus sûrement la philosophique leçon.

Un mot la résume : éducation. L'humanité s'est abîmée en une folle et criminelle fureur parce que la lumière de l'intelligence n'avait pas encore dissipé les antiques instincts de violence, les stupidités routinières, les confus désordres. L'immense effort de clarté, de justice et d'ordre — l'effort de la civilisation elle-même — doit reprendre la tâche à peine commencée, et dont l'inachèvement a fait une catastrophe. C'est par la raison et la volonté que l'homme, s'évadant du chaos ancestral où de nouveau, un moment, il s'est enlisé, construira le monde et la vie que ses plus hauts espoirs méritent. Et la raison, la volonté, sont ce que les fait la culture. Le travail de la pensée sur elle-même et sur la race est la grande force qui façonne l'avenir. Tous ceux qui enseignent, tous ceux qui parlent, écrivent, agissent — tous les maîtres, ceux de l'école, du laboratoire, de l'église, de la plume, de l'outil — sont les artisans des bonheurs rêvés. Aujourd'hui est leur faillite : la jeunesse des continents expie leur médiocrité pompeuse ou leur cynique négligence. Demain sera ce qu'ils l'auront fait.

Leçon banale, certes. Mais elle est rafraîchie par la foi d'une conscience intellectuelle ardente, une des plus croyantes qui soient. Et elle prend toute sa valeur dans l'application précise qui lui est donnée. La Grande-Bretagne est la terre classique de l'empirisme, des croissances naturelles, des survivances morales et sociales. Elle oppose aux prétentions de la raison ordonnatrice l'orgueil de ses instinctives réussites. C'est dans le plan de la société britannique que se pose avec le plus d'ampleur le problème de l'éducation ; c'est là que les nécessités d'une ère nouvelle se marquent avec la plus nette vigueur. Le dernier roman de Wells nous apporte une fois encore de cette société une image d'ensemble, et une large interprétation critique. Sa destinée nous apparaît comme suspendue à une réforme profonde, totale, de l'esprit qui anime, inspire, dirige la moyenne des individus, comme toutes les fonctions collectives.

Jeanne et Pierre sont deux enfants de la même génération — celle que la grande guerre doit surprendre au seuil doré de la jeunesse. Ils sont cousins ; Jeanne, née hors du mariage, est de bonne heure orpheline : son oncle et sa tante, les parents de Pierre, l'élèvent comme leur fille, jusqu'au jour où un accident les fait disparaître l'un et l'autre. Voici les deux enfants livrés à des influences de famille rivales, dont la lutte symbolise l'opposition de l'ancienne et de la nouvelle Angleterre. D'un côté Lady Charlotte, l'altière grande bourgeoise aux prétentions aristocratiques, membre de cette « gentry » campagnarde, classe fermée, étroitement conservatrice. De l'autre, Oswald Sydenham, l'irrégulier, l'exceptionnel, l'être chez qui une déviation du type a mis le germe des inquiétudes, des énergies négatives et constructrices de la pensée. En lui donnant une physionomie très personnelle, fortement individualisée au moral et au physique, Wells montre un scrupule artistique trop justifié ; car c'est lui-même, bien souvent, qui parle par sa bouche... Deux tantes, Phyllis et Phœbe, jouent un rôle plus effacé ; silhouettes amusantes de femmes « avancées », selon la formule de 1900 — esthètes, féministes, militantes, détachées de toutes les orthodoxies de leur sexe, sans être, pour cela, moins candidement sentimentales. Elles créent une atmosphère ; par elles-mêmes, et par leur voisinage avec les parents de Pierre, jeune ménage d'artistes « fin-de-siècle ».

elles dressent derrière l'action du roman, en ses premières phases, une de ces toiles de fond qu'affectionne Wells — une de ces esquisses de milieu, de mode, de groupe, où revit un aspect d'une société en mouvement.

Le monde qui marche, insouciant et aveugle, vers sa fin, n'est pas seulement égayé par les fantaisies des préraphaélites et des suffragettes ; il ne joue pas seulement, en faisant parade d'amour libre et de curiosités sensuelles, avec ces graves problèmes de la conduite et de l'ordre qui devraient sérieusement l'occuper. Quelques hommes ont été touchés par l'esprit nouveau de responsabilité, d'obligation sociale. Oswald est un concentré, un solitaire. Jeune officier de marine, il a reçu glorieusement, dans une échauffourée sur les côtes d'Egypte, une blessure qui le défigure pour la vie. Désormais à part, précocement mûri, il s'est consacré à la grande tâche qui l'attire : le développement civilisateur de l'Empire britannique. En d'obscures régions de l'Afrique tropicale, il prend part à la lutte de l'homme blanc contre l'anarchie indigène, les influences corruptrices des envahisseurs, la jungle, la fièvre, les fauves. Il croit à la mission de sa race, et fait un noble effort pour épurer sa foi des ferments de cupidité, de pharisaïsme, de mensonge, qui souillent tous les impérialismes. Très vite, il a compris que l'Empire est menacé d'une ruine prochaine : les hommes énergiques et lucides lui manquent, les chefs à l'esprit large, à la ferme conscience civique. La Grande-Bretagne faillira-t-elle à sa destinée pour n'en avoir pas compris l'étendue et les devoirs ? Saura-t-elle à temps façonner, par l'éducation, une élite capable d'unifier l'Empire, et de l'intégrer dans une humanité elle-même unifiée ?

C'est donc un problème national, et plus encore, qui fait le sérieux passionné de l'œuvre à laquelle Oswald se donne : la formation complète des deux êtres que le sort lui a confiés. Et c'est ainsi que les années d'études de Jeanne et Pierre fournissent un centre à une vaste enquête sociale et morale. Analyses, épisodes de satire ou d'humour, dissertations — car il en est beaucoup, peut-être trop — se groupent autour d'elles ; et le roman, à vrai dire, n'a pas d'autre action.

Sous nos yeux défilent, cortège navrant et baroque, les écoles et les magisters. En dehors du domaine annexé, au prix de luttes si vives, par le contrôle national direct, la Grande-Bretagne possède encore de vastes régions d'enseignement libre. L'instruction secondaire, notamment, est à peine organisée. Pour les établissements où les fils de la bourgeoisie se préparent aux humanités classiques des « public schools » et des Universités, notre romancier montre peu d'indulgence. C'est là chez lui severité tenace, ou pérce une vieille rancune. L'âpre satire est elle entièrement juste ? Lui même en limite la portée : il est, nous dit-il, tous les degrés du bon au médiocre, et du médiocre au pire : mais le médiocre domine. Oswald passe en revue tous les systèmes. C'est le plus souvent l'école du type orthodoxe, triste mensonge intellectuel et pédagogique ; des maîtres sans culture, sans foi, y règnent par la force ou la ruse sur des enfants sournoisement vicieux. C'est parfois l'école « moderne », réformatrice, ou la fantaisie d'éducateurs maniaques mêle les idées saines, les traditions, les utopies. Wells ne condamne point, s'il lui arrive de les railler, la coéducation, les « jardins d'enfants », les « classes en plein air », les procédés Montessori : mais il voit dans tout ce mouvement sans doute fécond une esquisse confuse encore de ce que sera une discipline raisonnée de l'enfance. Partout ailleurs, c'est l'inertie, la routine, la mort. Le snobisme, les conventions de classe, dominent sans partage. Les disciplines enseignées répondent aux besoins d'un âge aboli. Le prestige des langues anciennes est resté intact ; de science concrète, presque rien ne pénètre : rien ne prépare à la vie, à ses réalités, à ses luttes : l'Empire est un mot, une image vague : les questions civiques ne sont jamais effleurées ; la religion est affaire toute formelle. Les inquiétudes, les troubles de l'adolescence s'éveillent, fermentent loin de toute vigilance, dans une atmosphère lourde, énervante : nulle lumière franche ne vient assainir les curiosités sexuelles inévitables. Même insuffisance chez les plus orgueilleuses des « écoles publiques », même torpeur dans les Universités, à Cambridge, où Jeanne et Pierre poursuivent parallèlement leurs études. Avec des nuances diverses, des sévérités plus ou moins appuyées, le tableau est tout entier affligeant.

Cette préparation médiocre de deux enfants à la mission d'un lourd héritage impérial, malgré le zèle amer de leur tuteur impuissant, prend un sens plus large dans le milieu historique où Wells la replace — si proche, et déjà si loin de nous. Autour des expériences et désillusions pédagogiques d'Oswald s'étend, bruyant, confus, individualiste, superficiel, le monde d'avant-guerre. En ce temps-là, jeunes gens et jeunes filles des classes dirigeantes préludaient à leur vocation sociale, à la vie, au mariage, par le flirt, le tango, les bals costumés, les restaurants de nuit, une frénésie vulgaire où la fantaisie sensuelle et les paradoxes immoralistes allumaient les seuls reflets d'esprit ou de passion. Dans la fièvre des instincts lâchés, les

liens traditionnels partout se brisaient ; une oreille attentive — mais y avait-il des oreilles attentives ? — eût entendu craquer l'armature du vieux monde. Le bon bourgeois de Londres suivait, d'un œil interloqué, les exploits des suffragettes ; son journal lui prêchait la religion de l'Empire sous la forme d'un droit d'entrée sur les marchandises étrangères ; en Irlande, la rébellion de l'Ulster se préparait ouvertement. Et la jeunesse déjà marquée par le destin ne se sentait pas emportée, vers le sanglant et immense sacrifice, par les eaux d'un torrent sans cesse plus rapide.

C'est la guerre qui achève les études de Jeanne et Pierre ; en quatre années tragiques, interminables et si brèves, elle mûrit brusquement leur adolescence insouciante ; c'est elle qui leur confère leurs diplômes... Il faut un désastre pour réparer la lâcheté, la négligence criminelle, la sottise, d'une société rebelle à l'ordre intelligent, juste, volontaire, laborieux. A travers les tâtonnements, les erreurs, les coûteuses expériences, sous l'aiguillon impitoyable d'un péril mortel, l'organisation de l'effort national se fait enfin. Les lenteurs de l'adaptation militaire, politique, économique, morale, mesurent le retard d'un peuple sur la marche du monde qu'il croyait assez dominer par son prestige ancien. — Jeanne, belle fille aux muscles souples, aux nerfs d'acier, trempée par la vie physique que « l'éducation nouvelle » lui a du moins donnée, conduit une automobile pour le Ministère des Munitions. Pierre s'est naturellement engagé. Aviateur, il mène l'existence de folle audace, de froide bravoure, de fête étourdie, qui caractérise dans toutes les armées les hommes volants ; blessé en combat aérien, il connaît les douceurs de la « convalescence » : et c'est alors que se dénoue l'idylle secrète que le lecteur a suivie ou devinée d'un œil parfois distrait mais indulgent. Longtemps Pierre et Jeanne se sont crus frère et sœur ; le sentiment qui les attache se révèle plus fort lorsque le lien du sang se relâche : et comme Pierre, moins fin, moins sensible aussi, s'ignore plus longtemps, se laisse reprendre par de sottes amourettes, Jeanne envoie promener les « réserves féminines », le cingle en plein visage d'un reproche et d'un aveu, et son grand niais de héros, qui n'a jamais aimé qu'elle, tombe dans ses bras... Marié, Pierre tempère sa fougue d'une prudence nouvelle ; et ce n'est pas sans une terrible émotion que, observateur en « saucisse », attaqué par un avion Boche, il enjambe le bord de sa nacelle pour tenter, en parachute, la descente qui le jettera, troué de balles, sanglant, brisé, au sol ferme et à la vie.

Ces derniers épisodes nous rappellent la classique « littérature de guerre » ; ils s'en distinguent par la franchise, la vérité absolue d'un réalisme où n'entre pas même le parti-pris de la brutalité. Dans les scènes d'action vive et dramatique, le talent de Wells a toute sa puissance ; il a aimé, de bonne heure, les épopées de l'air, que son imagination avait même devancées. Ailleurs, sa verve ironique, presque toujours savoureuse, reste un peu grosse ; sa psychologie, créatrice et neuve sur bien des points, fait parfois regretter la délicatesse aiguë d'un Galsworthy. Il y a de la déformation inconsciente, à côté de l'accent voulu, dans les figures qu'il trace ; son art trop âpre et passionné tourne à la caricature. Lady Charlotte est moins une figure vivante qu'un type ; mais c'est un type d'un relief inoubliable : et les traits d'une pseudo-aristocratie dégénérée, tels que peut les voir un plébéien vigoureux et hostile, n'ont jamais été plus cruellement saisis. Ne cherchons pas, dans « Jeanne et Pierre », de mérites distingués et sobres, de fines demi-teintes : mais trouvons-y une riche galerie de figures sociales, de suggestives évocations historiques, et un perpétuel jaillissement d'idées.

La matière de ce livre, artistiquement inégal, est toute pétrie de pensée. La doctrine de Wells s'y dégage avec une netteté nouvelle ; c'est comme si la brusque illumination de la guerre en avait mieux accusé les lignes. Tous ses romans esquissaient la même critique de la société anglaise, obstinée en ses lourdes timidités empiriques : tous exprimaient le même enseignement de raison courageuse, de hardiesse politique, d'honnêteté morale. Jamais encore cette leçon d'intelligence organisatrice n'avait été aussi directe et systématique qu'ici. L'histoire d'une éducation manquée, et que la vie douloureusement rachète, est un appel ardent au devoir de culture et de science, de justice agissante, de sincérité humaine. La chaleur intérieure d'une religion l'exalte jusqu'à l'éloquence de l'esprit et du cœur. La volonté profonde de l'univers, le tressaillement des peuples soulevés par d'obscures marées cosmiques, et qu'émeut dans le drame sinistre de ce temps le pressentiment, le désir d'une union sous l'influence du Dieu inconnu — tel est le sens le plus haut du livre.

Sa conclusion est celle d'Oswald : nul espoir pour la Grande-Bretagne, pour l'Empire, pour le monde, hors d'un immense et patient effort de vérité et d'ordre ; et comme l'homme de demain seul peut construire sur les ruines qui nous entourent, hors d'une éducation vaste, multiple, enthousiaste et grave, qui adaptera résolument les générations à leur œuvre. Mais elle est aussi et plus encore dans le rêve bizarre et si étrangement inspiré où

Pierre, fiévreux, délirant, portant en son corps blessé toute la souffrance de l'horrible guerre, poursuit jusqu'en son atelier d'ingénieur astral le « Seigneur du Ciel et de la Terre » — vieillard maigre, intelligent, fatigué, bienveillant, un peu narquois — et lui déclare ingénûment la révolte des créatures. « Vous n'aimez pas ce monde ? » dit le Seigneur... — « Non », dit Pierre — « Alors changez le », dit le Seigneur..

LOUIS CAZAMIAN.

LA FÊTE UNIVERSELLE DE L'IDÉAL HUMAIN

Voilà donc la Société des Nations constituée. « Elle a fait faillite ! », assurent déjà quelques mécontents. « Il faut l'attendre à l'œuvre », jugent les plus sages. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ses protagonistes se sont heurtés aux difficultés de la création d'une force armée internationale capable de faire respecter ses décisions. Nous ne croyons pas, néanmoins, qu'il faille, *a priori*, la taxer d'impuissance. Mieux vaut essayer d'en tirer tout le parti possible, en vue de la suppression de la guerre.

Si l'on veut, d'ailleurs, se garder d'une sociologie aventureuse et d'un sentimentalisme imprudent, comme de faire inconsidérément métier de prophète, on est obligé de reconnaître que la paix universelle restera toujours l'œuvre permanente des générations à venir. La vigilance de la Société des Nations devra demeurer constamment en éveil par cela seul que la complexité des intérêts internationaux ne cessera de s'accroître, et, par suite, les motifs de discussion et de friction. Mais il est évident que la paix aura moins de chances d'être troublée à mesure que les peuples seront plus convaincus que la guerre est immorale et comprendront mieux qu'elle est contraire à leurs intérêts. Telle est la conclusion d'un des articles que M. le Docteur Gustave Le Bon consacra, dans *Les Annales*, aux problèmes de la guerre : « La « suppression de la guerre, jugeait-il, sera l'aboutissement naturel de l'évolution psychologique « (c'est-à-dire morale) des peuples, influencés par « la certitude de leur interdépendance économique ». C'est tout au moins à la première partie de cette formule qu'adhérait M. le Président Wilson, lorsqu'il écrivait, dans sa réponse à la note de Sa Sainteté Benoît XV : « La paix doit reposer « sur la Foi ardente et profonde de tous les peuples intéressés ».

Si l'on adopte l'opinion de M. le Dr Gustave Le Bon, la pacification universelle est conditionnée par un facteur moral et un facteur économique. Celui-ci sera mis en mouvement par le jeu même des besoins, de la production et des échanges, et l'on peut croire que les peuples apprendront de plus en plus, — ce qui est d'ailleurs l'un des enseignements de cette guerre, — que l'aisance de leur vie matérielle est en fonction directe de l'abondance et de la facilité du troc des produits et des denrées, abondance et facilité qui sont diversifiées à l'infini par la variété des climats, la fertilité du sol, la mise en œuvre des aptitudes de l'homme et les progrès industriels et agricoles.

Mais il n'en ira pas ainsi du facteur moral. Celui-ci dépend uniquement de l'effort de la volonté individuelle et collective, et il s'avère, du coup, d'ordre essentiellement éducatif. En admettant même, ainsi que l'assurait M. Henri Bergson dans son discours de réception à l'Académie Française, que, pendant la guerre, « les peuples vraiment « civilisés, oubliant des rivalités séculaires, ont « fait l'apprentissage de la Liberté et appris à for- « ger l'armature de l'Humanité nouvelle », ils devront le démontrer par la pratique, mais nous savons, en outre, qu'il y a encore trop de peuples qui restent réfractaires à ces hautes leçons. Il conviendra donc d'éduquer ces récalcitrants et d'aider à ce qu'ils hâtent leur évolution psychologique. Car il y a un intérêt majeur à réaliser l'unanimité des volontés pacifiques.

Il apparaît, dès lors, que la solution du problème de la pacification universelle dépend de deux conditions essentielles. Cette création ne peut venir, en effet, que des « peuples vraiment civilisés », qui ont déjà commencé leur propre évolution psychologique. Ceux-ci doivent, d'abord, entretenir en eux la flamme sacrée de la réprobation de la guerre avec le même soin pieux que les Vierges consacrées apportaient à ne pas laisser s'éteindre le Feu sur l'autel de Vesta. Ils doivent ensuite s'efforcer de parachever leur évolution psychologique, donc, se pénétrer de cette vérité que la suppression de la guerre est un concept moral contre lequel aucun sophisme ne saurait prévaloir, et il faut qu'ils s'élèvent, par conséquent, suivant l'expression de M. Wilson, jusqu'à « la Foi ardente et profonde » dans l'apostolat de la pacification universelle.

M. Albert Adès-Theix observait, à ce propos, dans une étude parue à *La Grande Revue*, que les plus importantes réformes sociales n'ont jamais été réalisées qu'après qu'elles avaient agi sur la conscience humaine : « Ces réformes, écrivait-il, sont

« celles qui ont visé l'homme lui-même avant les « codes auxquels il est soumis. Qu'on remonte à « l'origine des mouvements démocratiques et reli- « gieux, on trouvera toujours qu'ils ont pris nais- « sance et se sont nourris d'une exaltation de « l'homme, d'un sentiment plus précis de sa di- « gnité, de sa liberté, ou plus simplement de sa « destinée ». Rien n'est plus exact. N'est-ce pas parce qu'il répondait à une exaltation intérieure de l'homme, parce qu'il le soulevait de la Foi dans l'amélioration de son sort moral et social, que le christianisme a bouleversé le monde romain ?

Certes, « les peuples vraiment civilisés » ont été remués, pendant la guerre, par une exaltation intérieure, par la Foi dans les destinées de ce que M. Henri Bergson appelle « l'Humanité nouvelle », et qui doit apporter à l'homme plus de bonheur dans la liberté, la dignité et la paix. Seulement, en possèdent-ils la conception intégrale ? Ont-ils l'exaltation totale, qui, seule, peut rendre leur Foi agissante ? Il vaut la peine de l'examiner.

Il est évident que l'âme des foules, dans « les pays vraiment civilisés », a frémi d'horreur et de révolte au spectacle des cruautés de la barbarie germanique, de ses violences sur les personnes, de ses déprédations, ainsi que de sa dévastation des biens individuels. La guerre est avant tout ressentie en raison de ce qu'elle atteint les affections et lèse les intérêts particuliers. Et cela est profondément humain. Il est entré également une part de cet égoïsme naturel dans les sacrifices consentis par tous pour sauver la Patrie en danger. Mais, bien que notre loyauté et notre sensibilité de civilisés fussent, assurément aussi, indignées par les attentats odieux de la soldatesque allemande, c'est, en réalité, M. le Président Wilson qui a précisé le caractère de moralité générale, dégagé le concept de défense de l'Humanité et de la Civilisation qui confère à l'effroyable lutte sa haute et véritable signification.

Or, s'il est certain que l'âme des foules, chez « les peuples vraiment civilisés », n'embrassa pas, dès l'abord, toutes les modalités de la moralité humaine dont la défaite de l'Allemagne est synonyme, peut-on assurer qu'elle les embrasse maintenant depuis l'intervention de M. Wilson ? Nul doute que la violation du Luxembourg et de la Belgique parut la jeter dans l'effarement et la stupeur plutôt que la supplicier comme une insupportable torture de son honnêteté et que le sac des merveilles de Louvain et d'Ypres ne lui fit pas ressentir une émotion d'humanité blessée. Mais plus tard, à l'occasion, par exemple, des sauvages bombardements de Reims, s'est-elle révoltée contre la destruction de l'admirable cathédrale parce que cette destruction était la ruine d'une basilique de la Foi chrétienne, d'un chef-d'œuvre architectural de l'art médiéval, et, à ces deux points de vue, une perte irréparable pour le patrimoine de l'Humanité ? En a-t-elle tressailli et gémi, en France, comme de la disparition d'un témoin vénérable de l'histoire et des gloires nationales ? L'avance des Austro-Allemands dans les plaines de la Vénétie lui a-t-elle procuré le frémissement du danger couru par les formes supérieures de l'Art et de la Beauté qui ornent les cités italiennes ? Comprend-elle l'immensité de la rénovation morale et sociale dont la défaite des Empires Centraux doit être le point de départ ? Pour difficile et délicat qu'il soit de fixer la psychologie des foules, il serait cependant incontestablement téméraire de répondre à ces questions par l'affirmative. Il a semblé plus prudent et plus vrai à M. le Professeur Georges Renard d'estimer que les peuples en armes contre les Huns modernes « sentaient obscurément qu'ils étaient les champions d'une cause qui les dépasse ».

Eh bien, il est bon, il est indispensable, en vue de l'évolution psychologique des peuples, qu'ils acquièrent l'intégrale conscience des raisons morales sur lesquelles doivent être fondées l'Humanité nouvelle et la pacification universelle. Il faut que l'homme se convainque définitivement que son bonheur ne peut pas être établi uniquement sur la satisfaction de ses intérêts matériels et qu'il n'y a aucune beauté morale qui puisse le dépasser. Le patrimoine moral de l'Humanité n'est pas seulement la parure de l'homme, il est la condition même de sa dignité, et il a fait, pendant la guerre, l'expérience décisive de son importance primordiale. L'héroïsme des « peuples vraiment civilisés » n'a pu se maintenir au delà des limites rationnelles de la résistance qu'en ne cessant de se revivifier à la source magique d'un Idéal. C'est cet idéalisme qui illumine de calme souriant le visage des martyrs en proie aux affres de la douleur physique.

« Les peuples vraiment civilisés » ont donc le double devoir de ne pas laisser vaciller la flamme sacrée de l'Idéal humain et de se pénétrer entièrement de toutes les beautés morales de la Foi dont il est générateur. Ils se le doivent à eux-mêmes, ils le doivent aussi aux victimes de l'effroyable tourmente parce que leur mort serait inutile si la réalisation de l'œuvre pour laquelle ils sont tombés n'était pas le couronnement de leur sacrifice, et ils le doivent également afin que le rayonnement

de leur Foi persuade les peuples qui y sont encore indifférents ou hostiles.

Il va de soi, par conséquent, que « les peuples vraiment civilisés » sont tenus de continuer, après la signature de la paix, la solidarité morale et, partant, la solidarité des armes qui les ont unis pendant la bataille. Ils y rencontreront leur sécurité réciproque et ils se grandiront par la constance de leur attachement à la cause sacrée de la paix. Mais il faut qu'ils s'y appliquent avec passion et piété. Car l'homme reste toujours l'homme : la vie l'emporte avec ses préoccupations, ses travaux, ses nécessités et ses intérêts. La guerre finie, elle va le saisir à nouveau par un impérieux et compréhensible besoin d'oublier l'affreux cauchemar au milieu duquel il a vécu pendant plus de quatre ans, par un légitime désir de jouissances matérielles dans la vie normale enfin reconquise, également par l'âpreté d'une concurrence économique que tout fait prévoir acharnée. Que de motifs, assurément légitimes, vont solliciter son apathie à l'égard du problème moral dont la solution peut seule faire tourner la guerre au bénéfice de l'Humanité !

Par bonheur, de nombreux indices permettent d'affirmer que « les peuples vraiment civilisés » ne voudront pas que se distende ou se dissolve leur solidarité morale. N'en est-ce pas déjà un, et indiscutable, que les discussions provoquées par la possibilité de la constitution d'une Société des Nations ? D'autres se sont précisés par des manifestations d'ordres divers, qui attestent la gratitude réciproque de peuples de l'Entente et leur volonté de ne pas laisser se desserrer les liens précieux noués dans la communauté du péril et la joie de la victoire. Mais il n'est pas inutile de chercher dans quelles conditions ils pourront le mieux coordonner leurs efforts, travailler, du même cœur et de la même âme, à l'intensification de leur Foi dans l'Idéal humain et au rayonnement de cette Foi en vue de l'établissement de l'Humanité nouvelle.

*
* *

Observons que la Foi des individus et des peuples trouve le moyen le plus efficace d'exaltation et de prosélytisme dans le symbole approprié à son objet. Il faut donc que toutes les manifestations de la commémoration de la grande tourmente rappellent que celle-ci doit avoir pour conséquence l'instauration d'une Humanité nouvelle, meilleure, plus juste et plus digne, et que l'instrument le plus puissant et le plus moral en est la réprobation de la guerre, c'est-à-dire la continuité de la paix universelle.

Sous l'égide de cette directive, un plan commun de commémoration peut être proposé à la Foi agissante des « peuples vraiment civilisés ». La matière est copieuse, mais il n'est pas impossible de l'ordonner avec logique.

Toutefois, si l'on y regarde de près, on se convaincra que, sur le thème commun de ce plan, chacun des « peuples vraiment civilisés » sera presque invinciblement entraîné à organiser des manifestations qui procéderont de son tempérament particulier et de ses traditions nationales. L'essentiel, à vrai dire, est que l'unité morale de la commémoration soit sauvegardée et que sa signification reste entière. Mais on n'en est pas moins conduit à se demander si cette commémoration n'acquerrait pas toute la force de rayonnement qu'on doit lui souhaiter, la valeur de symbole par quoi la Foi s'affirme avec le plus de chances de prosélytisme, en instituant, à côté des moyens d'éducation et d'entraînement moral qu'nous n'avons pas besoin d'énumérer en détail, la Fête universelle de l'Idéal humain, que tous les peuples célébreraient chaque année et à date fixe ?

*
* *

L'institution d'une telle Fête correspondrait-elle au but que l'on se proposerait d'atteindre ?

On admet aujourd'hui, en sociologie, que « l'ins« titution des grandes fêtes, revenant à époque « fixe, est intimement liée aux progrès de la civi« lisation ». Sans établir un nouveau débat sur la question de l'utilité des fêtes publiques, on ne conteste plus qu' « elles sont une des plus heu« reuses parties de la vie populaire, développent « la sociabilité et répondent à un besoin univer« sel », et il n'est pas indifférent de rappeler, en cette occurrence, le rôle considérable qu'avaient rêvé de leur attribuer les hommes de la grande Révolution.

Mirabeau a élaboré un projet de décret comportant, entre autres moyens d'éducation civique, la création de neuf fêtes annuelles, quatre civiles et quatre militaires, et une grande fête nationale, à la fois civile et militaire, dite du Serment ou de la Fédération. L'évêque d'Autun, Talleyrand, s'en montrait aussi chaud partisan : « Elles auront « pour moyens, écrivait-il, ce que les beaux-arts, « la musique, les spectacles, les combats, les prix « réservés pour ce jour brillant, offriront dans « chaque lieu de plus propre à rendre heureux « et meilleurs les vieillards par des souvenirs, les « jeunes gens par des triomphes, les enfants par

« des espérances... C'est la morale elle-même, « ajoutait-il, qui va bientôt ordonner, qui va ani- « mer ces fêtes que le peuple espère et que, « d'avance, il appelle fêtes nationales. Vous ne « voudriez pas priver la morale d'un tel ressort... »

Dans la séance du 2 septembre 1791, à l'Assemblée nationale, Thouret proposa comme addition aux articles de l'Acte constitutionnel « l'établis- « sement des fêtes nationales pour conserver le « souvenir de la Révolution française, entretenir « la fraternité entre les citoyens, les attacher à « la Patrie et aux lois ».

A la Législative, dans son *Plan d'instruction publique* », Condorcet ne méconnaissait pas l'importance des fêtes nationales, mais, en repoussant l'idée de fêter des abstractions, n'admettait que « les fêtes anniversaires dont le sens est toujours « net par l'événement qu'elles rappellent ». Ce fut à la Convention que Lakanal présenta, le 26 juin 1795, au nom de la Commission d'instruction publique, son célèbre « *Plan d'éducation nationale* ». Il comportait l'établissement de fêtes nationales dans « les cantons, les districts, les départements, « et les lieux où l'Assemblée nationale tient ses « séances » et elles devaient être de trois sortes, « les unes ayant rapport aux époques de la na- « ture, les autres à la société humaine, les troi- « sièmes à celles de la Révolution française ». « Au siège de la représentation nationale, seraient « célébrées, au nom de la République entière, « quatre grandes fêtes, dont la première, dite fête « sociale, était celle de *la Fraternité du genre hu- « main* ».

On sait que, sous l'influence des passions politiques, les fêtes nationales connurent, sous la Convention, des fortunes diverses : est-il besoin de rappeler la fête de la Raison célébrée sous l'inspiration d'Hébert et de ses partisans de la Convention et de la Commune, et les fêtes décadaires dont celle de l'Etre suprême fournit à Robespierre l'occasion d'officier en véritable prêtre d'une religion laïque ? « Si Lakanal, a écrit un sociologue, avait « fait une place, dans son projet, au symbolisme « moral, celui-ci envahit presque toute l'année « républicaine dans le décret du 18 Floréal an II, « qui institua ces dernières ». Le Directoire s'occupa à son tour des Fêtes nationales et, sous l'inspiration de Carnot, s'efforça de leur donner « un caractère de sensibilité vertueuse ». Les fêtes décadaires finirent par tomber dans l'indifférence publique et quelques-unes seulement furent maintenues sous le Consulat, pour être abrogées sous l'Empire.

Quoi qu'il en soit, les fêtes nationales, comme moyen d'éducation sociale ou d'entraînement moral, ont tenu, dans les préoccupations des hommes de la Révolution, une place dont il est impossible de nier l'importance, et auraient rempli leur objet si elles n'avaient pas subi la déformation des passions politiques. La fête type fut celle de la Fédération, célébrée au Champ de Mars le 14 juillet 1790, et il faut chercher dans Michelet, l'explication de sa grandiose signification et le récit de ses péripéties émouvantes. Les difficultés étaient nombreuses en raison des frais et des distances énormes que devaient parcourir certaines députations, entr'autres celles des régiments et des gardes nationales. « Mais, écrit le génial historien, « dans un si grand mouvement, y avait-il des « obstacles ? On se cotisa comme on put : comme « on put, on habilla ceux qui faisaient le voyage ; « plusieurs vinrent sans uniforme. L'hospitalité fut « immense, admirable ; sur toute la route, on arrê- « tait, on se disputait les pèlerins de la grande « fête. On les forçait de faire halte, de loger, man- « ger, tout au moins boire au passage. Point « d'étranger, point d'inconnu, tous parents. Gar- « des nationaux, soldats, marins, tous allaient en- « semble. Ces bandes qui traversaient les villages « offraient un touchant spectacle. C'étaient les « plus anciens de l'armée, de la marine, qu'on ap- « pelait à Paris. Pauvres soldats tout courbés de « la guerre de sept ans, sous-officiers en cheveux « blancs, braves officiers de fortune qui avaient « percé le granit avec leur front, vieux pilotes « usés à la mer, toutes ces ruines vivantes de l'an- « cien régime avaient voulu pourtant venir. C'était « leur jour, c'était leur fête. On vit au 14 juillet « des marins de quatre-vingts ans qui marchèrent « douze heures de suite ; ils avaient retrouvé leur « force : ils se sentaient, au moment de la mort, « participer à la jeunesse de la France, à l'éter- « nité de la Patrie ». L'enthousiasme fut immense à Paris, et il ne le fut pas moins dans les départements.

Or, ce que fut la Révolution de 1789 pour la France, la grande guerre dont nous entrevoyons la conclusion victorieuse l'est pour l'univers civilisé et pour l'Humanité ; la Fête annuelle qui la commémorerait serait bien, comme l'écrivait Lakanal, celle de *la Fraternité du genre humain*, et son symbolisme moral se dégagerait puissamment de lui-même par les souvenirs émouvants qu'elle rappellerait, les espérances dont elle ferait vibrer les âmes et les cœurs, l'Idéal qu'elle célébrerait. Elle serait, à n'en pas douter, une cérémonie admirable d'entraînement moral et universel.

Sans doute, comme nous l'avons déjà dit, chaque peuple en adapterait les modalités à son tem-

pérament propre et à ses traditions particulières. Il pourrait commémorer en même temps les principaux faits qui ont marqué les étapes de sa constitution nationale et qui relient son histoire à la réalisation de l'Humanité nouvelle.

Il serait entendu toutefois qu'à la date fixée, des délégations composées de survivants de la grande guerre, mutilés et hommes valides, de représentants élus par les assemblées nationales, iraient en pèlerinage dans quelques-uns des endroits où la lutte fut la plus glorieuse et que d'autres délégations seraient reçues dans chaque capitale. Ce serait, comme dit Michelet, « les pèlerins » de l'Humanité nouvelle.

Mais ce qu'il y a de sûr, il est permis de le croire, c'est que, ce jour-là, tout homme sentirait avec fierté frémir en lui ses atavismes nationaux, et élargirait aussi son émotion et sa reconnaissance par la conscience d'appartenir à la grande famille humaine enfin unie après tant de conflits, tant d'injustices, tant de deuils et tant de ruines. Cette émotion d'humanité apaisée et de peuples frères sans cesse en marche vers un devenir moral et matériel toujours meilleur, il l'éprouverait au spectacle même des cortèges et des cérémonies qui se dérouleraient sous ses yeux. Ces cérémonies et ces cortèges, qu'il conviendrait de régler sous l'inspiration d'un symbolisme moral adéquat et en beauté, réuniraient, mélangeraient, en un ordre harmonieux, pour la célébration du culte de l'Idéal humain, les hommes et les femmes de tous âges, de toutes conditions et de toutes opinions. Toutes les religions, tous les arts, tous les métiers, toutes les professions, toutes les conditions sociales, s'y coudoieraient pour commémorer les évènements formidables dont serait née la Fraternité du genre humain, pour glorifier les morts et les combattants dont le sacrifice et l'héroïsme auront permis cette éclosion lumineuse, pour honorer, dans les vieillards les bons ouvriers intellectuels et manuels ayant acquis le droit au repos, dans la jeunesse et dans l'âge mûr les forces agissantes du labeur et de la concorde, dans la Femme, la créatrice de la Vie enfin orientée vers des aspirations supérieures, et pour apprendre aux enfants la beauté de la reconnaissance, de la paix sociale et universelle et des espoirs humains illimités.

Et ce jour-là, l'univers entier communierait dans un même élan de Foi ardente et profonde. Qui pourrait nier que ce serait le plus efficace entraînement moral? Pourquoi la Fête universelle de l'Idéal humain ne deviendrait-elle pas une réalité?

LOUIS NARQUET.

CHARLES GOUNOD
SIX LETTRES INÉDITES

La guerre fut nuisible à tous les morts glorieux dont quelque anniversaire survint pendant les hostilités. C'est le cas de Charles Gounod, dont le centenaire passa presque sans commémoration. Pour le rappeler, donnons ici, au hasard des trouvailles, quelques lettres inédites du maître.

Les premières en date de ces lettres sont adressées à Scribe et ont trait à l'Opéra *la Nonne sanglante* dont le librettiste avait tiré le sujet du roman de Lewis, *le Moine*, et qui depuis tantôt dix ans occupait le monde musical. Berlioz, Meyerbeer, Halévy, Félicien David, Albert Grisar, Verdi, Clapisson, tour à tour, y avaient déjà travaillé ou s'étaient refusés à l'entreprendre. La partition de Berlioz était même assez avancée, s'y étant employé six ans. Et c'était là la considération qui retint le plus longtemps Gounod d'accepter de traiter ce sujet : mais Berlioz, très généreusement, leva tous les obstacles et mit son jeune rival à même de tenter l'aventure sans scrupule.

Gounod se chargea donc de la tâche qu'on lui offrait, encore que le livret ne fut pas très engageant, et que sa teinte uniformément sombre, son invraisemblance foncière ne fut pas pour gagner le public. Le 10 juin 1852, Scribe et Germain Delavigne, auteurs des paroles, s'engageaient à remettre leur travail à Nestor Roqueplan, alors directeur de l'Opéra, qui lui-même s'engageait à le représenter dans l'hiver 1856-57, après que Gounod aurait composé la musique de cette œuvre, que celui-ci promettait également de fournir le 1er septembre 1853 pour les trois premiers actes, et le 1er décembre suivant pour les deux derniers. L'accord était ainsi parfait, et Gounod le constatait bientôt, dans cette lettre à Scribe, qui met les choses à leur point véritable.

Auteuil, 26 juillet 1852.

« Cher Monsieur Scribe, j'ai reçu votre charmante et affectueuse lettre qui nous a fait le plus grand plaisir à tous, et de la part de tous, je suis chargé de vous en dire merci, ce dont je m'empresse de m'acquitter d'abord. J'ajouterai pour ce qui me concerne en particulier que je suis bien heureux de me voir associé par cette première collaboration à un homme aussi bienveillant que supérieur, et que la confiance dont vous avez bien voulu m'honorer comme artiste sera reconnue non seulement par l'artiste dans un zèle qui ne se dé-

mentira jamais, mais encore et surtout par l'homme dans une véritable et solide amitié.

« Quant à ce que vous me dites des deux actes qui m'attendent à Paris, voici ma réponse. J'ai trop de bonheur à faire ce qui vous est agréable pour hâter d'un moment mon plaisir au préjudice d'un de vos souhaits. Les deux actes en question nous attendront donc tous deux, pour que tous deux nous jouissions en même temps, vous du plaisir de me les insuffler vous-même, moi de celui de les entendre de votre bouche, en regardant de tous mes yeux le sentiment de la scène si vivement écrit dans les vôtres.

« Un mot encore à propos de *notre* enfant. Vous savez que nous nous sommes promis chez Roqueplan de cacher notre grossesse aux yeux du public jusqu'au moment de la naissance... (du baptême, ce serait beaucoup vouloir ; je n'en parle donc pas). Or, voici que M. Germain Delavigne (dans l'ignorance du complot sans doute) dit à qui veut l'entendre que je fais un grand opéra avec vous deux. — Impudemment je le nie partout : je ne connais que la consigne, et je pousse la discrétion jusqu'à la négation formelle. Pourriez-vous lui en toucher un mot ? Sinon, marchons comme vous voudrez et advienne que pourra.

« Veuillez présenter à Mme Scribe, en en prenant votre part, les affectueux souvenirs de toute ma famille, et recevez pour vous l'assurance bien sincère de mes meilleurs sentiments.

« Votre dévoué,

Ch. Gounod. »

Quand Gounod a en mains le libretto des deux auteurs, il se met à l'œuvre autant que le lui permettent ses autres occupations, ses devoirs de famille, — il s'était marié en avril précédent avec Mlle Anna Zimmermann, fille du pianiste, professeur au Conservatoire, — et aussi un manque d'enthousiasme bien manifeste sous les formules dont il essaie de le recouvrir. A la fin de mai 1853, il écrit à Scribe pour lui faire part de ce qu'il a déjà composé.

Auteuil, vendredi 30, trois heures.

« Cher Monsieur Scribe, mon père Zimmermann revient à l'instant de Paris, où il est passé par chez vous : on lui a dit qu'on vous attendait pour mardi. Il me charge donc de vous exprimer le désir extrême que nous aurions *tous* de vous voir, vous et Mme Scribe, à notre petit Auteuil, où vous seriez bien aimable de venir tous deux dîner et passer la soirée avec nous : *mardi* et *mercredi* sont les seuls jours qu'on puisse vous offrir, mon père partant pour les eaux le *jeudi*. Je n'ai pas besoin d'ajouter que j'ai hâte de vous communiquer ce que j'ai déjà composé de notre *Nonne*, et que le soir à notre tranquille campagne serait on ne peut plus propice à cette petite séance. Dites-nous donc oui le plus vite possible, afin de nous faire jouir de vous par espérance avant que nous ayons le plaisir de vous posséder.

« Bien à vous d'affectueux dévouement, et respectueux hommages à Mme Scribe.

Ch. Gounod.

« Auteuil, 37, Grande Rue. »

Pourtant, la besogne se poursuit normalement et sans à-coups, en dépit des incidents divers qui viennent encore à la traverse. Gounod tient Scribe au courant de son travail et lui envoie la lettre suivante, au début d'août 1853.

« Cher Monsieur Scribe, j'ai été si péniblement occupé toute cette année de la santé de ma chère petite femme que vous m'excuserez de vous avoir si peu entretenu d'un travail que j'ai néanmoins poursuivi avec toute l'ardeur possible. Le triste résultat de la grossesse de ma femme qui a mis au monde, il y a six semaines, une petite fille sans vie, est venu nous imposer une nouvelle peine et un nouveau courage.

« Quoi qu'il en soit j'ai donné toute ma conscience et toutes mes réflexions au sujet qui nous intéresse ensemble : j'en ai fait entendre une portion notable à Leroy, de l'Opéra, mon ami, qui en a témoigné (entre nous) un vif contentement et des espérances de grand effet. Dieu veuille qu'il ne se soit pas trompé.

« Si je vous écris de suite ce mot, cher monsieur, c'est pour vous informer qu'à l'instant je reçois de Leroy un avis qui m'invite à me trouver à son cabinet après-demain lundi à midi et demi avec les décorateurs pour la *Nonne sanglante*. Je ne doute pas que vous en soyez informé avant moi ; mais dans le cas contraire, je veux vous en instruire moi-même, car votre présence et vos avis en cette matière sont plus qu'utiles : ils me paraissent de rigueur.

« Tout à vous, cher monsieur et ami, et à lundi, j'espère.

Ch. Gounod.

« Veuillez offrir mes respectueux hommages à Mme Scribe ».

Leroy, dont il vient d'être question, était le directeur de la scène à l'Opéra. Sa démarche prouve donc qu'on entrevoyait à brève échéance l'entrée en répétitions de *La Nonne sanglante*, qui, malgré toutes les traverses, avait été composée dans

les délais fixés. Vers le milieu de septembre, on en distribue les rôles ; le mois suivant, les chœurs sont mis à l'étude et on entre ensuite en répétitions. Mais celles-ci se poursuivirent avec une lenteur sage et, de délai en délai, se prolongèrent une année, si bien que la première représentation de *La Nonne sanglante* eut lieu seulement le mercredi 18 octobre 1854.

La musique en fut accueillie avec faveur, mais le livret souleva de nombreuses et légitimes critiques. Malgré cela, le succès paraissait assuré, quand le départ de Roqueplan de l'Opéra et son remplacement par Crosnier vint interrompre, à la onzième représentation, le cours de *La Nonne sanglante*. Gounod, jeune et plein d'espoir, prit assez philosophiquement la chose. Il n'en fut pas de même pour Scribe, atrabilaire et vieilli, qui se fâcha du procédé et, du coup, refusa au musicien, qui n'en pouvait mais, sa collaboration ultérieure. Gounod s'en consola avec d'autres librettistes et n'eut pas à s'en repentir.

La lettre qui suit, courte et affectueuse, est surtout un échantillon des bonnes relations qui existèrent entre Gounod et Camille Doucet, alors chef de la division des théâtres au Ministère d'État. Elle fut écrite au moment où un nouveau directeur de l'Opéra, Alphonse Royer, envoyait Gounod en Italie, en compagnie de Gustave Vaëz, directeur de la scène de l'Académie de musique, chercher, au delà des Alpes, des chanteurs pour ce théâtre et surtout décider la Spezzia à venir se faire entendre en France. Il n'est pas question de tout cela dans le billet de Gounod à Camille Doucet, mais seulement d'un petit service que celui-ci aurait voulu rendre à celui-là et qui fait l'objet de son remerciement.

« Paris, samedi 22 novembre 1856.

« Mon cher Camille, sans un rhume horrible qui m'a mis sur le flanc depuis trois ou quatre jours, je serais aller causer avec toi de l'affaire dont tu désires m'entretenir : bien que, dis-tu, elle ne m'intéresse pas directement, tu sais que je serai toujours charmé de t'être agréable s'il y a lieu : je compte donc te voir à ce sujet l'un des premiers jours de la semaine prochaine.

« Tout à toi. CH. GOUNOD. »

Les deux dernières lettres qui vont suivre sont adressées à Ernest Reyer, de cinq ans moins âgé que Gounod et dont celui-ci reconnut bien vite la puissante personnalité musicale et qu'il soutint toujours de tout son pouvoir. Dans la première de ces lettres, il s'agit du feuilleton musical du *Journal des Débats*, que Berlioz occupait depuis trente ans et que rédigeait souvent son compatriote Joseph Louis d'Ortigue, lorsque le musicien en était empêché. L'apoplexie venant de terrasser d'Ortigue, si dévoué à Berlioz, si fervent à son œuvre, et un autre état nécessaire pour continuer aux *Débats* la critique sincère et enthousiaste de l'auteur des *Troyens*, Reyer posait sa candidature et nul certes, n'était plus digne d'être choisi. Il a sollicité l'appui de Gounod, — qui est maintenant tout à fait un personnage, par ses succès personnels, d'abord, et ensuite parce qu'il est membre de l'Institut depuis dix-huit mois, — et Gounod le lui accorde immédiatement, sans marchander son effort, comme en témoigne la lettre suivante.

Saint-Cloud, jeudi 22 octobre 1866.

« Mon cher Reyer, je suis trop heureux du désir et de l'espoir de vous être agréable pour ne pas m'occuper, à l'instant même, de ce qui vous intéresse. Ce que vous désirez de moi va être fait : je vais écrire de suite à M. Bertin, à Prévost-Paradol, et je vais lundi chauffer votre affaire près de Legouvé, chez qui je vais passer la semaine à Seine-Port.

« Si je pouvais ce que je souhaite, vous seriez choisi, mon cher ami ; car personne, à ma connaissance, n'est, plus que vous, appelé par son caractère et sa compétence à parler au public de l'art que nous aimons et que nous professons tous deux.

« Bien à vous. CH. GOUNOD.

« P. S. — Je rouvre ma lettre pour vous dire que les trois lettres sont écrites : à M. Bertin, à Legouvé et à Prévost-Paradol. »

Reyer réussit et nul ne s'en montra plus satisfait que Berlioz, si ce n'est Gounod. Pendant longtemps, à ce poste de choix, Reyer devait mener la bonne lutte contre la banalité et la platitude pour l'originalité et le vrai mérite, et Gounod était trop franc, trop vibrant, trop spontané, pour ne pas applaudir comme il le fallait à cette attitude méritoire. Sa sympathie ne fit jamais défaut à Reyer. A la mort de Berlioz, qui était bibliothécaire du Conservatoire, on paraît avoir songé un instant, pour occuper ce poste, à Gounod, qui, lui, au contraire, avait pensé à Reyer, bibliothécaire de l'Opéra. Les choses ne s'arrangèrent pas et on préféra Félicien David ; mais on verra que les deux émules, Gounod et Reyer, loin de se combattre, n'avaient songé qu'à s'aider.

« Lundi, 15 mars 1869.

« Mon cher ami, de toute façon, je n'aurais pas accepté la position que m'offrait Doucet à la Bi-

bliothèque du Conservatoire. Quand je vous ai écrit pour vous demander ce que je devais faire ou dire, je pensais que peut-être vous auriez imaginé quelque moyen dont je pusse me servir pour vous être utile. — Au reste, quand je suis arrivé samedi au cabinet de Doucet (comme il m'en avait prié), il m'a dit de suite que la place était déjà donnée à F. David, le jour même des funérailles de Berlioz, en ce sens que David était le second sur une liste où j'occupais le premier rang, et que, sur mon refus personnel pressenti par Doucet, on était résolu à nommer ce pauvre David.

« Donc, nous restons chacun où nous sommes.

« Bien à vous. CH. GOUNOD. »

Ce ne sont là que des détails dans la vie si longue et si occupée de Gounod, mais des détails caractéristiques, semble-t-il, car ils montrent l'artiste au travail et l'homme dévoué à ses semblables, toujours prêt à servir les nobles causes comme à exprimer les belles idées, avec chaleur, avec éloquence, tout à son art, et à ceux qui le pratiquent, guidé par la seule pensée de rendre justice à tous et, ce faisant, de servir de son mieux l'Idéal le plus élevé et le plus pur.

RÉMY LA SAINTONGÈRE.

POUR L'INSTRUCTION DU PEUPLE

Plus peut-être que pendant la guerre, à l'heure où la victoire va rouvrir les grandes luttes économiques, la France mutilée, aura besoin de tous les Français. Non seulement chaque citoyen devra se faire le coopérateur de l'effort national, mais il devra travailler à augmenter sa coopération. Dans n'importe quel métier, à n'importe quel âge, tous auront à apprendre et à peiner : aucun globule de sang ne pourra plus rester inactif ou immobile.

Or, cette action immédiate et générale ne sera pas fournie, par les réformes scolaires ni la post-école obligatoire. Aussi bien que ceux de vingt ans, les hommes de quarante devront apprendre et se perfectionner, les jeunes mères devront aussi bien recevoir aide et conseil que les jeunes filles dont le rôle commencera dans dix ans. Pour éduquer le peuple, augmenter son instruction générale et pratique, perfectionner sa capacité professionnelle, il faut donc trouver des organismes qui puissent, en même temps, s'adresser à tous les âges et toucher à tous les points d'un programme très complexe.

Sous des étiquettes diverses, ces organismes ressusciteront ce que l'on appela les Universités Populaires, — les U. P. — œuvres belles et utiles qui, en France, ne donnèrent pas ce que le zèle des promoteurs avait eu le droit d'en espérer. Il peut paraître étonnant qu'elles se soient étiolées et qu'elles aient même souvent disparu, alors que les œuvres similaires prospéraient dans d'autres pays, en Belgique, en Italie, en Finlande ; mais les causes de ces faillites sont bien faciles à découvrir. Les U. P. furent atteintes par des maladies diverses : définition trop prolétarienne que suivit l'indigence budgétaire ; indifférence complète des pouvoirs publics ; souci exagéré et souvent platonique de la neutralité ; part trop grande laissée à la théorie ; conférences « surchargées d'une érudition indigeste à beaucoup d'auditeurs » ; (1) absence d'attraction récréative

En étudiant par exemple ce qu'avaient réalisé les Universités Populaires belges, on pourrait sans difficulté déduire quelles seraient les conditions de réussite en France. Parmi les innombrables groupements qui couvraient la Belgique, les plus prospères étaient ceux qui, résolument, avaient rejeté l'étouffante carapace de neutralité. Les chevilles ouvrières de ces organismes d'éducation sont jeunes, en général, et la jeunesse s'excite à l'ardeur de la lutte ; elle aime suivre un drapeau et marcher dans une lumière franche. Fréquemment les trois U. P. de certains villages du Hainaut, — catholique, libérale, socialiste, — réunissaient chacune, le même dimanche, des publics de cinq cents personnes ; les mêmes conférenciers étaient demandés par les sections rivales, car elles comprenaient la valeur de l'émulation et bannissaient, par expérience, toute causerie politique ou religieuse. L'U. P. devenait rarement une salle de meeting ; pour attirer et retenir le peuple, les dirigeants cherchaient autant à plaire qu'à être utiles, et l'on n'ignore pas les résultats inouïs qu'ils avaient obtenus dans les régions industrielles de Liège, de Namur, de Mons et de Charleroi.

Je me rappelle des conférences à Frameries, village houiller du Hainaut, où huit cents mineurs, à peine sortis de la benne, sans prendre le temps de se laver, venaient écouter des causeries sur les sous-marins, la fabrication de l'acier ou la télégraphie sans fil. Quels espoirs transportaient l'orateur, devant ces faces souillées de charbon, où brillaient des yeux avides, écarquillés par une même volonté de mieux comprendre !...

La diversité des causeries, incriminée par la Fédération parisienne comme un facteur de décadence, était considérée en Belgique comme un

(1) Rapport de la *Lutèce sociale*.

adjuvant du succès. Si une méthode, un plan général, sont indispensables, encore faut-il varier, amuser les yeux, faire de chaque groupement une petite Université des Annales, où on encadrera les conférences de lectures, de récitations, de théâtre, de musique, de cinéma documentaire.

Comment les U. P. belges atteignaient-elles leur double but ?

Pour plaire, elles accordaient toute leur attention au bulletin et aux programmes. Connaît-on toute la force du lien que tressent les pages d'un périodique spécial ? J'en ai vus, près de Bruxelles, qui résumaient, outre la vie de la Société, tout l'essor intellectuel et littéraire de la commune. Mais les programmes surtout étaient l'objet de soins diligents : dans les petites villes et les bourgs où manquaient toute distraction, la conférence isolée était proscrite et aucun orateur, fût-il sénateur ou professeur de faculté, ne se formalisait d'être placé entre un film de voyage et un acte de Courteline. Les projections lumineuses et le cinéma s'employaient d'ailleurs comme une aide puissante d'instruction ; jamais on ne parlait sans être accompagné de vues sur l'écran. Ce ne sont pas uniquement les enfants qui aiment les images ; ils restent au contraire les seuls à en tirer peu de profit. Une heure de bavardage à propos d'une nouvelle machine agricole paraîtra fastidieuse et incompréhensible, mais tout campagnard suivra avec fruit dix minutes d'explications, accompagnées d'un film montrant le mécanisme et la machine au travail.

En même temps, par un procédé assez ingénieux, les U. P. wallonnes suscitaient ou attisaient l'amour de la lecture. Elles imposaient un droit d'entrée variant de dix à vingt-cinq centimes, et le billet participait en fin de séance, à une tombola de livres où l'on dépensait la somme totale perçue au guichet. Ces volumes choisis avec soin, achetés avec réduction, éduquaient le goût, faisaient mieux connaître les beautés de la littérature française, et davantage aimer la France.

D'autre part, l'activité ne se bornait pas aux paroles: chaque organisme s'attachait aux moyens pratiques d'améliorer les conditions sociales, la capacité professionnelle et le bien être de ses membres. Si l'ouvrier, en général, ne déteste pas s'instruire, il a horreur de l'enseignement abstrait. Une heure passée dans une imprimerie ou une usine métallurgique lui apprendra plus que dix leçons, et ces visites d'industries éveillent son intelligence d'une façon générale, qui produit toujours une répercussion favorable sur son métier.

Aussi les U. P. avaient-elles, presque toutes, institué deux ou trois sections pratiques à côté du cercle de conférence, et par là, elles devenaient des éléments de lutte active contre le fléau de l'alcool. Certes ces sections variaient de localité à localité ; les nécessités ne sont pas les mêmes dans la ville et dans la bourgade, dans l'agglomération ouvrière et dans la paisible cité commerciale. Parmi ces sections, nous pouvons citer : chorale, art dramatique, sténo-dactylographie, voyages collectifs, excursions dominicales, vacances aux champs, gouttes de lait, consultation gratuite pour nourrissons, escrime, culture physique, préparation militaire,... Les U. P. avaient également organisé des concours pour la propreté des logis, concours dont les résultats étaient connus, clamés par la presse locale, et qui bénéficiaient de toute une poussée d'émulation.

Evidemment, ce n'étaient pas les seules ressources de ces groupements qui permettaient de remplir des programmes aussi vastes. Les subventions officielles existaient, quoiqu'elles fussent encore bien faibles. Pour chaque conférence faite dans une Université Populaire de n'importe quel parti, l'Etat, la Province ou la commune payaient une somme déterminée. En outre le local était fréquemment prêté dans l'école ou la mairie, avec deux ou trois chambres pouvant servir de bibliothèque et centraliser les services. On se rendait compte que, malgré les divergences d'opinions politiques, il existe des buts communs ; peu importe qu'on soit divisé en sortant de ces questions générales ! Au Congrès contre la licence des rues, ne voyait-on pas le Cardinal Mercier siéger à côté du citoyen Vandervelde ? L'alcoolisme et la pornographie présentent-ils des dangers différents, selon que l'on est socialiste ou conservateur, israélite ou chrétien ?...

A peine l'envahisseur a-t-il été jeté hors de la Patrie, que les Universités Populaires se sont réveillées. Avant que finisse l'hiver, la Wallonie et les villes des Flandres auront repris leur essor intellectuel, leur vie active vers le progrès.

Ne peut-on espérer un pareil renouveau en France où les pléïades de héros ramèneront bientôt au foyer leurs splendides vertus et leurs énergies créatrices ? L'œuvre d'instruction et d'éducation populaires est une nécessité nationale ; encore faut-il qu'elle ne soit pas uniquement dirigée par ceux qui leurrent le peuple de mots sonores mais vides, et qui viennent de troquer leur défaitisme contre un maximalisme déguisé. Pour créer partout les cellules de l'œuvre si nécessaire faisons appel à la jeunesse ardente, en même temps qu'à tout ce qui, en France, représente, dans tous les partis, la science vraie et la morale droite.

EDOUARD DE KAYSER.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

On n'ouvre plus un périodique anglais s'adressant au grand public sans y trouver soit quelque sonnet, soit quelque agréable étude sur les jeunes poètes de là-bas.

Les muses triomphent de l'autre côté de l'eau.

Ne nous pressons pas trop d'ailleurs d'y vouloir discerner un signe des temps, — comme une première indication, par exemple, sur les dispositions générales au sortir de la terrible épreuve. Cette ferveur pour la poésie date en effet d'avant la guerre. C'est notre confrère londonien *The Athenæum* qui nous le dit (n° du 16 mai) : dans l'Angleterre de 1913 déjà, pas de belle madame qui n'eût son poète préféré ni de thé tant soit peu élégant où l'on ne récitât des vers.

La guerre, ses horreurs et ses souffrances ne pouvaient au surplus que favoriser ce mouvement — et quand le poète était par surcroît un héros, alors... oh alors !

Aussi, après avoir fait longtemps la sourde oreille aux propositions et sollicitations des poètes, MM. les éditeurs durent-ils venir soudain à résipiscence. Le premier tirage — cinq cents exemplaires — de l'œuvre qui révéla l'auteur d'*Eudymion* ne fut épuisé que trente ans après la mort de Keats. Aujourd'hui, sur les bords de la Tamise, la poésie habillée avec goût — et quelque talent chez son auteur ne gâte rien en l'occurrence — se vend comme d'excellent *cake*.

Et puis, *The Athenæum* a trop d'esprit pour s'exagérer l'importance de cet enthousiasme, qui aura cependant mis en bonne lumière le nom de Rupert Brooke.

On ne dira sans doute jamais assez les bienfaits de la rééducation professionnelle, dont les méthodes auront conservé à l'activité sociale tant de forces doublement précieuses après l'hécatombe. Sans même parler toutefois des résultats qu'elle obtient, quantité de choses redeviennent bientôt — au seul prix d'un peu de patience d'abord — parfaitement faciles à celui qui a eu l'honneur de perdre un bras au service de son pays. Avec une main encore et dès que l'on sait s'y prendre, on se débarbouille vite et bien, on lace sa chaussure, on noue sa cravate, on allume sa cigarette, on rame, on joue au billard, au tennis, au cricket, etc...

Et nous ne nous étonnerons pas que cela nous soit tout au long rappelé et doctement expliqué et démontré par une grande revue d'outre-Manche, en l'espèce la *National Review*, — car nous ne reconnaîtrons plus nos alliés quand hors de la dernière extrémité ils renonceront à aucune des possibilités de l'humaine vie.

La *National Review* ajoute deux observations, — l'une et l'autre de simple bon sens, mais combien opportunes ! D'abord, que le mutilé veille à se priver dans la plus large mesure des services de quiconque ! Ensuite, que son entourage, ses amis, le monsieur qui passe se dispensent, pour Dieu ! de lui marquer tel particulier intérêt : cette charité à rebours a fait de nombreuses victimes...

En analysant dans la *Bibliothèque Universelle* (mai 1919) un livre récemment paru de M. Alexandre Michelson (*Le Problème des Finances publiques après la guerre*), M. Henri Besson nous parle des pertes en vies humaines que la sombre folie du Hohenzollern aura coûtées à l'univers. On en établira, on tâchera d'en établir au plus juste le chiffre total, quand on en aura fini partout de s'entre-tuer. Mais, puisées aux meilleures sources, les précisions que M. H. Besson nous donne dès maintenant sur la question en ce qui touche l'Allemagne valent à coup sûr d'être reproduites.

Aux victimes tombées sur les champs de bataille et dans les camps de prisonniers, il convient d'ajouter les pertes résultant de la mortalité parmi les réfugiés et parmi les populations civiles, ainsi que la diminution des naissances. — « En Allemagne, l'augmentation de la mortalité totale de 1913 à 1916 a été de 1.221.000 personnes et pendant le même temps la diminution des naissances a été de 2.482.000, ce qui fait qu'en trois ans l'Allemagne avait perdu 3.703.000 habitants ». Si l'on considère qu'à ce moment-là le nombre des hommes tués à la guerre était de 885.500, tandis qu'il est aujourd'hui de 1.600.000 environ, sans parler des disparus, on peut admettre que, la proportion restant la même, l'Allemagne a perdu pendant la durée des hostilités plus de 7 millions d'individus, c'est-à-dire le dixième de sa population. — D'une statistique parue dans les colonnes de l'*Illustrierte Zeitung* à la date du 6 février 1919, il ressort que la mortalité consécutive aux privations du blocus avait atteint dès la fin de 1918 le chiffre de 762.789 personnes et cette liste macabre s'allonge à l'heure actuelle encore de quelque 800 noms chaque jour.

Et l'Allemagne se sera demandé « si elle signerait » ou « ne signerait pas ! »

GASTON CHOISY.

Le Gérant: ALB. DAVY

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures,
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 12 — 57e ANNÉE — 28 JUIN 1919

LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE, MASARYK

Si habitués que nous soyons depuis 1914 aux événements les plus étranges, la nomination de M. Masaryk à la Présidence de la République tchécoslovaque est faite pour provoquer quelque surprise. Le dernier descendant de la dynastie des Habsbourgs, la plus vieille de l'Europe, a pour successeur un professeur de l'Université de Prague dont la notoriété, avant ces dernières années, ne dépassait guère un cercle assez étroit. Il est élu sans concurrent, par acclamation unanime, alors que le parti *réaliste*, qu'il avait constitué, n'avait jamais rallié qu'un nombre infime de suffrages : bien plus, depuis son arrivée à Prague, en 1882, Masaryk n'a pas cessé d'être l'objet des attaques les plus furibondes : à diverses reprises, la presse quotidienne l'a dénoncé comme un traître et un renégat acheté par le ministère de Vienne pour jeter, sur son peuple, la honte et l'infamie. Au milieu des luttes féroces qui se sont engagées autour de son nom, il a groupé des disciples dévoués, mais peu nombreux, et dont la plupart se séparent de lui dès qu'ils ont quitté les bancs de l'école. Ce n'est ni un orateur de premier ordre, ni un écrivain supérieur. Sa parole, grave, méthodique, strictement attachée aux faits, a peu d'action sur la foule, et ses ouvrages ont plus suscité de polémiques qu'ils n'ont provoqué d'enthousiasme. Parmi les idées qu'il a répandues, celles qui lui sont le plus chères et qu'il a soutenues avec le plus de constance et de conviction, telles par exemple, que sa philosophie de l'histoire de la nation tchèque, ont rencontré chez les spécialistes une opposition presque unanime et les objections qu'elles ont soulevées sont singulièrement graves et difficiles à réfuter. Il a consacré son effort essentiel à provoquer autour de lui un réveil religieux, et ses amis les plus chers sont bien forcés de reconnaître que sa prédication est restée à peu près sans écho : tout au plus a-t-il obtenu que le scepticisme courant et l'indifférence générale se montrent moins agressifs et s'étalent avec moins de complaisance. Dans ces conditions, comment expliquer l'accord des sympathies qui groupe autour de lui les représentants de toutes les classes sociales, de tous les partis politiques et de toutes les nuances de la pensée ?

Pour le comprendre, il faut se rappeler d'abord que seuls donnent lieu à des polémiques si véhémentes, les hommes dont la pensée n'est pas banale et qui ne se contentent pas de suivre les sentiers battus. Mais surtout, braver tant d'attaques sans en être ni accablé ni aigri, supporter pendant des années l'assaut sans cesse renouvelé des calomnies et des haines et conserver intacts son courage et sa foi, poursuivre sa route sans paraître s'apercevoir des obstacles et des chausse-trapes dont elle est semée, rester à 70 ans, après une carrière traversée de si terribles orages, aussi jeune qu'au premier jour et aussi ardent au com-

bat, ne jamais douter de la victoire, même quand l'ennemi semble triomphant et qu'il dispose d'une écrasante supériorité de forces ; pour soutenir un pareil rôle, une âme héroïque est nécessaire. — Le premier qui fut roi fut un soldat heureux. — Masaryk est avant tout un intrépide soldat, soldat de la pensée et du droit. Il a toujours professé que, pour dompter la fortune, il suffit d'avoir une cause juste et de ne pas douter de la victoire du bien.

Personne n'a été moins surpris que lui du revirement qui l'a porté au premier rang, précisément parce que son succès personnel l'a toujours laissé absolument indifférent.

Une pensée l'absorbe : faire son devoir. Il a écrit : je ne me soumets à personne ; il pourrait aussi bien prendre pour devise : je sers, seulement il ne reconnaît d'autre maître que la vérité. C'est par cette absence complète d'égoïsme, ce parti pris de droiture, cette rigidité de conscience qu'il a vaincu les résistances et rassemblé autour de lui ceux-mêmes qui ne partagent pas toutes ses convictions, qui redoutent son idéalisme et que déconcerte ou effraie l'audace de sa pensée. Quand, au début de la guerre, il est venu démontrer à l'Europe la nécessité de démembrer l'Autriche, il s'est heurté d'abord à une indifférence sceptique. Il avait prévu les résistances de la routine et l'entêtement des préjugés. Rapidement, par sa gravité, par sa conviction, il a d'abord commandé l'attention, puis gagné la sympathie. Grand, maigre, la tête légèrement penchée en avant, il parlait sans passion, sans colère, sans haine. Dans ses yeux gris, profonds, pénétrants, on lisait même une sorte de pitié attendrie pour cette malheureuse et funeste dynastie des Habsbourgs qui allait périr, victime de son incurable pauvreté de cœur et d'esprit. Il apparaissait comme l'interprète des condamnations de la Providence.

On raille volontiers les psychologues qui nous parlent de l'âme slave et de ses mystères insondables à notre rationalisme latin, et j'accorde sans peine qu'on abuse facilement de cette rhapsodie assez sotte. Ces lieux communs, sonores et vagues, sont surtout assez puérils quand il s'agit des Tchèques qui ont si profondément subi la culture occidentale et qui depuis des siècles ont vécu en étroite intimité avec l'Allemagne.

Mais Masaryk est slovaque d'origine (1) et il semble bien qu'il tienne de sa naissance quelques-uns des traits distinctifs de son caractère intellectuel et moral, la ténacité qui va quelquefois jusqu'à l'obstination, le courage trempé par de longues traditions de souffrances et de combat et aussi ce mélange, qui nous trouble quelque peu, d'un réalisme profond et d'un idéalisme dont l'exaltation approche du mysticisme.

Masaryk s'est toujours défendu d'être un mystique, mais même ceux d'entre nous qui s'efforcent le plus loyalement de se connaître eux-mêmes, arrivent-ils jamais à pénétrer jusqu'au fond de leur propre génie ? Formé aux plus sévères méthodes de la pensée contemporaine, avec la volonté formelle d'être un homme de science, très attentif à surveiller et à réprimer les écarts de sa fantaisie, Masaryk réussit-il toujours à étouffer le penchant intime de son être et les impulsions ataviques de son âme ? Les Slovaques, qui ont très peu subi les influences étrangères, sont sans doute, de tous les Slaves, ceux qui reproduisent encore le plus fidèlement le type primitif de la race : à ce point de vue, ils offrent de frappantes analogies avec les Grands Russes. Comme tous les paysans du monde, le Slovaque ou le Russe, courbé sur la glèbe par les besoins immédiats de la vie quotidienne, est généralement assez réfractaire aux considérations d'ordre général et sa conduite est d'habitude déterminée par son intérêt direct : son bon sens pratique ne le défend pourtant pas toujours contre les dangereuses surprises de l'imagination la plus folle, et son sommeil pesant s'illumine souvent de visions magnifiques et de troublantes hallucinations : nulle part les âmes ne sont aussi ouvertes aux prédictions millénaires et nulle part les prophètes ne trouvent des auditeurs aussi empressés et aussi dociles.

Masaryk a étudié de si près la Russie, avec une si longue application et une sympathie si passionnée, qu'il n'a pas échappé à l'influence de ses penseurs. Un des premiers, il a révélé à ses compatriotes le génie de Tolstoï, mais il lui préfère encore Dostoïevski. Je ne crois pas exagérer en disant que c'est son auteur de prédilection. Il lui a consacré les pages les plus émues que nous possédions de lui ; pour en parler, il ne recule pas devant les superlatifs, ce qui ne lui est guère habituel. « Dostoïevski est l'homme le plus digne de respect que notre esprit puisse concevoir... Il n'y a pas eu à notre époque de meilleur Chrétien. Lorsque Kant nous parle de la nature humaine radicalement mauvaise, il ne nous bouleverse pas comme le fait Dostoïevski : L'Evangile seul produit en nous une émotion semblable...

(1) Thomas Masaryk est né le 7 mars 1850 à Hodonin, sur la frontière de la Moravie et de la Hongrie. Sa mère était allemande d'origine. Son père, petit employé des domaines de l'Empereur, d'abord cocher, puis contremaître, était Slovaque. Il a épousé en 1878 une Américaine, Mlle Garrigue, dont il a ajouté le nom à son nom, Thomas Garrigue Masaryk.

C'est le poète épique des sentiments et des pensées ; il nous a révélé la philosophie de l'homme moderne. Les Frères Karamazov sont la plus grande œuvre de la littérature ; rien de supérieur n'a jamais été écrit ». — Dis-moi qui tu aimes !.. Nos critiques en France ont largement payé à Dostoïevski le tribut d'admiration qu'il mérite ; je ne sache pas cependant qu'aucun d'eux ait parlé de lui sur ce ton. Ainsi s'exprime seulement un disciple qui s'abandonne à l'inspiration du maître. C'est qu'en dépit de la sévère surveillance que Masaryk exerce sur son imagination, il reste avant tout, en dernière analyse, un homme de sentiment. « La recherche la plus profonde, a-t-il écrit lui-même, ne nous ouvre pas le mystère du monde ; des choses, nous ne connaissons que la surface, nous ne pénétrons pas jusqu'à leur essence. Notre raison n'est que la faible étincelle du ver luisant, lumière sans chaleur qui n'éclaire que la place où se trouve le ver luisant. L'homme n'est pas seulement un être qui pense, mais qui sent et qui veut : dans ses actes, il est moins déterminé par la réflexion que par ses impressions, ses désirs, ses instincts. La raison ne suffit pas à la vie : c'est peu de satisfaire la raison, il faut satisfaire le cœur ».

Masaryk est rationaliste par volonté, par réflexion, par éducation : il lui manque, si j'ose ainsi parler en pareille matière, la grâce divine ; il n'était pas rationaliste d'instinct, de naissance, de vocation : il l'est devenu. Sa sincérité est absolue et on peut être certain qu'il ne trahira jamais cette religion de l'évidence scientifique à laquelle il s'est élevé par un puissant effort de son esprit : mais sa vigilance sommeille quelquefois, et le Slave perce sous le professeur qui a fait ses études à Vienne et les a terminées à Leipzig. Cet apôtre du réalisme et de l'expérience ne se défend pas toujours des illusions de l'optimisme et il lui arrive d'admettre des conclusions qui ne se dégagent pas clairement des prémisses qu'il a démontrées. Même alors cependant, sa loyauté est manifeste et quand nous nous refusons à le suivre, nous rendons hommage à l'élévation de son âme et à la splendeur de ses désirs.

Il me semble que je donnerais de lui à ceux qui ne le connaissent pas, une idée assez exacte, en le rapprochant de notre Quinet. Leur bagage littéraire est sans doute profondément différent et leur imagination créatrice est de nature très diverse, mais ils se ressemblent par la tendance générale de leurs doctrines, la nature de leurs aspirations et la qualité de leurs âmes. Elles sont forgées du même métal, solide et pur : elles exercent une attraction semblable ; elles sont à la fois extrêmement simples et d'une infinie complexité. Individualistes intransigeants, ils ont au plus haut degré, l'un et l'autre, le sens de la fraternité, le respect du peuple et le goût de la démocratie. Seulement, ils croient que la victoire de la démocratie ne doit pas consister uniquement, ni même surtout, à améliorer la condition matérielle du peuple, mais à relever son niveau moral, puisqu'il n'y a de pire servitude que la bassesse de l'âme. Ils sont animés d'un patriotisme exalté et prêt à tous les sacrifices, mais c'est parce qu'ils voient dans le libre développement des nations une des conditions du progrès de l'humanité, et ils croient que l'avenir de leur peuple est strictement attaché à l'accomplissement de la mission que lui a tracée la Providence.

Contempteur intrépide des préjugés, même quand ils se couvrent du masque de l'honneur national, défenseurs intransigeants de la liberté de l'esprit en même temps que hantés par l'idée religieuse, ils placent dans la religion la base de la vie privée et politique, mais aucune Eglise ne saurait loyalement les regarder comme ses adeptes, et leur foi, sans doctrine et sans dogmes, irrite les croyants, étonne les incrédules et laisse les foules indifférentes. Ils affirment l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme sans que ces postulats leurs soient nécessaires, puisqu'ils croient à la bonté de l'homme, à la victoire du Bien et qu'ils trouvent dans l'accomplissement de leur devoir une explication suffisante de leur destinée et une sérénité que ne trouble aucun accident. Les échecs et les épreuves n'ébranlent pas plus leurs convictions qu'elles n'étonnent leur courage, parce qu'ils aiment le combat plus encore que le succès, et les plus cruelles défaites, en développant leur courage, accroissent chez eux la joie de vivre : ils ne respirent à pleins poumons que sur les hauteurs et leurs qualités n'apparaissent entières que quand ils sont entourés d'ennemis et acculés dans des situations qui semblent désespérées. Ils ne redouteraient qu'un seul esclavage, c'est celui du mal, et ils sont sûrs d'être à l'abri de son étreinte : la seule angoisse qu'il leur serait impossible de supporter, c'est celle du doute, et ils ne l'ont jamais connue. Les pusillanimes et les médiocres, qui forment partout la majorité, les nomment des visionnaires ; la postérité dira que ce furent des voyants, qui, du haut de la montagne qu'ils ont gravie avec Moïse, ont aperçu la Terre promise vers laquelle marchent les combattants de Dieu.

*
* *

Quand Masaryk arriva à Prague, en 1882, à

l'Université tchèque qui venait d'être fondée, il avait 32 ans, et son caractère avait été trempé par les difficultés au milieu desquelles s'était débattue sa jeunesse. Sorti d'une très humble famille, il s'était d'abord destiné à être instituteur, avait ensuite passé quelque temps comme apprenti chez un serrurier d'art à Vienne, puis chez un forgeron en Moravie. Encore élève au Gymnase, il ne vivait que des leçons qu'il donnait. Doué d'une merveilleuse mémoire, il avait appris en se jouant, en dehors de l'allemand et du tchèque qui étaient ses langues naturelles, le russe, le polonais, le serbe, le français qu'il sait bien, mais qu'il parle avec une certaine difficulté, l'anglais et l'italien.

Les difficultés que lui créait sa pauvreté, il les aggravait encore par une indépendance de caractère et d'idées qui ne connaissait ni transaction ni réticence. Il serait inexact de dire qu'il est incapable de sacrifier la vérité à son intérêt personnel, puisqu'il a toujours confondu son intérêt propre avec le triomphe de la vérité.

De là, l'influence immédiate qu'il exerça sur les étudiants : il les fascinait par sa simplicité, sa franchise, sa droiture absolue, son intrépidité, son idéalisme, l'active sympathie qu'il leur témoignait. Plus qu'un maître, c'était un directeur de conscience, un ami : son érudition était étendue et sa curiosité s'intéressait aux sujets les plus divers ; mais elle s'arrêtait de préférence aux questions les plus actuelles et une pensée dominait et réchauffait son enseignement : l'effort vers le plein développement de la conscience individuelle, la nécessité du courage : il a toujours été un admirable professeur d'énergie.

— « Les âmes viriles se distinguent toujours par quelque chose de chevaleresque ; elles aiment le combat loyal, ouvert ». Le malheur des sociétés modernes, c'est l'écrasement de l'individu, la peur de l'initiative, la fuite devant la responsabilité. Ne nous soumettons pas à l'opinion d'autrui, ne nous laissons pas entraîner par le courant, ne soyons pas les disciples timorés du passé...

Ce n'est pas hier qui est la grande affaire, mais aujourd'hui... Les protagonistes de la tradition nous racontent que l'individu n'est qu'un fétu de paille roulé par l'avalanche du temps ; ils nous prêchent le culte des siècles écoulés ; ils nous conseillent de vivre de la gloire de nos ancêtres, en leur empruntant l'éclat de leur génie ; ce n'est pas l'histoire qui fait le présent, c'est le présent qui, en illustrant l'histoire, la crée... Tout grand homme est une force qui agit en arrière comme en avant de lui.

La plupart des hommes qui, à ce moment, donnaient le ton à Prague, étaient des esprits timides, un peu fatigués, habitués à assourdir leur voix et à mesurer leurs gestes ; ils marchaient à pas feutrés et leurs révoltes les plus audacieuses respectaient les bienséances. Parmi ces soutiens de la société, professeurs d'âge mûr, tribuns à huis clos, critiques de bonne éducation, la prédication d'un iconoclaste tel que Masaryk, causa un énorme scandale ; chez la jeunesse au contraire, les femmes, l'élite de la classe ouvrière, l'enthousiasme se déchaîna avec la violence d'un incendie.

L'effet produit par Rousseau, le révolutionnaire, sur la société raffinée et sceptique du XVIIIe siècle n'avait pas été plus rapide ni plus profond. L'admirable mouvement intellectuel et moral qui avait soulevé la population tchèque de 1820 à 1840 s'était peu à peu épuisé, et la vie nationale risquait de se perdre dans un vague et somnolent idyllisme patriotique. Havlitchek avait déjà signalé le danger de ce quiétisme insipide et sonore. — Je suis tchèque, tu es tchèque. Soyons tchèques. L'énergie des âmes se gaspillait inutile en fades congratulations, en manifestations stériles et en protestations stéréotypées. Les meilleurs se consolaient de leur impuissance en se drapant dans le linceul des anciens martyrs. L'inspiration s'étiolait dans de pauvres redites et, au milieu de la compagnie d'assurance qui unissait dans une admiration mutuelle les sectateurs du passé, les novateurs qui cherchaient à ouvrir des voies nouvelles ne rencontraient sur leur chemin que sournoise malveillance ou indifférence hargneuse.

Au milieu de cette société qui s'ankylosait, Masaryk apparut, comme un Huron, ou, si l'on veut, et jamais comparaison ne fut plus naturelle, comme un paysan du Danube. « Quel est le but de la société, disait-il à ses élèves, sinon l'effort constant pour s'élever à un état supérieur, c'est-à-dire pour que l'homme devienne plus complètement homme ? Pour cela, il faut que l'amour du prochain cesse d'être un mot, c'est-à-dire que chacun de nous se dépouille des passions égoïstes et des instincts misérables qui l'avilissent, en faisant de lui un instrument de tyrannie et un soutien de l'arbitraire. Le progrès de l'humanité a pour condition et pour base la santé morale du citoyen. Cette humanité, au développement de laquelle nous devons contribuer, n'existe pas en soi, elle serait une simple abstraction si elle n'était pas représentée par les nations qui en sont l'émanation et la cellule. De même que le droit naturel de l'individu est sacré, chaque peuple doit exiger que ses besoins essentiels et ses intérêts vitaux soient respectés ; mais ce respect, il ne l'obtient et ne le mérite que dans la me-

sure où il remplit sa tâche et est fidèle à sa mission. Il ne s'agit pas de crier à tue-tête : mon droit, mais de l'imposer par son labeur. Les démagogues montent sur les tréteaux et proclament les droits historiques du royaume. A quoi riment ces ridicules parades ! Vous voulez restaurer l'Etat tchèque. — Comment ? — Par la Révolution ? — Où sont les chefs résolus à aller jusqu'au bout de leurs revendications ? Où sont les masses disposées à les suivre ? Les fantoches qui mettent sans cesse flamberge au vent, se cacheraient dans un trou de souris si on les prenait au sérieux. A quoi bon d'ailleurs la bataille, puisque la victoire peut-être gagnée sans combat, si seulement nous le voulons. L'ennemi le plus redoutable, le seul qui soit à craindre, c'est nous-mêmes, notre paresse, notre timidité d'esprit et de cœur, notre veulerie, c'est le mal social sous toutes ses formes, la prostitution, la débauche, le mépris de la femme, l'alcoolisme, la lâche complaisance des mœurs, la médiocrité des âmes. Palacky nous l'a déjà dit : Les succès que nous avons obtenus, nous les avons toujours dûs à notre supériorité morale. Soyons dignes de l'indépendance, et cette indépendance viendra d'elle-même. Vous vous plaignez que le peuple reste indifférent à la cause nationale : c'est votre faute, vous n'avez pas su l'éclairer, l'instruire, diminuer ses souffrances, entendre ses appels. « Nous avons eu avec les Taborites, les premiers socialistes et les premiers communistes ; reprenons leur œuvre, travaillons à ce qu'il n'y ait plus chez nous de mendiants ». — Vous accusez les étrangers de ne pas accueillir vos savants, vos écrivains, vos artistes. C'est que vous ne songez pas assez à vous élever au-dessus du niveau déjà atteint. Vous perdez votre temps à vous féliciter des progrès déjà accomplis au lieu de continuer à marcher. Vous avez peur de la vérité, et c'est pourtant la vérité seule qui sauve et qui fortifie. Vous avez sans cesse à la bouche les noms de Hus, Coménius, Dobrovsky, Havlitchek. Ils furent grands en effet. — Pourquoi ? — Parce qu'en dépit des obstacles et des dangers, ils ont été les confesseurs de la vérité.

*
* *

Ce rôle de confesseur de la vérité, Masaryk se sentait de taille à le relever. A peine arrivé à Prague, il fonde une revue critique, l'*Atheneum*, (1883), qui applique aux questions tchèques les principes de la méthode contemporaine et se propose de répandre les idées et les doctrines occidentales. La rédaction a pour devise : science et probité. Elle prouve presque aussitôt la sincérité de ses convictions en s'attaquant, sous la conduite de Masaryk, à *l'authenticité des manuscrits*.

En 1817, on avait découvert en Bohême, deux manuscrits : le manuscrit de Zeléna Hora, avec le jugement de Libucha, dont quelques formules sont depuis lors devenues populaires : « Il n'est pas glorieux pour nous de chercher la vérité chez les Allemands ; elle est dans la loi sainte que nos pères nous ont laguée. « Le manuscrit de Kralové Dvur renferme, à côté de quelques poésies lyriques, des récits épiques consacrés aux luttes des Tchèques contre les envahisseurs. Malgré les circonstances plus que suspectes dans lesquelles ils ont été découverts et en dépit des réserves expresses des philologues les plus autorisés, ces manuscrits, accueillis dès le début avec enthousiasme par les patriotes, sont restés l'objet d'un culte superstitieux. Quelle merveilleuse réponse à opposer aux Allemands qui traitaient volontiers les Tchèques de barbares ! Barbare, un peuple qui possédait de semblables titres de noblesse et qui, dès le XIIe et le XIIIe siècles, avait atteint un niveau de civilisation si élevé ! Les manuscrits étaient devenus comme le palladium de la nationalité slave en Bohême, le symbole du patriotisme, la Bible vers laquelle on n'élevait les regards qu'avec une émotion religieuse ; les exégètes les plus hardis n'en abordaient l'étude qu'avec tremblement. A diverses reprises quelques voix téméraires avaient voulu mettre la foule en garde, avaient signalé les singularités grammaticales et les invraisemblances historiques qui pullulaient dans les Manuscrits. Leur audace avait été durement punie ; ils avaient été frappés d'anathème, leurs œuvres ensevelies dans un silence systématique : leurs noms étaient un objet de mépris et d'horreur.

Masaryk n'ignorait pas la lamentable histoire de ses prédécesseurs et il savait que les préjugés et la sottise ne reculeraient pas devant les armes empoisonnées. Mais le péril l'attire plus qu'il ne l'effraie : il est né pour le combat, disait un des hommes qui l'engagèrent dans la lutte en se réservant de le renier ensuite. En 1886, avec l'appui de quelques-uns des principaux représentants de la jeune Université, Gebauer, l'illustre philologue, Goll, le chef de la nouvelle école historique, il organise une campagne scientifique pour démontrer que les manuscrits, si opportunément découverts en 1817, n'étaient en réalité qu'un faux audacieux qui avait pour auteurs Hanka et les quelques romantiques qui se groupaient autour de lui. Les arguments philologiques, historiques, paléographiques, sociologiques qu'apportaient Masaryk et ses auxiliaires, étaient

si décisifs que, dès le premier jour, les critiques impartiaux n'eurent plus aucun doute. Les défenseurs des manuscrits, incapables de soutenir le combat sur le terrain scientifique, firent appel aux passions de la foule. La presse quotidienne accabla d'invectives et d'injures les impies qui portaient une main sacrilège sur l'arche sainte. Les esprits les plus hardis blâmaient leur cynisme. Néruda lui-même, qui ne manquait pourtant pas de courage et qui avait été traité de renégat et de traître, parce qu'il abandonnait les vieilles traditions, secouait tristement la tête : « A quoi bon dire publiquement cela et en face de l'étranger ! ». Heyduk, le Nestor de la littérature tchèque, professait que, plutôt que de risquer de déflorer le sentiment national, le savant a le devoir de dissimuler ses doutes. Les sages répétaient : Malheur à celui par qui le scandale arrive. En face de ces fureurs et de ces défaillances, Masaryk invoquait le conseil de Hus : « Si la vérité ne peut être proclamée sans scandale, mieux vaut accepter le scandale, plutôt que d'abandonner la vérité ». — « L'honneur du peuple, disait-il à ceux qui l'accusaient de diminuer la gloire de la race, exige que l'on reconnaisse et que l'on défende la vérité. Il y a plus de courage et de mérite à confesser son erreur qu'à défendre une illusion, fût-elle partagée par le peuple entier ».

*
* *

Le scandale ne fut pas moins retentissant quand, en 1899, à propos de la condamnation du juif Hilsner, il protesta avec indignation contre le mouvement antisémite qui de Vienne avait gagné la Bohême. Hilsner, qui avait été condamné dans des circonstances fort obscures comme coupable de meurtre, ne semble pas avoir été digne d'une grande sympathie, et son passé était assez chargé. Pourquoi ne pas l'abandonner à son destin ? Son défenseur allait attirer sur soi les fureurs et les haines de la population entière, compromettre sa popularité, ruiner en partie son influence ; quelle folie! et pour qui? — Pour un homme, répondait Masaryk ; ce mot suffit. La condamnation n'a été obtenue que par des moyens iniques. Les formes de la justice n'ont pas été respectées : l'opinion a été travaillée et faussée. Pour la surexciter on a renouvelé cette abominable légende du meurtre rituel qui, si souvent réfutée, hante cependant l'imagination des masses.

Les souvenirs de l'affaire Dreyfus sont encore assez présents à nos esprits pour que nous puissions sans peine nous figurer la violence des haines qui se déchaînèrent contre Masaryk. Dénoncé publiquement comme vendu au Cabinet de Vienne, vilipendé par la presse, insulté dans sa chaire, abandonné par une partie de ses amis, Masaryk avec son ami, le grand poète Machar, eut un moment la pensée de quitter la Bohême. Il étouffait dans cette atmosphère empoisonnée par la haine et le mensonge.

Il écarta bien vite la pensée d'un départ qui eût ressemblé à une défection ; il a toujours eu pour devise : fais toujours ce que tu as le plus de peine à faire. Il resta pour continuer son apostolat par l'exemple comme par la parole.

De chacun de ses combats, il sortait meurtri, mais grandi. Le nombre de ses disciples grossissait peu à peu ; il groupait autour de lui les âmes les plus généreuses, les cœurs les plus droits, les intelligences les plus fermes. Il leur prêchait la dignité de la vie, le mépris des transactions basses et des complaisances viles, la haine de l'oppression, le culte du droit. Son enseignement, comme celui de Quinet, se résume en un mot : Sois une conscience... Par là, tu seras heureux, et par là, tu seras puissant.

Grâce à lui, un esprit nouveau s'infiltrait dans le peuple. Un jour, quand on écrira l'histoire de la fondation de la nouvelle république tchéco-slovaque, on en datera la première origine de l'année où s'engage la lutte contre l'authenticité des manuscrits (1886), parce que c'est alors que commence à se former autour de Masaryk la phalange des jeunes hommes qui ont brisé les traditions de somnolente béatitude et de stérile déclamation par lesquelles on énervait la notion de Zizka et de Podiébrad.

Ils sentaient le besoin d'action, voulaient substituer à la déclamation grandiloquente le travail modeste et fécond, s'évader de l'illusion qui s'insinue dans les veines comme un narcotique et paralyse la volonté. Masaryk fonda, avec Kaizl et Kramar, le parti réaliste : — Assez de phrases. Mettons-nous sur le terrain des faits. Nous sommes en Autriche et nos destinées ne sauraient se séparer de celles de la Monarchie. Nous avons des Allemands en Bohême, et nous ne voulons, ni ne pouvons les supprimer. Obtenons d'eux qu'ils respectent nos droits. Nous n'avons aucune arrière-pensée révolutionnaire, mais nous ne sacrifierons aucune de nos réclamations légitimes, aucun de nos besoins essentiels.

« Nous tous en Bohême, dit-il au Reichsrat, nous sommes le peuple de Hus, de Zizka, de Chelchitsky et de Coménius. Pas un homme de chez nous qui, à l'appel de ces noms, n'éprouve une émotion dont vous ne pouvez ici avoir aucune idée. Si vous pra-

tiquez une politique de raison, nous suivrons la voie de Comenius. La tâche du Parlement est de faire de l'Autriche une grande puissance, une puissance de civilisation ».

Quelle idée pouvait bien se faire de Comenius le baron d'Ehrenthal qui, suivant l'expression de M. Steed, avait en quelques mois créé autour de la Chancellerie autrichienne une irrespirable atmosphère de mensonge et de duplicité? Pour se préparer un prétexte d'écraser la Serbie, il ourdit cet infâme procès de Zagreb que Masaryk dénonça au monde. Le jour où, à Zagreb d'abord, et plus tard à Vienne, après une enquête minutieuse et irréfutable, il révéla les faux qualifiés dont la Chancellerie s'était rendue coupable, il rompit définitivement avec les Habsbourgs et avec l'Autriche. C'est que, dès lors, il avait acquis la conviction définitive que la suppression du vieil édifice fondé sur la terreur et le mensonge était une nécessité de salubrité publique.

Aucun fanatisme national ne l'animait ; il ne cédait pas à un entraînement de l'imagination. Il acceptait les conclusions qui lui étaient dictées par sa raison et qui lui étaient imposées par l'expérience. — Qu'exigent les peuples ? — La paix. — Elle est impossible tant que subsiste un empire qui est fondé sur l'oppression et qui n'a jamais loyalement accepté le principe de l'égalité des races. — Quelle est la condition du progrès ? — L'amour du prochain. Mais comment concilier cet amour du prochain avec un régime qui n'a pour loi que le privilège ? L'ordre social ne saurait avoir d'autre base que la dignité du citoyen, fondée sur le respect de soi-même et le culte de la vérité. La dynastie des Habsbourgs d'autre part n'a jamais connu d'autre moyen de gouvernement que le mensonge, d'autre fin que l'avilissement des âmes, d'autre idéal que le triomphe de la force brutale. Entre elle et le monde nouveau qui veut naître, aucune conciliation n'est possible. On ne pactise pas avec les d'Ehrenthal et les Tisza.

*
* *

Quel sort réserve l'avenir à la nouvelle République tchèque et à son président Masaryk ? — Les habiles et les sceptiques, qui sont légion, hochent la tête : on le soupçonne d'idéalisme, ce qui, personne ne l'ignore, est le seul défaut que ne pardonnent pas les politiques de profession et les diplomates de carrière. On lui reproche son mépris pour les procédés habituels de gouvernement, l'intrigue, la ruse, la corruption. Sa bonne volonté triomphera-t-elle des difficultés immenses au milieu desquelles se débat la jeune République ? — Ce qu'il semble permis d'affirmer, c'est que, quels que soient les écueils qu'il rencontrera sur sa route, il restera fidèle aux doctrines qui ont inspiré et dominé sa vie entière. Il gouvernera par la franchise, la bonté et la justice. Le peuple tchèque, de Chaumontel, et de Comenius méritant d'avoir un pareil chef pour premier répondant devant l'Europe. C'est un phénomène assez rare dans l'histoire, et peut-être unique, qu'un peuple remette ses destinées à un homme, parce qu'il a été un grand homme de bien. L'expérience valait d'être tentée. Depuis si longtemps, les peuples abandonnent leur sort à des aventuriers sans scrupule et sans conscience, que l'on s'explique qu'après tant d'essais malheureux, ils essaient de changer de méthode. Peut-être s'en trouveront-ils bien. Après tout, il n'est pas démontré qu'il suffise d'avoir une âme médiocre ou basse pour être un grand pasteur d'hommes.

E. Denis.
Professeur à la Sorbonne.

LA DÉTRESSE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Au mois de février dernier, au moment où le Ministère de l'Instruction publique élaborait avec une sage lenteur un projet de relèvement général des traitements universitaires, j'ai montré dans un article de la *Revue Bleue* que la détresse actuelle de l'Enseignement Secondaire n'était pas seulement une conséquence de la guerre, mais aussi un héritage du passé. J'ai exposé sommairement l'histoire des traitements des professeurs depuis 1802. J'ai fait voir comment la condition de l'Enseignement Secondaire s'était tellement aggravée depuis 1887, que le recrutement du corps enseignant, déjà menacé avant la guerre, risquait d'être compromis sans remède et à bref délai. Le projet du Ministère a été déposé à la fin du mois de mars et va être bientôt discuté devant le Parlement, après deux nouveaux mois de retard. Je voudrais, avant qu'il vienne en discussion, donner un aperçu de la manière dont se recrute l'Enseignement secondaire, montrer la place qu'il a toujours eue dans l'Education nationale et les services qu'il peut rendre au dehors.

I. — Le Recrutement de l'Enseignement secondaire. Ses origines sociales.

Pous bien se rendre compte du danger que peut faire courir à l'existence de l'Enseignement secondaire (et par contre-coup à celle de l'Enseignement supérieur) l'insuffisance des traitements actuels,

il faut avant tout voir dans quelles catégories sociales il se recrute. Car on pourrait citer des exemples de fonctions mal rémunérées qui ont été longtemps recherchées, soit parce que les candidats appartenaient à des familles aisées, soit parce que les avantages extérieurs de la carrière favorisaient les vocations. C'est ce qu'on a vu pendant de longues années dans la magistrature et dans la diplomatie. Et ces deux considérations ont balancé jusqu'à nos jours, et contre toute attente, les raisons économiques qui devaient faire le vide dans les tribunaux et dans les ambassades ou les consulats. Il est donc nécessaire de voir si l'Enseignement secondaire se trouve dans le même cas.

Je ne dirai que quelques mots du personnel des *Lycées et Collèges de jeunes filles*, parce qu'il est très difficile d'avoir des données précises sur ses origines sociales. Un examen superficiel m'a seulement laissé l'impression que ces origines sont encore plus diverses que celles des fonctionnaires de l'Enseignement masculin. Car depuis une vingtaine d'années, et surtout depuis la guerre, le mouvement économique qui s'est traduit dans la haute bourgeoisie et dans la noblesse par ce qu'on a nommé la « faillite de la dot » (1), a forcé beaucoup de jeunes filles qui appartiennent à ces deux classes, à travailler pour gagner leur vie. Comme le haut commerce, l'industrie, l'agriculture scientifique et les sciences appliquées ne s'ouvrent pas encore largement devant les femmes, comme elles paraissent devoir réussir assez mal au barreau, et qu'elles n'ont pas encore dans la médecine et la pharmacie la place qu'elles méritent, l'Enseignement primaire supérieur, et surtout l'Enseignement secondaire sont, pour ces deux catégories de jeunes filles, à peu près les seules carrières (2) qui ne les « déclassent » pas, chose extrêmement importante aux yeux des vieilles familles. D'autre part, il y a un afflux considérable d'aspirantes qui sont issues de familles moins aisées et même très pauvres, et pour lesquelles l'entrée dans le professorat constitue une sorte d' « ascension sociale », amplement justifiée par leur mérite personnel, puisqu'elle dépend d'un concours. Pour ces diverses raisons, l'Enseignement secondaire féminin n'a jamais connu de crise de recrutement. Il se trouve dans les conditions mêmes où était l'enseignement masculin il y a 35 ans. Mais là aussi les mêmes causes finiront par avoir les mêmes effets.

En tout cas, c'est l'Enseignement masculin qui mérite à cet égard de retenir particulièrement l'attention, parce que l'avenir intellectuel et industriel du pays dépend de la prospérité et de la qualité du recrutement de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement supérieur qui lui fait suite. Je dois dire tout d'abord qu'il n'est pas facile de donner des précisions sur les origines sociales du corps enseignant. Les éléments de la statistique existent. Mais la statistique n'est pas faite. Il est d'ailleurs probable que, si on essayait de l'établir en faisant une enquête auprès des membres de l'Université, on se heurterait à des protestations indignées et à un refus formel de répondre. Nous jugeons avec raison que l'administration n'a rien à voir dans nos affaires de famille. Nous nous plaignons d'ailleurs depuis trop longtemps du népotisme, et nous avons trop souvent signalé les méfaits de certaines dynasties universitaires pour ne pas nous alarmer de toutes les mesures qui pourraient servir à favoriser ou à codifier les abus que nous avons dénoncés. Et cependant cette statistique est utile à établir pour bien des raisons, ne serait-elle destinée qu'à apporter une modeste contribution à l'étude des mouvements sociaux. A défaut de cette espèce de recensement général des origines sociales du corps enseignant, nous pouvons du moins fournir des indications assez étendues sur celles des candidats à l'Enseignement.

L'Enseignement secondaire se recrute de deux façons, par le *répétitorat* et surtout par la *préparation directe*. Examinons successivement l'une et l'autre voie d'accès au professorat. Les bacheliers qui n'ont pu obtenir une bourse ou qui n'ont pu en profiter, parce que leurs parents n'avaient pas le moyen de payer les frais d'internat dans une classe de Mathématiques spéciales ou de Rhétorique supérieure, et encore moins les frais d'études dans une Faculté, augmentés des frais de la vie d'étudiant, sont obligés d'entrer dans le répétitorat. Ils débutent comme répétiteur de collège, essaient ensuite d'être surveillants d'internat dans un lycée de Faculté pour suivre les cours préparatoires à la licence et les cours de Mathématiques spéciales ou de Rhétorique supérieure du lycée. La plupart réussissent à obtenir la licence, et, après être devenus répétiteurs de lycée, arrivent à être professeurs de collège et enfin chargés de cours de lycée. Un assez grand nombre se présentent à l'agrégation et y réussissent. Mais un certain nombre qui n'ont pu, pour des raisons diverses, préparer leurs grades, retombent dans le répétitorat de collège et sont obligés de recommencer l'ascension avec des chances moindres, et parfois avec de lourdes charges. D'une manière générale, on peut dire que les candidats qui tentent d'entrer dans l'Enseignement par cette voie sortent de familles très modestes, notamment de cette très petite

(1) V. Maurice Faure. Rapport au Sénat sur le Budget de l'Instruction publique de 1909, p. 273.

(2) 10 à 12 0/0, et 1 0/0.

bourgeoisie, dont la vie est un miracle d'endurance et d'économie, et dont la condition, déjà inférieure avant la guerre à celle de beaucoup d'ouvriers, est devenue, depuis deux ans, bien plus précaire. Il convient d'y ajouter ceux qui appartiennent à des familles jadis riches et que la ruine de leurs parents a forcés de chercher tout de suite et à tout prix une situation, ou encore ceux qui, gênés dès le début de leur carrière par un mariage hâtif ou par des charges trop lourdes, n'ont pu préparer leurs examens et leurs concours. L'ancienne Université avait prévu ce cas. Son dédain traditionnel de l'argent et sa conception, à la fois monastique et militaire, du professorat la rendaient fort peu généreuse envers ses serviteurs, surtout envers ceux-ci. Mais elle leur facilitait du moins le travail : Dans beaucoup de lycées et dans quelques collèges, des professeurs étaient chargés de compléter, à l'aide de conférences techniques, la préparation des répétiteurs qui ne pouvaient pas suivre d'une manière régulière les cours des Facultés. Ce régime, que Fortoul avait trouvé établi et qu'il a organisé plus fortement, donnait de bons résultats. Il a disparu, on ne sait trop comment ni pourquoi, après 1880. Si l'on veut conserver des répétiteurs de collège et avoir des surveillants d'internat dans les petits lycées, il faudra le rétablir au plus vite. Sans cela, il n'y aura bientôt plus personne pour garder les élèves. On s'imagine aisément que la tentation ne doit pas être médiocre pour des jeunes gens qui sont encore au début d'une carrière ingrate et qui sont engagés dans une voie difficile, de s'évader de l'Université. Le traitement de début d'un répétiteur de collège est actuellement de 1.700 francs. Le projet Lafferre le porte à 3.300, par incorporation de l'indemnité double de cherté de vie. Il n'est pas bien sûr que ce traitement, notablement inférieur à celui d'un balayeur ou d'un arroseur municipal, suffise à retenir des jeunes gens qui sont bacheliers, qui ont souvent passé un ou deux ans dans une Faculté et qui pourraient trouver du jour au lendemain, dans l'armée, le commerce et l'industrie des traitements bien supérieurs.

Ainsi des deux voies d'accès à l'Enseignement secondaire, l'une au moins risque d'être bientôt abandonnée. Reste la seconde, celle qui mène directement de la Philosophie ou des Mathématiques élémentaires à l'Ecole Normale ou aux bourses de licence par les classes de Rhétorique supérieure ou de Mathématiques spéciales. C'est aussi la plus fréquentée. Ici, un fait domine toute la situation, surtout depuis la guerre : c'est que l'attraction de l'Ecole Polytechnique et des carrières qu'ouvre cette Ecole compromet fortement le recrutement de l'Ecole Normale scientifique et y fait baisser le niveau du concours. A Paris, telle classe de Mathématiques spéciales ne présente plus que 5 ou 6 élèves, et parfois 2 ou 3 seulement, au concours de Normale, contre 30 ou 40 à Polytechnique. Le concours de Normale devient ainsi un pis-aller pour candidats insuffisamment préparés ou une contre-assurance, en cas d'échec, pour les autres. On a été obligé de descendre jusqu'au 72e pour compléter la liste des 8 reçus. En fait, l'Ecole Normale scientifique tend de plus en plus à se recruter en province. Il n'en est pas de même pour la section littéraire. Bien qu'on ait tenté de sérieux efforts de décentralisation avant la guerre, la préparation est presque entièrement concentrée dans 6 ou 7 Rhétoriques supérieures, celles de Louis-le-Grand, de Henri IV, de Condorcet, de Lakanal, de Lyon, de Bordeaux et de Marseille. Mais les 3/4 ou même les 5/6 des candidats et des reçus sortent des 4 Rhétoriques supérieures de Paris. J'ai pu dresser une statistique portant sur l'origine sociale de ces candidats. Elle est incomplète. Mais comme elle concerne plus des deux tiers du nombre total des candidats pendant 5 ans, elle peut être utile à consulter. J'y ai joint une statistique portant sur la composition des Mathématiques spéciales dans un grand lycée de Paris. Voir ces deux tableaux page 362.

Dès qu'on jette les yeux sur ces tableaux, on constate deux ou trois faits principaux : 1° *L'Enseignement Secondaire et Supérieur réunis* ne fournissent guère que le *quart de l'effectif*. La part de l'Enseignement primaire est plus variable et va de 1/3 à 1/8 suivant les années. 2° *Les autres catégories ou professions réunies fournissent un contingent notablement plus élevé* que l'Enseignement, toujours supérieur à la moitié et souvent voisin des deux tiers de l'effectif total. *On ne peut donc pas dire que le professorat soit une carrière uniquement ouverte aux universitaires.* 3° Ce que l'on voit aussi, c'est que les futurs professeurs, malgré la variété de leurs origines, appartiennent à des *familles qui, ou aisées ou modestes, sont presque toutes forcées d'être très sensibles aux préoccupations pécuniaires*, lorsqu'il s'agit d'orienter leurs fils vers une carrière. C'est dire assez que l'insuffisance des traitements universitaires doit avoir une influence puissante sur le recrutement et ne peut être fortement balancée par d'autres avantages. C'est dire aussi que tout projet qui romprait l'équilibre entre les traitements universitaires et ceux de l'armée, en désavantageant les premiers par rapport aux seconds, viderait l'Enseignement.

Recrutement des Rhétoriques supérieures dans quelques Lycées de Paris.

PROFESSIONS OU EMPLOIS DES PARENTS	Année 1914-15			Année 1915-16			Année 1916-17			Année 1917-18			Année 1918-19			
	Louis-le Grand	Henri IV	Lakanal	Louis-le Grand	Henri IV	Lakanal	Louis-le Grand	Henri IV	Lakanal	Louis-le Grand	Henri IV	Lakanal	Louis-le Grand	Henri IV	Lakanal	Bordeaux
Membres de l'Enseignement supérieur et secondaire (y compris les inspecteurs d'Académie, les proviseurs, etc.	7	6	1	10	10	3	8	7	6	14	5	4	10	9	6	4
Professeurs libres, dessinateurs, etc.	»	»	1	»	1	»	2	»	»	1	»	»	»	2	»	»
Enseigt prim. institut., primaire supérieur (inspecteurs prim.	5	6	12	3	5	7	2	4	6	3	3	3	5	4	7	6
Journalistes	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Magistrats et hommes de loi (notaires, avocats, avoués), etc.	3	2	2	1	1	»	1	2	12	1	»	1	2	»	3	»
Finances : Contributions, enregistrement, receveurs des postes, receveurs de douanes	3	5	2	2	3	1	2	3	2	3	2	»	5	2	1	»
Officiers supérieurs et subalternes	2	1	1	2	1	1	2	»	1	1	1	1	2	2	2	»
Retraités de la marine	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1	1
Rentiers et propriétaires	6	»	2	2	1	1	6	2	12	6	1	»	7	2	»	1
Pasteurs et rabbins	»	»	1	1	1	»	»	1	»	»	»	2	»	1	1	»
Médecins et pharmaciens	3	2	»	»	2	1	2	1	2	2	2	1	1	2	2	»
Ingénieurs, employés supérieurs des chemins de fer, des travaux publics, directeurs et hauts employés d'usines	6	2	»	3	1	2	5	5	4	3	»	2	3	1	1	
Petits employés de commerce et de banque (agents d'assurances, comptabl s, voyageurs de commerce)	2	2	1	2	4	1	2	1	2	1	»	7	»	1	2	»
Petits employés de chemins de fer et ouvriers	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	4	»	»
Autres employés	»	»	1	1	1	»	1	»	1	»	1	2	»	»	1	»
Professions inconnues	»	2	»	»	5	»	»	9	»	»	2	»	»	2	»	»

Comparaison du recrutement des Mathématiques spéciales et des Rhétoriques supérieures au Lycée Louis le Grand.

PROFESSIONS OU EMPLOIS DES PARENTS	1914-15		1915-16		1916-17		1917-18		1918-19	
	rhét. supér.	spéciales	rhét. supér.	spéciales	rhét. supér.	spéciales	rhét. supér.	spéciales	rhét. supér.	spéciales
Enseignement supérieur et secondaire (y compris les Inspecteurs d'Académie)	7	6	10	2	8	5	14	3	10	5
Professeurs libres	»	1	»	»	2	»	1	»	»	»
Enseignement primaire supérieur et primaire	5	1	3	2	2	»	3	4	5	4
Journalistes	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»
Magistrats (Hommes de loi notaires, avoués, avocats, etc.)	3	8	1	2	1	7	1	3	2	4
Finances : contributions, enregistrement, receveurs des postes, douanes	3	4	2	1	2	3	3	3	4	3
Officiers supérieurs et subalternes de terre et de mer	2	7	2	2	2	13	1	7	2	6
Retraités de la Marine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Rentiers et propriétaires	6	9	2	7	6	13	6	18	7	13
Pasteurs et rabbins	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»
Médecins et pharmaciens	3	»	»	»	2	5	2	4	1	5
Ingénieurs, employés supérieurs des chemins de fer, travaux publics, directeurs ou hauts employés d'usines	6	13	3	7	5	7	3	14	3	11
Petits employés	2	»	1	»	»	»	1	»	»	»
Petits employés de commerce et de banque (agents d'assurance, voyageurs de commerce	»	»	2	»	2	»	»	»	»	1
Autres employés	»	»	1	»	1	1	»	»	»	»

II. — LA VOCATION. — COMMENT ON L'A DÉCOURAGÉE.

On ne peut guère en effet compter sur la vocation seule pour recruter l'Université. La vocation venait souvent dans les familles universitaires de l'éducation spéciale que les fils y recevaient et des satisfactions d'amour-propre qu'ils pouvaient espérer. Ce sont des habitudes et des espérances analogues qui ont permis à la magistrature de se recruter, malgré l'insuffisance notoire des traitements. La persistance de ces traditions a eu aussi les mêmes effets dans l'Enseignement. Ce temps n'est plus. Depuis 35 ans, on a tout fait pour décourager les vocations universitaires. L'Enseignement secondaire a été systématiquement *tenu à l'écart des grandes réformes*. Le particularisme professionnel peut sans doute avoir des dangers. La conception qui prendrait pour devise : « l'Université aux Universitaires » serait une forme rajeunie d'un égoïsme corporatif fort analogue à celui de l'Université du XIVe ou du XVe siècle. L'Enseignement secondaire ne pousse pas l'antipathie du régime napoléonien, qui l'a réorganisé en 1809 et tyrannisé de 1852 à 1870, jusqu'à nier le droit « éminent » et l'autorité supérieure de l'Etat en matière d'éducation, toutes réserves faites en faveur de la liberté de l'enseignement. Nous savons d'ailleurs que l'esprit de système est très développé chez certains universitaires, et nous n'ignorons pas le mal que peuvent faire des théoriciens intrépides, dédaigneux des réalités ou incapables de les apercevoir distinctement. Mais au moins, avant de décider une réforme, faut-il consulter loyalement ceux qui sont chargés de l'appliquer. Qui donc oserait dire qu'en 1898, lorsque le

Président de la Commission parlementaire, M. Ribot, proceda à une enquête générale sur l'Enseignement secondaire, on ait cherché à connaître l'opinion des professeurs ? On remit à chacun d'eux un questionnaire qui comptait 50 ou 60 questions, souvent ambiguës, sans un mot d'explication, avec prière de répondre dans les 24 heures Or, il s'agissait du remaniement général des programmes et de l'orientation à donner aux études. A la Commission même, les quelques professeurs qui étaient venus déposer en leur nom personnel étaient arrêtés ou gênés (1) par le président, lorsqu'ils voulaient développer une théorie générale sur l'éducation. Et l'on savait d'autre part, que cette vaste enquête avait été provoquée *par une campagne habile* de quelques publicistes, de théoriciens, de journalistes et même de directeurs d'institutions. Parmi les théoriciens, certains ont depuis lors complètement changé d'opinion, et c'étaient les plus illustres D'autres n'ont pas désarmé. Les professeurs étaient les seuls à n'avoir pas voix au chapitre. Quand le Conseil supérieur a été appelé à discuter sur l'application de la réforme (car le Ministre Leygues n'avait pas daigné le consulter sur la réforme elle-même), les programmes ont été rédigés au petit bonheur, avec des anomalies choquantes, malgré la résistance des représentants de l'Enseignement secondaire. Ces programmes étaient si mal conçus qu'on a été obligé de remanier dans le détail, à deux ou trois reprises ceux de mathématiques, et qu'on n'applique pas ceux de français en 1re D, parce qu'ils sont ridicules. *Dans l'Université elle-même, l'Enseignement secondaire avait contre lui les théoriciens*, notamment le recteur Liard, qui est mort, et d'autres qui lui ont survécu. En toutes circonstances, soit par dédain pour les humanités qu'ils avaient oubliées et qu'ils voulaient frapper à mort, soit par désir de réclame, soit par esprit de système, soit même par rancune contre des abus locaux dont ils avaient souffert et qu'ils croyaient généralisés, ils ont essayé de *diminuer l'Enseignement secondaire*. Cet état d'esprit n'a pas disparu. Il s'est manifesté dernièrement dans la campagne contre le baccalauréat, qui n'était pas toujours désintéressée, et dans les travaux de la Commission de l'Enseignement secondaire féminin.

Ainsi, les professeurs sentaient peu à peu se resserrer autour d'eux un cercle de rancunes et d'hostilité. De plus en plus, ils avaient l'impression que l'Enseignement secondaire était pour les théoriciens universitaires, les publicistes en mal de copie et pour d'autres encore, une sorte de champ d'expériences ouvert à toutes les fantaisies. L'un proposait de transformer les professeurs en bonnes d'enfants, l'autre rédigeait une table de principes, qui comprenait bien plus de 14 points, rigoureusement applicables aux professeurs et même à leurs femmes. Si la Fédération actuelle s'est formée en 1905 et en 1906, c'est en partie pour *défendre l'Enseignement secondaire contre ces brimades* intolérables.

Mais il est aisé de voir que toutes ces attaques n'étaient guère faites pour encourager les vocations. Le recrutement était encore assuré grâce à la vitesse acquise. Mais la désaffection croissait. La confiance a disparu à son tour, lorsque nous avons vu trois faillites se succéder en dix ans, la faillite partielle de la réforme de 1902, la banqueroute totale de la licence, si fâcheusement bouleversée en 1907, l'échec de la réforme du concours d'entrée à Sèvres et du certificat féminin (1913). On s'étonne après cela de l'état d'esprit actuel ! On ferait mieux de s'étonner de notre patience. Augmentations insignifiantes depuis 1853, suivies d'une diminution pour beaucoup en 1887, à peine réparée en 1910, aucune satisfaction intellectuelle ou morale, un parti-pris visible de rabaisser l'Enseignement secondaire, des corvées arbitraires et des tracasseries de toute nature, voilà pour nous le bilan de 75 ans. C'est ainsi qu'on arrive à transformer en révoltés les gens les plus pacifiques. Le gouvernement autoritaire de 1852, quelque intolérable qu'il ait été par ailleurs, avait du moins assez d'habileté pour ne point froisser à la fois les intérêts matériels, les intérêts moraux et la dignité professionnelle. En même temps qu'il proposa, fit adopter et fit payer rapidement les augmentations des traitements, il eût soin de relever le prestige du corps dans les cérémonies publiques par un décret sur le costume officiel et sur le port de l'épée et de la robe. Les prescriptions de ce décret étaient souvent ridicules, et elles ont été du reste en partie abolies, en partie modifiées ; mais elles témoignaient d'un certain sens psychologique qui a trop souvent manqué depuis à nos chefs.

ALBERT FEDEL.

(1) V. Dépositions, t. II, p. 210, 226, 227, 229, 230.

LA MIORITZA

La jeune fille s'avança au milieu du cercle : les propos s'arrêtèrent. D'une voix d'abord émue et qui se raffermit peu à peu, elle récita la ballade que les pâtres Roumains répètent en menant leurs troupeaux. La maîtresse de la maison traduisait en français chaque couplet. Tous ses hôtes ne comprenaient point l'idiome conservé jalousement

par les descendants authentiques des légionnaires que l'empereur Trajan commandait.

. . . . . .

LA MIORITZA.

Sur le penchant de la montagne, belle comme l'entrée du Paradis, voici cheminer et descendre vers la vallée trois troupeaux d'agneaux, conduits par trois jeunes pâtres ; l'un est un habitant des plaines de la Moldova, l'autre est Hongrois, le troisième est un montagnard de la Vrantcha.

« Le Hongrois et le Vrantchien tiennent conseil et résolvent de tuer leur compagnon au coucher du soleil, parce qu'il est le plus riche, qu'il possède un plus grand nombre de brebis aux belles cornes et des chevaux mieux domptés et des chiens plus vigoureux.

« Cependant, depuis trois jours, certaine petite brebis à la laine blonde et soyeuse ne goûte plus à l'herbe de la prairie et sa voix ne cesse de gémir.

— « Gentille brebis, gentille et rondelette, pourquoi depuis trois jours, gémis-tu de la sorte ? l'herbe de la prairie te déplairait-elle, ou bien serais-tu malade, chère petite brebis ?

« — Oh ! mon berger bien-aimé, conduis ton troupeau au fond de ce massif ; il s'y trouve de l'herbe pour nous, et pour toi de l'ombre. Maître, cher maître, appelle près de toi, sans tarder, le plus brave et le plus vigoureux de tes chiens ; car le Hongrois et le montagnard ont résolu de te tuer.

— « Petite brebis de Birsa ! si tu es prophétesse et s'il est écrit que je dois mourir au milieu de ces pâturages, tu diras au Hongrois ainsi qu'au montagnard de m'enterrer près d'ici, dans l'enclos du bercail, afin que je sois toujours avec vous, mes chères brebis ; ou bien derrière la bergerie, afin que je puisse toujours entendre la voix de mes chiens.

« Tu leur diras cela ; ensuite tu placeras au chevet de ma tombe une petite flûte de hêtre en os aux sons harmonieux, une petite flûte de sureau aux notes passionnées ; et quand le vent soufflera à travers leurs tuyaux, il en tirera des sons plaintifs, et soudain mes brebis se rassembleront autour de ma tombe et me pleureront avec des larmes de sang.

« Mais garde-toi de leur parler du meurtre. Dis-leur seulement que j'ai épousé une belle reine, la fiancée du monde : dis-leur encore qu'au moment de notre union une étoile a filé ; que le soleil avec la lune ont tenu la couronne sur ma tête ; que j'ai eu pour témoins les pins et les platanes des forêts, pour prêtres les monts élevés, pour orchestre les oiseaux, des milliers d'oiseaux, et pour flambeaux les étoiles du firmament.

« Mais si tu apercevais jamais, si tu rencontrais une pauvre vieille mère à la ceinture de laine, versant des larmes et courant à travers les champs et demandant et disant à tous :

« Qui de vous a connu, qui a vu un jeune et beau berger dont la taille svelte passerait par une bague ? Il a le visage blanc comme l'écume du lait ; sa moustache est pareille à l'épi des blés, ses cheveux sont comme la plume du corbeau et ses yeux comme la mûre des champs...

» Alors, ma petite brebis, prends pitié de sa douleur et dis-lui simplement que j'ai épousé la fille d'un roi dans une contrée belle comme l'entrée du Paradis.

« Mais garde-toi de lui dire qu'à ma noce une étoile a filé, que j'ai eu pour témoins les pins et les platanes des forêts, pour prêtres les monts élevés, pour orchestre des milliers d'oiseaux, et pour flambeaux, les étoiles du firmament... »

. . . . . .

La jeune fille s'arrêta : les auditeurs restaient silencieux et attentifs...

— Vous pouvez applaudir, dit la maîtresse de la maison. La ballade est finie.

— Comment cela ? fit l'un des invités. Que devient le berger ? Est-il tué par les traîtres ? Et la petite brebis, la « Mioritza », que devient-elle ?

— Le pâtre de génie qui a conté le premier leur histoire, lui avait donné peut-être une conclusion. Nous ne la connaissons pas. D'aucuns ont imaginé des fins différentes. Aucune ne s'égale à l'émotion répandue dans la ballade qui nous reste. Est-il sûr d'ailleurs que le poète ait voulu conclure ? Il laisse notre imagination s'envoler vers les cimes où le berger conduit sa brebis, vers les étoiles dont la lumière remplit leurs yeux. Il rêve et il nous donne à rêver comme fait la musique. Il ne nous impose pas un dénouement. L'univers connaît-il celui qui lui est réservé ?

La princesse Iléana ne voulut pas sans doute livrer sa dernière réflexion — d'un scepticisme assez triste — à la discussion. Elle se leva et fit signe à deux des jeunes filles qui l'entouraient de l'aider à servir le thé.

II

Restée veuve à vingt-six ans, la princesse Iléana s'était consacrée sans peine à l'administration des biens qu'elle tenait de ses parents ou que le mariage lui avait apportés. Elle descendait, par sa mère, d'une famille renommée en Valachie pour son intégrité et sa bonté envers le paysan — deux

qualités trop souvent rares parmi l'aristocratie des anciens boyards —, aussi par son inaltérable patriotisme. L'un de ses aïeux avait combattu aux côtés de Michel le Brave, le héros national. Héritière des biens, la princesse l'était aussi des qualités de sa race.

Elle habitait dans l'Oltenie, auprès de la petite ville de Vadeni, une vaste demeure, à qui le nom de château pouvait convenir.

Dès les premiers jours de la mobilisation de l'armée Roumaine, en août 1916, la princesse Ileana sans attendre la réquisition légale, mit sa vaste demeure à la disposition de l'armée. L'un des points de concentration se trouvait à quelques lieues au-dessous de Vadeni, à Târgu-Jiul : c'est une ville industrielle et commerçante, aux usines et aux fabriques nombreuses, qui s'étend chaque jour davantage sur les rives du fleuve au lit élargi.

Vers la fin de septembre, la princesse fut avisée qu'elle recevrait dans sa demeure une mission d'officiers alliés et amis, un capitaine anglais, un lieutenant français, notamment, avec leurs ordonnances, leurs chauffeurs et leurs automobiles. Le haut commandement roumain avait considéré la position de Vadeni comme la mieux choisie pour que la mission communiquât rapidement avec l'armée en marche et le gouvernement de Bucharest. La princesse prépara pour ses nouveaux hôtes les chambres les mieux situées de son palais. A leur arrivée, elle mit à leur disposition son nombreux personnel, et comme ils la remerciaient avec effusion de l'amabilité qu'elle leur témoignait, elle répondit : « Que ne ferions-nous pas pour les amis de notre cher pays, que nous aimons par dessus tout ! »

Il ne pouvait être question, pendant les grands événements qui se développaient auprès comme loin du château de Vadeni des plaisirs, des distractions que la villégiature comporte.

— « Laissez-moi le plaisir d'espérer, disait la princesse aux officiers qui, naturellement, prenaient leurs repas autour de la châtelaine, que, la paix signée, vous reviendrez dans cette maison. Alors, je vous montrerai les merveilles innombrables de nos montagnes. Un Français qui les a parcourues alors qu'il y avait encore de grandes difficultés pour les explorer, disait : « Si vous ne voyez que la plaine, vous ne pouvez pas pluddire : « J'ai vu la Roumanie qu'un naufragé qui ayant échoué sur les côtes arides de la Provence ou aux dunes de Dunkerque, ne pourrait prétendre avoir vu la France ». Quand vous reviendrez, nous irons ensemble visiter les monastères adossés aux collines ou blottis dans les vallons, à Tismana, à Horezu.

« Nous irons jusqu'à la Pierre Trajane. On ne peut pas, on ne doit pas quitter la Roumanie, sans avoir salué l'empereur, auquel elle rapporte son origine, à l'endroit même où il avait dressé sa tente pour assister au défilé de ses légions. La mémoire du maître de Rome est liée indissolublement à notre histoire. Vous la rencontrerez en tous lieux ; dans la montagne, elle s'appelle la tour ou le château de Trajan, dans la plaine le camp de Trajan, et la nuit, quand le ciel est clair, vous la trouverez encore, en regardant la voie lactée : c'est pour nous le chemin de Trajan, *drumu Trajan*.

« Je ne voudrais pas vous accabler sous le poids de mon érudition. Vous la pardonnerez à une patriote ardente que l'étude de nos origines a passionnée. Un poète français, Guy de Roye, archevêque de Reims, un nom qui vous est devenu douloureux a raconté que le pape Saint-Grégoire, grand admirateur des vertus de Trajan, ne pouvait se consoler à la pensée que le bon empereur, étant mort sans baptême, eût été damné. Il priait chaque matin pour son salut, conjurant Dieu de faire en sa faveur une dérogation à la loi qui n'admettait pas le salut hors de l'église. Un jour un ange, apparut à Saint-Grégoire et lui annonça que ses prières avaient touché le cœur de Dieu et que la vie serait rendue à Trajan, afin qu'il reçut le baptême et fut ainsi admis dans le royaume des élus. Mais... Saint-Grégoire était averti en même temps d'avoir désormais à cesser de prier pour les païens morts. »

III

Le lieutenant Robert de Tauré n'était pas un soldat de carrière. Il avait hérité d'un grand-père maternel, connu par ses travaux sur les origines de l'art dramatique, un goût déterminé pour les lettres.

Précisément au moment où la formidable guerre se déchaîna, il méditait un sujet de comédie lyrique s'appuyant sur les chansons populaires de nos provinces. Les doïnas des paysans Roumains ne pouvaient manquer de l'intéresser. Il connaissait un peu leur langue, d'une assimilation plus facile pour qui a étudié le latin. Il avait été conduit à l'apprendre par des relations de famille, le mariage d'une sœur avec un prince roumain, depuis longtemps fixé en France ; cette dernière circonstance l'avait surtout désigné pour la mission, contrairement aux habitudes de l'administration française qui, le plus souvent, envoie en Chine les fonctionnaires qui parlent l'Arabe et en Afrique ceux qui savent le Chinois. Ainsi tout s'accor-

dait pour qu'il écoutât avec un plaisir particulier les doïnas roumaines ; de plus, encore, elles avaient comme interprète une jolie fille : une jolie fille est un spectacle toujours agréable pour des yeux français.

... Voulait-il étendre ses recherches sur le « folklore » roumain ? ou revoir la chanteuse ? Tanré ne prétexta auprès de la princesse que la première raison, pour être conduit, quelques jours après, à la demeure de la jeune paysanne.

. . . . . .

Pour sa visite, Tanré avait choisi un dimanche, le jour où, la campagne, sol, bêtes et gens, se repose, où la paysanne, ainsi que l'on chantait dans nos anciens opéras-comiques, se pare de ses plus beaux atours.

Tanré était arrivé peu après son déjeuner. Il dut néanmoins accepter les mets et les boissons apportés sur la table ronde par celle qu'il appelait « la Mioritza » et par sa mère : la grand-mère, elle-même, s'empressait pour le servir. C'est faire une injure grave à un paysan que de refuser ce qu'il vous offre : celui-ci, la bolée de cidre et la tartine de beurre : celui-là les olives et le miel. Jupiter prit chez Philémon.

Un peu de lait, des fruits et les dons de Cérès.

Tanré goûta le mets national, la mamaliga ou bouillie de maïs ; il lui préféra d'ailleurs les confitures, la friandise roumaine par excellence. On voulut qu'il bût la tzuica, une eau-de-vie de prune assez fade ; il aima mieux « le cristal d'une source. » Bien qu'il ne renouvelât pas le miracle dont Baucis s'émerveillait, les femmes qui versaient l'eau pure dans son verre le considéraient avec une admiration superstitieuse. Il n'avait pas vu que la grand-mère, lorsqu'elle remplissait sa cofitza à la fontaine avait soufflé à la surface et répandu sur le sol quelques gouttes du liquide : c'était la libation antique à la nymphe de la source, après laquelle on servait le jeune dieu.

La Mioritza connaissait la plupart des « doïnas » que les paysans et les montagnards se transmettent d'âge en âge, enrichies tous les jours par leur imagination. Elle avait, comme disent les gens de théâtre, un répertoire abondant. Tanré pouvait y puiser, comme la grand-mère avait puisé l'eau, qui le désaltérait, dans le torrent intarissable.

Il savait déjà l'histoire merveilleuse de la petite brebis. Il apprit encore celle de Dolka, la chienne favorite du berger Costea. Pendant que Costé est descendu à la ville afin d'y acheter du sel pour ses moutons, du son pour ses agneaux, des manteaux pour ses pâtres, des sandales pour ses serviteurs, un voleur a pénétré dans la bergerie et a ravi les plus beaux béliers.

— « Dolka, ma Dolkutza, que sont devenus mes troupeaux ? » Dolka, qui a avancé avec hésitation, en faisant de grands détours, se couche aux pieds de son maître et se plaint doucement : « Ma Dolka, tu es vieille et tu as été élevée à la bergerie ; je t'ai toujours nourrie de laitage ; comment as-tu permis aux voleurs d'emmener mes troupeaux ? » Dolka hurle tristement. Elle montre sa patte sanglante. « Chère Dolka, ma pauvre Dolkutza, les brigands t'ont blessée pendant que tu défendais les biens de ton maître !... Conduis-moi vite au repaire des bandits ! » Dolka saute gaiement ; elle fourre son nez dans l'herbe et flaire la trace des troupeaux. Elle se précipite sur le voleur, Costea le tue et lui arrache le cœur qu'il jette à Dolka ; mais Dolka refuse cette pâture : « Le cœur d'un traître est un poison mortel. »

La Mioritza s'animait... Autant et quelquefois plus que les hommes, les femmes roumaines veillent sur l'héritage du patriotisme national : elles le reçoivent de leurs mères, l'entretiennent dans leurs fiancés et leurs maris, le transmettent à leurs enfants. C'est une femme certainement, qui, la première, a prononcé la phrase devenue célèbre et qui claque comme un drapeau sous le vent : « *Romanu nu piéré* : le Roumain ne périra pas.

— « Celui qui a un lourd fusil, dit une Roumaine, qu'il y mette sept balles; celui qui a une grande hache, qu'il la montre aux feux du soleil; celui qui en a une petite, qu'il l'aiguise ; quand il s'élancera sur la foule des étrangers, qu'il leur donne le baiser mortel. Quant à moi, je n'ai ni fusil, ni hache, ni cognée ; mais les dents que j'ai dans la bouche sont toutes faites pour mordre ; les doigts que j'ai aux mains sont faits pour étrangler les païens. »

En même temps qu'elle chantait, la jeune fille frappait le sol en cadence, tournait au milieu de la vaste salle, aussi vive, aussi animée que lorsque, dans les jours de fête au son de la Kobza, la hora se déploie sous les grands chênes.

Tanré, sans doute, avait du goût pour la nature, la vraie, celle que l'on trouve au-delà des villégiatures parisiennes. C'était un vrai patriote, aimant sa patrie par dessus tout, comme on doit l'aimer. Pour ces deux raisons, les doïnas pittoresques, commençant sous l'évocation d'une fleur, fleur de fraisier ou fleur de muguet, les poèmes héroïques où s'affirme l'inaltérable foi du Roumain dans ses destinées, il les avait écoutés avec plaisir. Mais eût-il mérité le nom de Français s'il n'avait souhaité d'entendre des chants et quelques paroles d'amours ?

ADOLPHE ADÉRER.

(*A suivre.*)

LES ÉLECTIONS ESPAGNOLES

Les élections aux Cortès espagnoles ont eu lieu au début de ce mois. Elles ont façonné un Parlement profondément divisé, et où, comme toujours dans la Péninsule, les minorités ne disposent que d'une représentation très inférieure à leur importance. En réalité, la crise continue là-bas ainsi qu'ailleurs, et bien que jusqu'ici elle n'ait revêtu aucune apparence violente, le vieux mécanisme politique se révèle disloqué et comme anéanti. Une énorme confusion se manifeste, parce que les luttes économiques et sociales se superposent aux querelles proprement politiques et que les revendications du régionalisme s'accentuent plutôt qu'elles ne s'atténuent. Vers quelles solutions l'Espagne s'oriente-t-elle ? Comment se libérera-t-elle de sa situation présente dont chacun, au delà des Pyrénées, perçoit la gravité ? Cette situation peut-elle se prolonger beaucoup, ou bien, à un moment quelconque, un coup de force interviendra-t-il qui mettra fin aux incertitudes et qui contraindra les collectivités aux prises à préciser leurs positions ? Autant de questions auxquelles il serait puéril de vouloir répondre pour l'heure.

Comme tant d'autres pays, l'Espagne aspire à se régénérer, à briser définitivement l'armature vacillante qui pèse encore sur elle, à secouer les despotismes de toute espèce qui se perpétuent dans sa capitale, dans ses chefs lieux de province, et jusqu'en ses plus petites communes rurales. Une telle émancipation et qui comporte l'abolition d'une foule de tutelles superposées, ne saurait s'accomplir en un jour. Avant qu'elle ne s'opère, il est nécessaire qu'elle soit voulue par tout un peuple. Pendant longtemps, des millions et des millions d'Espagnols acceptèrent leur sort en silence. Ce qui caractérise la phase actuelle, c'est qu'ils le répudient et que, du Nord au Sud, se propage une agitation qui, des villes, est passée aux campagnes. Mais des élections à elles seules pouvaient-elles donner à ce désir de renouveau sa consécration suprême ? Point n'est malaisé de répondre à cette interrogation. On ne saurait demander à un régime de s'anéantir par le jeu de son propre mécanisme, et le régime de la Péninsule repose précisément sur des consultations réitérées, qui sont plus fréquentes que nulle part ailleurs, mais où la pression administrative et la corruption sous toutes les formes s'exercent avec une vigueur et une audace qu'elles ne marquent en aucun autre pays.

L'an dernier, au lendemain du scrutin du 24 février qui, dans la pensée de certaines personnes, devait ouvrir une période nouvelle, j'écrivais : « la crise continue ». Au début de cet article, j'ai dû reproduire cette formule qui, du reste, est plus exacte que jamais. Au cours des seize mois écoulés, la Péninsule a traîné la même existence languissante qu'auparavant. Les épisodes qui ont jalonné ce laps de temps, rappellent trait pour trait ceux de 1916 et de 1917 : grèves partielles échelonnées, soulèvements paysans locaux, mouvements contre la cherté des subsistances et contre les exigences du fisc, échauffourées régionalistes en Catalogne principalement, suspensions des garanties constitutionnelles, démarches arrogantes et comminatoires des juntes militaires, intrigues de cour, oppositions des partis les uns aux autres et divisions dans ces partis, suivies de réconciliations qui aboutissent à d'autres schismes, transmissions du pouvoir de la gauche à la droite et de la droite à la gauche, sans que l'on sache pourquoi telle fraction abandonne le maniement de la puissance publique et pourquoi telle autre lui succède. Rien de grand, de fort, ne se dessine. C'est l'incohérence, la mollesse, avec la répétition constante des mêmes scènes. C'est l'absence d'idées, de doctrines et le déchaînement des convoitises et des ambitions individuelles. L'Espagne n'est pas seule à offrir ce spectacle, mais il y est peut-être plus mesquin qu'ailleurs.

La dernière phase, avant les élections de juin 1919, a été la démission de Romanonès et le retour au ministère de Maura et de La Cierva, — La Cierva étant le chef réel et Maura, le président nominal.

Les raisons du départ de Romanonès, qui venait de clôturer sans trop de dommages une période de grèves, sont assez mal éclaircies. Il a allégué lui-même qu'un mois avant de se retirer, il avait offert sa démission à Alphonse XIII, et que s'il n'avait pas insisté, c'est que la situation intérieure, alors très tendue, lui commandait de ne pas déserter sa fonction. Mais en avril, le changement n'était point très caractéristique, et si la crise ouvrière s'atténuait dans ses manifestations, elle demeurait au fond tout aussi grave. Rien ne qualifiait Maura et La Cierva pour substituer leur politique à celle qui s'effaçait. Ils ne disposaient pas dans les Cortès d'un chiffre de suffrages tel que leur autorité fût prépondérante, et nul n'ignorait que s'ils suscitaient de vives hostilités dans les milieux de gauche, ils ne jouissaient pas de la confiance de tous les conservateurs, — et que Dato, l'un des chefs de la droite dynastique, était plus enclin à se rapprocher de Romanonès et de Garcia Prieto que d'eux-mêmes.

En réalité, Maura et La Cierva arrivaient, ou mieux, revenaient aux affaires avec la volonté d'appliquer la manière forte, qui avait toujours été la leur. Romanonès avait capitulé, comme d'autres

avant lui, devant les injonctions des partis militaires qui avaient évincé — on pourrait presque dire chassé, — le gouverneur civil de Barcelone. Son propre départ était le résultat d'une façon de pronunciamento par personnes interposées, — les chefs de ces groupements d'officiers, qui nourrissaient au demeurant des sentiments de jalousie les uns envers les autres, ayant jugé plus expédient de se servir des leaders politiques. Maura et la Cierva, qui s'appuyaient sur les juntes, avaient d'avance abdiqué toute liberté d'action.

Leur premier soin avait été de dissoudre les Cortès. Il n'y avait rien là de particulièrement étonnant, puisque la coutume des cabinets, qui se succèdent au pouvoir à Madrid, est de composer, autant que possible, des Parlements favorables à leurs idées, et plus encore soumis à leurs personnes. Ils eussent pu apporter moins de hâte en cette opération, mais l'heure leur semblait pressante. L'opinion, d'abord émue par le coup de théâtre qui était survenu, s'était rapidement ressaisie. Comme ni les réunions, ni la presse n'étaient libres, et que les garanties constitutionnelles restaient suspendues, l'opposition se manifestait sous les formes les plus diverses. Des incidents qui passeraient inaperçus à Paris, à Londres ou à Rome, acquièrent au-delà des Pyrénées un relief singulier. Des conférence de l'Athénée, où les chefs des gauches avaient été conviés à parler à tour de rôle sur les problèmes du jour, attirèrent un tel public et suscitèrent de tels commentaires que Maura et La Cierva en prirent ombrage. Ce qui était plus grave encore, c'est que les mouvements ouvriers et paysans redoublaient de fréquence et d'importance. On était habitué à l'agitation syndicaliste des tisseurs de Catalogne, des mineurs de Biscaye et des Asturies, mais la grande poussée agraire de l'Andalousie était relativement nouvelle, puisqu'elle remontait à 1918 à peine. Les laboureurs de cette région se plaignaient des grands seigneurs fonciers qui pratiquaient l'absentéisme, confiaient à des intendants, dont la dureté était proverbiale, le soin de les représenter, et se refusaient à toute amélioration technique. Des syndicats s'étaient constitués à Cordoue, à Grenade, à Séville, à Jaen, et au-dessus deux s'érigeait déjà une confédération générale. De même que les ouvriers du Nord revendiquaient l'usine, les travailleurs ruraux du Midi réclamaient la terre. Dans quelle mesure les événements de l'Europe Orientale et Centrale influaient-ils sur ce sursaut de centaines de milliers d'hommes traditionnellement assoupis ? Il était difficile de le préciser.

Toujours est-il que Maura et La Cierva, pour faire face à des événements, ou tout au moins à des incidents qu'ils appréhendaient, voulaient s'appuyer sur une représentation renouvelée et où leurs adversaires politiques ne pussent trouver des appuis suffisants. L'autre chef de la droite, Dato, qui comptait moins qu'eux sur l'élément militaire, les gênait, ne fût ce que par l'effectif de ses amis : il s'agissait de le réduire par les moyens ordinaires à la portion congrue. Les leaders de la gauche dynastique, Romanonès et Garcia Prieto en premier lieu, n'avaient jamais marqué de condescendance pour le Maurisme, ni pour le Ciervisme : on tâcherait de les évincer, tout comme les républicains et les socialistes, — ceux-ci, que les nouveaux ministres poursuivaient avec un acharnement spécial, ayant réussi à pénétrer au nombre de 6 dans les Cortès de 1918.

Le nouveau gouvernement avait espéré que les élections se passeraient comme tant d'autres : c'est-à-dire que ses adversaires dynastiques (les antidynastiques ne figuraient qu'en faible minorité parmi les députés sortants), ne lui feraient qu'une opposition de forme. En quoi il se trompait. S'il est un trait un peu original dans ce scrutin de Juin, c'est que la gauche monarchiste, au lieu de s'effacer purement et simplement devant l'intrigue qui avait porté la droite au pouvoir, en attendant des jours meilleurs et une revanche automatique, a engagé la lutte. Mieux : elle n'a pas pris posture de combat avec ses seules forces, elle a sollicité le concours d'hommes dont elle n'accepte ni les idées politiques, ni les idées sociales : les républicains et les socialistes. — C'est un véritable bloc de gauche qui s'est dressé contre la droite. On a pu croire qu'il s'agissait d'une vaine tentative, et que si les amis de Marcelino Domingo et de Besteiro négociaient le pacte avec la volonté de s'y tenir fidèlement, ceux qui suivaient les directeurs des groupes libéraux loyalistes se bornaient à esquisser un geste. En fait, toutes les fractions ou peu s'en faut, auraient exécuté leurs engagements. Mais les contrats n'étaient pas conclus seulement pour le présent, c'est-à-dire la campagne électorale et l'acte du vote : ils visaient aussi l'avenir. Le bloc annonçait solennellement qu'il boycotterait le nouveau Parlement, et que s'il y revendiquait des sièges, c'était pour marquer sa force, non pour collaborer éventuellement avec le pouvoir exécutif. — Cette attitude était proprement révolutionnaire ; elle parut si surprenante de la part d'hommes tels que Romanonès, Garcia Prieto, Alba, Gasset, que de hauts personnages de la Cour affiliés à leurs groupes, le duc de Bivona à leur tête, démissionnèrent avec fracas.

Maura et La Cierva voulurent tirer parti de cette position adoptée par les monarchistes de gauche. Ils cherchèrent surtout à l'exploiter auprès de Dato

qui désapprouvait leur brusque retour au pouvoir, qui revendiquait ce pouvoir pour lui-même, mais dont le conservatisme et le loyalisme ne s'accommodaient pas du geste menaçant des gauches. Ils ne trouvèrent cependant auprès de lui qu'un appui médiocre, conditionnel et transitoire. Et ils eurent beau mettre en œuvre les moyens exceptionnels dont dispose tout cabinet dans la Péninsule pour façonner plus ou moins les élections à sa convenance : le résultat fut loin de répondre à leur attente.

En effet, c'est tout au plus si sur environ 400 députés, la droite en compte une moitié. Encore, dans cette moitié, les Datistes sont ils presque aussi nombreux que les Mauristes et les Ciervistes, et les Ciervistes pourront ils faire la loi aux Mauristes. Or, Maura est fortement combattu à ciel ouvert par les gauches et dans le secret par Dato, mais La Cierva soulève des antipathies et des suspicions bien plus caractérisées, Maura et La Cierva, avec Dato et quelques éléments de second plan, auraient chances de gouverner, à condition d'user sans cesse d'arbitraire et de pression militaire : sans Dato, ils sont réduits à l'impuissance et Dato leur a explicitement refusé un concours permanent. A l'autre extrémité des Cortès, siègent 24 républicains et 7 socialistes. Ce sont là des contingents inusités et d'autant plus faits pour étonner, que Maura et la Cierva ont présidé aux élections. La crise espagnole subsiste en s'aggravant.

PAUL LOUIS.

LE NOUVEAU CENTRE ALLEMAND

Le cycle de la révolution allemande n'est pas clos. Nul ne saurait se flatter de dire quand et comment se rétablira l'équilibre rompu entre le besoin de discipline qui est l'instinct inné de l'Allemand et cette vague aspiration anarchique qui est bien aussi une hérédité incurable de l'âme allemande. Des liens de raison et d'intérêt associaient sans effort, ces contraires dans la grande Allemagne promise aux éblouissants et fructueux destins de la plus grande Allemagne. Mais la terrible faillite des communs espoirs n'a pas seulement fait crouler les trônes, elle a brisé tous les cadres de la vie sociale comme de la vie politique. En sorte que chaque sujet de l'Empire, habitué dès l'école, à l'embrigadement de ses idées et de ses actes, s'est trouvé soudain isolé, effaré comme un enfant sans mère, et livré sans préparation ni expérience aux hasardeuses spontanéités de son inspiration propre.

Tel est ce chaos d'un peuple que nous voyons s'agiter et, tout à la fois, se chercher, et se heurter, à la façon d'une fourmillère bouleversée jusqu'au plus profond de son organisation mathématique. De ce chaos la sozial-demokratie s'est dégagée la première — mais au prix de quels déchirements qui durent encore parce qu'ils renaissent sans cesse ! Officiellement, la sozial-demokratie règne. C'est une autre question de savoir si elle gouverne. Car le Centre est là, il est toujours là, uni, compact, avec tous les attributs d'une puissance indestructible.

Oh ! sans doute, il a changé de nom. Ce n'est plus le Centre, c'est le *Parti démocratique chrétien*, ou encore le *Parti allemand du peuple*. Mais ce puéril camouflage d'épithètes qui parut, un moment, imposé par la prudence humaine et l'opportunité électorale, n'a pas survécu aux rassurantes épreuves de la première consultation populaire. Au lendemain du scrutin, pour l'Assemblée nationale constituante qui établissait avec éclat la solidité à peu près intacte de son crédit (1), le Centre est redevenu le Centre, tout simplement — sauf peut-être pour quelques scribes respectueux jusqu'au bout, de la formule officielle.

Et bien plus efficacement encore qu'au temps où l'un de ses chefs, M. de Hertling, chancelier catholique de « l'empire évangélique » lui assurait le lustre du pouvoir, le Centre y participe en pleine révolution démocratique, voire socialiste, sans avoir jamais, que l'on sache, rien renié de son passé.

Or, ce passé, au seuil des temps nouveaux, mérite, certes, d'être rappelé à grands traits : il éclaire et présume l'avenir.

*
* *

Dès 1852, les frères Reichensperger, sous la dénomination de « Katholisch fraktion » avaient groupé les conservateurs catholiques dans la nouvelle Chambre des Députés de Prusse. Ce n'était là, pourtant qu'un sous-groupe du parti conservateur chargé uniquement de l'examen des questions purement catholiques. En 1858, les catholiques se groupèrent plus étroitement sous l'étiquette de « Fraction du Centre » et commencèrent de reven-

(1) Aux élections de 1912 le Centre avait obtenu 90 sièges, soit 22,7 0.0. En 1919, il en a obtenu 88, soit 22 0.0. Et le président de la République socialiste Ebert a dû constater que « le parti qui a perdu le moins de voix aux élections, c'est le Centre, grâce au vote des femmes. » Quatre femmes ont, d'ailleurs, été élues à l'Assemblée nationale sur le programme du Centre.

diquer quelque autonomie au point de vue parlementaire. Mais ce n'est qu'en 1866 et surtout après 1871 que le Centre devient un grand parti politique et put jouer un rôle considérable au Parlement.

Son manifeste constitutif date vraiment de mai 1871, lors des premières élections pour le Reichstag. Dès ce moment, il avait soin de ne pas se placer sur le terrain confessionnel. Il réclamait simplement la liberté religieuse et se prononçait pour le particularisme des petits Etats contre la centralisation prussienne.

Ce fut l'assaut furieux du Kulturkampf qui contraignit le Centre de se placer résolument sur le terrain religieux pour une lutte sans merci, qui ne dura pas moins de huit années et au cours de laquelle, s'illustrèrent les Windthorst, les Malinckrodt, les Reichensperger, etc... Cependant, les élections de 1877, envoyèrent au Reichstag, quatre vingt treize centristes, tandis que les nationaux-libéraux, leurs ennemis acharnés, perdaient vingt-cinq sièges. Bismarck, comme l'on sait, ne s'acharna pas dans cette mauvaise aventure. Le Centre, depuis lors, sauf vers 1907, où il se trouva en délicatesse avec M. de Bulow, fut avant tout, un parti gouvernemental. En revanche, il cessa de nouveau, d'être un parti confessionnel catholique.

Cette transformation n'alla pas sans difficultés ni tiraillements. Ce fut le triomphe de ce que l'on a appelé la tendance de Cologne.

Deux villes, Berlin et Cologne, deux journaux, la *Germania* et la *Kœlnische Volkszeitung* se disputaient la direction du parti.

Windthorst, l'illustre adversaire de Bismarck, avait, au temps du Kulturkampf, comparé le Centre, à cause de sa composition purement catholique, à une « tour d'ivoire ». Mais beaucoup de catholiques, l'orage passé, souhaitaient un rapprochement avec les protestants modérés. En 1906, le député Jules Bachem, issu d'une vieille famille catholique de Cologne, formula nettement ce vœu dans un article intitulé : « Nous devons sortir de notre tour » et qui eut un grand retentissement. Le débat durait encore, lorsque le 13 avril 1909, le mardi de Pâques, à Cologne, dix personnalités catholiques définirent le Centre, « un parti qui poursuit le bien commun du peuple, en conformité avec les principes de l'enseignement catholique ». Et en 1911, une réunion d'ecclésiastiques sanctionna le même principe, tandis qu'un député catholique, le comte Oppersdorff prenait à Berlin la tête d'un mouvement destiné à affirmer le caractère confessionnel du Centre.

En dépit de tout, la victoire resta à la tendance de Cologne. Les députés Bitter et Rœren, qui avaient pris part à la conférence du mardi de Pâques, furent contraints de signer le 28 novembre 1900, une déclaration reconnaissant que le Centre n'était pas un parti confessionnel, mais politique. Et le comte Oppersdorff, lors des élections de 1912, fut rayé de la liste des candidats du Centre. Il dut, pour se faire élire, changer de circonscription. De même fut exclu le député Bitter. Et le député Rœren, en butte aux attaques répétées des dirigeants de Cologne, renonça à la vie publique.

Ces dures controverses sur le terrain religieux se compliquaient d'une divergence de vues essentielle sur le terrain social. Afin de préserver les ouvriers de la propagande sozial-demokrate, les « Colonais » ont fondé des syndicats d'ouvriers chrétiens. Ces syndicats sont mixtes, c'est-à-dire que l'on y admet volontiers des ouvriers protestants et leur programme ne manque pas d'audace. Les « Berlinois » ont fondé, de leur côté, des « Sociétés professionnelles catholiques » strictement catholiques, placées sous la direction de l'épiscopat et dont les revendications sont beaucoup plus modérées que celles des syndicats mixtes.

De longues et ardentes polémiques obligèrent le Pape à intervenir. Pie X, le 24 septembre 1912, condamna, en théorie, les syndicats mixtes, mais en fait, respecta les situations acquises.

Des discussions si graves et si profondes eussent irrémédiablement miné et ruiné tout autre parti. Non seulement le Centre y a survécu, mais, au moment où la guerre a éclaté, il était, de tous les partis considérés comme des partis de gouvernement, le plus cohérent et le plus fort, — ce qui n'est pas pour diminuer sa responsabilité.

*
* *

Il faudra que le rôle du Centre pendant la guerre soit spécialement étudié et mis en lumière. Déjà, à vrai dire, il a été procédé, en partie du moins, à cette exécution nécessaire. Les catholiques français n'en ont voulu laisser à personne avant eux la peine ni l'honneur. Les ouvrages publiés par le Comité de propagade catholique à l'étranger sous la direction de Mgr Baudrillart, formulent le plus décisif des réquisitoires (1). Ils montrent ce que, depuis les faîtes héroïques de Kulturkampf, était devenu en réalité, le catholicisme allemand et comment, derrière la façade majestueuse des dog-

(1) *La guerre allemande et le catholicisme* et *l'Allemagne* et *Les Alliés devant la conscience chrétienne*, 2 vol. chez Bloud.

mes méconnus, l'héritage de Windthorst avait été vendu au pangermanisme de Thor et de Wotan par les nouveaux chefs du Centre, un Spahn signataire du manifeste des 93 intellectuels, un Fehrenbach courtier marron de tous les compromis où la faveur du pouvoir se paye d'un privilège d'indépendance et de dignité, un Erzberger, collaborateur de Tirpitz et apologiste des bourreaux de la Belgique catholique.

Ce sont ces mêmes hommes que nous retrouvons à la tête du nouveau Centre allemand. Il faudrait, d'ailleurs, désespérer de la gratitude humaine si le Centre leur mesurait sa confiance après qu'ils l'ont gaté de la tourmente, conduit à la victoire électorale et finalement installé au gouvernement. Aussi bien n'admirera-t-on jamais assez le parti que de tels chefs suivis d'une telle troupe ont su tirer des évènements hostiles. Chefs compromis dans toutes les erreurs, toutes les folies et tous les crimes du régime déchu. Troupe hétéroclite où l'élément catholique et l'élément protestant s'accommodent de conciliations que la politique religieuse tolère, mais que la morale religieuse condamne, où de grands seigneurs, comme le prince de Lovenstein, le prince de Salm côtoient de petits artisans, des employés, de pauvres hères dont les intérêts n'ont rien de commun avec les leurs.

Mais dans la bagarre effroyable où se débat l'Allemagne, tout à concouru à servir le Centre et précisément, avant tout, l'absence de scrupules des chefs et le caractère composite du parti. Les chefs, en effet, ont pu mener leur jeu sans trop de peine sur l'échiquier révolutionnaire puisque le parti comporte une gauche et même une extrême-gauche à tendances nettement démocratiques. Il a suffi de faire vibrer de préférence cette chanterelle pour se trouver au ton du jour. Quant à savoir si des gens très pieux se pouvaient acoquiner au gouvernement d'Ebert, de Scheidemann, de David, cela ne devait faire question, pour les dirigeants du Centre, que dans la mesure des marchandages et des profits entrevus. Les sozialdemokrates avaient trop besoin du Centre pour marchander beaucoup. Ils se sont engagés à ne pas prendre l'initiative des réformes qui, naguère, leur tenaient le plus au cœur : pas de séparation des Eglises et de l'Etat, pas de modification des lois scolaires prescrivant l'enseignement religieux obligatoire et plaçant l'école sous le contrôle ecclésiastique. Moyennant quoi le Centre a « prêté ses hommes » : Fehrenbach préside la Constituante, Bell est ministre du Trésor, Giesberts est ministre de la démobilisation, Erzberger, ministre sans portefeuille. Et les orateurs du parti : Grœber, Spahn, Muller, Trimborn, Stegerwald, mènent le train à l'assemblée de Weimar. Ils ne se privent même pas, à l'occasion, du plaisir de faire ostensiblement parade de leurs avantages, au risque d'humilier et d'embarrasser leurs co-associés. Au lendemain de la constitution du ministère Scheidemann on figurent trois centristes, Grœber tint à préciser, sans aucune discrétion, qu'il n'était pas du tout question de fonder une république vraiment socialiste. Le Centre entendait seulement, comme il l'avait toujours fait, tirer parti des circonstances en se plaçant sur le terrain des réalités. Il déplore la révolution, et même la blâme, mais puisqu'elle est faite, il entend s'en accommoder de son mieux :

« Nous n'approuvons pas la révolution qui nous « paraît être une interruption de l'évolution de- « mocratique de l'Etat et qui nous porte grave- « ment tort au point de vue financier et écono- « mique. Sans la révolution, nous aurions, pour « le moins, une paix. Mes amis politiques, après « tout ce qui est intervenu, se placent sur le ter- « rain des réalités. Nous voulons une République « démocratique, car nous voyons en elle seule « la possibilité de sortir du chaos de la révo- « lution... »

Et il conclut, en bon pangermaniste, que le premier soin de cette république réaliste doit être de « réaliser » l'Autriche allemande.

Quelques jours plus tard, un autre député centriste, Mayer (de Kaufbeuren) souligne de cette ironie, le programme social de Scheidemann revu par Bell, Giesberts et Erzberger : « Ce que le programme gouvernemental contient en fait de socialisations est demandé par le Centre depuis une dizaine d'années ».

Et brochant sur le tout, la pieuse *Gazette de Munich et d'Ausbourg* constate : « La sozialdemokratie a assez vite compris qu'un Etat ne peut être gouverné d'après les seules méthodes socialistes ».

Depuis lors, les évènements se sont chargés de souligner, avec une évidence qui doit prendre aux yeux des Allemands un caractère vraiment tragique, la puissance formidable dont dispose le Centre. N'est-ce pas de lui que dépend l'unité du « Rich » mise en péril, brusquement par une nouvelle saute d'indépendance de l'indocile « tendance de Cologne ». N'est-ce pas le Centre qui peut, à son gré, affermir ou anéantir la « République Rhénane » ? N'est-ce pas lui qui peut, d'un mot — d'un mot d'ordre — jeter la catholique Bavière dans les bras des Autrichiens allemands, derniers survivants du naufrage de « l'empire apostoli-

que » ? Ebert et Scheidemann en sont à supplier les chefs du Centre de sauver l'Allemagne protestante, l'Allemagne socialiste !

Le triomphe du Centre est complet. Sera-t-il durable ? Encore un coup, ce serait, en l'état actuel de l'Allemagne, folie de pronostiquer avec quelque assurance. Mais n'est-il pas dans l'ordre normal et logique des prévisions humaines que l'on ne puisse guère douter de l'importance du rôle qu'est encore appelé à jouer en Allemagne un parti politique — car le Centre, et il faut y insister, n'est rien qu'un parti politique — dont l'odyssée apparaît si merveilleusement édifiante de Bismarck à Spartakus ?

PAUL VERGNET.

VOYAGEURS ET PHILOSOPHES

JÉROME et JEAN THARAUD : *Rabat ou les Heures Marocaines* (Emile-Paul). — GABRIEL FAURE : *Pèlerinages passionnés* (Fasquelle). — GABRIELE D'ANNUNZIO : *Aveux de l'Ingrat* (Grasset). — GEORGES DUHAMEL : *La Possession du Monde* (Mercure de France).

Un voyage, un beau voyage vers la lumière... Ne serait-ce pas, après tant de fatigues et à la fin de tant d'angoisses, le plus sûr moyen de délassement et de légitime repos ? Des guides précieux s'offrent à nous : hâtons-nous de les accueillir en leur disant un grand merci.

La lumière que nous poursuivons, MM. Jérôme et Jean Tharaud nous la dispenseront, tout de suite, claire et chaude, si nous pénétrons avec eux dans la mystérieuse Rabat. Ces auteurs sont curieux du monde : *Dingley, l'illustre écrivain*, *La Fête arabe*, *L'Ombre de la Croix*, nous avaient déjà révélé le goût qu'ils ont de peindre d'autres hommes que ceux d'ici.

A vrai dire, l'amateur d'âmes étrangères trouverait, à cette heure, sur notre boulevard, les sujets les plus nombreux et les plus divers, la collection de sujets d'étude la plus complète qui se pût rêver: mais si elle le satisfaisait, c'est que sa passion ne serait point exigeante. Car il faut un grand effort pour reconstituer, devant ces jeunes déracinés par devoir qui se bousculent dans les rues, les restaurants et les théâtres de Paris, le type vrai de chaque race, le type beau dans son milieu. Et devant certains visages maigres, patinés par tant de vieux soleil que la patine, malgré le rongement de nos brumes, n'a pu s'en effacer, devant les visages maigres penchés sur des besognes subalternes, j'imagine, je cherche à imaginer la noblesse et le mystère de ceux que les frères Tharaud ont regardé vivre dans Rabat-la-blanche et dans la blanche Salé, plus mystérieuse que Rabat.

J'accorde, à ces auteurs-ci, une confiance entière. Ceux même, s'il en est, qui n'aiment point leur talent, ne peuvent refuser de reconnaître leur probité, non plus que leur clairvoyance. Ils ne sont point insensibles ; et le signe de leur émotion, parce qu'il apparaît plus rarement, se laisse moins facilement oublier. Leur art diffère, autant qu'il se peut, de l'art de Loti, quoique les frères Tharaud, comme leur illustre aîné, aiment à peindre et sachent peindre des cités et des ciels exotiques. Pour un Pierre Loti, le vaste monde est un cadre multiforme, merveilleusement ouvragé, autour du perpétuel tableau d'un amour éphémère ; car l'absence ou la mort, — Loti étant l'un de ses grands poètes, — va le briser. Loti reste le centre de tous les paysages qu'évoque son art, son art magique.

Dans la peinture des frères Tharaud, c'est le paysage même qui est le sujet des tableaux. Ils le peignent avec leur talent net. Ils nous montrent ce qu'ils ont vu, et ce qu'ils ont senti. Deux mots du jargon philosophique caractériseraient ces deux méthodes. Ils sont des poètes, mais qui ont lu Flaubert. Ils ont la maîtrise de leur forme ; sans doute, aussi, de leur sentiment. Ils ne se laissent pas égarer. Ces sont des guides sûrs, prudents, et, bien qu'ils parlent posément, sensibles à toute beauté : suivons-les dans Rabat, qui leur est apparue mystérieuse autant que ses femmes au visage voilé.

« Est-ce mon imagination ou mes yeux (lit-il ou disent-ils, car ces deux auteurs parlent au singulier) qui voient dans cet endroit un des beaux lieux du monde ? »

Soirs de Rabat, sur les terrasses, où « tout est blancheur apaisée, laiteux, doux au regard » : nuits du Ramadan où, sur la ville qui « ressemble à quelque immense chapelle bleuâtre éclairée par des veilleuses », les chants et les bruits de fête se mêlent jusqu'à l'aube : mystère, mystère des ruelles blanches, des « longs couloirs tortueux et compliqués entre ces murs vides, fantômatiquement pareils, dont la monotonie n'est rompue que par les portes ferrées toujours closes » : mystère, mystère des demeures sombres, où les paroles rituelles alternent avec les soupirs d'amour ; belles légendes qu'a dites « l'érudit Salétain » : noblesse et sagesse des sages : beauté des attitudes...

Par le retentissement de ces bruits un peu discords, par les éclats de tant de lumière, nous voilà, oui, nous voilà vraiment dans ce pays de *Mille et*

une Nuits, cependant si vivant, où « l'amour dure sept secondes, la fantasia sept minutes — et la misère toute la vie ».

Puisque j'ai parlé de fantasia, je veux signaler la belle couleur et le mouvement de celle dont les frères Tharaud nous offrent le spectacle, la belle et chaude couleur de la fête de l'Ait Srir :

« Des étendards suspendus à de longues hampes « surmontées d'une boule de cuivre, faisaient der- « rière les cavaliers un rideau de soie changeante. « Les vizirs et les secrétaires, sortant de l'ombre « des murailles, avaient poussé dans le cortège « leurs mules sautillantes ; les cavaliers des tribus, « pressés derrière la garde noire, prenaient la suite « de l'escorte à mesure qu'elle les dépassait, ou « s'élançaient au galop du côté de la tente, soule- « vant autour d'eux des tourbillons de poussière rouge... »

Et si le livre des frères Tharaud vous incite au voyage, je vous conseillerai de vous hâter. Car nos auteurs certifient que tout est fait, là-bas, pour « respecter une noble manière de comprendre la « vie », et que « les sentiments du vieux Moghreb, « ses traditions, ses mœurs, son gouvernement « séculaire, rien n'a été brutalisé. » Mais il est dit aussi, sous une forme qui, pour être dubitative, n'en reste pas moins émouvante, « qu'une fois de « plus... le sinistre génie d'Europe va tarir pour « toujours des sources de rafraîchissement, de fan- « taisie, de jeunesse, d'immenses nappes de silen- « ce, d'immobilité, de repos... »

*
* *

Je n'ai pas à présenter aux lecteurs de la *Revue Bleue* M. Gabriel Faure ; l'Automne à Nohant, l'un des plus intéressants chapitres de ses *Pèlerinages passionnés* ayant paru ici même. Passionnés, réellement, ces pèlerinages d'un écrivain qui nous avertit qu'il n'est ni érudit, ni professeur, ni critique. Tant mieux, si nous rencontrons un homme. Passionnés, puisque M. Gabriel Faure, en route pour Valmy où il recherchera le souvenir de Gœthe, donne quelques pages à la beauté de Châlons-sur-Marne. J'avoue qu'elle m'avait peu touché. Mais j'avais tort. Il ne s'agit, ici, que de jardins, près d'un canal, « remplis du frémissement de la « radieuse matinée d'octobre ». Et c'est une beauté vraiment qui, si elle n'est point propre à cette triste et plate petite ville, reste du moins incomparable.

L'intérêt le plus vif du livre est qu'il nous offre très heureusement rassemblées, les impressions d'Italie de Flaubert, de Henri Heine et de Gœthe. Heureux pays ! Gardien d'une double beauté, antique et toute vivante, qui nous permet d'observer avec quelle âme de pareils hommes s'approchaient d'elle et l'image qu'ils en emportaient.

Flaubert, en Italie, aima surtout les musées, ou, des paysages, les souvenirs historiques qu'ils évoquaient. Emotion un peu littéraire. Point tellement, cependant : les lacs le séduisent, et par leurs charmes les plus sûrs : au lac de Come, ce sont les inoubliables terrasses des jardins Serbelloni qui le retiennent ; au lac Majeur, il préfère à la pompeuse Isola Bella, la grave Isola Madre. Et il juge Turin sans intérêt.

Sa parfaite admiration est pour les œuvres d'art que renferme le Vatican, surtout pour le *Jugement Dernier* : « Si tu me demandes, écrit-il à Louis « Bouilhet, ce que j'ai vu de plus beau à Rome, « d'abord la Chapelle Sixtine de Michel-Ange. C'est « un art immense, à la Gœthe, avec plus de pas- « sion. Il me semble que Michel-Ange est quelque « chose d'inouï, comme serait un Homère Sha- « kespearien, un mélange d'antique et de moyen- « âge, je ne sais quoi ».

Voilà, en quelques lignes rapides, je ne dis pas une critique d'art, mais un éloge bien puissant.

Henri Heine, des trois écrivains, est celui qui paraît avoir été touché le moins profondément, encore qu'il écrive cette phrase émouvante : « Tout « est si beau, en Italie, que la souffrance même y « est belle ». Mais la plus grande beauté de la terre bénie, son inépuisable beauté classique, lui échappe. « C'est, pense M. Gabriel Faure, que Heine est un « romantique, avec tout ce que ce mot comporte « d'éclatantes qualités, mais aussi de clinquant et « de mauvais goût. »

Gœthe, au contraire, à peine a-t-il traversé la frontière, qu'il manifeste un enthousiasme touchant, que notre auteur estime « un tantinet ridicule ». Je ne suis pas de son avis. « Le so- « leil, écrit Gœthe, est si ardent et si chaud que « l'on se remet à croire à un Dieu... Sur cette « terre je me sens chez moi, non en voyageur et « en exilé ». Je trouve cela fort juste et simple, et j'approuve même le poète saluant « jusqu'à la « poussière qui couvre sa voiture ». Je le suis, mes sentiments pleinement accordés aux siens, dans la visite qu'il fait des arènes de Vérone, et sur la belle route de Vérone à Vicence, où le long de « la « plaine fertile plantée d'arbres qui servent de sou- « tien à la vigne... il a enfin compris ce que c'était « que des festons »; et dans la mystérieuse Vicence palladienne, — jusqu'à Rome, où après la révélation classique, il célèbre la naissance à une « vie « nouvelle ».

L'un des Pèlerinages de M. Gabriel Faure se fait *Le long de la mer annunzienne*. Rien ne peut nous

laisser indifférents de ce qui nous renseigne sur le grand Italien qui occupait, hier encore, la première vedette. Il y a quelques semaines, à Venise, sur la place Saint-Marc, il déclarait au peuple assemblé : « Le temps des mots n'est plus ». Après quoi, il prononça un discours enflammé, suivi, depuis lors, de plusieurs autres. Ce que j'admire en Gabriele d'Annunzio, c'est qu'il est, avec une rare perfection, l'exact représentant de son peuple. Sa grande éloquence habituelle, la beauté de son verbe, le caractère dramatique de ses gestes, autant de titres pour lui valoir le rare nom de poète national. Il est certain que cet homme ne peut ouvrir sa bouche, d'où s'envolent naturellement les paroles lyriques et les périodes nombreuses, sans soulever l'enthousiasme de ses compatriotes, si curieusement sensibles à la magie des mots, si tendrement amoureux des attitudes.

Le poète a publié récemment un opuscule, *Aveux de l'Ingrat*, où il s'explique au sujet d'un écrit précédent. Quelle richesse verbale ! Quelle flamme ! Mais aussi quelle ardeur belliqueuse inquiétante ! M. d'Annunzio utilise, au profit de sa passion nouvelle, la même fougue qu'il mettait naguère au service de la volupté. Je voudrais pouvoir écouter, dilettante libéré, la musique de ces phrases merveilleuses, sans m'attarder à pénétrer leur sens. Mais la matière qu'elles enguirlandent est trop précieuse. Entre la froide réalité et une si séduisante illusion lyrique, faudrait-il donc s'astreindre à la cruauté d'un choix ?

Goûtons d'abord, et sans mélange, les premières pages, où le poète clame son amour pour la France ; nous le connaissions, certes ; nous n'avions perdu le souvenir ni des paroles qui, à l'heure du danger, ont contribué à entraîner l'Italie dans la lutte, ni de celles, sombres et magnifiques, et, qui, je crois, ne sont point parvenues jusqu'en France, par lesquelles le poète marquait les fuyards de Caporetto. Et voici l'image émouvante qu'il trace de la cathédrale de Reims : « Je « vis une autre cathédrale, la plus solennelle, le « portail des grands sacres, se parfaire dans la « flamme. Je vis la flamme, divine artiste, conduire « toutes les lignes de la pierre immobile à la per- « fection de la pierre ailée. Les deux bras levés « au ciel et disjoints, je vis la flamme les joindre ».

Cela est d'une grande beauté, et doit nous garder indulgents pour le reste de la brochure, pour ces autres pages, notamment, où l'auteur, en proie à la plus vive excitation, entend nous démontrer l'héroïsme sans rival des soldats italiens qui ont seuls, sans le secours des Alliés, arrêté l'invasion. Soit. Mais en lisant ces phrases d'un lyrisme si exclusivement national, je ne cesse pas d'avoir devant les yeux le sourire charmant que les soldats de mon pays ont promené, pendant douze mois, dans l'Italie du Nord, de l'Altipiano d'Asiago jusqu'aux rives du Piave ; ils se contentaient de sourire, parce que le tact et la mesure sont qualités que possède, en France, le simple paysan : ils souriaient, en apprenant qu'à l'instant où ils débarquaient aux bords lumineux du lac de Garde, les Autrichiens, précisément, ralentissaient leur offensive et le front se stabilisait ; ils souriaient, quand, peu de semaines après, les chasseurs français, d'un coup de main contre un ennemi indigne, reprenaient le Monte Tomba. Et après l'attaque autrichienne du 15 juin 1918, ils souriaient, lorsque relevés de leur tranchée qui avait été le pivot immuable et inviolé de la défense, ils considéraient, des pentes sud de l'Altipiano, l'incomparable plaine vicentine que l'ennemi n'avait pas pu voir.

Ils souriraient encore s'ils lisaient le discours lyrique de Gabriele d'Annunzio. Ils ne s'exciteraient pas ; ils ne se fâcheraient pas ; ils diraient seulement, avec une irrévérence que M. d'Annunzio est trop militaire pour ne leur point pardonner : « Il va un peu fort, le frère ».

*
* *

Le livre de M. Georges Duhamel, intitulé *La Possession du Monde*, s'offre tout naturellement à nous au terme de nos voyages. La possession, du moins visuelle du monde, n'est-ce point le but essentiel du voyageur ? M. Duhamel nous offre de la réaliser par la connaissance et par l'amour. Son livre n'est qu'une exaltation, ardente et grave, de la vie intérieure. Et c'est une expérience curieuse, une inattendue vérification de sa doctrine, que de lire, après ces impressions de voyage pittoresques, ornées par un art très sûr, celui-ci, tout frémissant de la vie, de l'amour et de la douleur d'une âme.

Les autres ont pu nous distraire et nous plaire. Mais c'est de celui-ci que nous gardons un enrichissement. C'est en nous levant après cette lecture-ci que nous marcherons avec plus de légèreté, dans une plus limpide lumière. C'est bien ici le plus beau voyage.

« La possession du monde, dit M. Duhamel, ne « se débat pas autour des canons. Elle est l'œu- « vre admirable de la paix. Elle n'est pas intéres- « sée dans la lutte qui divise actuellement la so- « ciété ». C'est elle qui assure à l'homme le bonheur, lequel est le but de sa vie : le bonheur, non le plaisir ou la jouissance ou la volupté.

Posséder les êtres par une connaissance attentive et une pénétrante tendresse ; découvrir la na-

ture et vivre en elle avec ces mêmes yeux, et aussi ce même cœur ; que l'art, loin d'être « un procédé technique secret » soit, pour l'homme, « d'une façon de vivre » ; ne pas fuir devant sa douleur : en comprendre la beauté et grandir par elle ; user des ressources inépuisables de l'espoir et du souvenir ; rechercher « l'état de grâce », c'est-à-dire essayer d'être « un homme vrai... qui peut se re« garder agir et penser sans malaise... et ne« cesse de dominer son mal ; ce refuge qu'on a trouvé, tâcher, n'est-ce pas, de l'enseigner, de répandre cette vérité ; vouloir, enfin, le « règne du cœur ».

« Il faudra s'efforcer d'apprendre aux hommes « étonnés que le bonheur ne consiste point à par« courir cent kilomètres en une heure, à s'élever « dans l'atmosphère sur une machine, ou à couver« ser par-dessus les océans, mais bien surtout à « être riche d'une belle pensée, content de son tra« vail, honoré d'affections ardentes. »

Telles sont, trop rapidement résumées, les propositions essentielles de ce livre, où une grande somme de sagesse et de grave tendresse est contenue. On a dit qu'il faisait penser à Emerson et à Maeterlink. Je le veux bien. Je trouve le livre d'un dessein plus net, cependant, que les ouvrages de ces deux écrivains. D'ailleurs, M. Duhamel ne se flatte pas, que je sache, d'avoir inventé quoi que ce soit. Il nous livre l'expérience d'un homme d'aujourd'hui, expérience précieuse doublement, parce que c'est celle d'un homme qui a subi l'épreuve du feu.

J'ai souvenir d'un article paru naguère, sur cet ouvrage, où le critique, avec une tranquillité parfaite, exposait qu'aux yeux de sa philosophie, la douleur était chose mauvaise, qui ne pouvait être jamais profitable à personne. Il disait cela, cet homme, de son fauteuil. Il oubliait sans doute que M. Duhamel, auteur de la *Possession du Monde*, est l'auteur aussi de la *Vie des Martyrs*, et qu'ayant vu, près de lui, les martyrs vivre et mourir, son témoignage ne peut pas être récusé.

Ce livre d'un incroyant — car M. Duhamel n'est pas croyant, — est un livre religieux dans le sens le plus large, puisqu'il est propre à relier les hommes entre eux, et à les relier au plus noble idéal. Je voudrais le voir ouvert entre toutes les mains. Est il possible que tant d'ouvrages, qui ne sont que des porteurs de bêtise ou de haine, circulent fiévreusement dans la foule, et que celui-ci, tout chargé d'une si sûre richesse, si accueillant, si amical, ne soit lu que par un petit nombre ? J'entends bien : quoique tous les hommes de bonne volonté, à quelque parti qu'ils appartiennent, puissent tirer de lui une aide et une joie, il y a tant de formules contradictoires et multiples qui enferment, à droite et à gauche, tant de prisonniers ! Je m'adresse cependant à tous les hommes de bonne volonté. Je souhaite qu'ayant lu cet ouvrage, ils le haussent à la dignité de livre de chevet, pour en relire quelques pages non point le soir, à l'heure où l'esprit fatigué demande à un illusionniste la matière fausse de ses songes, mais au réveil, dans le clair matin, à l'heure de vivre.

LOUIS LEFEBVRE.

P. S. — A l'instant où je corrige les épreuves de cet article, j'apprends que l'Académie Française attribue son Grand Prix de littérature aux frères Tharaud. Déjà, ces mêmes auteurs avaient reçus jadis, si je ne me trompe, l'allocation Goncourt. Réjouissons-nous, puisque ces mannes diverses favorisent de bons écrivains.

LE DROIT DES PEUPLES (1)

I. — LE DROIT ET LA FORCE

Il n'y a pas de question qui ait fait couler plus d'encre que celle des rapports du Droit et de la Force. Littérature vaine, en grande partie, car elle repose sur une confusion de termes et d'idées. La Force, en tant que force, n'est ni pour ni contre le Droit ; elle n'a aucun droit, pas plus que le Droit, en tant que droit, n'a aucune force. On ne saurait opposer que droit à droit ou force à force. Aussi bien voit-on sans peine que ce qu'on appelle conflit du Droit et de la Force est celui de deux notions de droit antagonistes.

On reconnaît la présence de la Force à un fait acquis, un résultat, un succès, une réussite. L'Univers, ensemble des phénomènes physiques, se conçoit comme une résultante de forces, une force par conséquent ; « force » traduit bien ici ce qui se passe en réalité dans le Grand Tout, la somme de ce qui réussit à s'y produire. De même dans l'ordre humain : n'importe quel agent de triomphe, de réussite, se voit attribuer de la force : il y a de la force dans toute faiblesse humaine, à moins qu'elle n'ait absolument rien de ce qu'il faut pour séduire ou tromper. Si l'on consulte l'histoire, on ne voit guère le moyen de séparer la force de la ruse, et la ruse comprend de tout, sans excepter les armes de la faiblesse, du moins de tout ce qui réussit ; le seul critérium de la Force, c'est le succès ; la Force se confond avec la réussite.

(1) Extrait de l'ouvrage : *Philosophie de la guerre et de la paix*, qui paraîtra prochainement à la librairie Félix Alcan.

Que signifient dès lors ces expressions : — la Force fait le Droit ; la Force prime le Droit ; le Droit prime la Force —? Elles se traduisent très exactement ainsi : — Le Droit régnant c'est celui qui a réussi à s'implanter ; celui qui n'a pas réussi ne règne pas ; celui qui réussira régnera. — De telles formules, étant des tautologies, ne se prêtent guère à la discussion. Puisque cependant elles soulèvent des débats passionnés, il faut bien que l'on sous-entende inconsciemment au mot « Force » un sens qui corrige cette tautologie en permettant d'opposer ou de comparer la Force au Droit comme à une entité de la même espèce, en donnant à la Force et au Droit une commune mesure ; cela suppose que l'on implique dans la Force un droit.

Et c'est ce qui a lieu en effet. Jamais vous ne voyez un théoricien de la Force la préconiser absolument pour l'amour d'elle-même ; il y associe toujours la réalisation d'un Bien, la destruction du Mal.

Proudhon commence son livre « La Guerre et la Paix » par un apologue sur Hercule : ce dieu de la Force vient d'accomplir les illustres travaux qui font sa gloire, lorsque les pédagogues de la cité procèdent à une distribution solennelle de récompenses : prix de rhétorique, de poésie, et autres semblables : rien pour l'élève Hercule qui sait à peine lire. Le héros se fâche et malmène un peu brutalement les cuistres. Ceci tend à nous prouver que la Force a des droits à la considération. A condition toutefois, faut-il ajouter, qu'elle s'exerce en faveur d'un Bien. Cacus, Procuste, Augias, tyrans et bandits, étaient forts, eux aussi, à tel point que personne ne pouvait leur résister avant la venue d'Hercule. Leur force, bien que force, ne bénéficie pas cependant de l'approbation de Proudhon, puisque c'est de l'avoir ruinée qu'il fait un mérite à Hercule. Et Proudhon serait encore bien certainement du côté d'Hercule si le héros avait succombé dans sa tâche d'assainissement. La Force apparaît donc ici comme le Droit même en action.

Ce Droit est plutôt un droit se dressant contre un autre droit adverse qui se décèle aussitôt que l'on interprète l'allegorie contenue dans la petite fable à la mode antique. Hercule, Proudhon le dévoile, représente le peuple révolutionnaire luttant contre ce que ses partisans appellent les forces d'oppression et de mensonge : le droit en action est alors le droit révolutionnaire, droit d'insurrection, dont le code de 89 a même fait un devoir, droit qu'a un peuple de contrôler souverainement ceux qui le gouvernent et, par conséquent, de leur imposer ce contrôle quand ils ne veulent pas s'y soumettre.

Mais les Cacus, les Procuste, les Augias, l'hydre de Lerne devenue l'hydre réactionnaire, tout ce qui est symbolisé dans l'allegorie comme forces ennemies du Peuple-Hercule, les aristocrates, les capitalistes, agissent aussi ou nom d'un droit et leurs théoriciens n'auraient aucune peine à tourner à leur profit l'apologue proudhonien : il leur suffirait d'intervertir les noms en mettant Hercule de leur côté comme soutien de la foi, de la tradition, de l'ordre, de la hiérarchie, contre les Cacus et Procuste guillotineurs, pétroleurs, fusilleurs, les Augias de la corruption parlementaire, l'hydre de Terre de l'anarchie. Est-ce que l'ancien Régime, adversaire initial du Peuple-Hercule révolutionnaire, ne reposait pas en toutes ses institutions sur le Droit divin conçu, non moins que les Droits de l'Homme, comme éternel, imprescriptible, comme le Droit en soi ?

Malgré ses plus orgueilleuses prétentions à l'absence de préjugés, au réalisme, le moderne est prisonnier de l'idée du Bien ; cet assujettissement, si peut-être il diminue dans l'ordre purement individuel, augmente à coup sûr dans tout ce qui intéresse la communauté et l'humanité. Des philosophes tels que Treitschke en témoignent, malgré leur affectation de cynisme. Après avoir crié très haut que le Droit est le recours des faibles, ils justifient immédiatement la Force par un droit. Pour eux, en effet, la Force représente la somme de toutes les qualités spirituelles d'un peuple ; le peuple qui est le plus fort est aussi le plus moral, le plus travailleur, le plus intelligent, le plus pondéré ; quand il étend sa souveraineté dans le monde par l'exercice de sa force, il ne fait qu'obéir à sa mission divine, il avance le triomphe universel de la Vertu, il se dévoue au Bien de l'humanité. Or on ne saurait parler du Bien et répudier en même temps le Droit, car c'est assurément un droit, sinon un devoir, de faire le bien.

Rien de mystérieux dans le droit qu'invoquent implicitement les Treitschke, les Bernhardi, et autres pangermanistes : c'est celui de la civilisation supérieure.

Il serait hypocrite de cacher que tous tant que nous sommes, Blancs, ou assimilés aux Blancs, nous reconnaissons ce droit : nous considérons comme légitime d'abolir l'esclavage, l'antropophagie, les rites barbares tels ceux qui consistent à brûler la femme survivante avec le cadavre de son époux, à célébrer des orgies sanglantes comme les « coutumes » du Dahomey... : nous approuvons que l'on intervienne dans la vie de certaines peuplades en réalisant cette abolition chez elles par la contrainte. Sans absoudre tous les soi-disant procédés de civilisation, nous considérons comme un bienfait pour l'humanité que l'Amérique, l'Afrique, l'Océanie, une partie de l'Asie, soient échues à la domination blanche.

Assurément, il y a accord entre l'unanimité presque complète des gens de bonne foi et pas trop rêveurs pour accepter une démarcation séparant peuples civilisés de peuples non civilisés. Le conflit entre les conceptions du Droit s'élève à propos des premiers. Au droit qui inspire les théories pangermanistes et qui légitime la domination des peuples civilisés par l'un d'entre eux s'oppose le droit, pour ces peuples à disposer de leur sort avec une égale liberté.

Cet antagonisme est celui même que l'on désigne comme mettant en présence la Force et le Droit. Le nom de Force a été donné, sans que l'on s'en doute toujours, à un droit, le droit de souveraineté, d'autorité, qui implique en effet une contrainte, tandis que l'autre droit, appelé Droit tout court, dérive du principe de liberté, de suppression de contrainte.

Mais il faut répéter, et avec insistance, que l'on introduit une confusion dans les idées en mettant la Force proprement dite d'un côté et le Droit proprement dit de l'autre comme deux armées ennemies en bataille. A notre époque, les gens qui emploient une force collective ne le font pas, ne peuvent pas le faire, sans invoquer plus ou moins explicitement un Idéal moral, la poursuite d'un bien, l'abolition d'un mal, donc un droit ; et réciproquement les partisans d'un droit sont toujours conduits à le soutenir éventuellement par la force.

A moins qu'ils n'appliquent la doctrine de non-résistance au mal. C'était celle du christianisme à ses origines, mais l'exemple ne vaut pas en matière de politique internationale, d'autant plus que le christianisme n'a pas tardé à employer la Force, ou du moins à sanctionner l'emploi de la Force, contre les non-chrétiens et les hétérodoxes. Pratiquer la non-résistance au mal quand il prend la forme d'une domination étrangère, c'est se soumettre à elle, contribuer à son triomphe.

En fait, cette pratique n'est jamais aujourd'hui qu'apparente. On n'accepte un mal que pour se retourner contre un autre, tant il est impossible à l'homme de professer l'indifférence absolue au Juste ou à l'Injuste. Ainsi les bolchevistes, après avoir cessé toute lutte contre le mal national russe, se sont-ils attachés au bien socialiste international, et puisque l'armée allemande faisait échouer complètement leurs partisans en Finlande et en Ukraine, puisqu'ils demeuraient tout à fait impuissants devant le capitalisme et l'impérialisme germanique, ils combattirent le capitalisme et l'impérialisme dans l'Entente.

Il en est des pays belligérants comme de la Russie. Les coreligionnaires politiques des bolchevistes, les « défaitistes », les gens qui veulent la paix immédiate, renoncent bien à des revendications telles que celles de l'Alsace-Lorraine, de Trieste et du Trentin, celles en général que dicte le Droit des peuples, mais non pas à tout droit, ils luttent encore pour la Justice, mais par une autre méthode ; sans nier qu'il y ait chez l'ennemi du capitalisme, de l'impérialisme, du militarisme, des responsabilités relatives au déchaînement de la guerre, ils raisonnent, par exemple, ainsi : Pourquoi chercher à punir les péchés de l'adversaire, ce qui ne fait que les aggraver ainsi que les nôtres, car nous en avons commis aussi ? Bornons-nous à supprimer le mal chez nous : la tâche suffit ; d'ailleurs notre exemple sera contagieux. — Ils s'insurgent donc contre le redressement de torts que poursuit la guerre ; ils combattent leur gouvernement afin qu'on ne combatte plus les ennemis.

Une guerre comme celle-ci et qui dure s'accompagne partout de guerre civile au moins latente entre volontés qui demeurent appliquées à la guerre extérieure et volontés qui s'en détournent ; celles-ci ne s'accompagnent pas de passions moins âpres que les autres, ni de moindres ressources pour plaider un Droit dont elles ne sauraient se dispenser ; si elles triomphent, elles imputeront les misères, les souffrances, les deuils, les crimes, non pas à l'ennemi extérieur hors d'atteinte, mais à leur ennemi intérieur terrassé ; nul ne croira que cette vindicte doive s'accomplir sans quelques actes violents.

L'adhésion à la paix immédiate ne fut donc une non-résistance au mal qu'en apparence. La réalité nous la montre comme un droit étayé de force.

II. — Les droits. Leur conflit.

Les hommes ont beau s'accorder sur un Idéal général du Bien, cela ne les empêche pas d'être en perpétuel conflit les uns avec les autres et de se traiter réciproquement de fauteurs du Mal.

Les passions et les intérêts s'entrechoquent avec une âpreté qui n'exclut pas le même attachement des partis adverses à une même Justice, car l'illogisme ne gêne guère le jeu des énergies affectives.

Partout se manifestent des oppositions, des contrastes, jusque dans l'âme du même individu, et cela en vertu de la dualité humaine qui fait de nous les animaux à la fois les plus sociaux et les plus confinés dans leur Moi. Le travail de réaction mutuelle de ces deux éléments n'est pas près de s'achever : il constitue toute l'évolution sociale. Une perpétuelle recherche d'équilibre met en balance *l'homme-individu* et *l'homme-abeille*, les droits de

la société et les droits de l'individu, sans que pour cela la Morale elle-même soit mise en question.

Car les droits peuvent se concevoir ici comme des méthodes pour réaliser l'Idéal du Bien. Que l'on s'entende sur le but à atteindre, comme on le fait, cela ne préjuge nullement un accord sur la route qui y mène, surtout quand elle se complique d'une infinité de tours et détours, quand des obstacles se dressent partout comme dans les questions politiques et sociales. Au contraire, les disputes se multiplieront en raison du nombre des inconnues du problème, tandis que l'intensité du désir commun de sa solution passionnera les débats.

Droit divin, droits de l'homme et du citoyen droits de l'Etat, droits syndicaux..., autant d'idéals de structure sociale dont la discussion a parfois été extrêmement violente, bien que leurs partisans prétendissent tous viser le même but de bonheur : la dignité de la personne humaine, le pain de l'âme et du corps, la sécurité des transactions, l'abondance matérielle, la douceur de vivre...

Le Droit par excellence s'appellerait très bien le Droit au Bonheur. On s'entend assez sur certaines conditions de ce Bonheur et sur les créances et dettes que les hommes contractent les uns envers les autres pour les réaliser. Il y a des nécessités de la vie en société qui sont universellement reconnues, et la vie d'une société ne saurait avoir pour fin le malheur de ses membres. L'idée que le Bonheur ne règnera que dans l'Au-Delà n'introduit pas de divergence fondamentale à cet égard, puisque ceux qui ont cette idée la prônent comme le meilleur garant du Bonheur d'ici-bas.

Mais l'entente des hommes n'existe que sur les éléments les plus primitifs et sur le schéma du Bonheur. Elle n'a qu'une efficacité restreinte. Le Bonheur résulte en effet d'un compromis entre des satisfactions qui se limitent les unes par les autres, en même temps que se multiplient les besoins à quoi elles correspondent : il est un équilibre, non celui des masses matérielles bien assises qui ne bougeront plus, mais celui d'un oiseau en plein vol, équilibre dynamique sans cesse changeant et dont le changement même est un facteur indispensable. A considérer, en effet, l'évolution humaine, suivant les vues de Tarde, comme une chaîne d'inventions et de besoins qui s'engendrent sans fin, on voit que le bonheur, satisfaction du besoin, est à peine réalisé par l'invention quand celle-ci multiplie les besoins nouveaux.

L'invention doit être prise là dans son sens le plus étendu ; elle correspond au « devenir », terme si fréquent chez les philosophes d'hier ; son cours se calque sur celui de l'histoire, la vraie histoire, celle qui mérite d'être dite. Toutes les fois qu'un grand mouvement agite les sociétés civilisées comme la Réforme, la Révolution, on est en droit de l'appeler une invention dans l'ordre moral, invention religieuse, politique, philosophique. En même temps surgissent les besoins, la tendance à les satisfaire, la poursuite de bonheurs et la conception de droits corrélatifs à ces bonheurs.

Impossible de concevoir ce développement sans une lutte entre ces droits et d'autres, car tout ce qui vit, se meut, évolue, agit, suppose une force ; et il n'y a pas de force sans obstacles, sans résistance, sous peine d'efforts dans le vide.

III. — Le droit des peuples est la seule base juridique possible d'un droit international.

Qu'est-ce qui fait, au point de vue juridique, la valeur d'un principe de droit ? c'est de constituer un point de repère tel qu'en partant de lui les jugements soient exposés au minimum d'interprétations contradictoires. Or non seulement les droits qui ne sont pas le droit des peuples permettent chacun de soutenir également bien le pour et le contre, mais ils ne prennent un sens de droit qu'à la lumière du droit des peuples.

La souveraineté d'Ancien Régime, elle, avait bien dans son essence de quoi devenir une base juridique : elle se transmettait comme un héritage : il suffisait donc de définir des règles universelles d'héritage. Tant que les peuples conservaient sous divers souverains leurs administrations, lois, taxes, coutumes, langues locales, ils n'avaient pas le sort d'un cheptel humain lors des cessions de leur territoire : rien ne changeait, sauf le titulaire, dans la souveraineté qui les régissait. En fait, cet ordre ne se réalisa pas, étant théorique, contraire à la nature des hommes qui veut qu'un souverain, comptable de ses actes devant Dieu seul, c'est-à-dire devant sa seule conscience, tende à grandir sa souveraineté dans tous les sens. Les querelles de succession demeurèrent fréquentes ; empiétant d'autre part sur les autonomies régionales, les souverains préparèrent la concentration de leurs peuples en une seule société, évolution qui aboutit soit à la Nation unie, soit au conflit des nationalités.

Aujourd'hui le droit de souveraineté ne peut plus recouvrer par lui-même son ancienne capacité de base juridique, même théoriquement. Il n'a aucun sens, s'il n'est pas un corollaire du droit des peuples.

Dès qu'un sentiment national se superposa aux patriotismes purement locaux, dès que chaque souverain unifia son administration, les populations changèrent vainement de sort toutes les fois que

leur territoire fut cédé par force ou autrement ; si c'était contre leur gré, leur condition devenait tout à fait celle du bétail, d'un domaine que l'on acquiert avec les prairies où il paît ; elles constituaient les objets d'une propriété ; le droit de souveraineté jouait vis-à-vis d'elles comme un droit de possession absolument contraire aux principes juridiques fondamentaux communs aux pays de civilisation européenne, principes qui condamnaient depuis longtemps, et du moins entre Européens, l'esclavage, possession de l'homme par l'homme.

Le droit de souveraineté en est venu à rendre inintelligible aujourd'hui la convention la plus essentielle, la plus sacrée, sans laquelle les relations internationales seraient impossibles, à savoir que les engagements pris vis-à-vis de l'étranger par le gouvernement d'un pays lient tous les gouvernements successifs de ce pays. Une telle obligation demeurait dans l'ordre rationnel sous la monarchie de droit divin où la souveraineté se transmettait par héritage : l'héritage demeurait à travers la lignée, les traités en faisaient partie. Le roi est mort, vive le Roi ! On contractait avec *un roi*, individu éphémère, mais aussi avec *le Roi* qui, lui, ne mourait pas : il y avait là une permanence de personnalité morale qui se comprend. Mais quand on vient me dire qu'en vertu du droit de souveraineté, une signature de Charles-Quint a la vertu de conférer à M. Clemenceau des pouvoirs administratifs légitimes sur tel ou tel territoire, je ne saurais me défendre de trouver cette assertion mystique. Où est l'héritage de souveraineté ? Où voit-on la permanence de personnalité morale, quand non seulement la lignée d'un des contractants a cessé de régner, mais quand les régimes mêmes des souverainetés ont changé partout dans l'intervalle du XVIe siècle au XXe ?

Il y a, répondra-t-on, la France. Justement, mais ce n'est pas l'Etat français qui fait d'elle une personne morale permanente. Nous avons passé par des gouvernements trop divers pour qu'il soit raisonnable de les réunir en une seule entité poursuivant sa vie à travers l'histoire : le Roi et la Convention, cela fait à coup sûr deux personnes morales bien distinctes. Si la France n'en apparaît pas moins comme un organisme qui est demeuré lui-même pendant des siècles et malgré tout, le lien qui en empêche la dissolution ne peut être trouvé que dans la volonté des habitants du territoire appelé français de rester unis en une même société politique. Cette volonté se constate sans peine aujourd'hui : elle se manifeste explicitement depuis 1790 ; auparavant elle existait déjà, bien que d'une manière plus latente ; en tout cas, si l'on remonte à près d'un millénaire, on retrouve toujours les populations de pays formant la plus grande partie de la France actuelle réunies de fait par un lien politique (de plus en plus lâche d'ailleurs à mesure qu'on recule dans le passé). Ce qui constitue la France personne morale permanente, c'est la volonté d'union des populations du territoire français, manifestation d'une âme véritable qui, comme celle des individus, s'est développée depuis l'enfance jusqu'à la maturité.

Le droit de cette volonté à être respectée, le droit de l'âme nationale à la vie, c'est le droit des peuples.

Celui-ci donne une base juridique à la souveraineté en la dépouillant de son sens inadmissible de droit de « possession » d'hommes par d'autres hommes. Le droit de souveraineté sera tout simplement celui de l'intégrité de l'âme nationale, le droit à la permanence de l'union mutuellement consentie à toutes les fractions d'un peuple.

Sans le droit des peuples, que représente le droit historique ? On ne sait trop : peut-être le droit du fait accompli à être légitimé. Un assassinat est, lui aussi, un fait accompli ; en résulte-t-il pour l'assassin le droit à l'impunité ? On encore on invoque ce droit comme un droit d'antériorité : — vous possédez tel territoire ; mais j'y ai plus de droit que vous parce que je le possédais avant vous ; — celui auquel on s'adresse ainsi manquera rarement de riposter par un titre de possession antérieur au vôtre.

On va plus loin dans cette voie. Des historiens allemands « sérieux » rappellent la division administrative de la Gaule des deux ou trois derniers siècles de l'empire romain : il y avait, dans le *Diocèse des Gaules* (circonscription alors purement laïque), deux provinces, entre autres, la *Germanie I^e* et la *Germanie IIe*, correspondant à l'Allemagne actuelle de la rive gauche du Rhin plus l'Alsace et la Lorraine : de tels noms indiquent évidemment que les Romains d'il y a dix-sept siècles considéraient ce territoire comme habité par une population germanique. Par des intrus ! répliquent non moins « sérieusement » des gens de chez nous : et ils citent le fameux *Germani qui trans Rhenum incolunt* : ils invoquent César et Tacite pour prouver que, plus anciennement encore, la rive gauche du Rhin était tout entière « gauloise », donc promise, en toute justice, à la future France du XXe siècle.

Croit-on que l'on doive nécessairement s'arrêter là ? Pas du tout ! Les docteurs allemands vous démontreront, s'il leur plaît, que les Celtes, envahisseurs de la Gaule au IXe siècle avant notre ère, étaient en réalité des Germains, puisque dolicéphales, grands et blonds. Ne leur objectez pas la langue « celtique » : est-ce que le français, qui

devrait étymologiquement être la langue des Francs, c'est-à-dire germanique, ne dérive pas en réalité du latin ?

Nous connaissons la thèse presque universellement admise en Allemagne, jusque par la majorité des sozial-démokrats, c'est celle-ci : le rapt de l'Alsace-Lorraine en 1870 est la reprise d'un bien injustement volé à l'Allemagne deux cent vingt-deux ans plus tôt.

D'où il ressort que le droit de premier occupant, d'antériorité de possession, le droit historique est pratiquement imprescriptible. Alors il n'y a aucune limite aux recherches d'antériorité d'après lesquelles on plaidera qu'une possession est légitime ou non ; le droit historique est donc inapplicable faute d'un accord sur un délai de prescription au delà duquel la possession ininterrompue d'un territoire serait regardée comme un titre définitif.

A moins cependant que l'on ne s'appuie sur le droit des peuples ; un délai de prescription apparaît alors très nettement : il y a prescription quand les populations réunies sur un territoire ne veulent plus être séparés politiquement les unes des autres. Et le droit des peuples est bien aussi un droit historique, car c'est assurément l'histoire qui a fait leur volonté d'union ou de désunion.

Je passe sur les autres espèces de droits qui ne sont pas des droits, mais des expressions de l'arbitraire, comme le droit ethnique dérivé d'une telle pseudo-science, ou plutôt absence de science qu'il permet de justifier tout ce que l'on veut d'avance justifier, ou le droit au libre développement, à la place au soleil, etc., qui est tout simplement celui de prendre ce sur quoi on a jeté son dévolu.

Il faut, en revanche, s'arrêter au droit de civilisation supérieure : c'est le plus dangereux de tous les prétendus droits, comme étant à la fois le plus spécieux et le plus exploitable par l'impérialisme conquérant. Ainsi l'Allemagne s'accorde et on lui accorde le génie d'organisation : qu'elle organise donc l'Europe, ce sera pour le bien de l'Europe, disait, au commencement de la guerre, le célèbre chimiste et énergétiste Ostwald. Avec une telle idée comme point de départ, on arrive à conclure logiquement que le peuple qui se sent le plus apte à bien gouverner le monde a le droit, bien plus, le devoir, d'établir son hégémonie.

Mais tout dépend de l'idée du bonheur que se forgent les hommes. Il y en a qui font passer certains idéals avant celui de la perfection de l'organisation économique ; pourquoi pas ? Comment leur démontrer qu'ils ont tort ? Au surplus, ils ont raison, car leur goût est leur goût. Le seul moyen de réaliser la plus grande somme de bonheur dans l'humanité, c'est de laisser chacun établir à son gré la hiérarchie des bonheurs et agir en conséquence, c'est la liberté, qui est elle-même un bonheur *en soi*, le plus précieux, pensent beaucoup de gens.

Tout de même, si les Etats de civilisation européenne ont le droit de maintenir en tutelle des Nègres, des Peaux-Rouges, des Arabes, des Annamites, il y a une ligne de démarcation entre une civilisation considérée comme supérieure et une autre définie inférieure. Quand vous faites passer cette ligne entre Français et indigènes algériens, par exemple, ne devra-t-elle pas passer entre Allemands et Slaves, et qui sait ? entre Allemands et Français ?

La question, évidemment, est délicate.

Comment répondre au sarcasme bien connu des Empires Centraux : — Libérateurs des peuples, vous ! s'écriaient-ils à l'adresse de l'Entente, affranchissez donc d'abord l'Egypte, l'Inde, l'Algérie, l'Irlande...

Le cas de l'Irlande doit évidemment se mettre à part de celui de l'Inde et de l'Algérie. L'Irlande est une épine que la Grande-Bretagne s'est enfoncée dans le pied dès le temps de Cromwell et n'a su jusqu'ici retirer, mais elle a fait des efforts où il y a plus de libéralisme que n'en appliquèrent jamais l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie : les Irlandais ont le droit reconnu par l'Angleterre de parler de l'Angleterre avec autant de haine qu'il leur plaît et de ne pas verser leur sang pour elle ; les Alsaciens-Lorrrains et les Posnaniens jouissent-ils de libertés analogues ? Au surplus, la solution de la question irlandaise n'a qu'une importance très secondaire pour l'établissement d'un régime de paix stable dans le monde.

On répondra aux Empires Centraux par la définition même des peuples. Le reproche, par exemple, que nos ennemis nous font ironiquement de ne pas affranchir l'Algérie a trait sans nul doute aux Algériens d'origine indigène : il n'a alors aucun sens, car ce nom d'Algériens désigne des peuples : autant de tribus arabes ou de cités kabyles, autant de peuples ; ces communautés ont toujours formé des unités distinctes et d'une remarquable permanence, tandis que les liens qui les groupaient parfois étaient précaires et intermittents. Le droit des peuples en Algérie, comme aussi en tout pays dit « arabe », c'est l'indépendance des tribus, laquelle pourrait être respectée presque absolument sans que les souverainetés dont elles dépendent aient rien à abdiquer. S'il y a formation d'un peuple algérien, il ne comprendra que les habitants de souche européenne et se juxtaposera aux peuples indigènes sans se fondre avec eux.

Aux Indes, le droit des peuples ne s'applique-

rait certainement pas à la population de l'empire des Indes considère comme une unité, mais à une foule de tribus, royaumes, principautés.

Le mot « droit des peuples » ne signifie quelque chose que là où il y a des peuples au sens démocratique du mot, c'est-à-dire des groupements humains capables d'une certaine volonté collective. A quoi servirait l'affranchissement de peuples que leurs mœurs, leurs traditions religieuses, leur état de barbarie ou d'inertie, condamnent à subir un joug despotique aussitôt qu'on les aurait débarrassés de la domination des civilisés ? Laisser les nègres d'Afrique disposer de leur sort, c'est en réalité mettre ce sort entre les mains d'innombrables chefs ou roitelets qui les remettraient, moyennant avantages personnels, à la discrétion de quelque nation blanche ; le prix des traités de protectorat aurait monté ; à part cela, nul changement essentiel. Donnez la liberté aux peuples brahmaniques de l'Inde et ils resteront soumis au régime des castes que la religion leur impose expressément ; donc, en réalité, le droit des peuples de l'Inde à disposer de leur sort, c'est le droit d'une oligarchie à disposer du sort des peuples indiens.

Le droit des peuples en tutelle n'en subsiste pas moins indépendamment du droit qu'ils ont à être traités avec humanité, à ne pas être exploités : il crée pour la nation protectrice le devoir de rendre la liberté politique aussi accessible que possible à ses protégés ; elle doit les diriger de telle sorte qu'ils parviennent à résister par eux-mêmes, sans secours extérieur, aux oppressions traditionnelles ; une fois ce but atteint, s'il peut l'être, le droit des peuples exige que la tutelle cesse.

On notera sans doute un oubli capital commis dans cette discussion, l'oubli du vrai droit international tel qu'on l'entend communément et qui est défini par l'ensemble des traités conclus entre Etats. Il y a des contrats, dira-t-on ; que chacun les observe et la paix régnera.

Si on continue à prendre le mot « droit » dans son sens le plus élevé et le plus général, on dira que ce droit international consiste dans le respect des traités.

Est-ce une base juridique solide ? Oui, mais à deux conditions : que le traité résulte d'un libre débat entre les contractants, et qu'on ne contracte pas pour des tiers sans mandat de leur part et contre leur volonté.

Un traité obtenu par la contrainte n'a aucune valeur juridique possible. Si un homme me fait signer un papier en braquant sur moi son browning, je n'aurai pas de cesse que je ne lui aie rendu la pareille et fait signer un papier avantageux pour moi, et peut-être bien que l'homme voudra recommencer le jeu qui peut donc durer indéfiniment. (Il y a des exceptions en assez petit nombre, tel le traité garantissant la neutralité belge : c'est pourquoi sa violation ajoute à l'agression de l'Allemagne des circonstances aggravantes.) Or c'est la l'image de toute la série de traités par laquelle s'est constituée la géographie politique du monde civilisé. On s'en réfère à ces traités pour juger en matières de droit historique, pratique vaine, puisque l'on retombe dans les recherches d'antériorité : qui a, le premier, extorqué par violence ou fraude tel ou tel titre de souveraineté ?

Ce qui achève d'enlever leur valeur vraiment juridique à la plupart des traités, c'est qu'ils sont tout à fait pareils à celui que la Grande-Bretagne et la France passeraient aujourd'hui l'une avec l'autre, et par quoi elles donneraient un morceau du Paraguay à l'Uruguay, ou réciproquement, sans avoir consulté ni l'Uruguay ni le Paraguay. Les souverains réglaient ainsi le sort de peuples qui n'intervenaient en rien dans la transaction ; ceux-ci n'étaient donc pas engagés eux-mêmes. On peut bien proclamer comme un axiome de droit qu'un gouvernement hérite de toutes les obligations de ses prédécesseurs, quels qu'ils soient, mais c'est un axiome de droit aussi que les conventions de Pierre avec Paul n'engagent pas Jacques sans le mandat et, *a fortiori*, contre la volonté dudit Jacques.

Seul, le droit des peuples lève la contradiction. Les traités conclus sur le sort des peuples, en dehors de la participation des peuples, ne deviennent valables que par le consentement au moins tacite de ceux-ci. Et là le domaine du fait coïncide avec l'ordre du droit : si l'opinion de populations assez nombreuses vient à protester avec violence et persistance contre une situation que leur créent des arrangements internationaux non sanctionnés par elles, ces arrangements deviennent caducs : on sera forcé de les modifier d'une manière ou de l'autre, et mieux vaudra tôt que tard.

Au surplus, le droit international courant n'est qu'un recueil de recettes, de conventions, de fictions, propres à maintenir le *statu quo* à partir de la dernière guerre. Elles servent à la paix, si l'on veut, mais non pas à la paix, par le droit, ni même avec le droit, puisque leur mission essentielle est d'enregistrer et de consolider les faits accomplis, vols ou reprises, indifféremment.

Il ne reste que le droit des peuples ; aussi a-t-on raison de l'appeler le Droit tout court.

J. SAGERET.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Ce n'est pas, ce ne pouvait être dans notre seule langue que la Grande Guerre introduirait tant de nouveautés, et parfois si imprévues : ainsi, nombreuses sont celles dont l'anglais est pareillement redevable à l'immense bouleversement qui aura si rudement mêlé, quatre années durant, les hommes et les idiomes, suggéré tant d'inventions, remué tant d'idées et d'impressions.

The Athenæum cite dans son numéro du 23 mai pour le moins une centaine de termes dont le vocabulaire de nos voisins s'est enrichi depuis 1914. — Outre-Manche également, les industries dont c'était hier le rôle spécial de fournir à la cité ses moyens de défense ont souvent créé le mot en créant la chose. — Inutile de dire que la langue de l'aviation est encore ici comme partout en formation et notre confrère des bords de la Tamise note à ce propos que nos alliés (qui sont d'ailleurs payés, eux aussi, pour savoir aujourd'hui ce que c'est qu'un « *Taube* », un « *Fokker* », un « *Gotha* ») ont décidément adopté nos deux substantifs : « fuselage » et « ballonet ».

Les mots nés pendant les hostilités ne manquent pas non plus dans la terminologie navale : mais, dans ce domaine-là, l'Angleterre prête à l'univers et n'emprunte à personne. — S'agit-il par contre des choses de la guerre « sur » ou « sous » la terre ? L'anglais doit désormais « à la première nation militaire de l'Europe » une autre douzaine de vocables qui auront passé la mer avec les combattants partant en « perm » ou rentrant définitivement dans leurs foyers. Tels : « barrage », « banquette », « boyau », « camion », « fougasse », « soixante-quinze », etc...

De toutes ces nouveautés, *The Athenæum* — dont on ne saurait contester le respect à l'endroit des bonnes traditions et dont le sentiment est par conséquent intéressant à connaître en l'occurrence — prend d'ailleurs fort allégrement son parti. En France, dit-il en résumé, le dictionnaire de l'Académie fait autorité en ces matières : en Angleterre, rien de semblable. Et puis, prétendre le contraindre dans ses mots équivaudrait pour un Anglais à prétendre le contraindre dans sa personne, — « *to coerce English is to coerce Englishmen* ». Il se pourrait au reste que la nécessité de surveiller dans son développement la langue nationale fût moins impérieuse de l'autre côté du Détroit. En effet, à en croire *The Athenæum*, l'anglais, en même temps qu'il répond mieux que le français aux besoins de la vie pratique, témoigne naturellement, à tout prendre, de plus de fidélité aussi à ses origines, de plus de fixité en ses éléments constitutifs.

*
* *

La *Rivista d'Italia* poursuit la série qu'elle a entrepris de consacrer aux célébrités et notoriétés de l'Italie d'aujourd'hui : *Gli Uomini dell' Italia odierna*.

Son fascicule d'avril donnait une substantielle étude, signée Eligio Possenti, sur M. Marco Praga, l'auteur — dans lequel la critique saluait, voilà quelque vingt-cinq ans, un novateur dont le talent n'a peut-être pas tenu toutes ses promesses — des *Vierges* et de *La Femme Idéale*. Dans le numéro de mai de la revue milanaise, d'intéressantes pages de M. Francesco Sapori sur Mme Grazia Deledda.

La Sardaigne est une terre mal connue. Du littoral d'en face, de Rome ou de Naples, on dirait d'une île lointaine, lointaine. Ses sites rappellent le plus souvent les paysages de la Bible ou ceux de Théocrite. Gens frustes et fiers, énergiques et graves, également passionnés dans le bien et dans le mal, ses habitants, si attachés soient-ils à la mère-patrie, ont « leur » esprit et « leurs » mœurs, qui n'ignorent pas moins les laideurs que les raffinements de notre civilisation. Il y a du reste de l'Arabe chez le Sarde... Et c'est cela, c'est tout cela qui se reflète dans l'œuvre de Mme Grazia Deledda, qui s'exprime ou qui se devine derrière les gestes lents et sous les brefs discours de ses pêcheurs et de ses bergers, qui donne à ses romans et à ses nouvelles leur couleur et leur saveur propres.

Elle est dès maintenant importante, cette œuvre. Elle n'a cependant pas absolument cessé d'être une sorte de révélation. M. Francesco Sapori dit bien dans la *Rivista d'Italia* le charme singulier, un peu étrange parfois, qui s'en dégage et qui suffit certes à expliquer le succès considérable d'une littérature par ailleurs aussi étroitement « régionale ».

Quant à la personne de « *l'authoress* », elle est tout entière dans ses livres.

« Mon enfance, a écrit Mme Deledda, mon enfance et ma jeunesse jusqu'au moment où j'ai quitté ma Sardaigne pour suivre mon mari s'encadrent à mes yeux dans un décor tout biblique, peuplé de figures — tantôt d'une très noble sérénité, tantôt terriblement violentes — se détachant sur un fond d'âpres et pittoresques montagnes ». Et encore : « Notre maison était comme une petite auberge où on logeait gratuitement. De vingt localités des environs de Nuoro, des visiteurs nous arrivaient constamment, qui passaient sous notre toit vingt-quatre

ou quarante-huit heures et quelquefois la huitaine. Bourgeois, prêtres, nobles campagnards..., figures éminemment originales et dont j'ai gardé le plus vivant souvenir ».

A Rome, où, loin du centre, elle habite aujourd'hui une modeste villa, Mme Deledda s'est fait, au milieu des siens, une existence toute de silence et de travail. La célébrité a ses obligations et nombreux sont les journalistes que la romancière de *Il vecchio della montagna* et de *Cenere* dut recevoir ces dernières années. Ils s'accordent à nous montrer en elle une femme de taille moyenne, toujours vêtue de noir, myope, « volontiers fermée comme une lettre » (« *chiusa spesso come une lettera* »), d'ailleurs bienveillante et de commerce évidemment sûr.

*
* *

Dans *Scientia* (fasc. de juin), un excellent article de M. Scipione Gemma : « Pour la création d'une Société des Nations » (trad. de M. Bourgin).

Voici que déjà l'histoire de cette horrible guerre — j'entends la grande histoire, celle qui s'efforce de dominer les faits pour en dégager la signification dernière — commence à s'écrire.

M. S. Gemma nous propose de distinguer dans le développement des événements survenus depuis 1914 les trois phases : de négation (« énergique négation de l'hégémonie allemande et réaction également énergique contre elle »), d'intégration et de reconstruction. Parlant du stade où l'on s'oriente vers les intégrations nationales, M. S. Gemma formule cet intéressant aperçu :

« Il semble aujourd'hui véritablement inconcevable que les hommes politiques des Empires centraux aient oublié si légèrement la valeur de la vieille maxime : « *Quieta non movere* », — eux qui jouissaient déjà de la possession de territoires revendiqués par d'autres Etats et qui savaient que, dans leurs frontières, se trouvaient comprises des populations dont les sentiments et l'intérêt tendaient à rompre leur chaîne politique actuelle... Et cependant, cet état de choses n'était pas seulement toléré, mais jalousement gardé par une Europe avant tout préoccupée de maintenir la tranquillité et de ne fournir aucun motif à un conflit armé. Celui-ci une fois surgi, il n'y avait naturellement plus de raison pour que les aspirations tout d'abord comprimées « *pro bono pacis* » ne déployassent pas leur force, d'autant plus que la guerre elle-même a mis sous une lumière nouvelle l'un des aspects les plus délicats et les plus douloureux de la situation politique des nations contraintes d'appartenir à des Etats auxquels elles répugnaient, en forçant certains individus à combattre pour la patrie officielle contre la patrie véritable... C'est ainsi que les aspirations nationales ont pris leur place à côté de l'idée de défense contre l'hégémonie germanique et ont imprimé à tout le conflit une caractéristique particulière ».

*
* *

Dans le *Marzocco*, de très pénétrantes observations de M. Aldo Sorani sur les nouveautés en perspective de la politique américaine (*Marzocco*, n° 20, « *La Via nuova dell' America* »).

Je vois bien tout ce que l'on répondrait à M. Sorani : il n'empêche que nos cousins d'outre-monts sont terribles quand ils s'y mettent et que cet article est de la meilleure manière de Florence.

Les Etats-Unis sont entrés dans la Grande Guerre et ont paru sur nos champs de bataille en considérant certains procédés de l'Empire allemand « comme la manifestation d'une disposition hostile à leur égard ». Cependant, voici qu'à s'en rapporter au président Wilson, l'Amérique pourrait s'engager à se précipiter au secours de la France dès que celle-ci se verrait derechef, et sans provocation de sa part, attaquée par l'Allemagne. Mais... et la doctrine de Monroë ? Que devient ici la doctrine de Monroë ? L'Amérique cesserait de tenir pour intangibles les principes traditionnels dans son gouvernement depuis Washington ? Elle ne s'interdirait plus d'épouser les passions et les querelles de cette vieille et malheureuse Europe ? Elle ne craindrait plus désormais de mêler son histoire à la nôtre ?.. Alors, en fin de compte, l'inévitable et constant contre-coup dans la conduite de ses affaires intérieures des événements du dehors ? Les batailles autour de tel ou tel programme de politique étrangère ? Et tôt ou tard... les armements, les vastes armements ?

Tout cela n'ira d'ailleurs pas sans difficultés. Déjà, que d'impatiences parmi les sénateurs ! Avec sa Ligue des Nations, que de luttes pour le président Wilson à son retour dans ses pénates !

Il est pourtant un point sur lequel le grand homme d'Etat peut se considérer comme ayant très probablement et dès maintenant partie gagnée devant l'opinion de son pays : entre lui et l'immense majorité de ses compatriotes, l'accord n'est guère douteux quant à la nécessité d'une étroite entente avec l'Angleterre. Outre qu'ils savent trop ce qu'ils doivent à cent ans de paix avec leurs ennemis d'antan, les Américains redoutent (et ont mille fois raison de redouter) de se trouver quelque jour dans l'obligation de concurrencer l'Angleterre en manière de construction navale.

Mieux. Les Américains ne prennent-ils pas coutumiers la victoire des Alliés pour une « victoire anglo-saxonne » et ceux qui parmi eux croient à la Ligue des Nations ne tiennent-ils pas que son fonctionnement sera surtout pour permettre aux Anglo-Saxons de savourer en paix les fruits de « leur » victoire ? Hé ! c'est du moins ce qui ressort des termes dans lesquels nombre de publicistes d'outre-Atlantique parlent de l'avenir et se plaisent à constater que le seul problème que la guerre ait vraiment résolu est celui des rapports entre les États-Unis et l'Empire britannique.

« Toutefois, conclut M. Aldo Sorani, c'est là une façon plutôt singulière de concevoir les formidables événements que nous avons vécus ces dernières années et avec lesquels nous n'en avons du reste pas fini. Voire si singulière à nos yeux de continentaux que nous osons demander aux Anglo-Saxons comment ils entendent donner satisfaction aux nations autres que la France. Mais aussi bien voilà une question à laquelle on n'est pas près de répondre ».

GASTON CHOISY.

LES NOUVEAUX LIVRES

SERGE DE CHESSIN. *Au pays de la démence rouge. La Révolution russe* (1917-1918). (Plon).

M. Serge de Chessin a tenté de se faire l'historien de la révolution russe : entreprise prématurée, si l'on pouvait exiger d'un contemporain une vue critique et une description complète d'événements aussi vastes et confus, et si proches de nous, qu'aucun regard n'en peut encore embrasser l'ensemble.

Nous avons toutefois besoin de savoir de ces événements tout ce qu'il est actuellement possible d'en retenir, et nous souhaitons un commencement d'explication. M. Serge de Chessin nous offre un grand luxe d'informations générales et précises : journaliste, contraint à vivre au jour le jour la chronique des faits, entraîné à les enregistrer dans leur spontanéité violente, il n'est pas hypnotisé par le détail, si impressionnante qu'en soit la tragique apparence. Esprit très cultivé, enclin aux idées générales, amoureux de psychologie et capable de méditation, écrivain coloré, au style pittoresque et naturellement dramatique, ses tableaux sont incontestablement les mieux étudiés, les plus complets, les plus vigoureusement brossés de tous ceux que nous ont offerts, jusqu'ici, les témoins de la Révolution russe.

Par delà le décor de la Russie tsariste ou de la Russie de l'intelligence, il découvre l'immense, l'éternel peuple des moujicks, et lui demande la raison du désordre qui désole depuis deux ans l'Europe orientale. Ainsi, explique-t-il, historiquement et psychologiquement, les atrocités du régime bolcheviste — atrocités qu'il dépeint avec une sincérité bien faite, pour dissiper les dernières illusions des naïfs capables de comparer la révolution russe à la révolution française, et d'attendre quelque bien des plus terribles erreurs qui aient jamais assailli l'humanité.

RAYMOND LEFEBVRE et PAUL VAILLANT-COUTURIER. *La guerre des soldats.* Préface de M. Henri BARBUSSE (Flammarion).

Aurons-nous un poncif genre Barbusse ? C'est probable ; si étrange que soit littérairement cette réapparition du naturalisme — avec tout ce qu'il implique de qualités sommaires, d'insuffisances et d'erreur totale — le fait est peut-être inévitable ; l'art, sans doute, n'a pas grand' chose à attendre de cette épisodique et passagère résurrection d'un mort que l'on croyait bien mort. Quelques écrivains toutefois trouveront là un moule facile, qu'ils rempliront à satiété.

Sachons gré à MM. Raymond Lefebvre et Paul Vaillant-Couturier, d'avoir appliqué la formule avec quelque sobriété : la note lyrique héritée du romantisme, et qui faisait de Zola un épigone d'une école périmée, manque à ces deux auteurs : leur effort de pensée demeure chétif et ils ignorent le coup d'aile des généreux enthousiasmes; mais ils n'abusent pas des brutalités du langage et de cet insupportable argot, que personne n'a jamais parlé aux tranchées avec la truculence et l'application des héros de Barbusse.

Il reste qu'on trouvera dans ce volume des souvenirs vécus et des notes dont l'exactitude fragmentaire ne suffit pas à restituer la vérité de la vie du soldat martyr au cours de la grande guerre. L'inconvénient de l'accumulation de ces traits affreux — dont aucun peut-être n'est contestable — c'est qu'elle fausse les perspectives ; il faut prendre garde à ne pas dépouiller de toute grandeur le souvenir de nos morts.

Et sans doute le but des auteurs est de discréditer la guerre ; ils la haïssent d'une haine sincère, et parfois touchante, mais qui nous remuerait plus profondément, si elle était moins sommairement aveugle. Une réaction était nécessaire contre l'idéalisation fade et mensongère des spectacles guerriers ; mais un poncif ne nous console pas de l'autre. Nous aimerions un témoignage moins partial, et un art qui sût évoquer, parmi l'infini de ses souffrances, l'homme tout entier : ainsi naguère Tolstoï...

JACQUES LUX.

NOTE DE LA DIRECTION

L'augmentation des frais de fabrication nous force à relever nos prix d'abonnement et de vente au numéro.

On trouvera sur la couverture nos nouveaux tarifs.

LA REVUE SCIENTIFIQUE (fondée en 1863), directeur CH. MOUREU, publie : MM. R. LÉPINE : *Du bon pain et à bon marché :* H. MARTEL : *L'épizootie de rage à Paris et dans la région parisienne ;* A. AURIC : *Sur la Réforme grégorienne du calendrier : des Notes et Actualités ; des Nouvelles* ; le compte-rendu de l'*Académie des Sciences de Paris*, etc.

Le Gérant : ALB. DAVY

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VIe.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 13 — 57e ANNÉE — 5-12 JUILLET 1919

NOTRE SITUATION FINANCIÈRE

Les débats sur notre situation financière se succèdent à la Chambre et au Sénat. Le pays les suit attentivement. Pendant la guerre les esprits se passionnaient pour les évènements du front ; les questions d'équilibre budgétaire paraissaient de seconde importance à côté de la décision définitive. D'ailleurs les pouvoirs publics, en ménageant les forces contributives du pays durant les hostilités, favorisaient l'insouciance de la nation, en matière financière.

Quand on connut l'armistice du 11 novembre, presque tous les Français pensèrent que le traité de paix donnerait la solution définitive au problème financier, né à l'occasion de la guerre. Les Allemands n'avaient-ils pas préparé eux-mêmes la sévérité des conditions financières du règlement définitif ? Dans un discours du 2 février 1917, le chancelier Bethman ne disait-il pas : « Plus nos ennemis nous obligent à faire des sacrifices, plus ils devront payer ». Et l'on sait, aujourd'hui, que la durée de la guerre nous a imposé des sacrifices aussi lourds que ceux dont l'Allemagne a supporté le poids.

Du haut de la tribune parlementaire, le Ministre des Finances et le rapporteur général du Budget affirmaient, dès le mois de novembre 1918, que l'Allemagne pouvait payer et qu'elle paierait. En vain, quelques spécialistes des questions financières tentaient-ils de mettre en garde l'opinion contre ce règlement par trop facile ; la division des dettes par suite de leur énormité s'imposait. Pourquoi ne pas l'avouer ?

Aujourd'hui, le débat sur notre situation financière provoque quelque stupeur. Gouvernants et parlementaires sont dans l'obligation de reconnaître que le traité de paix laisse à la France une lourde part des charges de la guerre.

Le problème inquiète d'autant plus la masse des contribuables que ses données n'apparaissent pas clairement. Et d'abord il y a une grande incertitude en ce qui concerne les charges des budgets futurs. M. le Président de la Commission du Budget de la Chambre a déclaré que le jour où l'on inscrirait les arrérages de tous les emprunts, il faudrait trouver annuellement 24 ou 25 milliards de ressources pour faire face aux charges budgétaires annuelles.

Il est vrai que M. le Ministre des Finances prévoit seulement pour les budgets futurs une charge annuelle de 14 à 15 milliards, soit 5 milliards pour les services civils et 10 milliards pour le Service des arrérages d'emprunts, correspondant à une dette de guerre d'environ 200 milliards.

Les évaluations de MM. Ribot, Doumer et Perchot au Sénat se rapprochent très sensiblement de celles de M. Klotz.

Et il faut avouer qu'un budget de 15 milliards constitue déjà une lourde charge pour la France. En effet, le budget d'avant-guerre s'élevait à 5 milliards 191 millions, en dépenses, et à 4 milliards 781 millions, en recettes.

Le budget de 1919 comporte après rectification, 7 milliards 758 millions de ressources y compris la taxe militaire et le rendement des bénéfices de guerre. Les différentes taxes ou impôts créés depuis l'ouverture des hostilités ont donc fourni 3 milliards 472 millions de ressources nouvelles. Et, au cours du mois de mai 1919, M. le Ministre des Finances a déposé devant les Chambres un projet de loi prévoyant la création d'impôts et de taxes et l'adoption des différentes mesures qui permettraient de trouver 1 milliard 280 millions de ressources nouvelles. On estime que pour l'année 1919 les dépenses s'élèveraient pour le budget à 10 milliards 263 millions, au regard desquels on ne pourrait guère aligner que 8 milliards 627 millions de recettes normales, d'où un déficit de 1 milliard 636 millions. Mais au cours de cette même année, les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils formeraient une masse de 50 milliards, s'ajoutant aux 10 milliards précédents ; si bien que l'année 1919 apporterait un accroissement de charges devant être comblé par des emprunts en rente perpétuelle jusqu'à concurrence de 30 milliards. Cette somme viendrait s'ajouter aux 175 milliards de rentes perpétuelles ou de dettes flottantes, dont on constate l'existence, avant l'incorporation du nouveau déficit de 1919.

*
* *

Un premier motif de trouble pour l'opinion publique est le désaccord qui existe entre les spécialistes du Parlement, quant à l'évaluation du budget normal pour les années qui vont suivre. La divergence provient de ce que ceux qui indiquent le chiffre de 25 milliards comme correspondant aux charges probables des budgets d'après-guerre retiennent les dépenses correspondant au service des allocations des pensions, des retraites aux victimes de la guerre, soit déjà une somme de 4 milliards. En outre, on prévoit une dépense annuelle d'au minimum 1 milliard pour le service des emprunts de sommes affectés à la reconstitution des pays envahis. Assurément ce sont là des charges que le traité de paix impute à l'Allemagne ; mais quand et comment les paiera-t-elle ? Elle ne doit verser de 1921 à 1926 que 1 milliard 600 millions par an, pendant 5 ans ; soit 900 millions, pour la part totale de la France. Or, cette insuffisance des versements immédiats de l'Allemagne a pour conséquence d'obliger le Gouvernement français à faire des avances aux familles des victimes de la guerre, à emprunter, immédiatement, au moins le tiers de la valeur de la totalité des dommages causés par l'ennemi sur notre sol, et on sait que M. Loucheur l'appréciait à 75 milliards pour le total. Il faudra donc, pendant plusieurs années, inscrire au budget les arrérages des emprunts perpétuels contractés pour faire par anticipation le service de paiements qui, en fin de compte, doit incomber aux ennemis. On est obligé de reconnaître que si le gouvernement ne trouve pas le moyen de faire escompter par les Etats-Unis les bons que l'Allemagne doit nous remettre, en reconnaissance de sa dette, il faudra bien que la France fasse, dans ses budgets des années 1920 et suivantes, le service des pensions, des dommages de guerre, au lieu et place de l'Allemagne, momentanément du moins.

En sera-t-il ainsi ? La question a été soulevée au Sénat et à la Chambre. M. le Ministre des Finances a demandé de ne pas ouvrir le débat. Il sollicite seulement le vote d'un budget dont il présente le bloc des dépenses. Pour le surplus, il déclare que le Trésor français, aussi bien que la finance française, sont assurés de trouver aux Etats-Unis tout le crédit que leur mériteront la fermeté et la sagesse, avec lesquelles nos propres affaires seront conduites.

Certes, on ne peut qu'être très touché de ces sentiments sympathiques. Mais l'opinion publique serait beaucoup plus calme si M. le Ministre des Finances était plus précis sur les chances qu'il y a pour la France de transformer la reconnaissance de dette de l'Allemagne en possibilités de paiement. Or, au cours du débat qui eut lieu à la Chambre, le 19 juin 1919, M. Klotz a simplement demandé de voter d'abord le budget de 1919, qui sera un budget de transition. « Une fois ce vote acquis, nous dirons toute la vérité au pays, auquel je ne peux pas parler aujourd'hui. Ce serait dangereux. C'est pourquoi, je vous demande de voter le passage aux articles ».

Il a fallu la guerre pour aboutir à un résultat qui prive le Parlement de son droit essentiel de contrôle minutieux et sévère des dépenses engagées et des voies et moyens pour se procurer des ressources, après que le Gouvernement a pleinement justifié de la nécessité des dépenses et de l'obligation des charges.

*
* *

Au cours des séances parlementaires, où toutes ces questions ont été agitées, les orateurs qui ont pris la parole se sont montrés généreux dans la critique, mais assez réservés sur les moyens pratiques de résoudre les problèmes posés. M. Ribot rappela que si on l'avait suivi, lorsqu'il était mi-

nistre des Finances, et qu'il demandait de doubler ou de tripler les anciens impôts, on aurait aujourd'hui le revenu de 2 milliards 100 millions au lieu de 1 milliard 300 millions donnés par les impôts transformés, et avec l'impôt général sur le revenu et les valeurs mobilières. Son procédé de taxation parut trop simpliste et n'eut guère la faveur du Parlement. On peut cependant se demander s'il n'aurait pas été préférable à celui dont on a infligé, par la suite, le mécanisme complexe aux contribuables français.

Il est fâcheux qu'au cours des nombreux débats qui ont déjà eu lieu sur les questions financières, aucun parlementaire n'ait insisté sur la nécessité d'adopter des méthodes de taxation plus simples et plus claires. Le contribuable, même de très bonne foi, éprouve à l'heure actuelle de sérieuses difficultés pour savoir vraiment ce qu'il doit à l'Etat. L'obscurité des bases de taxation, leur complexité, est certainement une des causes du mauvais rendement des impôts directs en France à l'heure actuelle.

Il faut, d'ailleurs, savoir gré à M. Ribot d'avoir eu le courage de signaler tous les inconvénients du calcul de taxation des bénéfices agricoles et par là-même, la cause la plus sérieuse du mauvais rendement des impôts en France. En effet, on déclare que l'accroissement des valeurs survenu au cours de la guerre, doit faciliter la rentrée des taxes nouvelles, et l'on oublie trop que la France est avant tout un pays agricole. Assurément, les produits du sol sont vendus à des prix trois ou quatre fois plus élevés qu'avant la guerre. La capacité de contribution des agriculteurs est donc très accrue. Mais la perception actuelle sur la base d'un revenu présumé égal à la moitié de la valeur locative — base réelle reposant sur des données d'avant-guerre — favorise notamment les grands propriétaires fonciers exploitants dans des proportions telles qu'il n'est pas exagéré de déclarer que l'inégalité de la participation à l'impôt constitue une iniquité fiscale, en France, à l'heure actuelle.

De tels faits découragent les contribuables honnêtes. Lentement les meilleurs des citoyens se demandent s'ils ne sont pas simplement des naïfs qui paient aux lieu et place de personnes favorisées par les circonstances et surtout par le législateur qui n'ose retoucher sincèrement et complètement son organisation fiscale et la complique par des remaniements incessants et partiels. Notre système d'impôts est comparable au couteau de Jeannot, mais à un couteau dont tous les éléments seraient mal assujettis. Ces hésitations, et l'on est tenté d'écrire ces faiblesses, en face d'une situation financière des plus graves, ne peuvent avoir qu'un effet fâcheux. Le déficit croissant nous placera bientôt dans une situation qui ne comportera plus de solutions possibles, et correspondant aux facultés contributives de la nation. En effet, fatalement, la hausse de valeur de certains produits entraîne une hausse générale des prix. Si bien que dans les années à venir le bénéfice net de nombre d'entreprises, soit industrielles, soit agricoles, sera inférieur à ce qu'il fut au cours des années 1916 et suivantes où les salaires, les transports, bien des matières premières n'atteignaient pas des prix comparables à ceux de 1919. Alors on aurait pu, par un système de taxation équitable, prélever au profit de la collectivité une large part des bénéfices réalisés, par suite de circonstances sociales.

Lorsqu'on compare le rendement des impôts créés pendant la guerre, en France, à celui des prélèvements faits en Angleterre et en Italie, on constate que les recettes budgétaires de l'Angleterre sont passées de 5 milliards à plus de 20 milliards, et celles de l'Italie de 2 milliards et demi à 7 milliards et demi, tandis que nous ne trouvions que 3 milliards 900 millions de ressources nouvelles. Ainsi l'impôt, en France, entrait pour une faible part dans les ressources permettant de conduire la guerre. Il ne pouvait en aller autrement, alors que la propriété immobilière dans les villes, par suite du mécanisme de la loi sur les loyers, bien souvent ne laissait qu'un déficit pour le propriétaire ; alors que le fisc s'en rapportait aux déclarations des industriels et des commerçants en ce qui concernait les bénéfices faits pendant la guerre ; alors que les agriculteurs se voyaient pour ainsi dire invités à ne pas prendre la juste part des charges d'une lutte qui leur a valu, certes, les pertes les plus cruelles en hommes, mais des bénéfices que personne ne peut nier, par suite de l'accroissement de valeur de tous les produits agricoles.

*
* *

Le problème financier ne sera pas résolu par de vagues discussions sur le montant plus ou moins incertain de nos budgets futurs. Il est absolument inutile de se lancer des milliards à la tête. Ils risquent fort de n'être inscrits que sur le papier, si le Parlement n'a pas le courage de faire une refonte générale et complète de nos bases de taxation, de telle sorte que chacun paye bien proportionnellement à l'ensemble de ses revenus. Cette méthode de sincérité permettrait seule d'étudier sérieusement les données du problème financier.

Le Parlement est bien dans son rôle, lorsqu'il

critique les méthodes insuffisantes de notre politique financière. Mais il doit aller au delà. Il doit, lui aussi, prendre ses responsabilités et user de toutes ses prérogatives.

Les circonstances lui imposent l'étude d'un remaniement complet de notre système fiscal. L'édifice actuel est plein de fissures. Il craque de toutes parts. Inutile de chercher à le soutenir, en plaçant des tirants et en usant d'artifices. La France n'a eu que trop de dirigeants astucieux. Il faut substituer aux petites habiletés qui préparent les profondes catastrophes une politique de sincérité et de large envergure.

Qu'on sache, sans retard, la part de l'Allemagne dans les charges de reconstruction, et ses modalités de versements des fonds. Qu'on dise au pays ce qu'il doit payer et qu'on étudie une base de perception qui frappe tout le monde proportionnellement aux revenus réels de chacun, sans toutefois recourir à des habiletés de calcul des variations de valeurs des revenus, qui transforment l'appauvrissement en enrichissement : ce qui arriverait dans bien des cas, en acceptant les bases actuellement proposées au parlement par M. le Ministre des Finances. Elles indiquent les revenus de 1915, 1916, 1917, 1918, comme élément de comparaison avec le revenu des années suivantes. A coup sûr, les honnêtes citoyens, non producteurs, vont s'enrichir par rapport à leur état d'appauvrissement du temps de guerre. Mais les mercantis, les munitionnaires, les bénéficiaires, volontaires ou non, de l'effroyable catastrophe seront appauvris en 1919, par rapport à 1918, 1917, 1916, 1915.

Il est temps de rejeter ces habiletés, empreintes d'injustice dans leurs résultats, pour recourir à des bases de taxation vraies ; sans distinction d'origine de la masse des revenus, autre que les deux grandes catégories, revenus du travail ou de la fortune acquise, afin de connaître l'étendue du crédit de la France ; ses possibilités d'assurer le service des arrérages de la dette perpétuelle, sans sacrifier l'avenir économique du pays à des exigences fiscales, qui seraient au delà des forces contributives de la Nation.

La pire des politiques est celle de l'incertitude de l'incohérence, des retouches successives qui empêchent l'entrepreneur de calculer ses prix de revient et le particulier de dresser son budget personnel ; au résumé, la méthode actuelle qui par son manque d'envergure et de vision large, nous impose le marasme économique au lendemain de la victoire.

GERMAIN MARTIN.

LA DÉTRESSE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

III. — L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE A BIEN REMPLI SA MISSION.

L'Enseignement secondaire a-t-il donc manqué de son côté à ce qu'il doit au pays et s'est-il montré inférieur à sa mission ? Ses ennemis eux-mêmes n'osent pas le prétendre. Ils préfèrent *vanter le mérite* de ses maîtres et *s'en prendre à l'organisation des études*. Il ne m'appartient pas ici d'examiner la réforme de 1902, sur laquelle nos divers spécialistes ne sont pas toujours d'accord. Les partisans de la réforme ne nient pas d'ailleurs qu'elle ne doive être retouchée sur plus d'un point. C'est le rôle de la Commission parlementaire de l'Enseignement, devant laquelle nous avons déposé en 1914, de rechercher ce qu'il faut en garder, ce qu'il faut en abandonner, s'il faut créer une 5e section de baccalauréat ou s'il ne vaut pas mieux réduire à trois celles qui existent. Je me contenterai de remarquer que, à l'encontre de ce qui se passe dans les deux autres enseignements, *il y a une crise, réelle ou imaginaire, de l'Enseignement secondaire tous les dix ou tous les vingt ans*. Les réformes de 1853, de 1880, de 1890, de 1902 le prouvent assez clairement. Ces crises ne sont nullement des indices de faiblesse, mais des *efforts d'adaptation*. La bifurcation, tant reprochée à Fortoul en 1853 et après 1853, était une tentative plus ou moins heureuse, pour adapter l'enseignement aux exigences du mouvement industriel, bien faible à nos yeux, mais puissant pour le temps, dont la multiplication des chemins de fer marqua le début et favorisa le développement. Fortoul le dit nettement dans le rapport qui accompagnait l'exposé de la réforme, et les savants qui la discutèrent au Conseil Supérieur de l'Instruction publique l'avaient dit comme lui. Jaurès, dans la remarquable défense du baccalauréat qu'il présenta devant la Commission parlementaire, le 25 février 1899 (1), a montré également que la surcharge des programmes dont on se plaignait déjà il y a 20 ans, n'était point le résultat d'une « politesse réciproque des professeurs chargés de les rédiger », mais de l' « harmonie » naturelle qui s'établit fatalement « entre la complexité des programmes. » L'on en revient peu à peu aujourd'hui, sous l'influence de préoccupations pédagogiques, économiques, et même politiques, à une conception opposée à celle de Jaurès et plus voisine de celle de Fortoul. Ce

(1) Dépositions, t. II, p. 58 et 59.

sont là des oscillations inévitables dans ce *perpétuel balancement* qui caractérise l'histoire pédagogique de l'Enseignement Secondaire depuis 1802 : On a souvent hésité entre un enseignement encyclopédique et un enseignement plus réduit, plus concentré et plus simple. Il est peu probable qu'on s'arrête jamais à une solution définitive. En pareille matière, l'hésitation est permise, et le scepticisme est une marque de sagesse, car les variations d'opinion ne sont pas toujours dues, comme chez Jules Lemaître, à des raisons à demi politiques ; elles s'expliquent souvent par une conception différente des mouvements nationaux et des changements économiques ou sociaux, qui tendent à modifier l'Enseignement Secondaire, comme l'Enseignement Supérieur et l'Enseignement primaire, et peut-être plus profondément. Et même lorsqu'elles sont dues à des raisons politiques, elles ne sont pas nécessairement méprisables. Il est difficile de séparer entièrement l'Enseignement de la politique, prise dans son sens le plus général et le seul honorable. A une conception déterminée de l'Etat répond d'ordinaire une conception déterminée de l'éducation nationale. S'il arrive souvent que des hommes appartenant aux partis les plus opposés, comme Jaurès et l'archevêque de Toulouse (1), communient dans le culte des humanités classiques, il n'en est pas moins vrai que leurs idées pédagogiques, même lorsqu'elles sont semblables, sont étroitement liées à leur système politique. En tout cas, et quelle que fût l'opinion de l'Enseignement secondaire sur la réforme de 1902, *il l'a appliquée loyalement.*

Au reste, les inspirateurs de cette réforme n'ont pas voulu rompre avec les traditions de l'Enseignement secondaire. Bien que certaines de leurs conceptions aient paru inspirées par un utilitarisme un peu court, ils semblent en général avoir été fidèles à cette vieille idée que l'Enseignement secondaire est destiné à la *formation de l'esprit plutôt qu'à l'acquisition d'un grand nombre de connaissances.* L'Enseignement primaire étant destiné à donner aux enfants les notions indispensables qu'il n'est pas permis d'ignorer, l'Enseignement secondaire a toujours été envisagé comme un *enseignement de culture.* On entend par là qu'il est appelé à former le jugement et le goût et à développer les qualités d'imagination et de sensibilité, sans paralyser d'ailleurs le désir et le sens de l'action. Bien qu'il doive meubler l'esprit de connaissances précises, il est resté essentiellement et par définition, un enseignement plus qu'une préparation, puisqu'il est théoriquement désintéressé et qu'il est affranchi du souci d'un entraînement hâtif. Il devrait être également à *l'abri d'une spécialisation prématurée* : car la spécialisation, nécessaire dans l'Enseignement supérieur, ne peut, même là, se dispenser de reposer sur une culture générale commune, sans nuire à la spécialité même qu'elle prétend développer. Je laisse à d'autres le soin d'examiner si les programmes de 1902 n'ont pas favorisé un peu trop, et de trop bonne heure, cette spécialisation, en imposant aux parents et aux élèves, la nécessité de choisir une carrière à un âge où la vocation ne paraît pas encore, et où les dispositions ne se dessinent pas toujours. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les réformateurs, tout en concevant 4 plans d'études, ont voulu, malgré des sacrifices visibles à l'utilitarisme, assurer aux élèves les bénéfices de cette culture générale, qui caractérisait à leurs yeux l'Enseignement secondaire. Ainsi, dans l'ensemble des études, l'Enseignement secondaire a toujours eu sa place bien marquée : *l'acquisition des notions générales élémentaires* est la part de l'Enseignement primaire, la *formation de l'esprit et le développement des dispositions dominantes* sont la part de l'Enseignement secondaire, la *spécialisation et la recherche* celle de l'Enseignement supérieur.

La place de l'Enseignement secondaire étant ainsi déterminée, il est aisé de voir s'il a rempli sa mission. La réponse n'est pas douteuse : Si on lui reproche les insuffisances constatées dans certaines sections du baccalauréat, il n'aura pas de peine à montrer que la réforme de 1902 lui a été imposée, qu'il n'a pas cessé pour sa part de réclamer le renforcement des examens du baccalauréat, qu'il s'est toujours heurté à la résistance de ceux qui, pour favoriser l'Enseignement libre en lui abandonnant en partie la collation des grades ou pour se débarrasser eux-mêmes d'une corvée gênante, ont travaillé à discréditer cet examen final des études, en refusant de l'améliorer quand nous le demandions, en pratiquant à son égard, un « sabotage » regrettable ou en essayant d'en dispenser toutes sortes de gens.

D'ailleurs, les faits parlent assez haut. Tout le monde sait que, pendant les deux dernières années de la guerre, les cadres des officiers ont été reconstitués en grande partie à l'aide des étudiants qui venaient de sortir de nos lycées ou qui s'y trouvaient encore. On se demande après cela, ce qu'il faut penser des plaintes bruyantes de ceux qui dénonçaient perpétuellement les dangers d'une éducation trop intellectuelle et trop critique, enne-

(1) V. Déposition de M. Mathieu, alors archevêque de Toulouse (Dépos. de la Commis. parlem. de 1898, t. II, p. 240 et suiv.).

mie naturelle de l'action. Si l'on excepte quelques cas isolés, il semble bien que ces plaintes, qui fournissaient une belle matière d'amplification pour présidents de distributions de prix, pour universitaires soucieux de réclame ou pour chefs d'institutions mondaines, aient été inspirées par des doctrines philosophiques ou politiques de beaucoup antérieures aux évènements de la guerre. En pareil cas, les faits sont toujours faussés involontairement ou de parti pris, parce qu'on veut justifier après coup les théories, et qu'un doctrinaire ne manque jamais une occasion de vanter la force de divination prophétique de son esprit. Les services rendus pendant la guerre par l'Enseignement secondaire sont cependant de nature à désarmer ces intrépides théoriciens, si un théoricien était capable de reconnaître son erreur. Si nos élèves de Rhétorique supérieure, de Spéciales, de Philosophie et d'Elémentaires ont renouvelé les cadres des armées qui ont combattu en 1917 et 1918, leurs aînés et leurs maîtres ont contribué à fournir les cadres techniques, lorsqu'on a bien voulu, après de longues réclamations de notre part, s'adresser enfin à l'Université. Les professeurs de mathématiques ont été employés dans le repérage par le son et dans le calcul des tirs : les professeurs de langues vivantes dans les services d'interprètes : les physiciens et les chimistes ont été utilisés dans les usines et les laboratoires, les services météorologiques et radiographiques ; les littéraires, les historiens et les philosophes ont été employés dans des services diplomatiques, financiers et dans les services de propagande politique et commerciale. Ils ont montré que la *collaboration de l'armée et de l'Université* dans l'intérêt de la nation pouvait être réalisée en France, comme elle l'était en Allemagne. Ils ont apporté dans ces divers services les méthodes personnelles ou professionnelles de recherche, de classement et de documentation, encore peu répandues chez nous, même dans l'armée. Le caractère scientifique de la guerre a rendu nécessaire le concours de l'Université, particulièrement de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement secondaire. Ainsi, soit par ses élèves, soit par ses maîtres, notre enseignement a été très utile au pays.

Il est de mode parmi certains *techniciens d'afficher un mépris souverain pour la forte éducation générale* que l'on donne dans l'Enseignement secondaire et que l'on complète, suivant les spécialités, soit dans les Rhétoriques supérieures et les Facultés des Lettres, soit dans les classes de Mathématiques spéciales et les Facultés des Sciences. Et il n'est pas sûr que, dans le désir louable de faciliter les relations entre la science et l'industrie, certains professeurs de faculté n'aient pas un peu trop sacrifié la première à la seconde. L'idée que le technicien est « un être à part duquel on n'exige « que des connaissances théoriques rudimentaires « et qui est capable de se débrouiller directement « au milieu des phénomènes les plus complexes et « les plus inextricables » semble fortement ébranlée. L'auteur du meilleur traité technique que nous ayons, M. Bouasse, en a fait justice « dans la pré- « face de ce traité. Il recommande à l'étudiant « d'acquérir de fortes connaissances mathémati- « ques et physiques » et « d'attacher une impor- « tance secondaire à l'étude scolaire des techni- « ques particulières ». Il raille les directeurs d'instituts dont il résume ainsi le programme : « pren- « dre à 16 ans un enfant qui ne sait rien, restituer « à 19 un ingénieur capable d'inventer un type « de dynamo ». « Plus la base sur laquelle ils « construisent est fragile, plus lourd est l'édifice « qu'ils prétendent y installer ». De même M. Duhem protestait avec vigueur contre le dédain de l'ordre et le mépris de la rigueur logique, compagne naturelle d'une solide culture générale orientée vers les sciences. « A quel degré, dit-il, le mépris de toute « méthode rationnelle, de toute déduction exacte « se trouve porté dans maint écrit consacré aux « applications de la physique, c'est chose à peine « croyable pour qui n'a pas eu la pénible obliga- « tion de lire attentivement de tels écrits... Aux « industriels qui n'ont cure de la justesse d'une « formule, pourvu qu'elle soit commode, nous rap- « pellerons que l'équation simple, mais facile, « c'est tôt ou tard, par une revanche inattendue de « la logique, l'entreprise qui échoue, la digue qui « crève, le pont qui s'écroule ; c'est la ruine finan- « cière, lorsque ce n'est pas le sinistre qui fauche « les vies humaines ».

Voilà de bien longues citations. Elles m'ont cependant paru nécessaires pour mettre en lumière cette idée qu'une solide culture scientifique, comme celle qu'on donne dans nos lycées et que l'on constate à la Faculté, était indispensable à ceux qui veulent recevoir un enseignement technique digne de ce nom. Il me serait facile de citer les déclarations et les plaintes d'une foule d'ingénieurs qui partagent cette opinion et qui regrettent qu'une spécialisation hâtive, sevrant de trop bonne heure les élèves de l'éducation littéraire proprement dite, les condamne à une sorte *d'hémiplégie intellectuelle*. On voit en tout cas, que *l'Enseignement secondaire a sa place marquée dans la préparation du mouvement industriel* qui se prépare et qui a déjà commencé. C'est un lieu commun bien usé, tout

au plus bon pour quelques universitaires attardés dans de vieilles formules ou pour de jeunes théoriciens avides de réclame et peu soucieux de documentation, que de représenter l'Enseignement secondaire comme paralysé par un traditionnalisme étroit ou déshabitué de l'action par une culture trop intellectuelle et trop critique. Ces idées peuvent encore fournir des sujets de conférences pour auditeurs peu instruits et disposés à l'indulgence ou des thèmes d'articles politiques. Mais c'est faire vraiment trop d'honneur à ces théories démodées que de les donner à discuter à l'examen d'entrée de l'Ecole Normale Supérieure.

IV. Le rôle de l'Enseignement secondaire français à l'étranger.

Aussi bien, s'il était nécessaire d'achever la démonstration, le prestige même dont notre Enseignement secondaire jouit à l'étranger serait une preuve convaincante des services qu'il a rendus à la culture française et de ceux qu'il peut rendre à notre pays. Nos Universités, mal dotées, mal pourvues de bibliothèques et de laboratoires, et trop nombreuses pour être toutes fréquentées, font, à l'exception de cinq ou six, assez petite figure à côté des riches et puissantes facultés étrangères. Dans bien des pays, même dans de très petits pays, l'Enseignement primaire est égal, sinon supérieur au nôtre. Il n'en est pas de même pour l'Enseignement secondaire. La France est, avec l'Allemagne, le pays où l'Enseignement « moyen » sous toutes ses formes est le plus solidement constitué et le plus mêlé à la vie intellectuelle de la nation. L'enseignement secondaire français est, de nos trois ordres d'enseignements, celui qui représente le mieux la culture française à l'étranger, comme il *caractérise le mieux l'éducation française*. Aussi ne faut-il pas s'étonner que, de tous côtés, les peuples alliés demandent qu'on leur envoie des professeurs français et que l'on crée chez eux des lycées français. En Roumanie, il faudra au moins 2 ou 3 établissements de ce genre, et autant en Yougo-Slavie. Il en faudra sans doute deux en Bohême, un à Prague et un à Pilsen, un en Moravie, à Brünn, et au moins un en Pologne, probablement à Varsovie. Il sera nécessaire d'en organiser un à Athènes et de reconstituer plus fortement ceux de Salonique et de Galata. En Syrie, il faut prévoir une création analogue à Beïrouth et peut-être à Damas. En Espagne, il est difficile qu'on ne réorganise pas l'Ecole de Madrid, si l'on veut du moins pouvoir lutter contre l'influence allemande. Il faudra également envisager la création d'un établissement secondaire à Barcelone. Je ne parle pas de la Russie, en raison de l'incertitude même où nous sommes sur l'orientation future du peuple russe. Mais si la Russie se reconstitue, comme tout le monde l'espère, il serait souverainement imprudent pour nous de laisser le champ libre aux professeurs allemands, soit dans la Grande Russie, soit dans l'Ukraine. *Il ne faut à aucun prix que l'Allemand devienne la langue internationale de l'Europe moyenne.* Dans l'Amérique du Sud, on prévoit, pour commencer, la création ou la transformation de 3 lycées au Brésil, à Rio de Janeiro, à São Paulo et à Porto Alegre. Peut-être faudra-t-il un jour créer aussi un établissement secondaire à Bahia ou à Pernambouc, situées plus au nord, toutes deux peuplées et d'ailleurs placées sur le trajet des paquebots. Je manque de renseignements en ce qui concerne les autres nations de l'Amérique du Sud. Il me paraît toutefois difficile qu'on ne songe pas à faciliter les études des nombreux Français ou descendants de Français, presque tous Basques ou Gascons, qui se sont établis à Buenos-Aires ou dans l'intérieur de l'Argentine. On déplorait, avant la guerre, le particularisme maladif qui empêchait les banques ou les industries françaises de l'Argentine d'unir leurs efforts pour contrebalancer les progrès de l'influence allemande. L'établissement d'un lycée français à Buenos-Aires serait de nature à donner un peu de cohésion à notre action.

Il faut bien se dire en effet, que la mission du professeur français à l'étranger doit être très différent de l'idée qu'on s'en est faite jusqu'ici, et que, si elle doit varier profondément avec les pays, et avec les provinces d'un même pays, elle doit cependant avoir un caractère *politique* général. Comme le mot peut prêter à équivoque, il importe d'en préciser le sens. Il ne s'agit nullement pour le professeur de se mêler à la vie politique du pays. Nous considérons comme un manque de tact que les étrangers résidant en France se mêlent de nos querelles. Les Français résidant à l'étranger, surtout s'ils ont un caractère officiel, commettraient partout une faute analogue, s'ils intervenaient dans les querelles des partis. Ils commettraient une faute presque aussi grave s'ils se livraient à une active propagande philosophique ou religieuse susceptible de blesser l'opinion. C'est ainsi qu'au Brésil, où certaines provinces sont très catholiques, tandis que le positivisme comtiste domine dans d'autres, il serait peu adroit et peu prudent de se livrer à une sorte d'apostolat hostile au catholicisme ou au positivisme. Mais ce qu'on doit et ce qu'on peut demander à chaque professeur français, c'est de se

considérer partout où il ira, comme une sorte *d'attaché d'ambassade chargé de faire aimer* sans ostentation et sans affectation blessante de supériorité, *la civilisation française* dans ce qu'elle a de plus attrayant pour le pays où il est envoyé. C'est ce que la plupart des Français chargés d'une mission en Espagne pendant la guerre, ont essayé de faire, les catholiques auprès des catholiques, les socialistes auprès des partis avancés. C'est l'œuvre qu'il est indispensable de continuer et de développer ailleurs. Un grand peuple, surtout un peuple victorieux, *ne peut se replier impunément sur lui-même*. La France pour sauver sa nationalité, a risqué d'arrêter le rayonnement de l'esprit français à l'étranger. Cette œuvre d'expansion pacifique et désintéressée doit être reprise. Le professeur en est le meilleur ouvrier. En attendant que notre industrie et notre commerce puissent se relever, on peut organiser à peu de frais l'*exportation intellectuelle*. L'une est la préface de l'autre, et l'intellectuel a toujours été, la plupart du temps malgré lui, le fourrier du commis-voyageur

Il va sans dire que cette conception des missions pédagogiques françaises à l'étranger exclut entièrement l'industrialisme universitaire. Les 15 ou 18 agrégés qu'on enverrait au Brésil devraient se mêler à la Société et voir le monde. Leurs femmes, qui devraient être très cultivées, et au besoin, pourvues de grades universitaires mèneraient une vie mondaine. Leur séjour au Brésil pendant quelques années ne leur permettrait pas de faire des économies. Mais il faudrait que le Ministre des Affaires étrangères leur permît de mener une vie honorable, et que celui de l'Instruction publique leur conservât tous leurs droits à l'avancement, comme s'ils étaient restés en France ou en Algérie. Ce que j'ai dit de la vie des professeurs détachés au Brésil ne s'applique pas tout à fait aux professeurs détachés en Roumanie ou en Serbie ou en Bohême. Mais il y aura au moins quelque chose de commun dans ces missions universitaires : la nécessité de représenter, et la nécessité de mettre les élèves en état de venir suivre en France les cours de nos Facultés, c'est-à-dire, une *obligation diplomatique* et une *obligation pédagogique*, toutes deux également impérieuses. Cette organisation serait complétée partout par un *service d'examens*. De même que l'Ecole d'Athènes joue en Orient le rôle d'une Faculté pour la collation du baccalauréat, de même des professeurs de nos Facultés du Midi ou de l'Est seraient chargés d'une mission, les uns au Brésil, les autres dans l'Europe centrale, pour faire passer comme en France, de concert avec les professeurs des lycées, les examens du baccalauréat aux élèves des établissements publics ou privés. Car cet examen, qu'on essaie de décrier chez nous, par intérêt, par esprit de système ou par politique, a gardé son prestige, et il le mérite, lorsqu'on veut bien le faire passer loyalement.

Cette communauté d'organisation *n'implique nullement l'uniformité des méthodes* pédagogiques. Je ne sais si l'on pourra jamais réaliser cette unité dans l'Enseignement primaire, qui paraît s'y prêter le mieux, et je doute que là comme ailleurs le caporalisme produise jamais de bons effets. Mais l'uniformité de la méthode n'est ni souhaitable ni réalisable dans l'Enseignement secondaire. Nous avons toujours pensé qu'il y avait peu d'inconvénients et qu'il y avait beaucoup d'avantages à mettre l'esprit des élèves en contact avec des formes de penser, de comprendre et de sentir très différentes. Cette *variété* nous a toujours paru une des conditions du *renouvellement de l'esprit*. Elle permet souvent *l'éclosion tardive*, mais rapide, d'une intelligence jusqu'alors endormie ou fermée aux études libérales. C'est même pour cela qu'on ne saurait trop condamner, comme contraire à l'expérience de tous les jours, *l'erreur psychologique* des théoriciens naïfs ou des politiciens superficiels, qui s'imaginent que les aptitudes sont déterminées et les vocations fixées à l'âge de 11 ans, et qui voudraient interdire l'accès des études secondaires à tous les enfants que leur santé, leur développement tardif ou un accident quelconque auraient empêchés d'être reçus à un concours éliminatoire prématuré. Combien de petits prodiges précoces se sont endormis à 16 ans, et combien d'élèves médiocres ou même de jeunes cancres se sont éveillés au même âge ! La multiplicité et le changement annuel des maîtres ainsi que la variété des méthodes dont on a tant médit en parlant de l'Enseignement secondaire, ont précisément l'avantage de provoquer de pareilles transformations et de favoriser en général le développement de l'esprit. Elles favorisent aussi à l'excès l'individualisme chez les maîtres ; et ce n'est pas toujours un bien. Mais, tout mis en balance, cette diversité, qui d'ailleurs, en raison de la culture commune, mène très rarement à l'anarchie intellectuelle, ne peut être que salutaire à l'éducation. Elle constitue en tout cas dans nos rapports avec l'étranger un avantage précieux, parce qu'elle est un attrait de plus pour la curiosité et pour l'attention et qu'elle contribue au renouvellement de la pensée.

*
* *

Mais, si l'on peut attendre beaucoup de l'Enseignement français soit à l'intérieur, pour la recons-

tution de la France, soit au dehors, pour la conservation et l'extension de l'influence française, il faut lui permettre de vivre et de se recruter. Il a déjà perdu près de 600 tués, sans compter les grands blessés. On a, tant bien que mal, plutôt mal que bien, continué les classes pendant la guerre, à l'aide d'un personnel de fortune, en réunissant des classes ou des sections, et en surchargeant ainsi des maîtres déjà fatigués, qui ont même accepté, sans rémunération, des services supplémentaires. Dans un seul lycée du S. O., deux proviseurs en retraite, qui avaient accepté de remplacer de jeunes professeurs mobilisés, ont succombé à la tâche et sont morts au bout de quelques mois. Quand l'Administration a vu que le personnel régulier risquait de lui faire défaut, elle nous a invités elle-même à proposer une échelle de traitements susceptible de retenir les jeunes professeurs et d'attirer des candidats. Il y a plus d'un an que nos propositions lui ont été soumises et qu'elle les a acceptées. De délai en délai, le projet a traîné jusqu'à la fin de mars, et il n'a été distribué qu'au début d'avril. Les chiffres ne sont nullement exagérés, et sont même devenus insuffisants. Il y avait en 1913, une corrélation déterminée entre les soldes militaires et les traitements universitaires. Aussitôt après le vote de la loi sur les soldes, le gouvernement s'engagea à rétablir cette corrélation. C'est cette promesse qu'il faut tenir aujourd'hui, en évitant toute mesure unilatérale qui, en brisant la coordination, susciterait automatiquement des réclamations nouvelles.

ALBERT FEDEL.

LETTRES INÉDITES DE THIERS AU BARON COTTA DE COTTENDORF (1)

Nous sommes heureux de donner à nos lecteurs la primeur de certaines pièces d'une correspondance inédite d'Adolphe Thiers qui a trait au début du règne de Charles X (août 1824-août 1826). Cette correspondance avec d'autres documents inédits provenant du cabinet du Roi doit paraître prochainement sous le titre : *Au soir de la Restauration.* Voici en quels termes, M. le marquis de Montmorillon présente cet ouvrage au public :

« C'est en 1822 que Thiers suivi de son inséparable Mignet débarqua d'Aix à Paris. Présenté par Manuel au banquier Laffitte, le mécène libéral, il entra bientôt, comme rédacteur au *Constitutionnel*. A ce sujet, M. Thureau-Dangin écrivit en 1888, « Plusieurs biographes racontent que vers 1822, grâce au concours financier d'un riche Allemand, propriétaire de la *Gazette d'Augsbourg*, le baron Cotta, M. Thiers avait acheté une action au Constitutionnel. Il était le prête-nom du baron et avait part aux bénéfices considérables que rapportait cette action ». Ainsi s'expliquait sa rapide fortune. C'est possible et même probable. Ce qui est certain, c'est qu'une active correspondance fut échangée entre eux. Nous en apportons ici la preuve sous la forme de ces 45 lettres inédites. Ambassadeurs, hommes d'état, financiers, cette correspondance qui embrasse toutes les questions de politique intérieure et extérieure, est une revue vivante des personnages en vedette d'une grande époque où la France a fait la conquête de ses libertés constitutionnelles, et où la tribune brilla d'un tel éclat qu'elle mérite d'être appelée : Le Printemps du Siècle. C'est à travers ce monde d'hier, encore si proche de nous, que nous promènerons nos lecteurs ».

N°1. *Paris, 7 septembre 1824.*

Le Roi fait de l'esprit sur sa situation... Ces jours derniers, il a donné pour mot d'ordre St-Denis, j'y vais. Une chose singulièrement remarquable en son état, c'est l'amour extraordinaire qu'il ressent pour Mme du Cayla (1). C'est un redoublement de passion qui n'a pas d'exemple. L'ascendant de cette dame est tel qu'aujourd'hui, elle pourrait briser M. de Villèle comme un hochet. Il paraît qu'M. de Villèle s'étudie à ménager à la fois Mme du Cayla pour exister jusqu'à la fin du Roi, et le Cte d'Artois pour survivre au Roi et à Mme du Cayla. Mais cette position est assez difficile comme on va le voir. Le Roi dans sa nouvelle agonie ne cherche qu'à imaginer de nouveaux moyens de prouver son amour à Mme du Cayla. Maintenant, il veut marier sa fille, et dernièrement il dit à M. de Villèle qu'il fallait donner 500.000 francs de rente à Mlle du Cayla, le jour de son mariage, et qu'on les prendrait où l'on pourrait, au Trésor même s'il le fallait. M. de Villèle embarrassé fut en référer au Cte d'Artois, qui lui dit d'attendre et que peut-être son frère n'y songerait plus ou qu'il mourrait. Le Roi ensuite a voulu marier la jeune personne à plusieurs grands seigneurs et aucun d'eux n'en a voulu. Il est maintenant occupé à lui trouver un mari. On croit que M. de Villèle a assez bien manœuvré pour s'assurer le Cte d'Artois au moins pour quelques temps. Le pacte avec la congrégation est assez prouvé par la conduite de la censure et par une foule de faits de détail. Ce que vient d'obtenir

(1) Député à Stuttgart, Propriétaire de la *Gazette d'Augsbourg*.

(1) Maîtresse de Louis XVIII.

M. Sosthène de la Rochefoucault est encore un de ces misérables effets de la condescendance du Roi.

Il ne pouvait obtenir le Ministère de la Maison du Roi, mais on en a détaché l'inspection des Arts et Musées pour lui faire un traitement. Toute la cour du Cte d'Artois regarde cela comme scandaleux. On dit que M. de Villèle a fait entrevoir au Cte d'Artois qu'il devait se réserver pour son avènement, une création de pairs et l'amnistie de tous les condamnés qui ont porté les armes contre la France pendant la campagne d'Espagne.

N° 2. *Paris*, 1er *octobre*.

On sait que le roi a le caractère faible et assez loyal, mais c'est un homme à mouvements et qu'on peut alternativement entraîner dans un sens et dans un autre. Tout le monde savait qu'on pouvait lui arracher du libéralisme en l'entraînant, mais on lui arrachera toujours en revanche du jésuitisme. Maintenant, il paraît dirigé par son fils, et tant que cette influence durera, on ne peut rien en attendre que de très bon. La manière dont a été rendu l'ordonnance de l'abolition de la censure est extrêmement remarquable. Le Roi convoqua le Conseil et le consulta sur la censure. L'avis unanime fut qu'elle devait être conservée. C'est alors que le Roi et le duc d'Angoulême formèrent le projet de l'abolir. C'était un moyen bien plus grand de se populariser puisque ce bienfait était accordé même contre l'avis des ministres. Le Roi convoqua de nouveau le Conseil et sans plus demander d'avis à ses ministres, enjoignit à M. de Peyronnet de rédiger l'ordonnance portant l'abolition de la censure. Maintenant, les bruits et les observations circulent en quantité sur le père et le fils. Où veulent-ils en arriver ? Ils avilissent M. de Villèle, ils livrent lui et son système à toute la honte qui lui est méritée, et avec cela, ont-ils l'intention de le conserver ?.. On ne manque pas de dire de toutes parts que le Ministère ne tiendra pas une semaine. Le Roi n'est pas décidé encore, mais on croit qu'il sera emporté malgré lui. On croit qu'on composera un Ministère mêlé de vieux et de nouveaux. Par exemple, MM. de Montmorency et de Châteaubriand y rentreraient. On y ajouterait quelques membres de la couleur de MM. Pasquier, Portal et Siméon. M. de Villèle à cause de sa réputation d'homme d'affaires serait maintenu aux finances, mais il n'y aurait plus de présidence. »

N° 3. *Paris*, 9 *novembre* 1824.

Rien jusqu'à la réunion des chambres ne paraît devoir amener du changement. Le Ministère est décidément établi dans l'esprit du Roi, grâce à l'impossibilité de le changer — ; impossibilité qu'il s'est persuadée. On croit toujours à des modifications de détail. Le duc d'Angoulême est bien prononcé contre ce Ministère, et on sait, à n'en pouvoir douter, qu'il n'oubliera rien pour le renverser. Toutes les affections, toute la confiance de ce prince sont aujourd'hui placées dans M. Portal, homme assez éclairé, très adroit et très fin. Deux hommes dont il ne convient pas de donner le nom, mais éminents par leur esprit et leur réputation, et différents seulement par leur moralité, car l'un passe pour le plus honnête, et l'autre pour le plus roué des politiques, s'accordent parfaitement dans leur manière d'envisager l'état actuel des choses. Ils disent : Nous avons un roi gentilhomme qui aime la popularité par dessus tout : il faut donc corriger sa gentilhommie par son amour de la popularité. Plus tard, nous aurons un roi bourgeois (1) et alors tout pourra s'améliorer et le système représentatif s'établira presque sans changement violent. M. de Châteaubriand est, pour le moment, tout à fait hors de cause. M. Cousin a été dénoncé par la police de M. Franchet à la police de Mayence et arrêté sur des notes parties de France. M. de Damas l'a réclamé, Mgr le duc d'Angoulême s'intéresse aussi au prisonnier, et on espère qu'il sera bientôt élargi. Cette affaire présentera un singulier contraste, celui de l'autorité subalterne faisant arrêter un Français sur le territoire étranger, et de l'autorité supérieure le réclamant et le faisant élargir. Jamais l'opposition du gouvernement occulte et du gouvernement patent n'a été plus frappante et plus honteuse.

N° 4. *Paris*, 18 *novembre*.

L'évacuation (2) a été l'objet de longues et vives discussions, et quoiqu'elle eut été décidée, elle a été un moment mise en doute par le danger qu'on prévoit en Espagne et par l'opposition des cabinets étrangers, particulièrement du cabinet de Prusse.

M. Pozo di Borgo (3) est furieux contre M. de Villèle et contre l'évacuation. Il n'en revient pas d'une telle conduite et ne peut admettre qu'on abandonne ainsi la conquête de la Ste-Alliance. Le cabinet des Tuileries en est justement au point où des alliés impérieux qui ne vous sont plus utiles commencent à vous peser. Les Bourbons, aujourd'hui majeurs, voudraient s'émanciper et le ministre Pozzo di Borgo est fort à charge avec ses notes et ses exigences. La disposition intérieure du

(1) Le duc d'Angoulême.
(2) D'Espagne.
(3) Ambassadeur de Russie.

Ministère est la même. M. de Peyronnet est plus perdu que jamais, jusqu'au dernier substitut tout le monde est soulevé contre lui. C'est à lui que les tribunaux s'en sont pris de la phrase injurieuse que renferme l'ordonnance de la censure, et sa destitution est la vengeance universellement demandée et présumée. On doute davantage de la retraite de M. de Corbière (1). La difficulté pour M. de Villèle est d'une part de se maintenir malgré l'orage et de l'autre de renvoyer un ami ou un camarade, un complice et un confident de toutes ses menées. Tout le monde sait que la grande question de l'indemnité des émigrés est résolue et qu'il n'y a plus moyen de l'empêcher. Les libéraux sont ici fort embarrassés. Se brouiller avec la cour après les concessions qu'ils ont faites et les éloges qu'ils ont prodigués, serait fâcheux, et ce serait se brouiller infailliblement que d'attaquer l'indemnité ; y consentir, admettre ce principe, c'est condamner la révolution, c'est permettre la recherche du passé, c'est faire une concession immense. Ils se sont donc placés dans une position extrêmement embarrassante et on ne sait pas trop comment ils s'en tireront. La résistance sera en pure perte : faut-il ou ne faut-il pas se brouiller pour l'honneur des principes, voilà la question pour le côté gauche, et les journaux de l'opposition. Ici peut se terminer la paix plâtrée que venait de faire les deux partis qui nous divisent. Le Roi est, dit-on, fâché d'en venir là, mais il ne peut plus reculer, car c'est une ancienne promesse, et bien que les éloges des libéraux lui soient très doux, il ne peut pas manquer à un vieil engagement de parti et de coterie.

N° 5. *Paris*, 28 *novembre* 1824.

L'affaire d'Espagne commence à inquiéter les ministres, non à cause des dangers que va courir la légitimité, mais à cause des reproches dont cette expédition et cette évacuation sont aujourd'hui le sujet. Les libéraux disent au Ministère : Vous avez fait la guerre, eh bien ! voilà les résultats que vous avez obtenus : des déchirements affreux, une retraite et des dépenses énormes. Les ultras disent à M. de Villèle : Voilà comment avec votre finesse, vous êtes arrivé à déshonorer la plus belle et la plus glorieuse entreprise. Sentant tous les reproches que cette évacuation allait réveiller, M. de Villèle avait voulu s'éloigner. Mais Mgr le Dauphin a insisté, et même, dit-on, avec colère. C'est lui qui l'a décidé par indignation contre le cabinet de l'Escurial. Un diplomate a rapporté que le Roi d'Espagne (1) avait dit : « M. de Talaru (2) m'a traité avec une hauteur et une légèreté que Napoléon lui même n'a jamais eue à mon égard » (Expression textuelle).

La loi qu'on doit proposer sur le mariage est un moyen de vexer les individus et d'agir sur eux. Pour le mariage religieux, le prêtre exigera la preuve de la pratique du culte ; il faut se confesser, entendre la messe, etc... Nous avons échappé à une loi terrible sur la presse que M. de Villèle a eu le bon sens de rejeter. Les tribunaux en refusant d'appliquer la loi de tendance l'ont en quelque sorte annulée. Aussi M. de Villèle disait-il : « Tant que vous aurez des tribunaux comme ceux qui existent, vous aurez beau faire des lois, ils refuseront de les appliquer. M. de Corbière pour répondre à l'objection proposait une loi digne de sa brutalité : c'était de donner au Ministère la faculté de prouver lui-même la tendance.

N° 6. *Paris*, 19 *décembre* 1824.

Quoique le bruit en ait couru, la loi relative au mariage n'a pas été abandonnée, et les représentations du duc d'Angoulême ont été infructueuses. Ce prince excellent est extrêmement satisfait de se voir appuyer dans le conseil par M. de Chabrol de Crouzol, homme éclairé, habitué aux affaires et sachant soutenir et développer une idée dans une assemblée. L'opposition modeste et respectueuse du Dauphin commence à devenir tous les jours plus inutile et le roi revient chaque jour à ses sentiments. Il revient aux prêtres et surtout s'attache plus que jamais à son Ministère. On assure qu'il est fort irrité contre l'usage qu'on a fait de la liberté de la presse. La congrégation surtout qui se sent perdue tant qu'on lira en France, n'oubliera rien pour faire censurer ou les livres ou les journaux. La haute aristocratie s'alarme quelquefois des progrès des Jésuites, elle les hait, mais elle est retenue parce qu'elle les craint. Dominer la société leur est impossible, mais dominer le gouvernement leur sera aisé, et avec le gouvernement, ils commettront toutes sortes d'excès ayant affaire surtout à un roi faible, jadis libertin. Ils viendront à bout de tout, auprès de lui, et remplaceront auprès de lui les plaisirs des sens par les plaisirs de la bigotterie et des pratiques religieuses.

N° 7. *Paris*, 30 *décembre* 1824.

L'ouverture de la session n'a produit aucune autre espèce de sensation qu'un profond étonnement

(1) Ministre de l'Intérieur dans le cabinet de M. de Villèle.

(1) Ferdinand VII.

(2) Ambassadeur de France à Madrid.

de la pitoyable rédaction du discours de la couronne. Ceci n'est pas la guerre aux mots, mais c'est la preuve que M. de Villèle a eu la prétention de faire le discours lui-même, et qu'il n'est pas en état d'écrire deux mots passablement. Un personnage fort spirituel et fort élevé, un duc et pair a dit : « Maintenant, toute réserve est passée, et le roi a laissé voir le bout de la soutanne ». En effet, le clergé est en pleine réussite ; il va avoir son indemnité comme les émigrés. Elle consistera dans la restitution des lois composant une partie de l'amortissement. Il paraît que le revenu de ces lois sera divisé en pensions que le roi distribuera à son gré. Ainsi, voici l'ancienne feuille des bénéfices rétablie. M. de Villèle ne laisse pas passer une année sans faire une opération importante. La première de son Ministère, il a fait sur la presse la fameuse loi de Tendance (1). La seconde, il a fait la guerre et donné une armée à la contre-Révolution. La troisième, il établit la septennalité. La 4e enfin, il donne au clergé et à la noblesse une partie de la fortune publique. Chaque année, la grande conspiration tramée contre nos libertés s'accomplit infailliblement. *(A suivre.)*

(1) Loi contre la presse qui admettait la preuve de la tendance par des extraits.

LA MIORITZA

(Suite.)

Il les sollicita discrètement ; on les lui récita sans embarras.

La Mioritza disait : « Si tu veux m'épouser — (la jeune Roumaine ne songe qu'au mariage) — je te donnerai un doux baiser et de doux fruits à manger, deux pommes mûries à l'ombre, avec deux sources de lait ; elles n'ont pas vu le soleil et le vent ne les a pas offensées ; deux pommes rondes et lavées avec de la gelée blanche recueillie à la pointe du jour... Es-tu arrivé, toi que le destin m'a donné ?... Viens dans mes bras... viens que je te donne le miel de ma bouche, du miel de fleurs de tilleul ; quand tu en auras goûté, tu en redemanderas toujours... »

. . . . . .

— « Quel enthousiasme ! » s'exclama la princesse Ileana, lorsque Robert de Tanré eût achevé le récit du poétique après-midi. Je vois que la chanteuse vous a ravie autant et presque plus que la chanson.

— Oh ! princesse, irai-je mêler aux graves soucis de la guerre la galanterie des conquêtes amoureuses ?

— Pourquoi pas ? les deux choses se complètent et s'accompagnent fort bien. En face de la guerre née de la guerre et qui enfante la mort, se dresse l'Amour, né de la vie et qui la donne à son tour...

— Irai-je troubler le cœur d'une enfant inhabile à se défendre ? Je m'attaquerais plutôt à des redoutes bien armées et si j'obtenais la victoire, j'en aurais à la fois plus de gloire et de bonheur.

La princesse Ileana laissa tomber le galant compliment.

— « La Roumaine, dit-elle, a l'âme honnête. Si un beau voyageur la rencontre sur le chemin ou à la fontaine et lie la conversation avec elle, elle ne fait point la prude. Elle lui cède l'une après l'autre toutes les fleurs de son bouquet ; elle penche sa « cofitza » pour lui donner à boire ; mais si l'eau qu'elle lui offre paraît altérer le voyageur au lieu de le rafraîchir ; s'il veut descendre de cheval pour prendre la plus jolie fleur et respirer son parfum, aussitôt elle se change en papillon et s'envole.

— Vous voyez bien.

— Oui, mais la Roumaine a aussi le cœur tendre. Elle peut, tout comme un homme, éprouver le « doru », c'est-à-dire le regret d'un bien perdu, le chagrin que cause son absence, l'espérance de le recouvrer. Le sang latin coule dans ses veines, comme chez ses sœurs italiennes ; monsieur le Français, monsieur le poète, ne connaissez-vous pas l'histoire de Graziella ? »

IV

La mission militaire logée dans le château de la princesse Ileana ne bornait pas son activité à prendre le thé avec une jolie femme et ses charmantes amies ou à écouter les chansons d'une paysanne pittoresque. Les officiers ne donnaient à ces innocents plaisirs que quelques heures, de temps à autre. C'était une distraction permise après les journées passées dans la montagne ou sur les routes, les voyages à Bucharest ou vers l'armée, les rapports et les travaux.

Les nouvelles de l'expédition de Transylvanie devenaient moins favorables. Une fortification passagère fut jugée indispensable sur l'un des plateaux élevés qui dominent le pas du Vulcan ; la mission surveilla son établissement.

L'officier anglais se piquait d'archéologie. Aussi quelle fut sa joie, lorsque la pioche des sapeurs lui découvrit les restes certains d'une construction romaine. L'Œdbrück de Walter Scott n'aurait pas été plus heureux. « Ces Romains ! disait-il. Ils étaient passés maîtres dans l'art de choisir un emplacement pour la défense et de re

muer la terre pour l'entourer de solides retranchements. »

La satisfaction de l'officier fut à son comble, lorsque les soldats lui apportèrent une lampe en terre cuite, bien conservée, avec son anse, et son bec restés intacts. Elle était simple et sans ornements distinctifs : « Sans doute, dit-il encore, les lampes habituelles des anciens, même authentiques, ne sont point rares. Celle-ci est du modèle le plus fréquent. Elle n'est pas en forme d'oiseau ou de pied humain, comme les lampes que l'on voit au musée de Naples. Mais qui sait ? Peut-être, dans les ténèbres de la nuit, elle a éclairé...

— « Trajan ! s'écria Tanré. Heureux collectionneur que vous êtes !... Vous rapporterez de notre campagne un document incontestable, sur lequel vous pourrez adresser une communication au Royal Institut ! Je n'aurai pas eu la même chance que vous. Mon coin de fouilles ne m'a valu ni le plus petit pot ni la plus vulgaire monnaie ».

Quand le fortin fut terminé, la mission redescendit à son point d'attache et de concentration, le château de Vadeni. Les jours se raccourcissaient ; les nuits s'allongeaient, se refroidissant. Déjà la neige se montrait, plus blanche et plus compacte, sur les sommets des pics les plus élevés. Au moment de quitter le plateau, Tanré remarqua par endroits quelques-unes de ces fleurs qui croissent dans la haute montagne, le cyclamen, le gnaphalium ou immortelle au duvet blanc, à qui la Roumanie a donné le nom de fleur de la reine, des lichens, des rues des prés que nous appelons la rhubarbe des pauvres. Il les cueillit. Plus bas, sur le flanc d'un tertre, il aperçut des touffes de bruyères roses. — « On se croirait, dit-il, sur les coteaux du Limousin ou du Périgord ». Il ajouta en souriant : « Je n'ai pas devant moi les fleurs qui pourraient transmettre mes sentiments à la princesse, comme un Selam d'Orient. Bruyère signifie solitude ; immortelle équivaut à constance. La constance dans la solitude, c'est déjà quelque chose d'appréciable. »

Il s'élança, d'un bond, vers le tertre brillant comme une étoffe de soie. Sans doute, dans son empressement, il ne prit point garde aux ronces ou aux épines éparses sur le terrain. Quand il revint sur le sentier où ses camarades l'attendaient, il rapportait une gerbe de bruyère, mais la manche droite de sa tunique, déchirée d'un bout à l'autre par le milieu, pendait lamentablement sur les deux côtés de son bras !

... D'étape en étape, la petite troupe arriva devant la ferme habitée par la famille de la Mioritza. Elle s'y arrêta. — « J'y trouverai sans doute, dit Tanré, du fil et des aiguilles pour réparer le désordre de ma toilette. » Le fil existait et aussi les aiguilles ; mais l'aiguille se brisa et le fil se rompit dans la lutte avec l'étoffe épaisse de la tunique. « — Je porterai la tunique, dit la Mioritza, au tailleur du village. C'est un vieux Russe resté chez nous depuis la guerre contre les Turcs. Il est fort habile. »

Les officiers se reposèrent un instant. Ils firent honneur au goûter que la Mioritza leur servait. L'Anglais ouvrit la housse où il avait enterré la lampe de terre sur le haut plateau. En vrai collectionneur, il ne se lassait point d'admirer sa trouvaille. Il la commentait encore. Bien qu'il les prononçât d'une façon pour elle inusitée, la Mioritza reconnut dans les explications de l'officier le nom de l'empereur vénéré. Elle souleva le couvercle d'un large coffre et elle apporta sur la table où les verres se choquaient, une petite boîte. Elle l'ouvrit et la compagnie put voir, soigneusement placée sur un coussin de velours, une médaille.

« — Pour le coup, c'est lui ! s'écria l'Anglais. Le voici : *Imp. Ner. Triano optimo Aug.*, c'est-à-dire *Imperatori Nervæ Trajano Optimo Augusto* : à l'Empereur Nerva Trajan très bon, auguste. J'ai rarement vu une pièce aussi nette.

« Regardez : avec ses lauriers, sa cuirasse sur sa toge, Trajan nous apparaît comme le voyaient ses légionnaires dans les fêtes des triomphes... La médaille est encore plus curieuse que vous ne l'imaginez. Vous voyez ce cercle en creux qui l'entoure. Il prouve que nous avons affaire à un médaillon du contorniate, de ceux qui, dans les derniers siècles de l'Empire Romain, se vendaient comme talismans. Que nous offre celui-ci au revers ? la mort d'Adonis. C'est un sujet souvent traité. Le médaillon contorniate passait pour écarter les maléfices ; il assurait le succès dans les jeux du cirque, aux parieurs, aux acteurs, aux mimes, aux cochers verts ou bleus. Sans doute, il est venu jusqu'ici des trésors pillés d'un Phanariote d'autrefois. En un mot c'est un porte-bonheur... Vous devriez, Tanré, demander à ces femmes de vous le vendre. Ce serait un souvenir de ce pays, beaucoup plus précieux que ma lampe.

— Pourquoi les en priverais-je ?

— Elles n'en connaissent certainement pas la valeur documentaire et quelques pièces d'or à l'effigie du roi Carol leur donneraient plus de plaisir.

— S'il en était ainsi, conserveraient-elle la médaille avec tant de soin ? Les Roumains, hommes et femmes, sont très superstitieux. C'est le pays par excellence de la fée ou baba, propice ou malfaisante. Soyez sûr que la famille connaît, transmise d'âge en âge, la puissance protectrice de la médaille, qui appartint peut-être à un Porphyre

genête ou à une Theodora. Laissons à ces braves femmes leur talisman avec leur croyance. Puisse-t-il leur apporter toujours ce qu'elles souhaitent et les protéger contre le malheur !

... Lorsque, après un dernier adieu aux officiers, la Mioritza eût refermé la porte de la ferme et rentra dans la maison, la vieille grand-mère lui dit doucement : « Il ne fallait pas, Mioritza, montrer la médaille aux étrangers. La lumière du jour affaiblit sa vertu. »

V

« — Pourquoi, douchka, (ma chère) ne veux-tu pas que je reporte moi-même la tunique au Français ? »

Le vieux tailleur russe avait appris le roumain, mais il ajoutait habituellement dans ses conversations avec les paysans quelques mots de sa langue natale, même quelques expressions françaises, qu'il avait entendues prononcer par ses officiers, pendant la campagne de Plewna. Le Slave est naturellement polyglotte.

D'ailleurs, toute personne, quelle qu'elle soit qui connaît plusieurs langues, se plaît à les mêler dans ses propos.

— C'est à moi qu'il l'a confiée : c'est à moi de la lui rendre.

— Si tu veux, du reste, cela n'a pas beaucoup d'importance. Je *m'en fiche, Nitchevo.*

— Est-ce que tu pourrais me vendre un peu de ton fil et quelques aiguilles ?

— Tu veux coudre des habits ?

— Non. Quelquefois, on a des reprises immédiates à faire dans les nôtres, et nous n'avons pas ce qu'il faut à la maison.

— Je te donnerai du fil et des aiguilles, parce que tu chantes et que tu danses bien.

— Tu es bon.

— Est-ce que tu as des nouvelles de la guerre ? Il paraît que cela chauffe de l'autre côté de la montagne ?

— Oui, nos frères tombent.

— Vois-tu, douchka, je ne suis qu'un vieux moujick. Je ne sais pas lire dans les livres, comme les barines ou les boyards... Mais, on n'a pas eu raison de monter vers le Nord... Il fallait tomber sur le Turc, sur le Bulgare, qui a trahi.

— On disait cela chez la princesse.

— Elle est belle, la princesse...

— Oui, belle et bonne.

— Ils doivent être amoureux d'elle, les officiers.

— Je n'en sais rien.

— Peut-être pas l'Anglais ni le Russe, mais celui de la tunique, le Français. Il n'y a pas pour aimer les femmes comme les Français... Figure-toi que, lorsque nous étions sur les rives du Danube, il y avait auprès de Skobeleff...

— Donne-moi le fil et les aiguilles... Il faut que ce soir, je porte la tunique..

VI

« Nous sommes trahis ! » Le cri des armées en déroute avait retenti dans les Carpathes et il se prolongeait jusqu'au cœur de la Roumanie.

Les Roumains, attaqués de quatre côtés à la fois par des forces supérieures, appelaient les Russes : les Russes ne venaient pas. « Nous sommes trahis » criaient les soldats roumains, et ils avaient raison.

Lorsque les premiers échelons de la retraite arrivèrent dans les villages bordant les routes, un long cri de terreur répété par les échos, se répandit de vallée en vallée : « Jata Nemtzii ! » (Voilà les Allemands !) Les soldats défilaient, harassés, découragés. Aux haltes, ils racontaient l'horreur des batailles, l'effroi des bombardements ininterrompus, les inventions de l'ennemi pour jeter le trouble chez un adversaire inexpérimenté. Quand les Cimbres et les Teutons voulaient épouvanter les légionnaires de Marius dans la plaine du Rhône, ils hurlaient comme des bêtes fauves ; les soldats de Falkenhayn, pour effrayer le Roumain peu aguerri, avaient attaché sur leurs poitrines une crécelle imitant le bruit de la mitrailleuse.

Les vieux paysans, les femmes, les enfants sur le seuil des maisons, apeurés, ne savaient que faire. Fallait-il rester ? ou fuir ? Ceux qui se décidaient à fuir attelaient des bœufs à des chariots ; ils entassaient pêle-mêle, sans regarder ce qui leur tombait sous la main, toute leur misère. Ils s'engageaient sur la route vers l'inconnu.

Ils se mêlaient aux bataillons en marche, dont ils augmentaient le désordre. Parfois, ils étaient rejoints par les batteries d'artillerie, par les convois, par les escadrons. Ceux-ci voulaient passer. Des disputes s'élevaient. Ce qui importait, avant tout, c'était le salut des canons. Les canons jetaient les chariots dans les fossés, écrasant bêtes et gens : ils passaient.

Ceux qui ne partaient pas, restaient comme cloués sur place. Hébétés, ils ne bougeaient pas. Ils attendaient : quoi ? ils n'auraient pas pu le dire : l'incendie de leurs cabanes, la fusillade, la mort, ou peut-être d'être oubliés, épargnés, sauvés miraculeusement. En tout cas, ils ne voulaient pas s'éloigner du coin de terre qu'ils n'avaient jamais quitté. Il semble qu'entre le paysan et le sol qu'il cultive s'établisse une union indissoluble, que la mort même ne rompt pas.

Ils arrivèrent aussi, les « Nemtzii », suivant de près les troupes en retraite, orgueilleux, insolents, cruels. Avant la bataille, leurs avions jetaient dans les lignes roumaines des mouchoirs, des crayons, du sucre, jusqu'à des billets de banque et des uniformes roumains portant les microbes de la peste et du typhus. Maintenant, dans les villages, ils répandaient à l'usage des gamins et des fillettes des cigarettes et des bonbons empoisonnés. Quel est l'être le plus détestable et le plus horrible, de l'Allemand fourbe qui, pour exterminer la race, trompe la naïveté d'un enfant, ou du Bulgare qui lui enfonce deux doigts dans les yeux pour les crever ; plaisir auquel, dans le même temps, se livrait « le Prussien de l'Orient » débordant sur la plaine Danubienne ?

. . . . . .

ADOLPHE ADLER.

(*A suivre.*)

ROME A VOL D'OISEAU [1]

Malgré les péripéties extraordinaires et l'apparente confusion de ses gestes contradictoires, aucune histoire ne présente une unité plus grandiose que celle de l'Italie, avec ses éclipses totales et ses fulgurations éblouissantes. Etudiée par fragments, cette histoire semble disparate et tumultueuse. Vue dans son ensemble, il s'en dégage une synthèse puissante.

Cette unité dans la variété, on la trouve exprimée et comme figée dans l'architecture de sa capitale, dans cette ville de Rome, où trois mille ans d'histoire nous apparaissent pétrifiés, mais présents et parlant encore, en des ruines et des monuments d'une éloquence impérieuse.

Donnons un coup d'œil aux grands aspects de la Ville Éternelle, avant de nous faire une image de l'âme italienne par un raccourci de son évolution.

*
* *

Toute la Rome païenne se groupe, attentive et concentrée autour du mont Palatin, ce dominateur hautain des sept collines, dont chacune est comme une autre face de l'âme romaine et un morceau de son histoire.

Dressé entre le Forum et le Colisée, en face de l'immense campagne romaine, cet entassement de constructions superposées forme la plus colossale et la plus imposante des citadelles. Pourtant, elle ne paraît pas disproportionnée avec son entourage. Ce n'est que le centre légitime du plus grandiose des cadres historiques.

Le mont chargé de crimes et de gloire, a, dit-on, pour fondement la *cloaca massima* bâtie par Tarquin. Il cache à sa base le prétendu tombeau de Romulus et la grotte légendaire de sa louve nourricière. Il porte à son sommet les palais somptueux, aux colonnes de jaspe et de porphyre, à chapiteaux dorés qui servirent de demeure à plus de soixante Césars. Des herses formidables gardent l'entrée de la citadelle impériale. Dans ses entrailles se creusent les prisons sinistres où tant de meurtres se commirent. Dans le palais d'Auguste se dissimule, toujours intacte, la chambre à coucher où l'impératrice Livie recevait Ovide. Sur les murs de cette chambre intime, une fresque admirablement conservée fait voir Jo recevant Mercure qui lui annonce la venue de Jupiter, tandis qu'Argus, envoyé par Junon, les surveille d'un œil soupçonneux et lubrique. Des rampes du mont Paladin, on aperçoit tout le théâtre de l'histoire romaine : le Capitole, où des centaines de triomphateurs montèrent cueillir des lauriers jugés presque divins, et, sur ses flancs, la roche Tarpéienne d'où furent précipitées tant de victimes illustres. La forteresse des empereurs domine à pic le Forum du peuple, où les comices orageux fabriquaient les tribuns et les consuls. On y voit les rostres, où parlaient les Gracques et Cicéron, Jules César et Brutus. Entre

(1) Ce fragment est le premier chapitre d'un nouveau livre d'Edouard Schuré, que va publier la librairie Perrin, intitulé *Les Prophètes de la Renaissance*. Il commence par résumer l'évolution de l'âme italienne au Moyen-Age et débute par le tableau saisissant de Rome, que nous reproduisons ici. Il évoque ensuite cinq grands génies de la Renaissance, en faisant sortir leurs chefs-d'œuvre des plus profonds arcanes de leur vie et de l'évolution secrète de leur âme. Les luttes ardentes de la Foi et de l'Amour, du Bien et du Mal, de la Science et de la Religion se jouent et se déroulent, sur des modes divers et surprenants, à travers les personnalités puissantes de Dante, de Léonard de Vinci, de Raphaël, de Michel-Ange et du Corrège. Elles s'éclairent et s'harmonisent dans leurs créations magnifiques d'une lumière transcendante sous la maîtrise de l'Art. Enfin, de ce panorama émouvant et pittoresque, l'auteur dégage ce qu'il appelle les idées-mères de la Renaissance, qui ouvrent des perspectives inattendues sur quelques-uns des plus poignants problèmes de la conscience contemporaine.

A toute grande époque, il y a un impétueux influx de courants spirituels nouveaux qui apportent à l'humanité les grandes pensées génératrices de l'avenir. La Renaissance est l'annonciatrice de notre temps. On y sent battre le pouls de l'histoire, on y voit agir la volonté divine qui la dirige. Ces courants spirituels et ces grandes pensées sont en quelque sorte captés dans ce livre, qui forme ainsi une suite et un complément des *Grands Initiés*, de *l'Evolution divine* et des *Grandes Légendes de France*.

les colonnes tronquées du temple de Vesta, une Vestale de marbre, aux bras coupés et aux traits durs, semble méditer encore sur les destins de Rome. Un peu plus loin se dresse la ruine formidable du Colisée, le cirque géant, modèle de toutes les arènes du monde, où les gladiateurs de toutes les nations luttaient entre eux et avec les bêtes féroces, devant trois cent mille spectateurs. Placés non loin de ce monument monstre de la force et de la grandeur romaine, les arcs de triomphe de Titus et de Constantin paraissent petits et presque écrasés.

Tels les restes fossiles mais éloquents de quatorze siècles de tempêtes humaines. Quel récit, quel livre vaudra jamais ce résumé de pierre d'une histoire, qui est elle-même le résumé de l'histoire de tant peuples ?

Gagnons maintenant, la terrasse de Domitien qui couronne le mont Palatin. Contemplons de là le paysage immense qui s'étale autour de la ville, et puis essayons d'embrasser l'horizon d'un seul regard. Le voilà sous nos yeux, tout le Latium d'où partirent les conquérants de l'univers. Au delà de la campagne romaine, déserte et sillonnée seulement d'aqueducs, l'œil en fait le tour en suivant le majestueux demi-cercle de montagnes, aux délicates nuances mauves ou azurées, depuis les monts Sabins, où se dérobent le temple de la Sybille, les cascades de l'Anio et la maison d'Horace, jusqu'aux sauvages montagnes Volsques, où le transfuge Coriolan vint mourir, poignardé par la Némésis de Rome au foyer même des ennemis de sa patrie. Au milieu de l'arc de cercle formé par ce vaste panorama de montagnes, s'élèvent les monts Albains. On distingue à peine les maisons de Frascati et d'Albano, l'ancienne Albe-la-Longue, aïeule et rivale de Rome. Au flanc de ce majestueux sommet, se blottit la maison de campagne de Scylla et de Cicéron près d'un délicieux petit amphithéâtre creusé dans la montagne. Là trône aussi la splendide villa Aldobrandini, d'où Rome lointaine ne paraît plus qu'un assemblage de tumuli surmontés de quelques coupoles. De Rome même, on n'aperçoit pas tous ces monuments classiques, mais leurs images planent sur le lointain rempart du Latium et lui font comme une ceinture de souvenirs sacrés. Sous la vaste coupole du ciel romain, d'un azur plus lumineux et plus profond que les autres ciels, tout parle de force et de domination dans une harmonie suprême. Et l'on comprend le mot de Dante : « Rome est le lieu choisi par Dieu pour le gouvernement du monde ».

De là, traversons un bout de la ville, sortons de ses murs par la Voie Appienne, et, pour voir *l'autre Rome*, descendons dans la catacombe de Saint-Calixte, couloirs interminables et sombres caveaux qu'on parcourt à la lueur des cierges. Le silence des morts règne dans ces ténèbres. On foule des ossements, des tombeaux de martyrs. Des têtes exangues de Christ, peints sur les murs, vous regardent d'un air effaré. Tel le refuge et le temple des premiers chrétiens. Et pourtant de ces cavernes funèbres est sorti le christianisme qui devait conquérir l'univers. Les forteresses, les palais et les temples païens devraient crouler devant les apôtres d'abord cachés dans ces souterrains maudits. Force de l'Ame et triomphe de l'Esprit ! Quelle autre ville nous donnerait une pareille leçon de choses ? — Mais voulez-vous voir ce christianisme triomphant à son tour ? Montez sur la plateforme de Saint-Pierre. Si l'intérieur de la basilique écrase par l'énormité de ses proportions, par la splendeur dorée et pontificale, le toit de l'édifice frappe davantage encore par sa grandeur fruste et toute apostolique. Les pèlerins qui se promènent sur cette terrasse ont l'air de fourmis auprès des douze apôtres géants rangés sur la rampe du toit. Au milieu d'eux, le Christ colossal, tenant sa croix, les dépasse de la moitié de sa taille. Rongés par le vent et la pluie, noirs, barbus, presque en loques sous l'usure des siècles, le Maître et ses disciples de Galilée regardent la ville de Rome qui s'aplatit à leurs pieds et dont les bâtisses innombrables qui encombrent les sept collines, ne semblent plus d'ici que des champignons. Voilà les nouveaux triomphateurs. Et pourtant ces colosses ne triomphent pas. Humbles, tristes et puissants, ils invitent à la pénitence et à l'expiation les générations qui se succèdent dans la Ville Eternelle.

Voulez-vous maintenant vous donner, d'un seul coup, la sensation foudroyante du génie de la papauté et de son histoire, visitez le château Saint-Ange.

Du pont Saint-Ange, que festonne une allée d'anges de marbre, apparaît l'énorme bastion circulaire que l'empereur Adrien fit construire pour lui servir de tombeau. De ce mausolée gigantesque les papes firent la forteresse qui domine la ville de Rome avec sa couronne de mâchicoulis. Premier symbole : le pouvoir spirituel se glissant dans la formidable carapace de la puissance romaine et s'y établissant en maître. Et comme ce symbole se détaille dans les entrailles sombres du redoutable donjon ! D'abord, dans la chambre mortuaire, la tête colossale d'Adrien (seul débris de la statue géante, démolie par les barbares) tête creuse dans laquelle pourrait presque tenir un corps de gardes. Puis les oubliettes où l'on jetait les prisonniers ;

puis le chemin circulaire où pouvaient monter des chevaux ; puis le chemin montant tout droit, derrière une porte flanquée de canons. C'est celui construit par Alexandre VI Borgia. Par-dessus des cachots ténébreux, il conduit à la chambre luxueuse du pape, décorée des fresques voluptueuses peintes par Jules Romain d'après les dessins de Raphaël et qui représentent l'histoire de Psyché. Furtivement, la renaissance grecque se blottit dans l'ancien mausolée d'un empereur romain, transformé en donjon féodal et devenu la citadelle des grands pontifes de la chrétienté. A l'étage supérieur, on atteint la loggia du pape Jules II, qui surplombe le Tibre à pic. C'est de là que le pape guerrier, l'impérieux et magnifique protecteur de Bramante, de Raphaël et de Michel-Ange pouvait contempler en maître sa ville et son domaine, ses créations et sa créature. Mais c'est de là aussi qu'un de ses successeurs, le pape Clément VII put voir le sac de Rome, mise à feu et à sang par les hordes de lansquenets lancées contre lui par Charles-Quint et frémir d'horreur en voyant des cardinaux traînés sur les pavés par la soldatesque teutonne. Reflux terrible des forces déchaînées par le pouvoir spirituel usant des instruments du temporel. Contre-coup d'un passé lointain qui fut l'envers de Canossa. Si, penché par-dessus l'abîme au balcon de la loggia de Jules II, on se remémore ces scènes de terreur et de carnage, le Tibre tortueux, encaissé entre ses quais verdâtres, roulant ses eaux jaunes parmi les palais et les masures, semble un fleuve maudit de la cité infernale de Dante, encerclant une prison de damnés.

Mais grimpons par l'étroit escalier sur le toit circulaire du sinistre donjon, et tout va changer d'aspect. Comme par un coup de baguette magique, un tableau merveilleux se déroule sous nos yeux. Ici, la Rome de la Renaissance nous apparaît soudain dans toute sa grandeur et dans toute sa sérénité. Au centre de la terrasse ronde, sur un piédestal qui semble lui-même un petit donjon, se dresse un colosse blanc, saint Michel-Archange remettant son épée au fourreau. A droite et à gauche, des pyramides de boulets en marbre blanc, qui servirent jadis à la défense du château, dorment du sommeil des pierres après leur passé héroïque.

Mais regardons le panorama circulaire. Les sept collines, surbâties et surpeuplées, ondulent harmonieusement. L'ensemble de la ville forme un fouillis de maisons fauves qu'égayent çà et là des jardins avec leurs terrasses de palmiers et de pins parasols. Par-dessus émergent les masses sombres des palais, des vaisseaux immobiles portés par un océan pétrifié. Plus haut encore, se dressent les églises avec leurs coupoles élégantes, toutes imitées de celle de Saint-Pierre, qui les surpasse de son dôme majestueux et les regarde de loin comme un berger regarde son troupeau.

Dans tous ces édifices et jusque dans les mouvements du sol, il y a comme un désir secret, comme une émulation de s'élever à la hauteur de la coupole dominatrice. Le Palatin, le Pincio et le Janicule encadrent la grande métropole de leurs ourlets de verdure et de cyprès. Le soleil de Rome festoie sur la ville en mille reflets et pénètre dans tous ses recoins comme il sature le ciel étincelant de sa lumière.

Sensation synthétique mais superficielle de la Renaissance. Nous aurions beau parcourir les musées du Vatican et du Capitole, les trésors des villas avec leurs ombrages peuplés de statues, saluer les Dioscures du Quirinal, dompteurs surhumains de chevaux géants cabrés sur leur colline, nous arrêter aux fontaines bouillantes que des Dieux de marbre toujours jeunes versent sur les places publiques — nous n'aurions pas mesuré les richesses inépuisables de cette Rome de la Renaissance. On dirait que les ombres illustres de cette époque mémorable entre toutes, où s'accomplit le premier mariage entre le christianisme et l'antiquité, se soient donné rendez-vous sur la plate-forme du Monte-Pincio, entre la villa Borghèse et la villa Médicis. Car on y frôle, par centaines, leurs bustes mêlés à ceux de tous les grands hommes de l'Italie. On se promène avec eux à l'ombre de ces chênes verts, de ces lauriers-roses et de ces myrtes, d'où l'on jouit du plus somptueux coup d'œil sur la ville et où l'on peut se baigner dans le sourire de Rome.

Mais hélas, nous ne pouvons nous y attarder. Le temps marche avec une rapidité vertigineuse, les siècles accélèrent leur mouvement et nous importent. Là-bas, en face de nous, de l'autre côté de la Cité-Mère, le Janicule barre l'horizon. Sur la plus haute des sept collines, couverte aujourd'hui de nombreuses villas, s'élevait, du temps de la Rome antique, le temple de Janus, le Dieu à double face, dont l'une regardait l'Orient et l'autre l'Occident, le passé et l'avenir du monde. Les portes de ce temple demeuraient fermées en temps de paix et ne s'ouvraient qu'aux jours de guerre, quand les portes du temple s'écartent et que de nouveaux effluves de l'Eternel font irruption dans le présent. De l'est à l'ouest, franchissons la ville d'un coup d'aile et gagnons le sommet du Janicule, où nous appelle le monument historique en qui culmine l'Italie du XIXe siècle. La statue équestre de Garibaldi nous offre l'image parlante

du *Risorgimento*. C'est l'Italie nouvelle, l'Italie du Nord, ligurienne, celtique et piémontaise, reprenant possession de la Rome ancienne — et cette fois-ci pour la garder. Le général intrépide et calme a la tête légèrement penchée et regarde de côté. Sans emphase, sa face de fier soldat et son front pensif, visage de lion humain, pleine de force et de douceur, d'une mansuétude inébranlable, regarde Rome sans étonnement et sans orgueil. Il la salue comme la capitale de la patrie dont il défendit l'unité avec cet infaillible sentiment du devoir qui lui fit dire : *Roma o morte !* Rome ou la mort ! Sur le devant du socle, une troupe de Garibaldiens se précipite, baïonnette en avant, comme si la pensée du général libérateur les faisait jaillir du piédestal. A leurs pieds, s'étale dans son immensité la Ville Éternelle qu'ils aperçoivent pour la première fois. Derrière eux, l'imagination évoque tous les héros du *Risorgimento*, penseurs et poètes, martyrs des prisons et des champs de bataille, de Silvio Pellico à Cairoli, de Mazzini, le cerveau organisateur à Garibaldi l'épée libératrice, de l'éveilleur infatigable qui secoua l'âme italienne de sa torpeur au vainqueur persuasif qui lui rendit sa terre et sa capitale.

La Rome antique a conquis l'Italie. L'Italie moderne a reconquis Rome, et par elle a mis le sceau à son unité.

Ainsi, pour qui les parcourt d'un regard circulaire, les plus violents contrastes de Rome se nuancent et se fondent en une harmonie grandiose qui retentit comme un appel à une synthèse intellectuelle.

L'aspect et la figure de Rome nous ont montré une cristallisation de l'Italie, en un raccourci monumental. C'est la résultante de trois mille ans de pensées et de luttes, condensées en un relief plastique. Cette évolution de l'âme italienne, nous devons la considérer maintenant dans son histoire traversée à grandes enjambées, en ne nous arrêtant qu'aux sommets qui marquent l'apogée de ses élans et les reposoirs de son sol.

Mais en face de cette Rome à la fois contradictoire et synthétique, essayons d'abord de saisir l'idée maîtresse de cette évolution. Car l'impression totale de Rome nous en donne la clef.

L'âme italienne plonge par ses racines dans le sol et dans l'âme de la Rome antique, mais c'est la plante d'une autre graine, combien diverse d'essence et de frondaison. Car le peuple italien ressemble aussi peu au peuple romain qu'un laurier à un chêne ou que la vigne grimpante à l'ormeau qui la porte. Et pourtant, le sol latin et la patrie romaine ont légué à l'Italie du moyen-âge, puis à l'Italie de la Renaissance et enfin à l'Italie des temps modernes, cette idée qui, par une série d'élargissements, de fécondations et de métamorphoses, anime toute son histoire et lui confère son unité spirituelle. Cette idée est *l'idée de l'universalité*. Rome l'avait poursuivie pendant douze siècles en son effort de conquérir le monde, d'abord par *les armes*, ensuite par *le droit*. Affinant et spiritualisant cette idée, l'Italie devait l'appliquer successivement à *la religion, à la poésie* et *à l'art*.

La troisième de ces époques est celle de *la Renaissance* et marque l'apogée de l'ascension italienne, au point de vue intellectuel. C'est celle qui fait l'objet de ces études. Nous ne donnerons qu'un coup d'œil aux deux précédentes qui lui servent de préparation.

Dans la quatrième phase de l'Italie, qui commence au XIXe siècle avec le *Risorgimento*, l'idée de l'universalité intellectuelle, qui fait la grandeur incomparable de la Renaissance, passe au second plan. Il s'agit désormais pour l'âme italienne de reconstituer son unité nationale et son but devient essentiellement *politique*. Cette page de son histoire n'est ni moins grande ni moins instructive que les précédentes. L'Italie y déploie une nouvelle et plus grande énergie que dans toutes les autres. Car c'est désormais tout son peuple, avec toutes ses forces et toutes ses classes sociales qui entre en scène et en action.

Si les études de ce livre sont uniquement consacrées à la Renaissance, ce n'est pas seulement à cause de l'abondance des matières et du manque d'espace, c'est surtout à cause du caractère essentiellement universel de cette époque, où le génie de l'humanité a proclamé, à travars les grands artistes de ce temps, des vérités transcendantes qui n'ont pas encore été comprises jusqu'à ce jour et qui sont destinées à exercer une influence capitale sur l'avenir.

Pour commencer, un coup d'œil sur le moyen-âge est nécessaire. On ne peut pas comprendre toute la portée de la Renaissance sans avoir sondé d'abord toute la profondeur de l'œuvre de Dante, ce grand précurseur de l'âme moderne, qui fut en même temps un apôtre de l'individualité libre et de l'universalité intellectuelle.

*
* *

Ainsi tout finit et tout recommence dans la Ville Éternelle. Rome est vraiment « la Cité de l'Ame » comme l'appelle si poétiquement Byron. Elle l'est non seulement parce que les souffrances de l'individu s'apaisent ici devant les grands deuils de

l'humanité et que « les orphelins du cœur trouvent une seconde patrie dans la Niobé des nations ». Elle l'est surtout parce qu'au-dessus des tragédies et des catastrophes, magnifiées par ses ruines glorieuses, elle promet toutes les renaissances et toutes les résurrections.

ÉDOUARD SCHURÉ.

LA CRISE EN ITALIE

La crise, que l'Italie subit, n'est point superficielle, et la chûte du cabinet Orlando-Sonnino n'en a été qu'un incident. La Péninsule, comme tant d'autres pays, cherche sa voie en tâtonnant. Au lendemain d'une guerre si longue, qui leur a infligé de si lourds sacrifices et qui a bouleversé tous les rapports acquis, les peuples revisent les formules sur lesquelles ils avaient vécu tant d'années durant. C'est le mécanisme politique et social, ce sont les idées, les bases essentielles qui sont remises en question. Beaucoup d'individus, au sortir du cataclysme, se demandent comment ils vivront, comment ils rétabliront leurs affaires et orienteront leur avenir. Il en va de même des collectivités. Quelque ordre de pensée que l'on envisage, le monde s'est transformé ; la hiérarchie des valeurs a été remaniée et chacun se trouve en présence d'un inconnu qui ne laisse point d'être inquiétant.

Les préoccupations extérieures ont, autant que les controverses de l'intérieur, contribué à provoquer la dissolution de la combinaison Orlando-Sonnino. Lorsqu'on compare, à six semaines d'intervalle, les séances du 30 avril et du 18 juin, on éprouve quelque surprise. Le 30 avril, le gouvernement italien réunissait l'unanimité des 191 votants au Sénat, et rassemblait à la Chambre 382 voix contre 40, — celles des socialistes officiels dont l'opposition de principe demeurait irréductible ; — le 18 juin, les trois quarts des députés se prononcent contre le cabinet — sur une question de procédure sans doute, mais qui engageait le fond. Et il ne s'est pas agi d'un de ces sursauts d'émotion, d'un de ces mouvements de malveillance et d'irritation subits, dont les assemblées sont coutumières, et qui ne procèdent pas toujours d'un sentiment raisonné. En réalité, la campagne de presse qui s'était développée dans les deux premières semaines de juin —, même en dehors des journaux des oppositions nationaliste ou socialiste, — (celle du *Corriere della Sera*, le grand organe de la Bourgeoisie milanaise était typique), laissaient prévoir le renversement du ministère.

Mais ce ne sont ni les incidents de la séance, ni les caractéristiques de la nouvelle combinaison que je me propose de reprendre et d'analyser ici. Je veux plutôt examiner l'état des esprits dans la Péninsule, à la lumière des faits tout récents.

Le problème de l'Adriatique et les problèmes plus ou moins connexes de l'Asie Antérieure et des compensations africaines, passionnent-ils également les masses populaires au-delà des Alpes et les milieux qui se vouent spécialement à la politique ? Je ne l'affirmerais point. Lorsque des journalistes brillants, mais qui généralisaient un peu vite des impressions locales, disaient : « l'Italie se lève tout entière au nom de Fiume », ils tombaient à coup sûr dans l'exagération. Mais les masses populaires souffraient de la crise économique, et l'action diplomatique du gouvernement était sévèrement jugée dans certains groupes d'influence plus ou moins durable, et dont ce gouvernement lui-même avait servi le prestige et aussi salué les visées.

Il n'y a point lieu de rechercher ici pourquoi l'Italie est entrée dans la guerre. Il serait criminel d'écrire un seul mot, qu'il pût alimenter un différend entre les deux pays latins. Trop de paroles malencontreuses ont été dites ou écrites. Le rapprochement franco-italien peut être un bienfait pour le monde, et saper le résultat acquis, même involontairement, serait manquer à la cause de l'humanité.

Mais il n'est pas interdit d'observer les réalités en face. Les gouvernements italiens qui se sont succédé au pouvoir depuis 1914, ont établi et proclamé de vastes desseins, qui s'étaient inscrits dans des traités secrets de 1915, de 1916, de 1917, — peut-être en trouverait-on de plus récents encore ! Compléter la frontière des Alpes et saisir la maîtrise de l'Adriatique : telle fut la volonté initiale. J'ai déjà exposé dans ces colonnes le problème adriatique, qui a d'ailleurs évolué depuis l'écroulement total de la monarchie habsbourgeoise. C'est parce que cet empire s'était effondré, que le cabinet de Rome prétendait ajouter au pacte de Londres, qui lui donnait l'Istrie, la Dalmatie et les îles, Fiume qui n'était pas, de par cet accord, comprise dans son domaine, et qui devait, au contraire revenir à la Croatie. Mais les Sud Slaves, qui protestaient déjà contre l'attribution de l'Istrie et de la Dalmatie à l'Italie, et qui ne reconnaissaient pas le pacte de Londres, s'insurgèrent contre les prétentions que M. Sonnino formulait sur Fiume, et le débat prit un tour aigu, — qu'il avait un peu perdu au commencement de juin, mais qu'il retrouva aux environs de la journée où succombait le cabinet Orlando.

Je ne reviendrai pas sur les phases de cette controverse, qui est restée, plusieurs mois durant au premier plan de l'actualité. Nul n'a oublié le message fameux de M. Wilson — qui fut vivement commenté par la presse de la Péninsule, ni le départ de la délégation italienne pour Rome à la fin d'avril, ni la colère du parti nationaliste, ni les manifestations de d'Annunzio, ni le retour de deux délégués sur cinq, — MM. Barzilai, Salvagioo Raggi et Salandra se dérobant pour des motifs variés, ni la discussion du compromis House, qui faillit aboutir. En vérité, il y avait face à face une intransigeance italienne et une intransigeance slave, et la diplomatie écartait, puisqu'aucune transaction n'était acceptée, la seule condition qui pût ramener l'ordre dans les esprits et conjurer les conflits futurs : la consultation des peuples. Le plébiscite, prévu pour la Haute-Silésie et pour le Slesvig, eût dû s'appliquer en bonne justice aux régions voisines de l'Adriatique.

Le gouvernement italien n'avait pu tenir la promesse qu'il avait faite aux partis interventionnistes et nationalistes : celle d'acquérir Fiume et toute la Dalmatie, dont il avait proclamé l'italianité. Il devait être fatalement la victime des affirmations qu'il avait émises, des encouragements téméraires qu'il avait donnés aux expansionnistes de gauche groupés autour du *Popolo d'Italia*, et aux expansionnistes de droite rassemblés autour de l'*Idea nazionale*. Il avait espéré obtenir de la conférence ou la cession de Fiume avec l'application du pacte de Londres, ou tout au moins un arrangement qui leur offrît de suffisantes satisfactions. Mais M. Sonnino ne pensait pas comme M. Orlando: il demandait davantage et ne s'était pas lié par des tractations directes avec les Sud-Slaves ; et les nationalistes italiens estimaient M. Sonnino lui-même beaucoup trop tiède. Leur programme comportait l'annexion de Fiume par le cabinet de Rome au mépris des décisions de la conférence, et au risque d'une rupture presque certaine, et ensuite, s'il le fallait, le conflit avec l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes. C'est pour n'y avoir point souscrit que M. Orlando a été renversé —, mais il a été renversé aussi pour d'autres raisons d'ordre extérieur et intérieur, et la coalition, qui s'est prononcée contre lui, contenait des éléments disparates. Rien n'est plus complexe que cet épisode.

L'annexionnisme italien est très exigeant. Il ne se contenterait point d'une domination pure et simple de l'Adriatique, mais il embrasse dans ses ambitions tout le bassin méditeranéen. Il y a au delà des Alpes un parti colonial puissant et agissant, et qui a jeté son dévolu sur deux continents à la fois. D'un côté, il voudrait que le gouvernement de Rome fût l'un des principaux héritiers et de l'Allemagne et de l'Empire ottoman en Anatolie ; de l'autre, il réclame sa part dans le Continent noir et pose devant la France et l'Angleterre enrichies des anciennes possessions allemandes, la question des compensations.

MM. Sonnino et Orlando avaient pris des gages, en Asie, alléguant les stipulations des traités secrets qui délimitaient la zône d'influence éventuelle de leur pays ; — ils occupaient Adalia et Konieh. Mais cette opération ne suffisait pas au groupement de l'*Idea nazionale*. Ce groupement revendiquait Smyrne et n'admettait pas que ce grand entrepôt ne revînt pas à l'Italie. Lorsqu'on sut que les Hellènes en avaient pris possession, bien que leur titre ne fût pas encore précisé, ce fut un tolle contre le cabinet. On accusa celui-ci d'avoir trahi tous les espoirs et sacrifié tous les droits de l'Italie dans la Méditerranée et les souvenirs de la Rome antique furent, une fois de plus, évoqués pour sa confusion.

C'est à ce même moment que les comités, qui s'occupent plus spécialement de l'Afrique, énumeraient leur désiderata qui étaient amples. Ils n'ont jamais renoncé à l'Abyssinie et pour ce motif, ils préconisaient le rattachement à l'Italie des possessions françaises et anglaises, — Djibouti en premier lieu, — qui sont en contact avec ce pays. Ce n'était point tout, et c'est par centaines de milliers de kilomètres carrés que se chiffraient les annexions projetées par eux. Ne voulaient-ils pas créer un empire africain, qui, prenant pour base une Lybie élargie, aboutirait à l'Atlantique dans le voisinage du Cameroun ?

Présenté à la conférence, ce programme y suscita une certaine stupeur. Les ministres italiens comprirent qu'il avait peu de chance d'être sanctionné, et il leur fallut battre en retraite : ce recul procurait un grief de plus aux expansionnistes de Rome et de Milan.

Mais, je le répète, car l'on ne discernerait pas autrement tous les éléments de la crise, ces expansionnistes se sont associés à des groupes, qui n'avaient point en matière internationale la même conception qu'eux. Ni les Giolittiens, ni les catholiques, ni les socialistes officiels n'avaient adopté une même position en face du problème de la guerre. Les Giolittiens, à l'origine, avaient tenu pour la neutralité et s'étaient contentés du « parecchio » puis ils avaient recommandé la paix rapide. Les catholiques avaient gardé une attitude dont on peut dire à tout le moins qu'elle manquait de clarté. Les socialistes officiels avaient combattu l'intervention

et s'étaient placés, pour juger les évènements, sur un plan tout à fait différent. Comment tous ces partis, si dissemblables par l'esprit, par les tendances, par le programme, avaient-ils réuni leurs efforts contre le gouvernement ? C'est le secret des époques de crise.

En Italie comme ailleurs, les foules manifestent des aspirations à un renouveau. Elles souffrent de l'état de choses que la guerre a engendré ou développé, et qui a aggravé à la fois la condition des salariés et le sort de la tranche inférieure de la classe moyenne.

Dans le monde entier, il y a eu une concentration de la richesse et un alourdissement général du régime d'existence. Partout le prix des subsistances a haussé pour des causes variées, mais qui se peuvent plus ou moins classer sous ces quatre rubriques : inflation de la circulation fiduciaire, diminution de la somme des produits, augmentation des frais de production et de transport, et en même temps exigences déraisonnables, pour ne pas dire plus, des intermédiaires. En nulle époque, on ne fut plus pressé de faire fortune, afin de s'assurer des jouissances plus larges ; en nulle époque, la difficulté de subsister ne s'affirma plus grande pour des centaines de millions d'êtres humains.

Si la crise économique fut et reste très accusée dans de vieux pays, tels que la France et l'Angleterre, où le capital national représentait une valeur très élevée, elle apparaît bien plus sensible encore dans les pays jeunes et qui ne touchaient pas à la plénitude de la prospérité matérielle. L'Italie ne peut se suffire à elle-même : sa fortune publique, pour une population presque égale à celle de la France, n'atteignait pas au tiers de la nôtre. Ses paysans ne sauraient comparer leurs ressources à celles des paysans de notre territoire. Ses ouvriers étaient plus mal payés que ceux de l'Europe occidentale, et pour des journées notablement plus longues.

Elle a eu à subir à la fois la pénurie du ravitaillement en grains, — un formidable accroissement de la dette publique qui a plus que quintuplé en importance, un triplement de tous les prix et aussi la privation du charbon et de toutes les matières premières qui lui venaient de l'extérieur. Ainsi le chômage s'est ajouté pour elle aux autres maux. Ce qui est à la base de tout, ici comme ailleurs, c'est le problème social, qui se pose sous un aspect nouveau, en des termes pressants et graves. Il ne suffit nulle part d'un changement de ministère pour le résoudre, et telle est la principale réflexion que suggère la crise italienne.

PAUL LOUIS.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

LA FORTUNE DES LETTRES FRANÇAISES

Après cinq années d'interruption violente, l'ouvrier rejoint sa machine, le paysan son champ, l'artiste son atelier, l'écrivain retrouve ses manuscrits, ses livres et se demande ce qu'il est advenu de ses idées, de ses rêves, de ses ambitions intellectuelles, de ses espoirs et de ses amitiés.

Dans le domaine matériel, toutes choses sont à leur place, ou à peu près.

Dans le domaine des Lettres, qui devait être la patrie de l'esprit, en est-il de même ?

Il n'y paraît pas au premier coup d'œil, et c'est un grand sujet de tristesse, et c'est le motif d'une magnifique espérance.

Ici tout est changé.

Le croyez-vous vraiment ?

Ne voyez-vous pas la vie littéraire, qui recommence, avec sa routine, ses petites intrigues, et qui se débat sous l'étreinte démoralisatrice de l'industrialisme, la vie littéraire, ses succès injustifiables, ses oublis immérités, ses angoisses devant le désordre de l'intelligence, et pire, devant l'incuriosité d'en bas, l'inculture d'en haut, et cette tyrannie du gain et du plaisir et cette universelle impuissance à lire vraiment, à goûter le commerce désintéressé des idées ?

Arrachés à eux-mêmes, expulsés et comme exilés d'eux-mêmes, les Français d'aujourd'hui possèdent l'invraisemblable privilège d'une vision neuve, déshabituée des horizons familiers, des perspectives factices, du fatras mensonger des vieilles images.

Privilège ! Epreuve singulière ! Ceux qui en seront dignes auront peine à se défendre de quelque trouble et de quelque hésitation.

Ecrire ! Pourquoi ? Pour qui ?

Descendre sur la place, participer à la foire où se maquignonnent les réputations, les gloires d'un jour et les fauteuils académiques ? A quoi bon ?

Est-il encore une retraite pour l'effort d'une pensée libre, uniquement soucieuse de vie profonde, et peut-être dangereuse, la seule toutefois qui pare de dignité notre éphémère néant ?

Certes, la médiocrité de la vie littéraire nous apparaît avec une évidence cruelle. Prendrons-nous encore au sérieux les petites agitations, l'intrigue, ce tumulte mesquin, et tout le bruit dont s'entourent le bluff, le charlatanisme, la fausse ingénuité, ou la pure ignorance ? O fatuité ! ô vanité !

Soyons plus équitables, ou plus dédaigneux.

Prendrons nous encore quelque intérêt aux fables gracieuses et futiles, aux recherches d'écriture, à tant de livres non dénués de talent — d'un talent sans ambition et presque sans objet — qui bercèrent un instant notre ennui ? O descendance attardée du symbolisme. Grammairiens de 1914, romanciers précieux, littérature fragile, si vite effeuillée au souffle de la tempête ! Nous attendions de vous quelque secours aux heures cruelles ; nous ne l'avons pas trouvé ; devant la sincérité de la minute, vos audaces nous paraissaient timides, votre sourire puéril, et si insuffisante votre connaissance du cœur de l'homme ! Vos grâces ne savaient plus nous émouvoir, vos divertissements même étaient fades. Nous vous avons délaissés, nous sommes retournés aux maîtres, aux forts, aux classiques et à leurs éternels ancêtres de l'antiquité gréco-latine, à tous ceux qui ne diminuaient ni l'art, ni la pensée, ni l'homme, et qui seuls pouvaient rivaliser avec l'expérience de notre vie quotidienne, l'éclairer et l'enoblir. Que de découvertes nous avons faites dans l'attente de la mort imminente ! Quelque chose de ces goûts est demeuré en nous, et des curiosités que vous ne savez pas satisfaire, et des élans que vous n'aviez pu prévoir.

Vous n'aviez pu prévoir ! Et vous renaîtriez, vous, vos élégances désuètes, votre insouciance des émotions profondes, votre mépris de la vérité, de l'homme et de vous-même !

*
* *

1914 ! Nous vivions parmi les livres, infiniment dénués malgré cette richesse illusoire, prodigieusement ignorants en dépit de cette science fallacieuse.

Ces compagnons de nos pensées, de notre labeur journalier, brusquement nous les avons perdus. Chacun de nous s'est trouvé réduit à soi-même, et à la leçon effrayante des choses. Et l'on a vécu d'abord de ses idées, de sa foi, ou de ses enthousiasmes. L'inconsistant bagage, quand seules comptaient la vigueur de l'esprit et la sincérité de l'âme, conviés à épeler l'unique livre inépuisable, sans commencement ni fin, dont tous les autres ne sont que des copies réduites et infiniment pâles !

Ce que nous y lisions nous surprenait souvent, nous torturait ensemble et nous émerveillait ; nous mesurions nos erreurs et l'abîme qui sépare de la réalité les constructions, les formules, les symboles de l'esprit. Nous doutions ; nous apprenions tous les jours ; ceux qui n'auraient point connu des heures de défaillance, je les plaindrais, car l'immensité de la souffrance est un spectacle insoutenable, et demeure incompréhensible.

La tranchée n'était point un lieu incommode à la méditation : loin des bavards, des faux prophètes, des maîtres d'éloquence et de mensonge, l'esprit s'y enivrait de liberté, aiguillonné par les nécessités sanglantes.

Un seul regret inexpiable : l'espèce de déchéance qui semblait frapper l'intelligence française — et universelle — ou plus exactement les manifestations écrites de cette intelligence. Nous peinions, nous apprenions durement, et dans le sang, la leçon des temps nouveaux ; ces gens, qui ne nous connaissaient plus, nous commentaient ; de notre sacrifice, ils faisaient, hélas de la littérature ; leur louange nous eût dégoûtés de l'héroïsme, si nous ne l'avions côtoyé à toutes les heures du jour et de la nuit. Beaucoup — et des meilleurs — se taisaient ; parmi les autres, que de naufrages ! Combien peu surent faire parvenir jusqu'à nous la parole qui réconforte, dans la communauté de l'effort et de l'angoisse !

A ceux-là notre infinie gratitude et l'hommage de notre espoir.

Tels nous étions hier, tels nous avons vécu. Les Lettres peuvent bien tenter de rejoindre les chemins d'avant 1914, et les mauvaises mœurs littéraires de ressusciter. Il y a quelque chose de changé ; et, c'est nous, ce sont vos lecteurs, mes chers confrères, et vous-mêmes, de qui l'élite ne se déroba point à l'appel de la vie.

Et je vous le dis, en vérité : il y a présentement deux France : celle qui a reçu dans sa chair la révélation de notre temps, les combattants, les souffrants, auxquels il faut joindre tous ceux qui, à l'arrière, par le deuil, par le prodige de l'intuition et de l'amour, rejoignirent la souffrance ; et l'autre, celle qui n'a rien appris ni rien oublié — elle existe — qui n'a ni combattu, ni accueilli l'effort et le sacrifice.

La pemière est grave et forte, prête à la vie, avec encore, entre les lèvres, le goût amer de la réalité ; elle n'évoque point aisément ses souvenirs, et n'en parle que rarement, avec respect, avec terreur et modestie. L'autre s'agite comme devant, sans discrétion et sans pudeur ; elle hait la première qu'elle encense sans la comprendre et s'efforce de déposséder ; elle écrirait l'histoire de la guerre, et souillerait les plus chères mémoires si nous le lui permettions.

Or, je vous le dis, de ces deux France, seule l'une compte : elle seule possède le sens des destinées de la patrie, une intelligence et un cœur assez larges, assez mûrs pour affronter les périls de la paix, comprendre les revendications, voire les colère sociales, collaborer sans haine, avec amour,

avec dévotion, en toute liberté, aux rivalités fécondes qui annoncent l'avenir.

C'est elle qui nous donnera la littérature de demain ; c'est pour elle qu'il faut écrire.

Rappelez-vous, ô écrivains ! vous tous qui désapprenez l'orgueil, la défiance et l'égoïsme parmi la simplicité des foules en armes, dans la communion de l'homme et d'un merveilleux peuple ; bourgeois, esthètes surpris de rencontrer vos maîtres, un idéal de grandeur, de beauté que l'art eût été impuissant à rêver. Vous quittiez tout cela, vous regagniez Paris « en permission » ; la douceur du foyer, des amitiés vous déliait l'âme ; vous retrouviez la musique, ses délices oubliées ; un concert vous émouvait aux larmes. Pourtant vous compariez : là-bas, une grande vie, misérable et pathétique ; ici le reflux des turpitudes, des égoïsmes et des lâchetés ; vous goûtiez, à l'accueil de certains « amis » une amère volupté ; vivants, on vous rangeait déjà parmi les morts ; vous étiez morts au monde ; vos témoignages importunaient : les petites ambitions, sournoises et tenaces, vous renvoyaient doucement au silence du charnier.

Vous avez vécu cela, et vous l'oublieriez ! Vous hésiteriez entre ceci et cela !

Nul ne le croira.

*
* *

La guerre aura été, pour les intellectuels, une leçon de modestie. Et d'abord ce grand silence de l'esprit se renonçant soi-même dans la fatalité de l'action ! L'aurions-nous seulement cru possible ! et que les grandes nations, si fières de leurs arts, y dussent consentir, n'est-ce point un étrange sujet de surprise ! Pourtant, cette surprise, il a fallu s'y accoutumer, et cette humiliation, la subir ! Il y aura, dans l'histoire de nos Lettres — des Lettres universelles — un hiatus de cinq années, où quelques très rares œuvres interrompent à peine une impitoyable prescription.

Les peuples n'en ont pas moins vécu, et de quelle vie intense !

Étiez-vous donc si peu nécessaires au mouvement de l'humanité, vous tous, écrivains, artistes, philosophes, qui vous croyiez indispensables, vous qui vous flattiez d'être les mandataires de l'homme, les dépositaires responsables de son rêve et de sa plus précieuse pensée ?

Responsables, le fûtes-vous vraiment ?

Ou n'étiez-vous que des amuseurs, vagues jongleurs, de qui l'on se détourne aux instants essentiels ?

Il suffit de poser la question, en vérité troublante, mais bien propre à susciter l'effort et la sincérité secrète des consciences.

L'instant est venu d'envisager le rôle des arts et des littératures. Et si peut être quelques douloureux aveux paraissent indispensables, si quelques regrets, voire quelques *mea culpa* ne semblent point superflus, nulle attitude ne prépare mieux le temps propos des plus hautes ambitions.

Car enfin, cet impressionnant silence ne fut point la mort. Nous avons pris la mesure de nos maîtres. Ceux qui ne surent ni nous émouvoir ni nous secourir, nous tenons maintenant qu'ils n'étaient point dignes de leur gloire, ni de parler en notre nom, qu'ils furent des interprètes infidèles et ne nous connaissaient point. Ceux-là, dont nous soupçonnions la faiblesse et l'indignité, la guerre les élimine. La guerre aura tué beaucoup plus d'écrivains qu'il ne semble. Nos Lettres sont peuplées d'ombres qui se survivent, parfois somptueuses, mais condamnées à un proche oubli. La cruauté des jeunes, où nous ne vîmes souvent que présomption, est désormais licite : elle est louable ; la France entière la souhaite meurtrière et victorieuse.

Hardi, les jeunes ! le champ est libre : la France attend de vous une littérature nouvelle ; vous la lui donnerez.

Vous la lui donnerez, car, pour vous, les années infernales ne furent point infructueuses : le service militaire est moins néfaste que l'école ou le capricieux vagabondage : vous vous êtes appartenu vraiment : vous avez grandi dans la plus féconde liberté qu'ait jamais éprouvée le printemps de l'humanité. Tout vous sollicitait à penser : la dureté de l'expérience, le contraste des temps, et ces antinomies parmi lesquelles vous cherchiez le chemin du devoir et de l'honneur. Vous preniez de l'espace ; le loisir ne vous manquait pas ; vous aperceviez ces longues perspectives que nous dérobent ordinairement la hâte et le désordre des soucis journaliers : vous reviviez notre plus grande histoire ; vous retrouviez notre terre, notre race et toutes les races étrangères ; hommes de lettres, vous deveniez des hommes ; dans le tumulte des idées et des passions, vous vous sentiez les fils de l'enthousiasme, les descendants d'une intelligence volontaire, claire et ordonnatrice. Vous pensiez, au lieu de répéter la leçon bien apprise, ou d'ânonner d'intempestives admirations...

Certes, ce silence général ne fut point la mort, puisqu'il fut au contraire la paix tragique, propice aux germinations de l'esprit, l'intermède bienfaisant, le repos, la halte fervente d'où surgiront les beaux départs.

Un immense travail s'est accompli, dont ne se doutent pas les hommes d'âge, ni ceux de nos conseillers qui ne surent point se mêler aux ouvriers de l'avenir.

Les deux France !

La semence est au creux du sillon ; délais, incertitudes de temps ; nous attendons la moisson, qui ne peut pas ne pas venir.

Nous l'attendons, vigoureuse, abondante, telle qu'elle satisfera les plus enclins, à rêver, pour les Lettres, de hautes destinées.

Nous ne consentons plus que les Lettres soient de simples amuseuses, un divertissement de décadence, la douce musique, persuasive et mortelle, du sommeil de l'esprit. Nous nous rappelons ce qu'elles furent aux grands siècles, et qu'elles se révélèrent alors les inspiratrices, les éducatrices du génie national. O puissance de notre esprit classique, si fort, si intelligemment créateur qu'à deux siècles de distance nous lui devons encore les règles les plus sûres de notre art, et ce sens psychologique, cette rigueur, cette solidité élégante que n'ont pu compromettre tout à fait nos pires égarements ! Le temps n'est-il pas venu de renouer ces glorieuses traditions ? Une génération est née, qui a vu sombrer, dans le désastre d'une civilisation et d'une époque, ses goûts d'hier, ses préférences, ses illusions. Elle s'est refait une âme, égale aux plus fortes, oublieuse des étroits snobismes, accueillante à la seule vérité. Elle a pris goût à l'action ; elle n'ignore plus les périls qu'assume une littérature en se confinant dans la pure spéculation, les infinies ressources que l'esprit peut devoir à l'expérience active. Rarement génération fut dotée de plus de richesses, plus précocement initiée à toutes les surprises de la vie, mieux instruite de la société, de l'Etat, plus ardente et plus réfléchie. Peut-être faudrait-il remonter à ce milieu du XVIIe siècle, turbulent et violent, si gonflé de promesses qui s'épanouirent ensuite magnifiquement, pour retrouver une jeunesse aussi grave et virile.

Si sérieuse, nous rendra-t-elle cette discipline qui fortifia prodigieusement l'intelligence française, exalta la dignité et le prestige de nos Lettres en leur conférant un caractère d'universalité ?

Tout permet de l'espérer : ce serait la calomnier d'avance, et bien gratuitement, que de ne pas s'en déclarer certain.

Voyez de quelle fermeté témoignent déjà ses premières manifestations, la lutte qui commence en faveur d'un « art intellectualiste » : symptôme réconfortant s'il y faut voir non point un goût exagéré de l'abstraction, et de la théorie, mais une pressante invite à restaurer le culte de l'énergie mentale, la primauté rendue à l'intelligence, la pensée reconstituée et régissant l'empire des Lettres où l'art s'anéantit à la suite de l'instinct.

Et sans doute on nous prévient que « l'on songe à écarter les broussailles de toute sorte, j'entends les préoccupations d'ordre utilitaire, théorique ou moral, qui peuvent gêner ou déformer la végétation spontanée du génie ou du talent » (1) ; on rêve d' « établir... un climat rigoureusement pur, qui permette l'éclosion d'œuvres parfaitement inédites ». On entend « maintenir exempte de tout influence étrangère (à l'art) l'atmosphère esthétique », et d'abord « faire cesser cette contrainte que la guerre exerce encore sur les intelligences, et dont elles ont tant de mal à se débarrasser toutes seules ».

Mais ce serait diminuer singulièrement l'importance et la portée d'un tel programme que d'y apercevoir uniquement ou surtout une protestation contre les abus de la littérature de guerre. L'influence même de la guerre sur les esprits, ce serait injustement la réduire que de dénoncer sa puissance tyrannique sans découvrir en même temps son pouvoir d'affranchissement. On nous la montre bien, en condamnant les tours d'ivoire, en revendiquant le droit de « contribuer personnellement à la solution des grands problèmes posés par la guerre », condamnation qui n'eût point peut-être été aussi explicite avant 1914, vœu d'élargissement qui est la conséquence directe de la commotion ressentie.

*
* *

Cette littérature puissante que nous souhaitons, et qui sortira toute armée de la guerre, il nous la faut, nous en avons besoin.

Pour nous-même, pour ce pays, qui en est digne, et qui doit y trouver l'expression de son vivant génie.

Pour d'autres encore, qui attendent, un peu partout, à travers le monde.

Certes, nous ne rêvons pas d'hégémonie littéraire, et nous savons trop que toute profession de foi d'impérialisme intellectuel va contre son propre objet. La véritable influence intellectuelle grandit dans la collaboration et la persuasion des échanges. Mais quel n'est point ici notre avantage !

Quelques-uns d'entre nous en ont eu la révélation directe au contact des âmes étrangères, en insurrection, elles aussi, dressées dans l'exaspération du tempérament national. Vous le savez, uni-

(1) V. le premier numéro de la *Nouvelle Revue Française*, dont nous sommes heureux de saluer la réapparition.

versitaires, écrivains, hommes de pensée et d'observation, poètes, que la tranchée retint longtemps, qui participâtes ensuite — parfois durement — à la vie étrangère, chez nos alliés ou chez les neutres : une immense mission s'offre à vous, que vous ne renierez pas. Et vous avez le devoir d'en informer vos confrères, et de le proclamer : le monde est dans l'attente des voix qui s'élèveront du sol français.

Une fois de plus, et dans quel instant favorable, à la lumière de quelles fulgurations, vous avez vu, médité, comparé : plus que jamais vous êtes prêts à rendre hommage au génie d'où qu'il vienne ; plus que jamais, vous appréciez la diversité de l'intelligence, et la variété de l'homme ; mais parmi tant de dons, il vous est clairement et définitivement apparu que nous ne possédions ni les moins rares ni les moins précieux.

La France indispensable au monde, ceci n'est plus, pour vous, une phrase mais la formule d'une élémentaire évidence.

C'est nous qui possédons la plus longue tradition : un long cortège de siècles nous pousse à l'avant-garde de l'esprit : l'inspiration bouillonne partout : c'est ici qu'elle se fixe : notre audace pratique toutes les libertés ; l'univers sait que nous n'en mésusons point, que nous y assurons notre goût, notre équilibre, et qu'il nous doit l'expression la plus générale, en même temps que la plus précise, la plus assimilable en même temps que la plus humaine, de ses aspirations. L'ordre et l'invention, voilà ce qu'il nous demande, sans aimer moins notre généreuse élégance, notre clarté, notre lumière.

Français qui avez affronté partout la concurrence des hommes, quelle fierté n'avez-vous pas ressentie ! quelle aisance dans vos luttes, et quelle allègre rapidité ! Dès le premier essai, vos armes s'avéraient si solides, si souple votre doctrine, si persuasives vos exégèses, que vous en éprouviez comme une heureuse surprise. Vous savez désormais ce que vous valez, ce que vaut la leçon de votre pays.

Cela non plus, vous ne l'oublierez pas.

Le monde l'a constaté, avec gratitude, avec admiration, et parfois quelque envie : il s'en souviendra.

Déjà, il a recours à nos maîtres : nos professeurs sont partout recherchés : les étudiants de toute la terre affluent dans nos universités : notre langue, que l'on croyait menacée, reconquiert d'un coup son prestige et son rang.

Ephémère triomphe si nos Lettres n'avalisaient cette traite que l'univers civilisé tire sur nous. Notre pédagogie ne vit qu'en fonction de notre pensée et de notre art ; nos enseigneurs reçoivent de nos écrivains l'autorité.

La leur refuserez-vous, historiens, philosophes, essayistes, conteurs, romanciers et poètes ?

Acquérez tous cette certitude : l'instant est unique : d'infinies curiosités sollicitent anxieusement votre effort, et vous avez l'audience de notre globe.

Nos amis s'empressent à la reconnaître ; nos ennemis même ne le nient point, et c'est d'eux parfois que nous viennent les plus implorantes suggestions, et presque les plus impérieuses et plus confiantes sommations. Les uns et les autres s'enquièrent de nos œuvres ; ils demeurent à l'affût de nos tentatives les plus osées : ils nous traduisent ; l'édition de tel pays qui nous marqua de fréquentes indifférences multiplie hâtivement les études, les collections françaises.

L'instant est prodigieux ; ne nous énivrons point de cet encens, gardons le bénéfice de notre liberté d'esprit : les illusions de nos pères, qui crurent à l'identité, à la constance de l'esprit humain en tous temps, en tous lieux, et rêvèrent d'on ne sait quelle catholicité œcuménique de la pensée, nous les avons perdues ; nous avons éprouvé les résistances du particularisme, nous avons reconnu ce qu'il entre d'heureusement irréductible dans l'idéal du plus faible groupement humain ; ni conquêtes, ni tyrannies, voilà notre mot d'ordre... Mais nous répondrons à l'appel unanime qui nous est adressé : nous n'y faillirons point ; il serait inconcevable que la France manquât à tant d'espoirs. Elle saura y répondre, et accepter la part, non point abusive ni oppressive, mais peut-être prépondérante, qui lui est offerte dans la direction intellectuelle du monde contemporain.

*
* *

Nous, cependant, critiques, quel sera désormais notre rôle ? Peut-être conviendrait-il de le définir, s'il n'était plus expédient de renoncer aux ambitieux exposés, et de manifester notre méthode par la continuité de notre effort.

Qu'il suffise donc de le faire observer : ceux d'entre nous qui sortent de la fournaise y ont vu fondre et se transformer plus d'un trait de leur caractère et de leur esprit : ce dépouillement, ce détachement, cette rénovation des habitudes de pensée, et parfois ce renversement des valeurs qui constituent le gain essentiel d'une extraordinaire vacance, ils en découvrent en eux-mêmes les conséquences inéluctables. Plus proches des hommes et de la vie, ils seront plus proches des œuvres, avec l'espoir secret d'une nouvelle ouverture d'esprit.

Et si déjà auparavant l'on répugnait à une sèche critique qui ne serait que l'inventaire des beautés et des défauts, une censure scolaire, une pédante et morose évaluation, ou encore une diatribe asservie à la passion, aux préférences personnelles, combien n'en est-on pas plus éloigné aujourd'hui !

Notre fonction est modeste ; nous n'en méconnaissons ni la grandeur ni la responsabilité ; il nous appartient de remplir pleinement notre mission en approfondissant, en multipliant et en élargissant nos curiosités, en acceptant toutes les collaborations dignes d'être retenues (si l'intelligence d'une œuvre implique une convergence d'idées et comme une connivence de la sensibilité et de la raison) en ne renonçant point toutefois à notre individualité, qui ne doit craindre ni les rudesses de la franchise, ni le don le plus généreux de soi-même.

Nous remplirons notre mission en favorisant, en organisant les liaisons nécessaires à notre univers dispersé ; nous écrirons pour nos compatriotes, mais aussi pour cette vaste clientèle étrangère qui se plaint si justement d'être insuffisamment renseignée sur nos Lettres.

Nous exercerons avec conscience, avec ponctualité, cette séduisante, cette décevante fonction d'indispensables et dévoués serviteurs de nos Lettres.

Et maintenant, au travail !

LUCIEN MAURY.

LE VIVANT GÉNIE DE GOYA

Du nouveau Louvre, qui redevient si riche, au Salon des Champs-Elysées, qui parut si pauvre, la quadruple exhibition du Petit-Palais devait servir de halte à nos déductions (1). Or, à vrai dire, il n'y a pas eu de Salon de 1919, mais une simple « Exposition » de bienfaisance et d'union sacrée où, sauf un *Mouvement de troupes* largement interprété par M. Gustave Pierre, les seuls ouvrages dignes d'un souvenir étaient des envois déjà vus !

Alors, rétrospective pour rétrospective, nous avons préféré celle des maîtres défunts, ces morts que le vieux Walt Whitman nomme « les seuls réels et les seuls vivants » dans notre univers de fantômes ; et les vrais exposants du véritable Salon de 1919 ne s'appellent-ils pas Léonard de Vinci, La Tour, Tiepolo, Goya ? Mais comment parler encore du sourire de *La Joconde*, quand on ne signe pas George Sand (1) ou Théophile Gautier ? Tout récemment, La Tour et Tiepolo n'ont point manqué de panégyristes. Reste Goya : dans cette région sereine de la fragile immortalité, ne vous semble-t-il pas le plus jeune et le plus méconnu de ces grands artistes vivants ? En vingt-deux cadres, dont quatorze portraits, ce nouveau Lazare vient de ressusciter au Petit-Palais, parmi tant de peintres morts-nés : belle occasion, ma foi, pour tâcher de définir l'image d'un tel réveil et, plus généralement, les caractères de la vie !

La vie, dans l'œuvre d'art, apparaît une qualité bien particulière et presque aussi rare que l'idéal : c'est la sève géniale, compensation du style absent ; et quand la tradition défaillante n'est plus que la caricature ou le *pensum* de la beauté, que reste-t-il au peintre ? La nature, que Goya nommait la première en saluant ses trois maîtres ; les deux autres appartenaient au lointain passé : ce fut Velazquez, d'abord, et Rembrandt, plus tard.

C'est pourquoi, dans son isolement, le nom très espagnol de Francisco Goya y Lucientès (1746-1828) exprime à merveille l'artiste original et vivant par excellence et résume à souhait cette *originalité* que tout le monde, aujourd'hui, convoite si témérairement qu'elle en devient, à son tour, le plus dangereux des poncifs ! Hier encore, avant cette exposition moins complète que suggestive, que voyait-on dans Goya ? « Le Velazquez de Manet (2) » ! C'était, comme jugement ou définition bien sommaire ; mais comme l'amusante formule caractérisait, à propos, sur le vif, l'idée que la légèreté française avait trop vaguement gardée du peintre de l'*Olympia* madrilène intitulée *La Maja nue !* Aussi bien, quand on disait Goya, ne se figurait-on pas un Manet de la fin du XVIIIe siècle, élégant révolutionnaire de l'art, qui finit ses longs jours en réfugié politique à Bordeaux, et l'auteur excentrique ou seulement incorrect de « caricatures peintes », de portraits volontairement laissés à l'état d'ébauches et d'énigmes gravées ?

Au surplus, le graveur compliqué des *Caprices* n'était guère mieux analysé dans le quatrain plus romantique de Baudelaire, qui lui fit cependant l'honneur de l'admettre au nombre de ses *Phares*, entre Watteau, ce « carnaval » évocateur, et son dieu Delacroix, tragique univers de pourpre et d'émeraude :

(1) Voir *La Revue Bleue*, 1919, n° 10, pp. 317-319.

(1) V. *Souvenirs et Impressions littéraires*, à propos de la gravure de Calamatta.

(2) Joli mot de M. Henri Béraldi dans *les Graveurs du XIXe siècle*, t. VII, p. 192, 1888.

Goya, cauchemar plein de choses inconnues,
De fœtus qu'on fait cuire au milieu des sabbats,
De vieilles au miroir et d'enfants toutes nues,
Pour tenter les démons ajustant bien leurs bas !..

Bref, les Parisiens casaniers le connaissaient mal : à notre vieux Louvre d'avant-guerre, Goya portraitiste apparaissait très sage, aimable interprète de la coquetterie d'une *Jeune espagnole*, et peintre plus officiel dans son grand portrait du médecin *Guillemardet*, l'ambassadeur de la République française en 1798, à la cour de Madrid, très décoratif avec sa ceinture tricolore et son épée damasquinée de galant diplomate ; et Goya n'abonde pas non plus dans les collections privées : auprès du Greco, le portraitiste ascétique de la maigreur exténuée par le jeûne et l'extase, nous l'avons à peine entrevu dans les grandes ventes récentes. Mais, loin de Madrid, les quatorze portraits du Petit-Palais suffisaient à nous introduire dans une inoubliable galerie de physionomies, fragment captivant de l'illustration d'une véritable « Comédie humaine » qui fait partie de l'histoire en groupant les grands premiers rôles d'une Espagne décadente, entre Beaumarchais et Balzac, au déclin d'un siècle et d'une race.

Aussi bien, tout portraitiste inspiré tient-il spontanément du moraliste et de l'historien ; mais celui-ci pratique, comme pas un de ses contemporains, l'art de déshabiller les âmes et de démasquer les visages : ami des Grands d'Espagne et du trop fameux ministre Godoï, ce peintre de cour est le contraire d'un flatteur.

En confident des philosophes qui préparaient *l'Encyclopédie* dans le salon de Mme Geoffrin, notre La Tour cherchait à saisir, sous le gracieux mensonge de la poudre, l'empreinte et l'usure de toute condition terrestre et se faisait fort d'exprimer même un roi « depuis la tête jusqu'aux pieds » : chez le prince des pastellistes français, cette subtilité d'analyse s'affine de jour en jour au souci maladif de la perfection ; mais Goya, d'instinct, connaît moins l'analyse que la synthèse : d'un coup d'œil, à la lueur de l'éclair jailli d'une rencontre de deux regards, le portraitiste a deviné la profonde intimité du modèle. Pénétration brusque et silencieuse, passionnément concentrée, tout espagnole, qui ne se contenterait point, comme l'art des petits Vénitiens, contemporains colorés de Casanova, de faire chatoyer dans un tourbillon de carnaval les dominos soyeux et les masques ! Permanente ou fugitive, inconsciente ou préméditée, c'est la muette mélodie d'une physionomie qui retient Goya ; c'est l'âme pressentie dans la prison de la chair, et qui finit par graver les traits de la face, comme la goutte d'eau creuse la roche... Et n'est-ce pas un redoutable inquisiteur qui est en nous voltairien de l'Inquisition ?

Et puis, quelle atmosphère à souhait pour un génie scrutateur, que cette époque de *mélo* politique et social, où la luxure et l'intrigue se partagent la fête insouciante jusqu'aux premiers échos de la fusillade, comme un cauchemar qui s'ébauche sur le théâtre ténébreux du rêve ? Quel drame et quels acteurs !

Voici, d'abord, *le Roi Charles IV*, en costume de chasse, avec son fusil de cour et son chien familier, ce bon Carlos, mari débonnaire et souverain docile, encore plus embourgeoisé dans son Escurial que Louis XVI au Temple, et qui laisse le cœur de sa femme en même temps que le destin du royaume aux bons soins du Prince de la Paix. Voici *la Reine Maria-Luisa*, qui, l'éventail en main, dans sa robe noire de dentelle, a l'air d'une vieille coquine évadée de l'enfer sournois des *Caprices* : la physionomie n'est pas une « règle » infaillible, mais elle peut nous servir de « conjecture » pour juger un règne immortalisé par *l'art* du portraitiste qui *s'ajoute* à la *nature* de ses modèles ! A défaut des portraits équestres et des portraits groupés du musée royal de Madrid, nous connaissons maintenant ce couple historique.

Avec sa canne impertinente, sa ceinture écarlate, sa poitrine chamarrée de croix et son grand air d'importance gourmée, *le Duc de San Carlos* est un aveu plus involontaire encore dans sa dissimulation sans regard ; et l'esquisse de la tête seule, aux sourcils froncés, est plus étonnante que la grande effigie, suffisante pourtant de la tête aux pieds !

Les femmes n'auraient pas moins à nous dire : brune et potelée, dans sa fleur, en 1779, la jolie *Marquise de Lazan* suggère la grâce féline d'une jeune chatte, tandis que *la Duchesse d'Albe*, en sa robe blanche à ceinture cerise, avoue la grâce extravagante et pincée de sa maigreur aventureuse. Goya portraitiste exprime toujours moins l'aristocratie du personnage que le tempérament de l'animal humain : le portrait, pour lui, ce n'est pas l'esprit qui parle à l'esprit, comme dira joliment Mme Cavé, mais les sens qui se révèlent aux sens : et non loin de *Mlle de Silvela*, de *l'Infante Isabelle* et d'une jeune inconnue, séduisante sous sa mantille madrilène où la race se montre mieux que l'époque, quelle révélation que le profil aquilin, si durement busqué, de cette grosse dame anonyme, contemporaine de ces robustes matrones que David et ses élèves, Gros, Granger, Lefèvre et Rouget, n'idéalisaient pas non plus sous le Directoire ou l'Em-

pire ! Mais Goya, dans le portrait même, est plus démoniaque : *Maturitas !* dirait son héritier baudelairien, le hardi flamand Félicien Rops...

Que de psychologie encore dans ce contraste : *le peintre Bayeu*, beau-frère de Goya, mélancolique et doux de la douceur des chétifs, sous son catogan propret, et *l'acteur Moratin*, fat et fin, la tête vive émergeant de son habit puce ! Enfin *Goya* lui-même, Goya peignant debout dans le demi-jour d'un petit cadre, pénombre tiède et dorée que date sa tardive admiration pour le clair-obscur du sorcier Rembrandt, vers l'année qui vit la naissance du *Faust* de Gœthe ! Et *Goya en* 1815, à soixante-neuf ans, avec sa bonne tête robuste et grisonnante de vieux Figaro malicieux et sanguin ! Comparez cette image admirablement peinte en pleine pâte, avec le n° 1 des quatre-vingts planches des *Caprices*, où le peintre-graveur a tracé lui-même, en frontispice, son profil amer et byronien sous l'énorme chapeau révolutionnaire qui lui prête l'aspect plus étudié d'un Beethoven de la satire...

Au surplus, n'interrogez pas seulement les visages, mais considérez les *fonds* de tous ces portraits du XVIIIe siècle : en France, les figures respirent dans un décor d'apparat, fastueux intérieur où l'analyse philosophique de La Tour supplantera la flatterie mythologique de Nattier : *Mme de Pompadour* et *le Président de Rieux* ne se trouvent-ils pas caractérisés par les objets mêmes qui les encadrent ?

En Angleterre, au contraire, inspiré des feuillées dramatiques de Rubens ou du Titien, c'est un paysage romanesque qui jette le crépuscule de ses ombrages sur les belles héroïnes au teint de rose des Reynolds, des Gainsborough, des Romney ; ces bosquets roussâtres, où rêvent *Nelly O' Brien* et *Lady Hamilton en bacchante*, et toutes les *Pamélas* ou les *Perditas* de ces Richardson de la palette sentimentale, devancent la verdoyante élégie où le romantique génie de notre Prudhon saura si profondément harmoniser la rêveuse pâleur de *l'Impératrice Joséphine* avec le décor nostalgique de la Malmaison ! Sans parler de Gérard, rappelez-vous comment Gros lui-même quitte le feu des batailles pour égarer la première femme de Lucien Bonaparte au bord d'un torrent sombre où s'effeuille une rose... Ici, le paysage fait prononcer le nom de Sénancour ou de Chateaubriand.

Au pays calciné de Cervantès, Goya voit ses modèles dans l'obscure fraîcheur d'un boudoir familier, comme la jeune *Marquise de Lazan*, si blanche dans une lueur de pourpre, ou, plus habituellement, sous le ciel plombé de Madrid que découpe un fond gris de *sierra* lointaine, atmosphère qui ne dénonce pas encore la préoccupation *manétiste* du « plein air » ou du « vrai soleil », mais où refleurissent naturellement la tradition nationale et la couleur locale d'un Velazquez : ce vivant est, décidément, le seul héritier des morts ; et, par les dates mêmes, dans l'histoire plus universelle du portrait dans les deux derniers siècles, Goya se place entre Gainsborough, qu'il rappelle souvent, et Prudhon, qu'il fait maintes fois présager.

Aussi bien le plus original des génies n'échappe-t-il jamais absolument aux fatalités de sa race ou de son temps ; le plus dégagé des historiens appartient lui-même à l'histoire et doit obéir à la nature qu'il domine en l'expliquant : Goya, portraitiste ou fantaisiste, c'est l'Espagne encore et toujours, l'Espagne déjà *réaliste* bien longtemps avant le soir desséché du XVIIIe siècle, où l'inspiration de son art s'est tarie lentement comme l'eau de ses fleuves, — la farouche et fière Ibérie où l'indépendance n'a jamais cessé d'être le véritable nom de la tradition.

Là, pour le peintre de cour, comme Velazquez, — ou pour le peintre de couvent, comme Murillo, Zurbaran, le divin Moralès ou le Gréco, la beauté ne fut jamais que la vérité; polychrome et mystique, la statuaire même admet le sang qui coule des plaies du Sauveur : et sans attendre l'année romantique de la préface toute castillane de *Cromwell*, c'est là que le laid se proclame plus expressif que la froide convention des Académies : évoquez les philosophes mendiants, les nains, les pieds-bots, les buveurs épiques, les soudards grandioses, à côté des portraits d'infantes blondes et de rois chasseurs.

Aussi peu respectueux pour la cour qu'il fréquente que pour les couvents qu'il caricature, Goya, le fils de braves laboureurs aragonnais dont le siècle de Voltaire a fait un libre-penseur, a partout sauvegardé sa juvénile indépendance, même au Vatican des chefs-d'œuvre : à Rome, il a regardé les maîtres silencieusement, sans copier *l'Ecole d'Athènes* ni *le Jugement dernier* comme le fit jadis Velazquez même et comme l'a fait naguère l'Allemand Raphaël Mengs, le dieu de Madrid, sous Charles III, « le Raphaël germanique » que son dévoué compatriote Winckelmann appelle sans ironie « le premier artiste de son temps et peut-être des siècles futurs » : à ce « phénix » venu des forêts de la Germanie, Goya, dans sa jeunesse orageuse, a laissé très-volontiers l'esthétique pédante et le glacial Olympe : l'introducteur du costume espagnol non-seulement dans les cartons des tapisseries de Santa-Barbara, mais jusqu'au plafond des fresques dans les chapelles de la Florida n'est pas de ces bons élèves qui se déclarent nés le jour où leurs

yeux ont aperçu la Ville éternelle ; et de Rome, il n'a gardé qu'un lumineux souvenir, celui de son contemporain français qu'il appellera toujours « le grand David » (1).

David et Goya, quelle antithèse encore, et vous m'objecterez qu'ils ont suivi deux routes bien divergentes : l'une qui mène droit au bas-relief froidement romain des *Sabines*, l'autre qui laisse toute latitude au peintre de la vie nationale et contemporaine ; oui, mais, au fond, ce sont deux réalistes qui substituent courageusement le retour à la nature aux conventions affadies de leur siècle, donc deux maîtres-portraitistes, l'un par la couleur expressive, l'autre par la fermeté non moins révélatrice de la forme, quand il interroge le demi-sourire du Pape *Pie VII* en exil ou qu'il accoude la virginale *Mme Récamier* sur son lit antique ! Et tous deux n'ont ils pas fait de la politique, chacun selon son tempérament ?

Uniquement portraitiste, La Tour en faisait à sa manière, en causant pendant une séance, le crayon de pastel à ses doigts fuselés, sans craindre de lasser la complaisance du modèle en réglant « les destins de l'Europe » ; David, le Conventionnel dans tous les sens du terme, le décorateur des fêtes de l'Etre Suprême et de la Déesse Raison, le *régicide* qui finit mal en courtisan du nouveau tyran pour lequel il peindra *le Sacre* et *les Aigles*, représente le génie de la France classique en plein feu de ses révolutions ; moins subtil que La Tour et moins savant que David, Goya sans foi ni loi s'est manifesté le disciple de nos philosophes et le précurseur des utopies les plus humanitaires, sans lâcher un instant la brosse ou la pointe : et quel dommage, en vérité, que la récente exposition de l'art espagnol ne nous ait pas restitué l'aquafortiste extraordinaire à côté du puissant portraitiste ! Au Petit-Palais, à la place même où la collection Dutuit nous offrait avant la guerre l'Œuvre gravé de Rembrandt, n'aurait-on pas questionné d'un bon œil l'œuvre de Goya, soit les seize planches d'après Velazquez, son bel ancêtre, les quatre-vingts allégories des *Caprices*, les dix-huit *Proverbes*, allusions incompréhensibles aux évènements de l'époque, et l'émouvante suite des *Horreurs de la guerre*, sujet d'actualité s'il en fut, qui débute par le fameux *Dos de Mayo* (le 2 mai 1808), de pénible mémoire pour les deux camps, — sans oublier *la Tauromachie* à travers les âges, thème absolument espagnol, ni *les Taureaux de Bordeaux*, c'est-à-dire les quatre lithographies magistrales datées de 1825 et d'un exil volontaire, ni les essais rarissimes ou les pièces isolées : *le Garrot*, *les trois Prisonniers*, *le Colosse assis sur la Terre*, ou les paysages non moins fantastiques que les êtres à deux têtes, bref, tous les monstres enfantés par la folle du logis « pendant le sommeil de la Raison » (1), mais qui nous racontent encore plus mystérieusement que les mieux parlants des portraits de cour ou d'intimité l'histoire entière d'une longue imagination d'artiste et des suggestions de son temps.

Le dernier mot d'un Goya n'est pas la conclusion religieuse du Beethoven de *la Neuvième* ou de son contemporain, le grand Goethe, à la fin du *Second Faust* : le vieux sceptique n'entrevoit pas, dans le cauchemar précis de ses estampes, « un Père au-dessus des étoiles » ni l'Eternel féminin qui sauve... Et que lui répond le trépassé qui soulève sa dalle funéraire ? *Nada !* traduisez : Rien au delà, l'autre monde est un mot, la mort, c'est le néant... Mais si la Vérité lui paraît défunte, elle ressuscitera : ce satirique sinistre invoque le soleil radieux où la Liberté se dévoile au pauvre manant courbé par des siècles de servitude, et *Voilà la Vérité !* s'écrie l'immortel Don Quichotte qui chevauche obscurément dans cette âme désabusée de peintre-graveur et qui revêt, pour s'exprimer, la noble candeur de tout généreux artiste, pourvu qu'il ait reçu le don du génie.

RAYMOND BOUYER.

(1) Le peintre David (1748-1825) avait deux ans de moins que Goya, mais un an de plus que Gœthe (1749-1832). — Un problème se pose : en quelle année de son séjour à Rome (1775-1780), David, pensionnaire du roi de France, a-t-il pu rencontrer Goya ?

(1) V. la légende de la planche 43 des *Caprices*.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

M. Cosimo Bertacchi, professeur à l'Université de Turin, plaide dans *Minerva* (premier fascicule de juin) pour l'enseignement de la géographie.

Si l'étude de l'histoire fait « le citoyen », l'étude de la géographie fait « l'homme », nous dit-il. Comprise comme elle devrait l'être, la géographie élargit tous les horizons. Ce n'est pas Aristote, le philosophe, c'est Eratosthène, le géographe, le premier géographe, qui eut l'heur de proclamer, quelque trois cents ans avant l'ère chrétienne, l'unité de notre espèce. — Eratosthène, qui, selon Montucla, fut « un de ces hommes rares dont le génie embrasse tous les genres de savoir », à qui Ptolémée Evergète confia la mission de veiller sur les trésors de la bibliothèque d'Alexandrie et

que l'antiquité a parfois surnommé « Pentathlos », comme l'athlète vainqueur dans les cinq luttes des Jeux Olympiques...

Et puis, « la troisième Italie » était en pleine ascension quand la guerre a éclaté. Au spectacle que nous offraient hier ses villes du nord, impossible de ne pas songer aussitôt à l'étonnant passé commercial de Gênes et de Venise. L'activité de Naples et de Catane, de Bari et de Messine, de Palerme et de Syracuse n'était-elle pas de même en voie de renouer, avant le cataclysme, des traditions qui ont pareillement leur importance, certes, dans les fastes de la civilisation méditerranéenne ? Ainsi, quoi qu'elle entreprenne de grand et d'original par où elle servira d'abord ses intérêts économiques, l'Italie n'ajoutera du reste rien à sa figure qui ne s'harmonise avec les traits qui sont les siens devant les siècles. Une insigne faveur du Ciel l'a placée là, en promontoire, entre la richesse des tropiques et les besoins de l'Europe occidentale...

L'Italie fonderait donc une « *Università del Mare* » Elle aurait son siège à Trieste. Ce serait une institution unique au monde.

Elle comporterait : une Ecole de navigation, d'où sortirait un personel d'élite, sans rival dans les choses de la mer ; une Ecole de construction navale ; une Ecole supérieure de commerce, dont les méthodes assureraient la formation à la pratique des plus vastes affaires et qui vaudrait au pays les vigoureux pionniers indispensables à son expansion économique.

Mais, à la base de ces nouveautés, M. Cosimo Bertacchi réclame un enseignement intelligent et savamment organisé de la géographie.

Après tout ce magnifique entrain, la désolation qui s'inscrit en lettres de feu sous la plume des jeunes de la *Vraie Italie* fait positivement mal, pour si digne qu'elle reste d'ailleurs.

« Les timides conceptions morales et religieuses que l'on entrevoyait dans les discours des Alliés et surtout dans les messages de Wilson ont été... », écrit, dans son fascicule de juin, notre confrère, dont la franchise devait être rude ici pour que du coup la censure lui ait échappé sa phrase tout en lui passant d'autre part « les verdeurs » qui suivent.

Notre monde est désormais comme « un domaine réservé où l'Angleterre et l'Amérique dominent les mers et se réservent la possession d'une moitié des terres habitées et le contrôle de l'autre moitié ». L'Italie — qui n'avait qu'à quitter la salle de la Conférence dès les premiers jours pour « n'y remettre jamais les pieds » et qui aura cependant signé le protocole de « ce gigantesque accaparement » — l'Italie n'a rien à faire « dans cette galère ». Car il lui manque les mines, le charbon, l'argent, les navires, les colonies et généralement tout ce qui constitue, « pour les ennemis d'hier et pour les triomphateurs d'aujourd'hui », la richesse et la force d'un pays.

« Dans le monde infernal qui se prépare sous l'influence de l'idéal boche-américain », la France et l'Italie seraient les seules nations susceptibles de représenter et de défendre « les valeurs spirituelles, morales et même religieuses » et tout ce qui rend la vie digne d'être vécue... L'Italie, « la parente pauvre que l'on appelle dans les moments de besoin », n'a rien à gagner dans la société de « ces amis riches et orgueilleux qui voient en elle une mendiante importune ». Elle n'a rien à gagner en souscrivant à un système politique qui consacre le triomphe de la matière et de l'argent... Ses banquiers, à elle, et ses milliardaires se nomment « Dante, le juge de l'humanité ; Saint-François, l'époux de la Pauvreté : Michel-Ange, le créateur des géants ; Leopardi, l'ascète de la douleur, Mazzini... » Que n'a-t-elle vaillamment accepté son rôle de pauvresse et entrepris « d'enseigner une fois de plus aux peuples déçus le chemin de la vraie richesse ? » Que l'Italie ne s'est-elle souvenue « de ce qu'elle représente sur la terre depuis tant de siècles ? »

La Nation Tchèque publie dans son numéro de juin d'intéressantes notes de M. Jan Kolousek, professeur à l'Ecole polytechnique de Prague, sur la situation économique et financière du nouvel Etat.

Les dettes de l'Autriche-Hongrie, qui se chiffraient avant la guerre par 2.100 millions de couronnes, avaient fini par atteindre, au moment où le Habsbourg s'est effondré, la somme de 130.000 millions de couronnes. Le gouvernement austro-hongrois aura, les hostilités durant, traité les pays qui forment maintenant la République tchécoslovaque « comme régions envahies ». On aura pris alors aux paysans jusqu'au blé destiné à l'ensemencement. Si, par l'effet d'une habile préparation qui escomptait dès longtemps l'instauration d'un autre régime, la nation entière passa du jour au lendemain et sans le moindre trouble de l'asservissement le plus dur à la liberté la mieux ordonnée, la cessation des hostilités n'a malheureusement pas supprimé les conséquences économiques de la guerre. Loin de pouvoir désarmer ses soldats rentrant du front, la jeune République, entourée d'ennemis, a été obligée de concentrer ses forces militaires et le pis est que, bien qu'amie

de l'Entente et soutenue par celle-ci, elle souffre tout comme les territoires qui l'encerclent du blocus qui continue de s'exercer contre les puissances centrales.

Les dépenses de l'Etat Tchéchoslovaque pour l'année 1919 sont évaluées à 6.000 millions de couronnes. Ce chiffre dépasse celui du budget de 1914 de la monarchie austro-hongroise. Mais il faut compter en l'espèce avec le cours de la couronne tchécoslovaque qui ne vaut actuellement que le tiers de la couronne autrichienne d'avant-guerre. « L'Autriche a laissé à la République des chemins de fer dans un état lamentable » : tandis que les revenus prévus au chapitre du trafic sur les voies ferrées n'excèdent pas ici 700 millions de couronnes, les dépenses afférentes à leur entretien et aux réparations qui s'imposent se montent au double. A la condition qu'il n'ait pas à porter le fardeau qui serait « aussi écrasant qu'inique » de la dette de guerre de l'Autriche, le pays peut cependant envisager l'avenir sans crainte : s'il est économiquement épuisé pour l'instant, le mal n'est pas irréparable.

En temps normal, les pays tchécoslovaques produisent assez en fait de denrées alimentaires pour suffire à peu près aux besoins de leur population et le gouvernement projette de s'intéresser activement aux progrès de l'agriculture. Ils sont riches en charbon et en minerai de fer. Leur situation centrale et le facile accès à la mer par l'Elbe, l'Oder et le Danube internationalisés permettent d'espérer un rapide développement de leur commerce extérieur. A tous ces avantages s'ajoutent les qualités d'un peuple intelligent et laborieux. « La République Tchécoslovaque deviendra un Etat prospère ».

GASTON CHOISY.

LES LIVRES NOUVEAUX

JOHN CHARPENTIER. *Notre nouvelle amie l'Angleterre* (Hachette).

Nous n'aurons jamais trop de livres de ce genre ; œuvre d'un observateur sympathique, appliqué à pénétrer la psychologie d'un peuple étranger à l'heure où il est particulièrement urgent que les nations apprennent à se connaître et à se comprendre, ce livre répond à une nécessité du temps présent. Il satisfait en outre, l'une de nos plus pressantes curiosités, étant consacré à l'Angleterre. Et certes, beaucoup d'autres guides nous invitèrent à mieux connaître nos amis britanniques : mais celui-ci résume, condense et en quelque sorte éclaire l'essentiel. Il nous montre l'interpénétration franco-britannique au cours des siècles, ces influences qui perpétuellement franchissent la Manche dans les deux sens, modifient les mœurs, la littérature, la pensée, constituent enfin le plus constant et le plus fructueux échange qui ait jamais enrichi le patrimoine national de deux peuples voisins.

Voltaire écrivait à l'abbé Blanc (14 novembre 1738) : « je pense qu'un Anglais qui connaît bien la France, un Français qui connaît bien l'Angleterre n'en valent que mieux tous les deux ». Ce qui était vrai au XVIIIe siècle l'est peut-être encore plus de nos jours : l'opposition même des tempéraments rend plus que jamais fécond cet enseignement réciproque ; la guerre, en nous rapprochant les uns des autres, nous a révélé tout le profit que nous pouvons tirer de relations fréquentes et étroites.

Avec goût, avec érudition, M. John Charpentier nous révèle les raisons profondes des sympathies franco-britanniques, les motifs de cette admiration, de cette « passion » véritable que la France souffrante et combattante, la France héroïque et stoïque de 1914, de la Marne et de Verdun inspire aux cœurs anglais ; il relève les traits éternels de la race, analyse ses croyances, étudie sa vie profonde, sa conception de l'amour, de la famille. Il se fait enfin l'historien de l'évolution si surprenante qui a conduit l'Angleterre de l'armée mercenaire à l'armée nationale, et la nation la plus exclusivement vouée à la paix, de l'usine et du comptoir au champ de bataille et à la victoire !

Ce livre est un compendium utile et de lecture attachante. Puisse-t-il trouver de nombreux lecteurs !

HENRI MALO. *Dunkerque, ville héroïque, dans le passé, dans le présent* (Perrin).

C'est une très pittoresque, très vivante et passionnante histoire que résume M. Henri Malo, en esquissant à grands traits les fastes de la ville de Dunkerque ; hameau de pêcheurs qui grandit à l'abri des dunes et des bancs dont se couvrent les approches d'une crique profonde, cité militaire mêlée aux tumultes flamands, à toutes les guerres franco-anglaises, à maintes reprises assiégée, incendiée et quasiment détruite, aussi sûrement ruinée par les crises économiques, les changements des voies du commerce et les rivalités du négoce que par le fer des conquérants, toujours renaissante et vivante, éternellement réédifiée par l'in-

lassable vaillance et la téméraire énergie de ses habitants.

La grande guerre ajoute à cette histoire un chapitre qu'il convenait d'écrire tout au long ; en s'en chargeant, M. Henri Malo n'a point voulu s'en tenir aux seuls évènements militaires ; il décrit la vie municipale, et cite maints traits où se reconnaît la persistance d'un caractère millénaire ; à aucun moment l'activité utile de Dunkerque n'a été interrompue ; autorités civiles et militaires collaborent : au milieu de quels périls, de quelles difficultés, on en aura une vague idée en apprenant que Dunkerque a subi 172 bombardements par avions, 1 par zeppelin, 34 par pièce à longue portée, 4 par navires de guerre, et en se rapélant qu'elle a mérité une citation à l'ordre de l'armée : « soumise depuis trois ans à de violents et fréquents bombardements, a su, grâce au sang-froid admirable et au courage de sa vaillante population, maintenir et développer pour la défense nationale sa vie économique, et rendre ainsi à l'Armée et au pays d'inappréciables services ».

Un seul exemple : le 24 avril 1918, au moment où l'offensive allemande menaçait directement Dunkerque, ses chantiers de construction navales, lancèrent un vapeur de 19.000 tonnes de déplacement et de 145 mètres de long, le plus grand cargo de la flotte marchande française. En dépit des efforts multipliés de l'ennemi, ce bâtiment franchissait tous les obstacles de la mer et gagnait heureusement Cherbourg !

Un tel fait ne saurait être oublié : entre tant d'autres villes héroïques, Dunkerque a su se distinguer, et mériter la gratitude de la France.

Emile Vandervelde. *Dans la mêlée* (Berger-Levrault).

En recueillant divers articles, conférences, discours et conférences de la période de guerre, M. Vandervelde n'a point eu pour but de sauver de l'oubli une production d'intérêt passager ; ministre de la justice belge, orateur, écrivain, observateur expérimenté des questions sociales, mêlé de très près au drame de sa patrie piétinée et ensanglantée, il nous apporte au contraire autant de fragments d'histoire, et toute une documentation fort utile à connaître. Ses impressions de guerre font revivre l'héroïsme de l'armée belge, collaboratrice obstinée des grandes armées alliées ; la partie du volume qu'il intitule : *Entre socialistes* nous renseigne sur les évolutions de son parti en Belgique et en Europe ; il nous offre ensuite sur la révolution russe d'intéressants renseignements ; ses vues sur le rôle et l'avenir de la Belgique, et les rapports futurs de la Belgique avec la France et l'Angleterre ne sont pas moins attachantes.

Voici donc, au total, comme un raccourci de toute la guerre, donné par une conscience socialiste, et qui ne vaut pas moins par l'émotion que par la netteté des idées, par l'évocation du passé récent que par les considérations sur la victoire et ses effets sur l'avenir des démocraties.

A. de Chambure. *Quelques guides de l'opinion en France pendant la grande guerre* 1914-1918 (Celin, Mary, Elen et C°).

Sous ce titre modeste, c'est un véritable tableau de l'activité de la presse française pendant la guerre que présente M. de Chambure ; tableau fort utile, car on ne rend pas assez hommage au labeur opiniâtre et souvent difficile de nos journalistes ; si divisés eux-mêmes, multipliant de violentes polémiques, ne semblent-ils pas souvent fournir des armes contre leur corporation ? S'orienter parmi ces antagonismes, faire la part de l'esprit de parti et de la conviction, sans oublier de louanger comme il convient le talent, quoi de plus malaisé ? M. de Chambure s'acquitte pourtant de cette tâche, grâce à une connaissance profonde des milieux, des hommes, des journaux et des partis, et à une grande bienveillance.

Il nous plaît qu'il sache également apercevoir les mérites respectifs d'un Barrès et d'un Clemenceau, de Maurras ou de Daudet, et de Varenne ou Cachin. Les notices qu'il consacre aux chroniqueurs militaires ne sont pas superflues, mais peut-être jugera-t-on ici que sa bienveillance est parfois excessive ; nous consentons que tel critique dramatique se soit avec succès improvisé critique des opérations de nos armées ; moins experts à l'analyse, moins habiles au métier d'écrire, parfois moins renseignés, à qui fera-t-on croire que tels collaborateurs militaires de certains grands journaux aient jamais projeté une lumière appréciable sur l'histoire de la guerre ?

M. de Chambure esquisse la carrière de nos principaux journalistes, il rappelle brièvement les grands traits de l'histoire de nos journaux ; cette partie de son livre ne sera pas la moins profitable à tous ceux qui sont curieux d'une vue d'ensemble sur l'activité de notre presse ; elle sera utile en outre aux futurs historiens de l'esprit public français au cours de la grande guerre.

Jacques Lux.

Le Gérant: Alb. DAVY.

Typ. A. Davy, 52, rue Madame, Paris-VI°.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 14 — 57e ANNÉE — 19-26 JUILLET 1919

LETTRES INÉDITES DE THIERS AU BARON COTTA DE COTTENDORF (1)

N° 8. *Paris*, 21 *janvier* 1825.

M. de Metternich a été, dit-on, aussi désolé que M. de Villèle de la déclaration de M. Canning. On rit en France de la sotte importance de M. de Polignac qui croit pouvoir jouer en Angleterre le rôle papiste d'un Jacques II, parce qu'il a quelques intrigants à sa solde. L'Irlande ne donne point d'inquiétudes réelles à l'Angleterre qui voudrait seulement la voir plus avancée dans la civilisation. La présomption de M. de Polignac (2) est d'une inconcevable puérilité et tout à fait digne du nom qu'il porte et de sa qualité de favori du Roi. Ce qui prouve plus que tout le reste le peu de cas que M. Canning fait aujourd'hui du gouvernement français, c'est le choix de l'ambassadeur. Il nous a envoyé le plus stupide de l'Angleterre

M. de Villèle est fort embarrassé dans la Méditerranée. Obligé par la Ste-Alliance à être neutre, à l'égard de la Grèce, il voit cependant que toute influence nous échappe dans le Levant, et il voudrait s'en dédommager par de petits profits. Il y avait ici 2 ou 3 brouillons de l'ordre de Malte : « Allez, leur a-t-il dit, vous entendre avec les Grecs et leur demander une de leurs îles. Je vous procurerai un emprunt. Je vous donnerai 6 millions, 2 frégates que j'aurai l'air de vous vendre et vous irez soutenir les Grecs pour votre compte sans paraître avoir aucune mission. Cette misérable intrigue a échoué comme tout le reste. Quelques officiers envoyés au pacha d'Egypte sont encore une intrigue du même genre. Il est certain que toutes les puissances sont aujourd'hui changées à l'égard de la Grèce, que chacune voudrait se faire son amie sans se compromettre par une reconnaissance. Le duc d'Angoulême qui s'efface toujours davantage, n'ose faire condamner la loi d'indemnité. Un opposant sage et modéré qu'il a souvent approuvé a voulu savoir s'il approuverait de sages représentations contre la loi. Mais le prince s'est toujours refusé à toute explication.

N° 9. 9 *février* 1825.

Il circule des bruits singuliers depuis deux jours sur le Ministère et sa situation. On prétend que son existence est menacée, et que l'opinion qu'on s'en est faite dans le public commence à pénétrer dans la cour. Dans la discussion de la loi sur les Sociétés religieuses (1), M. de Peyronnet (2) parla très longuement avec sa sottise et son insolence ordinaires. Les pairs qui sont dégoutés plus que jamais de ce Ministre inepte et sans dignité conversaient entre eux et ne l'écoutaient pas. M. de Villèle qui s'en est aperçu monta à la tribune, parla encore plus haut et inspira le même dégoût. On dit qu'une ex-

(1) Député à Stuttgart, Propriétaire de la *Gazette d'Augsbourg*.

(2) Ambassadeur de France à Londres.

(1) Loi sur les communautés religieuses de femmes.

(2) Ministre de la Justice, garde des Sceaux.

plication secrète a eu lieu au château entre le Roi, Mgr le duc d'Angoulême et M. de Villèle. Le duc d'Angoulême ayant dit à M. de Villèle : « Je vous avait bien dit que ces lois religieuses nous seraient nuisibles », M. de Villèle répondit qu'il n'avait jamais soutenu le contraire, et qu'il n'avait jamais été de l'avis de ces lois. — « Et cette loi d'indemnité reprit le Dauphin, êtes-vous bien assuré qu'elle ne nous sera pas funeste, êtes-vous bien assuré de pouvoir à la fois donner un milliard aux émigrés et fournir aux armements de terre et de mer : car enfin, il faut armer... » M. de Villèle pressé par cette objection vigoureuse répondit de nouveau qu'il n'avait jamais été de l'avis de l'indemnité et qu'il n'avait fait qu'obéir en la proposant. — « C'est donc, dit le Dauphin, une puissance à laquelle vous êtes obligé de faire des sacrifices qui compromettent l'état, etc... ». Quoi qu'il en soit de ce fait, la question qu'on suppose avoir été faite par le dauphin, est aujourd'hui dans toutes les bouches. M. de Villèle a raison, quand il dit qu'il a cédé à une force supérieure. Il a voulu satisfaire son parti, il n'y a pas réussi, et il expose la France et se couvre de honte. On ne saurait croire à quel degré de mépris les grandes circonstances où nous sommes placés l'ont exposé de toutes parts. Ce n'est pas à dire que M. de Villèle soit renversé, car la difficulté de créer un nouveau Ministère est immense. Il faudrait se jeter vers des hommes plus ultra, ce qui dans l'état de l'opinion de l'Europe serait une grande imprudence, ou revenir vers des hommes modérés et du goût du dauphin, ce que le Roi ne veut pas. Il faudrait disposer de la Chambre et puis il y a les embarras du sacre, etc... Il est très prouvé que M. de Villèle désapprouve l'indemnité (1), qu'il doute des dispositions de la Bourse et que cependant il n'en avance pas moins à tout hasard, en s'appuyant sur les prêtres. On dit qu'il a fait un traité secret avec le pacha d'Egypte. Il est douteux qu'il ait le courage de signer une alliance hardie.

N° 10. *Paris*, 21 *mars* 1825.

Il est bien avéré que M. de Metternich n'est venu à Paris que pour empêcher la France de se jeter à la suite de la politique Russe. On prétendait qu'il serait charmé de voir M. de Villèle remplacé par M. de Montmorency et qu'il aurait même demandé la suppression de la liberté de la presse. On le jugerait mal. M. de Montmorency est le ministre favori de la Russie et la liberté de la presse doit être plus utile que nuisible à la politique autrichienne, parce que l'opinion, si on la laisse libre, se prononcera hautement contre toute association de notre gouvernement avec la Russie. Les paroles non échappées, mais volontairement et hardiment prononcées par un homme distingué qui arrive de Pétersbourg, et qui est tout entier dans les intérêts de la Russie prouvent jusqu'à l'évidence les idées qui fermentent dans ce moment dans le cabinet Russe.

« La Russie, disait-il, s'est laissé duper. Elle a manqué les 4 ou 5 plus belles années pour s'assurer la mer Noire. Sa véritable alliée, c'est la France. La Prusse, l'Autriche sont anglaises. La France et la Russie réunies devraient encore faire trembler l'Europe et imposer à toutes les puissances. La France en jetant 100.000 hommes en Italie pourrait en dépouiller l'Autriche en peu de jours. Malheureusement, M. de Villèle parle russe, mais il est Anglais. Il y a une politique d'or et une politique de fer. L'Angleterre fait la politique d'or, et M. de Villèle n'en connaît pas d'autre. C'est un homme sans hauteur de caractère, sans vues élevées et qui ne profitera pas de l'occasion pour rendre une grande influence à son pays ».

Ces paroles qui partent de très haut prouvent à merveille les dispositions des deux cabinets. Notre Roi a dit à l'envoyé russe les propos les plus imprudents. Son penchant pour le puissant autocrate qui rassure sa faiblesse a été si fortement exprimé dans les paroles qu'il a adressées à M. Volkoceski qu'on a décidé qu'elles ne seraient pas imprimées dans les journaux.

Ainsi voilà bien évidemment notre position : haine de la Russie contre l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre : désir de sa part de s'allier la France pour s'aider de son secours en hommes contre M. de Villèle qui penche pour les arrangements à la paix et la politique d'or. M. de Villèle a éprouvé des échecs relativement à la loi d'indemnités et quelqu'un a dit à ce sujet : Il faut qu'il y ait de bien grands déficits dont M. de Villèle a seul le secret et qu'il peut seul réparer pour qu'il soit aussi assuré de son parti. On rapporte que M. de Montmorency s'est trouvé chez le Roi qui lui demanda ce qu'il pensait de la loi du 3 0/0 (1) de manière à lui arracher un avis favorable : « Sire, répondit-il, c'est une affaire de conscience. J'ai besoin d'entendre la discussion pour m'éclairer ». On en conclut que M. de Montmorency qui a 15 à 20 voix à sa disposition sera probablement contre.

N° 11. *Paris*, 31 *mars*.

La Commission de la chambre des pairs voulait dans les 2 mots « indemnité due » retrancher le mot

(1) Loi d'indemnité ou du milliard des émigrés.

(1) Loi de conversion de la rente de 5 % en 3 %.

« duc » ce qui eut été fort grave en principe puisque l'indemnité ne deviendait plus qu'une libéralité. Elle voulait encore supprimer l'amendement de M. Duhamel (1). Le ministère aurait bien consenti à cette dernière suppression, mais il faudrait rapporter la loi aux députés et il est parvenu à vaincre les scrupules de la commission. Cependant, son vote n'est pas encore celui de la chambre, et on croit l'amendement Duhamel fort menacé.

On parle toujours de l'amendement que M. Roy prépare contre la loi des rentes qui consisterait à réduire l'amortissement à sa dotation primitive de 40 millions. On assure que M. Roy a déjà réuni 80 voix en sa faveur. Il semble qu'il serait plus facile de tuer la loi en proposant de ne pas affecter exclusivement l'amortissement au 3 0/0. On parle moins de la guerre, car on commence à comprendre que toutes les puissances, moins une seule, ont besoin de la paix. Du reste, on croit l'intimité détruite entre les Sts-Alliés.

N° 12. *Paris*, 13 *avril* 1825

La commission chargée d'examiner la loi des rentes aux Pairs n'a pas été choisie dans un sens trop contraire à M. de Villèle. Cependant, on y compte M. Mollien qui ne lui va pas du tout, et qui a fait le rapport si hostile à l'amortissement. On prétend que la chambre rejettera la loi et on assure que les Pairs se sont comptés et qu'ils sont sûrs de leur majorité. Cependant, M. de Villèle ne leur a pas caché que si la loi était rejetée, il n'y aurait de faveurs pour personne au sacre, et on dit qu'il y a près de 150 Pairs qui ont des grâces à espérer ou à demander.

N° 13. *Paris*, 21 *avril* 1825.

Le duc d'Angoulême, en rentrant le 12, a dit ce mot assez plaisant : on ne nous a pas gâtés. Le Roi qui a beaucoup de coquetterie a été affligé et a demandé ce qu'il avait fait pour démériter des parisiens. Il sait maintenant que les lois d'indemnité et de sacrilège ont produit une exaspération générale. Cependant, il n'en est pas moins engoué de son Ministère et il oubliera cela avec sa légèreté ordinaire. On lui paiera des claqueurs pour le sacre, et il prendra ces témoignages des agents de police pour l'enthousiasme des Français. Il ne demande qu'à être trompé à cet égard, et il est comme les vieilles coquettes qui s'imaginent être aimées des amoureux qu'elles paient. La colère est grande contre les émigrés et le clergé. Le mandement de l'Archevêque de Rouen produit un effet extraordinaire. Le dégoût est universel. On se dit de toutes parts : pourquoi ne nous ferions-nous pas protestants ? On cite un riche négociant de Rouen qui a écrit à son curé : Il vient de me naître un enfant je vais le faire baptiser, et comme je ne remplis aucune des conditions que vous exigez pour être admis au sacrement, je suis réduit à l'envoyer à un ministre protestant. On n'aurait peut-être pas le courage de suivre cet exemple, ce serait le meilleur moyen de mettre ces factieux à la raison. La vente au comptant à la bourse est toujours aussi abondante : ce qui signifie que le déclassement du véritable rentier est toujours le même.

N° 14. *Paris*, 30 *avril* 1825.

Le principal motif du voyage de M. de Metternich était les affaires de la Grèce.

Tout ce qu'on pourrait, a-t-il dit, c'était de composer 2 principautés, l'une, formée des îles, l'autre du Péloponèse, qui s'administreraient elles mêmes, mais qui reconnaîtraient la suzeraineté du Grand Seigneur et qui lui payeraient tribut. Et M. de Metternich a mis pour condition expresse que la principauté composée du Péloponèse ne dépasserait pas l'isthme de Corinthe et que la souveraineté turque serait reconnue. Nos lâches ministres ont adhéré à ce projet et l'ont communiqué à M. Canning qui a répondu avec dignité et avec adresse que l'Angleterre n'entendait se mêler en rien aux affaires des autres états : que la Grèce, par ses efforts héroïques avait mérité qu'on lui laissât fixer son propre sort. Les discussions sur le sacre sont enfin terminées : Le silence des parisiens à l'aspect du Roi a fait une si grande sensation qu'enfin on s'est décidé à jurer la charte. L'effet que ce silence a produit sur notre Roi est inconcevable : il en a été malade. Il y avait 2 autres dispositions dans le serment ordinaire du sacre qui ont été encore l'objet de vives discussions. Il s'agissait d'une formule par laquelle le roi de France jurait l'extermination des Huguenots et d'une autre par laquelle un héros d'armes s'avançait devant le peuple, demandant si personne ne faisait opposition à la consécration du pouvoir du Monarque. Il s'agissait de savoir si on les conserverait toutes deux. Il a été fait une espèce de compensation. On a supprimé l'anathème contre les Huguenots à la condition de supprimer aussi l'autre par laquelle on rendrait hommage, au moins au moment du sacre, à la souveraineté du peuple.

N° 15. *Paris*, 22 *mai* 1825.

On dit que la dépense pour le sacre passe déjà 12 millions, c'est-à-dire beaucoup plus qu'on a an

(1) M. du Hamel demandait qu'on exonérât des droits de vente les propriétés nationalisées qui seraient rétrocédées par leurs nouveaux propriétaires aux anciens.

noncé aux chambres. Un concours général entraîne tous les riches oisifs et les ambitieux de faveurs, vers Reims. Chacun croit devoir se soumettre après 2 règnes, après tant de lois décisives emportées sans obstacle et la Charte complètement vaincue. De son côté, le gouvernement n'oublie rien pour se rattacher les individus qui peuvent être gagnés par des faveurs. Tout poète qui veut des pensions peut les obtenir avec quelques vers. Les plus folles et les plus sottes prodigalités signalent cette cour petite et vaniteuse qui, à défaut de gloire parle de ses droits auxquels personne ne croit et fait célébrer la légitimité, ne pouvant faire célébrer ni de grandes institutions ni de grandes batailles. L'opinion est toujours plus indisposée, et les dépenses folles, l'indemnité donnée aux émigrés, les progrès des Jésuites révoltent toujours les esprits. On redoute beaucoup à la cour, le moment de l'entrée à Paris. Aussi dit-on que la police est en grand mouvement pour préparer des claqueurs.

Un ridicule général est répandu sur cette Ste Ampoule qui était arrivée par un ange pour baptiser Clovis et qui a été, disent nos bon royalistes, sauvée par un bourgeois pendant la Révolution. M. de Villèle est dépopularisé, mais obéi et reconnu le véritable chef du gouvernement. Il a cependant essuyé un échec d'autant plus sensible que l'opposition venait du Roi. Il voulait, dit-on, faire entrer au conseil quelqu'un dont il a grand besoin (peut-être M. de Martignac), mais il n'a pas réussi. Quant aux 3 0/0 qui sont la grande affaire, on ne veut pas voir que pour qu'ils fussent au niveau même des 5 0/0, il faudrait qu'ils tombassent à 60 fr. et qu'en retour, à 74 fr. ou 75 fr. ils sont au taux où seraient les 5 0/0 s'ils montaient à 125 fr. C'est donc un véritable succès de se maintenir comme ils le font et ils prouvent que quelques capitaux acceptent le 4 0/0 d'intérêt (1).

Il est beaucoup et sérieusement question d'un emprunt au moyen duquel M. de Villèle rembourserait (forcément) les 5 0/0. Il donnerait des 3 0/0 aux souscripteurs du nouvel emprunt et payerait les possesseurs de 5 0/0 avec le fond de l'emprunt. On prétend que cette idée est surtout fortement appuyée par M. de Rothschild et beaucoup moins partagée par M. de Villèle. On a dit même qu'ils étaient en différend à cause de cela.

N° 16. *Paris*, 12 *juin* 1825.

Aux fêtes du sacre, tout le monde a été frappé d'une particularité qui a prouvé combien sont vaines ces espèces de cérémonies. 4 génies en bois doré recouvraient la voiture du Roi ; ce sont les mêmes qui surmontaient la voiture de Napoléon lors de son couronnement et qui surmontaient le char funèbre de Louis XVIII lorsqu'on le transportait à St Denis. Ainsi, chevaux, voitures, soldats, généraux, tous sont alternativement aux mêmes représentations sous tous les gouvernements et prouvent que tous peuvent déployer les mêmes apparences. Tout cela confirme singulièrement les Français dans les sentiments de mépris qu'ils ont conçus depuis bien des années pour les jongleries de toute espèce.

Les membres du conseil de la banque qui n'aiment pas M. de Villèle ni les 3 0/0, ont profité des occupations du sacre, et ont déclaré que les prêts sur certificat de rente cesseraient en juillet et en septembre. Avec un peu de bienveillance, on l'aurait prévenu, mais on n'en a rien fait, et ce petit scandale a eû lieu. Cependant la banque s'est réunie de nouveau, et M. Laffitte a fait proposer deux choses, ou de continuer les prêts sur certificats changés en rente en exigeant les 2 signatures, ou de prolonger l'existence des certificats pendant quelques mois. L'une de ces deux propositions sera adoptée par le Ministre et tout sera pacifié.

N° 17. *Paris*, 25 *juin* 1825.

Le syndicat des Receveurs généraux est une forte maison de commandite formée des 86 plus grandes notabilités financières de France. Cette maison pourra exercer une grande influence sur les fonds publics en s'y portant, et surtout une grande influence morale. On vient d'après des évaluations certaines de calculer la répartition des rentes entre leurs différents propriétaires : 37 millions ont été acquis par la caisse d'amortissement depuis sa dotation. 45 millions, à peu près, appartiennent aux invalides, aux titulaires de majorats, à la caisse des dépôts de consignation, à la banque, à différentes compagnies d'assurances, aux établissements publics et religieux. 80 à 85 millions appartiennent à des propriétaires vrais rentiers qui veulent se faire un revenu et non spéculer. Voilà 167 millions de rentes classés. Il reste donc à peu près 30 millions de dette flottante. On assure que M. de Rothschild et différents banquiers dévoués au Ministère possèdent 12 à 15 millions de ces rentes. Il n'en reste donc plus que 15 à 18 à soutenir.

L'affaire de la Société commanditaire de l'industrie est autrement importante pour la prospérité nationale. Elle prendra des actions dans toutes les associations anonymes et ne fera point exécuter les entreprises elle-même. Elle dira à celui qui aura inventé une machine ou imaginé une industrie

(1) Taux réel de l'émission du 5 %.

nouvelle : « Associez-vous à quelques personnes ; composez une entreprise par action et j'achèterai un certain nombre de vos actions ». Comme elle prendra part à toutes les entreprises déjà engagées, et qu'elle aura l'omnium de toutes les associations possibles, les gains faits dans l'une compenseront les pertes faites dans l'autre. C'est une espèce d'assurance qui fera porter à tous les siens les frais des revers en fait d'industrie et d'invention. C'est une invention admirable plus utile en France que partout ailleurs, où les inventions n'ont jamais manqué mais où les capitaux ont manqué aux inventions.

(*A suivre.*)

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (1867-70)

—

INNOCENTES BRIMADES.

L'Ecole Normale Supérieure, en novembre 1867, était un jeune bâtiment menaçant ruine. Quoiqu'il fût à peine âgé d'une vingtaine d'années, soit qu'il eût été mal construit, soit que les fondations reposant sur les catacombes eussent fléchi, ses murs étaient lézardés, ses plafonds étayés par des poutres. Cependant, pour qui sortait d'un lycée sec et nu, il avait un air de gaieté relative. Le long de la rue d'Ulm, une grille, au lieu d'un mur, le séparait du monde extérieur ; des jardins l'entouraient, réservés sans doute au Directeur, mais dont les élèves, comme des pauvres affamés à la porte d'un restaurant, avaient au moins la vue et les parfums ; un petit pavillon servait de laboratoire à Pasteur, qui venait d'être frappé d'une attaque et s'en guérissait à force de travail. Une cour intérieure carrée, pareille aux cloîtres des anciens couvents, était bordée de galeries couvertes, égayée par des arbres de luxe et des pelouses, voire par un petit bassin rond où quelques poissons rouges tournaillaient ennuyés sous le ruissellement d'un maigre jet d'eau. Une autre cour, à demi asphaltée, où fraternisaient des tilleuls et des engins de gymnastique, était le préau ordinaire ; un saut de loup, puis un mur hérissé de palissades, qui longeait la rue Rateau, lui servaient de clôture, ce qui n'empêchait pas qu'à certaines heures on se hissait sur la crête pour organiser de là-haut des courses entre les gamins qui rôdaient dans ces parages solitaires ; on leur jetait des sous pour stimuler leur ardeur.

Cette cour était, à l'une de ses extrémités, fermée par une grande muraille derrière laquelle on entendait, par bouffées, des cantiques et des ronflements d'orgue ; quand, des fenêtres du second étage, les regards plongeaient par dessus, on apercevait des autels de la Vierge enfouis dans la verdure ; c'était le pieux enclos où se promenaient les élèves du grand établissement que les Jésuites possédaient dans la rue des Postes.

L'Ecole Normale n'a guère changé depuis lors. Pourtant il n'est peut être pas inutile de dire comment elle était distribuée.

Sur la façade, la loge du parloir intérieur, puis les appartements du directeur et du sous-directeur, de l'économe et de l'aumônier ; à gauche de l'entrée, le réfectoire, les laboratoires, les collections dont le morceau le plus remarquable était le squelette préhistorique d'un énorme mégathérium, les salles de cours et d'études des « scientifiques » ; à droite l'infirmerie, la chapelle, la salle des Actes où l'on se réunissait pour les cérémonies solennelles, puis les salles de conférences et d'études des « littéraires ».

Entre les deux ailes, la bibliothèque tenait tout le premier étage dans le bâtiment du fond. Les dortoirs occupaient tout le second. Chacun y avait son *box*, ouvert par en haut et par devant, contenant un lit de fer, une table de nuit, une armoire en bois blanc, un lavabo et un miroir. On y était presque chez soi ; on y entendait pourtant ses voisins ronfler et rêver. Je fus une nuit réveillé par une voix éclatante qui proférait ces paroles : — « Oui, Messieurs, il y aura encore de beaux jours pour la gaieté française ». C'était celle de Liard, le futur vice-recteur de l'Académie de Paris.

Le troisième étage, sous les combles, était coupé en deux par un couloir sur lequel s'ouvraient de chaque côté des espèces de cellules plus ou moins mansardées ; elles donnaient sur de larges cheneaux garnis de zinc qui couraient le long du toit et dans lesquels il était défendu, mais d'autant plus agréable, d'aller humer l'air et faire des promenades en plein ciel. C'étaient les chambres de travail des élèves de troisième année, autrement dit des *cubes*, qui s'y répartissaient seuls ou deux à deux, tandis que ceux de seconde et de première année, simples *carrés* et *conscrits*, n'avaient droit pour chaque section qu'à une salle commune.

Telle était dans ses dispositions générales la maison où les Normaliens devaient vivre, internés et casernés, durant trois ans.

J'y arrivais sans cette peur lancinante de l'inconnu, dont j'avais si souvent souffert. Je retrouvais, parmi les carrés et les cubes, d'anciens cama-

rades de lycée, Aumann, Boufroux, Clairin, Luchaire ; je connaissais, pour les avoir rencontrés pendant les examens, la plupart de ceux qui dans ma promotion allaient être mes camarades de tous les jours. D'ailleurs, l'usage qui imposait le tutoiement entre les élèves de l'Ecole établissait, dès l'abord, entre eux tous une familiarité fraternelle. J'avais bien une pointe d'inquiétude sur le rôle que j'aurais à jouer comme chef de section ou *cacique*, ainsi que disait notre argot qui semblait s'être inspiré des *Natchez* de Châteaubriand ou des romans de Gustave Aymard, puisque les surveillants portaient le nom terrible de *caïmans*. Je songeais aussi avec quelque appréhension aux brimades que les anciens infligeaient aux nouveaux. Et de fait on nous parlait dès le début du grand *canularium* qu'il allait falloir subir.

L'épreuve annoncée ne tarda guère. A la fin de la première semaine, les anciens nous répètent d'un ton lugubre : — Conscrit, ton heure va venir ! — Et l'heure vient en effet. Un soir, dans la salle qui est la nôtre (tables et pupitres le long des murs, au milieu un grand poêle rond couronné d'une plaque de marbre noir), toute l'Ecole est réunie : une centaine d'élèves environ. Le cacique de troisième année, qui s'appelle Maurice Croiset, préside avec majesté. Les *cubes* sont assis en cercle sur les chaises qu'on leur a respectueusement réservées ; les *carrés* se tiennent debout derrière eux ; nous, les victimes, nous sommes groupés en face, attendant notre sort. Soudain, un ancien se place devant les autres, et battant la mesure entonne, sur l'air de Fualdès, une complainte que tous vocifèrent en chœur. Cette musique endiablée est agrémentée d'un accompagnement de cymbales ; on a érigé à la dignité de cymbales les abat-jour en fer blanc de nos lampes à huile. Le chant se termine par des hurlements sauvages. Va-t-on nous dévorer ? Le cacique de seconde année, qui se nomme Cartault, se détache du groupe ; il tient un rouleau de papier qui nous fait frémir ; un autre élève, coiffé d'une calotte rouge, fait office de maître des cérémonies ; il consulte une liste de noms et il appelle d'une voix retentissante : Renard Georges, d'Amillis, né le 21 novembre 1847.

C'est par moi que la cérémonie commence. Je m'avance un peu ému. Il me prend par la main et me conduit gravement devant un chapeau haut de forme qui trône sur une chaise vide, exhaussé par une pile de dictionnaires. On m'ordonne de m'incliner et j'obéis sans me faire prier ; car on m'explique que c'est le chapeau de Lallier, mon vieux camarade de la pension de Coulommiers, le premier signataire de la lettre à Sainte-Beuve, le glorieux expulsé de l'année dernière.

Cet hommage de solidarité rendu à l'absent, on me hisse sur le calorifère et Cartault, déployant le fatal papier, lit à peu près ceci :

« Amillis t'a donné la naissance, ô jeune cacique, qui, ainsi que le *renne ardent*, as devancé tes compagnons ; maintenant pour te rendre digne de la haute position que tu occupes ici (j'étais sur le poêle), tiens les *rênes hardiment*. Nous avons sur toi les meilleurs renseignements. Nous savons que, lorsque tu as narré une histoire, chacun te crie : *Renarre...* » — Suit une série de calembourgs dont mon nom et celui des professeurs font les frais, puis des conseils mi plaisants, mi-sérieux. Après quoi l'on m'invite à descendre : je saute à terre, je salue le chapeau une seconde fois, et je rentre allégé dans la foule. En vérité ce n'est pas méchant.

Les mêmes rites recommencent pour les camarades qui me succèdent, pour Rivalz à qui l'on recommande de se défier des plats où le *riz valse* avec la sauce, pour Mérimée qu'on invite à justifier le nom qu'il porte et les espérances que *sa mère y met*. De temps en temps, un grognement féroce, accompagné de cymbales, accueille tel ou tel, qui fait le récalcitrant ou l'empressé. Ça et là, un mot d'esprit assaisonne le défilé. A je ne sais plus qui, soupçonné de faire les doux yeux à une jeune modiste, on donne avis de prendre garde à ces *lingèretés*.

Le supplice n'a rien eu de terrible. Nous voilà dès lors baptisés Normaliens, et c'est désormais comme acteurs que nous prenons part à ces gaietés de grands enfants. Elles s'exercent sur les novices, qui, pour une cause ou pour une autre, nous arrivent en retard du fond de quelque province. On les avertit le plus sérieusement du monde qu'ils ont un examen supplémentaire à subir.

Au jour dit, toute l'Ecole est présente dans la grande salle. Derrière une table, que recouvre un noble tapis vert, siège un jury imposant : des barbes luxuriantes, des crânes luisants, des boutonnières chamarrées de décorations, des mines de vieux savants, dont l'un, sans doute par distraction de profond penseur, s'oublie jusqu'à cracher dans ses gants qu'il vient d'ôter. Le candidat est introduit, troublé par la solennité du lieu et des gens.

— Monsieur, dit l'un des professeurs, vous avez été reçu à l'Ecole Normale lettres. Mais vous pensez bien qu'on ne peut entrer ici sans avoir quelque teinture de sciences. Nous allons nous assurer que vous possédez les connaissances indispensables. Allez au tableau et prenez la craie. Vous sau-

rez bien écrire la suite des nombres ? — Certainement, répond le pauvre garçon. — En êtes-vous sûr ? — Le candidat sourit et il écrit : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 9, puis il s'arrête. — Eh bien ! reprend le professeur ne savez-vous pas compter au-delà de 9? Continuez. — Stupéfait et docile, le malheureux trace des chiffres jusqu'à 20 et il se retourne. — Pourquoi vous interrompre ? reprend l'examinateur. — Allez, allez ! Et les chiffres se suivent, s'alignent, jusqu'à 30, 40, 50, 60. Le candidat sue à grosses gouttes. Il s'arrête encore, faute de place. —Est-ce que la série des nombres est épuisée ? lui jette une voix impatiente. — Mais, Monsieur, réplique l'autre, la série des nombres est infinie. — Bravo, s'écrie le professeur avec une jubilation apparente. Voilà précisément ce que je voulais vous faire dire ! Mais vous voyez que je ne vous demandais pas une chose si facile. Cela suffit, mon ami. — Et se tournant vers un de ceux qui sont assis près de lui : — A vous d'interroger, mon cher Collègue !

— Monsieur, nasille celui-ci, vous avez sans doute quelques notions de chimie, oh ! des notions tout à fait élémentaires. Pouvez-vous nous dire comment on obtient l'oxygène ?

Le supplicié fouille dans les recoins de sa mémoire et accouche péniblement de cette phrase : — On prend du bioxyde de manganèse ; on verse dessus de l'acide sulfurique et l'on chauffe.

— Bien ! très bien ! Mais avec quoi chauffe-t-on ? Avec quoi ?

— Oui.

Murissement, regards effarés, hésitation. Enfin, arrive cette réponse, balbutiée :

— On chauffe... avec du charbon ou du gaz.

— Il est évident que ce n'est pas avec de la bouse de vache ou du crottin de cheval.

Et, comme des rires étouffés fusent dans l'auditoire, le professeur crie : — Silence, Messieurs. Nous ne sommes pas ici pour nous amuser. Ce que je demande est l'essentiel de l'expérience. Avec quoi chauffe-t-on ?

Nouvel effarement angoissé. Nouvelle recherche éperdue.

— Avec... du feu, murmure une voix éteinte.

— Du feu ! Est-ce que vous vous moquez de moi, Monsieur. Je pense bien que ce n'est pas avec de la glace. Je vous en prie, faites attention à ma question : avec quoi chauffe-t-on ?

Cete fois, silence désespéré, morfondu. Et alors le profeseur, triomphalement :

— Je vais vous le dire, Monsieur. Vous ne voulez pas que tout fasse explosion, n'est-ce pas. Eh bien ! On chauffe avec précaution.

A ce moment le plus candide ne pouvait manquer de découvrir le fond au rose, et il renaissait à la vie, aidé par les rires fous des camarades qui tourbillonnaient en sarabande autour de lui et le coiffaient d'un vaste bonnet de papier.

On nous annonça un jour, que deux Roumains, Vargolciu et Chmesco, envoyés par leur gouvernement, allaient nous être adjoints comme externes. Bonne aubaine qu'on n'avait garde de laisser échapper ! Nous sommes convoqués pour une séance d'apparat dans le grand amphithéâtre des sciences naturelles où semble présider le Mega, le squelette du fossile gigantesque ; nous avons fait toilette pour la circonstance, chose rare à l'Ecole, où les costumes les plus débraillés sont les mieux portés. Un delégué envoyé par le Ministère est venu tout exprès.

M. le Délégué, une énorme rosette rouge à son frac, trône dans un fauteuil ; devant lui, sur un banc, pâles et visiblement agités, siègent nos deux Roumains : l'Ecole entière derrière eux remplit la salle.

M. le Délégue se lève, prend la parole, explique aux deux étrangers qu'étant admis par faveur dans une grande Ecole de l'Etat, ils doivent prêter à l'Empereur un serment de fidélité dont on va leur lire la formule.

Ici des interruptions furibondes éclatent :

— Non, non ! Pas de serment ! Il a violé le sien.

— Messieurs, reprend le Délégué, je suis surpris et profondément navré d'une manifestation, qui serait partout déplacée, mais qui l'est ici plus qu'ailleurs, contre notre auguste souverain.

— Un grognement pour l'auguste souverain, — crie une voix, et un rugissement qui n'a rien d'humain gronde sur les hauteurs de l'hémicycle.

Cependant le vacarme s'apaise. Le délégué dit aux deux néophytes : — Levez-vous ! — Et il commence la lecture d'une formule par laquelle ils s'engagent sur l'honneur à respecter l'Empereur, l'Impératrice, le prince Impérial, les ministres et les chambellans, la religion et les bonnes mœurs.

— Non, non ! ne jurez pas, crient des voix.

— Si, si ! Le serment ! Le serment ! répliquent d'autres voix sur le rythme des Lampions !

Les deux Moldo-Valaques ne savent à qui entendre. Ils se décident à lever timidement la main, ce qui leur vaut une huée formidable.

M. le Délégué fulmine, déclare qu'il aura le pénible devoir de dire en haut lieu la façon dont est accueilli le nom du prince que la France a le bonheur de posséder à sa tête et que l'Europe nous envie. Une nouvelle tempête de grognements lui répond et la séance est levée en tumulte.

Le lendemain les deux Roumains étaient stupéfaits de retrouver le représentant du ministre descendu au rang d'élève. Ces rôles-là étaient le triomphe de notre camarade Bourgine, le plus chauve et le plus âgé de notre section ; il avait la tête de l'emploi et, ayant enseigné plusieurs années en province avant d'entrer à l'Ecole, il y avait acquis une faconde et un aplomb que rien ne démontait.

On peut juger d'après ces plaisanteries, auxquelles on nous laissait nous livrer, que nous n'engendrions pas trop la mélancolie. La vie coulait douce et facile pour les grands enfants que nous étions encore.

GEORGES RENARD.

UN PROJET DE MARIAGE SAXON POUR LE DUC DE BERRI EN 1815

On sait que Louis XVIII avait pour Frédéric-Auguste III, roi de Saxe, une estime particulière. Il suffit de lire « les Instructions » données par lui à ses ambassadeurs au Congrès de Vienne pour s'en convaincre. « Si tous les petits Etats, disait alors Louis XVIII, doivent être conservés, à plus forte raison le royaume de Saxe. Le roi de Saxe a gouverné pendant quarante ans ses sujets en père, donnant l'exemple des vertus de l'homme et du prince... Il a supporté la prospérité avec modération et maintenant il supporte le malheur avec dignité. A ces motifs qui suffiraient seuls pour porter le roi de France à ne le point abandonner, se joignent les liens de parenté qui les unissent à la nécessité d'empêcher que la Saxe ne tombe en partage à la Prusse qui ferait par une telle acquisition, un pas immense et décisif vers la domination absolue en Allemagne. » Il convient de rappeler que Louis XVIII était, de par sa mère Marie-Josèphe de Saxe, cousin-germain du roi Frédéric-Auguste III. Le roi de France insistait sur ce fait qu'il fallait empêcher la Prusse de dominer en Allemagne. Il en donnait ces raisons qu'on ne saurait trop répéter : « La constitution physique de cette monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité. Tout prétexte lui est bon. Nul scrupule ne l'arrête. La convenance est un droit... Elle aurait voulu avoir la Belgique. Elle veut le Luxembourg. Tout est perdu si Mayence ne lui est pas donné. Elle ne peut avoir de sécurité, si elle n'a pas la Saxe. Qu'on la laisse faire, elle aura bientôt 20 millions de sujets et l'Allemagne tout entière lui sera soumise... » Rapprochez ces ambitions de 1815 des ambitions de 1918 et voyez si l'avidité allemande a limité ses prétentions (1).

La Saxe était pour elle une proie fatale, puisqu'elle était d'essence germanique. On avait beau rappeler que la Saxe avait été à l'origine la conquête des Francs Carolingiens, conquête entreprise par Charles Martel, poursuivie par Pépin et achevée par Charlemagne. Le traité de Verdun avait attribué ce pays au roi des Francs orientaux, mais avec Henri l'Oiseleur qui en fit son propre bien, une dynastie saxonne succéda à la dynastie carolingienne et dès lors les Allemands s'en crurent les maîtres. Le roi — dont Louis XVIII défendait les intérêts, et dans la famille duquel, comme on le verra par cette étude, celui-ci voulut un moment faire entrer le duc de Berri, — s'était allié à la Prusse dans la guerre de la succession de Bavière, en 1778, et l'avait suivie dans la guerre contre Napoléon où l'armée saxonne fut battue à Iéna avec l'armée prussienne. Ce fut alors que Frédéric-Auguste III se soumit à l'Empereur des Français, fit partie de la Confédération du Rhin et obtint le grand duché de Varsovie. Il resta fidèle à Napoléon jusqu'à la bataille de Leipzig où les Saxons firent une défection honteuse. Quant au roi, il fut gardé à Leipzig comme prisonnier de guerre et la direction de ses Etats fut confiée provisoirement à un gouverneur russe le prince Razoumoffoky. La situation faite à Frédéric-Auguste III avait ému Louis XVIII qui non seulement chercha à sauver ses Etats, mais pensa à une alliance de famille pour son neveu le duc de Berri en lui cherchant une épouse parmi les princesses de Saxe, fait très peu connu et qu'il me semble intéressant d'élucider ici. (2).

D'une lettre inédite adressée par le prince de Talleyrand au marquis de Bonnay le 11 septembre 1815, et qu'on trouvera au cours de cette étude, il appert que Louis XVIII avait voulu marier le duc de Berri avec la seconde fille du duc Maximilien, frère de Frédéric-Auguste III et qui, comme lui, appartenait à la branche catholique, dite Albertine. Mais ce projet n'était survenu qu'après l'échec d'un autre projet de mariage du même duc avec la grande duchesse Anne, sœur de l'Empereur Alexandre. Il importe de résumer auparavant cette affaire qui eut son importance.

(1) Voir pour les desseins secrets de la Prusse sur la Saxe, l'ouvrage du Commandant Weil, *les Dessous du Congrès de Vienne*, Payot 1917, 2 vol. in-8°.

(2) On a dit aussi que l'évêque de Nancy avait été chargé, le 10 août 1815, d'arranger un mariage, entre le duc de Berri et l'archiduchesse Léopoldine, fille de l'Empereur François Ier et de Marie-Thérèse des Deux-Siciles, qui épousa en 1817 Dom Pedro, premier Empereur du Brésil.

« Il est urgent pour l'intérêt de la France, mandait Louis XVIII au prince de Talleyrand, le 2 janvier 1815, que le duc de Berri se marie et pour cela, il faut que l'affaire de Russie soit décidée. » La grande duchesse Anne, dont il était question, avait jadis été demandée en mariage par Napoléon, et si d'une part, l'Impératrice douairière de Russie s'y était formellement opposée, la non-réussite de ce projet était venue, non seulement des tergiversations de Napoléon au sujet du sort de la Pologne, mais aussi de différence de religion, car l'Empereur ne voulait pas d'une chapelle russe aux Tuileries. Il avait déjà assez de conflits en perspective avec le Saint-Siège pour y ajouter délibérément celui-là. C'est là ce que Talleyrand — peu favorable d'ailleurs à une alliance des Bourbons avec les Romanow — faisait remarquer au roi de France, fils aîné de l'Eglise. Suivant lui, il ne pouvait porter à cet égard la condescendance plus loin que Bonaparte lui-même. Or, Alexandre tenait à ce que sa sœur allât en France avec sa chapelle, tout en acceptant que le pape portât un vêtement laïque. « En persistant dans ces dispositions de crainte de blesser l'opinion des ses peuples, faisait remarquer Talleyrand, l'Empereur déliera lui-même votre Majesté de tout engagement. » L'ambassadeur français ajoutait que le Roi, rétabli sur son trône et environné de la vénération de ses sujets, n'avait plus à sacrifier à la nécessité des conjonctures aucune des convenances essentielles à ce genre d'alliances. Il n'en faisait pas moins l'éloge de la grande duchesse Anne comme beauté et comme esprit. Elle avait été destinée au duc de Saxe-Cobourg-Gotha et il n'aurait tenu qu'à Bonaparte de l'épouser.

Mais la raison la plus sérieuse du refus était, paraît-il, l'état des facultés intellectuelles des ancêtres Pierre III, Paul Ier et des princes actuels d'Oldenburg et de Gustave IV. Talleyrand redoutait, non sans justesse, que ce funeste apanage ne fût transporté par le mariage dans la maison de France et ne devint peut-être une tare préjudiciable à l'héritier du trône. Ce qu'il importait de mettre en avant pour ne pas toucher à une question si délicate, c'était surtout la question religieuse, afin d'éviter de propager dans le peuple un sentiment d'indifférence, redevenu la maladie de l'époque. Fait curieux à constater, c'est le même Talleyrand qui, auprès de Napoléon, avait, en 1804, fait les mêmes objections et détourné l'Empereur de préférer une archiduchesse d'Autriche à une grande duchesse de Russie (1).

Une autre objection, soulevée par Talleyrand devant le Roi de France et qui exalta son orgueil, c'était l'infériorité de noblesse de la dynastie des Romanow qui, par un tel mariage, aurait obtenu une trop grande fortune pour elle et expose le duc de Berri à des rapports de parenté avec des princes de qualités inférieures. Enfin les vues ambitieuses et les idées révolutionnaires d'Alexandre qui pouvaient se propager en France, lui paraissaient de nature à inquiéter d'autres puissances et à affaiblir leurs liens amicaux avec le Royaume. Le prince laissait entendre qu'un choix excellent serait celui de la princesse Marie-Caroline-Thérèse de Bourbon, fille de François, prince héritier des Deux-Siciles. Ce conseil ne devait pas être négligé par Louis XVIII qui en reconnut l'importance et finit comme on le verra, par le suivre.

En attendant, les raisons données par l'ambassadeur français, parurent assez convaincantes pour que le projet russe avortât, ce qui blessa profondément Alexandre et l'indisposa aussi bien contre le Roi que contre son conseiller.

La Prusse, privée par l'adresse de Talleyrand de l'appui de l'Autriche et de l'Angleterre, dut borner ses prétentions à une partie de la Saxe, et c'est ainsi que ce petit royaume, si gravement menacé, fut sauvé d'une ruine totale. On se contenta de le réduire à 15.000 kilomètres carrés et à 1 million 812.744 âmes, tandis qu'on prélevait sur lui 2 000 kilomètres carrés et 864.404 âmes pour la Prusse qui s'annexa en outre, avec l'assentiment du Congrès de Vienne, toute la Basse-Lusace et une partie de la Haute-Lusace, les comtés de Thuringe et de Neustadt, Merseburg et Marienbourg. L'Alsace et la Lorraine échappèrent heureusement, grâce à la volonté d'Alexandre, à son ambition famélique. Le roi de Saxe céda à la nécessité devenue loi et put rentrer à Dresde en juin 1815.

Après la chute de Napoléon et la clôture du Congrès, Talleyrand fut nommé le 9 juillet président du nouveau-Conseil et Ministre des Affaires-Etrangères. Il espérait rester longtemps à ce poste, se croyant comme Metternich irremplaçable. Mais le 24 septembre, moins de trois mois après, il fut forcé de se retirer, soi-disant pour avoir refusé le nouveau traité de paix trop onéreux imposé par les Alliés, mais en réalité parce qu'il était devenu *persona ingrata* auprès d'Alexandre et odieux à la Cour des Tuileries. Il donna donc sa démission, mais il convient lui-même que

(1) Cf. *Le Divorce de Napoléon*, par HENRI WELSCHINGER (Librairie Plon in-12). — La grande duchesse Anne épousa le 21 février 1816, le prince héritier de l'Etat d'Orange, qui devait devenir le roi Guillaume II de Hollande.

le Roi l'accepta « de l'air d'un homme fort soulagé ». Des témoins assurent qu'en sortant du cabinet royal, Talleyrand, dont on vantait pourtant la froide impassibilité, se répandit en invectives violentes contre le monarque qu'il appelait « le roi Nichard » et ne put dissimuler une véritable rage. Dans ses *Mémoires*, il se vengea de sa disgrâce en disant que sa retraite avait été une satisfaction pour l'Empereur Alexandre, qui lui faisait l'honneur de haïr en sa personne l'homme qui savait le mieux de tous à quoi s'en tenir sur la générosité de son caractère, sur son libéralisme et sa récente dévotion. Il regrettait que l'Empereur eût imposé au roi pour son successeur aux affaires Etrangères un lieutenant-général russe, ancien gouverneur d'Odessa, le duc de Richelieu « un bon homme assurément, mais novice en diplomatie et tant soit peu crédule. » Talleyrand croyait pouvoir se moquer d'un diplomate qui considérait en Alexandre l'image même de la divinité sur la terre et ne trouvait rien de mieux que d'implorer en toute occasion les lumières et l'appui de ce prince. Ses railleries firent long feu, car Richelieu eut l'honneur de libérer le territoire français et de contribuer à rétablir l'ordre et la prospérité dans tout le royaume.

Pour revenir à la question du mariage du duc de Berri, on peut dire que depuis l'année 1814, elle était devenue une des questions les plus pressantes. Le 11 octobre, le comte de Jaucourt, ministre intérimaire des Affaires étrangères, écrivait à Talleyrand : « Le marquis de Marialva, ambasadeur de Portugal, m'a beaucoup parlé à dîner de la nécessité de marier le duc de Berri. Vous ne croyez pas que ce soit au profit de notre alliance avec la Russie ? » Et le 1er novembre, il ajoutait : « M. le duc de Berri est fort occupé de son mariage *n'importe avec qui*. Sur ce point, il a raison. Il est nécessaire qu'il soit marié et qu'il ait des enfants. C'est à vous, mon prince, à le marier dans l'intérêt de la France. » Puis, le 22 novembre : « Mariez-le de manière ou d'autre, car c'est dans ce moment son idée fixe et dont rien ne le distrait. M. Boutiakine (1) m'a parlé de l'extrême facilité qu'il y aurait d'amener la princesse russe à une soumission parfaite à l'Eglise romaine, mais de la dignité indispensable, due à son sang, de trouver, au moins dans son appartement, une chapelle ou l'équivalent. » Le 4 février 1815 Jaucourt revient encore sur ce sujet : « Le duc de Berri m'a dit hier : « Et le mariage ? Est-ce que le prince de Talleyrand ne vous en parle pas ? — Pourvu qu'il en parle au Roi, ai-je dit, n'est-ce pas tout ce qu'il faut ? — Dites-moi seulement si c'est rompu avec la Russie ? — Du moins, Monseigneur, à la distance où les choses sont placées, personne ne veut faire un pas de plus. — Allons, soit ! a-t-il dit, mais écrivez au prince de Talleyrand qu'il faut prendre un parti. » Enfin, le 14 février, Jaucourt, rapportant une conversation avec le baron de Vincent chez l'ambassadeur du Danemark à laquelle assistait le ministre russe Boutiakine, déclare que le duc de Berri veut que l'on s'occupe des princesses de Prusse, de Saxe ou de Portugal, « enfin qu'on lui arrange un mariage. »

* * *

C'est alors que le prince de Talleyrand, ayant secrètement conversé avec le Roi, va prendre pour négociateur d'un autre projet un diplomate de grande distinction, le marquis de Bonnay, ministre de France à Copenhague, auquel il adressa la lettre suivante :

Le Prince de Talleyrand, Ministre des Affaires étrangères, au Marquis de Bonnay, Ministre de France à Copenhague (Arch. des A. E. — Danemark, 189).

Paris, le 11 septembre 1815.

Vous avez pu savoir, Monsieur le Marquis, que, dans le courant de l'année dernière, il avait été formé par le Roi un projet de mariage pour le Duc de Berry. Plusieurs raisons paraissaient alors rendre désirable l'alliance que Sa Majesté avait en vue. Mais des difficultés provenant de la différence de religion ayant empêché de rien conclure, ce projet se trouva d'abord ajourné. Il fut repris à Vienne; les difficultés religieuses ne purent être suffisamment aplanies; il fallut l'abandonner. Dans le nombre des Maisons de l'Europe qui désireraient une alliance avec celle de France, la Maison de Saxe a paru au Roi avoir quelques avantages. Sa Majesté a jeté les yeux sur la seconde fille du Prince Maximilien, frère du Roi. Des défauts de conformation empêchent de penser à l'aînée. La seconde passe pour être bien; on la dit même jolie. Elle a été bien élevée. L'âge est convenable. Les personnes qui l'ont approchée disent que son caractère est simple et droit.

Le Roi, avant de faire aucune démarche auprès du Roi de Saxe, veut être plus positivement informé. Plein de confiance dans votre bon goût, il veut avoir votre opinion. La maturité de l'âge préserve des illusions. On sait à cinquante ans ce que devient une figure de telle ou de telle espèce, quand la jeunesse se perd. Votre rapport décidera le Roi ou à abandonner le projet qu'il a conçu, ou à y donner de la suite.

Il faut donc que vous quittiez Copenhague. Le motif de votre départ devant être secret, vous prendrez le prétexte qui vous paraîtra le plus convenable. La prochaine ouverture des Chambres vous en fournit un très plausible. Vous pourrez donc annoncer qu'ayant

(1) La véritable orthographe de ce nom est Boutiagaïne. Ce premier secrétaire de l'Ambassade russe à Paris, avait été chargé des affaires de la Russie pendant l'absence de Pozzo di Borgo.

sit que la gravité des circonstances actuelles portait le Roi à désirer que la Chambre des Pairs fût, à son ouverture, aussi complète qu'il est possible (ce qui est vrai), vous avez voulu vous y trouver, et que vous avez à cet effet demandé et obtenu un congé; que vous allez partir pour en profiter, et vous vous mettrez effectivement en route le plus promptement qu'il vous sera possible.

Vous vous rendrez par Hambourg, Berlin et Dresde. Vous verrez M. le Comte d'Einsiedel, qui aura été prévenu de votre voyage. Il vous procurera l'occasion de voir la jeune Princesse. Vous tâcherez d'obtenir son portrait. M. le Comte d'Einsiedel sera invité par le Comte de Schulembourg (1), qui lui a écrit à ce sujet, à vous le procurer. Vous ferez vos efforts pour donner à votre voyage à Dresde la couleur de quelque affaire personnelle. De Dresde, le Roi désire que vous vous rendiez immédiatement à Paris. Je dois ajouter que, si le mariage convenait, il pourrait se faire dans peu de semaines.

Avant de quitter Copenhague, vous voudrez bien, Monsieur le Marquis, charger M. de Cabre de suivre auprès du gouvernement danois les affaires de votre Légation, et l'accréditer à cet effet auprès du Ministre des Affaires étrangères, en qualité de Chargé d'Affaires par intérim.

Recevez, Monsieur le Marquis, l'assurance, etc...

(*A suivre.*) HENRI WELSCHINGER,
de l'Institut.

LA MIORITZA

(*Fin*).

Quand les bataillons, descendant de la montagne, commencèrent à passer sur la route, la jeune fille courut à leur rencontre. Reverrait-elle parmi eux le père chéri dont on n'avait reçu aucune nouvelle depuis de longues semaines ? Elle cherchait à lire sur les tuniques déchirées le numéro du régiment où il était enrôlé. Pendant toute une journée, elle attendit. Comme le régiment désiré ne paraissait pas, l'espoir lui venait que, peut-être, il avait pris un autre chemin : pour aller plus vite, de petites unités s'étaient engagées sur des sentiers accessibles seulement à des piétons. Vers le soir, dans la pénombre, elle reconnut un voisin. — « Mon père, s'écria-t-elle, mon père où est-il ?... Vous savez bien Radu, Radu avec qui vous avez travaillé. Vous êtes venu chez nous !... Je vous reconnais. Voyons, Radu ! Radu ! » Le soldat ne répondit pas. — « Est-ce qu'il n'est pas avec vous ?... » Elle regardait ses compagnons : ils étaient tous du pays. Elle les appelait par leur nom ; elle les interrogeait. Ils ne répondaient pas. Enfin, un officier lui dit : « Ç'était un brave ! ». Elle comprit... « Il est mort ! » L'officier dit seulement : « Comme tant d'autres. Là-bas, en Transylvanie ». Elle voulut espérer encore. Peut-être l'officier se trompait, tous se trompaient. Les débris du régiment défilèrent devant elle : celui qu'elle cherchait n'y était pas. D'autres troupes défilèrent, des cavaliers, des canons ; puis rien. Elle revint à la maison. Plusieurs fois la mère, étant allée, elle aussi, aux nouvelles, à bout de forces, elle était rentrée, désespérée. La Mioritza ouvrit la porte. La grand-mère, impotente, essaya de se lever sur la chaise de paille où elle était assise... « Eh bien ? » La Mioritza se jeta dans les bras de sa mère. La vieille femme retomba inerte : elle était paralysée.

... Le lendemain, la Mioritza dit à sa mère : « Nous devons avertir la princesse. Il faudra qu'elle prenne un autre terminer après la guerre. — Oui, et nous, que deviendrons-nous ? — Elle est bonne : elle ne nous abandonnera pas. » Quand la Mioritza arriva au château, la porte était ouverte. Elle vit plusieurs automobiles rangées devant le perron. Les chauffeurs vérifiaient les pneus; les domestiques, en tenue de voyage, plaçaient les malles et les valises.

Dès les premiers jours de la retraite, la mission militaire avait reçu l'ordre de se replier sur Bucharest. La princesse ne voulait pas la suivre. « Vous êtes trop belle, dit Tauré : personne ne vous défendrait contre les brutalités de ces barbares. Il faut partir ». Elle partit.

Au moment où, entourée de ses hôtes, de ses amies, de ses femmes, elle se disposait à monter en voiture, elle aperçut la Mioritza, restée debout sur la première marche du perron.

— « C'est toi, Mioritza ?... Qu'est-ce que tu as ? Tu pleures ?...

— Papa est mort. Il a été tué... en Transylvanie.

— Ma pauvre enfant !... Il était si bon, si courageux !.. Je l'aimais bien... Qu'allez-vous faire ?.. Il ne faut pas rester dans le pays. »

La princesse se tourna vers Tauré et lui dit en français. « — Elle est trop jolie !.... Ils ne l'épargneraient pas ! »

« — Nous ne pouvons pas nous en aller, répondit la Mioritza. Depuis hier, grand-mère est paralysée. »

Encore en français, la princesse dit à Tauré : « Pourquoi le malheur s'acharne-t-il sur de si braves gens ?

Revenant à la jeune fille, elle lui tendit un rouleau de pièces de monnaie, tiré de son sac à main. — « Tu embrasseras ta mère pour moi et tu lui donneras cet argent : quoi que vous fassiez, il vous aidera. Ayez du courage. Notre défaite n'est

(1) Frédéric-Albert de Schulembourg, ancien ministre de Saxe à Paris.

que momentanée. Nous reviendrons bientôt. Et je t'appellerai tout de suite auprès de moi ».

Peut-être allait-elle ajouter : « Romanu nu piéré ». Elle se retint : elle parlait à une orpheline.

« — Oui, Mioritza, dit Tanré, nous reviendrons tous et quand nous reviendrons, nous irons vous revoir. »

Les automobiles se mirent en mouvement. Seul, restait dans le château un vieux jardinier. Quand les voitures l'eurent franchie, il alla refermer la porte. La Mioritza marchait auprès de lui, machinalement, comme sans volonté.

« — Ils reviendront, cela se peut, dit le vieil homme ; mais nous retrouveront-ils ? »

. . . . . .

..... Le vainqueur avait cru abattre d'un seul coup la Roumanie par son offensive brusquée que la trahison aidait. Il s'était trompé. Le nouveau champion du droit et de la liberté se raidissait contre la défaite. La déroute se transformait peu à peu en une retraite organisée et méthodique. En même temps, la jeune nation se résignait aux plus douloureux sacrifices. La belle récolte, récemment amoncelée dans les granges, et sur laquelle l'ennemi comptait pour nourrir son peuple affamé, elle la brûlait. Les puits de pétrole, immense richesse qui aurait alimenté les usines et les machines, on y mettait le feu. Ainsi on arrivait à la barrière naturelle du fleuve Sereth, et on y trouvait les Russes ; — enfin ! L'invasion s'arrêtait.

Elle s'arrêtait, déçue, désappointée. Sa rage s'exaspéra... Dans toutes les guerres, a écrit Voltaire, les actions d'éclat sont innombrables. La grande guerre du XXe siècle en offrira des exemples à l'infini et la mémoire des héros réclamera des volumes. En face d'eux, sur les rayons des bibliothèques publiques, on alignera aussi ce qu'on pourrait appeler le « Répertoire des horreurs commises par les Barbares. » Il devra rassembler et joindre tous les rapports officiels, toutes les déclarations, tous les témoignages qui établissent les crimes de l'Allemand et de ses misérables alliés dans tous les pays, en France, en Belgique, en Serbie, en Roumanie, en Pologne. Il le faut. Il faut que dans la suite des siècles, les hommes sachent comment un peuple, au cours de son histoire, s'est, par une démence et une cruauté sadiques, rayé lui-même de l'humanité.

Défoncées par le passage incessant des troupes et des convois, inondées par les pluies ou les neiges, les routes des Carpathes devenaient impraticables. Il n'y avait pas la place, en beaucoup d'endroits, entre le torrent et la montagne pour en ouvrir de nouvelles. On ne pouvait qu'empierrer les anciennes. Pour le faire, le commandement allemand réquisitionna les habitants demeurés dans les villages de la région. Femmes de tout âge, enfants, vieillards se traînant à peine, tous furent emmenés et astreints à la dure besogne. Les planteurs d'autrefois se contentaient de fouetter les nègres : lorsque, à bout de forces, une femme ou un enfant tombaient sur le chemin, les soldats de l'Empereur allemand les piquaient de leurs baïonnettes pour les obliger à se relever. Pour toute nourriture, les malheureux recevaient deux fois par jour, une écuelle d'une soupe claire, où nageaient quelques légumes pourris.

La maladie s'empara rapidement des corps débilités. Heureux, parmi ces pauvres gens, ceux qui pouvaient s'éteindre d'épuisement dans leur lit ou sur leur grabat ! Certains mouraient tout à coup la pioche ou la pelle à la main. Leurs cadavres n'étaient pas portés au cimetière ; leurs compagnons de misère avaient la charge de les enterrer dans les fossés ou sur les talus.

La veuve de Radu, le paysan soldat, eut cette fin.

... Un soir, après la dure besogne accomplie sous une tourmente de neige, elle était revenue, seule à la maison : sa fille, attachée à une équipe lointaine, rentrait à une heure plus tardive. Elle s'étonna de trouver ouverte la porte qu'elle se rappelait avoir fermée. Les serrures brisées et des poutres renversées gisaient sur le sol. Dans la chambre, la grand-mère, la tête renversée sur le dossier de sa chaise, avait le regard fixe et effrayé : elle ne respirait plus ; les mains étaient glacées. Des verres traînaient sur la table, à côté de bouteilles vides. Les coffres avaient été pillés, ainsi que tous les objets, images saintes, poteries, ustensiles même suspendus ou cloués sur les murs. Les voleurs n'avaient laissé que des morceaux de tapis, des chiffons, une boîte dont ils avaient arraché la garniture intérieure. « — Ils ont emporté la sainte médaille, murmura la pauvre femme : je ne la regrette pas ; elle ne nous protégeait plus ».

Il faisait nuit complète, lorsque la Mioritza, revenue elle aussi, se heurta contre sa mère agenouillée devant la morte. Elle comprit, se mit auprès d'elle et pria. Les litanies achevées : « — Mère, dit-elle, il faut l'ensevelir. » A la lueur d'une lune claire et froide, la mère et la fille emportèrent la vieille femme dans le jardin, sans peine, car elle pesait peu. En s'aidant d'un soc de charrue rouillé et d'une pelle ébréchée, auprès d'un tremble, elles creusèrent une fosse où le corps fut déposé, tel qu'il était habillé : les pillards assassins avaient emporté les habits de fête et les parures. Deux lattes, prises dans le cellier et disposées en croix,

marquèrent la tombe. Les deux femmes restèrent à genoux devant elle, toute la nuit.

A l'aube, elles se séparèrent et chacune retourna au poste de travail qui lui était assigné. La mère n'y resta point longtemps. Exténuée par le chagrin, le froid, la faim, elle tomba sur la brouette de cailloux qu'elle essayait de remuer ; elle ne se releva plus.

..... Seule dans la maison vide, la Mioritza allait d'un endroit à un autre, sans but, sans idée. Dans le jardin potager, quelques fleurs en bordure achevaient de se flétrir. La jeune fille les coupa et les répandit sur la tombe de la vieille grand-mère. Les chevaux de l'écurie, les bœufs de l'étable, les moutons avaient été enlevés. Dans les hangars, de rares instruments de labour rappelaient l'aisance d'autrefois. Une chatte, maigre presque jusqu'au squelette, sortit d'un amas de feuilles sèches et se frotta contre sa petite maîtresse en miaulant : elle aussi, elle avait faim, n'ayant plus pour nourriture que les oiseaux, transis de froid, tombés des arbres. Dans la chambre où l'on avait été si heureux et si gai, lorsqu'elle chantait, la Mioritza ramassa le coffret abandonné, celui qui renfermait la médaille sainte. Elle le rompit et le taillada en mille morceaux, y mit le feu, les regarda brûler jusqu'au dernier. Puis, comme si ce spectacle lui eût inspiré une résolution subite, elle sortit de la maison...

Elle allait au château de la princesse Ileana, pour la première fois depuis l'exode de ses hôtes. Le vieux jardinier était là. Il n'avait point bougé de sa faction. Mais ces quelques semaines avaient suffi pour le rendre presque méconnaissable. Encore amaigri, il s'était courbé, il ne marchait plus qu'en s'appuyant sur deux bâtons.

« — Tu vois, dit-il, à la Mioritza, je me penche de jour en jour vers la terre. Tu viens voir s'ils sont revenus. Ils ne sont pas là. Souviens-toi que le jour où ils partirent, je t'ai dit : « Ils reviendront peut-être ; mais ils ne nous retrouveront plus. » Pour ce qui est de moi, la chose est sûre. Et toi, Mioritza, que fais-tu ? »

Le vieillard et l'enfant, voisins longtemps séparés, les deux épaves du même sinistre se dirent leurs peines et leurs chagrins. Le jardinier raconta le pillage méthodique du château, au profit des officiers qui l'avaient occupé : ils venaient de partir, en laissant prévoir l'arrivée d'une autre bande. Que diraient-ils, les nouveaux venus, lorsqu'ils ne trouveraient plus rien, absolument rien à voler dans le château ? Ils le brûleraient peut-être. Le jardinier voulut montrer à la Mioritza qu'il n'exagérait point. Il la mena lentement, péniblement dans les chambres dépouillées, parfois lugubrement salies.

« — J'ai tant, disait-il, la même promenade, lorsque, à l'arrivée des bandits, je les ai conduits dans tout le château. Et vois, Mioritza, comme ils étaient informés par leurs espions. Quel traître les avait renseignés ? Quand nous entrâmes dans la chambre où nous sommes, l'un d'eux prononça une phrase où je n'entendais goutte, mais où revenait souvent un mot comme « Franzose, Franzose. » Je compris qu'il s'agissait du Français, l'ami de la princesse. C'est ici, en effet, qu'il logeait. Comment le savaient-ils ? L'Allemand a emporté les tableaux, la statuette de la cheminée, la commode, la chambre même n'est pas trop abîmée. Je ne pourrais pas en dire autant de l'appartement de l'officier anglais. Ils l'ont rempli d'ordures...

Le vieillard s'était assis. Lorsqu'il se remit debout pour poursuivre la visite commencée, la Mioritza l'arrêta.

« — Pourquoi vous fatiguer davantage ? lui dit-elle. Ce sera partout les mêmes horreurs. »

Elle était venue au château, entraînée par un sentiment vague, confus, qu'elle même n'aurait point précisé : comme le besoin de fixer des souvenirs, de chercher la trace d'une ombre. Cette ombre, elle l'avait presque saisie. Elle partit, à la fois triste et satisfaite.

..... Brute parmi les brutes, le sergent-major, le feldwebel » qui commandait le secteur où travaillait la Mioritza lui avait adressé à plusieurs reprises des paroles qu'elles ne comprenait point, mais dont elle devinait le sens : certains gestes en précisaient la signification. Elle ne répondait pas. Elle se tenait sur ses gardes.

L'Allemand était sans doute de méchante humeur lorsque, après sa courte absence et sa visite au château, la Mioritza reprit son rang au milieu de ses compagnes. Il lui enleva brutalement la pelle dont elle se servait et lui remit une pioche à la place : c'était lui imposer une besogne plus rude. Il ricanait, s'amusant de sa plaisanterie. La Mioritza maniait l'outil maladroitement. Le sergent s'en saisit et montra comment on l'emploie. Il la rendit à la jeune fille, qu'il voulut embrasser. La Mioritza recula de quelques pas. Alors, avec cette force que donne aux plus faibles une résolution désespérée, elle leva la pioche et la fit retomber sur la tête du feldwebel qu'elle transperça. Il tomba raide, le crâne ouvert.

« *Zum Tode ! Sofort ! auf der Stelle !* A mort ! à mort ! tout de suite, sur le champ » crièrent les soldats de l'escorte. La Mioritza ne faisait pas un geste, ne disait pas un mot. Ses compagnons et

ses compagnes de travail attendaient, stupéfaits et anxieux.

Un officier survint. Les soldats lui racontèrent le drame. Il donna deux ordres, brièvement. Quatre soldats emportèrent le cadavre. Six autres encadrèrent la Mioritza. Ils la conduisirent à un arbre de la route et l'attachèrent avec les guides des chevaux qui traînaient les voitures de pierres. Ils se reculèrent à dix pas, et apprêtèrent leurs armes.

L'officier commanda le feu. Au moment où les fusils partaient la Mioritza cria d'une voix forte : « Romanu nu... piéré ! »

Elle fut enterrée au pied de l'arbre où les Barbares l'avaient fusillée.

VII

Réunis sur un tertre boisé, des officiers d'état major roumains observaient le front de l'ennemi : c'était, depuis, son arrêt devant le Sereth. Le capitaine français de Tanré était dans le groupe, avec l'officier anglais qui résidait comme lui à Vadeni, chez la princesse Ileana, et devenu son ami.

Des obus passaient au-dessus du tertre, et allaient éclater dans les champs voisins. On se baissait. Les balles étaient, à cause de l'éloignement, plus rares. De temps à autre, cependant, on entendait le sifflement connu : un tireur, sans doute, s'était avancé plus près.

« — Je suis touché ! » s'écria tout à coup Tanré.

En effet, il avait ressenti dans la région intéressant le foie une commotion assez forte pour qu'il se renversât en arrière. L'Anglais et un autre officier le soulevèrent et le firent asseoir. On l'examina.

Une balle avait troué la tunique. Elle n'avait pas poussé plus avant. On la chercha. Elle était sur le sol... : à côté d'elle, il y avait une pièce de monnaie.

« — Eh ! bien, dit l'officier roumain, vous pouvez vous flatter d'avoir de la chance. Vous aviez dans le gousset de votre tunique une pièce d'or. La balle s'est heurtée contre elle et a dévié.

Tanré, remis peu à peu du choc subit, plaisanta, en français, en gentilhomme qu'il était.

« — Oui, disait-il, j'ai assisté un jour à un duel où mon ami fut sauvé par un simple petit sou, qui, oublié dans sa poche après la visite règlementaire des témoins, arrêta la balle de l'adversaire : elle aurait percé l'aine. Le sou l'arrêta. Un bohême, à qui l'on racontait qu'une pièce de cent sous, ainsi laissée dans une poche, avait préservé une existence, répondait : « J'aurais été tué, moi ! »

Tandis qu'il parlait, l'officier anglais examinait la pièce.

« — Tanré !... Vous ne dites pas tout. Ce n'est pas un écu de cent sous ou un louis de vingt francs que vous aviez dans votre poche. Vous aviez bien dans votre tunique une médaille ancienne un « Imperatori Nervæ Augusto Trajano... »

— Que dites-vous ?

— Regardez... Mais, je me souviens... Nous l'avons déjà vue, cette médaille... C'est la médaille de la petite chanteuse de Vadeni...

— De la Mioritza.

— C'est cela, le nom m'échappait. Elle vous l'avait donc donnée ?...

— Non, je vous assure. Je comprends peut-être... Vous vous rappelez le jour où j'ai déchiré ma tunique en cherchant des fleurs pour la princesse Ileana. Du château, on a fait remettre l'habit déchiré à un tailleur de village. C'est à lui que la Mioritza aura confié la médaille, afin qu'elle fût cousue dans l'habit...

— Oui, pour vous porter bonheur : cette médaille est un talisman, je vous l'ai dit déjà. C'est le médaillon contorniate... Je ne recommence pas mon cours de numismatique...

— Chère petite Mioritza ! Elle m'a donc sauvé la vie ?...

— Il semble bien... Oui, mais... Qui sait si, en se privant du talisman qui protégeait la maison, elle n'aura pas attiré le malheur sur elle et sur les siens ?

— Oh ! ce serait trop injuste... Ne dites pas cela !...

ADOLPHE ADERER.

LECONTE DE LISLE ET L'ÉVOCATION DU PASSÉ

Il n'y a pas de poète dans notre littérature, et peut-être dans aucune autre, qui plus que Leconte de Lisle ait aimé à vivre dans le passé. Hugo a écrit la *Légende des Siècles* et s'y est complu à de vastes résurrections, mais une partie du livre baigne en quelque sorte dans l'avenir ; même ici l'histoire n'est pas tout : à plus forte raison n'a-t-elle que sa place dans l'œuvre totale du grand Romantique. Et puis, est-ce vraiment de l'histoire ? Habitués aux exigences de l'esprit critique, nous avons appris à nous méfier, peut-être à l'excès, d'une imagination si inlassablement créatrice, et qui fait de l'épopée avec tout ce qu'elle touche.

Au contraire, nous prendrions volontiers pour maître d'histoire le célèbre Parnassien. Le passé

de la race humaine est vraiment sa plus grande étude. Que reste-t-il de ses recueils, si on en retire les pièces historiques? Quelques mélancoliques et douloureuses confidences, comme le *Manchy*, *Ultra Coelos*, *le Vent froid de la nuit*, *l'Illusion Suprême*, chants lyriques singulièrement émouvants et où le poète, quoiqu'il en eût, n'a pu empêcher son cœur de battre sous le marbre de ses vers. Mais ils sont rares, ces aveux de détresse chez le contempteur de la poésie personnelle, et il a vite fait d'en contenir dans sa poitrine le sourd jaillissement. Il reste encore, il est vrai, ces éclatants tableaux où il évoque les grands fauves, les vastes oiseaux, les reptiles énormes qui hantent les déserts d'Afrique ou les pampas américaines, ménagerie exotique, pour la première fois lâchée dans notre littérature. Mais ces tableaux d'histoire naturelle ne sont-ils pas une préface aux tableaux d'histoire, s'il faut croire avec leur auteur à l'unité foncière de toutes les espèces, et pressentir dans les rêves confus et les angoisses obscures de l'animal l'ébauche de nos rêves et le tressaillement de la douleur humaine.

C'est donc bien sur l'histoire que Leconte de Lisle a bâti son œuvre. Que de siècles, que de civilisations n'embrasse point tour à tour son puissant génie? Voici l'Inde avec ses ascètes, qui poursuivent sous l'accablement d'un ciel étouffant leur rêve d'inaction. L'Egypte et ses dieux bizarres ne font qu'apparaître, mais l'antique Judée inspire de vastes poèmes tout remplis de la sombre majesté d'Iaveh, et la Grèce maternelle, avec ses blancs Parthénons et son Olympe vainqueur des Titans, rayonne à jamais du pur éclat que lui vaut une invincible prédilection. Le monde arabe se révèle ensuite : la silhouette de ses cavaliers, les savantes découpures de ses mosquées, les figures ailées de ses légendes se reflètent en des vers somptueux. Puis à l'Orient baigné de lumière s'oppose l'Occident plein de brumes, aux brillantes imaginations de la Grèce les tristes mythologies scandinaves ou celtiques; l'Espagne du Cid, les empereurs humiliés, les papes implacables, les moines exterminateurs, tout le Moyen-Age enfin, objet de malédiction, mais aussi de curiosité passionnée, se lève plein de vie et passe en laissant dans nos esprits d'inoubliables visions. Rien par contre sur les temps modernes ou à peu près rien : une apostrophe à l'Italie, le *Sacre de Paris*, *Soir de Bataille*..., pièces de circonstance tout à fait exceptionnelles. Leconte de Lisle a vécu, les yeux fixés sur le passé le plus reculé.

Cette attitude persistante est au moins étrange. Il est rare, il est unique peut-être qu'un poète se soit à ce point abstrait de lui-même et de son temps. Comment concevoir que cette sensibilité se soit si peu épanchée sur elle-même, que cette imagination ait été si peu sollicitée par les spectacles d'alentour? Quels mobiles pouvaient porter le prince du Parnasse à s'ensevelir dans le tombeau des siècles?

*
* *

C'est d'abord, à n'en pas douter, l'horreur du présent. Il est manifeste que l'époque où il vécut n'eût pas le bonheur de plaire à l'auteur des *Poèmes Barbares* : aussi bien l'a-t-il chargé du poids de ses rancunes accumulées d'homme, d'artiste et de citoyen.

On ne trahit aucun secret en disant que la vie ne lui fut point douce. « J'ai goûté peu de joie », avoue-t-il lui-même, et il parle ailleurs des biens « qu'il n'a pu saisir ». Il eût à souffrir de sa pauvreté, et plus encore des charités officielles qu'elle lui fit un besoin d'accepter. Il eut à souffrir de l'indifférence du public et des lenteurs de la gloire. Enfin, si l'on interprète justement quelques aveux complétés par ses biographes, il ne paraît avoir qu'incomplètement ou trop tardivement connu ces consolations sentimentales dont, à de certaines heures, les plus fiers ne savent se passer. On comprend donc qu'il n'ait pas trouvé autant de plaisir que d'autres à la contemplation de sa vie individuelle, et en ait détourné de bonne heure sa dédaigneuse attention.

S'il ne la fixe pas sur lui-même, il ne l'arrête pas davantage autour de lui. Notre civilisation mercantile soulève son dégoût d'artiste (1) : elle est étouffante pour le génie comme l'avait déjà constaté Vigny : elle réduit les Muses au rôle de mendiantes divines, et force le poète à envier le courage de ces lions farouches qui, derrière leurs barreaux, se laissent mourir de faim. Mais surtout elle ne peut se laver de la tache indélébile : la laideur. « L'impure laideur est la reine du monde ». Laideur des architectures utilitaires, des costumes uniformes, des visages creusés par la souffrance, des corps usés par le travail, laideur surtout des vies consumées à la misérable poursuite de l'or. L'auteur du *Dies Iræ*, du *Vœu Suprême*, du sonnet : *Aux Modernes*, n'a pas d'expression assez violente pour maudire cette génération « au sang corrompu », « au souffle malsain », qui « mourra bêtement en emplissant ses poches », cette plèbe carnassière à l'œil hébété à laquelle il ne vendra ni

(1) M. Paul Bourget a particulièrement insisté sur ce point dans ses remarquables *Essais de Psychologie Contemporaine*.

son ivresse ni son mal. Rien d'étonnant qu'il ne s'attarde pas à en considérer le spectacle, et que ses yeux se perdent à chercher là-bas le chemin de Paros que nous avons perdu.

A la répulsion de l'artiste s'ajoutent les colères du citoyen. Jacobin au farouche idéal, celui-ci assiste impuissant à l'égorgement de la République de 48, qu'il appelle « le rêve sacré de sa jeunesse ». Quelle torture ne doit-il pas éprouver, pendant les vingt longues années de l'Empire, à enchaîner ses convictions les plus ardentes. Enfin, quand les évènements de 70, 71, ramènent pour la troisième fois son régime préféré, qui peut affirmer que ce démocrate sévère, qui eût volontiers placé la vertu à la base de la cité, se soit déclaré pleinement satisfait ? Toujours est-il qu'il a dès longtemps renoncé à la vie d'action, un moment souhaitée. Contre tant d'amères désillusions il a cherché et trouvé un refuge, et l'évocation du passé l'a consolé du présent.

C'est bien en effet un sentiment de libération qu'il éprouve à se plonger dans le torrent des siècles. Misères individuelles ou malheurs de la cité, tout s'abolit alors dans son esprit uniquement rempli de son objet. Ainsi Qaïn, contemplant par delà l'horizon « les jours évanouis et le jeune univers », ne voit plus le cavalier de la Géhenne ni les bêtes furieuses qu'il traîne après lui. Ainsi Mouça-al-Khébir, au milieu même du supplice que lui fait infliger un khalife inique, oublie, à se remémorer ses ivresses guerrières, le fouet de ses bourreaux et les huées de la populace.

Mais s'il réussit à fermer les yeux au monde qui l'entoure, il ne lui est pas possible d'étouffer un désir d'affection et d'intimité que la vie n'a pas satisfait. Il le traîne donc avec lui dans son volontaire exil, et le reporte sur le passé. Que les Romantiques se consolent en rêvant d'une nature indulgente et d'un Dieu plein de sollicitude : il conserve, lui, sa tendresse « au lugubre troupeau des morts », à ces multitudes sans nom dont nul n'a connu les agonies. Que de fois il se penche sur leur tombe, jaloux de leur néant et impatient de goûter comme eux à l'irrévocable paix ! Le passé lui remonte au cœur aussi bien qu'à l'imagination et à l'intelligence. Il eût pu les laisser dormir, toutes ces peuplades oubliées : il les ressuscite pour trouver un objet à sa sympathie, un écho à ses émotions et à ses plaintes.

De là vient qu'il évoque avant tout des hommes. Sa couleur locale est au fond psychologique : elle l'est plus que celle de Flaubert, ou de tel autre Parnassien. C'est pour expliquer les Brahmanes qu'il décrit le paysage indou, pour expliquer les Scandinaves qu'il décrit leurs neiges et leurs brumes. Le décor ne lui suffit pas : il lui faut des hommes pour sentir leur âme unie à la sienne.

De là vient encore qu'il emprunte plus d'une fois la voix de ses héros historiques ou légendaires, par une contradiction au moins apparente avec ses théories esthétiques. Il se met en eux ou les retrouve en lui. Il y a quelque chose de Leconte de Lisle dans les brahmanes de *Bhagavat*, qui gémissent au bord du Gange, dans *Niobé* qui défie les dieux, dans *Qaïn* qui accuse Iaveh.

De là vient enfin qu'il exprime librement dans ses poèmes d'histoire les divers mouvements de son âme : haine et colère, amour et piété, surtout à l'égard des religions qui sont ce qui lui tient le plus à cœur, ce qui tient le plus au cœur de l'homme.

Ce sont des raisons de sentiment qui les lui font d'abord toutes maudire pour les envelopper ensuite de la même tendresse douloureuse (1). Il les maudit parce qu'elles ont fait notre supplice. Tous les dieux sont des bourreaux, qu'ils se nomment Iaveh, Zeus, Jésus, et celui-ci l'est plus que les autres puisqu'il vit encore. Tous, ils ont opprimé, ont persécuté, ont brûlé. Ils ont fait de l'histoire un épouvantable drame. Qu'ils soient donc voués à l'exécration, eux et les hommes qui se sont déchirés en leur nom, et ont aggravé ainsi le poids de leur destinée ! En jetant l'anathème aux persécuteurs, le poète se fait le vengeur des immolés. Sa colère n'est si enflammée et sa haine si vigoureuse que parce qu'elles procèdent de la pitié.

Mais, d'autre part, il les aime, toutes ces religions, et pour la raison même qui les lui faisait détester : sa sympathie pour les générations mortes. Les hommes ont mis en elles leur espoir, leurs aspirations, leurs terreurs : ils se sont enchantés d'elles : chacune est un lambeau du cœur collectif de l'humanité. Il salue donc tous les dieux, et ceux qui ne sont plus, et ceux qui sont près de mourir : Bhagavat, Zeus, le Runoïa et le Nazaréen lui-même replacé au rang de ses égaux antiques. Il les suit de ses regrets dans la tombe où ils finissent tous par descendre, et qui est le cœur de l'homme, jadis leur berceau. Il éprouve une indicible angoisse à sentir le vide qu'ils laissent après eux. « Pour qui, se demande-t-il, brûler désormais l'orge et le sel ? Sur quel autel détruit verser les vins mystiques ? »

Si paradoxal que cela puisse paraître, il est donc

(1) L'attitude de Leconte de Lisle à l'égard des religions a été fort bien analysée par M. Canat, dans sa thèse : *Le Sentiment de la Solitude morale chez les Romantiques et les Parnassiens.*

conduit avant tout à l'évocation du passé par un besoin de sa sensibilité, par ce culte des morts que nul peut-être n'a poussé plus loin.

A l'appel du cœur s'ajoute celui de l'imagination, et si l'homme ne se sentait d'instinct disposé à émigrer dans le lointain des siècles, l'artiste lui conseillerait ce magnifique exil. Celui-ci ne résiste point à la séduction du passé. Il lui sait gré de s'embellir en se dépouillant, et surtout de répondre à la fois à son goût romantique du détail, du caractère, du primitif, et à son goût classique du général, du synthétique, de l'humain.

Chateaubriand et à sa suite les Romantiques concentrent leur attention sur les traits qui séparent les temps et les peuples. Ils découvrent ainsi, en même temps qu'un nouveau genre de vérité, le pittoresque et la variété plastique de l'histoire humaine. Ils s'attachent donc aux détails qui peignent, à ces particularités de costume, de langage et d'âme qui distinguent par exemple un contemporain de Clovis d'un sujet de Louis XIV: Ils se plaisent aux différences : d'où leur prédilection pour les temps et les peuples les plus éloignés, d'où ce goût du primitif, de l'instinctif, du barbare, effet peut-être d'une civilisation trop raffinée et comme fatiguée d'elle-même, commun en tout cas à tant d'esprits au dix-neuvième siècle, et qui nous porte à évoquer le plus volontiers les états d'âme les plus opposés aux nôtres.

(*A suivre.*) MAXIMILIEN BUFFENOIR.

LA SUÈDE ET LA PAIX

De même que la guerre, la paix a évoqué une foule de questions. La crise, que le monde a traversée depuis cinq années, n'a pas intéressé seulement les belligérants, mais aussi affecté les neutres. Ceux-ci se sont demandé, à de certaines heures, comment ils réussiraient à demeurer hors du champ du conflit et encore comment ils poursuivraient leur activité économique et comment ils se nourriraient. Le renchérissement de la vie n'a pas pesé uniquement sur la France et sur l'Italie, mais il a également atteint la Suisse, l'Espagne et la Hollande. Des problèmes, auxquels nul n'avait songé auparavant, ont fait soudain leur apparition. C'est ainsi que les contrées du Nord se sont attachées à réfréner chez elles une excessive importation de métal précieux.

Le Danemark qui, sans doute, n'escomptait pas un tel avantage, va se rattacher, après plébiscite, des districts du Slesvig qui lui avaient été arrachés par force, il y a plus d'un demi siècle, et qui étaient restés fidèles à leur ancienne nationalité. Dans un ordre d'idées analogue, la Suède réclame une consultation pour l'archipel d'Aland, qui lui fut ravi, en 1809, par l'Empire tsarien et dont la Finlande lui refuse ou lui marchande aujourd'hui la restitution, même précédée par une consultation des habitants. On ne s'attendait point à voir les Scandinaves intervenir, et jouer un rôle dans la liquidation européenne que les conjonctures ont préparée. Et pourtant plusieurs questions s'évoquent à leur propos et nul n'ignore que le statut du Spitzberg est lui-même en cause. On se dispute jusqu'aux approches de la banquise, et l'on s'est avisé de l'existence de couches de houille et de gisements métalliques dans cette terre, qui semblait réservée aux phoques, aux ours blancs et aux pingouins.

J'ai déjà eu l'occasion, au cours de mes études, et durant la guerre, d'appeler l'attention de nos lecteurs sur la Suède. Ce pays n'était négligeable ni par sa position géographique, ni par son importance militaire, ni par ses relations internationales, ni par ses ressources naturelles. Il était l'un des fournisseurs attitrés de l'Allemagne à laquelle il faisait passer, contre rémunération, des aliments et du bétail. Il exerçait une sorte de prépotence parmi les Etats Scandinaves, parce qu'il était le plus vaste et le plus riche et avait abouti à former avec eux une sorte de Confédération. Il nourrissait des griefs historiques contre la Russie qui l'avait spolié, et l'on se demanda, à plusieurs reprises, si par antipathie pour elle et par défiance du cabinet de Pétrograd, il ne se laisserait pas entraîner dans le conflit mondial aux côtés de puissances du Centre.

Tout un parti qu'on qualifiait d'activiste, et qui se recrutait parmi la droite, restée profondément attachée aux souvenirs militaires, poussait le gouvernement à rompre avec l'empire des Tsars. Non seulement ce parti voulait effacer les injures de l'époque napoléonienne, mais encore il se rapprochait par ses conceptions politiques, féodales et dictatoriales de celles des hobereaux d'outre-Rhin. C'était la faction des Junkers, qui fournissait la Suède de ses généraux, de ses diplomates et de ses gens de cour. Incapable de se prêter à l'évolution de la démocratie, elle voyait dans une victoire du pangermanisme un sûr moyen de sauvegarder ses privilèges. Si les ministères Hammarskjold et Swartz, qui se succédèrent aux affaires dans les premières années de la guerre, l'avaient osé, ils auraient attribué à ce geste cette double vertu de maintenir la prédominance aristocratique et de réfréner l'expansionnisme russe.

Fort heureusement, ils hésitèrent à entrer directement en lutte avec les socialistes qui, associés à cet effet avec les libéraux, combattaient résolument toute ingérence dans le conflit, et qui, en dépit des soupçons qu'ils partageaient à l'égard de Pétrograd, affirmaient leurs préférences pour la cause franco-anglaise. Ils se bornèrent à quelques attitudes et à quelques discours. La droite fut définitivement écartée du pouvoir après les élections de septembre 1917, qui donnèrent, dans la Chambre Basse, 98 sièges aux socialistes, 62 aux libéraux et 76 seulement aux conservateurs. Ceux-ci gardaient encore une supériorité à la Chambre Haute qui était issue d'un mode féodal,— comme les conseils communaux et généraux qui en formaient la base ; mais la revision électorale qui a été introduite récemment a par avance assuré aussi la primauté aux socialistes et aux libéraux dans ce Sénat.

La politique extérieure et la politique intérieure d'un pays sont toujours en contact étroit, et voilà pourquoi il était nécessaire de rappeler ces données générales à l'heure où surgit au premier plan, pour les Suédois et pour les Finlandais, l'affaire d'Aland.

A la vérité, c'est une affaire qui s'est révélée dès le début de la guerre, mais qui a peu à peu changé d'aspect. Beaucoup de volumes, d'articles de revues ou de journaux ont été écrits sur elle depuis 5 ans. Il y a toute une littérature « alandaise » à Stockholm et à Helsingfors, une littérature que les services de propagande, qui ont leur siège dans l'une ou l'autre capitale, ont abondamment fait connaître en Occident. Mon intention ici est d'analyser succinctement le débat.

L'archipel d'Aland se compose d'environ 300 îles ou îlots, qui s'échelonnent sur 70 kilomètres en un sens et sur 110 kilomètres dans l'autre. Sa superficie est de 1.426 kilomètres carrés. Sa population ne dépasse pas 25.000 âmes, et l'on y compte une seule ville : Mariahamn. Son importance procède de sa situation : 40 kilomètres seulement la séparent de la côte Suédoise la plus proche, 75 de Stockholm, et il commande le golfe de Bothnie.

Les Suédois allèguent que l'archipel, s'il est aux mains d'une autre puissance, constituera toujours une menace grave pour leur indépendance et pour la sécurité de leur capitale. En 1809, le traité de Friedrischshamn le leur enleva au profit du tsar, en même temps que toute la Finlande. Ils appréhendaient toujours que la Russie, poursuivant sa poussée vers l'ouest, ne se servît d'Aland pour attaquer la presqu'île Scandinave. Ils obtinrent, au milieu du dernier siècle, grâce à la victoire franco-anglaise de Crimée, qu'une disposition interdît à l'empire d'y élever des fortifications permanentes (30 juillet 1856), et cette stipulation fut sauvegardée, bien qu'il eût été question à plusieurs reprises de la reviser. Pendant la guerre elle-même, le cabinet de Stockholm multiplia les observations contre les travaux prescrits dans les îles par le gouvernement de Pétrograd.

En même temps se faisait jour, en Suède, cette idée qui prit une forme plus nette après la révolution russe de mars 1917 : pourquoi les Alandais, qui qui avaient été détachés par la violence, au lendemain d'une guerre de conquête, en 1809, de leur pays d'origine, ne recevraient-ils pas le droit d'y revenir, de s'y réunir. Du moment qu'on mettait la liberté des peuples à la base du nouveau statut européen et mondial, en vertu de quels arguments la refuserait-on à telle ou telle collectivité ? Les Suédois, durant la période tsarienne, se rendaient compte qu'ils ne pouvaient s'attendre à trouver un concours moral chez les puissances occidentales, mais la situation se transformait du jour où le tsarisme était abattu et où les allogènes de Russie, c'est-à-dire les Finlandais, les Polonais, les Lithuaniens, les Esthoniens, les Ukrainiens, les Georgiens recouvraient leur indépendance, ou du moins s'assuraient la certitude d'une large autonomie.

Depuis la révolution russe, le problème se pose ainsi : les Alandais seront-ils autorisés officiellement à choisir par plébiscite entre la Finlande, devenue Etat séparé, et la Suède ? Le gouvernement d'Helsingfors, dont Mannerheim est, en ce moment, le chef, a multiplié ses efforts pour s'opposer à cette consultation. Le gouvernement de Stockholm, qui se trouve sur un terrain solide, la revendique avec une insistance croissante, et l'affaire alandaise a eu cette fortune de refaire en Suède un accord limité entre les partis, qui sont si profondément divisés sur tout le reste. Tandis en effet que la droite allègue des considérations de droit historique et d'intérêt stratégique, les gauches libérale et socialiste s'appuient sur la thèse moderne, — et consacrée une fois de plus par les maximes wilsoniennes, — du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Mais cette thèse n'est guère admise par Mannerheim, qui ne s'embarrasse pas beaucoup des formules, et qui a longtemps marqué sa faveur aux idées des hobereaux allemands ; et sur le terrain historique et stratégique le régent Finlandais et ses collaborateurs ont adressé à l'argumentation suédoise toute une série d'objections au moins spécieuses. Ce n'est pas en ce domaine, au surplus, que le cabinet de Stockholm pouvait trouver un avantage décisif, et il l'a fort bien senti, puisqu'il se réfère uniquement à la libre volonté des Alandais.

Les légistes Finlandais rappellent que la Finlande et l'Archipel qui, avant 1809, formaient une unité administrative, dans l'ancienne monarchie suédoise, ont été cédés en bloc à la Russie. Ils ajoutent que s'il y a 25.000 individus de souche suédoise dans les îles, il y en a 375.000 autres dans le reste des districts de terre ferme, et que l'on ne saurait détacher de cette masse suédoise de 400.000 hommes une petite fraction : ils la tiennent, dans l'intérêt de leur cause, pour indivisible. Si l'on entre dans l'ordre des considérations stratégiques, ils ripostent qu'ils ont, eux aussi, à se préoccuper d'une possibilité d'agression de la part du gouvernement de Stockholm qui disposerait d'une armée supérieure à la leur. Et ils rappellent le mot de Roumantzow à Caulaincourt : « Garder la Finlande sans les îles serait la même chose que saisir un coffre-fort et en rendre les clés ». Enfin ils disent que les Alandais n'ont pu se libérer du joug russe, qui fut dur souvent, que grâce à l'effort de la Finlande elle-même.

Mais je le répète, la thèse du droit des peuples est très forte, ici comme ailleurs. Que les Alandais aient ou non cédé à une propagande du dehors, ils ont donné l'impression qu'ils voulaient changer de nationalité. Dès le mois de décembre 1917, il procédaient spontanément à un plébiscite, et en janvier 1918, une pétition signée par 98 0/0 des habitants mâles et majeurs était portée à Stockholm. Si je passe sur toute une série d'évènements qui se produisirent dans les îles au cours de l'avant-dernière année, car elles subirent le contre-coup des luttes civiles de Finlande, le mouvement des idées dans l'Archipel semble avoir été invariable. Le 11 novembre 1918, jour de l'armistice, 2 délégués Alandais rendaient visite aux légations alliées à Stockholm, pour réclamer l'ouverture d'un plébiscite officiel et non plus officieux. Peu après une mission dirigée par M. Sundblom, député Alandais à la diète d'Helsingfors, arrivait à Paris, où elle formulait la volonté des insulaires. A son retour, elle apprenait que le parquet d'Abo avait ouvert contre elle une instruction pour haute trahison, mais Mannerheim, sans doute sur des suggestions extérieures, ne tarda pas à arrêter cette procédure.

Depuis lors, l'affaire est entrée dans le domaine diplomatique, la Suède ayant une première fois proposé, le 18 novembre, à la Finlande une consultation des Alandais. Le Régent, qui se plaignait d'ailleurs de l'attitude de la presse de Stockholm à son égard, fit une réponse qui fut jugée cassante et qui causa une certaine tension entre les deux pays. A la date du 22 juin, le gouvernement suédois renouvelait sa démarche, en déclarant qu'au cas d'un nouveau refus, il saisirait la conférence de Paris du différend.

Peut-être un jour ou l'autre, aurai-je à revenir sur ce conflit, dont on saisit tout l'intérêt. Ce n'est pas seulement dans l'Europe occidentale, centrale ou orientale, que la guerre a ranimé les vieilles querelles ; c'est aussi dans le Nord, et parfois même, ici, elle en a complètement transformé l'aspect.

PAUL LOUIS.

LES PARTIS POLITIQUES ITALIENS

Dans son livre *La Politique radicale*, publié deux années avant la guerre de 1879, Jules Simon disait : « Il y a tant de partis en France et tant de divisions de parti qu'il ne reste pas un seul mot de la langue politique qui soit parfaitement clair ». Il avait déjà raison à l'époque, et l'avenir a — hélas — confirmé davantage encore la justesse de l'observation. Nous avons eu, en France, pendant quarante-cinq ans, et nous avons encore trop de partis, trop de groupes, trop de sous-groupes : il en est résulté — et il en résulte — un émiettement des efforts, plus encore « cette décomposition morale des grandes forces du pays » dont parlait éloquemment M. Ribot dans son discours de Roubaix du 7 décembre 1904. La politique est devenue beaucoup moins une lutte d'idées qu'une lutte de personnes.

L'Italie n'a pas échappé au mal dont nous avons souffert. On peut même dire que que ce mal a été encore plus grand, plus profond chez elle que chez nous. Son origine est ancienne. Il remonte à 1876, à l'époque du transformisme. La droite s'unit à la gauche. Depretis, qui était aux affaires et que ne soutenaient plus qu'insuffisamment Zanardelli, Baccarini, Crispi, Cairoli, Nicotera se tourna vers ses adversaires qui acceptèrent ses avances. Si quelques-uns, comme Spaventa, l'un des chefs du parti, les repoussèrent, la majorité, avec Rudini, Baracco, Morelli, Bonghi consentit au ralliement qui lui était demandé. Comme l'a écrit justement M. le sénateur de Cesare, « les deux partis, la droite et la gauche, par l'abandon de leurs vieilles et glorieuses traditions réciproques, n'eurent plus pour but que d'obtenir des faveurs et de satisfaire des égoïsmes immédiats. Les ministères perdirent peu à peu toute couleur de parti, et les élections générales ne furent plus faites sur des principes et des convictions, mais seulement sur des arrangements et des transactions avec le ministère qui les avait décidées ». La politique, en Italie, ne fut plus que l'art des *combinazioni*.

Le transformisme a eu pour suite, pour conséquence nécessaire, le giolittisme. M. Giolitti a dans son pays des adversaires irréductibles et des admirateurs, des dévots enthousiastes. Sans nier l'importance de l'œuvre que durant ses quatre ministères il a réalisée, et à laquelle M. Vittorio Chiusano a consacré un livre fort bien documenté, il faut pourtant reconnaître qu'il a usé de méthodes, qui correspondaient sans doute exactement au sentiment de la masse, mais qui légitimaient et encourageaient toutes les compromissions, même les plus malhonnêtes. Le 20 décembre 1917, en pleine Chambre, un député républicain, M. Pirolini appela M. Giolitti le « Caillaux de l'Italie ». Au milieu du tumulte, M. Giolitti, très pâle, le front contracté, déclara avec énergie qu'il repoussait toute assimilation entre sa doctrine politique et celle de M. Caillaux, « car je n'ai, dit-il, jamais soutenu et ne soutiendrai jamais une paix séparée, ni aucun acte qui ne soit d'absolue loyauté envers les Alliés ». Autour de M. Giolitti s'étaient cependant groupés, avec son assentiment plus ou moins formel, tous les neutralistes d'abord, tous les partisans de la « petite guerre », de la paix hâtive ensuite. Dans le domaine de la politique intérieure, il ne semble pas non plus que le giolittisme et le caillautisme aient été très éloignés l'un de l'autre.

Aucun parti politique n'avait échappé avant la guerre au giolittisme. Tous chevauchaient les uns sur les autres, et aucun ne constituait vraiment ni un parti de gouvernement, ni un parti d'opposition. Tout ce qu'on peut dire, c'est que dans certains l'idée démocratique dominait, tandis que dans d'autres c'était l'idée conservatrice. Mais il convient d'ajouter que les libéraux se disaient les plus démocrates des Italiens... La gauche — à supposer qu'on put lui donner ce nom — comprenait des socialistes, des républicains et des radicaux ; la droite — ou ce qu'on peut désigner ainsi pour simplifier les appellations — des libéraux, des démocrates constitutionnels, sans parler des cléricaux et des nationalistes. Chacun de ces partis se subdivisait en plusieurs fractions.

D'une manière générale, la gauche dominait dans le nord et dans le centre du pays : les socialistes étaient fort nombreux en Lombardie; en Piémont et en Emilie ; les républicains en Toscane et dans les Marches : les radicaux en Lombardie, en Vénétie, et en Toscane. Par contre, le Midi était plutôt conservateur, exception faite des Pouilles, de la Sicile et de la Basilicate, nettement radicales. Mais la Campanie, les Abbruzzes, la Calabre, la Sardaigne étaient les principaux centres d'action des libéraux ou des démocrates constitutionnels.

Les dernières élections eurent lieu en 1913. Ces élections furent surtout à l'avantage des partis d'extrême droite, des cléricaux notamment. Les partis d'extrême gauche gagnèrent quelque terrain, mais beaucoup moins que ces derniers. On a calculé que, comparativement aux élections de 1904, les voix cléricales avaient, en 1913, sextuplé : elles avaient augmenté de 5,56 pour cent. Les voix socialistes étaient passées seulement de 36,25 à 38,32 pour cent. Le phénomène fut particulièrement sensible dans l'Italie septentrionale : le pourcentage de 1913, comparé à celui de 1904, donna pour les voix cléricales le chiffre de 14,12 au lieu de 1,39 ; les voix d'extrême gauche tombèrent de 38,39 pour cent à 37,63. Presque partout, les victoires cléricales ou socialistes furent remportées sur les constitutionnels. Le pourcentage des voix libérales qui était de 60,22 en 1904 tomba à 48,25 en 1913.

La Chambre de 1913, qui est encore en fonctions, a connu les mêmes divisions que ses devancières. Les partis s'effritèrent à l'infini. La désorganisation s'aggrava. Elue pour la première fois au suffrage presque universel et non plus au suffrage censitaire, elle ne réalisa guère les espérances qu'on avait fondées sur elle.

Le parti socialiste comprit trois et même quatre partis. A côté du parti officiel, celui-là que ses adversaires devaient appeler plus tard : « *il Pus* » (*Partito ufficiale socialista*), se dressèrent : le parti réformiste constitué depuis 1912, à la suite du fameux congrès de Reggio Emilie, par MM. Bissolati, Podrecca, Bonomi, et Cabrini, et qui avait obtenu aux élections un nombre important de sièges ; le parti syndicaliste, avec à sa tête MM. de Ambris et Marangoni et qui, né aux environs de 1907-08, avait connu des heures de succès et des moments de crise grave ; enfin un parti de « sauvages », qualifié plus diplomatiquement de socialistes indépendants. Trois journaux reflétaient ces diverses tendances : l'officiel *Avanti*, la réformiste *Azione socialista* et le syndicaliste *Socialismo*.

Les républicains comprenaient eux aussi une droite et une gauche. La gauche était formée du parti officiel, à tendances plutôt révolutionnaires, ou plus exactement antimonarchiques ; la droite, d'un certain nombre de républicains monarchisants à la tête desquels s'était placé M. Barzilaï. L'expédition de Tripolitaine, qui avait suscité de très sérieuses divergences de vues entre les deux groupes, avait eu pour effet de jeter le parti tout entier dans un désarroi que de nombreux et successifs congrès n'avaient pu enrayer.

Les radicaux n'étaient pas davantage unis entre eux. Le parti, né à Rome en 1890, de couleur très

poussée, avec comme chefs Giovanni Bovio, Félix Cavalotti, Enrico Ferri, Ernesto Nathan avait peu à peu subi la tyrannie socialiste. Puis vers 1904, ayant secoué ses chaînes, il était retombé en servitude en s'alliant au giolittisme. En 1909, l'un de ses leaders, M. Nitti, aujourd'hui Président du Conseil, marquait nettement cette évolution ; à la même époque, un autre leader, M. Sacchi, pour la mieux préciser encore, devenait ministre de la Justice dans le premier ministère Sonnino. Depuis, la ministrabilité des radicaux ne s'était pas démentie. Mais un groupe nombreux n'avait cessé de protester et de réclamer le retour du parti à ses conceptions originaires : pour ce groupe, le radicalisme devait être révolutionnaire, ou ne pas être. Ces divergences nuirent fortement au parti tout entier, qui devint peu à peu un refuge pour les opinions mal établies.

Les libéraux et les démocrates constitutionnels — la droite — avaient surtout une politique négative : ils étaient anti-socialistes, anti-radicaux, anti-catholiques, en un mot hostiles à tous les partis extrêmes. Cependant, sous le prétexte de « politique nationale » devant grouper toutes les forces du pays, ils laissaient la porte grande ouverte aux transactions et aux compromissions les moins honorables. On a fait ce reproche, avec raison, bien des fois, à l'un de leurs chefs M. Salandra. Les libéraux ne répugnaient nullement à voisiner au gouvernement avec l'extrême gauche : la « politique nationale » était un moyen aisé de dissimuler l'insuffisante cohésion du parti et l'instabilité de ses directives.

Les deux plus jeunes partis, le parti catholique et le parti nationaliste, n'avaient pas échappé aux erreurs commises par leurs aînés. Celles-ci étaient contagieuses. Les catholiques ne constituaient pas à proprement parler un groupe politique, le Saint-Siège s'étant refusé à lever officiellement le *non expedit*. Cependant les *combinazioni* les plus enchevêtrées avaient abouti en fait, dans un grand nombre de collèges électoraux, à ce résultat. Des députés se présentèrent sous l'étiquette de catholiques et furent élus ; ailleurs, les voix catholiques se portèrent sur des modérés qui avaient souscrit au pacte que leur avait proposé le président de l'Union électorale catholique, représentant direct du Vatican, le comte Gentilone. Il y eut ainsi dans la nouvelle Chambre des catholiques députés et des députés catholiques. Mais la chose ne se fit pas sans d'assez vives discussions, même et surtout avec le St-Siège qui n'entendait pas qu'on put tirer, de l'attitude des catholiques, argument contre ses revendications, toujours maintenues, de pouvoir temporel. Et autour de lui se groupèrent un grand nombre d'Italiens, qui repoussèrent les solutions modérées, dépourvues de toute intransigeance systématique, que proposaient à la question romaine les nouveaux députés du nouveau parti.

Le nationalisme, né, en tant que parti politique, aux environs de 1910, se consuma en querelles intestines. Un groupe affirma, au congrès de Rome de 1912, son anti-démocratisme, tandis qu'un autre revendiquait pour le parti la pleine indépendance et restreignait son opposition aux seuls socialistes et cléricaux. La guerre de Tripolitaine rapprocha momentanément ces frères ennemis. Mais les divergences de vues étaient trop profondes pour ne pas reparaître dès la paix venue. Le nationalisme s'inféoda au cléricalisme, tandis que les démocrates de la première heure sombraient dans la franc-maçonnerie. Dès 1912, l'un des fondateurs du groupement, Scipio Sighele apercevait le mal et le dénonçait. Dans ses *Ultime pagine nazionaliste*, il demandait au parti nationaliste de se dissoudre — chacun devrait « se résigner à poursuivre le bon combat au milieu de son propre parti politique. Le principe nationaliste est devenu une propriété collective ». Pour n'avoir pas compris ces sages conseils, les nationalistes ont nui aux idées mêmes qu'ils voulaient défendre. Le parti a fait beaucoup de bruit : tiraillé entre diverses tendances, il n'a exercé dans le pays aucune action sérieuse.

*
* *

Durant les premiers mois de la guerre européenne, les divers partis politiques italiens se sont divisés, sous l'influence même des évènements, en deux grands groupements. Certains, la plupart, ont été neutralistes : les autres interventistes. Dans le camp interventiste comme dans le camp neutraliste, les nuances les plus opposées se sont rencontrées. D'une manière générale, on peut dire que la gauche a été plutôt interventiste et la droite neutraliste. Mais des correctifs nombreux s'imposent : ainsi, l'extrême gauche socialiste n'a jamais été interventiste, et l'un des groupes de l'extrême droite, les nationalistes, d'abord neutraliste, est devenu peu à peu interventiste ardent. Le successeur de M. Giolitti, M. Salandra, appartenait à la droite : c'est lui qui a décidé l'intervention. Pendant les neuf mois de la neutralité, les luttes de partis, même les conflits de personnes, ont été remplacés par des luttes d'idées, inspirées, sinon toujours, du moins le plus souvent, des seuls intérêts nationaux, interprétés différemment par les uns et par les autres. Sans doute le giolittisme ne disparut pas tout à fait : certaines

tendances neutralistes portaient ostensiblement sa marque. Mais l'Italie fut à l'époque vraiment traversée par des souffles nouveaux. L'Italie des journées de mai, l'Italie ardente et enthousiaste ne fut plus la même que l'Italie giolittienne des années passées.

Comme la France, l'Italie a connu l'union sacrée, mais cette union n'a pas duré chez elle beaucoup plus que chez nous. Les ministères Boselli et Orlando ont, comme le Ministère Salandra, essayé constamment de la fortifier : dans le gouvernement voisinaient des hommes de tendances encore plus diverses qu'aux pires temps du giolittisme. Mais les vaincus de mai 1915 travaillèrent à la revanche. La revanche, c'était pour eux la guerre courte, la paix hâtive. Socialistes d'extrême gauche, giolittiens de toute nuance s'acharnèrent contre M. Salandra, dont ils amenèrent la chute, puis contre M. Sonnino et contre M. Bissolati. Ce dernier a été « la bête noire » des gens du *P. U. S.* Les neutralistes ont constamment agi sur l'opinion, soit ouvertement, soit dans l'ombre. Les déclarations pontificales en faveur de la paix ont trouvé en eux des panégyristes enflammés. En octobre 1917, ils firent un véritable pronunciamiento, selon l'expression de la *Gazzetta del Popolo*, sous le couvert des rapports internationaux et des problèmes de ravitaillement connexes à la défense nationale. Le manifeste des 47 n'était signé que de giolittiens : un télégramme de M. Giolitti à M. Boselli, « dans l'espoir de la paix victorieuse », sembla une manœuvre assez grossière et un désaveu vraiment insuffisant. Un groupe « d'action nationale » se forma pour lutter à visage découvert, contre le neutralisme, émanation directe du giolittisme. « Aujourd'hui, écrivait M. le député Bevione, le 21 décembre 1918, après une séance parlementaire orageuse, la Chambre s'est publiquement divisée en deux partis : il faut être pour ou contre la guerre, pour ou contre Giolitti ».

Les neutralistes, dont les socialistes formaient l'une des bases, ont constamment essayé de resserrer les liens existants entre eux. Les congrès nationaux tenus par le *P. U. S.* ont été très nombreux. Les réformistes et autres dissidents socialistes y répondirent régulièrement par des assises semblables. Le *Popolo d'Italia* et l'*Avanti* ont engagé d'innombrables polémiques. L'affaire Lazzari, terminée par un bizarre non lieu, prouva la propagande effrénée à laquelle le parti officiel se livrait : la circulaire, que le *Fronte interno* révéla le 16 septembre 1917, invitait les maires et conseillers socialistes à se prononcer sur l'opportunité éventuelle de leur démission en masse, et cela à l'effet de mettre fin à la collaboration indirecte à la guerre qui constituait leur participation aux fonctions d'administration communale.

Malgré leurs efforts, les socialistes officiels ne parvinrent pas à une entente profonde. Des scissions se produisirent à propos du « collaborationisme », certains repoussant toute action parlementaire, d'autres demeurant partisans de la politique de réalisation ; à propos de la prétendue dictature de la direction du parti, dictature qui s'exerçait à la fois sur la Confédération générale du Travail et sur le groupe parlementaire : M. Treves et M. Turati, amis de longue date, se brouillèrent à ce sujet, et leur controverse remplit les colonnes de la *Critica sociale* ; à propos de l'impérialisme sonninien et de la politique d'après-guerre : deux tendances très nettes se manifestèrent : une maximaliste, visant à l'établissement de la république socialiste et de la dictature prolétarienne, l'autre possibiliste ou relativiste. « Nous sommes en pleine Byzance », écrivait déjà en février 1917, non sans raison, le *Corriere della Sera*.

A côté des socialistes officiels, « l'Union Parlementaire » continua de grouper tous les giolittiens plus ou moins avoués, partisans de la petite guerre. L'Union n'échappa pas non plus aux dissensions intestines. Au mois de mai 1918 notamment, M. Cocco Ortu, l'éminence grise du groupe, recruta un nouvel état-major à la tête duquel furent placés MM. Falcioni et Gerino Gerini. A l'effet de préparer le retour au pouvoir de M. Giolitti, *Stampa*, organe officiel du parti, prit quelques mois plus tard une orientation nouvelle, nettement radicale socialiste.

Les cléricaux, dont la majeure partie s'était rangée dans le camp neutraliste, étaient divisés en de nombreux groupes, soit politiques, soit sociaux. L'Union populaire, l'Union économique et sociale, l'Union électorale, la Jeunesse catholique, avaient, d'une manière générale, plutôt suivi les directives pontificales à propos de la guerre. Cependant, de nombreux catholiques s'étaient rangés derrière M. Meda, appelé au gouvernement dans les ministères d'union sacrée, et très nettement anti-neutraliste. Peu à peu, la nuance Meda eut tendance à dominer. Cependant, les catholiques demeuraient séparés sur un très grand nombre de points, notamment le « collaborationisme ». La nuance Meda l'emporta encore sur ce terrain. Le 21 janvier 1919, le *Corriere d'Italia* publiait les statuts du nouveau parti *politique* que constituaient officiellement les catholiques. Le parti prenait le nom de « parti populaire italien ».

Contre le neutralisme et le giolittisme luttèrent avec énergie les socialistes dissidents, « le Fias-

cio », « l'Entente démocratique » ,« l'association nationaliste ».

Les socialistes dissidents, réunis en congrès en avril 1917, formèrent le 13 novembre suivant : « l'Union socialiste italienne » à laquelle, disait le manifeste, « adhèrent des socialistes de toutes les nuances, réunis en un seul faisceau tant que ne seront pas sauvés la liberté de la patrie et l'avenir de la civilisation ». L'*Azione socialista* devint l'organe de l'Union qui tint une importante réunion à Rome les 12 et 15 mai 1918. Le devoir de l'intervention fut unanimement reconnu, mais le « collaborationisme » souleva de vives discussions, les réformistes nuance Bissolati continuant de faire confiance à l'action parlementaire, d'autres, désabusés, réclamant une action anti-gouvernementale et même révolutionnaire. La démission de M. Bissolati survenue en décembre 1918, à la suite des divergences de vues existant entre lui et M. Sonnino à propos de la Dalmatie, n'a pas été sans effet sur l'Union socialiste où elle a suscité de très vives controverses (1).

Le « Fascio de Défense nationale », malgré de trop nombreuses erreurs de tactique, a mené dans tout le pays de très vigoureuses campagnes. Les Fascio régionaux ont été peu à peu groupés en un fascio central. Les éléments les plus divers y ont constamment voisiné : catholiques, radicaux, réformistes, socialistes indépendants, démocrates. Le 20 novembre 1918, le Fascio organisa une grande manifestation en l'honneur de la victoire, où M. Salandra prononça un important discours politique contre le giolittisme. Deux jours plus tard, la manifestation eut à la Chambre une suite grave. En réponse à un giolittien, M. Giacomo Ferri, M. Centorione offrit de prouver que M. Giolitti et 3 députés et 3 sénateurs de ses amis s'étaient rendus coupables de trahison, et préparaient au retour des démobilisés un mouvement révolutionnaire. Une enquête fut ordonnée. L'*Idea Nazionale*, le *Popolo d'Italia*, le *Secolo* lancèrent à leur tour contre le défaitisme giolittien de véhéments réquisitoires.

« L'Entente démocratique » se constitua au mois de novembre 1918 avec exclusivement le concours de membres de la gauche. Elle a eu pour but la concentration des gauches ; « la politique du pays doit recevoir une direction hardiment réformatrice, direction qui, en assurant à l'Etat contre toute tentative dissolvante sa cohésion fondamentale, devra empêcher en même temps les tendances et la mentalité conservatrices de prévaloir ».

Enfin les nationalistes, avec leur groupement central l' « Association nationaliste » ne cessèrent de proclamer la nécessité d'une victoire complète sur l'ennemi intérieur comme sur l'ennemi du dehors. On sait qu'à ce dernier point de vue le programme du parti a compris d'importantes revendications territoriales, notamment adriatiques et coloniales, qui n'ont pas été sans influer sur la politique du gouvernement et les demandes tout étendues que celui-ci a présentées devant la Conférence de la Paix.

*
* *

Actuellement, chacun des grands partis politiques prépare son action d'après-guerre. Chacun vient de publier un programme où se retrouvent ses caractéristiques propres. La Direction du parti socialiste, après diverses réunions retentissantes tenues au mois de mars dernier, a orienté le groupement de plus en plus vers une politique maximaliste. Les ordres du jour votés n'ont été qu'une apologie du bolchevisme et des révolutions allemande et austro-hongroise. L'un d'eux portait : « Défiance à l'égard des solutions nationales dites démocratiques ; agitation contre la politique anti-bolcheviste de l'Entente tendant à étouffer la volonté du prolétariat russe ». Le parti a décidé de prendre part aux élections, d'exiger des candidats le programme maximaliste et de préconiser le remplacement du système législatif bourgeois par le système de la représentation prolétarienne confiée à des conseils de Travail. A ce programme intransigeant et anti-parlementaire le groupe socialiste parlementaire, composé en majeure partie des réformistes, a répondu, au début d'avril, par un manifeste moins extrémiste, rédigé par le député Trèves, qui, tout en réclamant la constitution définitive de l'Internationale ouvrière et la « sincère souveraineté du peuple », n'a pas été cependant un appel direct à la révolution : M. Trèves fait confiance, pour atteindre l'idéal proposé, à l'action parlementaire réformatrice.

Le groupe radical a réclamé « la rénovation entière, profonde, radicale, de l'Etat, mais sans transformations violentes. Aucune nouveauté ne nous épouvante, disait le manifeste publié par l'*Epoca*, journal de M. Orlando, du 1er avril, lorsqu'elle est dans l'intérêt de ceux qui ont le plus-

(1) Le 9 juin 1918, se constitua, sous les auspices de l'Union syndicaliste italienne, antineutraliste, l'Union italienne du travail, qui groupe 8 Chambres du travail, 7 unions syndicalistes, 2 bourses du travail, la fédération des travailleurs des ports et 12 organisations locales. Nettement indépendante de l'Union socialiste, l'Union italienne accueillit neutralistes et interventistes. Elle ne fut ni pour ni contre la guerre. « Nous ne sommes pas pour la guerre, dit un de ses fondateurs, M. Rossoni, nous sommes pour l'Italie. » Sont but fut principalement corporatif.

donné et qui possèdent le moins, lorsqu'elle observe des formes légales, ce qui est l'intérêt de tous, et qu'elle est l'expression de la solidarité nécessaire de toutes les classes dans l'unité nationale ».

Les républicains et les socialistes indépendants (Union socialiste et nuance Bissolati) ont lancé, après un congrès tenu en commun, un manifeste publié par le *Messaggero* du 4 avril. « Nous nous opposons résolument, disait ce manifeste, à ce que le pays devienne la proie de l'anarchie, mais nous ne sommes pas le moins du monde disposés à défendre un régime condamné par le temps et incapable de satisfaire les nouvelles et justes exigences d'un peuple qui a donné ses forces les meilleures... Les classes dirigeantes ont un seul moyen d'empêcher le triomphe du bolchevisme : céder pacifiquequement le pouvoir aux classes populaires et les mettre ainsi dans la possibilité d'exprimer une volonté... Et les classes ouvrières, si elles veulent atteindre les plus hautes destinées que leur assigne l'histoire, doivent s'éloigner des hommes et des systèmes qui compromettraient irrémédiablement leur cause et trouver dans le renouvellement de tout le pays les moyens suffisants pour satisfaire leurs saintes revendications ».

En face de ces tendances avancées, le congrès des associations libérales, organe du parti constitutionnel libéral et des autres groupes de droite, a, dans un ordre du jour publié par le *Corriere della Sera* du 4 avril, proclamé, « tout en affirmant le devoir d'accélérer le rythme de l'évolution réclamée par les temps, la nécessité de respecter les institutions, convaincu à la fois, ajoutait-il, que nul progrès dans la vie des peuples ne peut être atteint autrement que par la discipline de l'ordre dans la liberté et que la violence ne peut engendrer que le chaos et la barbarie ».

Le « parti populaire », ancien parti catholique, a annoncé par l'organe du *Corriere d'Italia*, que seule la direction générale délibérerait sur la tactique électorale et les candidatures à présenter. Aucun engagement ne devrait être pris, actuellement vis-à-vis des autres partis. De grandes manifestations seront organisées en faveur du scrutin de liste, à large base, avec représentation proportionnelle. Comme le parti constitutionnel libéral, le parti populaire entend poursuivre une politique d'évolution sociale et s'opposer à toutes menées révolutionnaires.

*
* *

Les partis de droite et les partis de gauche ont ainsi indiqué nettement leurs positions respectives. Une Italie nouvelle semble sortir de la tourmente de la guerre. De grands courants d'idées vont se heurter. La politique, à Montecitorio, ne sera plus cette suite perpétuelle de compromissions que le giolittisme favorisait. L'ère des « mares stagnantes » prendra fin. Elle prendra fin... à moins que certaines influences ne se fassent de nouveau sentir et ne soient assez fortes pour imposer à une majorité, insuffisamment clairvoyante, les volontés d'une minorité habile et tenace. Le grand chef du giolittisme n'a plus d'avenir politique ; mais il compte de fidèles lieutenants ; surtout les méthodes qu'il a implantées demeurent, demeurent partout, et peut-être demeureront longtemps. Pour que au delà des Alpes la vie politique soit définitivement assainie, il faudra que chaque Italien ait une volonté ferme. Il faudra que chaque parti ait un programme et s'y tienne. Un pays qui n'a plus de partis ou, ce qui revient au même, un pays qui a trop de partis, sans programmes solides, ne peut avoir, au vrai sens du mot, de politique. Il devient, comme l'Italie au temps du giolittisme, le jouet des évènements ; il s'oriente non selon un idéal, mais d'après les contingences les plus mesquines et les plus viles. La lutte des idées est indispensable à l'avenir et à la prospérité d'une nation. Les Italiens, comme nous-mêmes, ne pourront pas retomber dans les *combinazioni* au jour le jour d'avant la guerre. Après avoir vaincu l'ennemi, ils sauront, comme nous, se vaincre eux-mêmes.

ERNEST LÉMONON.

LA SINCÉRITÉ ET L'ESPRIT DE CRITIQUE (1)

I

« L'homme veut se voir, parce qu'il est vain ; il évite de se voir parce qu'étant vain, il ne peut souffrir la vue de ses défauts et de ses misères. » Ce que Nicole dit ici à propos de la connaissance de nous-mêmes, nous pouvons le dire avec autant de raison de la connaissance de nos enfants. Quand nous perdons leur confiance et que, pour nous, leur âme se ferme, nous en éprou-

(1) Extrait de L'*Education dans la famille. Les péchés des parents. II Nos filles* qui paraîtra prochainement à la librairie Félix Alcan. Le succès de la première partie de cet ouvrage (*Nos fils*) a montré combien les vues de M. P. F. Thomas répondaient aux préoccupations des esprits.

vons une peine infinie, comme si l'on nous cachait ce que nous aimons, ce que nous avons le plus d'intérêt à savoir ; quand, au contraire, l'occasion nous est offerte de voir nos enfants tels qu'ils sont et de lire en eux à livre ouvert, nous prenons peur comme si nous redoutions les constatations que nous allons faire.

Pour satisfaire ce double besoin de voir et de ne point voir, nous avons alors imaginé un moyen très simple d'y réussir : nous fixons notre attention sur ce qui nous agrée et nous flatte et nous négligeons tout le reste. Qu'en résulte-t-il ? — Il en résulte que sous les verres grossissants de l'affection, de l'amour-propre, voire de la vanité, les qualités bien vite prennent un relief qui nous satisfait, tandis que les défauts peu à peu s'estompent, s'atténuent, sont oubliés. Et, ainsi, comme les parents de la gentille Suzette, nous nous persuadons aisément que nous avons de bien jolies petites filles ; que ces petites filles sont la sagesse même, qu'elles ont les plus beaux yeux et les plus beaux cheveux du monde et qu'elles ne sont jamais plus adorables que lorsqu'elles sont parfaitement déraisonnables (1).

Et si, cependant, elles ont quelques légers défauts et que les étrangers les remarquent, il est toujours un biais par où on peut les prendre pour en faire sinon des qualités, du moins des indices de qualités précieuses. Notre fillette est-elle coquette ? — La toilette lui va si bien. — Est-elle impertinente ? — Elle est si vive et a tant d'esprit ! — Est-elle sotte ? Elle est si douce et si bonne ! — Est-elle paresseuse ? — Elle est si intelligente et si elle voulait !... — Oui, si elle voulait, mais elle ne veut pas et nous ne faisons rien pour qu'elle se décide à vouloir.

Et pour ne rien faire, nous cherchons à nous aveugler sur notre devoir comme nous cherchons à nous aveugler sur les mérites de nos enfants. — Il n'est pas possible qu'à certaines heures nous ne comprenions pas la nécessité d'intervenir, de gronder, de punir ! Mais, pour agir ainsi, il faudrait déplaire à nos filles, peut-être s'exposer à en être moins aimé, en tout cas se créer des ennuis au foyer : nous fermons donc les yeux en nous disant que, sans doute, nous nous alarmons à tort, qu'avec l'âge grandira la raison et que le temps nous viendra en aide. — Et, rassurés, nous reprenons, confiants, notre existence ordinaire, laissant agir le temps.

Nous n'en usons pas autrement avec nos propres défauts, car, enfin nous pouvons avoir des défauts, des défauts graves que nos enfants remarquent, qui nuisent à notre autorité et sont d'un déplorable exemple. — Nous nous persuadons alors, de mille manières, que nos enfants nous aiment trop pour les apercevoir ; nous nous appliquons d'ailleurs, à ne point les apercevoir nous-mêmes, en les mettant en réserve et en ne pensant point à eux, aussi insincères envers notre propre conscience que nous le sommes envers les autres ! — Comment, dans ces conditions, avec l'insincérité à sa base, l'éducation donnerait-elle les fruits que nous en attendons ?

Lorsqu'il s'agit de juger, non plus soi-même et les siens, mais les étrangers, ses amis — que l'on appelle assez improprement, dans ce cas, le prochain — la disposition d'esprit est tout autre. Ce n'est plus sur les qualités que l'attention se fixe, mais bien sur les défauts ; ce ne sont plus les défauts qui s'estompent et s'atténuent, mais les qualités. Encore une forme nouvelle de l'insincérité. Sous quel nom la désigner ? Elle en a plusieurs dans notre langue : nous choisirons le nom le plus général et l'appellerons simplement l'*esprit de critique*.

L'esprit de critique est le contraire de l'esprit critique : celui-ci n'a d'autre souci que le souci de la vérité, d'autre guide suprême que la raison et s'allie très bien avec la bonté ; celui-là procède directement de la jalousie, de l'envie et de tous les autres vilains petits défauts qui grouillent dans le fond vaseux des âmes qui ne sont pas très pures : le premier est tout désintéressement, le second est tout égoïsme.

Ce défaut, ce vice est sans doute aussi ancien que l'homme sur la terre, puisque nous le voyons attaqué avec une violence inouïe par les moralistes de tous les temps, depuis l'auteur du Livre de la Sagesse, jusqu'à Montaigne, jusqu'à Beaumarchais, jusqu'à nos moralistes contemporains : mais nous devons à la vérité de reconnaître qu'il ne paraît pas s'en porter plus mal, ce qui pourrait bien tenir à ce qu'il n'a été combattu jusqu'ici sérieusement que par les hommes, les femmes ne s'en étant pas garanties suffisamment et n'en garantissant pas suffisamment leurs filles.

II

Observons plutôt, sous ce rapport, ce qui se passe à quelques foyers et voyons quels exemples et quels conseils certains parents donnent à leur fille à mesure qu'elle grandit. Tout y est combiné — inconsciemment bien entendu — de la manière la plus ingénieuse pour qu'elle se forme

(1) Cf. A. France. *Le livre de mon ami.*

la meilleure opinion possible d'elle-même et la plus mauvaise des autres.

C'est, d'abord, la place exagérée accordée dans la famille aux fillettes et aux jeunes filles et, comme nous le constations tout à l'heure, l'indulgence excessive dont parfois on les gratifie.

C'est, encore, l'habitude qu'ont les parents, aux heures d'intimité, de parler tout haut devant leurs enfants et de parler surtout de faits qu'il serait préférable de taire. — La fillette qui écoute et qui, au premier moment s'étonne, apprend ainsi, rien qu'en prêtant l'oreille, une foule de choses qui la font beaucoup réfléchir. — La première, c'est que l'on peut dire beaucoup de mal des absents pourvu qu'ils n'en sachent rien et continuer à leur faire bon visage, même quand ils viennent à notre foyer. La seconde, c'est que les gens que l'on prend d'ordinaire pour de très honnêtes gens, riches de qualités et de vertus, ont leurs défauts comme les autres ; qu'ils en ont peut-être plus que les autres et qu'il suffit, pour les apercevoir, de s'exercer à regarder. D'où, dans ces petits cerveaux, des idées très arrêtées et sur l'opportunité du mensonge et sur les agréments de la critique.

Ces conversations « à table et sous la lampe » leur apprennent aussi, trop tôt, qu'il y a dans le monde des personnes plus riches, plus heureuses que ne le sont leurs parents ; des enfants plus heureuses qu'elles ne le sont elles-mêmes et qui, cependant, paraît-il, le méritent beaucoup moins et c'est alors qu'en présence d'une telle injustice, l'orgueil et la vanité se muent insensiblement en envie et en jalousie. Et, à partir de ce moment, les plus grandes joies de nos fillettes vont se trouver gâtées par cette pensée mauvaise que d'autres ont des joies plus grandes encore ; pensée qui, vraisemblablement, ne les quittera plus, puisque nous pouvons toujours supposer aux personnes de notre entourage des biens que nous n'avons pas et que nous n'aurons jamais.

Ces défauts que, dans sa famille, la jeune fille apprend à connaître et avec lesquels insensiblement elle se familiarise, elle les retrouve dans le monde où sa mère la conduit, mais perfectionnés et en quelque sorte embellis et c'est dans ce monde qu'elle s'initie très agréablement à l'art délicat de s'en servir.

Elle s'initie à cet art, d'abord dans les salons où les femmes sont d'autant plus à l'aise pour s'exprimer librement que les hommes aujourd'hui les ont à peu près désertés. C'est là que la jeune fille voit défiler une à une, parmi beaucoup de visiteuses très honnêtes, partant ternes et effacées, toutes les virtuoses du persiflage et de la moquerie, de la médisance et de la calomnie. C'est là qu'elle peut noter toute la gamme de la méchanceté féminine depuis la simple malice enveloppée d'éloges et la simple piqûre qui ressemble à une caresse, jusqu'à l'attaque brutale comme un coup de stylet dans le dos ; depuis la critique qui se dissimule en s'abritant derrière autrui et prétend n'être qu'un écho, qui excuse en accusant, avec la crainte de voir accepter son excuse ; qui suggère, insinue, laisse entendre plutôt qu'elle n'affirme et ne précise, jusqu'à l'affirmation appuyée sur des preuves, même sur des preuves fausses et inventées à loisir.

Quand la maîtresse du salon est elle-même une de ces virtuoses ou quand elle est simplement une sotte vaniteuse devant laquelle toutes les audaces sont permises, le salon devient un vrai guêpier infiniment plus dangereux que l'office.

Il y a d'ailleurs dans cet art mondain de critiquer et de mal faire une gradation des plus savantes. C'est généralement, au début, un pur amusement dont de légers défauts physiques et d'inoffensifs travers fournissent la matière et dont les critiqués eux-mêmes auraient mauvaise grâce de se plaindre ; puis, de ces défauts et de ces travers, on passe aux défauts de l'esprit, ce qui est un peu moins innocent, ce qui est un peu plus dangereux, car on doit craindre les représailles ; puis, des défauts de l'esprit on passe aux défauts — réels ou supposés toujours — de la conduite et du caractère plus graves encore et bientôt tout y a passé ! — Il arrive, en effet, qu'à ce jeu comme à tous les jeux, les joueurs eux-mêmes se laissent prendre et que, à un moment donné, ils ne sont plus maîtres de leur volonté. Après avoir critiqué, médit par désœuvrement, par légèreté, « pour rire », joué avec la réputation d'autrui un peu comme le chat joue avec sa pelotte, en lui faisant gentiment sentir ses griffes, voici que l'on se met à critiquer par vanité et par lâcheté : par vanité pour faire preuve d'esprit et d'indépendance ; par lâcheté pour faire plaisir aux écoutants — car hélas ! on fait souvent plaisir quand on médit ! — On va plus loin et l'on critique, quand on n'a pas la conscience très tranquille, pour donner le change sur ses propres défauts. Combien de bonnes âmes font ainsi leur *mea culpa*, en frappant la poitrine des autres ! — Enfin, on critique pour le plaisir de critiquer et pour le plaisir de faire souffrir. J'ai vu les plus gentils minois du monde se transformer quand ils se livraient à ce sport : ils me faisaient penser à la face du chien terrier.

Lorsque ce jeu réussit au point que des personnes parfaitement honnêtes en soient « acca-

blées », il n'est pas possible que les coupables n'en éprouvent pas intérieurement quelque honte. Mais, alors, bien rares sont celles qui confessent leurs torts et cherchent, comme elles le devraient, à réparer le mal qu'elles ont fait. La méchanceté de la plupart d'entre elles en est, au contraire, accrue au lieu d'en être atténuée et devient une véritable haine. Elles en veulent à leur victime d'être la cause, involontaire sans doute, mais la cause quand même de la mauvaise action qu'elles ont commise et qui les force à se mépriser.

III

Les salons ne sont malheureusement pas les seuls endroits où la jeune fille peut ainsi s'instruire. L'esprit de critique se glisse partout, s'exerce partout, à la promenade, au théâtre, au coin de la rue où les amis se rencontrent, à la porte du Temple, jusque dans le Temple lui-même. Il a pour complices non seulement les personnes qui ont à donner le change sur leur propre moralité, ou à se venger des piqûres dont elles ont souffert, mais encore celles qui, en quelque sorte par profession, devraient être ses plus grandes ennemies et, au nom de leur religion, combattre « ces péchés de paroles » et prêcher la bonté. Lisez plutôt ce tableau d'un écrivain catholique, d'un prêtre bien informé, dans une lettre qu'il adresse à une jeune fille de sa famille.

« On a, lui dit-il, dans les salons, la spécialité des commérages. On dit ce que l'on sait et ce que l'on suppose : on se grise de mots de sorte que, outre la charité compromise, le fait raconté s'enjolive de tant de détails qu'il devient méconnaissable. Vous jouez avec les réputations, mesdames et mesdemoiselles, comme avec les perles de vos colliers.

« Chose triste à dire, continue-t-il, les personnes soi-disant pieuses — appelons les carrément bigotes — ont le soupçon facile et la langue affilée. Elles se croient de bonne foi, peut-être ! les magistrats de Dieu, oubliant qu'il s'appelle « le bon Dieu ». Le sanctuaire devient souvent leur champ d'observation, si bien que Monsabré les appelle « araignées d'église ». Un petit regard au Tabernacle ; dix regards, les yeux mi-clos autour d'elles, et les voilà en émoi. Un rien scandalise ces impeccables ; un grain de poussière fait tache de boue sur ces hermines. Et, navrées, éperdues de l'abomination qui règne dans le saint lieu, *elles envoient des lettres anonymes* ou se lamentent pour la plus grande gloire du Seigneur, vers des personnes sûres (?) avec maintes réticences gonflées de mystères. Si bien qu'un beau jour on crie au scandale, sans que les inculpés eux-mêmes — ces inculpés sont le plus souvent des femmes — sachent de quoi il s'agit, à plus forte raison qui les accuse » (1).

Si peu que les jeunes filles aient de tendance à l'esprit de critique, elles trouvent naturellement dans ces différents milieux de merveilleux champs d'observation et d'expérience où elles peuvent faire leurs premières armes et s'exercer la main... ou la langue. Mais quand elles ont vraiment la vocation et ont l'intelligence de cette vocation, elles comprennent la nécessité de perfectionner leur jeu et c'est alors qu'elles choisissent pour maîtres nos moralistes les plus renommés. On ne saurait croire les services que leur rendent La Rochefoucauld, par exemple, Chamfort et La Bruyère !

La réussite dans l'art spécial dont nous parlons ne dépend pas seulement de l'habileté à pourchasser les défauts d'autrui : elle dépend plus encore peut-être de la manière dont on les dévoile. Un trait plaît d'autant plus que la pointe en est mieux aiguisée et qu'il a été plus élégamment lancé. Or, qui sait mieux que La Rochefoucauld dépister sous l'apparence, la réalité ; sous les actions qui se voient, les intentions qui ne se voient pas ; sous les beaux sentiments qui se montrent, les mauvais qui se cachent ? Qui sait mieux encore trouver la formule brève, concise, saisissante qui frappe, éclaire et ne s'oublie plus ? — Mais La Rochefoucauld ne nous parle guère que de l'homme en général : ce qu'il critique, c'est tout le monde, et ce que nous tenons nous, à critiquer, ce sont les particuliers, ceux au milieu desquels nous vivons, même nos amis et c'est ici que La Bruyère nous vient en aide avec ses portraits et ses caractères. Quelques légères retouches, un changement de nom et ces portraits, portraits d'Arsène, de Théveninc, de Menippe, de Lise, d'Argyre et de vingt autres deviennent les portraits de vivants bien vivants qu'on égratigne et dont on s'amuse. — Je trouve dans d'anciens cahiers de jeunes filles des portraits de leurs maîtres, de leurs maîtresses, de leurs camarades de cours, à rendre jaloux La Bruyère. Comme elles ont bien profité de ses leçons et comme leur jeu s'est élégamment précisé ! — On sent en les lisant, qu'elles peuvent faire leur entrée dans la lice, c'est-à-dire dans le monde : leur succès y est assuré !

IV

L'esprit de critique ne saurait sévir aussi intensément parmi les femmes, sans que les hommes

(1) *Aux jeunes filles*. Lettres par Fr. A. M.

en soient atteints. Les uns le sont tout naturellement parce que cet esprit leur plaît et qu'ils sont femmes sur ce point ; les autres le sont simplement par contagion. A force d'entendre les mêmes insinuations, les mêmes critiques que, d'ailleurs, ils ne peuvent pas contrôler, ils en arrivent fatalement, par suggestion, à les croire légitimes. La haine se communique comme l'amitié ; elle se communique même plus facilement et c'est pourquoi, presque malgré eux, presque inconsciemment, ils épousent les opinions et les inimitiés des personnes avec lesquelles ils vivent et dont, à un moment donné, ils deviennent au dehors les échos et les complices.

Ainsi généralisé et entretenu, l'esprit de critique est le vice anti-social par excellence, un véritable fléau. Il détruit les amitiés les plus solides : combien d'amis de toujours séparés par lui pour toujours ; — il divise les familles les plus unies et arme les uns contre les autres tous les groupes sociaux, au grand détriment du pays tout entier. J'ajoute qu'il nous est extrêmement nuisible dans nos relations avec l'étranger.

Après toutes les épreuves que nous avons subies, il serait temps d'y songer. En vérité, l'heure de l'esprit de critique est passée : celle qui sonne doit être celle de la tolérance et de la bonté.

P. Félix Thomas.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Jacques Rivière. *L'Allemand. Souvenirs et réflexions d'un prisonnier de guerre* (Editions de *La Nouvelle Revue Française*).

Henri Ghéon. *L'homme né de la guerre. Témoignage d'un converti. Yser-Artois* 1915 (Editions de *La Nouvelle Revue Française*).

La guerre, en mêlant les peuples, les aura instruits sur eux-mêmes autant et peut-être plus que sur leurs voisins. Pour nous, Français, tout particulièrement, l'expérience n'aura point été inutile. On ne se connaît qu'en se comparant. De tant de comparaisons que les circonstances nous ont imposées nous tirons une conclusion très nette, émouvante par le nombre et l'unanimité des témoignages.

Et sans doute, il est rare que de telles comparaisons n'émerge pas tout d'abord un sentiment élémentaire d'illusoire supériorité ; se comparer, pour les esprits sans critique, c'est presque toujours se préférer ; constater des différences, c'est se mieux connaître, se réaliser soi-même, se confirmer dans la résistance aux influences étrangères, qui apparaissent tantôt comme une menace dont s'effraie notre personnalité, ou encore comme une invite à l'effort pénible et à la correction de nos défauts.

Les hommes n'affectionent généralement ni l'effort ni l'aveu qu'implique une tentative de réforme. Ils se regimbent bien plutôt, et se retranchent dans l'admiration totale de leur esprit et de leur caractère.

Et c'est pourquoi il serait vain d'attendre de trop grands bienfaits — et de trop immédiats — des confrontations qu'a déterminées la guerre. Nous assistons en fait à une véritable insurrection des tempéraments nationaux, à une exaspération singulière des traits où se reconnaît et se complaît l'individualité des nations...

La guerre aura été une leçon d'originalité ; elle enseigne l'égoïsme, encourage le particularisme, elle exalte l'étroitesse, l'aveuglement de tous les nationalismes.

Tout au moins présentement ; ce n'est que plus tard que l'examen de conscience deviendra fructueux ; de rares esprits s'en inspireront pour proposer d'utiles et inefficaces critiques. Le train du monde n'en sera pas changé. Car l'homme est immuable ; et de tous les traits qu'il se reconnaît incapable de modifier les plus éternellement durables sont ceux qu'il tient de sa naissance, de son pays, de sa race.

La persistance des caractères nationaux, tels que nous les ont révélés des siècles d'histoire, voilà donc ce qu'enseigne à la vieille Europe l'épreuve commune de ces dernières années.

Il faut en prendre notre parti, et constater de quels soins la toute puissante nature entoure l'application d'une loi primordiale de l'humanité. L'unification du genre humain n'est qu'une chimère, les rêves internationalistes ne sont que des rêves, ignorants de la réalité psychologique.

Peut-être, à y regarder de plus près, verrait-on surgir une nécessité biologique qui commande un ordre de faits beaucoup plus général : les familles les plus unies s'étonnent des dissemblances, des oppositions, de tous les contrastes imprévus et irréductibles qui préparent et régissent la dispersion de ses membres : le monde végétal n'obéit guère moins à la force centrifuge qui dissémine et dissocie les groupes d'individus ; et l'on sait des plantes dont le voisinage est mortel aux plantes de la même espèce. De même, les graves incompatibilités qui séparent les peuples ne découlent pas de malentendus passagers ; ils tiennent de près à l'instinct de conservation ; ils ont leur source au plus profond de l'âme nationale ; ils répondent à une fonction élémentaire de défense ; n'espérons pas,

en l'état actuel de l'humanité, les faire disparaître ou même les atténuer ; ils participent de l'irrationnel, et par là échappent à nos prises; ils sont constitutionnels, et nous sommes contraints de les subir.

Il y a là un phénomène qui ne semble guère avoir été étudié, qu'il faudra pourtant bien approfondir si l'on entend créer une vraie société des nations ; nos sociologues, trop épris de statistiques, et trop peu enclins à la psychologie, paraissent l'ignorer. Or, aucun ordre humain ne se fonde que sur des données psychologiques certaines ; la psychologie internationale est dans l'enfance : ce sera le grand œuvre de demain que de l'instituer et d'y chercher les règles nouvelles du développement de l'humanité.

*
* *

Quiconque s'y essaiera devra ne pas négliger le petit livre de Jacques Rivière. Toute œuvre d'art vraiment vivante dépasse les intentions de l'auteur ; tout effort de pensée vigoureux et sincère ouvre des horizons imprévus de celui-là même qui s'y est appliqué. Ainsi en est-il de cette étude ardente et loyale, courageuse et réfléchie. Essai de psychologie allemande, déclare l'auteur. En vérité, nous y apercevons bien davantage.

L'auteur s'y dépeint soi-même, et nous tend un miroir où l'intellectuel français devra d'abord se reconnaître. Explorant tous les points où l'esprit français rejoint l'esprit allemand et le contredit, c'est notre domaine qu'il définit et délimite plus encore qu'il n'esquisse la configuration du royaume voisin.

Il a poussé jusqu'aux lignes adverses une série de reconnaissances ; il note les résistances qu'il a rencontrées : cela, répétons-le, est loyal et infiniment précieux, car tout justement ce sont ces résistances que nous celent communément des psychologues pressés.

Plus l'effort fut intelligemment concerté, plus il est significatif jusque dans ses demi-succès ou ses échecs certains.

Voilà donc le tableau le plus frappant de l'incompréhension mutuelle où se heurteront toujours les âmes de France et d'Allemagne, le relevé de nos éternelles protestations, une confession bien plutôt qu'une critique..

Fait prisonnier dès le mois d'août 1914, Jacques Rivière est demeuré trois ans en Allemagne ; que son expérience soit instructive, nul n'y contredira ; qu'elle autorise des conclusions définitives et très générales sur le fond même du sujet, je n'oserais l'affirmer ; l'auteur ne paraît guère avoir vécu auparavant dans la familiarité des mœurs et de l'esprit allemands : sa vie de prisonnier l'a privé de bien des contacts utiles et ne lui a révélé que l'intimité d'une Allemagne moyenne et fréquemment inférieure. Il se défend de toute haine préconçue, et rougirait de colorer d'une vaine sentimentalité ses appréciations ; il n'apporte que des observations positives, et ne se permet qu'une cruauté en quelque sorte scientifique.

De telles conditions, dira-t-on, ne sont point absolument défavorables si l'on prétend étudier une humanité simple, et tout justement ces traits de caractère spontanés qui donnent à une mentalité étrangère son accent.

Elles ne permettent toutefois qu'un aperçu rapide et assez sommaire ; elles ne favorisent pas une vue d'ensemble, qui devrait tenir compte de l'histoire, diversifier les perspectives, distinguer les provinces, les races, les étages sociaux.

Il faut le dire non pour rabaisser l'œuvre de Jacques Rivière, mais pour lui rendre justice, et admirer que d'un observatoire aussi incommode il ait découvert, avec autant de sûreté et de précision, un aussi vaste horizon.

Son témoignage confirme en les expliquant des milliers d'autres témoignages ; quel prisonnier, rentrant d'Allemagne, ne proclame, sans pouvoir toujours en donner les raisons, sa surprise et son dédain ! surprise de cette impersonnalité, de cette lenteur d'esprit et de caractère qu'ils ne pensaient pas rencontrer chez nos ennemis les plus agissants ; dédain de cette grossièreté des sens et du sentiment, et pour tout dire de cette atonie où nous ne reconnaîtrons jamais la marque d'une race supérieure. Jacques Rivière explique, multiplie les exemples concrets, transpose dans le domaine psychologique, en l'amplifiant, en l'éclairant avec une subtile habileté, tout le procès qu'échafaude confusément le moins expert de nos compatriotes.

Et voilà bien l'éternelle pierre d'achoppement ! L'indétermination psychologique de l'Allemand nous choque et blesse toutes les fibres de l'individu caractérisé qu'est un Français ; l'Allemand n'est pas naturellement cruel, ni pillard, ni machiavélique ; mais comme aucune tendance contraire ne domine en lui, comme aucune révolte spontanée ne l'avertit de la portée de ses actes, il en commettra bonnement d'effroyables : privé d'une boussole sensible et rapide, il subit, il appelle de ses vœux toute discipline capable seulement de lui montrer une direction ; de cette discipline il accepte tout, et jusqu'aux modes les plus avilissants.

Effroyable aboulie, qui s'achemine sans retard à la glorification de la volonté, d'une volonté sug-

gérée ou imposée, soustraite à tout contrôle, d'autant plus tyrannique, uniquement orientée vers le possible et l'utile.

Terrible puissance d'une humanité amorphe, semblable à l'océan que les souffles de l'air dressent en tempêtes meurtrières et aveugles.

Voilà ce que nous voyons, ce que nous ne pouvons pas ne pas voir, parce que nous sommes des individualistes nuancés et sociables, éduqués jusqu'aux moëlles par la civilisation la plus ancienne, la plus critique, la plus profondément nourrie de traditions d'analyse et de psychologie.

Hommes en action, nous méprisons ces hommes en puissance : vivants, nous nous gaussons de ces dormeurs éveillés ; civilisés, nous éprouvons instinctivement le mépris de ces candidats, perpétuellement attardés, à une civilisation qu'ils devinent sans savoir la saisir.

Est-ce tout ? Je sais bien que des Allemands ont écrit des choses analogues : un Berlinois, l'un des esprits les plus actifs, les plus fumeux, les plus contradictoires de l'Allemagne contemporaine, Rathenau, n'a pas craint de formuler sur son peuple des remarques singulièrement cruelles ; Jacques Rivière me permettra-t-il de les lui signaler, au cas où elles lui auraient échappé ? Il est tout à fait remarquable que les plus hauts esprits allemands ne témoignent à l'Allemand aucune tendresse, tandis que nos écrivains, à peine se rapprochent-ils de nos classes populaires, leur doivent maints sujets du plus sincère émerveillement.

Pourtant, j'ai des doutes ; parce que nous ne voyons pas clair tout de suite dans l'âme allemande, n'allons pas affirmer qu'elle s'abandonne à d'éternelles ténèbres. Sans atteindre au même degré d'indifférence, d'autres races nous étonnent par une gaucherie native. En dénonçant leur apparente indétermination, c'est nous-même que nous définissons, nous, la spontanéité de nos goûts, l'allègre rapidité de notre jugement, notre sens du juste et de l'injuste, notre netteté, notre volonté.

Que savons-nous de cet Allemand informe, et qui nous semble inerte et impotent ? Au plus profond de sa recherche, Jacques Rivière sonde le vide ; et sans doute, il a raison ; c'est un psychologue averti qui démasque le dénuement de l'homme sous la fureur d'une passion commandée, la pauvreté de l'esprit sous l'attirail d'une science indigeste. Jacques Rivière a raison, il a raison dans la plupart des cas, et nous ne nous en laisserons plus imposer par les manifestations disciplinées d'une personnalité d'emprunt et d'une vitalité artificielle. Nous avions grand besoin que l'on nous enseignât la fréquente misère de l'âme allemande pour que nous cessions d'en être dupes. Mais Jacques Rivière n'a pas toujours raison ; sa conclusion n'est pas valable pour tout le peuple et dans tous les cas. Il le sait d'ailleurs et le reconnaît lui-même. Pour moi, je me méfierais d'une psychologie qui aboutirait au néant, et qui simplifierait excessivement l'explication en la supprimant. Il y a d'autres ressorts, en cette nation, et que Jacques Rivière nous révélerait s'il lui était donné de poursuivre son effort en de plus favorables circonstances.

Il n'en est pas moins vrai qu'il nous fait toucher du doigt les épais réseaux barbelés dont se couvre l'âme allemande ; avec lui nous parcourons un « no man's land » où un Français ne rencontre qu'obstacles, périls et luttes. Trop de gens, en France, ignoraient hier, et ignorent encore aujourd'hui cette zône de mort si difficilement franchissable : idéalistes naïfs, candides internationalistes, qui se hérisseraient au premier contact étranger.

L'Allemand est notre ennemi ; citez-moi toutefois un Européen qui ait longuement vécu chez un peuple ami, et qui n'ait point éprouvé quelque mélancolie devant la barrière où échouaient, à de certaines heures, sa pénétration, sa sympathie, son indulgence.

Le chemin de la réconciliation des peuples est ardu et semé d'épines ; on n'y avancera qu'après un lent travail de déblaiement et de prudente approche. Puissions-nous l'entreprendre patiemment au lieu de courir au devant le nouvelles illusions !

Jacques Rivière joint à son essai de très pertinentes observations sur une définition du génie allemand par l'Allemand Paul Natorp ; louons sans réserve cette sagace critique d'un prétentieux fatras; Paul Natorp calomnie-t-il ses compatriotes? Il semble bien résumer une philosophie en faveur outre-Rhin, et qui a déterminé l'évolution de l'Allemagne contemporaine : cette philosophie est barbare: quelque scrupule qu'il en éprouve, Jacques Rivière lâche le mot : barbares, ce détachement des vraies valeurs, ce vertige de volonté et d'action sans but avouable, cet avertissement au mysticisme d'un détestable « deutschtum » : « Gœthe reconnaît le barbare à ce trait justement qu'il ne sait pas rester tranquille, qu'il ignore l'attitude réceptive, qu'il est incapable de se laisser dominer et enseigner par sa sensibilité, incapable d'être arrêté, apaisé, enchaîné par la perfection ».

Du même coup, voici précisé, comme il convient, notre rôle : « ô ma France... je t'aime parce que tu maintiens, en dépit de tout, le contact avec les choses qui ne bougent pas. Je t'aime parce que tu ne fais rien du tout, peut-être, que d'empêcher et de punir les excès de vitesse, les virages sur deux roues. Je t'aime parce que tu ne prends pas pour

un lest dont on puisse, au premier besoin, se débarrasser, toutes les exactitudes de l'esprit ».

*
* *

M. Henri Ghéon s'est converti, ou mieux est retourné au catholicisme. D'une conversion — et de cette qualité — il n'y a rien à dire si l'on n'a pas soi-même connu une expérience analogue, et si l'on ne peut accorder son assentiment au credo religieux. Respect à l'intimité de la conscience.

Profanes, nous sera-t-il refusé d'admirer ce « témoignage ? » En vérité non, si nous ne sommes pas insensibles aux émois de l'âme devant la mort, à la richesse, à la fécondité du sentiment intérieur, à la fascinante grandeur d'un drame profondément vécu.

C'est le drame de la guerre, qu'évoque Henri Ghéon ; avec quelle sincérité puissante, tous ceux qui déplorent la pauvreté de tant de récits de guerre l'en loueront dans un élan de gratitude.

Il y a rencontré la foi : état lyrique et déjà religieux du poète qu'émeut jusqu'au plus profond de ses moëlles le spectacle du sacrifice et de l'héroïsme, qu'exalte et détermine « l'exemple d'un saint sous le règne ardent de la guerre, de la souffrance et de la mort... »

Discuter serait vain : « lorsque le sentiment commande, toute la logique du monde tombe en poussière et s'éparpille au vent ».

Profanes, nous ne savons qu'admirer littérairement : ce merveilleux récit est probablement ce qu'Henri Ghéon a écrit de plus parfait, de plus humain, de plus émouvant. Il nous promet une suite, deux petits traités qui nous apporteront « l'étude des devoirs du citoyen chrétien » et une « revision de nos buts esthétiques ». Attendons ces conclusions pour apprécier l'un des plus nobles et hauts efforts que nous ait encore révélé la guerre.

LUCIEN MAURY.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

L'allemand devait être, dans la pensée des pangermanistes, la langue par excellence de l'univers civilisé : un article de la *Coltura Populare* montre, sous la signature de M. G. Pioli, le terrain par lui aujourd'hui perdu dans le monde.

Le dommage qu'il subit est surtout considérable en Amérique.

L'autorité compétente s'est prononcée contre la langue de la *Kultur* dans trente-six des Etats de l'Union. Le nombre des élèves étudiant l'allemand était pour vingt-quatre écoles secondaires d'outre-océan de 23.898 au commencement de 1917 — il n'était plus à la rentrée des classes en 1919 que de 12.954.

L'Etat de New Jersey s'efforce de substituer l'enseignement de l'espagnol à celui de l'allemand. Dans le Massachusetts, l'étude de l'espagnol est maintenant obligatoire dans toutes les écoles secondaires ne comptant pas moins de 150 élèves et, à Worcester, le temps prévu par les programmes pour les cours d'allemand a été réduit de moitié. Le ministère de l'Instruction publique du Delaware a purement et simplement proscrit l'allemand de tous les établissements qui relèvent de sa juridiction. Même mesure a été prise à Baltimore pour les écoles primaires et même mesure sera appliquée à La Nouvelle-Orléans pour toutes les écoles à partir de l'automne prochain. Et l'idiome du barbare n'est en meilleure posture ni au Texas, ni en Géorgie, ni dans la Floride.

Un haut fonctionnaire de l'Instruction publique de l'Etat du Mississipi, M. F. Bond, doute « que l'allemand soit encore enseigné à l'heure actuelle dans un établissement quelconque du territoire ». M. Fr. Evans, des écoles de Spartanburg, écrit : « L'année prochaine, l'étude du français aura partout remplacé chez nous l'étude de l'allemand ». Un rapport général du Conseil des Inspecteurs de l'Instruction publique aux Etats-Unis dit qu' « il y a lieu de penser que l'abstention des élèves eux-mêmes ne tardera guère à avoir à peu près complètement raison de l'allemand ».

En Angleterre, les écoles secondaires ayant cessé d'enseigner la matière étaient une quarantaine au début de l'année scolaire 1917-1918. Il faut noter toutefois que les soldats anglais de la Grande Guerre auront par contre montré souvent beaucoup d'empressement à s'initier à la langue de l'ennemi et que les libraires d'outre-Manche n'auront jamais vendu autant de grammaires et de dictionnaires allemands que pendant les hostilités.

Quant à la France... En citant l'enquête de la *Coltura Populare*, un autre périodique italien, *Minerva*, écrit en substance (fasc. du 1er juillet) que, dans une question où il eût peut-être paru assez compréhensible que « *l'odium germanicum* » l'emportât chez elle, la France témoigne une fois de plus de son traditionnel et précieux bon sens. Si l'allemand subit une certaine défaveur dans nos lycées et collèges, c'est en effet le contraire qui se produit tant dans nos universités que dans nos écoles de commerce — et notre confrère romain fait son compliment à notre compatriote, M. Potel, d'écrire qu'il va être nécessaire comme jamais de suivre de près les choses d'outre-Rhin.

Extrait du numéro de juin de la revue américaine *The New France* :

« Il y aura vingt ans exactement le 21 juillet prochain, le journal *The Republican* de Springfields rendait compte d'une conférence prononcée la veille à Northampton. Remarquons que l'orateur avait reçu pour tous honoraires la somme de quinze dollars, — car en ce temps là la vie était assurément moins chère qu'elle n'est aujourd'hui. Et voici un extrait du compte rendu en question :

« Hier, au « Laurel Park », le professeur Woodrow Wilson a pris la parole pour étudier devant ses auditeurs Walter Bagehot, économiste et écrivain... Cette conférence devait présenter le trop rare intérêt de nous montrer un homme, lui-même économiste en renom, connaissant à fond son sujet et de plain-pied avec lui. Malheureusement, le professeur Wilson parlant à dix heures du matin, soit à une heure réservée d'ordinaire aux maîtres les plus obscurs, on eût dit qu'il ne s'agissait guère que d'une réunion sans grande importance ».

Et *New France* d'ajouter : « Mais ses auditeurs étaient moins nombreux encore quand M. Wilson n'avait pour l'écouter que MM. Clemenceau, Lloyd George et Orlando ».

M. Constantin Lacea s'occupe dans la *Transylvanie* (fasc. de juin) des procédés et réformes qui s'imposent pour réaliser « l'unité spirituelle du peuple roumain ».

Car, c'est un fait qu'elle n'existe pas

Les Roumains, les uniates y compris, ne connaissent d'autre rite que le rite grec ; cependant, la langue liturgique est le russe dans les églises roumaines de Russie, le serbe dans les églises roumaines de la Serbie, le grec dans celles de la Grèce, de la Macédoine, de l'Albanie. Tandis que l'on compte dans telles régions de la Transylvanie 30 0/0 d'illettrés, on en aura compté 80 0/0, sous le régime autrichien, en Bukovine et les Roumains ne sachant ni lire ni écrire sont plus nombreux encore dans l'ancien empire des tsars. Avec ses 14 millions d'âmes, le peuple roumain n'a que deux universités (Bucarest et Jassy) ; toutefois, les 4 millions de Roumains d'Autriche-Hongrie ont dû se résigner à voir fonder au milieu d'eux une université hongroise et une université allemande. Les Roumains n'ont d'écoles secondaires ni en Russie, ni en Serbie et on en trouve une par million d'habitants en Transylvanie (alors que par exemple la Finlande en possédait, pour 2.800.000 habitants, 160 sous l'autocratie russe). Toutes les écoles secondaires roumaines préparent bien aux disciplines universitaires, mais les programmes ont varié jusqu'ici suivant le régime (national, hongrois ou autrichien) dont elles avaient à servir les intérêts.

Une revision des programmes de l'enseignement à tous les degrés et dans toutes les écoles nationales, revision conforme à « l'esprit nouveau né du cataclysme que vient de traverser le monde », est urgente. Il faudra pareillement s'attacher à répandre le goût de la lecture et, en attendant mieux, le système des bibliothèques ambulantes, déjà pratiqué dans certains endroits, devra être généralisé. « Qui ne voit d'autre part la tâche qui incombe à la presse dans l'œuvre de l'unification spirituelle d'un peuple ? » Puis, jusqu'à ce que tous les centres aient leur théâtre, que les troupes dès maintenant existantes parcourent le pays et que la scène s'emploie à exalter largement le sentiment national. Enfin, « si les Etats étrangers donnent, sous la surveillance de la Société des Nations, la pleine autonomie scolaire et confessionnelle à tous leurs sujets », les Roumains n'entendront plus dans leurs temples et dans leurs écoles, où que ceux-ci s'élèvent, que leur langue maternelle.

Comme directive générale : que la Roumanie achève de s'affranchir de toute influence germanique et se tourne de plus en plus vers les peuples latins — « et vers la France d'abord ».

Le fascicule de mai de *l'Information d'Extrême-Orient* nous apporte ce « document », qui a son intérêt : l'opinion d'un écrivain japonais sur la littérature de demain.

M. Rintaro Mori (« Ogwai » pour ses lecteurs) a abordé tous les genres : le roman, le théâtre, la poésie, la critique, l'histoire — « et dans tous les genres, il est passé maître ». Travailleur infatigable et savant polyglotte, « il a introduit Gœthe » dans l'empire du mikado, traduit Ibsen et Maeterlinck, Oscar Wilde et Flaubert, révélé à l'élite de son pays MM. Anatole France et Henri de Régnier. M. Mori est « la personnalité la plus représentative des lettres japonaises contemporaines ».

Interrogé sur le sujet dont on a déjà si abondamment discuté chez nous, M. Mori s'est exprimé en ces termes : « Je ne crois pas qu'il y aura une littérature de la Grande Guerre. La littérature est prophétique ou, si l'on préfère un autre mot, clairvoyante. Regardez le temps passé : l'auteur représentatif de la grande révolution fut Rousseau. Qui cherche l'auteur de la grande guerre le trouvera parmi certains écrivains des dernières années. Remarquez que le bolchevisme, avant d'apparaître, eut ses poètes. Des hommes comme Gorki, comme Andreieff, ont été des annonciateurs. La littérature n'est pas en général rétrospective ».

GASTON CHOISY.

Le Gérant : A. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VIe.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 15 — 57e ANNÉE — 29 AOUT 1914

LES CHANTS ALLEMANDS DE 1870

La guerre qui vient de finir après avoir duré cinq années environ, a fait naître en Allemagne d'innombrables pièces de vers. On prétend que les mois d'août et de septembre 1914 en virent naître quinze cent mille : vingt-cinq mille par jour ! Quand ces chiffres seraient un peu exagérés, ils donnent une idée du délire patriotique de l'Allemagne et de l'habileté d'un gouvernement qui sut à ce point échauffer les esprits. Aussi, cette intense production exaltait l'âme d'un peuple qui se croyait déjà le maître du monde, *late regem*. Quelle preuve éclatante de la culture allemande ! Quel signe évident de la supériorité teutonique ! Mais lisez au hasard quelques-uns de ces chants. Ils sentent la fièvre et une sorte de folie. Ceux qui les composèrent, surexcités par les événements, semblent n'avoir pas l'équilibre de leurs facultés ; ils extravaguent ; leur poésie, étrange et confuse, n'est qu'un cliquetis de mots.

*
* *

La guerre de 1870 a produit, elle aussi, des chants en grand nombre, mais infiniment moins (1), et la plupart sont pitoyables : ils offrent des faiblesses et des longueurs ; rien de ferme et de nerveux ; rien qui se grave dans l'esprit.

(1) Je ne parle que des chants, des lieds, non des poésies qui ne furent pas chantées.

Tous assurent que Dieu est du côté des Allemands : « nous combattons au nom de notre Dieu. » Dieu vole autour d'eux et leur fait réussir chaque coup. Sa main paternelle les protège en pays ennemi : il ne les laisse jamais seuls dans le combat, et ceux qui succombent vont au ciel. Grâce à lui, l'Allemagne évite les maux de la guerre, et c'est vers lui, pour le remercier, que les cavaliers de Frédéric-Charles lèvent les yeux, tout en aiguisant leurs sabres. Que pouvait faire à Sedan l'armée victorieuse, sinon tomber à genoux et, joignant les mains, rendre honneur à celui qui l'a « merveilleusement aidée » et lui a « donné le champ de bataille » ?

Au reste, Leipzig annonçait Sedan, et 1813 présageait 1870. Dans certaines chansons, Blücher, du haut des cieux, crie aux Prussiens : « En avant, au-delà du Rhin ! » et dit gaiement au vieux Fritz : « Tonnerre, ça marche bien ! » Geibel rappelle que Blücher fut la plus brillante épée de la patrie et sut montrer aux Prussiens la vraie route. Weitbrecht évoque de la tombe le feld-maréchal aux cheveux blancs et représente les chasseurs de Lützow qui débouchent par les monts et les forêts.

L'Allemagne, nord et sud, marche contre les Français. On jure que les Dreyse et les Krupp auront raison des chassepots et des mitrailleuses; que les Allemands sauront épousseter les culottes rouges ; qu'ils prendront l'Alsace et la Lorraine; qu'ils décideront de la paix sur les bords de la Seine ; qu'ils entreront dans Paris qui « est plus près que le paradis » ; que si le Français est le

héros du demi-monde, le monde appartient aux uhlans qui feront paître leurs chevaux dans les Champs-Elysées.

On annonce que Guillaume sera kaiser et qu'à Sedan s'est levé le soleil de l'empire allemand, de cet empire qui sera « grand, fort, superbe dans sa couronne de vainqueur ». On raille l'impératrice Eugénie et le prince impérial ; on s'acharne contre Napoléon III qui fut plus sot que son oncle; on l'accuse d'avoir provoqué la guerre, d'avoir opprimé la France, de l'avoir baillonnée, de l'avoir jetée dans les dettes ; on le traite d'aigle fatigué, de barbare civilisé ; on prophétise qu'il sera détrôné, pris, mené à Sainte-Hélène, et que, puisqu'il a tant à expier, puisqu'il appelle sur lui et les siens la vengeance du ciel, aucun Napoléon ne portera plus la couronne.

On n'exprime que haine et mépris pour les Français ; on se moque de leurs fanfaronnades, de leurs orateurs, de leurs généraux, de leur Gambetta qui parade dans Tours et qui ne bat l'ennemi qu'en paroles, de leur Garibaldi qui ferait mieux de garder les chèvres en Italie que de venir en France tirer pour autrui les marrons du feu ; on les qualifie de hâbleurs et même de hyènes. Oh ! le peuple orgueilleux qui voulait dominer le monde et à qui l'Europe devait baiser la pantoufle, le peuple corrompu et gâté jusque dans la moëlle, peuple de mensonge, fléau de Satan ! Mais ce n'est pas impunément que la France aura « outragé les usages de la guerre et le droit des gens ». Il faut la frapper, l'accabler ; sinon, on n'aurait pas le repos. « O coq gaulois, te voilà plumé, épluché !... O Paris, reine des villes, qu'on craignait comme un géant et qu'on adorait lâchement, tu gîs à nos pieds... prends de nous un morceau de pain ! »

Faut-il ajouter que ces chants représentent Paris comme une courtisane, une prostituée, une Babylone pourrie, et qu'en revanche ils vantent la bonne foi des Allemands et leur honneur, « lien solide qui les unit et leur arme la plus sûre » ?

Le fin, l'élégant, le correct Geibel ne disait-il pas qu'il y avait d'un côté la France, de l'autre Dieu et la colère teutonique ; que Guillaume n'avait d'ami que Dieu seul, mais qu'au bruit de ses trompes la forteresse ennemie s'écroulerait ; que Paris, « la ville de la raillerie et le foyer du crime », tremblait devant l'épée de Dieu et de l'Allemagne ; que le Seigneur fit pencher la balance en faveur des Allemands ; que les chérubins volaient au-dessus d'eux ; que le Très-Haut se manifestait en eux et que c'est lui qui par eux accomplissait de grandes choses ?

*
* *

Examinons rapidement quelques-uns de ces chants que nous tirons de la foule.

Rittershaus dit qu'il faut quitter la plume et le papier pour le sabre et le fusil : Allons donc apprendre aux Français une chanson allemande qui l'empoigne ; dragons et hussards, battez-lui la mesure ; cuirassiers, faites-le marcher, et vous, uhlans, avec le long bois de vos lances, mettez de l'ordre dans la danse ! (1)

Rüstige exhorte l'Allemagne entière à se lever, de la Vistule jusqu'au Rhin, contre l'ennemi héréditaire. La Prusse, tirant son épée « comme l'enseigna Blücher », criera en avant et mènera le branle. Bavarois et Souabes, Saxons et Hessois, la baïonnette au bout du fusil, suivront la bannière allemande. Unie, l'Allemagne sera forte, pleine de courage et de moëlle (2).

Sturm montre les Prussiens déployant l'étendard et avec hardiesse frayant un chemin à l'Allemagne et à eux-mêmes au milieu des armées ennemies qui les menacent : « O aigle prussien, vole maintenant, et dans les cercles que tracent tes ailes bruissantes, élève-toi au-dessus des éclairs et des épées et conduis-nous à la victoire ! » (3)

Geibel prôna les premières batailles. Tous les Allemands avaient pris part au succès. « Les Bavarois, disait le poète, n'ont-ils pas vaincu les turcos et brisé les griffes de ces vautours du désert ? Les gens du pays des Cattes, des bords du Neckar et des forêts de la Thuringe n'ont-ils pas rompu le choc des beaux escadrons français ? Après avoir fraternisé, on ne se sépare plus. Que les cavaliers éperonnent leurs chevaux. Le loup, pris au piège, a déjà laissé le meilleur de sa toison ; qu'ils le rejettent sur la Meuse, sur la Marne, et le traquent jusqu'à Paris » (1).
Wissembourg et Wœrth inspiraient une superbe confiance. En 1793, le vieil empire germanique, « riche en péchés comme en honneurs », eut à Wissembourg sa dernière victoire ; puis il tomba et la France le dépouilla. En 1870, à Wissembourg et à Wœrth, la France a « cessé de régner sur le monde trop longtemps aveuglé ». Menés par leur prince royal, par un jeune Fritz, et aidés des Bavarois, les Prussiens ont frappé les meilleurs coups ; ils ont pris l'ennemi corps à corps et l'ont maîtrisé ; ils ont, sur des cadavres, fondé le nouvel empire ; malgré les dangers, ils achè-

(1) *Nun weg mit Feder und Papier.*
(2) *Auf, mein Deutschland, schirm' dein Haus.*
(3) *Preussen voran.*
(4) *Habt ihr in hohen Lüften.*

verront l'œuvre de Wissembourg et de Wœrth (1).

Un uhlan retraça ses exploits sur le sol français. Dès le matin, d'une colline, comme le faucon du haut de son aire, il interroge l'horizon et, vite, il choisit sa route ; il entre dans la petite ville et au maire qui fait des courbettes, il dit avec calme que les Prussiens sont là, qu'il veut pour lui un déjeuner au champagne et pour vingt escadrons de l'avoine et les bœufs qu'il a vus dans la prairie. Il raconte comment il a, lance au poing, mis les Français en déroute et il assure qu'il ira jusqu'à Paris où le roi Guillaume dictera la paix dans le Louvre même (2).

König célèbre la mort du réserviste prussien dans un assaut. La mort et les blessures ne l'effraient pas, ce réserviste, et pour lui la plaine n'est pas trop vaste, la colline trop escarpée, le fossé trop large, la pluie des balles trop épaisse. Quand des milliers d'hommes couvriraient le champ de bataille, il marche en avant et il crie *hourra*, il crie *Vive le roi*, il combat avec la baïonnette et la crosse. Il tombe ; mais la batterie est prise, le cor sonne la victoire, et le vent du soir porte le dernier salut du réserviste à sa femme et à son enfant (3).

Un anonyme chanta la mort obscure d'une sentinelle. En France, tout près de Metz, un jeune soldat monte la garde, devant le camp ennemi où tout dort : il trouve la nuit longue et voudrait que l'aurore parût ; son cœur se serre : il chante, et soudain la mort le frappe : il expire en disant qu'il peut mourir puisqu'il succombe pour la patrie et qu'elle est victorieuse. Le lied eut du succès ; il ne manque pas de sentiment : mais, comme tant de lieds, il n'est pas clair et les idées qu'il exprime, sont décousues (4).

Guillaume, Moltke, Bismarck, le prince royal de Prusse, le prince Frédéric Charles eurent leurs chansons ou leurs couplets.

Moltke est le héros silencieux qui ne sourit qu'à Sedan et qui, mieux que Moïse, conduit ses colonnes « avec le crayon et du papier ».

Bismarck mène Napoléon III par le nez et dès cette époque les lieds disent de lui qu'il semble un chêne au milieu de l'orage.

Le prince royal, le futur Frédéric III, est brave et il brandit victorieusement l'épée des Zollern : il marque d'un double W — Wissembourg et Wœrth — le dos de l'adversaire : il est le jeune Fritz et digne de son ancêtre, le vieux Fritz, qui, du firmament, lui jette un regard de père et lui met sur la tête son propre laurier (1).

Frédéric-Charles, sabre en main, court aux ennemis et revient annoncer au roi Guillaume qu'il a réussi, que ses hussards ont de nouveau vaincu. Comme Moltke, c'est un taciturne « Frédéric-Charles, homme de parole, tu parles peu et à propos, tu fais de ce peu une vérité ! » Mais quelle sottise de dire que Frédéric-Charles est le protégé de Dieu qui juge les Français et punit leur orgueil ! Quelle sottise de louer ce prince à l'habit rouge qui faisait couler le sang rouge !

*
* *

Certains de ces chants durent la vogue à leur allure familière, à leur ton vulgaire, à leurs expressions triviales.

Une chanson de marche, composée par Rodolphe Löwenstein, fut promptement populaire. « Qu'il soit, disait Löwenstein, qu'il soit avec transport annoncé au monde que le Main ne nous sépare plus ; ce qui arriva, est oublié, et oublié ce qui nous divise. » On répéta ce refrain. Mais les plaisanteries de Löwenstein étaient de fort mauvais goût (2).

De même, le chant *Lorsque les Gaulois devinrent insolents* (3). Les Français marchent « en hordes sauvages » vers le libre Rhin allemand : ils crient victoire après l'affaire de Sarrebrück ; puis ils s'enfuient vers la Moselle devant les cavaliers allemands qui les poussent comme avec des fouets : ils capitulent à Metz, et « cela ne serait pas advenu, s'ils n'avaient pas commencé ; que chacun se le rappelle : qui s'en prend à l'Allemagne, reçoit sa rossée ! »

Un lied retrace la défaite de Mac-Mahon et les événements du mois d'août (4). Le refrain « Mac-Mahon, Mac-Mahon, Fritze vient et l'a déjà », montre assez le ton de la pièce. Ses chassepots et ses mitrailleuses, ses turcos et ses zouaves, dit l'auteur, n'ont pu sauver Mac-Mahon. Tous les jours la Chambre apprend une mauvaise nouvelle. Palikao ne fait à Paris que couver des canards. Le héros Bazaine est « fini ». Le brave Plon-Plon s'enfuit avec Clotilde pour former le corps de

(1) *Bei Weissenburg, bei Weissenburg.*

(2) *Frühmorgens um vier.*

(3) *Hurrah, hurrah, nun kommt heran der preussische Reservemann.*

(4) *Es stand auf Frankreichs Felde.*

(1) La *Gazette des Ardennes* du 5 mai 1918 dit de même que « des hauteurs élyséennes le grand Frédéric contemplait le Kronprinz (le Kronprinz actuel) qui devait hériter de sa couronne! »

(2) *Jubelnd sei's der Welt verkündet.*

(3) *Als die Gallier frech geworden* (ce vers est emprunté à Scheffel).

(4) *Unser Königssohn von Preussen.*

réserve. Quant à l'empereur Napoléon, on ne sait où il se cache.

Deux lieds se répandirent dans l'armée et à travers toute l'Allemagne : le lied de Guillaume à Ems et le lied de Kutschke. Le roi Guillaume qui fut toujours un héros de pacifique humeur, ne pense pas du tout aux guerres de ce monde et, très gaiement, il boit les eaux d'Ems. Arrive Benedetti qui lui parle du prince de Hohenzollern, du trône d'Espagne, et qui « voudrait avoir quelque chose d'écrit ». Guillaume, se tournant, fait admirer son dos à l'envoyé de Napoléon. Là-dessus Napoléon met les bottes de son oncle, son fils Loulou demande les siennes, l'impératrice Eugénie « attise le feu », et les Français courent au Rhin. Mais l'Allemagne, serrant le poing ou plutôt ses milliers de poings, frappe et bat cette « canaille », cette « engeance », ces « coyons » de Welches. Le poème est misérable. L'auteur tronque les noms pour attraper la rime et il dit *Benedette* ou *Benedettig*, *Roone*, *Rexe* pour Benedetti, Roon, Rex ; en un endroit, il rapporte que le roi parle à son fils : « Va, Fritze », et, une strophe plus loin, sans se soucier de ce qu'il a écrit, il informe le lecteur que « notre kronprinz s'appelle Fritze. » Il serait, d'après la dernière strophe, un fusilier du 83e régiment. C'était un lettré, un médecin de Waldeck, Wolrad Kreusler, qui crut parler la langue populaire parce qu'il se servait de locutions grossières (1).

Le chant du fusilier Kutschke — peu importe que sous ce nom se soit dissimulé un Pistorius ou un Hoffmann — excita l'admiration des savants de l'Allemagne et il ne la mérite guère, car il est aussi sot qu'insignifiant. L'auteur dit en un langage soldatesque qu'il faut se jeter sur les culottes rouges et les canons, que l'Empire est tombé et la jactance française abattue pour toujours : « En avant, à Paris ! C'est là que nous donnerons à la grrrande nation sa juste récompense ! » (2)

*
* *

Freiligrath et Hoffmann de Fallersleben ont composé les meilleurs chants de 1870.

Hoffmann de Fallersleben, toujours prêt à fabriquer des chansons, quelles qu'elles fussent, s'était jeté dans la mêlée poétique et, comme à son ordinaire, bien qu'il prodigue les interrogations, ses vers faciles manquent de suite, de fermeté, de flamme.

(1) *König Wilhelm sass ganz heiter.*

(2) *Was kraucht dort in dem Busch herum?* Pour rimer soit avec *herum*, soit avec *krumm*, l'auteur nomme Napoléon *Napolium!*

Il fit d'abord une chanson pour le 57e régiment d'infanterie. « Allons, s'écriaient les soldats, la patrie nous appelle aux armes, et nous sommes jusqu'à la mort dévoués de corps et d'âme à la patrie allemande. Viens, empereur des Français, avec tes culottes rouges ! Nous sommes là pour vous battre résolument et pour vous chasser loin du Rhin ! »

Il fit ensuite deux chants en l'honneur du vieux Guillaume. « Qui est allé en campagne, disait-il dans le premier chant, pour la patrie avec toute l'armée de l'Allemagne ? Qui, noble Allemagne, a vaincu pour toi le pire ennemi en une sanglante bataille ? Qui est arrivé victorieux devant la capitale de la France ? Qui t'a fait grande et forte et t'a fraternellement unie ? Qui a reçu de la patrie la plus belle récompense ? Qui est, si jamais l'ennemi te menace encore, ton meilleur rempart et appui ? Qui marche pour toi au combat et à la mort, en dépit du monde entier ? C'est ton Guillaume, ton empereur Guillaume ! » (1)

Le second chant amplifie et complète le premier : « Quel est le roi qui marche vers l'ouest, celui dont le glaive flamboyant fait fuir en toute hâte les Français, celui qui, déjà ceint des lauriers de Gravelotte, paraît dans l'éclat de la victoire sur les hauteurs de Sedan, qui donne Versailles comme mot d'ordre et Paris comme cri de guerre, qui siège entouré de ses héros et du feldmaréchal Fritz dans le vieux château royal de la France, qui entend les peuples au nord et au sud du Main lui dire que la volonté de tous les Allemands est qu'il soit empereur ? « Orgueilleuse Prusse, conclut Hoffmann, réjouis-toi que ton roi soit le héros de l'Allemagne. Orgueilleuse Allemagne, réjouis-toi que ton empereur soit le roi Guillaume. » (2)

Mais la palme est à Freiligrath : dans la *Trompette de Vionville* et le *Hourra Germania* il fut original, et il avait du souffle, de l'énergie, de l'élan.

Il décrit dans la *Trompette de Vionville* la chevauchée de sang et de mort, la fameuse charge de la brigade Bredow qui perdit la moitié de son monde. La trompette sonne le ralliement. Mais trouée par une balle, elle rend un ton douloureux et sourd, elle semble plaindre les morts, et dans la nuit qui survient, tandis que sous la pluie s'allument les feux des bivouacs, les survivants pensent à leurs frères qui gisent là-bas sur le gazon la poitrine transpercée et le front entr'ouvert (3).

(1) *Wer ist der greise Siegesheld ?*

(2) *Wer ist der König hochgeehrt?*

(3) *Sie haben Tod und Verderben gespien.*

Le *Hourra Germania* a été mis quarante fois en musique. Il célèbre Germania, cette fière et belle femme qui, lorsqu'elle entend le cor de guerre, jette sa faux dans le blé et court au bord du Rhin, Germania qui maudit Gallia et lui crie malheur, Germania qui combat avec l'aide de Dieu, et qui vaincra, et qui sera grande, superbe et libre comme elle ne le fut jamais auparavant ! (1)

*
* *

Mais les lieds qui naquirent en 1870 pâlissaient à côté des chants qui les avaient précédés et que personne n'oubliait.

Le soir du 15 juillet, au jardin de Burheune, où s'était réuni tout Gœttingue, la foule accueillit avec les plus vifs transports d'enthousiasme la déclaration de guerre, et officiers, fonctionnaires, professeurs, étudiants, marchands, tête nue, chantèrent les chants exécutés par l'orchestre, le *Salut à toi dans ta couronne de vainqueur*, le *Je suis Prussien*, la *Garde du Rhin*, l'*Allemagne au-dessus de tout*.

Durant la campagne, les soldats se souvinrent des lieds qu'ils avaient appris à l'école, à l'église et au régiment.

Les soldats du 3e corps prussien chantaient le *Je suis Prussien* après Spicheren lorsqu'ils entrèrent dans les villages de Lorraine, et le régiment de la reine Augusta le chantait au 18 août en marchant à l'ennemi.

Au soir de Sedan, on chanta dans le camp bavarois le *Salut à toi dans la couronne de vainqueur*.

Les cantiques avaient la même faveur. Au soir de Frœschwiller, les Prussiens, ôtant leurs casques, chantaient l'hymne de Rinkart *Tous maintenant remerciez Dieu*.

Le 4 septembre, devant Metz, après la capitulation de Sedan, le 3e corps, rendant hommage au Dieu des batailles, chantait *Tous maintenant remerciez Dieu, Seigneur Dieu nous te louons* et *Une forteresse est notre Dieu*.

Dans la nuit du 30 septembre, un étudiant, fusilier au 57e régiment, monte la garde sur la lisière du bois de Plesnois, devant Woippy, non loin de Metz. Le temps est superbe, tout se tait autour de lui, il n'entend que l'aboiement des chiens dans les fermes éloignées et l'horloge de la cathédrale messine à la voix solennelle et un peu sourde : une légère brise agite la feuille des arbres, et il se rappelle la sentinelle de Hauff qui, comme lui, pense à l'amie lointaine (2).

(1) *Hurrah, du stolzes schönes Weib!*
(2) *Steh'ich in finstrer Mitternacht.*

Mais deux chants, l'un de Schneckenburger, l'autre de Hoffmann de Fallersleben, la *Garde du Rhin* et l'*Allemagne au-dessus de tout*, étaient devenus, selon l'expression allemande, le bien commun du peuple et de l'armée. Les soldats les chantaient volontiers l'un après l'autre dans leurs marches et à leur entrée dans les villes conquises.

La *Garde du Rhin* eut alors le plus grand succès. Elle supplanta le chant de Becker, le *Rheinlied*, où l'on ne trouvait plus qu'un « doux enthousiasme défensif ». Dès le 15 juillet, elle retentissait à Berlin, et le prince royal remarquant à son père qu'elle était tout à fait propre aux circonstances, que « chacun sentait en ce moment l'importance solennelle des paroles ». Un vétéran des guerres de délivrance, évoqué par Redwitz, disait qu'il entendait, comme jadis, les lieds d'Arndt et de Körner, et avec eux, les vers de la *Garde du Rhin* : « Chère patrie, tu peux être tranquille. » On criait « au Rhin » comme en 1813 et en 1840. Weitbrecht prenait pour refrain d'une de ses pièces les mots : « Trompettes, sonnez au Rhin, au Rhin ! » Les soldats de Frédéric-Charles, établis autour de Metz, chantaient une chanson dont chaque strophe se terminait ainsi : « L'ennemi est pris dans un réseau de fer ; elle est debout, ferme et fidèle, la garde devant Metz ! »

Pourtant, l'*Allemagne au-dessus de tout* balançait déjà la *Garde du Rhin*. Le soir de juillet où les élèves de l'Ecole militaire de Munich apprenaient la déclaration de guerre, ils s'élançaient dans la cour en chantant le lied de Hoffmann et depuis, jusqu'à la fin des hostilités, sur les routes de notre France et dans ses villes, dans ses villages retentit le *Deutschland über Alles*.

Il a fini par l'emporter sur la *Wacht am Rhein*. Dès le commencement de la grande guerre mondiale de 1914-1918, d'un premier élan, l'Allemagne s'était jetée au-delà de la Meuse, s'était emparée de la Belgique qu'elle prétendait garder. Les Allemands ne se regardaient donc plus comme les « gardiens » du fleuve. Le fleuve avait-il à se défendre ? Dans ses villages et ses villes, quelle industrieuse activité, quel air de bien-être et d'aisance, quelle sécurité profonde ! Ils avaient de plus hautes visées. C'étaient des conquérants. Ils voulaient d'autres frontières, d'autres « marches » que le pays rhénan, et ils chantaient, non plus le Rhin, mais l'Allemagne, la Grande-Allemagne, la Toute Allemagne qui s'étendrait au loin, bien loin, plus loin encore que dans le lied de Hoffmann, au-delà de la Meuse et de la Memel.

ARTHUR CHUQUET.

UN PROJET DE MARIAGE SAXON POUR LE DUC DE BERRI EN 1815 (1)

Dans l'intervalle, le marquis de Bonnay qui n'avait pas encore reçu la lettre de Talleyrand, lui écrivait de Copenhague, le 19 septembre : « Nous sommes tous dans l'attente d'apprendre bientôt que le sort de mon malheureux pays est enfin réglé, et nous en particulier, mon Prince, dans la confiance que vous l'avez une seconde fois sauvé. » Puis, dans une autre lettre du 28 septembre, il se félicitait du dénouement de la dernière crise politique. Il aimait à constater que « les gens de bien » s'étaient comptés, et il appelait ainsi ceux qui ne séparaient pas le roi de la France ni la France du roi, c'est-à-dire l'immense majorité des citoyens. « L'apparition sanglante de Bonaparte n'eût-elle produit que ce bien, ajoutait-il, il me paraîtrait immense par ses résultats. » Il faisait enfin savoir à Talleyrand qu'il avait reçu sa lettre. Pour répondre aussitôt à ses intentions et exécuter sa mission nouvelle, il avait pris congé du roi Frédéric VI, de la reine, des princesses danoises et du prince-héritier Christian. Il avait présenté au Ministre des Affaires étrangères, Sabatier de Cabre, chargé d'affaires par interim. Il disait avoir été traité avec beaucoup de bienveillance, mais il n'y attachait qu'un intérêt secondaire. « La politique du Danemark, disait-il, est devenue d'une importance médiocre pour la France, et les temps sont passés où nos rois payaient un subside à cette puissance pour en contrebalancer l'influence anglaise. »

Le 30 octobre, Bonnay mandait à Hambourg à Talleyrand qu'il était arrivé en cette ville à une heure et repartirait le lendemain pour suivre sa destination. Il exprimait le désir de rester quelques jours seulement à Vienne, ville qu'il avait habitée avec plaisir pendant douze ans. Mais le 4 octobre, ayant appris, en cours de route, les changements survenus dans le ministère du Roi, il écrivait au duc de Richelieu, le successeur de Talleyrand : « Ma position est fort embarrassante. Il est possible que les ordres que j'ai reçus n'aient plus d'objet et, dans toute autre circonstance, je devrais peut-être en attendre de nouveaux avant d'agir. Cependant, si Sa Majesté persiste dans son intention (qui ne peut plus être un secret pour vous), je ne dois pas perdre un instant à l'exécuter. D'ailleurs, la commission qui m'a été confiée, étant en quelque sorte indépendante de considérations politiques, je n'ai aucune raison de supposer qu'elle n'entre pas dans vos vues et dans celles du nouveau Ministère. Je suis décidé à agir, comme si le prince de Talleyrand était encore en place. Je serai rendu du 10 au 12 à destination. Je remplirai, aussi bien qu'il sera en mon pouvoir, les instructions très abrégées que j'ai reçues ou celles qui peuvent m'avoir été particulièrement adressées. Si je n'en ai aucune, j'attendrai jusqu'au 20 ou 22 celles que vous auriez le temps d'ici là de me faire parvenir par courrier. » Il ajoutait qu'après avoir fait le nécessaire, il partirait pour Paris où il espérait arriver dans les premiers jours de novembre pour rendre compte à Sa Majesté et au ministre de sa conduite. Le 8 octobre, il était à Berlin et il prévoyait que le 10 il serait arrivé à Dresde. Il avait prévenu le ministre du Roi de sa visite prochaine (1). Le 10, en effet, il écrit de Dresde à Richelieu :

Le Marquis de Bonnay au duc de Richelieu. (*Saxe*, 85).

Dresde, 10 octobre 1815.

Monsieur le Duc,

Je suis arrivé ce matin, M. le Comte d'Einsiedel est à Leipzig; mais on l'attend demain à midi. En descendant chez lui, il trouvera une lettre par laquelle je lui ai déjà demandé un rendez-vous. Aussitôt après notre conversation, j'aurai l'honneur de vous écrire; mais, Monsieur le Duc, je dois avoir celui de vous prévenir que, n'ayant aucun chiffre avec moi, je serai extrêmement réservé dans ma correspondance. Il est vraisemblable que, s'il ne se présente pas une occasion très sûre de courrier, vous n'apprendrez qu'à mon retour à Paris le résultat de mon voyage.

J'espère, Monsieur le Duc, et je répondrais même qu'ici ni ailleurs personne n'en soupçonnera le motif. Je ne m'en ouvrirai à qui que ce soit ; pas même au nouveau Ministre de France, en cas qu'il arrive avant mon départ: car il serait à la rigueur possible qu'on ne l'eût pas mis dans la confidence. Je n'imagine pas que M. le Comte d'Einsiedel soit moins discret que moi.

Afin de mieux donner le change aux curieux, s'il en existe, je consacrerai peut-être trois jours à faire une course à Toeplitz. Je ne regarderais pas ce temps comme perdu. A Toeplitz, on doit être bien informé, et on me parlerait avec plus de confiance que je ne puis en espérer ici.

Si je ne fais pas ce voyage, Monsieur le Duc, il me semble que rien n'empêchera que je ne me remette en route le 15 ou le 16 de ce mois. Je ferais un petit arrêt à Weimar, un autre à Francfort, et je pourrais arriver à Paris du 25 au 28. Ce qui me décide à ne pas partir plus tôt, c'est que jusqu'au 15, je ne suis pas sans espoir de recevoir de vos nouvelles.

J'ai l'honneur d'être avec une très haute considération, Monsieur le Duc.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Le Marquis de Bonnay.

(1) Voir le précédent numéro.

(1) Archives des Affaires Etrangères.

*
* *

La Cour de Saxe avait toujours entretenu d'excellentes relations avec Louis XVIII. C'est ainsi que le comte d'Einsiedel mandait au comte Reinhard le 7 mai 1814 au nom du Roi de Saxe, qu'il était chargé d'offrir ses félicitations au roi de France au sujet des événements fortunés qui avaient rendu Sa Majesté aux vœux de son peuple. » D'autre part, le Roi Frédéric-Auguste écrivait à Louis XVIII :

« Monsieur mon frère,

La Providence a rempli les vœux des nations et récompensé les vertus de Votre Majesté en lui rendant le trône de ses ancêtres. » Le Roi de Saxe considérait cet événement aussi satisfaisant pour la personne du Roi que pour la France à laquelle il garantissait le retour de ses anciennes prospérités et en même temps à l'Europe une paix solide et durable. Il y prenait un intérêt plus particulier en raison des nœuds de parenté qui l'unissaient à Louis XVIII, ainsi que de l'amitié constante établie entre l'auguste maison de Bourbon et la maison de Saxe. Il en désirait vivement la continuation. « Je me flatte, disait-il, que la paix générale changera les circonstances qui me tiennent éloigné de mes Etats. » Frédéric-Auguste était, en effet alors, comme je l'ai dis plus haut, prisonnier des Alliés à Leipzig pour avoir suivi la fortune de Napoléon. « Mes intérêts, disait-il, sont entre les mains des Souverains alliés. Ils ne sauraient déroger vis-à-vis de moi de leurs principes constants d'équité et de justice. Il n'en est pas moins douloureux pour moi de me trouver encore sans détermination à cet égard, et je supplie Votre Majesté de plaider ma cause quand l'occasion se présentera. »

Louis XVIII avait répondu, le 30 mai, qu'il avait été très touché de cette lettre. « Les vertus et la piété de Votre Majesté, disait-il, sont un sûr garant de la part sincère qu'elle prend à des événements où la divine Providence est intervenue d'une manière aussi signalée de mon côté ». Louis XVIII témoignait au Roi de Saxe, un attachement et un intérêt tout particuliers. Il formait des vœux ardents pour le succès de ses espérances, « qu'il serait doux à son cœur de pouvoir seconder. » Il faut reconnaître — en n'attachant que peu d'importance à ces congratulations réciproques pour leurs vertus — que les deux monarques étaient sincères dans leurs témoignages d'affection. Le roi de France fit tous ses efforts pour arracher la Saxe aux âpres ambitions de la Prusse et j'ai montré comment il y était arrivé en grande partie.

Quant à l'affaire du mariage avec la seconde fille du prince Maximilien, frère du Roi, je n'ai pu connaître exactement que les intentions et le début des négociations. Elles ont échoué, puisque la princesse Marie-Ferdinand Amélie Xavière devint, le 6 mai 1821, la femme de l'archiduc Ferdinand frère de François Ier, prince royal de Hongrie et de Bohême, lequel avait perdu en premières noces, le 29 septembre 1802, l'infante Louise-Marie-Amélie fille de Ferdinand Ier des deux Siciles, qu'il avait épousée le 19 septembre 1790.

Je ne sais si le duc d'Otrante a été mêlé aux négociations du projet de mariage avec la princesse de Saxe. Cela est possible, car le marquis de Bonnay n'avait eu qu'une mission provisoire. Ce qui le prouve, c'est que Fouché après sa sortie du ministère Talleyrand, avait été pourvu du poste de ministre plénipotentiaire à Dresde le 2 octobre 1816. J'ai cherché dans sa correspondance ce qui aurait pu y figurer au sujet d'un mariage saxon: mais à cet égard mes recherches ont été vaines. Tout ce que j'ai trouvé, c'est l'obséquiosité la plus humble, la déférence la plus basse, la soumission la plus servile du duc d'Otrante aux volontés du Roi et de son ministre (1).

Il vantait ses services et il espérait qu'on les appréciait à leur valeur. « Je sais, disait-il, que ceux que j'ai rendus pendant mon ministère ont été méconnus. Je dois même m'attendre que l'intrigue les déprécierа encore, ne fut-ce que pour montrer du zèle. Je me confie à la justice du Roi, à l'opinion et au temps pour me venger de tous les outrages. » Le duc de Richelieu avait poussé l'indulgence jusqu'à répondre à ce triste personnage « qu'il verrait avec plaisir s'établir entre eux des relations que ses lumières et son expérience pouvaient rendre d'un grand avantage pour la France. » Les lumières et l'expérience du Fouché de Lyon, du Conventionnel régicide, du ministre de la Justice consulaire et impériale, de ce misérable prêt à toutes les trahisons et à toutes les défections !... Faut-il que la politique ait des complaisances extraordinaires pour que le roi de France consentît après en avoir fait un ministre, à l'employer comme ambassadeur, et que le roi de Saxe le reçut même à sa table ! Celui qui avait été un des plus cruels ennemis de Louis XVI, se vantait maintenant de servir utilement « notre auguste monarque » et souhaitait que tous les partis comprissent aussi que la France ne pouvait recouvrer son indépendance

(1) Archives des Affaires Etrangères. Saxe Dr 85, 1814-1815-1816.

qu'en se ralliant franchement et fortement au Roi » (1). Il regrettait même que la religion et la morale ne fussent plus que les faibles auxiliaires des Rois. Il louait le traité de paix signé par Richelieu et en disait : « La France ne doit pas regretter ce qu'elle a perdu. L'expérience lui a appris que l'éclat n'est pas le bonheur et qu'il n'y a de véritable grandeur que là où s'attachent la reconnaissance et la vénération des peuples ! »

Il félicitait ainsi le ministre de sa politique et de sa droiture: « Les âmes élevées sont sincères. Je ne méditai pas un mensonge, lorsque je fis serment au Roi de le servir. Mon cœur était si plein de la nécessité de m'unir à lui, qu'il aurait voulu s'élancer au milieu de la France et se verser dans toutes les âmes pour le pénétrer de mes sentiments !... » Tant de flatterie, d'adulation et de courtisanerie ne réussit pas cependant à le faire maintenir à son poste. Le duc d'Otrante fut remplacé brusquement, le 1er mai 1816, par le comte Edouard Dillon. La lettre qui le rappelait était courte et roide : « J'ai l'honneur, lui disait le ministre, de vous prévenir que le Roi a jugé à propos de mettre un terme à la mission dont vous avez été chargé à la cour de Dresde. Je joins ici les lettres de rappel que Sa Majesté adressa à cette occasion, suivant l'usage, à sa Majesté le Roi de Saxe. » Le duc d'Otrante s'en allait piteusement en se plaignant qu'on l'eût outragé du haut de la tribune parlementaire et qu'on eût attaqué après l'orage le ministre qui l'avait conjuré.

Il essayait, mais en vain, de joindre son infortune aux déboires qu'éprouvait en ce moment Richelieu lui-même à la Chambre introuvable. Il faisait des vœux hypocrites pour que le ministre des affaires étrangères obtînt de meilleurs résultats que lui, « car nos discordes et nos passions compromettraient de nouveau notre indépendance ». Il croyait défendre les intérêts du monarque et de sa famille en conseillant de pratiquer la prudence et la modération, le maintien de l'ordre et le respect de la force morale. Rien n'avait pu refroidir son dévouement pour le Roi et il emportait dans sa retraite la satisfaction d'avoir empêché beaucoup de maux. On pouvait dire après cela qu'il y avait au moins en France un homme qui rendait justice à Fouché. Mais cet homme n'était que Fouché en personne.

Quant à la mission dont le marquis de Bonnay avait été chargé et qu'il avait dû connaître, il n'en disait mot. Son successeur, le comte Edouard Dillon, n'en parle pas non plus dans sa correspondance officielle avec les Affaires étrangères. Tout porte à croire que la princesse de Saxe parut au duc de Berri un parti inférieur à ses prétentions, ou lui déplut physiquement. Ce fut alors que l'on revint à la suggestion de Talleyrand, c'est-à-dire à la princesse des Deux-Siciles. Le mariage ne se fit pas attendre. Il eut lieu le 17 juin 1816 et parut satisfaire aussi bien le prince que le roi lui-même. Sept mois après l'attentat tragique de l'Opéra, la duchesse de Berri donait le jour au duc de Bordeaux, surnommé « l'enfant du Miracle ». L'origine de ce mot proviendrait de ce que, dans une vision surnaturelle, saint Louis aurait révélé lui-même à l'auguste veuve cette naissance qui devait empêcher l'extinction fatale de la branche royale des Bourbons. En mourant, le duc de Berri avait confié à sa femme qu'il avait deux filles d'une liaison secrète avec une Anglaise et l'on sait que la princesse émue avait fait venir ces enfants au lit de mort de leur père pour recevoir ses derniers embrassements. Dans les correspondances secrètes qui ont plus d'une fois passé sous mes yeux, j'ai eu le regret de constater que le duc de Berri avait donné l'exemple fréquent d'une légèreté de mœurs déplorable. Le mariage qu'il avait tant désiré n'était en somme pour lui que le moyen de faire figure en Europe et d'avoir une situation au moins égale à celle des autres princes. Cela n'empêchait pas les distractions, ou ce que le monde appelle « les bonnes fortune ». Le duc de Berri n'avait pas profité, comme l'infortuné Louis XVI, des leçons essentielles données par Fénelon dans son *Télémaque* au sujet de la conduite morale des princes qui est du plus haut et du plus utile exemple pour leurs sujets.

Henri Welschinger,
de l'Institut.

(1) Archives des Affaires Etrangères (Saxe).

QUE VA DEVENIR LA FORCE NAVALE FRANÇAISE ?

C'est une grosse question que celle-ci et qui dépend de beaucoup de facteurs. Mais d'abord, une fois la paix faite, et bien faite — si c'est possible — et une fois constituée la Société des Nations, sera-t-il nécessaire d'avoir une force navale ? Pourquoi se donner ce souci et s'imposer cette dépense? S'il s'agit de la « force coërcitive » de ladite Société, c'est affaire à la Grande-Bretagne d'y pourvoir et elle a déclaré, en effet, qu'elle y pourvoierait ; car, si elle préconise le désarmement de tou-

les les forces de terre, elle proteste qu'il lui est impossible de se priver de sa flotte. La sécurité de l'Empire en dépend. Et en vain opposerait-on que le même argument peut être employé à l'égard des armées du Continent : « Ce n'est pas la même chose », disent les Anglais...

Au reste, le monde ne risque pas de manquer de force navale de coërcition. Les Américains ont annoncé, en effet, qu'ils garderaient leur armée navale et même qu'ils la renforceraient. Ils désarment, en ce moment, un certain nombre de vieux cuirasses, mais c'est pour les remplacer par des unités d'un déplacement double. M. Daniels, le secrétaire d'Etat à la Marine, a observé que s'il fallait jamais agir sur mer pour réduire un membre récalcitrant de la Société, les Etats-Unis ne pouvaient se dispenser d'en être. Il a même, avec une franchise un peu vive et qui a fait froncer quelques sourcils, ajouté qu'après tout, il n'était pas absolument impossible que ce membre récalcitrant fût, un jour, la Grande-Bretagne elle-même : qu'il fallait donc que la flotte de l'Union fut égale à celle de l'antique reine des mers. Et ceci est particulièrement intéressant pour nous, comme nous allons le voir.

Ce n'est donc pas l'intérêt de la Société des Nations qui est en jeu dans les décisions que nous avons à prendre au sujet de notre propre marine de guerre. Nous n'avons à consulter que le nôtre. Consultons-le.

D'abord, sur mer comme sur terre, un Etat, un grand Etat bien constitué a toujours besoin d'une « Force de police ». Sous le régime idéal de la Société des Nations, la force *terrestre* de police ne doit agir qu'à l'intérieur du territoire de chaque peuple. Tout au plus peut-on admettre, aux frontières continentales, l'organisation d'une surveillance spéciale, d'une garde armée d'effectif très modeste, quelque chose comme une douane renforcée. La force *navale* de police a un rôle un peu différent et plus étendu. Ici il n'y a pas de frontière proprement dite, ou plutôt la frontière naturelle — la côte — est enveloppée par une bande de mer réservée, la zone dite « des eaux territoriales ». Cette zone ne s'étendait, jusqu'ici, que sur trois milles marins (5.600 environ) à partir du rivage. Il est probable qu'on la portera à 10 milles (18.520 mètres), dans le réglement des questions de détail que les grands conférents du quai d'Orsay laisseront aux commissions spéciales.

C'est l'accroissement de la portée pratique des canons de bord, aussi bien que les progrès de la vitesse des navires qui nous vaudront ce surcroît de charges ; surcroît sensible, l'aire à surveiller, au besoin à défendre, telle en tout cas où il faudra faire régner l'ordre et respecter les droits nationaux se trouvant beaucoup plus que triplée.

Ce n'est pas tout. Il faut que cette force de police ait une consistance, une organisation telles qu'elle puisse protéger la côte et nos ports *contre une attaque brusquée*.

Ne nous imaginons pas, en effet, la Société des Nations comme un gendarme toujours en éveil et prêt à monter à cheval, ou comme le « gardien de la paix » qui parcourt inlassablement les rues de nos grandes villes. A supposer même qu'elle consente à entretenir une force permanente — et c'est bien douteux ! — cette force ne sera pas prête immédiatement à agir ou n'en recevra l'ordre que lorsque le « récalcitrant », beaucoup plus déterminé, lui, et animé de la mentalité offensive, sera entré en campagne.

Or, d'une armée et d'une flotte, c'est toujours cette dernière qui est la première prête et qui, de beaucoup va le plus vite. Nous en eussions fait l'épreuve dès le 3 août 1914, si le gouvernement anglais, avant même de se décider pour la guerre, n'avait fait connaître à l'Allemagne que la flotte britannique avait l'ordre de s'opposer à l'entrée de la flotte impériale dans la Manche.

Et, de tout ceci, résulte la nécessité de conserver les éléments indispensables pour la défense de nos eaux territoriales, de nos côtes, de nos ports.

Mais nous avons des colonies, de belles colonies, auxquelles nous tenons d'autant mieux qu'elles nous ont rendu plus de services dans cette crise terrible et que nous commençons à comprendre quelles ressources — presque infinies ! — elles nous peuvent offrir en denrées, en bétail, en matières premières, en minerais, en métaux bruts ou à demi-ouvrés.

Ces colonies, il faut y faire régner l'ordre, maîtriser constamment leurs grands fleuves avec des bateaux appropriés ; il faut être prêt à les défendre contre un ennemi extérieur, le récalcitrant de tout à l'heure ou tel autre adversaire qui ne sera pas de la Société des Nations. De plus, il faut être en mesure de protéger le transit des bateaux qui, en cours d'hostilités, nous apporteront leurs productions. On sait assez, depuis quatre ans, que ce n'est point là une tâche légère et que notre situation économique, pendant les opérations actives et après, *en ce moment même*, eût été ou serait bien meilleure si nous avions pu assurer à nos « cargos » une protection plus complète. Dans certains cas nous devrons même prévoir l'emploi de cargos susceptibles de s'immerger et de naviguer en

plongée pendant quelque temps pour se soustraire aux recherches des croiseurs ennemis (1).

Enfin il est indispensable qu'en des occasions délicates, le pavillon français puisse être montré avec honneur à l'étranger. Qu'on ne s'y trompe pas : de l'autre côté des Océans, des peuples nouvellement nés à la civilisation ou qui s'abandonnent à peine aujourd'hui au grand courant des échanges internationaux, jugent volontiers la puissance économique d'une nation sur les spécimens qu'elle leur offre des facultés de sa marine et de l'art de ses ingénieurs. Anglais, Américains, Italiens (2), Allemands surtout, le savaient bien, qui promenaient sur les mers de belles escadres ou au moins des divisions navales composées d'unités neuves et intéressantes : les commandes commerciales suivent « les couleurs » arborées sur de brillants navires de guerre.

Il n'est d'ailleurs point nécessaire, pour frapper les imaginations, de leur présenter du « colossal ». Se rappelle-t-on l'impression produite par le sous-marin commercial « *Deutschland* » dans le pays « où l'on voit grand » l'Amérique ? On dut craindre un moment que le cours des événements en pût être changé. L'Allemagne, heureusement, ne manqua point à son habitude de détruire par d'arrogantes maladresses l'effet de conceptions souvent heureuses et hardies... Tenons-nous donc prêts, nous qui savons rassurer par notre sincère et souriante bienveillance ceux qu'il nous plaît quelquefois d'étonner, à montrer que nous ne nous laisserons précéder par personne dans la voie du progrès, qui n'est pas toujours, qui sera peut-être de moins en moins celle de l'augmentation des déplacements.

Ainsi donc il ne faut pas songer à *supprimer* la force navale française. Mais, d'ores et déjà, il faut se résigner à lui faire subir des modifications profondes, beaucoup plus profondes qu'on ne semble le croire — il faut le dire — dans les milieux dirigeants de notre marine nationale.

Cette nécessité n'résulte pas seulement de la rapidité, autant que de la portée des progrès de l'art naval, combinée avec ceux de la science aéronautique (car il est impossible, dès maintenant, de séparer le navire aérien du navire de surface et du navire de plongée); elle découle aussi de la situation qui va être faite à la France, au point de vue financier, par le tour, bien inattendu, qu'ont pris les décisions de la Conférence de la Paix ; elle découle enfin de l'examen attentif de l'attitude politique qui peut nous être un jour imposée par la rivalité des deux grandes puissances navales, dont je parlais au début de cette étude.

Voyons ces divers points.

Les progrès techniques, d'abord.

Toute la guerre maritime de ces quatre dernières années a été dominée par l'action foudroyante des hauts explosifs. De cette action, on n'avait, jusqu'en 1914, escompté les conséquences qu'en ce qui touche le canon et par conséquent la lutte des bâtiments de surface. La puissance des explosifs véhiculés par la torpille ou tenue en réserve par la mine sous-marine n'était pas ignorée et l'on savait fort bien quelle exaspération donnait à cette puissance le double fait que l'explosion se produisait avec le « bourrage » d'une couche de plusieurs mètres d'eau et que le coup atteignait les « œuvres vives » du bâtiment, à la fois les plus délicates et les moins protégées. On savait fort bien, dis-je, tout cela et aussi quel dangereux engin ce pouvait être qu'un sous-marin, l'arme de surprise par excellence. Mais, par une sorte de paralysie de la volonté, par la crainte de bouleversements, d'ailleurs inévitables, autant dans le matériel que dans les concepts généraux de guerre maritime, on laissait se substituer le néfaste mais commode « voyons venir... » aux décisions vigoureuses qu'aurait dû commander la claire vision des plus redoutables périls.

Et, d'autre part, si l'on écartait volontairement — en fermant les yeux pour ne pas voir — le danger sous-marin, on ignorait encore, complètement, un autre danger, bien rapproché pourtant déjà, celui qu'allaient faire courir aux ponts des grandes unités de combat — encore une partie faible ! — les bombes formidables des appareils aériens.

Quand la guerre éclata, les avions et hydravions, les dirigeables de tout type n'étaient considérés que comme des engins — très discutés du reste — d'exploration et de reconnaissance.

En fait, cette grande unité de combat, mettons le « dreadnought », puisque c'est sous ce vocable peu harmonieux qu'on la désigne, a vu, en quelques années, tripler le nombre et décupler la puissance de ses adversaires. Attaquée à la fois par sa muraille verticale, par ses fonds et par ses ponts, elle est obligée pour vivre, pour résister tant bien que mal, à renforcer de tous les côtés sa protection métallique, donc, à augmenter, par une progression continue et fatale, son poids, son déplacement, ses dimensions. Encore ne peut-elle

(1) Notamment pour nos relations avec le Maroc-Algérie-Tunisie : Il y a déjà un type de cargo submersible de 8.000 tonnes proposé par un ingénieur en chef de la Marine.

(2) Ceux-ci, en particulier, dans l'Amérique du Sud.

pas être assurée que ces inéluctables conditions d'une précaire existence lui assurent en tout temps l'efficacité qu'on serait en droit d'exiger d'une aussi énorme et coûteuse machine. Atteint dans ses fonds par une mine et à supposer que l'explosion de l'engin ne provoquât pas — comme il est probable — celle de l'une de ses soutes, le dreadnought, blessé grièvement, serait contraint à regagner laborieusement sa base navale la plus proche.

Quoiqu'il en soit, voici où l'on en est, non pas, chez nous, heureusement, mais chez les Américains, où l'on « voit grand », comme nous le savons : le prochain dreadnought sera un bâtiment de près de 50.000 tonnes, dont on évalue — modestement — le prix de revient à 160 millions. Comptons qu'au prix où arrive partout, aujourd'hui, la main-d'œuvre, ce serait plutôt 200 millions que 160.

Suit, au demeurant, l'énumération impressionnante des facultés offensives et défensives du colosse, armé en principe de canons de 40 à 42 c/m — les anciens canons de 100 tonnes, qui en pèseront 120 environ en ce moment-ci. Une telle puissance « de surface » peut bien, en effet, émouvoir les rivaux du *Standard* américain. Ni les sous-marins, ni les appareils aériens n'en seront intimidés. Au contraire ! Avec ses 200 m. — ou peu s'en faut — de longueur, ses 33 m. de largeur, ses 9 ou 10 m. de tirant d'eau, le roi des dreadnoughts ne leur sera qu'une cible plus favorable, étant plus étendue, et qui aura d'ailleurs beaucoup plus de chances de heurter une mine.

(*A suivre.*) AMIRAL DECOLY.

LES DEUX PASSÉS

LA VOYAGEUSE

Le père Houde encore mal éveillé attachait son tablier de cuir et aiguisait son alène ; le petit écureuil vif dans sa cage suspendue au mur dépensait son agilité de jolie bête captive à faire tourner sa prison cylindrique ; Tiffaine, habillé de vert et crêté de pourpre, chantait à tue-tête de sa voix vinée de vieux mathurin :

> Quand je bois du vin clairet,
> Tout tourne... tout tourne...

Le jour se levait terne et brouillé ce matin de novembre. Il était à peine sept heures ; le labeur quotidien chez le savetier commençait ainsi qu'à l'ordinaire ; sa femme, l'opulente Amélia, préparait le café et la goutte qu'elle allait servir à son homme.

Celui-ci, tout à coup, prêta l'oreille à un bruit insolite : le pas léger d'un pied chaussé de bottines qui tournait de la route de Coutances dans la rue ou donnait la fenêtre de sa boutique et s'arrêtait devant la porte. On pénétra dans le corridor ; un coup fut frappé au dehors.

« — Entrez », cria le père Houde.

La silhouette d'une femme élégante, vêtue de noir, se distingua dans la clarté douteuse de cette aube d'un jour d'hiver.

— Bonjour, M. Houde, me reconnaissez-vous ?

La voix était étrange et voilée ; une note y frémissait qui devait frapper l'auditeur le moins attentif. Le bonhomme cependant n'hésita pas :

— Ah ! pardine, Madame Desvarennes ! s'exclama-t-il.

Puis cordial et empressé, approchant une chaise :

— Vrai de vrai, c'est une surprise... Eh ! la mère, c'est Madame Desvarennes, cherche la clef de la villa.

La femme rubiconde et décoiffée apparut dans l'ouverture d'un retrait, au fond de la pièce où s'entassaient tant d'objets disparates.

— Ah ! pardi oui !.. C'est pour le bout de l'an du pauvre Monsieur !.. De vrai je l'avais pensé que vous viendriez peut-être et pas plus tard qu'hier j'ai été faire une flambée là-haut !.. Vous devez être bien fatiguée, ma pauvre dame, si vous avez voyagé toute la nuit, et il ne fait guère chaud !.. Vous allez prendre du café ?..

— Je veux bien, Amélia.

La jeune femme s'était assise, épuisée. Elle souleva la voilette épaisse qui n'avait pas garanti du froid son visage : l'écureuil s'était arrêté de tourner : le perroquet avait interrompu sa chanson ; le savetier tâtonnait d'un geste indécis les forts souliers dont le raccommodage était sa besogne du jour ; Amélia frottait en songeant évidemment à autre chose, un bol à fleurs, qu'elle venait de sortir du placard. On eût dit que du souffle de la voyageuse, du pâle éclat de son visage, de l'expression passionnée de ses yeux, de la lassitude morne de ses gestes, émanait le pouvoir étrange de suspendre autour d'elle la vie courante : l'intensité redoutable de sa fixe pensée pénétrant malgré elle les êtres et les choses. Cette figure gainée de noir, avait une beauté muette et tragique qui fut sensible un instant à ces simples dont les préoccupations étaient d'ordre tout matériel et vulgaires.

— Ma pauvre dame, soupira Amélia, pourquoi êtes-vous venue toute seule ?.. Sûr que vous ne dormirez pas comme ça la nuit, là-haut...

La jeune femme pâlit encore et tressaillit.

— Je pense repartir ce soir.

— Ce serait le mieux pour sûr, parce que vous savez, les gens sont bêtes ! je ne dirai pas que c'est la vraie vérité, mais la Pâquerette affirmait avoir vu l'autre nuit, en revenant par la grève, une lumière briller aux fenêtres de la Folie.

— Voyons la mère, interrompit le savetier impatienté, ne jacasse pas tant ! Tout le monde sait que la Pâquerette a une pauvre cervelle farcie de sottises, qui lui fait prendre souvent des vessies pour des lanternes, et Madame Desvarennes doit avoir faim. D'ailleurs, il y a toujours chez nous, une chambre qui peut servir, dans l'appartement des étrangers. Enfin, si vous aviez besoin d'un coup de main, Hervé monterait avec vous à la falaise !.. Il dort encore le fieu !.. Il est revenu du service hier soir... et de loin, vous savez ; alors on le laisse reposer ce matin.

— Ah ! dit l'étrangère, il est revenu !.. et par habitude de politesse courtoise, elle demanda :

— Que va-t-il faire ici ?..

— Se marier pardine, goguenarda le père Houde, et ne pas tarder à nous donner un tas de morveux qu'il faudra nourrir, torcher et habiller... Avec ça que la fille sait bien ce qu'elle fait... et qu'elle le tient, la garce !..

— Allons, rudoya Amélia, c'est toi qui jacasse maintenant !... Tenez, Madame, buvez ça chaud et mangez, car vous avez quasi l'air d'un revenant.

La jeune femme but à petites gorgées le café brûlant, mais refusa le pain beurré. Peu à peu cependant, l'expression glacée de son visage se détendait et s'animait. Elle semblait reprendre conscience d'elle-même et du lieu où elle se trouvait ; mais l'impulsion soudaine à laquelle elle avait obéi en entreprenant le voyage qui l'avait amenée là, lui restait obscure autant que douloureuse.

Elle déclara, s'efforçant plutôt de se donner une explication à elle-même, que de satisfaire la naturelle curiosité du savetier et de sa femme.

— J'ai quelques rangements à faire et quelques papiers à chercher là-haut. Pouvez-vous, Amélia, m'y accompagner tout de suite ?

C'est dit, Madame, le temps de quérir la clef et je suis à vous. Un bon feu sera encore bien nécessaire pour que vous n'y preniez pas la mort et je sais pour sûr mieux que vous où tout pose, rapport que j'assistais Monsieur, quand il venait tout seul de temps en temps, pour *respirer* comme il disait, le pauvre.

— « Allons ! dit en se raidissant la voyageuse.

Le secours indiscret d'Amélia était malgré son importun bavardage, trop nécessaire à ce premier moment pour que Madame Desvarennes le refusât tout d'abord. Elle trouverait bien moyen de se débarrasser au plus tôt de la grosse femme, que ses occupations de ménagère et la présence d'Hervé rappelleraient sûrement au logis. Elle baissa sa voilette, se serra dans ses vêtements. La mère Houde passa une sorte de surcroît dont elle rabattit le capuchon sur son chignon de la veille, et elles montèrent toutes deux par la falaise, coupant la bise qui soufflait autour d'elles.

Elles marchaient vite, la montée d'ailleurs n'était pas longue. On atteignit au bout de dix minutes la grille du jardin de la villa, tracé sur la pente qui s'élevait jusqu'à la demeure dominant la grève. Les plates-bandes dénudées étaient jonchées de feuilles ; les fruits d'un sorbier tombés en masse au pied de l'arbre dépouillé y dessinaient comme une mare de sang bruni et coagulé. Les deux femmes éprouvèrent dans le matin glacial un même frisson, comme saisie par l'inviolabilité silencieuse d'un lieu redoutable et consacré. Elles arrivèrent à la maison dont une porte donnait sur le jardin.

La première pièce où elles pénétrèrent était une salle à manger éclairée par deux portes-fenêtres s'ouvrant sur une galerie d'où la vue devait embrasser un immense horizon. Les contrevents poussés, le jour blafard du dehors, au contact des lambris de bois clair et vernis, des faïences décorées, des cuivres et des étains disposés sur un buffet à la flamande, prit un ton plus chaud ; il semblait qu'une vie rayonnante émanât de tant de choses noyées cependant dans une constante obscurité. Dans le petit poêle de fonte que l'on disposait pour l'hiver, où Amélia devait chaque semaine venir faire « une flambée », les cendres de la veille attendaient la main qui les doit enlever. Tout était en place, brillant et intime, dans cette pièce d'une demeure où nul n'habitait plus, où résonnait seulement de temps à autre le pas lourd d'Amélia, fidèle à la tâche, d'ailleurs largement rémunératrice qu'elle avait acceptée sur la prière même du défunt M. Desvarennes.

La voyageuse aux yeux tragiques fut sensible à cette impression :

— Je vous remercie, Amélia, de n'avoir pas délaissé la villa... malgré les bruits qui courent, ajouta-t-elle avec un frémissement dans la voix.

— C'est bien le moins, Madame, moi vous savez, je ne donne guère dans ces sornettes-là : les morts sont bien morts, allez ! Puis Monsieur était si bon ; c'est grâce à lui, nous ne l'oublions pas, que la Désirée a pu se marier. Sans lui, le déshonneur était sur nous ! Et il aimait tant, le pauvre sa « folie de famille », comme il disait !.. je vais allumer le feu ici, n'est-ce pas ?.. à moins que vous ne

préfériez que ce soit dans votre chambre ?

— Non, ici, s'il vous plaît.

La Normande sortit pour aller chercher des sarments et du bois sec. La jeune femme alors, après une hésitation, franchit, la main sur les yeux, le seuil de la pièce voisine.

C'était une pièce tout en profondeur qui avait pu servir de bibliothèque et de cabinet de travail et qui était presque entièrement dans l'ombre. La voyageuse en devait connaître parfaitement la disposition intérieure car, pas un meuble n'avait été heurté, quand Amélia après avoir mis le feu aux brindilles et fait ronfler le poêle, vint à son tour dans la pièce pour en ouvrir les volets et y faire pénétrer la lumière.

La jeune femme était accoudée à la cheminée, ses yeux fixaient une tache sombre sur le parquet à gauche du fauteuil placé devant un lourd bureau de chêne. Son regard avait dû dans l'ombre même reconnaître la place exacte de la sanglante éclaboussure ; elle la voyait s'agrandir et se colorer, rougeoyante, pareille à celle qui s'étendait au pied du sorbier dans le jardin glacé. Cette tache, sous la fixité de son regard, semblait s'animer des mouvements indécis d'une respiration ralentie et vivre d'un souffle qui tour à tour l'élargissait et la rétractait, comme, si en elle, eût été recueillie et restée vivante quelque parcelle de l'âme même de celui dont le sang s'était épanché là goutte à goutte, dans l'ombre morne et la solitude glaciale d'une nuit tout entière de novembre.

La voix d'Amélia un peu contrainte, arracha la voyageuse à cette sorte d'hypnose qui tenait sa pensée engourdie d'horreur physique, de pitié morne et de dégoût.

— Madame, le feu marche au salon et à côté ; je vais allumer celui de la cuisine, car pour que vous y teniez toute la journée, il en faut un peu partout. A quelle heure voulez-vous que je revienne ?

— Pas avant ce soir : je n'aurai pas besoin de vous.

— Mais, Madame, et manger ?..

— Manger ?.. C'est vrai ! Montez-moi deux œufs et un peu de café aussitôt que possible : je ferai ma cuisine moi-même, car j'ai besoin d'être tout à fait seule et tranquille. Et merci, ma bonne Amélia.

La grosse femme sortit en grommelant et en clochant un peu, ce qui était chez elle, l'indice d'un fort souci. Bien que la nature du chagrin sans larmes qu'avait éprouvé Madame Desvarennes à la suite de la mort de son mari, fût restée pour le père et la mère Houde un peu mystérieuse, ce désir de solitude de la veuve dans cette maison tragique et à coup sûr hantée, ne lui disait aujourd'hui rien qui vaille.

Elle fit néanmoins ce qui lui était demandé, se promettant à part elle, d'envoyer Hervé ou le père Houde faire un tour de ce côté durant la journée.

*
* *

Quand la jeune femme qui avait attendu avec une impatience fébrile le retour d'Amélia, comme si les minutes ainsi dérobées à sa solitude eussent été de celles qui ne se retrouvent pas, entendit pour la seconde fois le bruit du pas claudicant décroître dans la descente, puis s'évanouir, elle se sentit tout à coup saisie d'une atroce frayeur.

Elle n'était pas venue là pour se plonger dans les souvenirs brûlants du passé, ni mue par la pensée d'un pieux pèlerinage. Elle y était accourue comme une bête traquée : elle avait agi sous l'influence d'une force terrifiante et invincible ; il semblait qu'elle fût la proie des antiques Erynnies et qu'elle eût répondu à un appel menaçant de l'ombre vengeresse.

Il lui avait suffi de revoir un instant *l'autre*, celui entre elle et lequel s'était placé soudain le spectre sanglant de l'abandonné, pour accourir ici... C'était un acte inexplicable de folie désespérée. Elle était vraiment l'épave rejetée de Charybde en Scylla et qui ne souhaitait autre chose que l'engloutissement final et l'oubli.

Clouée au siège de la claire petite salle à manger où Amélia l'avait retrouvée, puis laissée, elle était sous cette impression redoutable, qu'au premier de ses gestes, le fantôme du mort, troublé dans sa solitude profanée, allait se dresser devant elle et lui reprocher le passé.

Cependant, le feu ronflait ; les nuées du matin si sombre se dissipaient peu à peu. Dans la pièce intime et brillante, l'atmosphère se faisait presque douce. Le calme de l'ambiance, la paisible sérénité des choses pénétrant peu à peu la jeune femme, sa volonté de se meurtrir, de se maudire, de refaire en pensée tout le chemin d'ignominie, dominait les terreurs nerveuses de son imagination.

Les yeux sur l'horizon où la mer mouvante s'agitait au-dessous de nuages voyageurs, elle voulut, dans cette solitude profonde, avoir le courage de descendre en la profonde vérité de son cœur. L'idée de la mort, d'une mort rapide et violente la hantait comme un moyen de délivrance ; mais puisque, en cette minute, sa terreur suspendue, elle recouvrait sa raison entière, elle s'imposerait avant l'acte suprême, le suprême examen de conscience.

Elle croyait bien depuis le jour tragique s'être efforcée de détester et d'oublier l'image sanglante et la fin douloureuse du mort, en même temps que d'enfouir au plus profond de soi-même, son amour pour le vivant. Celui-ci, elle l'avait fui pour le soustraire à l'ombre funeste qui tout à coup avait pesé sur elle ; mais en son cœur, elle avait espéré toute une année, qu'il lui gardait, en dépit de la séparation et du silence qu'elle lui avait imposés, un souvenir passionnément fidèle !.. Quelle naïveté, quel aveuglement !.. Quelle honte !..

Et du mépris d'elle-même soudain répandu en son âme, elle se distilla l'amertume. Elle se revit : c'était l'année dernière, un jour assez semblable à celui-là, et c'était à Paris. Elle était accourue à l'appel de Sabine qui les avait convoqués, Victor Baumont et elle, afin d'organiser la distribution des rôles d'une opérette qu'il s'agissait de jouer dans une des premières grandes réunions de l'hiver.

Elle était arrivée d'assez bonne heure, ainsi que le lui avait recommandé sa cousine, mais Madame Queyras obligée de sortir pour une affaire urgente et imprévue avait recommandé à la femme de chambre de prier Madame Desyarennes de l'attendre ; il y avait du feu dans le petit salon. Au bout d'un quart d'heure, ce n'était pas Sabine qui arrivait, mais M. Baumont que la femme de chambre introduisait à son tour pour obéir aux ordres de sa maîtresse.

Certes, Sabine était trop insouciante de ce qui n'était pas son propre plaisir, pour avoir songé à leur ménager ainsi un tête-à-tête ; le hasard seul avait dû tout conduire.

Et la jeune femme revoyait à ses genoux, cet homme, celui autour de la figure duquel s'était produit en son esprit ce phénomène de cristallisation si longuement étudié par Stendhal. Elle le voyait, la suppliant de lui accorder une heure de sa vie, une heure seulement de sa présence chez lui, dans son logis désert, pour qu'elle y laissât de son parfum, de son souffle, de sa pensée émue peut-être...

Et l'éternelle comédie du leurre éternel se joua entre eux... Elle fut pitoyable à l'amour désintéressé qu'il lui jurait : elle était éprise, elle ne demandait qu'à croire. Elle avait promis, consciente à coup sûr du danger — Victor Baumont était, elle ne l'ignorait pas, ce qu'on appelle un homme à succès — mais heureuse de s'y exposer, certaine dans sa naïve bonne foi de n'y point succomber, parce qu'elle était elle, parce qu'il « l'aimait comme il ne se doutait pas qu'on pût aimer avant de l'avoir rencontrée ».

Il l'attendrait, le surlendemain.

Ce que Sabine avait décidé ensuite, elle ne s'en souvenait plus ; elle ne l'avait peut-être jamais su, car elle s'était dès cet instant fait l'effet d'une aiguille d'acier, jusque là fixe et sage, et tout d'un coup affolée par le passage d'un courant aimanté.

Elle n'avait pas une minute, au moment de céder à cette volonté étrangère de celui qui la supplait, songé à son mari, à ce compagon patient et désabusé qui avait voulu être un jour le bon génie de sa vie, quelque chose pour elle, comme cet esclave de la lampe merveilleuse qui crée des miracles par esprit d'amour et désir aveugle de complaire !.. Ce n'est qu'en franchissant le seuil de sa porte, à son retour chez elle, que l'idée de paraître devant lui avec la trahison déjà consommée par le consentement en son cœur, lui devint importune et haïssable.

Elle fut surprise qu'il ne soit pas rentré déjà, car il était tard !

Dans sa chambre, elle trouva un mot : on eût dit que le destin flattant ses plus secrets désirs lui ouvrait tout grand et libre le chemin de la perdition. Son mari l'avertissait qu'il partait le soir même pour D... Ayant à régler auparavant plusieurs affaires pressantes, il n'avait pu attendre qu'elle rentrât, il enverrait le lendemain de ses nouvelles.

Depuis quelque temps, il avait pris l'habitude de partir ainsi brusquement ; il prétextait la fatigue, un besoin impérieux de respirer cet air marin qui manquait à sa vie, mais elle ne remarquait pas qu'à son retour, son visage fût moins pâle, les périodes de prostration où il semblait concentré dans une pensée absorbante et destructive, moins fréquentes. Elle ne s'inquiétait pas outre mesure de ces absences de plus en plus rapprochées. Elle l'avait toujours connu original et bizarre ; ces fugues mal expliquées ne lui déplaisaient pas. Elle respirait mieux de n'avoir pas à ses côtés, la présence de celui dont elle ne savait pas au juste, s'il pénétrait ou ignorait ce qui se passait en elle. Quelque chose le rongeait qui, pour elle était un malaise ; peut-être la nostalgie de la vie d'aventure qu'il avait, en un jour de passion délirante, abandonnée pour elle et qui le reprenait comme un mal inguérissable à mesure qu'ils se détachaient l'un de l'autre ?

Quoi qu'il en soit, elle n'eut aucune méfiance, aucun soupçon ; toutefois, de se trouver si bien servie par les circonstances, elle avait ressenti une crainte. Elle connaissait, pour en avoir déjà fait l'épreuve, les conséquences souvent si imprévues

de ces caprices du sort, qui vous traînt alors qu'il semble vous sourire.

Vingt fois, pendant la journée du lendemain, elle fut sur le point d'envoyer à Victor Baumont un mot pour se dédire ; le courage lui manqua. Il lui semblait que c'était inutile, qu'elle n'avait plus d'effort de volonté à faire, tant elle était visiblement dans la main du destin. Elle ferma sa porte à tous les visiteurs ; fébrile, elle n'osa même pas sortir pour dissiper l'étrange inquiétude qui la dominait.

Dans l'après-midi, on lui remit la lettre annoncée par son mari ; l'écriture de l'adresse lui parut altérée ! Elle se mit à souhaiter qu'il l'avertît de son retour pour le lendemain, qu'il lui donnât un ordre qui l'empêcherait de courir au rendez-vous promis. Elle lui en voudrait, certes, de se montrer soudain pour elle, un maître importun, mais elle s'en voudrait moins à elle-même de sa dangereuse faiblesse ; et son inconscient égoïsme de femme adulée s'accommodait lâchement d'un semblable compromis.

Puis, brusquement, elle rompit l'enveloppe, elle lut... et les lignes en traits rougeoyants dansaient devant ses yeux !

Elle se crut hallucinée ! elle vivait un rêve atroce : elle subissait un affreux cauchemar !.. Elle jeta un cri qui fit accourir la femme de chambre. Puis brusquement rendue à elle-même : elle commanda à la fille d'emplir à la hâte une valise et de préparer ses vêtements de voyage !

Elle arrivait au matin du lendemain à la Folie Desvarennes pour en faire forcer la porte et y trouver le cadavre défiguré et sanglant de celui qu'en intention, elle avait si indignement trahi, sans qu'elle eût à lui reprocher que de l'avoir trop profondément adorée.

(*A suivre.*) JULIEN REYNE.

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE

Quand se termineront les travaux de la conférence ? Je veux dire : à quel moment aura-t-elle liquidé tous les problèmes qui se posent devant elle ? Les plus optimistes, les plus intrépides hésitent maintenant à fixer une date, car les difficultés naissent les unes des autres, et les délais se prolongent, se multiplient contrairement aux pronostics du début. La reconstruction de l'Europe était chose relativement simple en 1815, car le directoire européen n'avait pas à compter alors avec toute une série de conceptions qui s'imposent fortement aujourd'hui et qui ne tarderaient pas à se venger, si on les négligeait ou les piétinait. Cette reconstruction comporte, en 1919, l'examen de conditions nouvelles et infiniment délicates, et au surplus, elle s'étend au monde entier. Il serait donc chimérique, des complications pouvant surgir chaque jour, à chaque heure, de prévoir une échéance à laquelle les plénipotentiaires, devenus libres de leurs mouvements, pourraient enfin se séparer.

La paix entre l'Entente et l'Allemagne a été discutée, conclue, ratifiée en un délai de 8 mois, que d'aucuns, et non sans raison, ont déjà trouvé fort long. En réalité, de toutes celles qui devaient être débattues, et servir de sanctions au conflit, elle était la moins complexe. Ni dans l'ordre territorial, ni dans l'ordre économique et financier, elle n'avait chances de diviser les puissances alliées, ou du moins la somme des intérêts communs l'emportait de beaucoup sur celle des intérêts divergents. Les délégués, qui siégeaient dans la capitale de notre pays, étaient tous animés du désir de réduire l'Etat germanique à l'impossibilité de reprendre la guerre. Deux puissances, l'une ancienne, la France, l'autre restaurée, la Pologne, étaient appelées à profiter de son démembrement sur le Continent. Le partage des colonies ne suscitait aucun froissement. Les stipulations à établir ne devaient engendrer nul litige essentiel entre les peuples confédérés.

Il reste, en réalité, à l'heure où j'écris, une tâche énorme à accomplir, une tâche dont beaucoup ne discernent point la gravité et qui, pour soulever des questions de moindre ampleur en apparence, représente, pour la collectivité humaine, une succession de risques inquiétants.

L'Autriche allemande qui accepte en principe, et depuis près de neuf mois, le sort d'un petit Etat, — qui ne peut plus opposer de résistance sérieuse, était contrainte de souscrire aux conditions de l'Entente. Ce n'est pas d'elle qu'on peut attendre un sursaut de défensive ou d'offensive. Elle n'aspire qu'à la paix : privée d'armes et d'argent, dépourvue de tout ressort militaire, elle désire connaître au plus tôt son sort, quel qu'il soit. Elle a renoncé à la protestation véhémente. La ratification des articles, que M. Renner aura revêtus de son sceau, ne fera pas doute à l'assemblée nationale de Vienne.

Ce n'est pas non plus de Pesth que viendront les difficultés. Le jour où la Conférence ouvrira des pourparlers avec le gouvernement magyar, ce dernier reconnaîtra le démembrement de la Transleithanie. La dissolution de l'ancien empire habsbourgeois, préparée par les mouvements nationaux du passé, s'effectuera avec une rapidité singulière : elle s'est déjà effectuée, en vérité, dès le pre-

mier jour, et il ne s'agit plus que de la consacrer solennellement.

La Bulgarie avait de grands appétits au début de la guerre : en 1915-1916, elle crut toucher à la réalisation des vastes desseins qu'elle avait formés et s'approprier l'hégémonie balkanique. Campée sur le territoire serbe, sur le sol grec, et dans le domaine roumain, elle estimait que son heure historique était arrivée, et Ferdinand de Cobourg triomphait. Mais le traité de Bucarest avait déjà montré à ce prince que ses alliés étaient prêts à contrecarrer ses ambitions, puis l'écroulement s'est accompli. Ferdinand a dû abdiquer au profit de Boris, — Radoslavof céder la place à Théodorof, et les délégués de Sofia se présentent devant ceux de l'Entente avec une attitude très différente de l'arrogance passée. Ils ont à débattre non plus ce qu'ils gagneront, mais ce qu'ils perdront. Eux non plus ne sauraient jouer de la rupture, si les conditions leur déplaisaient, car leur pays, militairement affaissé, est travaillé par un fort courant révolutionnaire.

La visite de la mission ottomane en France demeure encore enveloppée d'ombre. On n'ignore point pourquoi cette mission est repartie, mais on ne sait pourquoi elle est venue, et l'explication officielle, qui en avait été donnée, n'avait convaincu personne. Il ne serait pas malaisé aux chancelleries de l'Entente d'imposer leurs volontés à l'Empire turc, dont l'armature est brisée, et dont les peuples, bien avant la suspension des hostilités, refusaient de se battre ; mais il faudrait au préalable que ces chancelleries eussent dressé la nomenclature de leurs volontés, et ce n'est un secret pour personne, qu'au regard des anciens domaines de la Porte, elles n'ont pas encore mis sur pied un programme précis. Si les lignes générales d'un plan de dislocation avaient été tracées il y a quelques mois, l'intervention du gouvernement anglo-indien, à la suite des séditions de l'Inde et de l'Egypte, qui sont apparues comme un réveil de l'esprit musulman, a bouleversé les conclusions déjà acquises. On s'est demandé, tout à coup, — n'y avait-on pas pensé plus tôt ? — si un assujettissement trop évident du Sultan ne surexciterait pas les rancunes et les haines de l'islamisme, et ne créerait pas un danger accru pour les puissances, — telles la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, qui ont un plus ou moins grand nombre de ressortissants mahométans. Ainsi l'ajournement du débat avec la Turquie, l'un des plus considérables de tous, — que l'on envisage l'ampleur des territoires à répartir, l'importance de leur situation géographique ou de leurs ressources économiques, les projet des Etats grands et petits, — a été admis non point sur l'initiative des négociateurs ottomans, mais sur la décision de l'Entente.

Et la transition est toute naturelle vers un second développement. — Ce qui prolonge les travaux de la Conférence, — ce n'est plus la mauvaise volonté des vaincus, c'est le souci qu'ont les vainqueurs d'éliminer, de réduire au minimum — entre eux-mêmes — les risques de conflit pour les temps futurs. Car la reconstruction de l'Europe et de l'Asie comporte en soi l'origine de querelles nouvelles et qui peuvent bouleverser les rapports entre les gouvernements.

On a été surpris souvent de voir la Conférence aborder tous les sujets pour les abandonner, puis les reprendre en bloc pour les délaisser à nouveau. On ne s'explique point qu'elle ait passé, sans raison apparente ou plausible, de l'Arménie à la principauté de Teschen, du Banat de Temesvar au Spitzberg, de Fiume à la Bessarabie. C'est qu'étreignant un problème territorial, elle s'aperçoit soudain qu'une solution simple à première vue est grosse de menaces réelles : alors elle laisse sommeiller la controverse, dans l'espoir qu'une inspiration salutaire viendra à quelqu'un de ses membres, qu'un règlement plus élégant et plus rassurant lui sera suggéré.

Ce n'était rien, une fois l'armistice proclamé, de dicter des clauses aux puissances qui avaient fléchi, et qui n'avaient plus la force de se ressaisir. Mais ce qui était plus malaisé, c'était suivant le mot historique, de recoudre après avoir taillé. Lorsqu'on taillait, le bloc des Alliés était aux prises avec la Quadruplice adverse. Lorsqu'on recoud, la Quadruplice adverse s'étant effondrée, les Alliés disjoignent plus ou moins le bloc qu'ils avaient constitué sous la pression des circonstances, et ils devinent que leurs plans d'expansion s'opposent quelquefois les uns aux autres. De même, au congrès de Vienne, les souverains qui s'étaient ligués contre Napoléon Ier, pour provoquer sa chute, et qui avaient abouti à cette fin, constataient que leurs intérêts ne concordaient pas absolument entre eux.

Les litiges territoriaux et autres, qui se produisent entre les gouvernements de l'Entente, se résoudront tôt ou tard. Si je les évoque ici, c'est pour fournir une explication de la situation présente, pour donner la raison profonde des ajournements qui se marquent à la Conférence. Si aucun heurt ne s'était manifesté, tout pourrait être fini. Tout traîne parce que l'on recherche encore les solutions amiables de problèmes, qu'il serait criminel de résoudre à la légère.

Je n'ai point l'intention de reprendre ces problèmes en leur ampleur, car j'ai conscience d'en avoir, dans nos colonnes, exposé fréquemment la substance.

La dislocation de l'Empire habsbourgeois n'était, si l'on peut dire, qu'un acte négatif, — comme toute destruction de pouvoir établi. Il fallait, à la place de cette souveraineté oppressive et périmée, qui liait dix peuples sous un même joug, instituer un statut nouveau, fondé sur le droit des nationalités. Mais le droit des nationalités, indéniable en son principe, et que seuls les esprits rétrogrades et fermés au concept de la liberté humaine peuvent encore contester, n'est qu'une affirmation de haute philosophie politique. C'est la réalisation qui est malaisée, quand plusieurs collectivités ethniques s'enchevêtrent aux frontières, et que chacune d'elles s'efforce, — c'est une tendance naturelle, — d'élargir plus ou moins abusivement son domaine. Si le plébiscite loyal et libre pouvait prévaloir partout, on aboutirait à un régime approximativement légitime et stable, mais nous n'en sommes pas encore là. Et ainsi les Italiens et les Sud-Slaves sont aux prises dans toute la région de l'ancienne Cisleithanie, qui va des Alpes à l'Adriatique, et nul n'ignore que les esprits ont atteint à un degré d'irritation inquiétant de part et d'autre. Polonais et Tchéco-Slovaques se disputent la région minière de Teschen en Silésie, brandissant simultanément des raisons ethniques, culturelles, stratégiques, économiques. Roumains et Serbes sont en désaccord au sujet du Banat de Temesvar.

De même le démembrement de l'Empire ottoman évoque tout de suite des possibilités de conflit entre les Etats victorieux, qui s'arment de leurs intérêts matériels ou moraux en Orient. La France, l'Angleterre, l'Italie, la Grèce ne réussiront pas, sans de longs délais, à instaurer un règlement commun, — et pour ne prendre que deux exemples, on sait combien les prétentions de l'émir Fayçal ont mécontenté à la fois les Syriens et la diplomatie française : on sait combien l'occupation de Smyrne par les troupes helléniques a provoqué de protestations à Rome. Comment au surplus aborder une liquidation définitive, sans avoir fixé le statut de cette cité unique qu'est Constantinople, et sans avoir déterminé le sort de l'Arménie, — et nul n'ignore qu'ici les réponses de l'Amérique peuvent exercer une action prépondérante.

Et je ne parle point de l'affaire du Chantoung, qui grossit de jour en jour, depuis que la Chine a refusé de souscrire à des articles tenus par elle pour contraires au droit. Je ne jette pas un coup d'œil sur l'Europe du nord-est et du centre-est, où il faudra aussi délimiter des Etats nouveaux. Non, l'heure n'a pas sonné où la Conférence clôturera ses séances. Sur ses délibérations pèsent les traités secrets, les revendications des puissances anciennes et des Etats nouvellement formés, des appétits territoriaux et économiques qui s'entrechoquent avec fracas, et la crainte nourrie par certaines chancelleries de ne pas tirer, de ce renouveau du monde, un suffisant profit. Pendant longtemps, la rubrique tiendra sa place dans les journaux.

PAUL LOUIS.

LECONTE DE LISLE ET L'ÉVOCATION DU PASSÉ (1)

L'auteur des *Poèmes Barbares* est un trop grand coloriste pour ne pas être de cette école. A l'en croire, le rôle essentiel de la poésie est d'exprimer le génie propre, l'idéal religieux particulier d'un peuple, et c'est en partie parce que les races modernes se confondent dans une pâle uniformité, qu'il détourne d'elles son regard d'artiste. Considéré sous ce point de vue, le passé offre à sa puissante imagination une inépuisable fête plastique. Il prend plaisir à en ressusciter les mouvants décors : devant lui, suivant le mot de Vigny, les grands pays muets s'étendent longuement ; il laisse errer son rêve éclatant sur les bords sacrés du Gange, sur l'azur des mers helléniques, sur les neiges de Scandinavie. Puis il entre dans les cités abolies ; comme Thogorma il voit monter dans ses yeux des murailles de tours, et voici que surgit de l'ombre l'antédiluvienne Hénoklia, ou la Thèbes des temps homériques, ou la royale Damas. Puis s'évoquent des architectures, des intérieurs de temples et de palais, des costumes, des armes. Nul, si ce n'est Flaubert, n'a plus instamment demandé à l'histoire de l'enivrer de formes et de couleurs.

Mais la variété des âmes est peut-être plus divertissante que celle des décors. Il n'hésitera donc pas à accentuer le caractère des temps et des peuples : indifférence et torpeur si l'Inde est en jeu, plasticité et sérénité s'il s'agit de la Grèce, âpreté barbare s'il faut mettre en scène des Scandinaves ou des Espagnols, fureur persécutrice si le Moyen-Age est en cause. Un exemple entre beaucoup d'autres : Dans le *Chant de Mort de Hialmar*, traduit par Xavier Marmier et dont il s'inspire (2),

(1) Voir le précédent numéro.

(2) Nous empruntons ce détail, ainsi que plusieurs autres, à l'ouvrage de M. Vianey : *Les Sources de Leconte de Lisle*, indispensable à quiconque s'occupe de ce poète.

Hialmar s'adresse à l'un de ses compagnons d'armes et lui dit : « Tire de mon doigt cet anneau d'or rouge, porte-le à ma jeune Ingebord ». Dans le poème français, il ne s'adresse plus à aucun être humain : il n'en est plus un qui bouge sur le vaste champ de bataille où il est couché : il fait appel au corbeau de la bruyère, et ce n'est plus un anneau qu'il lui demande de porter à sa fiancée, mais son cœur « tout chaud ». Il est ainsi plus Scandinave, plus barbare que le héros de l'antique cantilène, plus séduisant pour une imagination toujours romantique.

Au reste, cette imagination a d'autres besoins. En même temps qu'à la recherche de la couleur, du détail, du caractère, elle est portée à donner à ses créations un intérêt général, humain, éternel : elle se rapproche ainsi de l'imagination classique qui aime à réduire à des types généraux la variété des individus. Et l'histoire se prête encore à cette puissante simplification, elle qui fait apparaître derrière l'individu l'homme du pays et de la race, et derrière celui-ci l'homme de tous les temps. Constatons d'abord le caractère éminemment synthétique que l'auteur donne à ses poèmes : la plupart sont des raccourcis où il réussit à résumer toute une littérature, toute une religion, toute une civilisation : *Çunanépa* contient l'essence même du Ramayana, cette interminable épopée indoue : *Bhagavat* enferme toutes les croyances de l'Inde ancienne; toute la civilisation de l'Islam tient dans *Mouça-al-Khébir*. Bien plus, l'homme éternel se révèle à son tour dans ces grandes œuvres avec sa raison inquiète et son insatiable cœur : le héros de la *Vision de Brahma* est le porte-parole de l'humanité entière, anxieuse devant les insolubles problèmes, et à jamais tourmentée par l'infini : *Quaïn* donne une voix à toutes nos révoltes : *Niobé* symbolise sans doute la raison humaine dont tous les enfants, toutes les créations sont impitoyablement abattus par les religions.

Goût du particulier et du général, l'histoire poétique telle que l'entend Leconte de Lisle concilie ces oppositions : elle lui permet de satisfaire aux deux Muses qui partagent son culte d'artiste. Mais l'artiste en lui n'est pas tout, et les exigences mêmes de l'imagination sont subordonnées à celles de l'intelligence.

Par une curieuse contradiction, cet homme, impatient de s'évader de son temps, en garde l'empreinte la plus accusée : l'esprit scientifique. Il rêve de faire passer dans la poésie quelque chose des résultats de la science, quelque chose aussi de son objectivité et de sa précision.

Or, l'esprit scientifique contribue à l'incliner avec tous ses contemporains vers l'étude des peuples morts. Ce n'est pas sans doute l'effet du hasard, si le dix-neuvième siècle est par excellence le siècle de l'histoire. Le passé est pour nous un besoin ; si nous nous tournons vers lui, ce n'est pas toujours par dilettantisme, comme pour égarer nos pas et nos regards dans un attirant musée. La science nous a convaincus que nous ne sommes qu'un chaînon dans la chaîne immense des générations. Pleins du sentiment de notre humilité, nous regardons alors au delà de nous-mêmes. Pas plus que Renan, Leconte de Lisle n'échappe à cette loi.

D'autre part, pour qui rêve l'union de la science et de l'art, l'histoire n'est-elle pas un admirable champ d'expérience ? N'est-ce point là qu'art et science ont le plus besoin l'un de l'autre, là qu'ils se sont le plus souvent rencontrés et affrontés, là qu'il est sans doute le plus désirable de les concilier. Car force est bien de les y admettre tous deux. L'histoire est devenue de plus en plus une science. Qui oserait soutenir cependant qu'elle puisse le devenir complètement ? Où sont ici et l'observation directe des phénomènes, et la possibilité de les renouveler par l'expérience ? Et si l'histoire est indispensable à l'établissement de la vérité historique, celle-ci ne cesserait-elle pas d'être vérité si l'art ne lui ajoutait ce prestige indéfinissable qui est la vie ?

Que Leconte de Lisle ait porté dans ses poèmes d'histoire un esprit scientifique, l'ensemble et le détail de son œuvre l'attestent également. La science historique moderne aboutit à une sorte de relativisme. Elle n'envisage pas en elles-mêmes les idées et les croyances dont a vécu l'humanité, mais les replaçant dans le pays et le temps où elles ont éclos, elle montre comment elles ont répondu tour à tour aux mêmes éternelles aspirations. Ainsi procède l'auteur de *Bhagavat* et du *Runoïa*, pour choisir comme exemples entre beaucoup d'autres, ces deux grands poèmes. En toute occasion, il marque fortement l'influence du climat et du sol. A voir dans *Bhagavat* ces palmiers et ces lianes, ces crocodiles flottant le long des îles, ces tigres tapis dans l'herbe, et ces abeilles et ces oiseaux aux becs d'or, et cet immense fleuve aux eaux si lentes, comment ne pas comprendre l'immobilité des brahmanes ensevelis dans la torpeur de leur rêve, et leur lassitude accablée devant ces mille et mille formes de la vie et la prodigieuse histoire de Vishnou. Tout de même dans le *Runoïa*, neiges inépuisables et steppes infinies, tourbillonnement des vents et brouillards d'hiver, noirs étalons et loups hurlants nous préparent à la tristesse des cosmogo-

es du Nord, drames lugubres sur lesquels plane
pressentiment sinistre, et où les dieux mêmes
vent qu'ils doivent mourir.

Scientifiques par les grands principes qui pre-
lent à leur formation, les *Poèmes Antiques*, *Bar-
res et Tragiques* le sont encore par leur préci-
on et leur relative objectivité. Ils ne naissent pas
la fantaisie, mais de l'étude. Ils sont la brillante
raison de lectaires austères. Une inscription dé-
uverte par Champollion fournit le sujet de *Néfé-
u-Ra* ; les Hymnes publiés par Lenormot et traduits
r Léouzon-le-Duc inspirent les *Larmes de l'Ours* ;
Histoire Générale de l'Inde, par M. de Marlès sug-
re *Nammahal* et *Djihàn-Ara* : toujours une sé-
euse documentation sert d'assise aux créations du
ète. Et ces documents précis servent à poser des
estions précises, vraiment scientifiques. *Bhagavat*
ontre le lien étroit qui rattache les ascètes vismuis-
aux dogmes bouddhistes, *Niobé* symbolise une
te fort ancienne entre les traditions doriques et
e théogonie venue de Phrygie... Rien qui se
ête moins au caprice lyrique.

Aussi, malgré quelques contradictions apparen-
, l'auteur de la *Vigne de Naboth* ou de la *Tête
Kenwarch* n'estime pas qu'il lui soit permis de
mprunter à l'histoire ou à la légende que des
dres où il développerait « les passions et les es-
rances de son temps ». « Il faut, dit-il, que le
ateur se transporte tout entier à l'époque choi-
et y vive exclusivement ». Il ne pardonne pas à
guy d'avoir prêté à son Moïse une mélancolie
te moderne : il eût voulu retrouver dans le pa-
rche hébreu « le chef sacerdotal et autocratique
six cent mille Nomades féroces, convaincu de
sainteté de sa mission et de la légitimité des im-
cables châtiments qu'il inflige », l'homme « qui
égorger en un seul jour vingt-quatre mille
ëlites par la tribu de Lévy ». Aussi s'attache-t-il
econstituer les sentiments archaïques de ses hé-
, aussi bien que le décor où il les replace. Ni le
ouche Hialmar, ni le vieux Komor jarle de Kem-
, ni la Gudruna de « la Mort de Sigurd », ni le
drigue de la « Tête du Comte » ne sauraient
ser pour des modernes : il se pourrait même
ls fussent d'avanture plus anciens qu'il ne con-
ndrait.

econte de Lisle trouve donc dans la mise en œu-
poétique du passé de quoi répondre aux besoins
veaux d'un esprit moderne. On n'est pas impu-
ent le contemporain des Claude Bernard, des
teur, des Berthelot. « Nous sommes, écrit-il,
génération savante : la vie instinctive, spon-
ée, aveuglément fécondée de la jeunesse s'est
rée de nous ». Qu'un Lamartine traduise admi-
rablement dans ses vagues poésies le malaise d'une génération rêveuse et mélancolique, qu'un Victor Hugo s'efforce d'exprimer l'humanité dans une espèce d'œuvre cyclique sans d'ailleurs que ses poèmes « appartiennent à aucune époque nettement définie, ni mettent en lumière aucun caractère individuel original », lui, en concentrant son effort sur telle question déterminée, fût-ce « le caractère metaphysique et mystique des ascètes vismuistes » n'exprime pas moins les préoccupations les plus élevées de son temps qu'il lui fut impossible de ne pas partager.

Comment le penseur recueille des mains du savant les éléments d'une philosophie tour à tour désolée et résignée, ce n'est point notre objet de le rechercher. Mais n'est-il pas aussi vrai de dire que le penseur précède le savant, et contribue à le jeter dans ces grands voyages à travers l'histoire, afin de confirmer sa propre pensée, et de l'enrichir en quelque façon de toute l'expérience des siècles.

Leconte de Lisle est un pessimiste : il semble l'avoir toujours été, comme Vigny, comme sans doute tous les pessimistes qui ne sont pas seulement des misanthropes. A l'en croire, le monde est irrémédiablement mauvais : il est l'œuvre du mal qui ne finira qu'avec lui. D'autre part, la vie est un tourbillon d'apparences vaines qui s'écoulent aussitôt qu'apparues, « un torrent de mobiles chimères ». Vienne donc la mort qui nous affranchira du temps et de l'espace, et soulèvera de nos fronts le fardeau des pensers !

Nul doute qu'il n'ait cherché avec complaisance dans l'histoire la confirmation de ces désolantes doctrines. N'est-elle pas un amas de crimes, un sombre enchaînement d'iniquités, un étalage de tous les vices ? N'est-elle pas aussi un perpétuel écroulement de civilisations, un amoncellement de ruines qui toujours s'ajoutent à des ruines, et par suite pour les vivants un sinistre avertissement de mort ! Aussi, se plaît-il à en contempler les aspects les plus funèbres : il en aggrave encore, s'il se peut, la tragique horreur, poussant au noir les antiques légendes, et en effaçant avec soin les moindres sourires. Et toujours dans l'évolution des civilisations et des religions, c'est le moment de la chute qu'il choisit de préférence, afin de se désoler lui-même et de nous désoler de leur ruine.

Mais s'il demande le plus souvent à l'histoire d'exaspérer son pessimisme, il ne laisse pas quelquefois d'y aller chercher un peu d'apaisement. Elle devient pour lui, à certaines heures, une maîtresse de sérénité. N'enseigne-t-elle pas la relativité de nos misères, la stérilité de nos désespoirs ? N'ap-

prend-elle pas à regarder le présent comme sans importance dans la suite des siècles, à mépriser à plus forte raison les petits incidents de notre vie individuelle, à reculer en quelque sorte dans le passé, pour les atténuer, nos émotions les plus douloureuses, à considérer enfin le monde et l'homme comme le voulait Spinoza, « sous l'aspect de l'éternité ».

Leconte de Lisle est donc conduit à l'évocation des siècles morts par tous les chemins du cœur et de l'esprit. Les raisons les plus différentes, les plus contradictoires parfois, le sollicitent également. Leur multiplicité même nous induit à ne pas considérer son œuvre, comme on le fait souvent, à la façon d'un bloc compact, majestueux et un peu froid dans sa rigide unité. Elle est plus complexe et par suite moins artificielle, des tendances opposées s'y entrecroisent, des courants variés s'y mêlent : elle participe de la logique souterraine de la vie, au moins autant que de la logique extérieure des constructions de l'esprit.

Il était à craindre qu'elle ne gardât de la diversité de ses origines quelque confusion. L'auteur y porte à la fois la haine de son temps et l'esprit de son temps, l'amour et la haine des religions, le goût du particulier et celui du général, le besoin de soulager son cœur et l'affectation de l'impersonnalité, la recherche des émotions douloureuses et celle de la paix intérieure. Le choc de tant d'intentions contradictoires ne devait-il pas engendrer le chaos ?

Il n'en est rien, puisqu'on est porté, semble-t-il, à exagérer plutôt l'unité des créations du poète. Cela tient sans doute à ce que l'histoire plus que tout autre connaissance humaine sollicite les facultés les plus opposées, et n'exclut pas les points de vue les plus différents. Mais cela tient surtout à l'art que l'auteur emploie à tout concilier.

Il est rare en effet qu'il altère sensiblement la vérité, alors même que d'autres préoccupations le sollicitent. Si les Brahmanes de *Baghavat* expriment bien certaines souffrances personnelles de l'homme, il n'en sont pas moins conformes à ce que nous savons des Indous : l'étude des sources du poème l'a suffisamment établi. Le Runoïa annonçant au Christ qu'il périra à son tour, traduit une des pensées les plus chères de Leconte de Lisle, mais l'idée de la mort des dieux est partout présente dans les théogonies scandinaves. Si l'on s'étonne d'entendre Quaïn exposer une philosophie toute semblable à celle de son moderne interprète, il faut songer que la légende ne nous a pas transmis avec une telle précision les traits de ce personnage préhistorique qu'il ne soit permis de les compléter, et qu'enfin le langage qu'on lui prête n'est nullement en contradiction avec ce caractère de maudit et de réprouvé que personne ne lui conteste. Une fois satisfaction donnée à l'histoire ou à la légende, le poète n'est-il pas le maître d'exprimer les conceptions de son esprit ou les sentiments de son cœur ?

A défaut d'unité absolue, son œuvre présente donc une incontestable harmonie. C'est qu'il l'a domine toujours. Une volonté supérieure et ordonnatrice s'élève en lui au-dessus de toutes les tendances contraires ; elle assigne à chacune sa place, et orchestre en quelque façon ces voix discordantes.

Chez lui point de faculté qui prenne un développement anormal, comme l'imagination chez un Victor Hugo, ou la sensibilité chez un Musset : toutes s'équilibrent. Son esprit se pourrait comparer à quelque temple imposant, de contours si net et de si nobles proportions qu'à peine l'on s'aperçoit que des dieux différents y sont adorés.

MAXIMILIEN BUFFENOIR.

LES CHEVALIERS TEUTONIQUES

Des quelques amputations de leur domaine national qu'impose aux Allemands le traité de paix, celle de territoires rendus aux Polonais, le long des rivages de la Baltique, leur arrache les cris les plus douloureux. Leur fait-on tort, autant qu'ils le prétendent ? Et ne répare-t-on pas, au contraire, même insuffisamment, les vieilles iniquités dont ils sont coupables envers la Pologne ?

Ce n'est pas seulement au premier partage de pays, en 1772, que remontent les empiètements germaniques sur ces terres slaves et l'assujettissement de leur population par un abus inique du droit du plus fort.

Ces rapts de territoires et de populations, dont les Allemands ne voudraient plus qu'on leur parle se rattachent aux luttes des premiers temps de l'histoire entre eux et les populations slaves.

Mais la Pologne a les meilleures raisons de recupérer les terres riveraines de la Baltique, qui étaient son domaine. Les chevaliers de l'Ordre Teutonique, qui les gouvernaient, avaient accepté sa suzeraineté. Ce fut seulement par la félonie du dernier Grand-Maître de l'Ordre que ces provinces furent transférées au royaume de Prusse, qui était alors en voie de se constituer. Les droits que l'Allemagne invoque sur ces territoires ne valent guère plus que ses prétentions sur l'Alsace-Lorraine. Le litige entre elle et la Pologne remonte seulement plus haut.

∴

L'ordre des Chevaliers Teutoniques est né de la fondation à Jérusalem, en 1128, par un honnête et religieux Allemand, d'un hôpital pour ses compatriotes installés en cette ville pour les croisades. Il fut la branche germanique des Hospitaliers qui ont produit aussi les Templiers et les chevaliers de Malte. Et, par application, aux peuplades encore païennes des pays du nord de l'Europe, des procédés de soumission des Infidèles au christianisme employés en Orient, ils assumèrent la charge de contraindre ces réfractaires d'Europe à la discipline de la chrétienté. L'Ordre Teutonique reçut investiture de cette mission du pape et de l'empereur. Il resta leur feudataire, mais nominalement et sans autre forme matérielle d'hommage que leur contribution pécuniaire aux finances pontificales, telle qu'elle était alors, acquittée par la plupart des États chrétiens. Les Teutoniques, moins avides de mérites spirituels que des biens matériels de ce monde, ne tardèrent pas à considérer l'Église, dans leur lointain Etat, non comme une autorité supérieure à la leur, mais comme un organisme auxiliaire de leur pouvoir, presque une bureaucratie. C'était aussi cette notion qu'en avaient les Margraves de Brandebourg, leurs futurs héritiers et créateurs du royaume de Prusse. Et ce fut, précisément la Prusse primitive que les Teutoniques, fondus ultérieurement avec les chevaliers porte-Glaives, institués par l'évêque de Riga, eurent à faire entrer dans le giron de la chrétienté.

Ces Prussiens primitifs étaient un peuple de race lithuanienne, mais non de race germanique. M. Ernest Lavisse, dans ses *Études sur l'Histoire de Prusse* (1) admet que les Lithuaniens ont été l'arrière-garde des migrations aryennes, que leur langue est voisine du sanscrit, qu'elle a gardé des souvenirs d'Orient. Et M. Lavisse, dans l'énumération des sources de son *Étude*, ne cite que des auteurs allemands. Il y eut aussi quelque mélange timois dans la progéniture prussienne et lithuanienne. Et n'est-il pas admirable que le slavisme et le germanisme se soient heurtés violemment, entre ces Prussiens de sang slave et ces chevaliers de sang germanique, alors que les héritiers modernes de ces Slaves primitifs devaient être les ennemis acharnés de la race à laquelle ils se sont substitués en lui prenant son nom ?

Ces sauvages Prussiens de sang slave, entêtés encore dans le paganisme, au XIIe siècle, n'avaient pas ombre de cette aptitude naturelle au christianisme qui a caractérisé nos Gaulois comme les peuples celtes en général, et rendit chez eux si facile et si rapide la diffusion de l'Evangile. Et les Allemands n'ont jamais eu ces dons de persuasion par le charme et l'onction de la parole qui font les vrais missionnaires. Les Teutoniques procédèrent surtout par la force, pour arracher les Prussiens à leur religion nationale. Il les avaient en partie exterminés, quand ils eurent achevé de leur extirper leur croyance primitive. « Un peuple avait été supprimé », dit M. Ernest Lavisse, « pour faire place à une colonie allemande. »

Mais ces évangélisateurs par la manière forte, ont été des colonisateurs réellement bienfaisants. Ils ont plié au travail régulier, à l'ordre, à la méthode, les restes de ce peuple décimé par leurs massacres. Ils lui ont appris à rendre fertiles les terres en friche et souvent ingrates de leur pays. Ils ont fait surgir les villages et les villes abondamment, en des régions autrefois marécageuses ou couvertes d'inextricables forêts. Ils ont créé un Etat prospère qu'ils ont administré vigoureusement et habilement, durant la période de leur domination sur la Livonie et l'Esthonie, avec quelques intermittences dues à des compétitions à main armée, avec les Danois ou les Polonais. Ils ont fini par arracher la Poméranie, où est Dantzig, aux Polonais, et acquis la Nouvelle Marche que les Margraves de Brandebourg avaient enlevée à la Pologne. Ils dominèrent ainsi, un moment, des rives de l'Oder jusqu'au lac Peypus.

Il semble qu'en ces Chevaliers Teutoniques, il y ait, pour inspirer, guider et ordonner leur effort vers un but encore peu défini, mais que l'œuvre du temps précisera, des siècles après qu'ils auront disparu, un instinct héréditaire et permanent, un esprit de la race, le pressentiment d'une destinée à accomplir : c'est la haine du Germain pour le Slave. C'est cette haine qui a dicté la même œuvre, sur la rive droite de l'Elbe aux Margraves de Brandebourg, et aux Teutoniques sur la rive de la Vistule, pour être poursuivie, sur l'une et l'autre rive par le Margrave en qui se sont unies et la Prusse et la Marche, jusqu'à ce que, par un successeur de ce dernier, toute l'œuvre soit accomplie. Si bien que Frédéric II, quand il prit l'initiative du morcellement de la Pologne, en 1772, s'il ne se réclama point des Chevaliers Teutoniques, prit cependant leur revanche du désastre qui avait interrompu leur œuvre et l'acheva.

*
* *

La forte organisation militaire des Teutoniques, leur discipline animée par la pratique des trois vœux monastiques de chasteté, de pauvreté et

(1) Un vol in-16, Hachette, Paris.

l'obéissance, la bonne administration de leur peuple, la prospérité de leurs finances, due surtout à la loyauté hautement réputée de leur monnaie, le nombre des contingents auxiliaires que leur richesse leur permettait d'enrôler leur avaient donné une puissance redoutable. Ils en avaient fait sentir le poids aux Polonais, à diverses reprises. Ils leur enlevèrent notamment, la Poméranie, après trente ans de guerre ,et se montrèrent si menaçants à la Pologne, après ce succès, en 1343 que Casimir le Grand, par le traité de Kalisch, renonça à cette province. A la fin du XIVe siècle, sous le règne, en Hongrie et en Bohême, de deux princes allemands, un émissaire, au nom de ces souverains et du duc d'Autriche vint proposer au Grand-Maître de l'Ordre, de s'associer à eux, en vue d'un partage de la Pologne. Les tergiversations du Grand-Maître trop bien informé, sans doute des difficultés d'un tel projet, ne laissèrent pas le temps de le mûrir.

Mais, dit M. Ernest Lavisse, pour expliquer la décadence de l'Ordre et sa chute, après deux siècles de grandeur, « seules les nations ont été « grandes, dans les temps modernes, qui ont eu, « au moyen-âge, des monarchies consacrées ; la « Bohême, la Hongrie, la Pologne ont perdu leur « indépendance, pour s'être fiées au hasard de « l'élection d'un roi, et l'Etat teutonique a péri pour « avoir été régi par une corporation, superposée « pour ainsi dire à la colonie allemande, et non « par des princes qui auraient fait corps avec elle « et vécu de sa vie. » A ce vice constitutionnel de l'Etat Teutonique, s'ajouta assez vite et presque nécessairement, en ces moines guerriers pénétrés d'esprit politique bien plus que d'esprit religieux, un grave relâchement dans l'observance de leurs vœux. Le scandale de leurs mœurs dissolues, les aspirations de leurs sujets à participer à leur autorité et même à s'en émanciper n'avaient pas manqué de délabrer assez gravement la force de leur organisation, lorsqu'ils eurent à payer leurs empiètements méthodiques sur la Pologne et leurs cruels excès soldatesques en Lithuanie.

Au XIVe siècle, la Lithuanie, encore païenne, restait terre de croisade pour les Teutoniques et pour de nombreux aventuriers de toute la chevalerie d'Europe qui venaient solliciter leur admission dans l'Ordre, ou simplement prendre part à quelqu'une de ses expéditions. C'étaient surtout de somptueuses et joyeuses parties de chasse à l'homme, où l'on traquait, égorgeait et brûlait à cœur joie. C'était d'une abominable barbarie, mais cela justifiait cette mission de garde de la chrétienté qui était la raison d'être des Teutoniques.

Or, en 1386, et non certes par admiration pour les vertus chrétiennes des Chevaliers Teutoniques, la Lithuanie se fit chrétienne, à l'exemple de son roi Jagellon. Ce fut une conversion, en masse. On vit la population des villages et des villes se porter en foule, au bord des fleuves et des rivières, pour recevoir le baptême.

Grave déconvenue pour l'Ordre qui n'allait plus avoir de païens à surveiller et à contenir. Le but de sa fondation allait lui manquer. Il fut question, entre le pape et l'empereur, de le transporter dans quelque île grecque, d'où il aurait pu contribuer à la répression des débordements barbaresques en terres chrétiennes. Mais il n'est pas sûr que la proposition leur en a été faite. Et ils l'eussent vraisemblablement déclinée. Ils étaient trop acharnés à l'extension de leur autorité sur les territoires de leurs voisins, trop brûlés de haine contre les Polonais et les Lithuaniens, définitivement confédérés par le mariage de Jagellon avec Hedwige, reine de Pologne, pour renoncer, au bénéfice de la chrétienté dont ils se souciaient si peu, à la puissance souveraine dont ils jouissaient.

Un roman, même un roman historique, n'a de valeur documentaire que dans une certaine mesure. Toutefois, quand il est l'œuvre d'un écrivain reconnu grand, il est une expression générale assez digne de foi, des sentiments, des idées et des réalités qu'il fait revivre. C'est dans cette limite que l'on peut tenir compte des *Chevaliers Teutoniques* de Henryk Sienkiewicz (1). L'écrivain polonais ne les a pas considérés des mêmes yeux prévenus que les auteurs allemands, d'après lesquels on nous a donné à les juger. Toutefois, son sentiment n'est pas à rejeter entièrement. Et, tout en faisant la part de l'animosité de race, dans son œuvre, on doit admettre que sa sévérité ne va pas jusqu'à la calomnie.

Et il y a bien du brigandage, de la fourberie, de la duplicité, de la ruse, de la déloyauté, de la dureté aussi, de la cruauté, de la férocité implacable, le tout expliqué, excusé, justifié même par les irritants sophismes d'une casuistique jamais à court de plausibles prétextes, dans le tableau des avanies dont les Teutoniques harcèlent les Polonais en pleine paix, au cours du roman de Sienkiewicz. Il n'est presque pas un trait de caractère des Allemands que nous a révélé la guerre, dont il n'y ait déjà trace dans son œuvre. A voir tels que se sont montrés à nous, les héritiers des Teutoniques, on est fort porté à croire que Sienkiewicz n'a point tant défiguré les Chevaliers.

Leurs vexations en temps de paix, à des Polonais isolés, leurs rapts, leurs déprédations locales, entretenaient contre eux une telle fermentation que

(1) Un vol. in-16, Charpentier, éditeur.

Ladislas Jagellon, moins pour satisfaire sa royale ambition que par déférence aux vœux de son peuple en 1410, reprit, contre les Teutoniques, tous les griefs de la Pologne. Il réveilla notamment la vieille querelle au sujet de la Poméranie. Il avait fait grand-duc de Lithuanie, son cousin Wittowd ou Withold, qui était obéi fort avant, dans l'est de ses possessions, par des tribus russes et même tartares. Et ce chef qui nourrissait une vive rancune de toutes les horreurs infligées à son peuple par les Teutoniques, n'aspira à rien moins qu'à les jeter dans la Baltique. C'est ainsi qu'à force de multiplier autour d'eux les ressentiments par les abus de leur force et les excès de leurs rapines, les Teutoniques attirèrent sur eux les coups qui allaient déterminer leur ruine.

Jagellon et Withold, en 1410, se joignent en Prusse. Le 15 juillet, au matin, ils rangent en bataille, à Tannenberg, les cinquante bannières des Polonais et les quarante bannières des Lithuaniens, des Ruthènes et des Tartares. Et cette journée, marquée d'abord par un recul des Lithuaniens sous le choc des Teutoniques, puis par leur rescousse inattendue sur leurs vainqueurs et par les assauts fougueux des Polonais et leur inébranlable défensive autour de leurs chariots, se termina par la complète déconfiture de l'Ordre et de son armée. C'est la bataille que les Polonais appellent la bataille de Grunwald et les Allemands la bataille de Tannenberg.

Tout le pays, en avant des Polonais s'ouvrit à eux, jusqu'à Danzig où l'envoyé de Jagellon fut reçu solennellement. Evêques et nobles du pays entraînèrent une bonne partie du peuple dans leur soumission, confiants dans la promesse de « la liberté comme en Pologne » que leur faisaient les vainqueurs. Henri de Plauen, nouveau grand maître de l'Ordre, tint en échec, quelque temps, les conquérants, par sa résistance dans le château de Marienbourg. Mais il y eut retour offensif de Jagellon et de Withold, rébellion des chevaliers contre le grand-maître déposé par le grand-maréchal qu'il a voulu destituer, et finalement, nouveaux progrès de la conquête polonaise. Alliés aux ducs de Poméranie, aux Bohêmes, leurs parents de race, les Polonais invoquent le slavisme originaire de la Prusse pour la rendre de nouveau terre polonaise. Et, en fait, la noblesse et la bourgeoisie de l'Etat teutonique, en conflit avec l'Ordre, dont elles prétendent se rendre politiquement indépendantes, lui font la guerre, appellent à l'aide Casimir IV, roi de Pologne, reconnaissant sa souveraineté, le menaçant, s'il les rebutait, de porter leur hommage au roi de Bohême. Casimir reçoit l'hommage des députés prussiens, érige en palatinats, Thorn, Elbing, Danzig et Koenigsberg, affranchit les nobles et les villes de toutes charges, s'oppose à la reconstruction des châteaux détruits par les rebelles, guerroye avec eux, treize ans contre les Chevaliers, et quand la paix se signa à Thorn, en 1466, le roi de Pologne reçut en toute souveraineté les pays à l'ouest de la Vistule et de la Nogat, où étaient Marienbourg, Elbing et Danzig, le Culmerland, avec Thorn et Culm, avec l'Ermland, enclave menaçante dans le dernier territoire qui restait à l'Ordre. Encore ce territoire était-il devenu fief polonais. Le traité unissait le grand-maître, l'Ordre, ses possessions au royaume de Pologne « de manière à former avec lui un seul « corps, une seule famille, un seul peuple en amitié, amour et bonne entente. » Le grand-maître siégerait à la diète polonaise, à la droite du roi, comme prince et conseiller de Pologne.

Mais l'esprit de la race allemande, irréductiblement hostile à la race slave, qui avait fait, des Teutoniques, les champions du germanisme en des terres slaves où devait survivre le foyer le plus durable des aspirations allemandes à l'unité et à la domination, avait trouvé une incarnation encore latente dans l'âme des électeurs de Brandebourg. On sait que l'un d'eux, Albert de Hohenzollern fut élu grand-maître de l'Ordre Teutonique, en 1511, qu'il embrassa la Réforme et sécularisa le domaine laissé aux chevaliers par la paix de Thorn, et qu'il se fit ainsi duc héréditaire de Prusse.

La situation d'Albert de Hohenzollern était néanmoins celle de vassal de la Pologne. Malgré les persévérants efforts de ce Hohenzollern et de ses héritiers pour briser ce vassalage, les provinces occidentales de l'ancien domaine des Chevaliers étaient devenues toutes polonaises. Leur caractère allemand s'était perdu. Les noms d'hommes et de villes étaient devenus polonais. Les privilèges qui leur avaient été laissés étaient tombés en désuétude. Elles étaient si bien incorporées au royaume que leurs députés, bien loin de former une assemblée particulière, siégeaient à la Diète de Pologne. Et les provinces orientales de l'Etat des Chevaliers, l'ancien domaine des Chevaliers Porte-Glaives, la Courlande, la Livonie, l'Esthonie, au cours des vicissitudes du xve siècle, avaient été absorbées dans les envahissements de l'empire russe.

*
* *

Tels sont, dans leurs grandes lignes, les faits sur lesquels les Allemands, faisant abstraction du slavisme primitif de terres germanisées par des Teutoniques, mais récupérées sur eux par la Pologne, ont fondé leurs prétentions au rattachement à l'Al-

lemagne, sous diverses formes, de tout le littoral de la Baltique et même de la Lithuanie tant qu'ils ont pu espérer la victoire. Cependant Treitschke qui a appelé, sinon la Lithuanie, au moins les territoires du littoral oriental de la Baltique, d'anciennes colonies allemandes, convient qu'il ne reste guère, dans ces duchés, que 200.000 Germains plus ou moins authentiques, sur 2.100.000 habitants. C'est peu, pour prétendre que ces peuples doivent être allemands, si les vœux de la majorité doivent faire loi, en matière de nationalité. C'est par ces deux cent mille Allemands que s'est perpétuée, dans ces pays, la caste nobiliaire des barons baltes, partisans déterminés de leur germanisation. Et telle est la cause de toutes leurs intrigues, dans ces pays, même depuis l'armistice, comme de leur opposition forcenée à toute restitution à la Pologne des anciennes possessions des Teutoniques en terres polonaises.

Les Allemands ne sont jamais à court d'arguments ethniques et historiques, pour déguiser, sans que d'ailleurs personne en soit dupe, leurs convoitises territoriales. La possession de la Baltique leur serait d'une magnifique utilité militaire et commerciale. Tout le monde comprend qu'ils aient eu à cœur de conserver ce qu'ils en détenaient et même d'étendre leur possession. Mais ce sont des gloutons qui ne voudraient pas qu'on leur fasse honte de leur gloutonnerie. Et alors, en avant le droit des peuples à revendiquer les terres occupées, durant une période plus ou moins longue, par des hommes de leur race. Des Allemands ont gouverné, quelque temps, les territoires baltiques, et quelques milliers d'Allemands s'y sont perpétués au milieu des populations indigènes. Donc ces territoires auraient dû revenir à l'Allemagne.

A raisonner dans le sens des Allemands, les terres slaves ou confédérées à la Slavie, recouvertes par une migration de Scandinaves, de Ruthwen, auraient donc dû faire retour au peuple descendant authentique de ces migrateurs. Les Allemands, à ce compte, auraient dû réclamer la restitution à la Suède et à la Norvège de l'Ukraine et des diverses Ruthénies de l'ancien empire des Varégues. Ou bien encore, ils auraient dû faire restituer à la Pologne, cette même Ukraine et ces mêmes Ruthénies, qui ont fait partie de ses domaines, au déclin de la domination scandinave. Et enfin, les revendications de la Pologne sur les territoires situés entre la Vistule et l'Oder, même sur la Silésie, sont, à ce titre, aussi valables au moins que celles des Allemands sur les provinces baltiques. Mais allez donc leur faire admettre que ce qui est un droit allemand en est un aussi pour les peuples qui n'ont pas le privilège d'appartenir à la race germanique !

FÉLICIEN PASCAL.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

QUELQUES ROMANS

PIERRE BENOIT. *Kœnigsmark* (Emile Paul).
— — *L'Atlantide* (Albin Michel).
HENRI DUVERNOIS. *Edgar* (E. Flammarion).
PAUL LAGRANGE. *Un Cœur en détresse*. Préface de Eugène Hollande (Perrin).
LUCIE DELARUE-MARDRUS. *Toulouse et son amour* (Albin Michel).

C'était une gageure. M. Pierre Benoit l'a gagnée.

Les Français vivaient l'histoire la plus mouvementée, et c'est le temps que choisit M. Pierre Benoit pour leur conter des histoires. De l'imprévu, du romanesque, des aventures et peut-être surtout du tragique, les existences les plus grises s'en voyaient tout à coup comblées. Quels singuliers mémoires notre époque ne lèguera-t-elle pas à nos arrières-neveux ! quels mémoires, auprès desquels les chroniques de la Révolution et de l'Empire n'offriront plus que des couleurs bien pâles ! Ecoutez seulement les récits qui déjà s'enchaînent dans les veillées reconstituées, les confidences, entre hommes, au fumoir. Tel paysan nous rentre, du fond de l'Orient, émerveillé de ce qu'il a vu, et peut-être plus encore de tout ce qu'il a senti s'agiter confusément en lui devant la découverte du monde ; tel bureaucrate, tel cercleux sédentaire a parcouru l'Europe, mêlé, en des pays lointains, à de sanglantes intrigues...

Et voici venir un romancier qui apporte à ce peuple excédé de mouvement, courbaturé de désordre, les romans les plus savamment désordonnés, de l'invraisemblable, des aventures, du romanesque et du tragique, le tout marqué au coin d'une fantaisie infiniment insoucieuse du possible, du réel, de nos angoisses, de nos passions actuelles.

Ceci ne pâtirait-il pas de cela ? Ces aventures imaginaires, confrontées à tant d'autres, quotidiennement vécues, exerceraient-elles sur nous leur pouvoir d'illusion ? Ces histoires n'apparaîtraient-elles pas infirmées par l'histoire, cette imagination dépassée par la réalité ?

M. Pierre Benoit a joué une gageure ; il l'a gagnée. Son succès nous rappelle fort opportunément que la vie n'est pas la littérature, que la plus riche expérience ne satisfait pas notre rêve et ne nous détourne pas des contes, que l'art enfin possède un merveilleux privilège, et qu'il ne redoute aucune concurrence.

Le roman romanesque, le roman d'aventures pro

prement littéraire semblaient morts ; ils ne vivaient plus que d'une vie humiliée, tenace encore et obstinée dans les feuilletons populaires, mais si médiocrement accommodée, si dépourvue d'invention, de philosophie, de poésie, ou simplement de nouveauté, qu'on pouvait désespérer de les voir jamais refleurir en des sphères plus hautes et renaître au talent.

Le talent a surgi, et voici restauré en dignité, salué très justement par l'Académie un genre qui se revendique, dans toutes les littératures, de glorieuses traditions.

Ces traditions, M. Pierre Benoit ne les ignore pas : des réminiscences de Gulliver, d'Hoffmann, d'Egard Poë illustrent volontairement ses récits ; et le lecteur, malgré lui, songe encore à Dumas père, au Voltaire des Contes, voire à Walter Scott ; les ténébreux manoirs d'Anne Radcliff n'étaient ni plus ténébreux, ni plus étonnamment machinés que le château souterrain, où les héros de M. Pierre Benoit se meurent d'amour pour la reine de son Atlantide... M. Pierre Benoit est tout farci de littérature ; mieux que personne, il connaît les antécédents, les règles et les ressources de son art ; les amateurs de rapprochements lui devront mille invités à étaler une ingénieuse érudition.

Rapprochez toutefois, comparez, retrouvez les modèles, les ancêtres (au surplus, le nombre des « situations » romanesques n'est point indéfini, et leur répétition inévitable n'échappe qu'à des générations nourries de roman documentaire), vous n'en serez guère plus avancé pour définir la manière de notre contemporain, qui est bien à lui, et qui affirme la source authentique du talent, la personnalité.

D'autres, il est vrai, avaient pressenti ce renouveau de l'imagination et tâté la faveur du public : Alain Fournier paraît de fantastique une délicate sensibilité : André Gide ne craignait pas de rompre l'ordonnance sévère et magnifique où nous avaient accoutumés l'*Immoraliste* et la *Porte étroite*, et de déconcerter ses fidèles à l'imprévu hallucinant des *Caves du Vatican* ; le succès même d'une Selma Lagerlöf était un signe des temps.

Mais nos jeunes Français s'attachaient encore surtout à la nuance de sentiment : et l'essai d'André Gide se compliquait de scrupules intellectuels, et de tant d'ironie !

M. Pierre Benoit se déleste de tout scrupule ; son ironie se diffuse en lyrisme ; délibérément il nous entraîne au vertige de son récit.

La mobilité, l'incessant jaillissement des évènements et des péripéties, la constante métamorphose des personnages à l'appel de situations et de rôles perpétuellement divers, voilà sa force, et le piège où il entend retenir son lecteur.

Et c'est pourquoi je n'irai pas tenter d'esquisser même le thème de ces changeants scénarios ; on ne les résume ni ne les analyse ; on les lit, on s'y divertit, et pour de meilleures raisons, comme Mme de Sévigné se divertissait aux immensités de La Calprenède... Ensuite, cependant, il faudrait être un bien médiocre lecteur pour ne point se dire que ces beaux mirages ne valent pas seulement par leur instabilité. M. Pierre Benoit est le poète du mouvement et comme le magicien d'un cinéma somptueux et torrentiel, mais il est avant tout poète.

Qu'il nous conte la vie aventureuse d'un jeune précepteur français dans une petite cour allemande à la veille de la guerre (*Koenigsmark*), ou le périple de deux officiers français au cœur de la mystérieuse Afrique (l'*Atlantide*), il ne cesse pas de demeurer sensible à la beauté des spectacles, et non point seulement au pittoresque des scènes, mais encore à la grâce du sentiment, à la puissance de la passion, au drame profond de l'amour. Et par là, je ne jurerais pas qu'il n'atteigne au symbole, et que notamment l'*Atlantide* ne se définisse assez exactement un vaste symbole animé, prodigieusement animé pour le plaisir des yeux et pour l'émoi des imaginations paresseuses ; symbole toutefois ; ainsi s'explique le retentissement de l'œuvre en nous, et se précise tout son sens poétique.

Poète, M. Pierre Benoit l'est encore par sa langue, un peu sèche, précise, toujours allègre, qui s'assourdit toutefois en des préliminaires un peu longs, sortes de procès-verbaux, d'où s'évadera insensiblement la fantaisie — et nous avons tous vu de ces « panoramas » où de premiers plans solides et réels précèdent la fantasmagorie du fond, rassurent l'œil et conquièrent son assentiment : M. Pierre Benoit sait son métier, vous dis-je. — Ensuite, ensuite la langue n'est jamais inégale au sujet ; elle grandit avec lui, s'éclaire, se colore et s'échauffe ; il y a là une souveraine aisance, voire une diversité de styles d'où la puissance n'est pas exclue : et je serais fort surpris si M. Pierre Benoit ne nous donnait quelque jour des pages de pure évocation plastique.

⁂

Edgar, le héros du nouveau roman de M. Henri Duvernois est un apprenti écrivain ; il se confesse à nous en ces termes :

« Je ne pourrai jamais fixer mon attention. Je n'aime pas assez l'encre. En ce moment, tout ce qui n'est pas Marie m'est pensum, et il faut, sans

doute, choisir entre vivre la vie et la décrire. D'ailleurs, je ne suis pas fixé. Le public aime les genres tranchés, et qu'on lui montre des mains blanches aux ongles éblouissants ou des mains calleuses, aux ongles en nougats... Mais chanter la Vérité sur un petit air de flûte !.. Je ne suis qu'un pauvre amateur. J'ai la pudeur de mon imagination et je répugne à conter certaines histoires, pataudes comme de gros bêtas de mensonges... D'autres se fraient un chemin ; moi, je me construis un tunnel, un tunnel d'autant plus original qu'il ne me mènera nulle part. De ce que je sais, à peu près, construire une phrase, je n'en déduis point que je suis en possession de toutes les vérités... Grave erreur. L'écrivain doit être imperturbable et affronter tous les sujets avec vaillance, qu'il s'agisse de ferblanterie ou de philosophie, d'hippiatrique ou de politique, de sociologie ou d'élégance ; il doit être compétent sur tout et européen ; je suis Français et spécialiste... Cherche la gloire avec ça, mon bonhomme... Mais la gloire, ce sont des photographies, des haines, des échos malveillants, une sorte de fonction officielle qui nous impose un uniforme et une coupe de cheveux. Zut ! du flan et de la galette molle, dirait Marie. Vivons ».

M. Henri Duvernois est fort éloigné d'être un apprenti écrivain ; il ne se satisfait pas de vivre la vie ; il la décrit, pour notre plaisir et notre édification ; ces réserves faites, je crois bien qu'il souscrirait, pour son propre compte, à la profession de foi d'Edgar.

Chanter la vérité sur un petit air de flûte, n'est-ce pas le rôle que s'est choisi l'auteur de *Crapotte, de Popote*, de *Fifinoiseau* et de dix autres romans et recueils de nouvelles où la vérité pure s'épanche en mélodies tendrement sentimentales et doucement aigrelettes ? Il n'est jamais ni péremptoire, ni pédant, ni imperturbable ; indulgent à ses personnages, il ne s'interdit pas de les affectionner, sans jamais être aveugle à leurs vices ou à leurs ridicules. La vérité, M. Henri Duvernois l'aime au point de bannir de ses récits tout réquisitoire aussi bien que tout panégyrique. Il n'est point européen, il est français jusqu'aux moëlles, et spécialiste s'il ne peut être que parisien, avec cette nuance de gouaille et de tendresse inavouée qui ne se mêlent aussi intimement que sous le ciel de la capitale ; spécialiste, s'il ne saurait traiter tous les sujets, s'il obéit à son humeur, sans se croire en possession de toutes les vérités, en étant tout à Marie, à Edgar, à Crapotte, Popote, Fifinoiseau, et autres personnages modestes et pittoresques, éloquents sans emphase, recommandables très rarement par leur vertu, mais toujours émouvants, voire touchants et si intensément vivants ! M. Henri Duvernois, qui n'est pas compétent sur tout, l'est extrêmement sur de certains sujets ; il connaît à merveille un petit monde intermédiaire entre la bourgeoisie modeste et le peuple, et qui s'annexe volontiers la plus hétéroclite bohême ; il en connaît les mœurs, les travers, les souffrances ; il ne l'idéalise pas ; il excelle à distinguer de la pose, le sentiment authentique, et d'une quelconque affectation, l'inspiration des actes ; il se plaît aux situations complexes où le burlesque côtoie le tragique, l'émotion la laideur ; il n'a rien d' un censeur ni d'un réformateur social ; d'un trait vif, infiniment rapide, il distingue, sans trahir l'unité, l'ambiguïté de la vie. Il raille sans blesser, il émeut sans attrister. La vérité, la vérité pure, et qui ne s'en fait point accroire ! M. Henri Duvernois est un excellent peintre de mœurs, et l'un des plus aimables que puisse citer la littérature française contemporaine.

Un tel tempérament n'est point ennemi de la fantaisie, et l'on soutiendrait que M. Henri Duvernois, tout chargé d'observations vécues, et très attaché au réel, s'acheminait comme d'autres au roman romanesque, et peut-être au roman d'aventures ; mais l'aventure n'a de sens pour lui que riche d'intérêt psychologique, et voici qu'Edgar nous le prouve définitivement.

Peintre de mœurs, peintre de caractère : de nombreux comparses entourent l'amant de Marie, l'admirateur récalcitrant de Mme Delacruze, le collaborateur de vingt journaux inexistants, le pauvre diable, le poète qu'est Edgar ; mais c'est au poète que M. Henri Duvernois réserve toutes ses complaisances, et les plus délicates attentions de sa tendre ironie et de sa clairvoyance moqueuse et fraternelle. De pied en cap, c'est un portrait que l'on nous offre dans le plus parisien des décors, et parmi l'affluence des petites et grandes ouvrières, des modistes et des couturières, des bureaucrates, des pitoyables oisifs et des commerçants ordonnés et falots. Un portrait ! le dessin en est ferme et net, spirituellement exact. O mânes de Schaumard, ô grisettes, nous ne vous avons pas oubliées; pourtant Murger n'avait ni cette sûreté, ni cette subtilité, ni cette douce lumière qui éclaire l'art le plus singulièrement réaliste jusque dans l'observation de l'extravagance coutumière.

Un soupçon d'inquiétude ! M. Henri Duvernois est assuré de nous retenir et de nous émouvoir en s'abandonnant à son tempérament. Ambitionnerait-il d'autres lauriers? Serait-il las de son succès ? Se hâterait-il vers une manière nouvelle ? Çà et là son train s'accélère jusqu'à une allure trépidante, où il

oublie d'être lui-même et perd le bénéfice de sa lucide bonhomie... Nous aimions son ancienne manière.

Un dernier trait ; ce satiriste bienveillant n'est cruel qu'aux vices littéraires, mais il l'est terriblement ; combien de nos contemporains, et sans doute de contemporaines, se reconnaîtront au style de Mme Delacruze ?

« Est-il rien de plus adorablement sensible qu'un jardin d'automne, au moment où, après avoir été vaincu par la pluie, il se redresse pour respirer ?

— Exquis ! souligna M. Cordif.

— Laissez ! haleta Simone, ce n'est rien encore. Vous allez voir les images !

« Jeannine allait, rose comme un couchant, rose comme une aurore, ramenée à la Terre immarcescible par ses sens exacerbés dont les aaiennes vibraient à chaque parfum, compendieusement.

« Elle salua les œillets, ces petits mouchoirs fripés par des mains fiévreuses et tout chauds encore de volupté poivrée ; les lilas, thyrses de cire pâle ; les liserons, qui lui rappelaient ses robes adolescentes, égratignées à de chers buissons ; les géraniums..... »

*
* *

Un « cœur en détresse », c'est Mme Thiercelin, fille du général Mesgrigny, veuve du commandant Thiercelin, mort de ses débauches et d'une paralysie générale méritée.

Une enfance morne, une jeunesse triste, et tout à coup ce mariage de catastrophe. Si la belle veuve s'abandonne, certain soir, à la fougue entreprenante du capitaine Vernon, puis s'en repent, et enfin se laisse choir au gouffre des complications sentimentales, des scrupules religieux et des ardeurs inconsolées, n'allez pas lui jeter la pierre, ô vous qui ignorez la mélancolie d'un cœur de femme à la dérive, trahi par la vie, en proie à la nostalgie d'un bonheur rêvé et jamais atteint.

Je m'empresse d'ajouter que cette aventure « finit bien » ; Mme Thiercelin, que diverses péripéties ne découragent point, mais raffermissent dans son rêve obstiné de vie heureuse, connaîtra le bonheur, l'époux honnête et tendre, la joie des destinées provinciales, honorables et discrètes.

L'histoire de ce sauvetage nous est contée par M. Paul Lagrange un peu longuement, avec une application qui ne nous empêche pas de discerner ça et là un don d'observation loyal et pénétrant.

M. Paul Lagrange est, si je ne me trompe, un débutant ; son expérience de la vie — c'est M. Eugène Hollande qui l'affirme, et il nous plaît d'accueillir un tel garant — « n'est point faussée par une dominante formation livresque » ; il n'est point insensible aux beautés de la nature, et ses descriptions du Limousin réchauffent d'une note de couleur assez vigoureuse un roman d'analyse. Il ne redoute pas — mais ici je ne suis pas d'accord avec M. Eugène Hollande — les sujets rebattus. Il ne faut pas lui en vouloir : est-il tant de sujets « neufs », et l'éternelle aventure sentimentale n'est-elle pas le fonds commun de tous les romans ? Je louerais bien plutôt M. Paul Lagrange de son audace, et d'avoir si allègrement choisi tout justement un des aspects les moins imprévus de cette aventure. Mais l'audace peut être téméraire : seul un maître expérimenté eût fait jaillir d'un tel sujet de nouvelles sources d'émotions : M. Paul Lagrange ne recueille pas tout le prix de sa vaillance.

N'est-ce rien que de quitter un auteur en souhaitant de le rencontrer à nouveau, nanti d'un sujet moins ingrat, et qui lui permette de déployer enfin les qualités dont on aperçoit déjà les gages certains ?

*
* *

Mme Lucie Delarue-Mardrus est normande, nul ne l'ignore ; et la Normandie lui doit une glorification incessante, lyrique et attrayante, de ses gras paysages, de ses pommiers fleuris et de ses ingénieux habitants.

A cet hymne éperdu, voici qu's'ajoute une strophe nouvelle, non moins lyrique, non moins ardente, non moins attrayante.

Prétexte : l'aimable et brève histoire de Toutoune, enfant précoce, quasi abandonnée par des parents ingrats, en un manoir isolé, aux soins d'une vieille servante. Les visites de sa mère, rares et espacées, enfièvrent Toutoune, et lui laissent au cœur une inguérissable blessure, à peine rendue moins douloureuse par l'enchantement du paysage normand.

La guerre survient ; Mme Villeroy chasse un époux infidèle : Toutoune, qui a toujours détesté son père, reconquiert son amour, cette mère faible et dolente, heureuse enfin d'être aimée, et de fuir Paris, et de renaître à la poésie de sa bienfaisante Normandie.

Petit roman allègrement troussé, doucement parfumé, et tout vibrant d'une émotion intime.

J'en sais de plus ambitieux, qui n'ont ni cette fraîcheur ni cet agrément.

LUCIEN MAURY.

LA ROUMANIE
ALLIÉ NATUREL DE LA FRANCE

La crise tragique de juillet 1914 avait surpris la Roumanie dans une situation difficile. Depuis quelques années, les événements l'éloignaient de plus en plus des puissances centrales, qui l'avaient trop longtemps maintenue dans une situation bien contraire à ses sentiments et à ses intérêts. Comme l'Italie, elle se détachait de Berlin à mesure que sous le manteau pacifique de la Triple Alliance, se dessinait l'épée du militarisme allemand.

La guerre survint avant que les hommes politiques de Bucarest, tout comme ceux de Rome, eussent rompu ouvertement une alliance devenue insupportable. L'invasion de la Belgique et de la France, l'attaque contre la Serbie, précipitèrent cette rupture, que l'instinct du peuple imposait. La Roumanie se tourna donc vers la France, et vers son alliée d'alors, la Russie. Pourtant, un brusque changement de front était assez difficile, et ce fut sans doute là une des causes du retard de l'intervention roumaine.

Mais une fois la voie ouverte, le peuple roumain l'aborde franchement. Depuis la signature du traité d'alliance, le 17 août 1916, la Roumanie n'a cessé de suivre, au prix des immenses souffrances que nous connaissons tous, une politique conforme aux intérêts de la France, avec lesquels elle avait identifié les siens. Lorsque la trahison activa ce que la force n'avait pu faire, et que le soldat roumain dût abandonner en 1918, la lutte devenue impossible, il le fit en regardant avec espoir vers la France, qui lui promettait une revanche. Et il saisit de nouveau les armes au premier signal venu de Paris.

Mais la Roumanie est environnée d'ennemis, et son avenir est plein de dangers. La Russie bolcheviste de Moscou et d'Odessa la menace de l'invasion de son armée rouge. Le régime Soviétique ne pouvant suffire aux besoins, par la production et l'organisation, est obligé à dévaster de nouveaux pays pour se procurer de l'argent et des vivres, et pour maintenir encore quelque confiance parmi ses adeptes. Tant qu'il existera, il ne pourra tolérer à ses côtés une Roumanie « bourgeoise », et le Dniester restera un front de bataille. N'a-t-on pas publié en avril, un ultimatum lancé par Rakowski au gouvernement roumain, et dont les termes signifient bien la guerre à outrance entre les deux régimes ?

La fin du bolchevisme ne serait d'ailleurs pas le terme du conflit séculaire entre la petite Roumanie et son énorme voisine. La nouvelle Russie, sous quelque forme politique qu'elle se constitue, se donnera comme première tâche, avouée ou non, le rétablissement des frontières de 1914, perdues par le gouvernement bolcheviste. Une loi historique incontestable la poussera fatalement à effacer ainsi une des traces les plus douloureuses du régime actuellement en vigueur.

En ce moment même, les réfugiés politiques qui prétendent représenter la Russie de demain, refusent de reconnaître les droits des Roumains de Bessarabie, et sont unanimes à revendiquer le profit de la spoliation tzariste de 1812. C'est une politique étroite et malheureuse, mais ce serait bien dangereux de vouloir la nier. Tant qu'un accord loyal, dicté par les principes que toutes les démocraties admettent, sera rendu impossible par les exigences russes, la Roumanie, comme la Pologne, aura un ennemi irréductible à l'Est.

Elle en aura un encore plus acharné, quoique moins dangereux, à l'Ouest, où les Hongrois ne se résigneront jamais à perdre la Transylvanie, dont ils se croyaient maîtres à jamais. Les provinces roumaines représentaient pour eux, non seulement un moyen de domination en Orient, mais aussi une condition indispensable à leur existence. Ils essayeront de les reprendre par tous les moyens.

Les Bulgares, à leur tour, ne manqueront pas de profiter des difficultés de la Roumanie, pour recommencer leur action en Dobroudja, à laquelle ils déclarent ouvertement ne pas renoncer.

A ces difficultés, s'ajoute le malheureux malentendu roumano-serbe du Banat, qui, de quelque façon qu'il soit résolu, produira des tendances irrédentistes d'un côté ou de l'autre. L'amitié des deux peuples, qui aurait dû être un gage de paix en Orient, deviendra pour longtemps impossible. La Serbie se rapprochera plutôt de la Russie post-bolcheviste, avec laquelle elle a des liens de race, de traditions et de reconnaissance. Le danger commun bulgaro-hongrois, sera-t-il assez grand pour montrer aux Roumains et aux Serbes la nécessité de l'Entente ?

Le lecteur trouvera peut-être ce tableau trop noir à son gré, mais je doute qu'il en puisse contester l'exactitude. Que reste-t-il donc à la Roumanie, pour combattre les menaces de demain ?

Contre les Bulgares, elle pourrait trouver un appui chez les Grecs, et renouveler ainsi, en partie au moins, la politique de 1913. Contre les Hongrois, elle aura sans doute le concours des Tchéco-Slovaques.

Mais elle aura surtout un puissant allié contre une résurrection de l'impérialisme russe : les

Polonais, ses voisins du Nord, avec lesquels il est indispensable qu'elle ait une frontière commune, sur une grande étendue, et tracée de telle manière qu'une attaque ennemie ne puisse se produire en cette zône pour séparer les deux peuples. Le bloc romano-polonais est ainsi destiné à jouer le premier rôle dans le maintien de la paix. De la Baltique à la mer Noire, il formera un cordon entre Prussiens et Russes, que de vieilles traditions historiques, interrompues par Bismarck, pousseront tôt ou tard à s'allier. Et tant qu'il existera une Pologne et une Roumanie fortes, le *Mitteleuropa* restera un rêve pour l'Allemagne de demain.

Cette dernière, maîtrisée sur le Rhin, impuissante à poursuivre sur l'Océan ses projets d'expansion mondiale, sera obligée de regarder vers le Danube comme vers la seule voie ouverte à son ambition. Cette voie conduit vers les Balkans, vers l'Asie Mineure, vers les Indes. Il ne faut pas que les Puissances Occidentales la laissent ouverte. Elle doivent donc aider la Roumanie à rester forte, inébranlable à son poste de danger.

La France montre en soutenant la Roumanie et la Pologne amies, qu'elle a compris tout l'avantage que la paix peut retirer d'une pareille politique, devant les deux grandes inconnues que sont l'Allemagne et la Russie de demain. Car il ne faut pas s'y tromper, la Société des Nations, telle que nous ont faite les diplomates, ne sera qu'une garantie précaire contre une nouvelle guerre. En attendant la vraie *Société*, celle que les peuples bâtiront eux-mêmes, il faudra maîtriser les éléments de trouble sur l'alliance de ceux qui veulent maintenir la paix.

S. Srnarsco.

LES LIVRES NOUVEAUX

Marc-Henry. *Villes et paysages d'outre-Rhin* (Payot).

M. Marc-Henry, à qui l'on devait déjà deux livres sur l'Allemagne : *Au pays des Maîtres-Chanteurs*, et *Trois villes : Vienne, Munich, Berlin*, nous offre un troisième, consacré à une série de cités germaniques : Hambourg, Brême et Lübeck, Leipzig, Dresde, Francfort, Cologne, Dusseldorf : la Saxe, les bords du Rhin nous sont dépeints en attachants chapitres ; Prague, qui ne compte d'une minorité allemande, n'en a pas moins pris place dans cette galerie pittoresque et attrayante.

Certes, nous ne connaîtrons jamais trop l'Allemagne ; nous la connaissions insuffisamment avant 1914 : corrigeons désormais une ignorance dont nous savons le péril. Quelques patriotes mal inspirés paraissent souhaiter que nos écoliers se détournent de la langue allemande ; erreur néfaste quand il importe au contraire plus que jamais que nous soyons capables de suivre au jour le jour, et dans tous les domaines, l'inlassable activité et les puissants efforts de nos ennemis.

Lire le nouveau livre de M. Marc-Henry, c'est comprendre pourquoi nous devons apporter la plus scrupuleuse, la plus constante attention à l'étude de l'Allemagne ; livre de descriptions, d'impressions et de documentations rassemblées avant la guerre ; livre sincère, où se manifeste cette sympathie éclairée qu'un Français ne refuse jamais aux beaux paysages, à l'art, à l'activité heureuse et pacifique ; livre clairvoyant où l'ironie souligne comme il convient les ridicules et les vices des mœurs allemandes ; livre enfin qui nous révèle, par mainte enquête précise, les sources de la force allemande.

La lecture en est aussi agréable qu'instructive : il faut le recommander à la jeunesse, à tous les bons Français.

Harold Spender. *David Lloyd George. Etude biographique.* Traduction Robert L. Cru (Colin).

Une solide biographie anglaise. L'auteur, Harold Spender, romancier et publiciste, est un ami de vieille date du ministre, qu'il a suivi de près dans toute sa carrière ; excellente condition pour réaliser une biographie, qui n'est pas une sèche description d'une vie politique, mais un véritable portrait, une émouvante évocation de l'homme singulier et attrayant qu'est Lloyd George.

Dans un chapitre de l'édition anglaise que n'a pas cru devoir reproduire le traducteur, M. Spender déclare : « on peut vraiment dire aujourd'hui qu'en France, M. Lloyd George est le mieux connu et le plus aimé de tous les hommes d'Etat européens, y compris même les hommes d'Etat français ». Il est exact en effet, que le tempérament ardent et spontané, la chaude et spirituelle éloquence, les aspirations généreuses et hardies de Lloyd George lui ont valu en France de nombreux amis, et que son rôle pendant la guerre l'a rendu populaire chez nous : peut-être cependant ne connaissions-nous généralement de l'homme que sa légende. Voici des précisions, puisées aux meilleures sources, rassemblées en un volume d'un exceptionnel intérêt.

Voici l'enfance et la jeunesse de Lloyd George, fils d'un modeste instituteur, orphelin de très bonne heure, contraint à déployer dès l'adolescence la plus virile énergie ; voici une description de Llanystumdwy, de Criccieth et de Portmadoc, localités

connues de tous les touristes qui ont parcouru le pays de Galles, cette Bretagne anglaise, plus montueuse et s'il se peut plus pittoresque que la nôtre, habitée par une race sœur de nos Bretons, rêveuse et artiste, profondément religieuse et éprise de la mer. Comment grandit l'enfant, comment il réagit au milieu, comment l'adolescent devient clerc d'une étude de Portmadoc avant de s'y installer à son compte, M. Spender nous le conte en détail. Puis ce sont les premières campagnes politiques, l'entrée au Parlement où il apparaît le champion du nationalisme gallois. Désormais, il n'est pas en Angleterre de hautes questions sociales et nationales où Lloyd George ne soit mêlé : il fait campagne contre la guerre sud-africaine ; il introduit au Board of Trade de nouvelles méthodes et met fin à une grève de chemins de fer ; entre temps, il accomplit en Allemagne un voyage d'études d'où il rapporte une vue prophétique de la guerre. Viennent ensuite des luttes civiles où Lloyd George se hausse au premier plan, servi par une puissance oratoire que ses ennemis n'admirent guère moins que ses amis.

Un chef de guerre, tel allait enfin se révéler Lloyd George après 1914 : la moitié du livre de M. Spender est consacré à l'activité de l'homme d'Etat pendant la grande guerre ; cette activité prodigieuse et efficace nous n'en connaissions que les grandes lignes ; il faut savoir gré à M. Spender de nous l'avoir révélée tout entière, et de nous avoir montré quel admirable ouvrier de la victoire aura été le plus grand des hommes d'Etat britanniques contemporains.

Bertrand Bareilles. *Le rapport secret sur le Congrès de Berlin adressé à la Porte*, par Carathéodory Pacha (Edit. Bossard).

M. Bertrand Bareilles avait, dans son ouvrage sur les Turcs, donné une brève analyse de ce rapport dont un heureux hasard lui avait permis de prendre copie ; il en publie aujourd'hui le texte in-extenso.

C'est un document historique de premier ordre, et qui n'éclaire pas seulement les dessous mystérieux du Congrès de Berlin, mais nous donne la clef de la politique allemande, orientée par le chancelier de fer dans les voies de la domination universelle.

Grec de naissance, Carathéodory assistait au Congrès en qualité de plénipotentiaire ottoman ; esprit singulièrement délié, excellent observateur, il en rapporte les incidents secrets avec autant de finesse que de pénétration. Son rapport est une source que ne devront plus négliger à l'avenir les historiens de l'histoire diplomatique et politique du dernier demi-siècle.

Président W. Wilson. *Messages, discours, documents diplomatiques relatifs à la guerre mondiale, 18 août 1914 — 4 mars 1919*. Traduction conforme aux textes officiels publiée avec des notes historiques et un index par Désiré Roustan (2 vol., édit. Bossard).

Le Président Wilson a été l'un des orateurs les plus féconds de la guerre ; les mœurs politiques américaines autorisent, encouragent même cette activité de l'homme d'Etat responsable, intervenant constamment pour guider l'opinion de son pays, éclairer sa politique, avertir et conseiller la diplomatie universelle. Cette action a été efficace, et les peuples de l'Entente ont tout lieu de se féliciter de la voie où le magistrat suprême de Washington a su peu à peu, avec autant de prudence que de fermeté, engager ses compatriotes.

Déconcertés par cette abondance oratoire, les peuples d'Europe, moins entraînés à recevoir sous cette forme les directions de leurs chefs d'Etat, n'ont pas toujours compris la rhétorique du président Wilson : ses discours, incomplètement reproduits, souvent très insuffisamment traduits, n'ont point toujours rencontré l'accueil qu'ils méritaient, nous ignorions souvent les circonstances qui les avaient provoqués, le milieu auquel ils s'adressaient. C'était donc une entreprise fort utile que de nous restituer une version intégrale et exacte de ces discours ; M. Désiré Roustan l'a fort heureusement menée à bien.

Il ne se flatte pas de faire goûter au lecteur le style du président Wilson, cette variété de ton qu'il tient à souligner : « ce style est tantôt abstrait comme celui d'un juriste, tantôt d'une élégance étudiée comme la prose d'un professeur des vieilles Universités anglo-saxonnes : tantôt il exprime l'enthousiasme, les sentiments très ardents qu'inspire à l'orateur l'amour de l'Amérique et de la démocratie : parfois il atteint une gravité religieuse ; d'autres fois, quand le Président s'adresse à des auditoires ouvriers, le ton devient familier, et des anecdotes se mêlent aux exhortations patriotiques... » Peut-être le traducteur s'exagère-t-il l'impuissance d'une traduction à nous rendre l'accent d'une langue étrangère. Quoi qu'il en soit, ce recueil permet de suivre très exactement la pensée du Président Wilson, et l'on ne saurait nier qu'il y ait là l'un des facteurs les plus importants et les plus agissants de la politique moderne. A ce titre, cette traduction — accompagnée des notes et éclaircissements convenables — nous sera précieuse, en nous mettant à même d'éviter de fâcheuses erreurs et d'étudier un ensemble de doctrines qu'il n'est plus loisible à aucun esprit sérieux d'ignorer.

François-Maury (Lieutenant). *L'Apogée de l'effort militaire français* (Union des grandes associations françaises).

L'effort français, au cours de la grande guerre, a été prodigieux, mais si complexe que la plupart d'entre nous n'en ont qu'une idée très vague. Voici d'abondantes précisions, et pour la première fois une vue d'ensemble présentée par un officier, un combattant, que ses fonctions des derniers mois de la guerre ont mis à même de rassembler tous les documents nécessaires.

Effort militaire, effort industriel, M. François Maury cite des chiffres, résume des statistiques, il montre la France insuffisamment préparée en 1914, mal pourvue de matériel et de munitions, réalisant ce prodige non seulement d'équiper ses armées, mais bientôt de fournir des armes, en quantités énormes, à tous nos alliés ; il esquisse l'évolution des doctrines de guerre, et enfin brosse un tableau succinct mais complet, et que personne n'avait encore tenté, de l'ensemble d'opérations par lesquelles l'armée allemande fut dissociée, écrasée, acculée au plus grand désastre de l'histoire.

Petit livre précieux par sa netteté, sa vigueur, l'ampleur de sa documentation, et qui constitue le plus utile memento des événements de ces dernières années.

JACQUES LUX

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGERES

S'il est vrai que l'on puisse juger de la tournure d'esprit et, dans une certaine mesure, de la qualité d'âme d'un peuple à l'attention qu'il accorde aux questions morales et religieuses, les discussions que soulève outre-océan le cas des « *conscientious objectors* » ne laisse pas que d'avoir son intérêt.

Quelque quatre cents de ces derniers, écrit *Current Opinion* (fasc. de juillet), sont en train de purger dans les geôles militaires des Etats-Unis une condamnation qui varie de trois à trente ans de prison. Le comité exécutif du « Conseil général des Eglises pour la durée de la guerre » réclame aujourd'hui leur élargissement.

« Ils furent incontestablement de bonne foi, dit-il dans un récent manifeste, et notre démocratie n'a rien à gagner, la paix signée, à maintenir tels châtiments à l'endroit d'honnêtes citoyens ».

La presse confessionnelle ou à tendances plus ou moins confessionnelles a fait écho et s'est parfois prononcée dans le même sens. Ainsi, l'important *Churchman*, de New York, qui ne comprend pas comment « l'Amérique (tandis qu'Angleterre n'a jamais vu ses « *conscientious objectors* » condamnés à une peine supérieure à vingt-quatre mois de prison) a pu admettre tant de dureté contre ceux auxquels leurs convictions religieuses interdisent de porter les armes ». Quant au journal *Social Preparation*, « *christian socialist* », qui paraît à Utica (N. Y.), il crie au scandale et voue aux gémonies les juges qui infligèrent trente ans de cellule au clergyman Tucker.

A quoi *The Living Church*, épiscopalien, de Milwaukee, répond que le pire scandale est qu'il se rencontre dans les rangs du clergé américain des esprits assez aberrés pour épouser la cause du Rév. Irwin St-John Tucker, dont le cas se complique de certains agissements frisant l'espionnage.

Pasteurs et brebis des diverses confessions qui fleurissent sur le territoire national partagent d'ailleurs la plupart du temps, conclut *Current Opinion*, le sentiment de ce lecteur qui proteste auprès de la direction du *Churchman* en écrivant : « Les récriminations contre la sévérité des peines infligées à nos récalcitrants valent les lamentations des sottes femmes qui gémissent sur le sort des traîtres condamnés à mort ».

Dans le même numéro du même périodique, un long cri d'alarme.

L'attorney général Palmer a récemment demandé au congrès le vote d'un crédit spécial de cinq cent mille liv. sterl. en vue d'assurer aux pouvoirs publics les moyens de s'armer et de lutter « contre les fabricants de bombes et tous ennemis de l'ordre ».

Cette lutte, on estime couramment aux Etats-Unis qu'il est temps, qu'il n'est que temps de l'organiser sérieusement et de la pousser à fond — et il semble bien que nos alliés soient aujourd'hui résolus à faire sur ce terrain-là encore comme ils font d'ordinaire quand ils s'y mettent : vite et grand. Du nord au sud et de l'Atlantique aux rives du Pacifique, l'autorité formule les plus solennelles menaces à l'adresse du bolchevisme et la plupart des Etats projettent des mesures d'une rigueur jusqu'ici inédite « contre le drapeau rouge et le syndicalisme criminel ».

Mais nous ne serions pas en Amérique, si l'initiative privée ne se chargeait en l'occurrence d'une bonne moitié de la besogne : les deux importantes associations *The American Defence Society* et *The National Security League* viennent donc de déclarer l'une et l'autre qu'elles considèrent qu'il leur

appartient et qu'il est de leur devoir strict de ne rien négliger pour « écraser le bolchevisme » sur le territoire de la confédération ; des « *business men* » payent l'insertion dans certains quotidiens de longs « placards » (*of full page advertisements*) éventant les menées et dénonçant les dangers de la révolution ; de grandes feuilles se fondent en ce moment pour combattre spécialement la diffusion là-bas des doctrines de Lenine et de Trotzky, etc...

Tout ce mouvement se justifie trop, au dire de *Current Opinion*, par l'activité que le bolchevisme déploie au Nouveau monde. Il y dispose en effet, nous explique-t-on ici, d'une presse qui ne manque ni d'habileté ni surtout d'audace. Son organe officiel en Amérique, l'hebdomadaire *Soviet Russia*, professe vouloir « rétablir la vérité sur le gouvernement de la Russie » et n'avoir d'autre objectif que « celui d'aplanir les difficultés et de travailler au rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie révolutionnaire ». Encore ce ton paraît-il supportable quand on le compare à celui dont use *The Liberator*, de New-York. Dans la même note, Brooklyn possède le magazine bimensuel *The Class Struggle*, dont un des directeurs, présentement sous les verrous à Atlanta, est le vétéran socialiste V. Debs. *The Call*, autre feuille anarchiste (quotidienne, celle-là) qui se publie également à New-York, recommande d'ailleurs la prudence, parce que « l'Amérique n'est pas mûre » pour les nouveautés qui triomphent sur les bords de la Néva. Un journal leniniste remarquablement rédigé et qui, au service d'idées moins subversives, honorerait fort la profession est *The Revolutionary Age*, qui paraît à Boston et dans les colonnes duquel on pouvait lire, il y a quelque temps, sous la signature de John Reed : «... Quant aux principes du bolchevisme, j'espère qu'ils ne tarderont pas à l'emporter par l'univers entier et que nous assisterons enfin partout à la mainmise des ouvriers sur l'industrie, au partage des terres et à l'établissement, nécessaire pour la réalisation de ces grandes choses, de la dictature du prolétariat ».

De M. Gaston Pomba, au cours d'un article intitulé « Des Faits, des Idées » dans le numéro de juillet de la *Revue Belge*, ces réflexions :

« Rendons-nous à cette évidence : l'Allemagne se conforme à une méthode de temporisation. Cette méthode, c'est nous qui la lui avons imposée ; ces avantages diplomatiques, c'est à nous que la République impériale en est redevable. Son unité, c'est encore nous ! Son manque à réparer, c'est toujours nous ! Faites exécuter autour de ce point central — l'empire unitaire — toutes les circonvolutions que vous voudrez, toujours et toujours la pensée une et indivisible de l'Entente et l'exécuteur de cette pensée, M. Wilson, fortifieront l'Allemagne de la défaite, la défendront contre les éléments de l'intérieur qui la menaçaient d'émiettement politique et d'effondrement économique et détendront peu à peu, concession par concession, déception par déception, les liens sacrés qui, hier encore, nouaient en un seul faisceau la spontanéité organisatrice, le génie directeur de la France, l'opiniâtre résistance militaire et civique de la Belgique, la souplesse et l'effort de l'Italie, la grandeur maritime de l'Angleterre, l'esprit de justice et la taylorisation guerrière des Etats-Unis ».

Ah ! que les bonnes gens de Leipzig ont dignement fêté, le mémorable dimanche 29 juin dernier, la Paix de Versailles !

« Leur deuil chorégraphique, écrit le *Flambeau* (juillet), s'ébattit dans cinquante-cinq guinguettes », comme il appert en effet d'une page d'annonces cueillie dans la grande feuille populaire *Leipziger Volkszeitung* et dont la revue belge nous donne le fac-similé.

Les Saxons sont dans le vrai : il faut danser et boire.

Nunc est bibendum : nunc pede libero
Pulsanda tellus...

Ainsi chantait Horace, il y a vingt siècles à l'aube de la Paix Latine.

La revue barcelonaise *Iberia* — qui s'était donné pour tâche essentielle de combattre pendant la guerre la malfaisante action de nos ennemis de l'autre côté des Pyrénées et qui l'aura d'ailleurs remplie, cette tâche, avec autant d'esprit que de fière indépendance — a cessé de paraître depuis que la victoire des Alliés a enfin « fixé » l'opinion des neutres. M. Francisco Carbonell, qui s'est abondamment dépensé dans les colonnes d'*Iberia* en faveur des principes défendus par les champions de la civilisation et de la liberté, nous prie d'annoncer la fondation, à Barcelone, d'un autre périodique, mensuel et illustré — *Los Estados Unidos* — qui, tout en s'intéressant plus spécialement à la question des rapports entre l'Espagne et les Etats-Unis, se propose de servir de son mieux « la cause des Latins ». La *Revue Bleue* souhaite tous les bonheurs à ce nouveau confrère.

GASTON CHOISY.

Le Gérant : A. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VI.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

ÉUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures,
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 16 — 57e ANNÉE — 13-23 AOUT 1918

LA JEUNESSE D'ERNEST RENAN

LE COLLÈGE DE TRÉGUIER

Henriette Renan, née en 1811, n'avait pas encore vingt ans, quand les malheurs de sa famille l'obligèrent à gagner son pain et le pain des siens.

Ses dons intellectuels, sa grande instruction la dirigeaient vers la carrière de l'enseignement. Elle y fit des débuts malheureux. La cause de son insuccès, telle que nous l'a rapportée l'écrivain, d'après les explications de sa sœur (il était trop jeune pour avoir pu s'en rendre compte sur le moment) mérite qu'on la retienne. Henriette, ayant fondé à Tréguier une école, avait cru pouvoir compter sur la faveur de la noblesse et de la bourgeoisie du pays. Mais elle n'y avait d'autres titres que sa distinction d'intelligence et de caractère, son aptitude supérieure à l'œuvre de l'éducation, qualités qu'elle était incapable de soutenir par aucun moyen de charlatanisme ou de réclame et qui demandent, pour être appréciées en elles mêmes, la finesse de sens et la liberté d'esprit d'une élite. Cette élite ne se rencontra pas. Dominé par des préoccupations de parti, ramenant tout à une question de protestation et de bouderie politiques, le milieu auquel s'adressait Henriette ne savait plus faire de cas d'un mérite personnel accompagné d'indépendance. « La noblesse, sous « la Restauration, voyant son privilège incontesté, « avait pris franchement part au mouvement du « monde. Maintenant, se croyant humiliée, elle se « vengeait en se retirant dans un cercle étroit « et en appauvrissant le développement général « de la société. Toutes les familles légitimistes « affectaient de ne confier leurs enfants qu'à des « communautés religieuses. Les familles bourgeoi- « ses, pour suivre la mode et faire comme les « gens de qualité, adoptèrent bientôt le même « usage. » Ne croyons pas que cette réflexion de Renan soit tournée contre les communautés religieuses. Il s'est toujours montré plein d'estime pour l'éducation catholique dont il a si grandement bénéficié et qu'il jugeait supérieure, même au point de vue de la formation intellectuelle, à l'éducation universitaire. Ce qu'il dit ici de l'enseignement religieux, il le dirait de l'enseignement laïque par rapport à un milieu social qui se jetterait lui-même de ce côté par affectation ou par passion politique. Son idée, c'est que dans une société où le classement en partis prime et regle tout, une personnalité distinguée, qui n'a pour elle que sa valeur propre, est condamnée à rester sans protection et à demeurer à l'écart. Henriette en fit l'expérience.

Cette expérience fut amère pour la jeune fille. Elle a eu une grande influence sur sa destinée et et, par contre-coup, sur celle de son frère. Si la petite école ouverte par Henriette avait eu des élèves, elle aurait passé sa vie à Tréguier. Ernest ne fût pas allé à Paris à sa suite, il eût probablement fait une carrière ecclésiastique normale dans

son diocèse et probablement fini ses jours comme chanoine de Saint-Brieuc. Dire cependant, comme je l'ai lu sous certaines plumes, que cet échec fit d'Henriette une « aigrie », une « révoltée », c'est là une nuance bien fausse, en contradiction avec l'élévation de jugement qui se révèle dans sa correspondance. La vérité, c'est que l'impossibilité où elle s'était vue d'exercer dans un milieu traditionnel et catholique une activité indépendante fut ressentie et interprétée par elle d'une manière un peu âpre, et qu'elle contribua à lui faire chercher sa voie dans le milieu rationaliste et « laïque » où nous la retrouverons bientôt.

Elle prit un parti aussi douloureux pour elle que pour les siens. Quelqu'un lui ayant signalé une place de sous-maîtresse vacante dans une petite institution de demoiselles à Paris, elle accepta. Ses débuts « dans un monde qu'elle ignorait et qui lui réservait un apprentissage cruel... furent horribles. Ce monde de froideur, de sécheresse et de charlatanisme, ce désert où elle ne comptait pas une personne amie, la désespéra. Le profond attachement que nous autres Bretons portons au sol, aux habitudes, à la vie de famille, se réveilla avec une déchirante vivacité. Perdue dans un océan où sa modestie la faisait méconnaître, empêchée par sa réserve extrême de contracter ces liaisons qui consolent et soutiennent quand elles ne servent pas, elle tomba dans une nostalgie profonde et compromit sa santé.

... Pour comble de malheur, les premières maisons où le sort la conduisit n'étaient pas dignes d'elle. Qu'on se figure une tendre jeune fille, n'ayant jamais quitté sa pieuse petite ville, sa mère, ses amies, jetée tout à coup dans un de ces pensionnats frivoles, où ses idées sérieuses sont à chaque moment blessées, où elle ne trouve chez les directrices que légèreté, insouciance, sordide intérêt... vingt fois, elle fut sur le point de repartir, il fallut son invincible courage pour rester » (1).

Ce calvaire eut une fin. Bientôt, Henriette, mieux connue et appréciée put entrer dans un établissement respectable où la direction des études lui fut confiée. Elle subit avec facilité les épreuves publiques exigées par les règlements de ce temps. Elle travaillait seize heures par jour. Dans ce milieu capable de comprendre sa personnalité, elle se fit ce qu'on appelle des « relations ». C'est alors que se prononça le changement dans ses idées religieuses qui a fait croire à beaucoup de personnes que ce fut elle qui gagna son frère à l'incrédulité. Nous allons la rencontrer tout à l'heure dans cette situation nouvelle qui lui fournit, en tout cas, le moyen de jouer un rôle matériel décisif dans la destinée de son fils d'adoption.

(1) *Ma sœur Henriette.*

II

De 1835, époque du départ d'Henriette, à 1838, Ernest est demeuré seul à Tréguier, avec sa mère, dans leur modeste maison de famille. Douces et heureuses années, malgré le passage récent du malheur et l'étroitesse du ménage. Venu au monde longtemps après les autres, Ernest est le Benjamin. C'est, des trois, le mieux partagé sous le rapport du caractère, celui qui, pour le naturel, ressemble le plus à sa vive et spirituelle maman et au grand-père gascon. Leur position est triste. Mais une grande et délicate affection les unit. Et le ciel leur a donné à tous deux, à la mère plus encore qu'à l'enfant, le meilleur des préservatifs contre les ravages de la souffrance morale : la bonne humeur, cette animation de l'esprit qui chasse les dispositions déprimantes et fait trouver un agrément, un intérêt aux détails de la vie la plus humble. La simplicité toute populaire de Mme Renan, très peu instruite, ne sachant pas mettre l'orthographe, son entière candeur de cœur, relèvent le prix de son intelligence pétillante et fine et donnent à ses saillies le plus aimable attrait. Elle a vécu dans un cercle social resserré et timide, elle a connu les angoisses de l'infortune, presque de la misère ; rien n'a pu éteindre la flamme légère de cette imagination rieuse qui trouve au spectacle du monde et des gens un divertissement malicieux et naïf. Le plus beau portrait d'elle se dégage de la collection de lettres que son fils lui a écrites du petit séminaire de Saint-Nicolas, puis d'Issy et de Saint-Sulpice. A voir le goût avec lequel il lui peint d'abondance son milieu, ses maîtres, ses condisciples, ses travaux et le grand Paris religieux, littéraire et politique dont mille échos lui parviennent, on devine le goût qu'elle prend à voir passer sous ses yeux ce riche tableau, si étranger à son horizon, et qu'elle saisit fort bien, elle aussi, à sa manière.

Un jour, elle s'est enquise des auteurs qu'Ernest étudie. Il lui nomme Homère, Démosthène, Virgile, Racine, Bossuet, Fénelon. Elle n'en a jamais entendu parler. Mais ces beaux noms ne restent pas pour elle lettre morte ; leur assemblage forme une espèce de fresque brillante dont s'illumine sa pauvre maison ; elle comprend que l'étude de ces magnifiques poètes, de leur superbe langage est une haute matière de gloire et de plaisir. Elle-même était d'ailleurs, dans un genre de littéra-

ture tout différent, singulièrement riche de son propre fond. « Elle parlait admirablement le breton, connaissait tous les proverbes des marins et une foule de choses que personne au monde ne sait plus aujourd'hui... Son esprit naturel donnait une vie surprenante aux longues histoires qu'elle racontait et qu'elle était presque seule à savoir. » Ces histoires, son fils nous en a rapporté quelques-unes en les arrangeant et en les amplifiant à coup sûr, mais non sans que le jolis tour maternel y persistât d'une manière sensible. Très pieuse et docile chrétienne, grande amie des prêtres, d'une dévotion de vraie Bretonne pour saint Yves, à qui elle courut dévouer son dernier né, avant de partir, le jour où le spectre de l'indigence la chassa de sa demeure, elle n'en avait pas moins un faible pour la Révolution. Elle en réprouvait les principes et les sévices terribles. Elle ne se souvenait pas, sans en tressaillir encore, de l'afflux de vie et de mouvement que cet événement avait répandu, au temps de sa jeunesse, dans le coin de France où elle vivait. Malgré le souvenir d'horreur qu'elle avait gardé de la guillotine où elle avait vu jeter une proche amie de sa mère, accusée d'avoir caché des prêtres, elle se rappelait que l'enthousiasme des « patriotes », les sublimes strophes de la *Marseillaise* et du *Chant du Départ* l'avaient remuée.

Dans son isolement de Tréguier, Ernest n'est pas seulement l'objet de son amour : il est, pour elle, une perpétuelle source de plaisir. Celui qui sera plus tard un enchanteur par le style, a l'art d'enchanter sa vieille maman, comme il enchantait la mélancolie de sa grande sœur, mûrie avant l'âge. Le singulier don de plaire que nous voyons s'épanouir dans ses lettres d'adolescence et de jeunesse, certainement, il le possède déjà. Ce don tient trop à sa complexion intime pour n'avoir pas été précoce. Ce petit Breton a une extrême finesse pour pénétrer ce que les autres pensent et sentent et une grande souplesse de nature pour se mettre dans la disposition d'âme qui répond et, si j'ose dire, qui sourit, le plus à la leur. Telle une lyre qui, ne résonnant d'ailleurs que pour des auditeurs choisis et d'oreille fine, ferait entendre à chacun la note le mieux faite pour le toucher. Faculté séduisante et dangereuse que cette variété de résonnances, cette multiple polarité morale, et dont il pourrait plus tard arriver qu'Ernest Renan abusât et jouât quelquefois à dessein. En ce moment, en cette saison de fraîcheur première, elle s'exerce avec naïveté, au service des meilleurs et des plus sages entre les sentiments : affection filiale, reconnaissance pour ses bienfaiteurs et ses maîtres. Tous sont ravis de lui, de ce qu'il est pour eux ; ils ne tarissent pas de louanges sur son amabilité et sa bonne grâce de cœur.

De telles qualités s'allient, chose rare, à un sérieux tout à fait exceptionnel de l'esprit et à une forte application de la volonté. Cet enfant que tous aiment, qui se fait tout à tous, a une vie intérieure très développée. Il rêve, il pense ; il recherche volontiers la solitude, non, comme le jeune Jean-Jacques, pour s'y trouver en tête à tête avec lui-même et avec ses désirs, mais pour y savourer en liberté le trop-plein d'une imagination mystérieusement sollicitée par ce qui l'entoure. Tout petit, il a éprouvé une grande avidité pour les lectures, non pour celles qui amusent la curiosité puérile avec des aventures fantastiques, mais pour celles qui ont un intérêt humain. A Lannion, « il passait ses journées à lire la *Morale en action* et le *Télémaque*. Il ne pouvait s'en détacher, il y revenait toujours. » Ayant trouvé, dans le grenier de sa grand'mère une liasse de vieux papiers d'avant la Révolution, il en fait ses délices, sans qu'on puisse bien comprendre le plaisir qu'il y goûte : il veut qu'Henriette les mette en sûreté. Ses études le passionnent ; il y mord avec une ténacité extraordinaire et la résolution d'exceller dans toutes, d'être le premier dans toutes se fixe chez lui pour ne plus fléchir ou diminuer jamais. C'est un garçon très tranquille et plutôt indolent de corps : déjà les rhumatismes le tourmentent, toute son activité est dans la pensée. Rien ne lui plaît tant que de s'acoquiner dans un fauteuil, à lire du matin au soir. Dans son trajet de la maison au collège, il ne se détourne jamais d'un pas, « ni à droite, ni à gauche », à moins que ce ne soit pour tracer à la craie sur une porte cochère la figure de quelque théorème sur lequel il n'est pas d'accord avec son condisciple et son émule, Guyomart. Il ne recherche guère les jeux et, à l'exception de ses deux amis Guyomart et François Liart, natures particulièrement délicates et distinguées, il préfère à la rude société des gars bretons, grands appréciateurs de la force musculaire, moins clairvoyants quant aux facultés de l'esprit, celle de jeunes filles de son âge, plus fines que les garçons et qui lui inspirent un sentiment de protection, de complaisance, de légère pitié. Il se plaît à en être écouté et à calmer leurs zizanies. « Ernest », lui dit un jour l'une d'elles, vous ne réussirez pas : vous voulez mettre tout le monde d'accord ». Mais, de tous ses délassements, le plus cher, parce qu'il y trouve à la fois la douceur du cœur comblé et de la piété filiale satisfaite, ce sont ces petites promenades où il ac-

compagne sa mère dans les champs qui environnent Tréguier.

Les Frères de Lannion avaient commencé son instruction élémentaire. Après le retour à Tréguier, il la continua dans l'établissement que cette communauté y possédait. Son mérite ayant attiré sur lui l'attention des prêtres de la paroisse et de ceux du collège, ils lui trouvèrent des dispositions pour l'état ecclésiastique. Qu'est-ce à à dire ? Qu'ils voyaient dans Ernest Renan un enfant très sage, très docile, très appliqué, de la plus vive intelligence, et, d'autre part, un enfant pauvre, appartenant à un très honnête milieu, toutes conditions qui l'indiquaient comme une excellente recrue pour la cléricature. L'état social séculaire en vertu duquel un enfant sans fortune ne pouvait, sauf de très rares exceptions, accéder à l'instruction supérieure que par la voie du sacerdoce, régnait et agissait encore à Tréguier dans sa plénitude. Ernest Renan en bénéficia.

Il fut accepté gratuitement au Collège. Outre les espérances qu'il faisait naître et qu'il a dépassées... dans tous les sens, la sympathie que Mme Renan s'était attirée par ses malheurs et ses vertus recommandait son fils à ces messieurs. Le Collège était le meilleur client de son épicerie. Il lui achetait chaque année pour 400 fr. de denrées environ.

Le *Collège* ou *Ecole ecclésiastique* de Tréguier, également appelé petit séminaire (*Ecole ecclésiastique* est le nom adopté dans l'ordonnance royale qui en approuva la fondation) avait été créé en 1816. Il occupait les bâtiments affectés avant la Révolution au grand séminaire diocésain qui, depuis la suppression de l'évêché de Tréguier par le Concordat, s'était vu transféré au nouveau siège épiscopal de Saint-Brieuc. Les prêtres qui le dirigeaient et y donnaient l'enseignement appartenaient tous au clergé séculier. Il ne recevait qu'un petit nombre d'internes; les élèves, dont les familles n'habitaient pas la ville, vivaient, réunis par groupes dans de petites pensions bourgeoises dont la table un peu maigre était complétée par les provisions que leurs parents apportaient de la campagne, aux jours de marché. Un régime de mœurs patriarcales, impliquant un lien individuel continu et affectueux entre les élèves et les maîtres, tenait lieu de discipline et de surveillance et a laissé le souvenir de ce bon collège très cher aux générations qui y sont passées. Renan n'a jamais manqué une occasion de s'exprimer avec la plus pénétrante reconnaissance sur les vertus, la bonté, la solide valeur professionnelle de ses maîtres de Tréguier. Celui de leurs fils auquel il était réservé de répandre dans le monde la louange de ces hommes modestes et obscurs est celui qui, après avoir été l'objet de leur tendre dilection, est devenu, pour parler comme l'un d'eux, « leur plus amère tristesse ».

C'est dans les *Souvenirs* que cette pieuse gratitude se traduit par les termes les plus beaux. Je préfère en recueillir une expression plus humble et plus une sans doute, mais plus naturelle encore et plus voisine de la source, dans les lettres que Renan adresse à sa mère quand il vient de quitter Tréguier pour le brillant séminaire parisien de Saint-Nicolas :

« Faites bien mes compliments, ma chère maman, à tous mes excellents professeurs, n'oubliez pas surtout le bon monsieur Pasco, avec qui j'ai passé deux années si heureuses ; monsieur Potier qui je crois, m'aimait bien, malgré les étourderies que j'ai commises à son égard, quand j'étais son élève ; monsieur Duchêne, dont j'ai tant exercé la patience. Je le prie de me pardonner toute la craie que je lui ai cassée. N'oubliez pas le bon monsieur Gouriou et remerciez bien monsieur Auffret de toutes ses bontés pour moi (1). »

Et ceci, à propos d'une place de premier en composition qu'il a obtenue à Saint-Nicolas :

« Ce que vous me dites dans votre lettre, ma chère maman, de l'intérêt que me portent tous les professeurs de Tréguier me fait le plus grand plaisir. C'est à eux, et non à moi, que revient la plus grande partie de l'honneur de ma primauté. Car il faut remarquer que tous les élèves qui viennent ici des autres collèges ou séminaires redoublent leur classe et ne sont pas encore les plus forts. Remerciez pour moi le bon M. Pasco de tous les soins qu'il m'a donnés, surtout de m'avoir tant exercé sur les vers latins. Je voudrais voir le poète Liart rivaliser avec nous ; ce serait pour moi un bien grand bonheur, quoique je ne veuille pas l'enlever à mon ancienne et chère classe. Dites bien des choses à ces Messieurs, particulièrement à M. Duchêne; je ne sais ce qui fait que je pense si souvent à mon excellent professeur de mathématiques. Ah! ce sont sans doute les soins extrêmes qu'il a eus de moi (2) ».

Et eux, de leur côté, comme ils l'ont chéri ! On en trouve, dans les lettres de sa mère l'incessant témoignage. Ces messieurs ne passent jamais devant son seuil sans entrer pour s'enquérir d'Ernest et de ses succès parisiens. Ils seront ravis de son admission à Saint-Sulpice. Quand il en sortira volontairement ils ne sentiront pas leur affection diminuée, ne doutant pas de l'honnêteté

(1) *Lettres du Séminaire*, p. 21.
(2) *Lettres du Séminaire*, p. 40.

de ses modèles. La *Vie de Jésus* qui le fit passer aux yeux de tant d'âmes pieuses pour une nouvelle incarnation de Satan, ne put détruire le sentiment de ceux de ces prêtres qui l'avaient connu. Quatre ans après la publication de cet ouvrage, alors que le nom seul de Renan était un scandale dans le monde catholique, l'un d'eux lui en rapportait la preuve suivante :

« Le dernier de vos maîtres qui est mort dans cette maison, après dix longues années de souffrance, M. l'Abbé Pasco semblait avoir oublié tout le monde pour ne s'occuper que de son Ernest Renan. Quand vint pour lui le moment de paraître devant Dieu, il demanda comme grâce, le retour à la foi de ses pères de l'enfant qu'il avait le plus aimé, et il nous disait à tous : « Ne désespérez pas d'Ernest Renan, il reviendra à Dieu, je vous le promets (1). »

On sera peut-être curieux de connaître les notes qu'il obtenait comme élève. Celles qui ont trait à l'application et au succès dans les études sont toujours de premier ordre; celles qui concernent le « caractère », unanimement et affectueusement laudatives : « *Bon et doux... excellent... très bien, très aimable* », ainsi pensent de lui ses professeurs : M. Brouster, sous lequel il a fait la huitième et la septième, MM. Potier et Pasco, régents, le premier, de sixième et de cinquième, le second, de quatrième et de troisième. Les appréciations qui se rapportent à la « conduite à l'église » nous intéressent particulièrement, à cause de ce qui est advenu par la suite. Elles sont plus nuancées : « *Bonne, arrivant tard... Assez bonne, mais il se rend souvent tard à la messe* », ainsi en juge M. Brouster. L'opinion de M. Mathurin Potier est moins mitigée : « *Souvent distrait ne paraît pas avoir grande piété... indifférent.* » Mais avec M. Pasco le ciel redevient bleu, le temps se remet au beau fixe. Pour lui, la conduite d'Ernest Renan, à l'église est « *bonne, très bonne, édifiante* (2) ». Faut-il croire qu'Ernest Renan avait eu un réveil de piété en devenant l'élève de M. Pasco, ou bien n'est-ce pas le bon M. Pasco, qui, plus sensible à la séduction de cette gracieuse nature, ne croyait pas qu'on pût être si aimable sans être très pieux ? L'intéressé lui-même, va éclairer notre incertitude :

« Pendant que, d'un côté je n'aspirais qu'à être curé de campagne ou professeur de séminaire, il y avait en moi un songeur. Durant les offices, je tombais dans de véritables rêves; mon œil errait aux voûtes de la chapelle; j'y lisais je ne sais quoi; je pensais à la célébrité des grands hommes dont parlent les livres. Un jour (j'avais six ans), je jouais avec un de mes cousins et avec d'autres camarades ; nous nous amusions à choisir notre état pour l'avenir: — Et toi, qu'est-ce que tu seras ? me demanda mon cousin. — Moi, répondis-je, je ferai des livres. — Ah ! tu veux être libraire ? — Oh! non, dis-je je veux faire des livres, en composer (1). »

M. Potier et M. Pasco ont interprété différemment ces moments de songe, l'un, comme des « distractions à la chapelle », l'autre comme des ravissements mystiques. Mais la conduite exemplaire d'Ernest compensant les doutes que certains de ses maîtres purent concevoir sur sa piété, il obtint les distinctions réservées à la piété la plus fervente, fut admis dans la « Congrégation de la Sainte Vierge » et en devint un des dignitaires.

PIERRE LASSERRE.

1) RENÉ D'YS. *Ernest Renan et Bretagne*. p. 247.
(2) Tous ces renseignements sont tirés du livre de René d'Ys, pp 201 et suivantes.

(1) *Souvenirs*, p. 146.

DÉPOPULATION

Le péril national, de longue date dénoncé par les économistes et les sociologues les plus clairvoyants, s'est aggravé depuis quatre ans. Une magnifique victoire, cruellement achetée, ne saurait en dissimuler la gravité menaçante.

En sonnant la cloche d'alarme, comme quelques-uns d'entre nous n'ont cessé de le faire depuis de longues années, nous n'avons jamais douté de l'avenir et de la vitalité de la France. Mais l'état de paix armée, auquel le militarisme allemand avait condamné l'Europe, imposait à notre pays vaincu et démembré des charges plus lourdes qu'à toute autre nation. Toute déchéance numérique avait pour conséquence et pour contre-coup une diminution de contingent militaire.

Au lendemain de la guerre la plus meurtrière qu'ait jamais connue le monde, notre situation démographique, dont tous les éléments ne sont pas encore dégagés à l'heure présente, est encore plus inquiétante ; le danger aura augmenté, tout en changeant d'aspect. L'établissement d'une Société des nations fera certainement luire sur l'Europe épuisée l'aube d'une paix longue et durable, sinon

définitive et éternelle. Quel que soit l'arrangement international de demain, et même avec les dispositifs restreints d'armement qu'exigera la sécurité de la Patrie, nous subirons, pendant un certain nombre d'années, les conséquences du cataclysme sanglant. La disparition de tant de jeunes gens, fauchés en pleine jeunesse, avant d'avoir pu fonder un foyer, se fera douloureusement sentir au-delà de la période actuelle, avec des répercussions lointaines. Le pitoyable chapitre des blessures et des infirmités aura pendant longtemps son retentissement familial. Le martyrologe des populations de la zone envahie du Nord et de l'Est laissera des traces profondes.

Aucun démographe ne pourrait aujourd'hui, établir nos bilans complets de dommages intégraux résultant de cinquante-deux mois d'une guerre terrible. Pour que ce bilan ait sa signification véritable, il faudra le comparer à celui de nos Alliés, des ennemis, des neutres. Ce n'est pas avant plusieurs mois que cette revue d'ensemble, indispensable à tous les points de vue, pourra s'effectuer.

Au surplus, la comparaison, portant à la fois sur la décroissance de la natalité et sur l'excédent mortuaire, n'aura qu'une valeur relative et pour ainsi dire subrérogatoire. Il n'y a pas besoin d'examen comparatif, d'enquête supplémentaire, pour que le mal ancien de dépopulation française, diagnostiqué avec tant de force par les observateurs les plus impartiaux, apparaisse à tous les yeux dans sa laideur impressionnante et ses proportions accrues.

I

Les études préparatoires se sont succédé depuis un grand nombre d'années. La première de toutes a été entreprise à la demande du Sénat, le 22 novembre 1901, sur la proposition qui lui avait été faite par M. Bernard (du Doubs), comme suite à l'interpellation qu'il avait déposée avec son collègue Piot. En accueillant cette demande, le Président du Conseil d'alors, Waldeck-Rousseau, avait magistralement marqué le programme à suivre dans deux directions différentes et avec d'inégales chances de succès, en vue de conserver les enfants qui naissent, à l'effet d'accroître le nombre des naissances. L'éminent homme d'Etat avait, en termes précis, et dans une formule lapidaire, distingué et, pour ainsi dire, hiérarchisé, les deux efforts : « On ne nait pas assez en France et l'on y meurt trop. »

A la réunion inaugurale de la Commission de dépopulation, le 29 janvier 1902, Waldeck-Rousseau traçait d'avance aux commissaires le double chemin qu'ils auraient à parcourir : natalité, mortalité. « A vrai dire, déclarait-il, une des faces de ce problème est déjà plus éclairée que l'autre ; tout ce qui touche à la mortalité a fait déjà l'objet de travaux extrêmement importants, d'enquêtes très complètes... Quant à la natalité, comment l'augmenter, comment prévenir son abaissement ? C'est le côté le plus difficile et peut-être le plus obscur du problème. »

En conformité de ce programme initial, la Commission s'était subdivisée en deux sous-commissions, celle de la mortalité, celle de la natalité, avec, en plus, un comité d'études et de statistiques présidé par M. Levasseur. La collection complète des rapports et des procès-verbaux des deux sous-commissions et du comité d'études apporte un témoignage irrécusable de l'activité laborieuse d'une commission à laquelle ne furent pas ménagées les difficultés pratiques par suite de l'insuffisance des crédits mis à sa disposition.

Des deux sous-commissions, l'une présidée par le très-regretté Professeur Lannelongue, consacra de longues et utiles séances à l'examen des rapports des plus importants, tels que ceux de MM. Drouineau et Atthalin sur les avortements criminels, de M. le Professeur Pinard sur la puériculture dans ses périodes initiales, du professeur Pierre Budin sur la mortalité infantile de 0 à 1 an, de M. le Docteur Variot sur la mortalité infantile de 1 à 14 ans ; de M. Drouineau sur la mortalité des Enfants-Assistés ; de MM. Lannelongue et A.-J. Martin sur la mortalité des adultes en France ; de MM. Léon Labbé, Lowenthal et Février sur la mortalité de l'armée de terre, de l'armée de mer et de l'armée coloniale.

Un aussi vaste champ d'études ne pouvait être parcouru précipitamment. Les délais normaux furent néanmoins dépassés pour des motifs indépendants de la volonté des commissaires. Mieux vaut jeter un voile discret sur ces petites misères, évocatrices d'une période où l'hygiène sociale, dans toutes ses branches, n'a pas tenu dans les préoccupations des pouvoirs publics et de l'opinion la place prépondérante que des circonstances glorieusement calamiteuses tendent à lui accorder aujourd'hui.

Bref, et sans entrer plus avant dans la recherche des causes mesquines d'un tel retard, c'est en 1911 seulement que parut, dûment approuvé par

(1) Le *Journal Officiel* du 10 février 1919 a publié la statistique annuelle du mouvement de la population de la France d'après les *registres* de l'état civil au cours des années 1915, 1916, 1917 dans 77 départements.

la sous-commission compétente, le rapport général de M. Paul Strauss sur les causes de la mortalité.

Le rapport présenté par M. le Docteur Jacques Bertillon à la sous-commission de la natalité sur les travaux de la sous-commission ne fut pas entièrement discuté. C'est à titre personnel que son auteur fit paraître une substantielle étude sous le titre suivant : *Des causes de l'abaissement de la natalité en France et des remèdes à y apporter.*

Les matériaux n'ont pas fait défaut pour l'étude conférée à la sous-commission de la natalité : des rapports de MM. Pinard et Charles Richet sur les causes physiques ; de MM. Jacques Bertillon et André Honnorat sur les causes morales ; de M. Lucien March sur les causes professionnelles; de M. Yves Guyot sur les causes économiques, etc., etc.

Il est très regrettable que, faute d'une coordination suffisante et d'une propulsion centrale, ces précieux travaux préparatoires n'aient pas été suffisamment utilisés.

En tout cas, pour la sous-commission de la mortalité, dont l'activité se heurtait à de moindres obstacles, et dont la route était lumineusement jalonnée, on peut affirmer que son programme, si partiel qu'il ait été, n'a jamais été perdu de vue par ceux qui y ont collaboré. Quelques-uns de ces collaborateurs, à commencer par le très actif directeur de l'Assistance et de l'hygiène publiques au ministre de l'Intérieur, M. Henri Monod, et pour ne citer que les disparus, Pierre Budin, Lannelongue, Landouzy, ont été, par leurs initiatives propres ou par les enseignements qu'ils avaient tirés de la sous-commission de dépopulation, de puissants propagandistes de la lutte contre la mortalité infantile et contre les maladies évitables de tout âge.

Peu de temps avant la guerre, préoccupé d'assurer des moyens matériels à cette lutte patriotique contre la dépopulation, M. L.-L. Klotz, ministre des Finances, avait rassemblé, dans un vaste groupement, avec des hommes d'Etat pour guides, tous ceux qui pouvaient le plus utilement contribuer à la recherche et à l'indication des moyens propres à provoquer un accroissement de la population française. De très intéressantes propositions furent émises, des rapports fort instructifs ont été élaborés. Les événements ne tardaient pas à paralyser ces bonnes volontés nouvelles. La plus formidable crise de l'antiquité et des temps modernes interrompait les travaux en cours. De tragiques événements allaient dès lors absorber toutes les énergies, sans que pourtant, dans la réalité quotidienne, sur le champ de bataille de la misère et de la souffrance se soit un seul jour ralenti le zèle bienfaisant des philanthropes publics et privés.

Dès le début de la guerre, tous ceux qui se souvenaient des tristes épreuves de 1870-71 ont eu à cœur et ont tenu à honneur de prendre d'avance toutes les mesures susceptibles de prévenir les effets malfaisants du chômage, de la mobilisation des pères de famille, des restrictions alimentaires du paupérisme, du délaissement des mères. Le Gouvernement et le Parlement n'ont pas négligé dès le premier jour, de recourir à tous les modes d'allocations et d'indemnités nécessaires. On a prétendu, à certaines heures et sur un grand nombre de territoires, que cette assistance exceptionnelle avait engendré des abus nombreux et choquants. Le fonctionnement des juridictions de recours et d'appel a pu, progressivement, restreindre le nombre et la proportion de ces abus. L'ensemble de l'œuvre d'entr'aide sociale subsiste seul, avec ses bienfaits d'ordre civique et social. Le recul du temps mettra dans une pleine clarté la valeur préventive et le résultat démographique de tout un programme de solidarité nationale, sans lequel les plus graves mécomptes et les plus lourdes difficultés auraient risqué de se produire, avec leur retentissement éventuel sur le moral des troupes et sur la défense nationale elle-même.

En relatant ces faits, nous sommes au plein de la lutte contre la dépopulation française, multiforme assurément, mais tout d'abord et essentiellement fondée sur le combat humanitaire et utilitaire, tout à la fois, contre la misère évitable et contre le paupérisme avec toutes les déchéances physiologiques qu'il engendre.

Il est tout d'abord une donnée du problème démographique qu'il convient de dégager et de mettre en lumière. C'est que le compartimentage des naissances et des décès n'est pas aussi complet que quelques-uns le croient. M. le Docteur Jacques Bertillon a jadis soutenu cette thèse, que la diminution des décès a pour conséquence la diminution des naissances, en s'appuyant sur la théorie du parallélisme des mouvements de population : « Si même, a-t-il déclaré plus tard devant la commission de dépopulation, on parvenait à réduire encore la mortalité, une loi démographique connue fait craindre que cet abaissement ne soit suivi, toutes chances égales d'ailleurs, d'un nouveau recul de la natalité, et que le taux d'accroissement de la population ne s'en trouve augmenté. »

Contrairement à cette opinion, M. le Docteur Lowenthal s'est efforcé de démontrer qu'un grand

nombre de pays européens ont vu, tout à la fois, leur natalité baisser et leur mortalité diminuer, gagnant ainsi, en fin de compte, un surcroît de population. Le rapporteur général de la commission de dépopulation de 1901-1910, pour la sous-commission de la mortalité, était autorisé à écrire : « Sans s'engager dans un débat doctrinal, et sans avoir émis de vote sur ce point, la grande majorité de la commission a estimé, avec Arsène Dumont, que la France ayant proportionnellement moins d'enfants qu'un autre pays, il y a lieu de s'étonner qu'elle n'ait pas la mortalité la plus faible de l'Europe. Pour elle, écrit-il, la mortalité normale devrait être de quatorze à quinze décès par an et pour 1.000 habitants. »

« L'effort en vue du relèvement du taux des naissances n'a donc rien de contradictoire avec le combat nécessaire contre les maladies évitables, surtout si celui-ci a pour champ de bataille préféré, la préservation des nourrissons, c'est-à-dire des êtres les plus exposés à la mort prématurée.

« Quelque respect que l'on professe pour les enseignements de la démographie, celle-ci n'est pas encore sortie de la phase du criticisme, et la volonté de l'homme, son patriotisme ont le devoir de s'exercer en faveur de la conservation de tous les êtres qui naissent, de toutes les existences qui se préparent, avec une confiance robuste et un viril optimisme. »

Rien n'est plus malaisé que de procéder à l'analyse exacte de toutes les causes qui concourent à la restriction volontaire de la natalité. L'argument le plus impressionnant dont se servent, dans leur funeste propagande, les néo-malthusiens, consiste à évoquer les charges de la maternité et le péril de la mortalité du premier âge. Les difficultés de logement pèsent sur la volonté des parents. Les causes morales et économiques se confondent, se superposent, sans qu'on puisse, avec précision, mesurer leurs effets respectifs.

Le 28 janvier 1903, un spécialiste des plus compétents, M. Lucien March, dans son rapport sur les causes professionnelles de la dépopulation, émettait le vœu de voir développer les statistiques de l'état civil, afin de faciliter l'analyse des circonstances qui font décroître la natalité des familles françaises. Ce vœu reste d'actualité ; il incite à la prudence les démographes : il marque les frontières des investigations positives et des hypothèses sociologiques.

Les suggestions du bon sens et de la raison ne sont pas, en réalité, contredites par les faits. Les gains de population ne sont pas déterminés par un facteur unique ; ils dépendent d'éléments multiples qui se pénètrent et se multiplient.

L'insécurité de l'avenir ne joue pas un moindre rôle, dans les restrictions volontaires, que l'égoïsme immédiat. En amoindrissant les mauvais risques pour les enfants qui naissent, les hygiénistes et les philanthropes enlèvent sa raison d'être principale à la campagne néo-malthusienne dans les milieux déshérités. Nul n'a le droit de limiter à l'avance l'influence directe ou indirecte de toutes les mesures d'hygiène sociale sur le relèvement de la natalité.

Le devoir ordonne d'agir en dehors de tout esprit de système, sans le moindre exclusivisme, pour réduire la mortalité évitable, pour atténuer et supprimer le paupérisme, pour tarir la source des maladies de dégénérescence, et en même temps pour encourager, par tous les moyens possibles, la nuptialité, la fécondité des mariages, afin que, se combinant, les profits recueillis sur le champ de bataille de la misère et de l'ignorance, et les bénéfices produits par les différentes primes à la natalité se traduisent progressivement par des résultats utiles, c'est-à-dire par un gain appréciable et réconfortant de population.

PAUL STRAUSS.
Sénateur.

LA RENTRÉE DE L'ALSACE-LORRAINE DANS LA FAMILLE FRANÇAISE

Le lecteur ne trouvera pas ici d'expansion lyrique sur le retour à la France de nos deux chères provinces, ni sur leur résistance au vainqueur de Sedan. Nos plaies encore saignantes disent assez notre amour pour elles. Elles attendent de nous plus que des mots : la guérison des blessures que leur laissent, à elles aussi, quarante-quatre ans de geôle et quatre d'odieuse tyrannie. Et notre devoir, comme notre intérêt, est d'adoucir, dans la mesure du possible, l'inévitable mais rude transition entre hier et aujourd'hui.

***

La Lorraine, l'Alsace de 1919 ne sont plus l'Alsace ni la Lorraine de 1871. L'emprise du conquérant a pu y faire cabrer les âmes : elle n'en a pas moins transformé les conditions matérielles de l'existence, et les deux provinces ont aujourd'hui une valeur intrinsèque tout autre qu'à la date du traité de Francfort. D'autre part, l'incertitude, l'an-

gousse, la douloureuse antinomie des sentiments et des intérêts y ont affecté les cœurs les plus fidèles, masses et intellectuels, jusqu'à les rendre étrangement vibrants, jusqu'à les exacerber parfois. Ce ra fausse route, malgré les meilleures intentions, qui négligerait d'en tenir compte.

Les terres que nous cédâmes à l'Allemagne étaient riches surtout de possibilités. Nos protestations indignées n'exprimaient pas le regret d'un trésor volé, mais la réclamation du droit contre la force, le cri d'une mère à qui sont ravis ses enfants. On a pu accuser notre politique de « faire du sentiment » : elle dédaignait, en tous cas, les calculs intéressés. Il serait fort injuste de croire que la France ait revendiqué les terres perdues à cause de leur richesse. Nul n'en saurait dire autant de l'Allemagne. Ce sol fécond, ce magnifique jardin, selon le mot de Louis XIV, l'Empire jeune et famélique l'exploita intensivement. La glèbe y était presque déjà au maximum de production : l'Allemagne fouilla le sous-sol, y trouva le minerai de fer, et les potasses de Vonnenbruch et les pétroles de Pechelbronn. Elle aménagea le cours du Rhin vénérable et capta sa vigueur. La paisible Alsace connut, à son tour, la vie intense, le rythme précipité de la production où s'enivrait la Germanie. Bien entendu, le conquérant aménageait sa conquête à son profit. Il avait dès l'abord garrotté ses captives dans un régime de fer, et des hommes à poigne devaient prouver au *Reichsland* qu'il était propriété indivisé des États confédérés, le signe de la nouvelle alliance, et que les autochtones seraient jugés dignes d'accéder aux bienfaits de l'Empire dans la mesure seulement où leur soumission s'affirmerait entière et le ralliement complet. Mais à part lui, Bismarck escomptait moins l'abjuration sincère que la résignation intéressée. Le mot d'ordre que reçurent les fonctionnaires, l'opinion à répandre, ce fut : « Pourquoi regretter une France déchue ? A quoi bon lutter contre une Allemagne omnipotente et reine du progrès ? »

Vingt ans, l'Alsace-Lorraine s'entêta, farouche. Quand la protestation sembla s'affaiblir, ce ne fut pas certes, par amour de l'Allemagne. Mais la France renonçait à la revanche. Elle s'absorbait en des querelles intestines, discutait jusqu'au patriotisme, s'étourdissant aux Kermesses universelles, abritée par une alliance défensive qui scellait un renoncement tacite. Outre-Vosges, faute d'aliment, l'espoir du retour à la France se dessécharit. Et un peuple ne saurait vivre longtemps de résignation passive. Or, les Lorrains, les Alsaciens voulaient vivre. Force leur était de subir les maîtres brutaux, rapaces qui s'abattaient sur eux comme sur une proie, et croyaient, tel le lion de la fable, leur faire en les croquant beaucoup d'honneur. Fallait-il persister sans fin dans une bonderie stérile ? N'valait-il pas mieux se placer sur le terrain des réalités, et, sujets de l'Empire, bon gré, mal gré, défendre et développer cette culture locale et savoureuse, amalgame du germanisme et du génie gaulois ? Ce serait encore la lutte contre les dominateurs, mais aussi la participation à l'incontestable progrès matériel de l'Allemagne, aux bienfaits d'une administration dépourvue d'aménité, mais non d'exactitude. N'était-ce pas le seul moyen de n'être plus traités en parias, « en Allemands de deuxième classe » disait M. Grégoire, député de Metz ? « Nous n'entendons pas être la propriété de l'Empire, affirmait de son côté l'abbé Wetterlé au Reichstag, mais nous voulons bien devenir ses copropriétaires ».

En amorce et récompense, l'Allemagne octroya la Constitution de 1911, qui n'accordait pas l'autonomie, mais semblait reconnaître en quelque mesure la personnalité du Reichsland. Jugée dérisoire par beaucoup, et dangereuse par d'autres, qui y voyaient un plan sournois de germanisation, elle rencontra surtout de l'indifférence. Des méfiances persistaient, certes, envers les efforts des centristes pour rallier les annexés catholiques sous la bannière confessionnelle, envers ceux des social-démocrates pour enbrigader les prolétaires dans leurs cadres professionnels ou politiques. Toutefois, les purs « nationalistes » perdaient la direction. Les Preiss, les Helmer, Langel ou Blumenthal quittaient la scène. S'il n'y avait pas abdication, il y avait au moins flottement, et, çà et là, résignation.

Pourtant, le vainqueur, à son habitude, faisait montre d'une incroyable myopie psychologique. Au lieu de desserrer sa poigne germanique, il faisait l'étreinte plus brutale, le traitement plus injurieux, — évoquez les incidents de Saverne — la police plus tracassière : il oscillait de la menace au chantage. Depuis le coup de chairon de Tanger, l'Allemagne jetait le gant à la France : à trois reprises au moins, le conflit parut imminent. Mais loin de tâcher à gagner les cœurs de ses sujets, à Metz, à Strasbourg, à Mulhouse, l'administration redoublait de zèle soupçonneux et vexatoire, comptait sur la seule rigueur pour dompter ces gens « ingouvernables ». Puis, ce fut la guerre, c'est-à-dire, pour la Lorraine et l'Alsace quatre années de martyre physique et moral, très souvent déjà retracé pour que j'y revienne : une persécution raffinée dont le résultat le plus net fut de remettre le Germain dans sa vraie lumière et de le montrer à quelques aveugles dans tout l'orgueil de sa race et la brutalité de sa force.

Nous voici vainqueurs. Notre victoire a-t-elle dis-

sipé tous les mauvais et ramène tous les égarés ? Il serait puéril de le croire, et dangereux. Depuis 40 années, trop de calomnies furent déversées sur la France lointaine. Une cloison presque étanche la séparait de la Lorraine, de l'Alsace. Si les intellectuels gardaient contact avec Paris, le peuple, les jeunes générations ne nous connaissaient que sous les traits peu flatteurs où nous figurait l'école allemande. Etonnons-nous donc que, dans certaines régions d'Alsace, l'accueil fait aux bleu-horizon ait quelquefois été réservé, sinon méfiant ? Mais chez nous, Français, les masses gardaient-elles donc pour les vieilles provinces une affection fraternelle ? « Nous voilà en Allemagne » disaient les troupiers lors de nos offensives de l'Est, devant le premier poteau-frontière, et de s'étonner, d'ouvrir un œil parfois soupçonneux aux allures et au langage des indigènes. Ne généralisons pas les incidents locaux, sans portée auprès du grand geste d'amour. Tout de même notre course vers le Rhin n'est pas seulement la danse idyllique des jeunes filles aux jupes courtes devant les tribunes officielles. N'oublions pas qu'un dizième peut-être de la population, pour des motifs divers, est suspecte d'abriter des tendances plus ou moins germanophiles sous des étiquettes autonomistes, régionalistes ou autres: que les menées allemandes dans ce sens n'ont pas cessé ; de tout récents incidents le prouvent : seulement, n'oublions pas non plus qu'avec les moyens de coercition, d'éducation, dont l'Allemagne disposa au cours d'un demi-siècle, la faiblesse de ce chiffre fait honneur à la fidélité des Alsaciens-Lorrains. Cependant, trop de liens matériel, moraux aussi, relient et relieront fatalement l'Alsace à l'Allemagne pour qu'il nous soit permis de négliger aucun indice.

*
* *

Ces liens entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne, ne sont pas tranchés par un coup d'épée, ni par une signature. Au point de vue économique, les connexions restent étroites. Les minerais du bassin lorrain (Meurthe-et-Moselle y incluse) alimentent les trois quarts de la métallurgie allemande, après avoir été se faire dénaturer dans le district de la Ruhr. Les houilles de celle-ci, en revanche, nourrissent la sidérurgie lorraine, viâ Lauterburg et Strasbourg : échange si nécessaire que les grands propriétaires de charbonnages avaient acquis des participations dans les mines de fer et les usines du pays annexé. Le Rhin servait de trait d'union entre ces industries complémentaires. Le port de Strasbourg, ébauché dès 1892, agrandi en 1901 par une municipalité active, devenait le grand terminus d'amont d'un colossal trafic : il accusait, en 1913, un mouvement de près de 2 millions de tonnes, pour plus de moitié : coke, houille et lignites. Son activité s'orientait surtout vers l'est : car les canaux qui le rattachent à notre monde occidental — canal du Rhône au Rhin, canal de la Marne au Rhin avec ses prolongements sur Metz et sur le Nord — ne portent que des péniches de 100 et de 300 tonnes, quand le port de Strasbourg déchargeait des bateaux de 2.000 tonnes arrivant par le Rhin. Le perfectionnement de cet outillage est pour nous un devoir urgent, si nous voulons rattacher solidement l'Alsace à notre flanc ; et il n'est pas moins nécessaire de canaliser la Moselle entre Metz et Thionville, voire jusqu'à Coblentz, pour recevoir à bon compte la rançon de houille allemande et aussi les charbons anglais. A tout prix il nous faut détacher le Rhin de l'Europe centrale. Et nous serions impardonnables de ne pas tirer parti de la situation que nous assure le traité de paix en nous réservant la haute main sur le grand fleuve, en nous assurant une part de la flotte et aussi en réunissant au port de Strasbourg celui de Kehl, rival dangereux pour le premier à cause du prix moindre des terrains.

Aussi urgente est la question des chemins de fer. En 1871, le réseau cédé à l'Allemagne comprenait 813 kilomètres de voies. Il fut alors remis aux mains d'une Direction des chemins de fer d'Empire, ce qui signifiait que les bénéfices d'exploitation iraient à l'Empire et non à l'Alsace-Lorraine. L'administration impériale donna au réseau une vigoureuse impulsion. Il s'étendait, à la veille de la guerre, sur 1.921 kilomètres ; en 1913, les recettes s'élevaient à 198 millions de marks et les dépenses à 140, soit un bénéfice de 58 millions. Un arrêt du commissaire général vient de trancher une question irritante. L'autonomie du réseau récupéré est consacrée officiellement, et son administration, maintenue à Strasbourg, pourra concilier les méthodes d'exploitation allemande et française. Ce qui est urgent, en toute hypothèse, c'est de multiplier entre ce réseau et le nôtre les points d'anastomose. Jusqu'en 1914, les Vosges n'étaient franchies que par les deux lignes Paris-Mulhouse et Paris-Strasbourg, tandis que quatre lignes : Nancy-Metz, Nancy-Château-Salins, Verdun-Metz, Mézières à Thionville, nous reliaient à la Lorraine annexée. Il est nécessaire d'achever au plus vite la ligne de St-Dié-Saales et de construire celle de St-Maurice à Wesserling et Mulhouse, qui, non seulement, rattachera la vallée de la Moselle à la Haute-Alsace, mais de plus assurera les relations directes d'Anvers avec Milan. Simultanément, les Vosges centrales devront être traversées par le tronçon St Dié-

Ste Marie-aux Mines. Quant à la qualité du matériel et à la ponctualité du service, tous les efforts doivent être faits pour que cessent au plus vite les difficultés inhérentes à un brusque changement de régime pour éviter certaines lenteurs ou nonchalances qui surprennent des populations habituées à plus de précision. Et ce n'est pas le maintien trop long, semble-t-il, dans ce service, d'employés ou fonctionnaires allemands qui a pu améliorer cette situation, car la correction apparente de ces derniers dissimule une hostilité secrète et le désir d'entraver notre œuvre par tous les moyens.

**
*

Il y avait en Alsace-Lorraine, avant la guerre, 400.000 Allemands : ouvriers de tous métiers, fonctionnaires de tous ordres, contrôleurs d'industries et d'entreprises. Beaucoup y séjournaient depuis de longues années ; certains s'étaient pris au charme du pays ; d'aucuns avaient épousé des Alsaciennes. Un bon nombre a dû repasser le pont de Kehl, rejetés, j'allais dire vomis par le peuple qu'ils avaient piétiné, humilié, exploité. Mais il en reste, des Allemands authentiques, et beaucoup : 14 à 15 000, paraît il, de la population totale ! Quelle conduite tenir à leur égard ? Le problème n'est pas susceptible d'une solution radicale. Une expulsion en masse — fût-elle possible — n'apparaît pas comme un moyen de mettre fin à certaines difficultés matérielles dont les Alsaciens-Lorrains sont les premiers à se plaindre assez haut. Aussi bien, à côté de ceux qui voudraient faire place nette et nous adjurent de leur épargner tout contact avec les bourreaux de la veille, il est des autochtones qui s'inquiètent du contre-coup de mesures trop rigoureuses, il s'en trouve même pour invoquer dans certains cas, la bonhomie et l'humeur pacifique de tel ou tel immigré qu'ils connaissent personnellement...

Avant tout, un devoir s'impose à nous : éliminer les individus nocifs, où qu'ils se trouvent, agents sournois de l'influence germanique et dont les calomnies savantes, le sabotage matériel et moral des services qui leur demeurent confiés, — municipaux, ferroviaires, d'enseignement — risquent non pas de détacher l'opinion de la France, mais d'aigrir les caractères et d'envenimer les récriminations. « Regardez ! — c'est la thèse développée sous toutes les formes. — Vos belles provinces que nous, Allemands, nous avons fécondées, mises en valeur, les Français ne peuvent les gérer sans notre concours ! Vous trouviez notre main dure ? Préférez-vous le gâchis ? Et regardez-les encore, vos compatriotes ? Ces soi-disant républicains et démocrates, quoi qu'ils affirment, vous vaudront-ils tous les bienfaits d'une législation sociale que vous devez à qui ? A l'Allemagne ! Et la « grande nation catholique » n'a-t-elle pas toutes les peines du monde à s'empêcher d'une politique anticléricale ? »

Pour ceux-là, aucune pitié. Il est possible que les mesures de prophylaxie déjà prises demandent à être complétées. Disons-le même, l'embarras momentané de certaines administrations, conséquence d'un nettoyage plus radical, vaudrait encore mieux que la possibilité, par des personnages plus ou moins haut placés, de continuer leur métier d'espions et d'empoisonneurs publics. De là à nous priver, du jour au lendemain, de milliers d'hommes qu'il nous serait malaisé de remplacer, c'est pousser loin l'amour des solutions tranchantes. Ni la question de personnes, ni la question de propriété ne se peuvent ici résoudre par une formule inflexible. Il peut y avoir intérêt à conserver, soit des spécialistes éclairés, soit une main-d'œuvre indispensable ; il peut être profitable de permettre à certaines firmes allemandes de vivre et de prospérer. Ce serait faire peu de confiance aux Français libérés de croire que désormais ils ne puissent, avec leur finesse aiguisée par les épreuves, et avec l'appui des autorités, déjouer les intrigues dangereuses et faire chez eux la police morale.

*
**

Pour la gloire et le bénéfice de la Germanie, Bismarck avait créé l'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire une entité artificielle, contre nature. Pendant quarante-huit ans, les deux provinces, ont vécu sous une administration, une législation, une organisation communes. Et pourtant, ces deux régions sont distinctes, à certains égards opposées. Entre elles, il y a les Vosges. Il y a de plus les traditions historiques, il y a la nature du sol ; il y a surtout la différence de mœurs, de langue. Aussi bien, ne saurait-on parler aux Messins comme aux Mulhousiens ou aux Strasbourgeois. En Lorraine, a-t-on dit, les questions politiques priment les questions économiques. C'est le contraire en Alsace. Il y a cependant, des traits communs : le tempérament des Lorrains, plus froid et concentré, ne doit pas tromper sur leur puissance d'émotion, ni la passion des Alsaciens sur leur ténacité ou leur esprit pratique. Car d'avoir été ployés au même joug brutal, ici comme là, les gens retiennent une susceptibilité un peu nerveuse, un peu irritable. Ils gardent le juste orgueil de leur histoire, et leur résistance morale au maître déchu les confirme dans leur personnalité accusée. A quoi les Alsaciens ajoutent le

caractère très spécial de leur civilisation locale. Pour la France, patrie de la justice bienveillante et et de l'idéalisme, leur amour reste indéfectible. Ils communient avec son génie, épris de liberté, et qui se refuse à voir dans l'individu le simple rouage d'une machine, si perfectionnée soit-elle, — dans le citoyen, l'esclave d'un étatisme oppressif. Ce sentiment d'indépendance, il s'est concrétisé dans ces « républiques municipales » d'Alsace, fières de leurs richesses, de leurs budgets, de leur édilité savante, cités d'initiative et de progrès, à l'humeur un peu ombrageuse. Jadis, elles adoptèrent d'enthousiasme, les principes de notre Révolution, acclamèrent la grande propagatrice des Droits de l'homme, la protectrice des nations émancipées. Mais leur penchant à rester elles-mêmes, caractère, mœurs, instincts natifs, demeurait. Vis-à vis de l'Allemagne leurs sentiments étaient complexes. Gouvernement et société leur inspiraient une insurmontable répulsion, mais l'Alsacien, à certains moments, entendait en lui comme un écho de l'âme populaire allemande. Un demi-siècle de sujétion a quelque peu modifié ses vues. La haine est devenue plus terrible envers l'Allemand, du moins l'Allemand moderne, pangermaniste et oppresseur ; néanmoins, une certaine admiration subsiste pour la précision de la machine impériale, le souci des intérêts matériels qui ont contribué à la prospérité de l'Alsace et permis aux habitants de continuer la vie large qu'ils aiment. Le magnifique élan qui les rejeta vers la mère-patrie n'aveugle pas leurs yeux ni ne désarme leur esprit caustique. Ils ont conscience de nous ignorer, et en toute sincérité, tâchent à nous comprendre, mais forcément ils comparent, et parfois, à ce jeu, ils s'étonnent.

Des espoirs étaient nés, un peu naïfs, que l'Alsace renaîtrait du jour au lendemain, à une vie nouvelle. La crise qui a suivi la délivrance fut plus grave, prolongée et pénible qu'on ne l'aurait cru là-bas : pénurie de matières premières et de produits fabriqués, hausse du prix des vivres, hésitations et lenteurs incompréhensibles pour des gens auxquels Strasbourg fournissait naguère des solutions rapides, tandis qu'au début de l'ère française arrivaient de Paris des décisions un peu tardives, quelquefois contradictoires, ou pas de décision du tout ! Le régime transitoire qu'il a fallu adopter ne pouvait certes, du jour au lendemain, résoudre toutes les questions brûlantes. Certains délais toutefois parurent exagérés, telle la lenteur mise à remplacer les juges de bailliage allemands ou à trancher cette question capitale : la valorisation des comptes en banque. Peut-être, y eut-il aussi parmi les nouveaux fonctionnaires, quelques tâtonnements inévitables, tant chez des Alsaciens d'origine, mais ayant quitté le pays depuis de longues années, que chez des Français de l'ouest, du centre ou du midi, dépaysés au début, et dont certains ne connaissaient pas même un mot d'allemand.

Or, il n'est pas indispensable de parler aux Alsaciens en allemand, ni dans ce dialecte aux inflexions si fines et émaillé de mots celtiques ; mais il est nécessaire de le respecter, car il reste et restera longtemps le parler habituel du peuple. La France d'ailleurs, n'essaya jamais de l'extirper, tant elle se jugeait sûre de la fidélité de ses enfants. Le triomphe des vues centralisatrices et uniformisantes pourrait seul modifier cette ligne de conduite. Inutile d'insister sur l'injure que ce serait faire à nos frères délivrés, ni sur l'intérêt qu'il y aura pour nous, dans nos relations futures avec l'Allemagne, à trouver parmi eux les truchements nécessaires et des guides expérimentés. N'ayez garde, Français qui bientôt irez là-bas en pèlerinage, d'esquisser le moindre sourire à un rude accent ou à une faute de genre. Rappelez-vous avec quel zèle, dès les premières vallées reconquises, les écoles se vouèrent à notre langue. N'oubliez pas que les instituteurs d'Alsace — les instituteurs *alsaciens*, s'entend — ont été façonnés par l'école normale allemande, qu'un bon nombre ignoraient le français et que leurs maîtres s'appliquaient non pas à leur laisser ignorer la France, mais à la leur faire mépriser et haïr : sachez-leur gré plutôt de n'avoir pas retenu de ce laminage une mentalité germanique plus accusée. Et quelle que soit votre croyance ou votre indifférence, songez que parmi les 1.428.000 catholiques, comme parmi les 408.000 protestants et les 30.000 israëlites, une minorité seule approuverait des tentatives d'anti-cléricalisme ou la mise d'entraves à l'enseignement religieux. Ce serait le meilleur moyen d'allumer en Alsace des querelles que notre intérêt nous commande d'éviter, car la France ici, toute à tous, doit laisser à l'Allemagne le système qui consistait à diviser pour régner. Les défiances du clergé et de ses fidèles, les préparatifs en vue de la prochaine campagne électorale sont un avertissement qu'il ne faut ni grossir ni dédaigner.

*
* *

Il semble superflu de répéter que dans les provinces reconquises, le plus grand tact est nécessaire, et la plus grande circonspection. Il ne serait utile de de le redire qu'au cas improbable et vraiment fâcheux où se rencontreraient dans le public français, ou parmi ceux qui le renseignent et le

gouvernement, des esprits convaincus que la manière forte reste de mise en Alsace, sous prétexte que les Alsaciens furent tenus jadis avec une poigne de fer. A ce jeu, nous ferions cabrer des âmes fières, un peu susceptibles, voire quelquefois emportées, sur lesquelles aurait plus de prise une direction ferme, éclairée et exacte, sachant appliquer sans faiblesse toutes les lois d'intérêt national, mais discerner judicieusement aussi les particularités locales qui ne menacent en rien l'unité et pour lesquelles peut être laissée une latitude transitoire ou définitive. Et qui sait ? De l'héritage administratif et législatif allemand, tout n'est peut-être pas à répudier ni à détruire : ne peut-il sur certains points, tel le régime foncier et quelques variétés d'assurances ouvrières, provoquer des comparaisons et des initiatives dont la portée dépasserait le cadre de l'Alsace-Lorraine ?

Toutes les Sociétés de Nations, toutes les alliances ne sauraient empêcher que se pose encore demain l'éternel problème : les rapports de la Gaule et de la Germanie. Sur les Vosges, hier, sur le Rhin, aujourd'hui, les deux peuples s'affrontent. Sur le Rhin, vous entendez : la France a repris le contact direct avec les Allemagnes. La voici aux portes de Karlsruhe, de Mannheim, de Francfort. Qu'elle le veuille ou non, elle se trouve en connexion plus étroite avec certaines tribus. Remise en possession de l'Alsace, restée française, mais où des survivances germaniques sortent fatalement renforcées par un demi-siècle d'oppression et d'infiltration, elle verra s'ouvrir une ère de relations multipliées avec Bade, la Bavière, les pays rhénans. Par l'Alsace si l'on peut dire, nous nous articulerons avec le monde germanique. Epurée de certains suspects, l'Université de Strasbourg doit assumer la mission de faire connaître à la France ce qui peut être utilisable de la pensée et des méthodes germaniques, comme de diffuser, autour d'elle et plus loin, ce qu'est la science de notre race et son génie, discipline intellectuelle et sociabilité élégante. Car il serait enfantin de prétendre longtemps interdire les échanges d'idées de peuple à peuple, et périlleux de vouloir éliminer toute la pensée allemande de la civilisation universelle. On peut exclure un peuple d'une alliance, non le rayer de la terre, ni de l'histoire...

*
* *

Tous ces problèmes se trouvent heureusement simplifiés par la bonne volonté réciproque. Les Alsaciens-Lorrains ont conscience qu'ils ne peuvent rester en marge de cette famille française avec laquelle ils souhaitent seulement de vivre confondus. Pour nous garder leurs cœurs, ils ont souffert un dur martyre. Et la France paie leur rédemption d'une terrible épreuve. Aux rangs décimés de ces fils, elle est heureuse et fière de réunir ceux dont la place resta longtemps vide, et dont les robustes qualités assureront désormais à notre génie la plénitude de ses facultés et la variété de ses aptitudes.

MAURICE LAIN.

UNE AUTOBIOGRAPHIE INÉDITE DE BERLIOZ [1]

En 1832, Hector Berlioz, prix de Rome de 1830, revenait à Paris ; il se proposait (et cette intention ne fut pas suivie d'effet) de repartir bientôt pour l'Allemagne, continuer les voyages d'études imposés aux lauréats de l'Institut. Mais, auparavant, il tenait à « lâcher sa bordée » musicale, à faire entendre ou réentendre aux Parisiens quelques uns de ses ouvrages, et entre autres, cette *Symphonie fantastique* devenue, par l'adjonction du bizarre « mélologue » de *Lélio, l'Épisode de la vie d'un artiste*. Par dessus tout, il voulait intéresser à sa personne Harriett Smithson, l'actrice irlandaise, dont il était redevenu éperdument amoureux, en la retrouvant à Paris, — sans la connaître encore personnellement, — après deux ans d'absence et certaine « distraction violente » dans les détails de laquelle les *Mémoires* et la correspondance intime du maître nous font pénétrer.

Un premier concert eut lieu, le 9 décembre, auquel Miss Smithson assista ; une seconde audition de la *Fantastique* et de *Lélio* fut donnée le 30 du même mois. Berlioz, qui savait quel est le pouvoir de la réclame, sous toutes ses formes, et n'était pas à l'occasion, l'ennemi d'un certain bluff, Berlioz, pour attirer l'attention du public et de Miss Smithson, non seulement sur l'œuvre qu'elle venait d'entendre, mais encore et surtout sur lui-même, s'avisa de faire publier par son ami d'Ortigue (2), son portrait dans la galerie biographique des artistes français et étrangers de la *Revue de Paris*. *La Revue de Paris*, fondée en 1829, par Véron, était alors un recueil très « fashionable », très

(1) D'après le manuscrit autographe.

(2) Joseph d'Ortigue, né à Cavaillon (Vaucluse), ami de la première heure de Berlioz à Paris, avait publié en 1829, *De la guerre des Dilettantes, ou la Révolution opérée par M. Rossini dans l'opéra français*. Défenseur de Berlioz, il écrivit dix ans plus tard un volume sur le *Benvenuto Cellini* de son ami.

moderne, où son fondateur avait ouvert « les deux battants d'une grande publicité à tous les jeunes talents encore obscurs, comme à tous les écrivains déjà célèbres ». L'année précédente, le Dr Bennati avait donné à ce recueil une biographie presque pathologique de Paganini, bien faite pour exciter la curiosité du public. Pourquoi Berlioz ne ferait il pas quelque chose d'analogue, sous le couvert de son ami d'Ortigue ? A peine le premier concert terminé, il rédigea donc à la hâte cette première autobiographie ; d'Ortigue la reprit, en épura un peu le style, élaguant ou corrigeant quelques exagérations, et relia le tout par de longs développements, esthétiques ou autres, où se donnaient libre cours sa verve et sa faconde méridionales. Remplaçant enfin l'initiale trop transparente donnée par Berlioz, il se contenta d'appeler Miss ***, l'actrice irlandaise, but suprême de cette petite machination romantique. Ainsi rendue présentable, cette improvisation parut dans le numéro du 15 décembre de la *Revue* quinze jours avant la seconde audition de l'*Episode de la vie d'un artiste* (1).

J.-G. PRODHOMME.

Hector Berlioz est né à la Côte Saint-André (Isère) le 11 décembre 1803. Son père le destinait à la carrière des sciences médicales qu'il avait parcourue lui-même avec distinction. Toutefois, dans le seul but de compléter son éducation, il lui donna, à l'âge de douze ou treize ans, un maître de musique. Au bout de six mois, le jeune Berlioz chantait à première vue et jouait passablement de la flûte. Son aversion pour les études pathologiques croissait à mesure qu'il voyait approcher le moment de les adopter définitivement. Son père employa pour la vaincre le moyen suivant. Après avoir étalé dans son cabinet l'énorme Traité d'ostéologie de Monro avec les planches de grandeur naturelle, il fit venir son fils et le plaçant devant ce tableau de la mort, il lui dit :

« Voilà les études que nous devons entreprendre ensemble. Vois, si tu veux que nous les commencions maintenant, je te ferai venir de Paris une flûte excellente garnie de toutes les nouvelles clefs ».

Le malheureux enfant, pris au piège, promit tout à son père et courut s'enfermer dans sa chambre où il versa d'amères et abondantes larmes. Cependant, entraîné et séduit par la tendresse que son père ne cessait de lui témoigner, il suivit pendant deux ans sous sa direction, la route dans laquelle il était entré si fort à contrecœur. Mais le démon musical l'avait saisi déjà. Il passait les nuits à pâlir sur des traités d'harmonie qu'il ne pouvait comprendre ; il faisait d'inutiles essais de composition, qui, confiés aux exécutans amateurs de la Côte-St-André, tombaient dès l'abord au milieu des quolibets et des éclats de rire.

Ce fut un quatuor de Haydn qui lui révéla enfin spontanément ce que pouvait être l'harmonie. A force de l'écouter, de le lire, de le mettre en partition, Berlioz dévoila le mystère de la basse fondamentale, et dès ce moment comprit tout ce que le fatras des livres didactiques avait dérobé à son intelligence. Il composa aussitôt un quintette pour flûte, deux violons, alto et basse, qui, cette fois, ne fut pas hué, mais fort applaudi par les exécutans. Ce succès commença à donner de l'inquiétude à son père.

Peu après cette époque, Berlioz vint à Paris, dans le but d'achever à l'École de Médecine des études si peu faites pour lui. Il vit l'amphithéâtre de dissection et l'Opéra. Placé ainsi entre la mort et la volupté, entre d'affreux cadavres et de ravissantes danseuses, entre la musique de Gluck et la prose de Bichat, il tint néanmoins pendant un an la promesse faite à son père, de suivre assidument les cours, soutenu et guidé par son ami et condisciple M. Robert qui est aujourd'hui un [des] jeune chirurgien anatomiste des plus distingués. Il troublait cependant bien souvent le calme de l'amphithéâtre par des narrations passionnées de la représentation de la veille, et accompagnait les rhythmes de la scie, ou du marteau, dont il se servait pour ouvrir un crâne, des riches mélodies de *la Vestale* ou de *Cortez* (1).

L'année suivante, l'anatomiste-musicien écrivit à son père qu'il ne pouvait plus résister à son penchant pour l'art, et à son antipathie pour la médecine, il le priait de consentir à ce qu'il changeât de direction, celle qu'il avait suivie jusqu'alors lui paraissant désormais absolument incompatible avec son organisation. Les parens de Berlioz commencèrent alors avec leur fils une polémique qui dura

(1) L'autographe de Berlioz qui servit de thème à l'article de d'Ortigue fut découvert, il y a quinze ans, par feu Weckerlin, bibliothécaire du Conservatoire, et authentifié par Charles Malherbe. Il se compose de quinze pages écrites sur du papier à lettre. De place en place, ainsi que sur la seizième page, d'Ortigue a griffonné quelques notes, pour l'aider dans la rédaction de son article. On trouvera ci-après le texte de Berlioz tel qu'il est sorti de ses mains, avec la reproduction entre crochets [ ] des mots raturés qui sont encore lisibles. Ce texte même peut être rapproché de celui d'un article de la même époque, la *Lettre d'un enthousiaste*, que la *Revue européenne* venait de publier sous sa signature, ainsi que des premiers chapitres des *Mémoires*.

(1) Opéras de Spontoni.

près de quatre ans, et qui ne servit qu'à rendre malheureux tous les membres de la famille, chacun persistant dans sa manière de voir. Tout fut employé pour ramener Hector à ce qu'on appelait une bonne voie. Prières, menaces, refus de pension, caresses, promesses pour l'avenir, malédiction même, tout échoua devant la volonté de fer de Berlioz et sa passion profonde pour la musique.

Dans un moment de désespoir et de détresse, son père lui ayant écrit qu'il ne devait plus rien attendre de sa faiblesse (1) et qu'il eût à se suffire avec ses propres moyens, Berlioz s'adressa au Directeur du Théâtre des Nouveautés qu'on bâtissait alors, et lui demanda une place de flûte à l'orchestre. « Point de place de flûte, elles sont données ». — Eh bien, prenez-moi comme choriste ». — « Monsieur les cadres sont complets, il n'y a pas moyen de vous employer. Cependant, il se pourrait qu'on ait besoin d'une basse pour les chœurs : si cela peut vous convenir, laissez-nous votre adresse ».

Quelques jours après, Berlioz reçoit l'invitation de passer à l'administration des Nouveautés, il y avait *concours* pour une place de choriste. Il y trouve pour compétiteurs [rivaux] un forgeron, un tisserand, un chantre de St-Eustache, et un ancien [choriste] chanteur du Panorama Dramatique. Ces Messieurs *chantent* leur morceau. Vient le tour de Berlioz. « Eh bien, monsieur, qu'avez-vous appris ? — Mais rien, n'avez-vous donc point de musique ici ? — Non, il n'y en a pas. — Comment, pas même un solfège d'Italie ? — Non, monsieur ; d'ailleurs, vous ne chantez pas à première vue, je pense... — Je vous demande pardon. Je chanterai à première vue tout ce que vous voudrez. — Ah !.. c'est différent... Alors, vous devez connaître quelques airs d'Opéra ? — Oui, monsieur. Je sais par cœur tout le répertoire de l'Opéra, la *Vestale*, *Cortez*, *Œdipe*, *les Danaïdes*, les deux *Iphigénies*, *Orphée*, *Armide*... Assez !! assez !! Diable ! quelle mémoire ! puisque vous êtes si savant, chantez-nous le grand air du 3e acte d'Œdipe avec le récitatif ».

Berlioz chante le grand air indiqué, accompagné seulement d'un violon qui plaquait au hasard quelques accords. On congédie les [concurrens] candidats. Le lendemain Berlioz reçut une lettre administrative lui annonçant [apprenant] qu'il l'avait emporté sur le forgeron, le tisserand, le chantre de St-Eustache, [et] voire même sur le chanteur du Panorama-Dramatique et qu'il était admis comme choriste au théâtre des Nouveautés, avec cinquante francs par mois d'appointemens.

(1) Il y avait d'abord : « famille, et qu'il dût se suffire ». Berlioz a corrigé.

Il y resta trois mois. Après ce temps, trop las de hurler des flons flons de vaudeville et ayant trouvé quelques élèves de solfège qui lui donnaient des moyens d'existence, il descendit de son théâtre pour achever dans la solitude l'opéra des *Francs Juges* qui n'a jamais été représenté mais dont l'ouverture est devenue célèbre. Ses parents vaincus par sa persévérance, lui rendirent la modique pension qu'ils lui avaient retirée. Il fut heureux un instant, mais il touchait à l'événement qui devait bouleverser son existence.

Il est difficile de savoir ce que doit être l'amour dans une âme comme celle de Berlioz : il ignorait [aussi] lui-même qu'il y a une époque dans la vie où les passions ont un degré d'intensité qui fait paraître pâles et faibles toutes celles ressenties antérieurement. Il était réservé à une célèbre Anglaise de le lui apprendre. Le théâtre anglais vint nous étaler les merveilles du génie de Shakespeare. Une actrice méconnue en Angleterre essaya le rôle d'Ophélie dans *Hamlet*, elle y obtint un succès prodigieux et mérité. Berlioz la vit dans ce moment, un amour subit, inexplicable [par] dans ses effets, effrayant par sa violence, sa ténacité, le submergea complètement (1). Toutes ses tentatives pour être aimé et compris ayant été vaines il tomba dans le plus profond et le plus pitoyable désespoir. Il n'écrivait plus de musique et ne pouvait plus en entendre, les objets de son admiration ne lui faisant éprouver dans cet état de déchirement de cœur et d'exaltation nerveuse que d'intolérables souffrances (2).

On le voyait dans un coin de l'orchestre de l'Odéon, les jours où les Anglais ne jouaient pas (car il ne pouvait sans frémissement songer à revoir Miss S.), pâle, défait, ses longs cheveux et sa barbe en désordre, assistant taciturne à quelque comédie de Picard qui, de temps en temps lui arrachait [quelque rare] un affreux éclat de rire.

(1) Il ne fut même jamais achevé

(1) Ici, d'Ortigue a écrit en marge du manuscrit : « La Marquise et Lélio » et fait, dans un petit développement, allusion au *Lélio* de George Sand, que la *Revue de Paris* venait de publier, et dont Berlioz reprenait le titre pour la seconde partie de son *Episode de la vie d'un artiste*.

(2) D'Ortigue note ici encore : « Mme de Staël, moi-même ». Il cite, dans son article, Mme de Staël retraçant les douleurs d'Oswald : « Oswald, depuis son malheur ne s'était pas encore senti le courage d'écouter de la musique. Il redoutait ses accords qui blessent les mélancolies et font un véritable mal quand des chagrins réels nous oppressent ».

Puis se citant lui-même, d'Ortigue reproduit une page d'une étude antérieure, dont la dernière ligne, très « berliozienne », vaut d'être citée :

« Non, la musique n'est pas une *distraction* ».

semblable à celui au rire involontaire et douloureux qui résulte de la contraction spasmodique des muscles dans le chatouillement. Objet de pitié pour les artistes, il était un sujet de raillerie pour les autres qui l'appelaient le *père la joie*.

« Oh ! malheureuse, s'écriait-il parfois devant ses amis, et même dans la rue, si elle pouvait comprendre un amour tel que le mien, elle se précipiterait dans mes bras, dût-elle mourir consumée de mon impatience ! »

Souvent, après quinze mois d'absence de la belle insulaire, quand les amis de Berlioz, lui voyant un air plus serein, espéraient le voir rentrer dans la vie ordinaire, rien ne pouvant plus lui rappeler ni les traits, ni le talent, ni les succès de celle qu'il aimait avec une telle frénésie, on le voyait tout à coup s'interrompre au milieu d'une conversation joyeuse. Sa figure pâle se couvrait de sueur ; un tremblement convulsif faisait frémir tout son corps, et un déluge de larmes terminait cet effrayant paroxysme.

[Un jour c'était] Ce fut au milieu de la troisième année de cette incroyable passion qu'ayant recueilli de la bouche d'un ami une calomnie absurde sur Miss S.... Berlioz disparut de Paris pendant deux jours (1)... [qu'ayant recueilli d'une bouche indifférente... qu'ayant reçu la nouvelle fausse ou vraie que celle qui lui avait si fort tenu rigueur... s'était rendue pendant son dernier séjour à Londres... près d'un de ses compatriotes...] L'imprudent qui lui avait brisé le cœur après sa funeste nouvelle, ne le trouvant pas chez lui fort tard dans la soirée, en conçut de vives inquiétudes. On cherche Berlioz partout, à la Morgue même, impossible de découvrir sa trace. Il a raconté que, marchant au hasard, il était sorti de Paris, et s'était trouvé à minuit au milieu des champs près d'un village dont il n'a jamais su le nom : que ne pouvant plus marcher, stupide de désespoir, il s'était jeté sur quelques gerbes de blé, où il passa la nuit non pas à dormir ou à pleurer, mais à écouter dans la plus complète insensibilité les clochettes des bestiaux, les aboiements des chiens de ferme, les cahots des rouliers passant dans la route voisine, à rire même de l'effroi qu'il causait aux perdrix qu'il apercevait au clair de lune venir manger à ses pieds. Le lendemain, toujours errant sans nourriture, il se trouva dans une plaine près de Sceaux, tomba exténué dans un fossé où il dormit jusqu'au soir d'un sommeil de plomb. De retour à Paris, au milieu de la nuit, au grand étonnement des gens de la maison qui le croyait mort, il ne répondit pendant plusieurs jours que par le plus obstiné silence à toutes les questions affectueuses qu'on lui adressait (1).

Miss S... assistait dernièrement (2) au concert de Berlioz tenant à la main un exemplaire du Mélologue qu'elle lisait avec une grande attention. [Si elle n'est pas le type de la femme galante] son cœur a dû être assailli d'une foule d'étranges sentimens, en assistant au succès éclatant de l'homme qu'elle a dédaigné, à la vengeance ingénieuse qu'il a tiré d'elle. Tout ceci, toutes ces circonstances produites par le hasard, donne à notre biographie [tout] l'air d'un roman. Elle est vraie [il est vrai] cependant, [tous] ceux qui connaissent Berlioz ne le savent que trop.

Le grand prix de composition obtenu à l'Institut pendant les trois jours de la révolution (3) au bruit de la mitraille et des cris d'un peuple en fureur, son voyage en Italie, son demi-naufrage dans le Golfe de Gênes en allant à Livourne, ses courses dans les montagnes du royaume de Naples un fusil sur l'épaule, vivant de sa chasse ou à peu près, hantant tous les repaires de bandits, passant des journées entières à bâtir des pyramides de pierres sur la pointe des rochers de Subiaco, ou fumant une douzaine de cigarres couché au soleil comme un lazzarone, se jettant tout habillé dans l'Anio, au risque d'en mourir de la fièvre trois heures après ; gai jusqu'à l'extravagance, ou muet et brutal, suivant que les souvenirs irlandais l'assaillaient ou le laissaient en repos ; ses cris furieux d'admiration en lisant à Florence pour la première fois le *Roi Lear* de Shakespeare, [sa violation de la tombe], son caprice momentané pour une dame de Florence *qui lui était inconnue*, qu'il ne vit que morte [mais dont il suivit] et dont il suivit le convoi, après avoir admiré ses traits pendant le service funèbre au Dôme, beauté qu'il parvint à contempler à loisir dans [le lieu] l'espèce de morgue où l'on dépose les morts à Florence avant de les livrer à la terre, et qu'il quitta tout en larmes après lui

(1) Le manuscrit est presque illisible en cet endroit, par suite des nombreuses ratures dont Berlioz l'a recouvert. On ne peut guère y déchiffrer que les mots reproduits ci-dessus relatifs à la « calomnie absurde » dont Miss Smithson avait été l'objet de la part d'un des camarades de Berlioz. D'Ortigue, dans son article, n'a pas utilisé ces lignes.

(1) Ici, d'Ortigue introduisit une huitaine de pages sur l'œuvre que Berlioz présentait au public, sur la nécessité de faire connaître à l'auditeur « tous ces détails biographiques... indispensables pour l'intelligence de cette composition extraordinaire », pour en justifier, en un mot, et le plan et la forme, — et aussi l'opportunité.

(2) Le 9 décembre 1832. *L'Episode de la vie d'un artiste* fut repris le 20 du même mois.

(3) 27, 28, 29 juillet 1830.

avoir baisé la main, tout cela ressemble à une contrepartie exagérée d'un roman Byronien (1).

Hector Berlioz.

LES DEUX PASSÉS (2)

LA VOYAGEUSE

Elle exécuta scrupuleusement les volontés dernières du mort, dont on expliqua le suicide par des troubles mentaux résultant de fièvres contractées aux colonies.

De toutes ses forces, ensuite, elle rejeta l'obsédant souvenir du spectacle qu'elle avait eu sous les yeux. Elle se refusait au remords. Elle ne pouvait croire être pour quelque chose dans cette fin tragique, qu'aucune menace, aucun drame préalable, aucune explication orageuse n'avait pu lui faire pressentir. Il lui plut de se persuader qu'elle avait donné toute satisfaction aux mânes du défunt et à sa propre conscience en s'abstenant désormais de tout rapport avec le vivant.

Elle revint s'installer à C..., et retrouva auprès de son grand-père, le commandant de Quellec, l'asile auquel elle avait eu recours déjà après la mort de son père, à la suite du désastre que cette mort entraînait.

Elle n'avait pas revu Victor Baumont, elle avait reçu seulement de lui un mot grave et tendre qu'il s'était décidé à lui adresser lorsqu'il avait appris son départ. Cette lettre, elle l'avait tant de fois relue, essayant d'accorder le sens secret des phrases au gré de ses profonds désirs, que des lambeaux lui en revenaient, gravés dans sa mémoire, et entre autre ce qui, glissé parmi les compliments de condoléances respectueuses et sous la réserve de circonstance, lui avait paru comme l'appel d'une passion dont l'ardeur ne parvenait pas à se contenir.

« Tout est-il à jamais fini entre nous ?.. et ce coup effroyable qui semble devoir briser votre brillante jeunesse, doit-il anéantir toutes les douces espérances de l'avenir ?.. Pour moi quel angoissant problème ?.. »

Elle n'avait pas pu s'empêcher de répondre !..

« Ne me demandez rien maintenant, c'est tellement atroce, tellement inattendu ! Pour moi, voyez-vous, c'est la cruelle expiation, et l'avenir est devant moi si sombre, que je me refuse à ce que vous vous y engagiez à ma suite... Allez votre chemin, oubliez-moi ! Si dans une année cependant, le souvenir de la passagère que je fus dans votre existence, subsiste en votre pensée, faites que je l'apprenne !... J'aurai sondé mon cœur et saurai s'il peut battre encore : j'aurai mesuré mes forces, et saurai ce que je vaux pour le reste du chemin !... »

Elle avait écrit cela, pauvre naïve !.. Et elle avait, ô honte ! désiré de lui qu'il forçât sa volonté. Chaque jour, elle avait attendu la protestation qu'elle eût repoussée à coup sûr, et qui ne venait pas, d'un amour fidèle en dépit de sa défense.

Puis, l'année écoulée, toute blessée encore, elle était accourue chez Sabine, répondant enfin à l'invitation que celle-ci lui faisait sans cesse, non pour « s'arracher à ce sépulcre de la vie de province où elle s'enterrait vivante », selon les expressions de sa cousine, mais pour savoir de celui auquel elle donnait fidèlement toutes ses pensées de tendresse, ce qu'elle s'était contrainte à ignorer.

Aux premiers mots concernant le bel officier, Sabine, l'assimilant tout naturellement à tant d'autres dont elle venait, sous l'habituelle forme de son commérage mondain, de donner des nouvelles à

(1) On retrouvera, dans les *Mémoires*, rédigés longtemps plus tard, le récit amplifié et dramatisé de ce dernier épisode. Ici, Berlioz se bornait à donner quelques indications à d'Ortigue, qu'il dut compléter de vive voix. L'article de la *Revue de Paris*, dont le but était au moins autant d'intriguer Miss Smithson que les auditeurs de la *Symphonie fantastique* et de *Lélio*, se terminait par ce portrait de Berlioz, bien fait pour intéresser l'actrice irlandaise :

« Berlioz est d'une taille moyenne mais bien proportionnée. Cependant à le voir assis, et sans doute à cause du caractère mâle de sa figure, on le croirait beaucoup plus grand. Les traits de son visage sont beaux et bien marqués : un nez aquilin, une bouche fine et petite, le menton saillant, des yeux enfoncés et perçans, qui parfois se couvrent d'un voile de mélancolie et de langueur. Une longue chevelure blonde et ondoyante ombrage son front déjà sillonné de rides, et sur lequel se peignent les passions orageuses qui ont tourmenté son âme depuis son enfance.

« Sa conversation est inégale, brusque, brisée, emportée, quelquefois expansive, plus souvent retenue et raide, toujours digne et loyale : et, selon le tour qu'elle a pris, faisant naître dans celui qui l'écoute une vive curiosité ou un sentiment d'intérêt et de tendre condescendance. Il s'est appliqué lui-même les beaux vers suivans de Victor Hugo :

« Certes, plus d'un vieillard sans flamme, sans cheveux
Tombé de lassitude au bout de tous ses vœux,
Pâlirait s'il voyait, comme un gouffre dans l'onde,
Mon âme où ma pensée habite comme un monde ;
Tout ce que j'ai souffert, tout ce que j'ai tenté,
Tout ce qui m'a menti comme un fruit avorté,
Les amours, les travaux, les deuils de la jeunesse;
Mon plus beau temps passé sans espoir qu'il renaisse;
Et, quoiqu'à l'âge encore où l'avenir sourit,
Le livre de mon cœur à toute page écrit. »

(2) Voir le précédent numéro.

Juliette, continua sans se douter de l'effet que ses paroles pouvaient produire.

— M. Baumont !.. C'est vrai, au fait, il fut ton flirt d'une saison ! Eh bien ! rassure-toi, cet habile homme est en train de se faire épouser par Ida Lanfranchi, une passable héritière !.. Il a pour elle momentanément lâché la belle Phyllis !... Que l'Italienne prenne garde, il a toujours fallu à ce Don Juan sans idéal, Agar et Sarah à la fois, mais avec lui c'est la servante qui est la maîtresse et la maîtresse qui devient la servante. Le bien de la belle paiera les frais du charmant entresol à rendez-vous clandestins que le beau Victor, entre camarades, appelle idylliquement sa « frissonnière ! »

Juliette avait pâli... Cet homme dont la pensée ne l'avait pas quittée, dans le souvenir duquel elle avait mis tant d'espérances inavouées, cet homme, aux supplications passionnées duquel elle avait cédé en un jour d'incompréhensible et coupable folie, était-ce de lui dont on pouvait parler ainsi ?

Si peu attentive qu'elle soit aux impressions d'autrui, Sabine remarqua l'altération du visage de sa cousine.

— Y tenais-tu par hasard ? Y aurait-il eu entre vous, sans que je m'en doutasse, un lien plus étroit, moins innocent, que le simple flirt que j'imaginais ?...

— Il n'y a eu et il ne peut avoir aucun lien entre M. Baumont et moi !..

— Ah ! tant mieux !.. je t'en félicite !.. Tu n'as rien à regretter, je t'assure : il est avec sa superbe voix et sa mâle prestance, le roi des mufles !.. Au fait, il vient cet après-midi, justement, pour la répétition d'un duo avec son italienne : la comtesse Lanfranchi, mère de sa victime — Clytemnestre sans le savoir — les chaperonne et tient le piano. Si tu crains de rencontrer ce maître en cabotinage, je te donne dès maintenant ton congé jusqu'au dîner.

— Je tiens à le voir, au contraire.

— Comme tu voudras !.. Mais je crois que tu as raison d'affronter sa présence. Tu es, ma chère, extraordinairement en beauté ! Et quelle beauté ! Phèdre ou Médée... Vrai, tu fais passer le frisson !

Et Juliette avait souri.

Elle, seulement, sut combien son pauvre cœur battit, quelle sombre angoisse envahit tout son être, à l'entrée du personnage attendu, dans ce même petit salon où, soumise et ensorcelée, elle s'était laissé prendre à la comédie d'amour du professionnel séducteur.

Car, pas un instant elle ne douta que ce qu'avait dit Sabine dans son âpre langage de metteuse en scène, ne soit la vérité. Elle connaissait trop bien ce trait particulier de sa cousine qui se flattait d'employer au mieux de sa distraction les talents des gens de son entourage, même de ceux qu'elle méprisait le plus ouvertement. Si donc, elle se contraignit à l'humiliation de subir la présence de son triste vainqueur, son orgueil la servit de telle sorte, que nul ne pût soupçonner le désarroi qui était en elle.

Pour lui, à l'apparition inattendue de cette femme, qu'un événement exceptionnellement tragique avait seul empêché, croyait-il, de lui appartenir, le « maître en cabotinage » fut à peine décontenancé. Il reprit son aplomb, et Juliette en le regardant, en l'écoutant, se demandait comment un instant, elle avait pu se laisser abuser par ce simulateur dont la vulgarité surtout la frappait aujourd'hui. Par quel égarement de sa raison, quelle erreur de son goût, quelle illusion de son cœur, avait-elle pu si longtemps appartenir en pensée à un tel individu ?.. Ce visage, cette voix, dont elle avait adoré le souvenir, la frappaient maintenant par ce qu'elle y découvrait de fausseté et de plate arrogance.

Elle dut le subir, car il était arrivé le premier, et Sabine s'était éclipsée sous prétexte de s'habiller. Le mépris d'elle-même montait en elle à mesure qu'elle le voyait, les yeux ouverts désormais, jouer son rôle, se carrer dans son personnage de conquérant ! Elle l'avait laissé s'empêtrer dans la familiarité prolixe de ses discours, voulant savourer abondamment sa rancœur.

Puis, elle l'avait remercié avec une ironie voilée de politesse, de son souvenir fidèle, des bonnes intentions qu'il croyait devoir lui exprimer encore. Elle lui avait conseillé tranquillement le mariage avantageux, et avait vu, sans trembler, passer dans la physionomie du séducteur, avec l'éclair d'un désir mal éteint, la menace d'une rancune vile.

Mais l'épreuve avait été terrible. Et aussitôt rendue à elle-même, son dégoût de ce qu'elle avait éprouvé et de la folie de son cœur, mêlé aux regrets soudains du passé, l'avaient ramenée presque démente, au seuil de la demeure tragique sur le secret de laquelle elle avait jusqu'alors, si volontairement, laissé l'ombre subsister.

Elle se souvint tout d'un coup des quelques années, où il lui avait fallu travailler pour vivre et vaincre la fortune adverse. Elle ne nourrissait pas alors de trop belles chimères ; elle ne s'attendait, du jour au lendemain, qu'à la réalité implacable et rude, quand un magicien était entré dans sa vie. Détournant le sort mauvais, il avait créé autour d'elle une atmosphère enivrante d'adoration, de

paix, de bonheur intime et ardent, ses moindres vœux étaient par lui réalisés et au-delà. Elle avait possédé en royauté suprême un cœur fidèle et devenu, pour elle faiseur de miracles, et elle l'avait méconnu et trahi !

Quelle atroce pensée ! Avoir eu cela dans sa vie et l'avoir foulé aux pieds, s'en être détournée par humaine lassitude, pour souhaiter, aveugle et inconcevable folie, le bonheur aux bras d'un autre... et de quel autre !.. Titania adorée par son roi du printemps, séduite tout à coup par les longues oreilles, la voix retentissante d'un balourd aux grossiers appétits !.. mais pour la petite reine des aurs, ce ne fut que le songe d'une nuit d'été, pour elle, hélas ! c'est la réalité atroce et sanglante.

Dans le décor de la salle à manger brillante, aux lambris de bois clair, tandis que souffle le vent de novembre et que fuient à l'horizon, semblables à un crêpe indéfiniment déroulé, les nuages voilant un pauvre soleil d'hiver, la pâle voyageuse se change en statue rigide et désespérée de la douleur.

Peu à peu, la conscience de ce qu'elle est venue faire ici, s'impose à elle.

Elle est venue se rendre au mort, chercher le courage, dans cette confrontation, de se faire justice par le moyen qu'il a choisi lui-même pour se délivrer d'elle ou... la délivrer de lui. Et les mots de ce dernier vœu d'un vivant déjà mort, qui la devaient rejeter d'un abîme à un autre, il lui semble les revoir tracés sous ses yeux en écriture sanglante :

« Venez chercher mon cadavre à la Folie ! Faites » déposer mes restes mortels au cimetière de D... » Je vous supplie encore de laisser quelque temps, » intacte cette maison de la falaise, mon fantôme » peut-être l'habitera quelques fois ! Et puis, » oubliez-moi... Soyez heureuse à la façon dont » vous entendez aujourd'hui le bonheur ! C'est tout » le mal que je vous veux !... »

Savait-il donc jusqu'où elle l'avait, en pensée, trahi ? Sous l'empire de quelle folie — désir atroce de surhumaine vengeance, suprême dégoût d'une existence impossible — s'était-il décidé à se supprimer à ce moment précis ?

Mais qui l'avait instruit ? Car enfin il n'avait paru rien voir ! Il n'avait pas, elle en était sûre, tenté le moindre effort pour la retenir sur la pente funeste où elle avançait confiante et fermant les yeux !

Elle avait agi sans presque songer à lui, tant il lui paraissait se désintéresser d'elle ! Et maintenant, il lui semble qu'elle voudrait savoir... savoir ce qu'il a ressenti par elle, et si elle a été pour quelque chose dans la précipitation de cet acte désespéré. Ce dont elle s'est refusée à comprendre la cause, alors que son cœur était prisonnier de l'autre passion folle, elle en eut voulu aujourd'hui arracher le secret à l'ombre muette du mort.

Et si, au-delà, tout n'était pas fini !.. Si vraiment il y avait une autre vie, un châtiment ! Un instant, les enseignements du catéchisme, les dogmes menaçants qui ont fait autrefois trembler sa conscience toute neuve au seuil du confessionnal, reprennent sur son cœur ébranlé, leur empire de vérités terribles et indiscutables.

Puis, elle songe aux bruits qui coururent sur la maison de la falaise. En réalité, toute demeure qui fut le théâtre d'un événement tragique devient facilement pour les imaginations simples et primitives, l'objet de terreurs superstitieuses. Mais pour elle, n'y a-t-il pas dans le silence de cette maison déserte, la trace encore d'un angoissant mystère !

Alors pour vaincre sa faiblesse, aiguillonner son remords, elle veut avoir le courage de faire le tour des pièces abandonnées, de jeter un regard à ce décor des jours qu'elle a laissé couler dans l'indifférence ou l'égoïste oubli de tout ce qui n'était pas elle-même : des jours où le bonheur sous cette forme inappréciable, l'échange en don absolu d'une tendresse fidèle contre un amour pareil, était là, sous sa main.

La Normande avait fait partout la lumière, avec l'arrière-pensée probable de chasser à la fois, par cette précaution, le fantôme lugubre du défunt et les idées sombres de la voyageuse.

Dans le salon, de l'autre côté du hall qui servait d'entrée, les choses anciennes étaient à la place où elles les avait autrefois laissées. La même sensation d'un maison à peine quittée de la veille, la saisit à voir les portraits au mur avec leur regard de témoins muets qui paraît vous suivre et vous pénétrer, avec leur déconcertant sourire dont on ne sait s'il vous approuve ou s'il se moque. Sur la cheminée, ses yeux retrouvèrent une miniature dont elle avait souvent admiré la finesse : c'était, vêtu de l'uniforme des lieutenants de la marine royale, le marquis de Boisjoly, ce bisaïeul maternel, auquel son mari ressemblait d'une façon si frappante. Un autre portrait du marquis alors sexagénaire, se reflète dans la glace en face d'elle. Il l'avait toujours considérée celui-là d'un œil soupçonneux et sévère.

Sous tant de regards fixes, silencieusement accusateurs, elle marche à pas amortis, dans la crainte d'éveiller au sein de la maison solitaire quelque effrayant écho.

Et le plancher craque ; les cordes du Pleyel tressaillent, et ce bruit sourd et confus à l'intérieur du grands corps sonore, lui parait se prolonger jusqu'en son propre corps. Une crainte surgit en elle ; son cœur s'agite ; le sang dans ces artères bat à tel point que ses oreilles sont emplies de bourdonnements ; ses membres grelottent, tandis qu'elle a l'impression d'être entourée d'une atmosphère ardente. Il lui semble que la figure évoquée du mort, va tout à coup surgir à ses côtés !...

Mais non ! autour d'elle tout est paisible. Rien ne bouge, rien n'existe que sa propre démence ! Et ce calme, cette inertie apparente des choses, la pénètrent, dissipent peu à peu ses terreurs irraisonnées. Que peut-elle redouter, d'ailleurs, elle qui est venue là pour mourir ! l'ombre errant par cette demeure isolée n'aura-t-elle pas satisfaction entière, bientôt... dans un moment ?..

Bientôt !... est-ce donc possible !..

Alors il se produit pour elle, ce qui a lieu souvent lorsque notre âme est la proie d'un violent tourment intérieur : nos sens s'exerçant malgré nous, tout à coup s'accrochent à quelque insignifiant détail, de manière que la perception nous en arrive, s'impose à nous, et forçant l'attention de notre âme concentrée, la détourne un moment du mal où elle s'anéantit. Dans un mouvement tout réflexe — sorte de protestation contre ce bouleversement intérieur qui l'affole et qu'un instinct la pousse à dominer — elle se dirige vers le piano dont la tablette est rabattue à faux sur le clavier. Le bois a dû jouer, car elle est obligée de l'ouvrir entièrement, et tandis qu'elle vérifie le maniement du pupitre et du couvercle, elle aperçoit, glissée entre les cordes, une large enveloppe abondamment affranchie et timbrée. Elle l'attire à elle après quelque effort : l'enveloppe à peine cachetée, s'ouvre d'elle-même et saisie, oppressée, elle y peut lire

Monsieur Bernard d'Aligre
A bord du « Pourquoi non »
Expédition polaire.

de cette même écriture dont le dernier souvenir pour elle semble noirci de poudre et teinté de sang.

Elle a frémi, ses mains se sont glacées !..

La nouvelle de la mort de Bernard d'Aligre sur un navire en route vers le pôle, avait été annoncée dans les journaux quelque temps avant la catastrophe qui l'avait frappée elle-même. Elle était alors trop absorbée par l'émoi de sa passion grandissante pour être attentive à un événement qui avait dû atteindre si douloureusement son mari. Ils avaient à peine échangé un mot au sujet de cette mort d'un ami, « *ami* au sens le plus doux et le meilleur du mot, véritablement un *frère d'âme* », avait expliqué Alain Desvarennes à sa fiancée, quand il lui avait pour la première fois parlé de Bernard d'Aligre.

A ce « *frère d'âme* », le mort sans doute avait livré toute son âme ! Les feuilles que contenait l'enveloppe revenue à la suite du décès de leur destinataire et égarées là, ne seraient-elles pas dans la main où elles tremblent, la réponse du fantôme à cette pauvre âme en peine qui souffre aujourd'hui, ce qu'il a lui même souffert par elle ?

Plus torturée qu'une agonisante, elle est venue là, non pour se rendre au passé qui ne peut être pour elle qu'une source d'inapaisables remords, mais pour mourir, pour s'assurer par un plus complet dégoût d'elle-même, par l'influence tragique des lieux tant redoutés, le violent courage de cet acte définitif...

Et le passé l'a ressaisie dès son premier pas au seuil de cette demeure déserte ! Non, le passé d'horreur qu'elle n'a trouvé qu'en elle-même, au fond de son cœur ulcéré et dément, mais un passé plus doux, plus miséricordieux pour elle, que ne l'est sa propre conscience soudain réveillée et érigée en juge.

Bernard d'Aligre ! Elle le revoit cet homme sérieux, dont les yeux couleur d'acier, tantôt vous pénétraient, telle une fine lame de dissection, tantôt se posaient sur vous dans une caresse infiniment tendre, comme si une grande pitié se fût malgré lui exhalée de son cœur pour tant de misère découverte au fond des âmes qu'il savait scruter si terriblement. Il l'intimidait, elle en avait peur, redoutait son dédain tout en subissant l'attrait de ce grand et sympathique caractère que lui avait révélé son mari.

Bernard d'Aligre !... un autre fantôme, lointain celui-là, errant sur la banquise, dont aucune pensée vivante, aucun pieux souvenir ne réchauffe non plus l'ombre glacée ! Quel jugement redoutable il avait dû porter sur elle, s'il avait su ! Sans être informé même, elle croyait bien qu'il avait dû la mépriser d'avoir accepté tant de sacrifices de celui qui les avait tous faits pour elle !..

Il semble toutefois que ces pages n'ont pas dû lui parvenir !.. Elle va savoir... il faut qu'elle sache !..

Les nuages sont bas, la mer est de plomb, le ciel est obscurci, le vent siffle en gémissant et fait craquer sinistrement la maison vide !..

La jeune femme ne voit rien, n'entend rien !.. Fascinée, frissonnante, malgré elle saisie, elle commence la lecture de ces pages écrites pour un autre, ardent réquisitoire du mort, qu'un hasard qui peut lui apparaître fantastique a fait tomber entre ses mains.

JULIEN REYNE.

LES DÉCHIREMENTS ALLEMANDS

L'histoire de l'Allemagne vaudrait d'être étudiée et retracée ici, de quinzaine en quinzaine, si d'autres sujets ne sollicitaient pas, de temps à autre, notre attention. L'écroulement de l'ancien régime apparaît désormais outre-Rhin comme une réalité, quoi qu'il soit assez malaisé de préciser la structure du nouveau. Celui-ci se révèle singulièrement confus encore, instable dans ses principes, changeant en ses grandes lignes, et la menace d'une subversion profonde — d'une seconde révolution, — qui a pesé sur lui depuis son origine, est loin d'être écartée. Il n'est pas plus sûr du lendemain que la monarchie orléaniste n'était certaine de durer, chez nous, dans les mois qui suivirent les journées de Juillet. La commotion, que l'Allemagne a subie en 1919, fut d'ailleurs infiniment plus violente que le choc infligé en 1830, aux Bourbons, par l'insurrection parisienne. Nous nous trouvons de toute évidence devant un phénomène politique et social qui n'a pas encore développé toutes ses caractéristiques, et nul ne peut dire exactement, à cette heure, sur quelles bases se reconstruira l'Allemagne. Ce qui est manifeste, c'est qu'à l'encontre de déclarations trop souvent proférées à la légère et qui risquent d'engendrer de fausses conceptions, un changement substantiel s'est produit d'août 1918 à août 1919, et n'a pas dit son dernier mot.

Les crises sanglantes, qui ont marqué la première phase de cette transformation, sont — au moins momentanément, éliminées. Le parti gouvernemental, qui groupait les socialistes majoritaires, les catholiques, et aussi, — bien qu'ils lui fussent moins fidèles, — les démocrates, a réussi à comprimer les révoltes spartaciennes. Celles-ci fusaient d'un bout à l'autre du pays, de Hambourg à Munich, de Dusseldorf à Stettin, en passant par Berlin. L'armée de Noske les a écrasées avec violence, mais il n'est pas assuré qu'elles ne se ranimeront pas demain, à la faveur d'un nouveau renchérissement de la vie, ou d'une extension de chômage que provoquerait le manque de combustible.

Les Spartaciens se cantonnent dans le silence : — les Indépendants, dont ils seraient les auxiliaires, si le parti de Haase, de Ledebour, de Kautsky essayait de saisir le pouvoir et d'en chasser la coalition rouge-noir, — ne cessent de gagner du terrain. Même les organes socialistes majoritaires reconnaissent les progrès de ces adversaires tenaces, bien organisés, et qui reprennent devant le prolétariat allemand les thèses classiques du passé. Ce sont eux qui ont arraché déjà une demi-reconnaissance du rôle des conseils d'ouvriers. Au congrès corporatif de Nuremberg, et en dépit des efforts de Legien, un grand nombre de délégués, près de 200 sur 610, se sont prononcés contre la tactique réformiste et ondoyante de la commission des syndicats, qui opère d'accord avec les majoritaires du gouvernement. Mieux : le congrès a rompu le pacte qui, depuis 1906, liait les syndicats à la Social-démocratie, en sorte que le vieux parti ne peut plus se prévaloir de son accord avec les Fédérations professionnelles.

Le péril militaire, je veux dire la menace d'un retour offensif de l'état-major, apparaît moins pressant pour le gouvernement. La Fronde que certains généraux, dans l'Est principalement, avaient essayé de dresser au moment de la signature de la paix, a avorté. Le G. Q. G. a senti qu'il ne serait pas suivi, et que la défaite avait ruiné son crédit. Si les Falkenhayn, les Lettow-Vorbeck, les Groener, et ceux qui faisaient leur jeu à l'assemblée et dans la presse, les Westarp, les Reventlov et d'autres s'étaient bercés de l'espoir de reconquérir l'autorité et de remettre les Hohenzollern sur le trône, ils ont recueilli la preuve qu'ils étaient de mauvais calculateurs. Une restauration, pour l'instant, n'aurait aucune chance de succès. Le danger de droite ne saurait donc être que secondaire pour les fractions qui se sont coalisées dans le ministère Bauer, — comme dans le ministère Scheidemann.

Mais les déchirements de l'Allemagne, pour être moins violents qu'il y a quelques mois, et pour s'enfermer à peu près exactement dans l'enceinte parlementaire, n'en sont pas moins significatifs. Jour par jour, des dissentiments profonds s'accusent : la bataille des partis n'a pas cessé et ne pouvait, même dans les conditions présentes, comporter aucune interruption. Au dehors de l'assemblée, des masses bouillonnantes, des organisations toujours en éveil, suivent avec passion les débats qui s'engagent à Weimar. Je voudrais ici fournir une façon de catalogue de ces discussions, qui remuent tous les problèmes, qui évoquent toutes les possibilités de transformation, qui mettent aux prises les grands intérêts, les catégories sociales, les doctrines. Rien ne dit que de l'édifice où siège la représentation nationale, elles ne bondiront pas demain dans la rue.

Le grand problème, — pour l'Allemagne comme pour le monde entier, — est aujourd'hui le problème social. Aveugles et insensés, ceux qui en nient la prépondérance sur tous les autres ! Même si l'Allemagne n'avait pas été vaincue, il se serait posé pour elle, — comme il se pose pour tous les pays qui ont triomphé de l'empire des Hohenzollern. Jusqu'ici il n'a pas été débattu avec ampleur à

Weimar, mais il est agité à chaque instant dans ses détails, à propos de telle ou telle circonstance : qu'il s'agisse de la réorganisation économique ou de la réforme financière, c'est lui qui est en cause.

C'est parce qu'il commande tout le reste que la coalition rouge-noir, qui s'est nouée au lendemain de la révolution de novembre, apparaît souverainement instable. Quelques atténuations que les chefs socialistes majoritaires aient apportées dans leurs doctrines, quelques sacrifices qu'ils aient consentis pour acquérir les prérogatives gouvernementales, ils ne représentent point les mêmes éléments sociaux que le centre catholique : celui-ci a des électeurs ouvriers dans la région westphalo-rhénane, mais ailleurs il se recrute dans d'autres sections du peuple allemand, si bien que l'alliance réalisée dès le début entre Scheidemann et Erzberger, et qui se prolonge toujours, semblait viciée à la base. Les démocrates, qui se sont retirés du pouvoir, lors de la signature de la paix, mais qui participaient initialement au groupement gouvernemental et qui votent encore très souvent avec le cabinet, émanent de la bourgeoisie moyenne — et parfois de cette grande bourgeoisie, que les socialistes majoritaires combattaient âprement jadis. Leurs mandants n'ont pas sur la réglementation du travail, sur les socialisations, sur la taxation de la fortune, les mêmes idées que ceux de Bauer, de Muller, ou de Noske. On se trouve, à Berlin, en présence d'un faisceau de forces factice, et qui doit s'émietter peu à peu, au fur et à mesure que surgissent les questions de quelque importance. Et cet effritement, cette désagrégation se manifestent, dès maintenant, en tous les domaines.

Certes, dans la grande controverse, qui s'est engagée à la fin du mois dernier, sur la politique des pangermanistes en 1917, socialistes majoritaires, catholiques et démocrates ont fait front contre l'adversaire commun, qui était, en l'espèce, le parti militaire. Par la plume d'Helferich, l'ancien ministre des Finances, et l'un des interprètes attitrés de l'Etat-major, ce parti avait accusé Erzberger d'avoir trahi l'Allemagne, il y a deux ans, en faisant campagne pour la paix de conciliation et contre les buts de guerre du gouvernement impérial. Le plus gros grief avancé contre lui était qu'il avait divulgué certains documents secrets et d'une signification essentielle, tels que le rapport du comte Czernin à Charles Ier sur l'affaissement irrémédiable de l'Autriche-Hongrie.

Laissons de côté la personnalité d'Erzberger qui, par l'élasticité de ses opinions et le cynisme de ses contradictions, nous rappelle certains hommes politiques de notre propre histoire. Les fractions, qui s'étaient coalisées pour dominer l'Allemagne nouvelle, se sont rendu parfaitement compte des inspirations auxquelles cédait la presse des féodaux. Si Erzberger était tombé, le parti militaire, qui imputait la défaite de l'empire aux menées des socialistes majoritaires, des catholiques et des démocrates, et qui contestait la responsabilité de Guillaume II, de ses chanceliers et de ses généraux, eût poussé un cri de triomphe. Peut-être eût-il alors risqué la tentative de coup d'Etat devant laquelle il avait prudemment hésité jusque-là. Les intérêts des trois groupes confédérés étaient communs. On autorisa Erzberger à extraire des archives de la Wilhelmstrasse les documents les plus accablants pour les pangermanistes, pour Michaëlis et pour Ludendorf en particulier, et la partie fut gagnée. Non seulement, les hobereaux essuyèrent un désastre, en ce sens que leur entreprise se retournait contre eux-mêmes, mais encore ils étaient disqualifiés pour l'avenir, en même temps que les personnalités dont ils prétendaient servir la réhabilitation, et c'était un verdict écrasant, et analogue à celui qui fut rendu jadis chez nous, dans des circonstances analogues, contre la politique des Tuileries, qui fut prononcé contre eux. Je laisse dans l'ombre pour aujourd'hui, les leçons qui se dégagèrent, au regard de l'histoire internationale elle-même, de cette discussion émouvante.

Unis contre la droite féodale, les partis au pouvoir n'ont en fait aucune doctrine commune, et il n'est pas malaisé de les surprendre en désaccord sur tous les points. Il serait fastidieux — et superflu, — d'énumérer toutes les raisons de leurs dissidences : il suffira d'en évoquer quelques-unes.

Le problème confessionnel a toujours joué un grand rôle outre-Rhin, même avant le Kulturkampf. Le Centre catholique, qui a eu, la plupart du temps, d'habiles tacticiens pour chefs — (Windthorst en fut le plus célèbre), — a subordonné ses attitudes, ses amitiés comme ses antipathies, — à ses intérêts religieux. L'alliance d'une fraction politique, dont le programme repose sur cette base — avec une fraction telle que le socialisme majoritaire, qui déclare la religion affaire privée et qui aboutit logiquement à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, semble au premier abord contraire à la raison. Il était inévitable que des conflits surgissent. On ne fut point étonné, en juillet, quand de graves difficultés s'élevèrent entre catholiques d'un côté, socialistes majoritaires et démocrates de l'autre, sur le contrôle des écoles. La laïcité pure et simple serait-elle instaurée ou non ? Un ajournement prolongé, à la suite de tractations mystérieuses, et qui

ont suscité dans les deux camps de graves critiques, a été la seule solution élaborée jusqu'ici.

Le problème financier est lourd pour l'Allemagne, comme pour la France et l'Italie. Erzberger a recouru aux grands remèdes, encore qu'ils dussent être singulièrement douloureux. Dans son discours du 8 juillet, il a émis quelques assertions qui ont fait scandale chez ses propres amis du centre : « la guerre mondiale, qui vient de se terminer, est le plus fructueux promoteur de la faillite mondiale » :

« le service obligatoire pour tous n'a pas mobilisé le capital ni la propriété. Le sang a coulé, mais l'argent n'est pas sorti des coffres forts ». Et après avoir annoncé que l'Allemagne aurait à dépenser 25 milliards de marks, bon an mal an, il concluait qu'il faudrait frapper sévèrement la fortune acquise ou en formation. Deux jours plus tard, il publiait un projet qui taxait le capital de 10 à 65 0/0. Or ces conceptions, qui agréent aux socialistes majoritaires, et peut-être aux députés du centre qui représentent les agglomérations ouvrières rhenanes, ne sauraient plaire au gros du parti catholique ni aux démocrates, dont les attaches avec la Haute Banque et la grande industrie sont bien connues.

La reconstruction économique soulève les mêmes difficultés et engendre les mêmes dissidences. La démission du ministre Wissell, qui prétendait entreprendre certaines socialisations élémentaires, a mis en lumière le conflit qui travaille la coalition gouvernementale. Les socialistes majoritaires ne peuvent renoncer à cette opération limitée, — (car ils l'ont d'eux-mêmes limitée), — sans perdre de gros contingents d'électeurs, qui passeraient aux Indépendants et aux Spartacien, mais les catholiques — sauf une minorité, et les démocrates, la combattent avec véhémence.

Et ainsi sur toutes les questions essentielles, il y a coupure, antagonisme, impuissance à élaborer une solution commune. L'union n'est que superficielle; les déchirements internes iront s'accentuant au fur et à mesure que les décisions se feront plus nécessaires. L'Allemagne ne peut vivre dans son statut présent, et c'est un prodige qu'une nouvelle crise — plus profonde, je le répète, que la première, n'ait pas encore éclaté, des Alpes Bavaroises à la Baltique.

PAUL LOUIS.

QUE VA DEVENIR LA FORCE NAVALE FRANÇAISE ? (1)

Mais, peu importe. Le point essentiel, en ce qui nous concerne, nous, Français, est que, dans la situation que vont nous faire nos finances, chargées si injustement d'une grande part du poids qui devait incomber aux finances allemandes, il ne nous sera pas possible de nous livrer à des fantaisies aussi coûteuses que celle de la construction de bâtiments gigantesques (2), à 200 millions pièce.

Au reste, il semble que l'on soit tout au moins très combattu, à ce sujet, dans les bureaux de la rue Royale, où l'on s'entretient fort, paraît-il, de grands « garde-côtes, *insubmersibles* », d'un déplacement qui n'excéderait guère 20.000 tonnes et sur lesquels, grâce à un important sacrifice demandé à la vitesse — réduite à 15 n. au lieu de 22 ou 23, terme moyen pour les grands cuirassés de haute mer, — on placerait de monstrueuses bouches à feu, tandis que le véhicule de cette artillerie extra-lourde bénéficierait d'une cuirasse impénétrable et de dispositions très étudiées à l'égard de la protection contre les armes sous-marines.

Et contre les armes aériennes ?.. Nous ne le savons pas. Admettons-le, toutefois. Il reste que la solution préconisée et qui n'est pas nouvelle (3), ne donne quelque satisfaction qu'à ceux qui croient « que les plus puissants superdreadnoughts prévus seront assez bons pour se placer à bonne portée de ces 'garde-côtes », ainsi que l'observe très justement le correspondant français du « Naval et military record », M. J. B. Gautreau. Une insuffisance aussi marquée du capital élément « vitesse » est une tare que l'on s'étonne de voir négligée, méconnue par des esprits réfléchis. Nul plus que le défenseur — s'il veut faire de la *défensive active*, comme l'indique le choix du type en question — n'a besoin de marcher vite pour pouvoir déjouer les feintes de son adversaire, l'assaillant. Celui-ci, maître de ses desseins et de l'heure, ne manquera pas d'exécuter de fausses attaques, suivies de marches rapides, couvertes par d'épais rideaux de bâtiments légers et d'hydravions.

---

(1) Voir le précédent numéro.

(2) Il n'est pas inutile de rappeler que, dans l'évaluation complète du prix de revient des types nouveaux ou très agrandis, il faut faire rentrer des dépenses considérables d'outillage naval pour les ports, bases d'opérations de ces bâtiments.

(3) Une solution de ce genre prévalut dans les dernières années du XIXe siècle et nous donna des bateaux qu'on n'a pas pu ou pas voulu employer en 1914.

Mais je ne veux pas entreprendre pour le moment la discussion d'un programme de constructions qui n'est peut-être qu'ébauché, qui, en tout cas, n'a pas été livré au public. Il serait prématuré aussi, sans doute, d'en exposer un autre, précis et ferme, au moment où toutes les inconnues du problème n'ont pas encore été dégagées des voiles qui couvrent les définitives décisions du parlement international du quai d'Orsay.

Nous pourrions donc nous contenter, après avoir établi la nécessité du maintien d'une force navale française, d'avoir observé que, du double point de vue technique et financier, cette force navale ne peut plus être considérée comme étroitement apparentée à celle qui l'a immédiatement précédée, bien moins encore à celle qui dérivait, il y a un quart de siècle de fausses conceptions de l'ordre purement tactique. A quoi servirait d'employer au moins 80 ou 90 millions à chacun des « garde-côtes submersibles » que leur défaut de vitesse rendrait foncièrement inefficaces en ce qui touche les opérations stratégiques dont le développement précède, de toute nécessité, les rencontres tactiques ?

Mais, dans l'examen des motifs de l'inéluctable transformation de la force navale française, il est un point que j'ai indiqué sans le traiter expressément, celui qui touche à l'attitude que nous imposerait peut-être, un jour, la rivalité navale Anglo-Américaine. Il faut en dire quelques mots (1).

Les flottes de ces deux très grandes puissances maritimes seront vraisemblablement composées suivant la formule encore admise aujourd'hui par les organismes officiels de la plupart des marines militaires — l'Etat-Major naval allemand excepté, comme nous allons le voir. En d'autres termes, le gros de ces flottes comprendra un certain nombre d'exemplaires de l'énorme mastodonte dont je fixais tout à l'heure les traits essentiels.

Si, en cas de difficultés graves, nous nous trouvions conduits, comme l'Autriche de 1813, à passer d'une médiation purement amicale à une « médiation armée » aboutissant à prendre parti contre celle des deux rivales qui refuserait d'accepter notre arbitrage — ou si l'on veut, celui de la société des nations : pratiquement, cela reviendrait au même, — il y aurait le plus grand avantage à ce que notre marine apparût à l'une et à l'autre des parties en litige comme un utile *complément à sa propre force navale*.

Ce complément, nous ne pouvons le présenter, nous Français, sous la forme d'une escadre d'unités de combat de 35.000 à 40.000 tonnes que nos ressources financières — sans parler des considérations de l'ordre technique — ne nous permettent pas de construire ; encore moins sous les espèces d'un groupe de garde-côtes à faible vitesse (comme ceux dont il serait, paraît-il, question) puisque, justement, dans les opérations à prévoir en cas de conflit du genre de celui qui nous occupe, le facteur vitesse jouerait un rôle quasi décisif.

Nous pourrions, en revanche, et avec le plus grand fruit, je crois, présenter à l'examen et aux réflexions des deux parties des engins tout nouveaux, établis par des techniciens de haute valeur, marins de profession ou ingénieurs — la France n'en a manqué que quand elle les a méconnus — des hommes unissant à l'imagination qui crée l'expérience qui modère et régularise, la science, enfin, qui décide et exécute.

C'est ainsi seulement qu'il nous est permis d'espérer que nous continuerons à tenir un rang honorable sur les mers qui nous appartinrent autrefois ou qu'on osait à peine nous disputer. Pour avoir, de longtemps, renoncé à ce genre *d'impérialisme*, nous n'en devons pas moins obtenir de nos efforts, mesurés mais intelligents, que notre alliance soit, le cas échéant, estimé à son prix.

Ne nous le dissimulons pas, au demeurant : Un tel rôle est déjà étudié par ceux-là même qu'il semble que la ruine de leur puissance navale devait pour de bien longues années réduire, sur les océans, à une complète impuissance.

Obligé par les stipulations du traité du 28 juin de se restreindre à une assez faible escadre dont les unités ne devront jamais avoir que des déplacements limités fort étroitement, l'Etat-Major naval de Berlin auquel je faisais allusion tout à l'heure, a déjà tracé l'esquisse d'une force navale composée de types très particuliers qui répondent, pense-t-il, à la nécessité *d'enfermer dans des coques ne dépassant pas 13.000 tonnes, des armes de puissance considérable portées sur la mer avec des vitesses dépassant toutes celles qui ont été obtenues jusqu'ici.*

Dans quelle mesure le succès peut-il couronner cet effort et dans quelle direction conviendrait-il de porter le nôtre pour que nous fussions, en tout cas, assurés de primer largement nos éternels adversaires, c'est ce que j'aurai sans doute l'occasion d'examiner bientôt..

AMIRAL DEGOUY.

(1) Il est à peine besoin de dire que nous sommes les premiers à désirer que les deux grands peuples, au même titre nos amis, n'entrent jamais en conflit. Il ne s'agit ici que de prévisions purement théoriques, mais qui sont nécessaires quand on veut établir sur des bases solides un programme naval.

FRÉDÉRIC II ET DANTZIG

I. — *Berlin n'est pas en Prusse.*

Ce fut en 1701 une fantaisie qui prêta un peu à rire que celle du minuscule souverain le Margrave de Brandebourg, Frédéric de Hohenzollern, de vouloir se proclamer Roi. Roi de Brandbourg ? Impossible ! Tous les autres Electeurs de l'Empire germanique se fussent dressés contre cette prétention, mais Roi de Prusse tout simplement.

« Roi de Prusse », ridicule à part, il était loisible au Margrave de Brandebourg de prendre ce titre, car « Prusse » était le nom d'un petit Duché, de la grandeur à peine d'un ou deux de nos départements, situé bien loin des frontières de l'Allemagne, en plein pays Slave, autour de la forteresse de Kœnigsberg et tombe d'ailleurs dans la dynastie des Hohenzollern par suite d'une apostasie et d'une usurpation. Loin de faire partie de l'Empire germanique, c'est de la Pologne, qu'à titre de fief, ce petit Duché avait dépendu jusqu'à une époque assez récente, et il n'avait été dégagé de cette suzeraineté qu'en 1660, à la suite d'une guerre malheureuse pour les Polonais.

Le premier Roi de Prusse avait fait rire ; le second fit sourire encore avec sa manie de beaux grenadiers, amoureusement assemblés et éloignés avec soin de toute guerre de peur de les perdre.

Mais le rire cessa avec le troisième qui se nommait Frédéric II.

Frédéric II, en effet, songea à se servir de ces grenadiers tombés par hasard en son héritage et s'en servit suivant ce principe exprimé en ses œuvres : « qui veut passer pour héros doit hardiment s'approcher du crime », et aussi dans un but bien défini : transformer le titre ridicule et vain qui lui était échu en une réalité redoutable.

Son « Royaume » n'était fait que de tronçons épars, il fallait les réunir : Berlin n'était pas en Prusse, il fallait l'y mettre.

Or, la besogne n'était pas aisée, car entre le Brandebourg de Berlin et la Prusse de Kœnigsberg s'étendait, en bordure de la Baltique, une autre « Prusse », la Prusse occidentale nommée aussi *Royale*, par opposition à la Prusse *Ducale* de Kœnigsberg, parce qu'elle appartenait au Royaume de Pologne et qui, avec ses villes de Starygrod, Puck, Kartuzy, Wejherowo, Koscierzina, Tczew, Malborg, Elblong, Lubawa, Brodnica, Tuchola, Chojnice, Swiecie, Chelmno, Wombrzezno, Grudziondz, Sztum, Kwidzyn, Zlotow, Czluchow, était Polonaise de langue, de mœurs, de tradition et d'histoire; il y avait en outre, deux grandes villes, Thorn, sur la Basse Vistule, et Dantzig, au débouché de ce fleuve vers la mer, qui, toutes deux, avec des libertés spéciales libéralement octroyées, appartenaient aussi et voulaient continuer d'appartenir au Royaume de Pologne.

Pour réaliser « sa » Prusse, Frédéric II devait donc, de toute nécessité, étrangler la Pologne et ravir Dantzig.

Avec ses grenadiers et selon ses principes, il y était tout préparé : mais il se trouvait, pour cela, en conflit avec un compétiteur redoutable, ayant également ses vues particulières sur la Pologne : Catherine II de Russie.

En violence, mauvaise foi, génie, Catherine valait Frédéric : un favorable meurtre par strangulation, auquel elle avait au moins prêté son consentement, en la débarassent du brutal Moscovite qu'elle avait pour mari, l'avait, elle princesse allemande, rendue Impératrice de toutes les Russie.

Aux yeux de Catherine, la Pologne, affaiblie par de longues dissentions intérieures, était une proie assurée ; elle s'appliquait donc à y entretenir le désordre et, en vue de s'y procurer un docile instrument de ses volontés, elle avait pris soin, par intrigues et corruption, de faire asseoir sur ce trône électif un de ses anciens favoris, l'aimable et séduisant magnat polonais Stanislas-Auguste Poniatowski.

En présence d'une telle rivale et contre la puissance russe, Frédéric II sentait que ses beaux grenadiers eux-mêmes n'étaient pas de force ; ses convoitises sur le littoral Polonais demeuraient donc enfouies au plus secret de ses pensées, lorsque, en décembre 1770 le Prince Henri de Prusse, son frère, se trouvant à Pétersbourg et ayant, dans une conversation avec l'Impératrice, prononcé le nom de la Pologne : « la Pologne ! s'écria Catherine, il n'y a qu'à se baisser pour en prendre » (1).

Transmise quelques jours après à Frédéric et reçue avec l'empressement que l'on devine, cette invite ne tarda pas à être suivie de formelles conventions entre Prusse et Russie ; il fallut toutefois y admettre en tiers une autre excellente voisine, l'Autriche, qui, dès qu'il s'agissait de partage, se gardait bien d'oublier la Pologne.

Aussitôt les diplomates des trois Cours se mirent à l'œuvre ; après une promesse faite à l'Autriche, dès le 5 décembre 1771, d' « acquisitions convena-

(1) A. F. Cl. Ferrand. *Les trois démembrements de la Pologne*. Edition Ch. Ostrowski. 3 vol. in-18, Paris, 1865, tome I, p. 98.

lles » (1) aux dépens des Polonais, et, pour prévenir entre complices de regrettables méfiances, une assurance mutuelle ayant été échangée que « la portion de l'un ne pourrait excéder la portion de l'autre » (2), les souverains de Russie, Prusse, Autriche, signèrent enfin, le 5 août 1772, « au nom de la Très Sainte Trinité » (3), le pacte du démembrement de la Pologne.

A la Russie et à l'Autriche étaient attribuées les Provinces Limitrophes de leurs frontières ; le Roi de Prusse obtenait une partie de ce qui faisait son ambition, la province polonaise de Prusse Royale.

En attendant des mesures plus rigoureuses contre la population, il était dès lors loisible à Frédéric de germaniser le nom des villes polonaises de cette province de Prusse Royale ou occidentale : Puck devenait Putzig, Kartuzy Karthaus, Wejherowo Neustadt, Tczew Dirschau, Lubawa Löbau, Tuchola Tuchel, Chojnice Konitz, Swiecie Schwetz, Chelmno Culm, Brodnica Briesen, Grudziondz Graudentz, Czluchow Schlochau, etc., etc...

Les deux tronçons du baroque royaume de Frédéric étaient enfin réunis : le Brandebourg communiquait avec Kœnigsberg et Berlin se trouvait en Prusse.

Dans ces jours tragiques pour son pays, Stanislas-Auguste, convaincu un peu tard que les qualités d'un parfait favori ne sont pas celles d'un bon Roi, ne se montrait capable que de gémissements :

« Sans doute, écrivait-il au Roi d'Angleterre le 27 octobre 1772, nous Polonais, nous déplorons notre République mutilée dans ses plus belles provinces, notre territoire ravagé par des armées étrangères... mais l'Europe entière, si elle tarde à remédier à temps à ces calamités infligées à la Pologne, aura à se repentir, et trop tard, de tous les malheurs que son apathie indifférente permet d'appesantir sur ce pays » (4).

A quoi le Roi d'Angleterre répondit, sans nul sentiment d'ironie malgré l'apparence : « il y a bien longtemps que j'ai vu avec douleur les maux qui entourent Votre Majesté et qui ont abîmé la Pologne. Je crains que ces malheurs soient arrivés au point de ne pouvoir être redressés que par la main du Tout Puissant et je ne vois pas d'autre intervention qui puisse y remédier » (5).

(1) Dépêche du gouvernement russe à la Cour de Vienne. *Recueil des actes diplomatiques, etc., concernant la Pologne*, tome I, *Les Partages*, par Karol Lutostanski, in-4°. Paris-Lauzanne, 1918, p. 35.

(2) *Ibid*, p. 40.

(3) *Ibid.*, p. 40-42.

(4) et (5) *Documents*.... etc., ouvrage cité page précédente. Il sera dans la suite désigné sous l'abréviation. Doc. Lut.

II. — *Frédéric II et Dantzig.*

Cependant, en pleine joie de Frédéric, une douloureuse épine demeurait plantée : Catherine, cruelle amie, s'était bien gardée de procurer au complice d'aujourd'hui, rival peut-être demain et dont les grenadiers commençaient à devenir quelque peu inquiétants, une satisfaction complète : En lui abandonnant la Prusse Royale polonaise, elle avait formellement exigé qu'en fut distrait ce qui en faisait en grande partie la valeur : le littoral et les villes commerçantes de Thorn et Dantzig.

Dantzig ! l'antique cité dont le nom bien slave Gyddanisk ou Gdansk, se trouve uni, de la façon la plus intime, aux plus antiques et aux plus vénérables traditions de l'histoire polonaise ; Gdansk, la ville sainte d'où partit Saint-Adalbert, l'apôtre Polonais pour tenter de porter le Christianisme chez les farouches Borusses au delà de la Vistule ; Gdansk, traîtreusement arrachée une fois déjà à la Pologne au xive siècle par les Teutoniques, Chevaliers-écorcheurs, moines excommuniés et sacrilèges, mais récupérée au xve siècle par suite de l'écrasement de ces félons à la sanglante bataille de Grünewald ; Gdansk dont, à la fin du xvie siècle, un Polonais écrivait : « Le port de Gdansk c'est l'œil par lequel nous regardons l'univers... qui se laisse prendre la mer... d'homme libre devient esclave et de riche se fait pauvre » (1).

Gdansk, ce joyau d'une valeur inestimable, demeurait en dehors de la « *portion* » abandonnée par la générosité modérée et jalouse de Catherine à l'ambition sans bornes de Frédéric. Celui-ci, entourant de très près la ville de Dantzig par le territoire qu'il venait d'usurper, s'en voyait pourtant exclu et, tel un mendiant à la vitrine d'un joaillier, se trouvait réduit à jeter un coup d'œil d'envie par dessus les murailles sans y pouvoir pénétrer.

Grâce aux exceptionnelles faveurs à elle accordées par la générosité polonaise, Dantzig était devenue, depuis des siècles, une des villes les plus florissantes de l'Europe. Les Polonais, soldats-agriculteurs et, en conséquence, assez indifférents au commerce, avaient permis aux négociants de Dantzig de s'affilier à la ligue Hanséatique et leur avaient concédé même ce privilège vraiment excessif de concentrer à leur profit dans leur ville tout le commerce d'importation ou d'exportation par la Vistule : aucune marchandise ne pénétrait en Pologne, auvune n'en sortait, sans s'arrêter tout d'abord à Dantzig pour être vendue sur son marché ;

(1) Cité par l'*Indépendance polonaise* du 12 avril 1919.

ce privilège était connu sous le nom de « *Droit d'étape* ».

Quelle merveilleuse richesse un tel régime procurait à la ville où le peut aisément penser. Au XVIe siècle un « marchand » de Dantzig était en Europe un Seigneur d'importance : pourpoint de soie, manteau doublé de fourrure, ample haut-de-chausses, lourde épée, le personnage que nous montre en ce costume une gravure du temps pourrait — n'était la légende « Mercator Dantiscanus » qui l'explique — être pris pour quelque puissant et hautain Burgrave.

(*A suivre.*)

CH. GAILLY DE TAURINES.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

PAUL GAULTIER : *Notre examen de conscience* (Bibliothèque de l'Union française).

GUSTAVE RODRIGUES : *La France éternelle* (Alcan).

S'il était encore loisible de louanger ou de critiquer M. Paul Gaultier dans cette Revue — il souscrirait bien plus volontiers à la seconde qu'à la première de ces libertés — je le féliciterais d'avoir choisi un aussi beau sujet, de l'avoir choisi et de l'avoir traité avec courage, je lui reprocherais de nous avoir quelque peu flattés, de nous avoir ingénieusement flattés, en nous censurant, de nous avoir flattés indirectement, et peut-être involontairement, mais de telle manière que nous tirions encore quelque vanité de sa censure.

Il ne pouvait choisir de plus beau sujet, ni de plus difficile, ni de plus vaste ; un tel sujet demeure d'actualité permanente ; mais cette actualité emprunte aux circonstances je ne sais quel caractère pressant et impérieux... Après une crise violente, il est naturel, il est nécessaire, il est urgent que nous fassions notre examen de conscience. Peut-être, si un moraliste ne nous venait en aide, serions-nous tentés de conclure que la crise nous a singulièrement relevés à nos propres yeux ; si médisants de nous-mêmes, nous nous sommes trouvés surpris de la patience, de l'héroïsme, de la santé physique et morale de notre peuple. Volontiers notre bilan, à l'heure présente, nous paraîtrait-il favorable, mieux, très propre à nous inspirer quelque fierté, voire quelque orgueil. Le moraliste est moins indulgent ; sa fonction est de ne pratiquer l'indulgence que le moins possible, et de nous avertir, avec une prédilection impitoyable, de nos travers et de nos vices. M. Paul Gaultier remplit cette fonction sans faiblesse ; il ne nie point les raisons de fierté et de confiance que nous éprouvons profondément et légitimement, mais il n'est point aveugle aux défauts dont nous ne nous sommes pas dépouillés ; il est très frappé par la persistance de ces défauts, et comme il les redoute fort justement, il nous les rappelle avec opiniâtreté, avec force, avec la sincérité et l'ardeur d'un ami désireux de nous inciter à nous en corriger. D'aucuns l'estimeront sévère jusqu'à la cruauté ; c'est son droit ; ajoutons qu'il en a assumé le devoir avec la tâche qu'il a entreprise.

Il ne témoigne nulle tendresse à nos vices ; est-ce à dire toutefois qu'il nous contraigne à les haïr de cette haine résolue qui serait seule salutaire ? Il n'est guère en morale, de condamnation absolue : un travers ou un vice ne sont souvent que l'envers d'une qualité ; les deux vont ensemble, si indissolublement unis qu'on ne sait parfois où commence l'un, où finit l'autre ; n'est-ce pas Stendhal qui écrivait : « je ne crois au mérite que s'il est prouvé par le ridicule » ?

Et voyez : notre individualisme est la source de maux sans nombre ; pourtant il est à la base de notre énergie, il stimule la valeur personnelle, il ordonne, il règle fort utilement l'effort de chacun ; notre indiscipline a de redoutables effets, mais elle n'est qu'une conséquence — excessive sans doute et malencontreuse — de notre amour de l'indépendance ; notre négligence est trop souvent pernicieuse, nous nous en voudrions cependant d'un effort trop tendu, d'une sèche ponctualité et d'une trop stricte application ; l'abus de l'esprit critique est fâcheux, mais l'abus seulement ; notre superstition de la parole pourrait s'appeler d'un autre nom, s'il est vrai que nous affectionnons légitimement la clarté du langage, les formules élégantes et toutes les vertus d'une élocution originale et forte. Notre frivolité, ah ! M. Paul Gaultier lui-même ne souhaite point que nous en fassions le total sacrifice, « ce qui serait peut-être dommage, tant elle comporte de charmes ».

Individualisme, indiscipline, négligence, esprit frondeur, superstition de la parole, frivolité, certes nous consentons que se soient là d'assez affligeantes disgrâces ; nous ne les avouons point — lorsqu'on nous y oblige — sans quelque contrition. Mais c'est ici que surgit mon reproche ou mon scrupule ; ces défauts qui sont nôtres, parce qu'ils sont en quelque sorte constitutifs de notre caractère nous ne parvenons qu'avec effort à les détester. M. Paul Gaultier est-il sûr que quelqu'un de ses lecteurs n'ira point s'en glorifier ?

Vous me direz qu'au total il n'y a point de sa faute, et vous aurez raison ; l'auteur le plus déterminé demeure sans défense devant les surprises de cet autre vice qui est de l'homme même, qui dénature les plus justes reproches et en nourrit,

comme d'une flatterie, sa vanité ; j'ai nommé, avec les anciens théologiens, l'amour-propre.

Et ce n'est point une raison de renoncer à nous censurer sévèrement, équitablement, impitoyablement. Rappelez-vous La Bruyère et la préface des *Caractères* :

« Le public peut regarder avec loisir ce portrait que j'ai fait de lui d'après nature, et s'il se connaît quelques-uns des défauts que je touche, s'en corriger. C'est l'unique fin que l'on doit se proposer en écrivant, et le succès aussi que l'on doit moins se promettre ; mais comme les hommes ne se dégoûtent point du vice, il ne faut pas aussi se lasser de leur reprocher ; ils seraient peut-être pires s'ils venaient à manquer de censeurs et de critiques. »

Si amère que soit en réalité la leçon qu'on nous propose, accueillons-la donc sans arrière-pensée, et lisons avec bonne foi ce livre de bonne foi.

*
* *

L'enseignement qu'il nous offre mérite la plus sérieuse méditation ; graves sont les questions qu'il soulève, et pleines de conséquences les réformes qu'il suggère. Remarquez-le, en effet, c'est la portée sociale de quelques-uns de nos défauts que M. Paul Gaultier envisage tout d'abord, et c'est moins notre amélioration particulière que le progrès de la société et de l'Etat français dont il nous invite à nous préoccuper. Ayant cité La Bruyère, j'ajouterais volontiers : M. Paul Gaultier nous donne comme un supplément au chapitre *du Souverain ou de la République* ; un supplément adapté à l'heure présente, à notre temps, à nos mœurs.

Ces mœurs ne sont point aussi parfaites qu'on le pourrait souhaiter ; la société tout entière s'en ressent ; la prospérité de l'Etat en est compromise ; l'avenir même de la France est en jeu... Voilà qui mérite considération ; si la vanité de l'individu s'accommode de trop notoires imperfections, la raison du citoyen ne peut que s'en affliger et souhaiter qu'un amendement rapide restitue au génie national toutes ses chances dans la concurrence entre les nations.

Et qui ne donnerait raison à M. Paul Gaultier ? l'effort collectif est désormais la règle des sociétés puissantes ; c'est par l'association, par le groupement vigoureusement concerté des talents, des compétences et des bonnes volontés, que triomphent les grandes nations modernes. Or ne semble-t-il pas que notre tempérament répugne à ce mode d'action ? Que notre individualisme est donc gênant, en son outrance ! — Ici une fine remarque :

« Que le Français soit sociable, cela ne veut pas dire qu'il soit « social ». Au contraire de ce qu'on pourrait préjuger, c'est parce qu'il est sociable, et très sociable, qu'il n'est pas social. Qu'est-ce en effet que nous avons toujours recherché dans la vie de société ? C'est, si je ne me trompe, la joie de briller, de réunir autour de soi un cercle d'admirateurs et d'admiratrices, pour qui l'on prodigue les bons mots, les aperçus neufs ou profonds, les réflexions imprévues et les traits satiriques. Aussi bien au grand siècle, se réunir ne s'appelait-il pas « faire cercle » ? De ce goût est né, en France, l'art de la conversation, qui vit du soin que prend chacun de paraître à son avantage. Mais ceci, où chaque interlocuteur tâche de ramener à soi l'attention et les approbations, n'est-il pas, tout juste, à l'opposé de l'inclination qui porte les hommes à grouper leurs efforts en vue d'un but commun ? »

Le Français, n'étant pas « social » ignore l'art de subordonner son initiative à des fins collectives ; et sans doute il en pâtit, mais bien plus encore la collectivité : « il ne comprend point, à l'imitation du citoyen britannique, le rapport étroit qui relie son avantage à celui de la nation. Il ne comprend pas que, par égoïsme bien entendu, il faille consentir, parfois, des sacrifices ; le fait de la solidarité lui échappe. De là, un état d'anarchie permanent, qui, dans le domaine politique, en est un d'indiscipline chronique... »

Voici donc la méthode de M. Paul Gaultier : une critique qui s'élève du particulier au général, une analyse qui part de la psychologie individuelle pour conclure à la réforme de la société et de l'Etat. Cette méthode n'est pas mauvaise ; je n'en sache pas de plus convaincante. Elle a en outre le mérite de nous découvrir franchement la véritable source des maux dont nous souffrons. Méthode inverse de celle des législateurs qui bouleversent l'Etat, mais ne le guérissent point, qui changent les institutions, mais n'influent pas sur les mœurs. Il faut au contraire aller des mœurs aux institutions ; tout aboutit à la psychologie et à la morale ; c'est parce que nous méconnaissons l'une et l'autre que nos révolutions demeurent stériles, illusoires nos changements de régime.

M. Paul Gaultier, qui n'en saurait douter, n'a aucune peine à nous prouver que notre charmante indiscipline, notre impertinente irrévérence, notre nonchaloir, notre frivolité délicieuse et quelques autres précieuses inclinations, qui ne sont tout de même pas des vertus, engendrent, au point de vue national, les plus funestes effets.

On soutiendrait au surplus que plusieurs d'entre elles ne se révèlent tout à fait que dans le domaine social : discipliné dans sa vie privée et ses habitudes d'esprit, le Français se plie malaisément à la loi ; patriote jusqu'au sacrifice et à l'héroïsme, il n'a

point coutume de mesurer l'utilité nationale de ses actes : fort exact dans la défense de ses intérêts, il est communément négligent de son devoir social ; frivole... Sommes nous vraiment si frivoles ? Ayant quelque expérience de plusieurs peuples étrangers, je ne puis le croire : les étrangers sincères le reconnaissent ; nulle littérature n'est, malgré quelques apparences auxquelles ne s'arrêtent que les esprits superficiels, moins frivole que la nôtre ; aucune ne repose sur une plus solide psychologie ; aucune n'a plus constamment approfondi les questions essentielles et les problèmes de l'homme. parmi nos compatriotes eux-mêmes, les esprits ordonnés, précis, voire très stricts dans leurs jugements quotidiens, ne sont pas plus rares qu'ailleurs, et peut-être sont-ils plus nombreux : la véritable frivolité n'est en somme que le privilège d'un très petit nombre d'oisifs. Hors de là nous ne sommes peut-être trop souvent frivoles qu'en politique, et plus précisément dans le choix des opinions qui guident notre action civique. Vestige, semble-t-il, d'un temps où nos opinions n'avaient pas d'importance, où d'autres décidaient pour nous ; nous n'avons pas encore appris l'usage d'une responsabilité trop récente ; citoyens d'un Etat de liberté, nous nous attardons aux coutumes des régimes despotiques.

Il n'en demeure pas moins, notez-le bien, que cette légèreté que nous apportons dans l'administration de la chose publique — et c'est la seule au fond dont s'inquiète M. Paul Gaultier — entraîne de néfastes abus, au même titre que notre indiscipline, ou notre incurie ou notre humeur jalouse, ou notre superstition de la parole, ou tout autre travers ou vice dont nous ne saurions nous disculper aisément.

Ce sont ces abus qu'il s'agit de corriger : M. Paul Gaultier préconise divers remèdes : la multiplication des groupements où se perfectionnera l'éducation sociale des Français ; une réforme de l'enseignement, qui devra désormais poursuivre des fins morales et civiques, et substituer à une instruction livresque une instruction réaliste ; le travail enfin, que les jeunes générations devront apprendre à pratiquer et à respecter... Tout cela, objectez-vous, n'est guère nouveau. Est-il rien de nouveau en morale ? Peut-on innover lorsqu'on entreprend de lutter contre des faiblesses aussi vieilles que l'humanité, et qui relèvent éternellement des mêmes procédés de coercition, de persuasion, de discipline, et pour tout dire d'éducation ? Ces procédés, M. Paul Gaultier nous les rappelle fort opportunément : nous les oublions volontiers ; c'est servir au premier chef la cause nationale que de nous en présenter un tableau systématique, approprié à notre situation présente, tel enfin qu'il ébranle nos inerties et nous détermine à un retour raisonné sur nous-même. Enfin, rappelez-vous la parole de Pascal :

« Qu'on ne dise pas que je n'ai rien dit de nouveau ; la disposition des matières est nouvelle. Quand on joue à la paume, c'est une même balle dont on joue l'un et l'autre ; mais l'un la place mieux. »

*
* *

Quiconque, ayant demandé à M. Paul Gaultier la critique de nos mœurs, éprouvera le besoin de mieux voir, éclairées par une large analyse, interprétées selon les témoignages répétés de l'Histoire, nos qualités, devra lire l'ouvrage de M. Gustave Rodrigues, *la France éternelle*.

Ces deux livres se complètent sans se contredire ; la même ardeur civique anime les deux auteurs ; l'avenir que l'un souhaite assurer par le perfectionnement de nos méthodes d'action, l'autre nous le montre comme garanti par le perpétuel recommencement d'une expérience millénaire.

« On a parlé du « miracle français ». Soit, mais à condition d'enlever à cette expression tout ce qu'elle contient de mystique. Le salut de la France n'a pas été un don gratuit conféré par une grâce surnaturelle à une nation élue entre toutes les autres. Il est venu du plus profond de la France elle-même. Le miracle français est proprement le miracle humain, le miracle de la volonté la plus ferme, mise au service de la raison la plus sûre. Le miracle français est avant tout le miracle de l'intelligence canalisant et disciplinant toutes les énergies, physiques et morales, d'un peuple d'exception qui ne veut pas mourir.

« Qu'est-il donc ce peuple ? Et que vaut-il ? Et que veut-il vraiment ? »

Le problème, ainsi posé, nous plaît par sa netteté ; le mysticisme, en histoire, n'est trop souvent qu'un refus de comprendre ; et nous n'avons aucun motif de nous refuser à comprendre ceci : qu'en outre de nos défauts traditionnels, nous possédons des qualités précieuses et rares, et qu'elles ont assuré notre salut : qu'enfin, si nous avons vécu et accompli d'assez grandes choses, nous le devons d'abord... à nous-mêmes.

Ces vertus, nous les dissimulons assez bien ; l'observateur étranger ne les découvre qu'après une longue étude et le plus patient effort de sympathie intelligente. Elles n'apparaissent généralement pas au premier coup d'œil : elles ne s'affirment ni dans un système, ni dans une doctrine, ni dans un corps de doctrine, ni dans une discipline ou aucun signe extérieur : elles tiennent à la nature de notre esprit, on les reconnaît à des nuances de sensibilité, de logique et d'imagination. On nous déclare légers ;

combien plus légers ces juges étrangers qui n'ont point su voir ces forces profondes et ces réalités fondamentales par où nous leur infligeons d'incessants démentis.

L'Histoire, la Province, Paris — l'Intelligence française, la Sensibilité française, l'Energie française — la Famille, la Vie politique, la Vie religieuse et morale, la France et le monde... les utiles chapitres, réconfortants pour nous, et pour l'ami étranger vraiment précieux, car ils lui épargneront bien des lectures, des recherches prolongées, et l'introduiront de plain-pied dans la connaissance de la France, de la France immuable et cependant secrète, et si difficilement pénétrable parce qu'une invincible pudeur l'empêche toujours de révéler le meilleur d'elle-même.

Historien rationaliste, observateur objectif, M. Gustave Rodrigues ne nous donne point un dithyrambe — il connaît, il signale tous les défauts contre lesquels M. Paul Gaultier nous met vivement en garde — mais un solide manuel de vie française ; il corrige par une documentation très diverse ce que ses vues pourraient avoir de trop systématique : l'arbitraire est ce que nous redoutons le plus en ces sortes de généralisations ; M. Gustave Rodrigues en évite le reproche à force de preuves.

Puisse son livre être lu — en France, et surtout hors de nos frontières ! Lucien MAURY.

Les *Ecrivains combattants* (1) viennent de se grouper sous la présidence de M. Henry Malherbe, auteur de la *Flamme au poing*, l'un des livres les plus profondément émouvants qu'ait suscités la guerre.

Ils rappellent fort opportunément que les Lettres françaises surent s'associer au grand sacrifice ; ils ne peuvent oublier tant de morts qui nous privent d'une pure moisson de jeunes talents. Quant aux survivants, nous n'en sommes pas à croire que l'accomplissement total du devoir français soit pour eux une cause de défaveur ; quelques cas où l'on a vu de ces « revenants » dépossédés par des confrères moins heureux ou moins prompts à déserter la carrière pour les camps et la tranchée, doivent demeurer isolés : la nouvelle Association y veillera ; c'est justice.

Elle trouvera son organe dans le *Bulletin des Ecrivains*, remanié, transformé, ce modeste, cet admirable Bulletin auquel nous dûmes, en des heures d'isolement, le secours d'une voix fraternelle. Fondé par MM. Fernand Divoire, Gaston Picard et René Bizet, qui se sont acquis des titres impérissables à notre gratitude, le Bulletin va revivre ; ainsi sera-t-il prouvé que la solidarité de la souffrance sait demeurer féconde. L. M.

(1) Siège social : 153, avenue de Wagram.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Signalons la série de lettres inédites de William Hazlitt que M. P. Howe a commencé de publier dans le fascicule du 8 août de *The Atheneum*.

L'auteur des *Ecrivains comiques de la Grande-Bretagne* et de la *Littérature dramatique sous Elisabeth*, le rénovateur au début du XIXe siècle des études shakespeariennes, le savant critique derrière l'érudition duquel se perçoit à chaque instant une si émouvante « humanité » et qui commit d'ailleurs l'imprudence de confesser son cœur avec tant d'impertinente liberté dans son *Liber Amoris*, n'abusa jamais de la correspondance. Aussi, quelque courtes qu'elles soient, voire quelque sèches qu'elles puissent sembler de prime abord, les six lettres dès maintenant insérées dans la revue anglaise ne sauraient elles manquer d'intéresser « les chercheurs et les curieux ».

Toutes elles sont adressées à « l'éditeur » de *The Edinburgh Review*. — Hazlitt était alors « en affaires » avec la direction du fameux périodique libéral, fondé quinze ans plus tôt par Jeffrey et Sydney Smith. Et nous le voyons, à la date du 2 avril 1816, solliciter son correspondant dans les termes suivants : « ... J'ai, Monsieur, un billet à payer de demain en huit, 10 avril, et vous m'obligeriez infiniment si vous pouviez m'envoyer en temps utile la somme de quinze « pounds ». L'argent se cache si bien ici (Londres) qu'il serait impossible de trouver à y emprunter ou de s'y faire avancer une malheureuse pièce de « six pence ». Tout cela m'est particulièrement pénible au moment où je m'efforce de liquider une situation qui n'est un secret pour personne et qui n'a d'ailleurs rien que de prévu dans l'existence d'un écrivain. En vous priant d'excuser mon indiscrétian, je suis, Monsieur.... ».

« Le Confident » étudie dans *Anglo-French Review* (juillet) « le théâtre à Paris depuis la guerre », — duquel « il serait injuste de dire qu'il est resté stagnant », mais qui, « à part deux cas isolés qui sont l'expression de fortes personnalités, n'a pas vécu ».

En vain, MM. Bataille et Bernstein ont essayé, celui-ci dans *L'Elévation*, celui-là dans *L'Amazone*, de « mettre la vie française en face des conflits que déchaînaient les événements » : on dut constater à l'épreuve que rien n'était moins théâtral, dans le sens profond du mot, que ces faits qui nous remplissaient d'angoisse, d'admiration ou d'horreur et dont il faut attendre que le temps ait modifié la structure pour que nous les puissions utiliser comme ressorts dramatiques.

Cependant, M. Sacha Guitry faisant comme Candide, « Il cultivait son jardin ». Heureusement !... et nous eûmes *Jean de la Fontaine*, *Si tu veux*, *faisons un rêve*, *L'Illusionniste*, *Pasteur*, etc... — Dans un autre ordre d'idées, M. Génier poursuivait, lui aussi, son labeur et nous eûmes, cette fois, les intéressantes innovations que l'on sait : la rampe fut supprimée, un large escalier réunit la scène à la salle, les acteurs descendirent parmi le public...

Demain ? « Le théâtre va subir un changement radical »... « Les vieilles formules vont craquer »... « Une démocratie d'un niveau intellectuel plus élevé va remplacer peu à peu ce qu'on appelait le populaire »... « Le théâtre peut être un grand éducateur »...

Assurément !

La *Revue Bleue* ne peut que remercier M. Gerolamo Lazzeri de rappeler, comme il fait dans la *Rivista d'Italia* (« *Rassegna di Letteratura francese* », fascicule de juillet), l'intérêt que comporte l'œuvre de critique de M. Paul Flat.

Maintenant, M. G. Lazzeri ne va-t-il pas un peu bien vite lorsqu'il estime que notre regretté directeur et, avec lui, notre confrère M. Victor Giraud se sont mépris dans leurs prévisions quant aux effets de la guerre en matière de littérature ?

Paul Flat en voulait surtout à certain théâtre dont la brutalité triomphait dans le Paris d'avant 1914 on se souvient avec quel impudent bonheur. Or, ce théâtre-là connaîtrait-il aussi aisément aujourd'hui les mêmes succès ? Il est permis d'en douter.

En second lieu, toute « la production » dont M. G. Lazzeri fait état dans son article de la *Rivista d'Italia* ne manque cependant pas à un égal degré (et notre auteur en convient du reste, en goûtant la *Flamme au poing* et en admirant *Civilisation*) d'affirmer cet effort vers plus de noblesse à quoi d'excellents esprits se sont complu à espérer que se distinguerait notre littérature, dès qu'elle s'inspirerait du moins de la gravité des temps.

Enfin, le procès n'est pas jugé, *per Bacco !*

Aussi bien, la question nous entraînerait loin. Toutefois, le sentiment d'un critique étranger — et suffisamment maître de notre langue, il s'entend, pour avoir dans une certaine mesure qualité en l'espèce — sur l'ensemble des œuvres, poésie et roman, parues chez nous au cours des cinq dernières années est peut-être bon à connaître. Et voici donc l'essentiel des conclusions de M. G. Lazzeri :

« S'agit-il à présent d'établir le bilan de la « littérature française de guerre ? »

« Il faut tout d'abord constater que la France n'a pas jusqu'ici sa poésie, sa vraie poésie de guerre — et qu'elle l'aura demain, c'est ce que je ne voudrais pas m'aventurer à prédire... Non seulement la poésie française ne nous a rien apporté de nouveau sous le coup des événements, mais on ne voit même pas qu'elle s'achemine vers une quelconque renaissance...

« Pour ce qui est des romanciers, ceux qui se sont révélés ou qui se sont décidément affirmés pendant la guerre témoignent, eux, d'un incontestable souci des problèmes de vie intérieure et s'efforcent d'étudier l'homme dans son « moi » intime et profond. Je ne tiens d'ailleurs pas pour absolument sûr que cette tendance soit née de la guerre, mais la guerre, en tout état de cause, en a encouragé, favorisé l'éclosion... L'avenir nous dira si elle est, cette tendance, purement accidentelle ou si elle marque bien en réalité l'aube d'une ère nouvelle dans les lettres françaises ».

Les grèves qui ont éclaté en Suisse ces derniers temps occupent grandement la *Bibliothèque Universelle*, dans son fascicule d'août.

Celui-ci nous donne le texte intégral du discours, aussi précis que documenté, dans lequel M. Maillefer, syndic de Lausanne, a fait devant le Conseil national l'historique du mouvement.

C'est naturellement à la même question que M. Maurice Millioud, rédacteur en chef de la *Bibliothèque Universelle*, consacre sa « Chronique suisse romande ».

En France, en Italie, en Angleterre, la grève générale a échoué. La vague a passé. Il y aura longtemps encore des mouvements de salaires, toutefois « le rêve catastrophique des hallucinés qui prétendaient jouer les Lénine et les Trotzky » a avorté...

Il n'empêche qu'on a eu chaud à Zurich. Mais sourions plutôt avec M. M. Millioud nous parlant de la grève des opérateurs à la machine, qui a si fort gêné les journaux suisses pendant deux jours : « La grève du 15 juillet a été un mouvement aristocratique, dans le sens le plus précis du mot. Ce n'est pas pour relever leur salaire, déjà supérieur à celui des rédacteurs, ce n'est pas pour faire triompher les revendications de la classe ouvrière, ce n'est pas pour l'égalité que les opérateurs machinistes ont combattu. Au moment où l'on introduisait partout la semaine de quarante-huit heures, ils étaient déjà des privilégiés. Leur semaine était de quarante-six heures, et leur travail moins pénible que celui des opérateurs à la main. Ces privilégiés s'estimèrent lésés parce qu'on améliorait la condition de leurs collègues, qui avaient la

semaine de cinquante-deux heures. Bien loin d'offrir de travailler quarante-huit heures, comme les autres, pour que les autres pussent obtenir la semaine de quarante-huit heures, ils prétendirent qu'ils avaient à garder les distances et que leur dignité ne souffrait pas, entre eux et les autres, une égalisation, même partielle, de la durée du travail. Travailler pendant quarante-six heures quand les autres n'en ont que quarante-huit, cela est il admissible ? Pour garder leurs distances, il fallait abaisser leur semaine de travail à quarante-deux heures. D'autre raison, point ! L'ultimatum ».

GASTON CHOISY.

LES LIVRES NOUVEAUX

MGR. LANDRIEUX, curé de la cathédrale de Reims 1912-1916 : *La Cathédrale de Reims, un crime allemand* (H. Laurens).

« L'incendie de la cathédrale de Reims est autre chose qu'un incident de guerre ; c'est un événement de premier plan qui a eu sa répercussion, en colère et en indignation, dans le monde entier : il importe donc, pour la honte de l'Allemagne et pour la piété de nos souvenirs, de lui conserver sa physionomie intacte. Les récits trop précipités et mal documentés de la Presse ont été forcément incomplets et souvent fantaisistes ; ils ne concordent pas ; ils se contredisent... C'est donc à nous que s'impose l'obligation de rassembler et de coordonner des documents, comme en un procès-verbal, pour faire l'historique de ces tragiques journées, afin de rectifier tant d'inexactitudes, de couper court à tant de malentendus : *quod scimus loquimur ; quod vidimus testamur !* (Joan III, II).

Témoin de l'incendie, Mgr Landrieux apporte un témoignage définitif ; il décrit heure par heure les journées sinistres de septembre 1914, la ville bombardée « par erreur », l'horreur des flammes envahissant la cathédrale *pleine de blessés allemands* : il démontre la mauvaise foi de l'Etat-major allemand accumulant les plus invraisemblables mensonges pour poursuivre ensuite au cours de quatre années la destruction du monument. Avec une piété fervente, il compte les obus, énumère les irréparables blessures subies par la cathédrale dont il connaît les moindres pierres. Nulle parole plus poignante, en sa simplicité vengeresse, nul témoignage plus écrasant pour nos ennemis.

De nombreuses photographies illustrent cet ouvrage que l'on souhaiterait voir aux mains de tous les hommes civilisés.

Certains ont proposé de ne pas relever la cathédrale en ruines : avec la plus éloquente conviction, Mgr Landrieux proteste contre cette proposition ; il soutient, il prouve que le désastre peut être atténué : puissent les artistes de notre temps n'être point inégaux à une tâche aussi haute !

ANDRÉ THIERS. *Administrateurs et administrés* (B. Grasset).

L'incessante extension des administrations, le pullulement croissant des fonctionnaires ont été à maintes reprises signalés avec inquiétude par des hommes soucieux de l'avenir de notre pays. L'armée des fonctionnaires de tous genres atteignait, en France, avant la guerre, au chiffre de 900.000 individus ; ses effectifs ont plus que doublé depuis la guerre, et si l'on nous promet le licenciement de quelques services, nous voyons surgir par ailleurs, de nouvelles mainmises de l'Etat sur divers domaines de l'activité nationale, d'où création de nouveaux bureaux et de nouvelles fonctions.

Quel contrôle toutefois s'exerce sur cette formidable machine ? M. André Thiers nous apporte un historique très précis des tentatives de contrôle sous l'ancien régime, pendant la Révolution, la période moderne et la troisième République. Il examine en détail, le rôle bienfaisant du Conseil d'Etat, et passe successivement en revue le contrôle des administrés et le contrôle gouvernemental sur l'administration ; le premier n'est pas toujours inefficace, s'il est insuffisant, n'agissant jamais qu'*a posteriori* et rétrospectivement ; le second est à peu près inexistant, et nous en souffrons d'autant plus cruellement que l'omnipotence de l'administration a été plus entière pendant la guerre, que son pouvoir tentaculaire a été plus absolu, et qu'elle a assumé des responsabilités incalculables.

La réorganisation du contrôle, la réforme du contrôle contentieux, des réformes intérieures au Conseil d'Etat, voilà donc ce que réclame fort justement, avec une insistance pressante, M. André Thiers : « la réorganisation de tout le contrôle est le préliminaire obligé de la réforme administrative et de toutes les autres réformes, faute de quoi nous retomberions dans les mêmes erreurs, et notre administration, vagabonde et sauvage, nous amènerait de nouveaux déboires et ferait naître de semblables et éternelles protestations ».

JACQUES LUX.

Le Gérant : A. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VIe.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures,
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 17 — 57e ANNÉE — 6-13 SEPTEMBRE 1919

LA CHINE NOUVELLE

SES HOMMES D'ÉTAT ET SON PERSONNEL POLITIQUE

La Chine est le pays des mandarins, des fonctionnaires. Dès les dynasties des Ts'in et des Han, aux IIIe et IIe siècles avant notre ère, la hiérarchie administrative était si minutieusement constituée, les trente grandes charges de la Cour et du Gouvernement, les vingt degrés de grades et rangs du tchin étaient fixés avec tant de précision que nous pouvons, dans les Annales et Chroniques recueillies par l'historien Se-ma-ts'ien, noter et démontrer tous les rouages de cette vaste et infinie organisation. Plusieurs chapitres et tableaux de l'ouvrage de Se-ma-ts'ien sont consacrés à l'énumération et à l'éloge des principaux fonctionnaires qui se sont distingués sous ces deux dynasties et qui ont été élevés aux rangs suprêmes du gouvernement et de la noblesse.

Dans nos premiers contacts avec le Céleste Empire, à partir des XVIIe et XVIIIe siècles, mais surtout depuis la période de 1840 à 1860, pendant laquelle furent conclus nos premiers traités avec la Cour de Pékin et créés nos premiers établissements, nos représentants et agents eurent l'occasion de connaître et d'apprécier des Ministres, des Vice-rois ou gouverneurs qui avaient figure, non-seulement de hauts personnages, mais de véritables hommes d'État. Le Prince Kong, avec qui M. de Bourboulon et le baron Gros signèrent les traités de 1858 et de 1860, le Vice-roi Tsang-hong-fan qui réduisit l'insurrection des Tai-ping, les Vice-rois Li-hong-tchang et Tchang-tche-tong qui gouvernèrent et administrèrent la Chine sous le règne de l'Impératrice Tseu-hi, Jong-lou et Yuan-che-kai qui furent les chefs du gouvernement de 1900 à 1908, étaient des hommes de grande allure, parfaitement dignes de représenter et de défendre, dans une période difficile et périlleuse, les intérêts de leur pays, et dont les noms mériteront d'être conservés par l'histoire.

Mais, depuis le mois d'octobre 1911, par la révolution qui a transformé le Céleste Empire en République chinoise, une nouvelle ère s'est ouverte, des événements considérables se sont succédé, des hommes nouveaux ont pris place dans le gouvernement d'un des plus vastes Etats du globe à côté de fonctionnaires du régime antérieur. Ce que je voudrais tenter d'esquisser ici, c'est le caractère de cette génération plus jeune, appelée à régir les destinées de la nouvelle République, ce sont les physionomies et les portraits des hommes qui ont joué le rôle le plus important dans la crise de ces dix dernières années, et qui aujourd'hui, peuvent être regardés comme les chefs, les représentants, les guides de la Chine républicaine.

I

La République chinoise a été fondée d'octobre 1911 à mars 1912, par le parti révolutionnaire qui,

depuis les dernières années de l'Empire, et surtout depuis la défaite de la Chine en 1894-95, préparait le régime nouveau, et à la tête duquel était le Docteur Sun-yat-sen, et par un groupe d'hommes d'État et de fonctionnaires de l'ancienne dynastie qui, appelés au pouvoir à la dernière heure de la monarchie expirante, conseillèrent à l'Impératrice douairière, Lung-yu, et à l'Empereur mineur d'abdiquer et de proclamer eux-mêmes la forme républicaine du gouvernement. Le chef de ces conseillers et le président du dernier cabinet de l'Empire était Yuan-che-kai qui, selon un accord conclu avec le docteur Sun-yat-sen, président provisoire de la République, élu à Nankin par l'Assemblée nationale, succéda lui-même au docteur dans cette présidence provisoire jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée réunie à Pékin l'élût président définitif au mois d'octobre 1913.

Dans cette première phase de la République, l'entente et la concorde ne furent que très précaires et très brèves entre les chefs ou tenants du parti révolutionnaire et les partisans ou amis du président Yuan-che-kai. Le docteur Sun-yat-sen qui avait cédé la présidence et les membres du premier cabinet républicain qu'il avait formé à Nankin, Houang-hing, ministre de la Guerre, Houang-chung-yin, ministre de la marine, Tchen-kin-tao, ministre des Finances, Wang-chung-hui, ministre des Affaires Etrangères, Tsai-yuan-pei, ministre de l'Education, avaient des opinions avancées, ils voulaient une refonte radicale des institutions et mœurs politiques de la Chine, et n'avaient pas grande confiance dans Yuan-che-kai qui, par ses origines, appartenait à l'ancien régime et qui, d'ailleurs, avait, dans les précédentes étapes de son extraordinaire carrière, montré un singulier détachement vis-à-vis des hommes et des partis. Yuan-che-kai, de son côté, se sentant le maître, appuyé par les partisans de l'ancienne dynastie, par le parti militaire du Nord, par la plupart des Puissances étrangères qui voyaient en lui la plus sûre garantie de l'ordre public, ne se souciait guère de maintenir et prolonger le compagnonnage avec les révolutionnaires dont les sympathies et le concours ne pourraient jamais lui être acquis. Il y eut une sorte de lune de miel lorsqu'aux mois d'Août et de septembre 1912, l'ex-président Sun-yat-sen et l'ex-ministre de la Guerre Houang-hing vinrent rendre visite à Pékin au président Yuan-che-kai et furent nommés par lui directeurs-généraux, l'un des chemins de fer, l'autre des mines, sur toute l'étendue du territoire. L'harmonie, à cette date unique, paraissait si complète, non seulement entre le président Yuan et les chefs du parti révolutionnaire, mais entre tous les membres de la famille chinoise qu'à l'un des banquets donnés par le président en l'honneur de ses deux visiteurs, assistèrent deux Princes de la Maison Impériale qui y représentèrent l'Empereur mineur et l'Impératrice douairière, et le mandchou Na-t'ong, vice-président du dernier cabinet impérial.

Mais dès l'hiver de 1913, la rupture se faisait entre les deux présidents, les chefs révolutionnaires préparaient la guerre civile dans les provinces du Centre et du Sud, le président Yuan qui venait de conclure avec les banques européennes l'emprunt dit du « consortium », et qui obtenait ainsi de larges facilités financières, avait beau jeu à se défendre. Lorsqu'au printemps, les révolutionnaires crurent pouvoir jeter le gant et ouvrir les hostilités, Yuan n'eut pas de peine à étouffer dans l'œuf, l'insurrection qui n'avait pas eu le temps de s'organiser. En quelques semaines, les bandes révolutionnaires furent écrasées par les généraux et les troupes régulières du Nord. La répression fut sans merci. Ceux des chefs qui échappèrent, Sun-yat-sen, Houang-hing et autres, durent se réfugier à Hong-Kong, Singapore, au Japon ou aux Etats-Unis. Les partis politiques qui avaient espéré poursuivre au Parlement leur opposition furent frappés comme rebelles. Leurs clubs furent fermés, leurs mandats parlementaires furent considérés comme périmés. Yuan s'assura ainsi dans le Parlement épuré la majorité qui lui était nécessaire pour son élection définitive comme président. Puis, le Parlement ayant cessé de lui être utile, il le congédia, il se débarrassa de même des assemblées provinciales, jusqu'à ce qu'enfin, le 1er mai 1914, il se décidât à promulguer une nouvelle constitution qui, sous des dehors à peine déguisés, organisait en sa faveur un despotisme à peu près absolu.

L'année suivante, pendant que sévissait en Europe, et dans les trois quarts de l'univers la guerre déchaînée par les Puissances germaniques, le président Yuan, sur les conseils des Ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Pékin, s'enhardit et s'égara jusqu'à tenter de se hisser lui-même sur le trône impérial. C'en était trop. Le Japon et les Puissances alliées intervinrent à temps pour interdire cette fantaisie. La Chine et quelques-uns des partisans amis de Yuan comprirent que l'heure était venue de rentrer dans la voie du bon sens. Yuan eut, à ce moment, l'opportune inspiration de disparaître, soit par la maladie, soit par le suicide. Le vice-président de la République, Li-Yuang-hong, qui avait été l'un des premiers artisans de la Révolution de Hankeou au mois d'octobre 1914, fut installé à sa place et la République, après avoir surmonté ces

premiers orages, chercha, pour la régir, des chefs qui, du moins ne la trahiraient pas.

II

La présidence de Li Yuan-hong, dont la carrière avait été surtout militaire, et qui, par son rôle dans la révolution de 1911, comme par ses relations avec les partis avancés, paraissait devoir concilier en quelque mesure les éléments révolutionnaires du Sud et les républicains du Nord, ne justifia pas cette attente. Le nouveau président avait formé, au mois d'août 1916, un cabinet dans lequel étaient entrés quelques-uns des républicains du Sud, il avait rappelé à Pékin l'ancien parlement dissous par Yuan-Che-Kai. Mais, sur la pression des généraux du Nord, il l'avait, après quelques mois, dissous une seconde fois ; et lorsqu'au printemps de 1917 se posa pour la Chine, sur l'appel du Président des Etats-Unis, la question de participation à la guerre contre les Austro-Allemands, il s'empêtra dans des hésitations et contradictions telles, qu'abandonné par tous les partis, et notamment par le général Touan-K'i-Jouei, son président du Conseil, il finit par être la victime et la dupe du coup d'Etat que le général Tchang-Hiun, qu'il avait convoqué à Pékin en consultation, tenta en faveur d'une restauration de la dynastie mandchoue. Les républicains heureusement, sous la direction du général Touan, firent front contre cette entreprise qui n'avait pas été sérieusement préparée et qui s'effondra au bout de quelques jours. Le général Fong-Kouo-Tchang, vice-président, remplaça légalement le président Li qui avait dû donner sa démission. C'est alors que le Gouvernement chinois, dont le président Fong et le général Touan devinrent les chefs, proclama l'état de guerre contre les Puissances germaniques et se rangea aux côtés des Alliés (août 1917).

La présidence Fong qui, constitutionnellement, ne pouvait qu'achever le terme présidentiel de ses deux prédécesseurs dont l'échéance expirait au mois d'octobre 1918, fut trop courte pour donner de grands résultats. Le général Fong, malgré ses bonnes intentions et ses efforts, ne réussit pas à rétablir la paix entre le Nord et le Sud, ni même à concilier entre eux les généraux du Nord, qui se disputaient l'influence et le pouvoir. Lorsqu'au mois d'octobre les deux Chambres, élues au mois de juillet précédent, eurent à procéder à l'élection d'un nouveau Président de la République, leur choix se porta, par 425 voix, c'est-à-dire par l'unanimité moins onze, des 436 votants, sur l'homme d'Etat qui, bien qu'ayant appartenu à l'ancien régime et ayant été le chef des derniers cabinets de Yuan Che-Kai, était certainement le plus apte à prendre en mains, cette date la représentation et le gouvernement de la Chine. L'avènement du président Siu Che-Tchang marque, dans l'histoire de la République chinoise, une étape qu'il convient de détour. Ce sera en même temps la meilleure occasion d'examiner quels sont à l'heure présente les groupes ou partis et les hommes qui peuvent être considérés comme détenant réellement l'influence ou comme symbolisant les tendances, les aspirations de la Chine de 1919.

III

Le président Siu-Che-Tchang est l'un des fonctionnaires de l'ancienne école : grand lettré, membre de l'Académie des Hanlin, ayant rempli sous l'Empire les plus hautes charges, membre du cabinet en 1905, membre du grand Conseil en 1906, vice-roi de Mandchourie en 1907, président de l'administration des chemins de fer en 1909, grand secrétaire d'Etat en 1910, vice-président du Conseil privé en 1911. Mais, après la révolution, il accepta de servir le nouveau régime : d'abord tuteur et gardien de l'empereur héritier, il devint au mois de mai 1914 président du Conseil du président Yuan-Che-Kai, puis une sorte de grand chancelier. Après la mort de Yuan-Che-Kai, sous les présidences de Li-Yuan-hong et de Fong-Kouo-Tchang, son attitude fut correcte et loyale, il soutint le gouvernement du général Touan-K'i-Jouei et appuya de sa haute influence morale les efforts tentés pour le rétablissement de la paix civile entre le Nord et le Sud. Maintenant qu'il est devenu le premier magistrat de la République, et qu'il apporte dans ce haut poste les traditions, l'expérience de sa longue carrière, il peut être, pour les destinées de la République chinoise, ce qu'ont été pour la France en 1871 M. Thiers et ses collaborateurs, qui, sans être républicains d'origine, ont été, par leur modération et leur sagesse, par leur patriotique adaptation aux nécessités des temps nouveaux, les fondateurs du régime le plus durable que nous ayons connu depuis 1789.

Le président Siu-Che-Tchang a pour principaux collaborateurs l'ancien ministre de l'Intérieur du précédent cabinet, Ts'ien-Xeng-Hiun devenu président du Conseil depuis le 10 octobre 1918, Lou-Tchang-Sieng, Ministre des Affaires Etrangères, le général Touan qui, un jour ou l'autre, peut être de nouveau appelé à la présidence du Conseil. Il est, de tous les présidents qu'ait eus jusqu'à présent la République, celui qui, par son passé, par son

caractère, par le prestige de lettré et de mandarin dont il est revêtu, inspire le plus de confiance et de respect à l'ensemble de la nation. S'il réussit, comme il y a lieu de l'espérer, à rétablir définitivement la concorde entre le Nord et le Sud, il a chance d'avoir une belle et fructueuse gestion.

Parmi les groupes ou partis entre lesquels se distribue aujourd'hui le personnel politique de la Chine il y aurait à distinguer :

1° Le groupe de ceux qui, dès 1898, avec l'Empereur Kouang-Siu, avaient essayé de réformer la Chine et d'en faire une sorte d'Empire libéral. Les chefs de ce groupe étaient Kang-Yeou-Wei, grand lettré, l'inspirateur des décrets réformistes de 1898 et Liang-Chi-Chao qui, décrétés d'accusation et poursuivis après l'échec et la disgrâce de l'Empereur par l'Impératrice douairière Tseu-Hi, eurent grand peine à échapper au supplice. Kang-Yeou-Wei est désormais à peu près retiré de la politique active. M. Liang-Chi-Chao, au contraire, après avoir fondé depuis 1900 des journaux, des écoles destinés à instruire et former la jeunesse libérale et républicaine, après être devenu Ministre de la Justice dans un des cabinets du président Yuan-Che-Kai, et Ministre des Finances dans le premier cabinet du général Touan, s'est rangé parmi les partisans et amis du Président Siu-Che-Tch'ang. C'est à la demande de ce dernier qu'il est présentement venu à Paris pour suivre les délibérations de la Conférence de la Paix et faire mieux connaître aux amis étrangers de la Chine l'esprit et les aspirations de la République chinoise.

2° Le parti sudiste, qui s'était, dès 1913, séparé de Yuan-Che-Kai, après avoir repris sous l'ex-président Sun-Yat-Sen et Houang-Hing la lutte révolutionnaire contre le Nord, est aujourd'hui partagé entre divers sous-groupes, dont la tendance n'est évidemment pas favorable aux partis du Nord, mais qui, avec des nuances et à des degrés différents, comprennent que l'intérêt de la République exige la fin des discordes civiles. L'influence de Sun-Yat-Sen est à peu près évanouie. Les hommes qui représentent désormais les idées et programmes de l'opposition Sudiste, avec laquelle le président Siu-che-Tch'-ang cherche à rétablir la paix, sont Tang-chao-yi, l'ancien négociateur des conférences de Shanghai d'où sortit la République de 1912, l'ex-président du Conseil de Yuan-Che-Kai, qui se rallia ensuite aux partis avancés ; Tsen-Choun-Suan, l'ancien gouverneur du Chen-Si, du Chan-Si, du Sse-Tch'ouen et des deux Kouang qui, par haine de Yuan-Che-Kai, se tourna vers les révolutionnaires de Canton et fit campagne avec eux contre les généraux du Nord ; Leang-Che-yi, Cantonnais, qui, après avoir fait partie des premier cabinets de la République et être devenu en 1918, président du Sénat, peut servir de médiateur entre le Sud et le président Siu-Che-Tch'ang.

Un autre Cantonnais qui, après avoir été mêlé à un complot contre l'ex-Régent à la fin de l'Empire, joua un rôle important à Nankin dans les origines de la Révolution, Wang-Chao-ming, est aussi l'une des personnalités influentes du parti sudiste. Wang-Chao-ming est en ce moment à Paris, où il a suivi avec attention les péripéties de la Conférence de la Paix, et où il s'est tenu en contact avec les membres les plus avancés de la délégation chinoise. Il s'est mis, d'autre part, en relation avec des hommes politiques français et des représentants de notre presse. A tous, il a paru un homme très doué, fort intelligent et qui aspire à jouer un rôle plus actif encore que par le passé, dans la politique de son pays.

Au nombre des Chinois de distinction qui se trouvent en ce moment parmi nous, il faut compter M. Tsai-Yuan-Pei, ancien Ministre de l'Instruction publique, recteur de l'Université de Pékin, et M. Li-Yu-Ying, professeur et délégué de l'Université de Pékin et délégué de Comité fédéral des œuvres sino-françaises. Tous deux sont plus particulièrement dignes de notre sympathie par les efforts qu'ils ont déjà faits et qu'ils poursuivront pour répandre en Chine l'enseignement de notre langue, notre littérature et nos idées. La République chinoise se rattache intellectuellement à la France, elle s'inspire de nos traditions, elle s'instruit dans nos livres. Des centres ont été créés à Paris et dans d'autres villes de France pour l'éducation d'étudiants chinois et pour la réunion des Français qui s'intéressent au développement des relations sino-françaises. Il y a là des efforts et des tendances que nous devons seconder et qui ne manqueront pas de faire sentir leurs effets dans la vie politique et sociale de la Chine.

La Chine a enfin chez nous des délégations techniques d'officiers, d'ingénieurs, de financiers, d'économistes qui, non-seulement étudient les institutions et les établissements de notre pays, mais qui s'appliquent à multiplier et resserrer les relations de la jeune République avec la nôtre dans tous les domaines. Notre gouvernement, nos Universités et écoles, nos grandes administrations et nos établissements de crédit ont fait le meilleur accueil à toutes ces délégations qui ont sérieusement accompli leur tâche et qui ne manqueront pas sans doute de rapporter des résultats pratiques de leurs travaux. Il faut espérer que, dans ces conditions, la part de la France et sa contribution au

développement de la grande République de l'Asie orientale seront aussi étendues que le souhaitent nos amis de Pékin, de Shanghai et de Canton.

Le vœu que nous formons, c'est que, dans l'ère qui va s'ouvrir, tout d'abord l'harmonie se rétablisse de façon complète et durable, non seulement entre le Nord et le Sud, mais entre les différents partis de la Chine qui ne peuvent avoir tous en vue que le bien de leur pays ; c'est aussi que l'union qui a conduit les Alliés à la victoire de 1918 se maintienne et se fasse chaque jour plus étroite entre eux sous le régime de la paix. Quelles qu'aient pu être, à la Conférence même de la paix, sur tel ou tel point, les divergences entre certains Alliés, le devoir commun est de garder un front uni contre l'ennemi qui n'a pas encore désarmé et qui déjà parle de revanche. L'Extrême-Orient, la Chine notamment, a besoin, pour développer et mettre en valeur ses immenses ressources, du concours des grandes Puissances qui, depuis 1911, ne lui a jamais manqué. Tout récemment, en même temps, que se poursuivaient les travaux de la Conférence de la paix, les délégués de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Japon se sont réunis pour renouveler sur des bases plus étendues le « consortium » financier destiné à faciliter au gouvernement chinois la conclusion des emprunts qui, sans doute, vont lui être nécessaires. La composition même de ce « consortium » témoigne que, sur le terrain financier et économique, comme sur le terrain politique, ce sont les Alliés de la grande guerre qui continueront à pourvoir aux besoins de leurs compagnons de lutte et de victoire. Les hommes d'Etat de la Chine sauront s'inspirer de cette conviction ; c'est dans l'Alliance qu'ils trouveront tout l'appui qu'ils peuvent désirer pour la prospérité de leur jeune République et leur progrès constant dans la voie nouvelle où ils sont entrés.

A. Gérard.

Ambassadeur de France.

LETTRES INÉDITES DE THIERS AU BARON COTTA DE COTTENDORF [1]

N° 18. *Paris*, 13 *juillet*.

Il faut à M. de Villèle une trentaine de millions de 0/0 pour que son projet ne paraisse pas avoir échoué complètement, et il est probable qu'il pourra parer cette somme de conversion. Jamais du reste, il ne fut plus contrarié, plus tourmenté par les deux partis extrêmes qu'il ne l'est maintenant. La haine qu'il excite à Paris et dans la Province est inconcevable et on lui en veut des 3 0/0 comme d'un crime irrémissible : singulière destinée des hommes d'Etat d'être souvent punis de ce qu'ils ont fait de meilleur et loués de ce qu'ils ont fait de plus mal. Le syndicat est déjà en activité et on assure que M. de Bricogne a commencé à travailler sur la rente. Cette institution a d'autant plus d'à propos que la froideur entre M. de Villèle et M. de Rotschild est plus grande. Il est à peu près avéré aujourd'hui que M. de Rotschild n'avait contribué à la hausse que pour vendre avec avantage les rentes dont il était chargé. Voici quel est l'arrangement avec Saint Domingue. Le Roi de France donnera un acte par lequel il déclarera les Haïtiens indépendants et libres et les détachera lui-même de son propre domaine. Le gouvernement de St-Domingue à qui peu importe la forme, pourvu que l'indépendance soit expressément reconnue, a dit-on consenti à cet arrangement. En retour, il fournira à la France une indemnité de 150 millions et accordera sur les douanes un avantage de 5 0/0 aux commerçants français. Ces conditions sont fort belles, et il faut savoir gré à M. de Villèle de les avoir fait accepter. Il donnera avec ces 150 millions une indemnité aux anciens colons ; mais il s'arangera certainement pour en tirer un parti avantageux aux 3 0/0. Une circonstance remarquable et qui prouve la profonde habileté de M. Canning, c'est la manière dont il a accueilli la nouvelle de cet arrangement. Il a consenti à tout et a pressé la conclusion, la politique britannique visant à se maintenir en paix et à continuer sa brillante carrière sans tirer le canon. Elle est intéressée à ce que la France, en reconnaissant une de ses colonies, s'interdise le droit de censurer la reconnaissance des colonies espagnoles. L'Angleterre par ce fait, se trouve n'être plus seule à reconnaître les nouveaux peuples et sort de la position critique dans laquelle elle était à l'égard de la Ste-Alliance. Ce calcul est un des plus profonds et honore infiniment la politique anglaise. L'ouvrage de M. de Ségur a donné naissance à deux partis : les uns qu'on nomme la coterie Daru, ont approuvé l'ouvrage qu'ils avaient injurié en partie et ont soutenu qu'il fallait admirer Bonaparte mais ne pas perdre le droit de le juger. Les autres, fanatiques admirateurs, forment la coterie de Bertrand, Montholon et Bassano, ont trouvé l'ouvrage détestable et ont excité Gourgaud à le réfuter. L'ouvrage de M. Gourgaud est un véritable cartel qui a été accepté : on dit même que ce duel ne sera pas le seul. En attendant, tous les honnêtes gens sont indignés qu'il s'établisse des espè-

[1] Voir *Revue Bleue*, n° 14. — Extrait du livre : *Au soir de la Restauration*, qui paraitra prochainement.

ces de janissaires placés autour de la mémoire de Bonaparte pour empêcher de le juger. L'intérêt que M. de Ségur inspire est universel.

N° 19. *Paris, 12 août 1825.*

Tout le monde se dit : Le système fameux de la conversion volontaire a-t-il réussi? M. de Villèle est il triomphant ou perdu ? La baisse extraordinaire de 3 fr. qui a eu lieu, a encore augmenté l'anxiété et compliqué la situation. Si on ne voit dans le système de M. de Villèle que la conversion, le système n'a pas réussi, car la plus grande masse de la dette reste au taux du 5 0/0. Si au contraire, on y voit le 3 0/0 seul, le système est loin d'avoir sombré et il a, au contraire, toutes les chances de succès : 30 millions de rente en présence d'un amortissement aussi énorme que celui de 77 millions par an doivent s'élever rapidement. M. de Villèle peut dire: Je n'ai pas réussi à réduire l'intérêt de toute la dette consacrée à la spéculation. J'ai dédommagé cette portion de la dette sur un avenir de hausse. J'ai créé un fond nouveau, ce qui est toujours un grand avantage, et enfin j'ai payé l'indemnité avec un fond bien plus économique. Il ne me paraît pas possible que le 3 0/0 ne s'élève pas rapidement à 80 ou 85. Alors M. de Villèle pourra emprunter 5 ou 600 millions en 3 0/0 et rembourser le 5 0/0. Avec du temps, ce résultat est infiniment probable et le plan de M. de Villèle, ralenti par les obstacles qu'on lui oppose, n'en aura pas moins ses effets. Jamais certainement, l'opinion ne fut plus déchaînée contre M. de Villèle, mais le Roi n'en demeure pas moins très fortement attaché à lui.

Un homme d'un très grand esprit et qui connaît profondément la cour, me disait l'autre jour, que l'Emigration et surtout le Roi, qui en est le chef, en sont restés à une seule idée et un seul fait, c'est la faiblesse de Louis XVI qui s'est perdu en cédant à l'opinion, et en renvoyant Calonne. Le Roi voit dans M. de Villèle un Calonne moins aimable, moins gracieux que ce spirituel ministre, mais aussi fin et aussi attaqué et il ne le renverra pas.

Il y a quelque temps, M. Hyde de Neuville voulut lui parler contre le 3 0/0. Le Roi le rudoya et M. de Neuville se plaignant qu'un dévouement de 30 ans était récompensé par de dures paroles, le Roi ne l'écouta pas et dit que ce dévouement, fut-il de cinquante ans, il voulait qu'on se soumit au ministre qu'il avait choisi.

N° 20. *Paris, 19 août 1825.*

Certainement, M. de Villèle manque de franchise, d'élévation de portée dans l'esprit. Ce n'est pas un homme de génie, enfin, mais dans sa position, il a encore fait beaucoup de reconnaître St-Domingue. Il faut lui savoir gré d'avoir obtenu une pareille concession d'une cour petite, étroite et bigotte. Indépendamment de ce qu'il a rendu service au commerce, il a singulièrement contribué au progrès des idées raisonnables par ce grand acte. Est-ce bien aux libéraux à critiquer ce qu'a fait le ministre et à l'abandonner dans ce qu'il fait de bien, lorsque les ultras lui reprochent d'avoir ammistié des esclaves révoltés ? On a communiqué à M. de Villèle une idée excellente et fort ingénieuse : c'est de demander à l'Espagne la session de ses droits sur St-Domingue en acquittement de la dette qu'elle a contractée envers la France. De cette manière, la France hériterait de ces droits et en en faisant de nouveau l'abandon en faveur de St-Domingue, l'île entière serait reconnue et indépendante et la France trouverait le moyen de se payer d'un dette que l'Espagne ne pourra jamais acquitter.

Une dernière mesure de notre Ministère lui fait beaucoup moins d'honneur. C'est le procès de tendance intenté au Constitutionnel et au Courrier. Il est probable que les Jésuites l'y ont forcé et qu'il a cédé ou par impuissance de résister ou par humeur contre les journaux. Dans les deux cas, il a tort. On a tort d'être impuissant, il faut dans les affaires être ferme et droit.

N° 21. *Paris, 31 août 1825.*

Si .... est fusillé, le mouvement n'est pas comprimé. L'Angleterre saisira cette occasion pour occuper comme autrefois le Portugal et y recevoir les mécontents Espagnols. La Russie voudra s'en mêler peut-être. Elle appuiera sous mains les intrigues des fanatiques. Pozzo est plus insolent qu'jamais. En soutenant l'Espagne, la Russie se trouvera en face de l'Angleterre. La France rentrera-elle en Espagne ? Mais alors il faut 80.000 h. Le Ministère serait culbuté. On ne pourrait faire de emprunts qu'à 5 0/0. Un nouveau ministre des finances serait forcé de rétablir les choses à cet égard sur l'ancien pied. La liquidation se fait maintenant à 70.60 sur le 3 0/0. On évalue à 30 millions la perte de la place. La crise des fonds anglais y a toutefois beaucoup contribué. On ne sait pas ce que deviendront les choses de ce côté. On sait que l'année dernière, il a été créé pour 3 milliards d'actions dans les entreprises industrielles. Un milliard est près d'être payé. Voilà pourquoi peut-être les fonds anglais quittent la bourse pour se reporter sur d'autres spéculations.

N° 22. *Paris, 15 septembre 1825.*

(Si Thiers n'aime pas M. de Villèle, il trouve

qu'on le blâme à tort sur plusieurs points qu'il énumère).

1° M. de Villèle a bien fait de ne pas accepter les offres de la Grèce, il se serait compromis avec les autres gouvernements et il n'est pas aujourd'hui un gouvernement qui puisse reconnaître ou favoriser la Grèce sans se brouiller avec tous les autres. M. Canning sait trop les avantages de la paix pour accepter le protectorat. 2° Il est manifeste maintenant que M. de Villèle a donné de grands secours à Ibrahim pacha. Mais certainement, les Egyptiens peuvent être bien plus utiles à la France que les Grecs. Si le pacha continue à créer chez lui une agriculture et un commerce, le midi de la France pourra revivre.

3° Il est bien positif que la négociation avec l'Espagne pour obtenir l'échange des droits sur St-Domingue contre les sommes qui nous sont dues se poursuit et qu'elle aura bientôt réussi. Alors la reconnaissance d'Haïti sera complète et l'idée aura été des plus ingénieuses.

4° M. de Villèle cherche à se rendre indépendant de Rotschild qui a cherché à spéculer bien plus qu'à être utile aux 3 0/0. On l'accuse aussi d'avoir amené la crise de la bourse de Londres et le gouvernement anglais est fort monté contr lui.

5° En ce qui concerne l'impôt d'Haïti, il paraît qu'il se forme une compagnie composée d'un côté de MM. Laffite et de l'autre de 83 receveurs généraux et que M. de Villèle la favorise ! Voilà la réalité.

N° 23. *Paris*, 1er *octobre* 1825.

Les envoyés de St-Domingue sont traités avec soin afin qu'ils soient contents. Ils ne traitent que pour 30 millions, espérant que l'amélioration de leur crédit rendra plus avantageuses les conditions des traités subséquents.

Si M. de Villèle obtenait de l'Espagne, comme il le tente, la reconnaissance des républiques américaines, il aurait en Europe une aussi belle place que M. Canning. Le roi aussi est chatouillé du désir de produire de nouvelles acclamations.

Il a su que S. P. au Hâvre avait remarqué la satisfaction du commerce et sa Majesté lui a dit à son retour : « Eh bien ! S. P., le commerce est donc content ? Tant mieux ! Cependant je désire comme lui encore mieux et j'y travaille ».

Le 3 0/0 reste là. La spéculation s'éloigne de la bourse. Ouvrard envoie des députations à M. de Villèle du fond de sa prison.

N° 24. *Paris*, 14 *octobre* 1825.

On assure que par sa proclamation, M. Canning n'a eu d'autre but que de bien disposer la Porte et d'en obtenir pour les Grecs ce qui est possible aujourd'hui, c'est-à-dire la vie et une espèce d'indépendance. On prétend que ce ministre qui négocie à la fois à Constantinople, à Lisbonne, à Rio de Janeiro réussit à mettre le monde en harmonie et à détruire la Ste-Alliance, sans tirer un coup de canon, ce ministre aura joué, il faut l'avouer, le plus grand rôle qu'un homme d'état ait jamais rempli dans ce monde.

L'emprunt d'Haïti va se faire d'une manière fort maladroite. M. T. est un habile manufacturier, mais il est peu propre aux combinaisons de la finance. M. Makau, par l'effet de liaisons particulières a recommandé à Boyer de se servir de M. T. Il va le donner au plus fort renchérisseur par soumissions cachetées. Ce mode ne vaut rien, surtout pour un emprunt modique de 30 millions, parce qu'il peut arriver que cet emprunt tombe à des gens peu riches et mal clientés, peut-être même à des intrigants ou bien que des maisons solides empêchent par leur habileté de faire réussir le crédit tout nouveau d'Haïti et qu'il se trouvera peut-être compromis.

(A suivre).

LE PORTRAIT DE LA FRANCE

(AU XVIe SIÈCLE D'APRÈS LES AMBASSADEURS VÉNITIENS)

Comme tout individu, et comme tout autre peuple, la France, avant la guerre avait une bonne et une mauvaise renommée, une double physionomie : l'une sympathique, attractive ; l'autre calomniée et honnie. Les étrangers qui ne l'aimaient pas la jugeaient sur les défauts exagérés de ses qualités. Plus souvent encore, leur impression mauvaise résultait de la caricature ou de l'image avilie qu'ils s'étaient faite de nous, d'après certains livres de mauvais aloi et de conception basse. Par envie ou par mésestime, et sous l'empire de préjugés accrédités par nous-mêmes et perfidement exagérés par nos ennemis, on renchérissait sur notre légèreté proverbiale, sur la dissolution de nos mœurs, sur la décadence accélérée de notre race. Pour les Allemands surtout, nous étions en pleine période de décomposition morale, de deliquescence finale. Et ce diagnostic radical résulterait de considérations cauteleuses, tirées des apparences qui nous sont défavorables.

Ceux des étrangers qui aimaient la France comme une seconde patrie — car la France a vrai-

ment le don unique d'être une mère d'élection — l'apercevaient au contraire dans la plus rayonnante des clartés humaines. Ils attestaient son âme clémente, généreuse, admirablement éprise de toute la bonté et de toutes les beautés de la nature et de la vie. Parce que l'esprit français reste clair, intelligible, ordonne aux attitudes les plus vertigineuses comme dans les plus abstraites profondeurs on le jugeait superficiel. Ceux qui percevaient, comme nos amis, sa merveilleuse rapidité et lucidité savaient combien cet esprit est apte à dégager le diamant de la gangue et à approcher de l'intelligence et du cœur les idées et les sentiments les plus lointains. Esprit épuré, il est lui-même infiniment purificateur. Nietzsche l'appréciait comme le réactif clarifiant de son trouble germanisme. Les étrangers qui nous étaient bienveillants observaient aussi que les hardiesses, les élans et les témérités qui nous placent souvent à l'avant-garde de la civilisation, s'accompagnent d'ordinaire d'une modération et d'une souriante sagesse dont la douceur polie de notre civilité témoigne suffisamment.

La souplesse variée de l'action et sa probité, la mobilité des moyens, le rythme alternatif de réaction et de révolution selon lequel le peuple français évolue depuis 89 n'empêchent pas ces étrangers de discerner les résultats qui marquent la forte persistance de la France dans la voie du progrès humain. Ceux qui étaient instruits du passé comme du présent estimaient que ce peuple de girouettes est singulièrement persistant à faire concorder ses efforts. La France n'avait-elle pas sa constitution, son unité nationale bien avant que les autres peuples de l'Europe eussent trouvé leur centre de gravité ? N'apparaît-elle pas encore aujourd'hui en dépit de nos divisions politiques intestines, comme l'un des pays les plus homogènes du monde ? De Calais à Marseille et de Nantes à Nancy, c'est partout la France d'un seul tenant, la France d'un même esprit, d'un même cœur, avec une seule âme.

Un peuple qui s'est fait ainsi une personnalité durable et qui a marqué de tant de ses œuvres et de ses chefs-d'œuvre le progrès général de l'humanité, n'est assurément pas le peuple volage et superficiel que certains dépeignaient.

Au reste, la guerre a fait tomber bien des préventions injustes. Les Allemands eux-mêmes en arrivent à dire, après un long choc avec la vraie France, que nous n'avions pris que pour les tromper ce masque de frivolité, de perversion et de décadence qu'ils nous reprochaient, en se pourléchant, avant le coup de foudre de la Marne. Dans le reste du monde les mâles et antiques vertus de la race, commentées par l'héroïsme inoui de notre armée et par sa formidable puissance d'action, ne risquent plus d'être méconnues. Dans la grandeur et l'immensité de son sacrifice, notre patrie n'a jamais été plus belle et plus respectée des autres nations. On l'admire d'autant plus telle qu'elle est, qu'on l'avait davantage bafouée pour ce qu'elle n'était pas.

Il est certainement curieux de confronter le visage que la France fait actuellement dans le monde, avec celui qu'on crut lui voir en d'autres temps. En dehors des préjugés séculaires, des clichés ineffaçables depuis César, existe-t-il à cet égard des contrastes véritables, ou des contrastes susceptibles d'accuser fortement cette continuité de notre esprit national que nous invoquions plus haut.

Puisqu'il faut pour cela l'écart de quelques siècles, prenons, comme nous l'avons fait pour Paris (1), l'époque de la Renaissance, comme point de comparaison.

Notre pays a été observé au XVIe siècle par une série d'étrangers, non exempts de préventions, mais singulièrement sagaces et pénétrants : les ambassadeurs vénitiens. Les diplomates que la république de Venise accréditait dans les principales capitales de l'Europe ne restaient que trois ans dans le même pays. A leur retour de mission, ils étaient tenus de communiquer au Sénat un rapport général sur ce qu'ils avaient vu et appris pendant la durée de leur séjour. Ces précieuses relations ont été recueillies, pour la plupart, dans la collection Albéri. Tommaseo en a pulbié quelques-unes, en 1835, avec texte italien et traduction, dans la collection des *Documents inédits sur l'Histoire de France*. Mais de très importantes, comme celles de Dandolo Matteo (1542 et 1547), Lorenzo Contarini (1551), Sigismond Cavalli (1574). Priuli Lorenzo (1582), Piétro Duodo (1598) et Francesco Vendramino (1600), n'y figurent pas. Nous aurons recours aux unes et aux autres.

Le témoignage de ces observateurs de profession ne doit assurément pas manquer de valeur. Leur mission étant d'éclairer exactement le Sénat, ils s'ingéniaient à recueillir les renseignements les plus authentiques. Ensuite, comme la plupart avaient séjourné au même titre en d'autres pays, ils pouvaient établir leurs jugements par comparaison. Enfin, ces relations étant secrètes, il fut possible à ces diplomates de s'exprimer avec indépendance et sincérité. Voyons quelques-unes de leurs appréciations les plus caractérisques.

La France, d'abord, son aspect général, ses ri-

(1) Voir *Revue Bleue* du 5-12 Janvier 1918.

choses naturelles et sociales, sa constitution physique et morale.

Selon Michel Suriano (1561), la France est située au milieu de la plus belle partie du monde, qui est l'Europe. C'est un pays aimène et plaisant. Son climat est tempéré. On n'y endure ni les grands froids de l'Allemagne, ni les chaleurs torrides de l'Espagne. L'air y est très salubre, quoique souvent agité par le vent. Il est à remarquer que la plupart des étrangers, à cette époque, décrivent la France comme une région très venteuse. Le Tasse, qui l'avait visitée, signale que la France ayant de grandes plaines ouvertes, se trouve exposée à tous les vents. C'est pourquoi on y voit, remarque Lil. tant de grands moulins (1).

« Illustre par ses origines et ses institutions, dit la relation Lippomano (1557), ce royaume est certainement le plus agréable, le plus grand, et peut-être le plus riche de l'univers ». Jean Correro (1554), déclare que « quoique l'Italie soit réputée le plus beau pays du monde, la France la surpasse par ses avantages naturels. On voit en Italie des cités plus illustres, mais par contre la France est un pays *tutto bello* et *tutto buono*. Les sites y sont *vaghi-nimo*, c'est-à-dire très plaisants et agréables. Son sol est si fertile, qu'il produit de tout en abondance, non seulement pour les Français, mais encore pour les étrangers. En effet, au XVIe siècle, la France est un pays de grande production. Pietro Duodo (1558), après les guerres civiles, chiffre encore nos exportations par millions, en ce qui concerne les vins de Bourgogne, le chanvre et la toile de Normandie, le pastel (*isatis tinctoria*) du Languedoc.

Ce même ambassadeur croit pouvoir affirmer ceci : « bien que l'Espagne soit plus grande, et plus riche en or, l'Italie plus populeuse et industrieuse, l'Allemagne plus ample et plus belliqueuse, que, toutes choses bien considérées, aucune nation ne se peut égaler à la France ».

Les ambassadeurs de cette république marchande supputent les richesses de la France en hommes qui connaissent les éléments de la richesse et savent quel est leur pesant d'or. « La France est riche en toutes choses, remarque Vendramino, *ma*, ajoute-t-il, *cara l'oro daisuo vicini* ». Cette constatation date de 1600, mais déjà, au commencement du précédent siècle, Charles-Quint avait dû prendre des mesures monétaires spéciales, pour empêcher que la France ne drainât tout l'or de l'Espagne. « L'abondance des produits de la terre est telle, note Michel Suriano, que le revenu de chaque année, l'une portant l'autre, est évaluée à quinze millions d'or ». La France est vraiment décrite à cette époque comme la terre de la profusion et de la bonne chère. D'après Lippomano ce qui paraît le plus digne d'être relaté, c'est : « la grande abondance des vivres dans les villes, les châteaux, les villages et les hameaux : pain, viande, blé, fourrage y sont à foison. Le tiers de la population s'occupe du commerce des victuailles. Ce sont les taverniers, pâtissiers, hôteliers, rôtisseurs, bouchers, fruitiers, revendeurs... »

La vitalité du pays de France paraît prodigieuse aux ambassadeurs vénitiens. Pendant les guerres de religion le roi, les gouverneurs, la soldatesque des deux partis la saignent à blanc, et pourtant, d'après Lorenzo Priuli (1552), en ces temps de malheur « aucun coin de territoire n'a été inhabité, ni inculte, et sa richesse a continué d'être grande, ce qui prouve l'extrême puissance du royaume ». Cette puissance, Suriano l'apprécie à sa valeur : « Ainsi, dit-il, lorsque le royaume paraissait à moitié vaincu... la France s'est toujours redressée plus forte que jamais, a repoussé les attaques et fait trembler ses vainqueurs. Telle est la force, telle est la destinée de ce royaume, qu'il se crée lui-même d'autant plus de ressources que la nécessité est plus urgente ».

L'unité de la France, sans être parfaite, existait avant Richelieu et Napoléon. Au XVIe siècle, les étrangers observent parfaitement la convergence de toutes les parties vers un centre commun. La solidité du faisceau national leur apparaît comme l'une des causes essentielles de la résistance française. Michel Suriano compare ainsi la puissance du roi d'Espagne, alors prépondérant en Europe, avec celle du roi de France : « le roi d'Espagne possède divers royaumes, mais ils sont sans unité ; celui de la France n'en a qu'un, mais tout uni et soumis ». Pour Marino Cavalli, nul peuple n'est aussi unifié et facile à conduire que le peuple Français : « Unité et obéissance, voilà sa force à mon sens » dit-il. Suriano caractérise la constitution de la France par cette heureuse image : « Ses onze grandes provinces sont comme les membres vigoureux d'un même corps qui se communiquent mutuellement leur force et leur vertu ».

A cette époque, l'unité de la France se renforce et se concentre dans la puissance du roi. Ce que le roi commande, la France le veut : « Chacun aime son roi légitime, assure Michel Suriano, chacun donne sa vie et son bien pour le servir... Nul conseil, nul magistrat, n'oseraient lui désobéir, ainsi que cela se voit en d'autres pays ». Il y a cependant de terribles subversions. La guerre civile décime la France, déchire la monarchie...

(1) *Lettere*, t. II. (*Opere*, Pise, 1825).

La royauté, à cette époque, allant avec incertitude et faiblesse d'un parti à l'autre, se divise et se diminue d'elle-même aux yeux de la nation. Mais voici Henri IV. Ce roi comprend son rôle supérieur, qui est d'être le chef, non d'un parti, mais de tous les Français. Sous son égide, comme le remarque Francesco Vendramino, la tranquillité et la fortune reviennent dans le royaume. Selon Suriano, l'union de la France avec son roi est un bienfait de la loi salique. En excluant les femmes du trône, la sagesse française a évité le péril des maris étrangers. Les règles de succession au trône étant immuablement établies, les changements de règne se sont faits sans perturbations ni secousses. Enfin, l'exclusion du mode électif en supprimant les compétitions, les marchandages, la main-mise d'une coterie sur le chef élu grâce à son concours, a produit aussi d'heureux résultats. Le roi ne devant son trône ni à l'intrigue, ni à la violence, mais seulement à un usage sacré, pouvait ainsi être aimé de tous. En somme, les vénitiens reconnaissent aux Français, réputés frondeurs et subversifs, cette vertu sociale qui s'appelle la soumission à la loi. Sous un gouvernement grand et fort, le Français est toujours citoyen fidèle. C'est la faiblesse et l'anarchie du pouvoir qui réveillent en lui l'esprit d'insubordination et de révolte...

Après la France, voyons ce qu'on dit des Français.

André Navagero fit un voyage d'Espagne en France en 1535. Il remarque qu'on trouve, sitôt passé les monts, *grandissima mutazzione* dans les mœurs des habitants : « Les gens de ce pays sont très gais, au contraire des Espagnols dont la gravité fait le fond du caractère. Ici, les hommes et les femmes *stan sempre in risi, in burle, in balli*, sont toujours dans le rire, les farces, les danses ».

Ainsi, dès le seuil de Bayonne, Navagero rendait hommage à la bonne humeur d'un peuple heureux par nature.

« Les Français sont bons soldats, dit Vendramino, ardents, prompts des mains, rapides d'esprit, impatients ennemis des atermoiements... » C'est à peu près le jugement de Brantôme qui caractérise ainsi ses compatriotes : « Le caractère du vrai Français, porte qu'il soit prompt, gaillard, actif et toujours en cervelle ». D'après Alvise Contarini, nous serions très imprévoyants. Peu nous chaut du passé et de l'avenir, le présent seul nous importe. Léonardo Donato dit la même chose d'une façon proverbiale : « L'Espagnol pense au passé, l'Italien à l'avenir et le Français au présent ». Rapprochons ce jugement de celui de Sorranzo, disant que les Français fuient le travail, chaque fois qu'ils le peuvent, et pensons que tout ceci semble s'appliquer plutôt à la noblesse de cour, volontiers oisive et prodigue, qu'au Français en général. Ce n'est pas avec un peuple de frelons que l'on fait cette ruche industrieuse et prospère qui émerveille tant nos Vénitiens. Au seizième siècle, comme de nos jours, la solidité de la fortune nationale était faite de l'épargne individuelle, dans laquelle l'Etat pouvait toujours puiser en cas de calamité publique. L'argent c'est le nerf de la politique, disent les ambassadeurs vénitiens et ils sont tous d'accord pour déclarer que ce nerf-là est très robuste en France. L'homme du présent mange son blé en herbe et ne prépare pas de nerfs sociaux. Or, le campagnard de France, le bourgeois des villes, le petit gentilhomme, de tout temps ont su mettre leur blé en grange et l'argent dans le bon gros bas de laine familial.

« Au reste, note encore Contarini, la nature du Français est libre, ouverte, exempte de dissimulation et de haine. Il n'est point féru de vengeance ». Sorranzo, au contraire, trouve les Français soupçonneux, altiers et impatients. Il les tient cependant pour courtois, si l'on ménage leur humeur.

Mais voici des reproches plus graves. C'est dans la relation Lippomano que nous les trouvons : « Les Français ont naturellement une haute estime d'eux-mêmes. Ils se croient la première nation du monde... Ils se préfèrent aux Italiens, qu'ils appellent leurs stipendiés... Les Français ne font jamais ce qu'ils disent... aussi, pour traiter avec eux, faut-il de la prudence, de la patience et de l'argent... l'on peut avouer que cette nation n'a pas conservé grand chose de la loyauté des Allemands, ses ancêtres... D'abord, les Allemands ne sont pas nos ancêtres. Notre véritable ancêtre c'est la terre de France, qui sut toujours faire des autochtones de ses enfants de races différentes. Chez nous, les races sont fondues et non superposées. Sommes-nous des celtes-gaulois, ou des celtes-francs, ou des gallo-romains ? nul ne le saurait dire. Ce qui est plus certain, c'est que les habitants de la France ont un type constant. Sur bien des points, nous sommes faits à l'image des Gaulois de César, et peut-être ceux-ci n'étaient-ils pas très différents des aborigènes primitifs. Or, ce qui de tout temps a caractérisé la race des hommes de France, c'est une grande loyauté et une extrême générosité. L'honneur, voilà le trait de moralité d'un peuple de tout temps réputé chevaleresque à l'excès. Aussi Suriano est-il peu croyable lorsqu'il attribue cette opinion aux Français, que *là où est l'intérêt, là se trouve l'honneur*. Hélas ! nous avons trop souvent com-

battu pour la gloire, pour le roi de Prusse, dira-t-on plus tard, pour que cela soit exact. Lippomano aurait pu comparer à cette époque la loyauté allemande avec celle des Français. Même au service des princes étrangers, nos soldats se faisaient hacher plutôt que de faillir à l'honneur, tandis qu'il était de notoriété publique, à cette époque, qu'on ne pouvait compter sur la fidélité des troupes allemandes, données par l'obsession du lucre et du pillage. Après avoir mis à sac et à feu la ville de St-Quentin, et détroussé leurs compagnons espagnols mêmes, les Allemands de Philippe II se vendent aussitôt au roi de France. Eux, on les avait pour de l'argent (1), les Français pour de la gloire. Au moment de combattre, les Allemands criaient *geld!* la solde ! la paye !.. (2) Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit, sans doute. Dans les appréciations de ce genre, les ambassadeurs doivent surtout songer à la politique. Peut-être ont-ils été bernés quelquefois, et, allant du particulier au général, ont-ils attribué aux Français, la duplicité de la chancellerie royale. Mais en ceci, des vénitiens, les italiens, sont bien malavisés de se plaindre. N'est-ce pas Machiavel qui est le grand éducateur du Prince ? N'est-ce pas Catherine de Médicis qui a assoupli la politique française à ses ruses, à ses roueries, à ses démonstrations décevantes ? Chez elle, véritablement, la parole était l'art de dissimuler sa pensée. Mais, bien qu'elle aimât beaucoup la France, Catherine n'était cependant pas Française. D'autre part, au temps de la politique ténébreuse et perfide de Philippe II et d'Elisabeth, était-il vraiment possible à notre diplomatie de jouer franc jeu ? Après la signature du traité de Cateau-Cambrésis, nous rendons les prisonniers espagnols ; selon les stipulations, Philippe II envoie les nôtres ramer sur les galères africaines ! En ces temps de machiavélisme politique, il fallait donc bien ruser avec les renards, et hurler avec les loups...

Lorsqu'ils envisagent le guerrier dans le Français, les ambassadeurs vénitiens n'oublient pas de citer le jugement de César sur les Gaulois : « Plus que des hommes au commencement de la bataille, moins que des femmes à la fin ». C'est ce que le brave La Noue répète en d'autres termes : « Il est périlleux de heurter contre la fureur française, laquelle pourtant s'écoulera soudain ». Jean Correro est de même avis. « Les Français, dit-il, sont naturellement impétueux. Celui qui les prendrait dans cette fureur, pourrait leur faire accomplir toutes sortes d'exploits. Mais cette première ardeur passée, ils mollissent, perdent patience et renoncent » (1).

C'est un fait avéré que le Français a le courage primesautier. A son ardeur bouillante, il faut de l'ivresse et de l'enthousiasme. Il ne saurait rester impassible dans l'action. Le vent de la défaite lui est mauvais. Mais, lorsqu'il a confiance, et qu'il voit luire la victoire dans les yeux de ses chefs, alors il est invincible. La cornette blanche d'Henri IV, ou le petit chapeau de Bonaparte mènent les Français loin.

La légendaire *furia francese* qui caractérise le côté offensif de notre tempérament, ne doit cependant pas éclipser les vertus défensives de la France. Il faut remarquer avec Lippomano, que notre patrie a toujours refoulé ou absorbé ses vainqueurs. Après avoir fait allusion aux Romains qui mirent deux siècles à conquérir la Gaule et en furent chassés ensuite, la relation de l'ambassadeur rappelle les Sarrazins. « Chaque fois qu'ils firent des excursions en France, dit-il, ils y perdirent leurs richesses, leurs femmes et la vie ». Les Anglais se vantent bien d'avoir subjugué la France, mais, remarque sagement notre diplomate : « C'est au dernier résultat des choses humaines qu'il faut regarder ». Or, les Anglais, en définitive, selon l'expression de Jeanne d'Arc, furent boutés hors du beau pays de France. Enfin, dans les temps actuels, ajoute la relation, Charles-Quint et Philippe II sont sortis de France, où ils s'étaient risqués « avec peu d'honneur et beaucoup de perte ». Abordant le même sujet, Suriano note que le peuple guerrier de France a su fonder et conserver un grand royaume, et porter son action victorieuse en Afrique, en Asie, en Allemagne, en Hongrie, en Espagne, et en Italie. Il conclut : Et il a fait trembler le monde (*e far tremar tutto il mondo*).

Au seizième siècle, la cavalerie française est réputée sans égale. La noblesse, très belliqueuse d'humeur, était constamment à cheval et s'entraînait sans cesse aux exercices de la guerre : « C'est pourquoi, déclare Suriano, les nobles des autres nations, comme militaires, doivent s'incliner devant ceux de France. *Corpo*, dit-il, *quasi invincibile di nobilità francese...* »

L'infanterie, dans la première moitié du siècle, est jugée moins favorablement, sauf la gasconne,

(1) «... *O por mucho dinero nos daran lo que suelen à nosotros y à nuestros enemigos tambien.* »

«... Ils nous donneront, avec beaucoup d'argent, ce qu'ils ont l'habitude de fournir à nous et à nos ennemis » Antonio Perez : *L'Art de gouverner* (1598).

(2) Par exemple, les reîtres du comte Ludovic de Nassau, à la bataille de Mook.

(1) Il aura fallu la guerre actuelle, pour révéler au monde de quelle héroïque ténacité le peuple français est capable.

qu'on compare volontiers aux glorieux *tercios* d'Espagne. D'après Le Tasse, la France étant un pays de plaine, le peuple y est vilissimo, par définition, car pour le chantre de la Jérusalem délivrée les montagnards sont par nature rudes et belliqueux, et les habitants du plat pays *imbelli*, pacifiques, faibles, de peu de défense. Si les nobles sont *impetuosi, e arditi ferritori*, cela tient à la constitution et aux mœurs spéciales de ce corps, et non au climat, dit-il encore. Les ambassadeurs vénitiens ne se laissent pas leurrer par ces considérations générales. D'après Suriano, si la France n'a qu'une pauvre infanterie, cela tient à ce que le peuple n'est pas mêlé à la vie militaire du pays. La France est assez riche pour se payer des mercenaires. Ensuite, il serait dangereux d'armer les paysans. On ne doit pas oublier que sous l'ancienne monarchie, les grandes charges nationales étaient en fait spécialisées dans chaque classe de la nation. Les nobles étaient des *gens d'armes ;* la haute bourgeoisie détenait les fonctions civiles et judiciaires ; la moyenne bourgeoisie, le commerce et l'industrie ; et au peuple, comme partout, appartenait le travail des métiers et de la terre. Armer les paysans et les ouvriers c'était donc les détourner de leur fonction sociale. Brantôme se fâche contre une telle innovation : « ... et qui pis est, dit-il, après avoir fait allusion à d'autres inconvénients, les desbaucher de leur labeur et travail, duquel ils vivent et font vivre les autres, dont il serait bien employé à tous élévateurs du peuple et vilenaille, qu'ils allassent faire les vignes, labourer la terre, et les paysans se mettre à leur place et tenir le haut bout ».

Les guerres civiles, l'extension de la guerre étrangère, mettent beaucoup d'hommes sous les armes. Alors les légions bourguignonnes et picardes sont citées de pair avec les bandes gasconnes. De partout, se lèvent des soldats endurants et braves. Alvise Contarini fait cette constatation en 1572. Dix ans plus tard, Lorenzo Priuli remarquera : « qu'une grande partie des habitants sont aptes à porter les armes, très braves de cœur et pleins d'expérience ». Enfin cette infanterie méprisée, ne tardera pas à renverser, dans les plaines de Rocroy, la vieille gloire de sa rivale espagnole. Les fantassins de Turenne, ceux de la République et de Napoléon prouveront assez que le peuple des plaines de France n'est nullement *vilissimo*, en dépit du climat et de Torquato Tasso.

C'est assez parler des Français, voyons maintenant ce qu'on dit des Françaises. D'abord, à l'inverse d'aujourd'hui, leur habillement était moins changeant et plus modeste que celui des hommes. Marino Cavalli indique qu'on usait en France une plus grande quantité de drap d'or et de soie qu'à Constantinople et Valence. C'était donc pour draper l'élégance masculine !.. En revanche, les Françaises sont fort insolentes. Les maris leur laissent prendre trop d'autorité et leur abandonnent le gouvernement de la maison. Et qui plus est, les maris se laissent mener par elles. La France fut toujours le pays des maris débonnaires, libéraux et soumis. On pourrait faire remonter ce titre très haut, jusqu'à Aristote, je crois bien. Le Stagyrite ne dit-il pas quelque part : « Que les guerriers celtes sont soumis à l'empire des femmes ». Plutarque (*de Virtutibas mulierum*) parle de la clause d'un traité conclu entre Annibal et les Celtes du midi de la France, stipulant que les différends qui surviendraient entre Carthaginois et Celtes, seraient jugés par les femmes gauloises. Et Polyen en ses *Stratagèmes* (liv. VII) indique que les femmes gauloises, au temps d'Annibal, détenaient le pouvoir judiciaire et décidaient même de la paix et de la guerre. Il est vrai qu'à l'époque de César, la gauloise était fort déchue ; mais, depuis, elle a su reprendre tous ses privilèges... féminins !

« Les Françaises ont tant de liberté, que, chose inouïe, elles parlent aux passants dans les rues, et les parents ne trouvent point cela insolite. Elles vont seules à l'Eglise, au marché ; elles restent trois ou quatre heures dehors, sans que les maris s'en inquiètent ». Au reste, Lippomano qui a ces étonnements, dépeint les françaises jolies, spirituelles, fort agréables dans leurs manières et sobres. Elles n'ont peut-être qu'un seul défaut : l'avarice. Lisons épargne, et nous ne protesterons pas. La couleur de leurs cheveux est habituellement noire, et fait ressortir leur pâleur. Le Tasse loue la fraîcheur de leur carnation et l'exquisité de leurs traits. Elles sont dévotes en apparence, mais, en réalité, très lestes et très libres. Chacune veut être considérée comme une honnête femme, même la courtisane la plus éhontée. « Il n'est pas une femme, si publique soit-elle, qui ne trouve à redire sur la conduite de sa voisine ». N'en cherchons pas davantage. Les étrangers du XVIe siècle, comme ceux de nos jours, ne voyaient que quelques traits extérieurs de la Française. Fine, jolie, spirituelle, un peu médisante, pas trop bégueule, ce n'est pas tout le portrait. Pour le compléter, il faudrait pénétrer dans le foyer, voir la mère, l'épouse, la maîtresse de maison, la gardienne du foyer ; mais cela, on doit en convenir, n'est pas facile à des étrangers, en raison de la profonde intimité domestique d'un peuple, qui paraît pourtant si en-dehors !

Les ambassadeurs vénitiens qui ont tant loué

notre unité nationale et la forte stabilité politique du royaume, considéraient nos guerres de religion comme un accident monstrueux. Ils ne cessent de déplorer la dévastation sanglante d'un pays florissant et heureux, par de terribles passions anti-sociales : « Les maisons détruites, les villages brûlés et désolés, toutes les cités et Paris surtout, pleines de mendiants ; les habitants avilis et tombés dans le dernier degré de la pauvreté ; les citadins spoliés par les soldats ; des champs incultes, peu de vieillards, beaucoup de veuves et d'orphelins » tel est le bilan, d'après Vendramino. Pietro Duodo estime que les guerres civiles « si barbares et cruelles » ont fait périr 765.000 personnes, parmi lesquelles peut-être 60.000 gentilshommes. Il compte 9 villes rasées, 252 villages et 4.256 châteaux brûlés ; 123.000 autres maisons détruites. Devant de tels résultats, l'ambassadeur s'écrie, comme Agésilas devant Corinthe : « Infortunés Français, qui avez défait de vos propres mains tant de gens qui eussent suffi à détruire, en un jour de bataille, tous vos ennemis ! » Trop souvent, hélas ! les Français n'ont de pires ennemis qu'eux-mêmes. C'est une fatalité, car leur inclination naturelle les porte à aimer une vie publique clémente et largement ouverte aux libertés privées. Mais, lorsqu'une grande passion religieuse, politique ou sociale les saisit, ils perdent la raison et s'abandonnent aux folies les plus terribles. Ce qui était vrai au XVIe siècle, le fut encore en 1793 et en 1871. Au fond, malgré notre profonde confiance, il est des moments encore où il semble que la lueur sinistre peut se rallumer...

Tel est le portrait que les ambassadeurs vénitiens font de la France et des Français au XVIe siècle. Certains jugements se ressentent un peu de la mentalité italienne et portent la marque de l'époque à laquelle aucun contemporain n'échappe jamais complètement. Mais le plus souvent le trait est saisi dans toute son originalité et avec sa valeur perdurable. L'on peut conclure, je crois, d'après ces quelques notations directes, que les défauts et qualités véritables que l'on nous attribuait alors sont à peu près ceux qu'aujourd'hui on nous reconnaît. Nous avons changé de costume, d'habitudes, de mœurs extérieures, mais le naturel primitif demeure, modifié sans doute, mais toujours de même essence, et de même sang.

La race, non la race ethnique, que nul n'a connue, mais celle engendrée par le sol, par le climat, par la tradition est plus constante que l'individu. C'est elle qui fait l'identité des peuples, en dépit des évolutions et révolutions en apparence contradictoires. Et c'est par la race que nous serons toujours sauvés, quoiqu'il arrive.

Avant la guerre, nombre de Français pour des raisons diverses, se trouvaient exhorbités de notre centre commun. La guerre les a rejetés au plus serré du faisceau et certains d'entre eux sont devenus même des Français glorieux.

Le salut est dans notre âme commune, là et rien que là.

En épousant le génie de la race et en le prolongeant dans tous les progrès qui ne lui répugnent pas invinciblement, nous réaliserons pour elle, avec le meilleur et le plus sûr patriotisme, la plus large humanité, car le propre de l'évolution française a toujours été de coïncider avec les intérêts les plus légitimes des hommes, dans l'ordre moral comme dans le matériel.

Le portrait le plus beau de la France sera toujours le plus ressemblant et pour qu'il soit ressemblant, il faut avant tout que nous soyons Français toujours, comme nous le sommes aux heures où la patrie est en danger.

RAYMOND CLAUZEL.

LE SORT DE LA PERSE

La publication du traité anglo-persan signé à Teheran, le 9 août, par sir Percy Cox, au nom du Foreign Office, a posé devant le monde un nouveau problème et dont il ne sied pas de réduire l'importance. Les polémiques qui ont surgi au sujet de ce pacte, dans notre presse et dans la presse de Londres, ont attesté que l'opinion publique n'accueillait pas la nouvelle sans une certaine émotion : il s'agissait au surplus du sort d'un pays qui représente en superficie trois fois la France, et dont la population doit être égale à celle de la Belgique, — car elle n'a jamais été effectivement recensée.

J'ai déjà signalé ici la gravité des débats qui se réfèrent au continent asiatique. L'Afrique est rentrée momentanément dans l'ombre, et, au demeurant, si l'on fait exception pour l'Ethiopie, il n'y restait plus, avant la guerre, de terre libre. Mais l'effondrement de la puissance ottomane, la défaite de l'Allemagne, les discordes de la Chine, à la fois immense, surpeuplée et impuissante à se défendre, ont ouvert le champ à des ambitions nouvelles. L'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie (qui actuellement ne réclame plus rien), avaient distribué entre elles les dépouilles de la Turquie par des accords confidentiels : le Japon, par d'autres pactes de même nature, et qui n'ont été révélés que tout récemment, puisque M. Wilson déclare les avoir ignorés jusqu'au dernier moment, avait obtenu des promesses

au Chantoung. Et ainsi des changements sérieux, décisifs même, étaient prévus aux deux extrémités de l'Asie.

A l'heure présente, rien n'est réglé en définitive. Bien que la Conférence ait à plusieurs reprises abordé la discussion sur le partage des anciennes provinces turques, elle n'a abouti à aucune solution, et cette solution a même paru s'éloigner, au fur et à mesure que progressait l'étude des données politiques, ethniques et économiques. L'Arménie avait été à l'origine attribuée à la tutelle russe, puis on avait songé à lui laisser l'indépendance absolue, sous la forme républicaine qu'elle revendiquait, et enfin l'idée d'un mandat américain a été lancée, mais le Sénat de Washington, qui est l'arbitre suprême en la matière, ne s'est pas prononcé encore à l'heure où j'écris. La condition future de la Palestine, de la Syrie, de l'Anatolie, n'a pas été fixée, en dépit de tous les contrats qui avaient été passés de 1915 à 1917, et la révolte des Wahabites a mis en péril les ambitions du roi du Hedjaz et de son héritier, l'émir Fayçal qui, de toute évidence, servaient les visées de la diplomatie anglo-indienne. L'installation des Grecs à Smyrne, installation un peu inattendue, qui a suscité d'abord une vive irritation en Italie, avant d'engendrer un accord italo-hellène, a modifié quelque peu les plans tirés antérieurement. Enfin l'on s'est aperçu que le problème fondamental était encore celui de Constantinople et des Détroits et qu'aucun programme n'avait été arrêté à leur propos. Profitant de l'incertitude générale, le nationalisme turc, qui est beaucoup moins désarmé qu'on ne le croit d'ordinaire, et qui profitait de l'émotion de tout l'Islam, a manifesté sa vitalité. On nous annonce, depuis un mois, des épisodes inquiétants en Anatolie, un réveil de la Jeune Turquie, une résistance accrue des survivants du « Comité », et ce facteur qu'on avait eu tort de sous-estimer et qu'on ne saurait sans péril dédaigner, peut être capital. Il y a une nationalité turque, et qui ne se laissera pas écraser, mais dont il importe de déterminer nettement les conditions d'existence future.

A l'autre bout du continent, le problème du Chantoung, qui semble gros de menaces, subsiste dans toute son acuité. Le traité de Versailles avait donné satisfaction au Japon, puis en sous-main les puissances de l'Entente avaient demandé au cabinet de Tokio de ne point mécontenter la République Céleste. Le 23 août à une voix de majorité, la commission du Sénat américain décidait que le Chantoung devrait être assigné directement à la Chine, en dehors de toute tractation de cette dernière avec le gouvernement nippon. Ainsi naissait une complication de plus, puisque les termes de la paix risquaient d'être modifiés, au cas où le Sénat suivrait sa commission.

Dans toutes les discussions asiatiques, et bien que celles-ci intéressent plusieurs grandes puissances et une puissance secondaire, le Royaume-Uni joue un rôle prépondérant. Depuis deux siècles, le cabinet de Londres fixe ses regards sur Constantinople et les Détroits. La conquête de l'Inde a bouleversé sa politique et l'a forcé à surveiller toutes les contrées qui s'échelonnent sur un très vaste continent. Son alliance avec le Japon, qui procédait justement de ses préoccupations essentielles,— car l'hostilité nipponne eût équivalu tôt ou tard à une menace de ruine, lui a encore créé des obligations particulières.

Lorsque tombèrent à la fois la grande construction ottomane édifiée par la conquête, et le programme de colonisation et de protectorat, que Guillaume et Marshall de Bieberstein avaient conçu, l'Angleterre médita de prendre pour elle la majeure partie de l'Asie turque. Même les stipulations des pactes secrets ne lui suffisaient plus : elle voulut exploiter au maximum les conséquences du désastre des Sultans et de l'écroulement du tsarisme. Les deux plus redoutables concurrences, qu'elle eût à affronter dans l'Asie, avaient simultanément disparu. Et voilà pourquoi elle manda à Paris l'émir Fayçal, qui défendait les thèses d'un panarabisme inattendu, et qui, finalement, repartit pour le Hedjaz, sans avoir obtenu les certitudes qu'il escomptait et que les diplomates de Delhi lui avaient laissé entrevoir.

Le cabinet de Londres, dont le réalisme n'est pas à souligner, modifia quelque peu ses desseins, lorsqu'il se trouva en présence, ce printemps, des séditions de l'Inde et de l'Egypte. Bien que dans ces mouvements les éléments politiques et religieux fussent associés, il devint évident que la dépossession totale des Turcs ne s'accomplirait pas sans difficulté, et que toutes les puissances maîtresse de terres d'Islam auraient à appréhender des représailles. Il y eut un coup de théâtre à la Conférence, quand les délégués de l'Inde demandèrent que le problème de l'Asie ottomane fût envisagé sur des bases nouvelles et représentèrent l'opportunité de conserver aux Turcs un asile indépendant. C'est sans doute à ce moment que le Foreign Office, pour s'attribuer une compensation, songea à se doter d'un protectorat définitif sur la Perse.

La politique de la Grande-Bretagne, comme celle de tous les Etats, est subordonnée à des considérations économiques, sur lesquelles je ne veux pas insister. Ce pays est tributaire du monde entier pour sa subsistance et pour ses matières premières, mais, pour maintenir une balance commerciale avantageuse, il lui faut élargir sans trêve ses débouchés.

Toute son action diplomatique est dominée par une série de maximes, qui varient assez peu, et dont la plus claire a trait à la conservation de l'Inde. Si elle n'avait pas eu l'Inde, l'Angleterre eût évolué autrement ; si elle perdait l'Inde, l'Angleterre considérerait sa ruine comme irrémédiable ; pour la garder, elle n'a cessé d'étendre son emprise sur l'Asie. L'adaptation de la Perse à ses ambitions n'est qu'un épisode de l'histoire de cet impérialisme asiatique, qui s'est développé avec une sorte de fatalité automatique, comme son impérialisme africain lui-même.

Consultez une carte. Le Foreign Office a de tous côtés porté aussi loin qu'il a pu la défense de l'Inde. Le Bélouchistan, l'Afghanistan, le Thibet, la Birmanie sont là pour attester la stabilité, la continuité de ses desseins. Il a pris ses précautions contre la Russie, d'une part, et contre la Chine, de l'autre, pour le cas où cette dernière ranimerait chez elle l'esprit belliqueux : toute une ceinture de protection a été constituée non sans peine parfois, comme le prouvent les vicissitudes des rapports anglo-afghans et la diversité des moyens qui furent mis en œuvre.

Au début du XIXe siècle, et même après le traité de Portsmouth, la Russie tsariste apparaissait à l'Angleterre comme un adversaire inquiétant : pendant longtemps la poussée russe s'était exercée du nord-ouest vers le sud-est, et la voie ferrée de Tachkend en avait marqué l'orientation ; puis paralysée par la surveillance britannique, elle s'était redressée dans la direction de la Corée et de la Chine septentrionale, et c'était là qu'elle s'était heurtée à une poussée contraire du Japon, qui cherchait sur le continent des terres de colonisation. Après son échec d'Extrême-Orient, le cabinet de Pétersbourg pouvait être tenté de regarder à nouveau vers le plateau central d'Asie. Justement les changements politiques qui s'étaient produits en Perse, au cours de l'été 1908, l'avaient incité à intervenir à Téhéran. Il pouvait d'autant mieux exploiter au profit de ses intérêts les luttes des libéraux et des conservateurs, du Parlement et de la dynastie, que de son côté la Turquie s'appropriait par la force des districts entiers du pays.

L'Angleterre, qui songeait à la fois à sa politique mondiale (elle percevait de plus en plus clairement la possibilité d'un conflit avec l'Allemagne), et à sa politique asiatique, estima qu'un rapprochement avec la Russie s'imposait. La négociation, comme il arrive souvent, s'accomplit au détriment des tiers : par l'accord du 31 août 1907, qui fut laborieusement établi, la Russie reconnaissait la prépondérance de la Grande-Bretagne en Afghanistan, comme aussi l'importance de ses intérêts au Thibet, où avait eu lieu l'expédition de 1904 : mais ce qui était plus caractéristique, les deux signataires s'attribuaient chacun une zone d'influence en Perse, le cabinet de Londres devant avoir pleine liberté au sud, dans la région du golfe Persique, et le cabinet de Pétersbourg les mêmes avantages au nord, dans la région de la Caspienne ; entre les deux zones s'étendrait un compartiment neutre.

La Perse n'accepta jamais réellement cet acte, qui préparait l'abolition de son indépendance. Mais si elle protesta pendant cinq ans, elle dut, sous la pression qu'on exerçait sur elle, lui donner un acquiescement diplomatique. Au surplus, les factions continuaient à s'entredéchirer sur son territoire, et les représentants anglais et russes favorisaient, les uns la gauche, et les autres la droite. Quand la guerre mondiale éclata, l'œuvre de pénétration s'était accomplie plus ou moins par la Caspienne et par le golfe Persique, bien des méfiances subsistant en dépit de la lettre des traités, entre les deux chancelleries qui avaient signé l'acte de 1907.

Il était inévitable que le royaume des Shahs servît de champ de bataille, du moins, à partir du jour où la Turquie entrait en ligne. Le gouvernement de Téhéran, qui eût préféré, on le conçoit, rester neutre, déclare que sa neutralité fut d'abord violée par la Russie, cette puissance ayant, malgré toutes les protestations, maintenu des Cosaques dans l'Azerbaidjan. En tout état de cause, les dévastations qui furent commises en plusieurs provinces s'accompagnèrent d'effroyables tueries. Le rapport, que la délégation persane remit à la Conférence, en mars 1919, contient, à ce propos, les plus édifiants détails.

Si la Russie était demeurée grande puissance expansionniste, le cabinet de Londres eût apparemment maintenu dans ses lignes essentielles le pacte de Londres ; tout au plus eût-il proposé un partage de la zone intermédiaire. Mais les événements qui se sont produits dans l'ancien empire des Romanow, l'ont d'autant plus incité à introduire et à dicter une formule nouvelle, que tout le sort de l'Asie antérieure se trouvait remis en jeu.

Il est vraisemblable que la politique du protectorat exclusif avait prévalu d'assez longue date dans les conseils du Foreign Office, car autrement on ne s'expliquerait pas que la Conférence eût refusé de prêter l'oreille aux délégués de la Perse. Ce pays, même après la fixation des zones d'influence, en 1907, demeurait théoriquement indépendant : il est rare qu'une ou des puissances européennes, après avoir opéré une mainmise directe ou indirecte sur un Etat extraeuropéen, lui aient rendu ensuite sa liberté intégrale : toujours est-il que la Perse pouvait se prévaloir des termes mêmes de la convention

anglo-russe d'il y a douze ans, pour affirmer qu'elle gardait la plénitude de sa souveraineté, et qu'en éconduisant ses mandataires on lui laissait entendre qu'elle était vassale.

Le mémoire qu'elle a fait distribuer ne manque pas d'intérêt, mais le problème a changé d'aspect, le jour où a été publiée la nouvelle convention anglo-persane qui annule manifestement celle de 1907. Je n'ai point l'intention ici de l'étudier en détail, d'autant que le Foreign Office a peut-être réservé pour une publicité ultérieure, ou simplement enfoui dans ses archives, certaines des stipulations. En gros, l'Angleterre, qui proclame son respect de l'indépendance et de l'intégrité de la Perse, s'attribue sur elle des droits financiers, administratifs, militaires, économiques, qui équivalent à l'institution d'un protectorat.

Une portion de la presse anglaise, celle du Labour Party et du libéralisme non-annexionniste, s'est élevée contre la signature de cet accord, parce qu'il confisque la liberté d'un peuple et qu'il contredit au principe même de la Société des Nations, et aussi parce qu'il atteste de la part de la diplomatie coalitionniste, à Londres comme à Delhi, une volonté d'expansion incoercible. Les journaux unionistes, au contraire, ont estimé que le Foreign Office avait sagement agi, et que l'expression « protectorat » était impropre. Un représentant du gouvernement aux Communes a même dit que l'accord de Téhéran serait soumis à la ratification de la Société des Nations.

Mais en France, en Belgique, en Amérique, l'émotion a été vive, les uns dénonçant l'acte au nom des doctrines mêmes auxquelles l'Angleterre officielle avait donné son adhésion, les autres alléguant les froissements d'intérêts qui en résulteraient de toute évidence. Dans tout l'Islam, qui est déjà en pleine agitation, la dépossession de la Perse musulmane, en dépit des dissidences de confessions, a suscité une colère mal contenue. Pour être secondaire, en apparence, dans la grande transformation du monde qui s'accomplit actuellement, la suppression réelle de la liberté persane peut avoir des répercussions proches et lointaines. Le problème asiatique, je tiens à le répéter, devient le problème essentiel du temps présent, et l'on se demande si toutes les diplomaties en ont également perçu la gravité.

PAUL LOUIS.

LES DEUX PASSÉS (2)

L'AUTRE PASSÉ

« Bernard, je suis venu ici pour mourir ! Mourir n'est-ce pas, c'est cesser de penser, c'est cesser de souffrir, de faire usage contre soi de ces instruments de torture, nerfs, cerveau et cœur, qu'un hasard idiot ou la nature aveugle, introduisent et développent dans les êtres manqués que nous sommes ! Demi-bêtes ou demi-dieux ! Qu'importe...

« Ton souvenir réveillé en mon cœur par un fait sensible — des lettres de toi retrouvées en détruisant quelques papiers après moi inutiles — a eu ce pouvoir de suspendre au moins l'arrêt fatal. Ces lettres, trop rares et soigneusement gardées, me rappelaient nos séparations d'autrefois, si courtes et cependant au gré de notre amitié exigeante, toujours trop longues !.. J'ai cédé à la tentation de les relire... Pourquoi ?... Le sais-je ! Le fait est que je les ai relues.

« Depuis ton dernier départ — un an passé maintenant ! — elles sont plus rares encore, plus brèves qu'autrefois, je n'y retrouve plus cette chaude cordialité qui m'a si longtemps tenu lieu de tout ce qui me manquait au monde. Il y sonne quelque chose d'insolite et de brisé. Il m'a paru que tu nourrissais contre moi quelque ressentiment secret... Alors, j'ai eu peur, peur de perdre aussi ton amitié, peur de ce refroidissement progressif, plus glacial que la mort, où s'anéantissent parfois nos meilleurs et nos plus ardent sentiments de jeunesse.

« D'éprouver cette crainte a atténué en moi l'acuité si vive de ma trop unique souffrance ! J'ai pris la plume pour t'interroger, pour m'excuser dans le passé, me faire pardonner dans l'avenir. Je voulais garder cette consolation dans la mort, que notre amitié au moins devait être quelque chose de rare ; qu'elle me survivrait intacte et fidèle, et... je n'ai rien pu te dire... je ne sais rien que mon mal..

« Pourquoi faut-il, frère Bernard, que tu aies gardé ton âme vagabonde, tandis que mon cœur fou, arrêté soudain dans ses élans pareils aux tiens, se mettait à battre pour l'amour d'une femme, réglant désormais sa marche et sa vie à cette chose capricieuse, désordonnée, changeante, qu'est un cœur féminin !

« Autrefois dans nos jeux, dans nos rêves à deux surtout, tu étais l'explorateur plein de fougue qui découvre des mondes insoupçonnés et des

(1) Voir les numéros précédents.

terres inconnues ; il fallait un but positif à ton action démesurée. Et j'allais à ta suite par goût de l'inaccessible, amour du prodigieux certes, mais aussi parce que ma volonté était électrisée par la tienne ! J'allais, heureux d'être avec toi, confiant en ton étoile, comme une petite barque dans le sillage et sous les feux d'un grand navire.

« Comment donc entre nous a pu se casser l'amarre ?

« Te redirai-je l'histoire de mon amour ?.. Oui, je te la dirai, car, dans la crise que je traverse, alors que je me sens aller à la dérive vers un inconnu, tellement plus étrange et plus redoutable, que ceux que nous avons imaginés ensemble, le souvenir de notre forte et vieille amitié est le feu rayonnant qui peut seul éclairer ma route, me faire désirer peut-être la rentrée au port, pour t'y attendre, et y espérer, à l'abri de ta fidèle pensée, des jours moins misérables.

« Je te la dirai, cette si triste histoire, car tu l'ignores dans ses plus douloureux détails, car il est des moments où toute la volonté humaine de bien souffrir, sous l'excès d'un mal trop grand, se brise comme un ressort, si l'épanchement au cœur d'un ami ne nous permet la détente !

« Je sens trop mon mal dans la solitude où il faut que j'accoure ainsi de temps à autre pour au moins ne pas me cacher de sentir ! Je le ressasse. Il me semble qu'une meule peu à peu écrase mon cerveau sous une pression qu'active encore ce vent du large, auquel je viens demander le secours de ses propriétés revivifiantes, et, à force, doit faire jaillir la pensée obsédante qui ronge mon cœur et menace ma raison.

« Je te dirai tout ce que tu sais bien ; tout ce que tu as pu deviner et surtout ce que tu ne sais pas encore ! Bernard, je suis bien malheureux d'être ce que je suis...

« Je ne te parlerai pas de toi ; je te parlerai à peine de moi, je te parlerai *d'elle !*.. Hélas ! suprême folie, c'est à ce besoin peut-être plus qu'à tout autre que j'obéis, plus qu'à celui d'atténuer mon mal, plus qu'à celui de recourir à ton amitié...

« Pardonne ! je souffre tant !..

Mon mal ! mon mal terrible... je l'aime, hélas ! encore que désespérément je m'en défende !... Je suis, Bernard, un possédé !..

Et dire que si elle eût été fidèle, si elle eût été capable de comprendre seulement ce don si absolu de moi même, j'étais un homme heureux et raisonnable !

« Or, voici ce que je suis.

« Je suis, corps sans âme, l'hôte errant et absurde de la Folie Desvarennes. J'y viens pour *la* fuir, pour me reposer de souffrir en silence dans la traînson *qu'elle* médite à mes côtés, pour y crier mon mal dans une solitude toute peuplée de souvenirs, si anciens lorsque je considère combien m'a vieilli ma souffrance, si récents quand je supputé plus froidement le nombre des jours écoulés pendant que j'y fus heureux

« J'y étais, je crois bien, venu cette fois pour mourir !..

« Tu la revois cette demeure, pour l'installation et l'ornement de laquelle tu me donnas tes conseils, cette propriété qu'un de mes oncles avait achetée, puis embellie pour y abriter des amours coupables et, hélas ! trop retentissantes ? Les événements pour lui, avaient, tu t'en souviens, fort mal tourné, et j'étais l'héritier de cette villa, un peu à l'écart, construite en bois sonore, qui dominait la grève. Je ne sais pourquoi jamais je ne pus consentir à m'en défaire.

« Quand j'eus épousé Juliette et que je l'amenai là, tu convins que le jardin merveilleux et l'aménagement de l'intérieur formaient un agréable et nécessaire contraste, avec l'âpreté un peu désolée du site choisi.

« En t'écrivant, j'ai sous les yeux les portraits — ces dieux protecteurs du foyer — que ton goût d'artiste savait apprécier.

Les revois-tu?.. Celui de mon arrière grand-père, le général Desvarennes, en uniforme des dragons impériaux, celui du marquis de Boisjoly, mon bisaïeul maternel ; de son œil encore vif et narquois, le vieillard spirituel regarde le grand diable de cavalier faire ses effets de torse dans son riche dolman vert.

« Le général fait toujours la parade ; le sourire du marquis raille toujours !.. Effigies si vivantes de modèles depuis longtemps disparus, dites où vont les âmes ?..

« Les verreries fines, les porcelaines délicates rapportées de nos voyages se figent en formes artistiques et presque impalpables à l'abri des vitrines. Sur le piano à queue, une faune étrange et apocalyptique que tu n'as pas connue affecte les poses grotesques, les mines ahuries et souffrantes de la pauvre humanité.

« Et l'inertie me trouble et m'irrite de toutes ces choses fragiles et jolies, réunies là pour elle, et qui furent les témoins de mon amour heureux...

« Bernard, comme je l'aimais ! Elle était, le savais-tu, comme toutes les femmes, parfois douce, souvent cruelle !.. Je l'évoque entre nous deux, lorsque nous la connûmes toute petite. Elle portait la robe américaine en vogue alors, des chaussettes

sombres. Son visage délicat et impérieux tour à tour souriait et se fronçait, encadré merveilleusement dans ses longues boucles de cuivre !.. Mais pourquoi t'en souviendrais-tu !..

« J'avais, j'imagine, treize ans à cette époque : tu devais en avoir quinze. Nos jeux, sur la plage se mêlaient à ceux d'autres bambins, garçons et fillettes. La vie sérieuse cependant, nous reprenait à la fin des vacances. Nous faisions sans trop de paresse, nos mêmes études, toi, déjà ton maître, plus vaillant et plus sensé que cette mère charmante dont tu semblais le page amoureux et qui devait t'être enlevée si brusquement !.. moi, sous l'étroite et austère direction d'un père un peu rigide, mais clairvoyant et bon, que je perdis aussi prématurément l'année qui précéda ma majorité !

« C'est toi, je crois qui m'appris à aimer la mer ! Quelle joie quand je fus admis au Borda, quand je fus nommé aspirant ! Et le délire de mon premier voyage vers ces pays lointains, cette Inde des fakirs, ce Japon, joujou qui devait se révéler si terrible, que je connaissais déjà par toi, par tes récits passionnants du retour plus que par tes lettres ! Car tu fus toujours, à mon grand désespoir, l'ennemi de « l'écriture », occupation trop féminine pour l'homme d'action qui chez toi l'a toujours emporté sur le rêveur.

« A notre retour à C... nous fûmes fêtés comme des conquérants ! C'était en notre honeur, réjouissances sur réjouissances. De toutes ces fêtes, Juliette était la reine. Pour moi, princesse lointaine, elle avait toujours, perdue dans le flot de ses adorateurs, ses yeux irritants, tour à tour railleurs et doux, et sa fauve et riche chevelure.

« Alors je ne te l'avouai pas, mais déjà je me mis à l'aimer, uniquement éperdûment comme il faut avec soin se garder d'aimer si l'on veut conserver à la vie sa saveur, parfois amère, souvent douce, de fruit qui n'acquiert tout son goût que grâce à une lente maturité.

« Je crois encore aujourd'hui, qu'elle eut dès notre première rencontre alors, et dès les premiers mots entre nous échangés, un soir de bal, à bord du *Pothuau*, une intuition de cette puissance fatale du lien qui déjà m'attachait à elle.

« Ces sortes de choses se ressentent, c'est une commotion, un choc violent du regard, le coup de foudre, enfin ! Pour moi, il me parut, à l'entendre, à la voir de si près, qu'un être nouveau soudain entrait en moi, qu'une volonté étrangère s'emparait de moi, m'envahissait, mettait à son service ma pensée et mon corps, réduisant à l'esclavage mes facultés vivantes et souffrantes.

« Du sentiment qui me donnait ainsi fougueusement à elle, elle ne devait rien comprendre, sinon que je lui appartenais dans l'avenir jusqu'à l'immolation ! Parmi tant d'hommages qui brûlaient autour d'elle, ce trait aigu qui me traversait et devait l'atteindre, l'émut un moment. D'essence plus ardente et plus pure, ma tendresse lui parut un encens plus délicat et plus troublant peut-être.

« Je ne songeais pas d'ailleurs à la conquérir, mais à me défendre ! Il est si vrai qu'alors je voulais à tout prix l'oublier, que je niai, t'en souviens-tu, à ton amitié inquiète, à ta force que j'imaginais un peu méprisante, le grand sursaut d'amour qui me donnait à elle, dès cet instant, et pour toujours, quoi qu'il dût arriver.

« Nous repartîmes. Je m'efforçai d'oublier.

« Cinq ans s'écoulèrent : cinq ans de ma vie qui t'appartiennent autant qu'à moi-même, au bout desquels je revins seul à C... Juliette Le Quellec était devenue orpheline. Son père était mort subitement la laissant dépourvue de ressources ; elle vivait près d'un aïeul septuagénaire et donnait des leçons de piano. Elle avait vingt-quatre ans. On louait son courage et sa dignité devant la mauvaise fortune, mais ces louanges mêmes semblaient laisser aux lèvres qui les formulaient le goût acerbe d'un blâme jaloux.

« Je recueillis ces détails, donnés dans quelque réunion banale et par des voix indifférentes, et ce fut un tressaillement de tout mon être intérieur, comme si soudain se fut réveillée entre mes bras, celle dont l'image, au fond de ma mémoire, en un jardin secret, dormait d'un sommeil enchanté !

« Je rompis avec toutes mes habitudes, avec tous mes camarades, je renonçai tous mes goûts, je méprisai tous mes enthousiasmes. La vie à bord, tour à tour méditative et pleine d'action ; l'aventure, la découverte des pays inconnus, des végétations nouvelles ; les amours troublantes des nuits exotiques, les tendres espoirs qu'on nourrit, les doux regrets qu'on laisse, rien dans mon passé ne me séduisit plus.

« Ta présence auprès de moi à ce moment eût peut-être conjuré cette manière d'ensorcellement que je subissais à la pensée de Juliette, dès que je la sus isolée et malheureuse, dès que je l'eus, de loin seulement, entr'aperçue faisant ses courses quotidiennes. Mais tu n'étais pas là ! Le pôle Nord t'attirait alors comme t'attire aujourd'hui le pôle Sud. Sans toi, il arriva ce qui devait arriver.

« Mon existence devint désormais indépendante de moi. Tout l'espoir de ma vie se concentra en cette jeune fille pâle, très fière, qui passait d'un pas rapide dans ces rues où naguère elle avait

triomphe, et dont la riche chevelure refusait de se plier à la sévère austérité d'un deuil accablant. Insensible à tout ce qui n'était pas elle, sans que d'ailleurs elle eût fait un signe, je courus comme en un rêve, à ce qui, hélas ! était mon destin.

« Je me fis présenter au vieux commandant Le Quellec, je vis Juliette, je lui dis mon amour, mes desseins, mon espoir. A cet instant — du moins je puis le croire — elle fut touchée de ce qu'elle était pour moi. Tant d'autres avaient loué sa beauté, sa fierté, son esprit, qui maintenant la connaissaient à peine.

« Dans nos entrevues de fiancés, elle se montra telle qu'elle devait être, passant du mutisme le plus déconcertant à la joie naïve et simple d'une toute jeune fille. C'était une âme sincère ; je voyais en elle comme en une eau pure, ses troubles passagers. Et ce m'était un ineffable bonheur de constater que par le don communicatif de l'amour, elle se reprenait peu à peu au goût vif des choses belles, des joies hommes, et des plaisirs légers. Grisé de la sentir venir à moi, s'abandonner un peu, j'allais comme un fou au-devant de ce que je croyais être ses désirs.

« C'est alors que je donnai ma démission. Je résolu de faire meubler à neuf la Folie Desvarennes ; enfin j'organisai au mieux, dans la joie de ma belle conquête, ce qui devait être ma torture comme la sienne et notre commun malheur. Je ne songeais qu'à l'ivresse de l'avoir à moi seul, de faire seul son bonheur. La société, le monde, la vie courante et normale, nécessairement embarrassée d'une foule de coutumes, d'un fouillis d'inextricables et stupides obligations, je ne souffrais plus qu'ils existassent pour moi ! Le sens des réalités était chez moi obscurci de tout l'empire que j'avais laissé prendre sur mon trop faible cœur à une telle passion aveugle.

« Elle, de son côté, me vouait une sorte de culte reconnaissant, en songeant à la triste vie d'où grâce à moi, elle s'évadait ; à la gêne, à la médiocrité, au labeur difficile, aux humiliations subies, aux rancunes ravalées qui apparemment devaient être son lot !.. Puis j'étais jeune, très épris ! Mon ordinaire gravité la rassurait probablement, quant à l'ardeur et à la durée de la folie dont elle était l'objet. Elle avait confiance. Mais surtout, elle était flattée dans son orgueil et son immense esprit de domination par mon amour d'esclave, ma volonté soumise et adorante. Il se peut même qu'elle se soit adorée dans l'amour absolu que j'éprouvais pour elle, et que ma fièvre, dans tout cela, n'ait jamais compté pour rien... Oui, hélas ! il me faut aller jusqu'à l'amertume, et à l'humiliante vérité d'un tel aveu !

« Sa conduite aujourd'hui m'y contraint, et je l'excuse encore.

« C'est qu'elle avait en elle cet ardent besoin de vivre qui se traduit en impulsions rapides, en souhaits impérieux, en curiosités généreuses, en enthousiasmes sincères, en aspirations fugaces, et qui fait d'une femme, mille femmes diverses et la rend le mieux propre à combler les changeants désirs d'un amant ! Bonne avec cela, à l'égard des faibles et des humbles, d'une douceur bienveillante qui semblait parfois une coquetterie câline !.. Elle était la femme la mieux faite pour broyer, torturer, pétrir un cœur comme le mien, à la fois fidèle et épris d'inconnu ! Elle était pour moi une merveilleuse aventure, mais justement parce qu'elle était l'être de tous mes désirs, elle en devait par son indifférence, tarir la source en me prenant la vie.

« Ce que je te dis là, ton amitié lointaine, un peu refroidie sans doute par mon apparent oubli, l'aura peut-être pressenti. Jamais, même à toi, je n'aurais osé un tel aveu des lèvres, j'aurais redouté pour moi ta pitié et ton dédain d'homme fort, pour elle, ce don de pénétration rapide, presque infaillible, qui eût fait de toi un parfait directeur d'âmes.

« Tu sais combien je fus alors heureux de ton retour. A travers mes silences d'homme absorbé, mes demi-confidences d'écolier amoureux, tu as vu clair en moi, j'en ai la certitude. Tu ne lis pas le vain effort de me montrer mes fautes, de me rattacher à ce que j'abandonnais et qui dans nos plans d'autrefois, devait être ma vie, *notre* vie !.. Si tu n'as rien tenté, c'est que tu savais donc !.. Tu es parti si tôt, si vite !.. Tu es si loin maintenant !.. Continuerai-je ainsi pour toi l'histoire de ma passion jusqu'à ce jour ?

« Oui, Bernard... écoute-moi. D'avoir fait appel, même à travers l'espace, à notre amitié fraternelle, m'a, vois-tu, déjà fait ce bien suprême de m'arracher à moi-même et à *son* souvenir douloureux dans le présent.

« C'est une halte sur le chemin de mon calvaire, une halte, je le sais, pour souffrir ensuite davantage, car enfin, l'agonie et la sueur de sang sont au bout !

« Pourtant, si je pouvais guérir ! »

*
* *

« Si je pouvais guérir, Bernard, entends-moi bien, si je pouvais guérir, je ne le voudrais pas ! Ma folie est la plus forte, si forte qu'elle est toute ma vie. Ecoute, dans ma nuit sans sommeil, la suite lamentable de mon histoire d'amour.

« L'atmosphère de paix et de chaud bonheur de cette maison d'abondance qu'était la Folie Desvarennes, ne tarda pas, je dus bientôt m'en apercevoir, à peser lourdement à Juliette.

« D'abord languissante, elle se laissa baigner de soleil et de tendresse. Après un labeur forcé auquel il lui avait fallu quelque temps se contraindre, le repos, les heures de loisir dans la belle sécurité du présent, lui furent une douceur nouvelle. Une active Normande, gaillarde peu causeuse et madrée, qui avait en ville à G... toute une nichée et son homme, et me montrait quelque reconnaissance pour un service jadis opportunément rendu, venait à la villa de l'aurore au coucher du soleil. Il avait été décidé que nous nous contenterions des services de cette femme et bornerions là, pour le moment au moins, notre domesticité. Elle était adroite, entendue, et cuisinait finement. Juliette s'occupait des menus soins de l'intérieur, lisait, déchiffrait des partitions, improvisait. De son talent, de sa voix, elle enchantait mes soirs.

(*A suivre.*)

FRÉDÉRIC II ET DANTZIG (1)

Lorsque, pour les intérêts de son commerce, la ville de Dantzig, par suite de l'entière liberté que lui laissaient à cet égard les Rois de Pologne, envoyait à l'étranger quelque représentant ; « il ne semblait estre, — affirme un contemporain, — ambassadeur d'une ville ou république, ainsi (mais) d'un Prince ou Roi accompagné d'une suite royale » (2).

Même prospérité aux XVIIe et XVIIIe siècles ; nombreux sont dans la ville les beaux hôtels de style Louis XIV et Louis XV et l'on peut admirer, dans les églises, les « Loges » de menuiserie, aux boiseries finement sculptées, dans lesquelles les fastueux descendants du Mercator Dantiscanus aimaient à s'abriter pour entendre l'office sans courants d'air et aussi, peut-être, pour se distinguer des gens du commun.

De sa prospérité et de sa richesse, la ville de Dantzig savait gré à ses généreux souverains les rois de Pologne, et tenait à le leur manifester de toutes façons : C'est de la couronne des Jajellons que s'orne le blason de la ville ; l'aigle polonaise domine, comme en protectrice, la plupart de ses monuments ; partout se dressent les statues des rois de Pologne et d'innombrables médailles attestent l'indissoluble union de Dantzig à la patrie polonaise ; l'une d'elles, datée de 1648, sur une banderolle reliant étroitement entre eux le blason de la ville et celui du royaume, arbore fièrement cette légende : « Rien ne les séparera » ; une autre, datée de 1654, porte ces mots : « Sous la protection de Dieu et de l'Aigle Dantzig est à l'abri » (1).

A chaque anniversaire de la délivrance du joug des Teutoniques, une médaille commémorative était frappée et des cérémonies, des réjouissances, des discours célébraient l'heureux souvenir de cet événement.

L'an 1754, à l'occasion de cet anniversaire, en présence du bourgmestre, des magistrats, du peuple entier, l'un des hommes les plus marquants de la cité, le professeur Gottlieb Wernsdorff, après une enthousiaste description des richesses de la ville, concluait ainsi :

« Aucun de ces biens nous ne les posséderions intacts si les anciens maîtres, orgueilleux et cruels, avaient encore sur nous le pouvoir... Par des pillages, des rapines, des tortures et des crimes, ils voulaient exprimer tous les sucs de notre terre : mais Dieu a eu pitié de notre infortune ; la vaillance héroïque de nos aïeux a brisé ce joug perfide et, il y a trois cents ans justement, la tyrannie des teutoniques a été anéantie et le régime de douceur des très cléments rois de Pologne a répandu sur nous le réconfort de sa lumière » (2).

III. — *La ruine de Dantzig.*

Tout autant que fourbe Frédéric était obstiné et patient : ne pouvant aujourd'hui avoir Dantzig, il pensa que le meilleur moyen de s'en assurer pour l'avenir était de consommer sa ruine : isolée, privée de toute relation commerciale avec ce bassin de la Vistule dont elle était le débouché naturel, la malheureuse cité serait bien forcée de reconnaître son pouvoir et, pour éviter la mort, de souhaiter la réunion à ses états.

Cette subtile combinaison de Frédéric échappa sans doute à Catherine, tandis qu'elle traitait avec lui :

« J'apprends par une voie sûre, écrivait de Pétersbourg un diplomate français pendant les négociation du partage, que cette cour est très résolue à empêcher le roi de Prusse de s'emparer de Dantzig et de son port, mais non à s'opposer à tout ce

(1) Voir le numéro précédent.

(2) *Bib. Nat. Estampes.* V^e. 240, in-f^o, texte au v^o de la gravure. *Le Mercator Dantiscanus* est reproduit par A. Lindner. Dantzig, 1 vol. in-8°, Leipzig, 1903, p. 48.

(1) Ed. Raczinski. *Les médailles de Pologne.* Breslau, 1838, avec planches.

(2) Document communiqué, par M. Rozwadovoski.

que ce prince entreprendra pour gêner le commerce de cette place ».

Et le même agent ajoutait le 8 octobre : « Je regarde l'importante ville de Dantzig comme confisquée au profit d'un margrave de Brandebourg qui, il n'y a pas longtemps, n'aurait pas osé usurper un hameau » (1).

Un des plus notables citoyens de Dantzig, Weikermann, écrivait aussi quelques jours plus tard avec consternation : « Il est arrivé, hier 26 octobre, un fait qui met dans la plus grande évidence le dessin du roi de Prusse d'attirer à lui tout le commerce de la Pologne... Il faut vous donner, monsieur, quelques notions préliminaires : depuis quatre cents ans, Dantzig se trouve en possession du *droit d'Etape* (Stapel-Recht), en vertu duquel aucune marchandise ou production polonaise ne peut passer directement en pays étranger en traversant la ville ou en passant près d'elle sur la Vistule. De même, aucune marchandise étrangère ne peut traverser Dantzig ni remonter la Vistule pour être transportée en Pologne, à Elbing et à Kœnigsberg, mais tout doit être acheté et vendu à Dantzig.

« Hier, avant midi, quelques vaisseaux plats prussiens chargés de sel remontaient la Vistule pour passer à Marienbourg ; lorsqu'ils arrivèrent près de la ville, on les arrêta et le Magistrat envoya trois fois chez M. le Résident de Prusse pour alléguer le Droit d'Etape... A la troisième réquisition, M. le Résident de Prusse produisit au Secrétaire de la ville l'original de l'ordre du roi, son maître, qui portait que : « Sa Majesté étant maître de la « Vistule et du commerce sur celle-ci, elle ordonne « que le Résident prête toute son attention pour « que le nouveau commerce que S. M. venait d'y « établir n'y fût gêné ni par la ville de Dantzig, « ni par ses privilèges, ni par ses représentations, « ni par qui que ce fut, et que, dans le cas où la « ville y voulut mettre obstacle, il eut à réclamer « l'assistance du Colonel Drouart et des troupes « sous son commandement pour repousser par la « force les voies de fait que la ville de Dantzig « pourrait s'émanciper à employer... » après une telle déclaration, il ne reste plus à la ville que de laisser passer les vaisseaux prussiens, malgré l'opinion de quelques-uns qui voudraient qu'on les coulât à fond pour maintenir un aussi ancien privilège » (2).

Dans l'impuissance de ses pauvres canons, Dantzig n'avait pour sa défense que la ressource des « mémoires diplomatiques ». Dès la fin d'octobre 1772, elle fit parvenir, aux nations maritimes qui visitaient naguère ses somptueux ambassadeurs, un « *Mémoire sur la situation à laquelle se trouve réduite la ville de Dantzig par le traité de partage, et sur les suites qui en résultent pour les nations qui font le commerce dans la Baltique* ».

« Il n'est pas du ressort de la ville de Dantzig, y lisait-on, d'analyser les conséquences terribles et dangereuses pour la tranquillité générale de l'Europe qui résultent du fameux traité de partage... On se bornera à quelques aperçus particuliers à cette ville... Par l'envahissement de la Prusse polonaise, la ville de Dantzig perd son droit de Co-Etat de ladite province et en est coupée aussi bien que de la Pologne ; c'est tout autant que de couper d'un arbre une de ses branches et de vouloir néanmoins que cette branche contribue de fleurir et de croître... Le Roi de Prusse peut bien assurer les Cours de Russie et d'Autriche qu'il ne touche pas à la ville de Dantzig ni à ses murs... mais en prenant le port et son produit, il arrache l'âme de cette ville... ; peu importe après cela que ces murs et ses habitations désertes soient conservés : autant vaudrait dire que, pour conserver un homme, il suffit d'en conserver le cadavre...

« Le Roi de Prusse est à présent le maître absolu d'imposer des droits arbitraires sur les blés de Pologne, les toiles, les cendres, la cire, le miel, le bois de construction pour navires, les planches de chêne, les planches pour les barils d'Espagne, les poutres et autres productions polonaises dont les nations commerçantes ont besoin et qu'elle ne peuvent trouver nulle part ailleurs à si bon marché et de si bonne qualité...

« Le Roi de Prusse... a défendu, depuis six semaines, l'importation de toutes les fabriques anglaises, espagnoles, hollandaises et françaises... Dans une ou deux années, un quart au moins de ces fabricants sera ruiné et la puissance du Roi de Prusse s'accroîtra en proportion, *surtout si les arrangements qu'on voit faire ici pour la construction d'une flotte s'exécutent avant que l'Europe ait ouvert les yeux et fait les préparatifs nécessaires pour mettre des bornes à une puissance qui, depuis trente ans, a troublé l'Europe entière et dont l'esprit de conquête et d'agrandissement s'étend au delà des bornes de toute expression.* »

Suivaient, exprimés en 6 articles, les vœux bien timides de la ville de Dantzig pour la sauvegarde de ses droits : « ces articles, concluait le Mémoire, suffiraient, en attendant, pour sauver en quelques parties le commerce des nations et de la Pologne, et pour rendre à la ville de Dantzig le tiers de sa liberté et de sa consistance passée, jusqu'à ce qu'il

(1) *Arch. Aff. Etrang.*, Dantzig, vol. 38, 19 sept. et 8 octobre 1772.

(2) *Archiv. Aff. Etrang. Corresp. polit.* Dantzig, volume 38 ; 27 octobre, 1772.

plaise à la Divine Providence d'employer d'autres moyens plus efficaces pour remettre la Pologne désolée dans son intégrité et dans sa tranquillité perdue » (1).

Malheureuse ville ! ruinée, isolée, affamée, elle voyait son commerce tomber de jour en jour ; une émigration continuelle lui enlevait ses habitants dont elle ne pouvait plus payer le travail ; des troubles fréquents, conséquences fatales de la misère, éclataient en ses mûrs.

Par voie diplomatique, elle multipliait ses inutiles lamentations ; la correspondance du Résident de France à Dantzig n'est plus, dès lors, que le long et douloureux exposé des « démêlés », « contestations », « différends » de la ville avec le Gouvernement Prussien.

A ces plaintes, l'invariable réponse prussienne était toujours, on le devine, celle du loup à l'agneau ; si bien qu'en 1785, après 12 ans de vaines discussions la ville dût présenter officiellement ses excuses à son bienveillant égorgeur.

« Vous conviendrez avec raison, écrivait aimablement à cette occasion, Frédéric, que si votre ville veut conserver son bien-être et son commerce, elle doit nécessairement cultiver avec soin les liaisons réciproques avec nos états qui l'environnent ».

Ce « *nos états qui l'environnent* » était comme le formel avertissement d'un ami tenant en mains le nœud coulant dont il pouvait à volonté intensifier la pression.

Mais, dans son veto, Catherine était toujours aussi irréductible et le pauvre Frédéric vieillissant et déjà guetté par la mort, continuait à contempler de loin le fruit défendu, ce joyau précieux qu'il touchait presque du doigt mais que sa main ne pouvait saisir.

CH. GAILLY DE TAURINES.

CE QUE M'A DIT LA FEMME AU NEZ COUPÉ (2)

Mors venit tanquam fur.

Eh bien, moi, je l'ai vue, la femme au nez coupé, un soir, à Vauquois, dans un fossé.

Ce n'était point, je vous le jure, le spectre de la peur. C'était la mort elle-même, telle que tout petit on me la montrait dans les livres... avec ses dents blanches et sa grand'faux.

Effondré, cloué au sol gluant par ma jambe brisée, j'attendais le brancardier sauveur qui, passant là, m'emmènerait loin de l'enfer, ou l'obus final qui m'y conduirait tout droit.

L'angoisse humide perlait à ma chair. Ma tête en fièvre s'appuyait sur le cadavre d'un inconnu ; mon bras, tombait, inerte.

Les heures s'éternisaient. D'effroyables vapeurs me suffoquaient.

Soudain, le soir brutal fondit sur moi comme tombe du ciel un faucon sur sa proie.

Devant mes yeux vitreux un nuage passa et l'horrible matrone m'apparut.

Elle esquissa le geste qui tue, puis, sans raison, brusquement, s'arrêta au moment précis où l'acier allait trancher ma vie.

Le rictus grimaçant avait disparu. Elle était calme et simple comme une moissonneuse à la fin de sa tâche.

— Je suis trop chargée, aujourd'hui, me dit-elle. J'ai fait riche moisson et je puis te laisser.

... Mon bras n'est point las et ma faux pourrait encore te retirer la vie qui ne tient plus à toi que par un fil ténu, mais je te laisse. Tel est mon caprice.

... Et pour que mon aumône soit complète, je vais enrichir ton âme d'un secret talisman.

... Tu sauras, ce soir, vers quel moulin géant vont les épis de mon inlassable moisson.

Et, ce disant, la femme au nez coupé s'assit sur un caisson démoli et continua :

— Ecoute ! J'ai tué aujourd'hui un écrivain célèbre. Tu liras demain son nom dans les journaux.

... Ses livres s'entassent par centaines. Son nom scintille en lettres d'or au fronton de vingt édifices publics et figure encore aux plus belles pages des anthologies.

... Il écrivait chaque jour de nouveaux contes, de nouvelles comédies. Il avait peur de laisser échapper une minute qui ne servît point à sa gloire.

... Il était heureux de trouver sa signature dans les revues et de voir son dernier livre s'étaler glorieusement aux librairies du boulevard.

... Et les flatteries du monde, et l'encens des journaux le pénétraient de joie.

... Tout cela c'était hier ! A sa vanité il fallait un aliment.

... Mais aujourd'hui ? Depuis qu'en plein midi je l'ai jeté dans les ténèbres ? A-t-il encore un orgueil ou une vanité à nourrir ?

... Tu ne sais pas, enfant des hommes ? tu es le songeur incertain. Eh bien, écoute et tu sauras :

... La vanité n'a point cours dans le monde désin-

---

(1) *Aff. Etr.* Dantzig. vol. 38 ; 28 octobre 1772.

(2) Les deux nouvelles que nous publions ici, paraîtront, prochainement, avec d'autres, en volume chez Perrin.

rné. L'orgueil ne peut allaiter que les corps vants.

... Mais, après mon passage, quand l'âme déambule dans la lumière supra-terrestre, adieu les livres accumulés ! adieu la lettre d'or et les statues d'airain ! rien de tout cela ne peut plus satisfaire l'esprit échappé de sa fange.

... L'heure est venue de jeter un regard sur les les secrètes actions de la vie brève qu'on a vécue. Et l'homme, à ce moment, n'est plus autre chose qu'une conscience redressée par le genou de Dieu, une conscience impitoyable et juste.

... Et sais-tu quelles sont les seules joies qui vient caresser l'âme conscience du défunt ?

... Et sais-tu ce que l'âme nue reçoit chaque matin pour nourriture dans l'au-delà ?

... Elle reçoit un pain délectable pétri par les Séraphins dans le souvenir des actes généreux.

... Elle reçoit un miel enivrant butiné par les abeilles de Dieu parmi la flore suave des gestes attendris et secourables.

... Et la volupté que procurent ce miel et ce pain est infinie... cette volupté là ne meurt point.

... Les compassions, les tolérances, les pitiés voilà, petit, les plus beaux volumes à écrire, les plus magnifiques tableaux à peindre, les plus beaux marbres à ciseler.

... Oh ! Je ne songe point à te retirer des mains la palette ou le ciseau que tu adores.

Non ! garde ton espoir, enlace ta compagne ! Travaille au contraire, fais jaillir sous tes doigts des formes nouvelles et des chants sublimes, fais du feu, fais de la lumière, prépare le flambeau qui doit guider l'homme des lendemains.

... Mais, quand l'enfant Plutus, touché par tes accents, aura sur ta tête, renversé l'amphore de ses grâces, ne rêve plus trop haut pour toi-même.

... Promène souvent tes doigts sur les os de ta face ; déshabille-les, en pensée, de leur chair d'aujourd'hui. Alors tu sentiras les deux grands trous, le cercle des tempes, le collier des mâchoires et le dôme du crâne. Ton portrait de demain...

... Alors, tu penseras à ce demain, qui n'a plus de mystère pour toi maintenant puisque tu sais ce que désire l'âme quand la carcasse est morte.

... Tu sais qu'en un monde immatériel, la matière d'antan si belle qu'elle fût ne saurait t'animer ni te plaire de son souvenir ou de sa gloire endormie et factice.

Seul le souvenir embaumé de tes loyautés, de tes miséricordes pratiquées au temps d'exil pourront nourrir et parfumer ton cœur désincarné.

... Et souviens-toi que je viens *comme un voleur*, à l'aube, comme à la nuit.

... Ce qu'il faut donc, petit, c'est être bon !

... Mon bras lui-même est un os vide et impuissant par devant la bonté. Et si la faux renverse les bons épis, elle ne les fauche pas. Car le grain lève malgré la tempête finale de la vie. Il trouve au sein des terres sépulcrales l'humus et l'eau utiles pour germer et le pain qui sort de ce grain s'appelle encore la *Bonté*.

S'aidant alors de sa faux éblouissante, la Mort se releva.

Je crus qu'elle me quittait, mais elle me dit encore :

— Va enfant, quitte ma nuit, retourne à la lumière des clairs matins et des midis splendides, va et prêche le sparoles qu'un soir de bataille, la Mort t'a révélées.

A cet instant, les brancardiers s'approchèrent.

Et la femme au nez coupé disparut.

LE TABOURET

ÉPISODE VÉRIDIQUE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Je ne dirai pas son nom, car on ne sait où peut s'arrêter la rancune des hommes, pas plus qu'on ne sait en quelles mains le hasard peut conduire un livre.

Dans l'intimité on l'appelait Micha, diminutif de Michel.

C'était un de ces jeunes officiers de vingt ans, beaux comme à leur âge et braves comme leurs épées.

Sur sa poitrine d'enfant brillaient trois croix de Saint-Georges qu'il avait gagnées avec son sang.

A quatre jours d'intervalle Broussiloff, lui-même, en avait épinglé deux en Galicie. Et la deuxième fois, en embrassant l'officier sur la bouche, à la mode russe, il avait dit :

— Mon fils ! tandis qu'une larme avait roulé sur la joue basanée du grand vainqueur.

Pour Micha, c'était là le meilleur souvenir de sa vie. Il n'avait pas encore aimé ou plutôt il n'avait aimé que sa patrie : la grande, la Sainte Russie. Mais il avait mis toute son âme dans cet amour, il s'était donné d'un seul coup et tout entier comme, seuls, les Russes savent se donner quand ils se donnent.

Ah ! comme il s'était battu, pour Elle, de bon cœur ! pour qu'elle soit belle et glorieuse, pour éloigner de son corps sacré la basse convoitise des loups d'Allemagne.

Comme il s'était bien battu Micha !

Avec quelle joie il avait vu fuir devant son sabre levé la horde grise des Prussiens !

Il espérait bien qu'ils ne la toucheraient pas la Russie dont ils étaient si jaloux, la Russie des mines d'or et des Saintes Icônes, la Russie des vieilles mélodies et des églises byzantines, la Russie de Karamzine et de la grande Catherine.

Mais, voilà que, tout d'un coup, les loups d'Allemagne, fatigués de se briser les dents contre le courage des Russes, avaient trouvé une arme nouvelle, une arme terrible.

Ils avaient réussi à verser dans l'âme crédule des invincibles le poison de l'anarchie. Des lâches et des stupides avaient écouté la chanson rouge venue d'Allemagne, puis ils l'avaient chantée à leur tour.

Et puis... et puis... Micha avait assisté, jour par jour, au lamentable effondrement de son pays. Il avait été parmi les officiers fidèles à leur devoir qui s'étaient comme des fous, précipités sur les baïonnettes prussiennes pour sauver l'honneur du nom russe. La mort avait refusé d'éteindre les beaux yeux bleus de l'enfant-héros.

Mais lui, Micha, avait continué à se battre pour délivrer celle qu'il aimait, la femme sacrée, la femme admirable que des malfaiteurs abjects se disputaient entre eux.

Ce jour-là, il était traqué comme un gibier sauvage.

La garde blanche venait d'être horriblement décimée et les gardes-rouges faisaient la chasse aux survivants, une chasse impitoyable. Tous ceux qu'ils trouvaient porteurs d'une arme étaient tués sur place avec cette arme.

Le soir tombait. Micha, le fusil en bandoulière, marchait d'un pas résolu. Son arme encore toute chaude d'avoir tant tiré lui brûlait le dos. Mais Micha ne sentait rien, il regagnait la maison où sa mère et sa petite sœur Anniouta âgée de quinze ans devaient être si anxieuses.

Il était las, mais non découragé.

Une autre fois, ils feraient mieux, voilà tout ! mais la Russie ne mourrait pas dans une pareille ordure, cela jamais !

Derrière lui, des gens parlaient tout bas et dans le lointain, tout au bout de la rue sans doute, on entendait le frémissement d'une troupe en marche.

Micha ne tournait pas la tête. Il n'entendait rien. Il pensait à sa sœur Anniouta, il pensait à sa mère, à la bataille perdue, à ses compagnons tués.

La neige, en fondant parmi les saletés de la rue, avait formé une boue immonde que personne ne nettoyait plus. Et cette boue collait aux bottes. Les rues de Moscou étaient devenues de vrais cloaques où l'on s'embourbait.

Et Micha allait toujours dans l'ombre grandissante.

Enfin, il arriva. Les deux femmes se jetèrent à son cou en lui disant des choses douces, beaucoup de choses, vite, très vite, croyant ainsi que Micha ne verrait pas qu'elles avaient pleuré.

Il s'assit auprès du feu et se mit à raconter la journée. Il dit pourquoi les munitions avaient manqué, et comment ils avaient perdu la partie.

Les deux femmes, tout contre lui, buvaient ses paroles, avec, au fond de leur chair, un tremblement qu'elles ne voulaient pas laisser paraître. Lui parlait simplement, doucement, sans crânerie, comme s'il eût raconté une chose toute ordinaire. C'est à peine si, de temps à autre, une flamme rapide allumait ses yeux bleus ; mais quand cet éclair passait, la face du jeune homme resplendissait d'une beauté farouche.

Pendant qu'il parlait, Akouline, une vieille servante, essuyait des plats en regardant par la fenêtre.

Tout à coup, elle s'écria :

— Cachez le fusil, Seigneur ! On vient ici.

— Akouline, mon amie, tu es folle, dit négligemment l'officier en poursuivant son récit.

Mais sa mère, déjà, ne l'écoutait plus. Rapide, elle avait ouvert la porte et s'était jetée dans le vestibule.

Elle fut dehors à peine une minute. Quand elle rentra, elle était blanche de terreur et ses yeux, rouges des larmes de toute la journée, apparaissaient comme deux lampes ardentes incrustées dans de l'ivoire.

— Les Gardes rouges ! dit-elle d'une voix mourante. Vite, Micha, ton fusil !

L'officier ne bougeait pas, il restait avec son arme sur l'épaule, le visage fermé.

— Vite, Micha, supplia encore une fois la pauvre mère, vite, les voilà !

En effet, il y avait des voix qui s'approchaient, on entendait dans la cour un bruit de bottes et de sabres résonner sur le pavé.

Alors seulement, l'officier se leva.

— Je veux me défendre, dit-il devenu terrible.

Et il arma son fusil.

— Ils sont trop, Micha ! gémit la pauvre mère à genoux. Ils te tueront avec ton propre fusil. Cache-le ! cache-le ! Micha ! Mon petit Micha !

Juste à ce moment, on entendit la vieille Akouline qui parlementait à la porte avec la soldatesque.

Et la petite Anniouta se jeta à genoux elle aussi.

— Vite Micha ! dit-elle en joignant ses petites mains mouillées de larmes. Vite, Micha mon chéri, pour ta petite Anniouta !

Alors, devant ces deux êtres agenouillés à ses pieds, l'officier sentit au fond de lui-même comme un grand ressort qui se brisait.

Et, saisissant son arme par le canon, il la lança sur le haut du *Petchka*, poêle immense qui touchait presque le plafond.

Il était temps. La porte s'ouvrait.

Les hommes envahirent la chambre, riant et se poussant.

Puis, à peine entrés, ils se turent, comme gênés par les meubles trop beaux, les lustres brillants, par cette intimité honnête et grave si loin de leurs orgies.

Mais l'un d'eux qui paraissaient être le chef, s'avança — une sorte de toucheur de bœufs — couvert de boue des pieds au visage comme s'il s'était roulé dans tous les ruisseaux de Moscou.

Il balança d'un air stupide, sa tête énorme et dit à l'officier :

— C'est toi que nous cherchons. Donne-moi ton fusil.

Michel, debout, très droit, prodigieusement calme, répondit :

— Mon fusil ! Es-tu donc aveugle ? Tu vois bien que je n'en ai pas.

— Ah ! ah ! nous connaissons cela, fit le Moujick en riant aux éclats.

Et, ce disant, il leva un doigt vers le haut du *Petchka* en clignant de l'œil.

Les soldats se mirent à rire bestialement. Les deux femmes, muets témoins de cette scène atroce, se sentaient mourir d'épuisement nerveux.

— Il est sûrement là-haut, ton fusil, reprit le moujick, heureux de son succès.

Michel demeurait impassible.

— S'il est là-haut, dit-il sans remuer d'un pouce, va le chercher !

— Nous allons bien voir, dit la brute en dodelinant sa tête hirsute.

Et il se mit à grimper sur les colonnes de faïence.

Les femmes frissonnèrent.

Mais l'homme avait à peine posé sa botte dégoûtante contre le poêle qu'une chose extraordinaire se produisit :

L'officier, sans sortir de son calme, repoussa brusquement le Moujick et, lui présentant un tabouret qui se trouvait là, il dit :

— Tiens, monte, avec cela au moins tu ne saliras rien.

Et il reprit son air tranquille.

— C'est bon ! dit l'homme, tu ne serais pas si fier si ton fusil était là-haut. Allons-nous en, to varichtchi !

Et la bande sortit en jurant.

MAURICE D'HARTOY.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

LE « NATIONALISME BRETON »

CAMILLE LE MERCIER. *Les bardes et poètes nationaux de la Bretagne armoricaine.* Anthologie contemporaine des XIXe-XXe siècles. Préface d'Anatole Le Braz (Rennes, Plihon et Hommay ; Paris, E. Sansot).

Au printemps de 1918, en une ville universitaire d'un pays neutre fortement travaillé par une propagande allemande multiforme, incessante, efficace — nous ne saurons jamais l'amplitude et l'audace de cette propagande haineuse et redoutable — je rencontrai un ami à qui divers travaux sur les peuples d'Europe ont valu une réputation d'ethnographe.

Une idée le hantait, un sujet d'étude l'absorbait, un espoir exaltait en lui la certitude de la victoire allemande.

— Mon ami, s'écria-t-il, j'approfondis votre grande question française ; enfin nous allons vous aider à la résoudre ; vous opprimez, dans vos frontières, vous martyrisez un peuple admirable. Votre Pologne revivra ; nous y veillerons, nous la ressusciterons...

— ?

— Et quoi ! vous aussi, vous le nieriez, que votre Bretagne est une noble victime, que vous la garrottez depuis des siècles, qu'elle aspire à une revanche, et qu'au nom même de vos principes, vous lui devez, enfin, une tardive indépendance... Vous ne nierez plus longtemps. Nous restituerons la nation bretonne...

Je garantis l'authenticité de ce dialogue.

Mon ethnographe était prodigieusement sincère : lisant peu, parlant moins encore le français — et pas du tout le breton — sa documentation était purement allemande. Mon ahurissement le désenchanta ; il finit par convenir qu'un voyage d'étude en Bretagne ne serait peut-être point superflu...

« Nous », c'était cette Germanie fantastique dont la solidarité intellectuelle dépassait de beaucoup les frontières qu'en France nous lui assignions, une Germanie follement annexionniste, et qui semait dans le reste de l'Europe les enseignements de séparatisme et de discorde.

Il y avait une Bretagne frémissante, une Provence prête à la révolte : le pangermanisme les sauverait !

Ne parlez pas trop vite de mystification ; l'Allemagne croyait à ces billevesées, ou feignait d'y croire ; elle y passionnait une clientèle crédule en-

core que savante ; son prestige y gagnait je ne sais quel accent de générosité chevaleresque !

C'était hier.

Aujourd'hui, je dédie ce témoignage — authentique, puisse-t-il m'en croire — à M. Camille Le Mercier d'Erm. Je le lui livre sans autre réflexion, et pour qu'il sache quel sens et quel retentissement nos ennemis peuvent donner à certaines paroles.

⁂

M. Camille Le Mercier d'Erm est breton ; il nous le fait assavoir d'une voix un peu bruyante ; il grossit sa voix, ce qui n'est pas toujours le meilleur moyen de se faire entendre ; il l'accompagne d'un chœur imposant de « bardes et poètes nationaux de la Bretagne armoricaine ».

Parmi le chœur qu'il prit soit d'assembler, nous distinguons d'authentiques poètes, la plupart très anciens, si anciens que leur nom est oublié, et quelques jeunes gens d'aujourd'hui, qui ne sont peut-être pas tous ennemis du bruit, voire d'un certain scandale — et nous ne nous en offensons point parce que nous connaissons notre temps et les exigences d'une certaine stratégie du succès. M. Camille Le Mercier d'Erm assemble un chœur qui n'est point uniformément harmonieux, et qui s'achève en un fracas de meeting ; il assemble la Bretagne de tous les temps, et voudrait bien nous faire croire à une émeute.

Considérons avec sang-froid ce tumulte, dont quelques âmes naïves pourraient s'émouvoir — et dont une certaine presse étrangère ne manquera pas de renvoyer à M. Camille Le Mercier d'Erm quelques échos désobligeants.

Il y a, il y eut une Bretagne littéraire, que la France avait oubliée, qui s'était oubliée elle-même, que le XIXe siècle a retrouvée et magnifiée ; des Allemands s'intéressèrent à la philologie celtique ; des Français en tirèrent des trésors imprévus : l'exhumation des chants populaires de la Bretagne, ce Barzaz-Breiz, qui n'est peut-être pas l'œuvre d'un Macpherson trop ingénieux, qui fonda la réputation d'un savant authentique, La Villemarqué, émerveilla nos romantiques.

La Bretagne, depuis la Révolution, tressaillait d'on ne sait quelles réminiscences ; M. Anatole Le Braz affirme que le grand frisson français féconda l'âme bretonne ; M. Camille Le Mercier d'Erm, soucieux (pourquoi ?) de ne rien devoir à la France, assure que cette fécondation fut bien involontaire, la Bretagne s'étant ressaisie dans l'indignation et la protestation... Laissons cette querelle aux celtisants professionnels...

Retenons ce fait : la Bretagne, depuis la Révolution, a vécu dans l'émoi d'une résurrection littéraire et Renan nous a entretenu d'un « messianisme celtique. »

« Bretaigne est poésie », Marie de France le proclamait au XIIIe siècle ; nous le savons, l'Armorique est le pays des songes ; un trouble singulier de l'imagination y accueille le passant, et l'arrête parfois en des paysages qui parlent à l'âme : prestige de cette nature âpre ou souriante, qui ne ressemble à rien de ce que nous connaissions, et qui paraît surgir du fond des âges ; sortilège de ces contes, de ces légendes, de tout ce mystère fabuleux qu'exhale une province antique, jalouse à la fois et prodigue de secrets ; attirance de cette race, célébrée par les poètes, chantée par les trouvères, auréolée par les grands enchanteurs modernes, les Chateaubriand, les Renan, les Loti.

Qui ne connaît les vers célèbres ?

Ne sont que trois matères, à tout hom' entendant
De France, de Bretaigne et de Rome la grant,
Et de ces trois matères n'i a nule semblant :
Li conte de Bretaigne sont et vain et plaisant,
Cil de Rome sont saige et de sens apparent,
Cil de France sont voir (véridiques)...

Dès le moyen-âge, les contes de Bretagne rayonnent à travers l'Europe, et tout homme entendant se délecte aux chroniques de l'épopée arthurienne et aux romans de la Table Ronde ; les trouvères accourent de France, d'Angleterre, des Allemagnes, vers la mystérieuse Bréchéliant, où dort Murddhinn au Val-sans-retour ; M. Camille Le Mercier d'Erm nous les montre se hâtant vers la source enchantée, « l'intarissable Barenton, seule capable d'apaiser la soif idéale de leurs âmes ». Quelle étonnante carrière n'ont point fourni ensuite Merlin, les paladins du Saint-Graal, les Perceval, les Lancelot, les Ivain, les Erec, les Amadis, et Iseult la Blonde, et Tristan de Léonnois, héros de toutes les littératures, adoptés par tous les peuples, si humains, si prodigieusement vivants qu'en plein XIXe siècle, un Wagner n'en saurait imaginer de plus propres à incarner l'âme de ses plus glorieux poèmes symphoniques !

Renan, qui s'est plu à illustrer cette longue histoire, a prononcé une conclusion définitive ; « ce petit peuple resserré maintenant aux confins du monde, au milieu des rochers et des montagnes où ses ennemis n'ont pu le forcer, est en possession d'une littérature qui a exercé au moyen-âge une immense influence, changé le tour de l'imagination européenne, et imposé ses motifs poétiques à presque toute la chrétienté ».

Le surprenant est que la Bretagne elle-même ait paru, pendant plusieurs siècles, négliger une telle tradition. Mais enfin, cette tradition, toute une li-

gnée de savants et d'artistes s'est efforcée, depuis un siècle, de la faire revivre ; ethnographie, folklore, histoire de l'art, des mœurs, de la littérature, un immense travail a été accompli ; des poètes ont écrit, en breton, en français ; et sans doute en est-il parmi eux d'honorables ; les plus grands, toutefois, et les plus subtils — rappelez-vous Chateaubriand, Hippolyte de la Morvonnais, Renan, Villiers de l'Isle Adam, Tristan Corbière, Jules Laforgue... — se rattachent aux lettres françaises ; comme si l'âme bretonne ne donnait toute sa mesure qu'en renouvelant son inspiration, en faisant appel à un instrument plus sonore, en incorporant à un art plus puissant, plus savant, ses nostalgies, ses rêves, sa soif d'idéal, et son culte de la chimère.

Et voilà l'éternel problème des littératures qui prétendent glorifier une province ou une petite nation : s'enfermera-t-on dans les étroites limites d'un idiome très spécial, et d'un ordre de sentiments et d'idées nécessairement restreint, en courant la chance de ne pas dépasser la portée d'un art purement local ? S'en évadera-t-on, au risque de rompre avec la terre natale les liens élémentaires ?

Le second péril semble, à tout prendre, le moins redoutable ; car ce qui importe, en art, c'est l'âme profonde, et le jaillissement du génie, dont aucun obstacle ne doit arrêter l'essor.

Notre temps l'a fréquemment oublié. Une mode singulière multiplie dans toute l'Europe des « nationalismes » étroits et souvent stériles ; ils procèdent tous d'une même erreur psychologique : méconnaissance de l'esprit, crainte de la liberté, qui ne convient qu'aux forts, superstition des usages et des thèmes auxquels on prête une valeur absolue et durable. Certes, nous avons vu ailleurs des « nationalistes » trahir la mission qu'ils s'étaient assignée, en négligeant l'âme pour des formules périmées, en tournant le dos à la vie, en ne retenant que ce qu'il y a de plus mort dans la mort, la « guenille », les oripeaux, l'accidentel et l'éphémère (1).

Quand M. Camille Le Mercier d'Erm s'écrie :

« Actes de foi, d'espérance et d'amour ! Arvor ! Erin ! Cambrie ! Ecosse ! Man ! Cornwall ! Tremblant mirage du celtisme universel ! Bandits panceltique de l'Eisteddfod ! Mariage symbolique du glaive ! Partage du gui sacré des Druides ! Communion fraternelle des peuples asservis au banquet de la Table-Ronde !.. C'est le messianisme celtique, fidèle aux prédictions de Merlin ! C'est l'attendu, c'est Lez-Breiz, c'est Warok, c'est le fabuleux Lémérik ou le mythe Kadwlader, c'est le Roi des Rois, Arthur, fils d'Uter-Pendragon, qui va reparaître bientôt dans sa gloire pour la délivrance de toutes les Bretagnes ! »

nous ne sourions pas de ce délire : nous nous voudrions être sûrs qu'en vaticinant ainsi ce poète ne se méprend pas sur le sens symbolique de ses prosopopées, mieux encore, qu'il ne contribue pas à égarer l'enthousiasme naïf et incertain de ses compagnons. En vérité, une interprétation trop littérale et en quelque sorte matérielle du passé est la plaie de certains « nationalismes » ; ils en meurent, au lieu de raviver la flamme antique, ils ajoutent aux cendres qui l'étouffent ; leur poésie n'est qu'un musée glacé de curiosités archéologiques ; ils sont des maîtres de néant.

Qui donc en France ne souhaiterait une renaissance puissante des lettres bretonnes ! Mais qui nous rendra le génie merveilleusement inventif, ondoyant et divers de Merlin ? Ses arrière petits-fils s'en doutent-ils, Merlin ferait jaillir de la réalité contemporaine de nouvelles sources enchantées ; il nous émerveillerait à la richesse de son inspiration ; les paladins affronteraient les combats de l'esprit ; ils seraient les héros insurpassables de l'imagination et de la sensibilité contemporaines.

Eveillez l'âme sommeillante de la prestigieuse Bretagne ; il y faut un effort généreux de pensée, d'une pensée qui s'oriente résolument vers le présent et la vie, qui n'ignore rien de nos émois, de nos espoirs... de la pensée, de la science, de l'art universel..., il y faut une pensée ambitieuse et forte, des suggestions hardies, des directions, un horizon largement ouvert sur les routes de l'avenir...

Nous apporte-t-on quelque chose de cela ?

*
* *

Au risque de contrister M. Camille Le Mercier d'Erm, j'avouerai que rien de tout cela ne m'apparaît clairement à travers les huit cents pages de son recueil ; et sans doute ne l'y a-t-on point mis, puisque la bonne volonté la plus désireuse d'en nourrir son espoir ne l'y rencontre pas.

L'amour, la passion de la Bretagne certes — mais cela est élémentaire, mais de quelle Bretagne s'agit-il ? — voilà ce que révèlent les poèmes les plus récents, ceux qui nous importent le plus, et desquels nous attendions une révélation.

Et je vois bien que la plus récente école de poètes bretons s'est dégoûtée d'une Bretagne de romance et de bric à brac dont nous fûmes quelque peu encombrés ; son patriotisme local est devenu plus exigeant. Est-il devenu beaucoup plus clairvoyant ? A-t-il diversifié ses modes d'expression ? A-t-il gagné en profondeur ? en richesse ? A-t-il été plus avant dans ce domaine de la pure poésie où communient

(1) V. notre *Nationalisme breton et la guerre* (Perrin).

tous les hommes ? Il n'y paraît guère ; si gracieuses ou si éloquentes que soient çà et là quelques strophes, on n'a pas l'impression d'une littérature en mouvement, en progrès. A parler franc, — et ces Bretons me paraissent gens à dédaigner un éloge de complaisance — j'ai le désespoir de constater qu'on ne nous propose aucun renouvellement de l'imagination, de la sensibilité, de la poésie bretonnes.

D'idées, aucune ; rien du moins qui ressemble à une idée claire, haute, féconde. Des proclamations, des promesses, et sur tous les tons, mais nous ne nous y arrêtons guère quand les réalisations tardent trop, ou nous déçoivent.

Aucune idée, puissante et nette.

Mais quelques regrettables tendances.

Merlin, de nos jours, aurait du talent, peut-être mieux... Quelques-uns de ces jeunes poètes affectent un mépris du talent qui serait désolant, s'il pouvait être sincère.

Pas de programme littéraire ; ni invention, ni pressentiments ; mais, dans la défaillance de la pensée, un penchant à de vaines excitations bien peu propres à hausser le mérite de leurs auteurs. La littérature tourne ici à la politique, à la plus fâcheuse, parce que sans lien avec la réalité, sans écho dans les masses, sans vérité, sans nécessité.

Quelques-uns de ces poètes pratiquent une mode singulière ; médire de la France leur paraît être l'un des objets essentiels de leur lyrisme ; la langue bretonne serait aux yeux de M. Camille Le Mercier d'Erm moins reluisante s'il ne traitait le français d'esperanto des diplomates ; M. Georges Le Rumeur lance à la France, ces imprécations :

« Pays de tous les forfaits,—Pourquoi notre Bretagne vous a-t-elle connu hélas ! — Jadis, avant qu'elle eût perdu — Par la faute d'une petite Duchesse folle de ses droits — Sans souci, elle chantait — Et un bonheur profond régnait dans son cœur.

« Alors les Bretons — Au sommet de leurs collines rocheuses — Ou au milieu de leurs bois, — Pour la défendre, tout de suite se trouvaient unis, — Et vos fils pervers, — O France, s'enfuyaient, l'épouvante au cœur...

« Vous avez beau être puissante, — N'importe ! France maudite ! Notre mère, la Bretagne, — Ne sera plus votre proie ! — Nous tenons la barre, et bientôt, — Bientôt, elle sera libre, — Et forte, nous le jurons, — Comme elle était jadis. »

M. Camille Le Mercier d'Erm ne craint point d'écrire :

Un peuple est là, qui dort dans les ténèbres.
— Frères, debout ! le soleil va briller ;
La nuit vous tient dans ses geôles funèbres,
Mais il est temps, frères, de s'éveiller,
Bretons, assez de lâche indifférence !
Sommes-nous donc un peuple qui se vend ?
Bardes, chantez l'hymne de délivrance ;
Hardi, les gâs ! Breiz arôk ! En avant !

— Qui passe là-haut...

— Prends ton fusil, suis la foule accourue,
Arme ta faulx, ta hache et ton pen-baz,
Fais un épieu du soc de ta charrue !
Accourez tous, de la Loire à Beg-Raz,
Accourez tous, de l'Aber à la Rance,
Les yeux tournés vers le soleil levant !
Bardes, chantez l'hymne de délivrance ;
Hardi, les gâs ! Breiz arôk ! En avant !

Et ce n'est là qu'une assez méchante littérature. ...Les poètes de Bretagne ont mieux à faire qu'à déterrer de vieux haillons de guerre civile ; le temps des chouanneries est passé. Cadoudal, même déguisé en discipline du président Wilson, serait jugé sévèrement par notre époque. Si la Bretagne a pu souffrir de notre excessive centralisation, cette infortune est commune à toutes les provinces de France, qui ne songent — pas plus que la Bretagne — à s'insurger ; identifier la France à un régime administratif est puéril ; travailler à créer entre Français de Bretagne et Français du reste de la France un antagonisme de races serait criminel.

Nous n'en sommes pas là ; libérale, la France ne redoute pas les études et les lettres bretonnes ; elle a fondé, à l'Université de Rennes, une chaire de celtique ; la même université dispense un double diplôme d'études celtiques, et agrée des thèses de doctorat en langue bretonne et galloise... Et voilà qui est bien fâcheux pour nos excités « nationalistes » bretons.

Puissent-ils modérer leur fougue littéraire, et entendre les sages avis de M. Anatole Le Braz, qui les reprend doucement : « si nous communions d'une ferveur égale dans le culte de la Bretagne, cette communion, nous ne l'avons pas toujours faite, et nous ne la ferons peut-être jamais sous les mêmes espèces ». Puisse M. Anatole Le Braz leur remontrer que leurs ridicules blasphèmes atteignent en plein cœur tant de Bretons dont l'héroïsme se voua si spontanément à la France à l'heure du suprême péril.

Puisse enfin, M. Camille Le Mercier d'Erm méditer ces paroles de La Villemarqué, qu'il a placées un peu inconsidérément, en tête de son recueil :

« Un sentiment que je n'ai pas besoin d'exprimer m'inspira l'idée de ce livre, où mon pays s'est peint lui-même, *et qui l'a fait aimer* ».

O Viviane, est-il donc oublié à jamais le temps où la Bretagne devait sa gloire à d'immortels poèmes d'amour ?

LUCIEN MAURY.

LES LIVRES NOUVEAUX

Louis Vignon. *Un programme de politique coloniale. Les questions indigènes* (Plon).

M. Louis Vignon, dans ce livre qui est considérable, encore qu'un peu long, alourdi de considérations élémentaires et superflues, s'efforce de dégager les grandes lignes d'une politique coloniale positive.

Il étudie les peuples indigènes, insiste sur l'hérédité, le milieu, la société, le langage, la religion... et pose fortement le fait, aujourd'hui acquis, de l'irréductibilité de la race, qui peut subir maints avatars, supporter les dominations les plus écrasantes, mais demeure, en son fonds, identique à elle-même, indestructible, irréductible.

Il décrit ensuite, avec un grand luxe de précision, les sociétés noires fético-animistes de l'Afrique occidentale, les sociétés arabo-barbares d'Algérie et les sociétés noires musulmanisées de l'Afrique occidentale, et enfin la société annamite... avant les Français.

L'arrivée des Français chez ces différents peuples détermine des troubles profonds, une désorganisation que nos diverses méthodes de colonisation ne parviennent que très difficilement à guérir. La politique de destruction des indigènes condamnée, la France hésite, en effet, entre deux systèmes qu'elle pratique tour à tour ou simultanément ; actuellement elle applique le système du protectorat en Tunisie, au Maroc, en Afrique occidentale ; mais c'est l'assimilation qu'elle poursuit en Algérie, en Indo-Chine. M. Louis Vignon démontre les bienfaits de la première de ces méthodes, qu'il voudrait voir perfectionner ; il fait, avec une grande vigueur, le procès de la seconde.

Peut-être la partie polémique de son livre suscitera-t-elle quelque amertume : elle apportera quelque désillusion aux démocrates persuadés qu'il suffit d'introduire dans nos colonies le droit et le régime démocratiques pour faire le bonheur des indigènes ; que signifient, demande-t-il, les droits civiques, le droit de vote, les droits de la femme, et tous nos droits abstraits, aux yeux de populations non évoluées, et qui préfèrent la stabilité, l'immobilité de leurs mœurs immémoriales à notre soif de mouvement et d'activité ? Cette critique est très forte, et M. Louis Vignon démontre sans peine que nos illusions ont déterminé bien des fautes, et ont trop souvent tourné au détriment des peuples que nous prétendons civiliser, élever, assimiler.

L'une de ces fautes n'est-elle pas la loi de février 1919, qui accroît les droits électoraux des indigènes d'Algérie ? M. Louis Vignon affirme qu'elle sera néfaste. En la votant, malgré l'opposition des colons, le Parlement a voulu faire œuvre de générosité et de justice, et témoigner la gratitude nationale à un pays qui a lourdement payé l'impôt du sang au cours de la guerre. M. Louis Vignon affirme que cette générosité fut mal inspirée, et qu'il y a lieu de réviser nos doctrines démocratiques, quand nous prétendons les appliquer dans nos possessions d'outre-mer.

Sur le rôle des administrations et des chefs indigènes, des juges français et des juges indigènes, sur la religion, la propriété, l'instruction, l'impôt, etc., ce livre fournit la documentation la plus abondante et la plus précieuse.

Quelque opinion que l'on professe sur les tendances de cet ouvrage, on ne peut qu'en louer la vaste information, et le souci d'atteindre au fond des questions. Notre littérature coloniale demeure donc redevable à M. Louis Vignon de la contribution la plus opportune, la plus utile, et la plus digne d'être prise en considération par tous ceux que préoccupe à juste titre, l'avenir de notre vaste empire exotique.

André Dollé. *Les Ronds-de-cuir bleu-horizon* (Albin Michel).

M. André Dollé, qui fut un très vaillant officier de troupe, et à qui l'on devait déjà ce livre de guerre émouvant et vécu : *La Côte 304, Souvenirs d'un officier de zouaves* (Berger-Levrault), nous conte ici les désillusions du combattant blessé, et réduit, à servir à l'arrière, dans les cadres de l'administration militaire.

Cette administration a tous les vices de l'administration civile, et quelques travers un peu voyants en plus ; le sous-lieutenant Perrin, héros de l'avant, l'apprend à ses dépens, lorsqu'une décision du commandement lui confie la direction du D. C. R., c'est-à-dire du dépôt d'automobiles de Neuilly. Ses mésaventures nous sont relatées avec humour ; la trame à peine sensible d'un roman supporte avec agrément cette description des mœurs souvent surprenantes de M. Lebureau militaire.

Puisse ce petit roman être lu de MM. les Ronds-de-cuir bleu-horizon ; sans doute ne les convertira-t-il pas ; peut-être, à se contempler en ce fidèle, mais peu flatteur miroir, prendront-ils quelque dégoût de quelques-uns de leurs plus méchants défauts.

Maurice Morel. *Titotte* (Plon).

Un court récit, à peine un roman, l'évocation d'une figure de fillette, de la naissance à l'âge de raison : un récit nuancé, tout intime, dont les grands

événements sont le premier pas titubant, les premières paroles, et les mêmes expériences de l'enfant qui grandit et découvre la vie. Nous apprenons à connaître Titotte, qui est une fillette sage, peu différente de bien d'autres fillettes, et M. Trimaille, son père, dont les émotions paternelles s'accompagnent d'une pointe de lyrisme narquois, mais très tendre.

Titotte a sept ans, quand éclate la guerre : « Toi qui seras la Française de demain, demain sera dur ; puisses-tu nous l'adoucir ! Il y aura dans le cœur de l'homme des coins sombres ; que ton regard se fasse rayon et les visite ! Toute moisson mûrira dans la peine ; que ta voix soit chère aux moissonneurs ! — Si je te connais bien, tu ne failliras pas à ta tâche ; sans phrases creuses, tu sauras la remplir : généreuse sans aveuglement, avisée sans froideur, alerte et bienfaisante, indulgente et fine ; sévèrement fidèle à nos deuils, mais gardant spirituellement accroché à la lèvre ce que le pays meurtri veut y voir briller encore, le sourire ».

Emile Hovelaque. *Les Etats-Unis et la guerre. De la neutralité à la croisade* (Alcan).

M. Hovelaque, inspecteur général de l'Instruction publique, que vingt années d'études ont familiarisé avec la psychologie américaine, et qui a poursuivi ces études sur place pendant toute la durée de la guerre, était mieux que quiconque désigné pour nous donner une vue d'ensemble, exacte et précise, de l'évolution, de la pensée et de la poltique américaines en ces dernières années.

Historien, mais surtout psychologue — et l'on sait de reste que ces deux qualités ne se rencontrent point toujours dans le même homme — il s'efforce de pénétrer les idées, les façons de penser et de sentir, les motifs déterminants du citoyen américain ; il sait les raisons qui ont longtemps retenu au bord de l'action un pays dont l'opinion nous était acquise presque tout entière, dès le lendemain de l'agression allemande ; il les dit sans réticences ; il nous montre ensuite les forces qui ont déterminé la résolution suprême, et qui toutes puisent leur origine première dans une doctrine ancienne, doctrine nationale, issue de l'indomptable esprit d'indépendance des premiers immigrants britanniques ; formulée au nom de la nation et pour elle par les Jefferson et les Monroë, elle allait recevoir du président Wilson une portée nouvelle et universelle.

M. Emile Hovelaque a fait partie de la mission Viviani-Joffre, dont la randonnée à travers les Etats-Unis fut triomphale, et emporta les dernières résistances à la politique d'intervention ; il en résume les démarches et fixe les résultats obtenus.

Il décrit enfin la première année de guerre, l'immense effort de la nation américaine, l'arrivée des contingents en France, leur organisation, leurs inoubliables victoires.

Un tel livre n'évoque pas seulement un passé qui est dans toutes les mémoires ; il nous fait pressentir un avenir qui changera la face de la terre. « La terre est devenue une. Les conséquence de l'irruption dans la vieille Europe de cette jeune force incalculable sont infinies. Dans les destinées du vieux monde jusqu'ici esclave des fatalités de son passé, l'Amérique apporte, avec ses conceptions, le rythme de sa vie, le poids de sa présence sur nos champs de bataille et aux conseils de nos nations, une perturbation dont les ondes se propageront jusqu'au fond de notre être et de notre avenir. »

Les principes qu'incarnent les Etats-Unis et qu'ils veulent faire prévaloir dans tout l'Univers, ne triompheront sans doute pas immédiatement ni sans difficultés ; ils n'apporteront pas à l'humanité, selon M. Emile Hovelaque, que du bonheur et des bienfaits. Toutefois leur action a commencé, elle ne s'arrêtera plus ; ils constituent dès maintenant l'un des éléments essentiels dont devront tenir compte les conducteurs de peuple ; on ne saurait le regretter si l'on veut bien reconnaître qu'ils substituent à l'ancienne politique un nouvel idéal de paix, de liberté et de justice.

Fernand Roches. *Manuel des origines de la guerre* Avec un tableau synoptique. Préface de M. A.-G. de Lapradelle, professeur à la Faculté de Droit de Paris (Editions Bossard).

Présenter un tableau exact, aussi complet que possible, impersonnellement objectif, sévèrement scientifique, mais clair, dégagé des obscurités où l'ont parfois assombri de longs débats, étayé enfin de toute la documentation connue à ce jour, tel est l'objet de ce volume de 500 pages.

On y trouvera un exposé rapide des causes lointaines de la guerre; ce sont ensuite les tragiques journées de la fin de juillet et du début d'août 1914, dont M. Fernand Roche, retrace l'histoire heure par heure. « Ce livre, déclare son auteur, n'est pas de propagande. Son but n'est pas de convertir, mais d'exposer. Il ne contiendra rien qui ne soit connu et prouvé. Aucune révélation ne doit y être cherchée. Il repose uniquement sur des documents déjà publiés. Il n'a considéré que les actes et n'a laissé parler que les textes officiels, en ayant soin de ne leur faire dire que ce qu'ils veulent dire... Il tient compte des pièces produites par les Empires centraux, comme de celles émanant des Alliés ; bien plus, soucieux de connaître tous les moyens de justi-

fication pouvant être invoqués par l'ennemi, il s'est attaché à interroger les documents de Vienne et de Berlin, à noter leurs affirmations avec un soin particulier... ; c'est une mise en place précise qu'a voulu être ce travail, rien de plus. »

Ainsi dégagé de préoccupations tendancieuses, ce livre n'en est que plus catégorique dans la condamnation de la politique des empires centraux ; nul réquisitoire ne pourrait être plus probant, plus écrasant dans la démonstration de la volonté d'agression.

Il sera nécessairement le *vade-mecum* de tous ceux, hommes politiques, écrivains, ou citoyens amoureux de précision, qui éprouveront le besoin d'avoir à leur disposition un répertoire de faits et de documents facile à consulter et d'une absolue probité.

JACQUES LIN

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

A propos de la publication, dans le périodique londonien *The Athenæum*, d'une série de lettres inédites de William Hazlitt, nous parlions ici, il y a quinze jours, du célèbre critique anglais.

En ouvrant le dernier numéro de *The Anglo-French Review*, j'y trouve précisément, dans un article de M. W. P. Ker, un intéressant jugement de W. Hazlitt sur Walter Scott. Hazlitt protesta toujours de son goût pour celui-ci, mais quand un quidam mal inspiré prétendit comparer Walter Scott à Shakespeare, il faillit se fâcher.

« Entre eux, dit-il, c'est tout juste l'abîme qui sépare la souveraine originalité du défaut complet d'originalité. Shakespeare ne doit rien qu'à son génie et les pages qui témoignent le plus éloquemment de ce génie attestent que le don d'invention est proprement « son » secret. L'œuvre de l'auteur de *Waverley* est, dans ses parties les plus caractéristiques au moins, d'un « compilateur », — d'un esprit qui rapproche les faits, en se contentant de leur laisser leur signification... Personne ne goûte comme moi le roman de Walter Scott, mais lorsque j'entends dire que Walter Scott est de la même famille que Shakespeare ou qu'il tire du monde extérieur le même parti, je proclame que tel n'est pas mon sentiment. Je ne vois pas deux tempéraments qui diffèrent à ce point. Sir Walter reproduit la nature, simplement ; Shakespeare, je crois, fait infiniment plus... »

Dans la même livraison de *The Anglo-French Review*, les pages m'ont semblé courtes où M. Ludovic Fortolis évoque les brûlantes sympathies des libéraux d'outre-Manche pour la France de la Révolution.

Ce devait être en effet un singulier milieu que celui de cet « Hôtel d'Angleterre » sis au numéro 8 du passage des Petits-Pères, face à l'église N.-D. des Victoires, et qui avait pour clients, vers les années 1790, la plupart des démocrates de marque échappés aux « sbires » de George III. La maison était tenue par un insulaire, du nom de White, et l'on était certain d'y trouver, outre « un gîte confortable », le strict respect des coutumes britanniques. Lord Edward Fitzgerald — celui-là même que son enthousiasme pour les doctrines de Jean-Jacques avait mué un temps en « homme des bois » et qui, réconcilié avec la civilisation, épouserait Pamela, la fameuse Pamela, la fille naturelle de Philippe-Egalité,... avant que de travailler au soulèvement de sa verte Erin et de finir dans les geôles de Newgate — vivait à demeure, en 1792, chez ce White, porte à porte avec Thomas Payne. Et dans cette bruyante hôtellerie, on buvait ferme en daubant sur les tories et en rédigeant de dithyrambiques adresses à l'Assemblée Nationale. On s'y cotisa, le lendemain du 10 août, en faveur des veuves et des orphelins des « braves citoyens » morts « pour la défense de l'espèce humaine ». On y fêta, peu après l'événement, la victoire de Valmy, dans un banquet de cinquante couverts, où treize toasts furent prononcés, — parmi lesquels plusieurs « à la gloire des Anglaises qui s'étaient distinguées en exaltant la cause révolutionnaire ».

Hélas ! le gouvernement de George III avait ses agents à Paris et, à la suite de divers incidents où l'on devine assez les menées de quelque provocateur en carmagnole couleur de muraille, le tenancier en personne de l'Hôtel d'Angleterre fut arrêté en mai 1793. Puis, quatre ou cinq mois plus tard paraissait le décret exigeant de tout insulaire se trouvant en France la preuve qu'il y avait son domicile antérieurement à 1789, — ce, sous peine de bannissement ou d'incarcération. Enfin, ce fut la Terreur et plusieurs des anciens clients de White payèrent de leur tête leurs généreuses illusions, tandis que d'autres (dont Payne) faisaient connaissance avec les prisons de la République.

Soutenir cette thèse que la politique de race représente un stade nécessaire dans l'évolution de nos sociétés et s'attacher à montrer qu'au bloc anglo-saxon la plus élémentaire sagesse commande de faire contrepoids, c'est un programme considérable, mais non moins défendable à coup sûr, — et combien ne peut-on pas regretter à ce propos que tant de malentendus, de froissements, de tiraillements de toutes sortes aient jusqu'ici condamné à la dispersion et ainsi trop fatalement neutralisé les efforts dès

maintenant tentés de vingt côtés pour stabiliser enfin et consolider entre tels des partenaires dans l'immense conflit d'hier une entente dont ils ont assez éprouvé la souveraine bienfaisance !

Quoi qu'il en soit, ce programme, il a aujourd'hui son organe d'importance dans la revue *Atlantida*, qui paraît à Lisbonne. Aussi bien, la réflexion voit immédiatement en quoi les conjectures sont pour permettre à nos amis des bords du Tage de servir avec des chances particulières d'efficacité (sans risquer d'émouvoir de trop ombrageuses susceptibilités, veux-je dire), une conception où il s'agit tout uniment d'accorder dans les mêmes hautes et fermes « directives » l'Amérique latine et l'Espagne, le Portugal, la France et l'Italie. Car telle est au résumé la pensée dernière des fondateurs d'*Atlantida* : « *cis toda a ambição dos que trabalham na Atlantida* ».

Au sommaire du fascicule de juillet, à signaler notamment un étude (en français) — « Brésil et Pologne », par le comte M. Prozor — pleine de curieuses observations sur le Polonais émigré et un article où le lieutenant-colonel Leite de Castro s'applique à exposer à ses compatriotes l'organisation de notre armée.

La *Nouvelle Revue d'Italie* publie, sous la signature de M. Albert Pingaud, une relation détaillée et d'une lecture souvent attachante du voyage entrepris par Napoléon (juin 1805) dans le nord de la Péninsule, comme il venait de ceindre, en la cathédrale de Milan, la couronne de fer des rois lombards.

Voyage d'intérêt tout ensemble politique et militaire. Quelque vraies que fussent généralement leur admiration et parfois leur reconnaissance à son endroit, les populations qu'il allait voir n'avaient pas souhaité la monarchie et César comptait sur son action personnelle pour finir de les gagner au régime qu'il leur imposait maintenant. Par ailleurs, il savait assez ce qu'on pensait à Vienne pour entendre vérifier de ses yeux la solidité des places, l'état des travaux en cours et la qualité des troupes, sur la ligne de l'Adige.

Partout « convenable », l'accueil ne semble pas avoir été toujours, toujours, follement chaleureux. Cependant, il tint de l'ivresse à Brescia, où, après une nuit passée dans l'insignifiante Crémone, l'empereur fit son entrée au milieu des délirantes acclamations d'un peuple qui, pour recevoir le libérateur de 1796, avait moissonné les fleurs et le jeune feuillage d'un somptueux printemps et où un brave maire de campagne eut devant S. M. ce cri du cœur : « Sire, notre joie de vous voir est encore plus grande que votre empire ». A Castiglione, les indigènes exprimèrent l'aimable désir d'éterniser le souvenir de la fameuse victoire et demandèrent que la localité s'appelât désormais « Napoleonopoli ». Avec les Véronais, le maître était évidemment en froid depuis les massacres de 1797. Mais on y mit du sien de part et d'autre, — lui, déployant dans les audiences officielles toute l'infinie variété de ses ressources, délicates flatteries et brusqueries voulues, apostrophes impérieuses et avances déclarées, protestations de sollicitude et menaces à peine voilées ; eux, s'empressant au nombre de 30.000 dans le cadre grandiose de leurs arènes pour le saluer de leurs vivats et lui offrir l'original spectacle du combat d'un taureau contre une meute de chiens. Si bien que l'on se sépara dans les meilleurs termes et que les Véronais eurent peu après l'agréable surprise de lire dans le Bulletin des Lois des décrets faisant droit à plusieurs de leurs réclamations.

On sait — ou l'on a tort de ne pas savoir — que M. Alfredo Panzini, l'auteur du *Triomphe de la Morale* et des *Trois Chances de M. l'Avocat*, enseigne la jeunesse dans un lycée de son pays.

Récemment — raconte-t-il dans un article de *Marzocco* en date du 3 août et dont j'eusse parlé plus tôt si les lenteurs de la poste ne compliquaient si fort le métier, — il sortait, bien triste, d'une salle d'examens où il venait de constater de rechef un fléchissement du niveau des études, qui, empressons-nous de le dire, n'est pas spécial à l'Italie. Désireux de secouer cette sombre humeur, il résolut de faire quelques pas sur le boulevard. Mal lui en prit cependant, car, au vu des grossières images qui tout le long de la promenade conviaient les bourgeois du lieu et leur progéniture aux plus grossiers spectacles de la soirée prochaine, sa tristesse de bon citoyen et délicat humaniste tournait au dégoût. Alors, il rebroussa chemin, en se hâtant vers la cellule du sage et les livres consolateurs. Mais quand on a la guigne... M. Panzini rencontra donc un ami à lui — « un homme intelligent » et qui sympathiserait à sa détresse, celui-là, — auquel il s'empressa de confier la navrante infériorité de ces gamins de malheur. Et l'insensible nature ouït ce dialogue : « — Hé ! mon cher, ceux qui veulent s'instruire ne vont plus à l'école. — Ah !?... Ainsi, moi qui aurai passé ma vie à enseigner les belles-lettres, j'aurai donné mes jours à une œuvre inutile ? — *Può darsi*... Ma foi... — ?! »

Dame, le progrès, monsieur le Professeur, le progrès...

GASTON CHOISY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VIe.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 18 — 57e ANNÉE — 20-27 SEPTEMBRE 1919

LE DROIT DE GUERRE ET LE DROIT DE PAIX CHEZ LES PEUPLES MODERNES

Les efforts de l'humanité pour se délivrer du fléau de la guerre s'orientent dans deux directions : il s'agit d'abord d'aménager les pouvoirs publics à l'intérieur de chacun des Etats de telle façon qu'ils ne puissent lancer leur pays dans une aventure sanglante pour satisfaire des appétits honteux ou d'inavouables ambitions ; dans la seconde étape, l'humanité prétend enlever aux Etats isolés la faculté de décider arbitrairement le recours à la force, réduite à n'être plus qu'un instrument au service du droit. Et comme on va mieux le voir, tous les remèdes imaginés par les penseurs et les hommes d'Etat se ramènent en somme à appliquer à l'intérieur de chaque communauté nationale d'abord, à une organisation internationale, ensuite, les principes de la démocratie organisée et notamment celui de la *publicité*.

*
* *

« Le droit de la paix et de la guerre, appartient à la nation ». C'est en ces termes mémorables, que la Constituante, dans l'acte des 22-27 mai 1790, proclamait l'idéal démocratique auquel devait tendre le droit constitutionnel moderne.

Si la logique du raisonnement abstrait avait sa place dans la science politique, c'est à la majorité des citoyens, statuant par voie de referendum, qu'il faudrait remettre directement la décision de la guerre : telle est la solution extrême, soutenue aux Etats Unis par des pacifistes notoires tels que MM. Allan L. Benson et Bryan. Elle n'a trouvé place que dans un seul texte positif : la constitution montagnarde du 24 juin 1793. Cette constitution ne fut jamais appliquée : de l'avis même de ses auteurs, elle était inapplicable. De cette méconnaissance systématique de la souveraineté du corps des citoyens pour les destinées extérieures du pays, se dégage l'aveu que les guerres seraient finies, le jour où, *dans tous les pays*, ceux qui sont appelés à combattre seraient préalablement appelés à y consentir. Jusqu'ici, la science politique considère qu'une génération n'est pas maîtresse du pays : que le droit de disposer de ses destinées doit appartenir à un organe constitutionnel qui représente le passé et l'avenir, les droits et les devoirs de la nation, sa mission historique qui « entende la rumeur qui s'élève des siècles. »

Aussi, l'évolution démocratique n'a-t-elle nulle part dépassé, aujourd'hui encore, le point extrême atteint du premier coup par la Constituante, sur l'intervention de Mirabeau. Au chef de l'Etat seul appartient l'initiative de la guerre ; il ne peut toutefois la déclarer qu'après autorisation de la représentation nationale. C'est la solution en vigueur dans les Républiques française et américaine.

Mais par contre, un grand nombre d'Etats en sont restés au stade purement monarchique : l'évolution de la démocratie constitutionnelle, si en retard pour tout ce qui concerne la politique étran-

gère, a épargné complètement, en bien des pays, le droit de paix et le droit de guerre. Le monarque peut, à lui seul déclarer la guerre, et lui, qui ne pourrait exiger un franc de ses sujets, peut les contraindre à donner leur vie.

Gardons-nous d'exagérer d'ailleurs l'importance de ces solutions fournies par la théorie littéraire des constitutions. Certes, défendons jalousement le principe minimum que le chef de l'Etat ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment des Chambres. Multiplions les occasions de discussion publique. Obligé d'étaler les motifs d'une agression, un gouvernement hésitera avant de la commettre. C'est encore une gêne que d'être obligé de mentir. Des protestations comme celles de Thiers au corps législatif pourraient n'être pas inutiles si les circonstances étaient autres, et notamment s'il n'y avait pas, de l'autre côté de la frontière, un Bismarck décidé au crime depuis dix ans. Conservons la règle, ne nous illusionnons pas sur la portée. Même rejetée par le Parlement, la proposition de déclaration de guerre altère de façon irrémédiable l'équilibre pacifique. Mais surtout, dans l'immense majorité des cas, le gouvernement aura mené les choses à tel point qu'il ne restera au Parlement qu'à faire, autour de lui, l'union sacrée. L'autorisation à la déclaration de guerre, quand déjà on entend le cliquetis menaçant des armes, est trop tardive. C'est sur la politique qui a amené la crise que le contrôle devait s'exercer. Malheureusement, l'attention des parlements démocratiques sur la politique étrangère ne s'exerce que d'une façon spasmodique. Les efforts des peuples doivent tendre au bon recrutement des gérants de la société de façon à ce que ces derniers méritent le crédit qu'on est obligé de leur faire.

Il n'y a pas une différence aussi radicale qu'on pourrait l'imaginer entre les démocraties qui ont adopté la solution de la Constituante et celles qui paraissent attardées au stade monarchique. Les Français mettent des étiquettes neuves sur de vieilles choses ; les Anglais couvrent les choses neuves de vieilles étiquettes. Si le roi d'Angleterre seul, a décidé la guerre, il ne reste au Parlement que le devoir de lui fournir les moyens de la victoire : telle est la théorie. En pratique, il n'est pas de pays où il soit plus difficile, au gouvernement d'engager une guerre sans avoir derrière lui le Parlement et l'opinion publique. Nous sommes payés pour le savoir : si, au mois de juillet 1914, le gouvernement anglais avait eu plus de liberté d'action, l'Allemagne aurait hésité, et la catastrophe eût été tout au moins ajournée.

L'opinion n'est d'ailleurs pas une entité indépendante ; elle est malléable ; si le gouvernement ne la fait pas, il l'influence. L'opinion anglaise nous fut froide avec Chamberlain, amicale avec Edward Grey. En attribuant à Wilson, à Asquith, à Grey, à Orlando l'honneur d'avoir fait comprendre, à leur pays, le devoir en face des crimes allemands, l'histoire ne se trompera pas.

Peu importe la formule constitutionnelle, la règle écrite noir sur blanc dans les chartes. La constitution de l'empire allemand mettait un obstacle au pouvoir de l'Empereur de déclarer la guerre : il devait obtenir préalablement l'assentiment du Bundesrat. Un mensonge a tout arrangé : la fable grossière de l'avion français sur Nuremberg a permis aux juristes de déclarer que l'Allemagne avait été attaquée.

Voilà une belle tâche qui s'offre à la science politique : déterminer les garanties constitutionnelles de la Société des nations. Elle ne les trouvera évidemment que dans la démocratisation du droit de guerre. Cette démocratisation doit être générale et réelle. Elle doit être autre chose qu'un changement de textes. Les guerres deviendront difficiles le jour seulement où l'esprit démocratique baignera toutes les nations du monde et imprègnera les gouvernements de tous les pays.

*
* *

La prédominance du gouvernement moderne se retrouve dans la conclusion de la paix. Seul, sans contrôle, il arrête les hostilités par l'armistice ; cette convention peut contenir des clauses politiques (abandon par l'Allemagne des traités de Bucarest et de Brest-Litowsk) qui engagent les solutions du traité définitif. Seul, il conduit souverainement les négociations ; seul il signe les préliminaires de paix ; seul enfin, il arrête le projet qui deviendra le traité définitif.

Sans doute, il est des constitutions qui ne permettent au gouvernement de donner sa signature à ce traité qu'après autorisation soit du Parlement (France), soit de l'une des Chambres (Sénat des Etats-Unis). Mais en fait, le projet arrêté par le gouvernement n'est souvent, pour le Parlement, qu'une carte forcée. De longues tractations, des négociations, souvent aussi délicates entre alliés qu'entre adversaires, des marchandages, des concessions réciproques, sont arrivés à mettre péniblement sur pied un projet qui est comme un chef-d'œuvre d'équilibre. Comment un parlement, seul, unilatéralement, prétendrait-il apporter une modification quelconque à un ensemble dont tous les éléments ont été contractuellement arrêtés ?

En arrachant une mauvaise herbe, on ferait écrouler tout le mur. Les traités de paix sont sou-

mis aux Parlements pour qu'ils les acceptent, non pour qu'ils les discutent. C'est ce que disait récemment M. Bonar Law à la Chambre des Communes.

Aussi comprend-on les efforts des Assemblées, et notamment ceux du Sénat américain et de la Chambre française en vue de se faire associer aux négociations. Cette collaboration a été victorieusement repoussée, au nom du droit positif des constitutions, par les gouvernements représentés à la Conférence de Paris ; elle serait légitime à condition de demeurer discrète : les discussions parlementaires des conditions de paix mettraient en lumière des divisions soit entre partis, soit entre alliés ; et l'ennemi se hâterait d'en profiter. Le gouvernement conserve donc la haute main, et nous ne nous en effrayons pas. La démocratie organisée ne connaît pas d'organe souverain : elle suppose une division du travail, une distribution des compétences d'après les aptitudes. La multiplication des contrôles concomitants à l'action n'est pas une universelle panacée.

En outre des affirmations démocratiques, nous avons entendu une prétention étrange. Une classe de citoyens, qui s'intitule « ouvrière », a prétendu participer aux négociations de paix à côté du gouvernement qui représente l'ensemble du pays ! Aurions-nous renversé les privilèges du cens et de la capacité pour en subir d'autres qui s'inspireraient d'un esprit analogue en aboutissant à des solutions directement contraires ?

*
* *

Jusqu'à ce jour, les efforts positifs de la science politique pour rendre les guerres plus rares se sont limités à dégager des règles de procédure interne. Aucune organisation pratique n'existait pour donner au monde cette sécurité que la guerre ne serait engagée que pour de justes motifs et que la paix ne serait assise que sur de justes bases. C'est cette seconde partie de notre problème que le président Wilson, reprenant les traditions françaises du « grand dessein » d'Henri IV et du projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre, a posée sur la table de la Conférence de Paris et qui a reçu une solution, au moins partielle, dans le pacte du 28 juin.

Il s'agissait en somme, de réglementer cette liberté absolue des Etats que le droit international qualifie de souveraineté ; elle engendre l'anarchie dans la société des nations, comme la souveraineté absolue des individus l'engendrerait dans les sociétés nationales.

On précipite, par un acte de volonté réfléchie, l'évolution que, depuis des siècles, suit inconsciemment l'humanité. Bien des fraternités nationales sont scellées dans le sang d'anciennes discordes. L'évolution a fait passer le droit de guerre à des communautés de plus en plus larges : le progrès final ne doit-il pas consister à le confier à la société des nations ?

Cette œuvre, si essentielle à l'avenir de l'humanité, devait être entamée du côté de la procédure. Le pacte impose le « moratorium des conflits » ; tout recours à la force doit être précédé d'une discussion publique et contradictoire des prétextes invoqués. Il étend à la politique internationale le principe démocratique de la publicité. La conscience universelle, en se concentrant sur les intentions agressives, aura les plus grandes chances de les faire évanouir. Si, exceptionnellement, elles ne fondaient pas sous cette éclatante lumière, il appartiendra à l'organisme international devant lequel se sera déroulé cet impressionnant débat, de proclamer souverainement de quel côté se trouve le droit, et subsidiairement, comme moyen suprême et désespéré, de légitimer l'emploi de la force. L'Etat qui userait de violence sans ce préliminaire obligatoire ou qui ne se conformerait pas à la décision rendue sera déclaré en état de *guerre injuste*.

Les affaires du monde devront être « parlées ». Voilà le grand principe sur lequel l'accord s'est réalisé sans trop de peine. Les difficultés ont commencé lorsqu'il s'est agi de définir les devoirs des Etats adhérents à la Société des Nations en présence d'une guerre injuste. La garantie suprême eût été réalisée, si, automatiquement, de plein droit, tous ces Etats avaient été déclarés en guerre avec celui qui s'est insurgé contre la justice. Quelles sont les intentions criminelles qui auraient osé aller jusqu'à une tentative de réalisation exposant l'Etat qui en serait l'auteur à la vindicte universelle ? Cette solution s'est heurtée à la force des habitudes et des traditions d'individualisme national. « Sommes-nous disposés, demandait le sénateur Lodge, à permettre qu'une Société des Nations, par un vote de majorité, ordonne aux troupes et à la flotte des Etats-Unis, de partir en guerre ? »

Le minimum auquel doivent tendre dans tous les cas nos efforts de réalisation immédiate, c'est une révision fondamentale des principes et de la réglementation de la neutralité. Qu'on n'ait plus le devoir, qu'on n'ait plus le droit d'être neutre devant le crime ! Qu'on soit affranchi de toute obligation de neutralité envers l'Etat coupable de guerre injuste ! Qu'il n'y ait plus un prétendu « droit » international qualifiant d'« illégitime » l'assistance donnée à une nation victime d'une agression odieuse !

Mais où est le Code qu'appliquera cet organisme supérieur aux États ! où trouvera-t-il le critérium sûr de la justice ou de l'injustice d'une guerre ! Ici apparaît la nécessité d'un constituant et d'un législateur international ; il leur appartiendra de dresser la déclaration authentique des droits et des devoirs des nations. C'est encore dans la direction de la démocratie organisée qu'ils devront chercher la vérité. Le droit éminent de la personne humaine à n'être gouvernée que par sa propre raison ou par une émanation de sa raison, le droit des peuples à consentir au gouvernement qu'ils subissent, à créer par leur volonté l'unité nationale, doit se retrouver à la base de l'organisation internationale comme à la base des constitutions particulières. Ces principes doivent être des guides, non des maîtres. La prétendue volonté des peuples reste souvent bien incertaine, et il y a des macédoines de nationalités entraînant des macédoines de questions où on broncherait à chaque pas si on se laissait éblouir par le phare de l'absolu. La vérité politique est à mi-côte.

Les médecins combattent la maladie, en sachant qu'ils seront toujours vaincus par la mort invincible. Tel doit être l'état d'âme des hommes d'Etat. Loin de renoncer à la démocratie organisée dans l'intérieur des groupes nationaux, il est urgent de l'étendre à l'organisation internationale. Travaillons à affranchir le monde de la dictature de quelques violents. Créons la démocratie des nations ! Il n'y a pas d'œuvre plus difficile ; il n'y en a pas de plus nécessaire ! Sa réalisation est liée à celui des aspects du progrès dont la marche est la plus lente : le progrès moral de l'humanité. Il n'y a pas de mécanisme qui dispense de l'effort ; il n'y a pas de route royale qui conduise à la paix. Toute réforme politique suppose d'abord une réforme de l'homme. Mais, à leur tour, il y a des réformes qui aident l'homme à s'améliorer.

Recherchons l'idéal ; n'ignorons pas les obstacles qui peuvent en retarder l'insertion dans le monde actuel. Les navires qui cinglent tout droit dans la direction des principes absolus risquent de se briser sur le dur écueil des réalités.

Au moment même où la Constitution de la Société des Nations ouvrait une Ere Nouvelle de la vie du Monde, un appel était fait aux procédés empiriques de la diplomatie traditionnelle. L'Angleterre et l'Amérique s'engageaient à se trouver aux côtés de la France en cas d'attaque de l'agresseur héréditaire. C'est grâce à ce mélange d'idéal brassé avec de la réalité que la France sent s'éloigner de son cœur la pointe de la lance allemande.

JOSEPH BARTHÉLEMY.

LES PARTIS ET LES ÉLECTIONS EN BELGIQUE

Il serait sans doute exagéré de dire que la lutte des partis a repris en Belgique avec toute l'âpreté qu'elle avait avant le mois d'août 1914, mais certainement elle contraste singulièrement déjà avec cet esprit d'union sacrée qui dominait au lendemain de la victoire. Un peuple ne se dégage pas ainsi complètement des idées et des passions qui constituaient jusque-là toute son existence ; si effroyable qu'ait été la guerre par l'effet de ses bouleversements, elle a laissé subsister de graves querelles au cœur des hommes et, dans la paix revenue, ce sont ces querelles qui, tout de suite, remontent avec une force singulière. En Belgique, il a suffi de poser la question de la réforme électorale — et il était indispensable de la poser immédiatement pour préparer la restauration politique du pays —, pour que ce vieil esprit de parti reprît aussitôt le dessus. On avait espéré que la loyale collaboration de tous les éléments de la nation pendant plus de quatre années permettrait la constitution d'un grand parti national, où catholiques, libéraux et socialistes auraient travaillé en parfait accord. Le ministère présidé par M. Delacroix et où, à côté de six catholiques, figurent trois libéraux, M. Paul Hymans, ministre des Affaires Etrangères, M. Fulgence Masson, ministre de la Guerre, et M. Louis Franck, ministre des Colonies, et trois socialistes, M. Vandervelde, ministre de la Justice, M. Anseele, ministre de l'Industrie, et M. Wauters, ministre du Travail, a fait comprendre combien une telle collaboration pourrait être précieuse dans les circonstances extrêmement délicates créées par les évènements.

Dès le jour où le discours du trône, lors de la rentrée du roi Albert à la tête de ses troupes victorieuses, posa la question de la réforme électorale dans le sens du suffrage universel pur et simple, l'accord des partis se trouva compromis. La vieille droite, dont le chef est resté M. Charles Wœste, ne put se résigner à sacrifier le principe du vote plural, qui avait assuré pendant tant d'années le maintien au pouvoir du parti catholique alors qu'il ne disposait plus d'aucune majorité réelle dans le pays. Le système qui consistait à accorder une voix à tout citoyen âgé de 25 ans, une seconde voix à tout citoyen père de famille et une troisième voix à tout citoyen propriétaire ou titulaire d'un diplôme universitaire, comportait trop d'avantages pour que le parti conservateur pût y renoncer spontanément. M. Woeste et ses amis organisèrent donc la résistance à la réforme électorale et du premier coup, ils recréèrent l'atmosphère dans laquelle se déroulaient jadis les luttes des partis. Le

chef de la vieille droite se risqua même à dire que la guerre n'avait été qu'une parenthèse dans la vie politique du pays, et cette attitude faillit déterminer une crise ministérielle qu'il eût été extrêmement difficile de résoudre, étant donné que le retour au pouvoir d'un cabinet catholique homogène eût provoqué les troubles les plus graves.

La manœuvre parlementaire de la vieille droite consista dans le fait d'essayer de diviser les deux partis de gauche en soulevant la question du droit de vote des femmes. Le suffrage féminin correctif du suffrage universel pur et simple, telle fut la formule par laquelle on voulut fausser la réforme électorale en la faisant dévier des bases qui lui avait été fixées par le discours du trône. La manœuvre était habile en ce sens que le parti socialiste, qui a inscrit le principe du droit de vote pour les femmes à son programme, pouvait difficilement le renier au moment où on proposait de l'appliquer. D'autre part, il est certain que dans les cinq provinces du nord, où l'influence catholique est prépondérante, l'intervention des femmes aux élections eût consolidé pour de longues années le maintien des conservateurs au pouvoir. Entre la vague cléricale et la vague socialiste, le parti libéral, qui s'appuie essentiellement sur la bourgeoisie censitaire et capacitaire, eût été inévitablement écrasé. Il ne pouvait consentir à cette expérience sans se résigner à une totale abdication. D'autre part, le parti socialiste, tout en s'affirmant favorable au principe du suffrage féminin, comprenait parfaitement que l'expérience était extrêmement dangereuse à tenter dans les circonstances actuelles et que, pour réaliser pratiquement une telle réforme, il importait de procéder par prudentes étapes, de compléter l'éducation politique des femmes, de les admettre d'abord aux élections municipales et provinciales, de portée essentiellement administrative, avant de provoquer leur intervention sur le terrain législatif. Enfin, les socialistes ont compris qu'en sacrifiant le parti libéral, on risquait de placer le pays brutalement entre la réaction et la révolution et de compromettre, par là-même, toute l'œuvre de la reconstruction nationale. Ils se sont donc prononcés pour le principe du vote des femmes, mais contre l'inscription de ce principe dans la réforme actuelle.

Sous la menace d'une crise que le pays ne lui eût pas pardonnée, la vieille droite a fini par entendre raison. On lui a donné une satisfaction toute platonique en stipulant que les mères et veuves de soldats tués au cours de la guerre auraient le droit de voter aux prochaines élections, mais leur nombre est infime relativement au nombre total des électeurs. Pour le surplus, les chambres nouvelles auront à se prononcer sur le principe du suffrage féminin en ce qui concerne les élections municipales et provinciales. Ce sera, en Belgique, un des plus importants terrains où se développera la bataille politique de demain. La réforme électorale, telle qu'elle se trouve réalisée, est assez simple dans ses grandes lignes : suffrage universel à 21 ans, avec application de la représentation proportionnelle et utilisation, par province, des excédents de chaque liste, de manière à ce que l'accumulation des « déchets » ne fausse point la représentation exacte du pays. En effet, il arrivait jadis que, par le grand nombre des excédents ou le total des voix recueillies par les petites listes n'atteignant pas le chiffre électoral nécessaire pour l'élection d'un député, certains partis étaient singulièrement favorisés par les hasards du scrutin. C'est ainsi que le parti catholique disposait à la Chambre d'une majorité allant de six à douze voix alors qu'en réalité, il avait moins de voix, pour l'ensemble du pays, que les deux partis d'opposition réunis. C'est contre cet état de choses que libéraux et socialistes ne cessaient de protester avant 1914 et c'est afin de continuer à bénéficier de cette situation de fait que le parti catholique se refusait à toute réforme électorale profonde.

Les élections législatives qui auront lieu probablement au mois de novembre prochain modifieront-elles sensiblement la représentation du pays et marqueront-elles une orientation nouvelle de la politique belge ? Nul ne pourrait le prédire avec quelque certitude. Il semble que la suppression de la deuxième et de la troisième voix, ainsi que l'abaissement de la limite d'âge de 25 à 21 ans, doivent logiquement profiter aux socialistes, mais la question est de savoir dans quelle mesure la guerre et les évènements qui ont suivi la victoire des alliés ont pu modifier les différents courants de l'opinion. Or, il ne fait aucun doute que les trois grands partis ont subi des fluctuations très sérieuses, et s'il n'est guère vraisemblable qu'ils puissent se présenter aux élections avec des listes nationales communes, qui eussent en fait supprimé la consultation des pays et consacré ce qui fut créé de toutes pièces à Bruges, dans une chambre d'hôtel, le jour de la libération du territoire, il est à craindre que chaque parti aille au combat profondément divisé contre lui-même. Dans le parti libéral, modérés et radicaux ont renouvelé leur alliance déjà ancienne, mais leur programme commun se garde bien de trop préciser les points sur lesquels l'accord ne serait peut-être pas durable à l'épreuve des évènements. Les libéraux ont accepté le suffrage universel, mais sans grand enthousiasme, sachant parfaitement qu'ils en seront les premières victimes. Certains éléments mettent en avant des formules sociales et économiques qui devraient logiquement les

rapprocher des socialistes, mais comme le parti libéral, essentiellement bourgeois par ses origines, son caractère, ses principes et ses tendances, ne dispose d'aucune véritable organisation d'œuvres sociales, comme il reste, avant tout, un parti d'idées, l'expérience de chaque jour le dressera de plus en plus contre l'extrême gauche. En fait, la seule force des évènements devrait suffire à assurer en Belgique la victoire du parti libéral : il fut le seul parti politique qui, pendant plus d'un quart de siècle, a réclamé contre la droite et contre l'extrême-gauche une forte organisation de la défense nationale par l'établissement du service personnel obligatoire et généralisé ; entre le parti catholique essentiellement préoccupé de ses intérêts religieux et le parti socialiste subissant fortement l'influence du marxisme allemand, il fut le seul à s'orienter d'instinct, bien avant la guerre, vers la France, à laquelle le rattachaient toutes ses traditions intellectuelles. Véritable parti de l'équilibre et du progrès démocratique basé sur la liberté, le parti libéral belge, plus que tout autre, devrait jouer un rôle capital dans la restauration politique et économique du pays.

A sa droite, le parti catholique apparaît assez divisé au premier abord. Il a encouru de lourdes responsabilités dans la non-préparation militaire de la Belgique avant la guerre : il n'a pas renoncé à prétendre à gouverner seul le pays, comme le prouve l'attitude de M. Wœste ; il est pris entre le souvenir de son passé et les nécessités de l'avenir. Trois nuances très distinctes se marquent chez les catholiques : la vieille droite dont M. Wœste est le chef, qui n'a rien appris, rien oublié, foncièrement conservatrice et ultramontaine et qui entend s'inspirer uniquement de l'intérêt religieux sur le terrain politique, véritable « parti-prêtre » survivant dans le monde moderne ; la jeune droite issue de la guerre, imprégnée d'esprit national, qui veut sincèrement réaliser la séparation entre la politique et la religion et qui, rapprochée des libéraux, pourrait éventuellement constituer avec eux le noyau d'un parti du centre ; enfin, la démocratie chrétienne, création assez factice que le parti catholique imagina jadis pour retenir les masses ouvrières glissant au socialisme, qui est très faible sur le terrain parlementaire, mais dont les syndicats sont une puissance sur le terrain social, Sans doute, malgré ces divisions profondes, le parti catholique réussira à se présenter devant le corps électoral avec une apparente unité d'étiquette et de programme, mais il n'en demeurera pas moins paralysé dans son action par la diversité même de ses tendances. Il y a d'ailleurs chez lui une cause de division plus profonde encore que toutes celles résultant de la situation politique et sociale : il est rongé par le flamingantisme. Pendant de longues années, le parti catholique a favorisé systématiquement le mouvement flamingant, dans lequel il voyait un moyen de réagir contre l'influence des idées émancipatrices françaises ; or le flamingantisme fut le fourrier du germanisme et pendant l'occupation du pays, il se transforma en un « activisme » criminel. Il se fit l'agent de trahison contre la nation opprimée par un ennemi implacable. Le parti catholique condamne, certes, de toute la force de son patriotisme les « activistes », mais il n'ose rompre franchement avec le flamingantisme, et il en résulte un ébranlement de toute sa puissante organisation, qui pourrait avoir de graves conséquences pour sa situation électorale.

A la gauche du parti libéral, le parti ouvrier, qui groupe toutes les forces socialistes, subit, lui aussi, une crise intérieure assez sérieuse. Dans son ensemble, il a eu une attitude nettement patriotique pendant toute la guerre et depuis l'armistice, il a collaboré activement avec le parti catholique et le parti libéral à l'œuvre de la restauration politique et économique du pays. Le groupement professionnel étant la base même du parti ouvrier belge, et son action sociale étant essentiellement corporative, ce parti a été obligé surtout de tenir compte des réalités immédiates, qui sont terribles en Belgique, de telle sorte que, chez lui, le souci national domine tout naturellement le souci international. Ayant trois représentants au soin du gouvernement, MM. Vandervelde, Anseele et Wauters, il a le sentiment d'assumer vraiment sa juste part de responsabilité dans la grande tâche qui s'impose à la nation au lendemain de la guerre. Certains éléments extrémistes essayent bien de s'affirmer au sein de ce parti, mais ils sont sans influence réelle et il leur manque un véritable chef, capable de s'imposer à l'attention. Certaines critiques se font jour au sujet de la collaboration de MM. Vandervelde, Anseele et Wauters avec les partis bourgeois, mais elles demeurent sans effet en présence des résultats acquis. Enfin, le flamingantisme, avec M. Camille Huysmans, s'efforce d'exercer son influence chez les socialistes comme che zles catholiques, mais il y a forcément moins de prise sur l'ensemble des masses, étant donné que la plus grande partie de la clientèle politique du parti ouvrier se trouve en Wallonie, c'est-à-dire dans les régions françaises du pays. Il est évident que la réforme électorale dans le sens du suffrage universel pur et simple à 21 ans doit logiquement profiter aux socialistes, mais d'autre part, on s'attend à ce que l'atmosphère créée par la guerre et surtout à ce que la leçon qui se dégage de l'expérience bolcheviste faite en Russie, ramènent vers le parti libéral certains éléments qui vivaient en

marge du radicalisme et qui appuyaient généralement les socialistes sur le terrain électoral.

La situation, on le voit, est assez confuse et les élections qui se préparent constitueront pour les trois partis un saut dans l'inconnu. Grâce à la représentation proportionnelle, aucun parti ne sortira complètement écrasé de cette lutte, mais il n'en est pas moins vrai que l'orientation de la politique intérieure de la Belgique pourrait s'en trouver profondément modifiée. Alors que dans l'ancienne chambre, issue des élections de 1912 et 1914, le parti catholique disposait de 101 sièges, le parti libéral de 45, et le parti socialiste de 40, la droite ayant ainsi 16 voix de majorité sur les deux gauches réunies, ce qui lui permettait de maintenir au pouvoir un ministère catholique homogène avec une majorité dérisoire, il est probable que dans la chambre nouvelle, aucun parti ne disposera d'une majorité, fût-elle la plus médiocre, de telle sorte qu'un gouvernement ne pourra durer que s'il trouve des appuis sur tous les bancs du parlement. Dans ces conditions, le système des cabinets de coalition, dont M. Delacroix a tenté la première expérience à la faveur des évènements, a des chances de s'imposer définitivement. Mais il ne s'agit pas là d'une de ces coalitions entre groupes politiques déterminés par les circonstances et s'assignant pour tâche la réalisation d'un programme strictement limité. En fait, il s'agit d'une véritable application de la représentation proportionnelle au gouvernement, où chaque parti est représenté dans la proportion exacte de ses forces au parlement. Que cette formule marque un changement décisif dans les mœurs politiques, on n'en saurait douter : elle supprime en réalité l'opposition systématique des groupes, elle crée la solidarité effective de tous les partis dans l'administration des affaires publiques, elle répartit les responsabilités de telle manière que les effets de la passion politique se trouvent singulièrement atténués. En cela encore, la Belgique aura été une terre d'expérience et de ce fait, les prochaines élections belges présenteront un intérêt considérable à un point de vue général.

ROLAND DE MARÈS

LES DEUX PASSÉS (1)

L'AUTRE PASSÉ

« Deux fois par jour le plus souvent, elle descendait de la villa sur la plage, pour prendre son bain. Je l'accompagnais quelquefois. Elle faisait alors une folle partie avec Grand-Duc mon lévrier, qui était devenu comme moi sa chose et paraissait ne plus connaître qu'elle. Nous étions pour les autres baigneurs des êtres singuliers que nimbait, je crois, la légende. La beauté merveilleuse de Juliette faisait chaque fois sensation, et chaque fois ce m'était un triomphe et une douleur que cet hommage des yeux, de la physionomie, de le reste que tant d'étrangers rendaient à cette femme « *ma femme* ».

« Chose étrange, quand je songeais à elle, je mais en mon esprit, je ne l'ai appelée « ma femme » : je voulais obstinément qu'elle fût mon *amie*, comme toi-même fus mon ami toujours, je le voulais pour ce qu'il y avait de mon âme, et que je souhaitais qu'elle mît de la sienne en cette appellation de sens mystérieux et doux.

« Je m'appliquais aussi à trouver naturel qu'elle livrât ainsi la beauté de son corps à l'admiration désintéressée de ces étrangers. On ne voile pas à Florence, la fine Vénus de Médicis, et celle du Capitole, sereine et superbe, tourne lentement sur son socle de velours afin de se livrer mieux à l'admiration compréhensive et frissonnante de quiconque la vient contempler. A l'heure du bain, la beauté de Juliette, la grâce de ses debats, la perfection de ses mouvements de nageuse souple et robuste, étaient à tous. Et quand elle sortait ruisselante et remontait vers moi, droite et fière, avec Grand-Duc sur ses talons, on eût dit Diane toute au triomphe d'avoir un instant dérobé à Vénus sa victoire et l'éclat de l'onde, son élément.

« Le temps passait ainsi, insaisissable et rapide et le malentendu entre nous s'accusait. Ma tendresse patiente, mon amour avide, ma fidélité passionnée, lassaient ma compagne. L'atmosphère que mon cœur rayonnait était trop lourde pour cette âme diverse et légère ; elle s'en trouvait accablée. Il est peu d'êtres créés pour subsister dans la chaleur implacablement égale des tropiques ! Elle ne me donna plus bientôt que par pitié, ce que j'aurais voulu n'attendre jamais que l'élan de son cœur. Liés en apparence par la plus parfaite et la plus étroite union, nous nous sentions en réalité profondément désaccordés déjà ! Elle, fatiguée du joug que mon esclavage même lui imposait, moi désespéré par l'amère certitude que mon rêve allait m'échapper, fou de n'avoir pas laissé s'établir dans nos rapports cette instabilité nécessaire qui oblige chacun à son tour à mettre du lest dans la balance, afin d'en assurer l'impossible équilibre.

« Je compris alors, en ce qui me concernait, que tout espoir de joie désormais était éteint ; je n'avais plus qu'à me préparer à terriblement souffrir. Mais qu'elle au moins dût-elle ne pas m'épar-

(1) Voir les numéros précédents.

guer, échappant au courant funeste, puisse respirer, vivre et goûter du bonheur. Lui rendre sa liberté, c'était la reconquérir peut-être ; la retenir plus longtemps captive, c'était certainement la perdre de plus en plus chaque jour.

« Je lui dis un matin :

— « Mon amie, voilà l'hiver, et la mer agressive et méchante me plaît ainsi. Cependant, je n'ai pas renoncé à jamais de moi-même aux émotions vives de me sentir enfermé dans des parois de bois craquant sous l'effort de la vague et du vent, pour vous les imposer à vous, dans notre demeure de la falaise. Nous sommes à peu près libres de choisir le lieu de nos quartiers d'hiver, avez-vous une préférence ?

— Votre idée ?

— Paris...

« Je m'attendais à la voir battre des mains en une de ces expansions enfantines auxquelles elle se laissait aller quelquefois, et dans un cri de délivrance et de joie me jeter oh ! oui... Paris !.. Sa mine boudeuse me surprit ; je n'étais pas préparé à ce dédain. Je proposai :

— Une villa fleurie sur la Riviera ?.. Un hiver de rêve sur la côte ligurienne ? Non, pas cela ? Voyager alors ?.. Rome, Naples... la Sicile...

« J'avais le sentiment vague que l'objection muette à ces projets divers était qu'ils semblaient présenter nécessairement la fatale importunité du tête à tête. C'était sur ce point délicat qu'il me fallait la rassurer, sans cependant laisser deviner que je l'avais trop bien comprise. Je ne devais pas paraître en cela lui faire encore une sacrifice : il fallait que ce besoin de son âme parût correspondre à une semblable aspiration de la mienne, sans quoi, j'étais irrémédiablement perdu. Je m'étais déjà donné trop absolument, le jour où son égoïsme latent vaincrait sa facile bonté, suivant la pente naturelle des sentiments humains, elle irait à mon égard jusqu'à la haine, jusqu'au mépris. Car il en est ainsi que nous ne pouvons souffrir de ceux qui se plaisent à plier devant nos volontés les plus déraisonnables, à subir nos caprices les plus tyranniques, qu'ils ne méritent de nous aucun reproche. J'interrogeai :

— Pas ici, cependant ?

— Non, mais pourquoi pas à C...

« A C... la ville de son calvaire ! Comment ne m'était-il pas venu un instant à l'esprit cette idée qu'elle pouvait ainsi, grâce à moi, prendre une revanche du sort aux yeux de ceux qui peut-être l'avaient blessée quand la fortune pour elle avait tourné ? Non, je n'avais pas songé à ce désir tout féminin qui devait fermenter en son âme de dominatrice. Si ma pensée l'eût imaginé d'ailleurs, c'eût été pour redouter le péril d'un tel vœu menaçant. C..., des relations anciennes ; des flirts interrompus, un lien de cœur plus sérieux peut-être !.. J'avais été à Juliette les yeux fermés, parce que mon amour dédaigneux des calculs, plus fort que toutes les craintes, m'incitait à la conquérir d'abord. J'imaginais que la prudence me viendrait ensuite, pour la garder... Hélas !.. louche et avilissante, la jalousie s'insinuait en moi ! L'oiseau bleu de mon rêve, percé de toutes les flèches, allait-il donc désormais traîner son aile agonisante dans les fanges du doute, du soupçon, de l'espionnage ! Allais-je devenir Bartholo ?

— A C... Si vous voulez, dis-je après un silence, mais réfléchissez encore. Vous semble-t-il très sage, à certains tournants de l'existence, de se retremper ainsi volontairement dans le passé ? Et, lorsque nous éprouvons une fois de plus, très nette, la sensation de nous retrouver sous le même habit de chair et sous le même nom, un être intérieur différent, pensez-vous qu'il soit adroit d'essayer son nouveau rôle sur un ancien théâtre, parmi de vieux décors, afin d'y donner la réplique à des comparses méconnus et abandonnés ?

« La considération que j'émettais ainsi la frappa comme un propos très en dehors des uniques épanchements et de l'aveugle soumission auxquels je l'avais sans doute habituée.

— Pour lequel de nous deux parlez-vous en ce moment, demanda-t-elle de ce ton incisif où transparaissait de temps à autre la despote intelligente qui combattait en elle la magnifique amoureuse.

— Pour l'un et l'autre ne vous en déplaise : me trompé-je quant à vous ?

Elle réfléchit à son tour une minute.

— Eh ! bien non, vous avez raison !..

Alors ?

— A Paris, nous nous ferons vite un cercle d'agréables relations. Vos deux cousines, Sabine et France y sont mariées et en belle situation de vous lancer dans le courant qui vous convient. J'y ai de mon côté des amis : mon père y a fini sa carrière de magistrat me laissant des protecteurs prêts à me venir en aide afin de me créer une occupation qui me classe hors de la série des oisifs inutiles...

« Elle parut convaincue, par l'un ou l'autre de mes arguments, sans que j'aie d'ailleurs la moindre idée de celui qui avait pesé le plus fortement sur sa volonté. Elle concéda :

— En effet, Paris est peut-être ce qui nous convient le mieux à l'un et à l'autre !

« Et au bout d'un moment, cette joie que j'avais imaginée éclatant à ma première proposition se donna cours.

— Oui, mon ami, allons à Paris !... Quand partons-nous ?

— Le plus tôt possible.

« Et toujours maladroit, habile seulement à compromettre de plus en plus la joie possessive d'un trésor unique, dans l'ardent désir de le mieux garder :

— Je vous abandonnerai ici quelques jours avec Désirée, pendant que j'irai préparer cette installation.

— Ah ! non par exemple ! Si vous y consentez, cette fois, nous chercherons et nous ornerons la cage à nous deux. N'est-ce pas un juste désir ?

— C'est une très naturelle revendication. Il en sera comme vous le souhaitez.

« Alors, elle devint caressante et joyeuse, non pour dissiper l'ombre de tristesse qu'elle avait pu percevoir en mes efforts pour lui complaire, mais parce qu'elle était heureuse à l'idée de la délivrance prochaine, et qu'elle était de ceux qui ont la joie bonne, expansive et tendre.

*
* *

« Paris nous fut accueillant.

Sabine Queyras avait en épousant son mari, obéi à cet aveugle emportement d'un esprit romanesque qui domine encore chez quelques jeunes filles de la bourgeoisie de province. Elle était entrée par jeu en correspondance avec son poète à l'occasion d'une plaquette « Emeraudes et rubis » très vantée par la revue dont elle faisait à C... l'oracle de ses goûts et le conseil de ses toilettes. Queyras, après l'échange de quelques lettres avait souhaité la connaître ; elle avait, toute ravie de son intrigue secrète, envoyé sa photographie.

« Sans être d'une beauté qui s'impose, elle avait ce qu'il est convenu d'appeler du montant. Elle possédait en outre de ses agrements extérieurs à peine discutables, un nom et quelque fortune ; et surtout, le mariage aujourd'hui est un accident si léger, que le poète ne crut peut-être pas jouer sa vie en y consentant pour la satisfaction du caprice que lui inspira tout à coup son audacieuse correspondante.

« Ils s'étaient vite réciproquement découvert de graves défauts. Leurs deux égoïsmes se heurtaient sans cesse et rudement, — mais intelligents tous deux et pratiques, ils comprirent qu'ils pouvaient, en se faisant des concessions mutuelles, se servir au mieux de leur commun intérêt pourvu qu'ils gardassent de fait chacun son indépendance. Sabine saurait être pour son mari une active et savante réclame, d'autant qu'il lui assurerait mieux le nécessaire appui d'un lieu consacré, pavillon de mode qui couvre cependant à bien des yeux encore et fait accepter les pires extravagances.

« Sabine recevait une bohème d'art et de lettres n'avait aucun souci de se compromettre avec l'un ou l'autre de ceux qui se déclaraient ses adorateurs parce que, en somme, elle ne leur accordait rien d'elle-même. Au demeurant, une cérébrale sans haine, ni dégoûts, mais, sans vulgarité ni bassesse, capable de mépris violents et de froide colère aussi bien que de vigoureux enthousiasmes. En elle, rien de calculé, mais aussi rien de soutenu, si ce n'est l'acceptation sans commentaires ni regrets, des conséquences les plus désagréables de ses actes, tout d'impulsion.

Sincère dans chacun de ses engouements, elle ne se brûlait pas aux feux qu'elle allumait ; on l'avait surnommée, la « *Salamandre* ». Cet emblème adopté, elle en avait orné son papier à lettres, les objets qui lui servaient en propre, les tentures de son appartement, sa maison tout entière.

« Sabine nous accueillit avec sa cordialité un peu garçonnière. Elle me jugea du premier coup d'œil insignifiant parce que : amoureux transi. Toutes ses attentions furent pour Juliette. Je fis ce jour-là le dénombrement des salamandres au nombre de quarante-quatre dans les deux salons où nous fûmes admis à pénétrer. J'eus quelque temps l'obsession de ces corps rampants et de leur froid contact ; il me sembla que la dame aux salamandres qui avait avec Juliette tant de souvenirs communs, était appelée à jouer un rôle funeste dans mon existence. Nous avons quelquefois de ces obscurs avertissements, mais, hélas ! combien inutiles ; ils ne nous servent le plus souvent qu'à nous précipiter plus vite et plus sûrement vers les pièges futurs qu'ils nous font pressentir.

« Juliette pour se distraire se jeta à corps perdu dans ce monde douteux que lui ouvrait Sabine, malgré mes efforts pour lui créer des relations plus correctes, plus saines, et mieux en rapport avec la gravité du sentiment que je lui avais voué et de la vie que je rêvais pour nous.

« L'exemple et la société de France, bourgeoisement mariée à un sous-chef de bureau au Ministère des Finances m'eussent pour elle, convenu beaucoup mieux. France avait le jugement droit, le cœur bon et dévoué. Sa chimère à elle était de rendre les siens les plus heureux du monde. Elle fut pour moi aimable et touchante ; affectueuse et simple avec Juliette. Mais ma femme, incapable de comprendre et surtout de partager les emballements cérébraux à la manière de Sabine, était plus inca-

pable encore d'apprécier les vertus bourgeoises et bienfaisantes de France et cela peut-être par ma faute.

« Elle s'était, il est vrai, lassée de mon amour à la fois trop violent et trop soumis, mais elle restait quand même sans le savoir, sous l'active influence du courant dont l'ardeur se dégageait sans cesse de mon âme à la sienne. Sa vivacité, son indépendance naturelle de caractère demandaient autre chose ; mais l'habitude est douce de se sentir enveloppée de tendresse fidèle et d'adoration fervente. Et si, le nuage d'encens dissipé, on respire avec joie plus librement, le souvenir du parfum évaporé subsiste avec sa vertu énervante, sa subtilité évocatrice et tout le mirage du culte dressé derrière son voile évanoui.

« Il lui restait ce goût de l'empire absolu que j'avais si inconsciemment flatté en elle, avec l'obscur désir peut-être d'en essayer l'exercice et le pouvoir sur d'autres que sur moi. Il lui parut tout à coup qu'en se laissant aimer elle m'avait donné plus de bonheur qu'elle-même n'en avait reçu par moi. Sans se rendre compte exactement de ce qu'elle souhaitait, elle rêvait, la sensation absolue que j'avais paru éprouver par elle. C'était comme un germe obscur que sans le vouloir j'avais mis en elle, comme une sorte de contagion néfaste de ma folie absurde et généreuse, qui allait l'entraîner à son tour. Et emportée par un tel courant, elle devait se jeter en pâture au premier être qui parlerait à son imagination après avoir attiré ses regards.

« D'une parfaite clairvoyance et bien singulière si l'on considère la passion folle dont mon âme subissait l'extraordinaire emprise, je voyais ainsi s'installer en moi la conviction que Juliette, malgré moi, malgré elle, courait fatalement à une aventure vulgaire ; la conviction qu'aucun effort de ma part ne serait capable de la retenir. Par moments, les démons affreux de la jalousie sans objet ne s'étant point encore déchaînés en mon cœur, il me semblait que j'allais pouvoir lui parler raisonnablement, que ma tendresse persuasive, ma tranquille lucidité, la pureté du sentiment presque fraternel dont j'étais uniquement animé alors, réveilleraient en elle la confiance première, et créeraient entre nous cette atmosphère d'intimité cordiale qui devrait succéder aux emportements dangereux et cruels dans les cœurs apaisés, quand ces cœurs ont vibré un instant à l'unisson et se sont joints à la même hauteur.

« Je croyais cela, et quand je la trouvais devant moi distraite, lointaine, froide obstinément, toutes les rages jalouses de la possession éclataient en mon âme bouleversée. J'avais un violent désir de la briser, de la précipiter méchamment à l'abîme... car j'imaginais alors que sa déchéance assurerait ma guérison ».

« T'ouvrirai-je, ami muet, ce long récit de ma folle souffrance !.. Je ne sais plus si je l'ai écrit pour toi, pour moi ou pour elle. Mon cœur méchant parfois voudrait qu'elle sache, ma volonté plus généreuse dit : Non.

« Tant que mes craintes furent vagues, fondées sur des prévisions seulement, j'ai pu souffrir à côté d'elle et en silence ! Ce qu'il me reste à te dire est affreux !.. C'est comme si j'arrachais de mon âme crucifiée les clous, la lance, les épines cruelles, si je pressais inassouvi l'éponge où je me dois abreuver d'amertume, pour te mettre sous les yeux ces instruments de ma passion. Et cependant, à me confesser, à me torturer ainsi, j'éprouve un bien. Ces moments où je m'épanche en toi, où je me regarde souffrir sont des moments où mon martyre s'apaise, où je m'apparais, penché sur mon propre moi, anesthésié, pour palper les meurtrissures, sonder les plaies de ce double agonisant.

« Ce qui m'a chassé ici, c'est l'impression nette qu'elle avait enfin rencontré l'homme de son désir.

« C'était un soir ! Je ne sais plus si c'est hier ou s'il y a très longtemps !.. Elle rentrait pour dîner, il était tard. Je l'avais attendue inquiet, tapotant les vitres, tournant distraitement les pages d'une revue, l'esprit invinciblement attaché à elle, ensorcelé comme au premier jour par ce philtre que j'avais seul préparé de mes mains, que je l'avais contrainte à boire, et qui m'a seul énivré jusqu'à la mort. J'avais fait sur route avec Queyras l'essai dans la forêt de St-Germain de sa Dietrich nouveau modèle !.. J'avais une faim du diable car, détail à noter, j'ai toujours eu l'estomac bon ! L'amour, même contrarié, me donnait de l'appétit. C'est ridicule n'est-ce pas de t'avouer ceci ; mais il ne faut pas, pour rester dans la vérité, que tu puisses m'accuser de neurasthénie ou autre mal imaginaire et déprimant. Ma plaie est toute morale ; c'est pourquoi je l'impute à une aveugle et inexplicable fatalité, contre laquelle tout mon bon sens, toute ma raison se révoltent et ne peuvent rien.

« Elle jeta son chapeau, ses gants, son vêtement aux mains de la femme de chambre en des gestes animés et rapides qui contrastaient fort avec son habituelle indolence.

« Elle s'assit en face de moi à table, l'expression de son visage était singulière ; ses yeux resplendissaient de vie intense ; un coloris inaccou-

tumé rosait ses joues à l'ordinaire plutôt pâles, sa bouche riait malgré elle comme un fruit vermeil éclate de maturité. C'était épouvantable et ravissant.

— Vous avez été chez Sabine, demandai-je ?

— Oui.

— Du monde ?

— Beaucoup, comme toujours.

— Et... des nouvelles recrues, naturellement ?

— Aujourd'hui très peu ! En revanche j'y ai rencontré M. Beaumont, le fils de l'amiral ; c'est un compatriote, il vous a connu et m'a parlé de vous.

— Beaumont !.. oui, officier de dragons, n'est-ce pas ?

— Actuellement en garnison à Noyon... Nous avons fait ensemble une fameuse randonnée dans le domaine du passé ! Nous nous sommes trouvé quantité de connaissances communes. Il vient souvent à Paris, mais rarement chez Sabine. Tout à fait dans le train. Il est partout demandé. Il a une très belle voix et joue à merveille la comédie !

(*A suivre.*)

L'AUTRICHE APRÈS SAINT-GERMAIN

L'écroulement de l'Empire Habsbourgeois, qui était une réalité depuis près d'un an, a été consacré officiellement par le traité de Saint-Germain. Des ruines de ce vaste Etat, qui était plus grand et plus peuplé que la France, surgissent des Etats nouveaux, tandis que d'anciens Etats augmentent leur puissance à ses dépens. La Tchéco-Slovaquie et la Pologne sont désormais libres, — si libres, qu'elles sont déjà aux prises dans l'affaire de Teschen ; la Roumanie, la Serbie, l'Italie obtiennent de larges accroissements de leur domaine, puisque la Moldavie et la Valachie s'adjoignent tout de suite la Bukovine, en attendant que le traité avec la Hongrie leur ajoute la Transylvanie et une bonne portion du Banat de Temesvar, — puisque la Serbie s'enrichit au détriment de la Cisleithanie, et que le dépècement de la Transleithanie justifiera son nouveau titre de royaume Serbo-Croato-Slovène, puisqu'enfin l'Italie s'avance jusqu'au col du Brenner et prend pied sur le rivage oriental de l'Adriatique.

Demain, la Hongrie réalisera, — dans les plus fâcheuses conditions, — son rêve de toujours, qui fut l'indépendance totale, — le rêve du premier Kossuth. Quand les Magyars jadis revendiquaient le séparatisme absolu et l'affranchissement de leur nationalité, ils entendaient garder leur main-mise sur les « allogènes » Slaves et Roumains à leur domaine historique, et ces « allogènes » leur échapperont. Même le traité de Saint-Germain, qui a mis 2 millions et demi d'Allemands en Tchéco-Slovaquie, a enlevé à la Hongrie pour les rattacher à l'Autriche les Allemands des districts occidentaux.

Cette Autriche n'est plus qu'un Etat de troisième ordre : pour la population, d'abord, — pour la force économique ensuite. Elle comptait 28.600.000 âmes au recensement de 1910 ; mais là-dessus elle perd la Carniole, Trieste, Goritz et Gradisca, l'Istrie, une partie du Tyrol, la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Galicie, la Bukovine, la Dalmatie qui, au total, représentent près de 22 millions d'habitants. Le statut de la Carinthie, qui en a 400.000, est douteux, puisqu'il demeure soumis à un plébiscite, au moins pour un vaste district ; enfin le Vorarlberg, dont les habitants sont au nombre de 150.000, évolue vers la Suisse et sollicite l'avantage de devenir un 23e canton. — Admettons que l'Autriche nouvelle rassemble 6 millions 1/2 de nationaux, en tenant compte de l'accroissement qui a pu se produire pour les naissances depuis 1910, et des pertes de la guerre qui ont été lourdes ; c'est un maximum : 6.500.000 sur 80.000 kilom. carrés. L'Autriche nouvelle n'est plus qu'un huitième en superficie et en population de l'ancienne monarchie habsbourgeoise. Elle est moins peuplée que la Belgique, à peine aussi peuplée que les Pays-Bas, six fois moins étendue que la Suède, quatre fois moins que la Norvège.

Elle est ruinée dans l'ordre financier. Les charges, qui vont peser sur elle et qui atteindront à plus du quart des charges imposées à l'Allemagne — (qui a 60 millions d'habitants), sont en principe insoutenables. Le crime des Habsbourg écrasera indéfiniment les provinces qui furent le réduit de leur puissance. Elles n'entrevoient même point la possibilité de se relever par le travail, au moins tant que le monde Danubien demeurera morcelé. Vienne, capitale géante d'un Etat ramené à sa plus simple expression, n'est plus qu'un centre artificiel, dont la vitalité va décroître rapidement. Elle aspirait vers elle, en vertu de l'organisation même du vieil Empire, les richesses de la Bohême et de la Galicie, de la Slovénie et du Tyrol méridional. Elle subsistait au détriment des Slaves, des Italiens, des Polonais, des Ruthènes ; ses usines tiraient des minerais et du combustible des régions habitées par les allogènes asservis ; ses installations commerciales prospéraient par le négoce avec les vallées lointaines, avec la bande maritime, qui désormais appartiendront à d'autres Etats : ses banques, ses instituts d'assurance centralisaient l'activité de millions et de millions

d'hommes, qui ne seront plus Autrichiens. Vienne gardera sa réputation de ville de plaisir — et c'est peu de chose, — et sa position sur le Danube : mais saura-t-elle en user ? Ainsi le traité de Saint-Germain, sous quelque aspect qu'on l'envisage, a consacré l'un des plus gigantesques effondrements dont l'histoire fasse mention. Je dis consacré, car la grande monarchie Danubienne était morte depuis le jour où une révolution générale des peuples avait chassé la dynastie et proclamé la dislocation.

Qui donc la regrettera ? Les hommes qui s'attardent à la contemplation, au respect admiratif du passé, parce qu'il est le passé. Certains esprits sont ainsi faits qu'ils voudraient figer le monde dans une formule immuable, et que les innovations leur répugnent. L'Empire Habsbourgeois existait : il a duré des siècles ; cela suffisait. Ils lui appliquent la doctrine que Talleyrand défendit au Congrès de Vienne, sans se demander si elle ne couvrait pas les pires injustices et les plus détestables tyrannies : la légitimité. C'est en vertu de ce dogme que la Sainte Alliance défendait à l'Italie de s'émanciper, à l'Espagne de se doter d'une constitution et à la Grèce de se soustraire au joug de la Porte.

L'écroulement de la monarchie Danubienne était dans l'ordre des choses, comme la disparition de l'Empire ottoman lui-même. Ceux qui répètent le mot de Palacky, sans d'ailleurs en comprendre la portée réelle : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer », n'ont pas discerné le caractère des changements intervenus en Europe depuis cent ans. Parce que l'Autriche ancienne — (et l'évènement a démontré l'erreur de leurs conceptions) — leur apparaissait comme une élément de paix et d'équilibre, ils prenaient souci de sa conservation. Or cette Autriche, à l'inverse de leur opinion, a toujours été un facteur de trouble et de guerre, car elle réalisait au suprême degré le type de l'Etat oppresseur. L'instauration du dualisme en 1867 n'avait même fait qu'accentuer ce type, puisque deux minorités, l'allemande d'un côté de la Leitha, la magyare de l'autre, étaient désormais associées pour dominer une majorité d' « allogènes ». Prétendre maintenir l'Etat Habsbourgeois, c'était au demeurant, condamner la nationalité polonaise à l'éternel asservissement. Et, singulière contradiction ! les champions de l'ancienne Europe, celle d'avant 1914, étaient aussi les tenants de la restauration de la Pologne.

Du moment que l'Empire des Sultans s'en allait en morceau, il était naturel et logique que l'autre Empire, dont Vienne et Budapest étaient les centres, subît le même sort. Il est curieux qu'on n'ait pas perçu la justesse de cette déduction. Les Slaves des Balkans s'émancipaient. Pourquoi les Slaves Danubiens fussent-ils demeurés en tutelle ? Ces Slaves Danubiens restés sous le joug étaient appelés par les Slaves Balkaniques, qui formaient des Etats indépendants. Lorsque Bismarck, en 1878, jeta François-Joseph vers l'Orient, pour l'écarter définitivement de l'Europe Centrale, pour tuer en lui toute pensée de revanche et effacer le dernier souvenir de Sadowa, il ne se doutait pas des conséquences que son geste aurait pour le gouvernement austro-hongrois et pour l'Allemagne elle-même. L'occupation militaire de la Bosnie-Herzégovine conduisait le cabinet de Vienne à l'annexion de cette contrée, donc à la lutte contre les Serbes, Serbes du dehors et du dedans, soutenus par tous les autres Slaves de Cisleithanie et de Transleithanie. Et le conflit mondial, au moins pour une part, est sorti de ce trouble devenu permanent.

La bataille des nationalités a rempli le XIXe siècle, et quelque place que le problème social ait prise partout, elle n'est pas encore terminée. De ce point de vue l'effondrement de l'Autriche-Hongrie était quasi inévitable. Il n'eût pu être conjuré ou différé que si les Habsbourg avaient entrepris une politique analogue à celle que l'Angleterre contemporaine a pratiquée vis-à-vis de certaines de ses colonies. La perte des Etats Unis avait été une leçon pour le Gouvernement de Londres, qui craignit, dans la suite, de perdre le Canada, l'Australie, l'Afrique australe et qui leur conféra, par simple calcul, la plus large autonomie. Si, jusqu'ici, il a maintenu l'Inde en tutelle, et si plus près de lui il n'a pas mis le *Home Rule* en vigueur pour l'Irlande, c'est qu'il s'est cru assez fort pour dompter les soulèvements : le jour où il ne gardera plus cette conviction, il cèdera. Les Habsbourg n'ont jamais voulu admettre la nécessité. Ils appartenaient à la catégorie des dynasties et des castes qui n'apprennent rien et qui n'oublient rien : ils conservaient l'opinion, au XXe siècle, que les peuples étaient faits pour les monarques, que ces peuples n'avaient aucun droit et qu'il suffirait toujours d'une manifestation de rigueur pour comprimer leurs élans. François-Joseph avait dû rendre l'Italie à elle-même, mais secrètement, il espérait encore défaire l'unité italienne et replanter ses aigles sur Venise et sur Milan. Les insurrections de 1848 n'avaient laissé en lui d'autres souvenirs que ceux de l'écrasement du séparatisme Hongrois et de la répression en Bohême. Il qualifiait de rebelles et traitait comme telles les nationalités sujettes qui demandaient un autre statut. Avec une forte armée, une bureaucratie mal payée mais nombreuse, des conseils de guerre et des potences, il s'imaginait maintenir indéfiniment le régime que lui avaient légué ses ancêtres et que le tsar de Russie, au milieu du dernier siècle, l'avait aidé à consolider.

Charles Ier avait été plus souple, mais il ne comprit que trop tard le sens des événements. Il se fit un point d'honneur, lui aussi, de défendre l'héritage d'oppression et de violence et n'envisagea le fédéralisme qu'à l'heure suprême de la catastrophe. En montant sur le trône, il eût pu ajourner la banqueroute plus ou moins, s'il était sorti de la guerre et s'il avait fait les concessions nécessaires, mais il n'y songea pas assez. Il était en retard d'une idée et d'une année au moins, comme il sied à tout monarque autrichien. Il offrit une constitution fédérale aux nationalités de l'Empire à une heure où elles refusaient toute coexistence prolongée ; il promit l'autonomie aux Slaves et aux autres allogènes à un moment où ils ne pensaient qu'à un affranchissement total. Sa monarchie se brisa en tronçons épars, comme si elle avait été frappée par la foudre, et il n'eut même plus la consolation de régner sur l'un d'eux. C'est un fait caractéristique entre tous, et sans précédent dans l'histoire, que trois Empires aient disparu à la fois — trois Empires qui reposaient uniquement sur la conquête, sur l'assujettissement de dizaines de millions d'hommes à des minorités, et sur l'omnipotence d'une bureaucratie qui stérilisait tout autour d'elle.

Mais le problème qui se pose aujourd'hui est très différent de celui d'hier. Jusqu'en 1918, on se demandait comment le droit des nationalités prévaudrait dans les trois Empires des Hohenzollern, des Habsbourg et des Romanow. Aujourd'hui l'on se demande quelle sera la structure de l'Europe orientale et plus spécialement comment le monde Danubien va s'organiser. Je reviens souvent à ce problème, parce qu'il est capital, parce que les heurts des Etats secondaires, qui s'échelonnent de la frontière Saxonne et Bavaroise jusqu'à l'Archipel, constituent de formidables périls pour la paix. Nous avions les Balkans ; nous avons des Balkans indéfiniment agrandis ; les Balkans couvrent désormais la moitié de l'Europe et bien davantage.

Chacun des Etats qui surgissent des ruines de l'Empire Habsbourgeois éprouve aujourd'hui la difficulté de vivre par ses seuls moyens. Tel d'entre eux est éloigné de la mer et ne peut communiquer avec elle que de l'agrément de ses voisins, et ceux-ci ne sont pas toujours des amis ; tel autre n'a ni charbon, ni matières premières ; tel autre encore manque de denrées agricoles suffisantes pour nourrir sa population. Qu'elle fût factice à outrance, la construction Habsbourgeoise avait pourtant érigé une sorte d'unité économique, — avec un outillage médiocre et surranné, mais qui avait le mérite d'exister. La dislocation de l'Empire n'a pas rompu seulement les relations politiques, elle a bouleversé les rapports d'échange qui étaient à la base de la vie des peuples. Si tant de conflits sont nés instantanément entre des Etats nouveaux ou agrandis et qui avaient des intérêts communs à la destruction de la monarchie de Charles Ier, ils ne résultent pas exclusivement des oppositions ethniques ; les questions économiques y jouent un rôle de premier plan, et qui apparaît avec clarté dans la querelle de Teschen entre Tchéco-Slovaquie et Pologne, et dans celle de Temesvar, entre Serbie et Roumanie.

A la vérité, le monde Danubien ne saurait subsister dans le morcellement actuel. Si le problème est primordial pour l'Autriche, il est à peine moins essentiel pour d'autres. Personne ne saurait supposer que la dispersion des forces présentes puisse durer longtemps, car elle paralyserait la croissance et le relèvement d'une portion énorme du continent et peserait même sur l'évolution des peuples qui se meuvent en dehors de la zône Balkanique et Danubienne. Qu'on consulte les visées purement économiques, ou qu'on envisage les garanties de la paix, la création de grandes Fédérations à l'Orient de l'Europe se révèle comme une nécessité future. J'ajoute que le courant d'idées, à une heure donnée, deviendra probablement irrésistible. Je reviendrai sur ce grave sujet, et je montrerai pourquoi les appréhensions marquées à cet égard par certaines puissances — par l'Italie en particulier — sont mal fondées. Je montrerai aussi pourquoi les groupements d'Occident ont intérêt à une reconstruction logique de la région orientale sur la base d'un libre fédéralisme.

PAUL LOUIS.

LES COUPLES CHANTENT...

PERSONNAGES

LE BERGER	
MYRRHINA	LES ENFANTS
VIOLLIS	LES ENFANTS
DELIOS	LES ENFANTS
DAMALIS	LES AMANTS
PHILENOS	LES AMANTS
ARISTÉE	LES AMANTS

Dans un bois, au temps des dieux.

LE BERGER

Ils viendront... Vous allez entendre leur murmure,
Leur doux chant alterné va bercer la ramure.
Et bientôt jailliront, à l'ombre de ces bois,
Les hymnes éperdus qui vibrent dans leurs voix,

L'un ardent et brutal en sa force éclatante,
L'autre timide et pur, l'aile encor hésitante,
Battant l'air sans savoir s'il est sûr de son vol...
Quel chant choisiras-tu, frémissant rossignol ?
Les deux couples sont là, portant chacun leur rêve,
L'un a pour jeux des jeux d'enfants... L'aurore est [brève.
L'autre a l'âge d'amour et des jeux aussi beaux
Mais déjà sous son rire ont percé des sanglots.
Ils vont... Sur leurs fronts clairs s'entrecroisent les [branches,
Il pleut sur leurs cheveux les mêmes roses blanches
Mais chaque couple passe... et ce sont *d'autres* [*chants !*
Moi, berger, qui m'en vais sous la neige et les ans,
Sage pour avoir vu, chaque soir, ô Nature !
La pureté du jour fondre en la nuit impure,
Je guetterai, tapi dans les souples roseaux,
Ces deux chants différents qui troublent les oiseaux.

(Il se cache et les enfants entrent en courant : ce sont Viollis et Myrrhina.)

VIOLLIS, MYRRHINA.

VIOLLIS, courant après un papillon.

Ce papillon !...

MYRRHINA, s'avançant vers la fleur qu'il butine.

Là... doucement !

VIOLLIS

Parlons à peine.

MYRRHINA

Laissons-le se poser... Chut !

VIOLLIS

Retiens ton haleine.

MYRRHINA

J'approche.

VIOLLIS

Plus un bruit !...

MYRRHINA

Plus un pas !...

VIOLLIS voulant saisir le papillon.

Je le tiens.

MYRRHINA

Il s'envole !...

VIOLLIS

Méchant ! Qu'est-il devenu ?

MYRRHINA, le lui montrant sur un buisson.

Tiens !...

VIOLLIS

Quel dommage ! Il avait des ailes mordorées !

(Apercevant un autre papillon.)

Un autre sur ce lys. Ses ailes sont...

MYRRHINA

Pourprées !...

VIOLLIS

Je veux le prendre aussi...

(Il court.)

MYRRHINA

Quel espiègle !

VIOLLIS, essoufflé et découragé.

J'ai chaud.
Si nous nous reposions là-bas...

MYRRHINA

Près du ruisseau...

(Se penchant sur l'eau, à Viollis.)

Il est limpide... vois. A travers l'eau qui tremble
Palpite une ombre pâle et furtive. Il me semble
Qu'un visage de nymphe apparaît par moment
Et donne à l'eau qui court ce léger tremblement.

VIOLLIS

Oui, mon père souvent me l'a dit. Les fontaines
Et les sources cachant leurs larmes sous les chênes
Sont les miroirs profonds des nymphes de ces bois.
Si je pouvais en voir une seule... une fois...
Elle nous bercerait de son chant monotone
Au printemps...

MYRRHINA

Et nous dormirions...

VIOLLIS

Jusqu'à l'automne...

MYRRHINA

J'aime tous ces récits de nymphes et de dieux.
Ma mère, chaque soir, m'en fait de merveilleux
Et lorsque je sommeille en ses bras, étonnée,
L'ombre où j'entre, peureuse, en est illuminée !...

VIOLLIS

Peureuse ? Tu l'es donc ? Les filles sont ainsi,
Mais les hommes... tu sais !... Quand le soir s'obs- [curcit
Je puis, ô Myrrhina, voler à ta défense !...
Si tu voyais mon casque et ma fronde et ma lance
Et mon bouclier neuf avec ses reflets d'or,
J'ai vraiment l'air d'Achille !...

MYRRHINA, très savante,

Oui, le vainqueur d'Hector.

VIOLLIS

Quand tu seras ma femme, il faudra que sans cesse
Ton époux valeureux veille sur ta faiblesse.
Nous irons par les bois, toi, pendue à mon bras,
Moi, l'épée à la main, tous deux à petits pas,
Et des monstres parfois rugiront dans leur antre,
Et je crierai : Surtout ne tremble pas si j'entre... !

MYRRHINA

Mais aussi, par moment, tu te reposeras
Et je m'endormirai, petite, entre tes bras...
La grande lune blême errant dans les feuillages
Fera trembler au ciel tous ses pâles visages,
Et des rêves flottants sur nos yeux descendront
Et je voudrai chasser les plus beaux... vers ton [front.

VIOLLIS

Oui... ce sera très doux ce sommeil sous les branches
Loin des combats, sous vos regards, étoiles blanches.
Nous dormirons tout près l'un de l'autre, tout près,
Bercés comme la feuille, ici, par le vent frais.
Mon épée à tes pieds pour une nuit posée...
Et quel réveil près des moineaux, dans la rosée !

MYRRHINA

Vois... Je prends ton bras doucement
C'est le jour de notre hyménée...
La fougère semble étonnée
Et doute de l'événement.

La forêt murmure : quel rêve !...
Ces deux enfants !... Riez, oiseaux !
Je vais... la brise me soulève.
Nous sautons, pieds nus, les ruisseaux !

La vapeur de l'aube qui plane.
Me fait un voile transparent.
Pour nous aucun lys ne se fane.
Tout le bois sombre est odorant.

Des perles ruissellent des feuilles
Sur nos fronts d'enfants et d'époux.
Toutes les roses que tu cueilles
Naissent sans épines pour nous !...

Tu vas fier, en levant la tête.
D'un air farouche de garçon,
J'avance. Le ciel est en fête.
Le soleil danse à l'horizon.

Le temple est près du flot qui gronde...
A travers les bois ténébreux.
Nous avons perdu, toi, ta fronde.
Moi, le bandeau de mes cheveux.

Nous voici sur le seuil. Je tremble.
Il est encor de grand matin.
Mais les dieux nous revoient ensemble
Et voici ma main dans ta main.

« Que faites-vous, enfants frivoles,
Il est trop tôt ! » — Nous le savons...
Taisez-vous, voix sages et folles,
C'est un rêve que nous vivons !

VIOLLIS

Un rêve !

MYRRHINA

Delios est là qui nous épie.

VIOLLIS

Nous jouons . il voudrait. .

MYRRHINA

Etre de la partie

VIOLLIS

Approche Delios... Myrrhina te sourit.

(Et voici venir un autre enfant, à l'air insouciant au regard bleu.)

MYRRHINA

Je veux te présenter, mon cher !..

VIOLLIS s'avançant

A son mari.

DELIOS riant

Ah ! c'est lui ?

MYRRHINA

Nous jouons ce soir à l'hyménée...

DELIOS

Moi, je serai la foule !...

VIOLLIS, souriant

Hélas, diminuée !...

MYRRHINA, battant des mains.

C'est amusant ! !

DELIOS

Je vais préparer le chemin
Et balayer ces feuilles mortes de ma main.

VIOLLIS

Il faudrait sur nos fronts agiter une palme !

DELIOS, cueillant une fougère et la brandissant au-dessus des petites têtes.

Je l'agite !... Hyménée !...

VIOLLIS, prenant Myrrhina par la main, avec grâce

Avançons d'un air calme.

DELIOS, agitant toujours sa feuille.

Hyménée !...

VIOLLIS, à Myrrhina.

Il paraît aussi joyeux que nous..

MYRRHINA

Oui, presque autant que toi... qui deviens mon [époux.

(Ils disparaissent. A peine se sont-ils éloignés que la tête du vieux berger émerge du milieu des roseaux et des branches.)

LE BERGER

Ecoutez-les !... Leur chant radieux d'alouette
Répond à l'appel de l'azur !
Ils vont... Leur pas léger foule la violette
Et leur jeu de l'Amour n'est que le reflet pur.

Nul désir en ces cœurs, nul cri jaloux de rage...
Demain, ils connaîtront le frisson douloureux.
D'autres viennent déjà qu'emporte un vent d'orage
Et les flèches d'Eros sifflent toujours entre eux !

(La tête du berger disparaît à son tour. Voici venir Damalis et Philénos. Ils vont le regard extasié mais aussi inquiet et trouble par moment.)

PHILÉNOS, DAMALIS.

PHILÉNOS

Damalis !

DAMALIS

Un baiser !

PHILÉNOS

Damalis !

DAMALIS

Le ciel brûle !

PHILÉNOS

Tes bras ont la fraîcheur du tendre crépuscule ;
Laisse que sur ton sein voilé par tes cheveux...

(Il enveloppe son front de la chevelure de Damalis.)

DAMALIS

Philenos !

PHILÉNOS, penché sur elle.

Donne-moi tes lèvres... je le veux.

DAMALIS

Ah ! ce baiser profond qui caresse et qui blesse !

PHILÉNOS

Baiser qui rend ma force égale à ta faiblesse !...

DAMALIS

Ces yeux fixes, ces yeux remplis d'ombre et de [jour !

PHILÉNOS

Qui font se ressembler et la haine et l'amour !...

DAMALIS

Oui parfois je te crains autant que je t'adore.
Je sais qu'en mon esclave un maître vit encore,
J'ai beau l'avoir vaincu, j'ai beau l'avoir dompté,
Mon corps sent qu'en tes bras il peut être emporté.
Et régnant sur ton cœur, mais à tes yeux chétive,
Je suis comme une reine impuissante et captive.

PHILÉNOS

Captive ?... Cependant, si tu voulais...

(Il est à ses genoux ; elle l'écarte doucement.)

DAMALIS

J'ai peur...
Peur du mal que je fais et peur du plaisir même.
Près de toi je pâlis de délice et d'horreur...
Je souffre en te fuyant... je souffre quand je t'aime.
Mon cœur combat sans cesse... A mon foyer désert,
Ma mère pleure encor la triste fugitive
Et quand je tends l'oreille au moindre bruit de l'air,
J'entends l'écho lointain de la maison plaintive !

PHILÉNOS

Mais ma voix malgré tout l'emporte et tu reviens
A ton premier amour, toujours insatiable,
Des tourments !... Damalis, j'ai peut-être les miens...
L'amant qui te possède est souvent misérable...
Je te vois, chaque jour, mais, enfin, ta beauté
A des adorateurs dont augmente le nombre
Et j'ai pu souhaiter que toute ta clarté
Fut aux yeux des passants éteinte par mon ombre...

DAMALIS

Tu souffres ?...

PHILÉNOS

Puisse, ô dieux, l'Univers aveuglé
Etre insensible aussi, sourd, muet et sauvage !
Que le ciel ne soit pas pour te voir étoilé,
L'océan murmurant pour flatter ton visage,
Que les antres profonds, les bois mystérieux
Ne répètent jamais tes chants légers ou graves,
Et que seuls les rochers, hérissés et rugueux,
Sur la route où tu vas soient les cœurs que tu bra- [ves !...

DAMALIS

Que t'importent le Ciel, et la Terre et les Eaux !...
Un souci plus réel te domine et te ronge :
Aristée autrefois trouvait mes yeux si beaux
Qu'il était sûr, la nuit, de les revoir en songe.
Il implora ma main... Je choisis ton amour !...
Et toujours à tes yeux ce fantôme se dresse !
C'est lui qu'autour de moi tu repousses sans cesse,
Et dont l'ombre voudrait s'étendre...

PHILÉNOS

Sur ton jour !...
Je le hais..., car il vint le premier sur ta route...
Il t'a souri dès le matin !
C'est son chant éloigné qu'avec terreur j'écoute
Dont l'écho me vise et m'atteint.

Car j'ai peur que toujours dans ton passé persiste
La douceur de cette chanson,
Que l'obscur souvenir de ce front, jeune et triste,
Parfois rôde dans ta maison.

Et que ces tièdes fleurs près de ta tempe écloses
Que je respire quand je veux,
Gardent pour t'embaumer le parfum d'autres roses
Mortes, naguère, en ces cheveux !...

DAMALIS

Enfant, enfant, qui ne peux croire
Au bonheur qu'il a sous la main,

Mon cœur bat... et c'est ta victoire
Dont l'aile a palpité soudain !

Ne vois-tu pas qu'elle rayonne
En attristant un autre amant
Et que cette gloire te donne
Le suprême éblouissement !

Régner sans immoler personne
N'est pas régner !... Il faut savoir
Que l'on arrache sa couronne
A qui meurt de ne pas l'avoir !

Aimer sans combattre est un leurre !
Toi, du moins, tu sais aujourd'hui
Que si ma lèvre en feu t'effleure
C'est que tu l'emportas sur lui !

Et ton orgueil doit être immense
Dans l'étreinte qui nous unit
D'être un grand amour qui commence
Près d'un pauvre amour qui finit !

PHILÉNOS

A ta voix, un bonheur sauvage
Comme un torrent rapide à la pente des monts
Gronde en mon cœur plein de courage,
Aimons dans la douleur et dans l'angoisse, aimons !

Ton âme, par moment, vers la maison natale
Prend un vol joyeux et secret,
Moi, je vois dans la nuit surgir l'image pâle
De celui qui te désirait.

Nous voudrions aimer sans regrets et sans larmes
Et souvent nos cœurs sont brisés,
Mais on peut étouffer des cris sous un bruit d'armes..
Un sanglot meurt sous des baisers !...

Sans pitié pour celui qui souffre, tu m'entraînes...
Je reconnais le Chant sacré !...
Il monte de la mer où nagent les Sirènes,
Lentement, je suis attiré !

De tes bras, de ta voix et de ta chevelure
Tu m'enveloppes, peu à peu.
L'air soupire, le bois frissonne, l'eau murmure,
Je sombre dans ton regard bleu !

Je souffrirai demain, si tu le veux, qu'importe !...
Celui qui gémit n'a pas eu
La douceur de sentir sur le seuil de la porte
Trembler dans ses bras ton corps nu !...

Allons... sous les grands pins, par la brise marine
Soufflant sur nos cœurs douloureux...
Viens, le sein frémissant, le front sur ma poitrine,
Vers l'ombre claire !...

(ARISTÉE, qui les guettait depuis un instant, tout en les regardant s'éloigner, la voix tremblante).

Ils sont heureux !
Seul, perdu dans la nuit, enfermé dans ma haine,
Je crie au ciel muet ma fureur et ma peine.
Ils s'aiment... Je pourrais d'un seul geste soudain...

(On voit luir la lame d'un poignard. Il reprend.)

Mais voir couler ses pleurs, voir son regard éteint
Quand l'Autre, les yeux clos, descendrait sous la [terre...
Je préfère souffrir dans l'ombre... solitaire !...
Le crime est là pourtant qui m'attire — Je sens
Passer sur mon front nu des souffles malfaisants.
Un nuage parfois vient voiler ma paupière !
Damalis !

(Avec passion.)

La voir blanche, elle aussi, sur la pierre,
Pouvoir baiser ses yeux quand l'autre dormirait,
Les sentir là tous deux couchés dans la forêt
Ne pouvant plus se joindre en un élan farouche !
Dieux !... Avoir pour moi seul ces cheveux, cette [bouche,
Tout ce corps rayonnant dont la nuit s'éclairait...
Quelle féroce joie !...

(Puis dans un soupir.)

Oui... mais elle mourrait !...
Et sa lèvre serait inerte !... Paix, mon âme !...
Philénos peut lasser son désir — Elle est femme...
Une querelle, un songe, un espoir merveilleux
La conduiront, peut-être, un jour, vers d'autres [yeux.
Elle hésite... elle accourt — Sous la voûte embau [mée
J'entends, j'entends le pas de l'Ombre bien-aimée,
Ses membres sous les plis du long voile odorant
Brillent comme le ciel aux astres transparent...
Elle approche..., elle rit... Mon caprice la tente...
Je tiens, je tiens déjà sa forme palpitante
Et la Nuit où l'Amour règne encor, nous unit.

(Il s'enfonce dans le bois, et voici revenir les enfants dont les jeux se ralentissent et qui semblent tout ensommeillés.)

VIOLLIS

Il faut nous séparer.

MYRRHINA

Quoi, déjà ?...

VIOLLIS

C'est la nuit.

DELIOS, se frottant les yeux.

J'ai sommeil !

VIOLLIS

Notre hymen, Myrrhina, fut splendide.

MYRRHINA, montrant la rose blanche qu'elle tient à la main.

Il ne me reste plus qu'une rose !...

LE BERGER, visible à travers le feuillage.

Candide !...

MYRRHINA

Interrompre nos jeux ?... C'est dommage vraiment,
Je voudrais voir, le soir, la forêt s'animant
A la voix des héros descendus sur la nue...
On pourrait bien rester ici, l'ombre venue.
Quel bonheur de jouer sous les étoiles d'or !...

VIOLLIS

Cela ne se peut pas !

DELIOS

Mais non. La nuit, on dort

MYRRHINA

Soit... A demain alors !

VIOLLIS

Très tôt !

DELIOS

Après l'école !...

(Ils se séparent. Le Berger est sorti de la broussaille, il murmure :)

Et les Amants sont là, veillant dans l'herbe molle,
Les traits crispés, le cœur bondissant, les yeux fous !

(Avec un sourire attendri.)

Un jour : Ils rêveront de dormir... comme vous !...

Maurice ALLOU.

LA MARSEILLAISE DE LA PAIX

DOCUMENTS INÉDITS

En 1840, Méhémet-Ali, vainqueur des Turcs, aurait voulu profiter de sa victoire pour se constituer une principauté autonome avec l'Egypte et la Syrie. Le gouvernement de Thiers soutenait cette politique, très désagréable à l'Angleterre dont le *statu quo* servait mieux les intérêts : celle-ci se coalisa contre nous avec la Russie, la Prusse et l'Autriche. Thiers n'eût pas redouté la guerre ; il avait pour lui en France un vif mouvement patriotique, qui aboutit à la construction des fortifications de Paris. Mais le pacifique Louis-Philippe recula devant les menaces de Palmerston et préluda à l'*entente cordiale* entre son gouvernement et celui de la reine Victoria. Seulement, l'opinion française s'irrita ; il y eut une recrudescence de l'esprit militaire, et les chauvins parlaient d'une révision des traités de 1815, qui nous rendrait la frontière du Rhin. L'Allemagne s'inquiéta ; il s'édita une avalanche de brochures et de lourds volumes, surtout en Prusse ; les uns, par représailles, revendiquaient l'Alsace et la Lorraine ; des frénétiques allèrent jusqu'à dire que le partage de la France, seul, assurerait la sécurité de l'Europe.

Le professeur Jahn, un des fondateurs du *Tugendbund*, demanda que les provinces françaises limitrophes de l'Allemagne fussent ruinées, dévastées, et qu'on y laissât pousser une forêt vierge remplie de tigres, de léopards et de toutes sortes d'animaux féroces ! Il ne fallait rien moins pour protéger le candide Germain du perfide Gaulois. Toutes ces protestations allemandes trouvèrent leur barde acclamé et bientôt illustre en un poète obscur, un jeune commis des finances, nommé Becker. Sa strophe de quatre vers disait : « Non, ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand ! » Trente compositeurs mirent cette pièce en musique, et on la chanta dans tous les *Lustgarten*. » Quand vous passez dans les rues de Cologne, écrivait à cette époque Xavier Marmier, vous rencontrez de bons bourgeois qui tâchent de se donner, en dépit de leur pacifique nature, un air terrible, et s'en vont, une pipe d'une main, un bâton de l'autre, gesticulant et criant à tous les saints de pierre de leurs églises, qui n'en peuvent mais : « Non, ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand ! » Le roi de Prusse envoya une coupe d'argent à Becker ; le roi de Bavière, un ode écrite et rimée de sa main. Tout glorieux, le jeune poète lit imprimer un recueil de ses poésies dont son célèbre chant national devait être le joyau, et il le dédia au plus illustre des poètes contemporains, à Lamartine.

La réponse de celui-ci ne se fit pas attendre. En effet, il écrivait le 17 mai à Mme Girardin : « Hier j'ai reçu du poète allemand Becker, dédiée à moi, sa Marseillaise allemande. Je lui ai répondu par la *Marseillaise de la paix*, ce matin, dans mon bain. Je l'écrirai dès que le mal de tête tombera, et je vous l'enverrai après demain. »

Voilà dans quelles circonstances, en moins d'un jour, fut composée une des plus belles pièces de Lamartine : il est « seul à Monceau avec son chien et son cheval », couché à huit heures, levé à cinq, toujours souffrant ; il ne peut travailler, la migraine fait trembler sa main. Il est triste, « triste de cœur, d'esprit, d'âme et d'affaires, sans compter le corps, malade et ayant sous les yeux un mourant », ce pauvre M. de Pierreclos qu'il aime comme un fils. Ses affaires vont mal : il cherche quelqu'un « qui consente à lui prêter 150.000 francs sur une hypothèque de 1.400.000 ». Ainsi inquiet, souffrant, angoissé, il compose, le 17 mai, ce long poème, qui est complètement écrit et corrigé, dès le 24 mai, date du manuscrit que nous avons sous les yeux. Et le 1er juin, la *Marseillaise de la paix* paraît dans la

Revue des deux Mondes. Buloz la paya mille francs à Lamartine, « seul argent, dit il, que j'ai jamais touché d'un journal ou d'une revue ». Encore ne garda-t-il pas cet argent pour lui ; il se faisait payer ses vers pour satisfaire à « la demande de 500 francs bien pressés d'un homme que j'aime et qui en a bien besoin ».

Madame de Girardin, à qui ces vers avaient été promis pour la *Presse*, dut pardonner ce manque de parole devant d'aussi loyales explications, qu'elle n'avait pas attendues d'ailleurs pour louer la pièce, son « inspiration admirable », ses « vers si beaux » ; elle ajoute qu'elle les a relus avec Th. Gautier, que Musset les sait par cœur.

Mais les partis politiques s'irritèrent ; on supportait difficilement ce pacifisme éthéré qui concluait à la suppression des frontières. Le *National* écrivait : « Voilà donc où les abus du paradoxe et les écarts de la pensée ont conduit un de nos poètes, un écrivain qui a des titres réels, un talent incontestable ; voilà où aboutissent les cerveaux plus brillants que solides qu'assiègent les fumées de la célébrité et l'ambition d'un repos impossible. Certes, parmi les utopistes qui ne sont ni députés ni candidats au ministère, ni chefs de partis politiques, il en est peu qui osassent donner à la paix des gages aussi exclusifs et débiter à si haute voix des projets follement imaginaires. M. de Lamartine a voulu vaincre les plus téméraires. Mais comme la Muse s'est vengée !... Traitant la politique en poète et la poésie en politique, il ne sera jamais un homme politique sérieux et il cessera d'être un homme éminent en poésie... Cela devait être : quand on méconnaît ce que vaut le ressort de la nationalité, on mérite de perdre le sentiment de la langue. »

Dans le numéro du 15 juin 1841, de la *Revue des Deux Mondes*, Edgar Quinet répondit à Lamartine par une pièce de vers intitulée *Le Rhin* et construite avec la même strophe de neuf vers, mais sans le puissant refrain « *Roule, libre et superbe*, etc. » Il critique le pacifisme de Lamartine :

Au premier coup de bec du vautour germanique,
Qui vient te disputer sa part d'onde et de ciel,
Tu prends trop tôt l'essor, roi du chant pacifique,
Noble cygne de France à la langue de miel.
Quoi ! sans laisser au moins une plume au rivage,
Gardant pour ta couvée à peine un grain de mil,
Des roseaux paternels tu cèdes l'héritage :
Et sur l'aile de l'hymne agrandi dans l'orage,
Du Rhin tu fuis jusques au Nil !

Il lui dit d'écouter les cris de triomphe des Allemands :

Ah ! qu'ils vont triompher de ta blanche élégie !
Que l'écho de Leipsig rira de notre peur !

Quant à lui, il proteste :

Ne livrons pas sitôt la France au sacrifice,
A ce nouveau Baal qu'on appelle unité.

Il n'admet pas les blasphèmes de Lamartine contre la patrie :

Si patrie est un mot inventé par la haine
Tente vide en lambeaux que l'amour doit ployer,
S'il faut des nations briser la forme vaine,
Arrache donc aussi la famille au foyer !
De tout champ limité condamne la barrière.
Mais regardez donc : il y a des barrières même aux [cieux qui
Par des rivières d'or divisent l'infini,

et il pose cette question plutôt burlesque :

Au vain rugissement de l'Ourse ou du Lion,
Quand voit-on reculer le sanglant Sagittaire,
Ou fuir les deux Gémeaux s'inclinant jusqu'à terre
Dans la cité du Scorpion ?

Les patries sont utiles :

Du chœur des nations la lutte est l'harmonie,
Dans mille chants rivaux, d'où naissent leurs concerts
Chaque peuple a sa voix, sa note, son génie...

L'humanité n'est pas encore pacifiée, il faut rester prêts à la lutte :

De trop de voluptés ne chargeons pas nos âmes.
Après le songe heureux es-tu sûr du réveil ?

Il faut auparavant pacifier les nations :

Pour désarmer nos cœurs apprivoise le monde.
D'avance à l'avenir as-tu versé la paix ?

Le Rhin ? nous avons le droit d'y boire autant que le Germain : chacun sa rive :

Que le Franc puisse y boire en face du Germain.
Du Nil de l'Occident nous ne voulons qu'un bord.

Quant à tes projets de conduire ton peuple en Orient :

Au pays des palmiers tu penses le conduire !
Notre Dieu ne veut pas qu'on nous mène en exil.

Et la dernière strophe est assez obscure :

Fais-nous rentrer joyeux dans l'ancien héritage ;
Et le glaive épousant les lyres au rivage
Allons revoir notre Jourdain.

Lamartine adressa immédiatement son avis à Quinet dans la lettre suivante (*inédite*) :

Mon cher ami,

On n'argumente pas en vers comme on ne lutte pas en volant à moins qu'on ne soit aigle et nous ne sommes que des poètes. Ainsi donc, pas de con-

troverse. Si c'était en prose, il me serait aisé de vous démontrer deux choses : la première, que la France n'a pas été insultée dans l'affaire d'Orient, parce que l'Europe a résisté avec longanimité et modération à ce que la France démembrât seule un empire au profit d'un pacha révolté. La seconde, c'est que si la France joue un plat rôle à la suite du cabinet du 1er mars, cela vient de ce qu'elle n'a pas eu le *courage* de sa *folie* : cela nous mérite deux rudes épithètes que vous appliquez mal, que j'applique ailleurs et contre lesquelles je n'ai pas cessé de prémunir mon pays depuis quatre ans. Vous vous apercevrez plus tard que tout poète qu'on me dit, j'avais raison et que nous n'avons que ce choix : la *Syrie* ou la *honte !*

Mais c'est vous qui êtes poète dans cette magnifique erreur que vous appelez aussi la *Marseillaise de la France*. Nous n'avons pas de musicien, mais nos Marseillaises sont chantées par des philosophes, cela vaut mieux que par les tavernes.

Dargaud est encore ici et il est ravi comme moi de ce beau morceau. Je vous en remercie comme homme et comme poète. Je ne vous combats que comme politique.

Je n'ai pas vu Léon Brys, il est immédiatement reparti pour la montagne. Moi je suis dans la plaine en ce moment, retenu par de tristes préoccupations.

Adieu; honneur et merci. Ramenez la France au bon sens, elle aura toujours assez de courage, mais dessinez-lui des batailles qu'elle puisse gagner. Vos amis ne lui proposent que des suicides.

A revoir. Ne viendrez-vous pas en Charolais cette année ? Vous y retrouverez deux amis quand même (1).

LAMARTINE.

18 juin 1841. Monceau.

Un patriotisme plus agressif inspira toujours à propos du « Rhin allemand », un autre poète : le jour même où paraissaient les vers de Lamartine dans la *Revue des deux Mondes*, précédés de la pièce de Becker, Musset écrivait « *le Rhin Allemand*, réponse à la chanson de Becker ». Ce n'est plus, large et pacifique, l'hymne majestueux de Lamartine ; c'est une chanson légère et mordante ; sur la raquette agile de sa strophe aux vers inégaux, le poète français, avec une preste gaminerie, renvoie au poète allemand ses diverses images : « *Ils ne l'auront pas, notre Rhin allemand* » — Nous l'avons eu, votre Rhin allemand ! — Son *vin de feu ?* — Il a tenu dans notre verre ! — *Sa robe verte :* Condé triomphant l'a déchirée — *Les ossements du dernier homme ?* — Où est-il tombé le dernier ossement ? — *Ses jeunes filles ?* — Elles nous ont versé votre petit vin blanc ! — *Les corbeaux avides ?* — Combien... étiez-vous de corbeaux contre l'aigle expirant ? — *Les hautes cathédrales ?* — Qu'elles s'y rellèlent modestement... »

Lamartine lut ces vers de Musset. Mais il ne goûta pas « ces strophes railleuses et prosaïques auxquelles l'esprit national (dirai-je esprit, dirai-je bêtise ?) répondit par un de ces immenses applaudissements que l'engouement prodigue à ses favoris d'un jour ». Ces vers lui parurent « au-dessous de la dignité comme du génie de la France » ; et il ajoute que ces « refrains de caserne » le confirmèrent dans son « préjugé de la médiocrité lyrique de ce poète ».

Le jugement est sévère et injuste, surtout de la part de qui vient de qualifier le chant de Becker de « strophes brûlantes et fières ». La chanson caustique et mordante de Musset, qui n'est qu'une réponse par la raillerie à la bravade, a bien son prix. Aucun point de comparaison, d'ailleurs, avec l'ampleur sereine, la richesse harmonieuse, le déploiement pacifique et majestueux des strophes lamartiniennes, et le poète avait le droit de les relire en 1857 « avec plus de satisfaction d'artiste » qu'aucun des vers politiques qu'il eût écrits.

On aurait tort cependant de faire de l'auteur de *la Marseillaise de la paix* un pionnier du pacifisme à outrance ou de l'internationalisme :

« Je suis concitoyen de tout homme qui pense...
...Nations ! mot pompeux pour dire barbarie...

Ces vers sont des exagérations de polémique : il fallait crier fort plutôt que juste, pour éloigner de « la police agitatrice et guerroyante » du ministère de *coalition* un peuple trop facilement grisé par l'odeur de la poudre : quel intérêt la France avait-elle à soutenir un pacha d'Egypte révolté contre son souverain ? C'était, dit Lamartine, « le plus étrange caprice de guerre universelle sur lequel on ait jamais soufflé pour incendier l'Europe ». En somme, dans la Marseillaise de la Paix, c'est le député de l'opposition qui appelle à son secours l'idéalisme généreux du poète ; il ne veut pas voir son pays s'engager dans une guerre insensée, tel est le sens de sa lettre à Quinet, mais au lieu d'un « suicide » où ces gens veulent conduire la France, « dessinez-lui des batailles qu'elle puisse gagner », et Lamartine n'aura plus d'objections. Il faut compléter la Marseillaise de la Paix par le *Manifeste aux puissances*. Le ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement provisoire n'y reniait pas son espoir généreux d'une future fraternité des peuples : « La raison, rayonnant de partout, par-dessus les frontières des peuples, a créé entre les esprits cette grande nationalité intellectuelle qui sera l'achèvement de la révolution fran-

(1) Bib. Nat. n. a. fr. 20.791.

çaise et la constitution de la fraternité internationale sur le globe. » Mais il ajoute : « La République française n'intentera donc la guerre à personne. Elle n'a pas besoin de dire qu'elle l'acceptera, si on pose les conditions de guerre au peuple français. La pensée des hommes qui gouvernent en ce moment la France est celle-ci : Heureuse la France si on lui déclare la guerre, et si on la contraint ainsi à grandir en force et en gloire, malgré sa modération ! Responsabilité terrible à la France si la République déclare elle-même la guerre sans y être provoquée ! Dans le premier cas, son génie martial, son impatience d'action, sa force accumulée pendant tant d'années de paix, la rendraient invincible chez elle, redoutable peut-être au-delà de ses frontières. Dans le second cas, elle tournerait contre elle les souvenirs de ses conquêtes, qui désaffectionnent les nationalités, et elle compromettrait sa première et sa plus universelle alliance : l'esprit des peuples et le génie de la civilisation. »

Peut-être même, s'il fût resté plus longtemps au pouvoir, Lamartine aurait-il fait la guerre, quoique répugnant devant Dieu « à ce jeu de sang humain dont l'enjeu est la vie de ses créatures ». Il pressentait que « l'Italie aurait des frémissements et des secousses, que l'Allemagne s'armerait pour y maintenir sa puissance *non nationale*, mais habituelle, en Lombardie ». Il savait que Charles-Albert allait intervenir, et qu'il serait probablement battu. C'est pourquoi il fit décréter l'armée des Alpes de soixante mille hommes, échelonnée de Lyon à la frontière du Var, prête à descendre en Piémont « dans l'intérêt légitime de nos propres frontières » et faire accepter en puissances en lutte « la médiation présente et armée de la France ». Et si ces projets militaires ne se sont pas réalisés, c'est que l'insurrection communiste de juin entraîna la retraite du gouvernement de Lamartine.

Toujours il fut partisan pour la France d'une armée forte et unie, préférant laisser courir à son pays le risque d'une dictature et « *les hasards césariens* », mais sauver le sol de l'étranger. Le 26 avril 1849, la Commission du budget de la marine proposa une réduction considérable sur le personnel des officiers de vaisseaux : près de 300 officiers devaient être licenciés ; Lamartine combattit énergiquement cette mesure comme une économie sur le patriotisme, sur la force et sur l'honneur du pays. Le 8 mai, un autre discours de Lamartine sauva les cadres de l'armée d'une forte réduction. Il montra l'Italie retombée tout entière sous le joug autrichien, Berlin, Vienne et Pétersbourg ayant renouvelé une ligue offensive et défensive ; et c'est alors, dit-il, « qu'une commission du budget vient vous demander, quoi ? de décimer, de retrancher ce qu'il y a de plus prêt, de plus exercé, de plus fort dans notre armée, 740.000 hommes ! Et quels hommes ? Les classes de 1842 et 1843, les meilleurs soldats et tous les sous officiers ».

Le clair bon sens de l'homme politique lui faisait voir la « nécessité d'être fort, prêt à tout », pour un pays comme la France, placée au milieu de puissances militaires qui la menacent ; d'un mot énergique, il appelle cela « la dictature de la situation géographique ». Et il insiste : « c'est un fait ; nous n'y pouvons rien. Dieu et la force des choses nous ont donné la France ainsi constituée. Toutes les constitutions, toutes les déclamations, n'y changeront rien ; nous changerons cent fois de gouvernement, nous ne changerons point de nature ». Mais un devoir s'impose à un pays ainsi menacé : maintenir une armée unie et disciplinée, prête à la guerre offensive comme à la guerre défensive, pour éviter « que le sol soit perdu avec la grande race qu'il porte. ». Le patriotisme l'exige, qui est « la première vertu des nations ».

La preuve est faite : Lamartine n'est pas le pacifiste bêlant que certains s'obstinent à voir en lui. Il a prêché la paix à une époque où la guerre lui paraissait inopportune ; il a toujours cru la guerre inévitable dans notre humanité imparfaite. Nous terminerons par le texte suivant, d'autant plus probant qu'il fait partie de l'exposé de la doctrine politique et diplomatique de Lamartine, dans l'entretien IX de son Cours de littérature : « Nous ne sommes pas de ces béats de la paix universelle qui croient supprimer la guerre entre les peuples, comme si l'on pouvait supprimer jamais l'injustice, la cupidité, l'ambition, l'oppression, l'égoïsme, les passions, qui forment malheureusement la moitié de la nature des individus ou des peuples ! Ne pouvant pas les supprimer, il faut les contenir ; il faut se préserver soi-même, les armes de l'indépendance à la main, contre les armes de la conquête, de l'ambition, de l'oppression des contemporains du monde. Les armées sont les remparts vivants des peuples : offensives, elles sont de vils instruments de tyrannie ; défensives, elles ont le droit armé des nations. Nous ne connaissons rien de plus beau dans l'organisation sociale qu'une armée donnant son sang pour la patrie. L'armée, ainsi comprise, est la paix sous les armes. Gloire aux armées ! »

*
* *

Le manuscrit que nous avons pu consulter appartient à la famille d'un ancien voisin de Lamartine à Péronne. Ce sont deux feuilles doubles de papier blanc, mince, de dimension 24 × 30. L'écriture du poète couvre cinq pages, recto et verso, numérotées 115, 116, 117, 118, 119 ; les pages restées blanches ne sont pas numérotées.

On remarque l'abondance des signes de ponctuation, l'emploi de majuscules même pour de simples épithètes. L'orthographe est assez fantaisiste ; exemples : *siflant, une goute, syréne, remord, someil, nud, soufle, essémons, opresseur, simpathique, printemniaires.*

Le texte définitif de ce manuscrit est presque toujours celui qui a été imprimé, mais les ratures permettent de recueillir quelques variantes du premier jet. On remarquera que c'est à la fin de la pièce que les corrections sont les plus nombreuses : l'inspiration est fatiguée, le mot juste se présente moins facilement au premier appel de l'écrivain.

Nous mettrons entre crochets ( ) les mots raturés du manuscrit et nous écrirons en *lettres italiques* les variantes que ne reproduit pas le texte imprimé.

Vers 4 : (Roule des mers aux mers les bénédictions)
— 5 : Il ne (ternira) plus...
— 53 : Roule libre et (baron) entre nous tous...
— 65 : a été tout entier refait, mais on ne peut distinguer sous la rature que le mot (exil)
— 70 : Vivent les (fiers enfants) de la grave Allemagne
— 81 : (Sous) le sceptre aimé...
— 92 : Roule libre et bénis ces (deux rois) dans course
— 95 : (Large bassin du ciel laisse boire) aux deux bords
(Quant vient l'homme à ton lit)
— 101 : *Là des houris du ciel n'embrassent que [les airs*
(viennent les bras ouverts)
— 107 : Rends (l'herbe et la soie)
— 108 : *Allons-y ! superflu des nations trop [pleines,*
Au soufle de l'aurore *essémons* les pre- [miers,
Jettons les blonds essaims des familles [humaines
Autour *du nœud* du cèdre...
— 113 : Allons, comme Joseph (avec) ses onze [frères
— 119 : (Les pins fils du rocher) *pour les tailler [en mâts*
— 121 : Tes (arbres) sont les ponts...
— 122 : Allons-y, mais sans perdre (un frère [dans ta route)
— 124 : Sans montrer au retour (au père en deuil [qui doute)
— 125 : Au lieu *du fils qu'il pleure* une (tunique [en) sang
— 132 : Pour écumer (de joie)

Saint-Point, 24 mai 1841.

La simple lecture de ce manuscrit corrobore les remarques faites à propos d'autres manuscrits par MM. G. Allais, J. des Cognets, Hogu ; Lamartine se corrigeait et savait se corriger. Peut-être seulement au lieu du vers 108 :

Débordement armé des nations trop pleines

le poète aurait mieux fait de conserver son premier jet :

Allons-y ! superflu des nations trop pleines

ce « allons-y » marquait plus fortement l'invitation du poète à fonder des colonies en Orient, et, de plus, rendait toute sa force, par la répétition oratoire, au « allons-y » du vers 122. Toutes les autres corrections sont un pas de plus vers la netteté et la précision.

Lamartine qui avait une prédilection pour cette pièce où chantait sa politique extérieure, la remit souvent sous les yeux de ses lecteurs, tantôt dans *les foyers du peuple*, tantôt dans le *cours de littérature*. Il y ajouta quelques corrections de détail : au vers 1, il remplaça *superbe* par *paisible*, et c'est bien l'épithète qui convient dans un poème qui chante la paix ; au vers 57, *Alpes*, plus précis, remplace *degrés* trop savant ; au vers 97, l'Orient *dépeuplé* est plus juste que *délaissé ;* au vers 103, il est permis de préférer les sables *arides* aux sables *livides*. Maintenant, ces dernières corrections sont-elles l'œuvre de Lamartine ? on n'en jurerait pas : une fois son œuvre vendue au libraire, le poète manifestait pour elle la plus grande indifférence ; et l'on sait d'autre part que lorsqu'il succomba sous les dettes, il avait, pour ses travaux de littérature alimentaire, de nombreux secrétaires, tels que sa femme, Alexandre, à qui étaient laissées les plus larges libertés d'additions, de corrections et de suppressions.

Aimé Lafont.

LA POLITIQUE ET LA MÉTHODE (1)

La politique moderne doit avoir pour but le bien de tous et, si cela n'est pas possible, le bien du plus grand nombre ; ceci la différencie profondément de la politique telle que la concevait Machiavel dont le but était la domination de la masse par habileté ou par ruse. Au point de vue scientifique, la conception de Machiavel n'est nullement condamnable dès lors qu'on la situe dans le temps ; sans doute était-elle nécessaire pour faire sortir l'humanité de la barbarie, une conception basée sur une égalité des droits et

(1) Extrait de l'ouvrage qui va paraître sous ce titre, chez Alcan et Lisbonne.

r la morale eût été impossible à réaliser tant que marche de l'humanité ne la comportait pas, aujourd'hui, au contraire, un retour à cette conception ous paraît monstrueux parce que nous avons un tre idéal. Essayons de préciser.

Au cours de la grande guerre, nous avons affirmé, ous peuple de l'Entente, que nous nous battions our le droit ; ce terme est impropre, car l'Allemaie aussi possède un droit ; seulement ce n'est pas le ème, il faut marquer ce qui sépare l'un de l'autre L'Allemand n'admet de droit que celui qui peut exercer, une arme inutilisable n'est pas une arme ; ses yeux c'est donc la force qui crée le droit comme a expliqué naguère Bismarck : le droit n'est qu'au lus fort puisque seul il peut s'en servir. Telle est la octrine des philosophes, des poètes, des historiens lemands On n'a que l'embarras du choix pour les iter.

Au contraire, pour nous, le droit existe en lui-ième, en dehors de la possibilité de l'exercer, le roit violé par la force n'en est pas moins le droit. ne telle conception se confond avec la morale, puisu'elle n'est que la traduction du devoir moral que ous avons de respecter autrui. Ceci nous fait comrendre le sens exact de la pensée de Nietzsche que la morale est condamnable comme étant une conspiration de la masse contre l'élite ». La morale est n effet la sauvegarde du droit du faible, puisque le lus fort n'en a pas besoin pour faire prévaloir le ien ; et de là résulte un profond précepte politique, savoir que c'est le faible qui a le plus grand intérêt développer la morale.

La liberté. — L'une des notions fondamentales de a morale est celle de la liberté, car sans liberté il n'y pas de droit ; il importe donc d'étudier de près cette rande notion sous ses principaux aspects qui sont u nombre de quatre : liberté personnelle, liberté ationale, liberté politique, liberté de conscience.

A l'état sauvage, l'homme isolé est absolument ibre ; mais, dès que se forme le premier groupement, ertains hommes usent de leur liberté pour confisquer celle de leurs voisins, ils appliquent le droit du lus fort encore en honneur en Allemagne. Le maintien de la liberté exige donc la limitation de la liberté.

La liberté peut être complète vis-à-vis d'autres ommes et ne pas l'être vis-à-vis de l'Etat ; c'est insi que dans les anciennes républiques grecques e citoyen appartenait à la Cité, il lui devait le service militaire indéfini, toute sa fortune ; la cité réglait a nourriture, son vêtement, lui imposait le meurtre e ses enfants difformes ; et cependant ces citoyens 'estimaient libres.

On voit combien intervient ici de tous côtés la relativité et comment la conception allemande pourrait faire rétrograder l'idée de liberté.

La liberté nationale n'est pas liée à la liberté individuelle. Un pays peut être soumis à un autre sans que les citoyens soient molestés il peut même se faire que cette soumission soit la condition de la liberté personnelle Les indigènes de plusieurs de nos colonies ou nos protectorats sont dans ce cas ; notre domination les a individuellement libérés de l'esclavage ou d'un état voisin de l'esclavage : notre arrivée en Afrique a entraîné la suppression de la traite, la fabrication des eunuques et mille autres pratiques barbares. Aussi pour peu que nous leur laissions une suffisante liberté locale, les habitants nous sont-ils tout dévoués ; seuls les anciens exploitants se plaignent que nous ayons réduit leur liberté. Ces considérations nous font toucher du doigt le fondement de la politique coloniale et l'erreur que commettent ceux qui veulent assimiler les colonies aux pays d'Europe jouissant d'une civilisation avancée.

Quant à la liberté politique, elle varie nécessairement avec la vie sociale. Les Grecs, qui n'avaient pas de liberté personnelle, jouissaient de la plus grande liberté politique sans avoir la notion qu'elle pût être opposée à l'Etat. Cette opposition est née en Europe à la suite des invasions successives qui ont organisé chaque fois la domination d'une race conquérante. La liberté dut être reconquise par fraction et restait toujours précaire, de là est née la théorie allemande de la liberté, d'après laquelle il n'existe que des libertés conquises.

Le triomphe de la forme morale de la liberté est trop récent pour que nous l'ayons pleinement assimilée ; la liberté politique nous paraît encore une sorte de rebellion contre l'Etat. Beaucoup de citoyens n'en comprennent pas encore la valeur et sont prêts à la vendre pour un bien-être matériel parce que leur courte vue ne leur laisse pas voir les conséquences de leur renonciation. Le sentiment de la liberté politique est intimement lié à la morale puisqu'il en est une forme. Pour conserver la liberté, il faut exalter la morale ; aussi tous les ambitieux se sont-ils toujours appliqués dans les républiques à détruire la morale dans la masse afin de détruire l'amour de la liberté politique.

La liberté de conscience ne se confond avec aucune de celles qui précèdent, elle est un produit du christianisme ; le monde ancien ne la soupçonnait pas, car la religion faisait partie du foyer : être incrédule c'était renoncer à être citoyen ; la religion était une propriété personnelle et le prosélytisme eût été un contresens. Aussi la conception chrétienne de la divinité amena-t-elle la destruction de la Cité Antique commencée par la philosophie de Socrate et de Platon. Désormais on put être esclave et avoir un dieu.

c'est-à-dire une liberté de conscience; là est la grande transformation due au christianisme. Dès qu'il fut le plus fort, le christianisme essaya d'ailleurs de supprimer cette liberté et, de ce jour, il perdit sa force et suscita la Réforme.

Ce souci de la liberté de conscience alla chez certains Réformistes jusqu'à admettre l'objection de conscience des citoyens qui ne veulent pas répandre le sang comme un motif d'exemption au Service militaire. Les Anglais en ont restreint l'usage en 1915, mais n'ont pas osé l'abolir. Le Canada s'est borné à enlever les droits civiques aux *objectors*, mais ne les a pas obligés à s'enrôler. En France, nous avons proclamé la liberté absolue et cependant nous n'admettons pas les *objectors*, nous n'admettons pas non plus certains cultes immoraux tels que ceux qui poussent à la mutilation ou tels que ceux des Aïssaouas musulmans qui détraquent les nerfs et causent de nombreuses morts.

La liberté, sous toutes ses formes, est donc nécessairement limitée dans une société organisée, et ceci au bénéfice de tous. Il importe de bien comprendre cette vérité scientifique pour mettre au point les revendications de tel ou tel parti politique, de telle ou telle association, de telle ou telle église qui s'efforcent d'ameuter l'opinion en réclamant la liberté.

Les limites de la liberté ne peuvent être précisées, elles dépendent du pays, de l'état social, du niveau de la morale ; pour se diriger dans cette réglementation difficile, il est nécessaire que les dirigeants possèdent la notion scientifique de la relativité ; et, d'autre part, la solution sera d'autant plus facile que le peuple entier sera mieux instruit de cette même notion et plus imprégné de morale.

Afin de faire mieux comprendre les nécessités de ces restrictions de la libertés, je prendrai trois exemples :

1° Notre conception de la liberté comporte l'idée de justice. Pour que chacun de nous ait justice il faut que nous renoncions à nous faire justice nous-même, c'est notre sauvegarde contre le droit du plus fort.

2° Nous devons nous mettre en garde contre les maladies contagieuses. Nous devons donc accepter la surveillance hygiénique.

3° Un ouvrier ne peut vivre qu'en travaillant : si les lois économiques le réduisent à la famine, nous devrons tous accepter une réduction de notre liberté sous formes de lois sociales, d'ententes syndicales...

Remarquons, d'ailleurs, que la liberté n'a de valeur que si nous nous en servons, c'est-à-dire si nous l'aliénons dans un but déterminé, mais cette aliénation est volontaire, limitée ; là est l'abîme qui nous sépare de l'esclavage et non dans une prétention à l'indépendance farouche qui est la négation de toute société :

L'ÉGALITÉ. — De même que la liberté, l'égalité est obligatoirement limitée par les nécessités de la vie en commun. Aristote a déjà montré, trois siècles avant J.-C., l'erreur scientifique de l'égalité absolue : « Elle vient, dit-il, de ce que les hommes, étant égaux à certains égards, croient être égaux en tout et prétendent avoir en tout un droit égal ». Un tel sens du positif nous ouvre des horizons sans fin sur l'avance qu'aurait aujourd'hui notre civilisation si la philosophie grecque n'avait été arrêtée par la conquête romaine et la vague théologique qui l'a remplacée.

L'égalité parfaite n'existe, comme la liberté, qu'à l'état sauvage et isolé. Rousseau a donc raison de dire que c'est la civilisation qui a développé l'inégalité parmi les hommes, mais il aurait dû ajouter qu'aucune civilisation n'aurait pu faire autrement parce que toute civilisation est le produit de cerveaux successifs ayant chacun une supériorité. Dès que nous voulons agir, il faut accepter la direction de celui qui sait agir ; mais, même dans le détail, notre vie aux uns et aux autres ne peut être identique : si un homme fabrique des habits, un autre cultive le blé, tous deux échangent leurs produits, la vie du tailleur ne sera pas celle du cultivateur : le savant qui découvre un principe utile à l'humanité comme Pasteur par exemple, ne peut avoir la même existence qu'un charretier. Tous les citoyens sont utiles à la condition précisément de se différencier ils devront user de leur égalité comme ils ont usé de leur liberté.

Il est facile de montrer d'ailleurs, que l'aplication stricte de l'égalité mène à l'inégalité : une amende de 100 francs très dure pour un pauvre est négligeable pour un gros industriel ; en revanche quelques jours de prison brisent toute la vie de cet industriel et n'ont que de faible conséquence pour le pauvre.

L'égalité doit donc être relative sous peine de cesser d'exister.

LA FRATERNITÉ. — La fraternité elle-même doit rester dans les limites répondant à l'état social. Avoir le même sentiment pour l'honnête homme et pour le brigand, c'est être immoral, donc anti-scientifique ; c'est, de plus, avantager le brigand au détriment de l'honnête homme, car le premier en abusera, le second pas ; c'est, de plus encore, annihiler le caractère, le sens du bien, le ressort de l'homme.

La fraternité est un sentiment créé par la civilisation, car les lois de nature n'ont pas de bonté, elles sont indifférentes n'étant que la manifestation des forces. On ne demande pas à la pesanteur d'avoir de la pitié. La fraternité dépend donc du degré de civilisation, c'est-à-dire du degré de morale d'un peuple, mais elle doit toujours rester relative, sinon elle n'

que de se détruire elle-même. En s'étendant sans discernement au genre humain, nous voyons qu'elle en arrive à déterminer chez certains hommes la haine pour la partie saine de leur propre nation.

— La relativité augmente si on rapproche la liberté de l'égalité et de la fraternité. Une liberté exagérée aboutit à un accroissement de l'inégalité, à l'abus de la force contraire à la fraternité ; de même l'égalité exagérée ne peut se maintenir que par une suppression presque complète de la liberté qui ramène à la quasi-servitude et supprime le sens même de la fraternité.

La mesure de cette relativité est fixée par la morale ; il est facile de voir que plus la morale sera élevée dans la masse des citoyens, plus la liberté, l'égalité, la fraternité seront naturellement développées, plus la limite de chacune se précisera dans les consciences, plus il sera impossible d'agiter les esprits en faisant miroiter devant eux la chimère d'un absolu. C'est donc un devoir pour ceux qui détiennent une partie du pouvoir spirituel par leur talent d'orateur, d'artiste, ou d'écrivain, de développer constamment la valeur morale de leurs concitoyens, de ne parler ou d'écrire que pour élever le cœur et l'esprit. Au lieu de s'isoler comme tant de leurs aînés dans un snobisme dédaigneux, au lieu de développer l'hypertrophie de leur moi, il serait beau que les talents des jeunes générations fussent appliqués à cette œuvre, ils y trouveraient, d'ailleurs, le grand succès, car il n'est pas vrai que le public soit rebelle aux choses morales, l'expérience de chaque jour le démontre.

PAUL CLOAREC.

POÈMES

Adieu à l'Italie

à Jean Rivière.

O terre de chef-d'œuvre, ô terre d'Italie,
Tes charmes nous ont pris, ô lumineuse fée !
Mais nous l'avons donné un plus riche trofiée :
C'est l'immense trésor de quelques corps sans vie.

Nous avons admiré tes marbres de Carrare
Et la forme divine où vivent tes statues :
Mais ces visages purs dont les voix se sont tues
Gardent une beauté plus parfaite et plus rare.

Tes maîtres ont choisi d'inimitables teintes
Pour les hauts murs dressés de tes claires églises :
Mais moi, je vois sans fin, sous les mèches qui [frisent,
L'héroïque pâleur des jeunesses éteintes.

Et ta lumière est si splendide qu'aucun terme
Ne dira sa beauté sur la montagne sombre ;
Mais ta lumière incomparable n'est qu'une ombre
Auprès de la clarté de leurs yeux qui se ferment.

Nous sommes venus là, ô terre de tendresse !
Anxieux d'approcher ta beauté éternelle :
Nous partons appauvris, t'ayant faite plus belle
De ce chef-d'œuvre humain que notre amour te [laisse.

Pax

O nuit, pour la première fois nuit pacifique,
Nuit sans clameurs de haine et sans lueurs de feu,
O nuit redevenue un visage de Dieu,
J'écoute en sanglotant ton secret magnifique.

C'est donc fini, la mort, les épouvantements,
Le tremblement de ceux que courbe une menace...
L'indulgence de Dieu, ce soir, est enfin lasse :
Elle ne permet plus la force des démens.

C'est fini : maintenant, les femmes et les mères
Pourront voir sans pleurer se lever le soleil.
Tu es lourde d'amour, de paix et de sommeil,
Et ton ombre, ô nuit bleue, est faite de lumière.

Les Lampes

Les lampes qui brûlaient, ce soir, sur la colline,
Pourquoi m'ont-elles mis cette angoisse dans l'âme?
Elles n'étaient, pourtant, qu'une multiple flamme
Douce, et visible à peine aux yeux qui la devinent.

Sous le voile léger d'un frêle abat-jour rose,
Les lampes éclairaient, en ces heures calmées,
Le visage pâli des femmes bien-aimées
Et l'auréole d'or de l'enfant qui repose.

Lueur... Des cœurs humains sont là dans le silence
Plus proches, de cette ombre, encore, qui les serre :
Des cœurs humains, des cœurs meurtris, des cœurs [sincères.
Lueur... Des cœurs vivants sont là, dans la souf- [france.

Ah ! ces lampes vers quoi tous nos regards se ten- [dent,
Cœurs battants et brûlants sur l'ombre de la terre,
Cœurs brûlants et saignants à cause du mystère,
Les lampes de la nuit sans fin — *elles attendent.*

Elles attendent ceux qui ne reviendront pas.
Elles attendent ceux qui partaient en chantant.
Attendre tant, et sans espoir, et si longtemps !
Le silence... Et jamais le bruit lointain d'un pas...

Les lampes qui brûlaient le soir sur la colline
Marquaient le lieu sacré de la douleur humaine.
Et leur humble clarté, humble et visible à peine,
Brûle et ne s'éteint plus aux yeux qui la devinent.

LOUIS LEFEBVRE.

ANDRÉ CHÉNIER CRITIQUE D'ART

Le 25 août 1819, jour de la Saint Louis, le Salon qui s'ouvrait au Musée Royal des Arts provoquait aussitôt les discussions autour d'une grande toile d'aspect cadavéreux et mal placée, inscrite ainsi parmi les 1611 numéros catalogués dans la notice (1) :

510. — GÉRICAULT..*Scène de naufrage.*

C'était le fameux *Radeau de la Méduse*, que la censure du temps n'avait pas permis de désigner plus explicitement ! Et presque à la même date paraissait, dans ce Paris déjà si lointain de la Restauration, les poésies posthumes d'André de Chénier, publiées par cet original Henri de Latouche dont la très intelligente et vivante préface était datée du 14 août 1819 (2) : trait d'union tout trouvé, sans plus de littérature, entre l'immense toile sombre et le petit volume relié sans luxe, mais plein de lumière ; car ce premier éditeur, moins fantaisiste et plus consciencieux qu'on ne l'a dit, allait écrire un Salon dans *Le Constitutionnel* que sa verve mystificatrice avait naguère fait suspendre...

Ce n'est pas en vain que la pensée réveille les suggestions des anniversaires oubliés, et quel enseignement dans une coïncidence ! En ce bon vieux temps favorable à la candeur des « parallèles », le hasard ne se montrait-il pas bon Plutarque en associant ces deux noms : André Chénier, le premier des poètes contemporains, — Théodore Géricault, le premier des peintres de l'art moderne ? Deux précurseurs, n'est-ce pas ? Et c'est bientôt dit, quand la chronologie même ordonne si bien le tableau tout fait ! Mais l'attrait du rapprochement exige bien des nuances...

Disparus à la fleur de l'âge et dans toute l'ardeur de leur âme, en laissant plus d'études ou de fragments que d'œuvres achevées, — ravis à leur tâche plus tôt que Mozart même et que Watteau, — ces deux jeunes génies français conquièrent la même année le renom qui prélude à l'immortalité : vingt-cinq ans après sa mort tragique, le poète se révèle, et le peintre s'impose moins de cinq ans avant sa fin prématurément douloureuse en sa chambrette de la rue des Martyrs, décorée d'esquisses peintes et de tableaux sans cadre (1).

Une pareille brièveté dans leurs destins les rapproche ; mais considérez aussitôt les trente printemps qui les séparent : s'il n'était point tombé sous le couteau sanglant du 7 Thermidor, André Chénier (1762-1794) toucherait à la vieillesse en 1819, et soixante-cinquante-sept ans rejoindraient les soixante-et-un ans lassés de l'aimable Prudhon : tandis que Théodore Géricault (1791-1824) n'a que vingt-huit ans et chevauche à l'avance le long avenir ouvert à la fougueuse ambition de ses rêves. Poète et peintre personnifient deux époques différentes : entre eux frissonne un abîme, illuminé par l'éclair de l'épopée napoléonienne, dont Géricault vient d'évoquer l'aube victorieuse avec *le Chasseur à cheval*, si fringant au Salon de 1812, et le rapide crépuscule avec *le Cuirassier blessé*, si mélancolique au Salon de 1814 !

Et Chénier, d'abord, est-il réellement le premier des novateurs ou le dernier des classiques ?

Déjà résolu, semble-t-il, ce grand problème n'est point notre affaire ; et depuis les intuitions de Sainte-Beuve jusqu'à l'affirmation du moins affirmatif de ses émules (2), les purs lettrés vous diront mieux que nous que les meilleurs professeurs se trompent en donnant au « divin André » la première place dans les *Anthologies* du XIXe siècle, embaumées du parfum de la poésie renaissante : l'immortelle victime de la Terreur appartient au XVIIIe siècle des philosophes et des adorateurs de la Nature unis contre le XVIIIe siècle artificiel et maquillé des salons ; et son œuvre inachevée, qui ressuscite à la lumière du jour comme une Samothrace décapitée par le temps, fait partie de la plus classique des « révolutions » (3) qui préféra, comme le grand Gluck, « les Muses aux Sirènes ».

Un court fragment « sur la peinture d'histoire », qui n'était pas dans les mélanges de prose de

(1) *Explication des ouvrages de peinture, sculpture, architecture et gravure des artistes vivans* (sic) *exposés au Musée Royal des Arts, le 25 août* 1819, — publiée à Paris, chez Ballard, imprimeur du Roi, rue Jean-Jacques Rousseau, n° 8 ; 1819.

(2) *Œuvres complètes d'André de Chénier.* — Paris, Beaudouin frères, Foulon et Cie, 1819.

(1) Se rappeler le célèbre tableautin d'ARY SCHEFFER, *la Mort de Géricault* (1824), au Musée du Louvre.

(2) ANATOLE FRANCE. *La Vie Littéraire*, 2e série, 1[illegible] p. 230.

(3) C'est le mot même employé par les Gluckistes du temps, avant la Révolution française.

première édition que nous appellerons la résurrection de 1819, nous édifie fort à propos sur les tendances du poète improvisé critique d'art. Insérée dans le XXXVe *Supplément du Journal de Paris* et datée du 20 mars 1792, heure déjà peu clémente aux dissertations sur la peinture, la page est une réponse aux « observations » parues, deux jours plus tôt, dans la même feuille à propos du tableau commandé d'après un décret de l'Assemblée Constituante, pour représenter aux yeux des Français le serment du roi Louis XVI à la Constitution.

Rompant avec l'usage, Chénier n'attend pas la mort de David pour lui dresser le piédestal qu'il mérite ; incontestablement, en effet, David se révèle à Chénier « le chef de notre Ecole » : c'est le titre que lui décernent les étrangers mêmes ; et dans une longue période dont il faudrait peser chaque mot, le poète explique le plus classiquement du monde la supériorité du peintre : « Elevé par M. Vien, qui avait conservé un goût sage et pur au milieu des extravagances de Boucher et de ses contemporains, il a mûri, il a nourri ce que la nature lui avait donné de grands talents par l'étude constante des chefs-d'œuvre d'Italie, et surtout de ses magnifiques restes de sculpture antique échappés, je ne sais comment, au temps, aux barbares et aux fureurs du christianisme, pour venir former Le Poussin et l'Ecole romaine... » Aujourd'hui comme hier, et demain comme jadis, « cette excellente manière, redevenue nouvelle », semble au jeune Chénier « la seule route » capable de conduire un artiste à cette *expression complète*, à cette *parfaite représentation de la vie humaine* que la « renaissance des arts » a déjà deux fois réalisée, à la fin du XVIIIe siècle comme au début du XVIe ; et c'est là seulement qu'un disciple de l'antiquité retrouve « les véritables principes des arts », aussi noblement gravés dans son cœur que les principes de 89.

Sans doute, en grand poète, il exige d'un tableau, comme d'un poème, « qu'il parle de l'âme », et l'âme est un mot qui renaît souvent sous sa plume harmonieuse : mais ce classique inspiré ne puise sa docte inspiration qu'aux limpides sources grecques : son noble idéal de grands sujets ou de plastiques pensées ne se confond jamais avec une factice et pompeuse emphase, et voilà pourquoi l'honnête M. Vincent ne recevra pas de lui le titre immérité de « rival de David » ! Vérité, simplicité, naïveté, pureté des formes ces mots des vieux âges reviennent à chaque pas dans son élégante définition de la beauté que le poète aperçoit chez son peintre, parce que ces mots éclairent les qualités « essentielles » à tous les tableaux qui groupent des figures, qu'il s'agisse d'une composition grandiose ou de simples portraits : *Brutus*, assis dans l'ombre de la statue de Rome, *Socrate*, prenant sans s'émouvoir la coupe léthifère, et *Le Serment des Horaces*, que le journaliste de 1792 a vus réunis « au dernier Salon (1) », ne l'ont pas empêché « d'admirer un portrait sorti du pinceau de David » : qui peut le plus, peut le moins : et les maîtres, comme Rubens ou Titien, n'ont-ils pas conservé leur réputation dans les deux genres ? En réalité, les plus grands *peintres d'histoire* ont toujours été les premiers parmi les *portraitistes*.

Pourquoi donc opposer toujours le style idéal des uns à la loyale observation des autres ? Quel que soit le sujet, un peintre le traitera « poétiquement ou sans poésie », selon sa nature, et la meilleure classification des genres revient « à la seule distinction du bon et du mauvais » ; ici, Chénier né poète apparaît théoricien moins absolu que David né réaliste, et notez la nuance, mais observez, avant tout, qu'un *sujet historique* essentiellement contemporain, tel que *Le Serment du Jeu de Paume*, est défini sans hésitation par l'évocateur du divin Homère « une des plus belles compositions qu'aient enfantées les arts modernes » : la vivante unanimité qui soulève cette foule sévère lui paraît à bon droit sublime ; et la trouvaille n'appartient, sans doute, qu'à *l'âme* (encore !) *et au génie de l'artiste* ; mais ces hautes qualités « qui sont de tous les temps et de tous les lieux » ne sont-elles pas en grande partie redevables, ici même, *à l'étude des modèles anciens ?*

Eh bien ! que dites-vous de cette page de critique d'art ? Ne vous semble-t-elle pas contenir la poétique entière de Chénier, résumée dans ce vers qui, dès 1819, a fait fortune :

Sur des pensers *nouveaux* faisons des vers *antiques !*

A ce vrai poète, il n'aurait pas suffi d'imiter, même parfaitement, les idylles siciliennes de Théocrite ou les élégies romaines de Tibulle ; bien que son imitation n'ait jamais pris le ton d'un esclavage, le traducteur n'est, à ses yeux, qu'un élève ou qu'un esclave :

Ce n'est qu'aux inventeurs que la vie est promise,

s'écrie le jeune auteur du poème de *l'Invention*, qui rêve de chanter la découverte de l'Amérique ou le progrès des sciences modernes et de devenir un

(1) Le Salon de 1791, le premier Salon libre, où reparurent *Les Horaces*, *Socrate* et *Brutus*, avec deux magnifiques portraits de grandes dames et le grand dessin à la sépia du *Serment du Jeu de Paume*, première pensée précise et superbe du tableau qui ne fut jamais terminé. C'est ce beau dessin qui venait d'inspirer à Chénier la première des deux seules pièces de vers imprimées et publiées de son vivant, pendant la Révolution. Dès l'année suivante les événements brouillaient le peintre et le poète.

nouveau Lucrèce en glorifiant la Nature dans son *Hermès ;* mais cette abeille savante voudrait composer tout son miel avec les fleurs cueillies par ses radieux ancêtres et peindre son idée avec leurs couleurs ; son rêve le plus cher est, comme nous lirions à présent, de moderniser la perfection grecque ou plutôt d'helléniser la pensée moderne et de faire passer dans le style décoloré de son temps

Ce langage sonore, aux douceurs souveraines,
Le plus beau qui soit né sur des lèvres humaines...

C'est un *Davidien,* parce qu'il fait profession de pur classique ; mais l'inspiration du poète dépasse inconsciemment la rigidité du peintre, comme un fragment mutilé du Parthénon l'emporte sur la froide pureté des *Sabines :* et voilà, sans doute, pourquoi Chénier nous rappelle moins David que Prudhon, quand il parle peinture et qu'il découvre en cet *art divin* « une autre espèce de poésie qui doit faire à jamais les délices des âmes passionnées ». C'est un Davidien, comme Mozart est Gluckiste, avec une mélodie bien personnelle. Cependant, le plus pénétrant des poètes, qui sont en dernière analyse, à leurs heures, les meilleurs des critiques d'art, ne nous satisfait plus qu'à moitié quand il appelle Prudhon « ce frère *en romantisme* d'André Chénier (1) ».

Sans être dupes des apparences, nous devinons l'intention subtile et l'affinité secrète ; mais l'héritier des anciens ne nous paraît *romantique* dans aucune des acceptions trop nombreuses de ce mot vague et trop moderne : Chénier ne s'impose pas à nous comme un précurseur de Chateaubriand qui veut donner à ses sujets chrétiens les couleurs d'Homère et de la Bible ; aux premiers jours fervents d'un nouveau siècle, *La jeune Tarentine* (2) ne semble pas la sœur aînée d'*Atala :* seule, la pure beauté des formes rapproche les deux pâles fiancées dans l'adoration des artistes ; et, quand l'auteur du *Génie du Christianisme* évoque son infortuné confrère dès le printemps de 1802, dans une *note* aussitôt célèbre de son long plaidoyer catholique, nous croyons toujours apercevoir une fleur de l'*Anthologie* païenne égarée sous l'ogive obscure d'une cathédrale...

« Classique de la décadence, si l'on veut », comme disait Sainte-Beuve (3), mais résolument classique et *Daviden* convaincu, Chénier critique d'art, inspiré par le Salon de 1791, a lui-même apporté sa contribution lumineuse à la solution d'un problème d'histoire ou de chronologie littéraire : mais cet Athénien ressuscité dans ses vers possédait un don qui manquait aux versificateurs français du XVIIIe siècle et, plus généralement, qui manque à la plupart de ceux qui se croient nés poètes : la poésie. C'était un vrai poète, donc un être exceptionnel à toutes les époques de l'art, et surtout de son temps !

En 1819, avec André Chénier, c'est la splendeur d'un immortel passé de poésie plastique et de beauté qui sort de la tombe, à l'heure où *Le Radeau de la Méduse* emporte obscurément les épaves du style classique vers l'avenir entrevu dans un remous des vagues tumultueuses...

RAYMOND BOUYER.

(1) CHARLES BAUDELAIRE, au Musée classique du bazar Bonne-Nouvelle, en 1846.

(2) Insérée, comme *Atala*, dans le *Mercure* de 1801 (n° du 1er germinal de l'an IX, 22 mars).

(3) Dans l'étude datée du 1er février 1839.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

ROMANS

JÉRÔME ET JEAN THARAUD. *Une relève* (Emile Paul). — J.-H. ROSNY jeune. *Mimi, les Profiteurs et le Poilu* (Calmann-Lévy). — PIERRE GRASSET. *Le cœur et la guerre* (la Renaissance du Livre). — CHARLES BRIAND. *Le sang* (la Renaissance du Livre).

Jérôme et Jean Tharaud ont vu la guerre... Peut-être l'ont-ils vécue en combattants, perdus parmi la foule des tranchées. Ils l'ont vue ; la lucidité de leurs pénétrants regards d'artistes entraînés à scruter les spectacles du monde n'en a pas été troublée. Quelle lucidité ! Quelle exactitude ! Quelle tranquille possession d'une vérité nue, dépouillée de tous ces accessoires, où s'arrêtent et se perdent les regards de la plupart des hommes !

Le sang-froid d'un Stendhal n'est agitation auprès de ce flegme intelligent ; le réalisme de l'auteur de la Chartreuse de Parme est agressif comme une protestation — protestation contre le romantisme intempérant de son époque — protestation contenue mais vibrante, et toute chargée d'ironie. Ses petits-fils — et l'on établirait aisément quelle filiation intellectuelle relie les Tharaud à Henry Beyle — ne connaissent ni ce trouble, ni cette ironie, ni aucun des sentiments qui alourdissent ou précipitent la main d'un peintre passionné. Spectateurs imperturbables des scènes de l'univers, aucune passion ne les agite ni ne les égare ; une passion les possède, les rassérène, les arrache aux inquiétudes usuelles, les retranche presque du monde éternellement déchiré, divisé contre soi-même, des âmes incertaines et des cœurs hésitants : voir, enregistrer, découvrir des paysages et peut-être des âmes ! découvrir, conquérir avec autant de hâte que de minutie les plus beau

aspects, les plus brillants tableaux de la vie et du globe !

Conquérir l'univers, annexer sans cesse de nouvelles provinces à leur empire coloré, animé, telle est la tâche splendide qu'ils se sont assignée ; ils la remplissent avec le zèle et la ponctualité d'infatigables collectionneurs, avec une habileté croissante, une certitude, une maîtrise impressionnante, et d'autant mieux assurées qu'ils ne doutent ni d'eux-mêmes ni de leur méthode et se savent incapables d'un tremblement ou d'un frisson... mais non sans émotion ; il faut les disculper ici du reproche qui leur est communément adressé ; disons plus exactement que leur émotion est toute intellectuelle : ils l'observent, ne la livrent pas, et n'en retiennent que l'ébranlement cérébral d'où jaillissent l'enchaînement logique des images et le jeu serré des idées. Par ce détour ils n'en rejoignent pas moins le romantisme, dont ils reprennent tous les thèmes en les transposant, en les filtrant pour ainsi dire de tout ce que le torrent originel roulait d'écume et de limon... Art de synthèse : Stendhal et Chateaubriand : art de mesure, de goût, d'élégante perfection, qui peut-être n'annonce ni ne commence rien, fruit savoureux, moisson ultime d'un beau siècle de littérature...

Ils ont vu la guerre ; ah ! les clairvoyants spectateurs, et qui savent que de ce tumulte trop proche ne s'échappe guère qu'un flot d'images incohérentes. Ce n'est point eux qui s'attarderont à clarifier ce désordre : quelques scènes, choisies avec le discernement le plus aigu, quelques types, hâtivement crayonnés, deux ou trois paysages, les sentiments élémentaires qu'un artiste aristocratique ne peut s'interdire d'apercevoir au contact d'une humanité souffrante et rude, au cours d'une inconfortable aventure — tel les heurts et la promiscuité d'un voyage « en troisième classe » — voilà tout ce qu'ils ont voulu retenir : et cela suffit à composer un élégant album, plus suggestif qu'un recueil lourdement appliqué de vastes peintures. Toute la guerre n'est pas là ; mais qui donc en surprit avec plus de grâce aisée et de vérité forte quelques reflets en un plus clair miroir ?

Et quelle leçon de discrétion aux prophètes d'un certain « réalisme ! »

« La seule vérité, c'est le rêve qui s'épanouit au-dessus de ces choses d'accident : c'est ce qui reste de brillant, d'irisé au creux de la main, de tant de minutes sans éclat ; et c'est le parfum de tant de fleurs séchées, le son que laissent dans l'oreille mille voies entendues, le goût que mettent dans la bouche tous ces fruits assez fades, ramassés sur de tristes cendres ; c'est ce paysage enfin, qui n'a jamais existé, et que composent, au fond des yeux, des centaines et des centaines de jours tous divers et tous pareils.

« Plus la réalité est grande, plus elle exige, pour être rendue avec force et vérité, ces modifications profondes que font subir à la vie, d'une façon différente, mais avec une force égale, Shakespeare, Racine ou Voltaire. C'est un art bien misérable, celui qui se complaît à reproduire les choses avec servilité. Tout au plus peut-on s'y distraire, comme on feuillette chez le dentiste un album de photographies. Sous prétexte de réalisme, c'est presque toujours du mensonge. Les hommes eux-mêmes, j'entends les simples, ceux qui ne lisent guère, ne se reconnaissent pas dans ces scènes soi-disant vécues de la vie du soldat, qui prétendent donner une expression fidèle de leurs pensées, de leurs sentiments, de leurs gestes et de leurs paroles. Les mots, les attitudes ont beau être les leurs, cet assemblage ne les satisfait pas, et le plus souvent les irrite comme une caricature de leur sort. La plus pauvre romance les émeut davantage, parce que si pauvre qu'elle soit, c'est déjà une transformation dans la poésie et le rêve ».

On souhaiterait que tous les écrivains qui publient leurs notes de guerre eussent lu et médité cette page. Jérôme et Jean Tharaud sont de bien judicieux professeurs d'esthétique.

*
* *

La guerre n'est pas le sujet du dernier livre de J.-H. Rosny jeune : on la discerne à l'arrière-plan de ce récit, de cette confession amoureuse d'un poilu que ses blessures ont rendu à sa vie de dilettante, à son élégante et solitaire maison des Landes, à ses rêves, à ses amours.

Ces amours sont parfois bien compliquées : elles sont romanesques à souhait, avec, dira-t-on, une pointe d'invraisemblance quand il s'agit de Mimi : on le dira, et l'on aura tort : l'auteur lui-même nous avertit : « je m'en voudrais, dit-il, du moindre effort qui me priverait d'une parcelle de sincérité » : il est sincère ; Mimi n'est pas compliquée : ses amours se parent de quelque subtilité : comment ne s'en pareraient-elles point puisqu'elles nous sont contées par l'amant, homme à distinctions, et non point précisément à scrupules, mais fort désireux de ne laisser échapper aucune nuance du sentiment, et peut-être enclin à diversifier sa passion pour s'en mieux énivrer...

Mimi se reconnaîtrait-elle en ce récit? il n'importe: nous distinguons très bien sa gracieuse image à travers le portrait d'apparat que nous en fait son amant. Cette magnificence est le privilège des amours de poètes, sans que l'on puisse discerner si c'est l'amante

qui en multiplie l'éclat, ou peut-être le poète. Substituez pourtant au poète un homme ordinaire, vous tombez à la platitude. Poésie, banalité, deux vérités qui ne se démentent ni ne s'infirment l'une l'autre.

L'exactitude psychologique du roman n'est donc pas contestable, encore que des lecteurs sans imagination ne manqueront pas d'incriminer la véracité de cette moderne bucolique ; je leur accorde que toutes les Mimi n'ont point la même chance ; mais celle-ci rencontre M. d'Orbais...

A quinze ans, fillette à demi-sauvage, née d'un couple de pauvres pêcheurs qui écument les étangs et les rivières du voisinage, elle aime déjà *lou meste;* nous apprenons qu'en cette lointaine province, des mœurs patriarchales confèrent au *maître* des privilèges féodaux que les jeunes filles de la région ne s'empressent pas à renier ; M. d'Orbais est *lou meste* ; Mimi, qui a quinze ans, l'aime : quelle médiocre aventure, et quelle trivialité, si M. d'Orbais n'était pas M. d'Orbais.

Mimi se révèle à lui un soir qu'elle a du chercher refuge en sa maison ; de la grâce, une ingénuité audacieuse mais sans perversité, une beauté éclatante, et qui s'offre ; M. d'Orbais en refuse l'aubaine ; il reconduit le lendemain la petite aux parents, qui consentaient déjà, et s'étonnent de se voir offrir deux années de pension en quelque couvent espagnol.

Deux années de couvent, deux années de guerre. Rentré chez lui, M. d'Orbais y est soigné par une Mimi métamorphosée, instruite, élégante, ambitieuse des fonctions de secrétaire : elle devient secrétaire ; dans l'intimité du travail journalier, M. d'Orbais apprend à découvrir un charme rare, une âme agreste, la dévotion d'un amour fier et parfois douloureux.

Et voici la péripétie ; surgit une cousine de M. d'Orbois, Marcienne, veuve dolente et brillante. D'avoir une rivale, Mimi devient plus clairvoyante, avec ces ardeurs, ces réticences, tout cette subtile stratégie qu'une jalousie raisonnée inspire aux plus innocentes. Nanti la même nuit de deux maîtresses, M. d'Orbais n'est tiré d'embarras que par la fuite de Mimi. Mimi ne reviendra qu'après le départ de Marcienne. Encore va-t-elle s'immoler lorsque Marcienne annonce une maternité probable ; cette nouvelle enfin démentie, Mimi reconquiert M. d'Orbais, en lui apportant l'aveu d'une promesse plus certaine.

Telle est l'intrigue, qui ne donne qu'une faible idée du mouvement du récit, brisé, accéléré par mille incidents. M d'Orbois se plaît aux joutes amoureuses, aux prologues, aux dénouements étudiés que le destin des amoureux prolonge ou contrarie dans l'imprévu des aventures. Mimi est une partenaire digne de cet amant insigne ; il la dispute aux admirations insistantes de voisins de campagne moins délicats, et qui sont les profiteurs de la guerre.

Car voici l'envers de la guerre, et les mœurs d'une poignée de spéculateurs ; le poilu vitupère leur ignominie. Et J.-H. Rosny jeune, qui fut si sévère à la province en de précédents romans, d'ajouter de nouveaux tableaux à ses anciennes peintures de la bassesse et de l'avidité qu'encourage ou subit la vie des campagnes et des petites villes.

J.-H. Rosny jeune, au lendemain de cette séparation d'avec son frère que signala l'*Affaire Derive*, avait entrepris d'illustrer les mœurs provinciales en une série de vastes fresques satiriques et tragiques. Entend-il se reposer de ce lourd dessein? Il ne l'oublie certes pas, et l'on en retrouve le souvenir en ce nouveau roman ; souvenir lointain, manifesté surtout par l'emploi de notes dont il ne trouva pas l'usage en un cadre plus vaste. Mimi est un épisode où s'est distraite la fantaisie d'un analyste épris de l'amour. Mimi est l'histoire d'un amour violent, sensuel autant que cérébral, contée sans faiblesse, ni hypocrisie, par un analyste sincère jusqu'au cynisme, et qui rappellerait un Laclos, si sa science psychologique ne s'accompagnait d'aussi complexes émotions : amour lyrique de la nature, adoration de l'art, dilettantisme en quelque sorte musical où se rassemblent et se satisfont les sentimentalités confuses d'une époque. Et peut-être ce livre eût-il gagné en force si l'auteur l'eût réduit à la monographie d'une exceptionnelle et commune passion ; il l'a voulu plus complexe, et en quelque sorte plus sonore, et comme bruissant des préoccupations de notre temps ; de là un caractère hybride, une œuvre qui tient à la fois du roman d'analyse à la façon classique et du roman de mœurs tel que J.-H. Rosny lui-même l'avait jusqu'ici pratiqué.

Est-ce à dire qu'un romancier nouveau va naître de l'ancien, et qu'au Rosny surabondant, hanté d'idées sociales, et quasiment universel de ces dernières années va succéder un artiste plus épris de mesure, plus soucieux de concentration, plus curieux de vérité restreinte et générale ? Je vous laisse à juger ce que nous y gagnerions, ce que nous y perdrions.

Laquelle l'emportera des deux tendances qui s'affrontent, et parfois se combattent, en *Mimi les Profiteurs et le Poilu* ? Poser la question, c'est s'affirmer curieux du prochain roman de J.-H. Rosny jeune. Et c'est souhaiter un effort de netteté dont n'est point incapable un aussi vigoureux et personnel talent.

*
* *

La guerre semble n'avoir généralement que très peu modifié les talents déjà formés. De quelle influence

aurait-elle seconde ou contrarié les vocations naissantes?

Tels que n'attirait pas le vertige des passions violentes semblent désorientés.

Serait-ce le cas de M. Pierre Grasset?

Il me semble discerner dans *Le cœur et la guerre* une gêne légère, le trouble et l'hésitation d'un peintre de fêtes galantes devant des spectacles de boue et de sang.

Vous vous rappelez un *Conte Bleu*, qui annonçait une fantaisie aimable, une veine de jeunesse et de tendresse si joliment émouvante. Pierre Grasset nous offre aujourd'hui des récits de guerre où plus rien ne survit d'un lyrisme léger, opprimé, assassiné par les duretés de notre temps. Trois nouvelles : *Maître Bresson guerrier*, amours d'hôpital, le blessé, l'infirmière, *l'Attitude*, amours faciles de l'arrière-front, *Permissionnaires*, ici l'auteur se hausse à la corde d'airain et s'essaie au tragique non sans succès... La sensibilité délicate de Pierre Grasset relève de quelque émotion ces trois récits, dont le dernier est incontestablement le meilleur. On y sent toutefois une application dépaysée, et qui tâtonne.

Où il reprend son avantage, c'est dans les pages qui célèbrent *Une mort*, et qui eussent mérité peut-être un autre voisinage. Une mort, la mort de son frère ! Pages de piété fervente et de douleur discrète ; hommage qui, par delà l'aviateur Grasset, exalte la mémoire de tant d'autres jeunes hommes ! L'art se fait sincérité, il atteint à la sobriété et à la force !

Un autre jeune, Charles Briand, embrasse dans un roman, *Le sang*, les ambitions, les hésitations, les attitudes diverses qui furent inspirées à sa génération par la guerre ; quelque flottement ne surprend point en un sujet si vaste, et parfois incertain, voire un peu fuyant ; car cette jeunesse éprouve quelque peine à se reconnaître, à se définir parmi l'appel des passions, le désordre et la séduction des idées, toutes ces fièvres, ardentes et contradictoires, où elle se plaît, à l'imitation de ses devancières.

Charles Briand s'efforce de démêler ce chaos ; son livre demeurera un témoignage dont ne devront pas faire fi les historiens futurs de notre esprit public.

Quelques étudiants se groupent à la veille de la guerre, dans une pensée d'émulation sociale et d'activité civique ; tous sont généreux, sauf peut-être certain Allemand que n'embarrasse guère la probité de l'esprit. Leur idéalisme agite des thèses diverses et un peu vagues. La guerre leur découvre à eux-mêmes leur inspiration profonde ; tel, qui n'était qu'un logicien chimérique, obéit à son anarchie foncière, se rebelle, et se précipite au suicide pour fuir le désastre de son rêve ; le héros du roman court à l'armée ; la guerre lui enseigne l'ordre, puis tout à coup, réveille en lui un mysticisme et une foi religieuse dont il se croyait affranchi à jamais.

Charles Briand nous apporte un témoignage qu'il fortifiera de témoignages nouveaux. Son œuvre n'est point achevée ; elle commence ; elle commence sous d'âpres auspices ; il faut accueillir avec sympathie ce désir de clarté, cette sincérité courageuse, cette jeune force qui naît dans la tempête, et résolument s'oriente vers la lumière.

LUCIEN MAURY.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Il ne me souvient pas avoir lu sur la pensée du Président des Etats-Unis rien d'aussi clair que ce que M. J.-E. Perrault, membre du Parlement d'Ottawa, en dit dans la *Revue Trimestrielle Canadienne* (dernier fascicule paru) sous le titre « Wilson et la Démocratie américaine ».

M. Perrault écrit, sans sourciller : « Wilson veut rendre l'Amérique libre ». Attendez ! L'explication suit — et l'explication, c'est en substance tout le wilsonisme, théorie et action.

L'Amérique est tombée « en esclavage ». Les choses, au cours du siècle dernier, ont évolué de telle sorte que ce sont les grandes organisations financières qui aujourd'hui contrôlent les lois à Washington. Le remède ? Remettre le président dans son rôle et rendre au peuple le gouvernement du pays.

D'après Wilson lui-même, les auteurs de la Constitution américaine « ont construit un gouvernement comme ils auraient construit un planétaire. Ils pensaient que la politique n'était qu'une variété de la mécanique. Le fondement de la constitution, ce fut la loi de la gravitation. Le gouvernement devait vivre et marcher en vertu de la force du frein et de l'équilibre ». Mais les corps créés par la Constitution se sont transformés et l'équilibre a été rompu. Peu à peu, le président a perdu toute influence, à telle enseigne que l'on a pu dire que s'il fallait qu'un premier ministre gardât la faveur de la majorité, le président n'avait « qu'à rester vivant ». « Or, Wilson a dès maintenant remis le président en place ». — Et comment rendre au peuple le gouvernement ? Wilson répond : en l'initiant à tout ce qui intéresse la vie de la nation, par des discussions publiques, cartes sur table, et par des débats auxquels tout le monde, en toute liberté, prend part et où l'on tient conseil ; en lui concédant de nouvelles prérogatives (le referendum, le droit pour

le peuple d'imposer à ses représentants le vote de telle loi, le droit pour lui de révoquer ses agents administratifs).

La guerre a fourni à Wilson l'occasion de pratiquer avec éclat son *credo* démocratique.

M. Firmin Vanden Bosch, juge belge aux tribunaux mixtes d'Egypte, recevait de son gouvernement pendant l'été 1918, une mission qui avait assurément son intérêt à une heure où la propagande allemande donnait encore de son mieux un peu partout dans le monde. Il s'agissait d'aller faire connaître à la Grèce, par la parole et par la plume, les gestes et les longues souffrances de l'héroïque Belgique.

De son voyage chez les Hellènes, M. Vanden Bosch publie dans le fascicule du mois d'août de la *Revue Générale*, une relation pleine de mouvement et de pittoresque.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que notre conférencier débarqua à Athènes, où les complications politiques offraient alors au pied de l'étranger tant d'insidieuses chausse-trappes. Toutefois, une petite observation d'une trop juste psychologie contribua bientôt à le tranquilliser. Ses bagages déposés à l'hôtel, la rue du Stade le conduisit devant les terrasses du café Zaharatos. Autour des tables de marbre, des groupes d'hommes discutant, frappant du poing, se contredisant, s'injuriant peut-être : nul doute, ces gens parlent politique. Et voici les marchands de journaux, auxquels on arrache leur papier. Comment un peuple qui aime tant à parler et à lire n'écouterait-il pas avec sympathie ce que le voyageur vient lui dire de son pays ?

En passant, ce portrait du drogman de la Légation de Belgique à Athènes : « Hellène passionné, autant que fidèle serviteur de la Belgique, il connaît dans ses moindres détours le dédale des affaires grecques et s'y promène en furet attentif et circonspect ; rien ne lui échappe de ce qu'il est de son métier de connaître ; et nul ne sait comme lui vérifier un potin, casser les ailes à un faux bruit, forcer les portes, amorcer les influences. Ses distractions mêmes, sont du travail : quand il prend l'apéritif avec les hommes politiques et son café avec les journalistes, même si c'est lui qui paye les consommations, ce sont eux qui font les frais. Il est le Sacerdote de l'information ».

M. Vanden Bosch fit notamment, pendant son séjour là-bas, une causerie sur « Verhaeren, poète de la Belgique et de la guerre ». Sous le ciel de l'Attique et devant un public de dames et de lettrés, c'était deux fois jouer la difficulté, semble-t-il. Mais le rude chantre des *Forces tumultueuses* fut applaudi avec ferveur au pied de l'Acropole — et l'auditoire fournit de sa curiosité d'esprit ce témoignage éloquent de commander le lendemain chez les libraires de la ville nombre d'exemplaires des œuvres du poète. — Il y avait cependant autrement difficile encore : il y avait à magnifier aux oreilles d'une magistrature dans les rangs de laquelle on savait plus d'une fâcheuse défaillance de caractère la superbe révolte des prétoires belges contre l'oppresseur germanique. Venizelos, consulté, s'exclama : « Parlez au contraire, parlez clair et ferme. » Et, ma foi, la magistrature athénienne prit fort bien la leçon, dont le premier ministre, qui assistait à la réunion, souligna l'opportunité en remerciant le conférencier « pour le grand enseignement » qu'il venait de donner « à tous..., à tous ».

Le Flambeau, de Bruxelles, donne (fasc. d'août) la traduction d'un plaidoyer — paru dans les colonnes de la revue *die Zukunft* — de Maximilian Harden en faveur de l'ex-héritier de la couronne de Prusse.

Rien de très nouveau d'ailleurs dans les paradoxes du « brillant pamphlétaire » et voilà belle lurette que celui-ci nous a confié ce qu'il pensait des efforts du Kronprinz pour se différencier de « papa », de sa « généreuse étourderie », de son envie (si compréhensible chez un excellent cavalier !) de se battre « autrement qu'aux manœuvres d'automne », de ses chasses, de sa littérature, etc... Mais il y a le ton. Sous la plume de M. Harden, le ton est toujours amusant sur lequel ces choses-là sont dites.

« Je ne connais pas un fait, écrit le directeur de la *Zukunft*, je ne connais pas un soupçon qui puisse servir de base à une mise en accusation de l'ex-Kronprinz. Si cependant les ennemis de l'empire des Hohenzollern exigent qu'il leur soit livré, cette exigence ne pourra s'expliquer que par l'image complètement fausse que le monde se fait de cet homme. Il passe pour idiot : or, son intelligence est au-dessus de la moyenne ; pour dégénéré : et il jouit d'une santé parfaite : pour laid : et il est ce que les petites jeunes filles appellent un joli garçon ; pour brutal : et il est doux, plutôt mou... Il n'est pas facile d'être prince héritier ; celui qui doit le rester longtemps et qui ne veut pas seulement *s'amuser* a une existence sans joie à l'ombre du trône. Les autres, qu'ils soient fils de milliardaire ou de mendiant, peuvent, s'ils sont forts et laborieux, se forger eux-mêmes leur destinée. Le Kronprinz, lui, doit se tenir coi jusqu'à ce que soient clos deux yeux auxquels l'amour filial devrait souhaiter encore longue vie et clarté ».

GASTON CHOISY.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 19 **57e ANNÉE** 4-11 OCTOBRE 1919

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

La délimitation légale de la journée de travail est assurément l'une des plus graves questions industrielles et sociales du temps présent. C'est aussi l'une des plus complexes, à raison de la répercussion possible des lois réglementaires sur les conditions générales de l'industrie.

Tous les Congrès, spécialement les Congrès *de protection ouvrière*, qui ont précédé ou suivi la constitution, en 1900, de *l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs* (1). Ainsi que la plupart des Parlements, l'ont maintes fois remis, sur le chantier. Depuis les lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 sur le travail des enfants, des femmes, et de certaines catégories d'adultes, complétées par divers textes concernant le travail minier (Loi 29 janvier 1905). le repos hebdomadaire (13 juillet 1906) et le travail de nuit des ouvrières (Loi 22 décembre 1911), la législation française pouvait être considérée comme une législation d'avant-garde. Aussi un parti prédominant en doctrine tenait-il pour périlleuse toute réglementation plus stricte.

Les groupes socialistes, au contraire, ne voyaient dans ces textes qu'une réforme timide et incomplète, et réclamaient, pour tous les travailleurs sans distinction, la réduction à huit heures de la durée effective du travail journalier, par voie législative, ou même au moyen d'accords internationaux. C'est afin de faire aboutir cette première revendication, considérée comme une amorce pour d'autres réformes plus radicales, que les socialistes des Deux Mondes ont institué, il y a quelque trente ans, la manifestation annuelle du 1er mai. Les *trois-huit*, (8 h. de travail, 8 h. de loisirs, 8 h. de sommeil) sont ainsi devenus l'un des articles fondamentaux du programme syndicaliste.

C'est dans le même esprit qu'ils en sont venus à préconiser dans la plupart de leurs Congrès la *grève générale*, comme moyen de coercition ou d'intimidation à l'égard des pouvoirs publics ou des chefs d'industrie.

Sur la légitimité de la réglementation, longtemps contestée par l'école libérale, tout au moins à l'égard de l'adulte, l'accord est fait aujourd'hui, à part quelques rares dissidences, et nous ne nous attarderons pas longuement à une justification superflue.

Tout travail excessif et prolongé outre mesure aboutit en effet à l'épuisement physique, à l'atrophie morale et intellectuelle de celui qui s'y livre. L'Etat a donc intérêt, pour empêcher la dégénérescence de la race, à protéger les populations ouvrières contre elles-mêmes et contre ceux qui les exploitent. Et d'ailleurs l'intérêt social est ici d'accord avec l'intérêt économique : car c'est un fait d'expérience incontestable, admis déjà par nos anciennes corporations, que le travail de l'ouvrier épuisé par une station trop prolongée à la fabrique, est moins bon, moins productif que le travail de

(1) Sur cette association, ses origines, son but et son livre, cons. P. PIC, *Traité de Législation industrielle*, n° 175 et suiv.

l'ouvrier qui jouit d'un temps de repos suffisant.

Si le travail industriel trop prolongé avait sous l'ancien régime des dangers reconnus, *a fortiori* en est-il de même du travail moderne en usine, beaucoup plus monotone en raison de l'extrême division du travail, et par suite plus abrutissant, plus énervant tout au moins pour l'ouvrier.

Cette division du travail, poussée à l'extrême limite par suite des progrès incessants du machinisme, avait, il est vrai, comme compensation la possibilité de réduire le nombre des heures de travail sans porter atteinte à la productivité. C'est ce que constatait déjà, en 1897, le rapport de la Commission supérieure du travail : « L'amélioration de vitesse des engins mécaniques, les pertes de temps moins nombreuses, les repos plus réels, ont permis à la production, non de diminuer ou de rester stationnaire, mais de suivre une marche ascendante... » (*Bull. Off. du Trav.*, janv. 1898, p. 30).

Aussi, bien avant la guerre 1914-1918, subissant la pression grandissante de l'Internationale ouvrière, nombre de Parlements étaient-ils déjà entrés dans la voie d'une limitation de la journée de travail, même pour l'homme adulte.

Depuis de longues années, les lois *autrichienne et helvétique* réglementent la journée de travail de l'adulte (11 h. en Autriche — 10 h. en Suisse, depuis la réforme de 1914). C'est aussi le législateur *autrichien* qui, le premier, s'est risqué en Europe à introduire, par la loi du 27 juin 1901, la journée de 9 heures, dans une des branches les plus importantes de l'industrie, l'industrie minière. Il devait bientôt être suivi dans cette voie par la *Belgique* (Loi du 31 décembre 1909), l'*Espagne* (Loi du 27 décembre 1910), et dépassé par l'*Angleterre*, dont la loi du 21 décembre 1908 fixe à 8 heures seulement la durée du travail des ouvriers mineurs (7 heures d'après le projet nouveau).

A part le travail minier, l'Angleterre il est vrai ne réglemente pas légalement la durée du travail de l'adulte dans l'industrie privée. Mais il convient de remarquer que, grâce à la généralisation des contrats collectifs, les *trade-unions* ont obtenu en fait l'abaissement de la journée de dix heures dans la plupart des établissements industriels. De plus, l'Etat anglais a, depuis 1894, réduit à 8 heures la durée de la journée de travail dans les ateliers dépendant directement de lui ; sans préjudice de l'obligation imposée par le cahier des charges, à tout adjudicataire de travaux publics, pour le compte de l'Etat ou des villes, de se conformer aux conditions de travail (horaire et tarifs de salaires) en usage dans la profession.

Aux *Etats-Unis*, les législatures de plusieurs Etats, sans imposer absolument le minimum légal pour la journée de l'adulte, ont eu recours à un biais ingénieux pour orienter l'industrie privée dans le sens d'une réduction progressive de la journée. Ces lois (New-York, Pensylvanie, Illinois, Californie, etc.) décrètent que la *journée normale est de huit heures* pour toutes les catégories d'ouvriers ou d'employés, à moins de conventions contraires. Les conventions prolongeant la durée de la journée sont donc licites, mais le salarié a droit à une rémunération supplémentaire.

En *Autriche*, en *Nouvelle Zélande*, les syndicats ouvriers ont depuis longtemps conquis en fait la journée de huit heures, grâce à leur forte organisation, et à leur influence politique prépondérante.

En *Allemagne*, le Conseil fédéral, utilisant les pouvoirs que lui confère la loi industrielle de 1891, avait créé la *journée maxima sanitaire*, et réglementé ainsi successivement la durée de la journée de travail de l'adulte dans un grand nombre d'industries, réputées insalubres.

Le développement du régime corporatif facilitait d'ailleurs l'entente des patrons et des ouvriers, sur la limitation de la journée de travail dans les industries dites de métier. En 1905, d'une statistique de l'*Arbeitsamt* il résultait que sur 544 contrats collectifs, 91 0/0 prévoyaient une journée de travail de dix heures au plus.

En *France*, le principe de la réglementation légale du travail de l'adulte remonte à la loi du 5 septembre 1848. Mais, tandis que la journée légal prévue par cette loi était de 12 heures, la duré s'est trouvée réduite à dix heures, depuis le 1er août 1904, par application de la loi du 30 mars 1900 dans tous les établissements mixtes, c'est-à-dir groupant dans les mêmes ateliers des femmes, de enfants et des adultes.

La loi du 29 juin 1905, sur la durée du trava *dans les mines*, consacra législativement pour première fois le principe de la *journée de huit he res*. La loi du 31 déc. 1913 la compléta en faisa disparaître la plupart des restrictions admises p le texte de 1905. Celles-ci ont même complètem disparu depuis le vote de la loi Durafour (24 ju 1919), dont l'application ne tend à rien moins q réduire à moins de 7 heures la durée du trav effectif, pour l'ensemble des ouvriers du fond.

Pendant la guerre, quoique avec des tempé ments commandés par les évènements, le mou ment se poursuivit dans le monde entier et se duisit, fin 1918 ou au début de 1919, en articles loi décrétant la journée de 8 heures, dans les publiques nouvelles de l'Europe centrale ou or

tale, toutes plus ou moins acquises au socialisme : Allemagne (sous réserves), Autriche allemande, Pologne, République tchéco-slovaque, Finlande, etc., etc. Ailleurs, le contrat collectif a devancé la loi. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, en Angleterre, en Italie, les accords intervenus entre patrons et ouvriers ont réalisé en fait la journée de huit heures, dans la plupart des industries (1).

Depuis l'armistice du 11 novembre 1918, l'action concertée des groupements socialistes et syndicalistes a réussi à réaliser une pression efficace tant sur les Parlements des divers pays que sur la Conférence de la Paix et la commission de législation internationale du Travail, constituée au sein de la Conférence. Le principe de la journée de huit heures a été proclamé et son application réclamée au cours des deux Conférences socialiste et syndicaliste de Berne, en février 1919 ; et Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du travail, appelé à la présidence de la Commission des législation internationale du Travail à la Conférence de Paris, en a hautement réclamé la réalisation comme une étape nécessaire dans l'évolution historique du travail organisé.

L'intensité et l'unanimité de ce mouvement ouvrier ont abouti simultanément à deux résultats d'une importance capitale : l'un de caractère national ; la promulgation de la loi française du 23 avril 1919 (Conf. Lois *norrégienne* du 14 août 1918, et *danoise* du 12 février 1919) ; l'autre d'ordre international, l'adoption de l'article 427 du traité de Paix appelé à devenir la charte des Nations.

La loi du 23 avril 1919 pose le principe que « la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder huit heures par jour ». Mais à ce principe d'une limitation journalière vient s'ajouter celui d'une limitation « équivalente établie sur une période de temps autre que la Semaine ». Toute liberté est laissée aux intéressés pour convenir d'aménagements spéciaux à condition que, quelle que soit la période de temps sur laquelle sera basée la limitation, celle-ci doive être calculée de telle sorte que la moyenne journalière de la durée du travail ne soit pas supérieure à 8 heures (Rapp. Strauss, Sénat, *J. O.* du 23 août, p. 693).

On comprend que l'application stricte et absolue du principe édicté par la loi, entraînant des modifications profondes dans l'organisation de la production, ne puisse être envisagée immédiatement. Aussi, rompant avec la tradition des lois minutieusement réglementaires et le plus souvent, par cela même, contraires aux intérêts des assujettis, le législateur s'en est-il remis dans l'art. 7, pour l'application de la loi, aux conventions collectives émanant des intéressés, conventions destinées à être sanctionnées par des règlements d'administration publique.

Ainsi les détails et les modalités d'application, notamment en ce qui concerne les délais et paliers correspondant aux besoins de chaque profession, industrie ou commerce, dans les diverses régions du territoire, seront débattus par les organisations patronales et ouvrières consultées. La diversité même des arrangements sera le gage de leur adaptation exacte à des situations différentes. Pourront éventuellement être accordées, à la demande des intéressés, ouvriers et patrons, des dérogations permanentes ou temporaires pour certains travaux et dans certaines circonstances.

Après avoir édicté le principe de la journée de huit heures, le législateur sagement inspiré s'efface et n'intervient plus que pour faire respecter les accords dont son geste initial a provoqué la création : conciliation heureuse des deux principes, antinomiques en apparence, d'autorité et de liberté.

Un second principe d'une importance égale se trouve proclamé dans la loi du 23 avril. Sans avoir la prétention utopique de consolider le taux actuel des salaires et de garantir qu'il ne sera pas modifié éventuellement dans l'avenir, l'art 2 décide que « la réduction des heures de travail ne pourra en aucun cas, être une cause *déterminante* de la réduction des salaires ». Il faut bien se garder de voir là une stabilisation définitive, la création d'un salaire minimum obligatoire ; il sera au contraire de l'intérêt de tous, à l'avenir, de modifier le taux des salaires actuels, dont l'élévation anormale n'est pas aussi indifférente qu'on pourrait le croire à l'augmentation du prix général de la vie.

Liberté absolue des conventions dans le cadre tutélaire d'une moyenne légale de huit heures de travail par jour ; engagement du législateur de sanctionner et de faire respecter la volonté des parties ; protection du salaire au jour des accords, et, comme conséquence, impossibilité d'une pression quelconque exercée sur le consentement de l'ouvrier : telle est, en résumé, l'économie de la loi du 23 avril 1919.

Cette loi, dont nous étudierons plus loin les incidences économiques et sociales, peut être considérée comme un trophée de victoire offert par la nation à la classe ouvrière. Sans la victoire des

(1) Nous ne parlons même pas de la Russie soviétiste ni de la Hongrie communiste, où la journée de travail, dans les rares usines encore en activité, n'atteint pas six heures.

Alliés, dont la France fut le rempart et le champ clos, victoire que le pays tout entier a payée de tant de souffrances, de sang et de deuils, le Parlement n'aurait pu la voter. Vaincue, la France subissait tout le poids de la servitude austro-allemande, servitude trop connue de nos populations envahies. Même avec une « paix blanche », le fardeau de la guerre aurait pesé sur elle trop lourdement pour lui permettre une réforme sociale aussi hardie. Seule la victoire des Alliés leur permettait d'envisager l'avènement d'une discipline sociale unique, et rendait possible l'adoption par la France d'une législation d'avant-garde.

*
* *

Si, pour la première fois dans l'histoire du monde, un traité de paix internationale, destiné à mettre fin à la plus effroyable des guerres, a pu se doubler d'un traité de paix sociale, c'est à la victoire du droit, rendant possible la constitution de la Société des Nations, qu'il faut en attribuer le mérite.

Reportons-nous, en effet, à l'art. 427 des *Préliminaires de paix* (sect. Principes généraux). Cet article dispose que, parmi les méthodes et principes dont les Hautes Parties contractantes doivent s'inspirer désormais dans la réglementation des conditions du travail, *certains sont d'une importance particulière et urgente* ; et notamment : 1°..... « 4° L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu ».

Bien qu'il ne constitue qu'une pierre d'attente, cet article est une des dispositions du pacte nouveau sur lesquelles les salariés du monde entier fondent les plus grands espoirs. Une Conférence internationale doit se réunir à Washington en octobre prochain en vue de préparer l'application des principes posés. D'aucuns estimeront qu'il ne s'agit là que d'une déclaration platonique sans caractère obligatoire, dépourvue de toute sanction ; piège insidieux pour les nations sincères et loyales, source de bénéfices pour celles qui, se retranchant derrière de prétendues impossibilités, se refuseront à en envisager l'application sur leur territoire.

A première vue, cette critique semble assez justifiée, en présence du passage suivant du même article 427 des préliminaires de Paix : « les Hautes Parties contractantes... reconnaissent que les différences de climat, de mœurs et d'usages, d'opportunité économique et de tradition industrielle rendent difficile à atteindre, d'une manière immédiate, l'uniformité absolue dans les conditions du travail ». Serait-ce donc, pour le prolétariat international, une victoire à la Pyrrhus? Sincèrement, nous ne le croyons pas. Sans doute, les gouvernements ne se sont pas engagés à l'adoption immédiate des huit heures, sur leurs territoires respectifs ; mais le seul fait d'en avoir proclamé « l'opportunité » et les « bienfaits incalculables sur les salaires du monde » — dans un traité qui demeurera pour longtemps la charte des nations —, constitue par lui-même un programme impératif, prélude catégorique d'une réalisation impossible à éluder.

Nombre de clauses absolues, militaires ou politiques, deviendront caduques dans un délai plus ou moins long. Le temps, au contraire, ne fera selon toute vraisemblance que consolider les clauses sociales, placées sous la sauvegarde des travailleurs des deux mondes.

Il faut bien reconnaître toutefois que, présentement, la France est le seul pays qui, malgré des circonstances spéciales et par certains points défavorables, ait appliqué « avant la lettre », avec une promptitude surprenante, et quelque peu hasardeuse, les clauses du traité de Paix en ce qui concerne la réglementation de la journée de travail. Sera-t-elle dupe de son empressement et les autres nations, plus timorées ou plus habiles, ne vont-elles pas se trouver dans une situation économiquement plus favorable, d'autant mieux qu'elles ont presque toutes beaucoup moins souffert de la guerre ?

Pour répondre à cette question angoissante, recherchons brièvement quels vont être, dès à présent, les résultats de la mise en vigueur du texte nouveau. Tout d'abord, il importe de bien préciser que l'application immédiate du régime des trois huit, dès le lendemain du vote, n'a jamais été dans les intentions du législateur. La C. G. T. elle-même avait reconnu la nécessité de procéder par étapes et de ménager les transitions nécessaires, le danger par conséquent de céder aux impatiences des extrémistes. C'est à la conférence future de Washington qu'était dévolue la mission de régler la question au point de vue international, de même qu'au point de vue français les pourparlers et conventions préalables entre syndicats devaient précéder l'élaboration des règlements d'administration publique.

Le législateur avait donc compté sur un mouvement d'entente précédé d'études inter-syndicales ; mais la brutalité d'une mise en demeure comminatoire de la part du prolétariat a dérangé et brusqué l'évolution nécessaire, et, quelque regrettable qu'en soit pour la France la répercussion économi

que, nous nous trouvons en présence d'un fait accompli dont il nous faut mesurer les conséquences.

Si l'on envisage pour une année la somme de production nécessaire à une certaine « aisance économique » nationale, tout compte fait des besoins intérieurs et extérieurs, et si on la traduit en un chiffre exprimant des heures de travail d'un rendement moyen, on obtient ainsi le nombre d'heures nécessaires au pays envisagé pour maintenir sa vie économique normale, durant la période considérée.

Supposons cet équilibre réalisé pour la France du 1er août 1913 au 1er août 1914, et notons en passant qu'un certain nombre d'heures étaient en réserve : celles, non utilisées, des chômeurs.

Ceci posé, calculons la perte, en heure de travail, du fait des morts au Champ d'honneur, ou par suite de maladies contractées au front, et des victimes civiles de la guerre, en y ajoutant aussi la perte par diminution de capacité, du fait des aveugles et mutilés. Admettons que, par suite d'un appel plus intense de la production, le chômage soit supprimé ; le chiffre des heures ainsi récupérées doit venir en déduction du total des pertes éprouvées. Mais le total des heures de travail irrémédiablement perdues pour le pays, si l'on compare les disponibilités de 1913-14 à celles de 1919-20, n'en reste pas moins impressionnant, surtout si l'on remarque qu'à l'effort économique nécessaire à la vie normale en 1913-14, doit s'ajouter aujourd'hui un effort supplémentaire considérable pour le relèvement des départements envahis.

Si l'on représente par l'indice 100 le total des heures de travail nécessaires en 1913-1914 à la vie nationale, l'indice 120 correspondrait à peine, selon nous, aux nécessités présentes. Or, le total des activités détruites par décès ou incapacités absolues de travail consécutifs à la guerre n'étant pas inférieur à 2 millions, soit le dixième de la population active de la France, l'indice 90 représenterait au maximum les disponibilités actuelles, *soit un déficit formidable de* 25 0/0.

Mais il y a plus. Nous devons admettre que le total des heures de travail nécessaires en 1913-14 n'avait été atteint que grâce à une durée moyenne et journalière de 10 heures par individu. Or, pour la période 1919-1920, cette durée moyenne n'est plus, et ne doit plus être que de 8 heures : d'où un déficit plus considérable encore !

La conséquence inéluctable d'une telle situation, que des statistiques minutieuses pourraient matériellement chiffrer, plus exactement qu'il ne serait possible de le faire ici, est de faire hausser les salaires, puisque sur le marché avide d'un pays qui veut revivre après sa victoire, le travail marchandise est raréfié, sans qu'il puisse être largement fait appel à la main d'œuvre étrangère, également déficitaire.

Cette hausse des salaires serait négligeable si, à côté de ce résultat d'une application brutale de la loi, nous n'avions à enregistrer, comme conséquence fatale de la réduction du nombre d'heures offertes et utilisées, une diminution correspondante de la production. En effet, la plupart de nos industries ne sont pas encore outillées pour pouvoir compenser par une production plus intense la différence de rendement survenant du fait d'un nombre d'heures diminuées.

Le prix de la vie ne saurait donc être abaissé dans une proportion notable dans la période où nous entrons, puisque la hausse des denrées et des marchandises suivra sans contrepoids celle des salaires. La liberté rendue au commerce et à l'industrie pourra, dans une certaine mesure, atténuer l'acuité de la crise, mais non en supprimer les causes profondes.

Et cette réforme prématurée risque, en cas de non exécution par les co-signataires des clauses ouvrières du traité de Paix, de placer l'industriel et le consommateur français dans une situation des plus critiques. En effet, de deux choses l'une : ou l'Etat protégera l'industrie, en élevant les droits de douane sur les objets produits à bon marché à l'étranger, les dits objets revenant alors au consommateur français aussi cher que ceux fabriqués sur le sol national ; ou bien, se ralliant à la libre concurrence, il permettra l'entrée en franchise de ces objets et ce faisant pour satisfaire le consommateur, il précipitera la ruine de l'industrie et du commerce national.

Cette dernière perspective est si redoutable que la solution libre échangiste ne saurait être présentement envisagée. Ainsi le Gouvernement a-t-il, par des dénonciations opportunes, repris la liberté de ses tarifs au regard des puissances étrangères, même alliées.

Un protectionnisme modéré facilitera, en effet, croyons-nous, le retour progressif à cet équilibre économique qui nous fait actuellement défaut. Suffisamment protégée, l'industrie française pourrait offrir à la main-d'œuvre étrangère, dans la mesure où celle-ci serait indispensable pour combler les vides, des salaires élevés. L'on verrait alors, par le jeu naturel des lois économiques, la production nationale s'accroître, le prix des choses baisser et le taux des salaires suivre une courbe descendante, parallèle à la baisse du prix des denrées.

Il n'en est pas moins vrai que ce retour à un

état normal pourrait être singulièrement facilité par une entente internationale, sur l'égalisation des conditions du travail. Souhaitons que dès sa première réunion à Washington, en octobre prochain, la Conférence internationale du travail, cet organisme permanent créé par l'Acte de Paris, réussisse à obtenir de la majorité des nations, la consécration légale de la journée de huit heures, afin que la France ne soit pas dupe de son geste prématuré.

*
* *

En tout cas, quoi qu'il arrive, l'industrie française doit avoir pour objectif de revenir, au moins, à la production d'avant-guerre. Or, pour produire autant, il faut « *pouvoir davantage* », grâce à une adaptation plus exacte aux circonstances nouvelles, tant au point de vue de l'extension du machinisme que de l'organisation de la production. Sur le premier point, l'intérêt du capital fera naître les initiatives nécessaires ; mais pour réaliser pleinement le second objectif, d'ailleurs connexe du premier, une entente cordiale s'impose entre le capital et le travail.

De toutes les méthodes modernes d'organisation de la production, celle qui, suivant les milieux, a suscité le plus d'enthousiasme, et aussi les attaques les plus vives, est le *Taylorisme*, qui, venu des Etats-Unis, tend de plus en plus à s'acclimater en Europe. Le Taylorisme a été pris à parti très vivement dans certains milieux ouvriers. On l'accuse à tort d'aboutir à l'intensification du surmenage, alors qu'en réalité, dans son application judicieuse il ne doit être qu'un moyen pratique d'obtenir de chaque ouvrier le *maximum de rendement utile, avec le minimum d'effort dans le moindre temps.* Ce résultat est obtenu, non par un appel plus grand à la dépense d'énergie individuelle, mais uniquement par une organisation rationnelle et scientifique de la production et du commerce.

Mécanisme moderne, outillage perfectionné, succession rapide et ordonnée des diverses manipulations de la matière première à l'intérieur des ateliers, suppression des à-coups, des entrepôts inutiles et prolongés : développement des usines sur des plans horizontaux plutôt qu'en hauteur, adaptation judicieuse du personnel aux tâches qu'on lui confie, chronométrage rigoureux des temps pour déterminer le prix de revient horaire ou aux pièces : telles sont les principales directives du système Taylor.

Pour le mettre en pratique, deux conditions sont indispensables. La première consiste dans la formation et l'emploi « d'ingénieurs sociaux », spécialisés dans la pratique des divers systèmes d'organisation, méthodes américaines ou autres ; la seconde est de pouvoir et de vouloir engager, en procédant toutefois par étapes, des dépenses considérables. La transformation générale d'une usine n'est pas une petite affaire. Il est irrationnel et toujours périlleux de vouloir, comme l'ont exigé les mineurs, brûler les étapes. Les réformes économiques profondes exigent du temps, des capitaux, de la méthode, et ne se réalisent pas d'un trait de plume.

Nous estimons cependant que la grande industrie française ne se heurtera pas à de trop grandes difficultés pour réaliser son adaptation aux conditions nouvelles, et se plier aux réformes nécessaires. Elle saura trouver les hommes et les moyens, parce qu'ayant à sa disposition les capitaux suffisants. Mais déjà l'application des méthodes américaines sera sensiblement plus délicate pour la moyenne industrie et difficile, peut-être impossible pour la petite industrie, où l'outillage perfectionné fait le plus souvent défaut, où la dissémination des travailleurs est extrême.

C'est surtout aux plus « nationales », aux plus françaises de nos industries, aux industries de luxe que l'application de la journée de huit heures risque de porter le coup le plus rude. Celles-ci s'accommodent en effet très mal d'une organisation scientifique, et d'un machinisme outrancier. L'habileté, le sens artistique s'allient ici à une intermittence de travail acharné et de flânerie créatrice. Ce sens artistique est une libre manifestation du génie inné de notre race ; il ne se laisse pas enchaîner. Il ne s'accommodent ni des horaires rigides, ni de la servitude relative de l'usine. La fabrication en séries ne convient pas à l'article de luxe, où la personnalité doit s'affirmer.

Soierie, rubanerie ou dentelles de luxe, mode, bibelots, articles de Paris, etc., toutes ces industries exercées à domicile ou en petit atelier, par de véritables artistes, vont-elles disparaître, emportant avec elles beaucoup du patrimoine moral et du bien-être du pays ?

Ce danger, à vrai dire, ne nous apparaît pas comme imminent. N'en déplaise à certains économistes d'outre-Rhin, l'industrie à domicile a poussé dans notre pays des racines trop vivaces pour qu'il puisse être question de la supprimer. Or, comment imposer pratiquement la journée de huit heures aux travailleurs en chambre ?

Plus réfractaire encore à la loi de huit heures, par la force des choses et le jeu des saisons, nous apparaît l'industrie agricole. Appliquée à cette dernière, toute réglementation serait vaine ; aussi

la question a-t-elle été réservée, et nous estimons qu'elle ne pourra jamais se poser pratiquement.

*
* *

En résumé, l'application immédiate de la journée de huit heures va dès ses débuts consolider l'état actuel de cherté de vie, les articles de luxe vont devenir plus inabordables encore ; voilà le résultat économique immédiat. Il y aura cependant par la suite une accommodation progressive qui atténuera ces premiers effets.

Quel en sera le résultat social ? Tout dépend de la façon dont la classe ouvrière saura utiliser, au foyer ou au dehors, les loisirs supplémentaires qui lui sont accordés. Si la vie du foyer, l'instruction, la formation intellectuelle et professionnelle plus complètes des ouvriers les détournent du cabaret, nul ne regrettera une mesure qui, ainsi, aura servi la race et le pays. Mais une telle orientation des masses ouvrières ne peut être l'œuvre du hasard ; les pouvoirs publics ont ici un devoir primordial à remplir. Il faut, comme en Angleterre et en Amérique, assainir les quartiers ouvriers, cette lèpre des grandes villes, créer même de toutes pièces des cités jardins ; c'est là tout un programme de refonte de notre législation sur les habitations à bon marché, travail rendu d'une réalisation plus facile par la loi sur les expropriations par zônes (6 novembre 1918).

C'est enfin, au point de vue moral, une question de confiance mutuelle. Pour l'élaboration des accords relatifs à l'application de la loi de 8 heures, les syndicats ouvriers et patronaux vont avoir à se rapprocher en des conférences. Le fossé qu'ont creusé les heurts du passé peut se combler par une entente basée sur l'interdépendance nécessaire du capital et du travail. L'ouvrier ne considérera plus le patron comme un ennemi, mais comme le gérant d'une association profitable aux deux parties.

Si les doctrines mortelles de la lutte de classes, préconisée par les marxistes, exaspérée par le bolchevisme, ne font pas trop de ravages, si l'on comprend enfin, dans les milieux syndicalistes, la force et la valeur sociale de l'entr'aide, une union étroite pourra s'établir entre les deux sources de la richesse nationale. C'est à ce rapprochement que le Parlement français s'est efforcé de travailler, par une série de lois récentes, telles que les lois du 13 mars 1917 sur le crédit au petit et moyen commerce, du 26 avril 1917 sur les sociétés à participation ouvrière.. ou les lois sur les coopératives de production ou de crédit.

Si les intéressés veulent bien s'engager résolument dans la voie ainsi frayée, que d'autres textes élargiront encore, les grands Etats industriels, comme la France, sortiront plutôt grandis de l'épreuve redoutable de la guerre, et de la crise économique consécutive à celle-ci.

Dans le cas contraire, nous irions fatalement au devant d'un véritable cataclysme, analogue à celui dans lequel agonise la Russie. Il y a là un péril que nul n'a le droit d'ignorer, et que tous les bons citoyens doivent s'efforcer de conjurer à tout prix, en opposant, aux doctrines de haine, le bloc d'une entente inébranlable, matérielle et morale.

P. Pic,

Professeur de législation industrielle
à la Faculté de Droit de Lyon.

LETTRES INÉDITES DE THIERS AU BARON COTTA DE COTTENDORF (1)

N° 25. *Paris, 29 novembre* 1825.

L'agitation est extrême depuis quelques jours. La crise de la bourse a réveillé tous les adversaires de M. de Villèle et de son système financier. Tout se soulève à la fois contre lui : tous les partis, tous les journaux, tous les établissements publics. Il n'y a pas d'exemples d'un déchaînement aussi universel. Les malédictions tombent de toutes parts sur sa tête. On lui attribue la crise dont il est, certes, fort innocent, et quiconque souffre de la gêne universelle lui impute ses maux. On demande son remplacement avec fureur. On dit que M. de la Bourdonnaye a déjà réuni 50 à 60 députés pour signer l'acte d'accusation. Pendant ce temps, on fait des ministères. On place M. de Polignac aux Affaires étrangères, M. de Montmorency à la présidence du Conseil ; aux finances, tantôt le vieux duc de Lévy, tantôt M. Roy, on désigne le duc parce qu'il fait deux ou trois brochures fort spirituelles et fort légères sur les finances, et qu'il a la prétention de s'y entendre. Du reste, feu Calonne n'était pas plus fort et avait plus d'esprit. M. Roy est préposé comme l'antagoniste le plus redoutable de M. de Villèle, et il faut convenir qu'il serait mieux placé aux affaires du trésor qu M. de Lévy. Au milieu de cette agitation, M. de Villèle ne semble pas encore ébranlé : rien ne porte à croire que le Roi soit déterminé à un changement de Ministère. On voit par le journal ministériel

(1) Voir *Revue Bleue*, n° 14. — Extrait du livre : *Au soir de la Restauration*, qui paraîtra prochainement.

« *l'Etoile* » que la principale espérance de M. de Villèle est dans l'Amérique du Sud. Mais le projet de trève présenté par l'*Etoile* ne satisferait personne et prouve seulement l'embarras de M. de Villèle entre des principes absurdes et des mesures qui deviennent tous les jours plus indispensables. Le projet de M. de Villèle ne serait point agréé à Panama, quand même il le serait à Madrid. Un Ministère aussi universellement abandonné peut-il se maintenir ? D'autre part, les hommes qu'on propose pour le remplacer sont-ils capables de suffire à de pareilles difficultés ? Qui mettre à sa place aujourd'hui ? Telles sont les difficultés de la question actuelle.

On croit que le courrier et le constitutionnel seront absous : du reste, la condamnation serait peu de chose, elle n'est désirée que par le roi et le clergé, mais il est douteux que M. de Villèle la désire. Un soufflet donné par les tribunaux à la congrégation lui serait utile.

N° 26. *Paris*, 11 *décembre*.

Il est très vrai que la pensée d'une souscription nationale en vint à la fois à toutes les têtes et n'a point été provoquée par les Meneurs. La Cour n'a d'abord pas été alarmée de ce mouvement. Mais aujourd'hui, les progrès étonnants de la souscription ont commencé à l'indisposer, et le Roi a, dit-on, fait des reproches au duc d'Orléans. Le Roi qui avait fait du procès des journaux son affaire de conscience a été singulièrement affligé. Il a témoigné de la façon la plus vive son mécontentement. Il ne lui reste que la censure qu'il n'est plus temps d'employer car elle tomberait avec les chambres. Il ne peut plus y revenir désormais. On assure pourtant que l'Abbé de Latil la conseille de toutes ses forces. C'est probablement M. de Villèle qui, tout attaqué qu'il est par les journaux, s'y oppose. Il est impossible de se figurer l'état de confusion des journaux royalistes.

Au milieu de cette tourmente, le Roi est toujours plein de cette idée que le renvoi d'un Ministre a perdu Louis XVI, et il craint de commettre la même faute. D'ailleurs, l'éternelle question est là : qui mettre à la place du chef actuel de l'administration ? M. de Villèle au milieu de tout cela a montré un rare sang-froid, et il n'a pas songé à employer ces petits moyens qui sont insuffisants, et consenti ces dépenses de fonds inutiles.

On pense qu'il songe sérieusement à la reconnaissance des colonies. La crise financière n'est pas finie et on craint ses plus tristes effets pour la fin de décembre.

N° 27. *Paris*, 14 *décembre* 1825.

Il paraît que le parti des Jésuites et de la Cour s'agite avec fureur. Il n'y a qu'un cri : c'est que la Révolution recommence et qu'elle est prête à éclater. On assure que quelques fous ont dit dans leur humeur ridicule que si le Roi ne donnait pas satisfaction contre les tribunaux à M. de Villèle, il fallait émigrer encore une fois. Un fait qu'on peut regarder comme certain, c'est que le gendre de M. Séguier a quitté la maison de son beau-père en disant qu'il ne pourrait plus vivre avec un homme qui avait rendu un arrêt aussi funeste à la religion et à la monarchie. Ce sont les prêtres qui ont égaré cette pauvre cervelle. M. Séguier s'est plaint publiquement devant ses collègues. Voilà ce qui s'est passé l'autre jour au château. M. de Villèle voyant le déchaînement général a proposé sa démission. Le Roi a refusé. Une séance du Conseil a eu lieu. Le duc d'Angoulême qui est dans les opinions de Pasquier et Portal, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle ici les ventrus, a dit à M. de Villèle qu'on ne pouvait pas lire un journal ni écouter une conversation sans entendre dire le plus grand mal de lui ; qu'il n'examinait pas s'il avait tort ou raison ; mais que dans une situation pareille, il était d'un ministre délicat de se retirer pour ne pas déconsidérer le pouvoir du Roi. M. de Villèle a répondu au Prince qu'il avait déjà fait ce qu'on lui conseillait, et que le Roi avait refusé. Charles X a pris vivement la parole et a dit : « qu'il ne soit plus question de cela, je vous ai dit que ne voulais pas en entendre parler ». Le Roi est donc bien décidé, mais ne parviendra-t-on pas à l'effrayer de l'opinion publique ? Voilà la question et elle est fort douteuse. Du reste, la retraite de M. de Villèle, sera un malheur. Elle nous vaudra peut-être la perte de la liberté de la presse. Sans M. de Villèle, le confesseur du Roi nous aurait déjà valu la censure Ce qui perd M. de Villèle, ce sont ses confrères, les Peyronnet, les Corbière. C'est l'ignorance du Roi, qui n'entend rien à la situation.

Il a lâché, il y a peu de temps un mot qui prouve bien l'état de ses connaissances. M. de Maillé allait encore déclamer contre M. de Villèle. « Laissons cela, dit le Roi, ni toi ni moi, mon cher Maillé, n'y entendons rien. Il faut laisser cela à M. de Villèle ».

N° 28. *Paris*, 2 *janvier*.

Le grand déchaînement contre M. de Villèle est un peu apaisé. Ce Ministre a deux projets dit-on. L'un consisterait à introduire dans le ministère quelques membres de la coterie Montmorency ; l'autre à y faire entrer quelques personnes de la co

terie Pasquier et Portal. La préférence dependrait des dispositions manifestées par les chambres. L'humeur contre M. Seguier est extrême. La duchesse d'Angoulême qui depuis longtemps ne se mêlait plus aux affaires, qui semblait même très raisonnable, n'a pu elle même-même contenir sa dévotion irritée et a tenu des propos très imprudents. On assure même que le duc d'Angoulême a suivi le torrent... Ce qui contribue à l'irriter est le renvoi de l'affaire Ouvrard devant la chambre des pairs. La discussion qui s'y ouvrira va montrer le Prince comme une dupe et ses généraux les plus chers comme les complices du pillage des deniers publics. M. Séguier met dans sa conduite une fierté et une vigueur tout à fait dignes des anciens parlements. Son caractère est admirablement fait pour les séditions parlementaires. Les députés arrivent chaque jour des provinces. Le Ministre est occupé à les gagner et à les prévenir contre les discours des journaux. On croit qu'il réussira mieux auprès d'eux qu'auprès des Pairs qui sont fort mal disposés.

N° 29. *Paris*, 12 *janvier*.

Le projet bien arrêté pour la session est de dérober le plus promptement qu'il se pourra. Point de projets financiers. Point de projet catholique au profit du clergé. Attendre, attendre sera le mot d'ordre de cette année. Dans une réunion chez M. Piet, il a été question de répondre dans l'adresse au roi par quelques phrases contre la liberté de la presse. Mais ces Messieurs ne sont guère qu'une cinquantaine et leurs petits complots contre la presse ne seront peut-être pas secondés par la Chambre et déjoués certainement par la pairie.

N° 30. *Paris*, 27 *janvier*.

Je profite du défaut de nouvelles pour vous donner quelques détails sur nos journaux.

Le Constitutionnel appartient à 15 actionnaires dont tous ne présentent pas les mêmes garanties d'indépendance, mais dont la majorité est sûre et à l'abri de toute séduction. *La Réaction*, du reste, dont MM. Etienne et Gay sont les chefs, est fermement attachée aux doctrines constitutionnelles. Ce journal gagne en ce moment en abonnés.

Le Courrier appartient à une multitude d'actionnaires. Il fait à peine ses frais. Il doit son énergie à son rédacteur ordinaire. M. Châtelain, ancien officier, plein d'honneur. *Le Courrier* est considéré comme moins habile que le *Constitutionnel* mais il passe pour le Caton des journaux.

Le Journal du Commerce a presque tous les commerçants de la capitale.. Ce journal a souvent traité les questions de finances en grande connaissance de cause. Il est estimé sous le rapport de l'indépendance. On l'a seulement accusé pour M. Laffitte parce qu'il soutient les mêmes opinions en finances.

Le Journal des Débats est très répandu. Il appartient à 3 propriétaires dont deux sont MM. Bertin frères, amis intimes et inaltérables de M. de Châteaubriand.

Les deux Bertin sont fort raisonnables et libéraux comme M. de Châteaubriand. Ils sont royalistes, mais ennemis des prêtres et de la noblesse. Ils représentent l'esprit de la vieille bourgeoisie de Paris.

Ils étaient déjà fort indisposés contre la marche du gouvernement, lorsque leur ami a été exclu du Ministère. Alors, ils n'ont pas hésité à se prononcer contre la congrégation jésuitique et contre le système de M. de Villèle. Ils y ont mis un acharnement excessif et ont trop laissé voir des passions personnelles ; mais ce journal a déployé de rares talents. Il a fait beaucoup de mal à M. de Villèle. Il a un langage à peu près semblable à celui du *Constitutionnel* si ce n'est qu'il affecte encore du royalisme. MM. Bertin sont de petites puissances politiques.

La Quotidienne est le journal véritablement dévôt et féodal. Elle est le dépôt du jésuitisme et de l'ambition mécontente. M. de Montmorency est le jésuite et M. de Vitrolles est l'ambitieux mécontent. *La Quotidienne* est obligée de prendre le ton constitutionnel et certaines choses pour combattre les Ministres ; elle est à la tête de ce qu'on appelle la Contre-Opposition.

Le Drapeau blanc et la *Gazette* sont du nombre de ces journaux que M. Sosthène est parvenu à amortir. Il a mis ces deux journaux à la disposition du Ministère et comme chaque Ministre a son journal, M. de Damas a pris le *Drapeau blanc* et M. de Corbière la *Gazette* : M. Damas est presque en opposition avec le Ministère : aussi le ton du *Drapeau blanc*, sans être celui d'un adversaire des Ministres est peut-être quelquefois désapprobateur. La *Gazette* donnée à M. Corbière est toujours violente et opiniâtre comme son patron.

L'Aristarque a été fait par MM. de Lalot et de la Bourdonnaye pour être l'arsenal de la contre-opposition. Il a été fait parce que ces deux hommes peu dévots ne voulaient pas associer leur honneur à ceux de la dévote *Quotidienne*. Il n'a peut-être pas six cents abonnés et n'existe qu'aux dépens des propriétaires.

L'*Etoile* appartient à M. de Peyronnet et à la Congrégation. Elle reçoit 20.000 l. pour insérer les articles que M. de Villèle envoie presque tous les

soirs. Elle est le journal qui explique le plus directement la pensée de M. le Président du Conseil. Mais, à part les articles envoyés qui sont faciles à reconnaître, elle est dévote et jésuitique et presque de la contre-opposition.

Il existe encore un journal, mais si méprisable qu'aucune opinion n'en veut : c'est le *Journal de Paris*. Il a appartenu à tous les Ministères et aujourd'hui les Ministres en le payant se croient souvent obligés de le désavouer.

Une chose assez singulière, c'est que M. Sosthène chargé d'amortir les journaux, l'a fait de ses fouets, à ce qu'il paraît, et n'a pas été remboursé. On le dit endetté jusqu'au cou et exposé à perdre sa fortune s'il reste en disgrâce.

LE PESSIMISME RUSSE ET LA CRISE ACTUELLE

Pendant les trois siècles du gouvernement des Romanof, de 1612 à 1914, la Russie a été en progrès constant. Elle a prodigieusement agrandi son territoire, sa population, sa production, acclimaté chez elle les arts, les sciences, les lettres de l'Europe occidentale, accompli des réformes que nous pouvons trouver modestes, mais qui n'en étaient pas moins, pour elle, des pas immenses faits en avant. De tels succès auraient dû rendre sa littérature optimiste, si, comme on l'a dit souvent, la fortune d'un peuple se reflétait dans ses lettres. Or, c'est le contraire qui s'est produit. La littérature russe, dans son ensemble, a la prétention d'être *grise*, et d'aucuns la trouvent noire ; depuis qu'elle est émancipée des influences étrangères, l'idée d'un cataclysme inévitable et prochain la traverse et la domine. Certes, ses représentants les plus pessimistes admettaient qu'après ce cataclysme, ce serait l'âge d'or, mais il fallait d'abord que tout ce qui existait eût disparu. Et comme, en effet, la Russie vient de s'effondrer sous nos yeux, ces prophètes de malheur en ont acquis une singulière autorité. Qui a prévu l'effet doit avoir pénétré les causes, et c'est près de lui qu'il faut nous en instruire.

L'opinion a été souvent exprimée, au XIXe siècle, que la ruine de la Russie viendrait de son organisation politique et sociale, du tsarisme, de l'administration routinière et corrompue, et plus encore, de la division du peuple en classes violemment opposées. « Tôt ou tard, cet Empire crèvera, c'est sûr ! », écrivait Bakounine en 1861, et Tourguénief a souvent parlé du soir où ses paysans paraîtraient devant lui, le salueraient profondément ; puis, en lui montrant une corde, « Nous venons te pendre, *bârine!* C'est l'ordre... » De semblables prédictions, on pourrait en citer beaucoup, et nous voyons bien, en effet, que le mal politique et le mal social ont été des causes des évènements actuels. Mais ces maux n'ont pas été imposés d'en haut à un peuple innocent. Ils ont été eux-mêmes l'effet de causes plus profondes, et de bonne heure, la recherche de ce *substratum* fatal a été l'occupation favorite des écrivains russes.

Avec la tendance de l'esprit humain à s'en prendre aux personnes plus qu'aux choses, il est naturel qu'on ait mis en cause, d'abord, la nature, le caractère de « l'homme russe » et le fait est qu'il a été malmené par sa littérature plus que n'importe qui l'a jamais été. Dès le XVIIIe siècle, la plume encore inexpérimentée des gazetiers de Pétersbourg s'exerçait sur sa naïveté, sa paresse, sa frivolité, sa manie d'imitation, ses prétentions mal fondées, et ces moqueries ont eu souvent leur utilité; elles s'attaquaient d'ailleurs moins au fonds russe qu'à des ridicules extérieurs et qu'on devait croire passagers. Au XIXe siècle, quand ces ridicules ont disparu, la satire cherche plus profondément, cette fois sous l'influence d'un étranger, Joseph de Maistre. Grand ami des Russes, tout prêt à leur concéder qu'à leur naissance, les fées étaient venues les combler de tous les dons, il ajoutait que, pour conclure, Carabosse avait paru et dit : « Vous serez inconstants ! », ce qui avait suffi pour détruire tout le reste. Or, cette idée de l'inconstance russe inspire une bonne partie du « flagellement de soi-même » que les écrivains du XIXe siècle ont si volontiers pratiqué. L'homme russe tant soit peu cultivé est pour eux *l'homme de trop* le superflu, l'inutile qui n'est pas un sot, sans doute, et qui a bon cœur, mais qui n'est pas capable d'avoir sa volonté ou de la garder ; emporté par tous les vents, il ne peut finir aucune tâche, et devient toujours, à un moment quelconque, l'esclave de l'homme fort qui, lui, n'est presque jamais un vrai Russe. Toujours un trait quelconque trahit son origine étrangère ; il a la nuque large et les pommettes saillantes du Tatar, ou le nez busqué du Sémite. Cette ethnographie rudimentaire, dont Tourguénief a usé et abusé, se retrouve encore chez ses successeurs. Avec Antoine Tchékhof, l'observation est moins romantique, plus précise, plus brutale même, et d'abord parce qu'elle ne s'exerce pas uniquement sur des gens bien élevés, mais le résultat en est à peu près le même. Ce que Tchékhof trouve, neuf fois sur dix, au fond de ses personnages, c'est l'*Asiate*, le Petchenègue, l'Eskimau, la brute malpropre, goinfre, parfois indolente, parfois brutale, celle que l'on dénonçait, il y a déjà longtemps, quand on disait qu'à gratter le Russe on trouve le Tatar.

Nous n'avons pas à nous demander si ce mot ne fait pas injure et au Russe et au Tatar ; en tout cas, les évènements actuels ne le démentent pas. *L'asiatisme* dont Tchékhof avait la nausée s'épanouit dans la Russie bolcheviste, dans sa saleté, son arbitraire, sa cruauté bête; il y est la force gâcheuse et mise le plus souvent, selon le pronostic de Tourguénief, entre les mains d'*allogènes*. Laissons de côté les crimes des foules folles et féroces partout ; la responsabilité de ce qui s'est fait de pis dans la Russie révolutionnaire appartient presque toujours à des « sujets russes » qui ne sont pas des Russes. En 1917, les matelots qui tuent leurs officiers, ont été recrutés sur des côtes où les allogènes sont souvent la majorité ; au front, quand on peut enquêter sur l'assassinat d'un général, on trouve encore des allogènes. En 1918, il en est de même lors de l'assassinat du Tsar et de sa famille ; en 1919, les « commissaires » bolchevistes ont beau se camouffler de pseudonymes à terminaison slave, personne n'ignore leur origine vraie, et si leur grand chef, Lénine, appartient à une famille incontestablement russe, son masque tatar inspire des doutes sur son origine première. Il ne s'en suit d'ailleurs pas que le Russe de race pure soit un agneau ; nous constatons seulement que, mise à l'épreuve, la mentalité des masses s'est révélée conforme à celle dans laquelle les écrivains du XIXe siècle voyaient la cause profonde des échecs du passé et des dangers de l'avenir. Reste à savoir d'où elle vient, cette mentalité; comme personne ne croit plus, même en Russie, qu'il y ait des peuples prédestinés au bien ou au mal, il faut en chercher les sources dans des circonstances extérieures, explicables, peut-être corrigibles.

Depuis longtemps, même avant Pierre le Grand, des Russes ont dit que l'histoire avait traité leur pays en marâtre ; d'après eux, tout ce qui a fait l'évolution féconde de l'Europe occidentale, découvertes, inventions, controverses, progrès matériel, crise morale ou sociale, tout cela a manqué à la Russie, ou s'y est rabougri, déformé, mais s'il en a été ainsi — ce qu'il ne faudrait pas trop croire — ce n'est pas l'histoire, simple narratrice des faits, qui est la coupable, mais la géographie. D'abord, la Russie est affligée d'un climat extrême, dont les brusques alternations de froid et de chaud usent vite l'organisme humain. Cette usure, qui ne tient ni à la race — tel Tatar s'en plaint autant que le Russe pur ; ni à la culture — la mobilisation des vieilles classes n'a pas donné en Russie, dit-on, d'aussi bons résultats qu'en Occident ; cette usure, disons-nous, est déjà, à elle seule, une explication presque suffisante de *l'inconstance* russe.

C'est encore la géographie qui explique la paresse et la routine du peuple et de l'État. Seule de tous les pays européens, la Russie est loin des océans, et surtout la Russie historique, la Moscovie. Pendant de longs siècles, les routes des mers lui ont été interdites, et celles de terre à peu près autant, de sorte qu'ouverte du côté de l'Asie, elle se trouvait du côté de l'Europe, en état de quasi-blocus. Rien d'étonnant alors qu'elle *trottine* derrière cette Europe sans jamais l'atteindre, et qu'à son premier choc sérieux avec elle — la courte invasion de 1812 ne compte pas — elle ait volé en éclats.

Tout cela est vrai, sans doute, et de nature à diminuer les responsabilités de « l'homme russe », mais si la situation désavantageuse de la Russie rend compte de son infériorité, elle n'explique pas son effondrement. Aussi bien les prophètes du malheur russe ne se contentent-ils pas de ces raisons de relativité ; il faut à leur mysticisme une cause du mal plus absolue, plus catastrophique, et cette cause, quelques-uns d'entre eux ont cru l'avoir trouvée.

Déjà vers 1840, dans sa célèbre *Chronique de famille*, Serge Aksakof note la transformation qui s'opère dans la nature russe. Les sources sont moins nombreuses maintenant, dit-il ; les lacs d'autrefois sont devenus des marais ; les forêts ont reculé. Quelques années plus tard, dans les *Récits d'un Chasseur* — Ivan Tourguénief compare deux districts de sa province natale ; l'un, boisé, conserve la richesse des temps primitifs, et l'homme lui-même y est plus vigoureux, d'esprit plus libre et plus sain ; dans l'autre, qui est tout entier mis en culture, c'est la dégénérescence, et de la nature, et de l'homme. Puis, après Aksakof et Tourguénief, de longues années se passent, sans que le sujet soit repris par d'autres que des géographes, par Kropotkine, notamment, dans ses articles sur le desséchement de l'Eurasie (Eurasie, Europe-Asie, région intermédiaire). Mais avec Tchékhof le thème de la dégénérescence progressive reparaît dans la littérature. Dans un de ses récits, le *Chasseur*, par une aigre après-midi d'automne, sur la lisière d'un bois, un pâtre cause avec un chasseur et lui raconte que le gibier disparaît. Il y en a moins cette année que l'année dernière ; chaque année, il y en a eu moins. « Je me rappelle qu'ici, il y a vingt ans, il y avait des masses d'oies sauvages, des grues, des canards, des coqs de bruyère. Parfois des seigneurs venaient chasser, et alors, ça ne cessait pas : « *poum ! poum ! poum !* » tout le temps. C'était plein aussi de bécasses, de bécassines, de gélinottes, de sarcelles ; où sont-elles passées maintenant? Il n'y a même plus de bêtes féroces ; il ne faut plus parler ni d'aigles, ni de faucons, ni de renards, ni de loups, à plus forte raison d'ours. Et c'est la même chose pour le poisson de

la rivière... Voilà quarante ans que j'observe, et je comprends bien que tout cela finira par la ruine complète ». Cette ruine des rivières, des forêts, de toutes les richesses du sol russe, est aussi celle de l'homme. « Le moujik d'à présent ne vaut plus celui d'autrefois. Et que dire des seigneurs !.. Partout Dieu nous a retiré ses biens, et cela parce que nous l'avons oublié, parce que nous péchons ! »

Ce berger est un mystique, mais dans une comédie de ses dernières années (1902), Tchékhof met les mêmes paroles, ou peu s'en faut, dans la bouche d'un « intelligent » — comme on dit en Russie — et même d'un savant. Le Dr Astrof a occupé les rares loisirs que lui laissent les malades, à dresser les cartes comparatives de son district, tel qu'il est aujourd'hui, et tel qu'il était il y a vingt-cinq, il y a cinquante ans. Ces cartes montrent que les forêts et les eaux se sont raréfiées, que la faune et la flore se sont appauvries, que les espèces sauvées par l'homme ont dégénéré, et il ne faudrait pas beaucoup pousser le docteur pour lui faire dire que d'atrophie en atrophie, la Russie va tomber dans la privation de la vie. Evidemment Tchékhof est hanté par la vision qui revient si souvent dans Tourguénief, depuis les *Récits d'un Chasseur* que nous citions tout à l'heure, jusqu'aux *Poèmes en prose*, où il n'y a pas moins de trois fins de monde. Qui a oublié la conversation de la Jungfrau et du Finsteraarhorn où les deux colosses échangent, de temps en temps, leurs impressions sur le monde qui s'étend à leurs pieds, pour constater enfin, avec joie, qu'il n'y a plus, au fond des vallées, ni forêts, ni eaux, ni vilains bipèdes, mais seulement la neige immaculée, immobile, éternelle ?

Soit ! Nous savons bien que le monde mourra, mais faut-il qu'en attendant sa mort, il y en ait une autre spéciale, prématurée, pour la Russie ? Doit-on vraiment admettre que les phénomènes de dessèchement décrits scientifiquement par Kropotkine et poétiquement par Tchékhof se poursuivront sans arrêt ni remède, alors qu'ailleurs, ils sont intermittents et parfois arrêtés par l'industrie de l'homme ? Le fait est que Kropotkine n'affirme rien quant à l'avenir, et dès à présent il y d'autres géographes pour dire que ces phénomènes de dessèchement et d'*humidation* se balancent par périodes d'années. Le Dr Astrof, de son côté, ne nie pas que la dégénérescence qu'il a constatée, puisse être arrêtée et même vaincue ; il faudrait seulement, pour cela, que le travail de l'homme ne fût pas simplement destructeur.

« A la place de ces forêts d'autrefois, si l'on avait percé des routes, élevé des fabriques, des écoles, le peuple, en dépit de tout, serait plus riche, plus sain, plus intelligent..., mais on n'a fait rien de tout cela. Dans notre district, ce sont toujours les mêmes bourbiers, les mêmes moustiques, la même misère, les mêmes épidémies de typhus, de diphtérie, de choléra, d'incendies... Nous avons affaire à une dégénérescence. .née de la lutte pour l'existence poursuivie avec des moyens inégaux ; elle est le résultat forcé de la routine, de l'ignorance, de la suppression de conscience qui se produisent quand l'homme glacé, affamé, malade, pour sauver le reste de sa vie et celle de ses enfants, s'accroche instinctivement à tout ce qui peut, un jour, apaiser sa faim et le réchauffer ; quant au lendemain, il n'y pense pas... Nous avons déjà détruit presque tout, mais nous n'avons rien créé de nouveau. »

La cause du mal, pour Tchékhof, c'est donc l'insuffisance, en Russie, de la civilisation à la fois matérielle et morale ; mais encore faut-il observer qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Pendant de longs siècles, les Russes ont pu se soustraire à ses effets en émigrant et en retrouvant, à côté de la région qu'ils avaient exploitée et ruinée, d'autres régions encore intactes et riches. Or, au XIXe siècle, la population grandissant toujours, le sol vierge a commencé à manquer ; il a fallu, pour le retrouver, aller jusqu'en Sibérie, et même là, on pouvait prévoir, à bref délai, avec les progrès du peuplement, la raréfaction des terres. La crise aurait donc éclaté, quel que fût le régime, tsarisme, démocratie ou communisme.

Dans cette rapide revue des causes de ruine dénoncées par la littérature, depuis cent cinquante ans, nous en avons trouvé de fort différentes, mais dont la différence est peut-être plus dans les formes et le ton que dans l'idée. Au XVIIIe siècle, ce qu'attaquaient les petits journaux, encore seuls à exprimer le malaise russe, c'était l'imitation maladroite de l'Europe ; il était sous-entendu que, plus intelligente, elle guérirait le mal. Au siècle suivant, on s'en prend à la nature même du Russe, et la nature humaine étant immuable, il semble que la condamnation soit sans appel. Pourtant, à y regarder de près, « l'homme de trop » est simplement l'homme cultivé dont la culture ne s'accorde pas avec la barbarie ambiante ; qu'à la longue, cette barbarie soit entamée, que, d'autre part, l'effort de l'intelligence soit mieux adaptée au milieu, encore une fois le mal sera guéri. Avec Tchékhof enfin, nous revenons à l'insuffisance de l'européanisation ; l'*asiatisme* qu'il flétrit est le legs d'un passé antérieur aux contacts avec l'Europe, et quant à la décadence de la nature, elle cessera dès que le Russe sera mis pour la combattre, dans de meilleures conditions. D'ailleurs, Tchékhof ne doute pas que, pour obtenir ces meilleures conditions, il ne faille une révolution ; mais, comme il a l'esprit net et positif, il ne se fait pas, sur sa portée, les illusions de beaucoup de ses compatriotes. La révolution créera, pour le Russe, plus de possibilités de travail fécond, mais c'est ce travail lui-même qui fera le progrès.

En somme, sous des formes tantôt romantiques, tantôt mystiques et même scientifiques, le pessimisme russe, en tant qu'il s'appliquait à l'avenir de la Russie, n'était que la description de maux et de dangers dont aucun pessimiste n'admettait, au fond du cœur, qu'ils fussent mortels. Il y avait un hiatus entre la Russie et l'Europe ; un autre, en Russie même, entre les classes dirigeantes et dirigées ; ils devaient être comblés, fût-ce au prix d'un cataclysme, mais, si durement qu'il le prophétisât, le pire pessimiste restait persuadé qu'il ne s'agissait que d'une crise de croissance. Et tout compte fait, c'est peut-être ainsi qu'il faut juger la crise actuelle.

EMILE HAUMANT.

LES DEUX PASSÉS (1)

L'AUTRE PASSÉ

Elle parlait avec la volubilité d'une femme captivée déjà, mais ignorante encore des sentiments prêts à naître en son cœur. Je ne pus m'empêcher de dire :

— Quel enthousiasme !.. Est-ce lui-même qui a su se présenter à vous sous un tel jour avantageux ?

— Cette rencontre vous fâche !.. Je devais m'y attendre ! Il est un de ces comparses auxquels autrefois j'ai dû donner la réplique... Puis, surtout, si j'avoue prendre du plaisir quelque part où vous n'êtes pas, vous devenez sur le champ ironique et féroce... Cependant...

« Avec quelle inconscience elle était injuste !

« Je compris que depuis longtemps elle nourrissait l'intention de me décocher un trait de ce genre, et je m'en voulus de lui avoir malgré moi fourni une occasion de me lancer cette parole amère et de me faire entendre ce qu'hélas ! je savais si bien. Ce fut tout, car je laissai tomber la remarque ; je ne voulais pas la guerre ; c'était trop déjà que cette escarmouche combien significative ! Mais dès cet instant je pus me dire : « Ce sera celui-là ».

« Certes, je le connaissais ce Beaumont, peut-être t'en souviens-tu aussi ? Nous avions été ensemble au collège, nous nous étions retrouvés à C... dans la même Société. C'était, dans la peau d'un bellâtre, une brute solide et méfiante, d'ailleurs distingué de tournure et de visage. Sous ses dehors corrects, sa froideur prudente, son élégance de dandy, c'était un sot qui n'avait point d'âme ! Il salissait notoirement toute femme qui lui avait appartenu et se faisait gloire de tenter les plus difficiles conquêtes. Il n'avait pas l'estime des hommes, mais il imposait et gardait intact son prestige de Don Juan avantageux et de hardi corrupteur.

« C'était là mon rival !.. Et ce serait la mon *vengeur !..* Ah ! Juliette initiée à l'amour par l'adorateur fervent que j'avais été, devait, avant d'être à lui, se perdre bien haut quand il l'attendrait bien bas .!. Pour elle, quelle chute douloureuse ! Mais il en est ainsi de l'amour ressenti par notre cœur de chair : il est presque toujours une exaltation que suit un fatal abaissement. Et le réveil sous le choc de la réalité vive nous laisse d'autant plus de regrets et de rancœurs que notre élan vers le rêve a été plus confiant et plus soutenu.

« Chacun de nous à son tour vérifie à ses propres dépens cet aphorisme sans réplique qu'un génie a pris la peine de formuler pour la postérité ! « Qui veut faire l'ange, fait la bête »...

« Je n'avais pas un mot à dire, pas un effort à tenter pour retenir Juliette sur la pente fatale où elle brûlait de s'engager. Essayer de l'arrêter serait précipiter le dénouement ; toute insinuation de ma part en ce sens, dans la disposition où elle se trouvait, devait lui être suspecte. Et sous mes yeux, je vis ainsi grandir, s'exalter en elle cette ferveur de l'amour qui prend à jamais possession d'un cœur pour en faire la pâture inutile d'un être indigne ou indifférent.

« Alors pour moi a commencé cette torture inouïe, ces alternatives de doute, d'espoir, de craintes qui surexcitent le désir, et irritent sauvagement en nous la brute mal endormie.

« Et c'est un jeu, horrible et cruel ! Incapable de manœuvres habiles, de feintes mesquines, elle n'a point les calculs et les détours d'une coquette ! Elle a, hélas ! l'abominable sincérité des vraies amoureuses. Ce feu divin qui sommeillait en elle, que j'ai subitement éveillé, flambe maintenant, superbe et menaçant, mais il brûle pour un dieu étranger. Ma Galatée goûte à son tour le don merveilleux de la vie, que lui a communiqué mon ardeur éperdue, mais, ironie du sort ! elle en souhaite l'ivresse aux bras d'un Ganymède !

« Je conçois, tu le vois, ce que mon intervention aurait d'odieux et de ridicule !

« Me faudra-t-il alors assister stupide et sans un geste à cette déchéance de la femme que j'ai choisie entre toutes, que j'aime avec toute la ferveur d'un sentiment aussi durable que moi-même, mais aussi avec tout l'emportement du maître qui sent que ce bien sur lequel il a tous les droits va lui échapper sans aucun recours !.. Elle est entrée

(1) Voir les numéros précédents.

trop profond dans mon cœur pour que jamais je l'en puisse arracher !..

« Quel remède y a-t-il, dis-moi, à de telles folies ?.. L'ivresse, le jeu, le libertinage, l'excessive débauche !.. Peut-être ! mais la subtilité même du feu qui me consume me garde comme par magie de ces moyens vulgaires... Indigne ou non, j'aime une femme, *ma femme*, il n'y a pour moi qu'elle au monde. Rien en dehors d'elle n'existe dans ma vie !.. Une brute la tuerait ! Mais j'ai ce malheur encore de n'être point une brute !.. La certitude même de la trahison infâme ne m'armera ni contre elle, ni contre son complice, j'ai trop d'amour pour elle, trop de mépris pour lui. D'ailleurs, sa honte n'est pas consommée ; Juliette n'en est qu'aux tout premiers pas vers l'abîme, et ma sagacité raisonneuse, mon acceptation tacite de la chute éventuelle, m'ont gardé jusqu'ici de tout acte de violence.

« Je n'ai aucun espoir qu'elle me revienne, je ne veux rien d'elle malgré elle... Et je ne puis cependant me détacher d'elle...

A ma place, Bernard, dis-moi que ferais-tu ?.. Attendre peut-être ... Escompter son dégoût certain, sa haine du complice qu'elle a choisi, quand elle en aura découvert l'indignité ?.. lui réserver comme un refuge apaisant et secret l'abri muet de mon cœur fidèle !

... Hélas ! ami, ce que mon appel à ta force sereine me suggère est d'un saint !.. Je ne suis pas un saint ! La vanité blessée parle en moi victorieusement comme en tout cœur d'homme, et je ne me soucie pas pour prix de mon crucifiement, d'endosser aux yeux de tous la veulerie et le ridicule d'un personnage de comédie.

« Et puis j'ai essayé !.. j'ai attendu !.. le supplice, déjà je l'ai enduré !.. Pendant des jours, cruelle et inconsciente, sans se douter, je veux le croire, de l'effroyable torture qu'elle m'imposait, elle m'a laissé, à son visage, à ses gestes, à ses mots les plus insignifiants, deviner le sentiment aveugle qui prenait possession d'elle.

« Ah ! ce Beaumont est un habile et heureux séducteur ! Il a l'instinct sûr de ce qui, dans la friperie où il dépose et reprend tour à tour les défroques qui lui servent à jouer diversement son rôle de séducteur, doit le mieux complaire à celle dont il a fait pour le moment l'objet de sa brutale convoitise. Il sait prendre patience et ne brouille pas les cartes qu'il ne soit arrivé à ses fins ! Ce sot est doué d'une astuce merveilleuse quand il s'agit de conduire à bien une affaire de sentiment. Sa vanité même le guide en perfection, j'ai dû m'en rendre compte à l'état d'exaltation croissante où il a su amener Juliette.

« D'ailleurs, je l'ai vu à l'œuvre, car j'ai eu ce triste courage ou si tu veux cette lâcheté, d'accompagner une ou deux fois ma femme chez sa cousine, à des réunions auxquelles le talent exhibé de Victor Beaumont donnait un irrésistible attrait, au moins en ce qui concernait Juliette.

« Un autre jour je fus requis pour remplacer Queyras et servir de chaperon à sa femme et à la mienne invitées à une chasse à courre dans la forêt de Laigle. J'étais le cavalier des deux, admirable combinaison n'est-ce pas pour que l'une au moins m'échappât ! Naturellement ce fut Juliette, plus fougueuse ce jour-là que le demi-sang qu'elle montait. Je ne la retrouvai qu'après l'hallali, toute grisée des atrocités de la curée, à moins que ce ne soit des mots d'amour ou des premières caresses du beau lieutenant qui la serrait de près.

« Et j'endurai vraiment à la voir brillante et magnifique, escortée d'ailleurs le plus galamment du monde, le même supplice que la pauvre bête éventrée dont les yeux s'étaient fermés sur tant de gueules cruelles prêtes à la déchirer, et dont maintenant les entrailles fumantes se déchiquetaient aux crocs sanglants qui les fouillaient avec rage.

— Alain, me dit-elle au retour, avez-vous aimé cette chasse ?

« Et une ironie filtrait dans ses prunelles claires à travers les paupières rapprochées, comme si elle eût voulu rendre à cet instant son regard plus aigu afin de lire au travers de moi-même.

— J'ai beaucoup aimé cette chasse. Et vous-même, y avez-vous pris tout le plaisir que vous en attendiez ?

— Moi, je suis toujours enthousiaste vous le savez, de ce qui est nouveau pour moi ; je n'avais jamais suivi jusqu'au bout ainsi à cheval, une chasse à courre.

« L'ironie fugitive et cruelle s'évaporait dans la sincérité d'un sentiment qu'elle avouait volontiers ; cet amour de la nouveauté qui est en effet un trait essentiel de son être de séduction si terriblement ondoyant et divers. Mais j'avais compris que mon calme apparent l'irritait. Elle eût voulu jeter en vivante pâture à *l'autre* toutes mes rages inutiles, mes supplications lâches, mes aveux palpitants ! Ce qui la retenait encore d'être à lui, c'était mon air de n'avoir rien vu, mon adresse à cacher mes tourments sous un visage résolu, et la réserve que je m'imposais à son endroit, ne lui reprochant rien, ne lui demandant rien, respectant sa liberté, n'apportant nulle entrave aux entrevues qu'elle espérait, qu'elle combinait avec toute l'intuitive perversité féminine.

« Elle est sûre au fond d'elle-même que tout mon grand amour ne peut être mort ainsi — sans un cri

d'agonie — de son oubli, de son caprice ; le caprice et l'oubli n'ont jamais tué l'amour, bien propres sont-ils à l'exaspérer au contraire. Mais ma tranquillité, mon flegme à ses côtés, le fait que j'ai renoncé de moi-même, dès le premier indice de sa trahison certaine, à brûler tout cet encens, paroles et tendres caresses que j'avais jusque-là si follement répandu à ses pieds, l'étonne, l'irrite, en lui laissant un doute. Pour qu'au goût d'une femme la faute ait toute sa saveur de fruit défendu, il faut nécessairement qu'un mal en ressorte, qu'un autre en pâtisse !

« Le seul moyen pour moi de la garder d'elle-même, de me la garder à moi peut-être, serait donc de la laisser sous cette impression ambiguë : ou que j'ai en elle la plus imperturbable confiance, ou que je peux être indifférent à son éventuelle trahison ! Mais quel moyen, ô, Prométhée !.. Toi qui enduras sans une parole de supplication aux dieux qui te l'envoyaient injustement, cette horrible souffrance, de sentir, enchaîné à la montagne de ton supplice, le bec cruel d'un oiseau rapace fouiller ton flanc béant, toi seul peut-être aurais le courage de l'employer, de t'y tenir ! Et la première humanité a fait de toi pour ta conscience, l'égal de ces dieux qui t'accablaient de maux !

« Bernard, maintenant, tu sais ce que j'endure.

« Quand j'eus compris que je ne pouvais pas un instant de plus endurer mon tourment, que ce que je m'imposais était au-dessus des forces humaines, j'ai fui, je suis venu ici, pour respirer... pour oublier... pour me tuer... que sais-je ?

« Je suis arrivé au matin à la Folie Desvarennes, J'ai jeté un regard de misère à chacun des objets chers qui m'a rendu l'aumône d'un tendre et douloureux souvenir. Le général en habit vert si brillamment chamarré sur son cheval de bataille semblait vouloir pourfendre mon ennemi invisible... C'est à moi que s'adressait aujourd'hui le sourire narquois du marquis mon ancêtre. Ne me prenait-il pas en pitié, lui qui sut de l'amour extraire toutes les joies sans jamais en souffrir !.. La mer était houleuse ; la grève était déserte ; le jardin nu et dévasté. Le vent hostile soufflait en moi la tempête ainsi qu'au sein des éléments ! Il fallait une victime à tant de rage contenue, et quelle autre si ce n'était moi !

« Mais je t'ai retrouvé !..

« Tu m'es apparu intrépide, généreux, compréhensif, et grave comme aux meilleurs jours de jadis ! J'ai cru que je n'avais pas le droit de « démissionner » cette fois sans t'avoir averti, sans avoir eu recours à ton conseil !.. Toi tu ne croiras pas que je suis lâche ; tu ne me donneras pas ta pitié !.. Tu m'enverras prompte et attendrie ta fraternelle accolade. J'y sentirai battre ton cœur, ton cœur fort et fidèle auquel s'appuiera mon cœur faible et troublé !..

« Tu m'auras sauvé. Et plus que jamais si tu le veux, ce sera entre nous, selon notre serment naïf d'adolescents, *à la vie, à la mort !..* »

... Combien je suis tenté de croire à ces dieux qui ne sont que des hommes et qui dans un Olympe où l'on se sâoule, où l'on rage, où l'on aime, se jouent ironiquement de nous !

... Pauvre fou, que dis-je là ?.. Vais-je croire à quelque chose au moment où je doute même de ma propre existence ! Que suis-je maintenant ?.. Un vivant parmi les morts ou un mort parmi les vivants ?.. Un mot de moi court l'espace qui annonce ma mort à celle dont je suis la victime. Demain je serai un homme enterré. Par le fait de ma résolution prise, de quelques lignes écrites de ma main, je suis déjà supprimé de ce monde...

... N'existé-je pas déjà dans cet autre où tu m'attends, ami dont j'invoquais dans ma suprême détresse le vivant souvenir, par je ne sais quel incommensurable lâcheté, quel vil attachement à ce lieu d'agonie où tenait mon existence de supplicié !..

... Une pensée folle me traverse l'esprit !.. Bernard !.. tu l'aimais aussi ? C'est elle *l'ensorceleuse*, qui entre nous a cassé l'amarre !.. Et tu m'attends au-delà, pauvre désenchanté afin de renouer notre amitié brisée !.. Et tu m'as renvoyé ce mot de nos anciens serments pour que j'y sois fidèle... *A la vie !.. A LA MORT !..*

*
* *

Celle qui venait de lire ces lignes, « l'ensorceleuse » eut un sanglot puis un cri de révolte !..

Elle se leva, fit le geste de jeter aux courtes flammes bleues qui léchaient les bûches non consumées, les feuilles révélatrices ! Une pensée l'arrêta, une crainte peut-être d'atteindre par delà la mort celui qui avait tant souffert pour elle... Elle exhala un soupir douloureux, et s'abattit à genoux devant le canapé devenu la sellette où elle s'était condamnée à subir jusqu'au bout le supplice atroce de la torturante accusation...

C'en était trop !.. Pourquoi ces deux morts sur la conscience... N'était-ce point assez d'avoir fait une victime !.. Accablée, elle sanglote éperduement.

Elle supplie en son cœur, pour un peu de clémence, ce fantôme qui se venge avec une âpreté si féroce !.. Son âme n'était pas à ce point endurcie qu'elle n'ait pu se repentir en se souvenant de ce

qu'il avait été pour elle, et venir d'elle-même à résipiscence !..

Ah ! qu'était-ce que la honte à côté d'un tel châtiment !..

Les larmes, les larmes bienfaisantes qui jusqu'à présent n'ont pas coulé, se font jour enfin, inondent les feuilles éparses sous ses eux. Et, noyant dans leur âcreté la trop grande amertume de tant de souffrances, elles produisent dans le cœur torturé de la jeune femme un premier apaisement.

Il lui semble que saisie par quelque monstre fantastique aux ailes sombres, à la griffe étroite et cruelle, elle vient de faire à la suite de cette âme tourmentée, un voyage effrayant à travers des régions inconnues, d'où elle retombe brisée, incapable d'aucun effort, ni pour se rattacher à la vie, ni pour accomplir son dessein funeste contre elle-même.

Le premier mal dont elle souffrait, oubli injurieux, profonde indignité du vivant — double aiguillon dont la douleur l'a chassée jusqu'ici — a été violemment emporté comme en une brusque et terrible rafale, par la folie ardente et désespérée que vient de lui révéler l'étrange aveu d'outre-tombe.

Elle sent sa volonté défaillir et sombrer ! Anéantie devant la vie, terrifiée devant la mort qui ne lui apparaît plus maintenant comme le repos qu'elle avait espéré, elle sent l'ombre descendre sur sa pensée endolorie comme sur la maison solitaire...

Dans cette ombre pourtant une lueur vague, notion oubliée, instinct millénaire peut-être, s'agite, faible d'abord, puis persiste et s'impose !.. Dans ce cœur humilié, s'éveille l'idée d'une expiation possible !..

Vivre, supporter sa souffrance, pour le souvenir de celui dont l'âme véhémente a jusqu'à elle crié sa détresse, pour se relever à ses propres yeux de son abominable et douloureuse erreur !

Le plus faible rayon sur la rive aux yeux de celui dont l'embarcation s'engloutit dans la nuit, représente un espoir fragile de secours qui lui rend pour surnager encore des forces insoupçonnées. Ainsi désemparée, tandis qu'elle sent mourir en elle l'être de joie et de vie ardente qui ne peut plus croire à l'amour, elle aspire en son âme à cet élan suprême vers le Dieu des miséricordes qui souffle impitoyablement la tempête, mais dont la pensée vivante a le pouvoir de ranimer et de raffermir le cœur des naufragés.

Dans la maison déserte, la voyageuse au douloureux visage, pleure sur elle-même, pleure de n'être capable, malgré l'intensité de ce qu'elle ressent, que de subir sans geste suprême, sans tragique violence, l'humble loi commune qui nous rattache à la vie malgré nous, et nous lie à nous-même par mille liens ténus qui nous restent invisibles et qu'il nous est pourtant impossible de briser.

La nuit était venue. Elle entendit le sable craquer dans les allées et des pas s'approcher.

On frappait à la porte... Ils étaient là tous trois : le savetier, sa femme et leur fils, Hervé. Munis d'une lanterne, ils venaient chercher la voyageuse à laquelle ils avaient préparé un abri.

Elle leur avait ouvert.

Un moment ils l'attendirent.

Bouleversée, tremblante, encore noyée de ses pleurs, elle les suivit, consciente seulement de subir jusqu'au bout la loi étrange et obscure de son mystérieux destin.

JULIEN REYNE.

L'ANGLETERRE A L'AUTOMNE 1919

Il ne saurait faire doute pour personne que l'Angleterre traverse une très grande crise et que son malaise intérieur aille croissant. Qu'on envisage les problèmes politiques, économiques, sociaux, ou encore son statut intellectuel, elle est en proie à d'énormes fluctuations et tout le mécanisme ancien oscille sous la poussée des forces actives, qui n'ont pas, semble-t-il, donné la plénitude de l'assaut. Il faudrait remonter à la phase du chartisme pour retrouver une situation analogue à celle-ci et encore n'est-il pas sûr que la comparaison soit exacte. Les éléments qui, au milieu du dernier siècle, se concertaient pour renouveler la Grande-Bretagne et abattre les vieux rouages, n'avaient pas la vigueur du travaillisme actuel. Il y avait plus d'agitation, et une agitation plus bruyante, mais les lames de fond apparaissaient moins redoutables.

L'Angleterre a participé, elle qui n'aime point à se mêler aux guerres continentales, à la plus grande guerre de l'Histoire. Elle a remporté avec ses alliés et associés, une victoire militaire ; sa victoire navale a été poussée si loin qu'elle a obtenu la destruction de la marine allemande, la principale rivale de sa flotte ; elle a joué dans les conseils diplomatiques de l'Entente, un rôle de tout premier plan, un rôle si notable que d'aucuns lui ont attribué une sorte de pouvoir directeur ; elle a fait de l'Egypte — officiellement une vassale ; elle s'est annexé une large portion des colonies allemandes d'Afrique et d'Australasie ; elle a établi sa mainmise exclusive sur la Perse, où jadis elle se heurtait encore à la concurrence russe ; elle a pris hypothèque sur une vaste région de l'Asie turque, en s'appuyant sur la puissance

arabe, qu'elle a évoquée pour les besoins de sa cause ; du conflit mondial, elle sort avec des territoires sensiblement agrandis, avec de nouvelles positions dominantes dans le monde. Elle s'effrayait autrefois des progrès que l'Allemagne avait accomplis dans le domaine industriel et commercial ; elle a tué cette concurrence pour de longues années et demeure, en Europe, la maîtresse incontestée des marchés ; enfin, elle a resserré au cours de la lutte universelle, ses liens avec ses Dominions. Les hommes de la métropole, les Canadiens, les gens du Cap, les Australiens, les Néo-Zélandais ont combattu dans les mêmes rangs : durant cinq années, les grands problèmes ont été discutés dans des conseils, où siégeaient, à côté des ministres anglais, ceux des communautés anglo-saxonnes, et une solidarité vivace, quasi-indestructible s'est créée, qui écarte définitivement tout péril de séparatisme. Le monde Britannique a fait l'épreuve décisive de sa force...

Et pourtant ses angoisses sont poignantes ; il n'éprouve aucune satisfaction parce qu'il ne nourrit aucune confiance ; le succès n'a guère qu'amertume pour lui, et il se trouve subitement devant des incertitudes, en face de périls, aux prises avec des difficultés qu'il n'avait point prévus, et qui lui suggèrent d'autant plus d'anxiété. Il s'agit de savoir comment il se comportera à l'égard de l'action ouvrière, qui se développe en lui comme ailleurs, qui menace ses institutions présentes, et dont l'audace évoque, pour certains, des pages bien connues de Macaulay. Les Etats discutent entre eux des remaniements territoriaux de l'Europe. Cette discussion est-elle bien aujourd'hui le débat essentiel et le problème de la structure interne de l'Etat ne sera-t-il pas, ne se révèle-t-il pas déjà le plus grave, le plus pressant de tous?

*
* *

Suivez bien les gestes de Lloyd George. Son biographe — qui est aussi son ami, Harold Spender, dans un volume qui vient d'être traduit, nous a dépeint très finement la physionomie morale du premier ministre anglais. Il le prend à sa plus tendre enfance pour le conduire jusqu'à la phase actuelle ; il nous le montre clerc d'avoué, puis avoué, puis député, puis ministre, toujours luttant pour se pousser dans la vie, affirmant dès la prime jeunesse les traits de caractère qui iront s'accentuant d'âge en âge. L'un de ces traits, et non le moins significatif, est la faculté de saisir à chaque instant le courant dominant de l'opinion publique. Il y a eu des moments de sa vie, où Lloyd George n'a pas craint de heurter ce courant, par exemple lors de la campagne sud-africaine, quand il prenait publiquement la défense des Boers, au risque d'être vilipendé, battu aux élections, malmené ou même tué. Mais le plus souvent, il plie devant lui, pour mieux s'en servir ; il le saisit pour lui donner une expression plus frappante et plus solennelle. Il se plaît à être la voix de la foule dans une circonstance déterminée : le propre de l'homme d'Etat, qui revendique ce titre, n'est-il pas de suivre les mouvements de l'opinion publique, quitte à croire ou à faire croire qu'il les dirige? Or, Lloyd George, auquel ses adversaires les plus tenaces ne refusent pas l'acuité des sens, s'aperçoit que la mentalité anglaise a évolué de mois en mois, et pour ainsi dire de semaine en semaine, et afin de n'être pas débordé par elle, il se précipite et s'efforce de la précéder. De là, les manifestations auxquelles il s'est livré en ces derniers temps, et qui laissaient prévoir sa rupture, avec les conservateurs, une tentative d'accord avec les éléments du Labour Party.

De sa villégiature normande, en septembre, Lloyd George a étudié minutieusement les phénomènes quotidiens de la vie politique anglaise. Il a discerné d'abord que le gouvernement dont il était le chef ne gardait plus la même popularité, et que faiblement discuté en 1918, il risquait d'être délaissé par les masses électorales en 1919. Depuis le mois de février, des scrutins partiels ont eu lieu, qui tous, quelle qu'en fût l'issue, ont tourné contre le prestige du cabinet. Ou bien, le candidat de ce dernier était vaincu, ou bien il l'emportait avec une majorité sensiblement réduite. Les dernières épreuves ont été celles de Vidnès, où à triomphé le leader travailliste Henderson — dont Lloyd George, pour plusieurs raisons, ne souhaitait pas la rentrée aux Communes, et celle de Pontefract où le coalitionniste a eu l'avantage, mais difficilement et sans gloire. Au moment précis où il aurait besoin du soutien de l'opinion, le ministère s'aperçoit que ses bases se rétrécissent méthodiquement.

Mais les votes du Congrès ouvrier de Glasgow, où cinq millions et plus de salariés étaient représentés, ont sonné aux oreilles de Lloyd George comme un avertissement capital qu'il était impossible, qu'il serait insensé de négliger. Il n'est pas de ceux — et c'est un mérite — qui pratiquent la politique de l'autruche. De même que pendant la guerre, il a voulu embrasser la réalité des situations, si graves fussent-elles, et sans duper sa propre conscience, — ainsi aujourd'hui il s'efforce de calculer avec exactitude la poussée que les grandes Fédérations coalisées peuvent exercer sur le système politique et social. La conclusion de ses méditations s'est marquée dans son message au peuple anglais du 14 septembre, dans sa publication d'une revue ou mieux d'un numéro spécial qui n'aura probablement point de suite,

dans son discours du 17. Il l'a résumée dans cette phrase lapidaire et sensationnelle : « voici la fin du monde ancien » et il est évidemment très rare qu'un ministre dirigeant s'exprime en ces termes un peu crus, à l'adresse d'une partie de la nation qui aspirerait plutôt à être rassurée sur la stabilité des institutions.

*
* *

Le gouvernement de coalition a correspondu à une certaine heure de l'histoire britannique, et ce n'est un secret pour personne que les partis qui y entrèrent ne firent pas sans hésitation le sacrifice de leur autonomie. Dans une première phase, il tendait à ramasser le maximum de forces politiques pour réduire au minimum les luttes internes durant la période de guerre. Il eût pu se dissoudre, l'armistice signé, et telle était la pensée de quelques libéraux et de quelques conservateurs. Mais Lloyd George fut d'un avis différent ; il voulait garder une pleine liberté de mouvement, restreindre les oppositions et les critiques pendant les négociations de la paix qu'il avait prévues plus courtes, et aussi combattre le mouvement travailliste dont l'ampleur lui avait sans doute échappé. Ce fut la Coalition qui présida aux élections de la fin 1918. Comme on le remarqua tout de suite, dans les combinaisons qui furent prises pour la désignation des candidats, les conservateurs s'attribuèrent la part du lion. Pour s'imposer moins à l'attention publique, leur leader émérite Bonar Law, tacticien sans égal, n'était pas moins actif que le premier ministre. Les unionistes figuraient pour deux tiers dans la liste que patronnait le gouvernement, et l'argument qu'on donnait pour justifier cette prééminence, était qu'une fraction des libéraux demeurait opposante. Parmi les élus de la coalition, les unionistes comptèrent aussi pour les deux tiers et cette répartition n'était pas faite pour maintenir indiscuté le prestige du cabinet, dont le chef était un radical qui avait été presque aux confins du travaillisme... Sur le moment, le triomphe du ministère à ce scrutin qu'on qualifia de khaki fut aveuglant, mais ceux qui étudiaient minutieusement les conditions de la lutte notaient que le Labour Party avait recueilli deux millions et demi de suffrages.

La coalition avait été plus puissante pour dresser une barrière contre le travaillisme que pour liquider les énormes problèmes issus du conflit mondial. Il était évident que le jour où l'on s'attaquerait aux solution pratiques, les anciens radicaux et les anciens tories ne penseraient pas de même, et puis, outre-Manche comme ailleurs, l'après-guerre se présentait sous l'aspect le plus redoutable, car tout était mis en cause à la fois et la perturbation du monde était si profonde, que les méthodes du passé se révélaient insuffisantes et périmées. C'est toute la vie nationale qui réclamait un statut nouveau, fondé sur des principes différents de ceux qui, des décades durant, avaient paru intangibles. Il semblait qu'un mécanisme fût soudain brisé et que les pièces ne pussent plus être réparées. Tardivement, mais réellement Lloyd George s'est rendu compte de la gravité du phénomène, et quand il parle de la fin d'un âge politique, on peut croire qu'il est sincère.

S'il se tourne vers le Labour Party, c'est que ce grand empirique voit, dans les masses ouvrières organisées, la force d'aujourd'hui et de demain. De même qu'il a passé jadis un pacte avec les conservateurs qu'il avait combattus — et qui le lui avaient bien rendu, durant une grande période de sa carrière, de même maintenant il incline à l'accord avec le socialisme et avec les Trades-Unions.

Il perçoit clairement le malaise qui sévit dans le Royaume Uni comme sur le Continent, et les causes de ce malaise. L'Etat est chargé d'une dette écrasante, menacé de budgets formidables et auxquels on ne subviendra que par de lourds impôts sur le capital, par de plus lourds impôts sur les successions et sur le revenu, par la création de monopoles : ce ne sont pas les conservateurs qui adopteront de gaieté de cœur la fiscalité nouvelle. La vie a renchéri et ce renchérissement, d'après Lloyd George, est à la base des mouvements ouvriers qui se sont succédé depuis deux ans : pour comprimer la hausse, des mesures draconiennes sont indispensables, auxquelles le torysme traditionnel ne souscrira pas. La production est désorganisée et va fléchissant de jour en jour, au risque de ruiner l'Angleterre, de lui retirer la prééminence qu'elle gardait sur certains marchés ; et le jour où cette ruine serait accomplie, le jour où elle serait seulement en vue, le cataclysme social serait proche, car nulle part la proportion des salariés de l'industrie n'est aussi forte. Il y a enfin les problèmes vitaux de l'Irlande, de l'Inde, de l'Egypte qui ne peuvent se trancher que par des moyens héroïques, par un rajeunissement total des institutions, par l'application des principes que le cabinet de Londres avait proclamés à l'aurore de la paix ; et pour les résoudre, le premier ministre voudrait compter sur l'appui de cette démocratie ouvrière, qui prétend aujourd'hui dire son mot sur toutes choses, exercer son contrôle et ses initiatives dans tous les domaines de la vie publique.

Ainsi s'explique le revirement de Lloyd George, dont les conceptions évoluent avec les aspects des choses eux-mêmes, et qui ne se pique jamais de doctrinarisme. Il a vu les trade-Unions grandir et renforcer leurs effectifs ; il a pesé la valeur de la me-

nace que le travaillisme, servi par le développement de la crise économique, suspend sur les vieilles institutions ; il est sensible à l'enthousiasme de rénovateur, à la volonté de reconstruction qui anime des millions d'hommes et de femmes et contre lesquels il se demande avec anxiété si l'Etat pourra lutter longtemps encore. Il compare cette vitalité du Labour Party, sa foi passionnée, ses vastes desseins au scepticisme, au découragement, à l'indifférence qu'il constate ailleurs. Et ainsi il a médité, changeant subitement de direction, de s'allier à ceux qu'il avait combattus aux élections dernières.

Mais il reste à savoir, et c'est tout le point, — si ceux auxquels il offre plus ou moins officieusement l'alliance, voudront l'accepter. Le congrès de Glasgow, qui a formulé la plus récente pensée du Trade Unionisme, indique assez que celui-ci ne se contente plus de réformes partielles et qu'il nourrit une confiance totale en ses propres forces. Ce n'est pas un programme limité de lente évolution qu'il défend, un programme capable d'être adopté par ceux qui, jusqu'ici, ont gouverné le Royaume Uni. Il a donné l'impression au contraire qu'il entendait confier à ses hommes l'exécution de ses idées. C'est tout le problème de la collaboration du socialisme au pouvoir que Lloyd George a posé, à une heure où les leaders les plus en vue du Labour Party prévoient déjà expressément la formation d'un cabinet travailliste au lendemain d'un scrutin de victoire.

L'Angleterre nous propose un spectacle singulièrement intéressants tandis que les mêmes problèmes surgissent pour toutes les nations.

PAUL LOUIS.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

A. BOSSERT. *Etudes historiques et Figures alsaciennes* (Hachette). — MARIE-THÉRÈSE OLLIVIER. *Emile Ollivier. Sa jeunesse, d'après son journal et sa correspondance* (Garnier).

Il n'est pas donné à tout le monde d'imiter l'exemple de M. A. Bossert ; le double privilège d'une rare longévité, et d'une activité intellectuelle également féconde au cours d'une carrière chargée d'ans et de travaux est assurément l'un des bonheurs que la vie accorde le moins généreusement aux hommes. M. A. Bossert en jouit avec sérénité, avec simplicité, avec cette sagesse du vieillard demeuré jeune d'esprit, qui poursuit sans ambition un labeur presque centenaire.

Admirez la discipline de cette existence vouée au service de l'Université, vouée au bien, et que cette discipline et cette vocation d'utilité supérieure prolongent et soutiennent dans l'exercice des facultés critiques et la vivifiante pratique des travaux de l'esprit. Nul doute que cette existence même ne soit le chef-d'œuvre de M. A. Bossert ; chef-d'œuvre non moins digne d'être médité que telle réalisation d'art ou de science. Les travailleurs de l'esprit sont souvent si prodigues de leurs forces qu'un préjugé courant les voue à une précoce faillite ; aussi bien, que de naufrages prématurés, ou encore de carrières promptement immobilisées, dans le ronronnement des vaines répétitions et des succès faciles ! M. A. Bossert a surmonté les obstacles où tant d'autres se brisent ; il ne s'est point arrêté sur le chemin de la recherche et de la méditation. Et voilà son chef-d'œuvre : une longue vie, ordonnée et féconde ; quoi de plus rare, quoi de plus admirable en notre temps de dispersion, d'incohérence, de hâte fébrile, d'usure rapide et d'effarante mobilité !

Il est universitaire ; et l'on est justement tenté d'associer l'Université à la louange de cet ordre, de cette discipline, de cette fécondité heureuse, de cette vigueur égale à elle-même, et qui défie les limites communément assignées aux forces humaines. Notre Université est en France un conservatoire des saines habitudes du travail, des méthodes judicieuses, et de cet art de vivre dont nos contemporains sont fréquemment oublieux. M. A. Bossert, qui lui a tant donné, du meilleur de soi-même, lui doit sans doute beaucoup, et d'abord cette ordonnance de l'effort par où il a su égaler et dépasser l'activité des plus intrépides travailleurs.

Et sans doute la France de 1919 sait, par un exemple illustre, qu'un grand âge peut allier la force à la prudence, et unir à la verdeur d'esprit l'ardente passion de la jeunesse. M. A. Bossert lui rappelle fort opportunément que dans le domaine des lettres et de la science de telles exceptions ne sont point irréalisables. Un immense travail ne cesse de s'accomplir dans l'Université, silencieusement, modestement ; nous ne l'ignorons point en France; l'étranger n'en est point toujours suffisamment persuadé ; on travaille à l'Université; on travaille au sortir de l'Université ; l'allègre érudition de M. A. Bossert est une preuve que cet incessant labeur n'épuise pas les hommes, que l'on sait, chez nous, administrer les force et les talents, et qu'enfin nous n'ignorons ni les meilleures méthodes, ni l'hygiène de l'esprit.

Admirez cette vie, ce long effort, cet effort continu, cette investigation patiente, et qui ne s'est jamais laissée détourner d'un unique objet : depuis qu'il publiait — il y a longtemps — un essai sur *La littérature allemande du moyen-âge*, M. A. Bossert ne s'est plus éloigné des vastes champs, parfois arides,

parfois magnifiquement fertiles, des lettres germaniques ; il les a explorés en tous sens ; les maîtres l'ont d'abord retenu ; on l'a vu s'attarder à pénétrer les grandes œuvres — Gœthe, Schiller, Schopenhauer, Herder... ; mais l'essai demeure sa forme préférée ; il a multiplié les essais ; il n'est guère de figure importante de la littérature allemande qu'il n'ait interrogée, et dont il ne nous ait transmis le témoignage en des études brèves et substantielles, informées des dernières découvertes de l'érudition, et toutefois aimables, claires, et comme avenantes ; études où l'honnête homme » de France se révèle par ses qualités de jugement et de goût, ce sens littéraire, cette exactitude et cette limpidité qui demeurent chez nous la parure discrète et de bon aloi de la science.

En sorte que ce doyen des études germaniques en France, à qui sont familiers l'art, les mœurs, l'histoire et la vie de nos voisins, est sans doute l'homme de France qui a le moins subi l'influence allemande ; en pleine période de germanomanie, il perpétuait parmi nous nos meilleures traditions, et continuait un temps où l'esprit français savait juger sans injustice, mais sans faiblesse, l'esprit d'outre-Rhin ; ce temps doit renaître ; toute la jeunesse de France s'apprête à répudier certains engouements excessifs de ses maîtres d'hier, et à considérer l'Allemagne avec des yeux dessillés, à la juger sur ses mérites, qui sont grands, et ses défauts, qui sont terribles, à ne plus confondre ceux-ci et ceux-là, à proclamer enfin l'indépendance de nos admirations et de notre esprit critique devant les œuvres et le génie d'une race antagoniste ; à cette jeunesse, M. A. Bossert propose les plus profitables leçons ; à tous, cet ancêtre nous enseigne la mesure, l'exactitude, et la plus juste appréciation des vices et des vertus allemands.

*
* *

N'allez point croire que la violence des événements récents l'incline à un surcroît de sévérité, ou même à l'abandon de ses ferveurs anciennes; l'Allemagne demeure l'Allemagne, même après la guerre inexpiable ; seuls se voient contraints à une tardive amende honorable, à des atténuations ou à des contradictions de jugement ceux qui la connaissaient mal et ne la connaissaient que superficiellement ; n'étant point de ceux-là, M. A. Bossert n'a point à modifier des opinions fondées sur la plus solide expérience ; « j'ai vécu, écrit-il, dans la familiarité de l'Allemagne d'autrefois ; j'y ai même trouvé, je l'avoue, un sujet d'instruction et d'intéressante comparaison... J'espère qu'on trouvera dans les pages qui suivent une liberté de jugement qui n'est pas incompatible avec le patriotisme. »

L'excellente attitude ! Certes nous aimons l'équité ; et nous savons, de reste, que si nous en manquons à l'égard du génie allemand, l'injure l'atteint beaucoup moins que nous-même. Quelques écervelés — très rares fort heureusement — voudraient proscrire chez nous les études germaniques. De toute notre force nous protestons là contre. Nous n'entendons être exclus d'aucun domaine où notre pensée peut puiser à des sources vives et originales ; nous voulons choisir, et porter partout, hautement, la liberté de nos goûts et de nos curiosités. M. A. Bossert nous y invite avec la plus persuasive fermeté ; en même temps, il nous démontre l'utilité du choix, et nous ouvre la voix de cette indépendance, qui est la manifestation de l'intégrité de l'esprit — de cette suprême liberté où notre entendement rencontre la complète possession de soi-même.

Cette leçon vient à point : il ne faut point en effet se lasser de le répéter, il faut en convaincre, en France, tout ce qui pense, écrit, dispose d'une influence quelconque sur l'opinion : le devoir du temps présent est d'instituer une vaste enquête, de renouveler chez nous les méthodes des études étrangères, pour développer, pour créer une psychologie internationale. Nous n'en possédons, pour l'instant, que des éléments incoordonnés, et d'où ne surgit aucune philosophie. Nationalistes et internationalistes nous bernent également : l'aveuglement néfaste des uns précipiterait notre pays aux aventures par la méconnaissance du monde moderne ; l'idéalisme des meilleurs parmi les autres, n'est guère moins redoutable, car il fait fi des conditions élémentaires de l'harmonie des peuples. A ceux-ci et à ceux-là rappelons que l'ignorance des réalités n'égare pas seulement le théoricien, mais détermine les hommes et les nations aux pires erreurs de conduite. Nous découvrons tardivement, mais enfin nous apercevons clairement aujourd'hui que des barrières infiniment complexes séparent gravement, profondément les peuples et les civilisations ; les oppositions ne sont point, hélas ! superficielles ; elles surgissent du fond des âmes ; l'identité foncière de l'humanité se hérisse d'obstacles divers, que nous ne connaissons pas, que nous connaissons mal, auxquels nous nous heurterons éternellement, si nous n'en dressons pas la carte minutieuse et précise.

S'agit-il de l'Allemagne, rappelez-vous le livre révélateur de M. Jacques Rivière ; l'audacieux effort de ce Français sincère a tenté d'investir le génie allemand ; sa sincérité nous a prouvé la difficulté de l'entreprise ; si aiguë que soit son observation, un Français n'entre pas de plain-pied dans l'âme allemande ; il en reconnaît les approches ; son élan se brise à des circonvallations imprévues ; il avoue

qu'un long siège sera nécessaire ; cette citadelle ne cédera que sous l'effort de la plus lente, de la plus insistante préparation.

De quel secours ne nous serait point ici l'expérience de M. A. Bossert ! Certes elle est surtout rétrospective et nous renseigne sur l'Allemagne d'autrefois bien plus que sur l'Allemagne d'aujourd'hui. Mais celle-ci est fille de celle-là. A qui fera-t-on croire que la connaissance solide et précise du passé ne soit la condition essentielle d'une exacte appréciation du présent ? Etudiez les mœurs, les arts et les institutions de l'Allemagne historique ; vous y trouverez les clés de la forteresse impériale ou démagogique dont les soubresauts déconcertent aujourd'hui nos prévisions.

Un exemple : voyez avec quelle certitude l'historien signale un trait permanent de l'Allemagne éternelle.

« Tout homme qui s'est occupé de littérature ou de philosophie allemandes sait que l'Allemand du Nord n'est pas l'Allemand du Midi, et que l'Allemagne n'est pas la Prusse.

« Le Prussien à la haine de la France, la haine du barbare ou du demi barbare pour l'homme plus civilisé que lui, une haine doublée d'envie, sournoise et lâche quand il est vaincu, hautaine et violente quand il croit tenir la victoire.

« L'Allemand du Midi, tranquille et jouisseur, ne demande qu'à vivre en paix avec son voisin. Quant à l'Autrichien, il porte dans ses rapports avec l'étranger un esprit de mansuétude qui n'est plus une vertu. »

Violentée par la Prusse, l'Allemagne tout entière semble avoir abdiqué son génie traditionnel ; « je n'ose croire qu'elle soit à jamais incapable de secouer le joug prussien qui pèse actuellement sur elle ».

Ce n'est qu'un exemple, et qui rappelle une vérité élémentaire, trop souvent oubliée, cependant, et par de consciencieux observateurs. Il faudrait suivre dans le détail les recherches de M. A. Bossert pour y relever maintes remarques dont nous pourrions tirer profit : les notes et révélations d'un Gentz « avant et après Iéna », ne semblent-elles pas en 1919 d'une saisissante actualité ? Les idées de Kant et son projet de « paix perpétuelle », ne cheminent-ils point, étrangement commentés, déformés, à travers l'Allemagne contemporaine ? La « politique française » de Gœthe n'est-elle pas singulièrement instructive ? Et même les aventures sentimentales d'une « madame Lucifer », épouse tumultueuse et romantique de trois maris inégalement célèbres, le médecin Bœhmer, Guillaume Schlegel et Schelling, n'abondent-elles point en enseignements que nous aurions le plus grand tort de négliger ? Enfin, n'est-ce pas la meilleure préface à une psychologie de l'Allemagne d'aujourd'hui que cette étude sur « Henri de Treischke et la décadence du sens historique en Allemagne » ?

M. A. Bossert joint à ces figures allemandes quelques figures alsaciennes ; ici encore, l'évocation du passé nous est indispensable au moment où nous éprouvons la nécessité de rapprendre la psychologie des provinces retrouvées.

Ainsi le livre de M. A. Bossert répond et satisfait à nos plus pressantes préoccupations ; ce maître dont leurs pères affectionnaient déjà la science vigoureuse et la probité intellectuelle rejoint les générations nouvelles ; avec lui et par lui, une France dont nous paraissions avoir oublié la forte culture et l'équilibre d'esprit apporte à notre France vivante et agissante une collaboration inattendue ; puisse notre fougue l'accueillir, et s'inspirer de cette modération, de cette finesse soucieuse des nuances, de cette liberté enfin qu'il nous appartient de reconquérir devant la décevante Allemagne.

*
* *

Emile Ollivier ! Peut-être la France victorieuse est-elle en état de reprendre le procès toujours ouvert de cet homme d'Etat écrasé par notre défaite. Déjà, le discours de M. H. Bergson à l'Académie française en a appelé d'une condamnation quasi unanime, et qui semblait le corollaire de notre résignation provisoire. Un jour viendra-t-il où les historiens s'accorderont à ne plus accabler aussi sévèrement un ministre sous le poids d'une erreur qui semble bien avoir été celle de presque tous ses contemporains ? Les pièces du procès sont connues ; Emile Ollivier lui-même les a développées en ces volumes de l'*Empire libéral*, qui constituent un plaidoyer éloquent et troublant. Sa faute capitale fut de n'avoir pas connu, ni surtout compris l'Allemagne. D'autres, après lui, et qui n'avaient pas les mêmes excuses, ont commis la même faute ; ayons aujourd'hui le courage de reconnaître là l'une des fatalités de notre histoire, et comme un mal chronique d'une partie de l'opinion française.

Un nouveau document s'ajoute à l'énorme dossier ; Mme Marie-Thérèse Ollivier nous conte la jeunesse d'Emile Ollivier ; son récit s'arrête à 1857, date de l'entrée d'Emile Ollivier à la Chambre ; ce livre est un avant-propos à l'*Empire libéral*.

Avant-propos aimable, et qui, n'effleurant qu'à peine les graves problèmes politiques, ne suscitera guère de discussions ; avant-propos fort utile cependant, car cette jeunesse explique l'âge mûr, et nous révèle clairement les gages qu'elle accorde au destin.

Le tableau que nous en offre Mme Marie-Thérèse

Ollivier est séduisant ; séduction de cette jeunesse active et généreuse, à demi romantique ; romantisme de l'idée républicaine tour à tour meurtrie et triomphante, si puissante par ses prophètes, ses orateurs et ses martyrs, si prodigue d'enivrants espoirs, et qui grandit parmi les révolutions et les guerres libératrices ! Emile Ollivier la reçoit de son père, Démosthène Ollivier, le tribun marseillais, orateur, conspirateur, âme ardente, cœur excellent et naïf, toujours prompt à sacrifier à la Cause la sécurité, le bonheur des siens, et d'abord de son fils ! Après l'enfance et l'adolescence laborieuses, traversées d'inquiétudes familiales, ce sont les débuts parisiens, l'apprentissage — combien aisé en ces temps héroïques ! — du barreau, les enseignements de Pierre Leroux, de Proudhon, l'éloquence de Lamartine. La révolution de 1848 fait d'Emile Ollivier un préfet du Rhône — à vingt-deux ans ! Nourri d'une idéologie frémissante, nourri de traditions oratoires, et au surplus servi par une vaste culture et une inlassable curiosité d'esprit, Emile Ollivier conquiert en hâte tous les succès ; son temps se reconnaît en lui ; au lendemain de son élection à la Chambre, il reçoit de Victor Cousin ces félicitations : « l'Europe entière écoutera le moindre de vos mots. Prouvez que la France ne s'st pas abdiquée au point de ne plus s'occuper de ses affaires. »

La France s'occupe de ses affaires intérieures, se grise de politique, s'absorbe dans la lutte contre le césarisme, et n'aperçoit plus l'Europe et le monde qu'à travers le brouillard de ses changeantes chimères... Elle reprochera un jour à Emile Ollivier d'avoir été le trop fidèle et trop complaisant compagnon de ces années de dissipation, de combat, d'aveuglement. Il paiera chèrement l'imprudence de n'avoir pas été supérieur à son époque...

N'oublions pas toutefois que son époque eut d'excellentes raisons de le glorifier ; son talent satisfait les plus difficiles, et nul ne lui conteste de hautes inspirations ; son charme personnel ne l'abandonna point dans sa chute, et survécut à sa fortune politique... Sa jeunesse est pleine de flamme ; Mme Marie-Thérèse Ollivier l'évoque en un livre aimable, pastel mélancolique, pieusement dessiné par une douce main féminine ; il y là de jolies anecdotes, et si peut-être la critique y trouve à redire, nous voyons bien qu'un peu de légende ne nuit pas à la vérité, et parfois l'exprime plus complètement que des faits brutalement authentiques ; Mme Marie-Thérèse Ollivier nous rend une atmosphère, l'âme même d'un temps que nous avons quelque peine à comprendre ; par là son livre mérite de retenir l'attention des vrais historiens ; elle ajoute une page importante au dossier déjà si lourd d'Emile Ollivier.

LUCIEN MAURY.

LA PROPAGANDE FRANÇAISE DANS LES BALKANS

Alors que chacun de ses Alliés se présente avec un programme impérialiste devant la Conférence chargée de régler la question d'Orient, la France ne convoite aucune parcelle des vastes territoires qui s'étendent des rives d'Albanie au Bosphore, du Caucase au golfe Persique.

Politique de sagesse et de prudence qui, pourtant, ne doit pas impliquer l'abandon des intérêts considérables que, depuis des siècles, nous avons dans le Levant.

Si notre pays, résistant au mirage, ne médite aucune annexion territoriale, il n'a le droit ni de mépriser l'admirable champ offert à son rayonnement, ni de continuer à négliger sa propagande en des régions que ses armées lui ont ouvertes.

*
* *

A l'heure des revers, nous avons su bander nos volontés afin de rester calmes. Nous avons été inébranlables dans notre certitude de l'heureuse issue de la lutte. Il nous appartient, aujourd'hui, de conserver assez de sens pratique pour exploiter nos succès, tirer le meilleur parti de ce que viennent de nous donner ceux qui, sous les cieux les moins cléments, dans les conditions les moins favorables, combattaient pour la Patrie lointaine, trop souvent injuste à l'égard de ses fils exilés dont, au reste, elle ignora les épreuves, nia l'effort jusqu'au jour où elle apprit que, nouée dans les Balkans, la Guerre des Nations venait de s'y dénouer et que l'Allemagne isolée par suite de la capitulation de la Bulgarie, de la Turquie, de l'Autriche, implorait l'aman.

Ayant célébré dans nos cœurs, par nos paroles et nos écrits, les hommes à qui nous devons de n'avoir pas vu couler indéfiniment le plus généreux sang de la France, il convient d'organiser notre victoire, et, après avoir déposé les armes de mort, de ceindre celles de vie, de lutter pour l'expansion morale intellectuelle et économique de notre patrie dans ces pays où son crédit était si grand, qu'au sein même des populations ennemies, des sympathies lui restèrent fidèles, malgré les erreurs qu'elle commit et laissa commettre par tels de ses alliés turbulents, plus préoccupés à assouvir leurs haines ou leurs appétits, que désireux de servir l'idée de justice.

L'œuvre à accomplir est aussi importante, aussi ardue, aussi complexe que celle qui prit fin en novembre 1918.

La Nation doit à son passé, à ceux de ses fils tombés sur les sables brûlants de Gallipoli, sur les pentes glacées de Serbie, ou dans les bones du Vardar, de jouir en Orient d'un incomparable prestige. Elle doit aussi aux enfants qui vont naître et dont la vie sera si rude, d'ouvrir des voies nouvelles à leur activité, de leur assurer le libre accès des marchés où un si grand nombre d'entre eux pourront trouver la prospérité.

Il lui appartient, dès maintenant, de s'y faire respecter, aimer, d'y répandre sa culture, d'y affirmer sa puissance économique.

Au lendemain de la paix, le mirage oriental n'agira point seulement sur ses ennemis d'aujourd'hui, mais aussi sur ses alliés. Elle rencontrera ceux-ci comme ceux-là, en Macédoine, à Constantinople, en Asie-Mineure et en Mésopotamie où, déjà, ils ont commencé une action à laquelle, incorrigible en son désintéressement, elle n'a point encore songé pour elle-même.

Elle a déjà perdu trop de temps et abandonné beaucoup de terrain à autrui.

Qu'elle ne se laisse point distancer de telle façon qu'il lui soit impossible de rejoindre ceux qui ont oublié de l'attendre pour prendre le départ. Qu'elle agisse énergiquement et sans délai.

*
* *

Il ne servirait de rien, à l'heure où nous sommes, de continuer cette politique de l'autruche qui eut tant d'adeptes chez nous pendant cinq ans et d'aller répétant que tout est, que tout fut pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Il ne servirait de rien — et ce serait faire le jeu de nos concurrents — de dissimuler nos fautes.

D'autres diront peut-être, ce qu'ils ont constaté, dans les régions où les hasards de la guerre les conduisirent.

Notre dessein est de consigner ici quelques observations faites au cours d'un séjour de trois ans en Macédoine, de signaler telles erreurs commises, d'indiquer, ce qu'elles nous ont coûté et de suggérer comment, selon nous, il y aurait lieu d'agir pour rétablir et augmenter notre rayonnement des rives de l'Egée à celles du Danube.

*
* *

S'il fallait indiquer par une cote notre action de propagande dans les Balkans pendant la guerre, on ne pourrait choisir que le chiffre zéro. Et, par voie de conséquences, seul le signe algébrique moins figurerait comment notre influence se modifia.

Il est incontestable, en effet, que par indifférence et incompréhension, la France perdit en trois ans une partie du prestige qu'elle avait mis plusieurs siècles à acquérir.

Ses nationaux, établis dans le bassin de la Méditerranée orientale, ont beaucoup souffert en assistant à la diminution progressive de son crédit moral.

Et maintenant qu'ils l'ont vue agir, ceux de ses protégés qui la connaissaient seulement de réputation se demandent comment, si magnifique dans le sacrifice d'elle-même, mais si nonchalante lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts, elle acquit et soutint cette réputation.

Lorsqu'en 1915, nous arrivâmes aux Dardanelles, lorsque, plus tard, nous débarquâmes en Macédoine, tous nos amis d'Orient, sincèrement affligés par nos malheurs, admiraient l'héroïsme de nos armées, faisaient les vœux les plus ardents pour que nous soyons sauvés du désastre.

Il eut suffi, pour les entretenir dans ces sentiments, pour gagner à notre cause, les neutres, les hésitants et même quelques éléments hostiles, de faire une propagande discrète, mais effective et suivie.

Ceci était d'autant plus indispensable que l'ennemi dépensait des sommes énormes à Athènes et à Salonique, pour ses campagnes, ne reculait devant aucun moyen, utilisait les formes les plus diverses, les plus modernes, pour arriver à ses fins, créer une opinion publique, acheter des consciences, s'assurer les collaborations les plus précieuses, les plus imprévues, faire douter de nous certains de nos amis eux-mêmes.

Il n'y parvint que trop.

Le journal, le périodique illustré, la conférence, le cinéma, la revue de café concert, tout fut bon pour le service allemand que le baron Skenck dirigeait à Athènes.

Cependant que faisions-nous ?

Rien !

Nous n'avons pas compris que, dès notre arrivée en Macédoine, nous eussions dû fonder un grand journal, disposant de machines modernes, d'une abondante provision de papier. Répandu en vieille et en nouvelle Grèce par nos bateaux de guerre, nos avions, nos trains quotidiens de ravitaillement, nos camions automobiles, cet organe eut servi, non seulement nos intérêts immédiats, mais encore nos intérêts économiques d'après-guerre.

Nous avons trouvé, à Salonique, un certain nombre de petites feuilles, de langue française, lues surtout par l'élément israëlite. L'une nous était nettement favorable, les autres conservaient une

prudente neutralité et se tenaient prêtes à prendre, selon les évènements, telle ou telle attitude.

Faute de savoir ouvrir notre bourse lorsque cela est nécessaire, et aussi par application de ce principe du moindre effort si en honneur chez nous, même aux heures les plus graves, nous avons voulu nous servir de ces journaux, sans tirage, ni autorité, ne disposant d'aucun des moyens d'information et de diffusion que nous eussions accordés à un organe nous appartenant et à tout instant dirigé dans le sens le plus favorable à nos intérêts.

Nous avons donc subventionné, — oh, très parcimonieusement, à la manière française, — ces feuilles minuscules qui, naturellement, nous en donnèrent pour notre argent.

Leurs rédacteurs, même animés des meilleures intentions, n'en eussent pas moins, dans l'expression et le ton, commis toutes les maladresses. Maladresses explicables d'ailleurs, par une connaissance très relative de notre langue et plus relative encore de notre esprit, si malaisément accessible aux Orientaux.

Il est dangereux de confier à des gens insuffisamment avertis, le soin d'une action aussi délicate que la propagande d'un pays en guerre : il est arrivé bien des fois que, parcourant les feuilles de Salonique, nous avons trouvé, présentées comme tout à fait sérieuses et dignes de foi, des nouvelles qui nous paraissaient l'extravagance même.

Or, ces nouvelles déconcertantes avaient été découpées par des rédacteurs ingénus dans des journaux humoristiques de France. Dégagées de leur contexte, publiées sans que la source en fut indiquée, elles étaient prises au sérieux par le lecteur qui, parfois, ne laissait pas de se livrer à des commentaires auxquels notre cause n'avait rien à gagner. C'est ainsi qu'au mois de mai 1918 un journal salonicien publiait gravement que les salons de couture parisiens étaient assiégés par l'armée des élégantes pressées de commander robes et manteaux de cave en soie, velours et fourrure gris souris. Suivait la description fantaisiste d'une cave décorée selon l'esthétique ballet-russe où, à l'heure des bombardements, on dansait éperdument le tango et le rouli-rouli !

Ce n'est pas bien grave, dira-t-on. Evidemment, non, pour qui voit les choses de France, de Paris surtout, où l'on sait plaisanter. Mais, au loin, parmi des gens trop enclins déjà à parler de la légèreté de nos mœurs, dans un pays où la propagande ennemie répandit les pires calomnies touchant notre moralité et suscita, parmi l'élément féminin, de la population, un tel effroi qu'après de longs mois d'occupation, aucune femme ne consentait à rester seule avec un militaire français, c'est très regrettable.

L'on conçoit aisément, après cela, la façon dont les journaux les mieux intentionnés servirent notre cause.

L'activité de la propagande allemande, l'apathie de la nôtre expliquent en grande partie comment une population n'ayant aucune raison de nous être hostile, que ses tendances et ses traditions inclinaient plutôt vers nous, finit par croire ce que les organes germanophiles lui répétaient chaque jour : nos Sénégalais volaient les enfants pour les manger, le général Sarrail, par haine de la religion orthodoxe, faisait systématiquement fusiller tous les popes ! Elle nous considéra comme des « cochons infâmes » (1) d'odieux tyrans, des affameurs, des assassins, et nous voua une telle haine qu'elle alla en décembre 1916, jusqu'à outrager notre drapeau et à massacrer nos marins.

*
* *

Le film cinématographique est un admirable moyen d'action à l'étranger. Encore par film de propagande ne faut-il point entendre uniquement celui qui représente des revues, des défilés de troupes, des bombardements ou des remises de décorations.

Cela n'impressionne plus personne, parce que cela n'intéresse plus personne.

De nombreuses adaptations cinématographiques de nos grands chefs-d'œuvre ont été réalisées chez nous. Leur projection eut renseigné l'étranger sur notre génie et grandement servi notre cause.

Or, à part de très rares exceptions, les seuls films français que nous ayons envoyés là-bas sont des films dits comiques de la plus triste, de la plus indigente stupidité.

Des acteurs, spécialisés dans cette industrie, d'ailleurs lucrative, paraissent sur l'écran en de telles postures que leur compatriotes, retenus au loin, en une période comme celle que nous traversions, où chacun devait avoir conscience qu'il représentait la France, éprouvaient de la gêne sinon de la honte à les voir.

C'est, on l'avouera, donner à l'étranger, trop porté, déjà à considérer la famille française comme dissoute et dissolue, une bien fâcheuse idée de cette famille que de lui présenter chaque soir un mari trompé ou courtisant sa servante, une belle-mère acariâtre, de qui son gendre tire enfin ven-

(1) Télégramme chiffré de la Reine Sophie à Guillaume II, 27 décembre 1916, 9 janvier 1917.

geance en lui infligeant le châtiment le plus burlesque, parfois le plus grossier.

Quand le peuple le plus spirituel de la terre comprendra-t-il qu'il se fait le plus grand tort en se présentant hors de chez lui en tenue débraillée ?

Nous lui offrons, comme sujet de méditation, cette parole d'un Grec, ami fervent de la France, qui, à l'issue d'une représentation particulièrement fâcheuse, nous demanda le plus sérieusement du monde :

— Etes-vous certains que ce n'est pas un agent de l'Allemagne qui, à Paris, choisit les films que vous exportez, ou, du moins que le service ennemi n'opère pas de substitution en route ?

D'une façon générale, les plus beaux films tournés en Grèce et, notamment, à Salonique étaient italiens et, dans ce domaine comme dans bien d'autres, d'Annunzio servit magnifiquement son pays. Tels films de lui, Cabiria,, le Fer, ont fait à l'Italie une éclatante, une somptueuse propagande.

Ce sont les Italiens qui se sont chargés d'adapter certaines œuvres françaises. On verra comment ils s'acquittèrent de cette tâche, et pourquoi il eut été préférable, pour notre cause, qu'ils s'en abstinssent.

Nous avons le souvenir d'une représentation de Nana, qui fut absolument désastreuse. Outre que l'adaptation était un mélange assez déconcertant de Nana et de l'Assommoir, que les pires anachronismes s'y rencontraient (n'a-t-on pas vu paraître sur l'écran, la Tour-Eiffel et la gare d'Orsay au cours d'une action qui se passe sous le Second Empire ?) l'attitude des personnages de Zola, celle de Nana en particulier, étaient d'une telle vulgarité, que beaucoup de Saloniciens, venus avec leurs familles, sortirent de la salle avant la fin de cette honteuse exhibition.

Chose non moins grave, non moins contraire à notre influence intellectuelle : lors de la production de l'adaptation cinématographique d'un autre roman français, une annonce fut projetée sur l'écran pour aviser le public que si l'œuvre originale était immorale, l'adaptateur italien lui avait fait subir de si heureuses modifications, en la filmant, que les honnêtes gens en pouvaient désormais suivre les péripéties !

On se rend compte du malaise ressenti par les Français présents dans la salle lorsque cet avertissement parut. Faut-il parler des légendes ? Farcies des pires incorrections, des pires barbarismes, incompréhensibles ou grotesques, constituant presque toujours des attentats à notre langue, elles étaient parfois si déconcertantes qu'on eut cru à une gageure. Nous ne retiendrons qu'un exemple. Certain soir où le film représentait le singe Consul, le public put, entre deux exercices du quadrumane, voir paraître ces mots sur l'écran :

« *Les jeunes filles se rendent dans la prairie pour y chasser des papillons et autres savoureux comestibles.* »

Ce que nous avons perdu d'influence en négligeant la propagande par le cinéma nous fut très sensible certain soir où l'on donnait « Les Frères Corses » d'Alexandre Dumas, mis en scène par André Antoine et joués par Krauss.

Ce roman n'est point un des chefs-d'œuvre de notre littérature, mais, grâce à sa science de l'attitude, du mouvement et de la vie, Antoine réalisa, d'après l'œuvre du vieux maître populaire, et avec les moyens les plus simples, un des plus beaux films qu'il nous ait été donné de voir.

L'admirable homme de théâtre qu'est Antoine livra bien des batailles en sa vie. Il connut bien des succès avant d'avoir été vaincu par la Fortune qui, elle aussi, sans doute, finit par le trouver trop audacieux. Mais ce soir-là, à Salonique, devant un public, composé d'Anglais, d'Italiens, de Serbes, de Grecs, de Turcs, de Juifs, il remporta une très belle victoire à la France, en montrant aux étrangers que le génie de notre race est fait d'intelligence, de mesure et d'harmonie.

Pourquoi, en trois ans avons-nous eu cette seule raison de nous enorgueillir de notre art théâtral ? Beaucoup de Français se sont posé la question en fin de soirée. Aucun d'eux n'a pu y répondre.

Il n'était pourtant ni très difficile, ni très coûteux, d'expédier quelques bandes heureusement choisies. En réservant chaque mois, une centaine de kilos de notre frêt à ces envois, il eut été possible de pourvoir de films tous les cinémas de la Vieille et de la Nouvelle Grèce.

*
* *

La littérature ne fut pas plus employée comme moyen de propagande que le journal ou le cinéma.

Si l'on trouve, en Orient, avec facilité, des éditions populaires des plus mauvais feuilletons parus au cours de ces vingt dernières années, c'est en vain, par contre, qu'on chercherait un fonds français, non seulement de nos classiques, dont il est juste de dire que la vente serait peut-être restreinte, mais encore de nos grands auteurs du XIXe siècle, qui, eux, obtiendraient le plus vif succès. Pas de Renan, pas de Taine, pas de Michelet, pas de Balzac, pas de Flaubert, pas de Maupassant.

La faute en incombe-t-elle aux éditeurs qui ne se sont pas rendu compte, — en trois ans ! — que

Salonique où l'on réclamait des livres, beaucoup de livres, était un admirable marché, ou à nos autorités qui entravaient l'exportation du papier imprimé, dont la diffusion eut été pourtant si utile à la cause de la France et si aisée en un pays où la langue française est extrêmement usitée ?

*
* *

Comme le texte imprimé, l'objet exporté sert le pays qui le produit et combat au loin pour lui. Or, nous sommes en mesure d'affirmer qu'au cours des années 1915 et 1916 on ne put trouver à Salonique aucun produit français : la papeterie, l'épicerie, le savon étaient anglais, la parfumerie allemande, etc.

Cependant, la France est productrice de ces marchandises et peut-être, était-il aussi aisé, de Marseille que de Londres, d'en expédier en Macédoine.

Mais; si les négociants britanniques avaient compris quel débouché leurs troupes ouvraient à leurs denrées, les nôtres restaient plongés dans une apathie qui leur coûtera cher ; ils s'en apercevront lorsque toutes les places seront prises et qu'il sera trop tard pour réagir.

Il est équitable, d'ailleurs, d'ajouter que, sans doute, les pouvoirs publics britanniques aidèrent les importateurs alors que les nôtres, même à l'époque où notre flotte marchande disposait encore de quelques unités et où nos stocks n'étaient pas épuisés, se désintéressèrent de notre expansion économique en une région qu'il s'agira demain de disputer au commerce austro-allemand et où nous eussions dû tout mettre en œuvre pour, à la faveur de notre occupation, prendre position (1).

Les cartes postales dont il était pourtant aisé de prévoir qu'on en pourrait vendre des quantités considérables aux soldats du corps expéditionnaire, firent défaut pendant un an et demi environ. A l'époque de la Noël 1915, les militaires français, durent se contenter de cartes anglaises représentant des sujets anglais et portant distiques ou quatrains anglais. Nos éditeurs ne découvrirent Salonique que pour y écouler tout un stock de vieilles cartes d'Algérie ou de Tunisie sur lesquelles ils avaient fait imprimer de fausses légendes : un bazar tunisien était présenté comme un paysage de Macédoine, des femmes mauresques comme des serbes vêtues du costume national !

Il nous était bien facile vraiment, de parler de la mauvaise qualité des marchandises allemandes, des faux et des truquages de nos ennemis, alors qu'à toutes les devantures de la ville s'étalaient tant de preuves de l'imposture de certains de nos commerçants.

Comment eussions-nous pu, davantage, vanter notre goût et la délicatesse de nos artistes puisque tels éditeurs n'avaient pas craint d'inonder le marché de cartes postales « de fantaisie » d'une telle laideur, d'une telle grossièreté de dessin, d'inspiration et de légendes, qu'il ne saurait être question, même en usant de tous les artifices de la rhétorique, de tenter la description de la moins indécente d'entre elles. Chacune de ces cartes, constituait un véritable attentat à la pudeur, était une trahison à notre cause.

L'émotion suscitée par leur exposition fut telle que le Commandement en Chef des Armées alliées rendit compte au Ministère de la Guerre, de l'effet produit et lui demanda d'examiner s'il ne conviendrait point d'inviter les éditeurs de ces turpitudes à s'abstenir d'en faire parvenir à l'étranger.

*
* *

Alors que la France semblait non seulement se désintéresser de toute campagne commerciale en Orient, mais encore s'ingénier à entraver les efforts individuels (presque tous nos compatriotes qui voulurent venir commencer sur les rives de l'Egée une action économique, *indispensable, si nous voulons que, dans cinq ans, Autrichiens et Allemands ne parlent en maîtres* dans le bassin de la Méditerranée orientale, durent y renoncer tant on leur créa de difficultés) l'Angleterre préparait sa future expansion économique et l'Italie, montrant une activité et une ténacité qui ne devaient point se démentir, encourageait ses nationaux à prendre position sur le marché où elle jetait autant de produits que ses disponibilités le lui permettaient. Ses militaires eux-mêmes étaient des agents commerciaux. Et l'on sait à Salonique, des officiers et des soldats italiens qui furent détachés de leurs unités pour ouvrir des magasins dont l'existence ne devait point être limitée à la durée de la guerre.

En trois ans d'occupation, la France n'a su importer en Macédoine que des prostituées et de l'alcool.

On est autorisé à se demander si elle n'aurait pas pu faire plus et mieux.

*
* *

Voici venir l'heure où vont se livrer les grands combats pour la conquête économique du monde.

(1) Cf. — Pierre La Mazière : « Voulons-nous, oui ou non, conquérir le marché macédonien ? » Revue des amitiés Franco Etrangères, octobre 1917.

La lutte sur les champs d'expansion, sera aussi âpre que sur les champs de bataille. Nos ennemis et nos Alliés s'y sont déjà préparés. Il n'apparaît point que la France ait songé à forger les nouvelles armes dont elle va avoir besoin.

Puisse-t-elle ne point discerner trop tard les conséquences de son laisser-aller, puisse-t-elle ne point pratiquer trop longtemps une politique d'abstention qui la ruine.

L'Orient est prêt à l'accueillir.

Il lui fait des signes auxquels elle ne peut se méprendre. Si elle ne se décide point à commencer un effort immédiat, à le poursuivre avec méthode et ténacité, c'en est fait de ce prestige qui, dans le bassin de la Méditerranée orientale, s'attachait depuis des siècles, à tout ce qui se réclamait d'elle.

Et ce sera, malgré la Victoire, une défaite française.

PIERRE LA MAZIÈRE.

DANS LES BOITES DES QUAIS

A PROPOS D'UN DICTIONNAIRE

Tous les goûts sont dans la nature. A la faveur de cette déclaration, je puis bien confesser mon faible pour les dictionnaires. Peu de lectures offrent à mes yeux, même variété et profit. Il en existe d'ailleurs de toutes les essences : les uns, secs et réguliers, aux mots plantés dru, pépinières où s'approvisionne une clientèle pressée ; les autres pleins de sève, aux articles rameux, futaies qui sollicitent le promeneur, et l'inclinent aux douces rêveries.

C'est un livre de ce dernier genre que, sous la forme d'un petit in-octavo, le hasard vient de mettre entre mes mains. Il fut édité à Nîmes en 1756, chez le libraire Michel Gaude. L'auteur en est un prêtre, qui ne daigne nous faire connaître de son nom que la première lettre. Cette modestie était assez en honneur chez les écrivains du dix-huitième siècle. Nous ne l'en avons pas héritée. Peut-être aussi — notre malignité se résignant mal à la vertu d'autrui — ne faut-il voir dans cette réserve qu'un stratagème pour mieux piquer notre curiosité ou encore en l'espèce le désir farouche chez l'auteur de justifier la signification de son nom, lequel n'était autre, paraît-il, que celui de Sauvage.

Quoiqu'il soit, ah ! le bon livre que le *Dictionnaire languedocien-françois* de l'abbé S*** ! Là, foin de ces définitions sybillines, qui ne remplissent l'esprit que de la fumée des mots. A la définition froide et scientifique, l'abbé le plus possible substitue la vivante description. C'est tout profit pour le lecteur. Dire, comme Nodier, que le mauvis est une petite espèce de grive, ne retranche à peu près rien de notre ignorance présumée, au lieu que toute notre soif de savoir est satisfaite, quand l'abbé nous révèle que le mauvis se distingue de la grive, par les petites plumes du dessous de l'aile, qui d'un jaune blafard chez celle-ci sont d'un bai ardent chez celui-là.

Et l'on ne peut s'empêcher, par contraste, de penser à ces lexiques, qui prétendent instruire la jeunesse et qui définissent le merlan un poisson de mer à chair tendre et légère, s'imaginant le différencier par là du turbot, qui est, lui, un poisson de mer à chair blanche et délicate. En botanique, leurs spécifications ne vont guère plus loin. La verveine, le basilic, la verge d'or, la patte d'oie, l'olivète, la passe-pierre ne sont que d'uniformes plantes, dont la valériane, le tussilage, le séneçon et la gentiane ne diffèrent que par leurs qualités médicinales.

Il faut, dit-on, mettre les livres à la portée des jeunes intelligences. Mais se borner à traiter d'oiseaux, la pie et le loriot, de poissons plats la sole, la limande et la barbue, appeler l'olive le fruit de l'olivier et dire de l'olivier qu'il est l'arbre qui porte l'olive, qu'est-ce sinon articuler de vains mots, proférer d'inanes sons et, sous prétexte de mâcher la pâtée, tromper la faim en lui donnant pour s'assouvir un inassimilable verbiage ? Croit-on vraiment qu'une grande distance nous sépare de la scolastique moyen-âgeuse ?

Cependant, les logiciens professent que la définition s'énonce par le genre prochain et la différence spécifique. Nos lexicographes, pour montrer apparemment le cas que la jeunesse doit faire de leur enseignement, auraient-ils commencé par désapprendre celui qu'ils reçurent de leurs maîtres ? Peut-être, il est vrai, pensent-ils racheter ces défauts par l'abondance des renseignements qu'ils nous donnent sur la lypothimie, les hypernéphélistes et la lithintriptique !

Notre abbé du dix-huitième siècle ne donne pas dans ces travers, qui sont proprement d'un cuistre. Son ouvrage a une bien autre saveur, une bien autre originalité. C'est ainsi que çà et là l'on y découvre, relevés d'une touche sobre et caustique, certains traits de mœurs de l'époque, qui jettent entre les lignes de brefs éclairs de satire, comme brillent sous les frondaisons les yeux aigus des sylvains railleurs. Tel cet usage de Montpellier, qui dans les convois funèbres autorisait l'héritier du défunt à se couvrir le visage d'un domino, pour lui

donner sous le masque la liberté de rire ou de pleurer sans être aperçu. Telle encore cette mode des teints pâles, qui incitait les femmes brunes barbouillées de blanc à nier l'emploi de ce fard, tandis qu'elles faisaient parade du rouge, dont elles soulignaient le bon ton de leur pâleur artificielle. Il y a peu de temps, toute la presse de France s'occupait des sourciers. Des journalistes citaient sans rire le cas de ce Jacques Aymar, rhabdomancien célèbre, qui, avec sa seule baguette de coudrier pour guide, suivit un assassin à la piste depuis Lyon jusque sur les bords de la Méditerranée. Or, veut-on connaître à ce sujet l'opinion de l'abbé S***, c'est-à-dire d'un homme sur lequel les journalistes avaient l'avance de près de deux siècles de science et de progrès ? « C'est avec le coudrier, dit-il, qu'on « fait la baguette divinatoire ; ses fibres, tournées « peut-être en spirale et très élastiques, se détor- « dent sans doute, lorsqu'elles sont échauffées et « la baguette tourne. Ainsi, pour être devin, il suf- « fit de la chaleur des mains, d'un peu de bon sens « et de beaucoup d'effronterie ».

Il se peut que, sous le rapport scientifique, maintes assertions de notre auteur, à commencer peut-être par celle qui précède, soient à reviser. Je ne sais quel degré de créance il convient d'accorder à l'explication, qu'il donne de ces grappes de moucherons, qui parfois à la campagne dansent au-dessus de nos têtes, attirés, prétend-il, par les colonnes de vapeur, que dégage tout corps humain et dont ces insectes seraient particulièrement friands. On ne lit pas non plus sans étonnement que pour rester longtemps sous l'eau, un plongeur doit maintenir ouvert son trou ovale (c'est la glotte qu'il veut dire, et non celui que vous pensez). Mais notre étonement prend un tout autre caractère, lorsque nous voyons l'abbé parler déjà de greffe animale ou préconiser pour la guérison des rhumatismes l'emploi de l'électricité. Quelques-unes de ces explications ou de ces hypothèses feront peut-être sourire les préparateurs de nos laboratoires. Qu'ils n'oublient pas que leurs travaux n'échapperont pas davantage à la nielle inévitable des années et qu'il est de notre devoir de cueillir dans tous les champs les épis aux grains purs, qui peuvent fournir à notre nourriture.

*
* *

Le dictionnaire de l'abbé S*** est, comme on dit improprement dans le Midi, un dictionnaire patois. Il a été composé pour enseigner aux Languedociens à s'exprimer en français avec le moins d'incorrections et le plus d'aisance possible. A ce double titre il n'a rien perdu de son utilité. Combien de nos contemporains, parlant patois en français, disent encore : *Je suis trempe* au lieu *de je suis trempé de sueur*, *adieu* où il faut dire *bonjour*, *sembler* pour *ressembler*, *fourmilier* pour *fourmilière*, etc. Les gasconismes abondent dans les conversations sur les bords de la Garonne. Ils s'insinuent même parfois sous des plumes naïves. Parfum de terroir, dit le Midi. Faute de français, répond avec raison le Nord. C'est que la langue française pour un Méridional n'est, au fond, qu'une traduction. Le Méridional pense en patois et si au moment de s'exprimer, le mot français ne se présente pas immédiatement à son esprit, ou bien il y substitue l'un de ces termes vagues tels que *chose*, *machin*, *affaire*, ou bien il francise à sa manière le mot patois et ce sont les gasconismes.

Or, un dictionnaire du genre de ceux que nous utilisons couramment, ne livre, à moins d'être lu ligne par ligne, ce qui ne se pratique guère, que des mots connus. Comment apprendre d'un tel ouvrage sinon par hasard le nom qui sert à désigner cette partie de la clef, qui entre dans la serrure ? Force est de connaître déjà le mot de *panneton* pour le retrouver à sa place alphabétique dans notre lexique, qui ne nous sert dès lors qu'à en contrôler l'orthographe, le genre, l'étymologie, la prononciation et les diverses significations analogiques. Ainsi, les dictionnaires, utiles pour préciser quelques incertitudes de grammaire ou de syntaxe, s'avèrent insuffisants pour former notre vocabulaire, pour enrichir de mots précis, l'arsenal de l'esprit. Et c'est justement de ces mots que, du moins pour les objets usuels, l'abbé veut pourvoir les Languedociens, qui les ignorent.

A cet effet, il a imaginé une méthode qui, developpée, donnera naissance plus tard à deux sortes d'ouvrages distincts : les dictionnaires d'analogie et les dictionnaires de synonymes, ces derniers ainsi appelés comme on sait, par antiphrase. D'une part, donc il différencie spécifiquement les termes, auxquels le vulgaire prête une superficielle et inexacte synonymie. Il nous enseigne, par exemple, à distinguer l'homme qui bigle d'avec celui qui louche, la jalousie de l'envie, le sas du blutoir, la cognée de la hache, le gousset de l'escafignon, les antoques des millères et des flaquières, etc., etc. D'autre part, par des modèles de description, dont tous les termes sont à retenir, il groupe sous un même article tous les mots servant à désigner soit les diverses parties qui composent un objet, soit tous les détails de l'ensemble, auquel cet objet appartient. C'est ainsi qu'au mot *clef* nous apprenons que la cef est formée d'une tige, d'un *anneau* et d'un

panneton, dont les *dents* s'insèrent entre les *gardes* de la serrure. Par ailleurs, voici le peigne avec son *dos*, ses *oreilles*, son *champ*. Voici la cloche attachée au *mouton* par les *anses* de son *cerveau*, et dont le *battant* frappe les *pinces*, tandis que le *tourillon* tourne dans les *poueillers* ou les *crapaudines* de cuivre et que les *abat-vent* des *ouïes* empêchent le *son* de se perdre.

Le résultat de cette méthode, on le devine aisément, c'est de faire connaître à tous et en tout le mot propre, cette perle rare, que recherchent les écrivains et que seuls les bons découvrent. Avec l'abbé de S*** les Languedociens du dix-huitième siècle étaient donc à bonne école. Ceux de nos jours auraient encore profit à s'y mettre et avec eux bon nombre de Français du Nord, et de ceux-là même qui font métier de parler ou d'écrire.

E. Pélissier.

A TRAVERS LES REVUES ETRANGÈRES

Au sommaire de la *Nuova Antologia*, un article de M. Robert Michels, professeur à l'Université de Bâle, sur « Curt Eisner président de la République bavaroise ». Une biographie documentée, cent détails intéressants, des anecdotes, des mots et mieux que tout cela : une pénétrante étude d'âme. Dommage seulement qu'il faille abréger...

Curt Eisner était né en 1867 à Berlin, d'un père autrichien. Laborieux et naturellement doué, il s'inscrivit à l'Université, au sortir du « gymnase », pour « la philologie » et commença de publier de gauche et de droite. Il appartenait à la rédaction de la *Frankfurter Zeitung* lorsque, brusquement, à la veille de la trentaine, il s'exila à Marbourg, où, loin du bruit, il suivit avec une ferveur passionnée les cours du néo-kantien Hermann Cohen, — lequel groupait autour de sa chaire une poignée de jeunes hommes ardemment épris de nouveautés et à tendances peu ou prou subversives. Un article parfaitement conforme et de ton et de pensée à « cette grande manière judéo-germanique qui a donné à la littérature un Heine et un Börne » valut à notre personnage, tandis qu'il était à Marbourg, une condamnation à neuf mois de prison, — dont tout l'effet sur lui fut de le décider à confesser publiquement le marxisme.

Cependant, le vieux Liebknecht lui ayant proposé la direction du *Vörwaerts*, Eisner se réinstalla à Berlin, où il déploya une folle activité. Et, grâce à lui, l'organe officiel du socialisme allemand connut, au point de vue « rédaction », une période exceptionnellement heureuse. Il n'empêche que, trop orateur et d'esprit trop littéraire, d'ailleurs desservi auprès des camarades par son passé de bourgeois et peut-être bien insuffisant dans les questions strictement économiques, il eut tôt contre lui une importante fraction du parti et qu'il dut enfin s'en aller, poursuivi par les malédictions de nombreux ennemis personnels.

Rendu à ses chères études, Eisner, qui était déjà l'auteur notamment d'un dur réquisitoire contre l'Allemagne contemporaine (*Taggeist*), écrivit *die Feste der Festlosen* (« Les Fêtes de ceux qui n'ont pas de fêtes ») et *Deutschland und Preussen in Zeitalter der franz. Revolution* (« L'Allemagne et la Prusse pendant la Grande Révolution »). Mais on le retrouve en 1907 à Nuremberg, où il rédige le bulletin politique dans les colonnes de la *Fränkische Tagespost*, puis en 1910 à Munich, où il fonde une agence de presse et s'occupe de critique dramatique. On sait la suite.

De Curt Eisner, les quotidiens ont dit aussi, en relatant sa fin dans les rues de sa « capitale », les habitudes de café, les mœurs capricieuses, l'existence de bohême. Fantasque, énergique et plein de faiblesses, perpétuellement ballotté entre le rêve et l'action, communicatif à l'excès et magnifiquement imprudent, Eisner n'était pas un méchant homme. M. Robert Michels, qui l'a connu de près, nous en donne du moins l'assurance et je l'en crois sans peine — et je crois que ce singulier garçon, avec lequel je causai moi-même toute une soirée au « Luitpold », quelques mois avant la guerre, était plutôt ce que les Boches appellent « *ein guter Kerl*, — un bon diable ». Seulement, pour un président de république... Son plus grand tort n'aurait-il pas été de ne pas se prendre assez au sérieux, l'heure venue ? Manque d'habitude, évidemment...

Curt Eisner avait cependant « sa politique », et qui se tenait. Il n'est guère douteux qu'il ait voulu, très sincèrement, la diminution de la Prusse, la réconciliation, une prompte réconciliation avec l'Angleterre, l'Italie et l'Amérique et surtout, surtout, un rapprochement avec la France, — avec la France dont le génie ardent et impressionnable avait toujours exercé sur lui une singulière fascination.

Sous réserve de certaines nuances, un romantique de 48 attardé dans l'Allemagne de 1914...

M. Napoléone Colajanni, professeur à l'Université de Naples et député au parlement italien, consacre dans la *Rivista Popolare* (n° du 15 septembre) six colonnes au président du Conseil de son pays.

« Entre Francesco Nitti et moi, écrit-il, l'amitié date de près d'un quart de siècle. De mon côté, cette amitié s'accompagne du sentiment de la reconnais-

sance que je lui dois... Mais l'amitié ni la reconnaissance ne sauraient m'empêcher de parler quand, cessant de me trouver d'accord avec lui, je tiens pour une obligation de le dire... Il m'est arrivé de le désapprouver ouvertement et je ne m'en repents pas. J'ai déploré sa faiblesse pour nos socialistes parlementaires, plus ou moins acquis au bolchevisme. Je ne puis applaudir à notre dernière réforme en matière d'élections. Or, elle n'eût point abouti si Nitti ne l'avait quasi imposée, en se retranchant derrière ce prétexte qu'il s'agissait en l'espèce d'un legs du précédent ministère et que le projet avait déjà bénéficié d'un vote favorable à la Chambre...

« Francesco Nitti a, aux yeux de quiconque répugne à la jésuitique distinction entre la morale de la vie privée et la morale de la vie publique, telles vertus essentielles chez un homme politique. Sobre et laborieux à l'extrême, il adore les siens et mène une existence d'une irréprochable dignité.

« On vante volontiers son savoir tant général que technique et son éloquence incisive et pénétrante. Mais au-dessus, bien au-dessus de ces avantages, je mets cette claire vision d'une situation donnée, ce courage de la montrer telle qu'elle est, cette constante, cette admirable maîtrise de soi et tout ce grâce à quoi il fait figure de sceptique devant ceux qui ne le connaissent pas. On a vu des hommes ne disposant que d'une très médiocre culture et n'ayant dans le verbe ni élégance ni facilité — Lanza, Crispi, Nicotera — l'emporter en politique sur d'autres différemment et mieux doués et c'est qu'ils avaient pour eux le caractère... »

Parlant de la fameuse circulaire aux préfets du Royaume dans laquelle le Premier italien dénonçait la gravité de l'heure pour son pays, M. Colajanni écrit : « Cette circulaire n'honore-t-elle pas grandement son auteur? L'ignorance, l'esprit de parti, l'envie n'ont d'ailleurs pas manqué de s'exercer dans la circonstance... *Nitti ressasse, Nitti fait son Pierre l'Ermite en prêchant l'économie, l'ordre, le travail...* Et c'est très juste. Mais si le mal qu'il dénonce persiste, n'appartient-il pas au ministre de persister dans ses recommandations ? »

La *Revue Belge* touche, dans son dernier fascicule, à la question des rapports entre la Belgique et la Hollande et elle le fait sur un ton qui ne manque pas de saveur.

Depuis la fin du **XVIe siècle**, aucune entente n'est possible entre les deux pays et la Hollande a constamment déçu les esprits qui, de l'autre côté de la frontière, inclinèrent parfois à souhaiter le contraire. Ceux qui ont en Belgique la direction des affaires publiques assument la responsabilité des méthodes qu'ils emploient, mais la faute diplomatique de 1916 rend certains Belges méfiants. « Le geste des délégués de cesser une discussion qui sentait le fromage n'est pas pour nous déplaire, écrit la *Revue Belge ;* nous pensons que nos dirigeants ont épuisé vis-à-vis de « la nation sœur » tout ce que l'on peut raisonnablement céder à la courtoisie ; en ce moment, nous avons moins que rien, nous n'avons donc plus qu'à gagner ». « Les mercantis des marécages » dont parlait Voltaire sont surtout sensibles à l'énergie : sans la faiblesse dont on a fait preuve à leur égard, « les questions de l'Escaut et du Limbourg seraient résolues depuis longtemps ».

Derrière la Hollande, il y a d'ailleurs toute l'Allemagne. Certains se sont laissé prendre à la proposition de substituer à la garantie que représenterait le retour du Limbourg à la Belgique, des conversations entre militaires belges et hollandais. « Une alliance hollando-belge ne sera jamais qu'une machine de guerre de l'Allemagne contre la France, à moins que la France n'y participe ». Mais il y a encore en Belgique de braves gens qui croient à l'impérialisme français et qui sont prêts à renouveler le geste de Gribouille...

GASTON CHOISY.

LES LIVRES NOUVEAUX

JOSÉ ROUSSEL-LÉPINE. *Les Champs de l'Ourcq.* Septembre 1914 (Plon).

La première victoire de la Marne est déjà légendaire ; pourtant, si nous commençons à en saisir les grandes lignes, nous en connaissons peu les détails, et tout justement ceux qui donnent à une légende sa valeur et son accent ; n'est-il pas singulier que de la grande guerre le public n'ait retenu que peu d'anecdotes ? Certes, chaque combattant n'est pas à court de traits de détail saisissants et tragiques, mais tout justement, parmi cette poussière d'anecdotes, aucune ne dépasse encore un très petit cercle. Ajoutez l'action de la censure, qui ne permettait guère de populariser l'aspect des champs de bataille. C'est seulement au cours des prochaines années qu'un lent travail de discrimination et de cristallisation mettra en relief les incidents significatifs de cinq années de campagnes.

Le livre de M. José Roussel-Lépine nous apporte une première moisson où puiseront les historiens de l'avenir ; il a exploré un coin restreint de l'immense cadre de la première victoire de la Marne ; il en connaît les paysages, et décrit le moindre village beaucoup moins en observateur d'occasion

qu'en indigène épris de la beauté de cette terre. Il a parcouru les hameaux, les fermes isolées, et sait comment, à quelle heure l'ennemi s'y présenta, comment il s'y comporta, ici goguenard et presque bienveillant, ailleurs cruel et sauvagement barbare ; il sait les drames dont furent témoins nos paysans. Il sait aussi quels régiments ou fractions de régiments se lancèrent à l'assaut de telle colline, et quels prodiges de vaillance et d'initiative individuelle déterminèrent la délivrance de chaque canton. L'action stratégique dont il n'oublie pas le dessin général, se résoud ainsi en une multiplicité de drames brefs et héroïques, qui nous révèlent avec une précision remarquable la couleur et l'allure de la réalité.

Rien ne vaut de telles enquêtes, exécutées sur place, au lendemain même des évènements, alors qu'il est encore possible d'interroger un grand nombre de témoins survivants, dont la mémoire demeure fraîche et exacte.

Et voici enfin l'épilogue : la douleur de ce pays meurtri, la recherche des tombes, l'exploration cruelle des parents, des amis, parmi les décombres d'une région hier souriante, aujourd'hui transformée en cimetière.

Un tel livre sera le nécessaire compagnon de quiconque voudra accomplir un pèlerinage aux champs de la délivrance. Il ne sera pas moins apprécié de tous ceux qui voudront revivre quelques-unes des heures les plus angoissantes et les plus glorieuses de la vie nationale.

J.-M. Tourneur-Aumont. *L'Alsace et l'Alemanie. Origine et place de la tradition germanique dans la civilisation alsacienne* (Berger-Levrault).

En un volume des *Annales de l'Est*, publiées par la Faculté des Lettres de l'Université de Nancy, M. J.-M. Tourneur-Aumont fait justice de la thèse d'après laquelle le germanisme aurait été importé en Alsace par la tribu des Alamans au ve siècle. Aucun document ne peut être fourni à l'appui de cette thèse ; en faisant d'une période alamane, la plus importante de toutes celles qu'a vécues l'Alsace on attribue à des barbares inconnus l'honneur d'avoir orienté définitivement l'histoire de ce pays.

Cette thèse n'a de sens que dans la perspective de l'historiographie nationaliste allemande du xixe siècle ; sous l'influence de J.-J. Rousseau et de Herder est née la croyance à l'originalité supérieure des Barbares ; on explique leur originalité par une vertu particulière des primitifs. De là une théorie romantique de la civilisation moderne de l'Europe qui n'est plus aujourd'hui défendue que par l'historiographie nationale allemande. Dès la seconde moitié du xixe siècle, une série de découvertes font en effet juger trop simplifiée cette systématisation des mouvements humains ; la géographie historique se fonde, après que Taine a dégagé l'influence du « milieu » et du « moment » ; on distingue ensuite de la race les institutions ; on apprend à ne plus confondre l'anthropologie et la sociologie ; « la race est un fait zoologique ; la civilisation et la vie sociale sont d'un autre ordre ». Le prestige des Barbares a singulièrement baissé ; leur originalité littéraire elle-même a été contestée ; « la formation des légendes épiques et de leurs cycles est mieux éclairée par la géographie historique de J. Bédier que par la supposition de facultés épiques particulières chez les primitifs ». Ainsi peu à peu la complexité des phénomènes sociaux se nuance, et l'on s'accoutume à discerner leur enchevêtrement sans attribuer à un seule série de faits une importance exagérée.

Au surplus, l'erreur allemande n'a rien de surprenant : pour la juger équitablement « il faut négliger les excès dus aux illusions de l'orgueil, aux besoins de la propagande, aux procédés factices de l'enseignement. Il n'aura été nullement particulier à l'Allemagne de 1914 de se tenir pour un peuple élu, fils du Ciel, agent de Dieu. Bien des peuples ont commis l'étourderie, à un moment de leur histoire, de se croire semblablement le centre de l'humanité et la fin de l'évolution ».

En outre, il convient de rappeler l'influence de la Bible et de l'histoire des tribus d'Israël depuis le xvie siècle sur la pensée allemande ; de là, en grande partie, le rôle qu'elle attribua aux tribus germaniques ; ajoutez l'indéfinition géographique de l'Allemagne, le souvenir des « duchés nationaux » la difficulté de trouver ailleurs un principe permanent qui éclaire et relie l'ensemble de l'histoire allemande. Ainsi s'explique que la conception tribale ait dominé pendant tout le xixe siècle l'historiographie allemande.

En réalité « on peut présumer que le germanisme est surtout une artificieuse élaboration, imitée de l'aryanisme, et aussi fragile ».

L'histoire de l'Alsace n'est pas déterminée par une intervention décisive d'hypothétiques Alamans ; elle est fonction de l'histoire européenne ; elle s'explique d'abord par sa situation, à un carrefour des peuples et des civilisations, au croisement des grandes voies de communication du Sud au Nord et de l'Ouest à l'Est, et par le caractère même de sa configuration particulière.

De là de multiples influences, une grande richesse d'apports contradictoires : « c'est l'histoire qui a décidé du sens, de l'intensité, de la succession des liai-

sous. C'est l'histoire qui a créé, entre des régions où s'offraient des possibilités variées, une prépondérance ou une interférence ».

Parmi tant d'éléments se sont trouvées des traditions germaniques ; « leur succès n'est pas l'œuvre d'un voisin privilégié, mais l'effet de rapports échelonnés sur de nombreux siècles ».

Et M. J. M. Tourneur-Aumont conclut : « une part de tradition germanique est demeurée fixée dans la civilisation alsacienne. Elle a chance de survivre à toute sorte de restauration en Alsace du libre droit d'option nationale, parce que cette part de tradition n'est pas une importation de circonstance, ni l'œuvre d'un groupe de colons, mais l'effet de liaisons historiques et géographiques ».

Aussi bien, ce fait ne met-il nullement en péril la prépondérance des autres éléments de tout ordre, qui depuis des siècles ont orienté vers la France le libre choix des volontés alsaciennes.

Telles sont brièvement résumées quelques-unes des idées qui se dégagent de ce livre de pure critique scientifique, monument remarquable d'érudition précise et impartiale, et non moins digne de retenir l'attention par la nouveauté que par l'abondance des vues originales et la vigueur de la conception.

V. Dedecek. *La Tchécoslovaquie et les Tchécoslovaques.* Préface de M. Jules Chopin (Editions Bossard).

En restituant à des peuples anciens leur physionomie nationale, la guerre nous contraint à rapprendre leur histoire et à définir leur rôle européen. Que savions-nous hier de la Tchécoslovaquie ? Presque rien ; aujourd'hui nous éprouvons le besoin de nous renseigner sur le nouvel Etat surgi des ruines de l'empire des Habsbourg, et qui, reprenant de très vieilles traditions, nous offre son concours politique et sa sincère amitié.

Le livre de M. V. Dedecek, clair et facile à lire, vient donc à son heure ; il résume en quelques chapitres la plus vaste information ; on y trouvera un aperçu de la géographie et de l'ethnographie de la Tchécoslovaquie, un compendium de son histoire, d'attachantes études d'ensemble sur les Lettres et les Arts, et enfin la culture intellectuelle et la culture physique.

Après avoir joué un rôle important au moyen-âge, les Tchèques durent, pour se défendre contre les menaces turques, confier en 1526 leur couronne aux Habsbourgs ; leur histoire n'est depuis lors qu'une longue lutte contre l'oppression impériale et germanique ; pendant deux siècles, la Bohême, dont on poursuivait partout les manifestations intellectuelles, dont on brûlait les livres, parut rayée du nombre des peuples libres. Toutefois, le sentiment national n'était pas éteint ; l'écho des idées de nos philosophes ranime au XVIIIe siècle les espoirs tchèques ; des savants comme Dobrovsky et Jungmann vont chercher parmi les paysans la langue de Hus ; une phalange de poètes, tels Kollar, Celakowsky, Erben, restitue à l'idiome national son ancien lustre, tandis qu'un Safarik en fait un instrument de science. Peu à peu les villes germanisées reprennent leur aspect slave. La lutte recommence avec une intensité croissante contre le germanisme.

Grâce au grand conflit mondial, elle s'achève aujourd'hui par le triomphe ; les Tchécoslovaques forment un groupe de dix millions et demi d'individus, dont neuf millions et demi en masse compacte dans les pays tchécoslovaques ; ils ont toutes les qualités de la race slave, auxquelles ils ajoutent de précieuses vertus de labeur, de science et d'organisation, acquises dans la lutte contre les Germains. Le tableau de leurs progrès dans tous les domaines de l'activité humaine, que dresse M. V. Dedecek, permet d'augurer pour eux du plus brillant avenir.

La Chanson de Roland. Traduction nouvelle d'après le manuscrit d'Oxford, par Henri Chamard (Colin).

Nous possédons de nombreuses traductions de la Chanson de Roland ; on l'a traduite en vers, soit rimés, soit assonancés ; on l'a traduite en prose libre, en prose rythmée, en prose mêlée de vers. M. Henri Chamard, professeur adjoint en Sobonne, professeur de littérature française à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, a connu ces diverses traductions, et n'a pas craint de mettre souvent à profit les travaux de ses devanciers. La version qu'il nous offre n'en est pas moins originale ; il traduit en vers, respecte la facture originale, garde le décasyllabe, sans toutefois se résoudre à construire partout des laisses monorimes ; utilisant la rime libre, il a pu utiliser beaucoup de rimes fournies par le modèle et multiplier les rimes similaires ; il n'hésite pas enfin à faire appel, par certains mots, par certains tours, aux ressources du vieux langage.

Telle qu'elle, écrite d'abord pour ses élèves, la traduction de M. Henri Chamard reproduit fort exactement la couleur du vieux poème ; elle est de lecture facile et agréable, et sera appréciée de tous les Français qui se plaisent à retrouver dans l'idéal héroïque de nos aïeux l'âme généreuse et ardente de la France d'aujourd'hui.

Jacques Lux.

Le Gérant: Alb. DAVY.

Typ. A. Davy, 52, rue Madame, Paris-VIe.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 20 — 57e ANNÉE — 18-25 OCTOBRE 1919

LA CULTURE FRANÇAISE DANS LES FACULTÉS DES LETTRES

I. — CULTURE FRANÇAISE ET ESPRIT MODERNE.

Après tant de sacrifices et après un tel triomphe, après cette guerre et après cette victoire, un mouvement naturel doit incliner la France vers ses trésors spirituels. Elle voudra les recenser, les soupeser, les étaler. Les idées élaborées et propagées par ses philosophes, ses historiens, ses poètes ont contribué pour une part à former le moral de son peuple au combat. A leur manière elles ont été à l'épreuve ; il est juste qu'elles soient à l'honneur.

Il importe donc que nos Facultés des Lettres s'apprêtent à répondre aux demandes de « culture française » qui vont leur venir de toutes parts.

De l'étranger, d'abord. La victoire va ramener sous les drapeaux de l'intelligence française bien des troupes que la défaite en avait écartées. Le fait est là, un peu brutal. Le fer attire l'or, disait-on naguère : il attire aussi les esprits. On a répété à satiété que le maître d'école avait gagné les victoires allemandes. Ce qui est sûr du moins, c'est qu'il a largement profité du courant de prestige qu'elles avaient créé. Qui visitait les Universités d'outre-Rhin, il y a vingt-cinq ans, pouvait s'en rendre compte : il trouvait sur leurs bancs quantité non seulement d'Américains du Sud comme du Nord, mais d'Espagnols, d'Italiens, de Polonais ; ils auraient pu profiter chez nous d'un enseignement littéraire, historique ou philosophique qui ne craignait pas la comparaison. Mais on brûlait de saisir les secrets du vainqueur.

Nous avions réussi ainsi avant la guerre à remonter le courant. Nous commencions à ramener des étudiants étrangers chez nous. Ce fut un des succès dont Louis Liard était le plus fier. Aujourd'hui, le vent a définitivement tourné. Un flot bat nos portes. Nous n'aurions plus besoin, pour l'instant, d'aller chercher les clients intellectuels. On nous demande plus de professeurs que nous n'en pouvons fournir. On nous enverra, si nous savons organiser pour leur initiation des cours convenables, des bataillons d'étudiants de presque tous les pays.

L'organisation en question a été ébauchée dès l'an dernier. Pour répondre à la demande de l'armée américaine qui mettait en sursis, afin qu'ils devinssent nos étudiants, 5.000 de ses combattants, nos Facultés se sont livrées à un bel effort d'improvisation. En particulier, un enseignement complet de « civilisation française » a été mis sur pied : géographie et histoire littéraire, histoire des institutions, histoire des idées, histoire de l'art. Il n'y a qu'à consolider, quand les étudiants débarqueront, ce qui fut bâti en hâte, l'an dernier, pour leur avant-garde.

Mais ce que nous offrons à nos amis étrangers ne l'offrirons-nous pas à nos enfants? Eux aussi en entrant dans nos Facultés seraient heureux de profiter, assure-t-on, de cours d'initiation. L'Association générale des étudiants prend position à son tour contre les spécialisations prématurées. A l'entendre, la jeunesse d'aujourd'hui réclamerait, à l'entrée des études supérieures, des espèces de revues générales qui lui per-

mettraient de voir du pays, avant de s'enfermer dans un canton.

En particulier, elle demanderait à faire son Tour-de-France intellectuel. Elle voudrait être sûre de trouver dans nos Facultés des cours de culture française qui lui permissent de suivre dans leur développement, à travers tant de chefs-d'œuvres, les idées constitutives de la France.

Le vœu semble en pleine harmonie avec le programme récemment dressé par un groupe d'écrivains, qui veut être le parti de l'Intelligence française. « Notre relèvement matériel, dit en substance son manifeste, dépend de notre relèvement intellectuel, notre pensée classique a une valeur internationale ». D'où il suit que faire d'une culture française bien entendue le centre de notre enseignement supérieur, c'est le meilleur moyen de servir et notre patrie et le monde.

Qui n'applaudirait ? Tâchons toutefois d'éviter toute équivoque. Essayons de préciser dans quel sens on nous demanderait par de pareilles formules, d'orienter notre enseignement. Nous savons ce que la France doit à l'esprit classique, à cette lucidité, à ce sens de l'harmonie, à ce goût de la mesure qui eurent leur apogée au grand siècle. Mais quand on nous presse de revenir aujourd'hui à cette Raison « Louis-quatorzième », quand on nous invite à faire de son apologie l'alpha et l'oméga de notre enseignement, est-ce qu'il ne s'agirait pas avant tout de le retourner contre quelque chose ou contre quelqu'un? Nous ne pouvons ne pas nous le rappeler : parmi les signataires de ce manifeste, beaucoup se sont montrés singulièrement sévères ou pour les audaces du « philosophisme » comme disait J. de Maistre, ou pour les générosités du romantisme. Ils nous sommaient de nous agenouiller devant Bossuet et la *Politique tirée de l'écriture sainte*. Mais ils n'avaient qu'anathèmes pour Voltaire et Rousseau. Ni Hugo d'ailleurs, ni Quinet, ni Michelet ne trouvaient grâce à leurs yeux. En bref, tous les penseurs qui avaient aidé, de près ou de loin, la France à se libérer de l'ancien régime, et finalement à se constituer en République, se trouvaient, pour une raison ou une autre, traités en suspects. N'étaient-ils pas les tenants de ces traditions que « M. Paul Bourget » se plaisait à dénoncer comme les erreurs françaises par excellence?

Serait-ce donc cela qu'on attend de nous, que nous traitions en erreurs françaises, toutes les traditions qui ne sont pas celle du grand siècle? On serait tenté de le croire. Lorqu'on lit dans le manifeste cette surprenante affirmation « Eux (les Intellectuels) qui sont habitués par état à l'analyse et à l'observation, ils savent l'impuissance des idées démocratiques « que la nature condamne par l'échec qu'elle leur inflige ». Ce que la nature condamne en matière sociale? bien fin qui peut le dire. Et il y a longtemps que nous avons observé qu'on lui fait plaider toutes les causes. L'histoire parle plus clair. Et s'il est un système qu'elle condamne n'est-ce pas précisément le système absolutiste? « La guerre, disait M. Moysset au début de son livre sur l'Allemagne, sera l'épreuve des régimes ». Le régime impérial, en dépit de l'admiration qu'il inspirait à tel de nos écrivains politiques, est aujourd'hui à terre. Les soldats de la Liberté piétinent ce grand corps. Il y a là une démonstration historique toute brûlante que pour notre part nous n'avons nulle intention d'oublier.

Au surplus, dans quelle situation serions-nous pour enseigner la culture française à nos auditeurs de demain si nous laissions rétrécir ainsi notre horizon? Etrangers, notre victoire, disions-nous, les attire. Mais ils se plaisent à y voir une victoire de l'idéal démocratique. Ils aiment en la France une très vieille nation, la première unifiée par ses rois, mais une nation qui a su secouer tous les jougs, et devenir un peuple d'avant-garde. Et quant aux fils de ce peuple même qui viendront de plus en plus nombreux, il faut l'espérer, chercher dans nos Facultés une culture supérieure, de quelle oreille nous écouteraient-ils s'ils nous sentaient chagrins, désenchantés, dégoûtés de tout ce qui a fait la France moderne?

Souhaitons donc que le goût de l'esprit classique n'étouffe pas en effet l'esprit moderne chez les maîtres de demain. Heureux qui aime son siècle en même temps que son pays. Celui-là comprend l'élan qui donne tout son sens à notre histoire ; et jusque dans l'étude du passé il sert l'avenir.

II

Culture française et Culture internationale

Etendre et approfondir, dans nos Facultés, la culture française, c'est très bien, mais au détriment de la culture internationale ? Ce serait dangereux L'heure serait mal choisie entre toutes, pour nous calfeutrer derrière nos fenêtres fermées : il importe de les ouvrir toutes grandes sur l'immensité de l'univers. « La politique extérieure, commande la politique intérieure ». Un de nos maîtres, Faguet, aimait à répéter cet aphorisme. Les évènements n'en ont que trop clairement vérifié le bien fondé. Mais comment profiter de cette leçon si nous ne disposons pas d'une élite, elle-même apte à la propagande intérieure aussi bien qu'extérieure, à qui les langues et les choses de l'étranger soient familières? Quels services n'a pas rendus à notre diplomatie, amenée par la force des

choses à élargir le recrutement de ses auxiliaires, la petite équipe qui avait son port d'attache dans le cercle « Autour du monde? » Après la guerre plus qu'avant, il importe que nous fassions sentir aux jeunes esprits la pressante nécessité d'être au courant des réalités internationales.

Craindra-t-on que, par ces informations élargies, notre génie national soit gêné et comme dévié dans son essor? Ce serait méconnaître les plus frappantes leçons de notre histoire intellectuelle. Elargissement, pour nous, c'est rajeunissement : les recherches comparatives de nos historiens de la littérature l'ont abondamment établi. Qu'on mesure seulement ce que notre XVIe siècle doit aux exemples de l'Italie, notre XVIIe à ceux de l'Espagne, notre XVIIIe à ceux de l'Angleterre. Ce n'est pas seulement en embrassant la terre maternelle, c'est en touchant les bords étrangers que notre Antée regagne sa vitalité.

Au surplus, après les expériences de la guerre, l'intérêt français le plus évident nous prescrit d'allonger nos antennes pour saisir au vol toutes les vibrations du monde, d'où qu'elles partent. Les peuples ont combattu pour leur liberté. Mais il leur est venu à tous, des champs de bataille eux-mêmes, une leçon de solidarité. Quelle que soit la vivacité des sentiments nationaux, nulle nation ne peut aujourd'hui se vanter de se passer des autres. Nous, peut-être moins qu'aucune autre, pour toutes sortes de raisons flagrantes. C'est pourquoi l'un de nos premiers devoirs est de guetter les transformations qui peuvent se préparer au loin : non pas seulement dans l'ordre des choses économiques, mais dans l'ordre des idées et des sentiments. La psychologie des peuples ne nous est pas moins précieuse que l'économie politique mondiale. Il nous faut une sorte de météorologie morale. Veut-on la preuve que la nôtre n'était pas assez riche en informations? Qu'on se rappelle seulement les « découvertes » que nous avons faites depuis cinq ans sur les routes de la guerre. Connaissions-nous assez intimement l'âme anglo-saxonne ou l'âme américaine? Plus d'une fois, nous l'avons avoué, nos meilleurs alliés ont comme surpris notre opinion. C'est donc qu'elle était insuffisamment avertie. C'est donc qu'on a raison de multiplier aujourd'hui les chaires destinées à répandre, par le canal de notre enseignement supérieur, la connaissance des civilisations étrangères. Le souci de la culture française doit laisser sa juste place, dans la France instruite par la guerre, à celui de la culture internationale.

Parallèlisme d'efforts d'autant plus nécessaire qu'il est indiqué aujourd'hui de ne plus se présenter chez les autres en conquérants, même intellectuels. Nos professeurs, lorsqu'ils ont répondu au manifeste hautain des 93 Allemands, n'ont pas manqué de rappeler que la civilisation française ne tendait nullement à exclure et ne songeait pas à dédaigner les autres civilisations : la terre est assez grande et le soleil doit luire pour toutes les formes de l'esprit. C'était de la modestie et c'était de l'habileté. Quiconque a vu fonctionner nos divers Instituts à l'étranger — à Madrid, à Florence, à Londres — sait combien on a sagement agi en annexant toujours, aux salles de cours où l'on expose notre culture, des centres d'études pour mener des recherches sur la culture des pays où l'on s'installe. Nous voulons, dit tel manifeste, que l'intelligence française conserve son *hégémonie*. Souhaitons-le. Mais ne le crions pas trop haut. N'inscrivons pas cette devise sur notre bagage. C'est en échangistes qu'il faut parler plutôt qu'en dominateurs. Ne craignons pas de dire au monde que nous ne venons pas seulement enseigner, mais apprendre, et chercher le bien de l'esprit partout où il se trouve.

Partout où il se trouve? Même chez l'ennemi, alors? Nous allons donc voir se rétablir les ponts entre culture française et culture allemande?

Grave question, qui suscite des passions trop légitimes. Il est temps de l'aborder en face, en dissipant les équivoques, s'il se peut, par les distinctions nécessaires.

S'agit-il ici de la « fraternisation » franco-allemande que semble préconiser dès aujourd'hui une poignée de réconciliateurs pressés? En dépit du grand idéal dont ils se réclament, leur hâte est choquante. Le professeur Schmoller escomptait assez cyniquement au début de la guerre la faculté d'oublier du « peuple léger », que nous sommes. Avoir l'air de lui donner si tôt raison, c'est, pour ne pas dire plus, une imprudence lourde. Entre les Allemands et nous, il n'y a pas seulement des millions de cadavres ; il y a le cadavre de la foi jurée, qu'ils ont foulée aux pieds. Qui nous invite à passer par dessus tout cela ne blesse pas seulement le sentiment national : il manque au sentiment de la justice, lequel veut que les coupables se lavent et s'amendent et fassent leur *mea culpa* avant de s'asseoir à la table des victimes.

Est-ce à dire qu'entre l'Allemagne et nous une sorte de muraille va s'élever sans portes ni fenêtres? Les réalités économiques se sont chargées déjà de nous faire sentir assez brutalement, l'inanité de ce vœu. « Plus rien d'allemand » c'est vite dit. Et pendant la guerre on nous a empli les oreilles de cette consigne. Mais la voici d'ores et déjà emportée comme fétu de paille par l'espèce de tourbillon que crée l'appel de l'industrie. Les conditions de la paix sont telles que par la force des choses économie française et économie allemande se trouveront — c'est le mot qui fut lancé à la Chambre — plus « intri-

quées » que jamais. Pour que l'Allemagne nous paie, il faut que nous achetions à l'Allemagne. Une interdépendance, plus forte que les plus justes rancunes, nous force à rouvrir l'écluse des échanges.

Mais dans l'ordre intellectuel du moins, ne pourrions-nous laisser fermées les vannes? La légitime horreur que nous inspirent tant d'hommes qui furent les produits de la culture allemande, ne la marquerons-nous pas en refusant de lire ses livres et d'apprendre sa langue? L'instinct national paraît avoir opté pour cette tactique. Le nombre d'élèves inscrits pour pour l'allemand, dans les lycées et collèges, ne cesse de décroître. Faut-il encourager ce mouvement? Faut-il par voie de conséquence rogner la part de l'enseignement des langue et littérature allemandes dans nos Facultés, et inviter à d'autres travaux cette équipe de « germanistes » qui avait fait si utile besogne?

Cette tactique elle aussi serait souverainement imprudente, il n'est pas difficile de le démontrer. Sur ce qui va se passer en Allemagne, on discute beaucoup en France. Mais quelles que soient opinions et prophéties, un point devrait mettre tout le monde d'accord : la nécessité de continuer à savoir, autant qu'il est possible, ce qui se passe là-bas. Ce qui s'y passe, et ce qui s'y pense ; les attitudes d'esprit comme les méthodes d'organisation économique : plus que jamais cela nous importe. Ceux-là mêmes qui déclarent le plus fermement que l'Allemagne n'a pas perdu son aiguillon ni son venin, et qu'elle restera après aussi dangereuse qu'avant, ne devraient-ils pas être les premiers à réagir contre le mouvement qui détourne la jeunesse de l'étude de la langue et de la culture allemandes? « Surveillons l'ennemi vaincu, nous répète-t-on, aussi étroitement que nous avons surveillé l'ennemi vainqueur » : soit. Mais quel moyen de surveiller si on se met sur les yeux le bandeau de l'ignorance voulue?

Aussi bien il ne s'agit pas seulement de surveiller l'Allemagne, mais encore de profiter dans tous les ordres de ce qu'elle peut découvrir. Ne dût-elle jamais être tentée de se redresser pour nous frapper par derrière, nous aurions encore un intérêt vital à nous tenir au courant de ses travaux. Nul ne niera sans doute qu'ils puissent contribuer à faire avancer la science. Jurerons-nous donc qu'ils seront pour nous comme lettres mortes, parce que *made in Germany*? L'inanité d'un pareil serment saute aux yeux, lorsqu'il s'agit des sciences de la nature. Quel chimiste, quel biologiste se privera lui-même d'utiliser une découverte, parce qu'elle sera née d'un laboratoire allemand? Mais l'ordre des sujets qu'étudient les Facultés des Lettres leur permet, leur enjoint lui aussi de profiter de toutes les acquisitions scientifiques d'où qu'elles viennent. L'histoire de l'esprit humain, a étudié à travers les dogmes et les rites, les coutumes et les codes, les lettres et les arts, est devenue à son tour affaire de travail collectif et de travail international. Qu'on se défie de ce qui peut se glisser de tendancieux dans les livres des savants allemands, à merveille. Mais qu'on refuse *a priori* d'employer, dans l'édifice qui s'élève si lentement, toute pierre qu'une main allemande aurait taillée, la gageure est intenable.

Refuser les contacts personnels, c'est justice. Couper les communications intellectuelles, ce serait folie. Quiconque a souci des intérêts bien compris de la France ne peut s'empêcher de conclure que, dans l'organisation de culture internationale qui nous reste nécessaire pour compléter la culture française, une large place doit être laissée à l'enseignement des choses d'Allemagne.

III. — Culture française et Esprit scientifique.

Devant ces conclusions une question viendra peut-être à l'esprit de quelques-uns de nos lecteurs. « Vous établissez, nous diront-ils, la nécessité de maintenir les communications, dans l'ordre des études littéraires, entre science allemande et science française. Serait-ce donc que vous voulez dans votre enseignement rester fidèles aux méthodes germaniques? Elles avaient comme coupé les ailes à vos esprits. Elles vous avaient détournés des synthèses nécessaires Elles vous avaient emprisonnés dans l'érudition minutieuse. Nous avions le droit d'espérer qu'après cette guerre, libérés vous aussi d'un trop pesant prestige, vous serviriez mieux l'intérêt national, de façon plus conforme au génie national ».

Vieille querelle : on le reconnaît. On retrouve les arguments lancés avant la guerre contre la « Nouvelle Sorbonne ». Va-t-elle avouer qu'on avait raison, et convertie par la guerre, demander l'aman en changeant son fusil d'épaule?

Que d'équivoques encore accumulées sur cette question ! Pour les dissiper toutes, il faudrait un volume. Disons seulement que nous avons toujours contesté, que nous contestons aujourd'hui comme alors, le bien fondé des assimilations qui donnaient son aigreur à tout ce débat.

Esprit « germanique », le goût de l'érudition, le souci de la précision, le culte des humbles vérités clairement établies ? C'était dur à entendre dans le pays des Budé, des Estienne, des Sylvestre de Saci. Nos érudits d'aujourd'hui pouvaient tout au moins se vanter de ressusciter, eux aussi, une très vieille tradition française... Où prenait-on d'ailleurs, que notre Université eût perdu le goût des ensembles, et ne sentit plus la nécessité d'ordonner, autour des idées gé-

nérales, les résultats des recherches de détail? Les travaux de synthèse ne manquaient nullement chez nous, à la veille de la guerre. Ce qui est vrai c'est que les constructions étaient moins hardies, et d'exécution moins rapide : tout simplement parce qu'on était plus exigeants en matière de preuves. On avait appris à se défier des spéculations *a priori* et des phrases en l'air. On avait soif enfin de probité intellectuelle. Jusque dans les études littéraires on avait fait le vœu d'insinuer le plus possible d'esprit scientifique. Est-ce à ce souci qu'on va nous demander de renoncer, pour mieux servir l'intérêt national?

Point n'est besoin de nous remettre sous les yeux, une fois de plus, l'aphorisme de Pasteur : « Si la science n'a pas de patrie, le savant en a une ». Sans doute il s'est trouvé un groupe d'écrivains qui semblent pressés aujourd'hui de jeter par dessus bord la réalité des patries. Protestant au nom de la « clarté » contre la « magie des croyances» ils nous proposent cet axiome : « Il n'y a ici bas, que des intérêts individuels, et un seul intérêt général ». Ainsi entre le tout et l'atome, par des groupements intermédiaires, dont chacun aurait ses traditions, ses aspirations, ses intérêts propres? Toutes ces différenciations ne seraient, elles non plus, que grandes illusions? Il est peu vraisemblable que cette doctrine recrute beaucoup d'adhérents parmi les historiens. Et les universitaires qui se sont empressés de mettre pendant cette guerre leur savoir au service de la France — qu'ils aient établi par des textes les crimes allemands, ou déchaussé les racines du pangermanime, ou dressé le glorieux bilan de l'art français — ne croiront pas avoir travaillé, comme on le suggère, à un « avilissement » de la pensée. Refuser de défendre son groupe avec les armes de l'esprit, ne serait-ce pas se mettre hors la loi de l'histoire?

Il reste que l'arme propre de l'esprit, celle sans laquelle toutes nos conquêtes seraient précaires, c'est le culte de la vérité. Ne pas cesser de fourbir, ne pas laisser fausser cette arme-là, c'est notre premier devoir, c'est la fonction essentielle de l'Enseignement supérieur. La patrie elle-même, il ne la peut servir logiquement que dans et par la probité intellectuelle. N'est-ce pas, l'intérêt national bien entendu qui lui commande le premier de se tenir prêt à se raidir contre les entraînements, d'où qu'ils viennent? Car, ce n'est pas seulement une parure, c'est une force et c'est une richesse pour une nation qu'une génération respectueuse des idées claires et distinctes, habile à discerner le vrai, accoutumée à s'incliner devant lui, ayant médité enfin l'avertissement de Bossuet : « Le plus grand dérèglement de l'esprit est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient ».

C'est cela même que nos aînés nous ont rappelé, dans la défaite : qui nous demanderait de l'oublier aujourd'hui dans la victoire? C'est en 1870, dans la capitale assiégée, que Gaston Paris s'écriait : « Je professe que la vérité prime tout. Celui qui, par un motif patriotique, religieux ou même moral, se permet la plus petite altération de ce qu'il a découvert n'est pas digne d'entrer dans l'auguste laboratoire où la probité est un meilleur titre que l'habileté. Et au lendemain de 70, c'est en faisant pénétrer dans notre haut enseignement la « discipline sévère et chaste », imposée par l'amour de la vérité qu'il pense faire l'œuvre la plus utile à sa patrie blessée. Par cette probité intransigeante, il mérita le magnifique éloge que lui décernèrent ses élèves : « Il nous a rouvert les sources de la vie morale, en nous apprenant la hardiesse de la pensée à se contrôler elle-même ».

Les sources? non pas toutes, assurément. Il en est qu'on voit jaillir loin du champ où laboure la science. Mais une chose est certaine, démontrée par l'expérience : dans ce champ il y a une source. C'est de celle-là dont l'Université peut le plus facilement élargir le débit. Et le jour où ce débit serait assez large pour alimenter un grand fleuve, où chacun pourrait venir se laver de tant de poussières que chaque matin les journaux font voler autour de nous, ce serait pour la nation un beau bénéfice, une heureuse promesse de santé morale.

C'est pourquoi il nous serait difficile de transiger si l'on nous demandait d'éliminer de notre enseignement, sous prétexte qu'elles sont antipathiques à notre génie national, les disciplines parfois sévères, les exercices parfois minutieux, les recherches parfois lentes qu'exige l'éducation de l'esprit critique.

Apprendre à exposer, et apprendre à chercher sont deux tâches différentes. Nous ne pouvons nous désintéresser ni de l'un ni de l'autre. Par la structure de sa langue et par les traditions dominantes de sa littérature, le Français est naturellement préparé aux expositions claires, nettes, bien ordonnées. Magnifique privilège, que beaucoup de nations disent nous envier : il importe de le maintenir à tout prix. Nos Facultés des Lettres ne semblent pas, quoi qu'on en ait pu dire, avoir jamais oublié ce devoir. La preuve en soit, entre autres, dans les rapports des professeurs étrangers qui les visitaient avant la guerre. Depuis, les étudiants américains qui ont séjourné chez nous ont remarqué eux aussi — en comparant la manière de nos professeurs à celle des Allemands — que le goût de la belle leçon, qui forme un tout harmonieux, n'est pas près de se perdre en France.

Mais ce n'est pas le tout de transmettre, aussi bien présentées que possible, telles vérités acquises : il faut soi-même acquérir. Il faut savoir du moins, par expérience personnelle, comment on acquiert, et quel-

les précautions de toutes sortes exigent la reconstitution ou l'attribution d'un texte, la distinction des phases de la pensée d'un auteur, la détermination des formes diverses que revêt, en passant d'un auteur à l'autre, une même théorie. Préparer un diplôme d'études supérieures, mener pendant plusieurs mois une recherche précise sous le contrôle d'un maître tenu au courant des phases du travail, c'est un des meilleurs moyens de s'initier à ces disciplines. Et c'est pourquoi, — en dépit des réserves que font parfois aujourd'hui certains étudiants, pressés de se préparer directement aux agrégations — nous maintenons les diplômes d'études, comme nous maintenons les thèses, dont la collection fait si grand honneur à l'effort scientifique des Facultés de Lettres.

Dans les *cagnas* de la forêt d'Apremont, j'ai connu de nos étudiants devenus officiers, qui trouvaient moyen, envers et contre tout, de se refaire une vie intellectuelle. A la lueur de la bougie tremblante, ils déchiffraient Marc Aurèle ou Spinosa, Montaigne ou Pascal. Et ils s'imposaient de lutter avec eux-mêmes pour pénétrer à fond la pensée de leur auteur : ils retravaillaient de leur métier.

La paix est venue, mais non pas la tranquillité. La victoire même nous commande à tous des efforts doubles. De tous ceux que l'Université d'après-guerre doit s'imposer, celui qui consiste à se tenir la pensée libre, prête aux recherches méthodiques, n'est pas le moins urgent. Plus le vent fait rage autour de nous, plus il importe que, dans les *cagnas* universitaires, nous trouvions moyen de sauvegarder l'humble flamme de l'esprit critique, nécessaire pour fondre en lingots et monnayer en pièces de valeur universelle le minerai des vérités scientifiques : stock vital, lui aussi, pour les nations modernes.

C. Bouglé.

SAINTE-BEUVE

L'histoire de toutes les réussites littéraires tient à l'adaptation d'un talent particulier, d'un tempérament, si l'on préfère, aux conditions d'une époque. La forme de la critique de Sainte-Beuve correspond à la fortune, qu'ont eue au XIXe siècle, les grandes revues et les journaux littéraires. Leur apparition, leur succès, leur développement puissant et rapide ont été un des événements les plus caractéristiques et les plus décisifs de cette passionnante période. Jusque-là la littérature ne s'exprimait que par le moyen du livre ou du théâtre et la critique se confinait surtout dans les chaires des universités ou dans les discours académiques. La critique était exercée par les professeurs, gens dont l'esprit avait fatalement contracté le pli scolaire et qui, tournés vers le passé et trop spécialisés, vivaient un peu en marge de leur temps. Il est vrai que la Jeune Université, fille de la Révolution et de Napoléon Ier, avait appelé dans ses chaires des poètes et des philosophes du siècle, la plupart formés à l'Ecole de l'Encyclopédie et de Voltaire, et que la Sorbonne et le Collège de France étaient devenus ainsi un grand foyer de passions intellectuelles. Les chaires s'y étaient transformées en tribunes publiques, d'où la parole, passant par dessus la tête des écoliers, arrivait à se faire entendre de la foule.

Cela était oratoire, excessif, brillant, mais superficiel, fort hasardeux aussi. Tout cela sentait l'improvisation, l'absence de méthode et de possession véritable du sujet traité. Tout cela restait à côté.

La Revue opéra un changement profond. Elle réunissait des poèmes, des romans, des articles d'histoire, de philosophie, de critique. C'était un vrai microcosme, un tableau d'ensemble de la littérature actuelle, vivante par conséquent, constamment renouvelé et tenu à jour. Le lecteur de romans était amené à y lire des poèmes, en même temps qu'à s'intéresser aux doctrines et aux idées. Confiant dans le goût du directeur, il lisait des auteurs qu'il n'aurait certainement jamais lus. La littérature lui apparaissait ainsi comme un ensemble. Il entrevoyait dans ses diverses branches des rapports qu'il n'eût certes pas soupçonnés. Il pouvait commencer à en causer.

Un homme vint, qui était le lecteur-type, qui s'était constitué une petite originalité de poète, qui avait écrit un roman autobiographique singulièrement remarquable, puis une œuvre d'histoire, véritable travail de bénédictin, un homme, enfin, qui s'imposait par son intelligence vaste, souple, nuancée et sûre, par la richesse incroyable de ses connaissances et de sa culture, un littérateur-né, psychologue pénétrant, esprit redoutable, avec des coins d'âme mauvais et des rancunes d'homme secrètement humilié dans sa chair et dans son esprit de don Juan manqué et de grand poète avorté.

Cet homme joua dans les Revues le même rôle qu'il avait joué dans les cénacles littéraires, le rôle d'agent de liaison intellectuel et de rapporteur général. Agent de liaison, il le fut entre les différents groupes et les différentes tendances, entre le passé et le présent, les rapprochant, les comparant, les ordonnant, les expliquant les uns par les autres, saisissant leurs plus subtiles parentés et filiations, les influençant par ses remarques, les canalisant et s'efforçant de les diriger à leur insu, en tout cas dirigeant l'opinion publique rapidement conquise et devenue confiante, tant son goût était sûr, tant sa

compréhension était large, tant son information était riche et précise.

Au fond, Sainte-Beuve mit à profit cette tribune des Revues pour plusieurs raisons, dont la première et la plus essentielle à ses yeux était de sauver et de mettre en valeur son œuvre proprement littéraire : ses poésies et son roman de *Volupté*, car c'était par là surtout qu'il tenait à se survivre. Il avait vite compris que cette œuvre était en danger d'être oubliée et qu'il fallait venir à son secours. Mais qui pourrait douter de sa qualité, quand, pendant trente ans, l'homme qui l'avait écrite déployait inépuisablement les trésors d'intelligence et de sensibilité les plus surprenants, les plus profonds, les plus variés, les plus exquis, refaisait, pour ainsi dire, sous les yeux du public, tous les livres dont il parlait, en indiquant le fort et le faible, les complétant, les finissant comme en se jouant?

Certes, venu cinquante ans plus tard, Sainte-Beuve se fût peut-être fait romancier dans l'esprit où le fut Paul Bourget, par exemple, en amateur d'âmes et en psychologue moraliste. On sent très bien que cette forme du roman, où l'écrivain peut tout exprimer de ce qu'il pense et sent, lui eût convenu. Mais, à l'époque où il vivait, dominaient Dumas père et Balzac, dont les puissantes et attractives personnalités l'eussent relégué dans l'ombre. Evidemment, ce n'était pas l'heure. Et jusque-là tous ceux qui avaient brillé dans le roman n'avaient laissé qu'un livre : *La Princesse de Clèves, les Liaisons dangereuses, Manon Lescaut, Adolphe. Volupté* pourrait se ranger un jour dans cette série, mais il fallait auparavant laisser passer le gros orage romantique, attendre pour savoir ce qu'il adviendrait de tant de constructions aux allures cyclopéennes et dont, au fond, il ne savait pas trop que penser. Sainte-Beuve n'était pas de la famille titanesque des génies, mais de celle plus fine, plus utile, plus aristocratique, des beaux talents.

Volontiers sans doute il eut pensé le mot de Heredia, qu'Albalat a cité après moi : « Il y a des gens qui ont du génie. Moi je n'ai que du talent. C'est bien plus rare ».

Au milieu de cette invasion des géants du Romantisme, il ne restait à Sainte-Beuve qu'une chose à faire, prendre sa fronde et s'en servir agilement pour défendre ses positions, s'imposer et se maintenir par le seul point où il leur pouvait tenir tête : sa réelle supériorité intellectuelle.

Tout compte fait, sentant qu'il ne pouvait pas lutter à armes égales sur le terrain de l'invention, il domina ses rivaux, en les jugeant.

Pourtant, il ne renonça pas à être des leurs. Jusqu'au bout, il se proclama fidèle au mouvement romantique, il se réserva sa place dans la pléiade des grands novateurs littéraires de 1830, se posant ainsi en émule et un peu en égal de Hugo et de Vigny, se maintenant ainsi parmi les figures les plus significatives de ce temps extraordinaire.

Il ne semble pas qu'en s'adonnant à la critique, il ait songé à s'y tailler un domaine à lui, comme Balzac s'en était taillé un dans le roman, comme Michelet avait fait pour l'histoire, ni qu'il ait envisagé un partage analogue à celui qu'eurent l'air d'avoir fait les grands écrivains et poètes du XVIIe siècle, où Racine, dans la Tragédie, Molière, dans la Comédie, Boileau, dans la Satire, La Fontaine, dans les Fables, etc., s'étaient constitué chacun une royauté distincte.

En fait, c'est pourtant bien à cela que Sainte-Beuve est arrivé tout de même. Sans y songer, peut être en le redoutant, il est parvenu à faire, dans l'ordre de la critique, quelque chose qui n'est pas sans analogie, comme réussite, à ce que Balzac réalisa dans l'ordre du roman. Il en fit un véritable genre littéraire, ou, si c'en était un avant lui, il l'élargit tellement qu'il lui donna presque l'attrait des œuvres d'imagination. Il y fut tour à tour amusant, ironique, ému, spirituel, profond, grand historien parfois et parfois conteur charmant, moraliste, philosophe, théologien et surtout portraitiste incomparable. Ses causeries sont des voyages en zigzag à travers les temps, les humanités et les livres, dont il distille la moëlle et dont il ressuscite l'âme. Bien jamais d'universitaire, de pédantesque, d'apprêté, mais une causerie alerte et vivante, naturelle et primesautière. C'est le Plutarque du XIXe siècle, mais un Plutarque infiniment plus averti, plus artiste et plus cultivé, qui va, au fond des choses, comme au fond des âmes.

*
* *

Ainsi le cas Sainte-Beuve est fait de la rencontre d'une institution nouvelle, celle des Revues, avec l'homme le plus propre à s'y adapter. Mais l'idée des Revues était née précisément d'une tendance assez universelle des esprits, et particulièrement d'esprits comme celui de Sainte-Beuve. Un homme qui s'intéresse à tout, qui sait, comprend et sent tout, qui cherche instinctivement entre les choses les rapports qui les relient est une Revue vivante. La Revue est la forme dont son activité a besoin pour se développer complètement ; elle est une puissance à son service ; elle est la forme de sa puissance.

La littérature venait de prendre une allure grandiose et catastrophique. Elle était en proie aux hommes de génie, aux grandes forces aveugles et élé-

mentaires. Elle était comme une mer démontée, qui menaçait d'engloutir le talent, c'est-à-dire ce qu'il y a d'essentiel dans une littérature de civilisation comme la nôtre, faite d'ordre, de mesure, de clarté, de goût, en d'autres termes, d'un mélange admirablement dosé de raison et d'audace aventureuse. Il fallait rétablir un centre de gravité et maintenir dans les esprits la notion nécessaire d'équilibre. Il fallait surtout combattre les dangereuses idées de messianisme et de millénarisme, toujours prêtes à surgir et à faire croire aux hommes qu'ils vont entrer dans des temps nouveaux et passer d'un monde de la troisième dimension à un univers de la quatrième. Tous les temps sont nouveaux ou ont l'air de l'être ; toutes les générations qui se lèvent sont impatientes de s'exprimer. Le sentiment de la vie présente les grise ; elles se croient seules vivantes au milieu d'un peuple innombrable de morts dont elles voudraient balayer les fantômes importuns et qu'elles souhaiteraient de pouvoir assassiner une fois pour toutes afin d'accaparer l'Eternité pour elles mêmes et de se choisir, dans leurs propres rangs, de nouveaux dieux, avec lesquels elles discuteraient d'un nouveau Décalogue.

« Qui de nous, qui de nous va devenir un dieu? » C'est l'éternel cri que leur foule renferme. Au fond, les générations littéraires ne veulent pas reconnaître leurs dettes et qu'elles ne sont que l'expression de leur moment, le prolongement de ce qui les a précédés, la fraction présente de l'Humanité pensante en marche.

Le rôle d'un Sainte-Beuve est de le leur rappeler, de les détromper de l'illusion que leur donne la griserie de vivre, de les inviter à se retourner en arrière pour leur permettre de se mieux rendre compte de la direction du flot dont elles font partie, de les ramener à un sentiment plus juste et plus humble de leur destinée et de la nature réelle de leur effort.

On a reproché à cet homme de n'avoir pas été toujours très équitable envers certains de ses grands contemporains. Mais un critique n'est pas un panégyriste, un faiseur d'éloges, c'est un historien qui s'efforce de voir ses contemporains dans la perspective des siècles et déjà du point de vue de la postérité. Sa fonction est de tracer les courbes de courants d'idées et de tendances, dont il trouve les traces à son époque, mais qu'il essaie de suivre depuis leurs origines. Et comme il est lui-même une de ces forces dont il observe le jeu, il n'est pas étonnant qu'il s'attache à entraîner l'opinion dans son sens, en se servant de son pouvoir sur les esprits, pour discréditer ou amoindrir les forces opposées. Ces forces, il les décompose en leurs éléments, il en analyse le fonctionnement, il en fait ressortir les défaillances, il les ramène aux proportions humaines, il empêche, à leur propos, de croire au miracle, bref, il détruit la foi aux faux Christs.

Des hommes, comme Sainte-Beuve, sont enfantés précisément par la prévoyante Nature pour intervenir aux époques de crise intellectuelle et servir de frein aux emballements.

Ce frein était indispensable, pendant la période romantique, caractérisée surtout par la mise en train de l'imagination dans la littérature. L'imagination est une faculté, à laquelle on ne fait pas aisément sa part, car de sa nature elle est débordante, excessive et excentrique. Elle apparaissait d'autant plus séduisante et dangereusement séduisante, qu'il n'était pas dans l'esprit de notre littérature d'y faire beaucoup appel. Notre littérature avait eu jusque-là des préoccupations éducatives. Elle s'était soucicée surtout de former des hommes accomplis, en fait de hauteur d'esprit, de finesse, de délicatesse, de raison, de jugement et de grandeur d'âme. C'était une école de distinction, de savoir et de bonnes manières, une littérature de grands bourgeois éclairés et libéraux, greffée sur une littérature de Cour. Le lecteur lui demandait une nourriture spirituelle, à la fois substantielle et délicate, élégamment présentée et servie, où tout fût de qualité et sentît sa vieille maison.

Pourtant, au XVIIIe siècle, elle était devenue trop raisonneuse et pas assez désintéressée. Elle avait laissé peu à peu fuir la poésie et s'était consacrée presque exclusivement aux polémiques d'idées. Insensiblement, elle avait changé de caractère et s'était épuisée. Il fallait la régénérer. Toute la Jeunesse le sentait. Du reste, Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, Lamartine, André Chénier en avaient déjà puissamment changé l'orientation. La Révolution était à demi-faite, quand on songea à la faire.

Sainte-Beuve fut du premier cénacle romantique avec Soumet, Emile Deschamps, Casimir Delavigne, les Constituants de cette Révolution, qui devait avoir son 93 avec *Hernani*. Dans la Convention de 1830, il joua à peu près en littérature le rôle que Sieyès avait joué en politique dans l'autre Convention. Il y garda son prestige d'homme de méditation et de pensée, qui attendait son heure. Il était le liquidateur en perspective.

Ses livres de vers, publiés sous le pseudonyme de Joseph Delorme, devaient surtout leur réputation à l'inquiétante et supérieure personnalité de leur auteur. Ils étaient incontestablement originaux pour l'époque, mais d'une originalité bien singulière.

Tandis que Chateaubriand avait fait de la prose de poète, Sainte-Beuve inaugurait la poésie de prosateur. Ce n'était pourtant pas exactement ce qu'on appelle de la prose versifiée, non! c'était de la prose

dont le charme augmentait à être versifiée, en prenait je ne sais quoi de plus ingénieux et de plus doux, un aspect boitillant et d'une gaucherie aimable. Toute une postérité en devait naître. La malice et l'adresse de Coppée devaient en jouer, plus tard, avec une aisance incomparable, en attendant qu'on en arrivât aux plaisantes dissonnances de Laforgue et de Jammes, qui, en y introduisant le vers faux, allaient dégager du genre tout son désuet parfum.

Évidemment, si ces vers n'étaient pas de Sainte-Beuve, il y a beau temps que plus personne n'y penserait. Le personnage n'était pas de ceux qu'on ose négliger ou mépriser. Les contemporains se dirent que, puisqu'ils étaient de lui, ils ne pouvaient qu'être bons. On s'habitua à considérer leur apparition comme un événement ; ils continuèrent à faire date.

Mais le vrai événement littéraire dû à Sainte-Beuve, l'un des plus considérables événements littéraires du XIXe siècle, fut son essai sur la poésie française au XVIe siècle, dans lequel il révéla Ronsard et les poètes de la pléïade. Ce fut un événement au moins égal, sinon supérieur, en portée et en conséquences lointaines, à la publication des poésies d'André Chénier. Grâce à Ronsard, J. du Bellay et à André Chénier, un courant si irrésistible fut créé en poésie, qu'il finit par l'emporter sur l'influence de Hugo et rendit toute puissance à l'Humanisme, un moment menacé d'être submergé par le Romantisme gothique. Ainsi fut renoué le fil de notre tradition classique, ainsi fut conjuré le danger, pour notre poésie, de sombrer dans l'extravagance (1).

En somme, la vie de Sainte-Beuve pourrait presque se résumer dans sa lutte sourde contre Victor Hugo et les géants du Romantisme. De ce mouvement, qu'il avait tant contribué à créer et dont il avait aspiré peut-être à être le chef, était sorti toute autre chose que ce qu'il avait rêvé. Il avait été tout de suite débordé, dépassé. Son développement littéraire personnel en avait été arrêté net, car il sentait bien qu'il n'était capable que d'écrits réservés, qui ne pouvaient lui donner alors qu'une notoriété obscure. Pour qu'il pût réussir, il aurait fallu qu'il ne fût entouré que de Deschamps, de Delavignes, de Soumets, de Brizieux, dont il eût été le conseiller, le modèle et le guide. Ces poètes, qui nous apparaissent de second ordre aujourd'hui, auraient peut-être pu grandir, produire des œuvres plus hautes et plus parfaites, si le sentiment de leur suprématie et de découragés par leur impuissance à lutter sur un terrain qui n'était pas le leur. Ils n'osèrent pas se donner une âme de chefs ; ils hésitèrent et s'en tinrent à ce qu'ils pensaient pouvoir faire sans risques. Ils ne donnèrent certainement pas toute leur mesure.

Sainte-Beuve ne pouvait éprouver que de l'antipathie pour Victor Hugo. Et cette antipathie ne s'adressant pas seulement au poète, mais à l'homme, il tenta de lui prendre sa femme, ce qui était une façon pour lui d'affirmer sa supériorité de séduction et de charme profond. Et il y réussit dans une certaine mesure. Il tint même à mettre le public au courant du succès de son intrigue plutôt infâme. Cet homme, si intelligent et si fin fut, en cette circonstance, goujat à souhait, et ne parut même pas s'en rendre compte. Il fut Caliban, en face de Prospero.

On reste confondu devant tant de basse inconscience chez un homme de cette distinction d'esprit, chez un homme si nuancé et si délicatement compréhensif. C'est que nos gestes, même quand ils viennent de l'âme, ont la spontanéité de l'instinct, et prennent chez certains je ne sais quelle fierté et quelle élégance animales où s'attache l'aristocratie de la race.

Il m'est arrivé, en jouant au billard, de voir clairement le coup à faire, mais je le manquais régulièrement, parce que mon bras n'obéissait pas à ma pensée. Pour qu'un geste soit sûr et juste, il faut que la pensée cesse de s'en mêler, ou plutôt qu'elle quitte le cerveau et descende dans le bras ; il faut qu'elle devienne instinct. Et il en va de même à tous les degrés de l'action. On peut fort bien penser élégamment et ne pas agir élégamment, même quand l'acte est d'ordre moral. De combien de gens peut-on dire : « Il est supérieurement intelligent, mais il a un sens qui lui manque ». Ce peut être le sens pratique ou le sens artistique, ou le sens aristocratique de la vie. Il en manquait certainement un à Sainte-Beuve, grand penseur et rare artiste, logé chez un pauvre homme, trop charnel et d'appétits qu'on n'aime pas à avouer.

Au fond, cet homme, grassouillet, onctueux et si fin, fait pour vivre avec des livres dans une cellule, volontiers directeur de consciences, mélange de bedeau et de séducteur de femmes, célibataire irréductible, a tout l'air d'un prêtre manqué. C'est le type de l'être destiné à la chasteté, mais dont la chasteté a chaviré, dont le démon de l'impureté se joue et qu'il secoue comme une épave.

Il y a du déclassé chez Sainte-Beuve. C'est un homme qui n'apparaît pas à sa place, qui n'est pas tout-à-fait normal. Il ne peut se résoudre au mariage, il ne consent pas à l'idée de s'enfermer dans un

(1) M. F. Vanderem nous apprend que l'Essai sur la poésie française au XVIe siècle avait été mis au concours par l'Académie. Rappelons-nous, à ce propos, que le *Discours sur l'Inégalité des Conditions*, qui orienta la pensée de Rousseau, était aussi un sujet de concours.

seul amour ; il est incapable d'amour, car il sent trop vivement le charme divers des femmes, de toutes les femmes. Tandis qu'il s'enivre à la grâce des unes, il se satisfait avec leurs cuisinières.

En même temps, il se passionne à la grave et ascétique histoire de Port-Royal. L'ecclésiastique instinctif qu'il est se délecte aux subtilités des théologiens. Quel grand évêque, quel cardinal de la sainte Eglise il eût été, quelle lumière il eût projetée sur les questions les plus obscures et comme il eût brillé dans un Concile! Il n'est pas jusqu'à sa laideur physique qui, sous la mître ou le pallium, ne fût devenue beauté.

Ses misères sensuelles étaient surtout le fait d'un chaste qui avait déraillé. La nature l'avait créé pour le célibat. Il ne pouvait voir les choses comme un homme du monde constitué cérébralement pour vivre la vie normale. C'est ainsi qu'il fut amené à faire des choses qu'un galant homme ne fait pas et sans doute ne sentit-il jamais complètement ses torts.

Quoi qu'il en soit, son rôle, dans l'histoire littéraire, fut considérable ; il fut plus grand même que son œuvre n'est grande. Il endigua le Romàntisme, il rétablit peu à peu la tradition essentielle de notre littérature. Ce ne fut pourtant pas un très grand écrivain, ce fut un sage écrivain, je l'ai dit plus haut, une sorte de moderne Plutarque. C'est à ce titre qu'on continuera à le lire avec agrément et profit. Il fut dépassé en envergure et en puissance par ses vrais disciples : Taine et Renan, qui firent, après lui, figure de génies, sans pourtant être des guides aussi sûrs que lui.

Sa critique fut explicative. Il lui manqua d'être reconstructive. Elle enseigna ce qu'il ne faut pas faire et non ce qu'il faut faire. Elle ne s'attacha pas à dégager les lois organiques selon lesquelles naissent les chefs-d'œuvre nécessaires et sans lesquelles le talent avorte et le génie s'égare.

ALFRED POIZAT.

LA PAIX BULGARE

La paix bulgare interviendra avant la paix hongroise. Si l'Entente a bouleversé l'ordre primitivement assigné aux négociations : — Berlin, Vienne, Budapest, Sofia, Constantinople, bien que les tractations avec Vienne fussent plus ou moins liées aux tractations avec Budapest, c'est qu'elle ne trouvait dans cette dernière capitale aucun gouvernement avec lequel elle voûlut s'aboucher.

La paix bulgare, quelque importante qu'elle apparaisse en soi, offre d'ailleurs infiniment moins de difficultés que la paix turque réservée pour la clôture des pourparlers mondiaux. Les intérêts des grandes puissances directrices ne sont pas contradictoires en Bulgarie, tandis qu'ils s'exercent à l'encontre les uns des autres dans l'Empire ottoman. Paris, Londres, Rome en sont encore à se demander si « l'homme malade » survivra à la guerre et comment se distribuera la portion de son domaine qui lui sera arrachée en tout état de cause. Le sort des districts bulgares enlevés au gouvernement de Sofia n'a suscité que de médiocres controverses, et qui ne pouvaient rompre la solidarité des Alliés.

Les conditions qui ont été notifiées en septembre à M. Théodorof, et que celui-ci est allé immédiatement communiquer au cabinet dont il était le chef, procèdent des mêmes principes que les clauses de Versailles et de Saint-Germain. On réclame à la Bulgarie des dédommagements pécuniaires pour les régions serbes, grecques et roumaines que ses armées ont dévastées ; on la somme de ramener son armée à 20.000 hommes ; on l'ampute d'un certain nombre de kilomètres carrés.

A l'Ouest, elle devra céder à la Serbie une bande de territoire beaucoup plus longue que large et que le cabinet de Belgrade demandait pour mieux assurer la sécurité de ses villes orientales et de ses voies de communication. Le seul argument, qui ait été fourni ici, est d'ordre stratégique, car l'élément serbe était infime dans cette zône, et nul esprit irrédentiste ne s'y était auparavant manifesté. La boucle de Stroumitza devra également être évacuée par la Bulgarie, mais c'est surtout la remise de la Thrace qui lui sera douloureuse, car il s'agit d'une province vaste et peuplée, qui représentait ses conquêtes de 1912-1913 et qui lui avait donné accès à la mer Egée.

La Thrace est en réalité, comme la Macédoine elle-même, habitée par une population hétérogène. Dans le mémoire qu'il avait déposé sur le bureau de la Conférence, M. Venizelos, pour obtenir qu'on l'adjugeât à la Grèce, avait insisté sur son caractère hellénique, mais il n'avait pas convaincu la délégation américaine. Celle-ci avait insisté pour qu'une partie au moins en fût laissée à la Bulgarie, et comme l'on ne se mettait pas d'accord, il fut entendu que la Bulgarie abandonnerait la Thrace et que la Société des Nations, qui en prendrait charge, en fixerait le sort par la suite. Il fut convenu en outre, que la Bulgarie aurait une sortie sur l'Egée et que pour réaliser cette vue, on assignerait un régime particulier au port de Dédéogatch.

Les nouvelles de Sofia arrivent lentement et mal

(1) Il a été remplacé par M. Stambotiuski, au début d'octobre.

visément à Paris. On se demande même pourquoi les faits de là-bas restent toujours pour nous enveloppés d'une sorte d'ombre. Nous savons seulement que la publication des conditions de la paix a engendré dans cette ville une réelle consternation. Les milieux politiques bulgares ne protestent pas uniquement contre la réduction de territoire qu'on impose à leur pays ; ils s'imaginaient que la Conférence aurait prévu la restitution de la Dobroudja du Sud par la Roumanie, cette contrée ayant été annexée, on le sait, en 1913 par le gouvernement de Bucarest, et surtout, ils aperçoivent aujourd'hui la gravité du désastre qui les a frappés. La presqu'île des Balkans se transforme. Tous les Etats, qui s'y juxtaposaient, doublent ou triplent leur étendue et leur population, exception faite pour la Turquie et pour la Bulgarie, qui tombera à moins de 4 millions et demi d'habitants. Ainsi se brise le rêve d'hégémonie, qu'avait formé une oligarchie dirigeante, et qui avait failli aboutir en 1917. Par deux fois, en 1913 et en 1918, le programme de la grande Bulgarie a échoué et cette fois l'échec se révèle irréparable.

La structure des Balkans, depuis le congrès de Berlin jusqu'à la Conférence de Londres, dans l'hiver 1912-1913, avait consisté en un équilibre plus ou moins instable, mais les royaumes qui s'y entrechoquaient étaient de forces sensiblement égales et la Turquie jouait un rôle dans le maintien de ce statut. Ce n'est point à dire que ces royaumes fussent satisfaits de leur condition et ne cherchassent pas à s'agrandir. Tout geste de l'un déterminait un geste immédiat de l'autre. La guerre grondait en permanence entre le Danube et les Détroits ; nés de conjonctures variables, formés un peu au hasard, victimes des combinaisons diplomatiques qui ne s'embarrassent ni du droit ni de la raison, les jeunes Etats estimaient tous qu'ils étaient opprimés et violentés, et pour justifier leur expansionnisme frémissant, s'armaient d'arguments multiples.

Il serait exagéré de soutenir que cet expansionnisme fût spécial à la Bulgarie, car il sévissait tout aussi bien en Serbie et en Grèce. Il était alimenté à Belgrade, comme à Athènes et à Sofia, par la distribution des races et des religions dans la péninsule Balkanique, des millions d'orthodoxes demeurant sous la domination ottomane, — des Serbes, des Grecs, des Bulgares coexistant en Macédoine et en Thrace. Ni Monastir, ni Uskub, ni Salonique, ni Cavala, ni Dédéagatch n'étaient des villes turques, et l'élément turc n'y était souvent représenté que par la garnison et par l'administration.

Mais il est certain qu'aucun Etat balkanique n'était aussi remuant que la Bulgarie. Et aucun souverain balkanique n'était aussi ambitieux, aussi astucieux, aussi peu ménager de la vie humaine que Ferdinand de Cobourg. Dans un pays que Stambouloff avait si profondément marqué de son empreinte, et qui avait connu de terribles jours de dictature, il apparaissait comme un despote. Ce prince, en qui s'alliait du sang français et du sang germanique, avait restauré, sous un vernis de civilisation raffinée, les méthodes des tyrans classiques. Souverain d'importation, il n'était jamais entré en contact direct avec son peuple. Il gouvernait par des moyens de violence, par des artifices secrets, en se servant d'une camarilla d'hommes tarés qu'il renouvelait sans cesse. Lorsqu'une crise surgissait, ou lorsqu'il avait une importante décision à prendre, il quittait sa capitale où il ne se sentit jamais en sécurité. Il avait tout des potentats italiens de la Renaissance, même l'affectation de politesse, même le mépris total de la liberté ou de l'existence d'autrui, même l'indifférence apparente et calculée à l'insulte. Que de bassesses il ne prodigua point pour être accueilli dans la familiarité du vieux François-Joseph !

Tel est le monarque qui conçut le plan de faire de la petite Bulgarie, un Etat qui commanderait aux Balkans, qui prétendit servir d'arbitre entre les deux grandes Ligues européennes et qui, — le fait est certain, songea à rétablir au profit des Cobourg l'empire de Byzance.

Les arguments sur lesquels il s'appuyait, était divers et contradictoires. En quelque pays qu'on l'envisage, l'impérialisme élude les difficultés d'une doctrine, simple, et l'ambiguité, la complexité lui sont indispensables. L'impérialisme bulgare, comme les autres, invoquait tantôt les considérations ethniques, tantôt les économiques et tantôt les militaires. Comme bien d'autres, lorsqu'il brandissait le droit des peuples, il s'abstenait de préconiser la consultation populaire : le principe des nationalités, suivant l'interprétation qu'on lui donne et l'application qu'on en fait, peut être la pire conception ou la meilleure. Il n'est valable que s'il s'exprime dans un libre plébiscite. Ce n'était point précisément le système auquel se ralliait Ferdinand à l'heure où il se sentait puissant.

En réalité, l'impérialisme Bulgare comptait surtout sur sa propagande — qui revêtait les aspects les plus variés et qui ne reculait devant rien. Dans un petit volume qui vient de paraître (1), M. Jacques Ancel nous a montré comment il opéra en Macédoine. Ce pays était si l'on peut dire amorphe, indifférent aux liens qu'il contracterait avec d'autres. Il s'agissait de la bulgariser, de lutter contre les influences qui s'y exerçaient par ailleurs. Le cabinet

(1) L'Unité de la politique Bulgare. Bossard, éditeur.

de Sofia ne se contenta pas d'y utiliser son clergé, d'opposer ses écoles et ses gymnases aux écoles et aux gymnases serbes, — si bien qu'il avait 1141 établissements et 65.474 élèves en 1912 contre 188 et 8.154 en 1895.

Il lança les « comités » et nul n'ignore quelles étaient leurs pratiques : ils bulgarisaient volontiers en massacrant les non Bulgares, et comme les violences répondaient aux violences, l'Europe créa, en 1902, la fameuse gendarmerie internationale.

Ce n'était point tout ; Ferdinand de Cobourg se rendait parfaitement compte qu'il lui fallait une alliance ou plus exactement se classer dans un des groupements d'alliances. Il ne le fit franchement qu'en 1915, quand brusquement, après des tractations avec l'Entente, dont l'histoire serait curieuse à établir, il découvrit sa tactique permanente. Dans la réalité, et pour des raisons diverses, il fut toujours un auxiliaire des Habsbourg. Il avait combiné son jeu avec le leur et par suite avec celui de l'Allemagne. Les puissances Centrales, on ne le redira jamais assez, quand on voudra avoir la notion vraie du conflit mondial, regardaient vers l'Orient, et la Bulgarie n'était qu'une pièce entre leurs mains. Pour s'exprimer plus exactement, les dirigeants bulgares furent leurs serviteurs, car on affirmerait une inexactitude en soutenant que tout le peuple bulgare eût épousé leur politique, témoin les mesures de compression que Ferdinand édicta, en 1915, pour briser l'opposition.

Dans un petit volume récent aussi, une importante personnalité diplomatique, qui se dissimule sous le pseudonyme P. P. de Sokolovitch (1), écrit : « toutes les tendances bulgares, sous ce règne, ont été autrichiennes. Le roi a austrianisé tous les cercles gouvernants et toute l'armée, ce qui n'a pas été difficile. Dans ce but, il s'est servi de tous les moyens. Tout son entourage a été austrophile et germanophile. Par la voie de la corruption, il est parvenu à tenir dans ses mains les principaux hommes politiques, et, par eux, leurs partis ».

Le même auteur nous montre que même lorsqu'il s'engagea dans l'alliance balkanique, qui devait compromettre le programme des Empires Centraux dans les Balkans, il était d'accord avec Vienne. « Le 23 octobre 1912, le ministre de Roumanie à Sofia, M. Ghika, mandait à son gouvernement que Ferdinand avait dû obtenir au préalable du côté de l'Autriche des sûretés sérieuses.

Le Tsar bulgare s'était livré aux Habsbourg, parce qu'il comptait sur leur aide pour réaliser son idée fixe, qui était d'annexer au moins tous les territoires compris dans l'exarchat. Tous les non Bulgares qui étaient passés dans l'obédience de l'exarque en 1870 étaient revendiqués par lui. Au cours de la guerre, le député socialiste allemand Wendel mit en lumière l'injustice de ces prétentions dans une polémique avec le représentant à Berlin du cabinet de Sofia, Risof. « Des milliers et des milliers de Serbes de Turquie se sont rangés du côté du schisme (l'exarchat), car, en faisant ainsi, ils ne ne prononçaient ni pour l'Etat bulgare, qui à ce moment n'existait même pas, ni pour la nationalité bulgare, mais seulement pour la liturgie slave dans l'Eglise, et contre l'exploitation du patriarcat œcuménique (1). Ferdinand se retranchait encore derrière le traité de San Stefano, oubliant que c'était Bismarck lui-même qui avait dépecé à Berlin la grande Bulgarie.

Est-ce à dire que les puissances, par leurs antagonismes orientaux, n'aient pas contribué à entretenir l'anarchie balkanique? Le Tsar Bulgare spéculait sur leurs convoitises opposées, comme aujourd'hui le nationalisme turc se réveille avec fracas en Anatolie, confiant dans leurs divisions : « La bonne tante est celle qui nous donne le meilleur gâteau », telle était l'une des maximes de la diplomatie bulgare. La bonne tante avait été d'abord la Russie, puis l'Autriche. Ferdinand avait cru que muni de l'autorisation de la Ball-Platz, il pourrait aller sans encombre jusqu'au bout de son plan et s'établir sur les quatre mers. Il réussit en 1908 à se proclamer roi, mais échoua en 1913 dans son agression brusquée contre ses deux alliées : la Serbie et la Grèce ; s'il gagna la Thrace, il perdit la Dobroudja du Sud et fut frustré de la Macédoine. Il recommença la partie en 1915, mais lorsque victorieux en Serbie, en Valachie et en Macédoine grecque, il réclama son paiement, les Empires Centraux lui refusèrent la Dobroudja du Nord. Il eut à peine le loisir de marquer sa mauvaise humeur, car peu de temps après survenait la catastrophe totale.

Non seulement la Bulgarie fut vaincue, mais encore Ferdinand dut abdiquer au profit de Boris sous la menace d'une révolution, et ce même Boris est loin d'être sûr du lendemain. Dans la Chambre élue le 17 août, les Radoslavovistes et Tontchévistes qui avaient été les serviteurs avengles de l'ancien roi, ont perdu 92 sièges sur 93, mais les paysans, dont Ferdinand avait emprisonné le chef Stambolinski, sont 85, les communistes 49, et les socialistes modérés 39. Ces trois derniers groupes qui jetteront bas la monarchie, lorsqu'ils le voudront, disposent de 173 mandats sur 235 (2).

(1) Le mirage Bulgare et la guerre européenne. (Ligue des Universitaires Serbo-Croato-Slovènes, 60, rue des Ecoles).

(1) Cité par Sokolovitch.
(2) On a vu plus haut la formation du nouveau ca-

Le sort de la Bulgarie est plus ou moins décidé. Ses rêves d'hégémonie sont dissipés. Faut-il croire que le futur statut balkanique puisse se régler uniquement par l'abaissement de cette Bulgarie et par l'expansion matérielle et morale des autres Etats? Ce serait pure chimère que d'adopter de telles conceptions.

D'abord tel autre Etat balkanique pourra demain tendre à l'hégémonie, et le problème sera seulement renversé; ensuite la distribution des nationalités dans la presqu'île n'aura pas été modifiée et elle contribuera à alimenter le trouble, aussi longtemps qu'une entente loyale, pour la protection ou mieux l'autonomie des minorités, n'aura pas été négociée. Invariablement on en revient à la formule fédérative, et il ne me semble pas qu'à Paris, on en ait compris l'utilité ou plutôt l'impérieuse nécessité.

PAUL LOUIS.

LE DERNIER JOUR

RECIT

Il plut énormément deux jours et deux nuits d'affilée et le ciel, pendant en ficelles, fit un détrempement de tout.

Tout un mois qu'il n'était pas tombé une seule goutte d'eau, et puis voilà ; ce fut une grande occasion pour la terre qui avait soif ; dans l'espace d'une nuit l'herbe fut repeinte à neuf.

Et il sembla à tout le monde que c'était une bonne affaire aussi pour le moulin, parce que la roue allait de nouveau pouvoir tourner : le ruisseau, devenu énorme, café au lait ; bonne affaire pour le ruisseau, conséquemment pour la roue du moulin, conséquemment pour le meunier.

Lui, pourtant, s'étant levé ce matin-là comme d'ordinaire, parut s'occuper assez peu du changement qui s'était fait et ne toucha pas à sa roue, quand même on sentait qu'elle s'impatientait.

Il avait été se poster plus en aval dans le bruit, considérant la masse que c'était et la vitesse qu'elle avait, et comme mesurant cette masse et cette vitesse de l'œil, mais sans songer à en tirer profit ; il se bourre une pipe, regarde de nouveau : toute sa pipe était fumée qu'il continuait de regarder.

Les deux enfants partirent pour l'école vers les six heures et demie, ayant un long chemin à faire ; sa femme l'appela alors pour déjeuner, il n'entendit pas à cause du bruit, elle dut venir le chercher ; il la suivit (ayant continué jusqu'à ce moment-là de considérer l'eau couler, ce qui est d'ailleurs un spectacle intéressant, comme on sait, et absorbant, ces gros bouillons brun-clair, une branche verte est prise dedans, puis des copeaux venaient en quantité, et leur légèreté faisait qu'ils vous glissaient sous l'œil avec rapidité, — un vieux soulier, des bouts de planche, des débris de mousse et d'écorce...)

— Tu ne fais pas marcher la roue ?

— Non.

— Ils ont pourtant apporté ces cinq sacs...

— Je te dis que non.

Il est têtu, elle le sait. Et, d'ordinaire, il est facile de caractère, mais c'est à condition qu'on ne le contrarie pas. On ne va pas le pousser jusqu'au point qu'il se mettra en colère, ce qui serait assez vite fait, comme elle sent. Elle ne dit plus rien. Elle boit et mange. Il but et mangea. Ce fut encore un repas comme tous les autres repas. Après quoi, il alla s'asseoir sur le banc devant la maison ; elle se mit à faire le ménage.

Aux environs de neuf heures, elle regarda ce qu'il devenait ; il n'avait pas quitté son banc.

C'était un homme assez facile, d'ordinaire, mais il ne faisait rien comme les autres gens.

Une chose est dans une tête, trouvez-moi le moyen de l'en faire sortir.

Elle savait qu'il y avait dans cette tête un grand noyau de ne rien faire, et un grand goût à rêvasser autour : alors il valait mieux ne pas y contredire (toujours la même chose), sans quoi tout se gâterait.

Et à part cela, donc, il était assez doux, assez accommodant, quoique très maladroit aux choses de la vie et même aux choses de son métier ; on l'avait assez vu, on le verrait sans doute encore : depuis combien de temps déjà plus un centimé à la maison? Depuis combien de mois on vivait à crédit? Et l'étonnant est bien qu'on continue à nous faire crédit.

Elle laissa pourtant aller, comme elle avait l'habitude de faire. Ce fut un jour comme les autres, en tout. Quand elle eut balayé les chambres et le corridor, elle regarda encore par la fenêtre, elle vit qu'il n'était plus sur le banc, mais elle n'eut pas besoin de le chercher longtemps.

C'est qu'il s'est seulement avancé un tout petit peu, et pas plus loin que la barrière du jardin, près de laquelle il est debout et taille avec son couteau dans une branche qu'il a cueillie.

Toujours pas question de la roue ; elle voit qu'il avait sorti son couteau de poche, ouvert la lame, et avec son couteau il avait écorcé la branche, mettant à nu le bois juteux, puis il donne des coups dedans.

---

binet, qui a obtenu de l'Entente une prolongation de délai pour répondre à ses conditions de paix.

Occupation qui pouvait durer, comme elle pensa, quoique pas très utile ; moi, j'ai ma soupe à mettre en train.

Quant à lui, il resta un moment encore près de la barrière, puis, la branche ayant été coupée par lui en morceaux, il ferma son couteau, le remit dans sa poche ; après quoi, il mit ses mains dans ses poches.

Un moineau était en train de transporter un long fétu de foin, qui devait servir à la construction de son nid ; il s'y prit à plusieurs fois avant de pouvoir l'élever jusque sous l'avant-toit de la grange.

Il le traîna un certain temps sur le pavé, le tenant dans son bec par un des bouts, réussit à gagner le dessus d'une des roues du char à pont, de là le dossier du siège ; il lui fallut s'y tenir encore un moment et s'y recueillir, avant qu'il pût monter enfin jusque sur le dessus d'une des poutres qu'il s'était choisie pour habitation, le long fétu pendant avec raideur en dessous de son petit corps aux ailes qui battaient très vite et tout ébouriffé.

Le ciel faisait une petite fête, chose toute naturelle et qu'il n'y avait pas à lui reprocher, après deux jours entiers passés dans la tristesse et l'obscurcissement ; c'est une réjouissance là-haut qu'on comprend ; il s'y donnait une sorte de représentation, avec cortèges ; beaucoup de bannières étaient blanches, et étaient penchées ; ensuite venait un grand char doré représentant un cygne et suivi par des cavaliers. D'abord ça alla lentement, puis ça se mit à aller vite.

Il dut ne se déplacer que peu à peu, personne ne s'en aperçut.

Quand les enfants rentrèrent, entre onze heures et midi, ils le trouvèrent au bord de l'étang.

C'est là que l'eau est recueillie, avant d'être lâchée par le moyen de l'écluse qu'on lève ; et la raison pourquoi on la recueille est que son débit n'est pas toujours suffisant, alors on en fait provision.

Et, même avec l'étang, des fois elle ne suffit pas (on l'a vu), mais à présent, elle suffirait et bien au-delà des besoins ; alors les enfants pensèrent : « Qu'est-ce qu'il fait? il n'a pas levé l'écluse ».

La même question que la femme s'était posée, déjà, mais eux non plus n'en furent pas surpris, parce qu'on ne travaille pas toujours chez nous : ce n'est pas une règle fixe comme dans certaines maisons.

Il y avait une bordure de roseaux. Entre les roseaux, on voyait l'eau. C'était une eau parfaitement tranquille, et, ayant déjà déposé, elle n'était plus café au lait, mais verte, quoique assez trouble ; pas tellement pourtant qu'on ne pût deviner sa grande profondeur, et au fond (on pense) séjournent des choses, mais qui ne sont point amenées aux yeux, lourdement couchées sur ce fond ou engagées et prises dans la vase, non visibles sous son épaisseur, jusqu'au jour qu'on cure l'étang (ce qui n'arrive pas souvent et encore on ne l'interroge pas si avant).

Les enfants s'arrêtèrent ; il ne parut pas les voir ; les enfants l'appelèrent, il se retourna, sans plus ; et, voilà, il se met à rebourrer sa pipe, en sorte qu'il fallut de nouveau le chercher pour le repas de midi.

Il dit à la fille :

— Qu'est-ce que tu as fait, ce matin?

Elle dit :

— On a eu la dictée, la géographie, la lecture et puis la leçon d'ouvrage.

Il dit au garçon :

— Et toi, qu'est-ce que tu as fait?

Le garçon :

— On a eu aussi la lecture, et puis le calcul de tête, et puis l'écriture, et puis la gymnastique.

Il dit :

— Quelle gymnastique?

— Celle aux engins.

— Est-ce que tu sais faire le soleil au reck?

Le garçon le regarda avec étonnement, puis se mit à rire :

— Oh ! non, c'est bien trop difficile.

— Est-ce que vous avez des anneaux?

— Oui.

— Des perches?

— Aussi.

— Et une corde?

— Et des parallèles?

Le garçon fournit la réponse encore, puis il n'en eut plus besoin, parce qu'il n'y eut plus de nouvelle question.

L'homme mangeait maintenant sans rien dire ; il y eut de la soupe, il y eut un plat de choux au lard, avec des pommes de terre ; à peine eurent-ils vidé leur assiette que les enfants repartirent pour l'école ; l'homme et la femme restèrent seuls.

— Dis donc, demanda-t-il tout à coup, est-ce que la note du charpentier est payée ?

— Avec quoi l'aurait-on payée?

— Et les intérêts du mois de juin?

— Avec quoi est-ce qu'on les aurait payés?

Il hocha la tête, il attendit un moment, puis il recommença :

— C'est qu'on me les a réclamés...

Il s'est tu ; il ne dit plus rien. Il a ouvert la porte à un mot ou deux, après quoi il a refermé la porte ; le tour de clef a été donné.

Est-ce que même il a parlé? On n'en est pas très sûr, on n'oserait pas en jurer.

Il est tout à fait silencieux, et il est tellement immobile qu'on n'imagine plus qu'il soit capable de bouger ; alors peut-être que c'est trop quand même

(dans la situation où on est), elle doit penser, parce qu'elle le regarde à présent.

« C'est trop quand même ! » se dit-elle.

Il y a des remarques qu'on ne peut pourtant pas ne pas se faire à soi-même ; ainsi ces cinq sacs de blé qu'on a apportés, voilà déjà bien quinze jours ; et il y a eu l'excuse du manque d'eau, il n'y a plus d'excuse.

On n'a point d'argent, on pourrait en gagner, il n'a pas l'air de s'en soucier.

Et puis, c'est ce silence qui fait poids à la longue. Elle lèverait un doigt, entendez-vous? Ça fait du bien. Quand on met l'eau, elle produit un grand effet, tout change ; un grincement sort de la matière même des murs, les ossements de la charpente craquent, un cœur bat ; c'est le poids de l'eau qui agit par ébranlement du système inerte, et il y a résistance et hésitation d'abord, mais pas longtemps, parce que l'axe cède déjà. Et encore ce joli bruit en accompagnement, dehors, comme un canard qui bat des ailes.

Ils avaient eu des canards, il n'avaient plus de canards, ils les avaient mangés.

Ils avaient eu des poules, ils n'avaient plus de poules, ils les avaient mangées.

« Fais marcher la roue ! » elle lui crie la chose sans un mot.

Parce que tout irait mieux pour nous, si la roue tournait : quand la roue tourne, on n'entend qu'elle : on peut crier, se disputer, tous les bruits cessent de compter.

« Fais marcher la roue ! » elle lui crie sans un mot.

Et puis, comme il n'a pas l'air d'entendre :

— Ecoute... (cette fois avec des mots parce qu'elle s'y est décidée quand même), tu ne pourrais pas essayer de moudre ces cinq sacs, à cause qu'on va venir les chercher.

Il ne répondit ni oui, ni non.

Il la regarde, il dit : « Ça se pourrait bien », il ne la regarde déjà plus, il a rebaissé la tête ; « ah ! tu es encore plus têtu que je n'aurais pensé !.. »

Et elle se lève, il n'a pas bougé. La table était couverte d'une toile cirée représentant une des batailles de Garibaldi. Parce que Garibaldi en occupe le milieu, il est encore sur sa butte où on voit un moulin à vent et où une pièce de canon fait feu, tandis que tout un état-major entoure le général en chef ; mais les troupes et l'ennemi, qui sont plus bas et sur les bords, se trouvent avoir été déjà complètement anéantis, à cause du frottement des coudes et du frottement des assiettes et du frottement des services ; là l'élimure laisse voir le fond blanc de dessous la couleur, et même, étant entrée par place plus profond, la nature du tissu est vue. Il faisait vert par le branchage, tellement proche qu'on aurait pu le toucher. La pièce regardait le nord ; jamais le soleil n'entrait dans la pièce. Régnait l'été, ici, une très agréable fraîcheur. L'eau du ruisseau léchait le pied du mur. Les frênes minces et élancés se repenchaient du bout vers vous, et le discours continuel qui était tenu par l'eau ne s'entend guère, dans l'état coutumier des choses ; il faut une rupture pour qu'il ressorte du silence auquel il a fini par s'incorporer ; même ces jours qu'il hausse singulièrement la voix par suite de la crue, mais c'est peu à peu qu'il la hausse et peu à peu elle redescend à être petite, et jusqu'à se taire...

*
* *

Il monta dans la chambre à coucher où il y avait un vieux bureau-commode ; il n'en trouvait pas la clef.

Il appela sa femme qui travaillait sur le banc, elle monta le rejoindre, ils cherchèrent ensemble.

La clef finalement se retrouva dans la poche de son pantalon du dimanche, et, en effet, il se souvint qu'il n'avait pas ouvert le bureau depuis ce jour-là, c'est-à-dire depuis cinq jours. Plus tard on constata qu'il avait sorti de son enveloppe la cédule où était enregistré le prêt de dix mille francs contracté par lui sur le moulin, au 4 1/2 (les temps révolus du 4 1/2) ; mais, dans le moment même on ne sut pas ce qu'il faisait.

Il resta bien une heure dans la chambre, ce qui nous mène jusque vers les deux heures.

Il redescendit ; l'escalier était en bois ; sa femme, de sa place, l'entendit descendre. Il sortit de la maison, il passa près de sa femme, se dirigeant du côté de l'étang ; elle pensa : « Est-ce qu'il va mettre l'eau? »

L'opération n'est pas compliquée : rien que l'écluse à lever, et, l'étang penchant aussitôt, grâce à la pente ménagée, vers l'ouverture et le passage, sa masse vient à vous avec une vitesse d'autant plus grande que le niveau de l'eau est plus élevé.

Et puis la roue qui se met à tourner ; et, elle, elle écoute à présent : une minute, deux minutes, trois minutes ; il ne faut pas plus de trois minutes pour aller jusqu'à l'étang, mettons-en la moitié encore afin de laisser à l'eau le temps d'arriver (et tout à coup le mur semble devoir s'ouvrir, on croit que le toit va venir en bas)... Rien.

Encore du temps, et du temps : toujours rien : « tant pis ; après tout, qu'il fasse ce qu'il veut ».

Elle est remontée dans la cuisine, à cause de la grosse bise qui se lève ; elle voit les frênes venir par

leur fin bout vers elle, venir de plus en plus, penchant continuellement comme sous un poids qui s'accroît ; tout à coup le ressort du tronc se détend.

Puis ils sont revenus, ils se réinclinent : ils grattent le mur avec leurs ongles ; on entend sous le toit comme quand un chat miaule.

La boule dans le bas, la faire glisser le long de la jambe, l'endroit où c'est clair remarqué ; voilà qu'un coup de vent contraire se fait sentir ; on a vu le branchage des frênes se dresser tout debout et s'apointir.

Pendus après, mille petit greloïs : c'esï les feuilles qui bougent très vite, avec leurs deux couleurs, l'une plus claire, l'autre plus sombre, argent et vert mêlés dans du bleu presque noir.

Il est certain qu'il marcha toute l'après-midi, sans que personne sût d'ailleurs où il allait, mais c'est probablement qu'il ne le savait pas lui-même.

Un homme travaillait en Chaussy, qui le vit, un autre homme travaillait en Piamont (c'est-à-dire à l'autre bout du pays) qui le vit également.

L'un et l'autre dirent qu'il n'allait pas vite et qu'il n'avait pas l'air pressé ; l'homme d'En Chaussy dit qu'ils avaient causé ensemble et l'homme d'En Piamont dit également qu'ils avaient causé ensemble.

L'homme d'En Piamont draînait à cause de trop d'eau dans ce fond, et à cet effet creusait un fossé de bien cinquante centimètres, dur ouvrage, il s'en était plainf ; l'autre lui avait répondu :

— Ouvrage pour ouvrage...

La phrase en était restée là.

Avec l'homme d'En Chaussy, il avait parlé longuement.

L'homme d'En Chaussy était venu voir ses pommiers qu'il avait chaulés à cause du puceron lanigère, et ces cinq ou six troncs passés en blanc (y compris la fourche) faisaient joli à voir dans ce coin de terrain, comme des demoiselles habillées en dimanche.

Il régnait un soleil devenu peu à peu très clair, par suite du nettoyage et de la purification de l'air (ainsi que c'est toujours le cas quand la bise souffle) ; le ciel était de plus en plus bleu, avec une lumière faisant une peinture jaune du côté qu'elle donnait sur les choses, ou aussi là où elle tombait par des trous, comme sur les troncs, et ils étaient bleus et tachés de jaune ; c'est du miel ; on domine d'En Chaussy, un peu ; l'autre arriva par le chemin tournant et parut tout à coup, sortant de derrière la haie.

Il regardait, les bras pendants, l'homme aux pommiers qui regardait ses arbres et qui ainsi ne le vit pas tout de suite, puis, l'apercevant, eut un petit mouvement de surprise, mais se remit ; et l'autre n'eut l'air de rien et demanda s'il y aurait des fruits, à quoi le propriétaire des pommiers répondit qu'il n'y avait guère de chances qu'il y en eût, parce qu'ils avaient été trop malades, mais ils allaient mieux, — ce qui introduisit la conversation.

L'autre l'entretint. Il dit qu'il avait essayé de planter des pommiers de Sibérie, comme les journaux agricoles recommandent à présent de faire dans les endroits à mauvaise exposition, et la combe où est le moulin semblait assez justifier le choix ; eh bien, ils n'avaient rien donné, ces pommiers de Sibérie.

L'explication fut fournie tout du long ; il ne parlait ni plus vite, ni plus lentement que d'habitude, ni avec des mots autres, ni avec une expression autre ; et personne ne remarqua rien.

Plus loin, le chemin passe devant la chapelle. On tourne vers l'ouest, puis on rejoint la grande route. Il suivit un bout la grande route. Un petit chemin de fer en emprunte le parcours, avec sa voie construite en bordure de la chaussée, et, toutes les quatre ou cinq heures, il se présente sans façon derrière sa locomotive carrée qui toussote, qui crachote, qui se met à sonner sa cloche quand elle approche des endroits habités.

Les enfants étaient rentrés vers quatre heures et demie, la fille dut aider sa mère à faire le ménage. C'est bientôt l'heure que, sur le toit, la cheminée va refumer. Le garçon, n'ayant rien de mieux à faire, rôdait le long du canal où il disait avoir vu une truite, ce qui était dans les choses possibles et il était même arrivé qu'on en avait pris une à la main. La bise à présent venait par grands à-coups, comme quand on cherche à enfoncer une porte. L'air résonnait soudain, avant même que la rafale fût là, et entièrement ; on voyait les arbres se coucher à plat ventre. On fermait la bouche, on baissait la tête ; tout était fini. La vague vient, mais le bon nageur prend son temps ; il sait qu'il n'a qu'à attendre et laisser passer. Et alors une vague encore ; puis, tout à coup, le garçon :

— Eh ! papa !

Il recommençait :

— Papa !..

Mais la bise, revenant, lui coupa la voix à ras la bouche : peut-être que l'autre n'entendit pas (ou bien s'il avait trop bien entendu?)

Il s'en allait rapidement, la tête devant, les mains dans ses poches ; le garçon essaya de lui courir après ; seulement l'endroit est hanté de buissons et en trop grand nombre, et échelonnés de telle façon que les passages qu'ils laissent sont masqués.

De nouveau, l'étang, ces bords de l'étang ; l'écluse toujours pas levée avait permis à l'eau de monter

plus encore qu'il n'était prévu, c'est-à-dire de s'épancher hors des limites, parmi les touffes des roseaux, et de faire des flaques entre les mottes en saillie : bon prétexte pour patauger un peu, comme on aime à faire, quand on a douze ans, et puis c'est plein de bêtes : mais lui, qu'est-ce qu'il faisait là?

Quand son fils était arrivé, il se tenait de l'autre côté de l'étang, et il considérait cette eau comme s'il ne l'avait jamais vue ; le lisse qu'elle a, en miroir au ciel, empêche maintenant de mesurer sa profondeur, mais on la connaît : tout à coup, il fit demi-tour.

Et le garçon pensa : il doit être venu pour l'écluse, mais non. Il alla voir, il vit l'écluse. Il vit la cheville de fer pendre à sa chaînette pas utilisée ; et la barre qui surmonte la traverse, avec précisément des trous percés dedans, demeurait engagée tout entière dans l'ouverture.

Le mécanisme est simple, on n'a qu'à tirer la barre à soi, enfoncer la cheville.

Et le mur qui était de l'autre côté des planches, n'étant plus soutenu par elles, s'éboule.

Il reparut pourtant à l'heure du souper, et, s'il ne parla pas, il mangea avec autant d'appétit qu'à midi.

Puis de nouveau dehors (à cette heure où le soleil se couchait et il n'y avait pas de rosée, ce soir-là, à cause de la bise ; la lune était un tout petit morceau de lune sans forme et transparent, comme un glaçon rongé par l'eau ; et elle flottait en effet là-haut dans une espèce d'eau qu'on devinait très froide à la fraîcheur qu'il fit, brusquement, dans tout l'air) ; pourtant il sortait de nouveau, et sa femme, ne put s'empêcher de lui dire :

— Tu sors, Louis? Où est-ce que tu vas?

Il ne répondit pas. Il ne leur dit pas adieu, il ne les embrassa pas. Il n'ouvrit pas la bouche pour leur dire la moindre chose, même pas pour répondre (on vient de le voir) à la question de sa femme ; et, comme il était dans le corridor, elle lui cria encore : « As-tu la clef? parce qu'il lui arrivait de ne rentrer qu'à l'heure où les cafés ferment : son pas avait déjà cessé de se faire entendre.

Tout à coup un contrevent battit.

C'est qu'ils ne tenaient plus aux murs, les crochets étant usés. Il fallut assujettir celui-ci, puis un autre, et encore un autre, bientôt après, avec la tringle : mais même alors ils continuèrent d'être singulièrement agités, à cause du jeu qu'ils avaient.

C'était comme si on venait sur la pointe des pieds et on les secouait des deux mains, pour vous faire peur.

Et pas dans le temps des rafales, ce qui n'aurait pas étonné ; mais dans les moments justement que la bise ne soufflant pas, elle laissait place au silence.

Les enfants avaient leurs livres d'école, ces nouveaux livres à images qu'on emploie actuellement, des clichés photographiques représentant l'Australie, les déserts d'Asie, les canons de l'Amérique du centre ; la lampe à pétrole avait une toupie de verre vert ; point de papillons, ce soir, ni de moustiques.

Il fit vite bon dans la pièce.

Elle avait repris sa boule de buis, elle la faisait glisser de nouveau le long de la jambe du bas, examinant les mailles, puis contre le talon, puis jusqu'au bout du pied ; un trou, çà et là, se montrait, alors vite elle le bouchait ; sans trop s'inquiéter de la couleur de son coton, on bouche ; en gris, en brun clair, par exemple, qui sont les couleurs entre toutes les couleurs.

Tout alla bien. Vers les neuf heures et demie, les enfants montèrent se coucher ; elle, vers les dix heures et demie.

Elle s'endormit tout de suite.

*
* *

A l'auberge, on jouait aux quilles, parce que le jeu est éclairé à la lumière électrique, et, s'il n'y avait pas les règlements de police, on pourrait jouer toute la nuit.

Une lampe est au-dessus de la place où se tiennent les joueurs, une deuxième est pendue à une branche de platane vers le milieu de la piste, la troisième éclaire les quilles.

L'affaire dans ce jeu est que la boule glisse sans tourner, parce qu'ainsi elle a bien plus de force. Mais il s'agit d'avoir le coup et de savoir, d'abord, viser. La piste est une planche qui n'a pas plus de vingt-cinq centimètres de largeur, c'est-à-dire pas tout à fait le diamètre de la boule. Et cette piste est arrosée. Alors, si tu as le coup, vlan ! la boule file à plat et patatras ! on n'a pas eu le temps de la voir passer qu'elle est déjà en visite chez les quilles ; tandis que, si tu n'as pas le coup, elle se dépense toute à rouler.

Il y avait un de ces vieux qu'on appelle des tombés à la charge, c'est-à-dire que l'Etat paie leur pension, parce qu'ils n'ont rien et ils ne peuvent plus travailler.

On lui donnait cinquante centimes par soirée, outre un verre de vin à l'occasion.

C'est lui qui relevait les quilles, et il ne s'en tirait pas mal, étant plus leste qu'on n'aurait cru.

Il se tenait à côté de la butte ; il criait les points : « trois... cinq... » ensuite (et à cause du temps qu'elle prend pour faire ce chemin en retour) il confiait

la boule aux deux traverses formant plan incliné, entre lesquelles elle se met tranquillement à redescendre ; en troisième lieu, seulement, il aidait les quilles à se relever.

Neuf heures, neuf heures et demie ; le patron dit : « Onze heures... » il recommença : « Messieurs, onze heures, on ferme ».

Trois étoiles s'éteignent sous les platanes, mais qu'est-ce que c'est que trois étoiles, quand il y en a ailleurs des milliers, et qu'on n'a qu'à lever la tête pour cet autrement plus bel éclairage, bien que tourmenté par la bise?

Jamais elle n'arrive à éteindre ces lampes de là-haut, quand même on les voit vaciller.

Et que la flamme soit prise à une de ces lampes, tout de suite elle passe à l'autre, avec un drôle de phénomène d'échange et de glissement qui se fait voir, mais l'ensemble n'en brille pas moins.

C'est quand ces grosses bouffées viennent, et tout plie et craque sous elles, comme pliait et craquait le moulin ; nous autres, on en a l'habitude.

Elle dormit donc parfaitement bien jusqu'à une heure qui ne devait pas être très éloignée de celle que le jour paraît, et elle chercha du pied dans le lit, comme elle faisait toujours.

C'était un très grand lit, elle dormait du côté du mur.

Elle allongea la jambe, elle l'allongea plus encore, son pied ne rencontra rien.

Alors elle étendit le bras et chercha sur l'oreiller ; tout à coup, elle se mit assise. Elle appela :

« Henri !.. Henri !.. Julie !.. »

« Henri ! Henri !.. » elle appelait plus fort ; vont-ils entendre?

« Henri !.. »

Il sauta des deux pieds sur le plancher.

C. F. Ramuz.

SOUVENIRS DE LA VIE LITTÉRAIRE

LES JEUDIS D'ALPHONSE DAUDET

Je voudrais célébrer le cinquantenaire des *Lettres de mon moulin*, en essayant d'expliquer à ceux qui ne sont pas de ma génération les causes profondes de l'admiration que nous ont inspirée, vers 1880, les livres et la personne d'Alphonse Daudet. Ce beau talent eut alors sur la jeunesse une influence considérable et qui est cependant bien peu de chose, à côté du charme que sa personne et sa conversation ont exercé sur ceux qui l'ont connu de plus près. On étonnera bien des gens, en leur disant qu'Alphonse Daudet fut peut-être supérieur à son œuvre. Romancier, il l'a été, certes, jusqu'à la maîtrise ; mais c'est avec ce mot qu'on a limité les frontières d'un esprit tout en étendue et en profondeur, et qui fut non seulement un créateur d'art, mais qui eut vraiment de la vie une compréhension totale, complète, atteignant tous les domaines de la sensibilité physique et morale.

J'ai connu Alphonse Daudet en 1883, à l'époque où il habitait avenue de l'Observatoire, puis rue Bellechasse et enfin rue de l'Université, où il est mort. Je venais alors une fois par an passer un mois à Paris. Je fus tout de suite un fidèle habitué de ses jeudis ; mais les meilleurs visites étaient celles de la matinée, celles qu'il vous autorisait à lui faire un peu au hasard. J'arrivais de si loin et pour si peu de temps, qu'il consentait presque toujours à me recevoir. J'emportais ensuite dans ma solitude le prestige de ses encouragements et de sa parole, qui suffisait à transfigurer ma vie de province. Il me disait quelquefois : « Que vous êtes heureux d'avoir un coin pour vous reposer et travailler ! » Il m'enviait ce lointain refuge, lui qui n'était au fond qu'un grand déraciné de Provence. Je n'ai jamais compris que cet amoureux de soleil et de lumière ne soit pas allé plus souvent revoir son pays natal, au lieu de passer ses vacances à Champrosay, devant les pelouses bien peignées d'un grisâtre château du Nord. Comment renonçait-il si aisément au bonheur de retrouver chaque année le Rhône sonore, les pins mouvants, les beaux souvenirs de jeunesse qui eussent vivifié et renouvelé son inspiration littéraire?

Je rencontrai chez Alphonse Daudet d'autres débutants, d'autres provinciaux qui, sinon par leur âge, du moins par leur production tardive, pouvaient encore être classés parmi les jeunes. Je me consolais facilement, quant à moi, d'être un inconnu dans ce milieu. Je jouissais même voluptueusement de mon obscurité. Ce qui nous attirait chez l'auteur du *Nabab*, c'était le désir d'entrer dans l'atmosphère de littérature où vivent les maîtres, la joie de participer à cette communion d'idées qui réhabilitaient à nos yeux une vocation que la province ne prend jamais tout à fait au sérieux. Je ne connaissais pas les trois quarts des gens qui venaient là. L'ennui d'être présenté, de m'informer, de n'essuyer que des phrases de politesse m'ôtait tout désir de quitter ma chaise. Je me dédommageais en écoutant beaucoup et surtout en comparant avec les miennes les opinions que j'entendais discuter. Je gardais de ma vie provinciale une timidité qui m'obligeait, malgré l'attrait de ces réunions, à faire toujours un grand effort pour accepter une invitation à dîner. Et Dieu sait si le libellé de ces invitations vous mettait à

'aise : « L'habit est proscrit », ou bien : « Pas l'habit, bien entendu ». La simplicité de ces réceptions datait de loin. On racontait que certaines personnes avaient passé la mesure et qu'un romancier célèbre s'était présenté sans façon en robe de chambre.

La séduction que dégageait Alphonse Daudet venait surtout de sa bonté. « Il disait, raconte son fils, qu'il aurait voulu se faire marchand de bonheur ». Vendre du bonheur à tous ! Daudet eut la passion de l'altruisme, comme d'autres ont le culte de l'égoïsme. Il aimait les gens pour leurs illusions, pour leurs souffrances. On lui reproche les ironiques chapitres de *Jack* contre les ratés. Il a pu railler, en effet, les paresseux et les impuissants ; mais il leur aurait tendu la main et les aurait certainement accueillis et secourus. Son premier geste était d'ouvrir son tiroir : « Vous n'avez besoin de rien ? » Il fallait une extrême délicatesse pour conjurer ses bienfaits. Son cœur, toujours aux écoutes, discernait très bien l'angoisse loyale du quémandage intéressé. Ce don particulier de sentir le malheur et la misère lui a inspiré l'idée d'un personnage où il s'est peint lui-même inconsciemment, *Le Père Joyeuse* du *Nabab*, l'évocateur pessimiste qui croit toujours ses filles en danger.

Causer avec Alphonse Daudet, c'était être traité en égal et devenir son ami. Il proposait ses idées, il ne les imposait pas. On n'avait pas la sensation de lui céder : on était naturellement convaincu. Il vous écoutait avec une attention paternelle. Il vous demandait des détails sur votre vie, vos projets, vos rêves, les vieux parents que vous aviez laissés en province. Il devenait votre guide. Il vous disait : « N'ayez pas peur de la vie. On arrive fatalement ». Quand on lui parlait de quelqu'un qui n'avait pas réussi : « C'est sa faute, disait-il, il n'a pas su attendre ».

L'auteur du *Petit Chose* connut de bonne heure toutes les exaltations de la vie, et nul cependant n'en a plus âprement senti les désenchantements anticipés. Un jour que je lui disais mon âge, il me regarda en souriant : « Est-ce possible ! Il y a encore des gens qui ont trente ans ! » Les affres de la vieillesse, ce qu'il appelait les « paliers décevants » de la cinquantaine, il les a décrits dans *Sapho*. Il a mis toute sa colère de vieillir dans la bouche du sculpteur Caoudal, qui se pétrit rageusement le visage devant la glace : « Dire que dans dix ans, je regretterai ça ».

Daudet n'était et ne voulait être d'aucune école. Il n'admettait pas de classement en littérature. On parlait un jour des livres de Paul Bourget qui, sous le nom de romans psychologiques, obtenaient alors beaucoup de succès. « Le roman psychologique, nous dit il, je ne connais pas. Ça n'existe pas ». Et il développait son idée, qui semblait très juste : « Où y a-t-il plus de psychologie que dans *Manon Lescaut*? Est-ce du roman psychologique? N'y a-t-il pas de la très forte psychologie dans Tolstoï, cet exclusif accumulateur de menus faits? Où trouve-t-on plus de psychologie que dans *Macbeth* et *Hamlet*, qui sont des œuvres dramatiques? Si le roman psychologique existe, alors tous les romans sont des romans psychologiques ».

Malgré ses amis et ses admirateurs, l'auteur du *Nabab* n'évita pas toujours les coups d'épingle de certains confrères, que la gloire des autres empêche quelquefois de dormir. Ces malices d'hommes de lettres le laissaient ordinairement insensible. Il ne se fâcha qu'une fois, ce fut contre Albert Delpit, qui avait fini par l'impatienter, à force de lui reprocher ses galéjades et ses soi-disants plagiats de Dickens.

Ce duel eut lieu très simplement, j'allais dire très modestement. Alphonse Daudet ne vit là qu'une leçon de correction qu'il était dans l'obligation de donner. Il ne mettait jamais dans ce qu'il faisait la moindre ostentation. Il se livrait tout entier dès le premier moment, selon la formule de Flaubert : « Ceux qui ne m'aiment pas tel que je suis n'ont qu'à ne plus revenir ».

C'était une joie d'écouter l'auteur de *Tartarin* parler littérature. Il y a une chose qui m'a toujours vivement intéressé. Ce sont les procédés de style des grands écrivains, leurs méthodes de travail, leurs lectures, leur formation. Alphonse Daudet, lui aussi, travaillait énormément. Il me montra, avenue de l'Observatoire, dans un tiroir de son bureau, les huit ou dix rédactions de *Sapho*, qui venait de paraître. Toute l'œuvre de Daudet est le résultat d'un travail constant, d'une continuelle condensation. Son style est allé toujours s'épurant vers l'unité et le raccourci. Sa première manière, la familiarité exquise, fut celle des *Lettres de mon Moulin*, *des Contes du Lundi*, *du Petit Chose*. *Le Nabab*, *les Rois en exil* caractérisent sa deuxième manière, la phrase arborescente et pailletante. Enfin *Sapho*, *L'Evangéliste* représentent sa troisième manière, le raccourci lapidaire qui l'apparente à Saint-Simon et dont Colette Willy a directement hérité.

Alphonse Daudet conseillait aux débutants de mettre en pratique les procédés qu'il employait. « Pour arriver à sentir son sujet, disait-il, il faut le *porter* longtemps. La période d'incubation est la plus dure et la plus féconde. Nous sommes littéralement en état de gestation. Nous en avons le masque. Pour moi, je suis tellement obsédé de mon sujet, que

j'en parle à tout le monde. Je ne connais pas d'autre méthode. Il faut en parler, s'en saturer... »

Il y a un homme qui a compris dans toute sa profondeur ce qui faisait d'Alphonse Daudet un être vraiment magnifique : C'est Baptistin Bonnet, le valet de ferme, l'auteur de deux volume de Mémoires qui sont un chef-d'œuvre de description naïve. Comment le créateur de *Sapho* découvrit ce pâtre ; comment il le présenta au public et traduisit son œuvre ; comment il soutint sa détresse et assura sa vie en lui trouvant une place, Baptistin Bonnet l'a raconté lui-même dans un volume débordant d'enthousiasme. J'ai connu Bonnet après la mort de Daudet. Chaque fois qu'il parlait du *Maître*, c'était avec des yeux pleins de larmes. Le sentiment de la nature était si vif chez ce valet de ferme, qu'il a fait de lui presque un égal de Théocrite et de Virgile. L'intensité de ces récits rustiques devait ravir un homme comme Daudet, qui avait lui aussi vécu en province, aimé le village, la terre et les paysans.

Je n'ai pamais rencontré Bonnet chez le Maître. Il y a des personnes que j'ai vues chez Daudet une seule fois et qui sont cependant restées bien vivantes devant mes yeux, Leconte de Lisle, par exemple, qui ne se dérangeait pas souvent et ne sortait pas volontiers le soir. On le remercia beaucoup d'être venu. J'avais le plus grand désir de causer avec Leconte de Lisle ; mais il était très entouré et on ne l'abordait pas facilement. Ne pouvant lui adresser la parole, je me contentais de l'écouter parler. Il allait parmi les groupes, soulevant des approbations admiratives qui montraient bien qu'il était le principal personnage de la réunion. Ce grand vieillard athlétique ressemblait à un cabotin en retraite ou à un vieux magistrat franchement rasé. Il avait une façon de garder le silence et d'écouter ses interlocuteurs qui lui donnait la fixité attentive d'un personnage de cabinet de cire. A un certain moment, il se trouva devant moi, sa tasse de thé à la main. Je profitai de l'occasion pour lui parler de sa traduction d'Homère, que je lisais alors et qui me paraît encore aujourd'hui la meilleure, malgré sa Barbarie archaïque, et je lui posai la question qui me tourmentait : « Pourquoi n'avez-vous pas aussi traduit Virgile ? L'*Enéide* pouvait offrir bien des beautés originales à transposer en français? » Il arrêta une minute sur moi son monocle : « Non, dit-il, j'ai jugé inutile de traduire Virgile... Virgile n'est pas intéressant. Il n'est que le clair de lune d'Homère... Toutes les beautés qu'il contient sont dans Homère ». J'avais pressenti cette réponse, et j'aurais bien voulu échanger encore quelques mots ; mais le grand poète me tourna le dos, pour aller recueillir ailleurs de plus glorieux hommages.

Prosateur français incomparable, Alphonse Daudet n'avait pas oublié sa langue natale et ne manquait jamais de parler provençal avec ses compatriotes, ou d'emprunter à cet idiome les mots qui facilitaient sa pensée.

Bien que je l'aie quelquefois interrogé à ce sujet, je n'ai jamais bien pu discerner son véritable sentiment sur la littérature provençale et sa portée décentralisatrice. Les dix premières années de son mariage, Daudet retournait encore assez souvent dans son pays ; puis sa villa de Champrosay finit par le retenir et, vers 1883, il avait tout à fait perdu le goût d'aller dans le Midi. Autant qu'il m'en souviens, je l'ai toujours entendu parler des Félibres sur un ton qui prouvait qu'il ne les prenait peut-être pas tout à fait au sérieux. Il faisait une exception pour Mistral, qui, disait-il, a du talent. Il rappelait en riant les bruyantes fêtes provençales où l'on promène la reine du félibrige à grands renforts de tambourins et de farandoles, et tous les bons ecclésiastiques de province, qui conservent, précieusement encadré aux murs de leur salle à manger, leur diplôme de Félibre, signé: *Lou capoulié Mistral*. On n'avait pas encore essayé de bien définir, à cette époque, la signification des doctrines félibréennes, et l'éclectisme d'Alphonse Daudet n'eût certainement pas admis sans réserves les revendications séparatistes que formulaient les extrêmes enthousiastes. Il y avait chez l'auteur de *Numa Roumentan* un tempérament d'ironiste français que sa sensibilité provençale ne put jamais tout à fait réduire au silence et qui l'inclinait toujours un peu malgré lui à railler l'outrance méridionale. C'est un sujet sur lequel il n'a peut-être pas toujours été bien compris. En tous cas, les provençaux ont eu raison de ne pas lui garder rancune.

Alphonse Daudet était un enchanteur. Il racontait comme il écrivait. Qui l'a lu l'a entendu. Il parlait en souriant, les narines fièvreuses, sur un ton de confidence câline, avec des gestes enveloppeurs, s'examinant les doigts un à un, de son regard frôleur et myope, tandis qu'il maniait sa petite pipe courte, comme s'il pétrissait des mots. Ses récits étaient de véritables créations, inspirées par le sens de la vie ou le sentiment de la nature, qu'il éprouvait jusqu'à la souffrance.

Il évoquait des souvenirs qu'on eût pu imprimer sans y changer un mot, entr'autres une visite au bastidon de son oncle : « J'étais tout petit. J'allais avec lui. Il faisait une chaleur terrible. Tout brûlait. Les cigales ronflaient. J'entends encore le bruit que faisait la clef que mon oncle introduisait dans *la serrure du vieux portail de fer, d'où s'envolaient des abeilles* ». Ou bien c'était un épisode de la guerre de

1870. « De grands incendies brûlaient au loin dans le silence du crépuscule... Pour échapper aux coups de fusil, on n'eut que le temps de traverser une rivière, un étang... Arrivés à l'autre bord, qu'est-ce que nous voyons? Un chasseur de gibier d'eau, qui nous fait tranquillement ses doléances : « Je n'ai rien tué... C'est une guigne... Je me suis trompé... J'ai pris du plomb trop petit... »

(*A suivre*).

L'ITALIE
AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Le 26 juillet dernier, au Sénat, M. Nitti, président du Conseil, disait, dans son discours programme : « Nous devons dire au peuple toute la vérité ; nous devons lui dire les sacrifices que nous lui demandons ; nous devons lui dire que la victoire militaire sera suivie de la grande victoire civile de la Nation, mais que, de même que la victoire militaire nous coûta des douleurs et du sang, la victoire civile nous coûtera des douleurs et des sacrifices ». Avec une extrême franchise, M. Nitti exposa la situation du pays telle qu'elle lui apparaissait. A plusieurs reprises, il insista sur la gravité de la crise et les devoirs qui en résultaient pour tous. La guerre a bouleversé les conditions de vie de la nation. Elle l'a effroyablement appauvrie : « Nous avons, dit M. Nitti, une situation financière que mes collègues et moi vous avons soumise : plus de soixante dix-huit milliards de dette, qui, étant donnés les engagements latents, s'élèvent à l'heure actuelle à près de quatre-vingt ». Et cette dette ne fera peu à peu qu'augmenter encore. La production nationale est, en effet, de beaucoup inférieure à la consommation et aux besoins. Avant la guerre, l'Italie achetait déjà à l'étranger plus qu'elle ne lui vendait : en 1913, ses achats ont dépassé ses ventes de 1.134 millions. Mais la balance s'équilibrait aisément à l'aide notamment de l'argent apporté par les touristes et de celui envoyé par les émigrants. La guerre a supprimé à la fois tourisme et émigration. Dans beaucoup de domaines, la consommation loin de diminuer, s'est accrue et la production, pour des causes diverses, tout en s'accélérant, n'a pû parvenir à rejoindre celle-ci. En 1916, la différence entre les importations et les exportations a été de 5.302 millions. En 1917, elle a atteint 10.682 millions et en 1918 tout près de 15 milliards. Les importations portaient sur un grand nombre de produits nécessaires à la guerre, mais aussi sur beaucoup de matières alimentaires. « La superficie cultivée en blé et en céréales, écrivait M. Nitti dans une circulaire aux préfets le 22 août dernier, a diminué dans ces dernières années de 500.000 hectares. La production n'était pas, hier, suffisante ; aujourd'hui, elle est plus que déficitaire. Pour faire face à nos besoins, il nous faut acheter actuellement à l'étranger de 30 à 32 millions de quintaux de blé... Il nous faut importer 2 millions de quintaux de viande de bœuf et de porc, 300.000 quintaux d'huiles, 500.000 quintaux de produits lactés. Par dessus tout, il faut nous préoccuper de la graisse, dont plus de la moitié doit nous venir de l'étranger. Et je ne parle pas, ajoutait-il, du charbon, non plus que de toutes les autres matières premières dont nous manquons et dont nous avons besoin... » M. Nitti indiquait, dans cette même circulaire comme il l'avait déjà indiqué au Sénat un mois auparavant, que l'aide financière et économique que l'Italie avait trouvée auprès des Alliés et des Etats-Unis pendant la guerre avait pris fin avec celle-ci, et que de nouveaux contrats étaient nécessaires pour que le pays put non pas seulement travailler, mais même « manger ». « Sur 38 millions d'Italiens, 15 à 18 millions sont nourris exclusivement par l'étranger et principalement par les Etats-Unis ». Aussi le Président du Conseil réclamait-il la paix intérieure, l'ordre, condition primordiale pour que l'Italie obtienne de l'Amérique des matières premières ou alimentaires, et surtout du crédit pour payer celles-ci. Il réclamait aussi d'une part une augmentation incessante de la production nationale — « tout le terrain disponible doit être cultivé », écrivait-il — et cela, afin de restreindre le plus possible les achats au dehors ; et, dans le même but, reprenant une idée qu'il avait déjà plusieurs fois développée pendant la guerre, il insistait d'autre part sur la nécessité de limiter la consommation et les besoins au strict minimum. « Economiser avec intelligence, c'est servir la Patrie », avait-il dit dès le début de 1916. Il montra que, plus encore dans la paix que dans la guerre, la « vertu d'économie » s'imposait aujourd'hui au peuple italien comme le plus impérieux des devoirs.

Les paroles de M. Nitti ont eu, par leur sincérité même, un grand retentissement dans tout le pays. L'Italie traverse une crise grave dont témoignent les émeutes nombreuses que la « vie chère » occasionna dans beaucoup de grands centres et même de campagnes. A peine est-il besoin d'indiquer que cette crise, le monde entier la subit comme elle, et qu'aucun des pays qui furent hier belligérants, non plus que ceux-mêmes qui furent neutres, ne se trouve aujourd'hui en condition de travailler ou de s'alimenter à bon compte. Mais la misère des uns n'est guère pour les autres une consolation. Pour être générale,

elle n'est pas moins pénible — et les Italiens la supportent malaisément. Ils la supportent avec d'autant plus de peine qu'elle est notablement plus étendue et plus profonde que pendant les années mêmes de la guerre. L'opinion — toujours simpliste — en deça comme au delà des Alpes, avait cru que la paix marquerait la fin des difficultés et des gênes que la guerre avait fait naître. Or, il n'en a été et il ne pouvait en être qu'autrement. La paix a aggravé la situation créée par la guerre. La crise durera tant que la liquidation du passif ne sera pas effectuée.

Au point de vue économique, l'Italie, pendant la guerre, a beaucoup souffert. Disons encore qu'elle n'a pas été la seule. Cependant, chez elle, comme chez nous, comme ailleurs, une vie spéciale s'était peu à peu instituée et une sorte d'adaptation s'était faite qui avait donné à de nombreux commerces ou industries une activité exceptionnelle. Pendant la dernière année des hostilités notamment, malgré la rareté du combustible, la rareté aussi du blé, et l'élévation du change, la condition économique de l'Italie s'était sinon améliorée dans son ensemble, du moins en quelque sorte stabilisée et régularisée. La vie de guerre, malgré les charges et les pertes très lourdes qu'elle imposait à certains, était supportée par le pays sans trop de plaintes, parce que le contrôle de l'Etat et l'aide des puissances alliées dissimulaient la situation véritable. Tous les déficits parvenaient à se combler. Quand un produit devenait trop rare, une entente intervenait qui permettait soit de l'importer d'urgence, soit de le remplacer. Le front unique économique a rendu des services signalés. L'intervention de l'Etat dans tous les rouages de l'activité intérieure a sans doute faussé ces rouages, mais, même à faux, ils ont pu fonctionner, et il n'est pas certain qu'ils ne se fussent pas au contraire arrêtés si on leur avait laissé, comme en temps de paix, toute liberté. Ce qui est une erreur pendant la paix peut parfois être salutaire pendant la période troublée d'une guerre. Mais, la paix revenue, le régime de liberté est le seul qui puisse permettre aux organismes économiques de jouer avec leur maximum de rendement.

Pendant toute la guerre, et plus encore en 1918, alors que les hostilités atteignaient en quelque sorte leur point culminant, un grand nombre d'industries — notamment celles travaillant pour la défense nationale — ont été particulièrement actives. Il en a été ainsi de la plupart des industries extractives, de la sidérurgie, de la mécanique, des industries chimiques qui, du fait même de la guerre, ont pris un développement considérable. Parmi les industries textiles, celle de la laine a été de beaucoup la plus florissante ; les industries du coton, du jute, du lin, surtout celle de la soie ont été au contraire entravées soit par le manque de matières premières, soit par les difficultés d'exportation. Il en a été encore ainsi de l'industrie du papier, des industries du bâtiment, de certaines industries alimentaires dont la guerre a fortement gêné la marche. Par contre, certaines industries de luxe qu'on aurait supposé presque complètement arrêtées ont accusé de forts bénéfices : les « nouveaux riches » ont fait d'importants achats d'orfèvrerie et d'argenterie.

Comme l'industrie, et peut-être même plus encore qu'elle, l'agriculture a donné un rendement très rémunérateur. Sans doute fermiers et métayers ont subi des entraves et des gênes fort lourdes. La politique économique qui a été pratiquée a eu souvent pour effet de décourager des initiatives. D'autre part, le manque de main-d'œuvre, d'engrais chimiques, la hausse du taux des salaires ont pesé gravement sur la production. Cependant les prix de vente ont été exceptionnellement favorables ; ceux-ci, au surplus, furent encore favorisés par l'insuffisante abondance des récoltes et les demandes d'achat de beaucoup supérieures aux disponibilités. La récolte du blé, celle du riz, celle du seigle, celle de l'orge ont été à peu près normales (48 millions de quintaux de blé, 5 millions de riz, 2 millions d'orge, 1.200.000 de seigle) ; par contre le maïs, les pommes de terre, le vin ont été relativement rares. On n'a récolté que 17 millions de quintaux de maïs, 12 de pommes de terre, 34 millions d'hectolitres de vin, alors que la moyenne des années 1912-16 avait été respectivement, pour chacun de ces produits, de 24,15 et 38 millions de quintaux et hectolitres.

La hausse des prix a porté non seulement sur les produits agricoles et plus spécialement alimentaires, mais sur toutes les marchandises quelconques, nationales ou importées. Si on estime au chiffre 126 le prix de la vie en 1913, et au chiffre 119 le prix de la vie en 1914, on peut évaluer à au moins 517 (1) ce même coût en 1918. Les années intermédiaires 1915, 1916 et 1917 avaient fourni respectivement les chiffres de 167, 251 et 385 (2). Cette hausse constante, qui s'est produite au surplus dans tous les pays, mais plus fortement encore en Italie qu'en France ou en Angleterre par exemple, a eu, comme ailleurs, des causes multiples, mais dont la principale a été certainement l'augmentation de la circulation monétaire. Les billets émis pour les opérations de banque

(1) Chiffres extraits d'une très intéressante étude publiée par M. Riccardo Bachi, sur la vie économique en Italie en 1918, dans la *France et le Marché italien*, numéros d'avril et mai 1919. M. Riccardo Bachi, professeur d'économie politique à l'Université de Macerata, publie chaque année un volume sur l'*Italia Economica* dont on ne saurait trop recommander la lecture

ont été constamment en augmentant ; au 30 juin 1914, il y en avait pour 2.199 millions en circulation ; à fin septembre 1918, la circulation atteignait 4.001 millions. Les billets émis pour le compte du Trésor, création née de la guerre, se chiffraient à cette dernière date par 6.883 millions. Si on ajoute à ces deux sortes de billets les billets émis directement par l'Etat, on arrive au chiffre énorme d'une circulation totale de 13.081 millions. A la fin de 1915, la circulation n'atteignait que 5.050 millions, à la fin de 1916, 6.330, à la fin de 1917, 10.266. C'est surtout après le désastre de Caporetto que les émissions ont augmenté : c'est, d'autre part, après ce même désastre que le coût de la vie s'est le plus accru. Des statistiques mensuelles ont établi le fait d'une manière indiscutable, et démontré à l'évidence la relation directe de cause à effet existant entre la circulation monétaire et le prix de la vie.

Les bilans des banques ordinaires, les marchés financiers ont témoigné les uns et les autres d'une extrême abondance d'argent, née en majeure partie de l'accroissement constant de la circulation. D'une manière générale, les cours de la plupart des titres ont été très soutenus, qu'il s'agisse de titres d'Etat ou de valeurs industrielles. Les évènements, heureux ou malheureux de la guerre, ont naturellement influé sur le marché, mais, la spéculation et même l'agiotage aidant, la plupart des titres ont accusé des hausses importantes, ne correspondant du reste pas toujours à la situation exacte de l'entreprise à laquelle ils se rapportaient. De même, le chiffre des dépôts d'épargne a en 1918 considérablement augmenté. Après la baisse de 1915 (7.057 millions au 30 juin 1915, au lieu de 7.595 au 30 juin 1914), repris au commencement des hostilités, le mouvement ascendant a due ; au 30 juin 1918, les dépôts se chiffraient par 12.232 millions, au lieu de 9.539 en 1917, et 7.902 en 1916.

L'abondance extraordinaire d'argent a encore amené soit le renforcement de sociétés industrielles ou commerciales déjà existantes, soit la création de sociétés nouvelles. Au 31 décembre 1913, il existait en Italie 2.386 sociétés par actions dont le capital versé se chiffrait par 3.731.705 millions. Au 31 décembre 1917, ces sociétés étaient 2.793 avec un capital de 5.401.906 millions. 407 sociétés nouvelles avaient ainsi été créées, représentant un capital neuf de plus d'un milliard et demi. C'est surtout en Lombardie, en Ligurie, dans le Latium et en Campanie que ces sociétés avaient pris naissance. Elles consistaient principalement en banques, en sociétés mécaniques, métallurgiques, minières, chimiques et maritimes. En 1918, de nombreuses sociétés nouvelles se sont encore créées, notamment en vue de l'après-guerre.

La hausse dans le niveau des changes, commencée dès 1915 et aggravée dans les années suivantes, notamment après Caporetto, a persisté pendant les six premiers mois de 1918. Malgré le monopole exercé sur le commerce des lettres de change au moyen d'un Institut national, constitué au début de 1918 par un consortium des banques d'émission et des grandes banques ordinaires, malgré tout un ensemble de mesures sur la sortie des billets, espèces ou marchandises, malgré aussi une surveillance plus étroite des importations, les cours des changes, fixés par l'Institut national, demeurèrent en hausse jusqu'au mois de juillet. A partir du mois d'août, ils baissèrent notablement : le change sur Paris descendit de 154,25 (juillet) à 120,50 (août) ; de même celui sur la Suisse (166 au lieu de 226), sur Londres (30,72 au lieu de 41,82), sur New-York (6,34 au lieu de 8,37). Des accords furent en effet conclus à cette époque avec les gouvernements étrangers qui eurent pour effet de stabiliser les cours. Ceux-ci sont devenus des cours fixes, et non plus des prix variant suivant l'offre et la demande et soumis à la spéculation.

Le commerce extérieur a été marqué en 1918 surtout par une augmentation énorme des importations — importations faites, pour la plupart, par l'Etat ou pour le compte de l'Etat. Celles-ci se sont chiffrées par près de 19 milliards, contre 11 en 1917, 8 en 1916, 4 en 1915, 2 en 1914 et 3 en 1913. Elles ont consisté principalement en produits alimentaires, en minéraux et métaux et en produits chimiques. Elles sont venues surtout des Etats-Unis, d'Angleterre, de la République Argentine et de France : le chiffre élevé des importations venant de France a été dû principalement au mouvement des charbons. A l'inverse, les exportations ont été très réduites ; elles ont atteint à peine 4 milliards, contre 3 et demi en 1917, 3 en 1916, 2 et demi en 1915, 2 en 1914 et 2 et demi en 1913. Les diminutions ont porté surtout sur les matières et produits textiles et sur les soies. Les ventes ont été dirigées principalement vers la France, l'Angleterre et la Suisse.

Aves les armistices de novembre 1918 une situation économique nouvelle est née dont ont témoigné de très nombreux symptômes. Deux, de même nature, et liés étroitement entre eux, méritent spécialement d'être relevés. Brusquement, plus brusquement qu'on ne le supposait, tous les facteurs qui orientaient l'activité commerciale se sont modifiés. Le marché financier, qui pendant toute l'année avait été à la hausse, accusa subitement des baisses importantes : la plupart des titres, notamment ceux des industries sidérurgiques, mécaniques et automobiles, perdirent du terrain. La situation générale des industries devint subitement mauvaise, et certaines entreprises connurent même des heures critiques.

Actuellement, après bientôt douze mois, cette situation n'est guère améliorée — et il n'aurait pu que difficilement en être autrement. Le gouvernement a pris de nombreuses mesures, dont beaucoup ont été excellentes : utilisation du matériel militaire et des déchets, mise à exécution de grands travaux publics, réfection du matériel roulant et fixe des chemins de fer, concessions de charbons et de métaux à bas prix, établissement d'un régime spécial pour la liquidation et les commandes de matériel militaire encore en cours. Par ces mesures, il s'est efforcé d'aider les industriels à passer du régime de guerre au régime de paix. En même temps il a pourvu au placement des démobilisés et porté secours aux difficultés de toutes sortes que, du fait de la cessation brusque de la guerre, les ouvriers rencontraient. Cependant toutes ces mesures n'ont pas empêché un malaise grave de persister, qui tient aux nombreuses inconnues devant lesquelles le pays tout entier est placé. La crainte de mouvements bolchevistes toujours possibles, l'incertitude du régime fiscal gênent et entravent toute activité économique sérieuse. Les industriels ne savent pas davantage quel sera le régime douanier de demain, dans quel sens s'orienteront et la politique commerciale proprement dite et la politique extérieure, quels rapports existeront avec les nations de l'Entente. Les matières premières manquent, l'Etat est encore à peu près le seul maître de leur importation ; de nouveaux monopoles sont annoncés ; malgré le retour de la paix, l'Etat conserve un droit de contrôle sur les transports, sur de nombreuses branches du commerce ; les disponibilités financières sont peu importantes, malgré les bénéfices réalisés, à raison surtout des commandes de guerre dont le recouvrement sur le Trésor ne s'opère que difficilement. Pour tous ces motifs, l'industrie — et les affaires en général — accusent aujourd'hui un mouvement extrêmement lent. Cependant une reprise peut se faire à raison des améliorations qui, du fait de la guerre même, ont été apportées à de nombreuses branches industrielles.

Il est, en effet, hors de doute que l'industrie italienne, considérée dans son ensemble, sort de la guerre renforcée et développée. La production intensive à laquelle il a fallu faire face a amené des améliorations dans l'outillage ; la fabrication en série, jusqu'alors assez peu en usage, a été établie dans de nombreux domaines ; le principe de la spécialisation a été heureusement appliqué et a donné d'importants résultats. Pour réussir dans la paix, l'industrie italienne n'a qu'à continuer d'appliquer les méthodes inaugurées dans la guerre.

L'agriculture, fortement gênée par le manque de main-d'œuvre, se relèvera, elle aussi, à mesure que cette main-d'œuvre lui reviendra, à mesure aussi que les engrais chimiques dont elle a été presque totalement privée lui seront rendus. Il est indispensable, comme l'a indiqué si justement M. Nitti, qu'aucune terre ne demeure inculte. La production agricole reste, malgré l'important développement industriel de l'Italie, la ressource essentielle du pays et la base principale de son activité économique.

Mais, aussi bien au point de vue agricole qu'au point de vue industriel, l'Italie victorieuse ne reprendra l'essor interrompu par la guerre que si un ensemble de facteurs concourent à son relèvement et le facilitent. L'ordre intérieur, comme l'a dit encore M. Nitti, est le premier de ces éléments ; si le désordre s'implantait, l'Italie ne pourrait guère reprendre sur les marchés étrangers la place qui lui revient. La politique fiscale qui sera pratiquée n'aura pas moins d'importance : une industrie, une agriculture obérées auraient peine à se relever. Et la politique économique aura elle aussi sur la reprise des affaires une influence non moins décisive et immédiate. Si les pouvoirs publics ne se décident pas à rendre son libre jeu à l'activité commerciale, s'ils persistent à laisser à l'Etat des droits de contrôle et de surveillance, s'ils continuent à maintenir ou à établir des interdictions ou des autorisations, ils iront à l'encontre même du but qu'ils poursuivent. Plus que jamais la liberté est indispensable à l'Italie — comme à la France, pour ne parler que de ces deux pays. Il ne paraît pas, hélas, que, ni en deça ni au delà des Alpes, on soit encore convaincu de cette vérité cependant évidente. Des exemples récents l'ont prouvé. Au lieu d'ouvrir le plus largement possible les frontières, au lieu d'encourager par tous les moyens les pénétrations réciproques, en deça comme au delà des Alpes, on s'applique, semble-t-il, à les fermer. Sous prétexte de tenir compte des augmentations qui se sont produites dans les prix de revient, on établit des coefficients de majoration et on triple les droits, déjà élevés, perçus avant la guerre, en vertu des tarifs douaniers, à la frontière. Pour protéger quelques catégories de producteurs, on lèse tous les autres, et, plus encore, tous les consommateurs. Singulière et dangereuse politique qui entravera, si elle dure, au lieu de faciliter le relèvement des nations que la guerre a presque totalement ruinées. L'Italie a, en elle-même, des sources abondantes de vie. Sa natalité est chaque année plus importante ; au point de vue financier, elle peut trouver au dehors de précieux concours ; au point de vue économique, elle a en mains, par son agriculture et son industrie, d'admirables instruments de travail. Puisse son gouvernement ne pas retarder sa marche par une politique à courte vue, qui secoure momentanément une minorité, mais lèse les intérêts de l'ensemble de la nation!

ERNEST LÉMONON.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

WALTHER RATHENAU

GASTON RAGUAÏL. *Walther Rathenau*. Ses idées et ses projets d'organisation économique (Payot).

L'homme est très certainement plus digne d'attention que ses livres ; ses idées mériteraient moins de retenir la curiosité si elles ne venaient d'Allemagne, d'une Allemagne inquiète et hésitante dont elles reflètent le désarroi moral et la faillite intellectuelle.

Le désarroi ne date pas d'aujourd'hui, cette faillite était acquise dans l'ordre des idées bien avant 1914 ; l'essentiel mérite d'un Rathenau est de les avoir discernés avant que la sanction des faits les eût illuminés de l'éclat fulgurant des catastrophes.

En pleine Allemagne impérialiste et triomphante, en pleine prospérité, en plein bonheur, Rathenau découvre les vices du régime, les plaies profondes, et qui déjà s'infectent, de l'ordre social, les faiblesses permanentes de la race, les mortelles blessures que lui infligent sa « culture », les écroulements dont la menace le plus proche avenir : il eût joué les Cassandre, s'il eût été jusqu'au bout de sa logique : il est un analyste bien plus qu'un créateur ou un animateur puissant d'idées nouvelles ; sa perspicacité même ne le guide pas jusqu'aux conclusions qu'un esprit plus vigoureux n'eût pas manqué de dégager : ou peut-être est-il trop attaché à l'ordre des choses qu'il dénonce ; ou bien s'épouvante-t-il de ce qu'il aperçoit de terrifiant dans l'enchaînement des causes... Insuffisance de l'esprit, ou manque de caractère, il ne remplit que la moitié de sa tâche ; il ne se hausse point au rôle de salut public qui semblaient lui assigner sa clairvoyance et son indépendance. Ainsi corrobore-t-il de son propre exemple le grief dont il ne cesse d'accabler ses compatriotes, incapables, selon lui, de désintéressement, de courage civique, de dévouement à la nation, de responsabilité.

La guerre survenant, il ne lui reste plus qu'à se faire le docile serviteur d'une politique dont il sait le néant, et le complice de l'abominable aventure ; l'idéaliste Rathenau n'est plus que l'ingénieur Rathenau, l'organisateur impeccable aux gages de chefs déments ; il organise le ravitaillement intérieur de l'Allemagne ; il organise la spoliation de la Belgique ; ainsi satisfait-il humblement son patriotisme... en creusant plus profondément la tombe de sa patrie, qu'il eût pu, avec plus de décision dans l'intelligence ou la volonté, contribuer à sauver.

Que l'Allemagne, indulgente, en sa pénurie d'hommes et de grands citoyens, aux erreurs d'un Rathenau, lui érige un piedestal de gloire réclamière et outrecuidante, c'est son affaire. Nous ne saurions, nous, considérer sans quelque défiance et quelque scepticisme ce prophète infidèle à l'idée ; et vous m'entendez bien : l'espèce de déchéance intellectuelle dont il s'est si délibérément frappé lui même est plus grave à nos yeux que cette autre flétrissure qu'il n'est point seul à porter.

L'homme n'en est pas moins curieux : des traits de force se mêlent en lui aux pitoyables vices de l'Allemagne contemporaine : cette confusion des idées, ce manque d'imagination créatrice, cette incapacité de distinguer les formes aussi bien que les sentiments, cet amorphisme, cet amoralisme, où nous apercevons les ruses de la duplicité, et qui ne sont qu'impuissance, cette indécision, cette imprécision des motifs profonds, qui condamnent, semble-t-il, tout Allemand d'aujourd'hui à la médiocrité, Rathenau n'en souffre guère moins que la plupart de ses compatriotes : il en souffre plus gravement et peut-être plus douloureusement, si l'on ne saurait mettre en doute que, les dénonçant avec énergie, il ne possède et ne détienne quelques éléments d'une radicale réforme de soi-même. Sa perspicacité, je l'ai dit peut être aiguë, quand il s'agit de découvrir les tares de sa patrie ; si la clairvoyance totale et le courage héroïque lui font défaut, il n'est point aveugle, et l'on ne saurait lui dénier quelque audace, voire quelque vaillance : demi-clairvoyance, demi-audace, vaillance qui manque de perçant ; nous connaissons tout cela, qui fit échouer l'Allemagne sur les champs de bataille au moment de saisir le succès... Pour décevante qu'elle nous apparaisse au total, il possède tous les dons d'une intelligence vive et hardie ; vertu plus haute, il n'est point incapable de générosité ; tantôt la cruauté presque cynique de ce dur analyste nous surprend et nous glace ; tantôt son ardeur s'échauffe et nous révèle un climat moral moins âpre et moins inhumain.

*
* *

Deux âmes coexistent en lui : il est juif ; il est prussien.

Il doit à sa race sa souplesse dialectique et ce violent optimisme qui rêve éternellement d'un monde régénéré. Tout ce que l'on découvre de vivant, en art, en littérature, au delà du Rhin, n'est-il pas juif? Parmi ce peuple inerte, le levain d'Israël n'est-il pas le plus puissant ferment de vie spirituelle? Juifs, la critique de Rathenau, et cette insurrection de l'esprit que ne tolère plus généralement l'éducation germanique, ce fréquent mépris des traditions autochtones et cette flamme quasi-révolutionnaire ; juifs, cet idéa-

lisme éperdu et cette aspiration lyrique à la Cité de Dieu. Il n'y a là rien d'allemand. La foi de Rathenau est un prophétisme tout pareil à celui que deux mille ans d'histoire nous ont rendu familier ; au ton dont il vitupère les mœurs allemandes, on reconnaît les imprécations des fils de David ; et son « royaume de l'âme », qu'est-ce autre chose que la Jérusalem dont l'éclatant mirage poursuit à travers le monde, et jusque sous le ciel de Poméranie, le peuple de la dispersion?

Il est prussien ; sa dialectique peut bien s'en prendre à la discipline prussienne, il en subit l'emprise ; sa critique est libre, son esprit ne l'est pas : il raille les habitudes de pensée des universités prussiennes ; il en subit le joug ; leur méthode est en lui, et ce tempérament, plus fort que la méthode, et plus durable s'il est exact que la nation prussienne lui doit sa physionomie traditionnelle. Ce contempteur des préjugés et des légendes croit au germanisme, à cette théorie romantique et fantastique dont le nationalisme allemand peut bien tirer les thèmes d'une fallacieuse propagande, mais que la science universelle laisse pour compte à l'historiographie tendancieuse de nos voisins — théorie, déclare un savant français autorisé, qui n'est qu' « une artificieuse élaboration, imitée de l'aryanisme, et aussi fragile » (1). Sa philosophie de l'histoire s'attarde aux perspectives délirantes d'une Europe esclave dominée par une race de maîtres ; sur quoi se greffent des réminiscences de Nietzsche, et cette notion d'une « morale d'esclaves », piétinée par la victorieuse audace du surhomme. Et sans doute ses préférences ne sont-elles point celles de Nietzsche : il n'en est que plus significatif de voir ce réformateur, si soucieux de restaurer la dignité de l'âme, prêcher la dureté ; soyez durs, conseille-t-il aux jeunes Allemands d'aujourd'hui ; très proche de la morale évangélique, il entend la faire triompher à la prussienne ; sa charité est implacable.

Tel est le double atavisme qui le livre à l'antagonisme de tendances contradictoires, et le condamne aux plus boîteuses synthèses ; il est la contradiction faite homme, et je vous défie bien de tirer de son œuvre une idéologie cohérente.

Il combat le socialisme — et pour des raisons très nobles ; mais il s'empresse de lui emprunter une partie de ses méthodes. Il préconise la liberté de l'individu et l'incite à prendre conscience de sa responsabilité ; mais il l'asservit à l'Etat le plus tyrannique qu'ait jamais inventé philosophe en mal de constitution. Cet Etat se voit décorer d'une mission hautement humaine, où transparaît la généreuse chimère du temple de David ; mais à y regarder de près, c'est encore du monstrueux Etat prussien qu'il s'agit, de cette machine omnipotente, tueuse de liberté, puisqu'au libre arbitre de chacun elle substitue le mysticisme de son propre culte et le monopole de sa jalouse impulsion...

Cette dualité se poursuit à travers toutes les spéculations de ce réformateur d'un temps qu'il connaît bien ; il sait son temps, il sait surtout l'Allemagne contemporaine ; il appartient à l'une de ces familles qui édifièrent la primauté industrielle de l'Allemagne ; grand capitaine d'industrie, on l'a vu essaimer à travers l'Europe les usines, les fabriques et les banques ; chef de l'*Allegemeine Elektricitäts-Gesellschaft*, la fameuse A. E. G., rassasié d'expérience et d'argent, il est sans illusions ; monté si haut, type exemplaire d'une aristocratie nouvelle, il a quelque chose de la désinvolture de ces grands seigneurs d'autrefois qui échappaient à leur caste et se piquaient d'enseigner l'univers. Ses rares amis parlent de lui avec une admiration dénuée d'enthousiasme ; l'un d'entre eux, citoyen d'un pays neutre fort empressé à célébrer la gloire de Rathenau, — Rathenau n'est-il pas le plus « présentable » des théoriciens allemands d'aujourd'hui et le meilleur « ersatz » d'une philosophie disparue ? — me décrivait avec des louanges craintives l'hospitalité simple et glaciale de cet inquiétant milliardaire, la vaste résidence où il ne reçoit que des hôtes de choix... Rathenau, visage énigmatique de l'apôtre qui a joué dans sa vie, sans jamais renoncer à aucun d'eux, trop de rôles divers, et de qui l'éloquence ne peut faire oublier les lourdes fatalités inhérentes à son esprit, à sa « culture », à son temps, à son pays!

*
* *

Les spécialistes diront dans quelle mesure ses conceptions économiques peuvent apporter une contribution acceptable aux problèmes d'aujourd'hui ; c'est là probablement que son incontestable compétence à le plus de chances d'être utile ; l'homme qui possède la familiarité des grands intérêts de l'industrie et du négoce mérite d'être entendu ; et si peut-être ses méthodes ne sont guère applicables hors d'Allemagne, on en retiendra plus d'un trait surgi d'une longue et décisive expérience ; son désir de réglementer la concurrence internationale sera pris en considération par tous ceux qu'épouvante l'âpreté des luttes économiques, prélude infaillible des guerres et des conflits sanglants.

En politique il préconise, excellent Allemand, le maintien de la monarchie ; il n'avait pas prévu l'ef-

(1) J.-M. Tourneur-Aumont. L'Alsace et l'Alemanie (*Annales de l'Est*, publiées par la Faculté des Lettres de l'Université de Nancy. Berger-Levrault, 1919).

fervescence révolutionnaire ; peut-être l'Allemagne elle-même ne se laissera-t-elle pas modeler aisément sur le gouvernement, d'ailleurs remarquable, de l'A. E. G. ; la nation tout entière groupée en une fédération de syndicats de production et de vente sous la surveillance de l'Etat, qui leur devra des revenus considérables, on peut se demander si les plus hautes aspirations et les plus désintéressées seront mieux traitées que sous le régime impérial. Et qu'aura-t-on gagné lorsqu'il n'y aura plus en Allemagne qu'un groupe de hauts directeurs faisant évoluer d'innombrables équipes d'employés subalternes? Une nation, fût-ce l'Allemagne, n'est point une maison de commerce. Fidèle à la doctrine de l'organisation, Rathenau recommence l'impossible entreprise de ces Providences bureaucratiques, capables seulement de mutiler l'humanité et de la conduire aveuglément au précipice.

Quel est, au surplus, son but?

De restaurer d'abord la puissance économique de l'Allemagne ; et sans doute ce peut être son devoir d'industriel allemand. Nous ne pouvons toutefois manquer de nous souvenir qu'il est singulièrement dénué de scrupules : l'homme qui créait l'*Office de guerre des matières premières*, et qui, à la veille de la paix, tentait en Suisse, souterrainement, de si étranges manœuvres, n'est point un apôtre rassurant de la paix universelle ; pour nous, Français, il demeure l'un des plus redoutables parmi tous nos ennemis ; et l'on ne voit pas qu'il doive inspirer moins de méfiance à aucune des nations en relations avec l'Allemagne.

Ses réquisitoires contre la haine, ses appels à la solidarité des nations, ses vœux de réconciliation ne le distinguent guère de tant d'autres de ses compatriotes, désireux avant tout de se soustraire aux conséquences légitimes et inéluctables de leurs fautes ou de leurs crimes ; lamentations que ne relève nulle part l'accent du remords.

Pourtant il prêche l'amour avec une insistance dont il ne nous plairait pas de contester la sincérité : il ne croit pas à l'efficacité des institutions et imagine volontiers une Allemagne qui inaugurerait une ère nouvelle en modifiant ses mœurs, non son gouvernement ; parmi le chaos de ses spéculations, une lumière intermittente éclaire les vérités profondes dont l'oubli pèse si lourdement sur la nuit allemande : dignité de l'homme, respect de l'âme, altruisme et solidarité, n'est-ce point là le remède à la « mécanisation » outrancière et à l'esprit de servilisme? Rathenau ne se lasse pas de le répéter, sur un ton presque religieux : nos actes seront déterminés « par la conscience du devoir divin qui nous a placés sur cette terre, nous rend responsables de l'entretien et du développement de chaque fibre de nos muscles, de chaque mouvement de notre pensée, et exige de nous que, selon la loi de la divinisation, nous nous élevions de la vie animale à la vie spirituelle, et de celle-ci à la vie de l'âme... » Il ne tarit par sur ce thème et entrevoit un âge d'or où l'homme cessera d'être un loup pour l'homme, où les nations elles-mêmes renonceront à s'entredévorer.

« La vie tout entière sera transformée dès que ces principes entreront en jeu. Ce n'est pas la lutte pour la vie qui empoisonne l'existence, mais la lutte pour les futilités, les riens. Le calme renaîtra quand nous resterons insensibles aux appâts et aux excitations. Plus de ces bonimments de vendeurs. La misère ne nous menacera plus, et nous serons inexcusables de nous agiter, et de chercher à dépasser nos voisins. Le travail sera sérieux, paisible et digne, puisque nous-mêmes nous ne convoiterons plus le superflu, et que les convoitises des autres ne tariront pas toutes les sources du bien-être. Les établissements de luxe vénéneux, de joies empestées, de plaisirs stupides émigreront vers les faubourgs et les centres industriels, puis vers les Balkans, puis vers les régions tropicales. Les fréquentera celui qui voudra se mettre lui-même hors de la communauté humaine. Les femmes laisseront aux nègres leurs oripeaux, leurs plumes d'oiseaux et leurs cailloux brillants. S'enrichir ne sera plus considéré comme un but normal et licite... Les rapports entre les hommes changeront... ».

Nous n'en demandons pas tant! Mais nous avions depuis longtemps perdu l'habitude d'entendre un Allemand tenir un pareil langage et nous proposer d'aussi flatteuses images.

Et sans doute ce messianisme est aussi vague que fertile en promesses ; tantôt Rathenau annonce la réalisation prochaine de ces rêves, tantôt il nous exhorte à la patience en prévision d'une longue et lente évolution. Ou encore ce sont les vertus du moujick qu'il nous souhaite d'imiter : une pointe de tolstoïsme s'insinue parmi les utopies de cet oublieux réaliste ; il l'accueille sans s'émouvoir du démenti qu'elle inflige à ses méthodes d'organisation.

Peut-être, au total, l'utopiste, malgré ses puériles extravagances, vaut-il mieux que le réaliste. L'Allemagne qui le suivrait romprait enfin avec des doctrines de violence, d'orgueil néfaste et d'erreur ; elle romprait avec le grossier idéal d'un nietzschéisme perverti ; elle apprendrait un nouvel évangile national dont voici la première et féconde proposition : « Il y a sur cette terre une mission allemande ; ce n'est pas la mission du militarisme ni de la « mécanisation », ni de la technique, bien qu'il ne faille point dédaigner ces efforts utilitaires, et c'est encore moins la mission de dominer le monde. Cette mission est celle qui a toujours existé et sera tou-

jours : une mission de spiritualité pure, incorruptible, inébranlable et inexorable... »

*
* *

L'Allemagne ne se découvre pas de penseur original ni de puissant réformateur ; elle a Rathenau ; et sans doute le succès qu'elle lui fait, les luttes d'idées dont il lui fournit l'occasion — car il est combattu aussi opiniâtrement que loué avec un impudent excès — sont-ils d'abord la preuve de son tragique dénûment... Un homme toutefois s'est levé dans les rangs de cette aristocratie financière qui a si fort contribué au désastre de l'Allemagne : il est trop engagé dans le passé pour être l'homme de l'avenir ; son double langage trahit l'incertitude de son esprit, le trouble de son âme, et les aspirations incertaines dont son cœur demeure tenaillé ; nous ne reconnaissons pas en lui l'annonciateur qu'il faut souhaiter à son pays s'il veut reconquérir dans tout l'univers l'audience des hommes de bonne volonté.

Il reste qu'à travers cette œuvre où trop d'éléments hétéroclites s'entassent et se combattent, à travers cette œuvre indigeste et impure monte ça et là le cri de vérité qui s'élève du spectacle des choses.

L'Allemagne l'entendra-t-elle?

Ou faudra-t-il encore que Rathenau consente à l'étouffer? Ses états de service ne nous autorisent point hélas! à croire qu'il en soit désormais incapable.

LUCIEN MAURY.

GÉRICAULT NOVATEUR AU SALON DE 1819

Pour la seule raison qu'André Chénier se révèle à l'heure même où Théodore Géricault s'impose (1), il serait téméraire de comparer le fils d'une Grecque au premier des réalistes français, issu d'une paisible famille de magistrats normands ; mais le concitoyen tardif de Corneille et de Poussin manifestait à son tour une qualité non moins rare chez les artistes que l'inspiration chez les poètes et qu'il faut appeler l'amour de la peinture. C'était un *peintre*, tout court, parmi les classiques plus ou moins décadents déjà de la grande école davidienne ; et sentez-vous ce que le mot contient, au Salon de 1819, d'insolite et paradoxale originalité dans la libre traduction de la nature en pleine pâte puissante? Un Géricault parmi tous ces froids dessinateurs, c'était le loup dans la bergerie, c'était un *peintre* dans le bercail glacial des moulages d'après l'antique ; et ce n'est pas pour rien que ses condisciples de l'austère atelier Guérin surnommaient cuisinier ou pâtissier de Rubens cet impétueux aîné d'Eugène Delacroix !

Le 20 mars 1792, en consacrant de son vivant l'auteur du serment romain des *Horaces* et du *Jeu de Paume*, Chénier saluait le printemps de la révolution classique et l'apogée de la rénovation davidienne comme une seconde renaissance de la bienheureuse Antiquité, son *Alma parens ;* au Salon de 1819, le peintre du *Naufrage de la Méduse* en marque l'automne, et sa vaste page exprime la lassitude de l'Idéal épuisé comme le héros du temps, par sa victoire même, et la faillite de l'Olympe, et l'exil des Dieux... *Mars désarmé par Vénus* a suivi David le vieux régicide et l'approbateur des Cent-Jours dans sa retraite obligatoire de Bruxelles.

« Qui me délivrera des Grecs et des Romains? » s'écriait le nouveau siècle naissant par la voix oubliée du poète Berchoux ; et moins athénien que le divin André, le peintre de *la Méduse* ne semblait-il pas donner ce conseil à la jeunesse inquiète : « Sur des sujets nouveaux faisons de la peinture? » Dans son indépendante pensée, cette *Scène de naufrage* n'était qu'un essai, qu'un prélude à de plus grands sujets actuels et hardiment modernes, comme *La Traite des Nègres* et *L'Ouverture des portes de l'Inquisition par les Français* : à la tragédie glaciale, à l'idylle gracieuse succédait brusquement le drame ; ce *Radeau* qui vogue à la dérive cinglait vers l'horizon nuageux d'une tendance nouvelle ; et si la colossale *Melpomène* était restée, comme les immenses *Noces de Cana*, dans le Louvre appauvri de 1815, le coloris de Venise attire dorénavant plus d'admirateurs que la sereine blancheur du marbre antique. Les temps sont proches. On veut peindre...

Par un caprice des faits ou des mots, la liberté semblait renaître avec le retour des Bourbons, et la Restauration couvait une révolution. Si la peinture révolutionnaire avait été synonyme de la pure doctrine classique, la peinture royaliste va se teinter de romantique indépendance : au Salon de 1819, déjà l'histoire de France rivalise avec l'antiquité gréco-romaine, et la peinture religieuse bannit doucement la mythologie : pour la Chapelle royale, le vieux Prudhon peint une *Assomption de la Vierge ;* Granet expose deux vues de la Rome chrétienne : la Lyre et la Harpe voisinent, comme dans les odes futures ou les méditations prochaines des poètes nouveaux. Avec Saint Louis, c'est l'invasion des troubadours et des chevaliers que David avait redoutée dès le Salon de 1808, tel un vieux Charlemagne pleurant

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 18, 1919, p. 570-572, sur ces deux centenaires oubliés.

sur l'avenir à la vue des barques normandes. Loin les ateliers de la Sorbonne où Prudhon dessine pour sa chère Constance Mayer un *Rêve de bonheur*, le paysage historique lui-même se modernise ; et Michallon, son premier lauréat, envoie de l'Ecole de Rome une *Mort de Roland*. Ingres qui reste, en sauvage, à l'écart, envoie de Florence sa *Grande Odalisque ;* mais Gros, qui n'est pas encore baron, devient plus que jamais un peintre officiel en donnant à l'*Embarquement de la Duchesse d'Angoulême en* 1815 la touchante épigraphe d'un vers de Virgile.

D'abord accrochée trop haut, la grande toile de Géricault détonnait dans ce milieu composite ; et, comme il arrive, les contemporains ne se doutaient pas que cette *Scène de naufrage* était une date dans l'histoire de la peinture française, un événement dans les fastes de l'année 1819, bien qu'elle eût conquis moins de renommée que le premier succès du jeune Victor Hugo, lauréat des Jeux Floraux, à Toulouse, que la mort d'une aéronaute, Mme Blanchard, ou que les premières utopies des Saint-Simoniens. Et comment expliquer cette importance capitale, d'abord méconnue? Par la puissante réalisation d'un sujet actuel et lugubre.

Tous les salonniers du temps, les Gault de Saint-Germain, les Kératry, le rédacteur des *Annales du Musée Landon*, dénoncent avec répugnance, en passant vite, « l'horreur qu'inspire le sujet », le relent de charnier qui monte de ce radeau qui pue la mort... Aussi bien, *La Méduse* arrivait-elle la onzième seulement sur la liste des concurrents pour le prix remporté par une médiocre *Résurrection du fils de la veuve de Naïm*, d'un certain Guillemot... Et l'ouvrage n'obtint justice qu'à Londres, en 1820 : l'indépendance britannique avait mieux compris l'art moderne.

N'était-ce pas la victoire du *pathétique* sur la vieillesse timorée du *style* et, déjà, « la religion de la souffrance humaine » accaparant l'autel déchu de la Beauté divine? Mais, à vrai dire, était-ce donc une nouveauté si radicale que cette introduction du pathétique?

Invoquée par la seconde Renaissance, plus rigide et moins vivante que la première, depuis les premiers thuriféraires de Winckelmann jusqu'aux derniers élèves de David, la Grèce des sculpteurs avait cherché cette immortelle Beauté dans la plénitude ou la quintessence de la santé normale et calme : mais, sans parler de tous les Calvaires ou descentes de croix inspirées par les temps chrétiens, *L'Ecole d'Athènes* d'un Raphaël, qu'on définirait volontiers l'apothéose de l'Ecole de Rome, ne nous apparaît-elle pas déjà moins abstraite ou plus expressive, et plastiquement presque grimaçante en regard des fragments de la peinture antique, et ne pressent-on point la palpitation d'une ère moderne et nouvelle en ce groupe de statues harmonieuses qui s'éveillent à la vie pensive et colorée des formes ?

Enfin, parmi les glaces ultra-classiques de la peinture révolutionnaire devenue l'art impérial, David lui même et Gros, son disciple infidèle, n'avaient-ils pas donné l'exemple du contraste ou du contre-poids nécessaire, quand ils peignaient, alors audacieusement, des sujets d'une incontestable actualité : — l'un, *Marat* poignardé dans sa baignoire, admirable étude, ou *Le Serment du Jeu de Paume*, admiré par le plus athénien des poètes, ou *Le Sacre à Notre-Dame*, que Géricault ne craignait point de rapprocher de Rubens ; — l'autre, *Les Pestiférés de Jaffa*, si nouveaux au Salon de 1804, et *Le Champ de bataille d'Eylau*, si moderne en sa neige sanglante, au Salon de 1808?

« Et rappelez-vous Géricault. *La Méduse* n'est-elle pas sortie de là? » notera le plus clairvoyant des poètes (1). « Pourquoi désavouer l'imitation, si elle est belle ? bien plus, si elle est originale? ». Et fougueux, mais pondéré novateur, le jeune Géricault ne désavouait nullement la paternité, car son admiration pour Gros, son aîné de vingt ans, se déclarait à voix haute ; mais Gros vieillissant éprouvait le remords de sa propre audace, quand son vieux maître lui commandait de préférer les batailles d'Alexandre aux victoires de Napoléon...

La déférence de Géricault pour David n'était pas moins sincère ; et la visite respectueuse de l'élégant jeune homme au vieil exilé de Bruxelles n'est-elle point la meilleure illustration de ces lignes manuscrites, laissées par l'auteur du *Naufrage de la Méduse* : « David, le premier de nos artistes, le régénérateur de l'école, n'a dû qu'à son génie les succès qui lui ont attiré l'attention du monde entier ». Chénier ne parlait pas autrement, le 20 mars 1792 (2) ; et Géricault lui-même ne serait-il pas un classique, qui voudrait seulement exercer sa verve juvénile sur des *sujets* nouveaux? Mais, moins

(1) Alfred de Musset, à propos de l'*Exposition du Luxembourg au profit des blessés*, dans *Le Temps* du mercredi, 27 octobre 1830.

(2) Presque dans les mêmes termes que Chénier, Géricault, dans son manuscrit, trente ans plus tard, exalte avec respect « ce grand caractère », que l'étude des maîtres et la vue de l'Italie ont répandu dans les compositions historiques de David, et son « goût » qui sut réagir de bonne heure « contre le système absurde et monstrueux des Vanloo, des Boucher, des Restout et de tant d'autres peintres, alors en possession d'un art qu'ils n'ont fait que profaner ». — Delacroix parlera de même, en son *Journal*, de celui que Goya ne cessait d'appeler « le grand David ».

timide que Gros, il ne renie pas plus son inspiration que son imitation.

Il semble qu'il soit dorénavant de bon ton d'exagérer le *classicisme* de Géricault et de trouver l'auteur de *La Méduse* plus académique que Gros ! Bref, que découvre-t-on de *pompier* dans ce novateur? Ce n'est plus, à cent ans d'intervalle, le *sujet* ni sa couleur qui nous offusquent, sa tonalité morbide et monochrome, à la Caravage, ou la pénombre émouvante de ce « triste hôpital » de moribonds réveillés par un grand souffle... Ne serait-ce pas plutôt cette ordonnance encore trop régulière et scolastique en sa construction pyramidante, avec, au premier plan du radeau, ce père noble et barbu, sorti directement de l'atelier Guérin?

En dépit, cependant, de quelques souvenirs d'école ou de musée, quelle nouveauté dans cette composition conçue d'un jet, dans cette grappe humaine de cadavres galvanisés par une émotion soudaine et qui se presse autour du fanon radieux de l'espérance ! A Géricault manqua la clairvoyance d'un M. Thiers découvrant Delacroix au Salon de 1822. Personne, en 1819, ne semble avoir senti l'innovation qui choqua les contemporains et qui ne nous émeut plus, après un siècle de réalisme, — ce don d'agrandir un épisode de fraîche date et de promouvoir une *scène de genre* à la majesté de *l'histoire*. En cette page encore très construite, très composée, très stylisée même, mais qui substituait l'emportement de la vie aux gestes figés d'un bas-relief et l'empâtement du peintre à l'exécution froidement porcelainée des dessinateurs, un style nouveau se prête à l'évocation d'un drame réel et tout récemment vécu.

Ce n'est donc plus à l'antique que fait appel le novateur de *La Méduse*, mais à Michel-Ange, ce Titan qui voulut dépasser l'antique en lui soufflant une âme ; l'inspirateur, ici, c'est Michel-Ange ou le Raphaël michelangesque des Chambres vaticanes et de la *Transfiguration* (1) dont Géricault, sans sortir du Louvre, avait pu commencer la copie. De là, ce penchant pour la forme remuante et souffrante, pour le muscle dramatique et pour une peinture toujours *sculpturale*, mais, dorénavant, par le *plan* plutôt que par la *ligne* : ainsi Géricault devance Barye et son élève Rodin ; son large modelé devine ou retrouve la Grèce de Phidias, rapportée d'Athènes à Londres par Lord Elgin (2), et son naturalisme est beaucoup plus antique que la manière pseudo-grecque de David.

De là, cette constante ferveur pour le *nu* : n'est-ce pas Michel-Ange qui déclarait préférer la beauté du corps aux peaux de bête qui l'enveloppent et le pied de l'homme à son soulier? N'oublions pas l'effort ingénieux de son moderne admirateur pour éluder le costume actuel ou le reléguer, le dissimuler dans l'ombre d'une voile ou le déchirer en lambeaux rendus vraisemblables par ces jours de fièvre et de famine : une giberne, un ceinturon date seulement l'ampleur exsangue de ces beaux cadavres ; et Goya n'avait pas autrement procédé dans ses *Horreurs de la Guerre*, en évitant les précisions de l'uniforme. Au surplus, dans la *Course des chevaux libres* (1), Géricault n'avait-il point déjà manifesté largement ce désir très personnel de solenniser un simple épisode du carnaval romain?

En dernière analyse, une *Scène de naufrage* a donc une double portée : comme première affirmation prématurée du naturalisme, avant l'heure du romantisme qui préfère à la réalité le ciel ou l'enfer ; — et comme transfiguration du réel, qui crée d'abondance ou de verve une sorte de réalisme grandiose, en dehors des contingences avilissantes, et poétisé par ces hautes qualités de fière envergure, « qui sont de tous les temps et de tous les lieux (2) ».

Sur des pensers *nouveaux* faisons des vers *antiques !*

Et Géricault, le premier des peintres modernes, ne rejoint-il pas Chénier, le dernier des poètes classiques, quand il rêve ainsi d'humaniser le style ou de styliser la souffrance humaine? Quoi qu'il en soit, le poète et le peintre personnifient en 1819 les deux directions de l'art contemporain qui se cherche encore : l'un résume le passé du beau songe antique, l'autre inaugure l'avenir des réalités douloureuses. Dans le pressentiment, dirait-on, d'une fin prochaine, tous deux incarnent l'enthousiasme juvénile et les vastes projets des cœurs ardents ; mais Chénier, le poète, évoque surtout le charme et la grâce, la hautaine beauté du « miracle grec », parée de cette riante lumière des dieux qui se croient éternels, la suavité, la sérénité que nous invoquions naguère en nos soirs d'angoisse, en appelant un nouveau Puvis de Chavannes, un nouvel Orphée de la peinture, qui nous exilerait délicieusement aux jardins d'Académos... Entre Prudhon et Corot, Chénier représente la divination de l'antiquité par le sentiment ; et par delà le romantisme morbide ou néo-chrétien, c'est le maître du chœur des poètes artistes ou des peintres lettrés d'un Parnasse où, par la toute

(1) Ce chef-d'œuvre, qui faisait partie de nos conquêtes, ne quitta le Louvre que le 2 octobre 1815.

(2) L'acquisition des marbres du Parthénon par le *British Museum* de Londres, remonte à 1816.

(1) Rome 1817. — Se rappeler la magnifique étude acquise par le Louvre à la vente Jean Dollfus, le 2 mars 1912.

(2) V. la *Revue Bleue*, n° 18, 1919, p. 571.

puissance de la forme, l'Idéal apparaît plus vrai que le Réel.

D'inspiration toute virile, un Géricault n'était pas homme à limiter tout le secret du monde au clair-obscur d'un sourire, et ce peintre aimait à nommer ses deux maîtres de dessin : le cheval et Michel-Ange, c'est-à-dire la musculature en sa plénitude. La femme est à peu près absente de son œuvre, et ce que nous appelons la nature aussi : peu de portraits ou de paysages ; et quand vient l'heure de la lithographie, point de visions fantastiques ou libertines, à la manière du vieux Goya ! Nous voici déjà loin du XVIIIe siècle, et de ses rêves humanitaires ou galants! Du moins, dans l'atelier d'Horace Vernet, c'est Delacroix qui regardera *les Caprices*...

Encore classique par la vertu de sa race et de sa ferme éducation, toute française, Géricault a multiplié les belles copies d'après les maîtres ; mais ce qui l'arrête, c'est la *Déposition* du sombre Caravage ou la nuit tragique où Prudhon fait passer *La Justice et la Vengeance poursuivant le Crime* (1). Il a fait le voyage de Rome, mais une année de séjour en Italie lui paraît suffisante et la villa Médicis, « avec sa cuisine bourgeoise pendant cinq ans », lui semble un danger. Peintre et sculpteur, comme les promoteurs de la Renaissance, c'est en dehors des vieux sujets gréco-romains qu'il veut demeurer fidèle à la splendeur de la forme nue : ce novateur ne sacrifie donc jamais au romantisme, dans son acception de vague rêverie sentimentale ou dantesque ; mais il est déjà tout *l'artiste moderne* par une fougue inquiète et par une « fièvre d'exaltation » synonyme de ce désir nouveau, mais encore latent, d'indépendance qui travaille à la même heure l'art du siècle et la Grèce asservie.

S'il n'est pas romantique, Géricault s'annonce encore moins archaïque : à Girodet, le peintre hellénisté, il laisse volontiers les funèbres Etrusques, les petits poètes grecs et les brouillards d'Ossian : à Paillot de Montabert, le secret de la peinture chez les anciens ; à la ferveur érudite de Flaxman ou d'Ingres, la peinture de vases et l'adoration des primitifs. C'est un Français, épris de réalité, mais un grand décorateur en puissance, « qui rêve un art épique qui ne soit plus un art d'école », et cela « sur des murailles, avec des seaux de couleur et des balais pour pinceaux... » Que n'aurait-il réalisé dans une longue et libre carrière à la Goya?

Mais, par une coïncidence mystérieuse ou providentielle, on dirait que la muse posthume d'André Chénier se penche sur le berceau lointain de Théodore Chassériau, né le 20 septembre 1819 à Sainte-Barbe-de-Samana, sous le ciel de feu des Antilles, tandis que Géricault devance et domine Courbet, le futur « maître-peintre d'Ornans », né le 10 juin de la même année, dans un repli verdoyant des vallons jurassiens : Chassériau, la poésie de la peinture, qui, tout en méditant de réconcilier la ligne d'Ingres avec le coloris d'Eugène Delacroix, illuminera les débuts de Puvis de Chavannes et de Gustave Moreau ; — Courbet, la robuste prose, relevée par la saine magie de la nature et de l'exécution... Deux expositions prochaines à notre vieux Louvre exprimeront l'unité d'une conviction consciencieuse dans la diversité des tendances ; et quel antidote meilleur contre l'à-peu-près du Salon d'automne, où la seule esthétique de la société présente est de tout saboter, même son plaisir?

RAYMOND BOUYER.

(1) Cette copie suggestive est au Louvre.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

The Current Opinion, de New-York, reproduit, à propos d'une étude récemment parue de Mr G. Tallentyre sur Voltaire (*Voltaire in His Letters*), ces lignes de Mr A. Birrell dans *The Nation* :

« Ce Voltaire, dont la malice et la mobilité dérouteraient le diable en personne, on peut le tenir dans une certaine mesure pour un précurseur de la Ligue des Nations... Voltaire écrit en courant l'Europe et il a ses correspondants en Russie, en Prusse, en Autriche... Il s'en faut au surplus que Voltaire soit un révolutionnaire... »

A propos toujours du même livre, un autre critique de langue anglaise, M. Lytton Strachey, écrit dans *The New Republic* :

« Bon sens et sensibilité, c'est tout Voltaire. Tout chez lui procède d'un prodigieux bon sens. — de ce bon sens qui intervient non seulement dans les choses du goût et du jugement, mais encore dans la conduite de la vie et dans le maniement des affaires et grâce à quoi l'esprit adapte d'emblée les moyens à la fin. Voltaire eût été aussi bien un remarquable législateur et un homme d'Etat de premier ordre si le bon sens ne fût accompagné dans son cas de l'extraordinaire impressionnabilité qui fit de lui l'enthousiaste et l'agité que l'on sait, dansant, se fâchant, se démenant jusque dans l'extrême vieillesse. Cela, nul doute qu'il ne le dût à son tempérament et à sa santé. Nervosisme et trop capricieuses digestions — et son exemple atteste éloquemment la justesse de son observation quand il attribue une telle importance à la question de « la chaise percée ». Ainsi partagé, Voltaire ne pouvait moins faire décidément que d'opter pour « le métier des lettres »,

le seul qui convienne à un jeune homme intelligent et ardent..., et que d'écrire des tragédies, la tragédie étant pour les contemporains ce que le roman est de nos jours ».

M. Guido de Ruggiero donne dans *The Athenæum* (*Letters from Italy* », fasc. du 10 octobre) une note intéressante sur d'Annunzio-Tyrtée.

D'Annunzio poète de la guerre n'est pas pour nous étonner outre mesure, explique-t-il. La vérité, c'est que les événements ont favorisé la manifestation d'une manière dès longtemps latente en lui. Les poètes ne manquent pas en Italie qui, inégalement donés d'ailleurs, se sont appliqués, depuis les grandes heures du Risorgimento, à célébrer la patrie. Le plus illustre d'entre eux, Carducci, a fait école. Combien ont envié à Carducci sa prestigieuse maîtrise dans l'art d'interpréter et d'exalter le sentiment national!

Ainsi, Carducci mort, Pascoli et « le d'Annunzio d'avant-guerre » convoitèrent concurremment le glorieux héritage. Tempéraments bien différents, certes, mais que l'inspiration trahit, ici, pareillement.

Cependant, soit parce que sa nature le prédisposait à vibrer avec une particulière intensité sous le coup des événements qui bouleversaient le monde, soit que la ferveur partout répandue autour de lui eût enfin créé l'atmosphère propice à la pleine éclosion de son génie et au parfait accomplissement de sa tâche (« *for the fulfilment of his task* »), d'Annunzio allait se renouveler dans la guerre et, à la faveur des circonstances, incarner à son tour le « *prophet-poet* ».

Mais il y a davantage. Il y a tout au fond de la dernière manière de d'Annunzio une raison qui ne doit rien aux circonstances, celle-là, et qui relève de l'évolution même de sa pensée. La guerre n'avait pas éclaté quand d'Annunzio s'acheminait déjà vers une sorte de mysticisme qui n'était du reste chez lui qu'une autre forme de cette sensibilité que l'on avait vue jusqu'alors s'acharner à la poursuite du surhumain. Tous les héros de d'Annunzio sacrifiaient en effet à ce mysticisme et aboutissaient en réalité au dégoût de soi et d'une existence qui les classait tellement à part de la commune humanité. Notre surhomme était finalement heureux de dépouiller sa laborieuse transcendance et, après avoir bien tourné sur lui-même, il en arrivait à demander au concept religieux ce qu'il avait en vain cherché ailleurs... C'est « dans la gestation de ce mysticisme » que d'Annunzio fut surpris par le déchaînement du cataclysme et il vit dans la guerre ce que ses intimes dispositions du moment le portaient à y voir : « *a mystic form of expiation* ».

L'article que le Dr G. Michaud intitule « Socialisme et Sélection » dans la livraison d'octobre de la *Bibliothèque Universelle* est une application parfois assez audacieuse d'une philosophie qui date un peu.

On sélecte les vaches, les chevaux, les poules, les pigeons, le blé, les betteraves, etc., etc... Quant à l'homme, on le sélecte à rebours. En temps de guerre, ce sont les robustes que l'on envoie à la mort ; en temps de paix, « par une série de mesures qui tendent toutes à dépouiller le riche au profit du pauvre », l'Etat continue son œuvre d'abâtardissement ; et l'initiative privée continue l'œuvre de l'Etat. — Le Dr Michaud admet que l'existence du prolétaire est « digne de pitié ». Il n'empêche que « le travail forcé est une condition nécessaire du progrès de la race ». Ce que requiert le bien général, c'est que l'on aide à s'y soustraire ceux qui ne devraient point y être condamnés. — L'instruction pour tous, le logement sain pour tous, l'hygiène pour tous améliorent l'individu, mais « les caractères acquis, non hérités, par l'individu ne sont jamais transmis à la postérité » (la circoncision des Juifs ; les petits pieds des Chinoises, etc.) Tandis que la sélection... — « Tout ce que le monde a produit de hautes intelligences est sorti de la bourgeoisie et non pas du prolétariat » : simple phénomène de sélection. L'homme supérieur par l'intelligence et l'énergie et qui appartient par sa naissance à la masse ouvrière « n'y reste pas ». Que tout ouvrier qui aura fait devant un tribunal compétent la preuve qu'il possède les matières de l'enseignement secondaire ait les moyens d'entreprendre des études supérieures. Le Christ a dit, paraît-il : « A celui qui a on donnera encore et à celui qui n'a pas on ôtera le peu qu'il a ». — Pas de danger d'ailleurs que nous manquions d'ouvriers. Jésus a dit aussi : « Vous aurez toujours des pauvres parmi vous ». Et puis, nous sommes dans l'âge du cheval-vapeur. Devant l'attitude sans cesse plus inquiétante du prolétariat, les grandes aciéries américaines s'appliquent en ce moment à n'employer, grâce au savoir de leurs ingénieurs, qu'un ouvrier où il en fallait, hier, deux, trois, dix.

Le Dr G. Michaud n'écrit pas pour les bolchevistes, mais en pensant à « certains socialistes, chrétiens ou païens, aussi bien intentionnés que dévoyés », qui préparent l'avènement d'un régime dont ils risquent fort d'être les victimes demain.

GASTON CHOISY.

Le Gérant: ALB. DAVY

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris-VIe.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 21 — 57e ANNÉE — 1er-8 NOVEMBRE 1919

Voir ci-contre sur le verso de la couverture un important avis à nos abonnés.

LA QUESTION DES ALLEMANDS DE BOHÊME

La République tchéco-slovaque a célébré ces jours-ci son premier anniversaire. Il serait sans doute singulièrement prématuré et quelque peu téméraire de soutenir qu'elle est dès maintenant sortie de la période critique. Dans l'ensemble cependant, malgré les crises qu'elle a traversées et les redoutables difficultés au milieu desquelles elle se débat, l'horizon semble se dégager peu à peu. Avoir vécu, ne fût-ce qu'un an, ce n'est pas un mince résultat. Quand on songe au rôle prodigieux que tiennent dans la vie les habitudes et les traditions, on se rend aisément compte des soucis et des travaux auxquels sont condamnés les hommes qui ont à créer un Etat absolument nouveau, à lui donner son armature, à tracer les cadres de la vie sociale et politique. Que les fondateurs de la nouvelle République n'aient pas toujours évité les erreurs et les fautes, il serait puéril de le nier. L'importance est qu'ils n'aient pas été complètement écrasés par la tâche formidable qu'ils avaient assumée. Aujourd'hui, le plan général est esquissé et l'échafaudage tient d'aplomb. A chaque jour suffit sa peine. La critique est nécessaire et il est indispensable que l'opinion attire chaque jour l'attention du gouvernement sur les imprudences qu'il commet, ou les négligences qu'il tolère. A une condition, c'est qu'elle ne se mue pas en dénigrement, qu'elle ne tue pas les facultés d'action et la confiance indispensables à la vie.

Les succès très réels obtenus par le gouvernement de Prague sont d'autant plus dignes d'être signalés qu'il a été soumis à de redoutables épreuves que les Alliés auraient pu aisément lui éviter. Leurs indécisions lamentables, leur inexplicable faiblesse, la prodigieuse incurie — pour ne pas dire plus, — du commandement italien, ont livré la Slovaquie à l'invasion des Magyars qui l'ont dévastée et systématiquement pillée. Cette agression, qu'il était trop aisé de prévoir et qu'on eût évitée par quelques mesures de prudence élémentaire, a naturellement exalté les passions et accru la violence des luttes des partis, d'autant plus que les Alliés, par impuissance, par négligence, ou peut-être par une bizarre et niaise interprétation des idées d'humanité, n'ont apporté, au début, qu'un assez médiocre empressement à ravitailler la Bohême, et ont paru réserver leurs faveurs à l'Allemagne au détriment des peuples qui avaient soutenu notre cause. Pendant plusieurs mois, la vie en Bohême est demeurée extrêmement difficile et malgré l'amélioration réelle qui s'est produite depuis la récolte, la condition économique du pays demeure précaire et troublée.

Cette situation et le mécontentement général qu'elle provoquait n'ont pas été étrangers au résultat des élections qui ont surtout traduit le trouble des esprits et les progrès du pessimisme. A la suite de ces élections, le ministère de concentration qui

s'était constitué au moment de la chute des Habsbourgs, a cédé la place à un ministère où dominent les socialistes. Une partie importante de la bourgeoisie, qui est riche, patriote, active, mais qui, comme partout, est moins remarquable par le courage que par la sagesse, s'est émue de ce changement et elle n'entrevoit pas sans inquiétude la perspective de réformes radicales qui ne sauraient en effet être entreprises avec de sérieuses chances de succès tant que le pays n'aura pas retrouvé son équilibre. D'autre part, la question Tiechin a pris, par la faute encore des Alliés, une acuité redoutable. Elle est naturellement exploitée par les partis extrêmes qui essayent de s'en faire une arme contre le gouvernement.

A côté de ces points noirs dont — sans méconnaître les périls futurs qu'ils peuvent créer, — il convient de ne pas exagérer l'importance, on constate nombre de symptômes favorables. Au milieu des oscillations inévitables, le pays semble revenir assez rapidement à une situation normale ; le travail reprend ; la confiance renaît ; le nouveau personnel administratif se complète et se forme. Les Tchèques ont pour eux deux avantages essentiels : la richesse naturelle de leur pays et la solidité morale de leur peuple. Ils sont soutenus par la confiance qu'ils puisent dans leur histoire ; après avoir traversé sans y périr des siècles d'épreuves, ils se sont habitués à regarder l'avenir sans peur ; ils n'ignorent pas que la liberté a ses orages et ils en acceptent bravement les charges, convaincus que la victoire ne manque jamais aux hommes qui sont décidés à la mériter.

*
* *

En dehors des questions économiques qui ne sont certes ni les moins compliquées ni les moins scabreuses, mais qui ne seront résolues que peu à peu, quelques problèmes primordiaux se posent et l'avenir de la jeune République dépend en partie de l'habileté et du tact avec lesquels on les abordera. Ils ne sont pas tous également compliqués. Il est permis d'espérer, par exemple, que les relations entre les Tchèques proprement dits et les Slovaques seront réglées assez aisément, à la satisfaction commune des deux parties. Les Slovaques, très jaloux de leurs droits, redoutent quelque peu l'intrusion des Tchèques dans leurs affaires intérieures. Comme nos Alsaciens, ils unissent à un patriotisme national très ardent et très sincère un particularisme un peu ombrageux. Les Tchèques ne l'ignorent pas et ils s'attacheront à ménager les susceptibilités les plus chatouilleuses. Ils se sont promis de ne pas retomber dans les erreurs qui, vers 1848, avaient abouti à un schisme, dont les suites ont été cruelles. Jusqu'à présent, en somme, l'entente paraît complète, et la vie, en mêlant chaque jour plus étroitement les intérêts, rendra l'union à la fois plus facile et plus solide.

Par contre, la question des rapports avec les Allemands du pays, bien qu'elle soit, en réalité, beaucoup plus simple, est envenimée par le souvenir des luttes anciennes et récentes, qui ont laissé dans les âmes de profondes rancunes et qui rendent les négociations mêmes fort difficiles.

D'après les statistiques officielles de 1910, on constatait dans les pays tchéco-slovaques 3 millions et demi d'Allemands. C'est un gros chiffre sur une population totale de 11 à 12 millions d'habitants. Seulement, il convient d'abord d'écarter les 300.000 Allemands de Silésie, dont la destinée est encore incertaine, et les 700.000 Allemands de Moravie qui ne forment nulle part de masses compactes et sont tout prêts à se résigner à leur destinée. Restent 2 millions et demi d'Allemands dans la Bohême propre ; un peu plus du tiers de l'ensemble de la population (36 0/0). N'y a-t-il pas là pour ce nouvel Etat un danger singulièrement grave?

En réalité, le péril est beaucoup moins sérieux que ne semblent l'indiquer les chiffres sommaires que les polémistes allemands aimaient jeter à la tête de leurs contradicteurs. La statistique est une science exacte, mais à condition qu'on en examine de près les données.

Tout d'abord, les recensements officiels exagèrent dans une proportion très appréciable le nombre des Allemands.

Les erreurs, volontaires au non, de la bureaucratie habsbourgeoise ont été démontrées avec une telle précision et par des faits si probants que personne ne s'avise plus de les contester.

Au mois de janvier 1811, les Narodni Listy ont publié une série d'instructions dans lesquelles le Conseil national des Allemands de Bohême indiquait aux municipalités et aux instituteurs le moyen de réduire le plus possible le nombre des Tchèques. Le zèle des employés officiels était tel qu'on inscrivait parmi les Allemands le député Staniek qui, pendant la guerre, a été un des chefs de l'opposition tchèque ou le chancelier Goluchovski, dont la nationalité polonaise était connue de tous.

Que les Tchèques, aient quelque peu exagéré la portée des abus qui se commettaient : c'est probable, et les arguments, qu'ils invoquent contre l'exactitude des statistiques officielles, n'ont pas tous la même valeur. Je n'attache ainsi qu'une importance assez médiocre au fait que l'on prenait comme base

dans les recensements, non pas la langue nationale, mais la langue courante, la langue usuelle, l'umgangssprache. Dans un pays où les luttes ethniques sont si anciennes et où l'instruction est arrivée à un remarquable degré de développement, les habitants ne se trompent guère sur le sens de la question qu'on leur adresse, et le Tchèque, parlât-il allemand du matin au soir, déclarera toujours que le tchèque est sa langue usuelle. Reste à savoir si on enregistrera correctement sa déclaration et si on lui reconnaîtra le droit de confesser sa nationalité.

Il est absolument hors de doute que les résultats des recensements ont été souvent délibérément faussés par les fonctionnaires, et il suffit pour s'en convaincre de rappeler que les statistiques scolaires donnent, dans les districts mixtes, des résultats beaucoup plus favorables aux Tchèques que les statistiques politiques. Le Conseil national tchéco-slovaque de Prague estime que les pratiques gouvernementales avaient illégalement accru de près d'un million le chiffre des Allemands de Bohême. C'est beaucoup, mais sans aller aussi loin, il paraît vraisemblable que le chiffre total des Allemands de Bohême ne dépasse pas deux millions.

De ces deux millions, il convient d'exclure d'abord les Allemands dispersés dans les diverses villes de l'intérieur du pays et les groupes de la Choumava (Monts de Bohême), où les villes, en majorité allemandes, renferment de fortes minorités tchèques et où tous les villages le long de la frontière sont mixtes. De même, vers le nord-est, au pied des Krkonoch (Monts des Géants), toutes les villes, Troutnov, Vrchlabi (Hohenelbe), Hostinné (Arnau), renferment des minorités tchèques assez nombreuses pour offrir un point d'appui sérieux au gouvernement national, et une bande de villages mixtes pénètre profondément dans le territoire allemand. Ces îlots allemands, très étroitement mêlés à la vie nationale commune, ont un intérêt évident à entretenir des rapports amicaux avec les Slaves et ils accepteront avec joie tout compromis qui, en protégeant leurs intérêts essentiels, mettra fin à des conflits qui leur créent de graves ennuis et pourraient à un certain moment les exposer à de sérieux dangers.

Restent en somme deux territoires allemands compacts : à l'ouest, la région qui s'étend aux alentours de Cheb et de Karlové Vary (Karlsbad), — environ 750.000 Allemands, et plus de cent mille Tchèques, — et le district industriel du nord avec Liberec (Reichenberg) et Jablonets où 600.000 Allemands se trouvent en présence d'une centaine de mille Slaves. C'est dans ces districts de l'ouest et du nord qu'étaient élus les députés pangermanistes qui, au Reichsrat menaient la bataille contre les Tchèques ; le contact immédiat avec l'Empire allemand y entretenait un esprit d'insolence et d'agression qu'envenimaient et qu'exploitaient des agitateurs sans scrupule ; ces politiciens de bas étage, qui essayaient de dissimuler sous la violence de leurs diatribes la pauvreté de leur talent et l'irrémédiable bassesse de leur âme, ont exercé depuis un quart de siècle l'influence la plus déplorable sur la politique habsbourgeoise. A Vienne, où leur brutalité et leur arrogance leur assurait une autorité prépondérante et où ils étaient énergiquement appuyés par l'ambassade d'Allemagne, ils poussaient la Cour aux mesures de provocation et ils faisaient une guerre sans merci aux ministres suspects de modération. Comme malgré tout ils sentaient l'impossibilité de maintenir leur hégémonie, plutôt que de renoncer au pouvoir et aux avantages matériels qu'il suppose, ils étaient prêts à recourir aux procédés les plus criminels. La responsabilité du conflit européen retombe pour une grande part sur eux.

En résumé, la question des Allemands de Bohême se réduit à savoir si les politiciens, qui ont jusqu'à présent fait avorter toutes les négociations avec les Tchèques, gardent toujours le même crédit auprès de leurs 12 ou 1300.000 compatriotes du nord et de l'ouest, et si la masse de la population, qui avait été peu à peu pénétrée par leur prédication pangermaniste, aura assez de raison et d'énergie pour se dégager des préjugés qu'ils lui avaient inculqués.

*
* *

Je persiste à croire, en dépit de la faveur dont jouit actuellement la doctrine du matérialisme historique, que ce sont presque toujours des causes d'ordre moral qui amènent les grandes luttes nationales. La guerre peut enrichir quelques individus ; je n'arriverai jamais à comprendre comment l'énorme déperdition de valeurs qu'entraîne une conflagration peut enrichir une nation, dût-elle sortir victorieuse du combat. En Bohême, si les raisons économiques tenaient dans les résolutions humaines la place qu'on leur attribue communément, l'idée même d'un conflit entre les deux races qui se partagent et se disputent le pays, paraîtrait absolument invraisemblable, tant la solidarité des intérêts est évidente. Les districts allemands du nord et du nord-ouest sont particulièrement riches en matières premières et en industries ; ils seraient affamés et ruinés si on les séparait des plaines intérieures de la Bohême, qui leur envoient les produits agricoles et la main-d'œuvre ouvrière qui leur sont indispensables et achètent les objets manufacturés

qu'ils produisent. Malgré les progrès de la science contemporaine, leurs rapports avec l'Allemagne propre demeurent relativement compliqués et onéreux, sans compter qu'en Allemagne ils rencontrent la concurrence d'industries similaires, depuis longtemps maîtresses du marché.

Les Allemands de Bohême n'ont jamais songé à étendre leurs débouchés dans l'Europe du sud-est, en particulier en Roumanie, dans les Etats balkaniques et en Asie ; séparés de la Bohême, gênés par des droits de douane, ils seraient condamnés à la ruine. Les sociétés les plus puissantes et les plus riches ont leur siège social à Prague ; elles en reçoivent leurs ingénieurs et leurs contre-maîtres, elles y entrent en relations avec l'Europe occidentale et méridionale ; ellles profiteront des sympathies que les Tchèques possèdent parmi les Alliés. Le plus élémentaire bon sens et le plus vulgaire souci de leurs intérêts invitent donc les négociants allemands de chercher une entente avec leurs compatriotes et beaucoup d'entre eux l'ont aussitôt compris.

Dès le 20 octobre 1918, le *Prager Tagblatt*, qui s'est toujours distingué par ses passions nationalistes, avertissait ses compatriotes des inconvénients qu'entraînerait pour eux une politique intransigeante : « Les Tchéco-slovaques, écrivait-il, ont l'avantage d'être entrés avant nous en relations avec ceux qui peuvent jeter le glaive de Brennus dans la balance de la paix. Il n'y a aucune indiscrétion à dire que dans les milieux économiques de la Bohême allemande, une union avec l'Empire allemand ne causerait aucune joie ». Le *Montagblatt* de Prague, qui jusque-là se glorifiait d'une tchécophobie incurable, écrivait de son côté : « L'avenir de la Bohême allemande ne saurait avoir d'autre cadre que l'Etat tchéco-slovaque. L'union avec l'Empire allemand serait un désastre pour les industriels allemands de Bohême. Sans les céréales des Tchéco-Slovaques et sans leurs pommes de terres, la Bohême allemande n'est pas viable. A Cheb (Eger), qui se trouve dans le district le plus purement allemand du pays, un grand meeting des ouvriers allemands déclarait que « l'union du territoire allemand de Bohême avec l'Allemagne était une illusion et que les Allemands eux-mêmes le repousseraient avec « énergie », parce qu'une Bohême allemande ne pourrait que traîner une existence misérable et sans avenir.

(*A suivre.*)

ERNEST DENIS.

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (1)

(1867-70)

C'est le moment d'esquisser le personnel avec qui je devais cheminer trois ans durant.

Les camarades d'abord. Dans ces internats, recrutés par sélection, ce qu'il y a de plus fécond, c'est le contact journalier, la libre discussion sur pied d'égalité, le choc d'idées et de caractères entre jeunes gens que rapproche le choix d'une carrière commune et que différencient leur origine, leur éducation, leur tempérament.

Nous étions, cette année-là, entrés vingt-quatre à la fois dans la section des lettres : un nombre inusité, presque double de l'ordinaire, peut-être parce qu'on voulait combler les vides creusés par les renvois de l'année précédente, peut-être aussi parce que parmi les derniers admis se trouvait le fils d'un des professeurs influents de la Sorbonne.

Des groupements se faisaient et se défaisaient : on arrivait lié à ceux qui venaient du même lycée ou du même pays ; on se rapprochait peu à peu de ceux qui suivaient la même direction. Or, il y avait quatre voies ouvertes aux littéraires : lettres, histoire, philosophie, grammaire. Bien qu'on ne fût pas encore spécialisé en première année, cela formait déjà des commencements de sous-sections. Il se déclarait aussi des affinités d'esprit et de caractères, d'opinions politiques ou religieuses, et cela donnait lieu à d'autres combinaisons.

Une tradition voulait que le cacique se destinât aux lettres, c'est-à-dire aux chaires des hautes classes dans les lycées ; un certain dédain pesait sur ceux qui se vouaient à la grammaire, c'est-à-dire à l'enseignement dans les classes inférieures et l'on était trop enclin à les regarder comme les laissés-pour-compte de l'équipe qui aspirait à des destinées plus brillantes. L'histoire et la philosophie jouissaient d'une considération intermédiaire.

Dès le début j'avais annoncé l'intention de rompre avec la tradition et de prendre rang parmi les historiens ; et par là même je me trouvais rapproché de ceux qui entendaient suivre la même carrière. C'était Rivalz, qui avait eu, une année avant moi, le grand prix d'histoire, fine et solide intelligence, aimable et loyale nature. C'était Denis, un protestant nîmois, grand travailleur et solide ami, qui gardait de son milieu natal un sérieux touchant à l'austérité, une énergie allant parfois jusqu'à la rudesse ; Henri Vast, un blond et affectueux Parisien, fils de veuve, et qui devait une douceur féminine à la tendresse mater-

(1) Voir les numéros du 12 avril et du 19 juillet 1919.

nelle qui l'avait couvé ; Ernest Coutant, un bon gros garçon, joyeux de vivre, au rire sonore, au teint coloré, aux manières ouvertes.

La philosophie n'avait guère parmi nous que trois adeptes : Dauriac, un musicien-né qui, après avoir entendu un opéra nouveau, nous le jouait de mémoire au piano, un nerveux et un faible aussi, qu'on tourmentait au point qu'en ma qualité de chef de section je dus mettre le holà ; Egger, fils de philologue, qui devait plus tard marier la philologie et la philosophie en étudiant le mécanisme de la parole, mais qui, ayant plus d'ambition que de facilité, laissait percer quelque peu de dépit et d'aigreur ; Jeannin, un calme et un taciturne, aux yeux pleins de rêve et de mélancolie pensive.

C'étaient les lettres qui attiraient le gros de la section ; en première ligne Dejob, Durand-Morimbau, Texcier, mes camarades et rivaux du lycée ; Mérimée, un pince-sans-rire, esprit précis et ironique, qu'une espèce d'atavisme entraînait vers l'Espagne, le pays de Carmen ; Ruel, élève de Stanislas, un catholique ardent, à la plume élégante et à la parole vibrante, avec qui je soutins mainte passe d'armes (je me rappelle l'étonnement naïf et flatteur qu'il me témoigna un jour, parce qu'il m'avait vu à table, entre deux morceaux restant seuls au plat, prendre le plus petit et laisser le meilleur à mon voisin : comment un libre-penseur pouvait-il avoir des procédés que bien des chrétiens n'avaient pas ?) ; — Aulard, remuant et combatif, aussi crêpu que caustique, et qui eût été bien surpris, si on lui eût prédit qu'il dériverait un jour vers les études historiques : Delaître, né à Dresde, qui avait une figure rose et candide de Gretchen et tenait de sa mère allemande une connaissance de la langue et de la littérature germaniques peu commune alors dans la jeunesse française ; Prot, un Bourguignon bruyant et explosif, au demeurant le meilleur fils du monde ; Faguet, qui apportait du lycée Charlemagne une mise volontairement négligée et soi-disant républicaine, laissait traîner ses longs cheveux noirs sur le collet d'un veston graisseux et lançait d'une voix de tête fort aigüe des théories sur la critique ; Louis-Lucien Lande, *Troiselles*, comme nous l'appelions parfois, le plus coquet et le plus galant, le plus petit-maître et le plus ohé ! ohé ! de nous tous, un Bordelais fringant dont le geste favori consistait à se frapper élégamment la cuisse et le talon avec la paume de la main en criant : De quoi ! De quoi ! La patte à Bibi ! — Le pauvre garçon devait finir jeune, assassiné sur une route d'Espagne.

Venaient ensuite ceux que leur modestie ou leur rang de classement orientaient vers la grammaire : Bourgine, déjà nommé ; Lebrun, promu à la dignité de Père Lebrun à cause de sa large face, placide et vénérable ; Rouard, Roques, Dauban-Delisle, un protestant, miné dès lors par une fièvre de consomption qui le faisait alterner de l'exaltation à l'abattement et qui le vouait à une mort prématurée ; Humbert enfin, qui nous émerveillait par l'invraisemblable quantité de lettres qu'il expédiait tous les jours.

Quelle variété de types, de goûts, d'aptitudes ! Et pourtant tout cela se fondait en une franche camaraderie qui fut peut-être plus intime dans notre promotion de 1867 que dans la plupart des autres et qui en faisait un corps vivant et harmonieux.

Si, par hasard, les fureteurs des siècles futurs exhument quelque lettre écrite par des membres de notre petite troupe, je les avertis charitablement qu'ils auront des énigmes à débrouiller. L'un de nous, Dejob (1), était un grand donneur de sobriquets. Il lui arrive, après quarante ans bien passés, de nous les appliquer encore, alors que nous en avons oublié le sens et l'origine. Il faut donc savoir que Vast était le *bibli*, parce qu'il était adjoint au service de la bibliothèque; Texcier, *le militaire*, quoiqu'il n'eût rien de soldatesque qu'une barbiche taillée en pointe ; Rouard, *l'homme marié*, quoiqu'il soit resté célibataire fort longtemps ; Roques, *le petit pître ;* Aulard, *le trésorier*, je ne me souviens plus pourquoi ; Coutant, *le baron*, vu ses façons d'homme du monde ; Jeannin, *le président*, peut-être parce qu'il y eût au temps d'Henri IV un président du même nom, peut-être parce que, fervent adepte de la pipe en terre, il présidait un club de fumeurs, lequel, formellement interdit, se réfugiait ô horreur ! dans un endroit où l'odeur du tabac ne pouvait qu'en combattre agréablement une autre. Dejob lui-même était surnommé *Mathieu* d'après un gros ermite de chat qui avait toute sorte de raisons pour être innocent et paisible. Moi, j'étais devenu naturellement *le Goupil*.

Dire qu'on travaillait beaucoup dans la salle où nous passions côte à côte la plus grande partie de nos journées serait mentir effrontément. Le matin l'on mettait d'ordinaire une rallonge aux sommeils trop courts du dortoir. Etrange cérémonie que notre lever ! La cloche sonnait à 6 heures. Nous avions vingt minutes pour faire notre toilette. Mais personne ne bougeait, sauf Dejob, l'élève modèle, qui s'habillait silencieusement. O la joie de se peletonner dans son lit et de savourer ces dernières minutes de tiède somnolence ! Puis l'horloge sonnait le quart — *Le quart*, criait une voix désolée — *Le quart*, répondaient d'autres voix lamentables. Et il s'opérait un commencement de remue-ménage. Soudain, des coups de clef retentissaient, frappés sur la porte

(1) Dejob était encore vivant, quand j'ai écrit ces lignes. Il est mort en 1916.

d'entrée. Cela signifiait qu'on allait la fermer et que les retardataires, pris au piège, seraient privés de sortie le Dimanche suivant. C'était alors une fuite éperdue de grands garçons à demi-vêtus qui dégringolaient par les escaliers.

Dans l'étude, où l'on arrivait en se frottant les yeux, ne s'entendaient guère aux heures matinales que des ronflements. Mais on se rattrapait le reste du temps. Quelqu'un entonnait une chanson, une « scie » du jour, qui était bientôt reprise en chœur ; ou bien n'importe qui lançait une interpellation quelconque, un titre de livre, une nouvelle tirée d'un journal introduit en fraude : c'était aussitôt matière à discussion : jugements tranchants, répliques vives, coqs à l'âne s'entrecroisaient en un infernal tohubohu. A certains jours on hissait sur le poêle celui qui avait eu le malheur d'avoir la meilleure note en thème grec et l'on dansait alentour une ronde forcenée. Durand-Morimbau, qui était mon voisin (j'avais ma place marquée au bout d'une table), fabriquait un roman ; je me rappelle qu'un chapitre s'intitulait : *La pipe entremetteuse ;* il s'agissait d'un étudiant qui laissait tomber sa pipe sur un balcon pour se créer un prétexte à s'introduire chez une jolie dame. L'auteur nous lisait des fragments de son élucubration ; et alors c'était à qui continuerait l'œuvre commencée ; chacun à son tour avait la parole et ajoutait les fantaisies les plus extravagantes. D'autres fois c'était un opéra qu'on improvisait ; on se distribuait les rôles d'Athalie ou de Ruy-Blas et l'on déclamait sur une musique enragée les vers de Racine ou de Hugo.

Il n'y avait donc pas de surveillants ? Mais si ! Il existait deux caïmans, l'un pour les lettres, l'autre pour les sciences, MM. Rittier et Batz de Tranquelléon, tous deux anciens élèves de l'Ecole, qui acceptaient ces fonctions pour préparer, en ayant le vivre et le couvert, leur thèse de doctorat. Le nôtre avait son repaire à côté de notre chambre d'études, qui n'en était séparée que par une cloison et une porte vitrée. C'était un petit homme timide et débonnaire, souvent absent, parce qu'il suivait des cours à la Sorbonne ou devait faire des tournées dans l'Ecole pour surveiller les autres sections. Pourtant, quand le vacarme devenait par trop violent, il frappait aux vitres ; si l'on n'écoutait pas, il apparaissait sur le seuil de sa porte, nous menaçait de consigne ou le plus souvent, ce qui réussissait mieux, nous suppliait de ne pas faire un tapage qui pourrait arriver jusqu'aux oreilles du Directeur. Un silence relatif s'établissait ; mais le silence nous gênait ; nous n'y étions plus habitués, et, à la première occasion qui ne tardait guère, le brouhaha reprenait de plus belle.

Ceux qui voulaient à toute force travailler s'enfuyaient dans la bibliothèque, qui, sous la direction vigilante de Chantepie du Désert, était, toute l'après-midi, un asile de recueillement et de tranquillité. Puis, comme on s'était levé bon gré mal gré à 6 heures 1/4, on se couchait à 8 heures 1/2 ; seulement on était libre de veiller jusqu'à 10, et l'homme du soir que j'ai toujours été profitait de ces instants d'accalmie pour opérer les besognes nécessaires.

Il est sans doute superflu de dire, après tout cela, que la discipline n'était pas d'une rigueur excessive. Elle était quand même tracassière autant qu'intermittente. Le règlement était tantôt observé à la lettre, tantôt volontairement traité en paperasse négligeable. Il était défendu de fumer ; mais chacun savait où et comment l'on éludait cette défense. Il était défendu de lire les journaux ; mais ils couraient de main en main. Sur d'autres points, au contraire, pas de transaction. Ainsi l'on ne pouvait mettre le pied hors de l'Ecole qu'en uniforme. Et quel uniforme ! Chapeau tuyau de poêle, été comme hiver. Pour l'habit on avait le choix : ou une redingote en drap inusable, dont la coupe remontait au temps de Royer-Collard ; on l'appelait *le cuir ;* ou bien un frac, qui, lorsqu'il n'était pas dissimulé sous un manteau, nous donnait en plein jour une fâcheuse ressemblance avec des garçons d'hôtel en ballade.

Le Normalien n'est pas riche ; c'est là son moindre défaut. Je me rappelle que, la veille de mon entrée à l'Ecole, je dînais chez mon oncle ; j'avais un chaud pardessus tout battant neuf. On m'invite à l'ôter. Je refuse en rougissant. On insiste ; on me raille ; on m'accuse de vouloir garder une « pelure » qui me fait beau ; je me décide alors à l'ouvrir et je montre que je n'ai rien dessous, sinon mon gilet et ma chemise. Ne devais-je pas être habillé le lendemain aux frais du gouvernement ?

Je mets en fait que beaucoup de mes camarades n'étaient pas mieux nippés que moi-même. N'importe. Il nous était dur de nous en aller par les rues fagotés d'une façon ridicule. Aussi l'un de nos premiers soins était de nous commander un costume de fantaisie chez un tailleur qui savait qu'il ne serait payé qu'au bout de trois ans. Mais, par malheur pour ces velléités d'élégance, impossible de sortir avec. Notre carré, Debidour, ayant un jour franchi la grille avec un pantalon gris, fut impitoyablement consigné et taxé de mauvais esprit. Il fallait donc louer en ville, à plusieurs, une chambre qui servait de vestiaire, où l'on pouvait se déshabiller et se rhabiller. Encore pouvait-on être « collé », si l'on était rencontré vêtu comme tout le monde ; le Normalien ne devait point quitter ses insignes, qui étaient une palme bleue et une palme blanche entrelacées sur le revers de son habit. Nous étions ainsi condamnés

à ne pouvoir passer inaperçus. Heureusement nous avions imaginé un correctif. On bien l'on décousait la broderie révélatrice et on la faisait rentrer entre l'étoffe et la doublure, ou bien on la remplaçait par un bouton mobile qu'on arborait ou mettait dans sa poche, à volonté.

Le problème était de sortir le plus souvent possible. On sortait réglementairement le Dimanche à 8 heures, après la messe qui était obligatoire, et le Jeudi à une heure. On avait le droit de rester, dont on n'abusait guère ; on avait aussi le droit, dont on usait volontiers, de revenir prendre son repas au réfectoire. Cependant la plupart préféraient le bronet noir de la liberté. O Polydore, gargotier de bon secours, que de fois, dans ta petite salle de la rue de Vaugirard, nous avons eu pour nos treize sous, sans nappe ni serviette, il est vrai, une portion de viande et un plat de lentilles, avec l'eau pure de la carafe et du pain à discrétion, ou, comme nous disions, à indiscrétion !

En tout cas, il fallait être rentré à dix heures précises, défiler devant deux concierges qui ne badinaient point avec la consigne. La Barusias, qui malgré son nom sonore de Grand d'Espagne, daignait tirer le cordon et le père Estièvan qui savait fort bien nous inscrire parmi les retardataires. Avait-on dépassé l'heure fatale de cinq minutes ; adieu l'espoir de prendre sa volée, la fois suivante! La seule différence avec le lycée, c'est qu'on avait gagné une demi-heure et que, au lieu d'être accompagné jusqu'à la porte par un cornac, on avait la fierté de servir soi-même de cornac et de répondant à ses camarades de l'an passé demeurés lycéens.

Je me trompe : nous avions un avantage de plus. Tous les mois, nous avions la permission de minuit, un samedi. Nous allions faire queue à la Comédie-Française, à l'Odéon, à l'Opéra-Comique, où nous avions droit à la demi-place sur le vu de nos insignes et où nous garnissions souvent le parterre. Dans les autres théâtres, nous étions en général assez voisins du Paradis. Nous applaudîmes ainsi aux débuts de Sarah Bernhardt, de Nielson, de Miolan-Carvalho. Soirées joyeuses ; seulement, pour peu que la représentation se prolongeât, il fallait, au retour, escalader comme à l'assaut la montagne Sainte-Geneviève ; mais on avait des jambes de vingt ans et l'on ne songeait pas à se plaindre. On s'arrangeait aussi pour multiplier les sorties. Les *cubes* avaient la ressource de la Sorbonne et du Collège de France qu'ils étaient censés fréquenter. Les autres devaient inventer quelque rouerie : travail dans une bibliothèque, conférence d'un ancien professeur, visite à un parent malade, que sais-je ? Pour ma part, j'ai bien souvent maudit les maux de dents qui énervent et abrutissent ; mais je dois confesser qu'ils me rendirent alors d'éminents services en me permettant d'aller deux fois par semaine chez le dentiste ou ailleurs.

Les jours où il fallait demeurer au logis, nous trompions comme nous pouvions les ennuis de la réclusion. Faute de mieux, nous ne dédaignions pas de faire, comme des gamins, de brillantes parties de barre où je tenais à honneur de me distinguer. Le soir, nous les remplacions par d'émouvantes parties de whist. L'École Polytechnique avait le privilège de posséder billards et salle de jeux. Nous point ! L'École Normale pâtissait d'une vieille tradition qui imposait aux membres de l'Université des mœurs de prêtres laïques. Ne leur avait-on pas récemment interdit la fréquentation des cafés, et le port de la barbe et des moustaches, « vestige de l'anarchie » ?

Nous eûmes quelque temps un maître de chant et je figurai en qualité de second ténor dans un chœur qui chantait ces vers de Musset :

Assez dormir, ma belle,
Ta cavale Isabelle
Bondit sous tes balcons...

Puis, dans la salle qui parut la plus solide, nous nous avisâmes d'organiser des bals : bals noirs, pourrait-on dire, bals hélas ! où dames et cavaliers avaient la barbe au menton, mais qui nous dégourdissaient et nous amusaient quand même. Nous fîmes plus ; l'envie nous vint de nous offrir une vraie représentation théâtrale, et ce n'était point pour jouer une tragédie classique. La parodie était à la mode en cet âge d'or de l'Opéra-bouffe et d'Offenbach. Nous jetâmes notre dévolu sur une piécette de Vercousin qui tournait au burlesque le *Télémaque* de Fénelon. Nous brossâmes les décors ; nous recrutâmes parmi nous acteurs et actrices ; rien ne nous manqua : la critique surtout fut abondamment représentée. Je vois encore le petit Texcier transformé en Mentor, comme qui dirait en abbé-précepteur d'un rejeton princier, et gourmandant ce grand diable de Durand-Morimbau, trop empressé auprès des nymphes de Calypso, que les blondins de notre section, Delaître et Vast, incarnaient tant bien que mal. La vieille École n'avait encore rien vu de pareil. Mais quoi ! Notre promotion, auteur de ces nouveautés, était remuante, jeune d'humeur, point pédante pour un sou. Elle ouvrait les fenêtres pour aérer un intérieur qui sentait trop le renfermé.

Georges RENARD.

LES PROBLÈMES DE LA PAIX

La ratification de la paix ne nous donne pas la paix, je veux dire la garantie, la sécurité de la paix. Au cours des négociations, j'ai montré combien il était malaisé, après une telle perturbation universelle, et alors que tant de considérations, en antagonisme avec le pur et simple droit des peuples, étaient exploitées, de rétablir un ordre durable. Les grandes monarchies militaires, forgées de pièces et de morceaux par la violence, et qui opprimaient des nationalités, ou des fragments de nationalités, s'étaient effondrées, mais les compétitions territoriales demeuraient très vives entre les Etats qui surgissaient de leurs ruines et qui, à cette heure où tout était loisible et où le statut du globe était remis en cause, s'efforçaient d'obtenir le maximum d'avantages matériels. Partout apparaissaient des zônes mitoyennes, aux éléments ethniques enchevêtrés, qui risquaient de dresser, les uns contre les autres, les gouvernements qui, la veille, avaient lutté dans le même camp. Il y avait des problèmes stratégiques et des problèmes économiques : on se disputait les ports et les gisements de charbon. Au Congrès de Westphalie, au Congrès de Vienne, les soucis des négociateurs avaient été infiniment moindres, parce qu'on ne s'arrachait pas encore, ou l'on ne se contestait que médiocrement, les uns aux autres, les sources de matières premières, les accès maritimes et les voies de communication terrestres.

Certains litiges ont été réglés plus ou moins provisoirement, car qui pourrait, en ce temps de secousses volcaniques, prétendre à la durée, et se targuer d'avoir élaboré la solution définitive? D'autres subsistent, et ce ne sont pas les plus minces. Même si l'on se défend de vouloir rechercher longuement ici les responsabilités, encore qu'une telle enquête ne dût manquer ni d'importance ni d'intérêt, on est bien obligé de constater un état de fait, et qui ne saurait être taxé de réjouissant. Il ne sert de rien de nier que de lourdes préoccupations pèsent encore sur le monde et qu'elles ne se dissiperont pas en un instant. A fermer les yeux sur les menaces, qui assombrissent l'horizon, à s'imaginer que tous les différends et toutes les crises, qui évoluent devant nous, se liquideront rapidement et sans soubresauts nouveaux, on verserait dans le pire optimisme.

Je voudrais aujourd'hui revenir sur trois des problèmes de la paix, — et non des moindres. L'un a son centre dans la mer Adriatique, et il s'est posé de si ancienne date, — puisqu'il est antérieur à l'armistice, — que les données générales en sont bien connues ; il met aux prises l'Italie et l'Etat Serbo-Croato-Slovène, c'est-à-dire la Serbie augmentée de la Croatie et de la Slovénie. Personne ne supposera que s'il s'envenimait, un jour, et je souhaite ardemment pour ma part, qu'il n'en soit rien, le reste de l'Europe pourrait se soustraire à son influence. Même si le mécanisme de la Société des Nations ne fonctionnait pas ou fonctionnait mal, nous subirions, et beaucoup d'autres subiraient avec nous les effets de cette querelle, car le régime balkanique serait tout entier mis en cause.

Le second problème est celui de la Turquie d'Europe et d'Asie. Un an après la conclusion de l'armistice, il reparaît dans toute son ampleur, et même bien plus grave et plus pressant. La paix ottomane n'a pas été plus vite conclue que la paix hongroise, et elle sera sans doute la plus laborieuse de toutes celles que les puissances alliées et associées auront à discuter ; non pas seulement parce qu'il s'agit d'un vaste secteur du monde, et où plusieurs peuples s'entremêlent et s'entredéchirent, mais aussi et surtout parce que les compétitions sont très vives et que la succession de l'Homme malade, — qui d'ailleurs est bien certain de ne pas mourir encore cette fois, est disputée avec âpreté entre les héritiers présomptifs. Chacun sait que la diplomatie anglo-indienne prétendait s'imposer comme l'exécutrice testamentaire.

Le troisième problème, qui est celui des provinces Baltiques, est formidable, lui aussi. Il se lie à la reconstruction de l'Europe du nord-est, entreprise qui dépasse les forces d'une génération, et qui prépare probablement à nos descendants des soucis singulièrement obsédants. Quels seront dans le futur les rapports de la Russie avec l'Allemagne? Et quel rôle joueront, dans cette partie du continent, les Etats issus du démembrement de l'ancien empire tsarien, et que l'Entente a reconnus de fait, quand elle n'en a pas sanctionné la renaissance ou la formation en droit?

Il m'a suffi d'évoquer ces trois questions, pour qu'on en comprenne sur le champ la portée.

L'affaire de Fiume n'est qu'une partie de l'affaire de l'Adriatique. Il y a là une constatation élémentaire, qui cependant offre son utilité, et sur laquelle j'insiste pour cette raison. — Fiume est un grand port, et dont l'avenir peut être considérable : or ce n'est pas seulement Fiume qui est en cause, c'est toute la côte Dalmate. Le pacte secret de Londres avait donné une large étendue de cette côte à l'Italie, mais la Serbie tient le pacte pour caduc, et même elle nie qu'il ait jamais eu une valeur quelconque à l'encontre de ses propres droits, puisqu'il a été négocié à son insu. Il ne transférait pas Fiume à l'Italie, laissant cette cité à la Croatie qui, depuis

lors, s'est incorporée à l'Etat Serbo-Croato-Slovène, mais le cabinet de Rome a estimé qu'une erreur avait été commise, — et proclamé l'italianité de Fiume. L'aventure de d'Annunzio s'est bornée à envenimer un débat qui était déjà nettement posé. Il est fort heureux que l'aggravant soudain, elle ne l'ait pas transformé en conflit armé, et si le sang n'a pas coulé, nous n'en devons nulle reconnaissance au poète.

Je ne reprends pas la discussion au fond, et d'ailleurs elle a été assez souvent analysée ici en ses détails. Ce que je veux établir, c'est que la question de Fiume, si elle pouvait se liquider isolément, laisserait subsister la question Dalmate, qui la déborde en ampleur, car il y a Zara, Spalato, Sebenico, etc. Et je me demande même si le cas de Fiume peut être tranché à part et sans qu'on envisage du coup le sort de l'ensemble du littoral.

Voici près d'un an en réalité que de part et d'autre, je veux dire du côté serbe, et du côté italien, on multiplie les livres et les brochures, on développe des arguments de diverse catégorie pour justifier les revendications respectives. Une abondante littérature a été créée à ce sujet, qui fait appel à la fois aux considérations ethniques, historiques, économiques, stratégiques et les positions se sont de bien peu modifiées. A plusieurs reprises, Rome et Belgrade ont affirmé leur désir de conciliation, et même engagé des pourparlers directs, mais ces tractations n'ont abouti à aucun résultat tangible. Cependant, il serait temps d'aboutir et les deux pays feraient même sagement d'élaborer un compromis de bonne grâce, car la prolongation de polémiques acerbes, et qui laissent entrevoir, pour l'avenir, les pires éventualités, a influé fâcheusement sur leur condition intérieure. Si le nationalisme de gauche avec Musolini et le nationalisme de droite avec Federzoni l'emportaient aux élections italiennes de novembre, la paix européenne ne tirerait aucun profit de ce résultat d'un grand scrutin. Les difficultés, auxquelles se heurtent le gouvernement serbe, la durée de la crise ministérielle qui s'est ouverte à Belgrade le 1er août, et qui a traîné jusqu'au 18 octobre, pour finir par une combinaison bâtarde et précaire, sont aussi des avertissements. La Conférence n'a plus de semaines à perdre si elle veut libérer notre horizon des menaces qui montent de l'Adriatique, mais il n'est pas superflu de le répéter : quelque mode de règlement que l'on présente pour Fiume, il doit être lié à celui qui prévaudra pour l'ensemble de l'affaire Dalmate.

Le soulèvement de Mustapha Khémal en Anatolie ne s'est pas manifesté d'hier, car dans la réalité, il remonte à plusieurs mois, mais la diplomatie jusqu'au milieu de septembre, ne lui avait attaché qu'une importance limitée, et elle avait eu grand tort de ne pas l'estimer à sa juste valeur. Il convient que l'opinion publique se rende compte de l'ampleur de ce mouvement, qui remet tout en cause dans ce que les Anglais appellent la plus proche Asie, et qui peut exercer à travers tout l'Islam les répercussions les plus inattendues.

Au lendemain de l'armistice, la Turquie était totalement affaissée, et ceux qui avaient conduit ses affaires, durant la phase de la guerre, avaient jugé expédient de prendre la fuite. Ils trouvèrent un refuge dans les montagnes de l'Anatolie, où il était malaisé de les rejoindre. Apparemment les cabinets de l'Entente furent plus ou moins mal avertis des événements qui se préparaient. Un beau jour, l'on apprit que Mustapha Khémal Pacha, dont les relations avec les dirigeants du Comité Union et Progrès étaient connues, avait concentré une armée de 300.000 hommes et qu'il se dressait en adversaire à la fois des puissances alliées et du Sultan. Ses griefs étaient nombreux, si l'effectif de ses troupes avait pu être exagéré. Il reprochait à la Conférence d'avoir voulu rayer l'Etat ottoman de la carte, d'avoir forgé de toutes pièces un empire arabe qui ne reposait sur aucune base sérieuse, de s'être écartée des thèses wilsoniennes, pourtant admises par elle, en se dispensant de consacrer l'existence d'une nationalité turque. Il est certain qu'il exploitait encore les compétitions qui s'étaient produites entre la France et l'Angleterre en Syrie, entre l'Italie et la Grèce sur le littoral d'Asie-Mineure. Toujours est-il que, dans deux congrès convoqués sous son inspiration, à Erzeroum et à Sivas, les nationalistes ou, si l'on préfère, les Pan-Turcs déclarèrent qu'ils défendraient l'intégrité de l'Empire ottoman, qu'ils refuseraient d'abandonner à leurs sorts respectifs même l'Arménie et la Syrie, et qu'ils tenaient le Sultan pour déchu. Mustapha envoya des détachements vers l'Archipel et s'empara de Konich alors que les Italiens se trouvaient à proximité de cette ville, mettant en danger les contingents européens débarqués sur le littoral asiatique de la Turquie.

Le Commandeur des Croyants prit peur, congédia son grand Vizir Damad Ferid, et donna sa succession à Ali Riza qui, par l'intermédiaire du nouveau ministre de la guerre, Djemal, négocia avec Mustapha Khemal. Et c'est ainsi qu'un an après l'armistice, la question turque qu'on n'avait pas encore essayé de régler, surgissait devant l'Entente avec une gravité accrue.

L'affaire Baltique est autrement compliquée encore, car en Orient, seules la Turquie et la Conférence sont aux prises, et le roi du Hedjaz, qui semble jouer un rôle, n'a de consistance qu'autant que

le Royaume Uni veut bien lui en prêter. Ici, l'Allemagne, la Russie, les républiques Baltes et les puissances alliées sont en présence

Von der Goltz et les généraux sous ses ordres ont essayé de faire de la Lettonie, de l'Esthonie, de la Lithuanie, d'abord des domaines de colonisation pour leurs soldats, et ensuite une vaste place d'armes d'où ils pourraient préparer la restauration monarchique à Berlin. Il y a un article 433 du traité de Versailles, article plutôt malencontreux, qui les autorisait à rester dans ces régions, pour y assurer « le rétablissement d'un bon gouvernement », jusqu'au jour où les chancelleries alliées jugeraient leur présence inutile.

Von der Goltz en a profité pour constituer une armée de 100.000 hommes, qui a tyrannisé la Courlande, et qui a cru pouvoir braver l'Entente, car le cabinet de Berlin, invité à la rappeler, a déclaré qu'elle refusait d'obéir.

D'autres éléments sont venus ajouter à cette situation. Les hobereaux prussiens, dont Von der Goltz était le type représentatif, ont lié partie avec l'aristocratie Balte qui a toujours été germanophile, et avec les absolutistes russes qui rêvent d'une alliance entre les Hohenzollern et les Romanov restaurés. Le colonel Bermond, en qui les uns ont vu un prince Ouroussoff, les autres un aventurier georgien du nom d'Avérof, qui en tout cas est un homme de cet absolutisme russe, s'est mis à la solde de l'état-major allemand de Mitau, tandis que deux gouvernements germano-russes se constituaient l'un dans cette ville, l'autre à Berlin. Et Bermond s'est rué à l'assaut de Riga...

Les républiques baltiques (1) se trouvaient dans une condition pénible, car l'Entente hésite à les reconnaître en droit, aussi longtemps que le statut de la Russie n'aura pas été réglé d'accord avec Koltchak : c'est-à-dire que les prétentions du centralisme russe sont encore admises en principe, et l'on sait que le gouvernement d'Omsk repousse, quant à lui, les desiderata des allogènes du Nord et du Caucase. De plus, ces républiques n'entretenaient que d'assez froides relations avec la Pologne. Enfin, comme elles s'étaient abouchées avec les Bolchevistes pour négocier la paix à l'Est, elles avaient reçu de significatifs avertissements. Mais dans tout cet imbroglio, aucun facteur de décision n'apparaît.

Des trois problèmes que j'ai évoqués ici, le problème Baltique est peut-être le plus grave, mais pour en discerner la valeur critique, il faut surtout envisager le rapprochement qui s'est opéré entre les absolutistes russes et les monarchistes prussiens.

PAUL LOUIS.

(1) Elles sont de tendances très démocratiques et en lutte avec la vieille aristocratie Balte, dont l'esprit est demeuré féodal.

SOUVENIRS DE LA VIE LITTÉRAIRE

LES JEUDIS D'ALPHONSE DAUDET

(*Suite*)

Daudet avait une compréhension littéraire directe et sans parti-pris, qui lui faisait immédiatement toucher le fond des idées. Il haïssait l'injustice et la cuistrerie et ne sacrifia jamais à une plaisanterie ce qu'il croyait être le vrai. Il aimait la charge, mais ne mentait jamais. Lecteur intrépide, au courant de tout, il trouvait toujours l'expression pittoresque et jugeait les œuvres avec un sens critique d'une finesse déconcertante. Ce moderne avait lu tous les classiques. On eût écrit de jolis articles rien qu'avec les remarques dont il semait sa conversation. Lui-même eût été heureux que ces copeaux tombés de l'établi eussent servi à quelque chose et donné un peu de lustre à quelqu'un.

Il définissait Georges Ohnet : « Le sujet, le verbe et l'attribut ». Il disait de Mme de Staël : « C'est de la littérature sans sexe ». Flaubert était « au confluent de Chateaubriand et de Balzac ». Il se plaignit un jour de n'avoir plus le même goût à lire : « L'intelligence, disait-il, est comme le corps. Nous changeons physiquement de peau tous les cinq ou six ans. Intellectuellement, c'est la même chose. J'ai adoré Montaigne. A présent, je ne puis plus le lire ». La littérature décadente faisait alors parler d'elle. Il appelait cette prose compliquée : « de la littérature de sourd... du style à l'émeri ». La lecture était pour lui non seulement la satisfaction de l'intelligence, mais une grande ressource morale. Quand je perdis la vieille tante qui m'a élevé, il m'écrivit : « Faites de belles lectures ».

Il disait à propos de Diderot : « L'homme du XVIIIe siècle, ce n'est pas Voltaire, c'est Diderot. Préférer Voltaire à Diderot, cela juge une tournure d'esprit. Diderot a promené partout son flambeau. Il y a de la fumée, du charbon, oui, sans doute, mais quelle illumination, quels éclairs ! ». Montaigne, Pascal et Rousseau furent, nous dit son fils, « les trois admirations forcenées d'Alphonse Daudet. Il était de cette grande famille. Son Montaigne ne le quittait pas, il annotait Pascal, il défendait Rousseau contre les reproches honorables de ceux qui ont honte de la honte, qui se détournent du charnier... De ces trois génies, si mûrs et si vastes, il chérissait la sincérité. Il se les proposait en exemples. A force de converser avec eux, il s'était imprégné de leur substance ».

C'est aux jeudis d'Alphonse Daudet que j'ai connu Maurice Barrès. Ce dilettante, rassasié de littérature, venait de publier sa fameuse *Journée parlementaire*, pamphlet qui devait inaugurer sa prochaine carrière politique. Les premiers livres de Barrès n'ont pas eu et ne pouvaient pas avoir en province le succès qu'ils obtinrent à Paris. L'influence de la vie bourgeoise et familiale empêcha les jeunes gens de province d'accueillir avidement ces manifestations psychologiques d'un dilettantisme dont l'école Goncourt semblait avoir épuisé le côté purement descriptif. Je fus très surpris, quand je fis la connaissance de Barrès, de voir un grand garçon, souriant et ironique, qui semblait choisir ses mots et doser ses paroles. Il avait déjà sa façon un peu impertinente de passer dans la vie en gardant pour lui le secret de ses sentiments et de ses dédains.

Mon opinion s'est modifiée, à mesure que je l'ai mieux connu et que j'ai mieux lu ses livres. *Du Jardin de Bénérice* à ses derniers volumes de guerre, nous avons eu bien des avatars de Barrès. Vouloir expliquer la cause et le lien de cette évolution est un jeu inutile et vain. Il n'y a rien à expliquer. Si exceptionnel qu'il soit, un artiste subit tout comme un autre ses métamorphoses intérieures, ses besoins de renouvellement. Après avoir débuté par l'enseignement esthétique de l'égoïsme, Maurice Barrès, comme Lamartine et Chateaubriand, fut attiré par la politique. Ses complications de sensibilité n'avaient rien d'absolument inconciliable avec le nouveau rôle de propagande patriotique qu'il a si éloquemment rempli depuis la guerre. Barrès n'est ni un politicien ni un philosophe. Il est tout simplement un grand artiste, c'est-à-dire l'égal d'un très grand penseur. Sa gloire aura été de nous avoir donné dans plusieurs de ses livres (*La mort de Venise*, *Du sang et de la volupté*, etc) quelques accents impérissables d'une âme épuisée de satiété et d'infini. C'est pour cela qu'il m'apparaît parfois comme le plus grand écrivain de notre temps. Il me dit un jour en parlant de Chateaubriand : « Ah ! celui-là, il nous a tous créés ». Barrès est notre Chateaubriand en réduction. Avec plus de préciosité, il a le même désabusement, et son style a souvent la même image illuminatrice et hautaine. L'homme est déconcertant. Mélange de familiarité et d'ironie, Barrès a toujours l'air de se prêter, non de se donner. Il condescend, il ne se livre pas. Il est aimable pour ceux qui l'aiment, sans que l'admiration qu'on lui témoigne l'incline à connaître de plus près ses admirateurs. Je n'ai eu avec lui, pour ma part, que des relations agréables. Il m'a même fait un cadeau qui m'a causé le plus grand plaisir. Il m'a offert les placards d'épreuves, avec corrections manuscrites, de son *Voyage de Sparte*. Je me propose de publier quelque jour les curieuses leçons de style que dégagent ces ratures.

Les dîners du jeudi étaient pour les débutants comme nous une véritable fête. Edmond de Goncourt, qui avait chez Daudet la situation privilégiée d'un grand parent vénéré de toute la famille, semblait présider ces dîners avec plus d'autorité que le maître de la maison. Toujours plein d'égards pour lui, Daudet ne disait jamais que : « Mon vieux Goncourt ». Cet ancêtre illustre, ce Chateaubriand du Réalisme, était alors en pleine renommée. On admirait la *Fille Elisa*, *Zemganno* et *Chérie*, et j'ai moi-même subi à ce moment-là, comme tout le monde, le dangereux prestige de cet art d'écrire, dont tous les défauts se retrouvent dans les *Mémoires d'outre-tombe*, le livre de chevet des Goncourt.

Les témoignages de déférence, qu'on lui prodiguait, ne désarmaient pas l'attitude importante qu'Edmond de Goncourt semblait avoir adoptée pour parler exclusivement de lui-même et de ses propres ouvrages. Une telle vanité est toujours choquante chez un esprit supérieur. L'homme célèbre a le devoir de se montrer accueillant, s'il veut que l'on respecte sa gloire, de même que l'homme riche doit être modeste, s'il veut se faire pardonner sa richesse. Alphonse Daudet admirait sincèrement Goncourt et avait pour ses faiblesses des trésors d'indulgence. « Avec Goncourt, qui en dépit de son savoir-vivre impeccable semblait poser pour le grand homme, il lui fallait dépenser des trésors de diplomatie, afin de ne pas laisser voir les réserves que lui suggérait son esprit fin et pénétrant, chaque fois que son noble ami répétait le *Nous*, qui à ses yeux représentait le summum du talent littéraire (1). »

Edmond de Goncourt était, d'ailleurs, le type du parfait gentilhomme, aimable par éducation plus que par nature et sachant très bien concilier le sourire et la politesse avec son air de supériorité protectrice, cet air Commodore qu'il gardait même à table et qu'a popularisé une eau-forte très ressemblante. Après sa mort, ses admirateurs se sont faits plus rares, et on peut dire que la jeunesse d'aujourd'hui tourne complètement le dos à son idéal littéraire.

Alphonse Daudet eut, lui aussi, ses moments de fièvre descriptive, sa passion pour la phrase arborescente ; mais cette faiblesse fut passagère et je ne serais pas étonné que les excès de l'école Goncourt eussent contribué à lui donner, après *Les Rois en exil*, ce besoin de condensation et de raccourci qui abou-

(1) Maurice Dreyfous. *Ce qu'il me reste à dire*, II, p. 278.

tit à l'*Evangéliste* et à l'incomparable *Sapho*. « Goncourt, nous dit-il, se plaint des excès de l'école décadente. Il ne voit pas que c'est lui qui a engendré ces bistourneurs de phrases, ces paradeurs de foire, ces avaleurs d'étoupe enflammée ». Cela n'empêchait pas l'auteur du *Nabab* de rendre justice au talent de son vieux Goncourt. J'entends encore de quel ton grave il me dit à propos d'*Idées et sensations* : « *Quel beau livre !* »

A table, on écoutait avec attention les mots prophétiques que laissait tomber la voix négligente d'Edmond de Goncourt. Il avait une conversation curieuse et, en art et en peinture, pleine de fines remarques. Sa façon de ramener toute la littérature au réalisme finissait par être amusante. C'est au nom de ces principes qu'il déclarait ne pas aimer Puvis de Chavannes : « On ne fait pas exprès de la peinture primitive, disait-il. Les peintres primitifs n'avaient rien d'archaïque. C'étaient des modernes, des gens de leur temps, des réalistes. Ils n'ont pas voulu faire de la naïveté. Il est ridicule de vouloir imiter leurs fresques naïves ».

C'était le moment où débutait avec éclat le caricaturiste Forain. « Forain, disait Goncourt, est une homme de lettres. Ses légendes sont d'un moraliste. Tout son talent est dans la légende ». Daudet ajoutait avec son sourire en continuel aparté : « Forain a du génie : il a créé un dos ». Et il montrait, en quelques mots pittoresques, l'éloquence du dos chez les vieux messieurs à cour d'assises des caricatures de Forain. L'importance de cette partie de la personne humaine frappait Alphonse Daudet. Il a peint lui-même le Nabab aux prises avec ses emprunteurs et la mimique énergique de son large dos. « Ce dos à lui seul était d'une éloquence ! ». Et plus loin : « C'est pour le coup qu'il y eut des colloques dans les salons écartés et que le dos du Nabab accentua sa mimique ». A cette époque, les vieux messieurs de Forain n'étaient pas encore devenus des Juifs. Après l'affaire Dreyfus, où Forain prit parti on sait avec quelle verve, ces dos de simples bourgeois se transformèrent en dos Israëlites, et depuis lors, juifs ou non, bons ou mauvais patriotes, tous ces personnages ont gardé le même dos. Forain, en faisant de la politique, n'a modifié ni ses types, ni son dessin, parce qu'au fond le dessin n'est évidemment chez lui que le prétexte. Il sabre le sourire, il sabre le visage, il sabre le nez, il sabre tout. Goncourt avait raison. Ce qui compte chez Forain, ce sont les légendes. « Pourvu qu'ils tiennent... » eût pu être illustré par n'importe qui...

Après tant d'années écoulées, il me serait difficile de bien définir le genre d'impression que m'a faite Edmond de Goncourt. J'avais beau admirer des œuvres comme *Mme Gervaisais* ou *Renée Mauperin*, je ne pouvais m'empêcher de blâmer dans divers articles de la *Nouvelle Revue* les tics et les procédés de cette singulière prose. Je confiai un jour à Daudet l'embarras où me mettait ce remords. « Rassurez-vous, me dit-il, en souriant. Il n'a pas lu ». Il était naturel qu'un homme comme Goncourt ignorât mes critiques ; mais il eût été bien extraordinaire que l'*Argus* ne le tînt pas au courant de tout ce qu'on écrivait sur son compte. Je n'étais pas le seul à éprouver à son égard ce mélange de respect et de méfiance. On ne pouvait pas dire qu'il fût antipathique, et cependant on n'était pas attiré vers lui. On ne songeait pas à mettre en doute la parole de ceux qui vantaient la fidélité de ses affections et la sûreté de son caractère. On sentait bien qu'il méritait la confiance, mais c'est seulement par raison qu'on la lui accordait, et non par sympathie. On regrettait surtout qu'il ne fît jamais rien pour diminuer la distance qu'il semblait avoir établie en principe entre lui et le reste du genre humain. La fondation de son Académie réaliste, qu'il prétendait opposer à la bourgeoise Académie française, fut une sorte de mainmise sur la postérité. En dotant d'une rente les partisans de sa littérature, il instituait une ligue pour la défense de son nom et la protection de son œuvre. Sa fierté de gentilhomme ne lui fit jamais perdre de vue le soin de la publicité et de la réclame. Quand parut *La Faustin*, j'ai vu, de mes yeux, boulevard des Italiens, tendue d'un arbre à l'autre, à la hauteur d'un deuxième étage, une énorme banderolle portant l'inscription : *Vient de paraître. Edmond de Goncourt : La Faustin.*

Après avoir déclaré que son Journal ne paraîtrait qu'après sa mort, Edmond de Goncourt ne put résister à la tentation de le publier de son vivant, ce qui déchaîna bien des froissements d'amour-propre. Alphonse Daudet lui-même eut à souffrir de ces indiscrétions. Je le vois encore, tenant à la main un numéro de *l'Echo de Paris*, qui donnait je ne sais plus quel passage de ces Mémoires, où l'on dépeignait Daudet content de porter un pantalon gris, et autres enfantillages de ce genre. Je me rappelle l'air découragé de Daudet disant d'un ton sans rancune : « Que voulez-vous ! C'est ma faute... Je n'ai pas songé à lui déconseiller la publication de ce journal. Il y tenait tant !.. Si j'avais su qu'il y mettrait de pareilles choses, je lui aurais dit : « Goncourt, au nom du ciel... »

Ce fameux Journal contient beaucoup de renseignements et d'anecdotes ; mais, je ne sais comment cela se fait, à force de lire tous ces riens, on a la sensation de n'avoir rien lu. Cette immense mine d'informations, où l'on a dit que « tout doit être

vérifie », est un chaos de rabâchages et de bibelotères, accumulées avec une importance comique et, à la longue, agaçante.

Il y avait aux dîners d'Alphonse Daudet des luttes d'esprit, des conversations pittoresques, quelquefois même des discussions orageuses ; le plus souvent la causerie était générale, agréable et de bon ton. On parlait un soir de Stanley et de ses voyages. C'était l'époque où l'impitoyable explorateur arrachait de force le sédentaire Emin Pacha aux délices de Khartoum. Un des convives, M. Hanotaux, qui devait bientôt comme ministre envoyer le commandant Marchand dans des régions où l'Angleterre guerroyante nous avait précédés, se mit à évoquer les grandes découvertes d'Afrique. Daudet, les narines frémissantes, l'imagination grisée de souvenirs, rappelait les magiques lectures d'autrefois, les traversées du continent noir, Caillé, Speke, Nachtigal, Schweinfurth, Livingstone, Stanley ! « Quelle ivresse ! disait-il. Il n'y a pas d'histoires de Sindbab le marin qui vaille de pareils récits. On découvrait d'immenses pays chaque fois qu'on tournait la page. L'Afrique était une carte toujours blanche. A présent, c'est fini... L'Afrique n'a plus de mystère. Tout est découvert. L'agence Cook organise des croisières au Tanganika, et il y a des hôtels là où les indigènes dévoraient des hommes tout crus ».

Ce fut pour tous les amis d'Alphonse Daudet une surprise poignante de constater les premiers symptômes de la maladie qui devait l'emporter après un si long martyre. Les progrès du mal, de jour en jour plus visibles, pétrirent son beau visage de marbre et lui donnèrent cette expression de résignation radieuse, qui a si douloureusement ému ceux qu'il continuait à recevoir avec le même souriant accueil, jusqu'au moment où défaillirent ses forces physiques. Son âme de bonté grandit encore dans le sacrifice qu'il fit de sa vie, à la première atteinte d'un des plus terribles maux que la science humaine ait renoncé à guérir. Jamais son intelligence ne fut plus subtile, ni la douceur de sa nature plus touchante que dans cette lutte de tous les instants contre une torture que rien ne pouvait adoucir ni épuiser. Les crises de souffrances ne parvenaient pas à diminuer l'attention qu'il donnait aux autres. Il déplorait l'immobilité qui le clouait dans son fauteuil et l'empêchait de s'employer pour ceux qu'il aimait. « Hélas ! disait-il, je n'ai plus nulle part de présence réelle ». Quand on lui demandait des nouvelles de sa santé, il répondait avec son sourire désabusé : « Toujours la même chose... Je suis las de moi... Parlons de vous ». Et il s'informait de votre vie, vous donnait des conseils, vous faisait raconter vos occupations. On était humilié de lui parler de soi. Quelquefois, cependant, on entrevoyait les dures étapes de sa lassitude. « Mes jours sont comptés, disait-il. J'en ai pour deux ans, pour un an, six mois, on ne sait pas... J'ai vu tous les médicastres. Ils ne savent rien et ne peuvent rien. Qu'importe ! La vie est si bête ».

Souvent, en pleine réception du jeudi, assis dans son fauteuil, le front mouillé de sueur, il se levait sans rien dire, prenait sa canne et, tâtonnant, se tenant aux meubles, il sortait pour revenir un instant après, subitement calmé par la hâtive et bienfaisante piqûre. On avait pris l'habitude de voir ainsi vivre et parler un Alphonse Daudet tragique, marqué pour la mort, mais toujours debout, toujours vivant et résistant par toutes les puissances de l'âme que le mal n'arrivait pas à atteindre.

Alphonse Daudet garda jusqu'à la fin l'émouvante séduction que la lithographie du peintre Carrière a rendue inoubliable, et Maurice Guillemot a raison de dire que, même à cette époque, l'auteur du *Nabab* ressemblait encore au portrait qu'a donné Théodore de Banville dans ses Camées Parisiens : « Une tête merveilleusement charmante, la peau d'une pâleur chaude et couleur d'ambre, les sourcils droits et soyeux. L'œil enflammé, noyé, à la fois humide et brûlant, perdu dans la rêverie, n'y voit pas, mais est délicieux à voir. La bouche voluptueuse, songeuse, empourprée de sang, la barbe douce, l'abondante chevelure brune, l'oreille petite et délicate concourent à un ensemble fièrement viril, malgré la grâce féminine ».

On le retrouvait ainsi tous les jours, infatigable, sa courte pipe entre ses doigts grelottants, frôlant de ses yeux myopes le papier et les livres. C'est dans cette attitude d'abandon résigné, de « délicement suprême », si bien rendue par la statue des Champs-Elysées, que les amis d'Alphonse Daudet reverront éternellement le cher grand écrivain, assis devant ce bureau de travail qu'il n'abandonna jamais. Terrassé, mais non vaincu, reprenant la plume au moindre répit, il avait quitté la rue Bellechasse et venait à peine de s'installer rue de l'Université, quand un soir, pendant le repas, il eut un râle, sa tête retomba : il était mort. (17 décembre 1897).

Cette mort fut un grand deuil pour les Lettres françaises. Personne n'a remplacé un tel homme et ne fera oublier son œuvre. Aucun écrivain ne fut plus sincèrement admiré ni plus fidèlement aimé. Ce sera l'honneur de ma vie d'avoir pu l'approcher, d'avoir entendu le son de sa voix et de son âme, et d'avoir essayé de faire revivre ici, pour quelques instants, cette splendide figure.

ANTOINE ALBALAT.

UN TROGLODYTE

Au creux de roches surplombantes, les deux vieux avaient tapi leur gîte. A grand renfort de pierrailles, de fascines, de torchis, ils étaient parvenus à aveugler les fissures entre les blocs en ne ménageant que trois ouvertures : l'une pour la cheminée, la seconde en lucarne, la dernière comme huis. Un vieux châssis, récolté parmi des décombres, montrait, en œil tourné vers la mer, sa vitre unique encrassée de poussière et que lavaient seuls les pluies du ciel et les embruns du large. La porte, mal équarrie, s'empièçait d'épaves recueillies sur la grève et ajustées tant bien que mal par des clous de toutes provenances. Enfin un tuyau de poêle, en tôle rongée de rouille, pointait entre deux roches et se couronnait, à l'heure du repas, de la fumée bleutée des ajoncs et plus souvent de celle rousse du goëmon séché, combustible des riverains pauvres.

D'autres anfractuosités voisines formaient les communs de cette bauge de troglodytes et servaient d'étables à deux chèvres nourricières du ménage et à un grand bouc mal odorant, objet de toutes les complaisances des vieux, car il était réputé dans le pays et de bon rapport. A force de vivre en sa compagnie l'homme avait pris de sa ressemblance, tant par la touffe de poils grise et pointue qui se recourbait sous son menton que par son front têtu de breton, dégarni au sommet, mais encadré sur les tempes de deux mèches ébouriffées qui se tordaient comme des cornes. Seuls, les yeux, d'un bleu pâle et nostalgique, décélaient au fond de cet être une humanité ensevelie, par leur limpidité de ciel qu'a lavé l'orage, par leur expression résignée, de cette résignation inhérente à la mystique âme bretonne.

Il vivait, dans la solitude farouche de cette lande de Ploumanac'h qui précipite vers la mer son avalanche de blocs monstrueux, avec sa compagne, aveugle, qui, le bâton en avant, guidait sa marche tâtonnante à travers le sol inégal dont chaque aspérité lui était connue. Elle passait ses journées, assise à l'abri du vent, silencieuse, les lèvres ramassées sur sa bouche édentée, telle une bourse aux cordons serrés, mais qui frémissaient pourtant des indistincts *Ave* d'un chapelet sans cesse égrené entre ses doigts noués de goutte.

A l'intérieur du gîte, vaguement éclairé par la lucarne, se découpait le lit, paillasse de varech isolée du sol par des planches mal d'aplomb sur des ais vermoulus : il s'enfonçait sous la voûte inclinée du roc si surbaissée qu'il fallait se courber pour gagner le grabat. Des billots de bois servaient de sièges, la table boîteuse, dont un des pieds était suppléé par un fragment de roche, supportait les ustensiles du ménage : assiettes de fer battu, pots égueulés, vieux boujarons de matelots veufs de leurs anses. Une marmite velue de suie s'accrochait à une ancienne crémaillère au-dessus de la pierre de l'âtre, et à des chevilles enfoncées dans les fissures de la paroi pendaient les quelques hardes du ménage dont la garde-robe se résumait presque aux loques qui le vêtaient. Une odeur sûre d'humidité, de moisissure, de misère, suffoquait le curieux qui se risquait dans ce taudis et l'obligeait aussitôt à battre en retraite. Une compassion à l'égard des êtres réduits à vivre dans pareille bauge l'induisait généralement à tirer de sa poche une aumône que la vieille agrippait sans interrompre d'un remerciement son perpétuel marmottement d'oraisons. Le visiteur parti, elle nouait les sous dans un coin de son tablier, la bouche soudainement élargie par avance à la goutte d'eau-de-vie, les narines dilatées aux prises de tabac que lui promettait l'aubaine et dont son égoïsme sénile ne songeait guère à faire part à son vieux.

Et pourtant, si elle fût remontée aux souvenirs de la vingtième année, elle se serait rappelé qu'il avait été son grand amour !

Hélas! le temps s'était écoulé, emportant la jeunesse consolatrice des peines journalières dans la douceur des caresses ; l'âge avait refroidi les cœurs, pesait sur les corps sensibles maintenant à la seule misère ! Les deux époux achevaient l'existence côte à côte, unis par l'habitude au même joug, tels deux bœufs harassés à peiner accouplés dans le même sillon et qui, dételés, ne s'occupent qu'à prendre au râtelier la meilleure part de la provende. Telle du moins était Fante, la pauvre aveugle condamnée à végéter dans une nuit qu'aucun rayon ne traversait non seulement de sa lumière mais même de sa réconfortante chaleur. En elle il faisait sombre, il faisait froid et la prise de tabac réveillait son cerveau de l'engourdissement, la goutte d'eau de vie coulait un peu de soleil dans ses veines. Quant à Lomic, son beau, son cher Lomic d'antan, en cessant d'être le dispensateur des caresses, il n'était resté que le compagnon de chaîne...

Pauvre Lomic !... Fante du moins pouvait, dans son passé évoquer des joies, lui n'avait connu que le malheur !...

Fréquemment, mes promenades me menaient sur la côte, parmi les monstres de granit qui la bossuent de leurs formidables verrues et la rencontre des chèvres et du grand bouc cornu m'induisait en de pitoyables réflexions sur le sort des pauvres troglodytes. A la longue, je m'étais gagné les sympathies du taciturne Lomic grâce à l'offre coutumière, non d'une aumône d'argent qu'il eut rebutée fièrement d'un sec hochement de tête, mais par celle de ma blague ouverte dans laquelle il bourrait sa petite pipe de terre,

au noir culot, au tuyau si court qu'il disparaissait sous la moustache. Ceci était une politesse qui ne se refuse pas plus que la prise offerte à sa voisine par toute Bretonne courtoise qui ouvre sa tabatière. Toutefois, le remerciement du vieux se bornait à un clignement d'œil et au geste dont sa main levée au front esquissait le salut militaire. Ancien matelot, il me rendait l'hommage dû à un chef, bien que celui-ci n'eut servi que dans l'armée de terre. Puis, la bouffarde allumée, il tournait les talons et s'éloignait, toujours silencieux.

Un matin, la rumeur publique m'apporta l'annonce de la mort de la vieille Fante. L'aveugle, pour laquelle un passant s'était montré funestement généreux, avait oublié, au retour du cabaret, le peu de de hauteur de la voûte au-dessus de son grabat et, déséquilibrée sur ses jambes peu solides, par le heurt de son front contre le roc, avait chu sur le sol de granit dont une aspérité lui fendit le crâne.

Je me rendis aux obsèques de l'infortunée.

Oh ! cet enterrement dans la lande !... Sous le surplomb d'un rocher, la bière de sapin attendait la venue du prêtre et Lomic, assis sur un bloc, se tenait rigide, la face impénétrable, les traits durcis et gris comme le granit des roches ammoncelées à l'entour ; les deux chèvres paissaient les mousses entre les touffes de bruyère, et le grand bouc, campé face à son maître, semblait en faction près de la morte.

J'allais à Lomic, la main tendue. Il la serra d'une étreinte reconnaissante. Quelques vieilles Bretonnes débouchèrent par le sentier qui vient de Ploumanac'h, se signèrent et s'agenouillèrent autour du cercueil.

Le recteur parut, escorté du sacristain qui portait la croix et de l'enfant de chœur, le nez en l'air, et dont le bras balançait le vase d'eau bénite. Le cortège se mit en route à travers des chemins de goënnoniers coupés d'ornières, hérissées de bosses rocheuses. A défaut de porteurs, un voisin avait prêté sa charrette que conduisait un petit gars assis sur l'extrémité de la bière. Celle-ci brimballait aux cahots de la route et Fante s'en allait ainsi, ballotée comme elle l'avait été dans la vie, vers l'asile suprême où elle trouverait enfin le repos. Derrière, j'étais le seul homme avec le veuf.

Il avait plu durant la nuit : de larges flaques, au passage des roues, éclaboussaient le drap mortuaire et nous constellaient de gouttelettes boueuses. La cloche de N.-D. de la Clarté tintait un glas lointain. Mais le soleil riait par les déchirures des nuées, un soleil d'octobre déjà pâli ; des lapins sautaient, dérangés de leurs abris de bruyère, et de temps à autre une femme s'arrêtait pour chasser à coups de pierre le bouc obstiné à suivre son maître comme lorsqu'il le menait pâturer dans la lande.

J'avais pris le bras de Lomic qui se laissait conduire, passif et les yeux vagues ; mais pour qui le caractère breton est familier, cette apparente indifférence signifiait résignation et fatalisme.

Le veuf conserva cette même attitude rigide et absente pendant toute la durée de la cérémonie funèbre, aussi bien le long de la route qu'à l'église et que devant la fosse qui allait se fermer sur la compagne de sa vie.

Après l'absoute, il se retira d'un pas mesuré et grave. Je le suivis pour m'enquérir de ses projets ; allait-il s'obstiner à vivre solitaire dans la lande ? J'étais à même de lui obtenir refuge dans une maison de retraite qui lui assurerait une vieillesse paisible et une fin moins désolée.

Lorsque nous fûmes seuls dans la sente de douaniers qui se tord aux caprices de la côte, je m'approchai pour lui exposer mon offre :

— Lomic, commençai-je...

Il m'interrompit brusquement :

— Assez de mensonge !... Voici trente-cinq ans que Lomic dort au fond de la mer d'Islande... La mort de Fante m'affranchit de mon vœu de silence ; je reprends mon nom ; je suis Hervé !

Je le dévisageai, abasourdi.

— Ah ! vous ne savez pas, vous ne pouvez comprendre, commandant. C'est une si vieille histoire ! Lomic Kervoan était mon frère. Depuis trop longtemps j'étouffe sous son nom volé... Vous me fûtes toujours bon ; écoutez moi ; j'aurai le cœur moins lourd quand je vous aurai livré son secret.

Nous nous abritâmes dans un creux désert et mon compagnon me confessa la longue et tragique aventure de sa vie, loin des oreilles indiscrètes, face à la mer dont la rumeur semblait accompagner son récit d'une mélopée dolente.

— A me rappeler le pays d'il y a quarante ans, monsieur, et à voir celui d'aujourd'hui, je crois en avoir changé. Alors pas un étranger n'avait eu l'idée de s'établir sur notre côte ; pas une maison sur la plage de Trestraou, Ploumanac'h était un hameau de pêcheurs, dont seuls les gars qui avaient servi dans la flotte connaissaient quelques mots de français, qu'ils se hâtaient d'ailleurs d'oublier pour ne plus parler que notre vieux breton. Tout le pays n'était qu'une vaste lande que dominait la chapelle de N.-D. de la Clarté, visible du pied de ses murs au coq de son clocher de tous les lieux d'alentour. La vie était rude et pauvre, mais contentait nos cœurs. Une femme dont le cœur franc battait près du votre dans le lit-clos des aïeux, des gars solides pour égayer la maison, un bout de lande défrichée qui fournit les patates pour la soupe, suffisaient à nous faire joyeux le retour au logis après la pêche qui était notre gagne-pain. Jeunes, nous soulagions la maison en nous

embarquant pour Terre-Neuve ou l'Islande, et plus tard, une fois libérés du service de l'Etat, nous prenions femme, fondions une famille à notre tour dès que nous avions une chaumière, une barque et des filets. C'était, le plus souvent, ceux du père vieilli que nous remplacions à la tâche et qui vivait ses derniers jours honoré au foyer rajeuni. Les noces célébrées, notre existence s'usait, partie sur la mer à la besogne, partie au logis près des nôtres, et pourvu que le poisson donnât, que chacun fut en santé, on s'estimait heureux.

Le dimanche, on vêtait ses habits propres, puis on s'acheminait vers le bourg pour la messe que pas un alors n'eut songé à manquer. Alors, si la semaine avait été bonne, tandis que les femmes s'occupaient à leurs provisions, on s'attardait un peu au cabaret, autour des chopines de cidre, en faisant la partie de boules. A l'aller et au retour, durant la longue lieue de chemin qui sépare Plounanac'h de l'église paroissiale de Perros, les jeunesses prenaient les devants, les groupes se formaient au gré des attirances, et l'on devisait joyeusement, gars et filles, sans que l'honnêteté y put trouver à redire. Chez nous l'honneur était haut et seule l'idée du mariage nous rapprochait de celle qui nous tenait au cœur.

Mais nos vraies fêtes étaient, avec les grands Pardons, ces veillées où les feux s'allument au carrefour des chemins, devant les Calvaires, aux vigiles des fêtes chères à nos cœurs bretons : la Saint-Jean d'été, Notre-Dame de Bonsecours, la Sainte Anne, le 14 août au soir duquel commence le pardon de notre patronne : la Vierge de la Clarté. Autour d'un bûcher formé par le fagot d'ajones qu'apporte chaque assistant et que surmonte une croix fleurie, on se rencontrait, on s'assemblait, heureux de se serrer dans l'ombre qui semblait nous faire plus proches l'un de l'autre... Des cris de joie saluaient l'embrasement du *tantal*, puis devant les braises, la plus âgée des anciennes récitait la prière que terminait le *De profundis*, car la pensée de nos morts nous est toujours présente même dans nos heures de plaisir. Alors, après avoir ramassé le bout de tison éteint qui, conservé, doit préserver la maison de l'incendie, on revenait par les chemins obscurs, entre les haies d'ajones fleuris, et là s'échangeaient les aveux des cœurs.

Lomic et moi étions jumeaux et si semblables que si ce n'est notre mère, car les yeux d'une mère ne se trompent pas, même les nôtres nous prenaient l'un pour l'autre : même visage, même taille, même voix, si bien qu'au service, que nous avons fait sur le même bateau, nous pouvions à l'occasion nous remplacer, l'un répondant à l'appel du nom de l'autre.

Jointive à notre demeure était celle de la veuve Le Goff. La Mariannic, dont l'homme était péri en mer, vivait là avec ses deux filles Aimée et Fante, deux jeunesses qui semblaient, sous les ailes de leurs coiffes, ces anges qui volent dans les tableaux d'église. L'une, brunette, que vous n'auriez pas reconnue sous les cheveux gris de celle que nous venons d'enterrer, avait pris le cœur de mon frère ; l'autre, d'un or foncé comme une chataigne quand s'entr'ouvre sa coque, Aimée, dont le nom seul me fait encore trembler la voix.

Ce fut au retour du feu de la Clarté que s'échangèrent nos aveux et nos promesses. Le lendemain, dès l'aube, nous les renouvelions devant l'oratoire de Saint-Guirec, le patron des fiancés. Fante et Lomic s'étaient joints à nous. La mer montante entoura le rocher qui porte l'image du Saint, tandis que nous lui demandions sa bénédiction sur nos amours. Déjà habillées pour la fête du jour, nos compagnes s'effarèrent à l'idée de mouiller leurs souliers fins et leurs jupes de cérémonie. Alors nous les prîmes à notre cou pour les porter à la grève... Qu'ils furent courts les quelques pas durant lesquels je sentis, contre ma joue, battre le cœur de ma fiancée... Hélas ! c'était pour la première et pour la dernière fois !... Je n'ai pas eu d'elle d'autre étreinte !...

La mère Le Goff, notre père, car notre mère à nous dormait déjà au cimetière, bénirent nos fiançailles. Si pauvres fussent-elles Fante et Aimée étaient des filles de bien et de famille sans tache. Cela suffisait pour que notre choix fut consacré. Les vieux décidèrent que les noces seraient pour l'année suivante, au retour de la campagne que nous ferions en Islande pour avoir de quoi entrer en ménage. Avec Aimée, j'habiterais chez la veuve, Lomic amènerait chez nous Fante remplacer la mère défunte. Le père nous prendrait tous deux comme matelots dans sa barque de pêche jusqu'au jour où, trop vieux, il nous la laisserait à charge de le nourrir de notre travail, comme il est juste. A qui nous a élevés, nous a fait hommes, ne devons-nous pas la paix de la vieillesse ?... L'argent de notre campagne paierait les frais de noce et la remise en état de la barque déjà vieille et de ses agrès.

Un an d'attente, c'était bien long ! Mais les parents avaient parlé ; tout était dit.

De ce jour, à nos heures de liberté, nous allions quérir nos accordées et les menions, selon l'usage du pays, promener dans la lande et sur les grèves. Nous nous fréquentions, comme on dit chez nous, et dans ces temps-là il n'est pas d'exemple qu'un gars ait manqué de respect à celle choisie pour être la compagne de sa vie et la mère de ses enfants. Au bonjour comme à l'adieu, nous nous embrassions devant la mère, honnêtement, sur les deux joues, en francs promis. C'était déjà si bon d'être ensemble, d'aller en confiance dans les sentiers étroits, de sentir s'ap-

puyer l'aimée sur le bras passé autour de sa taille, de parler d'espoir et d'amour. Nous nous sentions déjà liés pour la vie, nous nous aimions davantage à nous estimer mieux et à nous mieux connaître et ça nous suffisait pour être heureux !...

(*A suivre.*) GEORGES DE LYS.

LA FLAMME IMMORTELLE

Encore un livre, encore un acte de foi (1). L'infatigable écrivain qu'est M. Wells subit sans partage l'obsession des ultimes problèmes. Bien plutôt que le satirique ou le sociologue, c'est ici le prophète qui parle. Une œuvre étrange, malgré tout prenante et suggestive, nous apporte, sous le prétexte d'un roman à peine esquissé, deux cents pages de dialogue philosophique, précédées, suivies, d'évocations symboliques, dont le sérieux profond échauffe l'ironie superficielle.

Mieux que le décor et les allusions contemporaines, l'atmosphère, un je ne sais quoi où perce le goût, le sens des discussions morales, la couleur biblique du style et l'accent passionné de la pensée situent le récit dans le temps et l'espace. Nous sommes bien chez un peuple puritain, sur le sol anglais, au tournant décisif de la grande guerre. Après un noir printemps, voici les mois ardents où mûrit la victoire ; l'espérance d'un nouveau monde tressaille dans les cœurs, et l'esprit délivré de l'incessante angoisse embrasse largement le champ ouvert aux destins de l'homme. Mais si l'action se place en l'inoubliable été de 1918, le sujet intérieur est de tous les pays et de tous les siècles. Il nous fait entendre une fois de plus, dans la sérénité abstraite d'un cadre purement spirituel, les voix alternées qui débattent, depuis Platon, les grandes solutions de l'énigme humaine.

Rien de plus britannique que l'occasion. M. John Huss, directeur d'une école secondaire florissante, apôtre d'une pédagogie hardiment moderne, s'est vu frapper soudain par une de ces séries d'infortunes où les anciens reconnaissaient la volonté divine. Deux de ses élèves meurent victimes d'une épidémie ; deux autres périssent au cours d'un incendie qui détruit le plus beau bâtiment de son école ; une explosion de laboratoire tue l'un de ses aides ; lui-même est ruiné par le suicide d'un avoué. Accablé, il se retire sur une plage banale, et dans la torpeur de l'été hostile, cherche à se ressaisir. Il apprend la mort de son fils unique, aviateur au front ; et sous ce nouveau coup, la raison de sa femme chancelle. Réunis à Londres, cependant, les patrons de l'école, riches brasseurs d'affaires, décident de ne point tenter un sauvetage aussi difficile. L'homme malheureux sera remercié ; l'école qu'il a fondée, animée de son esprit, de son enthousiasme, sera donnée à un autre, moins idéaliste, moins persécuté du sort. Ils vont eux-mêmes, par déférence, annoncer à la victime leur arrêt. Ils trouvent M. Huss dans l'attente d'une opération qui peut lui coûter la vie : tant de douleurs morales ont précipité l'évolution d'un cancer. Et le petit salon de la triste pension meublée vont s'engager, le matin du jour suprême, cette conversation paradoxale, incroyable, où l'homme que la mort effleure, exalté, fiévreux, lucide pourtant : ses trois visiteurs, froids, réalistes, raisonnables, peu à peu gagnés par la contagion anglaise de la controverse religieuse ; et un jeune médecin attendant l'arrivée du spécialiste, échangent gravement, simplement, éloquemment, l'aveu de leurs croyances les plus intimes... Tel Socrate devisant avec ses disciples, tandis que l'on broie la ciguë.

M. Wells ne semble pas craindre de réveiller chez nous ces classiques mémoires. Sa belle audace de moderne par système accepte toutes les comparaisons, même les plus redoutables. C'est sur un « Prologue dans le Ciel » que s'ouvre le livre. Un siècle a passé depuis « Faust » ; et alors que l'imagination de Gœthe contenait en elle la science de son temps, sans la mêler à ses fantaisies divinement allégoriques, celle de M. Wells étale son commerce assidu avec l'effort récent des cosmiques hypothèses. L'univers qu'il dessine est vaguement conforme aux dernières théories sur la constitution de la matière ; un peintre futuriste, aidé d'un physicien, à brossé le décor humoristique où deux Figures immenses et obscures devisent en propos sibyllins. Là-bas, sur ce point perdu de l'énorme espace, sur la terre, une flamme mystérieuse est allumée : elle brûle dans la conscience de l'homme. Le Démon — car il faut bien l'appeler par son nom — la regarde avec une ironie malveillance. Il est l'esprit de la négation et du doute, comme dans les vieilles théologies ; mais il s'est fait plus subtil, plus universel, avec le raffinement scientifique des idées. Il est le caprice partout présent des choses, qui détruit l'ordre, la règle, l'unité du réel ; l'accident, l'illogisme, qui compliquent sans cesse la belle simplicité des lois ; il est cet à-peu-près, cette inconnue infime qui bouleverse toujours l'équation triomphale du rationaliste. Il est donc le Mal, mais un mal métaphysique. Quelle est sa relation avec le Dieu voilé, son interlocuteur patient, doucement inébranlable? Le Bien, et son contraire, sont-ils égaux et coéternels? Ou le Malin serait-il la créature et l'instrument des providences lointaines ? Nulle réponse précise ne nous est ici don-

(1) The Undying Fire, par H. G. Wells.

née. Seule se dégage l'attitude d'une pensée qui s'est ailleurs exprimée plus clairement.

M. Wells est optimiste : il croit au succès final du Bien. Mais nulle preuve tangible ne lui en est fournie par un redoutable et cruel univers. L'affirmer, c'est y contribuer ; rien ne remplace la libre décision de chaque volonté, la sublime aventure de l'humanité qui se voue à la victoire incertaine de l'idéal. Dans le présent, le monde est un champ de bataille ; deux ondes d'influences secrètes s'y heurtent en remous infinis. Si forte est l'autorité du Mal, si large son empire, que notre cœur ne peut croire au règne dès aujourd'hui réalisé du Bien. Seule une âme barbare retrouvera dans l'abîme des souffrances l'intention explicite d'un Seigneur infini. Dire que le bien et le mal sont tout relatifs à l'homme, que les choses poursuivent dans leur innocente indifférence un cours inévitable, c'est négliger l'intuition la plus irrésistible de notre cœur, qui nous ordonne d'agir, et de nous révolter contre les choses. Tout se passe comme si le Manichéisme était le vrai ; comme si un Dieu limité, personnel, luttait en nous, par nous, pour l'ultime apothéose d'une création purifiée.

Et la vieille Bible, toujours actuelle et vivante, nourrit l'apologue de ses images sacrées. Ce n'est point par hasard que M. Huss porte le prénom de Job. Jadis, dans un coin de l'Asie, un homme de ce nom, éprouvé par Jéhovah, garda sa foi en la justice, et déçut l'espérance du Malin. Cet homme, aujourd'hui, c'est l'humanité entière. Le héros de M. Wells résume en sa personne les aspirations de la conscience, qu'illumine un foyer mystique. Les maux qui l'écrasent, tout mêlés à la plus grande tragédie des siècles, figurent la passion où saigne notre race. Son humble destin a pour spectateurs les puissances suprêmes ; le Démon en l'accablant essaie une fois encore d'éteindre au cœur humain la flamme peut-être mortelle ; des espaces stellaires, un regard divin est fixé sur lui. En lui se joue symboliquement le sort de l'homme. Et la pensée de M. Wells mêle étrangement l'interprétation morale à la sensation concrète et en quelque sorte matérielle du drame. Croit-il aux interventions directes de l'Esprit du Mal dans notre vie? On le jurerait parfois. Les catastrophes frappent le Job moderne avec un ensemble où éclate une volonté démoniaque. Dans l'insomnie angoissée où se débat la victime, une voix perverse chuchote les conseils de blasphème qu'aux heures de tentation l'imagination puritaine a toujours entendus. Ses yeux hallucinés aperçoivent sur l'univers obscurci planer l'ombre sinistre et gigantesque de l'Adversaire. La sensation des présences surnaturelles palpite à toutes les pages de ce livre... Et lorsque, broyé dans son cœur et sa chair, épuisé, chancelant, le héros refoule d'un suprême effort les paroles du désespoir ; que sa foi dans l'avenir triomphe des désastres du présent, et qu'à ses juges assemblés il confesse ardemment sa croyance, le lecteur voit se dissiper un cauchemar cosmique. Le ciel sourit à la terre qu'un juste a sauvée ; la dernière offensive allemande recule, et le monde respire... Rendu à la santé, à sa mission, à son école, Job Huss recouvre sa fortune ; et son fils lui est rendu : le miracle biblique est ici remplacé par les surprises heureuses de la guerre ; l'aviateur n'était pas mort, mais prisonnier. Nous songeons invinciblement aux allégories du vieux Bunyan, à l'arrivée du Pélerin, vainqueur des embûches de la route, aux portes de la Cité éternelle... Et cet idéalisme, en effet, tend la main aux formes les plus libres du Christianisme : « Il y a dans quelques expressions anciennes une vie merveilleuse. En mon cœur, *je sais que mon Rédempteur est vivant* ».

Il est permis de trouver dans cette doctrine, et son exposition chaleureuse, des éléments d'emprunt, comme une trop grande simplicité. M. Wells a l'immense mérite de s'être fait philosophiquement lui-même. Parvenu par ses propres forces à la pleine culture de la pensée, il saisit les problèmes d'une appréhension fraîche et vigoureuse qui en renouvelle la forme, sinon l'essence ; mais la perception de certaines nuances, la notion de résultats acquis, la perspective qu'assure une ancienne habitude des doctrines, lui font parfois défaut. Une part de ce livre est donnée, croirait-on, à l'illustration des analyses de W. James sur les types « optimiste » et « pessimiste » de la sensibilité religieuse ; le long catalogue des douleurs et des cruautés de la création animale éveille des échos trop familiers ; on dirait, ailleurs, que l'auteur s'attache à développer la thèse récente de l' « évolution créatrice » ; qu'il utilise, après tant d'autres, les observations entomologiques de Fabre... Cette vulgarisation intellectuelle se laisse moins pardonner que l'expression parallèle et originale d'une personnalité riche et féconde, et nous sommes tentés de remarquer davantage qu'elle n'est peut-être pas à sa place. M. Wells a un domaine d'invention morale et sociale qui lui est propre. Quand nous le voyons découvrir les grands systèmes philosophiques ; suggérer avec une singulière insistance la doctrine de Plotin ou le Manichéisme ; nous rappeler que la perception du mal est nécessaire à celle du bien, nous ne pouvons réprimer une légère impatience. Les régions mal explorées, à la limite de la science et de la philosophie, où se meut volontiers sa pensée, n'ont point d'habitude ce caractère de banalité.

La foi qui anime son livre n'en est pas moins vivante et substantielle. Sa matière n'est pas neuve ;

on y retrouve les idées de Renan sur la genèse du divin dans l'homme ; la religion positiviste de l'humanité ; le schéma bergsonien de l'ascension humaine vers les sommets spirituels ; la théorie impersonnelle de l'immortalité — car notre auteur n'admet pas de survie personnelle, et raille vertement le renouveau des croyances spirites au cours de la guerre. Mais ces doctrines, et d'autres encore, éparses dans la conscience contemporaine, sont fondues par l'ardeur d'une puissante exaltation mystique. Dans ce domaine, où le sentiment a par lui-même une valeur, il faut savoir reconnaître l'intérêt d'une synthèse comme telle. M. Wells a vraiment en lui la religion de l'homme ; l'intuition, la certitude de la magnifique unité vers laquelle tendent nos destinées morales ; l'ambition, l'assurance, de l'avenir ouvert à notre essor. Il célèbre de façon enivrante les lendemains d'une victoire sur nous-mêmes à laquelle il nous encourage d'une éloquence communicative. Dans les épreuves de ces années cruelles, il voit une occasion pour notre volonté la plus profonde de s'affirmer contre les choses impassibles ou hostiles ; et les perspectives lointaines qu'il évoque nous montrent une humanité transformée par la prise absolue de l'esprit sur la matière, libérée de l'animalité, de l'irrationnel, de la maladie, de la misère, affranchie par la science de toutes les entraves, et poursuivant jusqu'aux étoiles la conquête de l'univers. Rien de plus fécond que ces grands rêves, contre lesquels s'acharnent en vain, aux époques de doute, l'impatience et la raillerie. Il n'a jamais été inutile de les rappeler ; il l'est moins que jamais aujourd'hui, à des âmes dans lesquelles les déceptions du présent pourraient détruire jusqu'à l'audace de les concevoir.

Ces rêves se réaliseront. C'est là que nous mènera, si nous savons le sentir, l'écouter et le suivre, le Dieu qui est en nous. Quelle que soit par ailleurs la place du divin dans l'ordre du monde, il s'est éveillé, feu mystérieux, il brûle chez une élite humaine. Transmettre, généraliser cette flamme, unifier les peuples et les empires dans le sentiment d'une même vocation profonde, tel est le devoir essentiel de tous les initiés. Ainsi se justifie l'éminente dignité de l'enseignement. L'éducation est un sacerdoce, et le plus sacré. C'est à l'école que se préparent et se décident les destins de l'homme. Au lieu d'une poussière éparse de nationalités en lutte, de classes en guerre, l'effort organisateur de l'intelligence fera de notre race une harmonie ; l'unité du rythme social, moral, scientifique, en multipliera la puissance ; l'étrange appel de l'infini à la révolte contre les fatalités apparentes, contre l'ignorance et les douleurs, révolutionnera le monde en transformant les générations. C'est par l'école que Job Huss accomplit sa mission de prophète. C'est par elle que ses imitateurs et ses disciples tueront le désordre, la souffrance et la haine... La thèse d'un apostolat gigantesque et sauveur des autorités spirituelles, une échelle des valeurs fondée sur l'exaltation de l'esprit actif, rayonnant, contagieux, relient d'un profond rapport intérieur toutes les dernières œuvres de M. Wells.

Celle-ci n'est pas exempte des défauts qui créent à ses inspirations littéraires une intrinsèque inégalité. Mais elle évite la diffusion qui lassait les lecteurs de « M. Britling » ou de « Jeanne et Pierre » ; elle a la concentration relative, la simplicité de structure d'un apologue philosophique à la progression linéaire. Ne la regardons pas comme un roman, mais comme un exposé doctrinal. Sans doute, le cours abstrait des destinées humaines est ici illustré par des évènements individuels ; autour du héros, des figures d'un relief sommaire et vigoureux symbolisent les diverses attitudes de la croyance moderne ; l'orthodoxie religieuse passive, le matérialisme commercial, l'agnosticisme scientifique ont leurs représentants pittoresques et concrets. Tout cela prête une animation, un caractère d'art à ce qui reste avant tout un ardent plaidoyer. Sermon, profession de foi, allégorie, ce livre déconcertera les sceptiques et les frivoles. Il ne saurait laisser indifférents, s'il éveillera parfois chez eux un sourire ou une irritation secrète, ceux qu'émeuvent et qu'attirent toutes les confessions sincères de la conscience. Et l'imagination morale qui a fait vivre ce paradoxe d'une existence indéniable a droit, par son courage, à notre admiration.

LOUIS CAZAMIAN.

LA PSYCHOLOGIE DE L'IMPÉRIALISME ET L'ŒUVRE DE M. ERNEST SEILLIÈRE

Devant le spectacle de toutes ces ambitions humaines — disons même simplement : de toutes ces aspirations d'avenir (arbitraires ou légitimes, raisonnables ou passionnées), que suscite la conclusion d'une grande guerre, comment ne pas se sentir ramené sans cesse, par quelque avenue de la méditation, à l'éternel Impérialisme et aux avertissements judicieux de M. Ernest Seillière?

L'Impérialisme... les Impérialismes, faudrait-il dire. Car on devine, en y songeant un peu, toute la riche diversité, toutes les nuances que doit comporter une pareille dénomination pour qu'elle ne semble point sommaire et d'une simplicité tendancieuse, si on veut l'étendre à toutes les formes de l'ambition,

de la plus subtile comme de la plus grossière, de la plus odieuse comme de la plus défendable. Or, ces nuances, il faudrait n'avoir point lu M. Seillière — ou l'avoir lu bien vite — pour le soupçonner d'en méconnaître quelques-unes.

Il y a d'abord un Impérialisme au sens vulgaire du mot : *Impérialisme* apparent et brutal, « colossal » et conquérant, qui constitue la politique agressive de certains Etats, lesquels d'ailleurs ne sont pas forcément toujours des « empires ». Celui-là, qui s'avoue et qui s'affirme, qui se proclame en insultant et puis en accaparant des territoires, on est bien forcé d'admettre qu'il existe... et encore ne l'a-t-on pas admis naguère autant qu'il eût convenu. Aussi, M. Seillière n'eût-il fait que d'en démasquer toutes les fausses attitudes, toutes les prétentions esthétiques et morales à régénérer l'humanité au nom d'une Force donc d'une Culture supérieure, que l'on devrait des remerciements au critique avisé des ambitions pangermanistes, « social-démocratiques » ou nietzschéennes, pour sa perspicacité d'avant-guerre.

1° Mais pour bien comprendre non seulement les origines allemandes de ce Germanisme, mais aussi ses origines européennes (la mysticité préromantique du XVIIIe siècle), pour comprendre qu'il ait pu s'assimiler au moins l'apparence des rêves modernes — comme pour ennoblir ses ambitions, — il faudrait remonter aux débuts lointains de ce *mal romantique*... et où nous arrêterions-nous dans cette généalogie un peu subtile? Qu'il nous suffise d'en discerner avec M. Seillière les premiers symptômes chez mainte lignée de rêveurs plus ou moins révolutionnaires qui ont précédé Rousseau.

N'y en aurait-il pas déjà quelque peu, de cette ambitieuse idéologie sinon révolutionnaire du moins novatrice — dans le sens des utopies de sentiment par opposition à la raison classique de notre « grand siècle » — parmi les espérances sociales de Fénelon lui-même, caressant l'illusion d'un futur âge d'or et de quelque Salente idéale? Ce serait, si l'on peut dire, le romantisme de Fénelon... Oh! non pas encore au point où sera romantique l'Evangile de Rousseau. Loin de nous l'audace sacrilège de comparer irrespectueusement la sentimentalité si nuancée, les effusions spirituelles du directeur de conscience et précepteur de prince (quel que fût le danger d'égarement mystique auprès d'une « amie » comme Mme Guyon), avec les effusions sentimentales ou idéologiques de cet autre homme « sensible » dont l'amie s'appelait Mme de Warens. Nous laissons à chacun son tempérament propre et la nuance particulière de son ambition de philosophe — cette majesté gracieuse et cette suavité dans l'orgueil s'il s'agit du prince de l'Eglise, cette douloureuse véhémence pour ce qui est du philosophe de Genève, disciple de la « nature »... Ils ont une tendance d'esprit qui les apparente, ils ne sont point pour cela de même origine, de même milieu, de même parti. Pareilles réserves s'imposent, si à l'autre extrémité de cette filiation mystique dont Fénelon est l'ancêtre le plus classique, le plus délicat, le plus raisonnable, nous nous transportons à l' « humanitarisme » nettement évangélique d'un Tolstoï : mais celui-ci ne se réclamait-il pas lui-même du parrainage de son cher Rousseau, dont il nous confia naguère qu'il portait au cou l'effigie en médaillon comme une image sainte lorsqu'il avait quinze ans? M. Seillière aurait donc eu mauvaise grâce à lui contester cette parenté spirituelle qui lui tenait tant à cœur : aussi, toutes différences mises à part — différences de personnes et de milieux — entre le patriarcal ermite du château d'Iasnaïa-Poliana et le plébéien révolté en sa solitude du lac de Bienne, nous trouvons intéressant de suivre à la trace, de génération en génération, les développements et l'exaltation progressive de ce néo-christianisme qui s'exagère si spontanément en apostolat social et en religion de la nature.

Telle serait une première déduction — de Fénelon à Rousseau et de Rousseau à nos jours — celle du *Romantisme social*, qui n'est pas sans *Impérialisme* prosélytique et envahissant. Croyez-vous, par exemple, que les guerres de la Révolution française (justifiées d'ailleurs en partie par la légitime défense contre les appétits des puissances), croyez-vous que cette croisade belliqueuse pour évangéliser l'Europe selon les « Immortels Principes », n'ait rien de commun avec l'inoffensif évangélisme humanitaire qui soupirait si harmonieusement sous la plume enchanteresse de Rousseau? L'innocent prosélytisme du philosophe de Genève a fini par inspirer l' « appel aux armes » d'une Démocratie d'abord pacifique, de même que cette Première République devenue guerrière s'est continuée logiquement par un Premier Empire qui ne le fut pas moins — au nom de la même mission « libératrice »...

2° A cet *Evangile humanitaire* dont on aperçoit donc ça et là certaines conséquences impérialistes, s'opposerait — mais surtout en apparence — l'*Evangile individualiste du Moi romantique*, farouche et solitaire... par dépit de ne pouvoir régenter le monde ni imposer son génie à une indigne humanité.

3° Mais *le pire de ces Impérialismes romantiques* est celui que formèrent ensemble l'orgueil individualiste de la *Philosophie allemande*, et sa prétention sociale à régénérer l'humanité. Car c'est un Romantisme, que celui-là encore, que celui-là surtout. Il est le fils de la pensée de ces rêveurs extatiques qui ont commencé par s'emparer théoriquement du

monde — de la Nature comme de l'Histoire — dans l'empyrée hautain de leur métaphysique, avant de conseiller aux jeunes générations prussiennes de conquérir réellement l'univers par droit supérieur de Force et de « Culture ».

*
* *

Ainsi, dans ce Romantisme moderne aux nuances si diverses, voilà bien des Impérialismes : social, ou individualiste, ou national... Suivons cette classification commode pour une nomenclature logique des œuvres de M. Seillière, répartissons-les d'après les tendances dominantes que nous venons de discerner avec lui dans la pensée moderne.

1° S'agit-il, par exemple, de nous reporter aux origines modernes du rêve humanitaire — la forme la plus générale (parce que la plus chrétienne peut-être) du mysticisme contemporain? Nous consulterons alors la récente étude sur *Mme Guyon et Fénelon précurseurs de Rousseau*, selon l'indication du sous-titre, qui nous désigne « les Educateurs mystiques de l'âme moderne » (1) — sans oublier le considérable appendice publié à part qui traite de *Rousseau visionnaire et révélateur*, et où nous apercevons — autre titre vraiment lumineux de ce petit volume — « le Péril mystique dans l'inspiration des démocraties contemporaines ». Ce sont là comme deux préambules ajoutés après coup à l'œuvre première de cette série logique : nous avons nommé l'*Impérialisme démocratique* (2), titre bien justifié par le prosélytisme envahissant de certains partis de rédemption sociale — ainsi que par un zèle parfois indiscret à « libérer » de gré ou de force les peuples de la terre.

2° Or, cet Evangélisme libertaire, comme l'Evangile brutal du Germanisme, ont une origine commune, nous l'avons vu, puisque l'un et l'autre dérivent d'une mysticité préromantique qui au XVIIIe siècle s'insurge contre nos classiques et leur traditionnelle Raison. Réveil de Romantisme dans les deux cas : véritable rêve de rédemption humaine soit par la Liberté soit par une Discipline ; car cette « Discipline », comme cette « Liberté » collective, c'est toujours l'individu qui la propose à ses « frères » au nom d'une révélation intérieure, tout prêt d'ailleurs à la leur imposer par la violence : et c'est pourquoi nous avons appelé romantiques ces deux Impérialismes d'idéologues, l'humanitaire et le national.

Définir le Romantisme proprement dit — c'est-à-dire les écoles littéraires qui ont ostensiblement porté son nom, soit en Allemagne, soit en France — cela ne serait pas une besogne nouvelle : mais ce sont ses ramifications psychologiques jusque chez les adversaires du Romantisme qui sollicitent l'investigation du penseur. Car l'ambition romantique est trop souple et influençable, trop sensible aux variétés chatoyantes de l'Idée, pour ne pas admettre, même à travers ses exagérations et ses partis-pris, les éléments les plus contraires en apparence. Oui, ce romantisme que l'on a pu qualifier à certains égards de « mysticisme réactionnaire », a fait preuve en même temps d'une merveilleuse aptitude à se moderniser : faculté qui pourrait nous sembler paradoxale, si nous ne savions qu'une sensibilité maladive — cette « usure nerveuse » dont nous parle souvent M. Seillière — est une condition psychologique très favorable pour une activité intellectuelle fébrile, aux intuitions parfois divinatrices. *Le Mal romantique* (1) n'est-il pas un protée qui va de l'égarement au génie?

Aussi est-il si malaisé de s'en défaire, de ce mal si « attachant » — dans le sens même littéraire du mot — car son talent de séduction est infini... Tel qui se croyait bien guéri n'a donné qu'une nouvelle forme à son Romantisme. Nous avons eu ainsi quelques « Réalistes » qui après s'être bien juré de rompre (que dis-je? d'avoir déjà rompu) avec les chimères de leur adolescence passionnée, ont éprouvé quelque rechute mémorable qui aurait pu être un avertissement pour les générations contemporaines. Comme spécimen de ce *Romantisme des Réalistes* (2), nous ne citerons pas seulement Stendhal, romancier psychologue qui est encore de la génération de Chateaubriand et des grands ambitieux de la littérature (tout le monde ne pouvant pas être le Napoléon de la politique) ; nous n'avons pas besoin non plus de rappeler Balzac, dont l'œuvre, la vie, et le génie tourmentés, disent assez le fougueux « appétit de puissance », tant il était hanté par la ploutocratie « Louis-Philippienne », avec ses ambitions de grand industriel du livre. Mais Flaubert..., Flaubert lui-même, qui avait été esthète aussi orgueilleusement que Nietzsche — sinon aussi cruellement — au temps des enthousiasmes « byroniens » de sa jeunesse : quand donc cessa-t-il d'être enthousiaste, cet excellent homme? et quand fut-il bien guéri de son romantisme? En vain il s'évertua vers un art « impersonnel », en vain ce tendre et ce passionné fit-il effort pour observer « l'impossibilité de l'artiste » en présence des agitations humaines : et tant mieux s'il n'y put parvenir... car s'il avait trop parfaitement

(1) F. Alcan, éditeur, 1918.
(2) Chez Plon-Nourrit, un vol. in-8°.

(1) *Le Mal Romantique*. Essai sur l'Impérialisme irrationnel. Paris, Plon-Nourrit, in-8°.
(2) *Le Romantisme des Réalités*. GUSTAVE FLAUBERT. Paris, Plon-Nourrit, 1914.

réussi à s'abstraire de son œuvre, celle-ci eût-elle été l'œuvre de Flaubert? Mais non tout de même, ce ne fut pas en vain, puisqu'il doit à cet effort d'objectivité — et aussi aux dons de sa nature — l'admirable faculté d'observation réaliste et le savoureux bon sens qui s'était un peu dégagé des hallucinations de son premier mysticisme. C'est même grand dommage que par je ne sais quelle timidité à intervenir lui-même dans ses peintures — craignant de réveiller en lui le « vieux romantique qui sommeille » — il n'ait pas utilisé plus hardiment cette généreuse vigueur de bon sens pour animer personnellement ses œuvres. Hélas ! la raison négligée, traitée comme une conseillère qu'on n'avoue pas, perd peu à peu de son autorité sur notre vie intérieure. Aussi fallait-il prévoir ce que M. Seillière appelle le « retour aux romantiques convictions du jeune âge ».

3° Tandis que chez nous le Romantisme se survivait en prolongements inattendus jusque chez les prétendus « réalistes » de la politique ou de la littérature — et en particulier dans un socialisme utopique qui datait au moins de Rousseau —, le Romantisme allemand s'en tenait plus volontiers aux formes nationales de l'ambition. Son Impérialisme conquérant faisait appel au « droit de la force », et non pas à la bonté humaine : et ses pangermanistes attribuaient à l'Allemagne cette force et cette vertu supérieures. Or, ceux-ci, en leur théorie de la supériorité de l'Allemand « peuple élu », doivent une bonne partie de leur prétendue argumentation biologique (tirée risiblement de la forme des crânes) à un doctrinaire français qui d'ailleurs, l'appliquait sans autre précision à l'Aryen primitif de pure race blanche : aussi, la recherche des sources du pangermanisme ne pouvait-elle aller sans une étude fondamentale sur *le comte de Gobineau et l'aryanisme historique* (1). Simple introduction, bien qu'elle soit d'importance...

Or, puisque nous voici plongé dans les philosophies de la violence, parmi leurs sophismes pseudo-scientifiques, esthétiques ou moraux, puisque ces mystiques apologies du « blond conquérant » et de son « appétit de puissance » évoquent tout naturellement la figure tourmentée de Frédéric Nietzsche, nous ne sommes pas surpris de retrouver sous la plume de M. Seillière la troublante question *Apollon ou Dionysos* (2) — symbole du dualisme insoluble qui déchirait cette violente et tendre nature, partagée entre la double hantise de la lumineuse beauté grecque et de l'orgie bachique, en son âme d'artiste et de barbare. Un « barbare cultivé », au surplus, c'est le cas de le dire... et fort cultivé, et même « raffiné de culture » — et capable aussi (qualité plus précieuse) d'un certain bon sens caustique en son cynisme parfois sanguinaire, oui, capable d'un de ces humours d'enfant terrible, ou de demi-fou qui n'aurait plus rien à ménager, et qui connaîtrait, au seuil de la folie, des moments de lucidité douloureuse. Il en profite pour nous dire (pour nous jeter à la face !) tout ce qui lui passe par la tête sur cet Impérialisme qu'il sent bouillonner en lui-même, et qu'il devine sous la parure menteuse des sentiments généreux : nouveau La Rochefoucauld mais avec une outrance maladive... Et par contraste avec ce qu'il appelle l'hypocrisie des faibles — comme si la force brutale avait toujours le privilège de la franchise (la patrie de Nietzsche ne nous l'a guère prouvé) il vante et il proclame l'aveu hardi de la « volonté de puissance », résolument dirigée vers les satisfactions égoïstes, ne fussent-elles qu'un plaisir d'art, qu'un sadisme néronien, qu'une griserie d'orgueil. Oui, dominer, le vouloir et le dire : non point pour le prétendu bonheur d'une humanité dont on se moque (fi du faux humanitarisme des cœurs faibles !), mais, cyniquement, pour soi-même...

Aussi l'étude sur Nietzsche signale-t-elle en sous-titre les mobiles intéressés dont se réclame sans vergogne l'impérialisme forcené de ce dangereux « esthète », par contraste avec la générosité du moins théorique des communes ambitions sociales. Et pourtant il existe aussi un socialisme qui semble s'être inspiré moins que le nôtre des généreuses rêveries humanitaires — avec la part d'utopie qu'elles comportent —, et s'être rallié plus grossièrement, plus « matériellement » pour ainsi dire, aux tendances utilitaires de tout impérialisme germanique ; nous voulons évidemment parler de l'école socialiste allemande, de celle qui s'est appelée la Sociale-Démocratie (1). On connaît en effet le « matérialisme » de Karl Marx, l'un des plus réalistes, et des plus soucieux de la pratique, parmi tous les fondateurs du « Parti » — et pourtant assez peu réaliste, et bien chimérique encore avec sa conception niveleuse d'une absolue égalité des hommes dans le « travail pur et simple » ; voilà une « simplicité » qui me paraît avoir été surtout dans l'esprit de Karl Marx... ce qui ne l'empêchait pas, d'ailleurs, avec un fanatisme de théoricien que n'embarrasse pas le sentiment des nuances, de caporaliser en imagination l'humanité presque entière dans la grande usine de demain : une usine qui, bien entendu, devait être allemande...

Il y aurait donc, parmi les théories socialistes

(1) Chez Plon-Nourrit, un vol. in-8°, dans la même série.

(2) Chez Plon-Nourit, in-8°, même collection.

(1) E. Seillière. *Littérature et morale dans le parti socialiste allemand.* Paris, Plon, 1898.

contemporaines, outre une certaine part de flatteuses illusions, une autre part de matérialisme grossier à prétentions scientifiques, d'un faux matérialisme de sectaires quelque peu simplistes, égalisant les hommes assez brutalement devant l'exigence collective des « puissances économiques supérieures et cachées » selon le mot d'Engels — lesquelles représenteraient en fin de compte les « besoins du ventre » de la Démocratie souveraine (la démocratie allemande, de préférence) : et ce ne serait pas là le moins tyrannique de tous ces impérialismes d'idéologues... Seulement, les temps ayant évolué depuis les origines lointaines — toutes de sentimentale espérance et de charme littéraire — du très vague socialisme néo-chrétien que l'on voyait poindre déjà par delà Rousseau chez notre délicat Fénelon (dont on rougit d'évoquer le nom parmi les premiers apôtres du rêve humanitaire à côté de cette parodie un peu dégradante), les fondateurs de la Sociale-Démocratie moderne ont cru se recommander aux amateurs de Progrès par un langage chargé des néologismes de la Science. Et l'on peut s'en rendre compte en parcourant certains chapitres de M. Seillière sur « le mysticisme social et les étapes du Marxisme ». Les rubriques en sont d'ailleurs suggestives : « Automatisme du progrès » dans la doctrine de Hegel (digne ancêtre allemand de cet autoritaire socialisme d'Etat), puis le « mysticisme technique » (celui qui ramène en quelque sorte la valeur d'une civilisation au critérium de l'outillage industriel), et enfin la dernière étape, le prétendu « matérialisme historique » et ses conceptions sommaires, lesquelles, non sans une part de vérité, abusent tout de même un peu lourdement de la « lutte de classes » et de la ruée aux richesses : ce qui n'est pas un moyen de travailler à l'éducation sociale du prolétaire — comme s'en flattaient les fondateurs du Parti. Cette façon d'évoquer une caricature du Darwinisme, d'alléguer l'éternelle « lutte pour la vie » afin de justifier quelque éternel Impérialisme sous une forme grossièrement plébéienne, que le bon public interprètera sans malice comme un désir légitime de s'emplir l'estomac ou les poches —, oui, cet abus d'une terminologie qui n'est scientifique que de nom pour masquer l' « appétit de puissance » (ou tout simplement les appétits) de la classe ouvrière, ne vous semble-t-il pas caractériser une sorte d' « Impérialisme » social qui ne serait plus seulement romantique mais « néo-romantique », en ce sens qu'il ferait sa part aux idées nouvelles, notamment à l'ambition de parler le langage de la Science? « Néo-romantique » est également, dans un sens voisin, l'Impérialisme aussi utilitaire de Frédéric Nietzsche, qui met en avant, sinon les appétits du « prolétariat » dont il n'a cure (n'en étant pas lui-même) du moins la « volonté de puissance » de l'esthète cruel qu'il est par instants. Si les uns invoquent la Science, le droit biologique du plus fort — qui pour eux n'est autre que la Démocratie syndiquée — l'autre en appelle également à Darwin au nom de la Beauté d'être fort et de soumettre les autres à sa force. Ainsi la Science et l'Art sont invoqués tour à tour à l'appui d'ambitions sociales ou « égoïstes » par ces *mystiques du Néo-Romantisme* (1) : et c'est, pour M. Seillière, l'occasion de nouveaux rapprochements suggestifs, dans un autre ouvrage qui n'est pas des moins pénétrants.

*
* *

Mais à chaque instant, le psychologue nous ramène au moraliste, car le spectacle des agitations humaines ne décourage jamais chez lui le bon sens moral qui, n'étant pas dupe de cette perpétuelle comédie d'orgueil — parfois si tragique — y discerne sans cesse l'erreur foncière et en tire finalement la leçon. Eh quoi ! partout et toujours cette « volonté de puissance », cet Impérialisme individuel ou national ou social, qui ingénieusement renouvelle ses prétextes, ses emblèmes, ses programmes d'action? Quel danger pour la paix publique — voire même pour la paix du monde ! un danger qui n'est nullement localisé ou extérieur, qui n'est pas seulement le lot de tel ou tel voisin, mais qui sommeille dans votre conscience, bonne âme qui m'écoutez...

Tout de même, si nous essayions — avec votre aide — de mettre un peu d'ordre, un ordre plus régulier, en cet instable équilibre d'appétits divergents? M. Seillère, pour sa part, envisagerait plutôt une utilisation modérée du mysticisme, que la négation imprudente de ce stimulant des actions humaines. Et pareillement pour l'Impérialisme lui-même... auquel il ne croit pas opportun de renoncer — cela fût-il en notre pouvoir — dans le monde tel qu'il est... Non pas que le psychologue mette en doute la possibilité du progrès moral : mais il est d'avis que l'on n'agisse pas trop, d'avance, comme si cet idéal était déjà réalisé. Plutôt que de poursuivre une chimère d'Egalité en un paradis de Justice, il nous conseille de choisir, parmi les diverses formes d'Impérialisme, celle que préfère la raison. Oui, la raison, une certaine raison qui observe, constate, et se conforme aux conditions que la vie impose. Ne dédaignez pas trop le concours de ses lumières : elle vous mettra en garde aussi bien contre le système de la confiance excessive que contre celui de l'excessive brutalité, aussi bien contre une interprétation trop optimiste de votre idéale « Société

(1) *Les Mystiques du Néo-Romantisme, évolution contemporaine de l'appétit mystique.* Paris, Plon-Nourrit, 1911.

des Nations » que contre les procédés d'oppression qui ont déshonoré le Germanisme. Rien de trop, μηδὲν ἄγαν : pas de croyance trop naïve en la bonté humaine, pas de recours exclusif à une violence barbare. Telle serait du moins notre conclusion personnelle, qui sans être aucunement favorable aux Impérialismes quels qu'ils soient, rend néanmoins justice à l'Impérialisme réfléchi qui a la préférence de M. Ernest Seillière.

Car il a eu le grand mérite, au seuil de la plus grande crise de notre Histoire, de présenter au monde moderne une synthèse des multiples ambitions qui l'agitaient, comme pour indiquer que l'heure était proche où il faudrait se décider entre elles, pour le civilisé qui n'y croyait plus.

Aussi la guerre ne le surprit-elle pas, comme tant d'autres, dans les travaux d'une érudition trop oublieuse du présent ; il n'eut pas besoin de se forcer pour adapter sa pensée aux soucis de l'heure présente. Il continua son œuvre... Il vit l'Impérialisme allemand se ruer sur l'Europe : et à sa série d'études sur les pangermanistes, il ajouta un *Chamberlain ;* il vit la raison française se redresser dans la pleine conscience du péril devant le mysticisme du « barbare cultivé » : et par une pieuse intention de gratitude réfléchie envers nos éducateurs classiques, il écrivit un *Descartes* où l'ardeur de l'hommage n'exclut pas l'esprit de discussion. Puis, craignant les retours de ce romantisme humanitaire infiniment spécieux et séduisant, qu'il avait dépisté dans maint ouvrage, il prit le temps de composer, non pas en doctrinaire mais en érudit, son *Fénelon* précurseur de Rousseau, et son *Rousseau* inspirateur mystique des démocraties contemporaines... Entre temps, il commémorait certains symptômes du relèvement national à propos d'un *Artisan d'Energie française, Pierre de Coubertin.*

Telle est, dans son ensemble, cette philosophie de l'Impérialisme, philosophie qui conclut à un Impérialisme si raisonnable — aussi raisonnable qu'il peut l'être... Vers la même époque, l'Allemagne, se grisant d'une « volonté de puissance » vraiment délirante, faisait une célébrité nationale et même mondiale à ses théoriciens fanatiques, à ces pangermanistes qui « marchant en somnambules dans leur rêve de régénération esthétique et morale » — suivant une image de M. Ernest Seillière — « ont mis le feu aux quatre coins du monde ». Ne serait-ce pas justice que par contraste l'on fît chez nous la place qui lui revient à ce penseur, qui dans le temps même de l'incertitude douloureuse de nos destinées, a tiré de son expérience des ambitions humaines, une conclusion si mesurée et si française?

René Lote.

LETTRES INÉDITES DE THIERS AU BARON COTTA DE COTTENDORF (1)

N° 31. *Paris 10 février.*

Le discours de la couronne est un des plus adroits qu'on ait fait prononcer au Roi et il est attribué à M. Beugnot, le faiseur ordinaire de tous les Ministères. Il indique à merveille le plan de conduite de M. de Villèle. Il faut tous les ans une satisfaction à l'aristocratie et au clergé. M. de Villèle a fait ajouter la phrase des « inqiétudes irréfléchies » pour prouver combien le roi lui-même lui est définitivement acquis. Le but de cette phrase était de frapper à la fois toutes les espèces de réclamations de tous les partis, du nombre *d'inquiétudes irréfléchies* et de confondre ensemble les cris des deux oppositions ainsi que les arrêts des tribunaux.

N° 32. *Paris, 22 février.*

Un mouvement de la Russie contre les tribunaux paraissant inévitable et Lord Wellington étant parti pour l'empêcher, ou plutôt pour obtenir qu'il se change en une simple mesure contre la Porte, on prétend que l'Angleterre a posé différentes questions à la France et a demandé ce que ferait notre gouvernement. 1° Si la Russie se bornait à demander à la Porte l'indépendance des Grecs sans aucune vue d'agrandissement personnel. 2° Si la Russie ne se bornait pas à secourir les Grecs et prenait pour elle la Moldavie et la Valachie. 3° Si la Russie poussant plus loin les hostilités marchait sur Constantinople.

Elle a demandé encore, si la Russi prenant la Moldavie et la Valachie, on y consentirait en donnant aux grandes puissances un équivalent d'agrandissement.

A toutes ces questions, les Ministres français n'ont fait aucune réponse précise et ont toujours dit : « On verra ». Il leur coûterait d'ailleurs, beaucoup aujourd'hui de prendre une part active aux troubles de l'Europe, s'il y en a. On dit, au reste, que l'empereur Nicolas est tout à fait dans les opinions de son frère Alexandre ; qu'il ne fera un pas en avant que pour céder à son peuple ; mais qu'il se bornera à faire un pas et que la Grèce affranchie, il rentrera dans ses états sans provoquer une guerre générale. On assure que toutes les puissances sont d'accord pour ménager une pareille issue.

Jusqu'ici, la Contre-Révolution, n'avait porté que

(1) Voir *Revue Bleue*, n° 14. — Extrait du livre : *Au soir de la Restauration*, qui paraîtra prochainement.

sur nos intérêts politiques, ce qui n'atteignait que d'une manière éloignée les intérêts privés. Mais l'atteinte dont on menace nos lois civiles sur les successions touchant à tous les intérêts a produit une commotion fort vive. On regarde cette mesure comme plus impopulaire encore que l'indemnité. Au surplus, on regarde cette loi comme impuissante pour favoriser les vues de l'aristocratie. Ce n'est pas avec de petites dispositions de ce genre qu'on reconstruira l'aristocratie territoriale. Son seul effet sera de gâter nos belles lois et d'amener une multitude de procès. M. Royer-Collard a fait relativement à la proposition faite de mander le *journal du Commerce* à la barre de la Chambre des députés un discours admiré, et la proposition du Club Piet (député que les Ministres payent pour donner à... aux députés du Centre) n'a pas eu une grande majorité pour elle. Il se pourrait bien que la majorité ministérielle manquât à la condamnation, parce qu'on a en général une grande aversion contre les meneurs et que beaucoup d'ultras eux-mêmes se révoltent contre cette société qui en dinant veut conduire la chambre.

N° 33. *Paris, 6 mars.*

Ce n'est pas une explosion violente qu'on amènera, c'est un dégoût profond, tel que peut l'éprouver une nation fatiguée. Les Stuart n'ont péri en Angleterre que par le dégoût et non par la colère. On n'a plus de colère après une longue révolution qui a épuisé toutes les forces. Les épiciers, les boulangers, les marchands de toute espèce se réunissent. Ils font des pétitions et montrent une humeur qui ne leur était pas ordinaire. Jusqu'aux domestiques s'en occupent. (La loi de succession du droit d'aînesse). Ça fait autant d'effet que les sottises des prêtres. Les idées d'égalité et l'incrédulité sont les écueils contre lesquels viendra se briser la cohorte des émigrés, des prêtres et des contre-révolutionnaires de toute espèce.

N° 34. *Paris, 28 mars.*

La mort vient d'enlever au milieu du monde, M. Mathieu de Montmorency, homme généralement respecté quoique beaucoup moins respectable qu'on ne s'est plu à le dire dans tous les partis... C'est une perte que le parti catholique ne réparera pas. Il avait des vertus véritables mais dont on a fait beaucoup trop de bruit. Il était intriguant et même ambitieux suivant le dire de personnes qui l'ont bien connu. Il avait mis à la mode dans un certain monde d'être dévot. La haute aristocratie se croyait à l'abri du ridicule en ayant à sa tête dans les Eglises et les processions un Montmorency. La Congrégation l'avait mis à sa tête ; elle s'était presque formée sans ses auspices. Celle dont M. de Montmorency était le chef est sous l'invocation du Sacré-Cœur de Jesus et se réunit à Saint Thomas d'Aquin. M. de Doudeauville, ministre de la Maison du Roi, M. Sosthène de la Rochefoucauld, M. Fauchet, l'abbé Landrieu, une foule de personnages importants en font partie. Si le parti catholique a un parti organisé, c'est là seulement. M. de Montmorency, chef de la coterie dévote en était l'organe auprès du Roi, auprès des Ministres. Il va donc laisser un grand vide entre la Congrégation et le pouvoir. Le lien des membres de la Congrégation entre eux et de la congrégation avec le pouvoir manque. Il y a ici beaucoup d'activité pour les Grecs. On fait des souscriptions de toutes parts et la duchesse de Berry elle-même consent à prêter ses galeries pour une exposition de tableaux qui doit se faire au profit des Grecs.

N° 35. *Paris, 12 avril.*

Les derniers actes de la chambre des pairs lui ont valu une grande popularité à laquelle elle est très sensible parce qu'elle ne s'attendait pas à l'obtenir et que le public ne s'attendait pas à la lui accorder. Le propre des corps aristocratiques est d'être toujours en arrière de tous les mouvements et de vouloir les ralentir. Quand on se précipite vers la démocratie et la liberté, ils se montrent naturellement anti-libéraux et par une conséquence nécessaire ils doivent devenir presque libéraux quand on réagit en sens contraire ou qu'on se précipite vers le despotisme de la Théocratie. Le Roi dit de tous côtés, sans doute d'après l'inspiration de son premier ministre qu'il est content de sa chambre des pairs, qu'on s'était trop hâté, et que ses pairs ont bien fait de rejeter un projet mal digéré ; que du reste les (substitutions sont tout ce qu'il faut, que c'était l'essentiel pour les grandes familles etc... Les journaux ministériels se sont hâtés de répéter la même chose. On prétend que la chambre des députés blessée de la préférence éclatante donnée à la chambre des pairs, des bruits de vénalité répandus contre elle, piquée d'avoir un projet mutilé en rejettera le reste. La déconfiture serait complète.

(*A suivre*).

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

EDOUARD ESTAUNIÉ

EDOUARD ESTAUNIÉ. *L'Ascension de M. Baslèvre* (Perrin).

Edouard Estaunié, si quelqu'un, vers 1890, lui avait prédit l'évolution de son talent et de sa philosophie, ne l'eût point cru ; et très probablement sa protestation eût été ardente. D'*Un Simple*, à *l'Ascension de M. Baslèvre* la route devait être longue ; le jeune ingénieur qui débutait en littérature selon les rites naturalistes, qui bientôt allait instruire — avec quelle vigueur! — le procès de l'éducation congréganiste, et s'en prendre à la foi elle-même, le romancier positiviste de *l'Empreinte*, du *Ferment*, de *l'Epave* comment eussent-ils prévu la marche dont nous connaissons aujourd'hui les étapes?

Il apportait aux Lettres un esprit de rigueur, un don d'observation implacable, des convictions enfin, durement acquises, qui semblaient exclure d'avance les orientations passagères et successives. Mais tout justement son indépendance de jugement, sa sincérité, son goût de la vérité profonde, sa conception même du métier d'écrire, exempte de frivolité, allaient l'entraîner dans cette voie de la découverte que ne limite aucun horizon perceptible. Il s'y précipita avec une fougue que nul ne devait devancer. L'instant est venu de nous apercevoir que d'autres l'ont suivi, d'un pas inégal, qu'il accompagnait ou précédait les vœux d'une époque, qu'au total son œuvre illustre et résume les conquêtes de son temps.

L'histoire des Lettres françaises, depuis 1890, est celle d'un élargissement continu de nos curiosités, d'une exploration de plus en plus insistante, exigeante et pénétrante du réel. Le naturalisme avait exagérément appauvri notre notion de la réalité, réduite aux plus grossières apparences ; de cette misère il fallait s'évader ; une mode récente rabaisse volontiers le symbolisme ; rappelons donc que nous lui dûmes un éminent service : il nous fit rougir de notre dénuement. A sa suite, les romanciers — ceux même qui témoignaient à ses extravagances le plus de sévérité — osaient s'affranchir de la pure sensation, dépasser l'apparence, réintégrer l'homme, ses inquiétudes, ses pressentiments, dans un cosmos soudain agrandi et prodigieusement animé par la prescience de cet anxieux témoin. A le considérer de haut, tel est bien le sens du mouvement littéraire depuis un quart de siècle ; on en suit le développement à travers l'œuvre d'un Barrès, d'un Gide, à travers toutes les œuvres importantes de ces dernières années, et jusqu'aux évocations frissonnantes d'un Ch. Louis-Philippe, d'un A. de Chateaubriant, d'un Louis Lefebvre, d'un Edmond Jaloux... Ceux-là sans doute auront chance de survivre qui représenteront le mieux aux yeux de la postérité ce progressif et magnifique enrichissement de notre art.

Edouard Estaunié sera-t-il du petit nombre de ces privilégiés? Peut-être ne refusera-t-on point de le présumer si l'on veut bien observer que nul n'a plus audacieusement contribué à promouvoir, à manifester par des œuvres fortes et significatives la loi de notre évolution littéraire.

Parti de très loin, du naturalisme, il est aujourd'hui à l'avant-garde du roman français ; son œuvre relie deux générations profondément différentes ; je n'en sache aucune qui révèle plus clairement la nécessité des transformations de notre roman, aucune qui manifeste plus précisément l'élan, la croissance irrésistible et en quelque sorte organique par où s'est trouvé renouvelée toute une partie de notre littérature. Chacun de ses livres marque une date, que devront retenir les historiens de nos Lettres ; et quiconque voudrait suivre pas à pas les annexions progressives de l'observation et du rêve, Edouard Estaunié lui serait le plus précieux des guides.

Etonnant privilège de l'artiste insoucieux des caprices de la mode, des coteries, de l'intrigue, du succès, uniquement préoccupé de sa pensée, voué jalousement, hautainement, à la pratique de son art ; admirable leçon d'ascétisme littéraire : la foule des écrivains s'exténue en de multiples et vaines agitations ; celui-ci, qui a la haine de l'applaudissement banal et des faciles triomphes, s'éloigne des cénacles ennemis de l'originalité ; solitaire, il vit au cœur de son époque ; guidé par elle, il l'entraîne ; les meilleurs se reconnaissent en lui ; ainsi s'affirment la maîtrise et la subtile puissance des chefs spirituels.

*
* *

L'Empreinte et le *Ferment* se rattachaient encore à la formule du roman documentaire, cette formule, Edouard Estaunié la reprenait avec autant de liberté dans l'interprétation que de rigueur dans le détail de la méthode ; il l'assouplissait à de curieux problèmes, et attribuait à des cas très particuliers une portée générale qui assure à ses œuvres le caractère de témoignages durables ; sa personnalité s'y révélait à la solidité des déductions, à l'âpreté du ton, à une certaine manière de lier les parties, et de charpenter une luxuriante architecture ; un drame social suivait une tragédie intime, et s'imposait par

les mêmes qualités d'irrécusable vigueur, de loyauté désintéressée, de vérité quasi-scientifique ; après avoir montré les vices de l'enseignement religieux — d'un certain enseignement religieux — l'auteur découvrait les tares de l'éducation officielle ; une impartialité aussi agressive inquiétait également les deux France qui ont coutume de se renier mutuellement et de se combattre au nom de convictions aussi aveugles qu'étroites ; elle accusait l'indépendance d'une analyse capable de remplir son objet sans autre souci que celui d'une exactitude minutieuse et d'une interprétation véridique du document quel qu'il fût. Edouard Estaunié n'allait point au delà, et s'interdisait toute curiosité que n'eussent point approuvée les maîtres d'un genre fixé, et pour ainsi dire parvenu à sa perfection.

Il n'était point homme toutefois à s'enfermer en de pareilles limites ; il avait exploré le monde connu de ses devanciers, et demeurait surpris d'en avoir ainsi aisément atteint les frontières. Et sans doute, c'était le temps où l'inquiétude universelle aspirait à franchir ces barrières ; scientisme, positivisme, rationalisme ne satisfaisaient plus les esprits vraiment actifs ; par delà les facultés discursives, on commençait à exalter le rôle des puissances ignorées, négligées, de l'âme et de l'esprit ; l'intuition, glorifiée par les symbolistes, fournissaient à Henri Bergson une doctrine... Edouard Estaunié n'avait nul besoin de ces directions ; l'unique effort de sa pensée rejoignait les préoccupations de l'époque, et lui ouvrait, hors des doctrines et des systèmes, les voies d'une investigation nouvelle. « Le positivisme est la solution des gens qui ne perçoivent que l'apparence ; derrière celle-ci, il y a des abîmes d'inconnu ; cet inconnu est prépondérant ». Edouard Estaunié se sentait prêt aux audaces des plus aventureux voyages

Comment il s'y risqua, vous ne l'avez point oublié ; les singulières rencontres auxquelles il allait se heurter, ses pérégrinations, ses émouvantes découvertes, ce n'est pas aux lecteurs de cette Revue qu'il convient de les rappeler longuement ; *la Vie secrète*, *les Choses voient*, *Solitudes* sont trop récents, et vivent dans toutes les mémoires ; après la partie critique, et si vous voulez négative, voici la partie positive, et proprement novatrice et créatrice de l'œuvre d'Estaunié ; il sait que nos paroles et nos gestes sont le voile dont nous dissimulons notre vie profonde ; il le déchire et nous met en présence des passions que nous ne nous avouons pas toujours à nous-mêmes ; il prête une voix aux objets inanimés, et leur arrache des confidences qu'aucune parole humaine n'aurait formulée ; nous vivons dans un prodigieux isolement ; nos âmes sont des îlots de solitude ; la variété des paysages qui nous entourent peut bien parfois nous le faire oublier, le voyant qu'est devenu Edouard Estaunié ne s'y trompe pas, nous sommes les prisonniers de cette solitude, nous en sommes les victimes ou les héros... Dès ses premiers livres, Edouard Estaunié avait manifesté un sens aigu du tragique de la vie ; de quelle ampleur inattendue ne se pare pas ce tragique lorsque tant de forces obscures s'entrechoquent en nous, autour de nous, lorsqu'à la violence contradictoire de nos volontés se surajoute l'énigme du destin!

De là un art de lumière et d'ombre, puissant et tourmenté, des drames hantés d'apparitions soudaines, et qui retournent à la nuit après nous avoir signifié leur secret, une humanité partagée entre ses hallucinations et ses légitimes terreurs, un monde moral secoué d'irrésistibles convulsions et qui participe du drame mystérieux et universel dont nous sommes la plupart du temps les comparses à peine conscients (1).

Un tel art ne ressemble à rien de ce qu'a produit jusqu'ici notre littérature ; quelques-uns de ses traits rappellent les Russes, qu'il n'imite pas ; il rejoint parfois les étonnantes inductions psychologiques de la Suédoise Selma Lagerlöf, dont il n'est pas surprenant qu'Edouard Estaunié se soit déclaré l'un des premiers et plus déterminés admirateurs.

Edouard Estaunié est toutefois bien de chez nous ; et s'il lui fut donné d'explorer des cercles spirituels où l'on s'était rarement aventuré avant lui, nous le reconnaissons nôtre à la solidité de sa psychologie, à la fermeté de son dessin et de sa couleur, à la façon prudente et en vérité méthodique dont il assiège l'inconnu, à l'équilibre enfin, si savamment ordonné, encore qu'un peu complexe, de ses récits.

D'avoir tant appris, en effet, il n'a rien oublié ; le roman documentaire lui fut une bonne école, dont il n'a point perdu de vue les utiles enseignements : chacun de ses livres est le développement d'un cas concret longuement observé et critiqué ; côtoyant fréquemment le fantastique, il ne chevauche pas la chimère ; nul esprit moins chimérique, nulle imagination moins arbitraire.

Si l'on avait pu en douter, l'*Ascension de M. Baslèvre* nous rappellerait les origines de son talent, et qu'un très strict réaliste surveille, en lui, discipline et gouverne les intuitions de l'imaginatif. L'alliance de ces deux tempéraments réalise ici une harmonie qui n'avait point toujours paru aussi parfaite ; leur entente, manifeste à chaque instant du récit, exclut l'excès de tension, les heurts, les contrastes abrupts qu'on avait pu reprocher parfois à tels romans an-

(1) V. *Les Lettres Œuvres et Idées*, Edouard Estaunié (*Revue Bleue* 4 octobre 1913.)

térieurs, et réalise, dans l'aisance, une simplicité, une sûreté, une sérénité imprévues.

M. Baslèvre continue la galerie de portraits de la *Vie secrète* ; ce fonctionnaire correct, ponctuel, à la carrière toute droite et monotone, n'a jamais autorisé son prochain à le croire capable d'une quelconque aventure ; ses amis ne connaissent, dans sa vie, d'autres évènements que ses promotions. A-t-il des amis? Eût-il jamais des maîtresses? Directeur en quelque Ministère, satisfait de la considération qui l'entoure, on ne sait que la régularité de ses habitudes ; ses subordonnés l'estiment juste, mais distant. Au surplus, nul ne sut jamais rien de ses préférences ni de ses opinions. A-t-il des opinions? Au total une de ces existences, si fréquentes à Paris, qui se casent et se poussent dans l'immense indifférence de la grande ville. Or, voici le drame, dissimulé à tous les yeux, que le destin inflige à M. Baslèvre : il s'éprend de la femme de son ancien camarade d'enfance, Gustave Gros, retrouvé par hasard, et qui a pour maîtresse une voisine de M. Baslèvre, Mlle Fouille. Mlle Fouille elle-même abrite sous le manteau de la plus honnête décence ses amours clandestines, et qu'elle sait indignes, Gustave Gros n'étant qu'un vulgaire bohème. Infortuné M. Baslèvre! Claire Gros est une très honnête femme ; fidèle à son chenapan de mari, elle s'obstine à le servir, à le sauver avec un dévouement quasi-maternel. Entre ces quatre personnages, dont aucun ne connaît la vie secrète des trois autres, se joue une tragédie pleine de surprises — tragédie tout intérieure, qu'éclairent de ces mots dont le retentissement profond fait frémir. M. Baslèvre aime Claire Gros d'un amour timide et respectueux ; il protège Gustave Gros, avec la joie amère de s'immoler à son amour ; il est indulgent à la passion sans illusion de Mlle Fouille...

Et le roman s'achève dans l'enveloppement discret du silence ; Claire Gros morte de désespoir, Gustave Gros disparu, M. Baslèvre ne permet point que des indifférents s'installent à leur foyer ; il achète les meubles, loue l'appartement ; chaque dimanche un pieux pélerinage le ramène dans le modeste salon où l'accueillait le douloureux sourire de l'amie perdue.

« — Mon amour, soupira M. Baslèvre — m'a révélé la souffrance et la pitié. Tout de lui m'a grandi. Jusqu'au sein de la détresse, je ne cesse pas de le bénir.

— Le mien, répartit Mlle Fouille, — s'est débattu dans le mensonge. Sa honte me submerge, et tel quel, si un miracle me le rendait, je l'accueillerais avec transport. »

M. Baslèvre reprend sa vie médiocre et monotone.

« Cependant, quelle différence, et quelle douceur! Hors d'atteinte, défiant les hasards de l'existence, une immense tendresse illuminait son chemin. Claire ne le quitterait plus. Etait-ce elle qui vivait en lui, ou lui en elle? Qu'importe! Sûr qu'elle l'aimait, il était sûr de lui répondre par une constance égale, et dormeur éveillé, n'aurait pu découvrir s'il vivait le rêve ou la réalité!

« Alors, comprenant le don merveilleux qu'est un amour véritable, mesurant la prodigieuse ascension au terme de laquelle son cœur se reposait, il joignit les mains.

« — O ma bien-aimée — murmura-t-il — qu'as-tu fait de l'homme que j'étais et que je ne reconnais plus?

« Sur la table, les muguets et les roses embaumaient. Une paix divine éclairait l'humble asile des grands souvenirs de M. Baslèvre. On aurait cru que, tout bas, la morte répondait :

« — J'ai fait de toi une âme! »

Tel est, jusqu'ici, le dernier mot d'Edouard Estaunié, telle la réalité suprême qu'il a cherchée à travers toute son œuvre, et qu'il a vu s'épanouir à la faveur d'un grand amour.

Que de chemin parcouru depuis *Un Simple!*

Une conception presque mystique de l'amour, voilà où aboutit le naturaliste de 1890 — qui sait la complexité de l'âme humaine, et n'oublie pas de quels instincts élémentaires elle demeure si souvent accablée. Amour sensuel de Mlle Fouille, amour généreux, exaltant, de M. Baslèvre, Edouard Estaunié s'est plu à illustrer la constante opposition de ces deux formes de la passion. Avec quelle ferveur ne célèbre-t-il pas l'amour héroïque! Mais avec quelle religieuse piété n'observe-t-il pas toutes les manifestations de la vie, multiple et contradictoire! Le portrait de Mlle Fouille n'est ni moins « objectif », ni moins profondément étudié que celui de M. Baslèvre. Leur entourage à l'un et à l'autre, l'atmosphère même où ils vivent, Edouard Estaunié les évoque en réaliste attentif, en peintre passionnément fidèle aux coutumiers des spectacles du monde ; c'est la place des Vosges dont le décor surgit à chaque instant pour encadrer la figure émouvante et falote de M. Baslèvre ; ce sont les petites provinces de qui l'assemblage diversifie si singulièrement le visage de Paris, ou les ministères, les bureaux, brièvement et ironiquement décrits, ou encore telle lumière, telle couleur de printemps que connaissent bien les amoureux de la capitale...

Roman de synthèse, que seul pouvait écrire l'homme de tant d'expériences, et qui résume et harmonise les contrastes d'une féconde carrière, roman de tendresse, où pour la première fois, semble-t-il, le pessimisme avoué d'Edouard Estaunié accueille un rayon d'espoir, tempère son amertume, entrevoit le

refuge d'une joie intime, stoïque, et si supérieurement humaine.

Il y a là comme un royaume nouveau au seuil duquel le romancier fait halte ; y pénétrera-t-il demain? La question se pose d'elle-même, et nous invite à formuler le vœu qu'une décisive réponse ne soit pas trop longtemps différée.

LUCIEN MAURY.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Au sommaire du fascicule trimestriel (octobre-novembre-décembre) de *The Quarterly Review : Singapore and Sir Stamford Raffles*, par M. Arnold Wright ; une importante contribution, de M. H. J. Norman, aux recherches intéressant « la guerre et les affections mentales » (*War and mental Disorders*) ; de pénétrants aperçus de Miss A. Austen Leigh sur l'illustre romancière à laquelle les lettres anglaises doivent *l'Abbaye de Northanger* et *Mansfield Park* : Jane Austen ; à propos de deux livres récemment parus outre-Manche (*A History of the french Novel*, by G. Saintsbury et *Essays in romantic Literature*, by G. Wyndham), une étude, signée Arthur Mc Dowall, sur le roman français ; une analyse, par l'Hon. W. Fortescue, du « 1914 » de Lord French; un article, anonyme, sur le régime turc et l'administration anglaise en Mésopotamie, etc., etc...

Cette analyse des pages où Lord French a relaté les opérations des premières troupes britanniques engagées dans la Grande Guerre constitue une sévère, une dure critique tant des gestes du soldat que des procédés de l'écrivain — et, pour si anglaise qu'elle soit, pareille liberté et de jugement et de verbe ne laisse pas que d'impressionner un peu, à s'exercer dans une publication de la qualité de *The Quarterly Review* et à l'endroit d'un homme de l'importance du héros d'Elandslagate et du vainqueur de Cronje. Il me serait d'ailleurs impossible de rééditer clairement toutes les observations de l'Hon. Fortescue sans rappeler par le menu les divers mouvements auxquels, à la fin du mois d'août 1914, participèrent, entre Landrecies et le Canal de Mons, les forces placées sous le haut commandement du feld-maréchal. Aussi bien, ce qu'en dit notre auteur revient-il en susbtance à reprocher à Lord French : d'abord, une insuffisance à laquelle ses subordonnés auraient, Dieu merci, suppléé à plusieurs reprises : en second lieu, l'injustice dont il fait montre dans sa narration à l'égard du général Smith-Dorrien notamment.

Et puis, voici la conclusion de l'article : « Au résumé, c'est ici un livre des plus malheureux. . On y trouve par exemple qu'une rivière comme l'Oise ou la Somme représente un obstacle à l'abri duquel une armée peut se ressaisir et se refaire... Il y a davantage cependant et en réalité c'est l'esprit, c'est tout l'esprit de l'ouvrage qui nous afflige. Pour diminuer un subordonné obligé de se taire, l'auteur en vient en effet à déformer, à dénaturer les choses de la plus maladroite façon et, de la part d'un chef à ce degré de la hiérarchie, le procédé déshonore, en même temps que le « field-marshal », l'armée entière. Au vrai, on ne saurait concevoir pire enseignement que celui qui se dégage de ce livre. Que nos jeunes officiers s'abstiennent donc de le lire ou, s'ils le lisent, que ce soit non pour s'instruire, mais pour apprendre à se garder d'un mauvais exemple. Après quoi, pleuvent sur lui les titres, les plaques, les privilèges de toutes sortes : rien de tout cela ne vaudra à Lord French de figurer jamais parmi les Ralph Abercrombry, les John Moore, les Rowland Hill et les Thomas Graham, qui doivent rester, ceux-là, les grand modèles à suivre. »

De l'autre côté des Alpes, l'humeur contre le président Wilson ne désarme pas, — ce dont on aurait peut-être tort de s'étonner beaucoup.

La *Rivista Popolare* stigmatise sans ambages dans son n° du 15 octobre « l'ignorance et la mauvaise foi de Wilson ». Dans une conférence qu'il fit à Columbus, celui-ci ne proclamait-il pas, à la veille encore de s'aliter, que « la colonie italienne de Fiume était peu nombreuse », que « si l'Italie revendiquait Fiume, c'était pour des raisons d'ordre militaire », que « le fonctionnement de la Ligue des Nations suffirait du reste à la protéger contre le danger qu'elle prétendait prévenir? » A « ce vulgaire mensonge » sur « la colonie italienne de Fiume », il ne faut pas se lasser de répondre que l'Autriche et la Hongrie auront elles-mêmes reconnu, des siècles durant, l'italianité et l'autonomie de Fiume. Il y a une « colonie » italienne à Marseille, par exemple : les Italiens de Fiume sont des autochtones et non pas des immigrés. Hé! que le professeur-président prenne donc la peine de consulter Elisée Reclus, « le plus grand géographe du XIXe siècle ».

Militairement parlant, Fiume nous indiffère, proteste derechef la *Rivista Popolare* : « mais, poursuit-elle, mais quand d'ailleurs le contraire serait vrai; on ne voit pas que le fonctionnement de la Ligue des Nations pourrait nous déterminer ici au renoncement... ou alors que Wilson nous dise pourquoi la France, l'Angleterre et les Etats-Unis se sont prémunis, pour leur part, en concluant l'entente qui les lie ».

Moins violent, Italicus qui signe la chronique politique à la *Nouvelle Revue d'Italie*, n'est pas moins incisif. Quelle raison M. Wilson avait-il de « saboter l'Europe? » se demande-t-il. Et, dame! en cherchant bien... Le noble souci de faire triompher les fameux quatorze articles et les principes de justice distributive qu'ils renferment n'a pas été le seul mobile de l'intervention américaine dans un conflit où, tout en participant de son mieux à l'effort collectif contre l'ennemi commun, chacun des pays de l'Entente avait ses revendications et ses objectifs propres. « Le gouvernement de Washington a une police internationale très savamment organisée et n'ignorait pas qu'aux archives de l'Etat-Major allemand on conservait jalousement un plan d'invasion de l'Amérique du Nord, dont tous les détails étaient précisés et dont l'ensemble était même fondé sur quelques-unes des indications qu'on pouvait tirer de la guerre de Sécession ». Washington n'ignorait pas que les Etats-Unis étaient une de ces puissances, dont le maréchal de Moltke l'ancien parlait déjà en 1870, avec lesquelles l'Allemagne pouvait prévoir un conflit... et le conflit eût probablement éclaté dès que l'Allemagne, derechef victorieuse, aurait réussi à manœuvrer à sa guise le continent subjugué. Cependant, le péril écarté renaissait sous une autre forme et le bloc tant redouté se reconstituait sous l'hégémonie, cette fois, de l'Angleterre, de la France et de l'Italie au cas où les trois grandes puissances occidentales et méditerranéennes sortaient de la Conférence résolument et étroitement unies. Empêcher à tout prix l'Europe de devenir « un corps solide et compact », c'est de politique élémentaire pour l'Amérique qui, fût-elle encore absolument rassurée quant à l'éventualité d'une guerre, aurait toujours à craindre la concurrence sur le terrain du commerce et des affaires.

Au Nouveau Monde, on n'a jamais tant fumé que ces dernières années et cela nous vaut l'avis — que je trouve tout au long dans *The Current Opinion*, fasc. d'octobre, — du Dr Edward Spitzka, une autorité là-bas, sur l'usage du tabac.

Le Dr Spitzka n'a personnellement jamais constaté ni n'a jamais ouï dire par ses confrères que l'habitude de fumer fût si vraiment nocive. La cigarette a d'ailleurs la préférence des Américains et il y a lieu de remarquer que 80 fois sur 100 notre fumeur jette sa cigarette sans l'achever. S'il s'est rencontré dans l'armée américaine de la dernière guerre des cas d'empoisonnement par le tabac, ceux-ci ont été rares et le mal n'a pu atteindre que des tempéraments d'une particulière susceptibilité ou que des imprudents assez sottement inspirés pour « avaler la fumée ». Car la nicotine n'est quand même pas la seule substance dangereuse que renferme le tabac, qui contient en outre de la pyridine, de la collidine, du furfurol, de l'ammoniaque, etc...

Non, le Dr Spitzka, qui est bien gentil, ne pense pas que l'usage du tabac conduise nécessairement au cabanon... et un homme de santé normale « grillera » cinquante cigarettes par jour sans pour autant respirer moins aisément, sans se sentir « le cœur barbouillé », voire sans perdre ses belles couleurs...

Fumeurs, mes frères, fumez en paix.

GASTON CHOISY.

LES LIVRES NOUVEAUX

PAUL DESCAMPS. *La formation sociale du Prussien moderne* (Colin).

M. Paul Descamps a été chargé en 1913 par la Société internationale de Science sociale d'une mission d'études sociales en Prusse ; il expose le résultat de ses investigations en un gros livre bourré de chiffres et de faits précis du plus grand intérêt.

Ayant publié antérieurement sur l'Angleterre un ouvrage analogue (*La formation sociale de l'Anglais moderne*), il y trouve d'utiles points de comparaison ; les phénomènes sociaux ne sauraient en effet être étudiés *in abstracto ;* il est utile de les comparer à d'autres du même genre, qui servent de repère.

Son but est d'étudier la *formation sociale* du Prussien moderne, « et par là, précise-t-il, nous entendons la détermination des influences diverses qui contribuent *actuellement* à former l'habitant du royaume de Prusse, considéré non pas comme individu, mais comme rouage social ». Ces influences sont très diverses ; M. Paul Descamps les classe sous les titres suivants, qui distinguent les trois parties de son livre : influences matérielles, influences intellectuelles et religieuses, hiérarchie des classes et importance des hiérarchies militaires et administratives.

Ecartant le type du mineur, qui prête moins aux comparaisons, étant donné l'influence de la nature sur le développement de l'industrie minière, et le type du métallurgiste, moins dépendant toutefois des conditions physiques du *lieu*, il choisit le travailleur des textiles pour en faire l'objet de l'enquête la plus minutieuse ; c'est ainsi une monographie de l'industrie allemande des textiles au point de vue social qu'il nous offre ; il y gagne de pouvoir comparer son modèle à des types bien connus ; en outre une telle étude est nouvelle ; rien de comparable sur ce sujet à l'abondante littérature relative à l'Angleterre, et qui va du comte de Paris à M. Paul de Rousiers et à tant d'autres.

Voici donc des chapitres sur la rubanerie à Barmen, le mode d'existence de l'ouvrier à la fabrique et au foyer, les formes du patronage — plus développé en Allemagne qu'en Angleterre, parce que l'homme y est moins capable de personnalité et d'initiative individuelle — l'industrie chimique, si influente sur la rubanerie, et enfin sur les patrons de l'Ouest.

Les influences intellectuelles et religieuses sont très puissantes ; l'école, les diverses écoles, si nombreuses, si étroitement disciplinées, les confessions et les sectes, où l'ouvrier allemand se voit confirmer les leçons du maître laïque, autant de moyens d'action par lesquels un État omnipotent dresse les intelligences et forme les consciences ; un ordre si parfait n'est pas sans inconvénient : « lorsqu'on va au fond des choses, on est bien forcé de reconnaître que le système allemand s'adapte moins bien aux nécessités sociales que le système anglais, à cause même de sa rigidité trop grande, de sorte que l'on en vient à penser qu'un excès d'ordre dans les cadres matériels finit par créer la confusion dans la vie ».

Une conclusion analogue s'impose quand on examine de près la multiplication des hiérarchies créées par la Prusse, et qui font vivre l'Allemand dans la crainte superstitieuse d'une foule de « supérieurs ».

Écrit par un Belge, mais dans un esprit purement scientifique, ce livre, étranger à la guerre, explique à merveille une foule de traits du caractère germanique qui se sont donné libre carrière en ces dernières années ; il devra être consulté par quiconque voudra parler en connaissance de cause de l'Allemagne contemporaine.

Henri Focillon. *Technique et sentiment. Études sur l'art moderne.* (H. Laurens.)

M. Henri Focillon, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon, est un critique d'art infiniment attachant : bien loin de se borner à un pur commentaire historique des œuvres d'art, ce sont les œuvres même qu'il s'efforce de pénétrer, et s'il recherche les efforts successifs de l'artiste, s'il examine les outils et les matières, c'est pour mieux nous faire comprendre une technique qui n'est point à ses yeux un ensemble de procédés inertes et abstraits, mais une puissance de vie et de sensibilité.

Sa méthode, qu'il expose dans une préface dédiée à Gustave Geffroy, a quelque chose de la manière libre et vivante et de la divination qui ont fait de l'auteur de l'*Enfermé* le plus sûr conseiller des amateurs d'art de notre temps.

Il l'applique à des sujets divers : les eaux-fortes de Tiepolo, Barye, les dessins de Victor Hugo, Charles Meryon, Théophile Chauvel, Emile Boilvin ; ce sont ensuite de lumineux essais sur l'eau-forte de reproduction au XIXe siècle, et l'image de l'enfant dans l'art moderne.

Deux études sont d'une particulière actualité ; l'art allemand depuis 1870, a été souvent pris en considération par nos critiques, mais une vue d'ensemble, impartiale, précise et générale, nous manquait ; M. Focillon remet à leur vrai plan historique les manifestations esthétiques de nos voisins, éléments d'un « art d'Empire » artificiel et violent ; leurs essais d'art décoratif notamment, ne sont point aussi originaux qu'on a semblé le croire ; ils ne sont qu'un épisode de la renaissance des arts décoratifs en Europe à la fin du XIXe siècle, due à des facteurs qui n'ont rien de particulièrement allemand ; ils sont postérieurs aux inoubliables recherches de nos céramistes, et ont été précédés par les efforts de Ruskin, de Walter Crane, de William Morris, et des bons ouvriers de Kelmscott ; mais — et c'est sans doute ici que s'affirme le mieux la différence des génies nationaux — ils sont dominés par une notion toute allemande des techniques industrielles.

L'art japonais est depuis la fin du siècle dernier, au premier plan de nos curiosités esthétiques ; si séduits que nous soyons par tant d'œuvres délicates et charmantes, nous en possédons bien rarement la clé ; M. Focillon nous propose une vue ingénieuse, par où s'explique l'évolution artistique du Japon, si étroitement déterminée par la pensée religieuse ; on trouvera là une philosophie de la civilisation japonaise que recommandent la vaste information et la pénétration psychologique de l'auteur ; ce dernier essai ne sera pas le moins apprécié ni le moins utile de tous ceux que le lecteur aura plaisir à trouver rassemblés en ce beau livre.

Comte F. U. Wrangel. *Choix de lettres intimes d'un épicurien du XVIIe siècle* (comte Jean Oxenstiern). — (J. Chevrel, éditeur). — *Origines et débuts du Royal-Suédois, actuellement 89e de ligne* (Eug. Figuière.). — *Voyage en France d'Oxenstiern*, 1635 (Plon). — *La vie rustique en Alsace*, préface de Paul Fort (Plon). — *Emile Antoine Bourdelle*, par Georges de Pauli. Traduit du suédois par F. U. W. (Lahure).

Lauteur de ces livres, écrit Paul Fort, « est un de ces Scandinaves qui aiment notre pays au point d'en avoir fait leur séjour coutumier, le charme de leur vie, le paradis de leur âme, le complice quotidien de leurs yeux, et non pas seulement la « seconde patrie» que la France devient pour les étrangers d'élite arrivés chez nous pour lier, tout juste, connaissance ».

Lettré délicat, érudit actif, grand voyageur, esprit

international, mais avant tout épris de la France, le comte Wrangel multiplie les écrits où se rencontrent l'histoire des mœurs, l'histoire des Lettres, et les impressions et souvenirs vécus.

Historien très apprécié en Suède, il se voue avec une prédilection particulière à l'histoire des relations franco-suédoises aux XVIIe et XVIIIe siècles ; ses travaux nous sont d'autant plus précieux qu'il joint à la pratique de nos bibliothèques la familiarité des archives publiques et privées de Scandinavie, et nous fait ainsi bénéficier de nombre de documents inaccessibles à nos chercheurs.

Son récit du voyage d'Oxenstiern en France, d'après des documents suédois, et les comptes mêmes du célèbre chancelier, tout rempli de détails pittoresques, ajoute un chapitre piquant à l'histoire des mœurs au temps de Louis XIII, et apporte une contribution utile à l'histoire de Richelieu.

Son étude sur les origines du Royal-Suédois sera consultée avec fruit par nos annalistes militaires ; on y verra avec quel empressement, la noblesse suédoise vint, deux siècles durant, apprendre chez nous le métier des armes, et verser son sang, sans compter, sur tous nos champs de bataille ; l'un de ces nobles, Lillestierna, n'écrivait-il pas, en 1691 : « tout le monde convient que c'est en France où la guerre se fait dans la dernière perfection »? Contrairement à une croyance assez répandue, la Suède ne nous a jamais fourni que très peu de soldats ; par contre nous lui dûmes de très nombreux officiers, dont quelques-uns parvinrent aux plus hauts rangs.

Ce constant afflux de gentilshommes ne s'explique d'ailleurs pas seulement par le prestige de nos armes; les fils de grande famille affectionnaient traditionnellement nos mœurs et notre luxe ; un voyage et un séjour en France étaient le complément nécessaire de toute éducation aristocratique.

Tel était le but du comte Jean Oxenstiern, de la famille du chancelier, né en 1666, et qui, à l'âge de seize ans, quitta sa patrie avec son gouverneur pour venir apprendre sur le continent l'art de bien vivre ; « s'il avait pu prévoir à cette époque, écrit le comte Wrangel, que son voyage se poursuivrait pendant plus de quarante ans, qu'il serait une pérégrination de pays en pays, de cour en cour, et pendant un certain temps une série malencontreuse de déboires, de désagréments et d'humiliations, il est à présumer qu'il eût préférer rester au logis ancestral. Il ne revit sa patrie qu'à un âge avancé, et il s'y sentit un étranger, ignoré de tous et n'y comptant que peu d'amis ».

Rien de plus singulier que la carrière de ce grand seigneur errant, prodigue et ami du plaisir, et qui parcourt l'Europe en quête de relations et d'aventures : sur le tard, devenu philosophe, il résume son expérience en divers écrits, en suédois ou en français, qui dénotent une connaissance profonde des hommes et de la vie ; ses *Pensées sur divers sujets*, ses *Méditations dans la solitude*, son *Bouquet de diverses fleurs* furent célèbres dans toute l'Europe ; peut-être ses lettres nous livrent-elles plus sûrement core le fond de sa pensée. Le choix qu'en publie le comte Wrangel est une vraie bonne fortune pour les lettrés, qui goûteront cette sagesse âpre et souvent amère, cette misanthropie spirituelle, la vivacité des aperçus, et jusqu'à la vigueur incorrecte, mais si expressive, de la langue. Oxenstiern n'est pas seulement un observateur pénétrant ; sa mémoire étonnante de lecteur averti, sa connaissance des classiques, des maîtres latins, français, italiens et espagnols, ainsi que des textes sacrés doublent son expérience, souvent chèrement acquise, et font de lui l'un des esprits les plus universels de son temps.

Dans la *Vie rustique en Alsace*, le comte Wrangel résume quelques impressions personnelles ; notes familières, d'une bienveillance amusée, où apparaît finement tracé par un observateur véridique, le caractère du paysan alsacien ; petit livre plein d'agrément, et qui a ce mérite de nous renvoyer, en un miroir étranger, mais fidèle et amical l'image de mœurs rurales trop peu connues en France même.

La traduction enfin de l'opuscule du peintre suédois Georges de Pauli sur Emile Antoine Bourdelle sera bien accueillie par tous les amis de notre art ; il est très singulier que nos artistes les plus originaux rencontrent parfois la faveur de l'étranger avant même d'avoir réalisé en France toute leur gloire ; la sympathie intelligente, l'admiration spontanée — et compétente — de Georges de Pauli ont rendu Bourdelle célèbre en Suède ; et certes les vrais amateurs d'art ne contestent pas au plus éminent de nos sculpteurs le bénéfice de sa géniale originalité ; rappelez-vous toutefois qu'à cette heure même la Chambre des Députés hésite à accueillir le monument de Bourdelle aux députés morts pour la patrie. Souhaitons que nos représentants ne demeurent point aveugles aux enthousiasmes justifiés de l'étranger, et lisent la brochure de Georges de Pauli, élégamment et fort opportunément traduite par le comte F. U. Wrangel.

JACQUES LUX.

Le Gérant : ALB. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris, VIe

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 22 — 57e ANNÉE — 15-22 NOVEMBRE 1919

Voir ci-contre sur le verso de la couverture un important avis à nos abonnés.

LA QUESTION DES ALLEMANDS DE BOHÊME (1)

Malheureusement, le monde n'est pas mené par les intérêts, — c'est-à-dire, en somme par la raison, — mais par les passions, qui sont aveugles. Les Allemands, dans l'ancienne monarchie habsbourgeoise, aussi bien que dans l'Empire des Hohenzollern, ont été gangrenés par les doctrines pangermanistes. On leur a seriné depuis cinquante ans qu'ils étaient un peuple supérieur, qu'ils avaient reçu du Ciel une mission divine et qu'ils étaient prédestinés à répandre la Civilisation parmi les Barbares ; ils ont fini par se persuader qu'ils commettraient une sorte de défection en traitant d'égal à égal avec leurs concitoyens d'une autre langue et ils se regardent comme asservis s'ils renoncent à dominer.

Les professeurs, en Allemagne et en Bohême, mettaient volontiers en tête de leurs ouvrages, l'adage classique : *sine irâ et studio*. Après s'être mis ainsi en règle avec les exigences de la critique, ils laissaient libre cours à leur fantaisie. Moins préoccupés de science que de propagande, ils se faisaient des âmes d'apôtres, chargés de maintenir et d'exalter le patriotisme de leurs lecteurs et de leurs élèves. La guerre, dont la responsabilité retombe en grande partie sur eux, nous a appris cependant à les juger avec quelque indulgence, parce qu'elle nous a révélé le danger que courent les peuples qui n'entretiennent pas avec un soin jaloux le culte de l'idée nationale. Il nous sera permis du moins de dire qu'ils ont trop souvent dépassé la mesure et compromis l'avenir même de leur peuple en flattant son orgueil et en développant chez lui des aspirations ambitieuses qui ont fini par révolter le monde entier. Aucune entente ne serait possible entre les Tchèques, si les Allemands ne se décidaient pas à procéder à une revision des valeurs et à purger leur esprit des préjugés ridicules qui leur ont été longuement inculqués. Il faut qu'ils oublient l'histoire tendancieuse qu'on leur a enseignée. Toute leur éducation est à refaire, — ce qui exige un sérieux et pénible effort de volonté.

Personne ne conteste que les colons allemands qui, au XIIIe siècle, sont venus s'établir en Bohême, ont contribué à élever le niveau économique et social du pays ; c'est à eux que remontent vraiment l'établissement des villes et les origines d'une bourgeoisie libre ; grâce à eux, la condition des paysans s'est améliorée ; ils ont apporté des méthodes agricoles supérieures, mis en culture des territoires jusque-là déserts, fondé l'industrie minière. Depuis lors, les influences germaniques ont toujours été profondes en Bohême et quelquefois heureuses. Ce sont des savants slaves qui ont mis en pleine lumière l'influence extraordinaire exercée sur la renaissance tchèque contemporaine par Herder et le

(1) Voir le numéro précédent.

romantisme allemand. Au XIXe siècle, des poètes allemands d'Autriche, tels que Lenau, Meissner et Hartmann, ont eu une action profonde sur le développement de l'esprit tchèque.

Dans quelle mesure le mérite de ces services, que personne ne conteste, revient-il à l'Allemagne seule? La réponse n'est pas aisée. Parmi les colons du XIIIe siècle, beaucoup tiraient leur origine de Belgique, de Hollande ou même d'Angleterre, et Herder lui-même n'était qu'à-demi Allemand.

Dans tous les cas et sans vouloir chicaner sur les détails, les Allemands tirent de ces faits des conséquences abusives et ils commettent une erreur historique grossière quand ils prétendent avoir été dans tous les domaines les maîtres des Tchèques, et qu'ils se présentent comme les vrais fondateurs du pays. Plus rapprochés que les Slaves des pays qui avaient reçu la tradition directe de la civilisation gréco-romaine et qui, au moyen-âge étaient le foyer de la civilisation, la France et l'Italie, ils ont eu par moments la bonne fortune d'être les introducteurs du progrès dans l'Europe orientale. Ils n'ont pas inventé grand'chose et leur mérite s'est borné le plus souvent à propager des idées et des méthodes qui leur venaient du dehors. Ils auraient tort de trop s'énorgueillir de services qui ne leur appartenaient guère en propre.

En Bohême, c'est en dehors d'eux, sans eux, et le plus souvent contre eux que le peuple tchèque s'est formé, a grandi et s'est développé. Les Slaves ont repoussé le Christianisme aussi longtemps qu'il leur a été prêché par les moines batailleurs, cupides et brutaux que la Germanie envoyait comme fourriers de ses conquêtes ; pour qu'il s'implantât en Moravie, il a fallu l'arrivée des Apôtres slaves et ce sont les Tchèques qui, presqu'aussitôt, ont repris et accompli dans l'Europe orientale l'œuvre de propagande civilisatrice que les Allemands avaient si maladroitement compromise par leurs violences et leurs razzias. L'archevêché de Hnézdno (Gnesen), le siège primatial de la Pologne, s'est élevé sur le tombeau d'un martyr tchèque, Saint-Vojtiech et c'est un des compagnons de Saint-Vojtiech qui a été l'organisateur de l'Eglise hongroise. Cette civilisation chrétienne, dont ils avaient été les ardents missionnaires, les Tchèques en ont été par la suite les défenseurs héroïques contre les Musulmans. Jamais les Habsbourgs et leurs sujets allemands n'auraient été en état au XVIe et au XVIIe siècle d'arrêter les invasions turques s'ils n'avaient eu pour payer leurs soldats les impôts que leur fournissaient les pays de la couronne de St-Venceslas. C'est autour des Tchèques que se sont groupés au XVIe et au XVIIe siècle les peuples que menaçaient l'absolutisme œcuménique des Ferdinand et l'intolérance des contre-réformateurs et leur défaite ne les a pas empêchés d'être les premiers sur la brèche quand la lutte a repris contre le despotisme. Avant Vienne, en 1848, Prague s'est insurgée contre le régime metternichien, et si, à ce moment, les conseils de Palatsky et de Rieger avaient été écoutés, ils auraient épargné à l'Europe les convulsions où l'a précipitée depuis trois quarts de siècles la folie conquérante de l'Allemagne.

Comme toutes les grandes fondations scientifiques du moyen-âge, l'Université de Prague, au moment où elle fut créée par Charles IV, avait un caractère international, et les professeurs allemands y occupaient une place éminente. Mais à quel moment joue-t-elle un rôle de premier plan dans les affaires de la Chrétienté et exerce-t-elle en Europe une action profonde? Au moment où les maîtres tchèques en prennent la direction, la marquent de leur empreinte et la lancent dans une voie nouvelle. Sous leur impulsion, la Bohême du XVe siècle secoue le joug de la tradition médiévale et apporte à l'humanité un nouvel Evangile. La première, elle annonce alors au monde les idées de tolérance, de liberté de conscience, d'émancipation des esprits ; ces principes, elle ne se contente pas de les proclamer, elle les scelle du sang de ses martyrs ; excommuniée, isolée en face de l'Europe conjurée contre les iconoclastes et les révolutionnaires qui ébranlent l'édifice du passé, à force de génie et de sacrifices, elle contraint la Papauté à transiger avec l'hérésie ; avec les Taborites, elle proclame quelques-uns des principes les plus hardis de la société moderne ; avec Cheltchitsky et Komensky, elle devance les théistes anglais, les encyclopédistes français et l'Amérique du Président Wilson.

Quels noms les Allemands de Bohême oseraient-ils opposer à ceux de Hus, de Jérôme de Prague, de Dobrovsky, de Havlitchek? J'en passe, et des meilleurs.

Infériorité de nature? Je n'en sais rien et, à vrai dire, je ne suis nullement disposé à l'admettre. Pas plus que moi, les Tchèques ne croient aujourd'hui à la mission providentielle de quelques races douées par la Providence de qualités supérieures. Les Allemands de Bohême ont été les victimes du rôle qu'ils ont assumé. Depuis leur arrivée dans le Royaume, ils se sont considérés comm en pays conquis ; ils sont restés isolés au milieu de la population qu'ils entendaient maintenir dans une situation subordonnée, ils ont épuisé le meilleur de leurs forces à défendre leurs privilèges. A ce métier, ils ont acquis quelques-unes des forces, mais aussi les pires défauts des aristocraties militaires ; à la longue, la discipline et la constance dans les desseins ne com-

pensent pas la méfiance incurable en face des idées nouvelles, la timidité de l'esprit, la fatuité insolente contre lesquelles ne se défendent jamais les castes qui se parquent dans un hautain isolement. Les Allemands de Bohême ont payé leur domination du prix de leur âme ; c'était un mauvais marché. Sur un moindre théâtre, ils ont commis la même erreur que l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II. Ils ont mérité leur échec définitif, non seulement parce que leur but était immoral et leurs desseins contraires à la marche normale du monde, mais parce qu'ils ne justifiaient plus leurs prétentions par aucun mérite supérieur. Leurs adversaires n'étaient pas seulement plus nombreux, ils étaient aussi plus ouverts aux souffles du large, animés de sentiments plus généreux, d'une intelligence plus avisée et plus alerte.

Les Allemands comprendront-ils la leçon des évènements et renonceront-ils sans arrière-pensée à leurs désirs de domination? Il n'est pas défendu de l'espérer. Les Tchèques n'ont aucun désir de reprendre contre leurs compatriotes d'une autre langue la politique d'oppression dissimulée ou ouverte que les Habsbourgs ont si longtemps pratiquée. Non pas sans doute qu'on ne puisse rencontrer parmi eux des nationalistes imprudents et rancuniers qui rendraient volontiers le mal pour le mal. Cette poignée d'extrémistes n'a dans le peuple qu'une influence infime et leurs projets insensés se heurteraient, s'ils se risquaient à les proposer, à l'invincible répugnance de la raison populaire. L'expérience démontre que l'extermination d'un peuple est une opération des plus difficiles et qui, pour réussir, exige des conditions qui se trouvent bien rarement réunies ; l'histoire, qui n'est pas toujours morale, nous enseigne cependant que la violence et la haine sont de mauvaises conseillères. Les Taborites qui, comme nos Révolutionnaires, ne manquaient ni d'audace ni de résolution quand il s'agissait d'atteindre le but qu'ils s'étaient proposé, ont vainement essayé de purger le pays des Allemands ; leurs descendants n'ont aucune envie de recommencer une entreprise qui répugnerait à leurs sentiments les plus intimes et leur aliénerait les sympathies du monde. Ils ont mérité leur indépendance par la fidélité inébranlable avec laquelle, pendant des siècles d'adversité, ils ont défendu le droit des peuples et protesté contre l'iniquité : ils savent que la justice est le seul fondement solide des Etats et ils sont fermement résolus à ne pas violer les engagements solennels qu'ils ont pris devant l'humanité.

Depuis la fin des hostilités et bien que la conduite des Allemands pendant la guerre fût de nature à excuser quelques représailles, les Tchèques ne se sont jamais départis de la correction la plus absolue. Les journaux les moins bien disposés à leur égard, ont constaté que pendant les journées les plus chaudes de la révolution, la liberté des Allemands est demeurée entière, et que leur sécurité n'a jamais été menacée. Le Président Masaryk n'a rien d'un nationaliste farouche et il ne s'est jamais inspiré que des principes les plus élevés d'équité et de tolérance. Dans la République tchéco-slovaque, les partis réactionnaires n'existent pas, et les membres même de l'extrême-droite reconnaissent sans réserve les doctrines démocratiques. Il est entendu que toutes les élections seront faites au suffrage universel direct et égal ; toutes les fonctions politiques seront également accessibles à tous les citoyens ; la langue des minorités sera admise partout dans des conditions de stricte égalité ; les Allemands auront, comme les Tchèques, leurs tribunaux, et ils seront placés exactement dans les mêmes conditions que le reste de la population. « Les Allemands, a écrit M. Benech, — qui est sur ce point d'accord avec la chambre, — auront les mêmes droits que les Tchéco-Slovaques ; leur langue sera la deuxième langue du pays, ils ne seront jamais l'objet d'aucune mesure vexatoire. Le régime que nous nous proposons d'introduire sera celui de la Suisse. Ce régime sera institué en Bohême, d'abord parce que les Tchèques ont toujours eu des sentiments profonds de démocratie, de droit et de justice et reconnaissent loyalement ces droits même à leurs adversaires, mais aussi, parce qu'ils pensent que cette solution, favorable aux Allemands, est en même temps favorables aux intérêts politiques de leur propre nation.

Les Allemands repousseront-ils la main que leur tendent loyalement leurs adversaires? On ne leur demande aucun sacrifice ; personne ne songe à blesser leur dignité, à les atteindre dans leur fierté légitime ou à les traiter comme des citoyens du second degré. Pour que la paix s'établisse dans le pays, il suffit qu'ils renoncent aux préjugés ridicules dont ils étaient devenus peu à peu les prisonniers. Ils n'ont pour cela, qu'à revenir à leurs meilleures traditions. Plus d'une fois dans l'histoire, les deux peuples ont travaillé en commun ; parmi les maîtres qui ont préparé la Réforme hussite, les professeurs allemands, au début, étaient à côté des théologiens slaves, pour défendre les droits de la libre recherche contre le despotisme pontifical. Quand, au XVIIe siècle, les Tchèques se sont soulevés, les Allemands d'Autriche combattaient à côté d'eux et le sournois obscurantisme des Habsbourgs a pesé d'un poids aussi lourd sur les épaules des deux peuples. En 1848, quand il s'est agi de briser les derniers liens du servage, l'Allemand Kudlich et le

Tchèque Brauner, se sont unis dans un même effort de libération. Pendant la première moitié du XIXe siècle, les rapports des Tchèques et des Allemands ont été toujours corrects et souvent amicaux ; les poètes allemands empruntaient volontiers leurs sujets à l'histoire nationale, Lenau et Meissner ont chanté Zizka et la révolte hussite.

Il est sans doute exact que la lutte des Slaves et des Allemands est un des traits essentiels de l'histoire de la Bohême. Mais on fausse et on rétrécit singulièrement la vérité, quand on s'imagine que ce conflit n'a pas eu de trêves. A certaines heures, elles ont duré fort longtemps et ont permis la naissance et le développement d'un patriotisme commun que les luttes intestines n'ont pas complètement supprimé. Pendant des siècles, les Allemands ont été les défenseurs sincères et dévoués de l'Etat. En 1618, — et rien ne montre mieux combien à certains moments les intérêts des deux partis étaient étroitement liés, — les Seigneurs tchèques se sont insurgés parce que les lettres de majesté avaient été violées dans deux petites bourgades allemandes, Klostergrab et Braunau. En 1848, les poètes allemands Ebert et Uffo Horn revendiquaient les droits de la Couronne de Saint-Venceslas, avec la même sincérité, sinon avec la même science que Palatsky et Rieger. Récemment encore, à l'aurore du régime constitutionnel, dans la Diète de 1841, la majorité des Allemands se réunissait aux Tchèques pour demander à l'Empereur François-Joseph de se faire couronner roi de Bohême, c'est-à-dire, qu'elle reconnaissait solennellement l'existence d'un Etat tchèque, autonome et souverain.

A ce moment, les Allemands se proclamaient loyalement les fils de la Bohême. Aujourd'hui, pour panser les plaies que lui ont faites cinquante années de querelles furibondes et cinq ans de guerre, la patrie commune a besoin de tous ses enfants. Les Allemands hésiteront-ils à répondre à son appel? Leur intérêt est ici conforme à leur devoir. Malheur aux partis et aux peuples qui ne savent ni apprendre ni oublier. S'ils se renfermaient dans un isolement farouche, ils commettraient la plus lourde des imprudences et la plus criminelle des fautes.

E. Denis.

UN TROGLODYTE(1)

L'hiver, par les temps pluvieux, on se serrait sur le petit banc scellé sous le manteau de la cheminée, devant la flambée d'ajoncs ; parfois, entre deux bourrasques on se risquait dehors, quitte à s'abriter sous un rocher si nous surprenait l'averse. Alors, tapis contre la paroi, on se serrait frissonnant l'un contre l'autre et c'était un avant-goût du bonheur qui nous attendait pour le temps où nous ne ferions plus qu'un... Ah ! les beaux jours d'espérance et d'amour, si remplis de promesses que l'avenir ne devait pas tenir !... Mais, par grâce du ciel, nous avions foi en lui et nous connûmes alors le bonheur !...

L'époque du départ approcha. Le 15 février nous devions embarquer, à Paimpol, sur la *Reine-Anne*, goëlette de 200 tonneaux, d'ancienne construction, mais raddoubée à neuf et qui avait fait ses preuves quant à bien tenir la mer. Nos promises, vaillantes filles de marins, voulurent nous faire conduire jusqu'à bord. Le voisin Jaouen nous emmena dans sa cariole sans avoir peur, pour son bidet, des onze à douze lieues de route entre Ploumanac'h et Paimpol. Aux grandes côtes, on descendait et on avait encore la joie de cheminer par couple, comme naguère dans les sentes du pays, mais l'idée de la séparation prochaine, malgré l'étreinte qui rapprochait nos cœurs, glissait en eux un frisson. Seulement on avait à honneur d'être brave et nos paroles ne trahissaient pas nos angoisses.

A peine arrivés, il fallut monter à bord. Les capitaines avaient peur que leurs hommes s'attardassent dans les cabarets jusqu'à manquer le départ. Nous n'y songions guère ; les avances touchées étaient allées tout droit aux mains de nos fiancées qui les garderaient pour les noces. Au moment de quitter ma douce, Aimée, malgré son courage, me laissa voir ses yeux gros de larmes. Je mis sur eux mon baiser — le dernier — et me sauvai pour ne pas pleurer aussi devant elle.

Réfugié sur la *Sainte-Anne*, toute pimpante en son pavois de fête, je ne vis rien de la cérémonie ni de la procession qui se déroulait sur le quai, tandis que le Recteur aspergeait d'eau sainte les goëlettes en partance... Sans doute, nulle goutte ne tomba sur la *Sainte-Anne*, car la bénédiction de Dieu lui manqua...

Nous appareillâmes par bonne brise. Tant que la côte fut visible, je la contemplai, l'âme en deuil. Je croyais deviner m'accompagnant de même de son regard mouillé, ma chère Aimée ; mon frère Lomic cherchait également la silhouette de Fante parmi les petites ombres noires, couronnées de la blancheur

(1) Voir le numéro précédent.

des coiffes, qui se rapetissaient sur la côte et disparaissaient peu à peu...

La traversée s'accomplit par vents favorables et dès notre arrivée dans les eaux de l'Islande la campagne s'annonça fructueuse. Nous aimions nos fatigues — car elle est rude cette pêche — en songeant, Lomic et moi, à la belle part de prise que nous rapporterions pour nos noces.

Tout allait trop bien... Soudain le temps changea. Le patron fronça le nez aux signes annonciateurs de la tempête. Nous étions trop au large pour nous réfugier dans un des rares ports hospitaliers de l'île ; il fallait nous parer à subir la tourmente qui, quelques heures plus tard, fut sur nous.

Pendant trente-six heures la *Reine-Anne* tint bon contre l'assaut du vent et de la mer. Enfin sa fureur diminua et nous nous croyons sauvés quand l'invasion de l'eau dans la cale dénonça une avarie de la coque. Nous nous attelâmes à la pompe, tandis que deux calfats cherchaient la fissure et tentaient de l'aveugler. Vains efforts, la *Reine-Anne* enfonçait... Doris et canots avaient été enlevés par les lames ; autour de nous la mer était vide... et l'eau nous gagnait toujours.

Soudain, une voix cria :

— Navire à tribord !

L'espérance ranima nos cœurs. Nous hissâmes les signaux de détresse et nous eûmes la joie de voir le bateau gouverner sur nous... Mais sa lenteur nous dénonça qu'il avait aussi souffert de la tempête ; notre espoir s'anéantit ; avant qu'il ne nous eut atteints, nous aurions sombré !...

— Frère, me dit Lomic, en me passant au cou le tube de métal où les marins tiennent leurs papiers à l'abri de l'eau, là sont mes reliques. Echangeons-les entre nous. Si l'un de nous échappe à la mort il les remettra en souvenir à celle qui sera veuve avant d'avoir été épouse.

Je lui tendis à mon tour mon étui... A ce moment, la *Reine-Anne* donna brusquement de la bande et d'un seul coup chavira...

Comment fus-je repêché seul de l'équipage par le bateau venu à notre secours, je ne l'ai jamais su. Je ne recouvrai le sentiment que plusieurs jours après dans un lit de l'hôpital de Reykiavick. J'appris plus tard y avoir été déposé par mes sauveurs repartis pour la pêche et inscrit sous le nom de mon frère d'après les papiers pendus à mon cou. Trop faible pour expliquer l'erreur, accablé par la perte de mon jumeau, du grand ami dont, pour la première fois depuis notre naissance j'étais séparé et pour toujours, désespéré à la pensée de reparaître sans lui devant mon père, devant Fante, je me laissais attribuer le nom de celui que je pleurais.

Et voici qu'une lettre arriva. Mon père était mort peu après notre départ. Mon pauvre Lomic l'avait trouvé qui déjà l'attendait là haut...

Une épidémie s'était abattue sur Ploumanac'h... Oh ! une maladie que l'on dit peu grave : la rougeole ; mais chez nous on se soigne si mal et on n'a recours au médecin que lorsque la mort est déjà à la porte. Elle avait pris mon père et une autre aussi que je ne savais pas. Aimée, ma douce, dormait à cette heure dans le cimetière de Perros, sa sœur, la fiancée de mon frère, atteinte aussi, survivait, mais le mal était tombé sur ses yeux et les avait clos à la lumière...

Ah ! pourquoi n'ai-je pas appris alors que ma Douce m'attendait là-haut ? La douleur me l'aurait fait rejoindre et la mort m'eut été bonne !... Hélas ! pourquoi avais-je été sauvé !...

La nouvelle du naufrage de la *Reine-Anne* avait été donnée par le navire sauveteur. J'étais indiqué comme seul survivant sous le nom de Lomic Kervoan et le renseignement, à mon insu, était parvenu au pays.

Ce fut, en débarquant à Lannion, que j'appris, d'un camarade qui me prit pour mon frère, toute l'étendue de mon malheur... J'en demeurai assommé. D'abord je ne songeai qu'à me rembarquer pour aller user ma vie loin du pays qui ne me rendait rien de ce que je lui avais laissé. Qu'irai-je faire à Ploumanac'h où ne m'attendaient qu'une maison vide et les tombes des êtres aimés ?... Soudain un revirement se fit en moi, me montra un devoir à remplir. Qu'allait devenir la pauvre mère Le Goff seule avec Fante aveugle, elle qui ne vivait que du travail de ses filles? Lors de nos accordailles avec Aimée, il avait été dit que nous vivrions avec elle et qu'elle nous aurait pour adoucir ses vieux jours. Cet engagement je le tiendrais par honneur de ma parole et en mémoire de ma fiancée. J'étais jeune, bon marin, le père me laissait en héritage sa maison et sa barque ; je rentrerais au pays et je gagnerais le pain de la veuve et de l'aveugle...

Et résolu, je me mis en route.

Quel coup je reçus au cœur quand, de la Clarté, j'aperçus le toit de la maison paternelle, au foyer éteint, et le chaume de la demeure voisine d'où filait une mince fumée. Il allait falloir franchir ce seuil d'où mon amour était parti.

Mais l'heure était d'être un homme. Je marchai donc droit à mon but et poussai la porte.

A mon entrée, la mère se dressa en s'écriant :

— Lomic !

Et les yeux morts, Fante m'ouvrit les bras.

J'hésitai, effaré de leur erreur, mais me l'expliquai aussitôt. J'avais été signalé au pays, comme seul survivant au naufrage, toujours sous le nom de mon frère que portait d'ailleurs ma feuille de route ;

Fante croyait son fiancé vivant et le retrouvait en moi !...

Le cœur me manqua pour l'accabler brutalement par l'aveu de la vérité. Seul avec sa mère, je lui dirais tout et, mieux que tout autre, elle saurait porter ce nouveau coup à sa fille sans la tuer.

Je me livrai donc à l'embrassement de la pauvre fille ; le deuil qui emplissait nos âmes fut un prétexte suffisant à modérer les épanchements passionnés ; ensemble nous pleurâmes et priâmes sur nos morts pour qui, fidèle à nos traditions de race, la mère psalmodia le *De profundis* dont nous sanglotions les répons.

La veuve Le Goff avait la clef de ma maison ; elle se leva pour m'y conduire et m'éviter la cruauté d'entrer seul dans le logis désert. Après m'être prosterné devant le lit où était mort mon père, je vins à la veuve et lui révélai l'erreur désolante : j'étais Hervé et non Lomic.

— Ma Doué ! gémit-elle, Fante en mourra.

Je restai silencieux, navré de mon impuissance à épargner le dernier enfant de la pauvre mère. Mais elle me saisit soudain les mains, et me dit, embrasée d'une espérance :

— Ecoute, mon gars, tu m'avais promis d'être mon fils ; sois-le pour sauver celle qui me reste !

Je la regardai, sans comprendre.

— Oui, insista-t-elle, reste Lomic le promis de Fante... C'est la Providence qui le vent puisqu'elle t'a ramené près de nous sous le nom de ton frère !

Oh! me révoltai-je, jamais!... C'est Aimée qui avait tout mon cœur.

— Aussi est-ce en son nom que je te conjure d'être pour Fante ce que, si elle eut vécu, Aimée aurait été pour toi ! En tes mains sont le bonheur de la pauvre aveugle, sa vie et la mienne, car je ne survivrais pas à mon dernier enfant. Celle qui est là-haut te bénira de te vouer à sa sœur et à sa mère ; elle réprouverait un refus dont elles seraient les victimes !

La tête perdue, je me débattais dans une révolte de tout mon être à être le mari d'une autre que celle que je pleurais, et de quelle autre ? la sœur de ma bien-aimée morte, la fiancée du frère en qui m'incarnait un mensonge.

Mais la vieille Mariannic Le Goff m'étourdissait de ses objurgations véhémentes, invoquait si haut la prétendue volonté de la morte, sa réprobation certaine d'une hésitation de ma part, que je n'osai plus me défendre. Vaincu, je subis l'exigence de la mère, je me résignai au rôle qu'elle m'imposait, bien qu'un frisson d'horreur glacât mon sang.

Une fois entré dans le mensonge, je n'en pouvais plus sortir. La mère Mariannic savait bien que chaque heure, chaque parole, chaque geste désormais me lieraient davantage. Et peu à peu je me laissai convaincre par elle quand elle me répétait que j'étais trop jeune pour que mon mal ne guérit pas ; qu'à mon âge la vie se recommençait, que la tendresse de Fante me ferait encore d'heureux jours. De fait, j'étais touché par l'amour que me témoignait la pauvre aveugle et ému de sentir ma présence la consoler de son infirmité.

Cependant, certains retours sur moi-même, durant mes nuits trop souvent sans sommeil, me représentaient les joies de Fante impies et je me sentais moi-même sacrilège à recueillir des épanchements de cœur destinés à celui dont frauduleusement je tenais la place.

— De quoi t'alarmes-tu, me réconfortait Mariannic, puisque l'illusion de Fante fait son bonheur et que la vérité la jetterait au désespoir. Laisse-toi aimer, aime-la toi-même, et tu connaîtras par elle les joies que t'aurait données celle que Dieu n'a pas voulu tienne. Il avait ses voies pour t'amener à celle qu'il te destinait. Bénis-le donc et accepte son bienfait.

Bien que mal convaincu encore, j'étais pourtant ébranlé. Le respect que l'on a chez nous pour la parole des anciens et la foi accordée à leur sagesse n'étaient pas sans m'influencer. En outre, la présence constante de Fante, si touchante alors dans l'expression d'amour qui rayonnait d'elle malgré ses yeux clos, agissait peu à peu sur ma jeunesse. Je me reprenais au désir de vivre, d'être aimé, d'aimer moi-même. J'écoutais la voix complice de Mariannic me répéter qu'Aimée et mon frère, loin de m'en vouloir, se réjouissaient de voir, l'une sa sœur, l'autre sa fiancée, rendue à la félicité et par moi, celui que sur terre ils avaient le mieux aimé.

Progressivement je me laissai gagner. Notre triple deuil avait fait retarder les noces qui ne devaient être célébrées qu'après l'anniversaire de ces tristes jours. J'avais repris la vie courante ; associé avec un voisin nous allions à la pêche dans la barque de mon père et j'en apportai le produit à celles qui allaient être ma nouvelle famille. La fréquentation des camarades de mon enfance me distrayait de mes anciennes pensées et de mes tourments ; je croyais même de bonne foi que Fante avait pris la place vide dans mon cœur et qu'il refleurirait à la chaleur de son amour.

Les noces eurent lieu... Oh ! l'affreux réveil !... Près de celle à qui j'étais désormais irréparablement lié, toutes mes épouvantes ressurgirent. Chaque baiser de ma femme me semblait volé à mon frère par ma criminelle imposture et ses mains froides de noyé se glissaient entre Fante et moi comme pour m'arracher d'elle ; et quand, surmontant mon horreur, me raidissant dans le rôle et le devoir acceptés, je tentais de rendre à ma compagne ses caresses, l'image

de celle qui avait emporté ma promesse dans sa tombe se levait devant moi pour me reprocher mon parjure.

Ah ! les tristes, les lugubres noces !... Heureusement, Fante ne pouvait lire sur mon visage les stigmates imprimés par mes angoisses. Confiante, elle avait dormi sur mon cœur torturé. La rage des étreintes par lesquelles je tentais de vaincre mes terreurs, de les oublier dans l'anéantissement de mon être, avait pu lui donner l'illusion de l'amour. Mais je sentais bientôt, dans mon insomnie, tandis qu'elle reposait calme devant moi, que je ne pourrais toute ma vie l'entretenir dans une telle illusion !

Et pourtant je m'y efforçais avec le vague espoir de trouver l'apaisement dans l'accoutumance. Mais jamais je ne pus m'affranchir du passé. De plus en plus le poids de mes remords m'accablait. Non ! je n'avais pas le droit de trahir les morts pour la paix des vivants... Mais il était trop tard et il me fallait m'obstiner dans mon mensonge.

Je me tuais de peine. Le travail lui-même n'arrivait ni à me consoler, ni à me distraire. Une lassitude immense peu à peu me posséda...

Je m'abandonnai...

Et la gêne vint... sans force pour réagir, je vendis la barque et les filets de mon père. En même temps, en dépit de sa cécité, Fante, dans la clairvoyance de son cœur, me sentait chaque jour plus lointain. Mariannie me harcela de reproches. Longtemps j'y restai sourd ; puis soudain, violemment, je lui criai mes remords, ces remords qu'elle avait enfantés. C'était assez, prétendai-je, que je tinsse la promesse, arrachée naguère, de ne pas trahir l'horrible secret auprès de sa fille, mais qu'elle n'exigeât de moi rien de plus... La misère nous menaçait ? Que m'importait !... Qu'était-elle auprès de celle qui écrasait mon cœur ? Travailler exige le goût de la vie et cette vie je la haïssais, j'aurais voulu remplacer au fond des mers le frère dont j'avais usurpé le nom et la femme... Pauvre femme ! pauvre Fante !... Elle pleurait, souffrait par moi !... Hélas ! il était au-dessus de mes forces de lui témoigner un amour qui me faisait horreur, me souillait de honte, me brûlait du feu des damnés !...

Cette faillite de ses folles espérances, cette effroyable impasse où nous tenait acculés le résultat de ses manœuvres mensongères inspirées par son ardente passion maternelle supplicièrent Mariannie. Elle tomba dans la plus noire mélancolie. Et j'assistais à son désespoir, ne sachant plus lui garder rancune, mais aussi impuissant à la soulager de sa peine. Sa détresse unie à l'âge, au dénûment matériel, au tourment de l'avenir de sa fille, ne tarda pas à la coucher dans la tombe... Et nous restâmes seuls en présence. Fante et moi ; elle enfermée dans sa cécité, moi muré dans mon mensonge.

L'une après l'autre nos maisons furent vendues ; nous nous trouvâmes sans gîte.

C'est alors que nous nous réfugiâmes dans les rochers de la lande.

Là nous avons vécu de longues années misérables, côte à côte, et aussi étrangers l'un à l'autre que si un mur nous eut séparés. Tout d'abord, j'avais eu à subir les reproches de Fante ; je n'avais pas répondu car je sentais mon secret près de mes lèvres et, pour garder le serment fait à sa mère de ne le lui jamais révéler, je m'enfermais dans un têtu silence. A la fin, lasse de plaintes vaines, elle les cessa et nous vécûmes alors sans parler...

Jusqu'au bout j'ai tenu ma promesse... Aujourd'hui, la mort de ma compagne m'affranchit et je décharge enfin ma vie du mensonge qui l'a écrasée !... Que Dieu me le pardonne !... Si j'ai péché, c'est par charité.

GEORGES DE LYS.

LA CRISE FINANCIÈRE DANS LE MONDE

Il y a toujours eu des crises financières dans l'histoire. On pourrait prendre les annales de n'importe quel pays et y découvrir qu'à tel ou tel moment un écart inquiétant existait entre les dépenses et les recettes. Les deux révolutions d'Angleterre au XVIIe siècle, s'expliquèrent, du moins en partie, par la détresse du Trésor ; la France, sous l'ancien régime, et spécialement à la fin, durant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, lutta contre un déficit chronique. Le Second Empire vécut d'emprunts, et au lendemain du traité de Francfort, notre dette publique s'accrut encore avec une rapidité sans précédent. La Russie n'a jamais eu en réalité un budget régulier. L'Italie traversa des moments douloureux dans la période crispinienne et dans celle qui la suivit immédiatement. Ni l'empire allemand, ni l'Autriche, ni la Hongrie, ne furent affranchis de ces préoccupations et la monarchie des Habsbourg faillit plier plusieurs fois sous le poids de ses charges. Ces exemples suffisent peut-être et je ne veux point remonter à l'antiquité, où Rome nous offrirait d'illustres enseignements.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que la crise s'est universalisée. Lorsqu'on s'imagine que parmi les belligérants, certains, plus riches que d'autres, n'ont pas à compter avec elle, on se trompe. L'Union Américaine a contracté une formidable dette. Lorsqu'on suppose que seuls les belligérants sont en droit de se plaindre, on commet une autre erreur, car les neutres ont subi toutes les répercussions de

la guerre. La Suisse a dépensé plus d'un milliard pour sa mobilisation, et ce chiffre est considérable pour un petit pays ; les dépenses des États Scandinaves ont touché à des totaux qu'ils n'avaient jamais prévus, et comme le renchérissement de la vie s'y exerce aussi fortement qu'ailleurs, et qu'il a fallu augmenter à proportion les crédits administratifs, la Suède, la Norvège, le Danemark sont en quête de ressources nouvelles. L'impôt des bénéfices de guerre, qui a joué chez eux de 1915 à 1919, va cesser de fonctionner et le problème de son remplacement ne laisse pas d'être ardu.

Si l'on additionnait tous les déficits de la terre, on atteindrait à un résultat accablant et l'on en viendrait forcément aux conclusions les plus pessimistes. Comment un monde aussi endetté et dont l'endettement ne peut que s'accroître, vivra-t-il demain ?

A la vérité, la crise financière universelle avait commencé avant l'ouverture de la guerre, de même au surplus que la majoration du coût des denrées alimentaires. Je n'ai point l'intention de rechercher ou mieux d'évoquer les causes qui avaient produit ce double phénomène. Mais si les frais de la vie ont bondi depuis 1914 en d'exceptionnelles proportions, les budgets et les dettes publiques ont exécuté des sauts beaucoup plus violents encore.

Si l'on se réfère à certaines indications, la dette anglaise a progressé d'au moins 1.200 0/0, la dette de la Confédération germanique de 3.000 0/0, la nôtre de 600 0/0. Je dis : certaines indications, car il en faut prendre notre parti : nous ne possédons que des données très approximatives sur la condition financière actuelle et future des Etats. Depuis trois ans, les ministres des Finances et les rapporteurs généraux des budgets, un peu partout, se sont évertués à citer des chiffres, mais entre deux évaluations simultanées, les contradictions ont toujours été telles, que le doute méthodique semblait de rigueur. Qui pourrait dire par exemple à quelle hauteur s'élèvera le premier budget normal de la France? Les estimations de personnes également compétentes varient de 5 milliards, et l'on reconnaîtra que la différence est importante.

Ce qui explique cette incertitude, — en ce qui nous concerne — c'est d'un côté que nous ignorons combien de milliards l'Allemagne versera au titre des réparations, et sur combien d'annuités se répartiront ses versements ; c'est en second lieu, que le phénomène du renchérissement ne cessera de réagir sur les dépenses publiques, administratives et autres, et que nous ne pouvons prévoir en quel sens il évoluera. Mais partout, et pour des raisons diverses, la même indécision subsiste et subsistera longtemps. A aucun moment de l'histoire, il n'aura été plus malaisé de dresser un tableau des dépenses probables.

Il est légitime de se poser cette question : étant donné que la crise financière, au lendemain de la guerre, était inévitable — et d'autant plus certaine qu'elle se marquait déjà avant 1914, pourquoi les gouvernements ne se sont-ils pas attachés à en limiter le champ ? Pourquoi n'ont-ils pas cherché à augmenter progressivement leurs ressources, de façon à restreindre le recours à l'emprunt et à atténuer les charges des générations futures ?

En réalité le monde a vécu sur trois idées :

1° Il s'était imaginé que la guerre serait courte, que les peuples ne sauraient supporter une durable tension nerveuse, et que, par impuissance à parer à des dépenses colossales, ils seraient forcés, au bout de peu de temps, de suspendre les hostilités ;

2° Il avait admis cette conception —, assez conforme d'ailleurs aux précédents, que les vaincus seraient condamnés aux dépens intégraux, — qu'ils acquitteraient non seulement les frais de réparation des territoires dévastés, mais aussi les frais de la lutte proprement dite. Il le faut ajouter : jamais on n'eût pu supposer que pareilles dévastations s'accompliraient et que des régions entières seraient converties en déserts ;

3° Enfin l'opinion unanime était, qu'aussitôt le dernier coup de canon tiré, l'industrie, l'agriculture retrouveraient, comme au reste, les échanges, la plénitude de leur activité, et que dans cette prospérité renouvelée, les finances de chaque pays puiseraient des disponibilités illimitées.

Ces trois idées étaient également erronées.

La guerre a été longue et elle a consommé autant de centaines de milliards que les guerres d'autrefois dévoraient des centaines de millions. Il y a plus : elle a pour l'avenir quintuplé et sextuplé les budgets.

Le coût en a été tel qu'il a été impossible de ne le point répartir entre tous les belligérants ; en effet, on a tracé une délimitation entre le paiement des dommages proprement dits et la liquidation des frais de la lutte.

Enfin, au lieu de prendre un essor admirable, la production et le trafic universels demeurent en proie à la faiblesse et au malaise. Il leur faudra des années pour revenir au point normal et la crise de disette que nous subissons en toutes choses est à peu près sans précédent. Elle était d'ailleurs inévitable, du moment que tous les peuples, ou à peu près, entraient dans la bataille, que des dizaines de millions d'hommes étaient arrachés à leur labeur, et que l'outillage des transports perdait sa vigueur et son élasticité.

Les économistes et les hommes d'Etat s'étaient partout trompés, et ce qui était plus grave que d'avoir

admis à l'origine des notions fausses, ils y persévérèrent pour plusieurs raison sur lesquelles je n'insisterai pas aujourd'hui.

Un seul pays, pendant ces cinq années, a essayé de se mettre en face de la réalité ; c'est la Grande-Bretagne : encore n'a-t-il pas osé aller jusqu'aux mesures extrêmes qui lui eussent permis de se prémunir en toute certitude contre les catastrophes. Il est à remarquer qu'en dépit des aggravations fiscales qu'il s'est imposées, et qui dépassent de beaucoup toutes celles qui ont été établies ou même envisagées ailleurs, il est celui que les perspectives d'avenir troublent le plus profondément. Beaucoup de journaux et même de revues spéciales d'outre-Manche se sont posé, cet été et cet automne, cette question qui nous surprend un peu : l'Angleterre fera-t-elle faillite ? A coup sûr, ils répondent en général : non, mais il est significatif qu'ils aient déjà discuté les raisons qui pouvaient militer pour l'affirmative. M. Lloyd George avant de prononcer aux Communes, à la fin d'octobre, un discours plutôt rassurant, avait tenu des propos empreints d'inquiétude.Ce qui ressort des débats parlementaires récents, c'est que la Grande-Bretagne aura, cette année encore, un déficit de près de 12 milliards, bien qu'elle ait quadruplé, par les renforcements de l'income taxe et des autres contributions, par la création d'un impôt des bénéfices de guerre qui n'a pas été fictif, ses recettes d'avant 1914. Et pour l'avenir, l'impôt des bénéfices de guerre devant disparaître, il n'est pas dit que le gouvernement ne sera pas entraîné à admettre les suggestions du Labour Party et à instituer une taxe du capital.

Chez nous, le ministre des Finances a fait valoir récemment que nos ressources annuelles avaient presque doublé, puisqu'elles se chiffraient par 10 milliards. Ce total est bien faible à côté des 25 milliards anglais, mais j'ajoute que si l'impôt des bénéfices de guerre — mal assis et mal perçu, — n'a donné que des résultats médiocres, il n'a plus que onze mois à vivre. Les douanes, il faut l'espérer, ne produiront pas toujours les sommes considérables qu'elles ont fournies en 1918 et 1919, car la croissance de leur rendement correspondait à un affaissement de notre production. Pour cette double raison, un nouvel écart apparaîtra entre nos dépenses et nos recettes. Comment la France recueillera-t-elle les 14 ou 15 milliards, qui lui feront défaut en période normale ? Il ne semble pas qu'on se soit préoccupé de ce problème capital autant qu'il convenait et qu'on se soit suffisamment méfié de la politique des expédients, dont les tares se révèlent un jour brusquement. Pour n'avoir pas pris exemple sur l'Angleterre dans la mesure où nous le pouvions, et encore, je le répète, le gouvernement britannique a procédé avec timidité, nous nous trouverons aux prises avec des difficultés, dont peu de personnes entrevoient l'ampleur.

Dans les projets qu'il a soumis à l'assemblée nationale allemande, M. Erzberger, reprenant les estimations de M. Dernburg, évaluait à 17 milliards 1/2 de marks les budgets futurs du Reich. Il faut observer que les budgets des Etats continuent à fonctionner à côté de celui-ci et qu'avant la guerre, les dépenses prussiennes dépassaient de beaucoup les dépenses impériales. L'Allemagne combinera donc les frais fédéraux et les frais des Etats, mais le devis de Dernburg et d'Erzberger est notoirement inférieur aux nécessités reconnues, parce qu'il ne tient pas compte des versements que le Reich devra faire aux Alliés. En attendant, l'Assemblée nationale discute les projets fiscaux qui lui ont été soumis, et qui associent de nouvelles contributions indirectes à des taxes sur le capital et le revenu. Mais ce débat, qui menace les catégories fortunées de très lourdes prélèvements, et qui met en cause les droits reconnus jadis aux Etats particuliers, peut traîner en longueur.

L'Autriche ne discerne un palliatif à sa crise financère que dans un formidable impôt du capital : sa situation est beaucoup plus pénible que celle de l'Allemagne, car ses ressources économiques demeurent minimes, depuis qu'elle est réduite à des provinces montagneuses et à peu près dépourvues d'industrie, et proportionnellement, elle devra payer plus que le Reich germanique.

Quant à l'Italie, elle se trouve dans la même condition que la France : c'est-à-dire que durant la guerre, elle n'a pas éprouvé le besoin de rajeunir sa fiscalité et qu'elle s'est de préférence confiée à l'emprunt. Sa dette égale presque sa fortune publique. Le conseil des ministre a étudié, dans les derniers temps, diverses solutions : entre autres l'ouverture d'un emprunt forcé qui se combinerait avec une taxe sur l'enrichissement et qui prendrait jusqu'à 40 0/0 des grosses fortunes, mais des résistances se sont marquées, qui ont déterminé l'ajournement de toute décision.

C'est ainsi qu'un an après la signature de l'armistice, les Etats se trouvent face à face avec le problème qui dans la suite des âges a exercé l'influence la plus immédiate sur l'histoire : comment se libérer du déficit? Et ce problème est d'autant plus grave, que le déficit est énorme et qu'il s'est universalisé.

PAUL LOUIS

CORNEILLE EST-IL L'AUTEUR DES COMEDIES DE MOLIÈRE ?

Telle est la question amusante que M. Pierre Louys soulève.

Et voilà toute une catégorie de gens dont, pendant des siècles, les veilles vont être troublées par ce problème. Pour ces gens-là, Molière ne sera plus jamais l'auteur de ses pièces. Les uns démontreront que ce n'est pourtant pas Corneille qui les a faites et indiqueront La Fontaine ou Chapelle ou Furetière ou Louis XIV, n'importe qui enfin, sauf Molière.

Les Etrangers considèrent généralement Molière comme le plus grand génie de notre littérature, comme le Shakespeare de la Comédie. En revanche, je crois que la plupart des poètes français de ma génération éprouvent une secrète antipathie pour son œuvre, dont ils ne peuvent s'empêcher d'admirer la partie la moins personnelle : *Amphitryon* et *Don Juan*. Pierre Louys est sûrement de ceux-là. Je vois aussi qu'Antoine est porté à préférer aux pièces de Molière, depuis longtemps consacrées comme chefs-d'œuvres, certaines de ses pièces en prose, qui passent pour être de second ordre dans son théâtre.

Et je n'hésite pas à partager le sentiment de l'un et des autres.

J'estime *Amphitryon* une merveille incomparable, pour laquelle je donnerais volontiers, si j'étais seul en cause, et *Tartuffe* et le *Misanthrope*, et les *Femmes savantes*, et même l'*Ecole des Maris* et l'*Ecole des Femmes*.

Si j'étais autorisé à faire un choix dans Molière, en plus d'*Amphitryon*, je retiendrais *Don Juan*, l'*Avare* et les *Fourberies de Scapin*. J'y joindrais peut-être le *Misanthrope*, non à cause d'Alceste mais à cause de Célimène, et peut-être les Précieuses.

Puis je réclamerais la *Coupe et les Lèvres* et le *Florentin* de La Fontaine, le *Joueur de Regnard*, le *Jeu de l'Amour et du Hasard*, pour vite arriver à Beaumarchais et de Beaumarchais à Musset.

C'est dire que le rêve, le romanesque, la fantaisie, en d'autres termes la poésie, sont surtout ce qui m'intéresse, à la condition, cependant, que le poète n'appuie pas trop. Ainsi, sans vouloir contester les puissantes qualités de la fantaisie de Rostand, j'avoue que je n'emporterais en exil ni les *Romanesques*, ni *Cyrano*.

Il est ainsi toute une série d'œuvres, de celles justement qui semblent nous faire le plus d'honneur aux yeux des étrangers, que je brocanterais (qu'on me pardonne l'expression) sans le moindre regret. De certaines œuvres, il me semble qu'il y a toujours trop, en France. Elles me gâtent la délicate ordonnance du reste.

Je pense que c'est ce que voulait dire Pierre Louys.

Il n'aime pas Molière, voilà qui est évident, et trouvant dans les œuvres de notre grand comique ce bijou d'*Amphitryon*, si différent par son léger et délicieux lyrisme de toutes les autres œuvres en vers de Molière, il en a conclu qu'il ne devait pas être de lui, mais de Corneille, dont tout le monde connaît la collaboration immortelle à Psyché.

Mais s'il en était ainsi, par quelle aberration du goût et quelle incroyable malchance Corneille aurait-il justement abandonné la paternité d'une œuvre, telle qu'en dehors du *Cid* et de *Polyeucte*, il n'a rien, dans son propre bagage, qui y puisse être comparé?

Serait-ce parce qu'*Amphitryon* n'était qu'une adaptation de l'*Amphitryon* de Plaute? Mais le *Cid* était-il autre chose qu'une adaptation de Guilhen de Castro, supérieure à l'original?

Sans le Cid pourtant, où en serait Corneille? Nous n'aurions à peu près certainement pas eu Polyeucte, au moins tel qu'il est, car il est visible que les stances du Cid ont inspiré celles de Polyeucte. Et sans les stances, que serait cette dernière pièce? Une comédie historique, un Nicomède plus émouvant. C'est tout. C'est beaucoup, il est vrai. Mais ce n'est tout de même pas avec des Cinna, des Pompée, des Nicomède, des Sertorius, des Attila, qu'il eût gardé les cœurs et les imaginations, comme il l'a fait. Il eût laissé le renom d'un vieux poète, plein de génie, qu'on eût commenté à la Sorbonne, mais qui n'aurait jamais eu de jeunesse, sauf les quelques tardifs éclairs lyriques de Psyché.

Pensez-vous qu'on eût conservé au Répertoire le *Menteur?* Oui, peut-être par déférence, et à titre d'exhumation. Le *Menteur* est une jolie comédie d'avant Molière et remarquable surtout par la qualité de la langue comique en vers, qui y est de premier ordre, incontestablement. Avec cela, Corneille eût fait figure de grand précurseur, pas davantage.

Corneille a donné le ton de la grande comédie, c'est entendu, mais quand on le compare, sous ce rapport, à Molière, on compare une esquisse à une œuvre. On peut certes, ne pas aimer Molière, mais comment lui contester cette sûreté, cette maîtrise, cette possession de sa matière, cette plénitude de vie, ce naturel, ce tranquille et puissant réalisme?

Nous sommes beaucoup trop tentés aujourd'hui de voir surtout en lui le chef de troupe, le directeur de théâtre. Nous oublions trop le grand lettré qu'il fut, aux yeux de la haute société si cultivée, qui venait alors d'éclore, et dont il fut un des guides et des flambeaux. Molière fut le grand poète de cette incomparable bourgeoisie, dont le règne de Louis XIV al-

lait représenter l'avènement au pouvoir et qui allait prendre la direction des esprits et de l'État, où elle allait porter sa connaissance des hommes et des grandes affaires, ses habitudes séculaires de sérieux, de ponctualité, de travail, de fine raison et de haute probité. Tout ce monde aspirait à une comédie robuste, substantielle, vraie, naturelle et cependant littéraire. On attendait un Térence et vraiment on l'avait devant soi. Avec quel bonheur Molière venait d'adapter les *Adelphes*, que tant de gens connaissaient par cœur! C'était si réussi, qu'il était impossible de rien souhaiter de plus moderne, de plus vivant, de plus français. Ça avait perdu tout air latin. Evidemment, on pouvait regretter ce je ne sais quoi de tendre et de furtivement mélancolique, qui était un des charmes de Térence et qui faisait défaut à Molière, mais c'était remplacé par un accent de santé, de richesse et de virile gaîté, qu'on ne retrouvait pas chez le modèle. Tout compte fait, c'était de la bonne comédie, la meilleure qui se fût produite depuis l'antiquité.

Corneille, dans ses comédies, avait été très espagnol. Son *Menteur* n'avait été qu'une réduction de son matamore de l'Illusion Comique. La Comédie cornélienne se rattachait à celle des Benserade, des Scudéry, des Scarron, des Cyrano de Bergerac et de l'auteur des Visionnaires. Molière apportait la comédie du bon sens, la forte et simple comédie classique, telle qu'au fond elle n'avait pas encore existé, car, même chez les Grecs, elle reposait sur une fable trop romanesque. Molière reprenait bien cette fable pour servir d'armature à ses pièces, mais il y mettait tant de vie, tant d'humanité vraie, que le romanesque en était noyé.

Et c'était vraiment très littéraire, écrit en vers excellents, souples, substantiels et clairs de la meilleure venue. La forme en valait celle de Corneille, car ce qu'elle perdait en brillant, elle le rattrappait en densité. Elle avait plus de rondeur, plus de chair, plus de bonhommie. Elle était la perfection du genre et atteignait à une sorte de poésie bourgeoise cossue et respirant l'aisance héréditaire, l'abondance du bon sens, la connaissance des hommes, des idées des affaires, telle qu'une société cultivée, honnête, mais réaliste et pratique avait pu l'acquérir. Cette poésie n'était ni sensuelle, ni sentimentale, ne se payait pas de mots mais de bonnes raisons, ne se perdait pas dans les nuées, excellait à démasquer le faux et charmait l'esprit cependant à force de fine justesse et de bonheur dans l'expression.

Dans toute cette série, le *Cocu imaginaire*, *l'Etourdi*, *les Fâcheux*, *l'Ecole des Maris*; *l'Ecole des Femmes*, *le Dépit Amoureux*, Molière élevait à une vraie dignité littéraire, la Comédie bourgeoise et lui rendait le prestige qu'elle avait perdu depuis Térence. Indépendamment de sa qualité artistique, la Comédie de Molière était alors une comédie saine et foncièrement honnête, qui se bornait le plus souvent à tourner en ridicule les gens qui le méritaient, les vieux barbons qui épousaient des tendrons et ajoutaient à leur sottise l'odieux d'une tyrannie jalouse.

Parti des adaptations de l'ancien répertoire, Molière tendait, à ce moment, vers une comédie plus moderne, plus haute et plus élégante, plus digne de la société parisienne de plus en plus raffinée pour laquelle il travaillait. Cet idéal allait aboutir au *Misanthrope*, une pièce faite avec rien, d'un comique extrêmement délicat et réservé et qui visait à être, en comédie, l'équivalent des meilleures tragédies de Corneille et de Racine. Le grand siècle pouvait, cette fois, s'y reconnaître, sans rougir. C'était vraiment la Comédie des honnêtes gens et des gens du monde et non plus sa caricature. Pour la première fois, un personnage pouvait faire rire tout en restant profondément sympathique. Le public, en s'amusant d'Alceste, ne pouvait s'empêcher d'être touché de tant de sincérité et de droiture. Il y avait une légère mélancolie à constater, par ce fidèle tableau d'une société charmante, qu'une nature trop loyale et trop belle n'avait à attendre que disgrâce dans un monde aimable et frivole, pas méchant, en somme, mais fondé en partie sur le mensonge et la fausseté. Et la leçon qui s'en dégageait était que l'honnête homme sous peine de se rendre insupportable et ridicule, avait le devoir de mentir un peu, de prendre quelque peu des défauts de la société, ne fut-ce que par bienséance et charité.

On a beaucoup exagéré la beauté dramatique du personnage d'Alceste. Il n'a rien de shakespearien. Alceste est un un original, un entêté, un brave homme, amusant et calamiteux à la fois, qui ne veut pas admettre qu'on ne se brouille pas pour lui avec tout le monde. Le type n'est pas rare. C'est une erreur de croire que Molière ait voulu s'y peindre, car c'était le seul caractère que Molière ne pouvait avoir, dans l'existence qu'il lui fallait mener et qui exigeait de lui une connaissance des hommes, une diplomatie, un art de les dominer tout à fait exceptionnels. Il jouait par nécessité deux fois la comédie, sur les planches et dans la vie, mais il la jouait si bien qu'il était capable de tromper Alceste lui-même. Mais il aimait Alceste. Alceste le vengeait par ses sorties de toutes les petites infamies que la nécessité lui faisait commettre et il lui pardonnait pour cette raison les impatiences que lui causait parfois sa présence, car Alceste devait être aussi un peu *raseur*, avec ses perpétuelles récriminations et sa manie de réformateur des mœurs.

Et puis, à le bien examiner, Alceste n'est pas un héros, ni un saint, ni un homme de génie. C'est un mécontent. Il n'est ni à l'armée, ni au couvent, ni même à son cabinet de travail. Il n'est pas non plus un homme à la mode, il le sait et il enrage que de jeunes sots attirent l'attention, qu'il voudrait accaparer pour lui seul. Il est très personnel, au fond, ce bon Alceste. Il en veut au genre humain de ce que le genre humain passe outre à ses mérites. Et puis il ne peut pas se passer de la compagnie de Célimène, dont il est furieusement jaloux.

Ce n'est pas un caractère ; c'est un pauvre homme comme la plupart d'entre nous. Et sa misanthropie lui vient en grande partie des clairvoyances de sa jalousie.

Le tour de force, qu'a là réussi Molière, est d'avoir su nous amuser, nous intéresser, nous émouvoir même avec si peu de chose et d'avoir écrit cinq solides actes en bons vers sur cette trame en apparence si légère. Il put se dire, et ses contemporains le pensèrent avec lui, qu'il avait cette fois, égalé et même dépassé Térence, son modèle.

C'est assez mon avis. Reste à savoir s'il était si important que cela, d'égaler et de dépasser Térence. A notre point de vue actuel, non, car il est de plus en plus évident que ce théâtre là s'en va. La meilleure preuve en est que plus personne, chez nous, ne songe à faire de la comédie en vers, dans cet esprit. Le dernier qui l'ait tenté avec succès a été Emile Augier, qui a ajouté ainsi *l'Aventurière* à notre vieux répertoire. Les œuvres ne vivent qu'autant que le genre auquel elles appartiennent reste vivant et continue à être pratiqué. Or, s'il est certain qu'aucun temps vraiment noble ne peut se passer d'un théâtre en vers, parce qu'il y a dans l'humanité un besoin éternel de chanter, de se dépasser par l'élan du rêve, d'élargir les frontières de la vie et d'en proclamer le sens surnaturel, on ne voit pas pourquoi, en revanche, la comédie qui a pour objet de nous ramener au contraire dans nos limites et à une vue réaliste des choses, aurait besoin du vers dans un but si opposé à la poésie. Il ne peut y avoir à cela qu'une raison, qui est de ramener un peu le sentiment du style, de la phrase ample, pleine, bien rythmée et de remonter la pente d'une décadence excessive.

Il y a un vers pédestre, ce n'est pas contestable et qui a un charme réel, plus vif que celui de certaine prose. Coppée, Laforgue, Francis Jammes nous en ont donné de savoureux exemples. Mais ce n'est pas le vers de la comédie classique, car il ne se prête pas beaucoup aux longs développements. Il est frêle et boitillant, tandis que le vers de Molière se distingue par sa forte carrure et la solidité de ses pieds.

Quoi qu'il en soit, la grande série moliéresque : le *Misanthrope, Tartuffe, les Femmes savantes*, qui nous représente le plus bel et le plus intelligent effort pour porter à sa perfection classique la comédie bourgeoise et lui donner l'aspect de l'éternité ; cette série, où l'auteur s'est visiblement préoccupé à la fois de satisfaire l'idéal de son temps et de réaliser une œuvre à donner comme modèle aux écoliers de l'avenir, une œuvre qu'on étudierait dans les collèges et qui garderait une valeur éducative au double point de vue du goût et de la direction de l'esprit public, cette série, dis-je, me semble définitivement appartenir au passé. Elle reste admirable et admirée, sans doute. Elle honore grandement notre littérature, au développement de laquelle elle a servi ; elle nous aide à comprendre la majestueuse pensée de ces grands bourgeois, auxquels nous devons le magnifique dix-septième siècle et l'hégémonie intellectuelle de la France. Néanmoins, elle porte en elle cette faiblesse constitutionnelle de n'avoir pas été imposée par la nature des choses, mais par une croyance, par la croyance que l'Antiquité classique avait eu raison en tout et que nous devions, à son exemple, restaurer dans les mêmes formes tous les genres littéraires qu'elle avait pratiqués. Les Latins avaient eu Térence ; nous devions avoir notre Térence. Térence avait écrit ses comédies en vers ; les nôtres devaient également être écrites en vers.

Molière ne pouvait donc se dispenser d'entrer dans cette voie. Son autorité littéraire le lui commandait. On ne l'eût pas pris au sérieux autrement. Il poussa l'expérience magistralement. Mais le jour où il sentit son ascendant littéraire solidement établi, il commença à céder à son génial instinct. Il écrivit en prose ses éblouissantes comédies, il devint vraiment le Shakespeare de la Comédie. Il fut lui impétueusement et sans réserves ; il fut lui joyeusement, férocement. Il atteignit au suprême lyrisme du Comique. Il mena la sauvage bacchanale du rire ; il fut vraiment l'homme que possède un dieu.

Oh! ne lui demandez plus de la morale. Il est emporté par une fantaisie furieuse, par une sorte de frénésie sacrée. Un chœur invisible de faunes, ivres de l'esprit bachique anime ses pièces, dont de fantastiques tambourins pressent le rythme. L'autorité paternelle est bafouée;les pères deviennent effroyables, les fils sont cyniques. Seuls les coquins, les filous, les entremetteuses sont d'une grâce délicieuse ; on ne s'intéresse qu'à eux. C'est le théâtre napolitain, dans tout son pittoresque intime, qui là ressuscite et atteint les sommets immortels de l'art.C'est l'apothéose de la canaille, mais quelle canaille spirituelle, bon enfant, svelte et si joliment drapée dans ses oripeaux troués. Quelle canaille, de la race des dieux ! L'*Avare* et les *Fourberies de Scapin* ne sont plus des pièces.

Ce sont de prodigieux poèmes, où s'évoque une humanité de rêve ; les Frosine et les Scapin sont des figures de poésies ; Harpagon, dans son genre, est grand comme Macbeth et le Roi Lear. Que vient-on lui comparer le Père Grandet? C'est le jour et la nuit.

Evidemment, je l'ai dit, ce n'est pas moral, c'est même tout le contraire, mais il n'y a pas là-dedans le moindre venin. Tout se passe dans une humanité de fantaisie, tout cela, c'est de la poésie. Et il n'y pas là de la sensualité pour un sou. Tous les petits séminaires de France, tous les collèges de Jésuites jouent l'*Avare* et *Scapin*, le *Médecin malgré lui*, *le Bourgeois gentilhomme* et le *Malade imaginaire*, si facile à adapter pour la jeunesse. C'est de la lumière et de la joie.

Entre ce théâtre là et celui de Beaumarchais, de Musset, de Banville, la filiation adorable est visible, tandis que la descendance du *Misanthrope* et de *Tartuffe*, c'est Destouches, Piron(Gresset, Ponsard, Augier, une descendance honorable, certes, mais triste et toute en grisailles, rachitique famille de pseudo-chefs-d'œuvre, les bons frères, du reste, de ceux que maintenant on nous offre en prose... Il n'y a plus rien à chercher dans cette voie.

De la poésie, mes amis, de la poésie! Et allez en chercher où il y en a. Le meilleur Molière n'est pas l'auteur du *Misanthrope* et de *Tartuffe*, c'est l'adaptateur de Plaute, de Tirso de Molina et de la vieille Comédie italienne, car là il s'est hissé sur le dos d'anciens génies. Il a ajouté tout son génie au leur, comme eux-mêmes avaient ajouté le leur à celui de leurs précurseurs. Ainsi l'admirable œuvre collective s'est achevée.

Les chefs-d'œuvre ne s'improvisent pas. Ils viennent du fond des siècles, ils sont le produit définitif d'une collaboration deux fois millénaire le plus souvent. Un homme, laissé à lui seul, est capable d'écrire le *Misanthrope*, mais il est incapable d'inventer *Scapin* ou *l'Avare*, pas plus qu'Hamlet. Il faut être un primaire pour croire le contraire.

Cela contrarie, je le sais, les admirateurs du génie. Depuis un siècle, on s'est mis en tête de faire des dieux, on a reconstitué l'idolâtrie.

Peu importent les hommes, il n'y a que les œuvres qui comptent. Qu'elles soient ! là est l'essentiel.

Quoi qu'il en soit, si pour nous les grandes comédies en vers de Molière commencent à pâlir et à vieillir, elles n'en aidèrent pas moins puissamment l'idéal littéraire du XVIIe siècle à se constituer, elles ont facilité sa besogne à Racine, le plus vrai grand poète, avec La Fontaine de cette époque. De plus, le vers des premières comédies de Molière est un vers de transition entre celui de Corneille et celui de Racine. Les vers d'*Andromaque* rappellent par plus d'un tour certains vers de *l'Ecole des Maris* et de *l'Ecole des Femmes*.

Pour ce qui est d'*Amphitryon*, je vien de relire attentivement ce chef-d'œuvre, en en comparant le texte avec celui de Plaute et celui de Rotrou et je crois bien que Pierre Louys a un peu raison : une partie en doit être de Corneille. Ce sont les mêmes rythmes caressants avec les mêmes tours délicieux, qu'on retrouve dans *Psyché*. La Fontaine, que je soupçonnais d'y avoir mis la main, n'avait encore donné, en 1668, aucune poésie sur ce ton, que Quinault semble avoir appris de Corneille. Il est probable qu'*Amphitryon* aura été écrit en collaboration et que les scènes ravissantes d'Alcmène auront été faites par Corneille sur un scenario convenu entre les deux auteurs. Molière en aura confié la rédaction à Corneille, comme plus capable que lui d'exprimer des sentiments si tendrement délicats. Mais pour les rôles de Sosie et de Mercure, Molière n'avait besoin de personne. Peut-être seulement prit-il à Corneille le ton léger et souple du vers libre et se mit-il aisément au diapason. Molière devait être pressé de monter cette pièce, et d'autre part, il sentait bien qu'il y fallait employer le vers. C'est sans doute ce qui le décida pour le vers libre. Heureux choix, qui donne à la pièce une grâce ailée et un charme immortel!

Il est possible également que ce soit Corneille, qui lui ait donné l'idée de remettre à la scène Amphitryon, pour la raison qu'invoque Pierre Louys, à savoir que les *Sosies* de Rotrou, donnés la même année que le *Cid*, en avaient balancé le succès. Mais il est clair que ce qui décida Molière, à ce moment, ce fut le désir de faire sa cour à Louis XIV et à Madame de Montespan ou à une autre, dans le même cas. Toute l'intention de cette pièce apparaît dans les deux vers fameux de la fin :

> Un partage avec Jupiter,
> N'a rien du tout qui déshonore.

C'était une petite infamie. Peut-être le sentiment qu'il en eut empêcha-t-il Corneille de reconnaître publiquement sa collaboration.

Quoi qu'il en soit, l'*Amphitryon*, paru sous le nom de Molière, est un merveilleux poème, qui laisse loin en arrière l'adaptation de Rotrou, pourtant assez agréable. Sans parler des vers si jolis, on peut y prendre, en le comparant à Plaute, une belle leçon d'art dramatique et de goût.

Du reste, je crois que le sujet était trop fin pour Plaute et pour son auditoire habituel. Le grand comique latin avait visiblement ajouté des plaisanteries de sa façon au texte grec, qu'il avait lui-même adapté.

Tout altéré qu'on la devine, on entrevoit tout de même quelle admirable chose devait être la pièce primitive, qui n'était autre qu'une tragédie comique. Le seul rôle de *Sosie* est une invention de génie.

Les grammairiens l'attribuent à un nommé Archippos. Il est à peu près impossible de souscrire à cette attribution. Une pièce pareille ne peut être que d'un grand poète de la grande époque et non pas d'un homme aussi inconnu que cet Archippos. Elle ne peut guère être que de Sophocle ou d'Euripide. C'est probablement l'Alcmène d'Euripide ou quelque drame satyrique de cet auteur. Dans le texte de Plaute, on trouve insérés quelques fragments, dont le mouvement intérieur indique le lyrisme et le rôle du chœur que le poète latin a supprimé. De plus, l'action se passe à Thèbes, pays de Bacchus et des Satyres.

J'ai essayé autrefois, de reconstituer le plan primitif, en m'appuyant sur la loi des trois acteurs. Il en résultait que la rencontre des deux Amphitryon ne pouvait s'y produire. J'en parlais un jour à Mounet-Sully, qui me fit remarquer que c'était pourtant justement la scène à faire, la scène attendue. Cette belle scène serait donc de l'invention de Plaute, qui était, du reste, un grand auteur dramatique.

Ainsi, voilà quelle est la longue histoire d'un chef-d'œuvre auquel ont collaboré, à travers les siècles, plusieurs hommes de génie. Et c'est bien, à mon avis, la plus extraordinaire, la plus délicieusement poétique des œuvres comiques, que je connaisse

ALFRED POIZAT.

SOMMES-NOUS LATINS ?

QUELQUES RÉFLEXIONS.

Parce que nous parlons une langue qui vient en partie du latin, parce que la Provence, le Languedoc et la Guyenne, ont été atteintes par la colonisation romaine, parce que nous avons été dominés par Rome pendant quatre siècles, parce que Rome nous a laissé une partie de sa culture et de sa civilisation, on nous compte parmi les peuples de race latine.

La race? C'est là ce qui importe.

On nous donne comme nations-sœurs, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie, le Brésil et toutes les républiques hispano-américaines. Certes, nous aurions là une belle parenté et nous ne pourrions qu'en être flattés, si telle était la vérité. Ce n'est qu'une légende et c'est ce que nous allons démontrer à ceux qui n'ont pas de parti-pris, car cette légende peut abuser les esprits et nous leurrer de vains espoirs.

Nous souhaitons vivement une entente économique avec ces nations dites latines ; nous ne saurions en attendre autre chose.

Nous souhaitons encore plus que quelque jour, se réalise le rêve d'une Société des Nations, parce que ce jour-là, il ne sera plus nécesaire de chercher des alliances. Jusque-là, nos intérêts sont avec les grandes puissances coloniales, la Belgique et l'Angleterre. Notre traité défensif avec l'Angleterre et les Etats-Unis, nous dispense de toute autre alliance, bien que l'amitié des nouveaux Etats, libérés par nous, la Pologne, la Roumanie, les Yougo-Slaves et les Tchèques, nous soit précieuse et utile.

On ne saurait s'en rapporter, pour l'avenir, aux démonstrations amicales des gouvernements. C'est avec les peuples qu'il faut compter désormais, et avec leurs sympathies. On a beau nous cacher la vérité à ce point de vue : nous savons à quoi nous en tenir.

Nous ne sommes ni latins, ni germains ; nous sommes les descendants des vieux Gaulois, Gaëls ou Celtes, tels que César les a connus, légers de caractère, d'esprit prompt et subtil, généreux et loyaux, tourmentés de liberté, d'égalité et de nouveautés, souvent désunis dans la paix, mais sachant nous ressaisir en un instant, à l'heure du danger, et courageux jusqu'à la plus folle témérité.

Nous avons une unité parfaite à laquelle manque cependant l'ancienne frontière de la Gaule Belgique, le Rhin jusqu'à la limite du pays des Bataves.

Nous sommes une race spéciale en Europe, n'ayant de parenté qu'avec les Gaulois cisalpins, Piémontais et Lombards, avec les Helvètes romands, le pays de Trèves, le Luxembourg, les Wallons, l'Irlande, le pays de Galles, les Highlands d'Ecosse, peut-être avec le tréfond de la race bretonne d'Angleterre, et enfin avec les Galiciens d'Espagne et les Portugais du Nord qui sont, à n'en pas douter, des Arvernes.

Ce qui marque une race, ce n'est pas sa superstructure, sa langue, sa culture, sa civilisation, mais bien son atavisme, son caractère physique et moral, son tempérament et ses traditions populaires.

C'est à ces différents points de vue que nous allons étudier la question.

LA LANGUE.

Il est certain qu'à première vue, le français est une langue latine. *Rosa*, « la rose », c'est, en général, ce qu'on retient le mieux de ses études latines : la source paraît indiscutable. Ainsi, dit une légende, un Anglais débarquant à Calais pour une affaire qui

ne l'appelait pas plus loin, fut servi à l'auberge, par une servante qui était rousse, et, incontinent, reprenant le bateau, il écrivit sur ses tablettes : « Les Françaises sont rousses »:

C'est ce qu'on appelle des conséquences prématurées.

Une partie importante des mots de la langue anglaise, notamment ceux qui finissent par *ion*, comme *nation*, *passion*, *consolation*, vient du latin en passant par le français : l'anglais est-il pour autant, une langue latine?

Si même notre langue venait du latin, nous serions les petits-fils du grec, en passant par le latin, et, plus loin encore, les descendants du sanscrit, cet ancêtre de toutes les langues indo-européennes. Et là nous nous trouvons devant une autre difficulté, celle de savoir si, parmi les descendants de cet ancêtre, deux langues sont sœurs, ou mère et filles.

Or, il est aujourd'hui indiscutable que beaucoup de nos mots viennent directement du grec, sans passer par le latin, non seulement les mots scientifiques de formation nouvelle, mais les mots les plus usuels et les plus anciens. Cette vérité est encore plus visibles dans le vieux français, ainsi que l'a si bien démontré un modeste savant, des plus érudits, l'abbé Espagnole (1). Son ouvrage montre clairement l'origine dorienne de la plupart de nos mots. Peut-être a-t-il quelquefois, forcé un peu sa thèse. Mais à quel étymologiste cela n'est-il pas arrivé? Littré tenait pour le latin et pour l'allemand, et il est tombé parfois, dans le même parti-pris. C'est ainsi qu'il fait venir le mot *gain*, du haut allemand *weidanjan* qui signifie « faire paître ». Comment une telle transformation de sons et de sens, a-t-elle pu s'opérer? Il n'y a d'assimilation possible que dans le cas où l'on envoie « faire paître un emprunteur. Or, le grec a le mot *gaion* qui signifie « salaire » et le dorien a le mot *gancia* qui signifie le profit qu'on retire de la terre ; c'est bien notre mot « gagner ».

De même Littré fait venir le mot « gai » du haut allemand *gahi* qui signifie « prompt », alors que le grec a le mot *gaio* qui signifie « être content, se réjouir », ainsi que le mot *galo* qui a la même signification et d'où l'on a tiré le mot « se régaler » et aussi « gala, grand gala », qui est en même temps français, italien et espagnol. Littré fait venir ce mot du haut allemand *Geil* qui signifie « luxurieux ».

On pourrait multiplier ces exemples. A quoi bon? Pour faire un bon dictionnaire étymologique, il faudrait un congrès de savants connaissant chacun une langue différente avec ses patois. Ce serait le retour à la Tour de Babel, en sens inverse du départ : s'entendrait-on mieux?

Mais comment expliquer l'influence du grec dans notre langue, plutôt que celle du latin? Rien de plus simple : les Grecs, navigateurs et négociants, alors que Rome n'était encore qu'un petit Etat militaire, commerçaient dans toute la Méditerranée. Ils ont fondé Phocée, aujourd'hui Marseille, six cent ans avant notre ère. Gênée par les Carthaginois et les Etrusques, la nouvelle ville ne se développa que cent-soixante ans plus tard et établit alors des colonies sur toute la côte, grâce à une nouvelle immigration. En 350 avant notre ère, les Grecs avaient pénétré pacifiquement dans la vallée de la Garonne et étaient allés jusqu'à l'Océan, tandis que leurs navires s'avançaient jusqu'à la Baltique, au Nord, jusqu'au Sénégal au Midi. Les Grecs ont étendu leurs comptoirs jusque sur la côte d'Espagne. Ils arrivaient partout en commerçants, en amis ; ils apportaient des étoffes, des tentures, des objets d'art, des poteries, des bijoux, et cette infiltration pacifique est toujours plus forte que la force. Ils échangeaient des mots, comme ils échangeaient les marchandises : il fallait bien se comprendre, et tout objet nouveau apportait son nom que la langue du pays défigurait promptement. Les comptoirs ont dû amener des unions avec la population autochtone et les races ont pu se mêler, beaucoup plus facilement qu'entre conquérant et vaincus chez qui la haine ne laisse de place qu'à la violence.

L'influence des Romains, on ne saurait le nier, a été très considérable en Gaule : à une nation divisée et barbares, les Romains apportaient une unité paren tribus souvent hostiles entre elles, encore frustes faite, une civilisation complète, une culture attrayante. Ils imposaient sans grande difficulté, leurs lois, leur administration, leur langue officielle, leurs Dieux, leurs temples, et surtout leur théâtre et leurs jeux, par quoi on séduit plus facilement que par les lois.

Cette domination de Rome s'est étendue en surface, beaucoup plus qu'en profondeur, car domination ne veut pas dire pénétration dans le sang ; c'est souvent une cause d'absolue séparation.

L'influence de la civilisation romaine s'est étendue non seulement sur les Gaulois, mais encore sur les Barbares qui ont été conquis intellectuellement par la culture romaine et par le christianisme, comme ils avaient conquis par les armes. Cette influence s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui, dans toute l'Europe et l'Amérique.

La langue latine aurait peut-être disparu si elle n'avait été sauvée du naufrage par les moines et le clergé, seuls dispensateurs de l'enseignement depuis

(1) *L'origine du français*, deux volumes. Delagrave, éditeur. Paris et Leipzig, 1887-1888.

les invasions. Rome avait eu d'abord le grec comme langue liturgiques, les Evangiles apparaissant d'abord écrits en grec ; puis elle avait adopté le latin, et c'est ainsi que le clergé continua l'enseignement de cette langue, pour la formation des clercs et des hommes de loi. L'Université essentiellement religieuse pendant des siècles, n'enseigna non plus que le latin ; et jusqu'à la Renaissance, le grec fut oublié.

Seul aussi, le clergé rédigeait les actes essentiels de la vie : actes de baptême, de mariage, de décès, de donations aux couvents et aux églises, et les notaires et les tribunaux se servaient aussi du latin qui était devenu ainsi la langue universelle, la langue diplomatique entre gouvernements et souverains. Il est même à noter que le latin continua ainsi sa carrière cahoteuse et boîteuse jusqu'à François Ier, tandis que les Normands de Guillaume le Conquérant apportaient l'usage du français en Angleterre et l'y maintenaient pendant trois siècles, jusqu'à Edouard III, de 1066 à 1367.

Quel était en France, le latin des actes publics et des tribunaux On avait certes, introduit en latin, plus de mots français, que le latin n'en avait laissé au français. M. de Brissac, un des bons compagnons de François Ier, étant allé à Rouen pour assister à un procès qu'il avait devant la Cour de l'Echiquier, s'en revint à franc-étrier, disant au roi que c'était une infamie, qu'on l'avait condamné à perdre ses bottes, mais qu'on ne les aurait pas.

— Qu'ont-ils dit, demanda le roi?

— Sire, ils ont dit : *Et debotavit dictum Brissacum.*

François Ier partit d'un grand éclat de rire :

— Ils t'ont *débouté* de ta demande, mon bon Brissac, et non *débotté*.

Le lendemain même, François Ier ordonnait que tous les actes publiés fussent dorénavant rédigés en français.

L'Université néanmoins continua ses vieux errements et Rabelais se moquait des étudiants d'alors qui latinisaient « en transfrétant la Séquane ».

Nous avons en français des mots de toutes les langues dont nous avons eu le contact chez nous ou à l'étranger, beaucoup d'allemand, un peu de celte, d'italien, d'arabe, d'espagnol, d'anglais, et même des mots hongrois et turcs. Ce n'est rien d'extraordinaire, car toutes les langues se sont ainsi pénétrées ; nous avons donné beaucoup de mots à l'allemand, à l'anglais et un peu à toutes les langues d'Europe. Cette pénétration réciproque ne fera d'ailleurs qu'augmenter par la facilité des voyages et les relations commerciales. Ce ne sont pas les Académies qui forment les langues ; ce sont les peuples dont les Académies ne font que régulariser le langage et sanctionner les mots nouveaux.

Ce qui constitue l'identité d'une langue, ce qui marque en elle, le caractère national, ce sont bien moins les mots, que les particularités, les sons, la grammaire, la construction de la phrase, l'accentuation, et à tous ces points de vue, le français diffère essentiellement du latin. Nos substantifs et nos adjectifs ne se déclinent pas ; nous avons l'article, comme le grec, et nous n'avons pas l'inversion de la phrase aussi prononcée que le latin où l'amphibologie est parfois trop évidente : *dico Pyrrhum vicisse Romanos* : voilà un oracle peu compromettant. Le français est clair, loyal, ne disant que ce qu'il veut dire et le disant en termes indiscutables. Le latin est riche de synonymes, ainsi que l'italien et la plupart des langues latines : nous n'avons pas de synonymes ; chacun de nos mots vaut une définition spéciale, et c'est cette clarté, cette précision des mots qui font du français la langue diplomatique par excellence.

Une particularité à noter encore, c'est le son *u* qui est spécial au français. Nous ne le trouvons qu'en allemand, mais avec un tréma, sans quoi l'u se prononce *ou*. Le piémontais qui est plus qu'un patois, qui a même une littérature, se ressent de ses origines gauloises, car il a conservé le son *u* dans plusieurs mots, comme *tu*, et Turin dont les Italiens ont fait Torino, se dit *Turin* en piémontais, l'*u* comme en français et *in* prononcé *i* et *n* séparément, avec un son nasal. Le son *in*, diphtongue, persiste cependant en piémontais, dans d'autres mots, et il est des plus rares dans les langues européennes, si ce n'est comme *en* dans *mien*, *chien*, mais en faisant légèrement sentir *l'n*, comme *mientras* en espagnol (tandis que...).

Enfin, ce qui donne à notre langue un caractère unique, c'est l'absence d'accent tonique dans les mots. Il faut arriver aux langues monosyllabiques, comme le chinois, pour trouver la même particularité, mais là on ne saurait où placer un accent. L'anglais qui est très monosyllabique, a cependant, un accent tonique dans les mots de deux ou trois syllabes.

On dit que dans le français l'accent tonique est toujours sur la dernière syllabe : c'est une erreur ; dans le mot *précédemment*, toutes les syllabes sont également prononcées. Les mots qui finissent par une syllabe muette, comme *finissent*, *syllabe*, *muette*, que nous venons d'écrire n'ont pas l'accent tonique sur cette dernière syllabe qui toutefois compte dans le corps d'un vers et qui même, bien que muette, doit se faire sentir dans la diction des orateurs et des acteurs.

Et cependant on ne saurait dire que le français manque d'harmonie. Il y a en effet une cadence dans la phrase et dans le vers français, par le choix des mots que dicte une oreille exercée. Mais c'est une cadence large et superbe comme les grandes ondes de l'Océan. Depuis le jour où la langue d'oïl a prévalu sur la langue d'oc, le français a cessé d'être, comme le provençal, une langue méditerranéenne.

Comme notre sang, comme notre caractère, notre langue est unique en Europe, et son génie diffère essentiellement du latin.

Notre Culture.

Notre culture est incontestablement latine, comme celle des Italiens, des Espagnols, des Allemands, des Anglais, des Polonais, des Hongrois, de tous les peuples d'Europe et d'Amérique. Ce n'est donc pas une particularité.

Depuis la Renaissance, il est vrai, on a enseigné le grec, mais si pauvrement, et avec une prononciation si ridicule, inventée par Erasme, aussi ridicule que notre façon de prononcer le latin, que ce n'est guère le moyen d'apprécier les beautés de ces langues.

Notre culture est latine, mais à quoi nous sert-elle? Le latin n'est plus et ne peut plus être la langue universelle : trop de choses nouvelles et trop de mots correspondants ont surgi depuis qu'il est mort. Le clergé lui-même ne le possède que très imparfaitement.

Le Jardin des racines grecques que l'on faisait autrefois apprendre aux écoliers, avait du bon ; plus utile encore serait l'enseignement des « radicaux » que le profeseur d'Oxford, Max Muller a si bien montrés à l'origine de nos langues, avec leurs dérivés ici et là. Et lui non plus ne croyait pas à l'origine latine du français.

La synthaxe latine nous est utile, disons-le parce qu'elle régit notre phrase, surtout les subjonctifs ; trop d'écrivains l'oublient. En dehors de cet avantage, le latin reste pour nous, très inférieur au grec, comme poésie, éloquence, art dramatique et philosophie.

Enfin, la littérature française est aujourd'hui assez riche pour se suffire à elle-même ; les littératures étrangères ont presque toutes échangé avec nous, quelque influence directe ; l'étude des langues vivantes s'imposant de plus en plus à qui veut émerger de la foule, les littératures étrangères donneront leurs fleurs à qui voudra les cueillir, comme la nôtre a donné ses fleurs à toute l'Europe.

Nous n'avons pas de poème, il est vrai. Les Dieux en soient loués, car rien n'est ennuyeux, en dehors des beaux vers, comme cette intervention perpétuelle de l'irréel, des Dieux de l'Olympe, des personnages allégoriques ou des démons. Nous n'avons pas de poèmes et nous en avons cent, nous en avons mille qui sont d'une lecture parfaitement agréable : ce sont nos romans en prose, forme moderne du poème, dans le domaine de la réalité.

Certes une culture générale est utile au début des études, comme une source d'où s'épandent dans toutes les directions, des ruisseaux qui deviennent des rivières et des fleuves ; mais dans notre société active, affairée, chacun doit se spécialiser au plus vite. Ce n'est plus le cas de viser à une instruction ornementale, sauf pour les carrières dites libérales ; il faut chercher le solide, le pratique, ce qui doit armer le jeune homme pour la vie, au lieu de le livrer à elle fringant, inutile et désarmé.

Les Arts.

En quoi sommes-nous latins par les arts?

Longtemps, depuis les invasions barbares jusqu'à la Renaissance, nous avons vécu sur nous-mêmes, des restes de l'architecture romaine qui a donné chez nous l'art roman, influencé par l'art byzantin. De celui-ci nous avons bien vite corrigé l'invariable hiératisme, par le libre ornement et la transcription de la vie.

Et c'est nous qui avons créé dans l'Isle de France, cet admirable art ogival, chef-d'œuvre du génie humain, tant au point de vue stéréotomique, par la croisée d'ogive qui répartit en longueur et en largeur la poussée de la voûte, qu'au point de vue ornemental où la dentelle de pierre s'élève jusqu'au ciel dans un flamboiement de foi et d'espérance,

Les Italiens ont appelé cet art « l'art gothique », en signe de mépris, comme ils auraient dit « l'art barbare » ; c'est qu'ils n'avaient ni de tels architectes, ni de tels ouvriers, et qu'ils ne comprenaient pas la beauté de la pierre sculptée sans le concours du marbre de couleur. Ils ont pourtant essayé d'imiter cet art : ils n'y ont jamais réussi. Le Dôme, de Milan, malgré sa richesse et son ampleur, manque d'élancement, reste massif et sa façade le deshonore. Ailleurs, ils ont mêlé le marbre de couleur au style ogival dont ils n'ont pas compris l'élégance dans la simplicité.

La Renaissance italienne a été une floraison sans pareille ; elle a exercé partout une large influence ; nos artistes sont allé lui demander de nouvelles inspirations, abandonannt ainsi le génie national qui se manifestait dans tous les arts avec une égale ardeur. Mais là encore nous ne devons à l'Italie que ce qui lui restait de l'art grec, après les ravages des

Vandales, des reîtres de Charles-Quint dont le chef, le connétable de Bourbon, venait d'expirer. Les Romains eux-mêmes, il faut bien le dire, contribuaient à la destruction de l'ancienne Rome, prenant les pierres du Colysée et d'autres monuments, pour bâtir leurs palais.

Nous avons incontestablement subi l'influence de la Renaissance italienne, mais en lui donnant bien vite notre sens national, et c'est ainsi que se sont élevés les beaux châteaux de la Loire et d'autres encore dont rien n'égale la beauté, ni en Italie, ni dans aucun pays.

Nous n'avons pas tardé à prendre la première place en peinture et en sculpture, au XVIIe et au XVIIIe siècle, sans jamais décliner depuis lors, à travers nos diverses écoles.

Ce qui est la marque du génie français dans les arts, c'est le goût, ce sens affiné de la proportion, de la ligne et de l'harmonie dans l'ornement. « Ni trop, ni trop peu », est sa devise. C'est le *ne quid nimis* des Romains.

Ce que nous devons encore à l'Italie, c'est la musique, à ses débuts, car depuis lors, l'Allemagne a de beaucoup dépassé l'Italie. Le français ne chante pas dans les mots, et par là, il marque, il faut l'avouer, l'infériorité de son sens musical. Sauf dans le Midi, notre peuple ne chante guère ou chante mal. Il faut bien avoir quelque infériorité. Nous avons eu de bons compositeurs, de bons exécutants ; c'est l'étude qui les a formés individuellement : ils n'ont pas été portés par l'instinct national, sauf, nous le répétons, dans les régions méridionales.

La Civilisation.

Une civilisation se forme par les idées morales qui ont cours, par les lois qui en découlent, par la culture intellectuelle d'où procèdent la littérature, la poésie, les arts et les sciences ; et des sciences procèdent l'hygiène, la santé publique, l'ordre administratif, les inventions et tous les progrès matériels.

Il s'en suit que la civilisation n'est pas seulement le confort de la vie, comme les esprits grossiers se l'imaginent. Elle est triple, morale, intellectuelle et matérielle. Jamais encore un peuple n'est arrivé à une civilisation complète. Les plus brillants dehors cachent souvent la pourriture dont Hamlet se plaignait au royaume de Danemark. Les nations ont certains degrés de civilisation qui résultent de leur tempérament. Il y a encore en Europe, des peuples qui n'ont que les premiers éléments de la civilisation, qui balbutient et marquent une enfance parfois méchante.

Ce qu'il y a de pire, c'est que jamais les trois progrès ne vont de pair ; on perd d'un côté, ce qu'on gagne de l'autre ; nous n'avons que deux pieds pour marcher sur trois lignes.

La France a toujours pris la tête de la civilisation, par la douceur relative de ses mœurs, par son idéal de justice, par sa culture et ses progrès de toute sorte. Cette civilisation est née chez nous des traditions romaines dont la civilisation était tombée cependant par le luxe, dans la corruption et l'amollissement. Elle est née aussi du christianisme et du décalogue de Moïse. La même lumière doit éclairer tous les hommes ; vaine est toute civilisation apparente, comme celle de notre XVIIIe siècle, si brillante au dehors, quand elle n'atteint pas les couches profondes de la population. La Révolution a montré ce qu'il en était.

La religion avait essayé de créer une civilisation universelle, mais elle n'était que morale et négligeait tout ce qui n'était pas dans le but final de l'au-delà ; aussi le mouvement civilisateur lui devint étranger et finit par lui être hostile.

Un grand progrès fut accompli par notre chevalerie du Moyen-Age, grâce à nos trouvères et à nos troubadours qui chantaient les exploits de héros imaginaires ou du moins idéalisés, grâce aux cours d'amour et grâce à nos romans de chevalerie que l'Europe entière lisait en français ou traduits en provençal, ou en latin.

Nos rois ont été les premiers à affranchir les serfs et à donner aux communes des chartes d'autonomie qui en faisaient presque des républiques. Par là, ils ont créé une forte bourgeoisie qui s'est élevée graduellement par le travail, le savoir, le commerce, l'industrie, qui est devenue ainsi la grande ressource de la nation et dans laquelle Louis XIV lui-même choisit ses ministres, pour se débarrasser des querelles, des jalousies et des ambitions sans valeur d'un entourage de parade.

Les croisades aussi dans lesquelles les Francs ont joué le principal rôle, ont aidé, par nécessité d'argent, à l'affranchissement des serfs et à la constitution de la petite propriété.

Nous avons donc été les premiers à réaliser des progrès sociaux, tandis que l'Angleterre réalisait la première, des progrès politiques. Ses institutions cependant étaient sans influence sur le reste de l'Europe, alors que notre Révolution de 1789 a secoué le monde entier d'une frénésie de liberté, d'égalité et de justice. Les Etats-Unis nous avaient précédé dans cette voie, avec leur admirable Constitution, mais elle fut l'œuvre de nos philosophes du XVIIIe siècle qui la donnèrent à Franklin, et nous n'en avons, hélas, rien gardé.

Dans les sciences et dans les arts notre rôle est

trop connu pour que nous ayons à le retracer.

Au point de vue humanitaire, nous avons eu de tous temps le culte de la bienfaisance. Les hôpitaux, les hospices ont surgi de tous côtés et nous avons toujours eu la réputation d'être humains dans la guerre, plus qu'aucun autre peuple.

On nous reproche le Palatinat ravagé par ordre de Louvois, la persécution contre les Albigeois, la Saint-Barthélemy, la révocation de l'édit de Nantes : quel peuple n'a pas de pires cruautés à se reprocher dans son histoire?

Enfin, nous avons réalisé de grands progrès dans la voie de la solidarité, à tel point que les ouvriers ne connaissent plus de bornes dans leurs exigences et menacent de ruine notre industrie, notre commerce et notre vie économique.

L'instruction publique est puissant agent de civilisation, parce qu'elle pénètre dans les couches profondes du peuple et prépare l'avenir par les jeunes générations. Par là aussi elle assume une redoutable responsabilité. C'est de cet enseignement que sortira un peuple fort, sage, moral, courageux au travail, fier du passé et prêt encore aux grands sacrifices de la défense nationale, ou faible, révolté, irraisonné, affamé de jouissances, corrompu et incapable d'énergie et de dévouement, sans autre idéal que le bien-être.

Ce serait folie que d'amollir l'âme des enfants en leur disant qu'il n'y aura plus de guerre et qu'ils n'ont qu'à se laisser vivre avec le moindre effort. Il faut vouloir la paix et le bonheur de l'humanité, mais non au détriment de la patrie. La réalité passe avant le rêve. Le rêve est permis ; il est beau, mais il est court ; et la journée est longue pendant laquelle il faut vivre, lutter et préparer le lendemain.

La démocratie n'est qu'un mot, si ce n'est pas l'élévation morale, intellectuelle et matérielle de tout un peuple. Et il faut aussi que notre enseignement primaire et secondaire s'attache au développement physique de la race, par l'hygiène, par les exercices du corps, par l'enseignement de la propreté, sans négliger l'enseignement de la politesse et du goût. L'éducation doit accompagner l'instruction.

Les Romains nous ont montré leur rapide décadence par le bien-être, l'amolissement des courages et l'insouciance de l'avenir : ne soyons pas latins ; imitons plutôt les Anglais qui ont régénéré leur race par de tels soins et nous ont donné l'exemple d'une improvisation superbe pour la guerre, comme soldats et comme armements. Nous en avons fait autant, mais nous étions mieux préparés à cet effort.

Ne nous berçons pas de l'illusion que nous avons une civilisation complète. Les peuples les plus avancés n'en sont encore qu'à l'âge de la première émancipation. C'est ce qu'a si bien démontr le Dr Javorski, dans ses récents ouvrages : *l'Humanité, sa croissance, et les Etapes de l'Histoire* (1).

Le Caractère.

Nous n'avons ni le caractère, ni le tempérament des latins. Nous sommes gais, légers, frondeurs, fantaisistes, faiseurs de mots imprévus, ce qui nous rapproche des Grecs d'autrefois et nullement des Romains qui étaient graves et pondérés et qui le sont encore.

Ce n'est pas que le Romain actuel manque d'esprit ; il en a et du plus fin, mais c'est un genre d'esprit tout particulier qui se rapproche plutôt de l'humour et qui fait sourire gravement. Les Napolitains ont plus de jovialité : c'est à leurs origines grecques qu'ils le doivent, comme les Marseillais.

Prompts à nous fâcher, nous sommes tout aussi prompts à pardonner et même à oublier. Nous oublions trop en ce qui concerne nos ennemis qui, eux, n'oublient pas et méditent longuement leur revanche.

Cette facilité de caractère, ce besoin d'être aimable et de plaire qui est en nous, cette tendance à livrer nos pensées au premier venu, à croire naïvement à la loyauté de nos interlocuteurs, ce fonds de bonté, de loyauté, de gaieté, de vivacité, et aussi notre esprit critique, parfois moqueur, tout cela nous livre, nous fait souvent mal juger et parfois haïr.

Allemands, Espagnols et Italiens ont plus de gravité ; ils sont plus fermés sous des dehors aimables, et ils sont incapables de comprendre et d'admettre cette tendance que nous avons à la plaisanterie qui marque cependant, lorsqu'elle ne sort pas des bornes de la bienséance, une évolution avancée, une rapide conception des idées, des circonstances et d'une solution amusante aux questions les plus graves. Les Anglais seuls comprennent la plaisanterie.

Etudions le ton et le rire de chaque peuple ; nous y verrons son degré d'évolution.

Nous nous plaisantons nous-mêmes et nous nous critiquons volontiers. C'est un tort devant les imbéciles qui prennent cela pour argent comptant dont le change est en leur faveur.

Toute race a ses qualités et ses défauts. Ni nos défauts, ni nos qualités n'ont rien de latin, et le plus beau de notre caractère est, à l'opposé de celui des Allemands, de n'être ni plats devant la force, ni insolents devant la faiblesse. Nous aimons au contraire à braver la force, à nous moquer du tyran, à

(1) A. Malavoine et fils, éditeurs. Rue de l'Ecole-de-Médecine. Paris, 1918.

résister, à nous révolter même sans espoir de succès, et nous savons nous montrer humains dans la lutte et dans la victoire. C'est encore ce que nous avons de commun avec les Anglais d'aujourd'hui, et c'est à ce signe qu'on reconnaît la noblesse d'une race.

LE SANG.

C'est une plaisanterie de dire que nous sommes latins par le sang, comme descendants des Gallo-Romains, car cette appellation ne peut s'appliquer qu'au fait de la domination romaine dans les Gaules, et au fait que beaucoup de Gaulois avaient acquis la qualité de citoyens romains. Le poète, Ausone, né à Bordeaux, a été consul à Rome, et les Gaulois ont pénétré l'empire, presque autant que l'empire avait pénétré la Gaule. Les Romains venaient ici avec leur famille, pour exercer leurs fonctions ; rien ne montre leurs alliances avec la race soumise, sauf en Provence, et un peu en Guyenne, en Saintonge, en Périgord et en Languedoc.

Qui oserait dire que les Auvergnats et les Bretons sont latins? Il en est de même des autres provinces. Le Midi même montre par sa jovialité et ses aptitudes musicales et artistiques, qu'il tient plus des Grecs que des Romains, car on sait que ceux-ci n'étaient ni musiciens, ni artistes.

Domination ne signifie nullement pénétration dans le sang. La vallée du Rhône avec Vienne, ancienne capitale, est pleine des souvenirs de l'ancienne Rome, et là aussi le sang grec et le sang latin ont pénétré, mais dès qu'on quitte la vallée pour les hauteurs du Dauphiné, et des Cévennes, le caractère ethnique change complètement.

Les diverses invasions que la Gaule romaine a subies, n'ont pas davantage modifié le caractère national. Les Francs étaient très peu nombreux ; les Vandales n'ont fait que traverser le pays, pour aller en Espagne et en Afrique. Les Wisigots ont dominé le Midi et l'Auvergne ; ils y ont laissé fort peu de traces. Les Sarrasins qui leur ont succédé n'ont laissé que des noms de lieux. La différence de religion s'opposait à toute alliance avec eux, et s'ils ont pu enlever des jeunes filles, ils les ont gardées dans leurs harems et les enfants devenus musulmans, ont quitté le territoire avec ceux de leur religion.

Seuls, les Burgondes établis les premiers en Franche-Comté, en Dauphiné et en Provence, fondant le royaume de Bourgogne ou d'Arles, ont pu s'allier aux familles des pays conquis. Ils étaient chrétiens avant d'envahir ces territoires ; leur douceur manifestée par la loi Gombette a été une sorte de traité et d'entente avec les vaincus.

Ses envahisseurs s'installaient en propriétaires du sol, se gardant bien de molester le cultivateur qui était facteur de leur richesse. Ils se sont bornés à l'enchaîner à la glèbe ; ils ont institué le servage, pour être plus sûrs de ne pas manquer de serviteurs. Or, c'est le cultivateur qui fait la race. Et d'ailleurs, combien en reste-t-il de ces familles franques établies en seigneurs sur notre territoire? Pas cent, pas même dix qui puissent prouver authentiquement leur origine depuis la conquête.

Nous avons subi nombre d'infiltrations successives ; que reste-t-il des Italiens venus avec Catherine et Marie de Médicis, les Mazarins, les Gondi, les Strozzi et tant d'autres? Rien. Les familles aristocratiques et les familles urbaines sont celles qui disparaissent le plus vite.

C'est pourquoi nous sommes toujours les descendants des vieux Gaulois ou Celtes, toujours jeunes, toujours alertes, toujours vaillants et toujours gais ; toujours imprévoyants, il est vrai, et toujours prêts à nous quereller entre nous, épris d'égalité plus que de liberté, raisonneurs et moqueurs, mais bons et généreux, fiers devant les forts, et pitoyables devant les faibles.

Nous ne sommes ni latins, ni germains, mais une nation parfaitement personnelle et unique en Europe. Certes, nous avons une grande sympathie pour les nations de langue latine, mais il faut cesser de nous dire de la même race.

Les préjugés sont les forteresses de l'ignorance.

LOUIS DE MEURVILLE.

LA BOURGEOISIE, LES OUVRIERS ET LE GOUVERNEMENT EN 1830

Le bulletin rédigé à la Préfecture de Police le 26 juillet 1830 disait : (1)

« La tranquillité la plus parfaite continue de régner sur tous les points de la capitale. Aucun évènement digne de fixer l'attention n'est consigné dans les rapports qui sont parvenus ».

Ainsi l'inintelligence des policiers de la Restauration s'affirmait au point de ne prévoir en aucune façon les évènements qui allaient brusquement renverser le trône de Charles X. Il est vrai que, confiante dans le système administratif employé à l'égard des ouvriers depuis 1815, — système où le paternalisme d'ancien régime et les traditions fortes de l'Empire contrebalançaient les velléités corporatives et les tendances syndicalistes (2), — la Préfecture ne pouvait

(1) Archives Nationales, F⁷ 3884.

(2) G. et H. BOURGIN. *Le régime de l'Industrie en France de 1814 à 1830*, t. I (seul paru), Paris, 1912, in-8°

penser qu'une alliance entre les libéraux et les ouvriers parisiens pût aboutir à une révolution. De fait, le prolétariat ne s'intéressait pas au conflit constitutionnel, malgré la propagande, tout artificielle, qui cherchait à l'atteindre ; c'est à partir du moment où l'ancien carbonaro Barthe, le 26 juillet, eut l'idée d'organiser un *lock-out* des ouvriers imprimeurs, et où se rangèrent, derrière ceux-ci, les ouvriers d'Audry de Puyraveau, de Ternaux, de Zéler et des négociants de Bercy (1), que le mouvement antibourbonien prit toute son ampleur : les ouvriers accusèrent le gouvernement d'être la cause de leur détresse et entrèrent délibérément dans les voies insurrectionnelles.

Rambuteau, dans ses *Mémoires*, constate que la moitié des combattants des « Trois glorieuses » étaient des ouvriers du bâtiment en chômage (2) ; Alfred de Vigny, dans son Journal, les compare, en fait de bravoure, aux Vendéens (3), ce qui s'accorde mal avec la calomnie d'un officier de gendarmerie qui les accuse d'avoir reçu de l'or anglais (4), et, si l'on en croit Alphonse d'Herbelot (5), ces ouvriers étaient animés d'un sentiment de classe assez vif et assez net. Ces témoignages acquis, il n'en reste pas moins que, comme dans tous les mouvements révolutionnaires, il y eut, pour combattre à côté des ouvriers, des individus capables de se livrer aux actes les plus répréhensibles. Les 28 et 29 juillet, on vola aux barrières de Clichy, Monceau, de la rue Blanche, de Montmartre et des Martyrs des instruments et du numéraire, on pilla des marchandises, on brûla du mobilier appartenant aux bureaux d'octroi. Le 2 septembre, sur la plainte du directeur des octrois, M. d'Audiffret, une instruction était ouverte ; elle aboutissait à l'arrestation d'un certain Dagnely, connu comme fraudeur, et de quinze individus signalés comme ayant fait partie des bandes de pillards.

Mais, en transmettant au ministre de la justice le rapport du procureur de la Seine (1), le procureur général concluait à l'abandon des poursuites.

« Comment en effet, disait-il, peut-on espérer, quelque soin qu'on apporte à cette instruction, de parvenir à saisir les véritables coupables? Dans ces bandes de révoltés, les uns agissaient dans un intérêt général, les autres travaillaient aussi pour leur intérêt particulier. Il est certain qu'à plusieurs barrières, une foule d'individus se sont bornés à demander et à prendre des armes. Risquera-t-on de confondre le citoyen courageux, qui, en dévastant les barrières, n'a cherché qu'un moyen de conquérir la liberté, avec l'homme sans aveu, le forçat libéré, le fraudeur de profession, qui n'ont vu dans les glorieux évènements de Juillet qu'une occasion de désordre et de pillage ?

« Il y a plus : les hommes qui se sont battus avec le plus de courage contre l'armée royale ne sont peut-être pas ceux qui comprennent le mieux les principes de l'honneur et de la liberté ; *ces bandits*, qui se livraient à de coupables excès, commettaient aussi quelques instants après des excès d'héroïsme. Les gens honnêtes et paisibles, les citoyens amis de l'ordre légal n'avaient point comme eux pillé, dévasté, brûlé les barrières ; mais auraient-ils marché avec une incroyable intrépidité à l'encontre de la mitraille comme l'ont fait ces hommes exaltés par des sentiments divers, et qui, dans la même journée se sont montrés tour à tour des brigands et des héros ? »

Pour illustrer sa thèse, le procureur général ajoutait que Dagnely avait reçu un coup de sabre en combattant et qu'il recevrait sans doute, de ce chef, une récompense nationale (2). Puis, le Gouvernement n'avait-il pas édicté l'amnistie des condamnations « pour faits politiques » (3) et si le vol de numéraires pouvait être jugé comme un délit de droit commun, pouvait-on en dire de même des autres faits?

« Ce sont les manifestations des sentiments de haine et d'animosité imposés au citoyen par le gouvernement déchu. On brûlait les postes militaires en haine de l'armée ; on a brûlé les barrières en haine de l'administration ».

(1) P. Mantoux. *Patrons et ouvriers en juillet* 1830, dans la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1901-02, p. 291-296 ; O. Festy. *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de juillet* (1830-1834), Paris, 1908, in-8° ; A. Thomas. *Le lock-out de* 1830, dans l'*Humanité* du 29 juillet 1908.

(2) *Mémoires*, p. 374, Cf. G. Léon. *Jardins de Paris*, dans la *Revue de Paris*, 15 oct. 1910, p. 835 et n° 1.

(3) Ed. Lemerre, p. 46 et suiv.

(4) *Souvenirs d'un officier de gendarmerie sous la Restauration*, publiés et annotés par le Vicomte Aurélien de Coursox. Paris, 1914, in-18, p. 186. Il est vrai que les ouvriers avaient tiré sur les gendarmes. (*Ibid.*, pp. 181-182).

(5) Lettres du 6 août 1830 à Montalembert (*Lettres d'Alphonse d'Herbelot*, publiées par ses petits-neveux, Paris, 1908, in-8°, p. 21) : « Un de nos amis, qui est allé au camp de Rambouillet avec les ouvriers, bivouaquait près d'un homme du peuple. « Je vois bien, lui dit « ce dernier, que de ce que nous avons fait, il ne nous « reviendra rien et que nous n'en mourrons pas moins « de faim ou à l'hôpital ; mais nous l'avons fait pour la « patrie, pour vous, tenez », ajouta-t-il, « qui êtes un « bourgeois et en profiterez ».

(1) Rapport du 10 septembre, transmis le 13 (Arch. Nat., BB[18] 1316, dossier 4125 A[7]).

(2) En vertu de l'ordonnance du 26 août 1830, créant une commission chargée de recevoir les demandes de récompenses à accorder « aux Français qui se sont signalés les 27-29 juillet ».

(3) Ordonnance du 26 août 1830.

Le haut magistrat allait plus loin, se refusait même à voir dans les vols autre chose que des délits politiques :

« Piller le Gouvernement, l'administration qu'on veut renverser, n'est-ce pas un délit politique? »

Au surplus, on ignorait si les objets volés n'avaient pas été brûlés.

La thèse audacieuse du procureur général fut admise par le ministre de la justice, l'excellent Dupont de l'Eure, qui prescrivit la cessation des poursuites à l'occasion de faits au surplus déjà amnistiés (1).

Cette politique de faiblesse et de reconnaissance à l'égard de ce qu'on appellera en d'autres temps la « classe ouvrière » était peu faite pour assagir celle-ci. Les troubles apportés dans l'économie nationale par la révolution avaient des répercussions sur les ouvriers, dont l'agitation, à partir de la deuxième quinzaine d'août, se propage dans les différents corps de métier (2) : selliers, carossiers, garçons bouchers et cochers manifestent le 15; le 16, on arrête des « luddistes » qui crient « A bas la mécanique », c'est-à-dire, à bas les machines concurrentes du labeur prolétarien ; le 23, ce sont les ouvriers menuisiers qui entrent à leur tour en branle, et chez les serruriers, les coupeurs de bois, on demande la réduction des heures de travail et la tarification des salaires. La bourgeoisie s'inquiète, croit à un complot, à l'action des partis anti-orléanistes. Le 21 août, une commission est nommée pour examiner et constater la situation commerciale et industrielle du pays, rechercher les causes des embarras existants sur plusieurs points du royaume et proposer les mesures convenables pour rendre aux transactions et à la circulation générale leur régularité habituelle » (3). Delessert est mis à la tête de cette commission qui groupe les députés Odier, Vassal, Ternaux, Duvergier de Hauranne, Jars et les négociants Marchand et Gisquet, — ce dernier bientôt préfet de police.

L'un des prédécesseurs de Gisquet à ce poste, Girod de l'Ain, nommé préfet de police en raison de la part active qu'il avait prise à la révolution, avait cependant jugé utile de revenir à la manière forte, et, le 26 août, on affichait sur les murs de Paris une ordonnance énergique contre les attroupements et coalitions d'ouvriers. Cette ordonnance portait : (4)

« Nous, Conseiller d'Etat, préfet de police,

« Considérant que des ouvriers en grand nombre parcourant, depuis quelques jours, sous divers prétextes, les rues de la capitale ;

« Que si, fidèles aux sentiments qui animent l'héroïque population parisienne, ils ne commettent aucun acte de violence, leurs réunions plus ou moins tumultueuses sont elles-mêmes un désordre grave ; qu'elles alarment les habitants paisibles, qu'elles tendent à altérer la confiance que la Nation française doit au gouvernement institué par elle et pour elle ; que ces réunions causent aux ouvriers une perte onéreuse de temps et de travail au moment où de vastes ateliers publics leur sont ouverts ; qu'enfin elles peuvent offrir des moyens de troubles que les malveillants ne manqueraient pas de saisir ;

« Que le maintien de l'ordre et de la sûreté publique confié à notre responsabilité exige impérieusement qu'un tel état de choses cesse ;

« Considérant que si les ouvriers de Paris ont à élever des réclamations fondées, c'est individuellement et dans une forme régulière qu'elles doivent être présentées aux autorités compétentes qui s'occupent sans relâche de toutes les mesures qui peuvent concourir à la prospérité de l'industrie ;

« Vu l'article X de l'arrêté du gouvernement du 12 messidor, an VIII, portant que « le Préfet de police prendra les mesures propres à prévenir ou dissiper les attroupements, les réunions tumultueuses ou menaçant la tranquillité publique » ;

« Ordonnons ce qui suit :

« Article Premier. — Défenses sont faites à toutes personnes de former des réunions ou attroupements sur la voie publique, sous quelque prétexte que ce soit.

« II. — Conformément à l'article 415 du Code pénal, il est défendu aux ouvriers de se coaliser pour interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher ou enchérir les travaux.

« III. — Aucune demande à nous adressée, pour que nous interveniions entre le maître et l'ouvrier au sujet de la fixation du salaire ou de la durée du travail journalier ou du choix des ouvriers ne sera admise, comme étant formée en opposition aux Lois qui ont consacré le principe de la liberté de l'industrie.

« IV. — Les commissaires de police, le chef de la Police centrale, les officiers de paix, les préposés de la Préfecture de Police, la Garde Nationale et les autres corps militaires, assureront, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, l'exécution de la présente ordonnance qui sera imprimée et affichée.

« V. — Les contrevenants seront arrêtés et immédiatement traduits devant les tribunaux, pour qu'ils soient punis conformément aux Lois. »

A la même date, Lafayette, commandant général et la garde nationale, publiait un ordre du jour condamnant les « prétentions peu conformes à la liberté légale de l'industrie » et annonçant qu'on sévirait contre les attroupements (1). Girod de l'Ain excitait le zèle des commissaires en leur recommandant de surveiller de près les meneurs (2) et réorganisait la police parisienne, en particulier les corps des sergents de ville, afin de pouvoir mâter, le cas échéant, un

(1) Lettre du ministre de la justice, 14 septembre 1830 (Arch. Nat., BB[18] 1316, dossier 4125 A[7]).

(2) Festy, *op. cit.*, p. 38 sqq. Cf. *Bulletin de la Bibliothèque des travaux historiques de la ville de Paris*, 1911.

(3) Ordonnance royale.

(4) Arch. Nat., F[7] 9787.

(1) O. Festy, *op. cit.*, p. 44.

(2) Arch. Nat., BB[18] 1318, dossier 4091 A[7].

mouvement ouvrier dangereux pour la paix sociale.

A la Préfecture de la Seine, Odilon Barrot envisageant l'application de mesures, non pas répressives, mais préventives. Dans un mémoire non daté, mais qui est certainement du mois de septembre, adressé au Conseil municipal, il soulignait le péril du chômage pour l'hiver suivant et demandait un crédit de 600.000 francs à appliquer aux ateliers de secours (1). 3.296 ouvriers étaient déjà employés par la Ville à des « travaux d'architecture », 1.200 environ par l'Etat ; mais les ouvriers « non qualifiés », comme on dirait aujourd'hui, susceptibles d'être employés à des travaux de terrassement, constituaient un poids lourd fort gênant, d'autant qu'on ne pouvait prévoir d'ici quelque temps l'installation de chantiers de cette catégorie. Dans les ateliers de secours, au lieu de quelques centaines de chômeurs attendus, s'étaient précipités plus de 6.000 indigents, et le nombre ne cessait de croître. Etendus sur les boulevards extérieurs, dans les cimetières, sur la place de la Concorde, au marché aux chevaux, ces ateliers, ces chantiers n'offraient qu'un mince intérêt pour la chose publique, et Odilon Barrot prévoyait la nécessité d'utiliser les chômeurs pour faire des terrassements au Champ de Mars, — lieu consacré aux fêtes publiques, aux courses, aux revues de la garde nationale, — sur les routes départementales ainsi que sur les chemins vicinaux des communes avoisinant Paris, dans les cimetières parisiens, enfin. La suppression des ateliers avait été envisagée, à cause des frais considérables qu'ils entraînaient. Mais, comme disait Odilon Barrot, « si le besoin qui les impose est une calamité, leur suppression brusque et intempestive serait un danger dont la tranquillité publique pourrait se ressentir. Ce serait, en outre, un acte d'inhumanité contre la classe souffrante et malheureuse de notre population » ; quelques troubles avaient même surgi lors de l'application des mesures tendant à diminuer l'affluence des chômeurs dans ces chantiers. En terminant son important mémoire, le Préfet de la Seine montrait l'impossibilité d'employer les ouvriers des ateliers de secours à la tâche, ainsi que l'avait demandé le Conseil municipal.

En communiquant son mémoire au ministre de l'intérieur, Guizot, le 30 septembre 1830, Odilon Barrot attirait l'attention de celui-ci sur le fait de « l'invasion subite des populations indigentes des départements sur les ateliers de secours organisés pour la Ville de Paris », et suggérait le remède, naguère employé, en 1816, propre à arrêter cette invasion (1). Il suffirait d'interdire l'entrée de Paris aux indigents, réteus, d'autre part, dans les départements par des travaux immédiatement entrepris, et de donner aux étrangers à la ville actuellement à Paris les moyens de retourner dans leurs départements respectifs avec des feuilles de route d'indigents (2).

Les suggestions d'Odilon Barrot se heurtaient au fait que, dans les départements, la crise économique n'était pas moins aiguë qu'à Paris. A la fin de juillet, à l'exemple de la capitale, les villes de Bordeaux, Lyon, Nantes, Bar-le-Duc, Corbeil, Châlon sur-Saône, Lille et Limoges s'étaient agitées assez sérieusement (3) Le lock-out patronal et révolutionnaire avait été organisé sciemment à Bordeaux, Lyon avait été organisé sciemment à Bordeaux, Lyon et Limoges. A Roubaix, le 10 août, une émeute éclata, parmi les 6.000 ouvriers des tissages qui demandaient une augmentation de leurs salaires, et, non contents de briser les vitres des fabriques, menaçaient de rompre les métiers et de piller les fabricants (4). Des mesures de répression furent organisées par le préfet du Nord et le général Corbineau, mais, le 21 août, le ministre de l'intérieur demandait qu'on n'employât la force publique qu'avec « la plus grande réserve ». A cette date, le mouvement roubaisien semblait apaisé, et le secrétaire de la préfecture du Nord écrivait, — ironie des prédictions politiques ! :

« L'avènement au trône de S. M. Louis-Philippe, en détruisant à jamais la crainte de voir une république en France, a rendu la sécurité à tous les habitants ».

Ce n'était pas de la République que s'occupaient les ouvriers, mais de leur situation économique, qui était si peu brillante que, partout, ils se plaignaient. C'est au point que, le 6 septembre, le ministre de la guerre adressa aux lieutenants-généraux une circulaire pour les inviter à veiller sur les agitateurs coupables de dénoncer « un malaise social qui est le résultat de fautes nombreuses de l'administration précédente et que le gouvernement ne peut détruire tout à coup au gré de l'impatience de ceux qui l'éprouvent » (5). Le ministre de la Justice, de son côté, demandait aux procureurs généraux des rapports précis sur la situation générale de leurs ressorts, et c'est ainsi que ces hauts magistrats commencèrent d'être les informateurs les plus réguliers du pouvoir central sur la vie sociale et politique du

(1) Arch. Nat. F⁷ 11926.

(1) *Cf.* G. et H. Bourgin, *op. cit.*
(2) Arch. Nat., F⁷ 11926.
(3) O. Festy, *op. cit.*, chap. Ier.
(4) Arch. Nat., F⁷ 9787, dossier II.
(5) O. Festy, *op. cit.*, p. 59.

pays (1) : leurs rapports, à partir de cette date, constituent une des sources capitales de l'histoire intérieure de la France.

Ce qui est certain, c'est que dans plusieurs communes du ressort de Paris, les gens s'assemblent au marché, et, excités par les femmes, y taxent le blé (2). A Roubaix, au mois de septembre, l'agitation reprend chez les ouvriers, « tantôt pour obtenir la diminution du prix du pain, tantôt pour obtenir une augmentation de salaires, tantôt pour faire supprimer les mécaniques » (3). A Troyes et dans la région circonvoisine, on notait que la population ouvrière, « assez indifférente sur la forme du gouvernement », ne s'occupait que du « taux des journées de travail et du prix du pain » (4). Mais à Lyon, le procureur général signalait le marasme des industries de luxe, la misère et le chômage de plusieurs catégories d'ouvriers (5). Un certain nombre d'entre eux avaient montré des dispositions xénophobes assez actives pour préoccuper la police. Dans l'arrondissement de Saint-Etienne, « plusieurs individus armés avaient exigé de l'argent et du pain et avaient menacé d'attenter soit à la sûreté des personnes, soit à celles des propriétés ».

Un an plus tard, à Lyon, devait éclater une violente insurrection causée par la misère (6), manifestation locale d'un malaise généralisé dans toute la France. En éveillant les ouvriers à la conscience sociale, les bourgeois révolutionnaires des Trois glorieuses n'avaient pas prévu qu'un jour viendrait où leurs alliés tenteraient de changer à leur propre profit un état de choses qui semblait ne satisfaire que les intérêts de la bourgeoisie. Cette conscience sociale s'exprimait dans les journaux ouvriers surgis dès le mois de septembre 1830, le *Journal des ouvriers*, l'*Artisan*, le *Peuple*, et dans quelques journaux bourgeois, comme l'*Organisateur*, le *Globe*, le *Bien Public*, la *Tribune* (7). Le journal le *Peuple* disait le 20 octobre 1830 : « Les trois journées de juillet n'ont eu d'autre résultat qu'un changement de dynastie... Elles promettaient davantage » (1). C'est ce « davantage » que la classe ouvrière essaiera d'atteindre, pendant tout le régime de Juillet, en adhérant aux thèses du socialisme, sous leurs formes les plus diverses, et en se lançant, avec la force du désespoir ou l'élan de l'enthousiasme, dans les émeutes, les attentats et les insurrections, qui feront du règne de Louis-Philippe une des périodes les plus agitées de l'histoire française (2).

GEORGES BOURGIN.

(1) Nous n'avons pas retrouvé la circulaire du ministre de la Justice ; mais il y est fait allusion dans le rapport du procureur général de Lyon, du 6 novembre 1830 (Arch. Nat., BB[18] 1318, dossier 4432 A[7]).

(2) Rapport du procureur général de Paris, du 14 octobre 1830 (Arch. Nat., BB[18] 1318, dossier 4431 A[7]).

(3) O. FESTY, *op. cit.*, p. 58.

(4) Rapport du procureur général de Paris, 14 octobre 1830, BB[18], 1318, dossier 4331 A[7].

(5) Rapport du procureur général de Lyon, 6 novembre 1830, BB[18], 1318, dossier 4432 A[7].

(6) Jean ALAZARD. *Les Causes de l'insurrection lyonnaise de novembre* 1831, dans la *Revue historique*, oct. 1912, p. 48-52. Cf. O. FESTY, *op. cit.*, p. 72 sqq.

(7) O. FESTY, *op. cit.*, p. 75 sqq.

(1) Id., *ibid.*, p. 67.

(2) Cf. Jean ALAZARD. *La population ouvrière sous la monarchie de juillet*, dans la *Revue du mois*, 10 novembre 1911 ; G. et H. BOURGIN. *Le socialisme français de 1789 à 1848*, Paris, 1912, in-12, chap. III-IV.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

LES LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES EN FRANCE

HANS LARSSON. *La Logique de la Poésie*. Traduction de E. Philipot. Préface de E. Boutroux (Bibliothèque scandinave I. — Leroux, éd.).

Un professeur d'une université étrangère exposait récemment les raisons qui lui font souhaiter une renaissance des études françaises dans son pays. J'ai retenu l'un de ses arguments, qui a pour nous la saveur d'un témoignage imprévu.

— Ceux de mes étudiants, disait-il, qui ignorent le français, n'abordent pas sans difficultés ni pertes de temps l'étude des littératures étrangères ; les principaux écrivains allemands, anglais, américains, italiens, espagnols... ont été étudiés chez vous avec un succès remarquable ; l'Allemagne notamment ne nous offre rien d'analogue à ces monographies littéraires, où vous excellez, qui esquissent fortement et clairement les traits essentiels de ses penseurs et de ses artistes, et donnent la clé de leurs œuvres ; à cet égard vous êtes de précieux initiateurs, des guides sûrs et rapides ; vous êtes indispensables.

Peut-être ce savant, ami de la France, exagérait-il un peu ; pour flatteuse qu'elle nous apparaisse, cette vue n'en est pas moins juste ; nous possédons sur plusieurs littératures étrangères d'excellents travaux, qui allient la solidité à la clarté ; l'honneur en revient en grande partie à l'Université ; nos Facultés des Lettres ont créé là une tradition qui se développe, et qui mérite une juste louange.

Est-ce à dire toutefois, que nous sommes suffisamment informés de la pensée et de l'art étrangers? Avons-nous exploré avec une attention méthodique et soutenue le champ illimité de la littérature uni-

verselle? Sommes-nous constamment attentifs aux voix inspirées qui ont droit à l'audience du monde civilisé?

On s'empressera d'autant moins de l'affirmer que des plaintes amères nous parviennent fréquemment ; sachons les entendre ; quiconque déplore notre indifférence manifeste le prix qu'il attache à notre suffrage ; étonnant hommage dont nous recueillons un peu partout les échos! Aucune gloire littéraire ne se tient pour satisfaite si la consécration française lui fait défaut ; nous sommes l'instance suprême ; nous jugeons en dernier ressort. Ce ministère que nous délègue l'unanimité du monde intellectuel ne va pas sans inconvénients ; nous ne l'exercerons jamais à la satisfaction de tous ; le chœur des vanités blessées et des espoirs déçus n'est pas près de se taire. Il nous avertit du moins de la grandeur de notre tâche.

Français, prenons conscience de l'importance de notre rôle ; ne parlons point légèrement de la mission que nous assigne la confiance des autres peuples; envisageons sincèrement cette mission ; efforçons-nous de la remplir avec toute l'équité que l'on attend de nous.

Qui donc parlait d'impérialisme littéraire? d'expansion de génie français? de conquêtes et de domination intellectuelles? Le monde vient à nous, non à notre suite, mais pour solliciter notre jugement, nous proposer de fructueux échanges, participer à cet honneur suprême que nous seuls savons dispenser.

Irons-nous le décevoir?

En vérité nous méconnaissons notre puissance ; nous ignorons la source de notre prestige ; nous ne sommes point assez fiers des vœux que nous suscitons, et qui nous marquent notre tâche.

Car c'est un vaste et glorieux programme que l'on nous suggère ; nous n'avons point à l'élaborer ; nous ne l'assumerons pas dans l'orgueil et la présomption; on nous le suggère ; on en jalonne sous nos yeux les grandes lignes : on nous ouvre les voies royales où il ne dépend que de nous de nous engager.

Nos critiques, nos historiens de la littérature font autorité: on affectionne leur lumière, leur pénétration, leur esprit de sympathie, leur justesse ; et certes, nous ne retenons point le monopole des savantes analyses et de l'érudition ; on cite à l'étranger de remarquables esthéticiens ; mais nulle part ne se réalise aussi heureusment que chez nous l'alliance du savoir et du goût ; nulle part la tradition ne favorise plus puissamment la collaboration du psychologue, de l'érudit et de l'artiste ; nulle part l'intelligence et la sensibilité n'équilibrent avec plus de certitude un jugement proprement littéraire... Notre public renferme une élite prompte à discerner le mérite des œuvres et l'originalité des talents, curieuse de nouveauté, très critique encore qu'accueillante, très avertie de la hiérarchie des valeurs ; aucun pays ne possède un aussi grand nombre de juges compétents, aucun n'accorde à l'opinion éclairée une influence aussi décisive, aucun ne consacre aux préoccupations désintéressées de l'esprit une part aussi grande de son activité... Notre langue enfin pénètre dans tout l'univers ; nos ennemis eux-mêmes avouent qu'elle est à elle seule une éducation de l'esprit ; nulle idée dont elle ne soit le porte-parole le plus exact, le plus fidèle, le plus retentissant ; en sorte qu'obtenir son concours est le rêve de tous les écrivains ; une œuvre n'appartient à tous les hommes que du jour où elle a été étudiée et traduite en français.

L'étranger nous demande de multiplier nos enquêtes hors de nos frontières ; il souhaite qu'on lui facilite les moyens d'attirer l'attention de notre public lettré ; il nous invite à traduire plus libéralement ses chefs-d'œuvre.

Soyons-lui reconnaissant de cette requête, de ces suggestions, de ces vœux, qui dégagent le sens de notre histoire, précisent notre mission historique, affirment, à notre avantage, l'une des nécessités de notre temps.

La France a toujours été au centre de la vie littéraire universelle ; sa littérature reflète toutes les influences et toutes les civilisations ; entre l'Europe et l'Amérique, entre le monde latin, les races slaves, anglo-saxonnes et germaniques, elle est au confluent de toutes les pensées, de tous les arts rivaux. En elle les oppositions se fondent et s'harmonisent sans perdre leur accent ; à son contact les concurrences se spiritualisent. Elle est une maîtresse de maison supérieurement courtoise, qui ne se satisfait point d'accueillir les hôtes les plus divers, mais s'empresse à faire briller leurs mérites, à propager leur réputation, à rehausser leur gloire de son propre renom et du prestige de tant d'illustres amitiés.

Telle était la France d'hier et d'autrefois ; la France de demain ne reniera point une si brillante fonction et si utile à une humanité morcelée, déchirée par la prolifération des langues et des génies littéraires ; et puisqu'il faut aux hommes, parmi la croissante confusion des antagonismes nationaux, un lieu de réunion, à tous elle offrira le commun refuge d'une hospitalité généreuse. Le salon d'autrefois s'élargira ; et ce sera une sorte d'exposition permanente des idées et de l'art : faisons en sorte qu'aucune œuvre importante n'en soit exclue, que les portes en demeurent impartialement ouvertes à tous les talents authentiques, que l'accueil enfin soit fier et digne,

digne de notre passé et de notre magnifique avenir.

*
* *

Que nous manque-t-il pour assurer parfaitement la liaison entre les peuples et les littératures?

Nous possédons plusieurs éléments essentiels ; un consentement tacite quand ce n'est pas une objurgation véhémente, nous invitent à nous en saisir pour devenir les intermédiaires et comme les courtiers de la pensée universelle ; nous ne sommes plus au temps où des critiques apeurés préconisaient le plus néfaste des protectionnismes intellectuels. Notre génie est assez vigoureux, notre tradition assez puissante pour que nous ne redoutions aucune concurrence ; nous y puiserons au contraire un regain d'énergie et de vitalité. Les grandes époques de notre littérature ne sont-elles point précisément celles qui surent le mieux favoriser et dominer les importations étrangères? Ne demeurons-nous point les maîtres d'un contrôle qu'il faut souhaiter sévère si la probité de notre goût assure tout son prix à notre intervention?

Notre faiblesse, ce sont nos traductions.

Non point qu'on souhaite en voir le nombre égaler celui des traductions allemandes ; l'absence d'une littérature nationale explique cette fringale d'ouvrages étrangers qui poussait nos voisins, avant 1914, à développer le trust des meilleures et des plus médiocres littératures. Mais on souhaiterait que l'effort de nos traducteurs fût moins parcimonieux et plus discipliné ; ils ne nous offrent généralement ni le nombre ni la qualité.

Traducteur, ce titre ne tente guère, en France, le talent. Rebuté par l'ingratitude supposée de la tâche — et la difficulté des idiomes étrangers — nos écrivains s'en détournent. Je ne sais quel préjugé relègue la traduction parmi les travaux subalternes. Et tandis qu'il y faudrait les plus sûres qualités littéraires, le sens le plus fin des nuances, une connaissance parfaite du français, autant d'exactitude que d'imagination et de goût, c'est trop souvent à des demi-illettrés que l'on confie le soin de nous révéler les plus belles œuvres.

Un Hérelle, interprète des Lettres italiennes, se classe au rang des meilleurs ouvriers de notre langue ; son cas est presque unique. Un Rémy de Gourmont nous prouve qu'une traduction de l'espagnol (Larreta — la gloire de dom Ramire), un Gide qu'une traduction de l'anglais (Joseph Conrad, le Typhon) peuvent être des œuvres d'art. Leur exemple est rarement suivi. Et le scandale se perpétue de ces mornes translations, également injurieuses à la droiture de notre langue et au style de l'auteur, et qui ne prouvent que la double ignorance d'un traducteur improvisé.

Parmi les jeunes que tente le labeur littéraire, beaucoup cherchent leur voie ; entre ceux qui hésitent ne s'en trouvera-t-il point d'assez audacieux pour reprendre une carrière délaissée? ils y recueilleraient gloire et profit, beaucoup plus sûrement qu'en ajoutant à la cohue des romans d'autres romans voués d'avance aux plus éphémères destinées.

Et certes, la traduction n'est point aisée.

Posons d'abord un axiome que l'évidence, hélas ! préserve rarement de l'oubli : il faut être premièrement un bon écrivain français ; le polyglottisme ne suffit pas ; dans toute traduction, il entre une part de création ; repenser un ouvrage en français, c'est le doter d'une seconde vie ; seuls sont capables de cet effort ceux qui possèdent à fond les ressources de notre langue. Une traduction vivante n'est point nécessairement, ni même ordinairement une traduction littérale ; entre une littéralité qui peut être une trahison véritable, et la nonchalance équivoque des « belles infidèles », la réussite découvre les mille nuances du moyen terme ; la rhétorique, fondée sur les catégories de l'esprit, est universelle ; ses procédés n'ont point toutefois la même signification chez tous les peuples ; et il y a l'infini et irréductible diversité des habitudes de pensée et des moyens d'exprimer la pensée... C'est pourquoi les étrangers sont si souvent de mauvais juges de la valeur d'une traduction ; hors le cas du contre-sens grossier et évident, leur avis est fréquemment négligeable et injuste ; mettons-nous au travail, en récusant d'avance des critiques trop faciles à prévoir, et qui n'auraient pour effet que de décourager les plus méritoires tentatives.

*
* *

De toutes les littératures étrangères, les scandinaves sont les moins connues en France ; des fragments en ont été révélés à notre public, qui les apprécie, et souhaite une information plus étendue ; les noms d'Ibsen, de Björnson, de Strindberg nous sont familiers, mais on n'aperçoit presque nulle part une opinion raisonnée sur leurs œuvres ; ils nous apparaissent isolés ; nous ne les rattachons à aucune tradition ; leur témoignage est un cri jailli de la nuit, qui nous arrête, et nous émeut, mais surtout nous déconcerte ; nous ne savons pas au nom de quelle humanité ces voix puissantes nous assaillent ; nous ignorons de quelles civilisations, de quelles expériences, de quelle poésie éparse leur éloquence est née et nous apporte l'écho. Derrière ces interlocuteurs de hasard nous soupçonnons la présence

d'un chœur nombreux et vigoureux ; nous ne l'entendons point. Une sorte d'attrait vague auréole ces littératures du Nord qu'il nous reste à découvrir.

Explorer cette « terra incognita », apprendre à connaître ces penseurs, ces artistes, qui sont pour nous comme s'ils n'existaient pas, les rattacher aux grands courants européens dont ils représentent un frémissement nouveau, vulgariser leurs œuvres en France, et hors de France, partout où le secours de notre langue peut prolonger leur retentissement, nul doute qu'une telle entreprise ne soit l'une des premières dont nous devons accepter la responsabilité si nous entendons créer en France le grand foyer des échanges intellectuels.

Tel est l'objet de la *Bibliothèque scandinave*, dont le premier volume vient de paraître (1).

Les autres littératures européennes suscitent maintes initiatives particulières ; nous les connaissons depuis longtemps ; leur activité s'est constamment mêlée à la nôtre. Les Lettres scandinaves exigent un autre effort, un effort d'ensemble, concerté, méthodique ; peu nombreux, les traducteurs imposent difficilement aux éditeurs des ouvrages trop complètement inconnus ; une « Bibliothèque » groupant les meilleurs « scandinavisants », destinée à durer, forte de son désintéressement et de sa ferme intention de ne publier que des œuvres significatives, attirera le public, en le rassurant, en lui ouvrant peu à peu ces vastes perspectives qui permettent de situer à leur rang les hommes, les idées et les livres.

Elle n'ignorera pas ce qui a été fait avant elle : elle rendra hommage aux travaux de ses devanciers ; d'assez nombreuses traductions du suédois et du danois ont paru dans la première moitié du XIXe siècle ; de nos jours, les remarquables traductions de M. André Bellessort, de Mlle T. Hammar ont rendu célèbre chez nous le nom de Selma Lagerlöf ; à Mme de Quirielle, à M. Avenard, à d'autres encore on doit diverses versions d'œuvres importantes. M. La Chesnais édifie, dans un immense travail, son édition monumentale d'Ibsen. A y regarder de près, on s'aperçoit que nos catalogues de librairie et nos revues citent çà et là les principaux auteurs scandinaves, sans parvenir à assurer la fortune de fragments isolés. En ajoutant à ces divers efforts son effort, la Bibliothèque contribuera à développer leur succès ; en comblant maintes lacunes, en multipliant les moyens de comparaison, en élargissant le domaine de ses investigations, elle formera et recrutera un public analogue à celui que possède en France chacune des grandes littératures étrangères.

(1) Une tentative analogue encore que moins étendue va été faite en Angleterre où la librairie Gyldendahl fonde une collection de littérature danoise.

L'instant est favorable ; la majorité des intellectuels danois et norvégiens ne marchande pas sa sympathie à notre langue ; en Suède et en Finlande, où pendant la guerre les écrivains ont été plus inégalement divisés à notre détriment, on manifeste une curiosité toute nouvelle de notre civilisation. Les langues scandinaves sont enseignées à la Sorbonne, où M. Verrier rassemble autour de sa chaire pélerins du Nord et étudiants français. Le lycée de Rouen a ouvert une section norvégienne, le lycée de Caen une section suédoise, où des groupes compacts de jeunes étrangers s'initieront aux méthodes françaises. A tant de bonnes volontés qui cherchent à se joindre, la Bibliothèque offrira le terrain d'entente le plus propice à la communion des esprits. Aux auteurs scandinaves, si prompts à nous reprocher de les négliger (quand l'Allemagne les comble de prévenances), elle apportera la preuve appréciée de notre sympathie et de notre vif intérêt.

Son programme est très vaste : belles-lettres proprement dites, romans, critique, histoire, philosophie, folklore, elle prétend embrasser les aspects essentiels du génie scandinave, et faire une place à toutes les œuvres qui marquent une direction importante de l'art et de la pensée ; rétrospective, elle traduira les classiques, et remontera jusqu'aux trésors si lointainement dissimulés de l'épopée islandaise ; contemporaine, elle saisira toute actualité révélatrice d'une originalité neuve.

Témoignant de l'intérêt qui l'accueille en Scandinavie, trois savants éminents écrivent pour elle — et spécialement à l'intention du public français et international — des histoires des littératures du Nord ; M. Wilhelm Andersen nous fera connaître les Lettres danoises, M. G. Gran les Lettres norvégiennes, M. H. Schück les Lettres suédoises.

Le meilleur accueil vient d'être fait, en France et à l'étranger, au premier volume paru, cette *Logique de la Poésie* qui précise une philosophie nouvelle de l'intuition (1) ; la critique incisive et l'élégante argumentation de Hans Larsson, en confirmant sur plusieurs points le bergsonisme, en le combattant fréquemment, en développant les analyses d'une psychologie défiante de l'instinct et de l'irrationnel, nous invitent à reviser maintes erreurs dont a souffert presque tout le mouvement des Lettres et de l'art d'aujourd'hui.

(1) Une lettre de M. André Lebey me signale que le génie de Victor Hugo l'avait pressentie: v. notamment le *Post-criptum de ma vie* : « comme l'antique Jupiter d'Égine à trois yeux, le poète a un triple regard : l'observation, l'imagination, l'intuition. L'observation s'applique spécialement à l'Humanité, l'imagination à la Nature, l'intuition au Surnaturalisme. Par l'observation le poète est philosophe et peut-être législateur; par l'imagination il est mage et créateur; par l'intuition il est prêtre et peut-être révélateur, etc... »

Viendront ensuite un roman de Kielland, émule ignoré (pourtant plus accessible et plus proche de nous) d'Ibsen et de Björnson ; *Mme Marie Grubbe*, chef-d'œuvre de Jacobsen, le Flaubert du Danemark; un opuscule caractéristique de Kierkegaard que seuls quelques initiés découvrent en France à travers des traductions allemandes et qui demeure le génie le plus surprenant de la philosophie septentrionale ; les volumes autobiographiques de Strindberg...

Trois littératures, parentes et cependant fort distinctes, et parfois opposées, il y a là une vaste et magnifique moisson dont la France et l'Europe ont été privées trop longtemps ; on travaillera à faire cesser cette injustice dont nous sommes les premiers à souffrir ; une équipe résolue va s'y employer ; souhaitons que son appel soit entendu, et que les lettrés de France veuillent bien la soutenir de leur curiosité, de leur fidèle amitié.

LUCIEN MAURY.

"LES TROYENS" DE BERLIOZ A L'OPÉRA

C'est un projet grandiose, mais difficile à réaliser pleinement, à l'entière satisfaction des Berlioziens, qui n'ont pas encore perdu leur latin ni leur Virgile! C'est une promesse, au lendemain d'un anniversaire oublié ; mais ce n'est qu'une promesse, à qui nous souhaitons d'être mieux tenue que tant d'autres faites à Berlioz vers le soir de son glorieux calvaire... Aussi bien, ne pourrait-on point classer les grands disparus de l'année 1869, d'après le souvenir inspiré par le cinquantenaire de leur mort, en constatant que le lyrisme d'un Lamartine ou la *nuance* d'un Sainte-Beuve ont obtenu meilleure presse et plus d'hommages que le génie toujours suspect ou méconnu du malheureux Berlioz, que les Concerts-Pasdeloup n'ont pu fêter le 8 mars dernier, faute d'introuvables parties d'orchestre ?

On parle maintenant, sans hâte et sans bruit, de monter en 1920 *Les Troyens* à l'Opéra ; je n'ai pas dit *remonter*, car il ne s'agit point d'une *reprise*, mais d'une véritable *première*, puisque ce monumental opéra n'a jamais affronté les feux de la rampe en sa forme réelle et qu'il est, pour ainsi dire, encore *inédit* dans sa totalité primitive, en son bloc de cinq actes. Le vaste ouvrage, en effet, fut, jusqu'à présent, toujours dédoublé, du vivant même de l'auteur et dès l'origine, vu sa longueur minutieusement *minutée* par notre poète-musicien : *disjecti membra poetæ*...

Détachée, sacrifiée d'abord, *La Prise de Troie* ne vit le jour qu'en tant qu'œuvre posthume, aux Concerts-Colonne, en 1879-1880, entre les résurrections de la déjà triomphale *Damnation de Faust* et de l'intime *Enfance du Christ ;* elle reparut ensuite, un instant, vers la fin de 1899, à l'Opéra, pendant une première crise d'engouement pour nos musiques rétrospectives, dont bénéficia le classique *Joseph* de Méhul ; mais pauvrement mise en scène et médiocrement chantée, malgré la présence de Delna sous les traits de Cassandre, *La Prise de Troie* ne put conquérir sa place au répertoire, à côté des ballets mieux vus des abonnés.

Mollesse indifférente de l'orchestre, insouciance des chanteurs privés de leurs chers effets, inertie des choristes insensibles au pathétique récit du supplice de Laocoon, réalisme inutile d'un *combat de ceste*, trop visiblement inspiré des *luttes* alors florissantes aux Folies-Bergère, et prélude encombrant de la *pantomime* sublime où pousse la silencieuse Andromaque, — tels furent les principaux griefs des Berlioziens, d'accord avec nos souvenirs personnels évoquant une admirable *marche-troyenne* déparée par des contre-temps et pourvue d'un grand cheval de bois qui justifiait peu le vers homérique : « Dans les flancs du colosse on entend un bruit d'armes »...

Il est juste d'ajouter que le cheval vivant de *La Walkyrie* ne paraît pas du tout plus épique sur le plancher d'un théâtre ! Au seuil du troisième et dernier acte, la lugubre apparition d'Hector, qui s'efface en sa progression descendante, nous semblait moins émouvante qu'une petite lithographie vaporeuse, exposée par Fantin-Latour au Salon de 1885. Aux accents confondus des lyres, luisantes du reflet des flammes, et des voix couvertes par les sifflements désillusionnants de la vapeur, l'incendie de la scène finale restait inférieur aux suggestions du concert ; mais ce genre de déception n'est pas un cas spécial à *La Prise de Troie*...

Apparus dès le 4 novembre 1863, au Théâtre Lyrique de Carvalho, boulevard du Temple, et gratifiés de vingt-et-une représentations consécutives, *Les Troyens à Carthage*, en cinq actes, avec prélude et prologue explicatifs, furent remontés par le même directeur trente ans plus tard, au printemps de 1892 et de 1893, à l'Opéra-Comique, alors installé provisoirement place du Châtelet ; et le rôle de Didon favorisa les débuts de Delna qui n'incarnait pas encore l'*Orphée* de Gluck, ce mélodieux ancêtre de nos infortunés *Troyens*.

A part l'air prophétique de Cassandre ou le grand monologue final de Didon, que de jeunes cantatrices s'imaginent interpréter au concert, Paris est donc privé depuis vingt ans de *La Prise de Troie*, et depuis vingt-sept ans des *Troyens à Carthage :* il s'agi-

rait de rompre un silence offensant pour la musique française en nous restituant *Les Troyens*, tout court, dans leur ampleur originelle ; et le devoir s'impose à la critique d'en parler avant la « première », sans attendre que *Les Troyens* ne subissent encore une catastrophe irréparable « qui soit pour un chef-d'œuvre une nuit éternelle »...

Un grand problème, en effet, se trouve dès aujourd'hui posé par la durée de l'œuvre intégrale : environ cinq heures, avec quatre entr'actes de vingt minutes. Question préalable angoissante et qui, déjà, fait présager les *coupures* autorisées, dit-on, par Berlioz !

Autorisées ? — Mais où donc, et lesquelles ? En vérité, le poète musicien ne les avait acceptées que la mort dans l'âme, *in extremis ;* et relisez, je vous prie, ses *Mémoires* ou ses *Lettres intimes*, ici d'accord avec les souvenirs de la famille ou des héritiers de ses plus vieux admirateurs. Dès 1863, l'épopée musicale des *Troyens à Carthage* avait subi huit amputations; quatre morceaux furent rétablis en 1892: 1° *Chasse royale et Orage*, prestigieux « tableau musical » devenu prélude exécuté par l'orchestre entre deux actes, à rideau baissé, sans l'adjonction du chœur délirant des faunes criant « Italie ! » dans la clairière en flammes... 2° Les strophes sereines du ténor Iopas « O blonde Cérès », au second acte ; 3° la nostalgique chanson d'Hylas, en mode grec *hypomixolydien*, qui n'avait pas moins désorienté les auditeurs de 1863 que le pas audacieux des Nubiennes ; 4° le duo shakespearien des sentinelles, au troisième acte, dont la familiarité, d'abord, avait paru « tout à fait incompatible avec le style épique ».

Mais, dès 1863, quatre passages avaient disparu pour toujours de la scène, sinon de la grande partition complète et définitive : 1° les *entrées* des constructeurs, des matelots et des laboureurs, au premier acte ; 2° le duo d'Anna et de Narbal, et 3° le second air de ballet, qui ne se recommandait pourtant par aucune « débauche de couleur locale », au deuxième acte ; 4° enfin et surtout le grand duo du départ d'Enée, dont Berlioz désespéré n'avait permis la suppression que pour ne pas surmener la voix de sa royale interprète, Mme Charton-Demeur; et tout cela, sans détailler ici les criminelles retouches infligées aux deux derniers actes, sans égard pour les imprécations sublimes de la reine délaissée, ni pour les solennelles prophéties des prêtres de Pluton !

L'honneur exige donc une réparation complète et sans coupures, mais comment ? — En deux soirées consécutives, tout comme si l'auteur s'appelait Richard Wagner et qu'il s'agît des quatre parties de *L'Anneau ?* C'est ainsi que Félix Mottl monta *Les Troyens* en 1893, à Carlsruhe... On mieux en une fois, comme notre Opéra donna *Parsifal* au début de 1914, en commençant exactement à sept heures et demie, — et mieux encore, comme *Le Crépuscule des Dieux*, représenté depuis l'automne de 1908 avec entr'acte d'une grande heure occupée par un dîner ! Rien que la perspective de ce dîner composait une soirée sans pareille, unique, inoubliable, dont bénéficia promptement la barbare majesté de cette *Gotterdämmerung* qui n'était pas encore de l'histoire contemporaine et le symbole anticipé de la libération du Monde...

On donnerait vers la fin de l'après-midi *La Prise de Troie* et, le soir même, *Les Troyens à Carthage*, sans autre prologue que le poignant *Lamento* de l'orchestre. Enfin, très sérieusement, pourquoi ne pas tenter, pour la plus grande gloire de notre Berlioz, ce qui fut fait pour l'apothéose de son confrère d'outre-Rhin ? Berlioz n'est-il pas notre seul grand génie musical avec le vieux Rameau, qui s'attribuait lui-même plus de *goût* que de *génie*, — j'allais écrire avec Gluck, ce radieux revenant d'Athènes, qui mérite le nom de « grand tragique français (1) » ?

*
* *

Un Gluckiste, héritier génial de la plus pure tradition française, plus inspiré que Méhul et moins *italien* que Wagner : tel est le fier profil de médaille antique que nous suggère le poète-musicien des *Troyens ;* et, tout de suite, il faut mettre en garde non plus, cette fois, le metteur en scène, mais l'auditeur de 1920 contre une fallacieuse « interprétation » des *Troyens*, qui ne manquerait pas de les ruiner dans son estime.

Au premier contact, un mélomane prévenu par toutes les subtilités du jour risquera de ne plus trouver que *le vieux jeu* dans cette vaste fresque harmonieuse, âgée bientôt de soixante ans : *grande mortalis ævi spatium*, surtout pour une partition, par le temps qui court plus vite que jamais ! Et le plus romantique des *Jeunes-France* de 1830 ne sera plus, au regard exigeant des snobs, que le vieux Berlioz, porte-lyre de la vieille France de 1863. En effet, que trouveront-ils dans *Les Troyens ?* Des airs, des duos réguliers, l'un des plus beaux duos d'amour qui soient au théâtre (2), un septuor exquisément apaisé comme l'âme au crépuscule, bref des en-

(1) V. *La Revue Bleue*, n° 8 de l'année 1918, où nous avons fait nôtre cette heureuse définition de M. Camille Bellaigue.

(2) C'était l'opinion de Félix Clément, peu suspect de tendresse pour le novateur Hector Berlioz, dans ses *Musiciens célèbres*, publiés en 1868.

semblés et des morceaux d'opéra, tout comme dans Mozart, ce prince des classiques, et j'allais ajouter dans Virgile, où les parfaits discours sont de vrais morceaux de belliqueuse ou d'amoureuse psychologie. Au surplus, cet *opéra* de coupe traditionnelle est directement inspiré de *l'Enéide*, la plus racinienne et la moins révolutionnaire des épopées : n'est-il point dédié, dans un élan de lyrique reconnaissance, *Divo Virgilio* ?

Mais comment définir cette évolution du romantisme incarné dans l'ardeur d'un Berlioz, cette conversion d'une âme volcanique à la sérénité ? N'est-elle pas, à première vue, surprenante cette métamorphose aussi tardive que sincère ?

En réalité, la clé du mystère est dans l'histoire des génies, qui nous révèle deux sortes de tempéraments : les uns, comme Beethoven, Hugo, Wagner ou Rembrandt, ne cessent de grandir avec l'âge et d'abonder dans le sens de leur audacieux parti pris ou de s'enfoncer toujours plus avant dans la forêt profonde de leur songe ; assagis par la douloureuse expérience, d'autres ne s'élèvent qu'en se purifiant, comme le Faust de Gœthe amoureux de l'antique Hélène : et tel fut le cas de cette fougue instinctive qui transporta la mobile imagination de Berlioz des cimes fulgurantes de son *Requiem* à la frêle architecture de l'*Enfance du Christ* et des rêves géants d'un Shakespeare au palais illuminé par le doux Virgile, « cette lune d'Homère ». Evolution classique et toute française d'un romantique d'abord épris des orageuses poésies du Nord, et combien touchante quand l'âme y découvre avec un indicible émoi le retour d'une vieillesse solitaire et prématurée aux plus ferventes adorations d'une enfance naïve !

Au soir de sa triste vie, Berlioz invoque ses matins radieux dans son Midi natal : il retrouve son Estelle, et son automne se réchauffe à l'illusion des printemps lointains (1) il revient à Virgile, à sa royale héroïne, au quatrième livre de l'*Enéide*, à Châteaubriand qui lui parlait des amours antiques, en plaçant dans son *Génie du Christianisme* le divin Chénier près du sombre René... Mais le charme opère sans exiger de palinodie, et ce retour à la vie du passé nous dévoile toujours le même Berlioz, immuable et persévérant jusqu'à la mort dans sa ferveur pour le Rêve et dans son culte du Beau ; « car la passion surabonde dans la partition des *Troyens* », comme l'auteur le constatait lui-même dans une lettre familière du 28 avril 1859 : évoquez seulement le tableau sonore de la *Chasse royale* surprise par l'orage, du Berlioz de derrière les fagots, ou l'air entraînant, si largement déclamé par le *pius Æneas* : « Ah ! quand viendra l'instant des suprêmes adieux »...

Or, la persistance de cette flamme offre un cas vraiment unique dans l'histoire de l'art : si l'effervescente jeunesse de Berlioz n'a jamais cessé d'adorer secrètement Virgile et Gluck, sa vieillesse apaisée reflète encore le brasier de Shakespeare ; *Troïlus et Cressida* glissent, comme d'amoureux fantômes, dans la nuit bleue de son grand opéra virgilien. Quelles que soient les transitions de sa carrière musicale, cette âme impressionnable évolue sans jamais abjurer sa foi poétique, ni renier ses maîtres et ses dieux, qu'il appelait profondément « les explicateurs de sa vie », car ce Romantique par excellence a vécu son art et s'est identifié constamment à ses créations.

Au nom même de ses invariables principes et de sa théorie de l'*expression* qui voulait conformer la couleur musicale au sujet littéraire ou poétique, l'évocateur des *Troyens* a tempéré sa manière sans changer d'âme ni de style ; et voilà, sans doute, pourquoi son opéra virgilien n'est pas un *navet* académique et de tout repos, à la Ponsard, non plus qu'une œuvre adroitement et froidement ciselée de dilettante ou de Parnassien converti sur le tard à l'immortelle Beauté ! Dans sa forme absolument française de tragédie lyrique, c'est un sanctuaire harmonieux, mais original, où se rassemblent curieusement les grandes ombres de Virgile, de Shakespeare et de Gluck, réconciliés à la splendeur d'un feu sacré... Ce poète-musicien, qui trouve non seulement de si beaux accents, mais parfois des vers si bien frappés, a fait œuvre vraiment classique et nationale, et cela sans invoquer *La Franciade* de Ronsard, ni la mystérieuse descendance française des Troyens en exil ; et le succès d'une telle résurrection nous redonnerait confiance dans l'avenir incertain de l'Humanisme et des humanités.

Oui, Berlioz a fait œuvre vivante, autrement neuve et nouvelle, en sa coupe rétrospective, que la dernière mode d'hier ou que l'innovation maquillée d'antan ; ce qui réellement est déjà vieux, c'est le raffinement plus ou moins byzantin d'un orientalisme de serre chaude ou d'un impressionnisme de prix de Rome, et qui n'émeut pas ! Ce qui ne date ni ne meurt, c'est la naïveté du génie, sa conviction toujours jeune et cette probité de l'art que nous retrouvons sur la palette de Berlioz aussi puritaine que dans la ligne d'Ingres.

En 1899, Paris jugeait *La Prise de Troie* d'un point de vue wagnérien (1) ; mais en 1920, après Wagner

(1) V. H. Berlioz, *Une page d'amour romantique, Lettres à Mme Estelle F...* (Editions de *La Revue Bleue*).

(1) V. la savante et spirituelle étude de M. Adolphe Boschot sur *La Prise de Troie*, dans *La Revue Bleue* du 25 novembre 1899.

et Debussy, après *Tristan* et *Pelléas*, gageure exceptionnelle et réussite unique, qu'on ne refait pas plus que *Tristan*, la reprise totale des *Troyens* serait un acte de juste réparation, moins aventureux certes, et plus convaincant que le tripatouillage récent de *La Damnation de Faust* au théâtre, — à condition, toutefois, que la mise en scène fut, comme l'œuvre elle-même, un acte de foi ! Tout ou rien.

*
* *

A tout seigneur tout honneur. Un critique français ne devait-il pas inaugurer par Berlioz ce curieux chapitre de notre actualité musicale où l'Antiquité préside à toutes les reprises de l'année : la *Pénélope* de Gabriel Fauré, ce beau chant pur d'une *Odyssée* en grisaille; la classique *Hélène* de Saint-Saëns, moins fêtée que *La Belle Hélène*; les deux très modernes *Salomés* de Mariotte et de Florent Schmitt, à l'Opéra ; l'amoureuse *Cléopâtre* de Massenet, au nouveau Théâtre Lyrique ; enfin *Gismonda*, revenue du Nouveau Monde, pour briller sur la scène somptueuse de notre Opéra-Comique, où l'Acropole d'Athènes domine le drame noir de Sardou, mis en musique avec plus d'ingénieuse délicatesse que d'âpre puissance par Henry Février.

Berlioz aura bientôt son heure aux très intéressants *jeudis historiques* des Concerts-Pasdeloup, dont nous reparlerons ; mais n'a-t-il pas eu déjà sa revanche de son cinquantenaire oublié ? Ce fut au Panthéon, le Jour des Morts, où sonnèrent superbement sa *Marche funèbre d'Hamlet*, le *Tuba mirum* de son *Requiem* et l'*Apothéose* de sa *Symphonie funèbre et triomphale*, qui confondirent un instant toutes les âmes dans un essor vraiment religieux d'union sacrée. Dans ces vastes évocations sonores, comme dans *Les Troyens*, Berlioz apparaît l'héritier de la meilleure tradition française et des grandes solennités révolutionnaires, imbues du souvenir de l'Antiquité : ce volcan recélait le tombeau de Virgile.

RAYMOND BOUYER.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Lord French écrivain militaire n'a décidément pas une bonne presse. J'ai signalé ici, il y a quinze jours, le sévère, le dur jugement que portait sur son « 1914 » l'Hon. W. Fortescue dans le dernier fascicule trimestriel de *The Quarterly Review*. Moins « directes » et de ton moins acerbe, les appréciations du général Palat dans le fascicule de novembre de *The Anglo-French Review* (« Le Maréchal French et le Général Lanrezac ») ne sont pas beaucoup plus indulgentes.

Le critique anglais nous montrait le « field-marshal » tacticien insuffisant et — pour diminuer un subordonné, Sir Horace Smith-Dorrien, — narrateur infidèle. Le général Palat nous le montre en désaccord avec le commandant de notre 5e armée, poursuivant sa fameuse retraite dans des conditions assez inquiétantes pour provoquer l'intervention de Lord Kitchener et pareillement inexact à dix reprises dans la relation des faits.

Le 16 août, le maréchal French voyait Joffre à Vitry-le-François, d'où il rapporta cette impresssion que son voisin dans le dispositif des troupes, le général Lanrezac, qu'il rencontrerait pour la première fois le lendemain, jouissait de la haute estime du commandant en chef. « Mais, écrira-t-il, plus tard, quand je me reporte en arrière, je me rappelle que sa personnalité ne me sembla pas celle d'un chef de premier plan... Quand il discutait la situation, son attitude eût pu faire croire à un observateur superficiel qu'il avait la pratique puissante du commandement... Pour ma part, je crus découvrir en lui, du premier jour que je le vis, une certaine confiance exagérée en soi, qui semblait ignorer la nécessité de réfléchir... Je quittai le général Lanrezac avec l'impression que le général en chef avait surestimé sa valeur. Aussi ne fus-je pas surpris quand il en vint à être le plus complet exemple, parmi tant d'autres, de ce que peut être un pédant d'Ecole de guerre à qui son « instruction supérieure » n'a donné qu'une bien faible idée de la conduite des opérations ».

Dans la nuit du 23 au 24 août, le général Lanrezac avisait son collègue anglais que nos 3e, 4e et 5e armées étaient en retraite. La 5e armée était refoulée sur la ligne Givet-Philippeville-Maubeuge. Le passage de la Meuse par les forces allemandes menaçait sa droite d'enveloppement. « Le maréchal French n'avait pas attendu ces renseignements pour prescrire la retraite sur la ligne Jenlain-Maubeuge... Dans la journée du 24, avant même d'avoir reçu la communication du G. Q. G., le maréchal prescrivait la continuation de la retraite... Le maréchal décidait de reprendre la retraite le 26 à l'aube sur St-Quentin et Noyon... Constamment, depuis le 22 août, le maréchal met en avant pour expliquer son repli continuel la retraite du général Lanrezac, alors que lui-même a pris l'initiative de ce mouvement rétrograde le 23 ». Le 28, le Q. G. du chef anglais est transféré à Compiègne. Le 29, commence la contre-offensive du général Lanrezac. Le commandant des troupes britanniques juge encore impossible d'y participer. Le 30, « le maréchal refusait obstinément d'occuper une portion de la ligne de combat et annonçait hau-

tement l'intention de continuer le recul... Le 31 août au matin, le maréchal transférait son G. Q. G. à Daumartin... » Nouveaux messages de Joffre demandant l'arrêt et le combat sur place. Ils étaient appuyés cette fois, « d'un message pressant du président de la République française, de Lord Kitchener et du gouvernement britannique ». Mais c'est le 3 septembre seulement qu'à la suite d'une conférence qui eut lieu à l'ambassade d'Angleterre et à laquelle assistait Lord Kitchener, accouru à Paris, le maréchal promit « sa plus cordiale coopération en toutes choses », — promesse vague qu'il allait réaliser, « non sans de longues hésitations », au cours de la bataille de la Marne.

Ce même jour, 3 septembre, le général Lanrezac était relevé du commandement de la 5e armée...

L'Europe parlait volontiers, avant la guerre, du « magnifique isolement » de l'Angleterre. Au vrai, une de ces bêtises que l'on profère sans seulement y penser et le plus gravement du monde. Un excellent article de M. R. Ensor dans la *Revue Générale*, de Bruxelles, (n° du 25 octobre : « La Découverte de l'Europe par la Grande-Bretagne ») met ou mieux remet les choses au point.

A parcourir un quelconque village du Dorset, par exemple, nous rencontrerions aisément, nous fait remarquer le rédacteur en chef du *Daily Chronicle*, ici une famille ayant un oncle citoyen de Johannesburg, là un vieux couple dont les fils travaillent en Australie, ailleurs des parents dont la fille est mariée dans le Saskatchewan ; le menuisier de l'endroit a fabriqué des rayons de bibliothèque dans le Massachusetts et c'est en Chine que ce jardinier a appris à cultiver ses céleris. Et ainsi de suite. Et ce qui est vrai de la campagne ne l'est pas moins de la ville... Tenez, on dit des Anglais qu'ils sont peu doués pour les langues : ma foi, ce n'est guère qu'avec l'hindoustani, le persan, l'arabe, le chinois ou l'un des dialectes bantu qu'un Anglais digne de ce nom a en effet l'occasion de se familiariser... Cependant, n'apparaît-il pas immense, « le réseau d'intérêts et de responsabilité humaines qui nous est ainsi dévoilé? »

Après quoi, nos alliés viennent quand même de « découvrir » l'Europe, — car « la partie du monde qui était demeurée la plus fermée aux gens de Grande-Bretagne était précisément celle qui se trouve à leur porte ». Cette constatation, on voit assez du reste le développement qu'elle appelle. Mais M. Ensor nous propose, chemin faisant, tant de curieux aperçus et il étaye sa pensée sur une connaissance de son sujet que l'on sent si sûre!.. « Pour avoir trop bien retenu qu'un quart du genre humain se meut dans les frontières de l'Empire Britannique, nos compatriotes, note-t-il, avaient perdu de vue que près des neuf dizièmes de la race blanche se trouvent en dehors de ces mêmes frontières ». Et ceci : « ... Ce que je puis affirmer, c'est que, tout à la fin de 1916, un de nos ministres fit demander à un ami, à titre de renseignement, qui étaient les Slovaques. L'on prétend qu'il s'imaginait que les Slovaques étaient des Mahométans habitant l'Albanie ». Cette jolie observation encore : « Contrairement aux touristes qui, à moins qu'ils ne soient d'une culture supérieure, rentrent de voyage avec une impression peu flatteuse des peuples qu'ils ont coudoyés, nos soldats démobilisés reviennent au logis en parlant avec le plus grand respect de leurs hôtes et de leurs camarades continentaux. Il va sans dire qu'au point de vue militaire, la conversation de nos hommes a principalement pour objet les Français, avec qui les armées anglaises ont eu le plus de rapports et dont elles admirent, sans réserve, les merveilleuses qualités guerrières. Mais au point de vue de leurs relations avec la population civile, nos soldats ont eu principalement affaire aux Belges et à ces Flamands de France, qui ont gardé tant de traits caractéristiques de leurs voisins du nord. De leurs caractères saillants, l'activité et la persévérance, l'ingéniosité et la dextérité, la frugalité et l'esprit d'économie, le soldat britannique a gardé un souvenir profond et durable... »

L'Ukraine, qui paraît à Lausanne, nous montre dans son n° du 25 octobre « les énormes progrès réalisés par le peuple ukrainien dans le développement de sa civilisation nationale ». Au méchant argument qui représente la nationalité ukrainienne comme « une invention artificielle », ses apôtres et ses défenseurs opposent dès maintenant le victorieux essor de l'instruction publique dans le nouvel Etat. Les établissements d'enseignement supérieur y sont aujourd'hui au nombre de neuf, dont sept à Kiev (non comprise l'Université de Saint-Vladimir, de fondation antérieure à la révolution russe), une à Poltava, une à Kamenetz-Podolsk (Université fondée depuis peu). L'Ukraine s'est enrichie d'autre part de plus de cent écoles secondaires au cours des années 1917 et 1918, — soit exactement de cinquante lycées et de cinquante-sept collèges. Dans ce compte ne figurent d'ailleurs, bien entendu, que les établissements où l'enseignement se donne dans la langue nationale. A signaler enfin que les groupes d'études et les sociétés savantes se multiplient par tout le pays.

GASTON CHOISY.

Le Gérant : ALB. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris, VIe

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 23 **57e ANNÉE** 29 NOVEMBRE 6-13 DÉCEMBRE 1919

L'ALLEMAGNE DANS LES CHANTS PATRIOTIQUES DE L'ALLEMAGNE

L'Allemagne est un pays, dit Claudius, qu'on ne finira jamais de chanter.

De longue date, ses poètes l'ont mise au-dessus de tout.

Au XVIIIe siècle, Klopstock proclame obstinément sa supériorité. Quel orgueil dans le *Chant de la patrie* qu'il fait chanter en 1770, à une jeune Allemande! « Je suis, dit-elle, une jeune fille allemande ; mon œil est bleu et doux mon regard ; mon cœur bon, noble, fier, bat et s'élève au doux nom de patrie ». Lors même qu'elle aurait le choix, elle ne voudrait pas d'autre patrie que l'Allemagne. Elle haït, elle méprise, elle traite d'étranger et d'ennemi tout jeune homme qui méconnaît l'Allemagne ; elle n'aimera que celui qui, comme elle, sera allemand, sera bon, noble et fier de son pays.

Dans son lied le *Vœu*, Frédéric Schlegel loue en 1807 la patrie dont l'image remplit le cœur de tout fidèle Allemand ; il loue son labeur, ses arts et la force, la vie qui règnent dans ses villes sans nombre ; il loue sa race antique et vigoureuse, sérieuse, pleine de sentiments élevés et profonds (1).

Schmidt de Lübeck célèbre l'Allemagne en 1806 et en 1810 dans deux lieds qui furent longtemps chantés. Le lied de 1806 s'adresse aux Allemands, à ceux que le poète nomme ses compagnons de joie et de douleur, sortis d'un même sang. Le monde, dit-il, prend une forme nouvelle ; mais tant que règnera le Dieu de nos pères, l'esprit allemand ne périra pas non plus que la race allemande. Les étoiles brillent toujours dans la nuit et toujours la vigne produit du raisin. Que les Allemands ne cessent pas d'être gais et de boire et de chanter. « Haut et superbe au-dessus de tous renaîtra le peuple allemand ; j'entends résonner la voix de Klopstock ; je vois la colonne de feu rouler ses vagues et dans la nuit la main de Dieu » (2).

Dans le lied de 1810, Schmidt vante surtout les Allemandes ; la jeune fille est une violette au doux parfum ; la femme, active, laborieuse, ne cherche pas le bonheur au dehors ; l'Allemagne, conclut-il « est le pays, qui de tous les pays du monde, me plaît le mieux (1).

Les poètes de 1813, Arndt, Körner, Schenkendorf, font à l'envi l'éloge de l'Allemagne.

« Peuple allemand, dit Körner dans son lied sur les *Chênes*, de tous les peuples, tu étais le plus superbe! »

Arndt rend hommage à « la majesté de la patrie ». Mort à ceux qui l'insultent! Bonheur à ceux qui tombent avec elle ou qui avec elle restent debout et tiennent ferme! Ah! qu'admirée pour ses vertus, aimée pour sa loyauté et sa justice, elle marche fièrement de siècle en siècle, sans que jamais diminue sa force et faiblisse son honneur! (2).

(1) *Es sei mein Herz und Blut geweiht.*

(1) *Vom alten deutschen Meer umflossen.*
(2) *Von allen Ländern in der Welt.*
(3) Cf. son *Bundeslied* ou « Chant d'alliance ».

Schenkendorf a souvent chanté la patrie. Deux de ses lieds sont très connus. En 1813, dans *Liberté que j'aime*, il évoque la liberté qui remplit son cœur et il assure qu'elle affectionne l'Allemagne depuis longtemps, qu'elle a depuis longtemps choisi l'Allemagne pour y résider. Dans le *Salut du renouveau*, au printemps de 1814, après l'esclavage, après la lutte, il s'exalte à l'aspect de l'Allemagne : quel beau printemps, partout où bruissent les grand chênes et les fleuves puissants, de la chute du Rhin à la source du Danube, dans les joyeuses vallées du Neckar, sur le Main bleu d'argent, sur la Memel où tant de cœurs se sont présentés pour le combat de la liberté!

Dans la même année 1814 Paul Wigand ou Veit Weber, le jeune, prenant à Gœthe le début de *Mignon*, entonne en l'honneur de l'Allemagne un lied qu'il croyait sublime et qui n'offrait qu'une puérile emphase. « Connais-tu le pays si magnifique dans sa verte couronne de chênes, le pays où le raisin mûrit sur les douces hauteurs à l'éclat du soleil[e]? Ce beau pays nous est connu ; c'est la patrie allemande ! » Et Paul Wigand ajoute : « Salut à toi, pays si grand et si auguste et qui l'emportes sur tous les pays du globe ! Combien fleuroit dans ton sein la belle union de la noble liberté[e]! Aussi voulons-nous te consacrer notre cœur et être dignes de ta gloire ! » (1).

Après les guerres de délivrance et jusqu'à la guerre de 1870-1871 se poursuit dans le lied ce panégyrique de l'Allemagne qui doit être non seulement le cœur de l'Europe, mais le cœur du monde.

Le chant des étudiants, nommé le *Landesvater*, est, dès le commencement, un « chant de la patrie », froid, il est vrai, et banal ; les étudiants se disent prêts à combattre pour l'Allemagne « pays de la gloire » et à recevoir pour elle, si elle l'ordonne ainsi, le coup mortel.

Krummacher prête aux étudiants en 1818 un chant qui n'est lui aussi, ni vigoureux, ni original : « Patrie, sois fière et indomptée ; l'étudiant te consacre son sang et son épée ; nous sommes dignes du pays sacré qui produit le fer et l'airain » (2).

Massmann est supérieur à Krummacher. Il a fait deux lieds patriotiques. L'un est un chant d'étudiants — Massmann avait suivi les cours de l'Université d'Iéna — et, par la voix de Massmann, les étudiants, venus de tous les points, jurent de « consacrer leur jeune sang » à la patrie : « O patrie où Hermann jadis brandit l'épée et où Luther combattit pour la première fois, ô pays sacré, riche en héros, tu nous as tous envoyés pour te conquérir droit et liberté » (1). L'autre chant, intitulé le *Vœu*, est plus connu, plus répandu, et le ministère prussien de l'instruction publique l'a prescrit aux écoles populaires. Un jeune Allemand se voue à son pays, à ce pays « plein d'amour et de vie » pour lequel s'enflamment tous les Allemands ; il s'engage à rester éternellement fidèle au Vaterland ; il prie Dieu de lui fortifier le cœur et la main, de lui donner courage et force pour qu'il puisse vivre et mourir pour la patrie (2).

De tous les poètes populaires qui chantèrent l'Allemagne au XIXe siècle, Hoffmann de Fallersleben a été le plus fécond. Il n'a pas d'essor, pas de souffle lyrique. Rien de net, de ferme. Ses vers qui ne sont que de la prose rimée, manquent d'éclat et d'énergie. Comme la plupart de ses compatriotes, il laissait courir sa plume. Il ignorait la lime dont les poètes de Gœttingue lui avaient cependant recommandé l'emploi. Mais il est sensible et sentimental ; il est familier, vulgaire, trivial; il a du *Gemüt* et nul peut-être, parmi les écrivains allemands, n'en eut autant ; il a de l'aisance, de la fraîcheur, de la naïveté. Tout cela, ainsi que la musique, explique son succès, et voilà pourquoi l'Allemagne a chanté et *Ma patrie* et le *Retour de France*, et *Mon amour*, et *O toi mon cher désir* et *Seulement en Allemagne* et *l'Allemagne au-dessus de tout*.

La pièce intitulée *Ma patrie* se compose de trois strophes. Hoffmann a juré à sa patrie un « fidèle amour jusqu'à la tombe » ; il lui doit tout ce qu'il est et tout ce qu'il a ; il lui témoignera sa reconnaissance non seulement par des mots et des chants, mais par l'action ; dans la joie comme dans la douleur, il crie à tous, amis et ennemis : « O ma patrie, nous sommes éternellement unis, et tu es ma consolation, mon bonheur! » Voilà ce que contient cette pièce ; ce n'est rien ; mais par sa brièveté, par sa clarté, par sa platitude même elle s'est gravée dans les mémoires allemandes (3).

Dans *Retour en France* Hoffmann salue du cœur et de la main l'Allemagne qu'il revoit, sa radieuse Allemagne, pays de la joie et des chants. Il la nomme de nouveau sa consolation et son bonheur ; il la nomme sa fiancée ; il assure qu'il soupirait après elle ; n'est-elle pas la riche, l'heureuse patrie de tout ce qu'il y a de bon et de beau ? (4).

Dans *Mon amour*, en sa manière courte, sèche, dépourvue d'apprêt, sans force et sans art, il chante encore la patrie. « Comment pourrais-je t'oublier? Je je sais ce que tu es pour moi. Je pense toujours à

(1) *Kennt ihr das Land.*
(2) *Frisch auf, frisch auf, mit Sang und Klang.*

(1) *Uns deutschen Burschen stolz und kühn.*
(2) *Ich hab'mich ergeben* (1820).
(3) *Treue Liebe bis zum Grabe* (1839).
(4) *Deutsche Worte hör'ich wieder* (1839).

toi ». Voilà le refrain, et Hoffmann répète que la patrie est sa fiancée, qu'il ne cherche qu'à être digne de son amour ; il veut combattre, s'il le faut, et périr pour elle! (1)

Mêmes accents dans *O toi mon cher désir*. Ce désir, cet « objet de ses vœux », ce « but de ses espérances », c'est toujours la patrie. Derechef, et inlassablement, il la nomme sa fiancée, sa fiancée éternellement jeune et qui pour lui ne peut vieillir ; c'est vers elle que son cœur se tourne comme la fleur vers le soleil ; il ne l'oubliera jamais ; il veut être à elle, veut se vouer à son service ; même s'il était banni, il ne vivrait que pour elle (2).

Mêmes mérites et mêmes défauts dans la pièce *Seulement en Allemagne*. Hoffmann ne vit qu'en Allemagne. Lorsqu'il était au loin, fût-ce en Italie, il regrettait l'Allemagne, il ne désirait que l'Allemagne ; dans le Midi, il n'aspirait qu'au Nord et au Rhin vert et au vin frais du Rhin. Ce n'est qu'en Allemagne qu'il veut trouver une amante, un « petit trésor » ; c'est en Allemagne qu'habitent joie et plaisir (3).

Enfin, Hoffmann a composé le chant *l'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout dans le monde*, court, banal, mais qui fit fortune, qui devint comme le programme de sa nation et qu'une contemporaine nomme en 1914 « le vieux chant de l'Allemagne » (4).

Avec Hoffmann et depuis Hoffmann, une légion de poètes a dans ses lieds célébré l'Allemagne.

Charles Schneider fait en 1856, un fade éloge de sa chère patrie allemande qui s'étend du Rhin à la Vistule et de l'Alpe au Belt. C'est un pasy pittoresque et qui offre le spectacle d'un bonheur idyllique, un pays « où le chêne s'élève hardiment vers le ciel, où la verdure du hêtre élève des temples autour de nous, où dans chaque maisonnette respire l'amour », ce Schneider souhaite que ce pays « conserve le courage allemand et la flamme de l'amour allemand » (5).

Marggraff rappelle en 1864 le vers de *Guillaume Tell* de Schiller : « A la patrie, à la chère patrie, attachez-vous ; c'est là que sont les racines de votre force », et il ajoute qu'elle « crée des choses éternellement grandes », qu'il faut tenir fermement à elle, malgré les orages qui grondent, malgré les ruses de l'héréditaire ennemi ; « soyons toujours un peuple uni, un peuple de frères » (1).

Faut-il citer Rittershaus, Roquette, Träger ?

Rittershaus boit à cette patrie, lui voue toute son âme, toute sa vie ; l'Allemagne, dit-il, est le cœur des mondes, la terre sainte, la terre hautement vantée qui n'a pas d'égale (2).

Roquette s'écrie : « O mon peuple, fleur des peuples, qui au fond de ton âme portes saintement tout ce qu'il y a de plus noble ! » (3).

Träger jure, comme Hoffmann, d'être le fidèle fils de la patrie, de ne jamais oublier la splendeur du ciel allemand, de garder toujours dans son cœur, fût-ce en prison, fût-ce en exil, l'image du Vaterland (4).

Faut-il citer Schanz, Staub, Steiger, Stelter?

Schanz représente en trois strophes un cavalier qui court à la bataille dès qu'il entend le piétinement des chevaux, et qui tombe mortellement blessé ; mais dans chaque strophe, lorsqu'il part, lorsqu'il marche à l'ennemi, lorsqu'il meurt, le cavalier crie « Adieu, ma patrie ! » (5).

Staub prie Dieu de protéger sa patrie, de la protéger dans la paix et dans la guerre. « Qu'elle ne souffre ni outrage, ni honte, ni despotisme étranger. O Allemagne, Allemagne, bien suprême, à toi, la dernière goutte de mon sang » (6).

Steiger baise avec volupté le sol sacré de la patrie et jure que son bonheur, sa félicité n'a de racines — des racines fortes, profondes et larges — que dans la patrie (7).

Stelter trouve que parmi les empires de la terre aucun n'est à comparer avec sa patrie qui resplendit maintenant et à toujours comme une perle merveilleuse, avec sa patrie qui partout est glorifiée. « O patrie, ils te vénèrent, ils comptent sur toi, tous ceux qui te voient dans ta parure ; ton image auguste brille sur notre écu d'honneur ; les bandes héroïques de tes fils sont debout autour de lui, fermes dans le danger, et tous jurent de tenir haut ta bannière! » (8).

L'Allemagne n'a jamais cessé de mettre très haut ce qui était allemand, et ses fils, ses petits-fils, éloignés d'elle, revendiquent superbement leur origine, parlent avec émotion de la mère patrie.

Les Allemands de Bohême n'ont-ils pas leur chant? Ils sont, disent-ils, les Marcomans de l'Allemagne :

(1) *Wie könnt'ich dein vergessen ?* (1841).
(2) *O du, mein heiss Verlangen* (1852).
(3) *Zwischen Frankreich und dem Böhmerwald* (1824).
(4) *das alte Deutschlandslied*, le chant que, selon le bulletin officiel, les jeunes régiments chantaient à Langemarck, lorsque, dit Mme Théa de Puttkamer, « les garçons allemands devinrent des hommes ».
(5) *Von des Rheines Strand wo die Rebe blüht.*

(1) *Ans Vaterland, je mehr die Stürme grollen*
(2) *Nun lasst uns hoch die Becher heben.*
(3) *Dass so heilig diese Bande.*
(4) *Sei gegrüsst, mein Vaterland.*
(5) *Horch, Rossgestampf!*
(6) *Gott sei mit dir, mein Vaterland !*
(7) *Vaterland, o lieb Vaterland.*
(8) *Herrlich, Land, Vaterland !*

ils montent la garde dans la marche de l'Est, et ce que l'épée et la charrue de leurs ancêtres ont gagné, restera leur bien. L'enfant doit donc avoir de bonne heure l'épée dans la main et à chaque foyer doit résonner la langue héroïque de Schiller. « Buvez du vin allemand, chantez des chants allemands, soyez les fils du peuple allemand et les gardiens de ses droits. Tant que les chevaux des Cosaques n'auront pas piétiné la tête du dernier d'entre vous, ne laissez pas ravir un seul pouce de la terre allemande de Bohême ! » (1).

Avant 1890, lorsque Helgoland, l'île sainte au rocher rouge et au sable blanc, était encore anglaise, elle souhaitait de redevenir allemande, et sa plainte s'exhalait dans un chant : « Germanie, ma mère, disait-elle, tu rassembles tes enfants, n'oublie pas ton enfant le plus petit », et Germania répondait : « Si pauvre, si petite que tu sois, je suis ta bonne mère et je pense à toi » (2).

En France, les Allemands se réunissaient pour chanter les chants de la patrie, et, dans l'année 1846, Félix Mendelssohn-Bartholdy mit en musique un lied de Stoltze fait exprès pour les Allemands de Lyon. Quel audacieux essor, remarque le poète, prenait ce lied ! L'air du pays welche frémissait sous un coup d'ailes allemand et les orgueilleux Français voyaient passer devant eux le dieu allemand de la fidélité ! (3).

ARTHUR CHUQUET.

LE DESTIN DE L'EMPIRE OTTOMAN

Il est fatal que l'Empire ottoman disparaisse ; il est entraîné à la ruine depuis quatre cents ans, en vérité depuis le temps même de sa fondation, par les caractères qu'il manifestait dès lors.

Il prenait la place de l'Empire arabe. Il y a encore des gens en Occident qui ne distinguent pas très bien les Turcs des Arabes, parce qu'ils sont ensemble Musulmans. Disons seulement ici que les Arabes étant de race blanche et les Turcs de race jaune, il y a autant de différence entre eux qu'entre un Parisien de Paris et un Chinois de Pékin.

Donc les califes arabes de Bagdad, ayant appelé à leur service des mercenaires turcs, furent détrônés par eux, et la conquête ottomane commença. Ce fut une puissante chevauchée mongolique de deux cents ans.

Elle ne s'étendit pas surtout, comme la course des Arabes autrefois, sur l'Afrique du Nord et sur l'Espagne, en un vaste croissant menaçant l'Europe aux deux extrémités de la Méditerranée.

Elle s'enfonça au cœur même de l'Europe chrétienne et parut ainsi devoir achever le triomphe de l'Islam. Elle franchit les Dardanelles, ce que n'avaient jamais pu faire les Arabes. Elle submergea d'un irrésistible flot toute la péninsule des Balkans. Elle dépassa la Save, le Danube ; elle déborda au nord de la mer Noire, qui put être appelée « la fille des Sultans ».

Mahomet II rêva d'aller faire manger l'avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre de Rome.

Toute conquête commence par une période de diffusion vague et lointaine, comme un fleuve qui, sorti de ses rives, couvre au loin les plaines. Puis, elle se fixe, elle se cristallise en des cadres rigides plus ou moins durables.

La conquête ottomane trouva son obstacle devant Malte, qu'elle ne put jamais enlever, et dès 1571, la bataille de Lépante lui ferma définitivement la Méditerranée occidentale, même compromit dès lors son avenir maritime, donc ses chances de solidité. Mais surtout en 1683 elle se brisa sur les murs de Vienne. Il importe de dire, dans le temps où se constitue l'Europe nouvelle, que c'est la Pologne qui a dans l'histoire l'immense gloire d'avoir contenu à jamais l'invasion turque et de l'avoir obligée à refluer ; la victoire de Jean Sobieski au Kahlenberg devant Vienne est l'un des plus grands évènements de l'histoire universelle. 230 ans après la prise de Constantinople, il en annonçait la reprise, et déjà les estampes du temps traitaient avec prédilection le thème de « l'homme malade ».

L'homme malade devait mettre encore 230 ans à mourir. A cette date, l'empire ottoman, dans la forme territoriale qui le caractérisa le plus longtemps, a pour limites essentielles en Europe la Save, le Danube, les Carpathes et la mer Noire, et comme il recouvre encore toute l'Asie Antérieure, l'Egypte, la Tripolitaine, avec des prétentions sur la Tunisie et l'Algérie, il occupe à peu près exactement la position de l'Empire grec dont la prise de Constantinople en 1453 avait marqué la chute.

Et nous fixons donc ici cette idée essentielle : l'empire ottoman a remplacé pendant quatre siècles l'empire grec. Les Sultans se sont maintes fois donnés pour les héritiers des empereurs grecs : leur rôle historique se résume aisément : usurpateurs du trône des califes, puis de celui des Basilès.

(1) *Stolz wie des Böhmerwaldes Tannen.*

(2) *Im Meer, im herrlich deutschen Meer.* Reinhold Fuchs ne dit-il pas dans une pièce de vers (*Deutsch Helgoland*) qu'en ses jeunes années il ne pouvait voir une garnison anglaise à Helgoland sans un sentiment de douleur et de colère ?

(3) *Was uns eint als deutsche Brüder.*

Usurpateurs indignes dans un cas comme dans l'autre. Là où passèrent les Turcs, il n'y eut plus que ruines et deuils. En vérité, ils ne surent rien fonder, ils ne firent que camper, comme s'ils avaient l'impression que leur établissement n'était que provisoire. Ils laissèrent aux peuples vaincus leur religion et la plupart de leurs institutions civiles ; ils se contentèrent de leur prendre leurs biens, leurs enfants, de les massacrer quand ils se soulevaient ; ils n'eurent aucun souci d'apporter quelque contribution que ce fût à la civilisation humaine. La conquête finie, fumant la pipe, assis sur leurs talons, ils attendirent le destin.

Il était donc écrit qu'ils s'en iraient.

Et ils s'en allèrent en effet, sans trop se faire prier, sauf quelques accès sanglants de méchante humeur inhérents à la race. Leur retraite fut lente, non pas tant par la force propre qui pouvait leur rester, que par la difficulté d'organiser la succession. Le successeur aurait dû être la victime un moment dépouillée, c'est-à-dire l'empire grec ; mais l'héritage était beau, est beau ; il s'agit des plus admirables pays de la terre, et ils excitèrent des convoitises, ô combien! Et il y eut des héritiers pour flatter le malade et tâcher de se faire coucher par lui sur le testament.

Quand même, il s'en allait, il ne pouvait pas ne pas s'en aller. De bonne heure, les Principautés danubiennes, qui sont devenues la Roumanie, jouirent d'une sorte d'autonomie, eurent dès le XVIIIe siècle le privilège d'être administrées par des hospodars grecs, bénéficièrent, non sans de sérieux sacrifices, de la protection de la Russie tsariste.

La Hongrie, délivrée du joug ottoman par les victoires du prince Eugène, se couvrit par un système de défense que nous avons connu jusqu'à nos jours sous le nom de Confins militaires, en Croatie, tout le long de la Save.

Dans le même temps, la mer Noire échappait en partie au sultan. Les Russes s'établissaient à Azov, puis en Crimée, à Sébastopol, comme à Odessa.

Le XIXe siècle fut terrible aux Turcs ; en cent ans, depuis 1815, ils ont perdu à peu près tout ce qui leur restait. La Serbie, soulevée par Kara-Georges, eut son autonomie d'abord, bientôt son indépendance, d'ailleurs longtemps dans des conditions précaires.

La Grèce donna le signal des grands évènements où devait s'effondrer l'établissement turc. Elle le paya cher ; car le malade, à mesure qu'il sent sa fin plus proche, a de redoutables accès de fièvre ou de rage. Il massacra à tort et à travers, à Constantinople, à Chio, à Patras, à Missolonghi. Cela le rendit seulement plus insupportable. L'Europe, qui ne s'occupe de l'Orient qu'avec les plus extraordinaires précautions, fut cependant obligée d'intervenir. Ce fut Navarin, et l'expédition de Morée, et la délivrance. La Grèce reconstituée se prépare à célébrer le centenaire de Navarin. Il faudra que toute l'Europe prenne part à la cérémonie : car ce fut une grande victoire de la civilisation sur la barbarie.

Au même moment, la France, qui avait une part de la gloire de Navarin, mettait le pied sur la terre d'Afrique, plantait son drapeau sur Alger-la-Blanche, commençait la libération des Arabes et l'investissement de l'empire ottoman par le Sud ; la Tunisie était vouée à la même destinée.

L'Egypte s'émancipait sous le gouvernement de Mehemet-Ali, un rude Pharaon ; et sur le chemin ouvert par Ibrahim-pacha, le monde arabe frémissait de l'espérance d'une délivrance prochaine. Le souvenir des califes de Bagdad ressuscitait pour en annoncer le relèvement prestigieux.

Les évènements se précipitaient, conduits par une fatalité inexorable, dont il ne serait pas difficile de déterminer les lois historiques. La France et l'Angleterre accouraient au secours du sultan pour le sauver des entreprises de la Russie ; ce fut la guerre de Crimée. Il y perdit tout de même les Principautés Danubiennes qui devinrent la Roumanie et assurèrent bientôt leur complète indépendance.

Enfin, la Bulgarie fut détachée de l'obédience du sultan par la guerre des Balkans de 1877, et tout de suite elle eut des ambitions considérables.

Un temps de répit : huit ans après, la Bulgarie s'agrandit de la Roumélie Orientale. — Encore un temps, douze ans plus tard, la Crète devint autonome, sous le Gouvernement d'un prince grec. — Encore un temps, onze ans plus tard. l'Autriche annexa la Bosnie et l'Herzégovine, et ce fut le signal de la crise suprême. — Quatre ans après, d'un élan, Bulgares, Grecs et Serbes enlevèrent au sultan la Thrace et la Macédoine, l'acculèrent sur Constantinople.

Il lui restait encore quelque chose en Asie : Arabie, Syrie, Mésopotamie, Anatolie. La grande guerre vient de détacher les derniers morceaux de l'empire ottoman. L'Europe et même l'Amérique sont au chevet du malade. Il va rendre le dernier soupir.

⁂

A qui l'héritage?

A la veille de la guerre de Crimée, le tsar Nicolas Ier, très désireux d'être l'héritier principal, ou unique, offrait à l'Angleterre de s'entendre avec elle pour un partage.

La Russie y avait des droits, en vérité.

Lorsque l'empire grec était tombé, la nièce du dernier empereur, le vaillant Constantin Dragascès,

n'avait-elle pas épousé le tsar Ivan III? Et ainsi les descendants de ce prince n'étaient-ils pas les héritiers légitimes et naturels, comme on disait autrefois, des empereurs grecs de Constantinople?

La Russie n'était-elle pas la plus puissante des nations orthodoxes, et, par là, n'avait-elle pas des devoirs envers l'orthodoxie? Elle brûlait de s'en acquitter, et de protéger les orthodoxes de partout, et de les délivrer de la domination des Infidèles, et d'abattre les minarets turcs de Sainte-Sophie, et de remettre la croix grecque sur la coupole qu'avait élevée Justinien.

Et enfin la Russie, dont l'activité agricole et industrielle se développait dans ses riches provinces du Sud, n'avait-elle pas besoin de débloquer la mer Noire, et de s'ouvrir par Constantinople de libres débouchés vers la Méditerranée?

Tout conspirait à la proclamer l'héritière de l'empire ottoman.

L'histoire est riche en titres de toutes sortes ; il suffit de savoir les interpréter. Et il arrive que la géographie les rende plus convaincants.

Tel était en tout cas le sens du fameux testament de Pierre le Grand, et ensuite de la politique de Catherine II. Telle était la direction séculaire de la politique russe. Elle paraissait inéluctable, comme une force même de la nature : le glacier russe glisse toujours, écrit M. Lavisse.

Napoléon ne le voulut pas. Il prétendit arrêter le glacier et le refouler vers les régions hyperboréennes.

On nous a tellement rebattu les oreilles de l'alliance franco-russe que nous avons voulu la retrouver partout, même dans les moments de la plus ardente rivalité entre les deux nations. Il y a des courants d'opinion qu'il est tout à fait difficile de remonter. Et, pourtant, nous sommes bien obligés de déclarer que la Russie n'eut pas de pires ennemis que les deux Napoléons.

La Turquie paraissait sur le point de succomber sous les coups des Russes. Napoléon prit sa défense et la sauva. Ce fut le grand intérêt de l'ambassade du général Sébastiani à Constantinople. Déjà la Russie s'était emparée des principautés danubiennes. Sébastiani « galvanisa » l'armée ottomane qui fit bonne contenance sur le Danube et infligea aux troupes du tsar d'assez sensibles échecs. Mais surtout Napoléon, vainqueur à Friedland, imposa à la Russie l'abandon des Principautés, dans le temps où il redressait à son flanc le grand-duché de Varsovie : ce fut l'objet du traité de Tilsit, où une sorte de légende historique a voulu voir une éclatante manifestation d'alliance franco-russe.

Le fait est que Napoléon était résolu à éloigner la Russie de l'Europe et de la Méditerranée, il la considérait comme une nation barbare et voulait la refouler sur l'Asie. Ce fut l'objet essentiel de la campagne de 1812. Il y fut vaincu, par l'hiver plus que par le tsar. Mais il avait posé devant l'expansion russe une borne infranchissable, et depuis ce temps, la Russie n'a plus fait aucun progrès sur cette voie de Byzance où elle avait jusque-là marché si vite.

Et quand Nicolas Ier voulut brusquer les événements en 1853, il rencontra encore Napoléon III, qui, fidèle à la pensée de son oncle, ne permit pas à la Russie de descendre à la Méditerranée et dressa sur son chemin la Roumanie indépendante.

Qu'on tourne et qu'on retourne les faits de toutes les manières, l'histoire enseigne que c'est la France qui a empêché la Russie de mettre la main sur la succession ottomane.

Quel serait l'avenir de l'Europe si la Russie d'aujourd'hui, la Russie barbare dénoncée par Napoléon, comme ensuite par Michelet, régnait sur les Balkans et sur les rivages de la Méditerranée orientale? N'est-il pas vrai qu'il faût refouler cette barbarie le plus loin possible vers l'Asie ? En cel, comme en bien d'autres points, la pensée de Napoléon apparaît comme singulièrement pénétrante, et instructive.

Mais du fond de l'horizon hyperboréen accoururent d'autres héritiers plus redoutables encore. Il s'agit du plan pangermaniste, et de la Mittel-Europa, et du Drang nach Osten, et des trois B (Berlin, Byzance, Bagdad) et des pires inventions de l'imagination et de l'ambition allemandes.

Cela venait de loin. Dès le lendemain de la délivrance de Vienne par Jean Sobieski, l'Autriche redescendit le Danube d'une allure résolue. Au commencement du XVIIIe siècle, elle franchissait déjà la Save, et s'assurait la moitié de la Serbie avec Belgrade. C'est la France encore qui intervint ; pendant la guerre de la succession de Pologne, l'ambassadeur de France à Constantinople, marquis de Villeneuve, jeta la Turquie contre l'Autriche qui fut vaincue et dut rendre Belgrade et la Serbie. Elle n'a jamais fait d'autres progrès sur cette route.

Puis Napoléon apparut aussi dans ces pays ; il organisa le gouvernement des provinces Illyriennes ; il y installa Marmont dont la mémoire n'y est pas effacée après plus d'un siècle. Il ouvrit des routes à travers les Balkans. Il eut des rapports amicaux avec Kara-Georges, avec 'Ali, le pacha de Janina, avec les Grecs de Corfou, avec les Maïnotes de la Morée.

On verrait là les prémisses des temps glorieux que nous vivons.

Cependant les défaites de la France au XIXe siècle faillirent changer du tout au tout les destinées de l'Orient, où l'Allemagne se précipita tout d'un coup comme un irrésistible torrent. Ce furent les suites

du traité de Berlin en 1878 ; il écarta la Russie qui était arrivée jusqu'aux portes de Constantinople. Il établit l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine sur le chemin de Salonique.

Et dès lors les évènements se déroulèrent comme une chaîne.

La Turquie, sauvée de l'étreinte russe, chercha ses sûretés auprès du gouvernement de Berlin. La Bulgarie, pour se débarrasser de la tutelle d'ailleurs insupportable de Saint-Pétersbourg, se donna des princes allemands. La Roumanie, qui, pour les services considérables qu'elle avait rendus aux Russes pendant la guerre des Balkans, avait été dépouillée par eux de la Bessarabie, signa une convention militaire avec les Empires Centraux. La Grèce, pour avoir voulu réunir la Crète qui se donnait à elle, fut vaincue par les Turcs, commandés par des généraux allemands, et durement traitée. Les Arméniens furent massacrés par centaines de milliers. Moyennant quoi, Guillaume II obtint de son ami le sultan rouge Abd-ul-Hamid, la concession du chemin de fer de Bagdad.

L'avenir s'ouvrait immense devant les ambitions allemandes. Mais elles n'étaient fondées que sur la violence, sur l'oppression des nations. Elles étaient en contradiction avec l'évolution démocratique qui entraîne l'humanité depuis l'époque de la Révolution française. Quand même, elles paraissaient assurées du triomphe, car il arrive que la force l'emporte sur le droit.

Et si l'Allemagne de Guillaume II avait réalisé son grand dessein, combien de siècles ensuite aurait-il fallu pour délivrer la Méditerranée de cette barbarie colossale? Et quelles eussent été les destinées de l'humanité?

*
* *

En vérité, la guerre libératrice nous a tirés tous du plus redoutable danger que le monde ait jamais couru.

Elle est issue en droite ligne de la Révolution française qui avait proclamé bien avant le président Wilson le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Sainte-Alliance, née en 1815 de la défaite de Napoléon, aura duré cent ans. La Société des Nations qui lui succède réussira-t-elle mieux à garantir la paix parmi les hommes? L'avenir le dira.

La Russie écartée par Napoleon de l'empire de l'Orient, avant que l'Allemagne ne fut prête à y imposer sa domination, les jeunes nations que le sultan avait si longtemps tenues asservies, se préparaient peu à peu, sous la tutelle de la France, aux mœurs et aux institutions de la liberté. Elles s'éveillaient aux joies, aux devoirs et aux responsabilités de l'indépendance, car il n'est pas facile de vivre libre, il y faut un long apprentissage : la vertu le s'apprend plus vite.

Il n'y a rien à dire à cet égard de la Bulgarie : elle n'a pas de passé historique, à peine quelques pillages et massacres sur les terres de l'empire grec quand il était mal défendu. La Bulgarie n'a montré jusqu'ici que des passions de violence et des appétits primitifs. Les ambitions lui ont poussé trop brutalement, elles se sont brisées à la résistance de peuples plus anciennement constitués. Quelle erreur elle vient de commettre en se mettant dans le parti du Turc! On ne s'accroche pas à un cadavre.

Cependant la Roumanie, dès qu'elle eut été constituée par la réunion des Provinces Danubiennes, évoqua par son nom même ses anciennes et nobles origines. L'histoire est une résurrection. Elle retrouva partout sur son sol le glorieux souvenir de Trajan, et des colons romains qu'il avait établis dans l'ancienne Dacie. Elle se rappela aussi les luttes vaillantes qu'elle avait soutenues, au temps de Michel le Brave, contre l'invasion ottomane. Elle en conclut qu'elle avait son rôle à jouer dans la reconquête de la péninsule des Balkans et l'organisation définitive de l'Orient.

La Serbie n'exploita pas avec la même habileté les grands souvenirs de l'Illyrie romaine, ni même ceux de l'Illyrie napoléonienne. Et pourtant quel beau nom, et suggestif, que celui de l'Illyrie! Du moins elle avait gardé au plus profond de ses traditions populaires la mémoire de ses glorieux soldats du moyen-âge, de ceux qui avaient étendu l'empire serbe de Stéphane Douchan sur la plus grande partie de la péninsule des Balkans, de ceux aussi qui avaient héroïquement combattu le Turc et qui étaient glorieusement tombés dans la bataille de Kossovo. On peut dire que la Serbie nouvelle est née des cendres des guerriers morts sur ce champ d'honneur. Car elle n'avait pas cessé de cultiver au cœur de ses montagnes les vertus des ancêtres : ainsi elle était sûre de les venger un jour.

A l'autre bout de l'empire ottoman, l'Egypte elle-même, au contact de Bonaparte, avait frémi, réveillée du long sommeil de sessaldes. Nul pays au monde n'a une plus grande richesse historique, en remontant des Arabes aux Ptolémées et des Ptolémées aux Pharaons.

Il ne semble pas que jusqu'ici l'Egypte ait retrouvé en elle le lointain souvenir des Pharaons ou même des Ptolémées. Elle n'en est encore qu'au souvenir de la conquête arabe, du temps où fut fondé le Caire. Il y a d'ailleurs là de quoi nourrir de fécondes ambitions de liberté, et nul ne peut dire ce qui sortira de l'agitation arabe dont nous sommes les témoins dans tout le Levant. Plus tard, l'Egypte comprendra

mieux le sens des monuments de l'époque alexandrine, ou de ceux des longs siècles de la grandeur des Pharaons. La science viole le secret des momies ; plus tard, elles détacheront leurs bandelettes; l'Egypte retrouvera toute sa grandeur antique. Le passé est plein de l'avenir.

La Grèce a donné depuis un siècle le spectacle d'une plus merveilleuse résurrection, sans doute parce qu'elle avait été la plus illustre victime de la conquête ottomane. Libre à des écrivains plus spirituels qu'intelligents de ne voir dans les Grecs que des palikares farouches ou des bandits d'opéra-comique. Il est vrai que les Grecs d'aujourd'hui ne sont pas tous déjà des Périclès ou des Phidias. Pourtant ils ont Vénizélos, et il a fait de grandes choses avec de pauvres moyens parmi de terribles difficultés.

Attendons la fin.

Nous n'avons la Vénus de Milo que depuis 1820 et la Victoire de Samothrace que depuis 1863. Il n'y a pas un siècle que nous avons commencé de dégager les ruines du Parthénon, et de l'Erechthéion, et de l'Acropole. Il n'y a que quelques années qu'on a pu reconstituer méthodiquement l'emplacement de Delphes ou de Tirynthe ou d'Olympie ou de Troie en Asie Mineure ou des palais de Minos en Crète.

C'est à peine si l'on commence à retrouver la Grèce antique sous les ruines et les décombres accumulés par des siècles de servitude. Mais les leçons qui y sont renfermées ne seront pas perdues. Les peuples qui ont le culte de leur passé ne tardent pas à s'en rendre dignes. Mais il leur faut le temps de se dégager de leur misère et de refaire leur éducation. Et puis sous divers prétextes, il ne faut pas leur lier bras et jambes, il faut leur laisser les moyens de vivre et de grandir. Il faut avant tout leur faire confiance. Il faut respecter à leur égard l'esprit fécond de la liberté. Que si la Grèce n'a pas fait depuis un siècle tous les progrès qu'on pouvait en espérer, ce n'est pas la faute aux Grecs.

Quoiqu'il en soit, par le génie de Vénizélos, voici la Grèce à peu près reconstituée dans son cadre territorial, celui de l'ancienne Confédération de Delos au temps de Périclès, à peu près celui qui constituait le noyau essentiel de l'empire grec autour de Constantinople, c'est-à-dire toujours les rivages sacrés de la mer Egée. Voici qu'autour de la petite Grèce, que les grandes puissances mêmes protectrices tenaient jalousement en lisière, l'Epire, la Macédoine, la Thrace, une petite partie de l'Asie-Mineure sont ramenées au foyer national. Voici que le corps de la Grèce est à peu près refait.

Alors, elle va pouvoir cultiver sa conscience historique, retrouver tout le sens des merveilleux chefs-d'œuvre que l'antiquité lui a légués. Alors, qu'on se rassure ; il ne sera pas nécessaire de lui faire un long crédit. La Grèce nouvelle fera honneur à son passé. Elle va apporter une contribution essentielle à la reconstitution de l'Orient. Car elle est l'héritière véritable de l'empire grec du moyen-âge, comme de la Grèce d'Alexandre et de Périclès.

Il ne faut pas la garder en tutelle et en suspicion. Il faut la laisser s'épanouir.

Il est vrai que sans doute les vœux que nous exprimons ne sont pas diplomatiques. Mais nous ne faisons ici que de l'histoire ; il n'est d'ailleurs pas défendu aux diplomates d'y prendre des leçons.

*
* *

Certes, il n'est pas question d'abandonner l'Orient à lui-même, en toute liberté ; il n'est pas question d'interdire aux « grandes puissances » toute intervention dans ces pays si nouvellement libérés de la domination ottomane. Il ne s'agit que de modeler l'action politique sur l'évolution naturelle de ces jeunes nations.

Sans doute, il y a lieu de prévoir de longues années d'organisation et d'éducation.

Tout l'Orient, et même toute l'Europe centrale, ce que les pangermanistes appelaient la Mittel-Europa, est aujourd'hui ce qu'étaient les Balkans, une immense poudrière, prête à sauter et à faire sauter le voisinage.

Jadis, il y a huit ou dix ans, on pouvait espérer des règlements amiables et des relations fraternelles : c'était au temps de l'Alliance Balkanique, réalisée pendant quelques mois par Vénizélos. La double trahison de la Bulgarie en 1913 et en 1916 a détruit toutes ces promesses. Il est vrai que désormais chacun sait à son égard à quoi s'en tenir : elle a abattu son jeu, qui n'était pas beau.

Alors il reste beaucoup de conflits à résoudre, dans une atmosphère d'hostilité. Il faut accorder la Grèce avec la Turquie, et avec la Bulgarie : question de Thrace, question d'un débouché bulgare sur la mer Egée. Il faut accorder la Serbie ou la Croatie-Serbie avec la Bulgarie, mais surtout avec l'Italie : la question de l'Adriatique n'est pas d'une solution facile ; si elle devient une mer italienne, l'Etat Yougo-Slave est bloqué ; si elle est ouverte à l'Etat Yougo-Slave, elle sera sans doute demain un champ de bataille encore.

Il faut accorder la Serbie et la Roumanie dans le Banat de Temesvar, les Tchèques et les Polonais dans le pays de Teschen. Et les Russies! Et toutes les Russies? Lithuanie, Courlande, Ukraine, Caucasie, etc. En vérité, il n'est pas possible de laisser tous ces peuples — enfants ou ivres, — jouer avec le feu.

Il y faut continuer un temps l'action des grandes

puissances européennes, et américaines, si elles y consentent. Il faut d'abord tâcher de résoudre, au moins provisoirement, les problèmes territoriaux qui sont posés. Il y a de quoi occuper un moment le tapis.

Il y a une question d'Egypte, qui renferme peut-être des surprises.

On parle d'un Etat Juif en Palestine. Quoique le Sionisme y puisse trouver satisfaction, c'est une combinaison inacceptable et dangereuse. Pour quelques ruines juives qui restent à Jérusalem, comme la tour de David ou le Mur des Pleurs, ou l'emplacement du Temple, Jérusalem n'est pas une ville juive ; il y a deux monuments qui la caractérisent absolument, la Mosquée d'Omar, le Saint-Sépulcre, sans compter la Voie Douloureuse que suivent chaque année des centaines de milliers de pélerins. On ne peut pourtant pas crucifier le Christ une seconde fois!

D'ailleurs le projet de partage qui a été préparé entre la France et l'Angleterre dans le fameux traité de 1916 est aussi mauvais : une pointe d'influence française enfoncée de la côte de Cilicie et de Beirout jusqu'à Mossoul ne répond à aucune considération géographique, ethnique ou historique. On la complique d'un hinterland mystérieux sous la forme d'un Etat arabe, prolongement du Hedjaz à travers la Syrie!

Ce sont les morceaux d'un jeu de patience qu'on se serait amusé à brouiller le plus consciencieusement possible. Il faut reconstituer l'image, et il n'y a pas d'autre guide ici, comme partout, que l'expérience des siècles. Elle dit que la Syrie, avec la Palestine, forme un tout vivant, qu'elle ne peut pas être disloquée, déchirée, ses quatre membres tirés à quatre chevaux ; qu'il faut d'abord lui laisser son unité, et que, depuis les Croisades, il n'y a que la France qui soit en position d'assurer son évolution normale vers l'indépendance à laquelle elle a droit.

Et puis il faudra donner des frontières à l'Arménie, et garantir que ses enfants n'y seront plus massacrés comme les moutons préparés dans un enclos pour la boucherie.

Et il y a ces temps-ci un mouvement national ou nationaliste ottoman en Asie-Mineure, qui tient le gouvernement de Constantinople à sa merci. Un dernier avatar d'Enver-Pacha? Sans doute il n'a pas la prétention de sauver l'intégrité de l'empire ottoman ; il ne veut sans doute que garantir l'intégrité ottomane, ce qui n'est pas la même chose, ce qui veut dire seulement qu'il y a en Asie-Mineure, autour de Brousse, l'ancienne capitale des Sultans, une région dont la population est en majorité ottomane, et qui a le droit à la liberté.

C'est entendu. Il faut lui donner satisfaction. Il faut fonder à Brousse un sultanat ottoman. Il faut y enfermer ce qui reste de la barbarie turque, afin qu'elle ne puisse plus jamais se livrer aux jeux de massacres qui lui sont familiers.

En tout cas, il faut qu'elle s'en aille de Constantinople, et nous espérons qu'il n'y a personne à la Conférence de la Paix pour laisser le gouvernement turc à Constantinople. Nous avons déjà dit la solution que dicte l'histoire, en rappelant qu'il n'y a de solides que les solutions qui sont fondées sur l'histoire : Constantinople était la capitale de l'Empire grec lorsque les Turcs ont envahi l'Europe ; les Turcs partis, il faut que Constantinople redevienne la capitale de l'empire grec.

Quant aux modalités, c'est aux diplomates d'en régler le détail.

Il n'y a évidemment que les grandes puissances, et la France au premier rang, qui aient assez d'autorité pour résoudre toutes ces délicates questions. Mais il ne faut pas qu'elles en abusent pour faire de l'impérialisme et absorber les petites nations, comme faisaient les Allemands, dans leur clientèle politique et économique.

Ainsi, il ne faut pas que l'Italie garde le Dodécanèse : elle ne peut tout de même pas soutenir que le Dodécanèse soit italien. Il ne faut pas que l'Angleterre montre trop qu'elle tire les ficelles où se règlent les gestes du souverain du Hedjaz.

Il faut essentiellement, conformément aux lois de l'histoire, achever l'unité hellénique, comme l'unité italienne. La Grèce restaurée, pourvu qu'on consente qu'elle sorte de tutelle, sera l'élément principal de l'ordre et de la prospérité dans tout l'Orient.

Comme la grande Pologne ou la grande Roumanie dans l'Orient continental, la Grèce ressuscitée dans son intégrité reprendra le cours de ses grandes destinées. Son passé est garant de son avenir: elle souffre encore de quatre cents ans de servitude, et quelle servitude! Laissez-la se relever et grandir ; elle comblera toutes les espérances que ses amis ont depuis longtemps fondées sur elle.

En attendant, considérons avec la joie qui convient le merveilleux spectacle auquel nous avons le privilège d'assister! La reprise de Constantinople aux Turcs! L'Europe délivrée des Turcs! L'empire ottoman achevant sa sanglante carrière!

Voici la Renaissance.

Tous les peuples de la Liberté ont remporté leur victoire médique, leur victoire de Salamine! Demain nous aurons le siècle de Périclès!

D'éclatants foyers de civilisation se rallument à l'Orient de l'Europe, sous le souffle généreux de notre grande France victorieuse!

EDOUARD DRIAULT.

ELLE A SOMMEIL

Il fait nuit. Varka, la petite bonne, âgée de treize ans, balance du pied le berceau dans lequel est couché un bébé. Elle chantonne entre les dents : Bayou bayouchki bayou...

Une petite veilleuse vèrte brûle devant l'icone. Sur une corde tendue des langes sont suspendus à côté d'un grand pantalon noir.

La faible flamme de la lampe projette une grande tâche verte sur le plafond. Les langes et le pantalon font de longues ombres noires sur le poêle, sur le berceau, sur Vark...

Quand la flamme vacille, les ombres s'animent, comme secouées par le vent. L'air est suffocant, imprégné de l'odeur de bottes, de cuir et de choux.

L'enfant pleure. Il n'a pas cessé de crier, il est exténué, la petite voix est enrouée, mais il piaille sans discontinuer et ne peut se calmer.

Varka a sommeil! Ses yeux se collent, la tête se penche. Elle remue à peine les paupières lourdes de sommeil, il lui semble que son visage se durcit comme une bûche et que sa tête n'est pas plus grosse qu'une tête d'épingle.

— Bayou bayouchki bayou! ronronne-t-elle. Bayou bayou...

Un grillon chante dans l'âtre. Dans la pièce voisine, derrière la porte on entend le ronflement du cordonnier et de son apprenti, Afanassi.

Le berceau grince plaintivement. Varka chantonne et tout se confond en un doux murmure qui berce son sommeil. Mais il ne faut pas dormir! Varka résiste à l'engourdissement, car si elle a le malheur de s'endormir elle sera battue par son patron.

La lampe clignote. La tache verte et les ombres s'agitent et dansent devant l'œil fixe que Varka a de la peine à tenir ouvert. Des rêves imprécis se heurtent dans son cerveau assoupi. Elle voit des nuages noirs qui se poursuivent en criant, d'une voix d'enfant. Les nuages se crèvent, et Varka aperçoit la grande route, noire et boueuse. Des files de charrettes s'avancent lentement, des cheminaux marchent d'un pas traînant, la besace dans le dos.

Ça et là des ombres s'agitent. A travers un brouillard gris et froid, elle entrevoit les arbres des deux côtés de la route. Les ombres s'allongent, les hommes avec leurs besaces trébuchent et se couchent dans la boue détrempée.

— Pourquoi? demande Varka.

— Pour dormir, pour dormir...

Ils dorment d'un sommeil de plomb, ils dorment profondément, tandis que le long des fils télégraphiques des corbeaux sont perchés. Ces corbeaux crient d'une voix d'enfant et vont réveiller ces hommes.

— Bayou bayouchki bayou... chantonne Varka et elle se retrouve soudain dans une petite isba noire, étroite et suffocante.

N'est-ce pas son père, Efim Stepanof qui est là par terre, se tordant dans des douleurs atroces? Elle l'entrevoit à peine, mais elle entend ses gémissements et ses plaintes. C'est, comme il disait, son hernie qui le travaille! La douleur est si violente qu'il ne peut proférer un mot, respirant lourdement et à travers les lèvres entr'ouvertes elle entend un gargouillement continu.

— Bou... bou... bou...

Voici sa mère, Pélagie, qui se précipite au dehors affolée, pour prévenir son patron que Efim se meurt. Quand reviendra-t-elle? Il y a bien longtemps qu'elle est partie, et Varka l'attend. Elle est couchée sur le poêle, mais elle ne dort pas et elle entend le souffle lourd de son père.

— Bou... bou... bou...

Enfin, voilà un bruit de roues, qui s'arrête devant l'isba. Un jeune médecin, qui se trouvait en visite chez les maîtres, est arrivé pour voir le malade. Le docteur entre dans l'isba. Il fait si noir que Varka ne peut le voir mais elle entend sa voix.

— Donnez-nous de la lumière! dit-il.

— Bou... bou... bou... râle Efim.

La mère fouille près du poêle pour chercher une allumette. Un lourd silence. Le docteur tire enfin de sa poche une boîte d'allumettes et en frotte une.

— Un instant, batiouchka, un petit instant, murmure sa mère qui lui tend un petit bout de chandelle.

Efim a les joues en feu, ses yeux sont brillants et le regard est perçant.

— Qu'est-ce que tu as? dit le docteur en se penchant vers lui.

— Hé quoi! Je vais mourir! c'est ma dernière heure... c'en est fait de moi...

— Allons, allons..., nous allons te tirer de là, tu seras guéri.

— Si vous croyez, votre seigneurie... je vous remercie humblement... Mais si la mort est là... rien à faire!

Le docteur tâte le malade et l'examine. Les minutes passent.

— Je ne puis rien faire ici, dit-il. Il faut te faire porter à l'hôpital, on te fera une opération. Mais il faut partir immédiatement, sans perdre une minute! Il est tard et l'on sera déjà couché à l'hôpital mais je te donnerai un mot pour le médecin... Est-ce que tu m'entends?

— Mais il ne peut pas y aller, batiouchka! Nous n'avons pas de cheval, gémit la mère.

— J'arrangerai cela! On va vous envoyer ce qu'il faut!

Le docteur s'en va. La chandelle s'éteint. Et de nouveau Varka entend bou... bou... bou...

Au bout de quelque temps, une carriole s'arrête devant la porte, qui va conduire Elim à l'hôpital. On l'aide à se lever et le voilà parti.

Il fait grand matin, le temps est beau. La mère s'en va prendre des nouvelles à l'hôpital.

C'est un enfant qui pleure, et Varka entend une voix qui est la sienne et qui chante doucement : Bayou bayouchki bayou...

La mère vient de rentrer. Elle fait le signe de la croix, en pleurant.

On l'a opéré cette nuit, et cela allait mieux, mais dans la matinée, il a rendu l'âme! Que Dieu ait son âme en paix! Ils ont dit que c'était trop tard... plus rien à faire... Il aurait dû y aller plus tôt...

Voilà Varka au milieu de la forêt. Elle marche à côté de sa mère, et elle pleure, elle pleure amèrement.

Tout à coup elle reçoit un coup sur la nuque, si violent, qu'elle tombe et butte du front contre un tronc d'arbre. Elle lève les yeux et voit devant elle son patron, le cordonnier.

— Que fais-tu donc, espèce de gale! lui crie-t-il. L'enfant pleure et toi tu dors!

Il lui tire l'oreille brutalement, elle s'ébroue en se redressant, et elle se remet à pousser du pied le berceau en chantonnant :

— Bayou bayouchki bayou!

La tache verte sur le plafond et les grandes ombres du mur s'agitent et dansent devant elle et engourdissent son cerveau.

La voilà de nouveau sur la grande route, toute boueuse.

Les cheminaux aux longues besaces et leurs ombres se sont allongés. Ils dorment profondément. En les voyant dormir, Varka a sommeil aussi. Elle a bien sommeil, et se coucherait avec délices. Mais sa mère marche à ses côtés et la pousse en avant. Elles vont en hâte à la ville, dans l'espoir d'y trouver à se placer.

— La charité, s'il vous plaît! mendie la mère, tout le long de la route. Donnez au nom de Dieu... Ayez pitié...

— Allons, donne-moi l'enfant! lui répond une voix qui lui est familière. Voyons, donne-moi l'enfant! répète la voix irritée et rude. Tu dors, canaille!

Varka, saute sur ses pieds, tout effarée. Oui, elle a compris... Il n'y a plus de grande route, plus de mère, plus de cheminaux! C'est sa patronne qui est là devant elle, au milieu de la pièce. Elle est venue pour donner le sein à l'enfant.

Pendant que la grosse femme est en train d'allaiter l'enfant et cherche à le calmer, Varka se tient debout devant elle, et attend silencieusement, en regardant la fenêtre. Le ciel blémit, les ombres et la tache verte ont pâli sensiblement. Il va faire jour bientôt.

— Va, prends l'enfant! commande la patronne, en boutonnant sa chemise. Il pleure toujours. Tu lui auras jeté un sort!

Varka recouche l'enfant dans le berceau, qu'elle se remet à balancer. La tache verte et les ombres se dissipent peu à peu. Ils ne dansent pas devant elle et ne hantent plus son cerveau.

— Ah! elle a sommeil! Elle a terriblement sommeil!

Varka appuie la tête sur le bord du berceau et pour surmonter le sommeil, elle essaie de se balancer. Mais les yeux n'obéissent pas et la tête s'apesantit.

— Varka! Il est temps d'allumer le poêle! tonne la voix du patron derrière la porte.

Il faut donc se lever et se remettre à l'ouvrage!

Varka quitte le berceau et court chercher du bois dans la remise. Elle est contente de pouvoir bouger, de se dégourdir, elle n'a plus sommeil que lorsqu'elle reste assise.

Voilà le bois apporté, le poêle allumé! Elle sent que son visage se détend et ses idées s'éclaircissent.

— Varka! Le samovar, bien vite! crie la patronne.

Varka est en train de fendre un copeau pour bourrer le samovar. Mais à peine l'a-t-elle allumé, qu'elle reçoit des ordres nouveaux.

— Varka, va nettoyer les galoches du patron!

Elle s'assied par terre pour nettoyer les galoches.

— Ah! qu'il ferait bon d'y enfoncer sa tête et de s'endormir dans cette grande et profonde galoche, qui s'élargit démesurément et se gonfle et s'entr'ouvre... Varka laisse tomber la brosse, écarquille les yeux en se secouant vigoureusement. Elle fixe son regard sur un point pour ne plus voir les objets qui s'agrandissent et qui s'agitent devant elle.

— Varka! Il faut laver les marches du perron! C'est honteux de les voir si sales! Les clients vont venir!

Varka lave vivement le perron, elle balaie les chambres puis elle court chez l'épicier, après avoir allumé un second poêle. Le travail presse, il n'y a pas une minute à perdre.

Mais que c'est donc pénible de se tenir debout devant la table de cuisine pour éplucher les pommes de terre. Sa tête retombe sur la table, le couteau lui échappe des mains, les yeux voient trouble et elle entend comme à travers une brume, la grosse voix de la patronne, toujours en colère, qui va et vient, affairée, les manches retroussées. La voix est criarde, et les oreilles lui tintent... Il faut servir à table, et faire la lessive, il y a des raccommodages à faire et de la couture! Il y a des moment, où sans regarder

autour d'elle, elle aimerait se jeter par terre pour dormir un peu!

Elle a sommeil!

La journée se passe péniblement. Varka voit tomber le jour avec joie, elle se presse de finir son ouvrage et les traits engourdis, elle sourit vaguement. Les vapeurs du soir lui caressent les paupières alourdies et lui promettent un doux et long sommeil.

Mais quand arrive le soir, il survient des visites.

— Varka! crie la patronne, vite le samovar!

Le samovar est petit et il lui faut faire réchauffer l'eau cinq fois de suite, pendant qu'ils sont tous attablés à déguster leur thé.

Après le thé, Varka doit attendre les ordres, en restant debout tout le temps.

— Varka, cours vite chercher trois bouteilles de bière!

Elle se précipite dehors, en courant, pour chasser le sommeil.

— Varka! Il faut acheter de la vodka! Varka, donne vite le tire-bouchon! Varka, sers-nous vite du hareng!

Voici enfin les visites parties! On éteint les lumières, les patrons vont se coucher.

— Varka, tu vas bercer l'enfant! lui crie-t-on avant de s'endormir.

Le grillon chante dans l'âtre, la tâche verte dans le plafond et les ombres s'agitent de nouveau devant ses yeux alourdis et lui brouillent le cerveau.

— Bayou bayouchki, bayou...

L'enfant piaille et s'égosille... Varka revoit la chaussée boueuse, les cheminéaux, les besaces, sa mère Pélagie et son père Efim... Elle comprend tout, elle les reconnaît parfaitement, mais à travers le sommeil, elle n'arrive pas à se rendre compte quel est le monstre qui la torture, la retient pieds et poings liés et l'étouffe et l'empêche de vivre!

Elle tourne la tête de tous côtés et cherche à voir cet ennemi infernal pour s'arracher de là, pour se dégager enfin, mais elle ne voit rien...

Dans un effort suprême, elle s'épuise dans une lutte inégale, en tendant l'oreille et écarquillant les yeux. Elle fixe la tâche verte au plafond et regarde s'agiter les ombres, quand soudain les cris de l'enfant viennent frapper son oreille.

— Enfin! Elle a trouvé l'ennemi, qui l'empêchait de vivre! C'est l'enfant qui est l'ennemi insaisissable!

Elle rit, tout étonnée de n'y avoir pas songé plus tôt! Qu'elle est donc bête! La tâche verte, les ombres, le grillon dans l'âtre, tous rient avec elle, étonnés eux aussi.

En son cerveau obscurci, comme un éclair, une idée a lui. Elle se lève tout doucement du tabouret où elle était accroupie, et sans cligner des yeux, avec un large sourire sur sa face abrutie, elle fait quelques pas devant elle.

L'idée de se débarrasser de l'enfant prend racine et la chatouille agréablement. Se débarrasser de cet enfant qui l'empêche de vivre! Il faut tuer l'enfant, et puis dormir, dormir, dormir...

Riant, souriant, clignant de l'œil et menaçant du doigt la tâche verte qui vacille, Varka se glisse à pas de loup vers le berceau, se penche vers l'enfant, et l'étouffe...

Elle s'étend alors rapidement par terre, riant de joie à l'idée qu'elle pourra dormir enfin! Au bout d'une minute elle s'est endormie.

Elle dort d'un sommeil profond et lourd comme la mort.

ANTON TCHÉKOF.

(*Traduit du russe par* NAD).

LE NOUVEL ÉTAT DU PROBLÈME ADRIATIQUE

Le problème adriatique est entré dans une phase nouvelle, au début de septembre, quand d'Annunzio a débarqué à Fiume. Depuis lors, il n'a pas fait un pas et la situation est devenue à certains égards plus compliquée encore, puisque les projets de compromis ont été repoussés et que le poète aviateur, en rupture avec la diplomatie officielle de son pays, a essayé de renouveler ailleurs la tentative qui lui avait réussi dans le Quarnero.

Il est probable que la question ne sera pas réglée d'ici quelque temps. L'on n'avait point tort, lorsqu'elle a surgi, de dire qu'elle serait une des plus délicates parmi celles posées devant la Conférence.

Pendant plus d'un an, elle a donné lieu à des échanges de vues stériles, mais dont chaque période avait suggéré des espoirs plus ou moins sérieux. Aujourd'hui, les seules espérances, qu'on puisse nourrir, reposent sur la condition interne des deux Etats le plus directement intéressés à une solution. Mais il est indéniable que la Conférence a des préoccupations plus pressantes du côté de l'Amérique, du côté de l'Allemagne, du côté de la Russie, du côté de la Turquie et de l'Asie Mineure. Il est incontestable aussi que le Conseil suprême ne dispose plus de la même vigueur, ni du même crédit, ni de la même souplesse de mouvement qu'au début de la grande liquidation mondiale. Les rouages sont usés ; le désenchantement est venu ; les difficultés ont grandi plutôt que diminué. Preuve en est que d'Annunzio n'eût pas osé accomplir son premier geste, et encore moins ceux qui le suivirent, dans la première étape des pourparlers.

J'évoque brièvement le problème adriatique dans ses lignes générales. Il met face à face l'Italie et l'État Serbo-Croato-Slovène. L'empire Austro-Hongrois s'est effondré et le cabinet de Rome estime que dans l'ordre politique, militaire, économique, il n'aura tiré, quant à lui, le parti nécessaire de cet écroulement, que s'il est fortement installé sur la rive orientale de la mer. Politiquement, il exploite les souvenirs de Venise, l'existence de communautés italiennes sur le rivage dalmate et, en son for intérieur, médite une pénétration active et prolongée dans le monde balkanique ; il recommencerait volontiers l'histoire d'il y a 20 siècles, mais il n'annonce pas — et pour cause — les visées que le nationalisme italien caresse au su et au vu de tous. C'est parce que son programme est vaste qu'il lie l'affaire d'Albanie à celle de Fiume, de Zara et de Spalato. Economiquement, il entend conquérir la maîtrise de l'Adriatique, commander les débouchés de la Yougo-Slavie, et par suite reporter le plus possible vers le Sud les issues de ce royaume sur la mer. Les journaux de la Péninsule n'ont pas caché les raisons qui, à leurs yeux, valent en faveur d'une occupation permanente de Fiume: il s'agit beaucoup moins d'en faire un entrepôt au service de l'Italie que de la ruiner pour l'empêcher de porter, par sa concurrence, préjudice à Trieste. Cette conception, machiavélique et simpliste à la fois, est défendue chaque jour par l'*Idea Nazionale*, organe des impérialistes et de Federzoni en particulier. Militairement les cercles dirigeants de Rome jugent, et peut-être non sans motif, que si une puissance dotée d'une forte marine s'établit de Fiume à Cattaro, le littoral italien sera menacé, car il serait dominé par le littoral slave, mais pour parer à ce danger, bien des moyens, en dehors de l'annexion, peuvent être envisagés, et la seule installation de l'amirauté italienne à Vallona — opération qui n'est pas discutée —, constituerait déjà une importante garantie.

Les Sud Slaves répondent sans embarras aux trois arguments signalés. La Dalmatie est peuplée de Slaves et il serait monstrueux que la Conférence, après avoir consacré en théorie, et par des affirmations solennelles, le droit des nationalités, le violât ici sans l'ombre d'une excuse. Fiume compte une importante colonie italienne, mais celle-ci est noyée dans l'afflux slovène qui va grossissant par toute la campagne suburbaine. L'Albanie doit être laissée aux Albanais qui revendiquent leur indépendance. En second lieu, et ce principe ethnique établi, comment pourrait-on frustrer le royaume Serbo-Croato-Slovène de ses débouchés naturels sur la mer ? Il ne saurait accepter de la part de l'Italie l'étouffement, qu'il a jadis subi de la part de l'Autriche-Hongrie, et si les dirigeants de Rome ne nourrissent pas des préjugés surannés, ils comprendront que l'expansion commerciale serbe ne sera pas un péril pour l'expansion commerciale italienne, et qu'au contraire elles pourront s'associer et se soutenir mutuellement. Enfin, si l'on redoute à la Consulta que la Yougo-Slavie ne devienne grande puissance navale, cette Yougo-Slavie ne se refuse pas à prendre tous les engagements qui rassureront ses voisins.

Voilà les deux thèses, et elles n'ont pas varié depuis un an, à travers les positions successives du problème adriatique. On éprouve quelque scrupule à répéter des choses tant de fois déjà dites et redites, mais comment éluder une nécessité ?

L'Italie, dès les premiers jours de la Conférence, a adopté des attitudes contradictoires. Elle invoquait le pacte de Londres, qui lui donnait l'Istrie et une bonne partie de la Dalmatie, et répudiait ce même traité de Londres, en ce qu'il laissait Fiume à la Croatie, c'est-à-dire au slavisme du Sud... M. Sonnino se rendait bien compte que sa thèse était boîteuse, et qu'il était aisé aux Serbes de réfuter son système par des armes excellentes, mais la persévérance a toujours été sa caractéristique. Comme malgré tout le terrain était mauvais, l'idée se fit jour à Rome qu'on pourrait réviser le pacte de Londres et consentir des sacrifices pour obtenir Fiume. Mais les Serbes n'avaient jamais reconnu le pacte de Londres qui avait été passé en dehors d'eux, et ils prétendaient ne rien céder. Au surplus, M. Wilson leur prêtait une aide constante et lui aussi alléguait que n'ayant pas participé aux pourparlers de 1915, il était autorisé à les tenir pour caducs. On conçoit maintenant pourquoi les nationalistes italiens, modérés ou extrémistes, n'ont jamais marqué qu'une sympathie mitigée pour la politique américaine. Le jeu de M. Sonnino, — qui présida à ces tractations jusqu'à la nomination récente de M. Tittoni, d'ailleurs lui-même remplacé aujourd'hui, fut de s'appuyer avec une intransigeance totale sur les clauses du traité de Londres qui lui étaient favorables, et il laissait à d'autres, à M. Orlando par exemple, le soin de suggérer une révision partielle, quitte à les désavouer ensuite. Les débats, devant les Cinq ou les Dix ou les Quatre, n'aboutirent à rien. Les négociations directes entre Serbes et Italiens se terminèrent par un refroidissement accentué. Quand MM. Pachitch, Trumbitch, Vesnitch, proposèrent un plébiscite Fiumain et Dalmate. M. Sonnino se borna à sourire, et ce sourire suffit à condamner l'idée, la conférence n'ayant d'ailleurs qu'un goût médiocre pour de pareilles solutions. En désespoir de cause, on songea à isoler la question de Fiume de l'ensemble du problème adriatique, et l'entreprise de d'Annunzio vint comme à point pour illustrer, si l'on

peut dire, cette procédure. Mais ici encore l'insuccès fut intégral.

Il s'agissait de créer un Etat indépendant de Fiume, qui se fût étendu du bord de la mer jusqu'au faîte des montagnes, qui, dans cette région, s'élèvent assez brusquement au dessus des eaux. Le programme n'a pas été élaboré soudain et par improvisation, car depuis plusieurs mois il était en gestation. Une première ébauche était sortie des efforts conjugués de MM. Lansing et Tardieu; M. Tittoni, à peine installé à Paris, l'avait reprise et sensiblement modifiée. Il voulait, quant à lui, que l'Etat Indépendant, au lieu d'être cantonné en terre Slave, touchât directement à l'Istrie italienne. Point n'est besoin d'insister sur la caractéristique de cette combinaison. Si l'Etat Indépendant était entouré de régions slaves, il y avait toutes chances pour qu'il se slavisât, c'est-à-dire se serbisât à la longue. S'il était rattaché, de quelque manière que ce fût, aux départements italiens, l'italianisation devait être son lot. M. Tittoni avait tendu tous les ressorts de sa diplomatie : il croyait bien réussir, mais il échoua et sans doute cet échec n'a-t-il pas été sans influer sur sa retraite avec quelques autres considérations tirées, de préférence, de la politique intérieure.

Toujours est-il qu'à la date du 18 octobre, le président Wilson, qui avait été saisi du projet Tittoni, faisait savoir au premier délégué italien, par l'entremise de M. Polk, qu'il ne pouvait s'y rallier. Ce fut une grande surprise pour la presse italienne, qui avait cru la solution adoptée, et qui prétendit discerner, dans le refus américain, la preuve d'une malveillance systématique pour la Péninsule. Cette conclusion était excessive, car M. Wilson, depuis le premier jour, a soutenu, pour des raisons ethniques, une conception qui peut parfaitement se justifier.

Deux modes de liquidation ont été préconisés depuis lors à Rome, encore que la préparation des élections, d'un côté, et le résultat du scrutin du 16 novembre de l'autre, aient retenu la plus grande part de l'attention publique.

Les uns ont estimé que l'Italie, installée dans les territoires que lui assignait le pacte de Londres, et maîtresse, en outre de Fiume, par d'Annunzio et ses arditi, n'aurait qu'à attendre .Ce serait une position qui aurait évidemment ses avantages, une politique que d'autres ont pratiquée en Europe depuis longtemps, celle du fait accompli, mais les inconvénients ne sont pas à dédaigner non plus. La question de l'Adriatique est trop grave en soi et liée à trop d'autres questions graves, pour qu'on la laisse en suspens. Ajoutons encore que la Péninsule a besoin du concours financier de l'Amérique, et que celle-ci sera peu disposée à se montrer généreuse, aussi longtemps que l'emprunteur demeurera réfractaire à certains avertissements. Enfin un régime aussi précaire est propre à favoriser de nouvelles équipées, périlleuses pour la paix européenne, de la part de d'Annunzio ou de ses émules.

D'autres hommes politiques ou publicistes d'outremont recommandent un retour aux négociations directes entre la Consulta et la chancellerie de Belgrade. Il n'est pas assuré que de telles tractations ne s'engageraient pas aujourd'hui sous de meilleurs auspices que par le passé. La France et l'Angleterre ont donné récemment à l'Italie, après l'échec du plan Tittoni, des marques de sympathie telles qu'elles ne seraient pas sans influer sur les conceptions serbes.

Mais surtout la politique intérieure des deux Etats intéressés au débat exercera une action d'apaisement. Dans le royaume Serbo-Croato-Slovène, la crise est chronique, et à raison de la dispersion des partis, comme en présence de l'opposition qui règne entre les trois facteurs ethniques, aucun gouvernement vraiment fort ne se peut constituer.

En Italie, le succès des socialistes, qui passent de 40 à 160 sièges, et celui des catholiques qui dépassent 95 et qui, eux aussi, combattent l'impérialisme — pour d'autres motifs — ont coïncidé avec le désastre du nationalisme.

Ni la Serbie, ni l'Italie ne sont en posture de formuler des prétentions intransigeantes : le problème adriatique peut donc, et doit se liquider à l'amiable.

PAUL LOUIS.

LE CARAVAGE A NAPLES, A MALTE ET EN SICILE (1606-1609) (1)

Les œuvres du Caravage exécutées après son départ de Rome en mai 1606, ont eu cette heureuse fortune de rester en place dans le cadre où elles furent disposées et d'échapper à l'exil dans les musées étrangers. Pour les voir, nous devons, trois cents ans après, refaire, étape par étape, le voyage du malheureux vagabond qui les conçut, voguer, comme lui, vers la Sicile et Malte lointaine.

Il faut nous transporter d'abord sur le rocher à pic d'où la chartreuse de San Martino domine Naples ; sous le poudroiement du soleil, les rumeurs de la ville étalée au bord de son golfe parviennent assourdies. Nous entrons dans le couvent aujourd'hui

(1) Extrait de l'ouvrage : *Le Caravage* qui paraîtra incessamment dans la collection *Art et Esthétique*, à la librairie Félix Alcan

sans vie, devenu un musée désert. Dans l'église, les dorures, les marbres de couleur, le pavé de mosaïque rehaussent les nombreuses peintures qui la décorent. Ce sanctuaire, les salles voisines, sacristie et trésor, offrent une magnifique anthologie de la peinture italienne au XVIIe siècle. Les maîtres de Naples et des autres écoles, les artistes aux tendances les plus différentes, l'Arpin, Ribera, Lanfranc, le Guide, Giordano fraternisent ici.

Dans la sacristie, la porte qui mène à l'église est surmontée d'une des œuvres les plus parfaites et les mieux équilibrées que le Caravage ait conçues. Il a repris le sujet du *Reniement de saint Pierre* et il l'a traité dans une manière plus ample. La scène se passe dans un corps de garde éclairé par une lanterne pendue au plafond, qui projette sa lueur sur les divers personnages. Autour d'une table, quatre soldats font avec animation une partie de dés. Depuis la *Vocation de saint Mathieu*, le Caravage ne s'était pas servi de ce thème des joueurs. L'un de ces soudards, au premier plan, est revêtu d'une cuirasse avec brassards ; il nous tourne le dos. Ses camarades, debout et penchés sur le jeu, disparaissent en partie sur le fond obscur et assombri par le temps. L'un d'eux, qu'on aperçoit de profil, présente ses bras nus et son épaule gauche défendue par un gorgerin. Ces joueurs tiennent la moitié droite du tableau ; saint Pierre et la servante occupent la partie gauche. Ils se trouvent directement sous la lampe et par conséquent sous la lueur qu'elle dégage. La servante, posée de profil, tourne la tête et de son doigt indique saint Pierre qui, à une extrémité de la table, lève les deux mains dans un geste de dénégation. Cette femme est éclairée très violemment. Son visage placé dans l'ombre est complètement noir. La lueur frappe le voile qui recouvre sa tête et dont les plis prennent un relief dur, comme s'ils étaient sculptés dans de la pierre. Ensuite, la lumière glisse plus doucement sur la nuque et sur le bras, mettant en valeur l'étoffe bleue de la manche. Ce bleu et le jaune du manteau de saint Pierre forment les tonalités principales.

La physionomie de saint Pierre nous montre quel pouvoir d'expression avait ce Caravage, lorsqu'il représentait des gens du peuple. Ici, nous avons devant les yeux une sorte de riche paysan, rusé et finaud, qui feint la stupeur pour se tirer d'embarras. Plastiquement, cette tête est une des plus belles créations de l'artiste.

C'est dans le vieux Naples, bruyant et animé, que se trouvent les autres églises qui possèdent des œuvres du Caravage : Sant' Anna de' Lombardi, San Domenico Maggiore et le Monte della Misericordia.

A Sant' Anna de' Lombardi, je n'ai pu retrouver la *Résurrection du Christ* citée par les biographes anciens et par des histoires modernes, MM. Posse et Rolfs. Quelques lignes d'un esthéticien du XVIIIe siècle, Luigi Scaramuccia, donnent une idée de cette *Résurrection*. Le Christ est représenté un pied dans le tombeau et l'autre appuyé sur le sol. Scaramuccia trouve d'ailleurs l'œuvre bizarre et sans décorum.

A San Domenico Maggiore, la *Flagellation* a été retirée de la chapelle Franco et placée dans une autre chapelle à gauche du chœur. Elle est très abîmée et surtout très noircie. Cette *Flagellation* a de grandes dimensions. Le Christ nu, un linge autour des reins, est attaché à une colonne qu'on distingue à peine. A droite, un bourreau dont une culotte compose le costume, fagelle le Sauveur avec acharnement. Sur la gauche, un autre tortionnaire dont l'épaule sort de son vêtement, se contente de regarder. La tête d'un troisième bourreau est noyée dans l'obscurité d'où émerge son bras droit. On retrouve ici des caractéristiques notées dans ses œuvres déjà étudiées : le Christ à tête assez petite sur un grand corps nous rappelle celui de l'*Ensevelissement* de Berlin ; de même son celui de l'*Ensevelissement de Berlin* ; de même son épaule et sa nuque donnent le mouvement tant de fois noté. Le bourreau est de la famille de ces portefaix à grosse tête chauve que nous connaissons bien.

L'éclairage du tableau indique la tendance de l'artiste vers une nouvelle manière. Au lieu d'une projection violente de la lumière verticale ou parallèle ou encore venant de face, la pénombre règne dans le tableau. Les contrastes violents du jour et des ombres s'atténuent, se fondent dans une demi-clarté, une lueur de cave. Par suite, les couleurs sont presque supprimées au profit des blancs et des noirs, des gris surtout. Dans cette *Flagellation*, deux seules tonalités frappent le regard : le jaune brun de la culotte du bourreau placé à droite et le jaune des chairs, principalement du corps du Christ. Cette manière monochrome n'est pas nouvelle. On se rappelle que le Caravage l'avait essayée pour la première fois dans la *Vocation de saint Mathieu* à Saint Louis-des-Français et en avait tiré un certain effet. Peut-être faut-il encore chercher l'origine de ce procédé chez les Vénitiens. Dans le tableau de San Domenico Maggiore, — et sans vouloir faire de rapprochements oiseux, — ne constaterait-on pas l'influence de Titien, de son *Ecce homo* du Louvre et surtout celui de Munich. Les personnages présentent des analogies avec ceux de Titien et de Tintoret. Le bourreau, qui est à droite dans la *Flagellation*, montre le même acharnement que le bourreau placé à gauche dans l'*Ecce Homo* de Munich. Le Christ au corps allongé, au torse puissant, à la tête petite, n'est-il pas aussi un souvenir de figures du Tintoret? Nous avons

la preuve que les Vénitiens ont été les premiers et les uniques maîtres de Merisi. A la fin de sa carrière, il revient vers eux.

La Monte della Misericordia, dans la pittoresque Strada de' Tribunali familière aux amis du vieux Naples, se compose d'une rotonde éclairée par le haut, entourée d'autels que surmontent des tableaux dus à des Napolitains du XVIIe siècle. Les *Sept œuvres de la miséricorde*, par le Caravage, ornent le maître-autel. C'est une immense toile très abîmée ; le temps, la technique du Caravage sont cause de son altération. De prime abord, on ne voit qu'un fond noir, uniforme, d'où sortent des têtes et des membres. Quand on regarde de plus près des corps entiers surgissent de cette nuit. Au sommet du tableau, deux anges enlacés, leurs ailes déployées, semblent porter la Vierge et Jésus. L'un d'eux étend vers le sol un très beau bras, motif que nous avons déjà vu à la chapelle Contarelli et que nous retrouvons dans la *Nativité* de Palerme. La partie inférieure du tableau est ainsi distribuée : au premier plan, un homme dont le dos nu est frappé par la lumière, est allongé sur le sol et se soulève, appuyé sur une main. A gauche, coupé en deux par le cadre, un personnage, la main levée, semble donner une indication gravement. Par contraste, derrière lui, un homme dépoitraillé, boit à même un fiasque. A une allure assez rapide, deux personnages viennent de droite : un jeune gentilhomme, coiffé d'un chapeau à plume, drapé dans un manteau qui laisse voir une manche bouffante rose et gris et des chausses grises. Sa main paraît tenir un bâton, peut-être la hampe d'une bannière. De son compagnon on ne voit que le visage fortement accentué. Tous deux précèdent un cortège funèbre : un porteur à demi disparu dans le noir soulève un cadavre dont on ne voit que les deux pieds ; un jeune prêtre tient une torche allumée. Un groupe nous cache le cadavre : une femme à figure belle et énergique allaite un vieillard d'expression banale.

Scaramuccia n'a pas tout à fait tort de juger bizarre cette composition. On saisit bien que l'artiste a voulu enseigner les devoirs envers les morts, envers les affamés, etc... Mais que signifient le jeune gentilhomme et son compagnon? L'ivrogne n'est pas là, je pense, pour nous rappeler qu'il faut donner à boire à ceux qui ont soif.

Par son caractère mystérieux le tableau de Naples se rattache à la *Décollation* de Malte et à l'*Enterrement de sainte Lucie* de Syracuse. A Malte l'intérieur de la cathédrale est d'une richesse qui fait contraste avec la nudité de l'extérieur. Les murs ne sont que marbre, porphyre et bronze. Au plafond, parmi les dorures, Mattia Preti le Calbrese a traité en tons vifs et joyeux des sujets de l'Ecriture.

C'est dans la vaste chapelle du Crucifix que se trouve la *Décollation de saint Jean Baptiste*. C'est par ses dimensions le plus important des tableaux que le Caravage ait exécutés. A Rome, il n'avait jamais eu d'emplacement aussi vaste à sa disposition. Ce n'est d'ailleurs pas par son étendue, mais par sa beauté que cette *Décollation* mérite le premier rang dans l'œuvre de son créateur. Elle produit une impression terrible : une lueur crépusculaire laisse distinguer la façade d'une prison ; une porte, encadrée par une chaîne de pierres, ouvre sur un corridor qui se perd dans le noir ; derrière une fenêtre grillée, des têtes se pressent, avides de voir ; peut-être des prisonniers qui attendent le moment de leur exécution. Devant cette fenêtre pendent des cordes, éveillant chez eux l'image d'une évasion qu'ils ne pourront tenter.

La scène se déroule devant le porche. Le saint, qui est nu, une étoffe rouge autour des reins, est couché à plat ventre sur le sol. Il a les mains liées derrière le dos. Le bourreau, également nu, une sorte de géant à l'expression féroce, l'a saisi par les cheveux et lui écrase le visage sur le sol. Il a essayé de le décapiter avec son épée, et, comme il n'a pas réussi, il va achever l'opération avec un coutelas. Une femme, sans doute Salomé, présente un bassin pour recueillir la tête de Jean. Elle prête son concours avec une attention tranquille, une sérénité qui contraste avec la rage du bourreau. De mêmes, les figures du second plan manifestent des sentiments différents. Une vieille femme, la tête entre ses mains, regarde fixement le cadavre. A côté d'elle, le geôlier indique sans émotion le bassin où le bourreau va mettre la tête du martyr.

Ce tableau et la *Sainte Lucie* de Syracuse, dont il va être question, représentent le mieux la dernière manière de Merisi que je viens d'étudier à propos de l'*Ecce homo* de Naples. Dans la *Décollation*, les noirs et les blancs ne s'opposent plus, mais se fondent dans un gris qui emplit l'atmosphère et qui atténue les rares couleurs offertes principalement par le costume du geôlier : mantelet vert, pourpoint marron, chausses jaunes. Le seul ton éclatant et franc est le rouge de l'étoffe qui entoure les reins de saint Jean.

Pendant ces jours de prospérité, suivis rapidement de la plus épouvantable disgrâce, le Caravage exécuta le portrait d'Alof de Wignacourt qui figure aujourd'hui au Louvre. Le grand maître est debout, en armure, le bâton de commandement dans les mains. A sa gauche, un page tient son casque empanaché. Tous deux éclairés par une lumière jaune, assez douce se détachent sur un fond sombre.

Le Caravage avait trouvé un modèle qui lui convenait dans ce Wignacourt énergique et tout d'une

pièce. Il a rendu avec force sa tête massive, son visage qui, avec de larges joues, d'épais sourcils, des yeux durs et un gros nez, fait penser à celui de quelque redoutable paladin. L'armure dont il est revêtu et que l'on voit encore à l'*Armeria* de Malte augmente cette impression.

La figure du page qui tient le casque aux plumes blanches et rouges est non moins intéressante que celle du grand-maître, non seulement comme contraste, mais indépendamment et par sa valeur propre. Le page est un jeune garçon de noble famille, peut-être un parent de Wignacourt. La croix de Malte qu'il porte sur sa poitrine indique une origine de choix. Il porte un costume élégant de couleur marron avec d'amples culottes, des bas rouges et, aux pieds, des sandales jaunes ; toutes ces couleurs sont atténuées et assourdies. Son visage, aux traits fins, aux cheveux d'un blond pâle, se tourne vers nous. Inattentif au grand-maître, l'enfant semble perdu dans un rêve.

L'extraordinaire vitalité, le ressort de Caravage inspirent l'admiration. Les épreuves qu'il subit, son emprisonnement à Malte, son évasion mouvementée, les péripéties de la traversée qu'il dut faire pour gagner la Sicile ne diminuèrent pas la vigueur de son talent. Débarqué à Syracuse dans les conditions que l'on sait, on ne le retrouve pas abattu, mais aussi fort que par le passé. L'*Ensevelissement de sainte Lucie* en témoigne. Cette grande composition est le pendant de la *Décollation* de Malte, à laquelle l'apparentent des traits communs.

Elle aussi est demeurée dans son cadre. Le décor est le suivant : un faubourg de Syracuse, le borgo Santa Lucia, bâti dans l'enceinte de l'antique Achradina, un faubourg poussiéreux et populacier, une place blanche, puis une église sans grande beauté où l'on pénètre par un portique et dont l'intérieur est nu et délabré. Le tableau du Caravage orne l'abside derrière le maître-autel. C'est une des plus vastes compositions qu'ait exécutées le Caravage ; elle a presque les dimensions de la *Mort de saint Jean*. Elle est en mauvais état, mais pas à ce point que toute beauté en ait disparu.

L'éclairage est le même que celui de la *Décollation* et caractérise la troisième manière de l'artiste. Plus de forte lumière, plus d'oppositions accentuées. Une lueur de crépuscule règne, comme dans le tableau de Malte, au lieu du fond opaque et impénétrable qu'on retrouvait à peu près uniformément dans les œuvres antérieures ; Merisi a conçu d'ailleurs un décor qui se rapproche beaucoup de celui de la *Décollation*. C'est une muraille percée d'une grande porte voûtée qui s'ouvre sur la gauche.

Au premier plan, deux fossoyeurs creusent le sol ; l'un, à gauche, une physionomie d'ouvrier avec de longues moustaches, est à peu près nu, l'autre, qui se trouve sur le côté droit, rappelle le genre d'homme qu'on retrouve souvent chez le Caravage : une grosse tête carrée aux cheveux ras, avec une épaisse barbe, le teint du visage très rouge. Cet homme est à moitié vêtu et son buste sort d'une chemise. Au delà de ces fossoyeurs le corps de sainte Lucie est étendu sur le sol ; son bras droit se présente à nous en raccourci. Plus loin et à peu près au milieu du tableau, une vieille femme et un jeune homme sont assis. La vieille femme, qu'on peut rapprocher d'un personnage semblable qui se trouve dans la *Décollation* est drapée dans une étoffe noire et a une attitude admirable. Le Caravage a atteint le pathétique le plus grand sans effets mélodramatiques en nous peignant cette figure sous ses voiles, muette et absorbée dans sa douleur. Le jeune homme qui se tient à ses côtés, à demi couvert de sa toge rouge, — la seule tache de couleur qu'il y ait dans ce tableau, — le regard perdu, nous présente une image non moins belle de la désolation. En continuant vers la droite, on voit seulement les têtes de quatre personnages dont les corps sont cachés par le fossoyeur de droite ou bien disparaissent dans la pénombre. Ensuite, un évêque, mitre en tête, lève la main pour bénir. Un homme dans une armure noire se dresse près de lui.

Telle est la scène que le Caravage a rendue avec un sentiment de tristesse douce, je dirais même élégiaque. Il semble qu'en approchant de la fin, son génie s'épure et cherche à traduire des sentiments délicats. Seule, l'allure violente des deux fossoyeurs nous rappelle l'animalité puissante de ses personnages habituels. Quelle différence entre cet *Ensevelissement* et la *Mise au tombeau* du Vatican! Tout ici est autrement poétique et évoque mieux le mystère de la mort.

Les quatre œuvres du Caravage qui se trouvaient à Messine ont échappé au désastre de 1908. Elles sont abritées, avec tous les tableaux et les objets d'art qu'on a pu sauver, au Dépôt provisoire du musée une grande maison dans un faubourg, sur la route du Phare, dans la zone épargnée par le tremblement de terre. Dans deux grandes salles, bord à bord, sans cadres, les toiles survivantes sont pendues aux murs. La plupart ont beaucoup souffert ; tous sont délavés, ternis. Il semble qu'il ne reprendront jamais de l'éclat. Cependant la personnalité du Caravage est telle qu'au milieu de ce brie-à-brac lugubre, on reconnaît vite ses œuvres.

Tout en faisant la part des détoriorations il semble que ces œuvres dénotent quelque fatigue, ou bien elles paraissent avoir été exécutées avec hâte. Le Caravage était obligé de travailler vite autrement, il

n'aurait pu suffire à une pareille production en si peu de temps surtout si l'on songe qu'il a peint, dans ses trois dernières années, ses compositions les plus vastes. Même les meilleures, la *Décollation* de Malte, la *Sainte Lucie* de Syracuse, montrent qu'elles ont été créées rapidement. A Messine, la verve du Caravage l'abandonne. Dans les tableaux du Dépôt, à côté de détails intéressants, nous trouveront les témoignages d'une fracture hâtive.

La *Décollation* exécutée pour l'église de San Giovanni decollato offre quelques traits communs avec celle de Malte. Le cadavre nu est étendu sur le sol, mais ici on le voit en raccourci ; il prend la tête décapitée pour la déposer dans un bassin que tient Salomé. Derrière Salomé, un homme et une femme regardent attentivement. Plus loin, au fond, un soldat, casque en tête, lance au poing, monte la garde. Du haut du tableau, un ange tient une banderolle sur laquelle le nom du saint est écrit. Tel est le sujet. Quant à la valeur technique du tableau, on ne peut en juger. Il a été vraisemblablement mutilé. Pour l'adapter à son cadre primitif, on l'a découpé de façon à former un rectangle auquel s'adaptent deux demi-lunes. Vers 1848, nous apprend M. Saccà, il a été presque entièrement repeint, notamment la partie inférieure gâtée par un incendie.

Pour l'*Ecce Homo* placé autrefois dans l'église de Sant' Andrea Avellino, je ne partage pas l'admiration de M. Saccà. Il faut tenir compte, du mauvais état de cette œuvre, mais, néanmoins, elle produit une impression de bizarrerie et de dureté. Les deux personnages principaux sont posés à mi-corps, de face, un peu comme les poupées d'un jeu de massacre. Les chairs nues du Christ sont très jaunes. Ses traits à l'expression douloureuse sont accentués avec exagération. A droite, Pilate et représenté par un vieillard vêtu à la moderne, coiffé d'une toque. Les rides de son front que laisse voir latoque sont comme des sillons profonds, mis en relief d'une manière désagréable sur un visage non modelé. M. Saccà prétend voir là un portrait du Caravage. Je dois mentionner une troisième figure, celle du bourreau, à la tête ceinte d'un linge, qui pose un manteau rouge sur les épaules de Jésus. Elle complète ce tableau que je considère comme un des plus faibles qu'ait exécutés l'artiste.

La *Résurrection de Lazare* et la *Nativité*, destinées l'une aux Capucins, l'autre à la Confrérie des Porte-Croix (Crociferi), présentent des analogies non seulement au point de vue de la dimension (environ 3 mètres sur 2), mais aussi de l'exécution. On ne peut juger l'éclairage de ces toiles très assombries aux couleurs oxydées ou noircies, mais seulement porter un avis sur la composition et sur l'expression des personnages.

Dans la *Résurrection de Lazare*, le Christ, debout sur la gauche, étend le bras dans un geste solennel, pour rappeler à la vie le cadavre de Lazare que trois hommes redressent et dont Marthe et Marie soutiennent les épaules. Le corps de Lazare est assez beau de lignes ; les hommes qui le soulèvent ont des attitudes naturelles, mais le Christ est conventionnel, tout autant qu'il le serait chez le plus médiocre Bolonais.

Suivant Hackert, la *Nativité* pour l'église des Capucins aurait été le premier tableau exécuté par le Caravage à son arrivée à Messine. Si j'en parle en dernier lieu, c'est pour le rapprocher de l'autre *Nativité*, celle de Palerme, dont il va être question immédiatement après.

On retrouve l'humble étable, décor obligé de cette scène. Les têtes de l'âne et du bœuf apparaissent vaguement. Marie est couchée sur la paille, le dos appuyé contre une mangeoire. Elle serre contre elle le nouveau-né et elle appuie sa bouche sur celle de l'enfant, comme pour lui insuffler de l'air. Saint Joseph et les bergers adorent Jésus, les trois premiers à genoux, le dernier debout. Avec saint Joseph, on retrouve le vieux plébéien au front chauve et ridé, modèle cher au Caravage et qui traverse toute son œuvre. Cette figure est d'un naturel achevé, mais celle qui suit, un homme demi-nu, a une attitude désagréablement contournée et les deux dernières sont insignifiantes.

Cette *Nativité* fut une préparation au tableau de Palerme sur le même sujet. Le génie du Caravage se retrouve intact dans ce tableau qui est son chant du cygne.

On a quitté le Corso, la grande artère du vieux Palerme, et tourné dans des rues sombres ; on trouve sans peine l'oratoire de Saint-Laurent. Si un cadre convient peu à une œuvre du Caravage, c'est bien cette chapelle toute blanche, décorée à profusion de sculptures rococo. Assombri par le temps, le tableau, placé derrière le maître-autel, forme comme une immense tache noire.

Comme dans la précédente composition, la Vierge est sur le sol ; elle a l'aspect d'une femme épuisée par son accouchement. La tête retombe sur la poitrine, avec un geste qui rappelle une des premières œuvres : Le *Repos en Egypte*. A la différence de la *Nativité* de Messine, la Vierge ne tient pas Jésus qui est couché à ses pieds. Debout, à gauche, saint Laurent, dont la tête brune et frisée se perd dans l'ombre, porte son corps en avant dans une attitude d'adoration. A droite, au premier plan, saint Joseph aux cheveux grisonnants taillés ras est agenouillé, comme assis sur ses talons et se présente de dos. A son côté, deux pélerins le dominent. L'un récite ses

prières, l'autre semble fatigué et s'appuie sur son long bâton. Sur le ond entièrement noir, on ne distingue que la tête d'un bœuf apparaissant entre la Vierge et saint Laurent. Dans la partie supérieure du tableau, un ange, le bras en avant, déroule une banderole sur laquelle on lit : GLORIA IN EXCELCIS DEO. Ce motif a déjà été employé dans le *Saint Mathieu écrivant* (Rome), dans les *Sept œuvres de la miséricorde* (Naples). Comme dans ces tableaux, le bras de l'ange est d'un modelé tout à fait remarquable.

L'ensemble de l'œuvre est traité dans un clair-obscur plus vigoureux que la *Décollation* de Malte, la *Sainte Lucie* de Syracuse et les deux grandes compositions de Messine. Ici, plus de pénombre ; la lumière revient. Elle baigne la Vierge et l'enfant. Laissant la tête de saint Laurent dans l'obscurité, elle inonde son vêtement de bure dont elle embellit l'étoffe qui, sous ses reflets, prend des teintes douces et changeantes.

Telle est cette œuvre, bien préférable à celles de Messine. Sans que ce tableau soit comparable pour la force de son accent aux œuvres de Malte et de Syracuse, on constate que le génie du Caravage a repris toute sa vigueur. Saint Laurent a une grande allure. Le saint Joseph grisonnant est une étude d'homme du peuple, exactement observée. J'ai dit quelle beauté offrait le bras de l'ange. Cette *Nativité* prouve que l'énergie du peintre demeurait intacte. Il n'avait pas dit son dernier mot et il pouvait encore donner des chefs-d'œuvre. Mais, au début du XVIIe siècle, il semble que la mort ait pris à tâche de ne point laisser achever leur rôle aux deux hommes qui, avec des tendances différentes, maintenaient l'art italien dans une voie glorieuse : Annibal Carrache et Michel-Ange de Caravage.

GABRIEL ROUCHÈS,

LETTRES INÉDITES DE THIERS AU BARON COTTA DE COTTENDORF (1)

N° 36. *Paris*, 20 *avril*.

L'échec éprouvé par le ministère à l'occasion de la loi des douanes a dit-on rendu M. de Villèle tout soucieux. C'est la première fois qu'il voit sa majorité sérieusement compromise dans la seconde chambre. Personne ne l'aide. Le talent le plus remarquable dont il puisse disposer, M. de Martignac, se refuse à lui. C'est un homme fort habile, très ambitieux, très adroit, qui se sent aux portes du ministère et qui ne veut pas se compromettre. A la chambre des pairs, on prépare aussi un rude assaut contre le Ministère. Les ministres tombés qui s'agitent éternellement contre leurs successeurs, ont forcé, il y a quelques temps, leur ami et ancien collègue Mollien à donner sa démission de membre de la commission d'amortissement. Maintenant ils ont fait faire par quelques rentiers porteurs de 5 0/0 une pétition contre la manière dont on use de l'amortissement. Elle va donner lieu à une discussion violente dans laquelle M. Mollien expliquera les motifs de sa démission et Messieurs Roy et Pasquier attaqueront de front l'administration des finances.

Le Roi a nommé gouverneur son vieil ami, M. de Rivière qui n'a accepté qu'avec la plus grande répugnance, disant qu'il était vieux, qu'une pareille mission l'obligeait à se cloîtrer, et il a ajouté, en s'expliquant confidentiellement avec un de ses amis, que d'ailleurs, tout royaliste qu'il était, il n'aimerait pas à vivre au milieu des Jésuites comme il allait y être obligé. Après avoir satisfait à une amitié, le Roi a voulu contenter la Congrégation et a nommé pour précepteur l'évêque de Strasbourg, le plus fougueux des Jésuites français. On voit que notre roi est aussi obstiné à se perdre que le fut son analogue Jacques II. M. B. lui a demandé une audience particulière et lui a dépeint l'état de la France qui n'est pas irreligieuse, mais qui ne peut souffrir d'être gouvernée par des prêtres. Il ne lui a pas caché qu'on ne peut persister dans de pareilles voies sans s'exposer à de grands malheurs. Le Roi a répondu : « Je sais tout ce que vous me dites là ; je n'ignore pas l'état des esprits, la révolte générale contre le système religieux, les malheurs qui peuvent en résulter : mais c'est pour moi un devoir de conscience. Je satisfais à ma religion et j'en subis les conséquences ».

N° 37. *Paris*, 30 *avril*.

Les esprits sont restés frappés de l'amendement de M. Casimir Perrier relativement aux traités de commerce. Rien n'avait encore ébranlé si fortement le Ministère dans l'opinion que cet évènement tout à fait imprévu. Aussi a-t-on encore fait courir le bruit d'un changement de Ministère : l'un dans le sens ultra, et l'autre dans un terme moyen et qui se composerait de Messieurs Roy, Pasquier et Cie. Mais il est à présumer que les progrès de l'opinion ne feront qu'irriter la faction dévote et absolue et nous vaudront plutôt un Ministère fou qu'un Ministère mesuré. Les hommes francs et qui aiment sincèrement la cause de la liberté seraient tous fâchés

(1) Voir *Revue Bleue*, n° 14. — Extrait du livre : *Au soir de la Restauration*, qui paraîtra prochainement.

d'un Ministère moyen. Ils croient qu'un pareil Ministère ne ferait qu'endormir l'opinion, puisque le mal est inévitable, ils pensent qu'il faut s'y enfoncer le plus tôt possible. Cette politique est vieille mais tous les partis battus l'ont eue. L'opinion triomphante ne s'est jamais perdue que par ses excès. A cette occasion, on a examiné plus sérieusement la composition de la chambre et voici comme on l'y trouve composée. Il y a 150 voix à peu près toujours assurées au Ministère quoiqu'il fasse ; il y a ensuite 15 voix au côté gauche, 70 à 80 à la contre-opposition de M. de la Bourdonnaye, Nyde de Neuville, tous les ambitieux mécontents, tous les chefs, et enfin 100 ou 150 restant pour des voix flottantes et entraînables dans un sens ou dans l'autre. Ces 100 ou 150 membres flottants sont des bons campagnards sortis de leurs châteaux avec l'idée qu'à Paris, ces coquins de gens d'esprit voudraient assassiner le Roi et la noblesse. Une fois arrivés ils se rassurent, s'éclairent et trouvent que les choses ne sont pas tout à fait comme on leur avait dit. La réputation de gens vendus les blesse surtout, et ils ont trouvé un mot qui leur a paru brillant et qu'ils répètent depuis quelques jours dans tous les salons : « On dit que nous vendons nos voix tandis que pour vivre à Paris pendant une partie de l'année, il nous faut vendre nos terres. La plupart en effet, sont gens d'honneur et indépendants. Ce sont eux auprès desquels le Ministère commence à perdre son influence et qui viennent de lui faire essuyer quelques mécomptes. Le journal des Débats qu'ils lisent depuis trente ans, dans leurs châteaux les remue beaucoup et peut singulièrement agir sur leurs esprits. Or, on sait tout ce que fait ce journal pour les éclairer. Si M. de la Bourdonnaye ne se conduisait pas si maladroitement à la tête de la Contre-Opposition, on pourrait tirer bien meilleur parti de ces campagnards dans les attaques dirigées contre le Ministère.

N° 38. *Paris*, 10 *mars*.

Notre horizon politique semble un peu s'obscurcir. On a parlé encore de changement ministériels, de la présidence du Conseil donnée à M. de Latil, de la prochaine destitution de M. de Villèle qu'on réduirait au contrôle des finances, etc...

La duchesse d'Angoulême qui ne s'occupait plus de politique reparaît sur l'horizon. Elle est avec son oncle Charle X, tout occupée de son salut, et tous deux malgré de sinistres pressentiments, s'accordent à sacrifier toutes les considérations humaines aux considérations célestes. Aussi, a-t-on dit, en parlant des Bourbons, ce joli mot : « Leur royaume n'est pas de ce monde ».

Dans cette situation, M. de Villèle prétend n'avoir plus aucune influence et ne veut plus répondre aux yeux des gens raisonnables de toutes les déterminations qui vont être prises. On dit que la Censure va être rétablie immédiatement après la session, que le Roi oubliant les engagements qu'il a pris avec le public à son accession au trône, méconnaissant l'attache de la France pour la presse, obsédé par le Clergé a cédé enfin et qu'il a résolu la censure. M. de Villèle à qui on a imposé cette condition a eu le faiblesse de la subir et chacun la voit mortelle pour lui.

N° 39. *Paris*, 26 *mai*.

L'appui de la Russie manque tout à fait à M. de Metternich et la Prusse se rangerait avec la Russie. M. de Metternich a du regarder derrière lui et s'appuyer sur le Midi et l'Occident de l'Europe. Il doit s'occuper des influences qui dominent cette malheureuse portion du monde et il ne peut pas mieux choisir que les Jésuites. On parle de diverses concessions qu'il a faite pour se réconcilier avec eux et en voici une bien connue ici. Il a fait choix d'un envoyé à Turin qui n'a été choisi que pour leur complaire et M. de Lamenais va quitter pour siéger à Turin où il sera mieux placé, plus satisfait et plus utile. C'est par lui et à son occasion, que tous ces détails ont été connus. On conclut ici de l'éloignement momentané de M. de Latil que le parti jésuitique a éprouvé un échec, que la censure sera un peu retardée et que nous jouirons de la presse quelques mois de plus. Quelques personnes craignent que les scènes qui ont eu lieu à Rouen, loin de rendre le Jésuitisme plus modéré ne l'irritent et n'amènent un peu plus tôt l'explosion de ses projets et de son ambition. On craint de nouveaux orages à Rouen.

N° 40. *Paris*, 3 *juin*.

En ce moment on prétend qu'il doit y avoir un petit remaniement du Ministère. Le Roi, qui sans changer M. de Villèle, et sans s'exposer à des protestations qui lui font peur, voudrait cependant satisfaire ses affections, a obtenu que M. de Polignac entrerait aux Affaires Etrangères. M. de Damas, homme peu ambitieux et facile à désintéresser, irait ou en ambassade, ou dans un coin faire son salut ; car il est honnête et mystique. On assure que tout est arrangé entre Messieurs de Polignac et de Villèle. Une chose inquiète beaucoup notre Cour, c'est l'état de santé de l'Empereur d'Autriche. On prétend que liée tout à fait avec M. de Metternich,

elle craint, par dessus tout un changement en Autriche. C'est actuellement sa plus grande crainte.

N° 42. *Paris*, 12 *juin*.

Il paraît que M. de Villèle et M. de Corbière sont partout d'accord. Une carrière commune et les mêmes souvenirs les ont forcément unis. Ils sentent bien que la censure les livrerait sans armes à la Congrégation. On dit donc qu'ils ont fait un effort et qu'ils ont, pour un temps du moins, sauvé la presse. La censure n'aura pas lieu. L'opposition à la Chambre des Pairs a obtenu de l'affaire Auvrard tout ce qu'elle pouvait raisonnablement obtenir sans blesser le duc d'Angoulême et elle se regarde ici comme victorieuse. Ce sont les mêmes personnes et les mêmes combinaisons qui avaient fait rejeter le droit d'aînesse qui ont encore amené sa décision dans le procès d'Auvrard.

N° 43. *Paris*, 25 *juin*.

On parle beaucoup d'une double négociation qui aurait lieu à Paris même concernant la Grèce et l'évacuation de l'Espagne. On dit que M. Canning doit venir à Paris pour décider la France à se rendre à ses plans. Il voudrait une intervention pour la Grèce et l'évacuation de l'Espagne. On dit que M. de Villèle est tout à fait dans ses idées.

N° 44. *Paris*, 6 *juillet*.

La liberté de la presse est décidément sauvée pour cette année-ci. Nous avons encore le temps de poursuivre les Jésuites et la Congrégation. C'est à M. de Villèle et à ses efforts opiniâtres que nous devons ces immenses bienfaits. En l'annonçant à un de nos pairs, il lui a dit d'un air fort satisfait : « Croyez que je ne l'aime pas plus que vous et que j'ai autant à la craindre. Les Jésuites sont maintenant fort aises que Mgr Fraissinons ait prononcé leur nom. On commence à s'y habituer et le rusé prélat les a plutôt sauvés que compromis. Aussi est-il question d'autoriser formellement leur rétablissement en France. On a parlé d'une ordonnance : mais il paraît qu'on hésite à user de ce mode tout à fait inconstitutionnel et qu'on cherche un biais pour se dispenser de recourir aux chambres. M. Canning a dit-on pour but d'établir au Portugal une forteresse constitutionnelle qui batte en flanc l'absolutisme espagnol. Ce n'est pas tout encore. Il veut, dit-on, engager la France dans ses vues sur la Grèce et l'Orient, et surtout s'expliquer sur les projets de M. de Villèle sur l'Egypte. On assure qu'il a conçu quelque ombrage de nos liaisons avec le pacha. On prétend aussi que M. Canning travaille à Naples pour y amener un évènement semblable à celui du Portugal, et pour flanquer l'Italie comme il a flanqué l'Espagne, avec une Constitution. M. de Metternich reste seule de son parti. Il ne lui reste que la France et elle n'est pas sûre. C'est pour la décider que M. de Metternich essaiera dit-on, une visite.

Les affaires poussent à la guerre et les spéculations aux révolutions. En 1715, à la mort de Louis XIV, eurent lieu les entreprises financières de Law qui amenèrent des catastrophes en France et de pareilles spéculations en Angleterre et en Hollande. Après le renversement de Napoléon, tous les fonds publics déprimés par la défiance reprirent par l'effet de la paix un élan qui parut n'avoir plus de bornes. Les expéditions, les inventions en tous genres favorisèrent l'emploi de capitaux. Le Ministère anglais réduisit successivement l'intérêt de sa dette, il adoucit ses lois maritimes et prohibitives, tant la confiance fit du chemin. La réduction de l'intérêt apportait dans les spéculations industrielles et dans les fonds français voulut aussi réduire l'intérêt de sa dette. Ce fut le terme de l'illusion générale. La mesure quoique bonne et juste venait dans un moment qui pouvait la rendre dangereuse et l'effort des rentiers qui l'a repoussée nous a rendu un véritable service. Les Anglais avaient fait en Amérique des expéditions où les actions étaient montées à un taux injuste. La réaction fut épouvantable. Rien de ce qui avait été expédié ne se vendait. Les actions tombèrent tout à coup et les Anglais ont payé les frais de la crise, car pour faire face aux besoins de l'Amérique, ils avaient fait des commandes considérables, même en France, et ils avaient doublé la protection de nos manufactures. Le resserrement général a succédé à ces combinaisons fausses et gigantesques, et le défaut de travail ayant amené la misère, elle a fait naître une question funeste, celle de l'introduction des étrangers. L'aristocratie et la démocratie mises aux prises en Angleterre fut le désastreux résultat de ces spéculations inconsidérées.

La crise a été bien moindre en France parce que les entreprises étaient bien moins étendues et nous avons été sauvés par notre infériorité commerciale. Mais le resserrement, le défaut de confiance, le défaut de commandes pèsent aussi sur nous. La Normandie, la Picardie, la Flandre souffrent, le travail manque. Il n'y a pas de banqueroute, mais il y a gêne, malaise, inquiétude. La plus grande spéculation qui a été poussée à Paris jusqu'à la folie, est celle des terrains et des bâtisses. Les locations et les ventes diminuent. Il y a d'énormes capitaux engagés. Cependant les gros capitaux commencent à se montrer, et d'abord à la Bourse on les voit par les reports. C'est aussi là ce qui a fait monter le 5 0/0 au pair et le 3 0/0 à 66 francs.

LE THEATRE

Le Moyen Dangereux, de M. Girette ; *l'Hérodienne*, d'Albert Du Bois.

Le théâtre subit, en ce moment-ci, une crise à la fois morale et matérielle, qui ne tient pas à la guerre, mais à des causes intimes et lointaines. La société des auteurs dramatiques, impuissante à y mettre fin, retentit d'interminables récriminations contradictoires, qui toutes tournent autour de l'article XVII de ses statuts, qu'elle n'a pu protéger et qu'elle ne peut ni rétablir intégralement, ni supprimer sans risquer ses raisons d'existence. Elle est dans la position d'une personne, qui ne pourrait ni se coucher, ni s'asseoir, ni rester debout sans souffrir horriblement et qui ne se sentirait bien que dans une attitude, que les lois de la pesanteur ne lui permettraient plus de garder.

C'est que cet article XVII suppose un état de choses, qui, en fait, n'existe plus, mais a l'air d'exister. Conforme à l'intérêt général des auteurs, il est à la fois contraire à leurs intérêts particuliers et contraire à l'intérêt supérieur de l'art.

Les intérêts particuliers en sont quittes pour le violer ou le tourner et ils ne s'en privent pas. Quant à l'art, qui est déjà victime des intérêts particuliers, il ne peut qu'être étouffé sous le poids de l'intérêt collectif. Pour les auteurs autant que pour les directeurs, l'art est un reproche vivant. On ne l'invoque que pour le trahir.

La vérité, c'est que le théâtre s'est industrialisé de toutes les façons. Il est devenu une affaire d'argent, exclusivement une affaire d'argent.

D'autre part, quelle est l'ambition de la plupart des jeunes écrivains? D'être un Racine, un Molière, un Shakespeare, un Gœthe, un Musset? Détrompez-vous. Ils veulent être des auteurs à la mode, rivaliser avec Bernstein ou Bataille, faire figure dans le Tout Paris, s'imposer à la Comédie Française et plus tard à l'Académie, après avoir passé par tous les grades de la Légion d'honneur.

Or, personne de raisonnable ne s'avisera de prendre Bernstein ou Bataille pour de très grands auteurs, destinés à être admirés de siècle en siècle et à devenir classiques, après leur mort. Ce sont des dramaturges très habiles et très forts, remarquables, je le veux bien, entre tous leurs contemporains. Mais il arrivera à peu près fatalement qu'ils seront distancés à leur tour par de nouveaux venus, qui auront la vogue, comme ils ont distancé ceux qui, il y a dix ans, paraissaient les maîtres de la scène. Ce sont les favoris du jour et déjà on voit poindre l'étoile de leurs successeurs.

D'autre part, si on vient à parler des Maeterlinck et des François de Curel, qui sont loin cependant d'avoir obtenu des succès comparables aux leurs, il n'est personne qui ne sentira que le théâtre de ces deux derniers auteurs est d'une qualité supérieure, qu'ils sont de ceux, dont la gloire peut grandir après leur mort, et qui pourraient bien devenir classiques.

Cependant, ni Curel ni Maeterlinck ne paraissent d'aussi habiles dramaturges que Bernstein et Bataille. En quoi leur sont-ils donc supérieurs ? Serait-ce par le style ? Mais celui de Curel n'est pas plus brillant que celui de Bataille, mais Maeterlinck, dans ses premières œuvres, se sert à dessein d'une langue balbutiante.

Non ! c'est par l'âme de leurs pièces qu'ils se distinguent, par la qualité de leurs préoccupations toujours nobles et élevées, par leur manière grande de comprendre et de développer un sujet.

De propos délibéré, ils en écartent les effets faciles, ils vont droit à l'idée, au problème philosophique, que pose le sujet. Par dessus le cas particulier, ils voient le cas général; qu'ils s'efforcent de saisir et de débattre dans toute son ampleur.

Et pourtant leur pièce n'est pas la pièce à thèse. Celle-là aussi; ils l'évitent autant qu'ils peuvent, comme inférieure. Ils ne s'attachent pas à démontrer un système, mais à porter le drame à ce point de hauteur, d'où l'on peut avoir de larges perspectives sur l'âme humaine et les destinées de l'humanité.

Ils ne songent pas à exploiter la veine. Le succès pas plus que l'insuccès ne les détourne de la voie qu'ils se sont tracée. Ils ne vont pas plus vite un jour que l'autre. Ils attendent qu'une autre œuvre ait muri en eux, avant de rien produire .

Un bon sujet pour eux n'est pas celui qui leur paraît le plus dramatique; c'est celui, dont s'accommodera le mieux leur tournure d'esprit.

L'un et l'autre sont des esprits philosophiques, mais qui partent de cas concrets, sans quoi ils ne seraient pas dramaturges. Ils transforment ces cas en symboles et c'est le miracle de cette transformation, qui constitue leur génie propre. Ils donnent à leur affabulation la signification et la portée grandioses d'un mythe. Ils font œuvre de poètes.

Leurs œuvres sont de véritables poèmes. Et voilà ce qui les différencie des œuvres de leurs plus triomphants rivaux. Et c'est ce que le public sent obscurément.

Des poèmes ! voilà le mot qui sied à ce genre de productions, qu'on est convenu d'appeler supérieures.

Tous les chefs-d'œuvre offrent ce caractère d'être des sortes de poèmes et toute œuvre qui ne porte pas en elle ce caractère suprême est d'ordre secon-

daire et périssable. Voilà la vérité. Elle ne compte littérairement pas.

Poèmes, l'*Avare* et les *Fourberies de Scarpin;* poèmes, le *Barbier de Séville* et le *Mariage de Figaro;* poèmes, les comédies de Musset, poèmes, les drames d'Ibsen, etc.

Trouver une situation dramatique, la développer avec clarté et vigueur, se montrer expert en psychologie, prouver qu'on sait observer, semer le dialogue de mots à effet, de formules bien frappées, rien de tout cela n'est impossible à un garçon d'esprit qui se donne la peine d'apprendre son métier d'auteur et se rend compte de la façon dont ses confrères les plus habiles s'y prennent.

Un jeune homme avisé qui veut acquérir rapidement une belle situation au théâtre, se procure les pièces des cinq ou six auteurs à succès les plus réputés et les plus heureux : il étudie leurs procédés, leur façon de poser leur sujet, de filer le dialogue, de conduire l'action. Et en deux ou trois essais, il arrive à se rendre maître de leur secret. S'il a un peu d'acquis personnel, de doigté, d'expérience du monde, il a vite fait de les égaler. Le reste ne sera plus pour lui qu'une affaire d'intrigue et d'argent. Il saura vite comment on se fait jouer et bientôt sans illusion, en vrai *struggle for life*r qu'il est, il accomplira le nécessaire, et quel nécessaire, hélas ! Cela va de la tractation commerciale au proxénétisme le plus ingénu.

Tout ce théâtre brillant, qui prétend à être de la grande comédie moderne et où le Paris soi-disant élégant se mire et se délecte, est effroyablement médiocre et misérable. C'est l'agonie d'un genre, qu'on vomira demain.

Nous approchons du temps, où comme je l'entendais dire à la Société des Auteurs, de telles pièces seront fabriquées à la machine, en série.

Et cependant, si vous lisez les comptes rendus dans les grands journaux, chacune de ces pièces est saluée par les épithètes les plus enthousiastes. Rien d'étonnant à cela puisque la critique est aux mains des auteurs dramatiques les plus intéressés au maintien de cette formule de fabrication. De plus, la plupart des journaux ont des traités de publicité avec les principaux théâtres, bien que tout soit disposé de façon à étouffer toutes les tentatives indépendantes.

Enfin les directeurs-auteurs, ont surtout pour préoccupation de faire valoir leurs dons de metteurs en scène et d'instinct sont portés à subordonner le côté littéraire au côté spectacle. Et le côté spectacle les entraînant à de grosses dépenses, ils y abondent d'autant plus volontiers que, l'argent attirant l'argent, ils augmentent ainsi leurs chances d'intéresser de plus en plus de nouveaux actionnaires.

La plupart des tentatives dramatiques intéressantes sont reléguées dans les théâtres à côté. Mais contre ces tentatives tout est conjuré. Les journaux, qui ont des traités de publicité avec les théâtres réguliers, ont l'interdiction de parler de représentations indépendantes et les journalistes, qui, pour la plupart, sont auteurs dramatiques, sont enchantés de se taire, dans la crainte d'augmenter le nombre de leurs concurrents et surtout dans la crainte que la comparaison de ces œuvres avec les leurs ne leur soit pas favorable. Les journalistes-auteurs redoutent toutes les œuvres qui attestent des préoccupations artistiques et littéraires un peu élevées. Si le public venait à s'y intéresser, ce serait la condamnation des leurs, qui manquent non seulement de noblesse, mais même parfois d'intérêt réel et ne sont pas soutenues que par le snobisme. Les spectateurs, savamment « cuisinés » parviennent à se persuader qu'ils s'amusent aux pièces les plus mornes et n'oseraient montrer leur ennui, de peur de paraître sots. Cet ennui, ils réussissent à le refouler, à le résorber, à le muer en un air de satisfaction, qui leur confère de l'autorité vis-à-vis de leurs voisins et leur donne des figures bien parisiennes. En réalité, le public a conscience d'accomplir une cérémonie mondaine. Le théâtre est une des mille obligations des gens qui, ayant de l'argent et du temps à perdre, ne savent quel emploi en faire. Ils vont, pour qu'on les voie, aux endroits où ils pensent avoir le plus de chance de rencontrer beaucoup de monde, aux endroits par conséquent dont la réclame est le mieux faite, ils y vont, pour pouvoir dire qu'ils y étaient. Et puis cela leur fournit des sujets de conversation faciles et avantageux.

L'art et la poésie se trouvent relégués au rang humilié de parents pauvres. Ils font tache. Passe encore, quand les auteurs possèdent une immense fortune, comme M. de Curel ou ont une situation internationale comme Maeterlinck. On condescend alors à leur faire une toute petite place comme à des originaux et à des excentriques. On les couvre de fleurs afin de les mieux immoler.

Le mal est si grand, que M. de Curel lui-même vient d'entrer dans une coopérative d'auteurs, qui donne des représentations au théâtre des Arts. Les douze auteurs qui la composent ont tiré au sort leur tour et comme, dans la chanson du Petit Navire, le sort tomba sur le plus jeune, M. Marcel Girette, qui a intitulé sa pièce, le *Moyen Dangereux*.

M. Marcel Girette passe pour avoir du talent. Cette fois, il a trouvé trop dangereux de s'en servir. Il a de la chance, il est pressé d'arriver, il a peur de vieillir dans les obscurs honneurs, que confère le grand art, il est allé au plus court. Il a fait du théâtre de situation. Il a cherché le cas le plus extravagant, qu'il pût imaginer : Une jeune fille, qui s'occupe

de marier son père, pour le protéger contre les hasards d'une liaison dangereuse et qui promet sa main à un jeune homme, à la condition que celui-ci, se faisant aimer de l'intrigante redoutée, l'enlève à son futur beau-père. Que de complications vaudevillesques! C'est une intrigue, pour le *Palais-Royal* ou les *Variétés*, traitée, cette fois, dans le genre grave et larmoyant. Que dis-je. Cette fois ? mais c'est ainsi qu'opèrent la plupart des auteurs à la mode. M. Girette leur a soufflé leur procédé. Seule, son inexpérience l'a trahi. Heureuse erreur, si elle contribuait à démasquer la misère secrète de notre théâtre; qui, feignant d'être un théâtre d'observation cruel, n'est, au fond, qu'un théâtre d'intrigue et de situations fausses ? L'originalité apparente de ce théâtre tient uniquement à ce que les situations y sont fausses et contre nature. Toute l'industrie des auteurs consiste à les rendre acceptables à un public, d'autant plus complaisant, qu'il en a déjà tant vu d'absurdes et qu'il s'y est fait. C'est la vérité qui l'étonnerait et le choquerait maintenant, comme invraisemblable. L'irrégularité a commencé par devenir la règle au théâtre, puis elle est descendue dans les mœurs. Ainsi s'est formée une étrange société, qui vit dans le paradoxe moral le plus incohérent et qui ayant retourné toutes les lois, a fini par vivre à l'envers et tantôt s'en amuse, tantôt se prend au sérieux.

D'un tout autre ordre est l'*Hérodienne*, de M. Albert du Boys, que la Comédie Française vient de représenter avec un grand et légitime succès. Ce n'est évidemment pas un chef-d'œuvre, mais c'est une œuvre d'une substance intellectuelle, qui laisse loin derrière elle toute la misérable production dramatique contemporaine. Là au moins sont abordées et parfois vigoureusement des questions d'histoire, de politique, de religion, qu'un peuple, qui conserve sa dignité de peuple, devrait mettre au premier rang de ses préoccupations et dont l'absence, sur notre théâtre, devrait nous faire rougir. Nous nous devons à nous-mêmes, d'avoir un haut théâtre. Et la pièce de M. du Boys, malgré tous ses défauts, appartient au haut théâtre par quelques-unes de ses qualités. Voilà ce qu'il est nécessaire de dire et de proclamer tout d'abord .

Une fois bien établi qu'il ne s'agit nullement d'une œuvre banale et méprisable, mais d'une œuvre en rapport avec l'honneur du temple de l'art dramatique français, qu'est cette Comédie-Française, qui s'est trop souvent galvaudée, en ces dernières années, une fois cela bien établi, dis-je, je serai plus à l'aise pour faire les réserves nécessaires.

La pièce de M. Albert du Boys se rattache très immédiatement au théâtre d'Alexandre Parodi, l'auteur de *Rome vaincue* et de la *Reine Juana*. L'*Hérodienne* est même beaucoup moins bien construite que *Rome vaincue*. Des blocs entiers s'en détacheraient facilement, qui ne font pas corps avec le drame, mais y ont été insérés pour le grossir et aussi probablement pour compléter la physionomie de la Rome de Titus et de Juvénal. Si on enlevait ces annexes, si l'on détachait ces tableaux épisodiques et extérieurs, le corps de la pièce rappellerait exactement la tragédie de Voltaire. Ce n'est pas autre chose qu'une bonne tragédie historique de Voltaire, renforcée de quelques appendices, pour la faire ressembler à un drame de Shakespeare. C'est à peu près le genre de tragédie, que nous donnerait aujourd'hui Voltaire, s'il vivait encore. Même procédé oratoire que chez l'auteur de *Mérope*, de *Sémiramis* et de *Mahomet*, même recherche du vers sentence, mêmes appels à la claque par des formules à effet qui veulent être révolutionnaires; même manière de passionner extérieurement le drame, même insensibilité, au fond, à tout ce qui n'est pas direct et brutal.

C'est qu'en réalité, il n'y a pas trente six façons de concevoir et de mener un drame. Ou bien on le prend par l'intériorité, à la manière de Racine et quelquefois de Corneille dans ses meilleures pièces et l'on fait un drame d'âme, dans une atmosphère de poème, ou bien on le prend par l'extérieur et on fait du Voltaire, en croyant faire du Corneille.

Corneille est, en effet, un génie incomplètement évolué et par là même un modèle d'autant plus dangereux, qu'il paraît plus facile à imiter. Quiconque l'imite, sans avoir son âme sublime et ses chances géniales, tombe infailliblement dans le Voltaire.

Quant à Shakespeare, il faut à peu près faire son deuil d'en retrouver un autre. C'est le génie même de la poésie.

« Tout ce qui rôde autour d'Hamlet, n'est que lui, Hamlet. Ophélie, c'est son âme vierge noyée... », écrivait Mallarmé dans la plus admirable page de critique, que je connaisse.

Chaque figure centrale, dans Shakespeare, entraîne à sa suite les autres personnages, comme le chœur de ses tristes songes.

M. Albert du Bois avait entrepris une série de douze drames en vers, sous le titre général : les douze Génies, chacun de ces drames devant s'appeler du nom d'un grand homme caractérisant une époque. Le titre primitif de l'*Hérodienne* était Juvénal, encore que le célèbre poète satirique latin n'y jouât qu'un rôle bien furtif. Juvénal intervient surtout comme un qualificatif de l'esprit de résistance de la vieille Rome à l'invasion de l'Orientalisme. Plus Rome se sent entamée et plus elle se raidit et se contracte pour rejeter de son organisme le poison qui la pénètre. Sa dureté native s'y exaspère encore et s'affirme convulsivement. La crise atteint son paro-

xysme de fureur, lorsque l'Empereur Titus manifeste sa volonté d'épouser la reine juive Bérénice. Il se produit alors une réaction de nationalisme si violente, que Titus est obligé de céder. *Invitus invitam dimisit.* Bérénice elle-même, effrayée de la haine qu'elle inspire et sentant menacés les jours de son amant et les siens, lui propose de se soumettre, car, s'ils ne se soumettent pas, non seulement ils seront massacrés tous les deux mais leur mort sera le signal d'un massacre général des étrangers et de la victoire de la Louve Romaine, dont l'horrible Domitien s'offre à incarner les plus sanguinaires instincts.

C'est donc le sujet de la Bérénice de Racine, que M. du Bois a repris par le dehors. Aux plus beaux poèmes d'amour qui existent dans aucune littérature il a voulu opposer le poème des haines populaires aveugles. Il a reconstitué le chœur qui manque à l'immortelle pièce de Racine, qu'il a ainsi complètement retournée et dont il nous montre l'envers. Sa tentative ne manque pas d'une certaine poésie sauvage, où il entre pas mal de rhétorique, de cette rhétorique qui, il faut en convenir, était devenue pour les Romains de cette époque une seconde nature. L'auteur nous montre très bien aussi cette férocité maladive d'un peuple en décadence, qui prend sa soif de sang pour un retour de virilité et d'énergie et qui nous aide à comprendre le Néronisme. Il a vigoureusement campé le sinistre personnage de Domitien, ce Néron dépouillé du cabotinage de son modèle.

Mais il lui a fallu tout de même traiter le cœur de son sujet et nous faire assister au drame intérieur des amours de Titus et de Bérénice. Là, il a été franchement médiocre et même vulgaire. Il fallait s'y attendre. Cette vulgarité ressort d'autant plus qu'elle fait repoussoir à l'incomparable délicatesse de Racine et le fait d'y avoir employé la plus touchante, la plus parfaite Bérénice qui fût peut-être jamais, je veux dire Bartet, ne fait que la souligner. M. du Bois a voulu être plus vrai que Racine et pour être vrai, il a réduit cette divine aventure aux plates proportions d'un vieux « collage ». Mme Bartet a eu beau combiner un costume oriental, comme elle sait en combiner, tout l'or et toutes les perles de la Reine de Saba ne pouvaient donner ce qui manque au rôle: de la poésie ! Jamais elle n'a déployé plus de talent, jamais son art ne montra plus de jeunes ressources. Vain effort! Elle n'a pu réchauffer un texte artificiel, un texte de comédie moderne assez brillamment versifié, mais au fond banal. Ni le nom si doux de Bérénice, ni le souvenir des vers divins de Racine, ni le pouvoir évocateur de la Judée d'Hérode n'ont rien inspiré à l'auteur que des morceaux faciles, d'un romantisme pour l'exportation et de la poésie comme il en traîne dans la prose de nos dramaturges mondains. Sa Bérénice n'est pas née dans le rêve ardent et solitaire d'un poète, comme une fleur de mystère.

Et pourtant, M. du Bois est un poète : nous c'est un poète de force plutôt que de grâce.

L'interprétation est supérieure. Outre Mme Bartet qui s'y est surpassée, il faut admirer sous la réserve Albert Lambert, si jeune et si beau dans Titus, Fenoux, saisissant Domitien, Desjardins, qui campe devant nous un si fier visage de Romain et le prestigieux Denis d'Inès et l'étonnant de Max.

ALFRED POIZAT.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

LA DOULEUR ET LA GUERRE

GEORGES DUHAMEL. *Entretiens dans le tumulte. Chronique contemporaine* 1918-1919 (*Mercure de France*).

LOUIS MAIRET. *Carnet d'un combattant.* Avec une préface de GUSTAVE GEFFROY, une lettre du général d'AMADE et une introduction de M. CH. H. B. (Georges Crès).

AUGUSTIN GUYAU. *Œuvres posthumes.* Avec une Notice sur l'auteur, par PAUL JANET (Alcan).

JACQUES BOULENGER. *En Escadrille* (La Renaissance du Livre).

GABRIEL MAURIÈRE. *Au Burlingue* (Albin Michel).

« A ceux qui gémissent : « Assez de cette triste histoire, je vous prie, parlons d'autre chose » ; à ceux dont l'admirable sérénité ressemble à de l'insolence, je suis bien obligé d'avouer que j'éprouve autrement qu'eux mes obligations profondes. »

Parlons-en donc : il n'est point à l'heure présente de meilleur sujet de méditation ; il n'en est point qui nous révèle mieux à nous-même nos tendances, notre pouvoir, nos limites ; nous y prenons notre mesure, et celle de l'humanité d'aujourd'hui.

Cette « triste histoire » est en nous, qui l'avons vécue ; nous la subissons, tel un chant cruel que nous entendrons jusqu'à notre dernier souffle, et qui ne cessera de nous troubler jusque dans nos profondeurs.

Si nous parvenions — par quelle lâcheté, par quel mensonge ? — à nous en distraire, M. Georges Duhamel nous convaincrait de notre indignité. Il en sait toutes les modulations les plus secrètes, les interrogations pressantes, et l'immense angoisse. Car ce chant, qui nous vient d'un passé à peine révolu, s'élance vers l'avenir : la voix des tombes emplit tout notre ciel ; elle parle au futur.

De l'irréparable naissent toutes les grandes ques-

tions qui divisent, et diviseront longtemps les hommes. L'énigme de la guerre n'est pas rétrospective : l'interroger, c'est s'engager d'un pas tremblant parmi les ténèbres qui assombrissent notre route.

Que signifie cet oracle ?

L'intelligence humiliée se tait. Un poète l'aiguillonne. Et certes, ainsi qu'il fallait s'y attendre, ce poète n'éclaircit pas nos doutes... il les précise : par lui notre plainte s'affirme en sommation éloquente. Et les paroles de miséricorde qu'appelait le désastre des âmes, il les a dites.

Comme tous ses pareils, qui doivent à la majesté des souffrances humaines leurs plus sublimes inspirations, ce poète est d'abord l'interprète de la douleur ; il est le témoin épouvanté du drame le plus inconcevable ; il en saisit la manifestation élémentaire, ce supplice multiforme, qui étreint les cœurs, laboure les chairs, torture les âmes et les esprits. De chaque minute, il extrait, comme un trésor sanglant, les merveilleuses complications de la douleur ; transes physiques, qui rejoignent par une gradation insensible la peine de l'âme ; détresses infinies de l'homme, que n'abolit jamais le plus ferme courage, que dissimulent si imparfaitement la simplicité des paroles, la fanfaronnade des gestes et du rire. De la réalité, il ne retient que ce trait ; il le met en valeur ; il le retrouve partout, l'éclaire, le fait briller, pieusement ; car la douleur humaine est sans prix ; elle est incomparable, toute opulence est pauvre auprès de sa richesse...

Or, la guerre, c'est d'abord le mépris, et comme l'avilissement de la douleur ; et voilà le scandale contre lequel, de toutes ses forces, s'insurge notre poète ; mépris dans la bataille, et dans ces ambulances du front, où la souffrance est piétinée, trop immense et débordante pour ne pas déchoir au rang des choses banales ; mépris, avilissement dans ces conciliabules, ces dialogues, ces littératures de l'arrière, qui l'ignorent, la considèrent à peine, la noient dans le fracas des éloquences politiques ou guerrières.

La Vie des Martyrs, c'était le cri de commisération qui nous transperce jusqu'à l'âme. Dans les chroniques et fragments, qu'il faut remercier M. Duhamel d'avoir rassemblés (sous le titre : *Entretiens dans le tumulte*), la même pitié fraternelle et vibrante illumine le paysage uniformément tragique des années de lutte ; mais ici la protestation laisse mieux voir son amertume. Quel combattant n'approuverait cette colère, cette ironie vengeresses, cette satire un peu menue, mais ardente et vigoureuse, ce fouet qui s'abat sur les indifférents, les sourds, tous ceux dont la rumeur du front n'a point ébranlé la sottise et l'égoïsme ?

M. Duhamel est là dans son domaine : le mystère de la douleur et de la destinée l'obsède ; formidable énigme ! Avec quelle hauteur ne reprend-il pas ceux qui pensent la résoudre au gré de leurs petites opinions et parfois d'un préjugé politique ! M. Duhamel n'attend rien de la politique. Pourquoi ne s'aperçoit-il pas qu'il lui arrive de l'accueillir ? Nul n'est parfait ; ce poète a ses faiblesses ; sa philosophie de la douleur est haute et émouvante ; sa philosophie des événements participe de l'incertitude des jugements humains.

*
* *

La guerre est un fait si monstrueux que nous ne parvenons pas à le situer dans le plan de l'ordre humain ; ceux mêmes qui y ont participé, bien loin d'avoir acquis à cet égard la moindre clarté, en reviennent avec un surcroît d'inquiétude horrélîée. C'est sur le fait lui-même, qu'il convient de les interroger ; il est si vaste et si complexe qu'une vie ne suffirait pas à explorer ce gouffre noir.

Les premières constatations sont unanimes quel qu'en soit l'auteur, et pourvu qu'il ait été combattant. Parmi les « livres de guerre », écartez ceux qui célèbrent la joie du soldat, ou sa gloire ; ceux-là, leurs auteurs peuvent être académiciens, ils n'ont pas *fait la guerre ;* ou bien, ils ne l'ont faite qu'à demi, au bord, loin encore de la fournaise ; ils n'ont point communié à l'horreur sacrée ; ils n'ont point dépouillé à la flamme dévorante leur vanité, leurs pitoyables erreurs. Ceux qui *ont fait la guerre* en parlent d'un autre ton.

La guerre est l'ennemie de la gloire militaire ; la gloire, celle que l'on vante communément, ne survit pas à tant de sang répandu. Et voilà ce que ne parviennent point à comprendre tant de gens qui n'ont vu les combats que de loin ; il y a là un malentendu dont souffrirent les gens du front pendant la guerre, et que la vie ne leur épargne guère davantage depuis la paix. Gardez pour vous vos louanges, ô louangeurs indiscrets ; les combattants n'en ont que faire ; ils sont indifférents à cette gloire que vous leur décernez, et qu'ils n'ambitionnaient point; cela ne les paie pas ; cela ne suffit pas ; ils ont l'impression d'être dupes, et vos discours leur soulèvent le cœur.

Tant de peines, tant de morts, un tel sacrifice, et puis la gloire ! O la froide ironie ! Connaissez mieux nos « héros » ; ils ne vous demandent qu'un élan du cœur ; seul l'amour récompense un tel don de soi.

Interrogez-les tous, ces « revenants », ces disparus.

Voici M. Roland Dorgelès ; il rassemble ses souvenirs, ses impressions à l'abri d'une fiction ; il écrit

un roman, le roman du soldat d'infanterie ; ses descriptions sont vraies ; ses témoignages ont la précision, le relief et l'accent de la vérité vécue ; elles sont diverses et monotones, purgées de tout lyrisme exemptes de parti-pris ; voici le roman réaliste de la guerre, dont le naturalisme et le romantisme mêlés (mélange traditionnel) de M. Barbusse ne nous avaient donné que l'ébauche. Les soldats de M. Roland Dorgelès ne sont point mélancoliques ; ils sont français ; leurs lamentations, leurs révoltes, ils ne les avouent qu'en des instants fugitifs ; ils sont soldats ; ce sont des hommes... Ne leur parlez point toutefois d'héroïsme ; héroïques, ils ne sont point glorieux de la tâche effroyable que leur inflige la destinée ; ils la haïssent et la méprisent dans le secret de leur cœur. Ils l'accomplissent sans défaillance, *parce qu'il faut l'accomplir ;* mais le plus humble d'entre eux tressaille comme de honte et d'humiliation devant les charniers de la bataille. Et puis, leur enfer est si atroce ! Ecrasés de souffrances et de deuils, l'espoir même leur semble interdit... Les survivants sont des héros, des héros modestes et qui détestent la gloire. Telle fut leur épreuve que — l'auteur le prévoit — leur imagination sera vite impuissante à leur en restituer l'horreur !

Consultez des intellectuels.

Entre tous les martyrs, ceux-là requièrent une gratitude intraduisible en mots, qui sacrifièrent les plus belles promesses et le plus riche avenir ; jeunes savants, écrivains, artistes, si mal préparés aux surprises de la violence, doublement vulnérables en leurs corps moins entraînés, en leurs âmes mieux ouvertes à la douleur, leur deuil emporte avec lui nos meilleurs espoirs.

Ceux-là, une claire conscience de la nécessité les voua à la mort.

Louis Mairet, élève de l'Ecole Normale supérieure, écrit à ses parents (septembre 1915) :

« ... Il le faut, je le reconnais de toute mon intelligence, et le vois de toute ma lucidité, et je l'affirme, de toute ma conscience en ce jour même qui est peut-être pour moi la veille d'un grand jour. Malheur à ceux qui, malgré tout, se refusent à toucher du doigt la nécesité de crever le Boche, plaie béante à notre côté ! Malheur à ceux qui ont préféré leur vie à celle de la Nation, et qui ont professé et pratiqué, loin du front, un répugnant égoïsme ! Malheur aux embusqués : ils doivent avoir l'haleine fétide, car ils boivent tous les jours une coupe du sang de leurs frères... »

Le même, quelques jours plus tard, prononcera :

« Oh ! Quelles belles paroles je tiendrais aux poilus, si j'avais les pieds sur les chenêts !... Oh ! de quelle grandeur d'âme je ferais preuve, si les autres étaient à ma merci, et non moi à la leur ! Mais rien de tout cela ne m'appartient, et ceux dont je dépends ne connaissent guère la grandeur d'âme, et en général, tous les grands sentiments. Je n'ai plus rien que moi même, et encore ce peu de chose peut m'être ravi tous les jours. Voilà comment, ramassé sur moi-même, je ne vis plus que de moi, je ne compte plus que sur moi. Situation qui me pèse, car je suis jeune, mais où je trouve de vraies satisfactions, amères seulement comme tout ce qui est pur. »

Celui-là a été jusqu'au fond d'une détresse raisonnée ; il n'en échappe que par l'effort d'un stoïcisme sans illusion.

Son « carnet » est une merveille d'observation lucide et minutieuse ; quelle nette intelligence, ordonnée, volontaire, maîtresse d'elle-même jusque dans les pires instants ! Quel regard attentif ! Quelles émouvantes analyses de soi-même et d'autrui ! Une sensibilité qui ne succombe point à la rudesse des jours : au lendemain d'un combat, un court billet se résume en ce cri : « Maman ! Maman ! Je suis là. Je suis revenu... » Ailleurs il définit le poilu : « un cœur, une action ! »

Il est mort à vingt-trois ans, aussi ferme, aussi intrépide et maître de soi qu'à la première heure de tranchée. M. Gustave Geffroy, qui l'a bien connu, apporte à cette jeune mémoire l'hommage le plus justement ému.

Augustin Guyau avait dépassé l'âge où l'homme cherche sa vocation ; fils du philosophe et poète Jean-Marie Guyau, petit-fils de Mme Fouillée, son enfance avait été privilégiée, entourée des soins les plus délicats qu'une direction maternelle sensible et hautement éclairée puisse assurer à une jeune intelligence. Son père mort prématurément, Alfred Fouillée l'orientait dans les voies de la pensée et de la recherche désintéressée. Des dons multiples, des aptitudes qui l'eussent voué, semble-t-il, avec autant de succès à la philosophie, aux sciences exactes, à l'art ou aux Lettres. Augustin Guyau annonçait une vie féconde en œuvres et en réalisations. La science l'avait fixé : ingénieur électricien, il laisse un livre qui fait autorité : *Le Téléphone instrument de mesure, oscillographie interférentielle.* Mais on lui doit un ouvrage qu'aucun philosophe ne pourra ignorer : *La Philosophie et la Sociologie d'Alfred Fouillée.* Représentant, au meilleur titre, de notre élite intellectuelle, il part dès 1914, en volontaire, et tombe en 1917, à trente-trois ans.

Le volume posthume qui nous est offert, révèle une personnalité diverse ; les notes de voyage sont mieux que des essais ; d'une excursion au Maroc, Augustin Guyau rapportait des impressions précises et non pas le bagage hétéroclite et les niaiseries

pittoresques dont se satisfait le touriste ordinaire ; il sait choisir et il sait voir ; la solidité de ses paysages, la justesse de ses portraits, sa langue elle-même, exacte et vigoureuse, attestent un goût formé et sûr ; il est poète, et sensible à l'émotion métaphysique que dégagent les grands spectacles du monde.

Son *Journal intime pendant la guerre* est trop bref pour qu'on y suive l'histoire de son esprit ; ses notes sont des repères qui signalent une pensée en marche, toujours active, incapable de se refuser aux plus cruelles leçons de la guerre.

Nul n'a plus délibérément affronté le sacrifice.

« Oh ! qu'il est grand l'amour que nous vouons dès l'enfance au pays des ancêtres, à la France immortelle ! Qu'il est grand, cet amour que les années ne feront qu'amplifier jusqu'à ce qu'il enveloppe et surpasse de si haut nos autres amours que, l'heure venue, nous lui sacrifierons tout, même notre vie. »

Comme tous les autres, l'attente de la mort lui paraît plus âpre que la mort elle-même ; « car il se sent toujours seul, le soldat... »

Comme Louis Mairet, son refuge est un stoïcisme sans contre-partie, j'entends qui consent le déchirement de tout l'être sans atténuation d'espoir, ni d'aveuglement.

*
* *

Si singulier que cela puisse paraître, l'aviateur, ce dernier-né de nos soldats, est peut-être celui dont la vie rappelle le plus les campagnes des combattants d'autrefois ; il vole au péril soutenu par l'idée de sa force, de son adresse, de son courage ; il n'est point simplement le grain de poussière anonyme emporté dans le tourbillon de la tempête ; son initiative demeure souveraine, sa vaillance domine le libre-arbitre du jeu sanglant où s'énivraient les vieux guerriers. Hormis les heures d'extrême hasard, il jouit d'un bien-être relatif ; beau sport, où l'homme ne se voit pas tout à fait refuser le loisir de s'appartenir et de songer en paix. Comment s'étonner que l'aviation ait vu parfois revivre les mœurs et quelque chose de l'esprit dont s'énorgueillissaient les « quartiers » de nos armées d'antan ? prouesses et galanteries, élégances chevaleresques, humours, amours, vaillance fière, et si française, en sa spontanéité.

Guerre plus terrible que toutes celles dont rêvèrent jamais nos ancêtres, mais non exempte d'auréole : guerre exaltante, où la griserie du courage ne s'enlise pas dans les tortueuses embûches d'une quotidienne et incessante misère.

Pour peindre cela, il fallait un écrivain aussi moderne, jeune, entreprenant, qu'instruit de nos traditions et amoureux des qualités de notre race.

L'aviation aura eu cette chance suprême de rencontrer en M. Jacques Boulenger son historiographe.

L'érudit que nous avaient fait connaître ses précédents ouvrages s'applique avec bonheur à décrire une vivante réalité — si improbable encore il y a peu d'années ; il y apporte ses habitudes, faut-il dire sa méthode de précieuse exactitude ; il évoque des mœurs étrangement nouvelles ,et qui eussent paru chimériques au temps de sa jeunesse, sans oublier d'en apercevoir la philosophie, par où l'histoire d'hier rejoint celle d'aujourd'hui. Il n'encourage pas la légende ; là encore il y a trop de sang...

*
* *

Du sang, les héros de M. Gabriel Maurière n'en sacrifièrent pour la plupart jamais une goutte ; le Burlingue, c'est-à-dire le bureau militaire de Paris ou d'ailleurs, n'est ni héroïque, ni actif, ni seulement raisonnable ; l'extravagance dans la platitude, tel est son lot. Cet autre envers de la guerre serait assez déplaisant si nous ne devions confesser que de telles mœurs rappellent assez divers bureaux civils du temps de paix, de tous les temps ; soyons donc indulgents, sans perdre de vue cette circonstance aggravante que des militaires qui se livrent à ce petit jeu en temps de guerre n'ont point toutes les excuses dont s'honorent nos ronds de cuir ordinaires.

Vous les jugerez odieux, à moins qu'ils ne vous apparaissent plutôt ridicules... ou attristants.

Les prendre tout à fait au sérieux, ce serait s'obliger à ne les peindre qu'à la manière noire ; de telles peintures ne seraient guère supportables et n'attireraient aucun public.

M. Gabriel Maurière n'a point commis cette faute ; son mépris s'arme d'une satire efficiente encore que légère et singulièrement allègre.

Et sans doute il y eut des bureaux militaires qui firent d'assez grandes choses : combien d'autres ne furent que des Burlingues ? M. Gabriel Maurière les démasque. Ces fantoches, vous dis-je, sont attristants. Pour les rendre attachants, voire divertissants, il fallait bien du talent, et tout justement le talent probe, incisif et plein de sève du romancier qui nous donna les *Terriens* et la *Politique à Saint-Gengoult*.

*
* *

Les témoins authentiques de la guerre la révèlent peu à peu dans toute son horreur au public que la rhétorique coutumière et les récits des hommes de cabinet avaient accoutumé à une autre conception de la bataille.

Bonnes gens qui redoutez que l'on discrédite la

guerre, haussez vos âmes. Suivez de loin l'exemple des combattants ; cette douleur inexprimable de la guerre, ils l'ont bue jusqu'à la lie ; aucun n'eût éloigné de ses lèvres cet épouvantable calice. Soyez comme eux sans orgueil pour leur rendre humblement la seule justice qu'ils requièrent de vous.

Et maintenant, puissent les réquisitoires que constituent toutes les relations sincères du combat ne pas faire perdre de vue le sens profond de cette récente histoire ; le détail de la guerre est une atrocité démente ; il n'en résulte point que nos soldats furent des fous ni que leur sacrifice ait été vain. Les meilleurs jugeaient la guerre, mais ils la faisaient. Là est leur vraie grandeur ; ils furent si grands que seule la mémoire reconnaissante des âges futurs, bénéficiant d'un recul dont nous sommes privés, pourra les apercevoir dans le déploiement de leur géante stature.

LUCIEN MAURY.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Que le poète est parfaitement qualifié pour siéger parmi les législateurs de son pays..., voilà bien qui vous a à première vue tout l'air d'un gentil paradoxe. Et puis, quand vous avez lu dans le dernier fascicule de *Minerva* le solide plaidoyer, d'ailleurs tout saupoudré d'esprit, où M. Americo Scarlatti défend sa thèse, vous vous demandez s'il n'a pas raison et contre « les gens sérieux » et contre l'innombrable troupeau qui pour ignorer Platon n'en veut pas moins que l'on couronne de roses « l'amant des Muses »... avant que de le chasser de la République.

Que faut-il, dans nos démocraties, que faut-il en premier lieu pour réaliser ce phénomène : un bon député? Le sentiment profond du juste, l'amour vrai de ceux qui peinent et qui souffrent, l'oubli, le facile oubli de soi-même. Mais ces rarissimes choses, où les chercher d'abord, sinon précisément chez cette singulière espèce que sont les poètes?. Le bon député sera en outre un « garçon intelligent » — et s'il sait traduire sa pensée, cela ne gâtera rien. Or, l'intelligence et l'art de s'exprimer sont assez le fait du poète... Enfin, que l'on nous dise avec de valables arguments pourquoi le poète tiendrait moins honorablement sa place dans les conseils de la Cité que l'avocat, le médecin, l'ingénieur, l'épicier, voire le politicien de profession.

On craint qu'il ne manque de sens pratique ou que la chimère ne l'égare. Fameux reste, dans les annales du Parlement français, le souvenir de la joute que l'établissement du tronçon Paris-St-Germain motiva à l'époque entre deux hommes dès lors également considérables. Le chemin de fer? « Joli jouet pour les enfants », affirmait l'un, tandis que l'autre, impavide sous les rires qui raillaient « ses illusions » tâchait à convaincre ces « gens sérieux » de l'intérêt d'une nouveauté qu'il célébrait au surplus en avisé calculateur autant qu'un magnifique visionnaire. Et celui qui, en passe de devenir un des grands routiers de la politique, ne voulait pas du chemin de fer s'appelait Thiers et celui qui en voulait, lui, était le chantre incomparable des *Premières Méditations*, des *Nouvelles Méditations*, des *Harmonies*, etc...

Ayant un jour posé sa candidature en Seine-et-Oise et d'abord acclamé par ses électeurs éventuels, Alexandre Dumas, « un poète » à sa façon, fut par eux finalement renvoyé à sa littérature. Ça lui apprendrait à jouer les Cassandres sous prétexte qu'il prévoyait de si loin Sadowa... et Sedan. N'avait il pas eu l'impertinence, en effet, d'écrire, dans un papier de la dernière heure, qu'il suffisait de considérer la carte de l'Europe, pour constater que la Prusse y avait la forme d'un monstrueux serpent endormi, que le serpent avait englouti la Silésie, la moitié de la Pologne, le Würtemberg, qu'il digérait en attendant de s'attaquer au Danemark et à la Belgique ? « Et vous verrez, concluait-il, vous verrez que l'*Autriche y passera et la France aussi!* » Non, mais... où vont-ils chercher leurs images et sont-ils assez fous, ces poètes? — Il n'empêche au demeurant que la très pratique et très positive Angleterre compte, au nombre des maîtres de sa politique au XIXe siècle, le signataire de dix romans qui sont éminemment d'un poète encore : Benjamin Disraeli, comte de Beaconsfield, l'auteur de *Vivian Grey*, de *Contarini Fleming*, de *Tancred*, etc... — Pour ce qui est de l'Italie, plût aux dieux, soupire M. Scarlatti, que d'autres poètes eussent continué au service de la chose publique ceux dont la sagesse et le dévouement combinés nous valurent le *Risorgimento!* Car il n'y a pas à s'y tromper. Ce furent des poètes que Giuseppe Mazzini, Massimo d'Azeglio, le peintre et romancier de talent que Victor-Emmanuel choisit pour son président du Conseil, Terenzio Mamiani, le philosophe collaborateur immédiat de Cavour, Niccolo Tommaseo, l'érudit qui fut à Venise, aux côtés de Manin, une des têtes du gouvernement provisoire, Garibaldi, le soldat inspiré...

Après quoi, d'ailleurs, on ne voit guère que les poètes en Italie aient dit leur dernier mot en politique... et je suis tenté de demander à M. Scarlatti ce qu'il faut pour contenter son patriotisme ou dans quelle tour d'ivoire il écrit...

Et voici justement que le rédacteur du « Bulletin

mensuel à la *Revue Belge* pense d'abord à d'Annunzio, pour en venir du reste à des aperçus plus généraux.

« Le geste de Gabriele d'Annunzio fut énergique, écrit-il. Peuh! un geste de poète, dira-t-on. Un geste de poète, peut-être, mais un geste politique, assurément... D'Annunzio a mis la Conférence devant le fait accompli... La question de la prépondérance de l'Italie dans l'Adriatique est une question européenne au même titre que la liberté de l'Escaut et la réintégration du Limbourg hollandais pour la Belgique.

L'Union latine a couru de grands risques pendant ces derniers temps, et seule l'Union latine est de taille à s'opposer un jour au recommencement de la marche en masses de l'Allemagne prussienne vers l'Atlantique. Craignons que ce jour la France et la Belgique ne se trouvent seules devant l'éternel envahisseur! Craignons que l'Italie, pour qui les fruits de la victoire sont bien artificiels, bien abstraits, ne se solidarise point avec ses alliés latins! Craignons que les garanties de la Ligue des Nations, garanties bien précaires, craignons que le traité franco-anglo-américain ne soient inopérants! Seule une Union latine étroite peut, dans l'Occident, constituer une contrepartie au regard de l'extension certaine de la République impériale vers la Russie. Dès aujourd'hui, la République impériale songe à rompre ses chaînes, et à ne pas tenir des engagements que la force de ses adversaires ne pourra plus faire respecter. Dès aujourd'hui l'Allemagne prépare sa revanche économique afin de rendre possible sa revanche militaire. C'est par la force que nous vainquîmes. C'est par l'emploi de la force encore que nous rendrons possible une autre Allemagne... »

De la revue *La Transylvanie*, sous la signature du capitaine Basile Stoica, qui fut pendant la Grande Guerre un des plus actifs propagandistes outre-Océan de la cause de l'Entente, les détails qui suivent sur l'immigration roumaine en Amérique.

Il y a aux Etats-Unis environ 180.000 Roumains. Originaires pour la plupart de la Transylvanie ou du Banat, ils sont répandus un peu par tout le territoire de la Confédération, mais particulièrement dans l'Est. Parmi eux, c'est à peine si l'on compte 3.000 femmes, nos immigrés ayant généralement laissé les le salaire quotidien oscille pour eux entre trois et le salaire quotidien, oscille pour eux entre 3 et cinq cinq dollars, ne se prolonge guère d'ailleurs au delà de quatre ou cinq années, — au terme desquelles ils rentrent au pays, riches des écononomies qui leur permettront soit d'acheter un lopin de terre, soit d'arrondir le domaine familial.

Le capitaine Stoica constate que ses compatriotes ont fait de leur mieux, sous le régime de la liberté américaine, pour s'assurer « ce qui leur manquait sous la domination austro-hongroise ». « Partout ils ont organisé des sociétés de lecture, des sociétés de secours mutuel, des paroisses ; ils ont même bâti des églises et développé une presse assez puissante par rapport à leur petit nombre. Tandis qu'en Transylvanie les quotidiens les plus répandus tavaient un tirage de 6.000 exemplaires, le journal *America*, qui paraît chaque jour à Cleveland, est tiré actuellement à 16.000 exemplaires et compte 15.000 abonnés. C'est dans ces organisations ouvrières que beaucoup de Roumains d'Amérique ont appris à lire et à écrire ».

Aussitôt la guerre déclarée, la très grande majorité parmi eux se prononça contre les Centraux et leur principal organe, *America*, soupirait dès la première heure après l'instant où la mère-patrie se rangerait aux côtés des Alliés. L'entrée de celle-ci dans le conflit fut accueillie avec enthousiasme par ces braves gens — et c'est alors qu'un ancien berger, homme d'une vive et claire intelligence, Ion Sufana, originaire de Poiana Sibiullui, lança à l'adresse de tous les Roumains exilés aux Etats-Unis un vibrant appel qui les adjurait de s'entendre et qui détermina la fondation d'un comité susceptible de défendre la cause nationale devant l'opinion américaine.

On prévoit que nombreux seront les Roumains d'Amérique qui, le Habsbourg abattu et la paix signée, vont regagner l'Europe : « la plupart d'entre eux ont fait une petite fortune, ils ont été laborieux, ils ont beaucoup appris et ils ont acquis une dextérité et un savoir-faire qui les classeront parmi les éléments les plus habiles et les plus industrieux de la Roumanie nouvelle ».

GASTON CHOISY.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

La guerre a interrompu la surabondante production des livres d'étrennes » que chaque année nous velle semblait encore accroître.

Ils reparaissent à la veille de 1920 beaucoup moins nombreux qu'avant 1914 ; une mode charmante subit la dure contrainte des événements : crise économique, prix exorbitants du papier, de l'impression, désarroi de uos imprimeries, de nos maisons d'éditions... Ils reparaissent cependant, ces volumes d'aspects divers, qu'une vieillle coutume associe aux vœux de bonheur et aux souhaits d'avenir, dont nous ne saurions sevrer tout à fait l'enfance et la jeunesse.

Ils n'arrivent point comme autrefois en flots pressés ; la qualité suppléera-t-elle à la quantité ? Risquer un jugement à cet égard, serait sans doute prématuré ; le goût du public spécial auquel ces li-

vres s'adressent est le souverain juge ; les raisons de ses préférences sont parfois assez mystérieuses ; les démentir d'avance serait d'une assez médiocre philosophie ; l'enfance a des dons de divination et de fantaisie qui l'apparentent au poète.

Accueillons-les toutefois, ces livres, comme autant de témoignages d'un vaillant effort ; chacun d'eux signale une victoire due à la collaboration de volontés tenaces, et parfois héroïques. Et leur maigre bataillon semble bien, à tout prendre, manifester les mêmes qualités aimables et brillantes que les régiments d'autrefois.

*
* *

Des revenants se glissent parmi les nouveaux venus, et ne seront pas les moins appréciés.

Saluons ces vétérans : la *Jeanne d'Arc* de Boutet de Montvel, qui n'a rien perdu de son émouvante fraîcheur : texte réduit au bref exposé de l'immortelle aventure, simple prétexte à une illustration colorée qui est à elle seule un délicat poème (1) ; les *Vieilles chansons pour les cœurs sensibles*, texte et musique, auxquelles le peintre Pierre Brissaud apporte le commentaire spirituel et si tendrement évocateur de ses charmantes aquarelles (2) : *Nos Soldats du siècle*, par Caran d'Ache, galerie de dessins et d'estampes où revit l'épopée légendaire de la France, portraicturée par l'artiste le mieux informé de notre tradition et de nos mœurs militaires (3).

La collection des *Succès d'antan* (4), inaugurée l'an dernier, affirme par des publications nouvelles que nos contemporains ne sont point insensibles au charme des œuvres qui plurent à nos devanciers ; petits volumes très propres à faire goûter les anciens chefs-d'œuvre par tous ceux que rebutent l'austérité ou la rareté des éditions classiques. Et sans doute il serait vain de prétendre que *Paul et Virginie* ait disparu de nos bibliothèques ; mais on relira avec agrément le célèbre roman de Bernardin de Saint-Pierre en cette édition clairement imprimée et joliment illustrée (5). *L'Histoire d'un merle blanc* est dans toutes les mémoires ; en y joignant *Carmosine* et des *Poésies diverses*, on met à la portée de la jeunesse quelques-uns des morceaux les plus délicieux et les plus dignes de vivre d'Alfred de Musset (6). Les *Emotions de Polydore Marasquin* ne jouissent pas d'une gloire aussi incontestée ; pour beaucoup de lecteurs, ce roman fantaisiste de Léon Gozlan sera une révélation ; son succès d'il y a soixante ans n'était pas injustifié ; les aventures de Polydore Marasquin, Portugais, proche parent de certains Marseillais, au pays des singes sont divertissantes, elles ont une portée satirique dont la pointe n'est point encore émoussée et demeurera piquante aussi longtemps qu'il y aura des hommes vivant en société (1). Dans *Foyer breton*, Emile Souvestre évoque la Bretagne légendaire des seigneurs, des Korrigans et des fées ; le réel quotidien et le merveilleux se mêlent en ces récits que relève parfois le ton de l'épopée ; Emile Souvestre un peu oublié, un peu négligé de nos jours par ceux que leur profession ne voue pas au culte de notre histoire littéraire, était un gracieux et délicat poète ; rien de plus légitime et de plus opportun que cet hommage à sa mémoire (2).

Le livre d'images en couleurs destiné aux petits enfants a été souvent jusqu'ici, vous en doutiez-vous, d'importation étrangère ; la collection *Imagerie française sur des Thèmes français* (3), réagit contre cet abus ; tout y est français : texte, images, fabrication ; voici, pour l'âge qui ne se hasarde pas encore aux longues lectures, *Jeannot et Colin*, le délicieux conte de Voltaire ; quelques planches de M. Prinet, le peintre des élégances anciennes, rendent à merveille l'atmosphère de cette berquinade ; le texte résumé en quelques lignes permet de suivre l'odyssée de Jeannot à Paris, les succès du marquis de la Jeannotière, son retour au pays natal dans la charrette du bon Colin. Voici *Ménalque*, le distrait, d'après La Bruyère, dont les bévues et les inadvertances fournissent au beau talent de M. F.-M. Roganeau, le sujet de compositions instructives et divertissantes. *Joyeux Noël*, par M. Louis Gillet, c'est le thème de la divine enfance à travers les âges, qui permet à M. Henry Morin de concrétiser en quelques scènes le plus poétique symbole du christianisme. Quoi que l'on pense du génie facile de Théodore Botrel, ses versiculets ont inspiré à M. A. Granchi-Taylor une série de visions où transparaît, en un raccourci saisissant, l'histoire du marin breton devenu soldat héroïque de la grande guerre (*Jean-Gouin*).

Les leçons de choses du petit coloriste (4) incitent l'enfant à mieux regarder les images conçues à son intention ; en regard de la composition colorée, un dessin appelle la reproduction des couleurs ; après *Les Enfants* de G. Geffroy, *Les Premières fleurs*, de Georges Auriol ; *Ninette et Monsieur Frère*, de M. H. Grand'Aigle, détaillent le bain, l'étude, les jeux, toutes les scènes familières à l'enfant, et sollicitant la première éducation de l'œil et du goût.

(1) Un album (Plon-Nourrit).
(2) Un album (Plon-Nourrit).
(3) Un album (Plon-Nourrit).
(4) Vol. petit in-4°, broché 3 fr. 60. reliés 6 fr. 60 (Laurens).
(5) Ill. de F.-M. Roganeau.
(6) Ill. de René Lelong.

(1) Ill. de Henry Morin.
(2) Ill. de Henri Grand'Aigle.
(3) Coll. in-4° illustrée en couleurs. Chaque album : broché, 2 fr. 50 ; relié, 4 fr. (Laurens).
(4) Albums de 16 pages, sous couverture en couleurs, avec modèles en couleurs et planches à colorier : 2 fr. 10 (Laurens).

La guerre demeurera dans le souvenir des enfants d'aujourd'hui comme un grand événement confus dont ils n'auront saisi — ceux qui n'habitaient pas les régions dévastées — que de lointaines et informes répercussions ; soutenir l'effort de leur imagination tendue vers le grand drame, leur apporter des précisions adaptées à leur goût, à leurs connaissances, à leur raison, une telle tâche devait tenter les éditeurs de livres d'étrennes.

En Avion, vols et combats (1) n'est pas seulement imposant par son format insolite ; les estampes de M. Maurice Busset, adjudant aviateur, peintre militaire du musée de l'Aéronautique, sont d'un réalisme et d'une vérité qui retiendront l'attention de tout le monde ; ses récits sont autant de témoignages d'un homme qui a vécu ce qu'il décrit. L'artiste s'est inspiré de la manière des tailleurs d'images du XVIe siècle pour fixer les aspects singuliers de la plus étonnante machine qu'aient encore inventée les hommes ; à chacune de ces pages frémit l'envol de papillons que l'on dirait échappés d'une entomologie fantastique.

Autres aspects de la guerre : vous trouverez dans *Nos Poilus*, d'Emile Hinzelin (2), des anecdotes, des souvenirs poignants de choses vues, au total une peinture émouvante et variée de la vie de nos soldats en guerre ; combien de jeunes Français reconnaîtront ici la silhouette d'un père, d'un frère aîné, d'un parent, d'un ami ! Combien y puiseront le sentiment de la gratitude sans bornes que les générations futures devront aux générations sacrifiées qui les ont précédées !

Pour les tout petits, Mme Marthe Serrié Heim a écrit *Petit Bé prend des résolutions* (3) ; par sa bonne humeur, son cœur généreux et les ressources de sa fantaisie, Petit Bé se manifeste le digne fils des combattants ; ses aventures et son bon sens sont très propres à susciter l'émulation de ses contemporains.

M. J. Chancel est un auteur apprécié de l'adolescence ; il compose des fictions qui flattent fort habilement — et sainement — les instincts d'initiative et d'audace de nos collégiens ; après *Sous le masque allemand* et *Du Lycée aux tranchées*, il consacre aux Américains le troisième et dernier volume d'une série qui donne au total un aperçu d'ensemble, vivant et romanesque, de la grande guerre ; *Un match franco-américain* (4) met aux prises deux jeunes gens luttant, chacun avec les qualités et les défauts de sa race, pour la possession d'un document qu'ils n'arriveront à obtenir qu'après de mirifiques aventures.

Les animaux eux-mêmes n'ont pu tout ignorer de nos combats ; Mam'zelle Clairon, jolie chatte née à Reims, connaît les misères de l'abandon et de la vie dans les caves ; elle accompagne ses amis les poilus aux tranchées, à l'hôpital. Ses mémoires nous sont spirituellement révélés par M. Claude Bellecombe (1).

Signalons enfin deux grands livres que leur valeur durable désigne au choix de tous les amis des belles lectures.

Le Premier Livre de la Jungle, traduit par Louis Fabulet et Robert d'Humières, illustré par Roger Reboussin, avait reçu en France l'accueil que mérite l'un des plus curieux chefs-d'œuvre de la littérature anglaise contemporaine ; *Le Second Livre de la Jungle* (2), présenté par les mêmes interprètes, ne retiendra pas moins l'attention. On sait avec quelle intensité Rudyard Kipling sait faire vivre sous nos yeux la faune, la flore, les paysages prestigieux de l'Inde, de quelle poésie ardente et violemment lyrique ses récits sont enveloppés.

Les *Souvenirs entomologiques* de J.-H. Fabre jouissent d'une popularité justifiée, et qui dépasse nos frontières ; l'admirable savant, le poète qu'une longue patience et de lucides pressentiments conduisirent si près du génie, conquièrent aussi bien les plus humbles lecteurs que les spécialistes entraînés à l'observation des phénomènes naturels. Une partie des Souvenirs entomologiques n'avait pas encore vu le jour ; elle figurera dans l'édition complète et définitive dont les deux premiers volumes ont paru ; on y trouvera, outre divers inédits, la correspondance de J.-H. Fabre et un index général, répertoire précieux pour se guider dans une œuvre aussi vaste ; et enfin une notice biographique par le Dr Georges Legros, disciple de l'auteur qui surveille avec des soins pieux cette édition ; il y ajoutera une biographie dont nous avons besoin, car déjà la légende s'empare de la mémoire de J.-H. Fabre. Les éditeurs nous promettent quatre volumes par an (il y en aura onze au total). Puissent-ils tenir leur promesse (3).

JACQUES LUX.

(1) Un album in-folio (33 × 50) de 48 pages, couverture souple, 18 francs (Delagrave).

(2) Un vol. in-4° raisin, contenant 7 planches hors texte en couleurs et 30 dessins, reliure toile, 13 fr. (Delagrave).

(3) Album gr. in-4° oblong., cartonné, 7 fr. 50 (Delagrave).

(4) Un vol. gr. in-8°, broché 10 fr., relié toile, fers spéciaux, 15 fr. (Delagrave).

(1) *Les Campagnes de Mam'zelle Clairon*. Un vol. in-8°, broché 5 fr., relié toile, fers spéciaux 8 fr. 50 (Delagrave).

(2) 2 vol. in-4°, ill. Le premier broché 15 fr., relié fers spéciaux 28 fr., le second, 20 et 35 fr. (Delagrave).

(3) Chaque volume in-octavo raisin ; broché 15 fr., relié genre ancien 30 fr. (Delagrave).

Le Gérant : ALB. DAVY.

Typ. A. DAVY, 52, rue Madame, Paris, VIe

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 24 — 57e ANNÉE — 20-27 DÉCEMBRE 1919

COMMENT MEURENT LES PATRIES (1)

La marche naturelle de notre histoire nationale nous a conduits, à travers les incertitudes des âges primitifs, jusqu'au jour où, dans les limites de la contrée française, nous avons vu apparaître le corps d'un peuple, la figure d'une patrie : au cours du dernier millénaire avant notre ère, il y a de cela vingt-cinq siècles, la Gaule s'est montrée à nous. Dans le temps où les patries municipales de la Grèce se ruinaient par les discordes, l'égoïsme et la jalousie, où les populations de l'Orient passaient avec indifférence d'un empire perse à un empire macédonien, où les peuplades italiennes résistaient à la servitude dont les menaçait la ville de Rome, l'Occident de l'Europe présentait le spectacle d'une immense nation vivant de ses mœurs dans la liberté, respirant de son âme dans un domaine fixé par la nature.

La Gaule était alors la plus complète et la plus vaste des familles humaines. Là-bas, en Asie ou sur la Méditerranée, des chefs puissants, Darius, Philippe ou Alexandre, des villes dominatrices, Athènes, Rome, Syracuse ou Carthage, c'est-à-dire, ou l'ambition démesurée des faiseurs d'empires ou l'horizon rétréci d'une enceinte municipale. Ici, trente millions d'hommes, groupés en tribus et en cités, réunis en une seule fraternité : le monde antique avait produit sur le sol de France une large patrie, pareille à celles qui devaient illustrer les temps modernes. On eût dit que l'histoire s'essayait, chez nous, à préparer la loi de l'avenir.

Examinons cette Gaule de plus près : nous verrons en effet qu'elle fait présager la France, et qu'elle porte en elle, comme notre patrie d'aujourd'hui, des raisons d'éternité.

*
* *

La Gaule habitait sur les mêmes terres que la France ; ses hommes observaient le même ciel que nous, cultivaient le même sol, priaient aux sommets des mêmes montagnes et aux bords des mêmes sources : et de là naissaient des impressions et des rêves analogues aux nôtres. Fleuves qui se rapprochent, vallées qui se rejoignent, routes qui convergent, l'harmonieux réseau des lignes de notre terroir invitait les Gaulois à s'entr'aider et à s'entr'aimer, tout ainsi que de nos jours l'étroite solidarité de nos régions provinciales fournit les plus solides attaches de notre cohésion nationale.

La Gaule avait ses frontières physiques, celles qui protègent encore la France ; et ces frontières, nettes et variées, l'entouraient d'un cadre aux contours élégants et clairs. Les chaînes des montagnes la séparaient des peuples du sud : elle possédait un double rivage, où finissaient les trois principales mers du monde ; le fossé « providentiel » du Rhin écartait d'elle le contact de la barbarie germanique.

A l'intérieur de cet enclos, la Gaule vivait en cité sainte. — Je laisse de côté en ce moment les ombres au tableau, et il y en avait beaucoup ; je ne trace que les traits distinctifs de la Gaule idéale.

(1) Collège de France, 3 décembre 1919, leçon d'ouverture du cours d'histoire et d'antiquités nationales.

Elle était une lignée sacrée, une assemblée religieuse, une sorte d'église : car ses membres avaient des prêtres communs, sacrifiaient ensemble, adoraient les mêmes dieux.

Parmi ces dieux, il s'en élevait un supérieur à tous, qu'on appelait le dieu « national », père du peuple, Teutatès : et ce dieu, tel que Iahveh pour Israël, représentait en quelque façon la nation entière, ramenée et ramassée en son essence et son origine divines. — Iahveh ou Teutatès, voilà des images de force et de violence qui nous semblent à demi monstrueuses, des vocables de foi qui nous rejettent aux époques lointaines, à l'opposite de cet être d'idée et de sentiment qu'est la patrie, personne pure et subtile faite de l'âme de nous tous, esprit souverain qui embrasse la conscience des vivants, le souvenir des aïeux, l'espérance dans les descendants. Et cependant, vénérer en Teutatès le principe créateur et le gardien invisible de la nation gauloise, c'est déjà croire en une patrie que l'on veut immortelle.

Cette patrie gauloise a sa capitale, son foyer divin : c'est, près d'Orléans, le terrain consacré où ses prêtres et ses fidèles viennent communier ensemble. Elle a, pour entretenir ce foyer dans l'espace, un flambeau qui ne s'éteint point dans le temps : je veux dire qu'elle possède sa langue, une littérature, une poésie, et que cette langue et ses poètes transportent à travers les siècles les traditions d'une longue histoire et la volonté de destinées glorieuses.

A ces liens d'unité morale, ajoutez l'obéissance à des lois générales, à des assemblées collectives, à un roi unique, à un pontife suprême : voilà la Gaule d'autrefois. Je le répète encore : elle commençait la France, elle lui ressemblait. C'est une franche et vigoureuse nation qui a fait sa place au soleil de l'Occident.

*
* *

Hé bien! cette patrie gauloise, façonnée pour une durée sans fin, a vécu quelques siècles à peine, et elle a péri tout entière. Elle est morte dans son indépendance politique et dans sa personnalité morale. Il n'est resté d'elle, pour refaire plus tard une nouvelle nation, pour former la France, il n'est resté que les vertus de son sol et le sang de ses hommes.

Comment une telle patrie a pu mourir, voilà ce que je voudrais rechercher avec vous.

*
* *

On a dit, et on répète dans les livres d'histoire et les manuels d'école, que la mort de la Gaule était inévitable et nécessaire. Elle était inévitable, parce que, menacée par les brigandages germaniques et par l'impérialisme romain, la nation de Teutatès n'avait le choix qu'entre deux manières de mourir : si les Gaulois ne s'étaient point livrés aux légions romaines de César, ils auraient été conquis par les bandes du Germain Arioviste. Et cette fin de la Gaule était nécessaire, parce que le monde antique devait finir dans une société colossale, brisant ou confondant toutes les patries.

Je me révolte contre ces mots d'inévitable et de nécessaire ; je ne les admets pas plus dans les annales des peuples que dans l'existence des individus. Un homme peut toujours s'évader de ses vices et réparer ses fautes ; une patrie peut toujours conjurer les périls qui entraînent à la mort. Le pouvoir d'agir, la liberté de diriger sa conduite et de surveiller sa destinée, la résolution de vivre ne furent jamais refusés à une famille humaine. Quoi! si l'Allemagne nous avait vaincus, si un empire germanique eût étouffé la nation française, les historiens auraient-ils eu le droit de dire que la défaite de notre pays et l'unité allemande de l'Europe étaient inévitables et nécessaires? Cette parole dont nous nous détournons avec horreur pour la France, ne la prononçons pas à propos de la Gaule. Parler de la fatalité de sa mort et de la nécessité de l'Empire romain, dire cela, nous, petits-fils de Gaulois, c'est conserver, à vingt siècles de distance, une mentalité de vaincu, qui répudie ses ancêtres et qui flagorne ses maîtres. Faire de Rome l'agent du Destin ou l'instrument de Dieu, je ne sais pas ce que cela veut dire. Je me figure parfaitement une histoire où Carthage aurait été victorieuse de l'Italie, où la Grèce fût restée libre, où la patrie gauloise n'eût pas été exterminée par l'ambition d'un proconsul ou le banditisme des Germains ; et je ne vois pas en quoi cette histoire aurait été moins favorable aux progrès de la civilisation que l'uniformité et le despotisme du régime des Césars. Si la Gaule a été condamnée à ce régime, c'est qu'elle n'a su ni comprendre les menaces de ses ennemis ni supprimer les faiblesses de ses citoyens, c'est qu'elle a fléchi dans son intelligence et failli dans sa décision. Domitius et César n'ont fait que la vaincre : si elle est morte, c'est de son consentement à mourir (1). La mort d'une patrie est toujours une forme du suicide.

*
* *

Pour que la Gaule ne dépérît point, il eût fallu que ses hommes, par une tension continue de leur volonté, se soumissent à la puissance des lois, à l'autorité publique, à la discipline administrative. Une nation a besoin de la bonne conduite de tous

(1) Cf. Fustel de Coulanges (au début de son *Polybe*, 1858), parlant de la Grèce.

ses enfants, à chaque jour de leurs années, à chaque heure de leurs journées, à chaque geste de leurs heures. Car c'est un être vivant comme le corps humain, compliqué comme une machine, délicat comme une âme de femme. Entre ses organes et ses membres, actes et pensées ont à circuler sans obstacle, en un mouvement incessant et régulier qui fait la vie normale de la patrie. Gêner le moindre de ces actes, troubler la moindre de ces pensées, c'est retarder et corrompre cette vie. Un grain de sable jeté dans l'organisme national, une erreur dans un détail de l'obéissance, peut devenir une faute contre l'Etat. Chacun de nous, dans la plus insignifiante de ses actions, porte en soi une parcelle de l'énergie française, et il doit à la France de ne point la perdre, de l'employer pour l'utilité de tous. Il n'y a pas de petit devoir, et il n'y a pas non plus de péché véniel, quand il s'agit de la patrie. Qu'un député se livre par vanité à un écart de parole, qu'un ministre retarde par négligence la signature d'un décret, qu'un employé de bureau refuse par lassitude de répondre à travers son guichet, ce ne sont point là des peccadilles professionnelles, je n'ai pas la tentation d'en rire, il me semble que ces hommes, en négligeant leur devoir, font souffrir la France, et que, pour leur part, ils lui inculquent un mal dont elle pourrait mourir. — Or, de faits de ce genre, la Gaule était pleine. C'était le pays de l'incurie administrative, de l'anarchie politique. L'individu, pour peu qu'il fût riche ou qu'il eût une clientèle, se moquait de la loi ou la mettait à son service. Je ne citerai que quelques méfaits d'importance, ceux des plus grands seigneurs. Celui-ci, Orgétorix l'Helvète, est accusé d'un crime capital : le jour du jugement, la bande de ses amis l'entoure, et il est soustrait à la justice. Celui-là, Dumnorix l'Eduen, est l'homme le plus riche de sa cité : si elle met en adjudication la ferme de ses revenus publics, il se la fait octroyer à bas prix, et il entretiendra ses clients avec l'argent gagné sur son pays. Un autre, Celtill l'Arverne, a remporté quelques succès, civils ou militaires : le titre légal de magistrat ne lui suffit pas, et il veut se faire roi. Justice, finances, liberté politique, tout ce qui fait la règle sociale était à chaque instant brisé par le favoritisme et la ploutocratie. Les services publics se disloquaient par le sabotage. Et la Gaule, blessée des mille blessures de l'indiscipline universelle, voyait décroître chaque jour sa vigueur et sa dignité.

De ces formes de désordre, la plus meurtrière pour un peuple est l'indiscipline militaire, j'entends par là l'indépendance des généraux et des armées vis-à-vis des chefs naturels de l'Etat, rois, magistrats, sénats ou parlements. Rome cessa d'être libre le jour où, comme dit le poète, l'image tremblante de la patrie ne put arrêter César sur les bords du Rubicon : et malgré les victoires qui suivirent, le crime d'anarchie militaire que fut le Dix-Huit Brumaire causa à la France un mal dont elle n'est point encore guérie. Ce qui fait en revanche l'incomparable beauté de nos cinq années de guerre, c'est l'attitude disciplinée des chefs d'armées, respectueux des lois, attentifs et obéissants aux ordres civils, se tenant, calmes, fiers ou résignés, à la place de combat ou de retraite qui leur était marquée, n'élevant la voix que contre l'ennemi, et ne voyant dans la victoire que l'accomplissement d'un devoir. Au maréchal Foch, assistant à une cérémonie en Sorbonne sous la présidence du chef de l'Etat, comparez Bonaparte montant à l'assaut du parlement national, et voyez, à ce contraste entre les deux scènes, ce que la France a gagné depuis un siècle en respect de soi-même et en religion du devoir. Nos généraux, dans ces cinq années de batailles douloureuses, ont plus fait pour la grandeur morale de la patrie, que Napoléon avec la gloire de ses vingt ans de triomphe. — Cette noblesse dans la tenue, ce scrupule d'obéissance manquèrent toujours aux généraux et aux soldats de la Gaule. Elle ne put se fier ni à ses levées de citoyens ni à son armée de métier. Et la brèche décisive qui fut ouverte dans son corps national le fut par la révolte d'un chef de mercenaires.

*
* *

La discipline des civils et des soldats, les uns et les autres au même titre serviteurs de la patrie, une pratique du droit et du devoir, je ne dis pas seulement stricte et absolue, mais aussi spontanée et joyeuse, c'est assurer à la nation le libre jeu de ses facultés, la rapide disposition de ses ressources, la plénitude de la santé.

A côté des règles légales, des relations publiques, la vie d'un peuple comporte entre les hommes des rapports volontaires d'amitié ou d'alliance, et en même temps des conflits d'idées ou d'intérêts. Nous ne sommes pas uniquement, nous Français, les sujets d'une loi ; nous sommes également les fidèles d'une religion, les adhérents d'un parti, les membres d'une profession ou d'une classe. — Mais alors un nouveau danger se présente contre la patrie : tout à l'heure nous avons vu l'indiscipline s'opposer à l'ordre national, maintenant nous pouvons craindre que l'esprit de parti, de culte ou de métier ne s'oppose à l'accord patriotique.

A Dieu ne plaise que je blâme l'amour de son parti, l'observance de sa confession, l'attachement à sa profession. Ce sont là de louables sentiments, qui peuvent élever l'âme humaine et vivifier la pa-

trie. Être d'un groupe politique, c'est soutenir des idées que l'on croit utiles au bonheur de son pays ; pratiquer sa religion, c'est prier son Dieu pour le salut de sa nation ; faire son métier, c'est mettre ses capacités propres au service de ses concitoyens. Une profession, une religion, un parti, c'est pour chacun de nous la manière spéciale et personnelle de collaborer à l'avenir de la France ; et quand, les années précédentes, nous avons rappelé le rôle des classes ou des croyances dans la Grande Guerre, nous avons admiré la belle part que chacune d'elles a apportée à la victoire commune.

Mais si elles nous ont si puissamment aidés à vaincre, c'est qu'elles ont travaillé pour la France et non point pour elles-mêmes, c'est qu'elles ont agi dans un cadre de peuple. Dès l'instant où un parti politique ne songe plus d'abord à la patrie, il se dispose à la perdre. L'histoire, là-dessus, nous indique la loi.

Je laisse de côté les passions religieuses : la Gaule, dont les dieux faisaient corps avec la nation, ignora ces luttes confessionnelles qui sont le triste apport des temps modernes. Je ne parlerai pas non plus des conflits de classes : les Anciens ne nous ont rien raconté à ce sujet. Mais ils signalent avec insistance les ravages que l'esprit de parti faisait dans les cités de la Gaule : Jules César lui-même s'en étonnait, et cependant il avait vécu toute sa vie au milieu des querelles politiques, il y était dans son élément comme un larron en foire. En Gaule, ces querelles atteignaient un tel degré d'acuité que tous les liens sociaux en étaient rompus : elles divisaient en deux camps les tribus, les villes, les villages, les familles mêmes. C'était, je vous l'ai dit souvent, le pays des brouilleries civiles et des frères ennemis. Le Gaulois n'était plus le citoyen de sa cité ou le dévot de la Gaule : il appartenait avant tout à son parti, parti arverne ou parti éduen, car c'est ainsi que se dénommaient les deux factions, comme en d'autres temps elles s'appelaient Armagnacs et Bourguignons, Huguenots et Papistes, Mazarins et Frondeurs. Et de cette lézarde qui courait du haut en bas sur la Gaule, qui pénétrait dans les moindres recoins de l'édifice, la nation finit par s'écrouler : car, moins heureuse que la France d'Henri IV ou de Jeanne d'Arc, elle ne rencontra pas le chef qui sut réprimer l'égoïsme de parti sous les élans de la foi nationale.

L'esprit de parti! je ne m'arrêterai pas de parler sur ce thème, tellement je redoute le mal qu'il peut faire à la France. Croyez-vous donc que l'union sacrée ne soit un devoir que pendant la guerre étrangère? Mais la vie d'une patrie, c'est, telle que la vie de l'homme, une bataille de chaque jour contre les menaces de la mort : bataille contre la misère des uns et l'égoïsme des autres, contre les fléaux de la nature et les vices des humains. Comment voulez-vous que la France gagne ces batailles si les partis ne s'entendent pas dans ce combat social, dans cette lutte de relèvement moral? L'union sacrée, mais c'est la formule même de la patrie. Que nos factions s'unissent et s'accordent, disait un jour un orateur de la Gaule, et notre nation commandera à la terre (1). La France d'aujourd'hui n'a plus le désir de commander : mais le jour où elle abdiquera la passion politique, elle montrera au monde le spectacle d'une nation parfaite, et elle s'imposera à lui, non point par l'empire, mais par l'exemple. Qu'elle fasse au contraire de l'esprit de parti le ferment de sa vie publique : elle n'aura qu'à se rappeler l'histoire de la Gaule et des peuples antiques pour connaître son destin et la manière de sa mort.

*
* *

Les patries de l'Antiquité, petites comme Athènes ou grandes comme la Gaule, finirent toutes par se partager en deux factions politiques, l'aristocratie dirigée par un sénat, et une plèbe soutenue par quelques démagogues ; et chacune de ces factions, à son jour de force ou de faiblesse, prenait ou perdait le pouvoir. Une division de ce genre n'était point d'ailleurs un mal mortel pour la liberté : un grand seigneur peut aimer et servir sa patrie avec la même intelligence et le même dévouement qu'un fils de prolétaire ; et les Fabius firent autant pour la puissance de Rome que Thémistocle pour la grandeur d'Athènes.

Le malheur fut que les aristocrates et les démagogues, au lieu de renfermer le conflit dans l'enceinte de leur cité, voulurent y intéresser l'univers, et cherchèrent des alliés parmi les hommes qui pensaient comme eux. Les sénats se tendirent les mains et se prêtèrent secours de ville à ville, de peuple à peuple ; et leurs rivaux de la plèbe firent de même. Opinions, factions et disputes passèrent par-dessus les murailles municipales ou les frontières d'Etat ; et au travers des patries s'agite un esprit international, esprit d'intérêt politique et non pas de fraternité humaine. — Alors, voici ce qui arriva.

Entre toutes les aristocraties, celle de Rome, représentée par son sénat, était la mieux gouvernée et la plus puissante. Dans le monde entier, chez les Eduens de Bourgogne, les Campaniens de Capoue ou les Athéniens de Grèce, grands seigneurs et riches bourgeois admirèrent le sénat comme un modèle et l'adulèrent

(1) Vercingétorix à ses soldats (César, VII, 29) : *Unum consilium totius Galliae effecturum cujus consensui ne orbis quidem terrarum possit obsistere.*

comme un allié. Avec son appui matériel ou moral, le régime aristocratique fut maintenu ou rétabli partout, en Grèce, en Asie, en Italie, en Gaule ; et le druide Diviciac, chef du patriciat éduen, devint maître à Bibracte en tant qu'ami des sénateurs de Rome.

Mais, une fois entrés dans un pays, légats du sénat et légions des proconsuls n'en sortaient plus. Si les grands seigneurs se sont assuré le pouvoir en Gaule, c'est pour l'exercer à titre d'esclaves de Rome. Ils ont asservi leur nation à l'étranger du jour où eux-mêmes se sont asservis à leur faction politique. Et tout cela, patrie, faction, liberté, démocratie et aristocratie sombrèrent à jamais sous le despotisme des empereurs. La domination d'un seul, le plus forcené et le plus stérile des impérialismes, fut la conséquence de ces propagandes internationales des factions politiques. Le vrai créateur de l'Empire romain, ce ne fut pas le légionnaire du peuple vainqueur, ce fut le politicien du peuple vaincu. A l'origine de cet Empire il y a (passez-moi ce vilain néologisme) il y a l'internationalisation d'un parti (1).

Je me demande si ce fait, la tendance internationale des factions politiques, n'a pas été, dans l'histoire universelle, la cause principale des ruines de peuples, des dominations impériales. Dès qu'un parti regarde au delà de ses frontières, il se fait courtier d'invasion et fourrier d'empire. Certes, ses ambitions peuvent être nobles et pures ; il s'indigne à la pensée de n'agir que dans le recoin égoïste d'une patrie ; il veut s'étendre et progresser pour le profit de tous les hommes. Un internationalisme sincère renferme en soi un idéal d'humanité et le principe de la charité chrétienne ; et je m'incline très bas devant lui. Mais il ne tient pas compte des tares du cœur humain : princes orgueilleux et nations avides, le sénat des optimates romains ou César le démagogue, les prolétaires du forum convoiteurs de terres lointaines ou les brasseurs d'affaires en quête de placements nouveaux, et Xerxès le roi des rois, et Philippe II le défenseur de la foi, et Guillaume II le confident du « vieux dieu », la race maudite des conquérants ne s'éteindra jamais, elle demeure à l'affut des faiblesses généreuses et des sublimes imprudences, prêtes à détourner à son bénéfice les courants d'idéal qui se forment dans l'humanité. Pas une seule fois, que je sache, la propagande d'une religion n'a manqué de fournir l'appoint ou le prétexte à des appétits d'impérialisme : on a cru servir un Dieu dans le ciel, on a servi un despote sur la terre. Les catholiques français de 1589 étaient sans doute de bonne foi en sollicitant la protection de l'Espagne : ils ont encouragé Philippe II, un des plus sinistres bâtisseurs d'empire qu'ait produit l'histoire. Leurs adversaires protestants, en s'adressant à l'Angleterre, ont préparé pour leur part son empire sur les mers. Et l'aristocratie gauloise, en se courbant devant le sénat de Rome, a achevé de réduire le monde et Rome avec lui, à la merci des Césars. Souvenons-nous de cet enseignement, ne mêlons point l'étranger à nos querelles ou à nos amitiés ; et surtout, gardons-nous d'entrer en communion avec un parti ou une religion d'Allemagne.

(1) C'est ce qu'a montré Fustel de Coulanges dans sa thèse sur *Polybe*, parue en 1858.

*
* *

Le repli sur soi même, une sage défiance à l'endroit de l'étranger, quel qu'il fût, aurait épargné bien des maux à la Gaule. Le temps n'était point venu où un large souffle de bonté, un ardent désir de paix se répandrait au-dessus des nations, où elles verraient dans leurs songes le genre humain réuni en une société de patries. — Et j'hésite même à croire que ce temps soit enfin venu : car jusqu'ici ni la philosophie de Socrate, ni la charité du Christianisme, ni les principes de la Révolution n'ont aboli ces misères morales que sont les jalousies et les égoïsmes des nations, leurs rivalités d'intérêts, leurs tracasseries de frontières. Quelle doctrine, alors qui donc alors donnera au monde la sécurité et la confiance? — Mais jamais cette sécurité ne fut moindre que dans les âges antiques, jamais la confiance ne fut une plus grande faute que dans les siècles où Rome préparait son empire et la Germanie ses brigandages.

Or, la Gaule crut en l'amitié de Rome, et les principales de ses cités reçurent ou sollicitèrent le titre d'alliés, d'amis ou de frères du peuple romain. Jules César ne franchit pas les Alpes à l'insu et en ennemi des Gaulois : ce furent eux qui le réclamèrent pour faire la guerre chez eux, et je ne suis pas sûr qu'ils ne l'aient pas regardé d'abord comme un auxiliaire à leurs ordres. Un Romain, un Jules César invité à faire la police de la Gaule : quelle aberration de jugement! — Mais si j'avais le temps, je vous montrerais que la France en a eu plus tard de pareilles.

La Gaule a fait sottise plus grande encore : elle s'est fiée au Germain. Avant d'appeler César à son secours, elle a appelé Arioviste à son service. Racontons ici cet épisode : il est d'importance, c'est un des plus anciens chapitres des rapports entre les hommes de chez nous et les populations germaniques. Au cours des guerres civiles qui divisaient la Gaule, un des deux partis en lutte engagea quelques Germains en qualité de mercenaires. Ils avaient pour chef un Suève de Brandebourg, Arioviste. L'Allemand fit venir peu à peu autour de lui de nouvelles bandes recrutées outre-Rhin, toujours à titre d'amis et de soldats de la Gaule. Quand il eut assez d'hommes à sa

disposition, quand il se sentit le plus fort, il leva le masque, il déclara que la Gaule lui appartiendrait, et il en commença la conquête. — Cet Arioviste le Germain, est-ce que vous ne trouvez pas son image à tous les siècles de notre histoire? Ne ressemble-t-il pas à Bismarck, caressant Napoléon III de fallacieuses promesses, et, le jour où il fut assuré de la victoire, levant le masque pour prendre l'Alsace et la Lorraine? Ne ressemble-t-il pas à Guillaume II, se faisant passer pour « l'empereur de la paix » parmi les niais et les naïfs de la terre, et puis, à l'heure propice, levant le masque pour recommencer Arioviste et Bismarck? Si l'histoire est une science, et qu'elle fournisse aux peuples l'expérience de leur passé, si de la première à la dernière heure de notre vie nationale nous rencontrons les mêmes procédés et les mêmes gestes, défions-nous à tout jamais des masques germaniques. — Comme homme et comme chrétien j'aurais voulu vous parler autrement ; comme historien, je n'ai pas le droit de le faire ; et je le regrette.

*
* *

Je dis défiance et prudence à l'endroit de l'étranger, je ne dis pas haine ou hostilité, et je dis encore moins esprit d'agression ou espoir de conquête. Attaquer, conquérir, annexer, quel que soit l'éclat des triomphes, est aussi dangereux pour une patrie que de se laisser séduire ou envahir par une nation voisine. Les effets pernicieux d'une victoire agressive sont sans doute plus lents à se faire sentir que les résultats d'une défaite : l'Allemagne a attendu un demi-siècle avant de recevoir le châtiment de Sadowa et de Sedan. Mais, pour établir ses lois et dispenser sa justice, l'historien doit observer de vastes espaces de temps, étudier les lendemains et les surlendemains des victoires et des traités, et ne point se laisser aveugler par la lumière immédiate des succès.

Une nation impérialiste travaille contre ses destinées. Si l'Italie romaine n'avait pas conquis le monde, elle fût devenue un peuple heureux et riche (1), au lieu de ne plus être, sous les empereurs, que le réceptacle de ruines matérielles et de déchéances morales. Quand, au quatrième siècle avant notre ère, les chefs gaulois parcoururent l'Europe en vainqueurs et en conquérants, ils ne firent que semer les colères dont leur pays devait mourir. A quoi servit-il à la Gaule de fonder six Etats au delà de ses frontières, en Souabe, en Bavière, en Bohême, en Autriche, en Serbie, en Transylvanie? (1). A quoi lui servit-il de descendre en Grèce et de s'étendre en Italie, d'assiéger Jupiter au Capitole et Apollon à Delphes? Elle ameuta contre elle les Grecs et les Romains, et quand le sénat envoya Domitius ou César au delà des Alpes, il entendait bien venger Apollon et Jupiter, et, par contre-coup, garder la Gaule. Les colonies gauloises du Danube auraient pu protéger la mère-patrie contre la barbarie germanique ; elles ne surent point le faire ; et la facilité avec laquelle Arioviste les supprima, lui fit espérer que d'un autre coup il materait la Gaule. Et son effort le porta de Bavière en Alsace : de même qu'à la fin de l'Empire de Napoléon, en 1813 et 1814, les ennemis de la France s'avancèrent, d'une seule poussée, de Leipzig en Champagne. — Car la France de la Révolution a terriblement perdu, elle aussi, à se transformer en empire.

*
* *

Ne menacer personne, être et rester chez soi, vivre en nation très forte et très sage, je ne sais si la Gaule, en se comportant ainsi, eût été victorieuse de Rome et des Germains ; mais elle aurait en tout cas retardé sa défaite, et elle l'aurait fait payer plus chèrement. — Etre chez soi, voici ce que cela signifiait pour la Gaule.

C'était d'abord prendre ses frontières naturelles, et s'y tenir. — Je sais bien que les limites physiques ne suffisent pas à déterminer le domaine d'une nation, et qu'il est convenu, et surtout depuis un an, de nier ou de mépriser les frontières naturelles. Le Rhin? mais rien n'est plus facile que de le franchir, et il y a toujours eu des Germains sur la rive gauche (2). Les Alpes? mais des populations de langue française habitent sur l'autre versant. La Manche? mais elle n'a pas empêché l'Angleterre d'être maîtresse à Calais. Il est vrai. Mais de ce que les frontières physiques ont été violées par les hommes, il ne s'ensuit point qu'elles n'existent pas ; l'ambition des conquérants ou la misère des peuples en marche ne reculeront jamais devant l'obstacle de la montagne, du fleuve ou de la mer : ce n'en sont pas moins des barrières, et, si elles n'arrêtent pas, elles retardent. Puis, et cela est de valeur dans la vie des peuples, elles retiennent leurs âmes, elles dominent leurs imaginations. Je ne crois pas qu'une conscience française sanctionnerait désormais une conquête qui porterait nos armes au delà des Alpes ou des Pyrénées. Ces lignes naturelles qui encadrent une grande région

(1) Je songe ici aux belles recherches de M. de Sanctis.

(1) L'étude des monnaies gauloises me fait croire à l'existence de ce sixième Etat. Les autres sont attestés par les textes.

(2) On le dit; je ne l'affirmerai point.

ajoutent à leur force matérielle l'énergie magique d'un symbole. Elles sont visibles, nettes, invariables et perpétuelles. Jusqu'ici l'histoire n'a rien présenté de plus franc et de plus fixe pour délimiter les peuples. J'en veux aux diplomates contemporains de ne l'avoir pas compris, et d'avoir bâti la nouvelle Europe sur l'incertitude des faits humains et des conditions actuelles, au lieu de la construire avec les matériaux immuables que la nature leur offrait. Pour avoir tout sacrifié aux relations présentes des sociétés nationales, ils ont infligé à celles-ci toutes les incertitudes des lendemains. Ils n'ont pas entendu le mot du poète, *propter vitam vitæ perdere causas* : le souci de la vie leur a fait négliger les sources de la vie. Entre Allemagne et Pologne, par exemple, ils ont accepté des frontières linguistiques que l'Allemagne est déjà en train de déplacer sournoisement (1), et ils ont refusé à la Pologne la Baltique de Dantzig, que la nature lui donnait. Les malheureux! En créant ces frontières de langue ou de plébiscite, faites de poches, de saillants, d'encoches et d'enclaves, en enchevêtrant ainsi deux peuples voisins, ils ont préparé à l'avenir de l'humanité plus de conflits que n'aurait excité de colères, parmi les générations présentes, la maîtrise brutale d'une limite marquée par le sol. Une limite de ce genre, montagne, rivage ou rivière, demeure une force souveraine. Les Anciens, qui furent si souvent plus près que nous de la vérité éternelle, ne manquèrent pas de faire du Rhin un dieu qui garde et qui juge les hommes, et de placer des autels aux passages solennels des Alpes et des Pyrénées. La frontière naturelle, pour les Gaulois, ressemblait à une enceinte sacrée : la laisser franchir par d'autres peuples ou la franchir soi-même, c'était une manière de profanation (2).

Etre chez soi, à l'intérieur de cette enceinte, cela voulait dire n'y rencontrer aucune parcelle de sol étranger. Ces enclaves ethniques que nous admettons dans les Etats modernes, ce droit particulier que nous imaginons pour les minorités nationales insérées dans le corps d'un peuple, inquiètent ceux d'entre nous qui songent plus au règne de la paix perpétuelle qu'à la conciliation momentanée des intérêts en lutte. J'aurais voulu aussi que la Conférence de la Paix, élargissant l'horizon de son intelligence et l'avenir de son dessein, fît disparaître partout ces îlots et ces tentacules que le hasard d'une alliance féodale ou d'une conquête violente a laissés subsister au milieu des nations modernes ; tôt ou tard, j'en ai peur, disputes ou batailles naîtront de ces coins d'espace étranger enfoncés dans le vif des terres de patrie. Quel beau geste ce serait, que Gibraltar rendu à l'Espagne et le Limbourg à la Belgique! Je me place, je le sais, en dehors des réalités de l'égoïsme politique, en un mirage d'humanité réconciliée que ne connaissent point les yeux des diplomates et des chefs d'Etat. Pour moi, une vaste région de la terre, comme l'Espagne ou la France, est un principe supérieur, créé par la nature et sanctionné par l'histoire, auquel devraient se soumettre l'idéologie des juristes et les amours-propres des peuples. Cette France, cette Gaule, c'est le domicile prédestiné d'une famille faite pour un accord éternel, et il vaut mieux ne pas y admettre le trouble-fête de concessionnaires étrangers. Lorsque nos aïeux accordèrent aux Grecs de Phocée l'hospitalité de Marseille, il sembla d'abord que ce fut pour la Gaule l'aurore de temps nouveaux : car Marseille devint son éducatrice, et grâce aux leçons helléniques, nos ancêtres firent joyeusement leur entrée dans la civilisation du Midi. Mais le jour de la brouille survint, et Marseille ouvrit la Gaule aux légions romaines.

Etre chez soi, enfin, pour une patrie, c'est être constituée par une population qui lui appartienne corps et âmes, capable de la défendre, et toujours prête à le faire. La première condition de sa liberté est l'armée des siens, en état et en garde. Car, pareil au père de famille dont parle l'Ecriture, un peuple ne sait ni l'heure ni le jour où viendra le perceur de murailles. Ce fut, cette veillée aux frontières, ce qui manqua le plus à la Gaule d'autrefois. Elle avait des hommes en abondance ; les femmes étaient fécondes, et de nombreuses familles trouvaient aisément leur nourriture dans un pays riche et bien cultivé. Elle ne souffrit pas de cette pauvreté en enfants qui acheva de livrer la Grèce à Rome, et qui peut-être un jour nous livrera à nos rivaux. Mais il ne suffit pas d'avoir beaucoup d'hommes pour qu'une patrie soit victorieuse du temps et de ses ennemis : je ne sais ce que pèseraient les multitudes chinoises si le Japon voulait la mort de sa voisine. Il faut encore que ces hommes soient des soldats, rompus à l'énergie et à la discipline militaires, et que leur sol soit défendu par des forteresses, comme les hommes par leurs armes. La Gaule mit toujours en bataille beaucoup plus de guerriers que les Romains. Mais pas un de ses chefs, durant ses années d'indépendance, ne sut la préparer au combat contre l'étranger : elle n'eut que des armées de police intérieure et

(1) Voir *le Temps* du 2 décembre 1919.

(2) Je tiens à répéter (voir ma leçon de 1917) que je n'entends pas revendiquer par là pour la France le cours du Rhin en son intégralité. La frontière septentrionale de la France, telle qu'elle existait en 1814, était, ou plutôt avait été primitivement une frontière naturelle (forêt *Carbonaria*, forêt des Ardennes), à laquelle l'histoire de vingt siècles avait donné sa sanction. Notre patrie ne doit pas en vouloir d'autres. Mais elle doit vouloir que l'Allemagne s'en tienne au Rhin comme frontière.

de guerre civile, à qui les progrès de l'art militaire étaient indifférents. Trempe de l'épée, emploi varié des armes de jet, usage d'armes défensives, construction de camps et de tranchées, artillerie de campagne et de siège, ruses de tactique et combinaisons de stratégie, elle ignora tout ce qu'imaginaient alors les peuples voisins, en passe de conquérir le monde. Et quand les Romains se présentèrent, ce fut un jeu pour eux que de massacrer les foules gauloises, malgré leur vaillance et leur noblesse d'âme. Ces Gaulois n'avaient pas su être chez soi, à la façon du père de famille dont je vous parlais tout à l'heure, qui chaque soir fait sa ronde, tire les verrous et suspend l'épée à son chevet.

*
* *

Vaincue, mutilée, asservie par l'Empire romain, la Gaule pouvait cependant ne point mourir comme patrie. Elle n'avait qu'à attendre et préparer dans le silence et l'espoir le temps où la chute de Rome lui permettrait de reparaître avec ses traditions et sous les héritiers de ses chefs. Nous venons de voir, et c'est une des plus magnifiques pages d'histoire que l'humanité ait écrites, nous voyons aujourd'hui de ces résurrections de patries qui n'ont point voulu mourir, qui se sont subitement redressées dans les ardeurs de leur ancienne maturité, rehaussée par l'auréole de longues souffrances. Plus malheureuse que la Gaule même, la Pologne avait été écartelée entre trois empires, et la voici qui d'un coup recouvre l'unité et l'assurance. La Bohême, esclave depuis cinq siècles, s'est retrouvée, telle une déesse qui se réveille après la nuit, alerte, jeune, active et fière : voilà un an à peine d'écoulé depuis sa nouvelle naissance, et, à la voir s'occuper et sourire sous les admirables chefs qu'elle s'est donnés, nul déjà ne se doute de la tristesse sépulcrale où les Habsbourg l'enfermèrent. Mais la Bohême, en dépit de ses maîtres, vivait et respirait. Elle s'était raidie dans une incroyable résolution de tenir, elle renouvelait chaque jour son courage et sa patience à ces sources inépuisables qu'étaient sa langue, sa poésie, le culte de ses héros, sa foi en l'avenir. Elle n'était plus un corps politique indépendant : elle demeura une personne spirituelle, une sorte d'être religieux, et, morte dans sa vie publique, elle se garantit l'immortalité par la survivance de sa vie morale.

Cette foi en l'avenir, cette religion du passé, cet entretien de sa personnalité morale, firent défaut à la Gaule. Une fois soumise à Rome, elle confirma elle-même sa défaite et sa servitude par l'abandon de tout ce qui avait fait sa grandeur aux heures de la liberté ; et elle se condamne volontairement à une mort sans remède, à une de ces morts dont on ne peut plus en appeler même à Dieu.

La Gaule oublia ses dieux, Teutatès et les autres, pour se convertir à ceux de ses vainqueurs, Jupiter ou Mercure. Or, Mercure et Jupiter, c'étaient, sous des apparences internationales, les dieux propres de l'Italie, ce que Teutatès était pour la Gaule. Jupiter avait sa résidence au Capitole, citadelle de Rome et centre de son empire : accepter sa prééminence, c'était un aveu de sujétion ; abjurer Teutatès, c'était douter de la Gaule. Et une patrie qui n'impose plus la confiance à ses enfants est proche du néant : et si, dans ces cinq dernières années, nous avons tous imprimé à la France une vie si profonde, une énergie d'être si intense, c'est parce que nous avons cru en elle comme en notre Dieu.

La Gaule, après avoir quitté ses dieux, négligea sa langue. Elle ne voulut plus parler que le latin. Car les peuples de l'Antiquité n'éprouvaient point pour leurs idiomes traditionnels l'affection passionnée et respectueuse que leur témoignent les générations modernes. L'élite intellectuelle d'une patrie dédaignait souvent le parler de ses pères, l'abandonnait volontiers au vulgaire, se complaisait dans l'usage d'une langue voisine, qu'elle jugeait moins barbare et de meilleure tenue. Elle ne comprit pas la beauté morale, la sainteté humaine d'un langage national : à ce langage ont collaboré nos ancêtres ; il continue leur œuvre et il perpétue leur souvenir plus encore que le sol qu'ils ont défriché et que les villes qu'ils ont fondées ; il transporte d'âge en âge des idées et des sentiments communs ; c'est par lui que nous sommes les élèves de nos aïeux et les maîtres de nos descendants. Aimons d'abord notre langue, si nous voulons rester une patrie.

C'est pour avoir méprisé sa langue que la Gaule finit par effacer les traces de ceux-là mêmes qui avaient fait son nom et sa force, par détruire jusqu'aux vestiges des siècles qu'elle avait déjà vécus. La pratique du latin lui fit abolir les titres de son passé. A ne plus lire que Virgile, elle n'apprit plus que les choses de Rome et d'Auguste. Nul ne parlait à ses enfants d'Ambigat et des druides. Ces noms n'étaient connus que de quelques érudits. L'école, qui est le séminaire des patries, était passée dans la domesticité des vainqueurs. Quand les villes voulaient élever sur leurs places publiques des monuments aux héros de l'histoire, elles choisissaient Hercule, Scipion, Pompée ou Romulus. Les Arvernes, qui avaient dans leurs annales les plus grands rois et les plus fiers patriotes de la Gaule, ternirent à plaisir leur antiquité pour y insérer une ascendance troyenne, et déracinèrent leurs origines afin de flatter les maîtres du jour. Je ne connais pas, dans l'histoire de notre sol, une plus triste péripétie que celle de ce

peuple renégat de ses pères. Cette folie ou cette lâcheté universelle d'où était sorti l'Empire romain, après avoir enlevé à la nation le sens de la liberté, l'entraîna dans le vertige du mensonge et de l'ignorance. L'oubli des aïeux, ce fut pour la patrie une seconde forme de la mort, celle de l'âme après celle du corps.

Tout était désormais fini pour la Gaule. Alors, ayant perdu sa foi, qui l'aurait maintenue dans l'espérance, perdu sa langue, qui l'unissait à ses ancêtres, et perdu, avec le souvenir d'elle-même, la conscience de son identité morale, sans plus un regard vers l'avenir, sans plus un lien avec le passé, elle accepta de descendre dans l'abîme des êtres disparus. Et, pour que le sol de France devînt une seconde fois le domaine d'une nation, il fallut attendre de nombreux siècles d'actions mystérieuses, pendant lesquels la vertu de la terre et le sang des hommes façonnèrent lentement la figure d'un patrie nouvelle.

*
* *

Maintenant que le mal de l'Empire romain est réparé et que la nation française est achevée, attachons-nous à elle de toutes les forces de nos âmes et de nos corps. Que cette leçon de notre lointain passé s'ajoute aux leçons de l'heure présente pour développer en nous le culte de la patrie, l'entretien des sources qui la feront vivre éternellement. A aucun moment de son histoire, ces sources n'ont été plus abondantes et plus pures qu'en ces journées de victoire. Tous nos frères de foi française nous ont été rendus. Nous touchons à nos frontières naturelles, et le coq gaulois vient de chanter à nouveau sur la rive du Rhin. Les masques de nos ennemis ont été arrachés, et nul d'entre nous ne croira désormais à une parole germanique. Aucun alliage d'impérialisme n'a gâté notre triomphe militaire. Ces années de lutte ont ravivé en nous les souvenirs de notre histoire. Jamais notre capitale de Paris n'a été plus chère à tous les Français, et ses dangers et sa croix la font ressembler au foyer sacré où les Gaulois venaient adorer les dieux de leur nation, Jamais notre langue ne nous a paru plus belle, aujourd'hui qu'elle transmet, à la suite de l'héroïsme de nos aïeux, celui des morts que nous avons connus. L'amour de notre pays étreint notre cœur à la fois comme un instinct de nature et comme une loi de piété. Mais nous ne faisons point de cet amour une passion égoïste, une menace pour les patries voisines ; et nous serons les premiers à nous réjouir de voir grandir en elles un sentiment pareil au nôtre, de même trempe et de même clarté. Car nous n'imaginons pas pour l'humanité un meilleur ferment de progrès que le patriotisme à la française, celui qui par delà le seuil de sa patrie dirige vers toutes les autres ses regards et sa sympathie ; et la gloire de nos siècles antiques et la victoire de nos heures actuelles éveillent en nous le devoir et le désir de réconcilier les peuples dans le travail de la paix.

Nous, ici, au Collège de France, nous avons un autre devoir, non plus envers l'avenir, mais envers le passé, non plus envers nos descendants, mais envers nos aïeux. Il nous appartient de les faire connaître, eux et leur œuvre, de leur rendre un peu de leur vie, de réparer à leur endroit l'ignorance de leur postérité. C'est pour remplir ce devoir que je vous convie à étudier avec moi, cette année, la civilisation gauloise.

CAMILLE JULLIAN.

JULIEN LEMORDANT

—

DE L'HEROISME

Il y a des gens qui s'imaginent que la guerre produit de toutes pièces les vertus qu'elle met en œuvre. La vérité est que la guerre, comme toutes les passions extrêmes, découvre les instincts profonds de l'âme, la patience, le courage, l'esprit de sacrifice, la lâcheté, la cruauté, la joie de détruire. La guerre ne crée pas les héros, elle les prend où elle les trouve, elle les mutile ou elle les tue. L'héroïsme est une exaltation des énergies intérieures qui porte l'homme au-dessus de lui-même. Il n'a pas besoin de l'éclat des trompettes et du fracas des canons, il a sa place dans la paix comme dans la guerre, il est de toutes les heures et de toutes les conditions.

Julien Lemordant est devenu célèbre par l'excès de son malheur. Ce jeune peintre, arrêté en plein travail, plus que mort, frappé de cécité, a paru dépasser la mesure de la misère humaine. La volonté indomptée qui l'a conduit de combats en combats, blessé, mutilé, jusqu'au coup suprême, a étonné les plus braves. Quand on dit de lui qu'il est un héros, l'expression n'est que juste.

Je connais Lemordant depuis sa première jeunesse. J'ai été le témoin de sa vie. Je l'ai toujours connu semblable à lui-même. La guerre ne lui a rien apporté. Il a été un grand soldat comme il est devenu un grand peintre. Il a appliqué dans la bataille les vertus qu'il n'a cessé de déployer dans sa carrière d'artiste. Ce Breton, descendant des vieux corsaires de Saint-Malo, dont le nom signifie, dit-on, *le feu de la mer*, a en lui-même l'âme de l'Océan, qui du même effort sans trêve vient battre le rocher

et le vaincra. Il n'a jamais connu la peur. Sans souci des obstacles, les tournant, les renversant, en gravissant les escarpements, il marche vers le but qu'il s'est fixé.

Peintre, sa première lutte est pour se conquérir lui-même. Il sort de l'école, il sait ce qu'on y apprend, il ne se connaît pas encore. Un sûr instinct le ramène vers sa chère Bretagne, vers cette terre et cette mer, dont l'âme puissante, tour à tour rude et charmante, s'accorde à la sienne. Il découvre son œuvre dans l'émotion qu'il en reçoit. Mais le génie n'est rien sans l'attention qui le fixe, sans la raison qui le contrôle. Il s'agit de diriger la sève, d'en conduire la montée, de l'épanouir dans les fleurs et les fruits dont elle est la promesse. Lemordant veut une œuvre forte, colorée, profonde, qui n'atténue pas la nature, qui l'exalte, et dans la vérité des choses mette l'ardeur de l'esprit qui les contemple.

Il se prépare à cette œuvre, il la poursuit dans le silence et l'obstination. Son travail est passionné. Il ne craint pas de rester loin de Paris, de se faire oublier, il reviendra quand il aura à montrer des choses dignes d'être vues par les yeux des hommes. Il est sans famille, sans argent, quelques sympathies l'accompagnent, mais d'abord il se porte et se soutient lui-même. Il s'installe sur le coin de terre qu'il veut conquérir. Logé dans une pauvre auberge de Saint-Guénolé, vivant de rien, il passe l'hiver dans une studieuse solitude. Durant les longues soirées, il modèle dans des dessins d'une rare puissance, les têtes ravinées par les embruns, il note les gestes, les attitudes, l'expression des visages, les habitudes des corps. Il mène la bataille sans fléchir. Trempés dans le bateau que le flot bat et soulève, d'autres héros à leur manière font ce qu'il fait. Un jour, la tempête, dans un accès de fureur, brise les vitres de la masure dressée face à la mer qui lui sert d'atelier, noie ses études, emporte dans un tourbillon ses projets et ses dessins. Elle n'emporte pas ce qui est en lui, ce que rien ne peut lui ravir, il se résigne au désastre dans la certitude de le réparer.

Il s'ouvre aux images qui viennent à lui de toutes parts, il va au-devant d'elles, elles deviennent les éléments mêmes de sa pensée. Il sent l'accord profond qu'établit entre le paysage et les hommes l'action séculaire des mêmes forces, il les voit ensemble, dans leur unité. Des beaux jours où tout s'apaise et rayonne aux jours où tout se trouble, s'obscurcit et pleure, c'est, sur cette terre de Bretagne, le drame même de la vie qui se déroule sous ses yeux. Il ne cherche pas l'accident, l'effet pittoresque, il ne peint pas des tableaux de genre qui ravivent les souvenirs et amusent les yeux des touristes. La mer n'est pas pour lui un spectacle, elle est pour lui ce qu'elle est pour le marin, un être avec lequel on vit, une grande force à la fois bienfaisante et redoutable. Il connaît la vie du marin, ses travaux, ses joies, ses dangers, il entend l'éloquence des visages silencieux, il lit dans les gestes lents, dans la rudesse des corps, le dur labeur, la résignation, l'effort toujours recommencé.

Il a besoin de grands espaces pour écrire son épopée : les amours et les batailles de l'homme et de l'Océan. Il veut rendre la nature dans sa couleur et dans son mouvement, il veut dans ses toiles, les plages brûlantes sous le soleil, le grand ciel avec les nuages bas et lourds, que l'ouragan emporte et déchire, le vent qui bat les jupes comme les voiles, soulève les tabliers multicolores, cambre ou courbe les corps, roule les flots, tourmente le ciel et la terre : Son ambition est de sortir la peinture décorative de ses thèmes conventionnels, de ses tonalités atténuées, de mettre dans ses harmonies l'intensité du réel. C'est ainsi qu'il peint pour la salle à manger de l'Hôtel de l'Epée, à Quimper, un ensemble décoratif de 54 mètres de longueur sur 2 m. 84 de hauteur : *Dans le Vent, Le Pardon, Les Goémons, La Mer, Le Phare :* une fresque décorative de 26 m. de long sur 3 m. de haut pour la Société de Pêche et d'Ostréiculture de France ; *La Danse*, pour le plafond du théâtre de Rennes. Il apporte le même esprit à la décoration qu'il prépare pour une mairie de Paris : *Les Débardeurs, Les Déchus, Dans la rue.* Il s'efforce de dégager la beauté de la vie sous ses formes les plus humbles par la sympathie passionnée qui lui en découvre la grandeur. En art, les théories valent ce que valent les hommes : son œuvre inachevée montre qu'il était de taille à justifier les siennes.

*
* *

Le 1er Août 1914, à l'heure où la guerre fut déclarée, Lemordant était à Rennes, où il surveillait la mise en place du beau plafond, qu'il venait d'achever pour le théâtre de la ville : pas de mythologie, ni dieux, ni déesses dans un ciel d'apothéose : Bretons et Bretonnes, vêtus du costume national, vestes, chapeaux ronds, coiffes et tabliers de toutes nuances, emportés dans une farandole, qui mêle l'ivresse de la couleur à l'ivresse du mouvement, ondule, serpente, monte et se perd dans un ciel tourmenté. Il avait trente-sept ans, il faisait partie de l'armée territoriale et était attaché au train des équipages. Il détestait le militarisme et la guerre. Capable de créer, vivant dans les hautes pensées qui unissent les hommes, il avait l'horreur des destructions vaines. Mais il aimait la France, les idées de justice et de liberté qu'elle représente dans le monde. Il n'était pas de ceux qui sacrifient à la vie les raisons de vivre.

A force d'instances, il obtint d'être versé dans le 41e d'Infanterie de l'armée active. Il assista à la bataille de Charleroi. Il n'est que sergent, mais il a l'âme d'un chef. Dans la débâcle, il arrête les fuyards, prend leur commandement. Un éclat d'obus l'atteint à l'épaule droite, il reste à son poste, de sa propre initiative ordonne une contre-attaque, retarde la marche de l'ennemi et assure la retraite de son bataillon. Le lendemain, il était nommé sous-lieutenant par son colonel.

La retraite commence. On se bat le jour, on marche la nuit, les soldats épuisés de fatigue tombent sur les routes et s'endorment. Le 5 septembre, l'ordre est enfin donné de s'arrêter. Le lendemain, nos troupes prendront l'offensive sur toute la ligne. La grande bataille s'engage qui va décider des destinées de la France. Des deux côtés, la lutte est acharnée. Le 41e est dans la Marne en liaison avec l'armée Foch. Dans la nuit du 6 au 7, au cours d'une reconnaissance mouvementée, Lemordant est atteint au rein droit par un éclat d'obus, projeté dans les airs, d'où il s'abat lourdement sur le sol. On l'emporte évanoui à l'ambulance. Il a un écartement du bassin, un décollement des muscles. Il refuse d'être évacué et, après deux jours, se traînant à peine, il rejoint son corps. Partout où il est appelé à agir, il fait preuve de la même invention, de la même ténacité. Seul, dans le silence de l'atelier, il a livré d'autres batailles, qui lui ont appris à nuir la passion et le sang-froid, la promptitude du coup d'œil, l'audace du geste et l'obstination réfléchie. Quelques jours plus tard, alors qu'on espère encore pousser l'ennemi jusqu'à la frontière, Lemordant est engagé dans une attaque de nuit sur Craonnelle, qui échoue avec de grosses pertes. Il s'en tire cette fois avec un petit éclat d'obus en haut de la colonne vertébrale, qu'il refuse de porter en compte.

Le 4 Octobre 1914, il est en Artois. Le 41e lance une attaque vers Monchy-le-Preux. A la tête de sa section, Lemordant rampe dans les betteraves et, bien que blessé à la main droite, arrive jusqu'à la tranchée ennemie et l'emporte. Une seconde balle lui éraffle la tête au-dessus de la tempe droite, une troisième l'atteint au sommet du crâne. Il tient toujours. Une batterie de mitrailleuses se démasque. Il emporte le blockaus et le réduit au silence. Mais tandis qu'il escalade le talus, il reçoit à bout portant une balle qui lui traverse le genou droit de part en part. Ses hommes veulent l'emporter, il n'y consent pas. Deux fourreaux de baïonnettes serrés autour de la jambe font attelles et lui permettent de se tenir debout. Comme les vieux Celtes, ses ancêtres, il ne sent pas la douleur de la blessure dans la bataille. Les Allemands reviennent en force. Il charge avec sa petite troupe, mais, au moment où il saisit à la gorge l'officier lieutenant qui commande l'ennemi, une balle l'atteint au-dessus de l'œil droit et brisant l'os frontal sort par la tempe gauche. Il a l'impression que sa tête éclate et il s'écroule. Quarante-huit heures, il reste évanoui. Quand il s'éveille, il entend des plaintes, des râles, il rampe vers le bruit et s'informe. Pour les autres, c'était le jour, pour lui, c'était toujours la nuit.

Quatre jours il reste étendu sur le sol, sans soins, sans pansements, enfin il fut relevé par les Allemands et emmené en captivité. Le dur voyage ne parvint pas à le tuer, il supporta les cahots, les stages dans les écuries, les lentes étapes, les longs arrêts. Il échoua dans un hôpital de Bavière, où il fut soigné. Ses yeux désorbités ont été remis en place, il commence à voir. Il écrit à ses amis qui, devant sa haute et ferme écriture, se reprennent à espérer. Mais, mutilé, souffrant de toutes ses blessures, marchant avec peine, il refuse de s'avouer vaincu. Deux tentatives d'évasion le font jeter en forteresse. Une troisième tentative et un troisième échec l'envoient dans un camp de représailles. Esprit toujours en action, il avait entrepris de faire devant ses camarades de captivité, des conférences sur l'histoire de l'art. Avant le départ, il veut parler une dernière fois. Mais tout à coup, tandis qu'il se penche sur ses notes, il s'aperçoit que les caractères se troublent et s'effacent. Il s'arrête un instant mais par un suprême effort il se domine, reprend et va jusqu'au bout. Le commandant du camp devant un tel malheur, s'émeut. Mais Lemordant ne veut rien demander, rien devoir à l'ennemi. Il a été condamné, il partira. Il part, mais, après quelques jours, il est renvoyé en Suisse comme grand blessé et, après quelques mois de séjour à Interlaken, rapatrié.

*
* *

Le retour dans la patrie réveille ses espérances. Il n'a pas renoncé. Il a confiance dans les soins attentifs et dévoués qu'il n'a pas trouvés en Allemagne, il a foi aussi dans sa volonté qu'il a coutume d'imposer à la nature. Il est accueilli comme il convient, entouré de tendresse et de respect. Son nom est partout répété, il devient le vivant symbole de ceux qui, par leur esprit de sacrifice, ont sauvé la France et la liberté du monde. Quand il paraît, la tête enveloppée de bandages, appuyé sur sa lourde canne, marchant péniblement au bras d'un ami, les fronts se découvrent. Une cérémonie émouvante groupe autour de lui ses amis et ses maîtres, le jour où il reçoit la croix de la Légion d'Honneur. L'exposition de ses œuvres confirme le jugement dès longtemps porté par les artistes sur son œuvre. Cette peinture hardie, généreuse, renouvelle l'art décoratif non seu-

lement par la vigueur de ses colorations, mais en le reliant à la réalité et à la vie, en y faisant entrer la nature, la mer, le soleil, le vent, le travail, la joie et la misère des hommes. Ce succès ne le réjouit qu'en faisant ses regrets plus amers.

Derrière ce décor se passe le drame intérieur. Il subit dix-huit opérations sans résultat, il est torturé par les névralgies, sous la menace d'une méningite. Il ne s'agit plus d'entraîner les hommes, de se jeter en avant dans l'ivresse du combat, pas même de braver un ennemi, de ne pas incliner devant lui sa fierté. Lemordant est seul, dans le grand atelier, étendu sur sa chaise longue, entouré de ses études éclatantes qu'il ne voit plus. Il livre la dure bataille, la bataille sans répit qu'il faut livrer sans témoins. Jamais il n'a déployé un héroïsme égal à celui qu'il déploie en consentant seulement à la vie. Quand il souffre trop, il s'enferme, quand il reçoit un ami, il se refuse à parler de lui-même, il tourne la conversation vers les hautes pensées de philosophie, de morale et d'art dont il nourrit son courage. Il veut vivre, pour montrer que l'esprit est plus grand que ce qui l'opprime, pour exprimer dans un langage nouveau le génie intérieur dont il entend toujours la voix, surtout pour être utile, pour servir encore.

Lui-même nous en apporte le témoignage. « Privé de la joie de peindre, m'écrivait-il récemment, et frappé durement par le destin, au lieu de me laisser abattre, pendant deux ans, malgré la souffrance, j'ai travaillé dans la lourde solitude de mon atelier pour m'ouvrir des voies nouvelles et me créer un autre moyen d'exprimer mes sentiments et mes idées.

La lutte fut longue, désespérée, et à certaines heures, en me souvenant de mes courses folles, l'été sur les grèves bretonnes, la tête dans le vent, les pieds nus sur le sable chaud, et enivré de lumière, parfois devant de telles évocations, j'ai senti mon cœur se rompre et ma raison chanceler. Avec quelle rudesse il m'a fallu me traiter moi-même pour rester ferme au milieu des tourments de la chair et de cette torture de l'esprit. Aussi il m'est doux de constater que la dure victoire remportée sur moi-même n'aura pas été inutile pour les autres hommes. »

Cette lettre est écrite d'Amérique. L'Université d'Yale a décerné à Lemordant le prix Howland. Il a voulu partir là-bas, aller faire des conférences. Il se proposait de parler de la France, de son esprit, de son art, de tout ce qui la recommande au monde. Ses amis s'inquiétaient, voulaient le retenir. Mais la vie n'est pas, pour lui, une mort anticipée, elle est l'action jusqu'au bout. S'il doit tomber, que ce soit au cours de la bataille qu'il n'a jamais cessé de livrer pour l'idéal de beauté, de vérité, qui dans la contrariété des passions et des intérêts déjà reconcilie les hommes, donne un sens au mot humanité. La traversée a été rude, la mer grosse, le bateau mauvais. Ceux qui l'accueillent à l'arrivée s'effraient de son état « chacun craignant de le voir trépasser dans ses mains ». Il n'a jamais accepté les sollicitudes qui empiètent sur sa liberté. Sa volonté est une force qui rien ne plie, il prend le commandement et on obéit.

« Epuisé par la traversée, écrit-il, il me fallut à peine débarqué à l'hôtel, discuter l'organisation des conférences que je devais faire à Yale avec le représentant que cette Université avait gracieusement envoyé à ma rencontre. D'autre part, je m'apercevais vite, au cours de certaines conversations, que les conférences, telles que j'avais rêvé de les faire, pour beaucoup de raisons, n'atteindraient pas le but que je m'étais proposé, et modifiant mon plan, en quelques jours, j'improvisai ma conférence sur les forces morales et spirituelles de la France avant et pendant la guerre, que je devais prononcer à Yale le jour de la réception solennelle où l'on devait me remettre la médaille du prix Howland.

Cette soirée était lourde de menaces pour moi, car je devais en plus répondre à deux discours, et pendant l'adresse du président, isolé en moi par la nuit qui me presse les paupières et me voile la clarté du monde, je me demandais, le cœur serré et les tempes battantes de fièvre sous les pansements qui m'enveloppaient, si je n'avais pas entrepris une tâche au-dessus de mes forces.

Enfin, mon tour de prendre la parole était venu, et si je ne voyais pas, je devinais au silence, l'attention de tous ces gens fixée sur moi.

Par un sursaut de volonté, je parvins à faire taire toutes ces émotivités dangereuses, et c'est d'une voix claire, nette, distincte, en articulant chaque mot afin d'être bien compris de tous que je développai ma pensée pendant une heure.

Mais le sujet traité était trop grave pour entraîner de fréquents applaudissements et, muré dans ma nuit, ne pouvant suivre sur le visage de mes auditeurs le reflet des émotions suscitées par mes paroles, le drame continuait à se jouer en moi. Ce fut seulement après la chute de ma dernière période que je compris, au tonnerre des applaudissements, aux mains qui se tendaient vers moi et aux voix haletantes qui me félicitaient, à quel point ce public tout intellectuel d'étudiants et d'habitants de la ville, avait été remué.

L'enthousiasme sortait de sa nature le président de l'Université, homme froid et qui, lui aussi, entraîné, prononça après mon discours une harangue passionnée voyant en moi « le symbole de la France mutilée mais indomptable ».

L'énergie dépensée pour dominer la souffrance,

faire taire en moi le tumulte intérieur et parler du grand drame qui vient de se jouer sans passion, sans haine, avec sérénité, avait épuisé mes forces, et c'est sur une chaise à porteur qu'il fallut me conduire à travers les longs couloirs de ce vaste établissement.

Mais c'est surtout le lendemain et les jours suivants qu'aux lettres reçues et aux propos entendus, je pouvais me rendre compte de l'impression causée dans les esprits. Ma chambre était tout embaumée de fleurs que l'on m'adressait et l'une de ces gerbes contenait le billet suivant : « Acceptez nos vœux les plus fervents, vous, notre sauveur, notre guide, notre lumière. »

Les autres conférences ont renforcé dans les esprits l'impression causée par la première et j'obtenais ce résultat difficile de faire oublier ma personne, mon corps brisé, ma tête défoncée et mes yeux fermés, et bientôt, suivant les paroles d'une artiste américaine, publiées dans un article, « ces personnes venues vers moi avec des gestes de compassion, s'apercevaient vite que c'était elles qui avaient à recevoir ».

Ce triomphe est payé chèrement, car cette traversée, ces voyages, ces déplacements incessants achèvent de m'épuiser et, après chacun de ces discours, alors que les gens s'en vont, remués de mes paroles, on m'emporte dans la chambre d'hôtel où je suis confiné, brisé, anéanti, avec la sensation que jamais je ne pourrai recommencer le même effort le lendemain. »

Partout où il a pris la parole, Lemordant a trouvé le même accueil, soulevé le même enthousiasme. « Il a parlé de la guerre et de la France et de ce que la guerre a fait de la France, écrit un journal américain, il n'a pas dit un mot de ce que la guerre a fait de lui. » Si Lemordant était homme à s'occuper de lui-même, il serait ici désespéré, il ne serait pas là-bas à dépenser ses dernières forces dans une œuvre de désintéressement et d'amour. Il n'est pas un militaire professionnel, il est un grand artiste qui est devenu un grand soldat. Il apparaît aux Américains comme un symbole : âme indomptée dans un corps misérable, il leur présente une France digne de leur amour et de leur admiration, non pas la France officielle, mais la France de la Marne et de Verdun, la France de la nation armée, la France intellectuelle, libérale, laborieuse, qui veut dans sa pensée quelque chose d'universel et d'humain, qui croit aux idées, ne doute pas de la raison, et mutilée, sanglante, trouve dans sa foi passionnée, le courage et la force des résurrections.

*
* *

« Qui perd les yeux, dit Léonard de Vinci, perd la beauté de l'Univers et reste semblable à un homme qui serait enfermé vivant dans une sépulture où il aurait mouvement et vie. » Qu'est-ce donc quand il s'agit d'un artiste, qui reçoit sa joie des yeux et nourrit son esprit d'images !

La vie de Lemordant porte en elle son enseignement. L'héroïsme n'est pas une vertu militaire, il est la vertu humaine dans son expression la plus haute. Le héros est celui qui domine l'égoïsme, met une volonté puissante au service d'un grand amour, se sacrifie à la vérité, à la beauté, à la justice et trouve sa récompense dans son sacrifice même. L'héroïsme s'accommode de la modestie et du silence. Une femme ignorée le répand sur toute une vie dans une suite d'actes très humbles.

Lemordant n'a pas attendu la guerre pour être un héros, il n'a pas cessé de l'être, quand la guerre a été finie pour lui. Il a toujours trouvé dans la vie une occasion de lutter et de vaincre, et sa plus belle, sa plus rude victoire est celle qu'il doit chaque jour disputer dans les ténèbres, à la souffrance et à la mort.

A l'heure où tant d'âmes sont blessées, l'exemple d'une grande souffrance supportée noblement nous apprend à souffrir. Ne consentons pas à ce que notre deuil nous sépare des hommes, à ce qu'il nous fasse étrangers, hostiles à la vie et à la joie des autres. Ne cherchons pas une excuse à la méchanceté dans la douleur. En frappant l'âme, la douleur en fait sortir ce qu'elle contient, le courage, la pitié, l'amour ou la bassesse, l'envie, le dégoût des autres et de soi-même. Faisons que les fleurs de la passion ne soient pas des fleurs empoisonnées. Nous subissons notre destin, mais il y a quelque chose qui dépend de nous, ce sont les idées et les sentiments dans lesquels nous accueillons le malheur : la suprême consolation est de se sentir par lui non pas humilié, mais grandi.

GABRIEL SÉAILLES.

CHATEAUBRIAND ET L'OCCITANIENNE

En 1837, écrivant, pour les *Mémoires d'outre-tombe*, le récit des premières années de sa vie, Chateaubriand raconte la descente du Rhône qu'il fit au mois d'octobre 1802. Entre Lyon et Avignon, il ne mentionne que la petite ville de Tain, où la tempête l'obligea de rester quelques heures, dans une auberge au bord du fleuve. Pas un mot pour La Voulte et les montagnes de l'Ardèche. Certes, en 1802, il avait dû prêter peu d'attention à ce paysage. Peut-être aurait-il pu, en 1837, donner un souvenir

— même anonyme — à la femme qui y vivait encore. Tant de lettres lui étaient arrivées de ce coin du Vivarais et tant de fois il y avait adressé les siennes! Ne se rappelait-il plus que, dix ans avant, il s'était procuré une carte de France — au prix de huit francs — uniquement pour regarder où se trouvait La Voulte? Mais, sans doute, ce souvenir n'était-il pas de ceux qu'il se plaisait à évoquer...

Pendant dix-huit mois au moins, la marquise de Vichet avait fort occupé l'esprit de l'amoureux vicomte. Les lettres qu'ils échangèrent, après avoir paru dans cette revue (1), furent publiées, en 1903, sous le titre menteur d'*Un dernier amour de René*. Le dernier! Alors qu'il n'avait que la soixantaine! Quand il adressait à la marquise les belles et ardentes lettres où il ne cessait de déplorer la vieillesse et ses cheveux blancs, il n'avait pas encore ébauché la plus folle de ses idylles avec la plus compromettante de ses maîtresses, celle dont à peine il osa prononcer le nom une fois, incidemment, au cours des *Mémoires*.

C'est près de La Voulte, au château d'Hauteville, sur la commune de Saint-Laurent-du-Pape, qu'habitait, après y être née en 1779, ma compatriote ardéchoise. Elle se nommait Louise-Philippa Rioufol d'Hauteville, et non Marie-Louise-Elisabeth, comme elle le dit, je ne sais pourquoi, à Châteaubriand. Elle avait épousé, en 1794, le marquis de Vichet, inspecteur des douanes à Toulouse ; elle avait alors quinze ans et non treize, comme elle le déclare — je vois bien ici pourquoi — à son correspondant. Le mariage, au dire de Mlle de Margeot, son actuelle descendante à qui nous devons la publication des lettres, avait été célébré pendant la Terreur, « dans un grenier, derrière des ceps de vigne ». Elle avait eu un fils qui, en 1827, déjà officier, tenait garnison à l'autre bout du royaume. Loin de lui et de son mari resté sur les bords de la Garonne, elle vivait solitaire et désœuvrée à Hauteville. Artiste, lettrée, un peu fantasque, dépensière — n'avait-elle pas, nous dit-on, jusqu'à seize paires de bottines! — c'était une femme romanesque, comme tant de femmes de son milieu et de son temps. Elle aurait fait le voyage de Bonn, pour y rencontrer Beethoven ; et le célèbre violoniste français Rodolphe Kreutzer, dont le renom a passé de la musique jusque dans la littérature, avait été son hôte au château d'Hauteville. Sur une telle nature, on comprend la séduction que les œuvres et la personne de Chateaubriand durent exercer. Une première fois, en 1816, se trouvant à Paris, elle lui avait écrit sous prétexte de lui remettre de vieilles lettres qu'elle possédait et où il était question de la Bretagne et de la ville de Chateaubriant. René, toujours empressé auprès des « inconnues », avait aussitôt répondu qu'il passerait chez elle. Etonnée sans doute de sa propre audace et redoutant peut-être la rencontre, elle esquiva la visite et quitta Paris sans avoir parlé au grand homme. Mais elle emportait, heureuse et troublée, les deux courts billets qu'elle avait reçus de lui. Ces muets triomphes flattaient René. « Je serais embarrassé, nous dit-il, de raconter avec une modestie convenable comment on se disputait un mot de ma main, comment on ramassait une enveloppe écrite par moi, et comment, avec rougeur, on la cachait, en baissant la tête, sous le voile tombant d'une longue chevelure. »

Onze ans plus tard, le 14 novembre 1827, à propos d'une information sur la santé de l'illustre auteur des *Martyrs*, parue dans le *Journal des Débats*, la marquise de Vichet ne résiste plus au désir de lui écrire à nouveau. Et c'est la première des 38 lettres qui forment, avec les 37 réponses de René, le plus délicieux et le plus émouvant roman épistolaire que l'on puisse imaginer. Chateaubriand avait l'habitude de détruire les lettres de femmes qu'il recevait ; heureusement, Mme de Vichet gardait le double des siennes. « Quand mes lettres sont faites, lui écrit-elle, je les copie telles qu'elles sont, et les joins aux vôtres. Tout ce que j'ai écrit à vous et de vous m'est ainsi resté ».

Pour expliquer l'empressement que Chateaubriand mit à répondre et la facilité avec laquelle il se livra, Wyzewa, dans la préface qui ouvre la *Correspondance*, nous dit qu'il traversait alors l'une des périodes les plus tristes de sa carrière, qu'il n'avait plus d'influence politique, qu'il venait de perdre Mme de Custine... Evidemment. Mais, en 1816, quand il avait reçu la première lettre de Mme de Vichet il n'avait pas montré moins de hâte... A toute époque de sa vie, René ne sut jamais résister au plaisir de la chasse. Heures de désir, fièvre de l'attente, poursuite de l'inconnu : pour un voluptueux, quelle réalité enfin conquise vaudra jamais vos surprises et vos joies!

Je ne veux pas, après tant d'autres, analyser en détail cette longue correspondance. De la part de Chateaubriand, c'est, comme toujours, le plus savoureux mélange de tendresse et de majesté. Quel art dans la séduction! Pour une simple provinciale, quel déploiement de richesses! Il la poursuit pareil à ce démon de la volupté, dont il nous parle je ne sais plus où, et qu'il nous montre traversant les bois de l'Arcadie, une torche odorante à la main. Du côté de la marquise, c'est la plus exquise finesse, la plus parfaite délicatesse de style et de sentiments. Vogüé lui trouve l'âme d'une fille de Racine. « Andromaque n'eût pas écrit avec plus de grâce douloureuse, ni

(1) *Revue Bleue* 1902, 2e semestre, pp. 577, 613, 649, 673, 710, 737, 774.

Phèdre avec plus de bienséance dans plus de passion. » Ce qui est fort curieux, c'est qu'elle n'y avait nulle peine. Elle le dit et nous pouvons l'en croire, tant la forme chez elle est simple et facile. Jamais on ne sent l'effort. « Il est remarquable, déclare-t-elle sans pose à Chateaubriand que j'ai commencé et soutenu une correspondance avec le plus grand écrivain de son siècle et de bien d'autres siècles, sans éprouver le moindre embarras. La vérité est que je ne pense pas plus à bien écrire quand je vous écris que je ne pense à bien parler quand je fais mes prières. » Il y a, dans plusieurs de ses lettres, des paysages de l'Ardèche et de la vallée du Rhône qui mériteraient de figurer dans une anthologie : je m'étonne que mon compatriote Vogüé ne les ait pas signalées. A Chateaubriand qui les remarquait, elle avouait : « Je vous fais des descriptions, il est vrai ; ce qu'il y a de mieux, c'est que je n'y suis pas plus embarrassée qu'à vous dire l'heure qu'il est. » Mon Dieu, comme s'écrie Faguet, à propos de notre marquise, « que les femmes écrivent bien quand elles ne posent pas »!

Quel fut le résultat de cette idylle épistolaire? Ce serait bien intéressant à élucider. Voyons d'abord les documents, c'est-à-dire la *Correspondance*.

Mme de Vichet n'y montre aucune hâte de la rencontre et cela se conçoit. Un rendez-vous avec René, après un échange de lettres plus ou moins amoureuses, n'était pas sans danger, même pour une honnête femme. Nous avons déjà vu la marquise, en 1816, quitter Paris pour s'y soustraire. La question d'âge n'entre donc pas seule en jeu et il me semble que les commentateurs ont un peu insité sur ce point. Certes, en 1829, Mme de Vichet a la cinquantaine ; mais Chateaubriand a soixante-et-un ans. Si elle ne lui a jamais déclaré nettement son âge, elle l'a fait pressentir. Je sais bien, comme je l'ai noté tout à l'heure, qu'elle s'est rajeunie de deux ans à propos de son mariage et ne lui a pas parlé tout de suite de son fils... Était-ce un sujet bien indiqué? Et puis, vraiment, dès la cinquième lettre, n'en dit-elle pas terriblement long? « Les quelques années de différence qu'il y a entre nous... » Une femme qui écrit ainsi à un homme qui s'avoue un vieillard n'a guère envie de jouer les coquettes. Elle, qui était remarquablement jolie, et dont le portrait, exécuté quand elle avait trente-quatre ans, est un enchantement pour les yeux, n'essaie-t-elle pas de le persuader qu'elle est laide et pareille aux religieuses d'un tableau de Philippe de Champaigne? Par tous les moyens, les plus touchants souvent, elle s'efforce de lui suggérer qu'elle ne veut et ne peut être qu'une amie, « qu'une personne simple et bonne qui l'aime de tout son cœur », et à qui le seul mot qui convienne est celui de « sœur ».

Chateaubriand n'ignorait donc pas qu'il correspondait avec une femme mariée âgée, mère d'un fils déjà lieutenant. Connaître la date précise de sa naissance n'aurait sans doute pas suffi pour l'arrêter. Née en 1779, elle était encore la cadette de Juliette, et même de Mme de Duras, née un an plus tôt. Il supplie donc la marquise de se dévoiler. « Venez à moi... il faut que je vous voie. » C'est le refrain de toutes ses lettres ; et l'habileté que met l'inconnue à se dérober l'excite d'abord au plus haut point. A la longue, soit que le jeu dure trop, ou qu'il soit pris par d'autres consolatrices et par les événements politiques, son impatience se calme. C'était, du reste, son habitude. Rappelons-nous sa jolie tirade sur les lettres d'amour, dans la *Vie de Rancé*, où on ne l'attendrait guère. « D'abord les lettres sont longues, vives, multipliées ; le jour n'y suffit pas : on écrit au coucher du soleil ; on trace quelques mots au clair de la lune, chargeant sa lumière chaste, silencieuse, discrète, de couvrir de sa pudeur mille désirs. On s'est quitté à l'aube ; à l'aube on épie la première clarté pour écrire ce que l'on croit avoir oublié de dire... Voici qu'un matin quelque chose de presque insensible se glisse sur la beauté de cette passion, comme une première ride sur le front d'une femme adorée. Le souffle et le parfum de l'amour expirent dans ces pages de la jeunesse, comme une brise le soir s'endort sur des fleurs ; on s'en aperçoit et l'on ne veut pas se l'avouer. Les lettres s'abrègent, diminuent en nombre, se remplissent de nouvelles, de descriptions, de choses étrangères... Peu à peu, le style se glace, on s'irrite, le jour de poste n'est plus impatiemment attendu ; il est redouté : écrire devient une fatigue... Est-ce un nouvel attachement qui commence ou un vieil attachement qui finit? N'importe : c'est l'amour qui meurt avant l'objet aimé. »

Les deux correspondants n'en étaient point encore là au bout de dix-huit mois, parce qu'ils ne s'étaient pas encore rencontrés. Tout en ayant d'autres chansons en tête, René n'oubliait pas son inconnue des montagnes vivaroises. De Rome, où il est allé comme ambassadeur et d'où il adresse à Mme Récamier les somptueuses lettres qu'il utilisera plus tard dans ses *Mémoires*, il lui écrit, le 27 janvier : « C'est toujours au printemps que j'aurai un congé, et c'est cette année-ci... à quelques jours d'intervalle, quelques jours après, le pape mourait. « La mort du pape, écrit aussitôt Chateaubriand, ne me retiendra pas ici au-delà de l'époque où je comptais demander un congé, c'est-à-dire après Pâques. » Mme de Vichet, justement obligée d'aller solliciter à Paris au sujet de son mari, va donc enfin y rencontrer son correspondant. Elle s'est résignée à l'inévitable et son âme est partagée entre le désir et la crainte. « Tout s'efface devant une pensée dominante : je vous verrai!.. Je m'effraie de paraître devant vous ».

Le 18 avril, une nouvelle lettre part de Rome. « Je ne sait plus, dit René, quand je serai moi-même à Paris, pas certainement avant la fin mai, si, toutefois, je quitte Rome. Ma vie est tellement le jouet des évènements que je ne puis jamais dire ce que je deviens ». Le pauvre homme! Quel est donc le grave évènement politique — plus grave certes que la mort du pape — qui peut retenir, auprès du Vatican, S. E. l'ambassadeur de France?

Le voici. Le 18 avril, veille de Pâques, il a eu la visite d'une jeune et charmante femme qui ne lui a point paru trop farouche. Eh! oui ; à côté de Saint-Louis-des-Français où il a enterré jadis Pauline de Beaumont, au moment où il écrivait à Juliette et à la marquise sa joie d'aller les rejoindre, il a rencontré Hortense Allart. Or, comme on sait, il n'aimait guère laisser échapper les occasions. Il aurait pu prendre à son compte le délicieux aveu que Mme de Boigne prête à une autre de ses maîtresse, la belle Nathalie de Noailles : « Je suis bien malheureuse ; aussitôt que j'en aime un, il s'en trouve un autre qui me plaît davantage. »

Les choses s'étaient passées suivant le rythme normal. Hortense, désireuse de connaître l'illustre auteur, lui avait écrit. « Il répondit, nous dit-elle, tout de suite, et j'allai chez lui le lendemain. Il me reçut avec coquetterie et se montra charmant et charmé. » C'était le samedi saint. Le lendemain, jour de Pâques, le tendre vicomte rendait visite à sa nouvelle amie. Je ne sais si l'ambassadeur traitait les affaires politiques avec la même célérité : la lettre d'Hortense est du 17, l'audience est le 18, la visite rendue le 19... Ce n'étaient pourtant point la solitude et l'abandon qui expliquaient cet empressement ; car nous savons que, depuis son arrivée à Rome, d'autres jeunes femmes, deux au moins, avaient fait ce qu'il fallait pour le distraire.

Donc, le 18 avril, il mande à Mme de Vichet qu'il ne sait s'il pourra partir. Puis, il ne lui écrit plus. D'autres soins l'occupent ; il va tous les jours chez Hortense. Il rêve d'une combinaison dont il fait part à son ami Marcellus : « A la veille de partir pour la France, je regrette Rome... Si Mme de Chateaubriand veut aller à Paris toute seule, je pourrais bien passer ici mon été. » C'est charmant. Seulement, Mme de Chateaubriand, ne s'y prêta pas. Il fallut partir. Il n'eut d'autre ressource que de décider Hortense à le née 1829 que je dois vous voir. » Quelques jours qu'il comptait sans doute consacrer à l'inconnue.

Il arrive à Paris le 28 mai à deux heures, d'après une note de Mme de Vichet, ou le 27, s'il faut en croire les *Souvenirs* tirés des papiers de Mme Récamier. Et je ne résiste, pas plus que Sainte-Beuve, à la joie malicieuse de citer ici quelques lignes de cet ouvrage : « M. de Chateaubriand arriva à Paris le 27 mai 1829 ; sa joie fut vive en se retrouvant à l'Abbaye-aux-Bois. Il développait à Mme Récamier avec tout l'éclat, toute la séduction de sa belle imagination, un plan de vie que rempliraient la religion, l'amitié et les arts ». Toujours est-il qu'en attendant la mise en pratique de ce plan et en débarquant d'un voyage qui aurait fatigué un plus jeune, il écrit à la marquise : « Vous voilà obligée de me donner un rendez-vous ; dites-moi donc l'heure et le jour de la fin de nos illusions. » *Nos* illusions : il a donc le pressentiment que l'inconnue ne gagnera pas à être connue. La pauvre s'affole, essaie de gagner encore quelques heures : « Ne parlez pas d'illusions, cela me fait mal : je n'en ai jamais eu, mais je crains les vôtres. » Elle le prie de fixer lui-même le rendez-vous. Il s'empresse de répondre : « Demain, à une heure, je serai chez vous. »

Et, le samedi, 30 mai, la rencontre a lieu.

Sur ce qui s'y passa, nous n'avons pour tout renseignement que la lettre de Mme de Vichet écrite le lendemain. Faguet en a longuement pesé tous les termes. Comme lui, je crois que Chateaubriand se montra « un peu plus jeune qu'il ne fallait, un peu moins platonicien qu'évidemment la marquise ne désirait qu'il fût ; par amour-propre d'ancien séducteur et par simple galanterie, il fut juste à l'envers des désirs secrets de la marquie, en oubliant son âge pour le lui faire oublier ». Il n'est pas possible d'interpréter autrement cette phrase de la dite lettre : « Vous êtes plus jeune que je ne croyais ; vous paraissez plus jeune que vous n'êtes, et mes lettres sont inconvenantes.» C'était le plan habituel du grand séducteur : « Je parle souvent, dit-il, dans les *Mémoires*, de ma tête grise : calcul de mon amour-propre, afin qu'on s'écrie en me voyant : *Ah! il n'est pas si vieux!* Ma petite ruse m'a réussi quelquefois. » Pas cette fois. Il trouva la marquise, comme dit Faguet, « plus collet monté qu'il n'avait accoutumé de rencontrer les collets ». Le fait est qu'il ne revint pas d'une semaine. Nous l'avons vu plus empressé de retourner chez Hortense.

Mme de Vichet est toute désemparée. Elle ne prévoyait pas un pareil dénouement. Et, sans doute, s'étant renseignée, elle apprend les faiblesses de son dieu. « Je sais que les objets chéris de vos regrets, joints aux exigences de votre position, ne vous laissent point de temps pour moi. »

Pourtant, une semaine après, le samedi 6 juin, René revient. Et le lendemain, elle lui écrit : « Je vous ai revu aimable, doux et triste ; vous m'avez dit souvent : — Je vous aime tendrement! Mon cœur est presque consolé. » C'est ainsi que la marquise souhaitait qu'il fût ; ce n'est pas ce qu'avait espéré René... Ils se rencontrent une troisième fois dans le monde. Puis, ne recevant plus rien, Mme de

Vichet écrit une lettre — la dernière du recueil — qui n'est qu'une douloureuse plainte : « Mon ami chéri, vous avez trop oublié votre malheureuse sœur. Si vous saviez le mal que ce long oubli lui a fait, vous en seriez affligé! Elle a besoin d'un conseil : elle vous le demande, le lui refuserez-vous? Si nous devons nous revoir, écrivez-moi le jour, quelque éloigné qu'il puisse être! Je vous en prie, parce que l'anxiété et l'attente déçue me font mal. Ma santé est très altérée. »

René, de plus en plus distant, de plus en plus froid — Hortense est arrivée à Paris — lui envoie ce billet qui clôt la *Correspondance* : « J'ai passé mes heures à la Chambre des Pairs et mes soirées en dîners ministériels ; demain matin (je ne puis le soir) je serai chez Marie. »

Vint-il? C'est probable, bien que Marie ne l'indique pas et que le mot *fin* coupe sèchement le roman, comme un déclic de guillotine. En tout cas, disent les critiques, l'entrevue se termina par une brouille absolue, puisque le billet de Chateaubriand ne fut suivi d'aucun autre.

Oui, mais voilà... Un descendant de Mme de Vichet, qui a quatre adresses des lettres de Chateaubriand publiées dans le recueil, en possède une cinquième datée du 21 mars 1831. Ecrite de la même main, cachetée du même sceau, Chateaubriand l'envoya à Mme de Vichet alors à Toulouse. Le billet du 18 juin 1829 ne fut donc pas le dernier ; et nous sommes en droit de nous demander si c'est bien Mme de Vichet qui a mis le mot *fin* au-dessous de lui. Une phrase d'une lettre récente de Mlle de Margeot, qui détient les documents originaux, n'a fait qu'accroître mes doutes. A propos des nombreux papiers de famille détruits par son grand'père, elle me dit : « C'est vraiment miracle que la correspondance de Mme de Vichet avec Chateaubriand ait été sauvée ou plutôt *en partie épargnée*. » Est-il d'ailleurs vraisemblable qu'une femme écrivant si bien et si facilement, n'ait pas continué à noter ses impressions? Quelle qu'ait été la fin de l'idylle, notre pauvre marquise, pendant les années qu'il lui restait à vivre, n'a dû avoir d'autres joies — fussent-elles amères et douloureuses — que d'en revivre les étapes jour par jour. Le soin qu'elle a pris de garder pieusement les lettres échangées, — même les billets insignifiants de 1816, — nous dit assez quelle fut l'occupation de ses veilles, dans son manoir perdu de l'Ardèche et, plus tard, dans sa retraite dauphinoise.

La question reste donc ouverte. Et, sur elle, se greffe une autre question.

On connaît le curieux épisode des *Mémoires d'outre-tombe* où Chateaubriand raconte une aventure qui lui serait arrivée aux eaux de Cauterets, cette même année 1829. Il faut en relire les lignes essentielles : « Voilà qu'en poétisant je rencontrai une jeune femme assise au bord du gave ; elle se leva et vint droit à moi : elle savait, par la rumeur du hameau, que j'étais à Cauterets. Il me trouva que l'inconnue était une Occitanienne, qui m'écrivait depuis deux ans sans que je l'eusse jamais vue. La mystérieuse anonyme se dévoila : *paluit Dea*. J'allai rendre ma visite respectueuse à la naïade du torrent. Un soir qu'elle m'accompagnait lorsque je me retirais, elle me voulut suivre : je fus obligé de la reporter chez elle dans mes bras... J'ai laissé s'effacer l'impression fugitive de ma Clémence Isaure ; la brise de la montagne a bientôt emporté ce caprice d'une fleur ; la spirituelle, déterminée et charmante étrangère de seize ans m'a su gré de m'être rendu justice : elle est mariée. » On connaît aussi le fragment, publié pour la première fois par Sainte-Beuve et redonné, plus complètement par M. Victor Giraud, fragment qui semble se rapporter à cet épisode, mais que l'auteur jugea plus convenable de ne pas reproduire dans les *Mémoires*, ce suaire magnifique qu'il tissait suivant le mot de Vogüé, « pour sa résurrection dans la gloire posthume ».

Quelle est cette Occitanienne, c'est-à-dire cette femme du Languedoc?

Wyzewa, d'ordinaire plus perspicace, se borne à s'indigner que Chateaubriand ait eu, à la même époque, deux inconnues auxquelles il promettait sans doute également de les « aimer pour la vie ».

Pour Vogüé, Mme de Vichet et la naïade du torrent, sont la même personne. « Il serait invraisemblable, dit-il, qu'il se fût trouvé une autre Occitanienne écrivant, elle aussi, depuis deux ans, se révélant, elle aussi, en juin ou juillet 1829. Si nombreuses qu'aient été les admiratrices de René, le hasard ne fait point de pareils coups doubles, avec cette merveilleuse symétrie. » Cette opinion a de plus, pour elle, que Chateaubriand et Mme de Vichet avaient d'abord projeté de se rencontrer à Cauterets, et qu'en outre — fait ignoré par Vogüé — leurs relations n'avaient pas cessé en 1829. Mais, à côté de cela, que d'invraisemblances ! Il faut supposer que la marquise, après s'être refusée à Paris, serait venue s'offrir dans les Pyrénées ! D'autre part, malgré la facilité des transpositions imaginatives de Chateaubriand, faire de la quinquagénaire une vierge de seize ans, dépasse un peu les bornes.

Quant à Faguet, après avoir longuement examiné toutes les hypothèses possibles, il en arrive à cette conclusion que l'Occitanienne doit être une « grisette » qui aurait sauté au cou de René.

Il me semble qu'il y a une autre explication.

En 1829, c'est le début de la liaison avec Hortense

Allart. C'est l'époque où les amants, comme deux tourtereaux, se promènent dans les jardins de Paris. Quand René part pour Cauterets, il demande à Hortense de venir l'attendre sur la route, à Etampes ; et ils dînent dans une chambre d'auberge, « comme deux jeunes amants fugitifs et cachés au désert ».

J'ai donc eu la curiosité de me reporter au récit que nous a laissé Hortense de ces premières semaines d'amour, non pas dans les *Enchantements de Prudence*, parus beaucoup plus tard et remaniés, mais dans le premier texte qu'elle rédigea et que publia méchamment Sainte-Beuve à la fin de son livre sur *Chateaubriand et son groupe littéraire*. Or, juste avant le départ pour Cauterets, j'ai lu ces lignes qui m'ont semblé révélatrices : « Souvent en me parlant de mes jeunes ans et de son imprudence... il me parlait d'un roman qu'il projetait, où il voulait peindre un tel amour. Il y mettrait la passion, la vérité ; souvent je le vis plein de son sujet et du talent qui le poussait. Un jour, je me rappelle, il me tint presque sur ses genoux, me supportant sur ses deux bras, la tête levée, rêvant perdu dans je ne sais quelles pensées. » Il voulait appeler ce roman *Valentine* et Hortense y aurait eu le principal rôle. Dans une lettre du 31 janvier 1833, où il lui parle encore de ce projet, il cite des vers de Béranger qui, somme toute, résument assez bien son idée :

Vous vieillirez, ô ma jeune maîtresse,
Vous vieillirez et je ne serai plus.

Le fragment enlevé des *Mémoires* ne serait-il pas un chapitre de ce roman dont il avait la tête pleine au moment du départ pour Cauterets ? Et les lignes des *Mémoires* ne seraient-elles pas à leur tour une sorte de fiction, de synthèse poétique née de l'idylle épistolaire avec la marquise, de son amour pour Hortense et du roman qu'il ébauchait en imagination ? Il a dû rêver un jour, au bord du Gave, qu'une femme, plus ardente que la marquise et plus jeune encore qu'Hortense, lui tombait dans les bras. Etait-ce l'une ? Etait-ce l'autre ? C'étaient l'une et l'autre; et toutes deux eurent leur part dans le rêve transcrit. L'Occitanienne, la correspondante pendant deux ans : c'était Mme de Vichet. La spirituelle, déterminée et charmante étrangère, mots laissés de côté par Vogüé et pour lesquels Faguet se borne à poser un point d'interrogation : c'était Hortense, née à Milan et rencontrée à Rome. Clémence Isaure : c'étaient à la fois la Languedocienne, digne émule de Mme de Sévigné, et l'auteur du *Jérôme* dont il avait corrigé les épreuves. Quant aux seize ans, c'était le rêve éternel qui hante les vieillards. Or, pour les poètes, où commence le rêve, où finit la réalité? « L'âme des poètes lyriques fait réellement ce qu'ils se vantent de faire. » Cette citation de Platon que Mme de Noailles met en tête d'un de ses volumes, ne s'appliquent-ils pas particulièrement au grand Celte, à qui si souvent il arriva, suivant la formule de Lemaître, « d'altérer la vérité pour produire plus d'effet » ?

Un moment, je me suis même demandé si l'épisode des *Mémoires* ne serait pas né, dans l'imagination de Chateaubriand, du désir d'imiter Gœthe. Le rapprochement avec Bettina s'impose tellement qu'il vint naturellement sous la plume de Sainte-Beuve dans l'article où il reproduit la page déchirée des *Mémoires*, « que le vent, dit-il, lui apporta par la fenêtre ouverte ». Naturellement, à la confession passionnée et « corruptrice » de Chateaubriand, qui ne serait à sa place que dans le *Cantique des cantiques*, il oppose l'attitude sereine de Gœthe qui se bornait à contempler et à gronder doucement Bettina « se livrant auprès de lui à des caresses d'enfant et à des échappées de folle vigne en fleur ». Faguet aussi songe à Gœthe et se réjouit, pour notre amour-propre national, que Chateaubriand ait eu sa Bettina. Si celle-ci s'est endormie sur les genoux de l'Olympien, l'Occitanienne s'est évanouie dans les bras de René. « Il y a parité » dit-il. Mais, pour supposer cette nouvelle supercherie de la part de Chateaubriand, il faudrait admettre qu'il ajouta l'épisode après 1830, date où fut composé le chapitre des *Mémoires*, puisque la *Correspondance de Gœthe avec un enfant* ne parut qu'en 1835 et ne fut traduite qu'en 1843. Je sais bien que l'histoire de Bettina fut connue bien avant ces publications et que Chateaubriand s'intéressait particulièrement à tout ce qui concernait son seul rival dans la gloire européenne. Mais, en l'absence d'indications précises, ne compliquons pas des choses suffisamment embrouillées par elles-mêmes. Et laissons le rôle qui lui revient à ma compatriote ardéchoise, en souvenir de qui j'ai écrit cet article.

Si jamais d'ailleurs, — le problème élucidé par des documents nouveaux, — Mme de Vichet devait abandonner tout droit sur l'Occitanienne, elle aurait encore la part assez belle. Il lui resterait d'avoir pendant dix-huit mois occupé l'esprit de Chateaubriand, et surtout d'avoir écrit quelques-unes des plus jolies lettres dont puisse s'enorgueillir notre littérature féminine. Sans doute René ne lui éleva point un tombeau comme à Pauline ; le temps lui en aurait du reste manqué puisque, par une émouvante coïncidence, il mourut quelques semaines après elle. Mais qu'importe à sa mémoire que l'on cherche vainement sa sépulture dans le petit cimetière de Chaparcillan, où elle repose à l'ombre des montagnes dauphinoises ? Mieux qu'une froide construction de pierre et de bronze, les lettres de René encadrant celles de Marie font à la marquise de Vichet le plus gracieux et le plus durable des monuments.

GABRIEL FAURE.

UN ÉMIGRANT

Était-ce le pressentiment de toutes les heures pénibles et douloureuses qu'il passerait à cause d'elle ? le gamin ne voulut même pas regarder sa poupée lorsqu'on la lui donna pour son petit Noël. Il déclara carrément qu'il ne comptait point jouer à la poupée, lui, un garçon. La mère demanda s'il fallait la remiser au grenier ou la donner à la petite fille du cocher de fiacre d'en face qu'il ne pouvait pas souffrir, et le gamin ne se récria même pas : peu lui importait ce que devenait cette vilaine poupée.

Malgré tout, la poupée n'avait pas été portée chez le cocher, car le matin de Noël, elle était encore là. Le petit s'était réveillé quand sa mère se levait et s'habillait pour aller à l'office du matin, et il s'était plaint de rester seul à la maison.

— Mais tu n'es plus seul, avait répondu la mère. Dorénavant tu as quelqu'un pour te tenir compagnie.

Elle avait saisi la grande poupée de chiffons et l'avait placée sur une chaise devant la table, en face de la lampe allumée. Le petit aurait moins peur en voyant quelqu'un qui veillait sur lui, et il dormirait peut-être tout le temps que sa mère resterait absente.

Le gamin ne voulut pas dire combien il trouvait tout cela enfantin. Maman s'imaginait-elle donc être la mère d'une fillette ? Il la laissa cependant partir sans faire trop d'objections, car il ne lui déplaisait pas d'être à deux avec la poupée. Elle ne resterait pas longtemps sur sa chaise devant la lampe, une fois la mère partie. Elle serait vite mise à sa place, elle pouvait y compter.

Au moment de s'en aller, la mère s'arrêta sur le seuil de la porte :

« Tu pourras demander à Laban de te raconter ce qui se passa la nuit de Noël, quand le petit Jésus naquit. C'est incroyable comme il est bien renseigné sur tous les événements d'autrefois.

Voilà qui dépassait toutes les bornes ! Ce gros paquet de chiffons devant la table ! La mère perdait-elle complètement la tête à parler ainsi !

Cependant, chose étrange, pendant que couché dans son petit lit il fixait la poupée, dans cette matinée de Noël, en se disant qu'elle était sans doute la dernière à rien savoir raconter, il s'aperçut qu'elle avait subi une transformation.

Quand la mère la lui avait donnée, elle était vêtue en quartier-maître : blouse bleue, pantalon blanc et béret de marin, où son nom, Laban, était brodé en laine rouge : et voilà qu'elle s'était transformée en berger, en un de ceux qui, couchant à la belle étoile, gardaient leur troupeau dans les champs de Bethléem.

Il distingua les anges qui chantaient en l'air au-dessus de la tête de la poupée ; il la vit même se dresser pour chercher quels étaient ces oiseaux merveilleux qui volaient autour d'elle dans l'obscurité.

C'était exactement comme sa mère l'avait raconté la veille au soir, mais cette fois il *voyait*. C'était la nuit, et c'étaient des anges, et c'étaient des moutons, vivants cette fois. C'était tout autre chose de voir tout cela que d'en entendre parler.

Le gamin n'avait à cette époque que trois ans : cela explique pourquoi il ne garda pas le souvenir de tout ce que la poupée et lui avaient vu ensemble. Qu'ils fussent montés à Bethléem voir l'enfant Jésus, il en avait vaguement l'idée, mais c'était tout : les détails disparaissaient.

Ce qu'il se rappelait aussi de cette aventure de Noël, c'est que la poupée dormait sur son bras quand la mère rentra. Dès la porte, la mère s'était rendu compte que la poupée n'était plus à la place où elle l'avait mise, et elle avait jeté un coup d'œil soupçonneux vers la cheminée ; puis elle avait fini par découvrir que le matelot était à côté du petit dans le lit.

Ce fut un soulagement pour elle : son fils avait trouvé un ami qui l'aiderait à passer bien des heures solitaires et tristes.

Par la suite, le gamin découvrit toujours de nouvelles qualités chez sa poupée. Il confessa à sa mère avec un grand sérieux, comme pour réparer une grave injustice, qu'il n'avait pas compris ce que valaient les poupées avant d'avoir son Laban. Il s'était imaginé qu'elles ne servaient qu'à se faire habiller et déshabiller par les petites filles qui leur cousaient des robes.

— Mais maintenant tu as changé d'avis ? demanda la mère en souriant.

Oui, il avait changé d'avis. Il comprenait qu'on aime les poupées pour leur pouvoir de transformation.

Ah ! ce qu'elle savait se transformer, sa poupée ? Elle avait été un roi, assis sur son trône, couronne en tête. Elle avait été la fille du cocher de fiacre et avait parlé d'une voix aigre de fillette. Elle n'avait de respect pour personne : elle avait été la mère elle-même, derrière son comptoir, vendant des pommes et des oranges, et l'instant après, les dames et les bonnes qui venaient faire leur marché dans le sous-sol.

Ils avaient eu de bons moments dans la fruiterie, lui et la poupée. Ils avaient un petit coin sous le comptoir même où s'alignaient les fruits et les légumes, une petite chambrette à eux, avec deux tabourets sur lesquels ils s'asseyaient face à face en

tenant des conversations à demi-voix pendant qu'on marchandait au-dessus de leur tête. Jadis le gamin enrageait contre tous ces gens qui lui ravissaient sa mère, mais depuis qu'il avait sa poupée, il les voyait venir avec plaisir, car la poupée savait admirablement les imiter. C'était tout à fait leur voix, et la poupée les accompagnait même jusque chez eux et racontait ensuite ce que le mari avait dit de la soupe faite avec les légumes achetés à la fruiterie de Madame Hernquist.

Beaucoup de personnes qui venaient dans la boutique, s'émerveillaient de la façon dont le gamin faisait parler la poupée, preuve qu'ils n'entendaient rien à ces choses. Car ce n'était pas lui mais la poupée qui trouvait ce qu'il fallait dire. Aussi le gamin avait-il bien essayé au début de faire comprendre cette vérité aux gens, mais devant leur incompréhension, il y avait renoncé.

La plus précieuse des qualités de la poupée ne fut dévoilée qu'au moment où son petit maître commença l'école. Après sa première journée de classe, il était rentré assez découragé : c'était bien plus difficile qu'il ne l'aurait cru d'apprendre les premières lettres. Il s'installa sur le comptoir à côté de sa mère pour qu'elle l'aidât, mais c'était toujours bien difficile.

— Si tu t'asseyais à côté de Laban, peut-être t'apprendrait-il à lire ? proposa la mère.

Etait-ce vraiment croyable que Laban pût servir de maître d'école? le gamin demeura hésitant.

— Mais certainement il le pourra, répondit Mme Hernquist. Il a été mon professeur tout le temps que j'allais en classe, et j'avais toujours de bons points. Même il y avait du monde qui avait parlé avec mon père pour que je devinsse institutrice, tant j'étais forte.

Devant cette assertion, le gamin se glissa sous le comptoir près de Laban qui restait toujours là sur son escabeau, et la mère leur prêta un bout de chandelle qu'ils posèrent entre eux pour pouvoir voir les lettres.

— Apprends-lui d'abord ce qu'on t'aura enseigné, puis lui t'apprendra le reste, conseilla la mère. Rien qu'à entendre le ton de sa voix, on sentait qu'elle était sûre de son affaire.

Ce soir-là, la poupée grandit encore d'une bonne coudée dans l'estime du gamin, car à peine lui eut-il fait une seule fois la leçon qu'elle la retint si bien que même la question la plus insidieuse ne l'embarrassait pas.

— Je savais bien que Laban t'aiderait, dit la mère. Maintenant tu n'as qu'une chose à faire : pense à lui demain à l'école, et tu verras que tu sauras réciter toute la leçon.

Le lendemain, en classe, le gamin ne se sentit pas très rassuré malgré tout : Laban avait bien appris ses lettres, mais lui-même, les saurait-il ? Lorsque ce fut son tour, il fit un appel désespéré à la poupée. — Voilà ce que Laban aurait répondu, se dit-il. Il réussit si bien que la maîtresse le félicita. Cela lui causa d'ailleurs des soucis. Pouvait-il accepter des éloges qu'il n'avait pas mérités ? C'eût été faire tort aux camarades qui, eux, n'avaient peut-être pas une poupée comme la sienne. Aussi avoua-t-il à la maîtresse qui l'avait aidé. Il s'était attendu à ce qu'elle, au moins, le comprît, mais elle ne fit que rire, de sorte que le lendemain il ne lui resta qu'à se taire et à accepter les compliments.

Le bon temps pour lui et la poupée dura en somme tant qu'il resta à l'école primaire. L'intelligente poupée travaillait ferme, et son maître coulait des journées douces sans peine ni fatigue. Le seul changement fut qu'un jour il n'y eut plus assez de place pour lui et la poupée sous le comptoir. Alors Laban et lui s'installèrent dans un petit débarras derrière la boutique. Il y avait un soupirail en haut du mur ; au-dessous, la mère plaça une table et un vieux fauteuil, si grand que lui et Laban y trouvaient place tous deux.

Mais un jour vint où leur camaraderie fut menacée : la mère avait résolu de mettre son fils au lycée.

C'est que depuis longtemps déjà, depuis ce Noël où le gamin avait reçu la poupée, les gens avaient parlé de l'intelligence du petit. Ceux qui avaient causé avec lui dans la boutique avaient beaucoup à raconter sur les réponses drôles qu'il leur avait faites. La maîtresse de l'école primaire ne tarissait pas d'éloges sur lui. Sa précocité la confondait : elle ne se souvenait pas d'avoir jamais rencontré des dons pareils. Et tous ces gens si fiers d'avoir découvert ces dons extraordinaires, cachés dans la fruiterie, ne s'étaient pas donné de cesse qu'ils n'eussent persuadé à la mère de mettre son fils au lycée.

C'était une idée qui lui avait beaucoup répugné : elle ne désirait point faire de son fils un monsieur qui un jour serait pour elle un étranger ; en outre, elle avait espéré se faire aider par lui aussitôt que possible dans le magasin. Mais elle ne voulait certes pas faire du tort à son fils : aussi, devant l'insistance de tous ces gens qui affirmaient qu'une intelligence pareille ne pouvait trouver son développement que dans une institution d'enseignement secondaire, se décida-t-elle à l'envoyer au lycée.

La camaraderie avec la poupée allait en souffrir, on le comprend. A peine entré dans la petite classe, les autres gamins commencèrent à le taquiner à son sujet. Il eut à soutenir bien des combats pour elle ; passe encore tant qu'il pouvait la défendre à coups de poings ! Les pires attaques allaient venir plus tard.

Cependant il travaillait très bien en classe. Toujours d'ailleurs la même étrange façon d'apprendre les leçons. Tant qu'il pouvait s'imaginer que c'était la poupée et non lui qui étudiait, il ne lui en coûtait pas la moindre peine d'apprendre quoi que ce fût.

Mais l'année suivante, la mère lui déclara un jour que des gens bavardaient : quiconque, à dix ans, jouait encore à la poupée ne serait jamais un homme. Les autres garçons ne jouaient pas ainsi.

Ces paroles lui allèrent au cœur. Contre elle, la résistance armée ne servait à rien. Aussi, le jour même, fit-il un essai pour se débarrasser de la poupée. Il la porta au grenier. Mais deux heures plus tard, il la redescendit : impossible d'apprendre les leçons sans avoir Laban à côté de soi.

Ce fut le commencement de deux années pénibles pour lui et la poupée. On ne les laissait pas tranquilles.

— Un garçon si bien doué, disait-on de lui. Quel dommage qu'il ait cette habitude ridicule de jouer à la poupée encore à son âge !

Jusqu'à la mère qui le considérait presque comme perdu à cause de cette malheureuse poupée ! Mais c'est qu'elle entendait davantage la moquerie et les plaisanteries sur lui que le gamin lui-même. Celui-ci en arrivait à se demander si elle et ses amis n'auraient pas préféré qu'il se mît à fumer et à boire, comme certains de ses camarades. Mais garder sa poupée, c'était évidemment pour un garçon de douze ans une chose inouïe.

Quand il approcha de ses treize ans, il se rendit compte lui-même que c'était la limite, que cela ne pouvait plus continuer. Il fallait abandonner la poupée s'il voulait garder l'estime des gens. Ses camarades le renvoyaient jouer avec les fillettes, lui qui avait une poupée, et les gamines se poussaient du coude et pouffaient de rire dès qu'elles l'apercevaient.

Oui, il fallait se défaire de Laban, c'était évident. Mais cette décision prise, restait à savoir comment. Inutile de songer au grenier, il savait à quoi cela aboutirait de l'y monter, et quant à en faire cadeau à un autre enfant, il ne pouvait s'y résoudre : il l'aimait trop pour supporter que d'autres la possédassent.

Il savait bien quel serait le meilleur moyen, mais avant de le choisir il dut lutter avec lui-même pendant plusieurs jours. La poupée ne fit point d'objections à sa proposition, c'était lui qui hésitait à recourir à cette extrémité.

Et la séparation aurait été de nouveau chose remise, si la poupée n'était pas intervenue elle-même. Un soir, elle prit un air offusqué et lui fit savoir qu'elle ne voulait pas, après tant de bonnes années passées ensemble, être pour lui une cause d'ennui : si lui ne pouvait se décider à la séparation, elle s'arrangerait pour trouver quelqu'un qui l'aiderait à s'en aller.

Le gamin, froissé à son tour, promit de s'exécuter.

Le lendemain, il se leva de bonne heure, enveloppa la poupée dans un journal, et se mit en route. En passant devant un terrain où l'on faisait sauter le rocher pour les fondations d'une maison, il ramassa une bonne pierre. Puis il se dirigea vers un des canaux près du port.

C'était une matinée superbe. Il en avait rarement vu d'aussi belle. L'air était délicieusement printanier, plein de parfums et de force ; une verdure tendre voilait les arbres, et de légers nuages blancs l'azur du ciel. Des groupes de gens sortaient des maisons et s'en allaient vers le port : ils étaient en tenue d'excursion et chargés de paniers de provisions, de couvertures, de lunettes, et de raquettes de tennis. Ils se rendaient évidemment à leurs villas et aux petites plages de la côte par ce beau temps de printemps.

Avaient-ils l'air assez heureux, tous ! Le gamin aurait voulu être l'un d'eux.

Mais il lui sembla entendre la vieille amie qu'il portait dans le paquet lui faire une dernière exhortation : — « Ne t'occupe pas d'eux ! Ils ont leurs chagrins comme nous tous, tu peux en être sûr. »

— Tu as sans doute raison, objecta le gamin, mais je doute qu'aucun d'eux en ce moment soit plus malheureux que moi, moi qui m'en vais noyer ma meilleure amie.

Ils arrivèrent enfin au but de leur triste promenade, et le gamin s'arrêta au quai du port. Il posa son paquet par terre, en sortit la poupée, et se mit à lui nouer une ficelle autour du cou.

Dans quelques instants, la poupée reposerait là, au fond du canal, entre les cadavres de chiens et de chats noyés, et l'eau sale, jaunâtre, clapoterait sur elle. Ce serait là la récompense de tous ses services fidèles !

Tout à coup, le gamin s'arrêta. Il lança la pierre dans le canal : « C'est impossible, impossible, murmura-t-il. Je ne peux pas me débarrasser de toi, mon pauvre Laban, d'une façon aussi cruelle. »

Il resta tout désemparé, la poupée à ses pieds, suivant des yeux le flot des promeneurs qui se dirigeaient vers le port.

Pendant qu'il les contemplait, la poupée eut une inspiration :

— « Nous avons été idiots, mon pauvre Nils. As-tu donc oublié comment on faisait dans la Grèce antique ? Quand on en avait assez d'un bon et noble concitoyen, on ne songeait pas à le tuer, on l'exilait.

(*A suivre.*) SELMA LAGERLÖF.

LA RÉACTION EN ALLEMAGNE

Les élections allemandes pour la seconde Assemblée Nationale auront lieu, si aucun évènement fortuit ne survient, au mois d'avril prochain : tout au moins cette échéance a été indiquée par une note officieuse du cabinet Bauer, et au surplus cette communication se bornait à confirmer une impression qui s'était déjà accréditée. Presque tous les partis, qui règnent à Berlin, réclamaient depuis plusieurs semaines, sinon depuis plusieurs mois, le renouvellement d'une Chambre, qui avait eu, à proprement parler, un mandat constituant, et qui eût pu se reposer après avoir rempli sa tâche.

Ce n'est point le moment de tracer le bilan de son activité, ni même d'examiner si le statut qu'elle a érigé est viable. Cette étude viendra à son heure et elle ne laissera pas d'offrir un certain intérêt. La République parlementaire d'outre-Rhin, car le parlementarisme demeure son caractère dominant, est battue en brèche à la fois par les monarchistes avoués ou honteux et par une extrême-gauche, communiste ou indépendante, qui lui oppose le système des conseils ouvriers sur le modèle soviétique.

Il est très curieux que les manifestations de cette extrême-gauche et celles de la droite royaliste aient coïncidé entre elles, à la fin de novembre et au début de décembre, comme si elles se répondaient les unes aux autres. Mais la poussée réactionnaire, aux yeux de beaucoup de gens, l'emporterait en vigueur, dans le moment présent, sur la poussée révolutionnaire, et d'aucuns se demandent si l'Allemagne n'est pas à la veille d'un coup de force que tenteraient les fidèles du grand état-major et des Hohenzollern, et qui aboutirait au relèvement de l'état de choses aboli en novembre 1918. Rien ne prouve que ce coup de force doive être immédiat, ni même qu'il puisse réussir. Ceux qui, à Berlin, le dénoncent le plus énergiquement comme une menace pressante, ce sont les socialistes majoritaires, le parti d'Ebert, de Scheidemann, de Noske, de Hermann Muller, de Heine, qui redoute peut-être plus encore les Indépendants que les conservateurs et qui est intéressé, pour atteindre à un objectif tactique nettement défini, à grossir le danger qui pèse sur les institutions nouvelles.

Il n'en reste pas moins que la réaction pangermaniste et féodale est beaucoup plus audacieuse qu'il y a un semestre. Alors elle se taisait et se dissimulait, attendant la minute psychologique. Aujourd'hui, elle s'affirme, se répand en discours et en prophéties, et proclame ses desseins.

L'anniversaire de la révolution de novembre a permis à tous les partis d'exprimer leurs sentiments sur le régime actuel et sur le régime antérieur.

Les journaux de droite n'ont pas hésité à dire que le 9 novembre 1918 avait été un jour de honte. L'un d'eux, qui a coutume de ne point atténuer ses paroles, la *Deutsche Zeitung* a écrit :

« Malheur aux hommes de ce jour! Lorsque le peuple allemand sera revenu à lui, lorsqu'il verra quel jeu impie on a joué avec lui, le règlement de comptes sera terrible ; l'heure de ce règlement viendra, et tous ceux qui croient encore à la renaissance de l'Allemagne mettront en œuvre toute leur énergie, pour en hâter l'avènement ».

A lire ces lignes, on s'aperçoit que le parti des hobereaux, fidèle à sa thèse, celle de Hindenburg, de Ludendorf, et des autres généraux : — « c'est le soulèvement populaire contre les Hohenzollern, et lui seul, qui a fait la défaite», — n'hésite pas à suspendre sur l'Allemagne démocrate et ouvrière l'éventualité d'une terreur blanche.

Les politiques de la droite, qui n'osent pas encore annoncer des représailles, et qui appréhendent de ne pouvoir les exécuter et de surexciter l'extrémisme de gauche, s'expriment un peu autrement. Dans la *Post*, le comte Posadowski, érigeait en principe que le renversement violent d'un état de choses ancien ne se justifiait que s'il aboutissait à l'institution d'un ordre meilleur, et il contestait que la forme républicaine eût fourni cette justification ; il conchait en invitant le gouvernement du Reich à prendre lui-même l'initiative d'un retour au passé :

« Si le gouvernement veut faire de l'ordre, s'il veut le respect des personnes et des biens, base de toute vie sociale, digne du nom de civilisée, et, par là, garantir la véritable liberté de tout citoyen, il faut qu'il revienne aux principes de l'ancien Etat, qui ont pour eux l'expérience séculaire ».

Les organes du juste milieu éprouvent quelque gêne à apprécier les journées de novembre. D'un côté ils ne peuvent oublier que les partis, au nom desquels ils s'expriment, ont leur place au pouvoir, à côté des socialistes majoritaires. De l'autre, ils ne veulent pas se brouiller irrémédiablement avec la droite, qui donne à nouveau les signes d'une vitalité inattendue.

C'est ainsi que le *Hamburger Fremdenblatt* dit : « Quiconque a ouvert les yeux et a conscience des évènements, devra reconnaître en toute sincérité, qu'il a été témoin non d'une démolition voulue, mais d'un effondrement provoqué par le sentiment d'une guerre contre un monde complètement perdue ».

La *Gazette populaire de Cologne*, organe du parti catholique de cette ville, et qui a longtemps reçu l'inspiration du cardinal Hartmann, récemment décédé, s'efforce d'éviter toute phrase compromettante

— car Erzberger et quelques autres « Centristes » tiennent des portefeuilles : « La révolution a fait plus de mal que de bien. Mais puisqu'elle était un fait, il fallait s'en accommoder ».

La Germania — qui représente le même parti, avec un caractère plus nettement officiel, se répand en longues dissertations. Elle s'affirme par principe contraire à tout acte révolutionnaire ; pourtant elle estime « que le nouveau statut allemand n'a pas été engendré par la révolution. Il a été créé, après la révolution, par les mandataires régulièrement élus de la nation allemande ». Il y a quelque sophistique dans cette argumentation, — qui vaudrait aussi bien pour d'autres circonstances, mais la *Germania* se propose surtout d'expliquer et de légitimer la collaboration des catholiques et des socialistes majoritaires dans le cabinet Bauer comme, avant lui, dans le cabinet Scheidemann.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie des articles non seulement officieux, mais encore officiels : ils respirent l'inquiétude. C'est le même sentiment qui perce en une déclaration que le chancelier Bauer a donnée au *Vorwaerts*, et qui constate la progression de la droite. Von Gerlach, dans la *Welt am Montag*, accentue cette note pessimiste, et la *Freiheit*, indépendante, signale avec une sorte d'effroi la puissance gardée par les hobereaux, et les allures hautaines d'un Ludendorf.

De cette brève revue de presse, il se dégage une conclusion redoutable pour le régime nouveau : les craintes des uns complètent les menaces et les réticences des autres.

Il n'est pas surprenant que les partis de gauche recherchent les moyens de parer au coup de force qu'ils prévoient, et dont ils ne cessent de dénoncer l'imminence. C'est Scheidemann, parmi les socialistes majoritaires, qui s'attache le plus délibérément à cette besogne. Croit-il, en toute sincérité, que la forme républicaine va crouler au premier choc, et que la restauration de la royauté prussienne d'abord, et de l'empire allemand ensuite, s'accomplira sans suffisante résistance? Ou bien regrette-t-il le pouvoir et veut-il démontrer que ceux qui l'occupent à sa place n'ont pas su en user? Toujours est-il, que dès le 9 novembre, accentuant l'évolution qu'il a accomplie durant les semaines précédentes, il signale le péril de droite. Parlant dans un meeting de son parti, il commence en accusant l'extrême gauche indépendante et communiste d'avoir paralysé l'œuvre de reconstruction, puis il insiste sur la détresse qui caractérise la situation et, avertissant ses auditeurs que les hobereaux veulent de nouveau l'empire, et que le danger de droite est devenu grave, il fait appel à l'union du prolétariat. Cet appel, dans la forme où il est conçu, a d'ailleurs peu de chance d'être entendu, parce que Liebknecht a pris bien soin d'attaquer en même temps les indépendants et spécialement Ledebour. Depuis le début de novembre, Scheidemann, et d'autres dans le *Vorwaerts*, ont continué cette campagne contre les menées royalistes.

Leur tactique au surplus est contrariée par certains majoritaires qui, pour des raisons personnelles ou encore pour des motifs spécifiquement prussiens, s'ingénient à maintenir l'équilibre entre la gauche et la droite, qu'ils réprouvent également. Le discours que le ministre Heine a prononcé à Dessau a provoqué des protestations, même dans les rangs du vieux parti socialiste dont il est membre. Ce discours s'ouvrait par une condamnation en bloc de l'assemblée nationale, poursuivait par un réquisitoire contre le système fiscal d'Erzberger et du cabinet Bauer, annonçait la banqueroute intégrale et prenait enfin la défense du Reichswehr et des généraux traduits devant la commission des responsabilités. Ce qui irrita surtout les majoritaires, c'est que cette harangue reçut l'approbation de la droite, et pour n'citer qu'un seul des journaux pangermanistes, les *Hamburger Nachrichter* s'exprimèrent ainsi :

« L'opposition ne saurait mieux dire. Le gouvernement parlementaire est jugé par ses propres partisans démocrates et socialistes, voire même par un socialiste majoritaire ».

Les griefs, que les conservateurs brandissent contre le régime actuel, peuvent se classer sous quelques rubriques, et ils reviennent quotidiennement dans des dizaines de gazettes. Si l'on passe sur ceux qui ont un caractère de principe et de doctrine, les hobereaux ont exploité en premier lieu la réforme fiscale d'Erzberger. L'Allemagne, même si l'on ne tenait pas compte des sommes qu'elle doit verser à l'Entente à titre de réparations, avait un budget fortement déficitaire. Le ministre des Finances a fait appel à la fois aux impôts indirects et aux impôts directs, ceux-ci frappant le capital et le revenu conjointement. Si les conservateurs se sont insurgés contre ce système, c'est qu'il lésait leurs intérêts, parce qu'ils se flattaient de rejeter toute la charge sur le peuple, et c'est aussi que des sources de recettes étaient enlevées à la Prusse et aux autres Etats confédérés au profit du Reich. Ils ont gardé une rancune d'autant plus exaspérée, qu'ils n'ont pas été écoutés.

La droite reproche encore au régime d'avoir institué une commission d'enquête, devant laquelle les anciens ministres de Guillaume II et les généraux ont paru en mauvaise posture. Les sentiments que les Junkers portent au passé, et qui tiennent de la dévotion fanatique, ont été froissés par des incidents qu'ils n'eussent jamais consenti à prévoir. Helferich, en refusant de répondre aux questions qui lui étaient

posées, a conquis leurs sympathies, car les affaires de l'Etat étaient à leurs yeux réservées à une oligarchie et ne devaient pas être étalées devant le public, qui n'avait point à en connaître.

Enfin, la réaction allemande s'est attachée à surexciter le sentiment national, en montrant que le pouvoir avait dû, à plusieurs reprises, céder aux injonctions de l'Entente, et en comparant la splendeur de l'Allemagne impériale à la misère de l'Allemagne républicaine. Elle affecte d'oublier que c'est elle qui a, par sa politique au dedans et au dehors, créé la crise présente. Mais elle ne se soucie guère de discuter, d'analyser de bonne foi la situation. Elle se préoccupe exclusivement de bénéficier des souffrances du pays, de syndiquer les mécontentements, de tirer parti des vanités blessées et des convoitises déçues, pour renverser des institutions qui lui sont odieuses et qui meurtrissent ses prérogatives de caste.

Il y a aujourd'hui outre-Rhin, peut-on dire, trois grands groupements : 1° une gauche qui est profondément divisée — qui va des majoritaires aux spartaciens et aux indépendants, et qui, cependant nourrit une commune hostilité pour les monarchistes : hostilité compréhensible même si elle n'était pas issue de considérations théoriques, car ces monarchistes vengeraient leurs injures dans le sang ; — 2° un centre formé des libéraux et des catholiques, qui a adhéré en 1918, à la révolution, et qui en a recueilli quelques profits, mais qui veut arrêter cette révolution au stade actuel, et qui oscille entre le désir de conserver les avantages acquis et la crainte des socialisations : il peut, selon l'occurrence, se porter à gauche ou à droite ; — 3° une droite qui est riche, audacieuse, et qui trouve son unité dans sa volonté de restauration. Elle est servie par le prestige que le militarisme a, malgré tout, gardé en Allemagne, — par la puissance des effectifs qui subsistent et qui, à tant de points de vue, constituent une menace pour la paix, — et par la crise économique et financière. Comme cette droite n'est plus au pouvoir, ses propres responsabilités se sont en quelque sorte effacées et on les met à la charge de ceux qui manient la puissance publique.

Seule une reconstitution du parti socialiste (elle ferait impression même sur les fractions du centre), pourrait conjurer le danger de relèvement monarchique qui, pour beaucoup de raisons, est devenu réel, mais elle est paralysée à la fois par des considérations doctrinales et par les souvenirs d'un passé proche. Tant que Scheidemann et Noske prétendront à jouer un rôle et à entrer dans cette unité refaite, toute tentative de rapprochement sera d'avance condamnée. Les discours qui ont été prononcés, à ce sujet, au congrès des Indépendants à Leipzig, ont été éminemment caractéristiques.

La lutte de demain, outre-Rhin, sera entre la droite féodale et le socialisme, car les partis qui s'étendent du nationalisme libéral au radicalisme démocratique, en passant par le centre catholique, ont perdu toute valeur dirigeante.

PAUL LOUIS.

DEUX CENT CINQUANTE ANS A L'OPÉRA (1669-1919)

ANNO 1669. — Cette inscription hybride qui se lit au-dessus du rideau de l'Académie Nationale de Musique, rappelle aux spectateurs que notre première scène lyrique est de création louis-quatorzième, tout comme les académies de peinture et sculpture, de danse, des inscriptions et belles-lettres, des sciences, ses aînées, et l'Académie d'architecture, sa cadette. Tour à tour royale, nationale, impériale, suivant les changements de régime, elle a survécu à tous, ayant eu, elle aussi, ses révolutions, musicales ou autres, ses périodes de gloire ou de décadence, de fortune ou de médiocrité ; tantôt à la tête du mouvement musical européen, tantôt contrainte d'obéir à des impulsions étrangères, mais attirant toujours vers elles la convoitise des uns, la curiosité des autres.

Deux fois et demie centenaire, quelle autre scène lyrique au monde peut se flatter d'une égale longévité ? Sans doute, l'Opéra de Paris n'est pas le premier en Europe qui fût ouvert au public. Avant lui, Venise avait possédé des salles de théâtre lyrique accessibles aux bourgeois et au peuple ; mais, alors que leur existence n'est plus qu'un souvenir, le « grand Opéra », survivant à toutes les révolutions de la politique et du goût, continuait, parfois comme malgré lui, une tradition ininterrompue qui, tout en ayant ses imperfections, ne manque ni de grandeur ni de beauté.

L'histoire de l'Opéra, c'est toute une face de celle de la France même, et parfois de l'Europe. Que d'événements ont leur répercussion ou leur origine dans cette création royale, dans ce milieu qui, dès son établissement jouit du privilège d'attirer la curiosité et d'exercer la malignité du public! On ne peut avoir la prétention de les rappeler, même en plusieurs volumes ; mais, au moyen des sources nombreuses qui sont aujourd'hui à notre disposition, il est possible d'en indiquer sommairement les principaux. C'est ce qu'on a voulu essayer dans les pages qui suivent, sans autre prétention que de fixer en quelques traits l'évolution de notre grande scène lyrique, considérée sous ses différents aspects, depuis son origine jusqu'à nos jours.

I

Issu du ballet de cour, qui était en grande faveur au moins depuis l'époque des Valois, et de l'opéra italien, créé à Florence dans les dernières années du XVIe siècle et importé en France par Mazarin, l'Opéra français fut fondé officiellement en 1669. Les Italiens appelés à Paris par le cardinal, pour le divertissement de la reine-mère et de la cour, y avaient fait connaître, de 1645 à 1662, *la Finta Pazza*, de Giulio Strozzi; l'*Egisto*, de Cavalli ; l'*Orfeo*, de Luigi Rossi ; *le Nozze di Pelleo e Tetide*, de Caproli ; et enfin, pour les fêtes du mariage de Louis XIV, en 1660, le *Serse* et, deux ans plus tard, l'*Ercole amante*. Ces ouvrages, nouveaux pour des oreilles françaises, et joués avec un grand luxe de costumes et de décors par les virtuoses italiens, attiraient la cour, et même quelques bourgeois, au Palais-Royal, aux Tuileries, ou au Petit-Bourbon. Les avis cependant sont contradictoires sur l'accueil que faisait aux opéras de Mazarin l'aristocratique auditoire de Marie de Médicis. Tandis que les italianisants, fort nombreux à la cour, prenaient grand plaisir à ces spectacles, les Français se plaignaient de ne rien comprendre aux paroles ; et c'étaient des épigrammes sur

Ce beau mais malheureux Orphée,
Ou pour mieux parler, ce Morphée,
Puisque tout le monde y dormit.

Certains gazetiers ou nouvellistes du temps, comme Loret, dans sa *Muze historique*, trouvait le *Xerxès* « long par excès », car il durait, « plus de huit heures et davantage » (*sic*)! Ils ne pouvaient se faire à l'opéra transalpin ; aussi le livret de l'*Ercole amante* comporte-t-il une traduction française, et en vers, en regard du texte original.

Les Français, qui possédaient depuis plusieurs années la tragédie classique, se devaient de ne pas être en reste sur leurs voisins, et d'adapter sinon d'adopter le *dramma* ou *l'opera per musica* des Italiens. Mais il y avait, entre autres, un préjugé à vaincre, et dont Jean-Jacques Rousseau se fera le défenseur un siècle plus tard : seule, disait-on, la langue italienne, — ou le latin, — était propre à la musique...

Déjà, au théâtre du Marais, l'influence se faisait sentir des représentations lyriques de la cour : des « pièces à machines », comme l'*Andromède* de Corneille et l'*Ulysse* de Boyer (toutes deux de 1650), la *Comédie sans comédie* de Quinault (1654), *les Amours de Jupiter et de Sémélé* (de Boyer encore, 1666) sont déjà pour une part des opéras, ou si l'on préfère, des féeries, accompagnées de musique jouée et chantée. Il n'y manque que le récitatif, la disparition du dialogue parlé, pour que l'opéra soit créé.

La première pièce française entièrement en musique semble être le *Triomphe de l'Amour*, de Beys et Laguerre (1666), qui précéda de quatre ans la fameuse *Pastorale* de Perrin et Cambert. Le Lyonnais Perrin, l'abbé Perrin, poète fameux et l'un des victimes de Boileau, était introducteur des ambassadeurs près de Gaston d'Orléans. Ayant observé les chances de réussite qu'auraient des spectacles en musique comme ceux des Italiens, à condition qu'ils fussent intelligibles pour des oreilles françaises, il s'efforça de combiner un poème dramatique à mettre en musique, et, d'abord de créer une langue lyrique propre à s'y adapter. Malgré les vulgarités, les trivialités de ses inspirations, on peut dire qu'il y réussit.

Il s'associa avec Robert Cambert, organiste de l'église Saint-Honoré, et plus tard de la reine-mère, et c'est de cette collaboration que naquit une *Pastorale*, représentée dans la banlieue parisienne, à Issy, chez M. de La Haye, en avril 1659, puis devant le roi, à Vincennes, quelques semaines plus tard. Mazarin vit d'un bon œil que la tentative de Perrin et Cambert ne déplaisait pas à son jeune souverain. Il encouragea donc le poète à poursuivre son entreprise. Perrin ayant déjà un musicien, s'associa d'autre part avec de Rieux, marquis de Sourdéac, afin de fonder un théâtre d'opéra. Mais la mort de Mazarin, en mars 1661, fit remettre le projet à une époque indéterminée. Poursuivant son but avec ténacité, Perrin obtenait enfin, le 28 juin 1669, des lettres-patentes du jeune roi pour des « académies d'opéra ou représentations en musique et en langue française, sur le pied de celles d'Italie ». Tel est le premier titre de la future Académie royale de musique. Perrin ayant remontré au roi que les *opéra* « font à présent les plus agréables divertissements, non seulement des villes de Rome, Venise, et autres cours d'Italie, mais encore ceux de villes et cours d'Allemagne et d'Angleterre, où lesdites Comédies ont esté pareillement establies à l'imitation des Italiens... », le roi lui permettait de « prendre du public telles sommes qu'il advisera », faisant « tres expresses prohibitions et deffenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, mesmes aux officiers de notre maison, d'y entrer sans payer, et de faire chanter de pareilles *Opera* ou représentations en musique en vers françois, dans toute l'estendue de nostre royaume, pendant douze années... » Le privilège disposait en outre que « tous gentils-hommes, demoiselles et autres personnes puissent chanter ausdits Opera, sans que pour ce ils dérogent au tiltre de noblesse ny à leurs privileges ».

Muni de ces lettres-patentes, Perrin se mit à l'œuvre : avec Robert Cambert comme compositeur et,

comme metteur en scène, le marquis de Sourdéac, — noble Normand d'assez mauvaise réputation, qui avait la passion du théâtre à machines et avait, en 1660, monté *la Toison d'or* de Corneille en son château de Neufbourg, — Beauchamps comme maître de ballets, et comme commanditaire, un escroc nommé Bersac qui se faisait appeler de Barsac de Champeron.

Tandis qu'un chanteur, Monier, partait recruter de belles voix en Languedoc, on chercha un local pour installer le futur théâtre. Le 8 octobre 1670, Sourdéac et Champeron louaient, pour cinq ans, moyennant 2.400 livres par an, le jeu de paume dit de la Bouteille, situé entre les rues Mazarine et de Seine, en face de la rue Guénégaud (à l'endroit même où passe aujourd'hui une voie nouvelle, la rue Jacques Callot). La salle fut construite en cinq mois, par Guichard, intendant des bâtiments du duc d'Orléans, et le théâtre put être inauguré le 19 mars 1671, par *Pomone*, pastorale de Perrin et Cambert, en trois actes précédés d'un prologue. *Pomone*, comme la *Pastorale* d'Issy, n'était guère qu'une suite d'airs et de dialogues entre bergers et bergères ; son exécution durait environ deux heures et demie. Tout Paris, pendant huit mois, courut l'entendre, bien qu'on payât un demi-louis d'or au parterre ; et l'affluence était telle que des désordres se produisirent entre les bourgeois et les pages, laquais et gens de livrée, qui prétendaient y entrer à la suite de leurs maîtres, comme aux autres spectacles. Il fallut promulguer une ordonnance royale pour les empêcher d'entrer gratis.

Perrin retira-t-il comme on l'a prétendu, 10.000 écus de la première saison de l'Opéra français ? C'est peu probable, car on le voit bientôt poursuivi pour dettes et incarcéré sur la plainte de son associé Sourdéac, — tandis que Cambert demandait un second livret à Gabriel Gilbert, celui des *Peines et Plaisirs de l'Amour*, — et finalement, tout heureux de s'arranger avec Lully pour la cession de son privilège, après l'avoir une première fois cédé au poète Guichard et au sieur de Sablières, tous deux incapables de l'exploiter.

Saint-Evremont, dans sa comédie des *Opera*, où il ne se montre pas toujours tendre pour le nouveau genre dramatique, jugeait ainsi les deux ouvrages de Cambert : « On voyait les machines avec surprise, les danses avec plaisir, dit-il à propos de *Pomone ;* on entendoit le chant avec agrément, les paroles avec dégoût ». Le second opéra lui parut « plus poli et plus galant. Les voix et les instruments s'étoient déjà mieux formés pour l'exécution. Le prologue était beau, le *Tombeau de Climène* fut admiré... » Il y remarqua surtout un trio de flûtes, comme on n'en avait jamais entendu « depuis les Romains. »

Cependant, Lully, surintendant de la musique du roi, s'étant arrangé avec Perrin moyennant « sans doute un présent considérable », disent les frères Parfait, le roi, qui l'honorait d'une grande amitié, lui transmit le privilège de Perrin au mois de mars 1672 (probablement le 13). De là une série de procès inextricables entre Sourdéac et Champeron d'une part, Guichard et Sablières d'autre part, autour du privilège de Perrin cédé deux fois coup sur coup. Mais les choses furent menées rondement du côté de Lully. Dès le 24 mars, Colbert écrivait au procureur du Parlement, de Harlay, de juger l'affaire au plus tôt. Six jours plus tard, le roi lui-même ordonnait de faire fermer à partir du 1er avril la salle de la rue Mazarine. Le 27 juin, un arrêt du Parlement terminait l'affaire, ordonnant l'enregistrement des lettres-patentes, et contraignant Sourdéac et Champeron à indemniser Perrin, Cambert et les chanteurs de l'Opéra. Bientôt, la guerre se ralluma entre Lully et ses adversaires. Elle dura trois ans, au milieu d'un débordement de factums injurieux.

L'Opéra français naquit donc au milieu de la chicane, et c'est en somme grâce à ces factums, qui ne furent pas tous détruits, comme l'ordonnait le jugement (12 août 1677), que nous devons maint renseignement sur les débuts de l'Académie royale de musique.

Cambert quitta plus tard Paris, pour aller vivre en Angleterre à la cour de Charles II ; les ennemis de Lully prétendirent que ce dernier le fit assassiner en 1677 ; Guichard s'en fut à Madrid, essayer, là encore, de fonder un opéra. Quant aux artistes de la troupe, les demoiselles Aubry et Brigogne, les sieurs Clédières, Beaumavielle, Tholet, Miracle, d'autres encore, inconnus, Lully les recueillit dans sa troupe en formation. Il choisit rue de Vaugirard, à la lisière orientale des jardins du Luxembourg (sur l'emplacement de la rue de Médicis actuelle), un jeu de paume, celui du Bel-air et, sans retard, le 13 novembre 1672, y fit jouer une pastorale *les Festes de l'Amour et de Bacchus*, à peu près uniquement composée de fragments de ses ballets antérieurs, dont les paroles étaient de Molière, Benserade et Quinault. Cela simplement, pour ainsi dire, afin de marquer sa prise de possession de l'*Académie royale de musique*, titre sous lequel désormais devait être dénommée l'Opéra français jusqu'à la Révolution.

L'année suivante est marquée par deux évènements notables : la mort de Molière (17 février) et, deux mois plus tard (27 avril ?), la première représentation de *Cadmus et Hermione*, la première de ces tragédies lyriques dont Quinault et Lully vont, jusqu'à leur mort, donner une série ininterrompue et dont plusieurs vivront tout un siècle jusqu'à l'avènement de Gluck.

La disparition de Molière permit, plus ou moins généreusement, au Florentin, d'expulser du Palais-Royal les Comédiens français et de s'installer à leur place. Dès le lendemain, le roi lui concédait salle, et la troupe de Molière n'eut d'autre ressource que d'aller se réfugier dans l'ancienne salle de Perrin, rue Guénégaud ; tandis que Lully célébrait, le 19 janvier 1674, avec la représentation d'*Alceste*, son entrée au Palais-Royal.

Arrivant seul pour son théâtre, avec la collaboration presque exclusive de Quinault, Lully donna jusqu'à sa mort, en 1686, quatorze tragédies lyriques, indépendamment de plusieurs pastorales, idylles, mascarades et ballets ; et, tout absorbé qu'il fût par la direction de l'Opéra, et le soin de ses affaires personnelles, un certain nombre de partitions exécutées à la cour pendant le même temps. L'héritage artistique qu'il laissait fut un peu comme l'empire d'Alexandre, malgré les dispositions minutieuses qu'il avait prises. Car personne n'était en état de se substituer à lui dans toutes ses incarnations de directeur, d'administrateur, s'occupant des ballets aussi bien que des costumes et des décorations, du chant, des chœurs et de l'orchestre ; n'ayant qu'un seul associé, le machiniste Vigarani, et gardant sous sa dépendance ses deux « batteurs de mesure » et collaborateurs musicaux occasionnels, Lalouette et Colasse. A la fin de sa carrière d'homme singulièrement heureux, ayant amassé par la spéculation une fortune de 800.000 livres qui vaudrait bien quatre millions de nos jours, il avait créé véritablement l'opéra français, formé une troupe de chanteurs et de musiciens qui faisait l'admiration de l'Europe, dressés à une discipline qui se relâcha dès qu'il eût disparu. « Il les avoit mis tous sur le pié de recevoir sans contestation le personnage qu'il leur distribuoit, dit Lecerf de la Viéville. Je vous réponds que, sous l'empire de Lully, les chanteurs n'auroient pas été enrhumés six mois de l'année et les chanteuses yvres quatre jours par semaine. »

Quelle pitié pour l'Opéra,
Depuis qu'on a perdu Baptiste!

chantait-on, dix ans après sa mort. Jean-Louis Lully le cadet, n'ayant survécu qu'une année à son père, l'Opéra passa aux mains de son beau-frère Jean Nicolas Francine, dont la famille, florentine comme celle des Lully, avait fourni au roi, depuis un siècle, tout une série d'ingénieurs hydrauliciens, de fontainiers comme on disait plus simplement au temps de Louis XIV.

Avec Francine commence, dans l'administration de l'Opéra, les combinaisons financières qui se poursuivent pour ainsi dire sans interruption jusqu'à nos jours. Le privilège royal est tantôt une source de bénéfices que tel ou tel cherche à capter, tantôt — et c'est le cas le plus fréquent, — une cause d'ennuis et de déficits, dont le privilégié cherche à se débarrasser, soit entre les mains du roi ou de la Ville de Paris. Francine s'associe à Hyacinthe de Gauréau Dumont, écuyer du roi, gouverneur de Meulon ; après s'être endettés de quelque 380.000 livres, Francine et Dumont cèdent, en 1704, leur privilège à Guyenet, payeur de rentes, lequel meurt en 1712, complètement ruiné, laissant des dettes considérables, dont 166.000 livres dues aux acteurs et au personnel, qui menacent de se mettre en grève. L'ère des difficultés commence dès le nouveau siècle : il est vrai que l'époque — les dernières années de Louis XIV, année de guerre et de misère, — n'est rien moins que favorable aux arts de la paix. Francine traite alors avec les créanciers de Guyenet, leur obtenant une prorogation du privilège jusqu'en 1732 : en échange, il exige du syndicat des créanciers de Guyenet 20.000 livres, et Dumont 12.000 par an. Cela dura ainsi jusqu'en 1721, sous la haute inspection du duc d'Antin, nommé par le régent, en 1715, et de M. de Landivisiau. Du compte que rendent à cette époque les créanciers de Guyenet, il ressort, qu'en un an, 161 représentations donnaient environ 193.000 livres de recettes, soit 1.300 par soirée. Le bal, récemment créé, y ajoutait 54.000 livres ; en y joignant les recettes diverses, — location du café, par exemple, redevances des opéras de provinces, reliquat de l'année 1720 — l'exercice se montait en recettes à 402.620 livres ; les dépenses ne s'élevaient qu'à 285.522. Néanmoins, le syndicat, ayant augmenté le passif de 80.000 livres, se retira. Francine encore une fois assuma la régie de l'Académie royale de musique pendant sept années, et mourut en 1735, abandonnant l'Opéra à Destouches (1728-1730), puis au sieur Gruër, qui obtint, le 1er juin 1730, un privilège de trente années.

La direction de ce Gruër fut courte, et joyeuse, à ce qu'il semble. Associé à un nommé Lebœuf et au comte de Saint-Gilles, sous la haute surveillance du prince de Carignan, Gruër fut révoqué un an à peine après sa nomination, à la suite d'une aventure célèbre dans les annales de l'Opéra. Non loin de la cour du Carrousel, dans la rue Saint-Nicaise, on avait établi, en 1713, le « magazin » de l'Opéra, servant à la fois de dépôt des costumes et décors, et d'école de musique, embryon du futur Conservatoire. Un jour du mois de juin, Gruër s'avisa avec plusieurs de ses amis et de ses actrices, la Pélissier, le Petitpas, la Camargo, d'autres encore, de donner une petite fête au magasin. Le champagne aidant, ces dames, incommodées par la chaleur estivale, se mirent bientôt tellement à leur aise, qu'elles apparurent aux voisins de l'étroite rue Saint-Nicaise dans le plus simple

appareil. Cette bacchanale, qu'un rapport de police du 15 juin 1731, authentifie, mit fin au règne éphémère du trop galant directeur Gruër. Leconte, son successeur, ne dura guère plus; et ce fut, en 1733, à un ex-capitaine au régiment de Picardie, Thuret, bâtard du duc de Savoie, qu'échut la succession de Lully. Cette année-là, Rameau, quinquagénaire déjà, débutait avec l'opéra d'*Hippolyte et Aricie*.

II

De Lully à Rameau, — presque un demi-siècle, — l'opéra avait insensiblement évolué. Tandis que le répertoire du Florentin se soutenait, repris généralement avec succès, et que ses imitateurs, comme ceux de Quinault, découpaient en tragédies lyriques toutes les légendes mythologiques, un genre nouveau, infiniment moins solennel et plus en harmonie avec le'sprit du temps, établissait peu à peu son esthétique. Dès 1695, un premier ballet (*les Saisons*, de Pic, et Colasse), composé d' « entrées » dont chacune forme un sujet, fait prévoir cette formule nouvelle, où le chant et la danse se partagent la scène, soit ensemble, soit alternativement. On revient, en somme à l'ancien ballet de cour, mais en supprimant rigoureusement toute parole déclamée. Deux ans plus tard, l'*Europe galante*, de La Motte-Houdard et Campra, est le modèle et le chef-d'œuvre du genre. L'époque de ce ballet marque une réforme intérieure importante à l'Académie royale. Désormais, les auteurs recevront des honoraires : cent livres chacun, jusqu'à la dixième représentation ; cinquante livres de la onzième à la vingtième (à la trentième pour les tragédies lyriques). En revanche, en 1699, on introduit le droit des pauvres : un sixième sera perçu en sus du prix des places : une place de parterre coûtera 36 sous au lieu de 30, les secondes loges 3 l. 12 s. au lieu de 3 l., les premières, 7 l. 4 s. au lieu de 6.

Dans ces ballets, on ne met pas seulement la mythologie à contribution (*les Eléments* de Destouches, *les Stratagèmes de l'Amour*, *les Amours des Dieux* de Mouret), mais on fait des excursions en pays étrangers, en Italie, en Espagne, en Turquie, et ce sont des prétextes à danses, à costumes, à décorations exotiques ; dans le *Carnaval de Venise*, qui ne fut d'ailleurs jamais repris (1699), Campra introduit même, avant la fin du troisième acte, tout un petit opéra italien, *Orphée aux Enfers*. Le genre plaît tellement qu'on va rechercher dans les anciens ouvrages de Lully, des « fragments » qu'on met bout à bout, non sans les réinstrumenter au goût des oreilles modernes. En somme, le ballet du XVIIIe siècle est une variété de la pièce à tiroirs.

(*A suivre.*) J.-G. Prod'homme

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

DEUX ENFANCES CÉLÈBRES : ANATOLE FRANCE ET PIERRE LOTI

Anatole France. *Le Petit Pierre* (Calmann-Lévy).
Pierre Loti. *Prime Jeunesse*. Suite au Roman d'un Enfant (Calmann-Lévy).

Les vieux Messieurs ont une charmante propension à considérer d'un œil bienveillant leur enfance.

Qui n'a joui de leurs récits, et n'a appris d'eux l'étonnant éclat des printemps d'autrefois, le piquant de la vie, et cette grâce, cette joie, cette alacrité universelle dont leurs petits-fils n'ont plus aucune idée?

Les enfants ont le don de poésie ; de même les vieillards, quand ils parlent de leur enfance, redeviennent les prisonniers émerveillés de la divine illusion ; les plus prosaïques retrouvent un langage fleuri, naïf et sincère, une ardeur d'imagination, une fraîcheur de sentiment qui ne colorent pas leurs propos ordinaires. On dirait d'une résurrection, qui fait briller le sourire sur des lèvres désabusées, et parfois glisse dans le sillon des rides une larme presque heureuse.

Ce qu'il y a de meilleur dans le vieillard, c'est l'enfant.

Les vieux messieurs rassasiés d'ans, glacés par l'âge et la cruelle expérience de la vie, regrettent-ils leur espièglerie d'antan, leurs jeux innocents, ou encore les tendresses désintéressées dont le souvenir leur est si doux? Entre-t-il une part de remords dans leur louange de cette candeur qu'ils ont depuis si longtemps dépouillée? Ou bien faut-il apercevoir tout au fond de leur attendrissement je ne sais quelle pointe de perversité secrète?

Qui le saura jamais? nos sentiment les plus naturels sont étrangement mêlés : dupes éternelles de notre cœur, nous nous leurrons nous-même ; l'homme qui savoure l'ivresse dernière des émotions rétrospectives y met toute son âme, quand bien même de soupçonneux moralistes ne voudraient y voir que cabotinage suprême.

Toute son âme! et voilà ce qui nous touche. Ne sentez-vous pas combien sont émouvants cet hommage à la vie, cet hymne à la jeunesse, à la joie, à l'espoir, quand ils sont formulés avec l'accent éperdu d'un adieu? Cette piété que l'homme sur son déclin voue à ses premiers jours, ce culte dont il enoblit ses souvenirs, peut-être à les scruter de près, sont-ils encore des manifestations de l'immuable et commune religion de soi-même. Ils nous touchent

profondément ; c'est assez pour qu'on absolve leur tricherie légère, leur puérilité, leur mensonge inconscient.

Poésie et réalité, Goethe a donné la formule ; l'homme n'écrit jamais un récit tout à fait véridique de son enfance et de sa jeunesse ; il en compose un poème ; et vous entendez bien qu'il ne commet pas délibérément un faux ; mais la poésie transfigure les événements, les personnages, les sentiments, accentue leur relief, leur prête un sens, des proportions, des rapports que l'enfant ne soupçonna jamais; Jean-Jacques Rousseau, dans sa rage de sincérité, ne fait pas exception à la règle ; Strindberg, à qui l'on doit d'autres confessions audacieuses jusqu'au scandale, a conté la triste odyssée d'un plébéien de Stockholm ; il en fait orgueilleusement une manière de héros ; le douloureux, l'étincelant Dickens lui-même n'a retenu de son adolescence qu'un parfum de douce pitié et d'amère fantaisie...

L'enfance est un poème d'où l'homme mûr est impitoyablement exilé : le vieillard substitue à ce beau royaume une autre cité de rêve ; sa nostalgie n'est menteuse qu'à demi ; s'il se trompe et nous trompe, c'est d'abord par impuissance à renaître au paradis perdu.

*
* *

Ce paradis, de quels enchantements l'art d'un Loti ne le décore-t-il pas? Quel charme en ces évocations où nous reconnaissons le rôle d'une souveraine magie! Nous sommes séduits ; nous nous abandonnons au bon plaisir de ce conteur, qui ne force jamais son style ni ne renouvelle sa manière, qui ne nous étonne ni par la puissance ou l'originalité de sa pensée, ni par un don verbal extraordinaire, ni par aucune des habiletés où s'exténuent un si grand nombre de nos contemporains, mais qui possède le plus merveilleux secret : il suggestionne les cœurs et les esprits; il s'en empare ; à son appel, au son de ses phrases nonchalantes, un long cortège d'images, de figures et de songes imprécis se lève et se met en marche sur la toile de fond de l'universel oubli. Tout cela est très particulier, très exactement localisé, et cependant sans âge, telles ces théories aériennes qu'une sorcellerie intelligente ferait surgir des ruines, de n'importe quelle cendre humaine.

Remarquez-le, en effet, les romans de Loti sont en quelque sorte hors de la durée ; le temps, cruel à nos semblables, ennemi personnel de Loti, ne tient dans ses livres une aussi grande place que pour y voir bafouer et tourner en dérision son déplorable empire ; la tante Corinne et la tante Eugénie y voisinent familièrement avec les bâtisseurs des Pyramides, les Druides, le Dragon d'Annam ou nos ancêtres de l'ère préhistorique... Et l'on ajouterait aussi bien que ces récits sont hors l'espace : le bois de la Limoise, la délicieuse maison de Rochefort et le jardin de « l'Ile » y apparaissent sur le même plan que tel paysage tropical, une vision de Java, telles cités de l'Inde ou de la Chine, parmi les horizons célestes et les chœurs planétaires — sur le même plan, et parfois si rapprochés, et comme superposés, que nous les confondons presque... L'action tout entière, fictive jusque dans son plus grand effort pour étreindre la réalité, se passe je ne sais où, je ne sais quand, sur ce théâtre cosmique dont Loti est l'unique réalisateur, affranchi de nos servitudes, indifférent à nos mesquines préoccupations de moment et de lieu.

Cette scène idéale, il a plu à Loti d'y évoquer *Prime Jeunesse;* elle accueille indifféremment le présent, le passé, les vivants et les morts ; une sensualité primitive y côtoie les raffinements imprévus de la sensation... Des sentiments élémentaires, exprimés souvent avec une ingénuité que les hommes d'aujourd'hui paraissent avoir oublié, une tendresse infinie qui embrasse du même élan désespéré les êtres et les choses, un mysticisme sans foi, une langueur et une ardeur que la possession de l'univers ne satisferait pas, tout Loti, candide, aimant, si peu intellectuel, tout Loti, son mépris de notre laide époque, la poésie des départs, de la séparation et de la mort!

Et son enfance, direz-vous, Pierre Viaud enfant, adolescent?

Nous ne le voyons guère — Pierre Loti nous cache Pierre Viaud, qui lui échappe et qu'il ne connaît plus — mais nous voyons très bien le cadre d'une enfance choyée, une ville sommeillante, des jardins odorants, de vieilles demeures provinciales que hante le pas menu de délicieuses vieilles dames. Qui dénombrera les tantes de Loti, ces fées confites en dévotion huguenote, mais si tendres, si attentives à faire fleurir dans l'âme de leur neveu la tendresse et toutes les plus délicates promesses de l'imagination et du sentiment?

Un biographe viendra qui saccagera peut-être ce joli paradis. Que nous importe? Loti a écrit, il ne pouvait écrire qu'un ravissant poème, où toutes les splendeurs de la terre, assemblées lyriquement, célèbrent un coin de France et la gloire future d'un enfant prédestiné.

Nous serions bien sots si nous ne nous déclarions comblés.

Au surplus, ni les biographies critiques, ni les malveillances des anecdotiers à venir de la littérature ne prévaudront jamais contre ce poème ; la postérité y puisera — j'en félicite nos arrières-neveux — les éléments du plus gracieux chapitre qu'il lui sera donné d'ajouter aux Enfances célèbres.

La postérité y découvrira — et je l'en félicite en-

core davantage — l'une des plus abondamment jaillissantes parmi les sources du génie de Loti : car cet attachement aux choses et aux êtres, cette passion éperdue qu'il porte aux hommes, aux paysages, aux choses, à tout ce qui l'entoure, et qui fait le pathétique d'une carrière perpétuellement ambulante, où donc Pierre Loti en a-t-il pris le goût si ce n'est en cette tiède atmosphère, au contact de ces vies casanières, en ce petit monde recueilli dont il fait un conservatoire de reliques?

Et nous nous en doutions, mais nous le saurons mieux désormais : Loti le voyageur a hérité de son enfance une âme de sédentaire ; il aurait célébré moins ardemment les beautés diverses des cinq continents s'il avait aimé d'un amour moins fougueux et durable son pays natal. Loti, l'éternel errant, n'est point un déraciné. Son exotisme impénitent ne nous touche aussi sûrement que parce qu'il est un hommage indirect à notre terre, parce qu'il nous entretient de nous-même, parce qu'il réveille perpétuellement en nous cette nostalgie des foyers de notre enfance qui est l'un des sentiments les plus vivants au cœur de tous les hommes.

*
* *

Anatole France ne convoque point l'univers autour de son berceau ; il y fait comparaître les grâces de son esprit, ses paradoxes familiers, et tous les thèmes de sa sagesse païenne, un peu faunesque. Ses fées, ce sont Mme Caumont, la libraire, Mme Dusuel, Mme Danquin, et quelques autres commères parisiennes qui résument à merveille l'âme d'une certaine petite bourgeoisie au temps de Louis-Philippe ; âme babillarde, crédule et ironique, vive et claire, où semblent déjà se refléter quelques-uns des traits du génie futur de notre bon maître.

Anatole France écrit le roman d'un petit bourgeois de Paris ; l'aventure serait un peu mince s'il n'y avait le cadre, ce quai, ces ruelles du faubourg St-Germain, le petit monde des boutiquiers et des concierges, et la rumeur d'histoire qui bruit sans cesse au cœur d'un vieux quartier ; tout cela, Anatole France l'évoque avec un souci touchant d'exactitude ; la critique est ici aux prises avec la légende inconsciente que tout homme porte en soi ; ce sont de plaisantes escarmouches, où la raison ne triomphe qu'à contre-cœur et ne triomphe pas toujours. La poésie que respire un enfant de Lutèce est, pour ainsi dire, toute intellectuelle : elle est faite d'enthousiasmes abstraits, d'une fantaisie qu'alimentent les lectures et le hasard des conversations les plus diverses ; elle est d'abord une philosophie de la vie, avisée et narquoise, doublée d'une tradition qui va des sages de l'antiquité au disert cabaretier du coin ; il y entre très peu de ciel, et presque pas d'impressions de nature... Elle est à peine moins artificieuse que les sentimentalités rêveuses où se prolonge l'extase de bonheur de Pierre Loti enfant.

Anatole France l'anime prodigieusement, la diversifie, et l'ajuste aux songes savants qu'il a si jalousement cultivés au cours de sa longue carrière ; Anatole France nous cache François Thibault.

Ainsi commentée, cette enfance célèbre fera, je l'imagine, la joie des professeurs de morale ; elle est proprement une morale en action ; morale très peu stoïque, qui incline à un épicuréisme modéré, et s'accommode sans effort des leçons du bon sens le plus terre à terre ; morale de La Fontaine — avec ces contradictions que n'a jamais redoutées Anatole France, grand douteur, si prompt aux affirmations sentencieuses.

Ce livre abonde en sentences, en préceptes ; jamais encore le génie didactique et l'humeur enseignante de son auteur n'avaient témoigné d'une aussi abondante fertilité.

Anatole France se souvient que le petit Pierre ne lisait pas sans ennui l'histoire d'un certain Simon de Nantua, colporteur éloquent, et dont plusieurs générations d'enfants ont dû subir les bavardes réminiscences. Simon de Nantua avait toujours raison ; il moralisait à tout propos. Le petit Pierre lui en voulait un peu.

Simon de Nantua n'avait pas la manière ; Anatole France la possède comme personne ; il n'a pas toujours raison ; il sait qu'un auteur a toujours avantage à devancer, à flatter la malignité du lecteur ; il confesse humblement quelques défauts de son âge mûr, et n'hésite pas à mettre en lumière les travers de son enfance. La Bruyère affirmait que « les enfants des dieux se tirent des règles de la nature, que le mérite chez eux devance l'âge, et qu'ils sont plutôt des hommes parfaits que le commun des hommes ne sort de l'enfance ». Nous avons changé cela ; nous ne croyons plus aux enfants modèles. Et c'est pourquoi les hommes d'âge de notre temps s'empressent si volontiers à avouer quelques peccadilles très anciennes ; certains se font gloire de leurs menus péchés de jeunesse ; il leur paraît piquant que toute leur vie ait démenti quelques fâcheuses promesses. Loti s'enorgueillit d'avoir été un très médiocre rhétoricien, et d'avoir longtemps désolé ses maîtres de français. Anatole France recueille amoureusement quelques traits d'une turbulence maligne qui eussent autorisé d'inquiétants pronostics ; au surplus, il ne reconnaît guère à l'écolier François Thibault, outre une précocité d'esprit capricieuse mais louable, qu'un seul mérite remarquable ; ce François Thibault apportait en naissant un instinct de pyrrhonisme assez étonnant...

*
* *

On n'en finirait pas de noter toutes les joies que d'illustres écrivains éprouvent à peindre leur enfance; les innocents plaisirs d'une vanité rétrospective sont précieux à ceux qui ne savent plus demander au présent un surcroît d'illusion.

Pierre Loti goûte ces plaisirs et ces joies avec une sorte d'ivresse lyrique.

Il y mêle une émouvante ambition de survie ; d'autres avant lui ont laissé un journal que la postérité lira peut-être : « c'est que j'ai fait ici, et je prie ceux qui jetteront les yeux sur ce livre de l'excuser comme la tentative désespérée d'un de leurs frères qui va sombrer demain dans l'abîme et voudrait, au moins pour un temps, sauver ses plus chers souvenirs ».

Tel est aussi, bien entendu, le vœu secret d'Anatole France ; mais il ne l'avoue pas ; il écrit un journal ; il y retrempe sa verve, et y trouve un nouveau prétexte à faire briller les attrayantes facettes de son credo incertain. C'était sans doute le meilleur moyen de servir la mémoire du petit Pierre, car enfin on jugera délicieux ce roman autobiographique, cette lente promenade à l'Eden oublié du quai Voltaire, ce récit édifiant, qui ne serait pas de l'auteur de la fameuse *Rôtisserie* s'il ne ressemblait encore à une flânerie philosophique.

LUCIEN MAURY.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Croirons-nous que la manie des petites chapelles tient une telle place et fait de particuliers ravages dans la vie littéraire d'outre-Manche? Quoi qu'il en soit, l'esprit de coterie occupe longuement dans *The Athenaeum* (n° du 5 décembre) M. Frank Swinnerton, qui en disserte au surplus avec agrément. Mais l'esprit de coterie est de tous les temps et de toutes les latitudes...

Quand il sera d'âge à bénir les débutants en ce rude métier des lettres, M. Swinnerton leur donnera, avec l'accolade, un bel encrier comme celui qu'il possède et sur lequel se lit une inscription qui lui rappelle à chaque instant ce principe : « Abstiens-toi de bavarder, écris ». Il faut travailler. Le travail, un travail assidu, est la seule chose qui excuse la prétention des jeunes gens qui rêvent d'écrire.

On gaspille aujourd'hui la moitié de ses forces, dans les milieux de littérature, en de vaines parlottes ou de malfaisants commérages. Une coterie n'a d'autre raison d'être que de grandir « ceux qui en sont » et de diminuer « ceux qui n'en sont pas ». Une coterie en engendre une seconde, qui exagère les procédés de la première, laquelle renchérit à son tour dans la médisance, voire dans la calomnie. Redoutable au point de vue social, l'esprit de coterie ne l'est pas moins pour l'individu, dont il contrarie les mieux propres et chez lequel il risque toujours de tuer quelque intérêt saine originalité.

Une coterie naît tantôt de la sottise de quelques uns, tantôt d'une commune envie et d'une amertume partagée, soit encore du sentiment qui groupe autour d'un homme une poignée d'aveugles admirateurs — « les disciples » dont « le maître » court d'ailleurs le gros danger de devenir finalement le prisonnier ..

Une fois formée, la coterie a sa nécessité, ses jours et ses heures, — ses réunions où chacun n'apporte, avec son pauvre bavardage sur « son travail » en cours, que ses observations de myope touchant un tel et que les historiettes qu'il connaît sur celui-ci ou celui-là. Le milieu serait bientôt par trop insipide si l'on n'y avait la ressource de ces racontars, précisément. Car on ne plaisante pas ici — et l'on y prend tout au sérieux — et de ces anecdotes, aucune, si mince vous parût-elle, dont on ne sache, céans tirer parti pour une nouvelle méchanceté...

Le désordre et la confusion sont profonds en ce moment dans notre monde désorbité. Cependant, de toutes parts se dessine aussi une plus large aspiration vers les choses de l'art. Mais arrière l'esprit de coterie!

Ce n'est certes pas un sujet inédit que « la crise morale de l'heure présente », mais il y avait à clarifier et à condenser la matière avec assez de méthode et d'attention pour permettre aussitôt à l'esprit une vue d'ensemble sur une question un peu bien vaste de prime abord : c'est à quoi M. Albert Dauzat s'emploie dans le fascicule de décembre de *The Anglo-French Review*.

Le phénomène que l'on veut constater en prétendant, comme on le fait parfois, que la guerre a changé les caractères consiste à tout le moins en une série de réactions nouvelles dans un milieu violemment bouleversé par les événements. Le sentiment du danger commun détermina lors de la mobilisation, et partout chez les belligérants du lendemain, un admirable mouvement de solidarité. Pour se dessiner, le mouvement contraire, d'ailleurs fatal au sein de notre trop médiocre humanité, n'a pas attendu la signature de l'armistice. Il n'a pas cessé de s'accentuer et parallèlement se sont intensifiés et le goût des jouissances et le dégoût du travail.

Les élites ont-elles donné, donnent-elles l'exemple qui s'imposerait? L'art et la littérature se mercantilisent de plus en plus. — On sait le discrédit où sont tombés les politiciens, car « certains scandales étaient trop éclatants pour que la boue ne rejaillît sur le

corps tout entier ». — Tandis que parmi les privilégiés de la fortune ceux qui sont accoutumés de longue date au maniement de l'argent montrent quand même une autre tenue, les nouveaux riches justifient comme à plaisir « la haine » qui les entoure, tant s'avère impatiente leur hâte de jouir et irritante leur sotte ostentation.

Affranchi la plupart du temps de l'obligation de payer son loyer, bientôt soustrait en nombre de cas aux misères et aux dangers du front, touchant alors un salaire qui dépassait ses dernières espérances, « l'ouvrier, lui, a été incontestablement gâté par la guerre ». Il vit depuis quelque cinq ans dans une abondance qu'il n'avait oncques connue. On s'en féliciterait, sans arrière-pensée, n'était que l'envie à l'égard du « bourgeois » persiste par la seule force de l'habitude et que d'énormes salaires sont si bêtement gaspillés pour les satisfactions de la bouche. Pourvu d'une éducation morale qui lui manque absolument, l'ouvrier deviendrait vite « le maître de toutes les industries ». — Quant au paysan, grâce à son esprit d'épargne, il s'est enrichi. Tant mieux encore. Mais combien de fois Jacques Bonhomme n'aura-t-il pas dissimulé ses produits, vendu au-dessus de la taxe et ainsi abusé de la situation!

La femme, au début de la guerre, a voulu se dévouer et s'oublier elle-même. Ce, avec le sérieux et l'ardeur qu'elle y met d'abord, quoi qu'elle veuille. Hélas! chassez le naturel... La frivolité et le luxe n'ont jamais atteint les proportions qu'ils revêtent sous nos yeux... Le nombre des divorces a quasi décuplé dans le département de la Seine depuis l'armistice et c'est le mari le plus souvent qui a dû prendre l'initiative des hostilités...

M. A. Dauzat craint d'avoir un peu poussé les choses au noir. On a le droit d'estimer qu'il peut se tranquilliser. Très judicieusement, le tableau qu'il nous présente s'éclaire du reste de ce rayon : « Bien qu'ils aient le plus souffert — et justement parce qu'ils ont souffert — les démobilisés, surtout les combattants, sont encore les moins mécontents... Non qu'il ne se trouve parmi eux des tempéraments aigris... Mais dans l'ensemble, c'est encore chez eux qu'on trouve les meilleurs éléments de rénovation sociale ».

Dans la *Nouvelle Revue d'Italie*, un article de M. Francesco Flamini — « L'esprit latin » — comporte un rappel intéressant en soi et qui, en outre, vient à son heure de la manière et de l'œuvre de Carducci.

Le grand poète de l'Italie contemporaine a été, un demi-siècle durant, le représentant et le magnifique continuateur, dans la littérature mondiale, de « l'déal esthétique de l'âme latine ». Orateur plein de fougue, il se mêle cependant de la rhétorique. Critique, son autorité se fonde sur la netteté et sur la vigueur avec lesquelles il formule ses jugements. Ramené aux Grecs et aux Romains, qu'il avait d'ailleurs aimés dès son enfance, par son admiration pour l'école des Foscolo et des Léopardi, des Romagnosi et des Botta, Carducci étudia parcillement les précurseurs de l'humanisme — et Politien et Laurent de Médicis lui enseignèrent que c'est en ressuscitant « les idéals d'art de notre ancienne civilisation » que l'Italie de la Renaissance avait brillé d'un éclat universel. « Que mon chant, dira-t-il dans les *Juvenalia*, soit le chant de l'Italie sacrée ; qu'il s'élève, fier de colère, pour la revanche de la pensée de Rome ». Dans son ardeur, « il voulut aussi extirper du sol italien la fade poésie de la nouvelle Arcadie du romantisme, marchandise de fabrication allemande » ; il fustigea les petits poètes soupirant aux « rayons de la lune, dans la nuit brune, au bord de la lagune », et il montra à la jeune génération la voie à suivre « pour se délivrer tout ensemble des vieilleries romantiques et de la négligence des versificateurs écrivant au hasard par affectation de spontanéité ». Car, en latin de race, Carducci professait que « si la poésie doit être de l'art, ce qu'on appelle la forme doit en représenter au moins les trois quarts ».

La critique n'a pas fini d'établir jusqu'à quel point Carducci s'est inspiré de Heine, de Platen, de Shelley. Toutefois, c'est à « la grande nation latine » qu'il a surtout emprunté : à « cette France qu'il aimait et dont il se plaisait à répandre chez ses compatriotes la culture magnifique dans la mesure où elle pouvait s'allier, sans l'altérer, à la culture italienne ».

A propos de Carducci, le *Marzocco* raconte (n° du 7 décembre) une anecdote qui prouverait, si l'on en doutait, que sous le ciel de l'Italie non plus les luttes électorales n'ont rien de bien beau. Sollicité par quelques amis, Carducci se présenta un jour à la députation — et, pour être précis, c'était en 1886, à Pise. Sa déclaration de candidature provoqua aussitôt, il va de soi, une formidable levée de boucliers, mais l'auteur des *Iambes* avait tout de même ses partisans... et ses chances. Alors, son principal concurrent, un certain Toscanelli, eut, ma foi, une idée : il fit tirer à quelques milliers d'exemplaires le fameux *Hymne à Satan* et tout ce papier, sur lequel Carducci devenait « le poète du diable », il le répandit à pleines mains parmi les braves électeurs de la campagne... et Giosué Carducci ne fut pas député...

GASTON CHOISY.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame.

Le Gérant : ALB. DAVY.

TABLE DES MATIÈRES

JANVIER A DECEMBRE 1919

Beaux Arts

ANONYME. Un tableau de Détaille (*Le Salut aux blessés*), 256.

BERLIOZ (Hector). Autobiographie inédite, p. p. J. G. Prodhomme, 493.

BOUYER (Raymond). La musique française au théâtre et dans les livres, 120. — Mozart, quintessence du goût français, 188. — Du nouveau Louvre au Salon de 1919, 317. — Le vivant génie de Goya, 410. — André Chénier critique d'Art, 570. — Géricault novateur, 636. — « Les Troyens » de Berlioz à l'Opéra, 700.

PROUHOMME (J.-G.). Deux-cent cinquante ans à l'Opéra (1666-1919), 760.

ROUCHÈS (Gabriel). Le Caravage à Naples, à Malte et en Sicile (1606-1609), 718.

SÉAILLES (Gabriel). Julien Lemordant : de l'héroïsme, 745.

Bibliographie

ALBALAT (Antoine). Revue des livres, 31, 195.

CHOISY (Gaston). A travers les revues étrangères, 29, 63, 95, 127, 159, 191, 222, 255, 287, 319, 352, 382, 413, 447, 479, 510, 543, 575, 605, 639, 669, 703, 733.

LUX (Jacques). Les livres nouveaux, 286, 384, 415, 477, 512, 541, 606, 670. — Les livres d'étrennes, 734.

Correspondance

GOUNOD (CHARLES). Six lettres inédites (avec commentaire de Rémy La Saintongère), 347.

THIERS. Lettres inédites (p. p. le marquis de Montmorillon), 393, 417, 517, 583, 664, 723.

WAGNER (Cosima). Lettres inédites (p. p. J.-G. Prodhomme), 88, 117.

Enseignement

BOUGLÉ (C.). La culture française, 609.

BUISSON (Ferdinand). L'Instituteur et la guerre, 68, 97.

CAZENEUVE (Dr Paul). Les besoins de l'enseignement supérieur et son rôle, 289, 391.

FEDEL (Alfred). La détresse de l'enseignement secondaire. La question des traitements, 43, 359, 388.

KEYSER (Edouard de). Pour l'instruction du peuple, 350.

QUEYRAT. Psychologie de l'émulation, 183.

RENARD (Georges). L'école normale de 1867 à 1870 (*Souvenirs*), 196, 421, 644.

Guerre de 1914-1919

BOCQUET (Léon). Deux villes anéanties, 27.

BOUYER (Raymond). Un héros de l'éducation classique, 61.

CROCKAERT (Paul). L'Immortelle mêlée : l'épopée militaire belge, 279.

DUMONT-WILDEN (L.). Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, 23.

GUERNIER (Ch.). L'Angleterre dans la guerre, 193, 227.

LAIR (Maurice). La rentrée de l'Alsace-Lorraine dans la famille française, 488.

LA MAZIÈRE (Pierre). La propagande française dans les Balkans, 598.

SCHURÉ (Edouard). L'Explosion de l'âme celtique dans l'Alsace libérée, 65, 106.

Histoire

BONNEFON (Paul). Une vie d'aventures sous Louis XIV : le jeune Brienne, 21, 55, 85, 114, 157, 181, 214.

BOURGIN (Georges). La bourgeoisie, les ouvriers et le gouvernement de 1848, 113.

CHALLENTIER (John). Thomas Jefferson à Paris, 111.

CHUQUET (Arthur). Les chants allemands de 1813, 441. — L'Allemagne dans les chants patriotiques de l'Allemagne, 705.

CLAUZEL (Raymond). Le portrait de la France au XVIe siècle d'après les ambassadeurs vénitiens, 519.

GAILLY DE TAURINES (Ch.-Frédéric II et Dantzig, 503, 532.

JALBON (Henry). Buchez (Souvenirs inédits), 109.

JULLIAN (Camille). La victoire de la patrie, 65, 75. — Comment meurent les patriotes, 727.

MEURVILLE (Louis de). Sommes-nous latins ? [illegible]

PASCAL (Félicien). Les chevaliers teutoniques, [illegible]

SCHURÉ (Edouard). Rome à vol d'oiseau, 399.

WELSCHINGER (Henri). Un projet de mariage anglais pour le duc de Berri en 1815, 424, 454.

Littérature (Histoire et Critique)

ALBALAT (Antoine). Les jeudis d'Alphonse Daudet, 626, 650.

BOSSERT (A.). Goethe à l'école de Voltaire, 232.

BOUGLÉ (C.). Verhaeren devant la guerre, 132.

BULLENOIR (Maximilien). Leconte de Lisle et l'évocation du passé, 430, 465.

CAZAMIAN (Louis). H.-G. Wells : Jeanne et Pierre, 340. — La flamme immortelle, 657.

FAURE (Gabriel). L'Automne à Nohant, 172, 205. — Châteaubriand et l'Occitanienne, 749.

FRANCÈS (Noël). M. Charles Maurras, poète, 149.

HAUMANT (Emile). Le pessimisme russe et la crise actuelle, 586.

LAFONT (Aimé). La Marseillaise de la paix (*Documents inédits*), 562.

LASSERRE (Pierre). La jeunesse d'Ernest Renan, 257, 481.

LEFEBVRE (Louis). L'Ame du soldat. — Le dernier prix Goncourt, 89. — L'Ironie au temps présent, 153. — Léon Bloy, 211. — Poètes, 307. — Voyageurs et philosophes, 372.

MAURY (Lucien). — Les lettres : œuvres et idées, 444, 470, 507, 537, 572, 595, 633, 666, 696, 729. — La fortune des lettres françaises, 405. — Les littératures étrangères en France, 696. — La douleur et la guerre, 729.

PELLISSIER (E.). Dans les boîtes des quais : à propos d'un dictionnaire, 603.

POIZAT (Alfred). La nouvelle querelle des anciens et des modernes, 10. — Sainte-Beuve, 614. — Corneille est-il l'auteur des comédies de Molière, 68.

SCHURÉ (Edouard). Un soldat poète : l'œuvre d'Alfred Droin, 266.

Marine

DE LOUY (Amiral). Que va devenir la force navale française ? 456, 503.

Philosophie

BOUTROUX (Emile). Un philosophe suédois de l'intuition, 129.

LANESSAN (DE). La source des idées morales et des passions, 58.

LOTE (René). La psychologie de l'impérialisme et l'œuvre de M. Ernest Seillière, 659.

BOULLIS DE FLUSAC (J.). De la solitude et du silence, 47, 283.

THOMAS (P. Félix). La sincérité et l'esprit de critique, 440.

Poésie

Lefèvre (Louis). Poèmes, 569.

Questions politiques, économiques et sociales

Barthélemy (Joseph). Le droit de guerre et le droit de paix, 545.
Cloarec (Paul). La politique et la méthode, 566.
Louis (Paul). La crise financière dans le monde, 679.
Martin (Germain). Notre situation financière, 385.
Maury (Lucien). Réformons notre diplomatie, 262. — Comment réformer notre diplomatie, 302.
Narquet (Louis). La fête universelle de l'idéal humain, 343.
Pic (Paul). Les questions ouvrières devant la Conférence de la paix, 161, 202. — La journée de huit heures, 578.
Pupin (René), Fortunes d'hier et appauvrissement national, 250.
Renard (Georges). Il faut produire, 14.
Sageret (J.). Le droit des peuples, 375.
Strauss (Paul). Dépopulation, 485.

Questions extérieures

Allemagne :
Louis (Paul). L'Allemagne après les élections, 79. — La lutte intérieure en Allemagne, 337. — Les déchirements allemands, 501. — La réaction en Allemagne, 758.
Vergnet (Paul). Le nouveau centre allemand, 369.
Angleterre :
Louis (Paul). Les difficultés intérieures anglaises, 270. — L'Angleterre à l'automne 1919, 592.
Arménie :
Louis (Paul). L'Arménie et son droit, 300.
Autriche :
Louis (Paul). L'Autriche allemande, 146. — L'Autriche après Saint-Germain, 555.
Balkans :
Louis (Paul). Les nouveaux états balkaniques, 112. — La Bulgarie et l'Europe, 199. — La paix bulgare, 618. — La Grèce et l'Italie, 175.
Reinach (Joseph). Les droits de l'hellénisme, 327.
Serbesco (S.). La Roumanie, allié naturel de la France, 476.
Denis (Ernest). Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 139, 164.
Belgique :
Marès (Roland de). La Belgique et son avenir, 1. — Les partis et les élections en Belgique, 548.
Chine :
Gérard (Auguste). La Chine et le Japon. Leurs relations, leur rôle dans la dernière guerre et dans la paix, 292. — La Chine nouvelle (ses hommes d'état et son personnel politique), 514.
Espagne :
Louis (Paul). Les élections espagnoles, 367.
Hongrie :
Louis (Paul). La Hongrie et ses deux révolutions, 239.
Italie :
Lémonon (Ernest). Les partis politiques italiens, 435. — L'Italie au lendemain de la guerre, 629.
Louis (Paul). La crise en Italie, 403. — Le nouvel état du problème adriatique, 716.
Perse :
Louis (Paul). Le sort de la Perse, 525.
Pologne :
Haumant (Emile). Le problème polonais, 225.
Suède :
Louis (Paul). La Suède et la paix, 433.
Suisse :
Martin (W.). L'esprit public en Suisse, 101.
Tchéco-Slovaquie :
Denis (Ernest). La république tchéco-slovaque, 39. — Le premier président de la république tchéco-slovaque : Masaryk, 353. — La question des Allemands de Bohême, 642, 673.
Turquie :
Driault (Édouard) : Devant Constantinople, 18. — — Le destin de l'empire ottoman, 708.
Divers :
Louis (Paul). Les nouvelles nations, 7. — Devant la Conférence : questions de frontières, 53. — Les travaux de la Conférence, 463. — Les problèmes de la paix, 648.
Diplomate (Un vieux). Les préliminaires et la paix, 72.

Romans et Nouvelles

Aderer (Adolphe). La Mioritza, 363, 396, 427.
Hartoy (Maurice d'). Ce que m'a dit la femme au nez coupé. — Le Tabouret, 534.
Hollande (Eugène). A mi-chemin, 242; 273, 296, 322.
Lagerlöf (Selma). Un émigrant (trad. Tlrekla Hammar), 755.
Lys (Georges de). Un troglodyte, 654, 676.
Ramuz (C.-F.). Le dernier jour, 621.
Reyne (Julien). Les deux passés, 459, 497, 528, 551, 589.
Tchékof (Anton). Elle a sommeil (trad. Nad), 714.
Zangwill (Israël). Gardienne de conscience (trad. Nad), 4, 49, 82, 109, 144, 178, 208, 236.

Théâtre

Allou (Maurice). Les couples chantent (*pièce en vers*), 557.
Ginisty (Paul). Le théâtre après la guerre de 1870, 276.
Poizat (Alfred). Le moyen dangereux. — L'Hérodienne, 726.
Rageot (Gaston). — A propos de quelques spectacles, 59. — Pasteur et quelques reprises, 93. — Le Sourire du faune, la Cruche, la Vie d'une femme, le Marchand de Venise, 123. — Mangeront-ils ? Lysistrata, les Amants de Sazy, 185. — L'Œuvre d'Alfred Poizat, 220. — Les Sœurs d'amour, 252. — François de Curel, 314.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

(Les noms des auteurs *cités dans les Comptes-Rendus* sont en caractères italiques).

Aderer (Adolphe), 363, 396, 427.
Albalat (Antoine), 31, 125, 626, 650.
Allen (Percy), 64.
Allou (Maurice), 557.
Annunzio (d'), 372.
Anonyme, 256.
Auriol (Georges), 735.
Barbusse (Henri), 91.
Bareilles (Bertrand), 478.
Barthélemy (Joseph), 545.

Barthou (*Louis*), 31.
Basch (*Victor*), 126.
Bataille (*Henry*), 252.
Bellecombe (*Claude*), 736.
Belot (*G.*), 29.
Benoit (*Pierre*), 34, 472.
Berlioz (Hector), 493.
Berlioz, 700.
Bernstein (*Henry*), 95.
Berlacchi (*Cosimo*), 413.
Bertrand (*Adrien*), 153.
Besson (*H.*), 352.
Blaser (*Edouard*), 64.
Bocquet (Léon), 37.
Bois (*Albert du*), 728.
Bonnefon (Paul), 21, 55, 85, 114, 157, 181, 214.
Bosch (*Van den*), 576.
Bossert (A.), 232,
Bossert (*A.*), 595.
Boirel (*Théodore*), 735.
Bouchor (*Maurice*), 286, 310.
Bouglé (C.), 132, 609.
Boulenger (*Jacques*), 732.
Boulenger (*Marcel*), 156.
Bourgin (Georges), 692.
Boutet de Monvel (*Roger*), 32, 735.
Bouthoux (Émile), 129.
Bouyer (Raymond), 61, 120, 188, 317, 410, 570, 636, 700.
Briand (*Charles*), 575.
Brimont (*de*), 308.
Buffenoir (Maximilien), 430, 465.
Buisson Ferdinand), 68, 97.
Bussel (*Maurice*), 736.
Caran d'Ache, 735.
Cazamian (Louis), 340, 657.
Cazeneuve (Paul),, 289, 321.
Chamard (*Henri*), 608.
Chambure (*de*), 416.
Chancel (*J.*), 736.
Charpentier (John), 311.
Charpentier (*John*), 415.
Chessin (*Serge de*), 384.
Choisy (Gaston), 29, 63, 95, 127, 159, 191, 222, 255, 287, 319, 352, 382, 413, 447, 479, 510, 543, 575, 605, 639, 669, 703, 733, 767.
Chuquet (Arthur), 449, 705.
Clauzel (Raymond), 519.
Cloarec (Paul), 566.
Colojanni (*Napoleone*), 605.
Consentini (*F.*), 223.
Coolus (*Romain*), 188.
Courteline (*Georges*). 125.
Crockaert (Paul). 279.
Daudet (*Lucien-Alphonse*), 287.
Dauzat (*Albert*), 768.
Dedecek (*V.*), 608.
Degouy (Amiral), 456, 503.
Delacommune (*Charles*), 32.
Delarue-Mardrus (*Lucie*), 475.
Denis (Ernest), 39, 139, 164, 353, 642, 673.
Descamps (*Paul*), 670.
Dieudonné, 59.
Diplomate (Un vieux), 72.
Dollé (*André*), 541.
Donnay (*Maurice*), 187.
Driault (Ed.), 18, 708.
Duhamel (*Georges*), 89, 374, 729.
Dumont Wilden (L.), 23.
Duvernois (*Henri*), 474.
Lusor (*R.*), 704
Estaunié (Edouard), 666.
Ettinger (*William-L.*), 222.
Fabre (*J.-H.*), 730.
Faure (Gabriel), 172, 205, 749.
Faure (*Gabriel*), 372.
Fedel (Albert), 45, 359, 388.
Flamini (*Francesco*), 767.
Focillon (*Henri*), 671.
Fontainas (*André*), 30, 287.
Fortescue (*W.*), 669.
Fortolis (*Ludovic*), 543.
France (*Anatole*), 153, 766.
Francès (Noël), 149.
Friedel (*H.*), 319.
Gailly de Taurines (Ch.), 505, 532.
Gaultier (*Paul*), 507.
Geffroy (*Gustave*), 126, 735.
Genama (*Scipione*), 383.
George (*N.-L.*), 191.
Gérard (A.), 292, 514.
Ghéon (*Henri*), 309, 447.
Gilbert (*George-Holley*), 95.
Gillet (*Louis*), 735.
Ginisty (Paul), 276.
Girette (*Marcel*), 727.
Gounod (Charles), 347.
Gozlan (*Léon*), 735.
Grand'Aigle (*H.*), 735.
Grassel (*Pierre*), 574.
Guernier (Ch.), 193, 227.
Guitry (*Sacha*), 93.
Guyau (*Augustin*), 731.
Hammar (Thekla), 755.
Harden (*Maximilien*), 576.
Hartoy (Maurice d'), 534.
Haumant (Émile), 225, 586.
Hazlitt (*W.*), 543.
Hinzeli n (*Emile*), 736.
Hollande (Eugène). 243, 273, 296, 322.
Hovelaque (*Emile*), 542.
Howard (*Georges Elliott*), 64.
Howe (*P.*), 510.
Hugo (*Victor*), 185.
Italicus, 670.
Jaudon (Henry), 169.
Julia- (*Emile-François*), 92.
Julian (Camille), 33, 75, 737.
Keyser (Edouard de), 350.
Kipling (*Rudyard*), 736.
Kistemackers (*Henry*). 254.
Kolousek (*Jean*), 414.
La Bruyère, 375.
Lacea (*Constantin*), 448.
Lafont (Aimé), 562.
Lagerlöf (Selma), 755.
Lagrange (*Paul*), 475.
Lair (Maurice), 488.
La Mazière (Pierre), 598.
Landrieux (*Mgr*), 512.
Lanessan (de), 58.
Larsson (*Hans*), 696.
La Saitongère (Rémy), 347.
Lasserre (Pierre), 257, 481.

Lasserre (Pierre), 125.
Lazzeri (Gerolemo), 511.
Lecomte (Georges), 126.
Lee (Sidney), 287.
Lees (G. Frédéric), 287.
LEFEBVRE (Louis), 89, 153, 211, 307, 372, 569.
Lefebvre (Raymond), 384.
Lefranc (Abel), 127.
Le Mercier (Camille), 537.
LÉMONON (Ernest), 435, 629.
Lobry (J.-L.), 126.
Lombroso (Gina), 224.
LOTE (René), 659.
Loti (Pierre), 765.
LOUIS (Paul), 7, 53, 79, 112, 146, 173, 199, 239, 270, 300, 337, 367, 403, 433, 463, 501, 525, 555, 592, 618, 648, 679, 716, 758.
Louis (Paul), 31.
Luchaire (Julien), 128.
LUX (Jacques), 286, 384, 415, 477, 512, 541, 606, 670, 734.
LYS (Georges de), 654, 676.
Mairet (Louis), 731.
Malherbe (Henry), 92.
Malo (Henri), 415.
Marc-Henry, 477.
MARÈS (Roland de), 1, 548.
M'Arow, 223.
MARTIN (Germain), 385.
MARTIN (W.), 101.
Maurière (Gabriel), 732.
Maury (François), 479.
MAURY (Lucien), 262, 302, 405, 444, 472, 507, 537, 572, 595, 633, 666, 696, 729, 764.
Mayor des Planches, 96.
MEURVILLE (Louis de), 686.
Michaud (Dr G.), 640.
Michels (Robert), 605.
Milliond (Maurice), 511.
Monti (Antonio), 320.
MONTMORILLON (DE), 393, 417, 517, 583, 664, 723.
Montmorillon (de), 126.
Morel (Maurice), 541.
Mori (Rintaro), 448.
Munier-Jolain, 126.
Musset (A. de), 735.

NAD, 4, 49, 82, 109, 144, 178, 208, 236, 714.
NARQUET (Louis), 343.
Nion (Charles de), 32.
Ollivier (Marie-Thérèse), 597.
Ombiaux (Maurice des), 255.

Palat (Général), 703.
PASCAL (Félicien), 468.
Pascal (Félicien), 126.
Pauli (Georges de), 672.
PELLISSIER (E.), 603.
Périgny (de), 32.
Perrault (J.-E.), 575.
Perrier (Edmond), 127.
PIC (Paul), 162, 202, 578.
Picavet (Camille-Georges), 286.
Pingaud (Albert), 544.
Pioli, 447.
POIZAT (Alfred), 10, 614, 682, 726.
Pomba (C. Gaston), 191.
Portal (Emmanuele), 30.
PROD'HOMME (J.-G.), 88, 117, 493, 760.

PUPIN (René), 250.

QUEYRAT., 183.

RAGEOT (Gaston) 59, 93, 123, 185, 220, 252, 314.
RAGEOT (Gaston), 31.
RAMUZ (C.-F.), 621.
Raphaël (Gaston), 633.
REINACH (Joseph), 327.
RENARD (Georges), 14, 196, 421, 644.
REYNE (Julien), 459, 497, 528, 551, 589.
Richepin (Jean), 307.
Rip, 59.
Rivière (Jacques), 444.
Rivoire (André), 123.
Roches (Fernand) 542.
Rodrigues (Gustave), 509.
ROGUES DE FURSAC (J.), 245, 283.
Rosny jeune (J.-H.), 573.
ROUCHÈS (Gabriel), 718.
Roussel-Lépine (José), 606.
Ruffin (Henri), 127.
Ruggiero (Guido de), 640.

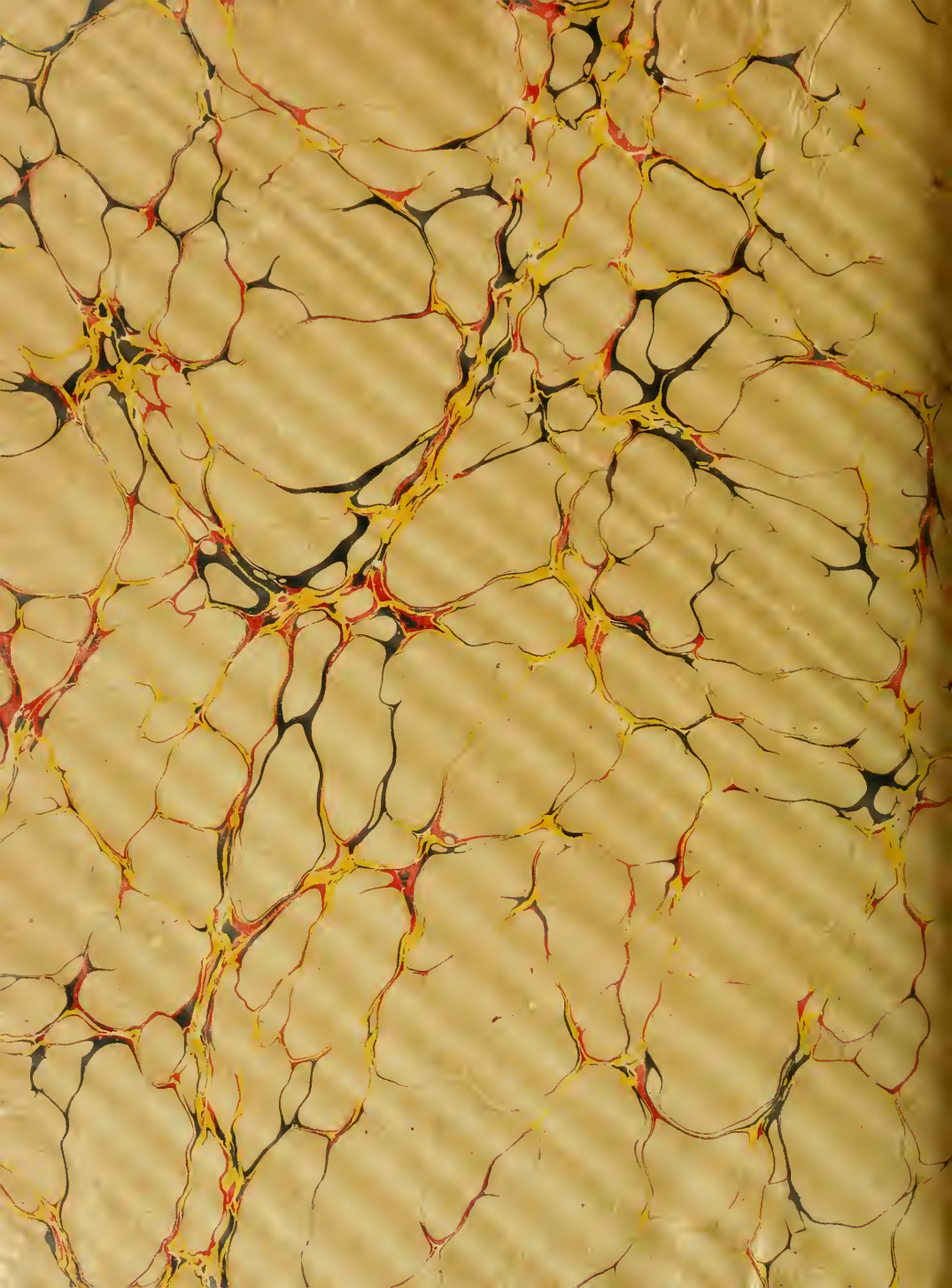
Sacchetti, 225.
SAGERET (J.), 375.
Saiki (Sensi), 96.
Saint-Georges de Bouhélier, 124.
Saint-Pierre (Bernardin de), 735.
Sapori (Francesco), 382.
Schneider (Edouard), 31.
Schreiner, 32.
SCHURÉ (Edouard), 65, 106, 266, 399.
SÉAILLES (Gabriel), 745.
Sée (Edmond), 32, 59.
SERBESCO (S.), 476.
Serrié Heim (Marthe), 736.
Shakespeare, 125.
Shipley (A.-E.), 127.
Sorani (Aldo), 383.
Souvestre (Emile), 735.
Spender (Harold), 477.
Spitzka (Dr Edward), 670.
Strachey (Lytton), 639.
STRAUSS (Paul), 485.
Swinnerton (Frank), 767.

TCHÉKOF (Anton), 714.
Tharaud (Jérôme et Jean), 372, 572.
THIERS, 393, 417, 517, 583, 664, 723.
Thiers (André), 512.
THOMAS (P. Félix), 440.
Tourneur-Aumont (J.-M.), 607.
Trac (Gonzague), 286.

Vandervelde (Emile), 416.
Veber (Pierre), 156.
VERGNET (Paul), 369.
Vic (Jean), 224.
Vignaud (Jean), 91.
Vignon (Louis), 541.
Voltaire, 735.

WAGNER (Cosima), 88, 117.
Wells (H.-G.), 657.
WELSCHINGER (Henri), 424, 454.
Wilson (Président), 478.
Wrangel (Comte F.-U.), 671, 672.

ZANGWILL (Israël), 4, 49, 82, 109, 144, 178, 208, 236.



197237
Revue Bleue, politique et littéraire.
v.57, 1919
P
LF
R
DATE
NAME OF BORROWER

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED